Pf XVII - 40

OBSERVATIONS DES COVSTVMES DE THOLOSE,

CONFEREES AV DROICT ROMAIN, & Couſtumier de France:

Par M. FRANÇOIS FRANÇOIS *Tholoſain, Lieutenant particulier en l'Auditoire de la* VILLE *&* VIGVERIE *dudit* THOLOSE.

Auec leurs Indices treſ-amples.

Ex Libris Joannis Chaumeau



A LYON,
PAR BARTHELEMY ANCELIN,
Imprimeur ordinaire du Roy.

M. DC. XV.
Auec priuilege de ſa Majeſté.

BIBLIOTECA TOLOSANA



Θαυμάτιον θαύμαζ' ἀετὸν ἐς πταμφανόωντα
Ἥλιον, ὦ πάντων θνητὲ πτοφῆτα σιγᾶ:
Εἶπε τί ἐς ἀετὸς, φαέθων τε τὶ ἥλιός ἐστι;
Ἐς ἀετὸς ψυχὴ, ἥλιός ἐστι δίκη:
Σήματα ταῦτ' ἐς ἀνθρώποις κωφ' ἐυπτερυγοῖο
Σῦ Ἄρχων σέμνυ Θεασεσίυ, ὁσίυ,
Εννῦ ταῦτα βλέπων φάσθαι θνήτ' ὥσπερ ἐκείνω,
Ζεῦς σοι ζῶν θανατὸν ἀετὸς ἠελίυ.

A MONSEIGNEVR,

MESSIRE FRANCOIS DE CLARI

Cheualier, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils d'Eſtat, & priué premier Preſident en ſa Cour de Parlement de Tholoſe.

MONSEIGNEVR,

LES Æthiopiens obſeruoient jadis ceſte religieuſe couſtume, de ne couper le Cynamome ſans le ſeau de la licence, & permiſsion des Dieux. Dont les vns attribuoient l'honneur à Iupiter, croyans que ceſte plante, qui dominoit en odeur precieuſe toutes les autres de la terre, ne deuoit eſtre coupée, que du conſentement du dominateur des Cieux. Mais les Æthiopiens n'inuoquoient autre diuinité, que celle du Dieu Aſſabinus, qu'ils tenoient pour patron, & protecteur du Cynamome: & vſoient encores de grands ſacrifices pour mieux iouyr de ſes ſignalées graces & liberalités, par la ferueur affectionnée, & l'affection feruente de leur cœur, & lors qu'il eſtoit taillé, le ſacrificateur le deſpartoit aux Dieux. Duquel le Soleil, comme le nourricier des plantes, pere des odeurs, & celuy qui fait la principalle partie du monde, auoit la principalle part. De meſmes ie n'ay voulu entreprendre d'arracher le Cynamome des Couſtumes de Tholoſe, *pour en diſtribuer les delicieuſes ſenteurs à la France, & en parfumer*

le public, ni les congedier de mon eſtude ſans voſtre permiſſion & de ceſt auguſte, & venerable compagnie du corps de ce ſacré Senat, duquel vous eſtes le Chef, comme des Dieux humains, ou des hommes diuins de ce reſſort que i'ay imploré ſous les heureux auſpices de voſtre nom, & renom, auſſi clair en la terre que le Soleil dans les Cieux, en offrant les fleurs & les fruicts de ce mien labeur au grand autel de voſtre gloire, cõme au Jupiter, Roy de ceſte troupe ſacree, ou au Dieu Aſſabynus protecteur du Cynamome des loix, & couſtumes de ceſte Prouince, ou pluſtoſt au Soleil de iuſtice, qui reluit au milieu de ces aſtres, & viues lumieres du droict dans le Ciel d'Aſtree, cõme l'autre au milieu des Planetes dans le haut, & ſuperbe palais, qui ne brille que de ſa lumiere, & ſplendeur. Car ie ne ſçaurois mieux cõparer les Couſtumes de Tholoſe, *deſquelles i'ay recueilly les obſeruations dans la noire Æthiopie de l'obſcur tõbeau d'oubly où elles ont demeuré long temps enſeuelies, qu'au Cynamome, qui croit en ceſte meſme cõtree, pour eſtre autant muſquees, & embaſmees d'vne ſuaue equité, que ceſte plante diuine l'eſt d'vne odeur douce, & delectable. Et comme ſe trouue de Cynamome de deux eſpeces, l'vn blanc, l'autre noir: de meſmes entre ces* Couſtumes, *les vnes ſont blanches, & reluyſantes d'vne iuſte obſeruation: & les autres par l'iniure du temps ont eſté crayonnees du noir de l'abrogation. Et dit on encore que le blanc Cynamome a long temps fleuri, & fructifie en vogue, & credit, & qu'apres le noir a fleſtri ſon eſtime, & l'a faicte reuerdir en luy. Ainſi l'on trouue, que telles de ces* Couſtumes *ont eſté authoriſees ſur la balance de la Iuſtice du graue poids des Arreſts de ceſte Cour ſouueraine, pour auoir eſté trouuees toutes blanches de cãdeur, & ſainctteté, que par vn trait de temps ont eſté deprimees. Et les noires qu'on croyoit eſtre du tout eſteintes ont eſté releuees en leur premiere ſplendeur, que me feroit deſirer par la bouche de la Iuſtice auec tous les Religieux obſeruateurs de l'equité, que ce grand & celebre Senat y portaſt le moule d'vn ſi ferme, & aſſeuré reglement: qu'on peut diſcerner le bon Or de celuy de faux aloy: les fleurs des eſpines & l'yuroye du pur froment, ſans les voir ſi ſouuent retrograder par les lignes obliques*

des

des contrarietés des iugemẽs de l'Orient de leur lumiere à leur Occidẽt: & de l'Occident de leur nuict à l'Orient d'vn nouueau iour. Et laiſſer moiſir vn threſor ſi precieux, l'vtilité duquel conſiſte au ſeul vſage. Et comme le meſme Cynamome eſt plus exquis, & rare quand il eſt vieil, ſec, & caſſé, le verd n'eſtant ſi odorant: de meſmes ces Couſtumes *ſẽblent d'autant plus meriter d'eſtre religieuſemẽt gardées, & obſeruées, qu'elles monſtrent cõme le vray Cynamome la ſechereſſe agreable d'vne vieille antiquité, & ne tiennẽt de la verdeur de la nouueauté pour auoir eſté eſclairées deſpuis l'an mil deux cens octante trois de ce grand Soleil Philippe le Bel, Roy de France & de Nauarre. Auſſi leur antiquité, & voſtre ſaincte affection enuers les amateurs des bõnes lettres, & ceux qui taſchent par leur honnorable trauail à ſe faciliter l'entrée aux belles, & releuées cognoiſſances du droict, comme celuy qui a faict eſclorre par vne infinité de beaux eſcrits au monde de la gloire la lumiere de ſon ſçauoir. Allaictez mon eſprit de ceſte douce eſperance, que vous accueillirez ſelon voſtre couſtume ces* Couſtumes *d'vn bon œil: Et comme le Soleil, tout allumé de ioye receuoit auec ſi grand plaiſir, & contentement la part du Cynamome que luy eſtoit offert par le ſacrificateur, qu'il l'embraſſoit à l'inſtant de ſes ardens rayons, pour mieux attirer à ſoy la douceur aromatique de ſon amoureux odeur. De meſmes voſtre naturelle bonté ſemble non ſeulement me promettre: mais encores m'aſſeurer que vous eſpãdrez les raiz de vos benignes faueurs ſur le Cynamome, que ie vous offre, non en partie, mais tout entier: comme à l'entier chef de Iuſtice. Et que vous l'enflammerez tout de voſtre dilection en meſlant les feux de vos diuines graces parmy ceux de l'humble affection, de laquelle ie deſire,*

MONSEIGNEVR,

Faire paroiſtre en tous lieux, que ie ſuis touſiours,

Voſtre tres-humble & tres-obeyſſant
ſeruiteur, *F. FRANCOIS.*

A M. F. FRANCOIS

LIEVTENANT PARTICVLIER EN L'AVDITOIRE DE LA VILLE, & Viguerie de Tholoſe ſur ſon Oeuure.

ODE.

NOVVEAV Solon des Tholoſains
D'vn docte ouurage de tes mains
Tu reſſuſcites nos COVSTVMES:
Le ſang de nos cœurs tu allumes.
Plus docte ſera le caquet
De l'Aduocat en ſon parquet.
Le Juge ennemy de tout vice
Rendra mieux à tous la iuſtice:
Le peuple qui eſtoit confus,
Lequel excitoit mille feux
Soit ſur le point des Mariages,
De Teſtaments & des Louages,
Des ſeruitudes mille fois
Viura plus content ſur nos Loix.
Tes Comments ſont ſi agreables
Que les Comments des douze tables,
Ainſi que viuoient les Romains
Viuront auſſi les Tholoſains

Rangez

Rangez au ioug de leurs couſtumes,
Des Grecs la couſtume tu humes,
Des hiſtoires tu ſçais le cours,
Et les preiugés de nos cours,
Que tu adaptes à ton liure,
Comme iadis deſſus le cuiure
Lyſippe adoptoit ſes pourtraicts.
Il ſemble qu'Apollon ſes rais
Aye verſé dedans ta bouche,
Et lors que ce grand Dieu te touche,
Qu'il immortaliſe ton nom
Comme il fiſt celuy de Memnon.
Tholoze tu es obligée
De te voir deſormais rangée
Aux couſtumes des Peres vieux
Par ceſt eſprit induſtrieux,
Qui pour ton profit a pris peyne,
Il n'a point ſemé ſur l'araine,
Il ſera touſiours des humains
Dict le Solon des Tholozains.

Quatrain au meſme.

FRançois & de nom & de faict
D'vn exquis & docte langage
Tu as commenté ceſt ouurage
Plus qu'aucun autre n'a pas faict.

GVIL. D'ALLES. Aduocat en Parlement.

De l'Oeuure & de l'Autheur.

LOix & couſtumes ſont des Dieux,
Ce Docte FRANÇOIS *qui les traicte,*
Des Dieux eſt au Ciel interprete
Qui s'acquiert vn nom glorieux.
De les preſenter à nos yeux
C'eſt ce grand Promethée antique,
Qui prend la lumiere des Cieux,
Et ça bas nous la communique.

I. BESVMBES Tholozain.

TABLE CONTENANT
L'ORDRE DES TITRES INSEREZ
EN CE LIVRE.

TITRE PREMIER.
Conſtitution dotale.

COVSTVME I.

LA femme traduite hors la maiſon paternelle, venant à decéder apres la celebration & conſommation du mariage, la dot ſi immenſe qu'elle ſoit, par elle, ou autre pour elle conſituee, eſt acquiſe au mary ſuruiuant pour en faire à ſa volonté: & l'augment ou donation à cauſe les nopces à la femme qui ſuruit au mary, outre la dot qu'elle repete & recouure ſur les biens d'iceluy, ſoit qu'il y ait enfans, ou non de leur dict mariage, s'il n'y a pacte du contraire: ou elle n'a eſté condamnee d'adultere du viuant du mary, ſans poſterieure reconciliation. pag. 1

COVSTVME II.

Caution baillee à la femme de la dot qu'elle a portee à ſon mary argent conté pour l'aſſeurance & recouurement d'icelle, eſt valable & aſſeuree: & elle peut agir ſur les biens d'icelle caution, comme creancier, non en vertu de ſon priuilege. 30.

COVSTVME III.

Fille dotee, & mariee par le pere ne luy ſuccede auec ſes autres freres & ſœurs, ni ne peut rien pretendre ſur les biens de ſondict pere, ſoit qu'il inſtiue heritier vn eſtranger, ou ſes autres enfans, ores ne luy laiſſe rien par ſon teſtament. 43.

TITRE II.
Biens affects aux femmes.

COVSTVME.

LE Viguier, ou Capitouls cognoiſſent par concurrence des aſſignations des femmes ſur les biens de leurs maris viuants, pour leur dot, augment, nourriture, & entretenement, eux appellez, s'ils ſont à la ville ou dioceſe de Tholoſe, non autrement. 53.

TITRE III.

Emancipations.

COVSTVME I.

ENfans mariez, eſquels les peres ont fait donations en faueur de mariage, ſont tenus pour emancipez: & peuuent teſter, acquerir, acheter, vendre, aliener, agir & defendre, s'endebter, donner mandements, & celebrer tous contracts, tant en iugement, que dehors, comme ſi les peres les auoient emancipez auec toutes les ſolemnitez de droict requiſes. 65

COVSTVME II.

Filles dotees par le pere ſont auſſi tenues pour emancipees, & peuuent apres le decez du mari diſpoſer de la dot à leur volonté, la conſtituer en ſecondes nopces, & faire teſtament, ſoit du viuant de leur dit pere, ou apres qu'il eſt allé de vie à treſpas. 90

TITRE IV.

Louages & affermes.

COVSTVME I.

LOcataires de maiſons & boutiques, & fermiers de terres & autres poſſeſſions à temps & prix certain, qui habitent en icelles, apres le terme eſcheu de l'arrentement, du ſceu & permiſſion du proprietaire non contrediſant, continuent tacitement le louage ou afferme pour vn an, ou autant d'annees, & à meſme prix qu'ils ont arrenté, & le maiſtre les y peut contraindre, s'ils n'en ſont d'accord, & n'y a pacte du contraire. 103

COVSTVME II.

Le proprietaire peut reprendre de ſon authorité les chefs de ſa maiſon, boutique & autres biens par luy arrentez, jetter dehors le locataire, enſemble ſa famille, & ceux qui y habitent de ſa part: auoir & retenir les choſes de ſon fermier ou locataire, qui y ont eſté retirees, conduites, & apportees pour le prix du louage ou penſion de l'afferme, s'il n'eſt payé au terme arreſté: & peut le maiſtre ſaiſir auant le terme, quand l'eſgarement des meubles eſt à craindre. 116

COVSTVME III.

Le locateur ni autre pour luy ou à ſon nom ne peut reuoquer le loüage & afferme de ſa maiſon, boutique, clos, terre, vigne, ou autre fonds par luy baillé en arrentement à certain temps pour y faire ſa demeure, ni par aucun acte poſterieur, comme vente, engagement, donation, alienation ou choſe ſemblable iuſqu'à fin de terme. 134

Fiefs

TITRE V.

Fiefs.

COVSTVME I.

INſtance petitoire de fonds rural meuë deuant les Capitouls, faict à renuoyer au Sieur directe, ſi l'aſſigné le requiert, & inſiſte à fin de mon proceder, n'eſtant queſtion d'heritage, pacte ne conuention. 141

COVSTVME II.

Infeudataires ſont tenus à la requiſition du Seigneur feodal, luy exhiber & communiquer à iour aſſigné non ferié, ſauf excuſe legitime, ſous peine pecuniaire enuers ledit Seigneur à l'arbitre des Iuges entr'eux accordez & conſtituez les inſtruments d'achepts, teſtaments, diuiſions, acquits, contracts, titres & documens qu'ils ont deuers eux, des biens ruraux qu'ils poſſedent mouuans de ſa directe: & autres actes & papiers concernans ledit fief pour faire extraicts à ſes deſpens, de main publique de tous les actes ou tels que bon luy ſemble. Et ſi les vaſſaux diſent qu'ils n'ont ny ne peuuent auoir que ceux qu'ils ont exhibez, doiuent iurer ſur l'Autel ſi le Seigneur le requiert, eſtre veritable qu'eux ny autre pour eux, n'ont fait perdre ny eſgarer leſdits documents, actes & papiers concernans ledit fief, ny par dol & fraude, ou perſonnes interpoſees donné empeſchement que leſdits inſtruments ne luy ſoient exhibez. 155

COVSTVME III.

Le Seigneur feodal qui ſe plaind contre vn ſien vaſſal, le peut aſſigner de trois en trois iours, ou plus, pour comparoir deuant luy, auec les actes qui concernent le fief, à iour certain non ferié, heure de veſpres, conſtituer iuges auec le Seigneur ou autre demandeur pour raiſon dudit fief, & obeyr à droict de ce que par eux ſera ordonné. Et ſi l'Emphyteote ne compart le iour & l'heure de l'aſſignation deuant le Seigneur feodal, ou n'apporte excuſe legitime, & le Seigneur ou l'autre demandeur eſt preſt conſtituer iuges, & proceder en cauſe. Le preſent peut demander griefs contre le defaillant en la Cour ou iuges conſtituez, de deux ſols Tholoſains de chaque defaut, que ladite Cour, ſi le trouue raiſonnable, leur doit adiuger. Et peuuent reſpectiuement faire election de iuges, auec faculté ſi bon leur ſemble, augmenter ou diminuer le nombre d'iceux, & les changer ou confirmer, pour ce faut eſtre par eux procedé à l'inſtruction & deciſion de l'affaire: & ſont les parties tenues acquieſcer à leur ſentence, & par icelle l'infeodataire faict en cas de ſuccombence à condamner enuers le Seigneur en la Iuſtice contenue à l'inſtrument d'infeodation. 175

COVSTVME IIII.

Derniere vente, donation, & obligation de fonds rural faicte par le mari, de l'aduis, & conſentement de ſa femme, & du Seigneur, eſt preferee à l'obligation ſpeciale, & generale vente, & donation premiere, faicte ſans l'aduis, & conſeil du Seigneur feodal quoy que le premier acquereur ayt eſté mis en poſſeſſion & l'hypotheque des biens obligez par les deux mariés de l'aduis & conſeil du Seigneur, pour les debtes du mari, eſt auſſi preferees aux precedentes, non aloucés par le Seigneur. 186

TABLE.

COVSTVME V.

Seigneurs feodaux ne ſont tenus recognoiſtre, ny recevoir en leurs fiefs aucuns infeodataires, ny advouer les ventes & alienations que leur ont eſté faictes du fonds mouvant de leur fief, que ne ſoyent d'accord, ou ne les ayent payez des pactz, ou lods, & ventes, enſemble des oblies, droicts, devoirs Seigneuriaux, & autres redevances pour raiſon deſdicts fiefs. Sans que dudict refus pour droicts non payés, & devoirs non faicts, les vaſſaux puiſſent eſtre inquietés, ny ſouffrir peine, & dommage, & eſtants les Seigneurs d'accord ou ſatisfaicts des nouveaux acquereurs, ne peuvent refuſer les recevoir en leur fief ſans cauſe legitime, ſi autres n'y ont eſté pluſtoſt receus, & alloués: & le fief ne tombe en main morte, outre le gré, conſentement, & liberalité du Seigneur, lequel en ce cas peut contraindre les mainmortables vendre les biens mouvants de ſon fief, ou cenſive, à deſlay dans an & iour apres leurs acquiſitions, ſi mieux n'aiment les retenir, payer lods, & ventes, & conſtituer hommes vivants, & mourants, perſonnes laics ſuffiſants, & ſoluables pour infeudataires, qui s'obligent payer au Seigneur les oblies, & devoirs Seigneuriaux pendant leur vie. Apres le deceds deſquels ſont tenus en vuider leurs mains, & les vendre à des laics: ou payer derechef lods, & ventes, & rierecaptes: & conſtituer autres hommes laics vivants, & mourants, qui s'obligent comme les precedents, & ainſi conſecutivement, juſques à ce que le fief ſoit remis en main layque: & d'icelle recognu par le Seigneur feodal. 196

COVSTVME VI.

Pour avoir ceſſé le payement des oblies l'eſpace de trois ans, ou d'avantage, le fief ne tombe en commis, ou incours. Bien eſt tenu l'Emphyteote payer les arrerages deſdictes oblies, ou cenſives, & autres droicts contenus au contract de l'oſime, par luy deubs puis le temps qu'il tient, & poſſede le fief, juſqu'à ce qu'on en ait faict real delaiſſement és mains du Seigneur feodal, par inſtrument public. Et ores ait ceſſé trente ans ou plus le payement des oblies, ne preſcrit contre le Seigneur, ny n'empeſche que ne ſoit tenu luy payer la cenſive & autres droicts & devoirs ſeigneuriaux concernants ledict fief. 228

COVSTVME VII.

Seigneur feodal peut de ſa propre authorité faire ſaiſie en ſon fief pour les oblies, & autres choſes à luy deues, ou priſes à faire petitions, & demandes par luy faictes à ſon infeudataire, ou par autre devant ſoy, pour raiſon & occaſion dudict fief: ſi le vaſſal par luy, ou autre de ſon mandement aſſigné, ne veut comparoir devant luy, ny obeyr à droict. 239

COVSTVME VIII.

Le Seigneur eſt creu à ſa parolle ſur la demande par luy faicte des arrerages des oblies des trois dernieres années, ſans preuve, ny ſerment, ſi le vaſſal ne monſtre l'avoir payé au ſerment duquel ſur l'autel eſtant queſtion de deux ſols Tholoſains, ou plus, ou ſur les Saincts Evãgiles noſtre Seigneur de moindre ſomme, ou valeur, ſe remettent les payemens du cens, & oblies des autres années precedentes, faicts audict Seigneur, ou à ſes predeceſſeurs, agents, ou Procureurs: & au refus du vaſſal, le ſerment ſe refere au Seigneur, pour jurer & affermer ſi les

les oblies qu'il demande luy ſont deuës. Quoyfaict, l'emphyteote eſt tenu incontinent les luy payer enſemble la Iuſtice de chacune année des droits non payez, ſi le Seigneur le demande, & ſi le fief eſt mouuant de pluſieurs Seigneurs, chacun d'eux peut agir pour ſa part du fief, que luy concerne, & pour ſes autres debtes contre l'emphyteote: enſemble pour les autres, ou quelqu'vn d'iceux. 251

COVSTVME IX.

Deuant les Seigneurs feodaux on ſouloit faire les demandes, & procés par eſcrit de main publique aux deſpens commũs des parties: & les Iuges par elles conſtituez n'eſtans d'accord, iuroyent à l'inſtance & requiſition de l'vne d'icelles ſur les Saincts Euãgiles noſtre Seigneur, fidellement, legitimement, & en conſcience faire la deciſion de leur different, duquel ſi apres la preſtation de ſerment, n'eſtoyent encores d'accord, chacun d'eux eſcriuoit ſon aduis, & le remettoit deuant les Capitouls, ou Viguier le iour aſſigné par le ſeigneur: à ce que leſdicts Capitouls en donnaſſent leur ſentence, comme ils ſouloyent faire ſur leſdictes eſcriptures. Laquelle eſtant prononcée & recitée, les parties eſtoyent tenues y obeyr, & celle qui ſuccomboit payer eſdicts Capitouls cinq ſols Tholoſains pour ladite deliberation, & celuy qui manquoit à produire, bailler & remettre ſon dire par eſcrit le iour de Cour aſſigné par le Seigneur feodal, payoit tout le grief de chacun deffaut deux ſols Tholozains audict Seigneur ou autre ayant droict, & cauſe de luy. De meſmes le Seigneur plaidant auec ſon vaſſal, qui par contumace ne ſe preſentoit au lieu, iour, & heure de l'aſſignation, ny autre pour luy, payoit pour les griefs de chacun defaut qu'il faiſoit és iours non feriés, deux ſols Tholoſains à ſon aduerſaire, dont les aſſignations ſe donnoyent par les Seigneurs feodaux à leurs infeodataires à heure de Veſpres, & les parties ſuccombantes eſtoyent condamnées à la definitiue es deſpens de la cauſe, & autres exposés à la pourſuite, ou deffenſe d'icelle à la taxe & cognoiſſances des Iuges. 261

COVSTVME X.

Quand vn fief diuiſé eſt tenu de pluſieurs ſeigneurs, celuy du milieu a l'entrée & paſſage du deuant du coſté de la ruë, & le dernier par le deuant & milieu, pour faire ſaiſie en ſon fief: ores les Seigneuries ſoyent diuerſes & libres. 271

COVSTVME XI.

Seigneurs ſont preferez en leur fief à tous autres creanciers, ſauf le Roy. 277

COVSTVME XII.

Eſchange de fiefs a lieu de vente, ores les pieces permutées, ou l'vne d'icelles ne ſoyent appreciées: & ſe doit faire de l'aduis du Seigneur, auquel ſont deubs les lods & ventes de la douzieſme partie du fief eſchangé, ſoit auec meubles, ou fonds allodial, ou feodal. 293

COVSTVME XIII.

Infeodataire qui confeſſe deuoir oblies en argent au Seigneur feodal, en ſon fief, ſans qu'il en face apparoir par aucuns inſtrumens, ny extraicts des droicts Seigneuriaux, eſt auſſi te-

nul luy payer le cas, aduenant l'hommage des riere-captes du double, & autres droicts de directe: horſmis les oblies deuës au Roy, ſi point en y a, outre les droicts du Seigneur. 308

COVSTVME XIV.

Quand l'inſeudataire decede ab inteſtat *ſans aucuns deſcendants, aſcendants, ny autres parents, affins, & conſanguins capables & habiles à ſucceder, le fief reuient au ſeigneur, de la directe duquel eſt mouuant: ou au Roy, ſi l'heritage eſt allodial, les debtes du deffunct au preallable payés.* 318

TITRE VI.

Fruicts non reſtituables.

COVSTVME.

CEux qui dés le commencement de leur poſſeſſiõ ont, & poſſedent de bonne foy en Tholoſe, ne ſont tenus des fruicts conſommez, ny en nature par eux retirez des choſes à eux demandées, quoy que leur ſoyent euincées, que puis la conteſtation, inſques à fin de cauſe. 331

TITRE VII.

Preſcriptions.

COVSTVME.

INquiſition de biens immeubles tenus & poſſedés par celuy, contre lequel eſt enquis, que l'informant pretend luy appartenir, quoy que ſoit inſtrumentée, & d'icelle fait acte public, n'interrompt la preſcription du poſſeſſeur. 356

TITRE VIII.

Edifices.

COVSTVME I.

CEluy qui baſtit ioignant l'edifice de pierre, ne doit auancer les poutres, & ſolineaux plus d'vn palin ſur la rue. 383

COVSTVME II.

Quand on diuiſe à Tholoſe vn heritage entre freres ou eſt rangers, conſiſtant en maiſons, boutiques, granges, places, iardins ou choſes ſemblables, les proprietaires ſont tenus y faire en commun, ou contribuer aux fermures moiéturieres des boutiques & baſtiments, iuſqu'au toiét inferieur, des places & Iardins dix palins ſur terre: enſemble ceux qui ont leurs fonds tenant au fonds voiſin, ſi leur dict voiſin le requiert. 411

TITRE IX.

Debtes.

COVSTVME I.

Quand la femme qui habite auec ſon mary de ſon ſceu & conſentement fait trafique publique de marchandiſe, comme pain, vain, ſoye, laine, merceric & choſes ſemblables, & contracte aucuns debtes en ceſte qualité, le mary eſt tenu les payer au deffaut d'elle: ſi eſt corretiere & reuenderesſe de hardes, doit ſuiure & garder le ſtatut de la ville, par lequel les pareurs, conſturiers, corretiers, tiſſerans de laine & lin, ouuriers fileurs, & retorſeurs de ſoye, teincturiers, reuandeurs de hardes, lauandiers, ny les fileurs de lin, ou laine ne peuuent vendre n'engager en quel temps que ce ſoit le lin, laine, draps, veſtemens, ſoye & autres choſes de filer, qui leur ont eſté baillées: horſmis les corretiers & reuendeurs, auſquels eſt permis vendre les choſes qu'ils ont en main, ſuiuant la permiſſion que leur en eſt baillée, non les engager: & ceux qui ont acheté aucune des choſes ſuſdictes, ou preſté argent ſur icelles, le perdent, & ſont tenus les rendre à ceux à qui ont appartenu: ſauf les reuendeurs qui ont permiſſion de vendre, non engager, & ſont les refractaires par les Capitouls condamnés en amandes. 426

COVSTVME II.

Femmes ſe peuuent obliger au payement des debtes ennuers les creanciers, pour & auec leurs marys, & eſtans obligez, ſont tenues en defaut des biens de leurſdicts maris payer les debtes, par elle contractez, quoy qu'elles n'ayent iuré, ny generalement ou ſpecialement renoncé à leur droict. 464

COVSTVME III.

Femme maieur de douze ans, hors l'authorité paternelle, qui n'eſt en puiſſance de tuteur, ne curateur, peut receuoir à preſt, s'obliger, cautionner, & interceder pour autruy: & ſon obligation & interceſſion eſt valable. 480

COVSTVME IV.

Obligé à pluſieurs creanciers par acte public, dont les parties ſont d'accord, n'eſt tenu payer le debte conteſté qu'il ſouſtient eſtre payé, que ne facent foy de l'entier inſtrument obligatoir: quoy que peuuent par teſmoins leur auoir eſté promis payement, meſme quand l'obligé faict apparoir l'acte auoir eſté cancellé. 492

COVSTVME V.

Le creancier auquel les deux mariez ſont enſemble obligez, ores dernier en datte, eſt preferé ſur les biens du mary à ceux, auſquels le mary eſtant ſeulement obligé: quoy que ſoyent, en ſaiſine pour leur debte de partie d'iceux. 502

COVSTVME VI.

Les creanciers qui prenoyent ſaiſine du Seigneur d'vn fief mouuant de ſa directe, ou du Viguier de fonds allodial, achepté par le mary au remploy des deniers prouenus du prix de la vente par luy faicte du conſentement de ſa femme du fonds dotal à luy par elle conſtitué en ſes conuentions matrimoniales, & recogneu par acte public, apres ladite ſaiſine eſtoient preferez à la dot de la femme ſur ledit fonds: non ſi la recognoiſſance procedoit la ſaiſine. Auquel cas la femme eſtoit tant ſeulement preferée auſdits creanciers ſur le fonds acquis du remploy de l'argent prouenu de la vente volontaire du fonds par elle conſtitué, & ſur tous les autres biens preſens & aduenir de ſondict mary. 519

COVSTVME VII.

Ceux qui pour leurs debtes eſtoyent aleüez & en ſaiſine auec le Seigneur ſur fonds mouuant de ſa feodalité, ſouloyent eſtre preferez és autres creanciers, quoy que premiers en datte: ſauf la femme (laquelle eſtoit tant ſeulement preferée ſur les biens du mary, pour ſa dot, augment & nourriture) & pour les debtes qu'elle eſtoit enſemblement obligée auec ſondict mary, nonobſtant ladicte ſaiſine & allocation faicte pendant le mariage. 536.

COVSTVME VIII.

Saiſines & preferences concedées par ceux qui auoyent pouuoir & authorité de ce faire ſur biens meubles premierement obligez pour dot & donation à cauſe des nopces, ne donnoit poſteriorité d'hypotheque auant la dot, & ſuſdicte donation, ſi n'eſtoient vẽdus, donnez, alienez, ou baillez en payement de debte, auant la femme n'euſt declaré & denoncé le droict qu'elle auoit ſur iceux, ou ne fuſt en inſtance. 553

Payements,

TITRE X.

Payements.

COVSTVME I.

LE creancier que ne trouue autres biens de ſon debteur, que vne ſeule piece, ou maiſon pour ſe payer de ſon debte, la peut mettre à prix honneſte, competant, & raiſonnable, la faire crier à ſon de trompe, par trois diuerſes fois: & ſi perſonne n'y ſurdit, contraindre par iuſtice ſon debteur luy en faire la vente, & en laiſſer la poſſeſſion vuide, ſi ne luy eſt baillé en payement, en ſuppleant le prix d'icelle, ou le debteur ne paye incontinant le debte, pour lequel ſa maiſon eſt aux encheres. 566

COVSTVME II.

Celuy qui eſt par contract obligé à deux creanciers ſolitaires, meſmes à deux freres, & paye l'vn d'iceux, ſe deliure de l'obligation de l'autre, ſans que l'abſent luy puiſſe apres repeter le meſme debte: & encore moins, s'il y a acquit du payement, & l'inſtrument eſt cancellé. 575

COVSTVME III.

Le creancier eſtant payé de ſon debte doit remettre le contract obligatoire cancellé és mains de ſon obligé, ſi l'a en ſon pouuoir, ou a moyen de le luy rendre: ſinon eſt tenu luy en faire acquit par acte public, non autrement. 584

COVSTVME IV.

Eſt auſſi tenu ſaiſir la caution de ſon debteur de l'entier inſtrument de debte & cautionnement, s'il eſt payé par ſes mains & luy ceder ſes droicts & actions par acte public. 589

COVSTVME V.

Comme des debtes prouenues de l'heredité, ou de l'adminiſtration de la tutelle, deſquels le creancier eſtant ſatisfaict par le tuteur datif, ou teſtamentaire, eſt auſſi tenu rendre l'entier inſtrument obligatoire, & en faire acquit & recognoiſſance de ma main publique. 595

COVSTVME VI.

Si le tuteur teſtamentaire inſtitué par vn citoyen de Tholoſe decedé, eſtant condamné payer, ou remettre és mains du creancier du defunct la ſomme à luy demandee en contradictoire iugement, paye de ſon authorité priuee quelques autres debtes hereditaires, non allouez ni cenſez auoir ſpeciale hypotheque, eſt auſſi tenu payer la ſomme en laquelle il a eſté condamné des biens de l'heritage par luy adminiſtrez, ſi point en y a: ſinon ſuiuant ce que ſeroyent eſtimez, comme valoyent du temps de ladicte condamnation. 599

***

TITRE XI.

Pleiges.

COVSTVME I.

Femme que mande, & s'oblige pour debte auec ſon mari, ſe rend caution, & eſt en effect tenue comme vne autre caution. 609

COVSTVME II.

Laquelle caution de debteur principal n'eſt tenu indemniſer des dommages, & intereſts du gain ceſſé à la chaume de l'œuure, pour quelque temps intermiſe, à cauſe dudict cautionnement. 613

COVSTVME III.

Si vn forain s'oblige pour debte ciuil auec vn ou pluſieurs citoyens de Tholoſe enuers vn autre citoyen, ou des citoyens de Tholoſe cautionnent pour vn forain qui fait ſa reſidence hors la ville & fauxbourgs d'icelle, le creancier peut agir & faire execution pour toute la ſomme contre celuy que bon luy ſemble, ſans diſcuter le debiteur principal. 621

TITRE XII.

Societé.

COVSTVME.

Vand vn marchand baille certaine quantité de vin ou autre marchandiſe à conduire de Tholoſe en autre contree, au tiers, quart, ou cinquieſme denier du profit: celuy qui la reçoit, doit auſſi auoir ce qu'il a beſoin pour ſe nourrir & alimenter ſain & malade, allant, demeurant, & reuenant à la bonne foy, à la conduitte, defenſe & pourſuite de ladite marchãdiſe ſi par neceſſité ou pour l'vtilité d'icelle luy a falu obtenir aucune mainleuee, les frais qu'il y a faits luy ſont a rembourſer, ou deduire ſur la meſme marchandiſe, ſinon le maiſtre d'icelle le doit payer au ſien propre, pourueu que luy ait rendu compte deuant deux ou 3. marchands dignes de foy, experimentez & entendus au faict, train, & conduite de telle, ou ſemblable marchandiſe. Lequel compte ſi eſt trouué loyal & raiſonnable, le facteur & conducteur parfaict compte rendant, doit eſtre creu à ſon ſerment deuant les meſmes arbitres, ſur le faict de ſon adminiſtration, gain, & perte faicte en icelle: ſauf ſi ſon maiſtre peut & veut prouuer le contraire, ſans preiudice des conuinions & promeſſes, pactes & conuentions, faicts & accordez

dez entre le maiſtre de la marchandiſe, & celuy qui la reçoit. Eſquels ne deroge la couſtume, laquelle eſt auſſi entendue, & a lieu entre les marchands & leurs ſeruiteurs ou aſſociez qui reçoyuent la marchandiſe à telle condition, qu'ils n'y ont part qu'à la diſcretion & volonté du maiſtre. 629

TITRE XIII.

Acquiſitions.

COVSTVME I.

CE que la femme acquiert & poſſede pendant le mariage, eſt cenſé du mary, ſauf les paraphernes. 643

COVSTVME II.

Apres le deceds de la femme, le mary diſpoſe & fait à ſa volonté de la dot à luy par elle, ou autre pour elle conſtituée, ſi grande & immenſe qu'elle ſoit, ſi ne l'ont autrement conuenu & accordé. 651

COVSTVME III.

Ventes, donations, ceſſions, alienations, promeſſes, obligations de ſommes deuës, pactes & reconuentions faictes à des abſens par inſtrument public, ſont autant vallables, que s'ils y auoiẽt eſté preſens, ſi apres les approuuent & aggreent. 661

COVSTVME IV.

Quand les enfans non emancipés du viuant du pere, ont apres ſon decés recueilly ſon heritage, toutes les acquiſitions, contracts, & obligations par eux, ou l'vn d'iceux faictes des moyens & pour raiſon de l'heredité, & tant les pertes que profits en prouenans, viennent en commun à tous les freres ſelon la diuiſion, ſi l'heritage n'a eſté partagé par le pere entre ſes enfans auant ſon decés, & faut preſumer que les acquiſitions par eux ou l'vn d'iceux faictes, precedent des biens paternels, ſi n'appert du contraire. 669

COVSTVME V.

Les hoirs & ſucceſſeurs de la femme predecedée au mary, luy faiſans demande de la moitié d'vne maiſon, enſemblement acquiſe par elle, & ſondict mary pendant leur mariage: le mary que inſiſte n'y auoir lieu par teſtament ny abinteſtat en doibt iouyr pendant ſa vie, ſuiuant

uant la Couſtume de Tholoſe, ſi appert qu'il aye payé l'entier prix d'icelle, & apres ſon decès reuient aux heritiers teſtamentaires de la femme, ou ſes plus proches, ſi elle n'a teſté. 686

TITRE XIV.

Donations.

COVSTVME I.

LEs preſens qu'on donne & apporte à l'eſpoux tant de ſa part, que du coſté de l'eſpouſe iour & veille des nopces, comme poyure, cire, chair, bled, vin, boutons, boucles, ou agrafes d'or, bagues, ioyaux, cueillers d'or, ou d'argẽt, & choſes ſemblables, appartiennẽt à l'eſpoux, ſans que l'eſpouſe y ſoit en part, enſemble les eſtraines qu'on enuoye le lendemain des nopces tant à l'eſpoux qu'à l'eſpouſe. 701

COVSTVME II.

Donations faictes des peres aux enfans par contract de mariage d'aucunes ſeigneuries, poſſeſſions, meubles, ou immeubles, ſont vallables, perpetuelles, & irreuocables, les enfans tenus pour emancipés en ce que concerne les choſes à eux données en faueur dudict mariage, & comme tels peuuent agir, & eſtre en iugement contre leur pere. 711

TITRE XV.

Ventes & Achapts.

COVSTVME I.

TIens nobles vendus libres & allodiaux, ou baillez à nouueau fief par inſtrument public, ſont tenus pour deliurez, quant au vendeur ou infeodateur, pourueu que les poſſedent au temps de la vente, ou infeodation: ny ne peuuent agir ny pretendre aucun trouble ne violence contre l'achapteur & infeodataire, qui ſe ſeroient mis en l'actuelle & corporelle poſſeſſion des biens par eux achaptez, ou pris en emphyteoſe: mais ſi le vendeur ou infeodataire apres ladicte vente ou infeodation ont vendu ou infeodé à vn autre les meſmes biens & iceluy mis en l'actuelle & corporelle poſſeſſion d'iceux, auant le premier, le dernier achapteur ou infeodataire ſont proferez au premier, en la poſſeſſion & proprieté deſdicts biens vendus, ou infeodez. 718

TABLE.

COVSTVME II.

Ventes ſolemnelles d'immeubles ſe ſouloient faire en Tholoſe à ſon de trompe par la ville ou faux-bourg d'icelle de trois en trois iours par trois diuerſes fois d'authorité des Capitouls, autrement n'eſtoient vallables: ſauf pour les affaires du Roy, leſquels ſe faiſoyent, comme plaiſoit à ſa Majeſté. 733

COVSTVME III.

Celuy qui preuue par teſmoins auoir achepté à Tholoſe publiquement en rue, ou place publique, ſoit iour de marché ou non, d'vn forain ou domicilier, faict à rembourſer du prix par le demandeur quoy que les meubles luy ayent eſté deſrobés, ſur la quantité duquel doibt eſtre creu à ſon ſerment. 737

COVSTVME IV.

Le mary peut vendre, donner, allener & diſpoſer à ſa volonté de ſes meubles & debtes actifs ſans l'aduis & conſentement de ſa femme, ſi ne luy ont eſté premierement aſſignez. 746

COVSTVME V.

Es ventes de pourceaux ceux qu'on trouue ladres ſont tirés du troupeau, deſduict le prix de la valleur d'iceux: la vente des ſains demeurant en ſon entier. S'ils ſont deliurez à l'achepteur ſans eſtre viſitez, ne conuenu de la retention, ou reiection des ladres: la vente eſt vallable tant des ladres, que des ſains: leſquels tous enſemble l'achepteur eſt tenu payer. 653

COVSTVME VI.

Vente de meubles ou immeubles ſouloit eſtre vallable, ferme & perpetuelle, ſans qu'à l'inſtrument y euſt prix certain, & le vendeur n'euſt en iceluy declaré qu'il eſtoit bien content & ſatisfaict: ny ne pouuoit eſtre reuoquée & annulée, pour n'y auoir inſeré & apposé le prix. 759

COVSTVME VII.

Tuteurs teſtamentaires des pupilles heritiers du teſtateur preſſez de debtes hereditaires & pourſuiuis à la requeſte des creanciers du defunct, à la remiſe de la dot de la vefue, nourriture & aliments des pupilles, & pour ſubuenir és autres charges teſtamentaires, pour leſquelles eſtoient contraincts vendre des biens du teſtateur, ſans que leur euſt donné permiſſion de ce faire. Les Capitouls de Tholoſe ſouloient pourueoir les pupilles de meſmes tuteurs, ou tels qu'ils aduiſoient eſtre plus conuenables, auec puiſſance vendre des biens deſdits pupilles: & s'il eſtoit beſoin du teſtateur, & eſtoient fermes & vallables les ventes des biens des pupilles faictes à la requeſte deſdicts tuteurs ainſi donnez par trois inquants à ſon de trompe, ſans que leſdictes ventes, apres auoir eſté confirmées par les Capitouls peuſſent à l'aduenir eſtre reuoquées par aucun ſubſtitué, ny autre du coſté des pupilles, ny du teſtateur, le cas aduenant, pourueu que fuſſent ſuffiſans pour les debtes & obligations du defunct. 770

COVSTVME VIII.

Eſt permis à chacun vendre ſans meſure certaine, comme bon luy ſemble, ſinon aux vendeurs ordinaires, que vendent à poids leſquels doit auoir certain, comme quintal, demi quintal, quarteron, demy quarteron, quart, demy quart, once, demy once, vehau, demy vehau ou dragme, & demy dragme: ainſi des autres puis le plus grand iuſques aux plus petit. 781

COVSTVME IX.

Vente de fons ou ſeigneurie dotale faite par les mariez ou l'vn d'iceux de l'aduis & conſentemẽt de l'autre, eſt ferme & vallable ores les vendeurs n'ayent generallement ny expreſſemẽt renoncé à leur droict, ny promis & iuré l'obſeruation d'icelle, & ne venir au contraire. 791

TITRE XVI.

Teſtaments.

COVSTVME.

TEſtament de celuy qui a droict & faculté de teſter fait deuant deux ou trois teſmoins, & le chapelain ou ſon vicaire, & en ſon abſence n'y eſtant appellé eſt autant valable que ſi la ſolemnité de droict au nombre des teſmoings y eſtoit obſeruée. 799

TITRE XVII.

Succeſſions.

COVSTVME.

TE pere ſuccede à ſes enfans & filles decedez ſans faire teſtament. Et à ſon defaut le plus proche en degré de parantele du coſté paternel. 811

TITRE XVIII.

Tuteurs & curateurs.

COVSTVME I.

TVteurs donnez ez perſonnes & biens des pupilles, ou du defunct par les Capitouls de Tholoſe ne ſouloient bailler cautions, & neantmoins, leur cautelle eſtoit vallable, enſemble les ventes qu'ils faiſoyent des biens des pupilles ou de l'heredité à trois cris à ſon de trompe eſtant confirmée par leſdicts Capitouls. 825

COVSTVME II.

Ores tous les tuteurs ſoyent tenus faire inuentaire des choſes par eux adminiſtrées le teſtamentaire meſme eſtant parent du pupille ne ſouloit eſtre priué de ladicte charge, ne interdict d'agir audict nom contre les debteurs d'iceluy pupille, ny ne luy eſtoit donné curateur pour adioinct pour n'auoir faict ledict inuentaire. 832

TITRE XIX.

Moindres de vingtcinq ans.

COVSTVME I.

MAieurs de quatorze ans, moindres de vingt-cinq peuuent apres le deceds de leur pere s'obliger, vẽdre, acheter & celebrer tous autres contracts, plaider & eſtre en iugement ſans

ſans eſpoir de reſtitutiõ enuers la ſentẽce cõtre eux donnée, ſi ne ſont conditionnez par le teſtament du pere, ou pourueus de curateurs à certains temps par les Capitouls, pendant lequel doibuent ſuiure la condition du teſtament du pere de l'aduis & conſeil de leur curateur. 838

COVSTVME II.

Maieur de quatorze ans peut agir & eſtre en iugement en action d'iniures ſans l'authorité du pere, quoy qu'il ſoit ſoubs ſa puiſſance, ny ne peut la ſentence contre luy donnée pour ce deffaut eſtre retractée. 850

TITRE XX.

Partage.

COVSTVME.

PArtage eſtant faict en parties inegales d'vn heritage aduenu à pluſieurs qui ne ſont en communauté, ny ſocieté auec retour d'argent, payable par celuy, qui prend la plus grande ou meilleure partie, à celuy auquel demeure la plus petite, ſont deus lods & ventes au ſeigneur feodal pour le prix de la plus value, comme de vente pure, ſi la partie recompenſée, pour laquelle ſe baille le retour eſt feodale. 859

TITRE XXI.

Nourriture ou veſuage.

COVSTVME.

LA femme veſue apres le decez du mary doit eſtre nourrie & entretenue de choſes à elle neceſſaires pour ſes aliments des biens de ſondit mary ſans diminution de la dot & augment inſqu'à l'entier & effectuel rembourſement, offre & conſignation d'icelle auec l'augment ſi du viuant du mary n'a eſté condamnée d'adultere ſans poſterieure reconciliation ou apres le deces d'iceluy elle a conuolé en ſecondes nopces, puis leſquelles les hoirs, tuteurs, curateurs ny autres de la part du defunct ne ſont tenus luy pourueoir d'aduantage d'aliments & veſtements quoy qu'elle ne ſoit du tout reintegrée & ſatisfaicte de la dot & augment qu'elle auoit ſur les biens de ſondict feu mary. 864

TITRE XXII.

Immunité des Citoyens.

COVSTVME.

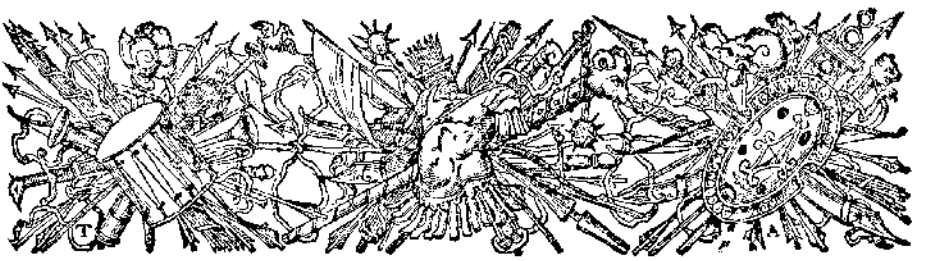
ELuy qui habitoit hors la ville de Tholoze, en quelque village, chaſteau, ou ailleurs, apres auoir declaré & denoncé qu'il ſe vouloit retirer, & rendre habitant d'icelle: ſi autre que ſon maiſtre de corps le prenoit, le marquoit & debaptizoit en chemin, les Capitouls & la ville le demandoyent, maintenoyent & aſſeuroyent, & recouuroyent s'il eſtoit pris, enſemble tous ſes moyens, comme s'il eſtoit citoyen de Tholoze. 875

De homagiis antiquatæ conſuetudinis. 890

FIN.

AVANT PROPOS.

POVR mettre au iour les couſtumes obſeruées de la ville, & Viguerie de Tholoſe, pays de droict eſcript: m'a ſemblé propre & conuenable, ſuiuant l'ordre de Iuſtinian en ſes Inſtitutions ciuiles, traitter pluſtoſt la matiere des obligations, & queſtions deciſoires, & couſtumieres, que les formalitez des preparatoires: & commencer mon œuure par la conſtitution dotale inuentée pour le ſupport de mariage premier celebré, & contracté en Eden par le Createur de l'vniuers, en nos premiers parents, (auſquels auoit imprimé le caractere de ſon image) pour la propagation du genre humain & conſeruation de leur eſpece, ſeule honorée de la poſſeſſion, & proprieté des choſes.



OBSERVATIONS
DES COVSTVMES
DE THOLOSE.

Conſtitution dotale. Titre premier.

COVSTVME I.

La femme traduite hors la maiſon paternelle, venant à deceder apres la celebration & conſommation du mariage, la dot, ſi immenſe qu'elle ſoit, par elle, ou autre pour elle conſtituee, eſt acquiſe au mary ſuruiuant pour en faire à ſa volonté: & l'augment ou donation à cauſe des nopces à la femme qui ſuruit au mary, outre la dot qu'elle repete & recouure ſur les biens d'iceluy ſoit qu'il y ait enfans, ou non de leurdict mariage, s'il n'y a pacte du contraire: ou elle n'a eſté condamnee d'adultere du viuant du mary, ſans poſterieure reconciliation.

CHAPITRE I.

LA dot [1] paternelle [2] de la fille [3] qui entre en nouuelle famille par le ſacré lien de [4] mariage ne retourne au pere, [5] ny l'eſtrãgere [6] aux hoirs & ſucceſſeurs de la femme predecedee, [7] ains eſt acquiſe au mary: [8] l'augmẽt [9] à la femme ſuruiuante, [10] outre la dot qu'elle recouure ſur les biens d'iceluy, [11] ſoit qu'il y ait enfans ou nõ dudict mariage: [12] & ores nõ contee ou recogneuë, [13] ou recogneuë non receuë: [14] n'ayant tenu qu'à luy qu'il ne l'ait retiree: [15] ſauf à ſes hoirs leur actiõ [16] ou executiõ ſur les biẽs obligez à l'effect du payemẽt d'icelle, [17] enſemble des intereſts. [18] Puis le iour de la deſtinee ſolution, [19] ou ſolẽniſation des nopces, [20] leſquels à ces fins doiuẽt appeler le cõſtituan, ſes hoirs ou bien-tenãts en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité, ſelon noſtre vſage, [21] contre la commune diſpoſition de droit pour ce regard non obſeruee en France, [22] par laquelle (meſmes par les nouuelles) la dot ne ſe re-

pete qu'à proportion du payement qu'en a eſté fait [23] vn an apres le decez du mary, s'il conſiſte en meubles, debtes ou argent, & incontinent s'il ſe baille en fonds non appretez, [24] de tant que le prix du fonds eſtimé par la tradition d'iceluy, fait la reale numeration [25] ores les mariez demeurent à la maiſon & famille du pere de la femme, [26] la ſortie de laquelle, non plus que les pactes dotaux & ſolemnitez des nopces, hors les ſacramentales, ne ſont de l'eſſence du mariage, [27] qui ſe contracte en l'vnion des volontez, [28] ſe ſolemniſe à la celebration du Sacremẽt, [29] & ſe conſomme au lict immaculé de la generatiõ, [30] la fille s'eſtant quaſi deſpartie de l'authorité non du devoir & reuerence paternelle, & reduite ſous l'aiſle & domination du mary, [31] ſauf que la dot eſt baillée communement à celuy qui ſupporte les charges, [32] s'il n'y a pacte & conuention du contraire, [33] iuſqu'à ce que les mariez font maiſon à part, & prennent le maniement de leurs biens [34] non que la femme pauure qui ſe marie richement, & ſe comporte ſagement & honneſtement à la compagnie de ſon mary demeure indotee en cas de ſuruiuance, attendu qu'elle luy ſuccede à Tholoſe conformement au droit Romain en la quatrieſme partie de ſes biens, [35] s'il ne la dote [36] ou ne luy accroiſt ce peu qu'elle luy conſtitue ſelon ſa qualité, [37] la dot y eſtant requiſe, non pour la validité du mariage, ains pour l'honneſteté coniugale, à ce qu'apres le deces du mary la vefue ne vienne à mandier: [38] & ſi elle eſt ieune qu'elle ſe puiſſe honneſtement remarier. [39] Et les conſtitutions ſe font par acte public entre perſonnes illuſtres, [40] lequel (quand le pere ne voudroit ſigner) ne peut pourtant denier à ſa fille, qui ſe marie de ſon conſentement & à ſa volonté, le droit de nature, ny elle en faire demande, s'il l'a vne fois dotee, que du ſupplemẽt, en conferant la dot, & choſes par elle ou ſon mary receuës de ſes biens paternels. Et en contemplation dudict mariage, ou autrement, quoy qu'il ne luy laiſſe rien par ſon teſtament, & ſuffit la promeſſe verbale, ou eſcrite, pour faire demande de la dot, [44] prefixe ou arbitraire, [45] ſelon la faculté des biens en dignité du mary, [46] à ce qu'elle ſoit mediocre, [47] non petite & inutile, [48] ou inofficieuſe, & par trop immenſe au preiudice des enfans parents, ou freres germains du conſtituant, [49] qui, ſans cauſe d'ingratitude, ne peuuent eſtre grenez en leur legitime: [50] dont la femme riche qui fait petite conſtitution au mary pauure, neantmoins capable, honneſte & induſtrieux, n'intereſſe ſon honneur, ny la poſterité, s'il luy permet le regime de ſes paraphernes, deſquels elle retient la proprieté, [51] & luy laiſſe, de meſmes que le mary riche à la femme pauure, la quatrieſme partie de ſes moyens en cas de predecez, [52] comme auſſi la fille orphe-

line

line peut generalement conſtituer ſes droits non liquides & incertains [53] ſous l'augment couſtumier & conuenu, ou limité. [54] La pourſuite & liquidation deſquels ſe fait à la diligence, non aux deſpens du mary, ains de la choſe meſmes, s'ils ne ſont eualuez par les pactes dotaux, [55] entre perſonnes viles de meſme qualité ſurpris en maluerſation [56] & mariages clandeſtins: [57] on void ſouuent les parties ſe conioindre ſans pacte, ne conſtitution, [58] ou ſi petite, qu'elle eſt par fois deſpendue auãt l'entiere celebration des nopces: [59] lequel ne reſte pourtant eſtre valable, [60] & en ſont legitimez les enfans naturels qu'ils ont enſemble procreez, [61] quoy que la cauſe en ſoit deshonneſte, & l'iſſue dommageable, notamment és enfans de famille, qui ſe marient ſans le ſçeu & conſentement de leur pere & mere, deſquels ils encourent l'indignation auec iuſte cauſe d'exheredation, [62] s'ils n'ont eſté mariez, ou le fils n'excede trente ans, la fille vingt-cinq, leſquels ſoffit s'eſtre mis en deuoir de requerir leur aduis & conſeil, & les moindres des meres remariees. [63] Et diſpoſe le ſuruiuant de ſon lucre, & acquiſition aduenue par mort naturelle, [64] non par mort ciuile. [65] Quand ſa conioincte perſonne entre en religion, [66] eſt captiue des ennemis, [67] ou condamnee en peines afflictiues, [68] s'il n'a ſuffiſante atteſtation de ſon decez, luy viuant au monde, [69] ſauf qu'il la peut employer, comme bon luy ſemble, quoy qu'il y aye enfans dudict mariage, [70] & la donation contenue és pactes ne ſoit inſinuee, ayant cauſe de dot [71] approuuee par la couſtume de droict irreuocable: [72] & par la conionction matrimoniale, qui s'en eſt enſuyuie, [73] de laquelle la dot ne peut eſtre ſeparee, [74] ni par la femme repetee du viuant du mary, que pour cauſe legitime. [75] Si ſes biens ſont adiugez au fiſc, [76] ſaiſis à la requeſte de ſes creanciers, [77] ou quelle autre maniere que ce ſoit, ayant receu & deſpendu la dot, il vient en pauureté. [78] Nõ pour diuorce pretendu jadis permis aux Iacobeans, abrogé par la loy de grace, qui remet le mariage en ſa perfection indiuiſible: [79] auquel ne peut intereuenir que la ſeparation du lict, [80] pour cauſe pie, [81] iuſte, [82] & raiſonnable. [83] Pendant laquelle le mary n'eſt tenu reſtituer la dot, que penſiõner ſa femme des fruicts, ou intereſts, ſuiuant ſa qualité, pendant le temps qu'elle eſt hors de ſa compagnie, menant vie honneſte, [84] meſmes quand elle n'eſt cauſe de ladicte ſeparation. [85] Si par impuiſſance il n'eſt non plus beſoin recourir au diuorce, veu la nullité patente du mariage qui manque en la partie eſſentielle. [86] Pour la declaration de laquelle nullité on ſe retire deuant le Iuge d'Egliſe trois ans apres que les parties ont habité enſemble, froids & inhabiles à la generation, [87] auant ne repeter la dot, & choſes donnees. [88] Laquelle neantmoins la fem-

me aduiſee, qui ſe tient en la compagnie de ſon mary, à faute d'autres biens, auec cognoiſſance de cauſe, peut employer du tout ou partie, de ſon conſentement, à ſuſtenter ſondict mary, elle & les ſiens,[89] ſon pere banni, ſes freres & ſœurs,[90] les racheter de priſon & captiuité,[91] payer leurs debtes contractés pour cauſe iuſte & honneſte,[92] & ſubuenir à leurs neceſſitez : conuertir l'argent dotal en fonds, les fonds en argent à ſon vtilité.[93] Par le reſcrit des Empereurs Theodoſe, & Valentin, le ſuruiuant des maris n'eſt non plus tenu conſeruer le lucre nuptial à ſes enfans, s'il ne ſe remarie :[94] & audict cas peut à la fin de ſes iours auantager celuy que bon luy ſemble.[95] Et par les nouelles de Iuſtinian conformement au droict françois demeure indifferemment au patrimoine des enfans procreez dudict mariage, pour entre eux le diuiſer eſgalement apres ſon decez,[96] s'il n'y a cauſe d'ingratitude,[97] quoy que la dot ſoit eſtrangere, ou la donation faite par autre que le mari,[98] & les enfans ne ſoyent heritiers,[99] & par la couſtume de Paris, le douaire couſtumier de la femme eſt propre heritage aux enfans[100], ſans que les pere & mere les puiſſent vendre, engager, ne hypothequer, de l'inſtant qu'ils ſont mariez, au preiudice deſdits enfans[101], & ſi la femme apres le mari decedé ſans enfans, le douaire reuient aux hoirs du mari : autres toutesfois que les enfans du ſecond lict, s'eſtant remarié, auſquels ne peut aucunement paruenir le doüaire du premier lict,[102] qui conſiſte en la moitié des biens du mari du temps des eſpouſailles, & benediction conjugale, & heritages à luy aduenus en ligne directe, pendant ledict mariage. La quarteſme à ceux du ſecond lict, & moitié des immeubles, qui luy aduiennent auſſi en ligne directe, pendant ledict ſecond mariage, ainſi des autres[103] à partager entr'eux eſgalement, ſans droict d'aiſneſſe,[104] où ſe rapporte la couſtume generale de France, voire ſans conſtitution dotale :[105] laquelle reſpond à la donation reſpectiue du mari à la femme en faueur de mariage, pour cauſe lucrative en argent conté, ou choſes eualuees par la meſme authentique,[106] & augmenté par moitié, ſelon nos couſtumes à la femme ſuruiuante:[107] non le fonds dotal, s'il n'eſt apprecié,[108] ou l'augment prefix és conuentions matrimoniales,[109] eſquelles les cas eſſentiaux non exprimez ſont tacitement entendus & interpretez, ſuiuant la couſtume,[110] laquelle eſt cõforme au pacte permis, & authoriſé par le droict Romain en cauſe de dot lucratiue, qui autrement retourne au conſtituant,[111] ſauf les empeſchements qui y peuuent interuenir par indignité, ou autrement :[112] meſmes du coſté de la femme, qui enfreint la loy de mariage, & ſoüille le lict nuptial du viuant du mari:[113] à la

pourſui

pourſuite duquel eſt condamnee d'adultere, autre que luy n'eſtant receu en France à ladicte accuſation. [114] Dont la peine par la Loy de Moyſe eſt la lapidation. [115] Par le reſcrit de l'Empereur Conſtantin le dernier ſupplice. [116] Et par les nouelles ſuyuies des ſaincts decrets entre nous maintenant obſeruees la femme adultere eſt punie & battue de verges, & intruſe au Monaſtere, où le mari ſaiſi de la dot eſt tenu la penſionner, [117] ſans rien innouer des pactes dotaux, ni de la peine ordonnee contre l'homme adultere, [118] laquelle neantmoins on fait auſſi pecuniaire, quand le delict ſe commet ſans violence [119] pour autres circonſtances, qui pouſſent les Iuges ne ſuyure la rigueur des loix, [120] & par fois y proceder plus rigoureuſement, [121] eſtans les peines arbitraires en France. [122] Par les loix Ciciliennes, la femme adultere eſt preſentee au mari pour luy couper le nez, & au refus de ce faire elle ne ſouffre que le Monaſtere. [123] Duquel comme en France eſt permis au mari, pendant les deux ans de l'approbation, la retirer & reprendre à ſa compagnie auec les meſmes droicts & honneurs qu'elle eſtoit auparauant, auſquels elle eſt tacitement remiſe par le moyen de la reconciliation, ſoit qu'elle ſe face deuant, pendant ou apres l'inſtance criminelle, & arreſt, ou ſentence de condemnation & execution d'icelle, [124] voire apres l'execution eſt permis au mari reprendre & retirer ſa femme du monaſtere, auant n'y ſoit profeſſe, ſuyuant la meſme authentique: autrement quand bien n'y auroit que la plainte du mari, qui ſeroit decedé à la pourſuite, les heritiers peuuent continuer l'inſtance commencee & en defendant luy denier la dot, augment & auantages à elle faits tant és pactes dotaux, que teſtament de ſon feu mari, auant ladicte accuſation: [125] de tant que par les legs & donations poſterieures à elle faictes par ſondict mari, l'offenſe luy eſt tacitement remiſe, & elle eſt tenue pour reconciliee & reintegree aux meſmes droicts & honneurs qu'elle eſtoit auparauant, ſans que les hoirs du mari defunct, ou leurs tuteurs, ni autres l'en puiſſent rechercher d'auantage, [126] ſi elle ne continue malueiſer apres ſon deces, meſmes l'an du dueil. [127] Pendant lequel ſi elle ſe remarie, n'eſt ſeulement priuee de l'augment, & deux tiers de la dot, [128] mais auſſi de la ſucceſſion de ſes enfans du premier lict, [129] & legitime de ſa fille: à laquelle ſuccedent en Tholoſe les plus proches du coſté paternel és biens ſujets à ladicte couſtume [130], enſemble des auantages à elle faits par ſondict feu mari, ſelon le droict Romain pour ce regard entre nous obſerué: [131] ni elle ne peut diſpoſer du fiẽ en faueur du paillard qu'elle entretient à pot & à feu, au preiudice de ſeſdicts enfans, [132] auſquels retourne le legat à elle faict par leur pere

defunct : [133] ni plus donner à ſon ſecond mary, qu'à vn des enfans du premier lict, ſe remariant apres l'an du dueil, [134] ſauf qu'elle en a l'vſufruict ſa vie durant : tout ainſi que le mary ſuruiuant de la dot & paraphernes, comme legitime adminiſtrateur & diſpenſateur des biens propres de ſes enfans, [135] auſquels appartient l'vſufruict & proprieté des biens du pere ou mere defunct ſans faire teſtament & lucre nuptial, duquel le ſuruiuant s'eſt rendu indigne, ou incapable : [136] ſoit de la femme adultere non reconciliee, *vel eius quæ peccat in cineres defuncti mariti*, & ſoüille par ſon incontinence la couche nuptiale, ſe marie l'an du dueil, ou fait autres actes, par le moyen deſquels elle en eſt priuee. [137] De meſmes le pere ſuruiuant à la mere, qui conuole en ſecondes nopces, ne peut diſpoſer de l'entiere dot de ſa premiere femme au profit des enfans du ſecond lict, attendu que par le moyen des ſecondes nopces partie de la proprieté demeure aux enfans du premier lict : [138] voire les fruicts de leurs heritages, quand le pere en vſe mal, & vient à les diſſiper, quoy qu'autrement il en ſoit vſufructuaire, tant qu'il a ſes enfans en ſa puiſſance, pour leſquels le mariage eſt inſtitué.

NOTÆ.

1 1. DOS, à M. Varrone, eſt pecunia nuptiarum cauſa data, ſeu donum puellarum nubentium, vt Acron loquitur Horatij interpres. A Bartholo in tractatu dotis, parte ſecunda ius quoddam vniuerſale in ſe continens id quod à muliere, vel eius nomine traditur marito, eiúſque patri, ad onera matrimonij ſu-
2 ſtinenda. [2] Nempe profectitia, quæ à patre procedit, de bonis paternis, vel facto
3 eius ex Vlpiani Reſp. lib. 31. ad Sabin. in l. profectitia. ff. de iur. dot. [3] Cuius dos proprium dicitur patrimonium. l. 3. §. ſed vtrum. ff. de minor. viæ legitimæ, quæ legitimo matrimonio natis debetur § 1. de nupt. inſtit. Quibus nec iura paterna ſunt auferenda, quæ illis natura debentur, l. ius autem agnationis ff. de pact.
4 l. abdicatio. Cod. de pat. poteſt. [4] De quo Gen. 2. ad Epheſ. 5. prolis intentione à Deo inſtituto can. pudor 32. quæſt. 2. Leuit. cap. 19. 20. Ioan. 2. can. ſicut §. 1. & ſeq. 32. quæſt. 2. quò diuinæ & humanæ domus contrahitur ſocietas l. 1. ff. de rit. nupt. Iuſtin. 23. l. ne quis Chriſtianam cum ſequenti C. de Iudæis & Cœl. Deut. 7. can. Caue Chriſtiane. can. non oportet. can. ſi quis Iudaicæ prauitatis 28. q 1. Quo refert diuus Ambroſius Eſdram voluiſſe dimitti vxores alienigenas, quibus ibant ad deos alienos. Vnde Abraham vnà cum vxore Dei mandato, infidelem patriam deſeruit Vr Chaldæorum, & inde Vibem Meſopotamiæ, & Canaan profectus, factus eſt pater credentium. [5] hac noſtra conſuetudine : aliàs enim dos à patre profecta ad patrem re-
5 uerteretur. l. iure ſuccurſum. ff. de iur. dot. l. 2. C. de bon. quæ lib. licet adoptiuum. l. adoptiuum in 1. reſp. ff. de iur dot. Nec tantùm filiæfamilias. l. dos à patre. C. ſol. matr. cuius, & patris dos eſſe dicitur (quam nec ipſe repetit ſine filiæ volun-

tate

tate l.2.§.1. ff. ſolut. matr. l.2. Cod. eod.) ſed etiam emancipatæ l. filiæ ff. eod. d.l. profectitia. §. ſi pater. §. final. ff. de iur. dot. niſi patre defuncto, vel deportato. Quo caſu etiam iure Romanorum ſoli filiæ dotis actio competit, & ſaltem repetit. l. vnic. §. videamus. Cod. de rei vxor. act. l. in Inſulam in princ. ff. ſol. matr. ſicut patri, filia defuncta ſine liberis, vel ab hoſtibus capta. l. poſt dotem. l. ſi ab hoſtibus in princ. ff. eodem. [6] Nempe aduentitia, quæ [6] aliunde quàm à patre procedit, vt ab extraneo data, licèt à matre, vel quocumque citra parentem, per virilem ſexum aſcendente, & in poteſtate dotandam filiam habente. d. l. profectitia, § ſi quis. §. ſi fortè, ff. de iur. dot. l. vnic. § extraneum. C de rei vxor. act. gl. l. 2. in verb. profectitia, ff. ſol. matr. [7] vt [7] in d.l.vn. § maneat §. illo. Cod. de rei vxor. act. [8] Pacto & conſuetudine c. fin. e. de [8] don. ante vit. & vxor. temporis diuturnitate, nec non legum & rerũ perpetuò iudicatarum authoritate firmata, l. 1. & fin. Quæ ſit long. conſuet. Nou. 123. c. 40 [9] ſeu [9] dotalitium c. ex parte e. de for. cõpet. Antiphatũ Matth. de afflictis, conſt. Neapol. 292 nu. 2. donat. propter nupt. l. dos data. C. de don. ante nupt. Sponſalitia largitas auth. ſiue à me. C ad Vell. alitéq; ſumitur augmentum Nouel. 97. c. 2. ex Mayn. lib. 4. q. c. 26. antiqua & barbara voce *agenciamentum* ſeu *additamentũ*. Non enim dos augetur, vt in l. ſi conſtante Cod. de donat. ante nupt. l. 2. Cod. de dot. caut. non num. ſed doti additur à viro matrimonij onera ſubeunte quota dimidiæ. [10] [10] Eadem ratione, qua vir dotem lucratur, l. ſi ſponſus, ff de donationib. auth donationem, Cod. eodem, l. ſi autem, Cod. de donat. ante nupt. non quidem doti æqualis, vt in auth. æqualitas, & l. lege Leonis, C. de pact. conuent. Sed ad inſtar dimidiæ dotis appreciatæ, vt ex mille dotis quinquinta augmenti, vt diſertè docet Senator ampliſſimus D. Maynardus quæſtionum libr. 4. c. 56. & ex conſuetudine Delphinatus Guido Papæ quæſt. 363. Niſi plus vel minus pactis dotalibus dos largiatur augmentum, ſecundùm antiquam Iuriſprudentiam, de qua in l. ex morte in princ. Cod. de pactis conuent. Res immobilis auth. ſiue à me, Cod. ad Vell. aut certa pecuniæ quantitas erogetur, ob dotem incertam, vel in rebus inæſtimatis conſiſtentem. De quibus in l. 3. Cod. de dot. promiſſ. l. 4. Cod. de iur. dot. l. 3. ff. eod. Nec dos eſſe debet ſine donatione propter nuptias, d. l. dos data, Cod. de donat. ante nupt. nempe quam vir dat vxori, ſicut vxor dotem viro conſtituit e. c. nuper in fine de don. inter vir. & vxor. Vnde optima iuris interpretatione, & probata conſuetudine, coniugum ſuperſtes, donantis interitu lucratur ſibi factam donationem, l. ex morte, Cod. de pact. conuent. c. final. e. de donat. inter vir. & vxor. l. ſi de interpretatione, ff. de legib. Et ſi de dote profectitia agatur, quam ex pacto, nec conſuetudine patet eſt repetitorius, leg. ſi conuenit, Codice de pact. conuent. Quæ, exempli gratia, d xero impropriè ſumpta donatione propter nuptias pro augmento conſuetudinario, quia in multis differunt. [11]. Etiam iure ciuili Romanorum, d fun- [11]
cto marito ad vxorem reuertitur, lege final. Codice ſolut. matr. leg vnic. §. exacto, Codic. de rei vxor. act. ſicut donatio propter nuptias, defuncta vxore ad virum ſuperſtitem, c. fin. e. de donat. inter vir. & vxor. ſiue ab eo retinetur morte ſoluto matrimonio, d.l. ex morte, C. de pact conuent. In lucro tamen cuſuali diſcrepat à iure communi hæc noſtra conſuetudo. Qua vtriuſque mortis cauſa certa facta donatio: quæ niſi donantis, ſicut teſtantium interitu, ſuum

non

12 non sortitur effectum, ad Hebr. 9. 12. *Maynard. ch. 6. du 6. liu. de ses quest. 13. Et peut la*
13 *vefue en Tholose poursuiure & repeter sa dot entiere sur les biens du mary, ores ne soit du tout ne partie payee à elle, ny à sondit mary, comme dit Maynard au mesme chapitre conformément à la coustume de Dauphiné.* Guido Papæ q. 430. *& de Bordeaux* Ferron. §. 6. ad tit. de dote, *& gagne l'entier augment: comme au contraire le mary gagne la dot,* soluta, vel non soluta vxore præmortua, cognita per eum carnaliter. *Iugé par arrest suyuãt nostre coustume au rapport du Sieur Doniac, pour la fille de Mandinelli contre Flotté,* dote omnino non soluta, *que son beau pere fust condamné luy payer: dont les causes sont au long discourues par Guido Papæ q. 274. & 275. Maynard chap. 77. liu. 2. de ses quest.* Salyc. in l. si constante, ff. solut. matr. Nam ad dotis tantùm promissæ non numeratæ solutionem cuiuscunque sexus, vel conditionis personæ, legitimæ ætatis obligantur mares vel fœminæ, laici vel clerici, filiifamilias vel emancipati, promittendo ff. de iur. dot. l. generaliter, l. fi. C. ad Vell. Imò ex nudo pacto parit actionem, l. ad exactionem C. de dot. promiss. vt donatio ad pias causas, l. si quis argentum, §. fin. C. de donat. fingi. ú que in ea facta stipulatio, l. vnic. in princ. C. de rei vxor. act. & quocunque modo constituatur, tacitam habet hypothecam, d. l. vn. §. 1. C. eod. Per acceptilationem dos etiam constituitur, si maritus constituentis debitor existat l. promittendo, §. acceptilatione, l. licet, ff. de iur. dot. vel aliunde, quàm ab vxore, vel eius patre dote promissa, vel constituta, viri periculo, l. si qxtraneus, ff. de iur. dot.
14 14. *Constitution de dot confessee, non contee pour cause necessaire: comme si vn vieillard prend vne ieune fille, ou vn rustique vne Damoiselle, d'extraction de noblesse, autrement inualable, s'il n'est confirmé par le decez du mary, comme chose donnee.* praxis Papiens. tit. 33 gloss. 5. num. 4. Sunt enim bona mariti pro dote acceptilata, licèt non numerata, tacitè obligata, d. l. vn. §. & vt plenius, C. de rei vxor. act. vbi nec solùm negligentia, sed etiam factum mariti vxori non debet præiudicium afferre. Imò semper in culpa censetur esse, cùm dos promissa pro data habeatur, l. vn §. & vt plenius, C. de rei vx. act. Iason §. fin. C. de non elig. secund. nub. si non voluerit, cùm potuerit. Si tamen vxor virum fefellerit in constitutione dotis, repellitur à petitione per doli mali exceptionem, l. 3. C. de don. ante nupt. Vnde Benonienses errare dicuntur in confessione dotis cùm renunciant exceptioni non numeratæ pecuniæ gloss. l. 1. in verb facit, C. de dot. caut. non num. si eam non receperint. Nec valet iure ciuili Romanorum huiusmodi renunciatio, nisi sit numerata pecunia, vel petitionis, aut exceptionis tempus elapsum præscriptum à l. fin. & auth. quod locum, C. de dot. caut. non num. vt notatur in d. l. 1. eod. *que ne prescrit maintenant en France que par trente ans.* Et tunc per doli exceptionem dotis non datæ non debetur augmentum, arg. l. dos data, C. de donat. ante nupt. Nisi sciens maritus donandi animo ac-
15 cepto latam habuerit. 15. l. si extraneus, ff. de iur. dot. l. ob res, §. si conuenerit, ff. de pact. dotal. l. si fundum, ff. de fund. dotal. l. marito, ff. sol. matr. & semper maritus censetur esse in culpa, maximè cùm dos promissa habetur pro numerata, l. vn. §. & vt plenius, C. de rei vxor. act. l. si pater, C. de dot. promiss. Iason. in §. fuerat Inst. de action. vt semper sit salua dos, l. 2. ff. de iur. dot. licèt pars dotis, vel tota non fuerit soluta, tota nihilominùs repetitur, & integrum debetur augmentum Guido Papæ qu. 430. *Maynard, ch. 6. dub. liu. de ses quest. attendu que c'est au mary, non à la femme en faire la poursuite.* Et stetit per maritum, qui tempus ad dotis solutionem dederit, & interim decesserit Matth. de afflict. decis. Neap. 333. Cùm maritus est in mora petendi, & res interea perierit, l. si is qui, ff. de iur. dot. aut nouandi causa stipulatus.

pulatus ſit, l. in dotem, ff. eod. [16] Quia ius actionis ex ſtipulatu manet ad ſuc- [16]
ceſſores, & ſine mora tranſmiſſionis incorruptum, d. l. vn. §. maneat, C. de rei
vxor. act. quæ pro dote competit etiam, ſi ſtipulatio non interceſſerit, vel inu-
titer intercuenerit, Bald. in d. l. vn. in princ. Pro omni dote, vel parte, l. ſi vo-
luntate, C. de dot. promiſſ. [17] ob tacitam vel expreſſam dotis hypothecam, d. l. [17]
vn. §. 1. C. de rei vxor. act. *en vertu des lettres obligatoires expoſees ſous ſcan Royal ord.*
du Roy François I. art. 95. voire contre le tiers poſſeſſeur des biens obligez ſans faire diſ-
cuſſion ſur les non alienez en l'hypothecaire, nõ la perſonelle Maynard ch. 22. du 3 liu. de ſes
queſt. où il remarque vn arreſt du 7. Iuillet 1580. donné au rapport de Monſieur Ioſſe, en-
tre Valerie Alexandre, & André Paſcal, par lequel fuſt iugé en effect la femme n'eſtre te-
nue faire diſcuſſion pour la repetition de ſa dot, & ſe pouuoir à cauſe d'icelle prendre tant
ſur les biẽs ſuiects à reſtitution qu'alienez, ſauf à l'heritier, tenantiers, ou creanciers leurs re-
cours, & à la charge d'eſtre ſubrogez à meſme hypotheque. Et fuſt dit par meſme ar-
reſt qu'elle ne ſeroit auſſi tenue vuider la maiſon du mari, qu'elle ne fuſt entierement payee
de ſa dot & augment. [18] vt in l. fin. §. præterea, C. de iur. dot. [19] nuptiis qui- [18] [19]
dem præcedentibus, arg. l. de diuiſione, ibique gloſſ. in verb. poſſeſſio, & l.
ſeq. ff ſol. matr. [20] Quæ ſunt à nuptu ſeu velantur dictæ à M. Varrone, & [20]
diuo Ambroſio, exemplo Rebeccæ: ideoque velantur; vt ſe nouerint ſemper
maritis eſſe ſubditas, can. fœminæ 30. q. 5. can. c. 33. q. 5. Gen. 3. ad Eph. 5. Qui
tunc ſubeunt ſacri-coniugij onera, pro quibus eis dotis fructus debentur, l. do-
tis fructus, ff. de iur. dot. l. pro oneribus, C. eod. c. ſalubriter, e. de vſur. [21] *Ran-* [21]
chin en la 2. concluſion ſur Guido Papæ queſt. 466. Maynard chap. 78. du liu. 2. de ſes
queſt. arreſt du 8. Nouembre 1577. donné au rapport de Monſieur Gilebert à la 2. d'En-
queſtes entre François Terſac Eſcuyer, Sieur de Mõberault, appellant du Seneſchal de Tho-
loſe, & Damoiſelle Yſabeau de Mirepois, vefue à feu Anthoine Roger de Terſac, frere
dudit François: & entre ledit François ſuppliant en aſſomption de cauſe contre Iean
de Mirepois frere de ladicte Yſabeau, qui auoit ratifié la conſtitution de 2000. liures à
elle faicte: de laquelle n'en auoit receu que 1000. Par lequel ledit François de Terſac fuſt
condamné payer à la vefue l'entier augment, & luy bailler l'entiere conſtitution dotale à
elle faicte: & ledit Iean de Mirepois releuer indemne ledict de Terſac de ladicte ſomme
de 1000. liures, que luy reſtoit payer & intereſts au denier douze, puis le iour de la de-
ſtinee ſolution Maynard liu. 2. chap. 76. 77. 78. de ſes queſt. Guidõ Papæ queſt. 274. 430.
& 565. [22] Nam iure Romanorum dotis numeratio, non ſcriptus dotalis in- [22]
ſtrumenti facit, l. 1 C. de dot. caut. non num. contra iuris proprij noſtræ ciuita-
tis obſeruationem, nimirum iuris ratione munitam, quo cauetur ne vxor viro
indotata ſi periſt, l. 1. & 2 ff. de iur. dot. l. 1. ff. ſolut. matr. Et vt dos pereat
ſoli marito, qui eius opportunam exactionem neglexerit tam à patre, quàm
ab extraneo, cum viro, non vxori in eius ſucceſſores competat actio, l. ſi pa-
ter, C. de dot. promiſſ. Cui ſi vxor vnà cum fratribus hæres exiſtat, dos de
ſuo eſt ſoluenda l. 1. § penult. ff. de collat. dot. l. 2. C. de collat. Et lucra nu-
ptialia, quæ pacto à more Romano comprehendantur, apud nos inueterata con- [23]
ſuetudine pro lege habentur, l. de quibus, ff. de leg. [23] authent. ſed quæ, C. [24]
de pact conu. Nouel. 2. cap. 5. [24] l. fin. C. ſol. matr. l. vn. §. exactio, §. cum au- [25]
tem, §. primum, C. de rei vxor. act. l. 1 ff. ſolut matr. Nouel. 124. cap. 40. [25] [26]
Tunc enim maritus ſit priuij debitor, l. quoties, C. de iur. dot. Et tenetur
conſtituens actione ex empto, l. cum dotem, C. eod. Nec fundus pecunia à

26 viro emptus quæritur vxori, l. ex pecunia dotali cod. 16 Vbi ſi pater vxoris coniuges alat eam dotem habere conuenit, quæ ibi eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij, l. ſi maritus, l. ſi filia, §. 1. ff. fam. erciſc. obiter ab Vlpiano deſcripta in l. ſi cum dotem, §. ſi autem in fœuiſſimo, ff. ſolut. matrim. Nec inde vir vxorem traducere tenetur, niſi ſit ei dos tradita, vel numerata, vt notat Panormitanus in cap. per veſtras, numero quarto, e. de donat. inter vir. & vxor. nec traductam alere: imò tenetur etiam indotatæ alimenta, & neceſſaria præſtare, argum. l. quod ſi nulla, ff. de relig. & ſumpt. funer. ſed ſocerum priùs conuenire tenetur, & eum ad dotis ſolutionem compellere, vt ſit ex cap. penultimo, e. de donat. inter vir & vxor. Vbi ſi maritus non ſit idoneus, cautionem præſtat, contra diſpoſitionem iuris Cæſarei in l. 1. & 2. C. ne fideiuſſ. dot. dentur. Et ſecundùm antiquam Iuriſprudentiam, d.l.1. Qui ſi fideiuſſorem non habeat, nec aliunde caueat, detur mercatori pecunia, cuius inde lucrum honeſtum vir conſequatur d. cap. penult. e. de don. inter vir. & vxor. *Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice chap. 21. nomb. 27. où il rapporte vn arreſt de Parlement de Paris du 8. Iuin 1590. par lequel la femme fut preferee aux creanciers du mari abſent, & fugitif, pour ſa dot & augment qui ſeroit mis à profit, duquel la femme iouyroit ſa vie durant.* Nec minùs lucra nuptialia quæruntur, & ſi coniuges pro filiisfamilias habeantur, ne fraudetur conſuetudo, l. contra legem, ff. de legib. & ſocer genero parentis vice habeatur, l. rei iudicatæ, §. fin. & l. ſeq. ff. ſol. matr. vbi ceſſare videtur cauſa dotis, nempe onera matrimonij. Vnde ſocer ius videatur habere retentionis, ſicut repetitionis, l. dos à patre, C. ſol. matr. l. 2. §. 1. ff eod. quibus dos filiæfamilias, quæ in matrimonio deceſſerit, ad patrem reuertitur: imò ad matrem, quæ à matre procedit, cùm filia ſine liberis deceſſerit, & ſi teſtamentum fecerit. *Arreſt du 26. Iuin 1582. donné au rapport de Monſieur Donjac: & autre du 20. Feburier 1591. au rapport du Sieur de Topignon, par lequel fuſt dit droict de retour auoir auſſi lieu en l'ayeule: lequel droict de reuerſion n'a lieu par noſtre couſtume, ſinon que la fille decede auant ſes enfans & mari apres ſon aſcendant conſtituant, attendu que le mari ſuccede à la femme en la conſtitution dotale qui empeſche le droict de reuerſion & legitime qu'autrement la mere pourroit pretendre ſur icelle, laquelle en eſt excluſe par le mari de ſa fille ſuruiuant, qui gagne la dot en Tholoſe ſans aucune diminution, ne detraction de legitime. Maynard chapitre 88. du ſecond liure de ſes queſtions.* Cui nec obeſt quoad lucrum dotis ſocri liberalitas, qui onus matrimonij ſubierit: niſi de vſuris & fructibus à ſocero conſumptis, conſtante matrimonio. De quibus ipſe, nec eius hæredes tenentur habita ratione ſumptuum & expenſarum, quæ ipſe impenderit, cùm dotis fructus ad eum pertineant, qui ſuſtinent onera matrimonij præſ iurib. quam ea ratione ſocer penes ſe retinuit: qua nimirum morte filiæ ſoluto matrimonio hac noſtra conſuetudine cedit lucro mariti, & eam tunc genero reſtituere tenetur extantibus, vel non extantibus liberis, niſi aliter ipſi conuenerint. 17 l. ſi donationum, C. de nupt nec dotibus, ſed affectu contrahitur matrimonium, l. iubemus, C. de repud. nuptiá que affectus alterius facit, dotalium non egens augmento, Nouell. 22. cap 3. *Bronch.* libro octauo, titulo quarto, cap. 51. nec pacta dotalia ad probandum matrimonium ſunt idonea, l. neque ſine nuptiis, C. de nupt. nec fiunt niſi per verb. de futur. capite ſecundo e. de ſponſ. & matrim. nec dotis datio eſt ſubſtantiæ, ſed ſolemnitatis matrimonij, can. aliter, & can. noſtrates 30. quæſt. 5. Et tacitam in ſe habent

habent conditionem, ſi ſecutæ ſint nuptiæ, l. in rebus, §. ſi re, l. ſtipulationem, l. non enim, ff. de iur. dot. Quibus ſi quid ex nuptiarum celebritate omittatur, vt quondam ſponſæ traductio è paterna familia in domum mariti: quid non eſt exiſtimandum ob id deeſſe, aliàs legitimè inito matrimonio, d. l. ſi donationum, [28] conſenſu quidem coniugum contrahitur matrimonium cap. cum 28
locum, cap. tuæ fraternitati e. de ſponſ. & matrim. can. ſufficiat 27. quæſt. 2. & inchoatur vtroque can. cùm initiatur eod. etiam parentum, l. in coniunctione, C. de nupt. l. nuptiæ, ff. de rit. nupt. magis quàm ipſius filij nuptui, l. ſi patre, ff. eod. vbi licèt filius diſſentire quodammodo viſus ſit, obſequens tamen fuit parenti, vt in can. honotantur patentes 32. quæſt. 2. ſolóque affectu & voluntate coniugum æquè contrahitur, d. l. iubemus, C. de repud auth. maximis, l. in copulandis, l. nec filium, l. nec ab initio, C. de nupt. etiam Barbaris, Nouel. 117. cap. 4. d. auth. maximis. [29] Nihilominus, quantum ad Ec- 29
cleſiam, neceſſaria ſunt verba conſenſum exprimentia de præſenti d. e. tuæ fraternitati e. de ſponſ. & matrimuti enim conſenſu mutuo ſignis vel nutu, ſine verbis matrimonium contrahere poſſunt, dicto capite tuæ, cap. cum apud ſedem in fin. eodem. Quod etſi conuiuia, pompæ, tripudia, & conſueta nuptiarum ſolemnia deſint apud orthodoxos, nihilominùs palàm & publicè eſt celebrandum huiuſmodi ſacramentum, ſecundùm ritus Eccleſiæ, can. aliter & quinque ſequent. 30. quæſt. 5 ad Epheſ. 5. Vt à Sacerdote accepta benedictione publicè nubant in domino, can. nullus eod. eíſque gratia conferatur, & ſanctificatio. 1. ad Theſſal. 4. Interdiu ſi fieri poteſt non clàm vel noctu, ne clandeſtinæ fiant nuptiæ. [30] can. in omni matrimonio cum 2. ſequent. 27. quæſt. 2 30
cap. debitum paſtoralis officij de bigam. non ord. e. [31] *conſt. d'Auuergne tit. des* 31
donations, art. 1. Benedictus in cap. Raynutius, in verb & vxorem nomine Adelaſiam, num. 231. *Maynard chapitre 54. du liu. 4. de ſes queſt.* can. fœminæ, & ſeq. can qualis 30. quæſt. 5. Quo à patre vel paranymphis traditur ſponſo, ſub eius poteſtate conſtante matrimonio permanſura, donec ſoluatur alterutrius interitu: ſtatim enim cùm vir ab hac luce ſubtractus fuerit, mulier ſuperſtes ſoluta eſt à lege viri, Geneſ. 2. & 3. 1. ad Corinth. 11. Nec non in dote & donationibus propter nuptias à patre factis habentur ſi ij pro emancipatis, & poſſunt agere & ſtare in iudicio contra patres conſuetudine fin. tit. de donationibus dum ſeorſum à patre habitant: quandiu enim in familia paterna morantur, & à patre aluntur, pro filiisfamilias habentur: duóque hac noſtra conſuetudine ſtatuuntur alternatim, nempe vt vxor cognita ſit carnaliter vel tranſducta vt vir dotem lucretur, non quidem libidinis cauſa, ſed ſobolis procreandæ gratia, can. pudor 32. quæſtione ſecunda, *dont Peleus remarque à l'action 12. du 6. liure des Actions forenſes, l'Empereur Auguſte auoit priué vn homme de la dot, qui s'eſtoit marié pour la volupté, non pour la generation. Et ont mis en Tholoſe les gains de dot au rang des droicts de couche, deſquels parle Maynard au chapitre 54. du 4. liure de ſes queſtions. Comme auſſi la continuation de la puiſſance paternelle enuers la fille mariee a eſté limitee par l'emancipation expreſſe ou tacite, par le ſtatut ou couſtume par ledit Maynard chapitre deuxieſme du 5. liure de ſes queſtions. Et ſe peut dire le meſme du fils marié qui demeure à la maiſon & famille du pere ſaiſi de la dot auec ſa femme ou le pere les nourrit, & entretient de toutes choſes neceſſaires.*

Qui tunc pro filiofamilias habetur, donec exierint, & bonorum ſuorum adminiſtrationem noui coniuges ſuſceperint : ſtatuto Tholoſano filius, vel filia coniugata, qui ſeorſum à patre habitant, habentur patre & matre familias, teſtariſque, & contrahere poſſunt, vel ſtare in iudicio ſine conſenſu patris. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. matrem inſuper Cleram, numero 25. Faber in §. ſi quid ſi vn. inſt. quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt Maſuer. tit. poſſeſſ. num. 27. & tit. de dote, num. 16. Imbert. in Enchitidio. *Tiennent auſſi eſtre obſerué en France*, vt filia ita ſubeat viri poteſtatem, vt liberetur à patria poteſtate : nec amplius authoritas & conſenſus patris, ſed ſolius mariti in negotiis, & contractibus vxoris requiratur. *& auoit eſté, ainſi iugé par deux arreſts du Parlement de Paris, du 14. Aouſt 1555. pour Lambert, & du mois de Iuin 1593. citez par Charondas au chapitre 2. du 9. liu. de ſes reſp.* Nam ſicut filia obliuiſcitur domum patris ſui traducta in domum mariti, vt ait Pſalmographus : Sic vir relinquit patrem & matrem, vt adhæreat vxori ſuæ, & facti ſunt vna caro, Geneſ. 2. Tunc enim fit tranſlatio domus & familiæ, vt inde noua fiat colonia, & ita terra repleatur, ſaluo parentum honore, & reuerentia diuino elogio ſemper & vbique commendata, quos egentes filij diuites etiam alere tenentur, vt filios parentes, de quibus ſuo loco. *Et tient Charond. qu'en pays de droict eſcrit la fille mariee eſt hors la puiſſance paternelle au chap. 2. du 8. liu. de ſes queſt. reſp.*
32 33 Nam dos ibi eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij, l. ſi is qui, §. ibi dos, 33 ff. de iur. dot. 33 *De tant que le pacte deroge à la couſtume, & le contract de mariage aux promeſſes, & conuentions particulieres, Charond. chapitre 33. du huictieſme liure*
34 *de ſes reſp.* 34 De his inferiùs ſub titulo de emancipat. & in capite fin. tit. de
35 donationibus. 35 *Quoy qu'en France la femme ne ſuccede aucunement au mari contre la diſpoſition du droict Romain : on ſuit neantmoins à Tholoſe l'authentique* præterea, C. vnde vir & vxor, *prinſe de la Nouelle 117. chapitre cinquieſme. Et fuſt ainſi iugé par arreſt ſolemnel prononcé par le feu ſieur Preſident Durant, la veille ſaincte Croix 1581. par lequel vne Damoiſelle vefue fuſt maintenue à la quatrieſme des biens de ſon mari à ce imputé le peu de dot, qu'elle y auoit apporté, & legat par elle demandé, Maynard chapitre 25. du troiſieſme liure de ſes queſt. Charond. liure ſeptieſme, chapitre 154. de ſes Reſp. où eſt cité autre arreſt du Parlement de Tholoſe du mois d'Octobre 1548. donné aux grands iours du Puy.* Benedictus in verbo, & vxorem, nomine Adelaſiam, numero 245. non facta quidem conſtante matrimonio thori ſeparatione vſque ad ſupremum vitæ exitum, l. vn. ibique Cynus & Salycetus, ff. vnd. vir & vxor. Alias ſibi inuicem coniuges non ſuccedunt, etiamſi in extremis vir vxorem è domo ſine cauſa expulerit. Bald. in l. 1. §. ſed & ſcimus, C. de lat. liber. toll. l. quod in vxorem, C. de negot. geſt. authent. dos data, C. de don. ante nupt. Iaſon & Alexander in l. vn. C. vnd. vir & vxor. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem, nomine Adelaſiam, numero 800. e. de teſtam. Sed tutiùs, & ſanctiùs Iuſtiniani reſcripto cauetur, vt qui ſine culpa indotatam vxorem reiecerit, ei quartam partem bonorum tribuat, l. fin C. de repud. Nempe propter adulterium cùm apud Chriſtianos, niſi ſola fornicationis cauſa, non liceat vxorem dimittere, nec ab altero relictam ducere, vt quondam lege Moſayca : quæ eſt potiſſima cauſa indignitatis, qua vxor etiam pauper remouetur à viri legitima ex his quæ potiſſimum enumerantur in l. conſenſu, l. in cauſis, auth.

ſis auth. ſed hodie, C. de repud. præſertim confecto teſtamento, quo cauſam legitimam indignitatis, vel ingratitudinis vir expreſſerit veram & indubitatam, vel ab inteſtato aliunde appareat. [36] Vt in cap. 1. de adult. & ſtup. c. Exod. 22. Vbi ſi ſeduxerit quis virginem non deſponſatam, dormierit que cum ea, dotabit eam, & habebit eam vxorem, quam viro dotare licet, & decet, ſi pauper ſit, & vir diues, & de ſuo dotem aſcribere, [37] vel augere, l. 2. C. de dot. caut. non num. vt idoneam præſtet. Hæc enim cenſetur indotata, quæ dotem exiguam dixerit. Cùm parum & nihil æquiparentur, l. quamuis. ff. de condit. & demonſtrat. Paulus & Ludouicus in l. diuortio, ff. ſolut. matrim. & idem eſt non eſſe, vel eſſe, & inutile eſſe, l. omnes, C. de hæret. l. fin. C. ad leg. Flau. de plag. cùm dos pro dignitate viri & mulieris ſit conſtituenda, l. quæro, ff. de iur. dot. [38] & eſſet inhoneſtum vxorem diuitis poſt eius interi- tum contumeliosè mendicare: vnde præteriti matrimonij ſupeſtes eſt venerandus, qui in defuncti gloria refulget, cuius refertur eius imago ex Baldo, in l. pignus, C. de pignor. act. Benedictus in d. cap. Raynutius, in verb. & vxorem, nomine Adelaſiam, numero 107. e. de teſtam. [39] Iuxta conſilium Apoſt. 1. ad Timoth. 5. Volo, inquit, iuniores nubere, filios procreare, matresfamilias eſſe, nullam occaſionem dare aduerſario maledicti gratia in ſanctificationem. 1. ad Theſſ. 4. Nec ſunt ſecundæ nuptiæ interdicendæ, l. 2. C. de indict. viduit. Can. additur 27. quæſt. 2. iitè quidem ſoluto matr. viri ſaltem interitu naturali, non ciuili, vel inutiliter contracto matrimonio, vt in frigidis & maleficiatis, & tunc permiſſu Iudicis Eccleſiaſtici, impotentia ſcilicet, vel frigiditate naturali, non caſuali, niſi caſus præcedat nuptias: vnde ab alio repudiatam vel dimiſſam ducere non licet, quia inter Chriſtianos non admittitur repudium, niſi ob cauſam legitimam thori ſeparatio, cùm nexus matrimonio diſſolui minimè queat, nec pariter alij deſponſatam, niſi ſolutam à lege viri, ad Romanos cap. 7. per verba quidem de præſenti, a ex parte cum duobus ſequentibus e. de ſponſal. Sponſalia enim de futuro ſoluuntur per ſponſalia de præſenti cap. ſicut eod. Et tunc ſoluta eſt, cùm certior facta eſt per veras atteſtationes de morte viri abſentis: non ſi ſtatum eius ignoret, quocunque tempore abfuerit, c. in præſentia e. de ſponſal. nec aliter nubere poteſt: neque maritus c. 2. e. de ſecund. nupt. Ne vt bigamus vltimo ſupplicio feriatur, & ſi vilis ſit conditionis, vt plerunque fit, laqueo ſuſpendatur. Non decepta mulier, quæ à ſe data ob putatiuum matrimonium repetit, l. eum qui duas, ibi. Bald. C. ad leg. Iul. de adult. *Guillaume Cardaillac, pour auoir eſpouſé deux femmes viuantes, a eſté condamné à eſtre pendu, & eſtranglé deuant l'Egliſe de la Dalbade, où il auoit eſpouſé la derniere portant deux quenouilles par ſentence du Viguier du 11. Decembre 1603. confirmee par arreſt du 24. Septembre 1604. Et Iean Prat portefaix, natif de Vieilleuigne, habitant de Sainct Cyprian par autre ſentence dudict Viguier du 12. Septembre de la meſme annee, confirmee par arreſt du 6 Decembre enſuiuant.* [40] Nouel. 117. cap. 4. auth nr. maximis, C. de nupt. Qui niſi conſcriptis dotalibus inſtrumentis non ritè contrahunt nuptias: contractas tamen retinent. Et ſic inter illuſtres dos etiam cenſetur eſſe de eſſentia matrimonij, can. nullum 30. quæſt. 5. ne inde clandeſtinè nubant, licèt conſilio non præcepto, vt tutiùs agatur, quum non dotibus, ſed affectu

40 contrahatur matrimonium, d. l. iubemus, C. de repud. 41 l. 2. C. de nupt. Iunct. l. ſi pater §. vtramque igitur, Cod. de dot promiſſ. quia pater tenetur
42 dotare filiam. 42 l. quoniam Nouel. l. ſi quando, §. & generaliter, l. omnimodo, l. quæ nuper, l. ſcimus, C. de inoff. teſtam. l. filiæ licet, C. de Coll l. vnic. §. qua nobis, C. de rei vxor. act. niſi pater expreſsè dixerit dotem nolle conferri auth. ex teſtam. C. de Coll. Cuius ſpecies legitimæ apud Cæcilianos Paragium vocatur: de quo Matth. de Afflict. deciſ. Neapol. 162. numero 2. *Et du ſupplement ſont auſſi deus les intereſts des le decez des parents cõſtituants, quoy que la femme és pactes dotaux ait renoncé audict ſupplement: arreſt du 15. Auril 1585. donné au proſit de Mandinelli marchand de Tholoſe, comme pere & adminiſtrateur de ſes enfans, & du feu Aſtore ſa femme contre ſon beau pere heritier du pere conſtituant, au rapport du*
43 *Sieur de Maynard, par luy meſme allegué au chap. 19. du 4. liu. de ſes queſt.* 43 Conſuet. fin. huius tit. Andreas de Iſernia ſuper conſtit. Neapol. 3. de ſucceſſ. Co-
44 mit. & Baron. num. 4. Matth. de Afflictis, deciſ Neapol. 158. num. 5. 44 l. ad
45 exactionem, C. de dot promiſſ. 45 Certáque & liquida dicitur, quæ in certa pecuniæ quantitate, vel rebus æſtimatis conſtituitur, l. quoties, C. de iur. dot. quarum pretio maritus duntaxat obligatur, l. in rebus, ff. eod. Et pereunt mulieris periculo, ſi quando eſt in mora tradendi interiere, l. ſi rem eod. & viri, ſi poſtquam eas receperit, detritæ ſunt, diminutæ, vel deperditæ, l. plerumque, ff eod. Et quæ in pondere, numero, & menſura conſiſtunt, l. res in dotem, eod. quæ eiuſdem qualitatis, & bonitatis reſtituuntur, ibid. ſi alterutrum, rem aut pretium, viri eſt electio, aut eius hæredum in caſu reſtitutionis, d. l. plerumque in fin. ff eod. tit. niſi conuentum ſit mulieris fore periculum, l. 1. C. de fund. dot. Si nec ſpecies, nec quantitas, ſed tantum in nuptiali contractu contineatur, eam quæ nubebat dotem promiſiſſe, nullam eſſe actionem, l. 1. C. de dot. promiſſ. adeò vt de dote incerta, ſententia lata nullius ſit momenti, l. fin.
46 ibid. Bald. C. de ſentent. quæ ſine cert. quant. profer. 46 Qui tamen dotem promittit, non addita quantitate, ſed quodcunque eſſet arbitraturus, videtur boni viri arbitrium ſtipulationi inſeruiſſe, l. ſi cum ea, C. de dot. promiſſ. pro modo facultatum, & dignitate natalium, l. cum poſt, §. gener, §. nuptiis, ff. de iur. dot. nec non mulieris. Vnde nobilis eget maiori dote, quàm ignobilis, ſi nobat pari, non inferiori, vt notat Bald. in l. 3. C. de dot. promiſſ. l. fœminæ in fin. l. fin. ff. de ſenat. l. 1. de dignit. lib. 11. C. vbi mulier illuſerit familiæ, non gaudet dignitate natalium, quæ plebeio, vel inferiori nupſerit: imò puellæ dos honeſta & moderata conſtituenda eſt, l. ſi curatores, ff. de adminiſt. tut. ſecundùm eius facultates, & viri dignitatem, d. l. 3. C. de dot. promiſſ. arbitrio quidem Iudicis, vt in æſtimatione legati ad viæ refectionem, non expreſſa quantitate de quo in l. quidam, ff de legat. 2. vel in honorariis aduocatorum, de quibus in d. l. 1. §. in honorariis, ff. de var. & extraord. cognit. 47 d. l.
47 ſi curatores, C de adminiſt. tut. 48 l. quamuis, ff. de condict. & demonſtrat.
48 + l. vnde ſi parens, C. de inoffic. teſtam. tot. tit. C. de inoffic. donat. l. vn. Ibi-
49 que Bartol. Caſtrenſ. Bald. & Salycet. C. de inoffic. dotib. Nec eſt opus inofficioſ. querel. ſi qui experiri poteſt per in integrum reſtitutionem, l. ſi filius Cod. de inoffic. donat. vbi nec Solon eſt conſulendus, qui dotem omnino contemnit apud Plutarchum in eius vita: nec certa pecuniæ ſumma in im-

menſum

menſum coarctanda, vt in ordinat. Regis Caroli, 9. menſis Ianuarij 1563. data Pariſiis, non tamen obſeruata. Sed modus eſt conſtituendus ex puellæ facultatibus pro viri dignitate: & ſi omnia filiæ bona in dotem conſtituant, vt in l. 4. Cod. de iur. dot. fortè diuitis & vincæ: niſi ſit nobilis & illuſtris familiæ, ad cuius conſeruationem feuda ſeruantur integra, conſtituta pecunia vice legitimæ, vt de cutialibus Nouell. 87. de quibus alibi ſum dicturus. [50] Nec non in- [50]
re Cęſareo filius à patre exhęredatus præſumitur ingratus, niſi probetur eſſe gratus: & è conuerſo, pater exhæredatus cenſetur gratus, donec probetur ingratus, l. liberi. Et ibi Bald. C. de inoffic. teſtam. Non tamen cenſetur filia ingrata, quę coniugalem colit concordiam contra matris voluntatem, l. cum te, l. filia, C. de inoffic. teſt. Nec inofficioſi querela & tranſuerſa linea inſtituitur, niſi ex fratre, vel ſorore conſanguinea turpi perſona hærede inſtituta, l. fratris, l. fratres, C. eod. licèt ab inteſtato vnà cum parentibus filij fratrum pariter ſuccedant authent. ceſſante, C. de legit. hærede & ita fratribus, conſanguineis, natis, & parentib. debeatur legitima authent. nouiſſima, C. de inoffic. teſtam. Eadémque ex immenſa donatione eſt ratio detractionis ex teſtamento, quas ab inteſtata, l. precib. C. de inoffic. teſtem. [51] l. hac lege decernimus, C. de pact. conu. [51]
[52] d. auth. præterea, C. vnde vir & vxor: & pariter vſumfructum bonorum defun- [52]
ctæ diuitis obtinet, etiã extantibus liberis, ſicut inops vidua viri diuitis. *Maynard chap. 25. du 3. liu. de ſes queſt.* [53] l. nulla lege, C. de iur. dot. l. mulier bona, ff. eod. [54] Dos [53] [54]
enim data, vel conſtituta donationé propter nuptias meretur, l. dos data, C. de donat. ante nupt. legis, pacti, & conſuetudinis intentione, habita vtriuſque ratione, l. vn. §. illo proculdubio, C. de rei vxor. act. tam in lucro, quàm reſtitutione etiam raptę à viro dotatę, de qua in cap. 1. e. de adult. [55] Cùm dos viro con- [55]
ſtituatur ad onera matrimonij ſubeunda pro oneribus, C. de iur. dot. Si non præſtetur, eius eſt litem mouere, ne ſibi ſit infructuoſa, vt d. l. 1. C. de dot. caut. non num. & inde habeat vnde vxorem & liberos alat, cap. pen. e. de ſponſ. Non quidem ſi ab vxore ſibi dos ſine vlla quantitate ſit promiſſa, vnde nulla oritur actio, l. 1. C. de dot. promiſſ. Imò ſi certis duntaxat coniecturis dotem ſibi conſtitutam maximè incerta pecuniæ quantitate, vt plerumque fit: nempe eius vſuras, l. ſecunda, C. eod. l. fin. C. ad leg. Falcid. vel ſibi eſſe ſolutas, l. cùm de in rem verſo, ff. de vſur. Et ſi ius vniuerſum vel omnia bona vxoris incerta, & inæſtimata, fortè litigioſa conſtituantur, quæ ab vxore debentur, dotem minuunt. Nam licèt maritus à creditoribus mulieris, vel donantis vrgeri non poſſit, nec teneatur ad tributa, quæ extra dotem debentur, l. licet, Cod. de iur. dot. non tamen poteſt plus habere, quàm deducto ære alieno, l. cum res, Cod. de donat. l. mulier bona, ff. de iur. dot. l. ſecunda, §. illud, ff de collat. bon. l. fin. §. vbi autem, Cod. de bon. quæ lib. Et quæ ad res dotales conſequendas litibus impenduntur, pariter à dote dirimuntur. Bartol. in l. 1. numero 5. & in l. in totum, numero 1. ff. de impenſ. in reb. dotal. fact. niſi nomen debitoris æſtimatum in dotem conſtituatur, l. ſi nomen, ff. de hæred. vel act. vend. nempe mariti periculo, vt in l. Mæuia in 1. reſp. ff. ſolut. matrim. Adeo vt ſi tota dos ſoluta ſit, non habita ratione impenſarum, indebiti condictione reperitur, l. quod dicitur, § fin Ibiq; Bart. ff. de impenſis in reb. dotal. fact. [56] poſſúntque fieri licitæ nuptiæ, honeſto [56]

placito

placito ex perſonis illicitè coniunctis, can. denique 31. quæſt. 1. [57] de his in ta-
tion. non aliter, & can. 30. quæſt. 5. in defectum probationis: vnde tum fieri
debent in Eccleſia parochiali proclamationes, Gallicè, *Annonces. Ord. de*
Blois, art. 40. par leſquelles tels mariages ſont interdicts, & les coupables amendez &
punis rigoureuſement: & in cap. fin. §. ſi quis §. ſanè, e de clandeſtina deſpon-
[58]ſat. [58] d. cap. ſi quis diuinis 30. quæſt 5. [59] Vbi parum, & nihil æquiparantur,
[59]d. l. quamuis, ff. de cond. & demonſt. [60] Nam licèt clandeſtina coniugia con-
[60]tra leges fiant, contracta tamen diſſolui non poſſunt, quia ex legibus voto ſub-
[61]ſequente corroborantur, can. nec illud, 30. quæſt. 5. [61] l. cum quis, C. de na-
tur lib. Nouel. 89. cap. 8. §. fin. de nupt. Inſt. cap. 1. c. tanta, c. qui nobis, e. qui
fil. ſint legit ex eo ſublata, & purgata cauſa turpitudinis, l. ſi ob turpem, ff de
condict. ob turp. cauſ. l. 2. C. quod met. cauſa. Imò ſegregato matrimonio, nu-
per in facie Eccleſiæ celebrato, filij ante ſententiam concepti, & geniti ſunt le-
gitimi, cap. 2. e. qui filij ſint legit. Et ſi coniugatus ignorans primam viuen-
tem, contrahit cum ſecunda, legitima erit proles eorum, cap. ex tenore eo-
dem. *Et ainſi a eſté iugé par ſentence du Viguier de Tholoſe, entre le Procureur du Roy,*
reprenant la plainte de Martial Ranué trauailleur du fauxbourg Sainct Aubin, & Ieanne
Arquere femme à Iean Boſcarret abſent, preuenue de bigamie, du 22. May 1606. con-
firmee par arreſt du 30. du ſuſdict, donné au rapport de Monſieur Maiſtre François de
la Porte, Conſeiller en la Cour. Ainſi fuſt declaré legitime l'enfant procreé des œuures de
Dutil & Roles femme de Martin Guerre, ledict Dutil condamné à mort par arreſt du 22.
[62] *Septembre 1560. commenté par le Sieur de Corpas.* [62] De his in l. 2. l. ſi nepos, ff. de
rit. nupt. §. 1. de nupt. inſtit. l. ſi vt proponis 2. C. eod l. nec filium, cap. de ſe-
cund. nupt. arg. cap. referente nobis, e. qui filij ſint legit. l. ſi pater, C. de
ſponſ. Nouel. 143. Exod. 22. *Ord. du Roy Henry II. donnee à Paris au mois de Feb-*
urier 1556. Ord. de Blois art. 41. Niſi pater ſit abſens longa abſentia, d. l. nec fi-
lium, l. ſi ita pater, & l. ſeq. ff. de rit. nupt. Matris etiam conſenſus requiritur.
Vbi etſi parentes inter ſe diſſentiant, ſufficit patris conſenſus, l. in coniun-
ctione, C. de nupt. Nouel. 115. vel aui, aut proaui è linea paterna, defuncto
patre, qui pariter eos habent in poteſtate, §. 2. Inſt. de pat. poteſt. adeò
vt qui viuente, & ignorante patre de coniunctione filiæ conceptus eſt, licèt poſt
mortem aui natus ſit: iuſtus filius, ex quo conceptus eſt, non videtur, l. Paulus
reſpondit, ff. de ſtat homin. ſufficit tamen patrem non contradixiſſe, l. 5. C.
de nupt. coniugum nimirum voluntas ſpectanda eſt, non cogenda, ne quid de-
terius contingat, vt in cap. 2. e. de ſponſal. & ibi not. can. ſi veterum, can. de ne-
ptis tuæ coniugio 31. q. 2. Nec enim maior debet eſſe affectus, quàm coniugum,
conſortium totius vitæ inuicem contrahentium, vnde poſtea recedere nequeunt.
Matth. 5. Et ibi ſeruandi ſunt ritus Eccleſiæ can. non alter 30. quæſt. 5. Qui enim
non ſecundùm Chriſti præcepta coniunguntur, non coniuges, ſed potiùs adul-
teri vocantur, can. ſicut 32. q. 2. Ingratiq; ſunt filij, vel filiæfamilias, qui ſi-
ne parentum aſſenſu nuptias contrahunt, nouel. 115. cap. 3. tum quia tales nu-
ptias princeps vetuit: vt à ſimili in l. ſi quis alumnam, C. de nuptiis ſub pœ-
na exhæredationis per ordin. 63. *Conſiume d'Auuergne tit.* 14. *art.* 2. *l.* viduæ, l.
in coniunctione, C. de nupt. authent. ſed ſi poſt, C. de inoffic. teſtam. d nouel.
115. c. 3. in cauſa 11. ingratitudinis d. ordinatione Henrici II. Et poteſt pater in
iudicio

iudicio conueniri ad liberos vel filias dotanda, vt nubere poſſint, eo recuſante, l.qui liberos,ff de rit.nupt.l.fin.§.vtramque, C. de dot.promiſſ. [64] Legis enim [64] Moſaycæ ſublato repudio ritè contracti matrimonij nullum admittitur diuortiũ. Matth.5.19.Marc.10.Luc.16.1.ad Corinth. 7. Sed ſolo vnius coniugum interitu ſoluitur.Ad Roman.7. Et tunc mulier ſoluta à lege viri dotem repetit,l.fin.C. ſolut.matr.Et lucratur augmentum Nouel.123.c. 40. Quo non fit regreſſus priuationis ad habitum,vt in tori ſeparatione, de qua in can.ſuperueniente, & decem ſequentibus 32.q.7. & morte naturali ſoluitur matrimonium,c.licet,c.pen.& fin. e.de ſecund.nupt.non quidem morte ciuili Nouel.22.c.13. [66] Nec ſoluitur per in- [66] greſſum monaſterij, licèt religioſi pro mortuis habeantur:vt notat Panormit. in c.cum ſis,num.5.e.de conuerſ. coniugat.can.placuit 16.q.1. & vxoratus reuocatur à monaſterio,c.1.c.3.c ex parte c.licet e.de conuerſ. coniug can. notificaſti 33.q 5. niſi vterque ingrediatur monaſterium, & religionem profiteatur, d.c. cùm ſis, c. ſanè,c.dudum,e. de conuerſ. coniug. vel vxor mundo ſuperſtes ſit adultera,c.conſtitutus,eod Sponſalia tamen de præſenti diſſoluuntur, ſi non ſit conſummatum matrimonium per vnius ingreſſum,c.2.c. ex parte eod.Sponſa tamen, quæ vitam religioſam eligit, intra certum tempus debet velari, vel ad coniugium reuerti,c. ex publico,ibid. Et tunc cuilibet reſtituitur quod ab altero recepit,l.fin.Cod. de Epiſc.& cler.Nouel.123.c.39. vbi poſt matrimonij conſummationem, ille coniugum,qui honeſtè viuit ſæculo,altero profeſſo religionem, habet lucra nuptialia, & ſua recuperat,pacto, vel conſuetudine: & ſi non fiat niſi tori ſeparatio, ex Panormit.in c.1.e.de donat.inter vir.& vxor.num.1.2.3. [67] l.ſiquidem,C. ſolut.matr. [67]
[68] l.dotis tuæ,C.de iur.dot.l.2.C. de iur.fiſc.l.4. C. qui pot.in pign.hab.l.fin.ff.ex [68]
quib.cauſ.l.fin.C.de bon.damn. [69] Nec diſſoluitur matrimonium,donec vterque [69]
viuit,can ſi quis neceſſitate 34.q.5.vel incertum ſit eos viuere Nouel.22.c.7.8.ſed etiam de nupt.inſtit.donec fuerit certificatum de abſentis interitu, l. ſi ab hoſtib. in princ.ff.ſol.matr.c. in præſentia e.de ſponſ.& matr.c.2.e.de ſecund. nupt. *Maynard ch.6.du 4.liu. de ſes queſt. Comme a eſté iugé en l'affaire de Ieanne Arquiere femme à Iean Boſcarret, remariee auec Martial Ramié en abſence, & du viuant dudit Boſcarret: laquelle fiſt amende d'honneur, la torche allumée en main auec vn cartel attaché derriere, où eſtoit eſcrit femme à deux maris, deuant la grand' porte del'Egliſe metropolitaine Sainct Eſtienne, où elle auoit eſpousé le dernier mary, & y demeura à genoux, dés ſept heures de matin iuſqu'à l'iſſue de la grand' Meſſe paroiſſiale, auec inhibition qui luy fuſt faite ne plus hanter, ne frequenter ledict Ramié à peine d'eſtre pendue, & eſtranglee, ſans auoir eſgard au laps de temps par elle allegué de l'abſence de ſondict mary, & aduertiſſements qu'elle diſoit auoir eu de ſon decez ſans en faire apparoir.* Cuiuſcumque moræ,& expectationis præſcriptione ſublata,de qua Nouel.22. c.14. *Et fuſt l'enfant dudict Ramié, & dudict Arquiere declaré legitime, comme ſe void plus à plain en Arreſts du Parlement de Paris du 8.Mars 1545.& du 19.Iuin 1554.recitez par Char.ch.16.du 8.liu. de ſes reſp.* [70] l. non enim [70]
ff.rerum amot.l.nemo,C de Iudæis,l.vn.§.fin C.de Monopol. Nouel.22.c 20. Et in caſu reſtitutionis tandem præſtet.l.ſi donatæ,§. ſi ſponſ.ff.de donat int.vir.& vxo.
[71] *Contre l'Ordonnance du Roy François I. art.182. Henry II. donnée à Moulins, art. 58.* [71] *Couſtume de Paris art. 283. à quoy Rebuffe reſpond en ſon Comment. ſur les Ordonnances au tit. des Inſinuations, gloſſ.1. art. 1. nomb.3.& ſuyu. à quoy la Cour n'ayant non plus eſgart. Par arreſt du 7. Decembre 1580. fuſt dit, que la ſeconde donation faite dans les quatre mois de la premiere n'auoit lieu, ores fuſt premierement inſinuee, Mayn. ch. 55. du 2.liu.*

de ſes queſtions. Et ne ſont ceux, qui contractent mariage, tenus inſinuer, ſinon les choſes en vertu deſquelles peuuent pretendre droict de Seigneurie, proprieté, hypotheque & realité. Par Edict du Roy Henry II. donné en Sainct Germain en Laye au mois de May 1553. declarant n'entendre preiudicier aux droicts d'hypotheque, ſelon ce qu'eſt ordonné de droict & de couſtume : ni n'ont eſté receues les ordonnances des Inſinuations au Parlement de Tholoſe, pour les choſes données, en faueur de mariage, que puis l'an 1566. qu'on y publia l'Ordonnance de Moulins, Maynard chap. 58. du ſecond liure de ſeſdictes queſtions. Et depuis ſuſpendue ſur les remonſtrances faictes au Roy, comme il void en la cauſe de Iean Lauergne Notaire de Sainct Ceré, appellant d'vne ſentence arbitrale du 19. Octobre 1582. tant à ſon nom, que comme pere & adminiſtrateur des perſonnes & biens de ſes enfans, & de feu Helix Moyniere ſa femme : pour laquelle, en defaut d'inſinuation, & les arbitres auroyent eu eſgard à la reuocation faite par teſtament de ſa belle-mere, de la donation à luy faite, en faueur de mariage : laquelle auoit eſté par le Iuge ordinaire dudict Sainct Ceré confirmée. Dont par arreſt du troiſieſme Aouſt 1583. donné entre ledict Lauergne & Iaques Moynier appellé, impetrant lettres, pour eſtre auſſi receu à conclurre, comme appellant de ladicte ſentence arbitrale : & fuſt ordonné que la ſentence dudict Iuge ordinaire de l'an 1582. portant approbation, & confirmation de ladicte donation ſortiroit à effect, ſelon le diſcours ſur ce fuict par ledict Sieur de Maynard au meſme chapitre. Selon noſtre commune obſeruance, par laquelle on n'a auſſi de couſtume recourir au Prince, pour eſtre releuees du temps deſdictes inſinuations : Cùm fruſtrà precibus impetratur quod iure communi conceditur : *Sans s'arreſter aux reliefs que les ieunes femmes, moindres, & autres ont accouſtumé impetrer au pays couſtumier de France, en defaut d'inſinuation, dont parle Charondas au chap. 82. du troiſieſme liure de ſes Reſp. & chap. 26. du liure 7. Arreſt du* Parlement de Paris *du quatorzieſme Iuillet 1586. confirmatif d'vne ſentence des* Preſidiaux d'Angers, *entre Marion Germain, mary de Guillemette Martin, & tuteur de Ieanne Martine appellant : & Damoiſelle* Perrine Bouche, *vefue à feu Iean Martin : ledict Maynard chap. 54. du ſecond liure de ſes queſtions.* Iuncta l. minoribus, l. cum multæ, C. de donat. ant. nupt. *Et ne ſe font leſdictes inſinuations que pour la validité des donations contre les donateurs, ou leurs heritiers, non au preiudice des creanciers, acheteurs, & autres ſucceſſeurs particuliers, à titre onereux du donataire, comme note ledict Sieur Maynard.*

72 73 Can. ſit ſancta, can. illud breuiter, can. conſuetudo, & duobus ſequentibus diſ. 73 12 quia præfatum edictum non derogat conſuetudini. 73 Non ſolùm affectu, ſed etiam ſacramento, & liberorum procreatione firmata, can. omne 27. q. 2. Inſe- 74 parabilis, can. ſolet 32. quæſt. 2. 74 l. 3. ff. de iur. dot. can. nullum, 30. quæſt. 5. Nec eget ſponſalitia largitas inſinuatione auth. eo decurſ. C. de don. ante nupt. Nou. 119 c. 1. Quæ etſi imperiali reſcripto mandetur cùm excedit ſummam quinquaginta ſolidorum : non tamen minus valent dotes, & ante nuptiales donationes, ſeu ſponſalitiæ largitates, ſine inſinuatione, Nouel. 127. cap. 75 2. 75 Nouell. 22. cap. 39. l. vnic. Cod. Si dos conſt. matr. ſolut. fuer. 76 76 l. 1 l. conſenſu, Cod. de repud. l. ſi marito, ff. ſol. matr. l. res vxoris, C. de don. inter 77 vir. & vxor. arg leg. ſed & ſi, ff. de donat. damnat. 77 l. quemadmodum, § 78 debitor, ff. de iur. dot. 78 l. ſi conſtante in princ. ff. eod. leg. vbi adhuc auth. donationem, Cod. eod. tit. *Mayn. cap. 56. du quatrieſme liure de ſes queſtions.* Capel- 79 la Tholoſana & ibi Aufr. quæſt. 338. 79 Deut. 24. Matth. 5. 19. Marc. 10. Luc.

16.

26.1 ad Corinth. 7.[80] Nam diuortio interueniente, non ſoluitur nexus nuptialis, [80]
can. interueniente, & tribus ſequentibus 32.q.7.cap.2.e. de diuort. Vnde matrimonij terminũ, quæ omnia ſoluit, expectat mors, Nouel.22.c.20. fœlix quidem, & beatum eſt vtique contrahentium perdurare in priori coniugio, & non procreatam ſobolem ſequentibus matrimoniis contriſtare : vnde, viuente marito, mulier, quæ fuerit cum alio viro, dicitur adultera. Ad Roman. 7. Et mœchus dicitur, qui, dimiſſa vxore, etiam ob cauſam fornicationis aliam ducit, can. quemadmodum 32. quæſt.7. [81] Ad tempus poſſunt ſeparari, vt [81]
expeditiùs vacent orationi, 1. ad Corinth.7. nempe conſilio Apoſtoli. Non quidem perpetuam vouere caſtitatem, quam alter coniugum vouere non poteſt ſine alterius conſenſu. can.1.& 5 ſeqq.33 quæſt. 5. & oſtendit, qui continet, vnde alter coniugum labitur, can. ſi tu 27. quæſt. 2. adeò vt viro leproſo, aut alio quocunque modo deformato, mulier reddere debitum teneatur, can. horrendus, & ſeq. 32. quæſt. 5. Nec vouenti conſentiens, ſi non & ipſe voueat, cum altera neque contrahere poteſt matrimonium, niſi poſt viuentis interitum, can. ſi quis coniugatus,27.quæſt.2. can. quod Deo, & ſeq. 33.q.5. Imò reuocatur vir à monaſterio, etiam profeſſus religionem, ſi vxor non voueat caſtitatem, nec aliud monaſterium ingrediatur, cap. 1. cap. cum ſis, c. de conuerſ. coniug. nempe poſt conſummationem matrimonij. Prius enim ſponſalia de præſenti non impediunt religionis ingreſſum, cap. 2. eod. can. ſcripſit nobis, § ecce,& can.ſeq.27 quæſt. 2. Et in ſæculo remanenti (ſi commonitus caſtitatem ſeruare noluerit) licet ad ſecunda vota tranſire cap. 2. c. de conuerſ. coniug. Nec enim adhuc fuêre vna caro ſimul effecti, d. cap. 2. [82] Vt cum [82]
infidelis coniugis orthodoxæ fidei religionem euertit : non vt iterum nubant donec vterque viuit, cap. 2. c. de diuort. non propter vitia, & coniugis delicta, vt quondam apud Romanos diuertere ſolebant, Nouell. 22 cap.15. [83] N. ſi pari- [83]
ter inſidietur vnius vitæ coniugum ab altero coniuge, propter adulterium, & alia delicta, vnde interdum fit ſeparatio tori pali ſi qua mulier, 31. q. æſt. 1. can. licet & 3.ſeqq. can. dominus, & 5.ſeq. 32. quæſt.7. [84] Et ita iudicatur ſub ſpe re- [84]
conciliationis, præſertim ſtantibus penes maritum liberis. Cuius cauſæ diuortij videntur enumerari in nouell. 117. cap. 9. Quibus ſua culpa vxor à viro diuertent, vnde lucra nuptialia non meretur, nec dotis habet repetitionem, cuius amittit proprietatem, ſi inhoneſtè viuat, auth. quod hodie, Codic. de rep. d. legitimis etiam pœnis ſubiicienda, & pariter maritus, qui ſe indignè & impiè geſſerit, eiuſdem nouell. [85] *A l'exemple d'vne honeſte Damoiſelle,* [85]
qui demanda ſeparation de biens au Parlement de Paris contre ſon mary malverſant & viuant impudiquement : laquelle fuſt ordonnee par arreſt du 14. Iuin 1561. & que le mary rendroit à le remploy qu'il auoit promis faire de quelques deniers à luy baillez en mariage, auec les habillements, bagues & ioyaux de ſa femme, enſemble certaine penſion annuelle pour ſon entretenement, par ce qu'elle luy auoit plus apporté que les deniers deſtinez au remploy, n'ayant d'ailleurs autres moyens. Charond. chap. 33. du neufieſme liure de ſes Reſp. [86] Inter cæteras duæ cauſæ ab Imperatore enumerantur, qui- [86]
bus coniugium ſine pœna ſoluitur in d. nouell. 117. cap.12. Cùm viri non potuerint ab initio nuptiarum miſceri ſuis vxoribus, vel cùm elegerint vitam ſanctimonialem. Et quatuordecim cauſæ enumerantur, quibus prohibetur contractus matrimonij in gloſſ. §. ſunt & aliæ, in verb. enumerari,

de nupt. inſt. inter quas non habetur impotentiæ ratio : cùm non entium nullæ ſint qualitates. Confirmatur enim & perficitur matrimonij coniunctio ſpiritualis commiſtione corporali, can. in omni, & ſeq. 27. qu. 2. Cuius impotentia nullum eſt matrimonium, can. cùm ſocietas can. lex diuinæ conſtitutionis, can. quod autem 27. q. 2. Nec ſunt vna caro ſimul effecti, c. 2. extr. de conuerſ. coniug. Et ita non patitur ſolutionem, quòd nullo tenetur ligamine. Ratum enim, & legitimè contractum matrimonium, ſola morte ſoluitur naturali : quod lepra, inæqualitas, maleficium, & ſuperueniens infirmitas ſegregare nequeunt, can. cum hi qui, & can. ſeq. 32. qu. 7. c. 1. & 2. e. de coniug. leproſ. cap. 1. & 2. de coniu. ſeru. Et donec vterque viuit, nullo tempore alteri nubere licet, can. ſi quis neceſſitate 33. qu. 5. Nec vir dotem lucratur, & vxor augmentum abſque conſummatione matrimonij, vt doctè Maynardus cap. 54. libr. 4. quæſt. non habita ratione differentiæ nuptiarum, & ſponſaliorum, ex Rebuff in l. pronunciatum, §. matremfamilias, ſuper verb. nuptiæ, ff. de verb. ſignif. Quoad lucra nuptialia. Cùm ſit quæſtio copulæ carnalis, qua non ſolùm firmantur ſponſalia de præſenti : adeò vt ſponſus, per verba de præſenti, copula carnali intetueniente, inuita ſponſa non poſſit ingredi religionem, cap. 2. de conuerſ. coniug. cap. commiſſum e. de ſponſ. Vnde cenſetur vxori vir alligatus, cuius non debet quærere diuiſionem, ad Romanos 7. Imopere verb. de futuro, contractum non diſſoluitur matrimonium poſt carnalem coniunctionem, c. veniens ad nos, e. de ſponſ. Nec violenta & coacta promiſſio, c. ad id eod. ſi ad actum peruenerint : non ſolo niſu, cap. is qui, cap. fin. e. de ſponſ. & matrim. *Et ſont les eſpouſailles de parole de preſent vray mariage, faites auec les ceremonies accouſtumees de l'Egliſe, ſuyuant le Sainct Concile de Trante, non autrement. Maynard ch. 96. du liu. 3. de ſes queſt. où ledict Sieur Maynard prend le gain nuptial pour droict de couche, duquel on vſe par la couſtume de Normandie art. 101. Dont par arreſt du 18. May 1584. prononcé par le Sieur Preſident du Faur : vne fiancee de parole de preſent, l'eſpoux de laquelle eſtoit decedé auant la conſommation du mariage, fuſt condamnee rendre à ſes hoirs les bagues, ioyaux, & ce qu'elle en auoit receu, comme remonſtre ledict Maynard au chap. 55. du 4. liur. de ſes queſtions,* vt in nouel. 123. c. 39. Qua vno ſponſaliorum monaſticam vitam eligente, quilibet eorum repetit quæ ſua ſunt abſque diminutione, adeò vt ſæculo viuens nubere poſſit c. 2. e. de conuerſ. coniug. Nec litiſpendentia impedit contrahi matrimonium, ſi ex anteriore contractu ſit nullum, c. cum in
87 Apoſtolica e. de ſponſal. [87] l. in cauſis auth. ſed hodie, C. de repud. nouel. 22. c. 6. cap. laudabilem, cap. fin. de fiig. & malef. Impoténſque alteri non nu-
88 bet, can. quod autem 33. quæſt. 1. [88] præf. iur. [89] l. inuitus, ff. de iur. dot.
89 90 Ibidem, & l. quamuis, ff. ſolut. matrim. [91] d. l. quamuis, & ſeq. l. ſed & ſi, ff.
92 91 eod. *Couſtumes d'Auuergne tit. 14. art. 7.* [92] d l. quamuis, l. fin. ff. de iur. dot. *May-*
92 *nard chap. 21. nombr. 9. & 10. du 3. liure de ſes queſt.* [93] l. ita conſtante, ff. de iur.
93 dot. l. ſi mulier, ff. de pact. dotal. [94] l. generaliter, l. hac ædictali in fin. Codice
94 de ſecund. nupt. [95] d. l. generaliter in 1 reſp. verſ. diuidendi eod. abſq; detractio-
95 ne, vt in l. cum dotem, ff. ad leg. Falcid. Qua omiſſa ſpectatur interpoſiti capientis perſonà. *Ainſi la femme laiſſee heritiere par ſon feu mary, à la charge de rendre l'heritage à vn de leurs enfans, tel qu'elle choiſiroit, eſt cenſee cõſtituee en faueur & contẽplatiõ deſdits enfans, deſquels les perſonnes ſont tãt ſeulement conſiderables: cõme fuſt iugé par arreſt du 25.*

Ianuier

Iãuier 1558. au rapport de Mõſieur Doniac : par lequel la mere fuſt maintenue en l'heredité de ſon feu mari, en vertu de ſon dernier teſtament aux charges y contenues : quæ res filiorũ,& deſcendentium,quibus hæreditatem reſtituere grauata erat magis quàm ius proprium perſequi viſa eſt.Maynard. c. 20. lib.5. quæſt.[96] auth. hæ res, C.de ſecund. [96] nupt.Nouel.22.c.20. 23 26. 46. num. 2. auth.lucrum,C.eod. Succedit tamen liberis ex teſtamento,ſicut quilibet inſtitutus,mater conuolans ad ſecunda vota,auth. ex teſtament.eod. & ab inteſtato,vt patet ſuperſtes vſumfructum percipit paternæ ſubſtantiæ, augmenti proprietate ad filios remanente, remota matris & fratrum ingratitudine,auth ex teſtam. auth. vxore mortua. C.de ſecund.nupt.nouell. 2.c. 3. Si hæc tamen abſtineat à ſecundis nuptiis, habebit & ipſa portionem proprietatis pro numero liberor. idémque pater & cæteri aſcendentes,à ſecundis nuptiis abſtinétes auth. ſi tamen eod.[97] vt in d.auth. ex teſtaméto in fin.auth.hæ res,eod.[97] nouell. 22. c. 21.[98] l. ſi extraneus in 1. reſp.ff. de iur.dot. auth. in donatione, C. de [98] ſecund. nupt.[99]. de auth. hæ res.C. eod. [100] dotarium quidem eſt liberorum pa- [99] trimonium, vxori à viro contemplatione matrimonij, pacto, vel conſuetudine [100] dotata,vel indotata vxore conſtitutum.Eóque differt ab Antiphato, dotalitio, augmento, & donatione propter nuptias,vt etiam conſtituatur abſque dote, & donatione reciproca. De quo doctè Maynard. c. 56. lib. 4. qu. *Le grand Couſtumier au tit.du droict des cenſes & hypoth. Couſtume de Paris au tit. des douaires.* Andræas de Iſernia 3. Conſt. Neapol. tit. de dote, num. 1.& 3.& in ærario earundem conſtitutionum, in verb. dotarium. *Couſtume de Monfort art. 137. Mante art. 134. Valois art. 102. Vermandois art.3.Boulenois art. 98.Poictou art. 253. Bourbonnois art. 250. Et eſt la femme mariee douee de douaire couſtumier conſtitué. Couſtume de Boulenois art. 99. de Amiens art.112. Artois 153. qu'eſt moitié des heritages feodaux, & le tiers des heritages quotiers.Par la couſtume de Paris art. 1. du tit. des douaires,la moitié du patrimoine du mari du iour des eſpouſailles & des heritages, qui luy aduiennent des aſcendants en ligne directe, pendant le mariage, enſemble par la couſtume de Bourgongne ch.4. art. 6. Xaintonge art.75.Le douaire entre Nobles conſiſte en la troiſieſme partie des biens nobles, & moitié des roturiers:entre roturiers couſtume de Tours art. 338. Par les conſtitutions des Lombards, & du Royaume de Cicille conſiſte en la quatrieſme des biens & fief du mari.* Andreas de Iſernia præf. iurib. *Maynard. ch. 56. du 4. liu. de ſes queſt.* Nam vt dos viro, ita dotarium vxori debetur, & conſtituitur pro ſe & ſuis Publitius in conſuetudinibus Aluerniæ tit.14.tit. 26. nu. 3.non tamen conferuntur, cùm dos ſine dotario, & dotariũ ſine dote eſſe poſſit, vt in conſuetudine Pariſienſi, & ideo non ſunt reciproca, dóſque vt plurimùm in pecunia numerata conſiſtat,dotarium in fundis,& rebus, vel corporibus hæreditariis. Et differt ab augmento, cuius eſt cum dote cauſa reciproca,licet impari numero,& minori quantitate:quæ cum donatione propter nuptias eſt æqualis, nouell. conſtitutione de æqualitate dot. *Et eſt propre heritage aux enfans du dict mariage ſuſdite couſtume de Paris art. 2. du tit. des douaires, de Melun art. 238. Mante art. 136. Eſtampes 30. Senlis 177. Valois 108.* Adeò vt ſi fiat inter coniuges mutua omnium bonorum donatio pactis dotalibus, fauore matrimonij in qua ſuperſtes præmorienti ſuccedat, nulla facta mentione filiorum, ineſt tacita conditio. Si ſine liberis deceſſerint: vt in fil. ſubſtitution. l. cum acutiſſimi, C. de fideicommiſſ. licet enim lucrum caſuale, potentia reciprocum, actu tamen eſt vnicum: vnde ab effectu fit rei denominatio, l. 3. §. hæc verba, ff. de negot. geſt. [101] *Comme propris-* [101]

taires du douaire prefix ou conuentionnel conſtitué par le mari, ſes parents, ou autres, pour
102 *loy ou couſtumier. Couſtume de Paris art. 2. 3. 8. du tit. des douaires* [102] Ita lucra nuptialia quæſita ſtatuto pacto, vel conſuetudine, ſunt conſeruanda filiis eiuſdem matrimonij, de quibus tantum cogitarunt coniuges nuptias contrahentes, non ſecundarum nuptiarum, tanquam de caſu inopinato, l. ſtipulationes, § faciam ff.
103 de verb. oblig. [103] d conſuetudine Pariſienſi. Coniugéſque verùs appellantur à prima diſpenſationis fide, can. coniuges, 27. q 2. vnde potior habetur prioris
104 coniugij cauſa. [104] d. conſuetudine Pariſienſi a. 3. eiuſdem tit. *Par la couſtume de Melun art. 97. L'aiſné de mariage, qui renonce à la ſucceſſion de ſon pere a droict d'aiſneſſe du douaire feodal Et en l'heritage noble, tant au douaire prefix. Couſt. de Valois art. 112. que couſtumier. Eſtampes art. 132. Et peut on à ce propos ramentenoir le cas propoſé par Charondas au chapitre 36. du 9. liu. de ſes Reſponſ. de deux mariez, qui ſans attendre les trois ans de droict ordonnez pour eſprouuer les forces du mariage*, Auth. ſed hodie, C. de nupt. Nouel. 22. c. 5. & fin. de frigid. & malef. e *furent par ſentence de l'Official de leur Archeueſque ſeparez par voye de nullité & impuiſſance à la pourſuite de la femme. Chaſcun deſquels ayant pris autre parti ont eu enfans de leurs ſeconds mariages: dont la viſite qu'en auoit eſté faite fuſt en effect fauſſement rapportee, ſur laquelle ladicte ſentence s'en eſtoit enſuyuie: non ſans cauſe reprouuee, comme incertaine, & perilleuſe, par Sainct Cyprian* lib. 1. epiſt. 2. ad Pomponium. *Sainct Ambroiſe* lib. 8. epiſt. 64. can. nec aliqua, can. quod ſi pœnitentiam 27 q. 1. *Et ont les honneſtes mariés honte de monſtrer leurs parties ſecrettes, & s'embraſſer à la veue des autres.* Nam vbi ad huiuſmodi opus peruenitur, vt ait D. Auguſtin. lib. 2 de Gratia Dei, & peccato originali, c. 37. ſecreta quæruntur, arbitri remouentur, filiorum quoque ipſorum (ſi habeant) præſentia deuitatur. *Et ſeroit aduenu qu'apres auoir eu des enfans des deux coſtez, les conioints des ſeparez ſeroyent decedez, & eux en volonté ſe reunir enſemble, comme ils auroyent fait, ayans apres le temps releué appel de l'Official au metropolitain, par lequel les parties eſtans d'accord, la ſentence de l'Official auroit eſté amendee, & eux remis en leur premier eſtat: ou attendu qu'à meſme temps l'homme ne peut par la Loy Chreſtienne auoir deux femmes, ni la femme deux maris.* D. Auguſtin. lib. de bono coniugali lib. 2. C. de inceſt. nupt. l. eum qui, C. ad leg. Iuliam de adult. *Et qu'il y va de la foy publique, & authorité du Sacrement de mariage, qui ne permet que les enfans nez de nopces legitimes ſoyent fraudez des droicts que la loy & couſtume du pays auroit attribuez à leur mere, & conſequemment à eux, ſuyuant les conuentions, qu'elle auoit faites de bonne foy auec leur pere, ſur leſquelles auoit eſté fondé leur mariage, comme auſſi le premier contracté & attitré, eſtant iugé valable par le metropolitain, les ſeconds ne peuuent ſubſiſter, ſauf pour la legitimation des enfans qui en ont eſté procreés ſous le voile & affection de mariage. Dont les mariez s'eſtans raſſemblez, rejettants reſpectiuement de leur compagnie les enfans procreez des ſeconds nopces, & iceux remis és mains des plus proches parents du pere ou mere defunctz, & ayant la femme diuertie commencé inſtance pendant le diuorce & repetition de la dot, icelle diſcontinuee, & apres s'eſtre remiſe pourſuyure arreſt, s'en ſeroit enſuyui du mois d'Aouſt mil cinq cens cinquante quatre. Pour lequel la moitié des propres heritages, & biens immeubles du defunct ſuiets à douaire, furent adiugez à la demanderesſe, & aux enfans mineurs de l'autre femme, pour leurs douaires coutumiers, dont la demanderesſe auroit la moitié, & leſdicts mineurs l'autre. Et que ſur l'autre*

moitié

moitié deſdicts heritages, & autres biens tant meubles que immeubles, ils ſeroyent reſpectiuement payez: ladicte demandereſſe de ſa dot, & les mineurs de la dot, ou remploy ſtipulé par leur mere defuncte, ſi leſdits biens y peuuent ſatisfaire, ſinon viendroyent à contribution ſur iceux au ſol la liure. Arreſt equitable, ſelon ledict Charondas au meſme chapitre, par lequel a eſté iugé la cauſe de la femme eſtre en pareil droict & priuilege, que celle des enfans nez de l'autre femme pendant le diuorce. [105] *Grand couſtumier au tit. des Cenſes en hypotheque.* [106] *Dont par les couſtumes d'Auuergne art.* 16. *du tit. des donations, tous auantages, conuenances, & donations, mutuelles egales ou inegales faites en traicté de mariage valent, & tiennent au profit des mariez, & leurs deſcendants, qui ſaiſiſſent les cas aduenus, ſans en faire autre demande. Et courent les fruicts, & arrerages puis du iour du decez du mari ſuſd. couſtume de Paris tit. des douaires art.* 9. [107] *Maynard chapitre* 56. *du quatrieſme liure de ſes queſt.* [108] *lequel neantmoins on doit auaiuer, ſi dict a eſté, apres le decez du mari en la cauſe lucratiue de la femme ſuruiuante, ou vſufruict d'icelle, ſi elle conuole en ſecondes nopces, pour ne ſortir des termes de ceſte couſtume, s'il n'y a pacte du contraire.* Res enim quæ in patrimonio noſtro ſunt in pecuniæ nomine continentur, l. pecuniæ nomen, l. rei appellatione, ff. de verb. ſignif. Quarum æſtimatione omnia æquè penduntur, & pretia rebus imponuntur, l. 1. ff. de contr. empt. [109] *Qui comme le douaire prefix, ſelon ladicte couſtume de Paris art.* 13. *du meſme tit. fait ceſſer le couſtumier.* [110] Vt in d. conſuetudine Pariſienſ. in princip. non ſolùm iuris ciuilis Romanorum, ſed etiam omnium prouinciarum, & totius regni ciuitatum fida interpres, l. ſi de interpretatione, ff. de leg. Charondas cap. 20. lib. 9. reſp. Aliàs pactum derogat conſuetudini: *iugé à la chambre des Requeſt. du Palais de Paris du* 9. *Auril* 1571. *au procez d'Eſtienne Robert heritier auec beneſice d'Inuentaire de feu Florimond Robert, Cheualier, Secretaire d'Eſtat és Finances du Roy: Et Dame Ieanne d'Alum, veſue dudict Florimond, confirme par arreſt du* 21. *Decembre enſuyuant, remarqué par Bacquet au* 21. *liu. du traicté des Droicts de Iuſtice, nomb.* 82. [111] Licet iure Romanorum lucra nuptialia reciproca ſint inter ſe æqualia, l. ſi conſtante, C. de donat. ante nupt. l. ex morte, auth æqualitas, C. de iure dot. Nouell. 97. cap. 1. In quo diſcrepat hæc noſtra conſuetudo, vt doti ſit augmentum, ſeu dotalitium inæquale: niſi in quoto, vel quanto ſeruetur lucri inæqualitas, ex Salycet. in d. l. ex morte, C. de iur. dot. Nempe vt eadem ratione, qua dos à viro ſuperſtite lucratur: quotæ nempe quanta dotis medietas aucta doti ex bonis viri præmortui quæritur vxori. *Et par le meſme droict Romain au contraire de noſtre Couſtume retourne au couſtumier*, l. 2. C. de bon. quæ lib. l. vn. §. illo, C. de rei vxor. act. Qua etiam priuatur lucro nuptiali ſuperſtes, qui coniugem occiderit, l. ſi ab hoſtibus l. ſi vir vxorem, ff. ſolut. matr. Si eius negligentia interiit, quia alimenta non miniſtrauit: dum ægrotaret, medicum non adhibuit, vel malum habuit, l. incarc. ff. de lib. agnoſc. l. 3. ff. de his quibus vt indig. l. ſi quis graui, §. ſi tamen, ff. ad Syllan. veneno, magicis artibus, aut quocunque alio modo, vel induſtria vitæ coniugis inſidiatuerit, l. 1. l. nemo, l. nulli, C. de maleſ. & Math. l. ſi quis poſthac & ſeq. C. de bon. damn. aliiſque quibuſcunque indignitatibus, [112] præſ. iuribus & eius conuugum, qui poſtea nuptias contrahere, aut luxuriosè viuere, inuentus eſt propter indignitatem amiſſæ

facultas,

facultates tradendæ ſunt filiis aut fiſco, eis non extantibus, auth. quod hodie, C. de
113 repud. [113] vt in can. omne, can. inſtitutum, can fin. 27. q. 2. mulier enim quæ peccat in legem matrimonij, dotem amittit, *grand Couſtumier au tit. des Cenſiers & hypotheques*, vnà cum augmento, ſi conuicta ſit in vita mariti, e. plerumque, e. de donat. int. vir. & vxor. not. in l. diuus in princ. ff. ad Syllan. *enſemble de tous les auan-*
114 *tages, & legats, qui procedent du mari. Maynard ch. 2. du liu. 4. de ſes queſt.* [114] Et fuit arreſto Pariſienſis Parlamenti deciſum, de quo in gl. pragmat. ſanct. de concubin. in verb. pertinet, in fin. Benedictus in c. Raynutius in verb. cuidam Petro tradiderunt, num. 63. *Maſuer. tit. des dots & mariages, n. 12.* Nec enim ob ſtuprum, quod poſt annum luctus vidua commiſit, à petitione dotis & augmenti remouetur: cuius pœna in ſolutas non extenditur, ex Boerio dec. 338. cui non poſſunt viri hæredes crimen illud imputare per modum exceptionis ad vitandam dotis reſtitutionem, & augmenti ſolutionem, & minus per modum actionis, ſi maritus viuēs conqueſtus non fuerit, qui fortè ignorauit, vel tandem ſuſpicatus, vxori pepercit, & ſilentio præteriit, vt refert Maynard. d. c. 2. lib. 4. quæſt. Nam & ſi iure ciuili Romanorum liceat etiam extraneis adulterij crimen intendere: ſumma tamen & præcipua datur actio maritis, l. 2. & 5. ſeqq. ff. ad leg. Iul. de adult. l. quamuis, §. imprimis. l. penult. C. eod. *Toutesfois s'obſerue en Tholoſe, que les heritiers du mari peuuent*
accuſer la femme qui vit lubriquement, à la perte de ſa dot, & douaire couſtumier, pour ſi peu
de circonſtance, qui aggraue le crime: comme ſi eſt commis en la maiſon du defunct en
115 *l'an du dueil. Maynard ch. 12. du 8. liu. de ſes queſt.* [115] Leuit. 20. Daniel 3. Ioann. 8.
116 can. hæc imago 32. q. 5. [116] l. quamuis in fin. C. ad leg. Iul. de adult. Et erat hæc actio apud Romanos inſtituta ſine ſpe reconciliationis. Nec de eo tranſigere li-
117 cebat, præſertim marito ſub pœna lenocinij, l. caſtitati, C. eod. [117] auth. ſed hodie, eod. c. gaudemus, & ibi gl. in verb. in clauſtris, e. de conuerſ. coniugat. Vnde noſtra conſuetudo, conuicta de adulterio amittit dotem & augmentum,
118 quæ cedunt lucro mariti. *Maynard ch. 11. du 8. liu. de ſes queſt.* [118] c. licet e. de procur. §. item lex Iulia, de publ. iudic. Inſt. Andreas de Iſernia Conſt. Neapol. de
119 adult. num. 1. [119] *Ainſi iugé par ſentence des Capitouls du 2. Ianuier 1604. confirmee par arreſt à la pourſuite d'Anthoine Manors cheurotier executee. Autre ſentence du dernier May enſuiuant à la pourſuite de Guillaume Lartigac habitant de Pradere en Goſcongne auſſi confirmee par arreſt: & tel en eſt l'vſage.* Vnde Ioannes Faber dixerit adulteria ſine violentia amiſſa in Gallia criminaliter nō puniri in §. ex non ſcripto de iur. natur. gēt. & ciuil. Inſt. l. 1. C. quæ ſit long. conſuet. Stuprum itaque ſi vnà cum adulterio ſit commiſſum, eſt capitali pœna plectendum, §. item lex Iulia de adulteriis, §. item lex Iulia peculatus Inſtit. de publ. iudic. l. quamuis in fin. C. ad leg. Iul. de adulteriis. Si fiat ſine vi: qui honeſti ſunt, dimidiæ tantùm publicatione bonorum coërcentur humiles corporis afflictione, cum relegatione d. §. item lex Iulia de adulteriis, imò vterque eſt vltimo ſupplicio feriendus: vt cùm domina fuerit ſtuprata à proprio ſeruo, l. vn. C. de mulier. quæ ſe iunx. propriis ſeru. Tutor etiam qui volentem ſtupraverit adultam, eſt deportandus, & eius ſunt bona publicanda, vltimi ſupplicij pœnæ facta permutatione, l. 1. C. ſi quis eam, cuius tut. fuer. corruperit. Suetonius in vita I. Cæſaris c. 48. refert, eundem piſtorem ſuum libertum gratiſſimum compedibus vinxiſſe, & capitali pœna affeciſſe, ob adulteratam equitis Romani vxorem. *Et a eſté pendu, & eſtranglé en Tholoſe de noſtre temps vn*
nommé Sendral praticien, pour auoir commis adultere auec ſa maiſtreſſe, femme de qualité.

Et la

Et la pourſuite a eſté faicte par le mari à ſes propres depends, ou aux deſpends de la dot. Albericus in l. ſi inſtituta, §. de inoffic. ff. de inoffic.teſt. *Arreſt de Bordeaux du 17. Mars 1536. recité par Papon au tit. de la diſpenſe & frais d'vn procez criminel art. 2. Et par autre arreſt du meſme Parlement du 13. Auril 1530. cité par le meſme au tit. des preſcriptions des peines criminelles. L'adultere ſimple ſe preſcrit en 5. ans, l'inceſtueux en 20. ans, enſemble le mixte*, vt in l. vim paſſam, §. præceptionum, C. ad leg. Iuliam de adult. [120] *Quand le mari eſt auſſi en faute, & donne mauuais exemple, & occaſion de paillardiſe à ſa femme*, l. ſi vxor, §. Iudex, ff. ad leg. Iul. de adult. *Et en lieu de l'inſtruire à bien, & ſainctement gouuerner ſa famille, l'incite & eſguillonne à ſe corrompre & abandonner à tous vices, ſoit à ſon exemple, ou par frequentation & hantiſe de mauuaiſes compagnies qu'il introduit en ſa maiſon, comme eſt partie repreſentee par le docte Charondas au chapitre 33. du 9. liu. de ſes Reſp. Quand le mari, auant eſpouſer, eſt aduerti, & certifié de l'impudicité de ſa femme, auquel cas* non tantùm mitiùs in talem vxorem agitur, imò ne licet marito dote illam expoliare, *ſelon le iugement de Marius qui condamna Titinius rendre la dot à ſa femme impudique*, ex Valerio Maximo lib. 8. c. 1. *Maynard ch. 11. ſur la fin du 8. liu. de ſes queſt. Et apres il fut maquereau de ſa femme, ne ſe preuaudroit du legat ou heritage à elle donné par ſon paillard, comme eſt repreſenté par ledit Maynard au ch. 14. du 3. liu. de ſes queſt. lequel appartient au fiſc.* Nec vir incontinens vxorem adulteram dimittere poteſt, can. 1. & tota 32. q. 6 c. tua fraternitas c. de adult. nec accuſare, can. præcepit, can. fin. 32. q. 5 can. iniquum 32. q. 6. can. cuius in agendo 3. q. 8. c. intelleximus c. de adult. Nam & ſi poſt thori ſeparationem vir non contineat, tenetur eam recipere, c. ex literis c. de diuort. Eáque vir læſus, magis vrgetur, quàm ſi domi adulteram haberet, & eam ſine horis diſcrimine ſibi retinere liceret: cuius eſt crimen celare nefas. can. ſicut vtroque, can. ſi quis vxorem 32. q. 1. niſi peracta pœnitentia eam receperit, can. de benedicto. can. quod autem eod. Nec potenta paupertatis voluntarium excuſatur adulterium, l. palam, § non eſt ignoſcendum, ff de rit. nupt. Vnde vterque puniendus eſt, l. fœdiſſimum, ff. de adult. Et ſolus adulter, qui intulit violentiam ibidem, nec ſi iteretur, licèt voluntariè eſt indulgendum. Benedictus in c. Raynutius, in verb. cuidam Petro tradiderunt, num. 64. [121] Grauioti pœna ſunt pariter afficiendi adulteri, cùm in aliud crimen inciderunt: vt cùm vxor adultera inſidiatur vitæ mariti, cuius ſola attentatio mortem meretur, l. 1. C ad leg. Pomp. de parricid. de cuius non tantùm parricidio, ſed etiam homicidio poſſunt defuncti hæredes criminaliter agere. & tenentur nedum de adulterio ciuiliter ex Annæo Roberto Aureliano, 14. lib. 1. rer. iud. Quo Senatus Pariſienſis recta adulterij quæſtione, hæredem agentem non admittendum iudicauit: at de cæde prioris mariti Senatus cenſuit non licere ciuiliter tantùm, & per modum exceptionis tam atrox crimen proponere: ſed hæredi non aliter, quàm extra ordinem, & inſtituta accuſatione criminis vindictam perſequi conceſſit. *Arreſt donné en audience au Parlement de Paris le 9. May 1585. remarqué par Maynard au ch. 2. du 4. liu. de ſes queſt. Ce qu'eſtant ioint à l'adultere ſouſtenu & verifié, ores par autre que par le mari, & apres ſon decez merite le dernier ſupplice, comme a eſté par arreſt memorable du Parlement de Tholoſe du 5. Feburier 1609. donné les chambres aſſemblees auec Monſeigneur de Verdun premier Preſident en icelle treſ-celebre au rapport du ſieur de Manſencal, par lequel vn Religieux apres pluſieurs fuites fuſt eſcartelé. Le 9. vn Magiſtrat mis à la queſtion, & le 12. puni de pareil ſupplice pour le meurtre commis en la perſonne de Maiſtre Iean Aduocat, naiſf*

de Gimont en ſuite de l'adultere. Le 13. vn ieune aduocat Tholoſain comme complice: le 14. vn preſtre pour auoir aidé à l'execution dudict meurtre: les autres eſtans fuytifs pluſieurs en nombre. Et le 16. Violante Bax de Chaſteau de nation Eſpagnole veſue du meurtri euſt auſſi la teſte tranchee. Ou on peut dire auec Caton: Nullum tantum ſcelus, aut tam magnum facinus eſſe. Ad quod ſuſcipiendum lib do voluptatis, violatæque pudicitiæ libido non impellat. Et cum Horatio lib. 3. Carm. Od 2.

Impia nam quid potuere maius?
Impia ſponſos potuere duro
Perdere ferro.

Támque nefarium crimen eſſe patet, vt eius ſola machinatio non ſolùm ciuilibus, ſed etiam pontificis conſtitutionibus ſeueriſſimè coerceatur, c. 1. de diuort. c. c. ſuper hoc. De eo qui duxit in matrim. quam poll. per adulterium can. admonete. 33. q. 2. can. ſi qua mulier 31. qu. 1. can. interfectores 33. q 2. non vt ob ſingula crimina ſingulæ pœnæ infligantur, ſed vnica tantùm conuicti atro-
122 ciùs puniuntur [122] *en choſes arburales & circonſtantiees* ex æquo & bono: *En eſgard à l'atrocité des delicts en qualité des delinquants, non ſuyuans les loix penales anciennes des Romains, dont notamment les pecuniaires du double, triple & quadruple ſont abrogees en France, enſemble les noms propres des actions criminelles pris des autheurs Romains, ſinon qu'on procede par amendes pecuniaires enuers les parties offenſees, ou leurs ſucceſſeurs pour leurs dommages & intereſts, outre les peines afflictiues: non par conuerſion de la pecuniaire à l'afflictiue que ſix mois, ou vn an apres la condamnation, s'ils n'ont dequoy payer, & encores ſi rarement qu'a peine on en trouue de preingez. Robert chapitre 15. du 2. liu. des choſes iug. Maynard chapitre 45. du 8. liu. de ſes queſt. Maſuer au tit. des peines, nomb. 16.* c. ſuam, c. de pœnis. *Eſquelles on ſuit auſſi le droict françois & l'vſage, ſelon les couſtumes, & nature des lieux, où les crimes ont eſté commis.* Et loquitur d. auth. ſed hodie, de ſimplici adulterio voluntario, non de inceſtu, & nefario coitu, quo tam adulter, quàm adultera pari pœna plectuntur, l. ſi adulterium, ff. ad leg. Iul. de adult. d. gloſ. pragm. ſanctionis in fin. tit. de concubinariis, in verbo, pertinet. Nec de violento, cuius vim paſſa nullam pœnam meretur, l. vim paſſam. ff. ad leg. Iul. de adult. Et ſunt quinque crimina, quibus damnatæ mulieris dos publicatur enumerata in l. quinque, ff. de bon. damn. Quibus vir de dote cum fiſco actionem haberet, niſi prouiſum eſſet à Iudice, nempe Majeſtatis, vis publicæ, parricidij, veneficij, de ſicariis. *Maſuer au tit. des peines nomb. 27.* præſertim inter
123 Tholoſates, habita ratione conſuetudinis. [123] Andreas de Iſernia lib 3. conſt. Neapol. tit. de adult. numer. 3. 4. & 5. vbi dat rationem, quare in d. auth. ſed hodie, non mitigatur adulteri pœna, ſicut adulteræ, ob ſexus fragilitatem, vbi delinquit plus vir, quàm fœmina, qui alterius coniugem ſollicitat. Ratiò enim mulier ad virum accedit, l. mulier, C. de rapt. virg. l. raptores, C. de Epiſc. & cler. Imò ſæpè fiunt, vel attentantur ſtupra, raptus, vel adulteria in loco ſecreto, vel remoto. Exod. 22. Deut. 22. Daniel 13. Vnde quondam apud Gallos raptores in defectum probationis vnà cum marito, vel alio, ſingulari certamine litem quandoque dirimebant: vt paucis refert præfatus Benedictus in d. c. Raynutius, in verb. cuidam Petro tradiderunt, numer. 65. 66. e. de te-
124 ſtam. 124 d. auth. ſed hodie. Qua mulier adultera poteſt reconciliari viro: nec

eſt

eſt turpis, atque difficilis poſt patrata & purgata adulteria coniugum reconciliatio. can. non erit 32. q. 2. Quæ etiam approbatur iudicum 19. licèt Imp. Alexander nullam huiuſmodi admittat pactionem, l. de crimine, C. ad leg. Iul. de adult. Nec Diocletianus, & Maximianus tranſactione, l. tranſigere, C. de tranſact. Vtroque tamen iure ciuili & canonico. Vxoris detectam turpitudinem celare, & eam adulteram retinere non licet, l. 2. C. ad leg. Iul. de adult. can. licet, can. ſi quis 32. qu. 1. Accuſatæ tamen vir reconciliari poteſt, & eam ſecum reducere : *ores le procez ſont preſt à iuger, & ſuffit que le mari le declare auant le iugement d'iceluy, comme a eſté iugé par arreſt du Parlement de Tholoſe és grands iours* Dupuy, *Boyer queſt. 208. Ou venant malade, par ſa derniere volonté monſtre ſigne de reconciliation, rendant à ſa femme ce qu'il luy auoit auparauant oſté*, vt in l. 4. ff. de admin legat. *ou luy faiſant nouueaux legats. Dont par ledict arreſt du Parlement de Paris du 9. May 1585. les hoirs du mari defunct ont eſté declarez non receuables informee par voye d'exception de l'adultere par eux propoſé contre la veſue. Et encor apres l'arreſt la peut demander & reprendre auant ne ſoit profeſſe pendant les deux ans du nouicial par la meſme authentique. Et peut elle auſsi demander la reconciliation pendant l'inſtance, s'il appert que ſon mari mene vie deshonneſte, & maluerſe de ſon coſté*, c. ſignificaſti in fin. c. ex literis e. de diuort. licèt virum de adulterio accuſare non poſſit, l. 1. C. ad leg. Iul. de adult. nempe criminaliter : nam ciuiliter poteſt agere ad tori ſeparationem, & dotis reſtitutionem : *ſelon l'arreſt de Paris du 14. Iuin 1561. cotté par Charondas au 33. chapitre du 9. liu. de ſes Reſp. par lequel ils furent auſsi ſeparez de biens. Ce qu'on n'obſerue en Tholoſe. ſauf qu'en cas de ſeparation de lict on adiuge vne penſion annuelle à la femme, pour ſa nourriture & entretenement, ſans eſperance de reconciliation.* Et niſi vir huiuſmodi crimine careat, vxorem propter ſceleris reum deferre non decet : ne illam deferens, ſeipſum accuſet, c. pœna e. de adult. neque coniugum incontinentium tori ſeparatio permittitur, c. 1. eod. Paria enim delicta mutua compenſatione tolluntur d. c. pœna, can. nihil 32. q. 6. can. qui crimen 6. q. 1 can. primum, diſt. 21. can. vna tantum diſt. 26 l v 10, ff. ſolut matr. [125] Maynard *chapitre 2. du 4. liure de ſes queſt.* Guido Papæ quæſt. 8, o. notatur in l. ea quæ, C. de reſt. mil. [126] Ibidem & præfat im. *Et attendu qu'en France la reconciliation eſt permiſe entre mariez en faict d'adultere tacite ou expreſſe par la donation poſterieure faicte du mari à la femme, ne peut eſtre reuoquee par l'heritier, pour ladicte cauſe d'adultere*, arg. l. fin. C. de reu. donat. l. cum hoc ſtatus §. ait oratio ff de donat. inter virum & vxorem. *Parceque le mari par le moyen de ladicte donation ſemble auoir remis & pardonné le crime, s'il n'y a cauſe d'ingratitude poſterieure de la pourſuite, de laquelle les heritiers ſoyent chargez*, l. hæredem, ff. de his quib. vt ind. g. l. qui crimen, C. de his qui accuſ. non poſſ. l. in cauſis. & ſeq. C. de accuſ. l. ſi cui, ff. eod. Alias remittentibus actiones ſuas, non datur ad eas regreſſus, l. ſi quis, §. ait eam, ff. de iol. l. quæritur, §. ſi vendi or, ff. de ædilit. edict. *dolement diſcouru par Charondas au 134. ch. de ſes reſp. où il allegue pluſieurs arreſts à ce propos.* [127] Maynard *ſur la fin du chapitre 12. du 8. liure de ſes queſtions, où il cotte vn arreſt du Parlement de Paris du 11. Auril 1571. additionné au nouueau recueil de Papon au deſſous de l'arreſt ſeptieſme du titre d'adultere, & fornication* [128] l. prima & 2 Cod. de ſecundis nuptiis, *ſans que les peines introduictes contre les femmes qui ſe remarient l'an du deuil leur puiſſent par*

le mari ſoit n'aſſebes, ſi ieunes qu'elles ſoyent. Maynard ch. 90. du 3. liu. de ſes queſt. Nec vltra 3. partē bonorum ſecundo viro in nubenti in dotem, nec teſtamento dare poteſt, etiam liberis non extantibus, d. l. 1. & ibi gloſ. in verb. teſtamento. *Et remarque Charondas au ch. 164. du 7. liu. de ſes queſt. deux arreſts de ce Parlement du 6. Auril 1579. entre Guillemete du Brueil femme à Gabriel Combers: & Guillemete Combeline veſue à feu Iean du Brueil, par lequel ladicte Combeline veſue a eſté priuee des biens & ſucceſſions de feu Iean du Brueil ſon mari, pour s'eſtre mariee l'an du dueil. Et autre arreſt du 18. Feburier, 1585. pour la ſucceſſion de Claude Chomel auſſi cotté par ledit* Maynard *au lieu preallegué. Et adiouſte* Maynard *au ch. 92. du 3. liu. de ſes queſt. l'arreſt du 6. Auril cité par ledict Charondas au lieu preallegué eſtre de conſequence, & tenu lieu de Loy, & maxime generale en ce reſſort, ores n'y ait enfans par la femme remariee l'an du dueil, a eſté priuee des biens, ſucceſſions, & legs à elle faits par ſon feu premier mari auec reſtitution de fruicts: leſquels auroyent eſté adiugez aux plus proches. Et ſi la femme les a receus, au dict cas eſt tenue les rendre. Maynard ch. 94. du meſme liure. Ce que toutesfois ne s'obſerue és autres Parlements par le ch. 93. du meſme liure, notamment à celuy de Paris. Charondas*

129 *au lieu ſuſdict.* 129 Maynard *ch. 86. 87. du 3. liu. de ſes queſt. Elle n'ayant que fiancé de parole de preſent l'an du dueil, arreſt donné à la Tournelle le 14. Ianuier 1586. Arreſt du mois*

130 *d'Aouſt donné au rapport du Sieur de Maſſas 1584.* 130 *Arreſt du 28. Feburier 1590. autre du 12. Aouſt 1572. donné au profit du procureur general du Roy, prenant la cauſe pour les Religieux de S. François: par lequel la mere a eſté priuee de l'vſufruict des biens, qui luy auoyent eſté laiſſez par teſtament de ſon premier mari, & de la legitime qui luy eſtoit autrement deuë. Par arreſt du 24. Ianuier 1576. donné pour Arnoulet contre Peylaurens à la ſeconde d'enqueſtes. La mere remariee l'an du dueil fuſt priuee de l'augment, enſemble des fruicts: le tout retourné aux enfans du premier mariage. Par arreſt du 9. Iuillet 1582. donné entre Charantas & Aurelue: la femme remariee l'an du dueil a eſté condamnee rendre le legat à elle fait par ſon premier mari, par elle receu: autre arreſt du 7. Decembre en la meſme annee. Et tant par les loix des douze tables, que par noſtre couſtume au tit. des ſucceſſions, les oncles paternels, non la mere, ni les maternels ne ſuccedent aux enfans és biens ſujets à la couſtume, qui ſont aſſis dans les enclaues de la viguerie de Tholoſe. Qu'eſt cauſe que la Cour adiuge aux meres la troiſieſme pour leur droict de legitime, de laquelle ſont auſſi priuees, que les pauures non dotees, de la quarte qu'elles ont ſur les biens de leurs maris defuncts, ſi elles ſe remarient l'an du dueil,*

131 *comme ſera dit en ſon lieu, au tit. des ſucceſſ.* 131 præf. iur. 132 *Arreſt ſolemnel de la veille de*

132 *l'Aſſomption de noſtre Dame 1582.* 133 *Si elle eſpouſe pendant le dueil, ſuſdict arreſt du 9. Iuil-*

133 134 *let 1582.* 134 *Arreſt du 13. May 1589. d'Eſtienne & Iean Dumas contre Gabrielle de Segala.*

135 Nouell. 22. c. 22. l. 1. l. hac ædictali, C. de ſecund. nupt. 135 l. fœminæ, l. generaliter cod. nouel. 2. c. 23. 24. 25. l. quæcunque, l. cum oportet, C. de bon. quæ liber. *Et ont droict de retour des biens par eux donnez, le cas aduenant, duquel parle* Maynard *chapitre 89. 90. 91. & 92. du 2. liu. de ſes queſt. hors toutesfois les termes de noſtre couſtume. Quant aux gains nuptiaux acquis au ſuruiuant des conioincts ſans aucune diminution ne de-*

136 *traction de legitime. Le meſmes au chapitre 88. du 2. liu. de ſeſd. queſt.* 136 *Et demeure la ſucceſſion ouuerte au profit des enfans ou autres plus proches, en defaut des precedents, iuſqu'au dixieſme degré, & encores au deſſous,* excluſo fiſco. *Par arreſt de Paris Charondas ch. 10. du liu. 4. & chap. 62. de ſes Reſp. Si le defunct n'en a diſpoſé. Et le pere ſuruiuant per l'vſufruict des biens maternels, & autres propres à ſes enfans par indignité forfaiture, ou incapacité, retourne à ſeſdicts enfans, comme proprietaires par droict de conſolidation; tout ainſi que l'vſufruict eſtaint par le decez de l'vſufructuaire ſe conſolide à la pro-*

priété

prieté. Et outre les cas, par leſquels les fruicts ne ſont acquis au pere, deduits par Iuſtinian & Accurſe au §. 1. Vt liceat matr. & auiæ l. 8. auth. Excipitur. auth. Item hæreditas, auth. Idem eſt. C de bon. quæ liber. *Maynard au ch. 7. du 8. liu. de ſes queſt. en remarque vn autre doctement, & meurement deliberé en ce* Parlement, *par lequel l'vſufruict ſe communique entre le pere & le fils.* Quando ſcilicet filius ſeorſum à patre habitat. *De meſmes les gains nuptiaux, legats, donations, & autres aduantages, deſquels le ſuruiuant des conioincts demeure priué, retournent aux enfans ou autres plus proches ſucceſſeurs du defunct, ſauf és droicts acquis, où eſchet confiſcation de biens, meſmes és crimes plus atroces, où on diſtract communement en Tholoſe la troiſieſme des biens confiſquez pour les enfans du condamné, & ſa femme, ſi point en a.* [137] Hac noſtra conſuetudine Robertus c. 14. lib. 1. rer. iud. & præſiur. [138] *Tout ainſi que l'augment deu à la femme qui ſe remarie eſt ſuiect à retranchement au profit des enfans du premier lict. Mayn. ch. 27. du 3. liu. de ſes queſtions, ſelon la Loy* hac ædictali. C. de ſecund. nupt. nouel. 22. c. 8. *Edict du Roy François II. des ſecondes nopces du mois de Iuillet 1560. Arreſt du* Parlement de Paris *du 3. Aouſt 1575. cité & raiſonné par Charondas ch. 173. du 7. liu. de ſes Reſp. Arreſt ſolemnel du mois de Septembre 1598. prononcé par le feu Sieur* Preſident du Faur *pour les enfans du premier lict de feu maiſtre Iean* Roſſel, *contre ſa vefue leur maraſtre. Semble le meſme droict faire à retranchet de la dot, quand le pere ſuruiuant à la mere vient à ſe remarier.* Vnde Bald. in l. ea lege, C. de condict. ob cauſ dixerit talia lucra eſſe communicanda inter liberos vtriuſque matrimonij. *Caſeuieille, ancien interprete de ceſte Couſtume, remarque trois cas, qui empeſchent les effects des gains nuptiaux. Quand en ce cas le paſte deroge à la couſtume: lors demeurant le droict Romain, duquel autrement nous vſons, eſtans en pays de droict eſcrit. Quād les tours ont eſté au encez au predecedé à la faute, malice, & negligence du ſuruiuāt,* vt notatur in l. ſi ab hoſtib 15 §. ſi vir, ff. ſol. matr. *Et quand le ſuruiuant ſe remarie, ayant enfans du premier lict, auſquels ceſt interprete reſerue les gains nuptiaux, ſans les communiquer aux enfans du ſecond lict.* Cùm dotem lucretur maritus pacto vel ſtatuto, eam reſtituere debet liberis vxoris, patri, aut propinquiori, toto tit. de offic. tut. ff. & C. l. ſi mulier, C. de iur. dot. l. in re ſocerum, §. cum inter patrem, ff. de pact. dot. Practi. Papienſ tit 33. gl. 11. n. 2. adeò vt filij dotem maternam repetere poſſint à patre inope, vel eā malè gerente, vt ſalua ſit, ib. eod. tit. gl. 2. nu. 7. l. fin. in fi. C. de ſentent. paſſ. l. fi. in princ. & ibi gl. ff. Vt leg. nom. cau. dotémq; lucratur: & ſi mulier filios habeat ex primo matr. ibid gl. 11. nu. 7. *Et leur retourne l'entier augment de leur conuolee en ſecondes nopces, en cas de ſuruiuance. Mayn. ch. 90. du liu. 3. de ſes queſt. Charondas ch. 59. du 9. liu. de ſes Reſp. Ou quand le pere qui a enfans du premier lict cōuole en ſecondes nopces, le douaire prefix, ſont par les couſtumes des pactes ou conuentions des contractans, ſont propres heritages aux enfans nez dudict mariage, où il cite vn arreſt de* Paris *donné pour les enfans du Sieur de* Pauan *& autre du Parlement de Tholoſe du 13. Aouſt 1575. entre* Damoiſelle *Anthoinette de Varez vefue de François de Raſcas, Anne* Damboiſe, *& conſors,* vt in l. generaliter, l. hac ædictali, C. de ſecund. nupt. & auth. ſi quid ex rebus, C. qui pot. in pign. hab.

CONSTITVTION DOTALE.

COVSTVME II.

Caution baillee à la femme de la dot qu'elle a portee à ſon mary argent conté, pour l'aſſeurance & recouurement d'icelle, eſt valable & aſſeuree: & elle peut agir ſur les biens d'icelle caution comme creancier, non en vertu de ſon priuilege.

CHAPITRE II.



RES la dot ſoit en la poſſeſſion du mary, eſt neãtmoins le patrimoine de la femme: [1] & comme tel elle la peut repeter, non ſeulement apres le decez de ſondict feu mary: mais auſſi pendant le mariage, s'il vient en diſette & pauureté: [2] & s'oppoſer és ſaiſies faites ſur les biens d'icelluy pour la dot payee [3] & augment, en conſequence d'icelle, le cas aduenant, [4] contre les creanciers & le fiſc, eſquels le mary eſt ciuilement ou criminellement obligé par contract, ou quaſi contract: malefice, ou quaſi malefice poſterieurement à la femme, & anterieuremẽt quant aux creanciers, contre leſquels elle a droict de preference. [5] Non ſi la dot eſt tant ſeulement promiſe, conſtituee ou recogneuë ſans reale numeratiõ: [6] meſmes quãd la recognoiſſance n'eſt incluſe és pactes dotaux, ni faicte auant les nopces: ains pendant le mariage, & poſterieurement és debtes contractez, ou quaſi contractez par le mary, comme faite en fraude du fiſc, ou des creanciers, s'il n'appert des payements, ſur leſquels eſt fondee ſon hypotheque. [7] Et partant telle recognoiſſance n'empeſche l'execution, ayant cauſe de donation, laquelle ne peut reüſſir qu'au profit de la femme, *deducto ære alieno, & ſaluo iure creditorum*, ſi le mary perſiſte en ceſte volonté iuſqu'à ces derniers iours & la confirme par teſtament, [8] quoy que le priuilege deſpende de la conſtitution, laquelle ſans numeration oblige notamment en Tholoſe les biens que le mary, ou ſon aſcendant, qui accepte, & ſtipule la promeſſe de la dot, poſſede lors les pactes dotaux: & apres, bien que ſuiects à reſtitution, à l'effect de la repetition d'icelle. [9] Pour laquelle la femme peut auſſi proceder en l'hypothecaire

thecaire par ſaiſie du fonds diſtrait,& aliené pendant le mariage contre le tiers poſſeſſeur dans le temps de l'ordonnance, deduit le temps des empeſchements, pendant lequel elle ne peut agir, dont elle ſoit releuee auec les formalitez requiſes,ſans venir à la perſonnelle,ni faire diſcuſſion ſur les biens non alienez, ſauf à l'executé,ſon recours cõtre ſon autheur : & aux hoirs du mary cõtre le conſtituãt, ſes heritiers,ou bien-tenants : [10] ſans toutes-fois qu'elle ſoit receuë en oppoſition cõtre les creanciers du mary pour la ſeule conſtitution, ſinon pour la dot payee, ou partie d'icelle : pour laquelle la femme eſt tant ſeulement preferee ez creanciers premiers en obligation, qui n'ont droict de retention, ni ſpeciale & particuliere hypotheque ſur les biens du mary: [11] comme ſeroit s'il auoit vendu auparauant quelque piece à pacte de rachapt par forme d'engagement : de laquelle le creancier ne ſeroit tenu ſe deſſaiſir ſans eſtre payé de ſon debte : [12] ou bien le mary deuroit partie du prix du fonds qu'il auroit acheté ſoit auant ou pendant le mariage, pour lequel la ſaiſie auroit eſté faicte ſur le meſme fonds, à la requeſte du vendeur, ſous l'expreſſe & ſpeciale hypotheque,duquel auſſi la vente en auroit eſté faicte : [13] enſemble pour preſt d'argent deſtiné à la finance d'vn eſtat patrimonial, ou autre choſe plus priuilegiee que la dot, comme ſont les frais funeraux, & de iuſtice, aliments, drogues, medicaments & ſeruices faicts au defunct ou defuncte à la maladie, de laquelle eſt decedé : [14] voire à l'achept ou refection du nauire, ou maiſon & habitation des mariez, [15] pour les redimer,l'vn d'iceux, leur pere,fils, ou autres leurs proches parents de captiuité, & autres œuures neceſſaires & pitoyables, [16] pourueu que la cauſe du preſt ſoit exprimee au contract obligatoire, non autrement, [17] s'il n'appert de l'employ des deniers preſtez faict à l'achept, refection,ou conſeruation, ſans lequel la choſe ne ſeroit du patrimoine du defunct,ou l'eſtant,ſeroit deperie, [18] ſinon que l'acquiſition, ou conſeruation en euſt eſté faicte des deniers dotaux, qui font la choſe dotale, [19] ou des deniers du mary. Tous & chacuns les biẽs duquel,acquets,& cõquets,ſont affectez,& hypothequez à la femme pour ſa dot & augment: [20] ou meſmes ſeroyent imputez les frais neceſſaires faicts par le mary en la choſe dotale pour la conſeruer, ou à la pourſuite d'icelle : [21] & à la femme droict de preference contre ceux qui ont hypotheque ſur les biens de ſondict mary, pour les acquiſitions poſterieures és pactes dotaux, non pour les precedentes: [22] ſinon de choſe plus priuilegiee, ou euincee, pendant le mariage : contre laquelle la femme n'eſt receuë en oppoſition. [23] Neantmoins quand le conſtituant ſçait le mary eſtre pauure & inſol

inſoluable pour reſpondre de la dot lors des conuentions matrimoniales, ne le peut contraindre apres les nopces remploye les deniers dotaux qu'il a receus du tout ou partie. [24] ni bailler pour iceux caution, par le droict imperial n'eſt pas exprés conuenu: [25] ni à ce deffaut retarder le payement de la dot, [26] ſinon que lors des pactes le mary ſoit riche en apparence, & donne entendre tous les biens qu'il poſſede eſtre liquides, & luy appartenir: & apres ſe trouue chargé de debtes, pour leſquels on vient à ſaiſir ſes heritages, ou les euincer. [27] Detant qu'en ce cas le conſtituant n'eſt tenu ſe deſſaiſir des deniers dotaux, & les remettre és mains du mary neceſſiteux: ſinon les conſigner en main aſſeuree, pour les tenir au profit d'iceluy mary, s'il n'aime mieux bailler caution. [28] Que quand bien le mary en ſeroit ſaiſi, la femme auroit iuſte cauſe le repeter, *eo vergente ad inopiam.* [29] De meſmes la femme eſt tenue bailler caution du doüaire ſuiect à reſtitution, dont elle n'a que l'vſufruict, pour rendre le fonds entier, & le principal, lors qu'elle en fera le delaiſſement, [30] s'il ne conſiſte en choſes periſſables, ou ſe conſomment, deteriorent, ou diminuent auec l'vſage, ſans lequel luy ſeroyent inutiles & infructueuſes: leſquelles ſuffit rendre en l'eſtat qu'elles ſe trouuent lors de la reintegration d'icelles, que l'vſufruict ſe conſolide à la proprieté, ſi elles ſont en nature. [31] Et ores la caution ne ſoit ciuilement admiſe pour la ſeule conſeruation de la dot, ſinon pour l'aſſeurance du payement, ou reſtitution d'icelle, le cas aduenu, comme eſt noté eſdictes Loix imperiales. [32] Quand elle eſt baillee par le mary, & acceptee par la femme, ſon obligation demeure: comme celle des cautions baillees par les tuteurs teſtamentaires: [33] ſans toutesfois qu'on aye eſgard à ſon priuilege contre la caution de la dot baillee par le mary: contre laquelle la femme ne peut agir, que comme ſimple creanciere, [34] au preallable faite diſcution contre le principal, [35] ſi le fideiuſſeur n'ẽ a fait ſon debte propre. Auquel cas peut eſtre cõuenu en action perſonnelle ſans autre diſcution, ſauf ſon recours: [36] pour lequel celuy, ou celle qui reçoit payement, ou rembourcement de ſes mains eſt tenu neantmoins luy ceder ſes actions, & le ſubroger en ſon lieu, droict & place. [37] Et aduenant que le fideiuſſeur ſoit contraint au payement d'aucuns intereſts, eſt pour iceux alloué à meſme rang que pour la ſomme principale, & tiennent les intereſts lieu de principal pour ſon indemnité, [38] quoy que le rang des intereſts conuentionnels vienne apres tous les debtes principaux: [39] la cauſe de la caution eſtant plus fauorable contre ſon garant, pour lequel elle eſt ciuilement obligee, que celle du creancier: [40] laquelle en vain interuiendroit pour le mary riche, & opu-

lent

lent en fonds, lors des eſpouſailles, quoy que preſſé de debtes chirographes, ou hypothecaires *creditoribus generalem, vel tacitam, aut ſaltem expreſſam (vt plerique volunt) hypothecam habentibus:* attendu que la femme eſt preferee par la dot payee aux creanciers premiers en hypotheque ſur les biens poſſedez, ſaiſis, ou diſtraits, pendant le mariage : [41] non toutes-fois euincez, *tanquam iuris alieni* : leſquels ne ſont reputés de ſon patrimoine, non plus que les alienez auant ſe marier, & autres tenus au precaire, ou engagement. [42] Et pour l'augment és debtes poſterieurs à ſon contract, ſuyuant le droict commun, [43] toutes-fois ſous la reſeruation de ſon hypotheque contre les creanciers du mary, qui ont contracté, ou quaſi contracté puis les pactes dotaux le cas aduenant, [44] ſi le fonds n'eſt ſuffiſant, ou ſes moyens conſiſtent en meubles, ou cabal, & ont eſté vendus, & les deniers en prouenants deſpendus, & employez à choſes honneſtes, licites, & neceſſaires, [45] leſquels ayans changé de main n'ont pas de ſuite. [46] Et la femme a iuſte cauſe s'aſſeurer, voire ſaiſir & retenir ce qu'elle trouue en nature pour elle, & les ſiens, dont elle ſe charge, meſmes quand elle n'a autres biens, pour ſe nourrir & alimenter, [47] ſans attendre que ſon mary ſoit du tout inſuffiſant, & en extreme pauureté, [48] pour ne courir apres le ſien. [49]

NOTÆ.

1 [1]. Quamuis vbique gl. ff de iur. dot. adeò vt vir eandem curam & diligentiam in rebus dotalibus quantam in rebus ſuis præſtare teneatur nec ſolùm de dolo malo, & culpa, de his, quæ in tumultu, vel ſeditione orta cauſa mariti licèt in ipſa occiſi periêre, vt de Gracchó, & Licinia legitur in l. iis rebus, ff. ſolut. matr. [2] Tholoſæ reſtituitur cum augmento, ſeu agentiamento conſuetudinario, de quo Maynardus mulieri viro ſuperſtiti, omni ceſſante penſione, niſi præter dotem, & dotalitium à viro pactis dotalibus vel teſtamento relicta, & donec ei fiet integra dotis, & dotalitij ſolutio expelli non poteſt à domo defuncti, in qua domicilium habet, nec priuari alimentis. Et dos ſine augmento conſtante matrimonio viro vergente ad inopiam, l. ſi conſtante in prine ff. ſol. matr. l. vbi adhuc, auth. donationem, C. de iur. dot. ſalua tamen vxori pro augmento in viri bonis hypotheca contra ipſius creditores, *le cas aduenant au ſi i. ge en l'affaire d'Aigulier & Nanes diſcouru par Maynard au ch. 56. du 4. liu. de ſes queſt.* Nec aliter dos eſt conſtante matrimonio à viro reſtituenda : & reſtituta cum fructibus tunc temporis perceptis repetitur, l. vn. ibid. Salycet. C. ſi dos conſt. matr. fol. fuer [3] Nam & ſi quoad dotis non ſolutæ repetitionem apud nos lex 1. C. de dot. caut. non num. in d. ſuetudinem abierit, vt in ſuperiori capite : non tamen auditur mulier in viri creditores pro dote cauta non numerata. *Dont l'hypoth. que eſt entre eux entendue du temps de la reale numeration, non de la ſeule recognoiſſance faite, & ſimulee.*

faite pendant le mariage, n'apparoiſſant du payement, ſi elle n'eſt contenue és pactes dotaux, ou du moins faite auant les nopces, auec renonciation de l'exception de pecune non cõtee. Auferius Capellæ Tholoſ. quæſt 217 & gl. l. aſſiduis. C. qui pot. Qua dicitur mulie-
4 rem præferri viri creditoribus pro dote numerata, non ſolùm confeſſata. [4] *Car*
5 *ſur ce repreſenté par Maynard au chap. 56. du 4. liu. de ſes queſtions.* [5] De his in gloſſ. d. l. aſſiduis, Cod. qui potior. in pign. hab. Vbi cum fi cus, & mulier pari paſſu ambulent. l. 2. Cod. de priuileg. omni ſublato diſcrimine, potior eſt qui tempore præcedit. l. 2. l. ſi fundum. Cod. qui pot in pign. hab. & inter ſe cõmuni iure vtuntur: *ſinon és choſes ſuictes és cas royaux, pour leſquels ſont affectees, ou acquiſes à ſa Majeſté: comme ſont les Eſtats de Iudicatures royales, & autres vaquants par mort, ou forfaiture, leſquels retournent de plain droict au Roy, ores qu'il euſt eſté financé des deniers dotaux: non pour amandes, ou autres peines pecuniaires, eſquelles le mary auroit eſté condamné, pour le delict duquel la femme innocente ne doit eſtre priuee de ſa dot.* arg. leg. 1. & tot. titu. Cod ne vxor pro mar. Necnon hæc eadem præfertur anterioribus viri creditoribus tacitam, vel generalem hypothecam habentibus, l. vbi, Cod. de iur. dot. nempe in poſtea quæſitis, ſicut fiſcus, leg. ſi is qui ff. de iur. fiſc. non in prius quæſitis, l. ſi ignorante, Cod. de remiſſ. pign. non quidem expreſſam habentibus, vt in gl. d. l. aſſiduis, Cod. qui pot. Lex enim ſuum beneficium quandoque priori creditori gratia mulierum ademit, non proprium alterius adimere cutauit, quod ex conuentione iure communi habeat: nam facilius talia iura ſpecialia adimuntur, quàm communia, Nouel 7. cap. 9. in fin. Nam etſi tempore dationis dotis incipiat hypotheca, non fit præiudicium priùs expreſſam habentibus, niſi mulier tempore præcedat, d. gl. l. aſſiduis. At ille qui nauem reficit, præfertur creditori expreſſam hypothecam habenti, & mulier nauem reficienti, auth. quo iure, Cod. qui potior. in pign. hab. l. interdum, ff. eod. ergo mulier. Nam ſi vinco vincentem te, à fortiori vincam te. Quæ quidem præfertur reficienti nauem, ſi priùs ipſa contraxerit, dotem dando, & eodem modo præfertur habenti expreſſam hypothecam, licèt ipſa tacitam duntaxat pro dote habeat: dummodò appareat dotem fuiſſe numeratam, quæ inſtrumento dotali continetur, vel generalem in bonis mariti, vt plerumque fit, dote ſoluta in numerata pecunia: qua ſi fundus ematur, vel hypothecæ datio eſt fundus dotalis, ac ſi fundus æſtimatus, vel inæſtimatus in dotem datus eſſet. Qui nullæ mariti creditorum, nec fiſci pro viri delicto ſubiicitur hypothe-
6 cæ, & tantum vxori manet obligatus in caſu reſtitutionis. [6] Et ſi dotem non ſolutam mulier viro ſuperſtes vnà cum augmento repetere valeat ex bonis ma-
7 riti, per quem ſtetit, quominus eam receperit, vt in 1. cap. [7] vt notat Auferius in Capellæ Tholoſ. quæſt. 219. deſumpta ex gloſſ. d. l. aſſiduis, Cod. qui pot. in verb. licet Innocentius, in cap. ex literis, e. de pignor. Hoſtienſis in ſumma eod. titu. *Or eſt auſſi noté que pour la validité de la recognoiſſance, qui ne contient reale numeration, ni ne ſe rapporte à aucun precedent payement realement faict, du moins qu'on apparoiſſe, le mary doit par icelle expreſſement renoncer à l'exception d'argent non conté,* vt in gloſſ. d. l. aſſiduis, in verb. datæ, vt confeſſio mariti facta ſit in ipſo contractu dotal. vel tandem ante nuptiarum celebrationem cum renunciatione non numeratæ dotis. Tunc enim mulier præfertur cæteris viri creditoribus, & habetur pro vera numeratione: quæ ſi

poſſit

potissimùm constante matrimonio in fraudem creditorum per tacitam donationem. Et tunc creditores, qui certant de damno vitando, & pecuniæ creditæ, ostendunt onerosam numerationem, mulieri præferuntur, l. fin §. licentia, C. de iur. delib. Bald. in d. l. assiduis, l. si ex cautione, C. de dot. caut. non num. Qui si non probauerint realem numerationem, nisi eiusdem mariti confessione, in pari casu mulier præfertur viri creditoribus.[8] Practicæ Papiensis titu. 33 gloss. 5. numer. 6. *où la recognoissance de la dot faicte pendant le mariage ne preiudicie aux creanciers precedens, ni aux posterieurs, s'il n'appert autrement du payement : toutes-fois profite à la femme, si le mary n'y contredit, & decede en ceste volonté, comme des autres donations,* & præfiuribus.[9] Notatur in præcedenti consuetudine, auth. res quæ, C. commun. de leg. *Arrest du 30. Apuril 1583. donné au rapport de Monsieur Dambez, entre Estienne Aufrery, Sieur d'Aigues-viues, & Pierre Belin tant à son nom, que comme pere & administrateur de Damoyselle Iaquette de Belin : & autre de l'an 1580. alleguez par Maynard aux ch. 18. & 20. du 3. liur. de ses questions, & plusieurs autres du Parlement de Paris citez par Charondas ch. 30. du 8. liu. de ses Resp.*[10] *Maynard chap. 22. du 3. liur. de ses quest.* & notatis in superiori cap.[11] Capella Tholos. quæst. 218. Et ibi Aufrerius, quæ non valet assignatio bonorum mariti non donantis creditoribus, quem dicunt vergere ad inopiam ex Cy. in l. vt Cod. de iur. dot. quæst. 13 auth. sed iam necesse, Cod. de don. ant. nupt. Bart. in l. si constante, ff. solut. matrim. Potest tamé mulier per modum oppositionis impedire creditorum executionem in bonis mariti, & in eis dotem sibi assignari, vel restitui, & hæc allegat, vt probet vergentiam ad inopiam, & ita fit ex eod. Aufrerio in d. quæst. 218. ex d. gloss. l. assiduis, Cod. qui pot. in pign. hab. *Maynard au 51. chap. du 2. liur. de ses Questions dit au contraire, que, selon l'opinion de Martin, la femme est aussi preferee és precedents creanciers, qui ont expresse hypotheque sur les biens du mary, sur ce que la loy parle en general des hypotheques, sans aucune distinction, ensemble la nouel. 109. ch. 1. laquelle opinion n'a esté suyuie, ains en faueur, & pour la priorité des expresses hypotheques au Parlement de Paris, suiuy par celuy de Bordeaux. Bacquet au 5. traicté des droicts de Iustice, ch. 21. nomb. 86. Et estend ledict Maynard la preference en general contre les creanciers du pere du mary, qui a receu la dot, ou son fils de son consentement, ores premiers en hypotheque : & au 53. chap. du 7. liu. de sesdictes quest. cotte vn arrest solemnel du Parlement de Tholose, par lequel la femme fust pour la dot colloquee au mesme rang que les mineurs, pour la reddition de contes, & prestation du reliqua és biens de leurs administrateurs. Et cite vn autre arrest du 28. May 1571. donné en l'instance de distribution des biens de Bernardi procureur, par lequel fust ordonné que les tiers possesseurs vuyderoyent suyuant l'Ordonnance, non la femme : laquelle fust declaree auoir iuste cause, insister à la vuidange de la maison, où elle continuoit faire sa residence, pour sa dot, chap. 48. du 6. liur. de ses questions.* Vel enim ex causa mutui procedit expressa hypotheca creditoris anterior pactis dotalibus. Quo facta est translatio dominij, rei, vel pecuniæ antea mutuo datę marito, non eandem in specie, sed aliam eiusdem generis soluturo : & ob id creditor non habet ius in re obligata, nisi simplicem hypothecam, licèt expressam, cuius debitor dominium penes se retinet, corporalem possessionem, donec fiat rei pignoratę sequestratio, & venditio iudicialis, nondum soluta tempore pręstituto pecunia maximè si vsurę pręstentur, aut sine vsuris : & tunc onerosa est creditori pecunia, cui magis

fauetur, quàm fœnetatitia. Nam etſi reſcripſerit Imperator in d.l.aſſiduis, C. qui potiores, & in l. in rebus dotalibus, C. de iur.dot & ibi gl.in verb.anteriores dotis cauſam potiorem eſſe anter viri creditoribus tacitam, vel expreſſam hypothecam habentibus, nulla vtriuſque habita diſtinctione, ſoluto videlicet matrimonio, cùm eædem res ab initio vxoris fuerint, & ab initio in eius permanſerint dominio: nam ſi pactum dotale præcedat creditorum hypotheca expreſſim facta in bonis ipſius mariti, priuſq; iam nuberet, & obligata eſſent vxori, vt ibi eadem gl. in verb. anteriores: ſicut enim per venditionem debitoris non diſſoluitur hypotheca creditoris, l. pen Ibique Salycet. Cod. de remiſſ. pign. nec niſi debito integrè ſoluto non luitur pignus, nec ſoluitur hypotheca, l. 1. & tot. tit. Cod. de luit. pignor. vel penitus fuerit alio quocumque modo ſatisfactum, vt in l.fin.eod. titu. Ita manet anterior hypotheca creditoris in bonis debitoris, præſertim expreſſa, licèt poſteriùs debitor nupſerit, & dotem receperit ſub generali tacita, vel expreſſa hypotheca, etiam ſpeciali fundi alicuius. Si is etiam [12] eſſet antè alteri obligatus, arg.d.l.in rebus dotalibus, & ibi gloſſ Cod de iur dot. Quanto magis ſi fundus fuerit antea pignori, vel hypothecæ datus, cùm fauorabilior ſit cauſa poſſeſſoris, quàm petitoris. Nam, etſi mulier habeat pro dote paratam executionem contra tertium poſſeſſorem actione hypothecaria, intelligitur de bonis mariti, conſtante matrimonio, quo ante dotale inſtrumentum alienatis, vel quocumque modo tranſlatis, vt in l. 1 in fin Cod de fundo dot. non tamen euictis: nec enim tempus inſtat repetitionis, niſi ſoluto matrimonio, non quidem diuortio, quod Chriſtiana religio non patitur, ſed per viri interitum, vxore ſuperſtite, vel eo vergente ad inopiam, non vt dotem ipſa contetat, ſed vt ex ea ſe, virum, liberoſque alere valeat. Vbi adhuc C. de iur.dot. Et tunc in dotis, vel fundi dotalis retentione, vel reſtitutione, hæc eadem anterioribus præfertur mariti creditoribus generalem, tacitam, vel expreſſam, ſecundùm Martini opinionem, & Domini Maynardi aſſenſum, hypothecam habentibus, multò magis contemporaneis, & poſterioribus, non quidem ſpecialem in re poſterius vxori obligata, vt in d.gl.l.in rebus dotalibus, C. de iur.dot. quanto magis ſi fuerint penes creditorem tempore contractus matrimonij: quo nec æs alienum in bonis contrahentium eſſe creditur, ſicut ne hæredum, qui in rebus de- [13] functi ſuccedunt, nec obligantur præterito niſi præſentia & futuro. [13] *Si toutesfois le prix ſe trouue partie payé de l'argent dotal ſous l'expreſſe & ſpeciale hypotheque de la dot reimployee ſur le fonds acheté, l'oppoſition de la femme eſt bien venue pour icelle, meſmes quand le mary n'a autres biens à ſuffiſance, pour en reſpondre en cas de repetition enſemble, attendu que par le moyen du remploy, le fonds ou l'argent eſt remployé eſt cenſé dotal,* l.res quæ, ff de iur.dot. nempe ſi fundus ex mulieris voluntate cum eiuſdem vtilitate ematur.l.ita conſtante,l.ſi ex lapidicinis eod.tit.l. vxor marit. ff de don. inter vir.& vxor. *bien que partie du fonds,* l. dotale prædium, ff. de fund.dotal. Nam dos, quæ ei numerata pecunia, vel in rebus, quæ in pondere, numero, menſu áve conſiſtunt, mariti periculo ſunt, l.res in dotem datæ, ff. de iur.dot. *laquelle*, eo vergente ad inopiam, *la femme peut repeter pendant le mariage: & à plus fort raiſon l'aſſeurer ſur fonds, qui luy ſoit vtile & profitable, pour l'entretenement d'elle, de ſon mary, & de ſa famille, ſi mieux elle n'aime le bailler à profit honeſte: & par ainſi n'en peut eſtre depoſſedee par le vendeur pour ce qui luy reſte, ſinon en remettant les deniers dotaux remployez & conſentement de la femme ſur le fonds acheté, ſi mieux elle n'aime en retenir vne partie à*

propor

proportion de ſes deniers, la piece ſe pouuant commodemnet diuiſer, ou pour iceux prendre autre fonds plus commode, vt in l. ſi marito, ff. de fundo dot. ne inde fraudetur venditor, & dos ſalua ſit vxori, ſi non ſint alia bona mariti, in quib. venditor tacitam, vel expreſſam, licèt generalem habeat, hypothecam : *ſur leſquels il a ſon execution parce ſans toucher au fonds dotal, pour ce que le mari luy reſte payer du prix de ladicte vente. Ce ſeroit autre choſe, ſi le fonds eſtoit entierement payé ou acheué de payer des deniers, eſtant reſerué pour hypotheque de la dot, lequel ſeroit inalienable, ſinon en ſubrogeant autre fonds autant, ou plus vtile, & commode à la femme du conſentement d'elle*, d. l. ſi marito & penè tot. tit. ff. de fund. dot. [14] *Charondas chap. 7. du 9. liu. de ſes Reſp.* & alibi, de quibus ſuo loco. [15] Nam ea ratione poſterior creditor potior in iure habetur in re ſibi ſpecialiter & expreſsè obligata, ad cuius conſeruationem debitori crediderit, l. interdum, ibid. Bart. & l. ſeq. ff. qui pot. in pign. hab. cuius pecunia ſaluam fecit totius pignoris cauſam, dummodò ad hoc mutuata ſit pecunia, alias non arg. auth. quod obtinet, C. de pignor & auth. quo iure, C. qui pot. in pign. hab. vbi mulier præfertur ei, cuius pecunia res empta eſt, vel refecta, licet ibidem præferatur cæteris creditoribus, qui non etiam perſonali priuilegio muniuntur, non quidem ſpecialem, & expreſſam hypothecam habentibus, quibus nec mulier, niſi ſit prior tempore, præfertur : non autem creditoribus, qui priùs ea contraxerint, eandem hypothecam habentibus, cum nondum bona mariti, nec quicquam ex eis eſſet vxori obligatum. Hæc enim potior eſt cùm pacta dotalia tempore præcedunt, mariti confeſſionem cõtinentia, quæ pro vera numeratione habetur : non autem ex ficta numerationis confeſſione, & renunciatione, quæ plerumque fit, conſtante matrimonio, & fraude creditorum per tacitam donationem : tunc enim creditores, qui certant de damno vitando, & oſtendunt pecuniæ creditæ ſibi onerofam eſſe numerationem, nempe ſine vſura, præmio, vel commodo, mulieri præferuntur, l. fin. §. licet tria, C. de iur. delib. *Et non ſeulement la femme eſt preferee pour la dot és creãciers du mary precedens en hypotheque, ſuyuant la loy* aſsiduis, *obſeruee en Tholoſe, mais auſsi contre les creanciers du pere, qui l'a receue, arreſt du 17. Septembre 1593. cité par Charondas chapitre 7. du 9. liu. de ſes Reſp.* [16] per tot. tit. ff. de imp. in reb. dot. fact. & alibi. [17] Et ſic qui mutuo dedit, vt emeretur militia, omnibus præfertur in venditione militiæ, nouel. 97. c. 4. vnde d. auth. quo iure, C. qui pot. in pig. hab. *pourueu qu'il apparoiſſe que ſpecialement & expreſſement l'argent ait eſté baillé pour rembourſer à la finance aud. eſt office*, d.c. 4. *pourquoy faire ſuffit l'obligation generale* nouel 136. c. 3. l. quamuis, C. de pign. Nam ex ipſa numeratione in eam cauſam expreſſim facta res cenſetur ſpecialiter obligata, l. ſi generaliter & ſeq. C. qui pot. in pign. hab. *Et a eſté iugé pour le creancier premier en hypotheque par arreſt du Parlement de Tholoſe du 21. Iuillet 1593. noté par Charondas ch. 7. du 9. liu. de ſes Reſp.* [18] d. l. interdum, & ſeq. ff. qui pot. in pign. hab. [19] l. res quæ, ff. de iur. dot. non præfertur mulier in re dotali, vel ſpecialiter pro dote obligata creditori, cui poſtea maritus eandem ſpecialiter obligauit : qui tamen habet ius dotem offerendi, non quidem chirographarius, l. cum tibi, & ibid. Salyc. C qui potior licèt ex parte mulieris dote promiſſa, quæ pignus ſiue hypothecam de reſtituenda ſibi dotem accepit : cuius, ſubſecuta partis numeratione, maritus rem eandem alij obligauit, móxque reſiduę quantitatis numeratio impleta eſt : cùm ex cauſa promiſſionis ad vniuerſæ quantitatis excluſionem, qui dotem promiſit, compel-

litur. non vtique ſolutionum obſeruanda ſunt tempora, ſed tempus contractæ
[10] obligationis, ne minus dotata mulier eſſe videatur, l. 1. C. qui pot. in pign. hab. [10]
fundus etiam mariti pecunia emptus poteſt eſſe dotalis, ſi ſpecialiter dotis hypothecæ detur. arg. d. l ſi marito, ff. de fundo dotal. Et bona viri ſunt pro dote & augmento noſtro conſuetudinario tacitè & generaliter obligata, non ſolùm numerata, ſed tantùm conſtituta à tempore ipſius conſtitutionis, vt notatur in præcedenti conſuetudine & dotis nondum ſolutæ debetur augmentum contra authent. æqualitas, & auth. Sed quæ nihil c. de pact. conu. ex dote, quæ apud nos in deſuetudinem abiere, tum etiam l. 1. C. de dot. caut. non num. Imò defuncto viro vnà cum augmento repetitur, l. fin. C. ſolut. matrim. & eod. vergente ad inopiam, conſtante matrimonio l. vbi adhuc, auth. donationem, C. de iur dot. ſi donationem propter nuptias augmento comparare liceat: non tamen contra anteriores viri creditores hypothecarias, ſi ex confeſſione fraudulenta fictæ numerationis tantùm, pro caſuali dotis futura reſtitutione caueatur, niſi in dotali inſtrumento hu-
[11] [12] iuſmodi confeſſio plenè contineatur. [11] l. 1. ff. de impenſ. in reb. dot. fact. [12] Præfertur qu dem habenti generalem hypothecam in poſtea quæſitis, ſicut fiſcus, l.
[13] ſi is qui, ff. de iur. fiſc. non in prius quæſitis, l. ſi ignorante, C. de remiſſ. pign. [13]
vt militia, vel quaſi militia: *de laquelle parle Charondas au 7. chapitre du 9. liure de ſes Reſp.* Quod pariter euincitur in bonis mariti eſſe non intelligitur, cuius non eſt dominus, nec bonæ fidei poſſeſſor, l. bonorum, §. in bonis, ff. de verb. ſign. l. quod euincitur, ff. de reg. iur. & in bonis habemus, quæ bona fide poſſidemus, dicitúrque in bonis eſſe res, pro qua exceptio competit poſſidenti, & actio contra poſſidentem, l. rem in bonis, ff. de acquir. rer. domin. neque bona dota-
[14] lia ſunt in bonis mariti. Bart. in l. Lucius, §. idem reſpondet. 2. ad municip. [14]
quia mulier, quæ ſcit virum eſſe inopem tempore contractus matrimonij, dotem non eſt repetitura, Cyn. in l. vbi adhuc, C. de iur. ſin autem repetat eam, culpa ipſa careat, l. ſi ei à quo, §. fin. ff. vt in poſſ. leg. ſeru. eat, l. fin. §. his, C.
[15] de ſponſ. e. per vſuras e. de donat. inter vir. & vxor. [15] l. 1. & 2. C. ne fideiuſ. vel mandat. dot. dentur. Vbi Gratian. Valentin. & Theodoſ. ſiue ex iure, ſiue ex conſuetudine lex proficiſcatur, vt vir vxori dotis ſeruandæ cauſa fideiuſſorem ex-
[16] hibeat, tamen eam iubemus aboleri ex d. l. 1. [16] nec vllum mandatum, vel ſatisdationem pro dote eſſe exigendam à marito, vel à patre, vel ab omnibus, qui dotem ſuſcipiunt, reſcribit Imp. Iuſtinianus in d. l. 2. eod. tit. Si enim credendam ſeſe ſuámque dotem mulier patri mariti exiſtimauit, quare fideiuſſor, vel alius interceſſor exigitur, vt cauſa perfidiæ in connubio eorum generetur? Inquit idem Imp. Et hoc iure vtimur: ad dotis quidem conſeruationem certam, non ad dationem. vel reſtitutionem, in quibus non prohibentur fideiuſsiones, l. cum dotis, ff. de iur. dot. gloſ. d. l. 1. nec tenetur vir vxori dare fideiuſſorem, ne inops fiat, niſi ſponſus ſponſæ ante, vel in ipſo contractu matrimonij, ſi ita conuenerint.
[17] ibid. & l. ſi ante, C. de donat. ante nupt. [17] Imò non tantùm ſoluto, ſed etiam conſtante matrimonio viro vergente ad inopiam, l. ſi conſtante, ff. ſol. matrim. tunc enim vxor non ſolùm ſatisdationem, ſed etiam dotem repetit, l. vn. §. cum autem in exactione, C. de rei vxor. act. Et ſi alter pro viro dotem accipiens ſe obliget, tenetur l. 2. C. de dot. caut. non num. Nam licèt maritus ipſo iure, vel conſuetudine (cui apud nos derogare non eſt imperij Romani, niſi Regiæ poteſtatis.)

ſtatis) pro dote fideiuſſorem dare non teneretur: ſi tamen dederit, valet fideiuſſoris obligatio, vt in tutore teſtamentario: qui licèt ſatiſdare non teneatur, ſi ſatiſdederit, tenetur, l. Græce, §. à tutore, ff. de fideiuſſor. l. cum dotis, ff. de iur. dot. [28] c. pen. e. de donat. inter vir. & vxor. c. ſalubriter, e. de vſuris, auth. no- [28]
uiſſimè, C. de adminiſt. tut. iuncta l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. *ou le remployer*, l. ita conſtante, l. mutus, §. manente, ff. de iur. dot. *meſmes quand les mariez ne ſe peuuent entretenir d'ailleurs*, nouel. 72. c. 6. 7. & 8. *non en depoſt, pour ne rendre la dot infructueuſe*, l. 2. C. de vſur. [29] d. l. ſi conſtante in princ. ff. ſol. matr. *non pour la* [29]
deſſpendre & mal meſnager, ains pour des fruicts en prouenants ſe nourrir, & alimenter elle, ſon mari, & ſes enfans, à quoy les fruicts de la dot ſont deſtinez, l. pro onetibus, C. de iur. dot. l. in inſulam, §. fruct. l. de diuiſione, ff. ſol. matr. *la proprieté du fonds demeurant à la femme. Maynard ch. 82. du 7. liu. de ſes queſt.* ſub ſpe futuræ reſtitutionis, *en cas de ſuruiuance, ſelon noſtre couſtume, hors les temps de laquelle le mari ne peut eſtre contrainct à ladicte reſtitution, outre ſes facultez*, l. maritum, ff ſol. matr. *non plus que le pere conſtituant, & autres perſonnes priuilegiees au payement d'icelle. Maynard chapitre 23. du 3. liure de ſes queſt.* Licèt ſponſa, quæ minor duodecim annis dotem numerauit, vel tandem pro ea dos numerata eſt, nuptiis non ſecutis, integram repetat, non in quantum poteſt is qui recepit, vt eadem alteri nubere valeat, quia tunc Reipubl. intereſt, ne ipſa indotata remaneat, vt notat præfatus Maynardus in d. c. 23. lib. 3. ſing. quæſt. Quod pariter eueniret, ſi, dote conſumpta, vir cum tota familia egeat, & ſumma inopia laboret, propriis nudatus facultatibus, niſi conſortis beneficio, in dotis retentione, vel repetitione conſulatur. [30] Cautióque datur cum fideiuſſione per [30]
viduam, cui maritus pro dotatio bonorum vſumfructum reliquerit, Guid. Papæ qu. 208. & 209 & ibi notat. licèt maritus vetuerit in ſuo teſtamento, cùm id fiat iure permittente. Ranchinus in d. qu. 208. Bald in l. nemo poteſt, ff. de leg. 1. Socinus conſ. 30 numer. 42 in 1. volum. cauere debet, nullam læſionem ex eo vſu ſe huiuſmodi proprietati laturam, l. vſufruct. C. de vſufruct. de repetenda æſtimatione rerum, quarum habet vſumfructum, & illis reſtituendis, adueniente tempore reſtitutionis, l. illud, C. de leg. *Chaſſan. des droicts & appartenances de mariage.* §. 6. num. 2. Et tenetur mulier dare fideiuſſores, ſi ab hærede petantur: nec ſtatur eius iuratoriæ cautioni. Iaſon in l. 1. in fin. ff. qui ſatiſdare cogantur. Et ſi non poſſit cauere, committatur alicui viro, qui de commoditate fructuum reſpondeat illi vſufructuariæ, l. poſtquam, § Imperator, ff. vt in poſſeſ. leg. ſeru. cauſ. eſſe lic. Chaſſaneus in præfato tit. numer. 5. & 8. *Maynard à ce propos au chapitre 90. du 3. liure de ſes queſt. repreſente, comme l'augment deu par la couſtume de Tholoſe retourne aux enfans du premier lict ſuruiuans à leur mere, quand elle conuole en ſecondes nopces, non és autres ſucceſſeurs qui predeſcendent à leur dicte mere, à laquelle en ce cas, quoy que remariee, l'augment demeure: autrement, nonobſtant la ſuruiuance de ſeſdicts enfans de ſon premie mariage, elle en a pendant ſa vie la iouyſſance. D'où vient que quand elle, ou ſon ſecond mari le veulent retirer du viuant des enfans d'elle du premier lict, ou de l'vn d'iceux, ſont tenus & obligez de bailler à eux, ou à leurs tuteurs, & curateurs bonnes & ſuffiſantes cautions de le rendre en cas de reſtitution auſdicts enfans, ou bien à l'vn d'iceux.* [31] Adeò vt etiam pro augmento, quod in pondere, nu- [31]
mero

numero menſuráve conſiſtit, etiam cautio præſtanda ſit cum fideiuſſione cùm mulieris ſecundò nubentis periculo ſit, vt dos mariti, l. res in dotem, ff. de iur. dot. Idem de numerata pecunia, vt ſæpe fit, cuius vſus magis abuſus eſt, vt ait Cicero in Topicis, quaſi vſus fructus haberi incipiat, vt refert d. Maynardus in d. c. libr. 3. ſing. quæſt. Si tamen res æſtimatæ ſint vſu mulieris periculo mariti deteriores fiunt, l. æſtimatæ, ff. ſol. matr. ſicut veſtes pretioſæ ad ornatum à viro mulieri comparatæ, ea defuncta ad eandem reuertuntur, in quo ſtatu reperiuntur, licèt detritæ fuerint Capellæ Tholoſ. quæſt. 336. Auſrerius, & ibi notatis, idē de ſupellectili. Quid de lapidicinis & minerabilibus: ſiquidem renaſcantur, vt plerumque in Gallia & Aſia in cæſa in fructu erunt, ſin autem proprietatis, l. diuortio, §. ſi vir in fundo, ff. ſolut. matr. l. pro regione, ff. de acquir. rer. domin. Si in pecunia numerat. vel re æſtimata conſiſtat pretium tantùm ſeruare & reſtituere tenetur filiis primi matrimonij, ſi inæſtimata eandem, vel aliam eiuſdem bonitatis, ſi omnino pereat vel culpa aut mulieris negligentia deterior fiat, dummodò hac eadem vtatu. fruatur donec vixerit, vt vir rei dotalis, l. ſi fundus in dotem ff. ſol. matr. vbi lapidicinarum commodum ad maritum pertinet, niſi aliud actum ſit, nempe vbi cædantur lapides, cùm palàm ſit eo animo mulierem fundum dediſſe marito, vt is fructus ad eundem pertineret: impenſas tamen mulier facere tenetur, non ſolùm in quærendorum & colligendorum fructuum, ſed etiam culturæ, & ad rei conſeruationem, *& l'entretenir en bonne meſnagere*, vt res dotales maritus, de quibus in l. 1. ff. de impenſ. in reb. dotal. fact. Vſa quidem minuunt ſupellex, & mundus muliebris, necnon ædificia, quæ tandem vetuſtate depereunt, & fruendo lapidicinæ, licèt lapis ibi renaſcatur, tum etiam mineralia, quæ per abſtractionem ſiunt paulatim deteriora, ſi hæc in vſufructu ſint. Si tamen vtendo fruendo penitus conſummantur, quę pondere, menſuráve conſiſtunt tantumdem eiuſdem qualitatis, & generis, vel tandem partium, reſtituendum erit, arg. l. res in dotem, ff. de iur. dot. [32] l. 1. & 2. C. ne fideiuſſ. dot. dentur. [33] Qui nec tenentur dare fideiuſſores, l. Græce. §. à tutore, ff. de fideiuſſ. l. cum dotis, ff. de iur. dot. [34] Dotis enim priuilegium non extenditur vltra bona mariti, l. quod vero, & duabus ſeq. ff de legib. tanquam perſonale, quod neque tranſit ad viri, vel mulieris hæredes extraneos, niſi ad filios, iure filiationis, non hæreditario, nempe vxoris in actione de dote viri in caſu reſtitutionis: in quibus filij, ſicut pater, vel mater non tenentur, niſi in quantum facere poſſunt ad totius ſolutionem extranei, l. vnic. & ibi gl. in verb. ad hæredem, C. de priuileg. dot. Panormitan. in c. 1. e. de donat. int. vir. & vxor. num. 4. Vbi enim perſonæ conditio locum facit beneficio, ea deficiente, deficiet quoque beneficium l. in omnibus cauſis, ff. de reg. iur. & cum ea extinguitur priuilegium, l. cum patronus, ff. de leg. 2. l. quia perſonale, ff. ſolut. matr. §. ſed quod principi inſtitut. de iur. nat. gent. & ciuil. Et ideo non tranſeunt ad hęredes, l. 1. in princ. ff. de iur. immun. l. priuilegia, ff. de reg. iur. Nec ſunt filij à parentibus alieni, quorum gratia tot ſunt eis pro dotibus allata beneficia, l. 1. ff. ſol. matr. Obligantur enim fideiuſſores hęredes iure communi, cùm tranſeat ad eos hęreditas cum ſuo onere, l. poteſt, ff. de fideiuſſ. quod non fieret ratione priuilegij: in quos dotis fideiuſſores pro marito ad eiuſdem reſtitutionem eo nomine obligatos ſuo non vtitur priuilegio hoc noſtro ſtatuto, quod vim legis obtinet, l. de quibus, ff. de legib. econuerſo durior eſt cauſa fideiuſſoris minoris, quàm principalis, cuius priuilegio in cauſa in integrum reſtitutionis non vtitur fideiuſſor, nec iuuatur

auxilio

auxilio in integrum reſtitutionis, niſi ab dolũ aduerſarij, l.1.& 2.ib.Baldus, & Alexander, C.de fideiuſſorib.min. *que lettres royaux: car autrement le moindre, n'i la caution n'y ſeroyent receus, parce que les contracts en France ne peuuent eſtre debattus de nullité. Maynard ch.53.du 3.liu.de ſes queſt. Et peuuent les debteurs contraindre les moindres qui les pourſuyuent au payement de leurs debtes ſe pourueoir de tuteur, ou curateur,* ne, facta ſolutione, iterum inquietentur,& pleniſsimam aſſequãtur ſecuritatem, l.ſancimus, C. de adminiſtra.tut. *Dont l'vſage en eſt frequent en Tholoſe, ſelon ledict* Maynard *au lieu preallegué:* & ne vltrà vſuris onerentur. *Doiuent cependant demander eſtre receus à conſigner la ſomme deuers le Greffe, ou autre main aſſeuree & reſponſable: ce que le Iuge ne peut refuſer, ſi le moindre ne baille bonnes & ſuffiſantes cautions pour icelles, auant le bail deſquelles ſurſeoye & differe par celuy, qui en eſt chargé, on doit à la requiſition du debteur ordonner ladicte cõſignation.* Rebuff. tract. de ſententiæ execut. art.1.gl.15 num.7.& gl.16.num.34.vt notat Matthæus in quæſt. Guid.Papæ 250.[35] vt in auth. præſente, C.de fideiuſſor. & mãd. [35]
[36] tanquam reus debendi, l.2.auth. hoc itaque, C. de duobus reis, dummodò ab initio contractus ſtipulantium ſolidaria ſit obligatio: non autem ſi fideiuſſor è, aut pro parte quiſque fuerit obligatus, l.exprimere. C.eod.& ſi altero, vel vni ſtipulantiũ pecunia numerata ſit, l. 4 C.eod tit necnõ hodie relicto reo eligendi fideiuſſores, vt in l.iure noſtro, C.de fideiuſſor. niſi principaliter fuerit fideiuſſor obligatus, d.auth. hoc itaque, & auth præſente, quibus d l.iure noſtro derogatur. [37] l. cum [36]
alter, C.de fideiuſſ. *Arreſt du 7 Iuillet 1580. donné, Alexandre & Peſchal au rapport de Monſieur Ioſſe cité par Maynard ch 22.du 3. liu.de ſes queſt.* l cum is, ff de fideiuſſ etiam non ceſsis actionibus reus, vel rea fideiuſſorem præſtare tenetur indemnem, ſi ſoluerit. *Maynard chap. 49.du 2.liu.de ſes queſt.* & aliàs poteſt eiſdem vti defenſionibus, quibus debitor, l. ex perſon.rei, ff.de fideiuſſorib. [38] *Maynard ch.33.du 2.liu.de* [38]
ſes queſt. l Lucius Titius ff. qui pot. Vbi eſt cauſa fideiuſſoris leuior quàm principalis, vt in l.Græce, §.illud, ff.de fideiuſſ.& ceſſa actione à creditore, eius vtitur priuilegio in debitorem reum principalem, *lequel ne ſe peut eſtendre que ſur les droicts du mari, qui n'a rien ſur les biens de ſa caution, ains luy doit euiction, & relief d'indemnité des femmes principales, qu'il eſt contrainct payer auec les paſſedroicts que la creanciere: non toutesfois que la caution ſoit tenue au payement des intereſts, ſi elle n'eſt obligee, que pour la ſomme principale,* l.fideiuſſores magiſtratuum, §.pro Aurelio, ff.de fideiuſſor. & ſi ſoluantur indebitè, reputantur in ſortem, l.in iis vero, §. Imperator, ff de ſol vel reperantur, c. tua, c. tuas, c.poſt miſerabilem, c pen.e. de vſur. [39] *Arreſt du dernier Ianuier 1590.* [40] [39]
d l.Græce, § illud. & eſt deterior, quando fideiuſſor non vtitur mariti priuilegio, [40]
qui, niſi in quantum facere poteſt, condemnatur, l.& ſi fideiuſſor, ff de re iud. nec eius liberi, niſi hæredes extranei, qui ſolidum præſtare tenentur, l. etiam in princ. ff.ſol.matr. [41] l. in rebus dotalib. C. de iur.dot.l. aſsiduis, C. qui pot nouel.109.c.1. [41]
Maynard ch. 51.du 2.liu.de ſes queſt. Et potior eſt cauſa dotis, quàm Reip. cui poſtea factus eſt maritus obnoxius, l. dotis, C.de iur dot. [42] l. Mæuia §. fundus, ff.ſol matr. [42]
Is enim, qui ex donatione conuenitur, omni ære alieno deducto facere poſſe intelligitur, l. maritus 2.ff.eod.& euicto fundo dotali poteſt maritus in conſtituentem regreſſum habere, l. 1. ff.de euict. l. ſi quis aliam rem, ff.de ſolut. dummodò ſtatim ei, vel eius hæredibus ipſe denunciauerit, priuſquam res euincatur, l.emptor C. de euict.c fin.e.de empt.& vendit. *Et faiſant appeller en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité, pour le faire condamner par meſme ſentence. Et contre ceux qui eſtendent la loy aſſiduis, C.qui pot.& la preference de la dot contre les creanciers precedents, qui ont expreſſe*

hypoth. que a eſté iugé pour les debtes contractez par la mere auant la conſtitution dotale par elle faite a ſa fille. Maynard ch. 52. au 2. liu. de ſes queſt. Et prædia vendita nondum ſo-
luta, vel pignori data, de qua in l. creditores, l. cum te, l. quamuis ea pecunia, l. di-
43 ſtract. iuncta auth. hoc ita C. de pignor. & hypoth. [43] *de tant que l'augment conſiſtant n'a priuilege d'aucune hypotheque, laquelle eſt priſe ſeulement du iour du contract de mariage contre ceux, auſquels le mari eſt poſterieurement obligé, comme remarque le doct Maynard au*
44 *ch. 26. du 3. liu. de ſes queſt.* [44] *ſur l'hypotheſe amplement d'ſcourue par le meſme autheur au ch. 56. du 4 liu. de ſeſd. queſt. où il cite à ce propos vn arreſt memorable, prononcé par le feu Sieur*
45 *premier Preſident durant le 13. Septembre 1586.* [45] de quibus ſuo loco, & paſſim toto tit.
46 ff de impenſ. in rebus dotalib. factis, quarum potiſſimè dotem minuant. [46] *Maſuer tit. des executions, numb. 8. Maynard ch. 8. du 3. liu. de ſes queſt. pourueu qu'elles ne ſoyent ſpecialemẽt engagees, ou hypothequees, comme dit Rebuffe en ſes apoſtilles, ſur les Ordonnances royaux, au tit. de la Gabelle du ſel chap. 4. art. 25. Tom. 2. liu. 3. & au pouuoir du creancier*
47 *Monſieur Duual au dernier ch. de ſon traicté des choſes douteuſes.* [47] vt in l. fin. C. de pact.
conuent. Ibi enim dos eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij, l. ſi maritus, l. ſi filia, §.
1. ff. famil. hercis. l. actione, §. fin. ff. pro ſoc. l. quamuis, l. ſi cum dotem, §. ſi maritus, §.
ſi autem in ſæuiſſimo, §. ſi verò, ff. ſol. matr. l. iunct. ff. de iur. dot. *& à elle droict de retention, & de meurer en la maiſon du mari iuſqu'à l'effectuel rembourſement de ſa dot. May-*
48 *nard ch. 22. du 3. liu. de ſes queſt.* [48] Cùm vir cœpit rebus ſuis malè vti, nouel. 97. c. 6.
d. l. ſi cum dotẽ, §. ſi verò, ff ſol. matr. c. per veſtras, ibique gl. in verb. inopiam, c. de
don. int. vir. & vxor. niſi cautionem idoneam vir de dote, & augmento non peri-
49 turo, præſtaret, d. c. per veſtras. [49] Conſultiùs enim eſt agere poſſeſſorio, quàm petitorio, l. is qui deſtinauit, ff. de rei vendic. caneátque tandem mulier, ne & ipſa ſit peritura dotem, vt in l. ſi cum dotem, §. 1. ff. ſol. matr. ſed ſibi, ſuiſque conſulat, ne in peius ruant, & ſi fieri poteſt, in meliorem ſtatum redigantur.

CONSTI

CONSTITVTION DOTALE.

COVSTVME III.

Fille dotee, & mariee par le pere ne luy ſuccede auec ſes autres freres & ſœurs, ni ne peut rien pretendre ſur les biens de ſondict pere, ſoit qu'il inſtitue heritier vn eſtranger, ou ſes autres enfans, ores ne luy laiſſe rien par ſon teſtament.

CHAPITRE III.

NOn ſans cauſe l'anciẽ interprete nous atteſte ceſte couſtume eſtre de ſon tẽps en vſage, par laquelle la fille dotee par le pere ne peut rien plus demander ſur ſes biens, attendu qu'elle eſt conforme au droict Romain, & comme telle obſeruee tant en pays couſtumier, que de droict eſcrit, moyennant la quittance, & renonciation par elle faite, amenant pluſieurs raiſons, enſemble l'authorité de Monſieur [1] Benoiſt grand interprete du droict, & Conſeiller treſ-celebre en la Cour de Parlement de Tholoſe ſur le recit qu'il fait de la couſtume de Cahors, par laquelle la fille mariee par le pere ne peut pretendre autre choſe en ſon heritage, ni de ſes freres que ce qui luy a eſté donné & laiſſé, ni ne luy ſuccede, s'il l'a dotee, tant qu'il y a enfans maſles: [2] de la ſucceſſion duquel par noſtre couſtume la fille qu'il a dotee n'eſt ſeulement excluſe, y ayant autres enfans, ains auſſi des droicts qui luy pourroyẽt competer ſur les biens paternels, venãts en main eſtrangere par teſtament de ſondict pere. [3] Qu'eſt la cauſe que maintenant és renonciations qu'on fait és pactes dotaux des droicts paternels, maternels, & fraternels, on a de couſtume en Tholoſe reſeruer les futures ſucceſſions, pour, en cas de trop grande & enorme leſion, recourir aux remedes de droict, pour ſuppleer au droict paternel, qui a mal operé enuers ſes enfans. [4] *Ne huiuſmodi renunciationis filiæ prægrauentur* [5] *ex pacto futuræ ſucceſſionis*, [6] *vel non petendi legitimam*, [7] *aut conſimili ſtatuto:* [8] *quod pacto ſeiparentur* [9] *prorſus à iure alieno*, [10] *etiamſi iureur:* [11] *valet tamen pactum de non ſuccedendo, ſi hæc tantum accepit, quantum ex ſucceſſione debe-*

tur: [12] *quòdve accepit, computatur in legitimam, & ſi denegetur querela, agitur ad ſupplementum.* [13] Où eſt à preſent reduit l'vſage de ceſte couſtume, ne pouuant le pacte, ni la loy municipale oſter, ou amoindrir ce benefice du droict de nature deu aux enfans legitimes & naturels: [14] ni voire le pere meſmes ſans iuſte cauſe d'ingratitude, [15] ſi la leſion n'eſt petite: [16] & ſe prend la competance de la dot ſelon la portee des biens, & nombre des enfans des pere & mere conſtituans du temps de la conſtitution: ores depuis ayent accreu & augmenté en richeſſes pour l'excluſion de la fille dotee: tout ainſi que les conſtituans ne peuuent repeter ce qu'ils ont trop donné, venants à s'appauurir. [18] *Tantum enim tenentur parentes de repletione ei, cui etiam confertur omne conditionis, & dilationis grauamen.* [19] Qu'eſt cauſe que ce docte & graue Senat Tholoſain, pour pluſieurs bonnes & iuſtes conſiderations, repreſentees par ce grand & celebre Senateur Monſieur Maiſtre Geraud de Maynard, priſes du temps, des perſonnes, & inconuenients, que peuuent aduenir de ce que par la couſtume les enfans dotez ſans autre limitation, eſtoyent exclus indifferemment de la ſucceſſion des dotants & conſtituants: auſquels, quoy qu'ils y ayent renoncé, elle adiuge le ſupplement de legitime par fois en corps hereditaires, auec reſtitution des fruicts puis le deces du pere ou mere conſtituant: [20] & en deniers meſme quand on a commencé prendre payement en argent: [21] autrefois alternatiuement en deniers, ou corps hereditaires, au choix de la fille, auec reſtitution de fruicts, ou intereſts, nonobſtant ladicte renonciation [22] en cas de notable & apparẽte leſion par le iuge arbitree [23] à l'eſgal de la legitime, eu eſgard au temps du decez, [24] non ou faudroit plus deſpendre, qu'attendre: [25] cõme auſſi la meſme Cour a de couſtume pourueu au retranchement & detractiõ de legitime de la dot immenſe, & inofficieuſe, conſtituee par le pere en ſa proſperité, les biens duquel ſeroyent apres venus en decadance, & luy decedé en pauureté, en faueur de ſes autres enfans indigens, neceſſiteux, & deſtituez de moyens. [26] Et s'eſtendent tant les expreſſes que tacites renonciations de ceſte couſtume és ſucceſſions ab inteſtat, [27] auſquelles les filles dotees ne peuuent aſpirer, [28] ni venir contre le teſtament du pere ou mere conſtituante, qui ne leur a rien laiſſé, [29] apres auoir renoncé à la legitime, & ſupplement d'icelle, [30] s'ils ne ſe pouruoyent par lettres royaux, pour eſtre releuees deſdictes quittances, [31] & receuës à demander la repletion de ladicte legitime, n'eſtans ſuffiſamment dotees, [32] quoy que telles renonciations quaſi forcees ne ſoyent conſiderables, ni baſtantes pour les priuer de leur droict de nature, qui ne leur peut point eſtre oſté. [33] Et le pere, nonobſtant

ladicte

ladicte quictance, les peut inſtituer ſes heritiers, & leur laiſſer ce que bon leur ſemble en ſa derniere volonté, ſans toutes-fois diminuer la legitime de ſes autres enfans, ſi point en a : [34] & a la Cour paſſé outre en l'affaire de la ſucceſſion de feu Chaumier Procureur en icelle, entre Perrette Chaumiere ſa fille, femme à Maiſtre Rodolphe Gay aduocat, & Chaumiers ſes freres: en la quote contingente de laquelle a eſté admiſe, quoy qu'elle y ait renoncé, en rapportant ce qu'elle auoit receu du viuant de ſondict pere, & faiſant apparoir de la cauſe de ladicte renonciation, [35] laquelle ne ſe peut non plus eſtendre hors les biens du conſtituant, quoy qu'elle ſoit auſſi faicte des biens paternels, maternels, & fraternels, par ce qu'elle eſt de ſoy pour les autres inutile, deſquels elle ne retire aucune commodité : auſquels auſſi ne ſe rapporte noſtre couſtume : [36] ni au teſtament du mary conuolé en ſecondes nopces, par lequel inſtitue heritier vn eſtranger, ſoit vn des fils, ou filles du ſecond mariage : de tant que telle inſtitution ſemble eſtre captee par la maraſtre : [37] ny ne ſont excluſes les filles du premier lict, qui ont renoncé à l'heredité paternelle, de ce qui leur eſt acquis de leur pere, qui ſe remarie : [38] leſquels, non plus que les vefues chargees d'enfans, ou des enfans de leurs enfans, qui paſſent à nouuelles nopces, ne peuuent plus donner à leur ſeconde femme, ſes pere, mere, enfans, ou autre perſonne que l'on puiſſe preſumer eſtre par dol, ou fraude interpoſee plus qu'à l'vn de ſes enfans, ou enfant de ſes enfans : ny ne peuuent diſpoſer des biens que leurs femmes defunctes leur ont donnez, ains les doiuent reſeruer aux enfans du premier lict. [39] Et ſont les dons & aduantages que font les vefues aux [illegible]mes, auſquels elle ſe remarient, indignes de leur qualité, [illegible] elles ont enfans du premier mariage. Et ſont telles donatio[illegible], quoy qu'elles ſe facent ſous le nom de vente, ou aſſociation, de nul effect, & valeur, enſemble toutes ventes, alienations, & autres contracts, par leſquels leurs biens viennent [illegible] ſe diminuer : [40] ou ne ſe peut non plus rapporter la quit[illegible]nce de la fille, comme choſe odieuſe, & non premeditee, à laquelle elle n'auoit penſé. [41] Dont s'enſuit que la fille, eſtant ſuffiſamment dotee, ne peut rien plus demander ſur les biens du conſtituant.

NOTÆ.

1 IOannes à Caſaueteri iuris licentiatus in ſuo commentario vltimæ conſuetudinis eiuſdem tituli, Andreas de Iſernia libr 3. conſt. Neapol. tit. de ſucceſſ. filior. Comit. & Baron. n. 5. & 4. Nam dotata à patre non excluditur à ſucceſſione matris, licèt vtrique renunciauerit, vt infrà ſuo loco dicturi ſumus. *Et s'obſeruent encores pas peu de temps en Tholoſe, & pays coûtumier, comme remarque ledict Simon Mayn. au ch. 19. du 4. liu. de ſes queſt. où il allegue certains arreſts donnez entre Iean Delaur, & ſes ſeurs: autre arreſt du 14 Feurier 1546 donné en Audience au profit Deſcarlian contre Marie Deſcarlian, qui auoit fait ladicte quittance: arreſts du 20. Auril 1545. 19. Octob. 1548. allleguez par Papon au titre des filles mariees ayans quitté, art. 3. arreſt ancien & notable du 20. Auril 1545. donné ſur le partage des biens de feu Pierre Delaur marchand, bourgeois de Tholoſe, entre Bernard Remi, & Anthoine Delaur freres, & Iean Delaur frere vterin appellant du Iuge d'Appeaux d'vne part, & Raymonde Delaur leur ſeur, & Sicarde Viguiere fille de feu Bertrande Delaur leur autre ſœur decedee, impetrantes & demãderesſes en ſupplement de legitime: ladicte Viguiere appellee d'autre, de ce que par ſentence dudit Iuge d'Appeaux, ladicte Sicarde qui n'auoit eu que 700. liures de mariage & quelques robes, le bien du pere, & ayeul eſtant de valeur de 3300. liures, elle auroit eſté receue à diſtraire ſa legitime ſur les biens dudict feu Pierre Delaur, en rapportant ce qu'elle auoit receu ſans reſtitution de fruicts, fondant ſon relief de la quittance & renonciation ſur iniurié, & par ledict arreſt les*

2 *appellans furent relaxez ſans deſpens.* 2 Benedictus in c. Raynutius, in verb. duas habens filias nu. 159. e. de teſtam. & num. 127. vbi paucis verbis multa recenſet, niſi fortè de dote cauta vel promiſſa nondum numerata ageretur, vt in l. 1. C. de dot. cau. non num. tunc enim nullius erat mercedis huiuſmodi renunciatio, niſi dote

3 ſoluta. 3 Et tunc dos ſuccedit viæ legitimæ, l. quoniã nouel. C. de inoff. teſt. quæ eſt congrua portio taxata à lege, auth. nouiſſima, C. eod. l. 1. §. ſi pater, ff de coniung. cũ emancip. lib. Vnde Modeſtini reſponſo cenſetur re ipſa filia his verbis teſtaméto patris exhæredata: *Te autem filia ideo exheredaui, quoniam contentam te eſſe dote voluiſti.* l. qui volebat ff. de hæred. inſtit. licèt eam non exhæredaſſet, neque cauſam ingratitudinis adhibuiſſet, vel expreſſiſſet, ſed tantùm dote contentam, eam ab hæreditate abdicaſſet, tanquam præteriiſſet, & ita exhæredaſſet, l. 3. C. de lib. præter. leg. emptor. § fin. ff de rei vend. l. ſi ſocer, § 1. ff ſolut. matr. l. cum vnus, § fin. ff de alim. leg. Verba enim enunciatiua in vltimis voluntatibus inducunt diſpoſitionem, eſſeque quandoque minus ſcriptum quàm dictum videtur, l. ex hac ſcriptura, & ibi gl. in verb. pertinere ff. de don. Eſt ni minus huiuſmodi inueterata conſuetudo, vt in l. de quibus, §. inueterata, ff de legib. vt lex municipalis, de qua in l. de nouis, ff. ad mun. ſtatutum, & eius proprium ciuitatis, canius ciuile diſt. ius prætorium, tanquam ab inferioribus primo traditum Barth. in l. 1. in fin. ff de bon. poſſeſſ. partim à prætore introductum. l. ius autem ciuile in fi. ff de iuſt. & iur. Et ius ciuile, tanquam à ſummo Pontifice confirm. ex præfato Benedicto in d. c. Raynutius, in ver. duas habens filias, num. 128. e. de teſtam. & Philippo Pulchro Regẽ Franciæ & Nauarræ, anno ſalutis 1283. *Et s'obſerue plus eſtroictement en celle Nobleſſe pour la con-*

4 *ſeruation des maiſons, d'icelles les noms & armes.* 4 Si ſuperſtitione, C.

5 de dol. mal. 5 Magis enim meritis filij ſunt ad patrem obſequia prouocandi, quàm pactis adſtringendi, vt reſcribit Imperator in l. ſi quando, § 1. C. de inoffic. teſtam.

6 6 Iure quidẽ Cæſareo huiuſmodi pacta non admittantur, nec inſtrumento dotali,

quæ

quæ teſtamenti vicem obtineant, quo muliere defuncta etiam parapherna ad virum ſuperſtitem pertineant, l.hæreditas, C.de pact.conuent. vi, contenta dote, quæ in matrimonio collocatur, nullum ad bona paterna regreſſum habeat l. pactum, C. de coll. aut ne moueat querelam inofficioſi d.l.ſi quando, §.1.ff. de inoffic. teſtam. Nec valet pactũ de ſuccedendo, ſiue de non ſuccedendo, l.pactũ quod dotis l.fi.C.de pact.l.fi.ff de ſuis & legit.hæred.nec de quaſi futura ſucceſſione diſponẽdo, tollendo, vel minuendo præf.iur. *Mayn. tome 1. fol. au ch.90. du liu.5. & ch.100. du 7. de ſes queſt. nous repreſente pactions de ſucceder faire, & inſtituer heritier par contract de mariage eſtre receues en France, pourueu que telles donations, inſtitutions, & ſubſtitutions cõtractuelles ſe facent lors, ou incontinent, auant, ou apres le cõtract de mariage, quoy que de parole de futur, cõme ſi c'eſtoit de parole de preſent, pourueu que le mariage s'en enſuiue.* l.potẽs, C.de pactis, l.3. C.de ædil.edict. *Mayn. au ſuſdict ch.90. du 5. liu. de ſes queſt. où eſt auſſi repreſenté, cõme ladicte couſtume generale de France n'eſt pour ce regard entendue,* niſi in contractu matrimonij & eius contemplatione, *par arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du 6. Iuillet 1596. cité par Charondas chap. 73 du 9. liu. de ſes Reſp. car autrement telles inſtitutions ne ſont valables hors les pactes & conuentions matrimoniales. Dont l'exemple eſt auſſi rapporté de l'ayeul enuers le nepueu, ou la niepce par ledict Maynard au ch.100. du 7 liu. de ſes queſt. nomb.6. par arreſt du mois de Decembre 1570. ou n'eſt la ſomme donnee* pro dote bene merita, *par l'ayeul à ſa niepce computee à la dot poſterieurement par le pere conſtituee* ibid.nu.1. [7] d.l.ſi quando, § illud.ff.de inoffic.teſt. *Et eſt la faueur de la dot droict de legitime, & portion hereditaire ſi grande enuers les deſcendants en droicte ligne, que les immeubles vendus à l'effect du payement d'icelle ne ſont ſuiets à lods & ventes. Mayn. ſi ſain ch.100. nomb.3. du liu.7. ch.29. du 4. de ſes queſt.* [8] Auferri legitima, nec minui poteſt per ſtatutũ, ſeu legem municipalẽ, §.ſi vero ſolum de nupt. in auth. aut ciuilem, l. ius ciuile, l. omnes populi, ff. de iuſt. & iur. Quo iura naturæ non dirimuntur, l. iura, ff de reg. iur. quæ de bonis parentum filiis debetur legitima, l. ſcripto in fin. ff. vnde liberi, l. cum ratio, ff. de bon. damnat. §. primum de hæredibus, & falcid. in authenticis. Vnde ius conſequendi legitimam, vt naturale, mutari non poteſt, l. eas, ff. de capit. diminut. §. penult. de iur. nat. gent. & ciuil. inſt. [9] Sicut enim per pactum non tollitur ius agnationis, l. ius agnationis, ff. de pact. neque per ſtatutum, vel legem municipalem, quæ in rebus demum valet, quibus & pactum, vt notatur in rubrica de decurionibus, lib.10. C. [10] præf. iurib. Nam qui ſuperſtitis bona recuſat, nihilominus poſt eius interitum hæreditatem adire, & bonorum poſſeſſionem petere poteſt, l. qui ſuperſtitis, ff. de acquir. hæred. [11] l. non eſt dubium, C. de legib. cap. quanto, e. de iureiur. c. ſi diligenti, e. de for. compet. præſertim ſi ſponſa quæ iurat eſt minor annis duodecim, & quaſi coacta à patre, c. in præſentia, e. de prob. can. pueri. 22. q. 5. minor tamẽ vigintiquinque annorum adulta obligatur, l. 1. C. ſi aduerſus venditionem, d. c. præſentia. e. de prob. nec reſtituitur, niſi læſa, vel decepta, vel tandem re ſua malè vtatur, etſi præſente curatore contraxerit, l. 1. ibique glo. ſſ. in verb. non reuocabuntur, C. ſi aduerſ. donat. Sacramenta enim puberum ſponte facta ſuper contractibus rerum ſuarũ non retractandis, inuiolabiliter cuſtodienda ſunt ex noua conſtitutione Frederici, C. ſi aduerſ. vend. ineſt ſiquidem in iuramento tacita conditio vt impleatur, ſi ſit obſeruandum, c. quemadmodum e. de iureiur. ſi vergat in diſpendium animæ, alias eſt à ſuperiore relaxandũ & opus eſt diſpenſatione, c. ſi verò eo. can quod Dauid, can. vnuſquiſq; 22. q. 4. vel eſt integrum regio diplomate reſtituenda. *Ordon. de Louys XII. de l'an*

1510 vſque ad annum ætatis ſuæ 35.l denique ff.de min. *Ordon. du Roy François I. 1539. Et moyennant le relief du Prince n'eſt maintenant beſoin d'autre deſpenſe, comme nous dirons en ſon lieu.* Nec peierat, qui compulſus iuramentum non impleuit, can.7.Interceſſor 11. q. 3. *Et ores en France les contracts puiſſent eſtre declarez de ſoy nuls & annulables, dont il faille recourir au Prince, & ſe pouruoir par lettres Royaux contre la loy* pacta quæ cõt.C.de pact.*la loy* nõ eſt dubiũ C.de leg.&ſenatuſc.*n'eſt pourtant beſoin demander par icelles la diſpenſe, ni le relief du ſerment ſur ce interuenu, comme acceſſoire & inutile, comme fait de choſe illicite, captieuſe, & frauduleuſe: comme auſſi le reſcrit du Prince n'eſt receu, ni admis contre le droict en la cauſe publique* toto tit.C.ſi cont.ius,vel vt.publ. *Et ſont les filles, nonobſtant leſdictes quittances, quoy que confirmees par ſerment, receues à demander le ſupplement de leur legitime, ou contingente portion de tous les biens ab inteſtat, en rapportant ce qu'elles, ou leur mary ont receu.* Maynard *ch. 19. & 20.du 4.liu. de ſes queſtions,*[12] l. 1. §.ſi parens, ff. ſi à parent.quis manumiſſ.fuer. [13] l.omnimodo,Cod de inoffic. teſtam. [14] nam cùm iure naturæ filiis legitima debeatur, Nouell. 1. in proœmio num.2.l.ſcript in fin ff. vnd.lib.1 cum ratio in princ.ff.de don damnat. ſtatuto non eſt auferenda,nec minuenda. vt fusè diuus in c.indultum,nu.17.& ibi notatis,& additis in liter. G. de reg.iur. in 6.vel pacto.l.ius agnationis ff de pact.l. abdicat. ibid.gl.C.eod. tanquam indultum à iure beneficium præſ iurisb. nouell. 1.c.1. [15] nouel.18.in præfat.Vbi legitima filio à parente relicta debitum vocatur,eo quòd liberis iure naturę debeatur ſicut educatio,de qua in l.1.ff.de iuſt & iur.can. ius naturale,1.diſt.Imò iure ciuili pater,& filius ſe inuicem alere tenentur,l.ſi quis à liberis in princip.ff.de lib.agnoſc.nec valet pactum, aut ſtatutum,quo pater non tenetur filium educare. Aretinus in d. l. ſi quis à liberis, Speculator tit. Qui filij ſint legit. licet emancipatum: qui portionem bonorum paternorum receperit, eámque conſumpſerit,d. leg. ſi quis à liberis, ff.de lib. agnoſc.leg ſi cum dotem, §.1 ff.ſolut. matrim. l. fin. §. ipſum autem, C. de bon. quæ liber. tot. titul. Cod.de alend.liber. dum tamen non inopia laboret,d.l. fin.§. ipſum: & pater habeat vnde filium alat, l.2.Cod. de alend. lib.non ſi filius à ſe ipſo viuere poſſit,d.l.ſi quis à liber. §. ſed ſi filius, ff. de liber. agnoſc. Idem de filiis erga parentes inopes, auos,&proauos,quos egentes fil j.vel nepotes,ſicut parentes filios,& ex eiſdẽ nepotes alere tenentur,d.l.ſi quis à liber. §. 1.ff.eod.Et ſi noluerint,pro modo facultatum alimenta conſtituentur: quæ ſi non præſtent, pignoribus capris ſententiæ ſatisfacere cogentur, d.l.ſi quis à liber.§ ſi quis ex his ff. de lib agnoſc. & in tanta neceſſitate, licèt patribus res filiorumfamilias eorundem filiorum nomine vendere: & ſi emptorẽ non inuenerint,pignori ſupponere ſine ſpe futuræ retractationis,d.l.fin §.ſed pater,C.de bon. quæ lib.Quid enim æquius,ſanctius,& magis naturę conſonum, quàm inter tam coniunctas perſonas inuicem alimenta & neceſſaria præſtari, aut magis criminoſum denegari.l.necare, ff. de lib.agnoſc Imò filius impubes emancipatus patrem egentem alere tenetur, d l. ſi quis à liberis §. & ſi impubes eod.Idque inter patrem & filium legitimum,adoptiuum aut ſaltem naturalem,quem pater,auctore Iudice, agnoſcere tenetur ſi conſtiterit eius eſſe parentem,d.l ſi quis,§. ſi vel parens,ff.de lib.agnoſc. & ſi dubium ſit, *prouiſion luy doit eſtre faicte cependant adiugee pour ſa nourriture* ibid.& meminit & §.ſeq.ff eod donec Iudex ab huiuſmodi filiatione patrẽ putatiuũ abſoluerit,l.1.§. fi.l 3 in pri ff.de lib.agnoſc Nõ tamen ſpuriũ adulterinũ,nefario & inceſtuoſo coitu genitum,quẽ neque pater agnoſcere,neq; alere tenetur,auth ex cõplexu,C. de inceſt. & inutil.

nupt.

nupt. Imò nefarias inter aſcendentes, & deſcendentes: & inceſtuoſas inter affines, & collaterales nuptias contrahentes ſunt pœnis ciuilib. coëtcendi, dos atque bona fiſco applicanda. Auth. inceſtas, & in rubr. notat C. de inceſt. & inutil. nupt. quorum numero aſcribuntur enumerati in l. 1. C. de natur. lib. Cõcubinæ tamẽ & plebeiæ viris illuſtribus & clariſſimis licitè nubere poſſunt, auth ſed nouo iure, eod. tit. auth. maximus, auth. ſed nouo iure, C. de nupt. confect ſcilicet dotalibus inſtrumentis, d. auth. maximus. Nec poſſunt ſpurij, & adulterini legitimari, vt naturales modis præſcriptis, in l. 2. & quatuor ſeqq. l. communium duabus ſeqq. auth. præterea, & duabus ſeqq. C. de nat. liber. licèt vnciam dũtaxat bonorum pater naturalis, legitimis extantibus liberis, relinquere valeat, l. matre, ff. eod tit. Non extantibus liberis legitimis poſſunt naturales hæredes inſtituere, auth. licèt, C. eod. ſaltem in dimidia bonorum, & in ſextante ſuccedit. Quorum tamen liberorum filij naturales, vel naturales naturalium non ſuccedunt loco legitimorum: abſque deficientibus ſicut filiis patres poſſunt hæredes inſtituere, vel legata relinquere, licèt aliàs non ſuccedant, l. fin. C. eod. & matri ſuccedunt, niſi ſint nobiles, l. ſi qua illuſtris, C. ad Orphic. *Toutesfois les baſtards ne ſuccedent en France, Couſtume de Paris Monfort art. 106. Mante. 175. Clermont 153. Pontieu 17. Bourgongne chap. 8. art. 3. Montargis chap. 15. art. 5. Bourbonnois art. 165. Auuergne chap. 12. art. 10. Poictou art. 297. Angoulmois art. 96. la Marche 221. Sans 31. s'ils ne ſont legitimés par le Roy, ou mariage ſubſequent*, auth. præterea, l. diui, l. cum quis, l. nuper C. de natur. lib. *Auxerre art. 34. Normandie 227. appellez ceux qui ſont à appeller Melun 295. & ce quant aux naturels: de tant que les adulterins, & inceſtueux ne peuuent eſtre legitimez par ſubſequent mariage, ne autrement*, Nouel. 74. c. 6. *Maſuer au tit. des donations, nomb. 54 auſquels le pere ne peut auſſi pourueoir par teſtament qu'à leur nourriture, & aliments par la diſpoſition canonique*, c. cũ habere. e. de eo qui duxit in matr. quam poll. per adult. *Et generalement tous les baſtards ſont incapables à ſucceder.* Guido Papæ quæſt. 108. Imbertus in ſuo Enchirid *Chaſſanee ſur les couſtumes de Bourgongne tit. 3. des ſucceſſions des baſtards. Nul ne peut le pere naturel eſtre inſtitué heritier par ſon fils baſtard, Maynard ch. 31. du 5. liu. de ſes queſt. moins luy ſucceder ains leurs biens ſont acquis au Roy, s'ils decedent ſans enfans legitimes. Ord. de Charles VI. donnee à Paris le 5. Septembre 1386. s'ils ne ſont legitimez, enſemble des eſtrangers par droict d'Aubaine. Baquet en la derniere partie du droict d'Aubaine chap. 1. & autres ſuyuants: & au 2. liu. du traicté du Domaine de France Papon liu. 5. tit. 2. de ſes arreſts, s'ils n'ont lettres de naturalité de ſa majeſté ord. de François I. 1535. ch. 1. art. 93. Louys XII. 1499 ſauf en Tholoſe, & pays de Languedoc par priuilege remarqué par Maynard au chap. 57. du 4. liu. de ſes queſt. ou il n'y a auſſi droict d'Aubaine.* Vnde ſicut de æquitate canonica ſpurio pro alimentis tantùm legitimi poteſt, gl. pragmaticæ ſanctionis, tit. de concubinis, in verb. cohabitare: ita ſpuria eſt dotanda, l. vxorem, §. pater naturalis, ff. de legat. 3. ubiq; Barth. Imola in l. Lucius, ff. de legat. 2. dos enim ſuccedit vice alimentorũ. Barth. in l. Titio centum, §. Titio genero, ff. de condit. & demonſt. Bald in l. 1. § ius naturale ff. de iuſt. & iur. Panormitanus in c. 1. e. de ſponſat. impub. Minus itaque poterit filiæ naturali, & legitimæ pater dotem denegare iure naturæ debitam vice legitimæ, vel alimentorũ, niſi ingratæ, arg. l. finalis, & ibi Salycetus gl. in verb. promeruerit, C. de alend. lib à parent. Cuius ſunt cauſæ exheredationis in nouel 115. c. 3. nec non ſi inuito, vel inſcio patre ante vigeſimũ quintum ætatis annum clandeſtinè nupſerit edicto Henrici II. Francorum Regis 1556. art. 1. &

4.*Ord. de Blois art.41.*ſecusiure canonico,quo magis inſpicitur voluntas coniugũ, quàm parentũ,qui filias dotare tenentur,quæ eis inconſultis, & honeſtæ perſonæ nupſerint:imò filia emancipata, ſi fueritingrata,iterũ cadit in patris poteſtatẽ. &
16amittit ius emãcipationis,l vn.C.de ingrat.liber.[16] *Arreſt du Parlement de Paris cõpar Imbert en ſon manuel* ſuper verb. filia maior 25.annis:*& autre arreſt du Parlement de Bordeaux allegué par Boer qu.61.*Si immodica,nõ ideò agitur inoff. querela remota cauſa ingratitudinis,l.omnimodo,C.de inoff.teſt.ſed ad ſupplementũ legitimæ, ſeurepletionem,l.ſi quando,§. & generaliter, l.ſcimus in 1.reſp.C.eod.niſi ſit filia
17præterita,l filiã , C. eod. *Et ſont leſdits arreſts principalement fondez ſur ce que les biens*
auoyent fort accreu puis la quittance.[17] Salyc.auth. res quæ,C.de legat. Alexander lib.
181.conſil.69.l. ſuperſtite, C. de dol. [18] l. quæ ſub condition.§.ſed ſi ſub iuriſiur. ff.de condit.inſtit.d l. ſi quando,§. & generaliter,l. ſcimus,l omnimodo,l. ſi quis filiũ,
19C.de inoffic.teſtam.[19] l.quoniam in prioribus,C.eod.[20] *Arreſt du 25. Iuin 1567. en-*
20*tre Maiſtre Iean Chabanes Procureur en la Cour , Curateur par elle donné à Geraud & Iẽ*
21*Roberts, contre autres Roberts.*[21] *Arreſts du 30. Aouſt 1519. donné en faueur d'Auſtrugue*
22*Bonet:& autre du 8.May pour de Sainct Eſtienne.*[22] *Arreſt du 18.Iuin 1574. dõné au pro-*
fit d'Ambroiſe Boudet, & Anne Clauſele mariez : & au procez de Iean Bories du 14. No-
23*uembre 1573.*[23] gloſ.d.l ſi ſuperſtite,in verb.immodicè,C.de dol.[24] *Arreſt du Parlemẽt*
24*de Bordeaux 1519.cité par Iean Boyer:arreſt du 15. Auril 1585.donné au profit de Mandinelli*
marchand de Tholoſe,cõme pere.& adminiſtrateur des biens de ſes enfans,& Aſtore ſa fem-
me,contre Aſtore ſon beau frere:par lequel,nonobſtant la quittance par elle faicte à ſon feu pe-
re,ledit Mandinelli fuſt admis au ſupplemẽt de legitime,auec reſtitution de fruicts,puis le de-
25*cez du pere.*[25] arg.l. mediterraneæ de annon. & tribut. lib. 10. C.[26] *Maynard ch. 19.*
26*du 4.liu.de ſes queſt.*Eſt enim immodicarum donationum querela ad ſimilitudinem inofficioſi teſtamenti introducta l. 1. & fin. C. de inoffic. donat. tribúſque conueniunt,quibus vtriuſque querela nõ admittitur, præſcriptione,renunciatione,à tẽpore mortis donantis, vel teſtatoris,& ingratitudine,d.l.final l.ſi quis filium,C.de inofficioſ. teſt.nouel.92.c.vn.in fi. totidémque differunt. Hæc enim ex teſtamẽto, & ab inteſtato:illa tantum ex teſtamento,l precibus,C.de inoffic.donat.illa cõtra ſcriptos duntaxat hæredes,hæc contra donatorias:illa nõ intentatur vbi quid relinquitur:hæc è contra d.l.1.eod. Et immenſa donatio vni facta ex liberis per alios vſq; ad legitimam reuocatur, cui licet abſtinere ab hæreditate , dũmodò ex donatione cæterorum portionẽ ſuppleat Auth. vnde ſi parens.Ibid.Salycet.C. de inoffic.teſt. nouel 92. vbi quiſq; tantũ ferit ex hęreditate nomine Falcidiæ,quantũ poterat ante donationem deberi.Quæ facta filiofamilias, ſi non confirmatur teſtamento,reuocatur familiæ erciſcundæ iudicio.ſi emancipato, inofficioſ. querela,l. 2.C. de inoffic.don.per filios,vel nepotes ſuperuenientes,non ingratos,l.ſi totus, l.ſi mater,C.eod.ac de inofficioſa dote,l.vn.C.de inoffic.dot.Si tamẽ aliud cõpetat remediũ,non opus eſt inofficioſę querela,§. tam autẽ de inoffic. teſt.inſtit.vt filiis primi matrimonij,quorũ ſinguli habent conditionẽ ex lege pro eadẽ quantitate, quam mulier dat ſecundo viro,l.hac edictali,C.de ſecund.nupt.nouell.22.c.29.&
30 Et licèt mulier vniuerſa bona in dotẽ dare poſſit,l.4.C.de iur.dot Si minor ſui facilitate fuerit circonuenta cũ pacto de lucranda dote, vel non,eius hæres poteſt ex eius perſona reſtitui,l.vn.C.ſi aduerſus dotẽ.Et ita fiet ex dote inofficioſa tãtùm detractio legitimæ cæterorũ defuncti facta collatione bonorum , & eorũ , quæ ex ſubſtãtia patris ad alios peruenerũt,d.auth.vnde ſi parens,auth.ex teſtamẽt.C. de

collat.

coll.adeò vt qui aliunde è bonis paternis quid æquipollens legitimæ habuerint vt donationē ante nuptias,remouentur à querela:aut tandē eſt ſicut dos conſtituenda, l.quoniã nouella,C.de inoffic.teſtam.[27] *Non quand le pere leur legue de ſes biens,ou les inſtituë ſes heritiers*,l.ſi libertus patrono,ff de oper.libert. *Lequel par ce moyẽ rappelle ſes enfans,& renonce tacitement à ladite quittance*,l.fin.C.de pact.[28] Pacto, nec conſuetudine,ex præſumpta,nec expreſſa cæterorũ bonorũ,vel paternæ ſucceſſionis renũciatione. Andreas de Iſernia lib.3.Conſt.Neapol.§.in aliquib. num.4.ex d.l.quoniã nouella,C.de inoffic.teſtam.vbi dote conſumpta. Iterũ eam fratres dotare non tenentur ex bonis paternis,niſi *paragiũ*, quod ipſe vocat, nempe portionē legitimã maternorũ.[29] Matth. de afflict. deciſ. 158. conſiliat huiuſmodi conſuetudinē cum decreto Senatus:filiã dotatam, & nuptam à patre ſibi contingentem portionē de bonis paternis habiſſe affirmans, vnde ſit ab eius ſucceſſione penitus remouēda, licèt teſtamento præterita,d.l.quoniam nouel.& penè exhæredata, cùm ſit aliunde remunerata,vt diximus,[30] *pour ne venir contre le teſtament*, adhibito iuramento, quod magis vrget.vt tũc habeatur ratio diſpẽſationis.l.adigere,§ quãuis in gl.fin. ff.de iur.patron.ſicut pactũ de non petendo,quo reus eſt abſoluendus,c quãuis,e. de pact.vel tranſactionē,quæ int.patr.& fil.ex pact. de non petendo,& non mouēda inofficioſi querela non impedit quin filius poſt eius interitũ,qui non agnouit eius iudiciũ illud impugnet:niſi poſtea cũ hæredib. paternis trãſegerit, & cũ illis apertiſſimè vltimũ patris elogiũ agnouerit,l.ſi quãdo,§.1.C.de inof.teſt.[31] *Et nõ ſeulement les femmes,& moindres, mais auſſi les majeurs ſont reſtituez en entier des leſions enormes*,l.2.C. de reſcind. vend.*nonobſtãt toutes renonciatiõs par eux faictes,& donations de la plus valuë,deſquelles ſont par meſme moyen releuez ſelon le commun vſage*. Rebuff in tract. de reſciſ.contr.art.vn.n.20. *Arreſt du Parlement de Paris du 9.Iuin 1563.cité par Charõdas ch.76.du 9.liu.de ſes Reſ. Maynard ch. 60. du 3.liu. de ſes queſt. pourueu qu'ils viennent dans dix ans à conter du iour du contract. Ordon. du Roy Loys XII 1510. & de la maiorité d'vn hõme,ou femme qui a cõtracté en ſa minorité iuſqu'à l'an 35.de ſon aage,paſſé lequel n'y eſt plus receu,s'il n'a preſenté ſes lettres auant les 35.ans actõplis,Ord.du Roy François I.1539. communels,non vtiles*:vt in l.denique,ff.de minor.l.fin. C.de tẽpor.in integ.reſt.Clem. vn.de in integ.reſt.min.*Bourdin en ſa paraphraſe. Ni voire apres la 35. ãnee de ſon aage vne femme n'eſt receuë à demãder le relief de la renonciation par elle faicte de ſucceſſion,ſous pretexte de crainte maritale:arreſt general de l'auant-veille de Noel donné au Parlement de Paris l'an 1570.cité par Charondas ch.45 du 2.liu de ſes Reſp.autres és ch.69.& 78.du 6.liu. des meſmes Reſp.*[32] l. quæ nuper,l.quoniã prioribus.C.de inoffic. teſt.l.1.ff. ad leg. Falcid.l.2 l.in imponenda,l.error facti,l.quanquã,l.licet,l à coheredib.cum ſeq.auth. Sed cũ teſtator C.cod.l.nam quod,§.qui compulſus,ff.ad Trebell.l.1.auth. contra, C.cod.[33] Et eſt filia,quæ patri conſentit,in dote capta in integrũ reſtituenda.l.denique, § ergo etiã,ff.de minorib.Cuius dos eſt proprium,vel quaſi patrimonium. ibid gloſ.in verb.patrimonium, vice legitimæ,l.quoniã nouella,C.de inoffic.teſt.[34] l. ſi libertus patrono,ff.de oper.libert.l.parẽtib.C.de inoffic.teſt.Poſt cuius vltimũ elogiũ,qui eius agnouit iudicium,non poteſt vti querela,d.l parentib.[35] *Arreſt du mois d'Aouſt 1581.*[36] Iaſon in l. ſtipulatio hoc modo concepta,ff de verbor. obligatione Bald. & Caſtrenſ.in l. 1. C.de legit hered.ibique gloſ.in verb.modo accidit Decius conſil. 25. *Arreſt de Solegere contre Puiol du mois de Feburier 1580. de Fœuille contre Faille du mois de Mars ſuiuant.* Capella Tholoſana deciſione 457. Decius conſil. 688. *non ſeulement en cas de quittance, mais auſſi où le ſtatut a lieu.* Decius conſil. *688. quoy qu'au Parlement de Paris ſe ſoit iugé le contraire par arreſt de l'an*

37 *1568.1569. citez par Charondas au chap. 8. du 5. liu. de ſes reſp.* [37] Guido Papæ quæſt. 218. *Arreſt donné au rapport de Meſſieur Donjac au procez des Meſſues: & dudit Maynard au procez d'Abraham contre Prades de Narbonne recueillis par iceluy Maynard au ch. 22. du*
38 *384. liu. de ſes queſt.* [38] *De tant que ladicte renonciation ne ſe peut eſtendre à vn cas ſi funeſte & inopiné. Maynard au meſme chap. Car autrement la fille qui ſeroit ſuffiſamment & legitimement dotee ne pourroit venir contre ſa quittance: ains le ſurplus des biens paternels ſeroyent à diuiſer entre les heritiers du pere par portions hereditaires auec le rapport de ce qui en auroit eſté pris, comme fuſt iugé au procez de Dame Paule de Viguier vefue à feu Maiſtre Pierre de Maynaguet, quand viuoit, threſaurier de France, contre Simon de Maynaguet*
39 *nepueu dudit feu Pierre du 26. Iuillet 1580.* [39] l. hac edictali, C. de ſecund. nupt. Nouell. 22. c. 22. & 23. *Ord. du Roy François II. donnee à Fontainebleau au mois de Iuillet 1560. Et ladicte ordonnance a eſté obſeruee tant pour les maris, que pour les femmes par arreſts du Parlement de Paris 1577.1578. du 16. prononcé en robes rouges par le Sieur de Bellie-*
40 *ure: autre arreſt ſolemnel du 22. May.* [40] *Auſquels enfans appartiennent entierement en ce cas tous les gains, liberalitez, legats, & autres choſes prouennes de leur ſubſtance paternelle,* l. 3. auth. in donationib. C. de ſecund. nupt. *nonobſtant les couſtumes à ce contraires, leſquelles pour ce regard demeurent abrogees par arreſt du 16. Decembre 1578. cité par Charondas au chap. 87. du 2. liure de ſes Reſp. Ord. de Blois au corps du droict François liu. 5. tit. 3. Loy 2. & l. vn. C. de mulierib. quæ ſe propr.*
41 *ſeru. iunxerunt.* [41] *Maynard chapitre 22. du 4. liu. de ſes queſtions.*

BIENS

BIENS AFFECTS AVX FEMMES.

TITRE II. COVSTVME.

Le Viguier, ou Capitouls cognoiſſent par concurrence des aſſignations des femmes ſur les biens de leurs maris vinants, pour leur dot, augment, nourriture, & entretenement, eux appellez, s'ils ſont à la ville ou Dioceſe de Tholoſe, non autrement.

CHAPITRE.

PVIS l'vnion du Conté de Tholoſe à la Couronne de France: [1] la charge du Viguier, iadis concurrant en iuriſdiction auec les Capitouls [2] a eſté reduite en office de iudicature Royale, pour cognoiſtre des cauſes ciuiles & criminelles de la ville, & viguerie de Tholoſe en premiere inſtance. [3] Et puis le regne du Roy Charles IX. des ciuiles priuatiuement auſdicts Capitouls, [4] par concurrence des criminelles, les Capitouls demeurans entierement ſaiſis des affaires de la police dans la ville, & gardiages, [5] non à la viguerie: laquelle eſt de la ſeule cognoiſſance & iuriſdiction du Viguier, [6] és mains duquel tant les Conſuls des villages d'iceſſe, que Capitouls, ont accouſtumé preſter ſerment à l'exercice de leur charge: & reſſortiſſent les appels des Capitouls immediatement en la Cour à la grand chambre en faict de police, ſi l'vn deſdicts Capitouls n'eſt en partie pour ſes propres affaires. Auquel cas on ſe peut retirer au Seneſchal, comme des cauſes ciuiles intentees deuãt ledict Viguier: [8] auquel, non aux Capitouls, appartient la cognoiſſance des aliments, & choſes neceſſaires pour la nourriture & entretenement des femmes delaiſſees de leurs maris, [9] ou eux venants en pauureté, [10] enſemble des opp ſitiõs ez ventes, & ſaiſies de leurs biẽs faites de ſon authorité à la requeſte des creanciers du mari: auſquels,

& à ceux du beaupere,ou autres aſcendãts,qui ont receu la dot,iaçoit que premiers en hypotheque,la femme eſt preferee [11] à meſme rang que le fiſc,l'Egliſe,le moindre,& la Republique : [12] & poſterieure à la finance d'vn eſtat patrimonial, notamment ſur le meſme eſtat, [13] & frais neceſſaires expoſez à la conſeruation de la choſe, [14] voire du fonds dotal, ou de la dot meſmes : [15] & autres cas, pour leſquels la dot, ou partie d'icelle remployé du mutuel conſentement des mariez, ou l'vn d'iceux,ne peut eſtre repetee: [16] non pour l'augment, que puis le temps de ſon hypotheque, à conter du iour du contract : [17] & a pour icelle droict de retention des biens qu'elle tient,& poſſede comme ſiens, ou quaſi ſiens, [18] & d'agir en l'ypothecaire, ſans venir à la perſonnelle, ni faire diſcution ſur les biens non alienez,contre le tiers poſſeſſeur, acquereur, ou detempteur du fonds dotal, ou quaſi dotal, à elle taiſiblement par expres, ou generalement obligé. [19] Et pendant l'inſtance demander prouiſion pour la pourſuite d'icelle, & penſion ſur les biens obligez pour les aliments d'elle, & de ſes enfans procreés dudict mariage, iuſqu'à ce qu'elle ſoit reintegree de la dot, & augment, ſaiſie de fonds reuenant & commode, ou autrement pourueu à ſon aſſeurance & aliment, [20] ſans attendre les derniers ſouſpirs ; [21] *nam ſerò medicina paratur.* Meſmes quand les biens conſiſtent en cabal,ou meubles,& la conſtitution eſt faite en argent,eſpeces,ou choſes qui conſiſtent en poids,nombre,& meſure : [22] ains preuenir le ranger des infortunes [23] és mauuaiſes meſnageres, [24] ou forfaiture commiſe par le mari [25] preſent, [26] abſent, [27] ou fuitif, [28] priſonnier, [29] captif, [30] ou cõdamné en groſſes amendes, [31] ou peines afflictiues, auec confiſcation de biens, [32] ou iceux mis en diſtribution : [33] deſquels audict cas le fiſc eſt tenu ſatisfaire les creanciers, entre leſquels la femme tient le premier rang : [34] à laquelle,& à ſes enfans la Cour a auſſi accouſtumé adiuger la troiſieſme des biens confiſquez du mari condamné, quitte de toutes charges, eſquelles elle n'eſt tenue contribuer pour ladicte troiſieſme. [35] A quoy ſont auſſi obligez tous les biens hypothequez pour la dot en cas de reſtitution ſans aucune reſeruation : quand meſmes le tenantier d'icelle n'y ſeroit contrainct outre ſon pouuoir, comme le mari, [36] qui n'eſt tenu ſe deſpoüiller par le droict Romain de tous ſes moyens, & ceder ſes debtes actifs, s'il n'a d'autres biens, n'induſtrie : [37] auquel cas ceſſe la raiſon du priuilege en ſes extremitez, eſquelles ne ſe pouuant de rien preualoir, [38] la femme ſeule agit contre le fiſc, ou les creanciers auec plus grãd faueur, & prerogatiue, qu'elle ne feroit contre ſon beaupere, ou ſondit mari. [39] Les biens duquel, ni de ſes aſcendants, quoy que ſu-

jects

iects à ſubſtitution, ou fidecommis, demeurent auſſi obligez pour la dot, augment, & legs à elle faicts: [40] ſans toutesfois les eſtendre, ni computer eſgalement auec la dot, dont les cauſes ſont ſeparees. [41] Ou au contraire le mari ne peut contraindre le pere de ſa femme ni ſes aſcendants au payement de la dot par vn d'eux conſtituee, outre ſon pouuoir, que faicte detraction des debtes precedents à ladicte conſtitution: [42] pour laquelle ne peut agir contre les creanciers premiers en hypotheque, comme feroit la femme pour la conſeruation, ou repetition de la dot payee contre les creanciers du mari. [43] Et quand meſmes la femme auroit conſtitué en dot tous chacuns ſes biens, le mari pourtant n'y peut pretendre, *niſi quod ſupererit deducto ære alieno, & impenſis deducendis in rebus dotalibus factis.* [44] Ni ne ſe peut faire la ſupputation de la legitime, & deſpartement des biens du pere conſtituant pour la repletion du ſupplement demandé par la fille, ſelon la valeur des biens qu'il poſſedoit lors de ſon decez, qu'en deduiſant les debtes paſſifs, [45] & conferant, ou rapportant la dot & choſes à elles donnees, ou leguees par le pere. [46] Et le fonds dotal eſtant euincé, le mari à ſon ſon recours ſur les autres biens du conſtituant, [47] s'il ne l'a perdu à ſa faute. [48] Auquel cas, ou s'il n'a eſté ruiné, & deterioré par ſes ennemis, [49] l'hypotheque de la femme en demeure ſur les autres biens de ſondict mari, enſemble s'il a differé la reception de la dot, pour en retirer les intereſts: & cependant le conſtituant eſt deuenu inſoluable: [50] ou en quelle autre maniere que ce ſoit ne tient qu'au mari, qu'il n'en ſoit du tout ou en partie payé, [51] ſauf ſon recours contre les dotants, ou leurs ſucceſſeurs, & autres ayants cauſe d'eux, en cas de repetition: leſquels luy, ou ſes hoirs peuuent appeller en aſſiſtance de cauſe, & relief d'indemnité pour ce qui leur reſte payer auec les intereſts. [52] Comme auſſi le pere de la femme, qui reprend la dot des mains du mari, & luy legue pareille ſomme: luy, ni ſes hoirs ne ſont tenus d'autre choſe que du legat enuers ſa fille, computé en ce cas auec la dot, ſi elle monte autant que la legitime. [53] D'où on peut inferer que la femme dotee, & mariee doit eſtre ſubſtantee, & alimentee aux deſpends du mari, ſelon la qualité & portee de ſes moyens: en defaut d'iceux, des fruicts & reuenus de ſa dot. [54] Pour la conſeruation & repetition de laquelle, tant les loix Françoiſes que Romaines fauoriſent les femmes de pluſieurs priuileges, & prerogatiues ſur les biens des maris, ou leurs aſcendants

dants, non ſur le patrimoine des dotants, & conſtituants: auquel on ſuit l'ordre commun des hypotheques és actions intentees, & demãdes tant de la femme, que du beau pere, ou du mari de la dot non contee, le terme à payer eſcheu: [55] ſans toucher les formalitez des preparatoires. Leſquelles, ores ſoyons en pays de droict eſcrit, ne s'obſeruent ſelon le droict Romain, ni la Couſtume: ains procede de l'vs & ſtil des Cours, partie pris du droict Canon, partie des reglements cõtenus és patentes, edicts, & ordõnances de nos Roys ſur le faict de la Iuſtice, & abbreuiations des procez, [56] contenants les formes des exploits, qui ſe font en perſonne, ou à domicile, auec bail, ou affiſtion de copie, parlants aux domeſtiques, ou plus proches voiſins, s'ils ne ſont trouuez en perſonne, ni en leur domicile. [57] Et contre ceux qui ſont puis longs temps abſents, ou fuitifs, on procede és defauts par exploits de diligence, & perquiſition qu'on fait les trouuer és lieux où ſe ſouloyent tenir la derniere fois auant leur deſpart, s'ils n'ont point de domicile, pour la validité des actes. [58] Et pour euiter la perte & ruyne de leurs biens on les ſaiſit, & met par inuentaire, auec eſtabliſſement de ſequeſtre pour le regime & gouuernement d'authorité de Iuſtice: [59] ſi leurs fẽmes ne s'en veulent elles meſmes charger. [60] Sur leſquels elles demandent penſion, ou prouiſion d'aliments, ſi elles n'aiment mieux repeter la dot, & ce qu'elles y ont apporté: [61] ou en requerir la diuiſion, s'ils ſont en communauté deuant le Iuge, auquel la cognoiſſance en appartient, ſoit au Seneſchal, ou Viguier, ſuiuant les reglements portez par l'edit de Cremieu, declarations ſur ce faictes par autres edicts, patentes & arreſts de la Cour, où on s'arreſte tant pour la Iuriſdiction que formalité, leſquelles ne deſpendent maintenant de la volonté du peuple: ains de l'authorité Royale, ſeule fondee en toute Iuſtice par tout ſon Royaume, où le Roy ne recognoit aucun ſuperieur en la temporalité, ni ne cede, ains deroge aux couſtumes locales, prouinciales, & generales, en ce qui repugne à ſa ſuperiorité, ſous la lumiere de laquelle s'effacent les ombrages des loix, & couſtumes eſtrangeres.

NOTÆ.

1 *On toutesfois incorporé ni confus auec le Royaume, ſinon acquis au Roy ſans acceſſion à titre de donation, comme choſe ſeparee. Maynard chap. 57. du 4. liu. de ſes* 2 *queſt.* - *Comme ſe void par ceſte Couſtume, & autres cy apres mentionnees, leſquelles furent auſſi l'an 1283. confirmees par Philippe Lebel Roy de France & de Nauarre, & enregiſtrees tant par le Viguier, que Capitouls, & remiſes ez archifs de l'Hoſtel de ville, &* 3 *Chaſteau Narbonnois, pour y auoir recours, quand ſeroit fait aucun doute ſur icelles.* 3 *Es creations,*

creations,& reglements des Iuriſdictions ordinaires, modernes, & ſubalternes par Edict du Roy François I. donné à Cremieu le 19. Iuin 1539. inſeré au corps du droict François liu. 1. tit. 21. loy 14. Henry II. 1559. [4] Ordon. de Moulins 1566. du mois de Feurier art. 71. par laquelle 4
la cognoiſſance des cauſes ciuiles fuſt oſtee aux Capitouls, & attribuee aux Iuges ordinaires, nonobſtant tous priuileges, vſances, & preſcriptions. [5] Quoy qu'à l'article 20 de l'Edict de 5
Cremieu, & Henry II. 1559. art. 5. la cognoiſſance en ſoit donnee és Preuoſts en premiere inſtance, & par appel aux Seneſchaux: de tant qu'en iceux eſt faicte reſeruation des priuileges, & ſtatuts à ce contraires pour les Maires, Eſcheuins & Capitouls: & ainſi a eſté iugé par le Maire de Sainct Quintin par arreſt de Parlement de Paris le 25. Nouembre 1563. [6] ainſi 6
iugé, appointé, & ordonné par Monſieur maiſtre Deloupes Iuge criminel en la Seneſchauſſee de Tholoſe, tenant l'audience le 22. Octobre 1610. en la cauſe d'appel releué par Iean & Martin Bacquiez freres du lieu de Florens (qui eſt en la viguerie hors le gardiage) du decret contre eux taxé d'authorité des Capitouls dudict Tholoſe, requerants le renuoy deuant le Viguier par incompetance d'authorité, duquel ils auoyent auſſi fait informer & decreter au contraire. quoy que poſterieurement contre Anthoine Leſens, & Iean Ialama habitãs dudit lieu, du decret, duquel ledict Leſens, qui s'eſtoit retiré deuant les Capitouls, eſtoit auſſi appellant deuant ledict Seneſchal: dont la cauſe, & parties ont eſté renuoyees deuant ledict Viguier auec cognoiſſance de tous deſpens. Par ordonnance duquel du 30. Octobre enſuyuant, les parties ont eſté appointees en leurs faits contraires: & pour le tranſport de Iuriſdiction, ledit Leſens condamné à cent ſols d'amende, à quoy il a incontinent acquieſcé, & icelle payee. Arreſt du 26. Ianuier 1525. 14. Iuillet 1526. 27. Iuillet 1523. Patentes du Roy François I. du 24. Mars 1530. Arreſt du 27. Feurier 1542. du 14. Feurier 1550 Dans le gardiage n'y a nul Conſulat és terroirs & villages qui ſont en iceluy, comme eſtants des deſpenſes de la ville, ſous la charge des Capitouls, leſquels portent annuellement en pompe auec leurs robes capitulaires, aſſiſtés de huict bourgeois, la nomination des nouueaux par eux faicte és mains du Viguier ſeant en ſon ſiege, qui, le ſoir enſuiuant l'apporte au Siege du Seneſchal, où ſe fait l'election: & ce fait, les nouueaux eſleus ſont appellés à l'Hoſtel de ville, d'où le lendemain, les vieux veſtus comme deſſus de leurs robes conſulaires les conduiſent en pompe, portants chacun vn chapperon noir ſur l'eſpaule, auec habits ordinaires preſter le ſerment és mains & ſiege dudict Viguier, ores l'election ſoit refaicte par la Cour, ſuyuant l'ancienne couſtume de tout temps obſeruee: laquelle ne reçoit elle meſme le ſerment que de ceux, qui par la Cour meſme ſont eſleus ou ſubrogez au lieu des decedez pendant l'annee de leur adminiſtration, ou deſtituez cauſant la neceſſité du temps par forfaicture, ou autrement, ſoit à la nomination des autres Capitouls adminiſtrants, ou du propre mouuement de la Cour: comme aduint l'an 1595. au mois d'Auril, que la Cour à cauſe des eſmotions populaires changea les Capitouls de la Daurade, Sainct Eſtienne, & Pöt-vieux: & ſubrogea à leur place Guillaume Caulet, Sieur de la Balme, Maiſtre Anthoine Dardene, Docteur, & François André, marchand, leſquels preſterent le ſerment à la meſme Cour. Et aduenu la feſte Saincte Catherine 25. Nouembre en la meſme annee 1595. leſdicts Caulet, Dardene, & André furent continuez pour l'annee enſuyuant, finiſſant l'an 1596. par arreſt de la Cour en fuſt procedé à nouuelle election des autres cinq Capitouls ſelon l'ancienne couſtume: leſquels auec les trois ſuſdicts que la Cour auoit continuez preſterent en abſence du Viguier le ſerment és mains de ſon Lieutenant principal. Par arreſt du 27. Nouembre 1598. pour les patentes nullitez faictes à l'election des Capitouls la Cour l'auroit caſſee, & ordonné que pour l'annee enſuiuant ſeroyent Capitouls de la Daurade, Guillaume de Sainct Germain bourgeois de Sainct Eſtienne, Maiſtre Iaques de Puimiſſon, Docteur, coriphee des Aduocats Tholoſains: du Pont-vieux, Anthoine Gante, bourgeois: de la Pierre, Maiſtre Thomas Fer-

caud, Docteur de la Dalbade, Anthoine Pournarede, marchand de Sainct Pierre de Couſmes, M. Albert Dupuy, Docteur de Sainct Barthelemy, M. Michel de Cheuerri, Sieur de la Reule, Docteur: & de Sainct Seruin, Iaques Puget, bourgeois. Commis au Viguier pour leur donner le ſerment, comme il auroit faict, ſelon la couſtume. Le 26. Nouembre 1599. le Seneſchal ayant procedé à nouuelle election de Capitouls ſans l'aſſiſtance du Viguier: par arreſt du 27. dudict mois ladicte election a eſté caſſee: & pour certaines cauſes & conſiderations la Cour crea les Capitouls, qui s'enſuyuent: Iean Maleprade, bourgeois, M. Hector Potier, Docteur, Thomas Barraſſi, bourgeois, Anthoine Helie, marchand, Maiſtre François du Four, Docteur, Gabriel Delafont, Eſcuyer, Pierre Derahou, Docteur, & Anthoine de Nohauld, bourgeois: à la charge de preſter le ſerment accouſtumé és mains du Viguier de Tholoſe. Et les arreſts portants reglement entre le Seneſchal, & Viguier ſeroyent gardez & obſeruez. Par autre arreſt du 27. Nouembre 1607. la nomination & election des Capitouls fuſt auſſi caſſee & annullee: & creez Capitouls de la Daurade Maleprade, bourgeois, de S. Eſtienne, Barthelemy, Docteur: du Pont-vieux Bauteuille: de la Pierre Cauallé, marchand de la Dalbade Recodere, Docteur, de S. Pierre de Conſines Colomiez: de S. Barthelemy Gaubert, Procureur: & de Sainct Sernin, l'Epinaſſe, Docteur: à la charge de preſter le ſerment és mains du Viguier, comme ils ont faict. La nomination des Conſuls nouueaux de la Viguerie ſe fait auſſi annuellement par les anciens, auant ſortir de charge: l'election par pluralité de voix des habitans, ou de la plus ſaine partie du mandement, ou en preſence dudict Viguier, és mains duquel les Conſuls nouueaux preſtent auſſi le ſerment, comme Iuge ordinaire en la Iuriſdiction Royalle de la ville, & Viguerie de Tholoſe: ſauf du temporel de l'Egliſe, places & Seigneuries tenues auec la Iuſtice par les villages & communautez, & autres perſonnes priuees qui la tiennent par engagement, à titre de Seigneurie, ou autrement de ſa Majeſté conioinctement, ou ſeparement auec la Seigneurie feodale: leſquels ſe conſtituent de Iuges & Officiers, & les deſtituent ſans cauſe, quand bon leur ſemble, s'ils ne les ont conſtituez pour cauſe remuneratoire, comme ſera dit en ſon lieu. Dont la Iuriſdiction Royalle en demeure autant enneruee, exercee par le Viguier en ladicte Viguerie, de laquelle les deux tiers des Conſulats ſont hors la main du Roy, & la Iuriſdiction exercee par Iuges de Seigneurs inſticiers. Et ont les Conſuls de la Viguerie eſté creez, & preſté le ſerment, enſemble les Capitouls de Tholoſe au ſiege du Seneſchal puis la ſuppreſſion du Viguier de l'an mil cinq cents ſoixante deux iuſqu'à ce qui fuſt reſtably. Et ne ſont exclus les Capitouls tant ſeulement de la police de la Viguerie, mais auſſi de la Iuriſdiction criminelle: & entierement de la ciuile, tant à la Viguerie que ville en gardiage, ou toutes-fois exercent par concours auec le Viguier la iuſtice criminelle, quoy que la Cour attribue aux Capitouls la recerche de nuict, & au Viguier celle du iour. Et appartient au Viguier toute la rigueur de la ville, & Viguerie priuatiuement à tous autres. Et n'y doit auoir à meſme ville que deux degrez de Iuriſdiction. Ord. d'Orleans art. 5. Arreſts du 26. Ianuier 1525. 14. Iuillet 1526. patentes du Roy François I. 24. Mars 1530. Arreſt du 26. May 1558. Arreſt du 10. Decembre 1566. donné ſur la publication des patẽtes du Roy Charles IX. donnees à Paris le 1. Aouſt portant ledit arreſt eſtre de tout temps obſerué, comme toutes les declarations qui ſont interiettees des Capitouls reſſortiſſent immediatement en la Cour, non ailleurs. Arreſt du 9 Mars 1577. Neantmoins par arreſt du 28. Iuin 1610. donné au rapport de Mr. Papus à la Tournelle, confirmatif de la ſentence des Capitouls, de laquelle auoit eſté appellé en la Cour furent pendus, & eſtranglez François Icari, & Iean Baccareſſe garçons tailleurs deuant la maiſon de Dupuy Procureur en ladicte Cour, lors Capitoul, pour auoir deſrobé de nuict en icelle certaine ſomme d'argent, la plus part de laquelle auoit eſté re-

couuerte

couuerte, neantmoins deſtinee à l'œuure de l'Egliſe Sainct Eſtienne bruslee. [9] *Les Capitouls* [9]
ne cognoiſſent des cauſes ciuiles ciuilement intentees ſinon de choſes de peu ou en conſe-
quence de la police, ou des criminautez és cauſes criminellement deuant eux par preuention
intentees en la ville & gardiage, non hors le gardiage en la viguerie, où ne s'eſtend leur Iuriſ-
diction. l.pupilli §.territorium, ff.de verb.& rer.ſignif.l.fin ff.de Iud.ſd.om.Iud.l.fi. ff.de offic.præf.vrb.l.cum vnus, §.is qui, ff.de bon.auth.iud poſſid. Benedict in c. Raynutius, in verb.& vxorem, nomine Adelaſiã, num 577. Vbi criminalis erat cõcurſus Iuriſdictionis in communi territorio, exceptis perſonis priuilegiatis, quæ tunc erant vicariæ duntaxat Iuriſdictionis, de quib.ibid.nu. 578. Si miſta ſit actio vtraque licet experiri, nec vna aliam conſumit, l.vn.C.quand ciuil.act.cri.præiud. [10] l.vbi adhuc, C de iur.dot.l.ſi conſtante in princ.ff.ſolut.matr. [11] l.in rebus dotalibus §.volumus, l.aſſiduis, C.qui potior.Nou.109.c.1. *Bacquet 5.traicté des droicts de iuſtice ch. 21. nomb. 86.* [12] *voire au gend'arme.* Cuius pecunia licet non ſuo nomine [10] [11] [12]
res empta ſine expreſſione hypothecæ, ſicut pupill. habet ius in re, & anterioribus præfertur creditoribus, l.ſi vt proponis, C. de rei vend.l.pen.C. de ſeru.pign. dat. manum.l.idemq; ff.qui pot.Et paria ſunt priuilegia dotis & fiſci, l 2. vbiq; gl. in verb.ceſſat, C.de priuil.fiſc.Eccleſ.c. 1.c.conqueſtus, c.ſalubriter, & ibi gl. e.de vſur. Decius ex Roman.& notatis in l.in ambiguis, num.1 ff de regul.iur. minorũ. d.l.ſi vt proponis, C.de rei vend.Illæſa enim ſeruatur Eccleſia iure minorum c. 1. & 3.e.de in integ reſtit.c. ad aures, & ſeq. de reb. Eccleſ. non alien. Reipubl. leg. dotis, C. de iur. dot. Quæ ſicut res dotalis Eccleſiæ minorum alienari non poſſunt, l.ſi marito, l.dotale prædium accipere, §. dotale prædium, ff. de fund. dotal. cap.nulli, & ſeq.e.de reb.Eccleſ.alien.leg.2.3.4.& tot.tit. Cod. de præd & aliis rebus minorum. Et tunc priuilegio pares, priores tempore ſunt iure potiores, leg. 4.C. qui potior.Reó que fauetur potiùs quàm actori, c.fin.e.de ſenten.& re iudic. c.ex literis e.de præbend.Necnon prior intelligitur is, cuius contractui dies, vel hora diei exprimitur, licèt in vtroque exprimatur menſis, & annus: nã & priorib. horæ attenditur, l.ſi ex plurib.§.fi.verſ.die, ff. de ſol.Baldus in l.de reb.C. de donat. ant.nupt.Ibique Bald.& Cynus.Et niſi temporis prioritatem quis præciſè probauerit, vt in l.matrem, C. de probat.reo poſſidenti fauendũ eſt potiùs quàm actori. Alciat.in tractat.præſumptionum, Reg.3.præſump.43.in fi.non quidem in omnibus nam in quibus fiſcus non eſt priuilegiatus, iure communi vtitur, l.1.C. de pet.hær. l.quod placuit ibique gl.in verb.ius commune, ff.de iur.fiſc. [13] Nouel.97.c.4.auth. [13]
quo iure, C.qui potior, l.ſuper hypothecis. Ibid.Bald.auth.quod obtinet, C.de pig. Nouel.53.c.5.*Charond.ch.7.du 9.liu.de ſes Reſp. Arreſt du 21.Iuillet 1593. Mayn.ch.50.du 2.liu.de ſes queſt.* Militia empta ex pecunia creditoris pro ſe, liberis, & cognatis, niſi contrarium probetur, eſt creditori obligata: ſi pro extraneis, non præſumitur ex pecunia creditoris. Ex Sal.in d.l.ſuper hypothecis, nẽpe ſi ad hoc creditor mutuauerit pecuniam, vt militia emeretur: alioquin filij, aut vxor defuncti omnibus præponentur, d.auth.quod attinet, C.de pignor.auth.quo iure, C. qui potior.nouell. 97.c.4. [14] d.auth.quo iure. Mulier autem præfertur creditoribus, quorum pecunia [14]
res empta, vel refecta eſt qui habet in re tacitam hypothecam, ad cuius conſtitutionem, & conſeruationem mutuo pecuniam dederit.l.1 ff. in quib.cauſis pign.vel hypoth tacit.contr.Et cæteris præfertur creditoribus, l.interdum, & ſeq.ff.qui pot. in pig.hab.non quidem ex cuius tantùm pecunia res empta eſt, niſi ſpecialiter, vel generaliter fuerit obligata: & huiuſmodi pecunia in cauſam pignoris deducta, l.

quamuis ea pecunia, C. de pignor. l. procuratoris, §. plan è, ff. de trib. act. l. 1. & penult. C. ſi quis alteri vel ſibi alt. nomin. vel aliena pecun. emerit, l. ſi maritus, C. de diſtr. pignor. l. ſi quis, ff. pro ſoc. l. ſi ex ea, C. de ret vend. niſi ex pecunia pupilli, vel militis comparata ſit, l. penult. C. de ſeru. pign dat. manumiſſ. l. idémque, ff. qui potior, l. ſi vt proponis, C. de rei vendic. Et ita conciliatur d. auth. quo iure, [15] l. 3. 4. & tot. tit ff de impenſ. in reb. dotal. fact. l. & ſi quid, ff. ſol. matr. [16] l. quamuis mulier, l. ſed & ſi, ff. ſol. matr. l. mutus, ff. de iur. dot. *Maynard ch. 21. nomb. 10. du 3 liu. de ſes queſt.* [17] *Arreſt du 13. Septembre 1586. Maynard ch. 26. du liu. 3. ch. 56. du 4. de ſes queſt.* [18] tanquam propria, vel quaſi propria: vt res in dotem datæ, vel ex dote comparatæ, quæ ſunt quaſi dotales, l. ſi cum dotem, §. fin. ff ſol. matr. *Et comme tels la femme les peut retenir. Maynard ch 22. du 3. liur. de ſes queſt.* [19] l. æſtimatis, ff ſol. matr. *Et peut non ſeulement la femme, en cas de pauureté, pourſuyure la repetition de la dot: ains auſſi la reuocation des alienations faictes par ſon mary de ſes biens dotaux, quoy que par elle conſenties. Maynard ch. 56. nomb. 3. du 4 liu. de ſes queſt.* [20] *La dot tient lieu d'aliments*, l. Procula, ff. de probat. l. Aurelius, §. Titius, ff. de lib. legit. Quid enim ſi vir furentem vxorem contemnat? vt in l. ſi cum dotem, §. fin autem in ſæuiſſimo, ff. ſol. matr. Vbi à curatore furioſæ, vel cognatis eſt conueniendus, vt medicamenta, alimenta, & neceſſaria ei adhibeat, non tantùm ſecundùm dotis facultates: imò etſi dos nulla eſſet, l. quod ſi nulla ff de relig. & ſumptib. funer. Et donec muliери ſatisfactum eſt, veniunt quæ bi ſi debentur cum vſuris aut fructibus, l. ſi conſtante, §. quoties, ff. ſolut. matr. c. ſalubriter, e. de vſur. de quibus ſuo loco ſub tit. 21. [21] Sed cùm maritus incipit re ſua malè vti, arg. l. Imperatores in fin. ff de appel. & relat. & vergit ad inopiam, l. ſi conſtante in 1 reſp. ff ſol. matr. [22] quæ facilè dilabuntur. Dum tamen tenetur maritus ad quantitatem, reſpectu certæ ſpeciei, ſoluendo ſpeciem liberatur, l. ſi vero, § fin ff. ſol matr. [23] *Sæpe enim, quos fortuna premit, ruitura leuat*, vt ait Seneca in Agamemnone. [24] Quibus maximè commendatur labor, & parſimonia:

> *---labor* enim *omnia vincit*
> *Improbus, & duris ingens in rebus egeſtas.*

vt cum Poëta loquar. Diuitiæ denique grandes ſunt homini viuere parcè, æquo animo: neq; eſt vſquam penuria parui, vt ait Lucretius. Caueat mulier, ne & ipſa ſit perditura dotem, vt in l. ſi cum dotem §. 1. ff. ſol. matr. ne fundis & villis onuſta, ſed honeſtè incedat, vt Senecæ Philoſophi verbis vtar: *Honeſtarum* etiam *mulierum ornamentum eſt pudicitia*, apud Iuſtinum. Quæ domus & familiæ curam habeat ei Platone 5. de Republ. [25] *On peut eſchoir confiſcation de biens, Bacquet ch. 2. des d. oits de Iuſtice, nomb. 6.* Si enim maritus publico iudicio damnetur, parte publicata bonorum, fiſcus eiuſdem creditoribus ſatisfacere tenetur, inter quos vxor quoque eſt. l. ſi maritus, ff. ſol. mat. [26] *à la ville, ou dioceſe de Tholoſe pour l'aſſignation, ſelon le texte de ceſte Couſtume*: vel præſens ſit in iudicio, in quo petitur, leg. abſentem, ff. de verb. & rer. ſignif. *ou trouué en perſonne*, leg. 2. Cod. quomod. & quand. iud. *Et lors ſi l'aſſigné ne comparoit au temps de l'aſſignation eſt cerſé contumax.* l. peremptorium, ff. de iudic. *Ordon. du Roy François I. art. 16. 17. 18. & 19. Ordon. de Roſſillon art. 1.* Si conuentus lateat, cauſa conſeruandæ dotis, interdum poterit vxor mitti in poſſeſſionem, ſi non ſit locus ſequeſtrationi. Nouel. 53. c. 4. [27] Si ſemel in iudicium venerit, ſufficit vt denuncietur domi. l. & poſt, ff de iudic. & cùm mora periculoſa eſt, ſufficit principio libellum vocationis in domum inferre, cap. cauſam, e. de dol. leg 4. §. abeſſe,

abeſſe,ff.de dam.infect.quocunque modo vir abſit,vt notat Alciatus in d.l.abſentem,ff de verb.& rer.ſignif.[28] *Par arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du 8. Iuin 1590.* [28]
ores les creanciers du mari abſent, & fuitif pour ſes debtes, contre lequel la femme auoit obtenu ſentence de ſeparation de biens, euſſent long temps au parauant fait ſaiſir pluſieurs debtes actifs d'iceluy mari, ſur leſquels, comme premiers en execution, demandoyent eſtre preferez, ou du moins receus en contribution. Eſt ordonné que la femme ſeroit premiere payee tant de la dot que augment,la diligence & contribution n'eſtant conſiderable qu'entre creanciers non priuilegiez.[29] Et tunc ſi eſt in ciuitate, tutiùs eſt eum perſonaliter cõuenire,vt breui res expediatur,præſertim cùm ſit in mora periculum, *auec la formalité de l'Ordonnance du Roy François I.art.22.*[30] Et tunc ſucceſſor eius eſſet conueniendus, ac ſi nõ [29] [30]
eſſet in rebus humanis ex d.Alciato in d.l.abſentem.Ideóque pro abſente non habentur ex eodem Vlpiani reſponſo, niſi qui à latronibus detinentur, quibus ob cauſam iuſtam ſubuenitur, l. ſuccurritur, ff.ex quib.cauſ. maior.& quaſi mortui, captiui,vel deportati mariti bona pro dote & augmẽto retineri,vel poſſideri poſſe videntur ab vxore,arg.l.ſi quis ſic ſtipuletur,ff.ſol.matr. *Maynard ch. 22. nomb. 2. du 3.liu.de ſes queſt.* [31] *Bacquet en ſon traicté des droicts de Iuſtice ch. Des biens vacquants, nomb.87.88.& 89.* [32] *De la condamnation de mort ſuit la confiſcation de biens. Chaſſanee ſur les Couſtumes de Bourgongne ch. 5.nomb.135. du tit. des Iuſtices: voire des Galeres perpetuelles au reſſort du Parlement de Tholoſe.Maynard ch.81.liu.3.de ſes queſt.ſans que ladicte confiſcatiõ preiudicie à la femme:quoy que pour crime de leſe Majeſté cõmis par le mari:*cui ſemper ſalua debet eſſe dos,& augmentum,l. res vxoris,l.quiſquis,§.vxores,ff. ad leg. Iul. Maieſt.l.ſi quis poſthac,C.de bon.proſcript.l.ob culpam maritorum,C ne vx. pro marit. *Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice ch. 17. ſur la Couſtume, Qui confiſque le corps,confiſque les biens,nomb. 84. De meſme le mari ne peut eſtre priué de ſes droicts pour le delict, & confiſcation des biens de ſa femme. Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris pour la niepce de feu Colard du 4. Aouſt 1571. art. 225. de la nouuelle Couſtume de Paris remarqué par ledict Bacquet au meſme ch.nomb.90.* [33] *En pays couſtumier les biens des debteurs,qui ſont inſuffiſans à l'effect du payement de leurs debtes,& conſiſtent en meubles,& offices venaux ſont ſujects à deſconfiture,& contribution au ſol la liure entre les creanciers ſans aucune prerogatiue,meſmes les premiers ſaiſiſſants, & la femme pour la dot. Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice,ch.des biens vacquants,nomb.267.268.269. & 270. Non en pays de droict eſcrit, où la femme eſt preferee tant ſur les meubles,que immeubles. Ledict Bacquet au meſme ch.nom.171. Maynard ch 51.du 2.liu.de ſes queſt. Et ainſi chacũ y eſt indifferemment receu en ſon lieu: ſauf que de l'argent prouenant de la vente des immeubles,ſont premierement payez les frais de Iuſtice,des obſeques,& medicaments expoſez à la derniere maladie du mari defunct auãt la femme,loage de maiſon,& autrement,cõme pourſuit ledict Bacquet.*[33] l.ſi maritus,ff.ſol. matr. l.aſſiduis,C.qui potiores in pign.hab *Maynard ch.51.du 2.liu.de ſes queſt.*[34] *Et ce fait la* [35]
detraction du tiers pour la femme, & enfans du condamné à prendre de tout le blot,les frais de Iuſtice,& amendes adiugees à œuures pies des deux tiers reſtants de l'heritage. Arreſt de l'an 1580.donné à la Tournelle au rapport de Monſieur Saluſte.[36] l.maritus 2.l.ſi maritus,ff.ſol. [36]
matr l.ſunt qui,& l.ſeq.ff de re iud.non deducto [37] alieno [37] d.l.ſi maritus, b.gl.in [37]
verb.mandare.ff.ſol.matr.[38] Nec enim vir à fiſco,vel creditorib. premitur, ſed op- [38]
primitur: *luy emportant tous ſes biens,ou la plus part d'iceux:au moyẽ dequoy l'oppoſition de la femme eſt bien venue,& peut la premiere ſaiſir les meubles,debtes,& immeubles de ſon mari,tant pour ſa dot,que augment,& autres droicts à elle acquis ſur le patrimoine de ſondict mari,par ſes conuentions matrimoniales:& l'appeller en ſeparation de biens,ſoit meubles, ou tab.ã*

a elle appartenants, qu'elle a confus auec ceux de ſondict mari, comme eſt noté par ledict Bac-
39 *quet en ſon traicté des droicts de Iuſtice ch. 21. nom. 287.* 39 Cùm ſit priuilegiũ perſonale
40 ſicut dotis, de quo in l. vn. C. de priu. dot. 40 *arreſt du 30. Apur. 1583. donné entre Eſtienne*
Aufreri de Carruere, Sieur d'Agueuines, & Pierre Belin, bourgeois de Tholoſe, tant à ſon nõ,
que comme pere, & adminiſtrateur de Damoiſelle Iaquete de Belin, veſue à feu Iean Aufreri.
41 *Maynard ch. 18. du 3. liu. de ſes queſt.* 41 *D'où la conference de la dot ne ſe peut auſſi rappor-*
ter qu'à la detraction de la legitime, partage de la ſucceſſion, ou heritage du pere, ou mere
conſtituant. Auth. ex teſtam. C. de Coll. *Et ne pouuant la femme coheritiere de ſon pere*
dotant retirer la dot du viuant du mari, pour la remettre au blot hereditaire: la doit neant-
moins computer, ou moins prendre, l. dotis, C. eod. *ſi le mari eſt ſoluable, non autrement.*
Auth. quod locum eod. l. 1. §. cum dos. ff. eod. *Et peut eſtre imputé à la femme, ſi elle n'a*
retiré la dot de mari viuant à pauureté; lors qu'il commence mal meſnager ſon bien. Nouell.
97. c. 6. d. auth. quod locum, l. in reb. vbi adhuc C de iur. dot quod ei licet, cùm ſui
iuris ſit, & legitimę ætatis, nempe vigintiquinque annorum: alias ſine curatore in
iudicio eſſe non poſſet, l. 2. qui legit. perſ. hab. ſtand. in iudic. vel ſi pater agenti fi-
liæ conſenſerit, aut dos magna fuerit hæreditati conſeruanda, d. auth. quod lo-
cũ C. de Coll. non quidem pro qualitate perſonarum, arg. l. generalis, ff. de iur. dot.
Imò vt inofficioſ. de qua in l. vn. C. de inofficioſ. dot. Et ſi quid legetur certa quan-
titate pro dote, licèt non accepta, vel minore, aut nulla, valet tamen legatum, l.
cũ ſcriptum, ff de dot. præleg. nec eius hæredes, qui dotem à matre vxoris acceper.
& ſtipulanti dotem promiſerat, teſtamento vxori dotem legauit, non tenentur du-
plici præſtatione, niſi vidua eam fuiſſe mentem teſtatoris probauerit, l. qui dotem,
ff. de dot. præleg. Vir tamen vxori legans in dubio non intelligitur legare pro dote,
42 vnde vtrumque conſequitur, l. vn. §. primum, C. de rei vx. act. 42 Qui enim ex do-
natione conuenitur, in quantum facere poteſt, condemnatur deducto ære alieno,
l. maritus, ff. ſol. matr. l. inter eos, § is quoque, ff. de re iudic. *Et a eſté iugé que les cre-*
anciers de la mere, qui auoit donné la moitié des biens à ſon fils, & recogneu la dot à ſa belle-fille
pour l'autre moitié, ſont preferables, ayans ſpeciale, & precedente hypotheque: ſauf à la veſue
ſon recours pour la repetition de la dot, ainſi qu'il appartiendra. Maynard chap. 52. du 2.
liu. de ſes queſt. Nam & ſi donatarius à creditoribus donatoris conueniri non poſ-
ſet, l. cum res, C. de donat. nec maritus à creditoribus mulieris omnia bona in do-
tem conſtituentis: attamen ea capere nequit, niſi deducto ære alieno, l. mulier bo-
43 na, ff. de iur. dot. l. 2. §. illud, ff. de coll bon. l fin. § vbi autem, ff. de bon. quæ lib. 43
44 præf. iurib. 44 d. l. mulier bona, & ſeq & tot. tit. ff. de impenſ. in reb. dotal. fact. 45
45 niſi deducto ære alieno funeris impenſa, & pretio ſeruorum manumiſſorum, l. Pa-
pinianus, § Quarta, ff. de inofficioſ. teſtam. §. cum autem de leg. falcid. inſt. l. 1. §. fin.
ff. eod Mos enim erat antiquis apud Romanos, vt qui ſeruos non habebant, vnũ,
vel plures emerent: qui honoris cauſa funus teſtatoris præcederet. Quo facto ſta-
tim erant ipſo iure manumiſſi, quorum pretium detrahitur ex d. §. quod autem, &
ibi gl. in verb. ſeruorum: dicitúrque æs alienum etiam quod ipſi hæredi debetur
tempore mortis, licèt confuſione ſit factum indebitum, l. qui fundum, ff. ad leg.
Falcid. l. irritum, C. eod. niſi hæres grauetur, vnde Falcidiam ſibi compenſat in de-
bito, l. ſi debitor creditore, ibique Barth. ff eod. *Et frais de l'Inuentaire, inquant, & vente*
des meubles du defunct, qu'on fait apres ſon decez. Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice,
46 *ch. 21. nom. 286.* 46 l. quoniam nouell. C. de inoffic. teſtam. 47 l. mater, ff. de iur. dot. l.
47 1. C. eod. tit. dolóque dantis interpoſito, de dolo actio competit, d. l. 1. l. cum poſt,

§. cum

§. cum res, ff. eod. Etiam vxor ex proprio dolo tenetur, d. §. cum tes. Non tamen famoſa, ſed in factum actione à viro conuenienda, d. l. 1. in fin. ff. de iur. dot. ſicut rerum amotatum, quæ ſurreptæ ſunt, l. diuortij, C. rer. amot. [48] Caſibus expreſſis in c. fin. de empt. & vend. de quibus ſuo loco. [49] l. in iis rebus in [49] [50] princ. ff. ſol. matr. [50] l. ſi extraneus, l. cum in dotem, ff. de iur. dot. [51] vt ſi tit. 1. in [51] [52] c. 1. *Car autrement le mari n'eſt tenu recognoiſtre, ni rendre la dot, qu'il n'a peu reconurer, ni conſeruer, y ayant fait ſes diligences, ſoit qu'elle conſiſte en debte, ou fonds, qui luy eſt tuincé, ores ſoit eſtimé*, l. Mæuia in princ. & §. fundus, ff. ſol matr. Imò ſemper maritus cenſetur in culpa, ſi dos tantùm promiſſa pro ſoluta habeatur, l. vn. §. & vt plenius, C. de rei vxor. act. l. 1 ff de coll. dot. Iaſon in §. fuerat de act. inſtr. l. ſi pater, C. de promiſſ. dot. *Nonobſtant l'Authentique* ſed quæ nihil, C. de pact conu. *laquelle n'eſt maintenant en vſage, comme eſt cy-deuant repreſenté. Maynard ch. 77. du 2. liu. de ſes queſt.* [52] *le ſuſdict ch. 58. du meſme liu.* [53] l. ſi cum dotem, §. ſi pater, l. ſi [53] filiofamilias, ff. ſol. matr. *Si toutesfois le legat eſt inutile, ou la femme ne le peut auoir, ne peut* [53] *eſtre conferé, ni compenſé auec la dot*, l. qui dotem, ff. ſol. matr. [54] Dos enim dicitur viri [54] quoad dominium vxoris quoad ſuſtentationem, l. quamuis, ff. de iur. dot. Et eſt cõſtante matrimonio in viri diſpoſitione, l. ſi conſtante §. ſi maritus, ff. ſol. mat. §. per traditionem de rer. diuiſ. inſtit. Alias non potuiſſet quondam ſeruum dotalem manumittere, l. ſi non proprietatem, C. de his qui à non domin. mulier quodãmodo domina, l. diuortio, § ſi fundus, l. ſi conſtante §. ſi maritus, l. in his reb. ff. ſol. matr. l. in rebus dotalib. C. de iur. dot. ſicut filius retũ paternarum, l. in ſuis, ff. de l. b. & poſth. Et ita vbi eſt dos, debent eſſe onera matrimonij, l. ſi is, ff. de iur. dot. Qua etiam non exiſtente, mulier nimirum à viro alenda eſt, l. quod ſi, ff. de relig. & ſumpt. funer. Et à fortiori, cùm dos ſit penes maritum l. pro oneribus, C. de iur. dot. l. ſi dotale, ff. ſolut. matr. Quæ etiam ſecundùm bonorum dotantis facultatem, & viri dignitatem rectè conſtituitur, l. quæro, & ibi gl. l. cum poſt, §. gener. §. nuptias ff. de iur. dot. arg l. ſi curator, C. de adminiſtr. tut. necnon mulieris, ſi pari nupſerit. Bald. in l. 3. C. de dot. promiſſ. Vxores nimirum virorum ſequuntur dignitatem, l. 1. l. fœminæ, l. fin. ff. de Senat. Et ſecundùm eorum qualitatem adeò alendæ ſunt, ſicut dotis ſit conſtitutio ad earum alimoniam, & ſuſtentationem idonea: vel, vt ita dicam, ad dotis menſuram, & viri facultatem, qui non tenetur vltra vires, l. ſi maritus, ibid. gl. in verb. mãdare, ff. ſol. matr. [55] vt creditor, qui prior eſt tẽpore, potior eſt iure, l. 4. C. qui potior. [56] *Carondas à la preface de ſes Pãdectes repreſente les François auoir apris à plaider de la chicane Italienne, & Maynard au ch. 57. du 4. liu. de ſes queſt. Nos formalités des preparatoires & inſtructiues, deſquelles nous vſons eſtre priſes des Ordonnances de nos Rois, concernant la Iuſtice, & abreuiatiõs des procez.* [57] *Ord. du Roy François I.* [58] Nam quæ ſtatuuntur in abſentes, non per contumaciã denunciationibus nequaquam more conuentus rei iudicatæ firmitatẽ non obtinent, l. ea quæ, C. quomod. & quãd. iud. ſent. præſer. deb. præſent. part. vel vna part. abſent. l. de vnoquoque ff. de re iud. l. 1. §. Itẽ cũ ff. quæ ſententia ſiu. appell. rondũ conuentus, l. ad peremptoriũ, ff. de iudic. niſi citatus ægrotaret, arg. l. quæſitũ, ff. de re iud. tunc excuſatur, dicturque verè cõtumax, qui in perſona cõuentus non venit l. 2. C. quom. & quand. Iudex ficte domi citatus, l. 3. eod. Alibi tamẽ vel alio die ſententia lata quam fuerit intimatum erat ipſo iure nulla, l. ſi vt proponis, C. eod. tit. alio quidem loco proferri non debet, nec ante diem: imò poſtea die proximo, ſi pars citata non compareat diei aſſignationis, *parce qu'il en eſt receu pendant la ſurſeance*, fiebatque

quon

quondam peremptorium terna, vel quaterna citatione apud Romanos, l.conſentaneum,l.tres denunciationes. C. quom. & quand. Iud. Vbi nunc ſecunda ſufficit *par Ord. du Roy François I. art. 24. Si neanmoins l'inſtance eſt commencee en preſence des parties peut eſtre continuee en l'abſence de l'vne d'icelles*,l.fin.C. quom.& quand. Iud.*ſauf que pour iuſte abſence on peut eſtre releué,ou excuſé*, l.pen.C.eod. *Et les moindres de deſertiõ,*
59 l.ſi præſes,C. eod. *Par leſquels exploicts de diligence le Iuge eſt certifié de l'abſence du de-*
60*faillant.* [59] cap.1. cap. contingit, e. de dol. & contum. de quib ſuo loco. [60] *parce que la femme a droict de retention pour ſa dot des biens de ſon mari,& demeurer en ſa maiſon iuſques à l'effectuel rembourcement d'icelle. Arreſt donné en Audience le 28. May 1571. pour la femme de Bernardy Procureur diſtributionaire cité par Maynard au ch. 48. du 6. liu. de*
61 *ſes queſt.* [61] *demande penſion,ou aliments pendant qu'elle eſt priuee de la dot pour les fruicts,ou intereſts d'icelle.* Guido Papæ deciſ.296.l.vn §.exactio.C.de rei vxor. act. iuncto cap. ſalubriter, e. de vſur. *Et ſont alternatiues, l'vne excluſiue de l'autre les demandes des aliments,ou de la dot. Maynard ch 2.nomb 4.du 6.liu. de ſes queſt. Ni la dot ne peut eſtre executee ſur le mari pendant le mariage,quelle authorité qu'elle y aye preſtee. Maynard ch. 82. du 7.*
62 *liu.de ſes queſt.* [62] *Communauté couſtumiere entre mariés au pays de France,non en Tholoſe,ſi elle n'eſt par expres conuenue, & entre eux accordee, appellee par ledict Maynard affrairement au chap. 72. du 2. liu. de ſes queſt. lequel il approuue tout dol & fraude ceſſant, à la charge que le mari ne paſſe par deſſus leurs conuentions.*

EMAN

EMANCIPATIONS
TITRE III.

COVSTVME I.

Enfans mariez, eſquels les peres ont fait donations en faueur de mariage, ſont tenus pour emancipez: & peuuent teſter, acquerir, acheter, vendre, aliener, agir & defendre, s'endebter, donner mandements, & celebrer tous contracts, tant en iugement, que dehors, comme ſi les peres les auoyent emancipez auec toutes les ſolemnitez de droict requiſes.

CHAPITRE I.

POVR preuenir les doutes qu'on pourroit amener de l'vſage de ceſte Couſtume par la lecture de quelques nouueaux interpretes du droict François, doctes & experimentez, [1] m'a ſemblé propre & conuenable mettre au frontiſpice de ce mien petit Commẽtaire leur opiniõ de la puiſſance paternelle, qu'ils tiennent n'auoir lieu en France: [2] *Et eſſe ius proprium ciuiũ Romanorum*, [3] ſelõ la gloſe des Inſtitutes [4] interpretee par Alciat, [5] abrogeants les loix, que font pour icelle [6]: ou au contraire les emancipations, & ſubſtitutions pupillaires, pratiquees en toutes les prouinces de ce Royaume declarent aſſez l'authorité paternelle: [7] non qu'elle y ſoit ſi exacte en pays couſtumier, comme de droict eſcrit, où on enſuit le droict nouueau des Romains, [8], nõ en recognoiſſance de leur empire: ains en ce qu'eſt iuſte, raiſonnable [9], & conforme à nos meurs: & tant que la Religion Chreſtiẽne, ſujection, & obeyſſance filiale peuuẽt, & doiuent. [10] Et meſmes par la couſtume de Vitry eſt expreſſemẽt porté, que les enfans demeurẽt ſous l'aiſle & puiſſance du pere, s'ils ne ſont par luy emancipez. [11]. Dont nous diõs apres Guido Papæ, [12] Benoiſt [13] Maynard, [14] Imbert, [15] Chaſſanee, [16] Maſuer, [17] Chopin, [18] Carondas, [19] & autres, la puiſſance & authorité paternelle auoir lieu en France, prenants l'affirmatiue pour confirmer noſtre couſtume au-

droict eſcrit, [20] ſuyuant le commun vſage d'icelle, contenu ſous le titre des emancipations. [21] Dont le vocable [22] monſtre aſſez la ſeuerité, de laquelle ſouloyent vſer les peres enuers leurs enfans, qu'ils tenoyent comme eſclaues du temps des loix abrogees : [23] *quaſi extra mancipium irent, cùm exirent è patria poteſtate.* [24] Laquelle n'eſt maintenant exercee, que par maniere de correction [25] & chaſtiment: ſi pour cauſe d'indignité ou ingratitude les fils de famille n'encourent l'indignation des peres, qui les mettent en main de iuſtice pour en faire la punition: [26] ou les chaſſent de leur maiſon, [27] & leur denient les aliments, comme peuuent faire à ceux qui ſe marient contre leur volonté, [28] *quaſi vita, neciſque poteſtatem haberēt.* [29] Qu'eſt vne loy ciuile obſeruee par toute la France : [30] & les enfans de famille s'emancipent en trois manieres, aſſauoir naturellement, caſuellement, & volontairement: naturellement, par l'aage de maiorité: [31] caſuellement, par la mort ciuile, [32] ou naturelle du pere : [33] & ſi le fils paruient à quelque grand honneur & dignité, ou entre en Religion : [34] volontairement, par acte public deuant Notaire, & teſmoins, [35] ou en iugement. [36] Le pere faiſant publier en audiance qu'il emancipe, & met ſon fils hors ſa puiſſance, auquel il donne pouuoir & authorité de conquerir, & faire tout ce que perſonne deuenant emancipee peut, & doit, ſelon raiſon & couſtume du pays, [37] enſemble le fils ou fille, qui ſe marie du vouloir & conſentemēt du pere, [38] ſe ſepare de ſa famille auec ſes droicts, iouyt de ſes propres, & fait maiſon à part. [39] Où ſe rapporte le texte de ceſte Couſtume, [40] non pas la ſeule ſeparation des maiſons, deux familles pouuans habiter ſous meſme toict, & le pere acceſſoirement auec le fils, tout ainſi que le fils auec le pere: [41] ains pour le deſpartement des biens : [42] de tant que par la nature de l'emancipation le fils eſtant capable de ſes droicts, & de ce qui luy eſt profitable & honnorable, [43] ne peut eſtre tenu pour emancipé tant que le pere iouyt de ſa dot, [44] & ne luy permet le maniement de ſes biens, [45] quoy qu'il ne demeure en ſa cōpagnie : [46] & en ce cas le pere le doit tenir meublé, & penſionné, iuſques à ce qu'il iouyſſe en effect du benefice d'emancipation. [47] Et lors pourra teſter, eſtant hors la puiſſance paternelle, [48] ſous laquelle le fils ne peut faire teſtament, [49] codicille, legs, ne fideicommis, [50] quoy que le pere le permette, [51] que donation, à cauſe de mort [52] s'il eſt adulte, non autrement. [53] Les moindres de quatorze ans, [54] furieux, [55] prodigues, [56] ſourds, & muets, [57] ores emancipez, ou detenus des ennemis, ni eſtans receus, [58] ſauf le gendarme ſourd, & muet, qui n'eſt tenu garder la diſpoſition & ſolemnité du droict, lequel diſpoſe du ſien, comme bon luy ſemble, eſtant à l'armee. [59] Enſemble les gens de lettres, pourueu qu'ils

art iculent la voix, ou eſcriuent leur conception. [60] Et en general ceux qui ſont durs d'aureille, tardifs à parler, [61] & ſourds, ou furieux par interualles, pourueu qu'ils teſtent ſelon la diſpoſitiõ de droict, & couſtume du pays, pendant qu'ils ſont en bonne diſpoſition. [62] Toutesfois eſt aduenu que le teſtament d'vn fils de famille, nommé Iagot fait en faueur des hoſpitaux, a eſté cõfirmé par arreſt, non eu eſgard au temps de la faction du teſtament : ains du decez du teſtateur : auquel le pere eſtant predecedé *factus erat ſui iuris* [63] acquerir, [64] acheter, permuter, [65] louer, arrenter à ſon profit. [66] Les acquiſitions des fils de famille, qui procedent de la ſubſtance paternelle, ou occaſion d'icelle, reuenants au pere, comme à la reſource de la fontaine, d'où elles ſont iſſues : [67] auſquels appartient auſſi l'vſufruict des ſucceſſions, heritages, & liberalitez aduenues à leurſdicts enfans de leurs autres parents, ou eſtrangers : comme des maternels, ou du coſté maternel, de la dot, augment, donation, legat, fideicommis, & toute autre maniere de legs, & dons faits, & confirmez par mort entre mariez, tant que les fils demeurent ſous l'authorité paternelle, [68] non apres l'emancipation, que ce que par icelle les peres ont reſerué, [69] ni auant icelle, quand le teſtateur, ou donateur declarent, n'entendre que le pere en perçoiue l'vſufruict, [70] laiſſent en commun au pere, & au fils la proprieté, [71] & luy ſuccedent enſemble : auquel cas le pere ne peut iouyr des fruicts de la part du fils, [72] des biens de la mere incluſe à ſa pourſuite au monaſtere, ni d'autres biens aduentifs, ſi le pere fait profeſſion de Religion, ou remet l'vſufruict à ſes enfans [77] de l'heritage qu'ils acceptent contre ſa volonté, de l'vſufruict à ſeſdits enfans donné ou legué, [78] non plus que des dons qui procedent de la liberalité du Prince, s'il ne ſe fait en contemplation du pere, comme ſe peut coniecturer de la qualité & merite des perſonnes: [76] de meſmes que l'acquiſition qui procede du fils diligent, & induſtrieux, le pere eſtant pauure : ou de la ſubſtance du pere riche, le fils eſtant inutile, & faineant: [77] auquel touſiours appartient l'vſufruict & proprieté de ſon gain peculier militaire, ou quaſi militaire, pour en diſpoſer à ſa volonté, [78] vendre, aliener: [79] tout ainſi qu'acquerir [80] choſes venales, & alienables, [81] tant que la loy, le pacte, & la couſtume le permettent: [82] voire le fonds dotal pour cauſe iuſte, honeſte, vtile, neceſſaire, & profitable: [83] toutesfois auec permiſſion de Iuſtice, comme l'autre fonds pendant la minorité: [84] en laquelle le pere de famille doit auſſi prendre garde ne faire choſe mal à propos, qui luy ſoit dommageable, ſous eſperance d'eſtre reſtitué en entier, [85] de tant qu'il peut diſpoſer à ſa volonté des biens qu'il poſſede, prouenants du pere, ou d'ailleurs: [86] enſemble de la dot qu'il a receue en

cabal, meubles, argent, ou fonds apprecié, ſous l'aſſeurance & hypotheque de ſes autres biens, vſant du ſien comme majeur: non pendant qu'il eſt en puiſſance du pere, que pour & au nom d'iceluy: [87] ſauf des acquiſitions prouenues de ſon gain peculier, & induſtrie, [88] ne pouuant de ſa propre authorité leguer, [89] donner, [90] vendre, permuter, tranſporter, & en quelle maniere que ce ſoit aliener la proprieté d'aucuns biens aduentifs, [91] dont l'vſufruict appartient au pere, [92] qu'auec ſa licence par donation à cauſe de mort. [93] Et a le pere l'entiere adminiſtration, & a pluſtoſt faculté vendre des biens du fils meſme qui procedent du pere en cas de neceſſité, que le fils des biens du pere que de ſon mandement: [94] eſtant la charité plus grande du pere au fils, que du fils enuers le pere, [95] quoy que l'obligation ſoit reciproque: & encores plus eſtroicte du fils au pere, qui l'a procreé, nourri & eſleué, que du pere au fils: chacun en ſon temps, quand l'occaſion ſe preſente, ſelon l'occurrence des neceſſitez, [96] ſans aduiſer à ſa propre incommodité: *Charitas enim nunquam excidit, nec quærit quæ ſua ſunt*, [97] dont le pere, qui conuole en ſecondes nopces, ne peut diſtraire, ni aliener les biens des enfans du premier lict, ni en diſpoſer en quelle maniere que ce ſoit à leur preiudice, eſtant l'affection & charité paternelle diuiſée. [98] S'endebter, engager, emprunter argent, ou marchandiſe: non toutesfois à vſure hors la nature du preſt, que de ſomme dotale, [99] fonds, ou heritage: [100] ou ez intereſts legitimes, ſuyuant les Ordonnances royaux, pendant que le debteur eſt en demeure. [101] A quoy ſont à reduire les conuentionnels qui excedent les legitimes: [102] ſi par maniere de loage les fruicts, ou profit de la choſe ne ſont deus, que puis le iour de la tradition, & deliurance. [103] S'il eſt conuenu, que les payements ſe facent à ſemblables eſpeces, ne ſe doiuent pourtant faire à meſme quantité, s'ils ont changé de cours: ains plus ou moins, ſelon l'augmentation, ou diminution d'icelles puis le iour du preſt. [104] Ce qui n'oblige auſſi le fils de famille, ni ſa caution, eſtant ſuject au Macedonian: [105] lequel empeſche que celuy qui preſte, ſoyent des deniers publics, ou particuliers n'en pourſuiue le payement, ores le fils, qui emprunte ſoit en dignité, ſi le creancier n'a eſté trompé lors du preſt, à la condition du debteur pour l'auoir tenu, & cenſé pere de famille, & contracté auec luy en ladicte qualité. [106] L'aage auſſi n'excuſe le moindre, quand on ne luy preſte plus que ne monte ſon gain peculier: [107] ni ne releue le pere du payement des debtes à ſon nom de ſa licence,

tolerance,

tolerance, ou pour ſes affaires par ſon fils contractez, & par luy emologuez, & ratifiez: [108] ou pour quel preſt que ce ſoit, le fils luy ayant eſcrit en faire le payement au temps & lieu par luy accordé auec le creancier: ſi le pere n'inſiſte, & ne proteſte contre ladicte miſſiue par acte de Notaire, qu'il n'entend effectuer le contenu d'icelle, ny approuuer ce que par ſondict fils a eſté faict: [109] ou a faict commencement de paye. [110] Et ceſſe le Macedonian, quand on preſte au fils, qui eſt aux eſtudes, ou en voyage argent pour achepter liures, & choſes neceſſaires, pourueu qu'il n'excede ce que le pere a de couſtume luy enuoyer, ou achepter. [111] Et quand le fils de famille eſtant emancipé, commence, ou continue payer le debte qu'il a contracté, quand il eſtoit en puiſſance de pere, s'oblige de nouueau, ou confirme ſa premiere obligation. [112] Ny le Macedonian n'eſt receu que contre les contracts faicts & paſſez auec fils de famille pour cauſe d'amiable preſt. [113] Au benefice duquel le fils ne peut renonçer, & l'ayant faict en eſt releué, eſtant ceſte loy introduicte en haine des creanciers vſuraires. [114] Agir, defendre en toutes inſtances ciuiles, miſtes, & criminelles, eſtre & aſſiſter en iugement en ſa cauſe, & pour autruy, enuers, & contre tous, ſelon la nature de l'obligation, [115] compromettre, tranſiger, [116] contracter, & quaſi contracter tant en iugement que dehors: [117] n'eſtans les enfans de famille indifferemment receus en toutes actions ciuiles, & criminelles ſans l'authorité paternelle, ou iudicielle, qui ſouloyent eſtre anciennement reſtrainctes à certains cas. Et maintenant s'eſtendent à toute ſorte de crimes & excez: [118] pourueu que le fils n'agiſſe contre le pere, lequel ne peut eſtre par le fils criminellement actionné *alia quàm in factum actione*, pour l'honneur & reuerence que luy doit: [119] quoy qu'il agiſſe contre vn eſtranger delinquant à toute rigueur ſelon la nature du delict. [120] Enuers lequel le pere peut auſſi de ſon authorité impoſer ſilence à ſon fils, & luy interdire la pourſuitte de l'iniure receuë, meſmes eſtant legere: ſi le pere n'eſt perſonne vile, abiecte, & neceſſiteuſe, & le fils homme d'honneur: lequel en ce cas n'eſt tenu s'en deſiſter, ores l'iniure ſoit remiſe par le pere: [121] comme auſſi le pere eſtant offenſé par ſon fils, le peut deferer en iuſtice, ſi luy meſmes n'en faict la correction & vengeance: [122] & pour cauſe d'ingratitude & indignité l'exhereder, non le fils au pere. [123] Et peuuent eſtre en iugement les fils de famille adultes, ſans licence du pere, ni permiſſion du Iuge, en demandant, & defendant és matieres ciuiles, qui les concernent, eſquelles le pere n'a intereſt, ny l'vſufruict des biens contentieux

appartenants à leur fils : [124] ſoit que le pere y aye renoncé, n'ait conſenty à l'acceptation de l'heritage, ou leſdicts biens ſoyent entr'eux communs; [125] non des paternels ou deſcendants du pere: [126] dont les procedures faictes à la pourſuite du fils de famille ſont nulles, ſi le pere ne les authoriſe, ou ratifie deuant Notaire, [127] ou par Procureur ſpecialement fondé, ou generalement pour toutes cauſes meuës, & à mouuoir. [128] Ou le pere eſtant aſſigné, le fils n'eſt authoriſé du Iuge au commencement de l'inſtance : [129] & en ſes propres affaires pourueu de curateur és cauſes pendant ſa minorité, pour accepter les donations, legs, ſucceſſions, heritages, & fideicommis à luy aduenus, repudiez par le pere : ou reuoquer les choſes que le pere a acceptees à ſon preiudice : [130] ſe rendre impetrant en ſon adoleſcence, pour eſtre releué des actes, refus ou acquieſcements, qui luy ſont preiudiciables, faicts en ſon enfance par luy, & ſondict pere, ſans plus varier, ny venir apres au contraire, lors qu'il ſera majeur de vingt-cinq ans. [131] Et peut agir pour les affaires propres du pere abſent, s'il n'y a perſonne pour occuper, & la demeure en eſt dommageable. [132] Pourſuyure le payement de ſon quartier, s'il eſtudie en quelque Vniuerſité, ou pour la conduicte de ſon voyage, s'il eſt en quelque commiſſion, ou delegation, ſuyuant la dignité, à laquelle il eſt eſleué, qui rend encore ſa cauſe plus fauorable. [133] Et peuuent tant le fils, que la fille plaider la dot contre le pere conſtituant : [134] & la fille eſtre releuee, ſi elle eſt deceüe à la conſtitution, [135] enſemble le fils adoptif contre ſon adoptant. [136] Non pourtant que le fils ſe puiſſe diſpenſer de l'honneur, obeyſſance, & reuerence paterneile : non plus que le pere du deuoir enuers ſon enfant. Leſquels, s'ils degenerent de leur nature, & forlignent hors la iuſtice commutatiue, ſont par fois forcez recourir à la diſtributiue, en laquelle les enfans ſont admoneſtez ſupporter tant que faire ſe peut les infirmitez de leurs peres ne le preſſer, ny rien mouuoir, ou intéter sãs leur permiſſiõ, ou du moins les aduertir. Donner mandements, auoir vn agent, facteur, ou procureur ez negoces, ou ez cauſes ſpecial, ou general, pour agir & negocier tant à ſa preſence, qu'abſence, ou tant ſeulement en ſon abſence : [137] ſans qu'apres il ſoit receu à deſauoüer ce que par eux, ou l'vn d'iceux aura eſté faict [138] ſans cauſe legitime, [139] s'ils n'ont manqué, mal-verſé, ou excedé en leur charge : [140] ny apres l'auoir fidellement exercee, leur denier le ſalaire & rembourcement des fraiz, & cualues par eux expoſees. [141] De meſme le mandataire, agent & procureur mercenaires ſont reſponſables enuers leur client, ou conſtituant des pertes, & dommages ſoufferts à leur faute par dol, fraude, & negligence, ni

ne

ne peuuent faire la condition du maiſtre deterieure: [142] comme auſſi le fils de famille faire par autruy ce qu'il ne peut de ſoy meſmes: [143] ny les tuteurs & curateurs és cauſes des moindres, que des choſes, eſquelles leur pere n'a intereſt, [144] s'il n'eſt hors le reſſort captif, malade, ou priſonnier. En l'abſence duquel le fils peut occuper, & conſtituer procureur és affaires preſſees. [145] Celebrer tous contracts, & quaſi contracts en tous affaires en iugement & dehors, comme s'il eſtoit par exprez emancipé. [146] De ce que le mandement du pere, au nom, & du vouloir duquel le fils de famille contracte, & negocie, ſemble forcer la volonté du fils, qui luy doit obeyſſance: [147] lequel y procede en qualité de mandataire, non de principal contractant, [148] quoy que le moindre contracte en ſon faict d'authorité du tuteur non contable. [149] Le pere eſtant legitime adminiſtrateur, & vſufructuaire des biens de ſes enfans, qu'il a en ſa puiſſance, [150] ſuiects toutes-fois au Macedonian du preſt vſuraire à eux faict, ſans ſon authorité: [151] & les moindres reſtituables des contracts par eux faicts contenants debtes, ou payements des ſommes par eux receuës, & mal employees, ſans l'aſſiſtance & authorité de leur curateur. [152] Dont les debteurs, & tenantiers des ſommes, & debtes hereditaires ont de couſtume en Tholoſe contraindre les moindres par iuſtice, qui preſſent les payements pour les reprendre, & retirer deuers eux, ſe pourueoir de curateur, qui s'en charge, & leur en face acquiſt ſuffiſant & valable: & s'ils inſiſtent, requerir qu'il leur ſoit cependant permis les conſigner en main ſeure, & reſponſable, pour n'eſtre tenus des intereſts, [153] deſquels les debteurs ſont deſchargez par le moyen de la conſignation: apres laquelle c'eſt l'office du Iuge aſſeurer les deniers, à ce qu'à l'aduenir n'en puiſſe luy meſme eſtre inquieté: [154] ne pouuant d'ailleurs caſſer les contracts faicts & paſſez auec moindres ſans authorité de curateur par voye de nullité, ſi les moindres ne ſe pourueoyent par lettres Royaux: parce qu'en France les contracts ſolennels redigez en forme publique ne peuuent eſtre declarez eſtre de ſoy nuls, ores ſoyēt paſſez auec des furieux & demeurent en leur force, & valeur iuſques auoir prouué le contenu d'icelles, ſans faire difference de la preſence & abſence du curateur, pour la reſtitution en entier. [155] Les feints & ſimulez entre maieurs s'interpretent ſelon la verité du faict cachee ſous l'ombrage de l'eſcriture, la fiction de laquelle ſe deſcouure à la ſuite & execution d'iceux: & les parties ſont remiſes au premier eſtat en cas de dol & fraude, ou leſion enorme. [156] Et par ainſi les fils mariez qui ont receu leur legitime, & ioüyſſent de leurs biens, enſemble de la dot, ſont cenſez peres de famille, & tenus pour emancipez, [157] non autrement,

trement: & ſont les obligations, debtes, alienations, donations, negociations, acquiſitions, & dernieres diſpoſitiõs par eux faites, enſemble les actes iudiciaires en toute maniere de cõtracts par eux celebrez, [158] ſans l'authorité paternelle, vallables: ni n'en peuuent eſtre releuez que par minorité, ou en ce que les maieurs ſont reſtituables, pource qu'ils ont faict, & contracté lors & apres la vingtcinquieſme année de leur aage auec les remedes accouſtumez.

NOTÆ.

1 [1] IErron in Conſuetudines Burdigalenſes tit. de ſtatu perſonar. §. 2. *Bacquet en traicté des droicts de iuſtice, ch. 21. nomb. 58. Papon en ſes arreſts du droict, & eſtat de perſonnes, liur 7. & au tit 9. du liure 15. Arreſt 8. d'ſant, que par couſtume, & obſeruance generale, ce qu'eſt acquis au fils n'eſt acquis au pere, comme eſt expreſſement porté par la Couſtume de Bourges.* [2] *Que Balde dit n'auoir auſſi lieu en Bretaigne en ſes Com-*

2 *mentaires des fiefs* in c. 1. §. ſi duo de duob. fi attribà capit. Inueſtit. & in c. 1. An maritus ſucced vxori in benefic In vſib. feud Ludouicus, & Alexander in l. fin. Cod. qui teſt facer. poſſ. vel non Panormitanus in c. fin. e. de conuerſ infidel. *parlant de la couſtume Françoiſe, non Angloiſe, comme dit Chopin.* De legib. Anglium lib. 1. part. 2. num. 2. de communib. Francorum conſuetudinibus præceptis: ex diui Pij reſcripto ad Vitinum Lupum Britanniæ præſidem, eos colligens eſſe patriæ poteſtati

3 ſubiectos ex l. 2. §. primo ff. de vulg. & pup. ſubſtit. [3] Ex Cai reſp. in l. Item in poteſtate, ff. de his qui ſui vel alien. iuris ſunt. §. ius autem poteſtatis de pat. poteſt. Inſt. Nulli enim alij ſunt homines, vt ait Imperator, qui talem in liberos habeant poteſtatem, qualem nos habemus. [4] Ibid gl. in verb. Romanorum, qua dicitur Fran-

4 5 cigenas nõ eſſe in poteſtate parentũ, nec ſub Romano Imperio, [5] lib. 2. diſpũct. c.

6 22. [6] *Cõme fait Bacquet à la loy,* cùm oportet, ff. de bon quæ lib *en ſon traicté des droits de iuſtice, ch. 22. nomb. 57. d'ſant ouuertement, la puiſſance paternelle n'eſtre receuë en France au nomb. 58. où il repreſente l'Emancipation pour vne figure de la nouuell. 59. ſur ce que le pere ou la mere, qui a garde noble ou bourgeoiſe de ſes enfans fait les fruicts ſiens de tous les immeubles, tant heritages que rentes appartenants à ſeſdicts enfans, pendant le temps de ſa garde és charges portees par le 167. articl. de la nouuell. Couſtume de Paris, Couſtume de Bourgongne, ch. 6. art. 4. 5. Berri tit. 1. art. 26. Tours art. 340. Chaumont art. 11. Vitri, art. 63. Vermandois art. 261. Chaum. art. 140. 141. & autres couſtumes, par leſquelles diuerſement le ſeruiuant des mariez a l'adminiſtration des biens de ſes enfans, pendant leur integrité: & fait*

7 *les fruicts ſiens ſuyuant la loy* cum oportet, C. de bon. quæ liber. *comme en pays de droit eſcrit, quoy qu'en diuers termes Maynard ch. 2. du 5. liu. de ſes queſt. Chaſſanee ſur les Couſtumes de Bourgongne §. 2. tit. des enfans de pluſieurs licts. Imbert en ſon Manuel,* ſuper ver.

8 Gallorum filij, [8] priſca ſublata in liberos parentum ſæuitia, in quos iure antiquo Romanorum parentes habebant vitæ, necíſque poteſtatem, leg. in ſuis, ff. de lib. & poſth. prorſus quidem abrogatam à Conſtantino Imperat. in leg. fin. Cod. de pat. poteſt. Necnon abdicatio per Diocletianum, & Maximianum imperat. Quæ Græco more ad alienandos liberos ἀποκήρυξις dicebatur in l. abdicatio, C. de pat. poteſt. de qua Alciatus diſpunct. lib 2. c. 27. Idem in l. 1. C. de pat. poteſt. fil. diſtr. vbi non licet vltro parentibus diſtrahere liberos, qui in hominum commercio non ſunt, l. qui filios, ff. quæ res pignor. obligat. poſſ. Nec abdicari poſſunt,

poſſunt, l. ius autem agnationis, ff. de pact. l. iura ſanguinis, ff. de reg. iur. adeò vt etiam apud Romanos pater eſuriens, qui filium vendidiſſet, poſſet eum oblato pretio repetere. Ex eod. Conſtit. in l. 2. C. de pat. qui fil. ſuos diſtr. Quarum vſus conſtitutionum prorſus apud Gallos ignoratur, quibus nulla mancipia, nec ſunt in commercio homines: ſed omnia plena libertate geruntur: nec ſeruos præter mercenarios, vel in metallum, ſeu ad remigia damnatos nouerunt. Sunt enim regni Francorum incolæ, vt quondam ciues Romani ingenui, vt in l. in vrbe Romana, ff. de ſtat. homin. nonell. 6. c. 5. Alciatus lib. 2. diſpunct. c. 2. Imò Tholoſæ confugientes tanquam ad aſylum exteri, ex ipſo ingreſſu, vt ciues Tholoſates ſunt libertate donati. Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem, nomine Adelaſiam, num. 1057. Quicquid denique ad filios, vel filias pertinebat, præter caſtrentia, patri ſine vlla diſtinctione querebatur §. 1. Per quas perſ. nob. acquir. inſt. iure nouo Romanorum tantum profectitia, filiis caſtrentia, vel quaſi caſtrentia, necnon aduentitiorum proprietas, §. ſancitum eod. l. cum oportet, l. fin. C. de bon. quæ lib. Ne filiæfamilias aduerſus patrem experiri poterant, niſi emancipatæ, venia edicti petita, l. fin. C. de in ius vocand. l. lis nulla, ff. de iudic. Nec adoptiui pendente adoptione niſi in caſtrenſibus, vel quaſi caſtrenſibus, l. adoptiuum, ff. de in ius vocand. l. ſi à me, ff. de iudic. l. ſerui in princ. ff. de furt. Et ſi parentes filiabus peccandi licentiam impoſuiſſent, l. ſi lenones, C. de Epiſcop. audient. Nec in alios litem mouere licebat inconſulto patre, l. fin. §. 1. C. de bon. quæ lib. [9] *François de Belleforeſt en ſes Annales de France liu. 2. ch. 28.* [10] Pater enim filiumfamilias, qui pietatem ſibi debitam non agnoſcit, caſtigare non prohibetur, vt reſcribit Alexander in l. ſi filius, C. de pat. poteſt. l. Prætor, §. præterea. l. fin. ff. de iur. dot. l. ſerui & filij, ff. de furt. l. fin. §. filiis autem, C. de bon. quæ lib. [11] art. 110. [12] quæſt. 54. [13] in c. Raynutius, in verb. matrem inſuper Cleram, num. 25. e. de teſtam. [14] *ch. 1. & 2. du 5. liu. de ſes queſt.* [15] *en ſon Manuel* ſuper verb. Gallorum filij, [16] *ſur les Couſtumes de Bourgongne §. 2. tit. des enfans de pluſieurs licts, ainſi iugé par arreſt du Parlement de Paris,* [17] *tit. 13. nomb. 29.* [18] de legib. Andium lib. 1. part. 2. num. 2. de comm. Francorũ conſuetudine præcept. [19] *ch. 156. du 7. liu. de ſes reſp. Tiraquel en ſon traicté de cauſes pies priuileg.* Speculator tit. de actore, §. vn. verſ. ſed & filiusfamilias. [20] *Et dou on conformer tant que faire ſe peut la couſtume au droict eſcrit,* c. cũ dilectus e. de conſ. Socynus Iunior, conſ. 67. n. 4. Chaſſaneus conſ. 32. num. 2. [21] Emancipati apud Feſtum duobus modis intelligũtur: qui ex patris iure exierunt, & qui aliorũ fiunt domini: ſed pater dicitur emãcipare filiũ, quem paterno iure liberat, & ſui iuris efficit. Vnde Plinius Epiſt. 67. Regulus, inquit, filiũ amiſit, & emancipauit. vt hęres matris exiſteret. Eſt igitur emancipatio patriæ poteſtatis per actum iuris ſolemn. diſſolutio. Ex Veſembechio in paratitl. ff. de adopt. num. 6. nuda apud Magiſtratum conteſtatione, l. ſi ff. de emancip. liber. imaginariis antiquatis liberorum venditionib. & quibus apud veteres Romanos fiebant emancipationes rogatis manumiſſionibus, aut imperiali reſcripto, §. præterea, quib. mod. ius pat. poteſt. ſolu. [22] Et parum abeſt emancipationis effectus à manumiſſione: vt in quibuſdam oſtendit Veſembechius ſub tit. Codicis de noxalib. act. num. 10. [23] Et tã in ſeruos, quàm liberos par erat vitæ, neciſque poteſtas. l. in ſuis, in fin. ff. de liber & poſth. l. fin. C. de pat. poteſt. §. 1. & fin. de his qui ſui, vel alien. iur. ſunt inſt. [24] vt ſi num. 21. [25] l. 3. C. de pat. poteſt. l. ſerui & filij, ff. de furt. l. Prætor, §. præterea in fin. & l. fin. ff. de iniur. [26] Et acriori remedio vſurus, ſi in pari contumacia perſeueraueriit, eũ nunquam præſidi Prouinciæ obla-

turus dictato sententiam, quam pater dici voluerit, d. l. 3. C. de pat. potest. vt filium si conuincat, commoueat, & puniat, vt in l. nec quidquid, §. de plane, ff de offic proc. & leg. l. propter, C. qui accusare non poss tot. tit. ff. de obseq. liber. Congruentius tamen est, si quæ sint inter patrem & filium controuersiæ boni terminare, l. congruentius, C. de pat. potest. Sin autem Prouinciæ Præsidem adire licebit, d. l. congruentius. Qui si prouectam ad inclementiores iniurias improbitatem deprehenderit, læsam pietatem seueriùs vindicabit. Ex Valeriani re-
27 script. in d. l. congruentius,[27] quasi filiũ abdicaret, d. l. abdicatio C. de pat. potest.
28 [28] *Ord. du Roy Henry II. donnee à Paris au mois de Feburier 1556. Ord. de Blois art. 41.*
29 [29] cùm necare videatur, qui alimenta denegat, l. necare, ff. de lib. agnosc. l. qui liberos, ff. de tit. nupt. l. non omnes, § qui captos, ff. de re milit. nominatim quidẽ exhæredatur filius à testatore, expressa causa ingratitudinis, l. 1. 2 & 3 ff de lib. & posth. hæred. inst. Indigni remouentur à lege toto pass tit. ff de his quib. vt indig. Illud tamen cauendum est, ne statim filius exhæredatus è paterna successione prorsus amoueatur, donec hæres institutus probauerit causam exhæredationis expressam in testament. l. omnino, C. de inoffic. testam. per quam leg Lab. deogatur eod. tit. qua incumbit onus probandi exhæredato: qui tamen potest, si ve-
30 lit contrarium probare.[30] Quis enim leges Principum, aut patrum regulas, vel paternas admonitiones dicet debere contemni, nisi qui impunitum sibi tantum existimet transire commissum? vt rescribit Gelasius Ruffino, & Aprili Episco-
31 pis in can. quis autem 10. dist.[31] *Ayant passé l'aage de vingt cinq ans, Masuer tit. 13. nom. 30. ni ne peut le pere desheriter ses filles, qui se marient sans leur aduis, & conseil à l'aage de vingtcinq ans,* nou. 115 c. 3. auth. sed si post, C. de inoffic. testa. l. viduæ, l. in coniunctione, C. de nupt. *Ni les enfans qui se marient à trente ans, pourueu qu'ils se soient mis en deuoir de requerir le conseil de leurs peres & meres, liu. 5. tit. 2. Loy 1. §. 3. du corps du droit François: on s'estend l'aage de l'emancipation naturelle, par laquelle les en-*
32 *fans semblent estre dispensez de la puissance paternelle.*[32] Vt patre, vel filio in insulam deportato, vel in metallum damnato, seruo pœnæ effecto, §. cum autem, §. pœnæ seruus, quib. mod. ius pat. potest. solu. instit. *A quoy ont succedé en France les peines afflictiues Ordon. du Roy François I. de l'an 1536. art. 22. & de l'an 1542. 12. Feburier. Et la peine des galeres. Maynard chap. 80. nombre 3. du 5. liu. de ses questions.* Non quidem relegatio, nisi perpetua cum publicatione bonorum: quæ tunc deportationi æquiparatur, argum. l. 1. ff. de bon. damnat. Deportatus enim pro mortuo habetur, & ciuili gladio interfectus, qui ciuitatem & lares patrios cum bonis amisit, l. 1. §. quidam, ff. de bonorum possessione contra tabulas. l. verum, §. societas, versic. intereunt, ff. pro socio. Súntque vulgò relegati ad tempus deportati perpetui, l. inter pœnas, & ibi glos. l. relegati, & l. relegatorum, §. hæc est differentia, ff. de interdict. & relegat. & deportat. Ciuitatem amittunt deportati quam retinent relegati, d. l. relegatorum, §. siue ad tempus, & §. seq vnus bona retinet quæ alter permittit, l. 1. ff. eod. Si tamen pœna deportati, vel in metallum damnati est temporanea, & bona non publicentur, non aufert ius pat potestatis. Et sicut ex indulgentia Principis restituti in pristinum statum redeunt, d. § cum autem, vers. sed si quib. modis ius pat. potest. soluitur instit. Nec ab hostib. captis, quorum pendet ius liberorum propter ius postli-
33 minij, §. si ab hostib eod inst.[33] d §. si ab hostib. §. si vero ibi decesserit eod. *Et ainsi l'interprete l'arrest du Parlement de Tholose, donné en faueur de l'hospital institué heritier par*

vn nom

vn nõmé Iagot, qui auoit ſeruieſcu à ſon pere du 5. Decemb. 1581. cité par Char. au ch. 156. du 7. liu. de ſes reſp. Maynard ch. 1. du 5. liure de ſes qu. Non eu eſgard au temps de la faction du teſtament de ſoy nul, pour eſtre fait par vn fils de famille: ains du decez du teſtateur, fauore piæ cauſæ: quo tunc factus erat ſui iuris, liberatus à patria poteſt. can. duæ ſunt 19. qu. 2. *Maynard au lieu preallegué.* [34] Vt quondã apud Romanos ſumma patriciatus dignitas, §. filiusfamilias, §. ſed ex cõſtitutione de his qui ſui vel alien. 34
iur. ſunt. Inſtit Epiſcopalis & Conſulatis, ſacrorum Prætoriorum, vrbicatia præfectura, militare magiſterium, & omnis dignitas valens liberare à Curia, liberat à patria poteſt. Auth. ſed Epiſcopalis dignitas, C. de Epiſcop. & Cler. l. fin. de decurionib. lib. 10. C quandiu ſcilicet adminiſtrant præter Epiſcopum, d. l. fin. & gloſſ. d. authent. ſed Epiſcopalis, in verb. honoratis. Monachi quoque cenſentur patria exuti poteſtate, qui fori præſcriptione vtuntur, l. omnes, auth cauſa, C. de Epiſcop. & Cler. & præſ. iud. Serui etiam ex ipſa religionis profeſſione fiebant liberi, auth. verum, C. eod. Preſbyteri tamen, Diaconi, Subdiaconi, Cantores, Lectores, cæteríque Clerici poſſunt eſſe ſub patris poteſtat. auth. Preſbyteros, & Diaconos, C. de Sacroſ. Eccleſ. Tum etiam Senatores, Iudices, cauſarum Patroni, Notarij, & ſimiles, qui in patria poteſtate conſtituti de quaſi caſtrenſi peculio teſtari poſſunt etiam inconſulto patre *Maynard chap. 1. du 5. liu. de ſes queſtions.* Non ſi ſola dignitas filium exuat à patria poteſtate, d. §. filiusfamilias. Quibus mod. ius pat. poteſt. ſoluitur inſtit. donec in patris œconomia, & familia permanſerit. Si patritius regia pariter munificentia honoretur, quæ in vſum patris transferri non poſſet, l. fin. de Conſul. lib 12. cap. 1. cum multa, C. de bonis quæ lib. Tum quia pater principis cenſetur electus, d. l. fin. & l. fin. de decur. lib. 10. C. Epiſcopalis ad inſtar vxorati, de quo infr. Monachus qui pro mortuo habetur, quem decet parentes, & omnia relinquere ad inſtar Apoſtolorum, vtlucri faciat Chriſtum Ieſum. [35] *Maſuer au tit. des vſufruicts, nomb.* 35
26. l. emancipatione, C. de fide inſtrum. l. ne in arbitris, C. de recept. arb. l. 3. C. de emanc. lib c. quoniam contra e. de probat. [36] Non enim nudo conſenſu liberi patria poteſtate, ſed actu ſolemni, non caſu liberantur. quibus non cauſa, quę pa- 36
ter filium emancipauit, ſed actus ſolemnitas quæritur ex Diocletiani, & Maximiani reſcript in l. 3. C de emancip. liber. Nec adoptio tabulis, licet per Tabellionẽ conficiendus, ſed ſolemni iuris ordine apud Præſidẽ ſolet copulari, l. adoptio, C. de adopt. ſicut emancipatio, § præterea de his qui ſui vel alien iur. ſunt quibus non tã ſcriptura, quàm rei geſtæ veritas intuetur, l. 2 C de emanc. lib. antiqua obſeruatione ſublata, ex ſaluo iure agnationis, l fin. C eod Et poteſt abſens, vel infans emancipari, l. penult. eod. Per modum inſinuationis coram quocunque Iudice, per procuratorem, vel regio diplomate, d. l. penult. Infantis tamen emancipati pater, auus, vel proauus, qui emãcipauit, remanet eius legitimus adminiſtrator. [37] Maſuerius tit. 13. num. 32. variæque ſunt ſolemnitates in l. fin. C. de eman 37
cip. liber. Quæ non ſunt de eſſentia emancipationis, dummodò appareat filium à patre emancipatum, d. l. 2. C. eod. [38] Maſuerius tit. 13. num. 30. *d ſont eſtre auſſi pratiqué en France contre la diſpoſition du droict commun.* [39] Ita iure Saxonum per 38
nuptias, aut domicilij, menſæque ſeparationem filijfamilias manumittuntur 39
Veſembechius ſub tit. ff. de adoption. num. 6. [40] Non quidem iure ciuili Romanorum, niſi decennio filios ſeorſum à patre habitaſſet: quo elapſo cen- 40
ſetur emancipatus, l. 1. ibique gloſ. in verb. diu, C. de pat. poteſt. l. fi cum fideicom-

miſſaria, §. Ariſto ff. qui & à quib. manum.lib non fiant, l.3.§. ſi ſeruus ff. de acquirend. poſſeſſ. l. poſt mortem in fin. ff. de adopt. l.3 ff. ad Macedon. viginti annorum erat etiam præſcripto liberta is, l. 2. C de long. tẽp. præſcr. quæ pro libert. non aduen. libert. opp. Ex Benedicto in cap. Raynutius, in verb. matrem inſuper Cleram, numero 25. e. de teſtament. confirmatione huius conſuetudinis Imperator non filium ſeorſum à patre habitantem exuit ab eius poteſtate, ſed in filiumfamilias dat actionem eorum, quæ effuſa & eiecta ſunt ex eius cœnaculo, vbi ſine patre habitauerit: vnde item ſuam fecerit: ib. d. in fin. & ibi gloſ.
41 in verb. item. 41 vt filij hoſpes, l. & habet, §. hoſpites, ff. de præcar. l. 1. §. fin. ff. commod. Barthol. in l. Sempronio ff. de vſufr. leg. ſecus ſi filius cum patre habita-
42 uerit, Benedictus in d. c. Raynutius, in verb. matrem inſuper Cleram, num. 25. 42 vt Lucæ 14. de filio iuntor. qui à patre portionem ſubſtantiæ ſuæ aſſumpſerat: & inde à patre ſeparatus in regionem longinquam profectus, eandem diſſipauit: & ita fuit à patre emancipatus. Non tamen nupſerat (vt in ſpecie noſtræ conſuetudinis continetur) qui ſicut ſponte à patre fuit emancipatus, vt in l. 3. 4. & 5. C. de emancip. liber. Spõtanea etiam voluntate fuit à patre receptus. Iuuenes enim emancipati in patriam non iterum redeunt poteſtatem, ex Modeſtino in l. fin. ff. de his qui ſui vel alieni iur. ſunt. Nec tamen honeſtè niſi per adoptionem, l. qui liberatus, ff. de adopt. niſi fuerint ingrati, l. vn. C. de ingr. liber. nempe iudicis officio,
43 l. 1. C. de lib. & eor. lib. 43 l. cum oportet, §. cum autem ff. de bon. quæ lib. *Maſuer.*
44 *tit. 13. nomb. 26.* 44 l. 2. 3. & 4. d. l. cum oportet, in 1. reſp. C. de bon quæ lib. Ibi enim dos eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij, l. ſi maritus, l. ſi filia §. 1. ff. famil. erciſc.
45 l. action. §. fin. ff. pro ſoc. l ſi is qui, §. ibi dos, ff. de iur. dot. 45 *De l'vſufruict deſquels le pere qui eſt contrainct emanciper ſes enfans ne doit eſtre priué, ſelon Maſuer au tit. ſuſd. nomb. 27. ſinon de la moitié*, d. l. cum oportet, §. cum autem, C. de bon. quæ lib. *en ſuyuant l'accord & convention entre eux faicte meſmes quand le fils ſeroit induſtrieux, le pere pauure & neceſſiteux:* cui magis eſſet ſubueniendũ, vt inde ſe aleret, & ei filius tenetur alimenta præſtare, etiã in foro contentioſo, l. ſi quis à liberis, in princ. ff. de lib.
46 agnoſc. 46 *Eſtant le pere chargé de la deſpenſe tant qu'il demeure ſaiſi des moyens*, l. fin. §.
47 ipſum autẽ, C. de bon. quæ lib. l. filia, C. de pat. poteſt. l. 1. 4. & 4. C de alẽd. lib 47 *pour la nourriture & entretenement des mariez, ſelon la faculté des biẽs du fils, au dire des prochs parents, iugé par arreſt du 1. Febr. 1572. donné au profit d'Anthoine Auſtri, fils appellant du Seneſchal de Quercy, contre autre* Anthoine *Auſtri pere, Maynard ch. 73. du 2. liu. de ſes qu.*
48 48 Iure cõmuni & conſuetudinario, l. 1. C. de ſacroſ. Eccleſ. 49 l. qui in poteſt. ff. de
49 teſtam. §. 1. quib. nõ eſt permiſſ. facere teſtam. inſt. 50 l. Diu. Seuerus §. codicillos ff.
50 de iure Codicill. l. 2. ff. de leg. 1. 51 ex Martiani reſp. in l. tam is, qui teſtamentum §.
51 filiusfamilias. Ibid. Barth. & gl. in verb patri, ff. de donat. cauſ. mort. l. 3. in fin. l. ta-
52 men. C. qui teſtam. fac poſſ. *Maynard chap. 1. du 5. liu. de ſes queſt.* 52 Impuberes enim teſtamentum fac. non poſſunt, quia nullum eſt eorum animi iudicium, §. præterea, quib. non eſt permiſſ. fac. teſtam. inſtit. ibique gloſſ. in verb. *iudicium.* 53 Inter viuos quidem filiusfamilias donare non poteſt, l. Offilius, §. ſed ea meminiſſe. ff. de
donat. licet patr permittente, & res ſuas adminiſtrare, l. filiusfamilias. §. pari au-
54 tem ratione, ff. eod. nec cauſa mortis, niſi ipſe pater permiſerit ibid 54 d. l. præterea, c. ſicut tenor. Ibique gloſſ. in verb mentem e. de regul. l. ſi frater. C. qui teſtam. fac. poſſ. l. fin. C. de teſtam. mil. l. ſciunt, C de legit. hæred. l. qua ætate, ff. de teſtam.
55 55 quia mente carent, ibid. verſ. item furioſi. Valet tamen teſtamentum intermiſſo furo

ſo furore, l. furioſum in princ. C. qui teſt. fac. poſſ. [56] Quibus bonorum adminiſtratio interdicta eſt, §. item prodigus ibid. inſtit. qui neque finem, neque modum habet in expenſa, l. 1. ff. de cur. furioſi ante interdictionem, factum ratum eſt, §. prodigus, §. ſed id quod, ibique gloſ. in verb. *adminiſtratio*, quib. non eſt permiſſ. facere teſtam eod. l. filiusfamilias, §. Marcellus, l. is cui, ff. de teſtam. vbi furioſi habent teſtamenti factionem paſſiuam, licet non actiuam. [57] Hi quidem nõ ſemper teſtamentum facere poſſ. §. item ſurdus, eod. Surdi quidem, qui omnino non exaudiunt: & muti qui loqui nihil poſſunt, non qui tardè loquuntur, vel audiunt, §. item ſurdus, §. mutum de inutil. inſtip. inſt. [58] §. fin. quib. non eſt permiſſ. facer. teſtam inſt. l. eius in princ. ff. de teſtam. [59] l. 1. l. iur. milit. ff. de milit. teſtam. l. fin. C. de inoffic. teſtam [60] l. diſcretis, C. qui teſtam. fac. poſſ. [61] §. item ſurdus eod. inſtit. [62] ante & poſt tempus priuationis, & impedimenti, l. Cornelia, l. ſi quis poſt accuſationem l. qui à latrombus, §. ſi quis, ff. de teſtam. l. in bello, §. 1. ff. de capt. & poſtlim. reuerſ. & præſ. iuncto §. cæcus inſtit. quib. non eſt permiſſ. fac. teſt. [63] *Arreſt du 5. Decembre 1581. donné en faueur de l'hoſpital, cuépar May. ard au chap. 1. du 5. liu. de ſes queſt.* partim intuit. pietatis, auth. licentiam, C. de Epiſc. & Cler. cap. 1. cap relatum, e. de teſtam. mil. s tamen niſi ſit in expeditione iure communi vtitur, l. fin. §. in tali igitur, & duobus ſequentib. C. de inoff. teſtam. Nec patiter vllam habent teſtamenti factionem ij, quibus bona auferuntur, l. is cui, § eius, & fin. ff. de teſtam. l. fin. C. ad leg. Iul. maieſt. l. Manichæos, C. de hæretic. & Manich. niſi ante vel poſt tempus priuationis illud fecerint præſ. iur. nec de bonis aduentitiis, profectitiis, vel paganicis teſtari poteſt filiusfamilias, etiam patre permittente. Benedict. in cap. Raynutius in verb. *matrem inſuper Cleram*, num. 5. & 14. e. de teſtam nec diſponere inter viuos, l. fin. §. filius ibid. Bald. & Salycet. C. de bon quæ liber. Nec etiam caſtrentia donare poteſt, niſi iuſta ratione motus. [64] [64] Adquirendi nomen generale eſt, & ad omnia refertur, quæ ſunt in commercio hominum materialiter, & ſub dominio poſſidentium iuregentium, quæ ſunt naturali libera l. 1. & tot. tit. ff de adquir. rer. dom & inſt. de rer. diuiſ. quorum adquirtur dominium, poſſeſſio, vel eius alienatio, gloſ in l. fin. in verb. in adquirendo ff. de leg. tripliciter, nempe in adquirendo, conſeruando, vel minuẽdo, d. l. fin. in quib. ius omne conſiſtit multíſq; modis adquiruntur, tam iure naturæ, vt per modum ſucceſſionis, legitimæ, incrementi, ſeu alluuionis, quàm iure gentium, & ciuil. & poteſt pupillus ſine tutoris authoritate adquirere, non diſtrahere, nec alienare, l. pupillus, ff. de adquir. rer. dom. Et quæ ad filium perueniunt, non patri adquiruntur, ſed tranſeunt ad deſcendentes ipſius filij auth. in ſucceſſione, C de ſuis, & leg. hæred. nouell. 118 c. 1. Guid. Papæ quæſt. 137. [65] Emptio quidem videtur ſpecies adquiſitionis, imò potiùs conſeruationis ſubrogata in locum permutationis, l. 1. ff. de contrahen. empt. vbi interueniunt metx & pretium in pecunia numerata, quæ eſt loco rei, l. pecuniæ verbum, l. rei appellatione ff. de verbor. ſignificat. [66] ſuo nomine ſibi quæſita, & propria: qui factus eſt ſui iuris, iam prouectæ ætatis, ſanæ mentis, & liberæ conditionis, nec quid ſuperſit impedimenti quominùs contrahere valeat, vt ij quibus teſtamenti factio actiua interdicitur, de quib. ſ. [67] Quæ enim ex ſubſtantia patris, vel eius contemplatione ad filium, quem habet in poteſtate, perueniunt, ad patrem redeunt l. ſi plures, §. in arrogato, ff. de vulgar. & pupill. ſubſtit. l. aditio, ff. de acquir. hæred. fructus quæſiti filio dati à patre, vt inde ſe aleret, cenſentur ex re patris, l. in fideicommiſſ.

§. nonnunquam, ff. de vſur. l. Balliſta, ff. ad Trebell. Et vſuræ pecuniæ ortæ ex re patris, vel eius rei occaſione, §. 1. Per quas perſonas nobis adquiritur Inſtit. ſúntque alij modi, quibus dicatur ex re patris in l. profectitia vſque ad §. ſi pater, ff de iur. dot. ſi dubitetur vnde filius adquiſierit, fit præſumptio ex qualitate perſonarum ſi filius eſt inutilis, pater diues cenſetur ex re patris: ſecus ſi filius eſt diligens, & induſtrius, pater inops, l. ſi defunctus, C. arbit. tutel. Quæ tamen quæruntur ab vxore cenſentur ex bonis viri, l. etiam, C. de donat. inter vir. & vxor. l. Quintus Mutius, ff. eod. Ad turpis quæſtus vitandam ſuſpicionem, niſi hæc pariter ſit induſtriosa, vel diues: cuius paraphernorum adminiſtrationem ea inuita vir habere non poteſt, l hac lege decernimus, C. de pact. conuent. Ac ita tutiùs videtur, vt agenti probandi onus incumbat, l. ei qui agit, ff. de probat. dūmodò aff. Non tamen poſt emancipationem donationem ante nuptias pater retinebit, vel dotem quam ipſe conſtituit, l. pro oneribus, C. de
68 iur. dot.[68] § quod autem per quas perſ. nob. adquir. inſt. l. cùm oportet, C. de bonis quæ lib. l. 1. 2 & 3. C. de bon. matern. quorum non amittit vſumfructum, pa-
69 ter tranſiens ad ſecunda vota, l. fin. C. eod.[69] vt ſi Maſuerius tit. 13. num 26. l. cùm oportet, § cum autem, C. de bon. quæ liber. quæ eſt dimidia vſusfructus filij ad-
70 uentitiorum, vt eſt in vſu.[70] vt nouel. 117. cap. 1. non enim patri quæritur vſusfructus contra teſtatoris vel contrahentis voluntatem, auth. excipiuntur ibid. Bald.
71 C. de bon. quæ liber.[71] vbi pater habet cum filio conſortium proprietatis, non habet in filij portione vſumfructum. Bald. in auth. item hæreditas, C. eod. vt in
72 nouell. 118 c. 3 in fin.[72] in iis, quæ ex lege deferuntur liberis, parentib. præſumentibus ſoluere matrimenū ſine cauſa lege definita, auth. idem eſt, C. de bon.
73 quæ lib. nouell. 134. c. 10. 11. & gl. d. auth. idem eſt,[73] l. cùm oportet, §. fin autē, C.
74 de bon. quæ lib.[74] l. fin. §. fin autem patre, §. fin verò pater, C. eod.[75] Nā ſeruitus
75 ſeruitutis eſſe non poteſt, l. 1. ff de vſufruct. leg.[76] l. cum multa, C. de bon. quæ
76 lib.[77] *Baquet en ſon traicté des droicts de Iuſtice, ch. 21. nouell. 59 60. 61. s'efforce d'oſter*
77 *l'vſage de ladicte Loy* cum multa, *où ſe peuuent rapporter les cas de la Loy* profectitia, ff de iur. dot. *& autres cy deuant alleguees, ou tels dons & bien-faicts procederoyent de l'induſtrie, & recognoiſſance du pere, auquel la liberalité du Prince ſe deuoit rapporter, non au fils, s'il ne prouient de ſes propres merites, & ſeruice qu'il a fait, ou eſpere faire à ſa maieſté, comme gain militaire, ou quaſi militaire: dont l'vſufruict & proprieté appartient au fils*, d.
78 l. cùm oportet, C. de bon. quæ liber. *Maynard chap. 2. du 5. liu. de ſes queſt.*[78] d. l. ſi
79 defunctus C. arb. tut.[79] præf. iur. & diuiditur ab Imperatore peculium in paganicum militare, & quaſi militare in l. fin. C. de inoffic. teſtam. Paganicum oſtendit eſſe Benedict. quòd filiofamilias ſuis laboribus, vel proſpera fortuna acceſſerit, in c. Raynutius, in verb. *matrem inſuper Cleram.* nouell. 11. e. de teſtam. vt in §. igitur, in fin. per quas perſonas nob. adquir. inſtit. Paganicum iterum diuiditur in profectitium & aduentitiū, d. l. fin. C. de inoffic. teſtam. Perfectitij ad patrē pertinet vſusfructus, & proprietas: aduentitij patri vſusfructus filio proprietas: caſtrēſis & quaſi caſtrenſis filio vſusfructus, & proprietas, l. cùm oportet, C. de bon. quæ lib quādiu ſcilicet eſt in ſecuris paternis, & in patris familia moratur, vnde cùm exierit, fructus ſui iuris: nullum inde habetur ſui patrimonij diſcrimen, d. l fin. §. fin. C. de inoffic. teſt. Et omnibus indi tinctè vtitur caſtrenſia, quaſi caſtrenſia, & munera Principum plenè filium adquiruntur iuncta l. cùm multa, C. de bon. quæ liber. & non ſolùm de quaſi caſtrenſib. preſbyterij filijfamilias teſtari poſſunt, ſed etiam

de ad

uentitiis, auth. preſbyteros, C. de Epiſc. & Cler. can quia ingredientib. ibique gloſ. 30. qu. 5. & ita quæritur quaſi caſtrenſe peculium non ſolùm laicis, ſed etiam clericis, ratione ſui officij. vt notat Bened. ctus in d. c. Raynutius, in verb. & matrem inſuper Cleram, num. 17. nec omnibus laicis, nempe ruſticis & mecanicis, qui ſuis artibus paganica, non caſtrenſia nec quaſi caſtrenſia peculia quærũt, ibid. Benedictus num. 10. ſed honeſtioribus artibus imbuti, vt Curiales, Theologi, Senatores cauſarum Patroni, Notarij, & alij huiuſmodi actu quidem laborantes, non tantùm honoris titulo decorati, vt ſtipendia, vel ſportulas mereantur, ad inſtar armatæ militiæ, [80] emptionis verbo, l. 12. tabularum omnis alienatio cõtinetur. Alciatus in l. alienationis verbum, ff. de verb. & rer. ſignif. qua fiebat quondam alienatio per imaginariam emptionem, ſed alienationis nomen generale eſt, & nihil aliud ſonat, quàm translatio dominij: non traditionibus dominia rerum transferuntur, l. traditionibus, C. de pact. ſed qui rem vendit antequam tradat, ius dominij non transfert: & ex duobus is, cui prius res tradita eſt, præfertur, l. quoties, C. de rei vendic. vnde ius in venditione translatum, cenſetur alienatum: nec ante traditionem perfecta dicitur venditio, §. venditæ de rerum diuiſione inſtit. Et ita propriè non dicitur alienatum, quod adhuc manet in dominio venditoris ex Vlpiani reſp. in verb. alienatum, ff. de verborum ſignificatione. [81] Sicut enim res noſtræ per nexum vel ceſſionem diſtrahuntur: ita res alienæ nobis adquiruntur, quæ nullius ſunt: primóque occupanti conceduntur ita quæſita, & quandoque in priſtinum naturam reuertuntur, eodémque tramite diſſoluuntur: ac ſæpe malè parta, malè dilabuntur. [82] Quæ in patrimonio noſtro ſunt l. rei appellatio, ff. de verborum ſignificatione. Et pecuniæ nomine continetur, cuius orta eſt denominatio à pecoribus, quæ erant quondam veterum cenſus, l. fin. C. de conſtit. pecun. quo ſpecies, corpora, cauſæ, & iura continentur: res omnes tam ſoli, quàm nobiles. l. pecuniæ nomine ff. eod. vnde ſi tibi donauero quod mihi debetur, actionem quoque donaſſe videbor. Bart. in l. ſeruus, § fin. ff. de ſtipul. ſeru. totum denique quod homines poſſident, & quorum domini ſunt, pecunia eſt, vt ait Diuus Auguſtinus in libro de doctrina Chriſtiana in can. totum 5. quæſt. 3. quia antiqui quod habebant, in pecoribus habebant, ex præfato Auguſt. Plinius nihilominus pecuniam pro nummis tantùm accipit: quòd pecudum nota antiquitus moneta ſignaretur, & vulgò ſumitur pro pecunia numerata, l. 1. ff. ad Senatuſconſultum Macedon. *En deniers de toute eſpece de monnoye, or, ou argent, quoy que le denier ſoit entendu en ſa propre ſignification pour vne dragme d'argent.* Quæ igitur venalia, & in commercio ſunt pecuniæ, nomine continentur cauſæ & acceſſiones vt ſeruitutes, cùm ad ſeruum, C. de reſt. ſpol. ſpecialiter ſumpto rei nomine imò iuta per rei vendicationem, l. iuta § ſi fundum, ff. de ſeruitut. ruſt. prædior. Qui enim rem vendicat cum ſeruitute in poſſeſſa diſtrahere videtur, l. ſi aqua, ff. de contrah. empt. & rei præcriptio ad ſeruitutes quoque trahitur, l. ſi aliena, §. hæc iura, ff. de vſur. ſed res in genere ſumpta corporea, & incorporea ſignificat & quidem homines quondam ſeruos: apud Romanos, qui erant in patrimonio hominum, l. omnia, in fin. ff. de legat. 3. nec ſolùm quæ in patrimonio noſtro ſunt, vt pecunia: ſed extra computationem patrimonij, l. rei appellatio, ff. de verborum & rerum ſignific. vtres ſacræ, & aliæ, quæ ſunt in commercio, nec poſſunt alienari, l. æde ſacra, ff. de contrah. empt. l. in tantum, §. ſacræ, ff. de rer. diuiſ. §. ſacræ, cod. inſt. [83] Et re- 83

rum

rum omnium, quas quis habere, poſſidere, vel perſequi poteſt, venditio rectè fit: quas verò natura, ius gentium, aut mores ciuitatis è commercio exuerunt, earum nulla venditio eſt, l. ſi in emptione, §. 1. ff. de contrah. empt. nec talis emptio, aut ſtipulatio admittenda eſt, §. 1. de inutil. ſtipul. inſt. l. quæ res, §. aream, in princ. ff. de ſol. l. inter ſtipulantem, § ſacram, ff. de verb. oblig. l. generaliter, §. ſi liberè, ff. de fideicommiſſ. & prohibita lege, pacto, vel teſtamento alienatione omnis actus, per quem dominium transfertur, videtur prohibitus, l. fin. ibid. Bald. C. de
[84] reb. alien. non alienand. [84] *dont eſt cy devant parlé ſur la couſtume du 1. tit.* Nam vrgente neceſſitate, res etiam ſacræ, vt vaſa, & donaria Eccleſiæ venũdari poſſunt, l. ſancimus, auth præterea, C. de ſacroſanct. Eccleſ. & loca ſacra, & religioſa ab hoſtibus capta, fiunt profana, donec iure poſtliminij in priſtinum ſtatum reuer-
[85] tuntur, l. cum loca, ff. de relig. & ſumpt. funer. [85] vt tot. tit. C. de præd. & aliis re-
[86] bus minor. ſine decr. non alien. l. ſi fundum, ff. de fund. dot. [86] *De tant que s'il reçoit argent à cauſe de preſt, ou ſe trouue debiteur, la conſignation eſt preallable, comme a eſté iugé par arreſt du vingtſixieſme Februier 1575. entre Raymond Vialar, & Iean de Valiech, enuers lequel ledict Vialar eſtoit obligé par acte public, alleguant minorité, & deception, diſant ledict eſtre paſſé ſous fauſſe cauſe. Maynard chap. 45. du 3. liure de ſes queſt. Si par eſchange ou autrement il tient, & poſſede aucun fond, le doit rendre au meſme eſtat qu'il l'a receu.* Et reſtitutio ita facienda eſt, vt vnuſquiſq; integrum ius ſuum recipiat, l. quod ſi minor, §. reſtitutio, ff. de minor. *Et eſt touſiours le cõtract ſouſtenable inſques à ce qu'appert*
[87] *du contraire Maynard ch. 36. du 3. liu. de ſes queſt.* [87] ex profectitiis & aduentitiis, tum
[88] arte mechanica. [88] quæ ſua induſtria in togata vel armata militia parauerit, nõ ruri, vel rebus mechanicis occupatus, vt ait Benedict. in d. c. Raynutius, in verbo, &
[89] *matrẽ in ſuper Cleram*, num. 111. [89] neque teſtari niſi de caſtrenſi, & quaſi caſtrenſi peculio: actu quidem exercentes, non faſtu, quiete, & ſilentio, ibidémque Benedictus num. 7. 8. & 9. l. fin. C. de inoffic. teſtam. Barthol. in l. Medicos, C. de profeſſ. & med. Angel. in § itẽ Romæ de excuſat. tut. in §. illis autem de teſtam. milit. in-
[90] ſtit. Cynus & Salyc. in l. 1. C. de iur. & fact. ignor. [90] nec peculium donare licet inter viuos, cuius libera conceditur filiofamilias adminiſtratio, non vt perdat, ex Vlpian. reſp. in l. filiusfamilias in princ. ff. de donat. l. contra iuris, §. ſi filiusfamilias, ff. de pact. l. ſi filiusfamilias, ff. ad Macedon. l. 1. §. 1. ff. quæ res pign. oblig. poſſ. l. ſicut, §. an paciſci, ff. quib. mod. pign. vel hypoth. ſoluntur, l. ſi pater, ff. de his quæ in fraud. cred. l. 3. §. planè, ff. quòd vi aut clàm, l. qui peculij, ff. de pecul. Iuſta tamen ratione, vt matri, vel ſimilib. coniunctis perſonis, quibus donare poteſt, l. 1. §. ſed nonnullos, ff. de tutel. & rat. diſtrah.
[91] l. cum plures, verſic. *imprimis*, ff. de adminiſtrat. tutor. [91] Alienatio continet emptionem, donationem, permutationem, cap. nulli, e. de rebus Eccleſ. alien. vel non hypotheca, pignoris nexus, l. 1. C. de iur. domin. impet. & omnis actus, per quem fit tranſlatio dominij, l. fin. C. de rebus alien. non. alien. nec dicitur alienatum, niſi tranſlato dominio, l. alienatum, ff. de verbor. & rerum ſignificat. extra adquiſitionem Eccleſiæ, in quam ſine traditione tranſit dominium Barth. in l. fin. C. de ſacroſ. Eccleſ. & vt quidam exiſtimarunt in venditione facta à Principe. Iaſon in l. quoties, C. de rei vendic. dicitúrque venditum non tranſlato dominio, d. l. alienatum, ſucceſsítque venditio permutation. l. 1. ff. de contrah. empt. & ſolo conſenſu peragitur abſque ſolemnitate, verborum, & pretij numeratione, d. l. 1. in fin. l. 2. ff. eod. & contrahi poteſt inter

patrem

patrem & filium de reb.caſtrenſibus,d.l.2.non de rebus paternis, vel aduentitiis: nam licèt res ſua ſibi poſſit obligari, leg. Iulianus,§. offerri, ibíque gloſſin verbo, *retinere*: & retineri poſſet pro parte, pretio non ſoluto: vendi tamen res ſua ſibi non poteſt, vel bona paterna patri tanquam ſua, & aduentitia, quorum ipſe habet vſumfructum, leg. final. Cod. de bon. quæ liber. tum quia filius quodammodo videtur dominus rerum paternarum, l.in ſuis, ff. de lib. & poſth. vnde fil j Imperat. dicuntur etiam Auguſti gloſſ. in can. Adrianus, in verbo *Auguſtos*, d.ſp.63. ſed inter patrem, & filium emancipatum rectè contrahitur, [92] [92] l.cùm oportet.C de bon.quæ lib. *Maynard ch.95.nomb.5. du 2.liu. de ſes queſtions.* [93] [93] *Le meſme au ch.1.du 5.liu.de ſeſdictes queſt.* [94] l.fin.§.ipſum autem,C. de bon.quæ lib. [94] *Arreſt du 2. Auril,1571.donné en Audience à la pourſuite de Claude Aliguier, Gentilhomme, priſonnier à la requeſte de ſes creanciers, par lequel luy fuſt permis vendre des biens par luy donnez au premier enfant qui prouiendroit de ſon mariage en ſes pactes dotaux, pour payer ſes debtes: l'affaire au long plaidee, tant de la part du pere que du fils.* [95] Imò pater plus diligit pueros,quàm ſe,l. iſti, in fin. ff. quod met.cauſ. [96] d. leg. [95] fin. C. de bon. quæ lib. ſi tamen vterque æger, & alter alterum alere non tene- [96] retur,l.2.Cod. de alend.lib.1. reſcriptum, §. ſi pacto,ff.de pact.l.ſi ita in 1.reſp.ff.de lib.& poſth. [97] In qua eſt vinculũ perfectionis, ad Coloſſenſ.3. [98] licèt non amit- [97] [98] tat vſumfructum,l.generaliter,auth. vxore mortua, C. de ſecund.nupt. [99] c.conſuluit, ibíque gloſſ.in verbo,ſperãtes e.nec inde quid ſperandum ex cauſa mutui, [99] vel in cap. 1. & 2.tam mercium,quàm numeratæ pecuniæ,cap.in ciuitate,eod. Nam ex alia cauſa quàm mutui quid ſperare non eſt peccatum, vt ex conducto,& locato, atque ſtipendia laboris ſui prometeri, can. quid proderit, 61. diſt. & naturaliter debitor tenetur creditori ad antidota, cap. cum in officiis, e. de reſtibus, leg. ſed ſi lege, §. conſuluit, ff. de petit. hæredit. cap. ſalubriter, e. de vſur. [100] fundo vendito & tradito, fructibus ab emptore perceptis [100] poſt terminum pretio non ſoluto,leg.2.Cod.de vſur. Quæ non quaſi vſuræ, ſed vt intereſſe petuntur argum. can. quoniam multi 14. quæſt. 4. vt in petitione legitimæ, cuius fructus debentur, ſi in corporibus hæreditariis, aut vſuræ, ſi in æſtimatione bonorum computetur, quæ vicem fructuum obtinent, leg. vſuræ, ff.de vſur. [101] leg. mora, §. in bonæ fidei, ff. de vſur. In contractibus enim bonæ [101] fidei ex mora vſuræ debentur, leg.fin.ff.de peric. & commod. rei vend. l. fructus, ff. de act. empt. Et tunc humaniori vocabulo dicitur intereſſe ex loco ceſſante, & damno emergente, leg. vnic. de ſentent. quæ pro eo quod inter. profer. [102] *Et ſont les vſures defendues tãt par le droict humain que diuin à toutes perſonnes,par* [102] *Ordonnance du Roy Sainct Louys 1254. Philip. IV. 1311. 1312. & 1318. article quatorziesme, Philipp. VI. 1349.artic.19.20.21.Louys XII. 1510. Charles IX. 1567. 1570. Henry III.1576. 1577.1579.1580.1581.1582.1584.1586.1588. Et ſont les Iuifs admoneſtez quitter leurs vſures & blaſphemes par le meſme Roy Sainct Louys mil deux cens cinquante quatre, & les ſuperiers manifeſtez punis par Ord.du Roy Louys XII.1510.art.64.François I.1535.ch.19.ar.12. Neãtmoins les vſures maritimes ſont permiſes par le Roy Henry III. 1584. art. 95. quoy que ſoyent exceſſiues pour le hazard qu'encourt celuy qui preſte: enſemble les vſures legitimes,deſquelles parle Dumolin,in tract. de Vſur.q.21.& Ludouic.Roman.conſil.etiam permiſſæ iure Canonico ex pecunia dotali, ex pretio fundi venditi, & traditi non ſoluto, & fauore Eccleſiæ, vel piæ cauſæ; cap.ſalubriter, e.de vſ. caput. dilecti de for.competent. & can.ſi quis de Clericis 12. quæſt. 2. au denier 6. par Edict d'Henry IV.*

le plus haut au denier douze : à quoy ſe reduit le ſort rachetable des rentes conſtituees en bleds & arrerages ſans auoir eſgard au temps & valeur de la monnoye forte, ou autre de laquelle ladicte rente auroit eſté conſtituee, de tant que le rachapt ſe faict ſelon & au prix que la monnoye a lieu, ſelon le cours d'icelle du temps dudict rachept: & ſecundùm præſentis temporis, vt in l. cum certum, ff. de aur. & arg. leg. *ainſi iugé par arreſt ſolemnel du Parlement de Paris, prononcé le Mardy auant Paſques l'an 1586. Et ſe faict le rachept de la rente conſtituee à l'option du debteur, non du creancier, lequel, s'il ſe paye auant le temps du terme contenu au contract, ou pour plus long-temps, qu'il ne demeure deſpouillé de la ſomme, le pacte eſt conſi vſuraire : & partant caſſable, ou reſcindable. Dont par arreſt du Parlement de Paris du dix ſeptieſme Iuin, 1521. fuſt declaré vſuraire le pacte mis à vne rente à poids d'argent, par lequel eſtoit dit, que le premier terme de la rente eſtoit accordé à Noel, & la rente ſe faiſoit à la feſte de la Touſſaincts. Par autre du douzieſme May, mil cinq cents treize. Vn autre pacte accordé de vente à prix d'argent rachettable : ſçauoir que le vendeur ne la pourroit racheter auant cinq ans, ou autre temps, & ſans entierement payer la derniere annee, ores le rachet fuſt fait auant la fin d'icelle : lequel fuſt auſ-*

103 *ſi declaré vſuraire.* [103] Mutuum itaque, niſi ſit gratuitum, vſura eſt : vnde ſi commodatum non ſit gratuitum, tranſit in locationem, vbi non eſt vſura: vt ſi fundus iuſto pretio vendatur ea lege, vt, reſtituto pretio, fundus etiam reſtituatur, leg. 2. Cod. de pact. empt. & vend. & emptor fructus interdùm perceptos lucratur, niſi vili pretio emerit : tunc autem præſumitur contractus vſuratius, c. ad noſtram, e. de empt. & vend. præſertim ſi emptor conſueuit vſuras exercere, cap. illo vos, e. de pign. cùm etiam pecunia datur ad pompam, vnde quis poteſt mercedem accipere, non vt mutuum, ſed vt commodatum, ſeu lo-

104 catio, leg. ſed mihi, §. non poteſt. & l. ſeq. ff. commod. [104] *Giles le Maiſtre au titre des criees,* licet vtriuſque periculo, vt in c. in ciuitate, e. de vſur. ad inſtar annonæ, quæ plus, vel minus vendi poteſt in termino diſtinctæ ſolutionis : non tamen eadem eſt vtriuſque ratio, cùm pretia rerum communi (vt apud nos) librarum æſtimatione pendantur, potiſſimùm Henrici IV. memoriæ fœlicis edicto, libráq; 20. conſtat aſſib.as verò duodecim denariis Turonenſibus, nec plus, vel minus penditur, licèt plus aut minus nunc valeat, quoad rerum æſtimationem, & communem pretij, vel pecuniæ numerationem: ſi minus valeant numiſmata tempore ſolutionis, quàm tempore mutui, plura ſoluenda ſunt, vel abſimilia facta mutuatæ, vel commodatę pecuniæ quantitatis adæquatione ex huiuſmodi libræ, aſſis, vel denarij Turonenſis ſupputatione, vt tantundem librarum viginti aſſium, & ſic deinceps, fiat ſolutio in quacunque ſpecie rectæ monetæ vel ſimili, ſi conuentum ſit quæ ſit in vſu, & vt valet tempore eiuſdem ſolutionis eodem librarum numero, quo mutuata eſt. Nam eo res vel pecunia datur, vt fiat accipientis, non vt ad eadem, ſed alia eiuſdem ſpeciei, vel generis ſoluatur, alias vſura eſt d. cap. conſuluit, e. de vſuris. Et tunc deſinit eſſe debitoris, quando mutuans ex mora non ſoluentis in termino iactaram patitur, vnde damni, vel pœnæ nomine debetur intereſſe, can. fraternitatis 12. quæſt. 2. vel tandem nummi fuerint depoſiti, & in cuſtodiam traditi, vt idem reſtituantur, §. fin. quibus mod. re contrah. oblig. Inſtitut. Et tunc in eadem ſpecie pecuniæ fit ſolutio maiori, vel minori numero, nempe probitæ monetæ, *ſelon le cours & valeur*

105 *d'icelle du temps du payement, non du preſt,* [105] leg. 1. in 1. reſp. ff. ad Maced. l. pen.

C. eod.

Cod.eod.licèt filiusfamilias ſit in dignitate conſtitutus d.leg. 1. §. fin. niſi habeat caſtrenſe peculium vſque ad eandem quantitatem, leg.2. ff.eod. nec eiuſdem filiifamilias fideiuſſor obligaretur ex Neratio libr. 1. & 2. & Celſo lib. 4.reſp. aſſentiente Vlpiano lib.18.ad edictum reſpondentibus ex filiifamilias fideiuſſione non eſſe locum Senatuſconſulto, l. item ſi, ff. eod. ſed vt minor ſi captus eſt, reſtituitur, l. ait Prætor, §. non ſolùm, ff.de minoribus niſi filius fideiubens alio reo dato in fraudem Senatuſconſulti ſit pecunias accepturus, l. ſed Iulianus in princip. ff. eod. Tunc enim vtilis aduerſus fraudem datur exceptio, ibid. §.1.leg.ſi fideiuſſor, ff.de pact. nec ſolùm mutuanti, ſed etiam ſucceſſoribus deneganda eſt actio, leg.pen. Cod.eod.d.leg.ſed Iulianus, §.non ſolùm, ff.eod.tit.nec tantùm filiifamilias, ſed etiam patri eius, fideiuſſori, & mandatori ſubuenitur, leg. ſed & ſi, §. non ſolùm, l. creditorem, ff. eod. vt ſciat peſſimus ille fœnerator nullius poſſe filiifamilias bonum nomen expectato patris interitu fieri, d. l. 1. in fin. 1. reſp. ff. ad Macedon. etſi in ſacris paternis conſtituto facta ſit mutuatę pecunię numeratio, nondum ſui iuris effecto, licèt antè fuerit promiſſa, vel ſtipulata: quia ibi tempus numerationis inſpicitur, l.filiusfamilias, §. fin. & leg. ſeq. ff. eod. [106] leg. nihil interest, ibique gloſſ. in verb. *nam in emitate*, ff. eod. d. *106*
l. 1. §.fin. eod. nec liberat filiumfamilias huiuſmodi dignitas à patria poteſtate ſicut Epiſcopalis, gloſſ. in d.§.fin.in verb. *non etiam*, nec tamē reſtituitur, ſi vt maior contraxerit, & pro maiore habitus, l.1. Cod. eod.tit.l.3. ff. eod. cùm publicè vt paterfamilias à pleriſque haberetur, ageret, contraheret, & muneribus fungeretur: quo errore ductus facilè mutuans excuſatur, vt in l. Barbarius, ff. de offic.Prętor.l.cùm quidam, §. quod ſi ipſe, ff.de adquir. hęred. leg.3.in fin.ff.de ſuppellect. leg. toto tit. ff. de eo qui pro tut. negoc. geſſit, vnde Iulianus dixerit in eo, qui vectigal conductum habebat ceſſare Senatuſconſultum in d.l.3. ff. ad Macedon. & ceſſat Senatuſconſultum Macedonianum quinque caſibus enumeratis in l.2.C.ad Senatuſconſ.Maced. cuius exceptio denegatur ei qui ſcit, vel ſcire potuit ſtipulantem eſſe filiumfamilias, §.& minoris ętatis, leg.1.eod. & l. Iulianus, ff. eod.tit. [107] Ceſſat quidem in milite, l.fin.§.ſin autem, C.ad Macedon. & in digni- *107*
tate conſtituto vſque ad caſtrenſe peculium, quod tamen inter viuos filiusfamilias donare non poteſt, l. ſi filiusfamilias in 1.reſp. ff. de donat. nec ſua malè perdere: nec poteſt creditor aduerſus patrem de peculio agere, leg.ſi filius, C. ad Macedon. & huius Senatuſconſulti filius vtriuſque ſexus, competit exceptio, etiam nummis extantibus, aut veſtibus ex eis comparatis, l. ſed & ſi, §. hoc Senatuſconſulto, ff.eod.tit. [108] l.ſi permittente, C.ad Macedon.l.ſi tantum, l.ſi filius- *108*
familias, ff. eod. quibus non eſt locus Macedoniano, licèt inſcio creditore pater voluntatem mutauerit, ſi tamen non contradixerit, d.l.ſi filiusfamilias, vel miſſis ad eum à patre literis: & valet quatuor modis huiuſmodi contractus, patris nempe iuſſione, mandato, auctoritate, & conſenſu, de quibus in gl.c.ratihabitionē de reg. iur.in 6.in rem patris, l.2. & 5.C.ad Macedon.l.ſed Iulianus, §. ſed & ſi filiusfamilias, ff.eod.l.fin.C. eod.tit. eque pater quod iuſſu, & de in rem verſo tenetur, l.1.§.ſi ratum ff.quod iuſſu l.ſi res, §.pen.ff.de in rē verſ.l.Macedoniani, C. ad Macedonian. Et notantur quatuor modi, quibus negotiorum geſtoribus actio competit, in l.ſi pupilli, §.quid ergo, ff. de neg.geſt.ſpeculator de iudic.§.2.verſ.ex prędictis, & d.gloſſ. in verb. *ratihabitionem*. Ratum quidem à patre, quod ſuo, non filij, aut alterius nomine eſt geſtum: aliàs ratihabitio nulla eſſet, d.leg.ſi pupilli.

§.ſed ſi ego, ff. de neg geſt.c. ratum de reg.iur.in 6. Huiuſmodi enim ratihabitio principali mandato, vel patris conſenſu non eſt abſimilis. cùm omnis ratihabitio retrotrahatur,& confirmet ea quæ ab initio ſubſequuta ſunt, leg. donationes [109] quas parentes,C.de donat.inter vir.& vxor.l.fin.Cod. ad Macedon.[107] d.l.ſi filius- [110] familias,ff.eod. [110] l.ſed Iulianus in fin.ff. eod. [111] d.leg ſed Iulianus, §. proinde, [111] l Macedonianum ibique gl.in verbo,*non recuſaret,* C. eod.cap.1. Cod. ad Maced. [112] ſcienter quidem facta nouatione,non per errorem l.ſi ff.eod.vel agnouit debitum, ſoluendo partem debiti,vel vſuras,l.ſed Iulianus,§.fin. ff eod. vel pignus dederit, [113] l ſed & ſi in l. reſp.eod. [113] Vnde ſi filiusfamilias aliquid mercatus,pretium ſtipulanti venditori cum vſurarum acceſſione ſpondeat: non eſt locus Senatuſconſulto,quo fœnerare filiisfamilias eſt prohibitum, l. ſi filiusfamilias, C. ad Macedon. niſi fiat in fraudem Senatuſconſulti,l. ſi filiusfamilias,§. 1.l. ſed Iulianus §.mutui, [114] § ſed ſi fraus,ff.eod. [114] l.ſed & ſi pater in fin l.tandem ibique gloſſ.in verb. *appo-* [115] *ſita. Baquet ch.21.nomb.147. tit. des droicts de iuſtice.* [115] Quæ eſt mater actionum, l.licet §.ea obligatio,ff.de proc. ideóq; ius diuiditur in perſonas,res,& actiones, §. fin.de iur. nat. gent. & ciuil. Inſtit. primóque de perſonis, ſecundò de rebus, poſtremò de actionibus ordine agitur: omiſſis quidem obligationibus, quæ actionum nomine continentur: & diuiſæ in ciuiles & prætorias, quadrifariam, [116] ſubdiuiduntur,in §.ſequens de oblig. inſtit. vnde oritur omne genus actionis, [116] vt in l.1.2.& 3 ff.de recept.arb. l. Aquiliana, cum tribus ſequentibus leg.de re filiorum,l.controuerſia cum duab. ſeqq ff.de tranſact.l.2.l.cum te.l.fratris, l. vt reſponſum quinque ſequent.& tot.tit.C.eod.§.eſt autem prodita.quib. modis con- [117] trahitur oblig inſt. [117] l.ex maleficiis,§.1 §.tutelæ ff.de act.& obl.g §.igitur & tot. tit.de obl.quæ ex quaſi cont.naſc.Inſt.l.filiusfamilias,l in factum,ff de act. & obl. *Et doit le fils,en cas qu'il ne peut agir,faire foy de ſon authoriſation, ou emancipation.* Spe- [118] culator tit.de actore,§. vnic. verſ. ſed & filiusfamilias, [118] leg inter liberos, §. filius,ff. ad leg. Iuliam de adult. notatur in l.ſed ſi vnius §.filiusfamilias,ff.de iniur. [119] §.fin.de noxal. act. inſt. [119] l. non debet,ff.de dol. [120] niſi in virum à ſe veneran- [120] dum, & emendationis vitæ ageret, ibidem, [121] l. cùm poſſet, ff. de iniur. *Non que le pere doiue eſtre appellé en cauſe pour authoriſer ſon fils, ou luy aſſiſter és cauſes criminelles, meſme en faict d'iniures,* d.leg.filiusfamilias,ff. de act. & oblig.vt plerunque fit arg.legis ſi longius,ff. de iudic. *pouuant le fils de famille eſtre en iugement tant en demandant, que deffendant, en matiere criminelle ſans authorité du Iuge, ny* [121] *du pere. Maſuer tit.9.nombr. 23.* [122] leg. 1. ff. de obſeq. à lib. parent. præſt. leg. [122] ſi filius,l.congruentius, C. de pat.poteſt. l. nec quicquam, §.de plano ff. de offic. proconſ.& legati arg.l.1.§. cum patronus, ff. de offic. præf. vib. d. leg. ſi filius, & [123] ſeq.Cod.de pat.poteſt. [123] l.liberi, Cod.de inofficioſ. teſtam. *Maynard chap.11.du* [124] *5.liu.de ſes queſt.Bien qu'il fuſt emancipé,& euſt faculté de teſter.* [124] l. Imperator, ff. ad Trebel.l.2.ff.ad Maced.l.2.C.de caſtr.pecul.l.fi.§. neceſſitas,C.de bon.quæ lib.c. fi.de iudic. in *6. comme s'il eſt queſtion du preſt par luy fait des deniers deſt.nez pour ſa d.f-penſe,& entretenement aux eſtudes,ou en voyage,*l.cùm filiusfamilias,ff.de reb.creditis. [125] *Maſuer tit.3.nomb.16.* Boërius & Guido Papæ quæſt.54. [125] l.cùm oportet,l. fin.§.fin [126] autem,auth.idem eſt C. de bon. quæ lib. [126] de quibus in leg.profectitia,ff.de *iur.* [127] dot. [127] arg.l.ſi filiusfamilias abſen.ff.ad Senatuſconſult.Macedon. [128] leg. hone- [128] ſtiores,ff.de Decurion.*Maſuer tit.9.nomb.23.* [129] l.fin.§.neceſſitate, C. de bon.quæ [129] lib.leg.ſi quis niſi,§. ſi quis iuſſum,ff.de adquir.hæred. [130] Nouell. 117.cap.1.leg. [130] fin.

fin.§.fin autem in fin.C. de bon. quæ lib.aliàs non datur tutor vel curator filio,qui eſt in poteſtate patris, l.fin. in 1.reſp. C. de curat. fur. [131] l.fin.§.vbi autem vſque in fin.C.de bon.quæ lib. [132] l.ſi longius,§.ſi filiusfamilias,ff.de iudic. [133] l. Macedonianum,C. ad Senatuſconſultum Macedonianum,l.cum filiusfamilias,ff.de reb.cred. [134] l. ſi longius, §. ſi filiusfamilias,ff. de iudic. [135] l. ſi ſocius pro filia, ff. pro ſoc. gl. in l. 2. §. 1. l. ſi ſocer in princ.ff. ſol.matr. auth. ſed quamuis, C. de rei vxor. act. licèt ad religionis votum ſe conferat, Bald. in l. fin. C. de dot. promiſſ. Bart. in l. 1.§. ſi parens, ff. ſi quis à parent. manumiſſ. fuer. Et dos in primo matrimonio conſtituta cenſetur in ſecundo, licèt ſpirituali repetita. Cynus in d. auth. ſed quamuis, Ioan. Andr. in addition. Speculator tit. de don. inter vir. & vxor. in caſtrenſi, & quaſi caſtrenſi pecul. l. lis nulla, ff. de Iudic. l. cùm oportet, §. eod.C.de bon.quæ lib.l. ſi dubitetur, §. fin.ff. de fideiuſſ in dubio inter patrem & filium orto, an ille ſit in eius poteſtate,l.1.C.de pat.poteſt. Quibus caſibus tenetur pater filium emãcipare: vt ſi pater legatum agnouerit ea conditione ſibi relictum, vt filium emancipet, l. ſi cui legatum, ff.de condit. & demonſt. Si priuignus adoptatus pubes factus probauerit ſibi non expedire amplius eſſe in adoptantis poteſtate, l.nonnunquam, & l. ſeq. ff. de adopt. idémque de quocunque adoptiuo, l. 2. §. ſi quis minor, ff. de minor. Si pater peccandi neceſſitatem filiæ imponat, l. ſi lenones, C. de Epiſc. aud. ſi pater filium impiè & malè affecerit, l. fin. ff. ſi à par. quis fuerit manumiſſ notat Angel. in l. quidam cum filium ff. de verb.oblig. Ex eiſdem cauſis quem poſſe etiam inuitum emancipari, quibus poteſt exhæredari in quæſtione alimentorum, videre licet in l. ſi quis à liberis, ff. de lib. agnoſc. quorum aſſignatio in penſione, vel vſufructu conſiſtit ſucceſſiuis temporib. quorum præſtatio morte vſufructuarij extinguitur, & fundus ad patrem, vel hæredes eius reuertitur,l.cum hi,§.modus, ff.de tranſact. Barth. in l. fin. ff. de his quib. vt indign. Dos autem plena proprietate conſtituitur, ſicut legitima, de qua in l. ſancimus, §. repletionem, C. de inoffic. teſtam. & tranſit ad hæredes vt proprium filiæ patrimonium, l. vn. §. videamus, C. de rei vxor. act. l. filium emancipatum, ff. de coll. bon. l. 2. §. ſed vtrum in fin. ff. de minor. & vtro ſuperſtiti quæritur noſtra conſuetudine: nec non pater diſſipans fideicommiſſum, agitur filio exiſtenti in eius poteſtate per Iudicem reſtituere, etiam ante conditionis euentum. l. Imperator, ibid. Barth. ff ad Trebell. & filio hæred. inſtituto, interdicto patri vſufructu,Nouell. 117. c. 1.tutorio etiam, curatorio, & procuratorio nomine inter patrem & filium lis eſſe poteſt, l. quæſitum, ff. de in ius vocand. [135] filiamfamilias in dote captam, dum patri conſentit, non ſtatim dotem ſtipulanti cum dedit,vel adhibenti aliquem,qui dotem ſtipuletur,puto reſtituendam, reſpondet Vlpianus in l.3. §. ergo etiam filiamfamilias,ff.de minor.& dotem ſemel pacto vel teſtamento aſſignatam pater integram præſtare tenetur: & ſi partem iterum conſtituerit, vel dederit, ad reſiduum compellendus eſt, vt notant Bald. Caſtrenſ. Iaſon & Salicetus in l. filia, C. de legat. & ei ſicut mulieri ſubuenitur, quæ vltra patrimonij vires, vel totum patrimonium circumſcripta in dotem dederit, l.ſi ex cauſa, §. 1. ff. de minor. *Maynard ch.42. du 3. liu. de ſes queſt. où il amene vn Arreſt du 9. Feburier 1587. donné entre le Sieur de Cayrat appellant du Seneſchal de Carcaſſonne, de ce qu'il auoit ordonné que defandroit, nonobſtant ſes fins de non recenoir: & le Sieur de la Boiſſiere ſon beau frere appellé, impetrant lettres en caſſaſſion de contract: par lequel la dict de la Boiſſiere moinde auoit trois fois plus baillé de fonds en dot à ſa ſœur, femme dudict Cayrat que ne luy eſtoit*

136 *deu, lequel fuſt démis de ſon appel.* [136] d. l. 3. §. ſi quis minor, ff. de min. Et hæc non per partium enumerationem dicta ſunt, cùm plura ſint alia negotia, quibus inter patrem & filium lis eſſe poſſit, tam eius poteſtatis, quàm emancipatum, non minùs quàm in cauſis ciuilibus, & priuatis negotiis alterutrius iudex eſſe poteſt, 137 l. lex Cornelia, ff. de iniur. l. in priuatis, ff. de iudic. [137] Mandata quidem ex conſenſu profiſciſcuntur, & mera voluntate, l. 1. ff mandat. ab amicitia & fide, vt Tullius loquitur pro Roſcio Amerino: nempe mandantis, & mandatum ſuſcipientis, l. ſi remunerandi, ff. mandat. voluntarium, & gratuitum, d. l. 1. ff. mandat. vel remuneratorium, honore, vel gratuita mercede ſatisfact. l. ſi remunerandi, l. ſalarium, ff. eod. Nam ſi ab initio de mercede conuenerint, eſt potiùs locatio, vel conductio, d l. 1. ff. mandat. non coactum, vt magiſtratus, cui parere neceſſe eſt, l nó videntur, § qui iuſſu, ff. de regul. iur. c. quod quis, c quì iuſſu de reg. iur. in 6. l. furti, §. qui iuſſu. ff de his qui notant. infam. neque rogatorũ vt ſola commendatio, vt in l. ũdeicõmiſſa, §. 1. ff de leg 3. l ſi verò, §. cùm quidam, ff. mand. ſed obligatorium, & obligandi animo mandetur teſtato per nuntium, vel epiſtolam, aut alio modo, quo tacitè, vel expreſsè mandantis conſenſus intelligatur, l. 1. l. ſi quis, l. ſi remunerandi, l qui patitur, ff. eod Negotiatorem quidem vel inſtitorem mercenarium, aut partiarium quis habere poteſt, de quibus ſuo loco. At mercede conducti cenſentur locati §. fin. de mand. inſt. l. 1. in fin. ff. mand Procuratorem ad negotia, vel ad lites remunerandum, l. item, C. de procurat. l. mercenarium, ff. mandati, l. mercenarium, C. eod, tam ad lites, quàm ad negotia mercede conductum, vel gratuitum, vel negotiorum geſtorem, ſiue remunerandum, vt ſi & l. ſi re- 138 munerãdi, § apud Iulianum, ff. mand. [138] l. 1. l. 2. l. ſi literas, C. mand. l. fin. ff. eod. [139] l. 139 ſi mandauero in fin. cum tribus ſequentib. l. ſi hæreditatem, ff. mand. l. ante litem, & 9. ſequentib. ff. de præc. niſi mandatum fuerit reuocatum, l. ſi verò, §. ſe mandauero, ff. mand. [140] §. is qui de mand. inſt. l. diligenter, l. ſi quis pro eo, l. ſi procuratorem in 1. reſp. ff. eod. l ſi maritus, l. cum mandat. C. eod tit. *Maſuer au tit. 23. nomb. 34. traitte vne queſtion de Cynus, de la loy* ſi quis nolente, C. de negot. geſt. *d'vn mandataire, qui auoit employé vingt eſcus à l'achept d'vn heritage, duquel n'auoit charge que donner dix eſcus qu'il auoit en main des deniers du maiſtre, ayant baillé le ſurplus à ſa faute. Ce que n'ayant peu auoir pour le prix limité par le mandateur, ores n'y ait lieu de repetition* contra 141 mandantem, nihilominus repellet eum per exceptionem, niſi ſoluat, l diligenter, ff. mandat. [141] d. l. mercenarium, l. ſi procuratorem, l. præterea cum ſeq l. idémque, §. Labeo, l. ſi quis alieni in princ. l. qui mandatum, l. ſi mandato, in 1. reſp. §. fideiuſſor, l. ſi is, cui negotia, l. qui mutuum, § ſumptus, ff mandat. l. 1. l. 2. l. 142 etiã. l. ſi literas, C. eod. [142] l. ſi procuratoꝛẽ, §. dolo, l. idémque & in fundo in 1. reſp. l. ſi mandauero, §. ſi tibi, §. fin. l. rogatus, l. ſi mandauero 2. l. dolus, l. ſi quis pro eo, l. pen. §. Lucius, ff. eod. l. maritus, l. cum per procuratorem, l. procuratorem, & duabus ſequentibus l. ad comparandas, l. in re mandata, C. eod. *Ou ſur tout le procureur doit prendre garde ne rien auancer, delaiſſer, faire, ni procurer de conſequence, qu'il n'aye bonnes memoires, & actes en main, ou procuration expreſſe, s'il n'eſt aſſiſté de la partie, pour n'encourir à ſon nom propre la peine des calomnies, notamment és cas que les procurations generales ne ſuffiſent. Ordonnance de Henry II. donnee à Sainct Germain en Laye au mois de Iuin 1556. Declaration ſur ce faicte à Amboiſe le 19. Aouſt 1551. Ordonnance du Roy François I. liure 7. tit. 7. loy 2. §. 3. du corps du droict François.* Et caueat mandatarius, ne pariter impia, & nefaria mandata

exequa-

exequatur, ne & eadem pœna cum mandatore plectatur, vt ſcribit Ludouicus Bologn. in l. athletas, ff. ad leg. Cornel. de falſ. Cynus in l. non ideo minus, C. de accuſ. & inſc. l. 1. C. ſi reus, vel accuſ. mort. fuerit Angelus in §. interdum de obl. quæ ex delict. naſcuntur, in c. ſicut dignum, c. de homicid. [143] l. 2. ibique gloſ. in verb. *qui non ſunt*, C. de hæret. & Manich. l. qui aliena, §. quanquam, & ibi gloſ. *in* verb. quia, ff. de negoc. geſt. l. filium in fin. ibique gloſ. fin. ff. ad Maced. Et ita de reb. caſtrenſibus & quaſi caſtrenſibus poteſt, tum etiam de aduentitiis, in quibus pater non habet vſumfructum, l. cùm oportet, l. fin. §. ſin autem, C. de bon. quæ liber. & conſtituere procuratorem ad agendum, l. fin. §. licentia, C. de bon. quæ liber. ibique Cynus, & Bart. in l. fin. §. pupillus, ff. de verb. obl. Speculator tit. de procurat. §. ratione quoque, verſ. *qui conſtituens*, c. ſi annum, §. fin. de iudic. in 6. Capell. Tholoſana, quæſt. 175. [144] præfatis iuribus. *Et en tous affaires, eſquels il peut agir, en demandant, ou defendant, Maſuer tit. 3. nomb. 16.* [145] Speculator tit. de actore, §. 1. Capella Tholoſana, quæſt. 42. & tunc licet filio experiri, ſi non ſit, qui patris nomine agat, l. ſi longiùs, §. ſi filiusfamilias, ff. de iudic. *Maſuer tit. 9. nomb. 23.* tum quia ſpe poſtliminij, c. patre ſuſpenditur patria poteſtas. [146] in iudicio quaſi contrahitur, l. de ætate, §. qui interrogatus, ff. de interrog. act. Sat enim legitima, & ſolemnis habetur emancipatio, quæ tacito omnium conſenſu diuturna conſuetudine comprobatur, l. 1. C. quæ ſit long. conſuet. [147] nec dicitur actus voluntarius, dum iubet pater: nam ex voluntate fieri dicitur, quòd ex mero mentis arbitrio procedit, can. 1. §. voluntatem 15. qu. 1. quod per obedientiam dicitur interemptum, can. ſciendum 8. qu. 1. Nec cenſetur actus voluntarius factus per eum, qui compelli poterat, vt notat Baldus in l. nouiſſimè, ff. quod falſ. tut. author l. rem legatam, ff. de adim. leg. vbi alienatio dicitur voluntaria, quando non inſtante neceſſitate, ſed ex mera voluntate procedit, [148] patre mandante, conſentiente, non contradicente, vel ratum habente, niſi de re peculiari agatur, vel aduentitia, in qua pater non habet vſumfructum toto tit. ff. & C. ad Maced. l. cùm oportet, l. fin. Cod. de bon. quæ lib. [149] Imò pupillus obligatur ſine tutoris authoritate, vbi ex re actio venit de impenſa à me facta, vel damno ab eo illato in re inter me & eum communi, l. furioſus, ff. de act. & obl. Si alium ſibi obliget, l. contra iuris ciuilis, ff. de pactis, §. pupillus, de inutilibus ſtipulat. Inſt. vel ſi aliquid dari ſibi ſtipuletur, l. 1. C. de authorit. præſt. l. neque, C. de contrah. & committend. ſtipulat. de authoritat. tu or. in princ. Inſtit. nempe pubertati proximus, d. § pupillus, anno ſeſquidecimo, fœmina ſeſquinono, §. fin. quibus ex cauſ. manumitt. non licet, & quibus modis tutel. finitur Inſt. tutore authore omnia negocia rectè gerit, d. §. pupillus, de inutil. ſtipul. vt ſi quid aliis promittant: tunc enim neceſſaria eſt tutoris authoritas, §. 1 de auth. tut. Inſtit. & eſt veriſſimile eos malè agere, §. nunc admonendi, §. at ex contrario, quibus alien. licet, vel non Inſtit. l pupillus, ff. de adquirend. rer. domin. l. contra iuris, ff. de pact. Attamen doli capax etiam ſine tutoris authoritate tenetur actione depoſiti, ſi quid dolo commiſerit, vel ditior factus eſt, l. 1. §. an in pupillum, ff. depoſ. Et ſi rem in vendit ione petat, doli exceptione repellitur, niſi pretium offerat, l. ſi id quod, §. fin. ff. de reſcind. vend. adeò vt in contractibus in quibus mu-

tuæ

tuæ naſcuntur obligationes cum pupillo ſine tutoris authoritate celebratis, quí cum pupillo contrahunt, non quidem pupillus, obligantur, l. Iulianus, § ſi quis
150 à pupillo, ff. de act. empt. §. de auth. tut. Inſt.[150] Sed qui in poteſtate parentis eſt impubes, nec authore quidem patre obligatur, l. fin. §. 1 ff. de verb. obl. §. pupillus in fin. de inutilib. ſtipul. Inſtit. quia nec pater ſicut tutor erga filium obligatur, d §. pupillus, l. cùm oportet, §. ſub hac tamen, verſ. *non autem hypotheram*, C. de bon. quæ liber. *N'eſtant le pere comptable comme le tuteur, dont la perte ſeroit irreparable.* Si ſit pubes filiusfamilias, ex omnibus cauſis, tanquam paterfamilias obligatur: & ob id cum eo agitur vt patrefamilias, l. filiusfamilias ex omnibus, l. fin. §. 1. ff. de verb. oblig. §. item inutilis in fin. de inutil. ſtipul. Inſt. dum eſt in patris poteſtate, & eiuſdem authoritate interueniente: eóque etiam Iudicis authoritate compellitur, l. fin. §. 1. C. de bon. quæ liber. dum tamen filius eſt in poteſtate, in ſolidum nimirum tenetur de ſuis contractib. l. tam ex contractib. ff. de iudic. l. ſi quis cum filio, l. & ideo, ff. de pecul. Et ſi emancipatus, exhæredatus, vel abſtinens ab hæreditate conueniatur eius rei nomine, quæ cum eo contracta erat, cùm in poteſtate eſſet, ſua ſpontanea voluntate, vel iuſſu eius, in cuius poteſtate erat, contraxerit ſiue in peculium ſiue in eius patrimoniũ ea res fuerit redacta in quantum facere poteſt, eſt condemnandus ex Vlpiani reſp. lib. 28. ad edictum in l. 2. ff. quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt, negoc. geſt. eſſe dicetur. Idémque de his, qui partem minimam hæreditatis conſequuti ſunt, d. l. 2. Vnde deducitur quod debetur creditoribus priuilegiatis, & eis qui poſtea cum eo ſui iuris facto contraxerũt, d. l. 2. ff. eod. agitúrque, vt in l. quoties, & l. ſeq. ff. de noxal. act. l. Prætor, §. ſed & ſi fi-
151 lius, ff. de edend. l. ſi quis cum filio, ff. de procurat. & l. & ideo, ff. de pecul.[151] Sed Macedoniani exceptione tuetur in cauſa mutui, l. 1. & toto tit. ff. & C. ad Maced. Ex debito quidem obligantur ſui iuris puberes ſine curatoris authoritate, l. ſi quis rem, §. voto, ff. de poſtlic. can. ſi quis laicus 16. q. 1. tota 20. q. 1. c. 1. c. nullius, c. fin. de regularib. non filiifamilias ſine patris authoritate ex Vlpiani reſponſ. in d. l. ſi quis rẽ, imò reſcripto Imperatoris in l. fin. §. hoc etiam, C. de ſacroſ. Eccl. quod lex ſi quis rem emendatur. Poſſunt enim, & debent filij, vel filiæfamilias puberes, inconſulto, & nolente patre, ingredi monaſterium, & religionem profiteri ſine cauſa ingratitudinis, d. l. fin. cuius ingreſſu, & profeſſione omnis purgatur macula. Nouell. 5. in princ. Nec inde filium factum Monachum patri extrahere licet. Nouel. 123. c. 41. niſi eſſet infans. Qua duntaxat ætate ante pubertatem pater poteſt filiis impedire & prohibere religionis ingreſſum, & ingreſſos è monaſterio recipere, can. puella, 20. q. 2. Ita laudantur Leuitæ, qui patrem & fratres reliquerunt, vt Deo ſeruirent. Deuter. 25. quibus Redemptor noſter vitam æternam pollicetur, qui ob id patrem & domum ſuam reliquerunt, Matth. 29, Luc. 18. Vnde Papa Clemens 11 l. de filia nubili reſcripſerit, his verbis: Quia liberum habet arbitrium in actione propoſiti, patris non tenetur ſequi voluntatem ex Concil. Toletano, can. ſi in qualibet minori ætate 20. q. 2. non tamen poteſt ſine voluntate patris, donec annum ætatis 25. compleuerit, vt in 1. tit. dictum eſt ex Regia ordinatione. *des Mariages clandeſtins.* Aliàs D. Chryſoſtomus in fin. lib. 3. contra vituperantes vitam monaſticam inquit, filij, etiamſi fuerint egregia virtute præditi, & ſi noluerit is, ad hanc peruenient Philoſophiam monaſticam, ſempiterníſque gaudiis perfruentur: vos autem infinitos vobis cruciatus congeritis. D. Gregorius Homilia 47. in Euangelium carnis cognatione coniunctos, quos in via Dei ad-

uerſa,

uerſatios patiamur odiendo, & fugiendo neſciamus: liberantur enim filijfamilias per ingreſſum monaſterij à patria poteſtate d. l. fin. §. 1. C. de Epiſc. & Cler. Nec ob id poſſunt exhæredari, vt eſt in vſu. *Et remarque ledict Maynard au ch. 14. du 5. liu. de ſes queſt. un faict, & arreſt notable de ce que feu Maiſtre Sebaſtien de Nouailles, quand viuoit Lieutenãt general és maiſtriſes des ports, & paſſages de la Seneſchauſſee de Tholoſe, eaux, & foreſts du Comté de Comẽge, ayant par ſon teſtament du 14. Auril 1584. deſherité Maiſtre Pierre de Nouailles ſon fils aiſné, vnique du premier lict pour s'eſtre rẽdu de la compagnie de Jeſus en Tholoſe a l'aage de quinze ans, moyennant cinq ſols, & cent liures de penſion annuelle pendant ſa vie, inſtituant Bertrand de Nouailles nay du ſecond mariage ſon heritier, ſauf ſi ledict Pierre de Nouailles reuenoit au mõde: auquel en ce cas laiſſoit la moitié de ſes biens. Dõt par Arreſt du 23. Septembre 1589. donné au rapport dudict Sieur Maynard. La Cour, ſans auoir eſgard à ladicte condition, auroit maintenu ledict Maiſtre Pierre de Nouailles en la moitié de tous, & chacuns les biens, qu'auoyent appartenu audict feu Maiſtre Sebaſtien ſon pere du temps de ſon decez, & de Guillori ſa belle mere, comme tutrice dud. Bertrand de Nouailles en l'autre moitié: aux charges des legats cõtenus aud. teſtamẽt, & ſubſtitutiõs y apposées, le cas d'icelles aduenant: & ſans qu'à l'aduenir par profeſſion, que led. Maiſtre Pierre pourroit faire en ladicte compagnie, ni par diſpoſition, en faueur d'icelle, ou d'autre, puiſſe eſtre faict preiudice pour ſes biens ſuiects à reſtitution audict Bertrand de Nouailles ſon frere, ſans reſtitution de fruicts, ſauf à ladicte de Guillori audict nom luy payer les arrerages de la moitié de la penſion, qui luy ſeroyent deus puis le decez de ſon feu pere iuſques à ce qu'il ſeroit effectiuement poſſeſſeur de la moitié de ſeſdicts biens paſſant par deſſus la volõté du teſtateur, en faueur de la religion, de laquelle eſt permis au Religieux ſe deſpartir iuſques apres la profeſſion. Et partant la Cour n'auroit fait difficulté luy adiuger la moitié des biens de ſon feu pere, tout ainſi que s'il eſtoit au monde pour en iouyr pendant le Nouiciat, non pour en diſpoſer en faueur du College, ni autres lors de la profeſſion, ains pour la rendre & reſtituer ſelon la volonté du pere. L'authentique* ingreſſi, *laquelle n'ayant auſſi lieu en France, ſi par exprés n'y eſt pourueu par le Religieux lors de la profeſſion, ou auant icelle, ou par ceux deſquels il ſuccede, dont ſera cy apres parlé en ſon lieu.* [151] *Charondas ch. 56. du 7. liure de ſes reſp. En Tholoſe pour auoir rem-* [152] *bourſemẽt de la ſomme baillee on doit preuuer qu'elle a eſté employee à ſon vſage, profit, & deſcharge,* vt in l. ſi curatorem habens in fin. ff. de in integr. reſt. *Et a eſté ainſi iugé par pluſieurs arreſts, comme dit Maynard au ch. 52. du 3. liu. de ſes queſt.* [153] vt in l. ait Prætor 1 in [153] princ. & §. 1. ff. de minor. *Et ainſi ſe pratique en Tholoſe, Maynard ch. 53. du 3. liu. de ſes qu.* [154] § nos autem de Attilian tutor. Inſtit. Tunc enim iniuria Iudicis creditor com- [154] pulſus videtur ad ſolutionem, l. ait Prætor, §. permittitur in fi. ff. de minor. [155] Re- [155] buffus notat in proœmio regiarum conſtitutionum, conſtitutiones ciuiles quibus præſides Præfecti verb., & alij magiſtratus pro Iuriſdictione ſua in integrum reſtituere poſſunt, de quib. in l. cauſa §. finali, ff. de minor. l. ſi nemo, C. de in integ. reſtit. non eſſe receptas in Gallia, vbi nullus contractus ipſo iure arguitur nullitatis, nec vllus contrahentium, niſi regio diplomate venit in integrum reſtituendus. *Et peut le creancier pour ſon aſſeurance faire au tuteur le payement d'authorité du Iuge auec cognoiſſance de cauſe,* l. ſancimus. C. de adminiſt. tut. *Et la faiſant ſans authorité de Iuſtice pour traiter frais n'en eſt moins aſſeuré, pourueu que le curateur qui le reçoit, s'en charge, & luy en face bonne & ſuffiſante deſcharge. Maynard ch. 46. 73. du 3. liure de ſes d. queſtions.* [156] *May-* [156] *nard ch. 72 du 3. liu. de ſeſd. queſtions.* [157] *Dont les peres eſtoyent vſufruictuaires.* d. l. cùm opor- [157] tet, C. de bon. quæ. lib. *ſont qu'ils s'en reſeruent la moitié pour en iouyr pendant leur vie, ou les remettent entierement au pouuoir du fils, comme a eſté repreſenté. Et en quelle maniere que*

fait ſa deſpenſe & reſidence hors la maiſon du pere, & negocie pour ſoy, & à ſon nom propre en qualité de pere de famille ores ſoit penſionné, ne ſe peut aider du Macedonian, ni euiter l'execution des rigueurs contenues eſ actes, eſquelles il ſe trouue obligé ſi par luy n'y eſt ſatisfait leg. 3. ff. ad Macedonian. leg. 2. Codic. eod. Iuſtè enim creditur quod publicè, & communiter creditur leg. Cùm quidam. §. quòd ſi ipſe, ff. de acquir. hæred. leg. 3. in fin. ff de ſupellect. leg. l. quis ſcit. §. apud Cæcilium. ff. de ædil. [158] edict. l. Barbarius, ff. le offic. Prætor. [158] Nec enim retinere, nec recuperare, nec adipiſci poſſeſſionem filiusfamilias rei peculiaris videtur. l filiusfamilias, ff. de reg. iur. quia ſtatim poſſeſſio patri etiam ignoranti acquiritur. l. 1 §. Item acquirimus. l. quicquid, ff. de acquir. poſſ. l placet, ff. de acq. hæred. §. 1. Per quas perſonas nob. acquir. Inſt. Quod fallit in caſtrenſi, vel quaſi caſtrenſi peculio, necnon in aduentitiis, in quibus pater non habet vſumfructum. Quem ſi habeat, atque adminiſtrationem non ſibi, ſed filio poſsidet tanquam proprietario, d. l. Cùm oportet, & l fin. C. de bon. quæ lib. præſertim cùm ad ſecunda vota peruenerit. Sicut enim de ſuis contractibus in ſolidum tenetur filiusfamilias, quandiu eſt in poteſtate patris, l. ſi quis cum filio, l. & ideo, ff. de pecul. Ita perpetuò tenetur paterfamilias de his quæ poſt legalem, vel paternam emancipationem tacitè vel expreſsè ipſe contraxerit: niſi lege, pacto, vel conſuetudine, aut tandem regio diplomate reuetur.

EMANCIPATIONS

COVSTVME II.

Filles dotees par le pere ſont auſſi tenues pour emancipees, & peuuent apres le decez du mari diſpoſer de la dot à leur volonté, la conſtituer en ſecondes nopces, & faire teſtament, ſoit du viuant de leurdit pere, ou apres qu'il eſt allé de vie à treſpas.

CHAPITRE II.

TOVT ainſi que le fils, la fille mariee, [1] dotee [2] & traduicte hors la maiſon paternelle, eſt tenue pour emancipee, [3] & laiſſe pere & mere pour adherer au mari [4] affrãchie du pouuoir & authorité non de la reuerence & obeiſſance qu'elle doit à ſondit pere [5] pour n'eſtre diuiſee & reduicte ſous diuerſe domination, [6] & diſtraite de la puiſſance maritale [7], de laquelle ne ſe peut deſpartir [8] non plus que ſe deſmari, er, comme on ſouloit faire en la Loy Iudaique [9] ſuiuie des anciens

anciens Romains, qui permettoyent le diuorce & changement de lict [10] depuis interdit par la Loy de grace, [11] & la faiſoyent à meſme temps mere & fille de famille. En ce que le pere retiroit ſa fille repudiee & reprenoit la dot pour la remarier, [12] ſi la fille meſme ne l'auoit de ſon conſentement repriſe, & mal employee. Auquel cas le pere ne la pouuoit derechef repeter. [13] Et neantmoins eſtoit tenu la redoter [14] par la couſtume de France & edict de Henry II. [15] la fille de vingt cinq ans, qui ſe marie ſelon les nouuelles conſtitutions Romaines, [16] & vefue qui ſe remarie ſans l'interuention du pere ne ſont reputees ingrates, n'eſtans ſous l'authorité paternelle non plus que le fils à l'aage de trente ans, leſquels ſuffit s'eſtre mis en deuoir de requerir l'aduis & conſeil de leur pere & mere, ſans attendre leur conſentement : car autrement les fils & filles de famille qui ſe marient contre la volonté du pere ſont incapables à ſucceder enſemble des droicts & aduantages contenue en leur contract de mariage : [17] & peuuent teſter les filles mariees ſans l'aſſiſtance & permiſſion du pere, [18] non celles qui ſont en ſa puiſſance, ores qu'il le permette, que pour cauſe pie, ou donation à cauſe de mort, comme ſe iuge en ce Parlement par le general hors les termes de noſtre couſtume, [19] laquelle ne ſe rapporte à la fille tant ſeulement mariee, ſi n'eſt auſſi dotee & ſeparee de ſa maiſon paternelle, [20] ou pendant qu'elle continue faire ſa reſidence & vit à la table du pere, eſt cenſee fille de famille, [21] iuſqu'à ce qu'elle & ſon mari commencent nouuelle maiſon & iouyſſent en effect des droicts d'emancipation. [22] *Tunc non habita ætatis ratione modò ſint nubiles*, [23] quoy que ſortans de la famille du pere de la fille, ils entrent à la maiſon paternelle du mari : [24] duquel ores le pere reçoiue la dot & ſe charge des mariés, la fille neantmoins peut diſpoſer du viuant de ſon pere de la moitié des fruicts de ſes paraphernes ou du tout, pour les cauſes ci deuant repreſentees, [25] teſter de ſes droicts [26] & faire tous actes permis à vne fille emancipee, [27] ores le mari ſoit en puiſſance de pere, [28] lequel venant à deceder ſans enfans de leurdit mariage, la vefue recouure la dot, [29] & gaigne l'augment [30] pour en faire à ſa volonté, [31] & la conſtituer en ſecondes nopces, [32] ou laiſſer à qui bon luy ſemble ſa derniere volonté, [33] ſauf s'il y a enfans du premier lict. Auquel cas elle ne peut plus ni dauantage donner au ſecond mari qu'à l'vn d'iceux, [34] ni fruſtrer la premiere ſans iuſte cauſe d'ingratitude, [35] moins diſpoſer de l'augment & biens à elle laiſſez par ſondit mari predecedé au profit des enfans du ſecond lict, [36] &c.

la ſucceſſion de laquelle le pere eſt auſſi exclus par les deſcendans, & les collateraux par les aſcendans, ſans que les poſterieurs puiſſent quereler les donations, legs & heritages donnés aux plus proches d'inofficioſité : [37] non que la fille de droict ou par la couſtume emancipee doiue oublier ni delaiſſer le pere ni la mere en leur neceſſité, ni leur denier les alimens & droict de nature non plus que le pere à ſes enfans pour la charité mutuelle, en laquelle ſont reciproquement obligez, [38] ſi le fils n'eſt ingrat au pere, [39] non au contraire, le fils ne pouuant imputer au pere cauſe d'ingratitude, [40] comme font les peres à leurs enfans cruels, impies, rebelles & deſnaturez, [41] les donateurs aux donataires, [42] ſans toutesfois que la mere aye droit de legitime de la dot aquiſe à ſon gendre par le predecez de ſa fille, [43] ni le mari ne perd la dot non plus que la femme l'augment, pour n'auoir fait inuentaire des biens du conjoinct ou coniointe defunct, dont le ſuruiuant eſt heritier, [44] s'il n'y a autre empeſchement, comme ſeroit de la femme conuoſee en ſecondes nopces l'an du dueil, [45] dõt le mari ne peut remettre les peines par ſon teſtament, [46] quoy que fait en commun par les deux mariez en vn ſeul acte deuant meſme notaire, & teſmoins, lequel peut auſſi eſtre reuoqué par le ſuruiuant en ce que luy concerne, pourueu que la reuocation ne face breche à l'intention de ſa partie decedee, ſi leur derniere diſpoſition eſt ſi coniointe que l'vne depende de l'autre, & l'acte en ſoit indiuiſible, eſt du tout valable ou inualable, [47] meſmes ez pays où les mariez ſont en communauté de biens, laquelle finit auec le mariage, [48] pendant lequel le mari eſtant maiſtre de la dot, la femme n'en peut diſpoſer [49] que du reuenu en cas de neceſſité pour la nourriture d'elle & des ſiens, ſi conſiſte en fonds ou argẽt, qui ſoit en nature tenu à profit, les biens du mari n'eſtans ſuffiſans : [50] & en cas de ſuruuãce par droit de retour, *non exiſtentibus liberis*, la vefue en diſpoſe à ſa volonté, [51] enſemble s'il y a enfans enſemble de l'augment, en leur faiſant deuoir de mere, [52] & ſatisfaiſant aux charges & conditions portees ou entendues au teſtament du mari, qui l'a inſtituee ſon heritiere, [53] & peut aduantager vn des enfans communs, [54] ou leur diuiſer & rendre leurs biens paternels par eſgalles portions, [55] ſans vſer de retranchement en cas de fideicommis faict à leur faueur, [56] & quand elle n'en diſpoſeroit, viendroit de plein droict à ſes plus proches. [57]

NOTAE

NOTÆ.

1 PAR le mariage les enfans ſont tacitement emancipez, ſelon Maſuer au tit. 13. nomb. 30. 2 non par noſtre couſtume, ſi n'eſt accompagné de la dot paternelle pour mõſtrer que le pere agree le mariage, qui autrement ne ſeroit tenu doter ſa fille moindre de 25. ans. Barth. in l. obligamur ff. de act. & obl. arg. auth. Si poſt. C. de inoffic. teſtam. Maſuer tit. 14. nomb. 12. Edict de Henry II. donné à Paris l'an 1556. Ordon. de Blois, art. 41. Nouel. 143 Deut 7. l. 2. ff de rit. nupt. l. nec filium. C. de ſecund. nupt. l ſi pater. C. de ſponſ. 3 Nec ſolùm dotata, niſi etiam ſeorſum à patre habitet cenſetur emancipata. Benedict. in c. Raynutius in verb. *Matrem inſuper Cleram*, num. 25. e de teſt. 4 l ſicut. ff de oper. libert. can. mulierem, 33. q. 5. 5 Ioannes in §. 1. ad Senatuſconſult. Tertyl. ait, nubentes filias ita tranſire in viri poteſtatem, vt eius interuentu patria poteſtas non ſoluatur, nec veniunt appellatione paternæ familiæ, vt Iaſon in l fi. C. de verb. ſignif. vnde Faber non actu, ſed potentia videtur filiam nubentem in ſactis paternis retinere, quæ ſaluo parentum honore, ita tranſit in viri poteſtatem hac noſtra conſuetudine, vt vtramque habeat teſtamenti factionem, actiuã & paſſiuam paraphernorum, & liberam rerum ſuarum diſpoſitionem, ibíque larem, reſúmque ac fortunarum ſuarum ſummam conſtituat, vt in leg Ciues de incol. lib. 10. C parentibus tamen honeſta præſtet obſequia, & egentes alat. Nam filia tua reſcripto Imperatorum non ſolùm reuerentiam, ſed etiam ſubſidium vitæ, vt exhibeat tectoris prouinciæ authoritate compelletur, l. filia, Cod. de pat. poteſt. eandémque pietatem quam filiis parentes, filij parentibus præſtare tenentur, l. fin fin. §. ipſum autem. C. de bon. quæ liber. l. ſi quis à liberis, ff de liber. agnoſc. Quo iure tenentur etiam emancipatæ. Gloſſ. §. Ius autem de pat poteſt. Inſt. 6 quæ non patitur diuiſionem, l 3 § ſi duobus ff. commod. l. hæreditate, §. pater, ff. de caſt. pecul. 7 Geneſ. 3. 1. ad Corinth 14. Nec filia dicitur ingrata, quæ patre iubente à viro recedere noluerit, l. reprehend. C. de Inſtit. & ſubſtit. & reſtit. ſub cond. fact. l Cùm te, C. de inoffic. teſtam. l. diſſentientibus, C. de repud 8 ob individuam & perpetuam vitæ conſuetudinem, l. 1 ff. de rit. nupt. 9 Deut. 24. Matth. 19. 10 l. 2. 3 & toto tit. ff. de diuort. & repud. l. diuus Seuerus, ff. de iur. dot. 11 Moſes enim, vt ait incarnati Verbi diuinum oraculum ad duritiam cordis Iudæorum permiſit dimittere vxores, quod ab initio non licebat, Geneſ. 2. Tum etiam quicunque dimiſerit vxorem, & aliam vel dimiſſam ab alio duxerit, mœchatur, & adulterium committit. Matth. 19. Marc. 10. Luc. 16. 12 Dum tamen ipſa conſerit ſibi dos à patre, C. ſol. matr. l. dotem, l. poſt dotem, C. eodem. 13 arg. l. ſi cum dotem §. 1 ff eod. 14 Si caſu vel inopia mariti periiſſet, ne indotata foret, l. fin. Cod de dot. auth. Sed quamuis C. de rei vxor. act. ad redotandam filiam pater quidem tenetur. Benedictus in c. Raynutius, in verb. *dotem quam ei dederat*, in verb. 17 19 20 de teſtam. 15 *Donné à Paris au mois de Feurier 1556. art. 3.* 16 Auth. Sed ſi poſt. C. de in officic. teſtam. 17 *Par meſme Edict Ord. de Blois, art. 41.* 18 *Comme ſe iuge au Parlement de Paris. Arreſt du 5. Auril 1594. allegué par* Chopin, De moribus Pariſior. lib. 2. tit. 4. num. 7. *Et autre arreſt cité par Maynard au ch. 2. du 5. liu. de ſes queſt. donné en l'eſpece releué du Seneſchal de Lyon, qui auoit contre le pere adiugé au mary l'heredité à luy aduenue par teſtament de la fille faict ſans le conſentement & aſſiſtance du pere; où ſe rapporte auſſi noſtre couſtume,* 19 *ſuyuant la diſpoſition du droict Romain*, quo filiusfamilias etiam pa-

tre permittente testamentum facere nequit. l. 3. Cod. qui testam. facere poss. leg. qui in potestate, ff. eodem Institutis eod. In prin. nisi de castrensi, vel quasi castrensi peculio, §. propter hos Inst. eod. *Pour cause pie iugé par arrest du cinquiesme Decembre mil cinq cents huictante vn, confirmatif d'vn testament d'vn nommé Iagot fils de famille au profit de l'Hospital, cité par Charondas, chap. 156. du septiesme liure de ses Resp.* Et donare potest causa mortis patre permittente, l. tam is, §. filiusfamilias, ff. de donat. caus. mort. leg. filiusfam. §. penult. ff. de donat. Quia testamenti factio est iuris publici donatio priuati. leg. 3. ff. eod. nec debet hæredis institutio pendere ex alieno arbitrio. l. illa institutio, ff. de hæred. institut. *Et sont les testaments des fils de famille, par la Cour de Parlement de Tholose cassez, ores soyent faicts du consentement du pere, hors la ville & viguerie, & coustume d'icelle, sauf s'il y a cinq tesmoins appellez auec l'expression de la close codicillaire en substance ez termes ordinaires, que si n'est valable en forme de testament, sorte à effect en forme de Codicille, donation à cause de mort ou autre derniere volonté, à la meilleure forme que faire se pourra, selon laquelle se iuge comme donation à cause de mort, encor que celuy en faueur de qui se trouue faicte ne soit present, stipulant & acceptant. Ainsi iugé au mois de Ianuier, mil cinq cents septante quatre au rapport du Sieur de Vignaux, & le quinziesme Auril 1587. au rapport de Monsieur Ouurier, entre Bordes & autres, à la seconde d'Anquestes. La Cour interpretant ladicte derniere disposition en forme codicillaire pour donation à cause de mort,* arg. l. 2. Cod. de liber. & posth. Benedictus in d. c. Raynutius in verbo, *& matrem insuper Cleram,* numero 47. in sequenti. Socynus cons. 125. *Et se peut faire ladicte donation à cause de mort, en faueur du pere qui la permet, iugé à la seconde chambre d'Anquestes au profit d'vn nommé Pechagut, au rapport du Sieur de Labecede*
20 *le septiesme Feurier 1586.* [20] præfat. Benedictus in c. Raynutius in verb. *matrem*
21 *insuper Cleram,* numer. 25. [21] *De laquelle ne s'est despartie le pere faisant la despense, & iouyssant de la dot & paraphernes de sa fille. Non si le mary faict la despense, & supporte les charges du mariage, lesquels ores habitent ne font vne mesme maison & table,* nisi per modum hospitij, sicut pater qui penes filium se recipit, & ibi non simul, vel in communione, sed accessoriè degeret, vt ibidem præfat. Benedictus. Et in sacris paternis existit, vt in l. filiæ. C. de coll. dot. seu vinculis patriæ potestatis, vt in l. 1. in fine ff. de offic. Prætor. viro tamen non patri operatur, l. si vir, ff. de donat. int.
22 vir. & vxor. l. sicut, ff. de oper. libert. [22] maritúsque dote potiatur pro oneribus matrimonij, vxor paraphernis, l. pro oneribus, Cod. de iure dot. leg. hac lege decernimus, Cod. de pact. conuent. *ou du moins en perçoiue la moitié de l'vsufruict, le pere l'autre moitié. Et se trouue ez memoires d'vn recueil faict par le feu Sieur de Malard vn arrest sans date donné au rapport du Sieur de Fabri à la poursuitte d'vn pere qui demandoit l'vsufruict de plusieurs heritages aduenus à vne sienne fille qui auoit demeuré quinze ans mariee que luy fust adiugé à la charge de la nourrir auec ses enfans, si mieux n'aimoit luy en bailler la moitié, fondé sur la loy finale.* §. Ipsum autem filium Codice de bon. quæ lib. *comme remarque ledict Sieur en l'article trentetroisiesme de son recueil. Où se peut aussi rapporter la loy* filia. Codic. de pat. potest. *Non pour inferer qu'elle est en puissance du pere, ains pour subuenir à ses necessités, dequoy la fille emancipee, n'est excusee* gloss. §. Ius autem de pat. potest. Institut. *Et peut le pere vendre des biens du fils en cas de necessité,* d. leg. final. §. sed pater. Codic. de bon. quæ lib. *Comme fust ordonné par arrest du second Apuril*

auril 1571. à la pourſuitte de Claude Aliguier Gentil'homme priſonnier à la conciergerie, à la requeſte de ſes creanciers : auquel fuſt permis expoſer en vente des biens par luy donnez à pacte de mariage à ſon premier fils, nommé Pierre aſſigné à l'effect du payement de ſes debtes, pour ſe redimer de priſon, la cauſe au long playdee en audience. Imò gaudet iure emancipationis dotata vxor, quæ à patre ſeorſum habitat hac noſtra conſuetudine : patri tamen non indigna, nec ingrata, vt de maſculo in ſuperiori capite diximus. Ingratitudo enim filios ab omni prorſus paterni beneficij iure remouet. Cuius cauſæ quatuordecim enumerantur, nouell. 115. capit. 4. [23] vt infrà ſub titulo minorum 25. annorum, quo adulti ſunt rerum ſuarum idonei adminiſtratores Tholoſæ degentes, & rem ſuam bene gerentes. [24] Quæ ſi penes viri patrem ſit, in cuius familia maneant, cenſetur quidem maritus filiusfamilias, donec ſeorſum à patre habitauerit, vt in ſuperiori capite. Non eius vxor, quæ à ſuo parente, quæ iura naturæ, nempe dotem vice legitimæ ſumpſerit, eiúſque domum reliquerit, licet hæc ſocero honorem & reuerentiam præſtare teneatur. l. ſi extraneus, ff. de iur. dot. Vbi reſpondet Vlpianus mulierem non eſſe audiendam in virum, cur patrem non viſerit, qui de ſuo dotem premiſerat. *Comme auſſi le pere qui reçoit la dot ſe charge des mariez.* leg. 2. 3 4. leg. Cùm oportet, Codic. de bon. quæ lib. *ſoit qu'ils habitent à la maiſon du pere du mary ou ailleurs meublez & penſionnez, ſelon la faculté des biens à eux appartenants au dire des proches parens, comme a eſté iugé par arreſt au profict d'Anthoine Auſtri fils appellant du Seneſchal de Quercy contre Anthoine Auſtri pere, du premier Feurier mil cinq cents ſeptante deux.* [25] Dimidiæ quidem iure emancipationis plutis, vel omnium bonorum ex cauſis ſcilicet enumeratis, nempe quæſitorum, dum erat in ſacris paternis, non quærendorum poſt legalem, vel conſuetudinariam emancipationem. Quorum quidem tam vſusfructus, quàm proprietas filiæ iam emancipatæ quæritur. *Et par la couſtume de Paris entrent à la communauté des mariez*, nec aliter inuita vxore tranſeunt in viri communionem. d l. hac lege decernimus; C. de pact. conuent. [26] Vt ſunt parapherna conſtante matrimonio, dos, & augmentũ eo ſoluto ac viro præmortuo ſecundùm iuris diſpoſitionem pacto vel conſuetudine, l. ſi conuenit, C. de pact. conuent. tanquam emancipata. [27] Vxor enim quæ tempore nuptiarum eſt in patris poteſtate relictum fideicommiſſum patri queritur : ſi emancipata deceſſerit patre, liberis & viro ſuperſtite, actionem fideicommiſſi ad hæredes tranſmittit, l. ſi vxorem. C. de condit. inſer. [28] & ex eodem matrimonio nati. §. qui igitur de pat. poteſt. Inſtit. qui patris non matris familiam ſequuntur, §. fin. eod. §. ſunt autem agnati de leg agn tut. eod. licèt parentis locum ſocer obtineat, l. quia ff. ſolut. matrim. Quia non minus nurui quàm viro in plurimis habet prouidere, l. ſi filia, §. ſi filius in fin ff famil. herciſc. mulier enim eſt ſubdita viro, & viri honore refulget. l. i. l. fœminæ l. fin. ff. de Senat. non vir vxoris, quæ etiam in Gallia nec fert nomen & arma domus, ſicut vir, licèt aliquando apud Romanos id euenerit, vt quondam de Liuia legitur apud Suetonium Tranquillum in vita Auguſti Imperatoris, cap. 101. qui teſtamento voluit eandem eius vxorem ferre nomen & arma domus, & pariter Tiberius Nec apud nos eſt inter coniuges conſueta rerũ communio, vt Lutetiæ pactio tamen & conuentiones matrimoniales ſeruandæ ſunt etiam rerum inſolitarum,

nisi bonis moribus aduersentur, vel fraus alterutrius contrahentium interuenerit. *Laquelle communauté ledict Maynard appelle affrairement en Tholose au chap. 72. du second liure de ses questions en la preuue entre mary & femme : mais que ce soit auec bonne foy, tout dol, & fraude cessant, & en obeyssant aux charges & conditions apposees au contract de mariage contenant ladicte societé*, leg. alumna §. fin. ff. de alim. & cib. leg. *D'où vient que par fois ne sortent à effect au deffaut du mary, n'ayant satisfaict de son costé, ou venant en pauureté par sa mauuaise mesnagerie, comme remarque ledict Maynard au lieu preallegué auec le tesmoignage de Monsieur Ferron Conseiller au Parlement de Bordeaux.* tit. de dote, §. 6. in fin. Tholosæque consueuit vxor paternam viri familiam ingredi sine propriorum seu paraphernalium confusione. bonorum cum bonis mariti, vel eius parentis, qui pro onere matrimonij dote fruitur, l. nuptura, l. dotis fruct, l. si is qui, ff. de iur. dot. Non tamẽ paraphernis nisi cõsensu vxoris, vel tãdẽ ea non dissentiente, d. l. hac l. decernimus, C. de pact. conuent. quæ licèt viro operetur, leg. sicut ff de oper. libert. non patri viri acquirit, sicut nec filius de castrensi vel quasi castrensi peculio, nec minus lucratur augmentum consuetudinarium, & dotem repetit filiusfamilias viro defuncto, quàm si sui iuris fuisset. [29] Liberis etiam existentibus, sed si conuolet ad secunda vota non plus dabit secundo viro, quàm vni filiorum primi matrimonij, vt aliàs diximus, & licèt à patre profecta non ad patrem reuertetur, sed vxori superstiti conseruabitur, vt iterum nubat, l. 2. l. si serua, ff. de iur. dot. l. 1. ff. solut. matrim. vel ex ea alatur. Cùm ad sustentationem mulieris sit patrimonium, leg. Quamuis, ff de iur. dot. Quæ, etsi desit mulieri, nimirum hæc eadem à viro alenda est, leg. quod si. ff. de relig & sumpt. funer. Vnde parens sicut eam alere, dotare tenetur. l. qui liberos. ff. de rit. nupt. leg. pater, ff. de euict. Præsertim cùm succedat iure legitimæ, quæ vt ius sanguinis iure ciuili non est dirimenda. [30] De quo si in cap. 1. primi tit. [31] *viuant viuellement, sinon la departir entre ses enfans du premier lict, & son second mary, auquel ne peut plus donner qu'à l'vn d'iceux, ny aussi le faire participant de l'augment, attendu que les gains du suruiuant des mariez, qui conuole en secondes nopces, appartient aux enfans du premier lict, d'où ilz procedent, notamment les femmes qui se remarient dans l'an du dueil.* [32] Vnde vidua fauore nuptiarum dotis habet repetitionem. leg. Caius, & l. seq. ff. solut. matrim l. vnic. §. accedit. C. de rei vxor. act. Quam ob id saluam esse Reip. interest, leg. 1. ff. solut. matrim. [33] Vt sui iuris. Cùm filiafamilias non possit testari, etiam patre permittente, salua ascendentium legitima, si deficientibus liberis decesserit. [34] l. hac edictali. Cod. de secund. nupt. nouel. 22. cap. 27. Nec bona paterna prioris matrimonij secundi coniugij liberis deferuntur : quorum numero adscribuntur quæ veniunt contemplatione patris, leg. profectitia, ff. de iur. dot. *Toutes-fois par arrest du dernier Feurier, mil cinq cents septante sept, donné au rapport du Sieur de Filere, sur le partage faict à la premiere d'Anquestes vuidé en la grand chambre entre les enfans du premier lict de la femme decedee, à laquelle poursuyuant reparation du meurtre commis à la personne de son premier mary pendant son vefuage tant à son nom, que de ses enfans, auoit esté adiugee la somme de deux mil liures d'amande, à laquelle le meurtrier auoit esté condamné, & fust iugé, les mil liures reuenans à la part de la mere n'estre suiects audict retranchement, ny autre disposition ciuile, de laquelle auoit peu disposer en secondes nopces, sans aucune diminution, sauf esdicts enfans leur droict de legitime ou supplement d'icelle, comme de raison, cité par Maynard au chap. 77. du troisiesme liure de ses questions.* [35] Non tamen ingratis, de quibus in

leg.

leg fin. C. de ſecund. nupt. ex trib. cauſ. enumeratis in nouell. 22. cap. 35. Qui ſcilicet vitæ inſidiati erint, manus impias intulerint, vel totius ſubſtantiæ ablationem moliti fuerint. Tunc enim filij vel filiæ primi matrimonij non gaudent beneficio Leonis Conſtitutionis ex l. hac edictali, C. de ſec. nupt. Imò prorſus vt ingrati ab omni paterna ſecundò nubentis ſubſtantia repelluntur.[36] l. fœminæ, auth.[36] ad eos ſolos, C. de ſecund. nupt. nouell. 22. cap. 29. Quod enim vxore mortua vir ex dote lucratur, filiis communibus omnino reſeruatur, quoad proprietatem, vſufructu patri conceſſo. Idémq; ex parte mulieris, ſi lucretur ex ſponſalitia largitate auth. vxore, C. eod.[37] l. 3. §. fin. & tribus ſequentibus. ff. de inuſt. rupt.[37] & irrit. fact. teſtam. *Maynard chap. 11. du 5. liu. de ſes queſt.* Nec fratres vterini niſi conſanguinei, nec ex patruo, auunculo vel matertera, niſi turpi perſona inſtituta, l. filij, l. filia, C. eod. Non tamen inofficioſum filiifamilias dici poteſt teſtamentum de caſtrenſi, vel quaſi caſtrenſi peculio, ſi impubes deceſſerit: cùm non valeat niſi mortuus ſit qui teſtatus eſt l. fin. C. eod. tit. ad Hebr. 9. Niſi paterfamilias efferens interierit, tunc enim caſtrenſe peculium cum cæteris bonis confunditur, & non vltro peculij nomen retinet. d. l. fin. Nec militare teſtamentum dicitur inofficioſum, l. de inofficioſo, C. eod Neque paganicum per filios vel filias emancipatas præteritas argum. l. 1. l. certum, §. filia, ff. de inuſt. rupt & irrit. fact. teſtam Sed agere poſſunt ad repletionem vel ſupplementum legitimæ ſi minus, cùm emancipparentur, habuerint, l. omnino, l. nuper, l. quoniam in prioribus. C. de inoffic. teſtam. vel minus dotatæ. Si tamen filia fuerit à patre vel à matre exhæredata, ob inanem & iniuſtam inobedientiæ cauſam, vt eo, ſi eo iubente à viro diſcedere noluiſſet inofficioſi teſtamenti querelas inferre non vetatur l. cùm te pietatis, l. filia, C. eod. l reprehendenda, C. de inſtit. & ſubſtit. & reſtit. ſub cond. fact. l. diſſent. C. de repud. *Et ce quant au droict Romain pour ce chef non obſerué en France où n'y a difference des fils de famille auec les emancipez, quant aux ſucceſſions paternelles auec le rapport ou conference des choſes receuës, dont la preteritum tient lieu d'exheredation tant des emancipez que fils de famille, & ſuccedent egalement ab inteſtat, vſans egalemẽt des droicts concedez aux enfans ez heritages & ſucceſſions des aſcẽdans, contre les diſpoſitions, deſquels ils peuuent venir, & les debatre d'inofficioſité tant les emãcipez que fils de famille, voire en demãder la caſſation par voye de nullité auec lettres du Prince (puis que telles voyes de droict ne ſont receuës en France) s'ils ne ſont nommez au teſtament du pere, comme remarque Maſuer au titre des ſucceſſions nomb. 40. ſur les couſtumes d'Auuergne, deſquelles il traicte, & eſtant telle maniere de teſtaments du tout inualable, les enfans ſont receus à la ſucceſſion de leur pere telle que de droict. Maynard chapitre 71. du huictieſme liure de ſes queſtions, ſauf pour les legats faits en faueur de ſes autres enfans, ou pour cauſe.* Quæ firma permanent, licèt in cæteris corruat teſtamentum, licèt in hæredis inſtitutione, l. hac conſultiſſima, §. ex imperfecto, Cod. de teſtamento. *Maynard chapitres 11. & 14. du cinquieſme liure de ſes queſtions.* Quibus duntaxat caſibus quis partim teſtatus, partim inteſtatus deceſſit,[38] l. ſi quis à liberis. ff. de liberis agnoſcend. gloſ. §. Ius autem de pat.[38] poteſt. inſtit.[39] vt in l. ſi quis filium C. de inofficioſo teſtamento.[40] *Comme[39] tient Maynard au chapitre onzieme du cinquieſme liure de ſes queſtions, ſelon Ariſtote[40] à la fin du liure huictieſme de ſes Ethiques,[41] pour l'vne des cauſes obſeruees partie pre[41] ſes de la nouelle 115. chapitre quatrieſme*[42] vt in l. 1. l. his ſolis l. final. Cod. de[42]

reuoc. donat. ex 5. cauſis in d l. fin. enumeratis 43. *Arreſt de Trebas & Fauchere,* contra Sacal. *& autres du 5. Auril 1594. cité par Maynard chap. 88. du 2. liu. de ſes queſt.* Nec tamen auferetur legitima, ſed ex certis bonis ex ſtatuto interdicitur
44 Decius Concil. 19. 44 *Où l'obmiſſion de faire inuentaire n'eſt preiudiciable, peut eſchoir droict de retention.* l. debitor, l. ſi pater, ff. ad leg. Falcid. *Maynard chap. 48. du 6. liu. ainſi iugé pour la femme heritiere teſtamentaire de ſon mari, qui n'auoit fait inuentaire. Au proces de Callerotes contre le Syndic de la table Sainct Michel en Tholoſe par arreſt du 4. May 1567. Quoy que de droict celuy ou celle qui fait tant ſeulement acte d'heritier teſtamentaire ſans faire inuentaire ſoit tenu de toutes les debtes hereditaires, ores excedent plus que ne vaut l'heritage pour l'auoir confondu auec le ſien ſans qu'il puiſſe apres recouurir au benefice de diuiſion*, l. parentibus, C. de inoffic. teſtam. *De tant que la femme eſt creanciere & premiere allouee pour la dot contre tous autres creanciers du mari* ex Nouell. 109. de priuileg. dot. cap. 1. *Et ainſi ſe iuge au Parlement de Tholoſe, comme dit Maynard chapitre 51. du 2. liu. de ſes queſtions.* Si ſit grauata legatis, & hæres à viro inſtituta, primò dotem deducet, vt æs alienum deinde legata deducta falcidia, l. vnic. §. igitur, ibique Bald. C. de rei vxor. act. *Ni ne perd le mari le gain de la dot non plus que la femme de l'augment, en cas de ſuruiuance, ſed. Maynard cha-*
45 *pitre 24. du 3. liure de ſes queſtions* 45 l. hac edictali. l. fœminæ. C. de ſec. nupt. *Maynard chap. 88. du 3. liu. de ſes queſtions.* 46 *ainſi iugé par arreſt de la chambre de*
46 *ledict ſeant à l'Iſle d'Albigeois, pour la ſucceſſion de Claude Chamcle du mois de Feb-*
47 *urier 1583. cité par Charondas chapitre 164. du 7. liu. de ſes reſponſes,* 47 *Maynard chap. 87. du 5 liu. de ſes queſtions.* Licèt enim duo ſint teſtamenta, eſt tamen vnitas voluntatum, & actus vnicus: vnde vni tantùm recedere cum aliena iactura non licet, niſi vtriuſque conſenſu: quòd ſi fiat non ſolius reuocantis, ſed vtriuſque corruet teſtamentum, cùm ſuperſtitis voluntas ſit ambulatoria vſque ad ſupremum vitæ exitum, naturalis vel ciuilis, vt Monachi ante profeſſionem, vel rei ante condemnationem: *pouuant le ſuruiuant reuoquer le ſien, comme a eſté iugé à la chambre Imperiale d'Alemagne,* pro libertate mutui coniugum teſtamenti à ſuperſtite, quoad res ſuas reuocandi. Ex Min. ſingul. obſeruation. centuria 8. cap.
11. *d'où s'enſuit que audit cas l'acte eſt annullé par le dernier teſtament du ſuruiuant, & par conſequent le teſtament du decedé, comme ſe iuge en Tholoſe, ſelon ledit Maynard au*
48 *lieu preallegué.* 48 *Qui à ceſte occaſion s'obligent encor plus eſtroictement qu'en pays de droit eſcrit, nonobſtant les arreſts donnez au contraire ez parlements de Paris & Bordeaux remarquez par ledit Maynard. Du ſeul rapport deſquels on ne peut ſçauoir les motifs & cir-*
49 *conſtances, ſur leſquelles ont eſté donnez.* 49 l. in reb. dotalibus in fin. primi reſp. C. de iur dot. l. dotis, C. ſolut. matrim. licèt impropriè maritus cenſeatur dotis
50 Dominus præf. iur. 50 Dotem enim ad ſuos victus, ſuámque alimoniam mulier tunc poſſidet à ſemetipſa datam, vel ab alio. l. aſſiduis. §. oportebat, C. qui pot. in pign. hab. præſertim cùm maritus vergit ad inopiam, l. ſi conſtante, ff. ſolu-
51 to matrimonio, 51 *ſelon le texte de ceſte couſtume, la vefue reprenant la dot par elle ou ſon pere pour elle conſtituee par le predecez de ſon mari, que l'euſt auſſi caſuellement acquiſe s'il euſt ſurveſcu à ſa femme, hors les termes de laquelle, la dot paternelle & maternelle de la vefue decedee ſans enfans, retourne aux parents & aſcendans en droicte ligne contre ſon heritier teſtamentaire, par arreſt donné entre les Roches du 17. Auril 1564. allegué par Carondas chap. 114. du 7. liu. de ſes reſp. Arreſt du 8. Iuin 1565. par lequel vn fils eſt condamné à mort & ſes biens confiſquez, fut adiugé au pere par droict de re-*

tour,

tour, ce qu'il auoit donné à ſondict fils ſans y mentionner vne ſienne fille qui eſtoit auſſi en inſtance. Et par autre arreſt du 26. Iuin 1582. donné au rapport du ſieur de Labrede, la dot fuſt de meſme adiugee à la mere qu'elle auoit par contract de mariage conſtituee à ſa fille, laquelle ſeroit predecedee à la mere, apres auoir fait teſtament, & inſtitué vn eſtranger ſon heritier, ſelon le texte de la Ley. 2. C. de bon. quæ liber. Binis quidem ad aſcendentium donatorem, deficiente vel intereunte donatario reuertentibus, vt inſpiceretur ne aliqua formidine parentum circa liberos munificētia retardaretur, d. l. 2. § proſpiciendum. *Maynard chap. 90. 91. du 2. liure de ſes queſtions.* Idémque de dote profectitia parentibus videtur iure ſuccurſum, vt ad eos reuertatur ne filiæ atque pecuniæ amiſſæ damnum ſentirent. Iiure ſuccurſum. ff. de iure dot. *Et ce quand la fille decede ſans enfans, & à ſuruiſcu: car autrement le mari ſuruiuant gagne la dot tant paternelle, qu'eſtrangere par la couſtume dont eſt parlé au premier chapitre du titre de la conſtitution dotale qu'empeſche en Tholoſe le retour au pere, eſt de plain droict acquiſe au mari ſuruiuant exclus le pere ou mere conſtituee, ſans aucune detraction de legitime ny retranchement. Enſemble les enfans qui ſuccedent en droicte ligne à leur pere & mere exclus les aſcendans, & empeſchent auſſi le retour au conſtituant, comme eſt dit en ſon lieu. Ce qui n'eſt entendu en la dot eſtrangere ou par la femme conſtituee, dont elle pouuoit diſpoſer par le droict Romain:* ex conſtitutione diu. in l. ſi liberis, C. de donat. ante nupt. *Ores ſe remarie, ni n'eſt tenue la conſeruer à ſes enfans, non qu'elle venant à ſes derniers iours, les puiſſe priuer de leurs legitimes, ni les aſcendans, ou elle n'auroit enfans, encore moins de la dot paternelle, de laquelle le pere a droict de retour.* l. dos à patre, l. filiæ Cod. ſoluto matrimonio l. ſi ab hoſtibus, l. fin. ff. eodem l. vnica §. extraneum. Cod. de rei vxor. act. l. pater filiam, ff. de euict. l. profectitia. §. penultimo ff. de iur. dot. l. ſi filia, ff de repud. *Voire par noſtre couſtume quand la fille decede apres le mari, & auant le pere ſans qu'elle ait aucuns enfans viuans lors de ſon decez, & la peut le pere reprendre du viuant de ſa fille qu'il a en ſa puiſſance par le predecez du mari, quoy qu'il y ait enfans auſſi viuans dudit mariage, qui par le decez du pere demeurent ſous la puiſſance de l'ayeul, non ſi elle eſt emancipee, auquel cas le pere ne peut retirer la dot qu'elle ne le permette,* d. l. filiæ. C. ſoluto matrimonio. *L'action de la dot eſtant confuſe en la fille, qui autrement eſtoit commune entre elle & ſon pere.* dicta l. vnica, §. videamus, §. extraneum. C. de rei vxor. act. *De laquelle elle peut diſpoſer pendant ſa vie, & l'employer à ſes neceſſitez ou de ſes proches parens. Maynard chapitre 21. nombre 9. & 10. du troiſieſme liure de ſes queſtions. D'où s'enſuit qu'elle ne peut legalement teſter de la dot diſpendue & employee, ou conſumee, que de ce qu'elle a en nature lors de ſon decez.* Nec alias trahitur hæreditas quam ad ſucceſſionem rerum defuncti tempore mortis, deducto ære alieno, l. hæreditas, ff. de verborum & rerum ſignificatione. Nec eſt quod magis hominibus debeatur, quàm ea quæ vltimis elogiis voluerunt ſeruari. l. 1. C. de ſacroſanctis Eccleſiis ex l. bera, qua datur vnicuique rerum ſuarum diſponendi facultas, vt vidua cuius dos eſt proprium patrimonium, l. 3. §. vtrum. l. fin. ff. de minor. l. Pomponius, ff. famil. erciſcund. l. dote ancillam. C. de rei vendicatione l. in rebus. C. de iur. dot. Baldus in l. ſarcimus. C. de inofficioſo teſtamento ſeu quaſi patrimonium, vt notat Benedictus in cap. Raynutius in verbo Alter. numero 11. e. de teſtamento & eſt vice legitimæ, in qua grauari non poteſt. l. Quoniam nouella. C. de inoffic. teſtamento, nec pariter filia ſine deſcendentibus parentes debet teſtamento præterire gradu pro-

xuniores, quibus etiam competit inofficioſi querela. Et ab inteſtato deficientibus liberis res à ſe donatas repetunt iure reuerſionis morte donatarij. Et ita diſponit teſtator de rebus ſuis, vt leges locum habeant in ſuo teſtamento : nam & ii ſtatut. dotata filia liberam habeat poſt viri interitum de dote teſtandi facultatem, non tamen inofficiosè, vnde multa legibus vel ſtatuto non definita decernit Senatus authoritas, quæ æqua ſibi videntur, vt deinceps pro lege habeantur : Senatus enim jus facere poteſt, l. non ambigitur, ff. de legib. & ſenatuſconſ. Ius enim non in ſingulas perſonas, ſed generaliter eſt conſtituendum, l. 1. ff. eodem: quæ nimirum frequenti, & communi indigent auxilio, debent communiter ſe iuuare, vt ibidem glos. & quoties lege vnum vel alterum introductum eſt, poſſunt cætera quæ tendunt ad eandem vtilitatem interpretatione vel iuriſdictione ſuppleri, l. nam vt ait Pædius eodem Multæ tamen ſunt factorum ſpecies tam variæ, ratione cauſarum, locorum, vel perſonarum, vt ex eis difficile iudicium idem & ſimile habeatur, inſpecta loci conſuetudine, vbi res primò agitur : ſicut enim Lutetiæ, Tholoſæ paritet ſecundùm ea quæ locis particularibus obſeruantur, iudicant : quibus etiam multa intercidunt, magis attenditur æquitas, vt in patre egente, quem alere tenentur liberi diuites, non pariter inopia laborantes, l. fin. §. ipſum autem, ibique glos in verb. ex vtraque, C. de bon. quæ lib. Tum etiam fortè turpi perſona inſtituta. *Comme auſſi les cauſes changées, ſe changent les loix, ainſi qu'en la ſucceſſion qui ſoulost entierement aduenir par la couſtume, aux plus proches en degré de parentele, du coſté paternel, les meres excluſes, eſquelles on adiuge maintenant la legitime, comme remarque l'dit Maynard au chapitre 84. du deuxieſme liure de ſes queſtions: dont l'arreſt cy deuant allegué eſtant ſingulier contre l'inſtitution d'heritier faicte par la vefue, nous remettons au droit com-*
52 *mun pour l'impugnation du teſtament le ſurplus demeurant en ſon entier,* 52 *& viuants viderlicet.* Vnde diuus Ambroſius in libro de viduis, ſecundò nubentem his verbis alloquens. Ne te conſulere liberis dicas, quibus matrem eripis. Cur adulta filia dicit prius ſponſum matris quàm ſuum erubeſcere? Quàm indecorum eſt iuniores habere liberos, quàm nepotes *Non que les ieunes vefues qui ſe remarient, ſelon le conſeil de l'Apoſtre, ſoyent priuees de la ſucceſſion, ores ne facent pourueoir les enfans de tuteur. Maynard chapitre 91. du troiſieſme liure de ſes queſtions. Bien qu'elles perdent l'augment, ſi ſe remarient l'an du dueil, comme a eſté iugé par arreſt donné au rapport de Monſieur Ioſſe prononcé la veille Pentecoſte 1581. par Monſieur du Faur Preſident: & ſont priuees de la ſucceſſion des enfans du premier lict. Arreſt du 15. Ianuier, 1582. donné au rapport du ſieur de l'Abecede. Arreſt d'Anthoine Garric contre Garriges du 19. Auril 1580. donné au rapport du ſieur d'Onjac. Et ſe remariant apres l'an du dueil, l'augment couſtumier reuient aux enfans du premier lict à elle ſuruiuans. Dont le pied des ſommes ne doit eſtre deliuré au ſecond mari ſans bailler cautions*, vt in l. 2. ff. de vſufr. car. res. quæ vſu conſum. *Maynard chapitre 90. du troiſieſme liure de ſes queſtions. Ni ne rompt le teſtament du fils du premier lict, pour n'y eſtre nommee, iugé par arreſt, donné au rapport dudit ſieur Maynard au procez de Prades, contre Abraham Narbonne à la ſeconde d'enqueſtes, mentionné à l'onzieme chap. du cinquieſme liure de ſes que-*
53 *ſtions,* 53 *le teſtament duquel doit eſtre interpreté & entendu en faueur des enfans & deſcendans du teſtateur en droicte ligne. Maynard chapitre 20. du cinquieſme liure de ſes queſtions : dont la femme inſtituee heritiere par ſon mari à la charge de rendre l'heritage à l'vn de ſes enfans tel qu'elle choiſira*, magis filiorum gratia & deſcendentium, quàm

ipſius

ipſius vxoris, quibus ipſa hæreditatem reſtituere grauatur, agere videtur, l. cùm dotem, ff. ad legem Falcidiam. *En faueur deſquels vne nommee Perronnette vefue d'vn nommé Laurens par arreſt du 25. Ianuier 1588. en l'appel releué du Seneſchal de Beaucaire & Niſmes fut maintenue en l'heritage de ſondit feu mari aux charges portees en ſon teſtament, remarqué par ledit Maynard au ſuſdit chapitre. De meſmes la ſubſtitution faicte de la belle mere au beaufils eſt cenſee faite en faueur des enfans de ſa fille decedee, comme procedant de l'ayeule maternelle en l'hypotheſe formee par ledit Maynard au chap. 18. du cinquieſme liure de ſes queſtions faiſant le recit d'vne femme vefue qui auoit fait ſes heritiers fideicommiſſaires nepueus fils de ſa fille decedee, & inſtitué ſon beaufils, lequel s'eſtant remarié, l'vn d'iceux ſeroit decedé, & apres leurdit pere ſubſtitué, ayant fait teſtament, & laiſſé ſa ſeconde femme heritiere à la charge de rendre l'heritage à vn de ſes enfans du ſecond lict, & fait quelques legats à ceux du premier lict. Inſtance auroit eſté intentee entre les enfans du premier lict & la marastre pour la part du fils predecedé au pere, qu'elle diſoit luy appartenir en vertu de la ſubſtitution, & le tout decidé par appel en la Cour, par arreſt donné au rapport du ſieur de Labecede au mois de May 1582. la portion de l'enfant predecedé fuſt adiugee à ſes freres fils du premier lict, ſans deſpens ni reſtitution de fruicts, quoy que par le teſtament de leur ayeul, la ſubſtitution fut ouuerte à leurdit pere, eux ou vn d'eux decederont ſans enfans, comme ſeroit aduenu.* Verumtamen ex præſumpta mente teſtatoris, non ex verbis ipſius teſtamenti ita iudicatum eſt, l. cùm quæſtio. C de legat. Non enim intentio verbis, ſed verba debent intentioni ſeruire, nec de filiis alienis hac eadem iuris præſumptione teſtator ſenſiſſe videtur, cùm de ſuis tantùm verba fecerit, l. cum vir ff. de conditione & demonſtratione. *Et ayant recogneu la Cour le affant de l'inſtrument prouenir du notaire, pour n'auoir clairement exprimé l'intention de la teſtatrice, a paſſé par deſſus le teſtament, vſant de ſon authorité, autre que celle des Iuges inferieurs, aſquels ne peuuent rien faire ni ordonner contre la teneur des actes,* l. illicitas. §. veritas, & ibi notatis. ff. de Offic. Præſ. *s'ils ne ſont debatus & verifiez faux ou canceliez & derogez par actes contraires & poſterieurs, non de nullité, s'ils ſont paſſez en forme publique, parce que voyes de nullité ne ſont receues en France, & partant les actes demeurent en leur force & valeur, iuſqu'à ce qu'il appert du contraire.* [54] l. fœminæ, l. generaliter in fin. primi reſp. l. in quibus in fin. C. de ſecund. nupt. *peut inſtituer les enfans du ſecond lict ſes heritiers, Maynard chap. 75 du 3. liure de ſes queſtions ſans que les enfans du premier lict y puiſſent rien quereler ni demander que leur legitime ou le ſupplement d'icelle, auec le rapport de ce qu'ils ont receu. Le meſmes chapitre 74. du meſme liu. & pluſieurs arreſts de diuers Parlemens citez par Charondas chapitre 59. du 9. liure de ſes reſponſes. Comme auſſi n'y a lieu de retranchement és biens laiſſez à la femme par ſon ſecond mari pour les rendre apres ſon decez aux enfans du premier lict.* Solidum enim reſtituere rogati, hæreditate adire & reſtituere cogendi ſunt, cùm nihil oneris apud eos remanturum ſit, l. cogi, §. hi qui ſolidum, ff ad Trebellian. *Arreſt donné au rapport du ſieur de Labecede pour Guillaume Bouis le 25. May 1582. ſur ce allegué par ledit ſieur Maynard. ch. 76. du 3. liure de ſes queſt.* [55] Imò iubetur auth. lucrum. C. de ſecund. nupt. *Quant à l'augment toutesfois pour le fideicommis reſtituable par la femme à vn des enfans du mari tel qu'elle choiſira, peut eſtre par elle diuiſé entre pluſieurs d'iceux comme on peut colliger dudit Maynard ch. 89. du 2. liu. de ſes queſt. quoy qu'elle en fut deſchargee en rendant l'heritage à l'vn d'iceux à ſon choix. ores en fuſt indigne, ſi le teſtateur ne l'a expreſſément prohibé ou declaré, auquel il entendoit la ſeruir ſon heritage, ou à tel qu'il en ſeroit digne.* l. Cùm quidã, ff. de

leg. *Dont ores la femme face le choix par autre teſtament, la detraction de la quarte ne ſe fait qu'en vertu du premier ſur les biens reſtituables & retranchables.* l. vnum § 1. ff. de legat. 2. *Voire n'y a lieu de retranchement, s'il n'y a que la ſeule tranſmiſſion de l'heri-*
56 *tage apres le decez du teſtateur, duquel l'heritier ne ſe charge.* præſ. iuribus [56] vt [57] l. ſi
57 mulier. C. de iur. dotis. Nec tandem ſunt filiæ Chriſtianæ & Catholicæ in poteſtate patris hæretici & ſchiſmatici. cap. 2. in fin. de hæret. in 6. nec Iudæi, poſtquàm fuerint baptiſatæ can. Iudæorum 28. quæſt. 1. *Non plus que quand le pere eſt en religion.* Iaſon in authen. C. de ſacroſ. Eccleſ. *Ou la fille apres la profeſſion, quoy qu'elle renonce au monde, & n'aye rien de propre, laquelle eſtant dotee par le pere, ne peut pretendre autre choſe ſur ſes biens, ſelon le ſtatut & couſtume.* Benedictus in c. Raynutius, in verbo, duas habens filias. num. 164. *N'y ne ſuccede le monaſtere pour aucun religieux ou religieuſe par la couſtume generale de France.*

Idem Benedictus in dicto cap. Raynutius in verb.

Et vxorem nomine Adelaſiam, numer.

213. 224. 225. 226.

* *
*

LOVAGES

LOVAGES ET AFFERMES.

COVSTVME I.

Locataires de maiſons & boutiques, & fermiers de terres & autres poſſeſſions à temps & prix certain, qui habitent en icelles, apres le terme eſcheu de l'arrentement, du ſceu & permiſſion du proprietaire non contrediſant, continuent tacitement le louage ou afferme pour vn an, ou autant d'annees, & à meſme prix qu'ils ont arrenté, & le maiſtre les y peut contraindre, s'ils n'en ſont d'accord, & n'y a pacte du contraire.

CHAPITRE I.

LE temps expiré [1] des affermes [2] & louages [3] termoyez, [4] n'a beſoin de ſemonce pour la vuidange des biens arrentez, par le droict Romain, pour ce regard non obſerué en Tholoſe; le terme inſeré au contract, interpellant aſſez pour les contractans. [5] Si toutesfois les proprietaires permettent que les fermiers & locataires y demeurent d'auantage, cõformement à nos couſtumes, l'arrentement continué leur eſt tacitemẽt reyteré, & prorogé pour ſemblable temps & aux meſmes pactes & conditions que l'ont tenu, [6] s'il n'y a nouuelle conuention, & les parties ne l'ont autrement arreſté. [7] Non que la continuation de l'afferme par l'vne des parties conteſtee s'eſtende à fin de terme à longues annees que tant ſeulement pour vne annee & vne ſeule cueillette, à ce que ne ſoit au fermier qui paye le prix d'icelle inutile & infructueuſe, [8] ſi la recolte ne ſe fait à la ſeconde, troiſieme, quatrieme ou cinquieme annee, comme l'acoupe du bois, [9] auant laquelle le fermier, n'eſt tenu quitter l'afferme, & ſe priuer du fruict d'icelle, meſme s'il anticipe le payement, [10] laquelle ores ne ſe rapporte aux louages des maiſons & habitations qui ſont touſiours vtiles pendant le temps

le temps qu'on y habite, [11] & peuuent finir de moment en moment. Les locataires domiciliez congediez, contrains deſloger auant le terme, ſouffrent dommage & incommodité, tant pour la difficulté qu'ils ont treuué commode & conuenable, que pour le remuement des meubles. Non les hoſtes paſſagers, leſquels peuuent, quand bon leur ſemble, deſloger en payant pour le temps qu'ils y ont demeuré. [12] Dont on a de couſtume en Tholoſe aduertir les locataires ſix moys auant le terme, à ce qu'ils ayent temps de ſe pourueoir, [13] pendant lequel ne ſont tenus deſloger, ni les maiſtres accepter le congé ſans cognoiſſance de cauſe, [14] ou à faute de payement, [15] qui ſe fait communement au commencement de chaſque ſemeſtre: [16] que le locataire vſe mal de la maiſon & la mette en ruine, [17] aye beſoin de rebaſtir, ou reparer, [18] le maiſtre y vueille demeurer, & la reprendre pour ſes propres vſages. [19] Auſquels cas les locataires & ſoubſrentiers, ſi point en y a, peuuent eſtre contraints à la vuidange ſans attendre le terme du louage, [20] à la toutesfois de payer ou rembourſer pour le temps qu'ils auront iouy. [21] Ny ne ſont les rentiers tenus continuer les arrentemens, ſi les maiſtres ne tiennent les granges, eſtables & habitations reparees, [22] & ſont troublez en la iouyſſance, ſans laquelle les contracts leur ſont nuls & inutiles, [23] ſoit par degaſt de cas fortuit, [24] comme frimats, greſle, gelee, tempeſte, rauine, & inondation d'eaux fluuiales, ou pluuiales, chenilles ou autre vermine, ſechereſſe, [25] & cas inopinez, comme bruſlemens aduenus auant, non apres les moiſſons, [26] voyes d'hoſtilité, vols [27] & fractures des greniers. A quoy les proprietaires doiuent demeurer enuers les fermiers, s'ils ont pris les grains en garde, non autrement: [28] ni auſſi ſi le degaſt ſeroit fait au defaut ou par inimitié particuliere du fermier, [29] ou le contract ſeroit paſſé en temps de guerre, & les biens arrentez, expoſez aux forces & veuë des ennemis. [30] Et fait pour le ſurplus à diminuer le prix des affermes, pro rata des pertes que les fermiers y ont faites, à dire d'experts, [31] s'ils n'ont arrenté à leurs perils & fortunes: [32] non pour ſterilité, s'ils n'ont arrenté à pluſieurs annees, faite compenſation de l'annee ſterile auec la fertile & leuante: moins pour auoir peu leué: [33] ſauf ſi l'eſtimation ſe fait à toute perte, n'eſtant iuſte equitable & raiſonna-

ſonnable que le fermier qui n'a rien recueilly, paye tout ne partie du prix, ores tienne la ferme à ſon arriſe, apres y auoir employé la culture & la ſemence, dont il eſt ſeul en perte. [34] Ce qui n'a lieu ez metayers, deſquels l'hazard, tout ainſi que le profit eſt commun auec le maiſtre. [35] De meſme les louages des maiſons, qui ſe comblent, bruſlent, deteriorent, & ſe rendent inhabitables ſans la faute du maiſtre, ceſſent auec l'vſage, [36] lequel autrement ſeroit tenu aux dommages & intereſts ſoufferts à la faute de luy, des ſiens ou de ſa famille enuers le locataire. [37] Non ſi le degaſt vient de la choſe, comme herbes & ronces, qui ſuffoquent la moiſſon, le vin qui deuient aigre, lequel reüſſit à la perte du fermier, [38] qui ſe doit auſſi comporter en bon pere de famille, ne faire les cultures mal à propos & hors de ſaiſon, [39] & prendre garde à ſa famille & ſeruiteurs : attendu qu'il eſt tenu des dommages & deteriorations par eux faictes ou à leur defaut ez biens arrentez. [40] Et les proprietaires enuers les fermiers des dommages & intereſts que ſouffrent leſdicts fermiers à leur occaſion, comme ſeroit des incommoditez & dommages ſoufferts à cauſe des reparations & edifications volontaires, [41] voire des neceſſaires, pour leſquelles faict à diminuer le prix de l'arrentement pour le temps de la non iouyſſance. [42] ſi la perte eſt petite n'y a lieu de remiſſiõ, [43] ſiecle eſt grande ou moyenne, le fermier perd la ſemence, & le ſurplus vient en eſtimation, à proportion du prix, [44] & ne iouyt la premiere annee de ſon afferme, n'eſt tenu la tenir pour les annees ſuyuantes, ayant prins party ailleurs. [45] Tout ainſi qu'au contraire il ne peut quitter la culture commencee. [46] Et s'il a prins d'vne annee ou de toute la ferme, peut repeter le ſurplus de ce que luy ſera defalqué pour les dommages ſeruits, & non iouyſſances. Le locataire vuider auant le temps, & ſe demettre de ſon contract pour le temps qui reſte à iouyr, [47] ſi on le priue de la lumiere, luy ferme les veuës, entrees & paſſages de la maiſon, [49] ou en quelle autre maniere que ce ſoit luy eſt rendue inutile & incommode pour ſes vſages, [50] laquelle auſſi le locataire ne peut ſouz-arrenter du tout ny à parties contre la volonté du maiſtre, à gens qui la ruynent & deteriorent, comme fondeurs, forgerons, [51] ou de mauuaiſe vie, [52] & l'ayant faict les ſouz rentiers peuuent eſtre congediez par le maiſtre, ſauf leur recours contre leur autheur. [53] Ou en ſomme la bonne foy des contractans doit eſtre reciproque. [54] Du proprietaire, en la qualité, quantité, vtilité & iouyſſance [55] du rentier, ſon payement & bonne meſnagerie, de laquelle il doit vſer ez biens arrentez, [56] dont le maiſtre qui baille ſon pré en arrentement pour ſeruir de paſturage, lequel ſçait produire l'herbe veneneuſe, eſt tenu en-

uers le rentier de la perte du beſtail qui meurt à cauſe de ladicte paſture, enſemble celuy qui baille à louage la vaiſſelle vinaire, de la perte du vin qui ſe gaſte ou verſe au deffaut d'icelle. [57] Comme eſt le fermier des biens par luy arrentez pour s'y eſtre comporté en mauuaiſe meſnagerie, [58] leſquels doit rendre en bon eſtat à fin de terme, [59] s'ilz ne ſont deux-meſmes deteriorez, [60] ou à la faute & negligence du proprietaire. [61] Autre choſe ce ſeroit du fonds vendu, [62] apres l'alienation duquel l'acheteur n'a recours contre le vendeur, que pour cauſe d'euiction, [63] d'autant que c'eſt vne autre nature de contract, [64] quelles conformitez qu'on y apporte, [65] parce que le rentier poſſede pour autruy, [66] & ne peut venir en reſciſion de contract, pour leſion ſi enorme telle qu'elle ſoit, comme fait l'acheteur, comme maiſtre & proprietaire de la choſe. [67] La perte & diminution de laquelle vient à l'hazard de celuy des contractans qu'eſt en demeure. [68]

NOTÆ.

1 1 VT in l. non putabam, l. ſi in annos. ff. de cond. & demonſtr. 2 *des terres labourables.* Colonia enim propriè dicitur terra ad colendum deſtinata, l. 2 eius qui, §. 1. ff. ad municip. gloſſ. L. 1. in verbo, *colonys.* ff. de Latin. libert. toll. Vnde coloni, qui agriculturam exercent, paſſim in iure reperiuntur, tum qui agros conductos colunt. Vnde Vlpianus lib. 71. ad edictum, qui ad certum tempus conduxit, finito quoque tempore colonus eſt. 3 Locare autem propriè eſt in aliquo loco ponere, hinc locare dicuntur, qui aliquem ad fundi vſum vel habitationem certo præmio conſtituunt, vnde locatio perſonæ, reíve ad vſum facta conceſſio, mercede in pecunia numerata conuenta ab Azone deſcribitur in ſumma de locat. num. 2. Caſtrenſis conſil. 315 nec valet ſine expreſſione mercedis. l. 2. in princ. ff. hoc tit. Eóque differt conductor ab vſuario vel vſufructuario, qui gratis re ſibi 4 conceſſa vtitur fruitur, vt toto tit. ff. de vſu, & vſufr. legat. 4 Ad differentias em- 5 phyteoſis, quæ eſt locatio perpetua, de qua in titulo proximiori. 5 nempe iure 6 Romano, de quo in l. ſi conductionis iuncta l. ne cui liceat, C. de loc. 6 qui enim impleto tempore, remanet in conductione, iterum conduxiſſe videtur, leg. Item quæritur. §. qui impleto, l. qui ad certum, ff. loc. Vbi intelligitur dominus qui patitur colonum in fundo ex integro locare, cùm huiuſmodi contractus nudo conſenſu conualeſcat, ſaltem tacitè, vt in lege certè. in princ. ff. de præcar. l. ſi tibi. §. vnius. ff. de opt. leg non quidem ſi dominus fúrere cœperit, vel deceſſerit, d. l. qui ad certum, ff. eod. Cuius hæredes finita locatione relocare non tenentur l. inuitos. C. eod tit. nec fideiuſſor pro locatione præterita, ea finita, vltrò manet obligat. pro ſecunda, licèt contrahentes poſtea in locatione remanſerint, l. ſi cùm hermes. C. eod. niſi pro tempore conductionis. Sicut nec hæredes l. viam veritatis, & leg. contractus eod. non tamen vxor tenetur ex viri contractu niſi ipſa conduxerit, d. l. contractus, & vtrinſque tacito conſenſu, cum ſignoris vinculo locatio renouari videtur, vt Imperatores Valentinianus & Galienus ſtatuere in l. legem, C. eod. & l. ſi quis nec cauſam §. pen. ff. ſi cert. pet. ſi luſtro, tantundem cenſetur renouata.

d. l.

d.l.ſi cùm hermes,l.legem. C.de loc. vel triennio, vt in conductione vectigalium aut ſyluarũ cæduarum. [7] *Les pactes couſtumiers ſont entendus, s'ils ne ſont exceptez*,leg. 7
licet certis annis.C.de loc.nam licèt conſuetudo tacitè per ſtatutum ineſſe videatur, expreſsè tamen ei renunciari poteſt,leg.circa locationes,ibidem Baldus C.de loc. [8] d.l.Item quæritur,§.qui impleto verſ. *Quod autem diximus*, ff. de loc.vbi reſ- 8
pondet Vlpianus taciturnitate vtriuſque partis colonum reconduxiſſe videri, & anno,quo tacuerint,eandem locationem renouaſſe,non etiam in ſequentibus annis, etſi luſtrum fuiſſet ab initio conductionis præſtitum. Idem in cæteris nec his diſſentientibus vlteriùs locatio protenditur, collectis fructibus ſolutæ mercedis & anno expleto: cuius vel alterius anni incepta vel continuata cultura partes ſilentes inter ſe iterum conſentire videntur, vt l.in rebus in fin.ff.de præc.l.ſicut.§. videtur,ff.quib.mod.pign.vel hypoth.tacitè contr.l. an in totum, C. de ædif.priu.
[9] quod quidem fit in anno, ſemeſtri fieri poteſt ex Papiniani ſententia lib.11.qu. 9
Si bis in anno fructus colligantur,vt in locis irriguis,l.diuortio §.quod in anno,ff. ſol.mat.putà in hortis. Aut enim tellus bis colitur & ferit fructu arido,ſimili vel diſſimili vna, vel diuerſis fundi partibus,vna directa,altera per obliquum, aut variis figuris, quarum prima ſeges ſit frumenti, ſecunda milij,aut plantæ frugéſve ibi excolantur, oleráve quæ ſua quaque tempeſtate eriguntur & breui decidunt, quibus terra exonerata iterum & pluries vno eodémque ſolari ambitu excolitur, plantatur vel ſeritur. Idémque dicendum ac ſi fundus eſſet in vno anno fertilior quàm in alio, vt notat gloſſ.in d. §. quod in anno:ſed æquiùs & commodiùs videtur annum integrum computandum, quo bis in eodem fundo aut vllo ſingulis annis fructus percipiuntur, tam aridi quàm liquidi,imò ter, quater,quinquies, vt fœnum, olera, & omne genus plantarum & fructuum. Vnde quod in ſementem erogatur,ſi non reſponderit meſſi, ex vindemia deducetur, quia totius anni vnus fructus eſt,l.ſi fundus.§.quod in ſementem, d.l. diuortio.§. Item ſi meſſes,ff.ſolut. mat.& ita fieri debet germana anni diuiſio ex l. de diuiſione anni eod. tit. l. more Romano,ff.de fer. Nec absre Ægyptij pro anno Iſin ſydus è Græco ἀστρονομίας denotant:tunc enim maius,tunc minus oritur,interim ſplendidius, aliàs verò errans, cuius ortu ea ſignis quibuſdam obſeruantur quæ toto anno peragenda ſunt ex Or.Apollin.de ſacris apud Ægyptios notis & celaturis libello, [10] nempe mer- 10
cede ſoluta ne conductoris iactura locator locupletaretur.leg. nam hoc natura,ff. de condict.indeb. tum propter culturam,& cutam à conductore adhibitam:nam graue nimis eſt,teſte Caſſiodoro,vt fructu laboris ſui fraudetur induſtrius, [11] niſi 11
in ſcripris certum tempus conductionis comprehenſum ſit ex Vlpiano in d. leg. item quæritur,§.in vrbanis, ff. loc. [12] Adeò vt prout quiſque habitauerit, ita obli- 12
getur,d.§ In vrbanis, [13] ad certum tempus facta locatione l.qui ad certum,ff.eod. 13
Et ſe doiuent reſpectiuement aduertir le maiſtre & le locataire auant le terme conuenu:ou nel, s'ils ne veulent continuer le louage, autrement le ſemiſtre à venir ne court que pour la fin du terme,ſi lors ou apres,les parties l'ont tant ſeulement declaré. Adeò vt vſus conductori conſtare poſſit,qui neque ſubitò migrare cogatur, l. in commodato. §. ſicut, ff.commod. *Ce qu'on peut entendre quand le locataire faut le payement du dernier ſemeſtre que les parties ſe doiuent reſpectiuement aduertir s'ilz ne veulent continuer le louage apres le terme, afin que chacun ſe pourueoye en cas de vuidange, le maiſtre à trouuer nouueau locataire, & le locataire autre maiſon. Non puis l'interpellation iudiciaire, laquelle ſe rapporte aux termes du contract, & à la couſtume par laquelle le proprietaire n'eſt auſſi tenu attendre*

la fin du semestre sans receuoir payement, attendu que se paye au commencement, autrement peut agir pendant iceluy en vuidange contre son locataire, & à ce le contraindre d'authorité de iustice, ou le payer dans vn brief delay, soit qu'il vueille la maison pour soy, ou la louer à vn autre, contra iuris Romani dispositionem, de qua in gloss. l. 3. in verb. *Necesse*, ff. de condict. caus. dat. Benedict. in c. Raynutius, in verb. *testamentum*, 3. num. 27. e. de te-
14 stam. [14] nec ante tempus cōductionis l. si de fundo. C. de loc. recedere licet à contractu locationis, licèt ab alio plus offeratur, l. si olei, & ibi Baldus, C. eod. Nec est locus pœnitentiæ nisi re integra. l. si pecuniam. ff. de condict. caus. dat. *Ou s'il y a lieu de vuidange au iuste terme conuentionnel ou pendant le semestre courant, & les parties n'en sont d'accord, celuy qui se veut departir, se doit pouruoir par requeste, & ne venir à la force,* l. si quis in tantam. C. vnde vi. l. extat, ff. de eo quod met. caus. *à ce que le Iuge y pouruoye d'equité, laquelle doit tousiours auoir deuant les yeux,* l. quod si Ephes. ff. de eo quod cert. loc. *à ce que chacun se pouruoye, le locataire à trouuer maison, & le proprietaire la puisse louer à vn autre, en soit payé & satisfaict du louage pour le temps que le locataire l'aura tenue, afin que leurs maisons ne demeurent desertes, comme seroit aduenu à la ville de Paris, lors qu'elle fust reprise par les François des mains des Anglois, où les maisons vuides & ruineuses estans mises aux encheres ou baillees à fief, pendant les solemnitez des enquants fust ordonné que seroyent louees d'authorité de iustice, pour les rendre habitees, par Edict du Roy*
15 *Philippe VII. donné à Paris au mois de Nouembre 1441. art. 1.* [15] Conductor enim qui non soluit pensionem, expelli potest è domo conducta. leg. 3. c. de loc. pensionem quidem integraminam, etsi partem soluerit, non satisfecisse videtur. l. 1. §. si cum duobus. ff. de coll. bon. l. Tutor. §. Lucius. ff. de vsur. Quia multa fert incommoda particularis solutio. l. planè. ff. famil. hercisc. d. l. 3. in verb. *In solidum.* Et vt plerunque fit in pecunia numerata, nam si vt particularius, aut, vel in alia re consistat merces, apud Romanos pro socio, aut præscriptis verbis agebatur, l. 1. l. si quis seruum, ff. depos. l. si conuenerit in fin. ff. comm. diuid. l. si merces. §. vis maior. ff. locat. Et si pretium non in numerata pecunia consistat, dicitur contractus innominatus. l. olei, Cod. eod. vnde oritur actio in factum, qua nos in omnibus causis ciuilibus vtimur. Et sufficit in libello factum, causam & petitionem contineri, de quo suo loco, si plures sint conductores, quilibet tenetur pro parte, nisi quilibet in solidum se obligauerit, & tunc solidum soluens petere potest, vt sibi credantur actiones, Salicetus in l. si diuisa, C. de loc. Et si conductor non soluerit, illicò non debet expelli, si soluere paratus est, l. diligenter. §. 1. §. 2. ff. mand. Aliúdque pro alio solui potest sub æstimatione conuenta, conuenique iudicis officio habere rationem quāti conductoris inerterit, in frumento potiùs quàm in pecunia soluere pensionis
16 exceptam portionem. l. Sed addes. §. si dominus exceperit, ibique Barth. ff. loc. [16] Vt moris est, nisi aliter inter se partes conuenerint, l. circa locationes, Cod. de loc. *Et selon Masuer, sur les coustumes d'Auuergne moitié à demy annee, l'autre moitié à la fin, & si laissoit la maison vuide, pendant le temps du louage, seroit tenu payer le prix entier d'iceluy au titre des louages, & droictz decens,* num. 39. l. vnic. §. si pensio, ff. de migrando, leg. per hanc, §. sexcéti autem, C. de aduoc. diuers. iud. & quandoque pēsio totius anni soluitur ab initio, d. l. sed addes, §. si quis cum in annum, ff. loc. Non quidem vt inquilinus sit expellendus, si ab initio vel medio tempore, nisi exacto tempore, solutionis destinatæ non soluerit, l. quæro. §. inter locatorem. l. cùm domini. ff. loc. leg. pen. C. eod. Nec potest conductor agere nisi soluat totam pensionem, l. 1. ff. de mi-
17 grand. vel sit iusta causa retentionis, l. pen. ff. eod. [17] Si conductor re locata malè

vtatur,

vtatur, vt ſi colonus prædia ruſtica intempeſtiuè colat, l. ſi merces, §. conductor, ff. loc. ſi cœptam culturam deſerat, l. ſi in lege, §. ſi domus ff. eod. contra legem conductionis fœnum in prædium vibanum perferat, vel ignem ſibi vetitum domi habeat. l. videamus. §. 1. & fin. ff. loc. ſua culpa, ſeruorum, hoſpitum, vel exterorum, ſui contemplatione, vt facto conductoris inimicorũ, d. l. videamus, l. ſi merces. § culpæ, ff. loc. *On s'il ſe tiẽt mauuais train par le locataire ou autre en icelle. Ord. d'Orleans, art. 101.* non enim licet conductori domum alij locare, niſi æquè idoneo, & ad eundem vſum, gloſ. l. Nemo, C. de loc. Matth. de afflictis, deciſ. 401. num. 2. & tenetur conductor de damno in re locata illato. d. l. videamus.[18] ſi ſit neceſſaria[18] domus refectio vel reparatio, túncque ſit remiſſio vel reſtitutio mercedis: ſin autem locator tenetur ad omne damnum & intereſſe inquilini, l. qui in inſulam, l. hæc diſtinctio in 1. reſp. ff loc. Imò conductor contra locatorem iuſta pote ſt exceptione tueri gloſ. in l. habitatores. ff eod. ſi ad tum anguſtauerit, quominus conductor quadrigas, aream cameratam, aut alia neceſſaria tranſire non valeat, l ſed addes, §. ſi inquilinus, ff eod. imò ſi à vicino tantùm obſcurentur cœnaculi lumina. l. ſi merces, §. ſi vicino, ff eod. aut alia ferantur incommoda, quibus re conducta minùs vtatur.[19] d. l. 3. C. de loc. ſi propriis vſibus dominus eam ſibi neceſſariam[19] eſſe probauerit. Ibidem ex Imperatoris Antonini reſcripto, quando ſcilicet poſt locationem repentina ſuperuenit neceſſitas, vt ſi alia domus quam habitabat, corruit, vel vxorem duxit. Non autem ſi tempore contractus id præuidere potuit, l. ſi is à quo, § fi. l. ſeq. ff. vt in poſſ. legat. ſeru. cauſ. eatur l. de ætate §. ex cauſa, ff. de iuterrog. act. dummodo ſine damno inquilini procedat, eíque pretium reſtituatur, vel remittatur in primo caſu. In ſecũdo damnum & intereſſe etiam ei reſarciatur. *Ce qu'on a de couſtume en Tholoſe vuider ſur le champ, ouy le proprietaire, la main leuee en iugement, s'il la veut pour ſes vſages pour la reedifier, ou reparer, ores la maiſon ne ſoit caduque & ruyneuſe, ſans alleguer autre raiſon, ni la cauſe pour laquelle ils ſoyent preſſez ſe demettre de leur contract. Et par fois eſt aduenu qu'apres auoir fait deloger le locataire de leur maiſon, l'ont relouee à vn autre à plus haut prix, contre la foy du contract & ſerment preſté. De tant que ſi le proprietaire a autre lieu pour habiter pendant le temps du louage, le contract ne doit eſtre interrompu, ni le locataire inquieté ſans autre cauſe legitime, comme du danger eminent, de la perte & ruyne de la maiſon par la faute ou mauuais vſage du locataire, ou autrement comme a eſté partie cy deuant repreſenté, ſuiuant le droit Romain, lequel on ne fait que toucher ſans entrer au fons de la matiere, la faueur eſtant pluſtoſt du coſté du proprietaire que du locataire, s'il n'a payé: car autrement difficilement on ordonne la vuidange auant la fin du terme du prix anticipé ſoit par vente de fruicts, ou autrement, ſi le fons arrenté ne change de main: ſauf au locataire ſon recours cõtre ſon autheur, & lors on ſuit les termes du droict Romain, où n'eſt beſoin remplir le papier de preiuge z, attendu que ces queſtions ſe traittent ordinairement deuant les Iuges inferieurs ſinon entre perſonnes qui par preuilege ſe retirent à la chambre des requeſtes, en vertu de leur amittimus, ou l'on procede encor plus exactement au faict du ſerment, à ce que le proprietaire ne ſoit periure.*[10] Nemo quidem prohibetur rem[20] ſibi conductam alij locare ex Imperatoris Alexandri reſcripto in l. nemo, C. eod. licet carius. l. ſi tibi alienam, ff. eod. Niſi longiori tempore locaret, quàm res ſibi locata eſſet. Ibid. tunc enim exacto tempore, à domino contractæ locationis expelli poteſt. Et tunc primus conductor tenetur, ſecundo ad intereſſe, ſi ſua culpa ante tempus expellatur, & prohibere potuerit: ſin autem in ſola reſtitutione & remiſsione mercedis pro rata temporis, d. l. videamus, l. ſi fundus in fin. l. Qui in-

ſulam, ff. loc. Idémque ſi alter quàm conductor, ſciens domum eſſe alienam, locauerit inſcio, vel nõ aſſentiente domino, præfatis iurib. gl. in d. l. videamus, in verb. *denique*. Qui verò fundum bona fide poſſidens locauerit, ſi conductori vtifrui non liceat, locator tenetur ex locato, & liberatur ſi præſtet intereſſe, vel æquè commodam habitationem, l. ſi quis domum in primo reſp. Ibique Barth. ff. loc. At ſi fructuarius per quinquennium conduxerit, non tenentur eius hæredes, ſi interdum deceſſerit, niſi ad mercedis remiſſionem. l. ſi quis domum. § hic ſubiungi poteſt, ff. eod. Caueant igitur beneficiorum conductores à priuatis præſenti pecunia futuras decimas aut fructuum collectiones, licet vili pretio ſine fideiuſſione conducere, quorum Clerici ſunt vſufructuarij, niſi ex bonis patrimonialibus aliundè procedant, quæ etiam vendere licet. Vbi non tantùm imminet eius qui locauit præmaturæ mortis periculum, cùm vltimus vnicuique lateat dies.

Mais auſſi la perte du benefice par impetration, qu'eſt maintenant vne voye d'acquerir aſſez commune en France, par le moyen de laquelle, ou autrement quand le benefice change de main, celuy qui vient apres ne peut eſtre priué du reuenu par le faict de ſon predeceſſeur, attendu que les fruicts ſuiuent le poſſeſſeur comme eſt repreſenté par Maynard au chapitre troiſieſme du huictieſme liure de ſes queſtions. Et partant les fruicts recueillis apres la miſe de poſſeſſion du benefice, appartiennent à l'impetrant ou reſignataire, non aux hoirs du defunct, ny à l'achepteur des fruicts, ou rentier à prix anticipé, moins au reſignant, ſauf pour ſa penſion s'il l'a reſeruee, ou par eſchange, ſi ſon permutant n'eſt auſſi poſſeſſeur & luy iouyſſant du benefice à luy baillé, dont la cauſe eſt reciproque. Le meſme chapitre nonante neufieſme du. huictieſme liure des ſeſdicts queſtions, nomb. 9.

Et licet conductori prædia ſibi conducta, alteri æquè idoneo & ad eundem vſum relocare. l. non aliter, ff. de vſ. &, habit. arg. leg. æquiſſimum, §. fin. l. ſed & ſi quid, §. mancipiorum. ff de vſufruct. per nouiſsimum tamen retinet dominus poſſeſsionem. l. Qui vniuerſas §. fin. ff. de acquirend. poſſeſsione leg. ſi cui locauerim, l. Cùm in plures, l. ſi tibi. ff. loc. At ſi colonus fundum locauerit, res poſteriores cõductoris domino non obligantur, niſi fructus, l. ſi in lege. §. ſi colonus, l. Qui fideiuſſor, ff. loc. l. in prædiis ff. quib. mod. pign. tac. contr. In vrbanis tamen inuecta & illata à ſecundo inquilino, qui partem domus à totius conductore, vel inquilino conduxerit, puta cœnaculum, & ſunt tacitè pro penſione ipſius cœnaculi obligata, non vniuerſæ domus, tam domino, quàm primo conductori. Et ſi ſoluerit huiuſmodi conductori, contra dominum experietur pignoratitia. l. ſolutum §. ſolutam. ff. de pign. act. Si autem neceſſariò viciatũ inſulæ ædificium à domino diruatur, vt inde reficiatur, proportione quanti ipſe locaſſet: tanti litem æſtimari, pro tempore, quo inquilini habitare non potuiſſent, l. qui inſulam. in primo & §. 1. l. ſed addes, §. ſi quis cum l. fundus, §. fin. l. Et hæc diſtinctio. ff. loc. Si non fuerit neceſſarium demoliri, niſi vt ornatius ædificaret. Quanti conductoris intereſſet habitatores ne migrarent, tanti condemnare oporteret. d. l. qui inſulam, l. ſi tibi alienam. l. videa-

[21] mus, ff. loc. [21] *Attendu qu'en faict de louages, tout le temps eſt vtile, comme eſt ci deuant dit.* [22] l. ex conducto. in 1. reſp. l. qui inſulam, §. ædilis, l. ſed addes, §. illud, ff. eod.

eod. Et ſi quid vtiliter vel neceſſariò auxerit, ædificauerit, vel inſtituerit & ſi non conueniſſet ad impenſarum repetitionem contra dominum poteſt experiri. l. dominus horreorum, §. 1. l. Colonus, ff. loc. Ideóque ſi non poteſt domus diruta habitari, vel alia ad habitandum locari, fieri debet remiſſio mercedis, l. Cùm in plures, in primo reſp. ff. eodem. [23] l. ſi fundus, l. ſi merces, §. qui fundum, l. ſed addes, §. ſi quis cùm in annum, l. qui ad certum. §. penult. & fin. ff. loc. [24] Qui non imputantur conductori, l. ſi quis fundum, §. 1. & 2. ff. eodem [25] l. ex conducto. §. ſi vis tempeſtatis calamitoſæ, ff. loc. & ita dicitur ab attritis calamis, quòd eos comminuat vnde calamitas vocabulum in cæteris dicitur metaphoricon. Hinc Alciatus pro ita diuina vim maiorem à Græcis mutuatus eſt libr. 2. prætermiſſ. ſub eodem titut. loc. *Maſuer le rapporte à l'intemperance de l'air, & cas fortuit au titre des louages, & droicts de cens, nombre quarante trois.* Aitque Seruius vim omnem, cui reſiſti non poteſt, eſſe à domino colono præſtandam, vt fluminum, gracculorum, ſturnorum & ſimilium. Si vredo fructum corruperit, aut Solis feruore non aſſueto quid acciderit, damnum domini futurum. Si non extra conſuetudinem, damnum coloni eſſe. [26] d. l. ex conducto. in fin. [27] Ex damno immodico, modicum enim ferre debet colonus æquo animo. d. l. ex conducto. §. ſed etſi, [1] ſi merces, §. vis maior, l. habitatores in 1. reſp. l. qui mercedem, l. cùm in pluuiali, §. locator horrei, l. dominus in princ. ff. loc. [28] l. 1. & fin. cap. de loc. [29] & tunc colonus tenetur de damno illato, l. videamus, §. qui vnus, l. ſi merces, §. culpæ. Si verò colonus illud commiſerit, tenetur criminaliter, d. §. culpæ, & ciuiliter, l. cùm conductionem, ca. de loc. [30] *Eſtant à ceſte occaſion la ferme faite à vil prix.* l. qui bona fide. §. de illo. ff. de damn. infect. arg. l. ſi prædium. ff. de ædilit. edict. *Iugé par deux arreſts, l'vn au rapport du ſieur Donjac, l'autre du ſieur Maynard, le ſixieme Mars 1589. au profit de Puylebier Commandeur de Grezan, contre Peletier & Lomberail, citez par ledit Maynard au chapitre 80. du ſecond liure de ſes queſtions. Où les cas de la guerre ne ſont reputez entre les cas fortuits.* [31] l. ex conducto. §. ſed etſi tabes, l. ſi vno anno. §. vbicunque, [32] l. ſi in lege l. ſi merces, ff. loc. *& pour la non iouiſſance des parties de la maiſon deteriorée par des forces inopinees, eſquelles le locataire n'a peu reſiſter ny en aduenir le proprietaire.* l. item quæritur, §. exercitu, ff. loc. *pro rata du temps que le locataire n'a peu aucunement iouyr du tout, ou de partie.* l. habitatores, l. qui inſulam in principio ff. eodem ſi ab exercitu, incendio, vel terræ motu diruatur ædificium, damnum domini eſt, per quem prædium tam ruſticum quàm vrbanum præſtari oportet conductori, vt ei ſui liceat, l. ex conducto in principio, & §. ſed etſi, l. Martius, ff. loc. [33] vt in l. quæ fortuitis in fin. Cod. de pignoratitia actione, argu. leg. ſi quis fundum in principio, ff. loc. [34] leg. de vno, §. cùm quidam, ff. loc. [35] l. ſi vno anno, §. vbicunque, l. ex conduct. §. ſed etſi tabes, ff. loc. [36] l. duobus, §. quidam ſagattam, l. ſi merces, §. vis maior, ff. loc. gloſſ. in l. excepto, in verbo, fructus, Cod. eodem, [37] l. ſi quis fundum, §. Imperator, l. ex conducto. l. qui inſulam in primo reſponſo, ff. loc. [38] l. ſi quis, §. vbicunque, ff. eodem, ſicut tenetur conductor de damno & intereſſe in re conducta à ſe, vel ſua culpa, & occaſione illato, l. ſed de damno, l. dominus horreo

[38] horreorum, ff. fin. l. videamus, l. qui insulam §. qui mulas, §. fin. ff. loc. [38] l. ex conducto, §. si vis tempestatis in verbis, *Si quæ tamen vitia*, vbi scilicet modicum damnum emerserit, non aliter, l. inter quos. §. damni, in fin. ff. de damn. infect l. 1. C.
[39] de iur. emphyt. [39] & ante omnia colonus curare debet, vt opera rustica suo quoque tempore faciat, ne intempestiua cultura fundus fiat inde deterior: præterea villarum curam agere, vt earum ædes incorruptas habeat, l. si in lege, § Cõductor,
[40] ff. loc. [40] Vlpianus in l. videamus in 1. resp. & §. 1. ff. eod. qui quidem si contra legem locationis excesserint vtraque actione ciuili & criminali conueniri possunt,
[41] d. l. si merces, §. culpæ, ff. eod. [41] d. §. vbicunque, l. sed addes, §. si inquilinus aream,
[42] ff. eod. [42] l. ex conducto in 1. resp. d. l. sed addes, §. si quis ff. eod. [43] glos. d. l. ex
[43] conducto, §. sed etsi tabes in verb. *aliquid*, l. si merces. §. vis maior. ff. eod. [44] Ibi-
[44] dem si fructus omnes eripiãtur in casibus exceptis, pereunt quidem domino, sicut aget qui tertiæ motu casinate ita perierit, vt nusquam sit. d. l. ex conducto. §. sed
[45] etsi, vers. *sed etsi ager*, ff. eod. [45] d. l. sed addes, §. si quis, [46] d. l. si in l. §. si domus,
[46] [47] l. sed addes, §. si quis, l. si quis fundum, § Imperator. ff. eod. [48] *S'il ne peut commodement & paisiblement iouyr du louage, & le proprietaire manque de son costé, tout ainsi*
[47] [48] *que pour les causes cy deuant deduites le proprietaire le peut contraindre à la vuidange.* Contractorum enim eadem est disciplina, idémque est non esse, vel esse, & inutile esse, cùm ad suos vsus ea conductori vti frui non liceat. Qui sartas tectásue ædes, soluta mercede, nec reparatas suis expensis habere non tenetur, sicut vsurarius & fructuarius tenetur, qui prædiis sine mercede fruuntur, l. si domus. ff. de vsu &
[49] habit. l. sed cùm fructuarius, ff. de vsufruct. [49] l. si merces, §. si vicino, ff. loc. [50] l.
[50] sed addes, § illud, l. si in lege, §. Colonus, ff. eod. [51] nisi personis idoneis, & ad eun-
[51] dem non deteriorem vsum tenocenitur, arg. l. æquissimum §. fin. ff de vsufr. [52] *Mas-*
[52] *suer tit. 25. nomb. 44. de sa pratique. Et vse mal le locataire de la maison, s'il se comporte deshonnestement en icelle, dont le proprietaire qui le sçait, peut estre aussi priué de la proprieté, s'il le souffre. Arrest du Parlement de Paris du 27. Mars 1547. remarqué par le Gueuois. tit. des Bastards 10. du 3. liu. de la conference des ordonnances, sur l'ordonnance de Charles V. du 3. Auril 1369. nomb. 2.* Quisve domum publicæ meretrici sciẽter locauerit, volumus quòd ipsa domus incidat in commissum. *Ord. de Sainct Louys 1254. Charles VI. 1319. Ord. d'Orleans. art. 101.* can. meretricis. 32. q. 4. Deut. 22. 23. & fit mentio eiusdem ordinationis in can. nemo. §. quicquid 32. q. 4. can. Illa autem, §. cùm ergo non mœchaberis. 32. qu. 5. *Et par arrest du Parlement de Tholose donné à la requeste du sieur Procureur general du Roy, à cause de la derniere contagion, fut enioint aux proprietaires des maisons habitees de femmes lubriques, les faire vuider, à peine de confiscation d'icelles, arrest du 12. Febur. 1527. du 8. Iuin. 1521. pour la demolution des maisons du fauxbourg S. Michel rue de l'Obseruance, Saincte Catherine, & du Sanzat; seruans de retraicte aux larrons, voleurs, & vagabonds: autre du 6. Nouembre 1548. interdisant les cabarets plus pres de la ville & fauxbourgs que Balma, Mantaud, S. Agne, S. Martin, Deltouch, Fenouillet & autres lieux distans vne lieue de la ville. Par arrest du 12. Febur. 1521. est inhibé aux proprietaires*
[53] *mettre leurs maisons à gens dissolus, & femmes lubriques, à peine de confiscation d'icelles.* [53]
[54] l. si tibi alienam ex duabus sequentib. ff. loc. [54] l. legem, l. circa locationes. C. de loc vbi referibunt Imperatores Diocletianus & Maximinianus, fidem contractus seruandam esse, præsertim si nihil præter consuetudinem regionis contineat, vt ibid. glos. in verb. *specialiter* maximè quidem, quia & quædam non scripta seruantur ex bono & æquo. de oblig. & consens. in fin. inst. l. excepto. C. de loc. l. ex conducto

ducto in princ. ff. eodem. Nam in omni contractu ex conſenſu, vt locationis, & conductionis alter alteri obligatur de eo quod alterum alter ex bono & æquo præſtare oportet. l. 2. ff. de act. & obl. [55] Nam licèt locator & con- [55]
ductor in pretio ſe poſſint inuicem decipere, l. item, §. fin. ff. loc. Et prætextu minoris penſionis reſcindi locatio non poſſit, l. & ideò, ff. eod. niſi dolus interuenerit, l. in cauſæ, §. Idem Pomponius, ff. de min. Dolus enim dans cauſam contractui nullum contractum efficit, d. l. & ideò, licet de pretijs duntaxat ſe circunſcribere, non in vitijs rerum. l. Iulianus in princ. ff de act. empt. ideóque de dolo, mendacio, ſilentio fraudulento fundi, qualitatis, quantitatis, veloncrum, aut cuiuſcunque deceptionis, quilibet contrahentium tenetur, niſi alter ſciret rei vitium, in quo tunc nulla eſſe poteſt circunſcriptio, etſi locator illud tacuerit, l. ſed etſi pupillus, §. 1. ff. de inſtit. act. l. Iulianus. §. ſi venditor. §. idem Iulianus, ff. de act. empt. [56] conductor pariter vt bonus paterfamilias ſe ge- [56]
rere debet in re conducta. l. ſi merces. §. Conductor ff. loc. dolum, & culpam præſtare. l. ſi quis eodem eorúmque quos domi induxerit. l. videamus in princ. l. qui Inſulam, §. fin. ff. loc. de damno illato à propriis inimicis, d. l. ſi merces. §. culpæ, qui contra legem locationis quid fecerint, dicta leg videamus, §. fin. Vnde ſi in lege locationis ita ſcriptum ſit, redemptor ſyluam ne cædito, néve quem cædere, cingere, vrere ſinito. Ita redemptor cenſetur obligatus, vt non ſolùm curam habeat prohibendi eos quos caſu ſyluam cædere apprehenderit: ſed etiam vt operam daret ne quis cæderet. Vt reſpondet Alphenus l. in lege. ff. loc. in pretij ſolutione, ſi pariter defecerit Præſes Prouinciæ, ſeu Iudex ordinarius, quæ ex locato debentur exolui, ſine mora curabit: vnde tanquam ex contractu bonæ fidei, poſt moram vſuræ legitimæ debentur, l. 2. l. præſes, C. de loc. §. actionum de act. inſtit. [57] l. ſed addes, §. 1. ff. loc. *Et en tous* [57]
cas que la faute ou la demeure precede, ſont reſpectiuement tenus les vns enuers les autres, vt in d. l. videamus. §. 1. l. ſi merces: §. qui columnam, l. qui inſulam, §. qui mulas, l. ex conducto, ff. loc. l. ſi de fundo, C. eod. Quatuor quidem modis in conductore, ſi non ſe geſsit vt bonus paterfamilias: ſi contra legem contractus, ſi eſt in mora, vel ex dolo, & culpa domeſticorum praxis Papienſis, lib. 42. numero 9. nam in iudicio locati & conducti, dolus & culpa, non etiam caſus fortuitus cui reſiſti non poteſt non interuenit, l. in iudicio. c. de loc. [58] vt ſi con- [58]
ductor ædificia quæ ſuſcepit integra, diruerit l. cùm conductorem. C. eodem, aut damnum, culpa domeſticorum vel extraneorum in domo conducta à ſe introductorum, illatum fuerit, d. l. videamus, ruſtica prædia intempeſtiuè coluerit, vel ſua negligentia ædificium corruerit, l. ſi in lege. §. conductor. l. ſi vno. §. vbicunque, ff. loc. vel malè, re conducta vſus fuerit, vt ſi ex l. dominus, quæ debet non præſtiterit, l. ſed addes. §. 1 & 2 ff. loc. vel quid per imperitiam acciderit, quæ etiam culpæ annumerantur. l. ſi quis fundum, §. Celſus, ff. loc. licèt enim non teneatur conductor de caſu fortuito, l. in verbis. ff. commod. l. ſi merces, §. vis maior, ff. loc. ſi quæ fortuitis, Cod. de pignor. act. cùm præuidere non poſsit, l. 2. §. ſi ea tempeſtate, ff. de adminiſtr. rer. ad ciuitat. pertin. vnde fatalis dicitur, l. cum duobus, §. damna, ff. pro loc. *Et partant les fermiers des benefices & biens Eccleſiaſtiques qui ſont en demeure pour n'auoir payé le prix de leur affirme, ou terme conuenu, ne peuuent alleguer non iouyſſance des cas & forces de la guerre apres aduenus. Ainſi iugé par pluſieurs arreſts au rapport de*

du ſieur Maynard à la 2. d'Enqueſtes l'an mil cinq cens ſeptante neuf, & mil cinq cens huictante pour le commandeur de Greuan contre François Couſin, & pour le commandeur de Monſanus contre certains habitans dudit lieu ſes fermiers. Ledict Maynard chapitre 79. du 2. liure de ſes queſtions. Et tenetur conductor, dum culpa vel mora præcedit caſum, l. ſi quis fundum, §. fin. in fin. l. videamus, §. 1. l. ſi merces, §. qui colonus, l. qui inſulam, §. qui mulas, ff. loc. l. quod te, ff. ſi cert. per. [59] d. l. qui inſulam. §. qui mulas. [60] Vt ſi fundus vi fluminum, terræmotu, vel [60] caſuat § pereat, l. ex conducto. §. ſed ſi ager. ff. loc. praxiè Papienſis tit. 42. nu- [61] mero 14. aut vetus ædificium corruat. [61] Qui damnum ſua culpa ſentit, l. cum [62] duobus & l. ſeq. ff. pro ſoc. [62] de quo in l. cum funeus, ff. loc [63] Tunc enim [63] rei periculum ſpectat ad emptorem, facta tranſlatione dominij, ſiue quis ea lege emerit, vt donec pretium ſoluerit, tantumdem quotannis præſtet penſionis, l. Item Prætor. ff. loc. quæ ſicut vſura vicem fructuum obtinet, quæ nec prohibetur in contractu emptionis, nec ex dotali pecunia, etiam iure canonico ſalubriter, ibidem gloſſ. de vſu. Si verò detur in emphyteuſim, transfertur vtile dominium, nec tamen penſio minuitur, vel remittitur ob diutum ædificium, licèt vetuſtate perierit, & colonus vel dominus non teneatur illud de nouo ædificare. Maſuer. tit. 25. numero 21 niſi fundus vel ager funditus euertatur, vt nuſquam appareat præſ. iuribus, & ſicut per alluuium vel conſolidationem penſio extinguitur, cùm rei ſuæ nemo conductor eſſe poſſit, l. qui rem, Cod. de loc. l. ſi quis fundum, §. fin. ff. eodem: ita per vniuerſum rei emphyteuticæ interitum, quo tam vtile quàm directum amittitur dominium, fundi ſcilicet vel ſuperficiei, non fructuum, quorum ſterilitas vel exiguitas penſionis remiſſionem non patitur, ſicut nec vllus caſus fortuitus. Maſuer. tit. [64] 25. numero 30. [64] nec enim in contractu locationis transfertur dominium, ſi- [65] cut venditionis, licèt in vtroque pretium intercedat. [65] Vt obiter notat Ve- [66] zembech. ff. hoc tit. [66] *Maynard chapitre 39. du 4. liure de ſes queſtions.* Emptor enim transfert dominium. l. conuenit. ff. de contr. empt. & poſſeſſionem: non autem locator, l. non ſolet, l. cùm in plures, in fin. primi reſp. ff. loc. l. qui rem, Cod. eod. l. 2. C. de præſc. 30. vel 40. ann. Deinde tranſit rei periculum ad emptorem non ad conductorem, l. ſi quis fundum, §. 1. l. ex conducto, §. ſi vis, l. ſi merces, §. vis maior, ff. loc. Tertio emptionis pretium in nummis, conductionis in mercede pecuniæ conſiſtit, ſicut olei, tritici & ſimilium, l. 1. ff de contrah. l. ſi olei. C. de loc. l. ſed addes. §. ſi dominus ff. eod. Quædam pariter vendi poſſunt non locari, vt ſeruitutes, l. locati. ff. loc. quatenus in iure conſiſtunt, quædam tantùm locari, vt nec alienari prohibitæ, vt refert Veſembech. [67] hoc tit. num. 11. [67] Nec reſcinditur contractus locationis prætextu minoris penſionis, l. & idcò, ff. loc. licèt viliſsimo pretio fundum quis conduxerit, veluti vno nummo. Quo magis ſapit naturam commodati quàm locati vel tunc conductor cenſetur precario poſſidere, vel donationis inſtar habet, l. ſi quis conduxerit. ff. loc. Emptionis autem reſcinditur contractus, etiam inter maiores, ob læſionem dimidiæ iuſti pretij, l. 2. Cod. de reſcind. vendit. licèt huiſmodi reſciſioni auxilium venditori, non emptori concedatur, vt ex verbis ipſius legis colligere licet, & ita à multis interpretibus intelligitur. *Ny ne peut le locataire demander diminution du prix du louage, pour auoir trop promis, que pour les cas reſeruez:* non quidem propter ſterilitatem, ſi fiat compenſatio præte-

ritæ,

teritæ, vel futuræ fertilitatis. l. licet, Cod. de loc. minus propter exiguitatem, ob quam nulla ſit remiſsio vel compenſatio mercedis, l. ſi vno, §. cùm quidam, l. ex conducto, §. vis tempeſtatis, ff. loc. *& moins peut le maiſtre ou proprietaire en demander le ſupplement. Maſuer titre 25. nombre 17. non plus que le Seigneur feodal. Arreſt de l'an mil cinq cens ſoixante deux donné au rapport du ſieur d'Anzone, entre Damoiſelle Louyſe de Bretagne douairiere de Caſtelnau, & certains bourgeois, & habitans de ſainct Ceré, pour l'afferme de la Baronie dudict Caſtelnau, qu'elle leur avoit faite pour trois ans, le blé ne ſe vendant, que trois, ou quatre liures la charge, ſur ce qu'il ſeroit monté à 13. & vingt liures à cauſe de la guerre, dont elle demandoit la ceſſation du contract, de laquelle elle fut demiſe ſans deſpens. Maynard chapitre 61. du 3. liure de ſes queſtions. Ni ne ſont les contracts de louage ſubiects à reſciſion. Arreſt ſolemnel donné auant les feſtes de Noel mil cinq cens huictante neuf en l'affaire de Giſcard bourgeois de Chaſteauneuf d'Arri, & Marguerite d'Aurier mariez. Et ſe doit-on arreſter, tant que faire ſe peut à la teneur du contract.* l. legem. l. circa locationes. l. ſi merces. §. Conductor. ff. loc. *s'il n'eſt fraudaleux, fainct & captieux.* Contractus enim conductionis & locationis recipit dolum & culpam, l. Contractus, ff. de regulis iuris, quod vtriuſque gratia celebratur. A quo non licet vni ſine alterius conſenſu recedere, l. ſi vt certo, §. nunc videndum, ff. commod. l. ſi ſeruus legatus. §. cùm quid. ff. de leg. 1. & ita dolosè conceptus eſt ipſo iure nullus. d. l. & ideò, ff. loc. & primo contractui eſt fides adhibenda, l. circa locationes, Cod. loc. l. ſemper in ſtipulationibus, ff de reg. iur. Azo in ſumma. Cod. de loc. numero 10. & ſi non intelligatur vel non appareat quod actum eſt, conſuetudo attenditur. Primò ipſius contrahentis. l. vt vniuerſorum, ff. de pignor. act. l. qui ſemiſſe, ff. de vſuc. l. hæredes palàm, §. ſi quid poſt in fin. ff. de vſur. Patris quidem familias, deinde regionis: l. ſi ſeruus plurium, §. fin. ff. de teſtibus l. Mela. §. Quid ergo, ff. de aliment. & cibar. leg. & ceſſante conſuetudine contrahentis, ſecundùm loci conſuetudinem contractus eſt interpretandus. l. quod ſi nolit, §. qui aſsidua, ff. de ædil. edict. l. ſi fundus. ff. de euict. l. ſi prius, §. placuit. ff. de aqua pluuiali arcend. c. Cæterum, e. de donat. *Finalement à ce qu'eſt moins vicieux, plus conuenable, raiſonnable, & equitable, moins vicieux, & plus conuenable.* l. in ambigua. ff. de legibus, *raiſonnable.* l. Quod verò. l. ſeq. ff eodem, *equitable.* l. quod ſi domus. l. pen. in 1. reſp. ff. loc. l. quod ſi Epheſi. ff. de eo quod cert. loc. *Et tout ainſi que le locataire eſt tenu des deteriorations, le proprietaire eſt auſſi tenu de rembourſer ſon fermier des reparations & meliorations vtiles, neceſſaires & permanentes par luy faites és biens affermez.* d l. pen ff. loc. *Et ce quand aux obmiſſions des choſes non entenduës par les pactes ni la couſtume, dont l'obſcurité & ambiguité fait à interpreter contre celuy qui fait la loy du contract, pour ne l'auoir aſſez eſclaircy, tel que le vendeur ou le proprietaire en fait de louage.* l. veteribus. Cod. de pact. l. ſi arborem. §. hæc lex. l. de ſeruit. vrban. prædi. l. Labeo, l. Cùm in lege, l. ſi in emptione, ff de contr. empt. l. ſtipulatio iſta. §. in ſtipulationibus l. qui ex pluribus, l. quicquid ff. de verb. obl. & ſi reſpondens interrogatus vel requiſitus certum dicere noluerit, vt ipſe tenetur l. cert. ff. de interr. act. vel ſe abſentauit, contra eum fiet pariter interpretatio, l. de ætate, §. qui tacuit. arg. l. 1. §. quid ergo. ff. de vent. inſpic. Et ſi ſecundùm vtriuſque interpretationẽ valere poſſit, inſpicitúrque quod eſt verisimilius, l. ſemper in ſtipulationibus. ff. de reg. iur. Quódve minimum ſemper in obſcu-

ris eod. & contra proferentem ex diuo in c. quoties de reg. iur. in 6. pro locatore tamen qui protulit, fic interpretatio in l. ea leg. ff. loc. cùm de eius fauore agitur, vt in cæteris fauorabilib. l. in ambiguis. ff. de reg. iur. [68] l. quod te, ff. si cert. pet.

LOVAGES ET AFFERMES.

COVSTVME II.

Le proprietaire peut reprendre de ſon authorité les clefs de ſa maiſon, boutique & autres biens par luy arrentez, jetter dehors le locataire, enſemble ſa famille, & ceux qui y habitent de ſa part: auoir & retenir les choſes de ſon fermier ou locataire, qui y ont eſté retirees, conduites, & apportees pour le prix du louage ou penſion de l'afferme, s'il n'eſt payé au terme arreſté: & peut le maiſtre ſaiſir auant le terme, quand l'eſgarement des meubles eſt à craindre.

CHAPITRE II.

PAR ceſte couſtume conforme à celle de Grenoble, [1] le proprietaire peut congedier & faire vuider le fermier ou locataire à fin de terme auec retention de gages pour ſe payer du prix de l'arrentement : duquel n'a eſté ſatisfaict, [2] & auant la fin du terme, ſi l'eſgarement d'iceux eſt à craindre. [3] Dont l'vſage ne permet à preſent que le maiſtre procede de ſon authorité priuee, & face droict en ſa cauſe, [4] pour ne venir aux mains, quoy que s'il ne conſent à la continuation du louage, le contract accompli ſoit tenu pour reſolu & cancelé, [5] & les choſes pour le rentier apportees, enſemble les fruicts ſoyent auſſi taiſiblement obligez pour le prix de la rente & penſion, [6] ſi le rentier ou locataire ne vuide ou ſaiſit volontairement. [7] De tant que la force n'a lieu où la iuſtice domine, [8] n'y ayant manque de Magiſtrats en Tholoſe, auſquels on ſe doit retirer, & y proceder ſuyuant les ordonnances, leſquelles ne permettent tant ſeulement que les parties aſſiſtent aux executions. [9] Et ſeroit peu de choſe auoir de loix à vne cité, s'il n'y auoit des Magiſtrats appelez par le diuin Philoſophe, Loix viues, pour les adminiſtrer, [10] ni Magiſtrats ſans main forte pour l'execution d'icelles. [11] Et ores le locataire manque au payement du louage ſoit auant, ou apres le ſemeſtre: [12] n'eſt pourtant permis le chaſſer incontinent en la ruë, enſemble ſa famille, & ceux qu'en deſpendent,

[13] ny

[13] ny proceder d'authorité priuee par priſe & retention de meubles, & ſaiſie des clefs de la maiſon, [14] & ſe pouruoir par les voyes ordinaires,& ſuiuant les pactes & la couſtume, [15] hors laquelle le fermier ne ſeroit tenu payer qu'à la fin de l'annee, [16] ou du ſemeſtre, termoyé ſelon le droict Romain. Ny ſelon icelle contrainct vuider qu'apres le ſemeſtre du congé, le terme eſtant expiré, [17] auant lequel, ſi le louage eſt entierement payé, ne peut eſtre congedié, qu'en trois cas. [18] Le premier, par neceſſité inopinee, quand le proprietaire vient à ſe marier, ou la maiſon qu'il habite, en ruine, ou en temps de guerre, eſt priſe des ennemis : enſemble s'il a beſoin s'esbeiger en ſon champ clos, ou jardin baillé en arrentement auec ſa famille, eſtant ſa maiſon infecte de contagion. [19] Dont l'occaſion eſtant precipitee, y peut eſtre promptement pourueu par les Capitouls, & autres qui en prenẽt la charge, aſſiſtez, s'il eſt beſoin,de l'authorité de la Cour,pour la neceſſité publique,laquelle eſt preferee ez commoditez des particuliers, en ce qu'il eſt auſſi du tout expedient & neceſſaire qu'en telles extremitez le pacte n'aye lieu, quand le maiſtre eſt contrainct ſe retirer en ſon bien,[20] nõ autrement s'il auoit peu vray-ſemblablemẽt preuoir l'inconuenient ou cas fortuit. [21] Comme s'il auoit loué ſon clos ou jardin à vn autre,en temps de contagion, à plus haut prix que l'ordinaire pour le refuge & demeure du locataire, en cas de pareille neceſſité:ou arrenté ſa maiſon, ſize dans les murs de la ville,en temps de guerre,pour ſe retirer aux champs en lieu foible, expoſé à la veuë des ennemis,ou en quelque edifice ruineux. [22] Le ſecond, quand la maiſon s'encline & ruine, hors la faute du locateur, qu'il faut neceſſairement rebaſtir,& à ceſte occaſion le locataire n'y peut habiter,non ſans neceſſité, comme ſi bonne, commode & logeable, le proprietaire la vouloit demolir,pour en baſtir vne plus belle. Quoy faiſant, il ſeroit auſſi tenu des dommages & intereſts enuers le locataire, & reintegration du prix receu pour le temps de la nonjouyſſance. [23] Le troiſieſme,quand le locataire en vſe mal, ou y tient mauuais train & vie deſhonneſte,& ſcandaleuſe:[24] autrement n'eſt permis par le droict Romain au locateur contraindre ſon locataire, auant le terme du louage payé, ſi du moins il ne iure qu'il la veut pour ſes vſages, comme on a de couſtume faire en Tholoſe. [25] Dont le contract eſt irreuocable non ſeulement par les contractans, mais auſſi par leurs heritiers & ſucceſſeurs vniuerſels, [26] enſemble les ſucceſſeurs des vniuerſitez, leſquels demeurent ſucceſſiuement obligez iuſqu'à fin de terme, que le locataire reſte à iouyr en vertu du contract de louage paſſé auec leur predeceſſeur, [27] non par les hoirs & ſucceſſeurs par-

ticuliers : [28] de tant que les vniuerſels repreſentent la perſonne du defunct, & ſont tenus du faict de leur autheur, [29] comme la femme du louage contracté par le mary. [30] Le pupille de celuy du tuteur, pourueu que ſoit à prix raiſonnable. [31] Et à plus forte raiſon enuers ceux qui ont payé, [32] ſans que les proprietaires ſe puiſſent contr'eux ayder du remede de leſion d'autre moitié de iuſte prix. [33] Et n'y eſtant ſatisfaict, le locataire actionné ou executé, [34] qui faict offre de payer, ſe remet ſur ſes pieds & continue le louage, [35] s'il n'eſt à fin de terme. [36] Et ou le proprietaire ne voudroit receuoir le payement, luy eſt permis le conſigner, [37] ou du moins, le Iuge interpoſant ſon authorité, doit donner delay competant à vuider & payer le louage au pro rata du temps qu'il l'aura tenu, iuſqu'au iour de l'entiere vuidange, qu'il eſt reintegré des clefs des portes de la maiſon : [38] partie deſquelles le locateur n'eſt tenu receuoir, non plus que partie du prix du terme à payer eſcheu, pour les incommoditez qu'apportent les payemens particuliers, [39] ny choſe pour autre, que ce qu'entr'eux a eſté conuenu. Et doit le Iuge pourueoir equitablement ez payemens qui ſe peuuent faire en blé, argent, ou autres eſpeces, à temps, & lieu incertain, ou conuenu entre parties, pour le commun & reſpectif intereſt d'icelles: [40] ſi le prix eſt accordé en eſcus non eualuez qui apres changent de cours, on n'a eſgard à la valeur de l'augmentation ou diminution, ny à la moindre denomination de l'equiuoque des eſcus petits de vingt-ſept ſolz ſix deniers piece : ains eſcus ſol, qui eſt l'eſcu de France, communement entendu en faict de commerce, de trois liures piece, quoy que ſoit reduit à trois liures cinq ſols piece, par Edict du Roy de tant qu'on ſe rapporte à la commune forme de parler pour faire l'entiere reduction & ſupputation des monnoyes par liures, les trois faiſans l'eſcu, ſuyuant le meſme Edict. [41] Et quand le proprietaire qui ſe void en danger de perdre le louage ne ſe peut ayder de la rigueur contenue en ſon inſtrument, [42] n'eſtant encor expiré le iour de la deſtinee ſolution, ſe doit pouruoir par requeſte pour euiter l'eſgarement des meubles, anticiper la ſaiſie d'iceux, par permiſſion du Iuge, à concurrence de ſondict louage, ou les faire bannir & arreſter, s'ils ſont au pouuoir d'vn autre, pour apres le terme du payement en demander la vente, ſauf à deſduire leur intereſt en iugement, auec cognoiſſance de cauſe, & dire droict ſur les oppoſitions ſi point en y a. [43] Et s'il eſt beſoin de proceder par plainte & inquiſition des meubles du locataire, laritez & recelez tacitement, obligez pour l'entier louage. [44] Ou du ſouz-rentier pour la part en laquelle il eſt obligé enuers le principal locataire, ores le maiſtre ne ſçache les choſes qui ont eſté apportees à

ſa

ſa maiſon. [45] Et ainſi de chacun de pluſieurs, ſi tous enſemble ne ſont ſolidairement obligez pour le louage enuers le proprietaire. [46] Non en l'afferme du fons ruſtique, pour la rente de laquelle les fruicts demeurent obligez. [47] Et tant ſeulement les choſes du fermier leſquelles y ont eſté conduites & emmences du ſceu & conſentemẽt du maiſtre, [48] qui de meſme peut faire ſaiſir les fruicts pendans pour l'aſſeurance du payement auant la recolte, s'ils ſont en danger d'eſtre enleuez, eſgarez, pris, & ſaiſis par autres creanciers, d'authorité de iuſtice, non autrement: [49] & ſe continuent, prorogent & renouuellent les hypotheques, auec la ferme & louage, ſur les biens du meſme locataire, ſi c'eſt d'vn autre, eſt beſoin de nouuelle obligation & conſentement: [50] comme eſt l'heritier & la caution, qui apres le terme expiré de l'arrentement, ſont hors de l'obligation, enſemble le fermier & proprietaire: [51] ſans permiſſion duquel, le locataire ne peut ſubroger vn autre en ſon lieu, ny ſous-arrenter à perſonnes d'autre condition, ny pour autres vſages. [52] Et meſmes s'ils vſent ou viuent mal en icelle, les peut contraindre vuider auant le terme, [53] ſauf ſon recours contre les coulpables, & principal locataire, ſi le proprietaire n'a cõſenty que les ſous-rentiers y demeurent. [54] Car autrement s'ils y demeurent de ſon conſentement, il ne peut agir que contre les delinquants, ſi le premier locataire n'eſt en faute: [55] deſquels neantmoins chacun porte la peine de ſon delict, pour lequel on ne doit agir criminellement, que contre le coulpable, & ciuilement contre celuy qui eſt tenu de ſa negligence. Comme ſont les hoſtes & voicturiers des choſes perdues, qu'ils ont puſes en garde, [56] ſi ne les ont eux-meſmes eſgarées, ou conſenty & tenu la main à l'eſgarement d'icelles. [57] Ainſi les rentiers ſont tenus enuers les proprietaires des ruynes & deteriorations des chãps iuteaux, & lieux habitez, aduenues pendant leur arrentement, à la faute d'autruy. [58] Voire des cas fortuits ſi les ont pris ſur eux, [59] & criminellemẽt de leur propre faict, comme demolitions, & coupes d'arbres, arrachemens de vignes, & ſemblables deffrauts, contre la teneur de leur obligation. [60] Outre ce qu'à ceſte occaſion, le maiſtre les peut contraindre vuider auant le terme, [61] enſemble les ſeruiteurs domeſtiques, metayers & autres qui dependent du principal rẽtier, [62] ſauf leur recours contre leur autheur, [63] s'ils ne s'accordent auec le proprietaire, pour y eſtre continuez & reſtablis par nouueau contract. [64] Et pourroit particulierement congedier, ſi bon luy ſembloit, ceux tant ſeulement qui vſeroyent mal de ſa maiſon, ou de partie d'icelle, comme ſeroit le forgeron ou autre ſous-rentier d'vne partie de l'edifice tenu à louage par quelque honneſte perſonne, qui l'auroit ſous arrentee, de laquelle ne

pour

pourroient faire eurs vſages, ſans la deteriorer & incommoder ou la diffamer, s'ils ſont gens de mauuaiſe vie.[65] Et doit eſtre le principal locataire ſi ſoigneux de l'honneur & conſeruation de la maiſon par luy tenue à louage, que de la ſienne propre, & mettre telle qualité de perſonnes, ſçachant qu'il en eſt reſponſable enuers le maiſtre, [66] & ſeul obligé au payement de l'arrentemẽt aux termes accordez ou couſtumiers, ſi par le contract n'en eſt parlé: [67] tout ainſi que le maiſtre de le faire iouyr des biens arrentez à ſes propres & ſemblables vſages, non autrement.[68] Et pour la non iouyſſance fortuite & caſuelle, luy remettre ou rendre le prix par luy aduancé, pour le temps qu'il auoit à iouyr, [69] ſi le locataire n'eſt chargé des cas fortuits,[70] & leſdits cas ne sõt aduenus à la faute & negligence de luy ou des ſiens, [71] enſemble s'il arrente à bon prix en temps de guerre, à cauſe des dangers, [72] ou eſtant en demeure du payemẽt, le cas eſt aduenu.[73] De meſme ſi au ſeul bruit & terreur des armes il quitte la place forte & ſouſtenable auant la venue de l'armee ou forces des ennemis, ſans attendre les approches, faire aucun effort, ny en aduertir le proprietaire, le pouuant faire. Ny ne ſont reſpectiuemẽt tenus des dõmages & intereſts l'vn enuers l'autre, aduenus fortuitement, caſuellement, ou par voye d'hoſtilité en temps de guerre,[74] que de ceux qui prouiennent d'inimitié particuliere,[75] ſi la faute ne precede le cas preueu ou inopiné.[76] Et ne peut le locataire, ſous pretexte d'auoir payé partie du louage, euiter la ſaiſie de ſes meubles pour le reſte,[77] ſur leſquels les fẽmes ſont auſſi reçeuës à Tholoſe, en oppoſition pour la dot en deffaut d'autres biens,[78] ou ſi leur appartiennent en propricté, non à Paris, ou meſmes apres le decez du mary, les meubles reſtans de ſes biens, ſont mis en deſconfiture entre la fẽme & autres creãciers, où la raiſon eſt auſſi diuerſe à cauſe de la cõmunauté qu'eſt entre les mariez où reſpõdent auſſi cõmunement, tãt les debtes actifs que paſſifs, contractez pendant leur mariage: [80] où ſont premierement allouez les fraiz funeraux & de iuſtice, drogues & medicamens, expoſez à la maladie, de laquelle le proprietaire des meubles eſt decedé,[81] ſalaire des medecins, chirurgiẽs, ſeruiteurs & chãbrieres, ou notãment eſt cõtenu le louage de la maiſon, où ſont leſdits meubles & menues reparations.[82] Et ſont les cabals & marchãdiſes des boutiques & magazins arrentez, appartenans aux locataires, auſſi tacitemẽt obligés & hypothequés pour les louages, [83] enſẽble les vtins des artiſans, voire les cheuaux & armes des gens d'armes qui ne ſont ez armees, beſtail de labeur & tous meubles patrimoniaux, ſur leſquels le proprietaire a ſon execution paree pour ſes louages & affermes, ſi le rentier ne le paye, ou ne luy baille, ou ſubroge autres gages exploitables: [84] dont

la vui

la vuidãge deſpẽd de la prudẽce du Iuge, auec cognoiſſance de cauſe, auquel toutes parties, en cas de controuerſe, ſe doiuent retirer. [85]

NOTÆ.

QVA propria authoritate locator poteſt claudere domum locatam, cum retentione mobilium, pro penſione non ſoluta. Guido Papæ qu. æſt. 480. [1] [2] Si conductor diu latuerit, & penſionem non ſoluerit expelli poteſt à locatore. arg. l. 3. C. de loc. l. cùm domini, ff. eod. nempe ſi biennio penſionis ſolutionem ceſſauerit, d. l. cùm domini, l. quæro, §. inter locatorem, ff. eod. nempe colonus, ibid. gloſ. in verb. biennij, Emphyteota Eccleſiæ auth. Qui item huiuſmodi C. de ſacroſ. Eccleſ. c. fin. e. de loc. Triennio priuati, l. 2. c. de iur. Emph. Niſi ſit iuſta cauſa retentionis, l. Colonus, l. cùm in plures, ff. loc. vel ſoluere paratus ſit, l. diligenter. §. 1. & 2. ff. mandat. nempe cùm fuit actum vt non expelleretur. d. l. quæro, ff. eod. ſecus in vrbanis, quorum momentanea eſt vtilitas, l. item quæritur. §. fin. ff. loc. niſi certum tempus conductionis comprehendat, cuius contractus conſuetudo maximè ſpectanda eſt, l. circa. C. eod. qua per ſemeſtria Tholoſæ ſolutio fieri conſueta eſt, non annuatim, vt in fructuum perceptione, d. l. Item quæritur. §. eadem cauſa, ff. loc. Qua luſtro finito ſi aliud contractum non fuerit, ſequenti anno conductor colonus eſt. Et eſt paritèr inquilinus expellendus, ſi ſolidum locationis pretium non ſoluerit. d. l. 3. C. de loc. cùm particularis ſolutio multa ferat incommoda, l. planè. ff. famil. herciſc. Nec non conductorem non ſoluentem expellendo, ius habet retentionis eorum quæ penes ſe habet ſui debitoris, & ſibi pro penſione ſunt tacitè vel expreſsè obligata qualia ſunt inuecta, & illata à conductore in re locata quæ ſunt ipſius cõductoris, §. item Seruiana de act. Inſtit. l. fin. ff. q. uib. ex cauſ. pign. & hypoth tac. cont. l. Item quia, ff. de pact. l. certi iuris. C. loc. imò & colonus qui quotannis ſoluere iurauerit, & anno non ſoluerit ill. cò expelli poteſt. Benedict. in cap. Raynutius in verb. *Teſtamentum*. num. 27. e. de teſt. cuius iuriſiurandi interuentu res non dicitur integra, etiam in contractu innominato, vnde reſilire liceret, & eſſet locus pœnitentiæ. Imola in l. 3. §. ſed & ſi quis, ff. de don. ſed verius eſt aliunde rem non eſſe integram, cùm iam colonus vrbana prædia habitet & ruſtica colat. Et multò magis ſi fructus percepit, ſicut ille qui hæredis iam functus officio, hæreditatem repudiare non poteſt, nec partim adire, vt ſuo loco dicturi ſumus. [3] Ex Papiniani reſp. in l. in omnibus ff. de iudic. Vbi in bonæfidei iudiciis, cùm dies nõdum præſtandæ pecuniæ venit, ſi aliquis agat ad interponendam cautionem ex iuſta cauſa condemnatio fiet. l. inter omnes. ff. qui ſatisd. cogant. l. Quòd ſi in diem, ff. de pet. hær. l. 2 ff. de euict. l. pro ſocio. ff. pro ſoc. Cautio enim eſt loco rei, cuius datione pignus liberatur. Nec huiuſmodi retentio vel executio ante diem, niſi authore iudice permittitur, tanquam ex iuſta cauſa ab eo perpendenda, l. ſi fideiuſſor, §. fin. ff. qui ſatisdar. cogantur. gloſ. d. l. in omnib. in verb. *ex iuſta cauſa*. ff. de iudic. 4. *Charondas chap. 74. du 7. liu. de ſes reſp. cite vn arreſt du Parlement de Paris donné en audience le 21. Ianuier 1564. par lequel l'Emphyteote eſt receu intenter procez contre le Seigneur, en cas de ſaiſine & nouuelleté, qui le chaſſe de ſon authorité priuee ſans celle du iuge, le terme expiré de l'Emphiteoſe*, l. ſi quis in tantã C. vn-

d: vi,l. extat,ff. de dol. Cùm ſit actionibus experiundum, vt præſes prouinciæ ea
5 quæ ex locatione debentur exolui ſine mora condemnet, l. præſes. C. de loc.[5] l.
6 legem,l.ſi conductionis, C.eod.[6] & pignoris iure Dominis prædiorum teneantur l. certi iuris eod. In vibano quidem prædio inuecta, in ruſtico fructus ſunt, tacitè obligati,l. ſed in lege, §.1 ff loc. ſed[7] enim conſentienti non fit iniuria, ſicut nec in continuatione conductionis, abſque renouatione contractus in ſcriptis redacti, cuius ſola ſcriptura nec ad rei veritatem, ſed ad fidem rei geſtæ pertinet, quæ ex ipſo actu & partiũ conſenſu depromitur, eodémque conſenſu diſſoluitur quo contrahitur, §.fin.quib mod.tollitur obligatio inſt.l.1.C.quand.lic. ab empt. diſced.l. prout quiſque,ff.de ſol. auth. extra ſi filij,ibíq; Barth.C. de rep. d. Nec vis fieri dicitur, cùm quid gratis accipitur, & à debitore pignori datur. *Et où les moyẽs de la iuſtice mãquent,eſt permis aux creãcier y proceder de ſon authorité* cóq; ſolo caſu quis ſua capere poteſt propria authoritate, quando aliter per iudicem conſequi nõ poteſt, gloſ. fin.in l. nullus. C.de iud. Innocentius in cap. olim in fin. e. de reſt.ſpol. Barth.in l.ſi alius,§ belliſſimè ff.quòd vi aut clàm fuerè, Alexander conſ. 1. ait Prætor,§.ſi debitorem,ff quæ in fraud.cred.can.t.& 2.2 5.q. 2. & decem enumerantur à Barth.ſub tit de Decurionibus,lib.10.Cod quib. quis ſua authoritate ſibi ius di-
8 cere poteſt.[8] Vt ſcilicet tumultus remoueatur occaſio,l. pen.& fin.ff. de ſic. Niſi fortè aliter ſedari non poſſit § 1.verſ. deinde de mand. princip vnde quis incidit in crimen læſæ maieſtatis l 1.in fin.ff.ad leg.Iul.maieſt. de pœnis ver.ſeditioſorum agitur in l.ſi quis aliquid, §.nuthores ſeditionis.ff.de pœn. Per Angelum in l. 2. C. de ſedit. *Et ſe rebeller contre les magiſtrats & officiers faiſans leur charge, eſt auſſi crime de leſe*
9 *maieſté au ſecond chef ord d'Amboiſe art.1.2.4.5.ord.de Blois.art.190.191.192.*[9] *ord. de Molins art.32 par lequel eſt inhibé aux huiſſiers des parties,pour leſquelles ils exploitẽt,ſi nõ de leurs records ſauf qu'elles y peuuent enuoyer homme pour eux, pour deſigner les lieux &*
10 *perſonnes,laquelle perſonne enuoyee y peut aſſiſter ſans armes ne ſiute.*[10] Magiſtratus vocat Plato leges loquentes,lib.4.de Rep. & 6.de Legib. & legumlatione, & parum eſt leges in ciuitate eſſe, niſi ſint magiſtratus qui iura reddere poſſint.l.2 §. poſt originem, ff.de orig.iur.nam profeſſionem conſtat eſſe Iuſtitiæ, legum peritos Iudices ordinare, vt ait Caſſiodorus in Epiſtolis. Nec eſt ſingulis concedendum quod publicè fieri debet per magiſtratum,l.nõ eſt ſingulis,ff.de reg. iur.l.null.c. de iud. *& ſont les ſentences & arreſts illuſoires,ſi elles ne ſont executées. Exemple memorable de Iehã Poniez dict Piche,lequel fut condamné à mort par le iuge de Gabbaret,& ſa ſentence confirmee par arreſt,l'execution duquel eſtant ſurceſe,le condamné mourut en priſon & le fiſc apres*
11 *deuié au Seigneur auquel auoit eſté a iugé,* M tynard. *ch. 52. du 4. liu. de ſes queſt.*[11] Vt quõdã lictores primi apud Hetruſcos,de quibus Feneſtella lib.7.de magiſt. Rom. qui faſces & ſecures ante regem ferebant, a ligando dicti,vt C. Valgius meminit, Pomponius Lætus de maieſt. reg. tanquam mandatorum principum executores, ſúntque nobis nuncij,executores,apparitores, oſtiarij ad inſtar ferè lictorum ſecurium ferentes *que ſont les maſſes d'armes qu'apportent les huiſſiers d'armes.* Alij facti ætatij principis & variarum functionem tum etiam diuerſarum curiarum, ad earum ſingulare miniſterium, & cuiuſque exequenda mandata deputati. De quibus
12 ſuo loco[12] ſitque ſolutio mercedis ſeu penſionis plerumque Tholoſæ, quolibet anni principio, l. ſed addes, §. ſi quis cùm in annum, ff. loc. Quod potiſſimum in contractu locationis attenditur. l.licet C. de loc. Nempe in princip. cuiuſque ſemeſtris in prædio vrbano, cuius annui non habetur ratio temporis, quoad

vſum,

vſum, & fundi vtilitatem. l. item quæritur § fin. ff. eod & per ſemeſtria ſæpenumerò fit mercedis ſolutio, qua deficiente inquilinus, ſicut ille qui quotannis ſolucre iurauerit, & anno ceſſauerit, illicò expelli poteſt ex præſ. Bened. in dict. cap. Raynutius in verb. teſtamentum, numero 27. & apud nos, ſemeſtri non ſoluto, & tantùm abeſt, vt biennium ſit etiam ſpectandum, de quo in l. cùm domini, ibique gloſ. in verb. biennij, ff. loc. cùm quis longo tempore conduxerit glo. in cap. penultim. in verb. Canone, cap. de loc. ſi tamen conductor vergat ad inopiam, & ſit parum induſtrius, quò fiat minùs ad ſoluendum idoneus, tum quia dominus egeat, non tenetur vlteriùs eum expectare. l. præſes. C. de loc. eum ad ſolutionem compellet, & ſi non ſoluat, expellet. d. l. 3. eod. Pignora capiet etiam ante terminum, niſi conductor ſoluere, vel tandem ſatisdare paratus ſit, l. diligenter, §. 1. & 2. ff. mand. l. inter omnes. ff. qui ſatisdare cogantur l. quo ſi in diem. ff. de pet. hær. *ſauf ſi le maiſtre de la maiſon y eſtoit decedé de contagion, auquel cas les vacations du medecin & chirurgien & frais expoſez à la repurger, ſeroyent preferez au louage. Maynard chap. 47. du 2. liu. de ſes queſt.* [13] Alioqui lo- 13
cator qui ſtatim colonum expelleret, iniuriarum actione teneretur. l qui pendentem, ff. de act. empt. l. Colonus, ff. de vi & vi arm. l. ſi duo, §. cùm inquilinus, ff. vti poſſid. [14] l. extat, ff. quod metus cauſa, niſi cauſa cognita, qua res à 14
iudice temperanda ſit, vt in l. quod ſi Epheſ. ff. de eo quòd cert. loc. aut tandem conſitenti vel aſſentienti ad ſoluendum, vel migrandam, legitima detur dilatio. [15] l. licèt certis, l. circa locationes, C. de loc. Primóque ſeruatur quod 15
actum eſt: deinde ſi id non appareat, morem regionis, l. cùm de lanionis, § aſinam, ff. de fund. inſt. [16] l. quæro, §. inter, ff. loc. l. ſemper in ſtipulationibus, 16
ff. de regulis iuris gloſ. l. 3. in verb. *verſata circa medium.* C. de loc. [17] *ſelon l'vſage* 17
de la couſtume, le maiſtre, & le locataire ſe doiuent aduertir l'vn l'autre, au commencement du dernier ſemeſtre, qui ſe fait la fin du payement du louage. ſi le veulent continuer ou s'en deſpartir, ſinon au cas le locataire n'aurou vuidé apres la fin du terme, par la patience ou tolerance du proprietaire, qui permet ou n'empeſche qu'il y demeure d'auantage, ſe rable continuer le louage, à meſme prix & pour meſme temps que l'a tenu, ſelon la premiere conuention, pourueu que le locataire paye aux termes accouſtumez, & ſe comporte en la maiſon honneſtement, & en bon pere de famille, car autrement le proprietaire n'eſt tenu attendre la fin du ſemeſtre courant pour le contraindre à vuider non plus que s'il la veut pour ſoy, & ores il pretende la louer à vn autre, comme ſe iuge ordinairement ez Cours inferieures. [18] l. 3. C. de loc. [19] argum. l ſi is à quo. l. planè ff. 18
vt in poſſ. leg. l de ætate §. ex cauſa. ff. de interrogatione action. e. penultim. 18
§. verum e. de loc. cap. inſinuante, c. de offic. deleg. it. gloſ. d l. 3. in verb. neceſ- 19
ſariam. C de loc. [20] Et ita quod ſibi debetur in tanta neceſſitate cõſtitutus, per Iudicẽ repoſcet, & in ſua ſe recipiet, authore magiſtratu. [21] l. ſi quis domum, §. 1. ff. 21
loc. l. ſi fundum ff. de euict. l. ſi is à quo. §. fin. ff vt in poſſeſſ. leg. ſeru. cauſa eſſe lic. cap. penultim. §. verum de loc. [22] *ny n'a on eſgard aux non iouiſſances des voyes d'hoſtilité alleguees par les fermiers des affermes contenues ez contracts par eux paſſez en temps de guerre, à meilleure condition que leſdits biens ne ſe fuſſent trouuez arrenter en temps de paix.* Decius conſilio 312. Baldus in l. ſi ex lege ff. de vſur. *Arreſt du ſixieſme Mars mille cinq cens huictante neuf donné au profit de Pailoubier commandeur de Greſan, contre Peletier & Lamberand, donné au rapport du ſieur de Maynard.*

23 [23] ſine damno inquilini, vt pro rata remittatur, vel reſtituatur ei penſio, cùm neceſſaria fuerit refectio domus, alias locator tenetur ad omne intereſſe inquilino. d.
24 c. pen. § verum e. de loc. l. qui inſulã. in princ. l. & hæc diſtinctio. in princ. ff. loc. [24]
l. 3. ibi pie gl. in ver. veſtata eſt. C. de loc. ca. propter. e. eod. *Maſuer. tit. des louages 25.*
25 *n. nũb. 44.* [25] d. l. 3. C. de loc. [26] Et tenetur hæres vniuerſalis ſtare locationi ſui
26 prædeceſſoris. l. viam veritatis, C. de loc. l. hæredis. l. ex qua perſona ff. de reg. iur. quia repræſentat defuncti perſonam; & ad eum tranſeunt omnes obligationes actiuæ & paſſiuæ pro parte, pro qua eſt hæres, l. cum amatis. C. de rei vendic. gloſ. in l. 2. ff. de præſt. ſtipul. Guido Papæ, quæſt. 480. & ibid. Ranchinus, *vone de l'afferme d'vn benefice faite à peu de temps, deniers anticipez. Mayna d. chap. 43. du. 1. liu. des ſes queſtions.* [27] Succeſſor enim vniuerſitatis, tanquam iuris hæres tenetur
27 ſtare colono, d. l. viam veritatis, C. de loc. [28] Qui eſt ſucceſſor voluntarius, vt
28 emptor de quo in l. emptor, C. de loc. Nec emptor fructuum tenetur ſtare locationi factæ à ſuo venditore, l. arbores, §. penſiones, ff. de vſufruct. vt quilibet ſingularis ſucceſſor Capell. Tholoſ. & ibi Aufrerius quæſt. 420. *Ranchin ſur la queſtion de Guido Papæ.* 480. exceptis caſib. ibi enumeratis. num. 5. Quibus etiam
29 ſucceſſor particularis tenetur ſtare locationi, [29] vt ſi num. 26. [30] tenetur etiã mu-
30 lier ſtare locationi à viro de rebus ſuis dotalib. factæ, l. filiofamilias, §. ſi vir in
31 quinquennĩ, ff. ſol. matr. Aufrer. in d. qu. 420. Capellę Toloſ. [31] pupillus pariter tenetur ſtare locationi de ſuis bonis factæ à tutore, adultus à curatore l. ſi tutela. ff. d. adminiſt. tut. Ranchin. in d. qu. 480. Guid. Papæ [32] d. l 3. l. legem. l. circa, C. de loc.
32 [33] *Maſuer. t. 5. les louages, nomb. 27.* [34] Cùm locator pactionem non ſoluentem colo-
33 num expellens ad pœnam pacti de nõ expellendo poſſit conuenire, d. l. 3. C. de loc.
34 l. quæro, §. inter locatorem, ff. eod. fide prius à conductore mentita, l. cùm proponas, C. de pact. l. ſi diuerſa, l. ſi quis maior, ff. de tranſact. l. ſi inſtituta in prin-
35 cip. ff. de inoff. teſtam. [35] cap. penult. §. verum in fin. e. de loc. l. diligenter, §. a.
36 ff. mand. [36] cap. fin. & eodem tit. l. inſulam ibique interpretes, ff. de verb. obl. l. moitos. C. de loc. vbi nec ſucceſſores inuiti exacto tempore locationis in ea permanere non cogũtur, finitóque tempore conductionis, expelli poteſt inqui-
37 linus, l. Iulianus. § offerti, ff. de act. empt. l. ne cui liceat, C. de loc. [37] Et quidem totam ſoluat penſionem, vel obſignet: aliter enim ſe tueri non poteſt, d. l. 3 C. de loc. l. 1. C. de migr. obſignatio enim eſt loco ſolutionis l. obſignatione,
38 ff. de ſol. l. e editor, C. de pign. [38] arg. l. inſulam, §. ff. loc. l. ſi ita ſtipulatus. leg. continuus, §. item qui inſulam. ff. de verb. oblig. *Et ſe donnent les delais à l'arbitre du Iuge.* Alciatus in l. verbum, ff. de verb. ſign. *Maſuer au tit. des delais nomb. 3. où il dit les delais ſont arbitraires en France.* Et tenetur pro rata emptoris mercedem ſoluere locationis prædij vrbani, cuius vtilitas momentanea eſt, non ruſtici, l. item quæritur. ff. loc. cuius etiam culturæ ratio habenda eſſet, l. ſi merces, §. conductor, ff. eodem. Et ſi contra legem conductionis ſine iuſta cauſa colonus prædium deſeruerit, tenetur totius anni penſionem ſoluere, l. dominus horreorum, §. ſi. ff. eod. eóque tempus locationis protenditur, donec inquilinus domum à ſe conductam profus vacuam locatori reſtituerit, & abſq; vlla retentione, vel partis occupatione integra reſtituere tenetur ædificia, l. cùm conductorem, C. de loc. & in fine termini, integra, ſi velit dominus alij vel pluribus poterit locare, & quemlibet pro omnibus conuenire, ſi omnes non ſint ſoluendo, dummodò vno, eodémque contractu vni & vno pretio, vt pluribus coniunctim, non ſeparatim ſingulis ap-

pareat

pareat conduxisse locatorem. l. cùm apparebit, ff. loc. *Comme si plusieurs louent ensemble toute vne maison à vn seul prix auec obligation solidaire, non si chacun d'eux prend à louage sa chambre, ou autre partie d'icelle, & chacun face son prix, auquel l'obligation est diuisee, & chacun des locataires tenu pour la part qu'il tient & par luy accordé, tout ainsi que l'emphyteose se baille en corps, ou à parcelles, de laquelle sera parlé en son lieu.* Nec licebit expulso locatori in nouum inquilinum insurgere scienti dominos ergasteria domos, & sua prædia tam rustica quàm vrbana habere locandi facultatem, l ne cui liceat C. de loc. nec propter modica incommoda aliquid de pensione deducere, l. habitatores. ff. loc. vel clauem aliquam penes se retinere, quarum singulas, sicut nec partem pretij dominus tenetur accipere, arg. l. 3. C. de loc. l. 1. §. si cum duobus, ff. de coll. bonor. l. tutor. §. Lucius, ff. de vsur. Nec vlla ferre incommoda qualia in particulari solutione, de qua in leg. planè, ff. famil. hercisc. [39] præf. iur. ita ex conuentione fundi, ea lege venditi donec pretiũ solueretur emptor conductum haberet certa mercede, eam præstare tenetur pro rata temporis, quo pecunia soluta non est, l. cùm venderem, ff. loc. [40] l. sed addes, §. si dominus exceperit, ff. loc. l. e. si Ephesi, ff. de eo quod cert. loc. [41] ob principatuum varietatem fit varius vsus numismatum, quorum difficillima est reductio, præter aurea & argentea, quorum si ratio non habeatur, specierũ ponderis tamen habebitur, vt quondã massæ auri vel argenti, quæ tanti æstimabantur quanti excussa & signata monera, vt notat. in l. 1. ff. de contr. empt. cuius fabricæ nunc deducuntur impensæ, & in plerisq; principatibus propter auri vel argenti penuriam, sæpe in deterius mutantur, & magis ære contaminatur, vt in quibusdam principatib. Italiæ, ex praxi Papiẽsi. tit. 43 gloss. 9. nec ob id reproba forma vel substantia esse creditur, de qua in l. eleganter, § qui reprobos. ff de pign. act. & non mutata materia, cùm plus vel minus penditur. Vnde confessio simpliciter facta, instrumento mille aureorum intelligitur secundùm cursum & communẽ vsum loci vbi cõtrahitur arg. l. si stipulatus, ff. de vsur. Barth in l. Paulus respondit ff. de solut. Praxis Papiensis tit. 39. glos 5. Et vt eadem monetæ species soluatur actum sit, pactum seruandũ est, quod in dubio videtur esse in causa mutui vel depositi. l Cùm quid ff si cert. pet. d. §. qui reprobos, l. eleganter, ff. de pign. Ioannes Andreas in c. quanto e. de iureiur glos. in c. olim e. de censib. Barth. in l. Paulus respõdit, ff. de sol. Si cursus nõ est mutatus de illa fieri debet solutio; & si nõ reperiatur, & cursus mutatus est, fieri debet æstimatio, habita ratione deteriorationis præfat. iurib. Cynus in l minorũ ff in quib. caus. in integ restit. nõ est necess. *S'il abaissé de prix, la perte reussit contre le debteur qui est en demeure, sinon contre le creancier,* l. vinũ. l. quod te, ff si cert. pet. *Toutesfois le debteur n'est receuable à faire le payement en argent du prest receu en or à la perte du creancier, qui n'est aussi tenu prendre semblables especes que celles qu'il a prestees, si puis le prest sont descrites, sauf si auãt le desert au refus du creancier par permission de Iustice, le debteur l'auoit deposee, quoy que luy offre payement auant le terme,* d. l. quod in diem, ff. de solut. l. eum qui Kalendis, § quoties, ff. de verb. oblig. l. quod quis. ff de act & obl. *comme l'emphyteote qui paye auant le terme, dont le Seigneur ne le doit refuser, quoy qu'il paye tout ou partie,* cùm eadem sit ratio totius & partis, l. quæ de tota. ff. de rei vend. *pourueu que ce soit sans fraude & tant lors de l'offre que quelque temps apres la monnoye soit demise, à ce que le creancier la puisse debiter, comme a esté iugé sur les decris & reductions des monnoyes, comme du regne du Roy Henry III que le prix des monnoyes estant haussé à prix excessif par edict donné à Poictiers au moys de Septembre 1577. Et autre Edict du moys d'Octobre ensuiuant, les*

eſcus ſol de France furent reduicts à trois liures piece, & ordonné qu'on conteroit par eſcus. Et depuis par autre edict du Roy Henri IV. ont eſté reduicts à trois liures cinq ſols, les quarts d'eſcu de France à ſeze ſols, & ordonné que les payemens ſe conteroyent par liures à vingt ſols liure, en quelles eſpeces que ce ſoit, vt in l. ſi ſtipulatus ſum mille, ff. de verb. obl. l. certi condictio. §. fin. ff. ſi cert. pet *ſoit que les monnoyes, deſquelles on fait le payement ayent puis le contract hauſſé ou diminué le prix lequel s'il ſe doit faire en certaines eſpeces, en ſeront baillés plus ou moins, s'ils ont changé de cours & valeur pour reuenir à la ſupputation de liures, non que le creancier puiſſe eſtre contraint receuoir autre monnoye que celle de Frãce, ou autre d'or ou argent qu'aye cours en ce Royaume, ni les antiques qui ne ſont plus en vſage. ni voire les nouuelles monnoyes eſtrangeres non encor eſſayees ny appreciees par les generaux des monnoyes & Commiſſaires à ce deputez par ord. du Roy Charles IX. 1570. art. 4. moins les monnoyes d'or ou d'argent, quoy que fabriquees en France, qui ne ſont des cours, titres & remedes portez par les ordonnances, quoy que de bon alloy, ſi les fabricateurs n'ont lettres & permiſſiõ de ſa Majeſté dont l'entrepriſe eſt puniſſable du dernier ſupplice. Henry II. 1549. art. 55. moins ſi elle eſt fauſſe, rongnee, billonnee, deformee, reſſoudee, chargee, rebordee & caſſee Charles IX. 1570 art. 5. Leſquelles eſt auſſi defendu ne receuoir, enſemble les pieces lauees d'eau fort Le meſme 1561. art. 3. 1566. 15. Iuin art. 3. Leſquelles on eſt auſſi tenu peſer en les baillant & receuant Charles IX 1561. art. 4. Henri III. 1577. art. 21. Arreſt de la cour des mõnoyes du 11. Mars 1586. ains les pieces deſcruees doiuent eſtre cizailleet & miſes au billon. Charles VI. 1566. art. & non ſeulement peut on refuſer les payemens de monnoye forte d'or ou d'argent deſcriee, mais auſſi de pieces de trois ou ſix blancs, douzains, dizains, ſezains, cinquains, ſ ards, doubles & deniers, ſi la ſomme excede cent ſols, ni de ſomme notable, que la troiſieſme partie. Henri III. 1577. art. 20. Et ſe prend la valeur des eſpeces d'or contenues és parties de mariage, ſelon le cours du temps du contract, Arreſt du 28. Iuin 1577. & le depoſt ſe rend à meſmes eſpeces & valeur, ores la ſomme ſoit limitée, & les eſpeces depuis deſcriees ou augmentees de prix, Arreſt du 5. Iuillet, 1575. & les legitimes ſe prennent à l'eſtimation des biens, comme valoyent du temps du decez du defunct. Maynard ch. 30. & 31. du 3. liu. de ſes*

42 *queſtions. Le preſt, du temps de la deſtinee ſolution.* præſ iur. [42] qui enim agit ante diem, male agit. l. vn § fin ff. quando dies vſusfruct. leg æd & qui habet actionem, exceptione repellitur. l. 2. §. ſi quis ita ſtipuletur, ff de eo quod cert. loc. l. cũ qui Calendis. ff. de verb. obl. imò quòd tunc vel incontinenti fit antè fieri dicitur, l. Mo-

43 deſtinus ff de ſol. l. petens. C. de pact. [43] arg. l. 3. C. de loc. l tutor. §. 1 ucius. ff. de vſur. l. 1. §. ſi cũ duob. ff. de col. bon. l. pen. §. fi ff. loc. ſicut marito vergente ad inopiã ab vxore conſtante matrimonio fieri poteſt dotis repetitio, l. ſi conſtante in princ. ff. ſo. mat. & ſi nondum die præſtandæ vel ſoluendæ pecuniæ, venerit ad emptionem pignorum, ex iuſta cauſa, vel interponendam cautionem quis rectè agit. d. l. in omnibus, ff. de iudic. l. inter omnes, ff. qui ſatiſd. cog. l. quod ſi in diem. ff de pet hæred. nempe cùm conductor ita oneratus eſt ære alieno, vt vix ſatisfacere valeat, vt de dote legitur, in d. l. ſi conſtante, tum quia prior, in executione potior eſt iure, *cõme auſſi par la couſtume generale de France, biens meubles n'ont pas ſuite, qui pourroit reuſſir à la perte du louage enuers le proprietaire, quand les meubles ſeroyẽt preſentement ſaiſis & vendus à la requeſte d'vn autre creancier*, & ſic vigilantibus, non dormientibus iura ſubueniant, præcipuè creditori, quem præ cæteris vigilare decet ad ſua conſequenda, l. ſumma cum ratione in fin. 1. reſponſi. ff. de pec. nõ quidem vt pignoris accepti plenam conſequatur poſſeſſionẽ, l. ſciendum. §. creditor. ff qui ſat. ſd. cog ſed idonea ſatiſdatione vtriq; conſulitur, maximè creditori, ne

eius ſit

inopia debitoris inanis actio,l.ſi quid §.illud,ff.de pet. hær. qui nihilominus cùm non debeat eſſe acerbus,contumelioſus & onerosus exactor,l.ſi bene.ff de vſur.l. ſeruos,in fine,ff.de pign.act.Iudex partes ſuas interponit,vt conductori conſtituenti interpoſita cautione detur dilatio ad ſoluendu,l.ſi debitori,ff.de iudic. ſi partē fateatur,eā ſoluere condemnet,& de re dubia litem inſtruat,l.quidā ff.ſi certum pet.& ſi conductor oſtendat partem ſibi à locatore deberi mutua cōpenſatione vtatur,l. negotiū ff.de cōpenſ.ſin autem conductor inte pellatus ſit ad ſoluendum, nō ſtatim conſtituitur in mora,ſed ex interuallo,vt poſſit prouidere ſolutioni, l. Æmilius.ff.de minor.At ſi vterque eſt in mora,par eſt vtriuſq; ratio, nec vllo pacto de mora cauetur eſt.l.ſi & emptor ff.de act.& obl. Nec conductoris libro credendū eſt ad probandā ſolutionem,ſi ſit malæ famæ.l.1.in princ.C.de edend multa denique intercidunt quæ cauſæ cognitionē deſiderant, & per libellū regio diplomate vel programmate expediri non poſſunt.[44] Et criminaliter agere,l. ſi pignore § & poſt diſtractū,ibiq; gloſ in verb.tenetur, ff de pign.act.l.furti.§.mandatū, ff.de his qui not.infam.[45] l.ſolutū.§.ſolutum, ff. de pign.act.l.ſi in lege, §. ſi colonus ff loc. Azo in ſumma de loc n. 5. & ſi plus habeat cōductor à ſecundo conductore quàm ipſe ſoluat domino fundi ſi ab eo expellatur,tenetur quanti eius intereſt,l. ſi tibi, & l.ſeq.ff.loc. licèt enim nemo prohibeatur rem à ſe conductā alij locare, intelligitur ad eundē vſum & æquè idoneo,l.nemo,C.de loc.arg l.æquiſſimū.§.fin. ff de vſufr.l.ſed etſi quis,§.mancipiorū ff. de vſu & hab. Nihilominus per nouiſſimum dominus retinet poſſeſſionem,l.qui vniuerſas,§.ſi ff.de acq.poſſeſſ.l. ſi cui locauerim,l.cùm in plures.l.ſi tibi,ff.loc.& diuerſa eſt ratio domini & quaſi domini cum fructuario vel cōductore qui rē alienā conduxit,l ſi quis domum,§.1. l. & hæc diſtinctio, ff. eod. [46] l. ſi diuiſa C. de loc argu. l. qui inſulam triginta conduxerat, ff.eod. [47] d. l. ſi in lege.§. ſi colonus, ff eod. [48] l certi. C. de loc. [49] eadémque eſt ratio fructuū in prædio ruſtico quæ inuectorū in vrbano, d.l. ſi in lege, §. ſi colonus.ff.loc. *ſur leſquels le maiſtre eſt preferé à tous autres creanciers de ſon rentier pour ſa rente & penſiō annuelle,s'ils ne ſont deſplacez,& n'ont chāgé de train par voye de juſtice:car autremēt les detenteurs peuuent eſtre contraincts les remettre, toutes voyes de fraict eſtans prohibees en Frāce,où n'eſt permis aux creanciers prendre ni vendre de leur authorité, les biēs de leurs debiteurs, quoy que les ayent en leur pouuoir par engagement,ou autrement,ni vouloir les pactes commiſſoires,deſquels parle Maynard au ch.27.du 6.liure de ſes queſt. Auſſi par l'Empereur Conſtantin en la loy finale* C.de pact.pign. *& par arreſt du Parlemēt de Paris 2.du 11.des hypotheques,& actiōs hypoth du recueil de Papō.* [50] l.item quæritur.§.qui in pleto,ff.loc.l.certi.C.de loc. [51] l.ſi cùm hermes,l.inuitos, l ſi conductoris,C eod. & finito tempore locationis nemo compellitur.[52] l Nemo,& ibi gl. ſ.eod.[53] cùm ſua magis intereſſit,quàm cōductoris, tam propter ædium quàm honeſtatis periculum, vt in c.propter e. de loc ne ſua domus infametur,vel tandem publicetur l.cunctis. l.credentes c.de hæret & Manich.*Ord.de Charles VII.ar* 9.l.1.C.de falſ.monet. Nec contra dominum habet ius detētionis vel manſionis conductor extraneus, l. pen. C.de loc.licèt ei conductor locauerit,præſertim minùs idoneo,ad alios vſus & inſcio domino gl.in d l.Nemo.C de loc.[54] ex Vlpiani reſp.in l.videamus ff.loc.nec ſolùm domeſticorū culpa coercetur,qui malè ſe geſſerint, ſed et ipſe cōductor ſuo nomine tenetur,qui etiam culpam in inducēdis admiſit, qui tales habuerit ſeruos vel hoſpites quorum ita eū inculpat prauа electio,vt in ſolidum ciuiliter tandem ipſe teneatur, l. ſi ſeruus ſeruum, §.Proculus, & §. ſi fornicarius. ff. ad leg. Aquil.

l.3.§.

l 3.§ fin.ff si mens fals.mod.dix. l.nam & serui,§. 1. ff. de neg.gest l cùm in plures, ff.loc.l.de illo.ff. pro soc.l eum qui,l.si vt certo § sed interdum,& l. in rebus ff. cómod. & ei cedendæ sunt actiones à domino contra delinquentem,vel eum, qui damnum tulerit,si eidem domino satisfecerit, l. si merces.§ fin.ff loc.si tamen dominus secundæ conductioni consenserit, contractum nouasse videtur, qui non verbis,nec literis, sed fit solo consensu,l. contractus. C.de loc. Et tunc approbata secunda conductione, in eundem paratam habet actionem,ne alter alterius odio
55 prægrauetur, [55] a g.d. l.videamus [56] l.1.2 3.ff.nautæ,caup.stab.vt recept. test.l.in
56 naue Saupheli.ff. loc.tum etiam fullo & sarcinator qui vestimenta perdiderit,l.si merces. § fin.ff.loc. licèt in custodia n nec mercedē pro custodia receperit,l nauta ff naut.caup.stabul.neque nauta nisi pro vectura,ibid. *Et cite ledit Maynard à ce propos au chap. 83. du 8. liu de ses quest.vn arrest notable du parlement de Tholose donné à la Tournelle le 27.Februier 1584.par lequel vn voicturier fut condamné payer certaine marchādise qu'il auoit prise à porter de Rhodez en Tholose au marchand qui la luy auoit baillee, ayant esté desrobee de nuict dans l'estable fermé d'vne hostelerie a Rabastens, dont les parois auoyent esté percees,& l'hoste par mesme arrest fut aussi condamné releuer indemne le voicturier enuers le maistre de la marchandise par arrest solemnel du Parlement de Paris prononcé le 14. Aoust veille nostre Dame,l'hostelier fut aussi rendu responsable de la marchandise amenee en son logis, estant perdue à la chambre du voicturier, où elle auoit esté mise empaquetée, il ne fut expressement chargé de la garde. Carondas chap. 61. du 6.liu. de ses resp.* Eo ipso quòd in cauponam quæ illatæ sunt merces, receptæ videntur, & cauponem omnium earum rerum recepisse custodiam, l. 1. ff. naut. caup. *Par autre arrest du parlement de Tholose du 28. Ianuier, & du 8. May 1584. les hostes ont esté aussi condamnés respondre des marchandises apporteés en leur logis quoy que ne s'en fussent expressement chargez. Maynard chap.82. du 8.liu. de ses quest. Neantmoins par autre arrest du 22. Ianuier 1575. cité par Carondas, chap. 172. du 7.liu.de ses resp.vn hostelier fut relaxé de la demande à luy faicte par vn paysant, auquel auoyent esté desrobez de nuict ses habillements par vn qui auoit couché ladicte nuict auec luy,non toutesfois du mandement de l'hoste sinon par la simplicité de la chambriere qui l'auoit à sa priere amené audit lict,quoy que l'hoste luy eut donné charge le mettre en vne chābre à part,s'estant le larron leué,& descendu par vne fenestre hors la maison du long d'vne nape qu'il y auoit pēdue,laquelle y fut trouuée par le paysant. Et void on souuent des procés de semblables matieres en Tholose où par fois aucuns de ceux qui vont coucher ez logis & cabarets se sont plaincts auoir la nuict perdu leur argēt, l'hostelier par fois condāné ciuilemēt. Neantmoins pour la frequence de telles ou semblables plainctes soit de perte d'argent, ou hardes, on y procede maintenant auec bonne preuue, eu esgard à la qualité des plaignants, circonstances & coniectures, qui par fois occasionnent les Iuges ne croire legerement aux demandes sur ce faites, & estant question de peu, y procedent sommairemēt*
57 [57] l. sed etsi nautæ, ff. naut. caup. stabul. Est tamen in electione domini an in furem agere malit, ibid. glos.in verb sed & ipsi. *Comme seroit aduenu au procez d'Anthoine Falgou marchand de Limous contre Iean Mauri du lieu de Vicdesos, qui pour auoir desrobé de nuict de la poche des chausses dudit Falgou, quatre pistoles, & vne double d'Espagne, & mis au lieu trois getons, trouué saisi d'vne double & de la simple que ledit Mauri soustenoit luy appartenir, iceluy* Mauri *fut par nostre sentence condamné aux galeres pour dix ans, & par arrest du 10. Apuril 1609. donné au rapport de* Monsieur *maistre François de Papus Conseiller en la Cour, fut condamné & executé au fouet, flestri à l'vne de ses espaules, & banni de la Seneschaussee pour cinq ans,& rendre audit Fulgou les trois*

pistoles

piſtoles reſtans auec deſpens. Sicut vector, cuius res periculo eſt, eíque actio furti competit aduerſus furem, niſi ipſe ſurripuerit, & deinde ab eo ſurripiatur, aut alio ſurripiente, ipſe ſoluendo non ſit.d.l.ſed etſi. Qui vel conductor aut locator, ſi crimen commiſerit, vel conſcius ſceleris fuerit, etiam criminaliter tenetur, leg. vn. C. furt. aduerſ. naut. cùm in iudicio locati & conducti veniat dolus & cuſtodia, l.In iudicio, C.de loc.non tamen caſus, cui reſiſti non poteſt ibid.& leg.1.eod. tit.& poteſt conductor eſſe in culpa circa cuſtodiam, d.l. Nauta, tum etiam locator qui rem alienam locauit, l.ſi quis domum, ff. loc.aut vitioſam, vt in leg.ſed addes,§.1 & leg. Cùm in plures §.ſeruum meum, ff.loc non tamen tenetur de leuiſſima, licèt cuſtodia ſit naturæ contractus, l.Item, §. ſed ſi gratis, ff. naut. caup. ſtabul. niſi ſpecialitèr cuſtodiam promiſerit,& mercedem acceperit, leg.qui mercedem, ff. loc. l. & diui Antonini. C. de loc. [58] d.l.videamus, ff loc imò ſua culpa vel negligẽtia.in l.lege locationis.ff.eod. vt ſi intempeſtiua cultura fiant agri deteriores, tum etiam prædia vrbana, quæ ita curare debet, vt incorrupta habeat, leg.ſi merces, §. conductor, ff. eod. culpæque eius annumeratur ſi propter inimicitias eius vicinus arbores exciderit, d.l. ſi merces, §. culpæ, [59] l.ſi quis fundum locauerit in princ.ff.loc. [60] d §.culpæ, [61] d.l.3.in fin ibique gloſſ. fin.C. eod. [62] licèt enim conductor conductoris non ſit conductor locatoris, nec eius fideiuſſor, pro domino principali teneatur, l.qui fideiuſſor, & ibi notat Barth. ff. loc. hæres tamen coloni domino poſſidere exiſtimatur, l.cùm in plures in fin. 1.reſp. ff.loc. & ab eo repelli poteſt quicunque ſit, qui re ſua malè vtatur, vel ſine eius conſenſu inhabitet, leg.pen.C. de loc.l. ſi tibi alienam, ff eodem, vt ſi primo conductori non ſit æquè idoneus, nec dominus conductoris colonis vel inquilinis bona ſua relocare tenetur, ſicut nec emptor venditori, l. emptorem, C. de loc. Sunt denique familiæ, domeſtici, hoſpites, coloni, inquilini conductoris eius perſonæ acceſſoriæ, quæ ſequuntur naturam ſui principalis, l.2.ff.de pen. leg.1. eos C.de vſur. [63] vt eos præſtet indemnes, l.ſi tibi alienam, & l.ſeq.ff. loc. [64] arg.leg.ne cui licceat. Cod.de loc. [65] l.3.l.pen.& gloſſ.in d.l.nemo. C.de loc. qui enim fundum alienum per fraudem locauerit, nec reſiſtere domino poteſt quominus is colonum frui prohibeat, l & hæc diſtinctio in fin. primi reſp. ff. loc & maximè ſi re conducta malè vtatur, etſi conductor alij locet ſibi æquè non idoneo & ad alios vſus quibus domus fiat deterior vel infametur, leg.ſed etſi quid §.mancipiorum, leg æquiſſimum, §.fin.ff.de vſufr. c. penult §. verum e.de loc. nec in culpa eſt art.fex qui ad ſuos vſus partem domus vel apothecam conduxerit, ſed conductor principalis qui locauit eis indemnitatem præſtare tenetur poſtquàm expulſi fuerint à domino, præf. iur. licèt infames, vt ludicram artem exercentes, vt quondam arenarij & ſimiles, quibus ſi ſciuerint rem à ſe conductam eſſe alienam tempore conductionis, conductor principalis pretium duntaxat reſtituere tenetur. Sin autem ipſe ignorauerit, & quaſi dominus eis locauerit, tenetur etiam ad intereſſe.leg. ſi quis domum.§ idem quærit, ff loc.cùm frui prohibeantur à domino, l. ſi in lege.§.Colonus in fin leg.& hæc diſtinctio in 1.reſp.ff.*Icy y fait des monopoles, conventicules, berlans, bourdeaux, ou autres actes illicites, le maiſtre peut auſſi criminellement agir contre les delinquants*, l. ſi tibi domum,§.hominem, ff.loc. [66] d.l.videamus, ff. eod. [67] l.legem, l.circa locationes. C. de loc.niſi diuiſa conductione à domino quo quiſque ſeparatim pro parte à ſe conducta teneatur, l.ſi diuiſa in princ.C cod. [68] vt notatur in d.l. nemo, C. eod. [69] qui inſulam triginta.l. ſi fundus, leg.ſed addes,§.ſi quis, ff.loc.niſi dominus

paratus ſit aliam ſibi locationem non minùs commodum præſtare, l. ſi quis domũ in 1. reſp. ff. eod. vel colonus aut inquilinus minimum damnum patiatur, l. habitatores, l. ſi merces, §. vis maior, ff. loc. tunc enim locator eſt contra conducto. ema-
70 gentem abſoluendus,[70] & valet huiuſmodi pactum. l. negocium, ff. de negoc. geſt. l. iuriſgentium, §. item ſi quis, ff. de pact. l. ſi quis fundum in princ. ibid. gloſſ. *in ver.*
71 *& præſtarctur.* l. item quæritur, §. ſi gemmas ff. loc.[71] d. l. videamus. § 1. 2. & 3. & l. ſi merces. §. conductor. ff. eod. ſin autem locator tenetur. l. ex conducto, § ſi vis, ff. loc. *Et des non iouyſſances.* tam ex facto locatoris quàm alieno, d. l. ſed addes, l. ſi merces,
73 ff. lo.[72] *Mayn. ch. 80. du 2. liu. de ſes queſt.*[73] *ch. 79. du meſme liu.*[74] l. habitatores, leg. ſi
72 fundus in fi. l. item quæritur, §. exercitui, ff. loc. nec dominus horreorum pericu-
74 lum vis maioris. vel efflacturam latronum conductori præſtare cogitur, l. 1. C. de loc. licèt vis maior non debeat conductori damno eſſe, ſi pluſquàm tolerabile eſt, fructus læſi fuerint, l. ſi merces. §. vis maior, ff. loc. aut enim contingit caſu fortuito, conſueto vitio. vel debilitate rei, vnde ex fortuito fit remiſſio mercedis, non ex cæteris, l. ex conducto, §. 1. vſque in fi. l. ſi vno, §. cùm quidam, ff. loc. Etſi in contractu non eſſet expreſſum, l. licet certis, C. de loc. Nec belli caſus imputantur in conductione facta tempore belli, minori pretio. præf. Mayn. lib. 2. c. 80. ſingularum q. De damno autem quod infertur in bonis conductis & rebus illatis non inuicem tenentur vt incendij, naufragij, vis maioris, terræmotus, & aliorum huiuſmodi, vt quæ rei vitio vel caſu conſueto intereunt, nec quanti intereſt, ſed ad mercedis remiſſionem in caſibus conſuetudine exceptis, fauore conductoris agitur, non quidem ob exiguitatem, ſicut nec propter vbertatem augetur penſio, l. ſi vno, §. cùm quidam. ff. loc. vel propter ſterilitatem, ſi fundus aut villa in plures annos locetur, facta compenſatione anni ſterilis, cum anteriori vel poſteriori vbertatis, d. l. ſi vno in 1. reſp. ff. eod. tum quia tempore ſteriliratis annona cariùs venditur, *dont par arreſt du 6. Octob. 1562. fut permis porter vendre bled & autres grains en Tholoſe, pendant la ſterilité, ſans taxe.* Nec tenentur ad inuicem de damno extrinſecus illato, leg. ſi quis
73 fundum, §. Imperator, ff. loc.[75] l. ſi merces, §. culpæ. ff. eod. nempe cùm ab inimicis conductor ſua culpa patitur, vt in d. l. videamus, ff. eo. l. pen. in 1. reſp. ff. ſol. mat. vel ſine lata culpa, cùm is qui habet inimicitias, cautius debeat cuſtodire. Et æquũ videtur locatori damnum eſſe reſarciendum, quod conductoris culpa vel negligentia procedit, vt in l. 1. & 2. § æquiſſimum, ff. ad l. Rhodiam. de iact. l. ſi is cum quo,
76 ff. commod. diuid. l. cum duob. §. quidam, ff. pro ſoc.[76] Tunc enim quis de caſu tenetur quẽ culpa præceſſit, qui aliàs non teneretur, l. ſi vt certo, §. ſed interdum, l. in reb. ff. 1. Commod. l. videamus, §. ſi hoc, ff. loc. l. cùm proponas, C. de naut. fœn. l. 2. §. ſi non propter in verb. *vis fluminis.* ff. ſi quis caut. iud. ſiſt. cauſ. fact. non ſ. b. temp. l. in his, ff. ſol. mat. Et tribus tẽporibus culpa committitur ante actũ, in actu, & poſt actũ Barth. in l. idem iuris in 1. reſp. ff. ad l. Aquil. De quib. plura exempla in ſeqq. leg. b. Nec tenetur geſtor de caſu, ſi culpa non præcedat, l. ſi debitor, ibiq; Barth. ff. ad l. Aquil. eſt tamen in culpa qui non præuider quod debet præuidere, vt ſi quis ſtipulam vel ſpinam ſuam comburendam ignem immiſerit, qui vlteriùs progreſſus alienam ſegetem aut vineam læſerit, l. qui occidit, §. in hac actione, ibiq; Barth. ff. ad l. Aquil. Quæ verò fortuitis caſibus accidunt, qui præuideri non potuẽ. e, nullo
77 bonæ fidei iudicio præſtantur, l. quæ fortuitis, C. de pign. act.[77] d. l. 3. C. de loc. ibiq;
87 gloſſ. in verb *in ſolidum.*[78] *Par pluſieurs arreſts donnez au Parlement de Paris du 23. Decemb 1585. entre les creanciers de Charles du Iardin orfeure, appellans des requeſtes du palais,*

& Su

& Suſanne Hubert femme dudit du Iardin du 20. Feur. 1561. Pour Magdelaine Fraude femme à Denis *Megiſſier, ſeparee de biens auec ſondit mary, arreſt ſolennel du 4 Iuin 1557. du 16. Mars 1570. pour Bouillot tuteur de certains mineurs, en audience du Mardy 9. Feur. 1593. remarquez par Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice, nomb. 269. Les meubles ont eſté mis en deſconfiture & contribution au ſol la liure, entre la femme, pour la dot, le donaire, & conuentions matrimoniales, le pourſuiuant, criees & oppoſans, le tuteur pour ſon reliqua, & autres creanciers, & comprenent l'argent meſmes prouenant d'vn office entre les choſes mobilaires conformement à l'art. 84. de la nouuelle couſtume de Paris, par lequel eſt dit que les deniers prouenans de l'adiudication par decret d'vn officier, ſont ſaiets à contribution, comme meubles delaiſſez par le decez du mary, entre les creanciers oppoſans, qui n'a lieu en pays de droit eſcrit, comme a eſté auſſi iugé par autre arreſt ſolennel du Parlement de Paris du 8. Iuin 1590. en l'appel releué du Seneſchal de Lyon, dont la ſentence amendee, fut ordonné que la femme ſeroit payee auant les ſaiſiſſans & arreſtans, tant de ſa dot que augment ſur les deniers arreſtez. Bacquet au meſme traicté, nombre 71. où toutes-fois n'eſt queſtion que de ſimples meubles demeurez par le treſpas du defunct. Sont premierement payez des deniers prouenants de la vente d'iceux, les fraiz de iuſtice expoſez à ladicte vente & inuentaire,* vt in l. fin. §. & expenſas, C. de bon. auth. iud. poſſid. *apres les obſeques & funerailles du defunct arbitrees par le Iuge, ſelon ſa qualité & facultez acceſſoires, comme torches, cierges, ſeruices, enterrement, pain, vin, aumoſnes aux pauures, & offrandes ou choſes ſemblables, non les pompes & magnificences dont parle Bacquet au meſme traicté,* l. ſi quis, §. funeris, l. funeris ſumptus ff. de relig. & ſumpt. funer. *Et ſont payez auant le louage de la maiſon, où demeuroit le defunct, lors de ſon deceds,* l. & ſi quis, §. ſi colonus, ff. loc. Si colonus vel inquilinus ſit is qui mortuus eſt, nec ſit vnde funeretur, ex inuectis & illatis, eum funerandum eſſe Pomponius ſcribit, & ſi quid ſuperfluum remanſerit, id pro debita penſione teneri, l. impéſa funeris, l. ſi quis ſepulchrum, §. ſumptus. ff eod. cùm interſit Reip. ne corpora mancant inſepulta, leg. ſi quis. §. edictum, ff. eod. pro augmento tamen mulier Tholoſæ præfertur cæteris duntaxat creditoribus qui habent ius ad rem, iure hypothecæ à tempore contractus. *Mayn. ch. 26. du 3. liu. de ſes queſt.* Caſtrenſis in l. ſi pater puellæ. C. de inoffic. teſt. *L'apothicaire eſt au rang des fraiz funeraux pour les drogues & medicamens pris de ſa boutique, pendant la maladie, de laquelle le debiteur eſt decedé,* arg. leg. funeris ſumptus, ff. de relig. & ſumpt. fun. & l. quæſitum, ff. de priu. cred. *ſur ce alleguees par Maynard chap. 47. du 2. liu. de ſes queſt.* Quibus actio funeraria prærogatiuam trahit ad id quod in corpus erogatum fuerit, veluti vnguenta aut medicamenta, vt etiam Impp. Seuerus & Antoninus reſcripſêre in leg. eſtituendo, Cod. de pet. hæred. *Arreſt du Parlement de Paris du dix-neufieſme Auril mil cinq cents octante cité par Charondas chap. 80. du 7. liure de ſes reſp. enſemble pour la vacation du medecin & chirurgien, & deſpenſes faictes à purger la maiſon à laquelle le defunct peſtiferé ſeroit decedé, par autre arreſt proviſionnel donné en audience entre les creanciers de Piſet Secretaire d'Eſtat, ſur vn appel du Preuoſt de Paris, cité par Chopin,* de leg. Andeg. lib. 3. tit. 5. num. 7. *Toutes-fois par autre arreſt du meſme Parlement du 23. Iuillet 1592. le maſſon pour la reparation par luy faicte à la maiſon, fuſt preferé aux medicamens expoſez par le locataire au maiſtre d'icelle.* D. Chopinus de morib. Pariſ. libr. 3. tit 3. num. 3. in fin. *Et ſont les femmes preferees à Thoioſe pour la dot, ez autres creanciers ores premiers, qui ont tacite hypotheque tant ſur les meubles, & immeubles du mary, que de ſon pere, Mayn. ch. 51. du 2. liu. de ſes queſtions. Bacquet chap. 21. nombre 86. du 5. traicté des droicts de iuſtice. Et parce que par la meſme couſtume de Paris, bors*

la deſconfiture, le premier ſaiſi, eſt le premier payé, Bacquet au meſme titre, nomb. 293. donné aduis pour euiter ladicte preference, ſaiſir & ſequeſtrer le fonds de la maiſon, rente, ou heritage, à ce que la ſaiſie profite à tous les creanciers qui s'oppoſeront à l'expedition du decret, l. 79 cùm vous, ff. de bon. auth. iud. poſſ. *Le meſme au traité des Decrets de iuſtice. ch. 21. nomb. 297. Et eſtans la femme & le fiſc egaux en priuilege recourent au droict commun.* 79 *S'ils ſont meubles dotaux ou paraphernaux, enſemble ſes robes, bagues & ioyaux*, pecunia 80 dotalis vel res empta ex dotali pecunia, ex quocunque modo, ex bonis vxoris, quę pro viri debitis non debet vrgeri. leg 1. C. ne vxor pro mar.[80] de his ſi, numero 78. *Ce que n'a lieu à Tholoſe, ou par la couſtume n'y a communauté de biens ny conſtitut d'hypo-* 81 *theques entre mariez, leſquels pour ce regard vſent du droict Romain, comme en pays de droit* 82 *eſcrit*,[81] *les precedens ſuyuans le droict commun. Maynard chap. 48. du ſecond liure de ſes queſtions*,[82] *Ledict Bacquet en lieux preallequez. Et à ce propos, ce qu'on dit en France, que biens meubles n'ont pas de ſuite, s'entend par hypotheque, quand ſont hors la poſſeſſion au debiteur ſelon le 170. artic. de la nouuelle couſtume de Paris, vendus & adiugez, ayans changé de main.* Donec enim ſunt in poteſtate debitoris, intercedentem priorem creditorem audiendum eſſe receptum eſt, idémque ab apparitore capta, donec vendita, & tradita fuerint. Ferron. in conſuetudines Burdegalenſes, tit. de feud. §. 20. Chopinus in conſuetud. Andegauienſes lib. 3. tit. 3. de vtilit. Andegauienſ. rer. domin. tit. 15. *Bacquet tit. des droicts de iuſtice nouu. 278. Arreſt donné à la grand chambre, au profit de Laboreau contre Bardion, & autres au rapport du Sieur de Maynard, le mois de Nouembre 1594. par luy meſme remarquez au chap. 8. du troiſieſme liure de ſes queſtions. Comme auſſi les meubles tranſportez par le locataire, hors la maiſon arrentee, vendus & alienez de bonne foy, ſans fraude, n'ont ſuite, ny ne peuuent eſtre ſaiſis par le proprietaire, ny autre creancier priuilegié. Ledict Bacquet au traicté ſuſdit des droicts de iuſtice. chap. 2. nomb. 279.* Nec non pignori data fuerint creditori, tradita poſſeſſione, *& ont ſuite, nonobſtant la generale ou ſpeciale hypotheque, comme remarque le Sieur du Val au dernier chap. de ſon traicté des choſes doubteuſes. Et peuuent les proprietaires par la meſme couſtume de Paris, art. 162. ſaiſir les meubles des ſous-locataires pour l'entier louage, ſauf que on leur en baille la main leuee en payant ce qu'ils ont conuenu, & doiuent* 83 *au principal locataire pour la partie de la maiſon par eux occupee. Bacquet nomb. 283. du meſme chap. & traicté des droicts de Iuſtice.*[83] *De meſmes le proprietaire de la maiſon eſt preferé au vendeur des meubles à terme, comme bled, vin, vtenſiles, ou les autres meubles ne ſuffiroyent pro rata du temps & lieu qu'ils les auront tenus en ladicte maiſon. Et choſes baillees en garde ſont auſſi ſubſidiairement obligees pour le louage de la maiſon, comme marchandiſes & autres meubles, ores n'appartiennent au locataire pour le lieu qu'ils y ont occupé, & le temps qu'ils y ont demeuré.* l. huius in verb. *merces horreorum*, ff. qui pot. in pign. hab. *Bacquet au meſme traicté & chap. des droicts de iuſtice nomb. 279. 280.* Et ſi conductor non appareat nec ſoluitur penſio per biennium, domus & horrea 84 poſſunt aperiri, & quæ intus ſunt, à publicis perſonis deſcribi, ſi ſint quorum intereſt vocatis, leg cùm domini, ibid. Barth. ff. loc.[84] Nam inducta & illata domi locatæ etiam inſcio domino ſunt pro mercede obligata, leg. certi, C. de loc. Etſi ſequeſtrata vel depoſita pro rata temporis, & parte domus occupata, vt, *ſi Bacquet au traicté des droicts de iuſtice, nomb. 284. du ch. 21.* Et ſæpe inducuntur quæ non vult conductor ſciri à locatore, adeò vt res alienæ ſciente, & non contradicente domino illatæ, ſint etiam pro mercede conductionis obligatæ, vt merces alienæ, arg. l. aliena, ff. de pign. act. A colonis verò niſi voluntate dominorum in fundum cõduc-

ctum

& tum inducta, pignoris iure non tenẽtur, d.l. certi C. de loc. licèt ibi perpetuò ſint, quandiu inhabitauerint, l. debitor, ff. de pign. l. eo iure, ff. in quib. cauſ. pign. vel hypoth. tacitè contr. Nec enim quondam habebant niſi ligones & aratra gl. in d.l. certi, in verb. Nam ea quoque, & in §. item Seruiana in verb Coloni de act. inſt. vel ſimilia quæ parui erant momenti, non pecunias quas optare non audebant, l. domini prædiorum de agricola, ex cenſit. lib. 11. C. l. fi. C. in quib. cauſ. pign. vel hypoth. tac. contr. l in prædiis, ff. cod. l. item, quis conuentione ff de pact. Et quidem fructus obligantur, licèt pendentes pars fundi eſſe dicantur, l. fructus pendentes, ff. de rei vend. quos ante terminum ſequeſtrare licet, ſi colonus nõ ſit idoneus, creditis onerati, & eorum expilatio timeatur, donec idonea ſatisdatione domino cauetur, vt ſi qui ſi fuerint rapti & à fundo ſeparati, poterit dominus raptorem capere authore iudice, priuſquam fuerint venditi, imò & omne genus mobilium, licèt inſcio domino inuectorum. *Maſuer au tit. des obligations & renonciations nomb. 32. la ſcience du maiſtre n'y eſtant maintenant neceſſaire :* dum tamen ibi perpetuò maneant, *ſauf l'oppoſition de la femme & creanciers ſur les meubles, eſquels ont ſpeciale hypotheque, ſelon ledict Maſuer, neantmoins doit prendre garde ne faire execution ſur choſes qui empeſchent & retardent l'agriculture, ou neceſſaires pour viures & veſtemens, laquelle n'eſt approuuee ſi on trouue autres biens ſuffiſans. Maſuer 111. des executions & ſubhaſtations nomb. 14.* l. executores, & ibi notat, C. quæ res pign. oblig. poſſ. Barth. in l. 1. de colon. Tracenſ. l. 11. C. *Ord. du Roy François 1. 1540. art. 29. Charles IX. 1571. Henry IIII. à Paris, le 16. Mars 1595.* Cuiacius 4. obſeru. c. 20. *Le meſme peut eſtre dit des liures des eſcholiers pendant leurs eſtudes, gages, cheuaux & armes des gendarmes qui ſont en armees, le priuilege deſquels ne s'eſtend hors le temps & lieu des exercices, non plus que des Eccleſiaſtiques qui ne vacquent à leurs offices,* de quibus in l. qui ſub prætextu, ibidem Salycetus C. de Sacroſ. Eccleſ. 85 Et ſi creditor pignoris ſibi à debitore dati habeat retentionem non ſolùm pro debito, ſed etiam pro eo quod ſoluit pignoris occaſione, l. in ſumma, & ibi Salycetus C. de pign. non tamen propria authoritate ei licet inuito debitore pignora capere, ſaltem præſente, ſed potiùs eum denunciationibus conuenire. l. debitores, C. eodem: imò nec nominatori ſine præſidis authoritate, l. nominatori, eod. vt literis æpenumero fit, ſub ſigillo regio, *qu'eſt à Tholoſe la rigueur du ſeel mage* debitis ou committimus, vel iuſſu Iudicis per ſupplicem libellum, & tandem diſtractis à debitore pignoribus, creditores vtráve actione perſonali, vel in rem contra pignorum poſſeſſores, poſſunt experiri, l. diſtractis. C. de pign. tam rerum ſoli, quàm mouentium, poſtquàm pignori capta, vel data ſunt, *le creancier en eſtant ſaiſi, ou la main du Roy garnie, ſelon la nature des lettres obligatoires.*

LOVAGES ET AFFERMES.

COVSTVME III.

Le locateur ni autre pour luy ou à ſon nom ne peut renoquer le louage & afferme de ſa maiſon, boutique, clos, terre, vigne, ou autre fonds par luy baillé en arrentement à certain temps pour y faire ſa demeure, ni par aucun acte poſterieur, comme vente, engagement, donation, alienation ou choſe ſemblable iuſqu'à fin de terme.

CHAPITRE III.

QVoy que ceſte couſtume ſemble eſtre raiſonnable pour l'indemniré & aſſeurance des locataires, [1] qui ſe comportent honneſtement & en bons peres de famille, [2] & ne manquent aux payemens des louages: [3] n'eſt pourtant obſeruée à Tholoſe, où les locataires ſont contraincts vuider auant le terme ſans precedente ſemonce, quand le proprietaire declare la main leuee en iugement qu'il veut la maiſon, grange, clos, ou boutique pour ſes vſages, [4] ſans que le Iuge en demande la cauſe: [5] ſi c'eſt par vrgente neceſſité, [6] non vray-ſemblablement preueuë ni premeditée [7], cõme ſi lors du contract de louage le maiſtre auoit contracté mariage, ou ſe feroit en vn baſtiment caduque & ruineux, ſçachant qu'en peu de temps falloit qu'il delogeaſt. [8] Et par fois ſe rend periure, la relouant à vn autre en lieu de s'en ſeruir & s'y remuer: [9] & ores par ceſte meſme couſtume, le proprietaire ne puiſſe contraindre le locataire vuider auant le terme, par aucun acte contraire & poſterieur au contract de louage, [10] comme vente, engagement, donation ou autre forme d'alienation, [11] ni en quelle autre maniere que ce ſoit, ſe demettre du contract, la choſe n'eſtant en entier. [12] On tient que toute vente rompt louage pour monſtrer que l'acquereur volontaire de la proprieté, ny l'achepteur des fruicts ne ſont tenus continuer le louage contracté, & commencé par le vendeur, [13] non plus que le ſucceſſeur particulier, ſi par expres le louage n'a eſté reſerué pour le temps que le locataire auoit à iouyr, [14] ſinon le louage eſt interrompu, ſi du moins le locataire ne preuue que l'acquereur y a conſenti, [15] lequel en ce cas eſt autant pour ce regard obligé enuers le vendeur que le vendeur enuers le locataire, [16] & ſe peut

encor

encor defendre sur l'hypotheque qu'il a en la chose qui luy est premierement obligee. [17] Ce que neantmoins ne pouuant subsister à son recours contre son autheur, tant pour la reintegration & remboursement du prix du louage payé & aduancé que dommages & interests de la noniouyssance. [18] Et est tenu le resignataire demeurer au bail à ferme des fruicts du benefice resigné, fait par son resignant: [19] & le successeur general entretenir le contract de louage fait par son predecesseur, iusqu'à fin de terme, [20] non le particulier qui n'a droict & cause vniuerselle du locateur. [21] La femme est aussi tenue continuer le louage & afferme faite par son mari, du fonds dotal: le pupile celle du tuteur, & l'adulte du curateur. [22] Et a le locataire son recours contre le locateur en cas de trouble, & où le fonds par luy arrenté seroit euincé, [23] non des voyes d'hostilité, aduenues en la ferme faite pendant la guerre à meilleur prix qu'en temps de paix, [24] pour cause de contagion, [25] ni quand les biens arrentez sont vendus par le fisc, le fermier desquels en perçoit les fruicts, nonobstant la vente contre la volonté de l'acheteur, [26] lequel ensemble le donataire ou legataire de l'vsufruict & habitation des maisons peuuent congedier les locataires & soubslocataires d'icelles, & les louer à autres, [27] non ceux qui n'en ont que le seul vsage par maniere de reseruation, [28] sans que les louages par eux contractez passent à leurs heritiers, non plus que l'vsufruict, [29] s'ils ne les ont faits comme proprietaires, & lors les locataires qui ont esté deceus peuuent agir pour leurs dommages & interests, [30] ne pouuans resister au proprietaire des biens à eux arrentez par l'vsufructuaire decedé, ou autre pour luy, de son mandement. [31]

NOTÆ.

[1] *A Ce que la foy des contractans soit gardee, & le locataire constitué en frais, tant au remuement de ses meubles que payement du louage, ne soit contraint incontinent apres desloger à la discretion & volonté du locateur, poussé d'auarice ou animosité.* Nihilque magis æquitati naturali consentaneum est quàm ea quæ inter homines placuerint, seruare. Ex Vlpiani resp. in l. 1. ff de pact. præsertim in contractu bonæ fidei, vltrò citróque obligatorio, qui nec simplici vnius affectione, sed vtriusque contraria voluntate dissoluitur, qua colligatus est, [2] ne detur eos expellendi occasio, c. pen. §. verùm. e. de loc. l. 3. in fin. C. eod. [3] *en deffaut desquels on les puisse tirer dehors,* nisi statim satisfacere parati sint, d. §. verum in fin. *Et se font les payemens des louages à la fin des semestres, selon Masuer au titre des louages, nomb. 39. & au commencement, par nos coustumes, auquel le maistre doit donner congé au locataire, s'il ne veut qu'il y demeure d'auantage, ores vienne à fin de terme, & le iour inseré au contract, interpelle assez pour les contractans, & seroit le locataire tenu payer l'entier louage, si pendant le temps d'iceluy, laissoit la*

*ſoit la maiſon ſans cauſe.*l.1.§.ſi præſes, ff. de migrand. *ſi pendant le reſte du temps elle demeure vuide & ſans autre locataire, ſauf qu'il la peut relouer à vn autre, ſi le maiſtre n'aime*
4 *mieux la reprendre.*[4] *Et par ſous ſe periurent pour la relouer à plus haut prix à vn autre.* Vnde ſatis Deum vltorem habent,l.1.C.de iureiur.nam qui ſophiſticè iurat,periurus eſt, can.quæcunque ex ſequen.23.q.5.cùm Deus accipiat iuramentum,ſicut ille qui iurat, intelligit. d. can. quacunque nec non periurium ſit nequiter decipere credentem:can.1.22.q. 2.nec debet in iuramento intentio verbis, ſed verba intentioni deſeruire, can.humanæ,22.q 5. ne in periurium quis incidat,cuius pœna lethalis eſt, ſicut homicidæ, can. prædicandum, 22. q.1.& tunc verum dicitur, cùm non aliter corde quàm ore iuratur, can.iuraméti 22.q 5.cuius eſt cauſa inſtitutionis, vt omnis
5 iurans, adeò iuret, vt quod verum eſt, loquatur.d.can.iuramenti,[5] qua ceſſante,
6 ceſſat & effectus,l. adigere. §. quamuis ff. de iur. patr. [6] *inopinement ſuruenue*, arg.l. ſi is à quo,l. planè,ff.vt in poſſeſſ. legat. ſeruand. cauſ. eſſe liceat. arg.l. de ætate, §. ex cauſa, ff. de interrog.act.c.inſinuãte,de affinit.de leg.c.gl in d.l.3.§.neceſſariam.
7 C.de loc. *Maiuer,tit.des louages,nomb.44.*[7] l.ſi quis domum,§ 1.ff.loc. l.ſi fundum.C.
8 de euict.[8] quæ locator tempore contractus potuit prævidere,d.l.de ætate,§.in cauſa,l. ſi is à quo, §. fin. & l.ſeq ff. vt in poſſeſſ.leg. ſeruand.cauſ.eſſe liceat, adeò vt ſi abſque tali neceſſitate expellatur inquilinus, locator ei ad omne intereſſe teneatur.l.qui inſulam in princ. l. & hæc diſtinctio,ff. loc *& d'equité*,vt caueatur ne quid dolo vel iactura fiat alterius,vel iudicetur, ſitque iudex diſſidentium æquus arbiter, l. quod ſi Epheſi. ff de eo quod cert.loc. *pour couper broche à telles variations & inconſtances.* Cùm non ſolùm contrahentes, legem & fidem contractus ſeruare oporteat,l.legem,l.circa locationes,C. de loc.nec ab eo recedere liceat ante terminum arg. d. l. legem.& l ſi conductionis imò nec contrahentium hæredes l.viam veritatis.C.eod. eo tamen elapſo reconducere non tenentur, l.inuitos.l.ſi conductionis. C. eod. *Qu'eſt cauſe que les Preſidiaux à Tholoſe laiſſans la vengeance du periure à Dieu, ſi point en y a, condamnent communement les proprietaires,qui ſous pretexte dudict ſerment, obtiennent la vuidãge de leur maiſon auant le terme,en cinq ou ſix lueres enuers le locataire pour ſes dommages & intereſts,& par iugement des reguiſtes & ordonnances la vuidange a eſté mis bas au proprietaire ne louer ſa maiſon à autre pendant le tẽps que le locataire l'auoit à iouyr, a peine de certaine amende, laquelle faiſant le contraire du ſerment preſté en iugement encourt*
10 *pour le periure.*[10] l. ſicut C.de act.& obl.l.de contractu.ff.de reſcind. vend. l.in commodato,ff commod.l.quamuis, C. de tranſact. l. non idcircò in fin.C. de contrah. empt.l. cuius bonis,in princ.ff. de cut.fur.l.1.§.1.ff. de naut. fœn.l. interdum, §. Senator.ff.de iudic l. ſi quis argentum,§.fin.C.de don.l.fi.C. ad Vellei.In contractibus enim nominatis,non licet regulariter pœnitere,vt notat Dynus, in c. quod ſemel, num.11.de reg.iur.in 6.nec innominatis,qui alterutrius contrahentium gratia contrahuntur, gl. ſ.d.l.ſicut in verb. *minimè*. C. de act. & obl. præſertim re non integra ex Dyno. d. c. quod ſemel: eſtque contractus locationis & conductionis vltrò citróque obligatorius. l. Labeo, & ibi Alciatus in verb.contractus.ff. de verb. & rer
11 tum ſignif.[11] venditor quidem obligatus eſt conductori, non tamen conductor reſiſtere poteſt, quominus per emptorem expellatur à locatione, l.ſi merces. §. 1. ff. loc.l Iulianus,§.pen.ff.de act.emp.qui nec tenetur ſtare colono, ſicut nec inquilino,l emptor,ibique gloſ.in verb. *colono.* ff loc.& nihilominus ſi colere prohibeatur per emptorem vel legatarium, habet actionem contra venditorem vel hæredes teſtatoris,licèt vltrò ab eis cogi non poſſit vt colat,quorum nihil inde intereſt, l. qui

fundum

fundum, d. l. ſi merces. § 1. ff. loc. qui denique rem permutatam vel in ſolutum accepit, lite æſtimata rem tenuit, vel ex cauſa ſtipulationis non ob liberalitatem conſecutus eſt, ſit emptori ſimilis, l. ſi. ff. quib. ex cauſ. in poſſeſſ. eatur. *Le poſſeſſeur des biens engagez peut de meſmes congedier le locataire du debteur ſi le fonds hypothequé chãge de main, non autrement*, vt l ſi maritus. C de diſtract. pign. quandiu enim fundus obligatus poſſidetur à debitore, ab eodem locatore, ſine iuſta cauſa non eſt expellẽdus, & inexpellere volentem, iuſtam habet exceptionem, l. ſi de fundo, C de loc. Nec tranſfertur dominium prædij obligati à creditore venditi, niſi emptor ſit in vacuam poſſeſſionem inductus, l. qui prædium C. de diſtr. pign. adeò vt ſi à debitore ab eodem venundari poſſit, cum tranſlatione dominij: l. ſi debitor. C. eod. ſine præiudicio hypothecæ, ibid. Salycetus. Quod quidem creditori alienare non licet, niſi habeat in ſolutum, aut ſeruata iuris ſolemnitate, l. quæ ſpecialiter eod *Telle eſt qu'on obſerue maintenant en France ſelon le docte diſcours ſur ce faict par Giles le Maiſtre au titre des Criees*, vt authore Iudice quiſque ſibi vendicet per publicas perſonas, quod authoritate propria capere, nec inuito debitore quærere, vel alienare non licet, l. ſi quis in tantam, C. vnde vi nec etiam legatarius, aut quilibet ſucceſſor ſingularis tenetur ſtare colono vel inquilino, l. qui fundum, ibid. Barth. ff. loc. l. Nihil proponitur. § fi. ff. de leg. 1. l. arbores, § 1. ff. de vſufr. licèt hæres & ſucceſſor vniuerſalis teneatur, l. viam. C. de loc. niſi fiſcus vendiderit: tunc enim emptor fructus inuito colono percipiet, l. fi. ff. de iur. fiſc. quib. tandem caſibus tranſlato dominio, ſemper locator, vel eius hæredes, præſtare debent conductorem indemnem, d l. qui fundum, præſertim ſi de mentita, d. l. ſi de fundo. C. eod. niſi in contractu alienationis de indemnitate conductoris caueatur, d. l. emptorem, C. de loc. quam ipſe emptor in ſe ſuſceperit. In quib. nimirum conductores nullum ius habent detentionis, quominus vacuam domino poſſeſſionem deſerant, l. is cui, l. conductores, C. de loc. vnde locator non ſolùm tenetur de damno emergente, ſed etiam de lucro ceſſante erga conductorem expulſum, gl in d. l. ſi de fundo in verb. *ex conducto*. C. de loc. Et agitur ex conducto, l ſi quid vtiliter vel neceſſariò à conductore ſit impenſum, l dominus. §. 1 & l. pen. in princ. ff eod. Et ſi ſoli poſſeſſori ſuperficies euincatur, ei ſubuenitur l. 1. §. ſi ſoli, ff de ſuperf. l. ſi fundus, § 1 ff. loc. Et datur in rem actio de ſuperficie, vbi quẽdam vſumfructum vel vſum ineſſe intelligimus, & conſtitui poſſe per vtiles actiones: tradi quidem, donari & legari, necnon diuidi d. l. §. quod autem, ff de ſuperfic. [12] Oportet enim ex vtraque parte rem eſſe integram in contractu innominato, vt ſit locus pœnitentiæ. Dynus in d. c. quod ſemel, de reg. iur in 6. nec in confeſſione extraiudiciali cum cauſa legitima, l generaliter. C. de non num. pec. vel iudiciali ſine cauſa. quarum vtraque eſt obligatoria. l. 1. ff. de interrog. act. [13] Emptor quidem non tenetur ſtare locationi factæ per ſuum venditorem Guido Papæ qu. 480. num. 2. Ranchinus l. emptor quidem. C. de loc. nec emptor fructuum Caſtell. Tholoſan. q. 420. & ib. Auſterius tanquam ſucceſſores particulares qui non tenentur ſtare locationi factæ per ſuos prædeceſſores, idem Ranchinus in d. quæſt. 480. Capell. Tholoſ. [14] d l. emptorem, C. de loc. l. ſi merces, §. 1. ff eod. agit enim vel inquilinus contra locatorem, quocunque modo expellatur præſ. iurib. l. ſi fundus, ff. eod. ad mercedis reſtitutionem pro tempore quo frui non licuit, ſi locator expulſionem impedire non potuit, nec eius ſuorúmve culpa conductor expulſus fuerit, ſin autem locator tenetur etiam ad intereſſe. d. l. ſi fundus. l qui inſulam in princ. & § 1. l. Item quæritur. §. exercitu, l. videamus. ff. loc. Idem ſi ſciens prædium alienum.

vt ſuum locauerit, l. ſi vno, §. pen. l. Et hæc diſtinctio, l. ſi quis domum eod. Is tamen qui Iudicis authoritate mittitur in poſſeſſionem, vt ſiſci emptor tenetur ſtare colono, l. in venditione, §. 1. ff. de bon. author. iudic. poſſid. Et is qui conduxit non ad modicum tempus, ſi cadat à poſſeſſione, habet regreſſum in locatorem toto tit.
15 ff ſi ager vectig. vel emphyt. pet. l. 1 §. 1. ff. de ſuperfic. l. fin. de fund. pat. lib. 11. C.[16] d. l. emptorem contractus C. de vend. l. pactum quod bona fide. C. de pact. Et ſi in contractu emptionis non contineatur: aliter idem dicendum erit de ſingulari poſ-
16 ſeſſore, quàm de emptore. l. nihil proponitur, §. fin ff. de leg. 1.[16] Et tunc ſi emptor colonum expellat, tenetur venditori in eo quod venditor colono: qui tamen reſiſtere non poteſt, quominus expellatur, l. Iulianus § pen. ff. de act. empt. l. ſi merces. §. 1. l. ſi fundus. ff loc. gloſſ. d. l. emptorem. in verb. *emit.* l. nec cui liceat l. pen. Cod. de loc. vnde colonus videtur exceptionem habere, l. non habeat actionem, argum. l. emptori, Cod. de euict. Etſi expellatur ab emptore, actionem habet ex conducto, & ad intereſſe in conductorem, qui pendente locatione fundum
17 vendidit, & venditor in emptorem præſiurib.[17] *Pour laquelle il a droict de retention,* l. ſi fundo. C. de loc. Barth. Baldus, & Salycetus in d. l emptore C. eod. Baldus in l. 1 in verb. *pone maritus.* C. de fruct. & lit expenſ. ob id quod vtiliter vel neceſſariò eſt impenſum, l. dominus. §. 1. l. pen in princ. ff loc. vel adminiſtrat locator, ratione iuris quod habet in re, vt vir in fundo dotali, de quo in l. ſi filiofamilias § ſi ff. ſol. mat. Et habet ius retentionis rei locatæ conductor, ſi ſibi pro locatione fuerint obligata omnia bona domini locantis, vel ſpecialiter res ipſa locata, & eo caſu emptor debet etiã ſtare locationi, vſque ad finitum locationis terminum, vel donec ad conductoris intereſſe fuerit ſatisfactum Guido Papæ in d q 480. nu. 2. nec ratione expreſſæ hypothecæ, in contractu locationis appoſitæ, emptor non poſſet expellere locatorem. Barth. in d l. emptorem. Socinus conſ. 90. in primo volum. Aufrerius in d. quæſt. 420. Capell. Tholoſ. vt notat Ranchinus in d. quæſt. 480. Guido Papæ. Et
18 ob id in re conducta coloni vel inquilinus ius dicitur habere ex Socino.[18] *Et peut eſtre contraint le locataire ou fermier à vuider par l'achepteur eſtant deſdommagé, quoy qu'il ait droict en la choſe ſous ſpeciale hypotheque, de laquelle il a fait l'arrentement,* vt notat Faber in d. l. emptorem Bagnonius in ſuo tractatu *des loix abrogees.* lib. 1. art. 54. Guido Papæ quæſt. 480. & ibi Ranchinus: *neantmoins eſt plus aſſeuré au locataire appellier en cauſe ſon autheur au plus toſt apres l'aſſignation à luy donnee, à la requeſte de l'achepteur en vuidange pour ſon indemnité.*[19] *Maynard ch. 63. du premier liu. des ſes queſt.*[20] l.
21 viam. C de lo.[21] ſi ſucceſſor particularis eſt neceſſarius, ex legis diſpoſitione, & locator plenam habet ſucceſſoris adminiſtrationé tenetur ſtare colono, l. ſi tutelæ.
22 ff. de adminiſtratione tut. de his Guido Papæ in d qu 480.[22] l filiofamilias. §. ſi vir in quinquennium, ff. ſolut mat. Aufrer. in d. qu. 420. Capell. Tholoſ. Ranchinus
23 in d. quæſt. 480. Guido Papæ.[23] l. ſi fundus. § ſimiliter, ff. loc. l. 1. §. ſi ſoli, ff. de
24 ſuperfic.[24] *Maynard, chap. 80. du 2 liu. des ſes queſt.*[25] *pour laquelle n'y a auſſi lieu de ra-*
25 *bais* ex antiqua declaratione facta per Alphonſum ſecundùm regem Neapolitanũ, anno Salutis 494. cædata peſte quæ ſuperuenerat in ciuitate Neapol. mota lite inter locatores, & inquilinos eiuſdem ciuitatis incolas petentes per modum exceptionis, penſionis remiſſionem, eò quòd non potuerant domos inhabitare propter peſtem ſuperuenientem, cuius ob id non fore remiſſionem Alphonſus Concilij decreto edixerit, quod ibi poſthac pro cõſuetudine habetur. Matthæus de Afflictis dec. Neapolitana. 298. Et multò magis à ſimili, ſi tẽpore peſtis cõtinuabatur, licèt enim

iure

iure caueatur ne quid conductori aduerſum incidat. l. habitatorem, ff. loc. ſpectanda tamen eſt conſuetudo l. excepto, C. de loc. imò tunc cauere debet conductor ne vano timore deterritus, cùm ipſe poſſet prouidere vacuã ędiũ cõductarũ ſine cuſtode poſſeſſionẽ deſerat, quibus inde damnũ ſua negligentia inferatur, vnde ipſe teneatur erga locatorem. arg. l. item quæritur. §. exercitu ff. loc. nec non ſuos quiſque manes patitur ſub iugo diuinæ vltionis præſertim Tholoſæ, vbi tanta fuit huius morbi frequentia, vt ibi ſint perpetui officiales, publica mercede conducti, eo deſtinati, *Et y a trois cens liures de gages aſſignez à chaſque Chirurgien de la contagiõ par arreſt du 6. Septembre 1557.* Vnde contagionis caſus impræuiſus, ibi cenſeri nõ poteſt nec propenſionũ remiſſionẽ, ea de cauſa lites fiunt, niſi fortè culpa vel dolo locatoris quid malè acciderit, vt ſi ipſe vel ſuorum quiſpiam læſus domũ conductam ſuo mandato intoxerit, vel infectam non purgatam, *eſtant enioinct aux proprietaires & locataires des maiſons infectes, les faire desinfecter dans trois iours apres la maladie par arreſt du 5. Iuillet 1588.* inſcio conductore alij locauerit, idque conductor euenire poſſe proſpicere debuit, l. qui bonæ, §. cùm inter. ff. de damn. infect. l. Lucius. §. pen. ff. ad Trebell. l. ſed etſi, § ſi feriæ, ff. ex quib. cauſ. maior. [26] l. fin. ff. de iur. fiſc. [27] Nã domus locatæ vendito vſufructu, vſufructuarius poteſt expellere conductorẽ, l. arbores §. penſiones ff. de vſufr. Capell. Tholoſ. q. 420. & vſusfructus vel habitatio legata poteſt alteri locari. l. Cùm antiquitas C. de vſufr. quando pariter quocunque modo in vltima voluntate, vel per contractum alicui conceditur habitatio: tunc enim nõ vſus ſimpliciter, ſed habitatio eſt, & poteſt alij lucrari, §. ſed ſi cui habitatio legata ſit, de vſu & habit. inſt. non tamen eorum tenentur inceptæ ſtare locationi, nõ magis quàm inſula exuſta teneretur locator conductori. l. ſi quis domum. §. hîc ſubiungi, poteſt, ff. loc. adeò vt ſi cõductor quaſi quinquẽnio fruiturus, ſumptus fecerit à die contractus, anno tantùm elapſo, quo locator interiit quot ſupererit, tot conductor ab hęredib. huiuſmodi locatoris nõ recipiet, quia hoc euenire poſſe proſpicere debuit d. l. ſi domũ § idẽ quæritur. & ibi Accurt. in verb. *proſpicere*, ff. loc. nẽpe ſi vt fructuarius locauerit, quia ſi vt Dominus hæres eius de huiuſmodi impenſis tenebitur, decepit enim cõductorẽ, d. l. ſi quis fundũ, §. quid tamẽ. Et fundũ alienũ vt ſuũ per fraudẽ cenſetur locaſſe. l. & hæc diſtinctio in fi. i. reſp. ff. eod. tunc enim defuncto fructuario à locatore reſiſti domino nõ poteſt quin ipſe colonũ frui prohibeat ibid. & l. pen. C. eo tit. Et cùm alteri locandi etiã conductor habeat facultatẽ æquè idoneo, & ad eoſdẽ vſus, l. nemo, & ibi gloſ. C. de loc. poſſunt pariter conductores conductoris vnà cum ipſo conductore ab ædibus locatis per dominũ expelli. l. qui inſulã. in i. reſp. ff. loc. Et ſi expellantur à domino, tenetur locator ad intereſſe, nempe ad omnem locationem iterũ factã à conductore, vt ſi quinquaginta aureis conductæ ædes, aliis ſexaginta locauerit: quibus quidẽ non ſolùm vt ad quinquaginta primus locator eundẽ præſtare teneatur indemnem ex Pauli reſp. in l. ſi tibi alienã. ff. loc. imò quanti tertij intereſt perfrui conductione vt æquiùs videtur ex Triphonij ſententia, lib. 8. diſp. in l. nos videamus, ibiq; gloſ. in verbis, *intereſt conductione.* Atque tandẽ pro quinquaginta duntaxat teneretur, ſi dominus eum habitare non voluiſſet, d. l. nos videamus, in fin. & d. l. qui inſulam, adeò vt ſi inſulam vno pretio totam locaſti, & eam vendidiſti, ita vt emptori mercedes inquilinorum accederent, quamuis eam conductor maiori pretio alij locaueri, tamen id tantùm emptori accedet quod tibi debet cõductor ex Labeone in l. Inſulam in i. reſp. ff. loc. l. ſi mercedem in prin. ff. de act. empt. ſicut enim emptor fundi nõ tenetur ſtare colono, cui

prior dominus locauerit, niſi ea lege emerit. d. l. emptorem, C. de loc. ita nec poteſt ab eis & ante debitas ſuſcipere penſiones, niſi venditor ei pacto detulerit, vel ceſſerit ex præfatis à Labeone reſponſis, quib. penſiones quæ debentur emptori intelliguntur de debitis venditori, vt notat Barth. in primo reſp. d. l. inſulam, ff. loc. [28] Quem vſuarius non poteſt alteri locare. §. 1. de vſu & habit. inſtit. l. cæterùm. ff. cod. Quæ in traditione fundi per modum reſeruationis videtur exceptus cum pacto vel donatione reſeruatur vſus vel habitatio, l. ſi quis binas ædes. ff. de vſufr. Matth. de Afflictis, deciſ. 401. num. 4. [29] Vſusfructus quidem & habitatio ſunt perſonales & morte habitatoris vel vſufructuarij finiuntur vnà cum vſusfructus vel habitationis ab eis facta locatione, d. l. ſi quis domum, §. hîc ſubiungi poteſt, ff. loc. [30] eadem, l. ſi quis domum, §. item quæritur, [31] l. & hæc diſtinctio in fin. 1. reſp. & l. ſi mercès, §. 1. ff. loc.

FIEFS

FIEFS.

COVSTVME I.

Inſtance petitoire de fonds rural meuë deuant les Capitouls, faict à renuoyer au Sieur directe, ſi l'aſſigné le requiert, & inſiſte a fins de non proceder, n'eſtant queſtion d'heritage, par telle conuention.

CHAPITRE I.

FIEFS, [1] nobles [2] qui ſouloyent eſtre perſonnels [3] ſont maintenant patrimoniaux, [4] entenable la iuſtice [5] entre nobles d'extraction, ou roturiers ennoblis, [6] & diſpenſez par ſa Majeſté [7] (quoy que les eſtats ſoyent viagers) nul autre que le Roy ne pouuant ennoblir, [8] ny attribuer iuriſdiction, [9] comme ſeul Monarque & ſouuerain en ſon Royaume, [10] & confirmateur de nos priuileges, [11] par leſquels les Tholoſains peuuent indifferemment tenir & acquerir fiefs nobles ſans diſpenſe, quoy qu'ils ſoyent roturiers, s'ils ne ſont immediatement tenus ſous l'hommage & ſerment preſté à ſa Majeſté, auec impoſition, pour leſquels ceux qui les tiennent ne ſont ſuiets au ban & riereban, ny tenus aller ou enuoyer à la guerre, eſtans reſeruez à la garde de la ville. [12] Pluſieurs deſquels ont auſſi la iuſtice tenue en engagement de ſa Majeſté. [13] Et autres que les Seigneurs feodaux, n'eſtant en rien ny dependente de la Seigneurie, [14] ains immediatement de l'authorité Royalle, [15] ſans qu'aucun puiſſe pretendre droict de iuſtice, s'il n'a titre particulier, conceſſion, ou permiſſion du Roy ou ſes predeceſſeurs. [16] Laquelle eſtant ſaiſie à la requeſte du Procureur de ſa Majeſté, pendant la controuerſe & iuſqu'à ce que le Seigneur ait faict apparoir de titre ſuffiſant & valable, doit eſtre regie & adminiſtree au nom du Roy par ſes Iuges & officiers. [17] Auſquels n'eſt permis tenir iudica-

ture de Seigneur, ny plaider pour aucunes parties, [18] ny ne cognoiſſent les Iuges des Seigneurs des cas Royaux, maintenues, & autres cas ſeuls attribuez ez Iuges Royaux, [19] qui ſeuls traictent les cauſes ciuiles en Tholoſe, chacun en ſon territoire, [20] ſauf à la temporalité du Sieur Archeueſque, Seigneur iuſticier en icelle, ſelon la conceſſion qui luy en a eſté cy deuant faicte. [21] Dont en tout cas d'abus les appels concernans le reglement de la iuriſdiction reſſortiſſent nuement en la Cour. [22] Et eſtans les ſujets des Seigneurs hauts iuſticiers, pourſuiuis deuant vn Seneſchal, Baillif, Preuoſt, Viguier, ou autre Iuge Royal, dans les enclaues ou territoire, duquel leurs Seigneuries ſont aſſizes, ne peuuent inſiſter à fins declinatoires. Et le faiſans le Iuge Royal n'eſt tenu y acquieſcer, ſi le Seigneur meſme ne vendique ſon iuſticiable, & auant la conteſtation [23] ne ſe preſente, & demande le renuoy deuant ſon Iuge, ayant remonſtré comme ſa iuſtice eſt patrimoniale, venale & hereditaire, pour les profits & emolumens qu'il en reçoit, au moyen des amendes, confiſcations & autres droicts baillez par denombrement, qui le tient en foy & hommage mediatement ou immediatement du Roy. Et aduenant mutation de fief, eſt tenu payer les profits feodaux pour icelle, comme des circonſtances & dependances de ſes autres fiefs, auec bons & valables titres, & n'appelle du refus ou deni, comme de Iuge incompetant & entrepriſe de iuriſdiction: ou ſon iuſticiable ayãt ſeul inſiſté & appellé, ne ſe ioinct à l'appel. [24] Et ſans l'aſſiſtance du Seigneur, s'il eſt appellé deuant autre Iuge Royal que celuy dans le deſtroict duquel la iuriſdiction du Seigneur eſt encloſe, ſelon l'obſeruation du pays couſtumier de France. Et ſuffit en Tholoſe que l'aſſigné propoſe ſa declinatoire, auant conteſter ſans l'aſſiſtance du Seigneur iuſticier, auquel la iuſtice n'eſt conteſtee, ſi ce n'eſt en faict de crime, pour lequel le Iuge Royal qui procede & eſt ſaiſi de l'inſtance, ny meſmes en crime capital, n'eſt tenu renuoyer, comme feroit ez cauſes ciuiles, au Iuge du domicile du preuenu, quoy qu'il le demande ny du lieu où l'excés a eſté faict, ſans l'interuention du Seigneur iuſticier, ou ſon procureur iuriſdictionnel. Et auons faict pluſieurs procedures en Tholoſe non ſeulement des excés commis en la Viguerie, mais auſſi hors la Seneſchauſſee: les excedans nous ayans eſté amenez, ou eſté contr'eux informé de noſtre authorité. [25] Et ne ſont en France les ſeels Royaux attributifs de iuriſdiction, ſauf les ſeels du Chaſtelet de Paris, Brie en Champagne, & le petit ſeel de Montpelier. [26] L'exercice de la iuſtice diſtributiue eſtant diuiſé ſelon les reglements contenus en l'Edict de Cremieu, & patentes contenants les declarations ſur ce faictes par ſa Majeſté

Majeſté & ſes predeceſſeurs. [27] Outre les erections & creations des nouueaux offices, comme ſont les maiſtriſes des eaux & foreſts, [28] ponts, ports & paſſages & droicts forains. [29] Les Prieurs & Conſulz de la bource entre marchands pour faict de marchandiſe, [30] deſquels les debtes contractez ſont auſſi de la cognoiſſance du Conſeruateur des foires de Lyon, ſi la marchandiſe eſt priſe en foire, le payement deſtiné en foire, & les parties ſont marchands frequentans leſdictes foires, non autrement. [31] Le priuilege du *Committimus* des officiers Royaux, Eccleſiaſtiques, & autres qui ont leurs cauſes commiſes aux requeſtes, iuſques & par deſſus la ſomme de dix liures, ne s'eſtendant hors le reſſort du Parlement de leur domicille, ſauf les domeſtiques de la maiſon du Roy, qui peuuent appeller toutes perſonnes de tous les quartiers de France, en actions perſonnelles, poſſeſſoires & mixtes, deuant Meſſieurs des requeſtes du Palais de Paris. [32] Quant aux priuileges concedez aux bourgeois de Paris, de n'eſtre tirez hors les murs de ladicte ville, ny tenus plaider & reſpondre ailleurs, s'entend en defendant non en demandant. [33] Et s'ilz ſont aſſignez ailleurs en garentie, doiuent comparoir prendre la cauſe ou inſiſter, & par meſme moyen, ſi bon leur ſemble, demander le renuoy deuant le Preuoſt de Paris, leur Iuge competant, & du refus ou deni, appeller au meſme Parlement. [34] Et pour ne mettre la faux à la moiſſon d'autruy, chacun doit ſçauoir l'eſtendue de ſa iuriſdiction, & ne paſſer les bornes & limites d'icelle, ne denier le renuoy à l'aſſigné qui le demãde à temps & lieu auec iuſte fin de non proceder, & faire que le demandeur ſuiue la iuriſdiction du domicille du defendeur en actions perſonnelles, [35] mixtes, [36] pures & reelles du domicille, ou territoire, où les biens contentieux ſont aſſis au choix du demandeur, [37] ores le contract ſoit paſſé au lieu de la demeure d'iceluy demandeur ou ailleurs. [38] Contienne election de domicille ou lieu certain pour y faire le payement. [39] L'heritier doit eſtre auſſi conuenu au lieu de ſon domicille par la vefue, pour ſes droicts & conuentions matrimoniales. [40] Le legataire & autres, quoy que l'heritage n'y ſoit aſſis. [41] Les tuteurs & autres adminiſtrateurs au lieu où ils ont adminiſtré. [42] Si le defendeur a pluſieurs domicilles ou les biens contentieux ſont aſſis en diuerſes iuriſdictions, on procede au lieu de la principale ou plus longue demeure, [43] & où la pluſ-part ou plus notable partie du fonds litigieux eſt aſſiſe. [44] Sans auoir eſgard aux ſubmiſſions appoſées ez contracts, leſquelles non plus que les ſeels Royaux ne ſont attributiues de iuriſdiction. [45] Le garant contractuel ſuit la iuriſdiction où l'inſtance principale eſt pendante, non le tiers poſſeſſeur contre le-

quel

quel le demandeur n'a que l'action hypothecaire, à ce que le fons par luy acquis ſoit declaré hypothequé au recours de garentie, deſpens, dommages & intereſts, ny ne le doit pourſuiure que deuant le Iuge de ſon domicile, non par commiſſion rogatoire, le faire aſſigner hors ſon Bailliage & Seneſchauſſee. En laquelle ſi l'inſtance principale eſt intentee, eſt tenu y defendre : [46] pour les crimes la capture, & procedure ſe faict contre les delinquants à la iuriſdiction, où le delict a eſté commis, ores ne ſoyent ſurpris en crime flagrant, & eſt tenu le Iuge du domicile le renuoyer au Iuge du lieu, où il a delinqué. [47] Et reuenant aux Seigneurs iuſticiers & Iuges ſubalternes de la viguerie & Seneſchauſſee de Tholoſe, eſt repreſenté le droict de iuſtice, preeminences, & authorité que le Roy a ſur tous les hauts iuſticiers de ſon Royaume, où le Seigneur iuſticier n'eſt receuable appeller, *recta via* de l'octroy de la commiſſion emanee du Iuge Royal, dans le deſtroict duquel eſt aſſize ſa haute iuſtice, par laquelle eſt mandé adiourner deuant le Iuge Royal vn ſubiect dudict haut iuſticier, ains eſt tenu comparoir deuant le Iuge Royal & requerir ſon iuſticiable, [48] lequel eſtãt adiourné à comparoir en perſonne deuant le Iuge Royal, dans les enclaues duquel il eſt demeurant, eſt tenu venir, ne ſe pouuant deliurer de la iuriſdiction Royalle, qu'en comparoiſſant, & eſtant vendiqué par le Seigneur. [49] Et peut le Iuge Royal faire executer les ſentences de mort par luy données ez terres des Seigneurs hauts iuſticiers, [50] les Iuges deſquels ne cognoiſſent auſſi de la rigueur de la ville, viguerie & Seneſchauſſee de Tholoſe, laquelle fuſt toute attribuee au Viguier puis le reſtabliſſement de ſon ſiege (qui auoit demeuré quelque peu de temps ſupprimé) par le Roy Charles IX. en ſes patentes du 19. May 1563. & autres en confirmation d'icelles, données à Amboiſe le 3. Ianuier 1572. publiées & regiſtrées en la Cour de Parlement dudict Tholoſe, le 2. Auril enſuiuant à la pourſuite de Maiſtre François de Sauzan lors Viguier en icelle contre le Seneſchal. Dont celle de la ville & viguerie s'expedie à preſent au nom du Viguier, & celle de la Seneſchauſſee du Seneſchal. Et cognoiſt le Preuoſt de Paris de tous les procés intentez pour raiſon des contracts paſſez ſoubz le ſeel du Chaſtelet [51] qui s'eſtend non ſeulement par le Bailliage, ains par toute la France. [52] Et n'ont maintenant les Capitouls de Tholoſe iuriſdiction ciuile nõ plus que les Maires & Conſulz des autres villes de ce Royaume, cõme ſouloyent auoir du temps de l'introduction de ceſte couſtume : [53] laquelle appartient en premiere inſtance au ſiege du Viguier iudicature Royalle ordinaire de ladicte ville, & viguerie entre perſonnes non priuilegiees, ſelon l'Edict de Cremieu, [54] auquel a eſté encor

ioincte par edict du Roy Henri IV. la iurisdiction & lieutenance criminelle en icelle.

NOTÆ.

1 FEVDVM barbara voce fundum beneficiariũ vocat Alciatus, ab Isidoro à fœdere dictum, à fide in cap 1. in fin. per quos fiat inuestitura seu fidelitate ex Oberto, estque beneficium quo dominium vtile transfertur in accipientem apud dantem, manente proprietate, vt cliens obsequia fidei & militiæ. c. vn. § fin. In quib. caus. feud. amitt. vel est beneuola concessio rei immobilis pro hõmagio c. ex diligenti e. de symon *Masuer au titre des fiefs, nomb. 9. prend la definition de Cuias, disant fief n'estre autre chose qu'vn droict de iouyr, & vser perpetuellement de l'heritage d'autruy, que le Seigneur a donné pour benefice, à la charge que celuy qui le prend, luy doit faire foy & prester seruice de guerre, ou autre. Et ce mot de fiefs signifie rentes feodales, ou en fief assignees sur le domaine du Roy en deniers, grains ou autre espece, Bacquet chap. 7. nombre 30. de la premiere partie des droicts des francs fiefs.* [2] Quorum tredecim diuisiones enumerantur per Aymonem Publicium Pedemontanum, *au tit. des fiefs art. 1.* & num. 2. vsque ad num. 15. ex Iacobo à Sancto Georgio in lib. feud. in verb. in feudum Quarum vna contenti feudum diuidemus in nobile & ignobile: nobile quidem, quod accipientis personam nobilitat, vel si prius fuit, nobilem ostendat, vt cùm à Rege conceditur. c. 1. quis dicatur dux in vsib. feud. Ignobile, quod à plebe vel priuatis personis dari solet, aliàs Burgense dictum vel concessum à minoribus & minimis valuasoribus, seu plebeis, quasi ad valuas stãtibus c. 1. de his qui feud. dar. poss. *Et dependent en France tous fiefs nobles mediatement ou immediatement du Roy, Bacquet chap 12. nomb. 1. du traicté des droicts de Iustice, dont il parle plus à plein au traicté du droict des francs fiefs.* [3] Vt in cap. 2. & ibi glos. in verb. vsque ad vitam, qui feud dar. poss quod fiebat per modum inuestituræ, c. 1. de feud. guardiæ. [4] *Bacquet en la premiere partie du traicté des francs fiefs chap. 2. nombre 6. Et sont les fiefs nobles patrimoniaux en France. Maynard chap chap. 34. du 4. liure de ses questions. Et en Sicile.* Matthæus de Afflictis, decis. 40. num. 2. ex Baldi sententia in cap. 1. de eo qui sibi & hæred. suis, authent. hoc amplius. C. de fideiussor. Castrensis in l. ex facto, §. fin. ff. ad Trebell. Alciatus in l. liberorum in fin. ff. de verb. sign. his verbis, illud receptissimum est clientem, cui fundus beneficiarius (feudum vocant) pro se & filiis conceditur, etiam nepotibus, cæterisque descendentibus relinquere posse. Quod cùm ius successionis ad filios non pertineret, sic progressum est vt ad filios deueniret: in quo scilicet dominus hoc vellet beneficium confirmare, quod hodie ita stabilitum est, vt ad omnes æqualiter filios pertineat. cap. de his qui feud. dar. poss. Ibidem Baldus in verb. æqualiter. [5] *Tout ainsi que les fiefs les iustices sont venales & patrimoniales en France. Bacquet chapitre deuziesme sur la fin à la deuzieme partie du droict des francs fiefs, chapitre huictiesme, nomb. 8. du traicté des droicts de Iustice.* In Francia & Delphinatu sunt ad instar patrimoniorum redacta ex Benedicto in cap. Raynutius in verb. *& vxorẽ nomine Adelasiam.* num. 162 & in verb. *si absque liberis moreretur.* num. 69. *Maynard. chap. 35. du 4. liu. de ses quest.* [6] *fiefs nobles ne peuuent estre tenus en France, que par personnes nobles, Benoist* in verb. *& vxorẽ nomine Adelasiam.* num. 571. *Et par les anciennes loix, ordonnances & statuts du Royaume, est defendu aux roturiers non nobles posseder en France*

fiefs, heritages nobles, & droicts immobiliaires, nobliement tenus, deſtinez aux nobles pour ſecourir le Roy à la guerre, où les roturiers ne ſont experimẽtez, ny ne leur eſt licite porter armes. Ignobilibus enim arma deferre prohibitum eſt, §. ſi quis ruſticus. §. mercator de pac. tenend. in vſib. feud. Lucas de Penna, in l. vn. vt armor. vſus. lib. 11. C. vt ſuo quiſque fungatur officio, & quod certis perſonis deſtinatum eſt, non transferatur ad alios. l. vnic. nõn licere habitatoribus metrocomiæ loca ſua ad extraneum transferre l. 1. & l. legatum. ff. de adminiſt. rer. ad ciuitatem pertinentium. *Ce que neanmoins eſtant debatu à la chambre du threſor à Paris, entre le procureur du Roy & vn marchant de Montlery, qui auoit acquis vn fief en ladite Chaſtelenie, mouuant immediatement du Roy, l'affaire ſeroit demeuré indeciſe. Bacquet chap. 12. de la premiere partie de ſon traicté du droict des francs fiefs. Et ſont les nobles entendus en deux eſpeces: d'extraction noble, dont les predeceſſeurs ont touſiours veſcu noblement, & faict profeſſion de nobleſſe, & extraicts de roturiers annoblis par benefice du Prince, ayans obtenu du Roy offices & dignitez, par le moyen deſquelles ils ont eſté faicts nobles, ou obtenu de ſa Majeſté lettres d'annobliſſement verifiees en la Cour de Parlement, chambre des Comptes, & cour des Aides. Bacquet au douzieme chapitre de la ſeconde partie de ſon traicté du droict des francs fiefs, nomb. 2. Et à celuy qui eſt annobli par le Roy, pareil priuilege que celuy qui eſt noble de race, quoy que ne ſoit tant honoré, ayans les premiers & vrays nobles acquis leur degré de nobleſſe au prix de leur ſang, portans les armes pour la protection du Royaume, & les annoblis à prix d'argent: chapitre 22. du meſme traicté.* Albericus in l. Imperatores. ff. de Decurionib. Caſtrenſis in l. quoties in fin. C. vbi ſenat. vel clariſſimi. Budæus in l. fin. ff. de Senat. *Et ont en France les nobles & annoblis deux principaux priuileges, le premier qu'ils peuuent tenir tous fiefs, heritages nobles, & droicts noblement tenus, ſans eſtre ſuiects au droict des francs fiefs. Et peuuent auſſi les annoblis porter armes & armoiries appartenans à la qualité & titre de nobleſſe, & tenir tous offices, partie deſquels par les ordonnances leur ſont affectez, & ne peuuent eſtre baillez à roturiers cõme Baillif ou Seneſchal, & preferez pour les autres offices aux roturiers* cæteris paribus. *Et y a pluſieurs benefices & dignitez Eccleſiaſtiques qui ne ſont attribuees qu'aux nobles, comme Chanoines de Lyon, intitulés Comtes, qui doibuent eſtre nobles, de pere & mere nobles, & iſſus de la Prouince Lyonnoiſe.* Atque Dominus ad Iſraëlitas, Tuli de tribubus veſtris viros nobiles & ſapientes, & conſtitui eos principes, tribunos quinquagenarios, & decimos, præcepit eis quod iuſtum eſt iudicare. Romulus genere illuſtres ab ignobilibus ſegregauit, & illos ſacra perficere, magiſtratus gerere, ius dicere, & ſecum publica adminiſtrare iuſſit: plebeis autem aſſequendi magiſtratura nullum ius erat, idémq; Theſeus dux, & Solon legiſlator Athenienſium inſtituerunt, necnon de Iaponio Iudiarum Oriẽtium plaga de nouo reperta legitur, legibus etiam Longobardorum iudices debent eſſe nobiles, & Veneti tantùm nobiles aſſumunt ad honores, magiſtratus, & omnia publica, necnon ad ciuitatis adminiſtrationẽ. Vnde Ariſtoteles ait nobiles legitimo iure honores & dignitates ſibi arrogare, cùm æquum ſit nobiles ignobilibus imperare: *dont anciennement les iuges eſtoyent nobles. Ceux qui ſont bien nez, bien nourris & inſtituez, comme dit Platon en ſon premier Alcibiade, parlant des nobles de race, paruiennent plus toſt à la vertu que ceux qui ne le ſont, & ſemble qu'il y a quelque premiere ſemence & aiguillon de vertu qui n'eſt pas en ceux qui ſont de baſſe & abiecte famille.*

Nobilitas generis cunctis exordia pandit
Laudibus, atque omnes reddunt in ſemina cauſæ.

Seneca

Seneca Tragicus, Generoſa in ortus ſemina exurgunt ſuos, *pourueu que ne degenerent de la vertu de leurs anceſtres*: nam

Dedecus eſt natis claros habuiſſe parentes.
Niſi tu tant illis moribus eſſe pares.

Le ſecond priuilege, duquel les nobles de race ou annoblis par le Roy, iouiſſent en France, eſt, que ſont exempts de toutes tailles, taillons, creues, aides ſubſides, equtalants, ports, peages, barrages, paſſages, trauers, munitions, garniſons, & de toutes impoſitions, & ſubuentions, eſquelles les roturiers & non nobles ſont ſuiects ordinairement aſſis, taxez & quotiſez. l. non tantùm, § Illenſibus, ff. de excuſat. tut. l. 3. §. 1. ff. de muner. & honor. Guido Papæ, quæſt. 384. *Maſuer au titre des tailles, nombre 13.* Rebuffus in concordatis, tit. de coll. § cùm verò in verb. nobilitat: ſuſè, Tiraquellus in lib. de nobilitate. cap. 20. col. 159. & ſeq. *Bacquet chapitre vingtdeuxieſme de la ſeconde partie du traicté des droicts de iuſtice. Ceux qui ſont annoblis par le moyen de leurs eſtats, offices, & dignitez, dont eſt parlé par le meſme autheur au dixneufieſme chapitre du meſme traicté, iouyſſent de pareils priuileges, franchiſes, immunitez, preeminences & prerogatiues que les nobles de race & annoblis par lettres patentes de ſa Majeſté deuement verifiees à la chambre des comptes, des aides & parlement, auec les formalitez, & finance contenue au chapitre vingtieſme du meſme traicté, ſauf que le priuilege de nobleſſe pour l'exemption des tailles, aides & ſubſides ne s'eſtend aux enfans deſdits officiers, ny le droict des francs fiefs, eſtant leurdite nobleſſe pure perſonnelle, vnie à l'office & adherante a la perſonne de celuy qui l'exerce.* 7 *De tant que les fiefs & heritages nobles en Frãce ne doiuẽt eſtre tenus que par hommes francs, nobles de race ou annoblis, exempts de toutes contributions dõt les roturiers cõtribuãs ne peuuent ſans permiſſion du Roy iouyr d'heritages nobles ou droict. noblemẽt tenus, & ſont ſuiets aux droicts des francs fiefs, & tenus payer au Roy certaine finãce pour auoir permiſſion de iouyr des heritages nobles, que par les loix du Royaume ne peuuent tenir, à la taxe des ſieurs cõmiſſaires à ce deputez, pro rata du tẽps que le roturier a iouy de heritages nobles, & au fur l'emplage. Bacquet chap. troiſieſme du premier liure du traicté des droicts de iuſtice.* De his Budæus in l. Herenn. in verb. Alaudium. ff. de euict. Baldus in l. ſi plures. verſ. fallit in feudo franco. C. de condict. inſert. tam leg. quàm fideicommiſſ. & in præludio feudorum. verſ. alia diuiſio feudorum, gloſ. in præfatione pragmaticæ ſanctionis, in verb. Francorum, verſ. & eſt quoddam feudum francum. 8 *Bacquet chapitre dixſeptieſme du droict d'annobliſſement patentes du Roy, ou ordonnance eſcrite au 60. feuillet du regiſtre des ordonnances receues au parlement de Paris, inſeree au 7. chapit. du traicté des droicts de iuſtice dudit Bacquet, arreſt du parlement de Paris donné contre le Comte de Flandres l'an mille deux cens quatrante cinq par maiſtre Iean le Coq en ſon recueil d'arreſts.* Non obſtante, inquit, vſu contrario ex parte Comitis Flandriæ propoſito, dictum & pronunciatum fuit contra dictum comitem, quod non poterat nec debebat facere de vilano militem, ſine regis auctoritate. Ioannes Feraud in tractatu priuilegiorum regni Franciæ, priuileg 15. & 16. *Et au Roy ſeul appartient conceder lettres d'annobliſſement en France*, etiam ſecundùm iuris Romani diſpoſitionem. l. 1. C. de iur. aurei annul. l. 1. & 2. ff de nat. reſt. c. per venerabilẽ e. qui fil. ſint legit. *De tant qu'en France les fiefs & heritages nobles n'annobliſſent les Seigneurs & proprietaires d'iceux.* Lucas de Penna in l. cùm neque de Incol. lib. 10. Cod. l. 2. de præd. & omnib. reb. nauicul. eod. lib. *Chaſſeneuz ſur la couſt. de Bourg. tit. des droicts appartenãs aux gẽs mariez a 9. n. 37. M^e. Iean Auuet*

traicté chap. 5 de ses decisions notables, quoy qu'vn roturier eut acheté vn Marquisat, Duché, Comté ou Baronie qui semblent auoir titre de dignité annexe, par le moyen de laquelle sont tacitement anoblis par le Roy, qui les a receus en foy & hommage, vt ait Barth. in l. 1. de dign. lib. 12. C. Lucas de Penna in l. mulieres, eod. tit. *Si le Roy ne les donne en recompense des actes vertueux, genereux & signalez par luy faicts au public, ou pour les agreables seruices faicts à sa Majesté, l'ayãt receu en sa foy & hõmage, mesmes qu'il y a plusieurs Comtez & Baronies en ce Royaume qui ne dependent immediatement du Roy, ains d'autres Seigneurs lais ou Ecclesiastiques. Et partant les roturiers ne sont censez nobles pour raison du fief, s'ils ne sont annoblis par lettres ou offices de sa Majesté.* De his Matthæus de Affectis in proœmio constitutionũ Ciciliæ. 25. qu. 5 notabili. *Ord. de Blois, art. 158. par lesquelles les roturiers non nobles qui achetent fiefs nobles ne sont pour ce annoblis ni mis au rang des nobles, de quel reuenu que soyent les fiefs par eux acquis. Bacquet chap. 5. de la 2. partie du traicté d'annoblissement, ny autre que le Roy ne peut amortir. Bacquet chap. 41. du traicté des*
9 *amortissements.*[9] *Le droict de iustice haute, moyenne, & basse, ores soit annexie au fief, & acquise de sa Maiesté, n'anoblit non plus en France.* Non enim res personam nobilitat, *laquelle est autant venale & patrimoniale que le fief.* Baldus in c. 1. de feudo Marchiæ. Albericus in l fin. ff. de offic. eius cui mand. est iurisd Molinæus in consuetud. Parisiensi §. 1. gloss. 5. in verb. *le fief.* col. 62 63. Pontanus in consuet. Blesens. art 46. *s'ils ne sont nobles de race, ou annoblis comme dessus, ou tiennent offices qui annoblissent ceux qui en sont pourueus pendant qu'ils les exercent. Et dependent immediatemẽt les fiefs cõme les droicts de iustice, de l'auctorité Royale, & mediatement des Seigneurs Ecclesiastiques, ou lais qui les ont par don ou cõcession de sa Maiesté, à laquelle par arrest du conseil d'estat du 26. Iuin 1608. est permis es gentils-hommes faire leur foy & hommage des fiefs nobles qu'ils tiennent du Roy,*
10 *deuãt les Baillifs & Seneschaux, ou leurs lieutenãs, d'où sont ressortissans*[10], *fondé de droict cõmun en toute iustice.* In quo tanquã in summo principe omnes thesauri dignitatũ reconditi sunt. Azo in summa de iurisd. omn. iud. Baldus in §. ad hoc, de allod. in vsib. feud. Populus enim etiam apud Romanos omnẽ potestatem transtulit in principem. l. 2 §. nouissimè ff de orig. iur. Baldus in c. 1. quæ sunt regal. & in c. vn de natur. feud. Estque solus Monarcha in suo regno, solus dominus sui territorij. & solus fundatus in iurisdictione & imperio c. vbi periculũ, de elect in 6. c. diligenti. e. de arbitr. l. 1 § cùm vrbem. ff de offic. præf. vrb. l. fin C de arbitr. Ioannes Faber in l. cunctos populos. C de summa trinit. & fid. cath. c fin. e. de offic. ord Archidiaconus in verbis intra metas sui Archidiaconatus. c. si diligenti de præsc. e. Aluoratus in § ad hæc de pace tenend. in vs feud. omniáque sunt principis quantum ad iurisdictionẽ l bene à Zenone, & ibi glos. in verb. omnia. C. de quadrienn. præsc. *Bacquet descrit briefuement en ces termes, & separement la iustice haute, moyenne & basse au ch.*
11 *2. du traicté des droicts de iust.*[11]. *Ord. du Roy Louys XI. remarquee par Benoist*, in verb. & vxorem nomine Adelasiã num. 227. *Maynard ch. 35. du 4 l. de ses quest.* Ac nostræ cõsuetudines fuere à Philippo Pulchro Rege Franciæ & Nauarræ, confirmatæ anno Domini 1283. De quo Benedictus in verb. duas habens filias, nu. 95. Gaguinus lib. 6 c 4 nouissiméque approbata & confirmata sunt Tholosæ, & prouinciæ Occitanæ, priuilegia ab Henrico IIII. fœlicis memoriæ, etiã rege Franciæ & Nauarræ, in postrema reductione eiusdem ciuitatis sub sua ditione. *Et ont esté confirmez les Tholosains roturiers, tenans fief noble en l'exemptiõ du franc fief par ledict Roy Henry IV. le 16. Septembre 1609 verifié le 3. Decẽbre:* tum etiam ab eius successore charissimo nato Ludouico XIII. quasi è patris cineribus in teneris annis euocato, & ad supremum

mum ſuæ Maieſtatis culmen erecto. De quibus priuilegiis nõnulla recenſet Maynardus.c.57.& 58.lib.4.quæſt.[12]. *Ores l'alienation d'vn fief noble faicte par vn noble à vn roturier, ſans eſtre diſpenſé ſoit valable, eſt tenu payer finance au Roy à la taxe qui en ſera faicte à la chambre des comptes.* Benedictus in c.Raynutius, in verb.& vxorem nomine Adelaſiã n.70.71. *Et le faire confirmer à chaſque changement de Roy. Bacquet ch.10.nõb.11. 12 13. du traicté du droict des francs fiefs: neantmoins les habitans de Tholoze les peuuent tenir par priuilege auſdictes conditions.* Ibidem Benedictus num.572.573. *ſans financer à ſa Maieſté. Et les Capitouls de Tholoze, enſemble les bourgeois qui l'ont eſté, leurs enfans maſles, & poſterité en ligne maſculine, portans titre de nobleſſe, peuuent tenir & poſſeder fiefs nobles auec iuriſdiction immediatement de ſa Maieſté, ſous hommage & ſerment de fidelité, qu'ils ſont tenus faire au Roy, ſi le fief y eſt obligé, ſans financer non plus que des autres biens allodiaux.* Ibidem Benedictus num. 572. *Maynard cha. 25. du 4. liu. de ſes queſt. non qu'ils ſoyent exempts de s tailles & impoſitions des biens qu'ils poſſedent hors l'annee de leur Conſulat.* Ibidem Bened. num. 593. Batt. in l. hónorem. ff. de muner. & honor. *Maſuer au tit. des tailles nombr. 7. ny par conſequent de ce qu'ils impoſent & quotiſent puis quelques temps ſur les induſtriels. Dequoy les autres officiers Royaux ſous le parlement ne ſont non plus exempts.* l. actores de exactoribus trib lib. 10. C ibique gloſ. Guido Papæ quæſt 378. *ſinon en quelques lieux. Maſuer au titre des tailles nomb. 8. comme à Cahors 23.* Benedict. ibid. n 593. multáq; ſunt Tholoſæ allodia à Ioanne Rege priuilegio conceſſa, per Ludouicũ XI. confirmata, 24. Martij 1471. *Dequoy le procureur general du Roy ayãt fait inſtãce contre le Syndic de la ville, arreſt s'en ſeroit enſuiuy du 23. Decẽbre 1495. par lequel la Cour declara que chaſcun des habitans de Tholoſe, peut tenir à perpetuité, biens allodiaux liures, francs, & immunes de toutes charges patrimoines, en francs aleu, cõme terres, poſſeſſions & droicts immobilaires, pour leſquels n'eſt deu aucune preſtation de foy, hõmage, cẽſiue, rente, ne redeuance, ou deuoir quelconque. Comme du temps du Roy Loys XI. Benoiſt en ſadite repetition,* in verb.& vxorẽ nomine Adelaſiam num.519 *Bacquet au traicté des droicts de iuſtice nomb 18. & 12. ch. du traicté des francs fiefs, qu'eſt encor en vſage. Maynard chapitre 35. du 4. liu. de ſes queſt. Et pluſieurs villes de ce Royaume ont priuilege des Roys de France, tenir par les particuliers citoyens d'icelles fiefs, & terres nobles ſans contribuer aux droicts des francs fiefs ores ne ſoyent nobles ne annoblis, & ne viuent noblement, & ſoyẽt vrays roturiers, faiſans train de marchandiſe, ou exerceants arts mechaniques: notamment les citoyens & bourgeois de Paris, pource non ſuiets au ban & rierban, ny à ces fins contribuer. Patentes du Roy Charles VII. du moys de Septemb. 1400. & du Roy ſubſequent, & Louys XI. du 9. Nou. 1465. Bacquet au traicté des francs fiefs ch.10. nomb.1.2.3.*[13] *Non à l'enclos de la ville, & faux-bourgs d'icelle, ſinon en quelques places & terres de la ville, viguerie & gardiage par conceſſion du Roy, vente, ou engagement. Eſtant la iuſtice auſſi hereditaire & patrimoniale en France. Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice. ch.8. nomb.8. non la fonciere & cenſiere de laquelle parle ledict Bacquet au 3. ch. du meſme traicté, attribuant au Seigneur feodal, & rentier, quelque droict de baſſe iuſtice ou execution,* cuiuſmodi actus habet quoddam veſtigium iuriſdictionis feudalis ſeu prædialis in res clientelarias. c. 1.§. fin. Inueſtitura de re aliena facta in vſib. feud. *Du Moulin ſur les couſtumes de Paris, art. 6. gloſſ. 6. Ains haute, moyenne & baſſe deſcriptes par ledict Bacquet au 2. chap. du meſme traicté.*[14] *Car tel a la Iuſtice en vn lieu, où n'a droict de fief & cenſiue, & tel y a droict de fief, qui n'a la iuſtice, & peut on tenir vn fief en foy & hommage d'vn Seigneur, la iuſtice d'vn autre:* & ſic nihil habet commune feudi proprietas cum proprietate iuriſdictionis, & conceſſo feudo, non cenſetur conceſſa iuriſdictio, cuius eſt qualitas.

12 13 14

excuſeca, accedens feudo, vt ait Baldus in l. à procuratore. C. mand textus in c. vn. Qualiter iuredebet vaſſallus domino fidelitatem in vſib. feud. in verb. non quòd habeat feudum: ſed quia ſub iuriſdictione ſit eius qui iurat. Oldradus conſil. 179 Pontanus *ſur les couſtumes de Blois art 65.* Molineus *ſur les couſtumes de Paris* § 1. gloſ. 5 col 44. & ſeq. verſ. Tamen verum eſt. § 22. col. 105. in c. vn. Qualiter vaſſallus iurat. deb. *Maſuer titre des fiefs, nomb. 19. Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice ch. 4. nomb. 4.* [15] *Eſtant le Roy ſeul fondé en France de droict commun en toute iuſtice haute, moyenne, & baſſe, par tout ſon Royaume. Bacquet au traicté des droicts de Iuſtice, ch. 4. au commencement.* [16] c. vn. Quæ ſunt Regalia, in vſib feud. *Chaſſanee tit. des ſeigneurs.* in rubr. col. 64. *& tit. des fiefs.* § 4. col. 14. *Comme auſſi le pouuoir de conſtituer magiſtrats eſt vn droict de Regale.* l. 1. ff. de offic. eius cui mand. eſt iuriſdictio. l. muto. § Tutoris ff. de tutel. Vbi is iuriſdictionem habet, cui lex, ſenatuſconſultum, vel princeps tribuit. *Ainſi plaidé au parlement de Paris, le 11. Aouſt 1552. pour la iuſtice d'Aſſi, pretendue par le ſieur d'Aumone. Bacquet chap. 4. des droicts de Iuſtice.* [17] Vbi eſt quæſtio feudi, cenſus, vel iuriſdictionis: poſſeſſor debet oſtendere titulum, ſiue actor, ſiue reus ſit c. vn. Quid ſit inueſtitura. Bald in l. 2. C. Quomodo & quãdo iudex. Alexander conſ. 129. Et cùm rex de iure communi ſit fundatus in omni iuriſdictione. Textus in ſtilo parlamenti Pariſienſis. tit. de caſu nouitatis. §. 10. & ibi Molinæus *Arreſts de Paris de la veille de Pẽtecoſte de l'an 1218. 1290. de la veille de tous Sainctz, renuoyez par ledit Bacquet chap. 4. nomb. 5. & 6. du traicté des droicts de Iuſtice.* [18] *Arreſt du 17. Iuillet 1554. donné entre maiſtre Iean Guibert, & autres appellants du* [19] *ſiege de Montauban* [19] *Bacquet chap. 7. nomb. 1. 2. 3. 4 5 6 13. 14. 15. du traicté des droicts de* [20] *iuſtice,* [20] *ſelon l'edict de Cremieu.* [21] *Eſtant le Roy ſouuerain du temporel en ſon Royaume, pour lequel ne reconoiſt aucun ſuperieur.* c. per venerabilem. e. qui filij ſint legitimi. Benedictus in verb ſi abſque liberis moreretur. Guido Papæ quæſt. 39. *N'eſtant ſubiect à l'Empereur, ny ne fait hommage au Pape nouuellement creé, que luy preſter obeiſſance, comme ſucceſſeur de Sainct Pierre, & chef de l'Egliſe.* can. Ego Ludouicus in fin. 56. diſt. Benedictus in verb. & vxorem nomine Adelaſiam num. 31. *Pour lequel le Roy eſt auſſi fondé en toute iuſtice, laquelle depend entierement & abſolument de ſon authorité, comme ſe peut voir pour le diſcours de Maynard au chap. 100. du quatrieſme liure de ſes* [21] *queſtions, parlant de l'entrepriſe ſur la iuriſdiction ſeculiere par les Eccleſiaſtiques.* [22] *Maynard chap. 25. du premier liu. de ſes queſt. A laquelle appartient la cognoiſſance des reglements, des iuriſdictions, notamment entre Eccleſiaſtiques, & ſeculiers priuatiuement à tous autres, pour en eſtre compoſee, & y auoir iuges des deux eſtats, qu'aſſiſtẽt aux Iugements. Bacquet chap. 9. nomb. 25. du traicté des droicts de Iuſtice.* [23] Baldus in c. 1. de feud. Marchiæ, in vſib. feud. Ioannes Faber in tit. de leg. agn. tutel. inſtit. & in auth. ingreſſi. C. de ſacroſ. Eccl. Molineus in conſuet. Pariſ *tit. de matiere feodale* §. 1. gloſ. 5. in verb *le fief.* col. 62. [24] *Bacquet chap. 9. nomb. 2. 3. du traicté des droicts de iuſtice, plaidé & iugé au parlement de Paris, pour Rouſſeau medecin contre vn gentilhomme iuſticiable du Seigneur Hillaire. le troiſieſme Septembre 1554. Ores le Seigneur fut Pair de France, comme fut iugé contre Monſieur de Neuers, Seigneur de Douzans le 20. Nouembre 1559. verifiation faite en ladite cour de parlement, le 15. Nouembre 1594. des lettres patentes en forme de declaratiõ, obtenues par les Preuoſts Royaux le 17. Iuin audit an toutesfois és cas Royaux priuilegiez appartenans à leur iuriſdiction, ne ſont tenus vſer de renuoy aux iuges ſubalternes layz, ou Eccleſiaſtiques, ſuiuant le 15. art. de l'ordonnance du Roy Philippe le Bel, publiée au moys de Mars, 1302.* [25] *iugé au parlement de Paris pour vn appellant du iuge d'Angouleſme.*

goulesme, le 8. Octobre 1554. Et contre Monsieur de Neuers, Seigneur de Sainct Florentin le 8. Iuillet 1555. Et ores on suiue la iurisdiction du defendeur, les Ecclesiastiques fu sans à renuoyer deuant leur iuge d'Eglise, par le iuge lay, & le lay, par le iuge Ecclesiastique, auquel par Arrest du 29. Mars 1552. fut enioinct bailler benefice d'absolution aux laics excommuniez pour debte ciuil, & aux parties y prester consentemẽt à peine de 1000. liures, & inhibé n'vser de telles excommunications. Et pour les religieux mondains, est inhibé aux iuges & notaires ne prendre d'eux aucuns emoluments, par arrest du 29. Apuril 1559. Et quant aux Ecclesiastiques apprehendez pour crime & scandale publique, par le iuge lay, par arrest du 21. Iuillet 1598. donné à la requeste du sieur Archeuesque de Tholose fut enioinct aux iuges laics, renuoyer en l'estat les Ecclesiastiques pour le criminel deuant leur iuge d'Eglise, apres les auoir condamnez pour le priuilege, quoy qu'ils acquiescent à peine de nullité, & d'en respondre. Et ont les iuges laics de coustume proceder en Tholose contre les prestres concubinaires, ou surpris en maluersation, par amendes pecuniaires pour priuilegié, les renuoyans pour le commun. Dont par sentence du Viguier, confirmee par arrest du 26. Octobre 1549. vn nommé Boc prestre concubinaire fut condamné à cent liures d'amende, moitié au Roy, moitié aux pauures, & 36. liures pour marier sa fille bastarde, sa concubine bannie à perpetuité de la ville & viguerie de Tholose. [26] *Bacquet ch. 8. nomb. 6. au traicté des Droicts de Iustice.* [27] 26
Conference des ordonnances au tit. de la iurisdiction des ordinaires, ausquels est laissee la iustice. Charles V. 1356. art. 5. François I. 1535. ch. 12. art. 20. 21. Et en chascune ville ne peut auoir qu'vn degré ou siege de Iurisdiction, en premiere instance. Charles 1560. art. 50. 1563. art 14. Sans que le superieur deroge à l'ordinaire, ny l'ordinaire entreprene sur l'authorité du superieur Henry III. 1579. art. 91. [28] *creé en Tholose par edict du Roy Henry II. 1554. Charles IX. en Octobre, 1566. ressortissant par appel à la Cour. Edict du Roy François I. donné à Paris au moys de Iuin, 1534. A Fontainebleau le vingtseptiesme Septembre, 1535. Henry second 1554. en Iuin 1548. Charles IX. 1563. & 1567. chapitre quatriesme, article 15. Henry III. 1577. tit. 4. art. 14.* [29] *François I. à Tonnerre 2. Apuril 1542. art. 15. Dont l'appel des bureaux particuliers resortit aux generaux. Henry II. 14. Nouembre, 1551. prestent le serment en la Cour. Henry II. à Amiens en Septembre 1549 Où aussi ressortissent les appels des bureaux generaux, mesmes des excez commis par eux ou leurs officiers, & autres forfaictures & fraudes qui sont de leur cognoissance. Ordonnances de Charles V. du troisiesme Iuillet 1376. Charles sixiesme 28. May 1342. I. 1398. Charles huictiesme à Poissy 18. Decembre 1488. François I à Compiegne. 22. Octobre 1539. 18. Iuilliet 1540. Erigé en Tholose par Henry II. au mois de Iuillet 1549. auec iurisdiction limitee & improrogeable, Bacquet chap. 8. nomb. 17. des droicts de iustice.* [30] *Comme les deux precedentes iurisdictions priuatiue des autres: dont l'appel est aussi deuolutif sans moyen en la Cour.* Quorum sedes apud Liuium dicitur mercatorum collegium. lib. 2. decade prima. *La bourse des marchands à l'exemple de celle d'Anuers, du change de Lyon, Estrude de Londres. Et ressortit l'appel des Capitouls en fait de police aussi immediatement en la Cour arrest du 20. Feurier 1567.* [31] *Par edit du Roy François premier, donné à Lyon au moys de Feurier 1535. arrest du parlement de Paris donné en audience le 22 Mars 1564. Bacquet chap. 8. nombre 28. des droicts de iustice. Qu'est le Seneschal de Lyon auquel ladite iurisdiction est attribuee par edict du Roy Louys XI. donné à d'Acs en Gascogne au moys de Mars 1562.* [32] *Edict faict à Moulins au moys de Feurier 1566. art. 56. Bacquet ch. 8. nomb. 41. des droicts de Iustice. Et par le moyen d'vn seul opposant, y a lieu d'euocation sur les inquants & criees, arrest du parlement de Paris du 8 Iuillet 1588. remarqué par ledit Bacquet au ch. 8. nomb. 45 des droicts de Iustice.* [33] *Par lettres patentes du Roy Louys XI. du 9. Nou. 1465. Et verification d'icelles faite audit*

34 *audit parlement de Paris le 20. dudit moys, & an* 34 *Bacquet au meſme traicté & chap. nomb.*
35 *43.* 35 *On ne ſuit en France le lieu du contract ny du payement, ains du domicile du debtem ſelon la loy* exigere dotem ff. de iudic. *quoy que pour cauſe priuilegiee, n'eſtans obſeruees la loy* quæro, ff. de ſolut. *la loy* contraxiſſe. ff. de act. & oblig. *ny la loy vnique.* ff. de eo quod cert. loc. dar. opor. *playdée au parlement de Paris, le 2. Nouemb. 1564.* Licèt enim iure ſcripto Romanorum Tholoſæ vtamur ſalua locorum conſuetudine, in iudiciis deciſoriis, forma tamen & præparatio iudiciorũ ſecundùm regias cõſtitutiones ſeruatur & ordinatur. Maynardus c. 57. lib 4. qu. *Et ſont les iuges ordinaires adſtreints par ſerment garder & faire garder en leurs ſieges les ordonnances, Henry III. à Poictiers au moys de Septembre 1577. art. 21. non les loix Romaines: quoy qu'à leur reception ſe face l'examen ſur icelles pour la doctrine, non pour l'authorité. Et pour en vſer, tant qu'elles ſont iuſtes, raiſonnables, & conuenables à nos mœurs & vſages le Roy n'eſtant ſuiet à*
36 *l'Empire.* 36 *Tout ainſi que les perſonnelles les matieres mixtes ſe traictent deuant le iuge du domicile du defendeur, non du lieu, ſous le ſeel duquel le contract eſt paſſé.* Actiones in rem *partie reelles, partie perſonnelles, comme reſciſion de contract, reſtitution en entier, partages, & leur ſemblables: où la perſonalité attire à ſoy la realité, comme la plus excellente.* Nec nõ non in diſtractu ſicut in contractu, actor ſequitur forum rei, cùm vterque ſit eiuſdem iuriſdictionis. Barthol. in l. & ideò, ff. de condict furt *Et eſtant le reſcindant par perſonel accumulé auec le reciſoire reel doit eſtre ſuiuant la diſpoſition de droict premierement iugé.* l. 2. C. vbi & apud quos cognit. teſtit. agitand. ſit *Iugé en audience au*
37 *parlement de Paris le 20. Apuril 1558. 16. Auril 1562. 26. Iuillet 1555.* 37 *Quant à la reelle action petitoire, comme la reuendication, ou deſiſtat, l'hypothecaire, à ce qu'vn heritage ſoit declaré hypothequé à certaine rente ou recours de garentie: negatoire, ou confeſſoire propoſees pour droict de ſeruitude negatif, ou affirmatif, eſt à l'option du demandeur, pour ſuiure le defendeur deuant ſon iuge ou celuy du lieu de l'heritage contentieux, où la choſe controuerſee eſt aſſiſe, ſelon la loy finale.* C. Vbi in rem act exerc. debeat, *obſeruee*
8 *France. Bacquet chap. 8. nomb. 31. du traicté des droicts de Iuſtice.* 38 l. 1. l. Conſenſi ſe. l. hæres abſens. §. proinde. l. omnem obligationem. ff de iudic. l. eſt rec ptum. ff. de iuriſdict. om. iudic. & c. Romanum §. contrahentes e. de for. compe Non ſunt in vſu nec recipiuntur in Gallia, quibus ſuæ iuriſdictioni renunciare cet, & ſuum non iudicem adire. Imò ſequimur, l. 2. C. de iuriſdict om. iud. l. fin. (vbi in rem act. exerc. deb. &c. cùm ſit generale e de for. cõpet quibus in actio perſonali, actor ſequitur forum rei. *Deduit, playdé, & iugé au parlement de Pari le quatorzieſme Iuillet 1567. 2. May 1568 24. Ianuier 1576. 11. Mars 1574. Oüi non plus receue la loy*, omnem obligationem. ff. de iudic. qua contractus iudex e adeundus ſicut delicti gl l. 1. §. ad beſtias. ff. de poſth. Imò rei domicilium vt in exigere. ff. de iudic. in ciuilibus quidem non criminalibus, quibus aliud obſe
39 uatur in Gallia, & ratio loci habetur vbi reus deliquerit. 39 Nec ſunt in vſu l. c traxiſſe. ff de act. & obligat. l. 3. ff. de bon. authent. iud. poſſid. l. hæres abſen §. fin. ff. de iudic. l. 1. l centum Capuæ ff de eo quod cert. loc. Quibus reus co ueniendus eſſet in loco deſtinatæ ſolutionis. *Bacquet c. 8. num 27. des droicts*
40 *iuſtice.* 40 *Bacquet ch. 8. nomb. 19. du meſme traicté. Si l'heritier n'eſt trouué ſur les biens*
41 *l'heritage, où audit cas il peut eſtre par la veſue actionné.* 41 *Et doit on pourſuiure l'heritier au lieu de ſon domicile, contre le texte de la loy* ſi fideicommiſſum, in princ. ff. de iudic. *la loy vnique* C. vbi fideicommiſſ. pet. opoit. *Leſquelles ne ſont obſeruees en France ſauf* §. ſed & reſcriptum *de ladite loy* ſi fideicommiſſum his verbis, ſed vt reſcriptum e

vt ill

vt illic fideicommiſſum petatur, vbi hæres domicilium habet. *Arreſt du Parlement de Paris, donné en audience, le 21. Nouembre 1552. autre arreſt du 8. Iuin. 1563.* [42] l. 1. & 2. C. vbi de ratiocin. agi oportet, *ſuiuies en France, ainſi iugé par arreſt du Parlement de Paris du 11. Decembre 1565. en la cauſe plaidee entre Cyprian de Mouſſon appellant du Iuge de Saumur, & Claude Mouſſon intimé renuoyé deuant ledit Iuge de Saumur, où eſtoyent aſſis les biens par luy adminiſtrez.* [43] *Auec ſa femme, enfans & famille, où il a ſes titres, lettres, papiers, & plus grande partie de ſes meubles.* Vbi quis larem, rerúmque ac fortunarum ſuarum ſummam conſtituit. l. ciues de incol. & vbi quis domicil. lib. 10. C. de quo in l. hæres abſens. §. 1. & l. ſi fideicommiſſum. §. fin. ff. de iudic. [44] *S'il y a pluſieurs heritiers qui demeurent en diuerſes iuriſdictions, on obtient lettres Royaux, dreſſantes au Iuge Royal en la iuriſdiction duquel la plus grand' partie des heritiers demeure, & plus grãde partie des biens de la ſucceſſion ſont aſſis. Par leſquelles ſoit mãdé au Iuge Royal contraindre tous les hoirs du defunct reſpondre, & proceder deuant luy ſur la demande du creancier, ou legataire, pour euiter multiplicité d'inſtances & diuerſité de iugemens,* vt tit. de quibus reb. ad eundem iudicem eatur. ff. *Et ores par la loy* 1. de legat. *le legataire agiſſe en action perſonnelle contre l'heritier: reelle & hypothequaire, contre le detenteur: toutes-fois en France le legataire ne peut agir contre le tiers poſſeſſeur & detenteur, ſans appeller l'heritier, iugé par ſentence de Meſſieurs des requeſtes du Parlement de Paris du 18. Mars 1585. Par laquelle le legataire fut demis de ſa demande pour le preſent, contre le tiers detenteur.* Eſt enim legatum donatio à defuncto relicta, ab hærede præſtanda l. legatum. ff. de leg. 1. §. legatum de legat. inſt. *Ny ne peut le legataire de ſon authorité priuée prendre le legat ſi le teſtateur ne l'a ordonné, auquel cas le conſentement de l'heritier ne ſeroit requis* l. Titia §. Lucius Titius in verb. volo eum à ſeipſo capere. ff. de leg. 2. Vbi Accurt. & Caſtrenſis huiuſmodi verba interpretantur. Nam ſicut contractu poteſt conuenire, vt emptor propria authoritate rem venditam capere poſſit, & vt creditori liceat rei pignoratæ authoritate propria ingredi poſſeſſionem, l. Creditores. C. de pign. Ita teſtator poteſt concedere legatario vt legatum accipiat propria authoritate Soſini conſil. 11. [45] *Sans auoir eſgard au lieu de l'obligation, quoy que la ſoubmiſſion ſoit generale ou ſpeciale, Edict du Roy Henry II. ſur le reglement, entre les Baillifs & Preuoſts Royaux, art. 9. 10. 11. verifié au Parlement de Paris apres le decez du Roy, le 30. Iuillet 1560. par lequel fut abrogé le 14. article de l'Ordonnance faicte à Cremieu, concernant les ſubmiſſions ſpeciales & preciſes faites par les parties: nonobſtant leſquelles celuy qui demeure hors le Baillage & Seneſchauſſee, ſous le ſeel de laquelle le contract eſt paſſé, peut decliner la iuriſdiction à laquelle il eſt ſpecialement ſoubmis. Arreſt du Parlement de Paris du 14. Iuillet 1560. par lequel vn fermier demeurant au Bailliage d'Orleans qui s'eſtoit obligé ſous le ſeel de Chartres, & ſoubmis à la iuriſdiction & cõtrainte du Preuoſt dudit Chartres, où il eſtoit tenu liurer tous les ans la moiſſon par luy deuë, fut renuoyé en la iuriſdiction de ſon domicille, quoy que celuy de Chartres fut royal, & encor que par leurs contracts les parties eſliſent domicille en la iuriſdiction à laquelle ſe ſont ſpecialement ſoubmis, telle election ne donne plus d'effect à la ſoubmiſſion, parce que le domicille s'eſlit par les exploits, adiournemens & commandemens, non par les procedures iudiciaires, Bacquet ch. 8. art. 7. des droits de iuſtice. Ny ne peuuent leſdites ſoubmiſſions preiudicier aux Seigneurs qui ont iuſtice haute, moyenne & baſſe en ce Royaume: & obtenu lettres de declaration du Roy François, verifiees au Parlement de Paris, le 23. Auril 1537. Declarant par l'Edit de Cremieu, n'auoir entendu preiudicier aux droicts des Seigneurs qui ont iuſtice en leurs terres & Seigneuries, deſquels, ores les ſuiets demeurent dans les deſtroits des Iuges Royaux, à la iuſtice deſquels ſe ſont ſpecialement ſoubmis, peuuent eſtre par eux ven-*

diquez de la iuſdiction du Iuge royal dans les enclaues de laquelle la ſienne eſt aſſiſe. Bac-
quet ch.8.nombre 8.des droicts de iuſtice, 47 l.venditor, ff. de iudic. *Qui n'a lieu en deux*
47 *cas,quand l'aſſigné denie la garantie,& s'il eſt priuilegié,qu'il puiſſe en demandant & defen-*
dant faire euoquer la cauſe à la chambre des requeſtes. Bacquet ch.8.nomb.44.45. des droicts
de iuſtice. Si c'eſt en defendant entre perſonnes non priuilegiées, faut ſuiure la iuriſdiction de
*l'inſtance principale,*d.l.venditor ibidem. Barth. ff. de iudic. *Et s'il eſt queſtion de dom-*
mages & intereſts aduenus apres l'euiction, faut plaider deuant le Iuge du domicille du ga-
rant. Bacquet au meſme ch.nomb. 47. Sed qui in vno negocio iudicem elegit, in aliis
eum recuſare non poteſt c.1.& 2. e. de mut.pet. l. qui non cogitur,ff.de iudic.leg.
idem cum eadem.§ quod ſi mutua.ff.de iuriſd.omn.iud.leg.1.§.fin.ff.de var.& ex-
traord.cognit.l. cùm Papinianus in fin.auth.& ſequens.Cod. de ſentent.& interl.
omn.iud *Contre la commune obſeruation de ce Royaume, par laquelle ſi le defendeur a rien*
à demander au demandeur originaire, intante ſon action deuant le Iuge d'iceluy demandeur
tout ainſi que le demandeur ſuit la iuriſdiction du defendeur,ſi la demande conuentionnelle
n'eſt faite par forme de defenſe, contre l'originaire demandeur, ores les demandes reſpectiues
*procedent de diuerſes cauſes & diuers contracts,*d.l.cùm Papinian.in verb in eodem ne-
gocio,l.1.C. rer.amot.l.neque ſcripturæ C.de compenſ.art. 105. 106. *de la nouuelle*
Couſtume de Paris. Et la compenſation ainſi conuenue eſt appellee retention ou deduction, l.
Proculus.in verb.cuius retentione id ſeruari poteſt.ff.de neg.geſt.l.in re reſtituenda
C.de pet.hæred.l.vn.§.taceat C.de rei vxor.act.l.res iudicatæ.§.1.ff.ſol.mat. ſitque
iure compenſatio, cùm eo tempore quo creditor factus eſt debitoris ſui debitor,
pars debiti cenſetur ſoluta,vſque ad concurrentem quantitatem,l.ſi conſtat.C.de
compenſ.l.qui inuicem.ff.de condict.indeb. vel deducitur, quod ſibi,ſocio, vel fi-
liis,quos habet in poteſtate,debetur.l. peculium in princ.l.ſi noxale.§.non ſolùm.
47 ff de pecul. *Bacquet tit.8. nomb.10.11.12.des drouts de iuſtice.*47 *On ſouloit en France proceder*
ez cauſes criminelles conformement à la loy In crimin.C.de iuriſd.omn.iud *Icelles renuoier*
au Iuge du domicile du preuenu, comme ez matieres ciuiles, ſauf que les captures ſe faiſoyent
au lieu du delict. Arreſt donné à la grand chambre du Parlement de Paris,le Lundy 15. May
1553 à la Tournelle le 6. Iuillet 1555.24.Octob.1556. Et maintenant on ſuit l'authentique, Qui
in prouincia C. vbi de crim. ag. oport. *ſuiuant l'artic.19.de l'Ordonnance de l'an 1564.*
faite pour le bien & reglement de la iuſtice & police,par lequel ſi le delinquant eſt pris,au lieu
du delict ſon procés ſe fait & iuge en la iuriſdiction où le delict a eſté commis, ſans que le Iuge
ſoit tenu le renuoyer en autre iuriſdiction,dont l'accuſé dit eſtre domicilier,& ſuiuant l'art.35.
de l'Edit de Moulins publié au Parlement de Paris le 23. Nouemb.1566.par lequel adiouſté
à la precedente recognoiſſance des delicts attribuee aux Iuges des lieux où ils ont eſté commis,
ores les preuenus ne ſoyent ſurpris en flagrant delict. Et meſme le Iuge du domicile eſt tenu s'il
en eſt requis, par meſme Edit, renuoyer le delinquant au lieu du delict: Bacquet ch.49.50. des
48 *drouts de iuſtice.*48 *Plaidé au Parlement de Paris le 26. Ianu 1552.contre le defunct Admiral*
de Chaſtillon appelant de l'octroy & execution d'vne cõmiſſion decernée par le Bailly de Mon-
targis, dont l'Arreſt fut iudiciellement prononcé le 6.Feur.enſuiuant. Autre arreſt contre les
Religieux de S. Martin des chãps de Paris,pour vn homicide commis en la rue de Grenier,S.
Ladre,du dernier Decẽb.1551.Conformément à l'Arreſt 15.de la nouuelle couſt.de Normãdie,
par laquelle les hauts iuſticiers ſont tenus demãder aux Iuges Royaux,le rẽuoy des cauſes qu'ils
*preteñdent leur appartenir, ſans vſer de defences cõtre leſd. Iuges Royaux, & ſuiets du Roy,*l. ſi
quis ex alien in verb.in ius vocati veniãt,priuileg.ſua alleg.ff de iud.& in l.de iure
49 in verb.præſidiũ prouinciarũ cognitio eſt,ff ad municip. 49 *Ainſi iugé contre Mr. de*

Neuers

Neuers appellãt du Lieutenant criminel d'Auxerre, par arreſt du Parl. de Paris du 20. Nou. 1559. & contre l'Eueſque de Soiſſons, le 24. Nou. 1562. donnez en audience. [50] *Bacquet chap. 9. nomb. 7. des droicts de iuſtice.* [51] *Bacquet chap. 8. nombr. 32. du meſme traicté* [52] *nomb. 39.* [53] *Ord. de Moulins du mois de Feur. 1566. art. 71. par lequel la iuriſdiction ciuile leur fut oſtée* [54] *du 19. Iuin. 1536. Viquier eſt le premier Iuge qui ſe nomme autrement Preuoſt ordinaire ou Chaſtelain, garde de Preuoſté, ou Iuge viſcontier comme en Normandie, Gueucis nomb. 35. au titre des Bailliſs & Seneſchaux en la conference.*

FIEFS,

COVSTVME II.

Infeudataires ſont tenus à la requiſition du Seigneur feodal, luy exhiber & communiquer à iour aſſigné non ferié, ſauf excuſe legitime, ſoubz peine pecuniaire enuers ledit Seigneur à l'arbitre des Iuges entr'eux accordez & conſtituez les inſtruments d'achepts, teſtaments, diuiſions, acquits, contracts, titres & documents qu'ils ont deuers eux, des biens ruraux qu'ils poſſedent mouuans de ſa directe: & autres actes & papiers concernans ledit fief, pour faire extraicts à ſes deſpens, de main publique de tous les actes ou tels que bon luy ſemble. Et ſi les vaſſaux diſent qu'ils n'ont ny ne peuuent auoir que ceux qu'ils ont exhibez, doiuent iurer ſur l'Autel ſi le Seigneur le requiert, eſtre veritable qu'eux ny autre pour eux, n'ont fait perdre ny eſgarer leſdits documents, actes & papiers concernans ledit fief, ny par dol & fraude, ou perſonnes interpoſees donné empeſchement que leſdits inſtrumens ne luy ſoyent exhibez.

CHAPITRE II.

LE Seigneur [1] feodal, [2] foncier, [3] cenſier, [4] ou emphiteotique [5] qui n'a droit de iuſtice ne peut creer officiers, [6] exploiter ſoy-meſmes, ny par perſonne priuee contre ſon infeodataire, [7] ny autre, ny proceder en ſon faict. [8] Non plus que le haut iuſticier ne ſe peut attribuer iuriſdiction en ſa cauſe. De laquelle ſes Iuges & officiers ne peuuent cognoiſtre, pour le pouuoir & authorité qu'il a ſur eux: [9] ains les Iuges Royaux, qui cognoiſſent non ſeulemẽt des differents entre Seigneurs & vaſſaux, mais auſſi des cas & droicts royaux, [10] entre autres, du fief noble, [11] lequel, ſi le Seigneur ne monſtre titre ſuffiſant, & valable, peut eſtre ſaiſi, à la requeſte du Procureur du Roy, & pendant l'inſtance tenu, & la iuſtice exercee par les officiers de ſa Majeſté. [12] Et appartient la verification des hommages des vaſſaux tenans du Roy, & des

lettres de ſouffrance, conforte-main & differents quelconques, pour raiſon des fiefs nobles, & hommages en premiere inſtance au Seneſchal en action perſonnelle, reelle, mixte, & dependant de realité, ſoit entre nobles ou roturiers, querelans eſdictes terres & fiefs nobles. [13] Et au Viguier entre roturiers & non nobles tenans fief noble lotiſé. [14] Où le defendeur n'eſt tenu fournir actes au demandeur pour confirmer ſa demande, contre lequel, en defaut de preuue, il faict à relaxer: ny au contraire le demandeur pour le defendeur, [15] s'il ne s'en veut ayder, [16] & les inſtruments que l'vne des parties a deuers ſoy ne regardent le commun intereſt d'icelles, [17] comme ventes, achepts, eſchanges, [18] diuiſions, [19] & autres contracts reciproques, [20] que le vaſſal eſt tenu par ceſte couſtume communiquer au Seigneur, qui le requiert pour en prendre extraicts à ſes deſpens: [21] enſemble les teſtaments, [22] acquits, [23] & tous actes communs & particuliers concernans le fief, apres que le vaſſal l'a recogneu, & auoüé pour ſon Seigneur, [24] non s'il le deſauouë, & la Seigneurie eſt debatue, & controuerſee: [25] car en ce cas le Seigneur doit premierement faire foy du lozime ou recognoiſſances & payemens faicts en ſuite d'icelles. [26] Veuë figure, & monſtree de la piece contentieuſe, ſi le vaſſal la requiert, auec bonne & deuë verification des contenances, & limites, ſi le Seigneur ne les monſtre par denombrement, auec bon & valable titre. Et en ce cas, ſi le vaſſal ne faict auſſi foy de la deſcharge & annobliſſement de ſa piece, eſt tenu le recognoiſtre, & luy payer ſes droicts. Non que le Seigneur la puiſſe reprendre par puiſſance de fief en Tholoſe, ſinon la faire ſaiſir en refus de payement, en vertu de l'Arreſt ou ſentence de condemnation, paſſé apres le delay porté par icelle, & la mettre en criees. [27] Contre le Roy & autre qui pretend droict de Seigneurie en la meſme piece, le Seigneur doit produire ſes titres primordiaux, ſa conceſſion & inueſtiture, foy & hommage faict à ſadicte Majeſté, ou acquiſitions de ladicte Seigneurie, & tant que beſoin ſeroit amener ſon garent, [28] ou faire preuue de ſa poſſeſſion immemoriale, [29] non contre le vaſſal, ny le vaſſal contre le Seigneur, ſinon des payemens accouſtumez faire au Seigneur pour raiſon de ſon fief qui faict foy de la perte de ſes titres, [30] ou le poſſeſſeur de la piece cõtentieuſe, tenue en franc aleu, ne peut eſtre contraint par le Seigneur feodal luy faire ny payer aucune redeuance pour eſtre dans les enclaues de ſa feodalité, s'il ne monſtre titre & denombrement, où ladicte piece ſoit mentionnee, ſi l'infeodation n'a eſté faicte en corps de toute la Seigneurie, les peuuant auoir en partage, & partie des terres allodiales eſtre demeurees en leur franchiſe & liberté naturelle, affran-

chie

chies & reunies à la feodalité & directité. [31] Ou en ceſt eſtat alienees par le Seigneur,& depuis auoir changé de main:[32] meſmes en Tholoſe, où les roturiers & non nobles tiennent & acquierent fiefs nobles par ſucceſſion, vente, donation, & toute autre maniere d'acquiſition, [33] ſans eſtre pour ce tenus à droict de frãc fief. [34] Auſquels peut auſſi aduenir partie d'vn heritage noble, pour lequel eux ny leurs ſucceſſeurs ne ſont auſſi tenus d'aucun droict ſeigneurial, ſauf des impoſitions & charges publiques, n'eſtans de noble extraction ny anoblis par ſa Majeſté, s'il n'y a ſpecial priuilege. [35] Et par ainſi les tenantiers des terres, pour leſquelles eux ny leurs predeceſſeurs n'ont payé ne recognu aucun Seigneur,ne ſont tenus le recognoiſtre n'y exhiber aucuns actes, s'il ne monſtre titre qui contiene le denombrement, limites & contenances des terres qu'il pretẽd eſtre de ſa feodalité, enſemble le cens, droicts,& deuoirs ſeigneuriaux par luy demandez. [36] Et peut retirer des Greffiers,& Notaires les expediez des actes qui luy ſont neceſſaires, [37] à ce que la preuue de la ſeruitude du fonds qui eſt de ſa nature libre, ſoit claire & preciſe par actes tels que ſont les papiers terriers & liures anciens ſignez d'vn Notaire : le bail à fief,deues recognoiſſances,ou vne ſeule auec les acquits & payemens du cens, leſquels le ſeigneur n'ayant à ſon pouuoir,ou ayans puis quelque temps ceſſé, peut faire ſa preuue par enqueſte. Laquelle ioincte à la recognoiſſance,fait pleine foy de ſa feodalité en l'heritage contentieux non autrement, de tant que la ſeule recognoiſſance ne ſert que d'adminicule, non plus que le liure terrier non ſigné,qui ne ſert que d'eſcriture priuee, laquelle ne fait auſſi effort que contre ceux qui ont recognu & confeſſé le cens, [38] lequel pendant le procez le Seigneur n'eſt tenu auoüer ny deſaduoüer (s'il ne la luy-meſme recognu & payé,ou ſes predeceſſeurs,luy le ſçachant)que tant ſeulement entrer en offre de recognoiſtre celuy que la Cour ou le iuge ordonnera,pour obtenir la main leuee des fruicts en cas de ſaiſie, ſoit contre vn ſeul,ou pluſieurs Seigneurs qui debatent & conteſtent la Seigneurie. [39] Et apres auoir veu ſes titres anciens & authentiques, du moins ſuffiſans, & valables en bonne forme, eſt tenu le recognoiſtre, & luy payer ſes droits puis 29.ans,quoy que les payemẽs euſſent ceſſé cẽt ans, ou d'auantage. [40] Dont la preuue & verification ſe peut auſſi tirer des contracts de vente, eſchange,diuiſion, acquits, & autres actes, qui font mention du fief, eſquels notamment on eſt tenu exprimer les contenances, limites & confrontations des pieces, enſemble les charges & cenſures, & de quel fief ou directe elles ſont mouuantes. [41] A la remiſe deſquels, le iuge qui procede auec cognoiſſance de cauſe, ſeant

en ſon tribunal, toutes parties ouyes, peut contraindre l'infeudataire par declaration d'amandes. [42] Lequel s'il denie les auoir, ou en exhibe vne partie, eſt tenu indiquer les autres, ou à la delation du Seigneur ſur la forme qu'il baillera, ſe purger par ſerment ſolemnel, ſur le Sainct Canõ de la Meſſe & autel de la Chappelle du ſiege, où l'inſtance eſt introduite & pendante, ou à l'oratoire Sainct Antoine, en l'attouchement de ſes ſainctes reliques, comme il n'a le ſurplus des actes demandez en ſon pouuoir, ne ſçauoir où ils ſont, ne les auoir perdus ny eſgarez par dol & fraude, ny par perſonnes interpoſees pour euiter que ne vinſſent à la notice & cognoiſſance du Seigneur. Si ledit Sieur ne ſe contente du ſerment iudiciaire, la main leuee à la paſſion figuree noſtre Seigneur, duquel on vſe communement és ſieges royaux. [43] Et deuant arbitres, commiſſaires ou iuges des Seigneurs procedans hors les auditoires és lieux particuliers, ſur les Sainctes Euangiles. [44] Où n'eſt maintenant queſtion remettre les differents des fiefs, ny faire election des iuges, attendu que la cognoiſſance en appartient au iuge royal: [45] deuant lequel, apres l'adueu, le vaſſal peut auſſi demander au Seigneur communication de l'adueu, denombrement & titres de la tenance du fief qu'il a deuers ſoy, & s'il denie les auoir, l'en faire auſſi purger par ſerment. [46]

N O T AE.

1 [A] Senio, quaſi ſenior denominatus. Carondas *ch. 199. du 7. liu. de ſes reſp. Mayard. ch. 34. nomb. 6. du 4. liu. de ſes queſt.* Et antque à primordio Francorum Monarchiæ expediti milites, quos Salios vocitabant, ex Ammon. Marcellino, de quibus Sydonius his verſibus.

——— *his vincuur illic*
Curſu horridus, cuſpide, Franciſque ſator,
Sauromata clipeo, Salius pede, falce Gelonus.

Gens Francorum inclita, fortis in armis corpore nobilis, audax, velox, & aſpera, vel in præfatione legis Salicæ legitur, vnde terra Salica dicitur, quę ab hoſtibus deductis capta Regi Saliſque militibus aſſignata fuit. Nam agri ex hoſte capti, partim publico, vel Principi, partim veteri poſſeſſori relinquebantur, partimque Salis militibus & veteranis in præmium aſſignabantur: ex Procopio lib. 1 de bello Vandalico, *comme beneffices mouuances, ainſi appellez par Caronnas au lieu preallegué, ou fiefs beneficiaires, viagers, & remuneratoires iuſques au temps de Hugues Capet, qu'ils ont eſté faicts hereditaires. Carondas à la preface de la couſtume reformee de Paris.* 2 *Noble, ou ayant quelque penſion a mouuance qui n'apporte droict de directe Majeſté au titre des fiefs, nomb. 1. Dont le plus noble à pendu vn relaſchement du ſouuerain. Comme en France les Duchez, Marquiſats, Viſcontez, qui dependent du Roy ſon moyen. Et diminuant en degré de nobleſſe, ceux qui dependent des moyens. Majeſté au meſme titre, nomb. 9. Les Eueſques & Prelats tiennent auſſi fiefs nobles de ſa Majeſté, & luy preſtent ſerment de fidelité,*

par

par le titre du ſerment de fidelité, des Prelats du 2. liure du grand couſtumier pour en iouyr leur vie durant, ſans le diſtraire ny aliener, ny le bailler en Emphyteoſe, & rente perpetuelle ſans l'adueu & conſentement du chapitre 1. & 4. de his quę fiunt à præl. e. Et ſubiectes leſdites infeodations aux droicts des nouueaux acqueſts. De quibus in c. cum Apoſtolica in fin. de his quæ fiunt à præl. & c. dudum, e. de decim. *ſelon Bacquet au titre des nouueaux acqueſts, ſe conformant à la couſtume de France.*

Le meſme remarque trois ſortes de rentes Nobles, Seigneuriales, & feodales: la premiere, quand le ſeigneur baille entierement les terres dependantes de ſon fief ou partie d'icelles, à cens & à rente; comme à douze deniers de cens, cent ſols ou quatre ſeptiers blé de rente, qu'il faut agreer au Seigneur du fief dominant chapitre 7. nombre 8. du droict des francs fiefs. La ſeconde, quand le Seigneur baille en arriere fief quelques terres dependentes de ſon fief, à la charge luy en faire foy & hommage, payer certaine rente en argent, grains ou autres eſpeces. Et profite ledit bail au Seigneur dominant nombre dixhuictieſme du meſme titre. La troiſieſme, quand le vaſſal a creé & aſſigné vne rente annuelle à perpetuité, non par eſchange, partage, tranſaction, ou autre iuſte cauſe, & ladite rente a eſté deuement infeodée, conſentie & approuuee par le Seigneur dominant nombre 21. Les rurales ſont auſſi conſtituees, ou foncieres non ſujettes à droict de Seigneur, ni de franc fief, & ſont racheptables à perpetuité, les conſtituees en deniers ſur heritages allodiaux, feodaux, ou roturiers, par Arreſt du Parlement de Paris du 10. May mil cinq cens cinquante ſept donné ſur la reformation des articles 58. 59. 60. 61. de l'ancienne couſtume de Paris, remarquee par ledit Bacquet au lieu preallegué, nombre 3. en payant le prix porté par le contract de conſtitution ores ne fut conuenu ny ſtipulé qu'elles ſeroyent racheptables, Arreſt ſolennel du Parlement de Paris du 24. Mars, mil cinq cens cinquante deux pour le Seigneur de la Trimouille, contre les Chanoines de Sans, & 119. article de la nouuelle couſtume de Paris, quoy qu'excede le denier vingt. Bacquet au meſme titre, nombre 4. & rente leguée contenant rachept, quoy que au denier quarante: nonobſtant les Ordonnances faites pour le rachet des rentes aſſignees ſur les maiſons de Paris, & autres villes clauſes du Royaume. Iugé par les marguilliers de l'œuure & fabrique de Sainct Seuerin, par arreſt donné en audience le 21. Iuillet mil cinq cens cinquante huict. Et faut payer au rachet l'entiere ſomme conſtituee: encor que la rente rachetable ait changé de main par vente, donation, leg teſtamentaire, ou autrement aſſignée ſur heritage aſſis aux champs ou à la ville, ſi la rente fonciere deue à cauſe de bail d'heritage, ou creee par donation, legs ou autrement aſſignee ſur l'hoſtel de la ville de Paris, a changé de main par donation, eſchange, vente, ou autrement eſt eſtimee au denier vingt, ores ſoit la premiere apres le cens & fonds de terre. Et moyennant ledit prix, le proprietaire de la rente eſt tenu en faire la reuente, en delaiſſement au proprietaire de la maiſon. Iugé par arreſt du Parlement de Paris en audience, contre les marguilliers de Sainct Oportune le 12. Mars mil cinq cens ſeptante vn contre la teneur du 16. article de l'Ordonnance du Roy Charles VII. ſur le rachet des rentes de la Ville de Paris, par laquelle fut reduit au denier 12. Et ladite Ordonnance donnee lors que les maiſons de Paris eſtoyent deſertes, & ruinées: neanmoins entendue de forte monnoye, reuenant au denier vingt. Gilles le Maiſtre en ſon traicté des criées chapitre vingt-huictieſme, du Molin ſur l'ancienne couſtume de Paris, article cinquante huict nomb. 65. 66. De meſmes la rente volante conſtituee en deniers comens payable en grains ou autres eſpeces de fruicts

de fruicts perceptibles, eſt perpetuellement rachetable au denier 12. les fruicts reduicts en argent, enſemble les arrerages payables en deniers, Ordonnance du Roy Charles IX. 1565. & arreſts du Parlement de Paris donnez ſur icelle citez par ledict Bacquet nombre 6. du meſme titre, & ſe payent en Tholoſe en bled ou argent à l'option du debiteur, Arreſt du 13. Septembre 1550. par lequel auroit eſté evalué à 20. ſols le ſeptier, Ce vin 4. liures pipe. Dont le rachet s'y faict à raiſon du denier quinze, ſi n'appert du prix. Par edict du Roy François I. donné à Compiegne au moys d'Octobre 1539. pour le rachet des rentes conſtituées ſur maiſons & places en rendant le prix, ou à la raiſon que deſſus, s'il n'y a couſtume au contraire, retenant à 60. liures le rachet du quarton blé froment, conſtituee ſur terre labourable, ou pipe vin, conſtituee ſur vigne. Arreſt du 5. Apuril 1546. Ainſi iugé par arreſt du 3. Mars 1555. Pour Pierre Viols, & Bertrand Bamaric marchands de Figeac impetrans lettres royaux en caſſation de contract retenu par Hugues Rigoll ic notaire dudit Figeac, le 3. Aouſt. 1547. contre Antoine Hector de Pierre, par lequel ledict de Pierre auſſi impetrant auoit vendu auſdicts Viols & Bramaric, ſur les lieux & villages de Cauiols, & la bourgade, la rente annuelle de 50. ſeptiers, blé, froment, autant auoine, meſure de Cahors, enſemble la ſomme de 316. liures tournois, & les maneuures mentionnées audict inſtrument, eſtimées à 80. liures, pour le prix de 5000. liures, par arreſt du 3. Mars 1555. le contract a eſté declaré innulable, en ce que le prix n'eſtoit proportionné à la valeur de la rente, à raiſon du dernier 15. & condamné leſdits Viols & Bramaric acquiter ladite rente audit de Pierre ladite ſomme de 5000. liures, deduit & preconté ce que par ledit Viols & Bramaric auoit eſté receu d'icelle rente, outre ladite proportion du denier 15. Eſtimans leſdits 50. ſeptiers bled, reduits à meſure de Tholoſe à 20. ſols le ſeptier, l'auoine à 10. ſols ſeptier, auſſi reduit à ladite meſure de Tholoſe. Et non ſeulement les rentes volantes, deſquelles les arrerages ne peuuent eſtre demandez que de cinq ans, par Ordonnance du Roy Louys XII. 1510. art. 71. François I. 1539. à Villiers Coſterets pour Bretagne ch. 2. art. 17. 18. l. eos qui acceptam. C. de vſur. Mais auſſi la rente fonciere eſt rachetable à Tholoſe au denier 15. comme a eſté iugé par arreſt du 18. Ianuier 1558. pour Bernard Ayguelſplats bourgeois, & Michel Courtois marchand de Tholoſe contre le Syndic du College de Perigort. De laquelle leſdits Ayguelſplats & Courtois furent deſchargez, moyennant le depoſt par eux fait, & permis au Syndic dudit College, prendre d'iceluy depoſt la ſomme principale qu'il monſtreroit luy eſtre deue, ou a raiſon que deſſus: à la charge la remployer en autre rente hors la ville, ſuyuant l'aduis donné au Roy par la Cour du Parlement de Tholoſe, aſſiſtée des Capitouls le 11. Aouſt 1550. ſur la reception & publication des patentes de ſadite Majeſté, du 29. May audit an pour les rentes conſtituees és maiſons de la ville & fauxbourgs de Tholoſe, à ceſte occaſion, caduques & ruineuſes, baſties de mauuaiſe matiere, ſujettes au feu, & infection de l'air contagieux, tenues par Eccleſiaſtiques qui daignoyent ou ne pouuoyent les reparer ny rebaſtir en eſtat deu, à la deformité de pluſieurs rües, & endroicts de la ville, & du ſuſdit danger. Pour la decoration & conſtruction de laquelle fut adiuiſé que les Chappellains, ou Egliſes qui tienent telles maiſons, fuſſent tenus les reedifier dans vn an, de bonne matiere, & à faute de ce faire eſtre vendues au plus offrant, & le prix remployé en rentes, & autres penſions hors la ville, pour l'entretien des fondations. Droict de Champart, qu'eſt vne partie des gerbes, vendange, ou autres fruicts, comme la cinquieſme, huictieſme, ou neufuieſme que nous appellons taſque, n'eſt feodal ny ſeigneurial, s'il n'a eſté creé par la premiere conceſſion faite par le Seigneur feodal de l'heritage, ſans aucune charge feodale, ne fonciere. Iugé entre Dom Iaques Amelot, Prieur de Sainct Martin des Champs à Paris, demandeur, & Anne Hotoman vefue à feu Guillaume Pichounat defendereſſe: ioinct à elle les Seigneurs de Money, par arreſt du Parlement de Paris, du moys de May

1586. donné au rapport de Monſieur Damons : La cenſiue d'vn arpent de terre de ladicte Hoteman fut adiugee aux Seigneurs de Monçy, & au Prieur dudit Monçy, par la couſtume de Blois, droict de Champart, & terrage, & Seigneurial, & dependant de Seigneurie, ſans toutesfois porter profit de vente ny relief : art. 23. & 121. de la nouuelle couſtume de Paris. De quo in l. fruct. ff. ſolut. matr. l. ſi paſcendo. C. de pact. l. domini prædiorum. de agric. & cenſit. lib. 11. C. *Neanmoins quand le fief eſt baillé à rente ſans cenſiue, la terre ne reſte d'eſtre noble, & feodale, pour le regard du bailleur, s'il y a retention de foy. Bacquet tit. 7. nomb. 16. du droict des francs fiefs. Et ſont les droicts de Champart nobles & annexez à la Seigneurie au gardiage & Vigueric de Tholoſe. Où n'eſt permis aux infeodataires impoſer cens ſur cens par les lozimes & recognoiſſances. Et par ainſi les terres n'y peuuent eſtre baillées à ceſte condition à perpetuité, ſinon à certaines années pour les tenir comme metayers, à la moitié, troiſieſme, quatrieſme, ou cinquieſme des fruicts, payé les droicts des Seigneurs, & charges publiques. Ou par arrentement & afferme, à certaine penſion annuelle, en fruicts ou argent. Quant aux maiſons des villes cloſes, par Ordonnance du Roy François I. du mois d'Octobre 1539. du moys de May 1553. ſont racheptables, enſemble par les conſtitutions imperiales & couſtumes de Cambray. Du Molin*, conſil. 9. Ne tot ac tantæ vrbes ruinis deformentur. l. adeò. §. cùm in ſuo. ff. de acq. rer. domin. *Non toutesfois encor executé en Tholoſe, pour les Eccleſiaſtiques, cauſant leurs oppoſitions, & prouiſions par eux obtenues, au contraire de ſa Majeſté, par leſquelles declare que n'entend comprendre les maiſons qui ſont en Tholoſe mouuans de la directe des Eccleſiaſtiques : du moins que ne puiſſent retenir ſur icelles quelque petit cens comme 4. 8. ou 12. deniers.* Vt rectè dominij notæ & veſtigia quædam ſalua relinquantur. *Dequoy y ayant inſtance entre le Syndic des Eccleſiaſtiques, & aucuns des Meſſieurs de la Cour, l'affaire eſt demeuree indeciſe, comme dit Maynard au 49. chap. du 4. liu. de ſes queſt. Neanmoins les legs pitoyables des rentes en deniers, grains ou autres eſpeces, aſſignees ſur aucunes maiſons de la ville de Paris, & fauxbourgs d'icelle, ſont rachetables à perpetuité au denier vingt : ores ſoyent declarées par le teſtateur non rachetables. art. 122. de la nouuelle couſtume de Paris. Bacquet au nomb. 13. du chap. preallegué, ny ne ſe trouue que les rentes rachetables, conſtituees ſur les maiſons de Paris, tenues par Eccleſiaſtiques, en ſoyent exceptees, ſinon les rentes amorties par le 21. art. de l'Ordonnance du Roy Charles VII. Arreſt du 9. Feur. 1572. Et y ont eſté relaxés les Chanoines de la Saincte Chappelle, d'vn rachapt de rente amortie à eux demandé. Arreſt ſemblable donné au profit des chapelains de Sainct Denys du Pas le 6. Aouſt mil cinq cens ſeptante cinq, & s'appelle la rente fonciere par le iuriſconſulte* Solarium l. 2. §. ſi quis. ff. Ne quid in loc. publ. quæ pro ſolo penditur. *Budee en ſes annotations ſur les pandectes.* in l. etiam. ff. qui pot. in pign. hab. *& au titre du retr. lig.* §. 5. in verb. cenſus gloſ. 6. [4] *Maſuer au titre* [4] *des louages nombre troiſieſme dit cens n'eſtre autre choſe, que vne certaine preſtation du tribut ou reuenu annuel, prouenant des heritages & choſes immobiles, dont eſt parlé au titre* ſine cenſu, & reliquis fundum comparari non poſſe, & can. quæſtum, 1. quæſt. 3. *heritages cenſiers ou roturiers, ſont toutes poſſeſſions, terres, maiſons, & droicts immobiliers, pour leſquels on eſt tenu payer tous les ans cenſiue, rente, bourdelage, ou autre redeuance au Seigneur, en recognoiſſance de ſa directe, baillez par les Roys ou Seigneurs mouuans du Roy en plein fief, ou arriere fief. Qui de leur domaine muable, dont le reuenu eſtoit incertain, & variable, ont faict vn domaine immuable, & reuenu certain, ayans baillé partie des rentes de leur fief, qu'ils tenoyent à leur main, àcens, rente, bourdelage, terrage, champart, & autres droicts Seigneuriaux, en deniers,*

grains, volaille, ou autre redeuance annuelle. Bacquet chapitre 2. nombre septiesme du droict des francs fiefs. Ce qui n'est permis en Tholose, que par afferme, & rente, à peu d'annees aux vassaux, pour n'imposer cens sur cens. Non que le cens presuppose Seigneurie, s'il n'y a fief noble ou hommage, ny le cens ne depend de la premiere concession, non plus que la rente fonciere, selon ledict Bacquet, qui repute quasi le Seigneur foncier & censier pour mesme chose, quoy que la censiue que nous appellons Oblie selon Maynard au ch. 49. du 4. liu de ses quest. soit plus proche du fief que de la rente.

5 [5] Ἐμφύτευσις Latinè plantationem significat, & emphyteota dicitur, qui fundum à Domino ea lege accepit, vt eum conserat, ac meliorem efficiat. l. fin Cod. de iur. emphyt. solebántque olim agros desertos in perpetuum vel ad longũ tempus fruendos locare. l. fin. ff. si ager vectig vel emphyt. pet. Nec ab emphyteota potest fundus melioratus auferri, nec ei canon augeri. l. qui fundos. C. de omn. agro deser. Barth. in l. 1. C. de iur. emph. imò potest melioramẽta legare ac vendere. Barth. in l quicunque. C de omni agr. desert gl. auth qui rem. C. de Sacros Eccles. Barth. in l. 1 ff. de superfic. & in l. conuentionalibus. ff. de verb. obl & locare. Baldus in l. vsufructu ff sol. mat. Et emphyt. contrah. cùm sterilia prædia, ita fruenda dantur, vt quandiu pensio, seu reditus penditur, prædia auferri non possint. § adeò inst. de locat. ibique Theophilus, Ioannes Faber, Porcius, & Angelus, éstque ius tertiũ ab emptione, & locatione sejunctum, l. 1. C. de iur. emphyt & potest emphyteota seu colonus esse partiarius vel censualis Partiarius, *par droict de Champart. Censier faisant rente ou censiue en deniers, volaille, grains, vins, ou autres fruicts, non sujects aux cas fortuits, augmentation ne diminution. Dont aussi la Seigneurie procede du fief noble, comme les precedans, tenu du Roy, ou en franc aleu infeodé ou baillé à foy du consentemẽt du Sei-*
6 *gneur dominant.* [6] *Bacquet chap. 3. nomb. 17. des droicts de Iustice.* [7] *Carondas au premier*
7 *art. de la coustume reformee de Paris, monstre la saisie ne peut estre faicte que sur le fonds, par vn Huissier, Sergent & Officier Royal, ou subalterne, par lesquels non par personnes priuees, on procede aussi contre les debiteurs forains trouuez en la ville de Paris, és gageries permises aux proprietaires des maisons, & à ceux qui ont rentes constituees sur icelles par les articles cent trente trois, cent septante vn, cent septante trois de ladicte coustume, & saisies permises par Ordonnances du Roy Charles IX. pour le payement des arrerages des rentes foncieres. Ny ne peut le Seigneur feodal & censier creer aucun Sergent*
8 *pour faire exploicts. Ledit Bacquet au mesme titre nombre 15. & 16.* [8] Ne quidem in sua causa iudicet, *ny ne peut exploiter que par vn Huissier ou Sergent Royal, sinon le haut iusticier par son bail, si bon luy semble, sans vser de panonceaux royaux en ses saisies, lesquels ne peuuent estre affichez que par Sergens Royaux, comme remarque ledit Bacquet au chapitre 26. des droicts de iustice, où il represente comme les Sergens Royaux ne peuuent non plus exploicter en terre de Seigneur haut iusticier, Compte, Baron ne autres, sans leur licence, sinon és cas royaux, & de ressort appartenans à la iurisdiction royale. Et par l'vsage & coustume de France, le Seigneur playde saisi, sans y auoir lieu de mainleuee, pendant le procez qu'en trois cas remarquez par Bacquet au chapitre cinquante neufuiesme du titre des amortissements, quand on desaduoue le Seigneur: quand le fief est controuersé par plusieurs Seigneurs, ou le Seigneur refuse l'offre iuste & raisonnable à luy faite. Non que le vassal bien conseillé vse d'aueu ny desadueu, non plus à Paris qu'en Tholose, ou n'y a fief de danger qu'en vn seul cas, lors qu'il pretend son fief estre tenu en franc aleu: ains doit amener son garent, & appeller en cause le Seigneur, duquel*

pretend

pretend ſon fief eſtre tenu, ou le Procureur du Roy, s'il depend immediatement de ſa Majeſté Et a le vaſſal droit de garentie, comme a eſté iugé par arreſt de l'an mil quatre cens cinquante deux donné au profit de maiſtre Hugues Allegret Greffier criminel au Parlement de Paris, cité par Boyer ſur les couſtumes de Bourges titre des fiefs, §. 13. à la gloſſ. Non qu'à Toloſe le Seigneur playde la main garnie, ny ne procede par execution, ſi non par demande deuant le iuge Royal, des los & ventes de la derniere acquiſition, és arrerages deus puis icelle, Papon titre des fiefs, arreſt ſeiziesme ſinon en l'hypothequaire pour droicts non payez, & arrerages puis vingt neuf ans. Maynard chapitre trente deux, trente trois du 6. liure de ſes queſtions & pendant l'inſtance, le vaſſal en obtient la main leuee, comme ſe peut auſſi faire au pays couſtumier de France, en conſignant trois annees des droicts demandés par le Seigneur, eſtant vray-ſemblable ne luy en eſtre deu d'auantage, ſi la preſomption du payement du trienne continue, remarquee par Meſuer au chapitre des louages, nombre trente ſept a lieu, & s'y reuouuelle la ſaiſie feodale de trois en trois ans, autrement n'a effect que pour trois ans: & pour l'aduenir les commiſſaires demeurent deſchargez par la couſtume reformee de Paris article 31. & y faict le Seigneur les fruicts ſiens, apres ladite ſaiſie, iuſqu'à ce que le vaſſal ait faict ſon deuoir, article 62. de la meſme couſt. Non en Toloſe, où les Seigneurs ne playdent ſaiſis ny ne peuuent prendre le fonds par puiſſance du fief pour arrerages conteſtez, qu'apres la condamnation par ſaiſie, pendant laquelle & pourſuite du decret, les fruicts demeurent au Seigneur vtile ou proprietaire, iuſqu'à la miſe de poſſeſſion. ⁹ Si quidem non ſunt idonei teſtes, quibus imperari poteſt, vt teſtimonium dicant, idonei, & ibi gloſſ. ff. de teſtibus. Nec quos quis de domo ſua produxerit, teſtes. ff. eodem. *Moins peut le iuge ſubalterne cognoiſtre au droict du Seigneur qui le peut depoſer & deſtituer ſans cauſe, quand bon luy ſemble par le 27. article de l'ordonnance faicte pour le bien & reglement de la iuſtice, publié au Parlement de Paris le dixneufuiesme Decembre mil cinq cens ſoixante quatre, Bacquet chapitre 17. nombre 3. des droicts de iuſtice, leſquels auſſi les Seigneurs ne peuuent deſaduouer, pour euiter l'amende du mal iugé, & mal procedé. Arreſt du Parlement de Paris, donné à la Tournelle, au moys de Iuillet mil cinq cens cinquante neuf contre le Seigneur d'Alluye, les Officiers duquel auoyent faict vn temeraire emprisonnement. Et contre Monſieur de Neuers, les Officiers duquel auoyent emprisonné vn Sergent Royal, ſous pretexte d'vn renuoy par luy faict aux requeſtes du palais de Paris, nonobſtant les defenſes qui luy en auoyent auſſi eſté faictes par leſdicts Officiers. Arreſt donné en audience le 15. Iuin 1560. quoy que le Roy ou ſon Procureur General puiſſe deſaduouer les Officiers Royaux, non les reuoquer que par mort, reſignation ou forfaicture, comme fut arreſté és Eſtats tenus à Tours du temps du Roy Charles VIII. lettres patentes du Roy Louys XI. du 21. Octobre 1467. verifiees au Parlement de Paris, le 23 Nouembre audit an dont ces mots oppoſez aux expeditifs, tant que nous plaira, ſont de nul effect. Bacquet in. 17. nom. 4. des droicts de iuſtice. Ny voire Meſſieurs les Princes qui reçoyuent en appanage quelques Duchez, Comtés & autres places de ſa Majeſté, ne peuuent de mettre les Officiers par elle pourueus, & en mettre d'autres. Ny le Seigneur auquel par accord & tranſaction le Roy delaiſſe quelques terres & Seigneuries en recompenſe de droict pretendu en quelque Duché Comté, ou Baronie. Comme a eſté iugé par le Lieutenant de Chaſteauneuf en Vinarets contre le Roy de Nauarre, par arreſt du Parlement de Paris du 29. Ianuier mil cinq cens ſoixante huict. Et contre ſon Monſieur d'Anguien pour les Officiers de Baugé, arreſt donné en audience le 27. Iuin 1553. contre les hoirs du ſeu Sieur de la Barre, qui auoit acquis*

du Roy la iuſtice de Chaſteau fort, par arreſt du trente vnieſme Iuillet audict an. Enſemble contre Madame de Mompenſier, qui auoit acquis vne place du Roy, & vouloit deſtituer le Procureur Fiſcal par arreſt du Vendredy dix-ſeptieſme Nouembre mil cinq cens cinquante quatre, donné en audience. Ny voire le iuge, & officier ſubalterne ne doit eſtre deſtitué par le Seigneur ſans cauſe ſi l'a pourueu dudit office, pour cauſe remuneratoire ou onereuſe, ny apres l'auoir exercé dix ans. Iugé en audience contre vn commendeur, par arreſt du quinzieſme Iuillet mil cinq cens huictante ſix. Bacquet au meſme titre, nombre treizieſme. Dont le iugé ainſi depoſé par le Seigneur n'en doit appeller : nam à perſona priuata non appellatur : *ains s'oppoſer a la reception de celuy qu'on met en ſon lieu, deuant le Iuge Royal, & ſi tant eſt qu'il en ait appellé, en doit demander le relief, & conuertir ſon appel en oppoſition, comme fut playdé pour la Dame de Curtan, au Parlement de Paris, le vingt-ſixieſme Iuillet mil cinq*
10 *cens ſoixante huict.* [10] *Et cognoit ſeul le iuge Royal des cas Royaux Bacquet chapitre 7. nom. 1. du droict de iuſtice declarez par le nombre ſuyuant, ore ſoit commis en terre de Seigneur haut iuſticier, comme ſe void és patentes y mentionnés de ſa Ma-*
11 *ſté.* [11] *Et droict de iuſtice pour lequel le Roy ny autre ne ſont tenus plaider, ny le Roy en quelle maniere que ce ſoit, deuant iuge ſubalterne. Bacquet chapitre 2. nom-*
12 *bre 4. & 5. des droicts de iuſtice.* [12] Nam vbicunque agitur de feudo, tenetur Dominus agens vel excipiens oſtendere titulum. c. vn. quid ſit inueſtitura in vſibus feud. Barth. in l. 2. Cod. quomodo & quando iud. Alex. conſil. 129.
Et pendant l'inſtance, la iuſtice doit eſtre exercee au nom du Roy. Bacquet au meſme
13 *traicté chapitre 4. nom. 5.* [13] *Edict du Roy François I. donné à Cremieu le dixneufuiſ-*
14 *me Iuin mil cinq cens trente neuf art. 1.* [14] *Art. 14. du meſme edict.* [15] *Nul n'eſt te-*
15 *nu fournir actes à ſon aduerſaire pour ſe prejudicier ſoy-meſmes.* l. 1. e. de prob. can. qui intendit. 4. q. 3. l. nimis graue. Cod. de teſtibus, *ains a gain de cauſe, ſi l'aduerſaire ne prenue ſon intention.* l. qui accuſare. Cod. de edend. c. & noſtra de Eccleſ. benef. e. *duquel on n'eſt non plus tenu raiſonner le faict ny alleguer ſon*
16 *droict.* can. 1. 4. q. 4. [16] l. 1. §. edenda. ff. de eden. [17] c. 12. e. de fid. inſtr. l. non eſt
17 nouum. l. fin. Cod. de ed. l. prætor. §. 1. l. ſi quis. §. ratione, & l. argentarius, in 1. reſp. ff. eodem. *Tous actes contenans confeſſions, reſponſes & atteſtations.* l. 2. Cod. de edend. *iuſqu'aux expediez des actes iudiciaires.* c. quoniam. e. de prob. non quidem ſine die & conſule, vt in c. contingit, c. recepimus, & de fid. inſtrum. l. 2. §. diem autem. ff quemad. teſt. aper. l. 1. §. editiones. ff. de edend. ſed integraliter in c. inter dilectos. e. de fid. inſtru. l. optimam. Cod. de contr. & committ.
18 ſtip. [18] *Par Ordonnance du Roy François I. de l'an 1536. donnee pour Bretagne. Charles IX. Eſtats d'Orleans 1560. & en Mars 1572. de Henry III. Eſtats de Bloys. a. 165. par lequel eſt prohibé aux notaires ne receuoir aucuns contracts de ventes, eſchanges ne leurs ſemblables ſans declarer les ſituations tenues, & charges des pieces y mentionnées, enſemble la Seigneurie & iuriſdiction d'où elles ſont mouuantes, à peine de nullité, & amande arbitraire, & enioinct dans quarante iours apres leurſdicts contracts d'acquiſition, les exhiber en forme, à ce que le Seigneur ou ſon Procureur, voyent s'il y a fraude, auquel les notaires ſont auſſi tenus les monſtrer s'il les en requiert, à peine de reſpondre des los & ventes, pour les contracts d'eſchange, eſquels & contracts de vente, les droicts Seigneuriaux eſtans exprimez, enſemble la iuſtice, le Seigneur les peut auſſi conferer, auec ſes titres & recognoiſſances, & s'inſtruire de ſes droicts.* [19] *Et entre nobles les biens allodiaux ſe partagent noblement, Couſtume reformee de Paris*

art

articl. 68. enſemble les biens des vaſſaux confiſquez aux Seigneurs & conſolidez à la directité, ayans repris leur premiere nature. Arreſt du Parlement de Paris du 23. Iuin 1570. entre Gratian de Pontule, & ſa femme, demandeurs en execution d'Arreſt: & Iean Odouard Seigneur de Foiſſe, defendeur, rouuelle couſt. de Paris, art. 53. par laquelle les heritages acquis par le Seigneur de fief en ſa cenſiue, ſont reunis à ſon fief & cenſez feodaux ſi par exprés le Seigneur n'a declaré qu'il veut que leſdits heritages demeurent en roture. La moitié deſquels, s'ils ſont partagez noblement, appartient à l'aiſné des freres par la nouuell. couſt. d'Orleans, art. 347. nouuell. couſt. de Melun, art. 273. Pontanus in conſuet. Bleſ. tit. 5. de feud. in princ. *Bacquet ch. 7. nom. 15. des francs fiefs. Les biens roturiers ſe partagent eſgalement entre roturiers,* etiam non habita diſtinctione ſexus, *ſelon la commune diſpoſition du droict Romain,* in l. Mæuius, ff. famil. herciſc. quandoque per modum licitationis, l. nam ad licitationem, ff. eod. licèt prædia ſint emphyteutica, quę quidem irrequiſito domino vbicunque diuidi poſſunt, l. item prædia. ibid. Baldus. ff. eod. *Et appert par les actes de diuiſion, lequel des tenanciers eſt chargé des lotes,* l. ſi quæ ſint. ff. eod. *toutes-fois ne ſont deus los & ventes au Seigneur de partage de biens, entre coheritiers, quoy que par licitation iudiciaire ne ſe pouuans autrement diuiſer,* l. ſeruos. ff. famil herciſc. l. non omnis. ff. ſi cert. pet. *Du Moulin en la couſt. de Paris, art. 22 queſt. 22. Bacquet au traicté des francs fiefs 7. ch. nomb. 22. & 23 ſi l'vn des partageans ne prent tout l'heritage par licitation, ou vente volontaire entr'eux faite & accordee, & paye la part des autres: auquel cas ores luy ſoit entierement adiugé, ſont deus los & ventes, deſduicte ſa portion contingente. Arreſt du Parlement de Paris, du 9. Ianu. 1593. donné entre Monſieur le Procureur general du Roy, prenant la cauſe pour ſon ſubſtitut au Baillage de Montargis: & Thomas de Gayon receueur du Domaine dudit Montargis, appellant du Bailly dudit lieu d'vne part, & Iean Turreau, & conſors intimé d'autre, cité par ledit Bacquet, à ce que par ceſt acte le Seigneur ſçache le contenu du fons contentieux, mouuant de ſon fief, & ce que luy eſt preciſement deu.* [20] De quib. in l. Labeo, ff. de verb. & rer. ſign. [21] *Conformement à la couſt. reformée de Paris. Et Carondas ſur icelle, art. 50. dont l'extraict ſe peut faire de la part du Seigneur des actes authentiques à luy communiquez par le vaſſal, iceluy vaſſal appellé par vn Huiſſier ou Notaire, pour s'en ſeruir comme des originaux,* c. pen. & fin. e. de fid. inſt. *Et peut le ſeigneur contraindre les Notaires & Tabellions luy exhiber & expedier les actes en bonne forme par leſdites ordonnances de Blois & Orleans, en luy payant l'expedition,* ne mercede laboris ſui fraudetur induſtrius, vt ait Caſſiod. Leuit. 19. Eccl. 34. Mal. 3. *ord. d'Orleans, art. 85.* [22] *Pour ſçauoir l'eſtat de l'heritage mouuant de ſon fief, s'il vient en main-morte. Dont Bacquet eſt d'aduis que les Notaires en receuans les donations & legs faits aux Egliſes & gens de main-morte facent entendre aux donateurs ou teſtateurs que c'eſt qu'amortiſſement, & leur face declarer s'ils entendent que s'obtiennent par ſes heritiers ou par les monaſteres. Bacq. ch. 63. ſur la fin du droit d'amortiſſemẽt, ou ſe diuiſe entre perſonnes layes par quotes ou eſgales portions, pour ſe faire recognoiſtre aux nouueaux tenanciers, meſmes quand l'heritage vient en main eſtrangere.* Nàm licet teſtator quaſi contrahere videatur, in teſtamento quidem aliquando verè contrahitur, vt notat Chaſſàneus *tit. des droits & appartenances,* his verbis *par teſtament ne ordonnance* num. 4. Barth. in l hæredes palam. §. fin. ff. de teſt. Cynus in l. cùm antiquitas. c. eod & quandoque continet confeſſionem, ibidem Chaſſàneus num. 3. [23] *Des payemens que le vaſſal ſouſtient auoir faits au Seigneur des droits ſeigneuriaux, ſinon peut eſtre contrainct au payement d'iceux, s'il n'en fait autrement apparoir par actes ou teſmoins, & ne ſont eſcrits au liure cenſuel & iournalier du Seigneur, par luy ou ſon agent qui reçoit la rente. Lequel audit cas le Sei-*

gneur eſt auſſi tenu exhiber en iugement au vaſſal pour verifier ſes payements, & prendre extraict ſi bon luy ſemble des articles qui le concernent, deuers le Greffe en payant le ſalaire du greffier, l.2.&2.non eſt nouũ l.iuſtũ,&l.fi.C.de eden.*ou dans le chaſteau du ſeigneur*,arg. l.ſi quis ex argentarijs.ff.de fid.inſt. *ſi la foy du liure n'eſt miſe en doute, & n'y a inimitié entre parties, pour laquelle le iuge en ordonne la remiſe deuers le Greffe: & peut-on contraindre tous exacteurs, marchands & autres, exhiber leurs liures de raiſons, ores ne playdent enſemble, ny les tenanciers deſdits liures n'ayent intereſt en leur affaire pour en extraire les articles qui les concernent*, l.proprietatis, l.cùm res.C. de prob. l.1.l.illatæ,C.de fid.inſtr.

24 24 *Conformement à la couſt. reformee de Paris, art. 44.* 25 *Par le vaſſal qui pretend ſon fief*
25 *eſtre tenu en franc aleu, entre deux ſeigneurs, ou procureur general du Roy, & le Seigneur. Quant au premier le vaſſal doit amener ſon garent, & appeller en cauſe le ſeigneur duquel pretend ſon fief eſtre mouuant, ou le Procureur du Roy, s'il le tient de ſa directe, & pendant la controuerſe des Seigneurs obtenir la main-leuée des biens ſaiſis, ſe chargeant & offrant recognoiſtre & payer les droicts qui ſe trouueront eſtre deubs à celuy qui obtiendra gain de cauſe. Bacquet chapitre 59. nombr. 3. 4. & 13. du droict d'amortiſſement, ſans autre conſignation en Tholoſe où n'y a fief de danger ny le Seigneur feodal droict de ſaiſine pour ſes droicts non payez en pure perte, ny ne fait les fruicts ſiens comme au pays couſtumier de France, couſtume reformee de Paris, articl. 1. & 24. Et Charondas ſur le premier deſdicts articles. Iugement de la Cour Preſidiale de Tholoſe, du premier Iuin mil cinq cents cinquante ſept entre Iean de Lort, Eſcuyer ſieur de Mondoſil ioinct à luy le ſieur Archeueſque de Tholoſe. Et Berengnier de Cantelouppe, licentié & Aduocat audict ſiege, & eſt le dernier ſaiſiſſant tenu declarer la portion qu'il pretend ſur le bien ſaiſi, enſemble les heritages qu'il pretend eſtre mouuans de ſon fief. Et le premier qui a receu le vaſſal en foy & hommage du fief contentieux, s'il pretend rien ez choſes ſaiſies par le dernier, pour ſon relief d'indamnité.* Bacquet *au meſme*
26 *chap. nomb. 16.* 26 *Au vaſſal*, Speculator de Emphyt. §. nunc aliqua quæſt. 141. *ny n'eſt on tenu aduouer ny deſauouer moins recognoiſtre aucun Seigneur ny payer droicts ſeigneuriaux, s'il ne monſtre titre. Et doit le tenancier entrer en offre de recognoiſſance & payement de ce qu'il monſtrera luy eſtre deub, pour auoir la main-leuee des biens ſaiſis, pendant l'inſtance.* Bacquet *chap. 59. des amortiſſements nomb. 12. Ou au contraire ſemble-roit que ce fuſt au vaſſal non au Seigneur monſtrer titre comme ſes heritages ſont allodiaux, ou mouuans de la directe du Roy, ou d'autre Seigneur: attendu qu'en France, contre la commune diſpoſition du droict Romain, les terres ſont cenſees rurales, & ſubiectes à Seigneur, s'il n'appert du contraire.* Bacquet *chapitre ſecond nomb. 13. du droict des francs fiefs. Maynard chapitre 35. du quatrieſme liure de ſes queſtions. Et auroit lieu en Tholoſe ſans les priuileges, & exemptions concedees aux habitans d'icelle, confirmez par nos Roys cy-deuant touchez. Où ſe rejoindra ledict Maynard au dict chap. conformement audict* Bacquet *chap. 10. du droict des francs fiefs. Ioinct auſſi que ſuyuant les meſmes priuileges on iuge en Tholoſe ſelon le droict Romain, par lequel tous heritages ſont preſumez allodiaux, francs & libres s'il n'appert de l'infeodation ou bail à cens*, leg. altius. C. de ſeruit. & aqua. Baldus in §. inter filium,
27 ſi de defuncti feud. controuerſia ſic, inter domin. & agnat. in vſib. feud. 27 *Maſuer au tit. des droicts de cens, & emphyt. nombr. 21. dont l'ancienne forme de faire rapport de denombrement, ſe peut voir en la ſomme rurale de Iean* Boutelier *au titre des rapports en ces termes. Item dois ſçauoir que qui veut ſuffiſamment faire ſon rapport, il doit denombrer les tenements, les hoſtes & tenants, à quelle iuſtice & ſeigneurie la charge dudict tenement, & quel relief en doit, ſi c'eſt en fief, & ſi c'eſt en colerie,*

il y doit denõbrer les pieces qu'elles contiẽnent, quantes cõtenãces y a, quelle charge, quelle rente, & quelle redeuance, ſoit à mort ſoit à vie, ou autrement le rapport ne ſeroit ſuffiſant ny receuable s'il ne plaiſoit au Seigneur. Et ſert de titre le denombrement, deuëment verifié par les Iuges des lieux & chambre des comptes. Bacquet chapitre 51. du droict d'amortiſſement, & ſe commence communement en Guyenne & Languedoc, la deſcription des ſeigneuries, par la directe, rentes reuenus, & autres deuoirs, & en ſuite la iuſtice haute, moyenne & baſſe ſi point en y a, & conſonent les conceſſions & infeodations par aboutiſſans & confins de tous coſtez qui enlournent & limitent l'enclos de la ſeigneurie, dans laquelle ledict Maynard au chap. 25. du 4. liur. de ſes queſtions ſouſtient n'y auoir probablement aucune piece particuliere allodiale, ſi le tenancier d'icelle ne monſtre par actes, comme elle eſt affranchie ſuyuant vn arreſt qu'il a cité à ce propos du 13. Septembre 1554. obtenu par le ſieur de Maulcon contre ſes vaſſaux. Dont la preſomption eſt au contraire en Tholoſe, veu les priuileges d'icelle confirmez & verifiez en formes contenues au chap. 10. nomb. 11. 12. 13. du droict des francs fiefs. preſcriptes par ledict Bacquet, par leſquels comme en pluſieurs villes cloſes de ce Royaume, notamment à celle de Paris, les habitans ſont exempts du droict des francs fiefs, ban & arriere-ban, nomb. 1. 2. 3. du meſme chap. & les rentes conſtituées foncieres & volentes, rachetables à Paris au denier 20. à Tholoſe au denier 15. ſi n'appert du prix, pour embellir les villes, & les maintenir en leurs libertés, ioinct que les roturiers y tiennent pluſieurs biens nobles, & droits de directe. [28] *Quant à celuy qui pretend droict de cens, doit monſtrer la conceſſion & inueſtiture de ſon fief, s'entend à cauſe du fief, qu'il ſouſtient luy appartenir, non s'il pretend ſimplement droict de cenſiue, ſans nommer le fief, auquel ſuffit monſtrer les actes de foy & hommage qu'on pretend eſtre aduenus, & denombremens qu'on a baillé au Seigneur feodal, duquel ledit cens eſt tenu en foy & hommage ou inueſtiture que nous appellons recognoiſſance. Bacquet ch. 2. nomb. 19. du droict des francs fiefs, diſant que ſi le procureur du Roy met en doute le droict de cenſiue le proprietaire doit monſtrer qu'il en a fait hommage. Et fait partie du fief de la directe du ſeigneur qui l'a creé, aduenue par vente, donation, partage, ou autrement à celuy qui la poſſede, & peut le ſeigneur cenſier contraindre ſon vaſſal, renouueler le contract d'infeodation, & le recognoiſtre ſans rien à nouer pour les cauſes, raiſons & preuues allegueés par Chaſſanee ſur les couſtumes de Bourgongne, titre des cens, §. 6. nombre 14 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21.* [29] *La poſſeſſion & iouyſſance immemorialle ſert auſſi aux Seigneurs de titre & aſſeuree defenſe contre le Roy, par bonnes & vaillables preuues qui conſiſtent en faict, ſans monſtrer titres, par l'exhibition deſquels, par fois les Seigneurs feodaux perdent leur cauſe, pour n'eſtre verifiez, tant en la Cour de Parlement, Chambre des comptes que ailleurs ny ne contiennent les ſolemnitez neceſſaires pour la validité d'iceux. Bacquet chapitre neufieſme des droicts de deſ-herance, mentionné au ſecond chapitre nombre 19. du droict des francs fiefs, quoy que par Edict du Roy François I. du troiſieſme Iuillet mil cinq cents trente neuf publié au Parlement de Paris fuſt ordonné qu'on ne ſe pourroit ayder d'aucune preſcription, pour s'attribuer les droicts & heritages appartenants à ſa Majeſté, pour n'eſtre ſuiuy, comme dict Bacquet au chapitre ſeptieſme, nombr. huictieſme des droicts de deſ-herance. Et eſt receue la poſſeſſion centenaire contre le Roy, & l'Egliſe, s'il ſe trouue conforme au titre* capit. dudum de decim. e. *receue par Meſſieurs les Commiſſaires deputez en la Chambre du Threſor, & Parlement de Paris, le dixieſme iour du mois de Decembre, mil cinq cents quarante huict. Par laquelle fuſt enioinct à tous pretendants droict de peage ſur la riuiere de Loyre, apporter leurs titres: declarant qu'elle n'entendoit de-*

roger

rogez aux permiſſions de la preuue du temps immemorial oüi, oyee & contenue en l'edict du Roy Louys XII. publié en ladite Cour, pour les peages de ladite riuiere de Loyre. Et pour le Baron de Planci contre le ſieur Procureur general du Roy, fut auſſi ordonné qu'il informeroit, tant par lettres que teſmoins, de la poſſeſſion immemoriale par luy alleguee, de prendre droit de carpes & brochets ſur les bateaux paſſants par la riuiere. Bacquet au meſme ch.nomb. 7. Et ſe rapporte la poſſeſſion immemoriale à l'annee centenaire, qu'eſt vn ſiecle entier, qui excede la vie commune de l'homme, où s'eſtend la preſcription des droits & heritages dominaux de ſa Majeſté. Bacquet au meſme ch.nomb.8. A quoy ſe ſemble auſſi rapporter la Loy malè agitur. C. de præſc. 30. vel 40. ann. *par laquelle les droicts du Seigneur ne ſe preſcriuent, dont le fief eſt patrimonial. La cauſe duquel n'eſt plus priuilegiée que celle du Roy en ſon Domaine, les droicts duquel qui ſont tant ſeulement en recognoiſſance de ſubiection & ſouueraineté, ſont impreſcriptibles. Bacquet audict chapitre nombre 2. Enſemble les lieux publics, nomb. 3. Comme eſt en l'Egliſe, l'obedience. Qu'eſt cauſe qu'il n'y a en France nul droit de iuſtice tenu en franc aleu.* Benedictus c. Raynutius, in verb. & vxoré nomine Adelaſiam, num. 518. e. de teſtam. *Où tous heritages ſont tenus mediatement ou immediatement du Roy à fief, ou arriere-fief, cenſiue ou riere cenſiue, ou des dons, octroys & conceſſions de nos premiers Roys en franc aleu. Bacquet ch. 26. nom. 2. des nouueaux acquets. Ny nul fief ne peut eſtre faict allodial, ſans le conſentement de ſa Majeſté, ores ſoit permis le quitter. Bacquet ch. 2. nomb. 25. des francs fiefs.* Nam omnia feuda, & prædia cenſualia & allaudialia à principe procedunt & ad principem redeunt: ſicut omnia flumina per terrarum meatus à mari profluunt & ad mare refluunt, vt ait Bald. in c. vn. verſ. ex præmiſſis ergo de allodiis, in vſib. feud. *Et ſont entendues par ledit Bacquet au ch. 7. nomb. 17. 27. 28. 29 30. du droict de des-herance, trois ſortes de patrimoine.* Primonialia, *qui ſont les biens domaniaux de l'ancien & premier Domaine de la Couronne de France.* De quib. in tit. C. ne rei Dominicæ, vel templorum vendicatio temporis præſcriptione ſubmoueatur. Secundò, bona patrimonialia, *aduenus au Roy par ſucceſſions des oncles, oncles, freres, ou anciennement baillez en emphyteoſe.* De quib. tit. de fundo patrimoniali, lib. 12. C. Tertiò, bona fiſcalia, *biens vacquants & confiſquez au Roy par deſherence, aubaine, baſtardiſe, ou autrement, & ſont cenſez les biens domaniaux, deſquels les receueurs ordinaires des lieux ont faict plus de dix ans recepte à la chambre des comptes, & iouyſſent de la preſcription centenaire: Les autres de quarante ans,* quæ in duo diuiduntur per Petrum à Bella pertica, & Cynum in leg. procurator. C. de edend. Lucas de Penna, in leg. quicunque, de omn. agr. deſert. lib. 11. C. Chopinus, in tractatu de Domanio Franciæ. *Les biens vacquans ſe preſcriuent en vingt ans contre le Roy, ſelon ledit Bacquet ch. 7. nomb. 19. des des-herences aduenues par aubaine, ou confiſcation in trente ans, enſemble les lods, & ventes, rachepts & ſemblables droicts au meſme ch. nom. 20. & 21. Ainſi iugé entre Eccleſiaſtiques, nom. 22. du meſme tit. enſemble tous profits de fiefs eſcheus, s'il n'y a inſtance pour raiſon d'iceux, couſt. reform. de Paris, art. 12 où le fief, tant de la part du vaſſal que du ſeigneur eſt impreſcriptible.* [30] *Attendu que le fief eſt impreſcriptible, tant du coſté* [31] *du ſeigneur que du vaſſal, par la couſt. reformee,* & probationes teſtium admittuntur, amiſſis inſtrum. l. ad probationem Domini, C. de prob. [31] *Quoy que noblement entre freres & ſœurs la moitié appartienne à l'aiſné, & l'autre moitié vienne en partage auec les autres, par eſgales portions, & n'y ait ſeruice perſonnel ez fiefs tenus par les habitans de Theloſe, pour n'eſtre ſuiects au ban & riere-ban. Dont les enfans procreés de femmes nobles & mariés roturiers, ores ſoyent roturiers ſuccedent au fief, quoy que ne viuent noblement & ſe diuiſent entre freres & ſœurs roturierement par eſgales portions, comme font les puiſnez de la*

maiſon

maiſon noble, leſquels eſtans pauures ont recours au commerce, prennent affermes, vuident roturierement & perdent le titre de nobleſſe, & ſont cenſez roturiers, quoy que tiennent fiefs nobles, pour leſquels ne ſont tenus recognoiſtre aucun Seigneur, bien que ſoit aſſis dans ſes enclaues. Ou ſuffit qu'il ait titre ou poſſeſſion, ſi le Seigneur ne monſtre par bons actes ou teſmoins le contraire, s'il n'eſt ſaiſi des actes, & monſtre ne les auoir, cõme luy ſes autres ou predeceſſeurs l'ont recogneu & payé ſa rente, ſi apres ladite recognoiſſance la piece contentieuſe n'a eſté par le Seigneur ou ſes predeceſſeurs affranchie. Ord. d'Orleans art. 109. Bacquet au traicté des francs fiefs, Matthieus de Afflictis, du Molin, Chopin & autres: & reprend le fief ſa premiere nature & liberté, quand ſe reunit & conſolide à la feodalité. Carond. ſur la conſt. reform. de Paris, art. 53. [32] *Par ſucceſſion, legat, donnation, vente, ou autrement en l'eſtat que le Seigneur la tient, dont le roturier acquereur eſt ſuiet au franc fief, s'il n'eſt priuilegié, ou reſide en ville priuilegiee, comme Paris & Tholoſe. Où rapporte ledit Bacquet deux eſpeces de franc aleu, noble & roturier. Le noble, auec droit de iuſtice & directe: le roturier ſans aucũ droict de cenſiue, iuſtice ne hommage, que la ſeule franchiſe & liberté de la terre qu'il poſſede chap. 6. nomb. 10. du droict de franc fief, où auſſi ledit Bacquet remarque, qu'à l'ancienne couſtume de Paris n'y auoit qu'vn franc aleu noble, iuſques à l'an 1510 qu'on la redigea par eſcrit. Et fut aduiſé en faueur des puiſnez que les nobles ſeroyent partis noblement, & le franc aleu d'vne ſeule maiſon, meſmement en pays ſans droict de iuſtice ny cenſiue mouuans de luy roturierement par egales portiõs entre freres & ſœurs, ſi le teſtateur defunct auant ſon deceds n'en auoit fait le partage. De meſmes les fiefs nobles tenus par les habitans de Tholoſe, roturiers ſe partagent roturierement par egales portions entre freres & ſœurs, ſi le pere n'en a diſpoſé autrement, que le fief ny le droict de iuſtice n'annoblit la perſonne, s'il ne vit noblement, & n'eſt d'extraction noble, ou annobli par ſa Majeſté annexe à la Seigneurie. Bacquet chap. 20. du droict des francs fiefs.* [33] *Bacquet au chapitre 2. nomb. 4. remarque trois ſortes d'heritages, cenſier, feodal & allodial, qu'on peut ainſi diuiſer en noble & roturier, dont le noble eſt deſtiné aux nobles de race ou annoblis, aptes à la guerre pour le ſeruice du Roy. Et aduenant que le fief noble tombe en main roturiere ou Eccleſiaſtique, par la couſtume generale de France eſt ſuiet au franc fief, quant aux laiz, roturiers, & nouueaux acqueſts pour les Eccleſiaſtiques & gens de main morte, ledit Bacquet ch. 3. & 20. des frans fiefs. Ny n'eſt permis aux Eccleſiaſtiques & cõmunautez tenir fonds noble ne rural, ſans lettres d'amortiſſemẽt de ſa Majeſté. ch. 3. nõb. 8. du meſme traicté, où eſt dreſſé le denõbrement des gens de main morte. Ny n'a lieu en France l'authentique* ingreſſi, *C. de ſacroſ. Eccl. par laquelle eſt faicte tacite declaration de biens, pour la ſucceſſion des heritages qui appartiennent aux plus proches habiles à ſucceder, autres que les religieux & monaſteres, où ils ont faict leur profeſſion, ſ. auſ de ce qu'ils ont diſpoſé de leurs propres pendant le nouiciat où leur eſt donné, legué & aumoſné. Dont les laiz roturiers ne ſont exclus des ſucceſſiõs des fiefs nobles en Tholoſe n'ayãt teſtamẽt, que ab inteſtat. Et ores les dernieres volontez ne ſoyẽt facilement debatues meſmement ez cauſes pieuſes l. 1. C. de ſacroſ Eccl. Pourtant le Roy, le Public ny le Seigneur ſi pour tel en va, n'y auoit eſtre irreceuables. A l'indemnité deſquels peut eſtre pourueu par les moyens que ſeront icy apres repreſentez s'ils ne le remettent en main laye, par vente, donation ou autrement, par ce que les habitans roturiers de Tholoſe peuuent tenir fiefs nobles ſans eſtre ſuiets au droict des francs fiefs, ny obtenir lettres d'annobliſſement. Ny ne ſont les hoſpitaux & maladeries tenus contribuer au droict des nouueaux acqueſts. Bacquet chapitre 31. traicté des nouueaux acqueſts, deſmes, dons gratuits, ne autres impoſitions, par les patentes du Roy Francois I. données à Paris le 17. Iuin 1544. verifiees en ſon parlement le 23. May 1545. Autres patẽtes du Roy Philip. d. Valois du 24. Nou. 1354. Et ſont les roturiers habitans de Tholoſe, tenans fief noble*

exempts du droict de franc fief par arreſt du parlement de Tholoſe du 23. Dec. 1495. cité par Benoiſt in verb. & vxoté nomine Adelaſiam. num. 519. *Et par ordonnance de Meſſieurs les commiſſaires deputez par le Roy Henry IV. pour les francs fiefs, nouueaux acqueſts & amortiſſements eſtablis à Tholoſe du 26. Feur. 1603. & confirmation dudit Roy Henri IV. donnee en ſuite de ladite ordonnance, le 6. Sept. 1609. verifiee au parlement de Tholoſe, le 3.*
34 *Dec. enſuiuant.* 34 *En pluſieurs villes de ce Royaume, par priuilege des Rois, les habitans particuliers d'icelles peuuent tenir fiefs & terres nobles, ores ne viuent noblement, & ne ſoyent nobles de race ny annoblis par le Roy, ains vrays roturiers faiſans train de marchandiſe; ou exerceans arts mechaniques ſans eſtre ſuiects au franc fief, ny tenus bailler aucunes declarations de leurs fiefs, terres & heritages nobles, ny des droicts noblement tenus à eux appartenãs. Bacquet chap 10. nomb. 7. du droict des frans fiefs tels que les bourgeois de Paris au meſme chap nomb. 2. & comme dit Benoſt au lieu preallegué.* In ciuitate noſtra Tholoſana, multa ſunt talia allodia à Rege Ioanne priuilegiata, quæ fuere Tholoſanis per regem Ludouicũ confirmata, die 24. Martij anno Domini 1471. *Et par ledit arreſt de l'an 1495. donné entre le ſieur procureur general du Roy, & le Syndic de la ville, fut permis aux habitans tenir à perpetuité francs aleus tels que les ſouloyent tenir du temps de la confirmatiõ obtenue du regne dudit Roy Louys XI. & a eſté confirmee l'exemption du franc fief aux habitans de Tholoſe par le Roy Hẽri IV. le 16. Sept. 1609. dont les patẽtes ont eſté verifiees au parlement de Tholoſe, le 3. Dec. enſuiuãt, ni ne ſont tenus mõſtrer titre, s'ils l'ont poſſedee de 60. ans, ſinon des fiefs, ou viereſiefs tenus en foy & hommage de ſa Maieſte, arreſt du 23. Dec. 1495.*
35 35 *Et ores par les loix Romaines les Docteurs ſoyent tenus entre les nobles, & ayans leu vingt ans en de celebres vniuerſitez, ſoyent decorez de beaux & honnorables titres.* l. de profeſſ. qui in vrb. Conſtantinop. docentes ex lege metuere comitiuam. lib. 12. C. l. 3. de prox. ſacr. ſcrin. eod. lib. l. Medicos de prof. & medic. lib. 10. C. Guido Papæ. quæſt. 78. *Toutesfois en France ne iouyſſent du priuilege de nobleſſe. Et ceux qui obtiennent lettres d'exẽption du Roy pour auoir leu vingt ans en quelque vniuerſité fameuſe, ne l'eſtẽdent à leurs hoirs & ſucceſſeurs. De tant que les priuileges, franchiſes & immunitez qui leur ſont octroyees, ſont perſonnelles. Et a de couſtume le ſieur Procureur general du Roy, tant au parlement, chambre des comptes que des aides, reſpondre à la verification deſdites lettres, pour iouyr par l'impetrant de l'effect & contenu d'icelles ſa vie durãt. Bacquet chap 8. nomb. 3. 4. 5. du droict des francs fiefs. Et quoy que le fief ny la iuſtice n'anobliſſe les perſonnes, il y a neantmoins pluſieurs eſtats, offices, & dignitez, auſquels la nobleſſe eſt annexe, deſquels parle ledit Bacquet au tit. du droict d'anobliſſement chap. 19. qui ſuiuent la dignité. Toutesfois en Tholoſe ne ſont exempts des impoſitions & charges ordinaires pour les fortifications & neceſſitez de la ville, deſquelles auſſi parle ledit Bacquet au chap. 7. nomb. 30. des francs fiefs, ni voire les Eccleſiaſtiques & communautez,* vt in l placet. l. ad inſtructiones itinerum. Arg. auth. item prædium. C. de ſacroſ. eccleſ. *Et ſont au pays de Languedoc, tant les nobles qu'ignobles, Officiers du Roy qu'Eccleſiaſtiques, & autres perſonnes priuilegiees quotiſees pour tous les biens ruraux immobilaires qu'ils poſſedent, par edict du Roy Charles VIII. donné à Lyon le 12. May 1488. Du meſmes Charles Roy de Sicile & Hieruſalem, auſſi donné à Lyon le 13. Decemb. 1495. Louys XII. le 9. Octob. 1501. des ſommes accordees par les eſtats dudit pays, dont l'eſgaliſation & departement ne s'eſtend en Tholoſe, pour n'eſtre compriſe ny ſuiette au taillon de Languedoc. Comme a eſté iugé par arreſt du Conſeil priué donné à Molins le cinquieſme Mars 1566. contre le Syndic & habitans du pays du Lãguedoc, où le Roy en ſon conſeil ordonna que ſuiuant les lettres de declaration du Roy Henry II. du 26. Ianuier. 1550. dõnees parties ouyes, les manans & habitans de Tholoſe, demeureroyent francs & quittes de la*

contribu-

cõtribution au payemẽt de la ſolde de la garniſon de la gendarmerie qu'on appelle taillon, ſans que par apres ils y puiſſent eſtre taillez ny impoſez en quelle maniere que ce ſoit, où ſont mẽtionnees les patentes du Roy François II. du 18. May 1560. contenans la continuation, renouuellemẽt & confirmation de l'affranchiſſement & exemption de toutes tailles, creues & autres impoſitions iuſqu'à cent ans, concedee aux Capitouls, bourgeois, manans & habitans dudit Tholoſe, leſquels ledit feu Roy Henry II. auroit auſſi declaré francs, quittes & exempts du payement de contributions de la commutation, ſoldes & garniſons de ladicte gendarmerie, ſauf du vin à raiſon de 8. ſolz pipe, de laquelle nul n'eſt exempt non plus en la ville que gardiages par arreſt du 6. Feur. 1572. Auſquels priuileges & exemption, le Roy Henry III. par patentes données à S. Mor des foſſez le 5. Iuin, auroit declaré n'entendre preiudicier. Et a eſté confirmée l'exemption des tailles de la ville de Tholoſe par le Roy Henry IV. le 26. Aouſt 1600. & les patentes verifiees le 9. Auril 1605. Pour autres choſes à eux appartenans, ne payent leude ny peage, non plus en Tholoſe qu'au compté de Lauragois, & terres incluſes dans le compté dudict Tholoſe: par arreſt du 7. Aouſt. 1548. arreſt du 12. Sept. 1585. Neantmoins tous les habitans priuilegiez & non priuilegiez y ſont quotiſez par les Capitouls, pour les œuures & neceſſitez publiques & fraiz qu'il conuient expoſer ſur la ville, de fonds profane & roturier enſemble pour l'induſtrie: Patentes du Roy Henry II. données à Equan, le 8. Mars 1547. Arreſt du 25. Aouſt. 1570. Arreſt du conſeil priué du 15. Sept 1559. & autre, contre Meſſire Anthoine de Malras preſident, pour la contribution d'vne ſienne metayrie ſize à l'ardaine baſſe, du 2. Iulliet 1560. Arreſt du 9. Mars 1503. donné contre les ſecretaires du Roy chapitre S. Eſtienne, & autres priuilegiez, arreſts du 17. Mars 1524. du 31. dudict moys & an, du 23. Mars 1526. Arreſt du 18. Sept. 1537. Et par arreſt de la chambre des Comptes ſeant à Montpelier, du 3. 36
Dec. 1546 le cabal auroit eſté quotiſé, ce qu'on peut rapporter à l'induſtrie.[36] *Les heritages & patrimoines ſont de leur nature, frãcs, libres & allodiaux: quoy qu'en ſigne de ſuperiorité la iuſtice demeure touſiours inſeparable de la Royauté, comme remarque Benoiſt.* in cap Raynutius in verb Et vxorem nom. Adelaſ. num. 307. 308. 309. 310 311. *Et celuy qui pretend droict de directe & cenſiue ſur quelque piece, eſt tenu faire veue & monſtre de la choſe, s'il en eſt requis.* l. Titius. ff. de act. empt. cap. ſpecialem de feud. e. *Maſuer au tit. des louages & droict de cens. nomb. 20.* Benedict. in d. cap. Raynutius & verb. Et vxor. num. 312. Vbi in poſſeſſ. libert. rerum ſuarum exiſtens, præſumitur allodialis earum proprietas, niſi per contrarium allegantem aliud probetur. gloſ. l. Et ſi quis. §. ſed interd. ff. de relig. & ſumpt. fun. l. penult. C. de ing. manum. *Autre choſe ſeroit ſi le Seigneur diſoit penſion annuelle luy eſtre deüe ſur tous & chacuns les biens du pretendu debiteur: ledit Maſuer au lieu ſuſdit.* Speculator *au meſme tit. Et lors le Seigneur eſtant par le vaſſal tenu & recogneu pour Seigneur feodal de ſa piece, eſt tenu luy exhiber les inſtruments, ſelon la couſtume conformement à la reformee de Paris, art. 50. concernans ledit fief ſi le Seigneur l'en requiert:* vt priùs ſciatur an ſit legitima perſona ſtandi in huiuſmodi iudicio, *cõme nouueau demandeur,* cui incumbit onus probandi. l. 2. ff. de prob. [37] *Liu. 4. tit. 5. loy 2. du corps du droict François, quant à ceux qui ſont notoirement* 37
Seigneurs, non aux autres, parce qu'il eſt defendu aux notaires & tabellions ne monſtrer ny communiquer leurs regiſtres, liures & protocoles ſauf ez contrahans, leurs hoirs & ſucceſſeurs, ou autre y ayant principalement intereſts, ny voire apres en auoir expedié & deliuré à chacune des parties vn groſſoyé, ne leur en doiuent expedier d'auantage, qu'il ne ſoit ordonné par Iuſtice parties ouyes. Ordonnance du Roy François I. 1539. *& ſuffit que celuy qui en demande l'exhibition, y ait intereſt pour s'en ſeruir en quelque endroict.* l. ſi quis ex argentariis. §. pertinere ff. de edend. *Iugé par Arreſt du parlement de Paris*

ſuffit que celuy qui en demande l'exhibition, y ait intereſt pour s'en ſeruir en quelque endroict. l. ſ. quis ex argentariis, §. pertin. ff. de edend. *Iugé par arreſt du parlement de Paris 1541. cotté en marge de ladite ordon. inſeree au corps du droict François, lin. 12. tit. 24.* Et aduenant que le creancier diſe auoir perdu la groſſe de ſon inſtrumẽt, & requiere le notaire luy en expedier vn autre, ſur l'inſtance à luy faicte par l'autre partie qui ſouſtient payemẽs & iceux eſtre endoſſez & inſerez au cẽtract groſſoire que le creancier dit auoir eſgaré, duquel le creancier doit prouuer la perte, & le debiteur ſes payemens conformement à l'arreſt du parlement
38 de Paris du 2. Iuillet 1564. donné en faict ſemblable. [38] *Maſuer au titre des droicts de cens & Emphyteoſe, nomb. 26.* Chop. lib. 1. de priuil. ruſt. c. 10. [39] *N'eſtant le vaſſal tenu faire aucun adueu ny deſaueu, s'il ne tient l'vn ece par titre expres en franc aleu. Et audit cas peut appeller ſon garent le procureur du Roy, s'il la tient de ſa Majeſté, ou le Seigneur qui la luy*
39 *a baillee. Et s'il la tient en roture d'autre Seigneur, le doit auſſi appeller pour prendre la cauſe, & deduire ſon intereſt ou declarer s'il pretend inſiſter à la demande faite ſur ledit fief, comme eſt ci deuant preſenté: & lors ſi le demandeur ne monſtre titre ſuffiſant & valable, le vaſſal demeurè poſſeſſeur, du moins faiſant preuue de ſa poſſeſſion immemoriale non debatue ny elidee par actes ny contraire preuue, ne peuuãt eſtre la condition du Seigneur meilleure que celle du Roy, contre le domaine duquel la preſcription centenaire & immemoriale eſt receuë, comme remarque Bacquet au chap. 7. nomb. 7. & 8. du droict de deſherance, meſmes en Tholoſe dont les habitans qui tiennent & poſſedent pieces nobles ſans droict de fief ny cenſiue, ou autrement, ne ſont tenus faire foy de titre, s'ils monſtrent les auoir poſſedees eux ou leurs predeceſſeurs l'eſpace de ſoixante ans. Arreſt du parlemẽt de Tholoſe du 23. Decem-*
40 *bre 1495. cité par Benoiſt* in verb. & vxorem nomine Adelaſiam num. 519. [40] *Les lots & ventes, rachats, reliefs & autres profits deus au Roy, pour ventes, eſchanges, & autres manieres d'alienations prouenans de la couronne patrimoine ou heritages tenus à cenſiue de ſa Majeſté, ſe preſcriuent, enſemble contre les Eccleſiaſtiques par trente ans Bacquet chapitre 7. nombre 21. 22. du droict de deſherance. Du Molin ſur les couſt. de Paris art. 19. Boyer ſur les couſt. de Bourges, tit. des preſcriptions, art. 3. & 4. Nouuelle couſt. de Paris art. 12. ainſi iugé contre les Eccleſiaſtiques par arreſt du parlement de Paris, donné en audience entre Maturin Cordac, appellant du iuge de Lodun & les religieuſes du Monaſtere de Poictiers, du 26. May, 1573. par ſentence des requeſtes de Paris du 9. Mars 1585. Maiſtre Louys Bernage aduocat du parlement fut relaxé de la demande à luy faite par les religieux, prieur & conuent de Sainct Martin des champs pour le payement des lots & ventes d'vne maiſon par luy acquiſe de la cenſiue deſdits religieux, par ce qu'il y auoit plus de trente ans que l'acquiſition eſtoit faite. On n'eſt ſuiuie l'authentique* Quas actiones. C. de ſacroſ. Eccleſ. *ny le ch.* de quota, e. *pour la preſcription quarantenaire, ny ne peut on demander que de 29. ans, les lots & ventes & arrerages, comme a eſté iugé par le preuoſt de Paris, pour les louages par certains religieux demandez, qui leur furent adiugez tant ſeulement de 29. ans, quoy qu'ils en fiſſent demande de 39 par arreſt du 7. Iuillet 1583. donné au rapport du ſieur de Maynard entre de Saies appellant du Seneſchal d'Armagnac, ſiege de Lectoure, & Carbon de Luppe ſieur d'Ambla de. Sauf audit ſieur vſer deſdits droicts à l'aduenir où ils eſcherroyent, ſans auoir eſgard aux lettres preſentees par ledit de Luppe fondees ſur rainorité, pour interrompre la preſcripton trentenaire. Maynard chap. 46. du 4. liure de ſes queſtions. Qui ſe rapporte à la ſuite perception & payemens des rentes, cenſiues & emolumens deus & eſchcus pendãt les 29 ans paſſez, non de ceux qui precedent la 30. annee, ny des poſterieurs au temps de l'introductiõ de l'inſtance. Ny ne ſe doiuent preſcrire les quotes de la rente deue au Seigneur, au preiudice d'icelny, ny du vaſſal, pour auoir eſté plus ou moins payé, l'eſpace de 30. ans, que*

n'eſt

n'eſt porté par le contract d'inf.odation, & anciennes recognoiſſances.Maynard ch.48.du 4. liu.de ſes queſtions. Neantmoins la rente conſtituee à cauſe de dot eſt payable puis la celebration des nopces, ſans diſtinguer ne limiter le temps. l. fi. §. præterea. C. de iur.dot *Maſuer au tit.des dots & mariages,nomb.33.* [41] vt in ſuperioribus. *Non que l'acquereur ſoit tenu* 41
retognoiſtre le Seigneur ſur la ſimple declaration faite par le vendeur, que le fonds par luy vẽdu eſt mouuant de ſa directe,s'il n'a d'autres titres : quoy qu'elle aporte quelque preſomptiõ & adminicule.ſi par le contract d'eſchange,vente & autre acquiſition, n'eſt au vray declaré par les contrahants,en quel fief,cenſiue, & iuriſdiction ſont les choſes cedees, & tranſportees auec les charges, q'elles ſont à leurs ſeigneurs feodaux & cenſuels leurs contenances & aboutiſſan ,ſuiuant l'ord.du Roy François I.ſur l'abreuiation des procez,art.180.& Henry II.art. 16.des publiees,l'an 1554.conformemẽt à la couſtume de Guyenne.tit 8.de feud.& iur emph. § 11.ne minùs emptor dubitet à quo bona agnoſcere debeat. *Comme dit Ferron ſur les meſmes couſt.non toutesfois que telle preſomption ſoit ſuffiſante pour attribuer droict de directe au Seigneur,s'il ne monſtre terriers, l'infeudation,recognoiſſances & autres titres valables:non plus que ſi au contraire le vendeur auroit declaré par le contract de vente contre verité,la piece par luy vendue,eſtre noble & allodiale* Guido Papæ quæſt.24.num.1.Bened. in c. Raynu.in verb.& vxorẽ nom.Adel.num.444. & 1001.*Rebuffe ſur les ord.*in tractatu de conſt.red art.2.gl. 1. num. 6. *Et eſtant ladite declaration accompagnee du payement du cens accouſtumé par le vendeur & ſes predeceſſeurs,auec vne ou deux recognoiſſances s'il ne peut auoir autre preuue,à cauſe de l'eſgarement & perte de ſes titres,ſuffit pour contraindre l'acquereur à le recognoiſtre.* Et tunc ſingula quæ non proſunt, cumulata iuuant.Guido Papæ quæſt.24.272.Bened.in d.ver.& vx.num.106.107 108. Barth. in l. cùm ſemus de agr.& cenſ. l. 11. [42] *Et peut le iuge ordonner la meſme contrainte, cõ-* 42
tre le notaire qui les a retenus,& vne fois expediez aux parties,ord du Roy François I.1539. cy deſſus allegnee. [43] Eſtque Sacramentũ iudiciale quo cũ cauſa & diſcretione iura- 43
tur. can.ſacram 2.q.5.can.innoc.22.q.4.in defectum probationũ. c. ſicut de prob. e.ſi non probet Dominus emphyteotã,acta &inſtrumẽta,quorum petit exhibitionem,originalia aſſumpta,vel exemplatiua à notario vel tabellione ſumpſiſſe, aut ſcripturã priuatã penes ſe retinuiſſe. Cùm ſit actoris probare. l. 2. ff.de prob. l. 1. 2 4.l non nudis C.eod.c.fin.e. de iureiur.habita ratione perſonæ & cauſæ.d.c.fin. ſi tamen de re mõdica agatur ſufficit iudicialis interrogatio,de qua toto tit ff. de interrog. act. medio ſimplici iuram.ſi opus ſit in foro, manu erecta ad Crucifixi imaginẽ tribunali affixam, priſca conſuet.iam vſq; ab heroicis ducta temporibus, quæ eſt in iud.ſeruanda.c.ad Apoſt.e.de conſuet.cuius cauſa efficiẽs eſt infirmitas dubitantis, can. ſi peccatum 22. q 1. materies de qua agitur formalis eſt in verbis votiuis,ſubmiſſiuis & obſecratiuis,quib. iurãtes vtuntur,& res per quam iuratur. Cuius forma religioſè ac varie ſumpta ſecundùm temporum varietatem, & iurãtium religionem.Iſraelitæ quondam lege veteri his verb.iurabãt, Viuit Dominus & viuat anima,e & iurabant,can.22.q.1.In Eccleſ.primitiua, Teſtis eſt mihi Deus, teſtis eſt mihi cõſcientia mea.can.ſi peccatum.22.q.1 Modernis ſic me,vel te Deus adiuuet, & iſtæ reliquæ ſanctorum,vel conſimile.e.de parentela, 35.q 6.can. habemus. 22.q.1.Eſtque triplex forma iuramenti,per Creatorem, per ea quæ habẽt reſpectumad Creatorem,& per creaturas.can.Conſidera & duob.ſequentib.22. quæſt 1.quæ habent reſpectum ad Creatorem,vt Crux, Euangelia, & Sanctorum reliquiæ can. qui compulſus, 22. quæſt. 5. per creaturas, & idola Chriſtianis iurare prohibentur. can. conſid.& duob.ſeq.22.quæſt. 1.Ne illarum contemptu facilè

in periurium incidant,vel numen quoddã in eis ineſſe videatur, ibid gl.in verb. ſed per cœlum: nam qui per lapidem vel aliam creaturam falſum iurat, periurus eſt, can. ecce. 22 quæſt. 5. & qui ſuper lapidem iurat, vel ſuper Euang.obligatur can. humanæ. §. item obiicitur qui iurat ſuper lapidem. 22. quæſt.5. Cauſa finalis eſt vt iurans, quod verum eſt,loquatur. can. iuranti 22. quæſt. 5. vt inde eruatur veritas, & ex ea rectum ſequatur iudicium. *Non qu'on recoure à tous propos au ſerment ſolemnel ſinon ez choſes d'importance, & où le iuge void que la ſolemnité peut eſmouuoir d'auantage celuy qui iure, à declarer la verité,que par ſerment ordinaire, qu'on a de couſtume faire en iugement la main leuee à la paſſion figure noſtre Seigneur, ou ſur les ſaincts Euangiles hors iugement.* Quib.habetur reſpectus ad creatorem.can.ſi aliqua. 22.qu. 1. Et magis offendit qui iurat per crucẽ non conſecratã quàm conſecratam. can.qui iurat 22.qu 5.ſuper altare,& ſanctorum reliquias,antiquum eſt iuramentũ & frequens, de quo in can.habemus. 22. quæſt. 1. Quod non ſolùm Tholoſæ, ſed vbicunque apud Chriſtianos eſt in vſu, & apud nos ex diuturna & approbata fori conſuet.pro lege habetur c. dilecti. e.de arbitr.& ſolemnius exiſtimatur in Æde ſacra ſuper altare & reliquias dini Antonij, vbi niſi de re ardua, non eſt facilè deferendum, vt iurans ſanctarum reliquiarum veneratione compul-
44 ſus verum iuret, & non facile periurium incurrat. 44 *Où n'y a tableaux affichez auec la figure du Crucifix, comme ez ſieges de iudicatures Royales.* Æquè nihilominus obligatur qui iurat per Deum vt qui iurat per Euangelium, ſed ſi per Deum iuretur non ſolemniter & per Euangelium ſolemniter vel è conuerſo, magis eſt obligatus quoad Eccleſiam qui ſolemniter iurat, quoad Deum, æqualiter cap. rurſus qui cleric. vel vouent. matrim. contr. poſſ. ad quem facta reflexione per Euang. & ſacr. reliq. vt Dei creaturas, ſacris canonib. licet iurare.præſ. iur.
45 & gl.fin.in d.can.ſi aliqua. 12. q 1. 45 *Comme remarque Bacquet ez lieux prealleguez, notamment ez Seneſchaux & preſidiaux, ſelon l'edit de Cremieu.* 46 *Couſtume reformee de Paris art. 44. Carondas ſur les articles 8. 9. 10. 11. de la meſme couſtume.*

***

FIEFS.

COVSTVME III.

Le Seigneur feodal qui ſe plaind contre vn ſien vaſſal, le peut aſſigner de trois en trois iours, ou plus, pour comparoir deuant luy, auec les actes qui concernent le fief, à iour certain non ferié, heure de veſpres, conſtituer iuges auec le Seigneur ou autre demandeur pour raiſon dudit fief, & obeyr à droict de ce que par eux ſera ordonné. Et ſi l'Emphyteote ne compart le iour & l'heure de l'aſſignation deuant le Seigneur feodal, ou n'apporte excuſe legitime, & le Seigneur ou l'autre demandeur eſt preſt conſtituer iuges, & proceder en cauſe. Le preſent peut demander griefs contre le defaillant en la Cour ou inges conſtituez, de deux ſols Tholoſains de chaque defaut, que ladite Cour, ſi le trouue raiſonnable, leur doit adiuger. Et peuuent reſpectiuement faire election de inges, auec faculté ſi bon leur ſemble, augmenter ou diminuer le nombre d'iceux, & les changer ou confirmer, pour ce fait eſtre par eux procedé à l'inſtruction & deciſion de l'affaire : & ſont les parties tenues acquieſcer à leur ſentence, & par icelle l'infeodataire faict en cas de ſuccombence à condamner enuers le Seigneur en la iuſtice contenue à l'inſtrument d'infeodation.

CHAPITRE III.

PAR le contract paſſé entre le Roy & les eſtats du pays de Languedoc, quand la Comté fut vnie & reduite ſous le ſceptre François : la ville de Tholoſe, & le pays, (*quondam iuris Italici*) [1] furent confirmez en leurs priuileges. & accordé qu'ils ne ſeroyent regis par les couſtumes du Royaume, ains par le droict Romain, [2] duquel on fait profeſſion en nos vniuerſitez, [3] duquel nous vſons non plus comme loix de l'Empire, pour ne luy eſtre ſuiets, mais comme noſtres, de meſmes que les Romains qui prindrent des Grecs les loix des douze tables. [4] Et en vſons tant qu'elles ſont conuenables à nos mœurs equitables, raiſonnables, profitables & honneſtes, [5] noramment ez cours ſouueraines qui paſſent ſur les loix, & iugent ce qui leur ſemble eſtre iuſte & equitable ſelon l'occurrence & diuerſité des matieres, ſur leſquelles ſe forment les preiugez qui nous ſeruent de loix ez cas ſemblables. [6] Neantmoins auec plus grande obſeruation du droict eſcrit, qu'en pays couſtumier, [7] au-

gnel

quel les iuges inferieurs & ſubalternes ſont plus eſtroictement liez à la deciſion des affaires : [8] non aux formalitez des preparatoires, eſquelles on ne ſuit les loix Romaines ny nos anciennes couſtumes: ains les reglements contenus ez Edicts & ordonnances de nos Roys, ſur le fait de la iuſtice & abbreuiation des procez, [9] partie pris du droict canonique, [10] par leſquels pour arrerages & autres droicts Seigneuriaux deus, les Seigneurs feodaux ou cenſiers procedent par execution en vertu des lettres *de Feudis* de la chancelerie ou contortemain, ſelon le grand couſtumier. Et playdent la main garnie contre leurs vaſſaux, non en Tholoſe où le Seigneur ne peut agir en action perſonnelle que par demande pour arrerages deus, puis le temps de l'acquiſition, & pour raiſon d'icelle, & en l'hypothequaire pour los & ventes & arrerages deus auant la derniere acquiſition par ſaiſie du fonds, ſur laquelle l'executé appelle ſon garent, & forme ſon oppoſition, pendant laquelle obtient la main leuee des biens ſaiſis, offrant payer & recognoiſtre, s'il mon ſire titre ce qui ſe trouuera luy eſtre deu, le Seigneur ne playdant la main ſayſie, comme fait au pays couſtumier de France : parce qu'en Tholoſe, le vaſſal n'eſt ſuiet à relief [11] deuant leurs iuges s'ils ont haute iuſtice. [12] Ains ez Cours Royales, eſquelles les executez ſe doiuent retirer & pouruoir par requeſte au Seneſchal, ſi le fief eſt noble, tenu par perſonne noble viuant noblement : ou deuant le Viguier & iuge ordinaire, s'il eſt roturier & entre roturiers, ſelon l'edict de Cremieu, fait ſur le reglement des iuriſdictions ordinaires, [13] où telles procedures ne ſe font que par les officiers du Roy, qui ſeuls auſſi cognoiſſent & procedent ez cas Royaux, curieuſement recerchez par Bacquet au titre des droicts de Iuſtice. [14] Tel que peut eſtre le faict du Seigneur, s'il ne monſtre titre pour l'intereſt du Roy. [15] Comme il eſt auſſi tenu faire à la requiſition de l'executé, ſi luy ny ſes predeceſſeurs ne l'ont recogneu, quoy que par l'inſtrument d'acquiſition, ſon autheur eut declaré la piece contentieuſe eſtre tenue de la directe du demandeur, s'il n'y a autre titre, du moins vne recognoiſſance, & n'appert des payemens de la cenſiue : n'eſtant ladite declaration ſuffiſante pour donner droict de ſeigneu-

[16] Et ſe font les ſurſeances de congez, defauts & aſſignatiõs, ſelon les diſtances des lieux, difficultez des chemins, l'eſtat & indiſpoſition des aſſignez à l'arbitre du iuge, qui ſur le ſecond defaut reçoit le demandeur en preuue, & la demãde verifiee, procede à condamnation apres

la troi

la troiſieſme aſſignation, ſi l'aſſigné ne compàrt en matiere ciuile, s'il appert par actes ſur le ſecond defaut. [17] Et ſi apres le defaillant ſe preſente, eſt tenu reſoudre les deſpens contumaciaux, auant ne ſoit ouy en ſes defenſes. [18] De quoy par fois les Iuges ſe diſpenſent, meſmes ez cauſes criminelles, l'expedition deſquelles requiert celerité. Et ſurſoyans y pouruoir, en fin de cauſe eſcoutent les parties, procedent en ce qui reſte, & font droict tant ſur le principal que deſpens tant des defauts que inſtance principale. Et par fois les compenſent ſelon l'eſtat, diſpoſition & merite de la cauſe. Eſtant l'aſſigné bien fondé en ſes defenſes ou demandes reconuentionnelles & purge les deffauts. [19] Eſquels outre les dettes & actes iudiciaires ſe taxent les ſalaires des Aduocats, les exploicts des ſergens & voyages, ſi le defendeur eſt des champs. Leſquels ne ſe peuuent moderer à la taxe de la preſente couſtume ſoit par amendes ou autrement. [20] Puis l'introduction de laquelle, l'eſtat de la ville, voire du Royaume s'eſt tellement changé, qu'il n'en reſte que la memoire, y ayant maintenant pluſieurs degrez de iuriſdiction, & vne cour ſouueraine, pour iuger en dernier reſſort des cauſes ciuiles & criminelles par appel, intentées au Seneſchal, Iuge moyen des cauſes affectées en premiere inſtance; au ſiege du Viguier, iudicature Royalle de la ville & viguerie de Tholoſe, ſinon des cauſes ſuiettes à la Cour Preſidiale, laquelle iuge ſouuerainement iuſqu'à la ſomme de deux cents cinquante liures vne fois payables au premier chef de l'Edict, ou cinq cens liures au ſecond chef, non pour aucun cens ny rente fonciere en Tholoſe, ſi petite qu'elle ſoit, qui regarde le fonds N ne ſont les parties tenues acquieſcer ez ſentences des Iuges ordinaires, ſi elles ne ſont confirmées par les ſouuerains, ayans le remede d'appel, s'ilz ſe ſentent griefuez: [22] ſauf ez ſuperieurs y pouruoir, & ſur ce interpoſer puiſſance & authorité ſouueraine, leſquels pouuants ſouuent amender les appellans, pour les fols appels par eux interiettez & releuez, ſe contentent de plus ſouuent les en demettre auec deſpens, par fois ſans deſpens, [23] moderans la rigueur & ſeuerité des anciennes ordonnances. Ayant eſté auſſi accordé auec leſdicts Eſtats, que les appellans au Parlement de Languedoc, que ſuccomberoyent ne ſeront condamnez en amende comme en pays couſtumier, ſi l'appel n'eſt releué d'execution d'Arreſt, auquel cas les appellans pourront eſtre condamnez en trente liures d'amende, s'il n'y auoit cauſe de remiſe ou moderation depuis obſeruee, [24] iuſqu'au regne de François I. qui auroit voulu l'amende du fol appel auoir lieu par tout ſon Royaume, auſſi bien en pays de droict eſcrit que couſtumier, leſquelles au parauant ſouloyent eſtre arbi-

traires *pro modo culpæ.* [25] Ny ne ſont les vaſſaux ſujets en ce Parlement encourir l'amende, qu'ils appellent la iuſtice contenue au contract d'infeudation, & recognoiſſances, à faute d'auoir payé la rente & cenſiue au temps preſcrit. [26] Ny celle des parties qui ont remis leur different, arbitres, la peine du compromis qui n'acquieſce à la ſentence arbitrale ſoit entre parens ou eſtrangers. [27] Dont l'appel eſt reſſortiſſant en la Cour. [28]

NOTÆ.

1 1 EX Pauli reſp. in l. fi. in princ. ff de Cenſib. Lugdunenſes, Viennenſes, Narbonenſes ſunt immunes, & iuris Italici. Bened. in c. Raymu. in verb. & vx. nom. Adel. num. 1062. 2 Hinc Gallia togata Narbonenſis prouincia dicta fuit, eo Romanis aſſimilata, qui paritet toga vtebantur, tam ciues, mercatores, quàm viri literati, qua potiſſimum Tholoſæ, & omnium ligue Occitanæ prouinciæ, ciuitatum conſules induuntur. 3 Atque Tholoſa vrbium Celtici Imperij docta, & Palladia à viris celeberrimis appellata à Sidonio Apollinari in Panegerico.

Poſt hinc germano Regis, hinc Rege retento,
Palladiam impliciris manibus petiere Tholoſam.

Martialis ad Atticum de Marco Antonio Tholoſano ſcribens,

Marcus amat noſtras, Antoni, Attice, Muſas
Charta ſalutatrix ſi modo vera refert:
Marcus Palladiæ non inficianda Tholoſæ
Gloria, quem genuit pacis amica quies.

Necnon Tectoſages Gallorum primi religionem amplexi ſunt. Ad quos Galatarum nomine ſcripſit Apoſtolus, vt refert Steph Forcatulus Iuriſc. lib. 2. de Imp. Gall. 4 *Le Roy de France ne recognoit aucun ſuperieur au temporel que Dieu ſeul en ſon* 4 *royaume, duquel depend ſa puiſſance & ſouueraineté royalle oinct de l'huile miraculeux, du-* 5 *quel parle l'Hiſtoire Françoiſe en la vie de Clouis premier Roy Chreſtien en France, & ſeul eſtably par la Majeſté diuine. Bacquet, ch. 25. des nouueaux acquets.* 5 *Les loix Romaines, & conſtitutions Imperiales ſont eſtablies & receuës en France, pour en vſer tant que par raiſonnable, & droicturiere police, ſe peuuent accommoder à ſa Monarchie. François de Belleforeſt en Annales de France, liure ſecond chap. 21. car bien que nous admirons & apprenons les termes de noſtre iuriſprudence ſuſcitee des anciens monuments Romains, par eux-meſmes auſſi empruntee des Grecs, dont n'y a manque de doctes interpretes, deſquels Maiſtre Iaques Cuias Tholoſain tient en France le premier rang: Anthoine Auguſtin entre les Eſpagnols. Nos mœurs n'eſtants ſemblables à ceux, pour leſquels les loix Romaines ont eſté conſtituées. Dont le changement cauſe nouuelles loix. Maynard chapitre trente-neufieſme du cinquieſme liure de ſes queſtions ſur la fin.* Quæ vt facies cœli ac maris, ita rerum ac fortunæ tempeſtatibus variantur, Gellius libro 10. Noctium Atticarum, cap. 1. Mutata quippe temporis cauſa, quod rectè antea factum fuerat, ita mutari vera ratio plerunque flagitat. Vt cùm ipſi dicant rectè non fieri ſi mutetur. Diuus Auguſtinus epiſtol. 5. ad Marcel. *Et ſe change l'vſage des loix ciuiles & locales, comme les loix Saliques en France: dont les fragments nous monſtrent vne autre forme de Rep. toute diuerſe à celle des Rom. & à la noſtre, quoy que fondamentales,*

mentales de la Monarchie Françoiſe & obſeruées en la ſucceſſion maſculine de la Couronne, non pour les autres articles. Et ſe changent les couſtum. des lieux auec le temps, comme la preſente qui ne nous ſert maintenant que de memoire de l'ancien eſtat de la ville[6]. Conſiſtent les loix Françoiſes ez Ordonn. Royaux receuës & publiées ez Parlemens de France, qui ſõt noz loix viues, & les vrais modelles ſur leſquelles ſe baſtiſſent noz Couſtumes, ſont en la reformation des ſentences donnees par les Inges inferieurs, que confirmation d'icelles, & reglements par eux faicts, ſelon les neceſſitez du temps, des lieux & perſonnes, dont les derniers arreſts comme les ordonnances d'ſregent aux premiers Mayn.ch.20 du 3 liu.de ſes queſt. *Et eſtant le Roy ſouuerain en ſon* Royaume, *s'enſuit qu'il eſt auſſi le vray legiſlateur* §. ſed & quod princ.de iur.nat.gent.& ciu.Inſtit.l.1.ff.de conſt.princ.l 1. C.eod. *L'authorité duquel nous eſt repreſentee par les* Parlemens. Vice Senatus quem ius facere poſſe non ambigitur, l. nõ ambigitur,ff.de l.Non tamen mutanda ſunt quæ interpretationẽ certã ſemper habuerunt,l.minimè ſunt mutanda ff.eod.Nã in rebus nouis conſtituendis, euidens debet eſſe vtilitas, vt recedatur ab eo iure, quod diu æquum viſum eſt,l.2.ff. de conſt.princ. *Non que tous arreſts ſeruent de loy, s'ils ne parlent en general,*vt l. 1.ff. de legib.*Ce que regarde le fait d'vn particulier ne pouuant eſtre tiré en conſequence que pour ſeruir de preiugé en fait ſemblable. Dont les circonſtances peuuent diuerſifier la cauſe, & motif de la Cour, & la diuerſité des raiſons pour leſquelles l'arreſt eſt donné, dont la loy ciuile, publique, & generalle cõmunement obſeruee ne peut eſtre violee ne alteree par le fait des particuliers, comme note Maynard, ch.95.du 3.liu.de ſes queſt.* Quorum anteriora pariter ſupplentur,interpretantur & per poſteriora deroganturr, ſi contraria ſint,l.non eſt nouũ & duab.ſeq.ff.de legib.[7] *Mayn.ch.59.du 4.liu.de ſes queſt quaſi par* 7
tous ſes diſcours, où il conte & remarque arreſts contraires des Parlemens ceuſt-mieſmes, auec ceux du Parlement de Tholoſe, & autres des pays du droit eſcrit,[8] § de offic iud.Inſt.vbi 8
iudex cauere debet ne aliter iudicet quàm quod legib. aut conſtit. aut moribus proditum eſt [9] *Ordonn. du Roy François I.donnée à Villiers Coſterets au moys d'Aouſt* 9
1539. la publication deſquelles eſt dreſſee aux Parlemens de Paris, Tholoſe, Bordeaux, & autres de ce Royaume, *ſans modification apres interuenuë, qu'en contemplation du Parlement en certains art.Henry II. Charles IX.Henry III.& Henry IV.*[10] *Comme ſe void par la le-* 10
ctture des Decretales.[11] *Playde ſaiſi Bacquet,ch. 59.d'u droit d'amortiſſement, & pendant la* 11
controuerſe le vaſſal en peut obtenir la main leuee en conſignant trois annees des arrerages, au meſme ch ſur la fin, ſelon la couſtume de Paris. Ce que le vaſſal n'a beſoin faire en Tholoſe ſinõ quand le Seigneur y procede par ſaiſie en l'hypothequaire pour arrerages dous auãt ſon acquiſition, appeller ſon garant, & pendant l'oppoſition en demander la main-leuée, attendu que le Seigneur ne plaide la main garnie. Mayn.ch.32. 33. du 6.liu.de ſes queſt.[12] *Carondas ch 34.* 12
*du 3.liu.de ſes reſp. Mayn.ch.22.du 2.liu.de ſes queſt.Bacq.ch.8.des drouts de Inſt. Les officiers Royaux ne pouuans eſtre deſtituez, cõme ſont ceux des Seigneurs que par mort, reſignation, ou forfaicture. Et ſembleroit que les ſeigneurs iuſticiers fuſſent Inges en leur cauſe, ſi leurs officiers qui dependent de leur volonté, en prenoient cognoiſſance,*l.3.C.de iur.ſd.o m iud.l luba. ff. de iud l.qui iuriſd.ff.de iuriſd.omn iud.l.vn.C.ne quis in ſua cauſ. iud.[13] *ch. 12 & 13* 13
autres de ſuite, Bacquet chap.3.ſur la fin des droicts de iuſtice repreſente comme les ſeigneurs qui n'ont iuſtice, ne peuuent eſtre officiers, & pourroyent par requeſte, deuant les Inges ordinaires des lieux où leurs ſeigneuries ſont aſſizes, pour ſaiſir de leur authorité en vertu de la permiſſion à eux concedee, inſerer au pied d'icelle[14] *ch.7. Ny ne cognoit le Inge ſubalterne* 14
du ſeigneur des meurtres, rapts, bruſlemẽs, dõt la cognoiſſãce apartiẽt aux Inges royaux. Bacq. ch.6.nõ.6.des droits de iuſt. Ou encor que le Roy ait dõné à vn ſeig. feodal tout droit de iuſt. de ſõ

fief, terre, ou ſeigneurie, ſous ceſte conceſſion generale n'eſt nullement compriſe la cognoiſſance de ces trois cas, ſuiuant vn ancien arreſt du Parlement de Paris *donné ez octaues de Touſſaincts, 1272. ſigné du Tillet enregiſtré à la chambre des comptes,* in libro de Temporalitatibus, fol. 211. *cité par ledit Basquet audit ch. nomb. 7. & ſont inſerez au meſme liure fol. 11, pluſieurs iugemens, par leſquels les officiers du Roy cognoiſſent des meurtres, rapts, bruslements aduenus à la terre du ſieur Eueſque de* Paris *au meſme lieu, nomb. 8. tels meurtres interpretez de guet à pend, rapts de filles, & bruslemens auſſi volontaires, ou boute-feux, nombre 9. Et appartient la cognoiſſance des homicides commis ez chemins publics, au ſeul Iuge Royal.* Nam viæ publicæ de regalibus ſunt, & ad principem pertinent, vt in tit quæ ſint regal. in vſib. feud. Cæpola in tract. de ſeru. ruit. præd. c. de ſeru. viæ quæſt. 7. & 10. *Ny ne peut-on baſtir ny faire caue ou celier en lieu public ſans permiſſion du Roy, & ſans incommoder ny endommager le public.* leg. 1. & 2. §. meritò, ff. ne quid in loc. publ. vel itin. fiat, l. ſeru. præd. ruſt. §. publ. loc. ff de ſeru. *Ainſi iugé, tant par Meſſieurs les commiſſaires des Hales de* Paris, *que arreſts de la Cour, entre autres, par arreſt general de la veille de Pentecoſte, 1290. contenant ces mots.* Audito Bailhiuo Turonenſi, dictum fuit quod Dominus Rex iuſtici abit in cheminis comitatus Andegauæ, ſicut in Turonia, quia dominus Rex eſt ſuper hoc in ſaiſina. Pronunciatum inter iudicia, concilia & Arreſta expedita in Parlamento Quindenæ Candel. anno Domini 1090. art 55. *De la nouuelle conſt. de Touraine, contenant que le haut iuſticier peut leuer homme trouué mort en ſa haute iuſtice, hors les grands chemins, ainſi procedé par le Preuoſt de* Paris, *d'vn homme homicidé à la grand' rue S. Iaques de* Paris, *au mois de Mars 1575. Que les Chanoines & Chapitre S. Benoiſt de ladicte ville, diſoyent eſtre de la cognoiſſance de leur Iuge, pour auoir droit de haute iuſtice, puis leur Egliſe iuſqu'à celle des Maturins, où l'homicide auoit eſté commis. Ny ne peut le Iuge du Seigneur haut iuſticier cognoiſtre du crime de fauſſe monnoye. Bacquet audit ch. nomb. 25. & chap. 2. du meſme traicté. Et ſont les cas royaux inſerez en diuerſes ordonnances couchees par ledit Bacquet au 7. ch. des droits de iuſt. du 5. Aouſt 1456 & amplement ſpecifiez au regiſtre* de Temporalitatibus, *à la chambre des comptes, feuillets 121. 122. 123. 124. 125. 126. au liure intitulé le ſtil du*
15 *Parlement, ch. 29. ſelon ledit Bacquet.* [15] Nam vbicunque eſt quæſtio de feudo, cenſu, vel iuriſd. poſſeſſor tenetur oſtendere titulum, ſiue actor ſiue reus ſit, c. vn. quid
16 ſit inueſt in vſ feud. Bald. in l. 2. Cod. quom. & quan. iudex. Alexand. conſ. 129. [16] Guido Papæ, quæſt. 24. num. 1. & quæſt. 272. Bened. in verb. & vxorem nom. Adel. num. 444 1001. 1006. 1007. 1008. Rebuffis ſuper regias conſt. in tract. conſt. red. art. 2. gloſſ. 1. num. 6. & 8. Barth. in l. Cùm ſcimus de agr. & cenſ. lib. 11. *Maynard*
17 *ch. 48. du 4. liu. de ſes queſt.* [17] *Trois perſonnes ſont requiſes ez iugemens,* cap. forus. e. de verb. ſign. *ſans l'vne deſquelles eſt cenſé defectueux,* l. de vnoquoque. ff. de re iud. leg. ea quæ, C quom. & quan. iud. *& ſans exploit precedẽt fait à perſonne ou domicile. Non comte le vray contumax & defaillant deuement & peremptoirement aſſigné,* l. tres denunciationes ibid. gloſſ. in verb. ſtatut. Auth. qui ſemel, arg. l. ea quæ, l. contentaneũ, C. eod. l. in peremptorio, l. & poſt edictum, l. ad peremptorium, ibid. gloſ. in verb. ptimùm, ff. de iud. *On en lieu de quatre delays, qu'on auoit accouſtumé vſer en toutes matieres ciuiles & criminelles, ſuffit en y auoir deux: par deux exploits deuement faits: ſauf que les Iuges en peuuent donner vn troyſieſme, s'ils voyent que la matiere y ſoit diſpoſee, & les adiournements n'auoir eſté faicts à perſonne. Ordonnance du Roy François I. article 24. & en action ciuile au ſecond defaut, le deffendeur eſt debouté de ſes deffenſes, le demandeur receu en preuue, & l'enqueſte faicte reaſſignee à la requeſte du demandeur,*

pour

pour voir adiuger ſes concluſions art. 26 Leſquelles nonobſtant ſa contumace, ne luy doivent eſtre adiugees, qu'il ne face apparoir de ſa demande, art. 27. Ce qui ne ſemble toutesfois eſtre fort eſloigné du droict Romain, par lequel on procede ſur le premier, ſecond, troiſieſme, ou quatrieſme exploict. l. Nonnunquam. ff. de iud. l. contum. ff. de re iud. l. fin. ff. de fer c. tum ex literis, ibique gloſ. in verb. locorum diſtantiam e. de in integ reſt. c. conſul. de off & poteſt. iud. deleg. c. *au ſecond* l. nonnunq. l. ad peremptorium. ff. de iud. *Au troiſieſme* l. tres denũciationes. C. quom. & quand. iud. l. contum. §. contumax. ff. de re iud. l. inter accuſ. ff. de publ. iud. d. l. fin. ff. de feriis. *Au 4.* l. & tertium gloſ. l. ad peremptorium, in verb. Primùm. *A l'arbitre du iuge* d. l. nonnunq. d. c. conſul. *auec leurs ſurſeances* d. auth. qui ſemel. §. quod ſi vocatus l. 4. §. ſi qui l. de vnoquoque. ff. de re iud. *Et delay competant* l. per interuallum. l. quod iuſſit. ff. de iud. l. proper. § ſed hodie. C. eod. d. auth. qui ſemel c. 2. ibi gloſ. in verb. plenè, e. de dilat. *ſuiuant la condition & neceſſ. de la cauſe.* l. nonnun quam. ff. de iud. l. 3. ff. de feriis, *de la perſonne* c. conqueſtus, ibidem gloſſ. in verb. pietas e. de feriis. *Du temps* l. 2 ff de re iud. l ſiue pars, C. de dilat. c. cùm ſit Romana. de appell. e. l. ab hoſtib. §. fin. l. non enim ff. ex quib. cauſ. major. l. 2. §. ſi quis cum ſeq ff ſi quis caut iud. ſiſt. cauſ. *Diſtance du lieu* pal. Iudaicæ §. ſpatium. 3. q. 3. l. 1. C. de dilat. d. gloſ. in c. tum ex literis in verb. locorum diſtantiam e. de reſtit. in integ. *Ou notoire contumace du defaillant, reſultant de ſa reſponſe.* l. 2. C. quom. & quan. iud. l. Fulcin. §. fi. ff. quib. ex cauſ. in poſſ. eatur. *Ou trop longue demeure*, auth. qui ſemel. §. quod ſi vocatus. C. quomodo & quando iud. d. l. properandum Cod. de iud. *Diſant droict ſur les requiſitions du preſent tant ſur le principal que deſpens.* l. 1. 3. l. Conſentaneum. Cod. quomodo & quando iud. l. de vnoquoque. ff. de re iud. c. 1. de ſequeſt. poſſ. & fruct. d. l. properandum. §. & ſi quidem. C. de iudic. l. 3. Cod. de fruct. & lit. expenſ. d. capite conſul. *En demandant ou defendant* d. l. conſentaneum in fin. d. §. Et ſi quidem. *Si l'aſſigné ne ſe preſente dans le temps de la ſurſeance. Pour ce faut que le ſergent baille copie de ſon exploict libellé à l'aſſigné. Ordonnance du Roy François I. art. 16. 22. enſemble des lettres en vertu deſquelles il procede, à ce qu'il en vienne preſt par Procureur ou Aduocat au iour, lieu & heure de l'aſſignation, ſi le demandeur ne ſe pouruoit par requeſte libellee, qui contienne ſa demande, de laquelle ſuffit que le ſergent baille copie, auec l'exploict d'aſſignation à laquelle l'aſſigné doit comparoir & reſpondre à la demande du ſuppliant, ou propoſer ſes fins dilatoires, declinatoires, ou peremptoires, ſi point en a, ſans autre deliberation, ſi pour grande, & euidẽte cauſe ne luy eſt donné vn ſeul delay pour tous, ſuſdicte Ord. art 17. 18. ſauf ſi pour amener garent, ne luy eſt auſſi baillé qu'vn ſeul delay, ſuſdict art. 18. Et ſi comparant eſt tenu conteſter ou demander delay pour appel, fond. garent art. 19. & en vertu de deux defauts deuement entretenus, contre le garant, on fait droict au demandeur en recours de garentie, qui verſe le contenu en ſa demande, art. 21. Et les ſentences & iugement donnez contre les garents ſont executoriables contre les garents tout ainſi que contre les condamnez, ſauf les deſpens, dommages & intereſts: dont la liquidation & execution ſe doit faire contre le garent tant ſeulement. art. 20.* [18] *A la taxe du iuge & ſerment du pourſuiuant*, auth. qui ſemel auth. & qui iurat C de bon. auth. iud. poſſ. l. ſancimus. C. de iud. c. 1. de dol. & contum. in 6. c. quoniam frequenter. §. in aliis quoque caſib. vt lit. non conteſt. non proc. ad teſt. recept. *Et ne ſont ouys en leur deffenſe & iuſtification les condamnez par diffauts par arreſt en premiere inſtance, ou confirmatif de la ſentence auſſi donnée par diffauts, qu'en refondant les deſpens contumaciaux, ou baillans caution de ce faire, ſi en fin de cauſe eſt or-* [18]

donné Ord. de Charles VIII. 1493. art. 57. Louys XII. 1507. art. 169. François I. 1535. ch. 13. art. 40 Boyer deciſ. 63. nomb. 11. Et par les Ordon. de Molins, les preſentez en matiere criminelle apres leſdites condamnations, ne ſe doivent eſlargir ny ouyr en leur juſtification qu'ils n'ayent conſigné l'amende enuers partie ciuile. Et peuuent purger leur abſence juſte & legitime, s'eſtans abſentez pour affaires publiques. l. Item hi. l. in eadem. l. abeſſe. l. milites. l. pen. ff. ex quibus cauſ. maiores, *ſans dol ne fraude.* d. l. item hi, l. Reip. cauſa. l. hi cui, l. ſi cui. §. tandiu. l. non verò, l. non mittantur. ff. eodem. *Ne luy ayant eſté rien ſignifié auant ſon deſpart qu'il apparoiſſe, du moins en perſonne, ou venu à ſa notice.* Ne in ius vocatus, iudicem contemnere viſus ſit, vt in l. 1. & tot. tit. ff ſi quis in ius voc. non ierit. *Auquel en tout euenement, il n'ait fait proposer par exoine ou Procureur, les excuſes de ſon abſence, & demander delay à ſe preſenter.* De quo ſuo loco dicemus. *Aduenu par force & contrainte,* l. ab hoſtibus l. ei quoque. l. item ei l. ſuccurritur, ff. ex quib. cauſ. maior, l. ſed eximendi. ff ne quis eum, qui in ius voc. eſt vi exim. *Neceſſité.* l. contumacia. l. ſi Prætor. §. Paulus. ff. de iud. l. quæſitũ ff. de re iud. c. querelã. de proc. e. *crainte de mort,* l. metus. ff. ex quibus cauſ. maior. l. Fulcinius. §. quid ſit. ff. quibus ex cauſ. in poſſ. eatur, l. interpoſ. Cod. de tranſact. l. 1. & 8. ſ q ff. de eo quod met. cauſ. geſt erit. l. metum. C. eod. *Et ne pouuant venir apres eſtre aduerti de l'inſtance & pourſuite qu'on luy fait, peut enuoyer exoine ou procureur auec acte ou atteſtatoire de ſa detention, ſoit de maladie, priſon, ou autres legitimes empeſchemens l.* contum. ibique gloſſ. in verb. iuſtè ff. de re iud. e. cùm Bertold de ſent. & re iud. e. l. 2. §. ſi quis cum §. ſeq. ff. ſi quis ius dic. fact. non obtemp. *interuenus pendant l'abſence probable, neceſſaire & volontaire. Deſquell s deux premieres eſt parlé à la gloſe de la loy finale,* in verb. appellare. ff. de in integ. reſt. *Ny n'eſt tenu l'abſent refondre les deſpens, quand ſa non comparoiſſance n'eſt preiudiciable au pourſuiuant.* l. 2. ff. ſi quis in ius voc. non ierit, *comme ſi le iuge eſt abſent, ou l'aſſignation donnee à iour ferié.* l. 2. 3. l. 3. actus. l. fin. Cod. de feriis. c. 1. c. conqueſtus e. eodem, *eſquels les cours ſont fermees, & la juſtice n'eſt exercee,* niſi vergente neceſſitate. c. licet, c. conqueſtus e. de feriis. l. 2. & 3. ff. eodem l. prouinciarum. C. eodem l. 3. Cod. de Epiſc. aud. l. 1. ff. de damn. inf. *Ou pour cauſe pie.* d. c. conqueſt. ibique gloſſ. in verb. pietas. *Ou en temps de vacations & intermiſſions, eſquelles on ne procede qu'entre preſens, conſentans, & acquieſſans.* l. 1. l. præſ. ff. de fer. l. 2. l. Omnes dies C. eodem. d. l. 1. §. ſed ſi prætor. ibidéque gloſſ. in verb. ſententia, l. ſi feriat. ff. de fer. *ſauf és cas exceptez.* in d. l. 1. §. fin. l. 2. & 3. ff. de fer. l. publ. Cod. eodem in d. gloſſ. fin. in c. conqu. e. eodem. *Autrement les ſentences pourroyent eſtre debatues de nullité par voye d'appel* l. ſi quis. Cod. de app. *ou retractement, s'il y a cauſe d'erreur, ou iniuſtice.* l. ſi quis obrepſerit. ff. ad. leg. Corn. de falſ. l. diuus Adrianus. ff. de re iud. l. ſi vt prop. 2. C. quom. & quan. iud. ſent.

19 prof. deb. pręſ. par. vel vna part. abſ. 19 *Ainſi iugé en l'affaire de Marie Blandrate veſue de feu Doluet notaire, contre Dubreil appellant en la Cour du deny à luy faict par le Viguier de Tholoſe, de l'ouyr en ſes deffenſes ſans prealable refuſion de deſpens contumaciaux ayant eſté condamné par defauts, auant qu'il fut empriſonné. Sans laquelle refuſion, la Cour luy fit la procedure, ioinct à ce l'Ordonnance du Roy François I. art. 139. Par laquelle eſt enioinct aux iuges, vaquer auant tout œuure à l'inſtruction & expedition des af-*

20 *faires criminelles.* 20 Texantur quidem ſportulæ iudicum, aduocatorum & apparitorum etiam viatica & acta iudicialia. l. pen. & fin. C. de fruct. & lit. expenſ. & gl. in d. l. fi. in verb. ſport quorum fides perpetua eſt, etiam mortuo iudice. l. fi. C. de

re

re iud. *Et ſont taxees les iournees des ſergens par Ord. du Roy François I. art. 183. à 16. ſols par prouiſion. Et ce ſont leſdites taxes par les Iuges ordinaires ou Conſeilliers, non par les Greffiers ou autres, non plus des deſpens contumaciaux, que des inſtãces principales. art. 182. de la meſme ord. A la vuidange deſquelles on doit auſſi faire droict ſur les deſpens, contre le temeraire playdeur.* §. 1. de pœn. tem. litig. Inſt. l. 3. C. de fruct. & lit. expenſ. in quib. conuictus tenetur, *& ſe taxe maintenant és iuriſdictions ordinaires deux ſols & ſix pour diete.* [21] *Edict de Cremieu, patẽtes & declarations ſur ce faictes. N'y ne peut en France le droict* 21
de iuſtice eſtre tenu en franc aleu. Bacq ch. 4. nom. 7. des droicts de iuſtice. Du Molin en la couſt. de Paris art. 46. col. 3. ou aucun ne peut auoir ſans titre particulier, conceſſion ou permiſſion du Roy. Cuius ſunt omnia quoad iuriſd. l. bene à Zenone, ibique gl. in verb. Omnia. C. de quadr. præſcr. *Chaſſanee ſur les couſt. de Bourg. au tit. des iuſt.* in rubr. col. *94. au tit. des fiefs.* §. 4. col. 14. in c. vn. quæ ſunt regalia in vſ. feud. conſtituendorum enim magiſtratuum regale eſt officium. [22] *Et peut on appeller des iuges inferieurs* 22
ordinaires royaux, ſubalternes ou municipaux en Seneſchaux, & iuges moyens, non directemẽt en la Cour. Ord. du Roy Iean I. 1364. Charles V. 1358. art. 12. Charles VII. 1453. art. 10. François I. 1535. ch. 1. art. 32. ch. 16. art. 4. Non plus en matiere ciuile que criminelle, ſauf ez procez de ſuite & autres cas, pour leſquels on peut appeller des iuges inferieurs en la Cour, omiſſo medio, *dont ſera parlé en ſon lieu. L'appel des cauſes commiſes par la cour en premiere inſtance, ou des executions des arreſts ſe releuent en la Cour. Ord. du Roy François I. 1535. chap. 1. Et des condamnations d'amendes des Iuges inferieurs, contre les Aduocats, Procureurs, Greffiers, pour deſobeiſſance & contreuention aux ord. Ord. de Charles IX. donnée au bois de Vincennes 1574. Et en l'appel mal releué du iuge inferieur deuant le ſouuerain,* omiſſo medio. *La cauſe fait auſſi à renuoyer deuant le meſme iuge ſans moyen, auec deſpens,* vt not. in c. dilecti. e. de oper. nou. nun. l. Imper. in princ ff de appell. & præſ. iur. *Quant à la iuriſdiction laye diſtincte & ſeparee de l'Eccleſiaſtique, l'appel n'eſt deuolutif du iuge d'Egliſe au ſeculier, ny du ſeculier au iuge d'Egliſe.* Innoc. in c. ſi duob. e. de appell. can. 11. quæſt. 6. *Ordonn. du Roy François I. 1535. ch. 13. ſauf les appels comme d'abus, leſquels ſe releuent du iuge d'Egliſe, en la Cour, laquelle cognoiſt auſſi du temporel des Eccleſiaſtiques & matieres beneficiales, enſemble le Seneſchal. Et par fois la Cour des ſpirituelles. Ord. du Roy François I. ch. 17. art. 4. eſtant compoſee de Conſeillers lays & Eccleſiaſtiques de ſon inſtitution. Comme auſſi pour la ſeconde fois, nul n'eſt receuable appellant ny euocant de meſme affaire. Ord. du Roy François I. 1539.* [23] *Ordonnance du Roy François I. art. 114. 115. 118. Ordonnance de* 23
Charles VII. 1443. Henry II. 1551. [24] *Maynard chapitre 58. du 4. liu. de ſes queſt.* [25] *Or-* 24
donnance du Roy François I. art. 116. par laquelle il veut que les appellans en pays de droict eſcript ſoyent condamnez en amendes pour le fol appel, comme les appellans du pays couſtumier. Boyer ſur la couſt. de Berri art. 28. de la iuriſdiction des iuges. Ioannes Faber in l. illuſtres, C. de mod mul. *Maſuer au tit. des appell. nomb. 34. 52.* [26] *Carondas ch. 35. du 3. liu.* 25 26
de ſes reſp. dit y auoir pluſieurs couſtumes en France, par leſquelles les vaſſaux encourent certaine amende pour chaſque fois qu'ils manquent payer le cens au Seigneur: à laquelle Chopin de mor. Pariſ. lit. 3. nom. 9. mõſtre les heritages aſſis à la ville, & Balieue de Paris n'eſtre ſubiects. Niſi mulctæ ſe nominatim ipſi c. nſual. b. monumentis deiunxerint, l. 1. ff. de pen. leg. l. ad diem. ff. de verb. obl. vt idẽ refert Chopin. *Et ſont communement leſdites amendes inſerées és contracts d'inféodation ou recognoiſſances ſous le nõ de Iuſtice, comme remarque Maynard, ch. 44. du 4. liu. de ſes queſt. des titres des nouueaux fiefs, inueſtitures & recognoiſſances produites en la Cour par le Sieur de Bournaſel contre le Sieur de Caſtelpers, & le Sieur de Sauxeus contre Valete, Sieur de Iuſtarret, és procez iugez à ſon rapport: auſquels*

auſquels titres immediatement apres les ans & iours deſtinez aux payements d'iceux eſtoyent eſcrits ces mots. Pro iuſtitiis verò ſi culpatus exiſtat, duos, ſex, quatuor aut octo denarios Tholoſanos, *reputees pour leſdictes amandes, leſquelles on n'a de couſtume adiuger aux Seigneurs en ce Parlement, pour ſi long temps que les emphyteotes ayent ceſſé & manqué au payement de la rente, & cenſiue: ni ne ſont demandees, eſtans leſdites iuſtices & amandes par tout le Languedoc, Rouergue, & Quercy hors de l'vſage.* Et prorſus antiquatæ, ſicut hæc noſtra conſuetudo, nec apud nos hypotheſis, §. 1. tituli. Quæ ſit prima cauſa beneficij amittendi ex Mediolanenſium conſuetudine deſumpti, pariter eſt in vſu. Cùm actiuè, & paſſiuè in Gallia feuda ſint patrimonialia, & hæreditaria, vnde non eſt opus noua inueſtitura. Nec Tholoſæ ceſſante cenſus ſolu-
27 tione feudum amittitur. [27] *Et ce faict election d'arbitres, iuges conuentionnels & volontaires par compromis, & tranſactions, & arbitrages, non en la iuſtice diſtributiue,* l. 1. l. litigatores, §. arbitrum, §. interdum, l. idem Pomponius, § recep ſſe. l. quid tamen, in 1. reſponſo. §. ſi cùm dies. §. plenum, l. Labeo, 2. l. non diſtinguemus, l. item ſi habeat, §. de officio, § fin. l. arbiter, l. 1. in compte miſſis, l. de his rebus ff. de recept. arb. l. 1. C. eodem. c. cùm dilectus. e. de arbitr. *qui ſont office de Iuges, comme arbitres arbitrateurs, non d'amiables compoſiteurs,* d. l. idem Pomponius, §. receptiſſe, l. ſicuti. l. qualem, l. item ſi vnus, § item Pomponius. ff eod. l. penult § plenius. C. eod. *Non ſubiects d'eſtre changez, ni le nombre des arbitres diminué ſans cauſe de recuſation, ou autre empeſchement legitime:* l. ted etſi cum ſeq l. licet cum duab. ſequentib. l. non diſtinguemus, §. Sacerdotio, l. cum lege. ff. eod. l. arbitrorum. l. fin. C. eod. *ſauf en accorder vn ſarabondant en cas de partage,* l. item ſi vnus, §. ſi duos, §. principaliter. §. in impari numero. l. ſicuti tribus. ff. de recept. arbit. l. merces, in 1 reſp. ff. loc. c. 1. c. innotuit e. de art. *Et en ce que les compromettans s'obligent acquieſcer à la ſentence des arbitres, ſous les peines du compromis,* l. 2 l. non diſtinguemus, §. non cogetur, l. litigatores, §. & quod ait, §. interdum. l. diem, §. fin. l. ſeq. l. fin. ff. eod. l. 1. auth decernit. C. eod niſi per ſordes lata eſſet *par corruption.* l. ita demum. §. & ideò. l. 3. §. tametſi. ff. de recept. arb. *faueur,* c. 2. ibidem gloſ. in verbo fauentes. e. de arbit. *ſupport,* l. 3. C. eod. d. §. tametſi. d. l. ita demum, *fraude,* l. licet, ff. eod. *inimitié,* d. l. ita demum, *ou autre iuſte cauſe de recuſation venue à la notice de l'intereſſé apres le compromis. En vertu duquel oſtez tous empeſchements, on pourſuit la peine contre le non acquieſcant ou non comparant,* l. diem, §. ſi quis, ff eod. d. l. 3. C. eod. *Non l'execution de la ſentence, dont l'exception de choſe iugee ne peut naiſtre du pacte, ſinon telle exaction de la peine,* l. 2. ff. de recept. arb. *Par Ordonnance du Roy Louys XII. 1510. Et peut celuy des compromettans, qui ſe ſent greué de la ſentence des arbitres, apres la prononciation d'icelle recourir, ou en appeller au Iuge ordinaire, par lequel ſi la ſentence eſt confirmee, le non acquieſcant n'eſt receu en appeller plus auant, qu'en payant la peine, ſauf icelle recouurer, ſi en fin de cauſe eſt ordonné, Ordonnance du Roy François I. ch. 26. art. 30. François II. à Fontainebleau 1560. art. 1. Arreſts du Parlement de Paris du mois de Feburier 1550. du 20. Nouembre 1552. quoy que l'appellant renonce ou acquieſce. Arreſt du 13. May 1555. de reuoc du penultieſme Aouſt 1577. Arreſt general du 23. Decembre 1584. Et doit eſtre la peine conſignee auant plaidoyer. Autres arreſts du meſme Parlement du mois de Septembre 1566. 5. Nouembre 1568. 17. May 1565. du mois d'Aouſt 1584. cottez en marge du titre 9. du 2. liu. Loy 1. du Corps du Droict François. Arreſt du Parlement de Tholoſe, donné en audience le 1. Iuin 1565. Contre Baſton de la Touche. Autres arreſts du 6. May 1562. donné au rapport du ſieur de la Roche de ſemblable iour 1574. donné au rapport du feu ſieur Ouurier. Ni vous*

les

les arbitres eſleus du conſentement des parties, ne peuuent eſtre recuſez par autre arreſt du Parlement de Paris du 7. Iuillet 1571. Ce que maintenant ne s'obſerue en Tholoſe, où l'on paſſe outre és iugements des procez ſans payer, ne conſigner la peine du compromis, & ſans preiudice d'icelle: voire ſans y auoir eſgard, ni par fois és deſpens expoſés par la partie victorieuſe contre le texte de la Loy 3. C. de fruct. & lit. expenſ. Comme remarque Maynard, au chapitre 46. du 2. liu. de ſes queſt. Et peut on remettre les differents à arbitres par amiable compoſition, & ſans ſubmiſsion de peines auec ſerment, l. ne in arbitris, Cod de recept. arbit. *Et ſans ſerment du ſeul conſentement des parties, qui approuuent apres ce que par eux a eſté faict & accordé*, l. pen. Cod. eodem, *non qu'on puiſſe eſtre contrainct faire telles remiſes, que dependent de la ſeule, & mutuelle volonté des contractans, quoy qu'entre parents: l'affaire deſquels doit eſtre remis à arbitres par Ordonnance du Roy François II. donnee à Fontainebleau au mois d'Aouſt 1560. & du Roy Charles IX. aux Eſtats de Moulins 1566. art. 43. Leſquelles ne ſont en vſage au Parlement de Tholoſe pour tous differents, où leſdites ordonnances ne ſont entendues, qu'en leurs propres termes. En faict de partage, & differents prouenans de ſucceſsion liquide, non litigieuſe, & cõtentieuſe, où il agit pluſtoſt du faict que du droit, rejettant toutes contrainctes de ce dont la ſubmiſsiõ eſt volontaire. Maynard chapitre 67. du 2. liure de ſes queſt. Arreſt du Parlement de Paris du 2. Iuillet 1571. allegué par ledict Maynard, pris de Carondas chapitre 3. du 4. liure de ſes reſp.* [28] *Claude le Brun à la fin du titre. De qui on ne peut appeller, & commencement du titre d'Appel en la Cour du 1. liure de ſon procez Ciuil. Et paſſe outre le Parlement de Tholoſe aux iugements des appels de ſentences arbitrales ſans auoir eſgard aux peines portees par les compromis, quoy que l'appellant ſoit mal fondé, leſquelles n'eſt tenu maintenant payer en Tholoſe, moins encores que les amendes des fols appels releuez de Iuges moyens ou ſubalternes, reſſortiſſants en la Cour, n'eſtans tenus, s'ils ne veulent acquieſcer eſdictes ſentences arbitrales, ſi ne ſont confirmees par arreſt ou iugement Preſidial és cauſes ſubiectes à la Iuriſdiction Preſidiale.* [28]

FIEFS,

COVSTVME IIII.

Derniere vente, donation, & obligation de fonds rural faicte par le mari, de l'aduis, & conſentement de ſa femme, & du Seigneur, eſt preferee à l'obligation ſpeciale, & generale vente, & donation premiere, faicte ſans l'aduis, & conſeil du Seigneur feodal: quoy que le premier acquereur ayt eſté mis en poſſeſſion & l'hypotheque des biens obligez par les deux mariés de l'aduis & conſeil du Seigneur, pour les debtes du mari, eſt auſſi preferee és precedentes, non aloüees par le Seigneur.

CHAPITRE IIII.

POVR euiter l'inconſtance & varieté des opinions, qu'on pourroit amener en l'obſeruation de nos Couſtumes, eſt beſoin les conferer: & en la matiere, que s'offre, ſe repreſenter qu'en Tholoſe le Seigneur feodal n'a droict de retenue du fief mouuant de ſa directe. *Nec de neceſſitate requirendus eſt vaſallum, aut nouum Emphyteutam inueſtire.* [1] Dont les ventes que s'y font ſans le ſceu & cõſentement du Seigneur, par ce ſeul defaut ne peuuent eſtre debattues. Contre le commun vſage du pays de Languedoc, & reſſort du Parlement de Tholoſe, par lequel le Seigneur en ouuerture de fief a option de receuoir l'hommage, ou retenir le fonds. [2] Et toutes ventes ſont parfaites à l'inſtant, que ſont contractées, ſans actuelle deliurance, ne ſaiſine: & attribuent droict de lods au Seigneur. [3] D'où vient le Prouerbe françois tiré du Droict Pariſien, Nul ne prend ſaiſine, qui ne veut, expliqué par Carondas, que pour auoir droict de proprieté, & poſſeſſion en la choſe vendue n'eſt beſoin que l'achepteur prenne ſaiſine du Seigneur. Par ce qu'il ne laiſſe auoir ledict droict, par la tradition que le vendeur luy en a faicte. & peut l'acquereur eſtre contrainct au payement des lods & ventes, non à la priſe de ſaiſine, & inueſtitures du Seigneur. [4] Contre la teneur des Conſtitutions Imperiales, [5] & l'opinion de Boutelier en ſa ſomme Rurale, rapportant l'ancienne Couſtume de France à preſent, pour ce regard non obſeruee, neantmoins conforme à la noſtre ancienne. Dont l'vſage ſeroit vtile, & profitable aux Seigneurs, ſi les acquereurs eſtoyent tenus prendre ſaiſine d'eux, ſans

laquelle

laquelle les acquiſitions leur ſont cachees, ou ſi long temps recelees qu'ils demeurent fruſtrez de partie de leurs droicts. Pour le reſtabliſſement, ou repetition deſquels entrent en grãds frais & pourſuites des procez. [6] Et ſe faict le deueſt, & deſſaiſine, qu'on ſouloit anciennemẽt faire deuant le Seigneur par le vendeur au meſme contract de vente auec les cloſes accouſtumees des Notaires. [7] Sans que pour acquerir les lods & ventes ſoit beſoin attendre la deſſaiſine, & tradition actuelle du vendeur, ſans laquelle la vente eſt parfaicte, [8] & par ainſi valable: ores l'adueu, & conſentement du Seigneur, qui n'a droict de prelation en Tholoſe, n'y ſoit interuenu: pourueu que l'acte d'acquiſition ſoit deuement faict auec les contenances & droits du Seigneur, [9] ſans fraude, ne ſimulation: [10] ſoit par vente, [11] donation, [12] ou engagement, [13] la communication, & expedition duquel ne luy peut eſtre deniee pour la conſeruation de ſes droits, ſuiuãt l'ordonnance conforme à nos Couſtumes. [14] La donation toutesfois n'eſt ſubjecte à lods, & vantes, notamment en faueur de mariage, [15] ores ne ſoit en ce cas inſinuee ſelon l'vſage, & obſeruation de ce Parlement. [16] Et ne ſe payent que vne fois pour les ventes des pieces racheptables, ſi la faculté du rachapt eſt inſeree au meſme contract. Autrement, ſi n'en y eſt faict mention, & apres long interualle de temps l'achepteur en faict la reuente à ſon vendeur, ſont deus lods & vantes, tant de la vente, que du rachapt cenſé en ce cas pour vraye vente: [17] & ſi la faculté de rachapt inſeree au contract de vente, ou autre ſeparé de meſme iour eſt limitée à certaines annees: icelles paſſees la proprieté demeure à l'achepteur à faute par le vendeur en faire le rachapt dans ledict temps, ſelon la Couſtume de France, & vſage du Parlement de Paris. Dont le vendeur, par la vente poſterieure, que luy en eſt faicte, doit lods, & ventes au Seigneur: non ſuiuant l'vſage du Parlement de Tholoſe, où la faculté du rachapt des biens vendus à moindre prix d'vn tiers, ou d'vn quart de la iuſte valeur d'iceux, concedee & accordée à temps limité, ne ſe preſcrit, que par trente ans: ſi la piece n'eſt acheptée à prix raiſonnable, auquel cas on ſuit la Couſtume de Paris. Et pour iouyr du benefice du temps eſt beſoin auoir lettres de la chancelerie. [18] Ni ne ſont deus lods & ventes du fonds baillee par le debteur en engagement au creancier, pour en retirer les fruicts en lieu des intereſts de la ſomme principale, iuſqu'à l'entier, & effectuel payement d'icelle. [19] Et comment que ce ſoit, quãd le fief ne chãge de main, la proprieté demeure enſemble des ventes non accõplies, imparfaictes, ou conditionnelles, la conditiõ n'eſtãt effectuee. [20] Et ſi apres la vente les parties s'en departent, ou le

vendeur refuſe à l'acquereur luy laiſſer la poſſeſſion vuide, & luy faire la deliurance des biens vendus, le droit du Seigneur n'en eſt pourtant diminué, ſi ne s'en demettent incontinent, ou peu de temps apres, *re adhuc integra*, de laquelle le Seigneur ne puiſſe pretendre lods & ventes.[21] Où la cauſe ceſſe auec la Couſtume, par laquelle on ne pouuoit acquerir en Tholoſe aucũs biens ruraux, ſans le ſceu & conſentement du Seigneur qui auoit option de retenir le fonds mouuant de ſon fief en payant le prix & loyaux couſts, ou allouer le nouueau vaſſal, & le receuoir en emphyteote ſelõ le droict Romain, & ancienne Couſtume de Paris. Et s'obſerue encor en ce Parlement hors les termes, & vſage de nos Couſtumes.[22] Et ſe faiſoit le deueſt, & ſaiſine des biens vendus en preſence du Seigneur, autremẽt la vente eſtoit defectueuſe, & l'acquereur tomboit de ſon droict:[23] Ainſi la derniere contractee auec le deuoir, aſſiſtance, aduen, ſaiſine, ou inueſtiture du Seigneur, preualoit à la premiere:[24] comme nulle, frauduleuſe, imparfaite, & cõplotée pour fruſtrer le Seigneur de ſes droits.[25] Qui n'a maintenãt droict de prelatiõ en Tholoſe, où chacũ peut librement contracter, vendre, donner, & engager, ſans ſa permiſſion, & aſſiſtãce, & ſans l'en aduertir.[26] Et ce faict, le deueſt, & ſaiſine du fonds, par les cõtractans és cloſes ordinaires, que les Notaires ont accouſtumé appoſer aux contracts.[27] Qu'eſt cauſe que le premier contract demeure en ſa force & valeur, ſi n'eſt reſolu, cãcellé, ou innoué entre meſmes parties en ces propes termes, *eodem quidem ligamine, quo colligatus eſt.*[28] La condition de l'vne deſquelles ne peut eſtre changée, ni deterioree par le faict d'autruy, ni le premier acquereur depoſſedé par le dernier, cõtre la preference du temps deuë au premier acquereur ſelõ le droict cõmun: eſtant la premiere acquiſition valable, ſauf au dernier ſon recours contre ſon vendeur,[29] lequel en cas de ſtellionat il peut auſſi pourſuiure criminellemẽt, s'il ne l'a auerti de la cõuentiõ lors de la premiere vẽte.[30] Et neãtmoins la femme, qu'ẽ ce Parlement a droict de retentiõ des meubles, & immeubles du mari defunct, ou venant en pauureté pour ſa dot, & augment, peut agir & proceder par ſaiſie ſur le fonds aliené contre le tiers poſſeſſeur, ſans faire diſcutiõ ſur les biẽs demeurez à ſondict mari, ou ſes heritiers, pour le priuilege de ſon hypotheque:[31] en vertu duquel le dernier creãcier, ou acquereur, qu'elle auroit mis en ſon lieu, & place, au moyẽ du payement à elle faict, auroit meſme droict de preferẽce cõtre le premier,[32] & ſon recours cõtre tous autres tenãciers du fonds, nõ ſur meubles vẽdus, qui en Frãce n'ont point de ſuite. Et ſont mis en deſcõfiture ceux qui ſe treuuẽt en nature apres le decez du mari entre la vefue, & autres creãciers,[33] ou l'argent prouenãt de la vente,

qui

qui en est faicte distribuee suiuãt l'ordre des saisies, & oppositiõs par la Coustume de Paris. [34] Où en Tholose l'on suit l'ordre, & priuilege des hypotheques comme sur les immeubles, [35] sauf és executions, que se font du viuant, & pour les debtes du mary, esquelles on n'a esgard aux oppositions des femmes, s'il y a fonds suffisant, en elles ne monstrent les meubles saisis leur appartenir en proprieté, [36] les creanciers du mary ne pouuans faire execution sur les biens de la femme, desquels elle a aussi le regime, & gouuernement, sauf des dotaux, non le mary, que de son vouloir & consentement, [37] ny ne peut disposer du sien propre, au preiudice de l'hypotheque de la dot, ores elle y assiste, & le contract se face au nom des deux mariez. Dont elle a cause de relief, [38] & opposition contre les creanciers, [39] & son action, & hypotheque tacitement reseruee contre les acquereurs. [40] La potiorité de laquelle se prend du priuilege du debte, non de la forme & solemnité du contract, quoy que passé auec les deux mariés, si la condition de la femme en est deterieure. [41]

NOTÆ.

1 BEnedictus in solemni sua repetitione c. Raynutius, in verb. Et vxorem nomine Adelasiam, numer. 858. e. de testament. *Maynard chapitre 34. du quatriesme liure de ses questions, nombr. 11.* [2] *Au mesme lieu, selon le droit Romain, comme pays de droict escrit.* De quo Imperator in l. fin. Cod. de iur emphy. qua nec licet emphyteotæ sine consensu domini meliorationes suas alij vendere, vel ius emphyteuticum transferre, à quo emptor causam habere videtur, qui eum inducit in possessionem. Ibidem glossa, in verb. aliis vendere, in fine, leg. 1. §. 1. ff. ad Syll. leg. 1. §. 1. ff. de relig. & sumpt. fun. Auth. sed iam cautum est, C. depos. Nec transit dominium in personam donatarij sine inuestitura domini directi Guid. Papæ quæst. 46. apud nos antiquata, cum huiusmodi consuetudine, non absimili veteri Parisiensi, quæ pariter in desuetudinem abiit. *Maynard chapitre 38. du quatriesme liure de ses questions.* Nam sicut potest emphyteota rem emphyteuticam alij donare irrequisito domino. Iason in leg. fin. numer. 67 C. de iur. emphyt. Aufrerius in Decis. Capell. Tholos. quæst. 278. ita & vendere. Ranchinus in d. quæst. 46. Guid. Papæ. Súntque res feudales, censuales, vel emphyteuticæ ad instar patrimoniorum redactæ. Ioannes Faber auth. Ingressi, C. de sacros. eccles. [3] Tiraquellus in tract. const. 27. limit. In bertus in Iuris Enchiridio in verb. *laudimijs.* Papon tit. *des droicts seigneuriaux, arrest 29.* [4] *Charondas article 82. du tit. des censes & droicts seigneuriaux du droict Parisien Maynard audit chapitre 32. nomb. 2. du 4. liu. de ses quest.* [5] leg. fin. C. de iur. emphy. §. 1. Quæ fuit prima caus. benefic. amittend. in vsib. feud. [6] *Maynard au mesme ch.* [7] *Carondas au lieu preallegué.* [8] *Maynard ch. 39. du 4. liu. de ses quest.* [8] *Ledit Maynard chapitre trente huictiesme du mesme liure.* [9] *Edict du Roy François I. donné pour Bretaigne l'an 1536.* [10] *Parce que les contracts faincts, & simulez, sont de soy nuls & inualables. Maynard chapitre septante & deux du troisiesme liure de ses questions, & retorquez contre leurs autheurs,* l. veteribus. ff.

de pact. *interpretés ſelon la verité du faict.* can. veritate. 8. diſtinct. l. 1. & 2. Cod. plus val. quod ag. Ideò emptione pignoris cauſa facta : non quod ſcriptum, ſed quod geſtum eſt, inſpicitur, l. 3. C. eod. *Où le creancier a ſimulé en lieu d'vn contract d'engagement, vn contract de vente, à pacte de rachapt pour gaigner les fruicts.* Ibidem gloſſ. in verb. emptione. *Et n'eſtre inculpé d'vſure*, quæ vicem fructuum obtinet. Nec valet pactum legis commiſſoriæ in pignoribus, leg. fin. Cod. de pact. pign. vt ſi intra certum tempus non fiat ſolutio, ſit pignus creditoris, & emptum habeat tanta pecunia, quanti tunc valuerit, l. ſi fundus, § fin. ff. de pign. vel cùm debitor ſe daturum in ſolutum promiſerit, l. Calepodius, ff. de ſol. vnde qui pactus eſt, niſi intra certum tempus pecuniam quam mutuò accepit ſolueret, ceſſurum ſe creditoribus venditionem non contraxit, l. 1. C. de pact. pign. Iure quidem, immò de facto, vt in l. ſi prædium, C. de euict. vbi res in ſolutum data emptionis vicem obtinet, & re euicta agit contra venditorem. Quod igitur creditor erat iure ſuo in adip ſcendo pignore habiturus, communi iure vendere debet hypothecam, vt teſcribit Alexand. in d. l. 1. C. de pact. pign. *Et de tant que par Ordonnance du Roy François premier, & Henry II. eſt deffendu aux Notaires retenir contracts hors les limites de leur Notariat, & Tabellionage à peine de nullité : ne pourroyent iaualider les ventes, donations, teſtaments, & autres actes d'importance, faicts hors le territoire*, arg l. in agris, ff. de acquir. rer. domin. l. fin. ff. de iuriſd. omn. iud. l. 3 ff. de offic. præſid. l. fi. ff. de offic. præf. vrb. Caſtrenſ. conſ. 226. vol. 2. *où ſe peut rapporter l'exemple de Bacquet au chapitre vingt cinquieſme nom. br. 21. 22. 23. 24. 25. des Droicts de Iuſtice, des actes retenus par Notaires ſubalternes de ſeigneur entre perſonnes non ſubiectes à celuy qui les a inſtitués, & hors ſon territoire, qui ſont nuls & inualables, comme decide Bartole en la loy* 2. ff. de offic. proc. ex lege alia 6. Speculator tit. de inſtrum. edit. § reſtat. verſ. quid ſi quis nō eſt Notarius. *Et quand vn Notaire de Royaume, & pays eſtranger ſeroit venu retenir vn inſtrument en France : où iaçoit que les Notaires royaux ayent leurs lieux limitez, leurs contracts pourtant ne peuuent eſtre debatus de nullité, pour eſtre paſſez en terre de Seigneur : la ſeigneurie duquel eſt aſſiſe dans les enclaues de la Iuriſdiction royalle, où ledict Notaire fait ſa reſidence. Comme les contracts que ſeroyent retenus par Notaires & Tabellions royaux, reſidans en Toloſe, & terres des ſeigneurs hauts Iuſticiers de la viguerie d'icelle, deſquels tant ſeulement on peut repeter le ſalaire, qu'en ont receu, & contre eux requerir vne amande, pour la contrauention aux ordonnances, ayans paſſé les limites de leur territoire : ou quand les contracts n'auroyent force d'acte publics, ſeroyent touſiours recenables pour eſcritures priuées & teſmoignées du conſentement des parties, auec force d'hypotheque*, l. Scripturas, C. qui potior. in pign. hab. l. comparationes, C. de fid. inſtitut. l. emancipati, ff. de adopt. Bald. in leg. extra territorium, ff. de iuriſd. omn. iud. Pontanus in Conſuet. Ble-
11 ſenſes artic. 17. 11 *Par laquelle ſont deus les lods au Seigneur, ſans autre ſaiſine, ny deliurance ſaiſible. Maynard chapitre 34. & 39. du quatrieſme liure de ſes queſtions.*
12 12 Nec debentur ex mera donatione laudimia. Capell. Tholoſ. quæſt. 278. hicque poteſt etiam extra Tholoſam inſequiſito domino, vt permutatio, ex qua non debetur laudimium, nec huiuſmodi dominus habet ius retentionis etiam iure antiquo Romanorum. Ibid. quæſt. 27. ſicut nec in donatione Guid. Papæ quæſt. 47. pura, onerosa, vel conditionali, ex quibus pariter laudimia non debentur. *Arreſt du vingt-vneſme Auril mil cinq cents nonante neuf.* Nec vſquam viſum refert Maynardus in patria linguæ Occitanæ ex donatione ſolutum, vel petitum

titum aliquod laudimium, cap. 41. libr. 4. Quæst. Ranchinus in quæst. Guido. Papæ 48. *Et à plus forte raison à cause des nopces, ores les biens donnez, & constituez soyent aualués, n'ayans les contractans intention de vendre, comme tient ledit Maynard audit chap. 41. du quatriesme liure de ses questions. Toutes-fois des donations faictes par estrangers seroyent deus lods és ventes pour la raison desduicte par ledit Maynard chapitre 41. nombr. 4. du quatriesme liure de ses questions. Et est tenu le donataire de recognoistre ensemble luy payer sa rente & censiue.* [13] *Le contract pignoratif, quand le fief ne change de main, se fait aussi sans le consentement du Seigneur: où ne sont deus lods & ventes,* nisi simulato contractu in emptionem, & venditionem resoluatur, vt cùm res datur in solutum, l. si prædium, C. de euict. & tunc iure nostro tantùm laudimia debentur, nisi detur fundus pro dote æstimatus. [14] De his in superioribus. [15] *Maynard chapitre 41. du quatriesme liure de ses questions.* [16] *Arrest au troisiesme Aoust mil cinq cens octante trois, cité par ledit Maynard au chapitre 58. du second liure de ses questions, où est representé comme les ordonnances des insinuations ne sont gardées en Tholose, quand elles sont faictes en faueur de mariage.* [17] *Maynard chap. 38. du 4. liure de ses questions.* [18] *Le mesmes au chapitre ensuyuant.* [19] *Où le fief ne change de main, & l'heritage demeure au proprietaire,* l. rescriptum, ff. de distract. pig. l. si pecuniam, ff. de pig. act. *Maynard tit. 40. du quatriesme liure de ses questions.* [20] *De tant que le seul traicté de vente non sorty à effect du consentement des parties, ne doit lods au Seigneur,* l. si voluntate, C. de rescind. vend. l. ab emptione, ff. de pact. leg. 1. C. quand. lic. ab empt. disc. Suetonius cap. 36. in Caligulam. *Et la conditionnelle, en deffaut de la condition, sous laquelle est accordee, tenue pour non faicte,* l. 1. & 2. C. quand. liceat ab empt. disc. [21] *Ferron sur les Coustumes de Bordeaux,* §. 16. tit. de feudis, *selon l'opinion de Guillaume de Cugno* in l. ab emptione, ff. de pact. *prend trois maximes, & regles generalles. L'vne, que la vente resolue en vertu de pacte au commencement du contract, qui auroit donné cause à icelle, ne sont deus lods, & ventes. l'autre, que si au moyen de la conuention de resoudre le contract y apposee, ou faicte auant la deliurance de la chose, la vente est resolue, & ne sont deus que simples lods, pour vne fois,* arg. l. si pro fundo, Cod. de transact. Rebuffus in leg. sancimus, de consult. libr. 12. Cod. *La troisiesme, que si la vente est resolue au moyen du pacte fait apres le contract, & deliurance de la chose vendue, sont deubs doubles lods: les vns pour la vente premiere, qu'est parfaicte, le fief ayant changé de main,* leg. 2. Cod. de donat. quæ sub mod. leg. cùm prætor, §. rogo. §. fidei, ff. de leg. 2. *Les autres de la resolution qu'en auroit esté faicte, comme d'vne nouuelle obligation, & seconde alienation,* arg. leg. si à me, ff. ad leg. Falcid. d. l. ab emptione, in fin. ff. de pact. [22] l. fin. Cod. de iur. emphyt. *Et procede le retraict feodal de la nature des Fiefs, sans autre expression par vente, ou autrement, estant à l'option du Seigneur receuoir le nouueau vassal en foy, & hommage, ou retenir le fief. Charondas chap. 7. du 2. liur. de ses Respons. Du Moulin en ses Commentaires sur les Coustumes de Paris, liur. premier de matiere feodale,* §. 18. nombre 21. in princ. *disant le retraict feodal n'estre seulement legal, ains conuentionnel, & tellement annexe à l'infeodation, qu'il semble estre inuisiblement contracté.* Iacob. à S. Georg. in Tract. de feudis, in verb. qui quidem, q. 60. *Arrests de Gren. citez par* Guido Papæ q. 508. *tenans de commun accord le seigneur auoir droict de retention du fief, ou emphyteose en payant le prix, & loyaux cousts au vassal. Arrest du Parl. de Tholose, de Sales contre Lupe, du septiesme Iuillet mil cinq cens octante trois sur l'appel releué du Seneschal d'Armagnac, siege de Lectours. Autre arrest du mois de Iuillet donné au profit de l'Euesque de Besiers,*

citez

cuez par Maynard *au chapitre trente quatrieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions. Rapportant la Couſtume de Toloſe remarquée par Reneſt, par laquelle le ſeigneur n'a droict*
23 *de prelation.* [23] *Maynard au commencement du chapitre trente-cinquieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions*, inuect. leg. fin. Cod. de iur. emphyteut. §. 1. quæ ſuit prim. cauſ.
24 benef. amitt. in vſib. feud. [24] *Et peut le ſeigneur feodal par le deuxieſme article de la Couſtume de Paris auſſi prendre les biens amortis mouuans de ſon fief par droict de prelation en payant, ou rembourſant le prix, & loyaux couſts. Bacquet chapitre cinquante troiſieſme nombr. 3. du Droict d'amortiſſement. Dont l'inueſtiture rendoit la vente aſſeuree*, vt in d. § 1. quæ fuit prim. cauſ. benef. amitt. arg. leg. fin. C. d. de iur. emphyteut. & ita ſublata priori conditione, vt imperfecta, poſterior ſupererat omnibus ſuis tunc
25 numeris abſoluta. [25] *Nulle en deffaut de formalité, & aſſiſtance du ſeigneur, qui lors eſtoit neceſſaire*; tum quia huiuſmodi emptores ſine conſenſu domini, ſuo iure cadebant. d. l. fin. Cod. de iur. emphyteut. *Où viennent trois choſes à conſiderer, ſans l'une deſquelles le contract eſt inualable, le conſentement des parties*, leg. 1. in fine, leg. in venditionibus, in prin. ff. de contr. empt. leg. conſenſus, ff. de act. & oblig. *& du ſeigneur ſelon noſtre ancienne Couſtume. La ſeconde, le prix*, in verb. ex ſubſtantia, leg. 2. ff. de contr. h. empt. *à proportion duquel le ſeigneur, qui reçoit le nouueau vaſſal prend ſes lods, & ventes de la cinquanti ſme de l'emphyteoſe*, leg. fin. Cod. de iur. emphyt. *ou la douzieſme du fief*, de qua ſuo loco. *La troiſieſme, la choſe*, ſine qua non eſt venditio, leg. nec emptio, ff. de contrah. empt. leg. naturalis, in princ. ff. de præſcript. verb. *De laquelle l'acquereur, qui achetoit ſans le conſentement du ſeigneur, eſtoit priué du fief*, leg. fin. Cod. de iur. emphyt. *auquel appartient la retenuë feodale, en payãt le prix, & loyaux couſts: au moyen de laquelle la piece eſt allodiale, reprenant ſa premiere nature.* Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam,
26 numer. 560. *ſi mieux n'aimoit en inueſtir & alloüer l'acquereur au lieu du vendeur.* [26]
27 præſcr. iur. [27] *Maynard chapitre trente-neufieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions.* [28]
28 §. fin. quib. mod. toll. oblig. Inſtitut. leg. prout quiſque, ff. de ſolut. leg. 1. Codic. quand. liceat ab empt. diſced. & cuius conſenſus in contrahendo requiritur, eiuſdem in diſſoluendo debet interuenire. Auth. contrà ſi filij. ibique Barth. C.
29 de repud. [29] Quod enim ſemel placuit in contrahendo amplius diſplicere non poteſt, l. ſicut. C. de act. & oblig. l. de contractu, ff. de reſc. vend. Nihil enim magis humanæ fidei congruit, quàm quæ ſemel inter homines placuerint ſeruare, l. 1. ff. de pact. nec vni contrahentium pœnitere licet re ſaltem non integra, l. ſi pecuniam, ff. de condit. ob cauſ. dat. niſi vterque à contractu nominato recedat, qui eſt vltrò citróque obligatorius, l. Labeo, ff. de verb. & rer. ſign. *Et s'enſuit, que le vendeur eſtant deſpouillé de la choſe par le moyen de la vente parfaicte & accomplie.* Iterũ ab eodem res eadem venundari nequeat, cùm duo in ſolidum eiuſdem rei domini eſſe non poſſint, l. ſi duobus vehiculum, ff. commod. & à non domino vendita, à vero domino vendicatur, id ſciente vel ignorante vltimo tempore venditionis §. ſi quis à non domino, de rer. diuiſ. inſtit. *qui en la cauſe doit appeller ſon garant*, l. 9. emptor, C. de euict. [30] *eſtant punniſſable de faux*, leg.
30 qui duobus, l. ſi debitoribus, ff. ad l. Cornel. de falſis, leg. 1. & toto tit. ff. de crimin. ſtell. *Maſuer au titre des ventes & achapts nombr. 40.* Quiue ſciens fundum alienum emerit, non ſolùm fructus extantes, ſed etiam conſumptos reſtituere tenetur, § ſi quis à non domino, §. ei verò de rer. diuiſ. Inſt. niſi bona fide ignorans emerit. Tunc enim contra dominum agentem fructus perceptos pro cultura,

tura & cura retinebis : & conſumptos, nec pretium reſtituer, §. & ſi hæreditas, verſic. ſi vero de iudic. Inſt. l. 4. §. poſt litem verſic. ſed antè, ff fin. reg. niſi extantes officio iudicis, l. certum, § bona fide, C. de rei vend. Nec emptor rem quam ſciebat alienam, & alij venditam idoneus ad accuſandum videtur venditorem de crimine, cuius ipſemet conſcius eſt, c. 1. de accuſ. [31] *Maynard chap. 22. du 3. liu. de ſes queſt.* [32] l. cùm tibi, C. qui pot. in pign. hab. *Autrement n'eſt permis au debteur vendre, engager, ne hypothequer ſes biens en fraude des creanciers,* l. debitorem, C. de pign. *& l'ayant fait ſans payer ſes debtes, les creanciers le peuuent conuenir en action perſonnelle, ou agir contre le tenancier en l'hypothecaire,* l. diſtractis, auth. hoc ita. C. eod. [33] *En pays couſtumier l'hypotheque de la dot prend ſa force du contract, & commence du iour, & datte d'icelny. Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de* Paris, *donné en audience de releuee contre la vefue de Rudin, le 23. Ianuier, 1568. où n'a lieu la loy,* aſſiduis, C. qui pot. in pign. hab. *ni ſes ſemblables, ſinon en pays de droict eſcrit. Bacquet ch. 21. nomb. 298. Des droicts de Iuſtice : ni n'vſe la femme de ſon priuilege ſur meubles laiſſez par le decez du mari en pays couſtumier, eſquels la femme vient en contribution auec les autres creanciers au ſol la liure, non en pays de droict eſcrit, où la diligence, ni la contribution ne ſont conſiderables ſinon entre creanciers pareils en priuilege, eſquels la femme a eſté preferée par Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 8. Iuin 1590. donné en l'appel releué du Seneſchal de Lyon, dont la ſentence fuſt amendee, & ordonné que la femme ſeroit payee ſur les deniers arreſtés auant les creanciers du mari abſent, & fuitif à cauſe des debtes, premiers ſaiſiſſans, & arreſtans tant de ſa dot que augment, dont les deniers ſeroyent auſſi mis auec la dot en main aſſeurée au profit de la femme. Bacquet au meſme chap. nomb. 271. où il allegue vn arreſt ſuruenu de la deſconfiture des meubles du 23. Decembre 1585. Entre Suſanne Habert femme à Charles du Iardin, & creanciers de ſondict mari : autre pour Magdelaine Fraude femme à Denis Megiſſier du 20. Feburier 1561. Arreſt ſolemne du 4. Iuin 1557. Par lequel fut auſſi ordonné que les pourſuiuans criees, & oppoſans viendroyent par deſconfiture au ſol la liure, ſur les deniers prouenans de la vente de l'office de ſecretaire du Roy ſaiſi & crié ſur Maiſtre Hylaire Martin ſelon l'article 84. de la nouuelle de Paris : par laquelle les deniers qui prouiennent de l'adiudication de decret d'vn office ſont ſubiects à contribution, comme meubles. Arreſt en audience du 16. Mars 1570. par lequel fuſt dict que Iean Bouillot tuteur d'vn moindre viendroit à contribution auec la vefue du defunct ſur les biens amẽdez par ſon decez : ſçauoir la vefue pour ſa dot & douaire, le tuteur pour le reliqua du conte deu au moindre, duquel le defunct auoit eſté tuteur, & ledict Bouillot repris la tutelle. Autre arreſt en audience du 9. Feburier 1593. par lequel fut ordonné que tant la vefue pour ſon douaire, qu'autres creanciers viẽdroient en contribution ſur les meubles demeurez par le treſpas du defunct : & celuy qui auront gages, ſeroit premier payé de l'argent prouenant de la vente d'iceux. Bacquet au meſme chapitre nombre 269. 270.* [34] *De meſmes en pays couſtumier apres le premiers ſaiſiſſant le premier oppoſant eſt payé ſur les meubles ſaiſis, apres le ſecond, & ainſi des autres. Et ſi apres la premiere ſaiſie des meubles, il y a autre ſeconde, ou troiſieme ſaiſie, on conuertit telles ſaiſies en oppoſitions, & les ſaiſiſſants, & oppoſans ſont alouez en leur ordre, ſi l'executé a des immeubles aſſis en la preuoſté & viſconté de Paris, ou autre Baillage, en Seneſchauſſee. Arreſt ſolemn. du Samedy vingtdeuxieſme Decembre 1590. 19. Auril 1580. en Audience. Bacquet chap. 21. nombre 290. Des Droicts de Iuſtice.* [35] *Comme pays de droict eſcrit, ſuiuant ledit Arreſt du Parlement de Paris, du huictieſme Iuin 1590. remarqué par ledict Bacquet chap. 21. nombre 271. des Droicts de Iuſtice. Quoy que par la Couſtume generale de France non reſtraincte n'ayent ſuite, lors*

que ſont vendus, adiugés & mis hors la main du debteur. Donec enim ſunt in poteſtate debitoris, agentem priorem debitorem audiendum eſſe receptum eſt, etiamſi ab apparitore ſcapta ſint, nedum ſententia iudicis addicta, ab apparitore vendita. Ferron. tit. de feud. §. 20. in Conſuetud. Burdigalenſis, & ex vſu fori. *Ainſi expliqué, iugé, & practiqué par pluſieurs arreſts du Parlement de Tholoſe. Entre autres d'vn nommé Laboreau contre Bardon, & autres du mois de Nouembre 1594. donné à la grand Chambre au rapport dudict ſieur Maynard par luy meſme remarqué au chap. 8. du 3. liu. de ſes queſt. comme ſe iuge communement en nos Cours ordinaires ſelon le texte de la loy* 2. C. ne vxor pro marito: vbi pro debito mariti non debet fieri miſſio in bon. vxoris, quæ ſi vir poſſideat, debet vxor probare ſe dominam, vt ibid. Bald. & Salicetus. *N'eſt elle tenue pour les debtes & obligations du mari,* C. eod. *ains peut de ſon viuant repeter la dot ſi vient en pauureté,* l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. *& s'oppoſer aux ſaiſies des creanciers de ſondict mary, quoy que premiers en hypotheque, ſuiuant ladicte loy* aſſiduis, C. qui potior. in pign. hab *ſur les biens de ſondict mari: ſur leſquels elle eſt auſſi bien fondée en ſon oppoſition, s'il n'y a autres biens, meubles, ou immeubles, pour luy reſpondre de ſa dot, ſur leſquels elle puiſſe agir, ne pouuant recourir ſur les meubles vendus, payez, & deliurez, comme elle feroit ſur les immeubles, s'il y en auoit, contre le tiers poſſeſſeur d'iceux: & par fois on prefere certains creanciers à la femme ſur les meubles du mari, ſelon le priuilege du debte comme frais funeraux, louages de la maiſon où habitent les mariez, en laquelle leſdicts meubles ont eſté apportez, aliments, medicaments, meſmes les deniers expoſez à la maladie, de laquelle le mari eſt decedé, ſalaires des ſeruiteurs, nourrices & chambrieres, ſur tout les frais de Iuſtice, & autres expoſez à l'achapt, conſeruation, reparation, & refection de la choſe, & autres dont a eſté cy deuant parlé, quoy que les autres biens reſtans ne ſuffiſent au payement, ou rembourſement de la dot. De tant que la dot meſmes y peut entrer, ſi les fruicts ne ſuffiſent, & ne conſiſte en rente. Meſmes pour les cas cy deuant*
37 *touchez, qu'eſperons rapporter à noſtre vſage.* [37] l. hac lege decernimus. C. de pact.
38 conuent. [38] ſi callidè quidem non ſit verſata, l. 2. §. verb. itaque, ff. ad Velleia. Deceptæ enim non decipienti iura ſubueniunt, & ſub Velleiano continetur omnis obligatio, cum re, verbis, aut literis, aut quocunque genere contractus mulier interceſſerit, licet pro marito, d. l. 2. §. fin. Eſtque ſimulata interceſſio ab vtroque coniugum facta, venditione, donatione, vel pignoratione pro viri debito, quo vtetque téneatur de euictione, quorum obligatione vxor in poſterum videretur à repetitione dotis excluſa in re ab eadem vna cum viro vendita, donata, vel pignorata, licet ad viri commodum. Quem enim de euictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio. *Dont la femme leſée doit recourir au benefice du Prince, & impetrer lettres Royaux pour eſtre reſtituee en entier contre ledict contract, à ce qu'elle puiſſe auoir ſon action ſur les biens vendus, donnez ou hypothequez par*
39 *ſondict mari.* [39] *Les femmes au Parlement de Tholoſe ſont par la dot preferées aux creanciers precedens du mari ſur les biens d'iceluy mari, ſoit qu'ils ayent expreſſe, ou taiſible hypotheque,* vt in l. aſſiduis, & ibi notatis, C. qui potior. Noueil. 109. De priuil. dot. cap. 1. *Que la Cour de Parlement de Tholoſe eſtend contre les creanciers du pere, & du mari, ores premiers en hypotheque: le pere, ou le fils du conſentement du pere ayant receu la dot de ſa femme. Mayn. ird chap. 51. du 2. liure de ſes queſtions. Contre l'obſeruation des Parlemens de Paris, & Bordeaux, qu'attribuent la priorité aux expreſſes hypotheques precedentes. Basquet chap. 21. nomb. 86. des Droicts de Iuſtice.* [40] *Contre l'opinion d'Accurſe* in l. vbi
40 adhuc, in verb. *qui non potiora iura*, in fin. C. de iur. dot. Ibidem Cynus: multi

poſt

poſt Accurtiũ, in l. mancip. §. ſi comm. diuid. in verb. Actũ eſſet, in fin. ff. de euict. Alexander & Ludo. Romanus in l. ſi conſtante, ff. ſolut. mat. Batt. & Bald. in l. 1. ff. comm. diuid. Menochius de nob. quæſt. 51. num. 8. *Et agit la femme contre le tiers poſſeſſeur des biens alienez ſans diſcuter les non alienez par Arreſt du Parlement de Tholoſe, donné au rapport de Monſieur Ioſſe, entre Valerie Alexandre, & André Paſchal, le 7. Iuillet 1580. enſemble ſur les biens ſubiects à reſtitution: ſauf à l'heritier, tenanciers, & creancier leur recours, les ſubrogeant en ſon lieu & hypotheque, contre le tiers poſſeſſeur, ſans autre diſcution, eſtant le payeur de la dot muni du priuilege de la femme*, l. Moſchis, & ibi gloſſ. ff. de iur. fiſc. l. libertus, §. 1. ff. ad municip. notatur in l. cùm filius, ff. de verb. obl. *ſçauoir, quant à la femme des biens tenus, & poſſedez par ſon feu mari du temps des pactes de mariage depuis alienez, non autrement: & peut prendre & retenir de ſon authorité ceux que ſe trouuent en nature au patrimoine de ſon mari lors de ſon decez*, quæ antea hæc eadem quodammodo poſſidebat iure familiaritatis, l. qui iure, ff. de acquir. poſſeſſ. Bald. in l. penul. C. de pign. act. *Maynard chap. 22. du troiſieſme liure de ſes queſtions.* [41] *De tant que la femme induite, lezee, deceuë, & obligee pour les* 41
debtes, & affaires du mari, a faict acte d'interceſſion, & par ainſi reſtituable, d. l. 2. in fi. ff. ad Vell. Nec minùs donationis, quàm interceſſionis cauſa. Donatio enim inter coniuges interdicta eſt, ne mutuo ſe ſpolient amore. l. 1. ff. de donat. inter vir. & vxor. l. cùm multi, §. ſancimus, C. de donat. ante nupt. Nec etiam valent huiuſmodi contractus in fraudem creditorum, quorum priores tempore ſunt iure potiores, niſi poſteriores ſpeciali priuilegio muniantur, aut ceſſo potiorum iure vtantur, l. 1. C. qui potior. in pign. hab.

FIEFS,

COVSTVME V.

Seigneurs feodaux ne ſont tenus recognoiſtre, ni receuoir en leur fiefs aucuns infeodataires, ni auouer les ventes & alienations que leur ont eſté faictes du fonds mouuant de leur fief, que ne ſoyent d'accord, ou ne les ayent payez des pactz, ou lods, & ventes, enſemble des oblies, droictz, deuoirs Seigneuriaux, & autres redeuances pour raiſon deſdits fiefs. Sans que dudict refus pour droictz non payés, & deuoirs non faictz, les vaſſaux puiſſent eſtre inquietés, ni ſouffrir peine, & dommage, & eſtans les Seigneurs d'accord ou ſatisfaictz des nouueaux acquereurs, ne peuuent refuſer les receuoir en leur fief ſans cauſe legitime, ſi autres n'y ont eſté pluſtoſt receus, & alouës: & le fief ne tombe en main morte, outre le gré, conſentement, & liberalité du Seigneur, lequel en ce cas peut contraindre les mainmortables vendre les biens mouuans de ſon fief, ou cenſiue, à deſlay dans an & iour apres leurs acquiſitions, ſi mieux n'aiment les retenir, payer lods, & ventes, & conſtituer hommes viuans, & mourans, perſonnes laics ſuffiſants, & ſoluables pour infeudataires, qui s'obligent payer au Seigneur les oblies, & deuoirs Seigneuriaux pendant leur vie. Apres le deceds deſquels ſont tenus en vuider leurs mains, & les vendre à des laics: ou payer derechef lods, & ventes, & rierecaptes: & conſtituer autres hommes laics viuants, & mourans, qui s'obligent comme les precedens, & ainſi conſecutiuement, iuſques à ce que le fief ſoit remis en main layque: & d'icelle recogneu par le Seigneur feodal.

CHAPITRE V.

DROICT de retraict, ou retenuë feodale, n'a lieu en Tholoſe, ni le fief n'y tombe en Commis pour entree vitieuſe, [1] ſi l'acquereur du fief ne deſaduoüe le Seigneur & ne denie malicieuſement contre verité ſçachant le contraire, ledict fief eſtre mouuant de ſa directe, [2] ne le tenant en franc aleu, pour ne luy auoir eſté vendu allodial. [3] Non que la ſeule declaration du vendeur au contract de vente ſuffiſe pour attribuer droit de Seigneurie, ſi le Seigneur ne monſtre titre, ou n'accompagne la preſomption d'actes concluans & neceſſaires: leſquels accumulez facent foy de ſon intention. [4] S'il y a controuerſe entre le Procureur du Roy, & le Seigneur, ou entre deux Seigneurs: ou la piece eſt vendue noble, l'acquereur doit appeler ſon garend, [5] & ou le procez auroit

roit long cours, demander, ou impetrer la main leuee des fruicts, ou fonds ſaiſi à la requeſte du Seigneur, ſans entrer en adueu, ni deſadueu, ains offrir le recognoiſtre, & payer ce qu'il monſtrera par titres luy eſtre deub. Que le Seigneur eſt tenu luy communiquer, & le vaſſal exiber au Seigneur ſes acquiſitions, acquits, ſi point en a, & autres actes qu'il a en ſon pouuoir, concernans ledict fief: leſquels ſe peuuent produire auec le teſte de la procedure, pour les debatre, & y reſpondre, & en faire extraicts ſi bon leur ſemble: & ſont tenus les Notaires qui les ont retenus, les exiber, & expedier aux Seigneurs, ou leurs procureurs, tout ainſi qu'aux parties contractantes, pour s'en aider, & voir ſi ſont feincts, & ſimulez [7] à ce que le Seigneur ne ſoit fraudé du droict d'entree, paix, lods, & ventes, ou foriſcapes, comme on les appelle en quelque partie de Languedoc: [8] payables par l'acquereur au reſſort de ce parlement, non par le vendeur, comme ſe fait par quelques Couſtumes locales de France, [9] à proportion du prix contractuel, ou couſtumier, [10] & ſans diminution d'iceluy en cas de reſtitution, reſciſion, ou retranchement [11] des ventes, & quaſi ventes iudicielles, ou conuentionnelles, accomplies & faictes à perſonnes priuees, ou autres non priuilegiees, pour cauſe particuliere, [12] contrainćte, ou volontaire, quoy que la deliurance de la piece vendue ne s'en ſoit enſuiuie, [13] ou par neceſſité publique, ou particuliere: comme partages d'heritage par licitation, [14] ou eſtimation du prix donné en recompenſe du fonds retranché des maiſons priuees par l'eſlargiſſement des places, & rues publiques: [15] immeubles eſtimez baillez en dot, legitime, ou part hereditaire: [16] ni ne ſont deubs lods, & ventes par le ſubrogé à l'adiudication de decret. [17] Reuente de fonds vendu à pacte de rachapt [18] faict par vn tiers dans le temps, [19] ni de donation, [20] ou engagement: [21] ſi le fonds hypothequé n'eſt mis aux encheres, vendu, ou baillé en payement au creancier: [22] ni ne ſont deus loz, & ventes de fonds vendu ou achetté du Roy, ou du public. [23] Neantmoins le donataire, vſufructuaire, & tenancier du fief, eſt touſiours tenu payer les droicts & deuoirs Seigneuriaux au Seigneur proprietaire, ou vſufructuaire, [24] auquel reſpondent auſſi les lods & ventes pendant le temps de ſa iouyſſance, [25] leſquelles en cas de retranchement, ſeroyent entierement à rembourſer par le vendeur, ou autre retranchant, ſuiuant l'acquit du Seigneur, quoy qu'il en euſt remis vne partie, ou icelles du tout quittees, ſans que l'acquereur ſoit tenu le conteſter, ni le prendre à ſerment. [26] Le conſentement deſquels

ores ne ſoit en Tholoſe neçeſſaire pour la validité des contracts, où chacun peut librement contracter, vendre, aliener, ceder, tranſporter, donner, aumoſner, & diſpoſer du ſien à ſa volonté. [27] Semble neantmoins vtile, & proffitable, accorder auec le ſeigneur des lods & ventes à ce qu'il aggree la vente, & luy en remette ou retranche vne partie auant la paſſation du contract: [28] car autrement le ſeigneur ne peut contraindre luy en faire l'entier payement, [29] ou en vuider les mains dans an & iour, s'il n'eſt de la qualité & condition portee par le contract de lozime & recognoiſſances: qui ne permettent communement aux vaſſaux tranſporter le fief en main morte, & priuilegee. [30] Cauſe legitime pour laquelle le ſeigneur n'eſt tenu aggreer telles alienations, ni receuoir en hommage les gens de main morte, comme les Egliſes, prelatures, communautez: [31] ains les peut contraindre remettre le fief en main libre, ou luy payer les lods, & luy conſtituer homme viuant, & mourant, qui paye les autres droicts annuels pendant ſa vie, apres ſon deceds en vuider leurs mains, comme deſſus, ou luy payer derechef lods, & ventes, & riere captes conuentionnels, ou couſtumiers, & luy bailler autre homme comme le precedent, & ainſi conſecutiuement, iuſqu'à ce que le fief reuienne en main libre, par contract de vente, ou autrement [32] mainmortable d'eguerpiſſe, ou en obtienne l'amortiſſement de ſa Majeſté, [33] le ſeigneur ſatisfait de ſon indemnité. [34] Autre que le Roy ne pouuant amortir; [35] ſauf les Pairs de France, les riereſiefs mouuans, deubs pour les fiefs, qu'ils tiennent immediatement de ſadicte Majeſté. [36] Et ores les Tholoſains ne viuent ſous les Couſtumes de France, eſtans en pays de droict eſcrit, ni ne ſont ſubiects au droict des francs fiefs, ban & riereban, [37] & retraict feodal. [38] Les gens de mainmorte contre la commune diſpoſition du droict Romain ciuil, & canonique, [39] ne peuuent, conformement aux anciennes conſtitutions, & ordonnances de nos Rois, qui ne recognoiſſent aucuns ſuperieurs en la temporalité, tenir heritages feodaux, ou roturiers, ſans leur diſpenſe, permiſſion, & tollerance, [40] ſous la finance taxee à proportion des fruicts, & reuenus des annees paſſees des nouueaux acqueſts au fur l'emplaige, [41] & amortiſſemens des biens acquis, & affranchis à l'aduenir, moyennant la finance iadis taxee à la troiſieme partie de la valeur des biens amortis, dont maintenant la taxe eſt arbitraire, [42] & ſe fait à la reception des lettres à la Chambre des Comtes, leſquelles on

doit

doit auſſi verifier és Cours de Parlement, [43] ou par les ſieurs Commiſſaires deputez par ſa Majeſté: par leſquels l'amortiſſement general faict au Clergé de France n'a eſté reçeu. Qu'a eſté la cauſe que chaſque Dioceſe a compoſé auec le Roy enſemble les Communautez, & Eccleſiaſtiques pour leurs benefices, qui du temps du Roy Charles neufieſme auoyent eſté exemptez des droicts des nouueaux acqueſts, & le temporel dependant de leurſdicts benefices, & communautez amorti, en payant decimes à ſa Majeſté par conceſſion generale, laquelle ne s'eſtend aux ſucceſſeurs de la Couronne, s'il n'y a ſpeciale declaration, & denombrement des biens amortis, pour leſquels on ayt par expres finance, [44] à ce que les gens de main morte ne ſoyent tenus bailler au Roy homme viuant, & mourant, ni payer aucuns droicts à l'aduenir: eſtans leſdicts heritages par ce moyen hors de prophanité, voüez, dediez, & conſacrez à Dieu. *Pro ſpiritualibus autem homagium fieri non debet.* Quoy que les Eueſques, & Archeueſques de France incontinent que ſont pourueus de leurs prelatures, ſoyent tenus pour le temporel preſter ſerment au Roy de fidelité. [45] Non que par l'amortiſſement ſe verifie la proprieté de l'heritage amorti, auquel le vaſſal a peu coucher ce que bon luy a ſemblé, ne portant que titre d'affranchiſſement. [46] Nonobſtant lequel les mainmortables ſont auſſi tenus du Droict d'indemnité enuers le ſeigneur, ou luy payer lods, & ventes de leur acquiſitiõ, & bailler homme viuant & mourant (non toutesfois confiſquant, cõme on ſouloit faire anciennement) auec droits de rachapt à chaſque mutation d'homme, comme deſſus, [47] taxee par aucuns à la 4. ou cinquieſme des biens affranchis, & par autres tant pour l'intereſt du Roy, que ſeigneur feodal à la troiſieſme, pour d'icelle eſtre prinſe vne cinquieſme pour l'amortiſſement. Autre cinquieſme pour la haute iuſtice, & les trois cinquieſmes reſtans pour les droicts feodaux, ſoit qu'ils appartiennent au Roy, ou autre ſeigneur particulier: [48] non qu'elles ſoyent certaines, ains arbitraires, telles qu'il plaiſt au Roy, & à ſes deputez les taxer, & moderer. Et ſe remet la liquidation de la taxe de l'indemnité du ſeigneur par les Cours ſouueraines, Seneſchaux & autres iuriſdictions Royales, à arbitres conuenus & accordez par les parties, ou pris d'office. [49] Pour laquelle le Seigneur peut tant ſeulement agir contre le vaſſal en l'heritage amorti, [50] duquel apres l'amortiſſement n'eſt tenu vuider ſes mains à faute d'hõme pour droits & deuoirs non faicts, ni payez, & denombrement non baillé: [51] ou au contraire quand l'acquereur ſeroit ſeulement d'accord auec le ſeigneur de l'heritage non amorti: le Procureur du Roy le pourroit

roit contraindre en vuider ſes mains dans an, & iour, ou auoir lettres d'amortiſſement de ſa Majeſté, [52] de laquelle en France tous heritages ſont tenus mediatement ou immediatement en fief, ou arriere fief, cenſiue, ou arrierecenſiue, ou en franc aleu : comme originairement prouenus des dons, octrois, & conceſſions de nos premiers Roys. [53] Dont le temporel de l'Egliſe, & lieux pies de fondation & dotation Royale, eſt perpetuellement libre de toutes charges, non ſubject aux droicts des nouueaux acqueſts, & amortiſſemens, [54] non plus que les heritages laiſſez, [55] leguez, donnez, & aumoſnez par les Seigneurs, leſquels ne ſont non plus ſubjects à l'indemnité : *nam pia legata ſolido iure præſtanda ſunt* : toutesfois ſelon l'intention & volonté preſomptiue du teſtateur, & circonſtances, ſur leſquelles on iuge ſi les heritiers ſont tenus amortir, & affranchir le fonds donné, ou legué pour la fondation d'vn hoſpital, college, maladerie, & obiit, qu'on laiſſe communement en Tholoſe aux Chapitres, Egliſes & Monaſteres, ou aux Preſtres particuliers, pour la celebration de certaines Meſſes chacun an, & diuin ſeruice, à l'intention du teſtateur : à ce que le fonds n'en ſoit diminué & rendu inſuffiſant de ſatisfaire à la volonté du fondateur, par la detraction qu'en faudroit faire. [56] Dont la finance eſt auſſi plus moderee & la cauſe plus fauorable, que des heritages vendus ou permutez, [57] auſſi entendus ſont rentes foncieres, & roturieres conſtituez à prix d'argent, le fort faiſant partie du prix & diſmes infeodez ; comme choſes prophanes, ſubiectes aux meſmes droicts : ores ſoyent tenus par gens de mainmorte en ladicte qualité ſi ne reprennent leur premiere nature. [58] Tout ainſi que le temporel de l'Egliſe, que change de main apres l'amortiſſement : comme nous auons veu de noſtre temps pour les neceſſitez publiques. Lequel eſtant ſpecial, & ne ſe pouuant eſtendre hors le corps du benefice, pour lequel eſt obtenu quoy qu'vienne en autre main morte : [59] laquelle de meſmes eſt tenue s'en deſſaiſir dans an & iour le remettre en main libre, & particuliere, layque, ou Eccleſiaſtique, à la requeſte du Procureur du Roy, & Seigneur haut iuſticier, feodal, ou cenſier, & leur payer la rente, [60] non le droict d'acquiſition par eux empeſchee & debattue, *vnde prior contractus reſoluitur, & ad nouam cauſam reducitur.* [61] Si l'acquereur n'aime mieux retenir le fond, payer les droicts de ſon acquiſition, & conſtituer homme viuant & mourant, ou vicaire, que le Seigneur ne

peut

peut refuſer : [62] quarante iours apres le deceds duquel ſi n'en vuide ſes mains, & ne paye rierecaptes, & lods, & ventes, y peut eſtre contrainct par ſaiſie du fief, & perception des fruicts en prouenans, iuſques y auoir ſatisfaict : [63] non payer droict de nouueaux acquets deus au Roy, ſi n'en a iouy à longues annees, [64] ſinon le droict d'amortiſſement, lequel eſt auſſi contrainct payer, ou vuider ſes mains, comme deſſus, [65] & pour l'entier affranchiſſement auſſi compoſer auec le ſeigneur pour ſon indemnité, [66] & en vſer aux fins, & pour les cauſes contenues és lettres de conceſſion, & dedication de ſa Majeſté, non à autres vſages, [67] par priuilege quaſi perſonnel, que ne profite qu'aux main-mortables, que l'ont impetré. De tant que l'heritage amorti & indemniſé, que ſort & entre en main-morte, eſt derechef ſujet à droit d'amortiſſement & indemnité, [68] ſi le Roy meſmes, ou le Seigneur ne le donne, legue, aumoſne, vend, cede & tranſporte à titre onereux, ou lucratif. Auquel cas le fonds ſemble eſtre baillé franc, & allodial non ſuiet aux lods, & ventes enuers le Seigneur, tant pour l'acquiſition onereuſe, que lucratiue, ſi ne ſont par exprés reſerués par le contract. [69] Moins peut contraindre l'acquereur à la vuidange, non plus le ſeigneur, que ſes hoirs & ſucceſſeurs : ains au contraire en cas d'euiction luy doiuent garentie. [70] Ni de meſmes, quand le ſeigneur maieur de vingt-cinq ans, ou ſon procureur ſpecial l'a receu en foy, hommage, & ſaiſine de l'heritage acquis, & eſté payé de lods, & ventes, & autres droicts ſeigneuriaux ne pouuant reprouuer, debattre, & impugner ce qu'il a vne fois approuué, [71] non par la ſimple reception & cenſiue. *Cùm cenſus quolibet anno debeatur, & ſolui debeat à quolibet poſſeſſore.* [72] Non que pour heritage tenu en roture, le ſeigneur cenſier y pretende que droict d'indemnité, non homme viuant, & mourant [73] ny pour changement d'Abbé, ou autre main-mortable, que preſtation de foy & hommage, [74] reliefs & rachapts ſelon la couſtume de Paris, ou rierecaptes ſelon la noſtre, homme viuant & mourant & indemnité. Non ſi le Roy en eſt ſeigneur, que droicts de nouueaux acquets en lieu d'icelle. [75] Et neantmoins le vaſſal n'eſt ſeul tenu exhiber ſes titres au ſeigneur : mais auſſi gens de main-morte apres la preſtation de ladicte indemnité ſont tenus exhiber leurs titres, & acquiſitions, & bailler par declaration leurs heritages aux Seigneurs hauts Iuſticiers feodaux, ou cenſiers, pour faire leur liure terrier, encor que ſoit amorti. [76] Lors ayant beſoin du denombrement general, & particulier de tout le fonds, qui eſt dans les enclaues de ſa directe, ou ſeigneurie, pour en faire l'arpentage, & verification appellez tous les bien-tenans, à ce que chacun indique, &

recognoiſſe ſa terre, auec la charge, & contenance d'icelle, par tenans & aboutiſſans, que ſe changent par ſucceſſion de temps, comme ſe font les diuiſions d'heritages, & les pieces changent de main:[76] non que le papier terrier du ſeigneur, & quadaſtres du lieu, donnent titre de proprieté aux poſſeſſeurs, non plus que l'amortiſſement, l'ozime, & recognoiſſances,[77] ſi n'ont les actes de leurs acquiſitions, ou ne prennent leur poſſeſſion,[78] comme peut faire le ſeigneur, & monſtrer ſes recognoiſſances, & inſtruments d'arrentement, en defaut de l'ozime auec les acquits de la rente, leſquels peut auſſi contraindre ſes vaſſaux luy exhiber enſemble les autres actes, qu'ils ont deuers eux, pour la iuſtification de ſa demande.[79] Laquelle ſi ſe treuue exceſſiue, faict à reduire ſelon les anciennes recognoiſſances, auec reſtitution de ce que le ſeigneur trop pris: enſemble s'il a moins pris de ce qui eſt deu de plus, ſi les ſ quictances ne ſont generales, quoy qu'il y ait trente ans, & plus de la diſcontinuation du payement legitime.[80] Le ſupplement, & quote duquel, non plus que l'entiere rente non payee, le ſeigneur ne peut demander, que de vingt-neuf ans, non plus que les lods, & ventes, que ſe preſcriuent en trente ans, & court la preſcription quarentenaire contre le Roy, & l'Egliſe.[81] Apres laquelle preſcription trentenaire, le ſeigneur iuſticier, & feodal, moins le cenſier payé de ſa rente, ne peut contraindre les gens de main morte, ni la vuidange de l'heritage par eux poſſedé pendant ledict temps, dans lequel toutes actions perſonnelles ſont preſcriptes, meſmes les droicts de rachapt, & relief, non le droict de cens, *quod domino directo debetur in ſignum & recognitionem ſuperioritatis.* Ni le Roy meſmes ne les contrainct, qu'au payement de ſa finance.[82] Si le ſeigneur produit pluſieurs recognoiſſances, que contiennent diuers cens, on continue ſelon la couſtume. Si le cens de la plus ancienne eſt plus petit, on la reduit ſuiuant icelle, iuſqu'à ce qu'apparoiſſe du titre & contract de l'ozime, qui en fait l'entiere deciſion.[83] Et de tant que par les anciennes ordonnances, loix, & ſtatuts du Royaume eſt deffendu à gens de main-morte, acquerir, tenir, & poſſeder aucuns heritages feodaux, allodiaux, ou roturiers, ni aucunes rentes, & droicts immobiliers, ſans permiſſion, congé, & licence du Roy: & ſi en poſſedent, leur eſt enioinct en vuider les mains dans an & iour, à peine de ſaiſie & vnion d'iceux au domaine de ſa Majeſté, ſi n'en prennent lettres de ſouffrance, & amortiſement,[84] & ne compoſent pour l'indemnité du ſeigneur haut Iuſticier, cenſier, ou feodal, priuez par ce moyen des droicts de confiſcation, & desherence, accaptes, tierecaptes, lods, & ventes, droits ſeigneuriaux, & feodaux, ſaiſines, & amendes, en reunion des fiefs

mou

mouuans d'eux par retraict feodal, hors le territoire de nos priuileges, ou autrement. [85] Pour toutes-fois demeurer en nos termes, & ne voguer à l'incertain, remarquerons dudict Sieur Bacquet trois eſpeces de gens de main-morte, Eccleſiaſtiques, pour tout le temporel de leurs benefices, droits de iuſtice, cenſiue, champart, rentes feodales, foncieres, ou conſtituées: & generalemẽt pour tous drois immobiliers en dependans, tenus immediatement du Roy en fief ou cenſiue, ou d'autre ſeigneur, non pour leur patrimoine, & acquiſitions particulieres, dont ils peuuent diſpoſer, & en ſont capables, comme Archeueſques, Eueſques, Abbez, Prieurs, Curés, Recteurs, & Preſtres ſeculiers, tenãs benefices. [86] Non les preſtres reguliers, Prieurs, & religieux clauſtrals, qui viuent en commun, & ne peuuent rien auoir de propre en particulier, ni acquerir que pour le monaſtere. [87] Tout le fons duquel eſt inalienable, & cenſé de main-morte, & par ainſi ſuiet au droict des nouueaux acquets: [88] & eſtans profez ſont incapables de ſucceſſions, & hoiries, eſquelles ſuccedẽt les autres plus proches habiles à ſucceder. [89] Ni ne peuuẽt en Tholoſe les Cordeliers de l'Obſeruãce, ſelon le Concile de Trente tenir autre fons, que celui de leur cloiſtre. Comme ne font les Capucins, Recolés, & tiers ordre de S. François, ni les Religieuſes Saincte Claire, mandiantes de l'Iſle S. Cyprien. Et neantmoins les Fr. Mineurs Obſeruantins y ſont capables d'hoiries, & immeubles à la charge d'en vuider leurs mains dans an & iour, nõ pour les retenir, & amortir, ains pour employer l'argent, prouenant de la vente d'iceux aux vſages, & neceſſités de leur monaſtere, comme les autres religieux Mandiants, qui ont vn Threſorier pour receuoir, & diſpenſer les vœux, & aumoſnes que leur ſont diſtribuées & dõnées en argent, [90] ſans que les obſeruans ſoyent pour le fonds que leur eſt aumoſné & par eux apres vendu, ſuiects en aucune finance enuers le Roy, ni le ſeigneur à cauſe de leur acquiſition, pour n'en eſtre faictz poſſeſſeurs, attendu la proximité de leur dimiſſion, que tant ſeulement la charge ordinaire, & rente annuelle, pour l'annee que l'auront tenu: ne pouuant auſſi le Roy, ni le ſeigneur agir qu'apres an & iour contre le nouueau vaſſal. [91] Tous autres Monaſteres, Chapeles, & Colleges Eccleſiaſtiques fondez, dotés, & rentez, eſtans auſſi ſuiets au droict des nouueaux acquets, pour le fonds non amorti, qu'ils ont en Tholoſe, [92] où eſt de meſmes neceſſaire le conſentement des citoyens, pour l'intereſt commun, & deſchargement des impoſitions qui ſe remettent & cottiſent en leur place ſur le reſte des habitans: cõme a eſté fait de la Chartreuſe baſtie dans les murs de la ville de Tholoſe, la place de laquelle a eſté affranchie, & amortie par ſa Majeſté, de l'aduis & conſentemẽt

de la ville, à la ſurcharge des particuliers & habitans d'icelle, pour le bien de la religion & vtilité publique, ſans autre indemnité. [93] Où n'auons auſſi autre Seigneur haut Iuſticier, que le Roy, ny feodal dans la ville & faux bourgs, que certaines cenſiues, & rentes foncieres, ou conſtituees ſur quelques maiſons d'icelle racheptables: ſans l'inſiſtãce faicte par les Eccleſiaſtiques, pour celles que les concernent pour raiſon de leurs obits & benefices, & pour les foncieres ont auſſi lods, & ventes. [94] En quel rang on peut auſſi mettre le temporel, terres, & poſſeſſions, rentes, champarts, & autres droicts de Prieurés, Commanderies, Colleges, & Seigneuries de la religion de Sainct Iean de Hieruſalem, inſtituee pour la defenſe de la foy & religion Chreſtienne. Laquelle ne meurt, ſuiecte aux meſmes droits, horſmis le ſpirituel, comme ſont les diſmes non infeodés, deſquels auſſi iouyſſent, ou de partie d'iceux: deſquels auſſi iouyſſent en leurs Commanderies. [95] La ſeconde eſpece conſiſte au temporel des maiſons, & congregatiõs pieuſes, deſtinées aux œuures pitoyables, & charitables, regies par perſonnes laiques, ou Eccleſiaſtiques: cõme ſont les hoſpitaux, Maladeries, Leproſeries, toutes Cõfrairies, Marguilliers des Egliſes, Chapelets, Oratoires, & autres lieux Religieux, ou prophanes, non ſeulement pour heritages d'ancienne fondation: mais pour les leguez, donnés, & aualués, tenus en franc aleu, fief ou cenſiue du Roy, ou autres ſeigneurs, dont les changements & alienations ſont autãt, ou plus difficiles, que celles de l'Egliſe, & les droits impreſcriptibles, meſmes pour les hoſpitaux. [96] La troiſieſme eſpece eſt priſe des cõmunautés ſeculieres: cõme terres, places, maiſons, eſcoles, & autres lieux publics appartenans à la ville, ou aucun village de la vignerie: comme prés, bois, & paſturages communs entre les habitans, que ſont annuellemẽt regis & adminiſtrés par les Capitouls, Conſuls, & Iurats. Colleges dediés à l'inſtructiõ de la ieuneſſe, & autres fondez & dotés pour la nourriture des eſcoliers eſtudians en droict, ou autre art, & faculté. Le fonds, & droicts immobiliers de l'vniuerſité des Iurats des meſtiers, communauté des marchands, & leurs ſemblables. Pour l'amortiſſement, & tolerance deſquels heritages, eſt auſſi beſoin de la conceſſion du Roy, & indemnité du ſeigneur, ſi point en y a, [97] non du conſentement des habitans, que pour l'exemption, & impoſition des charges publiques, ſi on ne continue les cottiſer, cõme on faiſoit auant l'acquiſition, que le fons eſtoit en main libre, & particuliere, pour toutes maiſõs, terres, heritages, poſſeſſions, & droits immobiliers, que leur appartiẽnent en cõmun, tenus à fief, roture, ou frãc aleu. [98] Nõ pour les heritages, que leur apartiẽnẽt en particulier, [99] ſans toutesfois deſroger aux priuileges de

la ville

la ville &pays de Languedoc, accordés, authoriſés, & cõfirmés par nos Rois, tant pour le general, q̃ particuliers.[100] Où on ne doit cõprendre les exemptions, conceſſions, droits, & permiſſions dõnées aux familles particulieres, quoy que pluſieurs en nombre, & viuent en commun. Pour la communauté deſquelles, le Roy, ni le Seigneur n'entrent en perte, eſtans leurs biens confiſcables par forfaiture, diuiſibles, ou alienables.[101] Et pour les mainmortables ledict Bacquet remarque trois manieres d'amortiſſements generaux octroyez à tous les habitans d'vn pays au Clergé de France, à vn Dioceſe, à vne Abbaye, Prioré, ou Chapitre[102] particulier, eſquels ſont declarés au vray, & par le menu les heritages feodaux, ou roturiers, que ſont amortis par tenans & aboutiſſans.[103] Mixtes, qui concernent generalement toutes les terres, cens, rentes, & droicts immobiliers appartenans à vne Abbaye, Prieuré, Chapitre, & communauté, à quel titre que ce ſoit, ſans rien ſpecifier, ni declarer, encore auec permiſſion d'acquerir iuſqu'à certaine rente,[104] dont les particuliers, que contiennent au vray le denombrement des biens amortis, ont plus de force à l'aduenir, que les generaux:[105] & peut le Seigneur affranchir ſans le conſentement du Roy, & le Roy amortir, outre le gré, & conſentement du Seigneur ſans preiudice de leurs droicts.[106]

N O T AE.

1 A Caſaueteri in conſuetudine 9. de feudis antiqua. Benedictus in c. Raynutius, in verb. *& vxorem nomine Adelaſiam*, num. 858. vbi domini feudales non habent ius prælationis, nec eo vtũtur in tota Vicaria Tholoſæ. Nec de neceſſitate requirendi ſunt, vaſſallum aut nouum emphyteutam inueſtire, quia nihil prętendere poſſunt, præter laudimia: vt notat etiam poſt Benedictũ Maynardus c. 34. num. 11. lib 4. ſingul. quæſt. *Car de droict & ſuiuant l'vſage du Parlement de Thoſe, hors la viguerie, les Seigneurs feodaux ont droict de retenue feodale, comme remarque ledict Maynard au meſme chap. & cite vn arreſt du 7. Iuillet 1573. de Salés, contre Lupe. Autre arreſt du mois de Iuillet, 1599. donné au profit de l'Eueſque de Beſiers, à la charge que les biens retenus demeureroyent à ſa table. Iugement des requeſtes du mois de Septembre 1600. par lequel la place & terre de Magnagrut fuſt adiugee au Duc de Bouillon Viſcomte de Touraine, par droit de retenue feodale, en payant ſelon ſon offre le prix principal ja conſigné. & loyaux couſts, & permettant aux deffendeurs leuer le depos, & a le Seigneur option en couuerture de fief receuoir l'hommage, ou retenir le fonds*, l. fin. C. de iur. en ph. c. fi. c. de loc. Matth de Affict. deciſ. 191. *Qui à ceſt effect ne peut eſtre de droict non plus a liené ſans licence du Seigneur.* Aliter incidit in commiſſum d. l. fi in fine. C. de iur. emph. c. Imperiali, de prohibit. feud. alienat. per Fredericum, c. 1. §. donare. Qual. olim feud. alien. po. in vſib. feud. Non ſcripta tam en Aluerniæ conſuetudine, vt apud nos ſine licentia domini feudum poteſt alienari ex Publicio Pedemontano

in Consuetudines Aluerniæ, *tit. des emphyteoses, coust.* 3. num. 2. *Et par la Coustume de France,* Iohannes Faber in §. item Seruiana, & in §. fuerat, de action. instit. Decius cons. 208. 2. vol. col 3. vers. & ista consuetudo reprobatur, nec non in specie, l. fundi, de fund. patrimon. lib. 11. C. vti emptor fundi emphyteut. ad Regem deuoluti, potest illum alienare, vt voluerit sine meta commissi: & prædia feudalia iure ciuili Romanorũ, quorum etiam ius retentionis amittitur, cùm Eurmus duobus mensib. nouum emphyteutam inuestire supersederit, l. fi. circa fin. C. de iur. emph. *Ni n'ont les Seigneurs en la ville, & viguerie droict de prelatiõ cõmis, ne aduãtage, par iugement Presidial du 1. Iuin 1557. donné entre Iean Delort, Escuyer, Sieur de Mondosil, ioinct à luy le Sieur Archeuesque de Tholose, & Berenger de Cantelupa licentié & Aduocat. Par sentence du Seneschal du 21. Mars 1572. donnée entre Bernard Soulargues, Maistre Cordõnier de Tholose suppliant & demandeur d'vne part, & Raymond Durand Sieur de la Bastide, refusant recognoistre, & bailler droict d'inuestiture, d'vne vigne acquise par ledict Soulargues en son fief, qu'il vouloit retirer à soy par droict de prelation, fut ordonné que ledict Durand bailleroit audict Soulargues dans quinzaine ledict droit d'inuestiture: autrement seroit tenu pour fait & luy payant ses lods & ventes, & droicts annuels, confirmee par arrest du 9. Iuillet audit an, contre lequel ledict Durand ayant obtenu lettres de la Chancelerie en forme de requeste ciuile, en a esté demis auec despens, & 50. liures*
2 *d'amende, moitié au Roy, moitié à partie par autre Arrest du 6. May 1574.* [2] *Bacquet du droict d'amortissement, chap. 52. nomb. 2. §. 1.* quæ fuit prima caus. benefic amitt. in vsib. feud. *où le vassal, qui refuse entrer en foy, & hommage auec son Seigneur, perd le fief.* Ibid.
3 Baldus, *Coustume d'Auuergne, tit. des fiefs, art. 18.* [3] *En ce seul cas, que l'heritage est tenu en franc allod, le Seigneur peut estre desauoué. Neantmoins le vassal doit appeller le Seigneur, son garent, duquel pretend son fief estre mouuant, ou Procureur du Roy si le tiẽt immediatement de sa Majesté. Bacquet ch. 59 nomb. 3. du droict d'amortissemẽt.* [4] *Tout ainsi que la de-*
4 *claration inserée au contract de celuy qui a vendu le fonds allodial n'est preiudiciable au Seigneur de la directe, duquel est mouuant, non plus que s'il declare contre verité, le tenir de son fief ne luy est profitable.* Guid. Pap. quæst. 24. num. 2. Benedictus in c. Raynutius, in verb. *& vxorém nomine Adelasiam,* nu. 1010. 1011 Rebuffus super ordinationes in tract. de constit. redituum, art. 2. nu. 6. Singula tamen quæ non prosunt cumulata iuuant, *si le contract n'est frauduleux, feinct, & simulé, ains faict & contracté de bonne foy, & contienne le fief, d'où les biens vendus sont tenus droicts, & censiues, suiuant l'Ordonnance du Roy François I. art. 108. Hẽry II. art. 15. Ferron sur les Coustumes de Guyẽne* tit. 8. de feud. & iur. emph. § 11. *que rend la foy du contract plus asseurée, & donne argument de probabilité, quoy que non necessaire, pour auec vne recognoissance, suiuie de payemẽts seruir au Seigneur de titre, qui n'a le contract de lozime en main, & en deffaut du titre se peut aussi defendre par la possession immemoriale, ou quarantenaire.* Benedictus in c. Raynutius, in verb. *& vxorem nomine Adelasiam* nu 1000. 1006. 1007. 1008. l. fi. in fi. ff. de contrah. empt. Guid. Pap. quæst. 24. Speculator tit. de loc. §. nunc aliqua, vers 74. *Maynard ch. 48. du 4. li-*
5 *ure de ses quest.* [5] *Ledict Bacquet ch 59 nomb. 3. du droict d'amortissement, & lors sans entrer en desaduen d'aucun d'iceux se doit faire receuoir par main souueraine pendant l'instance &*
6 *garendie par luy requise.* [6] *Par les lettres est mandé au iuge, que s'il luy appert de la contention des Seigneurs feodaux en ce cas, pendant le procés, & different de la tenue feodale dudict fief, face iouyr, & vser l'impetrant d'iceluy fief, par main souueraine, du moins en consignant les droicts & deuoirs par luy deus, au mesme ch. nomb. 5. dont la prestation de foy, & hommage offerte par le vassal à celuy qu'obtiendra gain de cause demeure suspenduë iusques*

à ce

à ce que la tenue feodale ſoit vuidee. Bacquet audit chap. 59. nomb 1. 2. 4. 5. 7. 8. 11. 13.
7 vt notatur in conſuetudine 2. huiuſmodi tit.[8] Laudare, iuris antiqua voce citare ſignificat, vel nominatim prodere. Gellius lib. 2. noct. Attic. c. 6. Feſtus lib. 7
11 Pomponius in l. tenetur. ff. de act. empt. Si tibi, inquit, iter vendidero, ita demũ 8
authorem me laudare poteris, ſi tuus fuerit fundus. Budæus in annot. prior. Ex Alciato quoque nominatim approbate ſignificat: vnde laudimiũ dicitur præmium inueſtituræ, l. fi. C. de iur. emph. Ibid apud Iaſonẽ renouatio emphyteutica, à verbo, Laudo, Latinis, laudatiuum quaſi laudũ donatiuũ, ex Barth in l. quod ſi Epheſ. ff. de eo quod cert. loc. pro tranſactione interdum ſumitur. pro arbitrorum definitione apud Alciatum in Patergis. *Et ſont les droicts de lods appellez pax, en noſtre lãgue vulgaire, par nos anciennes Couſtumes, & pluſieurs autres Coſtumes locales & prouinciales de ce Royaume, on paix, accordemens, & compoſition que faict l'achepteur auec le Seigneur à certaine ſomme d'argent.* Chopinus de legib. Andium lib. 1. c. 4. n. 2. *Ragneau en ſon Indice des droits Royaux, & ſeigneuriaux ſur ce mot, accordemens.* Lourpatz à laudatione, quaſi inter Dominũ & emphyteutam, laudetur pax, & cõmuni conſenſu firmetur. Vnde Chopinus aſſumit laudis vocabulũ in feudi veſtitura, priſcis Gallis vſitatùm. *Vers Carcaſſonne on les appelle foriſcapes*, quòd foris, ſeu extra pretium capiantur: *à ce que le prix de la vente demeure quitte au vendeur, cõme on vſe par tout le pays de Languedoc, & reſſort du Parlement de Tholoſe.*[9] *Par l'ancienne couſtume de Paris reformée par la nouuelle, qu'en charge l'acheteur, ſans preiudice du paſſé.* Chopinus lib. 1. de Morib. Pariſiorum c. 4. nu. 5. *Au contraire par la Couſtume du bailliage, & Cõté de Clermont, art. 115. Le vendeur doit les lods, & ventes au Seigneur, ſi la vente n'eſt faicte à francs deniers, auquel cas l'achepteur eſt tenu les payer.* Carondas ch. 41. du 5. liu. de ſes reſp.[10] 10
Primò quidẽ fides contractus ſpectanda eſt, l. 1. & 2. C. de iur. emph. Et ſi non ſint pacta emphyteutica, ſeruanda eſt natura cõtractus. Bald. in d. l. 2. ex Conſuetudine deſumpta, vt eſt vſus feudorum, vt Gallorũ, Aluernorum, Tectoſagum, quib. vaſallus inconſulto domino poteſt feudum alienare, ſine metu cõmiſſi, contra communẽ iuris Romani diſpoſitionem in l. fi. C. de iur. emph. Et totius Prouinciæ linguæ Occitanæ obſeruationem. *Ni n'vſe le Roy de retenue feodale de choſes vendues, mouuant de ſa directe.* Barth in l. vectigalia, §. igitur. ff. de publican. l. fundi, de fund. patrim. lib. 11. C. *Maſuer au tit. des louages, nõb. 8.* Eſtque laudimiũ legale quinquageſima pretij rei vẽditæ, l. fi. C. de iur. emph. conſueta ex more regionũ & locorum, *laquelle le vaſſal eſt tenu payer au Seigneur à la rigueur ſi n'en eſt d'accord auec le Seigneur qu'eſt la 12. du prix en Tholoſe en Agde la 10. en la Viſconté de Tournaine Chaſtelenie de S. Clere la 3. Maynard ch. 29. du 6. liu. de ſes queſt.*[11] *Et ſont entierement rẽbourſables par les vẽdeurs, & autres* 11
retrayãs, quoy que le Seigneur ne les aye entierement receus, & en ayt quitté vne partie. Maynard ch. 32 du 4. liu. de ſes queſt. Lequel procede en ce reſſort par ſaiſie du fonds. en vertu des lettres de feudis de la Chãcellerie, en deffaut des arrerages dens depuis 29. ans: & ſont tenus les derniers acquereurs payer les lods & ventes nõ ſeulement de leur acquiſition, mais auſſi des precedentes faictes puis ſemblable tẽps faulſeur recours contre leur garend, du mains en leur cedant ſes droicts, & les mettant en ſon lieu & place, pour en pourſuiure le rembourſement. Maynard ch. 32. du 6. liu. de ſes queſt. Ce que toutesfois ſemble repugner à nos priuileges quant à la ſaiſie du fonds: attendu que n'y a droict de commis à faute du payement de la reute que le Seigneur playde la main garnie, & le fonds luy ſoit par expres hypothecqué: ſinon qu'il procede tant ſeulement par execution, pour contrainãre le vaſſal au payement de ce que luy doibt, & s'il eſt beſoing & neceſſaire en pourſuiure

le decret comme d'vn autre debte, & peut saisir les fruicts separez du fonds si bon luy semble: tout ainsi que les pendans à l'aire, où sont apportés pour les despiquer auant ne soyent retirés, sauf que le vassal le peut par requeste demander la recreance des fruicts, mesmes si sont pris en son grenier le saisissant du fonds pour le mettre en criées, non pour consolider l'vtilité à la directité.[12] Perfecta quidem venditione re non integra, licèt postea contrahentes resilierint vel emptor pœnituerit. *Maynard ch. 40. du 4. liu. de ses quest. De la Iudicielle apres la mise de possession, & expedition du decret. Ferron sur les Coustumes de Bordeaux*, tit. de feudis. §. 14. & de subhastationib. §. 1. *Maynard ch. 26. du 6. liu. de ses quest. Et se payent lods & ventes des sommes baillées par les achepteurs en supplement de prix, soit apres la vente pure, ou à pacte de rachapt. Arrest du 14. Iuillet 1582. Arrest du Parlement de Paris du 5. Ianuier, 1563. pour la Royne d'Escosse douairiere de France. Arrest du Parlement de Bretagne du 30. 1576. cité par Chopin* lib. de morib. Parisiorum, tit. 2. num. 32. lib. 1. De Dominio Francorum, tit. 5. art. 6. *S'il y a eu deux fermiers à diuers temps: le dernier, qui est du temps du supplement doit receuoir les lods & ventes, quoy que le premier ayt receu celles du prix du contract. Carondas chap. 113. du 7. liu. de ses quest. De mesmes sont deubs de deniers payés pour faire cesser la poursuite de nullité de decret, ou cassation de contract de vente. Arrest du Parlement de Paris du 15. May 1563. Par ce qu'ils augmentent le premier prix, confirment & renouuellent aucunement la premiere vente,* l. pacta conuenta, vers. Paulus notat, ff. de contrah. empt. *Carondas chap. 111. du 7. liu. de ses Resp. Et sont deubs lods au Seigneur, puis le temps du contract. Maynard ch. 38. du 4. liu. de ses qu. ch. 26. du tit. 6. Arrest solẽnel du Parlemẽt de Paris du 18. Decẽb. 1584.* De quo Robert. lib. 3 c. 8. Rerum iudic. *Et estans les lods & ventes au lieu des fruicts & meubles, comme tient ledict Maynard ch. 30. du 6. liu. de ses quest. Et à plus forte raison les rierecapres, qui consistent en la censiue d'vne année, redoublee selon ledict Maynard chap. 34. du 4. liu. de ses quest. appartiennent au fermier & vsufructuaire, Carondas chap. 80. du 7. liu. de ses resp. Arrest solemne du Parlement de Paris, du 22. Decembre 1584. prononcé par le Sieur de Harlay premier President, entre Iean Bouuierl, & Iean le Vachier. Quoy que la prestation de foy, & hommage, inuestiture, & creation d'officiers appartiennent au proprietaire, selon ledict Arrest, remarqué par ledict Carondas. Benoist en sa repetition solemne,* in c. Raynutius in verb. *cætera bona*, num. 33. e. de testam. Oldradus cons. 24. Speculator tit. de loc. §. nunc aliquid, iuncta l. vsufructu omnium bonorum. ff. de vsufruct. *Et ne sont deubs que simples lods & ventes de l'adiudication de decret & cessiõ faicte auant la mise de possession, Mayn. ch. 51. du 4. liu. de ses qu.* Ex quasi venditione, vt cũ præd ũ datur in solutum. *Et sont deus lods & ventes d'adiudication d'immeubles faicte au creancier à concurrance en son debte, & de toutes ventes solemnelles, & iudicielles faictes sur saisies. Maynard chap. 30. nomb. 1. & 4. du 4. liu. de ses quest. ensemble des commissoires, casuelles, & à pacte de rachapt, si sont confirmees par decret, non autrement. Maynard chap. 27. du 6. liu. de ses quest. & empeschent les lods receus par le bailleur du fonds la paction resolutoire. Carondas chap. 55. du 4 liu. de ses resp. Pour adiudication des biens acceptée par vn ou plusieurs creanciers auec ses charges, pour leurs debtes sont deus lods & ventes. Maynard chap. 42. du 4. liure de ses quest. Pour eschange de fonds estimé ou choses semblables, si le contract est faict en fraude du pacte commissoire,* quod actum, non quod scriptum est, inspicitur, l. 3. C. plus val. quod ag quàm quod sine conc. *Et au contraire si sous pacte commissoire on faict vn engagement & prest simulé par vente casuelle, rachaptable à longues annees en fraude du Seigneur, pour cependant iouyr des fruicts, est censee vente pure, & sont deus los, & ventes. Non si à peu de temps, & le*

vendeur

vendeur rend & paye l'argent emprunté dans le delay prefix. Maynard chap. 29. du 6. liu. de ſes queſt. Quant aux ventes, que contiennent engagement, & hypotheque, ſous pactes commiſſoires interdictes par l'Empereur Conſtantin. in l. fin. Cod. de pact. pign. *comme nulles, & telles declarees par Arreſt du Parlement de Paris cité par Papon en ſon recueil, tit. des hypotheques, & actions hypothecaires, arreſt 2. ne doiuent lods & ventes, iuſques à ce qu'on effect le fonds hypothequé change de main, & appartiennent en proprieté au creancier, qui fait prendre delay iudiciellement au vendeur de payer, & en deffaut de payement dans le delay ordonné fait ſequeſtrer & mettre aux encheres la piece, & en pourſuit le decret: par le moyen duquel la vente eſtant aſſeurée les lods ſont deus au Seigneur. Maynard chapitre 27. du 6. liure de ſes queſtions.* Nec decet clericum, curialem aut militem colonum eſſe vel emphyteotam: nec pariter mercatorem, & negotiatorem, l. qui ſub prætextu, C. de Epiſc. & cler. l. Curialis, l. milites, l. fin. C. de loc. *Et ſont interdictes les affermes & commerce, tant aux Eccleſiaſtiques, que nobles viuants noblement, & Iuges & Magiſtrats Royaux. De tant que ores,* Cleri ſi coniugati non ſunt, in Francia non contribuant in taliis cum laicis, ſed onera agnoſcant, ordinatione Philippi III. 1274. *Toutesfois ſi traffiquent clericalement ſont taillables,* c. Ioannes de cler. coniug. e. de vita & honeſt. cler. *Comme eſt noté au marge au 2. tit. du liu. 1. de la Conferance ſur ladicte Ordonnance. Et eſt deffendu à tous gentils-hommes, & officiers de iuſtice le faict en traffic de marchandiſe, & de prendre, ou tenir affermes, par eux ou perſonnes interpoſees, à peine auxdicts gentils-hommes d'eſtre priuez des Priuileges de Nobleſſe, & impoſez à la taille, & quant aux Officiers d'eſtre priués de leurs eſtats. Ordonnance d'Orleans article* 109. *qui ſont les trois eſtats repreſentés par les lis d'or au champ celeſte, dont eſt parlé par le Verbe Incarne chap. 6. de S. Matt.* His verbis conſiderate lilia agr. quomodo creſcũt, nõ laborant, nec nent. Quoniã nec Salom. in omni gloria ſua coopertus eſt, ſicut vnum ex iſtis, *Releuez ſur le reſte du peuple & affectés au ſexe viril, non à la guenouille, & agriculture. Leſquels neantmoins peuuent acquerir fiefs nobles, & en roture pour leur chef, ſauf l'intereſt du Roy, ou Seigneur haut Iuſticier, feodal ou cenſier, du fonds vendu, enſemble des villes, bourgs, & villages, où ſont aſſis, pour les exemptions, que les acquereurs pourroyent pretendre, à cauſe de leur nobleſſe, & priuilege de leurs Offices, deſquels parle Bacquet en ſon traicté des Droicts de francs fiefs.* [13] *Maynard chapitre 43. & 50. du quatrieſme liure de ſes queſtions remarque* 13
deux ſortes d'alienations, volontaires, & neceſſaires, & eſtre deubs lods & ventes des volontaires, non des neceſſaires. Leſquelles encores diſtingue ſi ſont neceſſaires aux deux parties, ou à l'vne d'icelles: ſi au ſeul vendeur, comme des ventes par decret, ſont auſſi deubs lods & ventes, non ſi la neceſſité eſt reciproque, comme des partages, & licitations entre partageans. [14] *Si l'heritage demeure à vn eſtranger ſurdiſant, ſont deubs lods & ventes, pour eſtre de ſon coſté l'acquiſition volontaire, non ſi à celuy des heritiers, qui en donne plus, eſtant ladicte alienation reciproquement neceſſaire, & vne eſpece d'execution de partage, qui autrement ne ſe pouuoit commodement faire, Couſtume de Paris, article 80. Arreſt du Parlement de Paris de l'an 1538. donné contre le Procureur du Roy, en la Chambre du threſor, cité par Papon, au titre des droicts Seigneuriaux, arreſt 22. Autre arreſt ſolemne de l'auantueille de Paſques mil cinq cents huictante ſept cité par Carondas chapitre 217. du 7. liure de ſes Reſp.* Guid. Pap. quæſt. 58. [15] *Les Capitouls de Tholoſe par deliberation pu-* 14 15
blique authoriſée de la Cour, ayans retranché pluſieurs maiſons pour l'eſlargiſſement des rues: partie deſquelles eſtoyent ſous la directe du Roy. Les fermiers duquel firent appeller

les tenanciers deſdites maiſons retranchees en condemnation des lods & ventes du prix, qu'ils auoyent receu en recompenſe deſdits retranchements, leſquels inſiſtans n'eſtre tenus, comme de ventes neceſſaires, demanderent diminution de la rente annuelle qu'ils en payent à proportion deſdits retranchements: ſur ce les parties au long ouyes en Iugement: enſemble le Sieur Procureur general du Roy, par Arreſt donné en Audience le 17. Iuin 1560. fut declaré n'y auoir lieu deſdits droicts de lods par leſdits fermiers demandés, ne diminution de rente requiſe par les tenanciers: remarqué par ledict May-
15 *nard chapitre 50. du 4. liure de ſes queſt.* [16] *ſçauoir aux deſcendans: Maynard chapitre 29. du 4. liu. de ſes queſt. chap. 100. du liu. 7. diſant y auoir Arreſt, par lequel droict de lods*
17 *n'eſt deu d'immeuble vendu par l'heritier, pour payement de dot, & legitime.* [17] *Ledict Maynard chapitre 51. du 4. liu. de ſeſdites queſt. où il remarque vn arreſt donné à ſon rapport à la ſeconde d'Enqueſtes l'an mil cinq cents huictante deux confirmatif d'vne ſentence du Seneſchal du Puy, par laquelle le ſubrogé auoit eſté condamné payer au Seigneur pour vne ſeule fois les lods & ventes du decret, non de la ſubrogation. Autre Arreſt du Parlement de Paris cité par Choppin en fact ſemblable* lib. 1. de Moribus Pariſ. tit. 3. numero 13. *laquelle n'apporte aucun droict nouueau, ains le declare tant ſeulement ouuert au profit du dernier.* Ad inſtar eius qui excutit ſpicas, & non nouam ſpeciem facit, ſed eam, quæ eſt, detegit. l. adeò, §. cùm quis, verſ. cùm enim gra-
18 tia ff. de acqu. rer. domin. [18] *Carondas en ſes Annotations ſur le titre des cenſiues, & droicts Seigneuriaux du droict Pariſien article 76. Arreſt du Parlement de Paris du 14. Auril mil cinq cents quarante ſix cité par Papon au titre des Droicts Seigneuriaux en ſon recueil, Arreſt 29. Et ſuffit le payement des lods & ventes du premier contract quoy que le vendeur cede ſon droict à vn autre, qui n'eſt que vne ceſſion de ſon droict à celuy qui l'acquiert, qui par la reſolution dudict premier contract reentre és biens*
19 *vendus en ſon lieu. Maynard chapitre 38. du 4. liure de ſes queſtions.* [19] Ibidem
20 *Maynard chapitre 41. du 4. liure de ſes queſtions* [21] *ſous pacte commiſſoire,* vt ſi [22] præ-
21 fat. iuribus. [23] *Maynard titre 40. du 7. liure de ſes queſtions. Arreſt du Parlement de*
22 *Paris de la veille de la Touſſaincts mil cinq cents huictante trois cité par Papon au titre*
23 *des ſubmiſſions, arreſt 11. Autre arreſt du 12. Iuillet 1571. pour les Eſcheuins de Charre.* ex Chopino lib. 3. de Domanio Franciæ, tit. 25. num. 8. l. fundi, de fund. patri mon. lib. 11. C. *De vente imparfaicte, & conditionnelle, la condition defaillant, ne ſon*
24 *auſſi deubs lods & ventes. Ledict Maynard chap. 38. nomb. 3. du 4. liu. de ſes queſt.* [24] *La rente & cenſiue ne pouuant eſtre ſeparée de la Seigneurie:* vt eſt Rubrica, C. ſine cenſ. & reliqu. fund. comparati non poſſ. *Et quoy que tombe en mainmorte, le tenancier & acquereur peut eſtre en ce Parlement en action hypothecaire executé ſur le fonds, à la requeſt du Seigneur, tant pour le cens, lods, & ventes de ſon acquiſition, que des precedans pas 29. ans en ce reſſort, conformement à la Couſtume de Poictou, & diuerſement à celle de Paris, où le Seigneur procede en action perſonnelle: auquel cas le vaſſal ne ſeroit tenu des arrerages deubs auant ſon acquiſition. Maynard chapitre 32. du 6. liure de ſes queſtions chapitre 47. du liu. 8. Et peut le Seigneur, dont le lozime a eſté primordialement baillé à vn tenant, & depuis diuiſé, ou diſtraict par quotes, ou eſgales portions, faire execution ſur telle part que bon luy ſemble, pour l'entiere cenſiue, pourueu que l'executé ne poſſede la troiſieſme, ou quatrieſme, non moindre portion, dont les arrerages ne luy ſoyent deubs par induis que puis l'inſtance, arreſt du 24. Auril mil cinq cents huictante quatre donné au rapport de Monſieur Ioſſe à la ſeconde Chambre d'Enqueſtes, par lequel eſt permis tant ſeulement pour les arrerages precedans faire execution par quotes ou parties diuiſées*

Maynar

Maynard chapitre 35. du 2. liure de ſes queſtions. Et par autre Arreſt du Parlement de Tholoſe, du 9. Mars mil cinq cents cinquante deux cité par Papon en ſon recueil titre des droicts Seigneuriaux, arreſt 14. Et doyuent les tenanciers conuenir, que vn d'entre eux leue les cottes & portions des autres par coequation ſuiuant les anciens & nouueaux terriers, pour payer chaſcun par vne ſeule main le Seigneur de ſon cens. En conſequence duquel le recours de l'executé ne s'eſtend à vn chaſcun des autres pour le tout, que pour ſa quote, ſi n'a ceſſion expreſſe, auquel cas touſiours ſa part en doit eſtre defalquee. Maynard chapitre trenteſept du 6. liure de ſes queſtions. Leſquels tant des lods & ventes, que autres droicts Seigneuriaux ne ſont adiugés que de vingt neuf ans, par Arreſt donné au rapport de Monſieur Ioſſe contre le Syndic du chapitre Sainct Sernin mentionné par ledict Maynard chapitre 30. du 6. liure de ſes queſtions. Arreſt ſemblable du Parlement de Paris contre les Religieuſes Saincte Croix de Poitiers du 26. May mil cinq cents ſeptante trois. Et par ſentence du Preuoſt de Paris citée par Bacquet chapitre 7. du Droict de desherence. [25] Præfatus Benedictus in verb. *Catera bona*, numero 33. vbi laudimia & retrocapita, vt cenſus fructuario debentur: imò bonis fruitur, quæ incidunt in commiſſum pendente vſufructu, quo finito deuoluuntur ad proprietarium ex Oldrado conſ. 239. [26] *Maynard ch. 32. du 4. liu. de ſes queſt.* [27] Saluo tamen iure liberorum, de inofficioſis vxoris, & creditorum. [28] *Et tient l'accord faict entre le Seigneur, & le vaſſal au profſit du nouuel emphyteote*, l. 2. & fin. Cod. de iur. Emph. *Auquel le Seigneur peut quitter ſes droicts ſi bon luy ſemble, ou partie d'iceux.* [29] *Si non le peut contraindre dans an & iour à l'enuiter payement des lods & ventes conuentionnelles, & contractuelles, ou couſtumieres, non legales*, tanquam ex ſpeciali contractu vel conſuetudine deſumptæ. Vnde dicitur vſus feudorum. [30] *Gens de mainmorte*, de quibus infrà, *priuilegiés*, vt nobiles, & potentiores, quorum obſtante priuilegio Domini deterior conditio fiat, gloſſ. in c. fin. in verb. *prohiberetur*, e. de loc. nec pariter vendere licet, ſicut nec locare turpi perſonæ, & infami, inuito domino, c. pen. §. verum, e. eodem vel non æquè idoneo: vt ædes balneatorias ad alios vſus ædificatas, vnde facilè ruerent. Lyceum vel aulam tabulario, vt ibi equos reciperet, aut ſimilibus, argum. l. æquiſſimũ, §. fin. ff. de vſufruct. ne emphyteota reb. dominicis abutatur. *Contre leſquels ores n'y aye lieu en Tholoſe ae retraict feodal, ne luy eſt pourtant permis deteriorer & ruiner le fief à la perte, & dommage du Seigneur, non plus qu'au locataire, & vſufructuaire* l. ſed ſi quid, l. agri ff. de vſufruct. *qui ſont tenus entretenir le fonds en bon eſtat*, & ſubſtituere fœnus & arbores in locum demortuarum, d. l. agri, l. vetus, & ſeq. ff. eod. ædes reficere arbitrio boni viri, & ſarta tecta habere, l. vſufructu legato, in fine, l. hactenus, in princ. eodem. Nihilominus vſumfructum vendere, & alteri cedere licet, l. arboribus in 1. reſponſo. ff eodem, cum oneribus & vectigalibus, l. arbores, in fin. eod. Alias tamen arbores ſubſtituere non eſt cogendus in locum vi tempeſtatis euulſarum, quarum tunc materia vſufructuario duntaxat vti licet ad ædium reparationem, & fundi vtilitatem, niſi inter ligna cædua habeantur, d. l. arboribus, & l. arbores, ff. eod. vt inde comburantur, & inter fructus connumerẽtur, nec per conductorem fructuariũ, vel emphyteotam deterior fieri debet domini cõditio vtilis trãſlatione domini vel poſſeſſionis: vt ſi cedat nobili vel potentiori ratione officij arg. leg. fin. Ibid. Alexander, Baldus, & Salycetus, Cod. ne liceat potent. ac ſi cederet ciuitati, vniuerſitati, Collegiis, Monaſteriis, Xenodochiis, & ſimilibus. [31] Ita lex quondam Papiria vetabat ne quædam domus aut ara ſacraretur iniuſſu populi, cuius po-

tissimùm intereat, ne fundi ac prædia consecrarentur: & inde dominio & commercio suo eriperetur. *Aussi par les anciennes ordonnances, loix, & statuts du Royaume est deffendu à gens de mainmorte acquerir, tenir, & posseder aucuns heritages feodaux, allodiaux, ou roturiers, ni aucunes rentes & droicts immobiliers, sans permission, congé, & licence des Rois: & si en possedent, leur est enioinct en vuider leurs mains dans an & iour à peine de saisie, & vnion d'iceux au domaine du Roy. Ordonnances du Roy S. Louys, Philippe le Bel, Charles VII. article 29. de ses patentes. Du Roy François I. 6. de Septembre mil cinq cents trente, Henry II. du 7. Ianuier 1547. Ores par la disposition du droict Romain les Ecclesiastiques puissent acquerir, non aliener sans cause legitime le temporel de l'Eglise,* l. sancimus res, l. sancimus nemini, C. de Sacros. Eccles. *Et par la decretable d'Alexandre IIII.* in c. quia nonnulli, de immun. Eccles. in 6. *Et ceux qui viennent contre telles, ou semblables immunitez, & libertez de l'Eglise, encourent excommunication. Ce qui n'est obserué en France, non plus que lesdictes constitutions Imperiales, quoy qu'aye lieu en autres Royaumes:* vt refert Petrus Belluga in suo speculo, rubr. 14. *En Angleterre, Pollidore Vergile* Anglicæ historiæ scriptor, lib. 17. en Cicille, Matthæus de Afflictis decis. Neapolitana 124. *La Seigneurie de Venise chap. 56. du 4. liu. de ses statuts: Ni ne peuuent gens de mainmorte posseder tels heritages, sans l'euidẽte perte & dommage du Roy, & du seigneur haut iusticier feodal & censier,* quorum ordine succession. apud eos rerum dominia perpetuantur, in posteros eiusdem dignitatis & officij viros, sicut & ipsa dignitas, cui hærent beneficia, quemadmodum idem iudex dicitur, qui defuncti fungitur officio, & præponebatur, Cod. de iudic. *lesquels par ce moyen ne meurent non plus que les gens de main morte, ausquels n'estant permis vendre, permuter, donner, ni autrement aliener leurs heritages, les Roys, & les Seigneurs sont priuez à l'aduenir des desherences, confiscations, saisines, & amendes, lods, & ventes, captes, riere captes, & droits semblables que leur seroyent conseruez és mains des particuliers, qui pourroyent tous les iours changer de main,* §. inde potest præsumi, de alien. feud. l. iubemus, Cod. de Sacros. Eccles. c. hoc consultissimo, de reb. Eccles. non alien. in 6. Nam semel Deo dicata, non amplius in vsus humanos sunt transferenda, c. mancipia, e. de rei perm. Et quod Ecclesiasticum est, non debet fieri sæculare, can. quæ semel 19. q. 3. *Bacquet chapitre 25. du droict des nouueaux acquests. Le Roy mesmes, suiuant l'ordonnance de Philippe le Bel, article 2. cité par Bacquet au chapitre 12. nombre 2. Des droicts de Iustice, doit vuider les mains des heritages roturiers à luy adiugez & confisqués dans an & iour de sa confiscation, bailler homme, ou payer l'indemnité au Seigneur de la iustice & feodalité, duquel sont mouuants, nombre 13. du mesme titre où cite quelques exemples. Ce que n'a lieu en Tholose, pour les acquisitions de fonds roturiers faits par personnes nobles & priuilegiées, ou non plus qu'au reste de Languedoc, la personne n'anoblit l'heritage, ni le fief noble le roturier qui le possede. Edict du Roy Charles huictiesme du 12. May mil quatre cents huictante huict. Autre du treiziesme Decembre, mil quatre cents nonante trois patentes du Roy Henry II. donnees à Equan le 8. Mars 1547. Dequoy les Officiers du Roy Ecclesiastiques en leurs propres, ni autres personnes priuilegiees, ne sont exempts Arrest, du 9. Mars, 1503. 23. Mars 1526. 18. Septembre 1537. 22. Aoust 1589. du Conseil Priué Arrest du quinziesme Septembre 1559. conformement à la loy 2.* & fin. Cod. sine census reliq. fund. comparat non poss. *Et ores les opposans priuilegiés euoquent aux Requestes toute l'instances des criées selon Bacquet au chap. 8. nomb. 45. Des droicts de Iustice, Les delicts de faict aux delinquans, par le Iuge du lieu, où ils ont delinqué, par ord. de l'an 1564. article 19.*

Edict

Edict de Molins 1566. 23. Decembre. Auth. qua in prouincia, cap. vbi vi. ag. oport. *Bacquet au meſme chapitre nombr. 49.* [12] *Tous heritages en France ſont mediatement, ou immediatement tenus du Roy en fief, arriere-fief, cenſiue, ou riere cenſiue: ſinon en franc aleu, que procede originairement des dons, octroys, & conceſſions des premiers Rois.* Baldus in cap. vnic. verſ. ex præmiſſis. De allod. in vſibus feud. Emptio, inquit, feuda, & prædia cenſualia & allodialia à Principe procedunt, & ad Principem redeunt. *Et au Roy ſeul appartient donner lettres d'amortiſſement par droict & ſouueraineté. Gilles le Maiſtre chapitre premier du traicté des amortiſſements. Que n'eſt autre choſe que diſpenſe, congé, & permiſſion tenir heritages par gens de main-morte. Bacquet chapitre 61. du droict d'amortiſſement. Lequel peut eſtre auſſi concedé par les Pairs de France és riere-fiefs mouuans d'eux. Le Maiſtre chapitre ſecond de ſondit traicté des amortiſſements: & par Ordonn. de Charles VI. publiée au Parlement de Paris le 11. Feurier 1485. eſt permis ſaiſir les heritages poſſedez par gens de main-morte, à la charge d'en vuider leurs mains dans an & iour: autrement les fruicts ſeront acquis au Roy, iuſques y auoir ſatisfait, ou obtenu lettres d'amortiſſement de ſa Majeſté. Et lors que les main-mortables ſont contraincts par le Roy, ou le Seigneur s'en deſaiſir, ne ſont tenus payer les droicts de leur acquiſition, que ſont les lods, & ventes, s'il y eſchet, ſinon la rente. Arreſt du Parlement de Paris du ſecond Iuin 1564. donné au profit du Gouuerneur de la Trinité, contre Barthelemy de Lobe Eſcuyer, ſeigneur d'Andreſi. Toutes-fois par la Couſtume de Paris on ſe pouruoit par Requeſte, tant à la pourſuite du Procureur du Roy, que Seigneur haut Iuſticier, feodal, ou cenſier, pour les contraindre en vuider leurs mains à perſonnes libres: autrement ſera procedé à la ſaiſie de leurs heritages, & le Roy fera les fruicts ſiens. Arreſt du Parlement de Paris donné en Audience le 16. Decembre 1568. au profit de Monſieur Bariot Seigneur de Daneuil, contre le Doyen, Chanoine, & Chapitre de Beauuois, cité par ledict Bacquet chapitre 33. du Droict des nouueaux acquets. Et peuuent les Seigneurs hauts Iuſticiers & cenſiers apres an & iour de la ſentence portant enionction à gens de main-morte vuider leurs mains des heritages, que ſont en leurs hautes Iuſtices, & cenſiue, les ſaiſir d'authorité de iuſtice, les mettre en criees, & en pourſuiure la vente iudiciell à perſonnes franches & libres, & incontinent que les Seigneurs feodaux ſont aduertis que gens de main-morte ont acquis heritages nouueaux de leurs fiefs, ou leur en ont eſté donnez, leguez, ou autrement les ſont ſaiſir à faute d'homme, droicts, & deuoirs, non faicts & non payés: tellement que les gens de main-morte ſont contraints en vuider leurs mains. Bacquet au meſme chap. nombre 2. Et doit requerir le Seigneur feodal que le main-mortable vuide dans an & iour ou luy baille homme viuant & mourant auec ſon droict d'indemnité. Le ſeigneur cenſier, ſi mieux n'ayme luy payer la cenſiue chacun an, & preſter indemnité: de meſmes le ſeigneur Iuſticier, & peut demander la ionction du Procureur du Roy, ſi les biens ne ſont ameins: comme auoit faict à Paris le ſeigneur du fief de Iogny, qui tant à ſa requeſte que du procureur general du Roy fiſt condemner les Threſorier, Chanoines, & Chapitre S. Iaques de l'Hoſpital, mettre hors leurs mains, dans an & iour, les maiſons, rentes, & heritages, qu'ils auoyent aſſis en ſon fief de Iogny, és ruës de la Truanderie, & Mauderet, ou les faire amortir par le Roy, & payer audit Sieur de Iogny la recompenſe, & indemnité, telle qu'il appartiendroit, à cauſe de l'amortiſſement qui ſeroit par eux obtenu. Sentence des requeſtes de Paris du 11. Decēb. 1512.* De his Ioan. Fab. in auth. ingreſſi, §. fi. in verb. debet Eccl applicari ſaltem quod vendat. Speculator tit de loc. in verb. Tenetur Eccl. vendere intra annum, col. 142. Alex de Imola conſ. 120. vol. 1. verſ. præterea poſito. Maſuerius in ſua praxi tit. de præſcr. §. ité ſi Eccl. Benedict. in c. Raynutius, in verb. & vxorē nomine Adelaſiam, nu.

565. Iaſon in leg.fin. C. de iur.emph. *Et doit prendre garde le ſeigneur ne faire ſaiſie, que l'acquereur, & reſignataire ne ſoit en poſſeſſion. Bacquet chap. 54. du Droict d'amortiſſement. Et de tant que l'vſage des fiefs depend entierement de la Couſtume & frequence des iugements, comme remarque* Maynard *au chap. 45. du 4. liu. de ſes queſtions, Gilles le Maiſtre au traicté des Amortiſſements: & reprenant les termes de la noſtre, ſuffira pour les ſeigneurs feodaux, que les gens de main-morte, qu'ont option vuider leurs mains, ou bailler homme viuant, & mourant payer les lods & ventes, & conſtituer ledit homme, ou vicaire, qui face foy, & hommage, paye les droicts, baille adueu, & denombrement des biens acquis, quarante iours apres le decés duquel payent derechef lods & ventes, & riere-cuptes, pour la mutation, & entree de celuy, que ſont tenus derechef bailler. Autrement le Seigneur feodal peut ſaiſir le fief mouuant immediatement de luy. Bacquet chapitre 55. du droict d'amortiſſement & prendrons l'intelligence des riere-captes de ce que ledit Maynard a remarqué en certain contract de lozime*, pro accapitibus 12. denarios Turonenſes: pro retrocapitibus totidem in mutatione domini, vel pageſij. *Que ledit Maynard dit eſtre pareil aux reliefs de cher prix des Couſtumes de Blois: par leſquelles comme dit du Moulin ſur les Couſtumes de Paris liur. 2. §. 5. nomb. 12.* cum ſeq. Quoties res cenſualis mutat manum per obitum, ſiue in linea directa, ſiue in collaterali, ſimplicia releuia debentur ad ratam duplicati cenſus, *payables vne fois l'an ſelon la meſme couſtume. Dont ſi pluſieurs mouroyent ſucceſſiuement en vn an, de la part du Seigneur ne ſeroyent deubs que les accaptes, ou double cens d'vne année payables vne ſeule fois, comme on a de couſtume iuger ſi les accaptes ne ſont exprimez au contract d'infeodation, en defaut duquel on recourt à la couſtume, par où le ſeigneur feodal ſemble eſtre ſuffiſamment indemnizé, ſi n'a iuſtice haute, moyenne & baſſe, dont il perde ſes droicts de deſherence ſaiſines, amendes, & confiſcations, n'y ayant en Tholoſe droict de retraict feodal, ſinon d'aduanture & rarement, par deſ-aduen, ou denegation malicieuſe des droicts ſeigneuriaux qu'on ne peut ignorer eſtre deus au ſeigneur. Approchant en ce cas tant ſeulement de la Couſt. de Paris, art. 43. Maſuer au tit. des fiefs, nomb. 13. §.* Vaſſallus. Si de feud. defunct. contentio ſit in vſib. feud. Speculator tit. de loc. §. nunc aliqua, verſ. 65 l. Titia ff. de condict. & demonſtr. & ibi not. *S'il eſt fait par perſonne libre de tant que le deſaueu fait par gens de main-morte, ſi n'eſt authoriſé, n'apporte confiſcation de fief. Gilles le Maiſtre ch. 2. de ſon traicté des fiefs, hommages, & vaſſaux: Et ſoulot-on autrement appeller les vaſſaux hommes, d'où vient le nom d'hommage. Maynard ch. 34. nom 6. du 4. liu. de ſes queſt. que l'homme viuant & mourant eſt tenu faire, ſi de meſmes le vaſſal a fait faux adueu, & eſt ſciemment entré en foy & hommage d'vn autre, qui n'eſt pas ſeigneur perd ſon fief & tombe la choſe feodale en Commis, ſi l'homm age n'eſt faict au Roy, auquel appartient le riere-fief. Maſu. tit. des fiefs, nomb. 11. lequel Vicaire, ou homme viuant & mourant le Seigneur eſt tenu receuoir. Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris, du 7. Septembre 1553. Entre vn Chappelain de l'Egliſe S. Iean de la Ferte, & le ſeigneur de Moiſſon. Apres la rec. ption duquel, le ſeigneur ne peut à faute de payement du droict d'indemnité, faire ſaiſie de l'heritage. Bacquet chap. 57. du Droict d'amortiſſement: & ſi le Vicaire entre en religion, ou meurt ciuilement, ſuffit en bailler vn autre en ſon lieu, ſans payer droict de rachapt au pays de France. Bacquet chap. 53. du droict d'amortiſſement, ou lods & ventes, & riere-captes en Tholoſe, s'il ne meurt de mort naturelle, ſans que pour les delicts de l'Egliſe encoure aucune amende, ne confiſcation de fief: comme ſouloit faire anciennement, lors qu'elle bailloit homme viuant, mourant, & confiſcant. Gilles le Maiſtre en ſon traicté du Droict d'amortiſſement: moyennant lequel eſtoit exempt du Droict d'indemnité: & payant indemnité, n'eſtoit tenu bailler Vicaire:* vt

refera

refert Pirrus *és Couſtumes d'Orleans, tit. des fiefs, article 99.100.102.103. Couſtume de Blois, art. 44. Par la Couſtume de Berri, le ſeigneur apres la mort de ſon vaſſal en lieu des riere-eaptes a les fruicts de la premiere annee, ou de l'autre enſuiuant, Maſuer tit. des fiefs, nomb. 4. Et tient que ceſte matiere n'eſt fondee ſur la diſpoſition de droict : ains ſur la Couſtume generale de France.* Guid. Pap quæſt. 415. *ou pluſtoſt ſur les Couſtumes des lieux où les fiefs ſont aſſis, qui le plus ſouuent ſe treuuent diuerſes, & contraires.* [33] *Si l'Emphyteote delaiſſe & guerpit le fief au ſeigneur, l'vtilité ſe conſolide à la directe, & le ſeigneur reprend poſſeſſion du fief. Maſuer au tit. des matieres poſſeſſoires nomb. 34. meſmes quand il eſt confirmé & ordonné en iugement,* §. fin. de iudic. inſtit. *Auquel cas le vaſſal deguerpiſſant eſt tenu payer les arrerages, ſi point en y a, iuſqu'au iour du delaiſſement, & peut eſtre actionné par le ſeigneur pour les deteriorations. Maſuer tit. des Loüages, nomb. 31.* Cynus in auth. ſi quas ruinas. C. de ſacroſ. Eccl. *Et s'il preuue auoir payé au ſeigneur les trois dernieres années de ſuite, eſt à preſumer qu'il a payé les precedentes, ſi le ſeigneur ne fait foy du contraire, ou n'a proteſté lors du payement des arrerages.* l. pen. & ibi Bart. de Apoch. lib. 10. C. gloſ. l. 1. C. de iur. emph. *Et ſe deliure le vaſſal de la preſtation annuelle, & payement du cens, en guerpiſſant, & cedant le fonds au ſeigneur,* l. cùm fructuarius, ff. de vſufr. Bart. in l. is cum quo, ff. de aqua pluu. arcend. *Maſuer au tit. des loüages, nomb. 12.* [34] *En France pour ne vuider les mains des heritages, les Eccleſiaſtiques, & gens de main-morte, baillent finance, ou autre recompenſe au Roy, & ſeigneur feodal, ou cenſier pour le droict d'amortiſſement, & indemnité. Bacq. ch. 40. du droict d'amortiſſement, ſans confondre les droits du Roy auec ceux du ſeigneur, ſi le Roy meſme n'en eſt ſeigneur. Auquel cas pour l'hõmage du fief tenu, & poſſedé par gens de main-morte, interuient auſſi la preſtation d'homme viuant, & mourant, nõ confeſſuant, auec droits de rachapt, ou lods, & ventes, & rierecaptes à chaſque mutatiõ d'hõmes, enſẽble les droits de nouuaquets, qui ſont touſiours deus au Roy, quoy qu'il y ait autre ſeigneur, par droit de ſouueraineté, ſans le droit d'indẽnité, qu'ils ſont tenus payer au ſeigneur autre que le Roy, enſemble les lods & ventes de leur acquiſition: & apres le decez dudit homme eſt permis tant au Roy, que autres ſeigneurs faire ſaiſir l'heritage feodal, appartenant à gens de main-morte, à faute d'homme, droits, & deuoirs non faits, ny payés, aduen en denombrement non baillé. Bacquet chap. 26. du Droict des nouueaux acquets: & ores les acquereurs ſoyent d'accord auec le Seigneur, leurs heritages ne ſont pourtant amortis, ains le procureur du Roy les contraindra en vuider leurs mains ou prendre lettres d'amortiſſement du Roy. Apres leſquelles le ſeigneur ne les peut contraindre vuider, ains requerir ſon droict d'indemnité. Bacquet chap. 41. du droict d'amortiſſement.* [35] *Gilles le Maiſtre ch. 1. du traicté des Amortiſſements.* [36] *Le meſme chap. 2. de ſondit traicté.* [37] *Maynard ch. 57. 58. du 4. liu. de ſes queſt.* Benedictus in cap Raynutius, in verb. *& vxorem nomine Adelaſiam*, num. 570. 572. 573. *Arreſt du Parlement de Paris de l'an 1282. remarqué par Gilles le Maiſtre au 5. chap. du traicté des Amortiſſements, duquel il infere, que les non nobles peuuent tenir fief ſans diſpenſe du Roy, & les fiefs qui n'ont titre de dignité n'anobliſſent le roturier: cõme Duché, Comté, Marquiſat, Baronie.* Andreas de Iſernia in Conſtitut. Neapolit. in fin. de Capitaneo, qui curiam vendidit in fin. Luc. de Penna in l. mulieres, col. 2 verſ. quare ex comitatura, de dignit. libr. 12. Cod.* [38] *L'option du Seigneur contre l'acquereur, qu'il ne veut receuoir en hommage, ains retenir le fief en payant le prix, & loyaux couſts. Maynard ch. p. 34. du quatrieſme liure de ſes queſtions.* [39] Vt in leg. 1. vtraque leg. ſancimus, auth. ingreſſi, Cod. de ſacroſ. Eccleſ. c. quia Nouella, de immunitat. Eccleſ. in 6. *Sinon des heritages tenus en franc aleu, deſquels chacun peut diſpoſer à ſa volonté, & le laiſſer à telle Egliſe, & Monaſtere approuué, capable du temporel, que bon luy ſemble.*

Baldus

Baldus in cap. dilectos, e. de fide Inſtr. leg. ſi plures, Cod. de condict. incert. auth. niſi rogati, Cod. ad Trebell. Benedictus in verb. *& vxorem*, in princ. & fin. ſecundæ deciſionis numer. 293. 520. 521. De feudo autem, vel emphyteoſi fieri non poteſt, etiam expreſſa tranſlatione in Eccleſiam, vel eius miniſtros. Idem 3. & 4. deciſione. *Les allodiaux toutes-fois y ſont inclus en France, ſelon Gilles le Maiſtre, chapitre premier du traicté des amortiſſements, Bacquet chapitre 26. de nouueaux acquets.* Baldus in cap. vn. verſi. ex præmiſſis, De allodiis in vſib. feud. *Ordonn.*
41 *de Charles VI.* 41 *Et ſe taxent les nouueaux acquets à proportion des fruicts perçeus des années paſſées, non pour peu de temps, ains pour en auoir iouy trente ou quarante ans. Bacquet chapitre 67. du droict d'amortiſſement: Et doiuent les gens de main-morte, pour acquiſitions faictes au fief & cenſiue du Roy, par titre de don, legs & aumoſne, pour la iouyſſance de quarante ans, les fruicts de cinq annees, & au ſur l'emplage: ſçauoir pour moins de temps à proportion. Si par achapt ou eſchange de ſix annees. Des riere-fiefs du Roy à titre de don, & aumoſne, de trois annees, à titre d'achapt, de quatre annees. De ceux qu'ont acquis par don, fondation, à titre du Roy, auec baſſe iuſtice, deux annees: à titre d'achapt trois annees. Les communautés ſeculieres, pour rentes, poſſeſſions, franchiſes, & liberiés huict annees. Bacquet chapitre 71. du droict d'amortiſſement. Et neantmoins les taxes ſont arbitrées par les Commiſſaires deputez par ſa Majeſté. Ledit Bacquet chap. 72. du Droict d'amortiſſement: eu eſgard aux charges foncieres anciennes, chapitre 70. deuant leſquels*
42 *on doit demander par requeſte, moderation de taxe, ſi exceſſiue, auec le denombrement.* 42 *Gilles le Maiſtre chapitre 3. du traicté des amortiſſements: où il cite l'Ordonnance de Charles VI. donnée à Paris au mois d'Octobre 1402. Par laquelle la cognoiſſance des fiefs mouuans du Roy, ou autre Seigneur eſt attribuée à la Chambre des Comptes, non d'heritage roturier. Bacquet chapitre 43. du Droict d'amortiſſement. Et en lieu de la troiſieſme partie de l'heritage amorti, on compoſe maintenant la taxe à certaine ſomme d'argent, laquelle encore n'entre le plus ſouuent és coffres du Roy, comme remarque ledit le Maiſtre au lieu*
43 *preallegué que ſe rapporte à ſon temps.* 43 *Lettres d'amortiſſement doibuent eſtre verifiées à la Chambre des Comptes és Cours de Parlement. Bacquet ch. 47. du droict d'amortiſſement.*
44 44 *Nonobſtant l'amortiſſement general concedé au Clergé de France par François I. verifié à la Chambre des Comptes: & Henry II. confirmatif du precedent, verifié en la Cour de Parlement de Paris. Les Commiſſaires taxerent par Dioceſes, leſquelles financerent l'an 1547. & les années enſuyuantes, comme remarque Bacquet audict chapitre 47. du Droict d'amortiſſement. Les Commiſſaires deputés par le Roy Charles IX. l'an 1571. pour la liquidation du droict des francs fiefs, & nouueaux acquets, taxerent les Eccleſiaſtiques, qui ne payoient decimes, pour tout le temporel, dependant de leurs benefices particulierement non amorti, & autres main-mortables: quoy que quelques hoſpitaux, maladeries, commanderies, confrairies, & fabriques euſſent contribué à la finance, payée aux Roys François, & Henry, pour les amortiſſements generaux obtenus de leurs Majeſtez, appellez par le Procureur general, ſimples compoſitions pour le temps de leur regne, comme vſufructuaires, dont l'exemption octroyée par Charles au Clergé payant decimes, ne leur peut ſeruir contre les Roys ſes ſucceſſeurs. Quant aux amortiſſements generaux concedez à tout le Clergé de France, à toute vne Prouince, pays ou Dioceſe. Et doit vn chacũ pour n'eſtre apres trauaillé, bailler par declaration le denombrement des biens amortis: Ledit Bacquet chap. 49. du Droict d'amortiſſe-*
45 *ment.* 45 *Gilles le Maiſtre chapitre 1. & 4. du traicté des amortiſſements. Bacquet au meſme titre chap. 50.* cap fin. de reg. iur. in 6. can. nulli liceat 12. quæſt. 2. can. futuram
46 Eccleſiam 12. quæſt. 1. leg. placet, C. de ſacroſ. Eccl. 46 *Bacquet chap. 51. du Droict*

d'amor

d'amortiſſement. Du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, article 44. quæſt. 9. Nam quæ quicque aliena in cenſum deducit: nihilominus eius fiunt, l. ſi functionis, l. cenſualis profeſſio, C. de donat. [47] *Arreſt ſolemne du parlement de Paris, du premier Iuin 1571. Pour la Dame de Vaudray, contre les habitans de la Baronie Sainct Michel en Carolois Duché de Bourgongne.* Pirrus Angleberneus *és Couſtumes d'Orleans, tit. des fiefs, art. 99. 100. 103.* gloſſ. in §. qui clericus, ſi de feud. defunct. controuerſ. ſit in vſib. feud. *Couſtume de Blois art. 44. où nonobſtant l'amortiſſement eſt deu l'indemnité au ſeigneur, autre que le Roy, ſi n'en ſont d'accord: auquel ſont deubs lods, & ventes, homme viuant & mourant, que luy face foy & hommage, & paye la rente & cenſiue, à chaſque mutation d'homme, par mort pareils droicts de lods & ventes, que Bacquet & le Maiſtre appellent rachapts & rierecaptes, tels que deſſus, ou pour iceux certains ſomme d'argent, arbitree pour les droicts deubs au ſeigneur, de chaſque mutation d'homme, ſelon ledict Bacquet, chap. 46. nombre 9. du droict d'amortiſſement, enſemble le droict d'indemnité, pour le droict de ſaiſine, amandes, qu'on appelle iuſtices, desherances, & confiſcations dont le Seigneur eſt priué, meſme s'il a haute Iuſtice en ſon fief, en lieu de laquelle n'eſt tenu payer au Roy, s'il en eſt ſeigneur, que droict de nouueaux acqueſts, preſter homme viuant & mourant, & payer le rachept à chaſque mutation d'homme. Bacquet chap. 36. du droict des nouueaux acqueſts, & à ce propos le Maiſtre en ſon traicté des amortiſſements, cite vn Arreſt du parlement de Paris du 23. May 1539. donné entre George de Cheſnan & le Chapitre de Viuier en Brie, par lequel le Seigneur inferieur ne peut contraindre les main-mortables vuider l'heritage, qu'ils tiennent non amorti, en luy baillant homme viuant, mourant, & confiſcant,* ſecus in Regio Procuratore. *Dont autre que le Roy, ou vn procureur ne peut contraindre gens de main-morte, vuider leurs mains des choſes par acquiſes, ſi ne ſont amorties, ni les ſeigneurs feodaux tenans du Roy les fiefs mouuants d'eux, moyennant l'offre ſuſdicte: par le moyen de laquelle ils ſont deſdommagez, & hors d'intereſt, n'eſtant à eux diſputer ſi l'heritage eſt amorti, ou ſi les gens de main-morte en ſont capables, ains au Roy ſeul, & donne le choix à l'acquereur bailler homme viuant, & mourant, ou indemnité: & maintenant on baille homme viuant & mourant, non confiſquant auec indemnité au ſeigneur feodal, & haut Iuſticier, & au cenſier la ſeule indemnité. Carondas chap. 68. du 1. liu. de ſes reſp. par lequel homme le ſeigneur en ce cas eſt tenu receuoir l'hommage: comme par vicaire & procureur contre la commune diſpoſition de droict* in cap. 1. §. verum, de ſtat. reg. lib. Baldus in cap. vn §. fin. per quem fiat inueſtit. in vſib. feud. *Arreſt du parlement de Paris du 9. Decembre 1586. Autre arreſt du 12. Mars 1536. remarqué par le Maiſtre au meſme chap.* [48] *Et eſt eſtimé l'indemnité du ſeigneur, au cinquieſme denier de la valeur de l'heritage feodal amorti, par le 29. & 30. art. de la nouuelle Couſtume de Melun ſuiuie en la Preuoſté & Viſconté de Paris par la couſtume de Maine art. 41. l'indemnité reuient à la valeur des fruicts de trois annees des biens acquis, ſi n'ont autrement compoſé eu eſgard au temps que l'homme viuant & mourant eſt receu en foy, non de l'acquiſition: ſans bailler homme viuant eſt eſtimee au tiers de l'heritage amorti, payable au ſeigneur, duquel l'hommage eſt tenu en plain fief. Ord. du Roy Charles VI. citee par ledict Bacquet, chap. 46. du droict d'amortiſſement, reſtrainte au tiers par le meſme autheur, vn cinquieſme du tiers au Roy, autre cinquieſme au ſeigneur haut Iuſticier, les trois cinquieſmes reſtants au ſeigneur feodal.* [49] *& reuient communement l'eſtimation de l'indemnité des ſeigneurs à arbitres ſelon ledict Bacquet, chap. 53. nombre 12. du Droict d'amortiſſement: tout ainſi que les droicts d'amortiſſement ſont arbitrez par les ſieurs commiſſaires deputez par ſa Maieſté, ou Chambre des Comptes.* [50] *Et ayans les arbures, en* 50

auditeurs remis la relation de la taxe par eux faicte deuers leur commettant, ſi n'excede, e
51 *l'acquereur n'en eſt appellant, on iuge ſuiuant icelle.* 51 *Bacquet chap. 50. du droit d'amo*
tiſſement, eſtant l'heritage amorti hors des prophanités: neantmoins les mainmortables, non
obſtant l'amortiſſement, ſont tenus payer au ſeigneur pour les biens amortis, indemnité ſan
laquelle ne iouyſſent de l'affranchiſſement. Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 1. Iu
52 *1571. autre donné en Audience le 17. Septembr. 1568.* 52 *Bacquet chap. 51. du droict d'amo*
53 *tiſſement.* 53 *Gilles le Maiſtre chap. 1. du traicte des amortiſſemens, Bacquet chap. 26. d*
54 *nouueaux acqueſts.* 54 *Bacquet chap. 27. du droict des nouueaux acqueſts.* 55 *Bacquet cha*
55 *33. nomb. 6. 7. des droicts des nouueaux acqueſts.* 56 *Ceſte queſtion eſt doctement traict*
56 *par Bacquet chapit. 63. du droict d'amortiſſement, ſçauoir ſi les heritiers d'vn donateu*
ou teſtateur ſont tenus faire amortir à leurs deſpens l'heritage donné à vne Egliſe, hoſpital, o
autre communauté eccleſiaſtique, remarque vn arreſt du Parlement de Paris du 22. Mar.
1558. Entre les gouuerneurs de l'hoſpital de la Trinité, fondé en ladicte ville, ſupplian.
d'vne part, & Dame Marie Briſonnet vefue à feu Merlet de Muſeau, ſœur & heritie
re par benefice d'inuentaire de defuncte Dame Charlote Briſonnet, quand viuoit femme d
Meſſire Pierre Viſne, Cheualier ſeigneur de Leſigni, deffendereſſe d'autre. Laquelle Dam
Charlote Briſonnet, ayant legué audict hoſpital, par ſon teſtament ſolemne, la terre, & ſe
gneurie de Lyeuille aſſiſe au pays de Vexin le François, mouuãte de pluſieurs ſeigneuries, ſo
obligation de tous ſes autres biens en cas de garendiz, à la charge que les gouuerneurs dudi
hoſpital feroyent dire tous les iours au Conuent des Cordeliers de Paris certaines Meſſ
baſſes, & chaſcun an quatre ſeruices ſolemnels, où aſſiſteroyent deux des gouuerneur
chaſcun deſquels auroit pour ſon aſſiſtance vingt ſols tournois: & pour les frais des Me
ſes & ſeruices, ſeroit baillé chaſcun an au Conuent des Cordeliers par les mains des gouue
neurs de ceſt hoſpital la ſomme de cent cinquante liures tournois: & auſſi dire audict h
ſpital, pluſieurs Meſſes, & ſeruices pour le ſalut de l'ame de la teſtatrice. Apres le dece
de laquelle l'heritiere fuſt actionnee par les gouuerneurs dudict hoſpital, à ce qu'elle fuſt co
damnee faire amortir à ſes deſpens ceſte terre, & ſeigneurie de Lyeuille, de laquelle led.
hoſpital iouyſſe pleinement, paiſiblement, & perpetuellement, ſans en vuider ſes mains.
apres pluſieurs notables raiſons deduites par les parties, remarquees par ledict Bacquet, l
dite Dame deffendereſſe fuſt condamnee faire amortir dans ſix mois, aux deſpens de la ſe
ceſſion de ladicte Charlotte Briſonnet, les choſes par elles donnees, & leguees audict hoſ
57 *tal, auec deſpens.* 57 *Bacquet chap. 71. du droict d'amortiſſement.* 58 *Le meſme au cha*
58 *30. du droict des nouueaux acqueſts. Et ſont les rentes foncieres conſtituees, partie du pr*
de l'heritage, pour lequel on paye lods, & ventes. Arreſt de Paris, du 10. May, 1557. I
l'interpretation, & correction des 58. 59. 60 & 61. art. de l'ancienne Couſtume de Par
art. 78. de la nouuelle, de mutation d'homme droict de relief en rachapt, art. 87. de
meſme Couſtume Et ſont les diſmes infeodez parties du fief, duquel elles dependent, & ſu
iectes aux droicts des nouueaux acqueſts, pour leſquelles les Eccleſiaſtiques ſont auſſi
nus bailler homme viuant & mourant, qui en face foy, & hommage au Roy, ſi ſont imm
diatement tenues de ſa M. ieſté, ou autre ſeigneur feodal, comme fief, & heritage nob
neantmoins prophanes, & patrimoniales. cap. cum Apoſtolica de his quæ fiunt à pla
ſine conſenſu, cap dudum de decim. c. *deſquelles la cognoiſſance appartient aux I*
ges Royaux, cap prohibemus e. de decim. d. cap. cum Apoſtolica. Gaguinus a
nal. lib 3. Iohannes Faber in §. item Seruiana, de action. Inſtit. Boërius in co
ſuet. Biturenſes *titre des conſtitutions pred.* §. 1. Molinæus in Conſuet. Par
artic. 16. *Imbert Conſtitutions forenſes liure 1. chap. 25. Iuſques à ce que retor*
nem

nent à l'Eglise, d'où elles sont prouenues : ou autre Eglise, ou monastere, estans de leur nature spirituelles, non temporelles & prophanes, cap. ad decimas, De rest. spol. in 6. clem. 1. de decim. cap. 1. de præscript. in 6. *Et sont la part que* DIEV *s'est reserué de tous les fruicts croissans sur la terre, tant des terres anciennes que nouales, puis quarante iours cultiuees*, cap. cùm contingat, de decim. & cap. quid per nouale, e. de verb. sign. Nec alibi est locus retentionis in decima Ecclesiæ vendita, quæ redit ad primæuam naturam, argum. l. si vnus pactus ne peteret ; ff. de pact. Nec potest iterum ad laycum redire, cap. proh bemus, e. de decimis *Masuer titre des loüages, nomb. 17.* 59 *Bacquet chap. 46. & 61. du droict d'amortissement, lequel ne l'indemnité n'ont lieu que pour le temps, que les impetrans de main morte tiennent en leurs mains les heritages amortis, & indemnises, dont la grace est pure personnelle. Arrest donné contre le Prieur de Choisy au Bac, le 23. May 1586 en la Cour de Parlement de Paris, par lequel vn Gentil-homme ayant dõné aux Doyen, Chanoines & Chapitre d'Arras vn fief que luy appartenoit, tenu, & mouuant du Roy, consistant en 38. muis de bled de rente, à prendre sur les moulins Chauuy, appartenans aux religieux & Abbé de Noyon, affermez à beaucoup plus grande quantité de bled par an. Ce fief est amorti par Charles V. moyennant deux cents florins de droict d'amortissement verifié à la Chambre des Comtes, le droict d'indemnité payé à Louys Duc d'Orleans, qui lors iouyssoit de Chauui. Ceste redeuance conuertie en deniers montans chascun an 55. liures tournois par contract entre les Chapitres d'Arras, & religieux Sainct Eloy, vn an apres l'amortissement : le Chapitre d'Arras apres auoir iouy deux cents ans du fief, sans faire faire foy, ne hommage, ne autre redeuance, l'an 1574. vend ledict fief, sans retention d'hommage, ni de foy à Claude de Boussancourt, escuyer seigneur de Fouqueuillier, qui iost apres par contract d'eschange le transporta au Prieur Sainct Estienne de Choisi au bac. De la mutation duquel le Roy n'ayant esté serui, ne payé de ses droits. Le Conte de Chaume, qui tenoit du Roy en engagement Chauui, tant à sa requeste, que du Procureur du Roy audit lieu, fait saisir ce bled, consistant en 38. muis de bled par an, comme dessus à faute d'homme droicts, & deuoirs non faicts, & payez, aueu, & denombrement baillé, à laquelle saisie le Prieur de Choisi au bac se seroit opposé, alleguant l'amortissement, & payement de l'indemnité, par le moyen desquels le fief estoit affranchi, & deschargé de toute feodalité, & prophanité, comme à Dieu consacré, auec possession immemoriale de deux cents ans, que porte la prescription, titre, & priuilege. Concluant à la main leuee, auec despens, dommages, & interests. Le Comte de Chaume, & procureur du Roy de Chauui ioinct à luy, soustiennent que par l'amortissement la feodalité n'est esteincte, ne profitant qu'à ceux que les ont obtenus, pendant que iouyssent des heritages amortis, desquels par le moyen de l'amortissement ne sont tenus vuider leurs mains : & les ayans vendus, cedez, & transportez, reprennent leur premiere nature, soit de feodalité, ou roture. La Cour amendant la sentence donnee par le Iuge de Chauui, qui auoit declairé la saisie faicte à faute d'homme, droicts, & deuoirs non faicts, & non payés torsionnaire, & condamné le Comte de Chaume és despens, dommages, & interests, a declaré la saisie faicte à faute d'homme, droicts, & deuoirs non faicts, & non payés, dont est question au procez bonne & valable, & ordonné qu'elle tiendroit, iusques à ce que le Prieur de Choisi au bac, eust satisfaict és causes d'icelle, auec despens de la cause principale, esquels a condamné ledict Prieur de Choisi enuers ledict Chaume, sans despens de l'appel. A l'execution duquel Arrest fust declaré la commutation de trente huict muis de bled de rente en cinquante cinq liures d'argent n'auoir lieu : & ordonné*

59

que le Roy comme ſeigneur iouyroit de la rente de 38. muis de blé: attendu qu'il n'y auoit preſté conſentement, & ſa condition ne pouuoit eſtre faicte deterieure par ſon vaſſal, ores la reuerſion de la feodalité ne fuſt ordinaire, ains extraordinaire, caſuelle, & inopinee, & que le vaſſal du Roy, qu'eſtoit le Seigneur de Choiſy au bac, ne peut demander que 55. liures par an: ou l'on void que les amortiſſements ſont perſonnels, & ne profitent qu'à ceux, qui les ont impetrez, & que l'heritage amorti, & indemniſé ſortant, & entrant en main morte, eſt ſubiect à droict d'amortiſſement, & indemnité. Car bien que ne ſoient tenus bailler au Roy homme viuant & mourant, ni à l'aduenir luy bailler aucuns droicts pour l'heritage amorti ſelon le diſcours dudict Bacquet chap. 50. du droict d'amortiſſement: neantmoins en cas d'alienation, le droict de cenſiue retourne au Roy, ou autres ſeigneurs cenſiers, le fief amorti venant à reuiure par le changement de main, arg. l. qui res. §. aream. ff. de fol. vbi obligatio videtur magis ceſſare, quàm extingui, l. quoniam, ff. ſi cert. pet. l. ſi cùm quis, §. fin ff. de furt. *& reprenans leur premiere nature, eſſence, & qualité, & par ainſi tenus pour non amortis,* l. per procuratorem, ff. de acquir. hæred. l. ſi à me tibi, ff ad leg. Falcid. l. fin. C. de inoffic. teſtam. *Comme eſt amplement traicté par ledict Bacquet és chapitres 46. & 61. du droict d'amortiſſement: où il declare que gens de main-morte ne peuuent bailler à titre de cens les heritages roturiers, que leur ont eſté amortis par le Roy, ſinon les arrenter à peu de temps, comme à dix annees,* gloſſ. pet de reb. Eccleſ. non alien. *non à longues annees, qui excedent la dixieme,* ex omnium forè interpretum ſententia, præcipuè Iaſonis, in l. manumiſſione. ff de Iuſt. & iur. tunc enim vtilis fit tranſlatio dominij. *Ni ne ſont valables les affermes à longues annees, ſans les ſolemnitez requiſes és alienations du bien d'Egliſe,* can. ſine exceptione 2. quæſt. 2. cap. nulli, e. de reb. Eccleſ. non alien. *Maſuer au tit. des louages, nomb.* 17. *toutesfois le Prelat peut du conſentement du Chapitre bailler en Emphyteoſe du patrimoine de l'Egliſe.* Speculator de loc. clem. 1. de reb. Eccl. non alienand. *Speculator au meſme titre, nomb.* 18. *Et peuuent arrenter, ou vendre les fruicts du diſme à temps mediocre, non par triennes à longues annees, non plus que le temporel, eſtans cenſez pour meſme afferme, ſous diuerſes reſolutions de temps, reyterées par vne ſeule conception de paroles,* vt in l. ſenatus, §. fin. ff. de don. cauſ. mort. *en fraude du ſeigneur, ledict Maſuer au meſ-*
60 *me titre, nomb.* 16. 60 *Les lettres d'amortiſſement ne pouuans profiter qu'à ceux, qui les ont impetrees, & quand les biens amortis changent de main, reprennent leur premiere nature, quoy que la tranſlation en ſoit faite à gens de meſme condition: comme ſi vn chapitre les vend, cede, & tranſporte à vn monaſtere, college, hoſpital, ou autre chapitre, ni ne ſe peuuent aider les acquereurs de la grace concedee aux vendeurs, ains ſi l'heritage vendu, ou changé eſt feodal, ſeront pourſuiuis à la requeſte du Procureur du Roy, bailler au Roy homme viuant & mourant, & luy payer les droicts de ſon acquiſition, s'il eſt roturier, en vuider leurs mains, ou prendre lettres d'amortiſſement. De meſmes le ſeigneur, ores qu'il ſoit payé par les vendeurs du droict d'indemnité, Bacquet chap. 46. nomb. 45. du droict d'amortiſſement iugé par ſentence du Preuoſt de Paris du vingthuictieſme Nouembre 1571. donnee au profit du chapitre Noſtre Dame de Paris, ſeigneur haut Iuſticier, cenſier, & foncier du pont aux muſniers de ladicte ville, & moulins, contre le Prieur & Chartreux de Paris, qui auoyent acquis par eſchange des Religieux de Sainct Lazare de Paris, vn Moulin ſitué ſur ledit Pont, auec ſa maiſon, & ſes appartenances, appellee vulgairement la maiſon Sainct Lazare, moyennant cinq ſols pariſis de cens enuers ledict chapitre, quarante ſols pariſis de rente fonciere de bail d'heritage non rachaptable, payable chaſcun an aux religieux de Sainct Lazare, le iour Sainct Iean Baptiſte, & outre ce deux cents*

vingt

vingt & vne liure ſept ſols neuf deniers tournois de rente à prendre ſur l'hoſtel de ville dudit Paris : lequel moulin, ores de fondation Royale, eſchangé par neceſſité, eſtant gaſté & ruiné des eaux, ſans que leſdits religieux Sainct Lazare euſſent moyen le reparer, cauſant leur pauureté : & l'Eueſque de Paris euſt emologué ledict eſchange, neantmoins les Chartreux furent condamnés payer indemnité audit chapitre, ou bailler homme viuant, mourant, & confiſquant pour recouurer par ledict chap. les droicts & profits accouſtumez ſur ledict moulin, en cas de mutation, ſi mieux n'aimoyent leſdits Chartreux en vuider leurs mains auec deſpens de l'inſtance. De laquelle ſentence les Chartreux ayans appelliez, & apres ſans paſſer plus auant, cedé & transporté à vn maiſtre muſnier de Paris ledict moulin, pour la ſomme de trois mille, ſix cents liures tournoiſes, comptants deux cens liures de rente depuis rachettez à la ſomme de deux mille, quatre cens liures, cinq ſols pariſis de cens enuers le chapitre, & quarante ſols pariſis de rente fonciere, non rachapiable auſdicts de Sainct Lazare. Duquel contract l'acquereur fuſt ſaiſi par ledict Chapitre, auquel auroit payé les lods, & ventes. Arreſt de la premiere d'Enqueſtes du Parlement de Paris du 23. Mars 1587. Entre Meſſire Pierre de Gondy Eueſque de Paris, & Marguilliers de l'œuure & fabrique de l'Egliſe parroiſſielle Sainct Sauueur en ladicte ville, en laquelle leſdicts Marguilliers ayans acquis deux maiſons de la cenſiue dudict ſieur Eueſque: l'vne de M. François Imbert Notaire en eſchange d'autre maiſon par eux tenue ſous meſme cenſiue : & l'autre des Religieuſes des filles Dieu, auſſi en eſchange de quatre cens liures de rente ſur l'hoſtel de ville de Paris. Pour deſquelles vuider leurs mains, ſi mieux n'aimoyent bailler homme viuant & mourant, & payer droicts d'indemnité, furent adiournez à la requeſte dudict ſieur Eueſque deuant le preuoſt de Paris. Par ſentence duquel du dixhuictieſme Iuillet mille cinq cens huictante quatre, les Marguilliers furent condamnez payer indemnité pour leſdictes deux maiſons par eux acquiſes, mentionnees au procez, ou luy bailler homme viuant & mourant, pour receuoir ſur leſdictes deux maiſons les droicts, & profits accouſtumez, en cas de mutation, ſi mieux n'aimoyent en vuider leurs mains auec deſpens. De laquelle les Marguilliers ayans appellé, par arreſt l'appellation fuſt miſe au neant, ſans amende, & ordonné que ladicte ſentence, dont auoit eſté appellé, ſortiroit à effect auec deſpens de l'appel, eſquels leſdicts Marguilliers furent condamnez audict nom. Le meſme a eſté iugé par autre arreſt, donné au profit dudit ſieur Eueſque, contre les Marguilliers de Sainct Euſtache à Paris. Bacquet chap. 46. 54. du droict d'amortiſſement, où l'on void, comme les ſeigneurs Eccleſiaſtiques feodaux, ou cenſiers vſent de meſme droict contre gens de mainmorte, que les laics en leurs fiefs, & cenſiues: ou tout ainſi que pour les droicts d'amortiſſement ne ſe paye que ſimple finance en deniers, arbitree par Meſſieurs des Comptes, information deuement faicte par vn d'eux, ou les Iuges des lieux de la nature, qualité, mouuance, reuenu annuel, & valeur de l'heritage amorti : & n'entre iamais au ſacré threſor de ſa Majeſté, eſtant par elle donné à quelque ſeigneur, ou à l'impetrant. Bacquet chap. 46. nomb. 3. du meſme traicté. Le droict d'indemnité du ſeigneur eſt auſſi taxé, & arbitré ſelon la qualité du fief, valeur, & reuenu de l'heritage feodal, ou roturier, n'eſtant raiſonnable que pour le roturier on baille homme viuant & mourant, ny paye lods & ventes de chaſque mutation d'homme, Prieur ou Abbé faiſans la douzieſme de la valeur que monteroient plus que le reuenu d'vne annee. Dont Carondas eſt d'aduis les reduire & arbitrer à certaine ſomme de deniers, payable à chaſque mutation d'homme en lieu d'iceiles, ſur le quarante vnieſme article de la Couſtume de Paris, nombre ſoixante deux. Bacquet chapitre 46. nombre neufieſme chap. 54. du droict d'amor-

61 tiſſement. 61 *Arreſt du Parlement de Paris donné au profit du gouuerneur de la Trinité,*
62 *contre Barthelemy de l'Iſle eſcuyer ſieur d'Andreſy du deuxieſme Iuin 1564.* 62 *Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du ſeptieſme Septembre 1553. Entre vn chapelain de l'Egliſe Sainct Iean de Laferté, & le ſeigneur de Moiſſon, ſur la Couſtume d'Orleans.* Bacquet
63 *chap. 34. du droict des nouueaux acqueſts.* 63 *Bacquet chap. cinquante cinq du droict d'a-*
64 *mortiſſement.* 64 *chap. 67. 71. du meſme traicté.* 65 *Le meſme, chap. 31. du droict des nou-*
65 *ueaux acqueſts.* 66 *Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 1. Iuin mille cinq cens ſeptante*
66 *vn pour la Dame de Vandouan, cõtre les habitãs de la Baronie de Sainct Michel de Carolois*
67 *en Bourgongne.* 67 *Suiuant la teneur des lettres d'amortiſſement, deſquelles Bacquet inſere*
68 *quelques copies au chap. 45. du droict d'amortiſſement.* 68 *Bacquet au chapitre 46. nom-*
69 *bre 12. du meſme traicté.* 69 *Bacquet chapitre 72. des droits des nouueaux acqueſts cha-*
70 *pitre 33. nombre 6. 7.* 70 l. commiſſoriæ, C. de pact. inter empt. l poſt idem ſi fun-
71 dus, §. eleganter, ff de leg. Commiſſor. 71 l. cùm poſſeſſor, ff. de cenſ. *du Mou-*
72 *lin ſur les Couſtumes de Paris, article 41.* 72 *Bacquet chapitre 46. nomb. 9. chap. 54. du droict d'amortiſſement*, §. ſi verò contigerit, de alienat. & emphyt. in authenticis.
73 73 *Au meſme chap. Maſuer titre des louages, nom. trois. Où le ſeigneur qui veut renouueller ſes terriers, prend commiſſion du Seneſchal: & en vertu d'icelle fait faire commande-ment à ſes cenſiers ſe trouuer comparoir deuant le Notaire à ce deputé, pour y proceder, ou en cas d'icpp ſur on renuoyer, ou faire aſſigner les oppoſans deuant le cometant*, cap. fin. de fideiuſſ. e. & cap. cùm dilecta. Ibique gloſſ. in verbo, duximus innouanda, de confirmat vtil. vel inutil. e. *Quoy que l'Emphyteote ne ſoit que tiers poſſeſſeur.* Guido Papæ quæſt 417. vbi actio perſonalis ſequitur fundi poſſeſſorem. Idem quæſt.
74 9. 24. & bi not. 74 *Bacquet chapitre 36. des droits des nouueaux acqueſts,* 75 *chapitre*
75 *2. du preſent titre. Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du ſeptieſme Septembre 1560. Entre Maiſtre Gabriel de Laualee Cheualier ſeigneur dudict lieu, Dame Ieanne Brinon ſa femme, demandeurs en ſaiſine, & les Prieur ſeculier, Maiſtres Bourſiers, & eſcolier du*
76 *College du Cardinal le Moine. Bacquet chap. 56. du droict d'amortiſſement.* 76 *Comme auſſi le ſeigneur directe doit faire veüe & monſtree de la choſe, ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu, s'il en eſt requis: non pour la penſion annuelle que luy ſeroit deuë ſur tous les biens de ſon debteur.* Speculator tit. de loc. *enſemble le ſeigneur feodal*, cap. ſpecialem, de feud. e. ibique gloſ. in l. Titius, ff. de act. empt. *Maſuer au titre des*
77 *louages, nomb. 20.* 77 *Amortiſſements obtenus par gens de main-morte ne ſont ſuffiſans pour verifier la proprieté des heritages amortis. Bacquet chapitre 57. du droict d'amortiſſement, auquel le vaſſal a peu mettre ce que bon luy a ſemblé. Du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, art. 44. queſt. 9.* Quæ quiſque aliena in cenſum dedueit, nihilominus eius fiunt, l. quæ quiſque, ff. de acquir. rer. domin. l. ſi functionis, l. cenſualis conceſſio, C. de donat. *Ni ne porte titre de proprieté, ſinon d'affranchiſſement. Bacquet chapitre cinquante vn du droict d'amortiſſement.* Sicut nec epiſtolis neceſſitudo conſanguinitatis, ſed natalibus, vel adoptionis ſolemnitate coniungitur, l. non epi-
78 ſtolis, C. de probat. l. neque profeſſio, C. de teſtib. 78 l. proprietatis, l. cùm res, l. cum precibus, l. ſiue poſſidetis, C. de probat. *Bacquet chapitre deuxieſme nombre 20. des francs fiefs ſous la preſcription trentenaire ſelon la Couſtume generale de France Symmachus article 118. de la Couſtume de la ville, Preuoſté, & Viſcomté de Paris*, Nouella Valentiniani, tit. 8. *vſage du Parlement de Tholoſe, arreſt general de l'aduant-veille de Noel mille ſix cens trois, prononcé par le ſieur preſident de l'Eſt. Mayn-*

nard chapitre trente & trente vn du ſixieſme liure de ſes queſtions. [79] *Maynard chapitre quarante huict du quatrieſme liure de ſes queſt. & au chapitre ſecond du preſent liure.* [80] *Maynard chapitre quarante ſept du quatrieſme liure de ſes queſtions, où le rapporte à noſtre vſage, auec les diſtinctions, & circonſtances incidentes contre l'opinion de Maſuer au titre des louages, nombre dix neuf, & autres interpretes, qui tiennent, & eſtiment la quote du cens eſtre preſcriptible, quoy que le cens, comme droict de ſuperiorité, ne ſe preſcriue, ſi ſciemment le ſeigneur n'en a moins receu, que ne luy eſt deu, & fait les acqueſts entiers,* qui tunc donaſſe videtur. *Ledict Maynard chap. 36. du 6. liure de ſes queſtions.* [81] *Et par arreſt du Parlement de Tholoſe, donné en faueur de certains emphyteotes mouuants du chapitre Sainct Sernin, contre le ſyndic dudict chapitre, au rapport de Monſieur Ieſſe conformement à ce que fuſt iugé par autre arreſt du Parlement de Paris, contre les religieuſes ſaincte Croix de Poictiers le 26. May, mille cinq cens ſeptante trois. Et par le Preueſt de Paris, pour les louages d'vn heritage demandez par certains Religieux, Abbé & Conuent de 39. ans, auſquels ne furent adiugez que de vingt neuf. Bacquet chap. 7. du droict de deſherence. Marnard chapitre 30. 32. ſur la fin du ſixieſme liure de ſes queſtions. Arreſt notable allegué par Carondas, du 23. Decembre 1559. pour vn nommé Gobilhon, auquel fuſt adiugé 5. annees des penſions à luy dues ſa vie durant, quoy que par trente ans ne l'euſt demandee: de laquelle ſeroit payé tous les ans à l'aduenir, pendant ſa vie. Que ledict Maynard au chapitre 32. du ſixieſme liure de ſes queſtions dict eſtre ſuiui au Parlement de Tholoſe. Nine ſe demandent les rentes volantes que puis cinq ans: & ſi ſont conſtituees en blé, ſont à reduire en argent, au denier ſeize. Ordonnance du Roy Henri IV. 1602. Charles IX. 1565. Louys XII. 1512. article 71.* Molinæus in tractat. de vſur. quæſt. 21. Ludouicus Romanus conſil. 507. l. non frumentum, C. de vſur. *Et pour proceder à l'eſtimation des arrerages de la rente, que conſiſte en blé, vin, huile, ou autres eſpeces appreciables, ſi eſt portable, ſe iuge au plus haut prix que s'eſt vendue chaſcune annee: ſi querable, à ce qu'elle valoit au iour de la deſtinee ſolution, ou au prix mediocre de chaſque annee. Ainſi iugé par Arreſt du mois de Feburier, mille cinq cens huictante cinq, au rapport dudict ſieur Mayn. pour Deſmontagnes, contre le ſieur de Harpont. Autre arreſt donné au profit du ſieur de Caſtelpers, contre le ſieur de Bournaſel, au moys de May, mille cinq cens huictante, alleguez par ledict ſieur Maynard, chapitre 33. du ſixieſme liure de ſes queſtions, leſquels arrerages, lods, & ventes, tant de la derniere acquiſition, que precedentes, puis 29. ans, le dernier acquereur, comme tenancier de l'heritage feodal eſt tenu enuers le ſeigneur, que procede par ſaiſie ſur ſon fief, en vertu des lettres* de feudis, *en laquelle nonobſtant oppoſition, il demeure bien fondé ſauf à l'executé ſon recours en relief de garantie, contre ſes autheurs. Maynard chap. 32. du 6. liu de ſes queſt. nõ par action perſonnelle contre le nouuel acquereur, que pour les droicts, & deuoirs nõ faicts, & non payés puis ſon acquiſition, ſelon l'aduis dudit ſieur Maynard chap. 33. du 6. liure de ſes queſt.* [82] lege vel conſuetudine, l. 1. §. ad hæc, C. de annal. except. l. ſicut, [83] l. omnes, l. cùm notiſſimi, C. de præſcript. 30. vel 40. anno. *Maſuer au titre des preſcriptions, nombre 21. diſant que le ſeigneur ne peut contraindre l'Egliſe vuider l'heritage par elle poſſedé l'eſpace de trente ans, quoy que par les ordonnances la preſcription quarantenaire ſoit en ce cas requiſe:* ſi quis poſt 30. annos rem aliquam, vt feudum poſſederit, & ſeruitium domino exhibuerit, quamuis de re non ſit inueſtitus, præſcriptione tamen 30. annorum ſe tueri poteſt, §. ſi quis, ſi de feud. defunct. controuerſ. ſit inter dominum, & agnatum vaſſall. in vſibus feud. *Si*

toutesfois

toutesfois les ſeigneurs feodaux ſont Eccleſiaſtiques, & poſſedent pour l'Egliſe non en particulier, la preſcription ne court que par quarante ans. Arreſt du Parlement de Paris du 18. Feburier 1479. entre l'Eueſque de Paris, & le Chambrier de S. Martin des Champs, auth. quas actiones, C. de ſacroſ. eccleſ. Sentence du Preuoſt de Paris du premier Iuillet mille cinq cens ſeptante neuf entre le Prieur de Sainct Denys de l'Eſtree, & les Doyen, Chanoynes, & chapitre de Paris. Bacquet chapitre 34. du droict des nouueaux acqueſts, chapitre 60. du droict d'amortiſſement. Et court la meſme preſcription quarantenaire, contre le Roy, pour ne contraindre apres icelle gens de mainmorte à la vuidange du temporel: apres laquelle ne peuuent eſtre contraints, que financer & payer les droicts de nouueaux acqueſts, & amortiſſement, comme conclud ledit Bacquet au chapitre 34. des droits des nouueaux acqueſts ſur la
3 fin, & 65. du droict d'amortiſſement. [83] Maynard ch. 48. nomb. 3. du 4. liu. de ſes queſt. [84]
4 Bacquet chapitre vingt quatre du droict des nouueaux acqueſts, chapitre ſoixante ſix du droict d'amortiſſement. Gilles le Maiſtre chapitre premier traité des amortiſſemens, ſi ne ſont
5 de fondation, & dotation Royale. [85] §. inde poteſt præſumi. de alien. feud. l. iubemus, C. de ſacroſ. eccleſ. cap. hoc conſultiſſimo, de reb. eccleſ non alien. in 6.
6 [86] Bacquet chapitre 27. du droict des nouueaux acqueſts. [87] can. nolo, can. non dicatis 12. quæſt. 1. [88] Quod enim eccleſiaſticum eſt, ſeculare fieri non debet, can.
7 8 quæ ſemel 19. quæſt. 3. Bacquet chap. 3. du droict des francs fiefs, 27. du droict des nouueaux acqueſts. Carondas chap. 68. du 1. liu. de ſes reſponſ. [89] Par la Couſtume generale
9 de France, les Monaſteres ne ſuccedent ab inteſtat, ni par l'entree & profeſſion de religion, ne ſe fait taiſible dedication de biens: ains accroiſſent les biens de celuy, qui ſe fait religieux à ſes autres freres, ou plus proches, & capables de ſucceſſion, ou ceux auſquels les biens ſeroyent eſchеus en ſon lieu. Maſuer tit. des ſucceſſions, nomb. 30. 31. Ni ne peut le Pape diſpenſer vn religieux, pour ſucceder és terres, eſquelles il n'a iuriſdiction temporelle, cap. per venerabilem e. qui filij ſint legit. Encore qu'il fuſt apres faict Eueſque. Ibid. Maluezius. Si toutesfois les biens auoyent eſté expreſſement dediés, telle dedicaton ſeroit valable. Barthol. in l. ſi finita §. ſi de vectigalibus, ff. de damn. infect. l. 1. C. de ſacroſ. eccleſ ſans preiudice du droict du Roy, & du ſeigneur. Et ſi quelqu'vn inſtitue ſon fils heritier, & luy ſubſtitue vn eſtranger, ou ſondict fils, decedeſoit ſans enfans. Si ledict fils ainſi ſubſtitué entre en religion, le Monaſtere ſuccede & tient lieu d'enfans, ſans que ladicte ſubſtitution ſorte à effect, l. Deo nobis, C. de Epiſc. & cler. l. cùm acutiſſimi C. de fideicommiſſ. l. generaliter, C. de inſtit. & ſubſtit. ſub cond facta. §. præſenti, de ſanctiſſimis Epiſcopis, in auth. eos, niſi, C. ad Trebell. l. Lucius, ff. de hæred. inſtituend. ſelon l'opinion dudict Maſuer. Dont ledict Maynard au ch. 18 du 7. liu. de ſes queſt. eſt d'aduis contraire, & remarque vn arreſt de maiſtre Antheine Morellon, contre le Syndic des marines, donné au rapport de monſieur Papus à la ſeconde d'enqueſtes au mois de Decemb 1591. par lequel la ſubſtitution compendieuſe fuſt ouuerte par la profeſſion de l'inſtitué. Et tient ledict Maynard que par la couſtume generale de France, les monaſteres ſont incapables de ſucceder, tant par teſtament, que ab inteſtat: auquel cas il auroit entendu donner ſon bien au monaſtère, non ſi eſtant au monde, l'auoit inſtitué ſon heritier ſous eſperance de poſterité, leſquels apres leur profeſſion eſtans morts au monde, ne peuuent non plus en diſpoſer. Ioannes Gallus quæſt. 120. quoy que les teſtaments de fils de famille, ſoient reçeus pour cauſe pie en Toloſe. Arreſts dõnez à la ſecõde d'enqueſtes au rapport de feu monſieur I. Ouurier, entre Eſperon & Moncla, & entre Cardonne & Carcaſſet, & par vn qui auoit eſté declaré prodigue en faueur des hoſpit. arreſt du 13. May 1579. entre

Peleres,

Peleres, & le Syndic des hoſpitaux. Mayn. ch.19. du 7. liu. de ſes queſt. [90] Ex Concilio Tri- [90]
dentino, tit. de relig. & monialibus c.3. *Mayn. ch.19. du 1. liu. ch.28. du 5. liu. ch.13. du 7. de ſes qu. & cite vn arreſt du 2. Aouſt 1584. donné entre Catherine de Queyron ſubſtituée par autre Catherine de Queyron ſa tante en la ſomme de 166. eſcus deux tiers par elle leguee à Louys Queyron auſſi ſon neueu, & filleul, à la charge que où il decederoit ſans enfans legitimes & naturels de ſon mariage, ledit legat retourneroit de plain droict ſans detraction de quarte Trebellianique à ladicte Catherine ſon heritiere: & Monſieur le procureur general du Roy prenant la cauſe pour le Syndic du Conuent de l'Obſeruance en Tholoſe, ou ledit Queyron après le deceds de la teſtatrice s'eſtoit fait religieux, & auant ſa profeſſion fait ſon teſtament, par lequel auoit laiſſé ladicte ſomme de 166. eſcus deux tiers au Conuent, à luy leguee, & legué à Eſtienne Barrani ſon executeur teſtamentaire la ſomme de 66. eſcus deux tiers. Par lequel tous les biens qu'auoyent appartenu à ladicte de Queyron du tẽps de ſon deceʒ furent declarez affectʒ, & hypothequeʒ au payemẽt dudit legat ſuiuant ſon teſtament, du 10. Iuin 1580. Et où ne ſeroyent ſuffiſans tous les biens qu'appartenoyent audit Queyron, lors de ſon teſtament auroiẽt eſté declarez affectʒ pour en parfaire le payemẽt, en quatre mois apres, à la diligence dud. Barrani à peine d'eſtre priué de ſon legat. Car ores les mandians ne ſoyent capables de ſucceſſions, & legs teſtamentaires, ny donations de biens immobiliers, pour les tenir en commun, ny en particulier: leur peuuent neantmoins eſtre laiſſeʒ, & donneʒ pour eſtre vendus, & l'argent en prouenant employé à leurs neceſſités, & entretenement, pourueu que ce ſoit par maniere de legat, ou donation particuliere, non generalle de tous les biens du teſtateur.* Bart. in tractat. minor. Baldus in l. cùm quæſtio, C. de leg. gloſſ. in c.1. in verb. domum, de religioſ. domib. in 6. Alexander, Iaſon, Aretinus, Baldus, & Bartolus in l. apud Iulian. §. conſtat, ff. de leg. 1. quæ aliàs incipit Africanus. *Où ſe rapporte l'Epiſtre decretale d'Alexandre III. eſcrinant és Abbez & Conuents de Ciſteaux, c. recolentes e. De ſtatu Monachorum, & la Bulle du Pape Martin IV. par laquelle la proprieté des choſes leguées aux religieux & mandiants eſt attribuee à l'Egliſe Romaine, que conſtitue ſyndics & adminiſtrateurs pour les recouoir, & les leur diſpenſer & reſtituer en leurs neceſſités, comme ils voyent eſtre expedient. Mayn. ch.27. du 5. liu. de ſes queſt.* [91] *De tant que les main-mortables, qui ſont contraincts* [91]
vuider leurs mains des heritages à eux aduenus, ne ſont tenus qu'au payement de la rente, s'ils en iouyſſent quelque peu pour le temps que l'auront tenu: meſme ſi c'eſt vne maiſon, l'vſage de laquelle eſt touſiours vtile, non le droict de l'acquiſition. Arreſt du Parlement de Paris donné au profit du gouuerneur de la Trinité, contre Barthelemy de l'Iſle, Eſcuyer, ſeigneur d'Andreſy du 2. Iuin 1564. l.1. & 2. C. ſine cenſ. & reliq fund comp. non poſ. [92] *Bacq. ch.34.* [92]
du droict des nouueaux acqueſts, qui peuuent tenir & poſſeder heritages auec permiſſion du Roy, & du ſeigneur, pour ſon indemnité. Le Maiſtre ch.1. du traicté des francs fiefs: & bailler à titre de fiefs ou de cens les heritages feodaux, que leur ont eſté amortis par le Roy, & pour leſquels ils ont payé indemnité Bacq. ch.62 du droict de mortiſſement: non l'heritage roturier ſelon ledit Bacq. au ch. precedent. Et a eſté ceſt affaire en doubte & indecis en l'appel releué de la chambre du Threſor au Parl. de Paris. Le meſmes ch.61. nomb 7. du droict d'amortiſſement. Où le faict propoſe par ledit Bacq. apporte tranſlation de proprieté à titre de vente, auec retention de fief, contenant vn Edict du Roy Charles IX. pour proceder à la vente de partie du tẽporel de l'Egliſe Gallicane, iuſqu'à cent mil eſcus de rente annuelle, publié au Parl. de Paris le 17. May 1563. Et patentes du meſme Roy dreſſées au Preuoſt de Paris pour l'execution d'iceluy, par leſquelles eſt porté que les terres, ſeigneuries, & autres biens de l'Egliſe, que ſeroyent vendus, ſeroyent tenus & mouuants du Roy, à cauſe du lieu de la haute iuſtice, où leſdicts biens ſont aſſis, ou plus proche de la haute iuſtice du Roy. Et autre Edict publié le 27. Ianu. 1573. Par

lequel fut auſſi permis aux gens d'Egliſe rachepter leurs ſeigneuries,terres,& poſſeſſions vendues en vertu du precedent Edit, contenant que les terres amorties, que ſeroyent alienées par les Eccleſiaſtiques,pour retirer celles qu'auoyent eſté vendues ſeroyent auſſi tenues du Roy, à cauſe du lieu de ſa plus prochaine iuſtice: & les non amorties du ſeigneur de fief, tãt elles eſtoiẽt auparauant tenues.Bacq.ch.61.nom.4 du droict d'amortiſſement & repreſente au nomb.6. les lettres de commiſſion pour proceder à la vente du temporel de l'Egliſe, iuſqu'à 50. mil eſcus de rente, ſuiuant l'Edit publié au Parl.de Paris le 15. Mars 1569. Inſtructions pour proceder à l'adiudication des biens mis en vente,ſuiuant autre Edit publié le 4.Nou.1574.& autres memoires de l'an 1576.ſelon l'Edit publié le 17.Iuillet.Par leſquelles eſt expreſſement porté, que les terres & maiſons,que ſeroyent vendues,reprendroient leur premiere nature: celles qui ſont en fief,releueront du ſeigneur, duquel eſtoyent auparauant tenues : les amorties tiendront en foy & hommage du benefice,dont elles auoient eſté diſtraictes, & celles qui ſont en roture de leur ſeigneur cenſier.Et encore par la bulle, & lettres patentes ſur ce publiées le 17. Mars 1586.par memoires dreſſees pour l'execution d'icelles eſt porté que les heritages expoſez en vente ſeroyent adiugez à la charge de la foy & hommage,ou du cens enuers les benefices, deſquels auoyent eſté iuſtraits.[93] Vt teſtantur tot pia loca,domus reformatæ,& religioſæ,antiqua,no-
93 uáq; cœnobia,collegia,& monaſteria,ab omni cenſu libera,quæ veluti ſydera,vel faſces cœleſtes, intus & foris hanc noſtram ciuitatẽ exornant.[94] *Mayn.ch.49.du 4.*
94 *liu.de ſes queſt.Ord. du mois d'Oct.1539.du mois de May 1553.par leſquelles les rentes foncieres ſur maiſons des villes ſont perpetuellement rachaptables.*Molinæus conſ.9.*Conſt.de Cãbray, & Cambreſis*, ne tot,ac tantæ vrbes ruinis deformentur.[95] *Les tẽpliers,inſtituez*
95 *pour la defence de la Chreſtienté,& expugnation des infidelles d'outre mer,nos ennemis communs,auſquels a ſuccedé la religion des cheualiers de l'ordre S. Iean de Hieruſalem,dotez de pluſieurs benefices de notable reuenu,pour en iouyr leur vie durant,ſelon leur inſtitution, non pour en diſpoſer en derniere volonté, n'ayans rien de propre,ains par leur decez la religion demeure ſaiſie de tout ce que ſe trouue en nature leur appartenir, & auoir eſté par eux tenu & poſſedé pendant leur vie,ſoit argent,meubles,ou immeubles par eux aquis des moyens de ladite religiõ,de laquelle tous les cheualiers ne ſont qu'vn corps,& cõmunauté, iouyſſans iuſques aux diſmes de pluſieurs cõmanderies, deſquels* Charles Martel *fut de ſon regne contrainct par neceſſité departir à la nobleſſe françoiſe, pour l'expugnation des heretiques, du conſentement du* Clergé.Gaguin.lib.3.ſuæ hiſtoriæ in eius vita. *D'où ſont partie venus les diſmes infeodés, qui ſe baillent auſſi pour grand' occaſion & neceſſité, auec permiſſion des ſuperieurs par les Eccleſiaſtiques à perſonnes laïques & particulieres, és mains deſquels les diſmes infeodez ſont reputés prophanes iuſques à ce que reuient à l'Egliſe,d'où ſont iſſus, ou autre Egliſe,monaſtere,& maiſon religieuſe,*c.cùm Apoſtol.e. de his quæ fiunt à prælatis ſine cõſenſ. capituli,*que ſont les diſmes infeodés,* quæ aliàs ſunt iuris diuini,& à Deo inſtitutæ ab omnibus perſoluendæ, præter Ciſtercienſes, templarios, & hoſpitalarios, qui decimá prædiorũ ſuorũ,quæ propriis manib.aut ſumptib.excolunt,ſoluere nó tenentur,c.ex parte tua ad nos e. de decim. Súntq; vice tẽplariorũ cõmendatorij perſonæ religioſæ.De quibus in c.cùm ex eo e.de ſent.exc.ordo quõdam militũ. Volaterran.lib.21. *Dont le grand Prieuré de S.Iean de Hieruſalem de Tholoſe: pour les heritages feodaux,roturiers,ou allodiaux:droits de cenſiue,chãparts,rentes feodales,foncieres,ou cõſtituees: & generalement pour tous droits immobiliers & poſſeſſions quelconques deſpendans de lad.religiõ,tenus immediatemẽt du Roy en fief ou cẽſiue,ou d'autres ſeigneurs:nõ pour les droits ſpirituels,que leur appartiennẽt cõme diſmes non infeodés.Bacq.ch.27.du droit des nou.acquets, lequel au ch.56.& 60.du droit d'amortiſſement, baille l'exemple d'vn cheualier de S. Iean de*

Hieru.

Hieruſalẽ, qui a cauſe de ſa cõmanderie, prenant chacun an droit de terrage, cens, rentes, courues & autres, ſur terres aſſiſes dans la ſeigneurie & chaſtelenie d'vn gentilhomme, & verifié par actes ſa poſſeſſion plus que centenaire, fut declaré n'eſtre tenu bailler hõme viuant, mourãt, & confiſcant, ni recognoiſtre les droits par luy exigez, eſtre tenus en fief dudit gentilhõme (qui n'auoit fait apparoir d'aucune preſtatiõ de foy, & hõmage, qu'euſt eſté faite à ſes predeceſſeurs) que luy faire tant ſeulement declaration par acte de notaire des drouts, qu'il prenoit chacun an en ladite chaſtelenie ſans l'eſcrire au papier ou liure terrier dudit gentilhõme. Nec poſſunt cruciferi ordin. B. Ioan. Hieroſol. domino feudi ſeruire, nobiliori bello occupati, nec in feudo ſuccedere, vt religioſi regulares. Bened. in c. Ray. in ver. & vxor. nom. Adelaſ. n. 523 *neantmoins tenus enuers l'ordre, comme les religieux enuers leur Abbé. Bacq. ch. 3. n. 13. 14. du droict de desherance.*[96] *Bacq. ch. 27. du droict des nouu. acqueſts. May. ch. 41.* [96] *du 5. liu. ch. 59 du 7. de ſes qu. où il remarque vn arreſt du Parl. de Tholoſe, donné entre le ſyndic des pauures de la ville de S. Maitan en Gaſcogne, & M. Iean Mathen, & conſors, par lequel les contracts d'alienation, des terres dudit hoſpital excedans la preſcription quarantenaire furent caſſez, les tenanciers condãnés en laiſſer la poſſeſſion vuide audit ſyndic auec reſtitution des fruits, precõté les arrérages de la rente reſeruée aux pauures dudit hoſpital par les meſmes contracts, quoy qu'ils euſſent eſté faits par deliberation de tout le conſeil de la ville, & aſſẽblee publique, auec reſeruatiõ des rentes foncieres au profit des pauures, & nonobſtant la preſcriptiõ quarantenaire, pour n'y auoir eſté gardé les ſolẽnités requiſes, telles ou ſemblables que celles de l'Egliſe.*[97] *Ledit Bacq ch. 27. du droict d'amortiſſement. Carond. ch. 68. du 1. liu. de ſes reſp.* [98] [97] *Carores autre que le Roy ne puiſſe anoblir, non plus qu'amortir, cõme declare le meſme Bacq.* [98] *parlant des drouts d'anobliſſement, & d'amortiſſement, pour l'exemption des tailles royaux du pays de Languedoc, & ville de Tholoſe, de laquelle parle ledit Mayn. és ch. 57. & 58. du 4. liu. de ſes queſt. ſemble eſtre le ſeul intereſt des habitans, ſur leſquels accroiſſent les quotiſations, & departemens, que ſe font ſur les particuliers des ſommes impoſees & accordées au Roy par les Eſtats de chacune année.*[99] Miniſtri. n. vel prælati Eccleſiæ, ac presbyteri proprij pa- [99]
trimonij liberã habent diſponendi facultatẽ, ſua induſtria, vel aliũde, quàm ab Eccle. quæſitumõ tamen cõtẽplatione Eccleſiæ c. quia nos, c relatũ, c. cæterũ, c. requiſiſti, §. illud, & de teſt. can. 1. & 2. 12. q. 3. nã ſi bona relinquãtur Epiſcopo ab extraneo, cenſentur & præſumũtur cõtẽplatione Eccleſiæ relicta, & pertinẽt ad Eccleſiã, d. c. requiſiſti: ſi à propinquo, cẽſetur intuitu perſonæ relictũ. Ibid. in verb. Si verò relinquatur Epiſcopo à propinquo, c. quia nos e. tit de teſt. d. c. 1. 12. q. 3. vſq; ad quartũ gradũ c. non debet e. de conſang. & affin. auth. licentiã, C. de Epiſc. & cler. §. interdicimus, de Eccleſ. tit. in auth. vel ſeptimũ, d. can. 1. 12. q. 3. c. quia nos e de teſta. niſi diuturnæ neceſſitudinis & amicitiæ cauſa ab extraneo ſibi relictũ probetur, can. 2. 21. q. 3. [100] *Deſquels parle Mayn. aux ch. 57. 58. du 4. liu. de ſes queſt. apres Benoit.* [101] [100] *Bac. ch. 31. du droit des nou. acqueſts.* De quib. in l. inter diuinũ, C de ſacroſ. Eccl. c. vn §. [101]
conuenticula, de pace tenend. in vſib feud. Luc. de Pen. in l. ſi quæ hered. de vend. reb ciu. lib. 11 C. l. fũ de paſc. pub e. lib. C. Cæpol. in tract. ſeru. ruſt. prædi. in c. de ſer. iur. paſc. Bar. & cæt. in l. An vſusfr. ff. de vſufr. in l. leg. ciu. ff. de vſu, & vſufr. leg l. ciuib ff. de reb. dub.[102] *ch. 42. du droit d'amortiſſement, dont il baille la forme au ch. ſuiu.* [103] [102]
La forme ſe parte cy dez au ch. 44.[104] *du miſte 45.*[105] *Pour l'incertitude des choſes amorties* [103]
en termes generaux, ſi les lettres ne contiennent denõbrement d'icelles, du moins y eſt attaché, [104]
pour euiter obreption & autre cauſe de non valoir, & à ce qu'à l'aduenir en defaut de denombrement, la piece amortie ne ſoit derechef ſuiette aux meſmes droits d'amortiſſement, & nouu. acquets[106]. *Bacq. ch. 3. nom. 13. & 14. du droit de desherãce, où le Roy amortit ſans preiudice de* [105] [106]

l'indemnité du ſeigneur, & le ſeigneur affranchit ſans preiudice des droits de ſa Maieſté, de laquelle faut apres obtenir lettres de confirmation de ce que contiennent les pactes, conuentions & affranchiſſement du ſeigneur.

FIEFS,

COVSTVME VI.

Pour auoir ceſſé le payement des oblies l'eſpace de trois ans, ou d'auantage, le fief ne tombe en commis, auec ſes droits. Bien eſt tenu l'Emphyteote payer les arrerages deſdictes oblies, ou cenſiues, & autres droicts contenus au contract de l'ozime, par luy deubs puis le temps qu'il tient, & poſſede le fief, iuſqu'à ce qu'on en ait faict real delaiſſement és mains du ſeigneur feodal, par inſtrument public. Et ores ayt ceſſé trente ans ou plus le payement des oblies, ne preſcrit contre le ſeigneur, ny n'empeſche que ne ſoit tenu luy payer la cenſiue & autres droicts & deuoirs ſeigneuriaux concernans ledict fief.

CHAPITRE VI.

L'EMPHYTEOTE qui denie tenir titre du ſeigneur direct, & ſe veut attribuer la proprieté de l'heritage, qu'il tient à bail emphyteotique, ſans en faire recognoiſſance, ou interuertir la poſſeſſion d'iceluy, n'eſt priué du fief, ſinon condamné en amende, [1] contre la commune diſpoſition du droict Romain, dont les Conſtitutions penales ne ſont obſeruées en France, [2] meſme en Tholoſe, où la Couſtume eſt expreſſe, par laquelle le fief n'eſt ſubiect à retraict feodal pour deſ-aueu,[3] ny en defaut de payer l'oblie, rente, & cenſiue, [4] ny n'a-on tant ſeulement accouſtumé y encourir la iuſtice, ou amende des ſubmiſſions inſerées au contract de l'ozime, pour n'auoir payé au terme prefix.[5] Sauf que le ſeigneur peut demander au vaſſal ſes droits non payés, & deuoirs non faicts, puis le temps de ſon acquiſition:[6] ou en l'hypothecaire, procedant par execution, les arrerages de 29. ans des oblies, cenſiues, & lods & ventes par luy deuës & ſes autheurs, non de plus long temps, ſauf ſon recours, quoy qu'en faueur de l'Egliſe, & ores le payement de la rente ayt ceſſé cent ans, & d'aduantage: [7] eſtant la ſeigneurie, & droict de ſuperiorité impreſcriptible [8] au vaſſal contre le ſeigneur, non la perception du cens, & lods & ventes, qu'apres trente ans ne peuuent eſtre demandées. Qu'eſt cauſe, qu'on ne les adiuge que de vingt-neuf ans:[9] dont le ſeigneur procede par ſaiſie en vertu des lettres *de feudis* de la Chancelerie, [10] ſi le fonds contentieux n'eſt tenu en franc aleu, ou la ſeigneurie debatue par le

procu

procureur du Roy, ou autre Seigneur. Auquel cas le vaſſal peut obtenir la main leuee des biẽs ſaiſis à la requeſte des Seigneurs, à la charge de recognoiſtre, & payer les droicts non payés, & deuoirs nõ faicts, qui ſe trouueront eſtre deubs en fin de cauſe, à qui appartiendra, puis ſon acquiſition, & pour raiſon d'icelle, [11] ſi puis le lozime, & bail emphyteotique produit au procez, ſi point en y a, il ne monſtre au cõtraire ſa piece auoir eſté annoblie, & rendue allodiale par le Roy, & le Seigneur, [12] ou l'auoir acquiſe, pour ſon recours, & garãtie en cas de ſuccombance, contre ſon autheur, deuëment aſſigné en aſſiſtance de cauſe: [13] où le Seigneur ne faiſant foy du bail, & autres bons & valables titres, ni de la perte, & eſgarement d'iceux, ne ſemble eſtre receuable à prouuer ſa poſſeſſion, ou pluſtoſt vſurpation: de tant qu'il ne peut non plus empieter contre la liberté naturelle du fonds allodial, que l'emphyteote contre le Seigneur. Toutes choſes eſtans de leur premiere nature cenſées libres, ſi n'appert de la domination, & ſeruitude d'icelles: meſmes le fonds, [14] le bail duquel ſe fait par inſtrument public deuant Notaire & teſmoins, contenant le lozime, droits, & deuoirs Seigneuriaux, pactiſez, conuenus, & accordez, [15] hors lequel on ſuit la nature du contract, [16] ſuiuant la Couſtume du lieu, où les biens ſont aſſis, de tous poincts pour ce regard obſeruée. [17] Et doit le Seigneur direct, & feodal non ſeulement exhiber ſes titres, mais auſſi faire veuë & monſtrée de la piece, ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu, s'il en eſt requis: le titre de la piece conteſtée n'eſtant ſuffiſant, ſans la verification de la contenance, tenements, limites, & confrontations d'icelle, pour obtenir droict de Seigneurie, contraindre le tenancier le recognoiſtre, & luy payer les droits par luy demandez, & verifiez par actes, & titres authentiques: [18] entre leſquels ne ſert que d'adminicule la declaration faicte par le vendeur au contract de vente, qu'elle eſt mouuãte de ſa directe: quoy qu'elle face effort contre l'acquereur, qui achette à ceſte condition, en cas de denegation & deſadueu, ne pouuant ignorer ſon faict. [19] Comme pour exemple, non pour l'execution du droit obſerué, vn emphyteote entre en deſadueu contre ſon Seigneur, apres l'auoir recogneu, & payé le cens d'vne metairie, qu'il poſſedoit ſous ſa directe en la viguerie de Tholoſe contre la Couſtume: par arreſt general le vaſſal fuſt priué du fief, & l'vtilité conſolidée à la directité, ſeul remarqué par ce docte & celebre Senateur Maynard, [20] paſſant ſous ſilence l'execution d'iceluy, & difficultez, qui depuis y ſont interuenues entre le Seigneur & le vaſſal en la poſſeſſion & iouyſſance de la piece, laquelle apres vn arreſt contraire, & autres empeſchemens eſt reuenue

par accord és mains du vaſſal. Qu'eſt cauſe que les vaſſaux ne ſe doyuent tãt arreſter à la Couſtume, qu'ils ſe licentiẽt mal à propos, à faire tels ou ſemblables deſaueus: ains ſi eux, ni leurs predeceſſeurs ne l'ont payé, ne recogneu, ou l'ont fait torſionnairemẽt, ſans qu'ils y fuſſent obligés, & doyuent luy demander cõmunication des titres, auant ne reſpondre à ſa demande feodale, & ſans aduoüer, ne deſaduouer le Seigneur, comme ne ſont tenus tant que beſoin ſera, offrir le recognoiſtre, payer les droicts, & faire les deuoirs qu'il monſtrera luy eſtre legitimement deus par bons & valables titres, ores la piece contentieuſe ſoit aſſiſe dans les enclaues de ſa Seigneurie, eſquels ſe trouuẽt en la Viguerie & gardiage de la ville de Tholoſe, pluſieurs pieces, & metairies allodiales: où enſemble par tout le pays de Languedoc les roturiers peuuẽt tenir biens nobles, ſans eſtre ſubjects aux droicts des francs fiefs, & anobliſſements. [21] Et pour venir au deſaueu contre la torſionnaire recognoiſſance & indeus payements faits par l'emphyteote, ou ſes predeceſſeurs par erreur, force, ou violence, eſt beſoin recourir au benefice du Prince, & impetrer lettres royaux de la Chancelerie, pour eſtre releué des acquieſcements, & reſtitué en entier enuers ladicte recognoiſſance, [22] non toutesfois reyteree: [23] enſemble de ce que le Seigneur auroit de luy plus exigé que ne luy eſt deu, cõtre les Edicts & Ordonnãces de nos Rois, par leſquelles telles indeües & torſionnaires exactions, ſont defendues aux Seigneurs, à peine de priuatiõ de leur fief. [24] De la domination deſquels, les infeudataires ſe peuuẽt deliurer, par le guerpiſſemẽt, ceſſiõ, & delaiſſement de la piece emphyteotique, [25] tous arrerages, droits & deuoirs Seigneuriaux payés, & ſatisfaits iuſqu'au iour de la remiſe, [26] ſi ne fait vne quote, & portion de la rẽte, & cenſiue, qui ſe paye par indiuis, & vne ſeule main des conteuantiers, que le Seigneur n'eſt tenu diuiſer, ni receuoir à deguerpir, partie du tenant, à la diminution du cens, contre la nature du bail du tenement faict à vn ſeul, ſous vne ſeule rente annuelle, indiuiſible, ſi auſſi tous les autres detẽpteurs du domaine ne deguerpiſſent, & tous enſemble ne luy en font l'entier delaiſſement. Autrement les pieces de terre dudict tenãt abandonnees, & delaiſſees accroiſſent, & autres tenãciers à proportiõ de l'autre terre, qu'ils poſſedẽt de la meſme charge & redeuance. [27] Ni n'eſt le Seigneur feodal tenu reprendre le fief à ſurcens contre la nature du lozime, ni auec l'hypotheque, & obligatiõ ſur iceluy faicte par l'Emphyteote outre ſon ſceu, & cõſentemẽt, ſoit par retraict, cõfiſcatiõ, ou deguerpiſſemẽt: de tãt que le fief, que reuiẽt à la main du Seign. par droict de Seigneurie reprend ſa premiere liberté, [28] non s'il l'achepte ou luy eſt baillé en payemẽt, legué, donné,

donné, permuté, cedé, & tranſporté pour cauſe lucrative, ou onereuſe: auquel cas le Seigneur le reçoit auec ſes hypotheques, obligations, charges, & ſeruitudes impoſées par le vaſſal, [29] qui auſſi par le moyen de l'alienation ſe deſcharge du cens, oblies, & autres droicts Seigneuriaux, que ſuiuent le fonds, voire l'hypotheque des arrerages, pour leſquels il demeure obligé, [30] & le vendeur de l'euictiõ & garẽtie enuers l'acquereur des droits, & deuoirs non faicts, & non payés auant l'alienation. [31] Ainſi par le moyen du guet paiſſant, le Seigneur directe reprend l'vtilité & poſſeſſion de la piece delaiſſee par contract, ou ſentence: car autrement l'obligation du vaſſal demeure, [32] & le haut Iuſticier acquiert les heritages & biens vacquants, & deſerts de ſes iuſticiables, decedez ſans faire teſtament en deffaut de ſucceſſeurs legitimes, par droict de desherance, [33] non d'Aubaine pour les eſtrangers tenus en Languedoc, pour regnicoles, & François naturels, viuans chreſtiennement. [34] Si de meſmes ne decedent ſans hoirs legitimes, & ſans faire teſtament, ce qu'en Tholoſe tomberoit en regale, pour ni autre Seigneur haut Iuſticier que le Roy, ſauf en quelques places, & Seigneuries de la ville, & gardiage d'icelle, où le fief de l'Egliſe acquis au Roy par desherance, ſe met aux encheres, & deliure au plus offrant, & dernier encheriſſeur. [35] Et quand l'Emphyteote entre en religion, le fonds emphyteotique n'appartient au Monaſtere, s'il n'y eſt expreſſement dedié, la taiſible dedication n'ayant lieu en Frãce, [36] quoy que l'Abbé ſuccede au pecule de ſon religieux profez defunct, par maniere de deſpouille, & mainmorte, cõme anciẽnemẽt le maiſtre de ſon eſclaue, [37] & à preſent la deſpouille des Cheualiers de l'Ordre S. Iehan de Hieruſalem appartient au cõmun threſor de ladite religion, enſemble le Mortuorũ, que ſont les fruicts & reuenus des cõmãderies, qu'ils ont tenues pendãt leur vie, & mẽbres en deſpendãs, eſcheans puis leur decez iuſqu'au dernier Auril enſuiuãt, à proportion du temps, & le vacquant que conſiſte en la perception des fruicts, puis le premier May enſuiuant, iuſqu'au dernier Auril ſubſequent, qu'eſt vn an entier ſans que le threſor ſoit tenu entretenir les bien faicts, par le defunct ordonnez, ſi ne ſont emologuez par Monſieur le grand Maiſtre de l'Ordre, & ſon conſeil eſtabli à Malte. Et ſe baillent les affermes ſeparées, ſans que le threſor ſoit tenu des fruicts & reuenus deſdites commanderies, & deſpendances, ni du prix deſdites affermes payer les debtes des Cheualiers defuncts, ſinon de la deſpouille: l'ordre premier en eſt payé de ce que luy eſt deu par le defunct, tãt qu'elle ſe peut eſtẽdre. [38] Non qu'en ce cas le mort ſaiſiſſe le vif, *vt in hæreditate conſanguineorum*, pour venir par complain

complainte, saisine, & nouuelleté contre les detempteurs, ou s'en saisir: ains proceder par iustice, auec bon & loyal inuentaire, & en demander la iouyssance auec restitution de fruicts puis l'iniuste detention ou main leuee, si consistent en meubles: [39] ainsi le Roy & le Seigneur haut Iusticier ont droict de desherance, non celuy, qui n'a que moyenne & basse iustice. [40] Et peut le Seigneur haut Iusticier incontinent apres le trespas de son iusticiable decedé sans hoirs procreez de legitime mariage, ni faire testament, saisir l'heredité iacente. Dequoy si le vray heritier appelle, doit conuertir son appel en opposition, soit frere, oncle, nepueu, cousin, ou autre incogneu, au lieu où le defunct estoit demeurant. [41] Si les biens sont assis en diuerses hautes Iurisdictions, chascun haut Iusticier prend les heritages que sont assis en sa haute iustice, soient fiefs ou rotures, tellement que le fief n'appartient au Seigneur feodal dominant, qui en France ne succede à son vassal, ains appartient au Seigneur haut iusticier, qui est tenu entrer en foy du fief seruant, que luy aduient par desherance: [42] qu'est cause que le Roy n'a de coustume vnir à son domaine, & retenir les fiefs, que luy aduiennent par desherance, ou autre maniere que ce soit: ains à la poursuite de son procureur sont mis aux encheres & deliurez au plus offrant, [43] si ne sont de telle consequence, qu'ils importent à l'Estat & Couronne de France: comme la Guyēne, Normandie, & autres prouinces cy deuant acquises par felonie, & retenues par sa Majesté. [44] Quant aux meubles, argent, & marchandises, soustiennent que doyuent appartenir és hauts iusticiers, en la iustice desquels les decedez sans hoirs estoyent demeurans: [45] & en cas de confiscation par forfaiture, les adiugent auec les immeubles à celuy, auquel les biens des delinquās sont confisqués. [46] Autres tiennent que chascun prend ce que se trouue en son territoire, soit meubles, ou immeubles, dont y a certaines Coustumes, & arrest contraire donné au Parlement de Paris au profit des Religieux, Abbé, & Conuent de Sainct Germain des Prés, ausquels furent adiugez les meubles trouuez à vne maison sise au village d'Issi appartenants à Maistre Hugo de Caussiat Officier du Roy, demeurant à Paris, condamné & executé à mort, ses biens cōfisquez à sa Majesté, pour auoir delinqué & mal versé en sa charge, où les meubles ne suiuent le domicile: [47] & tout ainsi que les hauts Iusticiers recueillent les fruicts, & meubles des heritages vacquans, que se trouuent dans le destroict de leurs hautes Iustices: chascun d'eux est tenu contribuer au payement des debtes passifs du defunct, tant mobiliers, que immobiliers, *pro modo emolumenti.* [48] Les biens duquel ne sont appellez heritage, mais biens vacquants, ni le

curateur

curateur d'iceux par le Iuge conſtitué, ne repreſente l'heritier, ſinon le defunct : ni le Roy, ou Seigneur haut Iuſticier, que ſuccede par desherance, n'eſt heritier du defunct, ains ſucceſſeur és biens. [49] D'où s'enſuit que le Roy, ni le haut iuſticier ne ſont tenus au payement des debtes du defunct, decedé ſans hoirs legitimes, qu'à concurrence des biens, [50] comme heritiers anomaux, & irreguliers. [51]

NOTÆ.

1 *ARreſts du Parlement de Paris, du 18. May & 19. Decembre 1578. Entre les Chanoines du Viuier d'vne part, & Geraud Procureur au Chaſtelet de Paris, & conſors d'autre, contre le texte de la loy 2.* C. de iur. emphyt. *laquelle eſt entre les abrogees, Rebuffe en ſa preface ſur les Ordonnances. Buignon en ſon traicté des loix abrogees, liure 1. article 134. Maynard chapitre 35. du 6. liure de ſes queſt. nomb. 4.* [2] *Carondas chapitre 174. du 7. liu. de ſes Reſp.* [3] *ſelon ledict Maynard au lieu preallegué: car autrement on ſe ſert du droict Romain, comme au reſte du Languedoc: ledict Maynard chapitre 57. du 4. liure de ſes queſt.* [4] *Tant contre les loix Romaines, que canoniques: par leſquelles le payement de la rente & cenſiue, ayant ceſſé l'eſpace de trois ans, eſtoit permis au Seigneur luy reprendre ſon fief, & apres deux ans au Seigneur Eccleſiaſtique,* auth. qui rem, C. de Sacroſ. Eccleſ. can. hoc ius, §. qui rem, 10. q 2. c. fin. e. de loc. *ce qui n'eſt obſerué: ni a plus longues annees par noſtre Couſtume eſcrite, ni celle d'Auuergne, art. 3. du titre des emphyteoſes,* nec quondam iure Romano in milite, l. omnibus, C. de vectigal. & commiſſ. *Maynard chap. 49. du 4. liu. de ſes queſt. Et ſignifie ce mot d'oblie à noſtre vſage, petit & premier cẽs. Maynard ch. 49. du 4. liu. de ſes queſt. Et s'eſtend par fois à toute ſorte de cens & champart,* ex præſumpta mente contrahentium. *Carondas ch. 13. du 6. liu. de ſes reſp. alleguant à ce propos vn arreſt du 3. Octobre 1569. & autre Arreſt du 19. Aouſt 1592. donné au rapport de Monſieur Ramondi, les deux chambres d'Enqueſtes aſſemblées ſur le partage de la premiere en vn mien affaire contre Maiſtre Iean Guibert lieutenant principal en l'auditoire de la Viguerie de Tholoſe, & Deſirier la Combe, Marchand dudict Tholoſe ſur l'appel verifié au iugement de Meſſieurs tenans les requeſtes du Palais du 4. Ianuier 1591. Par lequel ledit Guibert auoit eſté condamné payer audict la Combe la ſomme que ie luy auois cedé ſur iceluy Guibert mon debteur de la ſerualue d'vne metairie, que luy auois baillee au lieu de Momberon terroir d'Agaſſat auec les oblies, que ſe trouueroyent faire au Seigneur, en eſchange d'autre metairie de moindre valeur, ſiſe au lieu de Pybrac, & payement de la finance, & compoſition de l'Eſtat de Lieutenant particulier audit Siege, que ie tenois par reſignation dudict Guibert, contract receu par Pierre Farionel Notaire Royal dudict Tholoſe le 25. Octobre 1587. En reſciſion duquel ledict Guibert auroit impetré lettres royaux fondees ſur lezion, & deception, alleguant la taſque de la neufuieſme des fruicts, que faiſoit quelque terre de ladicte metairie, & autre piece de terre, rente de blé, que ledict Guibert diſoit auoir eſté frauduleuſement taiſee, & n'eſtre compriſe ſous l'oblie, dont par ledict iugement auroit eſté demis de ſes lettres, ſauf que ſeroit detraict du prix reſtant de ladicte metairie la moins value, pour raiſon de la taſque par experts, deſquels les parties conuiendroient: autrement en ſeroyent pris d'office, & finalement par ledict Arreſt l'appellation, & ce dont auoit eſté appellé fuſt mis au neant, ledict Guibert demis de ſon impetration, & condamné payer audit la Combe l'entiere ſomme cedée auec deſpens, tant enuers moy, que ledict la Combe, & intereſts puis l'inſtance enuers iceluy, la Combe mon ceſſionaire.* [5] *Maynard ch. 44. du 4. liu. de ſes queſt.* [6] *Par*

action perſonnelle ſelon la Couſtume de Paris, article 8. par laquelle le Seigneur ne peut demander à l'acquereur nouueau ſes droicts, que puis ſon acquiſition. Carondas par leſdictes Couſtumes article 73. chapitre 11. du 3. liu. de ſes reſp. où il reſpond que l'achepteur par decret de iuſtice n'eſt non plus tenu payer au Seigneur autres droicts, que ceux, que luy peut deuoir à cauſe de ſon acquiſition: de tant que le decret le deſcharge de tous debtes & hypotheques, que ſe doyuent prendre des deniers, qui procedent de ladicte adiudication, du nombre deſquelles ſont les droicts precedents pretendus par le Seigneur, pour leſquels ſe pouuoit oppoſer, ayant ſaiſi le premier, & ſa ſaiſie eſté couuerte par la derniere executee, & ſortie à ſon plein, & entier effect; ſans oppoſition, ne contredict dudict Seigneur, Tyraqueau en ſon traicté du retraict linager, §. 29. gloſſ. 2. nombre 8. Guid. Papæ quæſt. 46. *Et ce par action perſonnelle, comme s'obſerue en ce Parlement. Maynard cha-*
7 *pitre 47. du 8. liure de ſes queſt.* 7 *Le Seigneur que procede par ſaiſie, peut en vertu de l'hypotheque, qu'il a en ſon fief, pourſuiure le nouueau vaſſal au payement de ſes droits, non ſeulement deubs puis ſon acquiſition, mais auſſi par ſes predeceſſeurs. Ledict Maynard au meſme chapitre, où il allegue vn Arreſt donné à ſon rapport à la ſeconde d'Enqueſtes au procez de Valette, Seigneur de Iuſtarret, contre le Sieur d'Oriens. Le meſmes chapitre*
8 *32. 33. 34. du 6. liu. de ſes queſt. Bacquet chapitre 7. nomb. 21. 22. du droict de desherence.* 8
9 de quo in l. malè agitur, & l. cùm notiſſimi, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. 9 quia in eis de re immobili, dominio, & proprietate non agitur, ſed etiam de mobilibus, & fructibus à ſolo ſeparatis: ideóque per lapſum 30. annorum præſcribuntur. Molinæus in Conſuet. Pariſ. §. 19. col. 5. Boërius in Conſuet. Biturigum de
10 præſcript. *art. 3. & 4. Nouuelle Couſtume de Paris, article 12.* 10 *Ledict Maynard cha-*
11 *pitre 32. du 6. liure de ſes queſt.* 11 *Bacquet chapitre 59. nomb. 1. 2. 3. 4. 9. 12. 13. du droict d'amortiſſement*, l. 3. Cod. de apoch. publ. *Edict de Charles IX. donné à Paris au mois de Nouembre, mil cinq cents ſoixante trois liu. 4. tit. 5. loy 1. du corps du droict françois, où la ſaiſie par arrerages ſe fait ſur le fonds, duquel eſt baillé la main leuée en conſignant, ou faiſant promptement apparoir auoir payé les cens, & rente, dont eſt queſtion, ſans preiudi-*
12 *ce du droict des parties.* 12 *Les offices, & dignités annobliſſent la perſonne, tant qu'elle les poſſede, & exerce, deſquels parle Bacquet au ch. 19. du droict d'annobliſſement.* Matth. de Afflictis in procœmio inſtitut. Ciciliæ quæſt. 25. & in conſtitution. quæ incipit, & vniuerſos, col. 8. quinque notabilibus. *Non que pour les offices, fiefs, & iuſtices ils ſoyent eſcrits au nombre des nobles. Ordonnance de Blois art. 258. ſi ne ſont nobles de race, ou annoblis par le Roy. Ledict Bacquet chapitre 17. du meſme traicté*: non enim res perſonam nobilitat. *Et tout ainſi que les fiefs, & iuſtices ſont venales, & patrimoniales en France, n'eſt raiſonnable, qu'anobliſſent le roturier.* Baldus in c. 1. de feud. Marchię. Albericus in l. fin. ff. de offic. eius cui mand. eſt iuriſd. Molinæus in conſuet. Pariſ. §. 1. gl. 5. In verb. *Le fief* col. 62. 63. Pontanus in Conſuet. Bleſenſ. §. 46. *Bacquet chap. 20. du droict d'anobliſſement. A quoy n'eſt ici pourtant beſoin s'arreſter, attendu qu'en Tholoſe les roturiers tenans fiefs nobles ne ſont ſubjects aux droits des francs fiefs, ban, & riere ban pluſieurs deſquels tiennent terres & metairies allodiales dans les tenans, & enclaues des Seigneuries, à eux, ou leurs predeceſſeurs aduenues par ſucceſſion, partage, legat, donation, retention, engagement, & acquiſition de partie du fief, ou autrement, que les Seigneurs peuuent demembrer, diuiſer, vendre, & aliener à telle condition que bon leur ſemble, ſauf l'intereſt du Roy, partie deſquels ſont auſſi roturiers, dont les droicts ſont impreſcriptibles, tant du coſté du Seigneur, que du vaſſal. Maynard ch 48. du 4. liu. de ſes queſt. Carondas ſur la couſtume reformée de Paris, art. 12. Et ſont en Tholoſe & Languedoc les*

Gentils

Gentils-hommes, Clercs & Officiers du Roy & autres perſonnes priuilegees taillables pour les heritages que tiennent en roture par Edict du Roy Charles VIII. du 12. May mil quatre cents huictante huict. Du Roy Henry II. du 8. Mars mil cinq cents quarante ſept. Arreſt du 9. Mars 1503. du 17. & 31. Mars 1525. 23. Mars, 1526. du conſeil privé du 15. Septembre 1559. [13] *Maynard chapitre 32. du 6. liu. de ſes queſt.* [14] *S'il n'appert de l'inuenture, bail à cens, ou de la priſe de rente.* Baldus in §. inter filium, ſi de feud. defunct. contr. inter domin. & agnat. vaſſal. in vſib. feud. Réſque non præſumitur feudalis, ſed allodialis, ſeu libera, niſi probetur verè, vel præſumptiuè. Iohannes Andræas in c. nimis, e. de iureiur. in c. fi. in verb. reſpondere, de iudic. in c. 2. Ibíque interpretes, ſi de feud. fuerit controuerſ. inter domin. & agnatos, c. 2. Ibíque gloſ. de controuerſ. inter maſcul. & fœminas de beneficio in vſib. feud. Notat Iohannes Andreas in additione ad ſpeculum, tit. de feudo, §. quoniam, verſ. 21. in additione quæ incipit Ceſſante Baldus in l. libertus, ff. de ſtat. homin. denique res quę dicitur feudalis cenſetur quandam ſeruitutem debere, gl. in l. ſi cuius, §. ſi vſusfructus, in verb. oportet, ff. de vſuf. Bald in c. 1 de controuerſ. inueſtit. Res autem quælibet præſumitur libera, niſi ſeruitus probetur, l. altius, C de ſeruit. l. fi. ff. eod. fusè Iaſon in l priuſquam, col. 13. ff. de oper. noui nuntiat. *Et ſont les terres feodales par Couſtume, non de droict: tout ainſi que les titres des fiefs ne ſont que Couſtumes & vſances* extra corpus iuris communis: *comme remarque Gilles le Maiſtre ch. 5. du droict des amortiſſements*, & in dubio potior eſt cauſa libertatis, l. inter partes, ff. de re iudic. l. lege Iulia, ff. de manumiſſ. Et magis ei fauetur quàm filiationi, aut legitimæ. Iaſon in l. ſi cui debetur, §. hoc autem, col. fi nu. 9. ff de leg 3. Caſtrenſis in l. Papinianus, §. quarta autem, ff. de inoffic. teſtam. Cuius cauſa pariter dicitur publica, non priuata, l. ſi quis rogatus, ff. de fideicommiſſ. libert. [15] l. 1. & ibi Baldus, Cod. de iur. emphyt. [16] Baldus in l. 2 Cod. eodem. [17] *Non que la Couſtume preſcrine contre la verité, comme remarque ledict Maynard au chapitre 2. du 1. liu. de ſes queſt. quand ſeroit erronee, & corrompue par mauuaiſe habitude, le Seigneur ſe ſeroit vſurpé ſans titre la Seigneurie, ou auroit vſé de ſurcharges, & indeues exactions, par long eſpace de temps, leſquelles ſont touſiours preſumees, quand ſe trouuent pluſieurs recognoiſſances de diuers cens d'vne meſme piece, où l'on a recours au bail de l'ozime, ou plus anciennes recognoiſſances, & ſe iuge ſuiuant icelles:* ſola enim confeſſione non mutatur perſonarum aut rerum ſtatus, niſi alia ſint adminicula, nec nocet ſimulata profeſſio cenſualis, l. ſi præſes. C. de donat. *Carondas ch. 57. du 8. liu. de ſes reſp. où cite vn arreſt du Parlement de Paris du 6. Iuillet 1560. portant que ſans auoir eſgard aux recognoiſſances faites au nouueau terrier du Sieur demandeur, les deffendeurs ne payeroyent autres, ne plus grandes cenſiues, ne redeuances, que les portees par les anciens baux & conceſſions: & que pour ce regard le terrier ſeroit reformé, accompagné d'autre Arreſt du Parlement de Tholoſe du 10. Auril 1571. Par autre Arreſt donné au rapport de Monſieur Sabatier, entre Bertrand d'Eſtaing du lieu du Foſſaret, appellant du Seneſchal de Tholoſe d'vne part, & Iean de Martres Sieur de Genſac appellé d'autre, où la Cour declara les recognoiſſances du terroir contentieux faictes par feu Anthoine d'Eſtaing à feu François de Martres Sieur de Genſac le 24 Iuin 1506. Et Maiſtre Bernard d'Eſtaing Preſtre, intimé de l'appellãt, audit Iean de Martres l'an 1532. enſemble l'article des poules, par ledict de Genſac, addiuõné en ſon liure de recognoiſſances, contenir ſurcharge: & icelles caſſees, fuſt ordonné, que ſeroyent cancellees tant és cedes, & protocoles des notaires, qui les auoyent receuës, que ſur les liures des recognoiſſances dudit Genſac, dont l'extraict produit au procez auoit eſté tiré, & ledit*

article des poules additionné biſé, & de Genſac condamné rendre audit d'Eſtaing tout ce qu'au moyen deſdites recognoiſſances, tant luy, que ſes predeceſſeurs, auoyent pris & leué plus que n'eſtoit porté & conuenu à l'inſtrument d'infeudation dudit terroir, de l'an 1496. auſſi produit au procez. Et declara ladicte Cour ledit terroir contentieux allodial pendant la vie dudit d'Eſtaing, appellant à la charge par ſes heritiers & ſucceſſeurs recognoiſtre ledit de Martius, ou autres en ſon lieu, ſous la cenſiue mentionnee audit inſtrument d'infeudation de l'an 1495. faiſant deffenſes tant audict Seigneur de Marties, que autres Seigneurs directes iuriſdictionnels, n'vſer à l'endroit de leur emphyteotes, ou vaſſaux d'aucunes indeues ſurcharges, à peine d'eſtre priuez de leurs proprietés, recité au long par ledict Maynard ch. 18. du 8. liu. de ſes queſt. Et ſi monſtre la poſſeſſion, quoy qu'immemoriale, eſt vicieuſe, ſine ſe trouue conforme au bail de l'ozime, ou à nouueau fief, ſoit qu'il y ait plus, ou moins: auquel on ſe rapporte, tant pour le Seigneur, que pour le payſan, auec la reſtitution du plus, ou payement du moins de la quote du fief, deue au Seigneur par l'emphyteote, puis le retranchement d'icelle, ſinon puis 29. ans. Cùm ſit eadem ratio totius ad totum, quæ partis ad partem, licèt cenſus domino directo debeatur in ſignum & recognitionem ſuperioritatis, l. competit, C. de præſcript. 30. vel 40. ann. *S'il y a varieté de recognoiſſances, on s'arreſte à la moindre, ſçauoir au cens accouſtumé, ſi la derniere eſt moins chargee: ou à la premiere, & plus ancienne, s'il y a moins qu'à*
18 *la derniere. Ledit Maynard chapitre 48. du 4. liure de ſes queſtions.* [18] l. Titius hæres, ff. de act. empt. *Maſuer au tit. des louages, nombre 20.* gloſ. fin. in d. l. Titius. *Et ſert de titre le denombrement denément verifié. Bacquet ch. 51. du droit d'amortiſſement. Et doit le Seigneur feodal preciſement declarer pour quelles cauſes, droits, & preſtis il pretend auoir ſaiſi, à quel titre, & ſe purge par ſerment de ce dont il ſera requis, à ce que le vaſſal puiſſe offrir, & requerir ce qu'il appartiendra. Edict des ſaiſies feodales de Charles IX. donné*
19 *à Paris au mois de Ianuier mil cinq cents ſoixante trois.* [19] *Et ſert ladicte declaration de preſomption, & adminicule au Seigneur non de titre, pour auec le payement du cens, ou vne recognoiſſance du vendeur, contraindre l'acquereur auſſi le recognoiſtre. Maynard chapitre*
20 *48. du 4. liu. de ſes queſt.* [20] *chapitre 53. du 5. liure de ſes queſt. ramenant ledict arreſt pro-*
21 *noncé par le Sieur Preſident de Paulo, l'aduantueille de Noel, 1570.* [21] *comme a eſté cy deuant dit: & n'eſt tenu le vaſſal bien conſeillé aduouer ni deſaduoüer, ſi ne pretend ſon fief eſtre tenu en franc aleu: & audit cas doit amener ſon garend. Bacquet chapitre 59. nombre 3 du droict d'amortiſſement, ni ne ſont receus les aduenus des Eccleſiaſtiques, ſi ne ſont decretez par leur ſuperieur. Bacquet chapitre 58. du meſme titre: autrement n'eſt ſubject à commis ez lieux qu'il eſt receu. Gilles le Maiſtre chapitre 2. tit. des fiefs & hommages.* [22] Licet enim ex cauſa iuſti erroris, non ſolùm quis poſſit confeſſionem reuocare, l. de ætate, §. ex cauſa, ff. de interr. act. ſed etiam indebitè ſolutum repetere, nempe cenſum, qui ſicut vſura non ſponte ſolutum intelligitur. Decius in l. cùm per errorem, ff. de reg iur. *Et par les Ordonnances de Blois eſt enioinct aux Baillifs, & Seneſchaux tenir la main à ce que les ſubjects ne ſoyent trauaillez, ou opprimez par la puiſſance & violence des Seigneurs, ou autres leuans ſur eux aucunes contributions de deniers, grains, courues, ou autres ſemblables indeuës exactiõs, defendant aux Seigneurs les intimider, menacer par eux, ou autres, ni retirer ceux qui les auront excedez, ains ſe comporter modeſtement enuers eux par les voyes ordinaires de iuſtice, à peine d'eſtre declarez ignobles, & priuez à iamais des droicts qu'ils pourront pretendre ſur leurſdicts ſubjects, auec deué information contre ceux, qui de leur propre & priuée authorité, ont oſté & ſouſtrait les lettres, titres, & autres enſeignements de leurſdits*

dits ſubiects pour s'accommoder des communes, dont ils iouyſſoyent auparauant, ou ſoubs pretexte d'accord, les ont forcés ſe ſoubſmettre à l'aduis de telles perſonnes, que bon leur a ſemblé, & en faire diligente pourſuite, declarans tel compromis, tranſactions, & ſentences arbitrales ainſi faictes de nul effect, au corps du droict frãçois liu. tit. 14. loy 4. auec ſes annotations. Et ne pouuant le Seigneur feodal demander les arrerages des cenſiues & autres redeuances du temps que les heritages ont eſté occupez par les ennemis, vt notat Ioannes Faber in leg. 1. C. de iur. emphyteut. *Carondas ch. 13. du 6. liu. de ſes reſp. citant vn arreſt du Parlement de Paris du mois de Decemb. 1564. d'où ſenſuit que le Seigneur qui a contraint, ou induit ſon vaſſal les luy payer, peut eſtre actionné pour la repetition d'iceux*, ad inſtar vſuratum indebitè & non ſpontè ſolutarum, de quibus Decius in l. per errorem, ff. de regul. iur. *Et dont le vaſſal demander les rentes des confeſſions & acquieſſemens.* De quibus in l. in confeſſionibus, l. de ætate, §. ex cauſa, ff. de interrog. act. *Quoy que frauduleuſement, & torſionnairement extorquées; attendu que voyes de nullité ne ſont receues en France, & y ſont entierement abrogées. Maſuer au titre des choſes iugées, nomb. 25. des appellations, nomb. 11.* [23] *Parce que l'impetrant eſtant vne fois deſmis de ſes lettres, ne peut derechef impetrer la meſme choſe que par voye d'appel.* [24] *Suſdicte Ordon. de Blois,* [25] [24] l. fin. C. ſine cenſ. vel reliqu. fund. compar. non poſſ. [26] *Et ſe peuuent prendre les arrerages ſur les fruicts de l'annee du d'guerpiſſement.* leg. 1. C. de annon & tub. leg. neque ſtipendium, ff. de impenſ. in reb. dot. fact. *Maynard chap. 38. du 6. liure de ſes queſt. où il monſtre comme les emphyteotes, & tenantiers peuuent guerpir le fonds du tout, ou de partie. Dont les arrerages du cens & oblies des annees, pendant leſquelles le fief a eſté occupé par les ennemis ſont à detraire, ne pouuans eſtre demandés par le Seigneur. Carondas ch. 13 du 6. liu. de ſes reſp.* [27] *Arreſt de Paris, allegué par ledict Carondas ſur les Couſtumes de ladicte ville art. 110. du 19. Decemb. 1563. Autre arreſt du Parlement de Tholoſe, donné au rapport de Monſieur Ioſſe en la ſeconde d'Enqueſtes cité par ledit Maynard, au ch. 38. du 6 liu. de ſes queſt. Pour lequel entendre faut auſſi voir le ch. 37. du meſme liu.* [28] Licèt enim emphyteota poſſit in re emphyteutica ſeruitutem conſtituere, l. 3 ff. de ſeruitut. & eandem obligare, vel hypothecæ dare, l. grege. §. ſtatuliber, §. in ſuperficiarius, ff. de pignor. Guido Pap. quæſt. 428. in fine, & cùm res peruenerit ad dominum directum, prior obligatio euaneſcet. d §. ſtatuliber, & l. ſi lex vectigalis. ff. de pignor. Tum etiam ſeruitus, niſi dominus in ea conſenſerit, l. 1. ff. de aqua pluu. arc. [29] nec iure dominico: ſed vt priuatus feudum receperit, nempe emerit, vel priuata quacunque conuentione ad eum peruenerit in ſolutum donatione, legato, vel alio titulo, l. traditio, § 1. ff. acquir. rer. dom. l. alienatio, ff. de contrah empt. l. ſi debitor. Cod. de diſtr. pign. Et iure priuati dominus tenetur huiuſcaſibu pentionem ab emphyteota in feudo conſtitutam ſoluere etiam iure dominico, ſi conſeruerit, Guido Pap. quæſt. 575. iuncta ſequenti quæſtione 576 vb. fusè tractat de actione quæ competit contra tertium poſſeſſorem, ratione hypothecarum. [30] *N'eſtant auſſi l'emphyteote tenu obliger ſes autres biens pour la rente, cens, & autres droicts du ſeigneur*, Bart. in l. 1. de impon. lucrat. deſcript. libro 10. Cod l. 2 §. defendi, ff. ex quib. cauſ. in poſſeſſ. eat. [31] d. quæſt. 576. *Maynard chap. 32. du 5. liu. de ſes queſt. Carondas ſur la Couſtume de Paris, au titre des cenſiers, art. 79. Et remarque ledict Maynard, comme en pays de droict eſcrit, le Seigneur que procede par ſaiſie en action hypothecaire, ſuyuant l'Edict du Roy Charles IX. donné à Paris au mois de Nouembre 1563. peut demander non ſeulement les lods & ventes, droicts & deuoirs ſeigneuriaux non payés & ſatisfaicts pour l'executé, puis ſon acquiſition: mais auſſi les precedens puis 29.*

ans ſauf ſon recours contre ſon autheur, non en action perſonnelle, que puis le temps qu'il en eſt poſſeſſeur. Ce qu'il dit s'obſeruer, notammẽt és Parlemens de Tholoſe, & Bourdeaux: & peut le vaſſal pendant l'inſtance demander & obtenir la main-leuee des biens ſaiſis, en conſignant és mains du ſaiſiſſant trois années, des arrerages à luy d mandez, & faiſant põptement foy des payemens, ſans preiudice du droict des parties par meſme Edict. Et peut le vaſſal incontinent apres la ſaiſie appeller le ſeigneur en iuſtice, & le contraindre declarer à ſa premiere comparoiſſance à quel titre tient le fief, ſe purger par ſerment de ce, dont il ſera requis, & dire preciſément, pour quelles cauſes, droicts, & profits entend auoir ſaiſi, & ſouſtenir la ſaiſie: à ce que le vaſſal puiſſe entrer en offre, ou ſe pourueoir contre luy en cas de conteſtation à la forme qu'il appartient. Autre Edict auſſi donné à Paris au mois de Ianuier, la meſme annee, au corps du Droict françois, tit.15.liu. 4. ſoit qu'il demande plus que ne luy eſt deu par le bail de loyſmes, & tures anciens, ou le cens que l'Emphyteote ne doit payer des années, que le fief a eſté occupé par les ennemis, comme remarque Carondas chap. 13. du

2 *6.liu.de ſes reſp.ou autrement.* [32] *Maſuer nomb. 54.55. des matieres poſſeſſoires par contract,* vt emphyteuſis eodem ligamine diſſoluatur,quo colligata eſt,quæ nec nudo conſenſu, niſi contractu intercueniente contrahitur, l.1.C. de iur.emphyt. *Par ſentẽn-*

3 *ce,* vt in §.fin.de offic.iudic.inſtit. [33] *Quand vn homme nay en France de loyal mariage decede ſans hoirs legitimes, le Roy,ou le haut Iuſticier luy ſuccede, Bacquet ch.2.nomb.1.4. du droict de des herance.* Non quidem hæredes vniuerſales, ſed ſucceſſores bonorum *& au ch.3.nombr. 4. du meſme titre,* leg.ſi quis preſbyteros, verſ exceptis his facultatibus,C.de Epiſc.& clet. *Et ſi n'eſt ſon vaſſal, ſuccede ès biens, qui ſont en ſa haute iuſtice, & fief ou roture,audit chap.2.nomb.4.ch.3.nomb.1.non le Seigneur feodal.nomb.2. du meſme chap. Dont le fief ſeruant n'appartient au ſeigneur dominant, ſi n'a haute iuſtice, lequel eſt tenu entrer en foy pour le bien, que luy aduient par des-herance.* Baldus in l. ex facto,ff.de hæred.inſtituend.l.ſi certarum,ff. de teſtam. Notat Alexander de Imola, cont.31.vol.1.Bart.& Salycetus in l. cunctos populos in fin.C.de ſacroſ. Eccleſ. [4]

4 *Maynard chap.57 du 4.liu.de ſes queſt.nomb.45. chap 48. nomb.2.& 3 du liu. 8. où il remarque vn arreſt donné à ſon rapport au profit d'vn nommé Guyraudet, contre le ſieur procureur general du Roy du mois de Septemb. 1580. Benoſt* in c. Raynutius in verb. Et

5 vxorem nomine Adelaſiam, num. 656. 1059. [35] *Maſuer nomb 22.du titre des ſeruages.*

6 [36] Ibidem, e qui clericus, ſi de feud controuerſ. fuer.cap. 1. in fin.de not. feud. Bartol.in l ſi finita.§.ſi vectigalibus,ff. de dam.infect.Cynus in authent. ingreſſi,

7 C.de ſacroſ.Eccleſ. [37] l.2.ff.de Caſtrenſ.pec. leg. ſeruus. C.commun. de ſucceſſ.

8 Innocentius in cap. olim e. de priuileg. [39] Exemplo domini, qui de peculio deducit quicquid ſeruus ei debet, & quod ſupereſt, id ſolum peculium eſſe intelligitur, l. peculium, ff de pecul. §. cũ autem, quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt negotium geſtum eſſe dicetur Inſt. & ſunt potius bonorum poſſeſſores,

9 quàm hæredes vel ſucceſſores. *Bacq. ch.3 nõb.23.24. du droict de des herance.* [39] *Ced. Bacquet nomb. 15. du meſme ch.où il remarque vne ſentence de Meſſieurs des Requeſtes de Paris du vingteſme May mil cinq cens huictante quatre confirmee par Arreſt du premier Iuin 1585. Contre le Prieur & Conuent de Sainct Martin, conclusions en cas de ſaiſine & nouuelleté, contre Nicolas Chatot, qui les troubloit en la continuation de la poſſeſſion des biens tenus par feu Dom Pierre Chatot religieux ſa vie durant, ſoubs le nom accommodé dudict Nicolas, aſſis à Corteuil, qui furent maintenus en poſſeſſion, & ſaiſine dudit heritage. Par le quarente-vnieſme articl. de la Couſtume d'Anjou, les Seigneurs Iuſticiers ſont auſſi ſaiſis des biens vacquans, comme les heritiers. Et par*

celles

celles de Bourgongne, tit. des main-mortables, chapitr. quatorzieſme des biens d'vn homme main-mortable quand le cas de main-morte aduient à droict de ſuite, & vendique leſdicts biens, en quel lieu que ſoyent aſſis meubles, ou immeubles. Le meſme chapitre troyſieſme du droict des francs fiefs, & nouueaux acquests. Et eſt porté par le quinzieſme artic. de ladicte Couſtume, à quels debtes le Seigneur de main-morte eſt tenu. [40] *Le dict Bacquet chapitr. ſecond nombr. 1. & 5. du droict de deshe-rance.* [41] *Bacquet chapitre ſecond nombr. 6. du Droict de des-herance. Maſuer titre des ſucceſſions, nombr. 46.* Ioannes Faber in princip. tit. de hæred. quę ab inteſt. defer. in fin. *Nouuelle Couſtume de Paris art. 167. ou quand le proprietaire d'vn heritage va de vie à treſpas ſans hoirs apparens, le haut iuſticier en la iuſtice duquel ſes heritages ſont aſſis, les peut ſaiſir, & mettre en ſa main, comme vaquans: ſauf és hoirs ſe pouruoir par requeſte, pour en auoir la main-leuée, en la forme contenue au chapitr. 35. du Droict d'Aubaine dudict Bacquet.* [42] Baldus in l. g. ex facto, ff. de hæred. inſtit. l. ſi certarum, ff. de teſtam. *Bacquet chapitre troiſieſme du droict de deſ-herance.* [43] I murilegulj de murilegulis, libr. 11. Cod. l. ſi ad magiſtratum, l. quamuis de decurionibus, libr. 10. Cod. Baldus in l. cap. 1. §. ſi verò, qual. olim feud. alien. poter. Guid. Pap. queſt. 341. *Maſuer nombr. 22. du tit. des louages.* [44] *Comme ſe peut voir en l'hiſtoire de France & lieux cy-deuant citez*, & partam ex Benedicto in cap. Raynutius, in verb. Et vxorem nomine Adelaſiam, numer. 470. vbi de magnitudine Aquitanię pauca recenſet, [45] quę ſequuntur perſonam, ſeu domicilium illius, cuius ſunt. Baldus in l. mercatores, C. de commer. ex mercat. *où viennent auſſi les debtes actifs d'argent, marchandiſes, ou autres meubles, ou immeubles chirographaires, ou inſtrumentaires, art 89. de la nouuelle Couſtume de Paris.* licet enim nomine debitorum ſunt à mobilibus & immobilibus diſtincta, territorio tamen non circumſcribũtur, & tertium genus bonorum efficiunt. l. Caius ff. de leg. 2. l. à Diuo Pio, §. in venditione, ff. de re iudic. vnde vt perſonales actiones creditoris perſonę adeò cohęrent, vt ab eius perſona non ſeparentur, l. quid ergo, ff. de pecul. l. 3 ff. pro ſoc. *Arreſt du Parlement de Paris du 18. Iuin 1569. donné au profit de Damoiſelle Anne vefue à feu François de Lauernade, auquel ont eſté compris entre les meubles à elle donnez, les actions mobilaires.* De his fusè Alexander de Imola, conſ. 31. *Et Pierre Rat és Couſtumes de Poictou, tit. des baſtards & Aubains, art. 222. Qui adiugent les meubles des Iuſticiables au Seigneur haut Iuſticier de ſon domicille, quoy que le debteur ſoit en autre iuſtice, enſemble les meubles, ou partie d'iceux, faiſans les hauts Iuſticiers du domicille, vrays heritiers des meubles, & les autres des immeubles aſſis en leur territoire. Baldo & Alexandre és lieux ſuſdicts.* [46] *Bacquet chap. 3. nomb. 3. du droict de deſ-herance.* [47] *Le meſmes audict chap. nomb. 4. citant vn Arreſt du 20. Mars 1343. donné au profit des Religieux, Abbé & Conuent S. Germain des Prés, Couſtume de Rheims, art. 346. art. 4. des droicts de la haute Iuſtice de la nouuelle Couſtume de Paris. Chaſſanee ſur les couſtumes de Bourgongne, titre des Confiſcations, articl. premier en ces mots. Et appartient la confiſcation. col. 15. 16. 17. 18.* [48] *Selon qu'il a amendé des biens du deffunct.* l. 3. C. de ſent. paſſ. l. tot. C. ad l. Iul. de vi publ. l. quęſitum, § 1 ff. de pec. l. Celſus, & ſeq. ff. de reb. & ſumpt. fun. l. ſi vir vxo. ff. ad l. Falc. quia ęs alienum reſpicit vniuerſ patrim l fideicom § tracta. ff de iudic. Alexand. de Imola, conſ. 31. vol. 1 [49] *Ledu Bacq. au meſme ch. nomb 8.* [50] quę ad eos peruenerunt, l. cęteris, C. ad leg. Iuliam de vi public, l. inter eos, §. fin. ff. de fideiuſſ. leg. quidem §. quoties. ff. de leg. 1. leg. quoties,

ibique

ibique Baldus & Castrens. ff. de nouat. Bald. in l. si quis mihi bona, §. si fisci, ff. de acquir. hæred. art. 347. *de la nouuelle Coustume de Rheins.* [51] *Bacquet chap. 3. nombr. 10. du Droict de desherance. Et est besoin que le Roy, ou le Seigneur haut Iusticier facent mettre lesdicts biens par inuentaire selon la Coustume de Poictou, art. 231. autrement sont tenus au payement de tous les debtes : le mesme audit titre, chap 3. nomb. 9. Et de tant que outre le cens, ou droicts emphyteotiques, quelques seigneurs vsurpent par fois sur les paysants, & les assubiectissent, & asseruissent de plusieurs charges, couruees suiectiõs & seruitudes, venir moudre tous leurs grains à leur moulin; cuire toutes leurs pastes à leur four, presser tout leur vin à leur pressoir, aiguiser à leur forge, qu'ils appellent droict de bannalité, sans que soit permis à leurs subiects se retirer ailleurs pour moudre blé, huyle, ou pastes, cuire le pain, presser le vin & aiguiser, ny bastir moulins, fours, pressoirs, & forges particulieres. Bacquet ch. 29. nomb. 2. 3. 4. 5. du droict de Iustice, & s'appellent les iournees, que les paysans baillent aux Seigneurs, couruees*, à curuando, quia huiusmodi homines præstando curuantur, *soit en labourant, fauchant; coupant les raisins, ou faisant autres actes de labeur*, operæ propriè nuncupatæ, quas vt quondam patronis liberti præstare solebant, nunc apud nos præstantur dominis, & earum quædam sunt obsequiales in signum superioritatis, quas aliis subditi, nisi dominis præstare non tenentur, aliæ fabriles, vel artificiales, quæ iubente patrono aliis præstabantur, l. errore. l. fabriles, ff. de oper. libert. l. si non sortem, §. libertus, ff. de condict. indeb. quarum vltimæ non sunt in vsu : *& se payent les couruees en toute sorte de trauail, à cultiuer, charrier, bastir auec bestail, charrette, ou autrement, aux despens de celuy, qui les doit. Bacquet au mesme chap. nomb. 39. sans toutes-fois que le Seigneur puisse pretendre droict de couruee, ou bannalité, qu'auec bon, & vallable titre, adueu, & denombrement ancien, selon les art. 171. 172. de la nouuelle Coustume de Paris*, l. vn. Ne operę à collectore exigantur, libr. 10. C. l. 1. & 2. ne rustican. ad vllum obsequium deuocentur, lib. 11. C. *deuement verifié. Ledict Bacquet nomb. 30. 31. du mesme chap. auec la paisible possession continuée : laquelle ores soit centenaire, & immemoriale, ne suffit pour donner droict de bannalité, art. 186. de la Nouuelle Coustume de Paris, & de tout temps le Seigneur en ayt iouy, soit par force*, l. non est verisimile, §. fœnerator, ff. de eo quod met. caus. Innocentius in c. bonæ e. de postul. *voisinage, aisance, ou commodité, sans subiection, ne necessité*, l. qui iure familiaritatis, ff. de acquir. poss. l. creditor, C. de vsur. l. viam publicam, ff. de via publ. & itiner. pub. *Et par ainsi imprescriptible, contre les vassaux, comme vraye seruitude, tant des personnes que heritages, si n'appert d'icelle par escrit*, § si quis, de seruit. instit. l. in tradendis, ff. commun. pręd. *ny ne peut estre debatu en vn seul habitant, parce que c'est le commun interest de tous : ains par syndicat, comme est representé par ledict Bacquet audict chap. 29. nomb. 14. & 17. bien peut le subiect prescrire contre le Seigneur le droict de bannalité par 30. ans ores n'y ait contrediction de la part du Seigneur*, fauore libertatis, l. si ita scriptum, ff. de manumiss. testam. l. inter pares, ff. de re iud. *Bacquet nombr. 30. du mesme chap. La peine des contreuenans est escrite au nomb. 35. au nomb. 34. est mentionné vn arrest du 18. Septembr. 1563. entre Charles Graffard, fermier pour le Roy des moulins baniers de Gonesse, & plusieurs habitans dudit lieu, appellants de la sentence contre eux donnée en la iustice du thresor : par lequel fust dict n'y auoir lieu de bãnalité, pour le bled achepté ailleurs, que audict lieu par aucuns des habitans. A quoy le Curé n'est aussi subiect, pouuant moudre son blé, & cuire son pain, où bon luy semble, pour n'estre incorporé au corps de la communauté, ny comprins en ladicte bannalité, nomb. 36. du mesme ch. Quant aux couruees, par la Coustume de Bourbonnois les subiects doyuent au seigneur feodal*

dal chaſcun an trois iournees, que s'employent à la collecte des fruicts, ou reparation du Chaſteau, à leurs propres deſpens, l. ſumptu ſuo, ff. de ſoper. libert. Guid. Pap. quæſt. 217. *Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 27. Decembre 1578. allegué par ledict Bacquet au meſme chap. nomb. 42. Le Compte de Chaſteau vilain faiſant demande de trois courvees, leſquelles ſes ſubiects eſtoyent obligez luy faire tous les ans, ou payer ſix deniers par arreſt donné en Audience le 18. Ianuier, 1582. les habitans dudit Chaſteau vilain demeurarent quittes deſdictes courvees en luy payant ſix deniers de forte monnoye, nomb. 43. du meſme ch.* De his Boerius deciſ. 212. col. 20. Guid. Pap. quæſt. 472. Chaſſaneus in conſuetudines Burgundiæ, *tit. des mainmortes*, §. 18. col. 19. 20. & ſeq. Iohannes Faber tit. de acquiſ. per arrog. inſtit. verſ. ſcire debes. *Couſtume d'Auuergne, & Bourbonnois. Et peut chaſcun en ſon fonds en la viguerie, gardiage & ſeneſchauſſee de Tholoſe auoir & baſtir clapiers, viuiers, pigeõniers & moulins à vent ſans deroger aux droits des ſeigneurs par ſentence du Seneſchal dudit Tholoſe, donnee au proffit de Iean Guyraudet marchand de Saramonten Eſtarac, contre Iean dict le Chenalier de Lapalu, & Iehan Vehon ſon frere, confirmee par Arreſt du 4. Feburier 1552.*

FIEFS.

COVSTVME VII.

Seigneur feodal peut de ſa propre authorité faire ſaiſie en ſon fief pour les oblies, & autres choſes à luy deuës, ou priſes à faire petitions, & demandes par luy faictes à ſon infeudataire, ou par autre deuant ſoy, pour raiſon & occaſion dudit fief: ſi le vaſſal par luy, ou autre de ſon mandement aſſigné, ne veut comparoir deuant luy, ni obeyr à droict.

Chapitre VII.

C'Est peu de cas des loix & Couſtumes donnees en appanage de ce beau fleuron du tiers eſtat releué en noſtre cité, illuſtrée de pluſieurs magiſtratures Royales, [1] ſi ne ſont reiglees en leurs iuriſdictions, & s'il eſt loiſible à leurs iuſticiables s'en deſpartir, & dire droict en leur cauſe, [2] quoy que perſonnes publiques: [3] comme faiſoyent les Capitouls, l'annee de leur adminiſtration, [4] & ſeigneurs feodaux cẽſiers, & hauts Iuſticiers en leurs fiefs, ſuiuant nos anciennes couſtumes. [5] En ce chef abrogees par l'erectiõ & inſtitutiõ des ſieges Royaux eſtablis en Tholoſe, où les Capitouls, ſeigneurs, & officiers ont leurs cauſes cõmiſes au Seneſchal, auquel appartient auſſi la cognoiſſance des matieres feodales entre nobles, [6] au Viguier entre roturiers, & nõ nobles, ſans que les autres Iuſticiers, ni leurs Iuges ſubalternes en puiſſent prendre cognoiſſance: [7] non plus que des cas Royaux, & affaires

que concernent l'interest de sa Majesté, lesquels ne peuuent estre traicté ailleurs, qu'és iurisdictions Royales: où le Roy a ses procureurs fondez: comme il est fondé en toute Iustice par tout son Royaume: dont les Cours souueraines sont les loix viues, desquelles depend l'vsage de nos Coustumes. [9] Par lequel les seigneurs feodaux ou censiers ont accoustumé se pouruoir deuant le Seneschal, [10] ou par saisie des fruicts pendans, fonds, ou meubles trouuez en la maison emphyteotique, sur laquelle y a cens, ou rente constituee en vertu des lettres *de feudis*, ou confortemain de la Chancelerie par vn huissier, ou sergent Royal, auec establissement de sequestre, pour arrerages de droits non payés, & deuoirs non faicts, ou debtes, & autres obligations particulieres en son fief: non de son authorité, ni par ses seruiteurs & officiers, ores qu'il ait haute, & moyenne iustice, & la saisie se face de son mandement, sans autre permission, en vertu de laquelle plaide la main du Roy garnie, iusques à ce que l'executé en a obtenu la recreance, [11] sans attribution de iurisdiction, laquelle ne peut estre non plus attribuee par aucunes lettres expoſees sous seels Royaux, & submissions contenues és instruments obligatoires: [12] ains le sergent executeur libellant son exploit, doit en cas d'opposition assigner les opposans deuant le iuge competant, comme és exploits que ce font en vertu des lettres de Committimus, & debitis, generaux de ladite chancelerie, [13] si ne procedent par requeste libellee, tant sur l'opposition, que main leuee des biens saisis: laquelle peuuent obtenir au pays coustumier de France, en consignant la rente de trois années suiuantes, & en Tholose sans consignatiõ, moyennant les offres & submissions à payer & recognoistre ce que le seigneur monstrera luy estre deu par bons & valables titres, [14] l'exploit de laquelle n'est besoin libeller. [15] Et suffit que soit fait à personne, ou domicile, auec bail, ou affiction de copie, parlant aux domestiques, ou plus proche voisin, s'il n'y a personne en la maison, & s'il fait plusieurs domiciles au lieu de sa principale, & plus frequente, & longue demeure: [16] ni ne cognoissent les iuges des seigneurs des maintenues & causes preoccupees par les Iuges Royaux, dans les enclaues desquels leurs iurisdictions sont assises, si les seigneurs mesmes ne vendiquent leurs iusticiables, & ne demandent le renuoy auant contestation en cause deuant les mesmes Iuges, qui sont saisis de l'instance. Auquel cas les iuges Royaux, qui n'en ont encore cogneu, leur en doyuent faire le delaissement, [17] ou retenans conseruer les droicts du seigneur, si point en y a, concernant les amendes & confiscations des biẽs des delinquans pour les

crimes

crimes & excez cõmis en leurs terres, hors les cas Royaux, [18] dont les amendes & confiſcations appartiennẽt au Roy, [19] les officiers duquel ſont fondez de droit, tant pour l'authorité, que ſuffiſance & capacité, eſtans perpetuels & cedentaires, receus, & examinez és cours ſouueraines, & eux meſmes reſponſables de leurs fautes, ſans que puiſſent eſtre deſtituez, que par mort, reſignation ou forfaicture : ou au contraire les Iuges des ſeigneurs dependent pluſtoſt de la Couſtume, comme les autres droits ſeigneuriaux, que le ſeigneur peut inſtituer, ſans faire preuue de leur ſuffiſance, & ſans cauſe de deſtituer, comme bon luy ſemble, ſi ne ſont pourueus en recompenſe d'aucuns ſeruices, ou pour cauſe remuneratoire : & payent les ſeigneurs les amendes des fautes par leurs Iuges commiſes en l'exercices de la Iuſtice : de laquelle en cas d'abus les ſeigneurs meſmes ont eſté priués. [20] Dont l'exercice ſemble eſtre plus conuenable, iuſte, & equitable aux Iuges Royaux, qu'à ceux que dependent de la volonté des ſeigneurs, qui ſemblent par ce moyen eſtre iuges en leur cauſe, eſtant queſtion de la conſeruation de leurs droits, tant pour le fief, que haute, moyenne, ou baſſe iuſtice, [21] laquelle ne peuuent auſſi tenir en franc aleu, comme les autres fiefs, ſans en faire foy, & hommage à ſa Majeſté, qui a ſes Cours ſouueraines, pour releuer les oppreſſez, & reprimer l'abus, l'audace, & temerité des opprimants : [22] comme les ſeigneurs feodaux, ou cenſiers, qui ſurchargent leurs payſans, ou ſous pretexte de leur authorité leur impoſent nouuelles rentes, champarts courues, bannalitez, & autres charges, & indeuës ſeruitudes : [23] tout ainſi que n'eſt permis ez vaſſaux impoſer cens ſur cens en leur fief, [24] ni le mettre en main morte, ou priuilegée ſans l'aduеu & conſentement du ſeigneur, ni voire diuiſer le payement de l'oblie & rente annuelle, contre la teneur du lozime, laquelle ſe doit faire par vne ſeule main, [25] l'obligation eſtant reciproque du ſeigneur auec le vaſſal, l'vn deſquels ne peut faire la condition de l'autre deterieure [26] Car ores par la Couſtume de Paris, le vaſſal ſe puiſſe iouër des deux tiers de ſon fief, par maniere de bail, conſtitution de rente, ou alienation, auec retention de foy, & droit ſeigneurial, ne preiudicie au ſeigneur feodal : qui nonobſtant icelles aduenant ouuerture, ou reuerſion de fief, iouyt entierement de toutes les terres, heritages, & droicts en deſpendans, ſi leſdites conſtitutions, baux, & alienations ne ſont taiſiblement & par exprez infeodees conſenties, ou accordées par le ſeigneur dominant, auquel l'acquereur du fief demembré, ou du tout

aliené par le vaſſal doit faire foy & hõmage,enſẽble payer les droicts de ſon acquiſition [27].Et tout ainſi que l'emphyteote ne peut fruſtrer le ſeigneur de ſes droicts,[28] le ſeigneur ne doit auſſi frauder ſon vaſſal de l'vtilité du fief par hypotheques,engagements, ny en quelle autre maniere que ce ſoit,[29] attendu que le ſeigneur vtile en eſt proprietaire,& en peut diſpoſer à ſa volõté, pourueu que le ſeigneur n'y ſoit intereſſé,[30] cõme s'il vẽdoit à vn autre la piece allodiale, taisãt les charges & ſeigneurie,ſous laquelle eſtoit tenue,ou paſſeroit contract d'afferme à lõgues annees,à termes reiterez,ou par forme d'engagemẽt, pour fruſtrer le ſeigneur des lods & ventes,[31] qui pour ſes droicts non payés,& deuoirs non faicts ſe peut touſiours prendre ſur la piece,meſmes cõtre vn tiers poſſeſſeur,en vertu de ſon hypotheque,ſauf au dernier tenancier ſon recours,contre ſes autheurs pour les droicts & arrerages deubs auant ſon acquiſition [32]:& doit auſſi coucher en ſon cõtract ſous quelle iuriſdictiõ leſd.biens ſont tenus,à ce que l'acquereur en ſoit eſclairci,& n'en pretende cauſe d'ignorance, quãd ſera queſtiõ plaider en icelle, en demandant, ou defendant és cauſes, dont la cognoiſſance appartient en 1. inſtance au iuge du ſeig.tant ciuiles, que criminelles [33],ſauf ſi pour les ciuiles &miſtes l'emphyteote à cauſe de ſa dignité,ou priuilege, n'a ſes cauſes cõmiſes ailleurs [34]: dont les cõfiſcations & amendes en prouenans pour raiſon du fief (quoy que ne payent en Toloſe, ny en ce reſſort) ou des excez commis en ſa terre, hormis les cas Royaux,appartiennent au ſeigneur [35]: le iuge duquel a iuriſdiction ordinaire en ſon territoire.Entre les vaſſaux,& autres demandeurs en action perſonnelle,& hypothecaire en inſtance petitoire procede par deffauts contre les aſſiguez non comparans, à condãnation & executiõ de ſentence,par le baille,ſergẽt, ou autres officiers du ſeign. [36] en la iuriſdiction duquel les ſergents Royaux ne peuuent exploicter,qu'és actes Royaux,& en cas de reſſort [37]. Et peut le iuge du haut, & moy en iuſticier cõtraindre ſes ſubiects & obeyr par priſe, & ſaiſie de leurs biens,& amãdes pecuniaires à eux permiſes de droit, [38] s'il n'y a appel, ou la ſentence eſt confirmee par les ſouuerains. [39] Dont Bacquet remarque trois eſpeces de iuriſdiction en la nouuelle Couſt. de Paris,à l'exemple des Romains, [40] & encore vne 4. eſpece, pour le ſeigneur feodal, & cenſier, quoy que improprement, ſi la fiction n'eſt preferee à la verité,l'argument des accidens, ſuites, & precedences ne pouuans corrompre, ni alterer l'eſſence de la choſe : [41] qu'eſt la Iuſtice du tout diſtincte & ſeparee du fief, [42] quoy que l'vn & l'autre ſoit patrimonial en France, [43] & puiſſe eſtre tenu par vn meſme ſeigneur. [44]

NOTAE

NOTÆ.

PArum eſt enim leges in ciuitate eſſe, niſi ſint magiſtratus, qui iura reddere valeant Plato 6. de legib. Ficinus in 6. Platonis de Iuſto, l. 2. §. & poſt originem, ff. de orig. iur. [1] l. vn. C. ne quis in ſua cauſ. iudic. l. Iulianus ff. de iudic. l. qui iuriſdictionem, ff. de iuriſd. omn. iud. l. 1. in princ. ff. quorum legat. nec eſt ſingulis concedendum, quod publicè fieri debet per magiſtratum, [3] *ni pour cauſe publique par perſonnes priuees*, l. nullus, C. de Iudæis, l. Chriſtianis, C. de Pagan. l. non ex vera, Ibidem Salic. C. de acquir. & retin. poſſ. l. ſi ex ſtipulatione, l. fundi, in 1. reſp. ff. eod. [4] *Les cauſes propres des Capitouls ſe traictent au Seneſchal. Maynard chap. 20. du 2. liu. de ſes queſt. alleguant deux arreſts du 28. May, 1560. 24. Feburier, 1567. non deuant leurs compagnons, cõme ſouloyent anciennement faire en Tholoſe, & encore l'an 1610. 28. Iuin par Arreſt donné au rapport de Monſieur Papus, confirmatif de la ſentence des Capitouls, ont eſté pendus, eſtranglez François Icart, & Iean Baccareſſe garçons tailleurs deuant la maiſon de Maiſtre Dupuy procureur en ladite Cour, Capitoul en la meſme annee, pour luy auoir deſrobé de nuict en ſadicte maiſon certaine ſomme d'argent, qu'il auoit en depoſt & la pluſpart recouuerte. Ce que tẽdoit pluſtoſt à la deſcharge, qu'à l'intereſt particulier du Capitouls: dont le crime eſtant mis au tour à la diligence des autres Capitouls par forme de recerche de nuict, que leur eſt attribuee priuatiuement à tous autres, & eſté par eux iuſtement procedé, & leur procedure confirmee par l'intereſt public, tant pour l'exemple, que circonſtances, qui aggrauoyent le delict,* [5] *enſemble le ſeigneur Maſuer tit. des fiefs, nomb. 13.* [6] *Selon l'edict de Cremieu, & patentes de ſa Majeſté.* [7] *Ni n'ont les ſeigneurs iuriſdiction en Tholoſe, comme dit Caſeneuue ſur la preſente Couſtume.* [8] *Bacquet chap. 4. des droicts de Iuſtice. Gilles le Maiſtre ch 1 des droicts d'amortiſſ. ne plaide deuant les Iuges de ſes ſubiets, par leſquels la Iuſtice n'eſt auſſi tenue en franc aleu, ſinon deuant ſes Iuges, és controuerſes meſmes des ſeigneurs.* Vt quondam apud Romanos, vbi cùm eſſet contentio inter fiſcum & priuatum, procurator Cæſaris adeundus erat, *qui cognoiſſoit des cauſes fiſcales, & dominicales de l'Empire Romain*, l. 1. C. ſi adu. fiſc. in integ. reſtit. poſtul. l. ſi minori, de iur. fiſc. lib. 10. C. l. fin. & ibi gloſſ. ff. de procur. Cæſar. *qui ſe traictent en France, à la Chambre du threſor. Bacquet chap. 21. nomb. 4. des droicts de Iuſtice. Et quãd la Iuſtice du ſeigneur eſt contreuerſee, s'exerce pendant le debat au nom du Roy. Bacquet ch. 4. nomb. 6. des droicts de Iuſtice, dont les Iuges ſubalternes des hauts Iuſticiers ne peuuent cognoiſtre des affaires du Roy, ni des fautes commiſes, entrepriſes faictes par ſes officiers, quoy qu'en leur territoire, pour la deffenſe de leur iuriſdictiõ: ains ſe doiuẽt pourueoir deuãt le Iuge Royal plus proche, ſuiuant l'ordonn. du Roy Philippe le Bel, & 18. art. de la Couſt. nouuellemẽt reformee de Normandie: ni des matieres poſſeſſoires, complaintes, & cas de nouuelleté des Eccleſiaſtiques, deſquels la cognoiſſance appartient aux Iuges Royaux, priuatiuement aux ſubalternes. Ordonn. du Roy Louys II. publiée au parlement de Paris, le 13. de Iuillet, 1464. quoy que le temporel de l'Egliſe ſoit aſſis dans leurs ſeigneuries, art. 5. de l'Edict donné ſur la remonſtrance des Eccleſiaſtiques au parlement de Paris, le 8. Mars, 1580. Arreſt dõné en Audience cõtre le ſeign. de Cazan, le 5. Feburier 1571. remarqué par ledict Bacquet ch. 7. nomb. 35. des droicts de Iuſtice, où il adiouſte auſſi pluſieurs autres authorités. Ni ne cognoiſſent les Iuges des ſeigneurs des crimes de leze Majeſté diuine & humaine, fauſſe mõnoye, ports d'armes, aſſemblees illicites, & autres cas Royaux, dont la confiſcation des meubles & heritages des delinquans, que ſont ez terres des ſeigneurs, appartiennent au Roy, ſelon le 1. & 4. art. de la haute Iuſtice, priſe de la nouuelle Couſt. de Paris, inſerez par ledit Bacquet au 2. ch. des droits*

de Iuſtice. Des excez qui ſe cõmettẽt és chemins publics,& fleuues nauigables: & eſt touſiours le Roy le ſeigneur voyez, s'il n'y a titre au contraire,ou poſſeſſion immemoriale,par le 11.art. de la haute Iuſtice de la preuoſté,& viſcomte de Paris, & luy appartiennent les fleuues & riuieres nauigeables, iſles, iaueaux, aterriſſemens, & alluuions, que ſont & naiſſent dans icelles, non aux contenãciers des terres voiſines,cõme la loy adeò,§.ſi inſula,ff de acqu.rer. dom.*la loy* 1.§.ſi inſula,ff.de flumin.§.inſula de rer.diuiſ.inſt. *pour ce regard abrogees en Frãce, où n'appartiennẽt aux voiſins proprietaires des riuieres,que les aterriſſemẽts que ſe font au bord,& hors icelles,non les iſles:*dũmodo incrementũ alluuionis nõ ſit in alueo fluminis,ſed extra alueũ,Molineus in Conſuet.Pariſienſ.art.1.gl.5.nouerb.*le fiefs*,n. 99.fol.38.vbi ait ius increment.nõ habere locũ in prædiis limitatus, & decidit ad quos alueus relictus pertinet.*Bacq.ch.30.nomb. 2. 3.5.6.8.des droits de Iuſtice, droits de peage,trauers & barrage auſſi appartiẽnẽt au Roy,non aux ſeigneurs Iuſticiers & feodaux, au meſme ch.nõb.19. Et appartient au Roy la permiſſion de baſtir moulins, & peſcher és riuieres nauigables,nõb.18.17.du meſme ch.*Omnia deniq;publica fiſci eſſe dicuntur,quæ iuris gentium,& iure naturæ communia ſunt omnium: vt mare, flumina,littora, portus,ripæ,viæ publicæ,itinera publica,forum,theatra,ſtadia: *& tout ce qu'eſt delaiſſé à l'vſage du public. Dont les actions populaires viennent deuant les Iuges Royaux.* Cùm omnis populi & plebis poteſtas tranſlata ſit in principẽ, l. bene à Zenone, & ibi not.C.de quadrien.præſcr.l deprecatio, ff.ad leg.Rhodiam,§.item & quod principi de iure nat.gẽt.& ciuil.iuſt. *Et a le Roy droit de rouage,ſorrage, & ſoage,Bacquet ch.30.nomb.4.22.26. du droit de iuſtice:& y a pluſieurs autres droits Royaux en la Preuoſte & Viſconté de Paris, que ne ſont icy en vſage, pour leſquels il y a diuers officiers, & iuriſdictions Royales,eſquelles ſe traictent diuerſement les affaires des droits Royaux: cõme ſont en Tholoſe les maiſtriſes des eaux,& foreſts.traicte foraine,ponts,ports,& paſſages, Seneſchal, Viguier, Capitouls, Lieutenants des gabelles,& petit ſeel de Montpellier: les chambres des aecimes,& Generaux,& le Preuoſt pour iuger des cas preuoſtables, ſans confuſion des iuriſdictions,quoy qu'elles puiſſent eſtre troublees par aucuns officiers ſi par les ſouuerains n'eſt pourueu au reglement d'icelles: non que le Roy n'en puiſſe diſpoſer, infeoder, aliener,ou engager: & y a pluſieurs Seigneurs en France, qui ont tels & ſemblables droits par fons en partage auec le Roy,par contract,ou autrement. Et ſont les Seigneurs,qui ont acquis droit de peage de ſa Majeſté,tenus entretenir les ponts en bon eſtat,& s'il eſt beſoin les refaire à leurs deſpens, ſans eſtre receus en faire delaiſſement, ni leuer, & exiger, que les droits anciens accouſtumez, qui doyuent eſtre couchez en vn tableau ſigné du iuge & deux Notaires au pays de France, ou du greffier en ce pays, affiché & pendu en vn poſteau, à ce que les paſſans en ſoyent aduertis,& ceux qui les reſcriuẽt ne prennent plus, que n'eſt deu, à peine au maiſtre & ſeigneur de confiſcation & priuation du peage, & au fermier de punition corporelle. Ordon.d'Orleans 138.art. Arreſt du 9. Mars 1530.donné au Parlement de Paris, à la requeſte de Monſieur le Procureur general du Roy: par lequel fuſt ordonné que tous les peagers ſeroyent tenus affermer en la Cour, ou deuant le plus proche Iuge Royal,leur tableau contenir verité à peine de confiſcation du peage. Et fuſt auſſi le 5.Feburier 1554.plaidé en ladicte Cour de releuee, vne cauſe entre les habitans de Cornille, appellans, & la Dame dudit lieu appellee. Ayans leſdits habitans eſté condamnés contribuer par moitié à la refection du pont par ſentẽce,laquelle fuſt miſe à neant & pour proceder en la cauſe,les parties renuoyees deuant le Iuge Royal ſuſdit,ledit Bacquet ch.30.nomb.27.28. des droits de iuſtice: n'eſtant au Iuge du ſeigneur cognoiſtre des differens,eſquels le ſeigneur a intereſt, ſoit cõme les vaſſaux,ou autres,ni,ou le Roy eſt en pariage,ains aux Iuges Royaux. Et quand le Roy a part à vne ſeigneurie, ſes officiers ſeuls procedent aux affermes, & peut le Roy ſeul vendre le tout*

deſd.

deſd.terres,en conferant le prix deu aux cõſeigneurs, vt in l. vn de vẽd.rer.fiſc.cum prin. cõm.lib.10.C. *Et la iuſtice en pariage doit eſtre exercée par les Iuges Royaux,& le profit parti,Bacq.ch.10.nomb.1.du droit de iuſtice.*[9] *Oracles des Princes Peleus en ſes actions forenſes,liu.5.art.3.ames du conſeil public,ports aſſeurez de la liberté cõmune,du Mayn ch.85.du 7.liu.de ſes q Meſmes le Parlement de Toloſe, qui ne vacille en ſes iugements, comme remarque ledict Mayn.au ch.16.du 6.liu.de ſes qu. Et tient la couſt.le haut bout,pour les droits ſeigneuriaux,ledit Mayn ch.45.nomb.4.du 4.liu.de ſesdites q.*[10] *Qui cognoit des matieres feodales, & beneficiales ſelon l'Edict de Cremieu:& appartient au Viguier la cognoiſſance des fiefs & cõtroverſes mẽes en ſuite d'iceux entre roturiers,& non nobles,par le meſme Edict.*[11] *Bacq.ch.3.nomb.4.11.12.13.des droicts de Iuſtice,ch 59.du droit d'amortiſſement. Et en la ſaiſie du fonds on procede auſſi ſur les fruicts pendans,* qui pars fundi eſſe videntur, l. fructus pendentes ff.de rei vend non quidẽ à ſolo ſeparatos, quos nomine ſolli vẽdicare non licet, arg l. Iulianus,§. ſi fructib.ff de act.empt.l. cùm filius, §. dominus, ff.de leg.2.ſed ad inſtar mobilium,etiam à fundo ſeiuncti ſunt tacitè pro penſione Domini obligati, l. §. item Seruiana, de act.iuſt. *Ou quand l'emphyteote guerpiroit,& feroit delaiſſement du fonds, ſeroit touſiours tenu au payement des arrerages Mayn. ch.28.du 6 liu.de ſes queſt.pour leſquels demeure la ſaiſie des fruicts de la derniere annee* l. 1. C.de annon. & trib. *En action perſonnelle des arrerages deus puis le tẽps de l'aquiſition,en l'hypothecaire, auſſi des precedãs par ſaiſie du fonds. Mayr.ch.47.du 8.liu.de ſes q.*[12] *Bacq. ch.8.nomb.5.& 7.des droits de Iuſtice.*[13] *Cõme eſt porté par les meſmes lettres en action perſonnelle & miſte,on ſuit en France la iuriſdiction du deffendeur,ſans auoir eſgard au lieu du cõtract,ni de la deſtinee ſolution.Bacq.ch.8.nomb.27.29.des droits de Iuſtice En action reelle, celle du defendeur,ou de la piece cõtentieuſe,à l'option de demãdeur,* vt in l. ſi C.vbi in rem act.exerceri debeat,*que nous ſuiuõs en Frãce.* Tiraq.in lib. de retractu,§ 8 gl.5 *ſçauoir en la iuriſdictiõ Royale,non du ſeign.au territoire de laquelle les deffendeurs demeurent,ou les biens ſont aſſis,auſquels en appartiẽt la cognoiſſance: ſauf les priuilegiez,qui ont leurs cauſes ciuiles cõmiſes au ſeneſchal,ou aux requeſtes de lo.liur.en ſus,en vertu du* cõmittimus,*de la chãcelerie,ſi ſont deus:cõme vn eſcolier contre vn officier à gages,le plus fort l'emporte,* l. iudiciũ ſoluitur,ff.de iud.*ſi ſont cõcurrans,reuiennent au droit cõmun,* l.veriũ,§ ſi.ff.de min. l.ſed & ſi milites,ff de exc.tut.*& ſuiuent la Iuriſdict.du deffendeur,ou du territoire,où les biens ſont aſſis,cõme deſſus.*[14] *Edict de Charles IX.donné à Paris au mois de Nouẽb.1563.*[15] *Eſtant la requeſte libellee.*[16] *cõme ſera dict en ſon lieu.*[17] *Quand le iuſticiable au ſeigneur eſt adiourné deuant le Iuge Royal,dans les enclaues auquel ſa iuriſdiction eſt aſſiſe. L'aſſigné doit comparoir deuant le Iuge Royal, tel que le Viguier en la ville & viguerie de Thoulouſe:autrement ſera contre luy procedé par deſfauts,ſans qu'il puiſſe decliner ſa Iuriſdiction, ni appeller du deni de renuoy dont il ſeroit demis, comme ſubiect naturel du Roy,ſ'n'eſt vendiqué par ſon ſeig.que cõparoiſſe deuant le Iuge Royal,preuoſt,ou Viguier,* priuilegia ſua allegaturus, l. ſi quis ex aliena.ff de iudic.l. de Iure in verbis præfidũ prouinciarũ cognitio eſt,ff.ad municip.*ſçauoir au cõmencement de l'inſtance,auãt la cauſe cõteſtee,car apres n'y ſeroit receu: & peut appeller du deni par luy demandé en tẽps & lieu, non de l'explot de la cõmiſſion,& intimation faicte en ſa terre,où les Iuges Royaux,preuoſts,& Viguier peuuent auſſi faire executer les ſentẽces des cõdãnez à mort de leur authorité. Dont y a pluſieurs arreſts cuez par ledict Bacq.ch.9 nomb.3 5 6.7.des droits de Iuſtice.*[18] *Ledu Bacq.ch.10.nomb.1 & 2. des droits de Iuſtice.Et ſont les cas Royaux declarez par ledict Bacq.au 7.ch.du meſme traicté pris des lettres patentes extraictes des Regiſtres du Parlement de Paris, inſerees audit ch. tournees de Latin en Françoys: ni ne cognoiſſent les Iuges ſubalternes des meurtres, rapts & briſlement, ledict Bacquet chap. 6. & 7. du meſme traicté.*[19] *Bacquet chapitre 11.du meſme titre.*

me titre. Ou ores les biens confiſquez, tant meubles, que immeubles ſoyent ſituez és terres & ſeigneuries d'autres hauts Iuſticiers que le Roy pour cas Royal, ſoit crime de leze Majeſté, fauſſe monnoye, eſmotion populaire, meurtre commis de guet à pend, rapt, bruſlement, ou autre cas Royal appartient à ſa Majeſté: conformement au droict Romain, l. fin. authent. bona damnatorum, C. de bon. proſcript. auth. Gazaros, C. de hæret. & Manich. c. cùm ſecundùm, de hæret. in 6. Speculator in tit. de feud. verſ. 1. *au liure de temporalitatibus, qui eſt à la Chambre des Comptes de Paris, feuillet 121. Et en cas Royal les Iuges ordinaires ont accouſtumé declarer tous & chacuns les biens du condamné confiſquez au Roy: & eſtant queſtion du crime de leze Maieſté au premier chef, on declare tous les biens feodaux, qu'ont appartenu aux condamnez, tenus, & mouuans immediatement de la Couronne de France, reünis, & incorporez au domaine d'icelle, & les autres fiefs & biens tant meubles que immeubles, feodaux, & roturiers acquis, & confiſquez au Roy, comme remarque ledict* Bacquet *en deux arreſts du 27. & 28. Octobre 1572. & enſuiuans, donnez contre les autheurs des guerres ciuiles, conducteurs de ſeditions populaires, & perturbateurs du repos public de ce Royaume. Et tiennent Meſſieurs les gens du Roy, que les creanciers ne peuuent demander payement de leur debtes ſur les fiefs ainſi tenus, & incorporez à la Couronne: ains ſur les autres biens du condamné, de tant qu'en ce cas il retourne au ſeigneur dominant en pareil eſtat & condition, qu'il eſtoit lors de la conceſſio, & inueſtiture*, l. quiſquis, C. ad leg. Iul. maieſt. c. vn. quot teſtes ſunt neceſſ. ad prob. feud. ingrat. c. vn. quib. mod. feud. amitt. c. vnico, § item qui dominum, quæ fuit prima cauſa benefic. amitt. c. ſi quis miles, de feud. ſine culp. non amittend. c. 1. de prohib. feud. alienat. per Lotharium, c. vnic. de prohibita feud. alienat. per Fredericum, in vſib. feud. l. lex vectigal. ff. de pign. l. Lucius 2. ff. de leg. 1. l. item, §. huic ſi vicinus,
20 ff. de vſufr. *Dequoy parle amplement ledict Bacquet au meſme chapitre.* 20 *Maynard au chap. 77. du 1. liu. de ſes queſt. repreſente la forme qu'on vſe au Parlement de Tholoſe ez executions des conſeillers d'icelle, & Magiſtrats Royaux au chap. 75. La crainte de feu Meſſieur Corras, qui demeura muet à l'examen: & neantmoins fuſt receu cauſant l'eſpreuue de ſa capacité, qu'il auoit faicte és lectures publiques, eſtant docteur regent, & le refus que fuſt faict à vn conſeiller preſidial, pourueu d'vn eſtat de Conſeiller en la Cour. Lequel ores euſt exercé ſon premier eſtat en grand reputation, neantmoins demeura muet à l'examen de la Cour n'ayant tant ſeulement ſceu lire le texte, ni la gloſe, lequel fuſt renuoyé, & ſe deſfit de ſon Eſtat: dont ſeroit aduenu le contraire à feu Monſieur de la Pierre, puis trente ans, ou enuiron, lequel n'ayant peu ſubir l'examen de la Cour pour l'eſtat de Conſeiller preſidial, duquel il eſtoit pourueu, s'en ſeroit deſfait, & auroit obtenu vn Eſtat de Conſeiller en la Cour, auquel auroit eſté receu, & trouué capable:* vbi quandoque audaces fortuna iuuat, timidoſque repellit: *par fois peuuent eſtre auſſi repouſſez par leur trop grande audace, & temerité, enfantans des montagnes, deſquelles ſort vne ſouris ridicule. Et ne peuuent eſtre receus les Conſeillers de la Cour, que n'ayent vingt cinq ans, ni les preſidens, que n'en ayét quarante, par le chapitre ſuiuant. Et ſont ainſi examinez en practique, en laquelle faut que ſoyent experimentez, pour eſtre capables de telles charges. L'exercice deſquelles ne conſiſte ſeulement à la ſcience des loix Romaines, partie deſquelles ſont abrogees en France, & diuerſement practiquees, tant és lieux, pays Couſtumiers, que de droit eſcrit: dont les formalitez ſont auſſi neceſſaires, ſans leſquelles leurs charges ne peuuent eſtre bien exercees. Qui eſt cauſe que du temps que les Tholoſains ne reſpiroyent que l'odeur ſuaue, que flairoit de la bouche eloquente de leur cher nourriſſon & compatriote Monſeigneur Maiſtre Iean Eſtienne Durand premier preſident en ce docte, graue, & celebre parlement de*

Tholoſe

Tholoſe fuſt faict vn reglement, que aucun Iuge & Magiſtrat royal ne ſeroit receu à l'examen de la Cour, que n'eut poſtulé quatre ans: & de tant que par les Ordonn. du Roy François I. & Henry II. des mois d'Aouſt 1546. 1547. eſt auſſi defendu ne receuoir que gens graues, craignant Dieu, amateurs d'equité, eſloignez de toute eſpece d'auarice, inſtruicts és bonnes loeures, & exercitez es Iugements, & ayans vſance des choſes: on faict enqueſte de la vie, mœurs, foy, & religion Catholique, auec vn mois de ſur-ſeance: pendant lequel chacun eſt receu à produire, & denoncer à Meſſieurs les gens du Roy, cauſes, & empeſchemens à ſa reception, ou s'oppoſer à icelle. Le ſurplus des examens eſtant inſeré és Ordonnances du Roy Charles IX. données aux Eſtats de Moulins, & Henry III. aux Eſtats de Blois. Et peuuent les Iuges royaux non ſeulement eſtre pris en partie: ſi ne font premierement droict ſur les fins de non receuoir, mais auſſi en cas de dol, fraude, concuſſion, erreur eudent en droict, ou en faict, s'ils attentent iniurieuſement, & denient droict és appels, comme d'abus. Ordonnance de l'an 1540. inſerée au corps du droict françois, liu. 7. tit. 8. loy 19. Deux arreſts citez par Papon au 19. liu. de ſon recueil du 15. & 19. Feurier 1529. Par leſquels fuſt dict que le Iuge ſeroit pris en partie, pour auoir ordonné ſans requiſition. Maynard chapitre 46. du 3. liu. de ſes qu. Et peuuent eſtre amandez, ſuſpendus, & priuez de leurs gages, & offices, ſi mal-verſent, delinquent, & font fautes notables en leurs charges. Ordonnance du Roy Henry III. donnée à Poictiers au mois de Septembre 1577. Et ſe doit intimer l'appel au Iuge, qui eſt pris en partie. Arreſt du Parlement de Paris, du 21. Nouembre 1530. cotté au marge de ladicte Ordonnance de l'an 1540. au corps du droict françois: les Iuges non royaux ne ſont tenus ſouſtenir l'appel, ains le Seigneur. I. Gallus art. 62. Et iugent les Seigneurs hauts Iuſticiers au peril de l'amende, ſelon les anciennes Ordonnances renouuellées par le 27. art. de l'Edict faict pour le bien, & reiglement de la Iuſtice, publié au Parlement de Paris, le 19. Dece. 1564. Qui s'obſerue ſi eſtroictement, que les Seign. hauts moyés & bas Iuſticiers, pour s'exempter de la condãnation d'amande, deſpens, dommages, & intereſts à eux demandés, au moyen des Iugements donnez par leurs officiers, ou empriſonnements par eux faicts mal à propos, ne ſont receuables à deſaduouer leurs officiers, que les appeller en recours. Arreſt de la Tournelle du Parlement de Paris, du mois de Iuillet 1559. Contre le ſeigneur d'Alluye, les officiers duquel auoyent faict vn temeraire empriſonnement. Autre contre Monſieur de Neuers donné en Audience le 15. Iuin 1560. bien que Monſieur le procureur general puiſſe deſ-aduouer les officiers Royaux. Bacquet chap. 17. nomb. 1. 2. des droicts de Iuſtice. La raiſon eſt que les Iuges, & autres officiers des Seigneurs peuuent au plaiſir & volonté deſdicts Seigneurs eſtre reuoqués & deſtituez de leurs charges, & offices, comme eſt porté en l'art. 27. de ladicte Ordonn. Non le Iuge royal que par mort, ou reſignation, ou forfaicture: comme fuſt conclu aux Eſtats tenus à Tours du temps du Roy Charles VIII. Patentes du Roy Louys II. de l'an 1467. 21. Octobre, verifiées au Parlement de Paris le 23. Nouembre audict an. Tellement que ces mots, tant que nous plaira, appoſez és lettres de prouiſion des offices Royaux n'ont aucun effect, ainſi que remarque ledict Bacquet au meſme chap. nomb. 4. Ny ne le peut le ſeigneur deſtituer, ſi la pourueu, pour cauſe onereuſe, ou remuneratoire. Ledict Bacquet au meſme chap nomb. 17.

[11] *Le haut Iuſticier* habens gladij poteſtatem, de qua in l. mœrum, ff. de iuriſd. omn. Iudic. *le fiſc des meubles, & immeubles, enſemble les amandes de ſes Iuſticiables, qui ont delinqué dans le territoire de ſa haute Iuſtice, hors les cas Royaux, droict de deſ-herance, biens vacquans, & eſpaues, que ceux qui les ont trouuees, ſont tenus denoncer & remettre dans 24. heures, à peine de l'amende: & les Seigneurs les faire proclamer trois Dimanches de ſuite és proſnes de l'Egliſe parrocialle du lieu, à ce que celuy qui les aura perdus ou eſgarez ſe preſente, & les recouure quarante iours apres les proclamations en payant la deſpence, gar-*

de,& autres droicts & fraiz expoſez:ſinon ſont acquis au Seigneur, enſemble la moitié des threſors trouuez par les vaſſaux en leur bien mouuants de ſa haute Iuſtice, l'autre moitié au proprietaire:ou le tiers, s'il eſt trouué par autre que le maiſtre du fonds, dont l'inuenteur a vn tiers,le maiſtre l'autre tiers. Comme eſt remarqué par ledict Bacquet *au chap. ſecond de ſondit traicté, parlant de la haute Iuſtice de la Preuoſté, & Viſconté de Paris. Le moyen Iuſticier cognoiſt en premiere inſtance de toutes actions ciuiles,reelles,perſonnelles, & miſtes, & des delicts, deſquels l'amande n'excede ſoixante ſols Pariſis enuers la iuſtice: & ſi le crime commis en ſa terre merite plus grand' peine, le doit faire ſçauoir au haut Iuſticier, pour en cognoiſtre & iuger. Peut faire prendre tous delinquans trouuez en ſa terre, les empriſonner, informer, les tenir vingt-quatre heures, pendant leſquelles peut inſtruire le procés, iuſqu'à ſentence definitiue excluſiuement, & incontinent apres, ſi l'excés requiert plus grande amande,ou punition, le doit faire conduire vers le haut iuſticier auec la procedure, pour iuger l'affaire: & ce faict, le moyen iuſticier retire auant toute œuure les fraiz & droicts de ſa capture, conduite, & procedure, enſemble l'amande de ſoixante ſols pariſis. Et luy appartiennent les dations de tutelles, & confections d'inuentaire des biens de ceux, qu'il aura pourueus de tuteurs & curateurs, & peut faire meſurer, arpenter, & borner entre ſes ſubiects, non les voyeries publiques. Le bas iuſticier ne cognoiſt que en matiere perſonnelle, entre ſes ſubiects, iuſqu'à ſoixante ſols pariſis, & des delicts, dont l'amande eſt de ſix ſols pariſis, & au deſſoubs. Peut faire capture des delinquans en ſa terre, à la charge de les remettre incontinant és priſons des hauts iuſticiers ſes ſuperieurs, auquel peut apres demander le renuoy des cauſes qui ſont de ſa cognoiſſance. Qu'eſt le reiglement pris de la Couſtume de Paris: concedant és hauts iuſticiers, fourches patibulaires, piloris, carquants, & choſes ſemblables, priſons aſſeurées pour la garde des priſonniers, comme à ceux, qui ont moyenne iuſtice. Dont les reiglements ſont faicts par gens doctes & experimentez, confirmez par pluſieurs arreſts, & religieuſement obſerués en la ville capitale de ce Royaume. Les couſtumes de laquelle nous ſeruent quaſi de loix, en ce qu'elles ne ſont repugnantes,ne diuerſes aux noſtres, autant que les loix Romaines, ores ſoyons en pays de droict eſcrit, ſinon en ce qu'elles ſont plus eſloignées de nos mœurs, qui enclinent pluſtoſt au droict Romain, qu'és Couſtumes de France és cauſes deciſoires, non és formalités des preparatoires, eſquels nous ſuyuons le Droict françois. Ce que ie deſcris en paſſant par admiration, non par imitation, cauſant la diuerſité de nos Iuſtices auec celles de Paris, leſquelles y ſont ſi bien diſpoſées, que l'une Iuriſdiction n'empeſche l'autre: comme par fons en Toulouſe à l'impunité des malfaicts, & dommage des creanciers, par tranſports de Iuriſdictions, faites, chi-*
[22] *canes, & malice d'aucunes parties plaidantes.* [22] *Les Parlemens repreſentent l'authorité & Majeſté Royalle en ſon abſence: auſquels reſſortiſſent toutes les Iuriſdictions ordinaires, moyennes, & ſubalternes, la iuſtice en France ne pouuant eſtre tenue en franc aleu.* Rene-
[23] *dictus in c.Raynutius, in verbo, & vxorem nomine Adelaſiam, numer. 518. e. de teſtam.* [23] *Maynard chap. 18. du 8. liu. de ſes queſt.chap.4.du liu.4. Au corps du Droict*
[24] *François liu.4.tit. 14.loy 4.* [24] *Bacquet chap. 2. nomb. 8. du Droict des francs fiefs, chap. 46. nomb. 21. du Droict d'amortiſſement.* [25] *Gilles le Maiſtre en ſon traicté des Droicts d'amortiſſement. Et peut du conſentement du ſeigneur dominant, le tenancier du fief mouuant de ſa directe le bailler à ſurcens, auec, ou ſans preſtation de foy, comme eſt repreſenté par ledict Bacquet en ſon traicté des francs fiefs, & lieux prealleguez. A ce ioinct vn arreſt donné au profict de Iean Peſan, au rapport de feu Monſieur Caumelz le dix-huictieſme Nouembre 1572. à la ſeconde d'Enqueſtes, & au profict de Raymond Gibert le 2. Aouſt mil cinq cens ſeptante au rapport de feu Monſieur Ouurier à le grand Chambre.*

Mayn.

Maynard chap.34. du 2.liu. chap. 37. & 38.du 6. de ſes queſt.[26] *Car tout ainſi que le vaſſal* [26]
a eſté priué de ſon fief par infidelité, felonie, & ingratitude par luy commiſe contre le ſeigneur. Par arreſt ſolemnel du Parlem. de Paris du dernier Decemb. 1556. par lequel le vaſſal feſt priué de l'vſufruict de ſon fief, ſa vie durant. Le ſeigneur dominant par indeuës exactions, a eſté auſſi priué de l'vſufruict de ſondict fief, & iceluy eſté declaré allodial ſa vie durant, par arreſt du Parlement de Tholoſe du 10. Auril 1571. donné au rapport de Monſieur Sabatier cité par ledict Maynard ch.18.du 8.liu de ſes queſt. Et ſic ex omni felonia, qua vaſſall. feudo, ita dominus eiuſdem proprietate priuatur, c. vn. qualit. domin. feud. propr. priuat. c. vn. §. domino. Si de feud. defunct. controuerſ. ſit inter domin. & cogn. vaſſal. in vſib feud. *Le vaſſal doit ſeruice, hõmage, & reſpect à ſon ſeigneur, & le ſeigneur amitié, protection, & bien-vueillance à ſon vaſſal.* Inter dominum & vaſſallum nulla fraus, nec vllum malum ingeniũ debet interuenire. c fin. de prohib. feud. alienat. apud Lotharium, in vſib. feud. *Le meſme eſt obſerué entre les ſeigneurs hauts iuſticiers, leſquels ſi vſent de cruautés & inhumanitez enuers leurs hoſtes & iuſticiables, ſont priuez de leur droict de iuſtice, comme nous repreſente Bacq. ch.18.du droict de iuſtice, accompagné de pluſieurs arreſts notables.* [27] *Bacquet ch.2.nomb.8. du Droict des francs fiefs.* [28] *Maynard ch.* [27]
72.liu.3.ch.27.du 6.liu.de ſes queſt. [29] l.1.circa finem ff. ſi ager vectig. vel emphy. pet. [28]
l.1.§.quod autem ff. de ſuperfic. l.tutor, §. fin. ff. de pign. act. [30] Tranſlatum eſt e- [29]
nim vtile dominium in emphyteotam, vt apud eum, ac poſteros perpetuò ma- [30]
neat, l.1.C. de iur. emphyt. *Lequel peut vendre, donner, aliener entier, ou à parcelles, auec ſes charges: tout ainſi que le ſeigneur peut diſpoſer de ſes droicts, & vendre ſa cenſiue. Bacquet ch.2.nomb.10.du Droict des francs fiefs: non le fonds du vaſſal, ny ſur iceluy impoſer nouuelles charges, à peine d'eſtre priué de ſa ſeigneurie, comme a eſté cy-deuant dict.* [31] *Tout ainſi que* [31]
la declaration du vendeur faicte au contract de vente, par laquelle dict, la piece qu'il vend eſt mouuante de la directe certain d'vn ſeig. s'attribue droict de ſeigneurie, ſi n'a autre titre. Mayn. ch.48. du 4. liu. de ſes queſt. Ne perd non plus la ſeigneurie qu'il poſſede par contraire declaration: les droicts duquel eſtans impreſcriptibles, l. malè agitur, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. *tant de la part du ſeigneur, que du vaſſal, n'empeſche que quand il n'en auroit puis long-temps ioüy, ne puiſſe contraindre le tenantier au payement de ſes droicts, & arrerages, puis 29. ans par priſe, & ſaiſie de ſon fief, comme deſſus, ſuiuant le lozime. Et ſont les contracts ſimulez à interpreter au profit du ſeigneur, contre leurs autheurs. Mayn. ch 72. du liu. 3. ch. 53. du 4. liu. de ſes queſt.* [32] *Maynard ch. 47. du 8. liu. de ſes queſt.* [33] *Ordonn. du Roy Fran-* [32]
çois I. ſur le faict de la iuſtice & abbreuiation des procés, art. 118. de Henry II. art. 15. des pu- [33]
bliées l'an 1554. ne minùs emptor dubitet à quo bona agnoſcere debeat, *comme dict Monſieur Ferron ſur les couſtumes de Guienne, tit.8.de feudis & iur. emph. § 11.* [34] *Com-* [34]
me les Officiers royaux à gages, & autres priuilegiez, qui ont leurs cauſes commiſes és requeſtes, ou à l'ordinaire du Seneſchal. [35] *Bacquet ch.2.nomb.4. de la haute iuſtice en la Preuoſté* [35]
& Viſconté de Paris. [36] Pour *la moyenne iuſtice, le Iuge cognoiſt en premiere inſtãce de toutes* [35]
actiõs ciuiles, reelles, perſõnelles, & miſtes. Et pour la haute iuſtice de tous crimes, & cas, pour leſquels y a peine de mort, mutilation de membres, & autres peines corporelles: comme meurtre au poſteau, ou carquan, condamner en amande d'honneur, & banniſſement hors la terre du ſeigneur, & marque, faire cris & proclamations publiques par la couſt. de Paris, & ailleurs, ſelon les titres & octroys de ſa Maieſté, que les ſeigneurs ſont tenus exhiber en cas de controuerſe à eux faite par le procureur du Roy, ou autre ſeigneur, ou prouuer la poſſeſſion immemoriale. Bacq. ch.4. des droicts de iuſtice. Et ont les ſeigneurs iuſticiers la creation des officiers, neceſſaires pour l'adminiſtration, & execution de leur inſt. nõ les autres. Led. Bac. ch.2. & 3. nõb.

37 17. du droict de iuſtice. [37] Sergens royaux n'exploictent en terre de ſeigneur haut iuſticier, qu'és cas Royaux, & de reſſort. Ord. du Roy Philip. art. 18. Bacq. ch. 25. nomb 15. 16. des droits de Iuſtice, qu'auec permiſſion du ſeigneur, à la terre, & ſeigneurie duquel le Roy n'inſtitue
38 notariats, & tabellionages, ni ne peuuent les notaires royaux retenir contracts, où le droict de Tabellionage appartient au ſeigneur Iuſticier. Duquel parle Bacq. au meſme ch nomb. 14. [38] Voire contre les ſergens & autres Iuſticiers royaux, & nobles, leurs Iuſticiables, que ſont tenus
39 hors les cas royaux, & les officiers hors l'exercice de leurs Eſtats, reſſortir deuant leurs Iuges. Ledict Bacq. ch. 26. nomb. 9. 10. des Droicts de Iuſtice. [39] Comme Iuges inferieurs: les ſentences deſquels peuuent eſtre ſuſpẽdues par appel, iuſqu'à ce que ſont confirmées, ou reformees par
40 les ſouuerains, [40] De his ſi, citées par ledict Bacq. ch. 2. des droicts de Iuſtice. [41] Le meſme
41 au chap ſuiuant. [42] ch. 4. nomb. 4. du meſme traicté. [43] Les fiefs & iuſtices, que ſouloyent eſtre
42 viageres, ont eſté faictes perpetuelles, Domaniales, & patrimoniales. Bacq. ch. 2. nomb. 6. du
43 Droict des francs fiefs. ch. 8. nomb. 7. vers la fin des droicts de Iuſtice. Et pour ſçauoir ſi le fief confiſqué au Seigneur par felonie, eſt ſuiet aux payemens des debtes du condamné. Led. Bacq. au ch. 11. du traicté des droicts de Iuſtice, donne l'exemple d'vn arreſt du Parl. de Bretaigne, du dernier Oct. 1573. Par lequel le fief, terre, & ſeigneurie du Sieur de S. Melene fuſt adiugee à la vefue, & heritiers du ſeigneur dominant, pour le meurtre commis par led. de S. Melene en la perſonne dudict ſeigneur, & les choſes commiſes declarées affectés, & hypotheques, auec les autres biens dudict S. Melene defunct, au rembourſement de ſa vefue, & payement de ſes lucres nuptiaux Dont le contraire fuſt iugé par autre arreſt du Parl. de Paris du 7. Septemb. 1574. Par lequel le fief de Comager fuſt iugé par felonie au Seigneur feodal, qui auoit eſté bleſſé par ſon vaſſal, occaſion de ladicte bleſſure, & autres crimes par luy commis, condamné à mort, fuſt declaré n'eſtre ſuiet au payement des reparations, & amandes pecuniaires adiugées à ceux qui auparauant auoyent eſté meurtris par le meſme vaſſal: pour leſquelles ſe pourſuyuoyent pour ſes autres biens: concluant que le bien confiſqué, & pour crime adiugé au ſeigneur haut Iuſticier, eſt ſans doute ſuiet au payement des debtes creez par le delinquant, enſemble de toutes les reparations, & amandes pecuniaires contre luy adiugées, vt in l. vn. pœnis fiſcal creditores præferri, lib. 10. C. l. ſi marito, ff. ſol. matr. l. in ſumm. ff de iur. fiſc. Et ores pour crime de leze Majeſté diuine le fiſc appartienne au Roy: les biens des magiciens, & ſorciers confiſqués appartiennent au ſeigneur haut Iuſticier, dont ils ſont iuſticiables, ſi ne ſont aſſis en terre de Roy, pour n'eſtre comprins entre les cas royaux, inferés, és patentes citées par ledict Bacq. au ch. 7. des droicts de iuſtice: que le procés leur puiſſe eſtre faict par tous Iuges ordinaires, tant royaux, que des ſeigneurs iuſticiers, par leſquels auront eſté appreheadez, allegant ledict Bacq. ſur l'onzieſme ch. des droicts de iuſtice, à ce propos, vn arreſt du Parl. de Paris, du 26. Feur. 1587. donné contre Dominique Mirault Italien natif d'Herpines, & Marguerite ſa belle mere, appellans du bailly de Mante, pour auoir vſé de magie, idolatrie, & autres actes impies. par lequel furent condamnés faire amande d'honneur deuant l'Egliſe de Paris, crier mercy à Dieu, au Roy, & à la Iuſtice, de l'idolatrie & impieté par eux commiſe. Ce faict, eſtre pendus, eſtranglez à vne potence croyſée, que pour ce faire ſeroit plantée au paruis Noſtre Dame leurs corps morts liurés, & plaqués, ards, bruslés, & reduits en cendre, tous & chacuns leurs biens acquis & confiſqués à qui appartiendroit: ſur iceux preallablement priſe la ſomme de ſix cens eſcus, applicable à pluſieurs Egliſes. Et a eſté plaidé, & iugé à la Tournelle de Paris, le 13. Mars 1588. la magie & ſorcellerie n'eſtre des cas Royaux.

FIEFS,

COVSTVME VIII.

Le Seigneur eſt creu à ſa parole ſur la demande par luy faicte des arrerages des oblies des trois dernieres annees, ſans preuue, ni ſerment, ſi le vaſſal ne monſtre l'auoir payé au ſerment duquel ſur l'autel eſtant queſtion de deux ſols Toloſains, ou plus, ou ſur les Saincts Euangiles noſtre Seigneur de moindre ſomme, ou valeur, ſe remettent les payemens du cens, & oblies des autres annees precedantes, faicts audict Seigneur, ou à ſes predeceſſeurs, agents, ou Procureurs: & au refus du vaſſal, le ſerment ſe refere au Seigneur, pour iurer & affermer ſi les oblies qu'il demande luy ſont deues. Quoy faict, l'emphyteote eſt tenu incontinent les luy payer enſemble la Iuſtice de chaſcune annee des droicts non payez, ſi le Seigneur le demande, & ſi le fief eſt mouuant de pluſieurs Seigneurs, chacun d'eux peut agir pour ſa part du fief, que luy concerne, & pour ſes autres debtes contre l'emphyteote: enſemble pour les autres, ou quelqu'vn d'iceux.

CHAPITRE VIII.

LE Seigneur n'eſt ſeulement receu à demander le payement du trienne des arrerages des droits non payez, ains de vingtneuf ans continuant ſa poſſeſſion, ſi la ſeigneurie n'eſt debatue,[1] auquel cas doit faire foy du bail & recognoiſſances:[2] pour preuue de laquelle, & pour faire la monſtree, arpentage, & leur terrier de ſa ſeigneurie peut contraindre les tenantiers luy exhiber leurs titres, acquiſitions, acquets & autres actes que cõcernent le fief:[3] tout ainſi que le ſeigneur eſt tenu leur exhiber ſon liure de memoires, des payements & receptes du cens, & ſon liure terrier, s'il en eſt requis, pour voir ce que ledict ſeigneur a receu, & luy reſte payer, ſi n'en a fait acquit, comme il eſt tenu, ou ſon agent, de ce qu'il reçoit à meſure qu'on le paye auec la date des annees, & les cauſes, pour leſquelles ſe font leſdicts payements,[4] à ce qu'à l'aduenir les fils des payſants imperites faciles à deceuoir, occupez à l'agriculture ne ſoyent tortionnairement depoſſedez par les ſeigneurs, ou leurs ſucceſſeurs de leur ſubſtance paternelle, non par retraict feodal, que n'eſt ici en vſage: ains par decret, comme d'vn debte particulier, l'executé ne faiſant foy des payemẽts,[5] notamment des trois dernieres annees, par l'acquit deſquelles eſt à preſumer que le ſeign. eſt payé des precedentes:[6] pour leſquelles le ſerment iudiciel par la Couſtume ſe

defere au vaſſal, & à ſon refus ſe refere au Seigneur à l'arbitre du Iuge, en la forme plus conuenable, ſelon le merite de la cauſe,& qualité des parties. [7] Et ſe font maintenant les ſermens ſolemnes en Tholoſe, és Iuriſdictions ordinaires ſur l'autel preparé de la Croix, & reliques Sainct Anthoine en ſon oratoire, ou ſur le ſainct canon de la Meſſe à la Chappelle de l'auditoire,és receptiõs des officiers,ſur le tegitur,& Croix, és actes iudiciaires dans les ſieges, la main leuée à la paſſion figuree noſtre Seigneur: hors les ſieges & par commiſſaires ſur les S.Euang noſtre Seig.comme és actes extraiudiciaires: [8] où pour ce regard les Notaires ſuiuent plus leur ſtil, que la volonté des contractans, ores ne viuent: ni ne peuuent exprimer autre choſe que ce qui eſt de leur intention à peine de faux,& ne conſiderent l'importance du ſerment, que par fois repugne à la pieté & religion des contractans, duquel anciennement on obtenoit diſpenſe, pour venir contre les actes, liant plus eſtroittement que la ſimple promeſſe & confeſſion iudicielle, ou conuentionnelle. [9] Le ſerment volontaire ſe peut deferer en iugement, en quel eſtat que ſoit l'inſtance, en demandant, ou deffendant, tant ſur la negatiue, qu'affirmatiue, pourueu qu'on ne iure de choſe incertaine: meſme quand la negatiue ſe peut reſoudre en affirmatiue. [10] Comme ſi le ſeigneur affirme ſes droicts, & deuoirs ſeigneuriaux luy eſtre deubs, qu'il denie auoir eſté faicts, ni payés, dont la negatiue conſiſte en faict, & l'affirmatiue en droit. lequel ne luy eſtant conteſté, c'eſt au vaſſal à luy preuuer ſes payements, que conſiſtent en faict, par actes, confeſſions, ou teſmoins, [11] & preſomptions de faict, ou de droict, par leſquelles il ſemble eſtre deſchargé des preuues,ſi le ſeigneur ne mõſtre,& preuue le contraire, [12] comme il y eſt receu par contraires indices,& preſomptions violentes:comme s'il a gages,cedules & promeſſes du vaſſal de luy payer le cẽs & rentes des annees precedentes & autres redeuances,que depuis n'ont eſté remiſes,ni acquitees, ni le vaſſal eſté reintegré deſdicts gages,cedules & promeſſes, [13] ou par les derniers payements le ſeigneur n'en a fait acquit general, par le moyen duquel ſeroit exclus des autres demandes,ſi n'auoit contraire declaration ou contrepromeſſe du vaſſal poſterieure à ladicte quictance, nonobſtant laquelle ſe conſtitue debteur enuers le ſeigneur du cens de quelques annees precedẽtes: [14] qui ores ſe paye par main eſtrangere, *etiã inuito, & inſcio debitore*,le debiteur neantmoins de ſon obligation, [15] & le releue de ladicte declaration faicte par erreur, ignorãt leſd. payemẽts, [16] dont par fois les parties apres lõg circuit de procez ſe demettent des preuues, & recourent au ſerment, [17] ou tranſigent l'affaire pour en voir la fin, & ne conſumer le reſte de leur aage en frais & vexations

inutiles. [18] De meſmes quand le fonds eſt ſaiſi à la requeſte du ſeigneur, le vaſſal en contient la mainleuée, pendant l'inſtance, ſans preiudice de leurs droits, & autres arrerages, ſi point en y a: [19] ſoit de rentes, courues, & autres redeuances du temps precedent, pour leſquelles peut faire ſa demande [20] conformement au contract de lozime, ores ne les ayt pluſtoſt demandees. [21] Ce que n'a lieu és acquiſitions faictes par decret, dont les acquereurs ne ſont tenus payer aucûs arrerages deubs auant la miſe de poſſeſſion: pour leſquels le ſeigneur doit agir ſur le prix de la vente, s'il eſt preſent, & apeller, n'ayant tenu qu'à luy, que ne ſoit oppoſé pendant les criees, & ſurſeances, attendu qu'il eſt premier aloüé pour les droicts ſeigneuriaux à luy deubs: [22] & à plus forts termes le ſeigneur qui fait demande à ſon emphyteote des droits non payés à ſes predeceſſeurs, doit faire foy des liures & memoires de leurs receptes, & payemens des rentes, & les exhiber au vaſſal, pour prendre extraict ſi bon luy ſemble des articles & choſes que luy concernent, meſmes eſtant payé de la rente, puis le temps qu'il eſt poſſeſſeur, enſemble du rierecapte, pour le changement du ſeigneur & le vaſſal faire foy de ſes acquits, ſi point en a, meſmes des trois dernieres annees, [23] leſquels deſchargent le vaſſal de toute la rente, [24] ſi ne ſont conditionnels, & faits ſans preiudice des arrerages des annees precedentes, des droits non payés à ſes predeceſſeurs, [25] s'il a droit & cauſe d'eux en faire demande, comme heritier, & ſucceſſeur, non en qualité d'acquereur contractuel, ou iudiciaire, qui n'a droit és fruicts, non plus qu'en la proprieté, que puis ſon acquiſition, ou miſe de poſſeſſion, les reuenus, & emoluments du temps precedent appartenants au vendeur auec leurs charges: tout ainſi que les louages des maiſons, leſquels auſſi ne courent au profict de l'acquereur, que puis le temps qu'il la poſſede, [26] ou en tout ce que luy peut competer, & appartenir des arrerages, que precedent le triene payé ſelon le texte de ceſte Couſtume. La cauſe ſe vuide par le ſerment deciſoire [27] du vaſſal, ou du ſeigneur au refus d'iceluy vaſſal: [28] & a le ſeigneur qui obtient gain de cauſe, en defaut de payement ſon execution paree ſur le fief, au moyen de ſon hypotheque, auec eſtabliſſement de ſequeſtre, pour ce que ſe trouuera luy eſtre deu, [29] tout calculé, & liquidé, ſçauoir la rente querale en eſpeces, au prix qu'elle valoit le iour de la deſtinee ſolution, ou prix mediocre au deſir & option du vaſſal, ſi le ſeigneur ne fait foy des diligences faictes pour la recouuoir: la portable au plus haut prix, que ſe vendoit chacune annee, [30] ſi n'a plaidé

la main

la main du Roy ſaiſie. Et pendant l'inſtance le vaſſal n'en a obtenu la main leuee : [31] ſans toutesfois y comprendre les iuſtices, & amandes de chaſque annee, de la rente nõ payee, naiſſant du pacte & cõtract de lozime pour auoir eſté ſubmergées, comme dict ce docte, & celebre Senateur Tholoſain, au profond de la mer: & de noſtre temps la Cour n'en auoit cogneu, pour n'auoir auſſi eſté demandées par les Seigneurs. [32] Ce que ne ſemble du tout abroger ceſte Couſtume, que ſuſpendre l'vſage d'icelle : tant que les Seigneurs ne font demande deſdites amandes par eux negligees, eſtans de peu de conſequence, & communement de petite valeur : attendu que par les baux à nouueaux fiefs, les emphyteotes y ſont obligés, ne tenant qu'aux Seigneurs qui ne leur en facent demande, ſuiuant la teneur, & nature du contract. [33] S'il y a pluſieurs conſeigneurs par eſgales ou ineſgales portions, chacun d'eux peut agir pour ſa part, & quote contre l'emphyteote, ſi la Seigneurie n'eſt diuiſee, & chaſcun ne ſçait ſon fief, [34] hors lequel ne peut pretendre aucun droit: [35] *& ita vnus dominorum poteſt experiri contra feudatarium pro parte ipſum dominum de dicto feudo contingente* Et peut le conſeigneur du fief commun & indiuis agir, ou faire execution pour tous les droits ſeigneuriaux, les tenant en compte à ſes aſſociez, deſquels a droit & cauſe à la deſcharge de l'emphyteote. [36] Tout ainſi que le ſeigneur du fief indiuis reçoit l'entier payement de la rente d'vne ſeule main, [37] ſauf à celuy des emphyteotes, que paye ſon recours, & rembourſement contre chaſcun des autres, pour ſa partie contingente, par forme de contribution, non par action ſolidaire, ſi n'eſt ſubrogé au lieu droict, & place du Seigneur, pour la part des autres. [38] De meſmes le debte paſſif de celuy, qu'eſt obligé à deux, demeure cancellé par l'entier payement, faict à vn d'iceux : [39] non ſi le debte eſt diuiſé, [40] non plus que ſi les conſeigneurs ont deſparti les fiefs en corps & parties hereditaires. Auquel cas l'vn ne peut empieter ſur l'autre, ni exiger ſes droicts, ſans expres mandement, ceſſion, ou procuration de luy, [41] pour autres debtes particuliers, ne peut non plus agir, qu'en qualité du ſimple creancier eſtranger, non de ſeigneur, ni pour iceux vſer de ſon priuilege.

NOTAE.

NOTÆ.

1 *LA ſeigneurie peut eſtre debatue par le Procureur du Roy, le ſeigneur dominant, ou autre qui pretend luy appartenir, enſemble par le vaſſal, que tient le fief en franc aleu. Bacquet ch. 59. du droict d'amortiſſement, qui en ce ſeul cas peut entrer en deſaueu, & en tous demander la main leuee des biens ſaiſis en baillant cautions, ou à la charge de recognoiſtre celuy, & à ce que par bons & valables titres ſe trouuera eſtre deu, & conſigner, comme on fait au pays couſtumier de France, conformement à l'ordonnance, vn trienne de la rente demandée, pour eſtre deliuree à qui ſera ordonné. Bacquet au meſme chapitre ſur la fin. Et n'eſtant queſtion du droict de ſuperiorité, qu'eſt impreſcriptible,* l. cùm notiſſimi, l. malè agitur, C. de præſcript. 30. vel 40. annor. *cens de lods & ventes, & autres arrerages de droits non payés, que ſe preſcriuent par 30. ans, ne ſe demandent que de 29. ans. Maynard chap. 32. du 6. liure de ſes queſt.* 2 *Bacquet chap. 2. nomb.* 2
18. 19. du droict des francs fiefs, 3 *& notes du 2. chapitre du preſent liure. Ores le ſeigneur* 3
ſoit tenu monſtrer la choſe, pour laquelle il pretend le fief qu'il demande luy appartenir. Maſuer au titre des fiefs, nombre 19. Speculator tit. de loc. §. nunc dicendum *article 65. Bacquet chapitre 2. nombre 25. 26. 27. du droit des francs fiefs, chapitre 56. du droit d'amortiſſement. Où il remarque des raiſons & arreſts, par leſquels les titres, & denombrements des heritages tenus en franc aleu, amortis, & autres doiuent eſtre exhibez aux ſeigneurs dans les enclaues de la ſeigneurie duquel ſont aſſis: & au Procureur du Roy, s'il n'y a autre ſeigneur que le Roy, pour faire le liure terrier, tant pour le bien du vaſſal que du ſeigneur, qui par ce moyen confirme ſon priuilege, à ce que l'vn n'empiete ſur l'autre, le vaſſal ſur le ſeigneur, pour le fief non anobli, ni amorti, ni le ſeigneur ſur le vaſſal, qui voudroit eſtendre ſon fief, ſur le fonds allodial. Et neantmoins quelle immunité, & franchiſe, que ſoit concedee en France aux ſeigneurs, & proprietaires des heritages allodiaux ne ſont exempts de la iuſtice du ſeigneur haut iuſticier, au territoire duquel ſont aſſis, & par ainſi ſubiects à confiſcation, comme les feodaux, & roturiers. Du Moulin art. 46. de l'ancienne Couſtume de Paris.* 4 l. 1. & 2. l. non eſt nouum, & 3. ſeq. C. de edend. 4
Iuſtũ enim eſt deſiderium eius à quo pecunia petitur, licèt nomine publico, vt rationibus publicis exhibitis conſtet quantum nomine ſuo ſolutum ſit, vt reſcribit Imperator Alexander, in l. iuſtum, Cod. eod. nempe à ſe vel alio, l. illatæ C. de fid. inſtrum. l. ſolutionem, & ibi notatis, ff. de ſolut. idémque in priuatis rationibus, d. l. non eſt nouum, C. de edend. 5 *le ſeigneur procedant par execution, comme a eſté cy deuant repreſenté,* & in l. 2. ff. de diſcuſſ. lib. 10. C. vbi licet ſoluens tributa apocham de ſoluto perdiderit, poteſt ex libris probare ſolutionem. 6 l. 5 6
quicunque, de apoch. public. lib. 10. Cod. legali præſumptione præſentis ad præteritum, vt in can. 1. 34. q. 1. l. ſi qui adulterij, Cod. ad leg. Iuliam, de adult. a. 1. ibidem gloſſ. De confeſſ. in 6. l. generaliter, §. fin. Cod. de reb. cred. c. fin. e. de iureiur. 7 *doctement touché par ledit Maynard au chapitre 63. du 4. liure de ſes* 7
queſtions, où entre autres choſes il remarque l'erreur du compilateur des authentiques au Code de Iuſtinian ſur le ſerment que doit faire l'Eueſque deuant le Commiſſaire, que ſe doit tranſporter en ſa maiſon du mandement du Iuge, ex nota Salyceti in l. nec honore, auth. ſed iudex. C. de Epiſc. & clet. *Et monſtre comme les Eccleſiaſtiques ſeculiers ne ſont tenus comparoir deuant le Iuge, pour eſtre ouys en teſmoins ſans congé & liſence de l'Eueſque,* ex Innocentio in cap. 1. e. de iuram. cal. *ni les reguliers ſans permiſſion de l'Abbé* ex cap. 2.

c. de poſt. prælat. *leſquels neantmoins par la Couſtume generale de France du temps immemorial y ſont contraints, ſans permiſſion de leur ſuperieur, tant ès cauſes ciuiles, que criminelles: & ſont leurs depoſitions, & ſerments autant valables, que ſi ladicte permiſſion y eſt interuenue. Imbert en ſes Inſtitutions forenſes, liure 2. chapitre 40.* Felin. in c. tuis, de teſtibus e. *Buignon article 133. 134. des loix abrogees.* Et videtur ibi iuſiurandum ſuperuacaneum contra legis præſumptionem, domino contrarium non probante: vnde cenſetur emphyteota ex præcedentium annorum penſione liberatus. *Et ſemble ici que la preſomption tienne lieu de preuue ſemipleine ſimplement, de laquelle interuient le ſerment.* Barth. in l. admonendi, ff. de iureiur. Innocentius in c. fin. e. de re iudic. l. in bonæ fidei, C. de rebus cred. & iureiur. Si tamen vaſallus iurare noluerit de rebus ſibi notis ac certiſſimis, ſecundùm formam à iudice ſibi præſtitam, domino licèt neganti iuramentum eſt referendum ex Innocentio IV. in conſilio Lugdunenſi. Statuimus, inquit, vt poſitiones negatiuas, quæ probari non poſſunt, niſi per confeſſionem aduerſarij, iudices admittere poſſint, ſi æquitate ſuadente viderint expedire, c. 1. de confeſſ. in 6. Notat Cynus in l. in contractibus, §. illo, Cod. de non num. pec.[8] ſolemniter quidem non deferuntur in rebus exiguis, quæ ſummariè ſunt expedienda, imò in iudicio elata & erecta manu ad crucifixi imaginem, ſuper iudicis tribunal, in fori angulo affixam, de quibus Maynardus in d. c. 63. lib. 4. quæſt. formas verò conſuetas ſat vſus forenſis oſtendit, de quibus ſuo loco. [9] *Maynard chapitre 63. nombre 7. du 6. liure de ſes queſtions, où il monſtre comme n'eſt plus beſoin de diſpenſe du ſerment faict ès contracts, pour ſe rendre impetrant en reſciſion, ou reſolution d'iceux.* Vi enim aut metu extorta iuramenta ſine periculo animæ iurantis facilè abſoluuntur, cap. ſi verò e. de iureiur. imò condonantur, & res in priſtinum ſtatum redeunt, c. Abbas, c. ad audientiam e. de his quæ vi metúſve cauſ. fiunt. *Et ſemble que le ſerment ne ſoit de l'eſſence du contract, attendu que Dieu ne fait difference du ſerment à la ſimple promeſſe*, can. iuramenti, 22. q. 5. *D'où l'on peut inferer qu'il y a autant d'offenſe venir contre ſa promeſſe que contre ſon ſerment*, c. peruenit, & ibi not. e. de fideiuſſ. *Maſuer au tit. des ſerments nombre 3.* vnde talium pactionum vitandum eſt iuſiurandum, ne in periculum incidamus: quod tamen ineſſe non videtur in debitore moroſo, qui bona creditori obligauit, in cuius eſt poteſtate, eadem capere iudicis authoritate, ſub cuius iuriſdictione factæ ſunt ſubmiſſiones, *& en verra d'vn debuts, ou commettrons de la Chancelerie, s'il eſt de la qualité requiſe: ſauf à debatre les oppoſitions, & aux executés à debatre leurs exceptions deuant leurs Iuges competants.*[10] Et ſi negantis poſitio non reſolueretur in affirmatiuam, vt in c. 1. de confeſſ. in 9.[11] vt creditor, qui pecuniam petit numeratam, implere debet. Et turſus debitor, qui ſolutam affirmat, eius rei probationem præſtare tenetur, l. 1. Cod. de prob. & probatur ſolutio cenſus quatuor modis, apochis ſeu inſtrumentis, l. 1. de apoch. public. lib. 10. Cod. teſtibus, l. cùm res. Ibique Baldus, & Salyc. Cod. de prob. confeſſione actoris, vel eius procuratoris, tacita vel expreſſa, l. 1. l. in confeſſionibus. ff. de interrog. act. l. 1. ff. de confeſſ. c1. & 2. de confeſſ. in 6. & rationum libello. Securitatibus enim, quæ publicarū functionum gratia, ſiue in ſolidum, ſiue ex parte ſolutæ conſcribuntur, nullam exceptionem non numeratæ pecuniæ opponi concedit Imperator in l. fi. de apoch. pub. lib. 10. C. cuius apocha, ſi non fuerit tradita, aut fundi poſſeſſor eam admiſerit,

non

non licet diſcuſſori, ita nec domino ſolutam penſionem, quæ ratiocinijs publicis continetur, iterum per iniuriam petere, l. 2. de diſcuſſor. lib. 10. C. l. illatæ, C. de fid. inſtr. [11] d. l. quicumque, de apoch. pub. lib. 10. C. [12] l. qui chirographū. ff. de leg. 3. l. 2. ff. de pact. l. mortis cauſa capimus, §. Titia, ff. de donat. cauſ. mort. l. 3. C. [13] de donat. l. creditorem, C. de remiſſ. pign. c. Eccleſia 2. in fin. vt lite pendent. c. [14] l. plures, Cod. de fid. inſtr. [15] l. ſolutionem, & ibi notatis, ff. de ſol. [16] non [14] ex cauſa iuſti erroris poteſt quis reſponſionem & confeſsionem ſuam reuocare, l. de ætate, §. ex cauſa, ff. de interrog. act. [17] Vt inopia probationum per [16] iudicem cauſa cognita decidatur, l. in bonæ fidei, Cod. de reb. cred. quacumque [17] parte litis deferatur, l. generaliter, C. eod. *Maynard ch. 8. du 6. liu. de ſes queſt. Et ſe peut deferer pour partie de la choſe non prouuee*, l. de rebus, ff. de rer. amot. *Maſuer au titre des ſerments, nombre 8. Et ſe peut la delation du ſerment reuoquer, & venir aux preuues auant la preſtation d'iceluy, & ſentence, non apres, & eſtant reuoqué ne ſe peut derechef deferer*, l. ſi quis iuſiurandum, Cod. de rebus cred. *Ne ne peut celuy qui le defere le refuſer, luy eſtant deferé en la meſme forme, qu'il l'a baillé à peine de ſuccombance.* l. delata, Cod. eodem, *ſi ſont certains du fait: car autrement ne ſont tenus l'accepter*, Bart. in l. Marcellus, ff. rer. amot. l. lex Cornelia, §. hac lege, ff. de iniur. Cynus in l. 3. C. de reb. cred. [18] lite nondum finita, tranſigitur argum. l. poſt rem, ff. de tranſact. Nec poſtea tranſigere, nec diplomate regio recedere licet, l cauſas, C. eod. tit. neque ſub prætextu inſtrum. de nouo repeti refc. l. ſub prætextu C. eod. [18] *Et peut on appeller de toutes ſentences arbitrales ſans encourir la peine du compromis directement en la Cour, ou au ſiege preſidial de choſes ſujettes à la iuriſdiction preſidiale. Bacq. ch. 59. nom. 13. du droict d'amortiſſement,* [20] *deſquelles* [20] *eſt parlé au chapitre precedent.* [21] *Par Arreſt du mois de Iuillet mil cinq cents huittante ſix donné au rapport du Sieur de Maynard. Les arrerages des charois & maneuures ont eſté adiugés à Monſieur Depins Conſeiller Sieur de la Saluetat, bien que n'apparuſt qu'euſſent eſté demandez.* [22] *Queſtion problematique diuerſement traictee par ledit* [22] *Maynard chapitre 36. du 2. liure de ſes queſtions. Dont la premiere explication ſe prend de l'Edict des criees, art. 12 par lequel on adiuge les heritages criez, a la charge des droits, & deuoirs ſeigneuriaux, interpreté auant les frais & miſes des criees, par arreſt du Parlement de Paris, allegué par Gilles le Maiſtre, ſur ladicte Ordonnance les rapportant à ceux, qui pourroyent eſtre deubs au moyen de telle vente de decret, & puis Carondas ch. 11. du 3. liu. de ſes reſp. De tant que pour les arrerages, qui ont couru iuſques au ſdictes criees, & execution de decret, le ſeigneur ſe doit oppoſer, pour eſtre aloué auant les frais, & miſes deſdites criees: car autrement ne les peut demander à l'adiudicataire ſur les biens decretés: à ce que les ſurdiſans ne ſoyent deceus, & trompez n'en eſtans aduertis. Carondas chapitre 11. du 3. liure de ſes reſp. poſe vn autre fait encore plus exable: de ce que le ſeigneur ayant ſaiſi, & le creancier fait poſterieure execution, & pourſuiui decret pour ſon debte, quoy que ſaiſie ſur ſaiſie ne ſoit permiſe, que la ſeiſie oppoſition: la premiere eſtant couuerte par la derniere pourſuiuie, & que le ſeigneur ne ſoit tenu recognoiſtre en foy, & hommage l'acquereur, que ne ſoit payé de ſes droits, ſçauoir de ſon acquiſition, & puis icelle ne pouuant agir pour les arrerages precedans en action perſonnelle, ſinon en l'hypotheccaire par ſaiſie du fief, quand aux ventes contractuelles, non iudicielles leſquelles ledit Maynard dit eſtre quaſi contractuelles:* & ſine cēſu, & reliquis fundū cōparari non poſſe,, *allegnant vn arreſt de l'an mil cinq cens ſeptante ſept au mois de Iuin, donné à ſon rapport en la cauſe de Villieres marchand de Ville-franche de Rouer-*

gue contre Iaques Veliard au nom que procedoit: par lequel les ſeigneurs directs des biens decretez intervenus à la diſtribution des deniers en prouenants furent receus pour les arrerages au meſme rang qu'ils auoyent eſté allouez pour les autres deniers au principal, quoy qu'au commencement ne fut fait mention deſdicts arrerages. Ce que ne contredit à ce que deſſus, ains ſe conforme audict Carondas en ce qu'il dit que le ſeigneur ſe doit prendre pour les arrerages ſur les deniers prouenans de l'adiudication, & cite ledict Maynard vn autre arreſt donné, les chambres aſſemblees au rapport du ſieur de Meleſ, le 15. Ianuier mil cinq cents nonante quatre. Par lequel le ſeigneur directe, pour ne s'eſtre oppoſé au decret pourſuiui contre ſon emphyteote, ne perd ſon priuilege pour les arrerages contre l'adiudicataire poſſeſſeur, & tenancier de ſon fief. Où ſemble intervenir la raiſon par ledict Maynard au meſme chapitre rapportee. Quand le ſeigneur eſt abſent, & n'eſt aduerti, ni appellé en ladicte inſtance: meſmes quand n'y a dequoy ſe payer d'ailleurs dont il ne doit eſtre priué de ſes droits, pour ne s'eſtre oppoſé à la ſaiſie par luy ignoree à cauſe de ſon abſence: car autrement ſa negligence luy peut eſtre imputee ſi ne s'oppoſe, ni pouuant auoir concours d'executions: où ledit Maynard dit que le Parlement de Paris ſe conforme à l'article trois cents nonante cinq de leurs Couſtumes, par lequel les ſeigneurs ſont exclus des arrerages precedans l'adiudication du decret, en d'ffaut de s'eſtre pour iceux oppoſez, pour leſquels le ſeigneur ſe peut auſſi prendre ſur les fruicts des biens ſaiſis, percens, & excreus, puis la ſequeſtration, iuſqu'à l'expedition du decret, comme appartenants au debteur, ou à ſa deſcharge, au profit des autres creanciers, & oppoſans, où ſeroit beſoin, & le reſte ne ſuffiroit, l. item quod dictum eſt, ff. de in diem addict. l. penultima ff. de iur. fiſc. *Ledit Maynard chapitre quarantieſme du deuxieſme liure de ſes queſtions. Ou quand ſeroit queſtion de vente conſentionnelle, l'acquereur executé pour les arrerages qui precedent ſon acquiſition, auroit touſiours ſon recours contre ſon autheur. Auquel reſpondent les charges du temps, qu'il en a receu les profits, & commoditez, comme proprietaire: & tout ainſi que les fruicts ſeparez du fonds des recoltes faictes auant la miſe de poſſeſſion n'appartiennent à l'adiudicataire, ne doit eſtre à meſme raiſon contraint au payement des charges paſſees, que du prix de ſon enchere: la diſtribution duquel n'empeſche auſſi que le ſeigneur ne ſoit premier payé deſdits arrerages, l'adiudicataire eſtant tenu des droits de ſon acquiſition, & le ſurplus de l'argent diſtribué ſelon l'ordre des hypotheques, & priuilege des debtes. Et ſi apres les debtes garantigiés, n'y a argent pour ſatisfaire aux chirographaires, qui ont demandé recognoiſſance des cedules apres le decez du debteur, pendant l'inſtance de diſtribution, ou pourſuite du decret. Ce que reſte vient en deſconfiture & contribution au ſol la liure, en perte d'vn chacun pour ſa partie contingente, les droicts ſeigneuriaux au prealable payés. Maynard chapitre 37. & 42. du 2. liure de ſes queſtions. Au premier deſquels remarque vn arreſt du 29. Auril mil cinq cens huictante trois donné au rapport de feu Sieur de Beſian à la ſeconde Chambre d'Enqueſtes ſur vn appel releué du Seneſchal du Puy par lequel fut iugé que nonobſtant le decret interpoſé, & ſans oppoſition executé ſur certains moulins particuliers, ſeroyent dus droit de mouldrage, qu'ils y auoyent, comme auparauant. Ce qu'on peut auſſi dire des vannalités, courvees, & autres droits, & deuoirs ſeigneuriaux, deſquels le ſeigneur n'eſt non plus exclus par le fuict d'autruy, ſauf que ſoit la forme de l'execution,* re adhuc integra, *le prix de la vente, & ſurdicte eſtant conſigné,* quod cedit loco rei, *ſemble eſtre plus commode, & equitable, qu'il ſe paye de l'argent conſigné à la deſcharge du debteur, que vexer le tiers poſſeſſeur,*

pour

pour le debte d'autruy, ſi le depoſt n'eſt leué par autres, ſans ſon ſçeu, ne conſentement, tout dol, & fraude ceſſant. Auquel cas il peut vſer de ſon priuilege, & ſe prendre ſur le fonds obligé, ores ne ſoit oppoſant à l'execution, pour arrerages de droicts & deuoirs non faicts, & non payés auant la miſe de poſſeſſion. Où toutes-fois faict à noter, qu'à la ville, Viguerie, & Seneſchauſſée de Tholoſe les ſeigneurs feodaux, ne iuſticiers ne peuuent empeſcher leurs vaſſaux auoir pigeonnier, garenne, vinier, & moulin à vent en ſon fonds par arreſt du 4. Feurier mil cinq cents cinquante deux confirmatif d'vne ſentence du Seneſchal, donnée entre Guiraudet, Iean Cheualier, De la Palu, & ſon frere. [23] d. leg. 2. de diſcuſſ. [24] libr. 10. Cod. [25] l. 2. de apoch. public. lib. 10. Cod. [26] nam limitata diſpoſitio limitatos producit effectus, leg 2. ff. de ſeru. export. [27] *Meſmes les fruicts des biens ſequeſtrez perceus quant l'execution du decret, leſquels appartiennent à l'executé. Maynard chapitre quatrieſme du ſecond liure de ſes queſtions,* & præfat. iur. ſi vt hæres tenetur etiam actione perſonali ad onera præterita, & omnia perſoluere, licèt vltra vires hereditarias, niſi confecto inuentario, ſine confuſione bonorum, hæreditatem adierit, vt ſuo locò dicemus. [27] l. generaliter, l. in bonæ fidei, Cod. de reb. cred. Et ex iuramento naſcitur actio in factum ad ſimilitudinem indebiti, leg. actori, Cod. eodem. Et defertur in quacumque parte litis, d. l. generaliter, §. omne igitur, Cod. eod. [28] leg. generaliter, §. ſed iuramento illato, Cod. de reb. cred leg. iuſiurandum, & ad pecunias, §. datur autem, ff. eod. Id tamen extra iudicium ex conuentione delatum nemo ſubire nec referre tenetur. l. iuſiurandum quod ex conuentione, ff. eod. niſi ſit iudiciale, & neceſſarium. Ibidem gloſſ. in verb. poteſt. Et tunc, licèt de periurio eius, qui ex neceſſitate iuris in litem iurauerit, queri facilè non ſoleat, leg. fin. ff. de in lit. iurand. nihilominus ſententia ſub prætextu falſi iuramenti lata, à iudice delati, per inſtrumenta de nouo reperta retractatur, niſi iuri eiurando inter partes tranſactum ſit negotium, l. admonendi, ff. de iureiur. [29] *De tant que par la Couſtume le fief ne tombe en commis à faute de payement.* [30] *Maynard chapitre trente-troyſieſme du troyſieſme liure de ſes queſtions.* [31] *Bacquet chapitre cinquante-neufieſme nombre 1. & 13. du droict d'amortiſſement,* [32] *chapitre quarante-quatrieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions.* [33] vt in leg. 1. C. de iur. emphyt. *& fuſt propoſée du temps de Philippes le Bel vne ancienne Couſtume des iuſtices, ou amandes annuelles, à faute de payer le cens, ou oblies, de cinq ſols Tholoſains dès nobles, & quatre deniers Tholoſains des non nobles, laquelle ne fuſt authoriſée.* [34] *Comme d'vne ſeigneurie indiuiſe entre quatre ou cinq ſeigneurs, qui ont droict en icelle par eſgalles, ou ineſgalles portions. L'vn deſquels peut demander ſa part de l'oblie à l'Emphyteote, & luy laiſſer le droict des autres conſeigneurs par la Couſtume en ce chef obſeruée és ſeigneuries indiuiſes, tenues par diuers ſeigneurs: comme la ſeigneurie de Pybrac dans la Viguerie, dont les trois quarts des droicts feodaux appartiennent au ſeigneur dudict lieu, l'autre quatrieſme aux Dames religieuſes de Lenignac, que ſe payent ſeparement, quoy que le droict ſoit indiuis, comme choſe incorporelle eſtendue ſur tout le terroir, & autres ſemblables, deſquelles chacun des conſeigneurs prend ſes droicts ſeparez. Si toutes-fois on faict ſaiſir pour l'entiere rente ſur toute la ſeigneurie, ſur tout le fief, ou partie, que pluſieurs pretendent du tout leur appartenir, le vaſſal executé peut demander la main-leuée, & deſcharge des ſequeſtres, conſignant en iuſtice les Droicts & deuoirs feodaux ſi aucuns en ſont deus, & à la charge de porter foy & hommage à celuy qui obtiendra en fin de cauſe. Bacquet chapitre cinquante-neufieſme nombre 4. du droict d'amortiſſement.* [35] *La ſeigneurie feodale eſtant roturierement partagée entre freres, ou entre eſtran-*

gers,par ſort & arbitrage, ou par licitation:comme dict Maynard ch.96.du 7.liu de ſes queſt. Non amplius dicitur feudum nobile, & vibanum, cùm non amplius habeat vaſſallos in numero copioſo,vt refert Matth.de Afflictis,Deciſ.Neapolitana 365.nu. 11.ſed ignobile, ſi tot feuda,quot ſunt partes eſſe dicantur,*ſi tous les ſeigneurs enſemble ne retiennent le nom ancien de la meſme ſeigneurie,dont elle prend ſa domination,*licèt re ipſa diuiſa. *Chacun des ſeigneurs iouyſſant de ſon fief en certaines pieces diſtinctes & ſepa-*
[36] *rées,quoy qu'à meſme tenant,& dans les enclaues de meſme ſeigneurie.* [36] Aget quidem,vt ſocius,& ſocietati præſtabit quod fuerit conſecutus, l. & quidquid. ff pro ſoc. *où le faict de l'vn des aſſociez profite, & nuit aux autres,*gloſſ.l.fin. in verb.alienam, C.de duob.reis.Cùm ex vna ſtirpe,vno quoque fonte, vnus effluxit contractus, vel de-
[37] biti cauſa ex eadem actione apparuit, vt ibidem Imperator. [37] *Le ſeigneur directe d'vn tenement poſſedé par pluſieurs contenanciers,peut contraindre l'vn d'iceux au payement de toute la rente, & ceſſine, & ſe tenir à ſon indiuiduité. Chopin ſur les couſtumes d'Anjou liu.2.part.2. chap.2.* Papon au titre des droicts ſeigneuriaux cite vn arreſt de la Cour du 9. *Mars 1552. Par lequel ſuiuant autres arreſts donnés en faicts ſemblables, les tenanciers ſont tenus conuenir d'vn entre eux,pour leuer les quotes deues de chacun des autres, par eſgaliſation ſur les anciens & nouueaux terriers, pour payer le tout par vne main, autrement ſeroit permis au ſeigneur ſe prendre contre celuy des contenanciers que bon luy ſembleroit, par contrainctes deue, & raiſonnable. Dequoy ayant abuſé Maiſtre Solanet preſtre & obituaire du lieu d'Aruieu en* Roergue, *d'vne rente annuelle de cent ſeſtiers de blé, fondée ſur vn teſtament de terre depuis diuiſée par portions inegales entre pluſieurs contenanciers, deſquels il auroit faict executer partie de ceux qui en tenoyent le moins pour toute la rente & arrerages d'icelle en vertu d'vn arreſt qu'il auoit obtenu à meſme fin: & ainſi les priuoit les vns apres les autres de la proprieté. Dont par arreſt du vingt-quatrieſme Auril 1584. donné à la ſeconde Chambre d'Enqueſtes au rapport de Monſieur Ioſſe,en execution du premier: fuſt declaré que la permiſſion donnée audict obituaire, s'entendoit des arrerages deubs puis l'introduction de l'inſtance, ſauf à ſe pourueoir pour les precedents contre chacun des contenanciers, pour ſa partie contingente: neantmoins que de là en hors en telles, ou ſemblables queſtions, vn ou pluſieurs contenanciers ne pourroyent ainſi eſtre ſolidairement conuenus, que ne poſſedent la troyſieſme, ou quatrieſme partie de l'heritage feodal, cuié par ledict Maynard chapitre 35. du deuxieſme liure de ſes queſtions. Où eſt auſſi à remarquer, comme au moyen du payement particulier le ſeigneur ſe deſmet taſiblement de l'obligation ſolidaire,*
[38] cuius petitio iam diuiſa non facilè ad indiuiſam iterum reducitur,l.liberum,C.de fideiuſſ. *Maſuer au tit. des loüages nomb.12.* [38] *Ceſte queſtion eſt debatuë, & briefuement traictée par ledict Sieur Maynard ch. 37.du 6.liu.de ſes queſt.où il tient contre la commune opinion des interpretes du droict Romain, & arreſts du Parl.de Paris, remarqués par Carondas ſur les couſtumes de ladicte ville, art.103.ch.11.du 6. liu. de ſes reſp. auoir eſté iugé au Parlement de Tholoſe, que le recours tant en action perſonnelle, que hypothecaire s'eſtend en particulier contre chacun de ceux, pour leſquels le payement a eſté faict par quotes. pour au moyen de la diuiſion faite ceſſer l'indiuiduité,* iam prima electione conſumpta, *nonobſtant la ceſſion faicte par le ſeigneur au payeur de la rente. Ce que ſemble directement ſe rapporter à l'execution de l'arreſt, ſuiuant lequel celuy qui ſe conſtitue ſeul payeur pour luy & les autres, s'oblige pour toute la rente & cenſiue enuers le Seigneur, & les autres contenanciers enuers luy, chacun pour ſa partie contingente: dont le deſpartement eſtant faict, les peut tous les ans contraindre par priſe & ſaiſie de leurs biens, aux meſmes forces & rigueurs que le ſeigneur a la remiſe du cens de-*

uers

tiers luy, chacun pour ſa part, au iour entre eux accordé, pour en faire le payement ſolidaire, pour lequel il s'eſt obligé enuers le ſeigneur, tant a ſon nom, que des autres contenanciers: & ce quant à la forme du payement, en defaut duquel eſt touſiours permis au ſeigneur, qui retient l'indiuiduité de ſon hypotheque, faire execution pour le tout, ſur la troiſieſme ou quatrieſme partie de ſon fief, ſauf és emphyteotes leurs recours les vns enuers les autres, l. 2. C. de duob. reis ſtipul. Namlicèt vnus principalem ſe conſtituerit debitorem: auth. hoc ita, C. eod. priſtina tamen ſolidaria manet obligatio l. experimere, eod. l. 1. C de iur. emph. cui ſemper ſtandum eſt. [39] l. 2. & 3. §. fin. ff. de duob. reis. [40] l. reos, §. cum tabulis, l. ſed id quod, ff. eod. [41] Aut tandem ratihabitione: nam id quod noſtrum eſt, ſine facto noſtro ad alium transferri non poteſt, nempe voluntate, quæ facti animus eſſe dicitur, l. bonæ fidei, §. 1. ff. de acquir. rer. Bart. in l. pro hærede in princ. ff. de acquir. hær.

[39] [41]

FIEFS,

COVSTVME IX.

Deuant les ſeigneurs feodaux on ſouloit faire les demandes, & procés par eſcrit de main publique aux deſpens commũs des parties: & les Iuges par elles conſtituez n'eſtans d'accord, iuroyent à l'inſtance & requiſition de l'vne d'icelles ſur les Saincts Euangiles noſtre Seigneur, fidellement, legitimement, & en conſcience faire la deciſion de leur different, duquel ſi apres la preſtation de ſerment, n'eſtoyent encores d'accord, chacun d'eux eſcriuoit ſon aduis, & le remettoit deuant les Capitouls, ou Viguier le iour aſſigné par le ſeigneur: à ce que leſdicts Capitouls en donnaſſent leur ſentence, comme ils ſouloyent faire ſur leſdictes eſcritures. Laquelle eſtant prononcée & recitée, les parties eſtoyent tenues y obeyr, & celle que ſuccomboit payer eſdits Capitouls cinq ſols Tholoſains pour ladicte deliberation, & celuy qui manquoit a produire, bailler & remettre ſon dire par eſcrit le iour de Cour aſſigné par le ſeigneur feodal, payoit tout le grief de chacun deffaut de ſix ſols Tholoſains audict ſeign. ou autre ayãt droict, & cauſe de luy. De meſmes le ſeigneur plaidant auec ſon vaſſal, qui par contumace ne ſe preſentoit au lieu, iour, & heure de l'aſſignation, ny autre pour luy, payoit pour les griefs de chacun defaut qu'il faiſoit és iours non feriés, deux ſols Tholoſains à ſon aduerſaire, dont les aſſignations ſe donnoyent par les ſeigneurs feodaux à leurs infeudataires à heure de Veſpres, & les parties ſuccombantes eſtoyent condamnées à la definitiue es deſpens de la cauſe, & autres expoſés à la pourſuite, ou deffenſe d'icelle à la taxe & cognoiſſance des Iuges.

CHAPITRE IX.

LA memoire de l'antiquité nous inuite recognoiſtre l'vſance & derogation de ceſte couſtume,[1] puis l'eſtabliſſement des ſieges Royaux en Tholoſe non obſeruee en la Iuriſdiction electiue, que y ſouloyent auoir les ſeigneurs feodaux,[2] & formes de proceder és differents

d'entre

d'entre eux,& leurs vaſſaux:dõt la cognoiſſance appartient aux Iuges Royaux, au Seneſchal des fiefs nobles, & au Viguier des roturiers & non nobles,[3] non aux Capitouls : deſquels la Iuriſdiction ciuile a eſté retranchée. [4] Ny n'a rien de commun la feodalité auec la iuſtice, en laquelle le Roy de France eſt ſeul fondé par tout ſon Royaume,[5] ſans que autres que ſes officiers puiſſent cognoiſtre ny proceder és affaires que concernent l'intereſt de ſa Majeſté, ſinon plus que des maintenues,ou matieres beneficiales, ou feodales : [6] ny ne peuuent les iuſticiables des ſeigneurs iuſticiers,hauts,moyens,ou bas,decliner ſa iuriſdict õ,dans les enclaues de laquelle leurs iuſtices ſont aſſiſes,ſi ne ſont requis & vend qués par les meſmes ſeigneurs auant conteſter en cauſe, car apres luy ſeroient receus: [7] ny empeſcher les exploicts des prouiſions emanées des Iuges Royaux,en leurs terres laxées contre leurs iuſticiables, ny l'execution de leurs ſentences, [8] que faire tous autres exploicts concernans leur iuriſdiction, qu'appartiennent à leurs officiers,[9] non que leurs Iuges puiſſent amander,ny empriſonner les officiers Royaux,faiſans l'exercice de leurs charges,que ſe retirer és iuriſdictions royalles, eſquelles en appartient la cognoiſſance, [10] ores les excedans ou delinquants demeurent en la terre du ſeigneur, [11] ſinon contre eux proceder és cas, deſquels peuuent cognoiſtre en leurs iuſticiables,[12] ny ne peuuent les Capitouls,Viguier, & autres Iuges ordinaires royaux ſubalternes,ny municipaux en premiere inſtance cõtraindre les parties obeyr à leur ſentence, cauſant le benefice de l'appel,ſi n'eſt confirmee, & la cauſe renuoyée par le ſouuerain, ou declaree executoriale nonobſtant ledict appel, auec permiſſion de proceder,comme des preparatoires,ou prouiſions adiugees:[13] moins encor és ſentences arbitrales, que ſemblent auoir quelque affinité auec celles des Iuges jadis accordez entre les vaſſaux,& les ſeigneurs.L'execution deſquelles appartient és Iuges ordinaires : & peut on encor appeller de la Iuriſdiction volontaire à la cõtentieuſe,ſçauoir en la Cour de Parlemẽt, ou des Preſidiaux és cauſes ſubiectes à la Cour Preſidiale,ſans encourir les peines & amandes contenues au compromis.[14] Et ainſi leſdictes formalités ne ſont non plus en vſage, que celles des anciens Romains, quoy que les anciens François, qui ne ſçauoyent plaider, comme dict Carondas à la preface de ſes pandectes,les ayent appriſes des Italiens : ains celles qu'ont eſté faictes & reiglées par nos Roys François I. & Henry II. Charles IX. Henry III. ſur l'abreuiation des procés,eſquelles meſmes la Cour ne s'arreſte entierement, pour n'encliner aux ruſes des fins & volontaires plaideurs,qui par fois s'en ſeruent de piege,trainans apres ſoy pluſieurs circonuolutions, que ne

produi

produiſent aucun effect, ou yſſue raiſonnable, ſi les Iuges qui font le ſtil des Cours,& iuriſdictions par eux exercees n'y pouruoyent & remediẽt auec prudence, &ſageſſe, balançans eſgalement le droict des parties,[15] ſans s'arreſter ny attacher ſi eſtroittemt aux formalitez,que ſous couleur d'icelles, ils puiſſent encourir aucune note d'iniuſtice:[16] deuãt leſquels on ſe pouruoit és cauſes ciuiles par requeſte libellee,[17] pour au moyen de l'appoinctement qu'on obtient au pied d'icelle,faire aſſigner par exploit la partie, laquelle doit contenir cinq choſes, *quoy,lequel,deuant qui,de quel droict,& à qui*, [18] ou ſi on procede par lettres, l'exploit doit eſtre libellé: à ce que l'intimé ſe pouruoye, & en vienne preſt par aduocat en iugement, pour defendre pertinemment à la demande de l'impetrant, ou deduire ſes exceptions, [19] ſi n'a fins peremptoires, ou dechinatoires pour les propoſer, ſans entrer en conteſtation. Dequoy ſi les parties ſont d'accord, ou eſt queſtion de peu, ſe vuide ſur le champ, meſmes entre perſonnes viles,ou l'affaire y eſt diſpoſee:finõ les parties ſont reiglees ſur la forme de proceder,ou appoinctees à bailler par eſcrit, ou remettre les pieces pour eſtre vuidé ſur le regiſtre. [20] Et ainſi, iaçoit que les actes iudiciaires ſe redigent par eſcrit de main publique auec bon ordre, & demeurent deuers le greffe,pour eſtre expediés aux parties, ou l'vne d'icelles par le greffier de la cauſe, lors qu'il en eſt requis, & ne vuident communement les procez par eſcrit: ains le plus ſouuent en audience, quoy qu'és arbitrages on procede touſiours par eſcrit aux frais communs des parties, [21] comme font és Cours ordinaires, les dietes & raports des preparatoires, que ſe payẽt eſgalement. Et tous actes,qui concernent le commun intereſt des parties,cõme viſites,partages,& eſtimations de choſes induiſes:[22] & s'expedient les actes iudiciaires aux deſpẽs du pourſuiuant:ſauf à les repeter,ſi en fin de cauſe eſt ordonné,le Iuge faiſant droict par meſme ſentence,tant ſur le principal que deſpens,*ne lis altera iniurgatex priori litis materia*: [23] où les dommages, & intereſts, ſi point en y a, doyuẽt eſtre par meſme moyẽ aualués & moderez à certaine ſomme,[24] & apres les deſpens baillés par declaration,[25] & taxez par le Iuge,ſi ne ſont auſſi moderés,[26] & y viẽnẽt en taxe,tãt les actes payés, que non payés,quãd bien auroyent eſté donnés au produiſant par le greffier, qui les a expediés:voire le rapport meſmes,quãd le rapporteur l'ẽ auroit gratifié,[27] exploits des ſergẽts,ſalaire des Aduocats, voyages ſi point en y a.Et quant aux choſes incertaines,la partie ſur ce purgee par ſerment,le Iuge les taxe raiſonnablement,ſelon ſa qualité, & ce qu'il y peut auoir moderemẽt deſpẽdu,ſi ne fait foy d'acquits:[28] dõt les deſpens des deffauts expoſez par la partie pourſuiuante ne ſe

peuuent reſtraindre à ſomme certaine, que pour les droits du greffier cõme ſont en ceſte couſt. cauſant la diuerſité des affaires, diſtance des lieux, difficulté des chemins, & autres occaſiõs, pour leſquelles la taxe en peut eſtre plus grande, ou plus petite, [29] leſquels le defaillant doit reſoudre auant ne ſoit ouy, ſi pour iuſte cauſe par le Iuge n'y eſt pourueu. [30] Cõme auſſi maintenant les Capitouls procedent noblement à l'exercice de leur charge ſans aucũ ſalaire, pendãt l'annee de leur Capitoulat, [31] ſauf leurs aſſeſſeurs, qui ſont par eux taxés de leurs actes, & rapports des procez, que ſe iugent en leur bureau, ou conſiſtoire, ainſi par eux appellé, ſelon leur labeur & induſtrie. Et tiennent encore les audiences apres midi, heure de veſpres, comme ſouloyent faire auparauant, ſi ne ſont interrompues pour les affaires publics. [32] Et quãd les voix ſõt parties reduites à deux aduis, ſoit entre arbitres arbitrateurs, amiables compoſiteurs, capitouls, ou Iuges ordin. és procez par eſcrit n'eſt beſoin eſcrire ſeparemẽt les aduis, rettacter le meſme affaire auec ſerment, ni ſe retirer en autre Iuriſdiction pour vuider le partage, [33] ains prendre vn autre arbitre, ou opinant, pour concurre la deliberation, [34] l'extraict de laquelle on a auſſi de couſtume remettre auec la procedure en cas d'appel au Seneſchal, ou en la Cour, pour le iuger equitablement, & en conſcience, par deſſus la rigueur du droict eſcrit, duquel nos ſouuerains ſont les vrays interpretes, & correcteurs, [35] & reformateurs des actes & ſentẽces des Magiſtrats, Iuges inferieurs, qui iugent à la rigueur, & cõme ſignifient les Egyptiens en leurs hyeroglifiques, regardent touſiours la Majeſté du Prince en l'exacte obſertion de ſa volonté, [36] appellez par le diuin Philoſophe, loix viues, tant qu'ils exercent ſainctement & iuſtement leurs charges, [37] ſauf qu'ils doyuent touſiours auoir auſſi l'equité deuant les yeux és iugements des choſes arbitraires. [38]

NOTÆ.

11 *Abrogee en la Iuriſdiction & formalité, obſernee pour l'heure des aſſignations, & audiences des Capitouls, leſquelles ſe tiennẽt apres midi, & vuident pluſieurs affaires de ce que concerne leur Iuriſdiction, & s'obſerue tant és Capitouls que Iuriſdictions Royales, dõt les Iuges prennent cognoiſſance des deſpens auec le principal, enſemble pour les contumaces, ſauf que la taxe en eſt incertaine, horſmis les droits du greffier, dont la taxe eſt certaine, & ordinaire.*

2 *En France les ſeig. feodaux, qui n'ont droict de Iuſtice, ne peuuent creer officiers: ni n'a rien de commun la Iuſtice auec la feodalité. Bacquet ch. 3. nomb. 15. ch. 4. nomb. 1. des droits de iuſtice. Ni contraindre les vaſſaux accorder Iuges, ou arbitres pour decider leurs differẽs: attendu que la cognoiſſance en appartient aux Iuges Royaux, ſans que les parents meſmes y puiſſent eſtre contraints, qu'aux termes de l'Ordonn. és partages des ſucceſſions, hors la Iuriſdiction litigieuſe, & contentieuſe, eſtans les arbitrages de la Iuriſdiction volontaires. Arreſt du Parlemẽt de Paris du 2. Iuillet 1571. remarqué par Carond. au ch. 3. du 4. liu. de ſes reſp. Et*

n'y a

n'y a en Thol. autre ſeig. Iuſticier que le Roy, quoy qu'il ait grãd nõb. de ſeig. en la ville & faux bourgs de Paris, qui ſouſtiennent y auoir droits de Iuſtice & cenſiue, pour laquelle ils ont baillé leurs declarations au greffe du threſor. Bacq. ch. 2. du droit des francs fiefs. [3] *Edict de Cremieu,* [3] [4] *Ordon. de Moulins, art. 71.* [5] *Le Roy ſeul eſt fondé de droict commun en toute iuſtice haute,* [4] *moyenne, & baſſe par tout ſon Royaume. Bacq. ch. 4. des droits de Iuſtice.* [6] *Les Iuges Royaux,* [5] [6] *non les ſubalternes des cas & droits Royaux, partie deſquels ſont declarez és patentes inſerees par ledit Bacq. au ch 7. des droits de Iuſtice. Feraud en ſon traicté des priuileges de France, aux regiſtres de la chãbre des Cõptes du Paris, intitulé,* de Temporalitatibus, *fueillets 121. 122. 123. 124. 125. 126. des homicidez és chemins, & rues publiques, & tout ce qu'appartient à icelles, ledit Bacq. au meſme ch. nomb. 15. fleuues nauigables iſles, iaueaux,* omniaq; publica. *Bacq. ch. 30. nomb. 4. des droits de iuſtice, meurtres de guet à pend, raptes, ou violements de filles ou femmes, incendies, ou boutemẽs de feu, dont il eſt parlé au cõmencement de la Couſt. de Tours, ch. de la haute Iuſtice, & boutefeux* in l. capit §. incend. ff. de pœn. Cuiac. lib. 21. obſeru. c. 21. de incend. *Ni ne cognoiſſent les Iuges, des ſeig. de pluſieurs cas ciuils de leurs ſubiects, qu'appartiennent aux Iuges Royaux, cõme eſt l'interinemẽt de toutes lettres Royaux, ſcellez du ſeel de ſa Majeſté, ſoit de reſciſion, benefice d'inuentaire, ou autrement, leſquelles ne ſe dreſſent qu'aux Iuges & officiers Royaux, deuãt leſquels il faut proceder, ſans que les hauts Iuſticiers en puiſſent demander le renuoy deuant leurs Iuges, encore que les pourſuiuis ſoyent leurs hoſtes, & iuſticiables. Et s'il eſt beſoin obtenir lettres en quelque procez, pendant deuant le Iuge ſubalterne, nõ Royal, le Roy ne dreſſe ſes lettres au Iuge du ſeig. mais au 1. de ſes huiſſiers, ou ſergent Royal, auquel eſt mandé faire le cõmandement porté par leſd. lettres au Iuge ſubalterne, s'il luy appert du faict. Ainſi iugé par arreſt du Parlement de Paris en audience, le 24. Auril. 1564. contre M^r. de Neuers. Bacq. ch. 7. nõb. 34. des droits de Iuſtice. Ni ne peuuent les Iuges de hauts Iuſticiers, ores ſoyent Pairs de Frãce, cognoiſtre des faits poſſeſſoires, & cõplainte en cas de nouuelleté, priſes, & intẽtees pour raiſon des benefices qui ſont en leurs ſeigneuries, & matieres Eccleſiaſtiques: ains la cognoiſſance en appartient aux Iuges Royaux, priuatiuemẽt aux ſubalternes, par Ord. du Roy Loys XI. publiee au parlemẽt de Paris, le 30. Iuillet 1464. c. cauſam* quæ 2. c. qui filij ſint legitimi. *Arreſt du parlement de Paris dõné en audiẽce le 14. Mars 1594. en l'appel releué du bailly du cõte Dœu pour auoir pris cognoiſſance d'vne cõplainte formee pour raiſon d'vn benefice ſitué au cõte* Dœu, *& empeſché que le Seneſchal de Põtieu n'en cognut: auquel la cauſe fuſt rẽuoyee auec deſpens contre l'intimé. Et ainſi s'obſerue, cõme remarque ledit* Bacq. *au meſme ch. nõb. 39. où ſe rapporte auſſi l'Edict de Cremieu.* [7] *Le Roy a ſi grãd droict de Iuſtice, authorité & preeminẽce, ſur tous les hauts Iuſticiers de ſon* Royaume, *& leurs ſubiects, qu'on a touſiours obſerué, que ſi le ſubiect d'vn ſeig. eſt adiourné deuant vn Iuge* Royal, *ou territoire duquel il eſt demeurãt, ores il ſoit iuſticiable d'vn Pair de Frãce, ne peut decliner la Iuriſdiction Royale, & s'il appelle du deni de rẽuoy, eſt declaré nõ recenable par ce qu'il ne peut denier, qu'il ne ſoit ſubiect naturel du Roy, dont le ſeig. doit cõparoir deuãt le Iuge Royal pour vẽdiquer ſon iuſticiable qui lors fait à rẽuoyer deuãt le Iuge de ſon domicile, ſinon en cas* Royal priuilegié *& de reſſort, ſuiuant l'Ord. de Philip. le Bel 1. cõfirmateur de nos Couſt. art. 15. publiee au parlemẽt de Paris au mois de Mars, 1302. Autremẽt on peut releuer appel du deni de rẽuoy fondé ſur incõpetance: & ſe peut ioindre le ſeig. en l'appel releué par le vaſſal, le vẽdiquer & conclurre auec luy, car autrement le ſubiect n'y eſt receu, cõme eſtant le ſeul intereſt du ſeig. ainſi qu'eſt par ledict Bacq. repreſenté au ch. 9. nõb. 2. 3. 4. 5. 6. des droicts de Iuſtice, où il rapporte pluſieurs arreſts ſur ce dõnés. Ni ne peut le iuſticiable du ſeig. adiourné à comparoir en perſonne deuant le Iuge* Royal, *ou reſſort duquel il eſt demeurant decliner ſa Iuriſdiction, qu'en comparoiſſant, & eſtant vendiqué par le ſei-*

gneur. Ce que n'a lieu és Iuſticiables des hauts Iuſticiers, les Iuſtices deſquels ne ſont aſſi-
8 ſes dans le diſtroict des Iuriſdictions Royales, ou leurs ſubiects ont eſté adiournez.[8] Ni ne
peuuent empeſcher les ſeigneurs hauts iuſticiers, que les ſentences des Iuges Royaux, dans le
diſtroict deſquels leurs Iuriſdictions ſont aſſiſes, ne ſoyent executees en leur terre cõtre leurs iu-
ſticiables, quoy qu'au contraire le Roy ne ſoit tenu donner territoire aux Iuges ſubalternes des
ſeigneurs pour les executions à mort. Ledict Bacquet au meſme chapitre, où il allegue vne
ſentence du iuge de la temporalité de l'Eueſque de Paris, l'execution de laquelle fuſt refuſee
9 dans Paris.[9] Par Ordonn. du Roy Philippe le Bel du mois de Mars 1302. article 18. Les ſer-
gents Royaux ne peuuent exploiter és terres des ſeigneurs Iuſticiers, ſinon en cas de reſſort, ou
autres appartenants au Roy, ni les Notaires & tabellions Royaux y retenir contracts, ſi les
ſeigneurs y ont droict de tabellionage, & le Roy ne l'a reſerué par ſon infeudation, ou la Cou-
ſtume n'eſt telle, que les Notaires y puiſſent inſtrumenter. Bacquet chap. 25. des droits de Iu-
ſtice: & faut que les exploits ſe facent par commiſſion, & mandement du Iuge Royal, que
porte expreſſion de cas Royal, ou du reſſort. Iohannes Faber §. 1. de Attilian. tutor. In-
ſtit. D'où enſuit que les ſergents Royaux ne peuuent adiourner les hoſtes & iuſticiables des
ſeigneurs hauts Iuſticiers deuant les Iuges deſdits ſeigneurs, ni faire aucunes executions en
vertu des lettres, & obligations paſſees ſous leurs ſeaux, ni de leurs ſentences, moins faire
ſaiſies & criees és biens aſſis en leur territoire, appartenans à leurs iuſticiables. Arreſt du
Parlement de Paris, pour le Chapitre de ladicte ville, & le ſieur de Villeroy, contre les ſer-
gents Royaux de Corbeil du treziesme Iuillet 1551. & autres Arreſts remarquez par le-
10 dict Bacquet chap. 26. nombre quatrieſme du meſme titre.[10] Ledict Bacquet chap. 9. &
11 26. nomb. 8. du meſme titre.[11] Ne in ſua cauſa iudicent, que tant ſeulement remettre les
exploits, que ſont faits d'authorité du Iuge du ſeigneur (non autrement) ſi les a faits ſans per-
miſſion dud. ſeigneur, doit pour le ſurplus la pourſuitte ſe doit faire deuant les Iuges Royaux
12 au meſme chap.[12] Les officiers Royaux demeurans és terres des ſeigneurs hauts Iuſticiers,
ſont tenus reſpondre deuant leurs Iuges, tant es cauſes ciuiles, que criminelles, comme les
autres ſubiects leurs iuſticiables: & peuuent contre eux les ſeigneurs Iuſticiers vſer de leurs
iuriſdictions temporelles, ſans fraude, comme les autres perſonnes priuees par la meſme Or-
donnance: meſmes les Nobles, ſelon la declaration faicte par le Roy François I. ſur l'Edict
de Cremieu, verifiee au Parlement de Paris, le 23. Auril 1537. Arreſt donné en audience
de releuee au profit du ſeigneur de Rouiller du Pays de Bourbonnois du Mardy huictieſme
13 Mars 1063.[13] Ains les Iuges ordinaires, qui ne deferent à l'appel de leur ſentence definitiue
ſont amandables, ex Conſtantini reſcripto, l. quoniam Iudices, C. de appel. Ni-
ſi ab eorum duntaxat executione fuerit appellatum, l. ab executione, C. quo-
rum appel. non recip. Voire capitalement puniſſables, s'il y a condamnation de mort par
le droict Romain, l. addictos, C. de epiſcop. aud. Faber in l. à proconſulibus, C.
de appel. ſi à cauſe des circonſtances la peine n'eſt moderee, & relaſchee: comme fuſt au
Lieutenant general d'Agenois, qui encouruſt l'amande de deux cents liures, pour auoir faict
executer vn criminel, nonobſtant l'appel, qui auoit eſté iuſtement condamné pour crimes
capitaux, dont il eſtoit conuaincu, par Arreſt du Parlement de Bourdeaux cité par Boërius
deciſion cent cinquante trois: de meſme ceux qui appellent ſubterfugieuſement au Parle-
ment de Tholoſe, pour delayer tant de l'interlocutoire, que definitiue, ſont amandables,
pour le fol appel, nonobſtant le priuilege du pays de Languedoc d'amande arbitraire, ſelon
l'Ordonnance du Roy Charles VII. 1447. Ni n'eſt on tenu acquieſcer és ſentences des Iu-
ges ordinaires, ſi ne ſont conformees par le ſuperieur, l. 3. C. de appell. proche en degré de Iu-
riſdiction, l. 2. l. eos qui, eod. ſinon és cas, qui vont par appel des Iuges ordinaires en la

Cour,

Cour, omiſſo medio. *Et peut-on appeller des preparatoires irreparables*, l. 2. ff. de appel. Notat Barthol. in l. intra vtile tempus, ff. de migr. [14] A ſententia arbitri ex compromiſſo iure perfecto aditi appellari nō poſſe, ſæpe reſcriptum fuiſſe, idémque decernit Imperator Antoninus in l. 1. C. de recept. arb. *abrogee auec ſes ſemblables par Ordonnance du Roy Louys XII. 1510. du Roy François I. 1535. chap. 26. article 30. François II. à Fontainebleau 1560. art. & commune vſance.* De qua Cuiacius ad nouel. 8. in fin. & conſultat. 12. *Maynard chap. 80. du huictieſme liure de ſes queſt. où il cite vn arreſt de la Cour du dixhuictieſme Feburier 1590. Par lequel fuſt declaré n'y auoir nullité à vne ſentence arbitrale, compromiſſaire, donnee contre vn moindre, & contre la meſme raiſon du droict Romain, & ores le compromis porte adiection de peines, eſt neantmoins permis par leſdites Ordonnances, à la partie greuee, recourir, ou appeller au Iuge ordinaire: & ſi la ſentence arbitrale n'eſt confirmee, n'eſt derechef receu appeller du Iuge ordinaire qu'en payant, ou conſignant l'amande du compromis, ſauf icelle repeter ſi en fin de cauſe eſt ordonné. Et va maintenant l'appel des ſentences arbitrales en Tholoſe directement en la Cour ſans encourir la peine du compromis, ou en la Cour preſidiale, en cas que ſe iugent en preſidial.* [14] [15] *Maynard chapitre du ſeptieſme liure de ſes queſtions.* [15] [16] Mathæus de Afflict. deciſ. Neapolit. 391. num. 5 6. 7. 8. 9. 10. [16] [17] De quibus in cap. 1. e. de libel. obl. authent. offeratur, C. de lit. conteſt. l. ſcire, §. oportet, ff. de excuſat. tut. can. inducię, §. offeratur, 3. quæſt. 4. [17] [18] gloſ. in dict. cap. in verb. libellum, & gloſ. in l. 1. in verb. proinde, ff. de edend. Libellorum, & petitionum formulæ, licèt antiquæ ex Ferratio in praxi Papienſi nouæ inſtruuntur, quas etiam ex præfato Caronda ab Italis mutuati ſumus. [18] [19] *De tant que les lettres ſont conceües en termes generaux, eſt beſoin libeller l'exploit, & ſuffit que celuy de la requeſte libellee ſe rapporte au contenu d'icelle, ſans reiterer la demande du ſuppliant, ſur la copie de laquelle l'aſſigné ſe peut inſtruire du faict, & en faire preparer ſon aduocat conformement & ſans deroger aux Ordonnances d'Orleans, & Roſſillon article cinquieſme & autres en ſuite d'icelles: ni meſmes ne doit eſtre expedié defaut par le greffier auec profit & vtilité, que la demande libellee n'y ſoit inſeree, ou attachee. Edict du Roy François I. de l'an 1536. donné à Valance pour le pays de Bretaigne.* [19] [20] *On procede ſommairement & de plain és cauſes legeres, & par fois priuilegiees*, can. ſi quis cum clerico, 11. quæſt. 1. authent. niſi breues, C. de ſentent. ex breu. recitand. l. fin. §. quoties autem, de priuil. ſacr. ſcrinij, lib. 12. C. §. ſi tibi quoque, de mand. ptinc. in authenticis, *voire les poſſeſſoires de benefices tāt que faire ſe peut par Ord. de Charles VII. 1453. où les parties ſont d'accord du fait, ſi la tierce partie des opinans n'empeſche la vuidange, ſuiuant l'ordonnance du Roy Francoys I. 1535. chapitre premier de tant qu'en ce cas l'affaire doit eſtre appointee en droit.* [20] [21] Vt ſeruetur inter litigantes æqualitas, l. Pomponius, l. ſi cùm dies, §. vnde elegantèr, ff. de recept. arb. *Meſmes en choſes que concernent l'intereſt commun des parties: comme partages, & diuiſions, non que les arbitres arbitrateurs ne cognoiſſent auſſi bien des deſpens, que du principal ſelon le pouuoir à eux donné par les compromettans.* [21] [22] *Et ainſi ſe prattique la loy*, in ſacris ſcriniis militantes, §. & quoniā ibique gloſ. in verb. cuſtoditi, de proxim. ſacr. ſcrin. l. 12. C. adeò, vt ſi pars vna priuilegio ſportulas non ſoluerit, altera quoque eodem priuilegio munietur, l. fin. C. de fruct. & lit. expenſ. nouel. 82. cap. 9. [22] [23] l. 3. C. de fruct. & lit. expenſ. *Ordonnance du Roy Charles IV. donnee à Paris, l'an 1324. de Charles VIII. 1493. art. 50. Louys XII. 1507. donnee à Blaye art. 83. François I. 1535. chap. 12. art. 22.* quibus victus victori tenetur in expenſis, ſi vterque ſuccubuerit in vtraque fit compenſatio expenſarum.

Ordonnance de Philippe IV. 1302. aut par eſt vtriuſque cauſa, vel tanquam quæſtione de re dubia, & incerta mota quæſtione, vterque iuſtam habuerit cauſam litigandi, *comme nous voyons ſouuent donner des arreſts ſans deſpens, pour les cauſes à ce mouuans la Cour, quoy que les parties ayent longuement plaidé & par fois plus deſpendu, qui*
24 *ne monte le principal.*[24] *En toutes condamnations de dommages, & intereſts procedans de la qualité & nature de l'inſtance: les Iuges doyuent arbitrer vne certaine ſomme, ſelon la qualité & grandeur des cauſes & parties, que leur peut vray ſemblablement apparoir par le proceZ, ſans que celuy qui les obtient, ſoit plus receu les bailler par declaration. Ordonnance du Roy Francois I. de l'an 1539. Ordonnance de Blois art. 145. contenant ces mots, Ordonnons que les deſpens des congés, defaut, deſertions, foles intimations, aſſignations, appellations interiettees de ſentences donnees par deffauts & contumaces, ez matieres de fins de non proceder, & toutes autres de petite conſequence: enſemble les dommages, & intereſts des empriſonnements tortionnaires, ſaiſies, executions reelles, & actuelles indeuement faictes, ſeront deſormais taxez & liquidez par meſme iugement, par lequel auront eſté adiugez, ſi faire ſe peut.* Innocentius in cap. ſacro e. de ſentent. excomm. Bald. & Batt. in l. vnica,
25 C. de ſentent. quæ pro eo quod inter. profer.[25] *Rolles de deſpens eſcrits en papier, 20. lignes chaſque page, & chaſque ligne 15. ſyllabes taxés aux procureurs de la Cour huict ſols pour fueillet, & autres Cours à l'accouſtumé, pourueu que n'excede quatre ſols pour fueillet. Ordonnance d'Orleans article 47. & ſe taxe és Cours ordinaires deux ſols 6. deniers*
26 *pour fueillet, 25. lignes page, 15. ſyllabes pour ligne, Ordonnance d'Orleans art. 8.*[26] *Auec toute iuſtice & equité, notamment és choſes arbitraires* l. quod ſi Epheſi, ff. de eo quod cert. loc. *adiugeant à chaſcun le ſien, & les intereſts des ſommes deues puis l'introduction de l'inſtance pour le payement retardé par la meſme Ordonn. ſelon la qualité du debte, & par-*
27 *ties & indifferemment au denier 16. par Ordonn. du Roy Henry IV.*[27] *Maynard chap. 32. du 4. liu. de ſes queſt. ſçauoir quand la choſe que vient en taxe a eſté remiſe, donnee ou acquittee du tout, ou partie pour cauſe antidorale, ou remuneratoire*, arg. l. ſed & ſi lege, §. conſuluit, ff. de petit. hæred. *Ou ſi les Procureurs, aduocats, ni le Iuge n'a rien voulu prẽdre, leur liberalité ne s'eſtend en ce cas à la perſonne condamnee, & vient touſiours leur ſalaire en taxe, ſans que le demandeur ſoit tenu ſe purger par ſerment ſi les a payés. Arreſt du Parlement de Paris du 10. Feburier 1507. cité par Papon en ſon recueil, tit. des deſpens, arreſt 14. autre Arreſt du Parlement de Tholoſe donné en l'appel de taxe releué par Iean d'Arbouet contre le ſieur Hebrard Conſeiller en la Cour, ſur l'article croiſé par ſon procureur, du rapport non payé, mentionné par ledit Maynard aud. ch. 32. du 4. liu. de ſes queſt. Car autrement ne ſembleroit raiſonnable, que celuy qui obtiendroit condamnation de deſpens fuſt rembourſé par le condamné de ce qu'il n'auroit debourſé: comme ſeroit des eſpices non payees que ne luy auroyent eſté donnees, que tant ſeulement pour obtenir executoire à la remiſe d'icelles, lods & ventes du tout, ou partie non payees en cas de retrait, quoy qu'il en ait l'entiere quittance, nonobſtant laquelle Ferron tient qu'il eſt tenu s'en purger par ſerment*, in Conſuetudines Burdigalenſes tit. 2. de retractu, §. 2. in fin. *contre l'opinion de Tiraqueau, lequel tient ledict ſerment eſtre fruſtratoire, veu l'acquit au tit. du retraict linager, §. 21. gl. 4. nomb. 7. moins encore les priuilegiés, cõme les Maiſtres des requeſtes, & ſecretaires du Roy, qui ne payent lods & vẽtes, leſquels par conſequẽt ne doyuent eſtre taxés, ni les parties ſuccombantes condamnees les rembourſer*, vt æqualitas inter litigantes ſeruetur. *Non plus qu'on n'adiuge les deſpens au Roy, ni contre le Roy en demandant, ou deffendant. Bac-*
28 *quet ch. 1. des droits de Iuſtice.*[28] l. 4. C. de fruct. & lit. expenſ. l. properandum, §. & ſi quidem, C. de iudic. Nouel. 82. c. 10. *Ordonn. de Charles IV. de l'an 1324.* Si in litem

iuratur ſacramento affectionis, tunc rei æſtimatio à Iudice temperanda eſt, de quo in l. videamus, l. in actionib. ff. de in lit. iur. c. fin. e. de his quæ vi metúue cauſ. fiunt. Nam ſacramentum veritatis habet vim rei iudicatæ, auth. poſt iuſiurandū, C. de iudic. l. ſi quando, C. vnde vi. [29] *Les deſpens contumaciaux ne ſe peuuent touſiours aualuer à meſme ſomme, cauſant la diuerſité des affaires,* l. natura enim, ff. de præſcript. verb. *ni pour contumace, le pourſuiuant obtenir en matiere ciuile aucunes amãdes,* licèt contumacia ſit delictum, *comme faiſoyent du temps que ceſte Couſtume eſtoit en vſage: ains ne fait-on que taxer les deſpens legitimement faicts par les Iuges ou Conſeillers. Ordonn. du Roy François I. 1539. Henri II. donnee à Rheins au mois de Mars 1551. article 9. 1552. art. 6. en eſgard aux actes & exploits, diſtances des lieux, difficulté des chemins, & autres empeſchements,* c. cùm parati, de appell. e. l. magis puto, §. ne tamen in verb. viatorem, ff. de reb. eor. qui ſub tutel. vel cur. ſunt. l. 1. & 2. ff. ſi quis caut. iudic. ſiſt. cauſ. fact. non obtemper. *Si le defaillant s'eſtant preſenté obtient gain de cauſe auec condamnation de deſpens ſommairement taxez, ſelon les circonſtances, & merite d'icelle,* vt in c. finem litibus e. de dol. & contumac. *ou autrement, doyuent eſtre compenſez auec les deſpens contumaciaux,* l. properandū, §. ſin autem C. de iudic. c. cùm dilecti, in fin. e. de dol. & cõtum. c. 1. de ſequeſt. poſſ. & fruct. e. auth. qui ſemel, C. quomod. & quãd. iudex, c. 1. de dol. & cõt. in 6. *Si les deſpens ſont eſgaux, ou toutes parties ont eu iuſte cauſe de plaider, n'en dit ſans deſpens.* à iudice perpeſſa cauſa expenſarũ, Nou. 82. c. 10. Ibique gl. in §. nullo, in verbo, diſpoſita, & §. ne autem. in verb. hoc autem, [30] *pourueu que les deſfauts ne ſoyent mal entretenus,* gloſ. cap cauſa, de dol. & contum. *Et ſont les deſpẽs adiugez pour le gain de cauſe,* l. properandum, § ſin autẽ alterutra, C. de iudic. l. 3. C. de fructib. & lit. expenſ. *pour le retardement du procez,* l. non ignorat, C. eod. *defauts & contumaces,* l. ſancimus, C. de iudic. *taxez apres le ſerment à l'arbitre du Iuge auec moderation, non ſi la taxe eſt faicte auant le ſerment. Auquel cas n'y a lieu de moderation,* d. l. ſancimus, auth. poſt iuſiurandum, C. eod. *Ni ne peut le defaillant eſtre ouy en ſa cauſe, que ne refundre les deſpens contumaciaux. Maſuer au titre des deffauts, nombre* 11. *ſcauoir quand les defauts ont eſté bien entretenus, & s'en eſt enſuiui ſentence ſur la demande verifiee par actes ou teſmoings. Ordonnance du Roy François I. article* 27. 28. 29. 30. *Si le deſaillant ſe preſente auant la vuidange du procez, on procede toutes parties ouyes en ce que reſte, ſans preiudice des deſpens des defauts & refuſion d'iceux, ſi en fin de cauſe eſt ordonné. Et par fois on ſe diſpenſe apres la ſentence donnee, en action criminelle, quand le preuenu ſe preſente, ou eſt apprehendé. Comme fuſt iugé par arreſt en la cauſe de Dubreil appellant du Viguier, de ce qu'on auroit ordonné la refuſion des deſpens contumaciaux auant l'ouyr, contre Marie de Blandraps vefue à feu Olier Notaire, à la requeſte de laquelle ledit Dubreil auroit eſté condamné par defauts, pour auoir rompu trois fueillets du protocole de ſon feu mari.* Caueant nimirum Iudices ne aliter audiant cauſam pauperis, aliter potentis, aliter ſodalis, aliter ignoti, vt ait Beda de ſtatera doloſa verba faciens: iudicium enim odio, amore, timore, cupiditate peruertitur ex Iſidoro de ſumm. bon. Si quid enim decreto ſeruatus ſumma cum æquitate indulgeatur, non eſt pariter ab inferiori iudice indulgendum, qui ſecundum leges, non ſecundum quod ſibi videtur, iudicare tenetur. [31] An- [31]
no conſulatus inter nobiles deputati, à taliis vel aliis impoſitionibus exempti, vt refert Benedictus in capite Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num 593. Bartol. in l. honorem, ff. de muner. & honor. *Maſuer au titre des tailles nombre* 7. & ita nobili funguntur officio, de quo Bartol. in l.

1. num.

l.num.12.ff.de iuriſd.omn.iud.Eorum aſſeſſores mercenario, ideóque vt conſules in præmio & labore grauati, honore releuantur, gloſ. d.l. honorem, ff. de
32 muner. & honor. [32] arg. l. publicas, C. de feriis. [33] Nec enim arbitri per ſacra-
33 mentum, ſed per compromiſſum aſſumuntur. Nouel 82. cap. 11. [34] cap. 1. e. de
34 arb. l. item ſi vnus, §. in impari enim numero, l. ſicuti trib. ff. eod. *Ce qu'on obſerue auſſi és Cours inferieures, non és ſouueraines, eſquels les partages ſe vuident en autre chãbre, que celle, où les voix ſont parties, & par fois les chambres aſſemblees, comme ſe voit par les d. ſ. ours dudit Maynard en ſes notables queſtions és cauſes ciuiles. Pour les criminelles ledit Maynard au ch. 8. du 4. liu. de ſeſd. queſt. repreſente doctemẽt cõme anciennemẽt les preuenus auoyent leur place à la dextre, les accuſateurs à la gauche,* ex Ariſtotele Problematum, ſectione 29 q. 12. *Et comme dit Sainct Auguſtin de Marc Varron, ch. 10. liu. 8. de la Cité de Dieu, où les ſentences & opinions eſtoyent en pareil nõbre, l'abſolutiõ auoir eſté preferee à la condamnation en Areopage, ne ſe trouuant d'vn coſté rien ſi iuſte pour la condamnation que n'euſt ſon oppoſite, parlant d'vn meurtre fabuleux, commis par vn Dieu en la perſonne d'vn qui auoit voulu rauir ſa fille de ſoy puniſſable, & le rapte non moins deteſtable, & abominable, que le meurtre meſmes commis par celuy, qu'ils auoyent conſtitué preſident, pour cognoiſtre de tels ou ſemblables excez: excuſant auſſi le parricide d'Oreſtes tant inhumain & deſnaturé qu'il tua ſa mere Clytemneſtra, pour vanger la mort auſſi cruelle, & deteſtable de ſon pere Agamemnon, qu'elle auoit auparauant empoiſonné. Marcus Popilius, Lenas à Rome, Delabelle Viſconſul d'Aſie, & Areopages d'Athenes ne voulurent condamner à mort la fille, qu'auoit tué ſa mere de rage, & douleur de ce que ſadicte mere auoit inhumainement meurtri les enfans d'elle, ſes petits fils. Et excuſe le parricide du fils au pere, qui affecte la tyrannie, & faict la guerre au pays, dont és choſes douteuſes, les preuues deſquelles ſont incertaines, doyuent pluſtoſt ſe reſoudre à l'abſolution que condãnation* Alciat. præſumpt. 3. c. 44. arg. l. Arr. C de act. & oblig. *Et vaut mieux abſoudre vn coulpable que condãner vn innocent,* l. abſentem, §. 1. ff. de pœn. *Qu'eſt cauſe que quand les voix ſont eſgales, on s'arreſte à la plus douce. S'il y a trois opinions, chacun de ceux de la moindre ſe reduit à celle des plus grandes que bon luy ſemble, & opinent apres le rapporteur par ordre, les derniers receus, les premiers ſe reduiſans à deux opinions. Ord. de Louys XII. 1512. art. 32. ſur laquelle Rebuffe dict auoir eſté ainſi arreſté par les deux Chambres d'Enqueſtes à Paris, le 20. Feurier 1527. apres le ſieur du Luc, liu. 11. tit. 4. arreſt 15. & y auoit partage, ſi les opinans ne ſurpaſſoyent de deux voix par Ord. dudict Roy Louys XII. des publiees 1549. art. 76. confirmee par Hẽry II. nonobſtant autre Ordonn. de l'an 1539. art. 126. par leſquelles ſuffiſoit vne voix de plus. Et ſuiuant les patentes de ſa Majeſté donnees à Moulins en forme d'Edict, le 12. Feburier 1566. & 13. Mars enſuiuant, la Cour, les chambres aſſemblees, arreſta qu'eſz arreſts & iugements definitifs aux tortures, & matieres criminelles, où les voix ſeront parties, ſeroit conclu à la plus douce, & où y auroit vne voix de la condamnation plus rigoureuſe, le procez ſeroit party, & le*
35 *partage de la tournelle ſe vuideroit à la grand chambre come fait encore.* [35] Eſt enim ſupremæ curiæ iudicare, quod ſibi videtur ſecundùm conſcientiam, & æquitatem, non proiſus legibus alligatæ, cuius arreſta, ſeu decreta pro lege habentur, vt quondam ſenatuſconſulta, quæ de rebus dubiis per ſingulorũ ſententiam ferebantur, vt ait Feneſtella, de Magiſtr. Rom. c. 1. Senatum ius facere poſſe nõ ambigitur, vt reſpõdet Vlpianus, l. non ambigitur, ff. de legib. A quo & à Principe appellare nõ licet, l. 1. C à quib. appel. non licet: & olim ſenatuſconſ. dicebatur ius ciuile Romanorũ, ideóq; qui ſenatũ aditurus erat, i. auſpicabatur, & hoſtiã immolabat, ex Varronis ſententia, vt priùs de reb. diuinis, quàm humanis ad ſenatũ referendũ oſtenderet,

vt ſcribit

vt ſcribit idem Feneſtella d.cap.1. Vt quondam Prætores vrbani apud Romanos, publici, priuatiſque iudicij potestatem habentes, quibus nouum ius condere, & vetus abrogare fas erat, ex eodem Feneſtella, de Magiſtr. Roman cap.19. De quibus Liui. lib. 1. ab vrbe condita. Plutarch in vita Bruti, v bariæ prætoræ ve. ba fac ês. *Οὔ τοι δικάσιμα ἔρχεται εἶτε δικαστὴν ἐπιδείκνυσι τῷ κύνι τὸ βακτηρίον ἐμπίπτειν προθύμως τῷ χοιρῷ χάμαζε ἐμβλέπειν· ὡς ἀφ' ὅτου ὁ κύων εἰς τὰ τῶν θεῶν ἀδυτα τῶν τοῦ πυθοχρήστου ἐφεδρίων συγχώρει ἐμβλέπειν οὐτως ὁ κόχλων ὁ ἐπὶ τὰς πλατυτέρας χρόνος διαγνώμων ἀ τον χίρνα βασιλέα φαρίσι φῶδει τον τῷ κύνι βασιλέι φαιρεσθαι ἐσιν ἐμβλέπειν.* Tullius in oratione pro Muræna, Marc. Varro lib. 5. de ling Lat. Laurentius Valla Elegantiar. l b.1.c.6 lib.4.c.84. Papinianus in l. ios autem ciuile, ff de iuſt.& iur. Pomponius in l.2. §. eodem tempore, ff. de orig. iur. in §. præterorum quoque edicta, de iur.nat.gent.& ciuil.inſtit. n ſi Rex alicd ſtatuerit, et l.2.C. de offic. præfect. prætor. [36] Orus Apollo de ſacris apud Ægyptios ſculpturis & cælaturis, conſtátque vim iudicu n non eſſe regiam illam maieſtatem, ſed legum cuſtodem, Regiſque miniſtram, vt ait Plato de regno. [37] Magiſtratus enim optimi ipſi ſunt leges, vt docet Marſilius Ficinus in lib. Platonis de fortitudine. [38] De quibus in l. quod ſi Epheſi, ff. de eo quod certo loc. Praxis Papienſis tit. 52. gloſſ. 25.

FIEFS,

COVSTVME X.

Quand un fief diuiſé eſt tenu de pluſieurs ſeigneurs, celuy du milieu a l'entrée & paſſage du deuant du coſté de la rue, & le dernier par le deuant & milieu, pour faire ſaiſie en ſon fief: ores les ſeigneuries ſoyent diuerſes & libres.

CHAPITRE X.

QVOY que toutes choſes ſoyent de leur nature libres, [1] & pour le droict des gens, les poſſeſſions diſtinctes, & limitées, [2] auec prohibition n'entrer au champ d'autruy. [3] La loy diuine y permet le paſſage non dõmageable, pour pie & iuſte cauſe, ſans inferer droict de ſeruitude: [4] enſemble le droict Romain pour cauſe vtile, [5] importante, [6] & neceſſaire: [7] quand on ne peut paſſer ailleurs que par le champ, ou maiſon voiſine: [8] le chemin public eſtant effondré par la ruine des eaux à leur negligence, [9] où le lieu qu'on s'achemine entourné de champs, ou maiſons circonuoiſines, ou partie des precipices, promontoires,

coupeaux esleuez,& lieux inaccessibles, où l'on prend le chemin plus asseuré,moins dommageable & incommode. [10] Et si le passage porte quelque dommage au fonds voisin, semé de blé en tuyau,entouré de fossez, ou autrement faict à indemniser, & desdommager par le passant. [11] Ce qu'aduenant vne fois, ou rarement, n'est reputé à seruitude, pour n'estre le passage continué, ny reiteré par interualles : [12] ou quoy que soit, le proprietaire possesseur, ou vsufructuaire du fonds enclos, que n'a passage, le peut demander en iustice contre le voisin refusant, en le desdommageant. [13] Que ne peut estre non plus desmé au seigneur feodal du milieu, ou dernier du tenant de la piece,ou edifice mouuant de son fief, pour contraindre l'infeudataire au payement de sa rente, ou autres choses à luy deues par parie, & saisie de ses biens auec permission de iustice, ou faire execution en son fief,en vertu des lettres *de feudis*, de la Chancelerie, par vn Huissier, ou sergent Royal, auec establissement de sequestre : non de son authorité, ny par voye de reprise, ou retenuë, laquelle n'est receuë en Tholose, [14] Dont les oppositions, & differents entre les seigneurs, & leurs vassaux se vuident és Iurisdictions Royalles, au territoire desquelles leurs seigneuries sont assizes, non à celles des seigneurs iusticiers, [15] qui aussi playdent en Tholose, la main du Roy saisie, non la leur: dont les fruicts que se perçoyuent pendant l'instance ne leur sont acquis, [16] & en obtiennẽt les vassaux executez,la main-leuée en consignant le prix de la rente demandée, ou baillans cautions, & sans entrer en desadueu, si la seigneurie est contestée, offrans recognoistre le vray seigneur, que sera maintenu en icelle, luy faire foy & hommage, & payer les droicts qu'il monstrera luy estre deubs par bons & vallables titres, [17] pour n'entrer en faux adueu, autant ou plus odieux, que le desadueu, [18] quoy que pour ce regard n'y ayt droict de commis en Tholose, nonobstant le droict Romain & Coustume generalle de France, desrogee par la locale. [19] Et se peut faire l'execution à la requeste de l'vn des conseigneurs, pour sa part de la seigneurie indiuise, [20] ou pour le tout, au profit, & commodité de tous les conseigneurs : & tant seulement pour ses droicts particuliers, son fief estant separé. [21]

NOTÆ.

NOTÆ.

1 IAN. ius naturale, diſt. 1. & omnia præſumuntur libera, leg. altius, C. de ſeruit. 2 leg. ex hoc iure, ff. de iuſtit. & iur. 3 leg. per agrum alienum, Cod. de ſeruit. & aqua. 4 can. omnes, diſt. 1. can. fin. 23. q. 2 d. can. ius naturale. 5 leg. binas ædes, §. non autem, ff. de ſeruit. vrban. præd. leg. 1. §. vſusfruct. ff. de vſufruct. 6 Argument. leg. diuus, ff. de ſeru. ruſt. præd. §. ferè. de rer. diuiſ. Inſtitut. iunćto can. Ezau 86. d iunct. 7 leg. ſi quis ſepulchrum, ff. de relig. & ſumpt. fun. 8 *De tant que ſi celuy, qui demande paſſage par la terre plus proche, le peut auoir ailleurs, n'y eſt receu, encor qu'il ſoit plus long, & faſcheux, & ſi n'en a point, y doit eſtre pourueu: car autrement le fonds ſeruant ſeroit inutile. Maſuer au titre des ſeruitudes, & voyes publiques. Meynard chapitre 59. du 4. liure de ſes queſtions chap. 100. du liu. 7.* 9 *Quand vn chemin public eſt comblé & rauagé par la violence des eaux, ou autrement, & rendu en tel eſtat, qu'on n'y peut commodément paſſer, on paſſe ſur le fonds plus proche, iuſqu'à ce qu'il ſoit reparé, pour la commodité publique, à la moindre perte du Maiſtre, ou poſſeſſeur dudict fonds,* l. ſi locus, § final. ff. quemadmodum ſeruit. amitt. Accurſius in leg. per agrum, ff. de ſeruit. & aqua. gloſſ. in d. can. omnes, diſt. 1. adeò vt publicam vtilitatem quis poſſit rei propriæ dominio priuari, l. item ſi verberatum, in princ. ff. de rei vend. l. Lucius, ff. de euict. *dont la Republique eſt tenuë luy payer ſes dommages, & interefts,* leg. ſi cui, & ibi not. ff. de ſeru. *Ledict Maſuer au lieu preallegué: meſmes quand le dommage eſt grand, comme d'vn edifice retranché, ou demoly, pour l'eſlargiſſement d'vne place, ou rue, ou pour faire nouueau paſſage, lequel n'eſt raiſonnable que les preprietaires ſouffrent à leur grand perte, & ruine, au ſoulagement du public: quoy qu'en France, comme dict ledict Maſuer, les chemins publics royaux ſe reparent & maintiennent aux deſpens des voiſins biens-tenans.* in viis quidem publicis, ſecundùm proprias domus, vt in l. 1. §. conſeruat, ff. de via public. ita vt quicunque mercede habitant, ſi non conſtruat dominus, ipſi conſtruentes diſpendium in mercedem computare poſſunt, d. leg. 1. §. quicunque. *Ne peuuans empeſcher, meſmes aux champs, que les voicturiers & autres, auſquels le chemin royal eſt inacceſſible, ne paſſent en leur terre, ioignant iceluy. Ce que s'entend des chemins ordinaires, dont les tenans, que ne tiennent condroicts, & recurez les foſſes des crées accouſtumés, pour le conduict des eaux, ſouffrent les dommages qu'en aduiennent à leur faute, & negligence: leſquels ſont tenus reparer, non faire nouueaux chemins, ponts, & canaux, où les communautés contribuent en corps, voyre le pays, ſi la deſpenſe en eſt trop exceſſiue. Comme ſe doibt practiquer en quelques endroicts du pays de Languedoc, où les chemins publics auoyent eſté rendus ſi difficiles pendant les guerres ciuiles, qu'à peine en y pouuoit commodément paſſer à cheual, leſquels ont eſté aux deſpens du public, reduicts en ſi bon eſtat, qu'on y faict auſſi les charois, depuis entretenus aux deſpens des particuliers à la diligence des officiers du Roy du bureau general eſtably en Tholoſe de la maiſtriſe des ponts, ports & paſſages, qu'eſt des droicts royaux, deſquels les Iuges des ſeigneurs ne peuuent cognoiſtre, ny autre que les Maiſtres des ports à ce conſtitués par ſa Majeſté, eſtant le Roy ſeul voyer en France, comme eſt repreſenté par ledict Bacquet. Auſquels priuatiuement à tous autres appartient la cognoiſſance des grands chemins publics, fleuues, & riuieres nauigeables, Isles, ſablages, ter-*

rages, & iaueaux, qui naissent en icelles, ensemble du droict de pesche, comme droicts royaux, non des plus proches tenans, ausquels n'appartient que l'accroissement de leurs terres, quand les eaux fluuiales se retirent & changent de cours: tout ainsi que se perdent & diminuent quand au contraire le fleuue voisin les couure, ou occupe le chemin, pour lequel sont tenus donner passage ailleurs, à la plus grand commodité du public, & moindre dommage des tenanciers particuliers des terres adiacentes, comme remarque ledict Masuer au lieu preallegué. Par quel changement les fiefs, & iustices des seigneurs peuuent estre augmentez, ou diminuez, selon le mesme Bacquet: *& les infeudataires deschargés de la rente, & cousine, par l'entiere perte, & occupation du fonds feodal, comme a esté cy-deuant representé, ou pour le faict des eaux est aussi ladicte maistrise, non que le Roy ne puisse engager, aliener, ou bailler à fief, & hommage, partie de ses droicts, voyre en franc aleu, hors mis la iustice, comme se voit en certains endroicts de la France. Si c'est vn chemin particulier, & voye de seruitude constituée auec bon & valable titre, que soit comblée, rasée, gastée, & perdue, doit estre refaict au mesme lieu, ou autre plus proche du mesme fonds: & peut le maistre du fonds seruant, sans preiudicier autruy, donner passage,*
10 *ou faire le canal du ruisseau, fleuue, ou riuiere en autre endroict*, vt in l. 2. §. penult. ff. de relig. & sumpt. fun. gloss. in l. si cui, in verb. liceret, ff. de seruit. [10] l. si quis simplici via, ff. de seruit. *Si toutes-fois celuy qui demande chemin & passage par la terre plus proche, le peut auoir ailleurs, ny doit estre receu, encor qu'il soit plus long & fascheux selon ledict Masuer, au titre des seruitudes, & Maynard ch. 59 du 4. liu. de ses quest. S'il n'y est tellement contrainct, que sans le passage du voisin, le sien luy soit inutile, n'y pouuant autrement aller. Boyer question 322.* & tunc cogi potest vicinus ad viam constituendam vicino, si precibus nolit: at certè æqua mercede constituta si alio loco via careat, l. binas ædes, ff. de seruit. vrb. præd. l. si quis sepulchrum, ff. de relig. & sump. fun. *Ferron sur les Coustumes de Bordeaux tit.* de feud. *chap. 3.* in fin. Ludouicus de Penna in l.
11 2. de bon. vacantib. lib. 11. C. [11] præf. iurib. *Arrest du 9. Aoust 1564. donné entre Anthoine Caminade habitant de Ville-neufue & vn sien voysin: par lequel est preiugé que le voisin est tenu permettre le passage par sa terre pour la culture & iouyssance du champ voisin, en luy payant ses dommages & interests, si sa terre est ensemencée, non autrement, que consistent en faict, comme les autres dõmages, desquels est parlé en la loy* Quod cuiusque, ff. de reg. iur. pro qualitate personarum, locorum & temporum, l. Pomponius, in fin. ff. de neg. gest. l. eum quem temerè, §. fin. ff. de re iudic. *Ledict arrest est cité par ledict Maynard audict ch. 59. du 4 liu. de ses quest.* l. testatrix, in princ. ff. si seruitus vendicetur, leg. si seruum, §. fin. ff. de leg. 1. l. damnas esto, § 1. ff. de vsufruct. leg. *Mas. au lieu preallegué. Dont l'estimation se faict à dire d'experts*, quæ nulla iuris definitione comprehendi potest. Hugo Douel lib. 2. de eo quod interest, in fin. *Et voit on communement de sentiers emmy les champs faicts par les passants, pour abbreger leur chemin, & entre paysans se permettre respectiuement par droict de voisinage, non de seruitude le passage par leurs terres sans les endommager ne incommoder, & sans consequence, les pouuans de droict prohiber*, can. fi. 23. q. 1. Nam transire per agrum alienum fas est, ius non est, can. 2 dist. 1. Ita iure diuino licet in aliena vinea vuas comedere, non exportare vel in agro alterius spicas conterere, & comedere, can. 1. 6. q. 3. non mittere falcem, can. discipulos, de consecrat. dist. 5. vbique aliquid mihi prodest, & tibi non nocet, æquum est vt non prohibeas, licèt iure possis, l. in summa, §. item Var. ff. de aqu. plu. arcend. Et iure quis potest transire per agrum alienum, per modum seruituris, ad effodiendum suum thesaurum, l. thesaurus in fin. ff. ad exhibend. si glans mea decidat

dat in agrum tuum, l. vnic. C. de gland. legend. dum quæro hominem fugitiuum, l. diuus, ff. de seru. fugit. dum via publica diruta est, d. leg. si locus §. final. ff. quemad. seruit. amitt. vel aliunde ad meum agrum excolendum non patet aditus, vel vt domi me recipiam, æquissimóque iure humanæ societatis transitus, innoxius, & necessarius pateat, can. fin. 23. q. 2. [12] Nam & alias per interualla dierum & horarum modum adijci seruitutibus posse constat, l. 4. §. fin. ff. de seruit. nec ex eo constituta censetur seruitus ex tempore ad tempus, nec ad certam conditionem, l. 4. §. modum, §. interualla, & ibi Bart. ff. de seruit. [13] Adeò vt si fundus meus necessariò seruiat prædio alieno, innoxium duntaxat transitum præstare teneor, & se noxium cum refusione damnorum, præf. iuribus [14] *N'estant mesmes iuste & fauorable l'execution des actes de Iustice, que d'hostilité*, de qua in can. iustum, 23. q. 2. *Pour lesquels on ne doit non plus interdire le passage*, de quo in d. can. fin. ead. q. 2. *moins au seigneur qui ne peut non plus passer ailleurs pour aller à son fief, que par l'entree & passage au fonds voisin, mouuant de la directe d'autre seigneur, permise à son vassal, ou quand le fief diuisé à trois seigneurs seroit tenu par vn seul emphyteote, qui de soy ne se pourroit attribuer droit de seruitude : ne pourroit non plus empescher l'entrée du deuant au seigneur du milieu, ni aussi le passage du milieu, pour agir & faire execution en son fief, selon le commun vsage, comme a esté cy deuant representé, ne faisant les fruicts siens : comme en la Coustume du Compté de Bourgongne au titre des fiefs, §. 1. soit que la saisie se face pour hommages & deuoirs non faicts, droits non payés, & denombrements non baillés, ou pour desaduen, pour lequel en Tholose le fief ne tombe non plus en commis : ains par voye de sequestre, pour la conseruation des fruicts, & regime des biens saisis pendant l'instance*, quæ ita capiuntur etiam ex Consuetudine Comitatus Burgundiæ secundùm eiusdem expositionem per Henricum Buguerum Dolanum, magnum apud Sanclaudianos iudicem, *tit. des fiefs coustume premiere* in verb. *assoir & mettre sa main*, numero 7. vt per eam patronus feudi possessor fiat, quæ ad iura dominicalia, vassallo domino vtili remanente, & possessore, ex Pontano in Consuetudines Blesenses, tit. de iur. dominical. §. 6. & 7. super versic. verum altiori indagine, & vers. vt autem facilius. Vbi si lis oriatur ex nullitate, & iniustitia feudalis apprehensionis vel acceptionis : tunc melior est causa vasalli possidentis, quem iura facilè non patiuntur deturbari à possessione, c. 1. & 2. ibique gl. in verb. sequestrari, e. de sequest. possess. & fruct. l. vnica, Cod. de prohib. sequest. pecun. & tunc potius esse sequestrationi, l. 1. §. 1. Cod. de assert. toll. & in l. 3. Cod. quibus ad libert. proclam. non licet, ex d. Bugueto in præfat. Consuetudine, in verb. *asseoir*, numero 9. Et tunc dominicæ sublata manus iniectione more iudiciorum agendum est, l. extat, ff. quod met. caus. l. si quis in tantam, Cod. vt de vi, imò fructus non esse sequestrandos ait idem Buguerus ibidem numero 12. Cùm vasallus idoneam dederit cautionem, qua præstita ipse manet possessor, d. l. 1. §. 1. Cod. de assert. toll. [15] Vt ex præfatis colligere licet, tam ex his quæ in capite superiori, ex Bacqueto desumpsimus. [16] *Ains appartient au debteur, ou a sa descharge, au profit & vtilité d'autres creanciers, & opposans, si point en y a. Mornard chap. 40. du 2. liu. de ses quest.* [17] de his in superioribus. [18] *De tant que pour faux aduen hors les termes de*

nos Couſtumes, on tombe ſi bien en commis, *que pour deſaduen du vray ſeigneur.* Gilles le *Maiſtre au titre des fiefs, & hommages, chapitre 2.* Notat Aymon Publirius Pedemontanus in Conſuetudines Aluerniæ, *titre des fiefs*, numero 11. *Et a paſſé la Cour par deſſus noſtre Couſtume, quant au deſaduen, par l'arreſt cy deuant mentionné, donné au profit du ſieur de Sainct Paul, Maiſtre des Requeſtes, Contre Raulin de Vaux, pour auoir luy meſme recogneu, & payé le cens audit ſieur. La qualité duquel ne pouuoit ignorer, laquelle eſtant ignoree par le vaſſal, que tient le fonds contentieux en franc aleu, ou d'autre ſeigneur, n'eſt ſubject au Commis par deſaduen, ni par faux aduen: ſi de meſmes il ignore le vray ſeigneur: dont le ſçachant, l'interuerſion malitieuſe de la ſeigneurie qu'il feroit, le pourroit faire tomber en pareil inconuenient que du deſaduen:* ex lacobo à Sancto Georgio, lib. feudorum, in verb. dicitque vaſalli promiſerunt non committere feloniam, col. 6. verſ. ſeptima cauſa priuationis. Et in verb. dicti vaſſalli, pro recognoſcendo feud. col. 9. verſ. aduertite tamen. *Chaſcun vaſſal ayant à ſe repreſenter deuant les yeux, que le priuilege de la Couſtume ne luy ſerue d'inſtrument d'iniquité: ſur laquelle par fois la Cour paſſe, & a depuis donne autre arreſt contraire, dont les enfans dudict Raulin de Vaux ſont venus en accord auec ledit ſieur, & ont reprins*
19 *l'vtilité du meſme fief, qu'auoit eſté auparauant conſolidé à la directité.* [19] *Par nos Couſtumes n'y a lieu de Commis*, niſi iure ſcripto Romanorum, l. 3. Cod. de iur. emph. *& au general de la France, auquel deſrogent nos Couſtumes. Maynard*
20 *chapitre 10. du 8. liure de ſes queſt.* [20] argum. l. communis libertus, ff.
21 de in ius vocand. [21] Pontanus in Conſuet. Bleſenſes, tit. de iur. dominical. §. 6. 7. in verb. Domini.

COVSTV

FIEFS,

COVSTVME XI.

Seigneurs ſont preferez en leur fief à tous autres creanciers, ſauf le Roy.

CHAPITRE XI.

POVR ne reſonner touſiours ſur meſme corde,[1] ie taiſe & retranche la ſuperflue [2] & inuſitee [3] licence, iadis concedee aux ſeigneurs faire execution de leurs mains, & s'attribuer eux-meſmes la ſaiſine, & preference qu'ils ont en leur fief, contre les autres creanciers, inſeree en ceſte Couſtume, [5] la force [6] & neceſſité [7] ne les y contraignants en deffauts de magiſtrats, deſquels n'y a manque en Tholoſe, [8] où ſont les Magiſtratures royalles, pour cognoiſtre des controuerſes des ſeigneurs feodaux & inſticiers, qui ont leurs fiefs, iuſtices, & ſeigneuries dans le deſtroit de leur iuriſdiction: [9] en l'exercice de laquelle eſt repreſentee la Majeſté royalle ſeule fondee en toute iuſtice, & feodalité, laquelle a ſes iuges, & officiers, pour cognoiſtre des cas royaux, & affaires des ſeigneurs, maintenues, feodalités, benefices, & autres choſes cy deuant mentionnees, priuatiuement és iuges des ſeigneurs, [10] leſquels ni les ſeigneurs, qui les inſtituent, & deſtituent, comme bon leur ſemble, ne peuuent cognoiſtre de la feodalité, & eſtre iuges en leur cauſe. [11] Ou au contraire les iuges Royaux ſont perpetuels & cedentaires, non deſtituables, que par mort, reſignation, ou forfaiture: [12] eſtant auſſi certain qu'en France la iuſtice patrimoniale ne peut eſtre tenue en franc aleu, ni ſouuerainement exercee, que par le Roy, ſon Conſeil, & Cours à ces fins eſtablies en ſon Royaume, [13] pour lequel il ne fait aucun hommage à l'Empereur, ni autre: [14] les Prelats & Eueſques luy preſtent ſerment de fidelité, apres lequel ſe ſeent és hauts ſieges des Audiences, & plaideries des Parlemens, au reſſort deſquels leurs dioceſes ſont aſſiſes, [15] non que le Roy s'attribue abſoluemẽt cõtre les ſeigneurs, tant laics, que Eccleſiaſtiques, tout droit de ſaiſine, & preference, non plus qu'elle n'eſt deuë en toutes choſes aux ſeigneurs en leurs fiefs, contre tous autres creanciers,

ciers, ains ſuiuant la nature des debtes, & hypotheques : car peut aduenir que le Iuſticiable du ſeigneur, qui tient à fief du Roy ſa ſeigneurie, ſoit condamné à mort, pour cas Royal, ſes biens confiſqués à ſa Majeſté. Et lors le Roy comme ſucceſſeur, & bientenant du vaſſal, ſembleroit eſtre poſterieur au ſeigneur en l'hypotheque des droits ſeigneuriaux, dont le Roy ne veut retenir, ni vnir à ſon domaine telles ou ſemblables rotures, ni voire les ſeigneueuries, Comptés, & Baronies, ſi ne ſont importantes, & neceſſaires pour la conſeruation, & manutentiõ de l'Eſtat: [16] ains auſſi toſt ſes fermiers, & agents les font mettre aux encheres, & en vuident les mains, [17] non des droits de ſuperiori é inallienables & inſeparables de la Couronne, en recognoiſſance de laquelle luy ſont deues les tailles, & autres redeuances en ſon royaume, [18] quoy qu'en Languedoc, en lieu des tailles, on vſe des conceſſions, qu'on luy fait aux Eſtats du pays, pour leſquelles, & toute autre nature de deniers Royaux, le Roy eſt premier ſaiſi, [19] s'il eſt en partage, ſes fermiers, & officiers ſont preferez: & ſi la iuſtice, ou ſeigneurie eſt en controuerſe auec autres ſeigneurs, ou à la requeſte de Monſieur le Procureur general de ſa Majeſté, elle en iouyt par proui ſion. [20] Apres laquelle les ſeigneurs feodaux ſont preferez en leur fief à tous autres creanciers, pour la rente, cenſiue, droits, & deuoirs ſeigneuriaux, [21] non pour autres particuliers, leſquels ſuiuent l'ordre de leurs hypotheques: [22] de tant que le fief eſt adherant au fonds, quoy qu'il change de main, ou le ſeigneur vtile ſe ioüe du fief, & le baille à ſurcens, ou y cree nouuelle rente: par lequel la condition du ſeigneur dominant, ne peut eſtre rendue deterieure, [23] ni l'obligation, & hypotheque faicte par le vaſſal, empeſcher que le ſeigneur ne ſoit premierement payé de ſes droits, ſi priuilegiee qu'elle ſoit, apres les droits royaux, & de l'Egliſe, que marchent de meſme pied, comme tailles, & diſmes. [24] Et meſmes les hypotheques faictes par l'achepteur demeurent eſtaintes par la reſciſion du contract. [25] Et quand le fonds ſe vend par decret, & authorité de Iuſtice où chaſcun peut deduire ſõ intereſt, ſurdire & s'oppoſer iuſqu'à la miſe de poſſeſſiõ, apres laquelle on n'y eſt plus recelé, qu'en retraict linager en Guiẽne, non en Languedoc, où l'on vſe du droict Romain, ſauf en quelques lieux par couſtume locale nõ obſeruée en Tholoſe, ou autres qui ont droict d'hypotheque, non payés, ne ſatisfaicts de leurs debtes, en rembourſans & indẽniſans l'adiudicataire, tant du principal, que loyaux couſts & deſpens par luy expoſés ſelon noſtre vſage, [26] ores les derniers creãciers ne ſoyent payés de leurs debtes, ou ſoyent entrés & receus à cõtribution, l'adiudicataire ne pouuant eſtre contrainct qu'à la remiſe

de ſa

de ſa ſuſdicte, pour laquelle les biẽs luy ſont adiugez,[27] ſauf le droict du Roy, de l'Egliſe, & du ſeigneur, auquel eſt bon notifier le depoſt, & procurer qu'il ſoit payé des deniers conſignés de ſes arrerages, ſi point en y a, pour leſquels le fief luy demeure touſiours obligé, cõme apres les acquiſitions extraiudicielles, à ce que le ſeigneur ne face derechef ſaiſir le fonds pour les droits non payés, & deuoirs non faicts puis 29. ans, comme il peut en action hypothecaire, non en la perſonnelle, que de ce que luy eſt deu par l'adiudicataire, puis le temps de ſon acquiſition,[28] ni vn des cõtenanciers du fief indiuiſible pour le tout, que puis l'inſtance.[29] Et tant le Roy, que hauts Iuſtitiers laics, ou Eccleſiaſtiques ſont tenus payer les debtes hereditaires des biens, que leur aduiennent par deſherance, forfaicture, ou autrement, comme heritiers anomals, ſelon la portee d'iceux, & ordre des hypotheques, ores n'en ſoit faict inuentaire, ſans paſſer plus auant, ni frauder les creanciers du defunct, tant que ſe peut eſtendre ſon heritage, des debtes pareux contractés, ou quaſi contractez auant l'inſtance, ſans y cõfondre leurs droits, que touſiours ſuiuent le fonds.[30] Pendant laquelle, ni autrement, le Roy n'accepte aucune hoirie litigieuſe:[31] ni n'eſt tenu non plus que les hauts iuſticiers payer les legs, & liberalités teſtam. des cõdãnez, de tãt que les teſtamẽts & dernieres volõtez prennẽt leur force du decez du teſtateur, lors duquel apres la condamnation, les biẽs ne ſont plus ſiens, ains acquis au Roy, ou au ſeigneur,[32] ſi pour cauſe iuſte & raiſonnable la Cour ne les a approuuez: comme elle a de Couſtume diſtraire partie des biens pour les femmes, & enfans des condamnés, amandes & frais de iuſtice enuers ceux qui les ont expoſez, res la pourſuitte ſe face au nom du Procureur du Roy, auquel ni contre lequel on n'adiuge aucuns deſpens,[33] s'il n'y a plainte, denonce, ou partie inſtigante: dont en cas de relaxe le Procureur du Roy eſt tenu nommer le denonciateur, ſi la partie relaxee le requiert, pour contre luy pourſuiure, ſi bon luy ſemble, reparation de la calomnie, & condamnation de deſpens, dommages, & intereſts, ſi l'affaire y eſt diſpoſee:[34] comme auſſi on n'adiuge rien és ſeigneurs hauts iuſticiers, pour les frais des procez, des delicts commis en leurs lettres, qu'ils ſont tenus faire à leurs deſpens, ſinon les amandes, ſur leſquelles s'en peuuent rembourſer, ſi n'y eſchet confiſcation de biens; laquelle leur appartient, eſtans leurs iuſticiables,[35] *deducto tamen ære alieno*. Et ſont en ce cas les creanciers de l'executé à mort, pour les debtes par eux faits, & contractez auant la condamnatiõ preferez au Roy, & au ſeigneur, ſauf leur droict de ſuperiorité qu'eſt autant diminué du patrimoine du defunct,[36] outre leſquels le vendeur du fonds non payé du

tout en partie, n'eſt tenu ſe rãger auec les autres, ains peut requerir que led. fonds ſoit vendu ſeparement, & de l'argent en prouenãt luy payé de ſon debte : le ſurplus remis au blot hereditaire. Ce que n'a lieu en vente de meubles, ou marchandiſe trouuee en nature, pour la repriſe d'icelle, ſi l'achapt n'en a eſté frauduleux :[38] & generalement entre les autres creanciers du defunct, les hypothecaires ſont preferés aux chirographaires,[39] dont les cedulles d'eſcripture priuee prennẽt leur force du iour de l'aueu,[40] les fẽmes, & belles filles pour la dot, par elle, ou autre pour elles conſtituee à tous autres creanciers, ores premiers en hypotheque, tacitam, vel generalem, aut tandem expreſſam, non quidem ſpecialem habentibus:[41] ſauf à celuy, les deniers duquel ont eſté employés à la finance & compoſition d'vn eſtat patrimonial, tenu par le mari, le debte duquel eſt preferé à la dot, quoy que par le contract du preſt n'apparoiſſe de l'employ:[42] l'augmẽt ſuiuant le droict commun,[43] & precedence du temps des hypotheques, prenant la ſienne des pactes dotaux, ores le cas ne ſoit aduenu, par lequel la femme en puiſſe faire demãde, que tant ſeulement arreſter les creanciers du mari par declaration d'hypotheque ſur ſes biens en l'oppoſition de la dot, & en conſequence d'icelle, pour en cas de ſurmuance en pourſuiure le payement au moyen de ſon hypotheque, la condition eſtant aduenue ſur les biens du mari decretés.[44] Et ſuit l'augment en certains cas la nature de la dot:[45] ainſi des autres, comme pour louages, medicaments, ſalaires, aliments, reparations, frais funeraux, de iuſtice, & leurs ſemblables, que par concours, ou autrement, ſont des premiers aloués,[46] ſans y comprendre les droicts du Roy, de l'Egliſe, ni du ſeigneur, leſquels eſtans touſiours en entier payés, & ſatisfaicts, la vente du fonds ſaiſi à la requeſte des creanciers ne peut eſtre empeſchee, ni la diſtribution des deniers en prouenans :[47] entre leſquels le Roy, & l'Egliſe vſent enſemble du droict commun, ez debtes, & hypotheques non priuilegiees:[48] & ſont le fiſc & la dot en pareil priuilege, & le ſeigneur pour les debtes non priuilegiés, mis au rang des autres creanciers, ſuiuant l'ordre de leurs hypotheques.

NOTÆ.

[1] NAm cytharœdus ridetur corda, qui ſemper oberrat eadem, vt Flaccus loquitur, [2] ſuntque ſuperflua demenda, l. vnica. §. quibus, C. de nou. [2] C. faciend. [3] d. §. quibus, in verb. deſuetudinem, l. 1. §. ſed etſi, C. de vet. iur enucl. [3] §. igitur, in fine, in proœmio inſtit. l. cùm de cõſuetudine, l. quod non ratione. ff. de

nem

legib. [4] *contre le droict Romain*, in l. ſi quis in tantam, C. vnde vi, l. extat, ff. de eo quod met. cauſ. *conforme au droict François.* [5] Etiam contra iuris rationem, quo ius ſibi dicere nemo poteſt, l. qui iuriſdictioni, ff de iuriſdict omn. iudic. l. Iulianus, ff. de iudic. l. vnica, Cod. ne quis in ſua cauſa iudicet, c. conquerente, in verb. volueris, e. de reſtit. ſpol. [6] vt in l. 3. §. eum igitur, ff. de vi & vi armat. l. 1. & 2. Cod. quand. hic. vnicuique ſine iudic. ſe vind. can. dominus 23. q. 2. iuncto cano. militare. 23. q. 1. [7] vt in l. diuortio, §. illum, ff. de neg. geſt. l. ait prætor, §. ſi debitorem. ff. quæ in fraud. cred. l. fiſtulas, §. 1. ff. de contrah. empt. l. 3. & tribus ſeqq. ff. de legib. [8] In tanta ciuitate optimis legibus munita, & magiſtratibus iura reddentibus, decorata, vt ait Plato, 6. de legibus. [9] *Le Seneſchal des Nobles viuans noblement, & le viguier en la ville & viguerie, entre roturiers & non nobles, ſelon l'Edict de Cremieu,* [10] *Bacquet chapitre 23. 7. 8. des droits de Iuſtice.* [11] *Seigneurs hauts iuſtitiers, tant laics, qu'Eccleſiaſtiques peuuent deſtituer ſans cauſe leurs Inges & officiers, Carondas chapitre 34. du 3. liure de ſes reſp. Maynard chapitre vingt-troiſieſme du 2. liure de ſes queſtions. Si ne les ont pourueus en recompenſe de ſeruices par forme de vente, en faueur de mariage, ou autre titre onereux: auſquels cas les ſeigneurs ne les peuuent deſtituer ſans cauſe legitime.* Benedictus in c. Raynutius, in verb. duas habens filias, numero 36. *& autres lieux cuez, par ledict Maynard au meſme chapitre.* [12] *Eux ouys auec cognoiſſance de cauſe, non autrement.* Ibidem Benedictus nume. 38. *Ordonnance de Charles VIII. mil cinq cents huictante cinq.* c. ex tenore, e. de reſtit. ſpol. *Nonobſtant la gloſe ordinaire miſe aux lettres, tant qu'il nous plaira, laquelle, comme dit Bacquet, ne vient en conſideration.* Beneficium enim à Principe conceſſum, decet eſſe manſurum, *ſelon l'expoſition de ladicte gloſe, faicte par ledict Maynard au ſuſdict chapitre vingtroiſieſme du 2. liure de ſes queſt.* [13] Præfatus Benedictus in d. c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, numero 518. [14] Imperatori enim homagium præſtare non tenetur, ſed Papæ filialem obedientiam, vt vicario Chriſti, & Petri ſucceſſori, can. Ego Ludouicus, in fin. 63. diſt. Benedictus in verb. & vxorem. numero 31. §. fin. de prohibita feud. alien. apud Frederichum, in vſibus feud & ſummum habet imperium in ſuo principatu, l. 2. & 3 ibique gloſſ. in verb. principis, Cod de quadrienn. præſcrip. Publitius in Conſuetud. Aluerniæ, *tit. des fiefs*, art. 19. in verb. *au Roy* Tobiæ 2. Eſdræ 6. & 7. [15] *Les Eueſques de France ſe peuuent aſſeoir és hauts ſieges des Parlements és iours des plaideries, prez le Preſident, à coſté dextre, ſelon leur ancienneté, ſans opiner, ſi ne ſont Pairs de France: comme ſont l'Eueſque de Rheims, l'Eueſque de Chalons en Champaigne, l'Eueſque de Noyon, enſemble l'Eueſque de Paris, par priuilege, qui a non ſeulement voix deliberatiue en audience, mais auſſi à la Chambre du Conſeil, comme Conſeiller au Parlement de Paris: ſçauoir apres qu'ils ont preſté au Roy le ſerment de fidelité. Car autrement ne ſont receus à demander l'entrée. Gilles le Maiſtre, chapitre treizieſme du titre des Regales. Dont l'Eueſque de Sainct Flour par Ordonnance du Parlement de Paris du vingtcinquieſme Nouembre mil quatre cens huictante quatre fuſt inhibé ſe ſeoir és hauts ſieges des plaideries, iuſques à ce qu'il euſt faict le ſerment de fidelité au Roy, & d'iceluy euſt apparu à la Cour. Le meſmes chapitre 12. des Regales ſur la fin, faiſant difference du ſerment de fidelité, qu'ils font a cauſe de leur prelature, & dignité Epiſcopale, auec l'hommage qu'ils font au Roy, pour le temporel, comme*

ſes vaſſaux : en defaut duquel hommage ne reſtent auoir l'entree és parlements, audict chapi-
16 *tre 13. des Regales.* [16] *Car bien que le Roy ne ſoit tenu faire hommage pour le riere fief, que luy reuient, comme premier ſeigneur du fief dominant, duquel audict cas le riere fief reprent ſa premiere nature. Gilles le Maiſtre chapitre 1. des fiefs & hommages, n'a pourtant accouſtumé retenir par droict de prelation, ni autrement les fiefs mouuants de luy, quoy qu'il ait droit de retenue, que pour le bien public, ou commodité d'aucunes de ſes terres. Comme auroit fait Charles VI. l'an mil cinq cents ſeptante ſept d'un fief vendu au Bailliage de Sainct Quintin par le ſeigneur de Chin, aux habitans de ladicte ville : où le retenant le peut vendre à vn autre au lieu du premier. Carondas chapitre cent quarante du ſeptieſme liure de ſes reſp. pour ne s'approprier & acquerir tous les fiefs de ſes ſubjects, & eſtendre par ce moyen trop amplement ſon domaine, qui ne ſe peut facilement aliener, ni deſmembrer, comme dit le meſme au lieu ſuſdict, duquel le Roy n'eſt auſſi qu'adminiſtrateur. Ledit Carondas chapitre 6. du meſme liure. Sçauoir du Domaine ancien de la Couronne de France, qu'il ne peut aliener, ni engager, qu'en certains cas, d'authorité de ſa Cour,* tanquam tutor, l. tutor, ff. de adminiſt. tut. l. non omn. Cod. eodem *lequel eſt auſſi de ſa nature inalienable,* l. vbi autem, ff. de in diem addict. l. in diem, ibique Bart. ff. de aqua pluu. arcend. l. fin. §. ſin autem, Cod. communia de legat. *Où ſur tout on doit euiter le dommage du Roy, & du public, & ne rien procurer à ſon preiudice,* l. nec damnoſa, Cod. de precib. Imperat. offerend. *Et ſe peut le domaine de la Couronne aliener en deux cas : l'vn pour appanage des puiſnez maſles de la maiſon de France, ſubiect à retour, par leur decez ſans hoirs maſles : l'autre pour la neceſſité de la guerre, en deniers comptans, à pacte de rachapt perpetuel. Bacquet chapitre vingt ſe-*
17 *ptieſme nombre 4. des droits de iuſtice,* [17] *comme a eſté cy deuant dict.* [18] *Qu'eſt l'an-*
18 *cien droict domanial, adherant à la Couronne inalienable, & impreſcriptible, duquel parle ledict Bacquet. Où ſe peuuent adapter les diſtinctions du deuzieſme chapitre du droict des francs fiefs. La premiere des nobles auec les roturiers, tels que ſont ceux, qui ne ſont nobles de race, viuans noblement, ſans eſtre impoſés à la taille, aides, & ſubſides, ou anoblis par lettres du Prince, verifiées en Parlement és Chambres des Comptes, & des Aides, nais de roturiers, & mis par ce moyen auec leurs ſucceſſeurs au rang des nobles, ou par le moyen des offices & dignités, pendant leur vie, qu'ils en iouyſſent ou tiennent ſeigneuries auec dignité annexe, comme Duchez, Comtez, Marquiſats, tous autres du peuple, & tiers eſtat ſont cenſez roturiers, ignobles & tributaires,* l. 4. de annon. & trib. l. fi. de exactor. trib. lib 10 C. Nobilitas enim eſt qualitas aduétitia, quæ nobis non ineſt à natura: ideóque non præſumitur, niſi probetur & qui ſe nobilem eſſe dicit, probare debet, tanquam huiuſmodi qualitas paucis inſit. Et quilibet præſumitur popularis, ſiue ignobilis. Baldus in l. non ignorat, Cod. qui accuſare non poſſ. Florianus in l. 1. ff. de prob. Tiraquellus lib. de nobilitate, c. 10. col. 13. *Et y a en France trois ſortes d'heritages, feodaux, cenſiers, ou roturiers, & allodiaux : les feodaux ſont toutes poſſeſſions, terres, maiſons, & droits immobiliers, deſquels on eſt tenu faire foy & hommage, fiefs anciennement donnez à vie par les premiers Rois de France à ceux qui faiſoyent profeſſion des armes qu'on appelloit gentils, ou eſcuyers,* tanquam, ſcutiferos, *ayans droit & prerogatiue, porter blaſon & eſcu armoirié qu'eſt le premier degré des titres de Nobleſſe* (& dicitur nobilis ſcutatus nondum inſignibus equeſtribus donatus, *comme remarque Nicod en ſon dictionaire, ſur le mot, d'eſcuyer, aſſez commun en France pour denoter vn gentil-homme*) *& a la charge de ſuiure nos Rois és armees, qu'on eſleuoit pour la defenſe du Royaume, pour lequel comme à preſent, faiſoyent foy &*

homma

hommage à ſa Majeſté, auec promeſſe de fidelité, & ſeruice perſonnel. Et par ſucceſſion de temps, meſmes du regne de Hugues Capet, furent faicts perpetuels domaniaux, & hereditaires, à la charge de faire foy, & hommage à chaſque mutation de vaſſal, ſelon les Couſtumes, que les proprietaires ont depuis baillé à fief, cenſiue, ou riere-fief mouuant du Roy. Les heritages cenſiers ou roturiers ſont toutes poſſeſſions & droicts immobiliers, pour leſquels on paye annuellement cenſiue, rente, bordelage, ou autre redeuance au ſeigneur directe, ainſi baillez par les Roys de France, ou ſeigneurs feodaux, en plein fief, ou riere-fief mouuant du Roy, qui de leur domaine muable, le reuenu duquel eſtoit incertain & variable, ont faict vn domaine immuable, auec reuenu certain, ayans baillé les terres qu'ils tenoyent à leur main à cens, rente, ou bordelage, à champart, & autres droicts en deniers grains, volaille, ou autre redeuance. Et ſont trois choſes requiſes à celuy qui pretend auoir droict de cenſiue, ſçauoir qu'il ait fief portant nom certain & domination particuliere, lequel ſoit limité & confiné, & monſtre ſa conceſſion & inueſtiture, ou face apparoir par actes de la foy, & hommage, que luy & ſes predeceſſeurs en ont faict au ſeigneur dominant, enſemble des adueus, & denombremens anciens & modernes receus par le ſeigneur feodal auec ſes appartenances & deſpendances, enſemble ſi le cens par luy pretendu eſt infeodé, dont le droict eſt noble, ſeigneurial, & feodal, ny ne peut la cenſiue eſtre creée que par celuy, qui a fief, autrement ne ſont que ſurcens, rentes, foncieres, ou vſurpations ſur les cenſiues qu'appartiennent au Roy. Du Moulin ſur les Couſtumes de Paris art. 35. 41. & in princ. tit. de cenſib. & iunct. *heritages allodiaux ſont toutes terres, poſſeſſions & droicts immobiliers, pour leſquels n'eſt deüe aucune proteſtation de foy, hommage, cenſiue, rente, ny autre redeuance,* quorum proprietarij neminem laudant authorem. *Ce mot d'aleu, ſignifiant liberté, franchiſe, & immunité. Et ſont leſdicts heritages contenus ſoubs deux eſpeces, franc aleu, noble, auec iuſtice, fief ou cenſiue, dont le tenancier n'eſt tenu de foy, hommage, ſeruice, ou autres droicts ſeigneuriaux, & franc aleu, roturier ſans fief, de iuſtice, ne cenſiue: le poſſeſſeur duquel ne doit cens, rentes, lods, & ventes, ny autres deuoirs ſeigneuriaux. art. 68. de la nouuelle couſtume de Paris, Couſtume du Baillage de Vitry, tit. du franc aleu. Bacquet ch. 2. & 5. du droict des francs fiefs dont l'anobliſſement & conceſſion du ſeigneur depend de ſa Majeſté: Et ſe peut acquerir par poſſeſſion centenaire, & immemoriale. Ledict Bacquet ch. 7. du droict de diſ-heritance. Non que telle immunité en France exempte le ſeigneur de l'heritage allodial de la iuſtice du haut iuſticier, au territoire duquel eſt aſſis, & par ainſi eſt ſubiect au ſiſc, comme les heritages feodaux, & roturiers. Du Moulin art. 46. de l'ancienne Couſtume de Paris. Et ſont appellez francs fiefs, parce que doiuent eſtre tenus en France par perſonnes Nobles d'extraction, ou par lettres du Prince, tant feodaux, que allodiaux: autrement ſont ſubiects aux droicts des francs fiefs, pour la tollerance que faict le Roy aux roturiers de tenir tels heritages. Bacquet ch. 3. du Droict des francs fiefs. Qu'eſt vne partie des reuenus annuels du fief noble, tombé en main roturiere, comme ſont les nouueaux acqueſts pour les heritages allodiaux, feodaux, ou roturiers en main-morte, dont le droict des francs fiefs concerne l'intereſt du Roy enuers les particuliers, & les nouueaux acqueſts enuers les mains-mortables. Tout ainſi que l'amortiſſement, & anobliſſement regardent le futur, & ſe payent par vne quote de la valleur du fonds au Roy, & au ſeign. ſon indemnité auſſi aualuée, l'anobliſſement ſe faict par les particuliers, l'amortiſſement par les mains-mortables, dont les Pariſiens & Tholoſains ne ſont ſubiects au droict des francs fiefs, ban & riere-ban, pour fiefs nobles tenus par roturiers, taillables en tout le ſurplus des biens qu'ils poſſedent, enſemble pour les fiefs, ſi n'en ſont par ſpecial priuilege exemptés.* Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 519. 527. 570. *Gilles le Maiſtre ch. 5. des amortiſſemens,* & fuit ſemper Tho-

[19] losa iuris Italici, & prouincia Narbonenſis omni tributo exempta. præf. iur. [19] *Deſquels parle Mayn. l.b.57.58.du 4.liu.de ſes queſt. Où le peuple ſemble auoir retenu quelque choſe de ſa premiere authorité,* ad inſtar quondam pop. Rom. qui deinde omnẽ poteſtatem tranſtulit in Principem, *toutes-fois du mandement ou permiſſion de ſa Majeſté, & ſous l'authorité d'icelle, & de la Cour. Par laquelle ce qu'a eſté deliberé, conclud, & arreſté aux Eſtats doit eſtre approuué & authoriſé, quoy que les conceſſions ayent eſté faictes par le pays ſans conſequence, ſuiuant leſquelles en eſt auſſi faict le deſpartement.* Et ita ſemper munus regale eſt, quales apud Romanos fuêre indictiones, & ſuperindictiones,
[20] de quibus in l. 1. de indictionibus, & l. vnica, de ſuperindictionib. lib. 10. C. [20] De
[21] his in ſuperioribus. [21] Sicut enim flumina à mari profluunt: ita omnia feuda in Gallia à Rege prodeunt, Ecel. 7. vt ſupremo dominante, cuius cauſa potiſſima eſt, eius dominium terra ſalica à ſale nuncupatur, tanquam nemini ſubditum, à nemine deterritum, neque domatum, aut ſub alterius allodia recognitum. Ferauld. in priuileg Francorum libello, *ſeul dominant en ſon Royaume duquel dependẽt tous les fiefs, riere-fiefs, cens, riere-cens, rotures, & francs aleus, pour leſquels les ſeigneurs que les tiennent du Roy, ſont tenus luy payer finance, & rendre la foy, & hommage deub pour iceux. Baſquet ch. 2. des amortiſſemens, a la perception, & collection deſquels, tout ainſi que des tailles, impoſitions, & autres droicts domaniaux, annexes à la Couronne, ſont par conceſſion du pays, ou autrement, le Roy eſt pour iceux preferé au ſeigneur du fief tributaire, ou allodial, & le ſeigneur aux creanciers du vaſſal, pour ſes droicts ſeigneuriaux les charges ſuiuans le fonds,* à quo-
[22] cunque detineatur, l. 1. & 2. C. ſine cenſ. & reliq. fundum compar. non poſſ. [22] *Comme de preſt d'argent, grains, vin, huile, paſtel, laine, beſtail, & choſes ſemblables, ou en quelque autre maniere que ce ſoit, hors les droicts feodaux, vente, ceſſion, ou donation faicte par le vaſſal au ſeigneur en fraude des creanciers, l'hypotheque deſquels ſuit auſſi l'vtilité du fonds, ores qu'elle ſe conſolide à la directuë, ſoit par vente, donation, ou confiſcation: car autrement le vaſſal ne pourroit obliger, engager, vendre, & aliener le fonds vtile, comme il faict, ſans le ſceu & conſentement du ſeigneur. Auquel faut imputer, comme és autres acquereurs, s'il a mal acheptẽ, pour ne s'eſtre informé des debtes & hypotheques du vendeur, ores ne ſoit tenu des ſarcharges, & nouuelles ſeruitudes, impoſées en ſon fief, outre ſon ſceu, & conſentemẽt, par l'emphyteote guerpiſſant, le ſeigneur les pouuant reuoquer, & remettre le fief au premier eſtat, contre la volonté du vaſſal. Maſuer au tit. des fiefs. Et tel eſt noſtre vſage ſelon la commune forme des infeodations & recognoiſſances, leſquelles on a de couſtume interdire les vaſſaux n'impoſ-*
[23] *er, ny mettre cens ſur cens.* [23] *Quoy qu'au pays couſtumier de France ſoit permis au vaſſal ſe iouer & infeoder, ou bailler à rente perpetuelle les deux parties du fief ſans le ſceu & diminu-*
[24] *tion des droicts du ſeigneur dominant, Gilles le Maiſtre ch. 5. des fiefs, & hommages.* [24] Nõ habuit Leui partem, neque poſſeſſionem cum fratribus ſuis, quia dominus, poſſeſſio eius eſt. Deut. 10. vnde iure diuino, cap. tua porro, de decim. e. ac lege naturæ clero debentur decimæ, vt de Abrahamo & Iacob. can. decimas Deo 16. q 10. lege Moſaica, & can decimas à populo 16. q. 1. prophetica, ibid. can reuertimini & can. 16. q. 7. canonica. d can. 1. & can quicunq; d. q. 7. de grano, vino, fructibus arborũ pecoribꝰ horto, negotiatione, & venatione, d. can. quicunq; & ſeq. nẽpe Eccleſiæ, vbi baptiſma & alia percipiũtur ſacram. can. de decim. can. in ſacr. d. q. 7. ca. Eccl. §. de decim. 13 q 1. c. fin de paroch. c. tua nobis, c. cũ contingat, de dec. c. nõ alias Eccleſiis ſine conſenſu Epiſc. can. ſtatuim. & ſeq. 16. q. 1. nec non Monaſteriis, & Xenodochiis. can. quoniã, ead. q. 1. monachis de prædio, quod propriis manib. excolunt. can cunct. §. de his, can. q. 16. q. 1. non tamen auferuntur Eccleſiis ob donationẽ prædiorũ factã Monaſt. can. cunct. §. de his, 16. q. 1. Ciſtercienſes, tẽplarij hoſpi-

talarij de terris quas etiã propriis ſumptib. colunt, c. ex parte tua de decim. c. De prædiis tamen, quæ tradunt aliis, ex colenda ſoluunt decim. c. nuper, c. licet. e. eod. tit. eáſque tenentur clerici de patrimonio ſoluere, c. nouũ. eod. Etiã Iudæi de terris, quas tenẽt colendas, c. de terris eod. De hortis tamen fratres prædicatores, & minores ſoluere non tenentur, c. minus iniqua, de decim. e. Et hæ in tres ſpecies deducuntur ſecundùm Hoſtienſem. In perſonales, quæ debentur ex opere perſonali, vt ex artificio, ſcientia, militia, negotiatione & ſimilib. quæ ſoluuntur deductis expenſis, c paſtoral. de decim. c. prædiales, quæ ex prædio procedunt, vt vinũ, oleum, triticũ, fructus arborum, & ſimilia, quæ dantur Eccleſiæ, in cuius parochia prædia ſunt ſita, c. ad Apoſtolica c. tua nobis, c. cùm contingat, de decim. e. non ſolùm ſemel in anno, ſed ex vniuerſis ſeminib. vnius agri, non tantũ de vno, ſi fuerint ſucceſſiuè ſeminati, c. ex parte can. e. eod. Pro quib. percipiendis, vel reſeruãdis, nõ deducuntur expenſæ, c cùm homines eod. fœnũ piſcaria molendina, deductis expenſis, c. peruenit, c. paſtor. eo Et ſoluuntur decimę prædiales, ſtatim collectis fructib. ante mercenarios, c cũ homines, e. de dec. tertiã ſpeciẽ mixtã cõſtituit, vt agrorũ, fœtuũ, cæterorũq; animaliũ, quæ gregatim paſcuntur, & acceſſionũ. vt lanæ, de qua in d. c. paſtor. omniũ deniq; bonorũ mobiliũ licitè quæſitorũ pars decima, eſt diuina conſtitutione debita c. 1. c. paroch. c. non eſt de dec. e. eod. vbi debentur decim. de omnib. bonis, de apibus, & omni fructu terræ: ad quarũ ſolutionem quiſq; cõpelli poteſt per cenſuram Eccleſiaſticã, c. tua nobis e. eod. adeò vt qui eas detinet, careat ſepultura Eccleſiaſtica, c. prohibem. eod. Neque ab earũ ſolutione per principẽ quis diſpenſari poteſt, c. à nobis, e. eod. Nec ſunt retinendę propter malitiã cler. c. tua nobis, de dec. e. can. ſi Epiſc. 16. q. 6. Debentur n. in ſignũ vniuerſalis dominij, d. c. tua nobis. Et qui non tribuit, ſacrilegiũ cõmittit, & æternæ dãnationis incurrit periculũ. can. 1 16. q 6. & poſt admonitionẽ, ſi non det, eſt excom. can. omn. dec. 16. q. 6. quive ſoluere negligunt frequenter in reb. tẽporal. dãna patiũtur, can. reuertimini 16. q. 1. & qui diligenter dant, non ſolùm ſanitatẽ tẽporis, ſed cum tẽporali fructu cæleſtia promerentur. can. dec. 16. q. 1. Nec immeritò decimarũ ſolutio præcedit exactiones tributorũ & cenſuũ, c. cùm non ſit in homine e. de decim. cùm ſint iuris diuini & ſpiritualis, & inter diuina cõnumerẽtur, quorũ eſt notio in dicis Eccleſiaſtici in laicũ: vt ſimonia, fœdus matrimonij, Eccleſiæ ſacramenta. & fidei articuli: *dont eſt parlé en l'artic. 4. de l'Ord. du Roy François I. ſur l'abreuiation des procés*: ideirco à laicis poſſideri non poſſunt, can. fin. 16. q. 1. can. 1. ead q. 7 niſi locati, c. veſtra, de loc. & cond. e. & cõponi c. ſuggeſtũ, de dec. e. Non enim fructus ſed ius decimæ emere & vendere ſimoniacũ eſt. can presbyter 1. q. 1. Et in earum ſolutione conſuetudo approbata ſpectanda eſt, cùm ſunt homines, de decim. e. qua pluribus in locis, licet iure communi, decima pars debeatur, ſi ſoluatur vndecima, duodecima, interdum vigeſima, ſemper decima nuncupatur communi vocabulo, vt notat Prateus in verb. decima. *Quant au priuilege concedé par pluſieurs Papes aux Religieux de Ciſteaux pour l'exemption des diſmes des terres par eux, ou leurs ſeruiteurs cultiuées, ſeroit aduenu ſi grand diminution au reuenu des Eccleſiaſtiques à cauſe de leurs acquiſitions, que ſur les plaintes du Clergé, pour le deuxieſme concile de Lateran, ledict priuilege fuſt reſtrainct és acquiſitions par eux faictes auant le Concile, ſi ne compoſent, & ne s'en accordent auec les Egliſes & Parroiſſes, ſquelles leurs terres depuis acquiſes ſont aſſiſes*, vt in l. 2. c. de tranſact. c. ſuggeſtum e. de decim. *Maynard chapitre nonante ſept du ſeptieſme liur. de ſes queſt. Sans toutes-fois que les Curez, qui viennent apres ceux qui ont*

com

compoſé, ſont tenus approuuer ladicte compoſition au preiudice de leur Egliſe, comme eſt repreſenté par ledict Maynard au meſme chap. Où il rapporte vn accord faict entre l'Abbeſſe & religieuſes de l'Ordre de Ciſteaux au Monaſtere de l'Oraiſon Dieu, pour raiſon des diſmes du terroir dudict Monaſtere, parroiſſe de Sainct Hilaire, prés l'Abbaye d'Aunes, & le chapitre. Entre leſquels auroit eſté conuenu, que leſdictes religieuſes iouyront des diſmes & carnalages croiſſans dans ledict terroir, à la charge payer annuellement trente ſols audit chapitre. Et eſtant quelque temps apres ledict Monaſtere de l'Oraiſon-Dieu ruiné, l'Abbeſſe & religieuſes ſeroyent refugiées, & vnies au Monaſtere d'Aunes, dont l'Abbé & religieux au moyen de ladicte vnion auroyent conſecutiuement iouy, iuſqu'à ce qu'il auroit eſté contrainct vendre ledict terroir de l'Oraiſon-Dieu auec ſa grange, pour la ſubuention accordée au Roy. Que M. Raymond Carmen Recteur dudict Sainct Hilaire, & ſes fermiers auroyent formé inſtance contre les ſequeſtres des fruicts dudict terroir, ſaiſis à la requeſte de Monſeigneur le Cardinal de Ioyeuſe Abbé d'Aunes. Dont l'affaire euoquée aux requeſtes, & des requeſtes deuolue par appel en la Cour. Par arreſt du mois de Decembre, donné à la ſeconde d'Enqueſtes au rapport du Sieur Maynard fils, le Prieur & Curé furent maintenus en la poſſeſſion & iouyſſance des fruicts decimaux excroiſſans au terroir de l'Oraiſon-Dieu, tels que ceux, ou leurs predeceſſeurs y perceuoyent auant ladicte concorde, de laquelle la ratification eſtoit produicte au procés auec reſtitution des fruicts perceus, puis l'alienation dudict terroir és mains des tiers acquereurs, & deſpens contre l'Abbé & religieux. Auquel accord l'authorité du ſuperieur n'eſtoit auſſi interuenue, vt oportebat, cap. 2. ibique gloſſ. e. de tranſact. *Et quand ce ſeroit, la compoſition eſtant comme perſonnelle, ainſi que des amortiſſemens, deſquels eſt cy-deuant parlé: l'exemption auroit pris fin, au moyen de ladicte alienation, que l'Abbé en auroit vuidé ſes mains, & la diſme repris ſa premiere nature, reuenant à la main du Curé, d'où il eſtoit yſſu: comme les diſmes infeodez en main laïque, qui reuiennent en main Eccleſiaſtique, hors de prophaniré: comme dict Carondas chap. 204. du 7. liu. de ſes reſpon. Arreſt du Parlement de Paris du 7. Septembr. 1582. Où la cauſe du priuilege ceſſant, le priuilege ceſſe. Qu'eſt l'exemption des terres deſdicts religieux cultiuées par eux, ou leurs gens, ioinct qu'en la retention du cens, le droict de ſeperiorité demeure auſſi par le meſme accord au Curé, eſtant de ſoy inalienable, & impreſcriptible, tout ainſi que de la ſuperiorité temporelle royalle, & ſeigneuriale, ſans que l'vne empeſche l'autre*, quia diuiſum imperium cum Ioue Cæſar habet, *quoy que pareils en priuilege, & le diſme ſoit pluſtoſt payé que la taille ny la cenſiue*, d. c. cũ non ſit in homine, e. de decim. *lequel ſe ſouloit diſtribuer en quatre, à l'Eueſque, au Curé, aux pauures, & à la fabrique de l'Egliſe, depuis reduicte à trois, oſté la part de l'Eueſque, & occaſions des conceſſions faictes au Roy par le Clergé de France des decimes, pour la manutention de la religion catholique, & neceſſités publiques, on adiuge tant ſeulement la ſuicieſme aux pauures, & autant à la conſtruction, reparation des Egliſes, & ornemens d'icelles. Maynard chap. 69. du 3. liu. de ſes queſt.*

26 *Suiuant l'Edict des criées de Henry II. donné à Fontaine-Bleau le 3. Septembr. 1551. Arreſt du Parlement de Bourdeaux du 27. Iuillet 1582. Gilles le Maiſtre au meſme titre des cours, où ceſſe la loy commiſſoire. Maynard chap. 27. du 6. liu. de ſes queſt. ſi l'execution du decret, & miſe de poſſeſſion n'eſt faicte dans les delais des payemens, ſurdictes & oppoſitions. Par leſquels les heritages criés ſont adiugez à la charge des droicts & deuoirs ſeigneuriaux, frais & miſes deſdictes criées, & des charges reelles & foncieres, que ſeront contenues és iugements de diſcuſſion: où les ſeigneurs ſe doibuent auſſi oppoſer pour les droicts ſeigneuriaux cenſuels, rentes foncieres, & arrerages, s'ils pretendent leurs eſtre deubs ſur le fonds mis en criées, article 12. & 13. de ladicte Ordonn. Et peut l'executé apres venir en rebattement de decret par*

voye

voye de nullité, non autrement, n'y ayans de reſte pour ſe payer, eſtant poſterieur peut entrer en offre, apres l'expedition du decret & miſe de poſſeſſion, & demander l'adiudication des biens decretez, contre l'adiudicatoire, en le rembourſant, & indemniſant de la ſomme plus pale, pour laquelle la piece luy eſt adiugee, loyaux couſts & deſpens par luy expoſez, comme ſe iuge au parlement de Tholoſe. Arreſt du 15. Iuillet 1611. donné entre Claude Francois, & Marcial Pradels freres, impetrans lettres en oppoſition, contre l'arreſt du decret obtenu par Heliot Martin, & Marie Barriere mariez au rapport du ſieur Carbonnaz, par lequel le decreſt auroit eſté caſſé prealablement, leſdits mariez rembourſez, quoy qu'ils euſſent eſté appellez à la pourſuitte du decret. Autre du premier Aouſt 1611. au rapport de Monſieur Reſſeguier, donné au profit de Gerande Airaille, & autres heritiers de feu François Chaſtrot, impetrans lettres en oppoſition, contre le decret obtenu d'authorité du Seneſchal de Tholoſe trente ans auparauant, ſur la diſtribution des biens de feu Anthoine Candeil, leſquelles ont eſté interinees le decret rabatu, non par retraict linager, lequel n'eſt en vſage en Tholoſe & pays de Languedoc, regi par priuileges du droict Romain, qui ne permet le retraict linager, niſi lege vel teſtamento ſpecialiter caueatur, & certis perſonis bonorum retrahendorum venditio prohibeatur, alioquin ſuo arbitrio cuilibet quærere, & ſuum licet probare & confirmare emptorem, l. penult. & ibi gloſſ. in verb. niſi lex, vbi lex in teſtamento expreſſa interpretatur. *Dont ledit Maynard au chapitre 46. du 6. liure de ſes queſt. la Couſtume du retraict linager eſtre generale en Guienne, & locale en certains lieux particuliers de Languedoc, eſquels declare les biens vendus par decret eſtre ſubiects à retraict linager, l'adiudicatoire rembourſé du principal, deſpens, & loyaux couſts, conformément à l'article 150. de la Couſtume de Paris, au titre du retraict linager.* [27] *Et neantmoins en cas d'eviction apres la miſe de poſſeſſion, l'acquereur ne doit eſtre negligent faire appeller en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité l'executé auant la condamnation, non les creanciers, ores ſaiſis des hommes par eux receues de l'argent de la ſurdicte en payement de leurs debtes, comme eſt decis par ledict Maynard au chap. 92. du 7. liu. de ſes queſt. alleguant à ce propos raiſons de droit, & quelques arreſts ſur ce interuenus, meſmes vn arreſt donné au rapport de Monſieur de Prouenques au mois de Iuillet, 1603. contre les achapteurs & ſurdiſans, leſquels ayant eſté euincé certaines pieces de biens à eux adiugez quelques annees apres la miſe de poſſeſſion, ſans y appeller le debteur executé inſoluable, ni les creanciers, qui s'eſtoyent payés de l'argent de leur ſurdicte, inſques apres l'eviction, qu'ils auroyent appellez les creanciers en remiſe dudict argent, pour leur indemnité: leſquels inſiſtans à fins de non receuoir, auroyent eſté relaxés des fins & concluſions deſdits acheptеurs, & tiers ſurdiſans.* [28] *Ores en ladicte Ordonn. des criees art.* [23] *12. ſoit porté que les biens criez ſont adiugez au dernier ſurdiſant, à la charge des droits & deuoirs ſeigneuriaux auant les fraus, & miſes expoſees eſdites criees, ſuiuant l'arreſt du Parlement de Paris, cité par Gilles le Maiſtre ſur la meſme Ordonnance. Et par autre Arreſt les droits du ſeigneur ſoyent entendus par la vente, puis la miſe de poſſeſſion, & autres que s'en enſuiuent en conſequence d'icelle, pendant que l'adiudicatoire en iouyt, non pour les arrerages qui ont couru auant l'execution du decret, pour leſquels, ſi le ſeigneur ne s'oppoſe, ne peut ſuiuant ledict arreſt, apres agir contre l'adiudicatoire, ſuiuis par Carondas chap. 11. du 3. liu. de ſes reſp. ſe rapportant à la Couſtume de Paris, où les ſeigneurs ne procedent que par action perſonnelle, laquelle auſſi en Tholoſe ne peut eſtre intentee contre l'acquereur, pour arrerages deus auant ſon acquiſition, ains contre ceux qui les doyuent. Maynard chap. 33. du 6. liu. de ſes queſt. Bacquet és lieux prealleguez, Couſtume de Paris, tit. des cenſiues, article 81. Carondas en l'article 73. du meſme tit. que par action hypothequaire en vertu des*

lettres de feudis *de la Chancelerie, faire execution ſur les fonds, pour tous arrerages, lods, & ventes, auſſi des acquiſitions precedentes puis 29. ans contre le dernier acquereur & adiudicataire, ſauf leur recours par Arreſt du Parlement de Tholoſe du mois de Iuin 1577 donné au rapport dudict ſieur Maynard en la cauſe de Villiers marchand de Villefranche de Rouergue, contre Iaques Veillard de ladicte ville au nom qu'il procedoit, par lequel les ſeigneurs directes du fonds decreté intervenus à la diſtribution des deniers en prouenans, furent mis pour les arrerages au meſme rang qu'ils auoyent eſté allouez, pour les droicts ſeigneuriaux deus depuis l'execution du decret. Et par autre arreſt du 15. Ianuier 1594. donné les trois Chambres aſſemblees, donné en l'appel releué du Seneſchal de Tholoſe, par lequel fuſt iugé, que le ſeigneur directe pour ne s'eſtre opposé au decret pourſuiui contre ſon emphyteote ne perd ſon priuilege pour les arrerages contre l'adiudicataire poſſeſſeur, & tenancier de ſon fief. Et ſont leſdits arreſts allegués par ledict Maynard au chap. 36. du 2. liu. de ſes queſtions, où la reſeruation des droicts ſeigneuriaux, contenue à l'ordonnance s'eſtend aux arrerages, pour leſquels le fonds demeure touſiours hypothequé,* toto tit. C. ſine cenſ. & reliq. fund. cõpar. non poſſ. *Et peut-on faire execution pour iceux ſur les biens emphyteotiques apres la miſe de poſſeſſion contre l'acquereur adiudicataire, & tiers poſſeſſeur.* Pro cenſu enim & vectigali non perſonæ, ſed ipſa prædia conueniuntur, quæ etiam præteriti temporis poſſeſſor ſoluere tenetur, l. Imperatores, ff. de publican. & vectig. authent. ſed & periculum, C. ſine cenſ. & reliq. fund. compar. non poſſ. *Le meſme eſt obſerué au Parlement de Bordeaux, comme eſt repreſenté par Monſieur Ferron au titre des ſubhaſtations, & en l'art. 289. de la Couſtume de Poictou, parlant de ceux qui ſont forclos de leurs droicts & pretenſions, par ces mots enſuiuans, autres que ceux qui ſe diront auoir droict, rentes, deuoirs, par deſſus, & ne ſe ſeront oppoſez. Selon laquelle Imbert dit, que ores n'y ait pour les arrerages oppoſition, ſeront neantmoins payés par l'achepteur. Papon en ſon recueil, tit. des criees, arreſt 28. art. 10. Maynard chap. 36. du 2. liu. de ſes queſtions.*

29 30 *Arreſt du 4. Auril 1584. remarqué par ledict Maynard au chap. 35. du meſme liu. par lequel eſt auſſi inhibé ne conuenir vn des tenanciers ſolidairement pour le tout, s'il ne poſ-*
30 *ſede la troiſi me ou quatriſme partie du tenant.* 30 *En deffaut d'heritier par desherance l'heritage appartient au Roy, ou ſeigneur haut iuſticier, à la terre, & iuriſdiction duquel eſt aſſis à concurrence des biens du defunct, qui en defaut d'inuentaire n'eſt tenu outre la valeur d'iceux. Maſuer au tit. des ſucceſſions nomb. 2. & 36. Bacquet chap. 7. du droict de desherance,* l. 1. §. an bona, l. 3. §. cùm ex cauſa, ff de iur. fiſc. l. fin. de bon. vac. lib. 10. C. *Et aduenant que des derniers en ordre auroyent eſté payés de leur debtes, & n'y auroit biens à ſuffiſance pour ſatisfaire au payement des premiers, n'y a lieu de repetition contre le creancier, qui n'a fait que retirer le ſien,* licet ab alio, quàm à debitore, l. repetitio, ff. de condict. indeb. *Maynard chap. 91. nomb. 3. du 7. liu. de ſes queſt. Ains l'heritier, quoy qu'auec benefice d'inuentaire, eſt ſuſtenu à ſon nom propre, remplacer & faire valoir leſdictes ſommes à l'effect du payement des premiers, pour ne s'eſtre aduiſé de la precedence de leurs hypotheques,* officium ſuum egreſſus l. cùm poſt mortem, §. 1 ff. de adminiſtrat tut. *Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 2. Auril 1577. remarqué par ledict Maſuer au meſme titre des ſucceſſions, nomb. 65. Ce que n'a lieu contre le Prince, le priuilege duquel eſt encores plus grand, que le benefice par luy concedé à ceux qui ſe declarent heritiers auec bon & loyal inuentaire, ſans confuſion de leurs droicts: de tant que la condition du Roy ne peut eſtre faicte deteriuere à la faute & negligence de ſes officiers, ni ſon domaine diminué & chargé de payements de debtes eſtrangers, non plus qu'il ne reçoit heritages litigieux: comme a eſté iugé par Arreſt du mois de Feburier 1573. cité par Maynard au cha-*

pitre

pitre 20. du 7. liure de ſes queſtions, cùm Imperatorem hæredem litis cauſa inſtituere ſit inuidioſum, l. penult. ff. de hæred. inſtit. *Lequel ſe ſoubſmet aux meſmes loix qu'il a inſtituees*, l. digna vox, C. de legib. quibus non licet potentioribus patrocinium litigantibus præſtare, nec litem in ſe transferre. *Et eſt dict heritier anomal, n'eſtant tenu en quelle maniere que ce ſoit par deſſus les forces hereditaires. Et a l'on de Couſtume pourueir de curateur, l'heredité iacente, chargee de debtes en deffaut d'heritier, pour la liquidation d'icelle, ſi n'eſt acquiſe au Roy, ou ſeigneur haut Iuſticier par desherance, ou autrement ſans que le Roy y ſoit leze, non plus que l'Egliſe*, quam ſemper illæſam ſeruari oportet, iure minorum, cap. 1. & 3. de integr. reſtit. cap. ad aures, & ſeq. de reb. eccleſ. alien. *ni par conſequent le ſeigneur, comme maiſtre & dominateur de ſon fief: dont le droict de ſuperiorité demeure, nonobſtant les debtes & hypotheques des emphyteotes, quand le fonds vtile changeroit tous les iours de main, ains pluſtoſt reuſſiroit au profit & aduantage du ſeigneur, pour les lods & ventes: auſquels par droict de haute Iuſtice, non de feodalité appartiennent les vacquances & desherances des biens aſſis en leur territoire*, de quibus in l. penult. de bon. vacant. lib. 10. C. Quæ licet quocunque priuilegio à ciuitate occupata ad Principem, ſicut flumina à mari parta ad mare redeunt, l. 1. eod non tamen inconſulto Principe, vt quondam apud Romanos Cæſaris procuratore: cuius authoritate, ſeu ad inſtantiam Regis procuratoris nunc ſupremarum Curiarum decreto fieri conſueuit, vnde bona ſunt deſcribenda, & diligenter inueſtiganda, ne in eorum acceptatione propter onera hæreditaria, Rex quandam patiatur iacturam, l. ſi quando, l. fin. C. eod. aut vacantium ſterilitatem, vt dentur in emphyteuſim, vel tributaria, aut tandem inter plures meliorandà diuidantur, certo tempore ſi oporteat, colantur immunia, l. 1. 2. & toto tit. de omn. agr. deſert. lib. 10. C. vel tandem ſolemni ſubhaſtatione diſtrahantur, & publicè vendantur à regis officialib. toto tit de iur haſt. fiſcal. lib. 10. C. vbi peræquatores, & diſcuſſores, qui gratiæ vel negligentiæ culpam incurrerint, tenentur non ſolùm bonorum iactura, ſed etiam annonæ in quadruplum culpam ſubire, & quæ in damnum prouincialium fuerint, accepiſſe conuicti quadruplum exoluere, l. peræquatores, de cenſib. & cenſitoribus lib. 10. C à quo ſemper poſſeſſio tradita, reliqua anteacti temporis à nouo dominio fiſcum poſtulare non licet, ne vnius culpa alter incipiat ſubiacere diſpendio, vt reſcribunt Impp. Honorius & Theodoſius in l. fin. eiuſdem tituli: & qui ſolemniter emit à fiſco, ſolùm ad pretium tenetur l. fin. de iur. haſt. fiſc. lib. 10. C. nec reliquorum fiſcalium nomine extrinſecus debent ſubire iacturam, nec vltrius pro debitis fiſcalibus vrgeri: nec prætextu reſcripti, vel minoris ætatis fiſco authore ſolemniter facta venditio, reuocatur, l. quæcunque eod. tit. l. 1. de fundo rei priuatæ, lib. 11. C. quibus derogatur Vlpiani reſponſo contrariũ aſſerenti in l. prædiis, ff. de iur. fiſc. *d'où vient que l'achapteur des biens vendus par le fiſc, auec deue & ſolemne licitation, n'eſt tenu d'aucuns arrerages de tailles & droits Royaux deus ſur iceux, que puis le tẽps de ſon acquiſition, quoy que le contraire ſoit obſeruẽ des vẽtes faictes par perſonnes priuees en action hypothequaire, cõme a eſté dict cy deſſus*, & in l. 2 §. ſi quid publici, ff de hæred. vel act vẽd. *nõ en la perſonnelle. Le meſmes*, idẽ ratione rationis *peut eſtre du ſeig. qui vẽd le fonds mouuãt du ſon fief, ſur lequel ne peut nõ plus demãder aucũs arrerages à l'achepteur du tẽps que precede lad. vẽte, ni voire les lods & ventes ſi neles a expreſſemẽt reſeruees par ſon cõtract, cõme a eſté repreſenté: nõ plus que ne ſont deus los & vẽtes des pieces vẽdues au Roy, ou au public. M. tyn. ch. 40. du 7. liu. de ſes qu. Et peut le vaſſal vẽdre & aliener ſon fonds, quãt ne*

soit en preuention condamné ou ses biens confisquez, non apres la condamnation, nisi distracta essent in fraudem creditorum, l. 1. de iur. fisc. lib. 10. C. Ibidem glos. & l. cùm patrem, C. de priuil. fisc. nec ex subsequenti fisci obligatione rescinduntur,
31 d. l. 1. [31] *Maynard chap. 20. du 7. liu. de ses quest.* [32] Nec quidem valet testamentum
32 nisi mortuus sit, qui testatus est, ad Hebræos 9. Idcóque hæreditas dicitur successio iuris vniuersi, quod defunctus habuit tempore mortis. *Dequoy le Roy, ou le seigneur estant heritier necessaire*: corruente hæredis institutione, corruunt omnia, quæ sequuntur ex ea, nulla habita ratione legatorum, nisi ante condemnationem sine fraude distracta consumpta essent, vel deperdita. [33] *Bacquet au lieu preal-*
33 *legué.* [34] *Le Procureur du Roy, ou du haut Iusticier est tenu nommer le denonciateur, s'il en est requis par l'accusé, apres auoir obtenu son relaxe, pour le recours des despens, dommages & interests, contre qui appartiendra. Ordonnance d'Orleans art.* 73. accusatoris vel denuntiatoris nomen inscribatur, & si calumniator reperiatur, ad cognitionem Senescalli, vel iudicis puniatur. *Ordonnance de Philippe IV.* 1304. *N'estant vn delateur, ou denonciateur receu en France pour agir ni appeller: ains le Procureur du Roy, ou fiscal. Arrest de la Tournelle du Parlement de Paris, du troisiesme Septembre* 1583. *ausquels doyuent administrer tesmoins. Et si appert du moins par presomption, ou deposition d'vn tesmoin, non obiectable du faict de leur denonce, sont tenus des despens, dommages, & interests, par Ordonnance du Roy* Philippe *IV.* 1303. *en ces termes*. Denunciator vel instructor resarciat denunciato damna. & expensas, quas idem denunciatus sustinuerit, nisi deducto delicto denunciatus fuerit diffamatus, vel ad minus per vnum testem idoneum conuictus, vel aliter apparet probabilis suspicio, ita vt in testimonium non admittatur, pro crimine seu delicto nullius capiatur Tholosæ, nec infra terminos, nec bannum aliquod ponatur in bonis alicuius, nisi de mandato Senescalli, Vicarij, aut Consulum Tholosæ, vel Iudicum, & si contrarium factum fuerit, pro nullo habetur, nisi in casibus, in quibus mora ad vindictam publicæ iustitiæ, vel nobis, aut parti possit esse damnosa. *Ordonnance de* Philippe *VI.* 1428 *de* Charles *IX.* 1565. *A Chasteaubriane article huictiesme.* Stephanus Aufrer. in tit. accusator. & denunciat. quæst. 7. Guido Papæ quæst. 269. *Par Ordonnance de Françoys I. article* 145. *est enioinct aux Iuges, si iust que la plainte des crimes, excez, & malefices a esté faicte, ou autrement en sont aduertis, en informer, ou faire informer, decreter, & proceder de suitte à la faction des procedures sans diuertir à autres actes par la mesme Ordonnance article* 139. *Et encore par crimes flagrans auant toute œuure, doiuent proceder à la capture des delinquans, pour euiter la fuite, & euasion d'iceux, ainsi qu'on en vse ordinairement à l'assistance des Iuges: comme en Tholose les Viguier & Capitouls, qui procedent au faict des recerches & captures des malfacteurs, & delinquants, casuellement trouuez, ou denõcez lesquels denoncez, pour ne donner lieu & soupson de calõnie, est besoin retenir par escrit, & les faire signer aux denonceãs, & instigans, si sçauent escrire, ou en presence de tesmoins, mesmes quand le denoncé n'est diuulgué, ni reputé de la qualité portee par la denonce, à ce que le* Procureur *du Roy, qui ne faict que le deuoir de son office en cas de relaxe, n'en soit aussi recerché, à faute de nommer le denonciateur, en estant requis. Comme est noté au* Corps *du droict Françoys l'article* 73. *de la dicte Ordonnance d'Orleans liu.* 9. *tit.* 2. *loy* 4. *telles calomnieuses, & secrettes poursuittes faictes au nom du Roy ne pouuans estre retorquees que contre leurs autheurs*, vt in l. finali, C. de erog milit. annon. lib. 12. C. *Comme s'ils eussent esté en cause*, Aufrerius Capellæ Tholosanæ decis. 47. quorum pœna est similitudo supplicij l. non prius. l. fin C. de calum.

calum. l. final. C. de accuſat. ſine ſpe remiſſionis, vel abolitionis, l. fin. in princip. ff. de abolit. *quoy que la peine de talion n'ait lieu en France. Maſuer au titre des peines, nombre 6. 7. & ores on n'y vſe de quelque moderation es Cours ſouueraines, & encores plus des calomnies occultes que manifeſtes, contre leſquelles le calomnié ſe puiſſe plus facilement pourueoir, & monſtrer ſon innocence: le faux indicateur & calomnieux inſtigateur minant comme vn feu latant au nom du Roy, & ſous le voile de Iuſtice, par malice, vengeance, ambition ou auarice, l'honneur, les biens, ou la vie du deferé, ſans y prendre garde, iuſqu'à ce que l'a mis en ruine, dont le teſmoignage du denonciateur n'eſt ſuffiſant, pour proceder à condamnation, quoy qu'il ſoit accompagné de la depoſition d'vn autre teſmoin irreprochable ſelon ladicte Ordonnance du Roy* Philippe *IV. ſinon en delicts flagrans & legers, non ſubiects à peines capitales & afflictiues: meſmes quand la preſomption les accompagne, comme on en vſe communement: auquel cas & où la preuue ne ſeroit ſuffiſante, dont l'accuſé ſeroit relaxé, le denonciateur ne ſeroit tenu des deſpens, ni le procureur du Roy, ains és crimes capitaux, ſur la preuue ſemipleine, ou indices violents, ſeroit ſubiect à la queſtion, pour ſçauoir de ſa bouche la verité*, l. 1. & fin. ff. de quæſt. *Nin'eſt la confeſſion du preuenu ſuffiſante, pour le condamner capitalement, ſi n'eſt accompagnee d'aucune preuue, ou indice*, d. l. 1. §. Diuus Seuerus, ff. eodem. *Et ores conſſe à la queſtion*, ead. l. 1. §. ſi quis vltrò, eodem. [35] *Au Corps du Droict François, liure ſe-* 35
pticſme, titre quatrieſme, loy troiſieſme. [36] *Confiſcation du corps apporte ordinairement con-* 36
fiſcation de biens, ſelon Bacquet & Maynard au chapitre ſixieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions, où ceſt axiome ne ſe rapporte pour regle certaine & aſſeuree, ains ſuiuant les circonſtances que naiſſent, pour leſquelles la Cour s'en diſpenſe du tout, ou partie: où il remarque vn arreſt du troiſieſme Iuin 1521. par lequel la moitié des biens confiſquables fuſt adiugee à la femme & enfans, l'autre moitié aux œuures publiques. Et ſe font les detractions ordinaires en Tholoſe de la troiſieſme partie des biens confiſquez pour la femme, & enfans du condamné, ſi point en y a, exempte de toutes autres detractions iudiciaires, comme amendes en œuures pies, & frais de Iuſtice, ou autrement. Arreſt donné à la Tournelle au rapport de Monſieur Salluſte, l'an 1580. cité par ledict Maynard au chapitre huictante quatre du huictieſme liure de ſes queſtions deſduires ſur toute la maſſe hereditaire, les debtes paſſifs de l'heredité, tanquam extra bona defuncti, etiam tempore mortis, deducto ære alieno. *Les debtes actifs, duquel appartiennent auſſi au Roy, ou au ſeigneur haut iuſticier, auquel les biens ſont confiſqués, comme fuſt dict par Arreſt du 27. Iuillet 1585. ſolemnellement prononcé le quatorzieſme Aouſt enſuiuant. Carondas chapitre 58. du huictieſme liure de ſes reſp. Et ledict Maynard chap. 84. du huictieſme liure de ſes queſtions. Et en cas de desherance les biens des François naturels appartiennent aux ſeigneurs hauts iuſticiers, au territoire deſquels ſont aſſis, & des eſtrangers au Roy, par droict d'Aubaine. Laquelle toutesfois n'a lieu en Tholoſe, & pays de Languedoc. Mayrard chap. 57. du quatrieſme liure chapitre 48. du huictieſme liure de ſes queſtions. Où la mort ciuile imitant la naturelle, comme ſont les galleres perpetuelles, leſquelles apportent auſſi en Tholoſe confiſcation de biens, Maynard chapitre 81. du cinquieſme liure de ſes queſtions chap. 40. du liure 6.* l. actione, §. publicatione, ff. pro ſoc. l. Imperator, ff. de fideicom. libert. *aux meſmes conditions, & reſeruations des condamnez à mort. Au premier deſquels ledict Maynard rapporte l'ouuerture des ſubſtitutions & fideicommis aduenus par mort ciuile, ou naturelle du premier inſtitué par teſtament du pere commun du condamné & fideicommiſſaire ou ſubſtitué. Carondas chapitre 50. du liure huictieſme de ſes reſponſes. Arreſt du grand Conſeil du dixhuictieſme Feburier 1580. pour* Claude Fauerges *ſubſtitué à*

Iean du Fauerges, condamné aux galleres, contre Perrette Mechin accuſatrice. Chopinus libro tertio, de moribus Pariſienſ. titulo quarto, numero ſeptimo. Robertus libro quarto capite decimo ſexto, rerum iudicat. *Et n'a lieu la confiſcation, ſi l'arreſt de condamnation n'eſt actuellement & reellement executé: l'acceſſoire ſuiuant la nature du principal: comme ſeroit aduenu en Tholoſe d'vn condamné à mort, lequel eſtant decedé pendant l'intermiſſion faicte par la Cour à l'execution de l'arreſt de condamnation à mort d'vn qui ſeroit decedé à la Conciergerie, les heritiers duquel auroyent eſté relaxez contre le ſieur de Gabarret de la demande que leur faiſoit de ſes biens aſſis en ſes terres, comme ſeigneur haut iuſticier, pour luy auoir eſté confiſquez par ledit arreſt, requerant l'execution d'iceluy, pour ladicte confiſcation. Maynard chapitre 52. du 4. liure de ſes queſtions. Au mois de Septembre 1583. au rapport du ſieur de Sainct Fœlix fuſt iugé le procez de Cabanes, Du lac preuenu de fauſſe monnoye, & d'auoir meurtri ſon ſeigneur, ayant le tout confeſſé par ſon audition, les coins & autres vtils deſquels il vſoit, treuuez en ſa maiſon, decedé auant les confrontemens des bleſſures par luy receuës, lors qu'il fuſt conſtituë priſonnier en la rebellion par luy commiſe, comme il ſeroit entré en deffence. Les biens duquel furent par arreſt confiſqués,* tanquam confeſſi de notorio crimine, vt in l. vnica, Cod. ex delict. de funct. in quantum hæred. conuen. l. 1. ff. de priu. delict Notat Baldus in d. l. vnica. *Maynard chapitre 89. du 8. liure de ſes queſt. où ſe rapporte ce que remarque Maſuer au titre des peines, nombre 9. Qu'en crime de leze Majeſté, au premier & ſecond chef les biens des delinquans ſont de droict confiſqués puis le iour du crime, & delict, duquel on peut informer apres leur mort, agir à ceſt effect, & faire reuoquer les alienations par eux faictes apres l'auoir commis & perpetré,* l. fin. ff. ad leg. Iul. maieſt. l. donationes, l. contractum, ff. de don. c. cùm ſecundùm legem, de hæred. in 6. *Les biens toutesfois de ceux qui s'homicident eux meſmes, ſans cauſe de crime, dont ils ſont chargez, attaints, preuenus, & conuaincus, ne ſe confiſquent auec le corps, comme a eſté iugé par arreſt du Parlement de Tholoſe, d'vn qui fuſt trouué pendu à ſa chambre, les portes fermees ſur la docte remonſtrance ſur ce faicte, par le feu ſieur Preſident Daſour. Maynard chap. 85. du 8. liu. de ſes queſt. Par arreſt du parlement de Paris du 13. Feburier, 1588. cité par Carondas, chap. 51. du 9. liu. de ſes reſp. Intenuenu en l'appel d'vne ſentence donnee contre vn homme du pays d'Anjou, lequel eſtant recerché d'vſure, au grand Conſeil, fuſt auſſi trouué pendu à la chambre & maiſon, où il logeoit, du fauxbourg Sainct Germain de Paris, & vn billet ſur la table, contenant ces mots,* diſſoluor vt ſim cum Chriſto, nec vana fides, *ayant ſur luy vn arreſt d'eſlargiſſement du grand Conſeil, par laquelle le corps dud. homicidé auoit eſté condamné a eſtre pendu par les pieds, adiugé au ſeigneur, mil cinq cens eſcus d'amende, le ſurplus de ſes biens confiſqué. Et fuſt reformee ladicte confiſquation oſtee, & ordonné, attendu la Couſtume d'Anjou, que pour l'amande ſeroit faict perquiſition de l'Eſtat, & valeur des biens du defunct,* nec enim res ipſæ, ſed rerum poſſeſſores deliquerunt, cap. 12. Nouell. 17. *Contre l'opinion de Maſuer titre des peines, nombre onzieſme de Bartol.* in l. final. ff de his qui ſibi mort. conſciuer. notatur in l. Imperator, ff. de iur. fiſc. *Par la loy de Moyſe leur corps demeuroit vn iour expoſé ſans ſepulture.* Ioſephus lib. 3 de bello Iudaico, cap. 14. *& ſont priuez de priere & ſepulture Eccleſiaſtique,* can. placuit, 23. quæſtione quinta, cap. ex parte, e. de ſepult. *comme homicides du corps, & de l'ame.* Vetat enim Dominus nobis Deus iniuſſu, hinc ſeruos denigrare & leges vetant. Et niſi Deus iſtis te corporis cuſtodiis liberauerit,

in cœlum

in cœlum aditus tibi patere non poteſt, vt Tullius etiam loquitur; lib. 2. Tuſcul. 2. in Catone Maiore, & Somn. Scipion. *Et eſtoit ce crime puni entre les Romains auec confiſquation de biens*, l. ſi quis aliquid, §. final. ff. de pœn. l. omne delictum, § qui ſe vulnerauerit, ff. de re milit. l. fin. ff. de bon. eor. qui ante ſentent. mort. ſibi conſc. Item Tullius Epiſt. ad Brutum. Suetonius in vita Cæſaris. *Comme auſſi c'eſt vn acte Diabolique, exercé en Calicath par les Barbares, qui pretendent ſe deyfier, comme ſe voit par les hiſtoires: dont nous rapporterons à la diſtinction de la loy premiere*, C. de his qui ſibi mort. conſciuer. *& repreſente à ce propos ledict Maynard au chap 82. du 8. liure de ſes queſtions, l'execution d'vn arreſt de Toloſe portant confiſquation de biens, laquelle fuſt declaree n'eſtre extendue des biens aſſis hors le reſſort & pays, ou par ſtaut, Couſtume & vſance, confiſcation n'auoit lieu, quand aux immeubles, de tant que les meubles y ſont touſiours comprins.* Baldus in l. mercatores, C. de commerc. & mercat. *faicte detraction de l'amande, ſi point en y a.* Iulius Clarus lib. 5. §. final. quæſt. 78. pract crimin. *& autres choſes cy deuant deſduictes.* [37] *Carondas chap. 109. du ſeptieſme liu. de ſes reſp. Maynard chap. 45. du 2. liu. de ſes queſt.* l. licet, c. qui potior. in pignor. hab. Res enim venditæ non aliàs deſinunt eſſe venditoris, niſi pretio ſoluto, fideiuſſore dato, vel aliàs ſatisfacto, vnde vendicari poſſunt, l. procurator. §. planè, verſic. & ſi quidam, ff. de trib. act. & ſi poſterior, potior eſt priori, dum propria pecunia ſaluam facit totam pignoris cauſam, l. interdum, cum ſeq. ff. qui potior. quanto magis ſi ex eius patrimonio proceſſit pignoris cauſa. *Le prix non payé & termoyé ne tenant lieu de preſt, pour lequel la vente demeure en ſuſpens, iuſqu'au parfaict payement d'iceluy pour lequel le vendeur a droict de retention, & ſpeciale hypotheque, pour laquelle il eſt touſiours preferable és autres creanciers*, l. licet, C. qui potior. in pignor. hab. [38] *Maynard chapitre 46. du ſecond liure de ſes queſtions interpretant l'aduis dudit Carondas au chap. 109. du ſeptieſme liure de ſes reſponſes, où dict que le dol & fraude de l'achapteur ayant donné cauſe à ceſte foy & creance, la vente, tranſport, & delaiſſement de la choſe eſtre tenu pour non aduenu*, l. ſi quaſi, ff. de pignor. act. Baldus, Angelus, & Alexander in l. ſi cùm dotem, §. fin ff. ſolut. mat. Baldus in l. prohibitæ, num. 2. in fin. C. de bon. auth. iudic. poſſid. [39] Imò hypotheca præfertur omni priuilegio perſonali, l. licet, l. eos qui. Ibidem Baldus & Bartol. C. qui potior. in pignor. hab. Pignoris enim vel hypothecæ perſecutio in rem eſt, l. pignoris C. de pignorib. & enumerantur actiones perſonales priuilegiatæ, in gloſſ. d. l. eos qui, in verb. competunt. Quæ tamen ſi habeant tacitas hypothecas, vt tutelæ, quarum prior tempore, potior eſt iure, ibidem excepto fiſco, & muliere pro dote, qui præferuntur prioribus creditoribus habentibus tacitas non ſpeciales hypothecas, l. ſi fundum, l. final. C. qui potior. in pignor. hab. l. 2. C. de priuil. fiſc. l. ſi pignus. ff. eodem. [40] *Ordonnance du Roy François I. article 92. 93* [41] *Maynard chapitre 51. du ſecond liure de ſes queſtions*, l. aſſiduis, C. qui potior. Nouel. 109. [42] authent. quo iure, C. eodem. *Maynard chapitre 50. du ſecond liu. de ſes queſtions.* Et militia intelligitur in negotiatione, l. ſuper hypothecis C. de pignor. [43] *Maynard chap. 26. du 3. liu. de ſes queſt. Qui ne le repute à gain, ains à vne partie caſuelle & fortuite recompenſe ſuiuant l'opinion de Paul Caſtrenſe* in l. ſi pater puellæ C. de inoffic. teſtam. *& neantmoins arreſté en ce Parlement, contre l'obſeruation des autres, prendre ſon hypotheque ſans aucune prelation du iour des pactes dotaux, & contract de mariage, qu'il eſt deu par la Couſtume autrement*

conuenu

44 conuenu & accordé. 44 *Comme ſe voit en l'arreſt de Aguillon & Nanes, duquel eſt cy de-*
45 *uant parlé.* 45 *ſçauoir l'augment onereux, ou addition à la dot conuenu à l'augmentation d'icelle, de laquelle parle ledit Maynard chapitre 16. du quatrieſme liure & chapitre 17. du ſixieſme liure de ſes queſtions. Et demeure l'entier augment acquis à la femme par le predecez du mari, tout ainſi qu'elle repete toute la dot par elle, ou autre pour elle conſtituee, quoy que du tout, ou partie non payee. Ledict Maynard chapitre ſixieſme du ſixieſme liu. de ſes*
46 *queſtions.* 46 *Maynard chapitre 47. 48 du ſecond liure de ſes queſtions.* Qui concurrunt in priuilegio iure communi vtuntur, & qui prior eſt tempore, potior eſt iure, l. ſi generaliter, C. qui potior & prior in executione, l. 2. l. ſi fundum, l. licet, l.
47 diuerſ. item authent. poſſeſſor eod. 47 *Les diſmes, tailles, & cenſiues ſuiuent le fonds, ſur lequel le Roy, & le ſeigneur peuuent faire execution, pour arrerages deubs puis 29. ans, & des rentes conſtituees de cinq ans, où la condition du ſeigneur pour ſa rente & cenſiue preſente, ſemble eſtre plus permanente que la taille ordinaire, & extraordinaire deuë au Roy, quand partie du fonds vient à deperir: de tant que la taille s'impoſe au ſol la liure, le fort portant le foible à la meſure ſuperficielle du fonds, a liuré, qu'eſt en nature, partie duquel eſtant effondré, abyſmé, ou couuert d'vne riuiere nauigable, qui a changé cours, & pris ſon canal, ſur partie dudit fief, l'aliurement des impoſitions Royalles ſe reſtraint, & neantmoins peut eſtre contraint par le ſeigneur feodal, ou cenſiue, luy payer l'entiere cenſiue de tout le tenant, quoy que l'emphyteote en ſoit priué d'vne partie, ſine guerpit. Et en ce cas il en demeure deſchargé. Maynard chap. 50. du quatrieſme liure de ſes queſtions.*

48 48 Imò ſi fundum pignori accepiſti, priuſquam Reipublicæ obligaretur, ſicut prior es tempore, ita potior es iure, l. ſi fundum, C. qui pot. in pign. hab. l. ſi pignus, ff. eodem.

FIEFS,

COVSTVME XII.

Eſchange de fiefs a lieu de vente, ores les pieces permutées, ou l'vne d'icelles ne ſoyent appreciées: & ſe doit faire de l'aduis du ſeigneur, auquel ſont deubs les lods & ventes de la douzieſme partie du fief eſchangé, ſoit auec meubles, ou fonds allodial, ou feodal.

CHAPITRE XII.

LEs deciſions des matieres feodales deſpendent premierement des pactes & conuentions contenues és contracts emphyteotiques: [1] ſecondement des Couſtumes locales & particulieres des places & territoires, eſquelles les heritages & biens feodaux ſont aſſis, [2] finalement des loix ciuiles ſtatuées pour le commun vſage d'vne principauté, prouince, cité, ou ſeigneurie particuliere. [3] Dont la loy fondamentale des infeodations, ne contenant au long toutes les formes des acquiſitions, deſquelles ſont deubs lods, & ventes, & par fois n'en apparoiſſe, me ſuis propoſé prendre l'interpretation de noſtre Couſtume locale eſcrite, par laquelle ſont deubs lods, [4] & ventes [5] au ſeigneur feodal de la deuzieſme [6] de la valeur du fonds permuté, mouuant de ſon fief, payables par le nouueau vaſſal, [7] ores les pieces eſchangées, ou l'vne des pieces d'icelles ne ſoyent appreciées, [8] & le change ſe face auec meubles [9] du fonds allodial, [10] jadis ſuiuie, & practiquée en la Cour de l'Archeueſque & officialité de Tholoſe, appellée la Chappelle Tholoſaine, en laquelle on ſouloit traicter la plus-part des cauſes ciuiles, [11] obſeruée en ce Parlement. [12] Quoy que par nos meſmes Couſtumes le vaſſal & emphyteote puiſſent permuter, donner, tranſporter & aliener le fonds emphyteotique ſans le ſceu, & conſentemẽt du ſeign. qui auſſi par icelles n'a droict de prelatiõ & retenue feodale des pieces permutées, vendues, & alienées, mouuans de ſon fief, & directe, que tant ſeulement les lods & ventes. [13] D'où nos interpretes du Droict Romain, & deciſionaires ont tiré deux reigles

problematiques, l'affirmatiue conforme à noſtre Couſtume, [14] la negatiue à celle de Paris, [15] Auuergne, [16] Duché, & Comté de Bourgongne, [17] Tours, [18] Bourges, [19] & autres particulieres, par leſquelles ne ſont deubs lods & ventes des permutations, [20] s'il n'y a argent de retour, duquel ſont deubs lods & ventes, [21] & de tout le fonds permuté, ſi l'argent eſgale, ou excede moitié du iuſte prix, [22] & du contract d'eſchange feinct, & frauduleux, comme de vente pure, [23] dont le contractant eſt auſſi amãdable: [24] & ſe deſcouure la fraude par les euenements & circonſtances: comme ſi peu de temps apres vn des permutans recouure la piece qu'il a baillée, moyennant argent, ou autrement, quand apres le contract il en demeure poſſeſſeur: ſi pour la ſur-valuë y a forme ou eſpece de donation, de laquelle le prix ſe paye ſecrettement, & autres preſomptions, & coniectures, deſquelles n'y a reigle certaine. [25] Et ſur tout on regarde l'intention principale des contractans, [26] comme ſi l'eſchange ſe faict auec meubles, denrees, ou marchandiſes, où l'obligation ne peut eſtre reciproque, *qua vterque ſit emptor, vterque venditor*, ſelon la nature de l'eſchange: [27] ains nous repreſente la vente pure, les fruicts & meubles tenants lieu de prix, [28] & ainſi de tous autres contracts feincts & ſimulez en fraude du ſeigneur, [29] comme loüages, & affermes à longues années, ou triennes reiterez, faictes par l'acquereur [30] du fonds baillé en payement, [31] ſoubs pretexte d'engagement. [32] Ne ſont auſſi deubs lods & ventes d'immeubles eſtimés ou non eſtimés, baillez en dot legitime, ou autre droict hereditaire [33] de partage: & licitation neceſſaire [34] d'alienation, faicte par neceſſité publique ou priuée [35] de ventes reſolutoires, [36] commiſſoires, & caſuelles non confirmées par decrets, [37] legats & donations pures, [38] notamment au pays de Languedoc, ſuyuant la couſtume, [39] & ancien vſage de la Chappelle Tholoſaine, [40] conditionnelles, ou en quelle maniere que ce ſoit, pour cauſe licite, & honneſte du pere enuers ſes enfans capables à ſucceder, *qui etiam viuente patre, tanquam domini rerum paternarum*, ne ſont que repreſenter le pere, cenſez pour meſme perſonne, en laquelle la poſſeſſion du fief, ſemble eſtre continuee, comme ſi n'auoit changé de main, [41] ou n'eſt beſoin de nouuelle inueſtiture, pour laquelle ſont deubs lods & ventes au ſeigneur ſelon la cinquieſme Couſtume du preſent titre. Par laquelle le ſeigneur n'eſt tenu recognoiſtre, ny receuoir en ſon fief aucun vaſſal, que ne ſoit payé des lods & ventes: [42] ce que peut eſtre entendu des donataires, ou legataires eſtrangers. [43] Ny ne ſont deubs lods & ventes du prix baillé en recompenſe du fonds retranché

ché pour l'eſlargiſſement des ruës, & places publiques, [44] des ventes faictes au Roy, ou au public, [45] ou par le ſeigneur feodal, ſi ne les a reſeruées par ſon contract, [46] ou ne ſe font par decret, [47] de ceſſion faicte par l'adiudicataire auant la miſe de poſſeſſion, [48] de la reuente contenue au pacte de rachapt, ou rachapt faict par vn tiers dans le temps, ayans eſté payées de la premiere vente, pour n'en eſtre deub double lods, [49] non plus que de la vente contractuelle, apres confirmée par decret, ou le fonds mis és encheres, & adiugé à l'achepteur pour ſon aſſeurance: où n'y a que vne ſeule vente, quoy qu'il y ayt diuerſe ſolemnité, [50] & autres cas faſans pour la negatiue de noſtre probleme, ou ſeruant d'exception à l'affirmatiue des lods, & ventes deuës au ſeigneur, [51] auquel eſt deub moitié des lods & ventes des eſchanges par la couſtume de Grenoble & Dauphiné, [52] & par l'vſage de noſtre couſtume atteſté par Caſeuieille ſans exemple, ny authorité, & reduict à la *24.* de la valeur du fonds permuté aſſis en ſon fief, auec autre fonds non aualué, ſans retour de meubles, ou argent, [53] lequel eſgaliſant, ou excedant moitié du prix, eſt cenſé vente pure, [54] quoy que l'eſtimation ſe face apres l'eſchange, pour la ſupputation des lods, & ventes, [55] leſquelles ne font partie du prix, & ſe payent ſeparément, ſans detraction ne diminution d'iceluy au pays de France par le vendeur, & en ce reſſort par l'acquereur, [56] & reſpectiuement par chacun des permutans, l'vn & l'autre alienant & acquerant. [57] N'eſt beſoin que le ſeigneur en ce cas demande l'interpretation du contract d'eſchange feinct & ſimulé contre le nouueau vaſſal, pour deſcouurir l'intention des contractans pour les effects, ny autrement, attendu qu'il eſt entierement ſatisfaict, & payé de ſes droicts, tant par le moyen de la vente que permutation du fonds eſtimé, ou non eſtimé auec retour de meubles, ou argent, ou le prix monſtre aſſez la nature de la conuention, & vente deſguiſée, ſur laquelle le contract d'eſchange a eſté fabriqué, & en laquelle on ne ſuit la Couſtume du lieu, où le contract eſt paſſé, ſinon du lieu, où les heritages ſont aſſis. [58]

NOTÆ.

1 1 [illegible]. 1.C.de iur.emphyt.Petrus Iacobus in ſua practic.tit.de ſucceſſ.feud.vbi attendi primo pacta, & conuentiones inueſtituræ feodalis oſtendit: deinde conſuetudinem cuiuſque præfecturæ, poſtremò ius commune. Molinæus in
2 proœmio feud. 2 Aut primò attenditur particularis & localis conſuetudo, deinde ius commune & lex ſcripta, ex Boërio in Conſuet. Bituric. tit. de præſcript. §. 2. gl.
3 2. Chaſſanæus in Conſuetudines Ducatus Burgundiæ, tit. de feudis, in rub. 3 Et ſemper loci, vbi ſitum eſt feudum ſeruiens, præfertur Conſuetudo. *Du Moulin tit. des fiefs, §. 22. q. 20. num. 86. Arreſt du Parl. de Paris cité par Papon au 3. liu. de ſon recueil, tit. 1. Arreſt 16. Mayn. ch. 45. du 4. liu. de ſes queſt. dict qu'apres le contract de loʒime, la couſtume locale tient le haut bout.'* Chopinus lib. 1. de Morib. Patiſ. tit. 3. num. 8. in fin. iuriũ dominicorum ænigmata, inquit, forenſi tantùm vſu, iudiciorúmque diſcipli-
4 na ſoluuntur. 4 Vaſſallus Longobardorum legibus, Leudus ſe libet appellatur, Aldius libertate donatus: hinc aldiũ, & laudimia ſunt iura dominicalia, ex Bodino, lib. de Rep. tit. 9. vel dicitur laudimium à laudo, nominando & agnoſcendo
5 authore, ſeu domino directo. Molinæus tit. 2. §. 53. num. 1. quod vectigalis genus eſſe ait Couanus lib. 7. c. 5. num. 3. 5 Interdum nonnullis locis venta nuncupatur, vox pertinens ad omne, quod directo domino ſoluitur in renouatione inueſtituræ. Publicius in Conſuet. Aluerniæ, tit. 16. art. num. 3 Henricus Bugnetus Dolanus
6 in Conſuet. Comitatus Burgundiæ, tit. 12. §. 1. in verb. *Lods*, num. 5. 6 Taxantur quidem laudimia ad quantitatem pretij conuenti. Idem & ibid. Bugnetus num. 8. quæ quondam iure Romano erat quinquageſima, l. fin. C. de iur. emphyt. *Qu'eſt la partie legale, & ainſi entendue en la chappelle Tholoſaine queſt. 278. La locale eſt diuerſement exigée. A la chaſtelenie de S. Ceré Viſcomté de Toraine, le ſeigneur prend la troyſieſme appellée la terſene. Maynard ch. 29. du 6. liu. de ſes queſt. En la Seneſchauſſée S. Claude du Comté de Bourgongne du fonds vendu par gens main-mortables,* ex Bugneto d. tit. 12. Comitatus Burgund. §. 1. in verb. *Lods*, num. 7. *Comme des heritages feodaux, ou cenſiers, qui tombent en main-morte, pour l'amortiſſement deſquels eſt deub au Roy & au ſeigneur pour ſon indemnité, la troyſieſme, ou quatrieſme partie de la valeur d'iceluy. Bacquet ch. 46. 53. & 54. du droict d'amortiſſement. A Agde les lods reuiennent à la ſixieſme partie de l'heritage, à Tholoſe à la douzieſme, & ailleurs ſelon les couſtumes des lieux, ſoit à la cinquieſme, dixieſme, vingtieſme, ou autrement, à proportion du prix de la vente du fonds, ou eſtimation d'iceluy, ſelon ledict Bugnet au lieu ſuſdict, non de la part du prix. Ains ſe payent les lods & ventes entieres par l'acheteur en ce pays, & par nos couſtumes, deſquelles neanmoins il eſt rẽbourſé en cas de retraict. Mayn. ch. 32. du 4. liu. de ſes queſt. où ſe ſert de l'authorité de Monſieur Ferron ſur les couſtumes de* Bourdeaux, tit. 2. de retractu, §. 20. in fin. *pour monſtrer la quittance faicte par le ſeigneur de l'acheteur eſtre ſuffiſante, quoy que le retrayant pretende en auoir eſté remis, ou donné vne partie, ſans que l'acquereur ſoit tenu s'en purger par ſerment. Et au contraire par la couſtume de Paris, & Bailliage, & Comté de Clermont art. 115. les lods & ventes ſe payent par le vendeur, & font partie du prix, ſi la vendition n'eſt faicte à fruicts deniers, auquel cas l'achepteur eſt tenu les payer. Carondas ch. 41. du 5. liu. d. ſes reſp.* In quibus nec computantur proxenetica, obſequia, ſalaria notariorum, & ſumptus occaſione contractus per emptorem facti. Ibidem præfatus Bugnetus, num. 9. fit tamen æſtimatio, ſi opus eſt, fundi permutati impenſis domini directi, niſi de

fraude

fraude contrahétium appareat. Præfatus Molinæus in Conſuet. Pariſ.tit.de feud. §. 55. gloſ.4. num. 39. 40. 41. & cod. §. gloſ. 5. num. 17. [7] *ſçauoir par l'acquereur*, præfat.iur.Ideóque præſtãtur laudimia in præmium emphyteuticæ renouationis ex Iaſone,in l.fi.C.de iur.emph.Innocentius in c.fi.e.de loc.ait laudimium deberi ex permutatione, quod in huiuſmodi contractu accipit dominus pro ſua inueſtitura.vt notat Ranchinus in Deciſiones Gratianopolitanas Parlamenti Delphinatus Guidonis Papæ quæſt. 92. poſt Boërium in Conſuet. Biturigum, tit. de Conſuetud. feud. & cenſuum, §. 18. [8] Quamuis enim nullum pretium interueniat in permutatione,fiet tamen æſtimatio ſecundùm quam laudimia præſtabũtur, præfat. iur. *Si le ſeigneur & le vaſſal n'en ſont d'accord: & au contraire ne ſont deubs lods & ventes de contract d'eſchange à la Compté de Bourgongne, ni par les Couſtumes de Paris, quoy que le fonds ſoit eſtimé*, §. 2. *du tit. des cenſes, deſdictes Couſtumes de Bourgongne. Buguet ſur le meſme titre nombre* 2. Molinæus in Conſuet. Pariſ.nu.2.§.55.gl. 1.num. 106. *De tant que la permutation faicte de fonds eſtimez, a lieu de vente.* Decius conſ.160. col.1. & 2. in 1. notab. Publicius in Conſuet. Aluerniæ, *tit.des achats,lods & ventes, art. 2. nomb. 3.* [9] Mobilis quidem in ſolutum vice numeratæ pecuniæ, quib.ineſt tacita inter contrahentes æſtimatio ad ſeruandam æqualitatem permutationum, ex præf.Publicio, ibid nu. 4.& 5. *Et ſont les lods,& ventes que ſe payent en argent, tenues pour fruicts, & meubles. Maynard chap. 30. nomb. 7. du 6. liu. de ſes queſt. Ioinct ce que dit du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, tit. des fiefs, §. 55.gloſſ. 5. nombre 17. Où le prix des lods & ventes ſe doit faire en monnoye courante.Buguet au tit. des cenſiues, §.1.in* verb. *lods*, num. 14. *Des Couſtumes du Compté de Bourgongne.* [10] *L'eſchange du fonds allodial auec heritage feodal, ou cenſier n'apporte que ſimples lods, & ventes, non doubles, comme feroyent à l'eſchange de deux fonds ruraux aſſis à meſme ſeigneurie, ſelon le texte de ceſte Couſtume, priſe en ces termes, ſans autre reſtriction, & limitation, ſi l'vſage d'icelle ne ſe rapporte à la moitié des lods & ventes, ou entieres, payables par les deux permutans, chacun ſa moitié au ſeigneur feodal, en la directe duquel le fonds eſt aſſis, ſelon l'ancien interprete Caſeneille ſur la meſme Couſtume conformement à celle de Dauphiné, de laquelle parle Guido Papæ en la queſt. 92. ores les fonds permutés ſoyent de diuers fiefs ſeigneuries, reuenant pour chaſcun à la 24. & le tout à la douzieſme, que ſont les entiers lods & ventes des ventes pures ſubrogees au lieu des permutations*, l. 1. ff. de contrah. empt. *où meſmes les permutans ſont actz de vendeurs,non d'achapteurs,* ſola merce abſque pretio intetueniente. *Qui par noſtre vſage ne ſont tenus des lods & ventes, ſinon les achapteurs, ains plus generalement ſemblent les permutans proceder en ce cas, par mutuelle alienation & acquiſition, ſur laquelle on fonde les lods & ventes.* [11] Anfrerius C pellæ Tholoſanæ 27.vbi licèt ex permutatione debeatur laudimium, dominus non poteſt rem permutatam retinere, ex Petro Iacobo in libello ſuo de act. in rem emphyt. in verb. item, circa finem. Guido Papæ quæſtio. 92. & ibi Ranchinus, & Ferrerius in quæſt. 48 *Maynard au chap. 1. ſur la fin du 2. liu.de ſes queſt. monſtre l'authorité que ſouloit auoir ledit official, dont les iugemens ſont conferez à ceux de la Roue, & Parlement de Dauphiné.* [12] *Arreſt general du Parlement de Tholoſe, del beré le vingtroiſieſme Auril mil cinq cents nonante ſept prononcé le 23. May enſuiuant en l'appel releué du Seneſchal de Carcaſſonne, entre Timoleon de Sainct Iean, ſieur d'Annous, & Guillaume Rouan, par lequel fuſt dict des permutations eſtre deubs lods & ventes. dont l'hypotheſe en fait la deciſion. Guido Pap. en ſa queſtion 92. tenant le contraire expliquee par Ranchin auec ſes diſtinctions, ſe reſoluant à la Couſtume locale, & la Chap. Toloſaine*

au contract emphyteotique ou cenſuel en la queſtion 27. qui vincit conſuetudinem, ex
13 l. 1. Cod. de contract. emph.[13] Aufrerius Capel. Toloſanæ quæſt. 27. Speculator tit. de locat. §. nunc aliqua. Et Iaſon in ſuo tract. de iure emphyt. ſuper l. fin. quæſt. 60. col. 117. vbi latè differit de vaſalli permutatione ſine conſenſu domini. Tiraqueau du retraict linager, §. 1. gloſſ. 1. nomb. 19. Cuiacius in l. fin. Cod. de iur. emph. Ferrieres en ſes additions ſur Guido Pap. quæſt. 48. *Maynard chapitre 34. nombre 11. du 4. liure de ſes queſtions.* Benedictus in c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam num. 858. *où le ſeigneur n'a droict de retenue feodale en la banlieue de Tholoſe, entendue par ledict ſieur Maynard, pour la ville, gardiage, & Viguerie, d'ſant hors icelle, les ſeigneurs auoir droict de prelation, generalement en ce Ro-*
14 *yaume, & reſſort du Parlement de Tholoſe.*[14] Ex permutatione laudimia deberi ſecundùm magis communem opinionem, quam tenet Faber, in §. actionum de act. inſtit. Aufrerius Capell. Toloſ. quæſt. 27. Ranchinus in deciſ. Parlamenti Delphinatus Guidonis Pap. quæſt. 92. Ibidem Ferrerius quæſt. 48. Cuiacius in l. fin. Cod. de iur. emph. Ibique Iaſon. *Tiraqueau du retraict linagier §. 1. gloſſ. 1. nombre 19. Et ſe payent du contract d'eſchange au ſeigneur pour le droict d'inueſtiture & recognoiſſance. Boyer ſur les Couſtumes de Bourges, titre des fiefs, & cenſes, §. 18. Ranch. en ladicte queſt. 92. ſuiuant meſmes nos anciennes Couſtumes, par leſquelles le ſeigneur n'eſtoit auſſi tenu recenoir nouueaux vaſſaux en ſon fief, que ne fuſt payé des lods & ventes, ou n'en fuſt d'accord: que ne ſont maintenant en vſage, pouuans les vaſſaux par la Couſtume obſeruee, vendre, tranſporter, & aliener leur fonds ſans le ſceu ne conſentement du ſeigneur, dont l'acquereur en eſt faict poſſeſſeur par le bail de la cede du contract, ſans autre ſaiſine ne inueſtiture, ni ne peut eſtre contraint que payer les droits du ſeigneur, dans l'an & iour de ſon acquiſition, & le recognoiſtre, quand il en eſt requis auec les autres infeudataires, pour refaire ſon liure terrier, ou autrement, ſauf que ou le nouueau vaſſal ſe preſenteroit pour faire ſa recognoiſſance, le ſeigneur le pourroit refuſer, ou differer, iuſqu'à ce que l'euſt entierement payé des lods & ventes, au payement deſquelles le peut auſſi contraindre par priſe & ſaiſie du fonds, ſans aucune diminution, ſi l'acquereur n'a compoſé ains le ſeigneur auant ne contracter. Ou ſi les negatiues de Carondas en ſes annotations, ſur le titre des fiefs, en la Couſtume reformee de Paris article 20. diſant que fief que ne change de main, ne doit droicture au ſeigneur, eſt reſolue en affirmatiue ſe trouuera que le fief que change de main, doit droicture au ſeigneur, ſelon le ſens & intelligence de ceſte Couſtume, ſans expreſſion du prix, à proportion duquel ſont deubs les lods & ventes, comme dit Maynard à la fin du chapitre 40. & commencement du ſuiuant du quatrieſme liure de ſes queſtions. De tant qu'on procede à l'eſtimation des pieces permutees, ſelon Ranchin en ladicte queſtion 92. de Guido Pap. és ſeigneuries, où ſont aſſiſes, à La diligence des ſeigneurs, ſi les vaſſaux ne ſont en fraude, auquel cas ſe font à leurs deſpens.* Molinæus in Conſuetud. Pariſienſ. tit. de feud. art. 55. gloſ. 4. num. 39. 40. 41. *& ſe paye à chaſcun deſdits ſeigneurs par ſon nouuel emphyteote, comme eſt cy deuant dict. A quoy ſemblent ſymboliſer les legs, donations, & toute maniere de tranſports, par leſquels le fief change de main, ſi n'eſt de pere à fils, ou entre proches parents & ſucceſſeurs neceſſaires, par leſquels l'heritage demeure en meſme famille: en la ſucceſſion legitime duquel le ſeigneur ne peut demander que rierecaptes, comme a eſté cy deuant repreſenté, & touché par ledict Ferrieres en la queſtion 48.* de Guido Papæ,[15] licèt in ipſo contractu res fue-
15 rint æſtimatæ, ex Molinæo in Conſuet. Pariſ. de feud. tit. 2. §. 55. gloſ. 1. nu-
16 mero 109.[16] tit. 16. art. 2. Publicio interprete,[17] Ducatus Burgundiæ, *au ti-*
17 *tre*

tre des cenſes, §. 7. Chaſſanæo interprete, Comitatus, eodem tit. §. 2. Henrico Bugueto Dolano *interprete*. [18] *Comme hommage, ſe doit offrir à ſon ſeigneur, article* [18]
5. Iohanne Sanx. interprete. [19] tit. de feud. §. 18. verſ. etiam e. permutatione; [19]
Boërio interprete. [20] *Par la Couſtume generale de France au titre des champarts. Mayard chapitre trenteſeptieſme du 4. liure de ſes queſtions dit, quant au contract de vente, faict en forme commune, eſtre deus lods & ventes, s'il n'y a ſpeciale Couſtume au contraire, que deroge à la generale par laquelle cõme de droict cõmun, le cõtract d'eſchange n'eſt ſubiect aux lods & ventes.* [20] Petrus Iacobus de actione in rem, quæ competit pro re emphyteutica, quæ cadit in commiſſum, his verb. ſi talia pretia non ſint in permutatione. Et Ranchinus in quæſt. 92. Guidonis Pap. Innocentius iñ c. potuit e. de locat. [21] §. 2. & 4. *du titre des Cenſes des Couſtumes du Compté de Bourgongne.* Hoc [21]
enim caſu pro quota, ſoluenda ſunt laudimia. Buguetus in d. §. 2. num. 3. *Maynard chapitre 37. du 4. liure de ſes queſtions.* [22] At ſi tandem in pretio æſtimationis con- [22]
currant, non vtriuſque contractus ſapiet naturam permutationis, ſed potius pro emptione habebitur. Vbi enim conuentio iuriſgentium parit actionem, tranſit in proprium nomen contractus emptionis, & venditionis, l. iuriſgentium, in princ. ff. de pact. Qualis eſſe exiſtimatur dimidia pretij in numerata pecunia. *Où l'entiere eualuation de la piece permutee tient lieu de prix, & encore plus, quand le prix en argent excede la moitié de la valeur d'icelle*, l. fundi partem, ff. de contrah. empt. l. ſi ſterilis, §. ſi tibi fundum, ff. de action. empt. c. ad quæſtiones, e. de rer. permut. Publicius in Conſuet. Aluerniæ, *art. des achapts, art. 2. nomb. 4.* Pontanus in Conſ. Bleſenſes, tit. 6. art. 81. in verb. venditur. Tunc enim ab effectu, propter æſtimationem, ſub nomine permutationis cenſetur contractus emptionis, & venditionis. Dec. conſ. 160. col. 1. & 2. in 1. notab. vbi ſatis apparet de ſimulatione contractus, vnde rei veritas ex mente contrahentium inſpicienda eſt, l. 1 C plus val. quod agitur. Ferr. in conſuetudin. Burdegalenſes, tit. de retractu, §. 30. Inſpicit partium voluntatem, emeréne voluerint, an permutare, eámque eſſe ſequendam, ſi principaliter emitur, licèt aliqua ſpecies detur, erit emptio, l. tenetur, §. 1. ff. de action. empt. ſi principaliter permutatur, erit permutatio, cap. ad quæſtionem, §. 1. e. de rer. permut. Si dubium ſit, & pretium exhibeat emptionem videri. Angelus in l. quicquid, §. fin. ff. de acquirend. rer. domin. arg. l. domum, ff. de contrah. emption. ſi ſpecies exhiberet eſſe permutationem, imò ſi admodum excedat pretium, ſemper præſumi emptionem, licèt aliud fuerit adiectum. *Et eſt l'eſchange cenſé feint, & premedité, en ſi peu de temps apres, l'vn des contractans recouure l'heritage, moyennant argent.* Barth. in l. poſt contractum, ff. de donat. l. 1. §. quæ onerandæ, ff. quar. rer. act. non det. ex euentu, *ſelon Maynard, quand vn des permutans, ou acquereurs demeure touſiours poſſeſſeur de la choſe qu'il a baillee en eſchange, ou la recouure bien toſt apres*, l. ſicut, §. ſuperuacaneum, ff quib. mod. pign. vel hyp. ſolu. *Si pour le tout, ou partie, contient d'vne part ferme de donatiõ, & le donataire paye ſecrettemẽt au donateur telle ſomme, que ſoit quaſi ſuffiſante pour le prix de la choſe*, l. ſi. C. mãd. l. ſi quis ff. de verb. oblig. *Où faut ſur tout regarder l'intention des contractans, non ſeulement les paroles. Carondas ch. 13 du 6. liu. de ſes reſp.* [24] *Et non ſeulemẽt le contract d'eſchange fraudu-* [24]
leux eſt cenſé vente, mais auſſi le cõtractant eſt amandable. Arreſt prononcé la veille Sainct Croix de Septembre, 1583. Contre Bonet de Carcaſſonne, remarqué par ledict Mayn. ch. 37. du 4. liu. de ſes queſt. Et ſont deus de tels contracts tels lods & ventes que de pure vente. Carondas ch. 17. du troiſieſme liu. de ſes reſponſes où il cite vn arreſt ſur ce donné pour le ſieur de

Seille

Seillanay, & prononcé au Parlement de Paris, en preſence du Roy Charles VIII. ſeant en ſon ſiege le 1. Feburier 1590. [25] Præfat. iurib. quibus addemus mobilium cum immobilib. permutationem, quæ vim habent emptionis, licèt mobilia parté tantùm pretij conſtituant, ex Publicio Aluerniæ Conſuetud interprete, art. 2. num. 4. & 5. *du titre des cenſes* tum etiam Chopini lib. 1. tit. 3. numero 8. de moribus Pariſ. in vſusfructus alicuius hæreditatis permutatione, cum alterius fundi proprietate, qui quidem fructus, ſicut mobilia inter laudimia connumerant. Et eſt pariter verè contractus emptionis ſub nomine permutationis, cuius debentur laudimia domino directo, ac ſi prædia permutata æſtimata eſſent, vel pretium ſpeciem exuberaret, ſecundùm Caſtrenſem, in l. Ariſto, ff. de donat. *Arreſts du Parlement de Bordeaux notez par ledict Ferron. Papon arreſt quatorzieſme du titre du retraict linagier du Parlement de Tholoſe, du 4. Septembre mil cinq cents huictante ſept d'vne nommee Ariete, contre Dupois donné au rapport dudit ſieur Maynard par luy meſmes remarqué au chapitre 37. du 4. liu. de ſes queſt. contraire à autre Arreſt du Parlement de Paris du 24. Decembre mil cinq cents dixſept.* [26] *Carondas ch. 13. du 6. liure de ſes reſp.* in Guid. Pap. quæſt. 92. [27] l. ſciendum, §. emptorem, ff. de ædil. edict. ſolus enim emptor tenetur ad pretij ſolutionem, venditor ad rei præſtationem, §. item pretium, de empt. & vend inſt. l. empti fides, C. de act. vel hæred. vend l. emptionem, C. de rer. permutat. vbi licèt pecunia rei nomine contineatur, l. 1. §. & neminem, ff de conſtit. pec. vnde priſca iure gentium orta permutatio excuſſa, & numerata pecunia à pecore dicta, pretio vice rei ex vna parte contrahentium inducto, emptionis & venditionis contractum edidit, l. 1. ff. de contrah. empt. in quem rerum æſtimatarum permutatio reſoluitur, tum etiam mobilium, licèt ineſtimatorũ cum re immobili, ex præfat. Publicio ad immobilium adæquandam permutationem. Licèt enim res ipſas, non pretio rerum, quantæ pecuniæ verba ex Ceſi reſp. lib. 25. Digeſtorum continere videãtur, l. cùm ſtipulamur, ff. de verb. ſign dum totum, in quit Diuus Auguſtinus lib. de Doct. ina Chriſtiana, quod homines in terra habent, quorúmque domini ſunt, pecunia dicitur, quia antiqui, quod habebant, in pecoribus habebant, can. totum, 1. quæſt. 3. Plenius tamen pecuniam pro nummis ſimpliciter accipit, quod pecudum nota antiquitus moneta ſignaretur, qui ſenſus in materia odioſa probabiliot eſt, l. ſed Iulianus, §. mutui dationem ff. ad Macedon. quorum mediam viam eligens Alciatus in l. pecunię verbum, ff. de verbor. ſignif. refert pecuniam non ſolùm ad excuſſam, & numeratam, ſeu nummiſmata, ſed ad id quod in numerato eſt, ex Bartolo, in l talis, ff. de leg. 3 idémque ſi ponderę & menſura conſiſtat, vt in legatis & contractibus: niſi aliud ex coniectura voluntatis appareat, vel ratio legis, atque in corpore, nec non in quantitate conſiſtat, l. 1. & ſeq ff de calum. [28] Quę tradit ex Chopino Maynardus 4. quæſt. c. 37. [29] Inter contractum ſimulatum & factum in fraudem, diſcrimen oſtendit Bart. in l. poſt contractum, col. 2. verſ. ſed iſto caſu aduerte, ff de donat. Felinus in c. ſi autem, e. de reſcript. nec non ſimulatę rei veritas, & intentio contrahentium magis, quàm verba ſpectanda ſunt, l. non figura, ff. de act. & obl. l. cùm quæſtio C. de legat. l. 1. C. plus valere quod agitur, quàm quod ſimul concit. ſi in fraudem vel obſcurè conceptus contra proferentem eſt interpretandus, nec prodeſſe debet authori, l. 1. C. de dol. vnde Æſopus, Sic pereant, qui ſe prodeſſe fatẽtur, & obſunt, diſcat in authorem, pœna redire ſuum. Et dolus ex cõiecturis probatur, l. quotiẽs, 6. qui dolo, ff. de prob. ſic fraus legi fit, vt cùm lex prohibet mutuari pecunias filiofamiliae

familias,quis frumentum mutuatus fuerit, Iaſon & Bart. in l.non dubium, C. de legib. Et ita fit ſimulatio nominati ſuppoſitione contractus.Dolus acta vel omiſſione fraudulenta,& fraus ſaluis verbis mentis,legum circumuentione, quandoque imperitia, quæ culpæ,& lata culpa dolo annumeratur:tum etiam fraus apud nos ex communi vſu loquendi:*comme des contracts faicts par dol & fraude*,de quibus Publicius *tit. des achapts*, art.2.in verb *fraudaleux,ſur les Couſtumes d'Auuergne*, vbi exemplum permutationis oſtendit prædij allodialis cum prædio feudali,quæ poſtea alter permutantium pecunia redemerit,vel emerit.Et quando venditor repetitur poſſidere poſt alienationem,præſumitur fraus. Imola in d.l. poſt contractũ. Romanus conſil.14.in 1.vel tit.2. fraúſque in delictis præſumitur:vt cùm quis donat omnia bona ſua,inde capitale crimen commiſſurus.Decius conſ.31.2 vol.fraudis circunſtantias,& preſumptiones oſtendunt. Petrus Anacharſus conſil.216 Iaſon in l.ſi is qui,col.pen.& fi.ff.de acquir hæred.Idque pro coronide habendũ eſt, vt qui fraudem commiſit,nunquam poſſit in ſui gratiam allegare contractũ fraudulosum, vel fictitium.Bart.conſ.81.idem in l.per diuerſas,col 2 verſ.& hoc verũ, C.mand. vbi ſimulatè cedens actionem, non poteſt allegare ceſſionem ſimulatã: ſed talis allegatio tantum ei competit, contra quem ceſſio facta eſt. [30] Conſuet. [30] Alnerniæ, *tit. des achapts,art.19.*Cùm ex huiuſmodi locatione conferatur vtile dominũ,vt in l.1.ff.ſi ager vect.vel emphyt.petat.*Publicius ſur ladicte Couſtume Maſuer au titre des louages,nomb.16,17.où eſt repreſenté ſelon Iaſon,que l'aſſiette eſt cenſée à longues annees, quand excede dix ans.Boyer deciſ.235.Et ores ſuiuant la Couſtume generale de France, ne ſoyent deubs lods & ventes des louages à dix ans, ou plus,pour n'y auoir tranſport de proprieté Neantmoins a eſté iugé par Arreſt,que le bail faict de plus de neuf ans,emporte alienation,& tranſport du fonds vtile.* [31] *de fonds receu en payement du debte, ſont deus lods & ventes.Maynard ch.30.du 4.liu.de ſes queſt.*Nam datio in ſolutum venditionis loco habetur,l. ſi prædium, C.de euict.l.eleganter.ff.de pign.act.ex eáque debentur laudimia,ſicut ex venditione.Guido Papæ quæſt.46.nu.2 Boërius de retractu, §.3 *Publicius tit.des rachapt,art.8.*[32] l.2.C.plus valer. quod agitur. [33] *Maynard ch. 29. 41.du 4.liu.de ſes queſt.& ch.100.du liu.7.* nec de re data in dotem debentur laudimia. Boëtius tit.de feud. §. 20. in princ. Ferron.in Conſuet. Burdegalenſes, eod.tit.de feud.§.19. verſ.atqui in hoc artic. licet res æſtimata detur Molinæus eod.tit. §. 55. gl.1.n.100.101 Iaſon in l.ſi.C.de iur.emph.Quo iure vtimur,ſine vlla diſtinctione, & ſi res delata in dotis ſolutionem fuerit æſtimata, ſtatim vel ex interuallo, contra Publitij, Iacob. à Sancto Georgio,& cæterorum opinionem, ſecundùm generalem conſuetudinem,& Paponis arreſtum 24.tit.2.tum etiam Bugueti ſententiam in Conſuet. Comitatus Burgundiæ, *titre des Cenſes*,nu.19. vnde tot penè videntur ſententiæ,quot locorum & regionum conſuetudines. [34] *Entre coheritiers Mayn. chap.50.du 4.liu.de ſes queſt.Couſtume de Paris,art.80.arreſt de l'an 1538.donné à la Chambre du Threſor,Contre le Procureur du Roy,pris du recueil de Papon,tit.des droits ſeigneuriaux,art.22.Arreſt ſolemne de Paſques 1587.remarqué par Carondas ch.207.du 7.liu. de ſes reſp.Telle licitation entre coheritiers, & autres voulans partager,eſtãt touſiours neceſſaire*,Guido Pap quæſt.48.Bart in l ſi. ff de condict. furt.ſitque inter fratres neceſſaria diuiſio hæreditatis, & ſi opus eſt licitato: vnde non debentur laudimia.Auſtrerius in quæſt.75.Capellæ Toloſanç,l.3.C.de iur.emph.l.Lucius,§.ſi Titius,ff.de hæred.inſt.§.1.de litigioſ.in auth.notat.in c.fi.e.de loc.& conduct Ex diuiſione autem voluntaria, vt inter ſocios debetur laudimium ſeu foriſcapium, vt idem Au-

ſterius loquitur in d. quæſt. 75. ex Iacobo, in libell. ſuis de iur. emph. & ibi not.[35] *La vente & licitation ſe faict par neceſſité priuee des heritages indiuiſibles, ou difficiles à diuiſer du tout, ou de partie, pour faire la part aux autres, ou des ſurualues, eſgaliſer les moindres portions.* §. ſi familiæ, de iudic. inſt. *Qu'eſt vne eſpece de vente : toutesfois neceſſaire à l'execution du partage, de la ſurualue duquel ne ſont deubs lods & ventes. Arreſt du Parlement de Paris 1587. remarqué par Carondas ch. 207. du 7. liu. de ſes reſp. Papon liu. 13. tit. 2. arreſt 22. de ſon recueil. Du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, tit. des fiefs, §. 55. gloſ. 2. nomb. 19. Maynard chapitre 43. du 4. liu. de ſes queſt.* ff. de publ. l. nauigia, C. de furt. ſiue huiuſmodi diuiſio fiat per modum tranſactionis propter quæſtiones emergentes, vel de iure ſucceſſiuo contendatur, niſi dominus fictam eſſe litem oſtenderit, ex præfato Molinæo : ex quacunque tamen diuiſione apud Pedemontanos nulla debentur laudimia, ex Bugueto, in Conſuetud. Comitatus Burgundiæ, *tit. des Cenſes.* § 2. num. 9. in fine. *Par neceſſité publique, comme en faueur de la Religion* l. ſi quis ſepulchrum, ff. de relig. & ſumpt. fun. *edifices des villes pour la decoration d'icelles,* l. ſi vt proponis, C. de ædif priu. Oldradus conſ. 161. *Bien de paix, & autre vtilité publique, pour laquelle on eſt par fois contrainct vendre ſon bien,* l. item, ſi verberat. ff. de rei vindic. l. Lucius, ff. de euict. Baldus in l. quicunque, circa finem, C. de ſeru. fugit. Molinæus lib. 2. in Conſuet. Pariſienſ. §. 53. nu. 27. & ſeq. reipublicæque vtilitatis fauore ceſſant iura dominica, ex Chopino de morib. Pariſ. lib. 1. tit. 3. num. 14 Nec ex venditione cauſa publica facta vllum debetur laudimium. Idē de domanio Franciæ, tit. 3. c. 4. *Par arreſt du 17. Iuin 1560. donné contre les fermiers du droict de directe du Roy en Tholoſe, fuſt ordonné, que le fonds pris d'vne maiſon, pour eſlargir la rue, ne porteroit aucun droict de lods & ventes au ſeigneur directe, pour le prix, qu'en auoit eſté baillé en recompenſe au proprietaire de ladicte maiſon. Le meſmes fuſt iugé au Parlement de Paris en l'affaire appoinctee au conſeil le penultieſme May de releuee mil cinq cents ſeptante deux contre vn ſeigneur directe, qui demandoit lods & ventes de quelque motte, ou gazon de terre, que les Eſcheuins de Paris auoyent achepté du proprietaire pour eſlargir les boucheries, que ſont pres le Chaſtelet de ladicte ville, repreſenté par ledict Maynard ch. 43. du 4. liu. de ſes queſt. D'où il infere, que les ſeigneurs peuuent eſtre de meſme contraints vendre leurs droits principaux de directe & en ſouffrir le rachapt, pour la cauſe publique.*[36] *Carondas ch. 55. du 4. liure de ſes reſp. ch. 8. du liu 7. où il allegue vn arreſt du 22. Decemb. 1584. prononcé par le premier Preſident du* Parlement de Paris. Sed pura venditio eſt, quæ ſub conditione reſoluitur, & emptio perfecta vnde fructus fiūt emptoris, & vſucapio procedit, cuius pactio venditoris cauſa fit, ſi velit inemptum eſſe prædium, & illud redimere, l. 1. & 2. ff. de leg. commiſſ. l. 2. § ſi in diem, & ſeq. ff. pro empt Quidam exiſtimauerunt pactum de retrouendendo modum eſſe, non conditionem, vt emptor rem intra tempus reſtituat ei reddendo pretium : & ita per dictionem, vt exprimitur modus, conditio per diſiunctionem, quæ etiā cadit in legem commiſſoriam, qua prædium ea lege vēditur, vt ſi intra certum tempus ſolutum non ſit, ſit inemptum, qua magis emptio ſub conditione reſolui, quàm contrahi videtur ex Vlpiani reſp. in d. l. 1. ff. de leg. commiſſ. vbi nondum eſt perfecta venditio, donec pretij ſolutio interuenerit, re tandem integra, l. ab emptione, ff. de pact. *La vente eſtant de ſoy reſolutoire, & conditionnelle : & par ainſi imparfaicte, & rapportee à la condition non aduenue, pourueu qu'elle ſoit conceue ſans fraude : car audict cas ſeroit cenſee pour vente pure, & parfaicte, de laquelle ſont deus lods & ventes. Maynard ch. 40. du 4. liu. de ſes queſt. vne fois payables pour la ſeule vente, non pour la re-*

uente,

uente, quand la vente ſeroit faicte à pacte de rachapt perpetuel, ou à certain temps, et que le vendeur la rachepte dans, ou apres le temps, pourueu que ce ſoit dãs le temps de la preſcription trentenaire, pendant lequel le vendeur eſt receu en faire le rachapt, quoyque le temps preſigé par le contract ſoit expiré auec lettres royaux de la Chancelerie, pour eſtre releué du fact de ſa premiſſe & conuention, s'il a vendu à moins d'vn quart, ou tiers, que ne vaut l'heritage vendu, non s'il n'eſt en rien lezé. De tant que ſi le temps du rachapt de la vente faicte à iuſte prix, eſt expiré, le vendeur n'eſt receuable demander la reuente luy en eſtre faicte par l'achepteur, luy eſtant legalement, iuſtement, & entierement ſatisfaict du prix d'icelle. Maynard chapitre 39. du 4. liure de ſes queſt. & ainſi de vente parfaicte, bien que diſſoute, ſont deus ſimples lods, & ventes non doubles. [37] Ex pacto legis commiſſoriæ non de- [37]
beri laudimia, oſtendit Guido Pap. quæſt. 6. & 48. *Mayn. ch. 27. du 6. liu. de ſes queſt. Arreſt du 17. Iuin 1566. par ledit Maynard amené de Papon en ſa derniere edition du titre des droicts ſeigneuriaux, arreſt 35. Par arreſt du Parlement de Paris inſeré au meſme recueil, tit. des hypotheques, & actions hypothecaires, arreſt 2. par lequel conformement au reſcrit de l'Empereur Conſtantin en la loy finale,* C. de pact. pign. *Les engagements, & hypotheques, ou ventes d'icelles ſous pactions commiſſoires de droict interdictes, ont eſté declarees nulles, autrement la vente eſt pure & parfaicte ſous paction reſolutoire, ou commiſſoire, quand la condition conſiſte en la reſolution, conceu au contract obligatoire, en faueur du vendeur pour contraindre l'achepteur, le terme expiré au payement du prix. Et peut-on agir en la commiſſoire par action perſonnelle, ou par priſe & ſaiſie de la piece en l'hypothecaire: ainſi de contracts nuls, qui ne ſubſiſtent de droit ne ſont deubs droits de lods, ni deſdictes ventes, iuſques à ce qu'eſtant repurgees de leurs deffauts, ſont reduictes à leur perfection, au cas de l'arreſt 2. dudict Papon au tit. des hypotheques, apres le terme donné au vendeur, payer la ſomme principale, paſſé lequel on ſouloit adiuger les biens aux creanciers aux prix, & dire d'experts, ou eſtimation qu'en eſtoit faicte par le droict Romain,* l. ſi fundus, §. fin. ff. de pignor. *Et ſe fait maintenant, notamment en ce Parlement, l'authoriſation de telles ventes, par decret, par lequel eſt baillé delay au vendeur payer le principal, autrement la vente eſt authoriſee, & le vendeur condamné garder, & entretenir le contract ſelon ledict Maynard. Où peut interuenir l'arreſt donné au rapport du Sieur de Ramondi, les deux Chambres d'Enqueſtes aſſemblees, prononcé le 19. Aouſt 1592. de l'appel du iugement des requeſtes, du 4. Ianuier mil cinq cents nonante vn. Entre Maiſtre Iean Guibert lieutenant principal en l'audiroire de la Viguerie de Tholoſe d'vne part, & François lieutenant particulier audit ſiege, prenant la cauſe pour Deſtrier la Combe, marchand dudict Tholoſe d'autre, Marie & Anthoinette de Donadieu, filles & heritiers, auec beneſice d'inuentaire à feu Raymond Donadieu, reprenant l'inſtance de leurdict feu pere. Auquel auoit eſté ſaiſi & pourſuiui decret ſur vne ſienne metairie ſiſe au lieu de Benergue, à la requeſte dudict la Combe, pour la ſomme de 900. liures, laquelle icelluy la Combe auoit vendue audit François, pour la ſomme de ſix cents liures, partie d'icelle par ledict Guibert debiteur enuers ledict François de la ſomme de onze cẽs liures, en vertu de la ceſſion & tranſport que ledict François en auroit fait audit la Combe, eſtãt ladicte vente contreuerſee par les heritiers dudit Donadieu, & autres ſes creanciers, auroyent eſté entre eux, & ledict la Combe formez pluſieurs incidants deuant Meſſieurs, Maiſtres François de la Porte, & François de Richard Conſeillers en la Cour, & eſté ordonné, que les heritiers & creanciers dudit feu Donadieu payeroyent ou conſigneroyent dans quatre mois la ſomme, pour laquelle ladicte metairie auoit eſté adiugee audit la Combe, autrement n'y ſeroyent plus receus. Et par autre Ordonn. apres autre requeſte preſentee par ledict François, à ce que vinſſent deduire leurs droits, autrement ſilence leur eſtre impoſee, &*

eſté ordonné que ladicte ſomme de ſeize cents liures du prix de ladicte vente, tiendroit lieu de payement, tant enuers ledict la Combe, que autres creanciers dudit Donadieu, a inhibé aux heritieres dudit Donadieu, ne troubler, ni empeſcher ledict François en la poſſeſſion & iouyſſance de ladicte metairie à luy vendue par ledict la Combe, de laquelle auroit payé lods & ventes, tant du decret obtenu par ledict la Combe, que acquiſition faicte par ledict François d'iceluy la Combe, la vente eſtant ſortie à effect du decret precedent, pour n'y auoir lieu de repetition, contre le Seigneur, qui ſuum tantum receperat, *ſelon le dict Carondas au lieu preallegué & ſuſdict arreſt, par lequel ledict François auroit eſté receu à prouuer par actes ou teſmoins le payement deſdits lods & ventes pour ledict la Combe, au lieu & place duquel ledict François n'eſtoit auſsi ſubrogé, pour euiter la reiteration des lods & ventes, que ne ſe payent que vne fois pour l'adiudication du decret, nonobſtant la ſubrogation faicte auant l'execution d'iceluy, & miſe de poſſeſsion. Maynard chap. 51. du 4. liu. de ſes queſt. De tant que la vente iudicielle n'eſt parfaicte, iuſqu'à la miſe de poſſeſsion que ſe faict au nom du ceſsionaire, au lieu & place de l'adiudicataire. D'où l'on ne peut inferer qu'vne ſeule vente, laquelle ceſsion eſtant au contraire faicte comme celle dudict la Combe audit François par vente pure, auec relief d'indemnité, à plus haut prix que ne monte ſa ſurdicte, pour laquelle la piece luy eſt adiugee, ſont deubs lods, ventes parfaictes & accomplies, la premiere par adiudication, la ſeconde par contract, ſans que l'vne depende de l'autre, ayant le dernier achapteur ſon recours contre ſon vendeur, ou la piece luy ſeroit euincee. Où l'on voit, comme la vente caſuelle, conditionnelle, reſolutoire, & commiſſoire eſtant authoriſee, eſt reduicte par l'actuelle & reelle execution de ladicte authoriſation en ſa perfection,*

38 *& ſubiecte aux lods & ventes, comme vente pure.*[38] Speculator tit. de loc. §. 1. verſ. 107. 110. & Petrus Iacobus aſſerunt, non deberi laudimium in donatione, vbi non interuenit pecunia, ſicut nec in permutatione, & inter caſus ab eodem Iacobo enumeratos, quibus non debentur laudimia, Guido Pap. quæſt. 48. recenſet donationem inter viuos & legatum, econtra deberi ſuſtinet Petrus Heliæ in ſuo tract. de iur. emph. Si enim ex quacunque cauſa transfertur dominium, laudimia debeantur ſecundùm Iaſonem in l. fi. C. de iur. emph. num. 122. Boerium in Conſuet. Biturigum, tit. de conſuet. feudo, & cenſu, §. 18. gl. pro hac Chaſſanæus *tit. des cenſes*, §. 7. nu. 2. debentur ex donatione & legato, ex donatione ob cauſam, non pura, vt idé voluit Aufrerius Capell. Toloſanæ quæſt. 278. Publitius in Conſuet. Aluerniæ tit. des achapts, art. 3. nu. 2. ait emphyteotam donare quidem poſſe irrequiſito domino, non mittere in poſſeſſionem, vnde laudimia debéntur, nempe ex donatione ob

39 cauſam, ſecundùm textum eiuſdem conſuetudinis, non ex pura donatione.[39] *Mayn. ch. 41. du 4. liu. de ſes queſt. dit la reiglè par laquelle les fiefs que changés de main, doiuét droicture au ſeigneur, s'entendre auec aſſignatiõ du prix, que n'interuiét és donatiõs pures, ſimples, onereuſes, & conditionnelles, deſquelles indiſtinctemẽt, non plus que des legats ne ſont deubs lods & vẽtes au pays de Lãguedoc. Rãchin ſur Guido Pap.* quæſt. 48. In patria noſtra Occitana, illa eſt cõſuetudo, vt ex donatione nullũ ſoluatur laudimiũ: in hac etiã nunquã vidi peti nec ſolui laudimiũ ex Legato, *ainſi obſerué en ce Parlemẽt. Arreſt du 21. Auril 1589. enuers vn nõmé Beſquẽt, & autres, dõné au rapport du ſieur Hiſpania, le ſieur Hebrard contretenant en l'appel releué du Seneſchal de Tholoſe, qui auoit iugé le cõtraire, partage faict à la premiere d'Enqueſtes, deſpartí à la ſecõde: & generalemẽt des biẽs eſtimez, & non eſtimés, dõnez à pacte de mariage, ne ſont deus lods & vẽtes. Arreſt du Parlemẽt de Paris, 9. Iuillet, 1549. Papõ tit. des drouts ſeigneuriaux, arreſt 19. Eſtãs leſdites donatiõs faictes par les peres & meres, ou à leur defaut par autres leurs aſcẽdãs, cõme remarque ledict Ferrieres ſur ladicte queſt. 48. de Guido Pap. De tãt que l'inuention des contractans n'eſt*

de vendre, ſinon de contracter mariage, dont l'eſtimation ne ſe faict pour prix de vente, ſinon pour declarer la valeur de la choſe donnée, ſelon ledict arreſt, & autre donné entre le ſeigneur d'Argenton, & de Saulx 2. Iuillet 1563. remarqué par ledict Mayn. ch. 41. du 4. liu. de ſes queſtions: toutes-fois ou les choſes données ſeroyent aualuées, & eſtimées, ores fuſſent données en faueur de mariage volontairement par perſonnes eſtrangeres, qui ne ſont naturellement obligées faire ladicte conſtitution. Telles donations ſont plus-toſt cenſées ventes & achapts, ou baux en payement, que donations, arg. l. in inſulam, §. fin. ff. ſolut. matr. *Et s'eſtend l'vſage de ce Parlement, ſelon ledict Maynard, en toutes donations ſimples, non ſimulées*, vt notatur in l. vbi ita, ff. de don. cauſ. mort. *ny frauduleuſes, non que le donataire & legataire ne ſoit tenu recognoiſtre le ſeigneur, & luy payer ſes autres droicts.* [40] vbi donatarius, cui ea lege donatio facta eſt, vt alat donantem, e uſque debita perſoluat, debentur laudimia, cùm non ſit pura donatio, ex Petro Iacobo, tit. de act. in rem, pro re emphyteuticaria, circa princip. col. 3. quæ ex pura donatione non debentur, ex Cyno in d. l. fin. C. de iur. emphyt. Aufrerio Capell. Tholoſanæ q. 278. [41] *Ou tant que le fonds demeure en meſme famille, & ne change de main, comme es partages & licitations neceſſaires que ſe font entre freres, n'eſt beſoin de nouuelle inueſtiture, ny ne ſont deubs lods & ventes ſi le fonds ne vient en main eſtrangere, en laquelle ſi la faculté de rachapt eſt cedée par le vendeur*, extraneus redimens, laudimium pendere tenetur, non ſolùm de retrouenditione, ſed etiam de pretio ceſſionis, cùm ius non ſoluendarum laudimiarum in retrouenditione hæreat venditori, & eius hæredibus, & non tranſeat in extraneos, ex Molinæo in conſuet. Pariſ. de feud. §. 55. gloſſ. 1. numer. 59. Cui aſſentire videtur præfatus Bugnetus in Conſuet. Comit. Burgundiæ, *tit. des cenſes*, §. 2. numer. 59. Cuius tamen Bugueti ſententiam in omnibus non probatem, noſtris moribus aduerſantem, quibus ex ceſſione facta per adiudicatarium, antequam miſſus fuerit in poſſeſſionem, prædij ſibi adiudicati, per modum licitationis & ſolutionis non debentur laudimia duplicia, ſed ſimplicia, vt ex vnica venditione. Maynardus cap. 51. libr. 4. quæſt. Cùm nemo dominus vtilis dici poſſit ante decreti executionem, nec ſuos fructus facere, vt alibi diximus, nec ad laudimiorum ſolutionem cogendus eſt, niſi poſt quadraginta dies à perfecta venditione. *Buguet titre des cenſes*, §. 2. numer. 55. §. 3. in verb. *dedans 40. iours apres ladicte vendition faicte, ny voire qu'apres an & iour, à compter du temps du contract, ou miſe de poſſeſſion, ſi la vente ſe faict par criées, par le droict commun & couſtume generalle de France, couſtume d'Auuergne, titre des fiefs, art. 8.* Ibique Publicius, num. 2. *Ny ne peut-on payer deux fois lods & ventes pour vne ſeule apprehenſion & ſeiſine de la piece vendue.* Nam ex venditione conditionali nec debentur laudimia, donec conditio extiterit Molinæus de feud. §. 55. gloſſ. 1. num. 4. Tiraquellus de retractu conſanguin. §. 5 gloſſ. 2 numer. 28. ita nec ex ſola licitatione, vel decreto, niſi potentia vtendi fruendi, poſt omnes dilationes ad actum venditio peruenerit: vnde duæ non poſſunt dici venditiones, ſed vna tantùm. [42] *Qui ſe rapporte és ventes & alienations, d'icelles ſont deubs lods & ventes*, pretio interueniente, *comme eſt repreſenté par ledict Maynard chapitre 41. du 4. liu. de ſes queſtions.* [43] præfat. iur. [44] *Maynard chap. 50. du 4. liu. de ſes queſtions.* [45] *Le meſmes chap. 40. du liu.* [46] *Ou n'eſt beſoin auſſi d'inueſtiture, le ſeigneur adiournant aſſez l'acquereur pour ſon veſſal, par la vente que luy en a faicte, & eſt à preſumer le fonds eſtre vendu allodial, tel que le ſeigneur le poſſedoit, ſi les droicts ſeigneuriaux ne ſont reſeruez, ainſi l'ont act. Mayſart au tit. des lods [illegible] ff. de ſer. & fl. & com m.*

40 49

41

42

43

44

45 46

47 præd. 47 *Où la choſe ainſi vendue paſſe avec ſes charges, & ſi l'argent en prouenant eſt adiugé aux creanciers, encor que le Iuge du ſeigneur euſt procedé à la vente iudicielle, & interpoſé le decret, le ſeigneur feodal peut demander ſes lods & ventes, quoy que ne luy ſoit deub autre choſe ſur les deniers de la ſurdicte. Maſuer liur. ſoſ-*
48 *dict, nombr. 48.* 48 *Maynard chap. 51. du 4. liur. de ſes queſt.* 49 *Maynard chap.*
49 *38. du meſme liur. Arreſt du Parlement de Paris 23. du recueil de Papon titr. des droicts ſeigneuriaux. Carondas ſur le titre des cenſiues & droicts ſeigneuriaux du droict Pariſien, par lequel le ſeigneur ne peut prendre doubles droicts de la vente, à facul-*
50 *té de rachapt, ores y ait ceſſion & tranſport de ladicte faculté.* 50 *Carondas chapitre*
51 *50. du 7. liur. de ſes reſponſ.* 51 *Dont la reigle infaillible eſt telle, que de toute vente pure & parfaicte, bien que diſſoute du conſentement des parties, ſont deubs lods & ventes, pourueu que le fief change de main. Maynard chap. 40. du 4 liu. de ſes queſt. laquelle ſi comprend toute ſorte d'alienation,* vt in l. ſtatuliberi, cap. cæteris, §. Quintus Mutius, ff. de ſtatulib. Bart. & Cæpola in l. ſi contra, ff. de vſuc. pro empt. *ſemble s'eſtendre à toute translation de proprieté, que vient à changer de main, ſi le prix n'y eſtoit entendu ſelon l'intention des contractans, pour calculer, & ſupputer les lods & ventes. A quoy ſe reſtrainct la commune opinion des interpretes, comme de ventes par decret, & adiudication d'immeubles au creancier à concurrence de ſon debte, ſur ſaiſie & criées precedentes, ou autrement. Maynard chap. 30. du 4. liur. de ſes queſt. par vn, ou pluſieurs creanciers acceptée. Maynard chapitre 42. du meſme liure, en addition par decret pour la quantité du debte,* licèt res à iudice detur in ſolutum, ac ſi data eſſet per debitorem, *qu'eſt autant que pure vente, ſelon ledict Maynard, chap. 30. nombr. 6. & 7. du 4. liur. de ſes queſt. Par la couſtume d'Auuergne, titr. des Achapts, articl. 4. ſont auſſi deubs lods & ventes de ſupplement de iuſte prix, & acquiſition de plus value, par tranſaction, ou autrement, comme du ſort principal. Et dict en paſſant Maſuer au titre des ventes, nombr. 43. 44. l'action reſciſoire n'eſtre receuë en France de leſion, d'outre moitié de iuſte prix entre le pere & la mere, & ſes enfans: ny generallement de meubles, vente de fruicts, & louages, ſi ne ſont perpetuels, ou à longues années. Carondas au chap. 113. du 7. liu. de ſes reſp. remarque deux autres manieres de ſupplements non reſciſoires: l'vn neceſſaire, comme ſi l'heritage eſt vendu à la charge, que ſi ſe trouue plus valoir, l'achepteur le ſuppleera. Volontaire, ſelon le texte de la* loy pacta conuenta in fine, & ibi gloſſ. fin. ff. de pact. Vbi ſi omnibus integris remanentibus, de augendo vel minuendo pretio rurſum conueniatur, recedituir à priori contractu, & noua emptio interceſſiſſe videtur. *Où ledict Carondas monſtre par deux arreſts, l'vn du Parlement de Paris, 5. Ianuier 1565. pour la Royne d'Eſcoſſe, tenant en douaire la Comté de Poictou, l'autre du Parlement de Bretaigne du 30. Octobr. 1576. Les lods & ventes dudict ſupplement volontaire de la ſomme de neuf cents liures, baillées par l'achepteur au vendeur à pacte de rachapt pour la ſur-valuë, quelque année apres le terme dudict rachapt expiré, auoir eſté adiugées au fermier du dernier contract, non au premier. Et ſont deubs lods & ventes de deniers payés à faire ceſſer la pourſuite de nullité du decret, ou caſſation de contract de vente, par arreſt du Parlement de Paris, du 15. May, 1563. Parce que tels deniers ainſi baillez & debourſés augmentent le premier prix, & par le dernier d'iceux la premiere vente eſt confirmée, aucunement renouuellée, remarqué par ledict Carondas chapitr. 111. du meſme liure. Et ainſi s'obſerue en Tholoſe de tous ſupplements de*

prix.

prix. Maynard chap 28. du 6. liur. de ſes queſt. En faict de vente non d'eſchange, lequel ores puiſſe eſtre reſcindé par lezion d'outre moitié de la iuſte valeur, & les contractans remis en leur premier eſtat, qu'ils eſtoyent auant ladicte permutation, chacun reprenant ſa piece, n'eſt pourtant permis à celuy qui a la plus pretieuſe, ſupplcer la plus-value, comme ſeroit ſi eſtoit vendue, auec numeration du prix. Ainſi iugé par arreſt du Parlement de Paris du 8. Mars, 1561. pour vn nommé Delaiſée, autre du Parlement de Tholoſe, ſeant à Chaſteau-Sarraſin du 11. Decembr. 1595. Entre Anne Graſſet & Pierre Reger cités par Carondas, ch. 68. du 9. liur. de ſes reſp. Et à ce que la iuſtice ſoit eſgalement adminiſtrée, n'eſt permis aux ſeigneurs receuoir doubles droicts de meſme choſe, & pour meſme acquiſition, ny au retrayant linager & autres recouurer les biens des mains de l'acquereur ſans le rembourſer des lods & ventes qu'il a payées au ſeigneur. Maynard chap. 36. du 4. liu. de ſes queſt Et s'accordant le linager de main en main auec l'achepteur, que luy en faict hors iugement le delaiſſement, moyennant vne ſomme d'argent, doit auſſi bailler pour icelle lods & ventes au ſeigneur. Arreſt du Parlement de Paris du 1. de May 1582. remarqué par Carondas ch. 216. du 7. liu. de ſes reſp. Ce que n'eſchet auſſi és permutations pour n'eſtre ſubiectes au retraict linager, in puris terminis conceptis, nullo pretio interueniente. *Carondas ch. 57. du 9. liu. de ſes reſp. Maynard ch. 37. du 4 liu. de ſes queſt.* [52] Guido Pap. q. 92. [53] Caſaueter. vetus inter- [52]
pres noſtrarum conſuetudinum art. 17. eiuſdem tit. in verb. pro venditione. [54] [53]
Maynard & autres cy-deuant citez. [55] Ranchinus in Guidonis Pap. q. 92. [56] *L'achepteur eſt non ſeulement contrainct en ce reſſort par action reelle & hypothecaire au payement* [54]
des lods, & ventes, & arrerages deubs puis ſon acquiſition, mais auſſi des procedants, puis 29. ans, ſauf ſon recours, non par action perſonnelle. Mayn. ch. 32. du 6. liu. de ſes queſt. En laquelle le ſeigneur peut tant ſeulement agir par la couſtume de Paris, art. 81. du tit. des cenſes: & encore contre le vendeur pour les lods & ventes, meſmes de la derniere alienation, qu'il eſt tenu payer par la meſme couſtume, leſquelles en pays de droict eſcrit au contraire ſe payent par l'acquereur, & par voye d'execution, lettres de feudis de la Chancelerie, deſquelles les ſeigneurs ont accouſtumé vſer lors que procedent en vertu de leur hypotheque. Mayn. ch. 31. 32. 33. du 4. liu. de ſes queſt. [57] l. 1 ff. de contrah. empt. vbi pretio non interuenicnte vterque dicitur [55] [56] [57]
emptor, vterque venditor, nec tamen emptionis & venditionis contractus eſt.
[58] *Carondas ch. 83. du 3. liu. de ſes reſp.* quibus addemus ex mera permutatione non [58]
haberi rationem ſupplementi, niſi in eodem contractu interueniat pecunia, vel quid mobile vice pecuniæ, niſi in vēditione, licèt venditor in cōtractu quod plus valeret, donauerit: nihilominus minor modicè læſus & deceptus, vel maior vltra dimidiam ſunt in integrum reſtituendi: & ſi pretium extra iudicium ſuppleatur, quot ſtipulationes, tot res exiſtunt, totidémque fundi pretia, l. ſcire debemus, ff. de verb. oblig. l. iuriſgentium, §. adeò, ff. de pact. Chopinus de morib. Pariſiorum, tit. 2. numer. 32. lib. 1. de doman. Franciæ, tit. 5. art. 6. *D'où l'on peut inferer le ſupplement pour nouuelle vente, de laquelle eſt deuë droicture au ſeigneur.*

COVSTV

FIEFS,

COVSTVME XIII.

Infeodataire qui confeſſe deuoir oblies en argent au ſeigneur feodal, en ſon fief, ſans qu'il en face apparoir par aucuns inſtruments, ny extraicts des droicts ſeigneuriaux, eſt auſſi tenu luy payer le cas, aduenant l'hommage des riere-capies du double, & autres droicts de direcle: horſmis les oblies deues au Roy, ſi point en y a, outre les droicts du ſeigneur.

CHAPITRE XIII.

CONTRACTS emphyteotiques, [1] ventes, [2] & affermes perpetuelles, [3] ſont à rediger par eſcrit [4] de main publique & actes, & protocoles des Notaires, [5] tranſcrire & groſſier en papier ou parchemin, tant au ſeigneur qu'à l'emphyteote. [6] Et ſi le bail de tout le tenant ſe faict a vn ſeul ſoubz certaine rente, auquel par ſucceſſion de temps ſe trouuent pluſieurs tenanciers en certaines pieces par eux diuerſement acquiſes: le ſeigneur n'eſt tenu ſe deſmettre de ſon indiuiduité, & peut contraindre l'vn d'iceux à l'entier payement de ſa rente, [7] pourueu qu'il en tienne & poſſede la troiſieſme, ou quatrieſme partie, & de tous les arrerages, puis l'introduction de l'inſtance, [8] ſauf au condamné, ou executé ſon recours contre les autres contenanciers, pour leurs parties contingentes, & entre eux eslire vn collecteur, que ſe charge de leuer & payer toute la rente au ſeigneur cenſier, chacune année au temps prefix, & accouſtumé, [9] ny n'eſt le ſeigneur en ce cas tenu accepter le guerpiment d'aucune piece particuliere, ou de partie du tenant, ſi n'eſt entierement payé de tous ſes arrerages, que de tout le tenant, ou les autres tenanciers ne s'en chargent, & ne luy contiennent tous les ans le payement de l'entiere rente. [10] Si toutesfois il baille les pieces diuiſées, limitées, & confrontées à vn, ou diuers colons, & emphyteotes à fief, ne peut contraindre au payement du cens, que chacun pour ſon chef de ce qu'il poſſede. [11] Dont eſt beſoin faire liure terrier y ayant pluſieurs & diuers lozimes, [12] auquel le Notaire qui les a retenus, ou ſon collationaire les tranſcriue & renouuelle, groſſoye, & collationne d'authorité de iuſtice, les tenanciers & autres,

autres, y ayans intereſt deuëment appellez, quand l'original ſe terdit de vieilleſſe, pour en conſeruer la memoire, & en euiter la perte: [13] laquelle neantmoins aduenant par changemẽt du ſeigneur, bruſlement, ſaccagement, & ruine du lieu, où ſont les archifs, titres & documents de la ſeigneurie, ou autrement: le ſeigneur laiq, ou eccleſiaſtique peut donner requeſte au Seneſchal, ou iuge Royal, au territoire duquel la ſeigneurie eſt aſſiſe, pour faire enqueſte par examen à futur des droits à luy deubs, & accouſtumez du temps immemorial, appellez ſeſdits vaſſaux, & autres qu'il appartient, & en icelle faire ouyr les plus anciens, non obiectables des plus proches voiſins, ou autres, & par tourbes, ſi faire ſe peut, pour teſmoigner de la couſtume & renouueller le contract de lozime, à ce qu'il ayt autant de force que le premier: [14] ou contraindre ſes ſubiects bailler leurs denombrements, remettre les titres, & inſtruments de leurs acquiſitions, lozime, recognoiſſances, acquits, & autres actes concernans les droits du ſeigneur, pour proceder à l'arpentage & monſtree des pieces mouuans: faire, ou renouueller ſes recognoiſſances, ou refaire ſon liure terrier, [15] qu'on eſt auſſi tenu luy exhiber des biens allodiaux, contenus dans les enclaues de ſa ſeigneurie, tout ainſi que des biens amortis, ou annoblis, quand le Roy, ou les ſeigneurs veulent faire papier terrier, ores ne ſoyent tenus d'aucune redeuãce, pouuans changer de main, & reuenir en leur premier eſtat, [16] & en deffaut d'actes, le vaſſal, qui apres auoir long temps diſcontinué la preſtation du cens & autres deuoirs ſeigneuriaux, ſe voyant pour iceux actionné, ou executé ſur le fonds à la requeſte du ſeignnur, confeſſe luy deuoir le cẽs, ou oblies. [17] Eſt auſſi tenu des accaptes du double par le decez du ſeigneur, & rierecaptes venans en droicte ligne de ſucceſſion, ou collaterale: lods ou forſcapes des ventes & alienations, [19] iuſtices, & amãdes des droits non payés, & deuoirs non faicts au temps preſcrit, & accouſtumé [20] & autres droits annexes, & inſeparables, ſans leſquels la ſeigneurie ne peut eſtre ſeinement entendue, ſelon nos Couſtumes, [21] que ſous le nom d'oblie, comprenent toute maniere de cens, & penſion emphyteotique, [32] hors les droits de haute, moyenne, & baſſe iuſtice, que n'ont rien de commun auec les fiefs, quoy que l'vn & l'autre puiſſe eſtre tenu par meſme ſeigneur, [23] courues, [24] bannalitez, [25] peages, barrage, & autres droits particuliers, que les ſeigneſe peuuent attribuer, que par priuilege, & conceſſion de ſa Majeſté, & pactes faits & paſſez entre eux, ou leurs predeceſſeurs, & leurs ſubiects, pour cauſe iuſte, & legitime: [26] ne leur eſtant permis vſer des ſurcharges, & nouuelles exactions, ou ſeruices perſonnels ſur les fiefs

mouuans d'eux enuers leurs vaſſaux, à peine d'eſtre priuez de la ſeigneurie ſous confeſſions & recognoiſſances caprees extorquees par induction, crainte & intimidation[27] faites par erreur: & en quelle maniere que ce ſoit, ſi ne ſont conformes au lozime ou inueſtiture, & anciẽnes recognoiſſances, ou ez droicts & deuoirs ordinaires & accouſtumez, en defaut de titres, ſur les plus anciens deſquels on a de couſtume iuger, ſi ſont moins chargez que les derniers, ſinon ſur la couſtume.[28] Comme auſſi la confeſſion que fait le vendeur par le contract de vẽte tenir en fief la piece qu'il vend de certain ſeign. à certain cens & penſion annuelle ne luy attribue droict de ſeigneurie, ſi n'eſt fortifiee d'vne recognoiſſance, ou autres adminicules, qui auec la confeſſion rendẽt la preuue concluãte, quoy que ne ſoit auſſi faicte par l'acquereur, pour y auoir eſté preſent non contredisant, & auoir accepté la ceſſion & tranſport du fonds auec leſdictes charges:[29] leſquelles ores luy meſmes eut confeſſees deuant Iuge ou Notaire contre verité apres couſtume par erreur, deception ou autrement ſeroit touſiours reſtituable pour la liberté, ſi le ſeigneur ne faiſoit apparoir par bons & valables titres de la ſeruitude:[30] & tout ainſi que le ſeigneur ne peut rien innouer au preiudice du vaſſal, le vaſſal ne peut *non plus* bailler à ſurcens & rierechef l'heritage feodal, qu'il poſſede cõtre la gloſe prohibitoire du lozime & recognoiſſances en ce pays accouſtumees, ſans le ſceu & volonté du ſeigneur dominant,[31] quoi que par la couſtume de la preuoſté & viſcomté de Paris ſoit permis au vaſſal ſe iouer de ſon fief iuſqu'à demiſſion de foy ſans que le ſeigneur lui en puiſſe demander profit, & en bailler vne partie à petit cens, encor qu'il en reçoiue grãds deniers contents pour ſubuenir à ſes neceſſitez, ſauf au ſeigneur dominant ſe pouruoir en cas d'ouuerture de fief, cõme de raiſon:[32] dont le rierefief ne ſe deſpart de la ſeigneurie dominante, à ce que rien ne ſoit innoué au preiudice d'icelle. Et de tant que tous heritages feodaux, & roturiers de ce royaume ſont tenus immediatement du Roy en fief ou arrierefief, cenſiue, rierecenſiue, ou franc aleu: mediatemẽt des ſeign. qui les tiennent en foy & hommag de ſa maieſté, par leſquels ont eſté derechef infeodez & baillez à cens auec retentiõ de foy les droicts royaux & autres appartenants à ſad. maieſté, ayant part à la ſeigneurie, ou autrement ne peuuent venir au profit du ſeigneur feodal,[33] que tãt ſeulement ſes droicts accouſtumez pour ſa quote & partie contingente, ſi n'excede le lozime,[34] ains quand le meſme cens eſt demandé par autre le vaſſal peut appeller le ſeigneur en recours d'indẽnité:[35] & en cas de ſaiſie & controuerſe entre le Roy & le ſeigneur, ou entre pluſieurs ſeigneurs pour raiſon de la ſeigneurie, demander la main leuee

biens ſaiſis, en baillant cautions, ou conſignant la rente és mains des œconomes ſequeſtres eſtablis, ou autres qu'il appartiendra,& offrant recognoiſtre & payer le cens à ce que en fin de cauſe ſera ordonné, [36] ſans entrer en deſadueu,quoy que droit de commis n'ayt lieu en Tholoſe,ſi ne le tient en franc aleu [37].

NOTAE.

1 Specialis contractus, l. 1. C. de iur. emph. vltro citróque obligatorius, l. Labeo,ff. de verb.ſignif.c.ex facto e.qualit.dom.prop.feud. prin.[2] *par l'entree*,de qua Matt.de Afflict.dec.Neap.72. n.4.Iaſ.in l.2.C.de iur.emph.*inueſtiture*. §.adeo.de loc.& conduc.inſtit c.inueſtitura,quid ſit inueſtitura in vſib. feud.*trãſlation & alienation du fonds vtile*,l. 1. ff. ſi ager vectigal.vel emphyteut.pet. d.§. adeo.[3] Sub annua penſione domino præſtanda, c.conſtitutus,§ cùm autem,ibique gl. in verb.iuxta ratam,de relig.domib.c.d.§.adeo dominium retinens,gl.l. ſi vt adeo,§. ſi duobus vehiculum, in verb. dominium, ff.commod.[4] d. l.*1*. C. de iur. emph. 4 l. 4. C. de probat. l. contractus, C. de fid. inſtrum.[5] Nouell. 44. cap. *1*. & *2*. 5 Nouell. 73. cap. 5. & 7. d. l cõtractus. *Edict du Roy François I. donné pour Bretaigne 1536.Ordonnance de l'an 1535.*[6] *Le meſmes, Ordonnance de l'an1539.*[7] *Du tenant & fonds baillé par luy, ſes predeceſſeurs,ou autres, ſous certains droits & preſtations annuelles. ſans diuiſion ne deformité, ou obyt laiſſé à l'Egliſe pour faire prieres. Arreſt donné au rapport de Monſieur Caumels le 18. Nouembre 1572.au profit de Maiſtre Giber preſtre le 2. Aouſt 1573. au rapport de M. Ouurier à la grand Chambre, remarquez par ledict Maynard ch. 34.du 2. liu.de ſes queſt.*[8] *Autre arreſt en ſuite du precedent du 24. Auril 1584. donné au rapport de Monſieur Ioſſe, cité par ledit ſieur Maynard au chap. 35. du 2. liu. de ſes queſt.*[9] *Le ſeigneur ne peut au parlement de Tholoſe ceder à celuy qui le paye, ſon droict d'indemnité, ni ne peut le payeur faire le meſme choix, que le ſeigneur, ſinon agir & proceder contre chaſcun des autres condetenteurs, pour leur contingente portion de ce qu'il aura payé detracte la ſienne, comme dit & atteſte ledit Maynard au chapitre trente ſept du ſixieſme liure de ſes queſtions, ſur la fin,au commencement duquel remarque vn arreſt du neufi-ſme Mars, 1552. donné au Parlement de Tholoſe, prins de Papon, au titre des droits ſeigneuriaux, arreſt 14. Par lequel ſuiuant autres arreſts, donnez en pareille cauſe les tenanciers ſont tenus conuenir vn d'entr'eux, pour leuer & ſe ſaiſir des quotes deues par les autres par coequation, ſuiuant les anciens & nouueaux terriers pour le tout payer vne fois chaſcune annee par vne main, audit ſieur directe.*[10] *Tout ainſi que la vente eſt indiuiſible,* 10 *le guerpiment ne peut eſtre non plus diuiſe. Comme a eſté iugé à la ſeconde d'Enqueſtes, au rapport de Monſieur Ioſſe, pour Maiſtre Solant, en ſuitte de l'arreſt principal, cy deuant mentionné, ſur le guerpiment offert, par deux des contenanciers du tenant de l'obyt par luy poſſedé, ſous la rente fonciere & annuelle de cent ſeſtiers grain. Et fuſt ordonné que tous enſemble deguerpiroient, autrement ſans auoir eſgard au deguerpiment particulier requis,la portion des terres delaiſſees accroiſtroit ez autres tenantiers a proportion des terres que poſſedoyent de la meſme charge & redeuance. Mainard chapitre trentehuictieſme du ſixieſme liure de ſes queſt. Et arreſt du parlement de Paris du quinzieſme Decembre 1563.cité par Carond.ſur les couſtumes de lad.ville,ar.110.*[11] Petitionẽ.n.diuiſam ſolidá 12

reintegrari iuris ratio non patitur. l. liberum, C. de fideiuſſ. *Maſuer au tit. des louages, nomb. 12.* [12] *Chaſcun deſquels a ſon denombrement particulier auec ſes charges.* [13] Nam inſtrumenta propter vetuſtatem iudicis authoritate, per publicam perſonam vocatis, vocandis exemplata eandem vim & authoritatẽ habent, quam originalia, c. fin. e. de fid. inſtr. ſúrq; propter vetuſtatem renouanda, c. cùm dilecta e. de cõfir. vtil. vel inutil. Et ſi vitio chartæ, vel encauſti litera incipiat deleri, quãtis ſit nouum, dũmodo litera in nulla ſui parte vitiata ſit, quæ legi non poſſit in ſubſtantialibus, & ex eo fiat dubitatio tenoris, & ex parte deleta, corroſa conſumptáve, quo ei fides adhiberi nõ poſſit, c. inter dilectos e. de fid. inſtr. tunc non eſt exẽplandum, c. 2. eod. quia exemplo non creditur, niſi producatur originale, c. 1. eod. auth. ſi quis in aliquo. C. de edend. ſed quæ deſunt, probanda ſunt, c. cùm Iohánes, e. de fid. inſtr. per teſtes inſcriptos, arg. d c. 2. híſq; defunctis iudicis authoritate innouandũ, facta teſtificatione eorum, qui illud integrum perlegerunt, c pen. & fin. eod. tit c. cùm olim eſſemus, e de priuil. Ac ita ne probatio pereat, eſt in publicam formã redigendum, c. ſignificauit, e. de teſtib. c. quomã in 1. reſp. & §. ſunt. & alj, vt lit. non conteſt. non proced. ad teſt. recept. l in lege. ff ad leg. Aquiliam, l. fin. C.
[14] de vſur. pupil. [14] *Ordon. de Blois, art. 50. 54. Par lequel eſt commis aux Seneſchaux, Baillifs, leurs Lieutenans, & autres Iuges Royaux proceder à la confection des nouueaux terriers des Eccleſiaſtiques, cauſant la perte des terriers, aduenue par l'iniure du temps: au moyen de laquelle ne peuuent contraindre leurs redeuables à la recognoiſſance & payement de leurs droits fonciers, dont les titres ſe prennent, & renouuellent par le teſmoignage de ceux qui les ont leus auant ne fuſſent eſgarez en poſſeſſion par long vſage, & couſtume immemoriale, laquelle eſt choſes de conſequence, ſe prouue par tourbes, comme dit Imbert en ſes inſtitutions forenſes, que ſont les droits accouſtumez payer au ſeigneur, ou ſes predeceſſeurs, attendu que ſont*
[15] *impreſcriptibles,* l. malè agitur. l. comperit. C. de præſcript. 30. vel 40. ann. [15] *Eſtant le ſeigneur tenu faire veue, & monſtree de la piece, ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu, s'il en eſt requis, comme dit Maſuer au titre des louages, nomb. 20. & ſelon les Couſtumes de la Preuoſté de Paris, tit. des fiefs. §. 5. Comté d'Auuergne art. 6. de Bourges, §. 12. Duché & Comté de Bourgongne, §. 4. quarante iours apres l'hommage fait au ſeigneur, le vaſſal eſt tenu luy bailler par declaration le denombrement du fonds, qu'il tient de ſon fief, que contienne le nom, & ſurnom du vaſſal la contenance & ſituation des pieces infeodees,* l. forma, de cenſib. ff Publitius in Conſuet. Aluerniæ, art. 6. n. 4. hoc tit. Molinæus in conſuet. Pariſ. tit. de feud. §. 5. in princ. *Et ſe fait le denombrement aux deſpens du vaſſal,* cùm impenſæ eius oneri incumbant, qui lege vel ſtatuto ad aliquid faciendum adſtringitur, l. ſuo victu ff. de oper. libert. Molinæus d. tit. & §. num. 4. & num. 6. ait, dum vaſallus confitetur, cogi poteſt à patrono, vetera dinumeramenta & inſtrumenta edere, niſi iuſtã & probabilẽ ignorantiæ cauſam præbeat, vt ſcribit Iaco-
[16] bus in verb. dictique vaſalli promiſerunt recognoſcere, num. 15. [16] *Bacq. ch. 56. du droit d'amortiſſement, diſant que nonobſtant l'amortiſſement, les gens de mainmorte ſont tenus bailler par declaration au ſeigneur haut iuſticier, feodal, ou cenſier tous les heritages qu'ils poſſedent en leur territoire, quand faut ſon liure terrier, & luy exhiber les lettres, titres, & papiers de leurs acquiſitions. Ainſi iugé par arreſt ſolemne du Parlement de Paris de ſeptieſme Septembre 1560. Entre Meſſire Gabriel de la Valee, Cheualier, Seigneur du dict lieu, Baron Du Pleſſis aux Tournelles, Baillif de Sens, Dame Ieanne Brignon ſa femme, Dame du grand & petit Marly, & Courtauouſt: & les Prieur, ſeculier, Maiſtre, Bourſiers & eſcoliers du College du Cardinal le Moyne. Non que les vaſſaux, ni autres*

ſoyent

ſoyent tenus deliurer leurs titres de main en main au ſeigneur, ni autre pour eux, ains les luy communiquer, auec receu de procureur à procureur, ou par vn huiſſier, auec inuentaire, pour apres les contraindre à les remettre, à ce que ne tombẽt à l'inconuenient porté par les Ord. de Blois. Par leſquelles eſt enioinct aux Procureurs du Roy informer cõtreceux, qui de leur propre authorité ont oſté & ſouſtraict les lettres, titres, & autres enſeignements de leurs ſubiets, pour s'accommoder des communes, dont ils iouyſſoyent auparauant, ou ſoubs pretexte d'accord, les ont forcés ſe ſoubſmettre à l'aduis de telles perſonnes, que bon leur a ſemblé, declarant tels compromis, tranſactions, & ſentences arbitrales ainſi faictes de nul effect. [17] Propria quidẽ confeſſione vaſallus alligatus eſt arctiori vinculo, quàm probationum, c. per tuas, de probat. e. l. proinde. ff. ad leg. Aquil. Et in iudicio in cauſis ciuilib. habet vim rei iudicatæ: vnde nihil ſupereſt niſi ad condemnandum, l. 1. ff. de confeſſ. l. vnica, C. eod. ac ſi ita vaſallus indeterminatè reſponderit, domini eſſe debitorem, vel ei cenſum debere certum dicere cogendus eſt, l. certum, ff. de confeſſ. Aliàs contra eum fiet interpretatio, l. de ætate, §. qui tacuit, ff. de interrog. act. l. 1. §. quid ergo, ff. de vent. inſpiciend. l. veterib. C. de pact. ex cauſa quidẽ neceſſaria, vel probabili, vt qui fatetur eſſe ſub alicuius iurisdictione, omnia etiam fateri videtur, ſine quib. iurisdictio explicari non poteſt, l. iurisdictio, ff. de iuriſd. omn. iud. Si extra iudiciũ ſemiplenã tantùm inducit probationẽ: niſi dominus, aut alter vice domini præſens fuerit, & huiuſmodi confeſſionẽ acceptauerit, l. certũ, § ſi quis abſente, ff. de cõfeſſ. Iulius Clarus lib. 5. §. fi. quæſt. 55. n. 2. & 3. Practicæ Papienſis in forma interrog. cum reo faciẽd. in verb. compellatis, n. 5. iũcta l. quæro, §. ſeruum dupl. ff. de euict. [18] *Ez baulx à fief, & anciennes recognoiſſances ſe treuuent communement en ce pays, ces mots inſerez,* pro accapitib. verò 12. denarios Turonenſis, *ou plus ou moins,* pro retrocapitib. totidẽ. *Et à quelques vns eſt adiouſté,* in mutatione domini, vel pageſij, *pareils droits à ceux qu'on appelle reliefs de cher prix, par la Couſt. de Blois,* qua, vt ait Molin. in conſ. Pariſ. lib. 2. §. 53 n. 11. cũ ſeq. quoties res cenſualis mutat manũ per obitũ, ſiue in linea directa, ſiue in collaterali, ſimplicia releuia debẽtur ad ratã duplicati cẽſus. *Auſſi s'obſerue au Parlement de Tholoſe, ores ne ſoyent au aluez par les titres anciens. Maynard ch. 45. du 4. liu. de ſes queſt. où il monſtre ſes droits eſtre tant ſeulement payables vne fois en vn an, quoy que le cas aduienne pluſieurs fois à meſme annee, ſoit par le decez du ſeigneur, ou du payſan: tellement que ſi le fief ſucceſſiuement changeoit de main deux fois à vn an, les captes & rierecaptes ne ſeroient que vne fois payables, ou ſur tout on ſe regle par la Couſtume.* [19] *Lods, pacts, foriſcapes ſignifient meſme choſe, ſelon ledit Mayn. au meſme ch. Mots propres, & conuenables pour l'intelligence de pluſieurs couſtumes anciennes, & interpretations d'icelles, qui conſiſtent en Thol. en la 12. partie du prix, ou valeur de la choſe alienee payable par l'acquereur, enſemble par tout le reſſort de ce Parlement, quoy que le prix en ſoit diuers, & ſe iuge diuerſement ſelon les Couſtumes des lieux, où les ſeigneuries ſont aſſiſes, comme la 3. 5. 6. 8. 10. 12. grandement eſloignees de la 50. taxee par l'Empereur en la loy finale,* C. de iur. emphyt. de qua Capel. Tolof. quæſt. 278. Rãchinus quæſt. 48. Guidonis Papæ. *Pour ce regard non obſeruee en ce Royaume: & ſe paye en pays couſtumier par l'achetteur, meſmes par l'ancienne Couſtume de Paris, & reformation d'icelle.* Chopinus lib. 2. de morib. Pariſ. c. 4. nu. 5. [20] *Denes au ſeigneur pour chaſque iour qu'on a manqué leur apporter la rente, ſi eſt portable, ou la leur deliurer, quand l'on mande querir, ſi eſt querable, qu'eſt entendue ſous le nom de iuſtice és contracts feodaux, & recognoiſſances, qu'on a de couſtume faire en ce pays, leſquelles ledit Mayn. atteſte n'auoir onques veu adiuger en ce Parlement, à aucun ſeigneur, ni la demander, quoy que l'amende ſoit petite, ch. 44. du 4. liu. de ſes queſt.* [21] *Et ſuiuant la Couſtume locale, à*

laquelle on s'arreſte en aucuns lieux, y ayant droit de champart, rente de vin, grains & autres choſes le ſimple cens en ſa propre ſignification: & le plus ſouuent y a diuerſe ſorte de cens à meſme ſeigneurie, en la Viguerie & gardiage de Tholoſe, voire de pieces allodiales, & champs de meſme tenant, ayans diuerſes charges, que ſemblent auoir eſté ſurchargees, baillees à rierecenſiue, par les payſans, & depuis reunies auec l'accroiſſement de leurs charges, à la ſeigneurie dominante, ſi les ſeigneurs ne les ont ainſi infeodees à parcelles, pour en accommoder leurs vaſſaux, ou autrement: on ſe rapporte au contract de lozime, & plus anciennes recognoiſſances, & en defaut d'icelles, à la Couſtume, & poſſeſſion immemoriale, à laquelle le vaſſal, qui confeſſe en termes generaux, & incertains, deuoir oblie au ſeigneur, eſt tenu
22 *ſe ranger.* 22 *Le cens eſt appellé oblie en Tholoſe, Maynard chapitre 50. du quatrieſme liure de ſes queſtions ſous le nom de laquelle ſont comprins tous les autres droits ſeigneuriaux, concernans les rentes & penſions annuelles, deues au ſeigneur, comme champarts, que nous appellons taſques, leſquels ſe payent d'vne partie des fruicts excreus en la terre infeodee, lors des recoltes, rentes de grains, ou vins impoſees ſur chaſque arpent de terre, par forme d'infeodation. Ainſi iugé par arreſt donné les deux Chambres d'Enqueſtes aſſemblees entre ledit François Guibert & la Combe dont eſt cy deuant parlé, en ce que ledit François ayant vendu audit Guibert vne metairie, par maniere d'eſchange auec les oblies que ſe trouueroyent faire au ſeigneur ſans les particulariſer, ni autrement exprimer, ayant certain tenant, qui faiſoit taſque, & partie demi taſque, ou champart de la neufieſme, ou dixhuictieſme des fruicts excroiſſans en ladicte piece, que par iugement des requeſtes, auroyent eſté deduits & defalquez du prix, à dire d'experts. Et par Arreſt ſans aucune deduction ledit Guibert condamné payer l'entiere ſomme, reſtant du prix de ladicte metairie audit la Combe ceſſionnaire dudit François auec deſpens & intereſts, puis l'introduction de l'inſtance, non que ne ſoit plus expedient pour oſter les doubtes, & controuerſes que peuuent aduenir, exprimer au contract de vente par le menu, toutes les charges, & drois deubs, & accouſtumez payer au ſeigneur, en la ſeigneurie duquel les biens vendus ſont aſſis. Ordonnance du Roy Fran-*
23 *çois I. article 180.* 23 *Le droict de iuſtice n'ayant rien de commun auec le fief, quoy que l'vn & l'autre ſoit patrimonial, comme eſt cy deuant repreſenté. La confeſſion de l'oblie ne s'eſtend és droits de haute, moyenne, & baſſe Iuſtice, ſinon qu'elle fuſt annexe à la ſeigneurie feodale, & tenue par meſme ſeigneur, duquel audit cas ne pourroit decliner la iuriſdiction és affaires, qui ſont de ſa cognoiſſance, ou de ſon iuge, laquelle luy ayant auſſi eſté accordee de*
24 *meſmes ſubiect à tout ce qui en depend.* 24 *Couruees* à curuando dictæ, eo quòd huiuſmodi operas præſtando curuentur homines *en labourant, fauchant, coupant les raiſins, & faiſans tous autres actes de labeur*, quia Latinè operæ nuncupantur. Quas quemadmodum iure ciuili Romanorum, liberti quondam patronis præſtare ſolebant, ita in Gallia à ſubditis præſtantur dominis, ſúntque obſequiales, *deuës en honneur, & recognoiſſance de leur ſuperiorité*, quæ aliis non ſunt præſtandæ, niſi dominis: vel artificiales, ſeu fabriles, quæ ratione artificij debentur, quæve iuſſu patroni, aliis etiam præſtari ſolebant, l. ſi non ſortem, §. libertus, ff. de condict. indeb. l. errore, l. fabriles, ff. de oper. libert. *Et ſe font aux deſpens de ceux qui les doyuent*, l. ſumptu ſuo, ff. eodem Guido Papæ quæſt. 217. *ſi par le contract ou couſtume du pays, le ſeigneur n'eſt tenu les nourrir Arreſt du Parlement de Paris, prononcé le 23. Decembre 1578. Bacquet chap. 29. nombre 37. 39. des droits de iuſtice, que conſiſtent en certaines iournees de perſonnes, ou beſtes, comme cheuaux, mulets, bœufs, aſnes, mulets, iuments à labourer la terre, porter ou charrier, que les ſubiects ſont tenus employer ſans ſalaire au ſeruice du ſeigneur aux recoltes des grains, vins, huiles, paſtels, foins,*

& à baſtir, deſquelles courues nul ne peut pretendre droict tant en la preuoſté & viſcomté de Paris, que ailleurs, ſi n'en a titre valable, adueu & denombrement ancien, art. 71. de la nouuelle Couſtume conforme à la diſpoſition du droict Romain, in l. vnica, ne operæ à collator. exigantur, lib. 10. C. l. 1. & 2. ne ruſticani ad vllum offic. deuocentur, lib. 11. C. *Dont la matiere eſt amplement traittee par Boyer*, deciſ. 212. col. 2. Guido Pap. quæſt. 272. Chaſſanæus in Conſuetud. Burgund. tit. *des mainmortables*, §. *18.* col. 19. 20. 21. Iohannes Faber tit. de acquiſ. per arrog. inſt. verſ. ſcire debes. *Couſtumes d'Auuergne & Bourbonnois*, quo iure vtimur. [25] *Ban eſt autant à dire, que deffenſe,* 25
prohibition, & iuriſdiction, d'où vient que pluſieurs ſeigneurs, par leur puiſſance & authorité, ont contraint leurs iuſticiables ſubiects, & vaſſaux demeurants dans les enclaues de leurs Iuſtices, fiefs, & ſeigneuries ſe ſoubſmettre, & aſſeruir à pluſieurs charges, courvees, ſubiectiõs, & ſeruitudes, moudre tous leurs grains au moulin de leur ſeigneurie, cuire leurs paſtes, & preſſer la vendange à leur four, & preſſoir, aiguiſer à leur forge, moudre le paſtel, & l'huile à leurs moulins, & choſes ſemblables, qu'ils appellẽt fours, preſſoirs, & moulins banniers, eſquels par longue iouyſſance ont pretendu droict de bãnalité, ſans permettre à leurs ſubiects ſe retirer ailleurs, ni baſtir en leur ſeigneurie aucũ four, moulin, ou preſſoir, ſuiuãt les textes allegué par ledit Bacq. au nomb. 9. du meſme ch. dequoy le ſeig. doit monſtrer titre ſuffiſant & valable ſelon la nouuelle Couſt. de Paris, cõtract & acte publique paſſé entre luy, & tous ſes ſubiets denemẽt aſſemblés qui ſe ſoyent obligés, aſſubiettis & aſſeruis à ce droict de bannalité ſans aucune cõtrainte, & pour iuſte & legitime cauſe ſur peine d'amãde, & confiſcatiõ de la choſe. Bald. in l. ſi plures, verſ. item ſi debeas, C. de cond. inſert. art. 72. & 186. *de la nouuelle Couſt. de Paris. D'où ſenſuit que la longue & immemoriale poſſeſſion, & iouyſſance ne donne droit de bannalité ſelon ladicte couſtume, & procez verbal faict ſur les articles d'icelle 71. & 72. pour y aſſubiettir & contraindre les vaſſaux à l'aduenir, eſtant à preſumer que c'a eſté par force, aiſance, ou commodité, ſans ſubiection ni neceſſité. Led. Bacq. au meſme chap. nomb. 26. ainſi les courvees & bannalitez ne ſont communement tirees en conſequence des ſeigneuries feodales, & haute, moyenne ou baſſe Iuſtice, pour en eſtre du tout diſtinctes, & ſeparees, enſemble des oblies, & cenſiues, la confeſſion deſquelles ne s'eſtend à telles, ou ſemblables ſeruitudes.* [26] *Droits de peage, trauers, & barrage ſont du domaine du Roy, & ne peuuent eſtre* 26
tenus par les ſeigneurs, ſi ne monſtrent titre, & conceſſion expreſſe de ſa Majeſté. Bacquet chapitre 3. nombre 18. 19 20. des droits de iuſtice: & doit le ſeigneur qui prent peage, entretenir le port de toutes reparations. Ledit Bacquet au meſme chap. nomb. 25. & le refaire à neuf, s'il eſt beſoin, ſans que pour les frais exceſſifs, qu'il y conuient faire, luy ſoit permis en faire delaiſſement, & s'en demettre. [27] *Ordonn. du Roy Henry III. donnee aux Eſtats de* 27
Blois, l'an 1579. [28] ſola confeſſione non mutatur dominium, nec rerum ſtatus, ſi 28
non aliis adminiculis roboretur, l. cùm ſcimus, de agent. & conſent. lib. 11. C. *Maynard au chap. 1. du 6. liu. de ſes queſt. nomb. 8. excuſe l'erreur de la confeſſion faicte en ſon faict propre, eſtant queſtion euiter ſon dommage. Et commencement du meſme chap. dit la confeſſion du debte faicte au teſtament d'vn mourant, eſtre cenſee frauduleuſe, & ne valoir qu'en qualité de legat, ſi n'en appert autrement, que par le teſtamẽt. Et ore la confeſſion tant iudicielle, qu'extraiudicielle, & contractuelle, donne preuue contre le confeſſant en matiere ciuile: toutesfois ez cauſes de conſequence, que repugnent à l'euidence du faict & verité cogneue,* rei veritas magis attenditur, quàm ſcriptura, l. niſi ignorans, Cod. de donat. l. 1. Cod. plus val. quod agitur. Et profeſſio cenſualis ſimulata non nocet, l. præſes, C. de donat. *Et quoy que l'emphyteote recognoiſſe par acte publique, retenu par main de Notaire, deuoir au ſeigneur Iuſticier feodal, ou cenſier plus que ne luy eſt deu par les anciennes recognoiſſances, en s'arreſte aux titres anciens, moins chargez.*

Arreſt

Arreſt du parlement de Paris, du 6. Iuillet 1560. Autre du parlement de Tholoſe, du 10. Auril 1571. encore plus ſeuere contre le ſeig. pour vn nommé Bernard de l'Eſtang, citez par Carendas ch. 37. du 8. liu. de ſes reſp. & May. ch. 18. du 8. liu. de ſes queſt. [29] *ledict Maynard* 29
ch. 48. du 4. liu. de ſes queſt. [30] *Comme eſt amplement traitté par ledict Bacquet au ch 29. des* 30
droits de iuſtice. [31] Primò enim verba contractus intuenda ſunt, deinde conſuetu- 31
do, l. 1. C. de iur. emph.[32] *Gilles le Maiſtre chap. 4. & 5. du tit. des fiefs & hommages.* 32
[33] *De tant que nul ne fait la part au Roy, comme dit Bacquet chap. 28. nomb. 15. des droits* 33
de iuſtice, parlant de quelques maiſons de Paris ſiſes à la rue Sainct Denys, ou la cenſiue, & iuſtice du Roy à cauſe du fief de Therouenne acquis par le Roy Philippe le Bel le 7. Ianuier 1330. & a le Roy toute preference, quand ſon fief eſt meſlé auec celuy du ſeigneur & droict de voyerie, comme és fleuues nauigables, & autres droits Royaux, deſquels eſt cy deuant parlé: comme auſſi pour ſi peu que le Roy ſoit en part, les affermes ſe font par ſes officiers, non des ſeigneurs. Ledit Bacquet chap. 3. 6. 7. 8. 26. 30. des drouts de iuſtice: ni n'a rien de commun l'obligé deué au Roy auec celle du ſeigneur, dont les droits ne peuuent eſtre confondus, pour n'exiger deux fois la meſme choſe, can. 1. de pœnit. diſt. 3. Sic enim duobus dominis cenſualibus extantib. cuilibet pro dominica parte, iura dominicalia præſtanda ſunt. Buguetus in Conſuet. Ducatus Burg. *tit. des cenſes* §. 1. in verbo *pour le ſeigneur*, num. 2. tum quia duo in ſolidum eiuſdē rei domini eſſe non poſſunt, vno eodémque tempore, l. ſi vt certo, §. ſi duobus vehiculum, ff. commod. l. Mœuius, §. duo- 34
rum, ff. de leg. 2, l. quidam, §. cum viduis, ff. de re iud. c. licet e. de præbend.[34] arg. l. 2. in verb. ſolitam, C. de iur. emph. c. quia, ibique gloſ. in verb. antiqu. qui feudum dare poſſ. in vſib. feud. l. ſi publicanus, § fin. l. locatio §. earū, ff. de public. l quòd ſi nolit, §. quia aſſidua, ff. de ædil. edict. l. ſi fundus, ff. de euict. l. ſi priùs, §. placuit. ff de aqua pluu. arcend. cæterùm ibi gloſ. in verb. conſuetudo, de donat. e. quibus præſertim in rebus feodalibus ſpectanda eſt conſuetudo, niſi ſit vitioſa & erronea, ex Celſi reſp. in l. quod non ratione, ff. de leg. *comme ſirent celle, qui auront pris ſon origine d'vne recognoiſſance tortionnairement extorquee par le ſeigneur de ſon vaſſal de drouts, ou deuoirs non deubs par le contract d'infeodation, non plus que par les titres anciens,* 35
& primordiaux, ſur leſquels on ſe doit ranger, l. 1. C. de iur. emphyt.[35] *Pour prēdre la cauſe, deduire ſes drouts, ou le releuer en cas de ſuccombance, ſelon la nature du contract*, in cuius limine ſemper imminet euictio: *pour n'eſtre ſolidairement, & pour le tout tenu à deux de meſme choſe, non plus qu'elle ne peut eſtre vendue à deux*, niſi potentia, vel actu, in quotas vel partes diſtributas, vt cuique dominorum portio ſua, vel vni pro omnib totū accedat, vt in ſuperioribus: ſi tamen duo domini ſint, quorū vnus habeat proprietatem, alter vſumfructum, ad proprietariū pertinent iura dominicalia honorifica, vſufructuario vtilia, vt releuia, laudimia, & ſimilia. Molinæus tit. 1. §. 1. gloſ. 1. n. 14. 24. Guid. Pap. q 477. Chaſſan æus *des droits & appartenances à gens mariez*, §. 9. in verb. *pour en iouyr ſa vie durant*, n 8. verſ. ſed quæro, pone quod iſta Iulius Clarus lib 4 §. emphyteuſis. q. 25. n. 5 Mulcta quoq; competit vſufructuario, cùm pœna ſit in fructu Molinæus in Conſ. Pariſienſ. tit. 1. §. 1. gloſſ. 1. n. 51. ius tamen laudandi, & inueſtigandi tanquam honorificum ad proprietarium pertinet, Guido Pap. d. quæſt. 477. Chaſſ. *tit. des cenſes*, §. 1 in verb. *retenue*, num. 3. Ad quem etiam accedit ius retentionis perſonæ concedentis cohærens: quod quidē non habemus 36
in vſu, vt in ſuperiorib.[36] *Selon la Couſt. de Paris, les vaſſaux obtiēnent pendant l'inſtāce, & controuerſe de la ſeigneurie, la main leuee des biens ſaiſis par main ſouueraine en conſignāt les arrerages de 3. ans. & outrās en offre enuers celuy qui aura meilleur tit. & obtiēd. a gain de* 37
cauſe, cōme a eſté cy deuant repreſenté.[37] *Le vaſſal n'eſt tenu aduouer, ni deſaduoüer le ſeig.*

par le

par la Couſtume generalle de France, ſi ne tient le fief en franc aleu, meſme pendant la controuerſe des ſeigneurs, pour n'entrer en faux adueu, par lequel, comme de deſ-adueu, pourroit tomber en commis, le ſeigneur deſ-aduoué faiſant foy de titres bons & vallables : ce que n'ayant lieu en Tholoſe, ne s'enſuit pourtant, que y ſoit permis aux emphyteotes varier à tous propos, & apres pluſieurs recognoiſſances & payements par eux faicts au ſeigneur de ſes droicts ſeigneuriaux, le deſ-aduouer mal à propos, pour n'encourir l'indignation de la Cour, que paſſe par ſous ſur la Couſtume, voire ſur les contracts, pour cauſes iuſtes, & raiſonnables, & pour les circonſtances, qui les y pouſſent, comme en l'Arreſt general cy-deuant allegué, prononcé par le ſeu Sieur Preſident de Paulo pour le ſieur de S. Paul Maiſtre des Requeſtes de l'Hoſtel de ſa Majeſté, contre Raulin de Vaux, Marchand de Tholoſe ſon emphyteote, le fief duquel fuſt adiugé par commis audict Sieur de Sainct Paul, aſſis en la Vignerie de Tholoſe, duquel neantmoins les hoirs dudict de Vaux maintenant iouyſſent par accord faict entre eux, & ledict Seigneur de Sainct Paul, apres autre arreſt depuis donné au profict deſdicts heritiers. Ce que ne peut eſchoir és biens tenus en franc aleu, pour leſquels le tenancier, quoy que roturier, & non noble, n'a oncques recogneu aucun ſeigneur, ny faict aucune redeuance, ny n'eſt tenu faire foy de titre, ſi celuy que y pretend droict de ſeigneurie, ne monſtre premierement les ſiens en bonne & deue forme, ſuffiſans & vallables, pourueu qu'en ait paiſiblement iouy l'eſpace de ſoixante ans, par Edict du Roy Henry IV. confirmatif d'autres Edicts des Roys precedents pour la confirmation des priuileges des habitants de la ville de Tholoſe, concernants l'exemption des francs fiefs, enregiſtré au Parlement dudict Tholoſe, le troyſieſme iour du mois de Decembre mil ſix cents dix, & autre Edict ſemblable du Roy Louys XIII.

FIEFS,

COVSTVME XIV.

Quand l'infeudataire decede ab inteſtat *ſans aucuns deſcendants, aſcendants, ny autres parents, affins, & conſanguins capables & habiles à ſucceder, le fief revient au ſeigneur, de la directe duquel eſt mouuant: ou au* Roy, *ſi l'heritage eſt allodial, les debtes du deffunct au preallable payés.*

CHAPITRE XIV.

CESTE Couſtume locale conforme à la generalle de France, [1] venant en ſuite du droict Romain, [2] duquel nous vſons en ce pays, [3] quoy que ſeparée des anciennes commentées, l'ay remiſe en ſon lieu: [4] voyant n'y auoir faute d'eſcriuains, qui traictent de ceſte matiere. Entre autres le ſieur de Bacquet, [5] par le diſcours duquel en ſon traicté du droict de des-herance, elle nous eſt artificieuſement repreſentée auec pluſieurs belles & doctes demonſtrations de l'authorité & Majeſté Royale, laquelle en France repreſente la Republique, comme faiſoyent anciennement les Roys & Empereurs Romains, auſquels le peuple auoit cedé ſon authorité, & a droict de deſ-herance ſur tous les vacquants & biens delaiſſés en ſon Royaume, [7] *vbi publica,* [8] *& quæ nullius in bonis ſunt, Regis eſſe dicuntur, quondam iure gentium primo occupanti conceſſa.* [9] Et a le meſme autheur ſi curieuſement recerché les droicts de la maiſon & Couronne de France, auec ſes dependances, qu'il ſemble n'auoir rien oublié pour la perfection de ſon œuure, ſoit des terres neufues, hermes, non encores occupées, leſquelles comme biens vacquants appartiennent à ſa Majeſté, & les heritages delaiſſés ſans aucuns hoirs ny ſucceſſeurs legitimes, ou teſtamentaires des François ſes ſubiects, tant naturels, [10] que aubains & baſtards, [11] de tout ce qui naiſt & croiſt és chemins & places publiques, fleuues, [12] isles & iaueaux, aterriſſemẽts & aſſabliſſements qui naiſſent & ſe font és fleuues publics & riuieres nauigables, [13] & par conſequent les moulins, [14] ponts, ports, & paſſages, enſemble le droict de paſche, & tout ce qu'en deſpend, [15] tous heritages iacents, [16] & droicts domaniaux,

eſpaue.

eſpaues, [17] & tout ce que concerne la haute iuſtice, [18] fondée ſur l'authorité Royalle, [19] confiſcations & amendes adiugées par ſes Iuges, & officiers pour raiſon d'icelle, & de tous cas Royaux, quoy qu'ils ayent eſté commis en terre de ſeigneur, les Iuges deſquels n'en peuuent auſſi prendre cognoiſſance, ny d'aucune choſe qui regarde l'intereſt du Roy. [20] Ou reprenant les termes de la couſtume conforme à la generalle de France, par laquelle le ſeigneur haut Iuſticier a droict d'eſpaue & deſ-herence en ſon territoire, non le ſeigneur feodal, cenſier, bas, & moyen iuſticier, [21] quoy qu'elle parle confuſément des biens feodaux, auſſi entendus par les droicts de iuſtice, & directe du ſeigneur dominant: & les allodiaux improprement entendus pour heritages, qui ne ſont tenus ſoubs la iuſtice d'aucun ſeigneur, ſinon du Roy, de tant qu'en ce Royaume la iuſtice ne peut eſtre tenue en franc aleu, pour eſtre dicte allodiale, ains du Roy, ou exercée au nom de ſa Majeſté par ſes officiers: à laquelle, ou au ſeigneur haut iuſticier appartiennent les deſherences de leur iuſticiables decedés ſans hoirs teſtamentaires, & ſucceſſeurs legitimes, [22] confiſcations des forfaictures, [23] enſemble des heredités iacentes, non toutes-fois litigieuſes, ne onereuſes, [24] *vbique deducto ære alieno*, [25] ſans que le Roy, ny le ſeigneur ſoyent tenus par deſſus les forces hereditaires, quoy qu'ils ayẽt accepté & receu l'heredité, comme heritiers anomaux, [25] ſans inuentaire, [26] ſauf que la ſucceſſion des baſtards, & aubains appartient au Roy ſeul en France, non au ſeigneur haut iuſticier, à la terre duquel ils ont demeurés, où y a droict d'aubanage, [27] lequel n'eſt receu en Tholoſe, ny au reſte du pays de Languedoc, où les eſtrangers Chreſtiens & Catholiques viuans chreſtiennement, ſont par le priuilege du pays tenus pour naturaliſez, ſans lettres du Prince. [28] Eſpaues & vaquants ſont auſſi des droicts de haute iuſtice, enſemble la chaſſe, [29] non la peſcherie és principaux fleuues, & riuieres de ce Royaume, comme la Seine, Yone, Marne, Loire, Garonne, & la Dourdonne, qui de droict appartiennẽt au Roy, & ſont partie de ſon Domaine, enſemble les Isles, Aſſabliſſements, & Aterriſſements que ſe font en icelles. [30] Les petites riuieres appartenants au particuliers, [31] dont les peages, pontenages, roüages, trauers, & barrages ſont les acceſſoires: [32] & n'appartiennent ſur la mer, fleuues, & riuieres principales aux ſeigneurs, ny autres, que le Roy, ſi n'ont titre, & conceſſiõ expreſſe de ſa Majeſté, [33] non plus que les foires, & marchez. [34] Le maiſtre & ſeigneur deſquelles, prend à ſon profict le loüage de toutes les places, eſquelles le iour de la foire, on vend les marchandiſes. [35] Ny ne peut-on baſtir moulins ſur leſdictes riuieres, qui empeſchent la nauigation, ny ſans

permiſſion du Roy, [36] ny s'attribuer droict de courtuée, ou bannalité, ſans titre, ou denombrement ancien. [37] Toutes leſquelles conceſſions, & autres ſemblables des droicts ſeparés de la iuſtice, & ſeigneurie feodale, ſe font tant aux ſeigneurs iuſticiers, que feodaux & cenſiers. [38] Les threſors trouués à la maiſon, & terre d'autruy, appartiennent vn tiers à l'inuenteur, vn tiers au proprietaire du lieu, où il eſt trouué, l'autre tiers au ſeigneur haut iuſticier, [39] ſi l'inuenteur le trouue en ſon propre heritage, où il a demeuré caché de temps immemorial, appartient moitié au proprietaire, qui l'a trouué en ſon fonds, l'autre moitié au ſeigneur iuſticier du lieu, où l'heritage eſt aſſis. [40] Si au grand chemin, ou place publique, le Roy, auquel appartient le lieu, où a eſté trouué, en prend la moitié, l'autre l'inuenteur: [41] ſi en lieu ſainct & ſacré, comme en vne Egliſe, la moitié appartient à l'Egliſe, l'autre moitié à l'inuenteur, & rien au ſeigneur haut iuſticier, qui n'a aucun droict és Egliſes, & lieux ſaincts & ſacrés, qui ſont dans les fins, & limites de ſa haute iuſtice: [42] ny n'eſt permis aux threſoriers generaux de France, Maiſtres des Comptes, & autres officiers du Roy, bailler à perpetuité, à titre de cens, & rente annuelle leſdicts aſſabliſſements, atterriſſements, loges, boutiques, eſchopes, maiſons, eſtaux, places vaques, ou autres lieux du Domaine du Roy, à plus de neuf ans, ſans permiſſion expreſſe, & lettres patentes de ſa Majeſté, deuëment verifiées en la Cour de Parlement, [43] & n'ont en Tholoſe les ſeigneurs iuſticiers & feodaux droict de commis, [44] rettraict, ou retenue feodale des biens mouuans de leur fief, & directe, [45] que des deſherences & guerpiments à eux faicts par leurs vaſſaux & emphyteotes: [46] & ſont tenus reprendre leur fief ainſi delaiſſé en leur payant les arrerages, ſi point en y a, & les deſcharger par meſme moyen de la rente, quoy que vne partie du fonds ſoit deperie, [47] ſi la preſtation du cens, & penſion de tout le tenant, n'eſt indiuiſe. De laquelle audict cas le ſeigneur n'eſt tenu ſe demettre, ſi tous les contenanciers enſemble ne guerpiſſent, ou reprennent la piece delaiſſée, ne continuent luy payer par vne ſeule main l'entiere rente, [48] non qu'ils ſe puiſſent attribuer les communes, ſoubz pretexte d'aucun pacte, ou tranſactions captées, ou autrement procurées, moyennées, ou forcées, au preiudice des habitans, [49] que tant ſeulement les vaquants que ſont dans les enclaues de leur ſeigneurie, les infeoder, vendre, aliener, & en diſpoſer à leur volonté. [50] Nous remettans pour le ſurplus de ceſte matiere à la lecture des bons autheurs, qui en ont eſcrit, Couſtumes locales, & contracts emphyteotiques, qui en font l'entiere deciſion.

NOTAE.

NOTÆ.

1. *PAr laquelle les ſeigneurs hauts iuſticiers ont droict de desherance. Carondas ch. 7. liu. de ſes reſp. Et leur appartiennent les vacquants, qui ſont dans les enclaues de leur ſeigneurie, Maſuer tit. des Iuges, nomb. 6.* [2] Speculator in §. vnico, circa princip. verſ. magni imperij, tit. de Iuriſd. omn. iud. [3] *Mayn. ch. 58. du 4. liu. de ſes queſt.* [4] *non eſcrite au nombre des confirmees par Philippe le Bel treſ-chreſtien Roy de France, & de Nauarre, à Niſmes le Mardy apres la feſte de S. Luc Euangeliſte, l'an 1283.* [5] *ſelon les arreſts & preiugés du Parlement de Paris, donnez ſur la Couſtume, de laquelle du Moulin, Chopin, & Carondas ont eſcrit.* [6] omníſque principis & plebis poteſtas in Principe trãſlata eſt, l. bene à Zenone, & ibi nor. C. de quadrienn. præſcr. l. deprecatio, ff. ad leg. Rhodiam de iactu, §. item & quod Principi, de iur. nat. gent. & ciuil. inſtit. [7] *Bacquet en ſon traicté du droict de desherance.* [8] Et communia ſunt omnium, vt mare, flumina, littora, portus, ripæ, viæ publicæ, itinera publica, forus, theatra, ſtadia, *& tout ce qui eſt deſtiné à l'vſage du public. Bacquet ch. 30. des drouts de Iuſtice.* [9] Et quæ dominum non habent, neque aſſertorem, *qu'on appelle eſpaues.* Iohannes Fabet in §. theſauros, de rer. diuiſ. inſtit. *Bacquet ch. 32. nomb. 11. des drouts de Iuſtice.* [10] Vacare quidem dicitur, quod nec iure, nec facto detinetur, l. fin. de bon. vacant. lib. 10. C. Bart. in l. ſi bona, ff. de acq. poſſ. Et vacare non dicitur, niſi quod à nemine detinetur. Innocentius & Hoſtienſis in c. noſtris, de elect. e. l. furtum, ff. de vſucap. vnde bona vacantia dicuntur eorum, qui ſine hærede deceſſerunt, quæ lege Iulia ad fiſcum deferuntur, l. quod Diuo Marco, ff. de manu miſſ. l. 1. & penult. de bon. vacãt. lib. 10. C. Item veniunt, §. idem & ſi vacantia, ff. de petit. hæred. ſúntque diligenter & accuratè inueſtiganda per Cæſaris, ſeu Regis Procuratorem ſacri ærarij, vel cameræ computorum, aut tandem ſupremæ curiæ authoritate fiſco applicãda, l. 3. de bon. vacant. l. 10. C. omni quidem ſolemnitate adhibita. [11] *Deſquels parle Bacquet és titres du droit d'aubaine, & baſtardiſe, & appartient au Roy ſeul en France naturaliſer l'eſtranger, & legitimer le baſtard. Bacquet ch. 28. des drouts de Iuſtice. Mayn. chap. 98. du 6. liu. de ſes queſtions: toutesfois droict d'Aubaine n'a lieu en Languedoc. Maynard ch. 54. du 4 liu. de ſes queſt.* [12] *On tient qu'en France les fleuues publics, & riuieres nauigables appartiennent au Roy, Bacq. ch. 30. nomb. 3. des droits de Iuſtice,* & de regalib. ſunt, l. quod Principis, l. ſi in publico, in verb. ſine permiſſu Principis, ff. de aqua pluu. arcend. l. fluminum, §. planè & Princeps, ff. de damn. infect. l. quominus, in verb. & niſi Imperator, ff. de fluminib. quæ ſint regalia in vſib. feud. in verb. quæ ſint flumina nauigabilia. [13] l. Cæſar, ff. de publican. l. inſulæ, ff. de iudic. vbi idem iuris eſt de toto, quo ad totum, quod de parte, quo ad partem. l. qui ſcit, ff. de vſur. l. quæ de tota, ff. de rei vend. *Ce que me ſemble en tout repugner au texte de la loy* adeo, §. ſi inſula, ff. de acq. rer. domin. l. 1. §. ſi inſula, ff. de fluminib. §. inſula, inſtit. de rer. diuiſ. *Et leurs ſemblables qui attribuent la proprieté des iſles, tauneaux, aſſabliſſements, & atterriſſements aux detempteurs & proprietaires des heritages adiacens, ioignans les fleuues & riuieres nauigables,* vt variis oſtendit figuris Bartolus in tractatu ãlluuionis. *Que n'eſt en vſage en France, pour les iſles, & atterriſſements ou aſſabliſſements qui ſe font dans les grands fleuues, comme appartenans au Roy: ſinon és petites riuieres, & aux nauigables adiacentes & ſeigneuries feodales, ou de haute iuſtice, aux ſeigneurs deſquelles les fleuues ont eſté concedez par ſa Majeſté, auec leurs contenances & deffendances: & accroiſt ou decroiſt tant ſeulement*

és terres adiacentes ce que la riuiere prend ou delaiſſe changeant de cours. Et ita vectigalia augentur, vel minuuntur, ac ſi pars fundi caſmate pereat, tum etiam iuriſdictio, & iura dominicalia, ſi in telluris menſurata quantitate conſiſtant, niſi omnes ſimul
14 emphyteotæ vna, & individua canonis præſtatione teneantur.[14] *La permiſſion de baſtir moulins ſur riuiere, appartient auſſi a ceux qui tiennent & poſſedent leſdictes riuieres, ſoit au Roy, haut iuſticier ſeigneur feodal, ou proprietaire des prés, terres, & autres heritages adiacents, proches & contigus eſdites riuieres, ſans toutesfois que le ſeigneur, maiſtre, & proprietaire d'iceux y puiſſe pretendre droict de bannalité, ſi n'a titre valable adueu, ou denombrement ancien. Bacq ch. 29. & 30. des droits de iuſtice.*[15] Nempe mare, flumina, littora,
15 portus, ripæ, viæ publicæ, itinera publica, forum, theatra, ſtndia, *les mers adiacentes au Royaume de France, eſtangs, canaux, & embouſchures des fleuues nauigables, & riuieres qui refluent en icelles, appartenants au Roy, enſemble les ports, frontieres, droit de pêſche, ſalins peages,* de quibus Tabretius in Regalibus, vbi prouerbium, poſt omnia perdere naulum, *iſles voiſines, & tout ce qui en deſpend, appartient a ſa Majeſté, enſemble les falaiſes, roches, ſablons, grauiers, eſcueils des mers, & fleuues, eſquels commande l'Admiral de France pour le Roy dont y a pluſieurs bureaux de l'Admirauté és ports de mer és villes maritimes, & maiſtriſes generales & particulieres en pluſieurs villes, & prouinces de ce Royaume,* in quibus vectigalia nata non ſunt, ſed cõſtituta à Principe, & ſi quid vectigalis nomine exactum ſit, quod à Principe conſtitutũ non eſt, non ſolùm non debe-
16 tur, ſed exactum reſtituitur, l. vnica, de exact. trib. lib. 10. Cod.[16] Cuius non ſit alter ſucceſſor legitimus, nec teſtamentarius, ad quem vnius repudiatione, amiſſione, vel interitu trãſmittatur, vel accreſcat, vel alioquocunque modo deferatur hæreditas, vt quondam à Cæſare Auguſto, qui bellicũ ſpũs, cùm multis egeret pecuniis, ad augendum ærarium fiſci, lege Papia inſtituerat eius, qui viuente teſtatore, vel ante apertas tabulas interiret legatum, vel hæreditatem, vt caducam fiſco eſſe applicandam, teſte Alciato, lib. 3. parad quam inclitus Imperator tanquam inuidioſam & iniquam, noua conſtitutione emendauit, atque benignè ſanxit tã hæredibus quàm legatariis portionem vnius deficientẽ alteri coniunctorũ accreſcere, ne ſupremæ teſtantium, voluntates irritæ fierẽt, vius partis ademptione, vt notat præfat. Alciatus, lib. 4 parad. c. 8. gl. l. ſeruus communis ab extero, in verb. accreſcunt, ff de acquir. hæred Iaſon in l. re coniuncti, ff de l. g 3. Baldus in l. vnica, C. quand. non petent part. pet. accreſc. Bart. in l. vnica, §. his ita, nu. 3. C. de cad. toll. quod Octauianus priſcorum legib. abſolutus, bellico furore commotus in præfata conſtitutione deleuerat. *Ainſi fuſt permiſe du conſentement du Clergé de France, par le S. Pere, la vente du temporel de l'Egliſe du regne de Charles IX. pour ſubuenir aux neceſſités de la guerre. Et du temps de Charles Martel y euſt auſſi pluſieurs diſmes infeodés, & remis és mains de la Nobleſſe du conſentement des Eccleſiaſtiques pour ſemblables neceſſités: la pluſpart deſquels ſont depuis reuenus à l'Egliſe: le temporel de laquelle a eſté declaré rachaptable puis 44. ans par Edict du Roy Henry IIII. de l'an 1607. Ce que ſeroit auſſi dommageable au Roy ſi tels heritages iacẽts, repudiez, luy eſtoyent de plain droict acquis auec leurs*
17 *charges, eſtans les heritages iacents à faute d'heritiers teſtamentaires & legitimes.*[17] Quæ oberrant, & quorum ignoratur dominium, & quæ longè fugerunt. Chaſſanæus in verb. *Des Eſpaues, tit. 1* quaſi expauefactæ. Pyrrh authore, qui eas errones, & fugitiuas vocat. Iohannes Faber in §. examen, de rer diuiſ inſtit. Boër. in Conſuet. Bitterigũ, *tit. des Conſtumes prediales,* §. 1. idcóque oberrantia animalia dicuntur, l. 3 ff. de acq. poſſ de quib. in Conſuet. Aluerniæ. tit. 26. art. 8. Et de captis bobus & vaccis

præſer

præſertim loquitur, art. 1. & 2. *tit. des Eſpaues:* vnde ex Rebuff. in procœmio regiarũ ordinationum, gl. 5. nu. 84. In naufragio bona tanquã obertantia patiter occupantur. *Et appartiennent au Roy, ſi ſont priſes en mer, fleuues, ou riuieres nauigables de ſon domaine, tout ainſi que le droit de peſche, trauers, peage, & pontenage. Bacq. ch. 30. nomb. 17. 18 du droict de iuſtice, eſquels le droit de peſcher ne doit eſtre donné par autre, que le Roy, ou ſes officiers ayans permiſſion de ce faire.* §. flumina, & ibi Faber, de rer. diuiſ. inſt. l. venditor fundi, ff. commun præd.[18] *Et ſeigneurie feodale, le tout dependant de l'authorité, & puiſſance Royale, par droict de ſouueraineté, laquelle ne recognoit aucun ſuperieur en ſon Royaume en la temporalité, ni en la iuſtice diſtributiue, de laquelle il eſt auſſi le chef, duquel deriue la ſource de toute la Iuſtice en France, ſans qu'on la puiſſe tirer, ni emprunter d'ailleurs, ni ſe l'attribuer de ſoy-meſmes. Et ont les hauts Iuſticiers creez, ou concedés, & confirmes par ſa Maieſté droict de desherance, & vacquãce d'immeubles, ou vniuerſité de meubles d'vn heritage censés immeubles, enſemble les eſpaues telles que deſſus. Bacq. des droicts de Iuſtice, chapitre trente troiſieſme nomb. 6.* Nec non de bonis vacantibus tam mobilibus, quàm immobilib tiplicem oſtendit differentiam. Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, nu. 922. eorum quæ pro derelicto habentur, quomodo, & à quibus acquirantur, à numero 923. vſque ad numerum 930. Deinde cùm dubitatur eadem vacare domini voluntate: vt cùm quis captus eſt ab hoſtibus, vel in longinquam regionem profectus eſt, ab eod. nu. vſque ad numerũ 939. vbi tertio dicuntur bona vacantia ſine Domini volũtate, qui nõ ſperatur rediturus, ſi ſperatur rei deſertæ dominus, vel dubitetur eã pro derelicto haberi, dãdus eſt curator, & res accuratè cuſtodiẽda, nõ eius tamẽ dominium: adipiſcendũ quandiu incertũ eſt iudiciũ. vnde præfatus Bened. ib. nu. 947. & 948. Romanorũ & Hiſpanorũ reprehẽdit auaritiã, qui naues effractas occupãt ſecundùm gloſſam in can. diſpẽſationes, in verbo, deſpicimus, l. q. 7. l. 1 de naufragiis, lib. 11. C. ex Cõſtantini reſcripto: vnde locis maritimis omnia recẽſet prædę expoſita. Ib. Benedictus n. 936. qui patiter Gallorũ deteſtatur cupiditaté, & fœnerationem. præſertim officialiũ, qui ſubuẽtiones maritimas exigũt, num. 973. De quib. in l. 3 §. Nerua, §. itẽ feras. Et ibi interpretes, ff. de acq. poſſeſſ. Chaſſanæus in Cõſuet. Burgũd. §. 1. *tit. des iuſtices. Couſtumes de Melũ, art 7. 8. 9. de Meaux, art. 204 205. de Sens, art. 9. 10. 11. de Dunois, 54. 55. 56.*[19] *par ce que le Roy eſt fondé en toute iuſtice. Bacq. ch. 2. 3. 6 7. Des droits de Iuſtice.*[20] De his in ſuperiotib.[21] *Bacq. ch. 7 & 33. nõb. 9. 10. 11. des drons de iuſtice, où il remarque vn arreſt du 8. Ianuier 1580. cõfirmatif d'vn ingemẽt des requeſtes du Parlemẽt de Paris par lequel vn cheual eſpaue fuſt adiugé au ſeigneur haut Iuſticier Carõdas ch. 7. du 7. liu. de ſes reſp dit auſſi les biẽs vacquãts appartenir au ſeigneur haut Iuſticier Maſuer au tit. des iuges, nõb. 6.*[22] *Beno: ſt toutesfois ſuit entieremẽt le texte de ceſte Couſtume, au chap.* Raynutius, in verb. & vxorẽ, n. 947 948 Sanè, inquit intelligatis fiſcũ ſuccedere in bonis vacãtib. propter defectũ hæredũ Si bona vacãtia eſſent allodiala, franca, & libera: Si autẽ eſſent alteri domino conſolidabilia, in his dominos directos, & feudales eſſe præferẽdos, in quorũ terra bona ſunt ſita mobilia, & immobilia. *Tenant que l'vtilité des biẽs vacquãs à faute de ſucceſſeurs ſe cõſolide à la directité, & reuiẽt au ſeigneur dominãt, d'où elle eſt iſſue, & ſous la dominatiõ duquel les heritages ont eſté tenus ſi ſont allodiaux, appartiennent au Roy, n'eſtãs ſubiects à aucun ſeigneur, deſquels cõme dit le meſme autheur au lieu ſuſdict, nomb 293. les proprietaires peuuẽt diſpoſer à leur volõté, & les leguer, ou dõner ſi bõ leur ſemble, à l'Egliſe, monaſtere, ou cõmunauté, nõ pour les tenir perpetuellemẽt à leur main, ains à la charge d'ẽ vuider leurs mains dãs an & iour, & les ceder à hõme libre, cõſtituer hõme viuãt & mourant, ou en obtenir du Roy l'amortiſſement en luy payant ſes*

[18] [19] [20] [21] [22]

droits, enſemble des nouueaux acqueſts pour le temps que l'auront tenu, & ſouloit-on anciennement bailler homme confiſcant. Et de tant que pour la Iuſtice, en laquelle le Roy eſt ſeul fondé, nul ne la peut tenir en franc aleu, ſinon la cenſiue & feodalité: & eſtant le Roy en pariage de la ſeigneurie feodale, conioincte ou ſeparee de la iuſtice, n'a ſeulement droict de desherence des biens allodiaux, ains auſſi des feodaux & cenſiers, enſemble des roturiers, en ce que luy cõcerne. voire de tous en general des terres, où il eſt ſeigneur, meſmes des ſeigneuries vaquantes, & delaiſſees à faute d'heritiers, ſans toutesfois preiudicier és droits des ſeigneurs feodaux, pour la retention de tiere fief, qui reuient à ſa main, pour lequel n'eſtant le Roy tenu d'aucun droict ſeigneurial enuers le ſeigneur, en vuide ſes mains, & le fief eſt mis aux encheres, au moyen dequoy le ſeigneur eſt indemniſé, & ſes droits conſernés: comme auſſi les eſpaues, & vacquãs au terroir affranchi des droits Royaux, par amortiſſement, ou autremẽt, ſubiect à ſeigneur feodal, cenſier, ou iuſticier Eccleſiaſtique par infeodation faicte puis l'amortiſſement & indemnité, ſelon Bacquet ch. 62. du droict d'amortiſſement, quand les heritages amortis eſtoyent feodaux, non les roturiers, leſquels ne peuuent eſtre baillez par les mainmortables à titre de cens: Edit Bacquet ch. 61. du meſme traicté. Ni n'appartiennent au Roy ains au ſeigneur, à la terre & iuriſdiction duquel les vacquants ſont enclos, & les eſpaues ſaiſis. Quæ non ſufficit inuenta eſſe, niſi apprehendantur, vt notat Iulius Clarus lib. 5. §. fin. quæſt. 82. ſtat. 6. tit. 1. Chaſſanæus §. 1. *tit. des Eſpaues*, in verb. *Aduenues, & trouuez*, num. 1. hæc etenim quæ priſco iure Romanorum primo conceſſa erant occupanti, l. 1. ff. pro derelict. noſtris moribus domino territorij concedũtur, qui in multis gravatur, & cuſtodes perpetuos deputat ne damna inferantur. Alexander conſil. 88 num. 35. lib 5. Quiue iuſtitiam non ſolùm ſubditis, ſed etiam exteris adminiſtrare tenetur, l. conſuluit, & ibi notat. ff. de offic. præſ. *Et aduenãt qu'il ait deux ſeigneurs, l'vn vſufructuaire, l'autre proprietaire, les vacquans par droict de desherance appartiendront au proprietaire, les eſpaues à l'vſufructuaire*, vt in clement. ſtatum de elect. & elect poteſt. gloſ. in c. generalis, eod. tit. in 6. vbi collatio beneficiorum computatur in fructu, quæ eſt pariter caſualis: pœnæ pecuniariæ, ſigillum Curiæ Eccleſiaſticæ, vel ſecularis: tum etiam prouentus omnes, & emolumenta, ad iuriſdictionem pertinentia computantur in fructu, ſylua cædua, ſectione non prænatura, fœtus pecorum, c grandi, de ſupplend. negl. prælat. in 6. quodcunque genus vectigalis & reditus. Benedictus in c. Raynutius, in verb. cætera bona, numero 16. Aitque banna, fortiſcapia, pœnas, condemnationes, mulctas, ſigilli, & officiariorum emolumenta eſſe fructus iuriſdictionis, ex Bart. in l. fin. ff. ſol mat. c. 1. quæ ſint regal. Bald. in l. 1. C. de fruct. & lit. expenſ. Angelus in l. ſi conſtante, §. 1. ff. ſol. matr. *Le meſmes peut eſtre inferé du droict de chaſſe, peſche, peage, pontenage, & autres droicts, & reuenus annuels ſeparez du fonds, non excroiſſans, toutesfois les threſors par le meſme autheur, ſont reſeruez, & appartiennent au proprietaire.* Idem Benedictus ibid. in verb cętera bona, nu. 34. *deſquels ne peut eſtre faicte illation aux Eſpaues, comme remarque ledict Bacq. apres Conan, ch. 33. nomb. 7. des droicts de Iuſtice, & pour toute reſolution on s'ẽ remet à la Couſtume locale. Ledit Benoiſt* in d. verb cæteta bona. nu. 37. *Et tiẽt Bacq. au tit. des Eſpaues, nõb. 5. 6. 7. ſur les Couſtumes du Compté de Bourgongne, apres du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, tit. 1. §. 1. gl. 1. nomb. 43. que les eſpaues appartiennent aux proprietaires,* [23] *confiſcation de corps & galleres perpetuelles emportant en France confiſcation de biens enuers le ſeigneur haut Iuſticier, au territoire duquel les heritages confiſquez ſont aſſis, & le crime a eſté commis.* Benedictus in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. *836. 837. 838. 848. Maſuer au titre des peines, dont*

23

l'authen

l'authentique, bona damnatorum, C. de bonis damnatorum, *eſt abrogee en France*: vnde ſicut deducitur æs alienum, ita publicatione bonorum cenſentur publicata nomina debitorum. Guid. Pap. quæſt. 34. num. 2. *Et appartiennent en France tant les meubles, que immeubles des biens confiſqués au ſeigneur.* Capellæ Tholoſanæ quæſt. 150. in addit. [24] Nec vltra vires hæreditarias, [25] nec poſſunt vlla bona ad fiſcum pertinere, niſi quæ creditoribus ſuperflua ſunt: id enim cuiuſque in bonis eſſe dicitur, quod ſupereſt deducto ære alieno, l. ſi non poſſunt, ff. de iur. fiſc. l. mulier, ff. de iur. dot. l. fi. ff de vſuf. legat. l. ſi quis ſeruum, §. fi. & l. ſeq. ff. de leg. l. ſubſignatum, §. 1. ff. de verb. ſign. l. cùm emanc. ff. de collat. bon. l. hæred. ff. de donat. *Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Paris du 17. Iuin 1559. donné contre vne veſue, à laquelle ſon mari defunct auoit conſtitué en dot la troiſieſme partie de ſes biens, en l'appel releué du Seneſchal de Lyon, pays de droit eſcrit, par lequel elle fuſt auſſi condamnee contribuer aux debtes pour vn tiers, cité par Carondas, chap. 36. du 8. liu. de ſes reſp. ſuiui par Maynard chap. 64. du 8. liu. de ſes queſt.* [26] De his in ſuperioribus, ex Bacqueto. [27] *Droict d'Aubanage appartient au Roy ſeul, ou à ceux, auſquels a eſté octroyé de grace ſpeciale, pleine puiſſance, & authorité Royale, dont* Bacquet *a amplement diſcouru en ſon traicté du droict d'Aubanage, & du droict de Baſtardiſe, ſi le baſtard n'eſt nay decedé, & n'a faict ſa demeure, & reſidance à la ſeigneurie du haut iuſticier, lequel les trois cas aduenants, peut vendiquer les meubles, & immeubles delaiſsés par le baſtard dans les fins & limites de ſa haute Iuſtice, decedé abinteſtat, ſans hoirs legitimes & naturels par luy procreez de ſon loyal mariage: & ſi manque en vn deſdits cas, appartiennent entierement au Roy, en quelles hautes Iuſtices que ſoyent trouuez, ſuiuant vne ancienne Ordonnance enregiſtree au greffe de la iuſtice du threſor, grand Couſtumier de France, inſtruction de Practique, Titre des droicts appartenants au Roy, au titre dernier mentionné par Bacquet ch. 23. des droits de la Couronne de France. Et aduenant que partie de ſes biens ſoit lors de ſon decedz en la haute Iuſtice d'autre ſeigneur, qu'à celle, où il eſt né, decedé, & a fait ſa demeure, ladicte partie appartient au Roy, par ce que le haut Iuſticier, auquel les trois cas ſont concurrents, ne peut vendiquer que les biens aſſis en ſa haute Iuſtice, ſelon ledict Bacquet au meſme traicté, ch. 10. Leſquels ayans enfans legitimes & naturels, & ont diſpoſé de leurs biens, le Roy, ni le ſeigneur haut Iuſticier n'y peuuent rien pretendre. Arreſt du parlement de Paris cité par Papon en ſon recueil, tit. des ſucceſſions des baſtards, art. 5. ores ne ſoyent legitimés, la ſucceſſion eſt amortie à leurs enfans legitimes, & reſpectiuement celle des enfans aux peres legitimes, non des naturels, comme dit* Bacquet *ch. 6. & 8. du droict de Baſtardiſe, dequoy Maynard parle plus auant ſur la diuerſité d'vn arreſt du Parlement de Paris, auec autre arreſt du Parlement de Tholoſe, chap. 49. du 8. liu. de ſes queſt.* [28] *Droict d'Aubaine*, ſeu Albanagij, vnde Albini dicuntur, quaſi alibi nati apud Benedictum in c. Raynut. in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 1043. e. de teſtam. *Par-quoy les eſtrangers en France ne diſpoſent de leur bien, & ont le Roy pour ſucceſſeur.* Ibid num. 1042. Boërius deciſ. 13. Chaſſanæus *tit. des Confiſcations*, §. 1. Conanus lib. 9 c. qui teſtamenta facere poſſunt. *Et quand vn eſtranger demeurant en France decede au Royaume, tous les biens qu'il y poſſede, ſont acquis au Roy, quoy que ſoyent dans le territoire de la haute Iuſtice d'vn ſeigneur ſubalterne, en laquelle il ayt long temps fait ſa reſidence, & y ſoit decedé. le Roy s'eſtant reſerué le droict d'Aubaine, cõme Royal, ſouuerain & honorifique ſur tous les Pairs, Ducs, Marquis, Comtes, Barons, & Iuſticiers de ſon Royaume à la creation deſdits Pairs, Marquis, Comtes, & Barons.* Bacquet chap. 12. des droits du Domaine de la couronne de France: tout ainſi que le droit de regale, ſelon les 2. 4. & 9. articles de l'extraict du greff.

ſe de la chambre des Comptes inſeré par ledict Bacq. au ch.3.du droict d'Aubaine. Ce qui n'a lieu en Tholoſe, és pays de Languedoc: où l'eſtranger que y faict ſa demeure, & vit chreſtiennement & catholiquement eſt tenu pour regnicole naturaliſé, & peut diſpoſer librement de ſes biens en faueur de qui bon luy ſemble, ſans eſtre tenu au drout d'Aubaine par priuilege de la ville & du pays confirmé par le Roy Louys I I. dont les patentes ont eſté publiees, & enregiſtrees au Parlement de Tholoſe le 6. Aouſt. 1476. & icelles approuuees & emologuees par autres patentes du Roy Charles VIII. auſſi enregiſtrees au meſme Parlement le 6. Iuidet 1584. Maynard ch. 57. du 4.liu. de ſes queſt. Arreſt du meſme Parlement du mois de Septembre 1580. donné au profit d'vn nommé Guiraudet contre le procureur general du Roy au rapport dudict Maynard par luy meſmes remarqué au chapitre 48. du 8. liu. de ſes
29 *queſt.* [29] *Carondas chapitre 7. du 7. liu. de ſes reſp. Couſtume du Compté de Bourgõgne titre des eſpaues.* Vbi errantia ſeruanda ſunt quadraginta diebus per Dominos, & facienda trina edicta locis conſuetis, octonis diebus diſtincta, *s'il n'y a lieu deſtiné pour ce faire au proſne de l'Egliſe, pour donner temps au maiſtre le recognoiſtre, & le luy rendre s'il preuue luy appartenir, en payant les deſpances, & frais de Iuſtice, enſemble le dommage, qu'il aura faict. Duquel auſſi le ſeigneur eſt tenu ſi luy demeure* §. 1. & 2. eiuſdem tit. Ibique Buguetus Conſuet. ducatus Burgundiæ. §. 2. *& paſſé le terme ſi meſme ſe preſente, l'eſpaue eſt acquis au ſeigneur Iuſticier par la Couſtume d'Auuergne.* Publitius in conſuetudines Aluetniæ tit. 26. art. 6. in verb. *ſeront adiugez le droict de chaſſe eſt amplement traitté par Bacq. au ch. 34. des droicts de Iuſtice, où il fonde le droict de chaſſe ſur la poſſeſſion pourueu que ſoient exercée ſans endomager autrui, Ord. de Blois art. 185. Et peut chaſcun en ſon fons au gardiage, Vigueue & Seneſchauſſee de Tholoſe tenir garene, Viuier pigeonier & molins vẽt ſans que le ſeign. le puiſſe empeſcher par apres du 4. Febu. 1551. cõmemoratif de la ſentence du Seneſchal de Tholoſe dõnée entre Ieã Guyraud. marchãd de Sarãçõ & le Cheualier de la Palus & Ieã Vebõ freres.* [30] *Bacq ch. 30. nõb. 5. 7. 16. 17. des droits de Iuſtice.* [31] l 1. §. ſin autẽ fluuiã priuatũ
30 31 ſit, ff. de flum. *ſquels le Roy, ni les ſeign. n'ot plus de droit, qu'és autres heritages particuliers.*
32 [32] *Les ſeign. iuſtic. & feodaux qui ont droict de peage, & põtenage ſur les riuieres, ſõt tenus en-*
33 *tretenir les põts de toutes reparatiõs, nomb. 25.* [33] *nõb. 18. 24. du meſme ch.* [34] *Les ſeign. iuſticiers*
34 *& feodaux ne peuuent auoir aucunes foires ne marchés en leurs terres & ſeigneuries, ni leuer aucũ droict ſur les marchãdiſes, que ſerõt vẽdues au dedãs de leurs iuſtices, fiefs, ou ſeigneuries, sãs permiſſiõ & octroy de ſa Maieſté* l. 1. ff. de nũd. l. vn. C. de nũd. & merc. *Par les patẽtes qui cõtiẽnẽ les cas, & droits Royaux inſerés au ch. 7. des droits de iuſtice dud. Bacq. Eſt auſſi porté que au Roy ſeul appartiẽt en tout sõ royaume, octroyer, & ordõner toutes foires & marchés, & cite led. Bac. à ce propos vn arreſt ancien de l'an 1269. au ch 31. n. 2. des droits de Iuſtice 35. n. 3. du meſme ch. Arreſts du Parl. de Paris des Relig. de S. Lazare, cõtre les Religieux de S. Denys du 7. Decẽ. 1369. cõtre les Religieux S. Magl. du 27. Iuillet, 1532. cõfirmatif de la ſentẽce dõnée par le Preuoſt de Paris, le 29. Iuillet 1528. Les meſmes Religieux de S. Lazare ont auſſi obtenu*
35 *adiudicatiõ du droict des places, cõtre le ch. de* Paris, *par ſentẽce du Preuoſt du 7. Aouſt 1577.*
Et cõtre le Ch. S. Oportune du 29. Aouſt 1551. Par leſquelles & arreſts, le Ch. de Paris, & Religieux de S. Denys, & S. Magloire ont eſté inhibés ne prendre, & leuer les drous des places & marchãdiſes arienees à lad. foire, ains les laiſſer prẽdre, & leuer par leſd. Religieux de S. La-
36 *zare.* [36] *Bacq. ch. 30. n. 16. des droits de iuſtice.* [37] *Bacq. ch. 29. n. 24. 31. 36. ch 30. n. 1. des droits de*
37 *iuſtice.* [38] *N'eſtant permis aux ſeign. impoſer aucunes nouuelles, indeuës & illicites exactions.*
38 *Ord. du Roy Louys XII de l'an 1498. 1505. art. 255. Charles IX. aux Eſtats d'Orleans, art. 106. Hẽry III. aux Eſtats de Blois 1579. art. 283* nec vllæ ſubuctiones, & noua onera inconſulto Principe ſunt imponenda, l. vectigalia, ff de public l. fi. ff. de vi publ. l. 1. 2. & 3. C. noua vectig inſtit. non poſſ. nouell. 43. c. 1. *Ni ne peut le droict de courues eſtre acquis*

ſans tit. adueu, & denõbremẽt, art. 71. de la nouuelle Couſt. de Paris, l. vn ne operę à collatorib. exigãtur, lib. 10. C. *de meſmes les bãnalités. Bacq. ch. 30. n. 1. des droits de iuſtice, peages, n. 25. du meſme ch. leſquels ſont domaniaux, nõ d'aide & en appartiẽt la cognoiſſance aux Iuges Royaux en premiere inſtãce, & par appel en la Cour, nõ à la Cour des Aydes, n. 24. du meſme ch. Ni ne peut le ſeig. acquerir droit de bãnalité ſur ſõ ſubiect, qu'il n'y ait cõtradictiõ de ſa part, & patiẽce de la part du ſubiect auec paiſible poſſeſſion, puis la cõtradictiõ par trẽte ans & 40. ans cõtre les Eccleſ. Neãmoins au 186. art. de la nouuelle Couſt. de Paris, n'eſt requis contradictiõ, pour acquerir la liberté d'vne ſeruitude, de tãt que droict de ſeruitude ne s'acquiert par lõgue iouyſſance ſans titre encore qu'on en euſt iouy 100. ans, quoy que la liberté ſe puiſſe acquerir cõtre le titre de ſeruitude par 30. ans, & ſelõ le droict Romain par 20. ans,* l. 2. C. *de lõg. temp. præſcr. quæ pro libert. Et ainſi la cõdictiõ du ſubiect eſt meilleure que celle du ſeig. pour la liberté,* l. ſi ita ſcriptũ. ff. de manum. teſt. l. inter pares, ff de re iudic. *Bacq. ch. 29. n. 28. des droits de iuſtice.* [39] *Bacq traicte au lõg ceſte matiere au ch. 32. des droits de iuſtice, & cõclud au n. 23. auec vn arreſt du Parl. de Paris du 28. Iuillet 1570. par lequel vne 3. partie du threſor fuſt adiugee à vn nõmé Fontaine, inuẽteur, vne 3. à Briſſard proprietaire du lieu où auoit eſté trouué, & l'autre 3. au ſeign. haut iuſticier, dans le territoire & ſeigneurie duquel eſtoit le fond, où fuſt trouué. Le meſme arreſt eſt allegué par Carondas au ch. 20. du 3. liu. de ſes reſp. lequel ſans s'arreſter au droict Rom. que diuiſe le threſor trouué en 3. parties, au* §. theſauros, *de rer. diuiſ. inſtit. prẽt la meſme reſolutiõ, dont le 3. appartiẽt à l'inuenteur, le 3. au proprietaire, & l'autre 3. au Roy, ou ſeign. haut iuſticier. S'il eſt trouué par le meſme proprietaire, en ſon fonds, ſe deſpart en deux, entre luy & le haut iuſticier, ou le Roy: enſemble s'il eſt trouué en chemin, ou place publique, entre l'inuenteur & le Roy: ſi à l'Egl. auec l'Egl. & n'a rien de cõmun le threſor auec ſes eſpaues, cõme repreſente Conã au tit. de theſauris, & reb. adeſpotis. Par ſentẽce de M. ſieurs du threſor du 30. Mars 1580. Antoine Burrai maiſtre Maſſon de Paris, ayãt trouué dãs les fondemẽts d'vne maiſon à la rue de la huchette, où pend l'Enſeig. de l'Annõciation, appartenant à Guillaume la Croix, vn threſor retiré par led. la Croix, à la requeſte du procureur du Roy, fuſt auſſi adiugé le 3. aud. Burrai inuẽteur, le 3. aud. la Croix proprietaire, & l'autre 3. au Roy. Bacq. n 25. du meſme ch.* ſi modò inuẽtor nõ data opera, ſed fortuito caſu inuenerit. d. §. theſauros, inſt. de rer. diuiſ. inopinato rei euẽtu. Ib. in verb. fortuito. Aliàs ex eo nihil inuẽtori accideret, ſed iure Romanorũ totus eſſet proprietario reſtituẽdus, & noſtro, inter proprietariũ & dominũ directũ, vel regẽ diuidẽdus præf. authoritatib. & l. vn. in fi. de theſaur. lib. 10. C. domino tamẽ, ſeu fundi proprietario, licèt in ſuo fundo quærere, & inuẽto vti. ex Leone Imper. in d. l. vn. & apud nos dimid. ũ retinere, niſi magicis artib. vſus fuerit, tũc. n. totus theſaurus eſt fiſco applicãdus. d. l. vn. [40] *Led. Carond. au lieu preallegué. Bacq. ch. 32. n. 29. des droits de iuſtice, cõme eſt porté par le 10. des artic. k. aduiſes à la reduictiõ de la nouuelle Couſt. de Paris, inſerez au ch. 2. du meſme traicté.* [41] *Par les Couſt. d'Anjou, Dumaine, & autres, la fortune d'or trouuee en mine appartient au Roy, n. 6. du meſme ch. nõ en maſſe rude, eſtãt affiné, ni façõné, ou monnoyé, ſinon en mine, cõme deſſus. Cõme ſeroit aduenu l'an 1563. que Ieã Fontaine Vigneron ayãt fortuitemẽt trouué en vn quartier de vigne, ſiſe au terroir de Saunois prez Montmorẽcy, appartenãt à Pierre Boiſſard mareſchal, demeurãt à Andeli, vn threſor cõſiſtãt en pieces d'or, en forme de fers d'eſcarlate, ou croiſiãts, & vn eſtrayer d'or, les auroyẽt enſemble vẽdus à Gilles Maunalet, maiſtre chãgeur à Paris, pour le prix de 1200. liu. que led. Maunalet auroit apres vẽdu au maiſtre de la mõnoye, du moulin du Roy aud. Paris, pour la ſomme de 8497. liures. Leſquels aſſignés à la Chambre du threſor à la requeſte du Procureur du Roy, par ſentence de laquelle du 18. Iuillet 1564. la moitié du threſor fuſt adiugé au Roy, l'autre moitié à l'inuenteur, &*

proprietaire. De laquelle ayant eſté appellé en la Cour, fuſt par arreſt diuiſé en trois, comme deſſus. Bacquet audit chapitre 31.nombre 3.21.23.des drouts de iuſtice. Où au nombre vingtſeptieſme fait recit de l'hiſtoire de France, & Chroniques d'Angleterre. De ce que l'an 1199. vn Cheualier de Limoſin auroit trouué en ſa terre vn grand threſor, auquel y auoit vn Empereur, ſa femme, ſes fils, & ſes filles, de leur grandeur, & groſſeur aſſis à table, leſquels enſemble, la table, & treteaux eſtoyent de fin or maſſif: & autour de la table y auoit des lettres, qui donnoyent à entendre, les noms & le temps, qu'auoit regné l'Empereur, qui auoit fait faire ces perſonnages, table, & treteaux. Lequel threſor Richard Roy d'Angleterre, appellé Cœur de Lyon, voulant auoir, comme ſouuerain du pays de Lymoſin, le cheualier qui l'auoit trouué en ſa terre, du fief du Viſcompte de Lymoge, ſe retira audit Viſcompte: & le Roy d'Angleterre l'allaſt aſſieger au chaſteau de Caulac, ou Chalux, lequel voulant miner, ſeroit deſcendu au foſſé, où fuſt bleſſé d'vn coup de fleſche, duquel mourut douze iours apres. Quid auri Toloſani? de quo Tullius loquitur lib. 3. de Natura Deorum. Gellius lib. 3. Noct. Attic. Trogus lib. 32. ſuæ hiſtoriæ Chriſtophorus Roſſinus de Gallogræcorum, & Frãcorum origine, Cæpionem appellat Imperatorem, qui eum abſtulit, quod ſacrilegium ei, & exercitui exc dij cauſa fuiſſe tradit. *Dont ce que par le Roy de Naples auoit eſté ordonné que les threſors trouués en ſon Royaume luy appartiendroyent, fuſt abrogé par ſon ſucceſſeur à la poſtulation des Eſtats du meſme Royaume.* Matthæus de Afflict. Conſtit. Neapolit. tit. de offic ſecr. col. 1. vnde Artaxerxes Xerxis filius, dicere ſolebat, regalius eſſe, addere magis, quàm adimere. *Ledit Bacq. au meſme ch. 32. nomb. 16. des drouts de iuſtice. Et n'adiuge l'on au Roy que la moitié du threſor, qu'on trouue cachee, ſans maiſtre ni poſſeſſeur,* vt in l. 5 § Neratius, ff. de acq. poſſ. *Dãs le chemin, places, palais, & lieux publics appartenans à ſa Majeſté, l'autre, à l'inuenteur, les lieux où ſont trouuez eſtãs de ſon domaine, ſant que nul autre que le Roy en ſoit proprietaire. Bacquet ch. 31. des droicts de*
42 *iuſtice.* 42 *Bacq. chapitre 20. du meſme traicté, & telle en eſt la reſolution dudit Bacquet, à la fin du chapitre trentedeuxieſme où il allegue au nomb. 26. vne ſentence de la chambre du threſor, donnée au profit du Roy, contre vn nommé Lahaye maſſon, lequel fouillant les fondements d'vn vieux baſtiment de l'Abbaye de Soiſſons, auroit trouué vn pot de plomb, & dans iceluy 4. ou cinq cents pieces d'or, à la marque d'vn mouton, & autres antiques, religieuſes, Abeſſe, & conuent dudit Soiſſons, auquel le maſſon auoit rendu ledit threſor: dont la cauſe au long plaidee en l'appel releué de ladicte ſentence au Parlement de Paris le 17. Decembre mil cinq cents cinquante cinq fuſt appointé au Conſeil les parties au long ouyes, la ſentence demeurant en ſuſpens, contre la teneur des conſtitutions imperiales, au* §. theſauros, inſt. de rer. diuiſ. & §. fin. *de la loy 3.* ff. de iure fiſci, *comme abrogées, & non obſeruees en France,* inuicémque ſibi aduerſantes in d. §. theſauros. Diuus Adrianus naturalem æquitatem ſecutus, in loco ſacro, vel religioſo fortuito theſaurum inuentum inuentori conceſſit in d. l. 3. Diui fratres ſtatuere dimidiam theſauri in locis fiſcalibus, vel publicis, Religioſiſue, aut monumento reperti dimidiam fiſco vendicandam, vbi gloſſ. in verbo, vendicaretur Diuos fratres ciuilem authoritatem, & publicam vtilitatem ſequutos, non æquitatem, ad quorum reconciliationem ad Conanum ſe refert in Commentariis iuris Ciuilis lib. 3. c. de theſauris. & rebus adeſpotis. Ex quibus videtur Adriani reſcriptum per conſtitutiones Diuorum fratrum eſſe quodammodo derogatum, licet Adriana inſtitutus ſit poſterius edita, nec prior poſteriorem trahenda eſt, ſi diſcrepent, vel diſcrepantes diuerſitate rationum reconciliari queant: vt ſi data opera Diui fratres repertos theſauros inter Principem & inuentorem diuidant fortuito caſu inuentum,

tum, Adrianus inuentori concedat: nec de ſacris, ſed religioſis locis, publicis, aut fiſcalibus loquitur: licèt cum reſcriptione Imperatoris, l. fin. C. de quadr. præſc. omnia Principis eſſe cenſeantur, nempe fiſcalia, & patrimonialia, non eſt tamen vltrà progrediendum, nec in his ſequimur priſca tura Romanorum, ſed Chriſtianorum & Gallorum legibus vtimur, & ſic Laudamus veteres, ſed noſtris vtimur annis.[43] *De tant que le louage, & afferme que paſſe neuf ans tient lieu de vente,* & inde vtilis fit tranſlatio dominij. Caſtrenſis in l. ſi filio, §. ſi vir, ff. ſolut. matr. clem. 1. & ibi gloſſ. in verb. ad tempus modicum, de reb. Eccleſ. non alien. l. ſi fideicommiſſo, §. Ariſto, ff. qui, & à quib. manumitt. l. fin. C. de præſc long. temp. c. fin ne præl. vic. ſuas, e. *Et ne peut l'alienation du Domaine du Roy, ou portion d'icelluy eſtre faicte ſous ſes lettres patentes, deuement verifiées en la Cour de Parlement. Ordonn. du Roy Charles IX. faicte à Moulins pour l'vnion & conſeruation de ſon Domaine art. 5. publiée au Parl. de Paris, le 13. May 1566. ſelon l'authentique,* ſed & permutare. C. de ſacroſ. Eccl. §. ſi mœnia, de non alienand. aut permut. reb. Eccleſ. in authenticis. *Arreſt du Parl. de Paris du 27. Iuin 1544. donné en Audience, entre Gervais l'Archer appellant, & le procureur du Roy appellé, cité par ledict Bacquet au ch. 30. nomb. 23. 24. 25. des droicts de iuſtice, par le bail faict audict l'Archer l'an 1479. Des halles de Maligne, autrement appellées, halles de cuir à poil, par Meſſieurs des Comtes fuſt caſſé, reuoqué, & annullé auec reſtitution des fruicts, faicte compenſation des reparations pour l'eſtimation, & liquidation deſquelles furent deputés commiſſaires.*[44] *Le ſeigneur iuſticier feodal, ou cenſier n'ont droict de commis ſur les fiefs mouuants de leur ſeigneurie, par le deſ-aueu, ou faux aueu du vaſſal: ains on y procede par amendes. Arreſts du Parl. de Paris du 18. May & 19. Decemb. 1578 Maynard ch. 53. du 6. liu. de ſes queſt. Contre le texte de la loy 2. C. de iur. emph. abrogée en France, où les Conſtitutions penales des anciennes loix Romaines, ne ſont auſſi en vſage. Carondas ch. 174. du 7. liu. de ſes reſp. Ny en defaut de payer la rente à certaines années, ſauf l'execution ſur le fonds en action hypothecaire, tant pour icelle, que arrerages de 29. ans, quoy que le payement euſt eſté puis cent ans, comme a eſté cy-deuant repreſenté: ny ne tombe en commis par felonie commiſe contre le ſeigneur du defunct, ſi ne s'en eſt plaint pendant ſa vie.* Accurſ. in c. 1. §. inſuper, de prohib. feud. alienat. per Fredericum in vſib. feud. *Non toutes-fois qu'il ſoit permis au vaſſal, offenſer & intereſſer ſon ſeigneur de faict, ny de parolle, en ſon honneur ſes biens, ny ſa perſonne, ou ceux que luy appartiennent, pouuant ce droict pour iuſte cauſe d'ingratitude & felonie eſtre priué de ſon fief,* cap. 1. §. porrò, quæ fuit prima cauſ. beneficia. amitt. can. de forma fidelitatis 22. q. 5. *La forfaicture commiſe enuers le ſeigneur, n'eſtant moins, ains plus rigoureuſement puniſſable, que contre vn eſtranger, pour laquelle le fiſc & amendes viennent au ſeigneur haut iuſticier: & fuſt par arreſt vn vaſſal priué de ſon fief, pour auoir deuements ſon ſeigneur en iugement, comme eſt dict ailleurs. Neanmoins le fief eſt oſté à celuy qui delinque contre ſon ſeigneur, & ſes enfants. Ledict Maynard ch. 94. du 7. liu. de ſes queſt. Non que le ſeigneur luy ſuccede, ains ſes plus proches habiles à ſucceder,* c vnic. ſi vaſſ feud. priuat. l. 1. C. de natur. lib. 6. ſi quis inceſtuoſi, C. de inceſt. nupt. *Robert au liu. 3. ch. 7. des choſes iugées, amene vn arreſt contre le ſieur de Nemours du 7. Septemb. 1566. & autre du 10. Feurier 1590. où ſe remet ledict Mayn. De meſmes le ſeigneur qui excede ſes ſubiects, eſt auſſi priué de la ſeigneurie, comme eſt ailleurs repreſenté.*[45] *Sçauoir en la ville & viguerie de Tholoſe, ſinon au ſurplus du reſſort du Parl. de Paris, ſi le bail emphyteotique, ou la couſtume locale n'y repugne. Ledict Mayn. ch. 34. nomb. 11. du 4. liu. de ſes queſt. où le ſeigneur n'a droict de prelation, ny retenue feodale, ſans le ſçeu & conſentement duquel, le vaſſal peut vendre, & diſpoſer du fonds vtile à ſa volonté, ſans preiudice de ſes droicts, que ſe payent en Tholoſe par l'acquereur,*

tant des lods & ventes, que arrerages en l'hypothecaire, deſquels la preſcription trentenaire, non plus que le retrait feodal, hors la viguerie, ne court contre le ſeigneur, que du iour de l'intimation à luy faicte de la vente. Arreſt donné au rapport de Monſieur Veſian le 5. Aouſt 1570. contre De Cambuiſſon & Dauid, pour euiter latitation, fiction & ſimulation de contract: auquel ſi n'eſt faict mention du ſeigneur, ſous le fief & directe duquel la piece vendue eſt mouuante, & le ſeigneur monſtre bons & valables tures, l'acquereur qui ne demande inueſtiture dans l'an, eſt cenſé de mauuaiſe foy, hors les termes de noſtre couſtume, que ne s'eſtend qu'en la ville, & viguerie de Tholoſe. Arreſt du 13. Mars 1575. donné au rapport de Monſieur Malard à la ſeconde Chambre d'Enqueſtes. Maynard ch. 100. du 7. liu. de ſes queſt. Non qu'en defaut de ce faire, le contract eſtant clair, & bien ordonné par nos Couſtumes, le ſeigneur y puiſſe pretendre que ſes lods & ventes, auec ſa rente, & arrerages, ſi point en y a.[46] *Carondas ch. 7. liu. 7. de ſes reſp. Mayn. ch. 38. du 6. liu. de ſes queſt.*[47] l. 1. C. de iur. emph.[48] *Maynard au meſme chap. & chap. 34. & 35. du 2. liu. de ſes queſt.*[49] *Ord. de Blois art. 382. 383. 384.*[50] *Bacquet en ſon traicté du droict de des-herance. Ledict Carondas audict ch. 7. du 7. liu. de ſes reſp.*

46 47 48 49 50

Quæ quondam ad fiſcum referebantur. Nam bona vacantia mortuorum, Imperatores Honorius, & Theodoſius ad fiſcum transferri iuſſerunt, ſi nullum ex qualibet ſanguinis linea, vel iuris titulo legitimum reliquiſſet inteſtatus hæredem. l. vacantia, de bon. vacant. libr. 10. C. Adeò vt priuilegio ciuitatis huiuſmodi bonis nec ſuccederent, & ſi ea occuparent, eis auferrentur, ex Dioeletiani & Maximiani reſcripto. Ibiq; Bart. in l. 1. eod. tit.

TITRE

TITRE VI.

FRVICTS NON RESTITVABLES.

COVSTVME.

Ceux qui dés le commencement de leur poſſeſſion ont, & poſſedent de bonne foy en Tholoſe, ne ſont tenus des fruicts conſommez, ny en nature, par eux retirez des choſes à eux demandées, quoy que leur ſoyent euincées, que puis la conteſtation, iuſques à fin de cauſe.

CHAPITRE.

LEs fruicts [1] ſuyuent le fonds, [2] par les Conſtitutions Imperiales [3] contre les poſſeſſeurs de mauuaiſe foy, [4] *qui ſolent omnes fructus cum ipſa re præſtare, bonæ fidei poſſeſſores extantes* [5] *poſt litem conteſtatam vniuerſos:* meſmes eſtans certifiés par actes, ou teſmoins, le fonds appartenir au demandeur, que commencent poſſeder [6] de mauuaiſe foy: [7] non que par nos Couſtumes ſoyent tenus reſtituer les fruicts que ſont en nature, non plus que les conſommés auant ladicte conteſtation, [8] ſoit en matiere poſſeſſoire, ou petitoire, [9] de ſucceſſion d'heritage, [10] ou reuendication de choſe contractée, [11] ou quaſi contractée: [12] ainſi la poſſeſſion eſt vitieuſe, & ſubiecte à reſtitution de fruicts de celuy, qui contracte, apres luy auoir eſté denoncé la choſe n'appartenir à ſon vendeur, puis le temps de ſon acquiſition, [13] quoy qu'il s'en demette par dol, & fraude, auant, ou pendant l'inſtance (*tunc enim habetur pro poſſeſſore.* [14]) Et peut l'heritier detenir de bonne foy la legitime par luy ignorée, [15] qu'on a de couſtume adiuger aux plus proches deſcendants, aſcendants, & collateraux auec reſtitution de fruicts puis le deceds du teſtateur, [16] pour la nature & faueur de la choſe que porte cauſe

cauſe d'aliments, leſquels ne ſouffrent dilation, comme de la dot. Et ainſi s'euincent & vendiquent les heritages, par les reſponſes de Paul & Africain Iuriſconſultes Romains, contre tous detempteurs, [17] pour cauſe legale, ou onereuſe, non lucratiue, comme ſont les legats, & donations, que ne conſiſtent en vſufruict, [18] ſont auſſi deubs les fruicts des fideicommis, puis le temps de la deſtinée reſtitution, que l'heritier eſt en demeure. [19] Et ſe compenſent auec la trebellianique par les aſcendants & collateraux, non par les deſcendants, [20] enſemble des acquiſitions remuneratoires: comme ventes, & permutations, deſquelles on adiuge les fruicts ou intereſts contre le detempteur enuers celuy, qui a ſatisfaict puis la demeure: [21] comme du preſt gratuit, ou mercenaire, *cauſa mutui, vel commodati, ſeu locati*, dont les intereſts de la premiere eſpece ſont odieux, & donnez pour peine, de la ſeconde compenſatoires, legals, & conuentionnels, [22] d'où vient qu'on n'adiuge les intereſts de la pluſ-valuë, au vendeur impetrant, lettres Royaux en reſciſion de contract, pour lezion d'outre moitié de iuſte prix, contre l'achepteur, que poſſede de bonne foy, auec bon & valable titre, qui en France ne peut eſtre debatu par l'vn des contractans, & demeure en ſa force, iuſques à ce que les faicts reſciſoires propoſés par l'impetrant, ſoyent pleinement verifiez. [23] Ny ne ſont receuables les achepteurs, & permutants à faire ladicte impetration, [24] quoy que les lods & ventes en ſoyent deubs au ſeigneur, & les fruicts du ſupplement de legitime reſtituables, parce auſſi qu'en faict de vente, les intereſts de iuſte prix monteroyent beaucoup plus que les fruicts de la piece vendue, deduictes les auaries. La cauſe eſt onereuſe en la dot, place, commanderie, & benefice militaire, ou Eccleſiaſtique. Les reuenus deſquels appartiennent aux maris, pour le ſupport des charges matrimoniales, [25] à la nobleſſe, pour la defenſe de l'Eſtat, & Couronne de France, [26] & au Clergé pour faire le diuin ſeruice, alimenter les pauures, & reparer les Egliſes. [27] Et ſe partagent entre les heritiers du defunct, & le ſucceſſeur du benefice, pour la quote du temps de l'année courante, commencée le 1. Ianuier, & continuee iuſqu'au iour du decés, faicte computation auec le reſte du temps, que finiſt à ſemblable iour de l'année enſuiuant, [28] enſemble du fonds dotal detenu par les hoirs du mary predecedé à la femme, ou les intereſts de la dot conſtituée en deniers, iuſqu'à l'effectuelle reſtitution d'icelle, ſi la vefue n'eſt penſionnée, ou nourrie ſur les biens du defunct. [29] Ce que n'a lieu en faict d'heritage, où viennent de plein droict les fruicts trouués en nature, lors du decés du teſtateur, non les conſommés, [30] dont celuy qui poſſede ſans titre, ne ſe peut dire poſſeſſeur de bonne foy, [31]

quoy

quoy que biens vaquans, [32] non plus que celuy qui poſſede pour autruy,[33] de tant qu'ils appartiennent au Roy par deshèrãce,ou és hauts iuſticiers,en la iuſtice deſquels ſont aſſis:[34] & en ſont les fruits, & reuenus reſtituables,[35] puis le temps de l'indeue occupation:comme de biens clandeſtinement poſſedez,[36] & des expoliés,detenus par force, à toute rigueur de droit, [37] le depoſſedé auant toute œuure reintegré. [38] En ſomme celuy qui n'achepte du maiſtre, ou acquiert vn heritage chargé d'hypotheques,[38] ores poſſede de bonne foy, & penſe lors de ſon acquiſition la choſe appartenir à ſon autheur,les biens acquis ſont neantmoins ſubiects à vendication ſans reſtitution de fruicts,que puis le temps qu'il cõmence poſſeder de mauuaiſe foy,les cõſommés & en nature recueilliis,pendant la bonne foy,eſtans du poſſeſſeur.[39] Et ſont indiſtinctement deus au Roy,au ſeign.& à l'Egliſe les arrerages du cẽs, & autres droicts, qu'ils ont ſur le fonds, [40] enſemble les intereſts de la dot conſtituee par les tenanciers des biens obligés, quoy qu'ils ayent chãgé de main,[41] & les fruicts en actiõ hypothecaire ne puiſſent eſtre demãdez contre vn ſ.poſſeſſeur.Ni ne conſiſtent les fruicts tant ſeulemẽt à l'vtilité,vſage,pẽſiõ,& cõmodité de choſes inanimees,[42] vegetãtes [43] ou sẽſibles [44],mais auſſi és rentes,reuenus,profits,& emolumẽts, que prouient de l'œuure,vacation, & induſtrie des hõmes libres, ſeruants,rentiers,ou mercenaires,[45] comme les droits de iuſtice, bannalitez,courues, peages, rouages, pontenages,barrages, & choſes ſemblables:[46] dont l'vtilité, & cõmodité conſiſte à l'vſage & iouyſſance de la choſe, ou reuenu en prouenant, non en la choſe meſme, de laquelle on a l'vſufruict ſans diminution d'icelle,[47] comme de loüages, & affermes,meubles,& immeubles,ou droits,tels que deſſus, non par la ſeule tradition,vente,confiſcation,ou delaiſſement d'iceux:comme ſont les threſors,eſ aues, & vacquans, que regardent pluſtoſt la proprieté,que l'vſage, ni l'vſufruict, [48] & n'en ſont tant ſeulement deubs les fruicts perceus,& percevables, [49] deſduite la deſpenſe [50] par le detempteur ſans titre ne longue poſſeſſion:[51] mais auſſi les deſpens de la cauſe,[52] dõmages,& intereſts ſoufferts puis ſon indeue occupation,[53] pertes, ruines & deteriorations faictes & aduenues à ſa faute, & negligence, [54] ſauf les reparations & meliorations permanentes, & neceſſaires, deſquelles il peut auſſi faire demande,[55] non des vtiles:[56] & quoy qu'il ait titre,ſi par crainte, [57] ou contre les edicts & interdictiõs de ſa Maieſté,[58] la vente & alienatiõ a eſté faicte du domaine,& biens appartenans au fiſc, ſans les ſolemnitez requiſes, [59] où l'achapt ſe fait en fraude des creanciers. [60] Et quand les fruicts qui ſont en maturité, ſe perdent à ſa faute, [61] le poſſeſſeur titulaire de mauuaiſe foy, eſt

auſſi tenu les reſtituer, parce que le demandeur les euſt peu percepuoir, s'il euſt iouy du fonds: [62] car autrement n'eſt tenu qu'à la reſtitution des fruicts recueillis, non plus que le poſſeſſeur aduerti, ſemonds, & interpellé ſans eſtre certifié du droit des parties demandereſſes. [63] Si toutesfois il poſſede de bonne foy, & offre laiſſer la poſſeſſion vuide au demandeur, luy faiſant apparoir de titre, n'eſt tenu aux deſpens, ni reſtitution des fruicts, que puis la remiſe des actes communiquez & publication des enqueſtes, ſi conſiſte en preuue, en cas de condamnation, [64] s'il conteſte, & denie puis la conteſtation: [65] & peut demander non ſeulement les deſpenſes neceſſaires, ains les vtiles, voire les delicieuſes, qui ont rendu la choſe meilleure, & plus pretieuſe, ſans que pour iceux il puiſſe contraindre le demandeur vendre, ou luy ceder ſon patrimoine à l'effect deſdits rembourſements, ſi n'a dequoy le ſatisfaire, que tant ſeulement oſter & reprendre ce qu'il pourra des choſes fournies, & augmentees, ſans rien deſraciner, deteriorer, ni alterer de ſa premiere forme, ſi le maiſtre ne le paye, ou ne le vend à vn autre. [67] Et ſont tous les fruicts coupez, deſracinez, & recueillis du poſſeſſeur de bonne foy, ores ne ſoyent deſplacés de l'aire, de la vigne, ni du preſſoir lors de la condamnation, publication d'enqueſtes, ou de cauſe conteſtee, [68] pourueu qu'il ait titre ou iuſte cauſe de poſſeſſion non vitieuſe [69], & ignore le droit d'autruy en icelle, [70] comme és acquiſitions des biens ſubſtitués, reſtituables & inalienables [71], donnez, diſtraicts, vendus par celuy, qui n'a droict, ni permiſſion de ce faire, [72] comme ſi le fermier auoit vendu & aliené le fonds de ſon affe.me, ſans le ſceu & cõſentement du proprietaire, [73] la mere les biens de ſa fille, le mari de la femme, [74] leſquels peuuent eſtre recouuerts, ſans reſtituer le prix, [75] ſauf à l'achapteur ſon recours cõtre le vendeur, lequel doit appeller en cauſe. [76] Et peut le debteur agir contre le creancier, qui a vẽdu ſon bien à defraud, [77] ou cõtre ſon ſucceſſeur pour la plus value, [78] & contre l'achapteur, ſi le vendeur eſt reduict en pauureté, pour eſtre reintegré du fonds, enſemble des fruicts, dommages, & intereſts ſoufferts, par la colluſion, intelligence, & mauuaiſe foy dudict achapteur, qui a participé & receu le profit & commodité du deffraud, & pour n'y auoir procedé auec permiſſion de iuſtice, en luy rembourſant le prix & intereſts, [79] la vilité duquel rend auſſi l'achapteur ſuſpect de mauuaiſe foy, [80] ſinon ez ventes iudicielles, & decrets interpoſez ſur icelles, qui pour leſion ne peuuent eſtre debattus que tant ſeulemẽt par voye de nullité, en rembourſant la ſomme de la derniere ſurdicte, deſpens, dommages, & intereſts, & loyaux couſts,

couſts, cõpenſés auec les fruicts, [81] voire ſansnullité par les creanciers abſens, non ouys, ny appellez aux criees & interpoſition d'iceluy, enſemble par ceux qui ont droit en la choſe mobiliaire vendue, decretée, & deliurée en leur abſence.

NOTAE.

1 FRuctus interdum ius, interdum corpus ſignificant, vſusfructus verò in iure cõſiſtit, fructus in ſpecie: eſtque res ipſa corporea, vt fœtus pecorum, ex his agni, pili lana, vinum, & frumentum prædiorum; l. vaccæ emptor, ff. de euict. l. in pecudum, ff. de vſufruct. vnde fructus à ferendo dictus, omnem rei corporalis & incorporalis prouentum continet, mercedem rerum quæ locari ſolent, l. videamus, ff. de vſuris, & omnia commoda, l. fin. eod. vbi in fructu rei, eſt pignori dare licere, vtilitatem tam ex fructu, quàm ex vſu prouenientem, l. cùm in rem. ff. de rei vendic. opera hominum, l. fructus, l. præcedente, ff. de oper ſerv. intereſſe, l. loci corpus, §. confeſſoria, l. ſi fortè, §. fin. ff. ſi ſerv. vend. quę ex lapidicinis, cretæfodinis, arundine, ex ſilua cædua percipiuntur, l. qui fundũ §. cũ fund. m, ff. de contrah. empt. l. frugem ff. de verb. & rer. ſignific. Aues quoque, & feræ ſolitę capi, dum nullus alius fructus ex re percipi poteſt, in fructu eſſe dicuntur, l. vſusfructuarius venari, l. vſusfructus in fine, l. item, §. aucupiorũ ff. de vſufruct. Aliter enim venatio, & aucupium in fructu fundi nõ ſunt, niſi fructus fundi in venatione vel aucupio conſiſtat, l. venationem, ff. de vſur. Buguetus in Conſuet. Comitatus Burgund. *tit. des gens mariez*, §. 15. in verb. *les fruicts*. Arbores cæduæ, paleæ, ædiũ habitationes, de quibus Chaſſan. *in* Conſ. Ducat. Burgũd. §. 17. in verb. *Et fera les fruicts ſiens*, penſiones vrbanorum prædiorum, l. diuortio, §. non ſolum, ff. de ſol. matr. l. defuncta, ff. de vſufr. quæve alluuionis incremento accedunt, l. item ſi fundus, ff. de vſur. nauis vel iumenti vectura, l. ſi nauis, ff. de rei vend. Ius quoque præſentandi in fructu eſt, notatur in c. cùm etiam, e. de maior. & obedien. Molin. in Conſuet. Pariſ. tit. 1. §. 1. gl. 1. num. 3. tum etiam pœnę iuriſdictionis, ead. gloſſ. tit. & §. num. 51. fruges nimirum ſeu reditus à fructib. differunt, vt ſpecies à genere: nã reditus omnia prouentuum ſeu vectigalium genera continent, fructus ad ea tantùm referuntur, quæ eſui neceſſaria ſunt, gl. fin. l. frugem, ff. de verb. & rer. ſignif. deductis expenſis, l. fructus, ff. ſol. matr. quæ ſcilicet quærendorũ cogendorũ & conſeruandorum eorum gratia fiunt, l. ſi à patre, §. fin. ff. de pet. hæred. & quæ naturaliter naſcuntur ab vſuris, cæteriſque obuentionibus ſeparantur, & quę fructuum vicem obtinent l. vſuræ, ff. de vſur. cùm non natura prouenian, neque ex ipſo corpore, ſed ex obligatione, & iure percipiantur, l. ſi nauis, ff. de rei vend. 2 l. & ex diuerſo, §. 1. ff. de rei vend. l. cùm hæreditas, ff. de petit. hæred. 3 Diocletiani & Maximiani 4 l. mala fide, ff. de condict. ex leg. quorum reſcripto mala fide poſſidens de proprietate victus, de extantibus fructib. rei vendicatione, de conſumptis verò condictione conuentus, eorum reſtitutioni parere compellitur, tanquam iniuſta cauſa perceptis, vt in l. aduerſus, in fi. ff. de crim. expilat. hæredit. De percipiendis arbitrio iudicis, §. illorum autem, inſtit. de offic. iudic. l. litigator, C. de fruct. & lit. expenſ. *Que ſont les*

1 2 3 4

dommages, & interests, que les Iuges taxent & arbitrent, par meſme ſentence. Ord. du Roy François I. art. 89. de Blois, art. 145. Si le dommage n'eſt important, l'eſtimation & liquidation duquel ſe fait par experts, comme des ruines, deteriorations, reparations, & meliorations, extantéſque vendicantur licèt collecti, coacti, & aſſeruati, pendentes enim ad nouum poſſeſſorem, ſeu proprietarium pertinere nulla eſt dubitatio, præſertim naturales, vt arbores, arundines, & ſyluæ caduæ, fœnum, fructus arborum, lac, pilus, lana, hœdi, agni, vituli, equuli, ſucculi, qui vi & beneficio naturæ magis quàm diligentia, & opera hominis perueniunt, l. fructus, ff. de vſur. §. is verò ad quem, de rer. diuiſ. inſt. Induſtriales autem, qui præcipuè requirunt diligentiam, culturam & induſtriam hominis, quæ niſi continuò interueniat, natura nihil operatur, l. bonæ fidei, ff. de acq. rer. domin. è quibus deducendę ſunt impenſæ, etiam à prædone factę, & malæ fidei poſſeſſore, ſaltem neceſſariæ, licet pendentibus, l.
5 fructus, ff. ſol. matr. & in rem factis.[5] In quo iuri Cęſareo derogatur hac noſtra cõſuetudine, qua omnes fructus indiſtinctè perceptos lucratur bonę fidei poſſeſſor, à ſolo dũtaxat ſeparatos: fructũ enim percipi ſpica, aut fœno cęſo, aut vua adempta, aut excuſſa olea, quamuis nondũ tritum frumentum, aut oleum factum vel vindemia celebrata ſit. Labeo ait ex Pauli reſp. in l. ſi vſufructuarius, ff. quib. mod.
6 vſusfruct amitt.[6] vt malæ fidei poſſeſſores, tunc ſcientes rem eſſe alienam, §. ei verò de rer. diuiſ. inſt. & ita mala fide poſſideat, l. ſed & ſi lege, §. etiã ſi, ff. de petit. hæred. ibi Iaſ. Bart. & tenetur tam de fructibus perceptis, quàm percipiendis, ead. l.
7 §. quod autẽ.[7] Incipiũt atque eſſe malę fidei poſſeſſores litem conteſtatam, imò poſt motam controuerſiam, ex Vlpiano, in d. l. ſed & ſi lege, §. etiam. Si cœpit enim ſcire rẽ ad ſe non pertinentẽ poſſideri, is qui interpellatur, quiue prædo eſt, & poſt litem conteſtatã doli mali nomine tenetur, & refertur ad tempus ſcientię præteritę, vt in l. 1. §. ſi apud ſecuũ, verſ. non tantũ, C. depoſ. & tunc prędonis more verſari cœpit: parui enim refert ab initio quis dolosè in hęreditate ſit verſatus, an poſtea hoc facere cœperit, d. l. ſed & ſi lege, §. de eo autẽ, C. de pet. hęred. cùm actori probandi onus incũbat, & eo probante, poſſeſſor abſoluatur, licèt iuſtam poſſidendi cauſam non habeat, l. ſi. C. de rei vend. ſed tanquã conuictus negans in ipſa litis cõteſtatione rẽ ad actionem pertinere: ideóq; tenetur in omnẽ cauſam, quanti victoris intereſt à tẽpore interpellationis officio iudicis, præſ iurib. l. à poſſidentibus. C. de rei vend. qui autem cõteſtationis tempore poſſidet, & poſtea ſine dolo deſiit poſſidere, abſoluendus eſt: ita non poſſidens tempore conteſtationis, qui tẽpore ſententiæ poſſidet, fructuũ etiam nomine ex quo cœpit poſſidere, damnabitur, l. ſin au-
8 tem, § 1. ff. de rei vẽd.[8] perceptóſque fructus ſuos facit bonę fidei poſſeſſor, in hac noſtra ciuitate conſumptos & extantes, tã naturales, quàm induſtrioſos, de quib. in l. fructus, ff. de vſur. & naturales extantes, non conſumptos, ex gloſ. l. ex diuerſo, in verb. non habendam, ff. de rei vend. niſi eos poſſeſſor expendiſſet in rebus, quas de ſuo alius expenſurus eſſet. Et iure Cęſareo veniunt reſtituendi in quantũ poſſeſſor factus eſt locupletior, vt notat Angelus in additione gloſſ. §. ſi quis à nõ domino, in verb. fructus, de rer. diuiſ. inſt. ſed ſi compenſatio fiat fructuum cum vſuris, deductis expẽſis, l. emptor, l. ſumptus, ff. de rei vendic. iuncta l. vſuræ, ff. de vſur. nempe oblato pretio rei euictæ, vel cum penſione domus, quæ pro fructu habetur, l. vrbanorum, ff. eod. tunc enim vtrique ſatisfactum eſt, cùm ſit pretium loco rei, l. 1. ff. de contr. empt. & vſuræ ſunt vice fructuum, d. l. vſuræ, omnium indiſtinctè fructuum, & redituum facta compenſatione, & omnes fructus ſuos facit, l.

bona

bona fide ff. de acq. rer. domin. pro cultura industriales pro cura naturales, d. §. si quis à non domino, ib q; gl. in verb. cultura, à cura. [9] Quoties cõcurrũt possessio & proprietas, consultius est agere possessorio quàm petitorio, l. is qui destinauit, ff. de rei vend. quia possessio potiùs decidenda est quàm proprietas l. ordinarij C. eod l qui petitorio in 1. resp. ff. eod. l. exitu controuersiæ ff de acq poss. c. cùm dilectus, e. de caus. poss. & propr. nec dicere tenetur possessor qua causa possideat, l. cogi possessorem, C. eod. imò si actor non probet causam suæ intentionis, absoluitur l. fin. eod. etiam si malè possideat. *Ni n'est receuable le demandeur apres 30. ans. Arrest general prononcé par le sieur President de l'Estang, l'auantveille de Noel 1609. Maynard chap. 30. 51. du 6. liu. de ses quest. A quoy est maintenant reduicte en France la prescription quarantenaire, de laquelle est parlé en la loy* omnes, C. de præscrip. 30. vel 40. ann. [10] nempe hæreditatis petitionem, de qua in l. planè, ff de petit. hæred. & toto tit. ff. & C. eod. [11] De rei vendicatione & fructuum restitutione fit etiam mẽtio, eod. passim tit & C. præsertim in l. & ex diuerso, & l. in fundo, ff. eod. [12] Ex testamento, vt in fideicommisso, & vsufructu legato. [13] l. si fundum, C. de rei vendic. [14] *Celuy qui se desinet frauduleusement de la possession, pour n'estre depossedé*, vt in ca. in scriptis, cum duob. sequentib. 2. q. 2 *ou frustrer l'intention du demandeur, est tenu comme possesseur*, l. sed & si lege, §. quod ait senatus § perinde, l. si à patre, § si prædo, ff de pet. hæred l. sin autem, §. sed & is, qui, ff. de rei vend. *en cas de condãnation reintegrer le fonds, & en faire delaissement*, can. antiquitus, can. omnes 2 q. 2. l. si quis dolo, ff. de re iudic. l. 1. C. de reb. alien. non alien. (*ou payer l'estimation*, l & ex diuerso, §. fin. ff. de rei vendic. *si on l'a distraict à sa faute non frauduleuse, auquel cas en payant le prix doit estre subrogé au lieu & place du maistre*, l. si contra, ff. de rei vend.) *auec restitution de fruicts*, l mala fide, C. de condict. ex leg. l. ait prætor, §. si quis particeps, ff. quæ in fraud cred. [15] Scientia enim rei alienæ constituit malæ fidei possessorem, §. ei vero, de rer. diuis. instit. quæ facilè non cadit in nouum hæredem in causa legitimæ, ignorantem quę actor defuncti liberalitate assumpserit, vnde sit collationi locus, l. 2. l dotis, C. de coll. nisi parens testamento eã expressè prohibuerit auth. ex testamento eod. [16] *Arrest du 15. Auril 1585. donné au rapport du sieur Maynard par luy mesmes allegué au ch. 19. nomb. 8. du 4. liu. de ses qu.* [17] l. ex diuerso, § 1. ff. de rei vend. l. cùm hęreditas, ff de petit hæred. [18] *La cause duquel est separee de la propriete, & par le decez ou refus de l'vsufructuaire, reuient au proprietaire*, & dies vsusfructus legati credita die aditę hæreditatis, l. vnica §. dies, ff quand. dies vsusfruct legat cæd. nisi proprietas esse desierit, vel in alios vsus conuersa sit, l. fundi vsufructu l. si cui balnei, ff. quib. mod. vsusfr. vel vsus amitt. aut legatarius interierit, l. si vsusfructus eod. vbi ex Modestini resp. si vsusfructus ciuitati legetur, & in eam aratrum inducatur, ciuitas esse desierit, vt passa est Carthago, ideóq; quasi morte desinit habere vsumfructũ, l. in fideicommissaria, l. mulier, §. hæres, l. ita tamen, §. hæres extitit ex asse, ff. ad Trebell. imò grauatus restituere quicquid supererit ex hæreditate tempore mortis, hæres quartam retinet, l. Titus rogatus, l. deducta, §. pen. & fin. ff. ad Trebell. auth. rogatus, C. eod. sine diminutione, nisi dotis causa donationis propter nuptias seu augmenti, vel ob redemptionem captiuorum, d. auth. rogatus, nec debẽtur nisi à tempore mortis. [19] l. iubemus, C. ad Trebell *& ce pour la quarte trebellianique, quãt aux estrangers ascendans, & collateraux, esquels se fait compensation auec la Trebelliane des fruicts retirés par l'heritier, apres la condition du fideicommis expiree & aduenue, sauf és ascendans, dont on vse en Tholose du terme de maintenue, qu'importe restitution de fruicts,*

Maynard ch.67.du 5.liu.de ſes queſt.où il cite vn arreſt à ce propos donné au rapport de Mr. Marion du 16. Auril 1579.prononcé par le ſieur Preſident Bertrand,auſſi cotté par Carondas
11 *ch.151. du 7 liu. de ſes reſp.*[21] Etiam iure canonico gloſſ.in c. conqueſtus in verb de feudo e.de vſur l.2.C.eod.Et ſumitur pro intereſſe,can.quoniam multi.in verb.ad quæſtum,can.ſi quis oblitus,in verb.aliqua incrementa 14.q.4.l ſocium qui.ff.pro ſoc.damna enim & intereſſe ſecundum canones peti poſſunt,can ſi quis,de clericis 12.q 2.c.peruenit,c.conſtitutus,e.de fideiuſſ c dilecti e.de for.compet.l.2.§.fin. ff de eo quod cert.loc. præſertim in contractib. bonæ fidei, quibus ex mora vſuræ debentur, l.mora, § bonę fidei,ff.de vſur.l.fin.ff.de peric.& commod. rei vend. l. fructus, C.de act.empt. Nec vltra ſortem recipiuntur: quicquid enim ſorti accedit, vſura eſt,gloſſ.fin.in d c.conqueſtus e.de vſur Nec fructus vel vſuræ fructuũ debentur, ſicut nec vſuræ vſurarum, l. neque, ff de vſur. vnde fructus percepti à venditore, poſt venditionem, ante pretij ſolutionem, vel fidem de eo habitam, ſunt ipſius venditoris, vt notatur in l. fructus, l. curabit, l.pen.C.de act. empt. l 1. & 2.C.de peric.& commod.rei vend. text.in l.Iulianus,§.ſi fructib. & § ſeq. ff. de
12 act.empt. Practicæ Papienſis tit. 37. gloſ.20.num. 1.[22] Mutui vocabulum eſt æquiuocum, interdum pro mutuo gratuito,interdum pro mercenario, ſeu locato, vel commodato ſumitur, gratiſque datur, ſi nihil inde ſperatur, cap. conſuluit, e. de vſur. quinimò ſine mercede, nec vlla remuneratione commodatum eſt, æquè gratuitum. Quod ſi remuneretur, & pro re vel pecunia numerata detur aliquid, vel pecunia annuatim ſoluenda tranſit in locationem, non tamen eſt vſura, *ainſi les fruicts du fonds vendu à pacte de rachapt à iuſte prix, ſont acquis à l'achapteur*, l. 2. C. de pact. inter empt.& vendit.*non à ſi vil prix*: tunc enim contractus factus cenſetur in fraudem vſurarum,c ad noſtram,e.de empt. & vendit.maximè ſi emptor conſueuit vſuras exercere.c.illo vos,e.de pign.vnde ſi pecunia detur ad pompam, poteſt dator inde recipere mercedem, cùm ſit potiùs commodatum,ſeu locatio, quam mutuum,l.ſed mihi, §.non poteſt,l.ſeq.ff.commod. nec in fraudem vſurarũ quicquam nomine pœnę cenſetur impoſitum,can.fraternitas 12 q.2. nec non ex mutuo à tẽpore moræ pro pœna vſuræ debentur in odium non ſoluentium, tũncque deſinit eſſe mutuum, eò.m pecunia vi & vltra tempus ſibi conceſſum detinetur,ſi neque mora ſoluendi eſt damnoſa creditori,nec in pompa viget neceſſitas,
13 qua otioſa ſit mutuanda pecunia, & charitas exercenda.[23] Nam leges Romanæ, quibus præſides, præfecti vrbi, alíque magiſtratus pro Iuriſdictione ſua in integrum reſtituere ſolebant,l. cauſæ,§.fi.ff. de minor.l.ſi nemo,C.de in integr.reſt. l. cùm ſcimus.C.vbi & apud quem cognit.in integr. reſtit.ſunt antiquatæ in Gallia, *& tenues entre les loix abrogees,cõme remarque Rebuffe en la preface des Ordonn.* & cum Budæo dicemus reſcriptum Principis in reſtitutione in integrum, moribus Gallorum eſſe præambulũ,nec ipſo iure, vt quondam in Gallia, niſi diplomate regio contractus reſoluuntur, imò poſtulata in integrum reſtitutione, omnia in ſtatu ſuo eſſe debent, donec lis terminetur, l. 1. C. in integr reſt. poſt. ne quid inde noui fiat lite pendente, *& doit cependant le tout demeurer en l'eſtat ſuiuant le contract,cõme a eſté iugé par arreſt du mois de Decembre 1580.contre de Sainct Lari au rapport dudict Maynard par luy meſmes allegué au ch.36.du 3.liu.de ſes qu.Carondas ch.3.du 5. liu.& ch. 76 du 7.liu.de ſes reſp. & ledict Mayn. ch. 53. du meſme liu. Cõme auſſi le titre non vtieux releué de la reſtitutiõ des fruicts*, arg.l.ſi fundũ,C.de rei vend.Practicę Papienſis tit 27. gloſſ.118.n.1.tit.11.gl.16.num.12.l.2.C.ſi quis ignor.rem alien.ſine decret.alienand.

l.bonę

l.bonę fidei,ff.de acquirend. rerum dom. gloſſ. & Bart.in l.ſed & ſi lege, §. fiue.ff. de petit. hæredit. Dynus in capit. poſſeſſor, de reg. iur. in 6. Quibus in integrum reſtitutione fructus non veniunt, præſertim contra bonæ fidei poſſeſſorem. [24] *Les anciens interpretes ſe combattent à l'expoſition de la loy 2.* C. de reſc. vend. *où pour leẓion d'outre moitié de iuſte prix l'achepteur eſt tenu rendre & faire delaiſſement de la piece au vendeur, & reprendre le prix, ou luy parfaire le payement de la iuſte valeur d'icelle: Accuſe ſur ladicte loy, & ceux que le ſuiuent, voulans auſſi contraindre le vendeur reprendre la piece, & rendre le prix, ou ce qu'il a receu de plus de la moitié du iuſte prix, Cuias en ſes obſeruations liure 23. chapitre 32. tient le contraire, & ſuit les termes du texte de la loy, dont il eſt exacte obſeruateur, non les gloſſes, ſur leſquelles ſe ſont iettés les vieux interpretes du droict Romain. Et tient nuement auec les Empereurs Diocletian & Maximian le contract eſtre reſcindable à la requeſte du vendeur contre l'achepteur, non de l'achepteur contre le vendeur, de tant que comme dict Salutian,* inopia eſt penes emptorem, inuidia penes venditorem, cùm quis emat, vt ſubſtantiam augeat, vendat vt minuat: & tanti res valet, quanti vendi poteſt, l.1. §. ſi hæres percepto fundo, in fin ff ad Trebell. tanti quanti emptorem inuenerit, l. ſi ſeruus fugitiuus, ff.de condict. furt. *Meſmes quand on achepte d'affection par commodité le fonds voiſin ſans diſcretion* l ſi cui,ff.de leg. 2. *Ioinct que le vendeur qui vend par neceſſité employe l'argent & n'a apres moyen le rendre, quand luy ſera demandé par l'achepteur, qui voudra reprendre la piece, ne eſt encore ladicte conſtitution obſeruee en ce qu'elle attribue à l'authorité du Iuge la reſciſion du contract laquelle depend de l'authorité Royalle, quoy que les lettres Royaux ſe dreſſent aux Iuges pour les admettre & interiner, ſi faire ſe doit, & receuoir l'impetrant à prouuer le contenu d'icelles, ſi ſont interinables. Ni n'a accouſtumé le Parlement de Tholoſe receuoir l'achepteur contre le vendeur à faire ladicte impetration, comme dit Mayn. au ch.48.du 3.liu.de ſes qu.où il fait mention d'vn arreſt du Parlement de Tholoſe, donné au rapport du ſieur Ouurier. Autre du Parlement de Pares, prononcé par le ſieur Preſident Le Maiſtre, le 7 Septembre 1592. diſcouru par Chenu en ſes queſt. ni n'a lieu en eſchange, où chacũ eſt vendeur. Ainſi iugé par iugemẽt de meſſieurs des Requeſtes du 4. Ianuier 1591. Entre ledict Françoys Lieutenant particulier en l'auditoire de la Viguerie de Tholoſe, & Maiſtre Iean Guibet Lieutenant Principal audit Siege, impetrant lettres en reſciſion de Contract pour leẓion d'outre moitié de iuſte prix d'eſchange de deux metairies auec retour d'argent, faict par ledict Guibert audit François pour la pluſvalue, & fuſt ledict Guibert demis de ſes lettres. Encore plus preciſément par Arreſt du 19. Aouſt 1592. donné en l'appel au rapport du ſieur de Ramondi à la ſeconde d'Enqueſtes. Et monſtre ledit Mayn. au ch.50 du meſme liu la donation de plus value qu'on a de couſtume inſerer és cõtracts de vẽte, n'empeſcher le remede de reſtitutiõ & au ch precedent cite vn arreſt donné à Chaſteauſarraſin le 11. Decẽb. 1595. Entre de Grauſſet appellant du Seneſchal de Quercy, impetrãt lettres Royaux pour eſtre receu à verifier certaine leẓiõ, & Pierre Roquier, par lequel les parties furent remiſes au 1 eſtat sãs reſtitutiõ de fruicts.* [25] l.pro oneribus.c.de iur. dot. Et iure canonico dotis vſuę legitimę, tã ſeculatis quàm Eccleſiaſtici non cõputantur in ſortẽ, ſed integrę ſunt perſoluendę c.1.c.ſalubriter e.de vſur. *dont l'execution faicte ſur fruicts dotaux pour le debte de la femme eſt caſſable, quoy que le mari y ait cõſenti, ou ſoit interuenu à l'obligation, Mayn.ch. 82. du 7.liu. de ſes queſt. En pays de droict eſcrit, non couſtumier, & ſont les fruicts dotaux à meſme rang que ceux des benefices. Mayn.ch.99 nomb.10.du 8.liu.de ſes queſt.* [26] §. itẽ qui, quæ ſuit prima cauſ.benef.amitt. *Ordon d'Orleans art.113. Ord. de Blois art.276.* [27] Caroli magni, & Ludouici Impp. authoritate lege capitulari decimę à laycis perſoluendę, nec nõ in quatuor partes deducendę & diſtribuendę, vna Epiſcopo, clericis

[24] 16 [25] [26] [27] 17

altera, tertia pauperibus, poſtrema tẽplorũ ædificiis, c. de quarta e. de præſcr. can. ad hæc, c. quia iuxta 16. q. 1. c. 1. e. de benefic. eccleſ. *Mayn. ch. 40. du 1. liu. de ſes queſt.* aſcenſu Epiſcoporũ, & Apoſtolicæ ſedis priuilegio, pars Epiſcoporum tranſlata eſt ad Prioratus, monaſteria, & ſimilia: & tandẽ redacta eſt congrua penſio ad tertiã partẽ decimarum. *La 3. eſtant diſtincte à l'alimentation des pauures, l'autre à l'edificatiõ & reparatiõ des Egliſes, que depuis à cauſe des decimes au Roy par le clergé accordees, & permiſes par le ſouuerain Pontife pour l'extirpatiõ des hereſies, & neceſſitez publiques ont eſté reduictes à la 6. cõme ſe iuge ordinairemẽt. Ledict Mayn. ch. 40. 41. 42. du 1. liu. de ſes qu.* Auſterius Capell. Tholoſ. q. 499. Choppin. tractatu de ſacra politia lib. 3. c. 3. num. 11.

28 hiſtoriæ Eccleſiaſticę lib. 8. c. 11.[28] *Carond. ch. 151 du 7. liu. de ſes reſp.* Robert. lib. 3. c. 3. rer. iudicat. *Mayn. ch. 99. du 8 liu. de ſes q.* Non oportet enim labores aliorum alĳs fructum, vel lucrum adferre, l. fin. de ſilent. lib. 12. C. quod Plinius refert lib. 4. Epiſt. 12. ad Arrianum aduerſus hæredes ſcriba, qui ante legitimum ſalarij tempus

29 deceſſerat.[29] Et diuidũtur fructus vltimi anni incepti finito matrimonio pro rata tẽporis. l. diuortio. l. de diuiſione, l. fructus, ff. ſol. matr. Practicę Pap. tit. 33. gl. 14. n. 4. quando vir dotem non lucratur, nec vxor augmentum, habétq; mulier bona tripliciſ conditionis. Dotalia, quibus fruitur maritus pro oneribus matrimonij: paraphetna, quibus etiã fruitur ea conſentiente, tacitè, vel expreſsè, & tandem nõ inuita, l. ſi ego, § dotis. ff. de iur. dot. l. hac lege, l. fi. C. de pact. cõuent. & propria quę habet mulier ſuo dominio reſeruata, tanquam aduenticia, quibus marito frui non licet. Publitius in Conſuet. Aluerniæ, *titre des donations*, verb *paraphernaux*, vel donata, aut ſucceſſione delata, quorum viro interdicta eſt adminiſtratio, de quib. in l. maritus, C. de procurat. Practicæ Papienſis in d. gl. 14. num. 1. *Deſquels Maſuer ſemble parler au titre des vſufruicts, nomb. 18. & les nomme en ces propres termes, biens aduẽtifs. Dont les fruicts naturels percens par le mari, ſont reſtituables, non les induſtrieux recueillis pendant le mariage. Et ſe partent les fruicts, ou intereſts, l'annee commencee du decez du mari entre ſes heritiers & ſa vefue,* pro rata temporis. *ledit Mayn. au ch. preallegué, ou commencement duquel eſt repreſenté comme l'ordre de l'ancienne diſtribution de l'Egliſe primitiue n'eſt maintenant en vſage entre les Eccleſiaſtiques, tenans prelatures, abayes, & autres benefices en pleine poſſeſſion, & liberté de prendre & vſer des fruicts à leur volonté, pendant le temps que poſſedent les benefices, ſauf de partie des reuenus, qui par fois ſont adiugez aux pauures, & reparations des Egliſes, autres charges & impoſitions extraordinaires ne pouuans eſtre impoſees, que du conſentement & permiſſion du Pape, ſelon les ſaincts decrets & inſtitutiõs canoniques cottees par ledict Auſreri en ladicte queſt. 499. de la Chapelle Tho-*

30 *loſane.*[30] *Maynard audit chap. 99. du 8. liu. de ſes queſt.* Nam iuris ratione fructus etiam omnes à ſolo ſeparati tempore mortis fructuar. ſunt eius hæredis, pendentes proprietarij, l. fructuarius meſſem, & ibi notatis, ff. quib. mod. vſusfruct. amitta-

31 tur, §. is ad quem, de rer. diuiſ. inſtit.[31] Innocentius in cap. 2. e. de in integ. re-

32 ſtit.[32] Contra iuris Romani diſpoſitiones, in l. ſequitur, §. item ſi dominus, ff. de vſuc. quo vi non poſſidet, qui vacuam poſſeſſionem occupans, dominum venientem prohibuerit: nam bona vacantia ſunt Principis, vt in ſuperiori tit. Nec pariter municipes forum, vel baſilicas poſſidere, ſed eis vti dicuntur, l. 1. §.

33 fi. ff. de acq. poſſeſſ.[33] Aliud enim eſt poſſidere, aliud in poſſeſſione eſſe, conductor eſt in poſſeſsione, ſicut depoſitarius rei ſeruandæ cauſa, licèt nõ poſſideat, l. ſi quis ante conduxit, ff. de acq. poſſ. & poſſidetur per colonum, inquilinum, & ſimiles, l. 1. C. de vſuc. qui nec ſibi, ſed dominis poſsident, nec vlla præſcript. rei feudalis

ſeu-

ſeu locatæ dominia nanciſcuntur, l. cùm notiſſimi, l. malè agitur, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. *Les droicts de l'ancienne Domaine du Roy, duquel eſt cy-deuant parlé.* [34] *Bacquet au tit. des deſherances*, vacantia enim bona abſque defuncti hærede teſtamentario, vel ſucceſſore legitimo derelicta ad fiſcum deferuntur, leg. 1. l. vacantia, de bon. vacant. lib. 12. C. Speculator tit. de Iuriſd. omn. iud. §. vnic. circa princip. verſ. magni Imperij, *Maſuer au tit. des Iuges, & iuriſdictions, nomb. 6. & 18.* [35] Reditus eo dictus, quod ſingulis annis redeat ex Prædio, vnde reditus pecuniæ vſura eſt, l. qui quadringenta, §. qui ducenta, ff. ad leg. Falcid. Et accipitur pro omni prouentu, obuentione, iure, & vtilitate, quam annuis vicib. percipere poſſumus, dicitúrque fúdi locati annua penſio, in l. patrimonij, & l. fundi Trebatiani, ff. de vſu & vſuf. leg. Et licèt reditus legatus idem cum vſufructu commun. hab. vt morte finiatur: & diſſimile, vt primi anni, annuæ præſtationes legatum ſit purum, & ad hæredes tranſeat ſequentium annorum: conditionale, ſi legatarius vixerit ex Pauli reſp. l. ſi in ſingulos, ff. de ann. legat. in principio tamen cuiuſcunque anni, ſi deceſſerit legatarius, eius anni legatum hæredi ſuo relinquitur. Quod in vſufructuario ita nõ eſt, cùm vſufructuarius etiam ſi maturis fructibus nondum perceptis deceſſerit, hæredi ſuo non relinquat: & finitur vſusfructus maxima, & media capitis diminutione, non reditus, l. in ſingulos, ff. eod. ſed magis eo differunt, vt reditus ab omni ſumptu & onere ſit alienus, vt fructus vnà cum oneribus, & impenſis vſufructuarij percipiatur: nam vſufructuarius cenſum, vectigalia, contributiones, iura dominicalia, decimas, & onera municipalia præſtare tenetur abſque vlla deductione impenſarum, l. ſi pendentes, § ſi quid, ff. de vſuf. l. pen. §. fin. ff. de leg. 3. c. non eſt in poteſtate, de decim. e. vt bonus paterfamilias ſe gerere: adeò vt agri vſufructu legato, in locum demortuarum arborum ſint aliæ ſubſtituendæ, & priores ad fructuarium pertinent, l. agri vſufructu, ff. de vſufruct. non tamen in locum, vi tempeſtatis euulſarum, l. arbores, ff. eod. Et quondam apud Romanos ſatisdare ſolebant vſufructuarij ſe boni viri arbitratu vſuros fruituros, l. ſi vſusfructus, in princ. ff. de vſufr. ædes quoque reficere, ſarta tectáque habere, l. vſufructu legato, in fin. l. ſeq. ff. eod. tit. & finito vſufructu tenetur reddere rationem proprietatis, & ſi in teſtamento teſtator eum ab huiuſmodi ratione reddenda liberauerit, vt ſalua ſit rerum ſubſtantia, l. 1. ff. de vſufr. Practicæ Papienſis tit. 35. gloſ. 12. nu. 4. vnde fructus fundis excreſcentes, & vſus vel ædium reditus cõſequutus eſt, quos in annua quãtitate ex ædium locatione redegit, vt verbis Raphaëlis Cumani vtar conſil. 162. [36] Et eſt clandeſtina huiuſmodi quaſi poſſeſſio, l. vnica. C. vti poſſid. Practicæ Papienſis tit. 35. num. 13. quid ſi fundi poſſeſſor peregrè profectus poſt longum temporis interuallum reuerſus fuerit? Et petens mitti in eius poſſeſſionẽ, ſe antiquiorem poſſeſſorem probauerit? vt Practicæ Papienſis tit. 40. gloſſ. 4. num. 5 c. licèt e. de reſt. ſpol. vnde poſterioris oſtenditur clandeſtina fundi occupatio, ſi ſine titulo poſſidet, cuius quæſtio ſub varia diſtinctione deciditur: cùm quis probat ſemiplenè antiquam poſſeſſionem amiſſo titulo eiuſdem Practicæ tit. 7. gloſſ. 4. num. 5. quod enim malè poſſidetur alienum eſt, non quod iure, aut iuſtè, ex D. Aug. in can. quid dicam 14. q. 4. c. ius dictum e. de verb. ſign. nec iure canonico poſſeſſor malæ fidei vllo tempore præſcribit Innoc. III. in conſilio generali c. fin. e. de præſcr. vbi ſynodali iudicio definitur, vt nulla valeat abſque bona fide præſcriptio, tam ciuilis, quàm canonica, nec oporteat præſcribentem vlla temporis parte habere rei conſcientiam alienę. [37] In interdicto vnde vi, in actione quod metus cauſa, & cõ-

dictione ex lege Iudex poteſt ex officio fructus omnes perceptos, ante libelli oblationem adiudicare, in cæteris tantùm poſt libelli oblationem Practicæ Papienſ. tit. 2. gl. 20. Non quidē iudicis officio, vt quondā iure Romanorum, ſed Regio programmate, ſi quid inſtrumento publico cōtineatur, licèt iuti contrar. ū cum cauſæ cognitione apud nos hac noſtra tempeſtate dirimitur, & læſus in priſtinum ſtatum reuertitur, *comme auſſi par complainte en matiere beneficiale, ou maintenue en matiere profane, dans an & iour de l'indeue occupation ſinon en deſiſtat de reintegrande, comme ſera dit en ſon lieu, où ne ſuiuons la forme procedée du droict Romain, ains par lettres Royaux dreſſantes aux Iuges Royaux quant au poſſeſſoire, dont les Iuges ſubalternes des ſeigneurs ne peuuent cognoiſtre.* Et tenetur violentus poſſeſſor non ſolùm perceptos, ſed etiam percipiendos, quos ipſe percipere poterat, & ſua culpa amiſerat, conſumptos extantes, induſtriosos & naturales cum omni cauſā reſtituere, damna illata reſarcire, & quæ ſua negligentia facta ſunt deteriora: & ſi condemnatus noluerit reſtituere manu militari iudex eum cogere iubebit, l. reſtituere, ff. de vſufruct. Imò ſi [38] habeat & dolo teneat, quanti actor iurauerit, condemnabitur, ibidem. [38] c. 1. de [39] reſtit. ſpol. e etiam ſi ſpoliatus prædo ſit, c. in literis eod. [39] Hac noſtra conſuetudine contra Iuris Romani diſpoſitionem, quo fructus extantes ſunt cum bonæ fidei [40] poſſeſſione reſtituendi, d. l. certum, C. de rei vendic. [40] *Dont on ne ſaict demande que de trente ans, en action pure perſonnelle, comme de rentes, fruicts & reuenus. Bacquet ch. 7. du droict de deſherance 60. du droict d'amortiſſement,* §. ſi quis per 30. annos, ſi de feud. defunct. contend. ſit int. domin. & agnat. §. præſcriptione, qualiter olim feud. poter. alienar. in vſib. feud. *dont le droict eſt impreſcriptible, comme du Domaine du Roy, de l'Egliſe Romaine, & tous droicts de ſuperiorité, obedience, ſubiection, & recognoiſſance,* l. comperit, C. de præſcrip 30. vel 40. annor. l. 1. & 2. C. ſine cenſ. & r. liq. c. 2. de cenſib. e. c. cùm non liceat, ibique gloſſ. e. de præſcr. *Et peuuent le Roy, l'Egliſe, & le ſeigneur, par quel laps de temps que ce ſoit demander leurs droicts, art. 12. & 124. de la nouuelle Conſtume de Paris. Maynard ch. 78. du 2. liu. de ſes queſt.* c. ſalubriter, e. de vſur. *Dont l'vſufruict ne peut eſtre oſté au mary pendant ſon mariage,* l. pro oneribus, C. de iur. dot. [41] [42] Adeò vt domus habitatio fructus nomine contineatur, licèt impropriè, *l. ſi is qui* b ona, § ſi antichriſis, ff. de pign. l. apud Iulian. §. 1. ff. de leg. 1. l. prædiorum, ff. de vſur. vnde impenſæ in domo factæ fit compenſatio cum fructu habitationis, l. emptor, l. ſumptus, ff. de rei vendic. nauis quoque vſusfructus legatur, l. arboribus, §. nauis, ff. de vſuf. tum etiam ſoli & rei mobilis: vnde reditus & obuentiones, ex ædificiis, areis, & omnium quæ ædiū ſunt, l. vſufructu legato, ff. de vſuf. rei mobilis, vt quōdam apud Romanos vetera numiſmata aurea, vel argentea, quæ pro gemmis habebantur, l. numiſmatum, ff. eod lana pili, imò & ſeminitates, l. ſi pendentes, §. 1. & 2. [43] ff. eod. [43] Quæ ex arboribus plantis, & ſeminibus prodeunt, pratis, arboriſtis, vineis, lapidicinis cratefodinis, l. ité ſi fundi, ff. eod. Dummodo fructuarius his, vt bonus paterfamilias vtatur fruatur, mineralibus, & omnib. vegetantib. quæ propagātur & creſcūt in ſuperficie aut viſcerib terræ, donec ſublata, vt res inanimatæ ad vſus humanos transferuntur: & non amplius fundi partes eſſe dicuntur, vnde alantur, [44] vt in l. fructus pendētes, ff de rei vendic. [44] Omne genus animantium rationis expertium, manſuetorum, vel domeſticorum, quorum fœtus, vt pulli, hœdi, agni, lac, pili, lanæ in fructu ſunt, & ad vſumfructuarium & bonæ fidei poſſeſſorem pertinent, l. in pecudum fructu, ff. de vſuris, aucupij quoque, venationis & piſcationis [45] reditus in fructu eſſe dicitur, l. item ſi, §. aucupiorum, ff. de vſufr. [45] Vt ſcribæ, pictoris,

ctoris, fabri, liquatoris, aurificis, textoris, ſutoris, & cuiuſcũque artificis opus mercede conducti, quæ erant quondam ſeruorũ operæ, l. ſi ſerui, l. ſi operas, ff. de vſuf. Sunt denique pretia locationum, quæ reditus nomine continentur ex Raphaële Cumano conſ. 162. [46] *Deſquels parle amplement Bacquet en ſon traicté des Droicts de iuſtice.* [47] nempe ius vtendi fruendi ſalua rerum ſubſtantia, l. 1. ff. de vſuf. [48] Res quidem omnes patrimoniales tenentur iure proprietatis, & in dominio noſtro eſſe dicuntur, l. rei appellatio, l. pecuniæ nomen, ff. de verb. ſignif. ſicut res feudales, ius infeudationis, & ſuperioritatis, & earum vtilitas, & commoditas, o vnéſq; prouẽtus & reditus fructuum nomine continentur, & ad fructuarium pertinent, ſub annua, ſemeſtri, biennali, triennali, aut luſtrali perceptione, vt ſyluæ cæduæ, gemmarum quoque, necnon ſtatuarum & imaginum, tum etiam metallorum vſusfructus legari poteſt, l. numiſmatum, l. ſtatuæ & imagines, l. item ſi fundi, §. ſed & ſi metalla, ff. de vſuf. theſauri per induſtriam reperti, vel pecunia fortè perdita, & recondita, aut per errorem eius ad quem pertinebat ablata, ad eundem proprietarium reuertitur, & eius vſusfructus ad fructuarium pertinet, non proprietas, quæ debet integra domino aſſeruari, vt ſit ſalua rei ſubſtantia, licèt non res eadem, ſed diuerſa eiuſdem generis & ſpeciei reſtituatur, vt in mutuo. Alias enim aurum & argentum in theſauro repertum eſſet apud nos inuentori vel vſufructuario inutile, vbi antiqua non ſolent locari numiſmata, vt quondam Romæ. [49] Fructus percepti à ſolo ſeparati, leg. pen. ff. de rei vend. percipiendi, quos tam petitor, quàm poſſeſſor percipere potuiſſent, leg ſi nauis, §. fin. ff eod. Batt. in leg. & ex diuerſo, §. ſi petitor, ff. eod. Speculator, §. 1. de fructu & intereſſe. [50] Fructus ex Vlpiano eſſe conſtat, qui deducta impenſa ſuperſunt, leg. fructus, ff. ſolut. matrim. quæ quærendorum, colligendorum, & eorum conſeruandorum gratia fit, leg. ſi à patre, §. fin. ff. de petition. hæredit. [51] Titulus enim excuſat malæ fidei poſſeſſorem à percipiendis, leg. ſi fundum, Cod. de rei vendic. & eum, qui iure, nempe ſecundùm leges, licèt iniuſtè poſſidet, qui mala fide præſcripſit, capite vigilanti, c. de præſcript. *qu'eſt la preſcription trentenaire*, quæ olim erat 40. annorum, d. leg. omnes. [52] leg. 2. Cod. de fructibus, & lit. expenſ. [53] leg. Iulianus, leg. ſin autem, ff. de rei vend. d. leg. 2. Cod. de fruct. & lit. expenſ. licèt ab initio, vel poſtea quis more prædonis poſſideat, leg. ſed & ſi lege, §. de eo autem, ff. de petit. hæred. & multifariam damna, & intereſſe rei dominicę mala fide alienatę, vel deperditę, moroſę, & iniuſtę detentionis interpretatur, in l. vnica, Cod. de ſentent. quę pro eo quod intereſt profer. l. item veniunt, ff. de petit. hęred. quarum bonæ fidei poſſeſſor pretium ſoluere, malæ fidei rem ipſam præſtare tenetur, quanti in litem iuratur, d. l. item veniunt, §. cæterum, l. ſi poſſeſſor, §. fin. ff. de pet. hær. quid enim deperditum & diminutum in iure intelligatur, oſtendit Caius in leg. deperditum, ff. eod. Deperditum enim eſt, quod in rerum natura eſſe deſijt: diminutum, quod vſucaptum eſt, minuitúque vel augetur hæreditas alluuionis incremento, vel decremento, & cùm res fit deterior. [54] leg. non ſolùm, ff. de rei vend. leg. domum, Cod. eod. leg. item videndum, leg. ſi quid, §. ſicut, leg. ſed & ſi variè, §. etiam, leg. ſed & ſi lege, §. quod ait ſenatus, leg. ei qui partes, §. fin. ff. de pet. hæred. [55] Non ſolùm in cultura, & fructuum collectione, ſed quicquid honeſtè & neceſſariò in rem impenderit, l. 1. C. de fruct. & lit. expẽſ. l. ſi à

patre,§.fructus,l. planè in cęteris,in fin. ff. de pet.hęred. Nam bonę fidei poſſeſſor non ſolùm vtiles, ſed etiam voluptuarias impenſas repetet,ſi ex eis res pretioſior facta:vel tandem incruſtationes,picturas,viridaria & ſimilia, abſque prędij detrimento & deterioratione auferet,d l. vtiles,idémque malę fidei poſſeſſor, de vtili-
57 bus,qui conſeuit,vel ędificauit in fundo alieno,l.in fundo, ff. de rei vend. 57 l. ſed
58 & ſi partus,ff. quod met.cauſ. 58 l.quemadmodum,de agric.& cenſit.lib. 10. C. 59
60 l.1.de fid.inſtr.& iur.haſt.fiſc.lib.10.C. 60 l.ait prętor, §. per hanc, ff. quę in fraud.
61 cred. 61 gloſſ.fin.l.ſi fundum,C.de rei vend. 62 l.ſi nauis,§.fin. ff. de rei vendic. non
62 tamen inhoneſti,l.fructus,ff.eod. Cui non obeſt Vlpiani reſponſum in l.ancillarũ, ff.de petit.hęred.Vbi veniunt penſiones,quę ex locatione prędiorum vrbanorum perceptę ſunt,licèt à lupanari,quod in multorũ honeſtorum virorum prędiis quõdam exercebatur. Locus enim non mutat cauſam actionis, cùm vtroque modo verum ſit rem perceptam eſſe,l. cùm interdum,ff. de inſtit.act. de perceptis enim Vlpianus loquitur, non de percipiendis, & de malæ fidei poſſeſſore, qui ius non habet retentionis eorum quæ ipſe ex ea locatione,licèt inhoneſtè percepit, & inde ditior cum domini iactura factus ſit,l.nam hoc natura,ff.de condict.indeb. *Et ne permet maintenant la France les bordeaux publics, Ordonn. d'Orleans art. 101. iuſques à confiſquer les maiſons des proprietaires, qui les font ſeruir à tel vſage, ou permettent qu'on y commette ceſte abomination,dont la Cour du Parlement de Tholoſe fuſt contrainćte l'an 1567. en donner arreſt pour contraindre les proprietaires faire vuider les femmes mal viuantes tenans bordeaux public en leurs maiſons à peine d'eſtre confiſqués,comme choſe damnable & indecente,* l. non aliter,ff de vſu & habitat. *non ſeulement és Eccleſiaſtiques,* l.eum qui. C. de epiſc.& cler.§.quanta igitur quomod.oport.Epiſcop.in authenticis,*mais auſſi à tous Chreſtiens: dont les locataires ne doiuent abuſer des maiſons loüées, & les employer & conuertir en mauuais vſages,* l.ſi pendentes.§.1.ff.de vſur. *Pourraiſon dequoy ſont amandables par le meſme arreſt:* nam fugienda eſt etiam fornicatio à laicis,ſub pœna mortalis peccati.Gloſſ.pragmaticæ ſanctionis in verb.monet, tit. de concubinar. nec tantùm interdicta ſunt lupanaria,ſed etiam concubinatus, ibidem §. & cùm omnia,in verb.mortalis.Meretrices eſſe, & ad meretrices accedere prohibet Dominus,quarum publicè venalis turpitudo eſt,ex Diuo Auguſtino, in can.meretrices,
63 32.q 4.nec erit meretrix de filiabus Iſraël.Ibidem gloſſ.in verb.prohibet. 63 l.ſi fũ-
64 dum,C.de rei vend. 64 tunc enim cœpit mala fide poſſidere,leg.Iulianus, ff. de rei vend. Et eſt in mora ſoluendi,vel reſtituendi,quod non ignorat ad ſe non pertinere,l.Iulianus 1. ff.eod.vnde fructus cum omni cauſa debentur, & rei peremptæ ad eum ſpectat periculum,ſi non reſtituat,l.quod te,ff.ſi cert.petat.& cùm petitur, ſi alienetur,d.l.Iulianus. *L'offre toutes-fois releue celuy qui a iuſte cauſe d'ignorer, comme eſt le vaſſal enuers le ſeigneur, auquel n'a iamais payé les droicts à luy demandés, ny recogneu.*
65 65 *S'il eſt conuaincu des droicts par luy denież, eſt tenu des deſpens*, C. de fruct. & lit. expenſ. *auec reſtitution de fruicts,puis ladicte conteſtation,ou interpellation à l'arbitre du iuge, qui recognoiſt la foy & intention du poſſeſſeur.* Nec ad rem pertinet ex qua cauſa quis rem poſſideat, cùm enim rem meam eſſe probauerim, neceſſe habebit poſſeſſor eam reſtituere,ſi non habeat aliquam exceptionem,l.officium, in 1.reſp. ff. de rei vend. *& en laiſſer la poſſeſſion vuide,* l.non diſtinguemus,§.arbiter,ff. de recept. arbit.
66 66 l.vtiles.l.planè in cæteris,ff de petit.hæred. 67 l.in fundo,l.idem Pomponius, §.
67 de arbore,ff.de rei vend.l.domum,l.ſi quis ſciens,C. eod. l. vnica, §. quod ſi voluptuariæ,C.de rei vxor.act §.idem Labeo,verſ.idémque,ff.mand. 68 l.ſi eius fundi,ff.

de

de rei vend.& ibi Bart.[69] l.improba,arg.l.ſi mulier,C.de retin.& acq.poſſ.can.bo- 69
na fides,16.q.3.l.vitia poſſeſſionum,C.de acquir.poſſ.[70] §.ſi quis à non domino,de 70
rer.diuiſ.inſtit.l.qui ſcit,§.ſi ff.de vſur.[71] l.hæres furioſi, ff.de petit.hæred.l.non vi- 71
detur, ff.de acq.poſſ.toto tit.C.de reb.alien.non alienand.[72] l.ſumptus,l.emptor, 72
in 1.reſp.ff.de rei vend.dummodo rei traditio ſecuta fuerit:nam ſolo titulo abſque
traditione non quæritur dominium,l.ſi ager,ibid.Bart.ff.de rei vend.& , vt ait La-
beo,ſi eius fundi, quem alienum poſſidebas, fructus non coëgiſti, nihil eius fundi
fructus nomine te dare oportet,l.ſi eius,ff.eod.[73] l.cùm nemo, C.de acq.poſſeſſ.[74] 73
l.mater,C.de rei vendic.[75] præfat.iurib.l.ſciens,C.ad Vell.[76] c.ſi.de empt.& vend. 74
e.l.emptor,C.de euict.[77] l.ſi ceſſante,l. fin. C. de diſtr. pign. l.3. C.ſi vendit.pign. 75
[78] l.ſi.C.eod.[79] l.1.eod:tit.l.emptor,ff.de rei vend.l.pen.C.ſi vend pign.agat.[80] gl. 76
l.1.in verb.mala fide,C.ſi vend.pign.ag.[81] *Le maiſtre au tit.des criees*,l.ſumptus 77
ff. de rei vend. *Et ſe peuuent eſtimer, & liquider, enſemble les repara-* 78
tions, & meliorations par les Commiſſaires executeurs. 79
Ordonnance du Roy François 80
I. article 97. 81

PRESCRIPTIONS.

TITRE VII.

COVSTVME.

Enquiſition de biens immeubles tenus & poſſedés par celuy, contre lequel eſt enquis, que l'informement preté d luy appartenir, quoy que ſoit inſtrumentee, & d'icelle faict acte public, n'interrompt la preſcription du poſſeſſeur.

CHAPITRE.

ENTRE les exceptions [1] peremptoires, [2] la preſcription [3] eſt vne des principales [4] que periment l'action ciuile [5] & criminelle : [6] tant perſonnelle, reelle, que hypothecaire, [7] petitoire, que poſſeſſoire : en demande d'heritage, ou reuendication. [8] Et commence és choſes incorporelles [9] du iour du cõtract, ou quaſi cõtract, de la penſion, & preſtation annuelle, menſtruale, ou iournaliere puis le iour que le payement ceſſe, [10] comme fait la ſeruitude du iour de l'interdiction, [11] és corporelles, dés l'apprehenſion & priſe de poſſeſſion ciuile ou naturelle de la choſe : [12] la criminelle du delicte, ou quaſi delicte : [13] & court la trentenaire contre l'abſent, & ignorant, tant par nos Couſtumes, que generale de France, conformement au droict Romain [14] des choſes corporelles, non des incorporelles, [15] ni de celles que l'abſent poſſede ciuilement, [16] ni contre celuy, qui ne peut agir, par fins de non valoir, ne autrement : ou celuy qui agiſſant, eſt demis de ſa demande par fins de non receuoir, [17] la conuentionnelle commencee contre vn maieur ſe continue contre le moindre, [18] non contre le pupille. [19] Enſemble la legale, quand elle tend à la confirmation & obſeruation du contract paſſé

paſſé par le defunct : [20] & court indifferemment contre les moindres, ſauf à eux à ſe pourueoir par lettres royaux de la chancelerie, pour eſtre releués du temps, [21] & ſe termine en ſix mois contenus contre marchands, que vendent à deſtail en preſt de marchandiſe. [22] La complainte & maintenue, [23] enſemble l'action d'iniures verbales ſe preſcrit en vn an, [24] le ſalaire des Aduocats, Procureurs, & ſeruiteurs domeſtiques en deux ans : [25] paſſé trois ans l'inſtãce diſcõtinue eſt auſſi perimee & hermocidee : par le droict Romain non obſerué, ni pour l'vſucapion triennale des meubles : [26] la rente volante conſtituee ne peut eſtre demandee que de cinq ans, [27] ni le tiers poſſeſſeur conuenu apres dix ans en action hypothecaire, [28] ni autres impetrans lettres Royaux receus à demander reſciſion de contract, & reſtitution en entier [29] vingt ans ſont determinez en pourſuitte de crime, [30] & trente de toutes cauſes ciuiles, tãt perſonnelles, que hypothecaires entre perſonnes priuees, [31] la ſemeſtrale n'eſt exactement obſeruee en ce Parlement, qu'à celuy de Paris, & eſt interrompue par la ſeule promeſſe, ou confeſſion eſcrite, ou verbale du debteur preſcriuant, tant en iugemẽt que dehors, [32] l'annale, biennale, & triennale s'interrompent par exploit de requeſte libellé faict à partie, ou domicile, [33] & ſe perpetuent à 30. ans, puis la cauſe conteſtee, ou quaſi conteſtee, appointee à bailler par eſcrit, reglee en preuue, tranſigee, accordee, contractee, ou arbitree: [34] quant aux ciuiles, [35] les criminelles en 20. ans puis la deſertion, & diſcontinuation de l'inſtance, [36] paſſé leſquels on n'y eſt plus receu. [37] Ni n'eſt admiſe la preſcription decennaire du tiers poſſeſſeur, cõtre le creancier hypothecaire, ou le ſubſtitué, que par 30. ans à cõter du iour de l'ouuerture de ſa ſubſtitution, [38] non toutesfois que la preſcription ſoit interrompue, [39] ſuſpendue, [40] ni perpetuee, [41] par actes ſecrets, [42] imparfaicts, [43] & inutiles, [44] que ne viennent à la notice du preſcriuãt, [45] ou s'il eſt abſent, & defaillant, les defauts n'ont eſté deuement entretenus, [46] non plus que ſi l'aſſigné deuant le Iuge incompetãt inſiſte à fins de non proceder : & apres la cauſe renuoyee n'eſt pourſuiuie deuant le Iuge competant, [47] ou par fins dilatoires & anomales, l'inſtãce peut eſtre auſſi interrompue, & diſcontinuee, non la preſcription ſuſpendue, laquelle ne commence iuſques apres le terme de la condition expiree, les cauſes des empeſchements oſtees. [48] Et ſe conioinct le tẽps precedant de la diſcontinuation legale de la preſcription commencee auec le ſubſequent, *ſublato medio iuſti impedimenti tempore, tanquã à ſomno ſuſcitata*, deduit le temps inutile, pendant lequel on ne peut agir, [49] tel que le ſilence de l'enfance & pupillarité, [50] le temps de la puiſſance maritale, & paternelle, [51] captiuité, [52] & detention [53] non penale: de

tant

de tant que la preſcription court contre le moindre condamné & detenu aux galeres,[54] euadant le ſchiſme,[55] hoſtilité,[56] ſuſpenſiõ du prelat, [57] Egliſe vacante, [58] abſence legitime,& neceſſaire du gendarme, ou autre pour le ſeruice de ſa Majeſté & du public, [59] du benefice de laquelle en tout euenemẽt il ſe peut aider à ſon retour,& impetrer lettres Royaux,pour eſtre releué du temps,tout ainſi que le moindre, [60] duquel enſemble du pupille la preſcription trentenaire perime l'hypotheque contre & ſur les biens du tuteur apres ſa maiorité,[61] enſemble de la dot, [62] ſauf qu'elle ne court contre la femme,pendant la vie du mari, [63] qu'eſt maintenant la plus longue, de laquelle nous vſons en toutes actions priuees & particulieres, [64] ſoit qu'on poſſede ſans titre, & de mauuaiſe foy, [65] pourueu que la poſſeſſion ne ſoit interrompue,[66] ou l'on ne ſuit la nature de l'vſucapion,[67] comme auſſi les lods & ventes, & arrerages des rentes feodales ne peuuent eſtre demandés que de 29. ans,pour euiter la preſcription de la trentieſme annee, [68] ores le vaſſal ne preſcriue contre le ſeigneur,ne le ſubiect cõtre le Roy, & l'Egliſe le droit de ſuperiorité, [69] dont la preſcription de l'ancië domaine du Roy & de l'Egliſe Romaine eſt limitee à cent ans, [70] & des autres choſes tãt contre l'Egliſe que le fiſc,communautés, vniuerſités, lieux pies, & religieux à quarante ans, comme anciẽnement l'hypothecaire.[71] Et quand le preſcriuant ne pourroit eſtre conuenu à cauſe de ſa grandeur, ou autrement, eſt permis ſe retirer au Iuge ordinaire du lieu,ou autre plus proche,s'il eſt ſuſpect,luy repreſenter les difficultés & empeſchements par leſquels il ne peut agir, deuëment atteſter, & en retirer acte par forme de notorieté, ou proteſter, & propoſer publiquement ſon intention au domicile du preſcriuant,par acte de Notaire,en preſence du meſme Notaire, & teſmoins, [72] pour luy ſeruir à l'impetration des lettres Royaux, qu'il peut apres obtenir, pour eſtre releué du temps,fondees ſur la force, contrainte,iuſte crainte, ou autre empeſchement, par lequel n'auroit peu agir. [73] Lequel peut aduenir du coſté du preſcriuant, comme du demandeur, qui empeſche, ſuſpend, ou retarde le cours de la preſcription, autant du temps que dure l'empeſchement, & l'interrompt par le moyen deſdictes declarations, & diligences publiquement faictes, non par actes ſecrets,[74] ſimples atteſtations, ou inquiſitions non authoriſees, ni decrettees,& notifiees,ores ſoyent faictes de main publique,[75] iuſqu'à ce que le preſcriuant eſt aduerti des droits du demandeur.[76]

NOTÆ.

NOTÆ.

1 QVæ omnes actiones excludunt, l. 1. ff. de except.[1] Peremptoriæ, ſeu perpetuæ, quæ ſemper agentib. obſtant, & ſemper rem, de qua agitur, perimũt. Vt exceptio doli, metus cauſa, & pacti conuenti, l. 3. ff. eod. §. appellantur, inſtitut. eod.[2] Præſcriptio pro exceptione interdum ſumitur, l. qui cum tutoribus, in princ. ff. de tranſac. l. qui agnitis, ff. de except. Inter ſe tamen differunt, vt ſpecies à genere. Vt exemplo tradit Alciatus, de 5. ped. præſcr. Cùm præſcriptio nihil aliud ſit ex Prateij ſententia, quàm legitima definitio temporis, vel exceptio, qua quis aduerſarij intentionem generaliter, licet veram in eo caſu procedere ait ex Alciato, in l. ſi quis in conſcribendo, C. de pact. Diſcrepátque ab vſucapione, licèt vtraque promiſcuè vtamur: nã vſucapere ex Modeſtino eſt dominiũ acquirere per continuationé poſſeſſionis, temporis lege definiti in l. 3. ff. de vſuc. Et ita res vſucapitur, quæ poſſidetur, & in corpore conſiſtit Quæ in iure, vt res incorporalis abſque poſſeſſione præſcribitur, ex mora, & negligentia creditoris, qui non petit debitum, nec pignus vel hypothecam perſequitur, vt viæ ſeruitus, quę non vtendo amittitur. Bar. in l. ſequitur, §. ſi vnum, ff. de vſuc. Bald. in l. 1. C. de ſeruit. & aqu. *Et ſont les vſucapions triennales des meubles abrogees en France, comme note Boyer ſur la Couſtume de Bourges, tit. des preſcriptions, §. 7. dont les pretieux ſont tenus en France pour immeubles, comme remarque le Guenois ſur la fin du 2. liu. de la Practique d'Imbert, & ſont les ſommes principales cenſees fonds, & immeubles, ſelon Gilles le Maiſtre au tit. des Criees. Et ores Imbert en ſon abregé du Droict François tienne les vſucapions des immeubles auoir lieu au pays de droit eſcrit, & auoir eſté releuees par les Couſtumes de Paris au 1. 2. & 3. chap. des preſcriptions, & comment ſur ce faict par Carondas, eſquelles eſt requis iuſte titre & bonne foy entre aagez, non priuilegiés, de laquelle parle l'Empereur en la loy* vnica, C. de vſuc. quæ decennio inter præſentes 20. annis inter abſentes finitur iure Quiritum *où toutesfois on ne s'arreſte preciſement en Tholoſe, ſinon és preſcriptions trentenaires. Maynard ch. 60. du 7. liu. de ſes queſt. d'où l'on peut inferer les vſucapions du Droict Romain n'eſtre ici en vſage non plus des immeubles, que des meubles, toutes actions y eſtans receuës dans le temps de la preſcription*, quæ licet ita cum exceptione peremptoria conferatur, vt vtraque actionem derimat, eo tamen differunt, vt vna in facto, altera in iure conſiſtat. actus denique peremptio, potentiæ præſcriptio imaginem refert, quæ longo temporis interuallo, ſine facto præſcribentis opponitur, peremptio cum facto perimentis, nempe ex contractu quaſi contractu, deſertione, vel contumacia, vnde oritur exceptio rei iudicatæ, l. 3. ff de except. rei iudic. *Non contre le contract, qui en France ne peut eſtre debatu de nullité, ne mis en doute, que par lettres Royaux, non par le ſeul office du Iuge, les faicts pertinẽs & releuans cõtenus en icelles, au prealable verifiées, cõme eſt cy deuant repreſenté. En outre par le peremptoire l'inſtance eſt hermocidee apres le trienne de la deſertion, & diſcontinuation d'icelle, paſſé lequel on ne doit proceder par continuation, ains par nouuelle inſtance*, l. properandum, Cod. de iudic. Ibíque Cynus in §. fin. *Ordonnance de Roſſillon article 15. Miſuer au titre des preſcriptions, nombre 12. nonobſtant laquelle, la preſcription a ſon cours du iour de la retroact on, comme ſi l'inſtance n'auoit iamais eſté intentee, voire en matiere beneficiale, & contre mineurs, par Ordonnance du Roy Charles IX. mil cinq cents ſoixante trois article 25. Rebuffe gloſſ. 5. nombre 53. ſur la preface des Ordonnances, Arreſts du Parlement de Paris du 7. Iuin mil cinq cents cinquante trois*

du vingt-cinquieſme Iuin mil cinq cents ſeptante vn allegués par Claude le Brun au premier liure de ſon procez ciuil, §. 18. nombre 5 ſinon qu'il y euſt appointement en droit, apres lequel la preſcription n'eſt moindre de 30. ans, l. final. Cod. de tempor. appell. *Arreſt du Parlement de Paris du dernier Auril mil cinq cents vingt-ſept ni plus longue. Arreſt general de l'aduant-veille de Noel prononcé en Tholoſe par le ſieur Preſident de l'Eſtang l'an mil ſix cents trois. L'oppoſition de laquelle impoſe ſilence perpetuelle à celuy,* [4] *qui autrement pourroit agir, auant le cours ne fuſt expiré.* [4] *Ainſi remarqué par le Brun* [5] *au meſme liu. & §.* [5] *par 30. ans*, quæ tollit omnem actionem, ſublata vſucapione, [6] quæ hac noſtra tempeſtate in deſuetudinem abijt. ib. n. 9. [6] *Par vingt ans continus pour le iour du delict*, l. querela, C. ad leg. Cornel. de falſ. *Arreſt du Parlement de Pa-* [7] *ris du 18. Decemb. 1599. Entre Du Perier & Claude Scoſier Beaujolois.* [7] *L'action hypothecaire eſt tenue pour acceſſoire de la perſonnelle*, Cuiacius in l. 2. C. de luit. pignor. obſeru. 23. c. 15. & obſeru. 5. c. 32. *naiſſant de la perſonne: & n'en faut attendre d'autre plus grande, tant pour les perſonnes, que les choſes. Maynard chapitre 62. du 7. liu. de ſes queſt. Et ne preſcrit ſeulement l'action, mais auſſi la choſe, & le corps meſmes. Maſuer au titre des preſcriptions, nombre 5. Boyer deciſ. 328. nombre 40.* Chopin lib. 1. De morib. Pa- [8] riſ. tit. 8 *nomb. 3.* [8] *Dont la complainte ou maintenue eſt annale, & paſſe l'an, on vient en* [9] *deſiſtat, ou reintegrande en matiere beneficiale.* [9] Incorporalia enim ſunt, quæ tangi non poſſunt, veluti iura, l. 1. §. quædam, ff. de rer. diuiſ. nempe hæreditas, l. nihil, ff. de verb. & rer. ſignif. l. vſusfructus, ff de vſufr. in princ. inſt. vſus & obligationes quoquomodo contractæ, §. vnico, de reb. corporalibus & incorporal. cod. cóque numero ſunt iura prædiorum ruſticorum, & vrbanorum, quæ etiam ſeruitutes vocantur ibidem: ſed ex facto ius oritur, & in hæreditate res corporales continentur, nam & fructus qui ex fundo percipiuntur, corporales ſunt, & id quod ex aliqua obligatione nobis debetur, plerunque corporale eſt, vt fundus, pecunia, cod. §. & ipſum ius vtendi ſicut obligatio, incorporale eſt, nam etiam [10] vrbanorum & ruſticorum prædiorum iura incorporalia ſunt. [10] l. cùm notiſſimi, [11] §. fin. Ibique Baldus & Salycetus C. de præſcr. 30. vel 40. ann. [11] Praxis Papienſis tub. 21. num. 11. *parlant de fourbanier, le droict duquel ne s'introduit par le ſeul vſage, ſi n'eſt approuué de temps immemorial, où la preſcription n'a couru du iour de l'interdiction, faicte au voiſinage, ne baſtir autre four, ni faire cuire le pain ailleurs. Maſuer au titre des ſeruitudes, nomb. 2. dit autrement, la preſcription de la ſeruitude ne proceder ſans titre, & la preuue appartenir au preſcriuant du temps immemorial, dont n'apparoiſſe le contraire,* ſi non clam, vi, nec precario, ſed publicè, libenter, & iure ſuo poſſediſſe, præſertim [12] in vrbana ſeruitute. Et ſeruitutes quaſi poſsidentur, licèt in iure conſiſtant. [12] Et requiritur probatio traditionis per ingreſſum poſſeſsionis ex vera vel præſumpta voluntate eius qui alienauit, §. interdum, de rer. diuiſ. inſtit. l. qua ratione. §. interdum, ff. de acq. rer. domin. l. quædam mulier. & ibi not. ff. de rei vend. l. 2. C. de acq. poſſ. l. prædio, ff. eod. niſi talis fuiſſet alienatio, vt dominium quæreretur abſque traditione, vt in legato, l. à Titio, ff. de fund. Quo caſu ſufficeret ſola apprehenſio poſſeſsionis. Practicę. Pap. tit. 4. num. 18. naturalis aut ciuilis, quę non ſpecie, nec numero differunt, & vtraque pro vna eadémque poſſeſsione cenſetur. licèt ſub diuerſa qualitate. Socinus in l. 1. ff. de acq. poſſ. Alciatus in 1. queſt. in fin. ff. de verb. & rer. ſignif. & in facto vtraque conſiſtit, licèt naturalis corpore, ciuilis animo nanciſcatur, vel retineatur, cùm facti ſit animus, vt notat Paraens, dicens poſſeſſionem in nudo & ſolo intellectu non conſiſtere: *& court*

la pre

la preſcription trentenaire en la detention de la choſe ſuppoſee, tenue par le creancier, l. cùm notiſſimi, §. imò & illud, Cod. de preſcr. 30. vel 40. ann. *Non que la vente contractuelle ne ſoit parfaicte & accõplie lors de la paſſation du contract, quand le Notaire baille la cede à l'achepteur en ſigne de poſſeſſion en preſence & du conſentement du vendeur, comme on a de couſtume faire ſans vſer d'autre ſolemnité, ſinon és ventes iudicielles, lors de l'execution du decret, ne tenant apres qu'à l'achepteur ſi ne iouyt de la piece, n'eſtant empeſché par autre en la poſſeſſion & iouyſſance d'icelle, & l'eſtant, il a ſon action parée en recours de garantie contre le vendeur. Où la preſcription eſt interrompue, laquelle ne court, ni ne continue que pendant l'actuelle, reale, corporelle, & paiſible poſſeſſion, de laquelle prend ſa fin & ſa naiſſance.* [13] Delinquens enim ex delicto obligatur, cuius [13]
actio à tempore delicti 20. annis preſcribitur & perimitur. [14] l. fin. Cod. de [14]
præſc. long. temp. l. ſicut, Cod. de preſcr. 30. vel 40. annor. Capell. Toloſ. 76. l. licet, Cod. de iur. deliber. Bart. in l. 1. §. fin autem, ff. de itin. actuque priu. *Maynard chapitre 62. du 7. liu. de ſes queſt. Où il cite deux Arreſts du Parlement de Paris du 19. Auril mil cinq cents cinquante neuf & dernier Feurier, 1595. Le meſme au chapitre 30. du liu. 6. où il dit au commencement, toutes choſes eſtre preſcriptibles en France par 30. ans, s'entend entre particuliers*, quam etiam Bartol. oſtendit locum habere in ſeruitutib. vrbanorũ prędiorum, conſ. 23. de quib. Maſuerus in d. tit. ſeruit. [15] Nam in [15]
preſcriptione rerum incorporearum ſcientia requiritur, l. quotiens via, ibiq; Bart. ff. de ſeruit. l. 1. & 2. C. eod. Innocentius in c. bonę, e. de poſt prę. Aufrerius in Capell. Toloſ. queſt. 76. *Ni ne court en retenue feodale, hors les termes de nos Couſtumes, & priuileges, que du iour de l'intimation, & notification du contract de vente faicte au ſeigneur. Arreſt du Parlement de Tholoſe du 5. Aouſt 1570. donné au rapport de Monſieur, Veſian entre de Cambuiſſon & Daniel Maynard ch. 100. du 7. liu. de ſes queſt.* Nec eo diſcrepant interpretes, quin contra ignorantem rei corporalis currat preſcriptio in l. fin. C. de long. temp. preſc. gloſ. l. 1. C. de ſeruit. Non quidem rerum incorporalium ex Practica Papienſ. tit 4. nu. 25. [16] Tunc enim nec currit preſcriptio ex prefato Aufrerio [16]
in d. Capell. Toloſana, l. ſi id quod meo, ibique Bart. ff. de acquir. poſſ. quia non valentibus agere non currit preſcriptio, vt in l. 1. C. de bon. matern. & l. 1 in fin. C. de annal. except. nempe de iure: currit enim de facto non valentibus. Ibidem Aufrerius. [17] *Maynard ch. 61. nomb. 3. du 7. liure de ſes queſt.* Publitius in Conſuet. Al- [17]
uernię, tit. de Preſcr. art. 3. l. 1. §. ſi quis autem, ff. de itin. actúque priu. gl. in verb. poſtliminio, in fi in c. 1. 16. q. 3. vt cùm creditor captus, aduerſa valetudine affectus, aut pupillus ſine tutore, cuiuſmodi creditori ope in integrũ reſtitutionis ſubuenitur. Rebuffus in prefata gloſſ. num. 20. Buguetus in Conſ. Comitatus Burgund. tit. *des preſcriptions*, num. 18. & 28. Caſus enumerantur quibus non currit preſcriptio in gloſſ. c. cùm non liceat, in verb. non obſtante, e. de preſcrip. verſibúſque ibi includuntur. Balbus 1. parte 6. partis principalis, ex Publit. in Conſuet. Aluernię. Des preſcriptions, art 3. numero 2. Praxis Papienſis, tit. 40. gloſſ. 20. numero 32. Tum etiam ciuili, naturali, vel vtraque preſcriptione currit preſcriptio, vel interrumpitur ciuili directum dominium, vel vtile directo prędic. l. 1. §. per ſeruum, ff. de acq. poſſ. l. ſerui, l. filij, ff. de furt. l. de acceſſionibus ff. de diuerſ. & temp. præſcr. Naturali vtile dominium, vel alterius iuris, quod directo ſubeſt dominio, vt vſufructuarius ius vtendi fruendi preſcribens, ſuperficiarius, feudatarius, & emphyteota, qui tantùm naturaliter poſſident, l. ſi finita, §. ſi de vectigalibus. ff. de damn. infect. c. ſi quis per triginta, ſi de-

feud. fiat contrôuerſia, in vſib. feud. Et qualiter vtraque vel alterutra præſcribat, vel præſcriptionem interrumpat, obiter oſtendit Praxis Papienſ. tit. 4. gloſſ. 20. numero 31. nec ſine poſſeſſione currit præſcriptio rerum corporearum, quæ ſi non poſſideantur, vt res ſacræ, ſanctæ, publicæ, & religioſæ, non præſcribuntur, licèt eis vtamur, ac ſui natura dicantur impræſcriptibiles, nec ſunt in noſtro patrimonio, & hominum commercio donec poſſidentur naturaliter, vel ciuiliter, vel non quaſi poſſidentur, vt iura, & ſeruitutes, nempe vtiles, & quaſi ſeruitutes, quæ præſcriptione legitima acquiruntur, l. ſi quis diuturno, ff. de ſeruit. vendic. l. 1. in fin. ff. de aqua pluu. arcend. nempe diuturno vſu, vel conſuetudine: vt in Praxi Papienſ. tit. 30. gloſſ. 5. numero 4 Petrus Iacobus rub. 31. numero 7 Non quidem directè juris pecoris depaſcendi, quæ tempore non quæritur, niſi diuturna conſuetudine, tacito ciuium, aut populi conſenſu quis eo iure vtatur. Quod frequens eſt apud Montiſpeſſulanos, vt ibidem Iacobus, ſeu Agatopolis incolas, de quibus Cæſar in Commentariis. Nec præſcribitur ius ſuperioritatis, atque directi dominij, l. malè agitur, Cod. de præſc. 30. vel 40. ann. niſi vtilitas, l. ſi quis emptionis, §. ſed & ſi quis, Cod. eodem. *Le temps de la guerre, contagion, & mortalité empeſchent d'agir, quand l'exercice de la iuſtice ceſſe, non autrement.* Bart. in l naturaliter, numero 13. 22. ff. de vſuc. *Et quand on n'a accez és lieux, où ſe rend la iuſtice, à cauſe des dangers, & empeſchements*, iuſto facti impedimento, cuius gratis datur in integrum reſtitutio, ex l. Attilicinus. Ibique Bart. ab eo facta diſtinctione iuris aut facti impedimenti, in l. ſenatus, numero 2. ff. de offic. præſid. & prioris ſubdiuiſione, qua iuris impedimentum ſit ante, vel poſt competentem actionem, ſi ante agere non valenti, non currat præſcriptio, l. 1 in fine, Cod. de annal. except. Si poſtea currit, & datur reſtitutio, vt in d. l. Senatus. *Non qu'on ſe doive tellement arreſter en France, meſmes en Tholoſe, a ceſte impuiſſance d'agir, qu'on en puiſſe faire vne reigle Lesbyene, pour ſeruir à toutes meſures: attendu que telles excuſes ne ſont facilement receues, dont ledit Maynard au chapitre 60. du 7. liure de ſes queſtions citant apres Carondas vn arreſt du Parlement de Paris du 6. Feburier mil cinq cents ſoixante trois en faueur d'vn nommé Gontier, lequel ſans auoir eſgard aux lettres Royaux obtenues par ſon aduerſaire, fondees ſur abſence de plus de 20. ans hors le royaume pour ſes propres affaires, auroit eſté relaxé des demandes à luy faictes, adiouſtant l'opinion de Balde en la loy 1. Cod qui admitt. ad bonor. poſſeſſ. doctement diſcourue par Arnus Pinellus ſur l'authentique*, niſi triennale, Cod. de bon. matern. *De ſorte que la preſcription court contre les abſents, & ignorans, comme a eſté ci deuant repreſenté. Maynard audit chapitre 60. du 7. liu. de ſes queſtions ayant faculté d'agir par eux, ou par procureur: comme ſont les abſents pour la cauſe publique par commandement du Prince, priſonniers de guerre, gens d'armes hors le royaume pour le ſeruice du Roy, & leurs ſemblables, leſquels ſe pourueyent par lettres royaux, comme les moindres, pour eſtre releuez du temps contre la longue preſcription trentenaire, ſelon ledit Maynard au meſme chapitre.* Vbi reſtitutio præſupponit amiſsionem. Bart. in d. l. ſenatus, numero 1. ff. de offic. vbi oſtenditur non ceſſare actiones eorum, qui etiam Reipu. cauſa ab-
18 ſunt, nempe valentium agere. 18 Et currit præſcriptio conſuetudine & iure municipali, inducta minori, ſed reſtituitur, c. conſtitutus, e. de reſtit. in integ. & l. non eſt cognitum, Cod. quib. non obijcit. longi temporis præſcr. Nec non tam maiori læſio facta, quàm pupillo, vel abſenti, alia via, & remedio, non

ſubue

ſubuenitur, l. vt perfectius, C. de annal. except. ſuccurritúrque tam maiori, quàm minori ex iuſta cauſa, contra longam & longiſſimam præſcriptionem, l. 1. C. ſi aduerſ. vſucap. l. quod tempore, C. de teſtam. milit. & ibi notat, l. necnon §. extraneo, ff. ex quib. cauſ. maiores. Aut enim præſcriptio cœpta eſt contra maiorem minoris prædeceſſorem, aut contra ipſum minorem: ſi contra maiorem cœpta ſit conuentionalis, curit contra minorem, l. Æmilius, ff. de minorib. Bart. in l. fin. nu. 6. C. in quib. cauſ. in integ. reſt. non eſt neceſſ. [19] arg. l. 1. §. ſi à pupillo, ff. pro empt. [20] Bart. l. etiam, num. 2. ff. de minor. l. ſi intra, C. de non num. pec. quo ad temporalem præſcriptionem intacta triennali, niſi in quantum minor læſus fuerit, l. fin. in fin. C. in quib. cauſ. in integ. reſt. non eſt neceſſ. [21] Vel minor læſus ſit, tunc enim in integrum eſt reſtituendus. *Comme de toutes choſes qu'il peut auoir faictes, ou traictées à ſon preiudice. Maynard ch. 41. du 6. liu. de ſes queſt. Arreſt du Parlem. de Tholoſe du 7. Iuillet 1569. donné au rapport du ſieur de Gilebert, allegué par le meſme auth. Et eſtans les moindres & autres releués du temps du ſilence, pendant lequel ne pouuoit agir, ſoit à cauſe de la guerre, mortalité, interregne, ou empire vaquant,* de quibus Guido Papæ, quæſt. 116. *Pendant lequel à cauſe des guerres ciuiles, ſe ſont pluſieurs intermiſſions, que cauſent qu'õ ne peut agir contre ceux qui ne peuuent comparoir, ny enuoyer és lieux, où s'exerce la iuſtice, & autres legitimes empeſchements, pendant leſquels ne court le temps de la preſcription perpetuelle, ny temporelle, continuée, interrompuë, ou diſcontinuée:* quæ tunc dormire & conquieſcere dicitur, *contre l'Egliſe pendant le ſiege vaquant, ores ſoit regie par œconomes, contre l'Empire auſſi vaquant, quoy que ſoit regi par l'Egliſe,* Guido Pap. quæſt. 416. *Ny par conſequent contre le Roy pendant l'interregne, quoy qu'il y ait vn regent:* ſi de his, quæ rarò accidunt, iura conſtituantur, potiſſimùm in Gallia, *où le mort ſaiſit le vif, plus proche & habile à ſucceder, le royaume eſtant hereditaire en ligne maſculine, l'empire electif, & viager, & dont la preſcription trentenaire pendant la pupillarité.* Bart. in leg. naturaliter, num. 8 13. ff. de vſuc. & in omnibus caſibus, in quibus conquieſcit vſucapio. Et curit contra filiumfamil. in his rebus, in quibus ſine patris authoritate agere poteſt, etſi non egerit ex mente. Bartol. in l. quid ergo, §. vſuras, cum. 2. ff. de contrario iúd. tutel. *Et eſtant la cauſe de la preſcription diſcontinuée, ne ſe renouuelle, ains s'eſueille & continuë le cours du temps vtile paſſé auant l'interruption d'icelle, quant à la trentenaire auec lettres royaux, ſoit pour abſence, ou minorité, detraict l'eſpace & internalle du temps inutile à celuy qui n'a peu agir, ou agiſſant a eſté repouſſé par fins dilatoires, ou peremptoires, deſquelles parle Claude le Brun au 1. liu. de ſon procés ciuil.* [22] *Marchands & artiſans qui debitent à detail, Drapiers, Groſſiers, Merciers, Apoticaires, Boulengers, Tauerniers, Paſticiers, ne ſont receus à demander payement des choſes par eux preſtées à credit, ſix mois apres les auoir deliurées, ſi ne verifient que puis ſix mois le payement à eſté promis, ou y ait arreſt de compte, cedulle, ou obligation, Ordonn. de l'an 1512. de Louys XII. artic. 67. 68. Rebuffe* tit. de mercatoribus minutatim vendentibus, *ſur l'interpretation de ceſte Ordonn. eſtimans que les payements ne doiuent eſtre retranchés, ne differez du matin au ſoir. Et s'obſerue ladicte Ordonn. au Parl. de Paris: comme fuſt iugé par arreſt du 16. Feur. 1582. contre vn Marchand de vin, qui apres cinq ans fuſt demis de ſa demande, cité par Papon en l'arreſt dernier du titre des Preſcriptions de la derniere edition: & au contraire par arreſt du Parl. de Tholoſe du mois de Ianuier 1579. donné au rapport dudict ſieur Maynard, l'aſſigné fuſt demis de ſes fins de non receuoir, & ordonné qu'il defendroit aux demandes à luy faictes par le marchand. Dont ledict Maynard au chap. 87. du 6. liur. de ſes queſt. reprenant ceux que diſent ladicte Ordonnance n'eſtre receuë & publiée en Tholoſe, ſuit au contraire les termes d'i-*

celle, & pred l'interruption de la preſcripſion des diligences faictes par les Marchands, ou autres de leur mandement pour eſtre payés, & au chap. 89. du meſme liur. allegue vn arreſt du Parlement de Paris du 4. Feurier 1583. par lequel vn fermier fuſt demis de ſes fins de non receuoir fondées ſur ladicte Ordonnance. Contre vn pauure manœuure qu'il auoit
25 *mis en beſongne : inferant ladicte Ordonnance n'eſtre entendue des ruſtiques.* [25] *La complainte en cas de trouble & nouuelleté ne peut eſtre intentée apres l'an du trouble reel, Ordonnance du Roy François I. 1539. art. 61.* Faber in §. retinendæ inſt. de interd. leg. 1 ff. eod. leg. 1. ff. vti poſſid. l. ordinarij. Ibique Interpretes, C. de rei vend. *Arreſt du Parlement de Paris 1540. allegué par Claude le Brun au premier liure de ſon procés ciuil, §. 18. nombre 3. du titre des Preſcriptions,* quæve interdictorum nomine continentur. *Et deſpendent du Droict Romain honoraire, quoy qu'en France les actions ne ſoyent conceuës aux meſmes termes des Romains :* at cùm quieta & continua debeat eſſe poſſeſſio, quæritur an interrumpatur ex violenta deiectione, quæ vi contraria repellitur, ex leg. qui poſſeſſionem. Ibique Barth. numero 7. ff. de vi & vi armat. Vbi deiectus qui ſtatim recuperat, ciuilem retinet poſſeſſionem, leg 3. §. cùm agitur, ff. eod. Et ita huiuſmodi præſcriptio pergit ad occaſum abſque interceptione, & intra annum datur actio in factum recuperandæ poſſeſſionis vi expulſo, priſca ſublata formula Rom. §. hodie, de interd. inſtit. nec hodie qui maiori cum parte poſſedit, vtroque interdicto tã retinendæ, quàm recuperandæ poſſeſſionis, pro poſſeſſore habetur : ſed ille duntaxat, qui litis conteſtatæ tempore poſſidet, ib. *Et ne peut-on venir apres l'an de la paiſible poſſeſſion de l'aduerſaire, que par deſpiſtat, où celuy que monſtre meilleur titre eſt maintenu en la iouyſſance auant dire droict ſur la proprieté : & ce quant à la preſcription de la demande en maintenue, non de la choſe, que s'eſtend à la trentieſme année : & ſe continue celle du deffunct à l'heritier, & ſucceſſeur du vendeur à l'acheteur,* §. diutina, §. inter venditorem, de vſucap. inſtitut. niſi emptor ſit malæ fidei, qui titulo ſingulari poſſidet, vt ibid. gloſſ. in verb. tempora, leg. 2. §. ſi eam rem, ff. pro emptor. *Quant au retraict lignager on ſe remet és Couſtumes locales au reſſort du Parlement de Tholoſe, lequel n'y eſtant en vſage en la ville & viguerie, me remets à ce qu'en dict Maynard au chap. 46. du 6. liur. de ſes queſtions apres Carondas citant*
26 *vn arreſt du Parlement de Paris du 4. Aouſt 1583.* [26] *On ne peut agir pour iniures verballes ſi continueuſes qu'elles ſoyent apres l'an,* leg. in honorariis, ff. de action. leg. ſi non conuicij, ff. de iniur. *Ny ne peut-on informer des legeres, dictes en abſence de l'iniurié par nos Couſtumes,* & anno præſcribuntur, leg. lex Cornelia, in princ. §. illud, ff. de iniur. vt cæteræ pœnales actiones, d. l. in honorariis, ff. de act. & oblig. *Et ſe preſcript par vn an la faculté de reuoquer les donations contre les donateurs par ingratitude qui procede d'iniures verballes non realles, pour leſquelles ladicte faculté ſeroit perpetuée par trente ans. Maynard chap. 9. du 8. liur. de ſes queſtions.* Et interrumpitur præſcriptio, quæ currit contra criminalem actionem, per ſolam
27 libelli oblationem. Bart. in l. nec aliter, ff. de vſuc. [27] *Salaire des Aduocats & Procureurs ſe preſcriuent en deux ans. Arreſt du Parlement de Paris prononcé par le Preſident Sainct André le premier Feurier 1547. Et des ſeruiteurs & chambrieres dans vn an apres que ſont ſortis du ſeruice de leurs maiſtres & maiſtreſſes, Ordonnance du Roy Louys XII. publiée l'an 1512. articl. 67. Ny n'en peuuent faire demande que des trois dernieres années : ſauf és cas excepté par Rebuffe,* in tract. de famulorum ſalar. & intra quæ tempora ea petere debeant, *en ce cas non exactement obſeruée en Tholoſe, ſelon ledict Mayn.*

au chap.87.du ſixieſme liure de ſes queſtions, alleguant vn arreſt donné en Audience par le feu ſieur Preſident Daſſis quelques iours auant ſon deceds, confirmatif d'vn iugement donné par le Seneſchal de Lectoure pour des chambrieres que demandoyent à leurs maiſtreſſes le ſalaire de huict ans, qu'elles l'auoyent ſeruie vn an apres s'en eſtre departies ſoubs promeſſe que leur-dicte maiſtreſſe faiſoit de les payer & contenter, le prix duquel fuit l'induſtrie de l'ouurier, & doit eſtre taxé aux Aduocats ſelon leur capacité, & biendiſance, l.cùm plures.l. cùm tutor.ff.de adminiſt. tut. *Croiſſant ou diminuant à proportion du labeur.* Caſtrenſis in l. 1. ff. de var. & extraord. cogn. *Ainſi des artiſans & manouures, à l'excellence deſquels on doit auoir eſgard, ſi le ſalaire n'eſt conuenu.* Menochius lib 2.cent.3.caſ.223.de arbit.iud.l.1. ff. de offic. aſſeſſ. *Toutes-fois auec moderation & mediocrité,* l. legato generaliter, & ibi notat ff.de leg.1.c.litteras. Ibidem gloſſ.in verb. clericum, de filiis præsb. *& en eſt faict le prix entre trauailleurs, & vignerons, qui ſeruiennent & ſe mettent au trauail auec les accouſtumés, ſans faire nouueau marché, ny conuenir du ſalaire, leſquels ne doibuent plus ne moins gaigner que les autres, qui ont commencé la beſongne au prix par eux accordé.* [26] *L'inſtance trois ans diſcontinuée,* [1] *puis le iour de la retroaction, eſt perimée, & hermocidée: voire en matiere beneficiale & contre les moindres. Ordonn. du Roy Charles I X. 1563. art. 25.* l properandum, in pr in. Cynus in §. fin. Cód. de iudic. Rebuffus gloſſ.5.numer. 53. in præfat. ordinat. *Arreſts du Parlement de Paris du ſeptieſme Iuin mil cinq cents cinquante trois. 27. Iuin 1571.allegués par Claude le Brun au 1.liur.de ſon procés ciuil, §.18. nombr. 5. ſinon qu'il y euſt appointement en droict, auquel cas la preſcription eſt trentenaire: comme luy meſmes remarque,* ex l.fin.C de tempor.appell. *Arreſt de Paris du dernier Auril 1521.* Chopinus lib 8.Epiſt.6.ait ex peremptoriis rubricam eſſe antiquatam, item omnem in ſextum quinquennium tractam, per Gallias terminari. Nouella Valentiniani tit. 8.dicitur poſt 30. annos, nulla penitus iurgia, quæ medio tempore mota fuerant excitari, *comme traicte ledict Maynard au ſuſdict chapit. trentieſme du ſixieſme liur. de ſes queſtions. En Maſuer au tit. des ſubterfuges, nombr. 18. eſt parlé de la peremption d'inſtance non obſeruée en France auec l'interpretation de Bourdin ſur ladicte Ordon. de l'an 1563. non entendue apres la cauſe conteſtée, dont l'action eſt perpetuée & remiſe en doute par l'interprete dudict Maſuer, ſur autre Ordonn. de Rouſſillon qu'il allegue confirmatiue de la precedente, laquelle pour ce regard n'eſt non plus en vſage, que la premiere: de tant que l'inſtance ne prend ſon commencement, ſelon ledict* Bourdin, *que puis la conteſtation, apres laquelle on n'a eſgard à la diſcontinuation: & vient-on communement par requeſte en pourſuitte d'inſtance, quoy qu'elle ayt long-temps demeuré diſcontinuée. Et en tout euenement on peut obtenir lettres Royaux en relief de deſertion, quand l'affaire y ſeroit diſpoſée: tout ainſi qu'on ſe pourueoit par requeſte deuant les Iuges ordinaires, pour mettre en execution les rigueurs, appointemens, & ſentences ſur-années par leſquels leur eſt facilement permiſe & concedée. De meſmes les meubles par le droict Romain ſe preſcriuent en trois ans,* §.1.de vſu. inſtit. *non obſerué en France, eſtant maintenant l'vſucapion triennalle des meubles abregée, comme remarque Boyer ſur les Couſtumes de Bourges, tit.des Preſcriptions, §.7. Ny ne ſe preſcriuent que par trente ans, non plus que les immeubles. Couſtumes d'Auuergne art.1.* Ibid. Publitius, Balbus, & Maſuerius tit.des Preſcript. *Maynard ch 30.du 6.liu. de ſes queſt. Bacquet ch.7.du droict de deſherance, où les lods & ventes & droits ſeigneuriaux ſe preſcriuent auſſi par 30.ans, comme fruicts & choſes mobiliaires, dont les pretenſes ſont tenues pour immeubles par le Guenois ſur la fin du 2.liu. de la Practique d'Imbert.* [27] *Arrerages des rétes* [2] *conſtituées à prix d'argent ne peuuent eſtre demandées que de 5.ans, & celles que conſiſtent en*

blé,

blé, ſont à reduire en argent, l. non frumentum, C. de vſur. *Ordonn. du Roy Louys XII. 1512. art. 70. Charles IX. 1565. Henry IV. 1600.* Molinæus tractatu de vſur. quæſt. 21. Ludouicus Romanus conſ. 505. *Le blé fromen à raiſon de vingt ſols le ſeſtier, & ainſi des autres grains à proportion de leur moins value : le vin à 4. liures pipe racheptable en Toloſe au dernier arreſt du 5. Auril 1546. Autre du 3. Mars 1555. en autres cy-deuant citez au denier ſeize par Ordonn. du Roy Henry IV. 1602. Charles IX. 1565.* leg non frumentum, C de vſur. *Louys XII. 1512. art. 2.* Molinæus tract. de vſur. qu. 21. Ludouicus Romanus 507. *La querelle d'inofficioſité ſe preſcrit auſſi en cinq ans. Maynard ch. 9 du 8. liu. de ſes queſt.* pluraque de quinquennali præſcriptione recenſet Buguetus in Cõ-
28 ſuetud. Comitatus Burgund tit. de Præſcript. §. in verb. *ou debtes.* [28] l. 1 & 2. C. ſi aduerſ. cred. *ſçauoir entre preſents à commencer du iour de leur acquiſition. Arreſt du Parl. de Paris cité par Carondas ch. 57. du 7. liu. de ſes Reſp. non de la dot & biens ſubſtitués, ſubiects à reſtitution, leſquels ne ſe preſcriuent que par 30. ans, non plus que les hypotheques des debteurs par leurs bien-tenans & ſucceſſeurs, contre les creanciers. Maynard chap. 31. du 6.*
29 *liu. de ſes queſt. chap. 62. du liu. 7.* [29] *Ordonn. du Roy Louys XII. 1512. art. 46. expliquée par Maynard au ch. 68. du 3. liu. de ſes queſt. François I. 1535. art. 30. en laquelle Ord. ledict Maynard ne comprend les moindres pour les contracts paſſés auec leurs tuteurs. Maynard ch. 99. du 2. liu. de ſeſdictes queſt. où il cite vn arreſt du Parl. de Toloſe.* Duual de reb. dub. tract.
30 19. l. 1. C. de auth. præſt.[30] l. querela, C. ad leg. Cornel. de falſ. *Arreſt du Parl. de Pa-*
31 *ris du 18. Decẽb. 1599. entre Duperier & Eſcoſier, vt ſ.*[31] *Les vſucapions du Droict ancien Romain ne ſont plus en vſage, comme remarque Claude le Brun en ſon procés ciuil, liu. 2. nomb. 9. 8 Buguet Conſt. du Comté de Bourgongne §. 1. du tit. des preſcriptions du Duché au tit. des Foreſts, §. 8. Non plus de meubles que immeubles. Boyer ſur les Couſtumes de Bourges, au tit. des preſcriptions, §. 7. Et ſont toutes les preſcriptions, ciuiles, temporelles, ou perpetuelles, tant perſonnelles que hypothecaires reduictes à 30. ans, par la Couſtume d'Auuergne, art. 1. du tit. des preſcriptions. Maſuer comme deſſus : voire toutes choſes par la Couſtume generalle de France ſe preſcriuent par 30. ans, entre aagés non priuilegiés, Couſtume du Viſconté & Preuoſté de Paris art. 116 ainſi iugé par arreſt du Parl. de Bourdeaux, comme dict Boyer, deciſ. 328. & par arreſt general de l'auant-veille de Noel prononcé au Parl. de Toloſe par le ſieur Preſident de l'Eſtang 1603. Et dict la Couſtume entre aagez, de tant que la pupillarité & minorité en eſt diſtraicte : ny ne commence, ou continue qu'à 25. ans, ſauf que les moindres en Toloſe ont beſoin de lettres Royaux pour eſtre releuez du temps. Maynard ch. 45. du 3. liur. de ſes queſt. voire les pupilles pour la preſcription legale, couſtumiere, temporelle, ordonnée par le teſtateur, duquel ſont heritiers,* de quibus Guido Papæ quæſt 31. & ibi Ranchinus. In præſcriptionibus quæ ſunt extra corpus iuris ciuilis per legem municipalem, vel conſuetudinem non iuuatur minor niſi ope reſtitutionis, cap. conſtitutus, in fin. e. de reſtitut. in integr. leg. non eſt incognitum, Cod. quibus non obiicitur long temp præſcr. nec reſtituitur niſi læſus : maioríque læſo facto pupilli vel abſentis alia via & alio remedio, l. vt perfectius, C. de annal. except. Auſterius Capell. Tholoſanæ quæſt. 62. *Et ſont excepteż les priuilegiés és choſes que regardent leur priuilege, non autrement : de tant que ores la preſcription s'eſtende à 40. ans en faueur de l'Egliſe, & lieux publics, pieux, & religieux, dont parle ledict Meynard ch. 59. du 7. liu. de ſes queſt.* Guido Pap. quæſt. 162. num. 2. cap. illud, & ſeq. e. de præſcript. *Les Eccleſiaſtiques en leurs propres & particuliers affaires ne iouyſſent que de la preſcription trentenaire,* can. potuit, § poteſt 16. q. 13. cap. 3. e. de præſcipt. *le fiſc de la quarantenaire. Maynard ch. 30. du 6. liu. de ſes queſt. ſauf pour arrerages & retention feodale,*

laquelle

laquelle contre le Roy meſmes ſe preſcript par 30. ans tant par la Couſtume generale de France, que Arreſts du Parlement de Tholoſe, alleguez par ledict Maynard au chapitre 46. du 4. liu. de ſes queſt. & au ſuſdict 30. chap. du 6. liu. où fait mention de certain arreſt du Parlement de Tholoſe, donné au rapport de Monſieur Iuſſe en faueur de certains emphyteotes, contre le ſyndic du chap. Sainct Sernin, conforme à autre Arreſt du Parlement de Paris, contre les Religieuſes Sainct. Croix de Poictiers du 26. May 1573. Bacquet au chap. 7. des deshe-rances, allegue auſſi vne ſentence du Preuoſt de Paris, par laquelle ne furent adiugés que les loüages de vingt neuf ans enuers certain conuent de religieux, bien qu'ils en fiſſent demande de 39. Et peuuent eſtre contraints les tenanciers en Tholoſe au payement des lods & ventes deues puis 29. tant par eux, que leurs predeceſſeurs par priſe & ſaiſie du fonds, ſauf leur recours. Ledict Maynard chap. 33. du 6. liu. de ſes queſtions, non que le vaſſal quand auroit demeuré cent ans ſans payer, preſcriue contre le droict du Seigneur, qui eſt muni du titre, pour tenir & rendre le fonds allodial, ſinon pour ne payer de plus long temps que de 29. ans, à conter du iour de l'aſſignation, & playderie l'hypotheque des dots & doüaires par la meſme couſtume de France eſt auſſi preſcripte par 30. ans, ledict Maynard chap. 31. du 6. liure de ſeſdictes queſtions, de laquelle ſe peut ayder le tiers poſſeſſeur des biens ſubſtituez à conter du iour de l'ouuerture de la ſubſtitution, ledict Maynard chap. 64. du 7. liu. de ſeſdictes queſtions, par lequel eſt remarqué au chap. ſuiuant pour le temps qu'elle dort, eſtre beſoin en Tholoſe des lettres Royaux: où ſe rapporte le 2. article de la Couſtume d'Auuergne au titre des preſcriptions en ces termes, Tous droits & actions, cens, rentes, ſeruitudes & autres droits preſcriptibles, corporels, ou incorporels ſe preſcriuent, acquerent, ou perdent par laps, & eſpace de 30. ans continuels & accomplis. Et court contre l'action & la choſe, comme remarque Maynard audit chap. 31. du 6. liu. de ſes queſt. pour tous droicts & choſes priuees, & preſcriptibles, ſoit entre particuliers, ou perſonnes publiques par voye d'action ou exception: quoy que contre la confeſſion appoſee au contract, dont le relief ne ſe preſcrit en deux ans, comme faiſoit par le droict Romain en la loy in contractibus, C. de non numer. pecun. *ains ſe perpetue par 30. ans, comme eſt cy deuant dict.* Et habet locum triennalis præſcriptio, vtjait Publitius in præf. Conſuet. Aluerniæ, *titre des preſcript. artic. 2.* in quibuſcunque rebus, tum corporalibus, quàm incorporalibus: & ſic in iuribus, actionibus, cenſibus, & ſeruitutibus, quando poſſeſſio, vel quaſi fuerit continuata per lapſum dicti temporis, *ſçauoir contre ceux qui ont faculté d'agir en contredictoire iugement, comme eſt porté par la meſme Couſt. d'Auuergne au meſme tit. art. 3.* l. 1. in fin. C. de annal. except. l. 1 in fin. C. de bon. matern. [32] De hac ſ. num. 22. [33] hæc [32] formula videtur interrupta temporalis præſcriptio, vt in gloſſ. l. ſicut in verb. per [33] executorem, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. dummodo libellus cauſam intentionis contineat, aliter nulla fit interruptio, vt notat Bart. in l. fin. num. 5. C. de annal. except. Et hæc eſt interruptio ciuilis, quæ fit iuris authoritate, facto vel interpellatione alicuius, qua quis aduerſum ſe vſurpat præſcriptionem vel vſucapionẽ ciuiliter, l. cùm notiſſimi, §. imò & illud. C. de præſcript. 30. vel 40. ann. quę ſibi prodeſt interpellanti contra alios, l. fin. C. eod. & ſi naturalis profit omnibus contra quos currebat præſcriptio, l. naturaliter, & ibi Cuiacius, ff. de vſuc quæ contingit his extinctis, quæ ad ſubſtantiam vſucapionis naturalis requiruntur, vt ſunt titulus, poſſeſſio, bona fides, & res ipſa nõ vitioſa. *Et ſe fait l'interruption ciuile ſelon Meſuer au titre des preſcript. nomb. 12. en trois manieres, par requeſte, aſſignation, & conteſtation en cauſe: & ſuffit, comme il dit au nombre cinquieſme pour interrompre la preſcription, que le creancier face aſſigner ſon debiteur deuant iuge competant, par exploit ſi-*

bellé, ſi ne procede par requeſte libellee auec bail, ou aſſizion de copie, tant des lettres, ou requeſte que exploit, & obtenue defaut, ou le procez inſtruit demeure en l'eſtat, de tant que le defaut importe taiſible conteſtation: par le moyen de laquelle l'action ſe perpetue à 30. ans, quoy qu'elle ſoit annale, ſelon Bartole, in l. 2. §. ad hoc, C. de quadr. except. l. ſicut, C. de præſcript. 30. vel 40. anno. Battol. in l. cum lite mottua, ff. iudicat. ſolui. *Car autrement l'inſtance demeure tant ſeulement interrompue, ſi la cauſe n'eſt appellee en iugement, & pourſuiue apres l'exploit d'aſſignation par le demandeur, & l'action ſe renouuelle, non qu'elle ſe perpetue. Et peut le fils de famille commencr, & faire aſſigner le preſcriuant, pour interrompre la preſcription, ſans le conſentement du pere.* Aufrerius in addi-
14 tione 305. Capell. Tholoſ. Baldus in l. 1. C. qui admitt. ad bon. poſſeſſ. 34 à lite conteſtata, l. more litis, C. de rei vend. l. bona fide, C. de præſcr. long. temp. iuncta l. intra, ff. de diuerſ præſcr. Bart. in d. l. 2. §. ad hæc, C. de ann. except. Et comitat huiuſmodi conteſtatio, in petitione & reſpõſione in iudicio facta, cap. vn. e. de lit. conteſt. vel quaſi conteſtata, l. 2. C. vbi in rem act. exercer. debeat: *comme ſeront la preſentation, publication, enregiſtrement, execution, ou intimation des patentes, & lettres de ſa Maieſté, qui imponent auſſi conteſtation en cauſe*, l. fin. C. ex quib. cauſ. maiores, l. 1. & 2. C. quand. libell. principi datus, iuncta l. vniuerſi, C. de precib. imper. offer. *appointé en droict*, l. fin. C. de temp. app. *Claude le Brun en ſon procez ciuil, liu. 1. §. 18. nombre 5. reglee en preuue apres la conteſtation negatiue, de laquelle ſera parlé en ſon lieu*, tranſactione, l. qui fidem, ff. de tranſac. pacto, l. 1. ff. eod. & ſententia arbitrorum, ad ſimilitudinem iudiciorum, l. 1. ff. de recept. ar-
15 bitr. l. cum omni, C. eod. 35 l. in honorariis, ff. de act. l. vt perfectius, C. de annal. except. *non toutesfois l'hypothecaire par interruption ciuile, ou naturelle, ſinon puis que la pourſuitte ceſſe apres la cauſe conteſtee, que ſoulent eſtre perpetuee par 30. ans*, l. fin. & ibi Bald. & Salyc. C. de præſcr. 30. vel 40. annor. *maintenãt reduitte à 40. ans, comme les perſonnelles, tant ciuiles, que naturelles ſauf des choſes & cauſes particulieres, ſauf contre le Roy, & l'Egliſe, laquelle eſt quarãtenaire, ſinõ en faict & demãde d'arrerages, & retenue feodale, qu'eſt trentenaire*, l. plures apochis, C. de fide inſtr. *Maſuer au tit. des Preſc. n. 7. où s'eſtendent & perpetuent les tẽporelles, non à moindre tẽps*, vt quondã iure Rom. in l. 1. in fi. ff. de iur. fiſc. quo nõ vtimur. *Et peut le Prince diſpenſer contre la preſcription pour cauſe legere*, vt notat Cynus in l. fin. C. de ſacroſ. eccleſ. *Maſuer au meſme tit. des preſcript. nõb. 23.* 36 Præſcriptio criminũ 20. ann. terminatur, l. querela, C. ad leg. Cornel.
16 de falſ. *Le Brun au 1. liure de ſon procez ciuil, §. 18. nomb. 8.* 37 *Maynard chap. 3. du 6. liure de ſes queſt.* nempe deductis deducendis, vt minor ætas, & tempus legitimi impedimenti, quo quis agere non poterat: & dormitanti tunc dicitur præſcriptio, licèt potiſſimùm Tholoſæ, & contra quem præſcribitur, diplomate regio amiſſi temporis, & ad huiuſmodi interruptionem in integrum reſtitutionem poſtulare debeat, vt ex præmiſſis videre licet, tum etiam dormitationem, qua interdum conquieſcit: *quoy que l'enpeſchement par inondation, le temps de laquelle fait auſſi à declaire de la preſcription*, l. in cogitione, ff. ad ſenatuſc. Syllanianum, l. 1. C. eod Bart. in l. 3 §. Labeo, ff. de acquir. poſſeſſ. adeò vt cautiùs agatur. 38 vt ſ.
18 num. 28. 39 nec ciuiliter, nec naturaliter. *Maynard chap. 100. du 7. liu. de ſes queſt.*
19 *Et ſe preſcrit la rente feodale és lieux, où elle eſt en vſage, non en Tholoſe où elle n'a lieu, & n'y a droict de retraict feodal par 30. ans continus, ſans deduire la minorité à conter du iour de la notification du contract de vente & requiſition d'inueſtiture faicte au ſeigneur, par*

Arreſt

Arreſt du Parlement de Tholoſe, au 5. Aouſt 1570. donné au rapport du ſieur de Beſian entre de Cambuiſſon, & Dauid: & s'interrompt naturellement en la nonioüiſſance du fonds inondé. pris & occupé par autre, la ciuile par impuiſſance d'agir, quand la Cour ceſſe, ou le lieu de la Iuſtice eſt inacceſſible à celuy contre lequel la preſcription eſt commencee par detention des ennemis, maladie, hoſtilité, minorité, puiſſance maritale & paternelle, abſence legitime pour le ſeruice du Roy & du public, non pour ſes propres & particuliers affaires: de tant qu'en Tholoſe l'abſence n'interrompt la preſcription trentenaire, non plus que l'ignorance. Capell. Tholoſ. quæſt. 76. nẽpe in rebus corporalibus: nam in incorporalib. & iuribus ſcientia requiritur, vt ibidem Aufrerius. *D'où s'enſuit que ceux qui ont eſté abſens ne ſont receus non plus en la preſcription actiue, que paſſiue à demander le relief du temps de leur abſence, qu'en faueur de la cauſe publique par lettres Royaux de la Chancelerie, ſans leſquelles les moindres & priuilegiés, deſquels eſt parlé à la Couſtume de Paris, ne ſont reſtituez en ce Parlement. Et ne court contre ceux, qui de droict ne peuuent agir*, ſecus non valentibus agere de facto, d. quæſt. Capell. Tholoſ. 76. §. non obſtat. [40] 40
deduit le temps inutile de l'impuiſſance, pendant lequel on ne peut agir contre le preſcriuant. La preſcription trentenaire commencee auant le temps de l'interruption naturelle ſe continue apres la cauſe de l'interruption ceſſee. Fitque naturalis interruptio tribus modis: primò, per ipſius rei apprehenſionem, & occupationem, vel poſſeſſoris expenſionem, l. naturaliter, ff. de vſucap. Secundò, per inundationem, l. per vniuerſos, §. idem Labeo, l. poſſideri, §. Labeo, C. de acquir. poſſ. Tertiò, quocunque modo poſſeſſor deſierit poſſidere, l. is qui, ff. eo. tit. ex Pract. Papienſi, tit. 4. gloſſ. 20. num. 37. & tunc ceſſat longiſſima præſcriptio in ſubſtantia, quæ eſt continuatio poſſeſſionis, vt in l. ſicut, l. omnes, auth. malæfidei, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. Et ſi quis iure ciuili Romanorum mala fide poſſideat, ſecus iure canonico, cap. ſi diligenti, e. de præſcr. Et hæc quoad actum vel actus priuationem, ob defectum ſubiectæ materiæ, nempe poſſeſſionis rei corporalis, quæ niſi ciuiliter vel naturaliter poſſideatur, non præſcribitur: per impotentiam agendi in præſcribentẽ, quieſcente præſcriptione, ſublata deinde cauſa iuſti impedimenti remouetur effectus, & iterũ currit integra præſcriptio, non tamen ciuiliter interrupta, ſed tẽpus præcedens deducto medio, poſteriori connectitur: adeò vt ſi deſit quoddã interuallũ poſſeſſori ad præſcribendum poſſit coniungi tempus elapſum ſui authoris, l. Põponius, §. cùm quis, ff. de acq. poſſ. l. in acceſſione, l. de acceſſionib. l. pen. §. 1. & l. ſi ff. de diuerſ. & temporal. præſcr. & ſi vitioſa vel iniuſta fuerit ex initio, vel poſtfacto huiuſmodi longiſſima poſſeſſio, l. ſi quis emptionis, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. ibique auth. malæ fidei, per eandem præſcriptionem longiſſimi tẽporis quæritur vtile dominium, d. l. ſi quis emptionis, §. ſed & ſi quis, nec iuuatur minor in præſcriptione tẽporali, & iure municipali, vel conſuetudine inducta, niſi ope reſtitutionis, c. conſtitutus e. de reſt. in integ. [41] *Par l'interruptiõ naturelle*, de qua in l. naturaliter, & ibi Cuiac. ff. de vſuc. *la preſcript. naturelle ceſſe, & recommence au nouueau poſſeſſeur, ſi la choſe change de main:* nã aliter cõquieſcit *pour le tẽps que le fonds demeure enõdé, & du tout inutile au me. Par la ciuile, la preſcript. tẽporelle ſe renouuelle par ſimple exploit & intimatiõ de requeſte, ou lettres, ſelon Bart.* in lege cũ lite mortua, ff. iudic ſol. l. 2. §. ad hęc, C. de an. except. l. ſi ſicut in tẽ, C. de præſc. 30. vel 40. an. *ſe perpetue par 30. ans, eſtãt faicte deuant Iuge cõpetent*, l. nec bona, C. de præſcr. long. tẽp. l. 2. C. vbi in rẽ act. exerc. debeat, l. cùm notiſſimi, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. *puis l'executiõ. Meſuer tit. des preſcriptiõs nõbre 12. & appointement en droit*, vt ſ. [42] *Car iaçoit que le preſcriptarius* [41] [42]

queſt. 76. *Ni ne court contre celuy, qui de droict peut agir,* niſi de facto agere nequeat, ibidem, §. non conſtat: *toutesfois par nos couſtumes ne peut eſtre interrompue par actes ſecrets & latents, clandeſtinement faicts en fraude du preſcriuant, quoy que de main publique, partie non ouye, ni appellee, iuſques à ce que ſoyent venus à la notice du preſcriuant. Comme ſe void en l'arreſt du 5. Aouſt donné au* Parlement de Tholoſe *allegué par ledit Maynard au chapitre 100. du 7. liu. de ſes queſtions: par lequel la preſcription trentenaire de la retenue feodale ne court que du iour de la notification, & intimation de la vente au ſeigneur dominant, quoy que la retenue feodale ſoit hors les termes de nos Couſtumes. Et ores la preſcription ne coure par celuy qui poſſede pour autruy contre le proprietaire, comme par le vaſſal contre le ſeigneur, par le fermier & locataire contre le maiſtre,* l. cùm notiſſimi, §. fin. ibidem Baldus & Salycetus C. de præſcr. 30. vel 40. ann. *eſt toutesfois interrompue & perpetuee par la tradition & detention du fonds ſuppoſé, tenu par le creancier, qui eſtime ledict fonds appartenir ou eſtre en la diſpoſition de ſon debteur, lors que luy eſt baillé,* cùm huiuſmodi detentio habeat vim litis conteſtationis d. l. cùm notiſſimi, §. imò & illud. *Quoy que la tradition en euſt eſté faicte ſans le ſceu du maiſtre, & proprietaire,* ne perpetuò rerum dominia ſint in incerto. *Et s'interrompt par nouation de contract faict auec le preſcriuant de ſon conſentement, & en ſa preſence,* præſat. iur. *non entre perſonnes tierces,* quorum non intereſt, *ni par aucun acte iudiciaire, ni extraiudiciaire, que du iour qu'il eſt notifié au preſcriuant, ſi luy concerne & porte interruption de preſcription, non autrement, comme ſeroit l'information de l'inuaſion, & indeüe occupatiõ des fonds, laquelle non plus, que vne ſimple requeſte, ou lettres n'a force d'interrompre la preſcription, ſi n'eſt decretee, le decret executé, & le preuenu ouy ſur le faict de l'expoliation, ni ne peut eſtre enqueſté qu'apres la cauſe conteſtee, ni les teſmoins receus que partie appellee, comme ſera dit en ſon lieu: de tant que ores la preſcription coure contre l'ignorant, l'interruption ne doit eſtre ignoree par le preſcriuant, ſi ne demeure longuement abſent & vagabond en pays eſtrãgers ſans auoir laiſsé aucun procureur ni œconome, dont il ne puiſſe eſtre ouy ni appellé: tout ainſi que la preſcription ne court contre celuy qui ne peut agir, ſoit que l'empeſchement vienne de ſon coſté, ou de la part du preſcriuant, le defaut pouuant eſtre auſſi bien du coſté du defendeur, que du demandeur,* quorum vtraque perſona requiritur in iudicio, e. de verborum ſignificatione: quod enim actori inutile eſt, nec reo competere poteſt, l. hæredi, §. non autem, in fin. ff. de pact. *Et peut en ce cas le demandeur contumacier le preſcriuant, & vſer des rigueurs contenues en ſon inſtrument par priſe & ſaiſie de ſes biens, ſi point en y a, ou proteſter par forme de perquiſition deuant Notaire & teſmoins au*
43 *domicile, ou place publique du lieu, où ſouloit habiter,* l. 2. C. de annal. except. [43] *non accomplis de toutes leurs parties,* vt in l. 1. & ibi notat. in verb. conſtat, ff. de orig. iur. *comme d'vn pacte esbauché, non arreſté,* in iis quæ ſcripturam nõ deſiderant in ſcriptis donec in mũdum præſentibus teſtib. inſtrumenta per tabellionem redacta ſunt, l. cõtractus, C. de fid. inſtr. *Lequel maintenant ſe minute en original auec protocole du Notaire, ſelon l'intention des contractans, & apres ſe recite à voix claire, & intelligible en preſence des parties & teſmoins. Ordonnance du Roy François I. art. 111. auec les formalitez portees par les Ordonnances d'Orleans, art. 84. de Blois, art. 165. 166. 167. & autres, quand la demande faicte en iugement eſt ſans reſponſe: comme ſi l'aſſigné demande deliberatoire, de tant que la conteſtation conſiſte en la demande, & la defenſe,* cap. vn. e. de lit. conteſt. *d'où ſenſuit que ſi apres le temps de la deliberatoire, la cauſe n'eſt appellee, demeure imparfaicte, & pour non aduenue, de tant que l'inſtance ne commence que du iour de la*

conteſta

conteſtation: [44] *comme d'adiournement faict deuant iuge competant, quand l'aſſigné inſiſte à fins de non proceder, ou le ſuppliant impetrant apres l'aſſignation ſe laiſſe aller par congé à faute de preſentation. Maſuer titre des preſcriptions, titre cinquieſme & huictieſme, eſtant le preſcriuant en ſon premier eſtat, & la choſe comme non aduenue* [45] potentia, vel actu, *ſi la requeſte ni l'exploit ne ſont libellez, & ne contiennent la demande du ſuppliant & impetrant, où l'intimation n'ait eſté faicte à perſonne, ou domicile de l'aſſigné, qui eſt dans le diſtroit de ſa iuriſdiction,* ex quo præſens habeatur, vt notat Alciatus in l. abſentem ff. de verb. ſignif. *Et eſtant la requeſte libellee auec la demande & moyens d'icelle, ſelon l'Ordonnance du Roy François I. article ſeixieſme & l'exploit deuement faict auec bail de coppie ou affiction d'icelle à la porte du domicile; le ſergent parlant à vn de ſes domeſtiques ou plus proches voiſins, l'intimé n'en peut pretendre cauſe d'ignorance, & s'interrompt la preſcription par vn ſeul defaut obtenu deuant Iuge competant contre l'aſſigné, ores l'affaire demeure en l'eſtat, pourueu que le defaut ſoit auſſi intimé à perſonne ou domicile, comme deſſus. Ledit Maſuer au meſme titre, nombre cinquieſme ores deuant Iuge incompetant, ſi l'aſſigné n'y vient propoſer ſa declinatoire,* cuius non eſt contemnere iudicem, *comme eſt cy deuant dict au titre des fefs: & importe conteſtation, par le moyen de laquelle l'action eſt perpetuee.* [46] *Par vn defaut la preſcription eſt interrompue, comme dit Maſuer au lieu preallegué, contre le preſcriuant abſent & defaillant, contre lequel court la preſcription trentenaire, ſans eſpoir de reſtitution. Comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris cy deuant allegué, l'abſent impetrant lettres pour eſtre releué du temps de ſon abſence, deſquelles il fuſt demis par fins de non receuoir eſtant abſent pour ſes propres affaires. Et peut la preſcription non accomplie eſtre interrompue & perpetuee par l'agent & procureur de l'abſent, au moyen de l'action que fait ſon cours auec la choſe, comme remarque Maynard au chap. 31. du 6. liure de ſes queſtions, où il reduit l'hypothecaire auec la perſonnelle:* nam vbiuis Franciæ more trienno ſpatio, præſcriptiones coarctantur, nullus ſupereſt quadragenæ locus hypothecæ aduerſus obligatum, aut eius hæredem: quoties enim patrio ritu anni triginta actionibus præfiniuntur, hypothecaria his præfinitur. Chopinus libro ſecundo, titulo octauo, numero tertio, de moribus Pariſienſ. Angelus conſil. 202. Baldus conſil. 10. volum. *3. dont les moindres & priuilegiez par la Couſtume de Paris art. 114. & Carondas ſur icelle, iouyſſent du ſilence & intermiſſion de la preſcription trentenaire, comme le gendarme qui eſt à l'armee pour le ſeruice du Roy,* l. 1. 2. 3. & final. C. quibus non obiicitur longi temporis præſcript. *Ceux qui ſont abſens pour les affaires du Prince & du public ſe pourueoyent auſſi par lettres Royaux, comme les moindres, pour eſtre releuez des deſertions, & reſtituez en entier de ce qu'a eſté faict à leur preiudice pendant leur abſence. Maynard chapitre ſoixante vn du ſeptieſme liure de ſes queſtions. Et court la decennaire de reſciſion de contract, diſtract, ou autres actes quelconques fondez ſur le dol, fraude, circonuention, crainte, violence, ou deception d'outre moitié de iuſte prix, puis la paſſation d'iceux, & que la cauſe de crainte, violence, ou autre choſe, qui empeſche de droict, ou de faict la pourſuite de ladicte reſciſion ceſſe, comme remarque Maynard ſur l'interpretation de l'ordonn. du Roy Louys XII. article 46. au chap. 68. du 3. liure de ſes queſt. d'où l'on peut inferer, que pendant les empeſchements legitimes, par leſquels on ne peut agir, la preſcription ne court,* ex quacunque parte huiuſmodi legitima impedimenta euenerint. *Ie dis legitimes, de tant que ores l'execution du creancier interrompe la preſcription, comme dit Maſuer au titre des preſcriptions,* numer. 5. & cap. extat, c.

de purg.canô. *ſi l'exploit n'eſt fait à la partie ni la ſaiſie ne luy eſt notifiee, & l'executé, qui en demande la caſſation, obtient defaut contre le creancier, l'execution & interruption eſt*
47 *pour non aduenue, ſi l'affaire ne paſſe plus auant:*47 *fins de non proceder propoſees deuant Iuge incompetant à la premiere aſſignation en la cauſe non conteſtee, empeſche l'interruption de la preſcription:* vt ibidem. Maſuer. *Si l'affaire n'eſt apres pourſuiuie deuant le Iuge competant de l'aſsigné, deuant lequel doit demander ſon renuoy, autrement ſi conteſte, n'y eſt plus receu,* l. final.C. de except. cap. inter monaſterium, e. de ſentent. & re iud. *Les Eccleſiaſtiques deuant leur Iuge d'Egliſe, ſauf en matiere poſſeſſoire de benefices, fiefs, preſtations annuelles, loüages de maiſons, & biens ruraux, dont le renuoy leur eſt denié, & ſont tenus reſpondre deuant les Iuges Royaux, & au conſeil du Roy pour infraction de ſauuegarde, ſauf-conduits, paſſeports, droits de villes franches, & edicts concernants la Iuriſdiction Eccleſiaſtique, enſemble pour les crimes priuilegiez. Bacquet chapitre 25. nombre 18. des droits de Iuſtice. Et ne peuuent decliner pour l'inſtance commencee deuant le Iuge laye auant ne ſoyent promeus aux ſacrez ordres,* l. vbi acceptum, ff. de iudic. *Le ſoldat ſeruant actuellement aux armes, ne peut eſtre conuenu que deuant ſon maiſtre de camp. L'eſcolier eſtudiant en vniuerſité fameuſe deuant le conſeruateur des priuileges d'icelle. Les nobles viuans noblement deuant les Iuges Royaux, ou à la Chambre des Requeſtes, ſi pour leurs dignité y ont leurs cauſes commiſes, moyennant lettres de ſauuegarde, ou cõmittimus, dreſſees à ladicte Chambre, ainſi des autres. Quant aux non priuilegiés, on ſuit la iuriſdiction du lieu, où le defendeur fait ſon domicile, & de l'heritage contentieux,* l. habite, C. de ord. iud. *Des cas priuilegiez nul ne peut demander le renuoy, comme de crimes de leze Maieſté diuine & humaine, violement de ſauf conduict, port d'armes defendues, aſſemblees illicites, coniurations, paction de la mort d'autruy, force faicte aux officiers de Iuſtice, bris de priſons, expoſition & fabrication de fauſſe monnoye, corruption d'icelle, & autres cas. Et peut on decliner pour liſpendance ou recuſation, eſtant l'inſtance commencee deuant autre Iuge, faiſans foy par actes de la liſpendance ſur le champ, autrement celuy qui l'allegue, en doit eſtre demis,* arg. cap. cùm perſonæ de priuil. in 6. l. quinquagies, ff. de probat. *Maſuer titre des renuois, nomb. 7. Et peut la recuſation eſtre propoſee contre vn ſiege, quand le ſoupçon procede de diuerſes cauſes, aucunes deſquelles ſont mentionnees à la gloſe du chapitre* in antiquis e. vt lit. non conteſt. non proced. ad teſt. recept. Ibique Abbas in verb. *ſubeſſe, leſquelles on doit propoſer par requeſte, quoy que tant ſeulement contre la perſonne du Iuge, rapporteur, ou aſſiſtant au iugement des procez pour eſtre monſtree au recuſable, & deliberee auant ne ſoit procedé ni opiné: car apres n'y a que la voye d'appel,* cap. quoniam contra, e. de probat. cap. ſuper eo, de appellat. cap. licet, de for. comp. l. apertiſſimi, C. de iudic. *Ordonnance de Charles VIII. art. 64. François I. 1539. art. 10. 11. 13. & 15. Laquelle eſtant trouuee pertinente, la iuriſdiction du Iuge eſt ſuſpendue, ſans qu'il puiſſe cognoiſtre de la cauſe controuerſee,* cap. ſuper eo. Ibique Speculator e. de appel. *Et ſe peuuent propoſer par procuration, tant és cauſes ciuiles, que criminelles. Arreſt du Parlement de Paris du vingt-cinquieſme Auril, 1586. cité par ledict* Brun *en ſon procez ciuil, liu. 1. §. 16. nombre 4. Si les cauſes de recuſation ſont trouuees impertinentes, non verifiees, ou iniurieuſes, le recuſant en cas d'appel eſt amandable. Ordonnance du Roy François I. 1539. article 12. Charles IX. 1563. article 10. 13. Arreſt du* Parlement de Paris *du huictieſme Mars, contre le ſieur du Hallo & la Dame de Hauteville.* De his Maynard. à cap. 94. vſque ad c. 100. lib. 1. ſingul. quæſt. *Arreſt du 1. Mars 1567. cité par Maynard chap. 31. du 1. liure de ſes*

queſt.

queſtions. Et ſont les recuſations pertinentes fondees ſur inimitié capitale, cap. accedens. vt lite non conteſtata. *Maynard chap. 92. du 1. liure de ſes queſt.* l. ſi partes, ff. de liberal. cauſ. *Dont les cauſes doiuent eſtre particulierement declarees*, c. bona, c. de cleric. *Comme ſi le Iuge a vſé de grands menaces contre le recuſant, quand le Iuge plaide deuant vne partie, Maynard chap. 92. du 1. liu. de ſes queſt. ou le recuſant a pourſuitte du Iuge pour crime capital*, arg. l. ſi quis adulterij, C. ad leg. Iuliam, de adult. § ſi verò dicatur, verſ. ſi verò quis dicat odioſum, Nouell. de teſtib. *Quand le Iuge eſt trop familier, & fauorable à l'vne des parties: Maynard chap. 91. 93. du meſme liure, ou a eſté donné ou accordé à ſa pourſuitte*, cap. inſinuante, c. de offic. deleg. l. obſeruandum, ff. de iudic. l. apertiſſimi, C. eod. *Si le Iuge a intereſt en la choſe controuerſee*, l. vnica, C. ne quis in ſua cauſ. iud. l. qui iuriſdictioni, ff. de iuriſdict. omn. iud. l. ſi de re ſua, ff. de recept. arb. *Et s'il a procez encore indecis en fait ſemblable à celuy qui ſe traitte deuant luy, eſtant à craindre, qu'il ne iugeaſt le meſmes qu'il voudroit eſtre iugé en ſa cauſe*, gloſſ. in cap. cùm ſuper Abbatia. Panormitanus, Abbas, & Butrienſis in cap. cauſam, de offic. de legat. in 6. *Ne peut cognoiſtre des cauſes de ſa femme, enfans, ſeruiteurs domeſtiques, grangers, fermiers, metayers, & iournalliers ordinaires* Butrigarius in cap. dilecti, c. de appel. Baldus in l. cos, C. eod. *Maynard chap. 90. du 1. liure de ſes queſtions. De ſon aſſocié vniuerſel, ou particulier, collegue, & conioinct en office, ou benefice*, l. verum, ff. pro ſoc. *s'il eſt heritier teſtamentaire, de celuy, à cauſe duquel il eſt recuſé, ores le teſtateur ſoit en vie*, cap. cùm ab omni, c. de vit. & honeſtate cleric. l. Iuhanus ait, ff. de iudic. *s'il a eſté aduocat, ou ſolliciteur de la cauſe, y aſſiſte, ou donné ſon aduis*, l. quiſque, C. de poſtul. l. neminem, C. de aſſeſſ. l. prætor ait, ff. de iuriſdict. omn. iud. *ou eſté teſmoin au meſme affaire* l. fin. §. de teſtib. C. de aſſeſſ. *pour conſanguinité la recuſation eſt auſſi valable, iuſqu'au quatrieſme degré, comme ſe prattique conformement à la loy*, lex Cornelia, ff. de iniur. *Arreſt du grand Conſeil du 21. Iuin 1575. Maynard chapitre 98. du premier liure de ſes queſtions. Qu'eſt cauſe qu'on doit exprimer le degré és requeſtes de recuſation, contre l'aduis du Bartole de la loy* qui teſtamento, §. quæcunque autem, ff. de teſtib. *Qui s'eſtend iuſques au dixieſme degré d'Immole, Hoſtienſe, & les Canoniſtes, qui le mettent iuſqu'au ſeptieſme, non toutesfois ſi le Iuge eſt en pareil degré d'alliance enuers ſes deux parties*, l. penult. §. de vno dubitari poteſt, ff. de rit. nupt. *Arreſt du Conſeil d'Eſtat donné entre le ſiege Preſidial & le Viguier de Tholoſe, ſur l'interdiction obtenue par ledict ſiege contre le Parlement dudit Tholoſe, tendant en euocation, dont les alliances eſtans reſpectiues, les parties ont eſté renuoyees au meſme Parlement, l'interdiction oſtee. Le compere, parrin, ou filiol de la partie ſont auſſi à recuſer. Maynard chapitre huictiante neuf du premier liure de ſes queſtions*, gloſſ. in can. cùm dormierit 6. quæſtione 2. Innocentius in c. ſpeciali, c. de offic. ordin. & in c. prudentiam, de offic. deleg. *Ne peut auſſi cognoiſtre le Iuge de la ſuitte de la ſentence reformee par arreſt, ſi en la cauſe renuoyee les parties ne ſe retirent volontairement deuant luy*, l. ſi vt proponis C. quomodo & quand iud. cap. directè, cap. acceptam, & cap. Romani, de appell. c. *Le Iuge deſnié, ou ſuſpendu de ſon office, pour concuſion, larcin ou autre mal verſation, n'en peut non plus prendre cognoiſſance, ſi n'eſt reſtabli*, l. cùm prætor, ff. de iudic. l. vnica, de infam. libro 10. Cod. l. iudices, de dignitat. lib. 12. C. *Où l'on void l'incompetance, la liſpendance, & recuſation, eſtre les trois fins declinatoires qui empeſ-*

empeschent l'interruption de la prescription : la forme de proceder au faict des recusations est remarquee par Maynard au chap. 88. du 1. liu. de ses quest. où le plaidant qui tient aucun des Iuges pour suspects, donne requeste de recusation contenant les causes d'icelle, sur lesquelles les recusables estans ouys, si denient ou ignorent les faicts y mentionnez, ne peuuent empescher que les recusans ne soyent receus en preuue, quoy qu'ils afferment par serment le contraire, ainsi obserué en Tholose. Maynard chap. 87. du 1. liu. de ses questions, & est encor plus admissible la recusation du rapporteur : le mesmes au chap. 90. du mesmes liu. Notamment s'il declare aux parties, ou à l'vne d'icelles son opinion auant le temps, estant coustumier de ce faire. Maynard chapitre 94. du 1. liure de ses questions. Et peut on donner requeste de recusation en toutes les parties du procez auant le iugement d'iceluy, non apres que le Iuge recusé a opiné. Le mesmes chapitre 95. au mesme liure. Et doyuent les recusations estre presentees en personne, ou signees de la partie, ou son procureur specialement fondé. Maynard chapitre 99. du mesme liure. Et estant les recusations admises, si les requestes appoinctees ne sont produites au procez, sont pour non aduenues. Le mesmes chapitre 97. & le Iuge recusé, les mains liees, pendant le delay donné au recusant pour preuuer les
48 *faicts de sa recusation, contenus en sadicte requeste, susdict chapitre 99.* [48] *Les exceptions dilatoires & anomales, desquelles parle Claude le Brun, au §. 19. 20. 21. du 1. liure de son procez ciuil, Papon 2. liure de ses Notaires, tit. 9. n'esteignent le cours de l'instance, comme les peremptoires : ni ne font que le differer ou restraindre en la cause reseruee, ou priuilegiee, comme celuy qui ne peut estre cõuenu* vltra vires, vt in l. si defunctus, C. de arbit. tutel. l. vnica, §. cùm autem, C. de rei vxor. act. *tel que le pere, mere, donateur, celuy qui a gratuitement constitué la dot : le soldat qui a contracté au camp,* l. sunt qui, l. inter eos, l. sicut autem, l. si cum procuratore, l. sciendum, l. non tantum, l. sed hoc ita decipiendum, l. fideiussor, l. miles, ff. de re iudic. §. sed & si quis instit. de act. l. verum, ff. pro soc. *Celuy qui est inquieté pour l'hypotheque du fonds à luy vendu apres l'hypotheque creee, insiste par fin dilatoire, qu'il ne peut estre conuenu, que discussion ne soit faicte de la personnelle contre son vendeur. Le debte ne peut aussi estre demandé auant le terme, ni le debteur contraint payer en autre lieu ni espece, que n'est conuenu,* §. hodie de except. inst. *ni auant que la condition inseree au contract ne soit accomplie,* l. obligationum, ff. de act. & oblig. l. conditionales, l. cędere diem, ff. de verb. & rer. signif. *auant le terme porté par l'appoinctement, ou sentence de condamnation,* l. debitoribus, ff. de re iudic. & C. de vsur. rei iudic. *ou pendant le temps de la prorogation faicte au debteur par le creancier, tant de parolle, que par escrit,* l. 3. §. temporales, ff. de except. *le garãt peut estre condamné és dõmages & interests de l'euiction, estant appellé auant la piece ne soit pleinement euincee,* l. euicta, l. euictus, l. si dictum, l. si per imprudentiam, ff. de euictionib. l. non dubitatur, l. qui rem emit, l. emptor, l. si controuersia, C. eod. *si n'auoit achepté le fonds d'autruy, que l'achepteur ignoroit, ou y eust conuention expresse,* l. si seruus quem, §. fi. l. libertatem, C. de euict. Eadem exceptione vtitur cõmodatarius, cui petitur ante terminum, l. si vt certo, lege in commodato §. sicut, ff commod. l. 2. & 3. C. eod. in re conducta, nisi 4. casibus l. exceptis, l. quæro §. inter locatorem, ff loc. *Le tuteur conuenu en reddition de compte auant la puberté du pupille, par autres que les creãciers, ausquels le compte sommaire ne peut estre denié,* l. nisi finita, l. si tutor reipub. ff. de tutel. *Le curateur negotiant auant la maiorité de son adulte,* l. aduersus l. rationes, ff. de admin. tut. *les nullitez patentes du texte, date, sein, & seaux des lettres Royaux, bulles, & signatures, obreptiõs, & surreptions proposees, le principal demeurant en son entier,* l. ad testiũ §. signũ autẽ, ff. de test. c. licet. e. de crim. fals. *& autres semblables, l'exception mixte, ou anomale non dilatoire, ni perẽptoire, cõme d'argent*

non

non cõté, obligation extorquée ſoubs eſperance de contre-promeſſe de fournir la choſe demandée, & de dot confeſſée, quittée, recogneuë, & non payée, leg. fin. auth. ſeq. Codic. de dot. caut. non num. De qua in principio conſuetudinum. *Et ne commence à courir contre le creancier, qui a promis à ſon debteur ne luy rien demander de trente ans, iuſq'apres le terme, auant lequel ne peut agir. Maſuer nombr. 15. & 20. du tit. des preſcriptions.* 49 Præſcriptio 30. annorum dormit, & conquieſcit tempore pupillaris ætatis, vt cæteræ long. temporis præſcriptiones & vſucapiones, Barth. in leg. naturaliter, numero 30. ff. de vſucap. tempore hoſtilitatis, mortalitatis, vel exercitus, quibus ſileat iudiciorum ſtrepitus, capit. ex tranſmiſſa, e. de præſcript. contra vacantem Eccleſiam, & ſi habeat œconomum, aut vacante impetio, licèt in eius adminiſtratione ſuccedat Eccleſia, quod tempus vacationis eſt de medio ſubducendum. Guido Papæ deciſ. 416. numer. 13. necnon tempus ſchiſmatis imperij vel Eccleſiæ, ibid. & cap. fin. e. de præſcript. cùm agere non valenti non currat præſcriptio, l. 1. C. de ann. except. l. 1. C. de bon. matern. l. cõtra maiores, in fin. Cod. de inoffic. teſtament. leg. voluntaria, in princ. Cod. de excuſ. tut. Deducitúrque tempus, quo quis ex iuſta cauſa abſentiæ, vel impeditus in præſcribentem agere nequit, regio ſaltem reſcripto vel diplomate, leg. 1. §. 1. leg. item ait prætor, leg. necnon, §. extraneo, & toto tit. ff ex quib. cauſ. maiores, tam in minoribus, quàm in maioribus, leg. 1. Cod. ſi aduerſ. vſucap. leg. quod tempore, & ibi notatis, Cod. de teſtament. milit. leg. non eſt incognitum, Cod. quibus non obiicitur long. tempor. præſcript. cap. conſtitutus, e. de reſtitut. in integr. & maiori ſubuenitur læſo, facto pupilli vel abſentis, leg. vt perfectius, Cod. de annal. except. *Et ſe continue la preſcription trentenaire bien ou mal commencée par le predeceſſeur en ſon ſucceſſeur*, auth. malæ fidei, Codic. de præſcript. 30. vel 40. annorum nempe iure ciuili, non canonico. Barth. in leg. Pomponius, §. fin. ff. de acquirend. poſſeſſ. Superueniens enim ſcientia, rei alienę præſcriptionem intetrumpit iure ciuili, leg. 1. §. procul dubio, Cod. de vſucap. transformand. leg. clàm poſſidere, in princip. ff. de acquirend. poſſeſſ. imò iure canonico, cap. poſſeſſor malæ fidei, de re iud. in 6. cap. final. e. de præſcript. niſi ſciat præſcribens furtiuam, tunc enim vtroque iure cenſetur interrupta, leg. ſi ancillam, in princ. ff. pro ſuo, non ſi tantum dubitet, gloſſ. in leg. ei qui, §. ſi quis bona fide, ff. de vſucap. Nec pariter iure Cæſareo temporalis malè inchoata præſcriptio continuatur in ſucceſſore: & ſi author iuſtè poſſiderit, d. leg. Pomponius, §. cùm quis, ff. de acquirend poſſeſſ. leg. in acceſſione, leg. de acceſſionibus, leg. pen. §. 1. leg. fin. ff. de diuerſ. & tempor. præſcript. cùm ex iniuſta poſſeſſione non fiat acceſſio, d. leg. Pomponius, §. ex facto. Cùm vitioſa poſſeſſio iuſtæ, nec vitioſa vitioſæ accedat, d. l. Pomponius, §. acceſſiones, nec accedit interrupta continuæ, ibidem, §. quæſitum, & vt tandem ſit litium finis, lite triennij iugi ſilentio perempta, licet ante deſertionem fuerit conteſtata, non tamen interrumpitur triennaria præſcriptio, vt notatur apud Maſuerium tit. præſcript. numero 12. Cuius exceptione impeditur etiam ipſa litis conteſtatio: at ſi vnus ex pluribus interrumpat, contra quos præſcribitur, & ſi naturaliter omnibus proderit, leg. naturaliter, ff. de vſur. ſibi tantùm ciuiliter, leg. fin. Cod. de præſcript. 30. vel 40. ann. extenditúrque interruptio ad omnes, ad quos præſcriptionis commodum ſpectat, vt in correis debendi, vel credendi, quorum alteri vnius interruptio

prodeſt, & obeſt, leg. fin. Cod. de duobus reis. Nec fit naturalis interruptio præſcriptionis ſine apprehenſione poſſeſſionis, ſicut præſcriptio non currit naturalis abſque traditione vacuæ poſſeſſionis, leg. ſine poſſeſſione, leg. naturaliter, ff. de vſucap. §. interdum, inſtitut. de rer. diuiſ. leg. qua ratione, §. interdum, ff. de acquir. rerum domin. l. quædam mulier, & ibi notat. ff. de rei vend. l. 2. Cod. de acq. poſſ. l. prædia, ff. eod. Cynus in l. cùm res, C. de prob. niſi eo titulo facta ſit alienatio, quo dominium quæri ſolet ſine traditione vt in legato, l. à Titio, ff. de furt. *Le maieur ou adulte que poſſede vn heritage par indiuis auec vn pupille, ou autre perſonne priuilegée, ou pour ſemuent enſemble leur commun intereſt: le non priuilegié ſuit en la preſcription, interruption, ou au ſilence & intermiſſion d'icelle en la cauſe indiuiſe. tant ciuile, que naturelle la nature du priuilege*, quia continentia cauſæ diuidi non poteſt. [50] Dormítque, ſilet, & conquieſcit longiſſima præſcriptio, tempore pupillaris, non minoris ætatis, leg. ſicut, Cod. de præſcript. 30. vel 40. ann. leg. 1. Cod. ſi aduerſ. vſuc. leg. fin. Cod. in quibus cauſ. in integ. reſtit. non eſt neceſſ. l. bonæ fidei. Ibique gloſſ. in verb pupilli ff de acquir. rer. domin. contra maiorem inchoata: ſed minor læſus diplomate regio reſtituitur, præſertim Tholoſę, vt ſi ex Maynardo. Innocentius in cap. conſtituimus, in fin. de reſtit. in integ. Nec interrumpitur, aut conquieſcit in prę ſcribentem, ob eius ſuperuenientem defectum animi, l. iuſto, §. eum qui, ff de vſuc nempe ob ſuperuenientem furorem, niſi rei dominium per incapacitatem amiſerit. Et cùm è Chriſtiano factus ſit Iudęus, vel Sarracenus: tunc enim prę ſcriptio interrumpitur,
51 arg. l. Deo nobis, Cod. de Epiſc. & cler. leg. 1. Cod. ne Iud. manc. Chriſt. [51] *La preſcription dort, & ne court contre ceux, qui ne peuuent agir pour quelque empeſchement de droict, comme les fils de famille, furieux, & ceux qui ſont priuez de leur bon ſens & entendement*, leg quęcunque, Cod. de bon. quę liber. leg. fin. Cod. de annal. except. *Maſuer au commencement du titre des preſcriptions: & paſſe la fille qu'eſt en puiſſance de pere, ſoubs l'authorité du mary, par ſa coniunction matrimonialle, pendant laquelle ne court auſſi la preſcription contre la femme mariée*, leg. 1. in fine, Cod. de annal. except. leg in rebus, §. omnis, ff. de iur. dot. *Maſuer au meſme titre des preſcriptions, nombr. 4. Ny ne peut courir la preſcription, ainſi qu'eſt dict au meſme titre, nombr. 1. ſi le preſcriuant n'eſt capable de preſcrire, ny celuy contre lequel on preſcrit de ſouffrir la preſcription, non que la detraction deſpende du ſeul office du Iuge, comme ſoulost faire par le Droict Romain: ains eſt beſoin en France ſe pourueoir par lettres Royaux, ou autrement la preſcription trentenaire court tant contre les femmes que les moindres, meſmes contre les marchandes publiques, & autres que negotient & font toutes les affaires de la maiſon, prouidantes, induſtrieuſes, & bien aduiſées: deſquelles les obligations, contracts & diſtracts ſont vallables, & peuuent agir, & defendre par Procureur en iugement, ſi ne ſont empeſchées, & induictes par force, menaces, contrainctes, ou mauuais traict. mais du mary, par le moyen deſquels elles ſont releuées & reſtituées en*
52 *entier*, vt f. [52] *Par voye d'hoſtilité*, cap. ex tranſmiſſa, e. de preſcription. can. prima
53 actione 16 q. 3. leg. poſtliminium, ff. de captiu. l. ab hoſtibus, Cod. eod. [53] leg.
54 1. ff de diuerſ. & tempor. preſcript. [54] *Maynard chap. 40. du 6 liu. de ſes queſt. où cite vn arreſt de Parlement de Tholoſe du 13. Iuin 1569. donné au rapport du ſieur de Berail pour Camard, & Salgues, contre Latreille, où le temps, que ledict Latreille eſtoit aux Galleres n'empeſchoit que le temps ne courust au moindre pour demander d'eſtre reſtitué en entier*, ex l. Papinianus, & ibi gloſſ. de minor. quia potuit relinquere

quere procuratorem, *de tant que la preſcription dort contre celuy qui ne peut agir, mander, ny conſtituer*, l. 1. ff. de tempor. præſcript. *Ce que peut eſtre auſſi entendu à certain temps parce que les Galleres perpetuelles au Parlement de Tholoſe emportent communement confiſcation de biens, ſelon ledict ſieur Mayn. ſur la fin du meſme ch.* [55] c. 1. c. cum nobis, e. [55] de præſcr. [56] c. ex tranſmiſſa, eod. [57] c. quia diuerſitatem, eod. [58] c. 1. c. de quarta, c. [56] auditis, eod. [59] l. 1. & fin. C. quib. mod. non obiicitur long. temp. præſcr. *Abſents pour* [57] *la reſp. par commandement du Roy priſonniers de guerre, gendarmes hors le Royaume, & leurs* [58] *ſemblables, enuers leſquels la reſtitution en entier eſt priuilegée*, l. 1. §. 1. l. 4. 14. 15. 31. cũ ſeq. [59] ff. ex quib. cauſ. maior. [60] *Maynard chapitre 30. du 6. liu. de ſes queſt.* [61] Chopinus de moribus Pariſ. libr. 2. cap. fin. artic. 3. *Arreſt general du Parlement de Paris du dix-neufieſme Auril mil cinq cents cinquante neuf, cité par ledict Maynard au chap. 62. du 7. liu. de ſes queſt. art. 118. des Couſtumes de Paris.* [62] *L'hypotheque des dots & doüaires ſe preſcript auſſi par 30. ans, tant par la Couſtume generalle de France que vſage du Parlement de Tholoſe, comme remarque ledict Maynard au chap. 31. du 6. liur. de ſes queſtions.* [63] Nempe conſtante matrimonio, d. leg. 1. in fin. Cod. de annal. except. [64] *Arreſt general 1603. prononcé au Parlement de Tholoſe, l'auant-veille de Noel par le ſieur Preſident de Leſtang, à laquelle toutes les preſcriptions ont eſté auſſi reduictes par les Couſtumes d'Auuergne, article premier du titre des preſcriptions. Maſuer au commencement du meſme titre* tam perpetuæ, quàm temporales, *meſmes les actions hypothecaires: ſauf contre le Roy, & l'Egliſe, que ſont quarantenaires: & ſi par deſertion l'inſtance eſt perimée, la preſcription trentenaire commencée, continue ſon cours, comme ſi n'euſt eſté interrompuë. Maſuer nombr. 12. du titre des preſcriptions.* [65] d. auth. malæ fidei, ex præſ. iur. ſufficitque continuata poſſeſſio cum ipſo temporis internallo, l. omnes, l. ſicut, Cod. de præſcript. 30. vel 40. annor. [66] ſiue naturaliter, aut ciuiliter interrumpatur, vt in gloſſ. l. cùm notiſſimi, §. ſed & ſi quis, C. de præſc. 30. vel 40. ann. c. illud, e. de præſcr. Naturaliter per rei apprehenſionem, & occupationem, vel poſſeſſoris expulſionem, l. naturaliter, ff. de vſuc. per fluminis inundationem, l. per vniuerſas, §. idem Labeo, leg. poſſeſſio. Ibidem Barth. leg. Pomponius, ff. de acquirend. poſſ. iuncta leg. adeo, §. inſula, ff. de acquir. rer. dom. & quocumque modo poſſeſſor deſinat poſſidere, l. is qui, ff. de acquir. poſſ. *par la priuation corporelle du fonds, mis hors l'actuelle, & reelle poſſeſſion du preſcriuant, ſoit par l'expulſion, non incontinent repouſſée*, d. l. naturaliter, §. 1. l. 1. §. eum qui, l. 3. §. cùm igitur, ff. de vi & vi armat. *violente, ou volontaire detention d'iceluy*, leg. cum notiſſimo. § imò, ibique gloſſ. in verbo innouata, Cod. de præſcript. 30. vel 40. ann. Ciuilis autem fit interruptio præſcriptionis per litis conteſtationem, l. fin. C. eod. ſúntque plura interruptionum genera, quæ certis regulis ac numeris vix contineri poſſunt. [67] *Maynard au chap. 60. du 7. liu. de ſes queſt. dict, qu'on a communement eſgard aux vſucapions de dix & vingt ans de l'ancienne Iuriſprudence, rapportant vn arreſt cité par Carondas du 16. Feurier mil cinq cens ſoixante trois, par lequel ſans auoir eſgard aux lettres Royaux fondées ſur l'abſence de l'impetrant, plus de 20. ans, pour ſes propres affaires hors le Royaume, l'aſſigné fuſt relacé, pour monſtrer que la ſeule preſcription trentenaire court contre l'abſent & ignorant, maieur & non priuilegié, Claude le Brun au §. 18. nombr. 9. du premier liu. de ſon procés ciuil, dict plus ouuertement leſdictes vſucapions n'eſtre plus en vſage, & a eſté reduicte à la preſcription trentenaire*, quæ tollit omnem actionem tam immobilium, laudimiorum, quàm rerum incorporaliũ licet quis mala fide poſſideat, auth. malæ fidei, Cod. de præſc. 30. vel 40. ann. etſi [67]

ſecus iure canonico: nam *Diuiſum imperium cum Ioue Cæſar habet*, licèt ſublata Gratiani differentia præſcriptionum, fauorabilium, odioſarum & mixtarum, can. quoque eſt 16. quæſt. 3. reſpicientis ad priuatorum vtilitatem: cùm omnes ex eadem cauſa ſint publicæ vtilitatis, & tranquillitatis, vt rectè ſentit Prateius in ſuo theſauro verborum, idcóque præſcript. immobilium ſeu proprietatis, vltra metas 30. annorum apud nos protendi non poteſt, præfat. iur. nec in vniuerſa Gallia, licèt conuentum ſit ne vnquam præſcribatur. Maſuerius tit. præſcript. numer. 22. Barth. in leg. 1. ff. de vſur. & in leg. nulla, ff. de legib. nulla iuris ratio: reſpondet Modeſtinus, aut æquitatis benignitas patitur, vt quæ ſalubriter pro vtilitate hominum introducta ſunt, ea nos duriore interpretatione contra ipſorum commodum producamus, niſi conueniatur de debito: & tunc
68 duplicatur tempus præſcriptionis, ac ſi creditor pacto permiſiſſet ſe 30. annis nihil petiturum ex dicto Maſuerio, num. 12. & 22. [68] *Les lods & ventes, & preſtations annuelles des droicts ſeigneuriaux, ou rentes foncieres ne ſe peuuent demander que de vingt-neuf ans, Bacquet chapitre ſeptieſme des Droicts de deſherance. Maynard chapitre trentieſme du liure ſixieſme de ſes queſtions, & ſe preſcriuent enſemble la quote, ou partie non payée par trente ans, meſme contre le Roy & l'Egliſe*, l. plures apochis, & ibi notatis, Cod. de fid. inſtrum. *Maſuer titre des preſcriptions, nombre 7. quoy qu'autrement iouyſſent de la preſcription quarantenaire: & tiennent les lods & ventes, lieu des fruicts pour vente, deſquels on ne peut eſtre reſtitué en entier de leſion d'outre moitié de iuſte prix. Maynard chapitre 62. du troiſieſme liure de ſes queſtions. Ny ne ſont deubs aux Parlements de Paris & Tholoſe aucuns lods de fonds eſtimé, ou non eſtimé, baillé en dot pour droict de legitime, ou par hereditaire aux enfans, & deſcendants en droicte ligne ſelon Papon és Arreſts par luy cités au chapitre vingt-neufieſme du quatrieſme liure de ſon recueil: ny voire des biens vendus par l'heritier pour payer la dot, ou legitime, la cauſe de la vente donnant droict de ſubrogation à l'achepteur, comme payeur de la dot, & legitime à quoy le prix de la vente eſt deſtiné. Maynard chapitre 100. nombre 3. du ſeptieſme liure de ſes queſtions, faiſant à ce propos la loy* à Diuo Pio, §. ſi
69 poſt addictum, ff. de re iud. leg. cùm prætor, ff. de iudic. [69] leg. malè agitur, Cod. de præſcript. 30. vel 40. ann. *Maynard chapitre trente-ſixieſme du ſixieſme liure de ſes queſtions*, cap. dilectus, e. de capell. monach. cap. venientes, e. de iureiur. Colonus pariter fructuarius, & qui pro alio poſſidet, nullo tempore præſcribunt, gloſſ. in cap. cùm non liceat, in verb. non obſtante, e. de præſcr. *Ny ne court contre les cas exprimez en ladicte gloſſ. ny contre le droict qu'on a de faire quelque choſe, ſi l'occaſion pour la faire ne ſe preſente.* Cynus in leg. voluntaria, Cod. de excuſ. tut. Barth. in leg. in filiis, de Decurion. libr. 10. Cod. *Maſuer nombre vingt-ſixieſme du titre des preſcriptions: & eſtant l'occaſion paſſée pour celles que ſont à aduenir, s'il n'y a eu contradiction precedente, non plus que contre le Curé le droict de diſme limité ſus quelque lieu, ou heritage pendant la ſterilité, auquel ne peut contraindre le proprietaire la payer, ſi par contract ou autrement n'y eſt par exprés obligé. Ledict Maſuer au meſme titre nombre 17. 18. le droict de ſuperiorité eſtant impreſcriptible, comme a*
70 *eſté cy deuant dict au titre des fiefs.* [70] *Le cours de cent ans entiers eſt ſuffiſant pour preſcrire contre l'Egliſe Romaine*, leg. inter diuinum, Cod. de ſacroſ. Eccleſ. cap. ad omnes, cap. illud, cap. quia iudicante, e. de preſcript. capit. quoniam contra, e. de iur. patron. can. fin. 16. quæſt. 3. Nouell. 9. Qua eodem gaudet priuilegio Occidentalis, quàm Orientalis Eccleſia, cuius tamen deeſt principium

pium Græcæ baſilicæ, vt notat Cuiacius 5. obleru. c. 5. *Laquelle preſcription s'eſtend és choſes laiſſees, leguees, donnees, & vendues aux Monaſteres, hoſpitaux, & cités pour la redemption des captifs*, d. l. fin. Cod. de Sacroſ. Eccleſ. quem ſequitur auth. quas actiones, deſumpta ex Nouella eiuſdem Imperatoris conſt. 131. c. 6. Qua præcipitur Sacroſanctis Eccleſiis, & aliis venerabilibus locis ſolam 40. annorum præſcriptionem opponi, hoc ipſo ſeruando, vt in exactione legatorum, & hæreditatum, quæ ad pias cauſas relicta ſunt. *Laquelle ores ſoit receue en France, comme dit Maynard chapitre 59. du 7. liure de ſes queſtions: toutesfois par Arreſt du Parlement de Tholoſe donné en Audience le 28. Feburier mil cinq cents huictante cinq. entre le Syndic des pauures de la ville de Sainct Matthan en Gaſcoigne, & Maiſtre Iean Maton, & conſors. Les contracts des alienations faictes des terres & biens dudict hoſpital furent caſſez, les deffendeurs condamnés en laiſſer la poſſeſſion vuide auec reſtitution de fruicts, ſur iceux precontez les deniers des rentes que faiſoit l'acquereur audict hoſpital pour raiſon de ladicte alienation, quoy qu'il euſt inſiſté à fins de non receuoir, ayant plus de quarante ans deſdicts contracts, euſt faict meilleure la condition des pauures, & contracté auec deliberation de conſeil faicte en publique aſſemblee de ville, & paiſiblement iouy ſans contradiction, comme remarque ledict Maynard au meſme chapitre apres Carondas au chapitre 65. du liure 7. de ſes reſp. Et pour meſmes raiſons Bacquet tient au traicté du domaine que les droits ſeigneuriaux ſont preſcriptibles par cent ans, comme auſſi remarque Claude le Brun au 1. liure de ſon procez ciuil, §. 18. nombre 11. Et ſemble s'arreſter ledict Bacquet aux termes de la preſcription centenaire en faueur de l'ancien domaine du Roy, pour la conſeruation d'iceluy, hors le droict de ſouueraineté, & deuoirs, que preſtations*, in recognitionem ſuperioritatis, *laquelle eſt impreſcriptible*, l. competit, Cod. de præſcr. 30. vel 40. ann. l. 1. & 2. C. ſine cenſ. & rel. c. 2. de cenſib. e. c. cum non liceat, ibidémque gloſſ. in verb. nonobſtante, e. de præſc. *Bacquet chapitre 60. du droict d'amortiſſement, chapitre 7. du droict de desherance.* [71] *Cuias ſur ladicte nouuelle 131. chapitre 6. tient les actions entre perſonnes priuees ſe preſcrire par 30. ans, & celles des Egliſes, hoſpitaux, maladeries, monaſteres & autres lieux pieux par quarante ans*, in odium negligentis creditoris, qui tanto temporis interualio ſera pœnitentia ad priſtinum ius redire deſiderat, vt in l. fin. Cod. de ſeruit. & aqua. *Arreſt du Parlement de Grenoble du 8. Mars mil quatre cents cinquante neuf.* Guido Pap. quæſt. 36. 161. & 169. vnde torquentur interpretes an per nouellam 131. & d. l. fin. Cod. de Sacroſ. Eccl. derogetur in centenaria præſcriptione, Theodoro Græco interprete lib. Baſilicæ 5. c. 3. afferente nihil in eadem nouella huiuſmodi centenariæ præſcriptioni aduerſari, vt etiam notat Cuiacius obſeruat. 34. affirmans centenariæ præſcriptioni aliunde derogari, vt accuratè Maynardus dixerit c. 59. lib. 7. quæſt. *Dont Bacquet au chapitre 60. du droict d'amortiſſement rapporte deux opinions du droict d'indemnité des biens mainmortables enuers le ſeigneur, lequel aucuns diſent ne ſe preſcrire, comme partie du droict feodal, & cenſuer: les autres le preſcriuent par 30. ans, comme ſimples deniers, meubles & fruicts. Et ſe pourſuit par action perſonnelle, ne concernant que le profict du fief, non la mouuance de l'heritage feodal, moins le droict de ſuperiorité, obeiſſance & recognoiſſance. Bacquet chapitre 7. du droict de desherance, chapitre 6. du droict d'amortiſſement. Et du Moulin ſur les Couſtumes de Paris, art. 41. nombre 7. Quant aux ſeigneurs feodaux, ou cenſiues laics, non des Eccleſiaſtiques, contre leſquels ne ſe preſcrit que par*

71

40. ans, licèt Eccleſia contra Eccleſiam, quæ nec minori ſpatio præſcribit: quamuis inuicem contendentes Eccleſiæ vtantur iure communi. & tunc præſcribens Eccleſia non ſit priuilegiata, c. illud, c. de quarta, e. de præſcrip. gl. d. auth. quas actiones, in verb. excluduntur, & ibi Caſtrenſis, Cod. de ſacroſ. Eccleſ. vel Eccleſia contra aliam Eccleſiam præſcribente, quadragennali gaudet præſcriptione. Guido Pap. & ibi Ranchinus in queſt. 36. & 161. quę incipit à contractu alienationis rectè ritéque factę, ſecus poſt interitum Prælati malè alienantis deducto tempore vacantis Eccleſiæ. Idem qu. 150. & ibi Ranchinus, ne ſolùm in cæteris, ſed etiam in legatis & hæreditatibus curit contra Eccleſiam huiuſmodi præſcriptio. Cuiacius lib. 5. obſeruat. c. 5. centenaria gaudet Romana, Guido Pap. quæſt. 36. Iura tamen dominicalia nullo tempore præſcribuntur, & quæ ſunt iuris diuini in ſignum vniuerſalis dominij: vt decimæ, quæ à laicis detinentur, de quibus in ſuperioribus. *De meſmes la faculté de rachapt par le contract in iterminee ſe preſcrit par 30. ans, entre perſonnes layes, par pluſieurs arreſts du Parlement de Paris, Bordeaux, & autres. Papon en ſon recueil, arreſt 11. 12. du titre des preſcript. Boyer deciſ. 182. nombre 3. 4. 5. 6.* & ſeq. ac ſi emptor fundum conſeruiſſet, donec pretium exſolueretur, vt in l. ſicut, & ibi Bart. ff loc. *Et ores le temps du rachapt ſoit limité, ſi la piece rachetable eſt vendue, ou engagee à moins qu'elle ne vaut, comme eſt cy-deuant dict: & en l'hypotheſe deſcripte par Maynard au chapitre 53 du 4. liure de ſes queſtions, où il repreſente comme l'an mil quatre cents ſeptante trois 13. Ianuier Philippes Ganteille notaire auroit baillé à ſurcens & afferme perpetuelle de 29. en 29. ans vne metairie à Antoine Largies ſous la rente annuelle de 12. ſeſtiers blé & vne emine noix, auec pacte qu'en payant toties quoties la ſomme de ſix vingts eſcus audit Ganteille, la rente ſeroit eſteinte & amortie, & la metairie demeureroit franche, & quitte d'icelle audit Largies, ſans preiudice de la cenſiue, & rente deue au ſeigneur directe, nommé audit Contract, laquelle ayant eſté vendue par Eutrope, & Iean Ganteille, fils dudict Philippe, aux preſtres obituaires de Lauaur és annees mil cinq cents ſept, mil cinq cents huict chacun ſa moitié, en tout pour la ſomme de cent vingt eſcus: l'an mil cinq cents ſeptante vn 98. ans apres l'afferme, leſdits Largies tenanciers de ladicte metairie auroyent mis en inſtance le Syndic des preſtres à l'effect du rachapt deuant le Iuge ordinaire de Lauaur: le Syndic alleguant preſcription de cent ans, ou enuiron, d'où la cauſe deuolue par appel au Seneſchal, & du Seneſchal en la Cour du Parlement de Tholoſe, par arreſt du vingtſixieſme Feurier mil cinq cents huict ſix, donné les Chambres aſſemblees au rapport de Monſieur Terlon Conſeiller en icelle prononcé le dixieſme Mars enſuiuant. La Cour reformant les ſentences dudit Iuge ordinaire de Lauaur, & Seneſchal de Tholoſe, auroit declaré ladicte rente fonciere deſcendre du bail du fonds, & condamné leſdits Largies recognoiſtre, & payer annuellement auſdits preſtres la quantité de douze ſeſtiers bled, & vne emine noix, auec les arrerages de vingt neuf ans, auant l'introduction de l'inſtance, ſauf la faculté auſdicts Largies d'eſteindre & amortir ladicte rente ſuiuant ledict contract en payant auſdits preſtres ladicte ſomme de cent vingt eſcus ſans deſpens, que ſert de preiugé, pour monſtrer que la faculté d'eſteindre & amortir la rente fonciere, & conſtituee toutes & quantes fois par le meſme contract ne ſe preſcrit en cent ans par le payement continué de la rente pendant ledict temps, quoy que la condition ſoit alternatiue, eſtant à l'option du rachepteur, & l'extinction de la rente*

touſiours au pouuoir du tenancier: comme auroit eſté iugé par autre Arreſt du meſme Parlement du quinzieſme Apuril, mil cinq cents huictante trois donné au rapport de Monſieur Dupin, entre Monſieur le Procureur general du Roy, prenant la cauſe pour le Syndic des freres Preſcheurs, & Conuent de Bauieres en Bigorre, appellent de la ſentence du Seneſchal dudit Bigorre du dixneufieſme Auril mil cinq cents huictante huict, Bernard & Raymond Sobiers appellez. Laquelle auroit eſté par ledict Arreſt confirmee. Et par la Couſtume de Paris article cent treize. La preſcription quarantenaire a lieu contre l'Egliſe, comme dit Maynard chapitre 36. du 6. liure de ſes queſtions tant en action reelle que perſonnelle, d. auth quas actiones, Cod. de Sacroſ. Eccleſ. c. de quarta e. de præſcript *& contre le fiſc, Maynard chapitre 30. du 6. liure de ſes qu.* Et in huiuſmodi præſcriptione contra ciuitatem, Principem, & Eccleſiam quatuor requiruntur, tempus 40. annorum, titulus, bona fides, & continuata poſſeſſio, d. auth. quas actiones, Cod. de Sacroſ. Eccleſ. c. de quarta, c. illud, c. ad aures, c. quia iudicante, e. de præſcr. c. 1. & c. ſi diligenti, in fine, ibique Innoc. eod. in 6. can. placuit, §. quas actiones, 16. q. 3. can. poſſeſſione, eadem q. 4. [72] *Ores la preſcription de longue & paiſible poſſeſſion ſoit fauorie, tant pour abreger les procez, que pour deſraciner toute eſpece de chicane. Maynard chapitre ſoixante quatre du ſeptieſme liure de ſes queſtions. Et court contre l'action & la choſe: le meſme, chapitre trenteuniesme du liure ſixieſme, & aduenant qu'on ne puiſſe agir contre le preſcriuant à cauſe de ſa grandeur, ou autrement*, vt in l. 2. & 4. ff. de in ius voc. l. 1. ff. de diuerſ. & temp. præſcr. *peut proteſter deuant le Iuge ou Notaire, ſuiuant la forme preſcripte en la ley* vt perfectius, Cod. de annal. except. & in can. placuit vt quicunque, §. is autem 16. q. 3. fitque interruptio per proteſtationem coram Epiſcopo vel coram teſti- [73] bus, eodem §. is autem. [73] Dátque huiuſmodi præſcriptio ius agendi, c. 1. 16. q. 3. & can. volumus, eadem queſt. 4. etiam per Synodalem proclamationem in iuribus Eccleſiaſticis, d. can. 1. 2. & 3. 16. q. 3. *pour demander eſtre reſtitué en entier, & releué du temps, ſe doit pourſuiure par lettres Royaux, comme les moindres & abſents, quoy que ſoyent allez hors le royaume du mandement, & pour les affaires du Prince ſelon noſtre vſage*, vt ſ. & fit interruptio per quaſi litis conteſtationem, ob denunciationem inquilini, vel coloni domino factam de lite contra eum mota, l. 2. C. vbi in rem actioexercer. debeat, c. quoniam frequen- [74] ter, § ſi ſuper, e. vt lite non conteſt. non proced. ad teſt. rec. [74] Glo. in c. 1. § quod [75] non ſufficit, in verb. publicè e. de poſtul. præl. [75] Imò per nuncium, ſeu apparitorem facta decreti executione, vt in d. l. ſicut, C. de præſcr. 30. vel 40. ann. in gloſſ. cuius notificatione interrumpitur præſcriptio criminalis actionis, non ſola inquiſitionis confectione, vel libelli oblatione, niſi principali reſcripto, quod litis conteſtationem faciat, abſque vlla ſurreptione, vel obreptione, alioquin illud offerens, vel exequens carere debet impetratis toto tit. C. quand. libell. princip. datus litis conteſtationem faciat, l. 2. & 5. C. ſi contra ius vel vtilit. public. vel per mend. fuer. al. q. impet. Et tunc nec interrumpitur præſcriptio, cùm pœna ſint non eſſe, vel eſſe, & reduci ad non eſſe, *comme de l'inſtance perimee. Autre choſe ſeroit de l'enqueſte faicte, partie appellee en forme iudiciaire, de tant qu'elle eſt prouenue de la conteſtation & debat en cauſe*, capit. vt lit. non conteſt. non proced. ad teſtament, recept. e. &

la

la partie aſſignee pour voir receuoir teſmoins. Car ores la preſcription coure contre l'abſent, ignorant, ne peut eſtre pourtant ſecrettement interrompue contre le preſcriuant, non plus que le poſſeſſeur, & detempteur clandeſtin ne preſcrit. 76 Cùm ſcit poſſeſſor ſe rem detinere alienam, non cùm dubitat, vt l. qui ſcit, §. bonæ fidei, ff. de vſuc. niſi in iudicio negans pòſt teſtibus vel inſtrumentis conuincatur, iam interrupta præſcriptione, à litis conteſtatione : *autrement ſi la trentieſme annee de la preſcription eſt accomplie, le demandeur ne fait à receuoir, quoy qu'il ait actes en main pour faire foy de ſon intention, ſi n'eſt impetrant lettres Royaux pour eſtre releué du temps, pendant lequel n'auroit peu agir pour cauſe iuſte, & legitime.*

EDIFI

EDIFICES,

COVSTVME I.

Celuy qui baſtit ioignant l'edifice de pierre, ne doit auancer les poutres, & ſ'ueaux plus d'vn palin ſur la rue.

CHAPITRE I.

TOLOSE [1] capitale de Languedoc, [2] ſiſe en air temperé, [3] & terre fertile, [4] entre les mers du Ponent, & Leuant, [5] ſur le fleuue de Garonne, [6] qui diuiſe les Coltes des Aquitains, deſquels parle Ceſar en ſes Commentaires, [7] & deſcend vers l'Ocean des monts Pyrenees, riches & abondantes en metaux & materiaux propres à baſtir, coſtoyans les deux mers. [8] Premierement erigee du temps de DEBORA, femme de Lapidoch enuiron l'an du monde 2847. en lieu eminent vn peu diſtant du fleuue, cõme aucuns tiennent par Tolus & Ptolomee de la poſterité de Iapher fils de Noé ſoit par crainte des inondatiõs des eaux, ou pour la ſalubrité de l'air, [9] lequel ou Atome leur ſucceſſeur on pretẽd auoir eſté premier Roy de Tholoſe, [10] & apres Torſin Iſaurier, qui quitta le haut, & fit edifier la ville à la plaine, & icelle entourner de mur, & hautes tours. [11] Le ſucceſſeur duquel Aquarius Belet ayant repouſſé l'armee d'Annibal Duc de Chartage, qui prenoit ſon chemin vers l'Italie par les Alpes auparauant inacceſſibles par ſon induſtrie rẽdues paſſageres, la fortifia de plus forte murailles, & y fiſt edifier deux grands tours, l'vne vers l'Orient, l'autre vers l'Occident, craignant qu'Annibal ne rebrouchaſt chemin, & reuint à Tholoſe, lequel decedda le dernier de la race de Tolus. [12] Et apres Tabor ſon

successeur à la Couronne, [13] y vint ce grand Legislateur Theodose Empereur Romain, par lequel, ou Anthonin y fust basti le Capitolle, & ses cendres mises apres sa mort au Temple de Iupiter, [14] qu'est l'Eglise Nostre Dame de la Daurade consacree à Dieu, apres la gentilité, que les Tholosains furent conuertis à la foy, [15] que leur fust premierement annoncee par Sainct Saturnin Disciple de Iesus-Christ leur premier Euesque, du temps de Marcel fils de Tabor V. Roy de Tholose, [16] & les idoles renuersees par Natan aussi Roi de Tholose, fils & successeur de Marcel, tant celle d'Apollon, que autres, esquelles on souloit sacrifier, hormis celle de Iupiter. [17] Ainsi la ville de Tholose quitta peu à peu le paganisme, recognoissant, cõme disoit ce grand Argonaute, duquel parle Lactance, [18] *Deũ esse omniũ Deorum parentẽ, quorũ causa cœlũ condiderit, liberisq. prospexerit, vt haberent habitaculũ, sedẽq cõmunẽ* κτίκεν ἀθάνατοις τὸν οἶκον ἀγήρατον, *condidit immortalib. domum incorruptibilem.* Quand elle fust sacrifiee & confirmee en la doctrine Euangelique par les merites & assistances des glorieux martyrs, & confesseurs de Iesus Christ, Euesques, & autres, desquels nous celebrons la memoire, & honorõs les reliques, ensemble de sept Apostres, desquels les ossements reposent en la Saincte & sacree Eglise S. Saturnin, œuure de Charlemaigne. [19] L'an 280. de la passion de nostre Seigneur furent esleus quatre citoyens, nobles & experimentés à la charge consulaire, appellez Capitouls, du nom du Capitolle, auec quatre cẽs gendarmes pour les assister à la defense & protection de la cause publique. [20] Et fust ainsi regie & gouuernee iusqu'à ce que ce grãd Empereur Charlemagne Roy de Frãce, apres auoir obtenu plusieurs victoires tãt delà que deçà les monts, & les Gots esté chassez du pays de Lãguedoc, [21] passant à Tholose auec son armee, l'erigea en Cõpté, & là bailla à Torcin son nepueu, qu'on dit auoir receu du Ciel l'estendard ou Bãniere de la croix des douze poinrs, appellé TOLIS, au siege de Bayonne, où les armes de Tholose, que souloyent estre trois moutons, furẽt reduictes à vn trauersé de ladicte croix. [22] Apres furent tenus trois Cõciles en Tholose, l'an 826. 1056. & 1090: [23] & de là en hors la Cõpté demeura en son entier, iusqu'au tẽps du Cõpte Raymond cinquiesme du nõ, lequel tenant le parti des heretiques Vauldois & Albigeois fust excõmunié, & la Cõpté adiugee à la Courõne de Frãce: & depuis absous à l'instãce du Roy S. Louys, par le Cardinal S. Ange, legat en Frãce pour sadicte Saincteté, moyennãt la penitence que luy fust enioincte par le S. Siege Apostolique, pareille à celle, que S. Ambroise auoit donnee à l'Empereur Theodose en satisfaction de sa faute, & tesmoignage de sa conuersion: [24] lequel ayant pris la croix pour aller outre mer l'ã 1229.

le Roy

le Roy luy laiſſa la Compté, pour en iouyr ſa vie durant. Et neãtmoins venant à ſes derniers iours, fiſt teſtament au mois de Septẽbre l'ãn 1442. par lequel inſtitua ſon heritiere Ieanne ſa fille Cõpteſſe de Poictiers, femme d'Alphonſe frere de S. Louys, qui lors eſtoit à la terre ſaincte, auec ſa femme faiſant la guerre aux Infideles: d'où eſtãs reuenus, prindrent poſſeſſiõ de ladicte Cõpté, laquelle puis l'an 1271 que furent decedés, eſt demeuré ſoubs le ſceptre des François, enſemble la ſouueraineté des Cõptés, Viſcõptés & Baronies, qu'ẽ auoyent eſté demẽbrees: & le tout diuiſé en cinq Seneſchauſſees, & terres en depẽdantes, ſans y cõprẽdre ce que ſouloit appartenir au Cõpte de Tholoſe, des terres de l'Empire, deſquelles ledict Cõpte Raymõd V. auoit fait delaiſſement à l'Egliſe de Rome és mains dudit legat, par les articles de ſa penitẽce, conſigné quatre mil marcs d'argent pour l'entretenement de quatre docteurs Regens en Theologie: autãt en droict Canon, ſix Maiſtres és Arts, & deux en Grãmaire, pour eſleuer & inſtruire la ieuneſſe de Tholoſe à l'eſtude des bonnes lettres. Ce que fuſt deſparti, & employé en dix ans, en lieu qu'on pouuoit mettre les deniers en fonds, ou à rente, pour du profit & reuenu payer les gages des lecteurs par fondatiõ perpetuelle. [25] En l'exercice deſquels ceſte vniuerſité cõmença ietter les fondements de ſa renommée par les doctes, aſſidues, & profitables leçons des plus ſuffiſans, & capables, qu'on pouuoit recouurer auec telle affluẽce d'eſcoliers, qu'ẽ peu de tẽps fuſt eſtimee des plus fameuſes de l'vniuers en la Iuriſprudẽce: des nourriſſons de laquelle la France eſt illuſtree, & fuſt arreſté qu'aucun Iuif, ni heretique n'exerceroit eſtat de Iudicature. [26] Et enuirõ le meſme tẽps la ville fuſt decoree de quatre beaux & deuots monaſteres de Religieux mondains, inſtitués du temps des Papes Innocẽt & Honorius 3. ſur les reigles dreſſees par Albert Patriarche de Ieruſalẽ, l'ã 1306. du tẽps de Philippe le Bel Roy de Frãce, & Nauarre cõfirmateur de nos Couſtumes, & du Pape Clement V. Les Iuifs en furent chaſſez, les tẽpliers executés à mort, leurs biens cõfiſqués, peu de tẽps apres reſtituës & augmẽtés à l'ordre de S. Ieã de Hieruſalẽ pour la defenſe de la Chreſtienté, & expugnation des Infideles d'outre mer, ennemis cõmuns des Chreſtiens l'an 1317. l'Eueſché de Toloſe fuſt auſſi erigee en Archeueſché, de laquelle Meſſire Ieã de Cõuenes fuſt premier Archeueſque: & en furẽt demẽbrés quatre Eueſchés ſuffragãtes par le Pape Ieã 22. [29] Du tẽps du Pape Innocẽt VI. y furẽt edifiés, & dotés pluſieurs beaux & riches Colleges, pour la deſpenſe de bouche, & demeura de certain nombre de pauures eſcoliers eſtudians en l'vniuerſité dudit Tholoſe, notamment pour vaquer à l'eſtude de iuriſprudence, & fonda luy meſmes celuy de Sainct Mar-

tial. [30] Et apres la reprise des villes,& fortereſſes de Guienne tenues par les Anglois, les impoſitions extraordinaires ceſſarent, & le Seneſchal & Viguier furent deſchargés par Arreſt de la Cour des cottiſations, & tailles ordinaires, que ſeroyent impoſees à l'aduenir ſur les biens des habitans & autres Officiers de la ville, & Seneſchauſſee. [31] Le Parlement traduit de Tholoſe à Montpellier par Charles VII. fuſt remis en Tholoſe par ſon fils Louys XI. par lequel l'an 1462. la ville fuſt deſchargee des tailles pour cent ans, [32] à la fin deſquels les guerres ciuiles & inteſtines ont eſté ſi fort allumees en ce Royaume, que la face de toutes choſes y ſembloit eſtre changee par les priſes & repriſes de pluſieurs villes, chaſteaux, & fortereſſes, ſac & ruine de pluſieurs beaux & riches edifices, & temples ſacrés mis à fleur de terre, non ſans endommager, & incommoder les villes diuinement preſeruees de la fureur de l'Ange exterminateur, eſtans marquees en leurs frontiſpices du ſigne de la Croix : telles que la noſtre, laquelle auoit puis long temps auparauant ſouffert pluſieurs ruines & edifices particuliers comblés de vieilleſſe, rompus, abatus, & conſommés par la force, l'eau & le feu : ſauf les Egliſes, chappelles, oratoires, cloiſtres, monaſteres, colleges & maiſons publiques edifiees de forte matiere, que ſont encore en nature, horſmis le Capitolle. Les murs anciens, & premieres enceintes de la ville ont auſſi pris diuerſes eſtendues : comme ſe voit par les vieilles maſures que paroiſſent encores en quelques endroits des tours & murs anciens, la pluſpart deſquels on a peu à peu auec le temps abatus iuſques aux fondements, outre les maiſons priuees premieres edifiees : la memoire deſquelles eſt maintenant effacee par la frequence des ruines d'icelles, cauſee de la foibleſſe des materiaux, dont elles eſtoyẽt baſties, deformité & contiguité d'icelles, pour le peu de ſoin qu'auoyent les anciẽs Tholoſains de leurs propres habitatiõs, plus curieux des edifices publics que particuliers à l'oppoſite de noſtre temps, & plus addonnés à la guerre & agriculture, qu'à l'architecture, de laquelle les Romains ont fait tant d'eſtat, leſquels non cõtents laiſſer à la poſterité pour leur habitatiõ de grands & ſuperbes palaix, enrichis de rares materiaux ſubtilemẽt elaborés, ont encore voulu immortaliſer leur memoire par le relief de leurs ſtatues mauſeolles & pyramides, ſur leſquelles aucũs ont ordõné que les vrnes de leurs cendres ſeroyẽt eſleuees : les autres pour y loger apres leur decés leurs corps embauſmés ſelõ la diuerſité du rẽps, partie deſquels ont eſté prins, & emportés en autre pays des ſepulchres d'Egypte, pour ſeruir de momie. Dont ſi la curioſité des Tholoſains euſt eſté telle que celle des Rom. d'ẽbellir leur ville d'vne belle facíade de

maiſons,

maiſõs,& s'immortaliſer par la grãdeur& beauté de leurs edifices,n'y auroit eu mãque de materiaux,& architectes,quand leur fortune euſt eſté pareille: ains ſe ſeroyent contentés de leurs habitations, & croiſſans en nõbre ont baſti ſur pilotis aboutiſsãs ſur les rues,& places publiques, laiſſans au deſſoubs le paſſage: quoy qu'on y vſaſt du droict Romain, [33] par lequel n'eſtoit permis baſtir en rue & place publique, ni empeſcher l'aſpect des edifices. [34] Que cauſa plus grand perte, & ruine, eſtans la plus-part des maiſons priuées baſties de torchis, & charpenterie ſombres & opaques, encor plus ſubiectes au feu, [35] larcins, percements & fractures des maiſons, aſſaſſins, & brigandages nocturnes, [36] tant pour la trop grande proximité du voyſinage, que foibleſſe des materiaux,ombrages, & obſtacles des parties anterieures des maiſons, ſoubs leſquelles la veüe des feneſtres ne ſe pouuoit eſtendre: dont l'air ainſi retenu deuenoit peſtilent, auec grande mortalité de gens, [37] dont l'an mil quatre cents ſeptante cinq on fuſt contrainct pour la conſeruation des maiſons, ſanté de la ville, & aſſeurance des citoyens, retrancher les baſtiments aboutiſſants ſur les rues & places publiques,& en furent oſtez & demolis les eſgouts, appends & galleries, qui auançoyent ſur les places du Salin, Boulbonne, Sainct George, Sainct Sernin, & Arnaubernard, qui en eſtoyent enuironnées, enſemble les badorques, & tables qu'eſtoyent affichées autour des pilliers de la place de la pierre, les bancs des boucheries, qu'on ſouloit tenir és rues furent auſſi reculés & mis dans les maiſons, les boucheries murées. [38] Et ſemble que ceſte Couſtume tende à meſme fin, quand elle defend ne faire les ſaillies des deuants des maiſons de Torchis, maſſequan, ou charpenterie, ioignans celles de brique, ou de pierre, plus d'vn palm ſur la rüe, pour n'empeſcher l'aſpect de la maiſon voiſine pleine & aniuelée à droicte ligne perpendiculaire, ny rien vſurper de la place publique: [39] leſquelles jaçoit que fuſſent reduictes en leur plain, reſtoyent encor des ombrages, & deformités par le moyen deſdictes ſallies, qui empeſchoyent auſſi l'aſpect des maiſons contigues, iuſques à ce que nos Roys outre & par deſſus nos Couſtumes ont voulu, ſtatué & ordonné que leſdictes ſallies aboutiſſans ſur les rues fuſſent oſtées, & retranchées de toutes les villes cloſes de ce Royaume: [40] dont les maiſons tant priuées, que publiques ont eſté vnies, & aniuelées de ſuitte, de tel ordre, proportion, & ſymmetrie, [41] que l'aſpect, la lumiere & le paſſage en demeure libre, ſpatieux, clair, & ſerain, ſoubs la face du ciel, [42] qui eſclaire les paſſants, diſſipe les vapeurs, & rend la ville plus ſaine, & moins ſubiecte au feu, les rues, places & maiſons plus clai-

res & lumineuſes, & la ville decorée de beaux edifices de briques & maſſonnerie, ſelon les facultés & curioſité des proprietaires, [43] la pluſ-part deſquels n'ont eu moyen rebaſtir que de charpenterie, torchis, ou maſſequan [44]: quoy que par les Edicts, & Ordon. Royaux, les nouuelles conſtructions des deuants des rues ſe doibuent faire de pierre, brique, & maſſonnerie, [45] nul n'y eſtant contrainct par deſſus ſes forces: ny la vendre à ſon voyſin, ne autre par commodité, pour y baſtir quelque ſuperbe, & ſomptueux edifice, ores ſa maiſon ſoit caduque, & ruineuſe, & n'ayt moyen la reedifier, ſinon pour l'vtilité, & neceſſité publicque, non du particulier, [46] auquel eſt tant ſeulement permis baſtir en ſa place, comme bon luy ſemble, ſans endommager le voyſinage, ſuiuant le ſtatut, & Couſtume de la ville: pourueu que la rue demeure libre, & la face de la maiſon plaine, pollie & aniuelée, ſoit en fermeure, ou corps habitable, ſans aucune ſallie, place vuide, ne deformité. [47] Et doibt tant le proprietaire que vſufructuaire tenir la rue pauée, [48] & nette d'immondices, tant qu'il y faict ſa reſidence, ſinon le locataire. [49].

NOTÆ.

1 ANonnullis alluditur Tollens à Deo exoſa, vel Tollens ocia, ex Iſidoro, in verb. Tollo, & ab aliis à Θόλος, Græca voce, *petit eſcu rond, que reſpond au milieu d'vn edifice*, teſtudo templi, vel teſtudinis vmbilicus, *ou poumeaux, que ſont douze en nombre és armes de la ville, auec vn agneau & vne croix, ſignifiant les douze Apoſtres, les douze articles de la foy, ou les douze Prouinces, au milieu deſquelles Tholoſe eſt aſſiſe au ſixieſme climat, ſoubs la planete de Mercure, generatiue des bons eſprits, dont l'Hiſtoire eſt en quatre volumes à la Bibliotheque de Louys Sphorce occupateur du Duché de Milan, qui mourut priſonnier en France du temps du Roy Louys XII.* quæ à Tolo, ſeu Toloſſo eius protoconditore vulgò nomen deſumpſiſſe fertur, ſicut Roma à Romulo, vel à Polyphœmi vxore eo nomine nuncupata, à quo 10. annis ante euerſionem Troiæ mœnibus Tholoſam fuiſſe donatam tradit Forcatulus libr. 2. de Imper. Gallorum quod apud nos memoriæ proditum non habemus. 2 *Iadis la Prouince Narbonoyſe, de laquelle parle Forcatel au meſme liure, de la Gaule Celtique*, de qua Cæſar libro primo de bello Gallico, in princip. A Narbona ciuitate quondam Romanorum Colonia denominata, nunc linguæ Occitanæ, qua vulgò eius incolæ vtuntur, quaſi langue de oc appellata, *Le Iardin de France*: vnde Forcatulus dixerit fœraciſſimam Celtarum regionem Narbonenſem vini, frugum, & inſuper olei copia claram eodem libro primo de Gallorum Imperat. vt magis culta, magis conſita, & lætior ex Pomponio Mela, libro ſecundo de ſitu orb. capite 5. A Celte rege dicta quondam primis temporibus ex Annio Beroſo in libro de Regibus Aſſyrio-

ium,

rum, Marcellino libr. 15. Rerum geſtar. Strabo eos inquit Gallos, qui Narbonenſem regionem incolunt, Celtas antea nominabant, de quibus Cæſar loquitur, quos ab Aquitanis Garumna flumen, à Belgis Matrona diuidit, quorum clariſſimi Hædui Mela libr. 3. cap. 2. Galli à Cæſare per anthonomaſiam vocati, cæterorum nobiliſſimi, prouinciæ nomine Narbonenſis: *ancien gouuerneur de Ceſar, principe de l'Empire Romain, illuſtré du ſecond Parlement de France, jadis ambulatoire, faict cedentenaire par le Roy Louys XI. en la ville de Tholoſe, principalle du pays, diuiſé en vingt-deux Dioceſes, deux Archeueſchés, & 20. Eueſchés.* [3] *Non toutes-fois ſi ſain, qu'és lieux eminents, cauſant les brouillards & vapeurs des montagnes, qui fondent en la plaine, ſuiuent le cours de l'eau, & rendent l'air plus peſant, & groſſier.* Súntque nimboſi montes Pyrenei, ex Sallio Italo, & valles. [4] *En blé, vin, & nourriſſage, quoy qu'on n'y vacque tant qu'à l'agriculture.* [5] *D'vn tiers plus pres que l'Occean, duquel on amene en Tholoſe pluſieurs commodités en montant par la Garonne auec recharge de paſtel, blé, vin, laines, & autres choſes, dont la traicte ſe faict de Tholoſe à Paris, & autres contrées, & de Paris à Tholoſe par le moyen des fleuues nauigables qui vont à l'Occean, non de la Mediterranée, de laquelle on porte les marchandiſes en Tholoſe par terre, enſemble de Lyon, aſſortie des choſes qu'on y apporte du pays de France, Allemagne & Italie.* [6] *Douce, legere, pierreuſe, & ſablonneuſe, aſſés portable, & abondante en poiſſon, neantmoins ſubiecte à la ruine, & deſcente des eaux pluuiales, & neige des montagnes, que cauſe par fois des ranages & ruines en peu de temps, pour la hauteur & proximité d'icelles*: huius fit mentio fluminis apud Melam de ſitu Orb. libro ſecundo capite 6. Cæſarem libro primo de bell. Gallorum, Lucanum primo Carminum, Tibullum Eleg. [7] Nam à Pyreneo ad Garumnam Aquitania, ab eo ad Sequanam Celtæ, inde ad Rhenum pertinent Belgæ. Pomponius Mela de ſitu Orb. lib 3 c.2. Galliámque ita deſcribit Cæſar in princip. libr. 1. de bello Gallorum, his verbis, Gallia eſt omnis diuiſa in partes tres: quarum vnam incolunt Belgæ, alteram Aquitani, tertiam, quæ ipſorum lingua Celtæ, noſtra Galli appellati, deinde Gallos ab Aquitanis Garumna flumen à Belgis Matrona, & Sequana diuidit, híque omnes lingua inſtitutis legibus inter ſe differunt. Idem Mela de ſitu Orbis, libro 3. ait partem Galliarum mari Mediterraneo oppoſitam, quondam Braccatam, poſtea Narbonenſem vocatam, vrbéſque opulentiſſimas habere: inter cæteras Tholoſam Tectoſagum, *qu'eſt maintenant le Languedoc, quaſi langue de oc, ou interuerti de Landegot, ſelon l'ancien vocable du pays, terre de Got, partie des Celtes, & la Gaſcongne partie de Guienne, ou Aquitaine qu'on dit auoir pris ſa denomination d'vne ancienne ville appellée* Vacca, *dont les habitans furent appellez Vaccez,* quaſi Vaſcones, *deſquels parle Iſidore en ſes Etymologies.* [8] *La Garonne prend ſa ſource d'vne fontaine viue, claire & rapide d'vne roche des monts Pyrenées: dont le canal pierreux, & ſablonneux reçoit pluſieurs autres fleuues, & riuieres nauigables, & rend l'eau blanchaſtre,* ad inſtar Pyrenæ fontis ab Helycone profluentis, quam Perſius pallidam vocat in prologo 1. Satyræ. Cuius pallor ex glauco & albo componitur ex eiuſdem interprete: *& ſont à l'Ocean par l'embouſchure de Blaye, d'où la marée monte iuſqu'à S. Macquaire, qui apporte les Nauires au port de Bordeaux, au grand ſoulagement des Tholoſains, pour la commodité de la traicte & voicture des marchandiſes de Tholoſe à Bourdeaux, & de Bourdeaux à Tholoſe, qui vont & viennent par mer, & à l'eau douce, ſaine & aggreable à boire,* vt de Pyrene Statius loquitur lib. 1. Syluar. Nec conſcia detur Pyrenæ, largos

potius

potius mihi gurges inhaustus, Qui manat de fonte tuo. *Et s'estendent les monts Pyrenées d'vn bout à l'Ocean pres l'embouscheure de Bayonne, & Cambreton, coste de mer, frontiere de Nauarre, de l'autre à la Mediterranée, aux estangs de Salses, & Lauquate, frontieres de Languedoc, & Roussillon, pres Narbonne.* Atax enim, vt ait Mela de situ Orbis, lib. 2. c. 5. ex Pyreneo monte digressus, quo sui fontis aquis venit exiguus, vadúsque est, ingentis alioquin aluei tenens, nisi vbi Narbonem attigit, nusquam nauigabilis: sed cum hybernis intumuit imbribus, vsque eò solitus insurgere, vt seipsum non capiat. Lacus accipit eum Rubresus nomine, spatiosus admodum, à mari procedens tenuis aditu. Vltra est Leucata littoris nomen *frontiere de France*, & Salsusæ fons, *frontiere d'Espagne*, non dulcibus, sed salsioribus quam marinæ sint, aquis defluens. Deinde in c. 6. ait, Pyreneus primo hinc in Britannicum procurrit Occeanum: tum in terras fronte conuersus, Hispaniam irrumpit, & minore eius parte ad dextram exclusa, trahit perpetua latera continuus, donec per omnem prouinciam longo limite immissus in ea littroa, quæ Occidenti sunt aduersa perueniat. Aquitania, inquit Iulius Cæsar 1. de bello Gallico à Garumna flumine ad Pyreneos montes, & ad eam partem Oceani, quæ ad Hispaniam pertinet, spectat inter Solis occasum, & Septentriones: ex Tibullo lib. 1.

Non sine me est tibi partus honos, tua bella Pyrene
Testis & Oceani littora Santonici.

Hic mons Galliam ab Hispania diuidit: vnde Sylius Italus lib. 3.

Pyrene celsa nimbosi verticis Aræ
Diuisos Celtis latè prospectat Iberos.

Estque ab exortu Æquinoctiali in occasum brumalem porrectus, ita dictus ἀπὸ τῆς πυρὸς, nempe igne, aut quod crebris fulminum ignibus feriatur: siue quod Pyrenei montis syluæ, iniecto à pastoribus igne olim vniuersę conflagrauerint ex Diodoro Siculo lib. 6. *Et sont lesdictes montagnes fertiles en nourrissage de populeuses en bois de chesne, fay, & sapin vers la Coste de Bayonne, de fresne & biscaye: riches & abondantes en roches & mineraux de diuerses pierres & metaux, d'où vient aussi l'ardoyse, le gif, la chaux, & autres materiaux à bastir, qu'on apporte en Tholose sur de reseaux de bois aussi à bastir, ioinct & lié ensemble, qui descendent par les eaux nauigables desd. mõtagnes en la Garonne.*[9] Itaq; Tholosa Tectosag. vt scribit Mela lib. 2. de situ orbis.

9 Tholosani vel Tectosages Aquitaniæ cõtermini, ex Plin. lib 3 c 4. à tẽpore Deborę vxoris Lapidoch. 3. ętate mundi ex Roderico in suis Chronicis, quę erat in viuis anno creationis 2847. ex Genebrardo in sua Chronologia. *Dont le calcul de Guillaume La perriere en ses gestes Tholosaines est mal pris, & calculé, si tant est que Tholose ayt prins son origine du temps de Debora, par Tolus & Ptolomee au lieu appellé, vieille Tholose, par crainte du Deluge, selon l'histoire que autre Ptolomée Roy de Grece escriuant à Anthoine Roy de Tholose, disoit auoir trouué entre les secrets de sa librairie.* Siç anno mundi 1997 homines cladis pręteritę pauidi altiora loca petebant, cùm Deus humani generis propagandi gratia deducendarum coloniarum mandatum dederit: & eo geminato ab Armenia, & Mesopotamia descenderunt in terram Senaar, nunc Chaldeam vocatam, vbi nimirum Nembrote duce Belo à nonnullis nominato (eo quod Bel apud Syros, Hebręos, & alios Orientales dominum sonat) ędificare cœperunt turrim excelsam, vt ad eam tanquam ad azylum confugerent, ne iterum diluuio perirent, eo iactante proprie virtuti & industrię, non Deo pręsentem

tem felicitatem eſſe tribuendam. Ioſeph. lib. 1. Antiquit. c. 5. vnde poëtæ ſumpſerunt Gigantomachiam: vbi tandem priuſquam contraherentur inter mœnia ciues, vicis diſtracti, & diſſipati vitam agebant, ex Forcatulo lib. 2. de Imper Gallor. Vnde vetus Tholoſa, de qua ibidem loquitur. *Et peut on dire les fondateurs eſtre de l'extraction de Iaphet, qui auoit pris l'Europe pour ſon habitation, cõme habitans en icelle, non toutesfois ſi proches qu'eſcrit Laperriere, veu le laps du temps du deluge à la fondation, & abbreuiation de la vie, que ſouloit exceder neuf ſiecles és Patriarches de l'aage originaire,* quæ interiit anno mundi 1656. durauítque cataclíſmus anno 10. diebus ex Genebrardi Chronologię ſupputatione, rectáque hiſtoriæ Sacræ conſignatione. *Puis lequel aage iuſqu'au temps de Debora conſigné par ledict Laperriere y a 1290. ans: & ſçauoyent les deſcendans de la poſterité de Iaphet par tradition de leurs peres que le monde ne deuoit plus perir par eau, ſuiuant la promeſſe que Dieu en auoit faicte à Noé, enſemble que le Deluge auoit couuert les plus hautes montagnes, & qu'on n'attendoit que l'vniuerſelle conflagration. Ni n'eſt vray ſemblable que ceſte ſeule conſideration les ait pouſſez habiter ſur la croupe d'vn ſi bas promontoire, eſtans proches des monts Pyrenees, que ſurpaſſent en hauteur les plus hautes montagnes du reſte de l'Europe, ſinon la fertilité de la terre, & ſalubrité de l'air, enſemble le danger du desbordement des eaux fluuiales que coulent en la plaine, d'où viennent pluſieurs dommages, tels que ſont aduenus à certaines villes du Iapon, & du pays de Flandres, partie renuerſees & autres ſubmergees, dont les iſles de Zelande, Hirlande, Fleſſingues, & autres ſont entournees de digues.* Fuítque Pentapolis iuſto Dei iudicio, propter peccata populi ignis conflagratione deleta, & in profundum cum incolis demerſa, *dont les anciens ſouloyent faire leur ſiour és lieux eſleuez, tant pour la crainte des eaux, que ſalubrité de l'air, lequel y eſt plus ſubtil, & gratieux, qu'ez vallees, eſquelles s'exhalent les vapeurs, & deſcend l'air plus groſſier. Et y a encore pluſieurs villes, chaſteaux, & fortereſſes en France haut eſleuees, loin des fontaines & riuieres: & dit-on que* Ptolomee *eſt fondateur de Tolete en Eſpagne, l'Eueſque de laquelle Roderic eſcriuant l'hiſtoire Eſpagnole, tient que vn nommé Lemoſin deſcendu de Tubal fils de Iaphet, a fondé la ville de Tholoſe,* etiam nonnulli ferunt Iaperi primogenitum Gomer cognomine Gallum Kitim à Noë Regem factum, nunc Toſcanæ, Italorum partis, gigantis Tuiſconij nomine. Noëque Germanis & Hiſpanis Iaperi filium Tubal præfeciſſe, Gallis Samotem, cognomine Diſceltam illius ætatis ſapientiſſimum, alterum Iaperi liberum: quorum pariter ſententia incertiſſima iudicatur à Genebrardo, ob Annij Beroſi authoritatem, & fallaciam his interpoſitam. *Bocace dit Tholoſe auoir eſté fondee par vn Troyen nomme Tholoſan, ou Toloſſus, ſelon Hertinandus Schelet de la prouince de la Gaule Tranſalpine, lequel dit en ſon hiſtoire que Tholoſe eſtant priſe des Romains, y furent mis nouueaux habitans qui y baſtirent le Capitolle, & l'emphyteatre, duquel ſembleront reſter quelque veſtige à la metairie de la Fiãbele pres le Touch, ſi les Tholoſains eſtoyent ſi exactes obſeruateurs de l'antiquité que les Romains.* Vnde Tholoſatorum origo propter ſcriptorum penuriam, & varietatem nobis incertiſſima eſt, ſicut apud nonnullos variè de Roma legitur, quam ſicut Venetias à Troianis ædificatam quidam autumant, & apud probos authores fertur à Romulo condita. *On ſoit que Tholoſe ſelon Bocace ait eſté fondee par Tholoſan, ou Toloſſus Troyen, ſelon Hertinandus Schelet par Lemoſin deſcendu de Tubal fils de Iaphet, ſelon Roderic Eueſque de Tolus, ou Polypheme ſelon Forcatel retenant le nom de ſa femme, touſiours la memoire en eſt incertaine:* & ſic nugas non res geſtas plerique ignoti fontis riuulos inſectantes in mediũ proferunt, & fingunt veriſimilia, quæ ſpeciem

quandam habeant veritatis, ſolis opinionibus inhærẽtes, præſertim Tholoſæ, cuius vera & natiua hiſtoria fuit fortè vna cum Capitolio à Romanis quondã Tholoſæ, vt fertur, ædificato, conflagratione vel alia quacunque euerſione, ſi quæ fuerit deperdita, vel per inuidiam ablata, quæ ſi ab exteris aſſeruetur, eſt nobis tanquam theſaurus reconditus, cuius non extat memoria, nec penè Tholoſæ veteris in vertice collis per vicos primùm ædificatæ, poſthæc in planiciem inferiorem delatæ, cuius paulatim ſuperior decidit, & inferior magis ac magis viguit cincta muris & propugnaculis ſub varia dominatione, variis pariter morib. inſtituta, liquèt de nomine variatũ nõ ſit. [10] *Et eſt plus croyable que ſi Tolus & Ptolomee ont les premiers habité ſur* Pechdauit, *& donné le nom à Tholoſe ſans autre ſuite de peuple, telle que des premiers Romains & Tartares, n'ayans que leur famille du temps de Debora, quelque temps apres eſtans accreus en nombre, Atome ait eſté premier Roy en icelle ſur le meſme coupeau, apres luy delaiſſee, & de nouueau baſtie ſur le riuage du fleuue par le Roy enſuiuant.* [11] [11] *Torcin ſecond Roy de Tholoſe, de haute ſtature, & grand eſprit, ſubtil & ingenieux, aimant la verru, d'extraction* Royalle, *voulut eſtre appellé compagnon de ſes ſubiects, & y fit vn threſor public, & à ſa naiſſance ſaillit vne fontaine pres de Tholoſe du lieu appellé Torciſi impetueuſe, qu'elle ſe diuiſa en deux ruiſſeaux. L'vn deſquels print ſa courſe vers l'Orient, l'autre vers l'Occident, laquelle eſt depuis tarie, comme dit Laperriere en ſon hiſtoire Tholoſaine.* [12] Et inde coctilibus circundata muris turribúſque munita ab Auſonio Tholoſ. de cantatur, ad portam vſque mactati leonis primò in planicie cõpugnata, à Tullio de natura Deor. Carthago ab Herculis filia cẽſetur denominata, cùm Byrſa prius vocaretur, vrbs Aphricæ, de qua Virgilius his verſibus.

Vrbs antiqua fuit, Tyrij tenuêre coloni
Carthago Italiam contra, Tyberináque longe
Oſtia diues opum, ſtudiſque aſperrima belli.

Cuius à tenuiſſimis primordiis potentia paulatim excreuit, tantáq; fuit, vt non modò Lybiæ vniuerſæ verùm etiam inſularum, & bonę Hiſpaniæ partis tenuerit imperium ex Euſebio. Hæc tria cum Romanis grauiſſima bella geſſit. Quũ primò ſuperati nauali prælio Pœni, æquas propemodũ pacis conditiones à victoribb. acceperunt inſulis tantùm quibuſdam abſtinere iuſſi. huic ſucceſſit bellum Punicum ſecũdum Duce Annibale, qui expugnata in Hiſpania Sagunto victorẽ exercitum in Italiam tranſmeauit, eámque per octodecim annos ferro, flammáque crudeliſſimè vaſtauit victo deinde à Publio Scipione Annibale apud Zamam, eò angustiæ res Carthaginenſiũ redactę ſunt, vt ſalutem mœnib. tueri, duriſſimáſq; pacis conditiones pro arbitrio victoris accipere coacti. Verùm cum tertio bellum inſtaurarent, Senatus Catonis authoritatem ſecutus, Carthaginem delendã cenſuit, & Scipionẽ Aemilianũ in Africam miſit, qui victis Pœnis, vrbem obſidione cinxit, captámq; ſolo æquauit, de cuius quondam potentia legitur apud Strabonẽ & Polybiũ. *à preſent rebaſtie, habitee de Moriſques nouuellemẽt chaſſez d'Eſpagne, paſſez par la Gaſcne & Languedoc en Afrique par le port d'Agde, ſous la domination du Turc, où le grand Seigneur leur à donné place.* Annibálque dux vel Imperator Carthaginenſium Amilcaris filius, qui iuſſu patris ante aras Romanorum vindictam iurauerat in Hiſpaniam traiecit, Gallos ad Rhodanum ſuperauit ex Eutrop. 3. Alpes peruias fecit, in Italiam venit, Saguntum cepit, Liu. lib. 1. Decad. 3. Titum Sempronium conſulem fudit ad Trafymum lacũ quindecim millia Romanorum

cæſis

cæſis à Fabio Maximo imminutus Liuij 4. Eutropij 3. Poſtea reſumptis viribus Paulum Æmilium,& Terent. Varronem conſules apud Cannas vicit quadraginta mille peditum, & mille ſeptingentis equitũ cæſis,tribúſque & dimidio modis annulorum Carthaginem miſſis, caſtris prope Romã poſitis tempeſtate coactus in Campaniam venit,& à Marcello prope Nolam victus eſt. Liuius lib. 3.Eutrop. 3. Flor. 1.Apud Cannas à Sempronio Graccho magna ſuorum cæde repulſus, nauali pugna ad Eumenem victus. Liu. 7. Flor. *2. 8.* Iuſtin. *3.* Carthaginem rediit, vt eam à P. Scipionis Africani obſidione liberaret, cum quo apud Zamam oppidũ Africæ congreſſus viginti millia Pœnorum cæſa ſunt, fetè totidem captis.Ipſe ad Antiochiam confugit, vnde auxilium ſumpſerit, cum quo poſtremo ſuperatus eſt.Liu 3.Inſt.3.Plutarch.in Annibal. Cæterùm à Romanis expoſtulatus,apud Antiochum ac Pruſiam Reges, eorúmque fidem ſuſpectam habens, hauſto quod annulo incluſum geſtabat veneno,ſeipſum cõfecit,Plutarch. in eius vita, Eutrop. 4. Oroſ.4.20.quo loco aut lapidib. obrutum fuiſſe à Carthaginenſibus ob ſẽ malè geſtam,Liuius lib.9 ſcripſit cruci affixum fuiſſe.Cæterùm Pruſam cõdidit,Plin.5. 32. turres ædificauit,idẽ 2.73.ſpeculas extruxit. [13] *La ligne de Tolus eſtant finie,Tabor violent & cruel de l'extraction de Nerõ Empereur fuſt eſleu Roy du peuple Tholoſain,l'an de grace 37.ſelon ledit Laperriere en ſon hiſtoire Tholoſaine.* [14] *Theodoſe Empereur Romain, grand legiſlateur ayant accepté la penitence qui luy fuſt enioincte par Sainct Ambroiſe Archeueſque de Milan, vint en Tholoſe, & declara à ſon entree tous les eſclaues, qui entreroyent en icelle. libres: leſquels il affranchiſt,* ex ipſo vrbis ingreſſu, *& donna pouuoir & authorité aux Capitouls de Tholoſe creer Notaires que retiendroyent contracts par tout le monde,tacitemẽt approuuee par le Roy François I.en ſes patentes du 15.Nou.1534.enioignant par icelles aux Capitouls de Tholoſe, qui procederoyent à la creation des Notaires auoir certificatoire de leur reſidence, vie,mœurs, & ſuffiſance: dont les offices furent neuf ans apres taxez à dix liures,par Edict du Roy du 26. Mars 1543. Receu & publié au Parlement de Tholoſe le 10. Mars 1544. où s'eſtant le ſyndic de la ville oppoſé, fuſt renuoyé par la Cour deuant ſa Mayſté: & leur a eſté depuis oſtee ladicte faculté de creer Notaires, & leurs Eſtats redigés en offices Royaux, vnis aux tabellionnages,& faicts patrimoniaux par Edict du Roy Henry IV.* [15] Sic Ioui vltori Agrippa ædem Romæ, quam Pantheon appellauit, conſecrauit quaſi πάντων θεῶν, aliquando templum Cybelæ ſacrum, quod hodie Beatæ Mariæ rotundæ, & omnium Sanctorum dicitur, vbi quædam antiquæ ſuperſtitionis imagines inſculptæ patent euiſdẽ Cybelæ: ſicut Tholoſę in quodam Sacello templi Beatæ Mariæ Deauratæ, quondam Iouis Palladi conſecrati, inſculti ſunt lapide galli gallinacei cũ facie humana, quem etiam Gentiles colere ſolebant Tholoſates & hyppocẽtauri ſagittant.effigies,cuius quondã templi omnium Deorum fit deſcriptio apud Roſinum lib. 2. Antiquit. Romanarum. [16] *Procris fille de Marcel Roy de Tholoſe fuſt baptiſee & guerie de la lepre par Sainct Martial Eueſque de Limoges diſciple de* IESVS-CHRIST, *lequel ſeize ans apres la Paſſion de noſtre Seigneur y fonda vne chapelle à l'honneur de Sainct Eſtienne protomartyr: du ſang duquel y laiſſa vne phiole, que croiſt & decroiſt au tour de la Lune, auec quelques reliques de la teſte,& vn caillou de ceux dont il fuſt lapidé. En laquelle celebra le premier S.Saturnin en qualité d'Eueſque, premier diſciple de* IESVS-CHRIST: *auquel fuſt reuelé en ce lieu par vn Ange que Dieu l'honoroit de deux Couronnes, de l'Epiſcopale,& du Martyre, & ceſſarent à ſa venue les reſponſes des Idoles, & ſimulacres, eſquels on ſacrifioit en Tholoſe. D'où il alla à Pampelune capitale de Nauarre, où l'on ſacrifioit à Iupiter, Apollon, Minerue,*

Mars, Mercure, & Saturne, laquelle conuertit à la foy, & y baptiza quarante mille perſonnes, diſpoſa par toute l'Eſpagne ſuiuant ſa miſſion l'ordre Eccleſiaſtique, & annonça la foy en Guienne, où il fiſt baſtir vne Egliſe à la ville d'Aux à l'honneur de Sainct Pierre, apres qu'il euſt ſouffert le martyre à Rome. Et finalement Sainct Saturnin ſe remiſt en Tholoſe, où il fuſt auſſi martyriſé par les Payens idolatres: & Procris eſtant decedee, quoy qu'elle fuſt Chreſtienne, du mandement de ſon pere, marri de ſa conuerſion, fuſt auec ſon cercueil appartee au temple de Iupiter, nunc deauratam, quam Forcatulus ait quondam Palladi conſecratam, lib. 1. de Imper. Gallor. atque Antonio Tholoſæ regnante, diuum Saturninum mortem ſubiiſſe in cuius ædis ſacræ innuitur veſtibulo Gotticis litteris verſiculus & imago Regis ius pro tribunali reddentis, cùm Diuus, inde venerandus à Deo miſſus, morti acerbiſſimæ addictus eſt.

Quem negatorem Iouis, ac Mineruæ
Et crucis Chriſti bona confitentem
Iunxit ad Tauri latus iniugati
Plebs furibunda.

17 [17] *Nathan fils de Marcel fit mettre à bas les Idoles, horſmis celle de Iupiter, & les moutons, à laquelle il ordonna que tant ſeulement on ſacrifieroit. Et auoyent les Tholoſains en leurs armoiries trois moutons*, tanquam eorum numina: *que furent reduictes au ſiege de Bayonne à vn mouton trauerſé de la Croix, laquelle parut au Ciel de couleur blanche, comme eſt porté en l'hiſtoire des Albigeois, de laquelle on ſe ſert és armees Françoiſes, contre les infidelles à l'exemple de Conſtantin Empereur. Et a eſté veue puis peu de temps la Croix rouge au Ciel par l'armee* Portugoiſe, *conduitte par Albuquert à l'Inde Orientale, comme dit Maphee en ſon hiſtoire. Et parurent en* Tholoſe *du temps des Vaudois & Albigeois à l'Egliſe noſtre Dame de la Daurade grand nombre de Croix argentees en perpetuel mouuement en forme d'eſclairs, ſurpaſſans la blancheur des murailles, l'eſpace de quinze iours, leſquelles en ſortirent apres auec vne grande Croix, de meſme parure, & gliſſarent hors la porte du Chaſteau* Narbonois *au deuant d'vne perſonne venerable, qui parut auſſi venant à la ville, portant vn couſteau à la main, pour la ſecourir, lequel auroit rencontré vn homme haut, effroyable, qui ſortoit de la ville, qu'eſt la viſion recitee au chapitre 48. de ladicte hiſtoire.*

18 [18] Firmianus de falſa religione lib. 1. cap. 5. Nempe Orpheus vetuſtiſſimus Poëtarum, qui dicitur inter Argonautas cum Tindaride, & Hercule nauigaſſe.

19 [19] *Ville ſanctifiee par la doctrine & bon exemple des Saincts Eueſques, que l'ont regie, & gouuernee: entre autres Sainct Saturnin, Sainct Papoul Martyrs, Sainct Exupere, Sainct Hylaire, Sainct Syluc, Sainct Honoré, les corps deſquels repoſent à l'Egliſe Sainct Saturnin en Tholoſe, & autres Saincts perſonnages, qui ont fait leurs eſtudes, enſeigné, preſché, & adminiſtré les Sacrements en icelle: Sainct Fronton Eueſque de Perigort, diſciple de* Iesvs Christ *y preſcha, conſacra l'Egliſe Sainct Eſtienne, & reſſuſcita pluſieurs noyés au fleuue de Garonne, apres augmentee par Sainct Saturnin,* Charlemaigne, *les* Papes *Vrbain II. Calixte, Clement V. Iean XXII. qui ont eſté à la ville de Tholoſe, par eux dotee de pluſieurs graces, & priuileges: & pluſieurs Saincts Eueſques, tel que Sainct Remy, Eueſque de Rheims, & Sainct Germier, diſciples de Sainct Martial y ont faict leurs eſtudes: & y demeura ledict S. Germier Eueſque l'eſpace de trente ſept ans, y faiſant pluſieurs miracles, lequel fiſt deſtruire toutes les Idoles qu'il y trouua, & baſtir pres la ville vne Egliſe à l'honneur de Sainct Saturnin: laquelle y eſt maintenant en-*

cloſe,

choſe, & la ville de ce coſté augmentee. Sainct Antonin fils de Frezelay Roy de Pamies y fiſt pluſieurs miracles. Sainct Louys eueſque de Tholoſe, fils de Charles II. Roy de Sicile, fuſt auſſi canonizé par le Pape Iean vingtdeuxieſme l'an mille trois cens dixſept, ces deux claires eſtoiles de l'Egliſe Sainct Dominique chef de ſon ordre, premier inſtitué en Tholoſe, & Sainct Thomas d'Aquin canonizé l'an mille trois cens vingtdeux. Le corps duquel fuſt apporté & tranſlaté d'Italie à l'Egliſe des Predicateurs de Tholoſe, l'an mille trois cens ſoixante huict à l'inſtance de frere Helie Raimond de la prouince de Tholoſe, docteur en Theologie, & general dudit Ordre, du mandement du Pape Vrbain V. lequel à meſme temps eſcriuit à l'vniuerſité de Tholoſe: qu'elle ſuiuit la doctrine Catholique, & veritable dudict Sainct Thomas d'Aquin, & s'eſtudiaſt l'enſuiure de toutes ſes forces, en laquelle Sainct Anthoine de Padoue Vltramontain, Sainct Louys Cordelier, & ledict Sainct Dominique ont leu publiquemẽt en Theologie Denatoloſa Auguſtin grand perſonnage en doctrine, miracles, ſainctеté, & auſterité de vie. Les Rois Charlemaigne & Sainct Louys ont auſſi honoré & aſſiſté la ville de Tholoſe de leur preſence, & pluſieurs autres Saincts, & doctes perſonnages s'y ſont oppoſez contre les erreurs & entrepriſes des heretiques & infidelles, iceux ramenez au giron de l'Egliſe, & faict effort contre les Iuifs, Pere qui en ont eſté chaſſez, enſemble de toute la France. Et y furent enuoyez par le du temps des Albigeois vingt deux. Abbez, & d'Eſpagne Didaſque Eueſque, Sainct Sainct Dominique, & autres doctes Predicateurs, pour combattre ces hereſies, & conuertir les heretiques à la foy. Paſſant ſous ſilence les actes ſainctз & admirables de ce grand trompette de IESVS-CHRIST, Iean Albin de Ceres grand Predicatur Archidiacre en l'Egliſe Metropolitaine Sainct Eſtienne de Tholoſe, ou l'an mille cinq cens ſoixante pendant que le Prince des tenebres s'efforceoit y eſtablir le throſne de ſa perſecution, ce ſainct perſonnage par ſes doctes & continuelles predications y portoit auſſi toſt les remedes que la maladie commençoit à naiſtre: Melchior Flanin Obſeruantin, Peletier de la cõpagnie de Ieſus, & Fiat Minime, Saincts & doctes perſonnages, leſquels reprenãs en leurs predications les meſcreans de leur apoſtaſie & conſpiration, furent empriſonnez, & inhumainement traittez par ſes Rhadamantes & furies infernales. Et y a fleuri de noſtre tẽps Iean de la Barriere Abbé des Fœuillans reformateur de l'Ordre Sainct Bernard, hõme de ſainctе vie, & doctrine infuſe, taiſant la pureté de la doctrine, & ſainctеté de vie du Pere Michaelis auſſi reformateur de l'ordre Sainct Dominique, grand expugnateur des hereſies de noſtre temps par la vertu de ſa parolle, & autres doctes & celebres perſonnages, qui continuent trauailler à la vigne de IESVS-CHRIST, l'an ſeptante de l'incarnation noſtre Seign 36. de ſa Paſſion, Sainct Pierre, & Sainct Paul ſouffrirent le martyre à Rome, Sainct Saturnin à Tholoſe, l'an ſeptante de ſon aage, le vingtſ prieſme Nouembre. Apres lequel ſainct Honoré fuſt Eueſque de Tholoſe, & demeura ſon corps ſecret iuſqu'au temps de Sainct Hilaire auſſi Eueſque d'icelle, qui fit fouyr ſi profondement en terre à l'endroit où luy fut reuelé que les Chreſtiens l'auoyent enſeueli, qu'il y trouuaſt les oſſements du glorieux martyr Sainct Saturnin diſciple de IESVS-CHRIST, premier Eueſque de Tholoſe, & y fiſt baſtir vne chappelle, à laquelle pluſieurs bons Chreſtiens à l'honneur & reuerence de Sainct voulurent eſtre enſeuelis, & demeura remplie de ſepultures, iuſqu'à ce que Sainct Sylue Eueſque de Tholoſe en commença vne plus belle, & ſomptueuſe, que fuſt acheuee par Sainct Exupere ſon ſucceſſeur, qui tranſlata le corps de Sainct Sernin de la Chappelle vieille à la neufue, & l'eſleua en vne chaſſe d'argent, ayant eſté trouué en vn tombeau de marbre. Et aduint que le corps

d'vn nommé Anthoine de mauuaise vie, estant apres son decez enseueli en vne tombe qu'il y auoit fait bastir pendant sa vie à la chappelle S. Sernin, en fust miraculeusemẽt deietté & mis dehors par la fenestre d'icelle, & trouué le matin du iour ensuiuant deuant la porte, & estant remis dans l'Eglise, en fust derechef deietté. Laquelle, si les lieux sont saincts par les sepultures des trespassez, selon le droit Romain, & par le droict de nature, est à plus forte raison saincte, estant gardienne des corps saincts, & reliques de partie des Apostres, iadis temples du sainct Esprit, & autres Saincts Martyrs, Euesques & Confesseurs non de corps prophanes, selon le rescript des Empereurs, Gratian, Theodose, & Valentinian, his verbis: NEMO APOSTOLORVM VEL MARTYRVM SEDEM EXISTIMET HVMANIS CORPORIBVS ESSE CONCESSAM, l. 2. C. de sacrós. Eccles. Ibique gloss. & Salycetus cum l. sequenti: vbi sedes interpretatur tam Apostolorum, & Martyrum, quàm Confessorũ, aliorúmque Sanctorũ: nempe Ecclesia, in qua non debent humana corpora sepeliri cum corporibus vel reliquiis sanctorum Apostolorũ, Martyrum, nec Confessorũ, quæ nec sunt in cõmercio hominum, vt notat Baldus in d. l 3. eiusdem tit. *Dont les contreuenans sont extraordinairement punissables*, l. non dubiũ, C. de legib. & constit. Princ. l. sanctio legum, ff. de pœn. gloss. l. 2. in verb. nemo & l. 3. in verb. distrahat, C. de sacros. Eccles. Nec valet quod agitur, & in pristinum statum est restituendum, d. l. non dubium. *Partie desquelles reliques & ossements ont esté recherchees tant deçà que delà la mer du Leuant, & translatees en ladicte Eglise Sainct Sernin par Charlemaigne reuenant de la terre Saincte. A la memoire duquel nous pouuons dire apres le sieur Iean Philippe Varin en son throsne Royal, la charité, equité, modestie, benignité, Iustice & loyauté l'auoir si auant poussé en l'amour de la religion, estant instruit des sa ieunesse à l'estude & cognoissance des langues Grecque & Latine sous Paul de Pise, en la Philosophie & Mathematiques sous Aymonius, & aux armes par son pere Pepin, que Dieu l'a couronné de trois Couronnes, de la Royale, en laquelle il a regné 47. ans: de l'Imperiale, en laquelle il a commandé quinze ans, & en la Glorieuse, en laquelle il se sied maintenant és throsnes celestes entre les bien-heureux, Dieu l'ayant appellé à soy l'an 71. de son aage, & de nostre salut l'an 814. & a esté mis au catalogue des saincts, pour les miracles que Dieu a fait en luy, lequel durant sa vie recognoissoit autheur de toutes ses victoires, & tenoit pour sa deuise,* CHRISTVS REGNAT, VINCIT, TRIVMPHAT. *Et à la memoire du Roy Sainct Louys aussi mis au Catalogue des saincts par le Pape Boniface VIII. l'an 1298. ramentenoir & grauer en nos cœurs ses saincts & diuins preceptes qu'il donna au lict de la mort à son fils & successeur.*

Mon fils la premiere doctrine que ie te donne, c'est d'aimer Dieu de tout ton cœur, de toute ta force, & de toute ton ame, & ne l'offense iamais.

Reçoy les aduersitez auec patience, & en rends graces à Dieu, confessant que tu les as meritees.

Confesse toy souuent au Prestre qui soit homme de bien.

Enten volontiers les louanges diuines, qui se chantent à l'Eglise, sur tout la Saincte Messe où est le corps de Iesus-Christ.

N'impose aucunes tailles sans necessité.

Aye pour seruiteurs gens craignans Dieu, qui aiment la iustice, & ayent en haine l'auarice.

Laisse les villes de ton Royaume aux franchises que tes predecesseurs les ont gardees.

Donne

Donne les benefices de ton Royaume à hommes bons & capables.
Eſtabli gens de bien au ſiege de Iuſtice.
Fay que la deſpenſe de ta maiſon ſoit meſuree.

Prie Dieu pour moy, & me dõne ſecours apres mõ treſpas par Meſſes & Oraiſons, & pour toute benediction Dieu ſoit touſiours auec toy: *comme eſt remarqué au ſommaire de la vie dudict Sainct Louys 44. Roy de France 9. de ce nom couché par ledict Varin en ſon throſne Royal dedié à ſa Maieſté.*

Laperriere en ſes geſtes Tholoſaines compare la rondeur du Chaſteau Narbonnois à celle du Capitolle de Rome, ſans faire autre deſcription de celuy de Tholoſe, que d'vn grand pinacle eſleué, auquel le peuple Tholoſain ſe ſouloit aſſembler, & monter par degrez pour y ſacrifier à leurs idoles, leſquelles par permiſſion diuine furent renuerſees, comme Sainct Sernin y fuſt flagellé, ne voulant ſacrifier, & apres attaché par les pieds auec des cordes & cornes d'vn taureau, qu'on y auoit appreſté pour le ſacrifice, que le trauna & precipita furieuſement du haut des degrez en bas, où ce bien-heureux diſciple de Iesvs-Christ *rendiſt l'ame à Dieu, & receut la Couronne du Martyre. Duquel Capitolle nos Capitouls ſemblent auoir pris leur denomination, faiſans la charge conſulaire, ainſi appellé par les anciens Romains,* non ſolùm propter honores, ſed vt publicæ ſaluti conſulant, *portant robes longues à la Romaine, & manteaux à la Grecque, leſquels portent ſur la robe és actes plus ſolemnels: comme fiſt le Parlement de Paris à la venue du Roy Henry IV. en ladicte ville, lequel receurent les Meſſieurs du Parlement eſtans veſtus de leurs robes & manteaux, à l'exemple des Senateurs Romains,* qui vice togæ tunica & pallio induebantur, vt apud Roſinum lib. 5. Antiquit. Roman. cap. 33. legibúſque Romuli cautum erat, vt quiſque demiſſam ad talos togam in vrbe haberet. *Et portent les Capitouls la robe longue en ſigne de l'alliance qu'ils ont eu auec les Romains, que ſignifie la bourgeoiſie, de laquelle parle Gagnin au ch. 1. du 5. liu. de ſon hiſtoire.* Vnde quondã Prouincia Narbonenſis dicebatur Gallia Togata, *comme dit Maynard au chap. 48. du 4. liure de ſes queſt.* A Cæſare Prouincia per antonomaſiam nominata, lib. 1. de bello Gall. quæ erat quondam iuris Italici, vt in ſuperioribus dictum eſt, & vocantur apud Melam Tectoſages populi, vbi Tholoſa ſita eſt, lib. 2. c. 5. de ſitu orb. quaſi tecti ſagis: & protenſis veſtibus vtentes: ſic

——tamen ima plebe Quiritem
Facundum inuenies, ſolet hic defendere cauſas
Nobilis indoctis: veniet de plebe togata,
Qui iuris nodos, & legum ænigmata ſoluat.

vt cum Iuuenale loquar. *Les autres ſont cenſez de robe courte, horſmis les Clers, dont la varieté du nombre, façon & couleur des robes monſtre aſſez l'inconſtance du temps, & changement des mœurs:*

Mille hominum ſpecies & rerum diſcolor vſus.

vt Perſius loquitur Satyr. 4. *Ayans eſté du commencement 4. en nombre, apres ſix, douze, 24. comme ils eſtoyent du temps de Philippe le Bel, lors qu'il confirma nos couſtumes, & finalement ont eſté reduits au nombre de huict portans robes rouges, & noires, enſemble le chaperon en ſigne de magiſtrature, qui ont eſté autrefois d'autre couleur, & les robes courtes.* At primi apud Tholoſates Capitolini à Capitolio quod non extat denominati,

quatuor

quatuor numero, & duob. conſulib. Romanis comparari poſſunt, tanquam totius ad partem: nam ſicut Romani conſules totius imperij curam & poteſtatem habebant, ita capitolini non modò ciuitatis, ſed etiam totius Comitatus vel dominationis Tholoſæ, donec aduenerat principatus. Quotannis creabantur Romani Conſules in Campo Martio extra mœnia ciuitatis à populo centuriatis comitiis vnà cum exercitu ex Roſino lib. 6. cap. 13. In Capitolio antiqui noſtri capitolini communi ciuium conuocatorum ſuffragio, nunc in Æde communi, vbi pro ſtatuis præteritorum depictæ ſunt imagines, niſi prop er indignitatem deleantur, vel non affigantur. Fuítque Romæ Capitolium in monte ſitum, qui dicebatur Capitolij, Tarpeij, & Saturni, vt ait Roſinus libro primo Antiq. Romanarum, capitulo quinto. Saturnius dictus fuit à Saturno, qui antiquis temporibus illum locum tenuiſſe dicitur, vt à Iano, ianiculum, de quo Genebrard. libro primo Chronologiæ, & in cuius tutela adhuc eſſe exiſtimatur. Terentius Varro, Dionyſius Feſtus: vnde etiam Italia dicta Saturnia terra. Tarpeij à virgine Veſtali Tarpeia, quæ ibi armis à Sabinis necata & ſepulta eſt, cuius hiſtoria præter eos authores habetur apud Liuium libro primo, & Perſium libro quarto. Capitoliíque mons dictus fuit, quod cum eo fundamenta foderentur ædis Iouis caput humanum inuentum fuerit, teſtibus his, & Plutarcho. Theodorus Canterus libro primo variar. lect. capitulo vndecimo, ex Arnobio demonſtrat montem hunc ſic appellatum à capite Toli inuento, qui in monte Capitolino fuerat ſepultus, fuítque ibi templum ampliſſimum Iouis Capitolini, de cuius crebra conflagratione, & inſtauratione eidem Roſinus libro ſecundo, capitulo quinto, vbi Conſules die, quo magiſtratum ineibant ſinguli ſingulos boues immolabant, & ex eo togam ſumebant: in quo etiam Senatus nonnumquam habebatur, ſine cuius authoritate inſolita comitia ab initio haberi non poterant, tam creandorum magiſtratuum, quàm legis nouæ condendæ gratia, quæ non ſine maxima difficultate, & omnium approbatione ferebatur. Noſtri Capitolini poſtquam electi ſunt, magiſtratus inſignia ferunt, & pro ſacrificiis in Templo & feſto Diui Saturnini diuina munera offerentes, eis præſentibus, ſacra celebrantur, & feſto diuæ Luciæ ſequenti in æde communi ciuitatis dum munera ſubeunt, veſtem induunt, non ſtatim poſtquam creati ſunt, & ſacramento alligati coram Vicario Tholoſæ: ſicut nec Conſules Romani, qui poſt eorum creationem 5. menſibus pro priuatis perſonis haberi conſueuerant, priuſquam ipſi Reipubl. munera ſubirent ex præfat. Roſino. Et ſicut in Iouis Capitolio Romæ quondam à Conſulibus boues immolari ſolebant, fuêre Tholoſæ ſimilia immolata ſacrificia. Quo potiùs templi quàm arcis præſumitur ædificium, niſi hoc idem vtique inferoiret.

11 [21] *Tout ainſi que la Romaine, la principauté Tholoſaine a commencé par la Royauté, apres laquelle en lieu des Conſuls Romains y furent creés quatre Capitouls annuels pour la defence du pays auec quatre cens gendarmes entretenus, leſquels n'ont peu faire ſi bonne garde, que les Gots ne ſe ſoyent emparez de la ville & du pays*, quorum Regia Tholoſa fuit.

Et y a eu en pluſieurs & diuers temps des Conſuls, Preſidens, Empereurs, & Gouuerneurs Romains, tant qu'elle a eſté ſubiecte à leur Empire, duquel la ville & le pays ſe

ſont

ſont départis par l'vnion qu'en a eſté faicte à la Couronne de France, laquelle ne recognoiſt l'Empereur, ny autre ſouuerain que le Roy en la temporalité: dont le ſceptre Royal y eſt ſeul tenu en franc aleu. D'où les Gots furent chaſſez apres la defaicte de Totila, lequel y auoit quelque temps regné au grand deſ-aduancement & ruine des Chreſtiens. & paulò ante Gotherum ſtragem riuus ſanguinis in vrbe media diutno fluxu perſtrepens viſus eſt. Quod vt ait Arnobius libr. 1. de geſt. Francor. cap. 9. plures ad Gotthorum imminentem ruinam detorſere, cùm Annibal traiectus Alpibus magno Gallorum comitatu Flaminium Conſulem inauſpicatum ad Traſimenum lacum ſuperaturus in oppido Cerere aquæ ſanguinolentæ fluxere, & fons Herculis maculis cruentibus manauit, & Antiis metentibus cruentæ in orbem ſpicæ acciderunt. Liuius lib. 2. decad. 3. Octauio Auguſto in Sextum Pompeium bellum ciente, & cœlo ſanguis defluxit, eúmque aues in varia loca diſtulêre. Dion lib. 48. Et anno Guntrani Regis & Chilperici vigeſimo in Pariſienſi agro triplici loco pluit ſanguis, qui veſtes hominum ita inquinauit, vt ipſi ſuas horrerent, & bella ciuilia fratrum non obſcurè præſentirent. Gregorius Turonenſis libro 6. capit. 14.

[22] *Apres pluſieurs conqueſtes ce grand Empereur Charlemagne paſſa à Tholoſe, & repurgea le pays, & la ville de toute macule d'hereſie, l'honnora de beaux & Sainctes reliques, y fiſt eſdifier l'Egliſe Sainct Iacques, & comme aucuns tiennent, l'Egliſe Sainct Saturnin en la forme qu'elle eſt à preſent.* Vbi plura Apoſtolorum corpora & reliquiæ, aliorúmque ſanctorum Martyrum & Confeſſorum ab Hiſpania, Hieroſolymis, abiſque regionibus tranſlata venerantur, ibíque plura ſunt facta miracula. Legunturque in Epiſtola Diui Bernardi 240. eiuſdem miraculum in æde D. Saturnini editum: plurima in Archiuis eiuſdem Eccleſiæ latent, tanquam theſauri reconditi, quorum eſt vnicum in tabula appenſa ſcriptum ex Archiuis deſumptum. *Où ſe lit l'an 1518. 14. Mars iour de Dimanche, 2. hommes blaſphemants le nõ de Dieu autour des corps Saincts prés vne chappelle, où ſont releuez en pierre les 12. Apoſtres, enſemble l'image de Ieſus-Chriſt, pour quelque conteſtation qu'ils auoyent enſemble, pendant l'eleuation du ſainct Sacrement à la Meſſe du Chœur, leſdictes images miraculeuſement s'eſleuarent auec grand bruit, & celle de Sainct Iacques s'enclina. Et fuſt eſtably en Tholoſe par ce grand Empereur François nouuelle forme de Republique, l'ayant erigée en Comté, & laiſſée à ſon neueu Torcin, pour la tenir perpetuellement, tant luy que les ſiens en ſouueraineté par appanage, comme Prince du ſang. De laquelle furent diſtraictes 8. Comtés, 8. Viſcomtés, & pluſieurs Baronies, & le tout reduict en 5. Seneſchauſſées, depuis demembrées & augmentées en nombre, lequel receut du ciel la banniere Tholoſaine, comme Clouis l'auriflambe, que n'eſt maintenant en nature, comme remarque Gaguin en ſa vie, la croix comme l'Empereur Conſtantin en ſigne de victoire, & les armoiries par la main d'vn Ange, comme celles de France, prenant en lieu de trois moutons, marques du Paganiſme, la croix des douze poincts, Symboles de noſtre foy, que trauerſe & enfondre la loy Payenne, repreſentée par les moutons, comme les fleurs de Lis d'or au champ celeſte, deſquelles l'Eſcu de France eſtoit ſemé, furent du regne de Charles VI. reduictes à trois, comme dit Paradin en ſon liure des alliances de France. Que repreſentent les trois Eſtats ſouſtiens de la Couronne Françoiſe, releués en la religion, en laquelle le Royaume a fleury, & le Roy ſeul entre tous les autres obtenu le nom de Treschreſtien. Et eſtoit la France ſeule affranchie, & repurgée d'hereſie du temps de Sainct Hieroſme: comme luy meſme atteſte en ces termes,* ſola Gallia caruit monſtris. *Et naſquirent les Lis entre les eſpines d'infidelité en terre fertile & inculte, repreſentée par les crapaults qu'on ſouloit peindre és anciens Eſcuſſons des premiers François, depuis cultiuée par la doctrine &*

bon exemple de ceux qui y furent enuoyés, pour la conuerſion & inſtruction des ames en la foy & charité Chreſtienne & leurs ſucceſſeurs. Dont à bon droict ces beaux lis au champ celeſte ſe ſont vnis à la croix, qui a vaincu & ſurmonté le paganiſme, & pris en ſes eſtendars la croix blanche, que parut au ciel au meſme ſiege de Bayonne: dont Tholoſe eſtant confirmée à la foy, & agitée d'hereſie, fuſt vnie à la Frãce, & par la France meſmes ſecourue & remiſe en Eſtat de ſalut, où ne manque la Religion, la force, ny le conſeil, faiſant recueillir les eſcrits & actes ſainctz & valeureux de pluſieurs doctes & deuots perſonnages qui ont faict leurs eſtudes en icelle, comme les eaux de la fontaine de Torcis en Orient & Occident. Qu'eſt cauſe que la iuſtice a eſté ſainctement adminiſtrée tant en France, Eſpagne, Italie, que Allemagne, d'où on ſouloit enuoyer les enfans en l'Vniuerſité de Tholoſe, pour eſtudier en la Iuriſprudence. [23] Baronij vndecimo, Iacobus Galtherius Societatis Ieſu in ſua Tabula Geographica.

[24] *Apres le Roy d'Aribert Tholoſe reuint ſoubs la puiſſance de Dagobert Roy de France auec ſon frere Aribert, auquel Dagobert bailla en appanage le Royaume de Tholoſe, où fiſt ſon ſiege, & conqueſta toute la Gaſcongne, comme dit Gaguin en la vie de Dagobert. Toſila auec vne numereuſe & puiſſante armée fuſt deſfaict par Theodoric Roy de Tholoſe, & les Gots repouſſés par Sainct Exupere Eueſque dudict Tholoſe auec la croix & l'eau benite, dont eſt parlé en l'Hiſtoire Tholoſaine* : ferúntque vulgò Toloſates Diuum Exuperium pro muris concionantem luſtrali aqua ſparſos Vandalos terruiſſe, ac fugaſſe, vt ait Forcatulus lib. 16. de Gallorum Imper. De quo plura Diuus Hieronymus, tum etiam idem Forcatulus. Exploratum, inquit, habeo ab Exuperio complures Gothorum, qui vel priſca nomina venerabantur, vel Arrij dementiam didicerant, in veram cognitionem perductos: nemo enim illo in famelicos, & egentes largior, aut humanior fuit, adeò vt domeſticis opibus erogatis, donaria templorum, vaſa aurea, & argentea pro alimonia pauperum in ſumma annonæ caritate diſtraxerit, cúmque aureus Pontifex calice vitreo rem diuinam faceret, Deo plauſibilior eis fuit, qui vitreo pectore in auro ſacrificant, quíve rogatus quónam ſacras diuitias emandaſſet, apud pauperes ſe depoſuiſſe reſpondit, vt ait idem Forcatulus. *Simon Comte de Tholoſe deſfit l'armée du Roy de Catalogne: vn des Raymonds Comte, du temps du Pape Vrbain fit grands exploicts de guerre à la terre Saincte, Iule Ceſar ayant le gouuernement de ceſte Prouince, obtint pluſieurs victoires, enſemble la Dictature perpetuelle, & le nom de premier Empereur Romain. Ni n'a l'armée Tholoſaine tant ſeulement paſſé la mer du Leuant, & les monts Pyrenées, mais auſſi penetré inſques au Capitole de Rome, repouſſé l'armée d'Annibal, & autres forces eſtrangeres, & ſouuent triomphé des deſpouilles de ſes ennemis, iuſqu'à ce qu'elle declina de la foy Catholique, Apoſtolique & Romaine, & ſe banda contre la religion tenant le party de l'hereſie Albigeoiſe, que le Comte de Monfort auec peu de gẽs mit à bas à la plaine de Muret, l'armée Tholoſaine compoſée de cent mille hõmes, & la ville auec le Comté fuſt reduicte ſoubs la protection & Couronne de France: le Comte Raymond lors regnant excommunié, & depuis receu à penitence: dont les articles ſont inſerés au traicté dudit S. Louys auec ledict Comte pris du tome de la Bibliotheque des Saincts Peres.* Nec me latet, inquit Forcatulus lib. 2. de Imper. Gall. 12. notulas non puncta, ſed poma, cáque aurea (qualia feruntur ex hortis Heſperidum decerpi) fuiſſe ternis arietibus ſuffecta, & Nauarræ Pampilonenſis inſignibus communicata, cùm primùm Comites illam Tholoſam ſubegerunt. [25] Hinc aries pottendit, qui in ſignifero cœli orbe primum locum tenet, & vernas delicias cornibus aperit ex Macrobio in Somnio Scipionis, c. 21. Tametſi in Sphæra nihil primum ſit, vel poſtremum: habitus eſt tamen ſignorum duodecim primus Aries, quia ipſo medium cœlum, & verti-

cem

cem tenente, mundus feratur genitus, & cum luce, tũ caput ipſe extuliſſe. Quare pro numero Signorum Comites Tholoſani crucis alas duodecim notulis compũxerunt, ternis in ſingulas, vbi primùm dominari cœpêre: tandem Regibus Gallorum ditione Tholoſana potientibus, circulum interne variis lilij floſculis reſperſum ſalubri cõmutatione lætati ſumus. *Le diſcours de l'hiſtoire eſt pris des Geſtes Tholoſaines de la Perriere.* [16] Hinc Palladia & docta Tholoſa ſola Virium Celtici Imperij à doctiſſimis authoribus appellari ſueuerit: potiſſimum à Sidonio Apollinari in Panegyrico carmine 7. his verſibus, [16]

Poſt hinc Germano Regis hinc Rege retento
Palladiam implicitis manibus petiêre Tholoſam.

Ce grand flãbeau de la foy S. Thomas d'Aquin, ce grand Poete Virgile, Stace, & ce profond & docte Iuriſconſulte Tholoſain Cuias en portent par leurs eſcrits ſuffiſant teſmoignage, & autres doctes perſonnages, qui ont faict leurs eſtudes en ceſte Vniuerſité, & en grand honneur exercé leur ſçauoir en autres lieux qu'en Tholoſe, meſme les Tholoſains, nul n'eſtent communemẽt bien receu en ſa patrie. [17] *L'an 1178. vn heretique Tholoſain ayant deux chaſteaux,* [17] *l'vn à la ville, l'autre hors les murs fuſt conduict, & flagellé par les rues & carrefours d'icelle pour la penitence qui luy fuſt enioincte, Roger és Annales d'Angleterre. Au meſme an on s'aſſembla à l'Egliſe S. Sernin, contre Moran heretique ſoy diſant S. Iean Baptiſte, riche, & opulent, ayant vn chaſteau où les heretiques faiſoyent leurs aſſemblées, lequel fuſt raſé, & ledit homme alla corps & pieds nuds en ſe diſciplinant, faire le tour des Egliſes de Tholoſe. Et l'an 1199. les Religieux du Mont-Carmel menans vie ſpirituelle ſoubs leture d'Elie, & de la Vierge Marie, obtindrent du Pape Innocent III. que ce grand & docte perſonnage Albert Patriarche de Hieruſalem leur dreſſa les reigles & moyens de viure en commun: & quelque temps apres deceda Raimond IV. de ce nom Comte de Tholoſe de mort ſubite ſans ſepulture, & ſon corps fuſt apporté au College S. Iean, où eſt encore la teſte: & furent veus pluſieurs ſignes en Tholoſe, auec mortalité de gens, laquelle appaiſée, Raymund fils dudict Comte perſeuerant en l'erreur de ſon pere, fuſt auſſi excommunié par Pierre de Chaſteau-neuf Moine du mandement de ſa Saincteté, & la croiſade publiée, pour faire guerre aux heretiques Vaudois & Albigeois, deſquels furent tuez à Beſiers 42000. & Roger leur autheur faict priſonnier à Carcaſſonne. le Comte de Montfort eſleu chef de l'armée Catholique, à laquelle furent enuoyés par ledit Innocent 12. Abbés, & d'Eſpagne l'Eueſque Didaque, auec S. Dominique pour connaincre les heretiques. Leſquels pour empeſcher les effets des ſainctes, & doctes predications de ſes Herauts celeſtes, ſe feroient ſouſleués, & auſſi mis à preſcher leur deteſtable & dãnable doctrine, contraire à celle de l'Egliſe, & le Comte de Montfort faict mettre pluſieurs priſonniers, leur donnant le choix d'abiurer l'hereſie, ou endurer la mort, deſquels les 180. aymerent mieux eſtre bruslez que quitter leurs peruerſes opinions. Ce faict vindrent aux diſputes, eſquelles ne pouuans rien, ou bien peu aduancer fuſt aduiſé les rediger par eſcrit, & remettre au iugement d'vn bon arbitre. Par lequel arbitre fuſt apres aduiſé qu'on mettroit tous les eſcrits au feu, & qu'on croiroit à celuy que demeureroit entier, & celuy qui bruſleroit, ſeroit cenſé vitieux: dont les diſputes des Catholiques eſcriptes, remiſes par Sainct Dominique ſortirent miraculeuſement du feu, les autres furent incontinent bruſlées: & a eſté le premier Monaſtere de la Chreſtienté inſtitué en Tholoſe de l'Ordre Sainct Dominique, Freres Preſcheurs ainſi appellés, parce que furent ſeize en nombre preſchants du commencement de leur Inſtitution, ou Iacobins,* à via Iacobea, vbi ſita eſt Sancti Dominici ciuitas, eiuſdem nomine appellata, cuius corpus à peregrinis prætereuntibus ibi veneratur. *Et a Sainct Dominique habité dix ans en Tholoſe, & logé à la maiſon,*

où eſt à preſent l'inquiſition, que luy fuſt donnée par ſon hoſte apres l'auoir conuerty à la foy & remis au giron de l'Egliſe, eſtant imbeu de l'hereſie Albigeoiſe. Et ſe veſtit premierement auec ſes Religieux de toile de lin blanc, l'vn deſquels nommé Raymond eſtant venu malade de fieure, euſt apparition de la Vierge ſacrée, que luy donna l'habit de la façon & couleur que la portent à preſent: & fuſt l'ordre inſtitué par le Pape Innocent III. l'an 1210. commencé par Fulco Eueſque de Tholoſe leur Prelat & Gouuerneur, apres la depoſition de Raymond. Et fuſt leur premiere Egliſe edifiée à la rue de Seruinieres prés Sainct Rome, laquelle eſtant petite, apres le decés de Fulco, fuſt changée & remuée par Raymond de Fulgueris Prieur & Principal dudict Ordre en Tholoſe, & Prouence, apres que fuſt eſleu Eueſque dudict Tholoſe, augmentée par Frere Guillaume Petri, premier Prouincial dudict Ordre de la Prouince de Tholoſe, Docteur & Cardinal Huon de Mareſcon eſleu par le Chapitre Eueſque de Tholoſe, l'an 1285. mourut à Rome, le 6. Decemb. 1296. & ſon corps fuſt apporté à l'Egliſe des Predicateurs en Tholoſe, où fuſt auſſi apporté de Rome par Frere Helias Raymond de la Prouince de Tholoſe, Docteur en Theologie, General de l'Ordre du mandement du Pape Vrbain V. l'an 1368. le corps & chef de ce grand Docteur, lumiere de l'Egliſe S. Thomas d'Aquin 75. ans apres ſon deceds, canonizé puis l'an 1323. Duquel ordre ſont ſortis pluſieurs doctes & Saincts perſonnages (cõme nous atteſtẽt les actes & dictes eſcrits, que nous en auons) z pour gage de leur doctrine. Et preſcha ſainctement & heureuſement en Tholoſe le glorieux Confeſſeur de Ieſus-Chriſt Vincent Dominiquain du temps du Pape Calixte III. l'an 1450. Et neantmoins ores le Conuent fuſt decoré d'vne belle & honnorable compagnie occaſion des hereſies de noſtre temps ſainctement & doctement combattues par le Pere Michaelis religieux dudict Ordre à la ville de Montpellier contre leurs Predicants tant de parole que par eſcrit, ledict Michaelis ſe ſeroit retiré au Conuent de Tholoſe de ſon temps reformé & par le Pape Clement V. ladicte reformation authoriſée à la diligence dudict Michaelis Prieur dudict monaſtere ſur la controuerſe à luy faicte par les Religieux non reformez de meſme Ordre, dont la reforme luy peut eſtre attribuée de ſa premiere Inſtitution à la meſme ville: de laquelle vient à naiſtre la Saincte, auſtere, & deuote compagnie des Religieuſes de Saincte Catherine de Sienne, authoriſées & inſtallées en Tholoſe rue de Poſomaille par le Pape Paul V. à leur Chappelle & Conuent, où elles ont pris l'habit le Dimanche 8. May 1611. L'ordre des Freres Mineurs de Sainct François fuſt inſtitué l'an 1216. du temps du Pape Honorius III. D'où Frere Iean de Teyſſanderie fiſt baſtir en Tholoſe le corps d'Egliſe des Cordeliers, qu'on appelle la Chapelle de Rieux, & s'y ſont inſtruicts pluſieurs doctes & grands perſonnages: partie deſquels ont eu grandes charges en l'Egliſe, eſquelles ſe ſont ſagement & ſeruiablement comportés. La perriere és Geſtes Tholoſaines. Et eſtant depuis le grand Conuent edifié, ont prins le nom d'Obſeruans, comme exactes obſeruateurs des reigles de Sainct François, dont les Beguins firent le tiers Ordre, à preſent reformé, enſemble les Obſeruantins, qui ont en charge les Sainctes & deuotes Religieuſes mandiantes de Sainct Cyprien. Et les Cordeliers de l'Iſle en Iordain refugiés & receus en Tholoſe pendant la guerre, celles de Saincte Claire. Les Capucins, que puis peu de temps ont eſté viſités par leur General en Tholoſe, encor plus exactes obſeruateurs des reigles de Sainct François, ont eſté amenés de Rome en Tholoſe, par feu M. Eſtienne Roquets Preſtre de Saincte vie, & logez au College de Verdale prés les Eſtudes que luy meſmes achepta des Minimes, enſemble la ville, & le feu Sieur Preſident Durant, où des bien-faicts & aumoſnes a eſté baſtie leur Egliſe & Conuent, en laquelle ils ont encore les Reliques de Sainct Caſſian, & Sainct Hypolite qu'y furent trouuées. Les Recolez auſſi plus eſtroicts que les Obſeruans, ont eſté par eux receus en Tholoſe du mandement du Sainct Pere, & du General de leur Ordre, & logez à leur autre Conuent de la

petite

petite Obſeruance du bout du fauxbourg Sainct Michel, iadis baſti par frere Oliuier Maillard Breton obſeruant, grand predicateur decedé & enſeueli au grand Conuent du temps de Sainct Anthoine de Padoue l'an 1392. marchent apres la Croix deſdits Obſeruans, comme firent auec eux les Religieux du tiers Ordre reformé de Sainct François, & Cordeliers de la grand manche à la derniere viſite de leur general en Tholoſe. L'inſtitution des freres Hermites Sainct Auguſtin en eſt auſſi contemperanee à celles des Ordres de Sainct Dominique, & S. François du temps du Pape Honorius III. Cõme auſſi le Dimanche 22. Auril 1612. les religieuſes du tiers Ordre Sainct François ont planté la Croix, & prins l'habit à leur Conuent inſtitué par le Pape Paul V. à la rue de la Serene en Tholoſe, dict frere Camille d'Auſille Carmelitain en ſon abregé de l'ancienne origine de la Religion Carmelitaine chapitre 7. de tant que l'an 1217. ledict Innocent pour la diuerſité des habits, & religions que naiſſoyent tous les iours fiſt conuoquer & aſſembler à Rome le Concile de Lateran, par lequel fuſt entre autres choſes arreſté que nul ne pourroit de là en hors prendre autre habit ni religion que de celles qu'eſtoyent ia approuuees & receues du Sainct Siege Apoſtolique. Et vint l'ordre des Religieux Auguſtins enuiron le meſme temps des freres Mineurs de l'Obſeruance, duquel ſont ſortis pluſieurs doctes & honorables perſonnages, preſchans, enſeignans & eſcriuans: auquns deſquels ont eſté promeus és dignités Eccleſiaſtiques, entre autres ledict Guillaume Denatoloſa. Le corps duquel faiſoit miracle, ores ne ſoit canonizé fuſt eſleué quelque temps apres ſon decés en vn tombeau de pierre, & furent apres eſtablis en Tholoſe trois Monaſteres de religieuſes du meſme Ordre de Saincte Monique, lors appellees les Auguſtines, S. Pantaleon & Sainct Sernin: dont celles de Saincte Monique furent diſperſees pendant les troubles de l'an 1562. Le lieu concedé au college de la Compagnie de Ieſus venue de Parmes à Tholoſe pour inſtruire la ieuneſſe, depuis logee à la maiſon de Bernui, où eſt maintenant leur college, & le Conuent des Auguſtins baillé apres le grand Iubilé de l'an 1576. aux Penitens noirs de Tholoſe. Celuy des Religieuſes ou Chanoineſſes Sainct Sernin fuſt edifié, fondé & doté par frere Vital de Furno Cardinal Eueſque de Vaſſares: & quelque temps apres que le Pape Honorius ſucceſſeur dudit Innocent III. euſt confirmé leſdits Ordres de Sainct Dominique, Sainct François, & S. Auguſtin. La Vierge glorieuſe luy eſtant apparue, inſtitua l'Ordre de la Religion Carmelitaine, dernier des quatre Mendians, ſous les meſmes Reegles auparauant dreſſees par le Patriarche de Hieruſalem, pour les trois Ordres precedans ſeulement differents en habit: quoy que ceux-ci fuſſent plus anciens, cauſant le retardement qu'en auoit eſté faict par les deux auditeurs qui auoyent leur affaire en main, trouués morts au lict par ledict Honorius, quand il euſt apparition de la Vierge en faueur de ladicte Religion. En memoire duquel miracle chacun an ſe celebre la feſte de Saincte Marie du Carme par tout le royaume de Naples, le 16. Iuillet: par laquelle fuſt auſſi donné l'habit à Simon Stoch, general de l'Ordre vne nuict qu'il eſtoit ſeul en Oraiſon auec ſes paroles: Recipe (mi Dilectiſſime) hoc tui ordinis ſcapulare meæ confraternitatis ſignum, tibi & cunctis Carmelitis priuilegium, in quo moriens æternum non patietur incendium. Ecce ſignum ſalutis, ſalus in periculis, fœdus pacis, & pacti ſempiterni. Ce qu'eſtant par aucuns reputé contre les Religieux à impoſture, la Benoiſte Vierge apparuſt encore au Pape le 22. (priant pour l'Eſtat de l'Egliſe preſte à mettre en ſchiſme à cauſe de l'excommunication que ledict Iean auoit laxee contre l'Empereur) veſtue en habit Carmelitain, luy promettant appaiſer le trouble que lors eſtoit en l'Egliſe. Que occaſiona le Sainct Pere confirmer leur Ordre, & le douer de plus de graces & priuileges, que n'auoit eſté faict auparauant par la Bulle Sabatine concedee par ledict Pape Iean 22. & confirmée par le Pape Vrban V. ſon ſucceſſeur. En laquelle il promet & concede la deliurance des ames de ceux qui ſeront decedez portans

l'habit Carmelitain detenues ès peines de Purgatoire le Sabmedi enſuiuant apres leur decez inſeree en l'abregé dudit frere Camille de Auſille *ch. 7. 8. 9. 10. Enioignant par la meſme Bulle aux Religieux, & confreres dudit Ordre, outre les ieuſnes, & abſtinences commandees de l'Egliſe, abſtenir de chair le Mecredy, Vendredy, & Sabmedy de chaſque ſepmaine, & aux religieux dire les Heures canoniques, & ſuiure les reigles preſcriptes par ledict Albert. Et depuis ce Sainct habit a eſté gardé ſoigneuſement & reueré à la Chapelle & autel des reuerends* Peres des Carmes, *où il eſt encore auec vne confrairie particuliere, à laquelle le* Pape Clement VIII. *a conceđé pluſieurs indulgences, chapitre 18. du meſme liure. Dont on ne peut mettre en doutte, que les Carmelitains ne ſoyent les derniers des quatre Mendians, legés & fondés en Tholoſe, quoy qu'ils ayent eſté conduicts & amenés en France par le Roy Sainct Louys, qui en auroit pris quelques vns du mont* Carmel *en ſa nauigation: auquel leurs predeceſſeurs auoyent dreſſé le premier Autel à Noſtre Dame apres ſon Aſſomption, comme dit le meſme autheur. Et ne faiſant à peine ladicte religion que naiſtre en la ville de Tholoſe, l'an mil deux cents ſoixãte cinq le iour & feſte de la Transfiguratiõ noſtre Seigneur, le fils du Viguier de Tholoſe faiſant ſes efforts entrer en leur Conuent auec aſſemblee de gens, pour le ſaccager & bruſler, & mettre les Religieux à mort, la face luy tourna deuant derriere: où auſſi toſt s'eſtant reclamé à la Vierge ſacree, mere de Dieu, auec promeſſe y faire baſtir le plus beau portal de la ville, ſon vœu fuſt exaucé, & la face remiſe en ſon lieu. En recognoiſſance duquel il abiura l'hereſie, ſe remit au giron de l'Egliſe, & y fiſt baſtir à l'entree vn riche & magnifique portal de pierre blanche, & au milieu l'image Noſtre Dame, vers la grande rue, & endroit par lequel on auoit voulu mettre le feu, & la face s'eſtoit tournee: où tous les ans en memoire de ce miracle ſe fait vne proceſſion ſolemne auec l'image de la Benoiste Vierge à ſemblable iour ſortant & entrant par la meſme porte.* Gulielmus Benedictus in ve b. Raynutius, in verb. Et vxorem nomine Adelaſiam, num. 283 e. de teſtam *Religion particulierement dediee à la Vierge, par laquelle ledict Auſile dit en ſon Epitome chapitre 4. qu'ils ont eſté premierement conſolez & inſtruits en la foy Chreſtienne au mont Carmel, proche de Nazaret, & depuis par ſon aſſiſtance & interceſſion confirmés & conſernés en leur deuotion, pour s'eſtre entierement dedés à ſon ſeruice, & l'auoir priſe pour leur patrone, & aduocate enuers noſtre Sauueur, & redempteur ſon fils, ſous le vœu de virginité, dont pluſieurs de ceſt Ordre ont illuſtré & ſanctifié noſtre ville de leurs ſainctes & doctes predications, & eſclairé par leurs eſcrits l'entendement des curieux, qui ſous ombre de verité cerchent le iour au milieu des tenebres. Et fuſt au meſme temps le deuot & contemplatif Sainct Bernard religieux & reformateur de l'ancien Ordre de Ciſteaux, inſtitué par Sainct Benciſt, l'habit duquel eſtant noir, print miraculeuſement de nuict la couleur blanche du laict, que la Vierge Sacree fit reiallir de ſes mammelles, s'eſtant apparue à luy, pendant qu'il la priot, & diſoit attentifuement le verſet.* monſtra te eſſe Matrem, *de l'hymne* Aue maris ſtella. *De la reformation duquel furent baſtis, fondés & dotés en ce Royaume grand nombre de Monaſteres, deſquels ceux de Bourbonne les Mazeres, apres que leur Conuent a eſté demoli par les heretiques de noſtre temps, ce ſont refugiez en Tholoſe. Ceux de grand Selue y ont auſſi vn College pres l'Egliſe Sainct Sernin, & y ont demeuré quelque peu de temps refugiés les Religieux de Calers au fauxbourg Sainct Michel, d'où ſe ſont apres retirez.* De Dini Bernardi miraculo in Eccleſia Sancti Saturnini, & de eius legatione ad prouinciam Tholoſanam contra hæreticum, videre licet in eiuſdem epiſtol. 240. apud Aufredum, lib. 3. c. 5. & 6. *Les Religieux ſainct Ben. iſt ſont auſſi venus de Moiſſac en Tholoſe, au Prieuré de Sainct Pierre de Cuiſines, où ſe ſont premierement retirez, & quelque*

temps

temps apres remuez à l'Egliſe de la Daurade plus ancienne parroiſſe de Tholoſe, iadis temple de Iupiter : à laquelle a eſté dreſſé leur Monaſtere, où ils habitent à preſent, & peu à peu la ferueur & auſterité des Bernardins venant à s'attiedir ayans repris l'habit, ou coule noire. Dieu a ſuſcité de noſtre temps vne ſeconde reforme par le labeur & diligence du deuot, auſtere, & meditatif Abbé de Fueillens Meſſire Iean de la Barriere, lequel ayant repris l'habit blanc, & en peu de temps quitté l'vſage des viandes qui ont eu vie ſenſitiue, enſemble le vin & le lict, menant pluſtoſt vie angelique que humaine en perpetuelle meditation, a ſi bien trauaillé, qu'il a veu durant ſa vie quarante Monaſteres de ſa reforme, tant en France, Piedmont, que Italie, les autres ne l'ayans voulu receuoir. Et eſtant contrainct aller à Rome, y ſeroit quelque temps apres decedé au Monaſtere Saincte Potentiane en grand honneur & reputation, apres auoir ſouffert patiemment pluſieurs aduerſités, tant par aucuns de ſes Religieux, que pour la miſere du temps & controuerſes de noſtre France, eſtans les Monaſteres de ſa reforme declarés par le Sainct Pere non ſubjects au General de Ciſteaux : dont ils eliſent depuis vn religieux Fueillantin à chaſque trienne general de leur Ordre, enſemble les Prouinciaux, Abbés & Prieurs. Et auoit dreſſé ledict Abbé à Monteſquieu de Voluestre en Gaſcogne vne deuote, & auſtere compagnie de Religieuſes de Saincte Scholaſtique de ſon Ordre & reforme, leſquelles ſont venues en Tholoſe, & retirees à l'Iſle Sainct Cyprien, maiſon & Chapelle, que leur auoit eſté preparee, laiſſee par teſtament de feu monſieur Me Louys Dupin quand viuoit Conſeiller en la Cour pour y faire vn Conuent de Fueillantins, laquelle leur a eſté dediee, & y ont fait baſtir vn beau & deuot Monaſtere, où elles ſont recluſes, & voilees, comme ſont celles de Saincte Catherine de Sienne, & les anciennes Religieuſes mendiantes dudit Sainct Cyprien, portent l'habit blanc, gardent le ſilence, & auſterité de la couche du ieuſne, abſtinence, obedience & pauureté, n'ayans rien de propre, & fuyans toute oiſiueté, & curioſité, la pluſpart du temps occupees aux offices & ſaincts exercices, ayans les Fueillantins pour leurs confeſſeurs, qui font leur habitation à part, & ne ſe conferent qu'au parloir, au tour, ou au confeſſoir, en quelque choſe differentes à celles de Saincte Catherine de Sienne, bien que tendent à meſme fin : neantmoins ſi charitables dont elles ſont particuliere profeſſion, que leurs prieres & deuotions ne manquent pour ceux qui les demandent, ni les aumoſnes de ce peu qu'elles ont aux neceſſiteux, non plus que les conſolations ſpirituelles, & corporelles à celles qui en ont beſoin d'entre elles par infirmité ou autrement. Et y a dans la ville deux Conuents des Religieux ordonnés pour la redemption des Chreſtiens captifs de la Trinité, & noſtre Dame de la Merci, autrement appellé de Sainct Eulalie. Tholoſe a auſſi receu pluſieurs conſolations ſpirituelles des doctes & reuerees predications des Minimes logez hors les murs, dans leſquels eſt encores le Conuent de Sainct Orens, & la Chartreuſe nouuellement erigee dans l'enclos de la ville du Regne de Henry IIII. en lieu de celle de Caſtres ruinee pendant la guerre : y ſont auſſi les Peres de la Doctrine à l'Egliſe Sainct Rome, & les religieuſes Saincte Viſalie à l'Egliſe Sainct Martin pour inſtruire & enſeigner les filles. [18] Les Iuifs eſtans refugiés en Tholoſe & autres villes de ce Royaume, puis les premieres inuaſions & ſaccagements de la ville de Hieruſalem, deſquelles parle Ioſephe en ſes Antiquités, que les Hieroſolymitains furent contraints quitter leur pays, & ſe retirer és nations eſtranges : meſmes apres que la ville de Hieruſalem fuſt priſe & deſtruicte par l'armee de Tite & Veſpaſien, la Loy Euangelique eſtant ia annoncee par tout le monde, & partie des Iuifs expoſés en des nauires ſans conduite à la merci des ondes de la mer du Leuant par laquelle

furent

furent iettez en Europe, où depuis ont faict leurs exercices de la loy Moſayque ſans trouble, ni empeſchement, & gardé les feſtes par icelle commandees és temps accouſtumés : toutesfois exhortés & admoneſtés, non forcés par les Chreſtiens prendre la loy nouuelle, & quitter la vieille, en laquelle ils auoyent eſté inſtitués, vt in can. qui ſincera, can. de iudeiis, diſtinct. 45. l. in Synagogam, l. die ſabatho, C. de Iud. *pourueu que ne feiſſent rien au meſpris de l'Egliſe*, d. can. ſincera, l. Iudæis, C. de Iud. & Cœlic. *Parce que les Iuifs tiennent la loy ſemiplene, qu'eſt la loy eſcrite. De laquelle ne peuuent eſtre contraincts ſe départir, pour venir à la loy de grace : quoy que n'ayent aucune confederation auec les Chreſtiens, auſquels n'eſt permis habiter, prendre le repas, ni ſe marier, & allier auec les Iuifs*, l. ne quis Chriſtianam, Cod. de Iud. *ni aux Chreſtiens malades prendre vn Iuif pour medecin*, cã. nullus 28. q. 1. *Et à ceſte occaſion auoyent leurs habitations cloſes, enfermees & ſeparees de celles des Chreſtiens, eſquelles n'eſtoit permis les actionner, & conuenir en iuſtice le iour du Sabat, & feſtes par eux obſeruees*, d. l. die Sabatho, *ni aux Iuifs plaider contre vn Chreſtien à iour non ferié, non plus en demandant, qu'en deffendant, ſinon à la Iuriſdiction Chreſtienne*, l. Iudæi, l. ſi qua inter Chriſtianos, Cod. eod. *parce que les Iuifs ne doyuent eſtre receus és honneurs, & Eſtats de iudicature entre les Chreſtiens*, l. fin. Cod. eodem. *ſinon és charges onereuſes & municipales, deſquelles ne doyuent eſtre deſchargés, pour en charger les Chreſtiens*, l. iuſſio eodem. *Ni ne leur eſt permis pluralité de femmes en terre de Chreſtiens, ni la conionction matrimoniale permiſe par la loy de Moyſe*, de qua in l. nemo Iudæorum, Cod. eodem. *Et ſouloit eſtre la Iuifuerie en Tholoſe au coin des Iouzaigues, à l'induction deſquels le Roy Abydiramus vint en ce pays auec l'armee des Sarraſins, qui mirent tout à ſac puis les montagnes de Foix, iuſqu'à Lyon, meſmes la ville de Tholoſe, auec grand carnage de Chreſtiens, ſans eſpargner le Compte, ni ſes enfans, ſinon les Iuifs, leſquels demeurerent affranchis de toutes charges & contributions pendant que les Sarraſins y eſtoyẽt, ſuiuant le contract que les Iuifs auoyent paſſé auec Epydiramus, iuſqu'à ce que Charlemaigne euſt chaſſé les Sarraſins & procedé contre les Iuifs : deſquels ceux qui auoyent aſſiſté au contract, furent executés à mort, & ordonné que les autres que y auoyent conſenti ſeroyent par les Chreſtiens colaphizés trois fois l'annee, deuant la porte de l'Egliſe Sainct Eſtienne en Tholoſe, d'où ils furent apres du tout deiettés, enſemble le Royaume, leurs biens confiſqués, pour les indignités qu'ils y auoyent commiſes au meſpris de noſtre Religion. Du temps du Pape Clement V. & du regne de Philippe le Bel, vn nommé Mauſaucon Prieur de l'Ordre des Templiers à Tholoſe fuſt mis en priſon perpetuelle, auec vn nommé Noffius, de la part du grand Maiſtre dudit Ordre, pour leur mauuaiſe vie & excez par eux commis. Par le moyen duquel le Roy aduerti de l'hereſie des Templiers, qui auoyent fait vn ſimulachre veſtu de peau d'homme, auec deux petits eſcarboucles luiſans au lieu des yeux : auquel ceux qui ſe preſentoyẽt pour eſtre receus à leur compagnie, ſacrifioyent apres auoir renié Ieſus-Chriſt, & mis la Croix ſous les pieds, bruloyent les corps de leurs compagnons treſpaſſez, & chaſcun d'eux beuuoit des cendres. Et ſi aucun d'eux procreoit vn enfant d'vne pucelle par luy defloree, le roſtiſſoyẽt & oignoyẽt leur ſtatue de la groſſe qu'ẽ diſtilloit, pour la rendre plus belle : & tenoit-on que ores fuſſent inſtitués pour l'aſſeurance des pelerins, à leur fraude le Roy Sainct Louys en ſon pelerinage de Syrie fuſt pris & mis aux liens par le Soldan d'Egypte Gaguin au 7. liure de ſon hiſtoire, & vie de Philippe le Bel, que le contraignit luy rendre Amiele, laquelle auoit priſe à ſon arriuee, & eſtant deliuré, auroit eſté derechef pourſuiui & repris au d. là le Nil, eſtant malade, & la contagion à ſon armee, & rançonné à 8000. liures d'or, dont n'euſt moyen en bailler que la moitié, & laiſſer le Sainct Sacrement auec le ciboire en Egypte pour gage de*

l'autre

l'autre moitié, qu'il deſengagea auſſi toſt que fuſt arriué en France, ſelon ledict Varin en ſon throſne Royal. Et neanmoins eſtoyent leſdits Templiers ſodomites, à quoy le luxe des richeſſes les auoit amenés, dont ils furent abolis par le Pape Clement V. au Concile de Vienne l'an mil trois cens douze. Frere Ioachim grand Maiſtre de leur Ordre faict priſonnier à Paris auec ſoixante Cheualiers du temps de Philippe le Bel, & condamnés à eſtre bruſlés, leurs biens confiſqués, & executés tant à Tholoſe que autres endroits de la France, & du reſte de la Chreſtienté: où print fin tout l'Ordre des Templiers auec leurs pernicieux & execrables deportemens: non ſans murmuration du menu peuple, ignorant la cauſe de leur condamnation. Et eſtant ceſte inhumaine, barbare, & deſnaturee façon de viure expiee par le ſupplice general de tous les delinquans, fuſt conſtitué l'ordre de Sainct Iean de Hieruſalem, auec autant ou plus de reuenus que ne ſouloyent auoir les Templiers pour la defenſe de la Chreſtienté contre les Turcs, infideles, & Barbares d'outre mer, dicti quondam Hoſpitalarij, de quorum origine Titius de bello ſacro lib. 18. c. 4. & 5. *A ce que la memoire des ſodomites, traiſtres, & idolatres ne demeuraſt ſous ce nom de Templiers à la poſterité, inſtitués & dotés l'an mil cent dix-huict par le Roy, Patriarche & Prelats de Hieruſalem pour aſſeurer le paſſage des Pelerins contre les pyrates de benefices de leur temporel, partie à vie, partie à perpetuité pour leur nourriture, & entretenement.* Idem Titius lib. 12. c. 7. [29] *L'Eueſché de Tholoſe* [29]
iadis Suffragante de l'Archeueſché de Narbonne, en a eſté deſunie par le Pape Iean 22. reduite en Archeueſché, & departie en 5. dioceſes, Tholoſe reduite en Archeueſché, Lombés, Rieux, Sainct Papoul, & Montauban ſes Suffragantes, auec celles de Lauaur, Pamies, & Mirepoix, que y ont eſté depuis adiouſtees, in c. ſaluator, & ibi notat. extrauag. commun. lib. 3. de præb. & dignit. [30] *Frere Pierre de Foix Cardinal, & Legat d'A-* [30]
uignon, qui auoit long temps eſtudié au Conuent des freres Mineurs de l'Obſeruance Sainct François de Tholoſe, fonda le College de Foix à l'honneur de Sainct Hieroſme, & Sainct François, & le dota de pluſieurs rentes: Taylerand le College de Perygort: Pierre Monture nepueu du Pape celuy de Saincte Catherine: Guy de Podio Eueſque de Mirepoix, le College Sainct Nicolas, ainſi des autres. Outre leſquels eſt le College de l'Eſquille, inſtitué & doté par Arreſt de la Cour du 7. Octobre mil cinq cents cinquante trois pour l'inſtruction de la ieuneſſe aux bonnes lettres. Et depuis le College de la Compagnie de Ieſus inſtalié en Tholoſe à la maiſon de Bernui, auec deuze cens liures de rente de la ville par Arreſt du vingtneufieſme Iuillet 1574. Autre du 9. Mars 1575. preſchans, confeſſans & adminiſtrans le Sainct Sacrement de l'autel & inſtruiſans la ieuneſſe à la doctrine Chreſtienne, és arts, és bonnes lettres, & en la Saincte Theologie. [31] *La Perriere en ſon hiſtoire Tholoſaine. Et ſoulout eſtre* [31]
le Viguier Gouuerneur & capitaine de la ville, exerçant les armes & la iuſtice, vt quòdam apud Romanos Præfectus vrbi: *& porte titre de Capitaine du Chaſteau Narbonnois, que ſoulout eſtre la principale forteresſe de la ville pres la maiſon du Compte, Office noble tenu par perſonne noble. Ordonnance de Moulins, art. 21. Selon vouloit auſſi que les Magiſtrats fuſſent nobles.* Ariſtoteles lib. 2. Polit. l. certi iuris, ibid. Baldus, C. de iudic. gloſſ. in c. ſciſcitatus e. de reſcr. *Dont l'Eſtat annoblit la perſonne, & fuit ceſte Nobleſſe la dignité. Ordonn. du Roy Charles IX. à S. Germain en Laye du 12. Aouſt, 1560. Au Comment. du Corps du droict François lib. 1. tit. 21. loy 19. ſur ces mots de la qualité. Le mot de Seneſchal eſt cenſé venir par pluſieurs, qui en ont eſcrit des Anglois, de l'office duquel parle du Haillan liu. 4. des affaires de France, d'autre mot corrompu* Senarchus, *que ſignifie vieux Cheualier Gaenois ſur le commencement du tit. 21. du premier liure de la Conferance des Ordonnances. Et ſe voit par l'Ordonnance du Roy Sainct Louys*

1254 que les Seneſchaux iugeoyent, & par autre du Roy Louys XII. 1510. comme les aduocats, qui auoyent poſtulé trois ans, aſſiſtoyent aux iugements des procez au Seneſchal de Tholoſe, iuſques à ce qu'il y a eu Conſeillers en office formé, depuis faicts Magiſtrats Preſidiaux à gages : le payement deſquels ayant quelque temps ceſſé, ont eſté reſtablis par Arreſt du priué Conſeil, donné à Sainct Germain en Laye le dernier Iuin mil cinq cents cinquante trois. Et fuſt le ſiege du Iuge Ordinaire, & Iuge d'appeaux remué à la rue de Mirabel, & celuy du Viguier reſtably à la maiſon de Viuiez place de la Daurade par Meſſire Iean de Manſencal premier Preſident de Tholoſe le quatorzieſme Iuillet mil cinq cents cinquante executant l'Edict du Roy ſur ce donné le quinzieſme Mars, 1548. Autre arreſt du 11. Mars 1552. portant condamnation d'amande de la ſomme de 5000. li-
32 *ures pour employer au remuement & conſtruction du ſiege & priſons de la Seneſchauſſee.* 32 *Le Parlement de Tholoſe fuſt inſtitué ambulatoire par Philippe le Bel l'an 1302. & faict cedentaire par Charles VII. l'an 1443. 11. Octobre, ou 1444. ſelon Benoiſt ſur le chap.* Rainutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam num. 483. e. de teſtam. Guido Pap. quæſt. 43. 554. *Auquel reſſortiſſoit par l'eſtabliſſement la Guienne & Languedoc iuſqu'à l'an 1462. que le Parlement de Bordeaux fuſt erigé par le Roy Louys XI. auquel fuſt ioincte la Guienne, & furent apres les tailles remiſes pour cent ans à la ville de Tholoſe à cauſe de la grand ruine des bruſlemens aduenus en icelle l'an 1463. à la faute de deux boulangers, leſquels faiſans cuire le pain au four des Carmes gaſté & corrompu, mirent le feu a vne maiſonnette de bois du coin de Seſquieres le 7. May audit an. De laquelle en hors le feu pouſſa ſi auant, que ne ceſſa de bruſler l'eſpace de douze iours, non ſeulement le bois & matiere combuſtible : mais auſſi la pierre, brique, & pinacle des Egliſes, auec telle fureur, & impetuoſité de vents, que la ville en fuſt rendue difforme, & vuide de maiſons, que par la ve-*
33 *hemence du feu furent reduites en cendre.* 33 *Mayn. chapitre 48. du quatrieſme liure de ſes queſtions.* Et erat quondam prouincia Narbonenſis, nunc linguæ Occitanæ Iuris Italici, ſicut Arelatenſis, nunc Delphinatus, Lugdunenſis, & ſimiles. *Et ſommes en pays de droict eſcrit, entendu pour le droict Romain, duquel nous vſons és deciſions en ce que nous eſt conuenable, & conforme à nos mœurs, non és formalités des preparatoire, leſquelles nous obſeruons conformement au droict canonique, & ſuiuant les Ordonnances, non pour entretenir, ains pour abatre la chicane, de laquelle parle Carondas à la preface de ſes Pandectes : par trop frequente entre les imperites, qui ſe fondent en la ſeule formalité, ſans regarder le merite de la cauſe, ni la fin eſſentiale de la Iuſtice, qu'eſt rendre à chacun le ſien. Dont le Iuge ne doit eſtre touſiours ſi exacte obſeruateur des formalités, qu'elles ſeruent de planche aux temeraires plaideurs en demandant ou deffendant pour paruenir à leur mauuais deſſein : ains ſous la droicture de iuſtice auoir touſiours l'equité deuant les yeux,* vt notatur in l. quod ſi Epheſi, ff. de eo quod cert. loc. *eſtre expeditifs, ne iuger l'incertain pour le certain, & mander les faux faicts auancez, &*
34 *ſouſtenus en iugement ſuiuant l'ordre, pour n'ouurir la porte à l'iniuſtice.* 34 l. 1. & 2. in 1. & 2. Reſp. ff. ne quid in loco pub. fiat, *ni ſur le bord des eaux, qui empeſchent le cours de la nauigation.* l. 1. ff. de fluminib. *Et ont eſté par Arreſt du 12. Mars 1547. les maiſons demolies, qui empeſchoyent le cours de la Garonne : ni n'eſt permis par le droict Romain tant ſeulement habiter és portes & tours des villes, de peur du feu, ſans permiſſion du Prince.* l.
35 fin ff. ne quid loco ſacr. fiat. De aſpectu ſuo loco dicendum. 35 *Le feu pouſſé du vent par fois cauſe grand ruine pour la proximité, & contiguité des maiſons vieilles, & arides de foible nature, meſmes des granges, eſtables, & fours corrompus. Et void-on par fois bruſler les maiſons baſties de forte matiere au defaut des ſeruiteurs, locataires, & autres, qui habitent*

en

en icelles, quarũ nec areæ, nec cementorũ tũc vſusfructus debetur, l. repeti. §. rei mutatione. ff. quib. modis vſusfruct. amitt. Cicero in Topic. Si ædes corruerint, quarũ vſusfructus legatus ſit hæres non reſtituet deſtructáque domo, vſusfructus extinguitur ex Africani reſp. in l. ſi quis domum, §. hoc ſubinde gi, ff. loc. l. qui vſumfructũ in princip. ff. de vſuf. ſi ædes ad aream redactæ ſunt, vſusfructus extinguitur: verũ etiam ſi demolitis ædibus, teſtator ædes nouas reſtituerit, ex Vlpiano in l. quod tamen in 1. reſp. ff. quib. mod. vſusfructus amittitur, & ſola manet proprietas, domo tamen poſt contractam venditionem exuſta, emptor petere poteſt, vt area quæ ſupereſt ſibi, à venditore traditur, l. venditor, in fin. ff. de act. vel hæred. vend. *Arreſt du Parlement de Paris du 24. Auril 1584. remarqué par Robert, liu. 4. des choſes iugees, chap. 8. Et perte l'vſufruict, vſage, & habitation d'vne maiſon par la ruine & bruſlement d'icelle. Autre Arreſt du Parlement de Tholoſe du mois d'Aouſt 1570. donné au rapport du ſieur de Berail entre vne vefue vſufructuereſſe teſtamentaire, & les heritiers proprietaires d'vne maiſon, laquelle eſtant forfaitement bruſlee, & rebaſtie par les heritiers, la vefue en demandoit l'vſufruict en contribuant ſa quote des reparations, où fuſt ordonné par ledict Arreſt que l'vſage d'vn puis que reſtoit en icelle, ſeroit eſtimé à certaine ſomme que ſeroit annuellement baillee à lad. vefue. Maynard chap. 38. du 8. liu. de ſes queſt.* [36] *L'an 1314. la contagion fuſt ſi grande en Tholoſe, qu'il n'y auoit maiſon en icelle, à laquelle ne fuſt trouué vn corps mort, comme dit la Perriere en ſes geſtes Tholoſaines.* [36] Eſtque genus aëris pur ſimũ æther nuncupatum aliud turbulentiſsimũ caligine, nubibúſque obſcurum, vt ait Plato in Timæo. Ficinus in Timæi 24. aquæ leuitatem procul à lapſu aëris agilitatem ab effluxu ſeorſum, ignis efficaciam in lumine, ſalubríque cœlo eſſe oſtendit: qui certè quatenus à terrena craſſitudine ſoluitur, eatenus lucet puriùs, calétque ſalubriùs: fiebat tot vmbriculis & integumentis, odore, ac fœtore Sol. locus peſtilentioſus, *tant par les immondices des eaux des maiſons particulieres, deſcoulans par les canaux au ruiſſeau de la rue que poiſſonnerie, & artifices que rendent mauuais odeur tels que des taneurs & conroyeurs, dont les vapeurs ne pouuoyent reſpirer ni s'exhaler & purifier à cauſe des chapelles & couuers qui eſtoyent auancez dans les places & rues publiques ſur pilotis ou piedrouts de bois.* Nec pontem facere licet in via publica ex Vlpiani reſp. in l. 2. §. idem Labeo, verſ. tractatum, ff. ne quid in loco public. vel itin. fiat. ne inde fiat deterior, anguſtior, procliuior, vel paluſtroſior ad comeatum difficilior. [37] Et tunc temporis ſub ſpecie ſatellitij Tholoſa facta eſt ſpelunca latronum plerumque noctu exuuias facientis tam in ciuitate quàm ſuburbio ad prædandum, *le guet y commettant pluſieurs aſſaſſins & homicides tant de iour que de nuict, dont les habitans n'oſoyent ſortir la nuict de leurs maiſons, cauſant la frequence des meurtres & voleries: trouuans pluſieurs corps morts ſans chef, pour n'eſtre recogneus, autres ſecrettement iettez dans les puits, cauernes & riuieres des plaidans, marchands & autres qu'on attendoit. Ce que par la prouidence diuine eſtant deſcouuert, fuſt prins vn bon nombre des aſſaſſins de la famille du guet, partie d'iceux executez à mort, entre autres vn nommé Michel Marqueule dict Lebras, fuſt trainé ſur vne claye à la place du Salin, euſt le poing coupé à l'endroit, où auoit delinqué, & fuſt tiré à quatre cheuaux à ladicte place, & apres euſt la teſte tranchee, & la langue bruſlee le 8. May 1516. Et vn nõmé Morreuert habitant de Thol. ſe trainé comme deſſus la teſte tranchee, & eſcartelé à la meſme place. Le lendemain vn nommé Picore fiſt le meſme cours ſur vne claye, & attaché à vn poſteau, fut bruſlé vif à la place S. George: Iean Canalis natif de Verfeil tenaillé par les carrefours de la ville, monté ſur vn chariot, & conduit à la place d'Arnaubernard, où il euſt la te-*

ſte tranchee, & les quatre membres coupés: vn nommé Gimond fuſt auſſi eſcartelé vif à Sainct Cyprien la teſte derniere: autre nommé Guiſot dict l'Eueſque par ſentence du Seneſchal fuſt condamné à la queſtion, nonobſtant ſes lettres de tonſure, & autres priuileges qu'il diſoit auoir, comme fils de Capuoul. Dequoy ayant appellé en la Cour, fuſt renuoyé deuant ledict Seneſchal, & à fin de cauſe, pendu, eſtranglé deuant la porte de la maiſon d'vne nommee Guiraude ſon hoſteſſe, où il ſoulot ſe retirer apres auoir commis leſdits meurtres & aſſaſſins. Le ſieur de Noilles par le Seneſchal fuſt condamné repreſenter vn nommé le Gendarme à peine de quatre mille liures, & procedé contre Guiſot capitaine du guet par defauts, enſemble contre ledict Gendarme, Letonde, le Rozart, Vincent Baſati & leurs complices. Deſquels ores la punition ſoit poſterieure aux premiers retranchemens des edifices aboutiſſans ſur les rues & places publiques, les auons rapportés pour exemple pris des Archifs de l'hoſtel de ville, pour monſtrer combien eſtoit encor plus grand le danger auant leſdits retranchements, que les voleurs & aſſaſſins ſe pouuoyent plus facilement cacher és coings ſombres & obſcurs des rues, & paſſages pour y attendre les paſſans de guet à pent ſans eſtre deſcouuerts: dont les embans & capitades auoyent eſté demolies par deliberation du conſeil des Capitouls & bourgeois de la ville confirmee par Arreſts de la Cour du 7. & douzieſme Mars mil cinq cents

38 *vingt ſept.*[38] *La Perriere en ſes geſtes Tholoſaines: où ne reſte que le couuert de la Pierre.*[39]

39 *Non du tout conforme à noſtre Couſtume, laquelle ne parle de l'entiere polition & aniuellement des deuants des maiſons, que confrontent és rues & places publiques,* quæ certo quodam numero & menſura dimetiantur, & æquis proportionib. adæquentur, menſalibus & æqualibus tegulis aut lapidib. recta linea iunctis, non inæqualib. vt ait Baptiſta Albertus Florentinus, de re ædificatoria, lib. 6. c. 5. *Ains parle tãſeulement de n'auancer les ſaillies des nouueaux edifices qu'on baſtira ingnant les maiſons de pierre, ou de brique plus d'vn palm ſur la rue, pour n'empeſcher l'aſpect des maiſons voiſines, comme dit Caſcaieille, de tant qu'elle ne prohibe la continuation des maiſons de charpenterie, torchis & maſſiquan, qui aboutiſſent ſur la rue à ſuite d'icelles, & le permet tacitement en ce que ſe reſtraint és maiſons de pierre, qu'eſt cauſe que paſſons plus auant pour nous arreſter à*

40 *l'obſeruation des Couſtumes non eſcrites, fondees ſur l'ordonnance.*[40] Secundum vias publicas ædes in vrbe priuatæ longo ordine ad pares, ſi fieri poteſt, dimenſiones conſtituendæ ſunt, vt ſpeciem vrbis ornent, nec quicquam exporrectum habeant, quod vitis publicis impedimento eſſe poſſit, vt ait Patritius Senenſis Epiſcopus lib. 8. de Inſtitut. Reipub vnde Aediles qui curam ædium tam publicarum quàm priuatarum haberent, à Varrone dicuntur, vt Feſto placet. lib. 1. Quorum nomen ad Magiſtratum tranſlatum eſt à Papiniano in l. 1. ff. de via publ. A Theophilo, §. prætorum inſtitutis, de iur. nat. gent. & ciuil. A Dione ἀγορανόμοι Viocuri, apud Varronem, qui curam viarum habebant, *appellez Voyers en France, ayans la charge tant des chemins, que maiſons & baſtiments, deſquels eſt amplement parlé és Couſtumes de Paris, & par Bacquet au ch. 28. puis le nombre 15. iuſqu'à la fin des droits de iuſtice, de leurs charges & offices ſur les grandes rues & chemins publics,* vt in l. ædiles, ff. de via publ. & itinet pub. reficiend. *toutesfois ſans iuriſdiction n'ayans qu'à faire les rapports de ce que concerne leur charge aux Iuges ordinaires, auſquels la cognoiſſance en appartient. Et pource n'ont ſeance qu'auec le Procureur du Roy, comme remarque ledict Bacquet au meſme chapitre nombre 33. 34. 35. que ſeroit de la cognoiſſance du Viguier en la Viguerie des Capitouls en la ville & gardiage. Du Maiſtre des eaux, ports, ponts, & paſſages par tout le deſtroit de ſa iuriſdiction ſur les rapports à luy faicts par les Gardes & Commiſſaires qui ſont les viſites des chemins en lieu de Voyers ce qu'en Tholoſe eſt*

inclus

inclus auec la police. Et ſouloit-on en rebaſtiſſant par les loix Imperialles garder l'ancienne forme de baſtir, l.1.C.de ſeruit nec mœnia ſeu proiecta ſunt iure Romano prohibita,l.pen.C.de ædif.priu.*Simon par le droict François, lequel interdict les ſaillies des maiſons ſur les rues.Ord. d'Orleans art.96.par laquelle eſt enioinct aux proprietaires des maiſons de toutes les villes de ce Royaume, abbatre & retrancher à leurs deſpens les ſaillies des maiſons aboutiſſans ſur les rues. Autre Ordon.de l'an 1563.22. Nouemb.art. 9. par laquelle fuſt ordonné que les ſaillies qui eſtoient encore à la ville de Paris ſeroient abbatues à rez de chauſſée,& les maiſons à rebaſtir edifiées de pierre & plaſtre,à ce commis les officiers du Chaſtelet de Paris,Commiſſaires & voyers:& és autres villes,les Iuges ordinaires, Maires,Eſcheuins, Conſuls,& Conſeillers. Edict d'Orl.art.97.*l.ſingularum, C de ædif.priuat.l.4 C.de iur. Reip.Præſes prouinciæ, inquit Vlpianus in l.præſes,ff de offic.præſidis.Inſpectis ædificiis dominos eorum cauſa cognita ea reficere compellat: & aduerſus detrectantem competenti remedio deformitati auxilium ferat.*Et deffend la diſpoſition du plant,& forme de deuant des edifices du maiſtre d'œuures:dont la matiere doit eſtre de pierre de taille,brique,ou maſſonnerie de moillon ſelon ladicte Ord.art.96. Et par Edict du Roy du 29.Decemb. 1564. fuſt enioinct à tous les habitans de la ville de Paris qui auoient ſaillies & oſteuens en leurs maiſons,les demolir*, vt tandem ædium aſpectus ad decorem accederet ciuitatis,quarum pulchritudo,vt Tullius loquitur, viri auget dignitatem, ex Patricio lib.8.de Inſtit.Reip.Auaritiam eorum vituperans,qui cùm in ſummis diuitiis eſſent, nihil vnquam ædificauerint: quod ſi tales quid maiores noſtri ſibi perſuaſiſſent, adhuc paſtorum tuguria in vrbibus haberemus. *Et non ſeulement les ſaillies & oſteuents des maiſons priuées ont eſté defendus à la ville de Paris,mais auſſi ne mettre eſtandis,eſcofres,bancs,chenalets,eſcabelles,tronches, ne autres auances ſur la rue & hors les ouuroirs & boutiques,ni pendre en icelles aucunes toiles,ſerpulieres,perches ne monſtres de marchandiſes dont la liberté du paſſage commun puiſſe eſtre empeſchée: & leur fuſt enioinct les retirer dans leurs ouurroirs & boutiques par arreſt du 6. Iuin 1534.Ce que n'eſt obſerué en Tholoſe,ſinon le retranchement des ſaillies annuellement des maiſons ſelon la deliberation & enionction ſur ce faicte par les Capitouls de Tholoſe aux proprietaires des maiſons,les reduire dans le mots à plom,& oſter les forgets à peine de 500.liures.Confirmée par arreſt du 31.May, 1541.auec enionction auſdicts Capitouls mettre ladue deliberation à execution ſelon la faculté des perſonnes,qu'eſtoit long-temps auant ladicte Ordonnance d'Orleans.* [41] De qua Vitruuij cap.3.Patritius lib.8.de Inſtitut.Reipub. [42] *Dont les ſaillies des maiſons cauſent encore quelque ombrage & incommodité,*l.2.§.cùm quidam velum,ff.ne quid in loc.publ. iuncta l.malum,ff.de verb.& rer.ſignif.[43] *La pierre & le ciment ſont les plus forts materiaux,deſquels parle Vitruue au 6.& 7.chap.de ſon Architecture, & plus anciens: deſquels auant le deluge furent baſties les deux colomnes de la poſterité de Seth en la Syrie, dont parle Genebrard en ſa Chronologie.* Ioſephus lib.1. Antiquit. c.3. Forcatulus lib.1.de Imp. Gall.Plin.Natur.Hiſt.c.56.*L'vne deſquelles fuſt baſtie de pierre, l'autre de brique. Et de tant que la pierre & le marbre tant eſtimé entre les Romains eſt beaucoup plus cher que la brique en Tholoſe à cauſe du port & entailleure,on y baſtit communement de brique auec peu de pierre, notamment és portes & feneſtrages.* [44] *De bois de ſapin,& torches, ou de cheſne à maſſequan,* & quiſq; ea materia ædificat,qua commodius formatur ædificiũ, cuius fertur inuẽtor Cainus à Ioſepho lib.1.Antiq.c.3 & primũ Ciuit.Enoch.filij nomine in Naida ædificaſſe ex Genebr.[45] *Edit d'Orl.art 96.* [46] Sic.n. viuendũ eſt,vt priuata domus duntaxat deſcripta ſit ad vſũ & cõmoditatẽ familiæ, neq; pars vlla in ea ſit vacua & inutilis, dummodo eius aſpectus ad decorẽ ciuitatis accedat ex Patricio

lib.8.de Inſt.Reip.Vbi licet ædes ſecundùm eundem nihil exporrectum habeant, quod viis publicis impedimento eſſe poſſit:non tamen ſunt pares earum dimenſiones *comme celles des ponts & place royalle de Paris, de Ligourne en Italie, & les tours de Florence, Tholoſe n'ayant eſté par vn ſeul ny à meſme temps edifiée, ains en diuerſes fois, & places ineſgales, ſelon la grandeur & deſpartement des familles. Et tout ainſi que les moyens & qualités des perſonnes les baſtiments y ſont ineſgaux en beauté, proportion, & contenance, y ayant grand nombre d'artiſans & menu peuple, voire des mendians, les moyens deſquels ne peuuent atteindre à la grandeur des riches & bien-aisés, ſauf qu'és nouuelles edifications on retranche les plants des maiſons demolies, qui aboutiſſent és rues, & empeſchent le droict & libre paſſage d'icelles. A quoy les proprietaires peuuent eſtre contraints par les Capitouls à la requiſition du ſyndic de la ville: n'y ayant autre voyer en Tholoſe, pour en faire les viſites & rapports que le maiſtre des œuures, & Capitaine de la ſanté auec les deux Capitouls, qui ont la charge des fortifications, pour y proceder ſelon la loy* 1.ff. de oper. public. *en les deſdommageant. Quand vn edifice priué par le droict Romain eſtoit entierement demoli, ne pouuoit changer de forme, ny faire iardin & baſſe cour en ſon lieu, ſi n'y auoit couſtume au contraire,* l.3.C.de ædif.priuat. *Comme s'obſerue encores ſur les ponts de Paris, où les maiſons ſont eſgales de meſme façon, proportion, longueur, largeur, profondeur & hauteur, & de ſemblable matiere.*nec licet priuato angiportus, vel porticus, aut partem tantùm ſuis ædibus inducere, vel vſurpare, l.qui ſanè.C.de oper.public.& in palatio locus priuatorũ fabricatus dirui mandatur, l.quicunque, C.eod. necnon operi publico priuatum adhærens ædificium, quo incendiorum vel inſidiarum imminet periculum, l.ædificia ædificata, C. eod. *Et peut-on prendre pour la conſtruction des œuures publiques des maiſons priuées en payant aux proprietaires le prix & valeur d'icelles à l'eſtimation qu'en ſera faicte,* l.ſi quando, C. eod. *Non toutes-fois de celles eſquelles ne peut eſtre rien fait ne innoué au preiudice & dommage des proprietaires des maiſons voiſines,* toto tit.ff.de oper. noui nunciat. *ſur leſquelles ne peut eſtre rien empieté contre la liberté: dont ſe voyent en Tholoſe pluſieurs maiſons particulieres, deſquelles les parties exterieures ne reſpondent à la beauté & diſpoſition des interieures, ni n'ont les proportions eſgales à cauſe des empeſchements des*
47 *petites maiſons voiſines, qui n'ont peu auoir, pour faire le parfaict deſſein de l'edifice.* 47 *Et peut-on changer en Tholoſe la face des anciens edifices, faire les entrées, baſſe cours, places & jardins au lieu de l'ancien baſtiment, & baſtir en place que ſouloit eſtre vuide, & l'enteurner de mur ſans deformité meſmes du coſté de la ruë. Pour l'eſlargiſſement de laquelle on peut neãtmoins conformement au droict Romain reſtraindre les baſtimens, & prendre place des maiſons priuées en payant le proprietaire, ſans que pour ladicte place ſoyent deus lods & ventes, ni autre redeuance au ſeigneur directe de ladicte maiſon, ſi point en y a, comme a eſté iugé par*
48 *arreſt du 17. Iuin 1560. pour le ſyndic de la ville contre le fermier des oblies deuës au Roy.* 48 *Ord.de l'an 1519.art.2.1539.art.9. & à leur defaut y eſt pourueu par les Maiſtres iurés & voyers des villes, par Ord.du Roy Henry III. tit. 17.art.9. qui a la cure des chemins, qu'appartient au Roy meſme és terres des hauts iuſticiers, pour ſi peu qu'il y poſſede. En Tholoſe n'y a*
49 *que le Iuge de la police, & pour les champs, le maiſtre des eaux, ponts, ports, & paſſages.* 49 *Art.6.de la meſme Ord.art.1. & 3.de celle de l'an 1519. Ne feront ietter les fiants à la ruë, ains les apporter hors la ville, tit.17.art.5. de la precedente Ord. ni les tailleurs de pierre & maſſons les grauoirs. Ord. de l'an 1519. art.15.16. que ſeruent en Tholoſe pour mettre és fondrieres des grands chemins, & ſur le pauë en lieu de ſable à la diligence des officiers de la police; ſuſdict art.17.art.1. & 2. leſquels font apporter les immondices és lieux moins incommodés, & faire des cloaques pour eſcouler les eaux, art. 8.*

EDI

EDIFICES,

COVSTVME II.

Quand on diuise à Tholose vn heritage entre freres ou estrangers, consistant en maisons, boutiques, granges, places, iardins, ou choses semblables, les proprietaires sont tenus y faire en commun, ou contribuer aux fermeures moicturieres des boutiques & bastiments, iusqu'au ioict inferieur, des places & iardins dix palins sur terre: ensemble ceux qui ont leur fonds tenant au fonds voisin, si leurdict voisin le requiert.

CHAPITRE II.

PVIS l'aage d'or [1] la possession des choses, qui souloit estre commune, a esté par le droict des gens rendue partiale: les champs partagez, bornez & limités: les maisons & familles distinctes & separées: [2] quoy que communement les edifices des bourgs, villes, & citez de ce Royaume se tiennent, de tant que les separations des murailles empeschent l'entrée & passage des voisins en icelles: [3] à chacune desquelles vne mesme famille ne pouuant tousiours demeurer entiere: venant à multiplier à cause du discord, & dissention que s'esmeut facilement entre freres, & autres qui habitent & viuent en commun, [4] est besoin la disperser, [5] & partager les biens en corps hereditaires, [6] si faire se peut par esgales portions, [7] sinon auec recompense des surualues, [8] ou par licitation de ce que se trouue indiuisible: [9] comme seroit vn vase faict de deux masses d'argent appartenants à deux maistres, [10] si n'est plus vtile & profitable le laisser en commun, comme puys, fontaine, passage, ou oratoire, dequoy on puisse vser en commun, & en particulier, sans incõmodité, [11] soit que le partage se face par experts, & choix au sort, [12] ou par le frere aisné, & le choix par les plus ieunes, selon l'ordre de leur aage. [13] Où vient aussi le thresor du defunct, trouué à l'heritage par l'vn des heritiers ou associez, [14] comme les autres choses conferables. [15] Les debtes actifs, & droicts hereditaires, ensemble les meubles, marchandises, cabaux, bestail & denrées que sont en nature en la communauté lors de la diuision, [16] & partage d'icelle, laquelle se

faict

faict aux deſpens communs de l'heritage, [17] enſemble les payements de tous les debtes paſſifs de la communauté. [18] Et ſont reſpectiuemẽt tenus s'indemniſer des pieces de l'heredité, qu'apres le partage leur ſeront euincées: [19] par le moyen duquel accroiſt le nombre des maiſons,& familles, chacune partie integrale faiſant la ſienne: tout ainſi que vne Prouince diuiſée en deux faict deux Prouinces: & d'vn patrimoine ou heritage diuisé ſont faicts pluſieurs heritages. [20] Chacun deſquels ſe peut fermer de mur ou paroy par le proprietaire, auquel ceſte partie eſt demeurée, à ce que les autres n'y puiſſent paſſer que par la porte de la rue auec permiſſion du maiſtre. [21] Et par la Couſtume de la ville non eſcripte, peut contraindre ſon voiſin luy donner place pour y faire la paroy, ou muraille moicturiere à ſes deſpens, ou contribuer à la conſtruction d'icelle, [22] du haut de dix palms ſur terre ſeruant de ſimple fermeure, [23] ou iuſques au toict:& s'il edifie de pierre ou brique puis le fondement du plant de l'edifice en droicte ligne perpendiculaire & diuiſoire, ſe doibt prendre eſgalement dans les parties diuisées, [24] ſi faire ſe peut ſur la baume ou terre ferme, auec abondance de bonne matiere, *ne inde corruat ædificium*, par la foibleſſe des fondements;& peſanteur des parties ſuperieures, ſi la diuiſion eſt ainſi faicte & arreſtée. [25] Pour euiter le danger du feu & autres inconuenients de la maiſon cõtigue, eſt auſſi beſoin que le mur ſepare le toict, & paſſe par deſſus, [26] ou iuſqu'au toict inferieur de l'eſtage partagé, ſi le deſſus ne ſuit la ſuperficie: ſur laquelle audict cas ſuffiroit de baſtir de torchis, ou maſſequan la ſeparation d'icelle, pour empeſcher tant ſeulement l'entrée & paſſage par l'autre partie inferieure, cauſant la ſeruitude & incommodité des parties ſuperieures, meſmes quand y a caue au deſſous, dans laquelle on ne peut auſſi prendre le fondement de mur ſuiuant la diuiſion. [27] Ni ne peut-on auoir lumiere de la cour, ou iardin de la partie voiſine, que par vne feneſtre grillée & vitrée, ou garnie de toile, ou papier huilé, à dix palms ſur le carreau, à ce qu'on ne puiſſe regarder ni paſſer par icelle à la place & maiſon voiſine, que tant ſeulement y receuoir la lumiere du iour: laquelle meſmes peut eſtre quel temps que ce ſoit apres fermée & murée par le voiſin qui baſtit ioignant ladicte muraille, ſans qu'on le puiſſe empeſcher ny contre luy alleguer preſcription. [28] Et tout ainſi que pluſieurs edifices habités par vne ſeule famille ſont tenus pour vne ſeule habiration: des parties de laquelle on ne peut inferer aucune ſeruitude, les maiſons diuiſées, reunies à vne reprennent leur premiere liberté, & ſont affranchie de toute ſeruitude, [29] que l'vne deuoit à l'autre eſtãs ſeparées, ſoit de l'aſpect ou lumiere, de la reception des eaux pluuiales & verſées,

de

de l'entree, & paſſage deu par la partie anterieure à la poſterieure, & choſes ſemblables. [30] Et doit chaſque famille auoir ſa foſſe & latrine, & ſe tẽir nette de toutes immondices. [31]

NOTÆ.

1 IRmianus lib. 5. de Iuſtitia, cap. 5. Ouid. metamorph. 1. Iſidorus lib. 5. Etymologiarum can. 2. diſt. 1. [2] Nec ſignare quidẽ, aut partiri limite campum Fas erat. De quo Varro lib. 5. de lingua Lat. can. 1. & 2. diſt. 1. quaſi fatum à fando, vel ſacrum æternæ iuſſionis oraculum, ſeu lex diuina, quam creator dedit creaturis ad ſui gloriam, & iuſtum ſuæ voluntatis obſequium, naturæ per hypallagem dicta, can. 1. can. omnes, diſtinct. 1. à ſummo bono, quod Plato prouidentiam vocat, mentem ſapientis, per commoda media ad finem optimum dirigens, præcipiens vt ea faciamus aliis, quæ nobis fieri volumus, Tobiæ 4. Matth. 7. Dei timore, & mandatorum cuſtodia, Eccl. 12. Imò Dei & proximi dilectione, Deut. 10. 13. Matth. 22. Marc. 12. Luc. 10. 1. Iohann. 4. Qui enim mãdata Dei cuſtodit manet in dilectione Dei, Iohan. 15. Et qui Deum diligit, fratrẽ ſuũ diligit, 1. Iohann. 4 in fine. Vbi eſt perfectio charitatis, quę foras mittit timorem, can. fi. § itẽ Iohann. 23. q. 6. quia licèt timor Dominĩ odiat malũ, qui timet, nõ eſt perfectus in charitate. Prou. 8. 1. Iohann. 4. Quã imperfectã timor introducit, & eius incremẽto paulatim recedit ab ea can. ſicut Cete, de pœnit. diſt. 2. quę perfecta eſt in eo, qui pro fratrib. mori paratus eſt, can. qui vult de pœnit. ead. diſt. Quum maiorẽ quis dilectionem habere non poſſit, quàm vt animã ponat pro amicis, Iohan. 15. Cuius fatur elogium, Mihi viuere Chriſtus eſt, mori lucrum, d. can. qui vult. Quales priorum cędes: ſed in ipſo rerũ exordio primi creati ſunt angeli naturę cœleſtis authoritate, Damaſceni, Suidæ, Hieronymi, Hilarij, cæterorũmq; doctorũ Eccleſiæ, ordine nouẽnario ex Dionyſio Areopagita de cęleſti hierarchia. Et poſt orbem terrarum homo, cæteráque animantia ad prolis multiplicationẽ idonea, rerũ cõmuni vſu & libertate, quem Deus miſit in Paradiſum, vt operaretur & cuſtodiret illum innocentẽ, purum, religioſum, pium, ſapientem, immortalem fecíq; omniũ poſſeſſorẽ & dominum, cuius mens, anima, & ratio diuina, corporis functio humana, vtriuſq; particeps naturæ, quę paſſim pro vniuerſis creaturis accipitur, & ipſo Dei opificio ex Varrone l. b. 4. de lingua Lat. creation. & eſſentia incorrupta, inſcio vſu deprauata. Idem Varro lib. 9. de Lin. Lat. Cuius nec eſſentia à Deo procedens deprauari poteſt: ſed vſus duntaxat naturę, & genuinę functionis intermiſſione. Nam cuncta quæ fecerat Deus erant valde bona, Geneſ 1. Súntq; iuris naturæ, quæ in lege diuina & Euangelio cõtinentur de quo in can. 1. & 2. diſt. 1. & iuris, quod vbique ſine conſtitutione habetur: vt communis omnium poſſeſſio, omnium vna libertas, can. ius naturale, diſt. 1. Itaque tranſire per agrum alienum fas eſt can. 2. diſt. 1. abſque aliena iactura. [3] Ius non eſt, nempe legis humanæ, quam regiam vocant ſuprem: regis imitatricem, vt ait Plato in Minoe. Poſt peccatũ emerſum, tanquã humanæ rationis cõſilium, à ruſſione per apocopem denominatũ à pleriſque ſcientia boni & mali appellatum, can. omnes. diſt. 1. Geneſ. 2. Iuſtum ab iniuſto decernens, tranſgredienti pœnã, obedienti præmium ſtatuens l. 1. & 2. ff. de legib. Ficinus in Minoe Platonis. Et iure gentium, quod omnibus duntaxat hominib. nõ etiã

cæteris animantibus commune eſt ex Vlpiano, in l.1.in fine,ff.de iuſt.& iur. facta & collata ſunt ædificia, dominia diſtincta agris termini poſiti ſecundùm Iſidorũ, & Hermogenianũ in can.ius gentium,diſt.1.& l.ex hoc iure ff de iuſt.& iur.quorũ fertur author Caïnus.Ioſeph.lib.1.Antiq c.3. Qui cum vxore ad orientalem plagam Eden profugus, Nayda ſedem condidit, ibidẽq liberos procreauit,& vnius Enoch nomine ciuitatem ædificauit, primus agrorum terminos fixit, vrbémque extructã & communitam,coactis in vnum domeſticis, & clientibus inhabitandã tradidit,quæ in Lybano quondam fuiſſe dicitur: & cum eodem filio ædium ædificandarũ artem excogitauit, ponderum item & menſurarum vſum, Genebrard. in ſua Chronol.Et fiunt ex ædium collatione, pagi,vrbes,oppida, & ciuitates, gl.d. l. ex hoc iure,in verb collata. Et ex prima familiæ diuiſione duæ ortæ ſunt ciuitates, vna Iuſtorum per Abelis internecionem, quæ,vt ait Irenæus, in hunc vſque diem peregrinatur in hoc mundo,multis calamitatib. obnoxia:altera impiorum, qui quaſi terræ domini,& ciues,loca terrena conſtruunt.Genebrard.in ſua Chronol. Cuius Cain author eſt,qui primus ante diluuium regni ſpeciem conſtituit,ex ciuitate piorum Enos filius Seth in locum Abelis interfecti, ab Adamo procreati & optimè educati, cœpit inuocare nomen Domini, Geneſ. 4. nempe ſolemnioré quendam inuocationis cultum inſtituit, eadémque tempeſtate Hebræorum Doctores in extrema verba 4.magnę Geneſis aſſerunt idololatriã,fictitiorúmq. Deorum cultum inchoatum eſſe, eúmque ſolum in ſua familia veram & auitam religionem retinuiſſe, & pietatem inſtauraſſe,Tubalcam ciuitatis impiorum,& ſculpturæ inuentor exiſtimatur,eo quod tunc cœperint homines ſculptilia facere, & adorare. Philo 1. Antiq. Biblicar.Vnde ab Enos filij Dei, à Caïno filij hominum dicti ſunt. Ioſephus antiq. lib. 1. cap. 4. Quorum tandem nefario conſortio moribus deprauatis,& contempta religione, iuſta Dei vindicta cataclíſmo ſimul periere, excepto Noe cum ſua familia, qui fuit inuentus à Deo perfectus, iuſtus, & tempore iracundię factus, reconciliatio Eccleſiaſtici, cap. 44.Qui nauigandi altaria erigendi, & ſacrificandi poſteris reliquit exemplum, eccleſiam collapſam inſtauraúit,ſeptémque præcepta à Deo accepta,quæ etiam ab Hebræis dicuntur præcepta naturæ, quæ & Gentiles ſeruare tenentur, filiis reliquit, quorum primogeniti ex eius ſtirpe fuêre ſacerdotes, victimáſque inuiolarunt vſque ad ſacerdotium Aaron: & hæc ſunt primogenita, quæ Eſau fratri ſuo vendidit, Hieronymus ad Euagrium, primúſque terram arauit cum animalib. Geneſ. 9. Genebrardus lib. 1. Chronologiæ. E cuius tripartita familia ortæ ſunt 72. genetationes, totidémque linguæ, & mille gentes, aut populi. Ioſeph. Antiquit. lib. 1. cap. 4. Sem cognominatus Melchiſedech. De quo D. Auguſtinus lib. 16. De ciuitate Dei, cap. 2. A diluuio vſque ad ſæculum Iacob, Hieronymus ad Euagrium prof. Seder Olam capit. 21. ſummi Pontificatus & regni Salem adminiſtrator, Geneſ. 14.à Noe parente inſtituti in ſua antiqua patria Damaſco vicina. Interdum Iebus à Iebuſæo filio Caïnan, Iud. 19. Ioſuæ 5.& 18. tum etiam Ieruſalem Iudææ Metropolis, ex Genebrardo: poſtremo Heliæ, ab Helio Adriano Imperatore dictam, quæ partem eius ædificauit. Montem Caluarium, Chriſti ſepulchrum, & Golgotha loca, extra mœnia antea ſita, muro cinxit,Volaterranus lib.11. & templum ædificauit toto orbe celeberrimum, Ioſeph.lib.6.de bello Iudaico, c. vlt.Ex eo progreſſæ ſunt gentes 406. linguæ 27.qui Aſiam incoluit.Ex Iaphet ſeu Iapeto à poëtis nominato Europę incola, cuius filium faciunt Promethæum ducenti

populi.

populi, linguæ 23. teſtib. Arnobio, Eucherio, & Diuo Auguſtino, Cã, ſeu Zoroaſtres magię author, qui Bactrianos & Perſas in regni formam redegit: qui à Nino Babyloniorũ rege Semiramidis filio debellans Aſſyrios contraria pugna fertur occiſus, a quo Iuſtinus, Diodorus Siculus, & alij eiuſdem hiſtoriæ ſcriptores ſui operis ſumunt exordium, tum etiam Cambyſes à Catone in originalib. & à Ioſepho Camus, à Græcis dictus Cameſes, inter gigantes cum eo debellantes, & ab eodem Catone in fragmentis de originibus Pan Syluanus, cuius filius Chus Aethiopicæ gentis author dicitur, qui omnium primi deos coluêre, Diodorus lib. 1. Meſraim a Poëtis Oziris Aegiticæ. Quorum regnum Rehu temporibus initiũ ſumpſiſſe ſcribit Euſebius in Chronicis, in eóq. primũ regnaſſe Soros, 1. Oziris, deinde crebris motibus mutatum fuiſſe notat Genebrardus in ſua Chronolog. vel iuxta Suidam Pharao à quo ſequentes Reges dicti ſunt Pharaones: vt quondã Romani Imperatores Cæſares, quos tamẽ Ioſeph. lingua Aegyptiaca Reges ſonare teſtatur lib 8 Antiq. c. 2. durauitq; vſque ad Auguſtum, factis quibuſdã interregibus, teſte Naugiaco. Et hi omnium primi aras, ſacrificia, & delubria diis inſtituerunt, à quib. Græci Deorũ religionem conſecuti ſunt. Herod. 2. à Minceo verò Rege Aegypti Memphis conditur Ioſeph. lib. 8. Antiq. cap. 2. vbi aucta eſt idololatria à poſteris Cam, qui Bactros, Iudęam, Arabiam, Aegyptũ, Aethiopiam, totámque Africam per ſucceſſores obtinuit, & ex eodem pluſquam linguarum numerus ortę ſunt patriæ 394. linguæ 22. Arnobius in Pſalmo 104. Tucher in Geneſim lib. 2. c. 7. Auguſt. de ciuitate Dei, lib. 16. c. 3. & 9. 11. vnde gentes ſeu generationes triũ fratrũ tunc mille fuêre. Et cùm omnes eſſent ab initio vnius Labij, excelſiora loca petentes, cladis præteritæ pauidi, cùm mandatũm à Deo deducendarũ coloniarũ bis accepiſſent ad propagationem generis humani, in planitiem Sanaar deſcenderũt: vbi omnes coadunati Nembrote duce turrim Babel laterib. & bitumine ædificare cœperunt, vt ibi à ſecundo diluuio arcerentur confuſis linguis in 72. quot erant familiæ, ſola Hebræa vniuerſalis & originaria manſit intacta, ab Hebro inde denominata, qui ſolus cũ tota familia in eorum cœtu non fuit inuentus, nec eorũ conſiliis interfuit, vt ait Suidas in voce Hebræi, & ſola in Dei cultu permanſit ex Diuo Auguſt. lib. 16. de ciuit. Dei, c. 16. can. cùm igitur, §. hac itaq; conſuetudine, verſ. quamuis 35. q. 1. vnde eis etiã inuitis facta eſt ſimul gentiũ & linguarũ diuiſio: qua ſegregatæ familiæ in diuerſas regiones diſperſæ ſunt, vt ex earum multiplicatione & propagatione repleretur orbis iuxta Dei mandatũ, vna alteram nõ intelligente, & tunc ſecundũ Hermogeniani reſponſum in d. l. ex hoc iure, diſcretis gẽtibus regna fuêre condita Et inde duæ ortæ ſunt monarchiæ à duob. fratrib. benedictis Perſarum & Aſſyriorum, ex Genebrardo in ſua Chronol. ex collatis ædificiis factæ ciuitates, idque iure gentium quo cùm non liceat tranſire per agrũ alienum, quem vnicuique licet circundare muro, l. per prouincias, & ibi Salycet. C. de ædif. priuat. Et multò magis propria ædificia, quæ etſi contingantur, ſunt tamen muro ſeparata: imò in quibuſdã ciuitatib. per vicos, & vacuas ſeparationes, vt Damaſcus, vrbs plena propugnaculis, de qua Hortelius. Et in quibuſdam regionib. agri macerię plerumque ambiuntur, vt apud Ruthenos: quorum culturæ Adam cũ vxore exul è Paradyſo in agrum Hebron primus dedit exemplũ Zachariæ 13. his verbis, agricola ego ſum: quoniam Adam exemplum meum ab adoleſcentia mea Poſt eum fuit Cain agricola peſſimus inuidus, lucrum ſolum ſpectans, qui anno ætatis ſuæ 115. de fructib. terrę auarè & induſtriosè à natura extor-

tis obtulit munera Dominio, vt ait idem Genebrardus. Noë quem Zenophon in Æquinoctis primum Ogigem vocat, Gallum Babylonij: vnde ratem, quod vndis sulcat, Galerum appellant Plutarchus. Hesiodus, & Ouidius, Deucalionem, alíque ab Inuento, Ianum: eò quòd Hebraicè Iaïn vinum significat, & vt plerunque fingitur 6. Titanorũ parens, à Titea eius vxore nominatorum & 5. filiarum, de quib. Diodorus Siculus & Seruius: inter quos Iapetus Promethei pater cõnumeratur, & Hyperion qui Solis ac Lunæ, stellarúmque motus obseruasse, atq; demõstrasse primus arbitratur, & ob id Sol Titan dicitur. Inter filias Pandora Iunior, ac Tertis, tribus filiis ante diluuium procreatis tetrarũ orbem diuisit: Sem Asiam, Iaphet Europam, Cam Africam, quorũ dispersio significatur Deut. 32. Dum diuidebat Altissimus gentes, quando separabat filios Adam in partias, scilicet & regiones, Genes. 11. Qui cõstituit terminos populorũ iuxta numer. filiorũ Israel Pars autem Domini populus eius, Iacob funiculus hæreditatis eius, nempe vt filij Israel in ingressu Ægypti erant cũ Iacob 70 Genes. 46. Sic terminauit, & distinxit filios Adam in populos 70. secundùm linguarum varietatem, dum eos diuideret, primúsque Noe censetur arator, cùm agri ante diluuium effoderentur Genes. 9. Genebrard. lib. 1 Chronol. Primúsque vitem syluescentem satuam fecit, vinique vsum hominib. monstrauit. Iahel filius Lamech, atnepotis Cain autem pastoritiã, nece Abelis intermortuæm restituit: fuítque pater habitantiũ in tentoriis & Nomadum author. De quibus vrbiũ incolę multis inuoluti, & acciti negotiis huiusmodi carmine cum Flacco decantare videntur. *Beatus ille, qui procul negotijs,*

Vt prisca gens mortalium
Paterna rura bobus exercet suis.

Nempe in pace, & otio: nam tempore belli multo maiora damna ferunt, & in-
4 commoda rusticani, quàm vrbani, præsertim artifices. [4] l. cùm pater, §. dulcissimis, ff de leg 2. l. in re communi. ff. de seruit. vrb prædior. l fin. C. comm. diuid. Interpretes in l 1. C. quomodo & quando Iudex, nempe inter laïcos: nam inter clericos rerum communio parit concordiam. Praxis Pap. tit 51. gloss 5. num. 2. Musonius itaque vitę ac generationis liberorum communionem caput nuptiarum esse dicebat: nec quenquam errare, qui domum sine nuptiis mancam esse diceret, cùm neque pars princeps sine subdita, neque subdita sine principe animo concipi possit, vt ait Herocles lib. de Nuptiis. Nuptiæ autem sunt principium constitutionis familiæ ex eodem Musonio, an Philosophum impediant nuptiæ: quis enim sodalis sodali, aut frater fratri tam amicabilis & gratus, quàm vxor est suo marito? Nec enim domus vlla, sicut Respubl democratiam, plurium æqualem dominationem diu patitur, primúmque dissidium inter primos natos germanos ortum esse sactæ testantur Scripturæ vsque ad internecionem. Remus fratris primi
5 Regis Romanorum imperium contemnens à Fabio Celere Rastro fertur occisus ex Iulio Floro, & Cornelio nepote, de viris illustrib. [5] Tum etiam ad propagationem generis humani sunt deducendæ coloniæ: tot enim fiunt familiæ, quot celebrantur nuptiæ, quarũ vnitas non patitur diuisionem, Genes. 2. Nec duæ simul diu subsistere possunt in pace & otio: quod videtur homini commune cum pluribus animãtibus. Columbę enim, turtures, arundines, milui, ciconiæ, stationes & omne genus volucrum vt pullos edant, oúaque foueant & nidulentur singulos nidos & foramina occupant: imò apes singulas sedes, licèt in eodem alueo construunt sub vno duce congregatæ, feráque animalia singula, vel bina, nõ plu-

ra eius

ra eiuſdem ſpeciei, ad fœtus procreandos in vna eadémque ſpelunca commorantur: nec fit vllus concentus tonorum diſſonantium: imò famina, vt parua Reſpublica litæ vel pſalterio comparatur à Græcis: imò morum diuerſitas tantam pariẽ inter diuerſas familias diſſonãtiam, vt ſimul pacatè diu ſubſiſtere nequeant. Principium enim diſcordiæ eſt, vt ait Seneca, aliquid commune ſoum facere, turpiſque nihil eſt, quàm cum eo bellũ gerere, cum quo familiariter vixeris. Quod quidem conuenit ſacris virginib. & cœlibem vitam degentibus, in commune degentibus, quàm nuptis, qui quandoq; abundantius, quãdoque parcius rebus ſuis vtuntur, nec mediũ tenent, in quo conſiſtit perfectio vitæ. Quiſque familiæ dominationem non alteri ſubeſſe deſiderat, nec poteſt: cùm vir ſit caput mulieris, ſicut viri Chriſtus, vt ait Apoſtolus. [6] Aequa rerum æſtimatione in aſſem conceptã hæreditate facilè in partes æquales diſtribuitur, deducto ære alieno, tum etiã quarta & Trebellianica, ſi ſit cauſa fideicommiſſi, facta quidem detractione, non ad optionem hæredis inſtituti, ſed in partes hæreditarias. Iudex enim arbitrari debet in re mediocri legitimam & Trebellianicam detrahendam aſſe, licèt de rebus ſingulis quarta debeatur, l. Plautius, ff. ad leg. Falcid. quod fieri debet familiæ erciſc. iudicio, l. ita tamen. §. ex Trebell. ff. ad Trebell. l. ſi ex aſſe, ff famil. erciſc. arg. l. non amplius, & l. ſeq. ff. de leg. 1. Guido Pap. quæſt. 602. 606. 607. 608. & ibi notatis, niſi quarta fuerit expreſsè à teſtatore prohibita, Iaſon in l. Marcellus, num. 12. ff. ad Trebell. nec poteſt hæres rem certam ſibi alienandi cauſa deligere, l. fin. §. ſed quia, C. commun. de legat. Niſi ex ea cauſa, quia nominatim neceſſe eſt, vt dotis aut donationis propter nuptias. *Et encore y doit l'heritier garder mediocrité, non ſous ce pretexte eſpuiſer & aliener le meilleur de l'heredité*, l. legato, ff. de legat. 1. l. ſi quis argentum, §. 2. C. de donat. l. fin. §. ſed & ſi quis, C. comm. de legat. *Et a eſté par Arreſt du Parlement de Tholoſe donné en faueur de Dame de Beauuile contre l'heritier de Balthazar fils de Iean du Maſtaurens donataire & heritier du teſtateur, apres la ſubſtitution ouuerte, tant és biens donnez que non donnez au profit de ladicte Dame, ladicte detraction ordonnee, nonobſtant l'inſiſtance contraire, pour n'auoir l'heritier fait inuentaire, comme on a de couſtume en vſer en ce Parlement. Maynard chap. 10. du 6. liure de ſes queſtions.* [7] In quotas aut viriles, vt integra quiſque ſua parte fruatur, vt competit familiæ erciſcundæ actio in omni hæreditate, vel bonorum poſſeſſione, l. 2. in princip. §. 1. l. ſed eius, in fin. l. ſi ex aſſe, ff. famil. erciſc. Et diuiduntur per hanc actionem omnia bona mobilia & immobilia, iura, actiones, nomina debitorum, quæ fuerunt in bonis defuncti tempore mortis, l. planè, l. cæteræ, l. veniam, & l. ſeq. ff. famil. erciſc. Licèt nomina debitorum ſint magis aſſignanda, quàm diuidenda, & ſint ipſo iure diuiſa, l. ea quæ, C. famil. erciſc. d. l. 2. in fin. l. cæteræ, in princ. In rebus ſingulis licèt hæreditariis vna vel pluribus agendum eſt communi diuidundo, l. inter cohæredes, in princ. §. 1. & l. in hoc iudicio. cum ſimilibus, ff eod. Eſtque iudicium ſingulare in rebus ſingulis diuidundis: & poſt ſingularem diuiſionem hæreditatis petitione quis agere poteſt, qua licet pluries experiri, l. licet, ff. de pet. hæred. qua etiam vniuerſalem familiæ diuiſionem quis conſequi poteſt, l. non poſſumus. ff. ſi pars hæred. pet. non familiæ erciſcundæ actione. quæ niſi ſemel poteſt intentari, l. ſi filia, §. familiæ, ff. famil. erciſc. gloſſ. in l. 1 ibidem Cynus, C. eod. *Comme auſſi remarque Maynard au chapitre 68. du 8. liure de ſes queſtions allegnant à ce propos vn arreſt du Parlement de Tholoſe donné à ſon rapport au mois d'Auril mille cinq cens ſepta-*

pte ſept, confirmatif d'vne tranſaction & partage fait entre deux aiſnez du viuant & conſentement du pere, reſerué la legitime de ſes autres enfans, & l'vſufruict ſa vie durant: quoy que le pere en euſt autrement diſpoſé eſtre faict apres ſon deceds. Autre arreſt du Parlement de Paris du 14. Feurier 1586. auſſi confirmatif du partage faict de l'heritage paternel entre l'aiſné & puiſné des freres du viuant & conſentement du pere, auec reſeruation de deux cens liures de rente pour la legitime de chacun des autres enfans, & ſa nourriture & aliments pendant ſa vie. Et aduenu que l'vn des legitimez ayant commis vn homicide auroit eſté condamné à mort, & adiugé certaine ſomme à partie ciuile, dont le pere auroit reuoqué le conſentement par luy auparauant preſté à l'effect du partage, & renonciliation faicte par les autres, moyennant ladicte legitime. La Cour n'y euſt eſgard, s'arreſtant au premier acte, quoy que contre la diſpoſition du droict Romain, quo prævalet vltima parentum diſpoſitio & vltimus conſenſus, priori reuocato, l. fin. C. de pact. nec tranſmittitur inter viuos hæreditas, l. hæreditas, C. de pact. conuent. Et minùs pater obligari poteſt ad diuiſionem, vel tranſmiſſionem hæreditatis, d. l hæreditas, l. pactum quod dotali, C. de pact. ac ſi quis pacto dotali hæredem vniuerſalem filium ſibi naſcituram inſtitueret: cum eodem iure pactum ſuccedendi etiam cum eo, de cuius hæreditate agitur ſit reprobatum, l. ex eo, C. de inutil ſtipul. l. ſtipulatio concepta, hoc modo, ff. de verb. obl. l. cum donationis, C. de tranſact. l. fin. ff. de ſuis & legit. hæred. l. pactum, l. fin. C. de pact. l. pactum, C. de collat. & viuentis hæreditas pacto dari non poteſt, d. l. hæreditas, C. de pact. conuent. quod auferret liberam teſtandi facultatem votum induceret captandæ mortis alienæ, & contra bonos mores fieret. Capella Tholaſana quæſt. 452. Caſtrenſis conſil. 310. in princ. quod nec ſtatuto nec conſuetudine firmari poſſet. Contrarium tamen obſeruatur & iudicatur, vt notat Aufrerius in d. quæſt. 452. inter nobiles, vt ipſe ait, cùm pactum ſit medio iuramento. Cuiuſmodi obſeruatio hodie non eſt in vſu, vt notat Maynardus in d. cap. 68. lib. 8. quæſt. ſingul. & abſque nexu iuramenti valet, *auquel on ne s'arreſte: & vaut l'inſtitution d'heritier ainſi obſeruant par contract de ſocieté vniuerſelle, & du mariage. Meſuer au titre des Aſſociations, nomb. 6.* Et valent tales contractus, ſalua aliorum liberorum legitima, *& telle eſt la Couſtume de France, comme remarque Bagnion chap. 15. du 5. liure des loix abrogees, & chap. 226. du 1. liu. Et ainſi s'obſerue en la Chambre du threſor, comme note Bacquet au chapitre 21. du droict d'Aubaine.* [8] l. 1. & 3. l. communi diuid. l. his conſequenter, §. ſumptum, §. item ex diuerſo, l. item Labeo, §. familiæ, l. ſi familiæ, l. Mæuius, §. arbiter, ff. famil. erciſ. vt inde ſeruetur æqualitas per modum æſtimationis, l. inter filios & filias, C. famil. erciſc. l. Lucius, ff. eodem l. penult. Cod. comm. diuid. l. 3. Cod. comm. vtriuſque Iudic. facta conuerſione rei ad pretium, l. pecuniæ appellatione, l. pecuniæ nomen, l. pecuniæ verbum, ff. de verb. & rer. ſignif. vt ex aſſe fit bonorum ſupputatio, niſi pater viuens hæreditatem inter fratres in quotas diuiſerit, l. final. Cod. famil. erciſc. l. ſi filia, §. ſi pater, ff. eodem, dummodo non ſit minùs legitima pars cuilibet aſſignata, vt ibi notatur, quod & in ſuo teſtamento fieri poteſt, etiam minùs ſolemni, l. hac conſultiſſima, §. ex imperfecto, Cod. de teſtam. nam ſi pars aſſignata minor eſſet legitima, agi poſſet ad ſupplementum, l. qui volebat, ff. de hæred. inſtit. iuncta l. quoniam in prioribus, l. ex tribus, l. ſcimus, §. repletionem, Cod. de inoff. teſtam. l. Papinianus, §. quoniam autem quarta, ff. eodem t. t. Si autem ab inteſtato deceſſerit, omnes æqualiter ſucce-
[9] dunt, §. 1. de hæred. inſtit. [9] l. nam ad licitationem, ff. famil. erciſc. l. 3. C. comm.

diuid.

diuid. [10] l. arbor, ff. communi diuid. Quod enim non poteſt diuidi nec licitari in hoc iudicium non venit, §. 1. eodem, cùm duo eiuſdem rei domini in ſolidum eſſe non poſſint, l. Mæuius, §. duorum, ff. de legat. 2. [11] Nam etſi vna res indiuiſa relicta ſit, valebit vtique cæterarum diuiſio, & poterit iterum communi diuidundo agi de ea quæ indiuiſa remanſit, l. per hoc iudicium, l. hoc iudicium, ff. comm. diuid. Vbi reſpondet Vlpianus puteum tunc diuidi poſſe, cùm eius ſolum commune ſit: neque veſtibuli communis binarum ædium, inuito vtroli-bet communi diuidundo arbiter dari poteſt, quia qui de veſtibulo licet cogitur, neceſſe habet interdum totarum ædium pretium facere exoluere, ſi aliàs aditum non habeat, l. arbor, §. de veſtibulo, ff. communi diuid. fundúſque vbi eſt locus religioſus, communis diuiditur, excepto loco religioſo, l. fundus, ff. famil. erciſc. [12] l. 3. Cod. comm. diuid. *Qu'eſt l'arbitrage par l'ordonnance du Roy François II. mil cinq cents ſoixante article 4. de Charles 9. mil cinq cents ſoixante ſix. Eſtats de Moulins article 83. des diuiſions des ſucceſſions, & biens communs de pere & mere, ayeul, ayeule, enfans des enfans, des freres, ſœurs, comptes de tutelles & autres adminiſtrations, reſtitution de dot & douaire entre parties, pour leſquelles les parents ſont tenus eſlire trois parens, amis ou voiſins.* Ambroſius lib. 1. de fide. Bona pietas etiam refugit arbitros in diuiſione patrimonij, l. arbitros, ff. famil. erciſc. *Par l'aduis deſquels doit eſtre procedé au partage & diuiſion, reddition de comptes, reſtitution de dot, ou deliurance de douaire: ſans toutesfois que le Iuge les y puiſſe contraindre. Et a eſté la ſentence d'vn Iuge ordinaire, vſant de ceſte contrainte reformee par Arreſt du Parlement de Paris du 2. Iuillet 1573. Carondas chap. 3. du 4. liure de ſes reſponſes, Maſuer tit. des Arbitres, nombre 15. 16. Que ſont les arbitres arbitrateurs, ou pluſtoſt amiables compoſiteurs, qui ne ſuiuent la rigueur du drot, ni l'ordre iudiciaire,* vt in l. 1. C. de arbitr. Innocentius in cap. Quintauallis, e. de iureiur. Bartol. in l. ſi ſocietatem, §. arbitrorum, ff. pro ſoc. l. 1. C. de recept. arbitr. *comme ſont leſdits arbitrateurs, ains l'equité pouuans remettre quelque choſe de la rigueur,* l. duo ſocietatem, §. arbitrorum, ff. pro ſoc. *Leſquels par les patentes de ſa Maieſté donnees en forme d'Edict du mois d'Aouſt 1666. ont eſté erigees à titre d'office les charges d'auditeurs des comptes, & experts iurés au pays du Languedoc & reſſort du parlement de Tholoſe, pour proceder à l'audition & cloſture des comptes des tutelles, curatelles, ſequeſtres, & commiſſaires des biens ſaiſis, & autre maniere des comptes ordonnez par Iuſtice, enſemble toutes liquidations de droits contentieux, partages, diuiſions d'heritages, eſtimations de biens meubles & immeubles, viſités & monſtrees des lieux litigieux, que ſeroyent auſſi faictes d'authorité de iuſtice, leues, enregiſtrees, & verifiees au parlement de Tholoſe le quatrieſme Auril mille ſix cens ſept ſans approbation des experts Iurés, quant aux partages ordonnez en contradictoire iugement, non pour les volontaires & compromiſſoires, deſquels les parties peuuent accorder & conuenir. Où vient à propos vn Arreſt notable du parlement donné au Mois de Maymille cinq cens ſoixante quatre à la premiere d'Enqueſtes, par lequel fuſt ordonné, que nonobſtant l'abſence de quinze ans de l'vn des quatres freres, qu'eſtoit allé en Eſpaigne ſans en ſauoir nouuelles de l'heritage duquel les deux ieunes pourſuiuoyẽt le partage en trois, en baillant cautiõs, cõformemẽt à vn Arreſt de Paris cité par Papõ, au tit. des partages, de la nouuelle edition, art. 6. l'heritage fuſt diuiſé en quatre parties, & celle de l'abſent demeureroit és mains de l'aiſné, ſuiuãt la procuration que luy en auroit eſté faicte, à la charge luy en rendre cõpte, quand ſeroit de retour, iuſques à ce qu'il euſt apparu de ſon deceds. Duquel les freres requerans le partage,*

ſeroyent

seroyent apparoir dans trois mois apres si bon leur sembloit. Et fust ledict Arrest si heureusement donné, que peu du temps apres l'absent reuint d'Espagne, & se retira auec son frere aisné, lequel fit apres son heritier venant à ses derniers iours, comme dit Maynard chap. 95. du 7. liure de ses quest. apres l'aduocat Chenu question 62. Bartol. en son traicté de testam. cap. mortuum hominem, & Bayer decis. 88. *tiennent la presomption de cinq ans estre suffisante, pour reputer vn homme absent & vagabond, mort apres le temps que son deceds est mis en doubte : & au contraire l'homme est censé viure cent ans, si n'appert de son deceds par actes, ou tesmoins*, gloss. in l. 2. §. si dubitetur. ff quemad. test. aper. Alciatus præsump 44. reg. 1 Menochius lib. de præsumpt. 6. cap. 183. dum vita est fundamentum intentionis agentis, cui incumbit onus probandi, vt ait Alciatus. Sin autem aut de re modica agitur, quæ facilè potest reparari, tunc sola vitæ suspicio, non certa & indubitata determinatio habetur, quæ tollitur per contrariam suspicionem per dictum vnius testis, & fama publica, vt notat Bart. in d. §. si dubitetur. Baldus in cap 1. §. fin. qui feud. dar. possint in vsib. feud. aut de re ardua, necessaria & indissolubili quæ cùm facta fuerit, postea reparari non potest. Vt cum viro præsens vxor ad secundas nuptias conuolare desiderat, putans virum esse mortuum, eum enim ipsa tenetur expectare, donec certior facta sit de eius interitu, actis legitimis, vel idoneis testibus. Quid si à Turcis & Barbaris captus esset? cùm matrimonium captiuitate non dirimatur, Genes. 2. vt assentire vide-
13 tur Maynardus in d. cap. 95. lib. 7. sing. q. [13] Seneca lib. 3. controuersiarum, controuers. 3. ait, maior diuidat hæreditatem, minor eligat, ne ipse circunscribatur ex prisca consuetudine, iam vsque ab heroicis ducta temporibus, exemplo Abrahæ, qui cùm diuisit hæreditatem, dedit electionem Lotho filio fratris, tanquam iuniori, vt ait Diuus Augustinus, lib 8. cap. 20. de ciuitate Dei, his aut similib. verbis. Ne sit contentio inter me & te, pastores meos & tuos, quia fratres sumus : nonne est terra coram te, eam inter nos diuidamus : Si eas ad dextram, ibo ad sinistram, idque fraterna pietate. Et adhuc viget huiusmodi consuetudo inter fratres, & eorum descendentes, vel ascendentes, bona paterna diuidentes : quorum senior familiam diuidit, & in partes integrales distribuit hæreditatem, quarum electio incipit à iuniori, & sic deinceps gradatim à iunioribus ad seniores fit electio. Quam Maynardus non probat in exteris, qui hæreditatem, aut quodcunque patrimonium habent inter eos diuidendum : licèt hæc magis gratiosa sit, citiúsq; & minori sumptu fiat, *alleguant vn arrest du Parlement de Tholose de l'an 1564. Par lequel la sentẽce du Iuge ordinaire de Sainct Cere, ensemble du Iuge d'appeaux du viscomte de Touraine, fust reformee, où ladicte forme de partage à faire par l'aisné entre plusieurs habitans dudict Sainct Cere, pour les biens qu'ils auoyent en commun, auoit esté ordonnee. Et fust dict que la diuision se feroit par experts, desquels les parties accorderoyent, autrement en seroit prix d'office, pour le choix en estre faict au sort des cartels, que seroyent respectiuement baillez, si elles, ou l'vne d'icelles à qui appartiendroit, n'aimoit mieux encherir & surdire aux parties, qu'ils voudroyent, pour estre baillez au dernier surdisant, que feroit la condition meilleure. Et rapporte ledict Maynard vn Arrest semblable du premier Iuin mille cinq cens septante six au chapitre 96. du septiesme liure de ses questions.* Guido Pap. quest. 281. *les met au sort par l'office du Iuge : & a la fin dudict chap. ledict Maynard resoult que le partage de l'heredité paternelle se doit faire par l'aisné des freres, qui scait mieux la valeur d'icelle, le choix par les ieunes, & entre*
14 *estrangers au sort par experts.* [14] l. item Labeo, ff. famil. erciscund. thesaurus enim censetur

cenſetur ex rebus hæreditariis, nempe pecunia communis à patre recondita: cuius ſi adeò vetus eſſet depoſitio, vt eius non extaret memoria, tunc tertia pars eſſet inuentoris, tertia Regis, & tertia domini, vt l. ſub titulo feudo um. [15] Vt dotes [17]
filiarum, donationes propter nuptias, & quæcunque eis vel filiis à patre dotata ſunt, qui contra tabulas vel ab inteſtato petunt hæreditatis diuiſionem, nempe vt minus accipiant, vel conferant, ſi contra tabulas ad ſupplementũ legitimæ. auth. ex teſtamento, eo toto tit. C. de coll. niſi contenta ſit legato, vel hæreditate ſibi à patre relicta, l. filiam teſtamento, Cod. eod. quod tamen ei codicillis relictum erit, præcipuum habebit, l. filiam cum fratribus, C. eod. Dos quoque filiæ dotatæ, l. 1 & penult. ff. de coll. l. 2. C. eod. toto tit. ad Senatuſc. Trebell. ff. & C. & c. Raynutius, ibíque Benedictus c. de teſtam. & c. Raynaldus, ibidem toto titul. de trient & ſemiſſ. in authenticis periculum militare, l. 4. ff. fam. erciſc. dos à patre recepta. l. 2. ff. eod. fundus filiæ nomine emptus, l. filiæ, eod. Sũtque præcipua, damna etiam illata à quolibet ſociorum in re communi conferenda veniunt, l. damno. ff. famil. erciſc. dete. iorationes, l. incerti, C. eod. l. communi, l. etſi, ff. commun. diuid. dotémque profectitiam filia retinebit iure præcipui, l. Pomponius Philadelphus ff. fam. l. erciſc. nec veniunt impenſæ à patre factæ filio in ſtudio literarum. [16] Omnia denique bona mobilia, immobilia, iura, actiones, & nomina debitorum, quæ fuerũt in bonis defuncti tempore mortis, l. planè, l. cæteræ, leg. veniunt, ff. famil. erciſc. Et competit huiuſmodi actio in quacunque hæreditate, vel bonorum poſſeſſione, quouis modo debita, ſiue ex teſtamento, ſiue ab inteſtato iure prætorio vel ciuili, l. 1. in princ. & § 1. l. ſed & eius l. ſi ex aſſe, ff. famil. erciſc. [17] Cùm par omnium cauſa [17]
videatur, l. 2. ff. comm. diuid. [18] Qui enim ſentit commodum, debet onus ſentire, [18]
c. qui ſentit. & ibi per Dynum notat. de reg. iur. in 6. [19] l. ſi familia, C. famil. erciſc. [19]
l. ſi fratres. C. commun. vtriuſque Iudic. nili nominatim quiſque in ſe ſuſcepit euictionis periculum, præſertim cùm facta eſt diuiſio à cohæredibus, vel à Iudice, vt ſ. ſi autem facta ſit a teſtatore, in dubium reuocatur: nec inuicem tenentur de euictione per gloſſam in l. ſi cogitatione. C. famil. erciſc. arg. l. cùm pater §. euictis, ff. de leg. 2. Are'inus, Cyous, & communiter Doctores è conuerſo eos etiam teneri opinantur. & ſtandum eſt paternæ diuiſioni, ſalua cuiuſque legitima, ad cuius ſupplementum ei qui ea minus accepit, competit actio, licèt in ſolemni teſtamẽto contineatur, l. ſi cogitatione, l. quoties, l. fin. C. famil. erciſc. l. qui pater, l. ſi filia, § ſi pater, l. ex parte, §. fin. ff. eod. Non obſtante pacto patri facto à filio de non ſuccedendo, quod filio ita paciſcenti nec obeſt, l. pactum, C. de collat. Secus ſi pactus ſit alteri alteri de non petendo partem ſuam: tunc enim fit remiſſio totius iuris quod habet in parte ipſa, l. in hoc iudicium, §. ſi paciſcatur, C. comm. diuid. Si fiat pluriũ rerum diuiſio à Iudice vel arbitro, electus arbiter poterit pro parte vel in ſolidum res ſingulas ſingulis aſſignare, prout eis vtilius videbitur, l. 2. l. ad officium C. comm. diuid. facta itaque collatione & deductione bonorum, abſque vlla temporis præſcriptione, quiſque poteſt petere diuiſionem hæreditatis, etiam ſi pactus eſſet ſe rem communem nullo tempore diuiſurum, l. in hoc iudicium, § ſi conueniat, ff. comm. diuid. quandiu enim fratres fuerunt in communione, nulla fuit præſcriptio, cùm ſemper quilibet poſſederit l. malè agitur, C. de præſc. 30. vel 40. annor. Nam quemadmodum pacto non tollitur actio, quæ pro diuiſione datur, nec pariter vlla præſcriptione auferetur, l. nam ſatis, § ſed ſi is, ff. quemadm. ſeruit. amitt. Baldus in l. fin. C. finium regund. & ſi 30. annis fratres in communione per-

manserint : nam causa præscribendi ex negligentia actionis tunc nullo tempore procedit, cùm semper ei liceat agere, qui in communi possidet: & ita quocumque tempore societatis vnus ex sociis volens diuidere, potest alios etiam inuitos ad diuisionem prouocare, l. & si, ff. comm. diuid. quia nemo tenetur manere in perpe-
20 tua communione. [20] *D'vne prouince diuisée ont esté faictes deux prouinces,* l. si eadem, ff. de offic. assess. *Maynard ch. 10. du 5. liu. de ses quest.* Ex Galliæ diuisione orta est pariter Anglia, quondam Britannia, gloss. in d. leg. si eadem, *du Diocese de Tholose ont esté faicts cinq Dioceses*, cap. Saluator, de præbend. & dignitat. extrauagant commun. *Et d'vn patrimoine diuisé se font plusieurs patrimoines. Exemple sur ce rapporté par Maynard au ch. 35. du 2. liu. de ses quest.* Súntque binæ ædes, licèt vna contiguatione tegantur, l. binas, ff. de seruit. vrban. præd. & domo in partes diuisa, ædificato medio pariete, tot domus efficit, quot in partes diuiditur, nec amplius vna domus, vel partes domus esse dicuntur, leg. si quis duas, §. si quis partem, vers. quod in ædibus, ff. commun. præd. Et facilius in diuisione fundi, vt ibi gloss. in verb. accipi. Regionibus enim fundus diuisus tot fundos efficit, non fundi partes, l. si quis, §. si quis partem, ff. commun. prædiorum, leg. nam satis, §. Celsus respondit, ff. quemadmodum seruit. amitt. Ex protoplasto orta sunt duæ familiæ, vna Seth benedicti in locum Abelis à fratre interfecti, subrogati: altera Cain maledicti, ex quibus ortæ sunt gentes quæ passim diluuio periere, post diluuium, ex vniuersa & tripartita terræ diuisione tres nouæ familiæ 1000. gentes & 72. linguas ediderunt, quę etiam in dies multiplicantur & in infi-
21 nitum propagantur. [21] Et potest quisque locum suum circumdare muris, l. pe-
22 prouincias, C. de ędific. priuat. [22] Sicut enim in perpetua communione manere non cogimur, ita nec accessum, & aditum è domo sua vicino quis pręstare tenetur, & facta diuisione agros vel ędes, quasi communes habere, imò erciscere & diuidere sua quisque potest ab alienis, & scrobe vallare, aut pariete, vt de suo quisque pro arbitrio vtatur, & omnis inter vicinos dissentio amoueatur: & fiet communis paries communibus vicinorum expensis, dimidiúmque pretij ab altero ędificanti restituetur, l. si meo, ff. comm. diuid. Nisi antea vicinus ędificant locum dare maluerit, vbi parietem sibi & suis expensis ędificet, ex non scripta nostra consuetudine, de qua vetus Interpres. *Et se doibt faire la muraille diuisoire entre gens qui ont dequoy, de mur de brique en Tholose, puis le fondement iusque au toict par sentence des Capitouls du 16. Octobre 1527. confirmée par Arrest du 20. May mil cinq cents vingt-huict à la requeste du syndic de la ville contre Tesa & Santerre, aux despens communs des voisins, si mieux n'ayme le refusant donner place à son voisin pour bastir ladicte muraille en son fonds, toute aux despens de sondict voysin de deux tuiles de poincte iusqu'au fleur de terre, tuile & demie par dessus, & ainsi consecutiuement, par Arrest du trentiesme Iuin mil cinq cents cinquante deux. Non que le voisin riche & bien aisé puisse contraindre son voisin luy donner place si ne veut à son dommage & incommodité, sinon le contraindre par iustice à contribuer pour sa moitié, pour laquelle luy est donné delay d'vn an, ou d'auantage, suiuant la faculté de ses moyens à rembourser son voisin de la dicte moitié de muraille.* [23] Ne inde sit liber aspectus & aditus per partes inferiores, qui si altius extollatur, clausurę duntaxat decem palmorum altitudinis fiet contributio, l. si vt proponis, Cod. de ęd. fic. priuat. l. si meo, ff. commun. diuid. Et si fortè eò vsque protendatur vetus ędificium, & lumen aliunde haberi non possit quàm ab areę, vel horto vicini, fixę ibi aperientur senestrę vitio craticuláque

ticuláque compactę 10. vel 8. palmis à ſolo interiori elatę, vnde ex area vicina lumen habeatur, donec vicinus ſuper arcam iuxta eundem parietem etiam ędificauerit aut deambulacra fecerit: & tunc licèt obſcurentur vicini lumina: vel prorſus ipſe lumine careat, huiuſmodi feneſtras obſtruat, contribuendo quod ſuper erit parietis ſuper huiuſmodi clauſuram, vt etiam in Conſuetudine Biturigum habetur, quarum doctus Interpres Nicolaus Boërius multa recenſet in titulo Preſcriptionum, §. 5. ſufficítque modo 7. vel 8. palmos feneſtras in pariete compactas à ſolo diſtare, vt in vſu habemus, ne tantum per eas preſcribere valeamus, ſicut per feneſtras inferiores, ſed eis vice feneſtrarum ſuperiorum vtamur, è quibus cœli lumen intus duntaxat habeamus, leg. inter ſeruitutes, leg. lumen, ff. de ſeruit. vrb. pręd. & donec paries communis fuerit interpoſitus & clauſura ędificata vna cenſetur area, ſicut vna domus, niſi pariete diuidatur, d. leg. ſi quis duas, ff. commun. pręd. [24] nempe cùm bi- [24]
nę ędes vna contiguatione teguntur, leg. binę, ff. de ſeruit. vrb. pręd. quę non per cancellos, ſed medio pariete à calce vſque ad verticem ſegregatę ſunt. [25] Ex Vitruuio, cap. 6. 7. & 8. [26] *Par arreſt du Parlement de Tholoſe du huictieſme May mil cinq cents vingt-huict donné entre Iean de Teſe, qui auoit vne maiſon con-* [25] [26]
tigue à l'Egliſe Sainct Anthome rue de Pharaon, & Maiſtre Santerre procureur en ladicte Cour fuſt ordonné que leur muraille moicturiere ſeroit baſtie de brique, ſçauoir tuile & mortier, puis le fondement iuſques au toict. Arreſt de conſequence gardé & mis en vſage entre les bien-aiſez pour euiter le danger du feu, ad inſtar filiorum Seth, qui contra futuram ignis conflagrationem ante diluuium columnam in Syria lateritiam ędificauerant, ex Ioſepho lib. 1. Antiquit. c. 3. Plinio lib. 36. natur. hiſtor. cap. 5. Genebrard. lib. 1. Chronol. Turris etiam Babylonica coctis laterибus & bitumine fertur ędificata, Geneſ. 9. *Et n'y a plus grand remede en Tholoſe pour ſe preſeruer du feu, que prouient des maiſons voiſines, que les murailles moicturieres de brique, eſleuées ſur le toict à ce que le feu ne ſe prenne au bois.* [27] Ædificato medio pa- [27]
riete tot fiunt domus, quot fit in partes diſtributio, nec partes ſingulę domus, ſed quęlibet earum vna domus eſſe dicitur, leg. ſi quis duas, §. ſi quis partem, verſ. quod in ędibus, ff. commun. pręd. & plus facti eſt in domo diuidenda quàm in fundo. Ibidem gloſſa, in verb. accipi debet. Vbi corporum ex aſſe per modum æſtimationis, non iure, ſed ex ęquo & bono proborum virorum arbitrio fit huiuſmodi diuiſio, non omnimodo ſeruata æqualitate, & ſorte fit electio, præfat. iur. vixque fit anguſtæ domus in tot partes æqua diſtributio ſine vnius vel alterius magno incommodo aut ſeruitute, d. l. ſi quis duas, §. ſi quis partem, ff. commun. præd. leg. ad certum, ff. de ſeruit. vt vicinus onera vicini ſuſtineat, leg. ſeruitutes, in princip. ff. de ſeruitut. vrb. pręd. Proſpectus luminis, leg. lumen, l. inter ſeruitutes, ff. eod. fluminis ſtillicidij, leg. ſeruitutes, §. ſtillicidium, § prędiorum, ibique gloſſ. in verb. ſtillicidium, ff. de ſeruit. vrban. pręd. vt cùm binę ędes vna contiguatione teguntur, d. leg. binę. *Si ne ſe diuiſe au plant pour y faire les murailles moicturieres de forte matiere ſinon par eſtages & particules, la diuiſion deſquelles ne ſe peut faire que de matiere legere, tant pour la petiteſſe des lieux que foibleſſe des planchers, ou cheurons, ſur leſquels ſe font les ſeparations des parties diuiſées: dont l'vſage & habitation ſe peut difficillement compatir entre diuerſes familles, que les vns n'ayent entrée ſur les autres. Ce que for-*

lignant du droict des gens concernant la ſeparation des familles, eſt plus ſeant & conuenable mettre la maiſon aux encheres, ou les parties d'icelle plus incommodes entre les partageans, à ce que chacun y puiſſe librement habiter, rebaſtir & tenir ſa part reparée, ſans demeurer en perpetuelle ſeruitude, ni mettre en ruine l'edifice par le deſaut du toict, ou des fondements & autres parties mal entretenues, & aſſeurées, cauſant la multiplicité des proprietaires & diuiſions faictes à parcelles: vnde quantum fieri poteſt cauendum eſt vt ſolo cedat ædificium, §. cùm in ſuo, §. ex diuerſo, de rer. diuiſ. inſt. Cuius tanta cura eſſe debet, vt non liceat legibus 12. tabularum ei tignum iniunctum auferre, etiá domino, nempe quamlibet materiam, vt cementa, lapides, aut lateres, tigna, & ſimilia, ad quorum pretium tantum datur actio, non ad ipſius materiæ repetitionem, ne ædes diruantur, & inde ciuitas deformetur, l. ſenatus, ff. de contrah. emp. Aretinus in d. §. cùm in ſuo, numer. 2. Niſi alia de cauſa diruatur ædificium, vel terræ non fuerit affixum: vt ſunt tentoria, tabernacula, & ſimilia non affixa, & ſoli cohærentia, ſicut plantæ quæ radices non egerunt, non ſolo cedunt, l. Titius, ff. de acquir. rer. dom. *Et peut on reedifier & reparer les parties ſuperieures ſur les murailles inferieures, ſuiuant l'ancienne forme, & ſelon la portée d'icelles*, arg. leg. 1. Cod. de ædif. priuat. *& à plus forte raiſon baſtir ſur la paroy commune, & moicturiere, & ioignant icelle, ſi n'y a ſeruitude, qui l'empeſche*, leg. hoc modo, §. 1. argum. leg. quí luminibus, Cod de ſeruit. vrb. prǽd. *Et peut eſtre continuée pour eſleuer l'edifice.* leg. hoc quod, §.
23 1 ff eod. tit.[23] De hac non ſcripta conſuetudine loquitur vetus Interpres, non abſimili iuri Romanorum, quo cùm ſuper medium & communem parietem vnicuique liceat ęd ficare: & ędificium iure gentium quantum quiſque voluerit extollere, cùm eius ſit vſque ad cœlum, cuius eſt ſolum, leg. fin. ff. de ſeruit. leg. fin. §. penult. ff. quod vi aut clàm: licèt ę les vicini obſcurentur, quibus non eſt ſeruitus, leg. cum eo, ff de ſeruit. vrb. prǽd. leg. altius, leg ſi in ędibus, Cod. de ſeru. & aqua. *pourueu que la trop grande eſleuation de la muraille ſuperieure ne ſur-charge l'inferieure de plus grande ſeruitude que ne doit*, leg. cuius, ff de ſeruit. vrb. pręd. *& le mur fondamental ne ſe corrompe, ou ſuccombe ſoubs la charge*, argum. d. leg. 1. Cod. de ędific. priuat. Nam qui extollit domum ſuam, quærit ruinam, vt ait Salomon. *Meſmes que le voiſin qui a part à la muraille, y a intereſt, outre le danger que peut aduenir de la cheute d'icelle ſur la ſienne: & ſuffit qu'on prenne la lumiere ſur la court ou iardin de la maiſon voiſine, à ſept ou huict palms ſur le carreau, pourueu qu'on n'y puiſſe regarder, ny paſſer par icelle, iuſqu'à ce que le voiſin y baſtiſſe, & luy ferme la veüe, comme deſſus, lequel y peut baſtir ſi haut que bon luy ſemble, pourueu qu'il ne ſur-charge ny corrompe les fondements, & prenne ſes eaux pluuiales, qui coulent de ſon coſté, ſans incommoder ſon voiſin. ſi n'a acte & titre de ſeruitude*, §. fin. de ſeruit. ruſt. & vrb. pręd. inſtit. *ou l'vſage & poſſeſſion immemoriale, la preſomption faiſant pour la liberté. Et ſemble naiſtre la ſeruitude de la diuiſion des edifices qui n'ont eſpace ſuffiſant pour faire le partage & diuiſion diametrale du fondement iuſques au toict, ny pour ietter les eaux, & prendre la lumiere, n'y ayant que le ſeul aſpect de la rue: d'où naiſſent pluſieurs autres ſeruitudes de baſtir, ou ne baſtir plus haut. Dont ſi la partie poſterieure du toict ne domine à l'anterieure, ayant celuy de deuant plus eſleué. Celuy de deuant eſt touſiours tenu laiſſer le paſſage de l'eau, ou vn canal, par lequel l'eau pluuiale du toict poſterieur s'eſcoule à la rue*, l. binas, ff. de ſeruit. vrb. pręd. *ou les receuoir dans vne cloaque*, l. fiſtulam, ff eod. *creuſée dans la baume, ou baſtie à contremur à ce que les murailles communes & moictturieres ne viennent à ſe corrompre ſi l'eau n'a cours*, l. fi-
29 ſtulam, l. ſi fiſtulę, ff. eod.[29] Licèt enim ſinguli quacunque parte domus commo-

rantes,

rantes, communem aditum, ſingularum partium proſpectum & vſum habeant, non tamen ſeruitutem, l. fin. ff de ſeruit. vrb. præd. Cuius vna eſt & eadem familia, & vna domus, quæ ſibi non ſeruit, l. in re. ff. eod. Ideóque binis vel trinis ædibus iterum in vnum collatis ædificia in priſtinum ſtatum redeunt libertatis, l. ſi quis ædes, ff. eod. Cùm res ſua nemini ſeruiat. 30 Vt ſi quis ex binis ædibus tigno 30
interpoſito vnam alienauerit, cui tacita videtur tigni mittendi impoſita ſeruitus. l. binas quis ædes, ff. de ſeruit. vrb. præd. luminum, l. luminum, l. qui luminibus l. ſi arborem, ff. eod. item proſpectus, l. ædificia, l. inter ſeruitutes, l. lumen, ff. eodem tit. & ſimilium. *Ordonnance de l'an mil cinq cents dix-neuf, article 21.*

DEBTES,

TITRE IX.

COVSTVME I.

*Quand la femme qui habite auec son mari, de son sceu & consentement fait trafique pu-
blique de marchandise, comme pain, vin, soye, laine, mercerie & choses semblables, &
contracte aucuns debtes en ceste qualité, le mari est tenu les payer au defaut d'elle : si est corre-
tiere & reuenderesse de hardes, doit suiure & garder le statut de la ville, par lequel les pa-
reurs, cousturiers, corretiers, tisserãds de laine & lin, ouuriers, fileurs, & retorseurs de soye, tein-
cturiers, reuandeurs de hardes, lauandiers, ni les fileurs de lin, ou laine ne peuuent ven-
dre n'engager en quel temps que ce soit le lin, laine, draps, vestemens, soye & autres chos
de filer, que leur ont esté baillees : horsmis les corretiers & reuendeurs, ausquels est perm
vendre les choses qu'ils ont en main, suiuant la permission que leur en est baillee, non les en-
gager : & ceux qui ont acheté aucune des choses susdictes, ou presté argent sur icelles, le pe-
dent, & sont tenus les rendre à ceux à qui ont appartenu : sauf les reuendeurs qui ont pe-
mission de vendre, non engager, & sont les refractaires par les Capitouls condamnés
amandes.*

CHAPITRE I.

IL n'y a societé si fidelle, & aggreable entre les mor-
tels, que la coniugale. [1] De laquelle depend l'v-
nion, [2] conseruation, & multiplication des famil-
les, [3] & par consequent la propagation du genr
humain, [4] desquelles les gens mariez sont les chefs
& conseruateurs, [5] par leur alliance perpetuelle,
contractee en la maison diuine, & humaine, [7] cou-
rans mesme fortune, [8] vnis de corps & volonté : [9] dont le mari est l
chef, comme Iesus-Christ chef de l'Eglise son espouse, [10] non sou
condition seruile, comme le maistre du seruiteur : [11] ains par honora-
ble,

ble, [12] ſociable, [13] ſecourable, [14] & collaterale compagnie, [15] en laquelle l'homme porte le nom, [16] & tient le premier rang [17] en ſa qualité & dignité, de laquelle depend celle de la femme. [18] Dont la communauté de biens ne peut eſtre plus conuenable, qu'entre mariez qui participent eſgalement à tous les acqueſts, & conqueſts par eux faicts, & leur ſont aduenus pendant leur mariage, ſuiuant la Couſtume de Paris, & generale de France, [19] par laquelle le douaire couſtumier de la femme eſt entendu de la moitié des heritages, qui eſcheét au mari en ligne directe pendant le mariage, [20] qu'eſt propre heritage aux enfans en prouenans, ſans que le pere ni la mere dés l'inſtant que ſont mariez, ni apres les puiſſent vendre, engager, ne hypothequer à leur preiudice. [21] Duquel doüaire la femme mariee eſt doüee, ores par les pactes dotaux ne luy ſoit rien conſtitué, [22] qu'eſt en Toloſe l'augment couſtumier & caſuel au profit de la fẽme, à laquelle le cas aduenant, la dot augmente par moitié pour ſon lucre nuptial & contraire conſtitution, [23] ſi le douaire n'eſt prefix, ou les eſpoux ne contractent ſocieté. [24] De laquelle ne ſe peuuent apres deſpartir ſans cauſe legitime, [25] ni la diſcontinuer non plus que le mariage, le lien duquel eſt indiſſoluble, [26] & la compagnie plus fidelle & aſſeuree, pour le gage certain qu'ils ont de leur amitié en la procreation des enfans, [27] que l'eſtrangere, de laquelle on ſe peut deſiſter. [28] Quelle plus aſſeuree, familiere, & honneſte negociation peut on faire, que quand le mari fait l'emploicte & conduitte de la marchandiſe, que la femme debite à la maiſon, ſans ſe deſtourner de la meſnagerie? Comme on voit à la ville de Paris, & quelques autres de ce Royaume, où n'y a priuilege qui empeſche le payement des debtes contractés par l'vn des mariez. Et ont les creanciers pour iceux leur execution paree ſur les biens de lad. communauté, quant aux premier ſaiſiſſans, les autres ayans à ſe pouruoir par oppoſition, ſaiſie ſur ſaiſie, n'eſtant valable, non pour empeſcher la vente des biens ſaiſis, [30] comme font par fois en Tholoſe les mariez: ains pour eſtre payés de leurs debtes des deniers qui en prouiendront. Dont la colluſion qu'eſt entre les conioints pour frauder les creãciers a donné lieu à noſtre couſtume, [31] hors les termes de la communauté coniugale, laquelle eſt rare en ce pays pour contraindre le mari payer les debtes de la femme faicts & contractez en la negociation par elle de ſon conſentemẽt exercee pour les propres affaires d'iceluy mari, ou communes neceſſitez de la maiſon, que deſpend de la diſcretion & prudence du Iuge, qui diſcerne la nature du debte, [32] auec ſes circonſtances. [33] Si prouient du peculle, & paraphernes tenus & maniez par la femme en ſon particu

particulier, deſquels le mari n'eſt reſponſable, non plus que des debtes contractés par la femme, que tient maiſon ſeparee: [34] ou du ſalaire deu aux artiſans, maneuures & mercenaires, qui trauaillent à la maiſon pour les affaires des mariés, [35] ou de l'vn d'iceux demeurans enſemble, [36] ou d'achapt & preſt de marchandiſe, deurees, drogues, & matieres empruntees par la femme artiſane, marchande, ou reuenderesſe publique, auſſi habitant auec ſond. mari. Ce qu'il eſt tenu payer, [37] comme le marchand les debtes de ſes facteurs, & inſtiteurs faicts à l'achapt, chaume & voicture de ſa marchandiſe. [38] Le pere des enfans qu'il a en ſa puiſſance, hors le Macedonian: [39] le maiſtre & maiſtreſſe de leurs ſeruiteurs & chambrieres, qu'on ne doit receuoir que ne facent apparoir du lieu & maiſon que ſont ſortis, & ſi ont eſté en ſeruice, n'ayent atteſtatoire & congé de leur premier maiſtre ou maiſtreſſe ſuiuant l'edict du 10. Mars 1564. Du faict deſquels ſont reſponſables en ce que regarde la charge, à laquelle les employent: [40] tout ainſi que leurs acquiſitions reuiſſent au profict des peres de famille: hormis les peculieres des femmes & enfans ſelon le droict Romain. [41] Et par nos Couſtumes celles des femmes induſtrieuſes que les maris permettent negocier, contracter, & s'exercer chez eux à quelque art, & œuure mercenaire, vtile, & profitable, [42] pour ne fruſtrer les creanciers de leurs debtes par leur colluſion & intelligence. [43] Et n'eſt vray-ſemblable qu'elles, qui ont le ſoin particulier de la famille, employent leur gain ailleurs, qu'au ſouſtien & entretenement de la maiſon: meſmes quand les femmes s'exercent & trauaillent à la veue, & ſans l'empeſchement ni contradiction des maris, [44] qui ne le permettroyent ſi ceſte fonction leur eſtoit dommageable. [45] Ainſi le pere preſent, qui ne contredit, ni ne s'oppoſe à l'election qu'on fait de ſon fils en quelque honneur, charge, & dignité publique, en faict ſa cauſe propre, & eſt tenu des fraix & deſpens, qu'il y conuient faire: [46] quoy que hors les termes de ceſte couſtume. L'vſage de laquelle ne s'eſtend maintenant à toute ſorte de meſtiers, dont y a maiſtriſe; leſquels ne peuuent eſtre exerçez que par les maiſtres Iurez, ni tenus que par leurs vefues & enfans qui continuent le meſtier, non autrement, conformement à leur ſtatut: [47] auquel & aux deuoirs & charges politiques ſont auſſi ſubiectes les femmes mariees que font tauerne, [48] boulengerie, [49] trauaillent ou negocient en lemiſſage, [50] ſoyerie, [51] mercerie, [52] lingerie & draperie, ou en telle autre choſe que ce ſoit. [53] Ni n'eſt permis aux boulengeres achepter le bled au marché pour faire pain de vente, qu'apres l'heure accouſtu-

couſtumee, que les habitans ſe ſont pourueus pour leur prouiſion & nourriture, [54] ni vendre le pain qu'au prix du poids, blancheur & qualité requiſe, ſoit à la place, ou à leur maiſon, ſuiuant le reglement du dernier eſſay, comme le bled ſe vent au marché à la taxe ſur ce faicte, lequel ſi n'eſt du poids, blancheur & qualité ordonnee, eſt confiſqué aux pauures. Et ſi le cas le requiert, le boulenger qui l'a fait, amendé par les Capitouls ou leurs Officiers: [55] les hoſteliers, tauerniers, & cabaretiers ſuiuent le meſme reglement quant au pain, [56] & pour le ſurplus des taux, & reglement ordinaire, [57] ſans qu'ils puiſſent loger, ni receuoir les habitans & domiciliers de la ville, ſinon les forains, & paſſagers, & vendre aux habitans le vin à pot, [58] ni retirer plus d'vne nuict gens vagabonds, & ſans adueu, bannis, fuitifs & mal-faicteurs: ains en aduertir la Iuſtice, [59] ne tenir ni permettre ieux, berlands, & bordeaux, ni iongleurs & farceurs en leur logis, [60] ni receuoir à leurs tables femmes desbauchees, [61] dont les recerches & captures & autres crimes flagrans ſont attribuees de iour au Viguier, de nuict aux Capitouls: quoy que par fois on y procede de commune main pour euiter l'impunité des malefices, & par preuention ez autres procedures criminelles que ſe font. Sur les captures faictes de leur authorité tant des crimes de la nuict que du iour en vertu des prouiſions & decrets par eux ordonnez ſur les inquiſitions qu'en ont eſté faictes, [62] les taxes & reglements des denrees & marchandiſes, poids & meſures, enſemble des meſtiers & autres actes de police, ſe font par les Capitouls, & diſpoſent en temps de guerre la garde de la ville, [63] & a le Viguier la recerche du iour: enſemble cognoiſſent les Capitouls des manufactures du lin, laine, ſoye, ſur le rapport que leur en eſt faict par les Officiers de la police, & bailles des meſtiers, tant du degaſt des façons, que corruption, alteration, & falſification des matieres: comme lin, chanure, laine, ſoye, fil ſimple, ou retors, toile, & drap de laine, ou ſoye: les lais & tiſſure deſquels ſe doiuent auſſi faire à certain nombre de fils, & tant les draps, que eſtoffes de la largeur ordonnee & accouſtumee. [65] Dont les teintures ſe doiuent auſſi faire de bonnes matieres & ingrediens: comme paſtel non de bois dinde, [66] le chauffage du boids meſlé. [67] Les prieur, & Conſul de la bourſe cognoiſſent entre marchands du faict de marchandiſe, [68] non des defauts, & delicts des artiſans: le Viguier comme Iuge ordinaire en la ville & Viguerie des excez que ſe commettent hors la police, quand ce ſeroit par les meſmes Officiers, marchands & artiſans, qui vendroyẽt ou engageroyent les marieres beſongnees, ou non beſongnees, que leur ſont

baillees, comme d'affront, [69] non pour auoir contreuenu aux ſtatuts & rẽglements de police & corruption de l'œuure, dont la cognoiſſance appartient aux Capitouls. [70] Si ſont couſturieres, ou chaperonnieres, ne peuuent non plus vendre les chemiſes, mouchoirs, chapperons, & atrifets qu'on leur baille à faire, & ni les lauandieres & teinturieres le linge & choſes à teindre, ou lauer à elles baillees: filandieres & tiſſerandes, [71] contre leſquels on peut proceder criminellement par information: & en ce qu'elles auroyent delinqué ſuiuant la grauité des excez, ſi l'affaire y eſt diſpoſee, par condemnation de peines afflictiues, [72] & ciuilement tant contre elles, que leurs maris en ceſte qualité, deſquelles enſemble de leur famille ſont reſponſables, tant qu'ils y preſtent conſentement, le pouuans empeſcher, & interdire: [73] & eſt le mari tenu rendre le prix à l'achepteur, ou l'argent receu par ſa femme, que demeure en ſa compagnie pour l'engagement des choſes ſuſdictes à celuy qui l'a preſté. [74] Et en obtiennent les proprietaires la recreance ſans rendre le prix: comme de choſes deſrobees, [75] non des hardes vendues publiquement és rues, places, & marchés, par ceux ou celles, qui en font meſtier, leſquelles par autre couſtume les achepteurs ne ſont tenus rendre, que ne ſoyent reintegrés du prix par le vendeur, ou celuy qui la recouure: dont l'vſage s'eſt diuerti par la frequence des larcins & ventes des choſes deſrobees, qu'on voit faire publiquement és rues, foires, & marchés. Qu'a eſté cauſe que tout ainſi que des choſes ſecrettement vendues ſelon ceſte Couſtume les proprietaires en obtiennent la recreance, les vendiquẽt la part où elles ſont trouuees: ſi monſtrẽt par actes ou teſmoins, comme leur appartiennent & leur ont eſté deſrobees: dont ils ſe peuuent pouruoir criminellement par plainte & inquiſition, & les faire arreſter par permiſſion du Iuge, pour euiter l'eſgarement d'icelles, ſans qu'ils ſoyent tenus rendre le prix à l'achepteur, ni autre detempteur: ſauf ſon recours contre ſon autheur, lequel meſmes s'il eſt perſonne mal famee eſt tenu nommer & appeller en cauſe, pour euiter le ſoupçon qu'on peut auoir de luy, d'auoir commis le larcin, & eſteindre l'action criminelle, que pour ce regard peut eſtre contre luy intentee, pour auoir eſté trouué ſaiſi du larcin. [76] Ni ne peuuent les corretieres, [77] & reuendereſſes engager les hardes, b ſongne d'or, & autres choſes, que leur ſont baillees à vendre, ſans le ſçeu & mandement des proprietaires, ni retenir, s'approprier, employer à leurs vſages & faire leur profit des deniers par elles receus des choſes qu'elles ont vendues, ou engagees du mandement des proprietaires contre leur volonté, non plus que les depoſitaires, ſur peine de larcin: [78] dequoy le mari, qui ne fait

que

que vne maison & famille auec sa femme peut estre ciuilemẽt & subsidiairement actionné: ensemble pour les fautes & fraudes, qu'elle cõmet en sa vacation,[79] estant question du payement, & reparation des choses par elle gastees, [80] entreprises & conuentions [81] du salaire des ouuriers & mercenaires, [82] & payemens des matieres & marchãdises empruntees. [83] Tout ainsi que les maistres des seruiteurs qui trauaillent & negocient en leurs boutiques & magazins, [84] qui vendent à faux poids ou mesure, supposent les marchandises, ou gastent l'ouurage: de l'insuffisance, incapacité & infidelité desquels les maistres sont responsables, & tenus du dol & fraude qu'ils commettent en leurs charges, dont retirent profit & commodité. [85] Et ce quant aux artisans & gens de basse ou mediocre qualité, qui volontiers occupent leurs femmes à telles œuures & negoces, pour les ayder à supporter les charges du mariage, [86] nõ entre gẽs d'hõneur cõstituez en dignité: dõt les femmes nõ plus que les maris ne s'occupẽt és arts mecaniques & seruiles, ni aux negotiatiõs, & trafique de marchãdises, sinon à leur mesnagerie & maniemẽt si bõ leur semble de leurs parafernes fruicts, & reuenus en prouenants soit en bestail, nourrissage, chasse & fruicts tant naturels que industrieux, ou loüages des maisons & autres bastimẽs, & en toute autre maniere que ce soit, de toutes choses à elles propres & peculieres, pour lesquelles les maris ne peuuẽt estre inquietez ni molestez en leurs biens pour les debtes propres & mauuaises mesnageries de leurs femmes, s'ils n'y participent, ou n'en retirent le profit.

N O T Æ.

1 NVlla necessaria magis, aut suauior coniunctio, quàm viri & mulieris reperitur: nam quis sodalis sodali, frater fratri, filius parẽti tam fuerit amicabilis & gratus, quàm vxor est suo viro, cuius absentia tã desiderabilis est, quam viri vxori, & vxoris marito? aut cuius præsentia magis idonea fuerit ad leuandam tristitiam? quibus denique omnia communia esse existimãtur, & animæ & corpora, & opes præterea viro & vxori? His igitur de causis viri ac mulieris amicitia omnes antiquissimam omnium iudicant, ex Muson. j libr. An Philosophum impediant nuptiæ? Sunt enim nuptiæ ab origine mundi à Deo factæ in deliciarũ Paradyso ad sponsos his verbis alloquente. Propterea homo relinquet patrem & matrẽ, & adhærebit vxori suæ. Gen. 2. [2] Ecce nũc os ex ossib. meis, caro de carne mea, inquit Protoplastus de sua cõiuge, neque vir sine muliere, ne mulier sine viro in domino, ait Apostolus, 1. ad Corint. 11. Proinde nõ errauerit aliquis domũ sine nuptiis mancã esse dixerit. Nã neque pars princeps sine subdita, neque subdita sine principe animo concipi potest. [3] Gignere debemus & educare liberos, vitam seu lampadem aliis post alios tradendo, quod naturæ perpetuitatem promouere oporteat, & filios filiorum relinquendo semper Deo ministros pro seipso tradere, vt ait Plato, 6. de legibus. Nec diu ciuitates sine matrimonio subsistere possunt. [4] Breuique interiret genus humanum, quo Deus terram repleri voluit,

& elapſo cataclyſmo contra vagos concubitus legem ſtatuit, qui antehac interitus vniuerſi cauſam dederat, Ioſeph. 1. Antiquit. c.3. Nuptiæ enim terram implent, quibus vnuſquiſque debet vas ſuum poſſidere in ſanctificationem, vt ait Apoſtolus: nec plurium vxorum viros, aut plurium virorum vxores Deus matrimonio iunxit: ſed vnius viri vxorem eſſe voluit. Quod quidem magnũ eſt Sacramentum, vt ait idem Apoſtolus, inter Chriſtum & Eccleſiam, vnde ſunt fœminæ dotandæ, vt ait Pomponius, ad replendas ciuitates liberis hominibus, l.1.ff. ſol. matr. Nam vulgò quæſiti, & aliunde quàm ab vxore legitima geniti, vnà cum poſteris ſeruilis ſunt conditionis, vt Iſmael. Quid ſpurij & inceſtuoſi? Sed quid magis cum brutis commune eſt hominibus quàm coitus & generatio, niſi ſuperſit educatio, & optima morum conditio ad piam & pacatam conſeruandam generis humani ſocietatem, quod cùm ingredi vias ſuas Deus permiſerit, tunc
5 vniuerſa caro peremptа eſt. 5 Mulieres viris ſuis ſubditæ ſint, ſicut Domino, quoniam vir caput eſt mulieris, ſicut Chriſtus Eccleſiæ. Ipſe Saluator corporis eius: ſed ſicut Eccleſia ſubjecta eſt Chriſto, ita & mulieres viris ſuis in omnibus, ad Epheſ. 5. Volo autem vos ſcire, quod omnis viri caput Chriſtus eſt, caput autem mulieris vir: non enim vir ex muliere, ſed mulier ex viro. Etenim non eſt creatus vir propter mulierem, ſed mulier propter virum, 1. ad
6 Corinth. 11. Geneſ. 2. 6 Vnde idem Apoſtolus, viri diligite vxores veſtras, ſicut Chriſtus dilexit Eccleſiam, & nolite amari eſſe ab illis, ad Epheſ. 5. Ad Coloſſ. 3. 1. Petri 3. Súntque coniugati totius vitæ conſortes ex Modeſtino in lib. 1. ff. de
7 rit. nupt. can. 1. 27. q. 2. eſtque matrimonium indiſſolubile 1. ad Corinth. 7. 7 l. aduerſus vxorem, C. de crim. expilat. hæred. l. 2. ff. de rit. nupt. Diuinæ quidem vt coniuges ſint eiuſdem religionis can. Caue Chriſtiane, can. non oportet, can. ſi quis Iudaicæ prauitatis 28. quæſt. 1. l. ne quis Chriſtianam, & l. ſeq. Cod. de Iud. & Cœlic. Mulier vero legitimè coniuncta ſacrorum & fortunarum ſocia illi eſto, vtque domus ille dominus, ita hæc domina, legibus Romuli, & eſt antiquiſſima coniugalis ſocietas. De qua pauca Maynardus commemorat c. 36. lib. 6. quæſt. l. pen. ff de don. int. vir. & vxor. Ibique Godofredus. *Plutarque au liure des demandes des choſes Romaines, chapitre 1. où eſt repreſenté comme les mariages ſe faiſoyent anciennement par l'attouchement de l'eau & du feu: pour monſtrer*
8 *comme la ſocieté matrimoniale eſtoit entretenue tant ès aduerſitez, que proſperitez.* 8
9 *Par les meſmes exemples.* 9 Socij fortunæ bonorum tam corporis quàm animi. *Dont Cecrops Athenien eſt grandement louable de ce que le premier entre les Grecs il allia le mariage, blaſmant les communes & indifferentes conionctions de l'homme & de la femme, comme dit Athenee liure 13. chapitre 1.* quæ cum viro dicitur vna caro, Geneſ. 2. & vna voluntas, tam iure ciuili quàm canonico: nec licet Chriſtiano à coniugio diuertere, aut concubinam habere, cum Eccleſiæ Sacramento fiat
10 celebratio nuptiarum, quibus Redemptor noſter interfuiſſe legitur. 10 hæc
11 iam dicta ſunt. 11 Et huiuſmodi nuptiæ etiam iure ciuili Romanorum reprobantur, §. 1. de nupt. inſt. Quo matrimonium inter ciues Romanos, & li-
12 beros duntaxat contare dicitur, l. cum ancillis, ff. de inceſt. & inutil. nupt. 12 Nam ſicut vir dominus, vxor familiæ domina dicitur legibus Romuli. *Mayn*
13 *nard chapitre 39. du ſixieſme liure de ſes queſt.* 13 Síntque ſocij paſſionum, ſicut conſolationum, Benedictus in c. Raynutius, in verb. cuidam Petro tradiderunt, nu.
88 & de teſtam. hæc proba ſunt coram Deo, & hominibus: Concordia fratrum,

amor

amor proximorum,& vir ac mulier ſibi bene conſentientes,Eccleſ. 25. vt ex Muſonio dicta ſunt.[14] Vnde illud verbi æterni,Non bonum eſt hominem eſſe ſolum, 14
faciamus ei adiutorium ſimile ſui,Geneſ.1. [15] Ibidem cùm ſoporem immiſiſſet in 15.
Adam, ex eius coſtis vnam carnibus compactam fœminam coniugem & ſociam ei tradidit. [16] Ideò mulier non ſuccedit in feudo,Benedictus in cap Raynutius,in 16
verb.duas habens filias,num.31.e.de teſtam.*Ny à la Couronne de France,où les maſles portent le nom & armes de la maiſon*,propter iuſtitiam honeſtatis,quia cœtibus virorum mulieres ſe immiſcere non debent, præſertim illuſtrium,l.ſi qua illuſtris, C.ad ſenatuſc.Orfic. [17] *Carondas ſur l'Edict des ſecondes nopces,& ſuiuant les precedentes authorités.* Vxores enim coruſcant radijs maritorum,l.1.l.fœminæ,l.fin.ff.de ſe- 17 18
nator.Súntque in eodem honore,& eodem vtuntur priuilegio, l. principes, C. de legib.& legibus Romuli, quibus ſicut familiæ maritus eſt dominus, ita hæc domina. [19] *Deſquels le mary eſt maiſtre & ſeigneur pendant ſon mariage,comme de la dot:& luy appartiennent les profits, rentes, & reuenus du fief mouuant de la directe de ſa femme aduenue à leur communauté. Carondas chap.19. du 7.liu.de ſes Reſp.& ſe diuiſent entre ſa vefue & ſes heritiers,auſquels il a tranſmis la moitié deſdicts acquets. Et peut la vefue auſſi demander par retraict feodal la moitié des acquiſitions faictes par ſon feu mary pendant leur mariage des biens mouuans de ſon fief,par ſentence du Seneſchal du Perche à Beleſme donnée au profit de René du Crochet & Damoyſelle Yſabeau Cirier ſa femme,jadis vefue à feu Pierre du Meuſchet,confirmée par arreſt du Parlement de Paris du 13. Aouſt 1584.citée par ledit Carondas au meſme chap. Où ſe rapporte le diſcours faict par Maynard au chap.28.du 3. liu.& 39.du liu. 6. de ſes queſt. où eſt repreſenté comme les ſocietés entre mary & femme contractées en faueur de mariage ont telle efficace, que les biens en prouenants ſont exempts du retranchement ordonné contre les mariez, qui conuolent en ſecondes nopces, ou l'vn d'iceux au profict des enfans qu'ils auroyent laiſſez ſuruiuants de leur premier mariage, apportant vn arreſt du Parlement de Tholoſe du 10.Ianuier 1570.donné au rapport du ſieur Ferrandier, party à la premiere d'Enqueſtes,& party à la ſeconde à l'aduis du ſieur Berail contretenãt, où deux freres s'eſtans aſſociez auec deux ſœurs par contract de mariage, l'aiſné heritier de la maiſon ſe mariant auec l'aiſnée auſſi heritiere vniuerſelle, & le puiſné auec la puiſnée, auſſi heritiers particuliers: dont le plus ieune eſtant decedé apres auoir procrée pluſieurs enfans à luy ſuruiuans,Mengete Gillades ſa vefue apres l'an du dueil auroit demandé diuiſion de ſocieté, venant ſa part à la quatrieſme de tous les biens & acquets faicts & aduenus pendant icelle:les autres perſonniers,meſmes le frere ſuruiuant auroyent impetré lettres Royaux en caſſation de ladicte ſocieté quatorze ans apres, ladicte Mengete inſiſtant à fins de non receuoir, deſquelles ils auoyent eſté demis, & adiugé à ladicte Mengete la quatrieſme partie de tous & chacuns les biens communs,& acquests faicts pendant leur communauté:nonobſtant qu'elle ſe ſeroit remariée, & auroit laiſsé les enfans de ſon premier mary, leſquels auſſi pour leur chef ſuccedoyent à l'autre quatrieſme.* [20] *Couſtume de Paris inſerée au 5.liu.tit.4 loy 3. du Corps* 19
du droict François,§.1.dont parle Carondas au ch.29. du 6.liu.de ſes reſp. [21] *Suiuant la meſ-* 20
me Couſtume §.2.& enſuit de ladicte Couſtume, que ſi les enfans procreés dudict mariage ne ſe portent heritiers de leur pere,le doüaire leur appartient ſans eſtre tenus au payemen. des debtes creés par le pere pendant ledict mariage, & ſe partit entre eux tant le prefix que Couſtumier,ſans droit d'aiſneſſe ou prerogatiue:toutes-fois pour deliurer le pere de priſon, ſa femme & luy au nom de ſes enfans peuuent renoncer au doüaire Couſtumier: comme repreſente ledict Carondas au meſme chap.y apportant vn arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du 12. Auril 1571. qui approuue leſdictes renonciations & alienations des biens dotaux demandés

par le pere au nom de ſon fils mineur, pour ſe redimer de priſon où il eſtoit conſiné, iuſques auoir payé certaine amande pecuniaire en laquelle il auoit eſté condamné: & ce contre
22 *les concluſions ſur ce prinſes par le Sieur Procureur general.* 22 *Ny ne peut-on eſtre heritier & douairier tout enſemble: & celuy qui veut auoir le douaire, doibt rendre & reſtituer ce qu'il a eu de mariage & autres aduantages qu'il a receus de ſon pere, ou mains prendre. Par la Couſtume de Meaux la femme dotée de douaire prefix peut demander le prefix, ou couſtumier, non par les Couſtumes de Paris. Et doibt-on pour les douaires futures la Couſtume locale, comme dict Carondas au chapitre 78. du premier liure de ſes Reſponſ. Où remarque vn Arreſt du Parlement de Paris donné entre la vefue & les hoirs de feu Pierre l'Orfeure, quand viuoit maiſtre des Comptes du vingt-vniſme Iaillet mil cinq cents. Par lequel la vefue ne peut demander autre douaire que le prefix, tant ſur les biens aſſis à Paris, qu'en autre*
23 *prouince.* 23 *La conſtitution duquel ſuit les loix du pays du mariage contracté, ſelon*
24 *ledict Carondas au meſme chap.* 24 *Nouell. 22. chap. 2. de tant que le contract de-*
5 *roge à la Couſtume ex conſtitutions dotales ſelon la 1. de nos Couſtumes: & ledict May-*
26 *nard chapitre 38. du 6. liu. de ſes queſt.* 25 Vt ſi maritus vergeret ad inopiam, arg. l. ſi conſtante, ff. ſolut. matr. tunc enim fit dotis repetitio 26 Nempe conſtante matrimonio, quo ſoluto, ſoluitur etiam ſocietas. *Et le furu ne peut en peut demander la diuiſion ſur l'exemple repreſenté par ledict Maynard au meſme chapitre non par diuorce, lequel n'eſt permis entre Chreſtiens, non plus que le concubinat, ſinon par le decés de l'vn des deux mariez, ou toutes-fois y auroit ſeparation de lict, & les maritz ſeroyent maiſon ſeparée, pourroit eſtre pourueu aux aliments de la femme: la negociation & adminiſtration des biens demeurant à la main du mary, tant qu'il y auroit eſperance de reconciliation, ſi le mary ne le prodigou & en vſut mal. Auquel cas pourroit auſſi eſtre pour-*
27 *ueu à l'aſſeurance & indemnité de la femme & de ſes enfans.* 27 Vnde Hierocles libro de nuptiis, nuptias eſſe vtiles aſſerit, quia dominum ſeuera fructum producunt, liberorum generationem, qui nobis, & valentibus adhuc: vtpote conſanguinei, in omnibus negotiis opem ferant, & ætate, ſenióq; confectis boni fiant auxiliares: quiſquis igitur nuptiis priuat homines, is abolet familiam, ciuitatem & omne genus humanũ: quod abſque generatione non poteſt permanere, neque iuſta & legitima generatio ſine nuptiis ex Muſonio, lib. an Philoſophũ impediãt nuptiæ.
28 28 Nec vllus laicus tenetur in perpetua communione manere, § manet autem ſocietas, de ſocie. inſt. donec in eodem conſenſu perſeuerauerint. Et cùm aliquis renũciauerit ſocietati, ſoluitur ſocietas: tum etiã vnius ſociorũ interitu, publicatio-
29 ne, vel ceſſione bonorum, § ſoluitur, eod tit. 29 Cuius potiſſima cura eſt rei dome-
30 ſticæ, tutiſſimáque coniugatorum ſocietas, vt alibi diximus. 30 Si generalis ſit vniuerſorum bonorum inter coniuges ſocietas, tunc duplici vinculo coniuncti, tam in rebus proſperis, quàm aduerſis ad inuicem tenentur in omnibus, nempe omnia bona inter eos communia licèt extra commercium. Cùm huiuſmodi ſocietas ſine commercio ſæpenumerò ſit lucrum & onus, commoda & incommoda: vt aduentitia, vel profectitia ſic detrimenta inuicem capiunt. l. fin. §. ſed cum, C. de furt. l. Iulianus, §. ſi quid ſeruo, §. ex vendito, ff. de act. empt. leg. ſi vnus, §. ſi vnus, ff. pro ſoc. Si rerum particularium, cætera non veniunt in ſocietatem, ſicut nec paraphernа in dote connumerantur, ſed extra dotem, & viri poteſtatem eſſe dicuntur. Et in huiuſmodi ſpecie hic noſtra conſuetudine iuri Romano videtur derogari, quo maritus non tenetur pro vxore, nempe in his, quæ vxor non

conſtante

conſtante matrimonio cum viro morante, iuſſu, mandato, licentia ipſius viri: vel eo tandem ſciente, non vetante ipſe peragit. Sicut enim ab vxore quæſita ex viri ſubſtantia promanare videntur, leg. Quintus Mutius, ff. de donat. inter vir. & vxor. etiam Cod. eod. tit. Ita damna & debita cum pati neceſſe eſt: imò vterque gaudiorum & ærumnarum, lucri & damni, paſſionis atque conſolationis, proſperitatis & aduerſitatis particeps eſſe debet, mutuáque & reciproca eſt vtriuſque obligatio, vt alter alterum alere, & mederi teneatur, nempe vir vxorem, licèt indodatam fecerit. Guido Papæ quæſtio 479. Innocentius in cap. pertuas, e. de donat inter vir. & vxor. Notat Ranchinus in d. quæſt. 479. ab ipſamet vel patre dotata, licèt dote non ſoluta, quorum vterque non tenetur, niſi in quantum facere poſſunt: vt ibidem notatur, in verb. alimentare, & Ranchinus, tum etiam cum nimia viri ſæuitia vxor effugerit: quam vir etiam alibi alere, & mederi tenetur, ſecundùm Dynum & Cynum, in l. quod in vxorem, C. de negot. geſt. niſi ſua culpa ipſa receſſerit. Guido Pap. in d. quæſt. 479. numer. 6. Et dûes vxor maritum tenetur alere inopem, Speculator, qui filij ſint legitimi, §. 1. verſ quid ſi mulier locuples. Barth. in l. ſi cùm dotem, §. ſin autem in ſæuiſſimo, ff. ſol. matr. Guido Pap. quæſt. 479. num. 2. Nec repetitur quod in alterius ægritudinem erogatum eſt, l. quod in vxorem, C. de negot. geſt. Vbi Baldus aſſerit maritum lucro dotis eſſe priuandum, qui vxori medicinam vel alimenta negauerit, aut non bonum medicum adhibuerit. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. cuidam Petro tradiderunt, numero 88. Qui enim cibationem vel alimenta denegat, necare videtur. *Ce que la femme indiſtinctement peut ſupplir au deffaut & ſoulagement du mary, ſeul obligé nourrir elle & ſa famille, tant que faire ſe peut: & par ainſi tenu de ſon faict, de tant que la meſme preſomption de droict que luy attribue les acquiſitions & debtes actifs qu'elle faict viuant à ſa compagnie, pour oſter ſoupçon de ſuppoſition, faict qu'il ſoit auſſi tenu des debtes paſſifs, que prouiennent de l'art, manufacture ou negotiation qu'elle faict en la maiſon, & ſemblement des fautes qu'elle faict en icelle, dont le mary eſt l'auteur, & en retire les commodités.*

[31] *Comme remarque l'ancien Interprete.* Qui ſemper æquitatem præ oculis habeat, leg. quod vt certo, l. quod ſi Epheſi, ff. eod. quod certo loc. dar. oport. [32] [33] Nam ius eſt in cauſa poſitum, leg. ſi ex plagis, §. in cluo capitolino. Et ibi Accurſius in verb. in cauſa, ff. ad leg. Aquil. qui cauſam, dicit factum, cum quo ius eſt implicitum. Vnde facti mouenda potiùs eſt quæſtio, quàm iuris: nam ex facto ius oritur, vt ibidem notat Bart. quod multis partes diſcretas, vel pro indiuiſo intellectas habet, vt notatur in l. ſi ex æquis, ff. de rei vend. Nec diſtinguitur ius prætorũ per ciuile, ſed ciuile per prætorium, quod eſt poſterius, l. ius autẽ ciuile, §. 1. ff de iuſt. & iur. gl. in l. ſi creditor, in verb. id quod, ff de leg. 1 aliúdq; lex eſt, aliud ius. Lex. n. in iudicio ordinario exercetur, ius in extraord. gl. in l. Barbarius, in verb. vel lege, vel quo alio iure. ff. de offic. prætor. Et interdum accipitur pro æquo & bono, vt in l. ius pluribus, ff. de iuſt. & iur. Lex autem humana, qua vtimur, dicitur ſanctio iuſta, can. ius naturale, diſtinct. 1. honeſta, can. porro 35. quæſt. 3. poſſibilis, can. non eſt 15. quæſt. 1. can Nabuchodonoſor 23. q 4 neceſſaria, l. regulæ ſanctorum, diſt. 29. vtilis. can. Corepiſcopi, diſt. 68. can omnia, diſt. 12. l. 2. ff. de Conſtit. Princ. manifeſta, can. non in teſtibus 4. quæſt. 3. l. leges ſacratiſſimæ, Cod. de legib. leg. conſtitutiones Cod. de iur. & fact. ignor. ſecundùm naturam, ad Rom. 2. §. ſed naturalia, de iur. nat. gent. & ciuil. inſt. & conſuetud. can. conſuetudo, diſt.

diſtinct.1.loco tempori conueniens.can.ante, can.aliter,diſtinct. 31. can. Eccleſiæ 23.quæſt.4.can. ſi peccauerit, 2. quæſt.1. nullo priuato commodo, ſed communi omnium vtilitate conſcripta, l. 1. l. iura, ff. de legib. l. leges vt generales, C.eod. can.erit autem lex, diſt.4.(alioquin priuilegium diceretur,can. regula, in fin.can. priuilegia, diſtinct.3.) multáque legibus non comprehenduntur, quæ vel interpretatione, vel Iudicis poſſunt iuriſdictione ſuppleri, l. neque leges.& 3.ſeq.ff. de legibus. Vnde dicitur ius honoratium, viua vox iuris ciuilis, l. nam & ius honorarium, ff. de iuſt. & iur. & prætor ius reddere dicitur, licèt iniquè decernat, non ex eo quod fit, ſed quod fieri debet,leg. ius pluribus, ff. eod. Cùm enim leges omnes, licèt optimæ abſque probatiſſimis magiſtratibus mortuæ ſint, magiſtratus autem optimi, vel abſque legibus ſcriptis, ipſi ſint viuæ leges: meritò Plato in excellenti Repub. non in condendis legibus, ſed in formandis magiſtratibus omni diligentia laborat, vt ait Marſilius Ficinus in libr. 7. Platonis de Repub. vel de Iuſto. [34] Nam licet ad ornatum operari teneatur ad viri commo-
34 dum, vt ait Benedictus in cap Raynutius, in verb. Cuidam Petro tradiderunt, numer. 99. e. de teſtam. Quæ tamen operatur, iubet operari, vel acquirit ex paraphernis, ſunt in bonis ipſius vxoris: nec leges ea vetante, viro eius ſe immiſcere permittunt, l. hac lege decernimus, Cod. de pact. conuent. *quoy qu'elle ne s'oblige ſans eſtre authoriſée de ſon mary. Carondas chap. 48. du 1. liu. de ſes reſp. non plus que le moindre & le pupille, ſans l'authorité du tuteur ou curateur: quoy qu'elle face maiſon ſeparée, comme remarque le meſme Carondas au chap. 208. du 7. liu.de ſes diſcttes reſponſes. Ou les mariez ont auſſi faict partage des biens, qu'ils auront en commun. Que regarde pluſtoſt le pays couſtumier, que celuy du droict eſcrit: en ce que par la communauté generale de leurs biens, elle n'auoit aucuns paraphernes,ni rien de peculier, dequoy elle peut ſeule diſpoſer: ioinct qu'au faict propoſé par ledict Carondas eſt queſtion de vente, & bail à rente de fonds, qu'elle a en ſon pouuoir: où le mary a intereſt,nonobſtant la ſeparation du lict, le mariage demeurant en entier pendant la vie des mariez, dont par le moyen de la reconciliation, la ſocieté reuiendroit en ſon premier eſtat: comme auſſi apres le decés de l'vn des mariez, l'intereſt des enfans demeure, ſi point en y a,auſquels auſſi appartient le douaire couſtumier,par la meſme Couſtume de Paris,deſquels le pere eſt legitime adminiſtrateur. Et cite ledict Carondas au chap.101.du meſme liu.vn arreſt du Parl. de Paris du 14. Iuillet 1584. pour vn nommé Bertolin: par lequel l'obligation faicte par ſa veſue pendant le procés de leur ſeparation, meu & intenté pendant ſa vie,fuſt declarée nulle: ſauf au demandeur à ſe pourueoir pour les deniers qu'il pretendoit auoir baillés à ladicte defuncte,& monſtreroit auoir eſté conuertis à ſon profict, enſemble pour les fruicts,ſalaires, & vacations, qu'il pretendoit auoir expoſez en ſes procés & affaires, leſquels bailleroit par declaration: ſans que toutes-fois audict cas le mary ſoit tenu la ſuſtanter & alimenter hors ſa maiſon, non plus que celle que reprend la dot. Mayn ſur la fin du ch.2.du 6.liu.de ſes queſt. qu'on n'a de couſtume adiuger en Tholoſe à la femme ſeparée du lict nuptial,faiſant maiſon à part, que tant ſeulement vne penſion conuenable à ſa qualité,& ſelon les facultés du mary,ſous eſperance de future reconciliation. Pour à laquelle plus facilement paruenir, ſeroit bon que la femme ſeparée fuſt entretenue pendant la ſeparation aux deſpens du mary en vn deuot & honneſte Monaſtere, à ce que Dieu fuſt l'entremetteur d'icelle,le mary s'y diſpoſant auſſi de ſon coſté.* Nec tunc vir approbare tenetur, quæ ab vxore geruntur, & quæ eo inſcio & non permittente ipſa contraxerit, ſoluere debita, niſi in eius vtilitatem, vel alimoniam, aut litis expenſis
35 fuerint verſa, vt in ſuperioribus. [35] Nam panis egentium, vita pauperis eſt, qui

defrau

defraudat illum, homo ſanguinis eſt, can. immolãs 14. q. 5. nec manere debet merces mercenarij apud te è mane vſque ad veſperam. Et ſic Eccleſiaſt. 51. in fine. Operamini opus veſtrum ante tempus, & dabit vobis mercedem veſtram in tempore ſuo. Gratificare citra iacturam, inquit Soſiades, & virum huiuſmodi mercedes debere nemo dubitat. [36] *Si travaillent pour la maiſon, pour les ornemens, aliments, medicaments, ou autre choſe ſervant à la cure, nourriture & entretenement de la femme, ou d'aucun de ſes enfans, le mari en eſt tenu,* imò lucro dotis, ſeu augmento conſuetudinario priuandus eſſet marit us, qui vxori alimenta, vel medelam denegaret, ac ſi eam interimeret, l. ſi ab hoſtib. §. fin. ff. ſolut. matr. & ſi non bonum medicum adhibuiſſet, Benedictus in c. Raynutius, in verb. Cuidam Petro tradiderunt, n. 88. *ou l'ouurage & manufacture venale & mercenaire qu'elle fait du conſentement du mari qui la peut empeſcher & interdire par puiſſance maritale, de laquelle parle doctement ledict Carondas en ſon Commentaire ſur l'edict des ſecondes nopces: dont la femme mariee, qui eſt marchande publique, par permiſſion du mari ſe peut obliger tant en ſes biens, qu'en ſa perſonne, par Arreſt du Parlement de Paris du premier de Mars mille cinq cens huictante, en l'appel des Iuges Conſuls de Paris, & quatre mois apres la condemnation, comme l'homme peut eſtre contrainct par corps. Ordonnance de Moulins. Arreſt du vingtroiſieſme de May 1585. Contre la vefue de Dubois threſorier: non des debtes contractés auant le mariage, elle venant à ſe remarier. Arreſt du dixneufieſme Mars mille cinq cens huictante huict. Auquel cas elle s'eſtant mariee, ne peut eſtre empriſonnee en pays couſtumier. Carondas chapitre cinquante ſix du neufieſme liure de ſes Reſponſ en Tholoſe en quelle maniere que ce ſoit pour debte ciuil.* [37] Tunc enim marito videtur operari, licèt artem egregiam [37] exerceat, contra legem ſi vxorem, ff. de condict. inſert. qua in his, quæ communè vſum mulierum excedunt, patri potiùs quàm viro queruntur, in cuius eſt poteſtate. Cui derogatur hac noſtra conſuetudine, qua filia nupta ſeorſum à patre habitans cenſetur emancipata, paritérque filius: nec in Gallia vi Iua lege viri ſoluta recidit in poteſtatem patris. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. Cuidam Petro tradiderunt, num. 100. e. de teſtam. [38] De quibus ſuo loco. [39] *Tout ainſi que* [38] *le fils doit au pere honneur & reuerence*, 1. ad Timoth. 5. Vbi parentibus non obe- [39] dientes, dicuntur ingrati, ad Epheſ. 6. vbi, inquit Apoſtolus, Filij obedite parentibus veſtris in Domino. *Le pere doit à ſes enfans la nourriture & la doctrine, ou diſcipline.* Patres nolite prouocare filios veſtros ad iracundiam: ſed educite illos in diſciplina, & correctione Domini. Prouocant enim parentes filios ad ingratitudinem, qui niſi garrulare neſciunt, & eos ad indignationem prouocare contra debitum officium, vnde idem Apoſtolus ad Coloſſ. 3. Patres nolite ad indignationem prouocare filios veſtros. Eóſque ingratos dicemus, qui à parentibus optimè educati, ad peiora ruunt, ſimiléſque ſunt catulis viperarum, quæ in vtero matris dum creſcunt, eius latera rodunt, & dum exeunt, matrem interficiunt. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. in eodem teſtamento, numero 36. Terribile enim vitium eſt ipſa ingratitudo, quæ dicitur ventus vrens, & ſiccans fontem miſericordiæ, rorem pietatis, & fluenta gratiæ, vt ait D. Bernardus ſuper Canticis. Et tenetur pater ſoluere filij debita, quæ neceſſario impendit in vniuerſitate, vbi ad ſtudendum miſſus eſt, & ſibi neceſſaria ſuppeditare, ſine ſpe repetitionis vel collationis eorum, quæ patet in ſtudiis pro filio erogaret, impenderit, niſi peſſimus quidam Macedo ad morum corruptionem filio pecunias fœneratitias, vel aliud ſimile filio dederit, commodauerit, vel ero-

gauerit, qui magis eſt coercendus, quàm remunerandus: imò quæcunque ipſe
40 præſtiterit, amittat, vt ſuo loco dicturi ſumus. [40] *Ordonnance de l'an 1519. arti-*
41 *cle dixſept.* [41] Acquirunt patri liberi in domo, & ex re patris, exceptis caſtrenſibus, & quaſi caſtrenſibus, & bonis aduentitiis, quorum etiam pater habet vſumfructum integrum, ſi ſit filiusfamilias, vel tantùm medietatem, ſi fuerit emancipatus. §. igitur, §. hoc quoque, per quas perſonas nobis acquiritur. Viris vxores exceptis paraphernis & ſibi peculiaribus, vt ea quæ ad eius ornatum ipſa operatur, qualia ſunt colaria, & ſimilia, quæ vxoribus tantùm inſeruiunt: maximè cum pactis dotalibus iocalium, & veſtium diſpoſitionem, vt ſæpe fit, ſibi reſeruauerit. [42] Et maritus, qui mercenariam, artificioſam, & negociatricem domi habet vxorem, non minùs factum eius præſtare tenetur, quàm ſeruorum & ancillarum, quam ſi malè ſe gerat, ipſe poteſt prohibere, ne talia ſecum exerceat. Can. maiorũ 86. diſtinct. tanquam vxoris dominus. Geneſ. 2. 11. ad Corinth 11. ad Epheſ.
43 5. Idcóque vir dicitur ducere vxorem, non virum vxor. [43] *Sic* pater, qui liberã peculij adminiſtrationem dederit, eo non conceſſiſſe videtur, vt in fraudem creditorum alienet: talem enim non habet alienandi facultatem, l. ſi pater, ff. quæ in fraud. cred. & filij creditores, etiam patris ſunt creditores, & cum eo de peculio eandem actionem habebunt, vt ibidem Marcellus. Et magis creditoribus prodeſt coniugum detecta colluſio, arg. l. 1. ff. de coll. deteg. Nec ſciens & conſentiẽs maritus ex eo fraudari dicitur, ex Vlpiani reſp. in l. nemo videtur, ff. de reg. iur.
44 [44] vxorem ducimus ex Demoſthenis oratione in Neeram, vt rei domeſticæ fidã
45 cuſtodem liberos legitimos procreatum. Stobæus ſermone 65. [45] Et ita vxor viro ſubdita eſt, vt nec votum abſque viri conſenſu vouere poſſit, can. manifeſtũ, & can. cùm caput 33. quæſt. 1. Si vxorem acceperis, non peccaſti, inquit Apoſtolus. Tribulationem autem carnis habebunt perſonæ huiuſmodi, quarum præcipui dolores à capite reſiliunt, & ad caput reuertuntur. Si enim vxor ſub tutela & poteſtate viri eſt, eorum omnium, quæ eo authore ipſa geſſerit, is tacitus expromiſſor videtur, & pluſquam tutor: quia pupillus tutore authore rem ſuã gerit, vxor verò familiæ finis & author, vt ait Maynardus cap. 60. lib. 8. quæſt. non
46 ſua, ſed viri gerit negocia, licet eo permittente ſuo nomine ipſa negocietur. [46] l.
47 2. ff. ad municipal. [47] *Lequel ſtatut tous maiſtres de maiſtriſe doiuent garder. Ordonn. d'Orleans art. 98. & eriger en langue intelligable, & faire imprimer, apres que ſeront authoriſez par ſa Majeſté, art. 99. de la meſme Ordonnance. Et doyuent eſtre receus les maiſtres de chef d'œuures ſans banquets, feſtins, ni autres deſpences extraordinaires. Ord. de l'an 1567. de la police generale de France tit. 16. art. 2. Ni ne peuuent les apprentifs continuer ni paracheuer le temps de leur apprentiſſage commencé que chez le meſme maiſtre, ou ſa vefue, ſi pendant icelluy elle ne vient à deceder: car à ce cas le peut paracheuer ſous autre maiſtre: dequoy les maiſtres ſont tenus luy donner certificatoire. Henry III. 1581. art. 13. Et apres leur apprentiſſage ſont tenus trauailler ſous les maiſtres de meſme art, ou leurs vefues l'eſpace de trois ans, ſi le ſtatut n'en donne moins ou d'auantage, meſme Ordon. art. 14. Les enfans des maiſtres ſont auſſi leur apprentiſſage entier, apres lequel ne ſont tenus trauailler ſous les maiſtres, que la moitié du temps, ſoit ſous leur pere, parent ou eſtranger, article quinzieſme. Et apres ſe pourront preſenter à faire chef d'œuure ayans leur certifications. A quoy les Iuges ou bailles ſont tenus les receuoir huict iours apres la ſommation que leur en eſt faicte, & leur deſigner & aſſeoir chef d'œuure, pour icelluy faire & paracheuer dans ſix mois apres, ſi faire ſe peut pour le meſtier plus difficile, art. 16. Si le chef d'œuure apres viſité en preſence des Capitouls*

pitouls ou Iuges eſt trouué malfait, on doit eſlire autant de Maiſtres Iurés pour faire ſeconde viſite, à laquelle ſi ſon œuure eſt auſſi iugee malfaite, luy eſt donné temps pour trauailler encore ſous les maiſtres & ſe rendre capable, ſinon l'œuure eſtant bien faicte, doit eſtre receu, & aggregé entre les maiſtres, en payant les aſſiſtances, non autre choſe, art. 17. Ordonnance du Roy François I. 1539. art. 188. Et doit lors de ſa reception eſtre aagé de 20. ans, article dixhuict. Ne payent les fils des maiſtres, que la moitié de la finance deue au Roy par le droict & taxe des maiſtriſes, art. 20. Et eſt permis exercer deux meſtiers, en faiſant deux apprentiſſages, & ſeruices d'iceux meſtiers enſemble les chefs d'œuure, en payant double finance, art. 12. de la meſme Ordonnanc. Maiſtres artiſans paſſez en la ville de Paris, Tholoſe & autres villes de Parlement, peuuent trauailler & tenir boutique de leur meſtier par toutes les villes & bourgades de ce Royaume. Ordonnance de Henry III. 1581. art. 6. 7. Les Iarez des meſtiers, qui ſont biennals ou triennals pris des maiſtres vieux & nouueaux, horſmis les maiſtres iurés de maçonnerie & charpenterie deputés à faire les rapports des viſites & eſtimations, ſont chargez faire chaſque ſepmaine leurs viſites, aſſiſtez d'vn ancien & notable bourgeois, és mains duquel doiuent mettre les ouurages, que pretendent eſtre mal faictes, bailler copie de leur viſite au maiſtre viſité, & le lendemain toutes parties ouyes, & la beſongne deuement verifiee en faire le rapport deuant les Iuges de police, pour y eſtre par eux ſommairement & de plein procedé. Ordonnance de la police generale 1567. titre 16. art. 1. 4. 5. ſans que leſdictes gardes puiſſent rien exiger des maiſtres pour leſdictes viſites, article troiſieſme, ſauf qu'on leur fait part aux amandes. Ni ne prennent rien aux chefs d'œuure de ceux qui paſſent maiſtres, que chaſcun dix ſols, pour aſſiſtance & viſite des chefs d'œuure, auec les droits anciens & accouſtumés, ordonnés par les bourſes communes, applicables aux affaires neceſſaires, ou charitables des meſtiers, que ne pourront monter plus d'vn eſcu, article 8. que ſont en Tholoſe les bailles des meſtiers, leſquels ſont chargés aſſiſter aux chefs d'œuure des maiſtriſes, iceux viſiter & iuger, enſemble faire les viſites accouſtumees de l'ouurage de leur meſtier, auec quelque officier de la police: & ſont annuels, ou pour ne laiſſer arriere les reglemens portés par les Ordonnances du Roy François I. 1539. art. 188. Charles IX. 1563. art. 37. Henry III. 1580. art. 17. Deuons en paſſant eſtre choſe indecente que les eſpreuues des chefs d'œuure & experiences ſe facent entre les treteaux & gobeans, où les ventres plains & teſtes enfumees iugent volagement de l'œuure, apres laquelle ſuiuant l'importance de l'art, tout le public demeure fraudé & endommagé de l'ouurage imparfaict & gaſté, duquel on ſe ſert, au prix que les bons ouuriers ont accouſtumé les debiter, ſans parler des inſolences, & monopoles, qui ſe commettent en iceux ſous le voile de deuotion. Dont par Ordonnance du Roy Francois I. de l'an 1539. art. 185. ces manieres de proceder és confrairies des meſtiers ont eſté interdictes, & enioinct s'y comporter ſuiuans les anciennes ordonnances & arreſts de la Cour, aller paiſiblement à l'Egliſe, & apres auoir fait leurs deuotions ſe retirer chacun en ſon domicile, ſans rumeur, ni faire aucun acte ſcandaleux, Ord. de Moulins art. 74. 1567. De la police, tit. 16. art. 6. Eſtats de Blois 1579 art. 37. François I. 1539. art. 188. Par leſquelles telles aſſemblees, bãquets, & desbauches ſont defendues, & le reuenu d'icelles conuerti à la celebratiõ du diuin ſeruice, à l'ordonn. de l'Eueſque dioceſain, nourriture des pauures & autres œuures pitoyables: & ſeroyent mieux en lieu des tauernes & cabarets hanter les Egliſes & hoſpitaux: en lieu des cõuiues, danſes & berlãs, vacquer à autres bonnes œuures, & diſpoſer leur ame par vne bõne & entiere confeſſion pour ſe preſenter dignement le iour de leur feſte à l'imitation de leur patrõ au ſacré bãquet de la table de Ieſus-Chriſt, à ce qu'il beniſſe l'œuure de leurs mains, & qu'à l'aduenir ils facent dignemẽt leur meſtier, ſans dol, fraude, ni fauſſeté au ſalut de leur ame & vtilité publiq. à laquelle tẽdẽt toutes les functiõs humaines pour l'honneur & gloire de Dieu. Ni

n'eſt permis aux doctorats, & autres maiſtriſes, que les mecaniques, faire banquets & feſtins, ni és confrairies, à peine de cinq cens liures contre chacun de ceux qui y auront aſſiſté, par Ordonnance de l'an 1567. titre 15. de la police generale de France, article 9. ni conuertir en deniers ce qu'on y ſoulait employer & iceux diſtribuer entre les gardes, & maiſtres à peine de dix liures, tant contre celuy qui les prent, que celuy qui les baille. Henry 3. 1577. tit. 16. art. 9. Ni n'eſt permis aux Iuges commuer les banquets en argent, ou autre choſe, que pourroit eſtre donnee, pour parueuir auſdictes receptions. Charles IX. 1566. Ordon de Moulins art. 74 Et ne ſe fera plus chef d'œuure de deſpenſe inutile & non neceſſaire, ains à la forme d'iſtice ſans ſuperfluité: & leur ſeront rẽdus les deniers des frais, pour en faire leur profit. Henry 3 1577. tit. 16 art. 7. En la modification duquel le Parlement de Paris le 8. May ordonna qu'à l'aduenir la reception ſe feroit ſans rien payer, ni faire banquets. Et quant aux banquets des nopces & feſtins permis & tollerez és tables priuees, nos Rois ont encore voulu reſtraindre les excés & ſuperfluités que s'y font, & declaré ne vouloir qu'il y euſt plus de trois ſeruices à chaſque table de viandes ſimples, non redoublees à chaſque plat, cõme vn chapõ, ou leuraut, à peine de 200. liures pour la premiere fois, de 400. pour la ſeconde. Ordon. du Roy Charles IX. 1563. art. 30. 1567. tit 8. de la police, art. 1. de Henry 3. 1577. tit. 8. art. 1. & 8. Et à ce que les meſtiers ne ſoyent exercez par gens incapables, n'ont voulu que les maiſtres de lettres fuſſent receus à l'exercice de leur meſtier, pour quelque cauſe & occaſion que ce fuſt, ſans faire chef d'œuure & experience de leur art, duquel pretendent eſtre maiſtres, dont ils doyuent faire apparoir par certifications deuement ſignees, & rapportees des Maiſtres iurés deſdits meſtiers, quelles lettres de don & prouiſion qu'ils en ayent obtenues de ſa Maieſté. Et où aucun ſeroit receu ſans faire chef d'œuure puis les Ordonnances d'Orleans, entendant que ſoyent tenus faire chef d'œuure dans le temps que leur ſera limité: autrement ne pourront tenir bouticque à la ville & fauxbourgs de Paris. Ordonnance d'Orleans, article nonante huict, de Charles IX. à Sainct Germain en Laye cinquieſme Feburier 1561. 14. Decembre 1565. Et ſans faire autre deſpenſe, ne prendre aucun ſalaire par les Maiſtres du meſtier. Et ſont tenus les gardes, bailles, & maiſtres iurez receuoir à maiſtriſe celuy, qui les requerra incontinent apres qu'il aura bien & deuement fait ſon chef d'œuure, & que leur ſera apparu qu'il eſt ſuffiſant. Ord. du Roy François I. de l'an 1539. art. 189. Charles IX. 1560. Eſtats d'Orleans article 98. enioinct aux Officiers faire garder leſdictes Ordonnances à peine de priuation de leurs offices, ſuſdicte Ordonnance l'an 1539. art. 192. Et preſtent le ſerment de leur reception deuãt les Iuges ordinaires des lieux, commiſſaires ou autres Officiers, à ce deſtinez & accouſtumez, auſquels appartient receuoir leſdits maiſtres à chaſcun des lieux des maiſtriſes. Henry 3. 1581. art. 3. que ſont en Tholoſe les Capitouls & officiers par eux ordonnez, commis & deputez.

48 48 *Les hoſteliers, tauerniers, cabaretiers & autres vendeurs de pain blanc, ou bis, ne le peuuent vendre non plus que les boulengers, que du poids & prix ordonné, comme s'eſt vendu le blé au marché, Ordonn. du Roy Charles VIII. la taxe duquel, enſemble du vin, de la chair que ſe vend à deſtail eſt commiſe par Ordonnance du Roy Louys 12. 1508. art. 1. aux Baillifs, Seneſchaux, Preuoſts, Allouez, Viguiers, Chaſtelains, & autres Iuſticiers & Officiers Royaux. François I. 1539. du 21. Nouemb. 1. Iuin 1532. Henry 2. 1557. du 22. Decemb. art. 1. Et taxent les hoſtes les repas & iournees d'homme & cheual Charles IX. 1563. du 20. Ianuier article 1. 4. 6 7. 8. du dixneufieſme Feburier mille cinq cens ſoixante ſix, dont les taux ſe mettent en tableaux, par Ord. de l'an 1567. tit. 9. art. 4. ſelon la valeur des viures, ſans que aucune boiſſon chere ſoit payee ni demandee. Suſdicte Ordonn. du Roy Louys 12. art. 3. par laquelle enſemble par l'article 4. leur eſt enioinct mettre ordre, taxe, & police ſur toutes les choſes neceſſaires pour la vie & conſeruation de l'homme, art mechanique, ou meſtier que ce ſoit dont*

les

les hoſteliers & autres qui vendent à detail doyuent tenir balances, timons, poids & meſures pour la debite & deſpenſe de leurs denrees ſelon les taxes ordonnees, marquees d'vne marque publique, deſquelles l'eſtallon ſe tient à l'hoſtel de ville, ou maiſon commune: & le tout aduiſté audit eſtallon à peine d'eſtre amendez. François I. art. 3. 1539. art. 3. 1546. du 29. Nouembre art. 6. Henry II. 1557. article 3 Charles IX. 1563. art. 8. 9. 1567. tit. 9. art. 14. Henry III. 1577. tit. 9. art. 3. & 13 qu'eſt en Tholoſe de la charge des Capitouls, tant à la ville que faux bourgs & gardiage: où ils ont priuatiuement à tous autres l'adminiſtration de la police. Ordonnance de Moulins art. 71. & viſite des meſures. Arreſt du 27. Feburier 1542. du 14 Feburier 1550. en premiere inſtãce aux Capitouls par appel en la Cour. Patentes du Roy François I. du 24 Mars 1530. donné ſur la requeſte preſentee par les Capitouls manãis & habitans de Tholoſe, ſans que le Seneſchal en puiſſe cognoiſtre. Arreſt du 26. May 1558. Et repreſentent en corps les Capitouls le corps myſtique de la ville. Arreſt du 23. May 1539. Auſquels appartiẽt auſſi en temps de cherté, croiſtre & diminuer le taux & police d'icelon aux particuliers & hoſteliers. Ordonn. de Louys 12. art. 9. Et ſont la liure de la chair que ſe vend à la boucherie de 48. onces, que ſont 4. liures Romaines, ou 3. Françoiſes, deſquelles eſt parlé en l'Ordonnance de Henry II. 1551. art. 2. Et ſeroit bon faire viſite toutes les ſepmaines ou plus ſouuent és hoſteleries, tauernes & cabarets pour informer des plaintes & commettions. Ordonnance de l'an 1566. article 2. 82. 1567. tit. 9. art. 1. 12. 15. Henry III. 1577. tit. 9. art. 1. 11. & 12. Et tiennent les Capitouls regiſtre des grains & vins que ſe vendent aux marchés: enſemble des autres denrées, que reçoyuent taxe, à laquelle ils procedent ſur les rapports des ſergents & gardes par eux commiſes és places & marchés: leſquels ſont auſſi viſitès par le Iuge de la police, qui deſpend d'eux: & ſortans des reglemens de la police que regardent les taxes, poids & meſures, reprendrons le reglement des mœurs, & comportemens que doiuent tenir les hoſteliers, tauerniers, & cabaretiers. ch. 2 leſquels par Ordonnance du Roy Sainct Louys 1254. nul ne peut eſtre receu pour faire demeure, ſ'il n'eſt forain, ou paſſager, & tel qui n'ait domicile en Tholoſe. Par Ordonn. de l'an 1567 tit. 9. art. 1. Ne peuuent receuoir que les forains, paſſans & non domiciliez. Henry III. 1577. tit. 3. art 2 Ordonnance de Blois art. 360. par lequel leur eſt défendu heberger en leurs maiſons gens ſans adueu plus d'vne nuict à peine des galleres, priſon, & autre arbitraire. Ord. de Blois art. 161. Ni receuoir à leur hoſtel, tauernes ou cabarets, aucuns habitãs des villes, ou villages eſquels ils reſident, ſinon les eſtrãgers paſſans & non domiciliez, qu'on a de coſtume receuoir ſeuls. eux, ſur les peines par les Ordonn. Arreſt du 13. Octobre 1588. donné contre les Eſcheuins, iouëurs, & cabaretiers, auſquels eſt inhibé ne receuoir en leurs cabaret habitans & reſſeants de ville à peine d'amande pecuniaire pour la 1. fois: pour la ſeconde au collier, ne ſe peuuent mener aux Egliſes, ni trauailler és arts mecaniques és iours de feſtes, ains icelles ſolemniſer. Par Arreſt du 6. Iuillet 1568. fuſt auſſi ordonné que les Bohemes & vagrans par le pays ſeroyent empriſonnés & deliurés au Capitaine des galleres. Par arreſt du 6. May 1558. fuſt enioinct aux Capitouls abbatre les badoques & cabarets du gardiage ſeruans de retraict aux putains, larrons, & aſſaſins. Par arreſt du 21. Iuillet 1609. eſt enioinct aux Mariſques vuider le Royaume. Et par Edict du Roy Henry IIII. du 15. Auril 1510. à peine des galleres permettant toutesfois aux hoſteliers, tauerniers & cabaretiers, vendre le vin à pot aux domiciliez, pour boire en leurs maiſons & familles. Ordonn. de l'an 1567. titre 3. art. D'où vient que quoy que tels excez ſemblent deppendre de la police, la Cour de Parlement de Tholoſe a ſouuent enioinct tant aux Viguier, que Capitouls en faire la recerche, enſemble des excez & delicts ſflagrans que ſe commettent tant eſdits cabarets, que ailleurs, par pleſieurs arreſts: à l'execution deſquels auons pluſieurs fois vaqué auec la main forte, tãt par le droict

François, que Romain ſont auſſi interdictes toutes aſſemblees de debauches, ieux, berlands, bordeaux, complots & monopoles, & les manans & habitans des villes, bourgades & villages, qui s'y trouuent, de quelle qualité que ſoyent: meſmes les mariez chargez de meſnage, pour y manger & boire és iours du dimanche, & feſtes commandees pendant le diuin ſeruice, enſemble les tauerniers & cabaretiers qui les reçoyuent, ſont amandables. Ordonnance d'Orleans article 25. Le meſmes eſtant ordonné de ceux qui iouent à la pauſme, au meſme article, comediens & farceurs, article vingtquatre, & ainſi des ieux de quilles & autres, quoy que ne ſoyent ieux d'hazard, que ſont de ſoy vitieux. Et pendant leſdits iours, les foires, marchés, & danses publiques ſont auſſi defendues, article vintroiſieſme. N'eſt auſſi permis introduire és hoſteleries & cabarets, iongleurs & farceurs. Henry I. art. 14. ni faire ou permettre aucunes aſſemblees illicites, & blaſphemes. Henry III. mille cinq cens ſeptante ſept art. dixneuf. Ordonnance d'Orleans art. 23. Ni ne peuuent les tauerniers & cabaretiers receuoir à leurs tables de nuict autres que leurs domeſtiques ordinaires, ni de iour aucunes perſonnes, hommes ne femmes desbauchez, & diſſolus: ni leur adminiſtrer viures & aliments quelconques, à peine de priſon & amende arbitraire. Ordonnance de l'an mille cinq cens cinquante huict donnee à Paris le 18. Auril, art. 4. Leur eſt defendu non ſeulement loger plus d'vne nuict gens ſans aduen, ains leur eſt enioinct les reueler à la Iuſtice. Ordonnance de Blois art. 360. enſemble les eſtrangers & incogneus, bannis & malfacteurs, leſquels ne peuuent nullemẽt retirer. Ordonn. du mois de May de François I. 1539. ny aucune maniere de delinquans appellez à ban, leſquels nul ne doit receler, non plus que ceux qui ſont pourſuiuis par la famille ou ſergens pour les prendre, à peine de deſ-obeiſſance, & confiſquation de la maiſon, où on les recelle. Edict de Roſſillon art. 10. & quand ſe commet aucun excez en leur logis, ſont tenus promptement le denoncer à la Iuſtice, pour y eſtre ſommairement pourueu ſans figure de procez ſur les plainctes reſpectiues des vns & des autres. Ordonnance de l'an 1546. art. 11. Henry II. 1557. art. 5. Et peuuent produire à teſmoins ceux de leur famille, en defaut d'autres, ibidẽ. & ſuſdict du 22. Nouemb. 1546. art. 12. ſoit pour delicte, ou contrauention aux reglemens de la police, par lequel entre autres les hoſteliers ne ſont tenus traicter les hoſtes à la taxe ordinaire que de viandes communes, comme bœuf, veau, mouton: ſauf és hoſtes achepter volailles & gibier au marché ſi bon leur ſemble. François I. 1532. art. 1. Henry II. 1551. du 14. Iuillet art. 1. Charles IX. 1561. art. 4. 1563. 2. Ianuier art. 2. 23. 1567. tit. 9. art. 6. Et peut tuer beſtes entieres & les debiter à ſa maiſon, art. 10. & neantmoins fera cuire en payant ce que les hoſtes apporteront: auſquels eſt auſſi permis faire achepter du vin à la ville, Henry III. 1577. tit. 9. art. 5. 9. quoy que les hoſteliers ſoyent munis de tous viures & denrees neceſſaires. Charles IX. 1563. art. 19. tit. 9. art. 5 7. 8 ſauf és villes, conformement à celle de Paris eſquelles ne leur eſt permis, non plus qu'aux bouchers, chaircuitiers, roſtiſſeurs & autres perſonnes nourrir pourceaux, truyes, couchons, oyſons, pigeons, connis, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, ſinon aux champs, à peine de confiſquation deſdictes choſes, & punition corporelle. François I. 1539. au mois de Nouembre art. 29. Et leur eſt defendu refuſer les hoſtes, ſi les hoſtels ne ſont pleins, à peine de l'amande, enioinct aux Iuges entendre leurs plaintes, & aux Notaires retenir leurs proteſtations, Charles IX. 1563. art. 19. 20. 21. Pour le preſt & debite deſquelles denrees, & eſcots, eſt inhibé aux hoſtes ne faire aucunes acquiſitions à peine de nullité du contract, Ordonnance de Blois art. 361. Ni ne peuuent plus vendre aux hoſtes, & autres, leurs denrees, qu'à la taxe ordonnee. François I. 1539. art. 3. 1546. 5. Charles IX. 1563. art. 3. Et pour reigle generale, tous hoſteliers qui ont enſeigne leuee ſont tenus loger tous paſſants, ſi leur logis n'eſt plein, ou fuſſent bannis, & de

mau

manuaiſe renommee : & ſont tenus rendre les choſes que leur ont baillees, ſi ne ſont perdues, ou peries par cas fortuit. Ainſi iugé par Arreſt ſolemne du parlement de Paris, comme remarque Pierre Guenois ſur le troiſieſme article de ladicte Ordonnance du Roy François I. au titre 16. du liu. 12. de la Conference des Ordonnances : par lequel fuſt prononcé qu'vn hoſtelier eſtoit reſponſable de la marchandiſe amenee à ſon logis, qu'eſtoit empacquetee en la charrette d'vn voicturier, ores ne fuſt expreſſement chargé de la garde, comme il deuoit ſelon la loy 1. ff. nautæ, caup. ſtab. vt recept. reſtit. en datte du quatorziſme Aouſt 1582. & ſont les hoſteliers tenus reſpondre du faict de leurs domeſtiques. Arreſt de Paris du 21. Iuillet mille cinq cens dixſept, par lequel vn hoſtelier fuſt condamné repreſenter dans quinzaine ſon ſeruiteur qui auoit deſrobé vn de ſes hoſtes, & à faute de ce faire rendre les choſes deſrobees. Rebuffe ſur le ſecond tome des Ordonn. tractatu de hoſpit. Et tout ainſi que ne peuuent tenir hoſtelerie ſans permiſſion de iuſtice, tit. 9 article 2. de la police generale de France, ne doyuent auſſi s'en departir, ſans au prealable l'en aduertir. Ordonnance de l'an mille cinq cens quarante, art. 7. Charles IX. 1561. au mois de Septembre, art. 1. mille cinq cens ſoixante trois, 2. Septembre art. 22. 1566. 19. Feburier, art. 10. mille cinq cens ſoixante ſept, tit. 9. tit. 3. Et où y auroit cauſe legitime, ſont tenus en aduertir les Officiers dans l'an, ſuſdicte Ordonnance du 17. Octobre, donnee à Sainct Prix l'an mille cinq cens quarante, & ſe doit mettre prix à la vente du vin à pots, ſelon la couſtume des lieux, deux fois l'annee, tant pour le bourgeois, que hoſtelier, & cabaretier, le premier Octobre, & premier May, & taxer moins le bourgeois que l'hoſtelier. Titre 3. de la police generale de France, article 2. Henry III. art. 3. La maiſtriſe iuree de boulengerie a eſté eſtablie à la 49
ville de Loudun, & à ſuiuie d'icelle, à pluſieurs autres, pour faire pain blanc, & bis, par gens ſains & nets, de bonne & honneſte conuerſation, à ce que ne s'y commette aucun abus ne malueſation, neanmoins experts & inſtruits, à la charge de preſter ſerment deuant le Iuge de ladicte ville. Patentes ſur ce expediees à Paris l'an mille cinq cens ſoixante deux, au mois d'Auril verifiees le ſixieſme Mars mille cinq cens ſoixante trois. Et peuuent les vefues des boulengers tenir boutique en Tholoſe, comme les autres meſtiers, & tous autres faire & vendre és places publiques ſans maiſtriſe pain bis, & pain bruſé qu'on appelle pain de gruau, de la couleur & taxe ordinaire, comme les boulengers iurez de la ville: inhibé aux maiſtres boulengers, ne leur donner empeſchement, à peine d'eſtre pendus & eſtranglez. Arreſt du 18. Iuillet mille cinq cens ſoixante quatre. Qui eſt vn art mechanique, quoy que neceſſaire pour la nourriture des hommes, duquel encore moins que de la traffique du bled, n'eſt permis vſer aux Nobles, officiers du Roy, & principaux Officiers des villes, meſmes aux laboureurs. Ordonnance de l'an mille cinq cens ſoixante ſept de la police generale de France, tit. 5. art. 6. dont la forme & permiſſion eſt contenue ſous le meſme titre, puis le cinquieſme iuſqu'au dixhuictieſme article. Ni ne peuuent les marchands faire achapt de bled, à deux lieues des villes, où ils habitent, article huictieſme ni aller au deuant des grains, qu'on y amene par eau, ou par terre, ſur meſme peine, article neufieſme, titre ſizieſme, article ſeptieſme, auſſi de toutes marchandiſes, leſquelles doyuent laiſſer venir és marchez, ſur peine de confiſquation d'icelles, & amende arbitraire: ni ne manderont à pied ou à cheual ſur les chemins, pour les deſtourner, dõt la moindre amende eſt de ſoixante liures. Henry III. mille cinq cens ſeptante ſept, titre ſizieſme, article ſeptieſme, titre ſeptieſme, article ſeptieſme, titre 13. art. 8. & 9. Et ſont tenus les marchands forains faire apporter leurs grains és places, ſi n'ont permiſſion des Officiers les vendre ailleurs, titre premier, article onzieſme. En temps de cherté ou doubte d'icelle les habitans des villes ſont

auſſi

auſſi tenus vendre leurs grains és hales & marchés és heures accouſtumees, article douzieſme ſans que les marchands forains puiſſent hauſſer le prix du blé par eux declaré, ni le garder plus de deux marchés ſans le mettre au rabais, article ſeizieſme: & y peuuent les boulengers & boulengeres faire leur achapt de bled apres dix heures ſonnees, que les autres habitans ont eu temps pour ſe pourueoir. Charles VIII. mille quatre cens trẽte neuf article dix huict: & meſmes és villes policees ne leur eſt permis en faire prouiſion, ſinon en prendre à chaſque marché certaine quantité, titre premier artic. 17. de la police generale de France, à la Conference des Ordonn. Par arreſt du dernier Aouſt mille cinq cens ſoixante ſix, ſuiuant autre arreſt general du 26. dudit mois eſt inhibé aux boulengers faire amas de bleds ny autres grains à peine du foiet. Par Arreſt du 29. Iuillet mille cinq cens ſeptante deux eſt auſſi prohibé n'achepter bled qu'aux marchés, ni plus que la prouiſion ni pour reuendre, à peine d'eſtre confiſque. Arreſt du 21. Iuillet 1562. neantmoins eſt permis pendant la ſterilité vendre le bled ſans taxe. Arreſt du 6. Octobre 1562. comme auſſi les blatiers, regrattiers & vendeurs de farine, n'y en peuuent nullement achapter. Charles VIII. 1439. art. 19. & ſuiuant la meſme Couſtume gen. rale de France, les boulengers & boulengeres ſont tenus cribler & peſer le bled au moulin, & le reprendre en farine au dechet de deux liures pour ſeſtier, art. 2. & 8. de la meſme Ordonnance. Et doyuent les boulengers & boulengeres prendre leur reglement du dernier eſſay qu'a eſté fait, titre ſecond de la police generale de France, art. 1. comme on fait à la ville de Tholoſe, faux bourgs, gardiage, & Viguerie d'icelle, où n'eſt permis vendre & debiter le pain à plus haut prix, & plus petit poids qu'en Tholoſe. A Paris ſont de quatre ſortes de pain, de chapitre de cinq ou dix onces, bien cuit & aſſaiſonné, pain blanc, appellé de Chaily, peſant ſix ou douze onces, de valeur d'vn denier pariſis, du plus ou moins, à proportion, au meſme titre art. 3. 6. Pain moyennement blanc, appellé pain bourgeois, peſant cuit deux liures, vaut deux deniers pariſis, article quatre. Pain noir, appellé de brode, peſant cuit ſix liures, quatre deniers pariſis: que ſont les proportions deſquelles on uſe en Paris à la taxe du pain, ſelon laquelle les autres villes ſe doyuent regler, article 14. du meſme titre: enſemble les boulengers des fauxbourgs, & banlieue de Paris, tous leſquels ſont ſubiects aux viſites, tant à leurs maiſons, que ouuroirs, & places publiques des officiers de la police, & peſeurs ordinaires, art. 9. ſauf les forains, qui amenent de loin quantité de pain aux villes: leſquels peuuent vendre de gré à gré ſans poids & prix certain, pourueu que n'en reſeruent pour vn autre marché par les maiſons, & ne le vendent plus cher qu'ils ont commencé, & à la charge de vendre pendant le marché: car autrement ſe doiuent remettre au rabais, article vnzieſme 1° Tant pour le commerce que manufacture, laquelle commence par le lauement, cherpiment de la laine, que par fois on fait teindre, filer, retorſaire, & tiſſeure, pour eſtre apres les draps parés, batanez, mouillés, & ſechez, leſquels ſe doiuent faire du nombre des fils, & largeur ancienne accouſtumee. Ordonn. du Roy Louys 12. article ſixieſme Ordonnance d'Orleans, art. 143. par laquelle eſt porté que toutes ſortes de marchandiſes ſeront miſes aux meſures, largeur, & lois anciens, ſans les farder & deſguiſer Et ſeront tenus les ouuriers & marchands les façonner, & faire façonner loyaument, ſans vendre les draps que n'ayent eſté mouillez, & refraiſchis, bien & deuement ſechés, non tirés à rouets, polies, ou ſemblables engins, non fardez de bourre, craye ou autre choſe, ni preſſés en fer, ou airain ſi peine de confiſquation deſdits draps, & amende arbitraire, par arreſt du huictieſme Ianuier 1608. eſt defendu aux tondeurs n'auoir qu'vne preſſe chacũ en ſa boutique, & ne ſe ſeruir de preſſe de feu: & dont refaire les meſtiers de la forme & largeur ancienne. Edict du mois de Mars 1571. & fait-on maintenant la commune largeur des draps en Tholoſe de ſix & trois palms: & met-on vne marque de plomb à la premiere teſte

du drap,

du drap eſtamet, ſarge, ou camelot: & eſt defendu aux foulons, teincturiers, & applaneurs ne les rendre, ny aux marchands les expoſer en vente que ne ſoyent ſeelez, aulnez, & meſurez par les aulneurs & courratiers à ce deſtinés ſur vne table, & faut que ſoyent larges d'vne aulne, vn quart, par Ordonnance de l'an mil cinq cents ſoixante ſept, titre trezieſme, article cinquieſme, qu'eſt vn peu moins de la largeur accouſtumée des draps, eſtamets, & ſarges de ce pays, à ſeize, dix-ſept, ou dixhuict cents fils, que par fois reuiennent à prés de ſept palms de large, preſts à mettre en œuure. Et ont eſté creés de contrerooleurs pour inger ſi les draps & eſtoffes ſont loyales, bonnes, & marchandes, auant le ſeau n'y ſoit appoſé. Ordonnance du Roy Henry III. mil cinq cents ſeptante ſept titre 13. art. 5. 1582. donnée à Paris au mois de Decembre: & ſi les marchandiſes ne ſont telles, les marchands que les ont preſentées, ſeront par le contrerooleur deferés deuant les Eſleus, aſſiſtés de deux ou trois marchands, cognoiſſants la marchandiſe, pour eſtre contre eux procedé, par Edict du vingt-deuxieſme Auril mil cinq cents huictante trois à Tholoſe pardeuant les Capitouls, auſquels appartient la viſite, par Arreſt du quatrieſme Iuillet mil ſix cents deux, eſt defendu aux feuleurs, façonneurs, tiſſerants, tondeurs de draps, & autres expoſer en vente aucun drap & manufacture de laine, que le ſeau du Roy n'y ſoit premierement apposé apres celuy de la teincture, les droicts payés, que ſont deux ſols pour piece, pour tout droict de viſite. Le meſmes 1584. à Sainct Martin, où ſe peut rapporter l'Edict de l'an mil cinq cents dixneuf, art. 27. à tous les manans & habitans ne mettre aux feneſtres, & endroicts de leur hoſtel, reſpondans ſur la rue, aucuns draps tendus ſur perches, à peine de dix liures. Qu'eſt vn faict de police de la cognoiſſance des Capitouls, pour la manufacture des draps, & eſtans parfaicts, des Prieur & Conſuls de la bourſe, ſelon ledict Arreſt de l'an mil ſix cents deux, entre marchands, ſuyuant l'Edict de leur eſtabliſſements, auſquels & aux Capitouls le faict du leniſſage & manufacture de la drapperie fuſt erigée en Tholoſe, par les patentes du mois de Iuillet mil cinq cents cinquante cinq ſe dreſſoit: ſauf que les Capitouls prennent cognoiſſance des inſtructions aux ſtatuts & reiglements par eux faicts, entrepriſes & beſongnes gaſtées par les artiſants, inſtruments, & meſtiers, dont ils trauaillent, matieres & ouurages, & indifferemment deffaicts poids & meſures, ſi ſont de la longueur, largeur, peſanteur, & contenance requiſe, leſquels peuuent ſaiſir & viſiter és boutiques, magaſins, maiſons des marchands & autres habitants de la ville, que ſont eſtet de vendre & achepter auec leſdicts poids & meſures, & les conferer au eſtalons de la ville, non de ceux qui n'en peuuent abuſer, & ne s'en ſeruent que pour leurs propres vſages, ou font faire draps pour leur maiſon de telle façon & largeur que bon leur ſemble: ſauf toutes-fois leur action contre les façonneurs, qui les auroyent gaſtez ou excedé les termes de leur conuention. 51 *La manufacture de la ſoye eſt permiſe par* 51
tout le Royaume, ſelon les Inſtuntions faictes à Tours, titre vnzieſme de la Couſtume generalle de France en la Conference des Ordonnances, article ſeptieſme, Henry III. article cent vingt-troiſieſme. L'vſage de laquelle eſt venu des nations eſtrangeres, maintenant introduicte en noſtre France par Edict du Roy Henry IV. auec plus grand curioſité qu'auparauant: à l'execution duquel ont eſté faictes pluſieurs pepinieres de meuriers blancs pour la nourriture des vers à ſoye auec telle meſnagerie, que ceux qui en ſcauent l'vſage, ont accouſtumé y apporter, ſont commendable aux femmes, iuſqu'à ce que la ſoye eſt en coque, preſte à filer au tour, comme ſe peut auſſi faire par femmes induſtrieuſes, la blanchir, affiner, & tordre en filet à coudre, comme on faict communement en Tholoſe, où le filet de ſoye eſt plus fort que celuy qu'on y apporte d'ailleurs, la teindre & mettre en ſon luſtre, pour l'employer à autres ou-

urages : dont les draps, rubants, galons, & paſſements doibuent eſtre auſſi faicts de la meſure, largeur, & façon accouſtumée, ſoit de ſimple poil, ſoye cherpie, ou retorſe, auec les meſtiers à ce deſtinez : tout ainſi que les draps de laine, & toiles de lin, ſelon l'Edict de l'an mil cinq cents huictante ſix du mois de Ianuier, donné à Paris ſur le reiglement des toiles, & autres cy-deuant cottez pour toutes eſtoffes : dont la teincture luſtrée ſe faict communement auant la ſoye ne ſoit en œuure, ſans toutes-fois qu'on obſerue maintenant les meſures & façons des rubans & paſſements, ny les façons anciennes des draps de ſoye, leſquels les ouuriers diuerſifient, comme bon leur ſemble, tant és matieres, qu'és couleurs, pourueu que la beſongne ne ſoit gaſtée : ou Dieu vueille que la ver-
52 *tu & modeſtie de nos anceſtres ne ſe tourne maintenant en luxe & vanité.* 52 *La mercerie en Tholoſe conſiſte en petites bagatelles de menue marchandiſe, & happelourdes, que gens de baſſe qualité de l'vn & de l'autre ſexe portent vendre par la ville, ou debitent ès boutiques, ou badorques, ou reuendent les marchandiſes qu'ils acheptent ès boutiques & magaſins des autres marchands, & ouuriers de la ville, ou lieux circonuoiſins.* Quæ ſunt leues artes, ex quibus nihil quis conſequi poteſt, de quibus Patritius l. de Inſtitut. Reipub. Sunt enim tantùm, inquit, fouendi mercatores, & opifices, qui ſuo labore & induſtria victum quæritant, & ciuitates magis abundantes reddunt rebus, quæ vſui eſſe poſſunt, neceſſariſque ſunt mercatores, qui quæ nobis ſuperſunt, euehunt, & permutando ac vendendo ea aduehant, quæ neceſſaria ſunt. *Et par l'Ordonnance d'Orleans article cent quarante ſix eſt deffendu à tous manans & habitants des villes de ce Royaume, toutes ſortes de dorures ſur plomb, fer, ou bois, & l'vſage des parfums apportez des pays eſtranges, à peine d'amande arbitraire, & confiſcation de la marchandiſe : & a eſté deffendu l'vſage de l'eſmail en orfeurerie, à peine de confiſcation de la piece eſmaillée. Meſme Ordonnance article 149.* Vnde Patritius his verbis dixerit, Conſuetudo Gallorum, qui Belgæ appellantur, mihi probanda eſſe videtur : quod minimè ad ſe mercatores venire patiantur, qui ea important, quæ ad effœminandos animos pertinent. *Et ſur tout on doibt prendre garde de ſuppoſer aucune marchandiſe, Ordonnance d'Orleans, article cent quarante deux, moins la falſifier, à peine de confiſcation de biens Arreſt du 25. Ianuier mil cinq cents quarante vn, ny latiter. Louys XII. mil cinq cents dix, articl. 68. François I. 1539. art. 20. Et ſont les marchandiſes eſtrangeres & autres qu'on apporte vendre, plus toſt diſtribuées aux bourgeois & habitants, apres aux marchands forains & fripiers. Charles IX. 1567. tit. 13 art. 6. Henry III. 1577. tit. 14 & les marchands eſtrangers tenus faire eſcrire leurs noms, procurations, commiſſions & pouuoir au greffe & Iuriſdiction ordinaire. Et les compagnies des marchands & banques eſtrangeres és regiſtres des Baillages, Seneſchauſſées, & hoſtels communs des villes. Ordonnance de Blois art. 357. Et les banqueroutiers qui font falliſſement en fraude des creanciers extraordinairement & capitallement puniſſables. Ordonnance d'Orleans, art. 143. Et pour obuier aux vſures, fraudes, & ſuppoſitions des preſts des marchandiſes, a eſté defendu ne vendre à deſtail ne autrement draps de ſoye à credit, que de marchand à marchand, autrement toute action leur eſt deniée par Ordonnance du Roy Charles IX. mil cinq cents ſoixante article dixieſme, 1561. article cinquieſme 1563. art. 10. 1567. tit. 12. art. 23. Ny les marchands drappiers ne peuuent demander apres ſix mois les denrées des marchandiſes par eux preſtées. Louys XII. 1510. art. 68 François I. 1539. art. 20. Maynard ch. 87. 6. liu. de ſes queſt. où il baille les moyens deſquels on vſe en Tholoſe, pour ne frauder les marchands de leurs debtes par le moyen de ceſte briefue preſcription, ſummope-*

réque

réque idem Patritius laudat opifices, quorum ars & induſtria vtilia parat, vibémque diuerſis ornamentis illuſtriorem reddit. Fœnus itaque Cato homicidio proximum eſſe declaraoit, qui cùm interrogaretur, quid fœnerari ſibi videretur, quid hominem, inquit, occidere? Quique non mentiantur, nec periurio, mendacióque alios decipiant, Reipub. muneribus honeſtandos eſſe cenſeo. *Ny ne doibuent les marchands, moins les artiſants eſtre ſecretaires de la maiſon & Couronne de France. Ordonnance de Charles IX. mil cinq cents ſoixante vn, art. 28. 1570. ny gens des trois Eſtats, repreſentés par le Lis d'or au champ celeſte, qui ne filent, ny moiſſonnent, ſelon le 6. Sainct Matthieu, ne peuuent, ny ne doibuent faire eſtat de marchandiſe, & art mecanique, ny tenir à ferme, hoſtelerie, tauerne, ny cabaret, & choſe ſemblable, que vendre le vin ecreu en terre à pois, ou en gros, comme bon leur ſemble, & leurs autres denrées. Les Eccleſiaſtiques*, leg. qui ſub prætextu, Cod. de Epiſcop. & cler. *pour ce faire ſont priuez de leurs priuileges, les Nobles de leur tiure de Nobleſſe. Ordonnance de Charles IX. 1560. art. 109. Henry III. 1579. art. 248. François I. 1540. les officiers priués de leurs offices. Ordonn. du Roy Sainct Louys 1268. Philippe IV. 1302. Iean 1355. art. 6. Charles VI. 1388. art. 229. & 1402. art. 67. Charles VII. 1437. art. 279. & 1452. art. 20. & 42. Louys XII. 1508. art. 42. François I. 1515 art. 84. & 1517. art. 39. 1535. ch. 12. art. 25. 29. 1540 art. 3. Henry II. 1547. art. 2. Charles IX. 1560. art. 109. 1564. art. 6. Que monſtre aſſez clairement comme ceſte Couſtume ne s'addreſſe qu'au populaire, non aux femmes d'honneur & de qualité, honorablement mariées: la function deſquelles ne doibt denigrer à la dignité de leurs maris, de l'honneur deſquels elles participent*, d. leg 1. & fin. ff. de ſenator. [53] Et quæhbet erit ſua ſorte contenta. [54] *Charles VIII. mil quatre cents trente neuf, art. 18.* [55] *On ſe reigle ſur les derniers eſſais, titre ſecond, article premier de la police generalle de France en la Conference des Ordonnances. Et faict-on communement le pain és lieux & villages de la Viguerie de Tholoſe à prix certain, comme d'vn & deux ſols à proportion du dernier eſſay, qu'en a eſté faict en Tholoſe: laquelle ſi ſe conforme au reiglement de la police de Paris, ſejuant les Ordonnances s'y doibt faire touſiours pain faictis, cuit, & bien eſſuyé, de tel poids, hauſſe & diminue, à proportion que le bled ſe vend, que le prix en demeure ſtable & immuable. Charles VIII. mil quatre cents trenteneuf, article douzieſme comme le pain blanc de la blancheur du pain de Chally, quand l'autre pain peſe demy liure, douze onces, l'autre peſant vne liure vingt-quatre onces, bien cuit, froid, & eſſuyé, quand le pain faictis peſe deux liures. Le meſme art. 13. Et par Arreſt du Parlement de Paris du treizieſme Feurier mil cinq cents vingt-trois, fuſt ordonné que Meſſire Iacques de Criſſol, cheualier, grand panetier de France, feroit faire la viſite du pain que vendent les boulengers de Paris, par gens à ce cognoiſſants, quand beſoin ſeroit, qui feroit le rappert au Chaſtelet des fautes que s'y trouueroyent en la qualité, poids, & blancheur, ou autrement, pour en eſtre faict la punition par le Preuoſt de Paris, ou par ſes Lieutenants, ſelon l'exigence des fautes, lequel & autres officiers du Roy audict Chaſtelet pourront viſiter, ſans l'aſſiſtance du grand panetier, toutes-fois & quand bon leur ſemblera, laquelle ſe faict en Tholoſe par le ſyndic des viſites, peſelios, & autres auec vn des Capitouls de la police, ſi bon luy ſemble, tant és eſtaux, boutiques, que marchez, tous les iours & indifferemmẽt à toutes heures. Et doit eſtre le pain que n'eſt trouué de la qualité requiſe, aumoſné & diſtribué aux pauures outre l'amende que leur eſt impoſée ſi le cas le requiert. Par lequel arreſt eſt auſſi de là en hors defendu aux boulengers n'auoir corps ne communauté enſemble de leurs iurez clers, ne confrairie de bourſe: & leur eſt inhibé ne s'aſſembler à peine de confiſcation de corps & biẽs.* [56] *Art. 14. de la meſme Ord. de Charles VIII. 1430.* [57] *Louys XII. 1508. art. 3. & 4. Francois I. 1519. du 21. Nouemb. art. 1. du 26. Nouemb. 1546. Henry II. 1557. du 22. Decẽb.*

article premier que ſe rapportent à l'article premier de l'an mil cinq cents dix-neuf, Charles IX. 1563. du 20. Ianuier, art. 1. 4. 5. 6. 7. 1566. du 19 Feurier, art. 1. 1567. tit. 9. art. 4. Henry III. 1577. tit. 9. art. 3. par lequel les hoſteliers infracteurs de ceſte Ordonnance ſont ſubiects à punition
58 *corporelle.* [58] *Suſdicte Ordonnance du Roy Sainct Louys 1254. & autres cy-deſſus alle-*
59 *guées.* [59] *Comme eſt noté par Pierre Guenois ſur ladicte Ordonn.* [60] *Sont prohibées és cabarets & ailleurs toutes aſſemblées illicites, & blaſphemes, Henry III. 1577. art. 29. Ordonnance d'Orleans, art. 23. iongleurs, farceurs. Le meſme art. 14. Ordonn. de Blois, article 360.*
61 & præfat. iurib. [61] vt ſ. num. 46. [62] *Les Capitouls ont la police en la ville & gardiage,*
62 *priuatiuement au Viguier, enſemble la recerche de nuict des crimes, cas & delictes flagrans, le Viguier de iour, & par preuention de tous excés, contreuentions aux Edicts & Ordonnances du Roy, crimes & delicts qui ſe commettent tant de nuict que de iour en Tholoſe, par voye d'inquiſition. Comme fuſt iugé par Arreſt de la Cour, donné en l'affaire de feu Bernard Aueſac quand viuoit, blanchier de Tholoſe, contre Iean Voſte couſturier dudict Tholoſe, ayant eſté ledict Aueſac bleſſé de nuict, informé & decreté par le Viguier, ou ſon Lieutenant: dont les Capitouls ayants demandé le renuoy en la Cour, l'excés eſtant fuict de nuict, la cauſe & parties furent renuoyées au Viguier: & cognoiſt ſeule la Cour des reiglements de Iuges, non le Seneſchal, pour n'eſtre Iuge en ſa cauſe: ny cognoiſt des appels de la police & executions des Arreſts, non plus que des procés de ſiute, dont les appels reſſortiſſent immediatement des Iuges inferieurs en la*
63 *Cour: & ſe vuident les appels de police à la grand Chambre,* [63] *en laquelle les Capitouls ſont confirmez par Ordonnance de Moulins, article trente-vneſme, quoy que par Ordonnance du Roy Louys XII. 1508. article premier ceſte charge ſoit attribuée aux Baillifs, Se-*
64 *neſchaux, Maires, & Preuoſts.* [64] *Ny ne faict le Viguier à la recerche du iour que executer les Edicts de ſa Majeſté, & Arreſts de la Cour, contre les infracteurs des reiglements par elle faicts, conformément aux Edicts & Ordonnances Royaux, contre les vagabonds, faineants, & gens ſans adueu. Henry II. 1558. article troiſieſme eſt defendu à tous eſtrangers, vagabonds, artiſants, faicts de leur pays, ſe retirer en aucuns lieux, & endroicts que ce ſoit de ce Royaume, & aux ſubiects les y receuoir, loger, & receler à peine de confiſcation de biens & de corps. Edict de Charles IX. donné à Paris le 22. Ianuier 1567. enioinct faire vuider les vagabonds, gens oiſifs, & ſans aduen en 24. heures de la ville & fauxbourgs de Paris, & aux Commiſſaires du Chaſtelet les conſtituer priſonniers, pour eſtre condamnés à peine de mort. Henry II. 1558. art. 1. & 2. enioinct aux proprietaires des maiſons, bailler les noms de tous ceux qui reſident & logent en icelles aux dizainiers, lors qu'en ſeront requis, à peine de confiſcation de leurs maiſons, ſi n'en ſont proprietaires, ſinon des meubles & autre amande arbitraire. Article troiſieſme du meſme Edict. Par Ordonnance du Roy Charles VIII. 1493. art. 55. eſt ordonné que toutes & quantes fois que par le Iuge Royal ordinaire ſera procedé cõtre les vagabonds, on leur face le procés nonobſtant oppoſition & appellation, ſans preiudice d'icelles, ſans les amener à la Cour, ſinon en deux cas, ſi ſont appellants de la queſtion, ou de la mort, & autre peine corporelle: & doibt eſtre contre eux procedé iuſqu'à ſentence deſinitiue, nonobſtant appel, & les ſentences executées, ſi n'en appellent. Ordonnance de Louys XII. 1498. art. 91. 1507. art. 168. 178. François premier 1535. chapitre trezieſme Louys XII. mil quatre cents nonante huict art. 90. 92. 94. Ceux qui ſe loueront, ou gageront, & entreprendont meurtrir, & exceder aucuns, ſeront punis de peine de mort, ſans remiſſion, quoy que leur deſſein ne ſoit executé. Ordonnance de Blois, article cent nonante cinq. Et eſt reputé homicide celuy, qui donne charge & mandemẽt de ce faire. Et comme tel le ſieur de Roches Ronſard fuſt decapité le 18. May 1584. par arreſt du grand Conſeil, pour auoir fait tuer*

Magde

Magdelaine de Monceau ſa belle ſœur, comme dit le Guenois ſur la Conference. Li fuſt executé à Paris Valete docteur regent de Tholoſe, pour auoir pluſieurs fois attenté faire empoiſonner vne ſienne partie, contre lequel il plaidoit, du temps du Roy Charles 9. Nec non mandator cædis pro homicida habetur, *Bartol.* c. 60. l. non ideò: ibidem Baldus & Cynus, C. de accuſ. vt ſi quis cum telo ambulauerit hominem occidendi cauſa, vel infantem necandum aggreſſus fuerit: tunc enim tenetur de homicidio, licèt ad effectum illud producere non potuerit, l. is qui cum telo, l. ſi quis necandi. C. ad leg. Cornel. de ſicar. *Par Arreſt du Parlement de Paris du mois d'Aouſt 1583. fuſt roué celuy qui auoit voulu tuer le ſeigneur de Murlay, Conſeiller en ladicte Cour.* Papon *liure 23. des Arreſts, tit. 10. art. 3 où il cite vn autre Arreſt du 23. May 1393. d'vn qui voulut auſſi tuer vn Conſeiller de la Cour: ce que ne peut eſtre entendu de la ſeule penſee*, nam cogitationis pœnam nemo patitur, *ni de la volonté conceue à l'entendement de l'homme, ſi n'a attenté d'executer ſon mauuais deſſein, perſeuerant en icelle par complots, machinations, preparations, & indices apparens & indubitables, pour commettre le malefice*, l. quiſquis, C. ad l. Iul. maieſtat. *dont l'attentat eſt puniſſable de mort, comme ſi l'effect s'en eſtoit enſuiui en crime de leze Majeſté diuine & humaine, & autres crimes atroces*, l. ſi quis non dicam tapere, C. de Sacroſ. Eccleſ. d. l. quiſquis, & l. 1. C. ad leg. Pompeiam, de parricid. *voleurs conuaincus ſeront roüez, Ordonnance du Roy François I. donnee à Paris au mois de Ianuier 1534. leuë, publiee, & enregiſtree au Parlement de Paris le 11. Ianuier audit an, qu'eſt vn ſupplice nouueau. Cuias liure de ſes obſeruations, ch. 28.* Cælius Rhodiginus lib. 10. c. 5. *La fourche, croix, ou potence eſtant l'ancien ſupplice de telles gens.* l. capitalium, ff. de pœn. *De l'antiquité & ſupplice de laquelle parle Lipſe en ſon traicté de Cruce: & a eſté faicte ceſte Ordonnance, occaſion de Maiſtre Nantouillet Legat du Pape, qui fuſt tué courant la poſte, comme remarque Rebuffe ſur icelle. La meſme peine eſt conſtituee pour le meurtre & aſſaſſin commis du guet à pend, ſans commutation de peine, ne diſtinction de perſonnes, tant gentils-hommes que roturiers de quel eſtat & qualité que ſoyent. Henry II. 1547. art. 1. à Sainct Germain en Laye, au mois de Iuillet, tant contre les principaux autheurs, que ceux qui les accompagnent, pour quelque occaſion, & pretexte que ce ſoit, pour venger querelle ou autrement. Ordonnance de Blois, art. 194. Et ſont tenus pour aſſaſſins ceux, qui font paction à prix d'argent, pour tuer aucun*, c. 1. e. de homicid. Saraſſeni Aſſenit. Marc. 24. Tertulliani lib. de an. c. 15 Tanta eſt homicidij vindicta, quanta ipſa, quæ vindicatur natura. *Et a eſté donnee ceſte Ordonnance de l'an 1547. ſur ce que le Ieudy 18. Iuin fuſt occis & aſſaſſiné Maiſtre Iean De Mages Lieutenant general, Baillif de Rouan, allant au ſiege par Hieroſme de Sarrogoſa Ciciliен, qui peu de temps apres fuſt pris à Cologne ſur le Rhin, & mis ſur la roue l'an 1551. au mois d'Aouſt. Pour les bourdeaux & femmes impudiques, eſt l'ordonnance du Roy Sainct Louys en ces termes,* Expellantur publicæ meretrices tam de campis quàm de villis, & factis monitionibus & prohibitionibus, earum bona per locorum Iudices capiantur, vel eorum authoritate à quolibet occupentur, etiam vſque ad tucicam, vel pelliceum: qui verò publicæ meretrici domum ſciénter locauerit, volumus quod ipſa domus incidat in commiſſum, 1254 *Charles VI. 1319. Charles IX. 1560. Ordonnance d'Orleans, art. 101. Lettres patentes pour l'execution dudict article du 12. Ianuier 1565.* can. meretrices, can. nemo, § quicquid 32. q. 4. Deut. 22. 25. Tacit. 2. an. Senatus decretis libido fœminarum coercita, cautúmque ne quæſtum facerent, cui auus, aut pater, aut mater eques Romanus fuiſſet. Nam Viſtilia prætoria familia genita licentiam ſtupri apud Aediles vulgauerat, more inter veteres recepto, qui ſatis pœnarum

aduerſus impudicos in ipſa profeſſione flagitij ctedebant, cùm in lupanari Veneris, vt ait Seneca 1. Contro. Iam tibi omnia templa præcluſa ſint. Suet. in Tib c. 35. *Et ſe nommoyent anciennement les bourdeaux clapiers publics, comme eſt remarqué par Guenois ſur la meſme Ordonnance ſuiuant les termes d'vn arreſt par luy cité du 4. Decembre mil quatre cents huict. Par arreſt de la Chambre des vacations, donné à Paris le 15. Octobre 1588. eſt à tous defendu tenir bourdeaux, ſuiuant l'ordonnance, & à tous proprietaires ne louer maiſons qu'à gens bien-faiſans, & ne ſouffrir en icelles aucun mauuais train & bourdeau, à peine de 60. ſols pariſis pour la premiere fois, ſix vingts liures pariſis pour la ſeconde, & priuation de la proprieté pour la troiſieſme. Qu'eſt le ſeul moyen de chaſſer ce bagage de la ville & Viguerie, ſi n'ont retraicte en icelle, ſuiuant l'Arreſt du Parlement de Tholoſe ſur ce donné à la requeſte du ſieur Procureur general du Roy, à cauſe de la derniere contagion. Par Arreſt du 12. Feurier 1527. fuſt defendu aux proprietaires louer leurs maiſons à gens diſſolus, & femmes de mauuaiſe vie, à peine de confiſcation d'icelles. Autre Arreſt de reglement ſur ce donné entre le Viguier & Capitouls, du 27. Iuillet 1523. attribuant la police aux Capitouls, & la recerche des ieux, berlands, bourdeaux, & vagabonds tant au Viguier que Capitouls. Par Ordonnance du Roy François I. 1536. pour Bretagne chapitre 3. art. 1. eſt ordonné que les yurongnes & cabaretiers ſeront pour la premiere fois detenus priſonniers au pain & l'eau: pour la ſeconde battus de verges ſous la cuſtode: pour la troiſieſme fouettés publiquement: ſi ſont incorrigibles l'oreille coupee & bannis, pour obuier aux oiſiuetés, blaſphemes, homicides, & autres inconueniens & dommages qui aduiennent de l'ebrieté. Par Ordonnance du Roy Henry II. donnee à Paris au mois de Feurier 1556. toute femme que ſe trouue atteinte & conuaincue auoir celé ſa groſſeſſe & enfantement ſans l'auoir declaré, ou pris de l'vn ou l'autre teſmoignage, meſmes de la vie, ou mort de ſon enfant lors de l'iſſue de ſon ventre, & apres ſe trouue l'enfant eſtre priué tant du Sacrement de Baptieſme, que ſepulture publique & accouſtumee, telle femme eſt cenſee auoir homicidé ſon enfant, & puniſſable de mort, & dernier ſupplice: ſur laquelle Guenois cite deux Arreſts du Parlement de Paris du 12. Decembre 1480. par lequel vne femme fuſt bruſlee viſue, pour auoir ſuffoqué ou autrement tué ſon enfant, l'an mil cinq cents huictante quatre en Septembre y fuſt pendue vne chambriere pour auoir fait mourir deux de ſes enfans.* Diuus Ambroſius 5. Exameron c. 18. Ipſæ quoq; diuites, ne per plures patrimoniũ ſnũ diuidatur, in vtero partus proprios necant. Si quæ mulier abſente marito per adulterium conceperit & occiderit, nec in fine erit ei danda communio, quia ſcelus geminauerit, can. 63. Concil. Elib. Imò mulieres, quæ ante temporis plenitudinem in vtero conceptos infantes voluntate excutiunt, vt homicidæ iudicandæ ſunt: illæ verò quæ dormientes filios ſuffocare videntur, leuiter de his iudicare oportet, quia nolentes, & non conſentientes ad eum deuolutæ ſunt caſum, Concil. Vuormac. can. 31. Ergo nec illud quidem concedi aliquis exiſtimet, vt recenter natos oblidere liceat: ad vitã enim Deus inſpirat animas, non ad mortem, vt ait Lactantius: & tandem cum Diuo Auguſtino dicemus in lib. q. veter. & noui teſtam. Moyſem diuino eloquio, cum qui percuſſerit mulierem in vtero habentem, & auortum fecerit, ſi formatum fuerit, ſe datuum animam pro anima: ſi autem formatum non fuerit, mulctandum eſſe pecunia. Exod. 21. Et formato corpori datur anima, non in conceptione cum ſemine naſcitur, ad inſtar plotoplaſti, qui in formato corpore ſuſcepit animam: primùm enim oportebat domum compaginari, quàm induci habitatorem, can. Moyſes 32. q. 2. quod verò non formatum puerperium Moyſes, nec lex voluit ad

homici

homicidium pertinere, nec hominem reputauit, quod tale in vtero geritur, hic de anima solet quæstio moueri, vtrum quicquid formatum non est, nec animatum quidem possit intelligi: & ideò nõ fit homicidium, quia nec examinatum dici potest, si adhuc animam nõ habuerit: nec dici potest anima viua in eo corpore, quod sensu caret, & si informe puerperium sit informiter quodammodo animatum, cã. quod vero, ead. quæst. 2. Sicut semina paulatim formantur in vtero, tandiu non reputatur homicidium, donec elementa confecta suas imagines membráque suscipiant, can. sicut, ib. Estque simile iudicium in l. si quis necandi infantis, C. ad leg. Cornel. de sic. vbi non solùm qui necauerit, sed necare attentauerit, feriendus est capitali supplicio. Milesia quædam mulier cùm esset in Asia, quæ ab hæred. b. secundis accepta pecunia partum sibi ipsa medicamentis abegisset, pœna capitali fertur damnata, in l. Cicero, ff. de pœn. Vxor quæ data opera partum abegerit, in temporale ex lium danda Martiani responso, in l. Diuus, ff. de extraord. criminibus etiam à viro separata, ex Triphonio, in d. l. Cicero. De pœna subacti partus doctè Cuiacius docet obseruationum lib. 19. c. 9. *Et est aussi defendu aux tauerniers, cabaretiers, & hosteliers ne tenir ni permettre en leurs maisons berlands de ieux de dez, cartes, & autres desbauches, ni faire à ceste occasion aucun credit à peine de perdition de leur debte, Henry III. 1573 à Blois du mois de Mars, S. Louys. 1254.* Inhibemus vt nullus omnino ad taxillos ludat, siue ad aleas, & scaios: & scolas deciorum etiam prohibemus: tenentes eas districtiùs puniantur: fabrica pariter deciorum prohibeatur. *Par Ordonnance d'Orleans art. 101. tous bourdeaux, berlands, ieux de quilles, cartes, & dez sont defendus: & sont ceux qui en vsent extraordinairement punissables: ni n'est permis aux clercs & Euesques, non plus par le droict ciuil que Canon, iouer à ieu d'hazard,* nouell. 123. can. Episcopus, 35. dist. c. clerici, e. de vit. & honestat. cleric. Concil. Elib. can. 76. *Edict de Charles V. donné à son hostel de Sainct Paul pres Paris le 3. Auril 1369. par lequel tous ieux de dez, de tables, paume, quilles, palet, boules, & billes qui ne seruent à exerciter & habiliter les subiects à l'vsage des armes, pour la defence du Royaume, sauf le ieu d'arc, & arbaleste, dont l'exercice leur est enioint en lieu propre & commode.* Cuiacius lib. 9. obseru. c. 28. quorum alij aleatores, alij tesserarij dicuntur, eodem discrimine quo fures à latronibus differunt: *Par Arrest au Parlement de Paris du 27. Mars mil cinq cents quarante sept fust defendu à tous ceux du ressort qui tiennent quilles & quillets à bastons, ieux de paume, berlands de dez, cartes, & courteboule, ne tenir lesdicts ieux és pariages qui s'y font à toute heure, sur peine de punition corporelle contre ceux qui les tiennent & ioueurs, de prison, & amende pecuniaire, & ne tenir tous autres ieux ouuerts és ieurs saincts pendant le diuin seruice & predications sur peine aux proprietaires de confiscation de la proprieté, quant aux locataires de 20. liures parisis d'amende, & aux habitans n'y aller esdits iours, sur peine de prison, & l'amende. Est encore plus estroittement defendu aux financiers qui manient l'argent du Roy, ne iouer dudit argent, à quel ieu que ce soit, à peine de perdition de leurs Estats, d'estre bannis à perpetuité, & leurs biens confisquez: ceux qui ioueront auec eux rendront l'argent que leur auront gagné, & le double. François premier à Chastelleraut le quatorziesme Iuin mil cinq cents trente deux. Receu & publié au Parlement de Paris le vingtedeuxiesme dudit mois. Et peuuent les deniers & biens perdus à ieu d'hazard estre repetés par les moindres, leurs peres, meres, tuteurs & curateurs ou proches parents. Ord. de Moulins, art. 59.* Iason in l. seruus, ff. de cõdict. indeb. auth. alearũ, C. de relig. & sumpt. funer. quib. administrator nõ potest ludere ex aliena pecunia, *ni la fẽme iouer l'argẽt de*

son

ſon mari. Tiraqueau, tractatu de legibus connubiorum, numero 89. *& faict-on iniure & outrage à celuy, duquel on amene le fils, ou ſeruiteur à la tauerne, ou berland*, l. ſi quis ſeruus, ff de iniur. Nec tenetur mandati adoleſcens erga eum, qui eius mandato pro ſe meretrici fideiuſſerit, vel pecunias dederit. l. ſi vero non remunerandi, §. ſi adoleſcens, ff. mandat. *Ce que regarde le faict des recerches ordinaires, que ſe font en Tholoſe tant de iour que de nuict par le Vignier & Capitouls, eſquelles on procede en Tholoſe ſommairement & de plein és condamnations des contrevenants pour excez legers vuidables ſur le champ, ſi ne ſont aggraués & accompagnez de crime qui merite plus grande cognoiſſance de cauſe, ſans particulariſer ce que reſte de la police, pour le ſurplus des meſfaicts, & autres crimes flagrans, comme vols nocturnes, & leze Majeſté en tous ſes chefs, notamment des rebellions & recelements de preuenus aſſez frequents, neantmoins capitaux, & exemplairement puniſſables: meſmes les Iuges, Preuoſts, Seigneurs, & autres qui ne preſtent main forte pour l'execution des decrets de Iuſtice au faict des captures des delinquants. François I. à Valence pour Bretagne 1536. art. 33. 34. 35. & ce qu'eſt annoté ſur icelles par Guenois. Ordonnance de Moulins art. 24. 25. & 34. par laquelle eſt defendu à tous les ſubjects à peine de la vie de quelle qualité que ſoyent, outrager ni exceder aucuns des Officiers du Roy, huiſſiers, ou ſergens faiſans, ou exploitans acte de Iuſtice. Ordonnance d'Amboiſe art. 1. de Blois art. 191. Defendons à tous nos ſubjects de quelle qualité que ſoyent, n'outrager aucun de nos magiſtrats, Officiers, huiſſiers, ou ſergens, faiſans, exerçans, & executans actes de Iuſtice: Voulons que les coulpables de tels crimes ſoyent rigoureuſement chaſtiez, ſans eſpoir de miſericorde, comme ayans directement attenté contre noſtre puiſſance & authorité, ſauf en ce que l'huiſſier ou ſergent excederoit en ſa charge & commiſſion*, arg. l. fin. ff. de Iuriſd. omn. iud. *ou ſi n'ont lettres de leur commiſſion.* Bartol. Odoffredus, & Iohannes de Platea, in l. prohibitum, C. de iur. fiſci. *De tant que s'il delinque en ſa charge doit eſtre puni par le Iuge Royal ſous lequel il exploite: ou par le Iuge ordinaire, ſi delinque en qualité de perſonne priuee. Iugé aux grãds iours de Moulins 1540. M. Philip. de Auenelles ayant donné vn ſoufflet à vn huiſſier des monnoyes exploittant, fuſt par la Cour des monnoyes condamné à 800. liures, moitié à partie, & ſur l'appel fuſt moderé à 200. liures à partie, 60. liures au Roy, 20. liures aux pauures, le 22. Auril 1575. Battement & mutilation cont e gens de Iuſtice eſt puniſſable de mort, teſmoin l'Arreſt des grands iours de Troye, 1583. où le ſieur de Maricour fuſt decapité pour auoir laſché vn coup de piſtole au Procureur fiſcal, & celuy qui luy auoit aſſiſté fuſt condamné en amende d'honneur & en 500. eſcus.* Boyer. deciſ. 170. num. 5. *Chaſſanee tit. des Iuſtices, §. 7. nombre 34.* In Concil. Burg. *Et doyuent les Iuges decerner adiournement perſonnel ſur les procez verbaux, teſmoignés du ſergent, iuſqu'à ce que l'information ſoit faicte, pour y decerner priſe de corps. Edict de Charles IX. donné à Amboiſe au mois de Ianuier 1572. art. 4.*[65] *Edict du Roy Henry III. donné à* Paris *au mois de Ianuier 1586. Ordonnance d'Orleans art. 147. Louys XII. 1508. art. 6.*[66] *L'vſage du bois d'inde defendu en teinture. Henry III. 1577. tit. 13. art. 1.*[67] *Henry III. tit. 4. art. 11. & tit. 10. Quant aux teinturiers de draps, leſquelles, enſemble les blancheres, taneries, & eſcorcheries ſe doyuent faire és bords des riuieres, tit. 17. de la Conference des Ordonnances art. 13. par laquelle eſt enioinct aux Officiers mettre les tueries & eſcorcheries hors les villes, pres l'eau & les taneries, megiſſeries, teinturres, & conroy: les clorre de murs, tenir le ſang, peaux, trempis, & vuidanges le iour en tines & autres vaiſſeaux couuerts, & les vuider tant ſeulement de nuict par les canaux à la riuiere, puis ſept heures du ſoir, iuſqu'à deux heures apres minuict. Et ſe font les teintures de ſoye à Tholoſe en quelle partie que ce ſoit de la ville, les autres à l'Iſle de Tournis: & y a certaine lie de faitneans, qui*

[65] *n'ont*

n'ont appris aucun art, ni meſtier, s'exerçans à reuendre les denrees & prouiſions que les forains y apportent, deſquels les regratiers & reuendeurs achettent pour vendre plus cher, à la grande incommodité des habitans, venans par ce moyen à encherir les viures: ores ne ſont permis achetter bled au marché pour le reuendre, ni gros bouts à bruſler, volaille & autres prouiſions, ni aller au deuant des marchands & vendeurs qui portent les prouiſions à la ville, pour les arrer, appreciер, ou achepter, Ordonnance de Charles VIII. article dixneuf titre quatrieſme de la Conference de la police generale de France, article 9. Henry III. artic. 5. 6. 7. Et ſont tenus aller achetter 3. ou 4. lieux diſtant des villes, tit. 8. art. 7. de ladicte Conference, par Edict donné à Paris le 4 Feurier mil cinq cents ſoixante ſept fuſt ordonné qu'és places & marchés ſeroit mis vn poſteau, où ſeroit affiché vn tableau, que contiendroit les generaux & principaux articles de la police, de ce qu'on vend, & achette audit marché, enſemble les eſtelons, eſchantillons & qualité des poids & meſures.[68] *és choſes que n'excedent la ſomme de 500. liures Charles IX. 1563. art. 3. mil cinq cẽts ſoixante cinq, 1566. deſquels ſont cẽparoir les parties à la premiere aſſignation pour les ouyr de leur propre bouche article 4. Et peuuent donner delay pour amener teſmoings, ſi les parties ſont contraires. Le meſmes article 5. ſçauoir vn ſeul delay ſelon la diſtance des lieux & qualité des matieres, article 6. & doyuent vaquer à leur charge ſans rien prendre, ni receuoir aucun don, ni preſent, article 7. vuider ſommairement les affaires. Henry III. mil cinq cents ſeptante neuf, article 239. Et fuſt eſtablie la bourſe en Tholoſe à l'inſtar du change de Lyon par Henry II. l'an mil cinq cents quarante neuf. Prieur, & Conſuls annuels pour cognoiſtre & decider en premiere inſtance de tous & chaſcuns les procez & differends meus pour raiſon des marchandiſes, changes, aſſeurances, comptes & autres choſes, dont l'appel reſſortit immediatement à la Cour, ſans faire aucun renuoy pour les pretendus priuilegiez, nonobſtant l'incompetance propoſee, Charles IX. mil cinq cents ſoixante cinq, & mil cinq cents ſoixante ſix.*[69] *Le Viguier, comme Iuge ordinaire des cauſes ciuiles & criminelles que ſe traictent & meuuent dans le diſtroict de ſa Iuriſdiction entre perſonnes priuilegiees ſelon l'Edict de Cremieu & patentes de ſa Maieſté donnees en ſuitte d'iceluy: reglement ſur ce faict, & reſtabliſſement dudict office, prent cogneiſſance des affronts que ſe commettent par les artiſans concernant la perte, corruption, diminution, & alteration de la matiere & beſongne que leur eſt baillee à faire & mettre en œuure, laquelle chaſcun reçoit ſelon la faculté de ſon art, pour la former & façonner, & tant que faire ſe peut, la rendre au meſme poids, que l'on la receuë, ſauf l'augmentation ou diminution ſi point en y a, comme lin, chanure, laine, ſoye à filer, tordre, tiſtre, teindre & façonner: enſemble les metaux, & matieres de fonte,* l. 1. §. ſi quis argentum, ff. dep. *Et peut-on pour euiter le larcin & alteration du taillеur, luy bailler tout à vn poids le drap, ou eſtofes, auec les doublures, galons, & autres fourniture, de chaſcun retenir vn eſchantillon, le tout peſer & meſurer, & ne reprendre l'ouurage des mains de l'ouurier, que ne ſoit ſec, ſi l'ouurage a eſté mouillé: lequel comme depoſitaire, eſt tenu rendre la meſme matiere que luy eſt baillee,* cuius non tranſfertur dominium, l. non ſolet, ff. locat. *ſi ne reçoit confuſion,* & eo animo detur, vt reddatur eiuſdem generis & bonitatis, vt aurum, vel argentum purgatum. Azo in ſumma, de locat. numero 2. *Et ſeroit la filandiere, couſturiere, & tenturiere coulpable de larcin, que s'auderoit de l'ouurage, ou matiere par elle receuë, la vendroit ou engageroit, & employeroit l'argent en prouenant à ſes propres uſages, contre la volonté du Maiſtre.* Capella Tholoſana quæſt. 168. *parlant des choſes en eſpece, non de l'argent compté, pour lequel* Paul Iuriſ-

conſulte au ſecond liure des ſentences, tient le depoſitaire eſtre tenu tant en action ciuile, que criminelle, l. ſi ſacculum, ff. depoſ. Nam ſi permiſſu meo is penes quem pecunia depoſita eſt, vtatur, vſuras eiuſdem nomine tantùm præſtare cogetur: nam furtum ſine affectu furandi non committitur, §. placuit, de oblig. quæ ex delict. naſcuntur, Inſt. & tunc ciuiliter agitur, l. Quintus Cælius, in fin. ff. mand. l Lucius Titius Sempronio, ff. depoſ. Et tunc vſuræ debentur à tempore moræ aut conuentionis, ibidem & l. cùm quidam, §. ex locato, ff. de vſuris. *Si toutefois la choſe eſt vendue par l'heritier ignorant le faict de ſon autheur qui l'a receue, eſt tenu la recouurer, ſi faire ſe peut, ſe trouue en nature, & n'eſt vendue, ſinon engagee, & en reintegrer le proprietaire, ſinon luy en bailler l'argent qu'il en a receu, quoy qu'elle ſoit moins vendue*, l. 1. §. fin. l. 2. & 3. ff. depoſ. Sed fullo qui veſtimenta polienda recepit, cáque mures corroſerint, ex locato tenetur, quia debuit ab hac re cauere, l. item quæritur, §. ſi fullo, ff. loc. & in locum tutiorem reponere, l. vtique, ff. de damn. infect. Si pallium permutauerit, & alij alterius dederit, pariter ex locato tenetur, etiamſi ignorans ſe feciſſe dixerit, cùm facti proprij non ſit ignoratio probabilis, l. ſed addes, §. 2. ff. loc. l. quamquam, ff. ad Velleia. At ſi fullo vel ſarcinator veſtimenta perdiderit, & habes vnde petas, nempe cum poſſeſſore, & non vis agere ex locato cum fullone: tunc iudicem æſtimare oportet, an poſſis magis aduerſus furem agere, & ab eo fullonis ſumptibus res eas conſequi: ſed ſi difficile vel impoſſibile eſſe perſpexerit, tunc fullonem tibi condemnabit, Scæuola lib. 2. Reſp. l. cùm plures, §. veſtimenta, ff. loc. Cui tamen dominus in furem cedet actionem, cùm fullo ei ſatisfecerit, l. ſi merces, §. fin. ff. eodem. *Et ſi la moitié de l'eſtoffe eſt gaſtee, perdue ou abſentee, le maiſtre n'eſt tenu receuoir l'autre partie ſeule, que tout n'y ſoit, pour venir à la perfection de l'ouurage, qui autrement ſeroit imparfaict, & inutile: laquelle partie defaillante ſi le couſturier ou couſturiere ne peut recouurer, peut eſtre contrainct luy payer & rendre le prix de toute la piece, ſur l'exemple rapporté par Maynard au chapitre 71. du huictieſme liure de ſes queſtions alleguant vn Arreſt du Parlement de Tholoſe du mois d'Auril mil cinq cents ſeptante ſept confirmatif d'vne ſentence du Iuge de Gagnac, auſſi confirmee par le Seneſchal de Querci ſiege de Mantel: par laquelle en vertu des lettres de la Chancelerie obtenues par vn achepteur en reſciſion de contract de vente d'vne piece, partie de laquelle auoit eſté euincee, les parties furent remiſes au premier Eſtat, & les vendeurs condamnez rendre à l'achepteur l'entier prix de ſon achept: le meſmes ayant eſté iugé par autres Arreſts du Parlement de Paris du 10. Mars mil cinq cents ſoixante cinq & 23 Decembre mil cinq cents huictante ſept.* At ſi balneatrix veſtimenta ſeruanda & cuſtodienda nulla mercede accepit, de dolo duntaxat: ſi mercede etiam ex conuento tenetur, l. 1. §. ſi veſtimenta, ff. loc. Et opus quod aduerſione locatum eſt conductoris periculo eſt, donec approbetur, l. opus, ff. loc. quantò magis ad operarium & artificem, qui mercede conductus rem operandam penes ſe ſuſcepit, vt eandem in opere reſtituat, *ſoit à prix faict, ou à iournees*, l. ea lege, §. locaui, ff. loc. *Et ſi le foulon ou tailleur ont pris le drap pour le lauer, fouler, tondre, façonner, ou mettre en œuure ſans faire marché, le proprietaire eſt tenu*, actione mandati, *payer la façon au prix acconſtumé, ou à dire des bailles, ou autres maiſtres du meſtier, ſi les parties n'en ſont d'accord*, §. 1. verſ. qua de cauſa, de locat. §. fin de mandat. inſtit. *De quoy le mari qui permet tels exercices à ſa femme qui habite à ſa compagnie, peut*

eſtre

eſtre ciuilement actionné pour elle en ce que concerne lad. cte negociation, comme le maiſtre pour le ſeruiteur, le pere pour le fils de famille, l. 1. §. filiusfamilias, ff. loc. *ſi n'eſt emancipé, & ne fait maiſon ſeparee*, l. ſi apud filiumfamilias, ff. depoſ. *& contre elle en action criminelle, comme d'affions, ſelon nos loix ciuiles & ſtatuts de police.*[70] *Et ont leurs officiers pour inceſſamment & diligemment vaquer contre les contrevenants auſdits ſtatuts. Ordonnance de Moulins, article ſeptante vng.*[71] Et hæc ſunt muliebria officia. Nohema enim filia Lamech, & Sellæ abnepotis Caini lanificij & texturæ fertur inuentrix, primáque linum in filo traxit, & pannum texuit. Genebrardus 1. Chronolog. Eiuſque frater Tubalcain attem fabrilem inuenit, primus metalla fudit, & vſum ferri & æris aperuit. Ioſep. 1. Antiquit. c. 3. Quod pariter virile magis quàm muliebre cenſetur eſſe, ſicut armorum vſus, ciuilia officia, & diuina miniſteria. His prætermiſsis quæ ab Holao magno narrantur de armigeris mulieribus ſeptentrionalibus, tum etiam Aegyptiis, Aſſyriis, & Amazonibus, quarum Sarpedo & Panthazilea fuere duces exercitus. Quid Thomiris, Semiramis, & puella Aureliana, quæ tam prodigioſè Anglos in Gallia debellauit, de qua in Chronicis, & apud Gaguinum in ſuo Epitome. Hæc enim ſunt magis prodigioſa & admiranda, quàm imitanda. Circa Pontum Sauromantidum quondam mulierum, tam equorum, quàm armorum æqualis cura cum viris, & exercitatio erat, vt ait Plato, 7. de legibus. *Taiſant l'academie que le meſmes conſeille faire à chaſque Republ. pour l'inſtruction & exercice tant des femmes que des hommes en l'art militaire, pour ſupplir aux neceſſités publiques*, leuioráque earum ſunt mulieribus committenda: vt idem ſentit 5. de Rep. nempe cura domus, & viris Reip. Idem in Memnone, nec par & eadem eſt virtus viri & fœminæ, licèt vtique prudentia & iuſtitia magnopere ſint neceſſariæ, ſine quibus bonus nemo eſſe poſsit. *La modeſtie eſt grandement requiſe à la femme:* ſunt enim inſtrumenta luxuriæ, tympanum & tripudia, vt ait Iuſtinus, verumque mulieris ornamentum eſt pudicitia, *l'honneur deſquelles ne conſiſte auſſi és ornemens ſompteux.* Cùm onuſtæ fundis incedunt, vt ait Seneca, *que par fois les amenent à perdition, & reduiſent leurs enfans en pauureté*, in otio & luxu eis vitam degentibus. Nam, Otia ſi tollas periere cupidinis arcus: *eſtant certain que les femmes chaſtes, pudiques & meſnageres*, quarum rei domeſticæ potiſſima cura eſt, *aiment la modeſtie, & apres les œuures pies vaquent au trauail de leurs mains, ſoit pour en faire profit, ou pour les neceſſites, & ornement d'elles, ou de leur maiſon & famille, tant du lanifice, que manufacture du lin, & ſoye à filer, tordre, tiltre, & trauailler au grand & petit meſtier, teindre, lauer, embrocher, peindre, broder, ouurer ſur reth, toile, caneuars à poinct comé, ou apres le crayon, faire bourſes, carreaux, garnitments de lictz, chaires, tabourets, ſcabelards, tapis, dantelles, decoupeures, & ſemblables ouurages: toute ſorte de meubles de maiſon, de toile, laine, ou ſoye: à quoy meſmes les religieuſes ſe peuuent auſſi occuper hors les heures de deuotion pour chaſſer l'oiſiueté, comme on lit de la chaſte Lucrece: voire de Sainct Paul, qui trauailloit la nuict à faire tapiſſerie, pour s'entretenir & alimenter du prix de ſon labeur*, ne quempiam grauaret, *& le iour aux choſes diuines; comme firent à ſon exemple les Anachoretes, deſquels parle S. Hieroſme és vies des Saincts Peres, qui trauailloyent auſſi de leurs mains pour ſe ſubſtanter: ſans ſe deſtourner des ſaincts*

exercices, concernans la vie contemplatiue qu'est la meilleure partie, en laquelle l'ame se rend plus capable de la vie eternelle, nam in Christo mori, viuere est: *sans toutesfois employer le temps en actions & paroles oisiues, lesquelles ne tendent qu'à peché, ains parler sobrement des choses hautes & diuines, & les conferer & resoudre auec leur confesseur, pour ne tomber à l'inconuenient des Beguines qui furent interdictes par le Pape Clement V. pour en auoir parlé mal à propos, dont l'ordre fust restabli par le Pape Iean vingtdeuxiesme* de religios. domib. in extrauagant. *entre femmes deuotes & fidelles. Ni n'est permis aux femmes parler à l'Eglise, comme dit l'Apostre, sinon demander à leurs maris les doutes qu'elles ont, & les maris de leurs Instructeurs Chrestiens & Catholiques, si eux mesmes n'en sont as-*
72 *seurez.* [72] *Sans que le sexe les releue,* cùm infirmitas fœminarum, non calliditas auxilium summat, l. 2. ff. ad Vell. Et de omnibus artifex mercenaria tenetur, de quibus fullonem teneri dictum est in simili, vel eádem hypothesi, l. non possunt, ff. de legib. vt in vsu quotidiano habetur, vt l. cùm de consuetudine, ff.
73 eodem. [73] *Comme a esté cy deuant representé apres le docte discours de Charondas, parlant de la puissance des maris enuers leurs femmes en son Commentaire sur l'Edict des secondes nopces. Et criminellement si participent au delicte :* agentes & consentientes
74 pari pœna puniuntur. [74] *Par maniere de recours, comme de chose euincee, telle que celle de laquelle parle Maynard au chap. 71. du 8. liure de ses questions. De laquelle le vendeur doit indemniser son acquereur, quoy qu'il n'y ait conuention expresse d'indemnité,* l. non dubitatur, C. de euict. *Et estant appellé en recours du garentie, on peut obtenir condemnation tant contre le vendeur ou engageur, que contre leurs garents,* l. authore laudato, C. eodem *pourueu que l'acquereur ou celuy qui preste sur gage, ne sçache la chose appartenir à autre qu'à son autheur : car s'il l'a sçait n'y a lieu de recours,* l. si fundum sciens, C.
75 eod. tit. [75] *Si se trouue en nature : sinon du prix de l'entiere valeur d'icelle, payable par la femme distrayante, & subsidiairement par le mari, qui demeure en sa compagnie, selon ceste Coustume. Et aduient que pour tels ou semblables affronts, en decerne prise de corps contre celuy ou celle que la commis : & leur fait-on tenir prison iusques auoir satisfait, mesmes des choses de prix : comme besongne d'or, argent, pierrerie, & vestemens precieux, que par fois se trouuent perdues ou gastees és mains des reuerenderesses. Comme seroit aduenu d'vn plat bassin, estain fin graué à personnages surdoré, lequel estant baillé à vne reuenderesse, pour le vendre, se trouua gasté entre ses mains, pour l'auoir loué, presté ou employé à vn filleul, ou l'eau nafe, & le sel, qui s'y seroit versé en auroit desdoré vne partie, pour laquelle redorer ne se trouuant aucun ouurier en Tholose, à la poursuite du maistre fust condamnee & contraincte luy payer l'entiere valeur par appoinctemẽt du Viguier de Tholose, où*
76 *s'estoit retiree la partie demanderesse.* [76] *Les exemples, & frequence des choses desrobees, faictes en pleine rue, par fois és marchez, & foires publiques, par ceux mesmes qui les auoyent desrobees, leurs recelateurs & entremetteurs tant de meuble que bestail trouué en nature par les maistres & proprietaires ont fait cesser l'vsage de la Coustume, par laquelle le maistre ne pouuoit vendiquer les choses à luy desrobees & vendues en public, sans rendre le prix, & recourir au droict Romain.* Capella Tholosana, quæstione 151. Nec tenetur dominus restituere precium Hostiensis in summa, tit. de pœnit. & remissione, §. si verò, l. 2. C. de furt. Rem enim inciuilem desideratis, vt rescribunt Imperatores Seuerus & Antoninus negotiatoribus, vt agnitas res furtiuas non priùs reddatis, quàm precium fuerit solutum à dominis. Curate igitur cautius negotiari, ne tantùm in damna huiusmodi, sed etiã in criminis suspicionẽ incidatis. *Et peut le M^e vendiquer*

son bien

ſon bien, la part ou le trouue en nature, en quelle main que ce ſoit, ſans rendre le prix au detempteur, ſi preuue la choſe eſtre ſienne, & luy auoir eſté deſrobée, pour n'achepter deux fois la meſme choſe, quod bona fides non patitur: *ſauf que le tenancier a ſon recours contre ſon autheur, ſi le faict appeller: & ne ſçauoit lors que la choſe luy fuſt vendue, engagée, ou permuée, qu'elle eſtoit deſrobée*, l. ſi ſeruus cuiuſdam, ff de condict. indeb. Fulgoſius in l. eos, C. de furt. *car en ce cas il eſt complice, ou participant au larcin*, ope, conſilio, vel receptatione & furti tenetur, l. 1 ff. de receptat. l. fin. ff. ad Turpillianum, l. ſi quis vxori, in 1. Reſponſ. ff. de furt. *Et doibt indiquer ſon autheur*, cùm à tranſeunte & ignoto ſe emiſſe dicere non conueniat volenti euitare alienam bono viro ſuſpicionem, l. ciuile, C. de furt. niſi ſit grauis vel honeſta perſona: nam ſi conſueuerit talia negotiari, aut ſit turpis vel malæ famæ, & tunc ſi vili pretio vel clam emerit, præſumitur furti particeps, & ex huiuſmodi indiciis dolus perpenditur, l. dolum, C. de dolo: & licèt publicè emerit, à domino tamen abſque pretij reſtitutione vendicatur. Aufrerius in d. quæſt. 151. Capell. Tholoſ. Quocunque tempore eam inuenerit, cùm res furtiua nullo tempore præſcribatur, §. furtiuæ, de vſucap. inſtitut. Rei furtiuæ æterna authoritas eſto legib. 12. tabul. *Dont par arreſt du 17. Feurier 1535. eſt inhibé aux courretiers & reuandeurs n'achepter des facteurs de boutique marchandiſes ne autres choſes, ſans en aduertir leur maiſtre, ſçauoir en ſecret hors la bouticque & magaſin, leſquelles ſont ouuertes à toutes ſortes de perſonnes.* ¶ *Par Edict de l'an 1572. donné au mois de Iuin au Chaſteau de Boulongne, les courretiers exerçans courretages d'eſchange de deniers, draps de ſoye, laines, toiles, cuirs, & autres ſortes de marchandiſes, comme vins, bleds, & autres grains, cheuaux & autre beſtail, ont eſté creez en office formé en la ville, banlieue, Preuoſté, & Viſcomté de Paris ſix vingts en nombre, Henry III. au mois de Mars 1586. auec les ſalaires que leur ſont ordonnez par leurs ſtatuts & priuileges. Le meſmes à Charires 1588. art. 14. leu, publié, & enregiſtré au Parlement de Paris le 6. Septembre 1572. à la charge qu'aucun ne ſera tenu prendre corratier s'il ne veut, & ſans preiudice de ceux qui pretendent mettre courratiers en leur terre: de tant que comme la iuſtice eſt en France patrimoniale, & n'en peut le Roy diſpoſer au preiudice des ſeigneurs iuſticiers, fuſt iugé en audiance le 17. Auril 1581. pour le Chapitre de Noſtre Dame de Paris, que l'Edict des correiers n'auroit lieu és terres des Seigneurs: à quoy pluſieurs s'occupent en Tholoſe, comme entremetteurs & mediateurs mercenaires de ceux que veulent vendre, achepter, permuter ou engager quelque choſe, tant mobile que immobile, negocier, contracter, preſter, ou emprunter argent, denrées, ou marchandiſes de lin, laine, ſoye, orpheurerie, paſtel, groſſerie, & toute ſorte de beſtail: d'où naiſſent par fois les regratiers, qui encheriſſent les viures & prouiſions qu'on porte vendre à la ville, leſquelles en lieu faire apporter des lieux & villes circonuoiſines: ou les faire venir de loin, les acheptent en Tholoſe, pour les vendre plus cheres, que ſouuent cauſe la cherté, ſi ceux qui ont la charge de la police, n'y prennent garde: & ſont les Dardanaires, deſquels ſera parlé en ſon lieu, ſangſues inſatiables du ſang des pauures indigents, ſubſidez d'vſures exceſſiues, pour ſe ſubſtanter quelque peu des alimens, deſquels ces corbeaux infernaux les priuent par leur auarice: d'où vient que l'extreme neceſſité par fois les contrainct aux larcins & recelements, que ſemble auſſi eſtre cauſez partie du defaut de charité, & diligence qu'on doibt apporter en l'ordre politique. Et ſçauent communement les correiers & correiéres les perſonnes & maiſons conuenables à ce qu'ils ont en charge, ſoit pour mariage, eſtat, preſt, emprumpt, vente, engagement de terres, metairies, maiſons, meubles, vtenſiles, veſtements, vaiſſelle d'argent, beſongne d'or, ou choſes ſemblables, qu'ils prennent en charge, pour les monſtrer à ceux, ou celles qui les veulent achepter: & communement traictent les femmes la vente des hardes, vtenſiles,*

& besongne d'or ou argent, qu'on faict vendre & porter ès maisons particulieres, ou publiquement, si sont choses de peu, comme vieux vestements, dont par fois les vendeurs ne veulent estre descouuerts, pour ne publier leurs necessités, & les hommes des choses plus importantes, non toutesfois en titre d'office formé, lequel ne pourroit estre exercé par femmes nõ plus que les maistresses, quæ inter ciuilia munera connumerantur: *quoy que les offices patrimoniaux puissent estre tenus par femmes, pourueu que soyent exercés par hommes capables, non toutes-fois subiects à examen, apres lequel ceux que y sont receus, n'en peuuent estre destituez, que par mort, resignation, ou forfaicture: sauf au proprietaire, ou proprietairesse son action, pour le recouurement de sa finance conuentionnelle, dont la negotiation peut estre aussi exercée par la femme,* quæ etiam quasi militia nuncupatur, in l. super hypothecis, Cod. de pign. [78]

8 *Les retiennent chez elles, & apportent à la ville, de la perte desquelles sont aussi bien tenus enuers les maistres, que les tailleurs, foulons, depositaires, commodataires, ceux que les ont pour les voir, ou par engagement, & tous autres tenanciers,* l. si is cui commodata, l. itaque fullo, §. sed etsi, l. fullo l. si quis vxori, §. si ex duob. l. rem inspiciendam, l. si vendidero, in 1. resp. ff. de furt. Nisi emptor, creditor, aut dominus sit in mora recuperandi, l. quod te, ff. si cert. pet. imò si pignore vtatur, inscio debitore, vel vtendum acceperit, & alij commodauerit, furtum committit, vt qui iumenta longiùs duxerit, quã sibi permissum fuerit, l. si pignore, l. qui iumenta, ff. de furt. *& encore est plus estroictement obligée la corretiere & reuenderesse salariée à la garde des choses, qu'elle a en main, soit pour vendre, ou engager, sans les conuertir à son vsage & commodité particuliere,* l. fullo, ff. de furt. §. furtum autem eod. instit. nec alij commodare licet inscio & inuito domino, alioquin si res à commodatario surripiatur, poterit dominus aduersus eam, quæ rei custodiam habebat, cui res ipsa commendata erat, locati & furti agere, l. qui vas, §. si ego tibi, l. fullo, ff. de furt. *Et peut demander la matiere, ou la besongne parachevée à celuy ou celle qui la prend à faire,* l. si quis vxori, § si quis massam, ff. eod. *Si est partie gastée, la reuanderesse est tenue du tout, comme de l'entiere perte,* l. interdum fur, § 1. l. in furti actione, ff. de furt. & si plures rem integralem ceperint, vnusquisque eorum tenetur in solidum, l. vulgaris. §. pen. eod. nisi in genere consistat, & partes diuiduas, quarum non teneretur, nisi quantum ipsa surripuisset, d. l. vulgaris. *Si n'a que permission de vendre, ne peut non plus engager contre la volonté du maistre, ny conuertir le prix de la vente, ou partie à ses vsages,* nisi in furti crimen incidat, l. si is cui, Cod. de seru. corr. *Comme celuy qui acquitteroit ses debtes de l'argent qu'il auroit en main pour payer les debtes d'autruy,* l. si quid vxori, §. Iulianus, ff. de furt. *Si elle engage du consentement du proprietaire, ne doibt non plus retenir l'argent: ains incontinant en vuider ses mains, si n'a droict de retention,* l. creditoribus, § dominus, ff. de furt. *pour son salaire & frais exposez en la chose, de laquelle en ce cas n'y auroit lieu de repetition iusques y auoir satisfaict,* arg. l. si is qui rem commodasset, ff. de furt. *ou celuy qui se pourueoit par information, s'arreste à la criminauté contre le delinquant & ses complices,* leg. interdum fur, §. 1. ff. de furt. qui consilium dederunt, nempe suaserunt, impulerunt & instruxerunt, opem tulerunt, seu ministerium præbuerunt, leg. in furti actione, §. rectè tamen, ff. de furt. vel receptarunt, leg. 1. ff. de receptat. & tunc cum Vlpiano dicemus, in legibus publici, priuatique iudicij, vt qui extra ordinem cognoscunt præfecti vel præsules, eos qui pœnam pecuniariam eludunt, coercitionem extra ordinem inducant, leg. 1. §. generaliter, ff de pœn. Cassiodorus libr. 9. Variarum Epist. 2. Is reddat debitum pœnis, quod non potuit compensare pecuniis, libr. 10. variarum 30. librarum auri mulcta feriatur. Quod si ad hoc damnum

idoneus

idoneus non potuerit inueniri, corporali ſupplicio pœnas leat. *Ainſi iugé par arreſt du Parlement de Tholoſe de l'an mil cinq cents huictante neuf conformément a autre arreſt du Parlement de Paris du quatorzieſme Ianuier mil cinq cents huictante ſix*, ex Roberto, lib. 2. cap. 18. rer. iudic. *Et ainſi a on accouſtumé iuger à la Tournelle en Tholoſe, comme dict Maynard ſur la fin du chap. 46. du huictieſme liure de ſes queſtions. Toutes-fois auec diſcretion & equité, non ſelon la diſpoſition du droict Romain, auquel la France n'eſt ſubiecte, ny n'en vſe que tant qu'il ſemble iuſte, raiſonnable, & conforme à ſes mœurs. Et ſont les peines des larcins, que ſouloyent eſtre pecuniaires, corporelles & afflictiues, voire capitales, ſelon la grauité du delicte, comme remarque* Iulius Clarus *en ſa practique criminelle, au tit.* de furtis. *Anthoine Dumas* de pœnarum varietate, *& autres qui en ont eſcript, à cauſe de la frequence des larcins, & condition des larrons, deſquels on ne peut tant ſeulement retirer le ſimple, tant s'en faut qu'on puiſſe auoir d'eux le double, quadruple, ou ſeptuple des choſes deſrobées, à quoy les condamne Salomon au 6. de ſes* Prouerbes, *de tant que la pluſ-part & le plus ſouuent deſrobent par neceſſité: leſquels les Iuges ne peuuent auſſi laiſſer du tout impunis, que tant ſeulement moderer la peine rigoureuſe, en laquelle ils pourront eſtre condamnez: comme remarque doctement ledict Maynard au meſme chap. Eu eſgard aux circonſtances, que par fois aggrauent ou amoindriſſent la peine, dont les Iuges & parties intereſſées ſont par fois eſmeues à compaſſion, comme ſi la choſe eſt deſrobée & rauie des mains ou de la maiſon de celuy, que l'a en garde, pour ſi precieuſe qu'elle ſoit ſi preuue ſon fait, ne peut eſtre contrainct que payer le prix d'icelle pour lequel il eſt receu à faire diſtribution, ou ceſſion de biens, comme debte ciuil, s'il n'eſt en dol ne fraude en la detention de la choſe; ou de l'argent prouenant de la vente, ou engagement d'icelle: pour la remiſe duquel les femmes en action criminelle tiennent priſon iuſques auoir ſatisfaict, comme d'affront, quoy que s'en ſoyent aydées par neceſſité, outre les amandes & autres peines afflictiues que s'en peuuent enſuiure, ſelon la grauité du delicte, & qualité du delinquant, lequel par arreſt du Parlement de Paris du mois de Mars mil quatre cents vingt ſept allegué par ledict Maynard au meſme chapitre fuſt receu à faire ceſſion de biens, ſans proceder à commutation de peines. Laquelle n'eſt auſſi en vſage apres la condamnation en amande pecuniaire, ores le condamné ſoit trouué inſoluable, & pour amandes adiugées au Roy on ne ſoit receu à diſtribution de biens, ſinon que lors du iugement du procés, les opinants qui ſe ſont arreſtez en amande pecuniaire, ne ſe reduiſent, & la commuent en peine corporelle, conſiderants la mauuaiſe habitude & pauureté du delinquant & autres circonſtances que les reduict à ceſte opinion, auant ne ſoit conclud: non qu'apres vn iugement ou Arreſt on commue la peine, ſinon la rigueur de la priſon en amandes pecuniaires, faiſants delaiſſement des biens, quand la Cour y trouue l'affaire & la perſonne diſpoſée. Ce que n'eſt permis aux inferieurs: ny ne peut en Tholoſe la femme eſtre empriſonnée, ny detenue pour debte ciuil. Arreſt du mois de May mil cinq cents ſeptante neuf, & autres cy-deuant cottez: où toutes-fois les circonſtances pourroyent eſtre telles, que la matiere y ſeroit diſpoſée contre l'obſeruation du droict commun: car autrement l'homme qui degenere de ſa nature,* qua natus eſt ad laborem, ſicut auis ad volatum. *Iob prendroit occaſion de deſobeir & viure en oyſiueté, ſi par le moyen de la ceſſion il ſe pouuoit redimer du ſupplice, ou autre peyne afflictiue, attendu que la terreur des executés ne les en peut deſtourner,* multis enim graſſantibus opus eſt exemplo. 79 *Comme la femme meſnagere & induſtrieuſe viuant ſoubs les loix de mariage, employe le gain de ſon induſtrie à l'ornement & entretenement d'elle, & de ſa famille, au ſoulagement du mary, eſt auſſi rayſonnable qu'il participe aux frais, ne faiſans que vne maiſon & nef,* 79

nef, courants mes ſes fortunes. Et tout ainſi que le corps ſe reſſent de la douleur & maladie de l'vn de ſes membres : le mary chef ne faiſant qu'vn corps & vne chair auec ſa femme, Geneſ. 2. *ne ſe doibt ſeulement reſſentir de l'affliction qu'elle ſouffre, ains y apporter le remede neceſſaire : tout ainſi que Ieſus-Chriſt aſſiſte à l'Egliſe ſon eſpouſe en ſes aduerſitez. Et encore le mary ne ſe peut excuſer que ne ſoit en faute des deffauts du negoce, & manufacture que ſa femme exerce en ſa preſence : de tant que la peut prohiber, s'il cognoiſt ceſt exercice luy eſtre dommageable. Et comme les Egyptiens en leurs notes Hieroglifiques,* de quibus Cheremon, & Orius Apollo, *doibt conſiderer la teſte d'vn Lyon qui ferme les yeux veillant, & les ouure en dormant : à ce qu'il ſurueille ſur les actions de ſa femme & enfans, comme bon pere de famille, contre leſquels ne peut agir de larcin,* niſi tantùm rerum amotarum, *ſelon le droict Romain.* Nam iure diuino, vt ait Salomon, filius qui furatur patri ſuo, & dicit non eſſe peccatum, factus eſt ſimilis homicidæ, *les pouuant autrement chaſtier,* l. ne cum filiofamilias, l. ſi quis vxori, in 1. reſp. ff. de furt. *Et doibt reſpondre de leur fauct encore plus eſtroictement que les maiſtres & maiſtreſſes de leurs ſeruiteurs & chambrieres. Ordonn. du Roy François I. 1519. art. 17. De tant qu'il ne doibt permettre à ſa femme qu'elle exerce aucun meſtier en ſa compagnie, ſi n'eſt ſuffiſante, capable & fidelle : & le permettant doibt prendre garde & reſpondre de ſes fautes : ſi eſt correctiere & reuenderesſe, peut vendre ce qu'elle a en main, ſuiuant ſa charge à perſonnes cogneues, ſi faire ſe peut, & ne retenir, ny s'aider du prix de la vente par elle faicte, ny partie d'iceluy : & doibt touſiours nommer au proprietaire celuy qu'elle ſaiſit, ſi c'eſt par engagement, à ce que le puiſſe recouurer ; autrement ce ſeroit vne pure interuerſion,* & contrectaretur res aliena inuito domino, l. ſi is, C. de ſeru. corrupt. *de laquelle le mary eſt ciuilement tenu par ceſte Couſtume, & la femme qui commet la fraude criminellement, ſelon la nature du delicte : tout ainſi que ſi elle engage, ou baille à louage ce qu'elle a en main, en lieu de le vendre, ſans le ſceu & conſentement du maiſtre, ou apres l'auoir engagé de ſon mandement, elle retient l'argent qu'en a receu, ou partie d'iceluy.* [80] *Tant l'ouurage que la matiere, à dire d'experts, ou choſes par elle receues, gaſtées à ſa negligence, pour les auoir mal tenues, preſtées, ou loüées.* [81] *Si ce qu'elle faict n'eſt de la proportion, qualité, & quantité requiſe, & eſt manque, ſuppoſée, ou falſifiée, dont elle ſoit amandable, voire puniſſable par arreſt du 25. Ianuier 1541 portant confiſcation de biens de ceux qui falſifient les marchandiſes.* [82] *Soit que le mercenaire trauaille à ſes pieces, ou à iournées, on ne doibt du ſoir au matin luy retenir ſon ſalaire,* à Sale quondam denominatum, *comme dict Maynard au chap. 55. du 6. liu. de ſes queſt. Sur lequel on ſouloit coucher l'eſtat de la guerre, comme les autres : & quand n'y auroit prix arreſté, que ſimple promeſſe de payer, comme les autres, s'il y a diuers ſalaires, on ne doibt ſuiure le plus haut, ny le moindre, ſinon le mediocre,* vt in l. legato generaliter, & ibi notatis, ff. de legat 1. cap. literas, & ibi gloſſ. in verb. clericum, e. de fil. preſbyt. *ſuiuant la qualité, induſtrie, & artifice de l'ouurier, que faict croiſtre ou diminuer le ſalaire à proportion des labeurs,* l. cùm plures, l. cùm tutor, ff. de adminiſtr. tut. Caſtrenſ. in l. 1. ff. de var. & extraord. cognit. *Et quant aux manœuures on doibt auoir eſgard à l'œuure & à la perſonne.* Menochius lib. 2. centur. 3. caſ. 223. de arb. iudic. *Ny n'eſt la preſcription ſemeſtrale portée par l'ordonnance entendue des manœuures des champs,* ſed potiùs de vrbanis. *Dont par arreſt du Parlement de Paris du 4. Feurier 1583. vn fuſt demis de ladicte fin de non receuoir propoſée contre vn pauure manœuure qu'il auoit mis en beſongne : laquelle n'eſt auſſi facilement receuë en Tholoſe contre les artiſants : & prent-on communement la beſongne iournaliere pour les vignerons, maſſons, charpentiers & autres iournaliers puis le Soleil leué, iuſqu'au Soleil couché, comme remarque ledict Maynard au chap. 89. du 6. liur. de*

ſes

ſes queſtions. [83] *Comme la moluë, & poiſſon ſalé emprunté par les harangeres, toile, cainetz, ſoye, laine, cotton à faire toute ſorte d'ouurage : pour le payement deſquelles choſes le mari peut eſtre actionné le debat eſtant faict pendant le mariage, & en ſa compagnie :* 83
ne dolo quid actum videatur, quo nihil magis eſt contrarium bonæ fidei iudicio, l. & eleganter, in princip. ff. de dol. mal. Nam ſicut de his quæ in fraudem creditorum fiunt, nulla datur actio, vt notat Vezembechius, quatum rerum actio non detur in Epitome ff. arum. Multo minùs exceptio dolo & fraude concepta. Nec enim mercatores ſuum iactare præſumuntur, ſi quid ex apothecis commodent ſpe futuræ numerationis, licèt vxoribus virorum idoneorũ, quæ ſi non ſatisfaciant, in viros agere valeant, ne eorum iactura coniuges ſint locupletiores vel tandem rem domeſticam curent aut ſuppleant: obligatur tamen vxor, ſicut filius familias, qui eſt in poteſtate patris. Et tenetur ea perſoluere, cũ fuerit emancipatus vel exhæredatus in quantum facere poteſt, l. 5. ff. quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt negor. geſt. eſſe dicetur, ne egeat. Ibidẽ Vezembechius, quod etiam prodeſt ad vitandam bonorum ceſſionem, & carceris moleſtiam, l. 1. 8
ibique Bald. & Salycetus. l. cùm & filijfamilias, C. qui bon. ceder. poſſ. [84] *Eſtans les maiſtres & maiſtreſſes tenus du faict de leurs ſeruiteurs & chambrieres, & les marchãds & marchandes de leurs facteurs & ſeruiteurs, ſans prendre excuſe ſur les fautes par eux com-* 85
miſes. Edict du Roy Charles IX. donné à Paris le 25. Iuillet 1566. art. 3. comme ſont les voicturiers du faict de leurs ſeruiteurs, le meſme art. 6. [85] Vt quid quale quantúmq; ſit, appareat, l. certum, ff. ſi certum petatur, cuius bonitatis, l. cùm quid, ff. eod. Nam in contrahendo id agi intelligitur, quod agitur, vt eiuſdem generis & bonitatis ſoluatur: menſuratum enim & ponderum vſus eſt antiquiſſimus, huiuſque Cainus fertur inuentor in ſede Nayda ex Genebrardo in ſua Chronologia, & Ioſepho lib. 1. Antiq. c. 3. Quarum varia genera ab exteris mutuata apud Budæum, Ptolomæum, Galenum Pergamenum, Andream Alciatum & Gregorium Tholoſatẽ in ſua ſyntaxi quæ vel alia non licet nobis enarrare, de mulierum negotiunculis verba facientib. quæ nec mare ſulcant, nec extra vrbem proficiſcuntur, vt mercimonia conuehant. Quibus tunc neceſſe eſt cum noſtris exterorum conferre menſuras & pondera, vt cautius negotiarentur: *comme font à Paris les marchandes publiques. Nos poids & meſures caues & eſtendues ſont contenues ſous le nõbre octonaire, binaire & quaternaire, aſſez cognues, neãtmoins differentes à celles du reſte de la France. Dont par Edict du Roy Charles 6. 1487. donné à Saincte Catherine du mont de Rouan, le 5. Nouembre, art. 2 fuſt inhibé aux iaugeurs, meſureurs & viſiteurs de poids n'aller par le pays : & neantmoins ſont tenus les vendeurs de vin faire la iauge requiſe, ou rabbatre du prix accordé, à proportion de ce que manque. François I. à Amiens au mois d'Aouſt 1527. Et ne doit on tenir poids, ou meſures pour vendre & acheter, que ne ſoyent adiuſtez, eſtallonnez & marquez de la marque Royalle, ou de la ville. Ordon. du Roy Frãçois I. art. 32. Toutesfois les marchandiſes d'or & argent doiuent eſtre meſurees, peſees, adiuſtees, nombrees & eſtallonnees à poids de marc, conformement à celuy de Paris marqué de la marque Royalle, François I. à Tonerre. Edict du 20. Auril 1540. art. 5. & 6. Charles IX. à Gaillon au mois de Iuin 1571. art. 1. Qu'eſt le poids de France, de 16. onces la liure,* quo nos etiam vtimur, numero binario & octonario confecto: libra verò Romana 12. vncias continet: vnde Alciatus de ponderib. & menſuris libello dixerit, in primis conſtat quod in ponderib. eſt As: in geometricis menſuri. Pes, in aridorum vel humentium mẽſuris ſextarius apud Romanos: principium videlicet quodammodo, quod cæteræ maio-

res menſuræ referuntur. Quod Iſidorus cum Africano 24. vnciatum definiuit, qui libram eſſe ſextarij dimidiam ſcripſerit: *qu'eſt le poids de table, que peſe vn quart moins que la liure Françoiſe, ou poids de marc, duquel eſt tant ſeulement permis vſer en Frãce, ſinon aux apothicaires à la diſtribution des ſimples, & compoſition des medecines. Et doit on prendre garde qu'on ne ſuppoſe le poids de table pour le poids de marc: & ſont les deux ſeſtiers Romains trois liures Françoiſes, peſans trois vchaus de vin ou d'eau meſure de Tholoſe. A quoy ſemble reuenir la pinte de Paris, la quatrieſme partie de laquelle eſt demi ſeſtier, qu'eſt du poids de la liure Romaine, l'vchau de Tholoſe du poids de la liure Françoiſe: & eſt enioinct aux meſureurs de bled ne faire qu'vne meſme meſure, à peine de priuation de leurs offices, & punition corporelle. François I. à Montreuil trezieſme Iuin 1517. article treize.* Et menſor qui falſum modũ dixerit, tenetur quanti emptoris vini & tritici intereſt. l. ſi menſor, in fine ff. ſi menſ. falſ. mod. dixerit. Et pœna falſi tenetur emptor, aut venditor, qui menſuram corruperit, l. pen. ff. ad leg. Cornel. de falſ. Iure Saxonum qui menſuram corrupit cum fuſtigatione, qui vtitur ſine fuſtigatione relegatur, vt ait Vezembechius præfat. tit. num. 9. Et poteſt actio intentari in crimine falſi, tam ciuiliter, quàm criminaliter, l. qui nomine, & ibi gloſ. in verb. ciuiliter, ff. ad leg. Cornel. de falſ. nempe ciuiliter actione in factum à parte ciuili, & criminaliter ad vindictam ſceleris per procuratorem regium, ne maleficia impunita maneant. *Maſuer tit. 31. nomb. 8. 9. 10 11. Pour la ſuppoſition & falſification des marchandiſes, ceux qui ſe trouueront auoir ſuppoſé ou falſifié la marque Royalle, ſont puniſſables, cõme faux monnoyeurs. Ordon du Roy Charles IX. donnee en Auignon le 14. Octobre 1564. art. 5. & la piece non marquee, aux bouts de laquelle ſe trouue la marque oſtee d'vne autre piece, eſt confiſquee, & le double de la valeur acquis au Roy, art. 6. de la meſme Ord. S'il en y a d'entamees, non marquees, payeront doublement les pieces. Et ſont tenus les marchands declarer le nom d'iceluy, ou ceux qui leur ont vendu les marchandiſes non marquees, pour auſſi les contraindre payer le double de la valeur: & s'ils refuſent ou nomment gens incognus, ſera contre iceux procedé à leur propre & priué nom, tout ainſi qu'on euſt fait contre les perſonnes, qu'euſſent eſté par eux nommees, qu'eſt auſſi condamner payer le double, meſme Ordonnance, art. 4.* Si venditor menſuras publicè probatas frumenti, vini, aut cuiuſlibet rei, aut emptor corruperit, dolóve malo fraudem fecerit, quanti ea res eſt, eius duplo condemnatur: decretóque Diui Adriani receptum eſt, eos in inſulam relegandos eſſe, qui pondera, menſuráſve falſificaſſent ex Sabini reſponſo in l. pen ff. ad leg. Cornel de falſ. Pœna falſi & quaſi falſi ab Africano cenſetur deportatio, & omnium bonorum publicatio: *qu'eſt autant que les galleres perpetuelles en France:* ſi ſit vilis perſona, vltimum ſupplicium, in l. 1. §. fin. ff. eod Si res accepta penes ſe in aliquo vitiata eſt, totius precium ſoluere tenetur: nam in ſubſtantia vitiata eſt, per quam materia in certam ſpeciem deducitur: vt in vaſis, aut veſtibus artificum, vt notat Alciatus in l. mulieris appellatione, in verb. forma, ff. de verb. & rer. ſign. & abeſſe videtur, cùm in aliquo vitiata eſt, arg. eiuſdem leg. ideóque res vitiata rurſus petetur, l. etiam, ff. de ſol. niſi tantum quid extrinſecus deſit: vt ſi in contractu venditionis quis de eunctione non cauit. *Moyennant laquelle l'acquereur ſera ſatisfaict,* l. Iulianus ſcribit, §. 1. ff. de verb. oblig. Labeo & Sabinus exiſtimant ſi veſtimentum ſciſſum reddatur, vel res corrupta, veluti ſciphi colliſi, aut tabula raſa pictura videri rem abeſſe, eo quod earum pretium non in materia, ſed in arte ſit poſitum. At ſi rei conductæ aut debitæ forma mutata non eſt, & pretium in ſubſtãtia nõ in arte ſit poſitum: quale eſſet in veſtimentis vel ſtramentis videretur rem

peti

peti non poſſe, ſed in id quod intereſt, rem fuiſſe diminutam agendum eſſe, l. exhibitionis, C. ad exhibend. Eáque diſtinctione vtitur Alciatus in l. Labeo & Sabinus, ff. de verb. & rer. ſignif. vt in contractib. bonæ fidei, quibus in rem ipſam agitur, l. 2 § ſi reddita, ff. commod. Stricti iuris in id quod intereſt actione de dolo, l. & elegãter, §. non ſolùm, ff. de dol. eóque differt mercator ab artifice, vt res prior emat, vt eas in ea ſpecie carius vendat aliter, vt emptam in aliam formam vertat, manúnque operæ adhibeat, ex præfato Alciato, in l. mercis appellatio, ff de verb. & rer. ſig. Vnde poeta, Artificúmq; manus inter ſe, operúmque labores Miratur. *Et par ainſi le mari n'eſt receuable à ſuppoſer contre les creanciers qui ont preſté leur argent, ou marchandiſe à ſa femme employee aux vſages de ſa maiſon, beſongnes, ouurages & negoces par elle faicts en icelle, en preſence de ſondict mari viuans enſemble ſous les loix de mariage*, ne inde fraudentur creditores. *Et pour ne laiſſer incertain ce qu'appartient à la Iuriſdiction, par l'Edict de Cremieu, art. 20. la cognoiſſance de la police, & affaires des meſtiers & maiſtriſes eſt attribué aux Prenoſts, enſemble le ſerment des maiſtres & Iurés qu'eſt en Tholoſe le Viguier, s'il n'y a ſtatut ou priuilege au contraire, pour les Maires & Eſchevins, ainſi qu'a eſté iugé pour celuy de Sainct Quentin le 27. Nouēb. 1563 par Arreſt du parlement de Paris. Et ſont en Tholoſe les Capitouls en poſſeſſion de cognoiſtre du faict de la police en la ville & gardiage d'icelle, enſemble des maiſtriſes des meſtiers.* [86] *Comme lanādieres,* 86
filandieres, chaircuitieres, merluſſieres, fruictieres, conſturieres, lingeres, tapiſſieres, reuenderesſes, corretieres, negocians au ſoulagement de leurs maris de baſſe qualité, qui leur permettent tels, ou ſemblables exercices, pour leur propre commodité, & de leur famille, laquelle n'eſt raiſonnable qu'ils entretiennent à la perte & dommage des creanciers. [87] *Le ſtatut & couſtume* 87
comme loy ciuile & municipale s'eſtend en cas ſemblables ſur toutes perſonnes, quand la femme mariee n'ayant aucuns paraphernes trafiqueroit le cabal du mari, eux viuans enſemble: du faict de laquelle le mari, qui le permet, & n'y contredit, eſt auſſi tenu, non ſi elle negocie de ſes paraphernes, deſquelles elle luy peut au contraire interdire l'adminiſtration, l. hac lege decernimus C. de pact cõuent. Et tunc regulariter maritus nõ tenetur pro vxore, nec vxor pro marito in iis, quæ ſibi peculiaria ſunt. *Et ſont bien fondez en leurs oppoſitions, meſmes le mari tant de ſon patrimoine, que choſes dotales, deſquelles il a l'vſufruict, & en cas de ſuruiuance luy ſont acquiſes, pourueu que ne colludent enſemble pour fruder les creanciers.*

DEBTES,

COVSTVME II.

Femmes ſe peuuent obliger au payement des debtes enuers les creanciers, pour & auec leurs maris, & eſtans obligez, ſont tenues en defaut des biens de leurſdicts maris payer les debtes, par elle contractez, quoy qu'elles n'ayent iuré, ni generallement ou ſpecialement renoncé à leur droict.

CHAPITRE II.

LEs contracts, & quaſi contracts, comme ſont les teſtaments, confeſſions des parties, ratifications, ſentences, & actes iudiciaires, ont telle force & vertu en France, que ne peuuent eſtre debattus de nuilité [1] que par lettres Royaux: de tant qu'on s'y arreſte, quoy que ſoyent impugnez & debattus iuſqu'à ce que l'impetrant a preuué par bons & valables actes ou teſmoins le contenu en ſes lettres y eſtant admis, [2] ſans auſſi que la minorité, [3] ni le ſexe les excuſe, s'il n'y a cauſe de relief. [4] Et peut la femme contracter, tranſiger, [5] renoncer à ſes priuileges, droicts & hypotheques, pourueu que la cauſe ſoit exprimee [6], & s'obliger par corps pour ſon debte propre en pays couſtumier, [7] ſans qu'apres elle puiſſe d'elle meſme impetrer le relief deſdictes ſubmiſſions faictes auec les renonciations requiſes, ſi n'eſt reuoquee par le moyen de ſon mari, [8] ſans la permiſſion & authorité duquel elle ne peut obliger ſa perſonne, ni les biens de la communauté au preiudice de ſondict mari, ni de ſes enfans pendant le mariage [9]: & s'eſtant obligee auant ſe marier: lors de ſes eſpouſailles elle ſoubſmet ſa perſonne par la ſaincte & ſacree conionction matrimoniale, ſous la puiſſance de ſon eſpoux, qui l'affranchit de ladicte obligation: [10] laquelle n'eſt receuë en Tholoſe, pays de droict eſcrit, où les femmes ne peuuent eſtre empriſonnees pour debte ciuil, [11] quelles ſubmiſſions, renonciations & ſermens qu'elles facent. La cauſe deſquels nous eſtant illicite, n'eſt beſoin de diſpenſe, non plus que des contracts reſciſoires, où ceſſe la cauſe du ſerment, [12] lors que le

contract

contract eſt reſcindé par le remede & benefice du Prince. Ni voire en Tholoſe la femme mariee n'eſt receuë à demander la caſſation d'vne tranſaction par lettres Royaux ſur ſimple lezion, ſi n'eſt accompagnee de dol, fraude, deception, menace, force, contrainte, battemens, & autres ſeueres traictements à elle faicts par ſon mari, pour la faire condeſcendre à ſa volonté, [13] ni apres la trentecinquieſme annee de ſon aage, ne peut eſtre releuee des quittances & renonciations par elle faictes en ſa minorité: quoy que ne les ait apres ratifiees, ſelon les promeſſes qu'en auroyent eſté faictes par ſon futur eſpoux: attendu qu'elle eſtant en puiſſance de mari, pouuoit eſtre de luy authoriſee pour la validité du contract, ſelon la Couſtume de Paris, ſinon à ſon refus ſe pourroit faire authoriſer par Iuſtice, [14] s'il n'auoit iuſte cauſe empeſcher ladicte authoriſation, auquel cas elle ne peut non plus y entrer: ſi vient dans le temps de l'ordonnance, y peut eſtre receuë és cas eſquels les moindres ſont reſtituables. [15] Et peut eſtre releuee de l'obligation ſolidaire par elle faicte auec ſon mari viuans en communauté par la moitié, apres le deceds d'iceluy [16], ſinon pour le tout, s'il y en va de ſon patrimoine, & l'obligation luy eſt dommageable: meſmes s'il appert des ſeueres traittements, deſquels ſon mari auroit vſé en ſon endroit. [17] Es cas toutesfois priuilegiés & fauorables, eſquels la femme peut renoncer à la dot & doüaire couſtumier & le mari au nõ de ſes enfans pour ſe redimer de priſon, ou autremẽt: la femme ni par conſequent les enfans apres le deceds du mari ne peuuent venir contre la vente de leur patrimoine: [18] ni en rabattement du decret, ſi point en y a, qu'en rendant le prix & loyaux couſts, & faire compenſation des intereſts auec les fruicts, pour l'indemnité de l'acquereur, enſemble ſi ladicte vente a eſté ordonnee par Iuſtice: [19] non ſi le bien eſt vendu & hypothequé par contrainte pour les autres debtes du mari, auquel elle peut apres reentrer ſans reſtituer le prix, ſelon la diſpoſition du droict. [20] Et par ainſi elle ſe peut en certains cas ſeule, & ſolidairement obliger auec ſon mari pour le debte d'iceluy; [21] non de perſonnes eſtrangeres, ſi le debte ne reuſſit à ſa propre commodité. [22] Et peut diſpoſer de ſes paraphernes, deſquels notamment elle ſe reſerue l'adminiſtration: [23] ſauf en cas de force, dol, fraude & deception à ſe pourueoir par lettres Royaux, pour eſtre reſtituee en entier de ce dequoy elle ſe trouuera lezee & appauurie, non autrement. [24] Ni n'eſt permis contracter indifferemment auec la femme mariee de toutes choſes, ſans l'aſ-

ſiſtance & authorité du mari, pour la validité des contracts : [25] moins proceder à la vente de ſes biens, ſans permiſſion & decret de Iuſtice, meſmes du fonds dotal, à ce qu'à l'aduenir les acquereurs ne ſoyent inquietez par elle, ni ſes heritiers : [26] quoy que le mari en puiſſe diſpoſer à ſa volonté, ſubrogeant autres fonds enſemble de la dot, que conſiſte en meubles ou argent, ſous l'hypotheque & obligation de ſes autres biens, ou à la charge de remploy, *ne viro vxor indotata ſuperſit.* [27] Et peut la femme pour la dot agir contre le tiers poſſeſſeur ſans diſcuter les biens de ſon feu mari non alienez. [28] Et non ſans cauſe les femmes maieures de vingtcinq ans, qui obligent leurs perſonnes au pays de France couſtumier, renoncent à l'authentique *ſi qua mulier* : de tant que par les Nouuelles de Iuſtinian telles obligations ne ſont permiſes, [29] ni ne peuuent en Tholoſe les femmes eſtre empriſonnees pour debte ciuil, quand ce ſeroit pour les deniers du Roy : [30] ains peut la femme eſtre releuee par lettres Royaux, non autrement de l'obligation par elle faicte de ſes biens, pour le debte d'autruy : quoy que par la meſme Conſtitution le contract ſoit nul & inualable. Par ce qu'en France voyes de nullité ne ſont receuës, dont eſt beſoin recourir au Prince qui paſſe ſur les loix & les couſtumes, quand la raiſon & l'equité les y amene, meſmes quand les deniers empruntez, ou prouenants deſdits contracts en quelle autre maniere que ce ſoit, ſont retirez par le mari, ou par autre à ſon profit & deſcharge, non au profit de l'impetrant : [31] laquelle toutesfois eſtant maieure de vingtcinq ans, n'eſt receuable venir contre ſes propres actes, quoy que tendent à interceſſion, ou la faueur du debte empeſche la reſtitution en entier : iaçoit qu'elle oblige ſeule ou conioinctement auec ſon mari, non ſeulement les paraphernes, voire le fonds dotal, ſi c'eſt pour la finance d'vn eſtat patrimonial, [32] pour doter & colloquer honneſtement leur fille en mariage : deliurer ſon pere ou ſon mari de priſon, [33] & indifferemment pour les affaires communs de la maiſon, ou autres particuliers de ſondict mari, qui ſubroge autres biens, ou ait d'ailleurs dequoy ſatisfaire à la dot & augment, le cas aduenant: [34] laquelle autrement, *marito vergente ad inopiam*, elle pourroit repeter pendant le mariage. [35] Et peut auſſi reentrer en ſon bien vendu pour les neceſſitez du mari, pourueu qu'elle indemniſe l'achepteur, [36] & les ſiens que ſe treuuent auoir eſté vendus par ſondict mari contre ſa volonté, ſans reſtituer le prix, [37] ſauf à l'acquereur ſon recours contre ſon vendeur, ou tenanciers

nanciers des biens d'iceluy alienez, & aux tiers poſſeſſeurs leur contregarentie contre les derniers acquereurs. [38] D'où l'on peut inferer de ceſte Couſtume priſe en ſes termes, que la femme ſeule, ou conioinctement obligee auec ſon mari pour les debtes d'iceluy, ſolidairement, *vel tanquam duo rei debendi*, ne peut eſtre actionnee ni executee, que faicte diſcuſſion ſur les biens de ſondict mari debteur principal, nonobſtant l'obligation ſolidaire : [39] & encore ſe peut elle ayder du Velleian par deſſus la Couſtume en vertu des lettres de la Chancelerie, pour eſtre releuee de ladicte interceſſion, [40] ſi elle eſt deceuë, non ſi elle deçoit, ni par la ſeule allegation de crainte maritale, ſi n'a eſté contrainct̃e par mauuais traictements, menaces & intimidations : ni de meſmes ſi elle reçoit profit & commodité de ſon interceſſion, ou ſe rend pleige en ſa cauſe propre, ou à elle meſme receu l'argent du contract : [41] autrement ſuiuant ladicte Couſtume en defaut des biens du mari, & iceux au prealable diſcutez, on a recours aux biens de la femme ſans cauſe du relief, non plus que ſi elle payoit & acquittoit le debte du mari, ſans y eſtre obligee, & apres viendroit à repeter au creancier l'argent par elle baillé, [42] pour lequel elle ne peut agir que ſur les biens du mari, à la deſcharge duquel elle a payé, ores qu'elle y employe de ſon patrimoine : [43] car autrement tiendroit lieu de donation, non permiſe entre mariez. [44] Et n'eſt beſoin pour la validité deſdits contracts s'arreſter aux cloſes ordinaires des Notaires, ſi la cauſe n'y eſt exprimee : [45] dont les ſermens & renonciations n'empeſchent l'action reſciſoire, & impetration des lettres Royaux ſur ce obtenues, quand la matiere y eſt diſpoſee. [46] Ni ne valide le contract qui eſt de ſoy inſouſtenable, caſſable & reſcindable. [47]

NOTAE.

NOTAE.

1 1 *VOyes de nullité non receues & abrogees en France, Maſuer titre 23. des choſes iugees, nombre 25. titre 35. Des appellations, nombre 11. quant aux actes iudiciaires & contractuels: de tant que les exploits des ſergens faicts contre les Ordonnances peuuent eſtre debattus de nullité, comme les exploits des ſaiſies, criees faictes ſans affiches des panonceaux royaux ſuiuant l'ordonnance publiee l'an 1551. & comme telle declaree par Arreſt du Parlement de Paris du 13. Mars 1557. pour les maiſtres de la Confrairie S. Claude, allegué par Papon en ſon recueil, titre des Criees, arreſt 29. Qu'eſt vne des formalités requiſes, par Edict du Roy Henry II. au titre des Criees, commenté par Gilles le Maiſtre, pour monſtrer que les choſes ſaiſies ſont miſes ſous la main du Roy, dont la Cour du Parlement de Tholoſe y adiouſte la qualité & quantité des biens ſaiſis, & a de couſtume ordonner, qu'auant dire droit, demeurant la ſaiſie, ſera affiché vn panonceau d'armes du Roy, ou marque iuriſdictionnelle du ſeigneur, en la Iuriſdiction duquel la ſaiſie a eſté faicte, comme dit Maynard au chapitre 43. du 6. liure de ſes queſtions. Eſt auſſi requis l'eſtabliſſement de ſequeſtre auant les criees és mains d'autres perſonnes, que les parties pour ſuiuantes. Ordonnance du Roy François I. art. 77. 1539. & Ordonnance de Blois de l'an 1576. Ainſi iugé par pluſieurs Arreſts des Parlements de Paris, Tholoſe & Bourdeaux ſelon ledict Maynard chapitre 47. du 6. liure de ſes queſtions contre le droict Romain*, quo creditor mittitur in poſſeſſionem bonorum debitoris, l 3. §. ſi quis, ff. de bon. auth. iud. poſsid. *Et nonobſtant les Couſtumes à ce contraires ſuiuãt l'Ordonnãce dud. Roy François: auſquelles eſt auſſi derogé, ni ne peut-on eſtablir ſequeſtre vn laboureur des biẽs de ſon ſeigneur. Ordon. du Roy Henry III. art. 176. & en doit eſtre pris du lieu plus proche, ſi le ſeigneur executé habite au lieu, où la ſaiſie a eſté faicte, non autrement: de tant que s'il n'y habite, le ſequeſtre pris du lieu n'a droict de deſcharge, ſuiuant l'Arreſt du Parlement de Paris du 1. Octobre 1575. cotté par ledict Maynard au meſme chap ſinon qu'il ſoit endebté ou engagé enuers ſon ſeigneur. A quoy l'on n'a eſgard en ce Parlement, où l'on s'arreſte ſimplement aux termes de l'Ordonnance, conſiderant le danger auquel ſeroyent les payſans exposés, occaſion deſdictes charges, & rudeſſe des ſeigneurs, contre leſquels leur ſeroit auſſi difficile auoir leur indemnité: pour l'execution de laquelle y auroit encore plus grande difficulté, ſelon le meſme auth. Leſquelles ou ſemblables nullités d'exploits, à faute de formalité & ſolemnité requiſe, ſont à reparer auant la ſentence en vente iudicielle: ſinon le decret ſur ce interuenu peut eſtre debattu & caſſé par voye d'appel, & lettres, s'il y a cauſe de relief, & l'affaire y eſt diſpoſee, & rebatu, quand meſmes le decret ſeroit expedié, en payant ou conſignant la ſomme, pour laquelle la ſaiſie auroit eſté faicte, & refondant les deſpens, loyaux couſts, dommages & intereſts. Et ſuit-on en France la diſpoſition du droict Romain és iugements donnez par defauts, deſquels par l'Ordonnance de l'an 1539. art. 28. les vrays contumax ne ſont receus en l'appel, auquel on obtient lettres royaux, pour mettre au neant les defauts, & ce que s'en enſuit, & pour eſtre receu à bailler defenſes en refondant les deſpens*, vt in l. ſancimus, Cod. de iudic. l. ait prætor, §. fin. ff. de minor. *car autrement le contumax ſeroit declaré non receuable appellant, par le 6. art. de l'Ordonnance du Roy François I.*

2 1529. 2 *Par l'Ordonnance de Moulins article 54. prennes par teſmoins ne ſont receuës de choſes qui excedent cent liures, furent deputés le ſieur Preſident d'Affis, & de Sabatier ſieur de la Bourgade des plus anciens Conſeillers du Parlement de Tholoſe, à la remonſtrance deſquels faicte aux Eſtats de Moulins ſous le Roy Charles IX. au mois de Feurier*

1566.

1566. fuſt faict & ſtatué le 54. art. deſd. Ordonnance à ce que de là en hors toutes choſes excedans la ſomme, ou valeur de cent liures vne fois payable, ſeroit paſſé contract deuant Notaire, & teſmoings, par lequel ſeroit tant ſeulement receu toute preuue eſdictes matieres, ſans receuoir aucunes preuues par teſmoings, outre le contenu au contract, ne ſur ce que ſeroit allegué auoir eſté dict, ou conuenu auant iceluy, lors & depuis. En quoy le Roy n'entend exclurre les preuues des conuentions particulieres & autres que ſeroyent faictes par les parties, ſoubs les ſeins, ſeaux & eſcritures priuées. Lequel article par Arreſt ſolemnel du Parl. de Paris du 13. Aouſt 1575. cité par Carond. au ch. 52. du 3. liur. de ſes reſponſ. ch. 35. du liur. 9. auroit eſté ampliſié & dilaté en tous contracts, & vn ſoldat demis à faire preuue par teſmoings d'vn depoſt de cent eſcus, qu'il auoit faict és mains de certain perſonnage, voulant aller à la guerre, contre les heritiers du depoſitaire qui s'aidoyent de l'Ordonn. Et au contraire le Parl. de Tholoſe en la deciſion de ceſte Ordonn. n'entend comprendre les teſtaments: ny n'a trouué iuſte & equitable que l'Edict fuſt mis en conſequence, non plus que Cuias en ſes Paratilles, C. de poſ. deux ou trois ans apres lequel Arreſt a receu la preuue par teſmoings pour vn depoſt de 2553. eſcus vn tiers, faict és mains de feu Iean Durand marchand, par feu Monſieur le Conſeiller Ferrieres, pour y eſtre plus aſſeuré qu'aux ſiennes. Maynard chap. 76. du 6. liur. de ſes queſtions. Ce que l'autheur de la Conference des Ordonn. ſur ledict artic. 54. de l'Ordonn. de Moulins reſtraict & limite au depoz neceſſaire, auquel dict l'Ordonn. n'auoir lieu ſuyuant l'Arreſt du 23. Octob. 1682. donné és grands iours de Clermont: & autre Arreſt donné à la Tournelle au mois de Feur. 1594. au Parl. de Paris, plaidant le Maiſtre pour l'appellant, & Nauarre pour l'intimé, pour vn depoz faict és temps de tumulte, nonobſtant leſquels Arreſts ledict Maynard atteſte qu'au Parl. de Tholoſe on eſt receu en preuue tant des depoz volontaires que neceſſaires, enſemble des teſtaments nuncupatifs, contre l'Arreſt ſolemnel donné à Paris en Audience le 6. Iuin 1594. par ledict Guenois ſur la meſme Ordonn. où il dict auſſi ladicte Ordonn. n'auoir lieu in Commodato, *ſuyuant l'Arreſt ſolemnel du meſme Parlement par luy cité du mois d'Auril auant les feſtes de Paſques 1572. Ny n'a lieu ceſte Ordonn. és contracts feincts & ſimulez. Arreſts de Paris du 10. Iuillet 1581. 16. May 1583. ny en faict criminel & approchant de crime, Arreſts du 27. Feur. & 7. Mars 1584. comme du dol & fraude, interuenu au contract. Arreſts du 4. Aouſt 1578. & 27. Iuin 1580. Carondas chap. 87. du 7. liu. de ſes reſponſ. Maynard chap. 79. du 6. liu. de ſes queſtions. La preuue de la perte de l'inſtrument eſt auſſi receue par teſmoings: ny n'a eſté excepté par ceſte Ordonn. le ſerment & interrogatoire. Arreſt du 25. May 1582. 4. Ianuier 1580. Et s'entend ceſte Ordonn. pour le cuil, non pour le criminel, ſelon les meſmes autheurs: & pour les conuentions interuenues au meſme contract, non pour le faict de la ſimple negociation. Arreſt du 21. Auril 1574. 15. Auril 1578. Ny les faicts adminiculez de la conuention, & qui regardent le payement des ſommes particulieres: Arreſt du 16. Decemb. 1577. 10. Feur. 1581. meſmes quand eſt confeſſé, & faict directement contre le contract. Arreſt du 21. Ianuier 1577. Carondas chap. 187. du 7. liu. de ſes Reſponſ où il repreſente l'Ordonn. eſtre entendue des Contracts & conuentions faictes de bonne foy: comme les conuentions priuées, ſignées des parties, & par elles recognoeues. Maynard chap. 78. du 6. liu. de ſes queſtions, Carondas chap. 52. du 3. liu. de ſes Reſponſ. eſquels la preuue de la fraude n'eſt excluſe par ladicte Ordonn. non ſeulement aux parties contractantes: ains eſt auſſi permiſe à tous autres, que y ont intereſt. Et ores le contract ſoit ſigné, on eſt receu en preuue contre la loy* contractus, Cod. de fide inſtrum. *quand l'effect s'en eſt enſuiuy ſuiuant l'exemple rapporté par Carondas au chap. 28 du ſixieſme liu. de ſes reſp. d'vne quittance de ſomme dotale conſtituée, payée, faicte par le clerc de Croſet Notaire: & eſtant le gendre decedé ſans faire ſigner ladicte quittance par deux Notaires, ſelon la couſtume de*

Paris: ſa vefue demande ſes conuentions matrimoniales aux hoirs de ſon ſeu mary, qui luy en font refus, ne faiſant apparoir de quittance: laquelle requerant eſtre receue apprenuer par teſmoings. Et au contraire les heritiers inſiſtent à fins de non receuoir fondées ſur les pactes dotaux, conformément à lad. Ordonn. neantmoins la ſentence du Preuoſt de Paris par laquelle la vefue eſtoit receue en preuue, auroit eſté confirmée par arreſt du Parl. de Paris du 22. Mars 1571. ſur ce ouy d'office le clerc dudict Croſet. Et ce peut à propos rapporter l'exemple du metayer ou fermier qui iouyt actuellement de ſon afferme ſans paſſer contract par eſcrit. Carondas chap. 52. du 3. liur. de ſes Reſp. toutes-fois ce que le meſme recite au ch. 53. du meſme liu. que la partie qui produict vn inſtrument, apres declaré faux peut recourir aux preuues, n'eſt en vſage en Tholoſe: ains au contraire l'acte eſtant declaré faux, le produiſant n'eſt receu à prenuer le contenu d'icelluy, comme a eſté doctement repreſenté par ledict Maynard au chap. 77. du 6. liur. de ſes queſt. Duquel ſi les lettres eſtoyent interinables, ſans leſquelles on ne peut venir contre la teneur du contract, ſeroit autant que diſpenſer vn fauſſaire contre l'Ordonnance, l. in fraudem §. quoties, ff. de inoffic. teſtam. *& le recompenſer de ſon malefice, pour le-*
[3] *quel meriteron punition exemplaire,* c. olim, e. de reſcript. [3] Minores enim læſi, decepti, vel indefenſi reſtituuntur, non autem decipientes, rem ſuam bene gerentes, & legitimè defenſi: *dont la nullité du compromis faict par le moindre ſelon le droict Romain,* l. ſi pupillus, ff. de recept. arb. gloſſ. in l. ſi minor, §. 1. ff. de minor. *eſt abrogée en France, la cauſe d'icelle ceſſant, en ce que par le meſme droict n'eſtoit permis en appeller: dequoy tant ſeulement le moindre eſtoit touſiours reſtituable, quoy que fuſt aſſiſté de curateur,* d leg. ſi minor, & l non diſtinguemus, §. cùm quid, ff. de recept. arb. *dont au contraire l'appel des arbitrages eſtant permis en France, s'enſuit qu'il n'y a lieu pour ce ſeul regard de relief ſi n'a eſté lezé,* l. verùm, §. ſciendum eſt, ff. de minor. *Carondas au chap. 62. du 2. liur. de ſes Reſp. comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe donné à la grand chambre au rapport du Sieur de Saupoul le 18. Feurier 1590. auroit eſté declaré n'y auoir lieu de nullité. Maynard chap. 8. du 8 liur. de ſes queſt. S'il faict ce que feroit vn maieur, n'en peut eſtre releué. Carondas chap. 110. du 7. liur. de ſes reſponſ. où il rapporte vn Arreſt du Parlement de Paris du 2. Decembre 1581. prononcé par ce grand Iuriſconſulte François le Preſidant de Briſſon, par lequel vn appellant & impetrant lettres en pourſuitte d'inſtance criminelle, tendans en relief d'vne tranſaction par luy faicte pendant ſa minorité auec vn qui l'auoit grandement offenſé, moyennant vne ſomme d'argent fuſt demis de ſon impetration & les parties miſes hors de procés ſans deſpens. Et peut le moindre eſtre releué de tout ce qu'il a faict promis à ſon dommage pendant ſa minorité. Maynard chap. 41. du 6. liu. de ſes queſt. où il rapporte vn Arreſt du Parlement de Tholoſe à ce propos du 7. Iuillet 1569. Et ſont reſtituez en Tholoſe les moindres de 25. ans des acceptations des donations à eux faictes contre la rigueur de l'Ordonnance du Roy Henry II. 1553. touchant les inſinuations. Maynard chap. 85. du 7. liu. de ſes queſt. Arreſts du Parlement de Paris du 29. Auril 1575. & 9. Ianuier 1576. donné en Audiance pour les enfans du 2 lict de Chriſtophle d'Alancourt Carondas chap 47. du 6. liur. de ſes Reſp par lequel eſt repreſenté comme l'acceptation ſe doit faire du viuant du donateur. Guenois ſur la meſme Ordonn. Et peut eſtre reſtitué les procedures contre luy faictes & ſa minorité ſans eſtre pourueu du tuteur, ne curateur ſi luy ſont dommageables, non autrement. Maynard chap. 32. du 7. liur. de ſes queſt. Et peuuent deux mineurs qui ont contracté enſemble eſtre reſpectiuement reſtituez l'vn enuers l'autre, & remis au premier eſtat. Arreſt du Parlement de Paris du 19. Feur. 1498. cité par Carondas au ch. 26. du 5. liu. de ſes Reſp. & eſtant reſtitué doit rendre l'heritage en l'eſtat que l'a receu. Carondas ch. 63. du 3. liu. de ſes Reſp. Arreſt de Paris du 25. Mars 1559. & rendre le prix des*

choſes

choſes par luy vendues: ſe peut auſſi repentir & demettre de ſon impetration pendant ſa minorité apres la condamnation & demeurer en l'eſtat par le Droict Romain tant ciuil que canonique, leg. ſi iudex, ff. de minor gloſſ in clement. conſtitutionem, in verb. nolle vti, de elect. *non lors qu'il eſt maieur, eſtant decis par Arreſt du Parlement de Paris cité par Maynard au chap. 42. du 7. liur. de ſes queſt. le maieur impetrant lettres en reſciſion de contract pour lezion d'outre moitié de iuſte prix, pouuoir eſtre contrainct par l'intimé rendre le prix, & reprendre ſa piece: quoy que ſon intention fuſt que l'aſſigné ſuppleaſt le iuſte prix d'icelle. Par Ordonn. de Moulins art. 59. tant les mineurs, que leurs peres, meres & curateurs, ou plus proches parents peuuent repeter les choſes ioüées à ieu d'hazard par leſdicts moindres, en leur bas aage par induction, auquel ils ont perdu & conſommé leur ſubſtance, ſans approuuer le ieu entre maieurs. Et par la declaration & interpretation deſdictes Ordon. faicte par le Roy, ſur la remonſtrance des deputés de ſa Cour de Parl. de Paris du 10. Iuillet 1566. eſt defendu és Chanceleries ne receuoir lettres en forme de requeſte ciuile apres ſix mois, de la prononciation de l'Arreſt dont eſt queſtion, ſi ne ſont fondées ſur minorité: non que la ſeule minorité les releue, s'il n'y a iuſte cauſe de relief, & ne viennent dans la 35. année de leur aage, deduict le temps de la minorité, apres laquelle ne reſtent que dix ans, paſſé leſquels on n'eſt receu à faire telles impetrations. Maynard chap. 30. du 6. liu. de ſes queſt. ny n'eſt receuable l'impetrant contre le contract par luy ratifié en ſa maiorité. Carondas chap. 42. du 4. liur. de ſes Reſp. Et ſont les moindres aucunement receus à impetrer lettres en forme de requeſte ciuile, contre vn arreſt de Decret pour lezion enorme: comme a eſté iugé par arreſt du Parlement de Tholoſe du 7. Iuillet 1601. entre les hoirs de feu Pierre de Caſtanet heritier à feu Anthoine de la Pierre executés, & Bernard Farſail bourgeois de Sainct Ceré executer ſa ſaiſine, & poſſeſſeur par decret de ladicte Cour d'vn bien de dixhuict mille liures, pour la ſomme de mille liures. Par lequel la Cour auroit ordonné que demeurant ledict Farſail poſſeſſeur, eſtoit permis auſdicts Caſtanets recouurer leſdicts biens dans vn an, en payant audict Farſail la ſomme principalle pour laquelle auoyent eſté exemptez deſpens & loyaux couſts, reparations & meliorations, ſi point en y auoit: enſemble les intereſts de la ſomme principalle, puis ledict arreſt de decret pour les années tant ſeulement, eſquelles ledict Farſail n'auroit ioüy deſdits biens decretés, les autres compensés auec les fruicts. Mayn. ch. 75. du 7. liu. de ſes queſt. quoy que les maieurs en ce Parlement n'y ſoient receus pour deception & lezion ſi enorme qu'elle ſoit. Ainſi iugé par arreſt du 28. Iuin 1572. donné entre Mendouſſe de Valadou, & les hoirs de feu Ioſeph l'Eſtang marchand de S. Ceré, par lequel ſans auoir eſgard aux lettres preſentées par lad. de Valadou, auroit eſté ordonné que le decret interposé par arreſt du 20. Feur. 1571. au proffict des hoirs dudit de Leſtang ſortiroit à effect: quoy que de grace & ſans conſequence ſe trouue vn arreſt du Parl. de Paris du 19. Nouëb. 1523. tiré du recueil de Papon, au tit. des criées, arreſt 3. par lequel l'executé a eſté receu à rembourſer le prix, & frais exposés pour le recouurement de ſon immeuble: ſauf és appels des ſentences des Iuges inferieurs ou ſubalternes, eſquels les appellats auec lettres pour eſtre releuez du temps des deffertions & autres cauſes de relief, ſont receus en Tholoſe à demander le rebattement de decret en payant le prix, loyaux couſts & frais de iuſtice, à la totale indemnité du creancier. Mayn. ch. 74. du 3 li. de ſes queſt. Si le moindre que contracte ſe dit maieur, ſans grãde apparẽce de dol de ſon coſté eſt en Frãce reſtitué. Arreſts du Parl. de Paris du 14. Iuin & 6. Septemb. 1544. citès par Carondas au ch. 56. du 7. liu. de ſes Reſp. ſans s'arreſter aux diſtinctions du droict Romain, contenues en la loy 1. & autres ſuiuantes, C. ſi minor ſe maior. dix. Si toutes-fois le moindre ſemble eſtre maieur en apparence, & du l'eſtre, ayant paſſé l'aage de puberté, eſtant marié, & maniant ſes affaires, ou exerçant vn office, que le faict preſumer proche de maiorité, & vend ſon heritage, faict à reſtituer, enſemble la femme*

obligée auec ſon mary en rendant le prix, frais & loyaux couſts, non autrement: quoy que l'argent de ladicte vente ne ſoit tourné à ſon profict. Carondas au meſme chap. 4. Si vne femme mariée ſe diſant maieur, vent auec ſon mary quelque heri age à elle propre, ou de ſondict mary, & s'oblige auec luy à la garentie, ou conſtitue quelque rente, elle en ſera releuée apres le deceds de ſon mary, preuuant ſa minorité du temps du contract, pendant le temps de la reſtitution: ores qu'elle fuſt marchande publique: car faudroit en ce cas prouuer que c'eſtoit de ſa marchandiſe qu'elle auoit contracté, & elle ne fuſt en perte. Carondas au meſme chap. Dequoy par conſequent elle eſtant maieur, ne ſeroit releuée ſans y auoir eſté forcée & induicte par ſon mary. Ce que ne ſuffit alleguer, ny prouuer la minorité, ou auoir contracté pendant le mariage, s'il n'y a cauſe legitime & pertinente pour eſtre reſtituée en entier, l. reſcripta, C. de precib. Imper. offerend. *Arreſt du Parl. de Paris du 6. Mars 1574. allegué par le Guenois ſur le premier article de l'Ordonn. du Roy Henry II. 1553 touchant les inſinuations en la Conference, titre des donations, faictes en faueur de mariage, apres & hors les premieres conuentions matrimoniales faictes en preſence des parens. Carondas chapitre 35. du 2. liu. de ſes Reſponſ. & ſur le 258. art. des Nouuelles couſtumes de Paris. Et ſont les renonciations faictes du fils au pere en faueur du ſecond mariage contracté inſouſtenables. Le meſmes au chap. 34. du meſme liur. de ſeſdictes Reſp. & au chap. precedent monſtre par exemple trois cauſes, par le moyen deſquelles on peut requerir & impetrer la caſſation des conuentions matrimoniales, les ſeueres traictements du mary enuers la femme, la trop grande ineſgalité, & quand l'homme ameine & tient la femme en ſa maiſon auant le contract de mariage, qui le conſomme auant la celebration meſmes quand la conſtitution eſt deſmeſurée.* [5] l. 2. l. ſi mater, l ſi adierſarius, l. Fœnebris, l. antiquæ, §. 1. & fin. C ad Velleia. *Maynard chap. 18. du 6. liu. de ſes queſtions, quoy que par la couſtume de Paris les femmes mariés ne puiſſent contracter ſans l'authorité du mary. Carondas chap. 48. du 2. liur. de ſes Reſp. chap. 101. du liu. 7. hors laquelle le mary diſpoſe de la dot, la femme des paraphernes: comme eſt porté par la* [6] *Couſtume d'Auuergne, art. 1. du tit. des donations,* Publitius *ſur icelles.* [6] *Et ne ſuffit que la femme renonce au Velleian ſelon les cloſes ordinaires des Notaires, ou à l'authentique* ſi qua mulier: *ains faut que la renonciation ſoit exprimée, le droict & benefice declaré à la femme, auquel elle renonce. Arreſt du Parlement de Paris du 11. Ianuier 1564. dernier Feur. 1570. cités par Carondas au chap. 43. du 2. liu. de ſes reſp. Et ne ſuffit que la femme mariée renonce au Velleian, ſi elle ne renonce auſſi à l'authentique* ſi qua mulier, *que ſont les termes eſſentiaux de la renunciation. Arreſt de Paris du mois de Iuillet 1571. Au meſme chap. eſt repreſenté, comme la femme qui oblige ſa perſonne pour le debte de ſon mary, ou d'autruy, doit renoncer non ſeulement au Velleian, ains auſſi à l'authentique* ſi qua mulier, C. ad Velleian. *l'authentique* ſed hodie, C. de offic. diuer. iudic. & *l'authentique* hodie. C. de cuſtod. reor. *autrement l'obligation ſeroit nulle. Arreſt de l'an 1562. allegué par ledict Carondas au meſme chap. Toutes leſquelles authentiques ſont priſes de la nouuelle 134. chap. 1. 8. & 9. tant pour les empriſonnements que interceſſions,* vbi ſi qua mulier crediti inſtrumento conſentiat proprio viro, aut ſcribat, propriam ſententiam aut ſeipſam obligatam faciat. Iubemus nullatenus huiuſmodi valere, ſiue ſemel, ſiue multoties pro eadem re fiat, ſiue priuatum, ſiue publicum ſit debitum, niſi manifeſtè probetur, quia pecuniæ in propriam ipſius mulieris vtilitatem expenſæ ſunt, *le ſuſdict chap. 8.* & authent. ſi qua mulier. *Laquelle pour ce regard n'a lieu en France par voye de nullité, ains faut venir par lettres Royaux, comme a eſté cy-deuant dict. Et s'obſerue en Tholoſe pays de droict eſcript inuiolablement le ſuſdict chap. 9. de ladicte Nouuelle 134. à laquelle conformément eſdictes authentiques les femmes ne peuuent eſtre empriſonnées pour*

debts

debte ciuil,ny voire pour les deniers du Roy,ſoit pour elles ou pour autruy,& ſeroiẽt tels empriſonnements caſſables auec deſpens & amendes ſuiuant les Arreſts multipliez ſur ce donnez puis l'an 1539. iuſqu'à l'an 1541. comme atteſte Caſeneuelle en ſon cõment. ſur la preſente Couſtume, où eſt auſſi mentionnee l'abolition que ſouloyent faire les lais meſmes les femmes de reſpondre deuant les Iuges d'Egliſe, & conſtituer procureur pour confeſſer deuant luy le debte contenu en ſon inſtrument: d'où s'en enſuiuoyent beaucoup d'excõmunications. Dont par Arreſt du 29. Mars 1552. fuſt enioint à l'Official bailler benefice d'abſolution aux lais excommuniez pour debte ciuil, & aux parties y preſter conſentement à peine de 1000. liures & inhibé à vſer de telles excommunications. Et marche la femme auec le moindre. Arreſt general de la ville Saincte Croix 1572. cité par Maynard au chap. 53. du 7. liu. de ſes queſt. [8] *Comme ſe voit en l'hypotheſe miſe à la fin dudit chap. 43. du 2. liu. des Reſp. dudict Carondas, où il tient que l'obligation par corps d'vne femme vefue eſt eſteinte venant à ſe remarier.* [9] *Carondas chap. 48. du 2. liu. de ſes Reſp. & 101. du liu. 7. Maſuer nombre 19. du tit. des executions, non qu'elle ſoit en France tant aſſeruie à ſon mari, qu'à ſon refus elle ne ſe puiſſe faire authoriſer par Iuſtice pour la pourſuitte de ſes droicts. Carondas chap. 45. du 2 liu. de ſes Reſp. Et doit le mari ſubir les condamnations & executions que s'en enſuiuent ſur les biens de la communauté, s'il n'a iuſte cauſe refuſer ladicte authoriſation. Le meſmes ch. 46. du meſme liu. deſd. Reſp. Et pourroit elle & ſeſdits enfans eſtre releuez des alienations faictes à leur preiudice par ſondict mari, ſuiuant la Couſtume de Paris,* licèt ipſa conſenſerit, cuius nec obeſt conſenſus, quominùs ei detur actio in ſponſalitia largitate ſoluto matrimonio, niſi ſecundo poſt biennium profiteatur, & res viro ſint, quib ei cõſulatur, ſine quibus, neque ſi frequenter conſentiat, lædetur: vir tamen in aliis rebus ſuis obligabitur huius alienationis ſeu obligationis occaſione. Nouell. 61. auth. ſiue à me, C. ad Velleia.[10] *Carondas audit ch. 43. du 2. liu. chap 56. du 9. de ſes Reſp. Et ſe peut la femme obliger au pays de France par corps, ſi renonce par expres à la Nouuelle 134. chap. 8. & 9. alleguez par Carondas en ſes Reſp. & Claude le Brun au 2. liu. de ſon procez ciuil, ſur la fin du titre des obligations verbales, qu'il conforme par vn Arreſt de Paris 1563 pour ſon debte propre & ſi eſt mariee, du conſentement de ſon mari, non autrement. Maſuer nomb. 1. du tit. des executions.* Publitius in Conſuetudines Aluerniæ, tit. 18. art. 1. nõb. 4 & 5. [11] vt in ſuperiorib. [12] *La ſubmiſſion, renonciation, & ſerment ne peuuent authoriſer ni valider les actes priuez & illicites faits contre le droit, la Couſtume, & vtilité publique, caſſez & annullés de l'authorité du Prince, ou en vertu des lettres de ſa Chancelerie,* l. non dubium, C. de legib. cap ſi diligenti, in verb. iuramentum, e. de for. comp. auth. quod eis, l. ſi quis, & ibi gl. in verb. permittitur, C. de nupt. l. fin. ff. qui ſatiſd. cog. l. ſi quis inquilinus, in fin. ff. de leg. 1. tota Nouell. 51. c. in malis de reg. iur. in 6. l. pacta quæ contra C. de pact Decius conſ 180 l. eos, C. de vſur. l. depoſita. ff. depoſ. c. inter dilectos, e. de fide inſtr. cap. prudentiam, e. de offic. deb nec debet eſſe vinculum iniquitatis, can. inter cætera 22. quæſt. 4. cap. quanto, e. de iureiur. *Et tel en eſt l'vſage quoy que anciennement en euſt le ſoin de diſpenſer, ſelon nos anciens Interpretes.*

[13] Nam iniquum eſſet dicere, omnem cõtractum initum authoritate mariti, eiuſdem inſtigatione & ſeductione cenſeri factum ex Godofredo in §. quapropter Nouell. 61. *Maynard chapitre 18 du 6. liure de ſes queſtions diſcourant la troiſieſme queſtion par luy delaiſſee ſur l'interpretation de l'Arreſt eſtendu au chap. 10. du meſme liure où il explique l'Ordonnance du Roy Charles IX du mois d'Auril 1560. Par laquelle les femmes maieurs de 25. ans ne ſont reſtituees en entier contre vne tranſaction, que par dol, violence ou lezion d'outre moitié de iuſte prix, ſuiuant le texte de l'Ordon. où il repreſente deux opinõs*

accompagners de diuers Arreſts donnés au Parlement de Paris. l'vne qu'on ne peut venir que par dol & minorité, ſuiuant vn arreſt de Paris du 27. Mars 1547. donné auant ladicte Ordonnance & par la loy, cùm proponas, C. de tranſact. *les autres au contraire diſans y auoir lieu ſelon l'opinion de Iaſon*, in l. ſi quis cùm alitèr ff. de verb. oblig. *quand y auroit lezion enorme ſelon ladicte Ordonnance & arreſt du 16. Septembre 1540. donné és grands iours de Moulins, cité par Papon en ſon recueil, tit. des reſtitutions en entier, tit. 16. Et s'arreſte les lettres eſtre interinables pour dol, force, menaces, contraintes, & ba-*
14 *temens du mari à la femme, à l'effect de ladicte tranſaction.* [14] *Vne femme moindre renonce à vne ſucceſſion acquiſe par contract de mariage, authoriſee par ſon futur eſpoux, qui promet la faire ratifier eſtant maieur : laquelle ayant paſſé la trentecinquieſme annee de ſon aage, auroit obtenu lettres royaux pour eſtre releuee, deſquelles auroit eſté demiſe par Arreſt ſolemne du Parlement de Paris auant les feſtes de Noel mil cinq cents ſeptante conformement à l'Ordonnance du Roy François I. 1539. quoy que la femme n'euſt ratifié ladicte quittance de tant que quand le marine l'auroit voulu authoriſer en ladicte impetration pendant ſon mariage, elle ne ſe pouuoit faire authoriſer par iuſtice. Carondas*
15 *chapitre 45. du deuxieſme liure de ſes Reſp.* [15] *Le meſmes chapitre 46. du meſme liure* [16]
16 *Carondas chapitre 42. du 2. liure de ſeſdictes Reſponces.* [17] *Carondas chapitre 51. du*
17 *deuxieſme liure de ſes Reſp.* l. interpoſitas, Cod. de tranſ. l. 1. §. quæ onerandæ. ff. quar. rer. act. non detur. *Le meſmes chapitre 56. du 7. liure de ſes Reſp.* Nec obeſt mulieris conſenſus, quominus ei actio in rem detur, ſoluto matrimonio ad
18 dotis repetitionem, l. ſiue à me Cod. ad Velleia. [18] *Arreſt du Parlement de Paris*
19 *du 11. Auril 1571. Carondas chapitre 20. du 6. liure de ſes reſp.* [19] *Carondas chapitre 42. du 2. liure de ſeſdictes Reſp. où cite vn arreſt du Parlement de Paris du 14. Aouſt 1582. donné entre Maiſtre Simon Tatin & Anthoinette Herande. Par lequel la femme fuſt releuee de la vente de ſes heritages, & l'achepteur condamné luy en laiſſer la poſſeſſion vuide en rendant le prix, frais, & loyaux couſts, les fruicts compenſés auec les intereſts: par lequel la femme peut auſſi reentrer en ſes biens propres par elle vendus pour les debtes & neceſſitez de*
20 *ſon mari à meſme condition.* [20] l. ſi ſine, in princ. & ibi gloſſ. in verb. ſine voluntate, Cod ad Velleia. *Laquelle ſi a vendu auec ſon mari quelque heritage, & promis garentie, en peut eſtre auſſi releuee apres le decez de ſondit mari, ſi preuue la rudeſſe, ſeuerité, & mauuais traictement deſquels il vſoit en ſon endroit. Carondas chapitre 51. du 2. liure de ſes Reſp. Et peut eſtre releuee de la ratification par elle faicte du contract de vente paſſé par ſon mari, qui auoit promis le luy faire ratifier. Arreſt de Paris du mois de Mars mil cinq cents ſoixante trois par lequel les lettres de l'impetrante furent interinees. Carondas chapitre 215. du 7. liure de ſes Reſp. ſi eſtant mariee elle eſt demiſe de ſon oppoſition afin de diſtraire, peut apres le decez de ſon mari appeller du decret. Carondas 44. du 6. liure de ſes Reſp. allegnant vn Arreſt du Parlement de Paris du 22. May 1570. par lequel la veſue ayant rappellé du decret obtenu ſur vne ſienne partie de maiſon à elle aduenue par le decés de ſon pere pour le debte du mari, fuſt reintegree en ſon bien. Et peut elle repeter ſans rendre le prix des biens que ſe trouueront eſtre vendus pour le debte du mari*, l. ſciens, Cod. ad Vell. l. mater, Cod. de rei vend. *Si la vente n'eſt par elle, eſtant maieur*
21 *apres le decez de ſon mari, ratifiee.* [21] *Car en ce cas n'en ſeroit releuee, non plus que la caution & interuention par elle renouuellee*, iam ſoluta à lege viri, & proiectæ ætatis, dummodo vir alibunde habeat vnde ſibi caueatur, l. ſi mulier, l. ſiue à me Cod. ad Velleia. *Renonciation iudicielle de ſon priuilege, prenant la charge & adminiſtration des biens de ſes enfans*, l. fin. §. pen. ff. eodem l. fin Cod.

quomo

quomodo & quando mulier tutel. offic. fung. poteſt, c. 2. nouell. 34. *des debtes payés pour autruy, ou pour ſon mari*, l. 1. 2. 3. 4. Cod. ad Vell. l. 4. & 5. ff. eodem quia donanti non ſubuenitur, ſed à viro repetit, quæ pro eo ſoluerit: nec donatio facta inter virum & vxorem, valet, l. ſi ſponſus § ſi vxor. ff. de donat. inter vir. & vxor. *Et quand elle paye le debte, duquel elle eſt obligee pour autruy à droict de repetition*, l. quamuis, Cod. ad Velleia. Et poteſt conſtante matrimonio iuri hypothecarum renunciare, l. iubemus, l. etiam, ibidem Baldus & Salycetus, Cod. ad Vell. & iunatur, ſi pro filio interceſſerit, l. 3. Cod. eodem niſi dotem promiſerit, l. ſi dotare, l. fin. Cod. ad Vell. *pour deliurer ſon fils de priſon, ores qu'elle n'ait renoncé à ſon priuilege. Arreſt du Parlement de Paris du vingt-ſeptieſme Decembre mil cinq cents huictante vng. Claude le Brun au titre cy-deuant allegué du 2. liure de ſon procez ciuil, de donation pour cauſe pie*, l. penult. Cod. ad Vell. *en ce qu'elle n'eſt appauurie, ni endommagee*, l. ſi pro aliquo, l. ſi mulieri, ff. eodem tit. *Si s'oblige pour ſon debte propre, ou pour ſon creancier*, l. 2. C. ad Vell. l. ſi debitrix, ff. eodem tit. *& garent*, l. 3. ff. eodem *de ſa part de la ſocieté*, l. vir vxori, §. fin. l. idem eſt, ff. ad Vell. *Pour ſon afferme*, l. ſi aduerſarius, C. eod. *de ceſſion faicte de ſon debteur de choſe par elle deue*, l. ſed ſi ego, l. quamuis, § planè, ff. ad Vell. *de la dot par elle promiſe, & conſtituee à ſa fille*, l. ſi dotare, l. fin. Cod. eodem *de l'heritage par elle accepté ſans fraude ni aſtuce des creanciers hereditaires*, l. ſi. ff. eodem tit. *de l'argent qu'elle a receu, ores l'ayt baillé à vn autre*, l. imò, l. bona fide, in 1. reſp. ff. ad Vell. l. ſi fœnebris, Cod. eodem. *Si elle donne faux entendre au creancier & acquereur lors de la paſſation du contract, ſous eſperance de relief, pour le tromper*, d. l. imò, tunc enim doli exceptione à Velleiano mulier ſubmouebitur, l. ſi ſine, l. fœminis, Cod. ad Vell. l. 2. ff. eodem. *En ſon faict ſi elle vend vn immeuble auec vn tiers, & s'obligent enſemble à la maintenue. Arreſt de Paris du 25. Feurier mil cinq cents quarante cinq pris de Papon par le Brun au lieu preallegué: quand elle par deux diuerſes fois a recognu la debte, l'vne en s'obligeant, l'autre à l'execution*, l. ſi mulier, Cod. ad Vell. *Arreſt du Parlement de Paris du 23 Nouembre 1543. au meſme lieu ſi renonce au Velleian* l. Labolenus, l. antiquæ, §. ne autem, C. ad Vell. l. pen. C. de pact. *Arreſt du meſme Parlement de Paris du 19. Feurier 1544. de l'indemnité par elle promiſe aux tuteurs de ſes enfans*, l. ſi mater, C. ad Vell. l. omnis, §. 1. l. tutor, ff. eod. tit. *Si a pleigé de choſe promiſe, ou donnee pour ſa liberté & interceſſion que regarde ſon faict & reuſſit à ſa propre commodité*, l. aliquando in 1. reſp. Bart. ff. ad Vell. *en cauſe lucratiue, ayant promis faire ratifier ce qu'elle a receu pour vn autre*, l. ſi mulieri, ff. ad Vell. *recouure l'argent de ſa dot du creancier ou achapteur de la piece à elle hypothequee, ou conſenti à l'obligation, ou vente d'icelle*, l. vir vxori, §. ſi mulier, ff. eodem. *Si participe, ou ſe ſert de ce dont elle cautionne*, l. ſi pro aliquo, ff. eodem, *& prent l'argent pour ce faire*, l. antiquæ iuriſdictionis in 1. reſp. C. ad Vell. *quand elle deçoit*, c. cùm vniuerſarum, e. de rer. permut. c. ſuper literis, de reſcript. c. inter dilectos, de donat. e. l. 2. §. verba, l. ſi decipiendi, ff. ad Vell. l. ſi ſine, C. eod. l. 2. Cod. ſi min. ſe maior. dixer *taiſe la verité*, l. ſi mulier in iure, ff. ad Vell. *eſtant certaine du faict*, l. quamquam ff. eod. l. item quæritur, §. ſi falſo, § ſed addes, §. 1. ff. loc. l. cùm falſum, ff. de acquir. hær. l. quiſquis maior. C. de reſcind. vend. *de tãt que la faueur du droict n'aſſiſte aux femmes cauteleuſes & ruſees*, d. l. ſi ſine, in fi. C. ad Vell. *qui deçoyuent les creanciers*, l. bona fide, l. ſi fideiuſſores, l. quãquã, ff. ad Velleia *& ceux qui ignorent leur interceſſion*, l. regula eſt, § ſi quis ignorans, ff. de iur. & fact. ignor. [22] Mulieres enim quæ alienam obligationem ſuſcipiunt, [22] vel

rei in ſe transferunt, iuuantur Velleiano, l. 1. l. antiquæ iuriſdictionis, §. fin. l. fœminis, C. ad Vell. l. 2. §. fin. l. ſed & ſi fundum, ff. eodem eius hæredes & ſucceſſores l. hæ actiones, ff. ad Vell. l. hæredes, Cod. eodem mandatarij, l. ſi vxor, C. eod. l. ſi. § ſi mulier ne ipſa. ff. eod tit. Debitores rei ſoluendæ, l. tutor, §. cùm hæres. ff ad Vell. procuratores, l. ſi decipiendi, ff. eod. *& autres ayans cauſe d'elle, ores qu'elle fuſt ſeule & principalement obligee, ſi c'eſtoit par l'aſtuce du creancier*, l. cùm ad eas, C. ad Vell. *decene, fraudee*, l. non ſolùm, ff. de iur. dot. l. pen. ff. de bon. libert. l. 3. in fin. C. de natur. lib. iuncto can. quiſquis Epiſcopus 12 quæſt. 2. l. ſi fraude. C. de præſcript. long temp. *deſ ee, circõuenue, & deſpouillee de ſes moyens, ou partie d'iceux*, ad inſtar minorum, quibus ſubuenitur, non ſolùm cùm aliquid de bonis eorum minuitur, ſed etiam cùm interſit eorum, litium ſumptibus non vexari, l. minoribus. ff. de minor. *vendus ou hypothequés pour le debte de ſondict mari*, d. l. fin. § item ſi
23 mulier, ff. ad Vell. ſciente creditore, l. 1. & 2. eod. l. ſi ſine, l. ſi ſciens. C eod. tit. l. ſi probaueris, C. ſi alien. res pignor. data ſit. [23] *Ores par la Couſtume de Paris la femme ne puiſſe valablement contracter ſans l'authorité de ſon mari, comme dit Carondas és lieux cydeuant alleguez. Par celle d'Auuergne peut diſpoſer à ſa volonté ſans le conſentement d'icelluy, de ſes biens paraphernes & aduentifs, par quelque contract que ce ſoit au profit de ſes enfans & autres perſonnes, ſauf de ſon mari, tit. des donations, art. 9.* In bonis enim aduentitiis & paraphernis vxor remanet domina, & materfamilias, eiuſdem Conſuet. tit. 13. art. 1. idque ob reuerentiam ab vxore marito debitam vetari refert Publitius in d. art. 9. eius Conſuetud. Si conſtante matrimonio mater tibi domum tradiderit, hãc in tuis bonis fecit l. ſi conſtante, C. de donat. inter vir. & vxor vnde ſi à viro bona tua, te donante, & conſentiente conſumpta ſint, eorum in hæredes habes repetitionem, in quantum factus eſt locupletior: ſi te nolente, omnia tibi reſtituenda
24 ſunt, l. de iis, C. eod. Nec ea verante vir poteſt vllo modo paraphernis ſe immiſ-
25 cere. l. hac lege decernimus, C. de pact. conuent. [24] *Maynard ch. 18. du 6. de ſes queſt.* auth. ſi qua mulier, C. ad Vell. [25] Cùm ſit mulier ſub viri poteſtate. Geneſ. 3. Faber ſur le §. 1. Inſt. ad Senatuſc. Tert. *& ſur la loy 1.* C. de bon. matern *dit que par la Couſtume generale de France*, mulier tranſit in viri poteſtatem, *ni ne peut rien faire ſans ſon*
26 *authorité, ou à ſon refus, n'a permiſſion de iuſtice. Maſuer tit. des Executions, nomb. 2.* [26] Nec obeſt conſenſus mulieris, quominus ei in rem actio detur ob ſponſalitiam largitatem ſoluto matrimonio: & ſi frequenter ipſa conſenſerit, vir etiam obligabitur in aliis rebus ſuis, huius obligationis ſeu alienationis occaſione, auth. ſiue à me. & d. auth. ſi qua mulier. C. ad Vell. *Et ſe peut prendre contre le tiers poſſeſſeur, ſans faire diſcuſſion ſur les biens du mari, comme auons dit ailleurs: ſuiuãt l'authorité dudit Maynard: conformement à la Couſtume d'Auuergne, au tit. des executions, art. 2. où le creancier ſimple & non priuilegié peut auſſi commencer ſon execution contre le tiers poſſeſſeur & detempteur des immeubles alienez, ſubiects à ſon hypotheque, ſans garder l'ordre & benefice de diſcuſſion, & ſans que le tiers poſſeſſeur ſoit receu indiquer autres biens du debteur, ni de ſon heritier, poſterieurement alienés, ſubiects à ladicte hypotheque, ſauf ſur iceux ſon recours de garentie, ſommation deuement faicte, contre l'authentique* hoc ſi debitor, C. de pignor. qua priùs agendum eſſet perſonali actione contra debitorem, vel eius fideiuſſorem, quà ri hypothecaria contra tertium poſſeſſorem. *Sur le 3. art. de laquelle Couſtume Publitius conforme par raiſons en faueur de la dot, la loy* Moſchis, in 1. reſp. ff. de iure fiſci. Vbi prius conueniendi ſunt hæredes fiſci debitorum, quàm tertij poſſeſſores: vt in l. ſi. C. ſi vnus ex plurib. hæred. vel debitor. quod etiam de dõte dicendum eſſet, cùm

mulier

mulier & fiscus pari passu ambulent. *Dont ledit Maynard au ch.95.du 8.liu.de ses quest. fait ce Theoreme problematique, & allegue vn Arrest du Parl. de Tholose, donné au rapport du feu sieur Daffis, depuis premier President de Bourdeaux du 21. Iuin 1569. pour vne nõmee Gayaude, contre les heritiers de Pierre, appellez les hoirs du mari debiteur, & autres tenanciers, par lequel le tiers possesseur conuenu & actionné, fust receu à indiquer le dernier, pour la poursuitte en estre faicte aux perils & fortunes de l'indiquant, lequel pour ce faire consigneroit la somme de 25.liures, sauf icelle augmenter ou diminuer, si besoin estoit. Où l'on void comme la vefue procedoit en action personnelle, laquelle requiert prealable discussion,* d.auth.hoc si debitor, *non l'hypothecaire, en laquelle aussi l'executé peut appeller son garent, le garent son contregarent, & aussi consecutiuement iusqu'au principal debiteur, où ses heritiers, sur lesquels tombent tous des despens & garẽties, comme se iuge ordinairement. Qu'est cause que par Arrest l'indicant fust condamné à consigner, à ce que la poursuite fust faicte à ses despens: d'où s'ensuit que la consignation en ce cas est prealable, autrement son indication est frustratoire, mesme s'il n'est soluable, pour indemniser la femme, tant du principal, que despẽs, laquelle peut estre auroit accepté ladicte indication, estãt certain que la diuersité des Arrests depẽd plustost des circonstances, que du faict, ni de la matiere neuẽment entendue. Et dict ledit Maynard au mesme ch. qu'on s'arreste volontiers à l'aduis de Masuer au tit. Des Executions & subhastations.*[27] d.auth.si qua mulier, C. ad Velleia. Licet enim dotis fructus pro oneribus 2
matrimonij ad maritum pertineant, l.dotis fructus, ff.de iur.dot.l.pro oneribus, C. eod.est in viri bonis constante matrimonio, & soluto, ea superstite nostra consuetudine. Non tamen mulieri perire debet, nec etiam ipse superstes dote careat, cuius causa potissima est, l.2.ff.eod.l.1.ff sol.mat.vt quidem repleantur ciuitates liberis, & honestis, non nefariis hominib. Si rem tamen mobilẽ vel immobilem inæstimatam in dotem habeat: tunc eius augmentum, vel detrimentum ad mulierem pertinet, nisi culpa vel facto viri deterior facta sit, l.plerumque, ff.de iure dot. quæ si ipse vendiderit, tenetur, tum etiam si mulier pro viri negotiis alienauerit, quæ si vsu consummetur, vel in deterius eat, vt vestis & lintea, & alia supellectilia, cõsultius est vxori ea æstimari. vt de dote cauta, tanquam in numerata pecunia sibi caueatur, d.l.plerumque, ff.de iure dot.[28] vt s.nu.26.[29] Ex nouell.134.c.9.vnde de- 28
sumptæ sunt authenticæ si qua mulier, C.ad Vell.sed hodie, C.de offic.diuers.Iud. 29
& auth hodie, C.de custod.reor.quib. vt Velleiano mulieres renuntiare solent in patria consuetudinaria, quæ personam obligant. Carondas cap. 43. lib. 2. Resp. quibus tamen non vtimur, nec pro debito, vel actione ciuili eas incarce- 30
rari patimur. [30] ead. nouel. argum. l. 2. de exactor. tribut. lib. 10. C. [31] ead. 31
constit *Par laquelle telles ventes & alienations estans annullees, ne seroit besoin recourir au* 32
Prince, si les voyes de nullité estoyent receuës en France, comme cy-deuant dict.[32] Præfertur enim militia doti & dos cæteris creditorib.l.super hypoth.auth quod obtinet, C. 33
de pignor. [33] *Tout ainsi que la fragilité du sexe exclud les femmes des charges publiques: sont aussi soulagees & releuees par decret du Senat Rom. à la poursuitte de Velleie tuteur, lors Consul auec Marc Syllain: d'où despend le Velleiã, pour obuier aux necessités, ausquelles s'exposoyent ordinairement les femmes, de leur naturel imbecilles, legeres, volages, passionnees, faciles à persuader & engager leur bien mal à propos, & empescher la perte de leur patrimoine: dont le sommaire semble estre cõtenu en la loy 2.ff.ad* Velleia. *d'où Claude le Brũ au premier liu. de son procez ciuil, §. 18. remarque les exceptions principalles, quand le prest se fait à son occasion & priere,* vt cùm pro filio ipsa obligatur, l. aliquando, ff.ad Vell. *Arrest de Paris du mois de Nouemb.1545. cité par ledict le Brun au 2.liu.de son Procez ciuil, tit. des*

obligations, où en s'obligeant elle reçoit les deniers contenus à l'obligation, l.sed si ego cùm mulier, l.bona fide, ff.ad Velleia. *Arrest de Paris du 25. Nouemb. audit an. Si en contractant elle a renoncé expressement au Velleian & authentique*, si qua mulier, *estant mariee, pourueu qu'elle soit esclaircie & aduertie par le Notaire de la force & importance desdictes renonciatiõs, desquelles est cy-deuãt parlé.* Accurs.in l.1.C.ad Vell.l.fi.§.fi.ff.eod.c.ex rescripto,e.de iureiur. *Carõdas ch.43.du 2.liu.de ses Resp. Si elle ratifie deux ou trois ans apres estant maieur, le contract par elle faict en sa minorité*, l.mulier perfectæ ætatis, C.ad Velleian. *Non si elle s'oblige pour son mari, de tãt que telle obligation n'empesche le Velleian*, Accurs.in gloss.rubricæ, ne fideiussor dot.dent.e.cùm contingat, de iureiur.e.nisi vir aliunde habeat vnde mulieri satisfaciat, d.auth.si qua mulier, *quand la femme procure par ruses & tromperies circonuenir son creancier : comme si elle s'oblige au creancier de celuy à qui elle doit, moyennant quittance qu'il luy fait*, l.2. § sed ita demum, l.si decipiẽdi, ff.ad Vell. *lors qu'elle reçoit recompense de l'obligation qu'elle fait pour autruy*, l.antiquæ, C. ad Vell. *Si elle n'estant actuellement obligee paye en deniers, denrees, ou marchandises*, quia interuenienti non donanti subuenitur, l.1.& 4.l. quamuis, C.ad Vell. *sauf son action sur les biens de son mari, de ce qu'elle auroit payé pour luy. si elle s'oblige payer son debte propre au creancier de son creancier, où elle fait obliger son debteur à vn sien creancier*, d.l.2.Cod.ad Vell. *Si elle s'est obligee en diuers cas de pieté, comme liberté, pour la redemption des captifs, aumosne, constitution dotale, a respondu enuers vn mineur pour son creancier, qui apres est venu insoluable*, l.veterum ambiguitatem, l.si dotare, l.fi.C.ad Vell §.item si de except. Inst. *ou pour redimer son pere, son fils, ou son mari de prison. Arrest du Parlement de Paris du 11. Auril 1571.14. Aoust 1572. Carondas ch.22 du 6.liu.de ses Resp. Arrest de Paris du 27. Decemb. 1581. Papon liu. 12 tit.5. art.11. de son recueil. La marchande publique que fait train de marchandise, ou tient hostelerie*, Boërius decis.349. Rebuff. in tractatu de obligationi-
34 bus, nu.31.[34] d auth.si qua mulier, C.ad Vell.[35] l.si constãte in 1.resp.ff.sol.matr.[36]
35 *Arrest du Parl. de Paris du 14. Aoust 1582. entre Maistre Simon Tatin & Anthoinette He-*
36 *raude. Par lequel la femme fust releuee de la vente de ses heritages, & l'achetteur condamné luy en laisser la possession vuide, en rendant le prix, frais, & loyaux cousts. Carondas ch.42.du 2. liu. de ses quest. toutesfois si elle moyenne le prest & sollicite le creancier de prester sous son obligation, n'est releuee*, l.sed si ego cum muliere, l.bona fide, ff.ad Vell. *Arrest du Parl. de Paris du 25. Nouemb 1545. cité par le Brun au 2.liu. de son procez ciuil, au tit. des obliga-*
37 *tions.*[37] l.si sine, C.ad Vell.l.1.C.ne vxor pro mar.l.si filios, in fi. C. quæ res pignor. oblig. poss. *Et casse l'Empereur les contracts, promesses & cedules, esquelles les biens de la femme sont obligés pour le debte du mari, elle adherant à sa volonte, si n'appert clairement l'argẽt auoir esté employé au profit d'elle*, d.c 8.nouell 134. *& sont les parties remises au premier estat*, l.si debitrix, §.Senatusconsulti, l.quidam voluit, l.si mulier contra in 2. §. si ab ea, ff.ad Vell. *Auec lettres de la Chancelerie, vt si moyennant lesquelles la derniere obligation fait à rescinder la premiere, demeurant en l'estat, contre le principal debiteur*, d.§.si ab ea, l.
38 si pro vno, ff ad Vell.[38] *Et doit appeller son garent pendant l'instãce*, l emptor fundi, C. de euict *s'il n'y a legitime empeschement, pour lequel ne luy ayt peu intimer. Ni n'est receu en recours de garentie celuy ou celle que sçait lors du contract les biens que contracte n'appartenir à son autheur* l.fundum si sciens, C.de euict. *comme possesseur de mauuaise foy, lequel puis*
39 *le temps de la possession vitieuse est aussi subject à restitution de fruicts.*[39] *Et peut la femme moindre, que se dit maieur estre releuee du contract par elle faict auec son mari. Carondas ch. 47. du 7. liu. de ses Resp. & de la ratification par elle faicte de son mandement d'vne vente qu'il auoit faicte à l'absence d'elle, au profit de laquelle, l'argent n'auroit esté conuerti. Arrest*

du mois

*du mois de Mars 1583.par lequel ſes lettres furent interinees.Carondas ch. 215.du 7.liu.de ſes Reſp.S'eſtant ſolidairement obligee auec ſondit mari, & ayant renoncé au Velleian & à ladicte auth:*ſi qua mulier *peut apres le decez d'iceluy,impetrer lettres royaux en diuiſiõ de debte Carond.ch.42.du 2 li.de ſes reſp. Et ſi en effect elle intercede pour ſon mari,quoy qu'elle ſe conſtitue debitereſſe principale*, res magis quàm verba inſpicienda ſunt, vt veritatis ſubſtantia potiùs,quàm ſimulata geſta intueatur.l.ſi cùm pater,C.ad Vell.l. 1.l.acta. l. ſi quis, C. plus val. quod ag.quàm quod ſimul.concip.Nec figura literarum, ſed oratione quam exprimunt literæ,obligamur,l.non figura,ff.de act.& obl. *auec lettres royaux, où l'affaire ne peut eſtre autrement expliquee ni entendue, que par voye extraordinaire,à laquelle n'eſt touſiours beſoin recourir*, l. in cauſæ cognitione.in 2.ff.de minor. *Dont la faueur du droict eſt plus grande aux femmes faciles à deceuoir,qu'aux perſonnes ruſees*,vnde primùm venire debet creditor ad eum, qui aurum accepit, debitúmque contraxit, & ſi quidem inde acceperit, abſtineat: ſi verò non valuerit à debitore recipere, ad fideiuſſorem, ſponſorem, aut mandatorem veniat, & ab eo quod ſupereſt,exigat,nouell.4.c.1.*Ce que peut eſtre entendu des cas eſquels la femme ſe peut valablement obliger pour ſon mari:*[40] Nouel.4.c.1.[41] præfat.iur.& l.2.l.ſi mater, l. ſi aduerſarius,l.ſi fœnebris,l.antiquæ,§.1.§.ſi.C.ad Vell.[42] l.1.& 4.C.eod.[43] Vxori enim fideiubenti,non donanti ſubuenitur, ſed ipſa ſolutum à viro repetit, quia donatio inter virum & vxorem facta non valet,l.1.l.ſi ſponſus,§.ſi vxor.ff.de don.inter vir. & vxor. ne concordia pretio conciliari videatur,l.3.in princ.ff eod.tit.néve coniuges mutuo amore ſe inuicem ſpoliarent,l.1.ff.eod. [44] d. l. 1. [45] *Arreſt du Parlement de Paris du mois de Iuillet 1571.allegué par Carondas au ch.43.du 2.liu.de ſes Reſp. & l'importance de ladicte renonciation luy ſoit donnee entendre, enſemble le faict pour lequel elle renonce par le Notaire. Claude le Brun au §. 28. du 1. liu. de ſon Procez ciuil.* [46] *Ni n'eſt beſoin à celuy ou celle, qui pourſuit la reſciſion d'vn contract, obtenir diſpenſe du ſerment, quoy qu'il ait promis & iuré l'entretenir, ni venir au contraire*, c. Abbas, e. de his quæ vi metúſve cauſa fiunt, c.ſi verò, de iureiur. e. *Maſuer au tit.des ſerments,nomb.8. Ni ne ſubſiſtent les renonciations faictes par force, & terreur*, c. ad audientiam, e. de his quæ vi metúſve cauſ. fiunt. [47] Non enim diſponitur ſuper iuramento, ſed ſuper inſtrumento contractus.

Alciatus c.cùm contingat,nu.149.
e. de iureiur.

40 41 42 43 44 45 46 47

DEBTES,

COVSTVME III.

Femme maieur de douze ans, hors l'authorité paternelle, que n'eſt en puiſſance de tuteur ne curateur, peut recenoir à preſt, s'obliger, cautionner, & intercéder pour autruy: & ſon obligation & interceſsion eſt valable.

CHAPITRE III.

LEs adultes moindres de 25. ans de l'vn & l'autre ſexe, qui ne ſont en puiſſance de pere, ne d'autruy, [1] & d'eux meſmes regiſſent & adminiſtrent leurs biens, ne peuuent eſtre contraints par le droict Romain auoir curateur, qu'à la pourſuite des procez, non au regime de leur patrimoine. [2] Dont les femmes qui ont le maniement de leurs biens, apres la douzieſme annee de leur aage, & s'y comportent ſagement: entre autres les marchandes publiques & hoſtelieres peuuent valablement receuoir à preſt, & s'obliger auec telle aſſeurance, que celles qui ſont pourueuës de curateur, ou mariees & authoriſees de leurs maris, [3] contracter, [4] tranſiger, [5] cautionner & interuenir pour leurs creãciers & autres choſes que les concernent, ou en reçoyuent commodité: [6] & autrement ſi renoncent au Velleian, & la cauſe de la renonciation eſt au contract exprimee, & donnee entendre par le Notaire, [7] ſans dol, fraude, contrainte, ni deception, [8] ou autres cauſes, pour leſquelles les moindres de 25. ans ſont reſtituables tant pour la fragilité du ſexe, & infirmité de l'aage, que ruſe & malice des autres contractants, [9] par lettres royaux dans la 35. annee de leur aage, non par ſimple requeſte, [10] quoy que par les loix Romaines tant ciuiles que canoniques le contract ſoit nul & inualable, [11] de tant que voyes de nullité n'ont lieu en France: [12] où ne pouuans ſuffire les remedes ordinaires, eſt beſoin recourir aux extraordinaires, [13] ſi les actes ne ſont debatus, impugnez & iurés faux: auquel cas l'action ciuile demeure en ſuſpens, & le contract en l'eſtat, iuſqu'à

iuſqu'à ce que la criminauté concernant la fauſſeté ſoit vuidée, pour apres eſtre pourueu, tant à la punition d'icelle, qu'au relaxe du deffendeur, au cas elle ſeroit verifiée: [14] ſinon que le produiſant ayt pluſtoſt declaré qu'il ne s'en veut ayder: [15] ny n'eſt celuy qui la produict & s'en eſt aydé, receu en preuue des faicts & obligations contenues audict inſtrument: [16] Et demeurent les contracts reſcindables en leur force & valeur, iuſqu'à ce que les cauſes reſciſſoires ſont clairement verifiées par actes, ou teſmoings: [17] non que la ſeule minorité & infirmité du ſexe donne cauſe de relief, ſi n'eſt accompagnée de dol, fraude, lezion, circonuention, ou autre moyen reſciſoire & releuant de droict admiſſible, [18] hors leſquels les contracts ſeroyent autrement valables & ſouſtenables: [19] & au contraire hors l'exception du Velleian les obligations ſimples ou fideiuſſoires paſsées par la femme pour le faict d'autruy, contracts portanrs engagement, hypotheque ou alienation de ſes immeubles caſſables & faciles à reſcinder. [20] Si deux moindres ont contracté, l'vne & l'autre eſt reſtituable: [21] la moindre qui ſe dict maieur, ou ne faict que ce que vne femme maieur de vingt cinq ans feroit, n'en peut eſtre releuée par minorité, que de ce qu'elle ſeroit reſtituée pour raiſon du ſexe, non de l'aage, [22] ſi en ſe deſpoüillant elle procure ſon auancement, [23] ou euite plus grãd dommage, [24] & ſi deçoit l'acquereur, ny le creancier n'eſt reſtituable, [25] ny de ce que reüſſit à ſon profict, honneur, & commodité, [26] ou elle ſe redime de vexation, [27] ny des tranſactions des delictes & quaſi delictes, *nec eſt ætatis excuſatio aduerſus præcepta legum*, [28] ſauf des obligations ciuiles, contractuelles, ou quaſi contractuelles, iudicielles, & extraiudicielles, eſquelles y a iuſte cauſe de relief. [29] Que giſt en cognoiſſance de cauſe, *vnde Prætor edixit*, QVOD CVM MINORE XV. ANNORVM NATV GESTVM ESSE DICETVR: VTQVE QVÆ EA RES ERIT, ANIMADVERTAM. [30] S'il n'a diſpenſe, apres laquelle procede comme maieur. [31] Carond. 47. du 9. des Reſp.

NOTÆ.

1. MINOR vigintiquinque annorum adulta tunc ſui iuris eſſe creditur, quæ non eſt in ſacris paternis, nec in viri poteſtate, licèt ſub cura ſit, quia curator non datur perſonæ, niſi rebus, quarum, ſicut maritus paraphernorum ea nõ vetante ipſe habet adminiſtrationem; cuius reddere rationem tantùm curator tenetur, tutórve & quilibet adminiſtrator etiam tenetur, niſi pater, qui ſolus in Gallia tutor filiorum & filiarum cenſetur eſſe legitimus etiam ſine confectione inuentarij, non tanquam pater & adminiſtrator, ſed tanquam vſufructuarius,

l. cùm oportet, §. exceptio, in verb. non autem, C. de bon. quæ liber. *ſi ne ſe remarie: car en ce cas en eſt tenu, à peine d'eſtre priué de l'vſufruict. Couſt. d' Auuergne, tit. des tuteurs & curateurs, art. 2.* Cæteri omnes ſunt datiui. *Mayn. ch. 49. du 6 liu. de ſes queſt. Maſuer au tit. des tuteurs, nomb. 12. Et ſe doibuent les tutelles legitimes & teſtamentaires confirmer par Iuge competant: Couſt. d' Auuergne au meſme tit. ch. 12* Dont Chaſſinée confond ſa legitime auec la datiue ſur les Couſtumes de Bourgongne, *au tit. des enfans de pluſieurs licts,* rub 6. ſuper verbo, *ſi par le pere. L'ayeul paternel en défaut du pere, a la meſme faculté du pere enuers ſes nepueux & niepces, non la mere, ne par conſequent l'ayeule, leſquelles ores ſoiét tutrices, Dames, & adminiſtreſſes de leurs enfans, ſoit par teſtament du pere ou autremẽt, qui les auroit deſchargées de rendre compte, ne s'en peuuent pourtant deſporter, non plus que de la confection d'inuentaire: nul autre adminiſtrateur* Analogiſte *n'eſtant receu en France, que le pere des biens de ſes enfans, comme ſera dict en ſon lieu. Et eſt le frere aiſné maieur de vingt-cinq ans preferé à la mere en la tutelle de ſes freres & ſœurs moindres par la meſme Couſtume d' Auuergne au meſme tit. art. 6. contre la commune diſpoſition du droict Romain, ſi la mere n'eſt tutrice teſtamentaire, laquelle neantmoings conuolant en ſecondes nopces ſans rendre compte de ſon adminiſtration, perd tous les gains nuptiaux, art. 5. de la meſme Couſt. Et eſt tenue, enſemble le pere faire pourueoir de tuteur ſes enfans pupilles, deſquels il eſt declaré plus proche & habile à ſucceder abinteſtat, ſelon Maſu. au tit. des tuteurs, nomb. 22. 23. & en defaut des teſtamentaires & legitimes, le Iuge du lieu ou le pupille à ſon domicille, non de ſa naiſſance, ou de celuy, où ſes biens ſont aſſis, doibt pourueoir,* l. pupillo, & ibi notat. ff. de tutor. & cur. dand. ab his qui ius dand. hab. Cynus in l. 1. C. vbi pet. tut. vel curat. *Maſuer nombre vingt-huict eſme du meſme tit. Bien que les parents les doibuent nommer de la Prouince, où ſont les biens de leur adminiſtration. Arreſt du Parlem. de Paris du 29. Nouemb. 1569 cité par Carondas au chap. 42. du 6. liu. de ſes Reſp. ſçauoir pour la ſeule adminiſtration des biens, non pour le regime de la perſonne pendant ſon bas aage, ſi le pupille faict ſon domicille en autre Prouince, ou a ſon bien en diuers Royaumes, ou diuerſes prouinces, à chacune deſquelles eſt beſoin d'vn tuteur, agent, ou adminiſtrateur: non ſi le pupille faiſoit ſeulement ſes eſtudes en autre Prouince, ou Royaume eſtranger, ou ſuffiroit le tuteur de ſa Prouince & patrie où ſes biens ſont aſſis: la perſonne eſtant ſoubs la main d'vn precepteur ou pedagogue qui en auroit la charge. Et ſont les Iuges que reçoyuent les tuteurs & curateurs ou leurs nominateurs tenus de la preſtation du reliqua enuers les moindres & pupilles, ſi ſont notoirement inſolubles lors de leur reception & nomination,* l. Æmilius, ff. de adminiſtr. tut. §. pen. De Atilian tut. §. fin. de ſatiſd tut. inſt. l. 1. ff. de magiſtr. conuent. Si tamen idoneus cum ſatiſdatione detur, quamuis poſtea facultatibus lapſus ſit, nihil eſt quod ei, qui dedit, imputetur: non enim debet magiſtratus futuros caſus & fortunam pupillo præſtare, d. l. 1. §. ſi magiſtratus, l. 2. §. ſi eo, ff. de adminiſtr. rei. ad ciuit. pert. l. litis, §. ſi pecuniam, ff. de negot. geſt. leg. etiam, ff. de adminiſt. tut ſi autem idoneum elegit, ſine ſatiſdatione & finita tutela non ſit ſoluendo, magiſtratus qui eum elegit, docere tenetur eum fuiſſe idoneum tempore acceptæ tutelæ, non pupillus, d. l. 1. §. ſed etſi ſatis non exegit, ff. de magiſt. conuent. cùm ſit præſumptio pro pupillo, l. non eſt neceſſe, ff. de prob. nec ſolùm diuites, ſed bonæ famæ & integræ vitę tutores & curatores eſſe oportet: *autrement leurs electeurs & nominateurs peuuent eſtre ſubſidiairement inquietés pour la preſtation du reliqua, faicte diſcuſſion ſur les biens des adminiſtrateurs, leſquels eſtans eſleus ſuffiſants & capables par les parents ou autres par inquiſition,* & poſteà excidant facultatibus nihil eſt quod etiam deligentibus eos conſanguineis imputetur. Chopinus libro ſecundo de moribus

Pari

Pariſiorum, tit. num. 11. *& cite vn arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du quatorzieſme Aouſt mil cinq cents huictante ſept, par lequel les nominateurs qui auoyent eſté condemnés par le Iuge inferieur furent mis hors de procés ſans deſpens. Maynard au chap. 56. du 6. liu. de ſes queſt. cite vn autre arreſt du Parlement de Tholoſe du mois de Iuin mil cinq cents huictante cinq pour Ieanne d'Apoſtots contre Mercier & ſes tuteurs faiſants demande ſubſidiaire contre leurs nominateurs, eſtans les biens des tuteurs venus en decadance pendant leur adminiſtration à cauſe de ce que ne leur pouuoit eſtre non plus imputé*, cùm huiuſmodi caſus præuideri non poſſint, leg. 1 § ſi magiſtratus, ff de magiſtr corum. leg. 1. §. ſi eo, ff. de adminiſtr rer. ad ciuit. pertinent. *Quoy apparoiſſant n'y auoir dol, fraude, ne mauuaiſe foy du coſté des nominateurs, fuſt tant ſeulement iugé contre les tuteurs, au rapport dudit ſieur Maynard. Et en demeurent en tout euenement les nominateurs chargés, ſoit par inquiſition, ou à l'indication des parents ou plus proches voiſins, non le Iuge que les reçoit, duquel n'eſt permis au tuteur appeller apres auoir eſté donné, ſi ne veut accepter la charge, que tant ſeulement s'excuſer*, §. qui autem, ff. de excuſ. tutor. Inſtitut. leg. ſi quis, ff. quand. appell. ſit, l. hi qui, C. de appell. *Et quand ils en appelleroyent, demeureroyent neanmoings chargez de la tutelle, nonobſtant l'appel, ſelon l'vſage & couſtume de France*, vt in l. ſcire oportet, ff. de excuſ. tut. *ny n'eſt l'appellant tuy en ſa cauſe d'appel, que la ſentence ne ſoit executée.* Baldus in rub. De offic. iudic. *Maſuer au tit. des tuteurs, nomb. 32.* Tutor nimirum à patre datus confirmatur ſine inquiſitione, l. pater hæredi, §. cùm à patre, ff de teſtam tutel. Neque curator à patre datus ſatiſdare tenetur rem pupilli ſaluam fore l. fin. Ibíque Bart. ff. de confirm. tut. niſi à patre naturali datus ſit ei, cui nihil ipſe reliquerit: hic enim ex inquiſitione debet confirmari, l. naturali filio, in princ. ff. de confirm. tut. vt cæteri dati ab his qui ius dandi habent, quóſve dare licebat, pro tribunali decreto interpoſito, d. leg. naturali, §. quæratur, ff. de confirm. tut. Pater enim filiis vel nepotibus quos habet in poteſtate, rectè dat teſtamento tutorem, non autem emancipatis: nec mater vel extraneus, leg. 1. & 2. ff. de confirmat. tut. Ideóque à patre filio in ſua poteſtate conſtituto teſtamento datus confirmatur ſine inquiſitione vel ſatiſdatione, licèt ex iniuſto vel iniuſto teſtamento datus, l. 3. ff. eod. vbi ſufficit paternum teſtimonium, §. 1. de ſatiſd. tut §. fin. de tutel. inſtitut. l. de creationibus, Cod de Epiſc. aud leg. fin. in princ. ff. qui pet. tut. leg. ſi pater, ff de teſtamen tutell. etiam filio exhæredato, leg. pater, ff. eod. imò curatorem, leg. ſi filio, ff. de confirmat. tut. & nimirum à Iudice confirmandus, d. l. ſi in filio, ff. de confirm. tut. matérque non rectè à Iudice confirmatur, d. l. pater hæredi, in princ. ff de teſtam. tutel. l mulier, ff. de confirm. tutor. Si à patre vel extraneo, qui dare non poteſt prætor decretum non interponat, niſi per inquiſitionem idoneis pronuntiatis, vel tandem idonea ſatiſdatione, leg. tutores, ff de confirm. tut. niſi ei tutorem dederit quem hæredem inſtituit, l. ſi patronus ff. eod. l. fin. C. eod. Et pupillorum prætor ſequetur vtilitatem ex Trophoni Reſp. in l. pen. & l. in confirmando, ff. eod. Et eſt matris officium filiis ſuis tutores petere, & inueſtigare qualiter adminiſtrent. Salycetus in l. matris pietas, Cod. qui petant tutor. leg fin. §. perſonis, ff. de adminiſtr. tutor. nec tamen matris, ſed magiſtratus periculo tutores dantur, niſi ſpecialiter de periculo decreto fuerit comprehenſum, & ex ea obligatione obſtricta ſit, leg. 1. & l. fin C. ſi matr indemn. promiſ. l. ſi mater, in fin. Cod. ad Vell. Si tamen tutor matri pupilli vel auo adminiſtrationem cõmiſerit, indemnitatis promiſſionem recipiẽs finito officio, à pupillis conuenietur, & ab eis ipſe conſeruabitur indẽnis. l. 2. ibidẽ

Saly

Salycetus Cod. ſi matr. indemn. promiſerit. *Les legitimes ſont auſſi datifs en France, comme eſt cy-deuant repreſenté, & par ainſi doibt eſtre informé de leur ſuffiſance, ſi ne baillent cautions, ou ne ſont perſonnes qualifiées & cogneues pour l'aſſeurance du Iuge qui les reçoit: & ſuyuant l'aduis & conſeil des parents & amis des pupilles faicte perquiſition des plus proches & capables du coſté paternel, à leur deffaut du maternel: finallement des autres parents & amis, ou plus proches voiſins ſuffiſants & capables. Et lors de leur reception doyuent iurer bien & fidellement ſe comporter à la charge de tutelle, procurer de leur pouuoir le profict de leurs pupilles, euiter leur dommage, faire bon & loyal inuentaire, rendre compte & preſter le reliqua à la fin de leur adminiſtration, & faire les autres choſes, eſquelles ſont tenus par la loy* 1. ff. rem pupilli ſalu. for. *& la loy* fin. Cod. de adminiſtr. tut. *Maſuer au titre des tuteurs, nombre dixſeptieſme, ſans toutes-fois qu'apres la tutelle finie, & comptes rendus l'obligation s'eſtende au temps de l'adoleſcence, ores l'adulte ne ſe pouruoye de curateur, & vueille de ſoy adminiſtrer,* vt in leg. 1. Cod. de magiſtr. conuen. nec ſufficit finitam eſſe adminiſtrationem, niſi tutor rationes ſui actus confecerit, & pupillo reddiderit, leg. 1. §. officium tutoris, ff. de tutel. & rat. diſtr. non tamen tenetur miniſtrare ſumptus pupillo, ad litem exercendam contra ſe, leg. Imperatores, Cod. eod. Et ſi poſt pubertatem puella in adminiſtratione connexa perſeuerauerit, tutelæ actione totius temporis rationem præſtare tenetur, leg. tutor poſt [2] pubertatem, Cod. arbitr. tutel. leg. ſi tutor, ff. de tutel. & ration. diſtinct. [2] §. 1. verſ. item inuiti, de curat. inſtit. Sunt tamen hæc verba Vlpiani in leg. 1. in fin. ff. de minor. hodie ad hanc vſque ætatem adoleſcentes curatorum auxilio reguntur, nec antè rerum ſuarum adminiſtratio eis committi debet, quamuis rem ſuam bene gerentibus donec vigeſimum quintum annum impleuerint, inſpecta minor. ætate de momento ad momentum, leg. 3. §. minore, & ibi Barth. ff. de minor. vt ſcilicet tanquam à patrefamilias maiore geſtum ab eis ratum ſit, gloſſ. fin. d. leg. 1. ff. de minorib. Committitur quidem adultis rerum ſuarum adminiſtratio, iure Cæſareo, & hac noſtra Conſuetudine, ſed lapſi iuuentute, vel ſua facilitate læſi reſtituuntur, leg. ſi quis agens. De action. Inſtitut. cauſa cognita, leg omnes, ff de in integr. reſt. multo magis ſi dolo aduerſarij, d. leg. 1. ff. de minor. & habet adultus vel adulta anno ætatis 17. de conſuetudine teſtamenti executionem, vt notat Aufrerius in Capell. Tholoſ. quæſt. 54. in fin. Speculat. de Inſtit. edi. §. nunc verò, verſ. 79. Non tamen abſque curatore poteſt eſſe in iudicio, Capell. Tholoſ. quæſt. 113. multò minùs puellæ, niſi [3] in ſpiritualibus. Ibidem Aufrerius. [3] *Femmes hoſtellieres, ou marchandes, faiſants train de marchandiſe, ſont leurs obligations verballes.* Boërius deciſ. 349. *Et peut le moindre de vingt-cinq ans, maieur de dixſept, eſtre procureur, facteur, agent & negotiateur,* §. ead. lege, in fin. quibus ex cauſ. manumitt. non licet, cap. qui generaliter, §. fin. de proc. in 6. *Lequel eſtant ſaiſi de procuration verballe,* ſecundùm Angelum in leg. ſi procuratorem, ff. de procurat. quæſt. 3 ſecundùm Azonem in ſumma, C. de fide inſtrument. verſ. quod ſi proferatur charta, *peut recenoir argent, faire quittance, obliger ſon maiſtre, vendre, & achepter marchandiſe pour ſon conſtituant, & ſubſtituer en ſon lieu,* capit. 1. § procurator, de procurat. in 6. *non és cauſes, iuſqu'à la vingt-cinquieſme année de ſon aage,* d. capit. generaliter: *auant lequel ne peut eſtre auſſi receu en l'eſtat de iudicature, que n'ait poſtulé trois ans au barreau. Ordonnance du Roy Henry II. mil cinq cents cinquante vn article ſixieſme, Henry III. mil cinq cents ſeptante neuf aux Eſtats de Blois article cent ſeptieſme. Ce qu'eſtant de l'office viril, nous*

arre

arreſterons à la ſimple negotiation, & adminiſtration mentionnee en la preſente Couſtume, laquelle ſouloit eſtre par les loix Romaines plainement attribuee par diſpenſe du Prince aux moindres de 25. ans, aagez de 18. l. 2. & 3. C. de his qui vẽ. ætat. impetr. Et ne ſert l'aſſiſtãce du curateur à celles que n'en ſont pourueües pour la validité des actes & obligations que ſont pour elles, l. 1. C. de auth. præſt. que ſont de ſoy valables & ſouſtenables. Et où les tuteurs, deſquels la charge ſeroit expiree, retiendroient ſes inſtruments & actes à elle neceſſaires, pour agir ou defendre en iugement, l'adulte les pourroit appeller en aſſiſtance de cauſe, l. vnica, *C. vt cauſæ poſt pubert. adſit tut. non qu'elle le puiſſe contraindre rendre compte auant le douzieſme annee complette de ſon aage: comme peut faire au curateur pendant ſa minorité, ſans attendre qu'elle ſoit maieur de 25. ans, non plus que le recouoir en ſa puberté, ſi elle meſme veut & eſt capable prendre le maniement de ſon patrimoine, l.* niſi finita, *l. cùm tutor, ff. de tutel. & rat. diſtr. l. 1. §. finito autem officio, ff. de contr. & vtil. act tutel. & cum tutore & procuratore etiam manente adminiſtratione agi poteſt, l. cum curatore, ff. de adminiſtr. & peric. tut.* nempe de re particulari, vt ibidem Viuianus, tum etiam furti, damni, iniuriæ, rei vendicatione, rem pupill. ſaluam fore, & cùm gerens putet ſe eſſe curatorem, ibid. gloſſ. non vniuerſæ adminiſtrationis, niſi finita cura, l. 2. l. rationes, C. eod. tit. Quid ſi ea interdum nupſerit? tunc enim tranſit in viri poteſtatem, l. in copulandis, C. de nupt. [4] *Acquerir, recouoir, non aliener, ne hypothequer ſes immeubles ſans authorité de* 4
Iuſtice, que pour ſon profit & commodité. Et peut vne fille maieur diſpoſer de partie de ſes heritages en faueur de ſon tuteur eſpoux, ſans authorité de Iuſtice, ne conſentement de ſes parents, pour paruenir à vn mariage aduantageux & alliance honorable: comme fuſt iugé par Arreſt du Parlement de Paris *du 10. Auril 1554. au profit de maiſtre* Pierre le Feure, *clerc au Greffe ciuil de ladicte Cour & autre donné pour le ſieur de Toré, confirmatif d'vne ſemblable donation à luy faicte par Madame ſa femme,* vt in l. prædia, Cod. de prædiis, & aliis reb. minor. l. 1. Cod ſi aduerſ. donat. l. Titia. ff. de iur. dot. *Carondas chapitre trente ſix du ſecond liu. de ſes reſp. & par eſchange, pourueu qu'elle ne ſoit leſee, ne incommodee par l'infirmité de l'aage ou fragilité du ſexe, ou par le dol, & fraude d'autruy, non pour le faict de ſa negotiation: en laquelle ne peut eſtre releuee, ni pour les fruicts, reuenus, & eſmoluments du fonds, deſquels les moindres peuuent diſpoſer ſans decret de Iuſtice, & ſans eſperance de relief par minorité: & eſtant releuee d'vn heritage permuté, le doit rendre en l'eſtat qu'il eſtoit lors du contract, & luy a eſté baillé. Arreſt du 23. Mars 1559. cité par Papon, au tit. des Mineurs, du liu. 16. de ſon recueil,* præſertim ſi facto minoris res facta ſit deterior. *Carondas ch. 63. du 2. liu. de ſes Reſp.* [5] *Et peuuent valablement compromettre contre l'ancienne forme du droict eſcrit, par laquelle tels compromis eſtoyent nuls, pour ne pouuoir appeller de la ſentence des arbitres, deſquels l'appellation eſtãt receue en France, les compromis & arbitrages ne peuuent eſtre debattus de nullité. Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe le 18. Feurier 1590. cité par Maynard au ch. 80. du 8. liu. de ſes queſt. neantmoins peut eſtre reſtituee, contre vn arreſt donné à ſon dommage pendãt ſa minorité, elle non ouye, ni legitimement defendue & ſi plaide ſans curateur, la procedure eſt caſſable ſi ne luy eſt profitable. Maynard ch. 32. du 7. liu. de ſes queſt. Non contre l'arreſt donné auec ſon curateur, qui a fait ſon deuoir à la defenſe de ſa cauſe: duquel la moindre ne ſe peut diſpenſer, tant pour la raiſon de l'aage que du ſexe: auquel n'eſt permiſe la poſtulation, l. fœminæ, ff. de reg. iur. dont elle eſt doublement tenue eſlire vn curateur ou Procureur en iugement pour la defenſe de ſa cauſe & validité des actes: ni n'eſt releuee de la tranſaction faicte pour exect. Carondas chap. 110. du 7. liu. de ſe Reſp. où eſt repreſenté le faict*

d'vn moindre, qui pour vn excez graue, commis en ſon endroit, auoit tranſigé & remis ſon iniure, moyennant vne ſomme d'argent, & depuis reprenant la pourſuitte criminelle, obtenu lettres en la cauſe d'appel pour eſtre releué de ladicte tranſaction par minorité, deſquelles fuſt deſmis par Arreſt du parlement de Paris du deuxieſme Decembre 1581. prononcé par le ſieur Preſident de Briſſon: & au contraire quand elle auroit tranſigé pour excez, ou delict par elle commis, ne ſeroit non plus faitte illation & conſequence du delict à la minorité, ni de la minorité au delict. Maynard chap. 46. du 6. liu. de ſes queſt. Ioinct que honor præfertur omni lucro: *& court la preſcription contre le moindre banni, ou condamné à certain temps aux galleres, parce qu'il peut agir par Procureur, comme s'il eſtoit preſent, non és galleres perpetuelles, leſquelles importent en Tholoſe confiſcation de biens. Maynard au meſme chap.* Tum quia mors ciuilis naturali æquiparatur: vt notat Matthæus in Guidonis Papæ quæſt. 547. Quæ etiam morte ciuili vel naturali conſtituentis procurator litis vel negotiorum, quamuis lite incepta, & cauſa conteſtata cenſetur reuocatus, & deſinit eſſe procurator huiuſmodi defuncti. [6] *Comme eſt noté au chap. precedent de Claude le Brun au 1. liu. de ſon procez Ciuil, §. 18.* [7] *Carondas chap. 43. du ſecond liure de ſes Reſp. chap. 6. du cinquieſme liure tient que la fille moindre peut eſtre reſtituee de la renonciation par elle faitte à la ſucceſſion paternelle, au moyen de la dot à elle conſtituee: ſauf entre Nobles, l'aiſné deſquels porte le nom, & armes de la maiſon: ni ne peut valablement renoncer à ladicte ſucceſſion. Le meſmes au chap. ſuiuant, pourueu qu'elle vienne dans la trente-cinquieſme annee de ſon aage: car apres n'y ſeroit receuë par Ordonnance du Roy François I. 1539. Arreſt ſolemne du Parlement de Paris donné auant les feſtes de Noel, l'an 1570. Carondas chap. 45. du 2. liure de ſes Reſp. Papon au titre de reſtitution en entier, arreſt 1. du 26. liure de ſon recueil. Quoy que la femme n'ayt ratifié ladicte quittance en ſa maiorité ſelon l'hypotheque couchee par ledict Carondas en ce chapitre ſur laquelle ledict Arreſt auroit eſté donné.* [8] Vnde colligitur tempus, perſona, quantitas, & his deficientibus huiuſmodi cum cauſæ cognitione competit actio, l. ſi oleum, § fin. ff. de dolo, l. 2. C. eod. nempe regio diplomate, & dolum ex indiciis perſpicuis probare conuenit, l. dolum, C. de dol. l. & eleganter, in fin. & l. ſeq. ff. eod. l. ſi dolo, l. dolus, C. de reſcind. vend. l. 3. §. 1. in fin. ff. de minor. l. quoties, in fin. ff. de prob. l. ad inuidiam, ff. de his quæ vi metúſve cauſ. geſt. ſunt. *Et ne ſuffit que l'impetrante ou demandereſſe preuue la dignité, pouuoir & authorité de la perſonne, ni ſa minorité, ſi ne preuue auſſi le dol, la force, leſion, ou deception. Maynard chapitre dixhuict du ſixieſme liure de ſes queſtions.* [9] *Les maieurs ſont auſſi reſtituables pour leſion enorme,* l. 2. C. de reſcind. vend. nempe in contractum, non aduerſus tranſactionem, licèt regio diplomate & cauſa cognita. *Maynard chap. 18. du 6. liu. de ſes queſt.* l. in contractib. C. ex quibus cauſ. maior. l. non enim negligentibus, ff. eod. tit. l. ff. de minor. *Et plus enor pour le dol & ruſe d'vn contractant, que pour la facilité de la moindre, vt ſ.* [10] *Ledict Carond. ch. 45. du 2. liu. de ſes Reſp.* [11] Dolus enim dans cauſam contractui, nullum contractũ efficit, l. iuri gentium, §. ait prætor, ff. de pact. & præſumitur paruitate precij l. cùm hi, §. modus ff. de tranſact. cuius actio non competit minori, quia reſtitui poteſt l. in cauſæ 2. §. Pomponius, ff. de minor. b. Nec datur hæc actio pro magna & euidenti calliditate l. & eleganter, §. fin. ff. de dol. nec præſumitur in minori & fœmina, l. vbi, ff. de edend. [12] *Et ſont de tout abregees Maſuer au tit. des choſes iugees, nombre 25.* [13] Et datur reſtitutio in ſubſidium deficiente alio remedio ordinario, l. in cauſæ. §. 1. ff. de minor. cum cauſæ cognitione, ibid. §. cauſa cognita, & l. 1. ff. de minor. l. omnes, ff. de in integ. reſtit. minor. [14] l. vbi falſi, ff. ad leg. Cornel. de

nel. de falſ. Nec ſolùm qui falſum fabricat inſtrumentum, vel teſtamentum vel eo vtitur, falſi pœna tenetur, ſed etiam qui celat, & amouet, l. eum qui, C. eod. non tamen crimini ſubiacet, cùm exemplum per errorem ſcriptum non dolo malo falſum reperitur, l. nec exemplum, eod. [15] Aliud enim eſt falſum inſtrumentum fabricare: aliud eo vti. Fabricator falſi accuſationem non euadit, & ſi dixerit ſe eo non vſurum: quive compoſitis per ſcelus codicillis in ſeueritatem legis Corneliæ inciderint, non poſſunt defenſiones eius recuſando crimen euitare, illiſque prodeſt inſtrumenti vſu abſtinere, qui non falſi machinatores eſſe dicuntur, & quos periculo ſolus vſus adſtrinxerit, l. ſi falſi, C. eod. [16] *Ni n'eſt on* 16
receu prouuer par teſmoins le contenu de l'acte declaré faux. Maynard chapitre ſeptante ſept, du ſixieſme liure de ſes queſtions ſelon l'vſage du Parlement de Tholoſe *& Arreſts ſur ce donnez, conformement à l'Ordonnance du Henry II. du mois de Juin mille cinq cens cinquante, article ſeze, par laquelle les clers qui commettent fauſſeté au faict des benefices par eux faicts contentieux, ſont declarez deſcheus du droit par eux pretendu, & pour le priuilegié ſubiects à peine pecuniaire, & pour les lais aux peines portees par l'Ordonnance qu'eſt capitale tant des Notaires que teſmoins. Ordonn. du Roy François I. 1531. 1535. chap. 19. article 9. 1532. à Valence, pour Bretaigne, chapitre troiſieſme, article huictieſme. Celle de l'an 1531. leüe & enregiſtree au Parlement de* Paris *le vingtroiſieſme Auril 1532. enſemble les financiers qui ont falſifié les quittances. Ordonnance de l'an 1532. donnee à Chaſteaubriane, article cinquieſme, laquelle toutesfois ne ſembleroit auoir lieu contre celuy qui confeſſeroit le crime.* Baldus in cap. peruenit, de teſt. cap. ex literis, de fid. inſtrum. cap. Panormitanus, in cap. penult. de rer. permut. Lege 12. tabul. falſi teſtes quondam ex ſaxo Tarpeio deiiciebantur. Lampridius in Alexand. Seuer. eum Notarium qui falſum cauſæ breue in Concilio Imperatoris retuliſſet, inciſis digitorum neruis, ita vt nunquam poſſit ſcribere, deportauit. *Vn nommé Tendron fuſt executé à mort en Tholoſe, puis enuiron trente ans, pour auoir fauſſifié le ſeel de l'vniuerſité & ſein des Docteurs regens. Et ſont les fauſſaires qui ont paſſé faux contracts, ou porté faux teſmoignage, puniſſables de mort par Edict du Roy François I. donné à Argenton au mois de Mars mille cinq cens trente vn, publié au* Parlement de Tholoſe *le vingtroiſieſme Auril mille cinq cens trente deux. Et ſont les ſubornateurs puniſſables de meſme peine, comme remarque le Guenois ſur ladicte Ordonnance du Roy François I. en la Conference liure neufieſme, titre treziesme, article premier, nombre 2. où il allegue vn arreſt du Parlement de Paris du huictieſme Iuillet 1572. par lequel le ſieur de la Grue fuſt condamné en quinze mille liures d'amende & banni trois ans, pour auoir ſuborné des teſmoins.* Et è conuerſo, qui falſas tabulas dixerit, & non obtinuerit, ad defuncti iudicium aſpirare non poteſt, l. qui falſas, C. ad leg. Cornel. de falſ. Neque ſuſpectum inſtrumentum tranſactionis approbatum, iterum reprobare, aut de falſo impugnare licet, l. ipſe ſignificas, C. eod. tit. *Et doit on proceder criminellement & extraordinairement contre les fauſſaires par Ordonnance du Roy François I. 1536. pour Bretaigne, chapitre ſecond, article vingquatre, par information ſecrette, ſur les moyens propoſez, ſouſtenus & remis par eſcrit, ſignez de la partie, qui les propoſe. Ordonn. du Roy François I. 1535. ch. 19. art. 10. 1539. à Villiers Coterets en Aouſt chap. 1. article 7. 8. ores celuy qui produit vn acte, ou inſtrument impugné de faux, declare qu'il ne s'en veut ayder: doit neantmoins eſtre condamné és deſpens, dommages & intereſts enuers la partie, comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris du dixhuictieſme May 1314. allegué par le Guenois au meſme tit. de la Conference des Ordonn. art. 3. Et eſt l'inſtrument ſuſpect de faux, quand apres auoir eſté debatu*

& ſoutenu faux celuy que le produit, s'en deſmet, gloſ. l. ſi falſos, C. ad leg. Cornel. de
17 falſis. [17] Regulariter enim ſtandum eſt inſtrumento publico, l. cùm res, l. cum precib. C. de prob. niſi probetur contrarium. Praxis Papienſis tit. 13. gloſ. 3. num. 3. *N'eſt l'inſtrument cenſé faux, pour eſtre retenu par vn Notaire, duquel vn autre inſtrument a eſté declaré faux, ſoit deuant, ou apres*, cuius falſitas cæteris non derogat propter publicam vtilitatem, donec Notarius fuerit per iudicem expreſsè de falſo condemnatus: quo caſu non valebunt inſtrumenta poſtea per eum rogata, arg. c. teſtimonium c. de teſtib. & c. fraternitatis, c. de hæretic. & ibi notat per Innocentium. *Et croit-on à l'inſtrument venu de loin, & pays eſtranger, s'il eſt en bonne forme, ſi n'eſt de conſequence & choſe d'importance: auquel cas eſt beſoin prendre atteſtation du Iuge ordinaire du lieu, où l'inſtrument eſtre retenu, comme celuy qui l'a receu eſt Notaire.* Praxis Papienſis, tit. 15. gloſſ. 4. nu n. 2. *Et fuſt par Arreſt du Parlement de Paris donné à la 5 chãbre d'Enqueſtes le 20. Ianuier 1596. entre Suſanne du Henault, veſue à feu Maiſtre Pierre Loyſeau appellante, & Anne de Frezeron, veſue à feu Maiſtre Iean de Henault appellée. L'appellante fuſt relaxee, & l'intimee demiſe des lettres Royaux par ledict feu Iehã Henault, impetrées deuant le Iuge, duquel auoit eſté appellé, pour eſtre releuee d'vne tranſaction faicte auec ſon tuteur ſur la reddition des comptes ordonnee par Iuſtice la 22. annee de ſon aage, en laquelle il auoit auſſi obtenu lettres du diſpenſe de l'aage, de ſa Maieſté: dont les actes eſtoyent ſi valables, que s'il euſt eſté maieur, deſquels (eſtans faicts apres ladicte diſpenſe) n'eſtoit receuable à demander le relief par minorité.* Carondas ch. 47. du 9. liu. de ſes
18 Reſp. [18] Et valet contractus minoris curatorem non habentis, ſed læſus reſtituitur, l. 1. ff. de minor. l. 1. C. ſi aduerſ. vend. non quidem ex modica læſione, nec ex delictis, l. auxilium, §. in delictis, ff. de minor. l. 1. & 2. C. ſi aduerſ. delict. Practicæ Papienſ. tit. 41. gloſſ. 16. num. 2. reſtituitúrque ſi domo paterna careat, & ſi aliter lædatur, l. ſi in emptione, ff. de minor. *Et tout ainſi que le Procureur ou Notaire mendre de 25. ans, ne peut eſtre releué des actes par luy faicts concernant ſon office, ni autres paſſez auec luy en ſes priuez affaires: de tant qu'il s'eſt fait receuoir en ceſt eſtat, comme maieur dont il n'eſt receuable à demander le relief des contracts par luy faicts & paſſez puis le temps de ſa reception*, l. 2. & 3. C. ſi min. ſe maior. dix. l. 1. C. qui & aduerſ. quem in integr. reſtit. poſtul. *Arreſt ſolemne du Parlement de Paris du 23. Decembre 1574. cité par ledict Carondas au chap. 49. du 8. liu de ſes Reſp. par lequel le moindre oppoſant fuſt debouté de l'enterinement de ſes lettres Royaux, & ordonné que l'execution commencee ſeroit continuee. La meinãre que negocie, fait train de marchandiſe, tient hoſtelerie, & a le maniement de ſes biens, contracte valablement, nonobſtant l'infirmité de l'aage, & imbecillité du ſexe: meſmes quand elle ſe comporte ſagement & diſcrettement en ſes affaires, & ne*
19 *fait autre choſe, que ce qu'vne maieur feroit en la meſme vacation, ou negociation.* [19] *Laquelle ores ne puiſſe eſtre en iugemẽt, tant pour raiſon du ſexe que de l'aage, ſans aſſiſtance du Procureur, ou curateur*, l. 2. C. qui legit. perſ. ſtand. *Peut neantmoins contracter: & ſi eſt grande-*
20 *ment leſee, deceue, & circonuenue, recourir au benefice du Prince.* [20] Sont aſſiſtees du Velleian auec lettres de la Chancelerie, non autrement, attendu que c'eſt de l'office viril ſe charger du faict d'autruy, pour aſſeurer les affaires, non des femmes, quæ ad tuendas res ſuas, alieno indigent auxilio & conſilio: quarum fieret non ſolùm iactura pudoris, ſed etiam immineret periculum rei familiaris, l. 1. ff. ad Velleia. l. quod ſi viro, ff. de
21 iureur. l. 1 ff. de poſtul. l. alienam, C. de proc. [21] *Mineur contre mineur n'eſt reſtituable par le droict Romain*, in l. verum, ff. de minorib. auth. quas actiones, & ibi Bart. C. de ſacroſ. eccl. *Neantmoins l'vn & l'autre a eſté reſtitué par ſentence du Preuoſt de Pa-*

ris,

ris, confirmee par Arrest, par laquelle les lettres de l'impetrant furent interinees, la transaction entre eux faicte cassee, & faict, compensation des fruicts perceus puis le iour & datte d'icelle à la rente demandee. Carondas chap. 26. du 6. liu. de ses resp.[22] Si minor se maiorem dixerit, non restituitur, d. l. 2. & 3 C. si minor se ma. dixe. *sinon la femme mariee de la transaction à elle preiudiciable, qu'elle a fait auec son mari, contre laquelle elle venant par lettres Royaux, est receue à reprendre sa piece, en remboursant le prix, frais & loyaux cousts*, propter bonam fidem emptoris. *Carondas chapitre 56. du septiesme liure de ses Respons. n'ayant elle aussi fait que ce qu'vne maieur auroit fait, ni ne peut faire retracter vn arrest contre elle donné, estant legitimement defendue, arrest solemne du Parlement de Paris de l'auant-veille de Pentecoste du 23. May 1561. Carondas ch. 86. du 2. liu. de ses Resp. Et passé l'aage de 18. ans, peu valablement s'obliger & contracter de choses mobiliaires, sans qu'apres en puisse estre releuee, que pour cause de dol, ou force. Le mesme ch. 87. du mesme liure: & estant restituee pour immeuble par elle achepté, vendu, ou permuté, est tenue rendre l'heritage à elle baillé en faisant le contract. Arrest de Paris du 23. Mars 1559. allegué par ledict Papon, & interpreté par ledict Carondas au ch. 63. du 2. liu. de ses Resp.*[23] *Carondas au 3. liu. de ses Pandectes, ch. 36. du 2. liu. de ses Resp.*[24] l si pro aliquo, ff. ad Velleia.[25] Si callidè sit versata: infirmitas enim fœminarum, non calliditas auxilium sumit, l. 2. in fin. l. si decipiendi, ff. ad Velleia[26] Nec enim minori subuenitur, nisi læso, tam ex contractu vel instantia principali, quàm appellationis, l. cùm & vos minores, in 2. resp. C. si aduers. rem iud. Practicæ Papiens. tit. 41. gloss. 14. num. 13. & immodicè læso, gloss. 16. num. 2.[27] quæ rem à se petitam obtulit, l. si reus paratus, ff. de procur. l. fideiussor, ff. de dol. except. Ni postea indebitam se obtulisse pœniteat: *de tant que la moindre ne peut rien faire, promettre ne contracter que tourne a son preiudice, & l'ayant fait, a le remede de restitution concedé aux moindres. Maynard ch. 41. du 6. liu. de ses quest. Et se peut encor desmettre de son impetration, concernant la restitution en entier par elle obtenue pendant sa minorité, du fonds qu'elle a vendu, duquel elle aussi tenue restituer & rembourser le prix à l'achapteur, en reprenant la piece, & en ce cas peut renoncer à son priuilege*, l. si iudex, ff. de minor. gloss. in clementina Constitutioné, in verb. nolle vti, de elect. Panormitanus in c. ex conquest. e. de rest. spol. *non de retraict lignager és lieux particuliers de ce Parlement, où il est en vsage, duquel parle Maynard au ch. 22. du 8. liu. de ses quest. Ni ne sont les maieurs receus à reuoquer celle ou semblable restitutiõ par eux impetree, pour lezion enorme d'outre moitié de iuste prix, ne s'en despartit, moins empescher que le vendeur n'en poursuiue l'execution. Ainsi iugé par Arrest du Parlement de Paris du 11. Iuin 1550. apres Carondas allegué par Maynard au chap. 42. du 7. liu. de ses qu. non plus que le retrayant, qui de mesmes ne se peut despartir du retraict par luy obtenu. Carondas ch. 8. du 6. liu. de ses Resp.*[28] *Carondas ch. 110. du 7. liu. de ses Resp.*[29] *Et doit le mineur prouuer sa minorité*, l cùm te, de probat. Bart. in l. de ætate. ff. de minor. *Masuer au tit. des preuues, nomb. 35. ensemble les causes releuantes contenues en ses lettres: autrement n'y est receuable, ni ses lettres interinables*, l. 2. C. de prob. *ni n'est releuee la moindre de ce qu'elle fait, poursuit, & contracte, où l'assistance & authorité du curateur n'est aucunement necessaire: comme de vœu & mariage:* si enim adolescentula vel adolescens seruire Deo elegerit, non est potestas parentibus prohibendi, & minùs tutorib. ex Concilio Triboriensi, in can. puella 20. quæst 2. Nec Episcopi nota 19. quæst. 2. Vnde Vrbanus Papa in capitulo Sancti Rufini, duas esse leges [illegible] ruit, publicam & priuatam: publicam, propter transgressiones esse traditam, [illegible] legem canonum à sanctis patrum scriptis confirmatam: priuatam, de qua Apostolus ad Hebræos 8. Ad

Rom. 2. Habe, inquit, charitatem, & fac quicquid vis, can. radicata. de pœnit. diſt. 2. quę inſtinctu Spiritus Sancti in corde ſcribitur, de qua Apoſtolus: Cũ Gentes legẽ non habeant, ſi naturaliter quæ legis ſunt faciant. Ipſi ſibi ſunt, lex quæ Spiritu Dei aguntur, leges Dei dicuntur. Quiſquis igitur, inquit Vrbanus Papa hoc Spiritu ducitur, etiam Epiſcopo ſuo contradicente, eat liber noſtra authoritate. Iuſto enim lex eſt poſita: ſed vbi Spiritus Dei, ibi libertas: & ſi Spiritu Dei ducimini, non eſtis ſub lege, Apoſt. 2 ad Corinth. 3. primæ ad Timotheũ 1. Non tamen poteſt Epiſcopus ingredi religionem inuito ſummo Pontifice, c licet. e. de Regulat. vxor. inuito marito, l. ſi quis coniugium 17. quæſt. 2. nec impubes inuito tutore, vel parentibus, d. can. puella. *Et tient Maſuer au tit. des tuteurs & curateurs, numb. 19. le moindre eſtre receu en iugement ſans curateur és cauſes beneficiales & matrimoniales*, l. in copulandis, C. de nupt. l. inter liberos, § penult. ff. ad leg. Iuliam, de adult. c. fi. de iud. in 6. gloſſ. c. ex parte, e de reſtit. ſpoliat. *Ce que toutesfois n'eſt receu en France pour les parents, quant aux fils & filles de famille: dont les mariages clandeſtins faicts contre le gré, vouloir, & conſentement, & au deſceu de leur pere & mere, les rend incapables, enſemble leur poſterité prouenant du dict mariage, de la ſucceſſion & aduantages tant paternels que maternels auec iuſte cauſe d'exheredation. Edict du Roy Henry II. 1556. art. 1. confirmé par l'Ordonn. de Blois, art. 41.* Nouell. 143 Deut. 7. lib. 2. ff de ritu nupt. §. 1. Inſtit. de nupt. l. nec filium, C. de ſecund. nupt. l. ſi pater. C. de ſponſal. niſi pater ſit abſens longa abſentia, l. ſi ita pater, & l. ſeq. ff. de ritu nupt. d. l. nec filium. *Le conſentement de tous les deux eſt requis ſi ſont viuans: & ſi ne ſont d'accord, ſuffit le conſentement du pere.* l. in coniunctionib. C. de nupt. Nouell. 115. c. 3. num. 11. *Et eſt la fille autant puniſſable que le fils, ſans qu'elle puiſſe dire auoir eſté circonuenue, comme celle qui a contracté mariage auec ſon tuteur*, l. fin. ff de leg. *lequel, enſemble le gentilhomme, ou autre perſonne ayant pouuoir & authorité, qui contractent illicitement en doyuent porter les peines, non les filles qui ont eſté forcees, induites & perſuadees.* Liuius lib. 4. decade 1. Sidonius Apollinaris lib. 2. c 2. De quodam clerico verba faciens. Euariſtus Epiſt. 1. Ad Epiſcopos Africæ, can. aliter 30. q. 5. *Et ſont les mariages clandeſtins, où manquent les ſolemnites ordinaires, ou autre preuue legitime*, c. 3. e. de clandeſt. deſponſ. *dont les entremetteurs & Notaires qui ont retenu les contracts ſont auſſi puniſſables. Ord. de Bloys, art. 42. & 44 enſemble les tuteurs que y conſentẽt ſans l'aduis & conſeil des plus proches parens, tant paternels que maternels. art. 43. de la meſme Ordonn. A quoy toutesfois ne ſont ſubiects les enfans qui paſſent la trentieſme annee de leur aage, ni les filles aagees de 25. ans, ſelon le meſme Edict du Roy Henry II. donné à Paris au mois de Feburier 1556. publié & enregiſtré au meſme Parlement le 1. Mars enſuiuant*, d. Nouel. 115. c. 3. num. 11. auth. ſed ſi poſt, C. de inoff. teſtam. l. viduæ, l. in coniunctione, C. de nupt. *Et remarque le Guenois au tit. des Mariages, en la Conference des Ordonn. ſur le 4. art. du preſent Edict, l'intention de l'Empereur n'eſtre telle de permettre la proſtitution des filles aagees de vingtcinq ans, non plus que des nobles de 24. ans, par la Couſtume d'Anjou, art. 251. ou de 20. ans, par celle du Mayne, art. 269. que tant ſeulement les interdire ne ſe marier auant ledict aage, ſans le ſceu & conſentement de leurs parents*: ſúntque plures exceptiones regulæ generalis, qua minor ſine curatoris authoritate agere neque conuenirí poteſt, ex l. Clarum, C. de author. præſt. & aduerſus ſententiam ex eo latam reſtituitur, niſi per eam eiuſdem vtilitati conſulatur, l. non eo minus, C. de procur. niſi in cauſis expreſſis, in can certis, & ibi gl. in verb pupillis 15. q. 3. & alias quas ad amuſſim enarrare moleſtum & parui mo-
10 menti eſſet. 10 De iis *mæ* inconſulta quadam iuuenilis ætatis leuitate damnum

ſenſerunt.

ſenſerunt, in integrum reſtituendis his verbis Prætor edixit in l. 1. ff de minor. ob varias eorum captiones opem pollicitus, naturalem æquitatem ſequutus: nec enim ſemper ea quæ cum minoribus gerantur, reſcindenda ſunt ſed ad bonum & æquum redigenda, ne magno afficiantur incommodo: & nemine cum his propter metum reſtitutionis contrahere volente quodammodo commercium eis interdicetur, l. quod ſi, §. 1 l. ait prætor, ff. de minorib. Et ea duntaxat in quibus minor manifeſtè circumſcriptus eſt, irrita fiant, ſuáque facilitate deceptus, quod habuit, amiſerit, l. ait prætor, eod. ſe inutilib. negotiis vel damnoſis lítib. impl icuerit, l. minorib. l. ſi minor, l. non omnia, ff. de minor. Quæ omnia verba circumſcriptionis continentur in d. l. non omnia, adeò vt affectionis ratio h beatur, l. ſi in emptione, ff. eod. Non aliter tamen ſubuenitur minorib. niſi cauſa cognita rem alicuius eſſe momenti apparuerit, l. ſciendum, ff. de in integ. reſtit. & in ea ſe ætatis lubrico captos probauerint, l. verum, l. ſciẽdum, eod tit. Neque enim qui ſobriè ſua adminiſtrant, damni occaſione inconſulto accidentis velit reſtitui, non erit audiendus, niſi inconſulta facilitas pariat reſtitutionem. d. l. ſciendum, ſuffi ítque minorem ætatem, & læſionem oſtendere, l. nam poſtea, l. ſi minor, ff. de iurisdict. l. 1. qui, & aduerſ. quos: non tamen modicam, vt ſ. nec eam, quæ in caſu & euentu, qui prudentiſſimos fallit. ſed ipſo hæreat contractus principio, l. verum, §. ſi locupleti, ff. de minor. l. fin. C. eod.[31] *Carondas chap. 47. du 9. liu. de ſes Reſp. de tant que par le moyen* 31
de la grace & diſpenſe de l'aage impetree du Prince, les moindres de l'vn & de l'autre ſexe, procedant comme maieurs, & ne diſpoſent ſeulement des fruicts, rentes, & reuenus de leurs biens ſans decret de Iuſtice, mais auſſi des immeubles, comme ſi eſtoyent maieurs ſans eſpoir de reſtitution en entier, que pour leſion enorme d'outre moitié de iuſte prix, & autres moyens, par leſquels les maieurs ſont reſtituables. Papon au tit. 2. du 16. liu. de ſon recueil où il tient que les maſles ne doiuent eſtre diſpenſez de l'aage, qu'à l'aage de 20. ans, ni les femelles qu'à 18. ans, vt in l. omnes adoleſcentes, C. de his qui ven. ætat. imp. *où neantmoins rapporte l'exẽple de deux ſeigneurs qui furent diſpenſez à dixſept ans. Diſant au ſurplus les femmes n'auoir beſoin de curateur pour preſenter leurs lettres en iugement, apres la reception deſquelles ne peuuent eſtre releuees des actes qu'elles feront par minorité que par raiſon du ſexe: autrement ſi les moindres ne ſont capables d'adminiſtrer, eſt inhibé ne contracter auec eux, non plus qu'auec prodigues declarez, ſans le conſentement du pere, mere, & autres parents ou curateurs, par Arreſt du 26. Aouſt 1542. donné entre Pierre Ferrieres curateur d'Eſtienne Clauſe mineur declaré prodigue, François & Iean Lalauſe, Bernard Ceré. & Pierre de S. Marc marchands de Tholoſe, dont les contracts furent caſſez, le Curateur condamné audict nom rendre l'argent que ſe trouueront auoir eſté employé à la deſpenſe dudict Clauſe.*

**
*

DEBTES,

COVSTVME IV.

Obligé à pluſieurs creanciers par acte public, dont les parties ſont d'accord, n'eſt tenu payer le debte confeſſé qu'il ſouſtient eſtre payé, que ne facent foy de l'entier inſtrument obligatoire : quoy que peuuent par teſmoins leur auoir eſté promis payement, meſme quand l'obligé fait apparoir l'acte auoir eſté cancellé.

CHAPITRE IV.

POVR ne donner lieu aux ſuppoſitions & fauſſetés qu'on ſouloit faire és contracts & actes volans, mis en liaſſe, ou eſcrits en papier ſeparé, apres attaché enſemble eſtant aiſé les refaire, & alterer, ou du tout les arracher, l'Empereur en ſes Nouuelles,[1] & nos Rois ont voulu que les Notaires & tabellions fiſſent regiſtre de tous contracts & actes : [2] leſquels y eſcriroyent continuement ſans apoſtille, rayeure, ne interlineature, [3] nuement & ſimplement, ſur le dire & conuention des contrahans, ſans aucune ſuperfluité de paroles,[4] auec le nom du Roy regnant, de la ville, bourg, ou paroiſſe, maiſon ou partie d'icelle, où s'en fait la retention, parties & teſmoins cognus par le Notaire, leur qualité & demeurance, & datte de l'an, mois, & iour auant ou apres midy : [5] & l'ayant apres recité en leur preſence, le leur doit faire ſigner, & ſi ne ſçauent, en faire mention. [6] Es ventes & permutations de fonds roturier doiuent exprimer les charges, fiefs & cẽſiues, & en quelle directe, iuriſdiction & ſeigneurie il eſt aſſis,[7] apres tenir les actes ſecrets, ſans les monſtrer ne communiquer qu'és contractans, leurs hoirs & ſucceſſeurs, [8] ni les expedier apres les auoir vne fois groſſoyés & deliurés, ſans ordonnance de Iuſtice, parties ouyes:[9] & pour oſter les moyens des affronts, chicanes & longueurs des procez entre ceux que cõtractent de fait ou de parole: ſans eſcriture, [10] a eſté pourueu à ce que de toutes choſes excedans la ſomme ou valeur de cẽt liures, ſeroit paſſé inſtrument public ſans

ſans qu'on ſoit receu en preuue hors le contenu d'iceluy, ny de ce que auant lors ny depuis auroit eſté conuenu. [11] Quant aux debtes ciuils & depoz volontaires non neceſſaires, comme faicts en temps de guerre, & tumulte, [12] des delicts, ou quaſi delicts, [13] comme dol, fraude, force, violence, circonuention, [14] & autres cas reſcindoires ſubiects à preuue, [15] enſemble la perte de l'inſtrument: [16] esquelz ne ſont auſſi exclus les ſerments, [17] & interrogatoires, qu'on faict en iugement par maniere de purgation: [18] ny les moyens de la fauſſeté incidemment ſouſtenue, ſubiects à preuue, laquelle s'inſtruict extraordinairement auec telle celerité, qu'elle ſe iuge, ſi faire ſe peut auec le principal. [19] Et eſtant l'acte preuué par teſmoins, [20] quoy que les preuues des conuentions particulieres, & autres que ſeroyent faictes par les parties, ſoubs les ſeings, ſeaux, & eſcriptures priuées ſoyent receues, [21] *& donec nullus pronuntiatus vel probatus fuerit contractus, ſemper pro contractu iudicandum eſt, non quidem iure actionis, ſed iudicis officio.* [22] Ny ne ſera faict preuue ſur ſeings & ſeaux d'eſcriptures publiques en forme authentique: ains on y adiouſte foy, ſans ladicte information, ſi ne ſont debattues & iurées de faux: auquel cas doibt eſtre procedé tant ſur la verification de la fauſſeté, que iuſtification des pieces, ſelon la forme de droict, [23] ſi ſouſtient l'inſtrument obligatoire portant ſubmiſſion rigoureuſe, eſtre de nul effect & valeur, n'eſtre en rien tenu, & le creancier eſtre ſatisfaict: le doibt faire aſſigner deuant ſon Iuge par requeſte ou exploict libellé en cancellation d'iceluy, par requeſte fondée ſur payements, nouation de contract, & pacte ne rien demander: par lettres Royaux, ſi en demande la reſciſion ou caſſation, s'il ſouſtient payement les doibt preuuer dans certain delay, apres l'exhibition du contract, ſinon les inhibitions oſtées, [24] eſt permis au creancier vſer des rigueurs y contenues, & icelles mettre à execution, le terme de payer eſcheu: nonobſtant appel, ou oppoſition, la main du Roy demeurant garnie, ſelon les Couſtumes des lieux: [25] ſauf des clameurs des Cours rigoureuſes, à l'execution deſquelles, ſi les executez ſont oppoſants, le ſergent executeur leur aſſigne iour de l'authorité duquel la clameur eſt expoſée. [26] Si ce faict contre vn tiers, l'executé ſe doibt auſſi oppoſer ou appeller de la ſentence, non de l'execution: [27] & pour ne forligner des termes de noſtre Couſtume, eſt à noter que la ſubſtance des choſes que conſiſtent en eſcripture publique ou priuée, ne ſe preuuent par teſmoings, ains par la meſme eſcripture: [28] comme ſont les contracts emphyteotiques, pactes dotaux redigez par eſcript, teſtaments, codicilles, donations, legats, fideicommis, ventes, eſchanges, tranſactions, ſentences definitiues, tonſures & profeſ-

tions de vœu monachal, iugements condemnatoires, ou abſolutoires, deſquels on ſe veut ayder pour reproches, ou ſaluations de teſmoins, dont la preuue n'eſt recetie, qu'au moyen de la perte des regiſtres, cedes & protocoles. [30] Le ſtil des Iuriſdictions ſe verifie par la ſimple declaration des greffiers ou practiciens exercez, deuant les Iuges du ſtils deſquels eſt queſtiõ, [31] la valeur de la choſe par experts: [32] ſi la cede eſt és mains du demandeur, comme ſeroit vne procuration ou acte ſigné & deliuré en original par deux Notaires, comme on a de couſtume faire en la ville de Paris, [33] le doibuent communiquer, ſinon la groſſe, ou l'expedié non cancellé, ou l'eſcripture priuée, portant confeſſion de debte, & autre loyal enſeignement: [34] autrement ne ſont à receuoir en leur demande, ny à preuuer par teſmoings le contenu d'icelle, qu'és choſes que ne reſultent par eſcript, [35] ſi n'eſt queſtion de l'eſgarement des actes & cedes ſur leſquelles fondent leur intention, [36] leſquelles eſt beſoin exhiber, ſi ſont cancellées, puis l'expedition de la groſſe produicte par le demandeur auec les payements mis au marge, ſi point en y a: [37] & ſi l'expedié eſt debatu de faux, ſans que le demandeur ſoit receu en preuue de la confeſſion du debte, ou promeſſe de payer faicte par ſon pretendu debiteur, ſi ne faict foy de la perte & teneur du contract, [38] ou autres actes & inſtruments que facent ſuccomber les actes abſolutoires ou reſolutoires produicts par le deffendeur: [39] quoy que au contraire la confeſſion du payement faicte par le creancier deuant teſmoings ſuffiſe pour deliurer le debteur de ſon obligation, [40] ſans la remiſe de la cedulle & cancellation de l'inſtrument obligatoire, pourueu qu'il apparoiſſe du payement en quelle maniere que ce ſoit. [41]

NOTAE.

1. NOVVEL. 44. [2] *Louys XII. 1510. art. 63 François I. 1535. ch. 19. art. 6. 173 Et ſont tenus tant les Notaires du Chaſtelet de Paris, que autres faire regiſtres des protocolles de tous les teſtaments & contracts, pour y auoir recours, quand ſera requis & neceſſaire, art. 174. eſquels inſerent les minutes des contracts, art. 175. Par le meſmes à Fontaine-Bleau 1543. le 2. Decemb. fuſt ordonné que les Notaires ſeroyent regiſtre des minutes, & les tabellions des groſſes ſans aucun ſalaire, ſauf des expeditions, dont les deux offices ont eſté reduicts en vn par Edict du feu Roy Henry IV. d'heureuſe memoire*, eodémque Nouella ſtatuitur, ne Tabelliones in mundum redigant contractum in alia charta, quàm ea quæ habet protocollum. Nec patitur Iuſtinianus ex chartis abſcindi protocolla, vt ait Cuiacius, nempe primas collationes in chartis, gloſſ. in d. auth. in verb. protocollum, ne inde oriantur concertationes. & de falſo quæ vera ſunt, facillimè reguantur, amiſſis inſtrumentis originalibus, vt videre licet apud Matthæum

de

de Afflictis deciſ. 330. [3] *François I. 1535. ch. 19. art. 8. par lequel n'eſt permis laiſſer aucuns blanc, ny apoſtiller aux marges és regiſtres & liures de protocoles : ains ce qu'on a mangué, ſe doibt mettre à la fin de la note, auſſi les parties, Notaires & teſmoings ne ſignent. Et reuoët les apoſtilles & interlineatures, les teſtaments ſuſpects d'eſtre debatus de faux*, c. cùm venerabilis, e. de relig. domib. Speculat. in rub. de inſtrument. edit. §. poſtremo, verſ. item ex ſcriptura. Quod non probat Ferrarius Practicæ Papienſis tit. 48. gloſſ. 7. numero 5. *Si la poſtille ou interlineature n'eſt au protocolle, qu'eſt la pr pre cede originaire du teſtament pour y auoir recours*, auth. ad hæc, & ibi Caſtrenſis Cod. de fid. inſtrum. can. noli frater, diſt. 9. Barth. in l. Sempronius, ff. de leg. 2. [4] *Eſt deffendu aux Notaires mettre aucune choſe aux Inſtruments contre ce qu'ils ont ouy & entendu des parties, ny mettre choſes ſuperflues ny multiplication de termes ſynonimes. François I. 1535. chap. 19. art. 3. 1543. à Fontaine-Bleau le 11. Feur. à Sainct Maur des foſſez le 24. Iuillet 1544.* [5] *Nouell. 47. Et ſont tenus les Notaires mettre és contracts la qualité, demeurance & paroiſſe des parties & teſmoings, la maiſon où ſont paſſez : enſemble la date de l'an, mois, & iour & partie d'iceluy, ſi c'eſt deuant, ou apres midy. François I. mil cinq cents trente neuf art. 67. Ordonn. de Blois, art. 166. & fuſt enioinct aux Notaires royaux par arreſt du Parl. de Paris du 2. Iuillet 1538. & du 34. Auril 1539. eſcrire la dem. urãce des contractans, ſi en ont deux, la principale : comme auſſi note Rebuffe ſur la meſme Ordonn. de l'an 1539. laquelle tient n'auoir lieu és Notaires Apoſtoliques. Ny ne peuuent receuoir aucun contract, ſi ne cognoiſſent les perſonnages, ou ſoyent certifiés, & teſmoignés eſtre ceux que contractent à peine de priuation de leurs offices. Louys XII. 1498. art. 65. Le meſme 1507. à Blaye art. 246. François I. 1535. chap. 19. art. 7. Defend auſſi ne retenir contracts ſans teſmoings cognus par les Notaires, ou contrahans, du moins deux en nombre : nonobſtant quelconque couſtume locale à ce contraire. Le meſmes art. 66. 1507. à Blaye, art. 247. declaré nulle & abuſiue. François I. mil cinq cens quarante trois à Fontaine-Bleau le vnziеſme Decemb. ſi n'eſt retenu par deux Notaires : auquel cas n'eſt beſoin de teſmoings, ſi les parties ne le requierent. Le meſmes à S. Maur des foſſés le 24. Iuillet 1539. art. 180.* [6] *Apres les auoir eſcrits à la cedde, les doibuent reciter en preſence des parties & teſmoings auant le ſigner. Ordon. du Roy François I. ch. 19. art. 4 Par arreſt du Parl. de Paris du 23. Decemb. 1423. fuſt enioinct aux Notaires du Chaſtelet mettre au long par eſcript en preſence des parties, les contracts, & apres leur en faire lecture : & ſe doyuent eſcrire & reciter entre les Latins en langue Latine, & voix intelligible, nouel. 47. c. 7. entre les François, en langue Françoiſe maternelle. François I. art. 111. meſmes en Languedoc, où par Ordonn. de Charles VIII. 1490. art. 101. auoit eſté ordonné que les dire & depoſitions des teſmoings tant és enqueſtes que informations ſeroyent eſcrits en langue Françoiſe maternelle, telle que les teſmoins entendent leurs depoſitions, & qu'on les leur puiſſe lire & recenſer en telle forme & langage qu'ils ont deposé : & ſi les parties & teſmoins ne l'entendent clairement, le Notaire le leur doibt expliquer & faire entendre en langage vulgaire du pays, & ne rien coucher, que ſuyuant leur intention, afin qu'il n'y ait cauſe de douter ſur l'intelligence des actes, comme eſt dict en la meſme Ordon. art. 110. apres le Notaire ſignera la cedde, & le fera ſigner par les parties & teſmoings ſi ſçauent ſigner, & en feront mention, ou de la requiſition & reſponſe par eux faicte ſi ne ſçauent. Charles IX. 1560. Ordon. de Blois, art. 165. lettres de Iuſſion du 20. May 1572. pour la publication de la declaration du 19. Mars precedant, & autres du 29. Iuillet enſuyuant. Henry II. à Fontaine-Bleau au mois de Mars 1574.* [7] *François I. 1536. pour Bretagne ch. 3. art. 4. & 5. 1539. art. 18. Henry II. 1549. art. 2. Hẽry III. 1579. art. 180.* [8] *ou autres y ayans intereſt, ſi n'eſt ordonné par Iuſtice. François I. 1539. art. 177. Et ſuffit que celuy à qui la cedde eſt exhibée y ait quelque intereſt*, gloſſ. in l. ſi quis

9 ex argentariis,§. pertinere,ff de edend. 9 *Depuis que les Notaires & Tabellions ont vne fois deliuré à chacune des parties la groſſe des teſtaments, ou contracts, ne le pourront plus bailler,ſi n'eſt ordonné par iuſtice.François I.1539.art.178. 179. où le debteur empeſchant la ſeconde expedition de la groſſe,en laquelle diſoit eſtre inſerez les payements deſniez par le creancier. Par arreſt du Parlement de Paris du 20. Iuillet 1564. allegué par Guenois, au liure douzieſme,titre quatorzieſme de la Conferance des Ordonnances, fuſt ordonné que le creancier feroit foy de la perte de l'inſtrument,& le debteur des payements.* 10 vt in l. cùm res, Cod.
10 de probat.l.in re hypothecæ,ff.de fid.inſtrum.l. contrahitur,ff.de pignor.l.3 § duæ
11 12 cauſæ, ff. de Carbon. edict. 11 *Ordonnance de Moulins,art.54.* 12 *Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du vingt-troiſieſme Aouſt 1575. Arreſt des grands iours de Clermont du*
13 *23. Octobre 1582.* 13 *De faicts approchans de crime on eſt receu en preuue, nonobſtant l'Or-*
14 *donnance. Arreſt du Parl.de Paris du 17.Feur. & 5. Mars 1584.* 14 *Arreſt de Paris du 4.*
15 *Aouſt 1578.27.Iuin 1580.* 15 *Faicts de contracts. Arreſt de Paris,10.Iuillet.1581.16.May 1583. & ſont toutes cauſes de faicts reſciſoires ſubiectes à preuue,à laquelle l'impetrant eſt receu, ſi ſes lettres ſont ciuiles & interinables, & en defaut d'icelle le contract demeure en ſa force, ſans qu'il puiſſe eſtre annullé, que par la voye de la reſtitution.* Innocentius in cap. cùm
16 contingat, e. de offic. & auth. deleg. 16 Vel enim inſtrumenti amiſſio eſt cauſa dandæ actionis, & tunc debet probari manifeſtis probationibus Barth. in l. in illi, ff. de verb. oblig. ſi ex cauſa defenſionis, & non probetur rem vel inſtrumentum peruenisſe ad eum, qui conuenitur, pro eo qui dicit ſe non habere, præſumitur, & ſtatur ſuo iuramento. Notatur in leg. prætor, §. ſed etſi ſeruus,ff.de edend. leg. cùm ita, §. ſpecies, ff. de leg 2. ſi probetur ad eum peruenisſe, aut ipſe tenetur illud exhibere officio Iudicis, & creditur proprio iuramento: aut iure actionis, vt pignoratitia, depoſiti, commodati, locati, aut ſimilibus, & tunc inſtrumenti amiſſio etiam probari debet teſtibus & manifeſtis rationibus, l.ſi creditor, C. de pignor.act. Quæ eſt diſtinctio Barth tum etiam Speculatoris, tit.de probat. §. 2. at ſi caſu, an culpa facta ſit amiſſio dubitetur: furto vel incendio, quod ſine culpa rarò accidit, l.1.ff.de offic.præfect.vigil.l. cum duobus,§.domina,ff.pro ſoc l.ſi venditor, ff.de peric. & commod.rei vend.hæc ipſa præſumitur,niſi probetur caſus:ſi vi hoſtium, aquarum impetu, vel ſimilibus probato caſu, & facti qualitate,præſumitur culpa defuiſſe, niſi probetur etiam interueniſſe,l.ſi merces §. culpæ, ff loc.l.pen.ff. ſolut.matr.l. contractus, & ibi Decius,ff.de
17 regul. iur. 17 *Arreſt de Paris du vingt-cinquieſme May 1582.* 18 *Autre arreſt du 4.*
1 18 *Ianuier 1580. allegué par Guenois ſur l'article 54.de ladicte Ordonn. de Moulins,liur.4.*
19 *tit.5.de la Conferance.* 19 *François I. 1536.pour Bretagne, chap.1. art. 23 24.* 20 *Ainſi iugé*
20 *au Parlement de Tholoſe. Maynard chap.77. du 6.liu. de ſes queſt.où ſi la preuue apres auoir lieu, s'en enſuyuroit non ſeulement l'impunité, ains la remuneration & applaudiſſement du malefice, eſtant aiſé à preuuer par teſmoings le payement annuel d'vne rente, ou cenſiue, quoy que torſionaire: dont par arreſt du 28.Septemb. 1608. du Parlement de Tholoſe, donné en vacations, faicte verification de la fauſſeté & alteration de la cenſiue, couchée és titres feodaux, le ſeigneur fuſt priué de la ſeigneurie, banny pour ſix ans du reſſort, & condamné à ſix mille liures d'amande, les payſants ſur-chargez declarés nobles auec leur poſterité.*
21 *Par la meſme Ordonn. de Moulins art. 54. laquelle s'entend auſſi des conuentions inter-*
21 *uenues à cauſe des contracts,non de faict de la ſimple negotiation: comme a eſté iugé par arreſt du Parlem. de Paris du vingt-vnieſme Auril mil cinq cents ſeptante quatre,& 15. Auril 1578. Ny ne s'eſtend aux faicts admineulez de la conuention,& que regardēt le payemēt des*

ſommes

ſommes particulieres. Arreſt de Paris du 16. Decembre 1577. 10. Feburier 1581. quãd le payemẽt eſt confeſſé, & faict qui eſt directement contre le contract & le monſtre feint & ſimulé, iugé au Parlement de Paris par Arreſt du 21. Ianuier 1577. Carond. chap. 91. du 2. liu. de ſes Reſp. ch. 52. 53. du liu. 3. ch. 28. du liu. 6. ch. 187. du liu. 7. Et remarque le Guenois ſur la meſme Ordonn. comme par Arreſt ſolemne des feſtes de Paſques 1574. fuſt auſſi dict n'auoir lieu au commodat: laquelle neantmoins s'eſtend és teſtaments nuncupatifs, ſuiuant vn Arreſt de Paris donné en Audience le 6. Iuin 1594. ſur l'appel releué par Monſieur le Procureur general du Roy du Iuge d'Aurillac, qui auoit receu la preuue par teſmoins d'vn pretendu teſtament nuncupatif, la ſentence duquel auroit reformee, la preuue reiettee, auec defenſe à tous Iuges ne plus receuoir telles preuues: neantmoins que ledict Arreſt ſeroit leu & publié au ſiege d'Aurillac cité par ledict Guenois. [22] Ferrarius Practicæ Papienſis tit. 21. gloſſ 4. & 5. [23] *François I. pour Bretagne, 1536. ch. 1. art. 22.* [24] *Charles 8. 1490. art. 40. 41.* [25] *Charles VI. à Paris 12. Nouembre 1384. Du Roy Iean 1365. Charles VIII. 149. art. 54. la main du Roy demeurant garnie de la ſomme, ou meubles exploitables, comme dit le Guenois ſur ladicte Ord. de Charles VI. liu. 4 tit. 1. de la Conference. Et paſſent outre les executeurs à l'effect de ladicte ſaiſie. Louys XII. 1507. à Blaye, art. 223. François I. 1535. ch. 16. art. 12. 1539. art. 65. Et celles que ſont paſſees ſous ſeel royal, ſont executees par tout le royaume. Chaſſanee au tit. des fief. gl. 1. dedans l'an.* Iohannes Pirrus in Conſuet. Aurel. *& par ladicte Ordon. du Roy François I. art. 66. En tous lieux où ſeront trouuez, & où ſe trouueront de leurs biens, ſous la force & rigueur des autres ſeaux authentiques, pourueu que l'obligation ſoit faicte au lieu & Iuriſdiction, d'où deſpend la rigueur tant ſur meubles que immeubles. c. 2. c. conſtitutus, e. de relig. domib. l. ſi Barſatorem, C. de fideiuſſ Quib. legi à* Diuo Pio derogatur, *& par l'Ordon. du Roy François I. 1539 art. 74. Par laquelle on peut d'entree, ſans autre perquiſition ne diſcuſſion s'addreſſer aux immeubles, pour obuier és fraudes de ceux qui les lauent & recelent, comme dit Gilles le Maiſtre ch. 27. du tit. des criees: & neantmoins a lieu ladicte perquiſition contre les mineurs au Parlement de Paris, où ſont exceptez de ladicte Ordon. Monſieur* Du Luc *au recueil des criees, Arreſt 16. Imbert en ſon Enchiridion, Bugn. en ſes loix abrogees: non au Parlemẽt de Tholoſe, où les mineurs ne ſont exceptez, nõ plus que les maieurs. Mayn. ch. 37. du 7. liu. de ſes queſt. Et ſont priuilegés les gages, ou ſolde, cheuaux & armes de gendarme, qui eſt à la guerre: les liures d'vn eſcolier, ou aduocat poſtulant, le beſtail & harnois oratoire, & ce qui empeſche & retarde l'agriculture, ou ſont neceſſaires pour viure, ou veſtements, ſans qu'on les puiſſe prendre, ſi ſe trouuent autres biens pour faire execution. Maſuer tit. des execut. nomb. 14. 33.* gl l nepos Proculo, ff. de verb. ſignif. l. ſtipendia, C. de except. rei iudic. & l. commodis, ff. de re iudic. l. executores, & ibi notat. C. quæ res pignor oblig. poſſ. *Ni n'eſt enuſage l'ordre du droict Rom. qu'on ſouloit tenir de vendre les biens moins vtiles du debteur. Maſuer tit. des executions, nomb. 27. à cauſe des frais, & autres creanciers, que y pourroyent venir en affluence, comme dit le meſme autheur: & ſi l'execution eſt faicte contre vn tiers poſſeſſeur oppoſant, le creancier doit prouuer la choſe cõtentieuſe auoir eſté de ſon debteur lors de ſon obligatiõ.* Baldus in l. matrem, C. de probat. & Salycetus in l. ob maritorum culpam, C ne vxor pro marito. *Et eſt caſſable ſi eſt faicte ſur biens meubles vendus & alienez par le debteur, non ſubiects à hypothecaire: parce qu'en France biens meubles n'ont point de ſuite. Maſuer au tit. meſme, nomb. 8. ſinon que ſoyent ſpecialement hypothequez: comme dit Rebuffe en la poſtille ſur les Ordon. Royaux, 1. tit de la gabelle du ſel, ch. 4. art. 25. tome 2. liu 3. & à plus forte raiſon ſi ſe trouuent appartenir en proprieté à vn autre que celuy qui les a vendus.* [26] *Charles VIII 1490. art. 40.* [27] Ibid. l. ab executore, ff de appell. nempe à nuncio, vel apparitore ſententiam exequente, l. executorem, & ibi

gloss C.de except. rei iudic. nisi executor modum excesserit,l. ab executione, C.
28 quomodo appel. sit, vel pronuntiauerit,l.si vt propònis,C.de execut.rei iudic. [28]
Et creditor publico instrumento non abolito nec vitiato,l.cùm res,l.cum precib.
C.de probat. & dicitur publicum tam in iudicio quàm extra iudicium manu publica scriptum,l.gesta,C.de re iudic.l.is apud quem,C.de edend C.quoniam cõtra,
e.de prob.Priuata scriptura Iudicis authoritate publicata,l.scripturas, C. qui pot.
in pign. hab. & ibi not. & c. fin. e.de re iud. l.publicati, C.de testam. & ibi not.
quæ habet scribentis & testium subscriptionem, l. scripturas, auth. seq. C. qui
pot.in pign. hab.c.2.e.de fid. inst. & quæ profertur ex archiuo publico,l.census,ff.
de probat. auth. ad hæc, C. de fid. instr. c. ad audientiam, e. de præscript. *Et fait foy l'escripture priuee contre celuy que la escripte, non quand il constitue vn autre son debiteur*,l.instrumenta,domestica,& duab.sequentibus auth.quod obtinet C.de probat. nisi aliis adminiculis adiuuentur, d. l. instrumenta, *estant confessee ou verifiee par tesmoins,& comparaison de lettres en cas de desadueu*,c.pen.e.de fid. instrum. & ibi not.
l si ex cautione, C.de non nu. pec.l.eum qui,§.fin.& l.Titius,ff.de constit.pec.l.1.
C. de contrah. & committ. stipul. l.pen. in princ.& ibi Cynus,C.de fideicomm.l.
comparationes, C. de fid. instrum. *Ce que toutesfois ne s'obserue en France, par comparaison de lettres és actes publiques: pourueu que les expediés en bref ou en grosse soyent signez par le Notaire & tabellion ou greffier,se ne sont iurez de faux:auquel cas on a recours à la cede, & peut-on y proceder par verification & comparaison de seins,ou simple verification sur la cede & prothocole, non par comparaison de l'escripture, laquelle peut estre escripte d'autre main que du Notaire:dont les rayeures,apostilles,alterations,interlineatures,refactures,additionnemens & autres marques de faussete,esbranlent,ou du tout rendent l'acte inualable,sinon les cedules & escriptures priuees nõ recognues,lesquelles si sont escriptes de la main du debteur, peuuent estre verifiees par comparaison de lettres, tant à la requisition du defendeur, si les impugne de faux,que du demandeur,qui les soustient bonnes & veritables,& demande condãnation des choses y contenues, si ne procede par defauts: si sont desguisees & simulees,doyuent estre cassees par Ordon.du Roy Charles IX.1563.du 17.Ianuier, art.20.1567.tit.12.de la police, art.23.*& ideò continere debent causam iustã & legitimã,l.cùm de indebito,in fin.
& ibi not.ff.de prob.l non nudis,C de fid.instr.Idẽ in lib.rationum, l. rationes, C.
29 de prob.l.nuda ratio,ff de donat.[29] Omnésque contractus,quos in scriptis redigere partes conuenerunt,vt l fi.auth.sed nouo iure,& ibi gl. C.si cert. pet.l.testiũ facilitatem,C.de testib l.contractus,C.de fid instrum.præsertim in ciuitate compositi excedentes libram auri, nempe Romanæ 12. vnciarum,d.auth.sed nouo iure,
vel 15.librarum auri,vt antiquius apud Romanos erat in vsu d.l.fi C.si cert.pet.& *maintenant selon ladicte Ord.de Moulins art.54.la somme de cent liures obseruee en France,dont les payemens se doyuent aussi rediger par escrit*,d.l.testium, C de testib.*sans que le creancier soit receu en preuue par tesmoins sur le faict de sa demande, si ne preuue plustost par actes,ou tesmoins la perte de sa cedule,ou instrument, par feu,naufrage, ou autrement*, d.l.testium,§ fi.*& toutes personnes adiournees en recognoissance de cedules deuant le Iuge lay, à la iurisdiction duquel sont trouuez, sont tenus la nier ou recognoistre en personne,ou par Procureur specialement fondé,sans alleguer incompetance:autrement les cedules tenues pour confessees par vn seul defaut,ont force d'hypotheque, François I.1539.art.92.Charles 9.1563.art. 10. Arrest du Parlement de Paris 1537.par lequel les clercs sont contraints recognoistre leurs saisis deuant les Iuges Royaux, sur peine de saisie de leur temporel contre la disposition du droict Romain, comme note Guenois apres Rebufe sur ledict article. Si toutesfois sont*

faictes

faictes sans cause, sont declarees nulles, par autre Arrest du 18. Mars 1586. donné en Audience au Parlement *de Paris: est ce pour la seule hypotheque, de tant que sur la condamnation l'assigné fait à renuoyer deuant son Iuge competant par Edict de Cremieu & Laon. Et si le debteur conteste & denie la cedule, apres verifiee, & trouuee bonne, & valable par tesmoins, ou comparaison de lettres, l'hypotheque court du iour de la denegation. François I.* 1536. *art.* 93. *Rebufe sur ledict article,* l. scripturas, auth. seq. l. cùm tibi, C qui pot. in pign. hab. c. si cautio, de fid. instrum. e. *Et sont à condamner au double, par Ordonnance du* Roy *Charles IX.* 1563. *art.* 8. auth. contrà qui propriam, Cod de non nu. pecun. nouell. 18. c. 8. l. 1. C. de vsur. rei iud. & nouell. 34. [30] *Les actes iudiciaires estans escripts & enregistrés, ne se prennent non plus que par l'escripture, desquels les greffiers baillent les expediés à ceux qu'en ont besoin: sauf des actes secrets, iusqu'à la publication d'iceux: dont les sentences de condamnation que s'en ensuiuent, auec note d'infamie, ou de relaxe, peuuent seruir aux parties d'objects, ou saluations des tesmoins ouys en leurs enquestes, ou confrontez, non par le tesmoignage de ceux qui ont assisté à la prononciation d'icelles, ni autrement, si les registres sont en nature,* Ordon. *de Moulins, art.* 55. l. 1. l. sicut iniquum est, C de fid. instr. l. si in possessione C. de probat. can. omnes fœminas 27. q. 1. c. cùm Iohannes, de fide instr. e. *premiere declaration sur ladicte Ordon. art.* 12. [31] *François I.* 1536. *pour le pays de Bretagne, ch.* 1. *art.* 44. [32] *Henry* 3. 1579. *Estats de Blois art.* 162. 1583. *art.* 10. 11. *L'aage se peut aussi preuuer par l'extraict du registre des baptesmes, où les Curez & Vicaires qui baptisent sont tenus escrire le iour & heure de la naissance du baptisé par* Ordon. *du Roy François I.* 1539. *art.* 51. can. nomen 11. q. 2. can. contumaces, dist. 50. *Et ainsi se preuue la maiorité ou minorité par actes non par tesmoins,* l. 1. C. si min. si ma. dix l. neque natalibus, l. non Epistolis, C. de prob. l. cùm de ætate, ff. eod. tit. *& est enioint faire registre des sepultures & temps du decez des personnes tenans benefices és chapitres, colleges, monasteres, & Eglises paroissielles. François I.* 1539. *art.* 50. 52. *signez d'vn Notaire Royal, ou Apostolique.* Doctores in c. 1. e. de fid. inst. *és villages où n'y a Notaire, par le Curé, & deux prestres,* arg. c. quoniam contrà, de sepult. e. *Rebufe sur la mesme Ord.* [33] *Les procurations se font par fois en acte volant: si sont enregistrees, s'expedient en bref, non en grosse Ord. du* Roy *François I. art.* 43. 44. *Et sont par Ord. du* Roy *Louys* 12. *les Notaires du Chastelet de* Paris *exceptés de l'enregistrement des contracts. Ord. de l'an* 1510. *art.* 63. *ausquels neantmoins est aussi enioint de ce faire par Ord. du Roy François I.* 1535. *ch.* 19. *art.* 6 *pour y auoir recours en temps & lieu. Le mesmes art.* 174. *quoy que le contract se signe à la cede par deux Notaires, art.* 125. [34] *Par fois on couche les payemens diuisez au pied des cedules & actes obligatoires, ou condamnatoires, iusques y auoir du tout satisfaict: & à ceste occasion le demandeur est tenu remettre & communiquer au defendeur si le requiert, les actes auec les payements, ni n'est tenu contester ne defendre, que le supliant ne face foy de sa demande par acte public non bisé, ni cãcellé, ou d'escripture priuee,* l. vetius, ff. de prob. l. 1. & 2. ff. de fid instr. l. contractus, auth. ad hæc, C. eod. l. contrahitur, ff de pignor. c cõtractus, de reg. iur. in 6. c. 2 e. de pact. c. 12. pen. & fi. e. de fid. instr. l. at si cõtractus, ff. l. pecuniæ, C. de sol. arg. l. prout quisque, ff. eod. ἰδιόχειρα l. scripturas, auth. si quis vult, C. qui pot. in pign. hab. l. 2. Cod. de iur. emphy. l plures, Cod. de fid. instr. Inter quæ sunt libri rationum propria annotatione compositi, de quibus in l. instrumenta, cum 2. seq. Cod. de prob quibus nisi contra scribentem non est adhibenda fides, nisi sulciantur aliis adminiculis, præfat. iur. aut ex archiuo publico, vel publicis rationibus proferatur, l. 4 auth. ad hæc, C. de fid. instrum. vel tandem medio iuramento, si de re exigua agatur, cõfirmari potest à parte, delato, arg. auth. quod obtinet Codic. de probat. *En vertu de*

laquelle

laquelle on ne peut auſſi faire demander contre celuy qui l'a eſcrite, qu'apres l'adueu d'icelle, ſi n'eſt teſmoignee. Et non ſans cauſe nos Rois ont preſcrit dans ſix mois les demandes des preſts de marchandiſes vendues à detail, & ſalaires de ſeruiteurs, comme eſt cy-deſſus repriſenté, eiſque deficientibus corruit actor, ſi non probet vel oſtendat cauſam ſuæ intētionis: & ſicut creditor numerationem implere cogitur, ita debitor, ſolutionem, l. 1. C. eod. *lequel faiſant foy par actes, ou teſmoins de la cancellation de l'acte produit ou allegué par le demandeur, ou des acquits que luy en ont eſté faicts par le demandeur, ou autre pour luy en doit eſtre deſchargé, quoy que le demandeur offre prouuer comme luy a promis payement, ne pouuant venir contre les actes qu'en forme releuante, ou reſciſoire par lettres royaux, comme*
35 *deſſus.* 35 *Le preſt ne ſe fait ſans eſcripture*, l cùm res, C. de probat. *& ne l'eſtant faict, ſe preuue par teſmoins, qui ont veu faire la reale numeration & aſſiſté à la conuention, où depoſent de la confeſſion du debte, faicte par le debteur en preſence du creancier, ou autre de ſon mandement*, c. Iohannes, e. de fid. inſtrum. l. in exercendis, C. eod. l. teſtium, auth. ro-
36 gati. C. de teſtib. 36 Amiſſis enim, vel igne conſumptis inſtrumētis, aliis probationib. & argumentis vti non prohibemur, l. 1. l. ſicut iniquum, C. de fid. inſtr. nempe confeſſionis, *pourueu qu'elle ſoit cauſee & limitee* l. generaliter, l. aduerſus, Cod. de non nu. pecun. l. cùm de indebito, in fi. ff. de prob. c. ſi cautio. ff. de fid. inſtrum. e. c. teſtes, §. debitum, 3. q. 9. c. fi. ibique gl. in verb. confeſſus, e. de confeſſ. *Si ſe rapporte à vn acte precedent, & ne contient la cauſe du debte, en cas de conteſtation negatiue, le demandeur ſera foy de la cauſe antecedente, ou mouuante de la confeſſion*, d. l. generaliter, C. de nō nu. pec. auth. ſi quis in aliquo, C. de edend. c. ſi cautia, de fid. inſtrum. e. *& au contraire le defendeur qui ſouſtient ne rien deuoir du contenu à la promeſſe, de laquelle il demeure cōuaincu, doit prouuer ladicte promeſſe auoir eſté indeuëment faicte*, d. c. ſi cautio, l. cùm de indebito, in fi. ff. de probat. d. l. generaliter, *eu eſgard à la perſonne*, l. nō omnia, ff. de minor. l. certum, §. in pupillo, ff. de confeſſ l. ſi pupillus, l. ſeruum, ff. rem pupill. ſalu. fore, l. 1. §. ſi furioſus, ff de acquir. poſſ. l. mulier quæ dotem ff. de verb. oblig. §. item inutilis, §. furioſus, §. pupillus, verſ. ſed qui in poteſtate, de inutil. ſtip. Inſtit. *au lieu* c. ac ſi clerici. e. de iudic. l 2. §. fi. l. is qui, ff. de eo quod certo loco, *au temps*, §. pen. de inutil. ſtip. §. plus autem, de act. inſt. l. eum qui kalendis, l. qui hoc anno. ff. de verb. obl. l. non putabam, l. ſi in annos, ff. de condit. & demonſt. l ſi Titio, l pen. C. quand. dies leg. ced. Annua ſi die debeat inſpicies caput anni: Anno ſi debes in fine teneberis anni, l. nec ſemel, ff. quand. dies leg. ced. l. eum qui certarum, ff de verb. oblig. Gloſ. in d. §. pen. in verb. præteritis, de inutil. ſtip. Inſtit. *à la condition, ſi eſt conditionnelle* l. inſtas, de iur. fiſci, lib. 10. C. l ſi dies, ff. quand. dies leg. ced. l. neceſſario, §. quod ſi pendente, ff. de petic. & commod. rei vend. §. ex conditionali, de verb. oblig. inſtit. l. vnica, § ſin autem aliquid, C. de cad. toll. l. ſi ita ſcriptum, ff de manum. teſtam. §. cùm quis, de inutil. ſtip. *Et ſi le creancier ne preuue la perte & teneur de l'acte, ſur lequel fonde ſa demande, qu'il dit auoir eſté perdu & eſgaré, & ne monſtre autrement la choſe par luy demandee luy eſtre deuë, faict à deſmettre de ſa demande*, l. 1 l. apud eos, l.
37 iniquum, C. de fide inſtrum. gloſ. d. l. apud eos, in verb. geſtum. 37 *Non que le creancier ſoit tenu à tout propos exhiber l'inſtrument vne fois apprenué par ſon debiteur ſi n'eſt impugné de faux, ou d'obmiſsion*, l. comparationes, l. fin. auth. ad hæc, C. de fid: in-
38 ſtrum. c. cùm Iohannes, e. eod. 38 l. apud eos, C. de fid. inſtrum. *Et pour enqueſter aux champs à moindre frais, hors le deſtroit de la Iuriſdiction, où l'inſtance eſt pendante és choſes de peu de conſequence, le Iuge doit bailler commiſſion dreſſante au Iuge du lieu, ou plus proche*, l Iudices, auth. apud eloquentiſsimum, C. de fide inſtrum. *Philippe 4. 1318. art. 11.*

Charles

Charles VII. 1453. *art.* 107. *Louys XII.* 1507. *à Blaye art.* 107. *Ordonn. de Blois art.* 168. *Si c'eſt choſe d'importance, & les parties demandent Commiſſaire de la Cour où le procez eſt pendant, ne leur doit eſtre refuſé, ſi ladicte Cour le trouue raiſonnable. François I* 1539. *chap.* 1. *art.* 72. 107. *ſinon doit eſtre procedé par gens de bien & entendus, non ſuſpects aux parties. Philippe* 6. 1348. *Charles VIII.* 1490. *art.* 18. *Philippe* 4. 1318. *art.* 13. examinatio teſtium bonis & ſufficientibus perſonis, vel illis, qui de partium conſenſu fuerint electi, de cætero committatur, *iuſques à interdire les Officiers nommez de la faction des enqueſtes: & ſi le demandeur ne preuue entierement ſon fait, ne doit eſtre receu à ſerment en ſupplement de preuue, ains le defendeur fait à relaxer és choſes d'importance, non és choſes de peu, comme ſera dit en ſon lieu. Ni n'eſt tenu le debteur payer les debtes chirographa res. ou inſtrumentaires, ſans la remiſe de la cedule ou inſtrument, que le creancier a deuers ſoy: lequel eſt tenu auſſi canceller à la cede pour le payeur n'en eſtre derechef inquieté,* l. fin. Cod. de ſolut. l. bona fides, ff. de regul. iur. *duquel inſtrument ou cedule, ſi le demandeur ne fait apparoir, n'eſt receu en preuue de la ſimple confeſſion du debte faicte par ſon pretendu debteur, ſi ne preuue auſſi la cauſe enſemble le contenu & perte du contract.* d. l. generaliter, l. 1. & ibi gloſſ. in verb. nec oberit, l. ſicut iniquum, C. de fide inſtrum. *Si la confeſſion n'eſt faicte en iugement, moyennant ſerment deciſoire: auquel cas elle a force de cauſe iugee,* l. 1. ff. de confeſſ. l. vnica, C. de iudic. c. at ſi clerici, C. eod. l. ſi quis in iure interrogatus, ff. de interrog. act. *ou en apparuſt par acte: neantmoins les droits incorporels que ſont contre la commune diſpoſitiõ de droit, & couſtume locale, ſe doyuent preuuer par titre, non par teſmoins,* c. 1. de præſcr. in 6. c. ſi diligenti, eod. tit. in antiq. *Maſuer tit. des preuues, nomb.* 47. *& quoy que le payement de la cenſiue, monſtre la ſeigneurie, n'eſt pourtant ſuffiſant pour maintenir le ſeigneur, ou luy donner droit en icelle, ſi ne monſtre titres, ou ne fait foy de la perte d'iceux, & du moins d'vne recognoiſſance ou poſſeſſion immemoriale, comme eſt cy deuant repreſenté au titre des fiefs: ſi toutesfois le creancier preuue que le debteur luy ait ſouſtrait ſon obligation, doit eſtre creu à ſon ſerment, de la ſomme y contenue. Maſuer au titre des preuues, nomb.* 51. *Sinon doit preuuer que l'a perdue, ſans dol ne fraude,* & ſine culpa ſua, *enſemble la ſomme & teneur de l'obligatiõ,* l. ſi de poſſeſſione, & ibi not. C. de prob. l. teſtiũ, C. de teſtib. l. 1. C. de fid. inſtr. [39] vt acceptilatio, ſolutio, 39
antapocha, pactum de non petẽdo, ſententia abſolutoria, vel alia quocunque modo facta liberatio, *laquelle apparoiſſant par acte public, ou eſcripture priuee, eſcripte & recogneuë par le demandeur, ne peut eſtre debatu de nullité, non plus que les debtes contractuels: la condition du defendeur n'eſtant moindre, que celle du demandeur,* imò reo agenti vel affirmanti incumbit onus probandi cauſam ſuæ exceptionis: nam excipiendo reus agit, l. 1. ff. de except. l. 2 ff. de prob. & probans cauſam exceptionis, nempe debiti inſtrumentum vel chirographum eſſe cancellatum, ſat plenam inducit liberationem, hac noſtra conſuetudine, tum etiam Galliæ generali, iure ſcripto Romanorum, & regiis ordinationibus, vt vſu habetur, *& porte auec ſoy ſon relaxe, meſmes quand le payement eſt eſcrit ou ſigné par le creancier,* l. contrà qui propriam, C. de non numer. pecun. *ſans qu'il ſoit receu à preuuer le contraire, ſi ne vient en forme, & n'y a iuſte cauſe de relief: comme ſi la cancellation eſt faicte contre la volonté du creancier moindre d'aage, ou par dol, fraude & contrainte,* vt in l. 1. §. leg. §. ſi conſulto, ff. de his quæ in teſtam. delentur, gloſſ. fin. in l. ſi chirographum, ff. de prob. non per exceptionem non numeratæ pecuniæ. Tacitè enim pactum de non petendo interueniſſe videtur, vel res ipſa à creditore cenſetur donata per modum cancellationis, vel ſi chirographum debitori reddiderit, non ſi debitor eum furripuerit, vt ſ. tunc

enim non liberatur, nec si falsa vel inuita probetur cancellatio: quia tunc nec ad solutionis probationem esset admittendus per testes, sicut nec actor de debito, *la preuue par tesmoins n'estant receue contre les actes bons & valables: ni pour les actes nuls & inualables.* [40] l. tertium auth. rogati, & ibi gl. in verbo, confessioni, C. de testib. [41] l. pecuniæ l. inductum, C. de sol. l. 1. C. de prob. l. assueratio, C. de non num. pec.

DEBTES,

COVSTVME V.

Le creancier auquel les deux mariez sont ensemble obligez, ores dernier en date, est preferé sur les biens du mari, à ceux, ausquels le mari est tant seulement obligé: quoy que soyent en saisine pour leur debte de partie d'iceux.

CHAPITRE V.

ORes les mariés ne facent que vne maison & famille, [1] ont neãtmoins leurs droits separez, ni ne peut l'vn d'iceux estre molesté pour le debte de l'autre, [2] non plus que le fils pour les debtes du pere en ses biens propres & particuliers, [3] si n'ont contracté communauté de biens en leurs conuentions matrimoniales: [4] dont le mari estant le chef & dispensateur, [5] court le hazard des fortunes & infortunes, [6] & reçoit les commodités & incommodités, [7] charges & profits des biẽs dotaux, [8] voire des paraphernes, si l'administration d'iceux ne luy est interdicte: [9] ensemble des acquisitions faictes par sa femme pendant le mariage, comme siennes propres, [10] si elle ne les fait de son gain & industrie peculiere, [11] ou des profits & reuenus de ses paraphernes: [12] dont elle dispose à sa volonté. [13] Et peut la femme valablemẽt obliger ses biens auec ceux du mari pour leurs cõmunes necessités, [14] sur lesquels la discussion est prealable: [15] de tant que le mari est le chef, & a la principale cure de la famille, [16] ores le debte semble estre commun, [17] l'vn desquels estant seul obligé du consentement de l'autre, le debte regarde touſiours le mari, si ne reussit au proffit & vtilité de la femme: car en ce cas le mari n'est tenu qu'en ce qu'il se trouue ciuilement obligé auec elle, ou autremẽt: [18] ni au contraire elle estant assistee du Velleian. [19] Bien est vray que les donatiõs n'estans permises entre mariez, [20] le mari a droict de retention, ou repetition sur les biens de sa femme, pour les deniers qu'il a employés à l'augmentation & conseruation d'iceux: [21] tout ainsi qu'elle sur les biens du mari pour la cõser-

uation

uatiõ de ſes droits.[22] Le creancier de laquelle ſubrogé en ſon lieu ſuit l'hypotheque,& priuilege de la cauſe mouuãte & finale du debte cõtracté,[23] & de ce à quoy ſon argẽt eſt deſtiné & employé,ſoit en fonds dotal,finãce d'eſtat,ou payemẽt de debtes priuilegiés :[24] ni la femme n'eſt ſeulemẽt preferee aux creãciers non priuilegiés,chirographaires & hypothecaires premiers en datte ſur les biens du marĩ, pour la dot cõfuſe à ſon patrimoine,mais receuë auſſi à faire executiõ ſur les biens diſtraicts,& alienez cõtre le tiers poſſeſſeur,ſans faire diſcuſſion ſur les nõ alienés,[25] pourueu que le mari les ayt poſſedés lors ou apres la cõſtitutiõ dorale,[26] ſauf à l'executé ſon recours cõtre les derniers acquereurs,ou ſur les biẽs nõ alienés qui ſont encore en nature,[27] ſinon que pour iuſte & legitime cauſe il ſoit receu en indicatiõ auec deuë & ſuffiſante cõſignation de deniers enuers la femme,pour en faire la pourſuitte à ſes perils & fortunes:& en cas de ſuccõbance,reintegrer & reprẽdre ſon actiõ ou executiõ cõtre l'indicant:[28] Et peut la femme agir cõtre les debteurs du mari & tous autres,qui ont doit & cauſe de luy, ſans autre diſcuſſion,[29] qu'eſt cauſe que celuy, auquel le mari eſt ſeul obligé, quoy que premier en datte, eſt poſterieur en ordre,& dernier aloué,ſur les biẽs d'iceluy mari,à qui les deux mariez ſont enſẽble valablemẽt & poſterieuremẽt obligés:[30] de tãt que la femme ſe peut oppoſer pour la cõſeruatiõ de ſes droits & ſaiſies faictes à la requeſte des creãciers particuliers du mari,[31] nõ des ſiens propres,auſquels elle eſt naturellemẽt & ciuilemẽt obligee,[32] ni cõtre les actes,eſquels elle eſt legitimemẽt interuenue,ſoit de vẽte,ou hypotheque,par emprunt,ou engagemẽt,[33] ſi n'y a iuſte cauſe de relief,dont elle ſoit reſtituee & remiſe au premier eſtat,[34] à ce qu'elle s'ayde de ſon priuilege contre les vẽtes,& obligatiõs particulieres,faictes ſans authorité iudicielle, pour les propres affaires de ſondict mari, par leſquelles elle eſt deſtituee & incommodee de ſes moyẽs,ou partie d'iceux,[35] leſquels iaçoit que le mari puiſſe aliener, meſmes le fonds dotal eſtimé en ſubrogeãt autres biẽs,voire les paraphernes,pourueu qu'elle y cõſente,& interuienne à la vẽte,ſans dol,fraude,cõtrainte,ni deceptiõ.[36] La ſimple obligation & hypotheque des debtes contractés par le mari,ſpeciale,ni generale, ne ſe peut toutesfois eſtendre ſur iceux:*cũ res aliena vẽdi poſſit, nõ obligari :*[37] & par ainſi touſiours le droit & hypotheque de la femme demeure auec ſon priuilege,contre les acquereurs & creanciers non priuilegiés,[38] non contre ceux qui ont ſpeciale hypotheque, & droit en la choſe, & ont employé leur argent à l'achapt,refection ou conſeruation d'icelle,à la finance d'vn eſtat patrimonial, & autre choſe vtile, neceſſaire & priuilegiee :[39] ni ne peut la femme reentrer en ſes

propres biens vendus pendant le mariage d'authorité de iuſtice, pour redimer ſon pere, ou ſon mari de priſon, & autres cas fauorables & neceſſaires, qu'en rendant le prix à l'achepteur :[40] ſauf à elle ſon recours apres le decez de ſondict mari contre ſes hoirs & bienteneants, ſoit en action perſonnelle, ou hypothecaire, pour ſe rembourſer du prix, non des intereſts: de tant que le mari eſt vſufructuaire de la dot, voire des paraphernes, dont l'adminiſtration ne luy eſt interdicte.[41] Et quād les biens vendus auroyent appartenu à la femme & au mari, ou partie à ſes enfans, l'acquereur ne ſeroit tenu luy en delaiſſer vne partie, quoy que l'euſt à pacte de rachapt qu'elle ne reprinſt le tout, auec relief d'indemnité de ce qu'elle retireroit outre & par deſſus ce que de ſon chef luy appartiendroit.[42] A plus forte raiſon celuy qui a droit & cauſe des deux mariez, eſt preferé au creancier du mari ſur les biens d'iceluy mari, quoy que ſoit en ſaiſiue d'vne partie d'iceux, que luy ayent eſté baillés en engagement, & en ayt l'inueſtiture du ſeigneur,[43] laquelle ne peut auſſi empeſcher la retroaction de la femme ſur les biens propres alienés par le mari pendant le mariage, ni d'agir ſur les biens à elle affects & hypothequés pour ſa dot & augment contre les acquereurs du mari:[44] ſauf ſi par forfaicture, ou autrement le fief eſtoit reuenu à la main du ſeigneur haut iuſticier, & apres par luy baillé à vn autre infeodataire, elle eſtant payee de ce que par Iuſtice luy auroit eſté adiugé, ou faicte detraction de ſa dot, s'il n'y auoit autres biens pour la repetition d'icelle: la ſentence eſtant confirmee par Arreſt, ou l'affaire iugee en dernier reſſort:[45] & tout ainſi qu'elle eſt receuë en oppoſi nō, & pour la dot preferee aux creanciers qui pourſuiuent decret ſur les biens du mari venant en pauureté, les ayant mis en diſtribution, elle y eſt encore mieux venue apres ſon deceds, tant pour la dot, que augment, pour leſquels les biens du mari luy ſont obligés: quoy qu'elle n'en puiſſe faire demande pendant ſa vie, ne luy eſtans acquis que par ſurui uance, le cas aduenant.[46] Elle peut auſſi conuenir indifferemmēt ſans autre perquiſition ſes debiteurs & bienteneans, retenir les biens qu'elle a deuers ſoy, tant meubles que immeubles, auec bon & loyal inuentaire,[47] ſe nourrir & entretenir à la maiſon du mari defunct, iuſques à ce qu'elle ſoit entierement payee & ſatisfaicte de ſa dot & augment :[48] ſauf ſi le mari la laiſſe vſufructuereſſe. Auquel cas elle ne le peut incontinent demander, ſi ne ſe deſmet de l'vſufruict :[49] meſmes quand y a enfans viuās procreez de leurdict mariage,[50] pour leſquels la mere s'oblige en ſa cauſe propre,[51] nō pour ſes cōioincts, & aſcēdāts collateraux, ni autres perſonnes eſtrangeres,[52] ſauf és cas exceptés.[53]

NOTAE·

NOTÆ.

1. IVSTINI cap.23.l.aduerſus vxorem,C.de crim.expil.hæred.l.1.ff.de rit. nupt. [1] l.1.& 3.C.ne vxor pro marito: nec pignus alienum capere licuit [2] ſub pœna quadrupli,nouell.52.c.1. [3] toto tit.C. ne fil. pro patr. Nempe omnium [3] bonorum,præſentium & futurorum, *comprenant les acqueſts & conqueſts ſelon la couſtume de Paris:par le moyen de laquelle tous les biens de la femme eſtans confus auec ceux du mary,ſans aucune reſeruation, elle n'en peut diſpoſer ſans ſa licence:de tant que le mary en eſt le ſeigneur & maiſtre quant à la couſtumiere, non de la conuentionnelle, en laquelle l'vn des aſſociez ne peut rien faire ne contracter au preiudice de l'autre, comme eſt repreſenté par Carondas au ch.37.du 9.liu.de ſes reſp.Et a la couſtumiere telle force,que la femme que y renonce deuant le Iuge inferieur en peut eſtre reſtituée en l'appel par lettres Royaux, cõme a eſté iugé par arreſt du Parl.de* Paris *du 24.Iuillet 1584. cité par ledit Carendas au ch.136.du 7. liu. de ſes Reſp. & au ch. 16. du 8. liu. eſt propoſé le faict d'vn mary,qui auoit trois femmes viuantes eſpouſées en face de l'Egleſe auec les ſolemnités requiſes:dont les enfans eſtans legitimes, comme procreés d'vn pere, que chacune de leurs meres croyoit eſtre ſon vnique & legitime mary,* vt in l.qui in prouincia,§.1 ff.de rit.nupt.nouell.129 & 154. *auroyent ſuccedé aux biẽs de leurs peres. Arreſts de Paris du 8.Mars 1547. du 4. Feur. 1576. & par arreſt du 7. Iuillet 1584. fuſt iugé que les deux dernieres femmes auroyent chacune la moitié des meubles & conqueſts que le defunct auoit reſpectiuement acquis auec elles: & n'eſtant en Tholoſe la communauté de biens couſtumiere entre mariez: tout ainſi que la couſtume locale derege à la generalle,& la generalle à la loy eſcrite,* l.de quib.ff. de legib. *par les pactes & conuentions matrimonialles contenans ladicte communauté, eſt derogé à noſtre couſt. & à celle de Paris par la conſtitution de dot & douaire prefix,* nouell.22.c.2. *contre le droict Romain* ex nouel.97. c.1. qua ſemper fit dotis æqualitas cum antenuptiali donatione à viro facta dotis contemplatione, *où repugne tant la couſtume de Tholoſe,que Paris en la proportion legale, priſe des biens communs,ou de la dot conſtituée, de laquelle eſt cy-deuant parlé.Et peut-on au pays de Frãce accorder l'vn ou l'autre à la femme és pactes dotaux,dont l'option eſt tranſmiſſible à l'heritier. Arreſt de l'auant-veille de Noel 1551.Carond.ch.95. du 7.liu.de ſes reſp.* [5] Geneſ.3.l.dotis fructus,ff.de iur.dot. [6] Eorum quæ penes ſe habet,tanquam dominus vt dotis numeratę,vel in fundo æſtimato conſtitutæ,cuius vir dicitur emptor, l.plerumque,in princ.l.ſi mancipia in fin.l.quoties res,in fin.ff.de iur.dot.quorum ad virum ſpectat periculum,ſicut & commodum,l pro oneribus C.eod.tit.& quę fundo accedunt per alluuionem,vel quodlibet incrementum:adeò vt vendi poſſit vel obligari, dummodo alia viri bona ſuperſint ad dotis reſtitutionem idonea. [7] l.ſecundùm naturam, ff. de regulis iuris. [8] Vt inde luctum ſentiat & grauamen,l. vnica,§.autem,verſ.ſin verò,verſ.ſin autem, C. de cad. toll. ſiquidem vir dotis ſit vſufructuarius, cenſum ficti,vel tributi pro re dotali debiti,quandiu fruitur,præſtare & ſoluere tenetur,l.quæro,ff.de vſuf.leg.l pen §.fin.ff. de leg.3.l. ſi pendente, §.ſi quid cloacarij,ff de vſuf. & inde tenetur ad ſolutionem indictionum & taleatum Praxis Papienſis,tit.35.gl.15.num. 11. necnon impenſas modicas facere tenetur in refectionem & rei ſuſtentationem, ſi tamen immodicas repetendi ius habet,ibid.num.15. [9] l.hac l.decernimus,C. de pact.conu. quæ de dote in ſuperiori numero continentur. [10] Quod enim non demonſtratur vnde vxor habeat,præſumitur ex bonis mariti procedere,l. Quintus Mutius,ff de don.inter vir.& vxor.l.

11 2.l.etiam,C.eod.[11] *La femme eſtant induſtrieuſe,*arg l.cùm oportet, C. de bon. quæ
12 liber.l.ſi defunctus,C.arbit tut.[12] l.de iis quæ extra dotem,C. de don. inter vir. &
13 vxor.[13] d.l.hac lege decernimus, C. de pact. conuen. *auec les renonciat ons requiſes, ſans leſquelles,ſi apres le decés du mary elle renonce à la communauté, en peut eſtre relcuée , ſi elle n'y a profité ou ne luy concerne en ſon particulier. Carondas ch.13.du liu.8.de ſes Reſp.non du contract par elle faict pour l'honneur & auancement de ſon fils,elle meſme s'eſtant obligée en ſon debte propre,non authoriſée de ſon mary. Carondas ch.12.du meſme liu. où ſe rapporte le 23. ch. auquel eſt repreſenté comme la femme eſt relenée de l'obligation par elle faicte auec ſon mary de choſe que ne luy concerne, ſi n'a expreſſement renoncé au Velleian , par arreſt du 14. Aouſt 1586. non ſi elle en reure profict, ou commodité,* l.3.ff.ad Vell.l.antiquæ,C.eod. *arreſt du 7.Septembre 1555* tunc enim maritus pro ea potius intercedit, *ſi eſtant en cõmun,elle renonce a la communauté , retient neantmoins par preciput , les robbes , bagues & ioyaux à elle données par les pactes d'aux ſans charge de debte. Arreſt donné en audience du*
14 *4. Mars 1561.*[14] vt notatur in 2.conſuetudine huius tit.[15] & ſuſtinet onera matri-
15 monij,d.l.pro oneribus.[16] Mulier viro legitimè coniuncta, fortunarum & facro-
16 rum ſocia illi eſto:vtque domus ille dominus, ita hæc domina,ex legibus Romuli. *Ce que n'a lieu en noſtre France,quant à la dom nation ,* cùm vtriuſque non ſit æqua po-
17 teſtas,vbi mulier eſt ſub viri iugo conſtituta,vt ſ.dictum eſt.[17] Auth.ſi qua mulier, C.ad Vell præſertim cùm ipſa intercedit,non ſi iure proprio vtitur, abſque intercelſione,l.1.l.ſenatuſconſulto,l.ſi fœminis, C.ad Velleia.Intercelſio enim munus virile eſt,l.fœminæ,ff. de reg. iur. *Et par ainſi plus conuenable au mary,qu'à la femme,*
18 *dont elle peut eſtre relcuée ſauf és cas cy-deuant exceptés.*[18] *En ce que l'obligation luy eſt profitable , pour laquelle neantmoins le mary ne peut eſtre en action ſ liidaire, ny comme principal obligé,ſinon comme caution,diſcution faicte ſur les biens de la femme, Carondas en ſondit*
19 *ch.24.du 8.liu.de ſes reſp.*[19] l.ſi cùm pater,C.ad Velleia *Ni n'eſt le patrimoine de la femme obligé à la reddition de compte, d'vne tutelle par le mary adminiſtrée : quoyque partie des biens d'icelle fuſſent tournez à ſon profict, ſauf pour la moitié,& à concurrence de la communauté par elle apprehendée. Ainſi iugé par arreſt prononcé au Parlement de Paris,par le docte & celebre Iuriſconſulte François Monſeigneur le Preſidant Briſſon le 14. Aouſt 1580. allegué par ledict Carondas au meſme chap. Ny par conſequent en Tholoſe celles que ne ſont en communauté de biens, auec leurs maris adminiſtrans : & a touſiours la femme cauſe de relief de l'obligation à elle preiudiciable faicte pendant le mariage, & où elle interuient & intercede pour ſon mary.*l.2.ff.ad Velleian.l.1.l.ſi ſine.l ſi ſciens,l.ſi aduerſarius.l.mulierem, cum 2.ſeqq.l.antiquæ,§.fin.C.eod.*meſmes quand elle eſt deceue & forcée,pourueu qu'elle en face apparoir , non autrement , ny lors qu'elle deçoit:ſi n'appert que lors du contract,le*
20 *creancier ou l'acquereur ſoit aduerti de la verité du faict par elle donné à entendre.*[20] l. 1. 2.
3.ff.de don.inter vir.& vxor.l.etiam,C. eod.tit.at ſi proprio contractu , mutuò acceptæ ab vxore pro marito pecuniæ facta donatione dignitatis cauſa , non eſt lo-
21 cus pœnitentiæ,niſi in quantum factus fuerit locupletior,l. ſi propriis , C. eod.[21]
l.1.& 3.ſeqq.l.quod dicitur neceſſarias,l. quod dicitur impenſas.l.impenſæ,iuncta l.omnino,& l.fin.ff. de impenſ.in reb.dot. fact. quæ alias peritura dos,aut deteriot futura eſſet,l impenſæ,ff.eod.l.impenſæ,ff de verb.ſignif.l.ſi neceſſarias,C. de pignor.act.c.penult.in fin. de eo qui mittitur in poſſ rei ſeru. cauſ. l. 1. §. taceat,ibique gloſſ in verb.minuant,C.de rei vxor.act. *quand elle repete la dot ,* vtro vergente ad inopiam, l. vbi adhuc, auth. donationem, C. de iur.dot.l. ſi conſtante,ff ſolut. matr. *ou le mariage eſtant declaré nul,* l.quemadmodum,ff de iur.dot. *ou le futur eſpoux*

ayant

ayant receu la dot, le mariage ne s'en eſt enſuiuy, cùm dos non ſubſiſtat ſine matrimonio, can. nullum 30 q 5 can conſanguineorum 3. q. 4. *d'où ſenſuit auſſi la repetition de la dot*, cauſa non ſecuta *comme remarque Carondas au ch. 36. du 9. liu. de ſes queſt.* ob vtri deportationem, l. ſi matitus, ff. ſolut. mat. *à laquelle ſuccedent en France les galleres perpetuelles, qui importent confiſcation de biens. Par où la mort ciuile peut eſtre accomparée à la naturelle. Carondas ch. 50 du 8 liu. de ſes reſp. Maynard chap. 40 du 6. liu. de ſes queſt. Et tout ainſi que le deporté eſtoit eſtimé pour mort, dont la ſucceſſion eſtoit ouuerte au plus proche à ſucceder*, l. 1. §. fin ff. de bon. poſſ contra tab. *la condamnation aux galleres perpetuelles n'empeſche en France que la femme ne repete la dot auec l'augment*, cùm ipſa non teneatur pro viri delicto, l. 2. C. ne vxor pro mar. *meſmes en Tholoſe, où le mary ſeruuant à la femme par la couſtume, gaigne la dot, & la femme que ſeruit au mary gaigne l'augment. Maynard ch. 6. du 6. liu de ſes queſt. duquel neantmoins la vefue faiſant demande, enſemble de la dot apres le decés du mary, n'eſt receuë à demander aliments ſur les biens d'iceluy, de tãt que les fruicts & aliments tiennent lieu des intereſts*, quorum ſufficit vnum vel alterum eſſe verum. *Ledict Maynard ch. 2. du 6. liu. de ſes queſt.* [22] aſſiduus, C. qui pot. *Maynard* [22]
ch. 95. du 8. liu. de ſes queſt. Ni ne peuuent les creanciers de la feme faire execution ſur la dot, pour deſpens, dommages & intereſts, non plus que pour le principal, quoy qu'elle ait eſté autoriſée par le mari: ſauf à ſe pourueoir ſur les paraphernes, ſi point en y a. Mayn. ch 82. du 7. liu. de ſes queſt. ceuant à ce propos vn arreſt du Parl. de Tholoſe du 13. Iuin 1567. [23] l. mulierem, [23]
l. ſi vxor, l. hæredes. C. ad Vell. l. priuilegia, C. de priuil cred. l. fiſcus, ff. de iur. fiſc. toto tit. C. de his qui in prior. cred. loc. ſucced. [24] Auth. ex hoc iure: C. qui pot. l. ita cõ- [24]
ſtante, ff. de iur. dot. l. mulier dotis, ff. de pact. dotal. leg ſi potiores, C. de his qui in prior. cred. loc. ſucced *Deſcharges & reparations perpetuelles de fonds dotal*, l. fi. eod. tit. l. 3. ff. de impenſ. in reb. dot. fact. *ou autrement.* [25] d. l. aſſiduis, C. qui pot. *Maynard ch.* [25]
95. du 8. liu. de ſes queſt. & non ſeulement la femme, mais auſſi tous autres creanciers peuuent dreſſer leur execution contre le tiers poſſeſſeur & detempteur des immeubles alienez ſurcells à ſon hypotheque, ſans garder l'ordre & benefice de diſcuſſion ſur les biens du debteur, ou ſon heritier, par la Couſtume d'Auuergne, art. 2. du tit. des executions non ſur les biens, meubles vendus, & alienez par le debteur, ou à la requeſte de ſes autres creanciers: parce qu'en France biẽ meuble n'a pas de ſuite, ſinõ qu'il fuſt ſpecialemẽt hypothequé, cõme dit Rebuf. en l'apoſt. ſur les Ord. royaux, au tit. de la gabel. du ſel, ch. 4. art. 25. tom. 2. liu. 3. [26] Nã in negotiis cõ- [26]
trahendis id tempus ſpectatur, quo contrahimus & opus eſt vt is contra quem agitur, pignoratitia, rem obligatam poſſideat, l. pignoris perſecutio, ff. de pign l. ſi cũ debito, in princ. ff. de pign. Si enim non poſſideat vt hæres defuncti debitoris cum beneficio inuentarij non tenetur hypothecaria eorum quæ non poſſidet, niſi tantùm perſonali actione, vice defuncti ſecundum, non vltra vires hæreditatis. l. Paulus, in princ. ff. de pign l. fi §. ſi præfatum, §. licentiam, Cod. de iur. delib. § hæres. de oblig. quæ ex quaſi delict. naſc. Inſtit. [27] *Couſt d'Auuergne, art. 3 du tit. des executions*, [27]
abſque diuiſione hypothecarum, vt ibi notat Publicius. *Et les peut l'executé ou aſſigné appeller en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité. Maynard chap. 76. 77. 78. du 2. liu. de ſes queſt.* [28] *Maynard ch. 58. du 7. liu. de ſes queſt. où cite vn arreſt du 21. Iuin 1569. donné au rap-* [28]
port du ſieur Daffis pour Gayant contre les heritiers de Pierre Boyer, par lequel dit auoir eſté preiugé qu'aux perils & fortunes de l'indicant, ladicte femme s'addreſſeroit & pourſuiuroit les derniers achepteurs indiqués, leſquels à ces fins ſeroyent appellés, enſemble les heritiers du debiteur pour eux ouys y eſtre fait droict & ordonné ce qu'il appartiẽdroit, & qu'à ces fins l'indicãt conſignerait au greffe la ſomme de 75. liures tournoi, ſauf icelle augmenter ſi beſoin eſtoit

& ſauf à l'indicant icelle repeter ſur qui & comme il appartiendroit: de tant que le creancier qui a ſpecialle & particuliere hypotheque ſur quelque meuble, le peut ſaiſir, encore qu'il ait eſté vendu, ſelon Maſu. au tit. des executions, nomb. 9. enſemble la femme pour la dot apres le decés du mary peut agir contre le tenantier que bon luy ſemble des biens que luy ſont generallement obligés, meubles, immeubles, droits, voix, & actions, ſans garder l'ordre du droict Romain, cõme eſt expreſſement porté par la Couſt. d'Auuergne, art. 1 du tit. des executions: toutesfois ſi le detempteur de la choſe obligée, comme dit Maſu. au lieu ſuſdit, indique des biens poſſedés par le debteur, ou ſon heritier, & requere que ſoit premierement vendus à ſes deſpens, y doibt eſtre receu & l'execution faicte ſur iceux, demeurant la premiere en ſuſpens. Pour quoy faire luy doibt eſtre prefigé delay, & iceluy paſſé à faute de ce faire, l'execution premiere continuée, ſi le creancier n'eſt ſatisfaict: & de meſmes contre les derniers acquereurs, ſi faict foy par actes de leur hypotheque, quoy que contre la diſpoſition du droict Romain, in l. Moſchis, ibid Barth. ff. de iur. fiſci, l. fi. & ibi not. C. ſi vnus ex plurib. hæred. c. ex litetis, e. de pign. *Et peut on proceder par banniment & faire appeller ſon debteur ou l'heritier d'iceluy, enſemble le tenantier de la choſe bannie & arreſtée, ou debteur de ſon debiteur pour demander aduen de cedule, condẽnation de la ſomme y contenue, ſi n'eſt teſmoignée & n'appert du debte par inſtrument public, & la remiſe de la ſomme, ou de la choſe és mains du ſergent executeur, pour eſtre venduë à l'inquant public à l'effect de ſon payement: non que le debteur de ſon debiteur puiſſe eſtre contrainct incontinant, ny par corps à la remiſe de la ſomme par luy deue en qualité de depoſitaire, ſinon ſur ſes biens, auec delay competant, comme ſimple debiteur ſi par exprés il n'a obligé ſa perſonne, non plus q'se s'il eſtoit pourſuiuy à la requeſte de celuy qui auroit ceſſion & tranſport de luy: le droict duquel ne peut eſtre plus grand que celuy de ſon autheur: ny ne peut le debteur du debiteur apres le banniment eſtre contrainct au payement du debte par ſon creancier, qu'au prealable le banniment eſté faiſant foy, ou le ſaiſiſſant de l'exploict & copie que luy a eſté baillée, à ce que le creancier ſe puiſſe pourueoir contre le bannir faiſant, & la cauſe entre eux debatuë, le debteur du debiteur ſoit deſchargé en payant & deliurant la ſomme à qui ſera ordonné.* Cynus in l. 2. Cod. vi in rem act exercer. deb. Bart. in l. 1. ff. de noui oper. nunciat. ne bis ab eodem res eadem exigatur. *Et neantmoings ores la femme ne ſoit tenue faire aucune perquiſition, ne diſcuſſion contre les hoirs du mary, & derniers acquereurs, comme a eſté repreſenté ſur le tit. du preſent liu. toutes-fois par ledit arreſt l'executé a eſté receu à indication, pour en eſtre faicte la diſcuſſion à ſes deſpens: où la femme ſemble eſtre incommodée pour retardement de ſes deniers,* minus enim tempore ſoluitur. *Si la diſcuſſion faicte en cas de ſuccombance, elle n'en eſt deſdommagée par l'indicant: l'action duquel ſemble eſtre moins incõmode & plus aſſeurée, contre ſon autheur, ſes hoirs, ou derniers acquereurs en aſſiſtance ou aſſomption de cauſe dés le commencement de l'inſtance, & relief d'indemnité, ſans retarder ny ſuſpendre l'execution de la femme. Ce que deſpend entierement de l'equité & prudence de la Cour, ſuyuant le merite & deſpoſition des affaires, laquelle ne iuge par couſtume, ains ſelon ce que luy ſemble eſtre iuſte & raiſonnable, & traicte ledit Mayn. du relief d'indemnité au ch.* 78. *du 2. liu. de ſes queſt.* [29] *Couſt. d'Auuergne art. 2. du tit. des executions. Ord. du Roy François I. 1539. art. 74. Et ſe peut-on prendre ſur les immeubles, ſans faire perquiſition de meubles, meſmes contre les mineurs au Parl. de Tholoſe. Mayn. ſur la fin du ch. 73. du 7. liu. de ſes queſt.*

[30] Mulier enim prædium ſibi obligatum alienanti non ſolùm conſentire poteſt, l. etiam, C. ad Velleia. ſed etiam hypothecarum iuri renuntiare, quaſi renuntiet, & vnà cum viro vel ſola obligetur, & mulieri fuerit numerata pecunia, quam ipſa receperit, valet renuntiatio: ſi autem vir inſtrumento fateatur ſe pretium acceptiſſe rei venditæ, tunc præſumitur ad maritum peruenisſe, ſecundùm Angelum §. eſt

& aliud

& aliud coll. 2. verſ. & aduertas, Inſtit. de donat. præſertim ſi maritus non ſit ſoluendo tempore contractus, nec habeat aliunde, vt doti ſatisfaciat. Notat Publitius in d. Conſuetudine Aluerniæ, de execut. art. 3. Si tamen valeat in vnius vel alterius fundi alienatione facta renunciatio, non idcò impeditur quin paratam in cæteris habeat actionem: quia huiuſmodi renuntiatio non extenditur extra rem vel perſonã in inſtrumento appoſitam, l. iubemus, C. ad Velleia. Et firmatur creditoris hypotheca per mulieris obligationem, vt poſterioris in locum primi ſubrogati, de quo in l. prior, in fin. C. qui potior. [31] Cùm dotis cauſa ſemper vbiq; præ- 31
cipua ſit, l. 1. ff. ſol. mat. & mulier in dote præferatur omnibus viri creditoribus, l. aſſiduis, C. qui pot non tantùm ſoluto, ſed etiã conſtante matrimonio, ſi nõ aliunde ſit, vt mulieri caueatur, l. cùm tibi, C. eod. l. ſi conſtante, ff. ſol. mat. imò contra tertium bonorum viri poſſeſſorem: & iure Gallorũ mulier abſque perquiſitione agere poteſt etiã dote cauta nõ numerata marito, vt in c. 1. tit. de dote. [32] l. 1. & 2. 32
C. ad Velleian. [33] *La mere interuenant pour & auec ſon fils, comme en l'affaire de Gilles* 33
Cordier Maiſtre boutonnier de Tholoſe appellant du Viguier contre Gaillard Beſſe dudit meſtier intimé, impetrant lettres Royaux en caſſation d'vn contract d'accord faict par ledict Beſſe, & Ieanne de Parlier ſa mere auec ledict Cordier, ladicte Parlier auſſi impetrant lettres Royaux à meſmes fins, deſquelles par Arreſt du neufieſme Mars 1511. tant ledict Beſſe que ſa mere auroyent eſté deſmis, & ordonné que le contract ſortiroit à effect, la cauſe renuoyee deuant ledict Viguier: où par ſentence du quatrieſme Iuin enſuiuant auroit eſté ordonné que ledict Cordier ouuriroit dans trois iours la boutique de la commune iouyſſance de laquelle eſtoit queſtion entre parties, à peine de vingtcinq eſcus, eſtant ſaiſi de la clef d'icelle auec deſpens, & dix eſcus pour tous dommages & intereſts ſoufferts par ledit Beſſe pour la non iouyſſance de ladicte boutique, dont ledict Beſſe demeure obligé auec ſa mere, ſuiuant le contract enuers ledit Cordier en la ſomme de deux cens cinquante liures pour vente de fruicts de ladicte boutique à certaines annees, de laquelle ledict Beſſe s'eſtoit reſerué quelque vſage. Qu'eſt vn des cas excepté du Velleian, quand la mere intercuient pour l'auancement de ſon fils, remarquez par Claude le Brun au 1. liure de ſon Procez Ciuil *§. 28. & autres, pour leſquels les biens des femmes peuuent eſtre alienez.* [34] *Soit par minorité, dol, fraude, &* 34
deception, induction, menace, & contrainte maritale. Carondas au chap. 37. du 8. liu. de ſes Reſp. cite vn Arreſt, par lequel vne vefue releuee du contract de communauté par elle faict auec ſon mari en ſes conuentions matrimoniales pendant ſa minorité, & remiſe en la iouiſſance de ſes propres, ſans qu'elle fuſt tenue des debtes de la communauté, & au chap. 22. du liure neufieſme allegue vn autre arreſt du 7. Septembre 1593. par lequel vn contract de vente faict de l'heritage de la femme par menace de ſon mari de ne plus coucher auec elle, fuſt caſſé, & elle releuee de la ratification par elle faicte du commandement de ſon mari, quoy qu'elle y fuſt en part eſtant en communauté, par Arreſt de Paris du mois de Mars 1583. cité par Carondas chap. 215. du ſeptieſme liure de ſes Reſp. Non qu'on puiſſe inferer que la femme qui contracte conioinctement auec ſon mari ſoit touſiours forcee, ſeduite, & ſubornee: ains doit preciſement ſpecifier les cauſes de ſon relief en ſes lettres pour eſtre receue à les articuler: meſmes quand le contract eſt faict elle eſtant maieur. Maynard chapitre dixhuict du ſixieſme liu. de ſes queſtions. [35] Nam & ſi mulier mariti conſenſerit alienationi rei pro dote obli- 35
gatæ, eo poſtea vergente ad inopiam, per modum reſtitutionis experiri poteſt. Praxis Papienſis titulo 44. gloſſa 8. numero 28. *enſemble ſi elle a renoncé à ſon hypotheque*, vt ipſa poteſt, l. etiam, l. iubemus, C. ad Velleia. ſi alia bona viri ſuperſint ad dotis reſtitutionem, & cùm opus fuerit, dotalitij præſtationem idonea-

ſed regio diplomate in integrum reſtituitur more Gallorum, potiſſimum ſi non idonea bona ſuperſint, etiam conſtante matrimonio, ne & ipſa dote careat Dynus & Bart. in l. Mæuia, §. fundus, ff. ſol. matr. nouell. 61. c. 1. quod enim ſemel vinculis ſponſaliciæ largitatis obligatum eſt, inquit Imp. non dos conueniens alienari poteſt: vt mulier adueniente forſitan lucro, quod ei confert antenuptialis donatio, difficultatem patiatur, non inueniens rem in viri ſubſtantia, cùm ſit aliis alienata, vel ſuppoſita, potentib. fortè perſonis quatenus propter has cauſ aut ſit omnibus modis inhabilis vindicatio aut difficilis, & litibus egeat, dum hoc ipſa ſit adinuanda. *Et quand la vente en auroit eſté ordonnee pour cauſe iuſte & raiſonnable par Iuſtice, voire des biens propres de la femme, en dernier reſſort, elle n'y peut rétirer que l'achepteur ne ſoit indemniſé ſur l'exemple recité par Carondas au ch. 42. du 2. liure de ſes Reſp. & eſtant le fonds dotal ou autres biens ſubiects à l'hypotheque de la dot, ſaiſis pour les debtes du mari, la femme ne doit eſtre pareſſeuſe, quand ſon mary meſmes ne la voudroit licentier à s'oppoſer contre ladicte executiõ, pour la difficulté qu'il y a aux rebattemens de decrets: notamment ſi ſont confirmez par Arreſt: contre leſquels les maieurs ne peuuent venir pour leſion ſi enorme qu'elle ſoit. Maynard chap. 74. du 7. liu. de ſes queſtions, ni les moindres qu'en refondans les deſpens, dommages & intereſts, & loyaux couſts, encore auec grande difficulté & par voye de nullité. Papon Arreſt 2. du tit. des Criees. Maynard chap. 75. du 7. liu. de ſes queſt. Et peut inferer, que* mulier minor ſiſcus, & Eccleſia pari paſſu ambulent. *Et allegue Mayn. au ch. 53. du 7. liu. de ſes qu'vn Arreſt general de la veille Sainćte Croix, 1572. par lequel fuſt ordonné que la femme pour la dot iroit à meſme rang, que les pupilles pour leur reliqua par contribution au ſol la liure.* Vtitur Eccleſia iure minoris, cap. 1. & 3. e. de in integ. reſtitut. minor. & reip. can quid ergo, 23. quæſt. 4. ſicut enim prædia minorum ſine decreto non debent alienari, toto tit. C de præd. minor. ita nec Eccleſia ſine ſolemnitate, c. nulli & tot. tit. de reb. Eccl. alien. vel non, e. Et ſicut minor qui rectè contrahit, læſus reſtituitur contra venditionem. l. in cauſa, §. interdũ, ff. de minor. l. etiam, l. fi. C. ſi tutor, vel curat. interu. l. fin C. ſi aduerſ. vendit. & ſi tutorem non habeat tempore contractus, læſus tamen reſtituitur. l. 1. ff. de minor. Praxis Papienſis tit. 2. gloſ. 10. num. 11. ita & Eccleſia, ibid. num. 65. & 71. *non s'il y a profité* c. ad aures, c. vt ſuper, §. fin. de reb. Eccl. alien. e. Et notat Ferrarius 15. priuilegia dotis, praxis Papiẽſ. tit. 32. gl 1. *& eſt la femme pour la dot eſgale au fiſc & à la Republiq.* l. 2. C. de priuil. fiſc. l. ſi fundũ. C. qui potior. arg. l pen. C. de poſt. l. rex vxo-

36 ris. C de donat. int vir. & vxor. l. dotis tuæ, C. de iur dot. [36] l. etiã, l. iubemus, C ad Vell. dũmodo nõ interueniat donatio, tunc enim ex ea renuntiatione mulier eſſet reſtituenda: præſertim cùm viri non alia bona ſuperſint. Iacobus de Aretio in l. Mæuia, in fin. ff. ſol. matr. l. non dubium. ff. de legib. notatur in l. pactum, C. de collat. Practicæ Papienſ. tit. 44 gloſſ 1. num. 27. *Et s'il y a cauſe de relief, la femme doit venir dix ans apres le contract, comme des autres contracts reſciſoires. Ordonn. du Roy Louys 10. 1510. art 44. oſté l'empeſchement, pendant lequel ne pouuoit agir:* quia non valenti agere, non currit præſcriptio. *ſi par minorité dans la trentecinquieſme annee de ſon aage: car apres n'y ſeroit receue. Ord. du Roy François I. art. 134. Et doyuent les lettres contenir les cauſes ſpeciales de ſdicts reſtitutions, le meſmes 1535. ch 8. art. 29 Louys XII. art. 58. & contre la tranſaction ſi elle eſt en mineur, n'y ſeroit receuë pour lezion enorme. Charles IX. à Fontainebleau au mois d'Auril 1560. Carondas chap. 79. du 2. liu. de ſes Reſp. toutesfois ſans dol, ne force, comme eſt porté par ladicte Ordonnance de quoy touſiours la femme ſeroit receue en*

37 *preuue.* [37] Vendi quidem poteſt res aliena venditoris periculo, non auferri, vt in

l. rem

l. rem alienam, ibíque gloſſ. fin. ff. de contrah. empt. nec ſine domini voluntate obligari, l. 1. & 2. C. ſi res aliena pignor. dat. ſit, & l. rem alienam, ff. de pigno. act. nec alienari poſſunt iure vel natura prohibita: nec enim quis iure poteſt rem propriam ſibi comparare, l. ſuæ rei, ff de contrah. empt. nec ſacram, can. ſacrorum 12. quæſt. 2. religioſam, l. locum, C. de religioſ. domib. loca publica vſu & proprietate: vt plateæ ciuitatis, l. ſed Celſus, ff. de contrah. empt. immobilia Eccleſiaſtica, auth prætereà, in fi l. inbemus res, C. de ſacroſ. eccleſ. rem dotalem aut litigioſam & ſimilia, de quibus Praxis Papienſis tit. 2. gloſ. 10. num 75. vſque in fin. natura quidem quæ non extat, nec eſſe ſperatur, l. nec emptio, l. & ſi conſenſum, ff. de cõtrah. empt. fundúſque dotalis alienari poteſt ex cauſa neceſſaria, vt ſi detur in ſolutũ mulieris creditori, cuius hypotheca virum in dote præcedit, l. 1. ff de fund. dotal. aut vir prouocetur ad ipſius fundi diuiſionem & ſimilibus, de quibus nonnulla exẽpla habuimus, ſi ex cauſa volũtaria fiat alienatio, vt per hæredis inſtitutionẽ, & tranſeat cũ ſua cauſa, valet, d. l. 1. aut titulo ſingulari: & tunc ſi fundus vltrò tradatur inæſtimatus, nõ poteſt alienari, l. prædiũ C. de iur. dot. l. 1. § & cùm lex, C. de rei vxor. act. vel æſtimatus, vt idem ſoluto matrimonio vxori ſuperſtiti, vel eius parenti reſtituatur in eodem ſtatu, quo traditum eſt, cum pacto quanti minoris, ſi deterior factus fuerit, qui nec tunc poteſt alienari, d. l. 1. niſi in dotis ſolutionem detur æſtimatus, tunc enim pro vendito habetur, l ſi fundus, ff. de fund. dotal. dũmodo ſit in viri electione fundum aut pretium reſtituẽdi, quæ ſemper tacitè ineſſe præſumitur, cùm ſit in dubio an viri vel mulieris foret electio, l. plerúmque §. pen. & fin. ff. de iur. dot. *ains touſiours la conſtitutiõ du fonds eſtimé tient lieu de vente, quoy que ne ſoit ſubiecte à lods & ventes*, cùm dos habeatur vice legitimæ, vt ſ. dictũ eſt: nec alienari poſſunt quæ non ſunt in rerum natura, nec eſſe ſperantur, vnde cõtractus fit inutilis, l. nec emptio, l. etſi conſenſum, ff. de contrah. empt. [38] l aſſiduis, C. qui [37] potior. & præfat iurib. [39] *La femme pour la dot accomparee au moindre en la preſtation du reliqua. Maynard chap. 53. du 7. liu. de ſes queſt. eſt preferee non ſeulement aux creanciers qui ont expreſſe hypotheque ſur les biens du mari, mais auſſi és creanciers du pere precedans en hypotheque pour la dot par le pere du mari receue, ou par le fils de famille du conſentement du pere. Arreſt du 26. Nouembre 1588. donné au rapport du feu ſieur De Malet pour Roc, contre Nouand & Godail, par lequel la Cour de Parlement de Tholoſe auroit fait l'adiudication au creancier anterieur en payant la dot receuë par le pere à la femme, en & ſur les biens d'icelluy, mentionnés au procez. Maynard chap. 57. du meſme liu. de ſes queſt. & fuſt par autre Arreſt l'indication du tiers poſſeſſeur executé, receue à ſes perils & fortunes en conſignant certaine ſomme à l'effect de la diſcuſſion, au ch. ſuiuant & 95. du 8. liu. de ſes qu.. qui ſe rapporte au precedent, & à la practique de Maſuer au tit. des executions. Carondas à ce propos decide pluſieurs notables queſtions au ch. 7. du 9. liu. de ſes R.ſp. où il repreſente trois choſes: la premiere, que l'argent employé à la finance & cõpoſition d'vn eſtat patrimonial eſt preferé à la dot contre la femme, ſelon l'authentique*, quo iure, C. qui pot. in pign. hab. nouell 97. c. 4. tanquã ex regia munificentia pecunia procederet, dummodo ea lege mutuata ſit, vt ex ea mutuãtis militia ematur, nou. 53. c. 5. l. quãuis, C. de pig. nã creditor, cuius pecunia res empta, vel refecta eſt, præfertur cæteris creditoribus expreſſam vel tacitã hypothecã habentibus in eadẽ re, ſua pecunia empta vel refecta, licet niſi pignoribus. C. qui potior in pign. hab & præferatur mulier poſterioribus in dote creditoribus, quorum pecunia res empta eſt vel refecta, non anterioribus. vt colligit Carond. ex c. 3. nouell. 97. ex Iuliano anteceſſore tit. 90. de exæquatione dotis,

cap. 3. Sæpiſſime relatum eſt, inquit, eum qui pecuniam præſtat ad aliquam rem comparandam, renouandam, vel reficiendam, validiora iura in ipſa re hypothecarum habere, quàm priores creditores, ſed hæc in dotibus non obſeruentur: nam dotem præcipimus ei quoque præferri, qui poſtea pecuniam dedit marito ad aliquam rem comparandam, renouandam, vel faciendam, licèt non ſit ſpecialis hypotheca in ſcriptis redacta: nam ex ipſa numeratione prædium cenſetur ſpecialiter obligatum, l. licet, C. qui pot. *Et allegue ledit Carondas deux Arreſts du Parlement de Tholoſe, vn du 21. Iuillet 1592. contre vn nommé Tule, par lequel le creancier a eſté preferé contre les premiers en hypotheque, & du 31. Ianuier 1590. donné entre Dame Louyſe du Caſtanet, & Nicolas Guerrier bourgeois de Tholoſe, par lequel ledict Guerrier fuſt preferé pour la marchandiſe priſe de ſa boutique, employee aux habits nuptiaux, tant de ladicte de Caſtanet que Mallaurens ſon eſpoux, à la donation faicte par ledit Mallaurens à l'vn de ſes enfans, apres la dot de ladicte de Caſtanet, & frais funeraux dudit de Mallaurens, ladicte marchandiſe ayant eſté priſe auant & pendant les quatre mois de l'inſinuation de ladicte donation: quoy que ledict Guerrier ne fuſt que creancier cherographaire, contre la ley de* rebus, C. de don. ante nupt. qua creditores tantùm hypothecarij, qui præcedunt, potiores ſunt quàm vxor vel filius in donatione propter nuptias, *priſe en Tholoſe, quoy que improprement, ſelon Maynard, pour l'augment couſtumier, lequel ſuit la datte de ſon hypotheque,* d. nouell. 136. c. 3. *auant laquelle les creãciers premiers en datte ſont allouez, mais pendant la vie du mari, que la condition caſuelle n'eſt aduenue à l'aduantage de la femme, ſauf & reſerué ſon hypotheque pour ſondit augment ſur tous & chaſcuns les biens, droicts, & actions que competoyent & appartenoyent à ſondit mari lors des pactes dotaux, & depuis ayant obligé ſes biens preſents, & aduenir, pour en faire demande le cas aduenant:* quia licet, ex ipſa dotis conſtitutione augmentum etiam incipiat deberi, neq; tamen venit dies ſolutionis, niſi poſt viri interitum muliere ſuperſtite. *Et doit-on auſſi bien pourueoir à l'aſſeurance de la femme pour l'augment, qu'à celle de l'homme pour la dot, & non ſans cauſe par Arreſt du Parlement de Paris du 8. Iuin 1590. cité par Bacquet ch. 21. nõb. 271. Des droits de iuſtice, la femme auroit eſté preferee aux creanciers du mari abſent, & fuitif pour la dot & augment, & ordonné que ſeroyent mis à profit, pour elle en iouyr ſa vie durant: à l'aſſeurance de laquelle ſe rapporte auſſi vn arreſt du parlement de Tholoſe, donné contre Aguiller au long diſcouru par Maynard au ch. 56. du 4. liu. de ſes queſt. ou l'hypotheque de l'augment de la femme de l'executé fuſt reſeruee pour le cas aduenant en eſtre payee ſur les biens decretés du mari, outre la preference de la dot, contre l'execution ſur iceux faicte par ledict Aguiller, en vertu de certains taxats par luy obtenus d'authorité de la Cour contre l'executé prouenans d'vn procez criminel qu'ils auoyent eu enſemble pour iniures.* Nam ſi in cæteris dos præferatur omnibus creditorib. anterioribus, expreſſam hypothecam habentib. d. l. aſſiduis, l. cùm tibi, C. qui potior. multò magis chirographariis, & eis qui perſonali actione muniuntur: præſertim inter Chriſtianos & catholicos, quibus paſſim ab Imperatore cõceduntur huiuſmodi priuilegia, non hæreticis, & eis qui à ſacra cõmunione recedunt, nouell. 109. c. 1. *& quant à la priorité du temps l'hypotheque generale premiere emportee la derniere ſpeciale,* l. quãuis ea pecunia, C. de pig. l. ſi generaliter, C. qui potior. & ſufficit ex mutuata pecunia rem eſſe emptam, quo casu mutuans præferatur vxori, d. nouell. 136. c. 3. vt ſi ſpecies aliquot mundi fortè muliebris, vel argenti, quod datur, venditúrve, pro quo pretium nondum percepe rint: tunc enim licet mutuantibus hæc tanquam ſua vindicare, & ſi hypothecarum ius in his non habeant: nulla contra ipſos hypotheca in rebus eorum

quæ

quæ per alios fortè quæſitæ ſunt, valitura, vt ibidem reſcribit Imperator. Et ſi quidé cùm par ſit dotis & dotalitij cauſa, & reciproca viro & vxori, vterque ſeruari debet illæſus loco & tempore extantibus, vel non extantib. liberis ex Conſuetudine Tholoſana. *Maynard ch.6.du 6.liu.de ſes queſt. Où eſt repreſenté comme par nos Couſtumes la veſue eſt receüe à demander & pourſuiure la dot entiere, ores le mari ne l'ayt entierement ni du tout receüe : comme il a dit au ch.77.du 2.liu.de ſes qu.* Gui. Papæ q. 274. 430. Ferron §.6.tit. de dote, *ſur la Couſt. de Bordeaux, enſemble l'entier augmẽt en cõſequence de la dot : & ſe conſerue l'augment de la dot non cõtee ſur les biens du mari, qui a peu contraindre le conſtituant au payemẽt d'icelle, non ſi le pere ou la femme conſtituante eſt en fraude: cõmes'il conſtitue vn fonds eſtimé, qui pendant le mariage eſt apres euincé, dont le mari eſtant deſpouillé de la dot.* l. Mæuia §. final. ff. ſol. mat. *n'eſt auſſi tenu de l'augment, ains a touſiours ſon actiõ paree contre ſon beau pere, ſes hoirs au bien tenans, s'il y a où ſe prendre, non autrement:* nam inanis eſt actio, quam inopia debitoris excludit *pourueu qu'il face apparoir des diligences & perquiſitions par luy faictes pour la deſcharge de ſes heritiers en cas de predecez:* cùm per eum non ſteterit quo minus dotem receperit, nec ex dolo alterius eſt prægrauandus, licèt coniugis, cuius fallacia non meretur falſæ conſtitutionis augmentum tanquam indotatæ, neque beneficium authenticæ præterea, C. vnde vir & vxor, cùm iura decipientibus non ſubueniant, l. 2. ff. ad Vell. *dont l'employ de l'argent dotal ne pourroit eſtre mieux aſſeuré qu'à la finance & compoſition d'vn eſtat patrimonial entree aux coffres du Roy, pour eſtre munie de double priuilege, du moins ſur le meſme eſtat, quand n'y auroit autres biens. De meſmes peut la femme, ou le conſtituant ſe mettre au lieu & place des creanciers plus priuilegiez pour l'aſſeurance de ſon hypotheque,* l. prior, C. qui pot. l. fin. C. de his qui in prior. cred. loc. ſucced. 40 *Quãd le fonds de la femme ſe vend par neceſſité pour ſon mari, quoy que d'authorité de iuſtice, elle y peut apres reentrer, en rembourſant le prix à l'achapteur, deſpẽs & loyaux couſts, comme eſt cy deuant dict : bien qu'autrement elle ne puiſſe eſtre releuee de ſon contract, par le Velleian, ni par voye de nullité,* non magis quàm ſi pro filio aut patre periclitante abſque viri conſenſu, & ſenatuſconſulti Velleiani renuntiatione interceſſiſſet, *qu'eſt cenſé en ſa cauſe propre, Carondas chap.12. & 23.du 8.liu.de ſes Reſp. où il allegue pluſieurs Arreſts du Parlement de Paris.* 41 *Tout ainſi qu'à la reuente ou repriſe du fonds dotal, vendu par la femme, pour les extremes neceſſitez du mari, ſe compenſe auec les intereſts : la femme ne peut repeter apres le decez d'iceluy contre ſes hoirs ou bien tenans, que ſa ſomme principale : qu'eſt la conſtitution, ſi conſiſte en argent, ou le prix, qu'elle a deboursé à la repriſe du fonds: de tant que les fruicts ou intereſts ſont acquis au mari.* l. pro oneribus, C. de iur. dot. *pour lequel la vente auoit eſté faicte,* niſi ex paraphernis venditio facta eſſet, vel vxoris, quæ non eſt in communione, aduentitiis. *Deſquels elle reuire en particulier les emoluments,* quibus tamen, ea non interdicente, fruitur maritus, l. hac lege decernimus, C. de pact. conuent. 42 *Maynard chap. 15. du 8.liu. de ſes queſtions. Où il dit le Parlement de Tholoſe auoir accouſtumé de permettre à vn des vendeurs l'entier rachapt de tout le fonds, non d'vne partie, en baillant cautions de releuer indemne l'achepteur de ce qu'il retire & rachepte outre & par deſſus ce que de ſon chef luy appartient enuers ſon aſſocié, & luy reuẽdre ſa portion s'il y reuient dans le temps du rachapt. Papon en ſon recueil, tit. du retraict conuẽtionnel. Arreſt 2. & doit le vendeur faire iouyr l'achapteur de tout l'heritage achapté tout à vn prix, quoy que diuers maiſtres le poſſedent, ou de tout le contract eſtre caſsé. Arreſts de Paris du 10. Mars 1565. & auant veille de Noel 1587. citez par ledict Carond. au ch.56. du 8.liu. de ſes Reſp.* 43 Sic duo vincula ſunt fortiora vno, l. Balliſta ff. ad Trebell. cõque

diuiſa inter ſe differunt, vt quæ de ſuo mulier legitimè diſtraxerit, ad patris aut viri commodum & honorem, vel vt extremis eorum ſubueniret neceſſitatibus repetere nequeat, niſi pretio emptori reſtituto: quæ verò de ſuis maritus alienauerit, tranſeunt in emptorem cum dotis & augmenti hypotheca. *Contre lequel la femme a ſon execution paree en vertu de ſon hypotheque pour la dot & augment, le cas aduenant ſans autre diſcuſſion, comme a eſté cy deuant repreſenté: ſauf du tenancier ou tiers acquereur ſon relief d'indemnité contre ſon autheur, ou autres qu'il appartiendra, ſans que la femme ſoit pour ce regard tenue d'aucune choſe enuers l'acquereur, quand meſmes elle y ſeroit interuenue, ſinõ qu'elle euſt profité des deniers prouenans de ladicte vente, comme a eſté cy deuant repreſenté. Et à plus forte raiſon ſi le tenancier n'a titre, que la ſimple ſaiſine & poſſeſſion de la piece receue en matiere profane, ſelon Maſuer au tit. des matiers poſſeſſoires, nombre 3. la femme y peut entrer, du moins auec lettres, s'il y a cauſe de relief: elle y eſtant interue-*

44 *nue.* 44 *Le ſeign. n'ayant auſſi droit de prelation en Tholoſe & pays de Languedoc, cõme deſſus au chap. 4. du tit. des fiefs, contre la commune diſpoſition du droict,* vt in l. fin. C. de iur. emph. *ne s'en peut enſuiure nouuelle inueſtiture du fonds tenu à fief mouuant de ſa directe, droict de retenue ſi autrement l'vtilité ne ſe conſolide à la directité, attendu meſmes que les fiefs que ſouloyent eſtre viagers, ſont maintenant patrimoniaux en France, ni ne ſe fait ladicte inueſtiture que par forme de vente en paroles deſguiſees, dont le vaſſal n'en peut eſtre deſpouillé ſans grande occaſion,* l. curiales, de præd. decur. lib. 10 *ni meſmes ne ſont deubs lods & ventes du fonds eſtimé, ou non eſtimé baillé en dot ou payement de legitime. Maynard ch. 19. du liu. 4. & chap. 100. du liu. 8. de ſes queſt. ſi n'eſt autrement diſtrait & aliené par le vaſſal ou emphyteote comme a eſté dict en ſon lieu: ni la recognoiſſance & payement des oblies faicts au ſeigneur, quoy qu'apres vn cõtract de vente ne donne titre à l'acquereur ou poſſeſſeur du fonds vtile, pour empeſcher l'action de la femme en vertu de ſon hypotheque,* quæ ſemper rei adhæret, propter indiuiſam pignoris cauſam, l. rem, C. de euict. *Cuias en ſes paratiles, & au liu. 5. ch. 30 de ſes obſeruations. Si la preſcription trentenaire ne l'empeſche tant pour la dot, que le douaire. Maynard ch. 31. du 6. liu. de ſes queſt. Ni ne donne droict de propriété au fonds vtile la recognoiſſance & payements des droits ſeigneuriaux, non plus que le contract d'afferme: de tant que le fermier & locataire,* non ſibi, ſed domino poſſident, & tamen iura dominicalia præſtare tenentur: ſicut enim ſine cenſu & reliquis fundus comparari non poteſt, ita nec locari, cùm cenſualis vel emphyteuticarius cõtractus ſapiat vtriuſque naturam, & ex vtroque participet, nempe locationis in præſtatione penſionis, & venditionis in pretij ſolutione, *que les ſeigneurs appellent droict d'entree,* tum quia eo datur, vt penes emphyteotã perpetuò maneat, vel eius ſucceſſorem, cum facultate alienandi, licèt inſcio domino, vt noſtris moribus cõtinetur: *& prennent touſiours le Roy & le ſeigneur leurs droits ſur le fonds, ſauf au fermier ou locataire ſon recours contre le proprietaire, ſuiuant leurs pactes & conuentions. Et peut aduenir que par la longue abſence du maiſtre, le fermier recognoiſſe le ſeigneur,* hèc precario poſſideat, *dont le maiſtre à ſon retour vray titulaire, le peut congedier, & le contraindre par Iuſtice luy en laiſſer la poſſeſſion vuide auec reſtitution de fruicts, comme poſſeſſeur de mauuaiſe foy,* cuius dominus vtilis ciuilem non amiſit poſſeſſionem: *ni ne peut le ſeigneur inueſtir derechef l'acquereur, moins infeoder le fief, duquel luy ou ſes predeceſſeurs ſe ſont entierement deſueſtus ſous retention de fief, pour le vaſſal & infeodataire en faire à ſes volontés, & l'aliener ſi bon luy ſemble, aux charges & conditions qu'il le tient, ſans que le ſeigneur puiſſe empeſcher le cours des hypotheques ſur le fonds vtile mouuant de ſa directe, ſi l'emphyteote ne guerpit, & ne le rend franc & quitte de toutes charges, arrerages, & hypo-*

theques,

theques, tel qu'il eſtoit auant l'infeodation : car autrement n'eſt tenu le reprendre, ni auſſi la femme eſt endre ſon hypotheque ſur iceluy apres la repriſe du ſeigneur, qu'il eſt reuenu en ſa premiere nature, ſinon en l'eſtat qu'il eſtoit lors de ſes conuentions matrimoniales, le ſaiſir pour ſon chef, s'oppoſer à la repriſe, la mettre en cours, & en pourſuiure la vente iudicielle contre le tenancier à l'effect de ſon payement, non contre le ſeigneur, lequel ne peut non plus attribuer aucun droict de proprieté du fonds mouuant de ſon fief en faueur d'aucune perſonne, ſinon pour faire liure terrier, contraindre les tenanciers le recognoiſtre & luy communiquer, ou exhiber les titres de leurs acquiſitions, & luy payer ſes droits & deuoirs ſeigneuriaux auec les arrerages de vingneuf ans, de ce que luy reſte payer tant des lods & ventes, que autres droits, comme a eſté dict en ſon lieu. Maynard chap. 30. du ſixieſme liu. de ſes queſtions, ſuiuant vn Arreſt du Parlement de Tholoſe, conforme à autre Arreſt du Parlement de Paris, donné contre les Religieuſes de Saincte Croix de Poictiers, le vingtſixieſme May 1573. & ſentence du Preuoſt de la meſme ville, allegueé par Bacquet au ch. 7 du droit de desherance. [45] *Apres que l'vtilité eſt conſolidee à la directité, le ſeigneur peut faire à ſa volonté de* 45
la piece deguerpie, la retenir noble & allodiale, ou ſous le fief & hommage de ſa terre deu au Roy ſi bon luy ſemble la bailler à vn autre à rouueau fief ou riere fief, par nouueau contract de lozime, ſous meſmes deuoirs, & cẽſiues ou autres qu'il accordera: vnde itetũ ſuę dominationis ſumat exordiũ, vt in t. cõtractu, de quo in l. 1. & toto tit C. de iur. emph. & in vſib. feud. *deſquels parle amplement Bacquet au titre des francs fiefs & desherances : enſemble ſi par felonnie & forfaicture le fonds eſt adiugé au ſeigneur en dernier reſſort, non autrement: de tant qu'on peut appeller des inferieurs aux ſouuerains, auſquels en appartient la derniere cognoiſſance. Et doit on touſiours pouruoir à la conſeruation de la dot de la femme,* quæ non tenetur pro delicto mariti, niſi eiuſdem fuerit conſcia ſceleris : publicatis enim bonis mariti, dos ipſa non publicatur, ſed ſtatim ſecuta condemnatione poteſt vxor illam repetere Iulius Clarus lib. 5. pract. crimin. §. fin. numero 73. Nec poteſt dos mulieris publicari conſtante matrimonio, niſi 5. damnat. criminibus Iuliæ Maieſtatis, vis publicæ, parricidæ, veneficiæ, & ſicariæ, l. quinque legibus ff de bon. damn. & ſi publicetur maritus niſi in quantum poteſt, fiſco eſt condemnandus l. ſi maritus, ff. ſolut. matr. *Et ſi a on accouſtumé en Tholoſe diſtraire la troiſieſme partie des biens du mari pour ſa femme & enfans. Maynard chapitre huictante quatre du huictieſme liure de ſes queſtions, où il cite vn Arreſt de l'an mille cinq cents huictante donné au rapport du ſieur de Salluſte, par lequel ladicte troiſieſme fuſt declaree quitte de toutes detractions, & d'amendes, quoy qu'en œuures pies, & frais de Iuſtice, laquelle par ce moyen en ſe prend de toute la maſſe de l'heritage confiſqué,* deducto tamen ære alieno, *tel que la conſtitution dotale : tout ainſi que les debtes actifs entrent au blot du patrimoine du condamné, leſquels ſelon Carondas au 58. chap. du 8. liu. de ſes reſp. ſont acquis aux ſeigneurs hauts Iuſtitiers, és terres & en la Iuſtice deſquels les preuenus ſont demeurans, ou des terres & places où ils ont delinqué: dõt les frais de Iuſtice & amendes adiugees au Roy ſe payent par contribution au ſol la liure par les ſeigneurs, à raiſon de ce qu'ils ont amendé & profité des biens de l'executé. Arreſt du Parlement de Tholoſe du 29. Iuillet 1585. ſolemnellement prononcé le 14. Aouſt, à ce ioinct autre Arreſt du Parlement de Paris de l'an 1568. donné par le ſieur de Raſſe, bailly de Senlis: & meſmes tous les meubles & debtes de l'executé appartiennent au ſeigneur haut Iuſtitier de ſon domicile, quoy qu'ils ayent eſté contractez ailleurs, comme eſt à plain repreſenté par ledit Carondas au 4 liure de ſes Pandectes: & rapporté ledit Carondas au meſme ch. vne queſtion notable ſur la loy* quoticns, C. de rei vẽd. *& s'arreſte, que des deux acquereurs, quelle choſe qu'il y ait au contract, l'heritage appartient au*

premier

premier poſſeſſeur, quoy que dernier en ſaiſine. Arreſt de Paris du 27. May 1572. autre du 8. Auril 1581. & rapporte vn pacte que deſroge à nos Couſtumes, par lequel celuy qui auroit baillé vn heritage à ſurcens, ou rente perpetuelle, à la charge que ſi le bailleur vendoit la rente, le preneur la pourroit r'auoir à pareil prix: ou au contraire ſi le preneur vendoit l'heritage, le bailleur le pourroit retirer en rendant le prix, chaſcun deſquels en ce cas ſe peut aider de la condition. Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Paris du 17. Auril 1586. ſur vn appel releué du Bailly d'Orleans. Autre du 23. Iuillet 1558. cotez par ledict Carondas au meſme ch. 58. du 8. liu. de ſes Reſp. par leſquels tant le preneur que le bailleur ont eſté receus

46 *à intenter leur action contre l'achapteur.* 46 *Iaçoit que les biens du mari ſoyent hypothequez à la femme pour ſa dot, & augment, elle ne peut neantmoins demander l'augment du viuãt du mari reduit en pauureté, ſinon repeter la dot confuſe auec les biens hypothequez, ou le fonds dotal non eſtimé: de tant que l'augment ne luy eſt acquis que par le predecez deſdit mari: tout ainſi que la dot eſt acquiſe au mari ſuruiuant à la femme, laquelle ores n'ayt l'execution paree pour l'augment, ni ne ſoit pour iceluy communement receüe en oppoſition contre les creanciers du mari, touſiours neantmoins ſon hypotheque demeure, pour y auoir recours le cas aduenant, non ſeulement pour le doüaire, ou augmẽt couſtumier, mais auſſi de la dot augmentee pendant le mariage. Arreſt du 4. Octobre 1571. donné à la Chambre des vacations, au rapport du ſieur de Berail, pour Damoiſelle Marie Iuliane, vefue contre les hoirs dudit feu Giſſon ſon mari, par lequel luy fuſt adiugé l'augmẽt, tant de la dot paternelle contenuë és lettres dotaux, que de pareille ſomme adiouſtee par les freres de ladicte Iuliane payable à iour certain, auquel le mari eſtoit decedé ſans en pourſuiure le payement. Maynard chap. 98. du 7. liu. de ſes queſt. où il dit auoir eſté donné pareil Arreſt contre Flote ſur les memoires dudit Berail: & prend pour maxime, que tout ainſi, que* dotem promiſſam lucratur maritus vxori ſuperſtes. Alexander conſil. 64. vol. 4. vxor lucrari debet augmentum viro præmortuo, niſi de adulterio conuicta: tunc enim non ſolùm augmentum, ſed etiam dotem admittit lucro mariti, *toutesfois non remariee de tant que le ſecond mari qui en fait la pourſuite, s'il y a des enfans du premier lict, n'en peut plus retirer que l'vn d'iceux, non plus que de la dot, comme a eſté cy deuant repreſenté.* Sicut enim dos apud maritum conſtante matrimonio eſt titulo oneroſo, l. pro oneribus, C. de iur. dot. eo dirempto, vel potius facta per adulterium thori ſeparatione, oneris ratio ceſſare videtur, & poteſt eſſe lucro mariti, niſi grauiora ſuccedant onera de quibus in principio noſtrarum Conſuetudinum: & ita lucratur dotem maritus, ne dum paraphernavxoris adulteræ, l. mariti, C. ad leg. Iul. de adult. cap. quemadmodum, e. de iureiur. cap. plerumque, e. de don. inter vir. & vxor. Niſi maritus priuſquam nuberet certior factus eſſet incontinentiæ vxoris, vt ex Valerio Max. lib. 8. cap. 1. de Caio Mario, qui ticinium dotem impudicæ Fauniæ vxori reſtituere coegit, cuius coniugium expetierat, vt eam dote ſpoliaret. *Maynard chap. 11. du 8. liu. de ſes queſt. Sans approuuer le conſeil de Marius pour la vie Chreſtienne: en laquelle celuy qui contreuient à la loy du mariage, ordonné pour la ſanctification des mariez,* ad propagationẽ generis humani, & vitandas vagas libidines: nubentes meretrices, vt reducantur in ſanctimoniam coniugalis caſtitatis, *ſont puniſſables ſi continuẽt leur mauuaiſe vie, & ſouillent le lict nuptial par leurs impudiques deſportemens: ſi le mari n'en eſt coulpable, ou ne maluerſe de ſon coſté,* tunc enim paria delicta mutua cõpenſatione tollũtur, l. viro, ff. ſol. matr. Nec licet etiã iure canonico viro adulterãte ab vxore adultera diuertere, c. ſignificaſti, c. ex literis, e. de diuor. *Comme auſſi le mariage eſtãt declaré nul par impuiſſance ou autrement, ceſſe la cauſe de la dot, & par conſequent*

du doüaire

du dõuaire, ou augment & donation à cauſe des nopces, ſans que la femme y puiſſe pretendre aucun droict, non plus que ſi le mariage ne s'en eſtoit enſuiuy, que tant ſeulement repeter ce qu'elle a apporté, comme eſt doctement repreſenté par Carond. au ch. 36. du 9. liu. de ſes reſp. ou il apporte l'hypotheſe d'vne ieune femme, laquelle eſtant mariée, auroit faict declarer le mariage nul par impuiſſance du mari, leſquels ayans reſpectiuement pris autre party, auroyent eu enfans de leurs ſeconds mariages, & venans en viduité, ſe ſeroient derechef conioincts enſemble: dont le mari eſtant predecedé, par arreſt du mois d'Aouſt 1554. auroit eſté ordonné, que la moitié des propres du defunct ſubiects à douaire, appartiendroyent à la femme demanderesſe, & enfans de l'autre femme, pour leurs douaires couſtumiers, dont ladicte demanderesſe auroit la moitié, & les enfans l'autre: & de l'autre moitié, tant meubles que immeubles, ſeroyent reſpectiuement payés ladicte demanderesſe de ſa dot, & leſdicts enfans de la dot, & remploy ſtipulé par leurdicte mere defuncte, ſi les biens y pouuoyent ſuffire, ſinon ils viendroyent à contribution au ſol la liure ſur iceux.[47] Vt alibi dictum eſt.[48] Nam cùm mulier indotata, [47] [48]
tam ſana, quàm infirma, conſtante matrimonio à viro ſit alenda, licèt ipſa patrem habeat, l. ſi cùm dotem, §. ſin autem in fœuiſſimo, & ibi notatis, ff. ſol. mat. l. quod ſi nullam. ff. de relig. & ſumpt. fun. Cynus in leg. quod in vxorem, Cod. de negot. geſt. iuncta l. ſi filia, §. 1 ff. famil. erciſc. adeò vt ſi in domo patris alatur, vel curetur infirma, tenetur maritus tales ſumptus patri reſtituere: multò magis dotata eſt alẽda ſumptib. & in domo mariti defuncti, ſol. matr. anno luctus donec ei dos reſtituatur: præſertim cùm non habeat aliunde vnde ſe alat, arg. l. 1. & 2. C. de patrib. qui filiis diſtrax. *Et paſſé l'an, les heritiers ſont tenus la penſionner, ou luy payer les intereſts, iuſqu'à l'effectuel rembourſement de la dot, & augment, ou luy fournir d'alimens, tant qu'elle viura viduellemẽt & honneſtement, iuſqu'à ce qu'elle conuole en ſecondes nopces,* notatur per Cynum in l. ſi. C de bon matern. imò vxor dotata locupleti viro ſuperſtes ei ſuccedit in quarta parte bonorum, auth. præterea, C. vnde vir & vxor. Et quandiu percipit alimenta, ex iuris diſpoſitione, tenetur hæredibus operari, aut viro in rebus honeſtis, niſi ſit nobilis. Praxis Papienſ. tit. 33. gl. 14. num. 4. tit. 47. gl. 1. nu 105. *Nine peut la femme que repete ſa dot auec l'augment, demander alimens, ni l'habitation portée par ſes pactes dotaux. Mayn. ch. 2. du 6. liu. de ſes queſt. Et par arreſt du Parl. de Tholoſe donné en audiance le 28. May 1571. cité par Mayn. au ch. 48. du 6. liu. de ſes queſt. fuſt ordonné que les tiers poſſeſſeurs vuideroyent ſans preiudice de leurs droicts, les biens qu'eſtoyent en diſtribution, & la femme n'eſtre tenuë vuider la maiſon, où elle faiſoit ſon habitation, n'eſtant payée de la dot, ſi n'eſt entre nobles la principalle maiſon ſeigneuriale. Carond. ch. 147. du 7. liu. de ſes reſp.*
[49] *Ni pendant qu'elle iouyt des fruicts vniuerſels des biens du defunct à elle leguez pendant ſa vie.* [49]
Guido Pap. q. 439. Vbi pater qui dotem dotatæ filiæ nõ ſoluerit, quandiu dotem penes ſe retinet, eam alere tenetur, ſi vir non habeat vnde alat: & ita dotem ſequuntur onera matrimonij, qua etiam mulier aut vidua fruitur vnà cum vſufructu omnium bonorum viri defuncti, pro dote & augmento ſibi obligatorum, quorum vice vſurarum, quandiu fructus ipſa perceperit, non habebit repetitionem, & ſi petat, remouetur ab vſufructus vel vſurarum petitione, alterutrius facta electione: imò vir tenetur alere vxorem etiam inopem vel indotatam, conſtante matrimonio, quæ à viro atrociter verberata aufugerit: non ſi ſponte vel ſua culpa receſſerit, l. quod in vxorem, C. de neg. geſt. Bald. in l quamuis, C. de legat. c. ſignificaſti, e. de diuort. at ſi domus duntaxat vel inſulæ, vſusfructus legatus eſſet, exuſta vel deperdita inſula. extincto ve vſufructu, l. qui vſumfructum. ff. de vſufr. *Carondas ch. 61. du 8. liu. de ſes reſp.* Ceſſante cauſa, licet ex alternatiuis vnius facta electione, ex

cæteris bonis alimenta & habitationem ipſa repetet, donec dos ei ſoluta fuerit cum augmento. Et ceſſat vſusfructus & omnia lucra a viro quæſita, ſi inter annũ luctus ad ſecunda vota peruenerit, *quoy que le mary le permette par ſon teſtament. Arreſt du Parl. de Tholoſe du 18 Feur. 1583. donné pour la ſucceſſion de Claude Chaumel, cité par*
50 *Carond. ch. 164. du 7. liu. de ſes Reſp.* 50 *Au preiudice deſquels ne deibt eſtre rien innoué, comme remarque Carond. au ch. 36. du 8. liu. de ſes Reſp. Par pluſieurs arreſts du Parl. de Paris, du 14. Aouſt 1566. 14. Auril 1579. 15. May 1568. par leſquels nonobſtant la donation particuliere que le pere a faict par preciput en ſon teſtament à l'vn de ſes enfans contre les conuentions matrimoniales & couſtumes du pays: auroit eſté ordonné que ſuiuant icelles les enfans ſuccederoyent eſgalement: ny ne peut eſtre rien faict à leur preiudice hors les pactes dotaux par les futurs eſpoux: comme vn, qui auoit faict contre promeſſe à ſon beau pere, ne luy demander que mille eſcus de deux mille que luy auoit conſtituez, ſans à laquelle auoir eſgard, par arreſt du 16. Iuin 1565. le beau-pere fuſt condamné payer l'entiere ſomme conſtituée de deux mille eſcus. Carond. ch. 33. du 8. liu. de ſes Reſp. où il allegue pluſieurs autres arreſts ſemblables, moins pendant le mariage, comme remarque le meſme autheur au chap. 32. du meſme liur. de ſes reſp. auec pluſieurs arreſts notables du Parl. de Paris, concernant le droict des enfans des premieres nopces du mary, auſquels il auoit pourueu par ſes derniers pactes dotaux: eſquels il auoit encore deſrogé par autre contract faict pendant le mariage, auquel ladite Cour n'a eu eſgard, & s'eſt arreſtée és conuentions matrimoniales, ſuiuant leſquelles auroit eſté tant ſeulement adiugé à la vefue le quart de la communauté par arreſts du 19. May 1589. 16. Ianu. 1592. & au mois de Septemb. 1593. Et faut ſuiure les pactes dotaux faicts par le pere & le fils naturel contractant mariage au profict des enfans en prouenans: la qualité duquel auoit eſté taisée, lors des pactes à l'eſpouſe, non toutes-fois en la future ſucceſſion du pere noble, pour le droict d'aineſſe, que ne peut aduenir aux baſtards. Carond. ch. 31. du 8. liu. de ſes reſp. ni ne peut le mary leguer à vne ſeconde femme au preiudice des enfans du premier lict. Mayn. ch. 1. du 6. liur. de*
51 *ſes queſt.* 51 *Carond. ch. 12. du 8. liu. de ſes Reſp. Arreſt du Parl. de Tholoſe du 9. Mars 1511. donné entre Gilles Cordier appellant du Viguier de Tholoſe, & Gaillard Beſſe intimé, & Ieanne de Parlier mere dudict Beſſe, impetrant lettres Royaux en caſſation de certain contract pour*
52 *& auec ſon fils par elle paſſé, deſquelles auroit eſté demiſe.* 52 *Carond au ch. 34. du 8. liu. de ſes Reſp. allegue vn arreſt donné en Audiance au Parl. de Paris le 15. Iuin 1584. par lequel vne vefue fuſt releuée d'vne obligation par elle faicte auec ſon feu mary, pour le mariage de la fille*
53 *d'vne autre femme & de ſondit mari.* 53 *Et peut eſtre la femme releuée par le Velleian de toutes interceſſions, ſi elle n'y participe, ou n'eſt obligée en ſon fait propre,* toto tit. ff & C. ad Velleian. *comme pour les neceſſités communes de ſa maiſon, ou des ſiens, de ce qu'elle contracte à ſon nom en ſes propres affaires, ou pour cauſe pie: comme ſi eſt marchande publique, au fait de ſa marchandiſe, pour le mariage des pauures filles, releuer ſon mary, ou ſes parents de maladie & les redimer de priſon, captiuité & autres neceſſités, ſoit qu'elle s'oblige ſeule, ou auec ſondit mary. Claude le Brun en ſon procés ciuil, liure premier, §. 28. & liu. 2. à la fin du titre des obligations & ſtipulations verbales.*

DEBTES,

COVSTVME VI.

Les creanciers qui prenoyent ſaiſine du ſeigneur d'vn fief mouuant de ſa directe, ou du Viguier de fonds allodial, achepté par le mari au remploy des deniers prouenus du prix de la vente par luy faicte du conſentement de ſa femme du fonds dotal à luy par elle conſtitué en ſes conuentions matrimonales, & recogneu par acte public, apres ladicte ſaiſine eſtoient preferez à la dot de la femme ſur ledict fonds: nõ ſi la recognoiſſance precedoit la ſaiſine. Auquel cas la femme eſtoit tant ſeulement preferée auſdicts creanciers ſur le fonds acquis du remploy de l'argent prouenu de la vente volontaire du fonds par elle conſtitué, & ſur tous les autres biens preſens & aduenir de ſondict mary.

CHAPITRE VI.

LEs ſaiſines & preferences que les ſeigneurs ſouloyent attribuer en Tholoſe aux poſſeſſeurs du fonds mouuant de leur fief, ou le Viguier, ſur fonds allodial, contenues ſous le titre, *de poderagijs & bannis*, ſont icy & aux deux chapitres ſuiuans repreſentées, comme vne vieille mazure, ſur les fondemens de laquelle on agence les materiaux propres & conuenables pour y dreſſer vn edifice à l'vſage de noſtre temps, [1] par lequel tous les biens, droicts & actions du mary lors des pactes dotaux, & apres ſont affects & hypothequés à la femme pour ſa dot & augment, ou doüaire couſtumier: [2] qu'eſt en Tholoſe la troiſieſme du tout, que reuient à la moitié plus que ne monte la conſtitution dotale, [3] non du iour de la numeration & recognoiſſance de la ſomme conſtituée. Du payement de laquelle l'hypotheque ne prend ſon origine, ains de la conſtitution ſuiuie du mariage, [4] quoy que non contée: [5] de tant que la pourſuitte en appartient au mari, auquel eſt imputé, s'il ne le moye, & ne contiamct le conſtituant au payement d'icelle. [6] Non que pendant le mariage l'oppoſition de la femme ſoit receuë contre les creanciers du mari pour la dot non contée, ni recogneüe, ni voire quand la recognoiſſance eſt feincte & poſterieure à l'inſtrument obligatoire des debtes contractez par le mary cõſtant le

mariage,moins pour l'augment,que pour la repetition de la dot:[7] dõt l'augment couſtumier eſt acquis à la femme ſuruiuant au mari, quoy qu'il n'ayt receu la dot, ſauf à ſes hoirs leur recours contre les conſtituans,ou leurs heritiers & bien-tenans.[8] Et peut la femme pour la dot dreſſer ſon execution ſur les debtes actifs, droicts & immeubles du mari alienez, ſans diſcuter les meubles & immeubles non alienés, ny eſtre tenue accepter l'indication de l'executé, ſi n'eſt ordonné par le Iuge pour iuſte cauſe,auec deuë & ſuffiſante conſignation,pour en faire la pourſuite à ſes perils & fortunes: [9] ni n'empeſche le priuilege & hypotheque de la dot receuë & recogneüe par le mari auant ou apres la recognoiſſance & ſaiſine du ſeigneur, au profict de l'acquereur de la piece feodale vendue & alienée par le mari pendant le mariage: [10] ores la femme ayt conſenty & ſoit interuenue à la vente, ſi n'a par exprés & pour vn des cas exceptés du Velleian renoncé à ſon hypotheque & priuilege, dont elle ne puiſſe eſtre releuée par lettres Royaux, [11] quand meſmes le fonds ſeroit mis en criées,decreté & poſſedé d'authorité de iuſtice par le creancier ſans contrediction du viuant du mari(n'y pouuant auoir autre ſaiſine neceſſaire contre la femme)elle n'ayant peu agir,ni empeſcher ladicte vente & miſe de poſſeſſion par les menaces & ſeueres traictemens par elle receus de ſondict mari:attendu que le Roy & le ſeigneur ſont hors d'intereſt, pourueu que le fonds ne tombe en main morte: [12] & encore la condition du ſeigneur en eſt meilleure à cauſe des lods & ventes que luy ſont deues tant de l'acquiſition volontaire de l'acquereur,que contentieuſe & neceſsaire du decret pourſuiui pour la femme ſur meſme fonds, [13] ne pouuant ſurcharger le fief, ni le bailler à nouueau lozime apres l'infeodation qu'en a eſté faicte par luy ou ſes predeceſſeurs au profict & vtilité de l'emphyteote, pour tant luy que ſa poſterité en faire à leurs volontés, le vendre & aliener, arrenter, ou engager, ſi bon leur ſemble en main libre, & particuliere en payant les droicts du ſeigneur,& à la charge de n'impoſer cens ſur cens,ſelon la forme ordinaire des lozimes & recognoiſsances qu'on a de couſtume faire aux ſeign en ce pays, [14] où ils n'ont auſſi droict de retraict,ou retenuë feodale,par le moyen de laquelle ils puiſsent entrer en nouuelle conuention,& retenir,ou derechef infeoder le meſme fonds,ſoit par commis, ou à faute de payer la cenſiue, ſinon proceder par execution. [15] Et en ce cas la piece leur eſtant decretée, & eux mis en la reale & actuelle poſſeſſion d'icelle,comme derniers ſurdiſans, & par deguerpiſsement ou forfaicture le faict ſe reunit & conſolide à la directe du ſeigneur feodal, haut iuſticier, & reprend ſa premiere nature. [16] Ni ne peut en

Tholoſe

Tholoſe le vaſſal eſtre deueſtu ſinon amendé pour deuoir non faict notamment du ſeruice perſonnel à la guerre, n'eſtans les habitans d'icelle tenans fiefs nobles ſubjects au franc fief, ban & riereban, ſinon à la garde de la ville: [17] ni la ſeigneurie & vaſſalité viagere, comme ſouloit eſtre entre les Romains, ains patrimoniale, comme en tout le reſte de la France, ni ne reuient à la main du ſeigneur que par decret, delaiſſement, felonie ou forfaiture: [18] & ne doit-on maintenant mettre en doute, que l'oppoſition de la femme ne ſoit valable contre les creanciers, qui font execution pour les debtes du mari ſur fonds acquis des deniers prouenus de vente de fonds dotal, ſoit auant ou apres la recognoiſſance de la dot, & ſaiſine de l'achepteur, ores la femme y ayt conſenti, puis qu'elle a ſon action paree contre le tiers poſſeſſeur des biens alienez par decret, ou vente volontaire: [19] de tant que le remploy de la dot eſt tenu pour choſe dotale, dont elle ne peut eſtre priuee, ni depoſſedee, [20] ſinon contrainte au payemẽt des droits royaux, ſeigneuriaux, & debtes plus priuilegiez que la dot, comme deniers deſtinés, & employez à la finance d'vn eſtat patrimonial, ſur l'eſtat meſmes ou à la conſeruation de la choſe, que autrement ſeroit deperie ſur la choſe meſme. [21] Le vendeur de laquelle eſt auſſi preferé, pource que l'achepteur luy reſte payer du prix d'icelle, ſous la particuliere & ſpeciale reſeruation de ſon hypotheque, ayans droict en la choſe: tout ainſi qu'és meubles vendus auec reſeruation du droit de precaire, iuſqu'à l'effectuel & entier payement d'iceux. [22] L'hypotheque de la femme ne ſe pouuant eſtendre ſur les droits d'autruy, qui n'ont competé, ni appartenu au mari, lors ni depuis ſon contract de mariage, ni ſur les biens auparauant alienez: quoy qu'elle ſoit alloüee auant les creanciers du mari precedans, premiers en hypotheque expreſſe, ou generale, non toutesfois ſpeciale ſur les biens d'iceluy mari tant meubles que immeubles en Tholoſe, [23] non au pays couſtumier de France, où le priuilege de la dot ne s'eſtẽd ſur les meubles, ni en Tholoſe contre le tiers poſſeſſeur des alienez, ſi ne ſont dotaux, ſpecialement obligés pour la dot, ou propres à la femme, ou ne ſont de ſi notable valeur, qu'on les tienne entre les immeubles. [24] Et en la diſtribution des deniers conſignés, prouenans de la vente generale des biens du mari, la femme eſt premiere payee de la dot, [25] & le cas aduenu de l'augment, (dont l'hypotheque demeure pendant la vie du mari) [26] non és choſes particulieres: comme ſeroit le nauire, l'edifice, ou fonds ruſtique, eſquels l'hypotheque ſpeciale tient le premier rang pour ceux qui ont droit en la choſe: [27] le Roy,

l'Egliſe & le ſeigneur pour les droits non payez, & deuoirs non faicts des biens mouuans de leur domaine : [28] & le creancier, de l'argent duquel la piece ſaiſie auoit eſté acheptee, dont le priuilege precede la dot en la choſe meſme, non ſur les autres biens du mari, [29] ſi le preſt n'en eſt faict ſous l'hypotheque generale de ſes biens : quoy qu'apres le mari l'ayt employé à l'achapt de la piece, ou finance d'vn eſtat, depuis mis aux encheres. Auquel cas le creancier eſt poſterieur à la femme, n'eſtant muni d'aucun priuilege, quoy qu'il ayt pluſtoſt contracté, ſaiſi, & decreté, ſi le contract n'apporte par expres l'employ de la ſomme preſtee, & obligation particuliere de la choſe acheptee, refaicte, ou reparee : [30] ainſi la dot que conſiſte en argent, meubles, ou immeubles appreciés, conſtituee, receuë, recognuë & confuſe és biens du mari opulent, ne retient plus le nom de dot, ni les choſes conſtituees ne ſont plus cenſees dotales, ores l'appreciation tienne lieu de vente, ou declaration de ſomme, [31] s'il n'y a pacte de reſtitution en eſpece, [32] de laquelle le mari fait à ſa volonté, [33] par le moyẽ de la recognoiſſance qu'il en a faicte, ſous l'expreſſe & generale obligation de tous & chaſcuns ſes biens preſens & aduenir, auſſi entendue en la reception de la choſe baillee pour ſomme nombree en conſtitution de dot prefixe & conuentionnelle, contenue és pactes dotaux, [34] deſquels la femme prend ſon hypotheque, [35] & le mari l'vſage & employ de la dot, puis la celebration & conſommatiõ du mariage, [36] lequel ne s'en eſtant enſuiui, les deniers & choſes baillees du coſté de la femme & receuës par le mari ſont reſtituables auec les intereſts, ou ſans intereſts, [37] ſi apres auoir quelque temps habité enſemble, le mariage eſt declaré nul, ou le mari vient en pauureté, [38] non pour la ſeule ſeparation du lict, faicte ſous eſperance de reconciliation, pendant laquelle le mari conſtitue penſion à ſa femme, ſans ſe deſpouiller de la dot, laquelle demeure deuers luy, [39] & luy eſt acquiſe, ſi ne reprent ſa femme condàmnee d'adultere pendant le temps du nonciat. [40] Ni ne peut le fonds dotal apprecié, ni ſon accroiſſement eſtre obligé, hypothequé, ne aliené par l'vn des mariés, ſans le ſceu & conſentement de l'autre, meſmes par le mari au preiudice de la femme. [41] Outre le vouloir & conſentement de laquelle le fonds achepté de l'argent dotal, ou du prix de la vente du fonds dotal, n'eſt plus dotal, ains eſt acquis au mari en proprieté : [42] tout ainſi que le fonds achepté pour & au nom de la femme par le mari appartient à la femme, ſauf à ſe rẽbourſer de ce qu'il a fourni du ſien, [43] ou le repeter, ſi bon luy ſemble, ne le pouuant licitement donner, les donations n'e-

ſtans

ſtans valables entre mariez, ſi ne ſont confirmees par teſtament: [44] neantmoins l'hypotheque generale de la dot cõſtituee, demeure pour l'aſſeurance de la femme, enſemble de l'augment, le cas aduenant ſur les biens, que le mari poſſedoit du temps des nopces, & conuentions matrimoniales, [45] ou de ſon pere, qui l'a receuë & recogneuë, ou permis que le fils demeurant à ſa maiſon & viuãt à ſa table, l'ayt receüe, [46] enſemble les biens qu'il a depuis acquis, ou alienez, ſur leſquels indifferemment la femme a ſon priuilege & hypotheque, tout ainſi que ſur les non alienez: [47] ſauf le droict du Roy, & d'autruy pour la finance des eſtats, tant caſuels, que patrimoniaux, dont les reſignãs & creanciers, quoy que ſoyent reuenus aux parties caſuelles par mort, ou forfaicture, ſont auſſi preferez à la dot & autres plus priuilegiés: [48] au concours des priuileges on ſe remet au droit commun, & precedence des hypotheques & ſaiſies, [49] tels que le fiſc & la Republique, qui pour cauſe precedente agiſſent ſur les biens paternels de la femme, ou autres par leſquels le fonds dotal, peut eſtre euincé: ſauf au mari ſon recours ſur les autres biens du conſtituant, [50] & a la femme par potiorité d'hypotheque ſon action perſonnelle contre le mari, ſes heritiers, ou creanciers, non par nouuelles ſaiſies, ains par oppoſition, [51] & en l'hypothecaire contre les tiers poſſeſſeurs tenanciers des biens à elle hypothequés, comme achepteurs, donataires, legataires, ou autres ſemblables: [52] & ores la retroaction ſemble eſtre deniee à la femme ſur le fonds de ſon conſentement aliené, ayant par expres renõcé à ſon priuilege, les autres biẽs du mari n'eſtans ſuffiſans, elle y peut reuenir par lettres royaux fondees ſur dol, fraude, force, deception, & cauſes, pour leſquelles elle ſoit reſtituee en entier, & remiſe au premier eſtat, qu'elle eſtoit auant ledict conſentement & renonciation. [53] Ce que peut eſtre auſſi entendu des paraphernes & biẽs à elle propres: enſemble de ceux du mari à elle reſerués, ou ſpecialement obligés & hypothequés, en defaut deſquels la femme peut facilement reentrer en ſes biẽs alienés, hypothequés, ou baillez en engagement pendant le mariage pour les propres affaires du mari, cauſant la fragilité du ſexe, & amour coniugale, que pour peu de ſubiect la peut auoir induitte & pouſſee de ce faire, [54] eu eſgard notamment aux comportements du mari enuers elle, qui par menaces & ſeueres traittemens l'auroit faicte condeſcendre à ſa volonté: pour leſquels & autres cauſes legitimes elle eſt auſſi facilement releuee des actes & acquieſcemens à elle preiudiciables, & à ſes enfans. [55]

NOTAE.

NOTÆ.

1. Audamus veteres, ſed noſtris vtimur annis. [2] Non ſolùm præſentia, ſed etiam futura, l. fin. Cod. quæ res pignor. oblig. poſſ. l. 1. in princ. ff. de pignor. præſertim dos, cuius non tantùm oritur actio ex conuentione ſub expreſſa hypotheca bonorum, l. contrahitur, l. res hypothecæ. ff. de pignor. l. 2. & 3. C. eod. tit. C. quæ res pignor. oblig. poſſ. ſed etiam tacita legis poteſtate, tam fauore perſonæ, quàm cauſæ, de qua toto tit. ff. & C. in quib. cauſ. pign. vel hypoth. tacitè contrah. [3] *Par la Couſtume de Tholoſe, la dot augmente d'vn tiers à la femme ſuruiuante au mari: Maynard ch 98. du 7. liu. de ſes queſt.* [4] Nec ſperatur tempus ſolutionis, ſed contractæ obligationis, *puis lequel la femme procede pour ſon hypothecque,* l. 1. l. potior, ff. qui potior. arg. l. cum oportet, §. fi. C. de bon. quæ liber. *voire contre les creanciers du mari precedans en obligation en l'expreſſe & generale ou taiſible hypotheque de ſes biens, non ſpeciale, en laquelle la precedence du temps donne droict de preference à la dot poſterieure, comme a eſté dit en ſon lieu.* [5] Nec enim conditio facit dotem, ſed eius conſtitutio matrimonio interueniente, l. 3. l. tali facta ſtipulatione, ff. de iur. dot. *Carondas ch. 14. du 9. liu. de ſes Reſp. où il allegue vn Arreſt du Parlemẽt de Paris du 17. Iuin 1570. donné pour la vefue d'vn nommé Mondet, par lequel elle fuſt preferee pour la dot à l'achepteur d'vne piece, en laquelle conſiſtoit le principal des biens de ſon mari par luy vendue auant le temps de la deſtinee ſolution de la dot, par la vefue repetee apres le decez du mari, ſuiuant ſes conuentions matrimoniales, ſe deſmettant de la communauté, elle n'ayant ratifié ladicte vẽte. Ce que ledict Maynard dit n'eſtre obſerué en Tholoſe au ch. 77. du 2. liu. & ch. 6. du 6. liu. de ſes queſt. citant des arreſts, par leſquels l'entiere dot & augment auroit eſté adiugé à la vefue, quoy que le mari ne l'ayt receuë, ſauf à ſes heritiers leurs recours cõtre les conſtituãts, leurs hoirs, ou bienteuans, tãt pour la dot, que intereſts d'icelle deubs pendant le mariage, comme au premier chapitre de la conſtitution dotale.* [6] Matthæus de Afflictis deciſ. Neapol. *333.* Et in mora petendi, ſi dos petietit, tenetur, l. ſi is qui, ff. de iur. dot. [7] *Et la peut repeter non ſeulement contre le mari qui vient en pauureté,* vt in l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. *mais auſsi contre l'eſtranger obligé à la reſtitution d'icelle,* Gloſſ. Cynus & Bart. in d. l. ſi conſtante, *contre le beau pere,* gloſ. in l. vbi adhuc, ſibique Bart. ff. ſol. matr. l. fin. ff. de eo per quem fact. erit quo min. quis in iudic. ſiſt. l. imperatores, ff. ad Trebell. l. 2. §. 1. ff. de leg. 1. l. pater, in fin. ff. de dot. præleg. l. ſi cùm dotem, §. eo autem tempore, ff. ſol. matr. *Meſmes la dot maternelle venue en ſa main, laquelle il diſsipe auec le reſte de ſes biens,* l. fin. in princ & ibi gloſſ. ff. vt legat. nom. caueat. *Sinon que la femme que la repete ſoit manuaiſe meſnagere. Auquel cas la dot doit eſtre ſequeſtree.* argum. d. l. ſi cum dotem, §. ſi verò dotem, ff ſol. matr. *quoy qu'elle offre bailler cautions.* Pract. Papienſ. tit. *33.* gloſ. 3. numero *23.* adeò vt dotis repetitioni mulier renuntiare non poſſit ob inopiam viri vel ſoceri. Ibidem numero *24. Et quant à la ſequeſtration, on la conſigne en main de marchand ſeur & reſponſable pour la tenir à profit honneſte pour l'entretenement de la femme & de ſa famille & faut noter que ores la femme en Tholoſe repete la dot non contee ni receüe par le mari negligent auec l'augmẽt le cas aduenu, n'eſt toutesfois receuë en oppoſition contre les creanciers ſur les biens du mari, ſi ne fait foy des payements ou recognoiſſance, non poſterieure à leurs obligations & hypotheques, ne contienne reale numeration, bien que l'hypotheque de la femme*

prenne

preme ſa force & origine des conventions matrimoniales, eſtant ladicte recognoiſſance cenſée fraudaleuſe, pour fruſtrer les creanciers, ſi ne contient preſente, ou precedente numeration, eſtant faicte pendant le mariage, quo fraus inter coniunctas perſonas facilè præſumitur, *quand meſme contiendroit cauſe de donation entre mariez interdicte, ſinon que la recognoiſſance ſoit inſeree és pactes dotaux faicts auant les nopces, ou du moins ſe face auant les debtes contractés. Ni ne peut la femme s'oppoſer que pour la dot du viuant du mari, contre les creanciers precedans en hypotheque tacite, expreſſe, ou generale. Maynard chapitre 71. du deuxieſme liure de ſes queſtions, parce que la dot appartient à la femme, l'vſufruict au mari pendant le mariage. Le meſmes chapitre 82. du 7. liure de ſeſdictes queſtions non ſpeciale, comme eſt ailleurs repreſenté, non pour l'augment, auquel ne s'eſtend le priuilege de la dot, & prend ſon hypotheque des pactes dotaux, ſuiuant l'ordre de laquelle eſt tant ſeulement alloué. Maynard chapitre vingtſix du troſieſme liure de ſes queſtions. Et quoy que la femme ne le puiſſe demander du viuant du mari par la Couſtume, peut neantmoins faire declarer ſon hypotheque ſur les biens du mari vendus & decretez, pour le cas aduenant, en eſtre auſſi bien payee, que de la dot, n'y ayant autres biens : comme au procez de Naues & Aguillier mentionné par Maynard au chapitre 56. du 4. liure de ſes queſtions.* [8] *Maynard chapitre 6. du 6. liure de ſeſdictes queſtions : & autres lieux cy-deuant cottez : & ſe preſcrit la dot par trente ans. Arreſt general de l'auant-veille de Noel mille ſix cents trois. Et tout ainſi que le mari ſe peut oppoſer à la ſaiſie de la dot contre les creanciers de la femme, Maynard chapitre 82. du 7. liure de ſes queſtions, Arreſts de la Cour y mentionnez du treiziéſme Iuin mil cinq cents ſoixante ſept du mois de Feburier mil cinq cents ſeptante quatre donné à la ſeconde d'Enqueſtes au rapport du ſieur de Maynard, elle ſeruant au mari, ſe peut auſſi oppoſer pour l'augment, comme partie de la dot, contre les creanciers du mari : Carondas au chapitre 59. du 9. liure de ſes Reſponces monſtre que le douaire prefix eſt propre aux enfans dudit mariage, par Arreſt du Parlement de Paris du 22. Feburier mil cinq cents ſeptante ſix pour les enfans du ſieur de Pauan, & du Parlement de Tholoſe du 13. Auouſt mil cinq cents ſeptante cinq donné entre Damoiſelle Anthoinette de Barez, veſue à feu François de Raſtas, & Anne d'Amboiſe & conſors. Et s'eſtend le priuilege de la femme, tant contre les creanciers du mari que du pere qui a receu la dot,* vt ſ. [9] *Conformement à l'Arreſt cité par Maynard au chapitre 58. du 7. liure de ſes queſtions, & eſt la loy à Diuo Pio abrogee en France, ſelon Burgnon en ſes loix abrogees, ni en France bien meublé n'a point de ſuitte, ſi n'eſt ſpecialement hypothqué. comme dit Rebuffe en la Poſtille ſur les Ordonnances Royaux, au tit. de la gabelle du ſel, chapitre 4. article 25. tome 2. liure 3. Par Arreſt du 21. Iuin mil cinq cents ſoixante neuf cité par ledict Maynard au chapitre 58. du 7. liure de ſes queſtions eſt contenu l'exemple de l'indication faicte par le tiers poſſeſſeur executé des derniers acquereurs.* [10] *De tant que tout ainſi que l'hypotheque de la dot prend ſa force & commencement des pactes & inſtruments dotaux, comme eſt dectement repreſenté par Carondas au chapitre 14. du 9. liure de ſes Reſp. l'hypotheque ſuit la choſe ès mains de quel poſſeſſeur qu'elle ſoit.* l. ſi fundus, §. in vendicatione, & l ſeq. ff. de pignor. l. pignoris C. eod. l. 2. C. ſi vn. ex plurib. §. item Seruiana, de act. inſt. *Carondas ch. 40. du 9. liu. de ſes Reſp. Et a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris du 31. Mai 1582. que celuy qui a ſigné vn contract de vente de fonds que luy eſt hypothqué, comme teſmoin, ne perd ſon hypotheque, Carond. ch. 217. du 7. liu. de ſes Reſp.* ita qui ſe teſtamento ſubſcribit : ob id non videtur approbare quæ in teſtamento apponuntur, l. Caius Seius, & ibi

Batt. ff. de pignor. act *ſauf ſi pour cauſe reſolutoire, par droict de reuerſion le fonds reuenoit au premier poſſeſſeur, comme donation reuoquee par naiſſance d'enfans, dont la vente & hypotheque ſur iceluy contractee par le donataire, eſt eſteinte par le moyen de ladicte reuocation & retour de la choſe. Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe au rapport de monſieur Gilibert de l'an 1579. allegué par Maynard chapitre 40. du 6. liure de ſes queſtions, par lequel les piece. retournees au donateur furent deſchargees des hypotheques & alienations à pacte de rachapt faictes & impoſees par le donataire, apres la donation & auant la naiſſance des enfans, tout ainſi que le fief deguerpi que le ſeigneur n'eſt tenu reprendre auec les charges & hypotheques impoſees par l'infeodataire puis le contract de lo-*
11 *zime.* [11] *Et peut eſtre la femme releuee du conſentement par elle preſté du viuant du mari, ſi elle renonce ſpecialement à ſon priuilege & hypotheque, & l'importance de ladicte renonciation ne luy eſt repreſentee par le Notaire que retient le contract.* Accurſius in l. 1. Cod. ad Velleia. l. fin. §. fin. ff. eodem c. ex reſcripto, c. de iureiur. quæ licèt iuri pignoris & hypothecarum renuntiauerit in contractu alienationis quorundam bonorum mariti, vt poteſt, l. etiam, C. de coll. de cæteris conſentire non videtur, l. iubemus, & ibi Cynus, C. ad Velleia. & ad eadem habet tegreſſum, ſi per huiuſmodi renuntiationem contrahatur donatio, quod eueniret, ſi vir non eſſet ſoluendo, l. Mæuia, in fin. ff. ſol. matr. & ibi Angelus: nam etſi mulier conſenſerit alienationi factæ à marito rerum ſibi pro dote obligatarum, non obeſt eius conſenſus vel renuntiatio, quin pro dote caueatur, auth. ſiue à me, ibid. Salycetus, C. ad Vell. Conſenſus enim in talibus ſemel adhibitus ſtipulanti nequaquam prodeſt, etſi mulier per modum interceſſionis ſemel conſenſerit, regio diplomate iuuabitur Velleiano: hæc quæ cùm propria iura negligit primo mox auditu, viriique ſeductionibus facilè decipitur: cùm verò mul-
12 to tempore pro negocio cogitauerit, forſan cautior erit. [12] *La ſaiſine neceſſaire non plus que la volontaire n'empeſche l'action hypothecaire de la femme, tant pour ſa dot que augment, le cas aduenant contre le tiers poſſeſſeur par lettres royaux, venant dans le temps de l'ordonnance, apres l'empeſchement oſté pendant lequel ne pouuoit agir,* nec ſine conſu & reliquis fundus vendi poteſt, vnde quid domino vel Regi depereat, *eſtans les droits du Roy, de l'Egliſe, & du ſeigneur adherans auec la piece: & venant en main morte, les mainmortables peuuent eſtre contraints en vuider leurs mains dans an & iour, ou conſtituer homme viuant & mourant payer les nouueaux acqueſts, en obtenir l'amortiſſement pour l'indemnité du Roy & du ſeigneur: & ſont contraints les mainmortables payer au Roy le droit des nouueaux acqueſts par eux faicts, ou en faire le delaiſſement par prinſe & ſaiſie du fonds, qu'eſt le reuenu de quelques annees, ou ce que par les ſieurs Commeſſaires ſera taxé, pourueu que la piece n'excede vingt ſols de rente: car autrement n'eſt ſubiecte aux nouueaux acqueſts. Ni ne peut eſtre retenue, ſi l'alienation en eſt dommageable à ſa Maieſté. Ordonnance de Charles 4. 1326. dont la matiere eſt amplement traittee par Bacquet au traitté des amortiſſements, francs fiefs, & nouueaux acqueſts, notamment puis le chapitre 4. iuſqu'au chapitre 63. du droict d'amortiſſement Gilles le Maiſtre au meſme tit. chapitre 1. & 2. Chopin liure 1. du Domaine, tit. 13. Papon liure 1. tit. 14. au dixieſme liure de la Conference des Ordonnances tit. 4. des*
13 *Amortiſſements, francs fiefs, & nouueaux acqueſts auec ſes Annotations.* [13] *Et ne ſont tant ſeulement deues au ſeigneur les lods & ventes pures, mais auſſi des conditionnelles, la condition eſtant aduenue: comme de celles que ſe font à pacte de rachapt. Cayondas chap. 80. du 7. liure de ſes Reſp. non toutesfois doubles, ſinon ſimples vne fois tant ſeulement;*

paya

payables, tant pour la vente, que rachapt, & ventes commiſſoires ou caſuelles, ſi ſont confirmées par decret, deſquelles ſont deubs lods au ſeigneur du iour de l'execution du decret, & miſe de poſſeſſion. Maynard chapitre 27. du 6. liure de ſes queſt. Autrement ſont deubs du iour du contract, quoy que contienne pacte de rachapt, non du rachapt. Maynard chapitre 26. du meſme liure. Et ſe payent par le dernier acquereur ſous l'hypotheque du fief, & par priſe & ſaiſie d'iceluy, tant les lods & ventes de ſon contract, que les precedentes, & autres ſi point en y a, & arrerages de la cenſiue puis vingtneuf ans, ſauf ſon recours. Maynard chapitre 32. du meſme liure non des immeubles eſtimés, ou non eſtimés, baillés en dot, legitime, ou autres droits hereditaires. Ledict Maynard chapitre 26. du meſme liure ſi les biens ne ſont licitez: car en ce cas ſont deubs lods & ventes par celuy, auquel les biens licitez demeurent, s'il eſt eſtranger, non ſi l'adiudication en eſt faicte à l'vn des heritiers, par ce que la choſe ne change de qualité. Arreſt de Paris de la prononciation ſolemne de Paſques mil cinq cents huictante ſept allegué par Carondas au chap. 207. du 7. liure de ſes Reſp. Et ne ſont deubs lods & ventes tant ſeulement du prix, mais auſſi du ſupplement d'iceluy, l. pacta conuenta, ff de contrah. empt. *Arreſt de Paris du 5. Ianuier 1565. donné pour la Roine d'Eſcoſſe douairiere de France. Carondas chap. 113. du 8. liu. de ſes Reſp. Du Parlement de Bretagne 30. Octobre 1576. de Tholoſe 14. Iuillet 1582. cottez par Maynard au chap. 28. du ſixieſme liure de ſes queſtions enſemble du ſort principal, ou partie d'iceluy de la rente rachetable de nouueau conſtituee, Carondas chapitre 17. du 7. liure de ſes Reſp. Non toutesfois des biens vendus au Roy ni au public. Maynard chapitre 40. du 7. liure de ſes queſt.* [14] *Comme ſe voit communement par la lecture des contracts de lozime, & baux à nouueaux fiefs enſemble des recognoiſſances & liures terriers.* [15] Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 858. & in ſuperioribus. [16] *Au titre des fiefs.* [17] Benedictus in d. c. Raynutius, in verb & vxorem nomine Adelaſiam, numero 573. [18] Quondam iure Romanorum domini concedebant huiuſmodi beneficia ad vitam, & nouos vaſſallos inueſtire ſolebant, vt in vſibus feudorum: nunc verò patrimonialis & hæreditaria eſt huiuſmodi conceſſio, *comme ſont les droits de iuſtice, deſquels parle Bacquet au meſme traitté, & au traitté d'annobliſſement: & prent Carondas au chapitre 199. du 7. liure de ſes Reſp. la deriuation*, à Seniori, *pour les benefices chargez du ſeruice militaire*, erga ſeniorem, *& s'appelloit le vaſſal*, homo, *comme fait encore, d'où eſt venu le nom, d'hommage.* [19] Præfat. iuribus, *& contre les creanciers du pere, qui a receu la dot, ſelon l'opinion d'Accurſe ſuiui par* Bart. in l. aſſiduis, C. qui potior, ex l. ſi cùm dotem, §. tranſigere, ff. ſol. mat. *Arreſt du Parlement de Tholoſe du 17. Septembre 1593. Carondas chap. 7. au 9. liu. de ſes Reſp. Et ſont les biens ſubiects à reſtitution, affects à la femme pour la reintegration & repetition de la dot. Arreſt du 23. Mars 1539. du 3. Auril 1577. & 13. Ianu. 1536.* nec obeſt mulieris conſenſus in actione rerum pro dote obligatarũ arg. c. peruenit, e. de empt & vend. Praxis Papienſ. tit. 44. gl 8. num. 28. *comme auſſi la recognoiſſance du ſeigneur en la piece hypothequee n'empeſche l'action hypothecaire contre le tiers poſſeſſeur*, præſertim in dotis conſeruatione, cuius cauſa ſempet & vbique præcipua eſt. l. 1. ff. ſol. mat. *Maynard chapitre 95. du 8. liure de ſes queſtions. Quoy qu'il poſſede en vertu du decret interpoſé conſtant le mariage, pendant lequel la femme ne pouuoit agir pour les empeſchemens que luy eſtoyent donnez par le mari, non plus qu'és ventes contractuelles, eſquelles elle ſeroit interuenue, dont elle ayt iuſte cauſe de relief, pour en demander la reſtitution en entier par lettres royaux.* [20] *Carondas chapitre 37. du 9. liure de ſes reſponſes, où eſt parlé d'vne ieune fille mariee par ſes tuteurs à vn homme*

riche en apparence, pauure en effect, qui par le contract de mariage auroit neantmoins declaré pluſieurs meubles & heritages luy appartenir, ſans que l'eſpoux ni le tuteur euſſent pour elle ſtipulé aucun reploy en propre des deniers qu'elle apportoit auec ſon mari, ou conſiſtoyét tous ſes biens, lequel decedé endebté, la vefue renonce à la cõmunauté, & obtient lettres royaux pour eſtre releuee dudit contract de mariage, en ce que ne contenoit ſtipulation de remploy, fondees ſur dol & minorité: leſquelles furent interinees, & cite vn Arreſt du Parlement de Paris, obtenu par vne nommee de Lorme du 4. Decẽb. 1563. par lequel la femme moindre, qui auoit paſſé tel contract, en fuſt releuee par lettres royaux, & ordonné qu'elle iouyroit de ſes propres, ſans eſtre tenue des debtes de la communauté, à laquelle auoit renoncé: & au chapitre trentetroiſieſme du meſme liure allegue vn autre Arreſt du meſme Parlement de Paris du 14. Iuin 1561. par lequel à la pourſuitte de la femme contre le mari adultere, fuſt ordonné que les mariez ſeroyent ſeparez de biens, & le mari rendroit les deniers du remploy qu'il auoit promis faire, à luy baillez en mariage, auec les habits, bagues & ioyaux de ſa femme: & outre ce fuſt adiugee certaine ſomme par an, à prendre ſur les biens du mari pour ſon entretenement: à cauſe qu'elle auoit apporté à ſondit mari plus que ne montoit le remploy, n'ayant d'ailleurs autres biens, & ſtque thori dumtaxat, non vinculi coniugalis ſeparatio ex Capitulo Caroli Magni, lib. 7. Euangelica veritate confirmato, can ſunt qui dicunt, in princ. & can. Agatoſa 27. q 2 can. 1 diſt. 10. licèt vſque ad Iuſtinia-
21 ni tempora diuortium fuerit bonorum & corporum, nouell. 21. & 117.[21] *Carondas ch. 7 du 9 liu. de ſes Reſp.* & alibi diximus[22] Nec tantùm precium, ſed vſuræ pretij non ſoluti à die traditionis pro fructibus debentur, ſi emptor re empta fruatur, l. Iulianus, §. ex vendito, ff. de act. empt. l. curabit, & l. fructus, Cod. de vſufr. dicitúrque poſſeſſio tradita, etſi precaria ſit, d. l. Iulianus, § poſſeſſio, tunc enim pro tradita habetur, ibi gloſ. in verb. precario: dummodo emptor habeat fructus percipiendi facultatem, eodem §. & ſicut venditor emptori præſtare tenetur, vt in lite de poſſeſſione potior ſit, l. emptorem, §. idem Neratius, ff. de act. empt. ita emptor tenetur de pretio, quo non ſoluto, res vendita quaſi precario ab emptore poſſidetur, donec venditori ſatisfactum ſit, & poſt diem deſtinatæ ſolutionis vſuras pro fructib. deberi certiſſimum eſt, c. ſalubriter, e. de vſuris: vnde venditor ad pretij ſolutionem agens cæteris in re vendita emptoris creditorib. præferendus eſt, præſertim in re immobili, *& ſur les meubles trouuez en nature au pouuoir de l'acquereur, ou autre ayant droit & cauſe de luy,* tanquam à nõ domino poſſidente, cùm de precio plenè non eſt ſatisfactum, *& quand la poſſeſſion en eſt vitieuſe, la cho*
23 *ſe eſtant deſobee.*[23] *Et vient la femme à l'ordre commũ des hypotheques pour les biẽs du mari ſpecialement obligés. Arreſt du Parlement de Tholoſe du 21. Iuin, 19. Septembre 1595. remarqués par Carondas au ch. 7. du 9. liu. de ſes queſt. & a le mari droit de retention ou repetition ſur le bien de la femme employé à l'augmentation, ou conſeruation de la dot par elle repetee, luy venant en pauureté,* l. 1. & 3. ſeqq l. quod dicitur neceſſarias, l. quod dicitur impenſas, l. impenſæ, iuncta l. omnino, & l. fin. ff. de impenſ. in reb. dot fact. cùm dos aliter peritura aut deterior futura eſſet, l. impenſæ ff. de verb & rer. ſignif. l. ſi neceſſarias ff. de pignor. act. c. pen. in fi. de eo qui mittitur in poſſeſſ. rei ſeru. cauſ. e. l 1. §. taceat, & ibi gloſ. in verb. minuant. C. de rei vxor. act. l de his quæ extra dotem, C. de don. inter vir. & vxor. l. hac lege decernimus, C de pact conu. l. vbi adhuc. nuth. donationé, C. de iur. dot. c. illud, de æqualit. dot. in au. h. l. ſi conſtante, ff. ſol matr. vlterior tamen in hypotheca habet ius offerẽdi priori, l. prior, C. qui pot. in pign. hab. *Et quoy que reguliercment la dot ſoit preferee tãt ſur les biens du mari, que du*

pere,

pre,qui l'a receuë, aux creanciers procedans en hypotheque,ſuiuant l'Arreſt cité par Mayn. au ch.57. du 7.liu.de ſes queſt.conformément à la loy aſſiduis, C. qui potiores, *obſeruée en Tholoſe,ſelon ledict Maynard:celuy toutes-fois qui a droict & ſpeciale hypotheque en la choſe a la preferance du temps,s'il eſt premier en datte. Et meſmes,comme remarque ledict Carond. au ſuſdit ch. n'eſt beſoin que la piece ſoit par exprés obligée à celuy qui preſte l'argent, & ſuffit qu'il apparoiſſe que l'argent ſoit employé à l'achapt d'vn office patrimonial ou caſuel*, nouell.97.cap.4 auth. quo iure,C.qui pot. *& s'il appert, ſuffit l'obligation generale*, leg. quamuis,C.de pignor.nouell. 136.cap.3.nam ex ipſa numeratione in eam cauſam expreſſim facta,res conſetur ſpecialiter obligata,l.licet iiſdem pignoribus,C. qui potior in pign. hab. & excipiuntur 8. caſus in expreſſa vel tacita hypotheca, in qua prior locum habet inter creditores diuerſorum temporum Practicæ Papiēſ. tit.49.gloſſ. 6. numero 12. vſque ad numerū 22.Si tamen vxor vel creditor priuilegiatus conſenſerit hypothecæ,aut venditioni rei ſibi obligatæ,vt in eadem Praxi,tit.44.gloſſ.10. nempe expreſſo conſenſu : nam ſi teſtis tantùm in ipſo contractu adhibeatur, vt in l.ſicut,§.non videtur,ff.quib mod. pign. vel hypoth. notatur in l.Lucius,ff.eod.in l.Caius,ff.de pignor.act.non ideò impeditur quin agat ſuper alia bona debitoris, ſeu mariti, cuius vniuerſa bona ſunt tacitè pro dote obligata,l.vnica,§.& vt plenius,C.de rei vxor. act. *en defaut deſquels la femme a touſiours ſon recours ſur les biens alienés*, l ſi debitorem,C. de pignor.l.cum tibi, l. fin. C. qui pot. in pign. hab. *& releuée du conſentement preſté*, ne indotata ſuperſit : imò agere poteſt, vt dictum eſt, contra tertium poſſeſſorem, nulla facta diſcuſſione bonorum mariti, & ex Conſuetudine Aluerniæ in omnib. creditis.[24] *Maynard ch.53.57 du 7. liu.de ſes queſt.ch.95.du liu.8.Carond.ch.7.du 9.liu. de ſes Reſp. Maſu.au tit.des executions, nomb.8.Rebuffe en ſon dict Apoſtille ſur les Ordon.Royaux,au tit des gabelles du ſel.* Publicius *ſur le 2.& 3 art.du meſme tit.des couſt. d'Auuergne,&*,vt alibi diximus, ſub titulo feudorum : *& par la Couſt. de Paris,les biens inſuffiſants au payement des creanciers, tant meubles que immeubles ſont mis en deſconfiture & contribution au ſol la liure où chacun eſt en perte* pro rata *de ſon debte. Carond. ch.141. du 7.liu. de ſes Reſp. & du Bacquet ailleurs, que les meubles qui ſe trouuent en l'heritage du defunct, entrent en des-confiture pour menus debtes priuilegiez,comme frais funeraux,ſalaire de ſeruiteurs & chambrieres,meſmes de ceux que l'ont ſerui & medicamenté en ſa derniere maladie,de laquelle eſt decedé,drogues & medicaments expoſés en icelle,& le ſalaire de ceux qui auroyent deſinfecté la maiſon en temps de contagion, reparations faictes en icelle,louages & choſes ſemblables auec la dot de la femme: laquelle apres le deceds du mary,ledit Carond. au lieu preallegué,reçoit auſſi en contribution ſur les meubles du mary pour ſes droicts & conuentions matrimoniales ſur meubles ſaiſis du viuant du mari, pour ſes debtes faicts auant le mariage, non toutes fois vendus, ſuiuant vn arreſt ſolemnel du Parl.de Paris de l'auant-veille de Noel 1585.donné pour vn nommé Vbert: Et tient que ores les meubles fuſſent vendus, les deniers en prouenans ſeroyent ſubiects à ladicte deſconfiture,laquelle n'eſt receue en Tholoſe,où l'on ſuit touſiours l'ordre des allocations ſuiuant la priorité & poſteriorité d'hypotheques, tant ſur les meubles,que immeubles, dont la perte demeure ſur les deniers,ſauf des choſes tenues par precaire, par force, ou clandeſtinement, eſquelles le vray maiſtre,ou l'expolié ont toute preferance & droict de vendication. Les creanciers pareils en priuilege ſuiuent le droict commun en la priorité, ou poſteriorité du temps de l'hypotheque, du preſt,ou de l'execution : & commence l'hypotheque du temps de l'obligation contractuelle,ou quaſi contractuelle, conditionnelle,ou caſuelle,de l'acte teſtmoigné, ou confeſſion iudicielle de l'eſcripture priuee faicte par le debteur, non au contraire*, cùm nemo pro-

pria annotatione alium ſibi debitorem conſtituere valeat, l. inſtrumenta, & ſeq l. exemplo, C. de prob. affirmanti tamen incumbit onus probandi à lite conteſtata, l. fruſtra veremini, C. eod. vbi ſi de obſcura conuentione agatur contra proferentem, fiet interpretatio, qui legem apertius dicere poterat, l veteribus, ff. de pactis, niſi de mente defuncti, præſertim viri probi dubitaretur, cuius verba ex coniecturis eſſent interpretanda, vt in legato, l. ſi ſeruus plurium, § finan verb. conſuetudo, ff de leg. 1. & in cæteris rebus in quibus ſe vel ſuos, non alium debitorem cõſtituit, l. rationes, auth. quod obtinet, C. de probat. & interdum hypotheca ſumit exordium à tempore obligationis, licèt dies ſolutionis nondum venerit, l. interdum, ff. de verb. oblig. donec dies, caſus, vel conditio euenerit, l. eum qui in diem, d. l. interdum, ff. eod. vt in relictis ex teſtamento, quæ peti non poſſunt in vita teſtatoris, cuius nec valet teſtamentum donec viuit, qui teſtatus eſt, ad Hebræos 9. Nec ex teſtamento quicquam exigi poteſt, niſi hæres adierit hæreditatem, à quo legata præſtantur, d. l. interdum, l. ſi ſeruus hæreditarius, ff. de ſtipulat. ſeruor. *Si l'heredité n'eſt iacente, & miſe aux encheres à la requeſte des creanciers, ores y ſoit pourueu de curateur: de laquelle faut premierement à detraire les frais de iuſtice & debtes hereditaires auant ne venir au payement des legats priuilegiez*, quæ nec ſoluenda ſunt, niſi deducto ære alieno, quaſi per modum contributionis, arg. l. hac conſultiſſima, §. ex imperfecto, C. de teſtam. *non les non priuilegiez*, quæ niſi ex teſtamento vires capiunt, ab hærede præſtanda: vnde ſi non adeatur hæreditas, huiuſmodi legata euaneſcunt, ac ſi defunctus inteſtatus deceſſiſſet, præfat. iurib. *Et ores l'heritage ſuſt accepté auec benefice d'inuentaire par l'heritier teſtamentaire, ſeront touſiours beſoin pour ſa des-charge le mettre en diſtribution, à ce qu'il n'obligeaſt les ſiens propres, à l'effect de la remiſe des debtes qui pourroit payer aux creanciers derniers, ou non priuilegiez, pour ſatisfaire les priuilegiez & premiers en hypotheque en defaut des biens hereditaires: dont la liquidation eſt plus facile & aſſeurée en deniers apres la vente d'iceux, que chacun des creanciers faict foy de ſon debte deuant le Iuge, où l'inſtance de la diſtribution eſt pendante, pour en retirer payement ſelon l'ordre de ſon allocation à la perte des derniers, ſi les deniers conſignés prouenans de la vente ne ſuffiſent, & les creanciers n'ayment mieux entrer en contribution par concurrance de debtes & hypotheques, pour leſquels n'y ait lieu de preferance, ou pour debtes que reſpondent à vne famille, communauté, ſocieté, ou à pluſieurs creanciers que ſoyent à meſme rang d'allocation.* Pour *debtes diuiſés, non priuilegiez, eſgaux en priuilege, de meſme temps, les premiers en execution, ſont premiers allouez, & pour meubles vendus, quoy que derniers en hypotheque, leſquels ne peuuent eſtre repetez apres auoir changé de main, ny ſaiſis que pour ſpeciale hypotheque: ny n'eſt permis faire nouuelle execution ſur meubles ſaiſis, que ſe pourſuiuir par oppoſition, à laquelle on a eſgard, ſi l'hypotheque de l'oppoſant eſt premiere ou plus priuilegiée que celle du ſaiſir faiſant: dont l'oppoſition de la femme eſt touſiours receuë pour la dot contre les creanciers du mary, ou du pere que l'a receuë, quoy que premiers en hypotheque.* d. l. aſſiduis. *Arreſt du Parlement de Tholoſe du 26. Nouemb. 1588. pour Roch contre Nouauld & Goudal, remarqué par Maynard au chapitre 57. du ſeptieſme liure de ſes queſtions,* l. in rebus dotalibus, C. de iur. dot. *non ſeulement contre les creanciers, mais auſſi contre le fiſc, & la Repub.* l. ſi marito, in princ. ff. ſolut. matrim. l. 1. l. res vxoris, l. dotis, C. de iur. dot. viro enim fugiente, vel exulante, dos debetur vxori, c. ex literis, e. de pignor. *Bien que le fiſc ou la Republique agiſſe ſur les biens paternels de la femme,* l. ſi marito, ff. ſol. mat. l. ſecundùm rationem, C. eod. minor. & Eccleſia pari paſſu ambulant, c. 1. e. de in integ. reſt. *Par arreſt de la veille Saincte Croix 1572. fuſt dict que la femme*

femme & le pupille pour la preſtation du reliqua iroyẽt à meſme rang en cõtribution. Mayn. ch.53.du 7.liu.de ſes queſt. Nec enim concurſu priuilegij attenditur ordo temporis in perſonali actione,l.priuileg.ff. de priuil.cred.ſi ſunt eiuſdem tituli, niſi in duabus dotibus ex eadem ſubſtantia debitis,quarum prior tẽpore præcedit,l.fi.§. in duab. C.qui pot.in pig hab. Aliúdve in fiſco, qui anterioribus, ſicut mulier in dote præfertur creditorib.l.quod quis,ff.de priuil.cred.l aſſiduis,C.qui pot.fiſcus in actione reali,qua potior eſt iure,cuius cauſa vel hypotheca tempore præcedit,l. ſi pig. l.interdum,& l.ſeq.ff.qui pot.in pig.hab.l.ſi fundum,C.eod.nec nõ fiſcus & Reſp. pro eodem habentur,l.eum qui vectigal,ff.de verb.& rer.ſignif.l. in fraudem, §. à debitore,verſ neque inſtrumenta,& ibi gl.in verb.vel Remp.ff.de iur.fiſc.nec non fiſcus & mulier pari priuilegio muniuntur,l.2.C.de priu.fiſc. *& a lieu la deſconfiture en action perſonnelle entre ceux qui ſont en meſme degré d'allocation, & pareils en priuilege,* deductis litis & funeris impenſis,l.2.ff de priuil cred. *Et tiennent lieu de fonds les meubles precieux & de notable valeur,& pluſieurs accumulez, comme vn cabal,ou ſomme notable de deniers,ainſi que remarque Gilles le Maiſtre au titre des criées.* [25] l.ſi cùm dotem §. [25] tranſgrediamur,ff.ſol.mat.l.aſſiduis,ff.qui pot. in pig.hab. Priuilegiatis pariter in perſonali præfertur,non hypothecaria,licèt tẽpore poſteriori,l.1.& 2.ff.de eeſ bon. l.ventri,§.eorũ ratio,ff de priu.cred.ſi plures ſint priuilegiati eiuſdẽ tituli, ſit inter eos concurſus,ſi diuerſorũ titulorũ,& pares in gradu exiſtant concurrunt pariter, non attento tẽporis interuallo,ſi ſint diſparia,præfertur potentior cauſa,vel titul. d.l.ſi ventri,§.in bonis l.priuileg.ff.de priu.cred.[26] *Mayn.ch.56. du 4.liu.de ſes queſt.* [27] *Carond.ch.7.du 9.liu.de ſes reſp.* [28] *Pour deuoirs non faits & droits non payés puis 29.ans,* [26] *quoy que fuſſent deus du tout,ou partie auant l'acquiſition faite par le mari du fonds rural mis* [27] *aux encheres,& en generale diſtribution auec les autres biens du mari,* cùm ſine cẽſu & re- [28] liquijs cõparari non poſſit nec alienari.[29] Nouel.97 c.3 *où Iuſtinian dit que ores la fẽme ſoit preferée pour ſa dot és creanciers poſterieurs,& la choſe ait eſté de leurs deniers achetée, pour obuier és fraudes que ſous ce pretexte le mari pourroit faire s'enſuit que celuy de l'argent, duquel ſans fraude la choſe a eſté achepiée,y precede la dot:* nã vt ait Iulian. Anteceſſor tit. [29] 90.de exæquatione dotis,c.5.ſæpiſſimè relatũ eſt,eũ qui pecuniã præſtat ad aliquã tẽ cõparandã,faciendã,vel renouandã,validiora iura in hypothecis habere in ipſa re,quàm priores creditores:ſed hæc in dotib non obſeruantur,nam dotẽ præcipimus ei quoq; præferri,qui poſtea pecuniã dedit marito ad aliquã rẽ comparandã, faciendam, vel renouandam. *Arreſt du Parl.de Tholoſe du 21.Iuillet 1593. par lequel le creancier eſt preferé à la dot,comme premier en hypotheque,cité par Carond.au ch.7.du 9.liu. de ſes Reſp.*[30] vt ſ.nu.14.[31] l.1.C.de dot.caut.non num.l.quæro,l.cùm poſt diuortiũ, [30] § gener,§.nupt.ff.de iur.dot.l.ſi curatores,C.de admin.tut.l res in dotem,C.de iur. [31] dot.l.æſtimatæ,l.æſtimatis.ff ſol.mat.non impotentia,maleficio.vel frigiditate ſoluti,can.remiſiſti,can.ſi quis,can.fin.33.q.1.quia dos non eſt ſine mat.l 3.l. promittendo,ff.de iur. dot. & tunc confunditur cum bonis mariti,l.1.l. quamuis, ff. eod. *pour en diſpoſer à ſa volonté, ſera autres biens pour en reſpondre,* d. leg. 1. leg ſi conſtante, in princ. ff. ſolut. matrim. *& tient le fonds apprecié, lieu de vente, ou declaration de ſomme,* leg. plerumque, §. ſi ante matrimonium, leg. quoties, & ibi gloſſ. in verb. offerat, ff.de iur. dot. leg. quoties, Cod. eod. leg. cùm poſt diuortium, §. cùm res, §. in dotem, ff.eod.tit aliàs eſſet in electione mariti, ſoluto matrimonio fundum vel pretium reſtituere,d.l.plerumque, in fin. [32] l.fin.ff.de pact. [32]

dotal.

33 dotal. 33. l.1.l. quamuis,ff. de iur.dot.34 l.vnica,§.& vt plenius,C.de rei vxor.act.l.
34 1.C de dot.caut.non num.l.penult. Cod. de dot promiſſ. 35 l.contrahitur,ff. de pi-
35 gnor.vt in quacumque obligatione, l. res hypothecæ,ff. eod. 36 Dos enim cauſa
36 matrimonij conſtituitur,& ſine matrimonio eſſe non poteſt,l.fin.ff. de don. ante
nupt.nec non fructus dotis cedunt lucro mariti,l.dotis fructus ff.de iur.dot.éſtque
dos in bonis mariti, quoad dominium rerum dotalium, vt inde ſuſtineat onera
matrimonij,l.quamuis,& ibi in ſumma,ff. de iur.dot. imò ſine dote, vt alibi diximus,quam ſcilicet numeratam vel traditam vir non tenetur vxori reſtituere,niſi
ipſe vergat ad inopiam l.ſi conſtante,ff.ſolut. matrim. & tunc non perdituræ vxori reſtituet, niſi dotem conſeruaturæ, quæ ea bene & parcè vtatur, vt ſe ſuóſque
alat,fundum idoneum emat, in exilium parenti relegato præſtet alimoniam, aut
37 egentem,verum fratrem ſocerú nque alat,l.mutus, & ibi notatis ff.de iur.dot. 37
Cùm dotis promiſſio futuri matrimonij tacitam conditionem habeat,ſi nupſerit,
l.dotis promiſſio,eod.tit.& iam data nuptiis non ſecutis,repetitur.l. ſi ſponſa, ff.
38 eod.etiam cum vſuris. 38 c.1.& 2.e.de don inter virum & vxor. l. ſi conſtante,in
39 prine ff.ſolut.matrim. 39 Cùm ſit ſeparatio thori coniugalis viro vergente ad inopiam,cui dos adempta eſt,aut differtur celebratio nuptiarum, ob ſponſi inopiam,
dote non ſoluta,coniuges ſunt reconciliandi,vel nuptiæ deſponſatorum celebrãdæ, & dos viro reſtituenda, vel ſponſo perſoluenda, ſub ea cautione, quam vir
præſtare poterit, vel ſaltem mercatori committi, vt de parte honẽſti lucri onera poſſit matrimonij ſuſtentare, ne occaſione dotis detentæ,vxore à viro dimiſſa,aut
vir vxorem dimittens in adulterium incidat, c. per veſtras,& ibi gloſſ.in verb.honeſti,e.de don.int. vir. & vxor. Vbi enim matrimonium eſt,ibi dos eſſe debet,l.ſi
is qui Stichum.§ ibi dos,ff. de iur.dot.c.ſalubriter, e de vſur.nec vir tenetur alere vxorem ſeorſum habitantem, quæ dotem à viro recuperauerit.l.vnica,§.fin au-
40 tem.C de rei vxor.act. 40 cap plerumque, ibi gloſſ. fin.e. de don.int.vir. & vxor.
auth.ſed hodie,C.ad leg.Iul. de adult. quæ eſt in vſu in Gallia: Si caſtitatis concupiſcentia hæc religionem ingreſſa fuerit, dos & dotalitium filiis reſeruabitur,
41 auth quod hodie, Cod. de repud. 41 Nec alienari poteſt fundus dotalis, quoties
mulieri actio competit,vel competitura eſt,l.3.ff.de fund. dotal. quem licèt maritus vendiderit,& tradiderit,ſi in matrimonio mulier deceſſerit, & dos mariti lucro ceſſerit fundus emptori auferri non poteſt,l. fundum dotalem,ff. eod. dicúmque fundus dotalis in dotem datus.l dotale prædium accipere,ff.de fund dot. non tamen æſtimatus,l.1.Cod. eod. & latè patet verbum alienandi,l.fin.Cod.de rebus alien. non alien.quo omnes actus continentur,non modò transferendi, ſed etiam minuendi dominij, leg.Iulianus, & 2 ſeq.ff.de fund.dot.vt ſeruitutes imponendi, vel adimendi vſucapionis patientia, & ſimilia, l. alienationis, ff. de verb. & rer. ſignificat. nec alienari poteſt à viro, vel à ſocero. præſertim inope,l. lex Iulia,leg. etiam ff. de fund dot. nec paſſim à diuite, nolente vxore in eius detrimentum, niſi vberiorem,aut tandem alium eiuſdem bonitatis & valoris,non minùs idoneum comparauerit,vel in locum eius ſubſtituerit,arg.d.l.mutus,ff.de iur.dot.Et eſt fundus inæſtimatus mulieris, æſtimatus viri periculo, leg. cùm maritus, leg. fin. ff. eod.non æſtimatus nec eius incrementum,de qua in l.ſi fundus.in prine.ff. de pignor.l ſi fundus,l.diuortio,§.ſi vir,ff.ſol.matr.l. ſi proprietari ff.de iur. dot. nec poteſt à viro alienari,niſi mulieris conſenſu, l. dotale prædium accipere, ff. de fund. dot.l.ſi prædium.Cod. de iur.dot. Et licèt mulier conſenſerit, infirmari poteſt à

viro

vtro facta venditio, l. vnica, §. itaque, §. & cùm lex, C. de rei vxor. act. *de tant qu'elle en peut eſtre releuee par lettres Royaux de la Chancelerie. & remarque Carondas au ch. 101. du 7. liu. de ſes Reſp. vn arreſt du parlement de Paris du 14. Iuillet 1584. pour vn nõmé Bertin, par lequel l'obligation faicte par ſa femme ſans ſon conſentement, fuſt declaree nulle, ſauf au vẽdeur à ſe pourueoir pour les deniers qu'il pretendoit auoir baillez à la femme defuncte, & eſtre conuertis a ſon profit.* [42] l. ſi mulier, ff. de pact. dotal. l. ita conſtante, cum ſeq. l. res quæ, l. ſi ex lapidicinis, ff. de iur. dot. [43] *ou de ce qu'elle s'eſtenrichie*, l. nam & ſi tua pecunia, C. de donat. int. vir. & vxor. [44] Donationes ſine cauſa inter coniuges prohiberi primò moribus introductum eſt. Paulus lib ſentent. tit. 23 l. 1 ff de don. int. vir. & vxor. quia indignum videbatur concordiam maritalem precio tamquã adulteria conciliari, & ſe inuicem nimiæ largitatis profuſione ſpoliare: vnde melior, liberatiórque in paupertatem deduceretur, deterior locupletaretur, l. 3. ff eod. tit. Vnde Plutarchus in Problem. Amoré coniugalem ſine precio ſtare, & omnia inter virum & vxorem iure indiuiduæ ſocietatis, citra peculiarẽ liberalitatem eſſe communia: deſitum eſt moribus in matrimonio facere donationem, l. 1. 2. & 3. ff. de don. int. vir. & vxor. vnde ius ortum eſt. Et ea de re Antoninus in Senatu orationem habuit, cuius duo ſunt capita: de donationis inter coniuges prohibitione, & de eius confirmatione, l. 3. l. cùm hic ſtatus, ff. de iur. dot cuius prohibitio ad ſponſas non pertinet, l. ſi ſponſus, l. inter eos, ff. eod. tit. l. ſi à ſponſ. C. de don. ante nupt. Neque ad eas donationes, quas propinqui ſponſo, ſponſa ve faciunt die nuptiarum, de quib. Bart. in l. ſed & ſi plures, §. in arrogato, num. 4. ff. de vulg. & pupill. ſubſtit. vel ab extraneis, nec ad eas donationes, quæ neque donantem pauperiorem faciunt, l. ſi fructus, C. de iur. dot. c. nuper, e. eod. vt ſi res aliena detur, l. ſed & ſi conſtante, ff de iur. dot. nec accipientem locupletiorem, vt ſi vxori detur ad mundum, eleemoſynam, emptionem rerum pro neceſſitate rei domeſticæ, & ſimilium, vt in l. ſi ſponſus, §. conceſſa, l. quod autem § ſi matrimonio ff. de donat. inter virum & vxor. aut ad perfruendas rei vtilitates, fructúſque percipiendos, l. de fructib. ff eod. nam eatenus tantum huiuſmodi donatio reuocatur, quatenus accipiens ex ea factus eſt locupletior, l. fructus ff. de vſur. l. ſi fructus, l. de iis, C. de don. int. vir. & vxor. non tamen refertur huiuſmodi prohibitio ad tempus ſoluti matrimonij, l. ſi enim, l. ſi cum, & ſeq. l. ſed interim, § fin l. vitricus l. cùm ſimul, ff. de don. int. vir. & vxor. Nec interdum valet donatio inter virum & vxorem, niſi donantis mors in ea volũtate interuenerit, l. ſed interim. in princ ff. eod. quæ eſt ambulatoria vſque ad ſupremum vitæ exitum, l. cùm hic ſtatus, eod. l. 4. in fin. C de adimend. leg nec adimitur marito licentia huiuſmodi donationem reuocandi, & ſi in ea voluntate deceſſerit, hæc pleniſſimam habet firmitatem, l. ſed ſi mors, ff. de don. inter vir & vxor. [45] *Carondas chap. 14. du 9. liu. de ſes Reſp.* vbi dies contractæ obligationis in huiuſmodi hypothecis attenditur, l. 1. l. potior, C. qui pot. ex ipſa dotis conſtitutione, interueniente matrimonio, l. 3 l. tale, ff. de iur. dot. *Arreſt du parlement de Paris du 17. Iuin 1576. pour la veſue de Mondet.* [46] Sicut enim filij, ita patris, vel aui, qui dotem recipit, eodẽ nexu & priuilegio bona obligantur, l. 1. l. cùm dos, l. ſi ita, l. auus, ff. de pact. dotal. [47] *Maynard chap. 95. du 8. liu. de ſes queſt. De tant que l'hypotheque ſuit la choſe hypothequee à quel poſſeſſeur qu'elle adui enne*, l. ſi fundus, §. in vendicatione, l. ſeq. ff. de pign. l. 2. C. ſi vn. ex plur. *comme eſt remarqué par Carondas au ch. 40. du 9. liu. de ſes Reſp.* [48] Auth. quo iure, C. qui pot. in pign. habeãt. *Ce que Carondas reſtraint és offices hereditaires, ch. 7. du 9. liu. de ſes Reſp.*

n'eſt ſeulement entendu des offices de iudicature, mais auſſi de tous offices royaux, municipaux & ſubalternes, cabals, & autres, par le moyen deſquels on fait quelque gain ordinaire, & re-
49 *lire profit & commodité de ſon induſtrie*, de quibus ſuo loco. [49] Pares quidem priuilegio inter ſe iure communi vtuntur, *& viennent en contribution*, ſi non ſit poten-
50 tior, aut prior tempore, vt ſ. [50] Nam ex cauſa præcedenti euinci poteſt, ſi priuſquàm in dotem datus eſſet à conſtituente mala fide, vi, clam, aut precario tenebatur, nondum completa præſcriptione: & tunc maritus tempeſtiua denunciatione vocet conſtituentem, vt ſibi de huiuſmodi euictionis indemnitate caueatur, l. emptor fundi, C. de euict. *Et a touſiours le mari ſon recours contre le conſtituãt, lors que le fonds dotal eſt euincé*, cùm prior actio nõ ſit extincta, niſi res irreuocabiliter fiat ſua, l ex ſextante, § Latinus, ff de except.rei iudic. l. eleganter, in princ. & ibi not. ff. de pign act. l. reſcriptũ in fi. ff de diſtr. pign & tanquã re nõ ſoluta ſupereſt actio cõtra debitorẽ, l. 1. & 2. C. de cred. euict. pign. & ibi not. cuius eſt cauſa onerioſa, l ſciẽdũ, ff. de euict. ad ſuſtinenda onera matrimonij. l. pro oneribus, C. de iur. dot. cũ vſuris
51 medij tẽporis, c ſalubriter. e. de vſur. [51] Dos quæ regulariter reſtituẽda eſt mulieri ſuperſtiti, l. 2. in princ ff. ſol mat. tam iure Romanorum, quàm noſtræ ciuitatis: cõſtante matrimonio duobus caſibus ab vxore repetitur, morte ciuili mariti abdicatis bonis vnde fit pauperrimus, Bart. in l. ſi conſtante. ff. ſol. matr. ſi nullum ſit, vel non ſecutum fuerit matrimonium, l. quemadmodum, ff. de iur. dot. quia non extante matrimonio dos nulla eſt, & cõdictione ſine cauſa, vel cauſa nõ ſecuta repetitur, l. q. d contra, C. de inceſt. nupt. l. fin ff. de condict. ſin. cauſ. nec ſolùm à viro vergente ad inopiam repetitur, l. vbi adhuc, C. de iur. dot. l. ſi conſtante, in princ. ff. ſol. mat. c per veſtras. e. de don. int. vir. & vxor. ſed etiam à ſocero qui eam receperit, gloſ. d l. vbi adhuc. & l. ſi conſtante. ff. ſol mat imò ab extraneo etiam vergente ad inopiam, pariter ad dotis reſtitutionẽ obligato. Practicæ Papienſ. lib. 15. tit. 33. gloſ. 3. num. 22. nec ſufficit offerre mulieri ſatiſdationem ad dotis exactionẽ impediendam pro ipſius ſecuritate, cùm dos ſit ſemper reſtituẽda, vt mulier ſe ſuóſq; alat. Notatur in d l. vbi adhuc. Per talem enim ſatiſdationem non conſulitur alimentis, nec ſolùm per modum actionis dos à viro inope facto repetitur, ſed etiam per modum exceptionis, *ſçauoir par oppoſition*, cap. per veſtras, e. de don. int. vir. & vxor. ſi tamen ſuſpecta ſit mulier de dilapidatione, dos per eam à viro inope facto repetita debet ſequeſtrari, vt inde eius ſubuenia-ur neceſſitatib. l. ſi cùm dotem, §. ſi verò dotem, ff. ſol. mat Et probatur viri inopia fama publica, & vulgi opinione. Pract. Papienſ. d gloſ. 3. num. 11. lib. 15. tit. 33. Nec non mulier viro ſuperſtes agens perſonali actione, niſi facta diſcutione bonorum mariti, agere poteſt contra tertium poſſeſſorem, gloſ. d. vbi adhuc, niſi hypothecaria agatur, qua nec alia eſt opus diſcutione bonorum ad dotis cautæ, licèt non numeratæ repetitionem, vt alibi dictum eſt: nec vlla conceditur mulieri dotis repetitio, tam noſtra quàm Papiẽſis & Longobardorum conſuetudine, qua è converſo vir vxori ſuperſtes dotem lucratur, Practicæ Papienſ lib. 15. tit 33 gl. 11. num. 1. eiuſdem tit. gloſ. 3. num. 6. dummodo vxor in domum viri traducta fuerit, & cognita carnaliter, *par droict de couche*, quæ ſi virgo interierit ſecundum eiuſdem interpretem, nondum impleta conditione vir ſuperſtes dotem non lucratur: at ſi ſoluta fuerit à ſponſæ virginis vitã functæ hæredibus, vt iure Romano repetitur, l. dos à patre, C. ſol. mat. l. ſi pater, l.
52 ſi inter virum ff. de pact dot. [52] *Et agit pour la femme par la dot en l'hypothecaire cõtre le tiers poſſeſſeur, ſans prealable diſcution ſur les biens du mari, ſauf à l'intimé ou executé ſon*

recours

recours contre ſon autheur à ce qu'il tient à titre onereux, comme d'achapt, non pour cauſe lucrative, comme ſi la choſe eut eſté luy avoit eſté donnee ou leguee, l. ad res donatas, ff. de ædil. edict. l. ſi domus, §. de cuict. one. ff. de leg. 1. [53] Et poteſt mulier pignori, dotis 53
hypothecæ, & priuilegio renuntiare, l. etiam, l. iubemus, ff. ad Velleia. cùm vir vendit rem pro dote obligatam *pourueu que la cauſe de ladicte renõciation ſoit exprimee au contract, & l'importance d'icelle donnee entendre à la femme par le Notaire que l'a retenue* & quæ ſuperſunt bona mariti, ad dotis repetitionem fuerint ſufficientia. Dynus & Bartol. in l. Mæuia, § fundus ff. ſolut. matr. *Car ſi les autres biens du mari ne ſuffiſent, elle a touſiours ſon recours ſur les alienez, & peut eſtre releuee de ladicte renonciation*, ne viro indotata ſuperſit, *non pour s'eſtre ſimplement demiſe de ſon hypotheque ſur quelque fonds particulier de ſondit mari, s'il n'y a dol, fraude, contrainte, deception, lezion, & autres cauſes relenantes par le menu contenues en ſes lettres, pour apres en faire apparoir par actes ou teſmoins, ou en defaut de preuue en eſtre demiſe, comme remarque Maynard au ch. 18. du 6. liu. de ſes queſt. Où les perſuaſions & inductions ne ſont touſiours preſumees par la ſeule preſence du mari, ſi elle n'en fait apparoir, enſemble des mauuais traittemens qu'elle allegue & met en faict, deſquels ſondit mari ſouloit vſer enuers elle.* [54] Mulieres enim maritorum ſeductionib. facilè decipiuntur, §. quapropter, circa finem, Nouell. 61. & propria negligunt: vnde tanquam rem alienam gerentes ſunt etiã iuuandæ Velleiano, ſiquidem deceptæ ſint, non ſi deceperint, vel rem ſuam bene geſſerint, l. 1. & 2. ff. ad Velleia. & ex omni actu reſtituendæ ſunt, quo res earum pro viri negotiis minuuntur, obligantur vel alienantur: cùm etiam donationes inter conjuges ſint iure prohibitæ, l. 1. ff. de don. inter vir. & vxor. ne mutuo amore propria ſubſtantia exuantur: nec tantùm viro licet inuita vxore fructus paraphernorum percipere, & rem eius propriam adminiſtrare, l hac lege decernimus, C. de pact. conuen. [55] *Comme a eſté cy deuant repreſenté.*

***

DEBTES,

COVSTVME VII.

Ceux qui pour leurs debtes eſtoyent alouez & en ſaiſine auec le ſeigneur ſur fonds mouuans de ſa feodalité, ſouloyent eſtre preferez és autres creanciers, quoy que premiers en datte: ſauf la femme (laquelle eſtoit tant ſeulement preferee ſur les biens du mari, pour ſa dot, augment & nourriture) & pour les debtes qu'elle eſtoit enſemblement obligee auec ſondict mari, nonobſtant ladicte ſaiſine & allocation faicte pendant le mariage.

CHAPITRE VII.

CEſte Couſtume eſt auſſi abrogee, comme la precedente, n'eſtans les debtes particuliers du ſeigneur priuilegiés en ſon fief, pour cauſe ſeparee de la feodalité, ni par conſequent les debtes eſtrangers vnis, ou communs auec les ſiens, que tant ſeulement pour ſes droits ſeigneuriaux:[1] leſquels cõme les droits Royaux & Eccleſiaſtiques ſont adherans à la piece & premiers allouëz, par droit de ſuperiorité, ſans preiudice des hypotheques conuentionnelles legales, ou quaſi conuentionnelles taiſibles, expreſſes, ſpeciales, ou generales du fonds vtile: dont l'vtilité ne deroge à la directité.[2] Et ſe paye touſiours la taille au Roy,[3] la cenſiue au ſeigneur,[4] le diſme à l'Egliſe, en quelle main que ſoit le fonds,[5] ſi ne retourne au Roy, ou au ſeigneur feodal, & ne reprent ſa premiere nature & liberté, de tant que le Roy ne recognoiſt aucun ſuperieur en la temporalité,[6] ni ne peut la ſeigneurie ſe compatir en vne meſme perſonne auec la feodalité & vaſſalité, ni le ſeigneur ſe conſtituer ſoy meſmes ſon vaſſal,[7] ſinon bailler le fonds deguerpi & conſolidé à la ſeigneurie en emphyteoſe & afferme perpetuelle.[8] Ce qu'on ne peut dire de l'Egliſe, de tant que le fonds Eccleſiaſtique n'eſt deſchargé de diſme,[9] ni voire des tailles Royaux & cenſiues du ſeigneur, ſi n'eſt amorti par ſa Majeſté:[10] quoy qu'il y ait en France quelques diſmes infeodez en main laye, pour la neceſſité du tẽps, qui peu à peu retournent à l'Egliſe,[11] & fiefs tenus par gens de

main

mainmorte au preiudice du Roy,& du ſeign. feodal,& haut Iuſticier, pour les confiſcations,desherences,amendes, lods & ventes, captes, rierecaptes, & autres droits caſuels, eſquels ne ſont ſubiectes les cõmunautés & mainmortables : parce que le fonds ne change de main, ni n'eſt ſubiect au fiſc pour delict d'vn particulier (qui n'a que l'vſufruict du fonds dedié & conſacré à Dieu,tant qu'il fait le ſeruice, non la proprieté) ſi n'eſt amorti & mis hors de profanité, par ſpecial & particulier denombrement à l'indemnité du Roy & du ſeigneur. [12] A quoy les mainmortables peuuent eſtre contraints dans an & iour, ou en faire delaiſſement, ſi mieux n'ayment conſtituer homme viuant & mourant, & payer les droits & deuoirs annuels au Roy, & au ſeigneur, & ſouloit-on conſtituer homme viuant & confiſcant. [13] Et en ce cas le fonds de main morte eſt ſubiect au droict des nouueaux acqueſts, payable de quarante en quarante ans à ſa Majeſté : [14] non toutesfois le franc fief des places nobles tenues par perſonnes roturieres, auquel ne ſont ſubiects les Tholoſains. [15] Et n'a le Roy accouſtumé retenir & reunir à ſon domaine les places & ſeigneuries, que luy retournent, ſinõ pour le bien & aſſeurance de l'Eſtat & Couronne de France, comme a eſté faict de la Guienne & Normandie. [16] Quant à la preference de la femme, pour ſa dot, augment, & nourriture,& des creanciers des deux mariez contre & nonobſtant la ſaiſine, & prerogatiue, lors concedee par le ſeigneur pendant le mariage, inſeree en ceſte Couſtume par exception & limitation : eſt à noter que la femme eſt tant ſeulement preferee en Tholoſe pour la dot ou aliments és creanciers premiers en hypotheque, entre leſquels eſt le ſeigneur pour ſes debtes particuliers, non priuilegiés, ſur les biens du mari, conformement au droict Romain, [17] pour l'augment couſtumier, puis la conſtitution dotale, à pactes & conuentions matrimoniales : [18] mais auſſi affranchie de toutes hypotheques, [19] retranchemens, [20] & droits de legitime [21], ſans que le ſeigneur meſmes puiſſe demander lods & ventes du fonds vendu, ou bailié en dot, [22] ſinon ſes droits annuels, amendes, confiſcations, s'il a haute iuſtice, & autres droits caſuels ou conuentionnels par contract, ou quaſi contract, malefice ou quaſi malefice du mari faict & commis pendant le mariage, ſans toucher à la dot : [23] la femme n'eſt auſſi coulpable, pour ſon chef obligee, ou participante au malefice, ſans qu'elle puiſſe eſtre releuee & reſtituee en entier, non plus que pour les autres debtes actifs du ſeigneur non priuilegiez, [24] duquel toutesfois celuy qui a droict & cauſe en la iuſtice & feodali-

té vſe du priuilege de ſon autheur [25] : tout ainſi que le creancier de la choſe à laquelle ſes deniers ont eſté employés. [26] Et peut le fermier tant pour luy que le ſeigneur au nom duquel il procede, contraindre le vaſſal tant au payement des droits courans, que autres redeuãces & arrerages puis vingt neuf ans, par priſe & ſaiſie du fonds dotal, mouuant de ſa feodalité, [27] non pour autres debtes particuliers, *vt correus credendi*, eſquels le ſeigneur, ni ſon agent & aſſocié ne peuuent agir, qu'en qualité de creanciers non priuilegiez, ſous la preference de la dot; [28] ſi la cauſe du debte & employ des deniers ne ſont plus priuilegiés, [29] eſtant certain que les fermiers du Roy ſont auſſi tenus payer le diſme à l'Egliſe, [30] les ſeigneurs l'hommage deu à ſa Maieſté, [31] & tous ſes ſubiects les tailles & autres charges des biens que poſſedent en ſon Royaume, ſi ne les tiennent en franc aleu, ou n'ont lettres d'annobliſſement auec particulier denõbrement des biens annoblis: [32] enſemble les vaſſaux & infeodataires des ſeign. les preſtatiõs annuelles des droits & deuoirs ſeigneuriaux, pour les pieces que poſſedent en leur feodalité, nõ affrãchies ni annoblies. [33] Dõt le droit de ſuperiorité eſtãt impreſcriptible, [34] les hypotheques particulieres des vaſſaux & infeodataires ne s'eſtendent en la ſeigneurie, [35] ſinon de l'vtilité du fonds hypothequé ou aliené auec ſes charges & droits deubs au Roy, à l'Egliſe, & au ſeigneur ſuiuant le contract originaire de ſon infeodation, ou immemoriale poſſeſſion, & anciennes recognoiſſances, [36] que les arrerages des rentes & lods & ventes que tiennent lieu de fruicts, ne puiſſent eſtre demandés que de vingt neuf ans. [37] Ni ne peut le creancier du vaſſal empeſcher que le ſeigneur ne ſoit premier payé tant des rentes, droicts, & deuoirs ſeigneuriaux, payables apres le temps eſcheu de leurs hypotheques, que arrerages ſur le fonds & fruicts pendans, ſi ne ſont recueillis & retirez par l'infeodataire, [38] les debtes paſſifs duquel ne s'eſtendent ſur les droits du ſeign. non plus que ceux du ſeigneur ſur l'vtilité du fief tenu & poſſedé par le vaſſal, apres luy auoir payé ſes droits: [39] moins peut le ſeigneur depoſſeder le vaſſal de ſon heritage & patrimoine pour en inueſtir vn autre, ni attribuer aucun droit de ſaiſine & preference contre l'ordre des hypotheques meſmes en Tholoſe, où non plus qu'au reſte du Languedoc les ſeign. feodaux & iuſticiers n'ont droict de prelation és biens vendus, ni de commis par denegation ſinon par forfaicture, que importe confiſcation de biens, ſi luy ſont adiugés, non autrement. Et ſont les femmes pour la dot preferees aux creanciers du mari premiers en hypotheque, expreſſe, tacite, ou generale non ſpeciale, ni cõ-

tre

tre ceux qui ont droit & proprieté en la choſe, [41] non pour le douaire ou augment couſtumier: quoy que l'hypotheque demeure ſur les biẽs diſcutez, criés, vendus, & alienez pour l'aſſeurance & indemnité de la femme, en cas de ſuruiuance, ou n'y auroit autres biens. [42] Et ſi la femme predecede, l'hypotheque de l'augment eſt reſolue & la dot acquiſe au mari, par nos couſtumes, contre la commune diſpoſition du droict Romain & couſtume generale de France: par laquelle le douaire prefix couſtumier & conuentionnel, eſt propre heritage aux enfans naiſſans dudit mariage: ce que regarde en Tholoſe la vefue qui conuole en ſecondes nopces, ayant des enfans du 1. lict, auſquels elle doit conſeruer l'augment couſtumier, ſans que les enfans du 2. lict y ſoyent en part: le mari la dot en cas ſemblable, pour le chef de leur mere, ſauf ſi les enfans du premier lict leur predecedent, [44] & a la femme ſa penſiõ & alimens ſur les biens du mari viuãt & decedé, iuſqu'à ce qu'elle eſt reintegree de la dot & payee de l'augment, ſi c'eſt apres le decez, [45] quoy que confeſſee par le mari riche du tẽps des nopces & pactes de taux, & non contee, ou ſeulement cõſtituee, ſi n'a tenu qu'à luy qu'elle ſoit payee: ſauf à ſes heritiers leur recours contre le conſtituant, ou ſes hoirs & bien-tenans, que l'heritier du mari doit appeller en garentie & relief d'indemnité, lors qu'il eſt actionné à la requeſte de la femme. [46] Et quand elle ni autre pour elle n'auroit rien conſtitué, cauſant ſa pauureté, doit neantmoins eſtre nourrie & alimentee, voire dotee par le mari bien aiſé, venant à ſes derniers iours: [47] dont la pẽſion tient lieu de fruicts dotaux deſtinez à la nourriture d'elle & de ſes enfans, qu'eſt la cauſe finale du mariage, pour laquelle la dot eſt priuilegiee, les fruicts, intereſts & dependances de laquelle ſuiuent la nature du principal pour la conſeruation des familles. [48] Celuy auquel les deux mariez ſont naturellement obligés, a auſſi droit de preference contre les creanciers particuliers du mari ou de la femme, tant ſur fonds dotal, que paraphernes [49] s'il n'y a cauſe releuante, par laquelle la femme ſoit reſtituee en entier enuers le contract dans le temps de l'ordonnance. [50] De tant que ſi elle renonce par expres au Velleian, à l'authentique *ſi qua mulier*, & à la loy Adriane, ſi eſt en communauté, & eſt obligee pour debte qui precede le mariage en ſon faict propre, par ſa deſcharge & aduancement, achapt, & de choſe qui reuſſit au profit & commodité d'elle, & des ſiens ne peut venir contre ſes propres actes, [51] ni s'oppoſer contre ſes creanciers, & au preiudice des ventes & obligations par elle faictes pour choſes plus priuilegees: comme eſt la finance

d'vn

d'vn eſtat ſur l'eſtat meſmes, ſinon ſur les biens d'elle meſme, ou de ſon mari à ceſte occaſion alienez, ou pour autres neceſſitez, deſquels l'acquereur ne doit eſtre depoſſedé, quand ſeroit fonds dotal que ne ſoit rembourſé du prix & loyaux couſts : [52] moins par le ſeigneur, ni autre à ſon nom, par prelation, commis, ou autrement ſinon contraindre le vaſſal au payement des droits ſeigneuriaux & arrerages puis vingneuf ans, deubs ſur le fonds en forme iudiciaire ſauf à l'executé ſon recours contre ſon autheur, [53] nõ pour autres debtes particuliers & propres du ſeigneur, pour leſquels ne peut vendre ne obliger l'vtilité du fonds, de laquelle il eſt entierement deſpouillé par le contract emphyteotique, & recognoiſſances ſur ce faictes : [54] non plus que le vaſſal recognoiſtre autre ſeigneur pour ſes debtes particuliers, [55] ni rien bailler à rierefief, & impoſer cens ſur cens contre la teneur des inſeodations qu'on a de couſtume faire en ce pays, quoy que la couſtume de Paris le permette au profit du ſeigneur predominant. [56]

NOTÆ.

[1] *LE priuilege du debte procede par fois de la nature hypotheque, ou du droict qu'on a en la choſe : autrefois de la cauſe efficiente, materielle, formelle & finale, pour laquelle le debte a eſté contracté : l'hypotheque ſpeciale & particuliere eſt preferee à l'expreſſe & taiſible generale*, generique perſpeciem derogatur, vt notatur in l. aſſiduis, in verb. iacèt anteriores, C. qui pot. *& a droict en la choſe le vendeur, iuſqu'à l'entier & effectuel payement d'icelle le ſeigneur feodal pour ſes droits annuels & caſuels & autres redeuances en ſa feodalité, pour leſquels peut faire ſaiſir le fonds auant tout autre, non par commis & retenue feodale, laquelle n'a lieu en Tholoſe à faute de payement, ſinon le mettre en criees, & en pourſuiure la vente iudicielle. Et procede le priuilege du debte de la qualité des deniers, ou de la cauſe du preſt, non de la perſonne priuilegiee : ſi ſont deniers royaux ou dotaux ſuyuent la nature de leur priuilege en leur qualité, iuſqu'à ce qu'ils ont changé de main, & ſont conuertis en autres vſages, ſi ne ſont employez en fonds ou choſe de meſme nature. La cauſe du preſt rend auſſi le debte fauorable, eſtant employé à la finance d'vn eſtat, à la reparation d'vn nauire ou choſes ſemblables, ſur leſquelles le creancier a droict de preference. L'aage & le ſexe priuilegié ont leurs priuileges limités ſans potiorité d'hypotheque, ſi n'eſt auſſi de ſa nature priuilegiee, comme du dot & preſtation du reliqua de compte rendu de l'adminiſtration de leurs biens, ains pour eſtre reſtituez en entier de leurs interceſſions & actes à eux preiudiciables, non des profitables & non dommageables, ni des choſes par eux bien & deuement faictes ſans fraude ni leſion : la perſonne auſſi priuilegiee, comme le ſeigneur feodal en ſon fief pour ſes droicts ſeigneuriaux, n'excede non plus les limites de ſon priuilege, pour autres debtes particuliers non priuilegiés, non pour debtes eſtrangers, que luy ont eſté cedés & tranſportés par les creanciers de ſon vaſſal, pour leſquels il ne ſe peut non plus retirer aux requeſtes, quoy qu'il y ayt ſes cauſes commiſes, ne diſtraire ſes vaſſaux debiteur hors le diſtroit de leur Iuriſdiction ordinaire. Ordonn. de Blois art. cent ſeptante huict*

au §.

au §.12.tit. 13. du premier liure de la Conferance des Ordonnances. [2] *Ores le Roy ne reco-* 2
gnoiſſe en ſon Royaume ſuperieur en la temporalité, attamen Diuiſum imperium cum Ioue Cæſar habet. Eccleſia habet gladium ſpirituale à ſummo Pontifice Petri ſucceſſore Chriſti Vicario, Rex temporale, filius Eccleſiæ primogenitus, omnium Chriſtianiſſimus: ſúntque Regalia tum Eccleſiaſtica iura, dominicalia ſub Regis protectione conſtituta, de quibus Annæus Robertus libro 3. c. 1. Rer. iudicat. tum etiam dominorum à Rege totius regni domino prodeuntia: *ainſi le Roy, l'Egliſe, & le Seigneur ne ſont ſubiects aux hypotheques, & ſe payent de la choſe meſme, le Roy comme ſouuerain, le Seigneur comme ſuperieur, ſoubs la ſubiection & authorité Royalle, l'Egliſe de droict diuin: & demeure touſiours le fonds obligé au payement des droicts & arrerages auant toutes hypotheques*, cùm ſine cenſu & reliquis fundis comparari non poſſit. [3] Vnde diuinum elogium ἀπόδοτε τῷ Καίσαρος Καίσαρι, Matth. 12. Iura quoque dominicalia, in quibus Rex non ſolùm præfertur laicis, ſed etiam quibuſcunque Eccleſiæ prælatis ab eo feuda tenentibus. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. Et vxorem nomine Adelaſiam, numero 343. & ſoluitur cenſus, ſeu talea regia in numerata pecunia ſeu numiſmate, de quo ferunt diuina mens, ex diuo Matthæo ex d. capite 12. [4] *Apres le Roy, le Seigneur eſt preferé à la* 4
dot, ſur le fonds infeodé, pour la cenſiue & arrerage de vingt-neuf ans, tant des rentes conſiſtants en fruicts ou en argent, que lods & ventes, pour leſquels on ſaiſit le fonds en Tholoſe, comme pays de droict eſcript, ainſi qu'eſt repreſenté par Maynard au chapitre trente deuxieſme du ſixieſme liure de ſes queſtions apres auoir rapporté les opinions de Charondas ſur les Couſtumes de Paris, au titre des cenſiues & droicts ſeigneuriaux, article ſeptante troiſieſme chapitre vingtieſme du troiſieſme liure de ſes Reſponſ. Guido Papæ quæſt. 47. 126. 147. *Arreſt du Parlement de Paris du mois d'Auril mil cinq cents quarante ſept pris du droict Pariſien & couſtumier article huictante vn, où les ſeigneurs ſe pourruoyent par action à la pourſuitte des payements des lods & ventes & amandes, quoy que par pauureté, abſence, ou infortune l'infeodataire n'euſt iouy du fonds, contre lequel tout ainſi que contre le locataire, le temps du payement court nonobſtant ſon abſence. Charondas chapitre ſeptante ſix du ſeptieſme liure de ſes Reſponſ. & ſuiuent les charges annuelles tant du Roy, que de l'Egliſe, & du Seigneur le fonds*, leg. 1. Cod. ſine cenſ. & reliq. fund. compar. non poſſ. *Ny voire le Seigneur ne peut retenir les heritages vendus qu'auec les charges & hypotheques par droict de prelation. Charondas chapitre quarante du neufieſme liure de ſes Reſponſ. ſinon par commis ou guerpiſſement, ſçauoir és lieux, ou y a droict de retenue feodale.* [5] In ſignum vniuerſalis dominij diuinitus inſtituti, cap. tua nobis, cap. cùm non ſit 5
in homine, de decim. c. *Et ſe payent à l'Egliſe les diſmes, primices, champarts, terrages & autres droicts par les agricoles, proprietaires, tenanciers, fermiers, & metayers, ſelon que d'ancienneté & de tout temps eſt accouſtumé payer aux recoltes ſur les pieces, où les fruicts ſont excreus, ſans que ſoit permis ſortir & enleuer les fruicts, iuſqu'a ce que le diſme ou primice ſoit payé, à peine de confiſcation des fruicts que leur pourroient reuenir, les diſmes & primices payés & amande arbitraire: & auant les veulent couper ou defraciner, ſont tenus en aduertir les Curés, ou beneficiés, ou autres ayants charge d'eux, pour la collection du diſme, & en deffaut de le prendre, le peuuent laiſſer ſur la terre ou vigne, & retirer le reſte des fruicts. Arreſt du ſecond Iuin mil cinq cents quarante ſix. Sauf les proprietaires qui ont cy-deuant tranſigé & compoſé pour les decimes & premices en payants les droicts & deuoirs contenus eſdictes tranſactions & compoſitions, comme diſmes infeodés, deſquels eſt cy-deuant parlé au titre des fiefs. Ordonnance du Roy François I. du premier*

Mars 1545. donnée à Sainct Germain en Laye, du 9. Iuin & du mois d'Octobre enſuiuant à la Fere ſur Oiſe. Henry II. à Sainct Germain en Laye 21. Auril 1547. à Dijon 6. Iuillet 1548. Charles IX. 25. Octob. 1561. à Sainct Germain en Laye : à Paris le 20. Auril 1562. à Sainct Maur 15. Iuin 1566. du 24. Iuillet 1568. Au chaſteau de Etulongne lés Paris, à Paris 1571. 16. Auril, art. 16. Ordon. de Blois, art. 49 ſuiuant laditte Ord. du mois d'Octob. 1545. Arreſts du Parl. de Paris du 1. Septemb. 1548. & 27. May 1549. donnez ſur les Edicts. O don. de Melun, art. 28. 29. Et ſe leuent les diſmes ſelon la couſt. des lieux. Suſdite Ord. de Blois, art. 50. c. cùm ſint homines, c. ad Apoſtolicæ, in fin. e. de decim. *dont la quote ſe peut preſcrire quoy que de ſoy le diſme ſoit impreſcriptible,* can. quæcunque, 16. q. 7. Hoſtienſis in cap. aliquibus, de decim. e & præſtantur in ſignum dominij quod Deus ſibi reſeruauit, Malachiæ 3 Inferte omnem decimationem in horreum meum, vt ſit cibus in domo mea, can. decim. 16. q. 7. & priùs ſoluendæ ſunt quàm cenſus & tributa, d. c. cùm non ſit, e. de decim. Et ſoluitur decima fructuum ſtatim cùm collecti ſunt, non deductis expenſis c. cùm homines, e. de decim. nec tenentur ad tributorum vel cenſus ſimilem decimari præſtationem, *quand meſmes les fruicts ſeroient ſaiſis pour les droicts domaniaux deus à ſa Majeſté, dont le diſme ſe paye auant toutes choſes : neantmoins le Roy qui ne recognoiſt aucun ſuperieur en la temporalité en ſon Royaume, pour la neceſſité du temps a par fois du conſentement du Clergé, impoſé decimes ſur les Eccleſiaſtiques, iuſques à eſtablir Commiſſaires en 8. villes du Royaume pour cognoiſtre des deniers deſdites decimes, leſquelles ne s'exigent en eſpeces par Edit du Roy Henry IV. fait en la ville de Paris en Ianuier 1599. publié au Parl. de la meſme ville le 8. Mars enſuiuant, art. 35. ſuiuant le contract paſſé entre le Roy & le Clergé au mois de May 1596. roolle & deſpartement fait ſur les Dioceſes, art. 2. Pour l'exaction & collection deſquelles, ont eſté par le meſme edict creés les receueurs particuliers eſdits Dioceſes pour y proceder par priſe & ſaiſie des biens & reuenus de l'Egliſe, cõme pour deniers Royaux, art. 1 & 3. contenu au tit. 19. du ch. 10. de la nouuelle Conferance des Ordon. Et preſtent en France les Eueſques ſerment de fidelité, comme hommagers de ſa Majeſté, de laquelle dependent immediatement tous les fiefs & ſeigneuries en ſon Royaume, tant de la iuſtice, que feodalité : & reuiennent au Roy les preſtations annuelles des heritages amortis, lors que ſont vendus par les Eccleſiaſtiques auec le temporel de l'Egliſe. Carond. liu. 9. du 7. liu. de ſes reſp. Tout ainſi que le droict de Regale & reuenu des Eueſchés & autres benefices venans de fondation Royalle luy appartient par vacquance, pendant la contreuerſe auec droict de patronage.* Robertus lib 3. rerum iudic. c. 1. [6] *Le Roy de France eſt tant ſouuerain en ſon Royaume, non ſubiect à l'Empire, ni autre quelconque en la temporalité, ne fait aucune redeuance ne hommage, pour choſe quelconque qu'il tienne & poſſede en ſondit Royaume, ou tienne à fief, ou riere fief de ſa Majeſté: dont les fiefs reunis au Domaine du Royne ſont plus hommagers, ruraux, ni taillables, ains francs, libres, & domaniaux, iuſqu'à ce que ſont alienez, ou derechef infeodez, n'eſtãs importãs & neceſſaires à la Couronne.* [7] Quia nemini res ſua ſeruit. l. in re cõ. [8] ff. de ſeruit. vrb præd. l. cùm eſſent, ff de ſeru. ruſt. præd. [8] *De tant que par le guerpiment [9] l'vtilité eſt conſolidée à la directité, & le Seigneur faict poſſeſſeur, & pouuant diſpoſer à ſa volonté. Maſuer au titre des matieres poſſeſſoires, nombr. 55.* [9] *Et ſont tenus les fermiers des terres Domanialles du Roy au payement des diſmes. Arreſt donné à la chambre du Domaine le quinzieſme Ianuier mil cinq cents quarante huict, ſans pour icelles auoir recours contre le proprietaire, ſi ne l'a par exprés reſeruée, ni voire les fermiers des Monaſteres S. Benoiſt & autres quoy que exempts de diſmes quand de leurs mains propres ou à leurs deſpens cultiuent & labourent leurs terres,* cap. dilecti, cap. ex parte, e. de decim. *Arreſt de Parlement de Paris du 23. Iuillet 1569. Carondas ch. 12. du 7. liu. de ſes Reſp. n'ayants les fermiers*

miers les meſmes priuileges du Roy & des Monaſteres : comme auſſi la cauſe du diſme eſt auſſi diſtincte & ſeparée de la redeuance que doibuent les fermiers à cauſe de leur bail, ſelon traict Carondas au lieu preallegué : & licèt Cirtertienſes decimas dare non teneantur, nec hoſpitalarij de terris quas proprijs manibus & ſumptibus exoluunt, tenentur tamen ſoluere de his quas alijs excolendas tradunt, c.nuper, c.licet, e. eod. & pertinent iure communi ad Eccleſiam parochialem, c.cùm contingat, c.de decim. à quibuſcunque terræ vel noualia poſſideantur monaſterijs, oratorijs vel alijs Eccleſijs, can.cunctis fidelibus, in fin. & duobus ſeq. 16. q. 1. [10] *Comme ſe voit en Bacquet és titres des amortiſſements & nou. acqueſts.* [11] De quib. ſuo loco ſub titulo feudorum, quæ paulatim in priſtinum ſtatum redeunt, vt in c. cùm Apoſtolica, de his quæ fiunt à prælatis, e. [12] *Ceſte matiere eſt amplement traictée par Iean Bacquet és titres preallegués ci-deuant cité au titre des fiefs, où le Roy prend pour ſon indamnité de quarante en quarante ans droict de nouueaux acqueſts, & le Seigneur homme viuant & mourant, iuſqu'à ce que la piece eſt amortie & miſe hors de profanité, le Roy & le Seigneur pour une fois ſatisfacts de leurs droicts à la taxe qu'en eſt faicte par les ſieurs Comm.ſſaires à ce deputés par ſadicte Majeſté ſonbs le denombrement particulier que leur eſt baillé, non general.* [13] *Gilles le Maiſtre tit. du droict d'Amortiſſement.* [14] *Iuſques en auoir obtenu l'amortiſſement.* [15] *Comme eſt dict ailleurs.* [16] Benedictus in verb. & vxorem, numer. 853. in cap. Raynutius, e de teſtam. [17] *Ores le Seigneur ſoit preferé en ſon fief és autres creanciers ayãt expreſſe hypotheque pour les arrerages de ſa rente* l. etiam ff. qui pot. in pignor. hab. & leg. 1. Cod. ſi propter publ. penſit. *Maſuer au titre des louages & droicts de cens, & emphyteoſes, nomb. 28. eſt neantmoings poſterieur à la dot & aliments de la femme pour ſes autres debtes particuliers ſur les biens du mari : de tant que le debte qui prouient de l'obligation du vaſſal enuers le Roy ou le Seigneur pour choſe non priuilegee, n'a non plus de force contre la femme que les autres creanciers du mari, contre leſquels elle a iuſte cauſe s'eppoſer, quoy que premiers en hypotheque:* nec poſſunt bona ad fiſcum pertinere, niſi quæ creditoribus ſuperflua ſunt, l. non poſſunt, l. in ſumma, leg quod placuit ff. de iur. fiſc. l. vnica, pœnis fiſcalibus credit. præferri libro 10. C. cóque pertinet vt priuilegium in pœna contra creditores non exerceatur, vt ius commune priuatorum fiſcus amittat, d. l. quod placuit. nam cùm mulier & fiſcus pari paſſu ambulent, vtriuſque priuilegium redigitur ad ius commune, & prior tempore potior habetur: adeò vt ſi bona mariti ſint priùs fiſco, quam pro dote vxori obligata, fiſci debitum doti ſit præferendum : ſin autem vxori ſint priùs obligata, vxor pro dote erit præferenda, leg. 2. ibidem Baldus, ff. de priuileg. fiſci, idem de publicano, leg. deferri, §. final. & ibi gloſſ. in verb. creditor, ff. de iure fiſc. & cæteris mulier præfertur viri creditoribus etiam expreſſam hypothecam habentibus, d. l. aſſiduis, Cod. qui pot. non ſpecialem, Ibidem gloſſ. *Ny ne peut le fiſc agir ſur le fonds aliené auant ſon obligation*, leg. ſi debitor, Cod. de priuileg. fiſc. [18] *Maynard chap. vingt-ſixieſme du 3. liu. de ſes queſt.* [19] Vt in d. l. aſſiduis, Cod. qui potior. & ſemper dos intacta permanet, niſi cauſa militiæ vel propter ſpecialem & anteriorem, non tantùm expreſſam hypothecam, niſi aliter cautum: *comme par arreſt du mois de Septembre prononcé l'an 1583. par le feu ſieur Preſidant Durant cité par Carondas au chap. tre 160. du 7. liu. de ſes Reſp. & Maynard chap. vingt-vnieſme du 3. liu. de ſes queſtions fuſt pourueu aux aliments & conſtitution dotale de Iacquette de la Forcade, ſur l'heritage aduenu par teſtament de feu Arnaud de la Forcade, à Iean la Forcade, à la charge que s'il decedoit ſans enfans maſles de ſon legitime mariage,*

luy ſubſtituoit l'Hoſpital Sainct Iacques, ores la ſubſtitution fuſt ouuerte, & Marguerite de Pelepoix declarée non recepuable à la repetition de ſa dot conſtituée & payée audict feu Iean Forcade ſon mary, ſinon ſur les reparations & meliorations qui ſe trouueroyent auoir eſté faictes au ſuſdict heritage par ledict Iean Forcade, où la dot n'eſt ſi fauorable que les en-
20 *fans.* [20] In aſcendentibus contra deſcendentes, *comme a eſté iugé par arreſt du trentieſme Auril mil cinq cents huictante trois, donné au rapport du ſieur d'Ambez, entre Eſtienne Aufreri Carriere ſieur d'Aiguesvines, appellant de la ſentence du Seneſchal de Tholoſe du dix-huictieſme Aouſt, & appoinctement mentionné eſdictes lettres d'appel du huictieſm. Ianuier requerant l'enterinement de deux lettres Royaux, les vnes du ſeizieſme Mars, pour eſtre receu à demander la declaration de nullité du teſtament y mentionné de feu Iean Aufrery, en ce que regarde le profict de Pierre Belin bourgeois de Tholoſe, & de Iacquette Belin Damoiſelle ſa fille vefue dudict Iean Aufrery: les autres du vingtieſme Auril, à ce que fuſt faicte ſeparation des biens, ayants jadis appartenu à feu Thomas Aufrery, autrement appellé, & deffendeur d'vne part, & ledict Pierre Belin tant en ſon nom que comme pere & adminiſtrateur de Damoiſelle Iacquette de Belin appellée & deffenderesſe: autrement impetrant & requerant l'enterinement de certaines lettres Royaux du vingtieſme Decembre, pour eſtre auſſi receue à conclurre comme appellante de ladicte ſentence du dix-huictieſme Aouſt cité au long par ledict Maynard au chapitre dix-huictieſme du troiſieſme liure de ſes queſtions, lequel faict difference entre les eſtrangers ſubſtituants, & les enfans & deſcendants des ſubſtitués au chapitre vingt-vnieſme du meſme liure.* [21] *Et*
21 *ores la dot maternelle retourne à la mere ſuruiuante à ſa fille apres le mary decedé ſans enfans, comme remarque Maynard au chapitre nonante du ſecond liure de ſes queſtions, n'a pourtant aucun droict de legitime ſur la dot acquiſe à ſon beau-fils ſuruiuant à ſa fille par la couſtume de Tholoſe au chapitre huictante huict du meſme liure non plus que de la dot patri-*
22 *moniale.* [22] *Ne ſont deubs lods & ventes au Seigneur d'immeubles donnés ou baillés en dot, ou autre portion hereditaire aux enfans, & deſcendants en droicte ligne, eſtimez ou non eſtimés. Maynard chap. 29. 41. du quatrieſme liure de ſes queſtions, ny de fonds vendu par l'heritier pour payement de dot ou legitime: le meſmes chapitre cent du ſeptieſme liure de ſeſdictes queſtions.* De his Guido Papæ & Ranchinus quæſt. 48. *ſe remettant à la couſtu-*
23 *me.* [23] leg. 62. Cod ne vxor pro marit. [24] *és cas exceptés du Velleian, deſquels la fem-*
24 *me ne peut eſtre releuée,* & vt ſ. numero 17. [25] leg. 3. Cod. eod. Alias enim huiuſ-
25 *mo ſi priuilegia niſi per modum ſubrogationis ad ſucceſſores non tranſeunt, leg.* 1. Cod. de iis, qui in prior. credit. locum ſucced. ſicut nec dotis priuilegium
26 ad hæredes vxoris, leg. vnica, Cod. de priuil. dot. [26] Auth. quo iure, Cod. qui pot. ſúntque bona dotalia pro debito primipili tacitè obligata, & ſubſidiariè deuenitur ad ea, leg. ſatis, ibidem Baldus, Cod. in quibus cauſ. pignor. vel hypoth. tac. contr. Si tamen viri bona ob reliqua adminiſtrationis primipilariæ dignitatis fuerint occupata, mulieri paraphorna ſunt reſtituenda, leg. 1. & ibi Baldus, Cod. de priuileg. fiſc. quæ ſcilicet vxor ſua eſſe probauerit, d. leg. & 2. Cod. ne vxor pro marit. res nempe vxoris à viro poſſeſſas tempore executionis, vt in leg. hac lege decernimus, Cod. de pact. conuen. quæ ſi mulier ſeparata habeat, & poſſideat, vel vtatur, non erit opus probatione, vt in gloſſ. ibid. d. leg. 1. Cod de priuil. fiſc. Et quidam ſentiunt de fundo agi pro dote conſtituta obligata, non ſoluta tempore executionis, gloſſ. d. leg. 1. in verb. tuas. *L'opinion deſquels n'eſt receuable, de tant que abſolument la finance d'vn eſtat patrimonial eſt preferée à la dot, ſoubs le nom duquel ſont contenus tous les arts & exercices*

vtiles

vtiles & profitables pour l'entretenement des mariez, comme a eſté cy deuant repreſenté. [27] *Tout ainſi que les fermiers des amendes ne peuuent exiger que celles que prouiennent des condamnations faictes du temps de leur afferme, comme eſt traicté par Maynard au ch. 25. du 6. liu. de ſes queſt. les lods & ventes & autres droits que naiſſent du contract, ſont deubs puis le iour d'icelluy au fermier du temps du debte contracté. Maynard au chap. ſuiuãt, ſans qu'il puiſſe demander les arrerages & droits deubs contractez, ou quaſi contractez apres le temps de ſon afferme, ſi n'a droit & cauſe du ſeigneur, & mandement de ce faire. Auquel cas le ſeigneur, ſon fermier agent, ou procureur ne peuuent agir contre l'acquereur, que pour les droits de ſon acquiſition en action perſonnelle, ſelon la Couſtume de Paris, art. 8. Carondas ſur icelle, art. 73. ch. 11. du 3. liu. de ſes reſp. Tiraqueau en ſon traitté du retraict lignagier, §. 29. gloſ. 2. nomb. 8. En action hypothecaire, aſſez frequente en Tholoſe, la ſaiſie du fonds feodal, ou cenſier, pour droits non payés, deuoirs non faicts & arrerages, ne comprennent ſeulement les lods & ventes, & arrerages deubs puis la derniere acquiſition: mais auſſi les precedentes, puis 29. ans, non de plus lang temps. Maynard ch. 47. du 8. liu. de ſes queſt. à la charge toutesfois que lors du payement, le ſeigneur cede ſon action au poſſeſſeur contre ſes autheurs, pour en pourſuiure le rembourſement, comme eſt remarqué au meſme ch ſi mieux n'aime l'executé faire appeller, incontinent apres l'execution ou aſſignation à luy donnee ſon vendeur, en recours d'indemnité pour les arrerages deubs auant ſon acquiſition.* [28] vt in l. aſſiduis, C. qui pot. *Carondas ch. 7. du 9. liu. de ſes queſt. attendu meſmes que les fiefs, que ſeuloyent eſtre perſonnels & donnez en recompenſe à ceux qui auoyent bien fait à la guerre, depuis ont eſté faicts hereditaires: & en peut le proprietaire diſpoſer comme de ſes autres heritages, ſans le conſentement du ſeigneur dominant, n'eſtant le vaſſal tenu en France à autre recognoiſſance enuers le ſeigneur, que ſuiuant les couſtumes du pays, s'il n'y a pacte expres du contraire par contract emphyteotique, comme remarque Carondas au ch. 21. du 9. liu. de ſes reſp. dont le priuilege & preference des droits ſeigneuriaux enuers le ſeigneur ne s'eſtend és autres debtes particuliers par luy contractez auec ſon vaſſal, eſtans les cauſes ſeparees :* [29] *tels que la finance d'vn eſtat patrimonial.* [30] *Et ſont tenus les fermiers des terres domaniales du Roy au payement des diſmes. Arreſt donné à la chambre du domaine du 15. Ianuier 1548. meſmes les fermiers des Monaſteres Sainct Benoiſt & autres exempts de diſmes des fruicts des terres par eux cultiuees,* c. dilecti, c. ex parte e. de decim. *Arreſt de Paris du 23. Iuillet 1569 Carondas ch. 12 du 7. liu. de ſes reſp. n'ayans les fermiers le meſme priuilege du Roy, ni des monaſteres, parce que la cauſe des diſmes eſt auſſi diſtincte & ſeparee de la redeuance que doyuent les fermiers à cauſe du bail à eux faict, ſelon ledict Carondas au lieu preallegué.* [31] *Comme a eſté dict en ſon lieu au tit. des fiefs.* [32] *Nos Rois ont concedé à la ville de Tholoſe pluſieurs exemptions & priuileges, enſemble au pays de Languedoc touchees par Mayn. au ch. 57. & 58. de ſes queſt. dont eſt cy-deuant parlé.* [33] *Deux queſtions problematiques s'eſmeuuent par fois entre le ſeigneur & le vaſſal, ou tenancier des pieces ſiſes dans les enclaues de ſa directe, ne l'ayant recognu, ni rien payé du cens à luy demandé: ſi le ſeigneur doit faire foy de titre, ou le vaſſal d'annobliſſement, attendu que par le droit Romain toutes choſes de leur nature ſont cenſees libres ſi n'appert par acte de la ſeruitude, & à l'oppoſite, tout le fonds contenu dans les enclaues de la ſeigneurie eſt cenſé mouuant de la feodalité & directité du ſeigneur, ſans que le ſeigneur puiſſe annoblir le vaſſal, que tant ſeulement luy quitter la cenſiue, & luy vendre, & l'affranchir des droits & deuoirs ſeigneuriaux, que luy doit pour raiſon de ſon fief ſinon le Roy qui ſeul peut annoblir en France. Qu'eſt vn des droits ſouuerains*, quod ad Regem ſolum pertinet, nempe nobilitare in toto ſuo regno, vt ſcriptum reperitur in libr. de Temporalitatibus. fol. 123. *Ainſi iugé contre le Compte de Flandres par Arreſt de l'an 128. Bacquet ch. 17. du droit*

d'annobliſſement. Iohannes Ferauld. in tractatu priuileg. Regis Franciæ, priuil. 15. &
34 16.[34] l. malè agitur, l. cùm notiſſimi, C. de præſcr. 30. vel 40 ann. *Mayn. ch. 30. du 3. liu. de ſes queſt. Quoy que les arrerages des rentes volantes ne ſoyent adiugees que de 5. ans, & des foncieres, ou feodales de 29. Maynard ch. 34. du meſme liu. Si conſiſte en fruicts & choſes conſommables, à la mediocre valeur du prix que ſe vendoyent lors de la deſtinée ſolution, ſelon noſtre vſage ſoit elle portable, ou querable: ſi en eſpece d'argent, ſelon la valeur portee par les Ordonn. Royaux, Mayn. ch. 35. enſuiuant, ſans que la preſcription immemoriale, ni voire la centenaire empeſche que le ſeigneur ne contraigne le vaſſal au payement de ſa rente & arrerages tels que deſſus par priſe & ſaiſie du fonds mouuant de ſon fief ſuiuant les titres anciens & originaires, ſauf à l'emphyteote ſon recours contre ſon vendeur, ſi la piece luy eſt vendue noble & allodiale pour la moins value, ou monſtre par actes l'affranchiſſement ou annobliſſemẽt depuis obtenu par luy, ou ſes predeceſſeurs. Et non ſeulement le ſeigneur és lieux non ſi bien ſis au franc fief, eſquels les roturiers peuuent tenir ſeigneuries & fiefs nobles, ſans faire le ſeruice perſonnel, comme ſubiects au ban & riere ban, tels que les habitans de Tholoſe, doit faire foy de l'hommage, inueſtiture, & acquiſition de la place & ſeigneurie, és enclaues de laquelle le fonds qu'il pretend eſtre mouuant de ſon fief, eſt aſſis, ſi ne monſtre les contenances & denombremẽt, ou le tenant, dans lequel eſt inclus le fonds contentieux auec ſes limites & confrontations: & lors le fonds que ſe trouue dans ſes enclaues, eſt cenſé rural, & feodal, ſubiect au ſeigneur, ſi luy ou aucun de ſes predeceſſeurs, ou autre ayant droit en la ſeigneurie, ne l'a affranchi, ou ven lu noble, comme peut aduenir des pieces deguerpies, & conſolidees à la directité par le delaiſſement que le vaſſal en a fait, leſquelles le ſeigneur peut retenir ou bailler à nouueau fief à telle condition que bon luy ſemble, reſerué le drot du Roy, apres auoir accepté le deguerpiſſement: meſmes quand les droits des pieces deguerpies ſont diſtincts & ſeparez de ceux que demeurent en reture: de tant que ſi le bail a eſté faict à vn ſeul tenant, le ſeigneur n'eſt tenu diuiſer le payement de ſa rente, receuoir de diuerſes mains le guerpiment de l'vn des tenanciers, ni d'vne partie, que ne luy en ſoit faict l'entier delaiſſement. Maynard chapitre 37. du 6. liure de ſes queſt. Et ſe peut le ſeigneur tenir en ſon indiuiduité par les Arreſts citez au ſuſdit chapitre & autres cy deuant remarqués pour les reglements & modifications ſur ce fai-*
35 *ctes.* [35] *Eſtant la feodalité diſtincte & ſeparee de l'vtilité, comme l'vſage & vſufruict concedé au fermier ou locataire de la proprieté.* Eſt enim emphyteuſis locatio perpetua, ſimilis venditioni, eo quòd perpetuò penes emphyteotam maneat, locationi ab anima præſtatione, *inuiolablement obſeruée en Tholoſe, où le ſeigneur n'a droit de prelation, commis ne retenue en faict de vente, denegation, ou rente ceſſee, que ſon action, ou execution paree auec les ſolemnités requiſes par ſes arrerages, deſquels le fonds vtile demeure touſiours chargé: quoy que change de main par maniere de vente, ou engagement, & tombe en main morte, de tant que l'acquereur eſt tenu s'en defaire, & le remettre en main libre dans an & iour ou conſtituer homme viuant & mourant pour l'indemnité du ſeigneur, ſi n'en obtient l'amortiſſement de ſa Maieſté, moyennant lequel il eſt auſſi affranchi des droits de lods au ſeigneur en l'indemniſant, ſuiuãt la taxe qu'en ſera faicte par les ſieurs Commiſſai-*
36 *res ſur ce deputez, ou telle qu'a eſté cy-deuant touchee au titre des fiefs.* [36] l. 2. & 3. Cod. ſine cenſ. & reliq. fund. compar. non poſſeſſ. *& touſiours fait le Roy à indemniſer*, auth. ſed & pereculum, C. eod. *par voye de iuſtice, non autrement, par ſaiſie & vente du fonds, ſoit pour deniers royaux ou droits ſeigneuriaux, auec les ſolemnitez requiſes.* l. fin. C. ſi propt. publ. penſit. vendit. fuer. celebr. *pour la validité de la vente*, l. 1. Cod. de præſcr. 30. vel 40. annor. *Et peut on informer à la requeſte du vaſſal contre le ſeigneur, qui s'empare de ſon authorité priuee du fonds vtile, pour droits non payés, & deuours non faicts, ou*

pour

pour tel autre debte que ce ſoit, vt in l. ſi quis in tantam, ff de dol. *Auquel n'eſt auſſi permis vſer de ſa charge ſur ſes ſubiects, à peine d'eſtre priué de la ſeigneurie. Maynard chapitre* 18. *du* 8. *liure de ſes queſtions ou s'il y a diuerſes recognoiſſences, les vnes plus chargees que les autres, on s'arreſte aux moins chargees, ſi n'appert du titre primordial, & contract emphyteotique, auquel on ſe puiſſe arreſter.* [37] *Ni n'eſt tenu le tenancier en action perſonnelle payer les arrerages deubs par ſes predeceſſeurs. Maynard chapitre* 33. *du* 6. *liure de ſes queſtions que par action hypothecaire & ſaiſie du fonds en vertu des lettres*, de feudis, *ſauf à l'acquereur ſon recours contre ſon vendeur, lequel doit faire appeller en cauſe. Le meſmes au chapitre precedant du meſme liure. Et ne peut eſtre mis en doubte que l'hypotheque des arrerages ne ſuiue le fonds en quelle main que ce ſoit, comme des fruicts preſens, ou rentes deues au ſeigneur, quoy que la vente ſe face par decret, ſans y comprendre les arrerages & droits ſeigneuriaux: ledit Maynard au chapitre* 36 *du* 2. *liure de ſes queſtions.* [38] *Et fait le ſeigneur ſaiſir le fonds & fruicts pendants*, qui pars fundi eſſe dicuntur, l. fructus pendentes, ff. de rei vendic. donec à ſolo fuerint ſeparati: *& peut-on en ce Parlement, & pays de droit eſcrit contraindre le ſeigneur que fait ſaiſir les fruicts recueillis & deplacés pour ſes droits feodaux, ſe prendre ſur le fonds à l'effect de ſon payement, non pour conſolider l'vtilité à la directité par commis, prouenant de la denegation du fief, ni pour auoir ceſſé le payement de la rente, l'eſpace de trois ans, ou plus, notamment quand l'emphyteote a payé droit d'entree au ſeigneur lors de l'inueſtiture & infeodation, lequel tient lieu de vente, pour le prix que le ſeigneur en a receu, comme a eſté cy deuant repreſenté.* [39] Réſque tranſit cum onere, *ſoit l'vtilité, ou directité à l'acquereur par decret, ou autrement, à la requeſte du ſeigneur contre le vaſſal, ou du vaſſal contre le ſeigneur en qualité de creancier: ni ne peut le ſeigneur reprendre le fief des mains de l'emphyteote, que par voye d'execution, auec les formalitez requiſes proceder à la vente iudicielle du fonds, où tous ſurdiſans & oppoſans ſont receus dans les delais de l'ordonnance, pour deduire leurs cauſes d'oppoſition, & faire foy de leurs debtes, pour du prix en prouenant eſtre payés apres les droits ſeigneuriaux, ſuiuant l'ordre & priuilege de leurs hypotheques. Et peut de meſmes le vaſſal agir contre le ſeigneur en action perſonnelle en condamnation de ce que luy doit, ou en l'hypothecaire ſuiuant la nature de ſon obligation ſur ſes biens, voire ſur le fief, ſi bon luy ſemble, ſuiuant la couſtume generale de France, par laquelle le creancier n'eſt tenu ſuiure l'ordre du droit Romain, pris de la loy* à Diuo Pio, ff. de re iudic. *& peut agir tant ſur les meubles que immeubles, droits & actions, voire en la perſonne de ſon debiteur, s'il y eſt obligé, ſans autre perquiſition. Sauf les liures d'vn eſcolier, cheuaux & armes du gendarme, vins de l'artiſan, beſtail de labeur, & harnois aratoire du laboureur, pendant que ſont en exercice que ne peuuent eſtre ſaiſis, qu'en defaut d'autres biens exploitables, ſauf pour les tailles & deniers Royaux. Mayn. eh* 67. *du* 6. *liu. de ſes queſt. où il cite vn arreſt du* 12. *Septembre* 1551. *par lequel l'execution faicte ſur beſtail & harnois aratoire nonobſtant que l'executé euſt preſenté au ſergent executeur des grains & autres meubles à ſuffiſance, fuſt caſſé auec dépens, dommages & intereſts contre le creancier, ſauf à luy ſon recours contre le ſergent, lequel en viendroit en perſonne: enioint aux ſergens bailler exploit de leurs executions à peine de ſuſpenſion de leurs eſtats. Autre Arreſt du Parl. de Tholoſe du mois de Iuillet* 1565. *par lequel outre ce que deſſus, le ſergent pris en partie auroit eſté condamné en cent liures d'amende & tenir priſon iuſques auoir payé: car ores és executions ne ſoit beſoin faire perquiſition des meubles, & ſuffiſe le commandement faict à perſonne, ou domicile. François I.* 1539. *art.* 74. 75. 1540. *art.* 29. *ne ſeront faictes de bœufs & cheuaux qui labourent, ni de charrettes & harnois aratoires, ſinon pour les deniers du Roy. Le meſme aut*

ſuſdit

ſuſdit art. 29. Charles IX.1571. Henry IV.1595. & des condamnations pecuniaires, les condãnés peuuẽt apres les quatre mois eſtre pris au corps, horſmis les preſtres, & autres promeus aux ordres ſacrés. Charles IX.1566. art. 48. Henry III.1576. art. 57. & les femmes en Tholoſe, leſquelles pour debte ciuil ne peuuent eſtre empriſonnees: ni n'eſt permis conſtituer priſonnier pour debte ciuil à la ſeule requiſition de partie, s'il n'y a ſubmiſſion, de laquelle apparoiſſe par inſtrument, en vertu de la rigueur ſur ce expoſee, ſi le debteur n'eſt en euident ſoupçon de fuitte, par
40 Arreſt du Parl. de Tholoſe du 2 Auril 1538.40 Ceſte matiere a eſté cy deuant traitee pour les priuileges des Tholoſains enuers les ſeigneurs & franchiſes à eux concedees, où iaçoit qu'il n'y ayt en la ville autre ſeigneur haut iuſticier que le Roy des excez que ſe commettent en icelle: y a neantmoins au gardiage & viguerie des ſeigneurs hauts iuſticiers, eſquels appartiennent les biens confiſqués des condamnés qui ſont aſſis dans leur territoire, & les debtes actifs des debteurs des delinquants executez à mort, qui demeurent dans les enclaues de leur haute iuſtice. Maynard chapitre 40. du 6. liu. de ſes queſt. ch. 48. du liu. 8. où, & aux chap. ſuiuants eſt mentionné la detraction de la troiſieſme que ſe faict au Parlement de Tholoſe, pour la femme & enfans du condamné à prendre ſur tout le blot de l'heritage, les amandes & frais de iuſtice ſur les deux tiers reſtants, le tout ſuyuant les couſtumes des lieux, où les biens ſont aſſis. Eſt eſté declaré par Arreſt du Parlement de Tholoſe, n'entendre confiſquer les biens qui ſont aſſis hors le reſſort, cité par ledit Maynard au meſme liu. chap. 86. De his fusè Iulius Clarus lib. 5. §. fi quæſt. 78. practicæ criminalis, ſauf és cas royaux & priuilegiez, leſquels ores ſoyent commis & perpetrez en terre de ſeigneur, le fiſc appartient au Roy. Mayn. au ſuſdict chap. 48. du 8. liu. de ſes queſt. Bacquet en ſon traicté, des Drois de Iuſtice. Ni ne peut le ſeigneur haut Iuſticier conuenir ſon vaſſal deuant le Iuge par luy creé, ſinon deuant le Iuge Royal de la demeurãce du defendeur, & territoire, où la ſeigneurie eſt aſſiſe, ne ipſe in ſua cauſa iudicet, velius ſibi dicat, ni depoſſeder le vaſſal de ſon fief pour le bailler à vn autre, ou faire breſche à ſon droit, en quelle maniere que ce ſoit, par haine, ou faueur, nouuelle inueſtiture, ne autrement, attendu que les bails à fief ſont patrimoniels & perpetuels: ni ne s'exerce en France la iuſtice par les Iuges des Ducs, Comptes & ſeigneurs en dernier reſſort, où le Roy eſt fondé en toute iuſtice & droit de ſouueraineté, à laquelle reſſuent tous les affaires contentieux: comme l'eau que fait ſa reſource à la mer, d'où elle prend ſon origine, nul ne ſe pouuant attribuer aucune iuſtice, que ne luy ſoit attribuee par ſa Maieſté, ſoit elle annexe, ou ſeparee de la ſeigneurie feodale, eſtant noble, ou la trouue en hommage du Roy. Bacquet ch. 7. des Drois de iuſtice: comme auſſi le vaſſal peut en Tholoſe vendre & aliener le fonds qu'il poſſede ſans le ſceu & conſentement du ſeigneur. Benedictus in c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam. nu. 8. 8. Tout ainſi que le Seigneur peut aliener la ſeigneurie ſans le conſentement de ſes ſubiects, & emphyteotes: idem in verb. duas habens filias, nu. 71. ſauf que les biens vaquans & caduques de ceux qui decedent ſans faire teſtament, aſſis en ſon territoire, luy appartiennent, ſi ne ſont allodiaux, & tenus en franc aleu, auſquels le Roy ſuccede. Benedictus in c. Raynutius. in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, nu. 947. 948. Maynard aux chap. 57. 58. du 4. liu. de ſes queſt. parle plus auant des priuileges de Langue-
41 doc. 41 Carondas au ch. 7. du 9. liu. de ſes Reſp. Et repreſente Maynard à ce propos le faict d'vne femme plaidant authoriſee de ſon mari, laquelle ayant perdu ſa cauſe, auroit eſté condãnee aux deſpens taxez à des ſommes notables, pour leſquels eſtant faict execution ſur la dot du mari, ſe ſeroit rendu oppoſant: & par Arreſt au Parlement de Tholoſe du 13. Iuin 1567. & du mois de Feburier 1574. execution faicte ſur la dot de la femme, fuſt caſſee auec deſpens de l'appel contre les appellés, executer faiſans, moderez à vingt eſcus: ſauf à ſe pourueoir pour les deſpens à eux adiugez contre ladicte femme ſur les autres biens, que dotaux, à elle appartenãs.

Le

Le meſmes chapitre 82. du 7. liure de ſes queſtions, moins peuuent les creanciers du mari empeſcher que la femme ne ſoit reintegree de ſa dot auant le payement de leurs debtes, marito vergente ad inopiam, l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. iuncta l. aſſiduis, & ibi gloſ. Cod. qui pot. in pign. hab. *que pour cauſe plus priuilegree, remarquee par ledit Carondas au ſuſdit chapitre 7. du 9. liure de ſi ſidictes reſponſes.* [42] *La dot & le doüaire,* [42] *comme dit Maynard au ch. 31. du 6 liu. de ſes queſt. ont meſme priuilege, non toutesfois en Tholoſe pareille preference contre les creanciers precedans en hypotheque ſimple attribuee à la dot: neanmoins ſe preſcriuent, comme les autres choſes par 30. ans ſelon la couſtume generale de France. Boyer deciſ. 328. ſur la fin. Arreſt ſolemnel du Parlement de Tholoſe prononcé l'auant-veille de Noel 1603. Et remarque ledit Maynard vn Arreſt notable, pour monſtrer comme l'hypotheque de l'augment demeure ſur les biens du mari, quoy que mis en criees, vendus & alienez d'authorité de Iuſtice, à la requeſte de ſes creanciers, pour l'aſſeurance & indemnité de la femme, en cas de ſuruiuance, ſuiuant la couſtume, au chap. 56. du 4. liu. de ſes queſtions.* [43] Tum etiam conſuetudine Longobardorum. Praxis Papienſ. tit 33 gloſ. 11. nu. 2. [43] *Et peut la femme du viuant du mari venant en pauureté s'oppoſer aux ſaiſies faictes ſur les biens d'iceluy à la requeſte de ſes creanciers,* l. vbi adhuc, C. de iur. dot. imò donationem propter nuptias eo nomine vendicare, auth donationem, eod. *qu'eſt noſtre augment couſtumier, quoy que improprement ſelon les termes & diſpoſition du droit Romain, differens aux noſtres: en ce conuenable, que comme ſe ſouloit faire la donation à cauſe des nopces de l'eſpoux à l'eſpouſe, la dot augmentee à l'eſpouſe par moitié en cas de ſuruiuance, apres la celebration & conſommation du mariage, non qu'il redouble, comme ſouloyent faire leſdites donations par les nouuelles conſtitutions de Iuſtinian,* & ſoluto matrimonio tam dotis quàm augmenti vendicationem vel hypothecariam mulier habet actionem, in qua hęc eadem vt rerum dotalium, vel quaſi dominam venit ad rem propriam vel quaſi propriam, nec in eam curtit præſcriptio priuſquàm agere valeat, ſoluto vel conſtante matrimonio, conſtante quidem vſumfructum, ſoluto dotis etiam proprietatem vnà cum augmento repetet, l. vbi adhuc, l. in reb. dotalibus, ibid. Baldus & Salycetus. C. de iur. dot. [44] l. generaliter iuncta auth. hæres, & auth. vxore, C. de [44] ſecund. nupt. & ibi Baldus qua vxore mortua, quod vir ex dote lucratur, filiis communibus omnino reſeruatur, quantum ad proprietatem, vſufructu patri conceſſo: [45] idémque ex parte mulieris, quod ipſa lucratur ex ſponſalitia largitate. [45] Nam conſtante matrimonio vir vxorem licèt indotatam alere tenetur, ſanam & infirmam; Praxis Papienſis tit 33. gloſ. 13. numero 2. vbi pâter à viro repetit quæ ipſe in alimentis & curatione filiæ impendit, *& encore apres le deceds du mari, inſques à ce qu'elle eſt ſatisfaicte de ſa dot & augment: laquelle venant à repeter ne peut tout enſemble demander penſion ne aliments, que tiennent lieu de fruicts, ou intereſts de la dot & augment. Maynard chapitre 2. du 6. liure de ſes queſtions. De meſme ſi elle eſt inſtituee heritiere de l'vſufruict par le mari, pendant qu'elle en iouyt, ne peut non plus demander ſes aliments, ſi n'eſt vſufructuaire particuliere d'vne partie de ſes biens: & tout ainſi que les fruicts de la dot ſont acquis au mari pendant le mariage, ſont apres ſon deceds acquis à la femme ſuruiuante, enſemble du doüaire, & augment couſtumier,* præfat. iuncta l. pro oneribus. C. de iur. dot. *Et demeure la femme ſaiſie tant des biens dotaux, que du doüaire par le predecez du mari, ſelon nos couſtumes, conformement à celles d'Auuergne, au tit. des donations, art. 10. & 11.* & ibi Publicius, *& du Compté de Bourgongne. Bugnes tit. des gẽs mariés.* § 16. Chaſſanæus in eiuſdem ducatus conſuetudines, cod t t. §. 15. & 17. [46] [46] Hac noſtra conſuetudine dos etiam non ſoluta ab vxore viro ſuperſtite repetitur:

tum etiam conſuetudine Burdegalenſi, de qua Perron. tit de dote, §. 6. *& cite ledict Maynard au ch. 6. du 6. liu. de ſes queſt. vn Arreſt donné en faict ſemblable pour la fille de Mandinelli contre Flotte pere de ſon feu mari, par lequel l'augment couſtumier fuſt adiugé à la fille, & le pere du mari defunct condamné au payement d'iceluy, bien que ne l'euſt receu. Car tout ainſi que le mari fait les fruicts ſiens des biens dotaux pendant le mariage, les meſmes fruicts ſont acquis à la femme ſuruiuant apres le decez du mari, & apres elle ſes heritiers, iuſqu'à ce que la dot ſoit rendue*, d. l. pro oneribus. *Couſtumes du Duché de Bourgongne*, §. 17. *& du Compté*, §. 11. *& 15. tit des gens mariez, enſemble de l'augment, ſuiuant nos Couſtumes.* Ibid. Buguetus num. 6. in verb. *Iuſques à ce que ledit mariage leur ſoit rendu & payé: laquelle dot ſi le mari n'a receu pour ne l'auoir demandee, & pourſuiuie, ſes hoirs pourtant ne ſont deſchargez de la reſtitution d'icelle & payement du douaire à la vefue ſuruiuante apres ſon decez: parce que ce n'eſt à la femme, ains au mari en faire la pourſuitte, ſelon ladicte Couſtume du Compté de Bourgorgne, tit. 2. §. 11. & par ainſi c'eſt à ſes heritiers non à la vefue en pourſuiure le payement, ſi bon leur ſemble auec les intereſts puis le iour de la deſtinee ſolution contre les conſtituans, ou les appeller en cauſe & relief d'indemnité, lors que ſont actionnez par la femme, pour leur eſtre faict droict par meſme ſentence, ou arreſt contre les conſtituans, leurs heritiers & bienteneans. Maynard chapitre 77. & 78. du deuxieſme liure de ſes queſtions chapitre 6. du liure 6.* Guido Pap. quæſt. 430. & ibi Matthæus. & quæſt. 274. & ibi dilucida Ranchini expo-
47 ſitione.[47] auth. præterea, C. vnde vir & vxor, l. quod ſi nulla. ff. de relig. & ſumpt.
48 funer.[48] *Pour les frais & intereſts de la dot, la femme doit eſtre penſonnee & alimentee ſur les biens du mari, comme luy appartenant en proprieté.* Guido Papæ quæſt. 525. *Chaſſanæ tit. des gens mariés, §. 15. in verb. & faire les fruicts ſiens*, num. 28. nam ibi dos eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij, *leſquelles charges demeurent ſur les bras de la femme, quand le mari vient en pauureté: & a elle droit d'habitation pour ſa dot en la maiſon de ſa reſidence*, l. vnica, §. taceat, §. retentionem, C. de rei vxor. act. *Et peut contraindre le tiers poſſeſſeur à la vuidange d'icelle, ſans preiudice de ſes droits: comme fuſt iugé par Arreſt donné en Audience le 28. May mil cinq cents ſeptante vng cité par Maynard au*
49 *chapitre 48. du 6. liure de ſes queſtions.*[49] *Non que la connexité de l'obligation contractee par les deux mariez donne aucun priuilege en l'hypotheque de la choſe obligee par vn d'iceux, ſi ſon obligation eſt aſſeuree, & ne peut eſtre debattue: ſinon quand l'obligation particuliere de l'vn eſt à l'autre preiudiciable, & peut eſtre debatue par le creancier commun des conioints, qui ſe peut oppoſer contre le creancier particulier de l'vn, pour le droit de l'autre, comme eſtant en ſon lieu & place, tout ainſi que le mari ſe peut oppoſer à la ſaiſie de la dot faicte pour le debte particulier de la femme: & la femme a l'execution faicte tant ſur le fonds dotal que paraphernes pour les debtes du mari, voire ſur les biens du mari pour ſa dot & augment*, niſi in caſibus, quibus bona vxoris poſſunt
50 alienari, de quibus in ſuperioribus, *deſquels eſt quelque peu touché par Carondas au ch. 101. du 7. liure de ſes Reſp.*[50] *Au chapitre 56. du meſme liure eſt repreſenté l'exemple d'vne femme moindre de 25. ans ſe diſant maieur obligee auec ſon mari pour certaine rente conſtituee, de laquelle par Arreſt du Parlement de Paris la femme fuſt releuee & deſchargee, ſauf à l'acquereur ſon recours ſur les propres de mari conſtituant: & allegue deux arreſts du 14. Iuin & 6. Septembre 1544. pour monſtrer qu'en France la femme eſt communement reſtituee par minorité, s'eſtant dicte maieur, s'il n'y a dol trop apparent de la part d'elle, non toutesfois qu'elle ſoit receue à demander la caſſation des ventes par elle faictes par voye de relief ou autrement, ſans rembourſer le prix, ayant procedé comme maieur, ſans*

dol,

dol, fraude, ne deception de l'achepteur, l. 1.2.& ſeq. Cod. ſi minor ſe maior. dixe. vt vnuſquiſque ius ſuum integrum recipiat, l. verùm. §. ſciendum, l. quod ſi minor, §. non ſemper, §. reſt tutio, ff. de minor. l. ſi fundus, §. fin. ff. de reb. eor. qui ſub tut. vel cur. ſunt [51] *Carondas chapitre 13. du 8. liure de ſes Reſp. laquelle ſi n'a renoncé au Velleian, ſuffit qu'elle n'ayt profité, pour eſtre releuee enuers le contract faict par elle & ſon mari, ſuiuant vn Arreſt de Paris du 7. Septembre mil cinq cents ſoixante ſix, & autre du quatorzieſme Aouſt mil cinq cents huictante ſix & ores elle renonce au Velleian, ſi ne renonce à l'authentique*, ſi qua mulier, *elle eſt encore reſtituable, ſi ſe trouue n'auoir eſté rien conuerti à ſon profit. Arreſt de Paris du 23. Decembre mil cinq cents ſeptante quatre, & fuſt deniſe de ſes lettres par autre Arreſt du Parlement de Paris du 13. Mars mil cinq cents cinquante vng vne femme, qui auoit interuenu pour redimer ſon mari de priſon, ores n'euſt renoncé au Velleian. Carondas ch. 23. du 8. liu. de ſes Reſp. ſi c'eſt en ſon faict, comme ſi elle procede pour le faict de celuy auquel elle a ſuccedé, ou de cauſe aduenue auant le mariage*, non intercedere videtur, ſed ſuum gerit negotium. l. 3 l. aliquando, l. ſi pro aliquo, ff. ad Vell. l. antiquæ, Cod. eod. imò potiùs tunc maritus ſimul eam ea contrahens, pro illa intercedit. *Arreſt de Paris du 7. Septembre 1555. N'eſt la femme reſtituable de l'obligation par elle faicte pour ſon fils*, l. ſed ſi ego cum muliere, l. bona fide, d. l. aliquando, ff. ad Velleia. *Arreſt de Paris du 25. Nouembre 1545. 27. Decembre 1581. & valide la preſente interuention & conſentement du mari, l'obligation de la femme qu'autrement ſeroit inualable: comme remarque Carondas au ch. 101. du 7. liure de ſes Reſp. par vn Arreſt de Paris du 14. Iuillet 1584. pour vn nommé Barthelemi, par lequel l'obligation de la femme defuncte fuſt declaree nulle, comme faicte ſans l'authorité & conſentement du mari, & à l'induction du demandeur ſauf à luy ſe pourueoir pour les deniers qu'il monſtreroit eſtre conuertis au profit d'elle, ſalaires & vacations par luy expoſees à ſes affaires: ni ne peut au pays de France la femme ſeparee de biens, vendre, aliener, ne hypotheequer ſans propres ſans l'authorité & conſentement du mari, comme remarque doctement ledit Carondas au ch. 208. du meſme liure de tant que le mariage deuement contracté ne peut eſtre diuiſé: & ores y ayt ſeparation de lict, le mariage demeure, le diuorce & repudiation n'ayant lieu en France, ni au reſte de la Chreſtienté.* [52] Auth. quo iure, C. qui pot. [53] *Les ſeigneurs peuuent faire ſaiſie du fonds feodal pour arrerages deubs de 29. ans, d'authorité de iuſtice auec les formalités requiſes, quoy qu'il ayt pluſieurs fois changé de main pendant ledict temps, comme eſt cy-deuant dit: & ſe peuuent tenir leur indemnité des rentes payables par vn ſeul de pluſieurs pour tout le tenant. Maynard ch. 37. du 6. liure de ſes queſt.* [54] *De tant que l'emphyteote eſt ſeigneur vtile & proprietaire du fonds emphyteotique, & peut en iceluy propoſer toute ſorte d'interdicts, & proceder par renendition, comme dit Maſuer au titre des emphyteoſes, nombre 26. l. 1. & 2. Cod. ſi ager vect. vel emphyt. pet. meſmes le vaſſal ayant titre perpetuel, tant pour luy que ſes ſucceſſeurs, pour en faire à ſa volonté que ſoulois eſtre à vie par les anciennes inueſtitures priſes du droit Romain: ni ne peut le ſeigneur aliener & tranſporter à vn autre le droit qu'il a ſur le fonds vtile tenu par le vaſſal, ſinon auec la ſeigneurie, par maniere d'arrentement: non plus qu'il n'eſt tenu accepter le guerpiſſement de partie du fief des mains du vaſſal ou emphyteote, & diuiſer ſon indemnité, que l'emphyteote ne guerpiſſe tout, ou du moins ne l'indemniſe & luy paye les arrerages. Mayn. chap. 38. du 6. liure de ſes queſt. ſi la rente n'eſt diuiſee: auquel cas le vaſſal le peut contraindre faire veuë & monſtree de la piece, ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu. Maſuer au lieu preallegué.* [55] *Et tout ainſi que le ſeigneur ne peut eſtre recogneu ſolidairement par deux vaſſaux ſur vne meſme piece, le*

vaſſal ne doit non plus recognoiſtre deux ſeigneurs ſolidaires, cùm res eadem à duobus dominis vno eodem tempore in ſolidum poſſideri non poſſint, *auſſi le ſeigneur eſt tenu d'euict on & garentie enuers le vaſſal, que ſerout inquieté par autre que luy pour la meſme cenſiue, lequel en tel cas il doit appeller en aſſiſtance ou aſſomption de cauſe, & pendant la controuerſe faire les conſignations, offres & ſubmiſſions requiſes enuers celuy qui ſeroit maintenu en la ſeigneurie, ou en fin de cauſe luy ſerout adiugee, ſuiuant les formalitez cy de-*
56 *uant touchees au titre des fiefs, & à plain deduittes par* Bacquet *traittant de ces matieres.* 56
Toutesfois en France ſont tenus mediatement ou immediatement de ſa Maieſté, ſous l'hommaige de ban, rier-ban, ou autrement, quoy que les Tholoſains en ſoyent exempts, ayãs la garde de la ville, où ils employent le ſeruice que feroyent à ſadicte Majeſté, de laquelle a pendent toutes les ſeigneuries, tant feodales, que de la iuſtice: dont le haut iuſticier peut tant ſeulement faire terrier general, non celuy qui n'a que moyenne & baſſe iuſtice, lequel doit proceder par ſommation & commandement particulier enuers les ſubiects ſes redeuables. Arreſt de Paris du 26. Feurier allegué par Carondas au ch. 89. du 7. liu. de ſes reſp. lequel ſ'eſt augmenté, fait à reduire ſelon l'ancienne infeodation & titre primordial. Arreſt de Paris du 6. Iuillet 1560. voire le ſeigneur à priuer de la cenſiue ſurchargee. Arreſt de Tholoſe du 10. Auril 1571. pour Bertrand de l'Eſtang. Carondas chapitre 58. du 8. liure de ſes reſp. neantmoins au pays de France, meſmes à Paris, celuy que tient vne maiſon ou autre fonds à fief, ou à cens, le peut bailler, ou partie à riere fief, ſans diminution du droit du ſeigneur predominant non en Tholoſe, où iaçoit que le vaſſal puiſſe aliener le fonds ſans le ſceu & conſentement du ſeigneur, ne le peut toutesfois ſurcharger non plus que le ſeigneur, ni le bailler ne deſpartir à ſarcens & riere fief, impoſer aucune rente, ou preſtation annuelle, ni aucune ſeruitude en la choſe feodale, ſans le ſceu & conſentement d'icelluy: & doit eſtre notamment en ce fait la couſtume proprement & à la verité entendue. Mayn. ch. 33. du 7. liu. de ſes queſt. au lieu où elle eſt obſeruee, comme loy particuliere que deroge à la generale l. 2. C. quæ ſit long. conſuet. Praxis Papienſ. tit. 34. de ſtatut. vniuerſit. numero 8. *& ſe rapporte à la Couſtume d'Auuergne ſelon Maſuer au tit. des fiefs,* numero 5. *comme ſe void communement ès contracts emphyteotiques & recognoiſſances que ſe font en ce pays entre les ſeigneurs & les vaſſaux, par leſquelles n'eſt permis aux emphyteotes bailler les terres à ſarcens, ni les afferuer à ſi longues annees, que l'afferme prenne la nature de l'emphyteoſe en titre de ſeigneurie: & partant le vaſſal peut aliener, arrenter & hypothequer, non infeoder en Languedoc, ſans le ſceu & conſentement du ſeigneur, qui n'a droit de prelation ne retenue feodale, à faute de payement, ſi à ce par expres l'emphyteote n'eſt obligé, que proceder par execution ſur le fonds & fruicts pendans pour ſes drouts ſeigneuriaux & arrerages, pour leſquels il eſt preferé és autres creanciers precedans, & ayans expreſſe hypotheque* l. 1. C. ſi propt. publ. penſit. l. etiam, ff. qui potior. *Maſuer au titre des emphyteoſes, nõbre 28. qu'eſt vne hypotheque perpetuelle,* quæ ſequitur fundi poſſeſſorem. Guid. Pap qu. 9 & 42. & ibi notatis. *& peut le ſeigneur ou ſon agent & procureur contraindre le nouueau poſſeſſeur luy communiquer le contract de ſon acquiſition, pour la conſeruation & cõfirmation de ſes drouts, leſquels le vendeur eſt tenu exprimer, & y proceder ſans aucune ſimulation: autrement,* valet quod agitur, non quod ſimulatè concipitur, *ſoit à l'aduantage, ou preiudice du ſeigneur,* & ſecundùm rei veritatem, *ne pouuant le vaſſal impoſer plus grand ou moindre fief, que la piece par luy vendue n'eſt chargee, ni le contract de la vente par luy faicte ſeruir de titre, s'il n'a aucune recognoiſſance, ou autre titre valable, conforme aux charges portees par ladicte vente, dont l'acquereur peut auſſi demander communication de titres au ſeigneur, s'il y a preſomption que le contract ne ſoit du tout*

entier

entier & veritable, non pour l'aſſeurance de ſon acquiſition, laquelle ne deſpend en Thoulouſe de la volonté du Seigneur, ſinon pour la liquidation des droicts ſeigneuriaux, deſquels la piece vendue ſe trouue chargee.

DEBTES,

COVSTVME VIII.

Saiſines & preferences concedees par ceux qui auoyent pouuoir & authorité de ce faire ſur biens meubles premierement obligez pour dot & donation à cauſe des nopces, ne donnoient potiorité d'hypotheque auant la dot, & ſuſdicte donation, ſi n'eſtoient vendus, donnez, alienez, ou baillez en payement de debte, auant la femme n'euſt declaré & denoncé le droict qu'elle auoit ſur iceux, ou ne fuſt en inſtance.

Chapitre VIII.

QVoy qu'il y ait pluſieurs iuriſdictions ordinaires en France annexes aux dignités, places & ſeigneuries feodales, & pluſieurs ſeigneurs Iuſticiers ſans la feodalité: ce n'eſt pourtãt aux Seigneurs s'aſſeoir ſur le tribunal de Iuſtice, ains aux Iuges ſuffiſants & entendus à ce deſtinez & erigés, [1] auſquels appartient la cognoiſſance des differents qui s'eſmeuuent entre les ſubiects dans le deſtroict de leur territoire, auec les formalitez ordinaires, [2] non des affaires particuliers des ſeigneurs, qui ſans cauſe les peuuent deſtituer de leurs charges, ſi les iudicatures ne leur ſont baillees pour cauſe remuneratoire. [3] Leſquels ſe doibuent retirer és Cours des Baillifs & Seneſchaux, ou autres Iuges Royaux, en la Iuriſdiction deſquels leurs ſeigneuries ſont aſſiſes: [4] & aduenant que en vertu des condemnations ou rigueurs expoſées ſur cõtracts obligatoires, on face execution ſur les meubles du mary, obligez & recogneus à la femme pour ſa dot & augment, elle eſt bien fondée à s'oppoſer contre la ſaiſie, [5] ſi la cauſe du debte n'empeſche les effects de ſon oppoſition, pour eſtre plus priuilegié que la dot, tel que l'argent employé à la finance d'vn eſtat patrimonial, [6]

ou l'executer faiſant à droict en la choſe ſaiſie pour l'auoir vendue & n'eſtre payé du prix, [7] ou luy auoir eſté deſrobée ou alienée par celuy que n'auoit pouuoir ne mandement de ce faire, dont la proprieté demeure au maiſtre, qui la peut vendiquer, la trouuant en nature, ſauf à l'achepteur ſon recours contre ſon vendeur, [8] lequel doibt indiquer la choſe eſtant deſrobée pour euiter ſoupçon de larcin ou recellement, meſmes s'il y eſt couſtumier. [9] Si le debte ne precede le mariage, [10] ou n'eſt faict pendant iceluy, pour les extremes neceſſitez des mariés, ou de leurs loüages, ſalaires, medicaments expoſez à la maladie de laquelle le mary deffunct eſt decedé, & autres cauſes plus priuilegees, pour leſquelles n'eſt ſeulement permis à la neceſſité vendre les meubles dotaux, [11] mais auſſi les vaſes ſacrez de l'Egliſe, voire le fonds propre de la femme en ſes extremités peut eſtre vendu par le mary auec permiſſion du Iuge, ſauf qu'elle y peut apres reentrer, en reintegrant le prix, & compenſant les fruits auec les intereſts, non autrement, [12] ny quant aux meubles vendus, leſquels elle ne peut recouurer apres la huictaine, à conter du iour de la vente iudicielle ſelon la Couſtume, ny agir ſur iceux contre le tiers poſſeſſeur, apres qu'ils ont changé de main, pour ſa dot & augment : parce qu'en France biens meubles n'ont pas de ſuitte, ſi ne ſont par exprés & ſpeciallement obligez : comme marchandiſes vendues à credit, leſquelles le vendeur ne peut vendiquer des mains de l'achepteur, apres qui les a retirées en ſa boutique, tout dol & fraude ceſſant : [14] ny ne peut la femme eſtre releuée de vente de meubles pour lezion d'outre moitié de iuſte prix, non plus que des fruicts, cens, & rentes infeodées, & prix des louages & affermes, que tient lieu de fruicts, [15] ſi les fruicts & meubles ne ſe vèndent conioinctement auec le fonds à vn ſeul prix : ou ſemble que les fruicts, comme acceſſoires ſuyuent la nature du fonds meſmes, ſuyuant certain Arreſt du Parlement de Paris, donné pour le retraict lignager du fonds vendu auec les arrerages : [16] dont le contraire ſemble auoir eſté iugé au Parlement de Tholoſe pour les lods & ventes, [17] deſquelles la raiſon eſt diuerſe au retraict & lezion, de tant que des fruicts ne ſont deubs lods & ventes, ſinon de la vente du fonds baillé en emphyteoſe, [18] & neantmoings les deniers deſtinez ou employés en achapt du fonds, ou mis à l'intereſt, tiennent lieu de fonds, [19] leſquels ſe trouuent diminuez par la vilité du prix & lezion enorme, enuers laquelle le vendeur eſt

reſti

reſtituable, non l'achepteur: [20] & tient lieu de fonds le meuble precieux, qui excede en valeur vn fonds de notable reuenu, comme la perle de Cleopatra, vn Eſcarboucle, & autres pierres precieuſes & pieces de grand valeur, [21] leſquelles eſtants données, leguées, engagées, vendues & alienées par le mary, à la pourſuitte de ſes creanciers, la femme non ouye, ny opposée, ou de ce empeſchée par le mary, peut agir ſur icelles contre le tiers poſſeſſeur, ſans diſcuter les autres biens, pour la repetition, ou conſeruation de ſa dot & augment, en cas de ſuruiuance: & ſont requiſes les meſmes ſolemnités à la vente d'iceux, que des immeubles, [22] n'eſt faicte par les deux mariez, ou l'vn d'iceux, du conſentement de l'autre, pour cauſe honneſte, vtile, pieuſe, neceſſaire, ſans dol, fraude, contrainćte, ny deception, & d'icelle n'y a cauſe releuante, pour laquelle la femme ſoit reſtituable: [23] laquelle toutes-fois ſi neglige ſon droict, & ne s'oppoſe à la ſaiſie & vente des meubles de petite, ou mediocre valeur, ores n'y euſt autres biens, n'y eſt plus receuë apres la deliurance, [24] quoy qu'elle ſoit en puiſſance de mary, laquelle n'empeſche ſon oppoſition, ains l'y pouſſe d'auantage, pour fruſtrer les creanciers de leurs payements, apres s'eſtre deſſaiſis de leurs deniers, que luy ont preſté à la bonne foy, qu'eſt cauſe que par fois eſt procedé à la vente de tous ſes biens, meubles ou immeubles, & l'argent en prouenant mis en depoz, pour apres eſtre diſtribué, ſuyuant l'ordre & potiorité des hypotheques: [25] & ſi le mary ioüe, donne, legue, & tranſporte pour cauſe vitieuſe ou lucratiue à vn autre, les robbes, bagues, ioyaux, & autres meubles propres de ſa femme, elle les peut vendiquer ſi les trouue en nature, des mains du tiers poſſeſſeur, ou agir ſur les biens du mary, ſi point en y a, pour la legitime valeur d'iceux, enſemble ſi les a vendus pour ſes propres debtes contre la volonté d'icelle, [26] non ſi ſont vendus, diſtraicts & alienez pour cauſe onereuſe, ou baillés par les deux mariez, ou l'vn d'iceux, du ſçeu & conſentement, ou en preſence de l'autre, non contrediſant, à leur deſcharge, & payement de leurs debtes communs, ou particuliers. [27]

NOTAE.

NOTÆ.

1 1 PER Deum Reges regnant, & potentes decernunt iuſtitiam, Epiſtola inter Claras, & omnis poteſtas à Deo eſt, vnde timenda eſt, vt ait Apoſtolus, vindex in iram ei qui malè agit, imperium ab Vlpiano nuncupatur in leg. imperium, ff de iuriſd. omn. iud. Non quidem iuriſdictio, quæ vnà cum imperio coniuncta, mixtum dicitur imperium, ſeu poteſtas, *que conſiſte en la cognoiſſance des cauſes ciuiles & criminelles.* Regale munus eſt, & officium Moſes ſummi Legiſlatoris exemplo, qui cùm tota die iuſtitiam decernendo, pro tribunali ſederet, & omnibus negotijs ſupereſſe non poſſet Iethro ſoceri conſilio, diuino numine afflatus, quinquaginta viros ſeniores populi ſpiritum Dei habentes, coadiutores habuit, qui minora diſſidia dirimerent, maioribus ſibi reſeruatis: quod eſt boni Principis officium ſicut de Salomone legitur, cuius diuina potiùs, quàm humana iudicia narrantur: nec iniuria Rex Franciæ ſummum habet imperium in ſuo principatu, nec vlli ſubeſt mortalium in temporalibus maribúſque lege Salica perpetuò regitur, quaſi cœleſte patrimonium, cuius ſunt Stigmata Clodoneo è cœlo donata, tanquam Regi omnium Chriſtianiſſimo, ne fortè Francorum corona ad exteros migrare videatur vt proprium Francorum patrimonium, qui exterorum dominio ſubeſſe hactenus non potuêre proprium iugum ferentes, ſummo cuſtode Archangelo, quaſi Deo vocato, ſub vnius regis imperio, vt ait Benedictus in cap. Raynutius, in verb. Adiectæ impuberi, numer. 46. in verb. Et vxorem nomine Adelaſiam, numero 309. 319. 597. hic eſt ſponſus qui paſcitur inter lilia agri, de quo in Cantico Canticorum, quæ neque nent, neque metent, Matth. 6. hic ſedet pro tribunali pluſquam Salomon iura decernens à ſeipſo diuinitus efflata, tanquam è cœlo demiſſa, edicta, & ordinationes, vt leges generales, non ab Egeria nympha, ſed principum optimorum cõſilio deſumptæ, à ſubditis, omnibúſque regnicolis obſeruandæ, nam extra territorium ius dicenti impunè non paretur, l. fin ff de iuriſd omn. iud. *Et eſt le Roy ſeul fondé en toute iuſtice par tout ſon Royaume, ſans qu'elle y puiſſe eſtre tenue par aucun de ſes ſubiects en franc aleu, ni en ſouueraineté, laquelle luy eſt touſiours reſeruée, comme remarque Bacquet au titre des Droicts de iuſtice:* & Officiarios ſibi conſtituit, qui iura decernant, ſi pretio, vt publici raptores, ventris imaginem ferunt, quorum medicus & hæres dicitur fiſcus. De quibus præfatus Benedictus in d. cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, numer. 938. in verb. duas habens filias, numer. 53. 54. 57. niſi ſibi ſuiſque minimè proſpicientes omnia contemptui habeant, & deliciis animorum, hic norum gradibus contenti, contemptúſque fortunæ bonis religiosè viuant, & vna cum poſteris perpetua inopia laborent, paterna ſubſtantia carituris: malè enim res agitur, inquit diuinus Philoſophus in Hyparcho, cùm omnia teneantur pecunia, quæ virtute parantur. Quid enim ſanctius & nobilius eſt majeſtate regnantis, quàm ſtrenuos, conſtantes, pios, ſublimes, eruditos, & benemeritos creare magiſtratus, qui regia munificentia pro tribunali ſedentes, potenter & conſtanter iura reddere valeant? Et omnia, vt Aſtræa virgo, de qua Firmianus in libr. de Iuſtitia, eius ſplendore refulgeant, *ſoubſtenus de l'authorité Royalle, ſoubs laquelle ils procedent à la function de leurs charges. Et peut le Roy ſeul ſe ſeoir ſur la fleur de Lis pour rendre la iuſtice, & apres ſes Officiers, & autres à ce deſtinez, non indifferem-*

ment

ment toutes perſonnes, meſmes les ſeigneurs ni les dames, quoy qu'ils ayent droit de Iuſtice en leur ſeigneurie, laquelle ne peut eſtre par eux meſmes exercée, ains par leurs Iuges & officiers, ſçauoir la contentieuſe, ſinon la volontaire par forme d'arbitrage, ou amiable compoſition, comme eſt dict en ſon lieu. [2] *C'eſt aux ſeigneurs hauts iuſticiers creer iuges en leurs territoire, Notaires & autres officiers par droit de tabellionage, ſans que les Officiers Royaux exploitent les actes de leurs iudicatures, ni les officiers des ſeigneurs ceux des Iuriſdictions Royales, non plus que les Notaires, ſinon és cas Royaux & maiſenues, deſquelles les Iuges des ſeigneurs ne peuuent cognoiſtre, ſinon les Iuges Royaux: les actes deſquels peuuent eſtre exploitez és terres des ſeigneurs, où les delinquans & defendeurs, ou aſſignés ſont reſidants: ſi ſont en pariage auec le Roy, les Iuges & officiers du Roy exercent la Iuſtice, font les affermes & baillent le ſerment aux Conſuls, ſans preiudice des droits du ſeigneur, comme dit amplement Bacq. en ſon traitté des droits de Iuſtice.* quorum ſententiæ, vt quondam iure Romanorum in l. prolatam, C. de ſent. ex breu. recit. non ſunt ipſo iure nullæ, licèt prolatæ fuerint contra ſolitum iudiciorum ordinem, *ni ne peuuent eſtre debatues de nullité, ſinon reformees par voye d'appel, ou requeſte en retract-ment, ſelon Maſuer au tit. des choſes iugees, nombre 25. des appellations, nombre 11. & les Iuges inferieurs, s'il eſt beſoin, amendez par les Cours ſuperieures, pour les cauſes portees par les Edicts & Ordonnances Royaux, s'ils abuſent de leurs charges, & procedent contre le deuoir d'icelles, des fautes deſquels les ſeigneurs doyuent reſpondre & payer les amendes, eſquelles ils ſont condamnez.* [3] *De ceſte queſtion eſt auſſi parlé par ledit Bacquet 3 au traitté des Droits de Iuſtice.* [4] Ne quaſi in ſua cauſa iudicent, *quoy que les Cours Royales iugent & decident les affaires de ſa Maieſté, eſtans fournies de Iuges & Magiſtrats capables, iuſtes & equitables, non paſſionnez, ny deſtituables que par mort, reſignation, ou forfaictures vſans eſgalement des loix, tant au faict des particuliers, que de ſad. Majeſté,* l. digna vox, C. de legib. *Bien que le Prince n'y ſoit ſubiect,* l. princeps, C. eod. [5] *Les meubles à Paris viennent en deſconfiture entre la femme pour ſa dot & douaire, & les creanciers pour debtes priuilegiés, comme a eſté repreſenté au tiltre des fiefs, non en Tholoſe pays de droict eſcrit, où la contribution n'eſt receue, non plus ſur les meubles, que immeubles, qu'entre les creanciers, qui ſont à meſme degré d'allocation, comme ſe voit par vn Arreſt ſolemne de la veille Saincte Croix 1572. donné au Parlement de Tholoſe au rapport du ſieur de Maynard par luy remarqué au chap. 53. de 7 liu. de ſes queſtions, par lequel la femme pour la dot, & le moindre pour la preſtation du reliquat des comtes rendus de l'adminiſtration faicte par ſon feu mari furent allouez à meſme rang ſur les biens de ſyndict feu mari, entre eux mis en contribution & perte au ſol la liure, n'eſtans ſuffiſans ſatisfaire à leurs payements. Et ſont receues en Tholoſe telles oppoſitions ſur meubles, quand le mari ne poſſede autres biens pour l'aſſeurance de la dot recognue & conſtituee: meſmes quand la femme fait apparoir que luy appartiennent en pregnoté, qu'elle les a apportés, ou conſtitués en dot, ſans les apprecier, ou ſont expreſſements, particulierement & ſpecialement hypothequez pour la dot, de laquelle en ce cas la femme eſt premierement ſatisfaicte des deniers prouenants de la vente d'iceux,* marito vergente ad inopiam, *pour eſtre mis à profit honneſte en main de marchand aſſeuré, ſi la femme eſt notable & conſecutiuement les creanciers payés de leurs debtes, ſuiuant leur ordre, où le plus ſouuent on procede ſommairement, telles queſtions eſtans ordinaires entre perſonnes viles pour choſes de peu: dont les eſtraines que les mariez donnent le iour des nopces à leurs eſpouſes, tenues entre les paraphernes, excedent par fois la conſtitution dotale, & ſouuent les mariez ne poſſedent aucuns biens, comme manœuures, & trauailleurs viuans du iour à la iournee,* non confectis dotalibus inſtrumentis.

quæ inter huiuſmodi perſonas non ſunt de eſſentia matrimonij, ſicut nec inter
6 illuſtres & barbaros, auth. maximis, auth. ſed nouo iure, C. de nupt.[6] auth. quo iure, C. qui pot. *Arreſt du Parlement de Tholoſe du 21. Iuillet 1593. pour vn nommé Tale. Carondas ch. 7. du 9. liu. de ſe Reſp. Ce que ſe peut eſtendre à l'argent employé à l'achapt d'vn cabal ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe donné à la grand Chambre au rapport de monſieur Maiſtre Bernard d'Aceζat plus ancien Conſeiller le 16. Auril 1609. entre Ieanne Lamote vefue à feu Iean Caillauel marchand de Tholoſe, impetrant lettres Royaux du 24. Ianuier pour eſtre receue en oppoſition contre autre arreſt & alouee ſur la vente des marchandiſes & autres biens dudit feu Caillauel, pour ſa dot & augment, & autres choſes contenues en ſes pactes de mariage & recognoiſſance: & Anthoine Guillot marchand de Tholoſe, pour lequel ladicte de la Mote a eſté demiſe de ſon oppoſition auec deſpens enuers ledit Guillot moderés à 15. liures, à la requeſte duquel, ſuiuant ledit Arreſt par ſentence du Seneſchal du 16. Iuin 1608. & arreſt du 24. Ianuier 1609. confirmatif d'icelle ledit cabal auoit eſté vendu, pour de l'argent en prouenãt ledit Guillot qui l'auoit vẽdu audit feu Nicolas Cail-*
7 *lauel, ſans la clauſe du precaire, eſtre le premier payé.*[7] *Ni ne peut la femme empeſcher la vente des meubles ſaiſis à la requeſte du vendeur qui n'eſt payé du prix, & iuſques à l'entier payement, s'eſt reſerué le droit de precaire,* l. Iulianus. §. offerri. §. ex vendito, & ibi gl. in verb precaria, ff. de act. empt. & ſi venditio pacto & conſenſu firmetur, l. 2. C. quando liceat ab emptione diſced. *ſi ne demande delay, ou ne pourroit au payement d'i-*
8 *celle.*[8] Lege 12 tabularum, Rei furtiuæ æterna authoritas eſto, nec vſucapitur, §. furtiuæ de vſuc. Inſtitut. cui proxima eſt venditio rei poliendæ vel ſarciendæ per fullonem, vel ſartorem facta muito domino, vnde fit contrectatio, aut rei depoſitæ, vel pignori datæ, vt alibi diximus, nec ad eam tanquam à dote alienam pignus vel hypotheca extenditur, quæ in bonis duntaxat mariti præſentibus, & futuris includitur, *dont la vente vitieuſe empeſche le tranſport de la proprieté par le moyen de la contrectation & intruertion de la choſe*, cuius dominus poſſeſſionem animo retinet, cùm ius vendicandi habeat, quocunque temporis interuallo eam inuenerit: ſi tamen corrupta, colliſa, detrita, vel conſumpta ſit, non tenetur maritus ab emptore bonæ fidei, qui à non domino, quem dominum eſſe credebat, emerit, re-
9 petere, niſi actionem cum venditore habere, *à l'indication de l'acquereur.*[9] *Et peut le vray maiſtre de la choſe deſrobee, la repeter des mains du tiers, 4. ou 5. poſſeſſeur, quoy qu'elle ayt eſté venduë en marché ou foire publique* quia non vſucapitur, vt notat Marſilius in l. 41 duodecim tabul. *n'eſtant en vſage ce qu'autres fois auroit eſté iugé par Arreſt du 5. Iuin 1530. ſuiuant l'ancienne Couſtume coté au nomb. 1. des notes du ch. 3. du tit. des ventes, eſtant*
10 *ladicte couſtume abrogee,* vt ibi notatur, *& ſelõ noſtre vſage.*[10] *Bien que ne ſoit ici parlé que de choſes mobilaires (les rares & precieuſes, comme pierrerie, orpheurerie, & autres choſes de notable valeur, ſoit pour le labeur & induſtrie, ou la matiere, ou pour la quantité: comme vn threſor ou cabal ſont au rang des immeubles: enſemble les choſes fixes, joinctes & placardees és immeubles, pour y demeurer perpetuellement,* l. Iulianus, §. fin. & §. ſeq. ff. de act. empt. & generaliter tam mobilia, quàm immobilia bonorum appellatione continentur, ſub quorum hypotheca abſque vlla diſtinctione dotes fæpenumero conſtituuntur: *pour laquelle, notamment en Tholoſe pays de droit eſcrit, non ſeulement les meubles & immeubles, mais auſſi les droits & actions du mari demeurent obligees, comme ſont les debtes des ſommes deuës au mari, ainſi que remarque Bacquet au chap. 21. nomb. 271. des droits de Iuſtice. Et ſe peut prendre la femme ſur ce que bon luy ſemble, pour la repetition & conſeruation de ſa dot, voire contre le tiers poſſeſſeur des immeubles, ſans faire diſ-*

re diſcution ſur les autres biens du mari, apres le deceds duquel elle peut auſſi agir tant pour la dot que augment: & ſi elle forme ſon oppoſition ſur la ſaiſie des meubles de petite, ou mediocre valeur, à faute d'autres biens, que luy ſont ſpecialement obligés en ſes conuentions matrimoniales, & plus encore ſi luy appartiennent en proprieté, & præfertur pro dote mulier anterioribus viri creditoribus expreſſam, non ſpecialem hypothecam habentibus. Carondas lib. 9. cap. 7. gloſ. d. l. aſſiduis, C. qui pot. nam cùm priuatorum hypothecæ, quæ tempore præcedunt, fiſco potiores habeantur, l. ſi debitor, ff. de iur. fiſc. multò magis ſpecialis & priuilegiata, vt creditoris, cuius pecunia res empta eſt, vel refecta, cuius obligatio pacta dotalia tempore præcedit: mulier enim pro dote fiſco æquiparatur, nec dos paterna exigenda eſt, niſi deducto ære alieno, vt de fiſco legitur in l. cùm patrem, C. de priuil. fiſc. qui anterior præfertur profectitiæ, nec antenuptiales donationes admittuntur factæ de rebus priùs diſtractis, aut pignori vel hypothecæ datis, l. de rebus, C. de donat. ant. nupt. niſi priùs debitor conſenſerit ſecundæ obligationi, vel ratam habuerit, l. 2. & 3. C. de remiſſ. pign. Sicut enim ex ære alieno dos non eſt conſtituenda, ita res alienæ pro dotis hypotheca non obligantur inuito vel inſcio domino, vel creditore ſpecialem in re ante matrimonium hypothecam habente: *bien eſt preferable la femme pour la dot, non pour l'augment* (cuius eſt cauſa luctatiua) *és creanciers poſterieurs, ores de leur argent la choſe euſt eſté acheptee, non à ceux qui precedent la dot, ſelon l'explication de Carondas ſur la nouuelle 97. chap. 3.* ex Iuliano Anteceſſore, tit. 90. de exæquatione dot. cap. 3. *Comme auſſi le mari a iuſte cauſe s'oppoſer à l'executiõ faicte ſur les biens dotaux à la requeſte des creanciers de ſa femme, ſi le debte ne precede le mariage. Auquel cas l'execution ſeroit ſouſtenable par les raiſons prealleguees*, libet ámque quiſque habet rerum ſuarum diſpoſitionem, non alienarum, Nouell. 22. cap. 2. ſicque obligatio bonorum præſentium & futurorum eo tempore, quo contrahimus, non præteritorum, ſicut teſtator de his duntaxat diſponit quæ ſua ſunt, & in bonis ſuis reperiuntur, deducto ære alieno, tempore mortis, qua confirmatur teſtamentum, ad Hebr. 9. nec ſunt in noſtro patrimonio bona prætérita, quale æs alienum, quæve precario poſſidemus, noſtra non ſunt, licèt tempus ſolutionis vel reſtitutionis non venerit. Quid ſi dos augeatur, vel minuatur conſtante matrimonio? vt in d. Nouell. 22. c. 31. tunc enim dotis augmentum non pariter obligat, niſi bona præſentia & futura: vnde priores creditores ius in re habentes, augmento & eiuſdem dotalitio ſunt præferendi, & tanquam pactis dotalibus poſteriores, dote priùs conſtituta poſtponendi, & prior tempore, potior eſt iure, viuo vel defuncto marito, etiam vxore ſuperſtite, *ſans qu'elle puiſſe agir contre luy pour le fonds adiugé à cauſe de ſon priuilege, comme elle feroit contre vn autre tiers poſſeſſeur*, (*non toutesfois ſes heritiers*, in quos non tranſit mulieris priuilegium) l. vnica, C. de priuil. dot. *leſquels ſelon le droit commun doiuent pluſtoſt agir contre les hoirs du mari defunct, que contre ſes autres bienteuants: quoy que le contraire s'obſerue par les Couſtumes d'Auuergne, comme eſt cy deuant dict: quant aux immeubles leſquels enſemble les meubles acquis par mort, le ſuruiuant des mariez que conuole en ſecondes nopces eſt tenu conſeruer aux enfans du premier lict*, dict Nouell. 22. cap. 22. 25. 30. & 44. in quibus parens ſuperſtes habet tantùm vſumfructum, & ideò pro eius debitis capta à liberis defuncti tueri poſſunt, l. 1. & toto tit. C. ne filius pro patre. [21] *Et ores en pays conſtumier les meubles du mari defunct viennent en deſconfiture entre la vefue & les creanciers d'iceluy mari, en pays de droit eſcrit la femme leur eſt* [21]

preferee pour sa dot & augment, quoy que soyent premiers saisissans, comme remarque Bacquet au chap. 21. nomb. 271. des droits de Iustice, suiuant vn Arrest solemne du Parlement de Paris du huictiesme Iuin 1590. donné en l'appel par la femme, releué du seneschal de Lyon : à laquelle sont preferez tant en pays coustumier que de droit escrit sur meubles demeurés par le trespas du defunct, pour de l'argent en prouenant estre premierement payés les frais de Iustice, tels que du celé de l'inuentaire de la vente d'iceux, l. quod priuilegium, vers. planè, & ibi gloss. ff. depos. l. fin. §. & expensas, C. de bon. auth. iudic. poss. *secondement les frais funeraux des obseques & funerailles du defunct, selon la qualité & faculté de ses biens, à l'arbitre du Iuge, tels que les frais des seruices & enterrement, comme torches, cierges, offrandes & autres semblables (non les magnificences & pompes funebres) auant le louage de la maison en laquelle le defunt estoit demeurant, & est decedé*, l. at si quis, §. si colonus, ff. de relig. & sumpt. funer. vbi si colonus vel inquilinus mortuus est, & non sit vnde funeretur, ex inuectis & illatis eum funerandum esse Pomponius scribit: & quod superfluum remanserit pro debita pensione teneri, l. impensa funeris, l. si quis sepulchrum, §. sumptus, ff. eodem, *tels que sont declarez*, in l. funeris sumptus, eodem titulo. *Salaire des medecins, chirurgiens, apoticaires, & garde qui ont serui & pansé le malade en sa derniere maladie, de laquelle est decedé: drogues & medicaments exposés en icelle, non és precedentes & frais exposés pour desinfecter la maison, s'il y est decedé de cõtagion, comme est dict ailleurs, & autre cause touchee par ledict Bacquet au mesme chap. nomb. 274. où il met les loüages au troisiesme rang au nomb. 275. Et peuuent les mariez auec cognoissance de cause vendre des meubles dotaux sans aucune recompense pour s'alimenter & redimer de prison. Masuer tit. des dots & mariages, nombre 16. ensemble leurs proches parents. Maynard chapitre 21. nomb. 9. du 3. liu. de ses questions, & diminuent la dot, les reparations necessaires faictes au fonds dotal par le mari, si la despense en est grande.* Ibidem. *Et sont premiers payés les deniers employés à la conseruation des choses obligees & vendues, sans lesquels elles seroyent deperies: & a suitte les meubles, comme est noté en Masuer au titre des executions, nomb. 6. sur lesquels la femme peut agir contre le tiers possesseur, si luy sont specialement obligez pour la*
12 *dot.*[12] l. sancimus nemini, auth. præterea, C. de sacros. eccles. Nouell. 120. c. 10. imò immobilia ecclesiæ possunt alienari pro redemptione captiuorum, ead. Nouell. 120. cap. 9. *& non seulement a esté de nostre temps procedé à la vente du temporel de l'Eglise, pour subuenir aux necessités publiques, & faire la guerre aux heretiques: mais aussi les dismes qui sont du droict diuin, destinez à la nourriture des Ecclesiastiques: partie desquels ont esté autresfois infeodez & baillez à la Noblesse en recompense des exploits de guerre par elle faicts, pour l'expulsion & extirpatiõ des heretiques, qui auoyent subiugué & mis en*
13 *ruine vne partie de la France dont est cy deuant parlé,*[13] *Masuer au tit. des executiõs, nomb. 8. toutesfois ont suitte, si sont specialement hypothequés, comme dit Rebuffe en l'Apostille de ses Ordonnances Royaux, art. de la gabelle du sel, chap. 4. art. 25. tome second liure troisiesme, & peuuent les meubles alienez en ce cas estre repetés par la femme, si elle n'a consenti à la vente d'iceux, ni representé son droit à cause de son absence, ou autres legitimes empeschemens, pour lesquels elle ne pouuoit agir, de tant que si elle estoit opposante à la saisie, & par sentence du Viguier Iuge ordinaire en la ville & Viguerie demise de son opposition, la vente ne pourroit estre empeschee que par voye d'appel, ni par consequent les meubles vendus repetés, ou recouuerts, sinon en rendant le prix & campsols dans le temps ac-*
14 *coustumé.*[14] *Maynard chapitre quarante six du second liure de ses questions.*[15] *Par la Coustume generale de France on n'est receu en action rescisoire par lettres Royaux, ne autrement*

trement pour leſion de meubles vendus, quoy que de moitié de iuſte prix. Arreſt de Paris du cinquieſme Mars 1583 remarqué par Carondas au chap. 209. du 7. liu. de ſes Reſponſ., ni pour louage & affirme de fonds, ou vente de fruicts à peu d'annees. Maſuer tit. des ventes & achapts, nomb. 34 l. ſi ex lege, & ibi notat. C. de vſur. *Maynard chap. 6 du 3 liure de ſes qu. ch. 100. du 7. où il adiouſte vn arreſt du Parl. de Tholoſe du 6. May 1570. pour vne nommee Nauſette contre Fabrel: nam prætextu minoris penſionis facta locatione, ſi* nullus dolus aduerſarij probari poſſit, reſcindi locatio non poteſt, l. & ideò ff. loc. *ſinon que ce fuſt à longues annees, ſcauoir pour dix ans, car au deſſous on n'y eſt receu. Maynard chapitre 61. du troiſieſme liure de ſes queſtions de tant que telles affermes ſont beliſees aux ventes*, & fundi non fructuum ratio habenda eſt. *Maſuer au titre des louages, nomb. 17. & lors le vendeur peut demander eſtre reſtitué en entier du fonds vendu pour leſion d'outre moitié de iuſte prix, non l'achapteur.* l. 2. C. de reſcind. vend. Cuiacius obſerv. lib. 23. cap. 32. *Maynard chapitre cinquante huict du troiſieſme liure de ſes queſtions. Et ainſi ſe iuge en Tholoſe, & au Parlement de Paris le meſmes a eſté iugé. Carondas chapitre 209. du 7. liure de ſes Reſponſes. Chopin allegue vn Arreſt contraire du meſme Parlement de Paris,* lib. 1 tit. 3. num. 21. De moribus Pariſienſ. *& neantmoins l'achapteur peut retenir le fonds en ſuppleant le iuſte prix. Maynard chapitre 59. du meſme liure où ne vient en conſideration la donation de plus value, qu'on a de couſtume inſerer aux contracts de vente: le meſmes au chapitre ſuiuant & chapitre ſoixante quatre, ni n'a lieu ladicte reſtitution és ventes faictes du fils au pere. Maſuer tit. des ventes, nombre quarante cinq. Et quand bien le ſeigneur diroit eſtre leſé d'outre moitié de iuſte penſion du cens de ſa feodalité, ne ſeroit receu à demander la reſciſion du contract emphyteotique, ni le ſupplement de la vente, non plus que l'emphyteote la diminution d'icelle, Maſuer titre des louages, nombre dixſept, où il rapporte quelques aduantages du ſeigneur, entre autres du droit de retenue feodale, lequel n'eſt receu en Tholoſe, par nos Couſtumes: toutesfois l'Egliſe & le moindre eſgaux en priuilege,* cap. 1. e. de reſtitut. in integr. *en peuuent eſtre reſtituez, comme auſſi remarque Maynard au chap. 62. du 3. liu. de ſes queſtions, ſcauoir le moindre qui en fait le bail.* [16] fundum & fructus vno pretio emptos fuiſſe, [16]
& fundo fructus accedere, cæteráq; cum eo vendita. Lucius Placitorum libro 9. tit. 3. art. 4. *Maynard ch. 39. du ſeptieſme liure de ſes queſt.* [17] Ibidem. [18] *Et n'a touſiours* [17]
lieu le remede de leſion en vente d'heritage, comme du pere au fils pour la dot & legitime, [18]
& met en doubte ledit Maynard au chapitre trente neuf du meſme liure ſi de contract d'eſchange on eſt receu au remede de reſtitution, neantmoins és cas reſtituables pour leſion d'outre moitié de iuſte prix, les creanciers qui ne trouuent où ſe payer du viuant de leur debteur, peuuent vſer dudit remede, pour le recouurement des immeubles par luy vendus. Maynard chapitre cinquante ſept du meſme liure. [19] Par *Arreſt du parlement de Paris du deu-* [19]
xieſme Auril mille cinq cents nonante vn, remarqué par Carondas au chapitre ſoixante du 9. liure de ſes Reſponſes, le remploy n'ayant eſté faict des deniers dotaux de la femme promis par contract de mariage d'eſtre remployé en propres heritages pour elle & ſes heritiers, n'appartient au pere ſuruiuant à ſon enfant, ni à ſon heritier és meubles, ains aux heritiers immobilaires du coſté maternel. [20] d. l. 2. C. de reſcind. vend. & ſuprà nota- [20]
tis. [21] *Deniers mis à profit, & à ce deſtinez, ou pour eſtre employés en fonds, ſont entre* [21]
les immeubles. Maynard chap. 7. du 6. liure de ſes queſtions, l. à Diuo Pio, §. fin ff. de re iudic. l. quid ergo, ff. de contrar. act tutel. arg. l. lex Iulia, ff. de fund dotal. *Carondas chapitre 25. du 8. liu. de ſes Reſponſ. enſemble les meubles de haut prix: le meſmes chap. 39. du 7. liu. de ſeſdictes Reſponſes.* [22] *Tout ainſi que la femme peut agir contre le tiers* [22]

poſſeſſeur du fonds diſtrait & aliené par ſon mari durant le mariage, ſans autre diſcution, peut meſmes former ſon action & execution ſur meubles pretieux, de notable valeur, qui ſont en nature, pour la repetition de ſa dot, pour de l'argent prouenant de la vente d'iceux, eſtre premierement payee ſuiuant l'ordre de ſon priuilege, tant de la dot, que doüaire, notamment apres le decez de ſon feu mari, enſemble de l'augment legal, ou addition de dot, ſi point en y a, de tant que la dot ſe peut augmenter ou diminuer pour cauſe permiſe, & legitime, apres les pactes & conuentions matrimoniales, auant & pendant le mariage, du conſentement des deux mariez, tant ſur meubles que ſur immeubles, Nouell. 97. cap. 2. adeò vt ex eo non fraudentur creditores, tanquam ex augmento ſchematico, per circumſcriptionem facto, Et ſi dos augeatur ſine fraude, tum etiam donatio propter nuptias, non opus eſt inſinuatione, ſicut nec in dotis conſtitutione Nouell. 119. cap. 1. non tamen vt ſit apud nos dotis & donationis ſeruanda æqualitas, ſed tantùm ſecundùm noſtram conſuetudinem ad dimidiam dotis augmentum, vel tertiam partem totius, tam dotis quàm donationis propter nuptias, ſeu barbara voce, agentiamẽti. *Maynard ch. 56. du 4 liu. de ſes qu. ch. 98. du liu. 7. Et ſe diminue la dot par neceſſité, quãd elle ſe trouue inofficieuſe: cõme ſi la femme conuolant en ſecondes nopces auoit plus conſtitué & donné à ſon 2. mari, qu'à l'vn des enfans du 1. lict, ſelon ladicte nouuelle: toutesfois ledit Mayn. au ch. 50. du 4. liu. de ſes queſt. monſtre doctement la difference entre la donation à cauſes des nopces, & l'augment couſtumier, duquel nous vſons en Tholoſe: quoy que par nos Couſtumes ſemblent eſtre confuſément entendus par ces paroles*, Mulieres tranſductæ per maritos ſuos, ipſis viris præmortuis lucrantur, & lucrari debent de bonis ipſius dotes & donationes propter nuptias, ſeu agentiamentum: *& ſuccede la recognoiſſance à la donation à cauſe de nopces, ſelon ledit Maynard au meſme chap. l'vn & l'autre ne tendant qu'à l'aſſeurance de la conſtitution dotale: ce que toutesfois ne ſe rapporte à l'augment couſtumier de Tholoſe, qui eſt caſuel, & prend ſon hypotheque auec la dot conſtituee en deniers ſur les biens du mary, lequel ores ne ſoit entierement payé de la dot conſtituee, demeure neantmoins pour le tout obligé enuers ſa femme, enſemble pour l'augment, ſauf au mary, ou à leurs heritiers leurs recours contre les conſtituants, dont l'eſtranger eſt tenu les releuer de tous deſpens, dommages & intereſts, enſemble du principal, non la femme le pere, la mere l'ayeul, ni l'ayeule. Maynard chap. 77. 78. du ſecond liure de ſes queſtions*, qui non tenentur vltra vires, *non plus que le mari, le pere, & l'ayeul, en cas de reſtitution de la dot: le meſmes chap. 23. du 3. liure de ſeſdites queſtions. Et baille ledit Maynard és lieux preallegués les cauſes pour leſquelles la femme peut non ſeulement repeter la dot pendant la vie du mari, que vient en pauureté par ſa mauuaiſe meſnagerie, mais auſſi demander l'augment, enſemble les reuocations des alienations faictes par ſon mari de ſes biens dotaux, quoy qu'elle y euſt conſenti: ni n'eſt la vefue contrainte en Tholoſe prendre ſa dot & augment, & renoncer au vefuage à elle accordé en ſes conuentions matrimoniales, ſuiuant vn Arreſt notable du Parlement de Tholoſe, donné entre le ſieur de Momberaud & Damoiſelle Iſabeau de Mirepoix à la ſeconde Chambre d'Enqueſtes le 18. Nouembre 1577. remarqué par ledit Mayn. au ch. 76. du 2. liu. de ſes queſt. eſtant à l'option de la femme prendre la dot & augment ou ſon vefuage, non tous les deux enſemble, comme eſt cy deuant repreſenté. Les formalités des criees des immeubles ſont amplement traitees par Gilles le Maiſtre, conformément à l'ordonnance, celles des meubles ſuiuant la Couſtume du lieu, où les meubles ſont ſaiſis, & expoſez en vente, ſi ne repugne à la raiſon du droit*, vt in l. quod verò, l. quod non ratione, ff. de legibus & ſenatuſconſ. *& ordre porté par les Edicts & Ordonnances Royaux, ſelon leſquels les choſes mobilaires ne ſont criees & ſubhaſtees qu'à vn*

ſeul

seul inquant, si ne sont si pretieuses & importantes, qu'on y procede, comme és choses immobilaires:[23] *vente de meubles faicte par les deux mariés, ou l'vn d'iceux du consentement de* 23
l'autre, ne peut estre reuoquee par le mari, ni par la femme, si n'est faicte de ses biens dotaux, ou à elle appartenant en proprieté, selon Maynard au susdict chapitre cinquante six du sixiesme liu. de ses questions, nombre troisiesme. Quand le mari vient en pauureté par sa mauuaise mesnagerie: si toutesfois le prix de la vente, en defaut d'autres biens est employé à l'achapt d'vn cabal, ou finance d'vn estat, art, ou maistrise patrimoniale, & payement de debtes priuilegiés, concernans les communes, ou particulieres necessitez des mariez, ou de leurs plus proches, la femme ne les peut retenir ni repeter, non plus que si estoyent vendus pour sa descharge & vtilité, ou pour euiter plus grand dommage, mesmes quand la vente se fait par permission de Iustice, absque doli suspicione, *ni voire par contract, si n'appert du dol & cause releuante, ores la femme ayt contracté en presence du mari. Maynard chapitre cinquante huict du sixiesme liure de ses questions,* vt in l. vim facit, ff. quod vi aut clam, l. 1. de iur. fisc. lib. 10. C. l. . in fin. ad Velleian. *Et quand bien le debte seroit contracté par les deux mariez, ou sous l'obligation des propres de la femme quoy qu'il y eust plusieurs actes reiterez, pour cause priuee, ou publique selon l'authentique,* si qua mulier, C. ad Velleian. *l'obligation de la femme seroit nulle, si les creanciers ne faisoyent apparoir qu'elle y auoit profité, & partant voyes de nullité,* ipso iure, *n'estans receues en France, est besoin se pouruoir par lettres Royaux enuers le contract, pour bien former son opposition contre la saisie des meubles dotaux & propres à la femme, executez pour telles ou semblables obligations. Dont Carondas a si curieusement remarqué la renonciation de ladite authentique, estre necessaire és contracts obligatoires des femmes mariees, pour la validité d'iceux.*[24] *Neantmoins si elle souffre & patiente la vente de ses meubles ou de ceux* 24
de son mari, de petite ou mediocre valeur, ores n'ayent autres biens, n'y est plus receue apres la deliurance, qu'ils ont changé de main, si estans vendus d'authorité de Iustice, auec cognoissance de cause, ne se recouurent dans le temps accoustumé, en rendant le prix & camsolz, l. quæ specialiter, C. de distract. pignor. *si toutesfois elle ignore la vente, ou se fait contre sa volonté, par la force, contrainte, & intimidation du mari, elle peut repeter le sien, si le trouue en nature, ensemble ce que luy est specialement hypothequé, pour la dot non generalement auec les autres biens du mari, de tant que l'hypotheque generale ne s'estend és meubles alienez, contre le tiers possesseur, sinon és immeubles, selon l'exposition de Rebuffe sur les Ordonnances cy dessus touchee, sur la suitte des meubles en France non obseruee, passant sous silence les procedures ordinaires qu'on voit en Tholose és cours inferieures, souuent infestees de telles ou semblables oppositions que se font és executions faictes pour les debtes des maris pauures & indigens sur les meubles qu'ils possedent, n'ayans autres biens, & par fois sur les vtins de leurs mestier, pouuans à peine conseruer le lict & autres petits meubles, que la femme preuue luy appartenir, lesquels se trouuent par fois tacitement obligez pour debtes priuilegiez: comme aliments, salaires, louages de maison: lesquels ores se doyuent payer par le mari, prenent leur hypotheque sur tous les meubles inclus & apportés en la chambre ou maison louee tant du mari que de la femme, en laquelle ils ont esté conseruez,* l. eo iure, ff. ex quibus caus. pignor. vel hypoth. tacit. contrah. *Carondas chapitre vingtsept du neufiesme liure de ses Responses où l'on procede sommairement, si le debte n'excede dix liures, suiuant les Ordonnances.*[25] *Ores les meubles ne suffisent au* 25
payement des debtes, pour lesquels ont esté saisis, les creanciers priuilegiez, ou premiers en ordre, ne sont tenus entrer en contribution auec les autres, comme on fait à la ville de Paris, sans auoir esgard au priuilege de la femme, ains par vente d'iceux à

vn seul

ſeul inquant, & remiſe des deniers en prouenans en main aſſeuree, pour apres eſtre diſtribuez à chaſcun des creanciers, ſuiuant l'ordre & potiorité de leurs hypotheques à la perte des
25 *derniers, & par contribution entre ceux, qui ſe trouuent à meſme rang d'allocation.* 25 *Tels meubles ont ſuitte, comme propres à la femme, non au mari, qui les vend & diſſipe, ou conuertit à ſes propres vſages, contre la volonté d'elle*, quorum interuerſione fiunt res quaſi furtiuæ, & à tertio poſſeſſore vendicari poſſunt, *& ſelon ladicte exception de Rebuffe, bien que la femme ne ſoit receue en action criminelle de larcin contre le mari, non plus que le mari contre la femme*, niſi rerum amotarum, l. Marcellus, ff de act. rer. amot. *ſoit qu'ils habitent enſemble, ou facent maiſon ſeparee*, l. nihil intereſt, ff eod. *neantmoins par le droit Romain eſtoyent pour icelles comme de larcin manifeſte tenus l'vn enuers l'autre du quadruple*, l. ad fiſcum eod. *outre la reſtitution de la choſe, ſouſtraite & latitee par la femme des biens du mari ſaiſis par le fiſc: & peut le perdant ou deſrobé, preuuer ſi bon luy ſemble, la perte & tranſport des meubles eſgarez, ou partie d'iceux, & le bailler au ſerment de celuy ou celle qui les a pris & latitez*, l. de rebus eod. *comme auſſi eſt permis aux peres & plus proches parents des mineurs, pourſuiure le recouurement des choſes perdues au ieu par leſdits mineurs, Ordonnance de Moulins, art. 59. Eſt auſſi defendu aux financiers ne ioüer l'argent du Roy François I. à Chaſteau-briane 14. Iuin 1532. aux femmes l'argent de leur mari. Tiraqueau* de lege connubiali, num. 89. *l'adminiſtrateur l'argent de ſon adminiſtration.* Iaſon in l. ſeruus, ff. de condict. indeb. *& aux Iuges n'auoir eſgard aux cedules, promeſſes, & obligations, prouenans de ieu. Henry III. 1577. à Blois au mois de Mars: & pourſuit le mari le payement de la choſe eſgaree, ſi elle n'eſt en nature*, l. penult. ff. eodem titulo, *enſemble les dommages & intereſts*, l. ſi cum mulier, §. rerum amotarum, ibidem *enſemble criminellement contre les autres, qui pour l'vn des mariez ont commis le larcin*, l. 3. ff. eod. quia reipſa etiam à filio, filia, vel coniuge furtum committitur, licèt alio nomine nuncupetur, l. 1. & pen. ff rer. amot. ideóque fit rerum amotarum æſtimatio, non quanti venditur, vel æſtimatur, ſed in lite iureiurando, quod eſt ſacramentum affectionis eius qui rem amiſerit, l. ſi cùm dos in fi eod. cùm non ſit æquũ inuitũ ſuo pretio res ſuas vendere, l. non enim, eod. Qua quidem actio licèt ex delicto naſcatur, tamen rei perſecutionem continet, nec anno finitur, ſicut nec cõdictio furtiua, & hæredib. cõpetit, cùm ſit eius actio perpetua. d. l. ſi cum mulier, §. hæc actio tã actione perſonali, quàm rei vendicatione libres amotas, & ibi notatis, l. 26 ibique Bart. eod. tit. de qua amouens, tanquam de re furto ſublata tenetur vltra vires, d. l. ſi cum mulier, § fin. & eſt receptator extra ordinem puniendus, ſicut fur. l. 1. ff. de receptat. atque vt res furtiua vendicari poteſt à quocumque poſſeſſore, vel detentore, vt ſuo loco dicemus.

27 27 *Et ne ſont les robes, bagues, & ioyaux de la femme tacitement hypothequés auec les autres meubles apportez à la maiſon louee par le mari, pour le louage d'icelle. Comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris du vingt troiſieſme Iuin 1565. par lequel la veſue fut receue en oppoſition, & obtint la mainleuee de ſeſdites robes, bagues & ioyaux, ſaiſis à la requeſte du proprietaire de la maiſon louee: & eſtans du tout, ou partie aliencz par le mari, elle peut contraindre ſes heritiers les remplacer, comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris du 22. Nouembre 1561. Carondas chap. vingtneuf du 8. liu. de ſes Reſp. enſemble les arrerages meubles & fruicts des biens propres de la femme vendus par le mari, ou ſes creanciers, conſtant le mariage, non toutesfois les fruicts de ſes paraphernaux vendus par le mari, elle n'y contredisant*, l. hac lege decernimus, C. de pact. conuent. *car autrement elle n'eſt tenue attendre le decez de ſon mari en Tholoſe pour le remplacement de*

ſes

ſes meubles, bagues & iuyaux, & autres choſes à elle appartenans en proprieté, ſur leſquelles ſon oppoſition eſt receue pendant le mariage, & les peut repeter tout ainſi que la dot & fonds dotal ou paraphernal, le mary venant en pauureté, l. ſi conſtante, ff. ſol. mat. abſque diſtinctione bonorum mobilium vel immobilium: vbi enim lex non diſtinguit, nec nos diſtinguere debemus, *où la couſtume ne fauoriſe la cauſe du mary, ni de ſes creanciers au preiudice de la femme, comme ſeroit en autre pays couſtumier, où les deux mariez ont leurs biens en communauté, de laquelle la femme en ſes extremités peut auſſi demander la diuiſion, pour conſeruer le ſien, enſemble le douaire propre aux enfans, ſi point en y a, conformément à la Couſtume de Paris: lequel prend en Tholoſe ſon hypotheque au iour du contract de mariage, que la ſeule precedence du temps, ſelon Maynau ch. 26. du 3. liu. de ſes queſt. & neantmoins peut eſtre pourſuiui & demandé par la femme ſur les biens du mari viuant que vient en pauureté: comme eſt repreſenté par ledit Mayn. au chap. 56. du 4. liur. de ſes queſt. Et ores elle ayt contracté pour, ou auec ſon mari aucun debte precedant ou faict pendant le mariage, en peut eſtre releuée, ſi elle n'y a profité. Arreſts de Paris du 7. Septemb. 1566. 14. Aouſt 1586. 23. Decemb. 1574. remarqués par Carond. au ch. 13. du 8. liu. de ſes reſp. ſi la femme n'a par exprés renoncé au Velleian, à l'authentique* ſi qua mulier, *& autres droicts introduicts en faueur des femmes & leurs hypotheques, eſquelles peuuent auſſi renoncer,* l. etiam, l. iubemus. C. ad Velleian. *pourueu que le mari ait autres biens à ſuffiſance, pour l'aſſeurance de ſa dot, non autrement,* Dynus in l. Mæuia, §. fundus, ff. ſol. mat. *car en ce cas la femme peut eſtre auſſi releuee deſdictes renonciations, & ſe prendre ſur les biens vendus par elle, ou de ſon conſentement, pour les propres affaires du mary,* nouuell. 61. cap. vnic. *laquelle ſe rapporte aux immeubles, non aux choſes mobilaires, ſur leſquelles on procede ſuiuant la qualité du debte.*

PAYEMENTS,
TITRE X.

COVSTVME I.

Le creancier que ne trouue autres biens de ſon debteur, que vne ſeule piece, ou maiſon pour ſe payer de ſon debte, la peut mettre à prix honneſte, competant, & raiſonnable, la faire crier à ſon de trompe, par trois diuerſes fois: & ſi perſonne n'y ſurdit, contraindre par iuſtice ſon debteur luy en faire la vente, & en laiſſer la poſſeſſion vuide, ſi ne luy eſt baillé en payement, en ſuppleant le prix d'icelle, ou le debteur ne paye incontinant le debte, pour lequel ſa maiſon eſt aux encheres.

CHAPITRE I.

NOn ſans cauſe Martian au premier liure de ſes Inſtitutions rapporte le dire de l'orateur Grec parlant de la loy, à laquelle eſt decent que tous obeyſſent, tant à cauſe de la multitude & varieté des choſes, que pour eſtre ordonnée de Dieu: [1] attendu l'incõſtance des actions humaines, que par fois contraint les Iuges, meſmes les ſouuerains paſſer par deſſus, ſelon les accidents & circonſtances, & ſuiure l'equité, pour ſoubs le voile de iuſtice, ne faire acte d'iniquité, [2] ſuppleants, interpretants, & eſtabliſſants, s'il eſt beſoin, nouuelles loix & couſtumes, [3] pour le bien & vtilité publique, par la continuation & reiteration des Arreſts, conformément donnez en faicts ſemblables, non circonſtantiez par long eſpace de temps, du moins pendant dix ans, ou d'auantage: de tant que l'exemple d'vn, ou pluſieurs Arreſts donnez en peu de temps, l'vn en conſequence de l'autre, ne ſortent hors les termes de leur hypotheſe, ni ne ſeruent de preiugez & autres affaires particuliers, ſi ne ſont de conſequence, ou prononcez en robbe rouge, *cùm exemplis non ſit iudicandum* par les Iuges inferieurs, qui ſont attachés aux loix, cauſant la difference & diuerſité des affaires, dont le moindre ſubiect & adminicule

icule peut mouuoir la Cour ordonner le contraire, enſemble pour la neceſſité du temps : leſquels à ceſte occaſion ne peuuent eſtre tirez en conſequence, la cauſe ceſſant, & les choſes eſtãs remiſes en autre eſtat: où touſiours la raiſon domine ſous le pouuoir & authorité de ce docte & graue Senat Tholoſain. [4] Et voit-on par ceſte couſtume (quoy que ſemble eſtre iuſte & raiſonnable en l'appreciation du fonds ſaiſi) [5] vn eſchantillon de noſtre ancienne ruſticité, de laquelle parle Carõd. en la preface de ſes Pandectes, tournée en chicane, par la malice des temeraires plaideurs, qui ſouuent abuſẽt des formalitez en lieu d'en vſer ſobrement auec diſcretion, droict & iuſtice, ſuiuant la diſpoſitiõ des affaires, [6] leſquelles nous practiquõs ſur la modelle du droict Frãçois, & canonique ſuiuant les reglemens qu'en ont eſté faits par les Edicts & Ordonnances royaux, ſur le fait de la iuſtice, & abreuiatiõ des procez, obſeruees en toutes les Iuriſdictiõs de ce Royaume: nonobſtãt les couſtumes locales & generales, leſquelles ont eſté auec le droit Romain pour ce regard abrogees, [7] & leſdites formalités entretenues, sãs reſtriction ne limitation: ains pluſtoſt augmẽtees & prorogees par les Iuges ſouuerains, moyens, & inferieurs en leurs Iuriſdictions, [8] ſauf és cas priuilegiez, & de neceſſité, eſquels les formalités ne ſont touſiours obſeruees. Et ſe cõmencẽt les inſtances ciuiles par action perſonnelle, ou hypothecaire: la perſõnelle par requeſte, l'hypothecaire par executiõ, [9] laquelle ſe fait en vertu des executiõs iudiciaires, ou lettres obligatoires, & expoſition des rigueurs apposées és cõtracts ſous ſeels royaux ou authentiques, par ſergens & officiers du Roy, ou du ſeigneur iuſticier, en la iuriſdiction duquel on procede, [10] ſans que le creancier puiſſe maintenãt de ſon authorité s'introduire en la piece, [11] par addictiõ, ne autremẽt, quoy que luy ſoit ſpecialemẽt & par exprés obligee pour ſon debte, & ait eſté ainſi conuenu: de tãt que les pactes des perſonnes priuées ne derogẽt à l'authorité publique, [12] ni au droit cõmũ, par lequel ces voyes de faict ſont interdictes, voire punies & amãdees, ſelõ la grauité d'icelles: [13] ores le fonds fut baillé en gage, hypothequé ou vẽdu au creãcier à pacte reſolutoire, ou cõmiſſoire: de tãt que telles vẽtes & hypotheques ſont inualables & interdictes par le droict Romain en faueur du peuple chargé de debtes enuers les plus riches. [14] Le vice deſquelles ſe purge par le terme à payer donné au vẽdeur, paſſé lequel la vente en eſtoit faicte au creancier à dire d'experts, [15] & ſe purge encore par la ſaiſie, ſequeſtratiõ, criées, & vente iudicielle, auec les ſolemnités, delais, & ſur-ſeances requiſes, [16] pendant leſquelles l'executé peut prẽdre haleine, & pouruoir à ſes payemẽs n'eſtant le creãcier tenu y dire plus que de ſon debte, ni vẽdre le ſiẽ, pour faire le iuſte

prix du bien de ſon debteur ſaiſi à ſa requeſte, quoy que de grande & notable valeur : meſmes quand c'eſt la derniere piece , & n'y a autre choſe à prendre. [17] Ny ne peut apres la miſe de poſſeſſion le decret confirmé par Arreſt, eſtre debattu, comme ſont les ventes volontaires , pour lezion d'outre moitié de iuſte prix,que tant ſeulement par voye de nullité,laquelle eſt retorquée contre le pourſuiuant en criees: [18] & à ceſte occaſion peut eſtre depoſſedé , eſtant reintegré du prix, dommages,intereſts,& loyaux couſts ,[19] non autrement. Et ſe prennent les nullités des obmiſſions des ſolemnités & ſur-ſeances , [20] non de la qualité du debte,ni de la choſe ſaiſie:parce que orés les encheres ſe facent à prix d'argent, on peut faire ſaiſir pour grains , ou autres eſpeces deues par obligation , ou condemnation , & en pourſuiure les criées ſans precedente appreciation , laquelle ſe peut faire auſſi bien apres les ſaiſies & criees, que deuant : [21] & communément eſt ſuyuie d'vn inquant ſur-abondant , auant ou apres la ſentence de droict : [22] où ne s'obſerue auſſi l'ancien ordre des deſcriptions du droict Romain,[23] l'execution eſtant permiſe à l'option du creancier , ſans autre perquiſition, tant ſur les debtes actifs du debteur, que meubles & immeubles, [24] voire par arreſtation & empriſonnement de ſa perſonne, s'il y eſt obligé par contract,[25] ou par condemnation apres le quadrimeſtre porté par les Ordonnances ſi le debte excede dix eſcus , par permiſſion de iuſtice,non autrement,& pour quelle sõme que ce ſoit, comme depoſitaire,& iniuſte detempteur,[26] non comme debteur du debiteur,ſinon apres le terme conuentionnel du payement,aux forces & rigueurs contenues en ſon contract obligatoire : & en refus , le terme de payer eſcheu , ſi la perſonne n'eſt obligee, on ne procede en Tholoſe que par execution ſur les biens du debteur , ſi n'eſt preuenu d'affront,par commination & declaration de peines, ou fractures des portes de ſa maiſon , ſi les tient fermees , & empeſche l'entree d'icelle au ſergent executeur,ſuyuant la nature de la rigueur:moins y ſont les femmes empriſonnees pour debte ciuil , quoy qu'elles y fuſſent par contract obligées,ains elles peuuent pour la dot , enſemble l'Egliſe, le fiſc , & la Republique agir contre le tiers poſſeſſeur du fonds aliené apres leur hypotheque , ſans faire diſcution ſur les biens de leur debteur, ou derniers vendus : ſauf que les executez peuuent entrer en indication à leurs perils & fortunes , en conſignant certaine ſomme de deniers à l'ordonnance du Iuge,pour en faire la pourſuitte. [27] Et ne ſe font plus les criees à ſon de trompe , que pour affermes , arrentements,taxes,reiglements de police,& œuures publiques, *quia vox preconia paucis innoteſcit* : [28] ains de voix viue, & par affiches és iours de

Diman

Dimanche, iſſuë de la grãd Meſſe en pleine aſſemblee, deuant la porte de l'Egliſe parroiſſielle, du lieu, où les biens ſaiſis & criez ſont aſſis, auec leurs contenances, qualifications par le menu, tenans & aboutiſſans, & tant que beſoin ſeroit, eſt auſſi permis les faire proclamer és proſnes des Egliſes parroiſſielles, circonuoiſines, afin que chaſcun y puiſſe ſurdire, ou deduire ſon intereſt, [29] *& tandem calore licitationis res pluris venundari poſſit*, ou du moins approcher du iuſte prix de la piece encherie, ſur laquelle toutes ſurdictes & oppoſitions ſont encore receuës, apres la vente iudicielle, iuſqu'à l'expedition du decret, & miſe de poſſeſſion: [30] quoy que les oppoſitions ne ſoyent receües en la Cour apres l'arreſt de diſcution. [31] Et s'adiugẽt les heritages à la charge des droits & deuoirs ſeigneuriaux, frais & miſes des criees: [32] ſi toutesfois la choſe eſt vendue par contract, à la charge de faire adiuger par decret, & on y ſurdit, le vendeur ne peut contraindre l'achepteur, ni le ſurdiſant conſigner la ſomme de ſon encherie, que tant ſeulement faire le prix accordé au contract, ſinon les oppoſans à l'adiudication du decret, enuers lequel on n'eſt auſſi reſtitué pour lezion d'outre moitié de iuſte prix, [33] que tant ſeulement enuers le contract, comme fait le creancier contre l'achepteur volontaire & contractuel de fonds de ſon debiteur dans le temps de ſon ordonnance, ſi de ſon viuant ne trouue où ſe payer, quoy que la vente ſoit anterieure à ſon hypotheque, [34] laquelle eſtant reſolue, tous engagemens, hypotheques, & autres charges par l'achepteur impoſees viennent à ſe diſſoudre, [35] l'achepteur eſtant rembourſé, reintegré de ce qu'il en a payé, & le tout remis en ſon premier eſtat, ſi mieux n'aime l'acquereur ſupleer le iuſte prix, pour ſe redimer de ladicte reſciſion. [36] Et par fois les Cours ſouueraines à faute d'encheriſſeurs, prorogent les ſurſeances, ordonnent vn inquant ſurabondant, ou donnent delay de quatre mois, ou tel autre arbitraire à l'executé apres leſdictes ſurſeances à payer la ſomme, pour laquelle la piece ſaiſie eſt adiugee, ou deſpartent & baillent le fonds en payement aux oppoſans à concurrence de leurs debtes, ſuiuant l'eſtimation qu'en ſera faicte par experts. [37]

NOTAE.

1. 2 L.2.ff.de legib.[1] Parum enim est, leges esse in ciuitate, nisi sint magistratus, qui iura reddere possint, l.2 § post originem, ff. de orig. iur. nempe in minore vel mediocri dignitate constituti, qui secũdum leges seu regias constitutiones, quæ sunt Principis placita, decreta Pontificum, senatuscõsulta, seu arresta, & statuta ciuitatis, nempe consuetudinem scriptam, seu legẽ municipalẽ, quæ sunt propria iura ciuitatis iudicent, non secundùm quod eis videtur nouell 82.c.13. qua Imperator iubet Iudicem secundùm leges iudicare, quas voluit obtinere cõtra sacras formas, & imperiales iussiones, tum etiam pragmaticam sanctionem legib. aduersantes in mediũ propositas, nouell.134.c.4.gl.in verb canones.e.de offic. ord.nouell.113.c.1.nouell.125 vbi non expectandæ sunt sacræ iussiones, sed si partes cessauerint in iis quæ decreta sunt, sententia mandari debet executioni, secundùm legum virtutem, nouell.15.c.1. Qua etiam defensores ciuitatum temporanei iudices, iurabant se omnia secũdùm iura & leges acturos: *& s'obseruent tant en Tholose, qu'en tout le reste de la France les formalitez & solemnités des criees & decrets portés par l'ordonnance du Roy Henry II. donnee à Fontainebleau le 5. Septembre 1551. Arrest de Bourdeaux donné les chambres assemblees le 18. Iuin 1567. Henry III. le 27. Iuillet*, imò secundũ quod æquum sibi videtur iudicant in maiori dignitate constituti, nouell. 8 auth. hodie, C.de iudic præsertim senatus, quem ius facere posse non ambigitur, quia non est legib. alligatus, quin supra leges & statuta noua statuere valeat: siquidem res sæpe à senatu iudicatas vim legis obtinere, & pro consuetudine haberi Seuerus Imperator rescripsit, in l.nam Imperator, ff.de legib non quidem minorũ magistratuum sententiæ, nisi supremæ curiæ decreto confirmatæ: tunc enim patres, magistratúsque sacra peragere videntur, de quibus in legibus Romuli, qui mox dixerit sacrorum potestatem sub regibus esse, & à patribus custoditi: vnde sacræ leges, & sacerdotes magistratus vocãtur ab Vlpiano, qui iustitiam colunt, ius suũ cuique tribuunt, & iustũ ab iniusto decernunt, l.1.ff.de iust.& iur. vnde SALVS POPVLI SVPREMA LEX ESTO. Adeò vt minores magistratus, etsi legib. alligati, semper nimirum æquitatem præ oculis habere debent, vt in iis potissimum, quæ magis iudicij & æquitatis ratione perpenduntur, quàm legum authoritate, l.quod si Ephesi ff.de eo quod cert.loc.l.at si quis, §.idem Labeo, ff.de relig.& sumpt.fun.l placuit, C.de iudic.c.fi.de transact.c.1.de sent.& re iudic.e. Quæ licèt generales esse videantur, in multis tamẽ deficiunt, l.1.ff.de reg.iur. Sin autem ius summũ licèt in summa æquitate positum: vt pactorum obseruatio quandoque sũma iniuria diceretur, vt cũ de re iniusta, turpi, vel flagitiosa paciscitur, l.si vnus, §.pacta, ff.de pact.[3] Vt quondam ius honorarium, de quo Papinianus, in l.ius autẽ ciuile, ff.de iust.& iur à prætore introductum, publici, priuatique iudicij potestatem habente. Fenestella de magistr.Roma.c.13. Liuius lib.3.ab vrb. cond. Plutarchus in vita Bruti, vrbanæ præturæ verba faciens. Tullius in oratione pro Muræna M.Varro lib 5.de Ling.Lat. Laurentius Valla Elegant.lib.1.c.6.lib 4.c.84.l.2. §. eodem tempore, ff. de orig. iur. Et dicitur Prætor quasi viua vox iuris ciuilis ex Martiani resp. in l. nam & ipsum, ff.de iust.& iur. cuius edictum in tabula dealbata proponebatur, quod Album vocabant, vt in nouell.112.c.3. vt scilicet eorũ edicta neminem laterent, & ius Prætorum quisque dicturus esset. siquidẽ ex patribus Prætores electi fuere. *Mais nous auõs les Parl. & autres Cours souueraines en Frãce, esquels on enregistre & publie les patentes, Edicts, & ordonnances de nos Rois iustes, vtiles, & raison*

raiſonnables, auec les modifications, & ampliations neceſſaires és prouinces où elles reſpondent, confirment, caſſent, ou reforment les ſentences des Cours inferieures, & en ſont des Arreſts par fois de conſequence. [4] *Ce droit non eſcrit, conſtitué, reçeu & approuué par l'vſage & mœurs du pays, deſcrit par Azon* in ſumma, C. quæ ſit long. conſuet. de quo in l. de quibus, ff. de legib. *a eſté apres redigé par eſcrit, pour en garder la memoire à la poſterité,* l. nubemus §. ſed nec aliquo, C. de teſtam. *& pour les faciliter d'auantage, & n'enfoncer les parties en frais pour la preuue d'icelles. Ordonnances de Charles 7. art. 125. Louys 12. 1510. art. 49. dont l'Empereur Charles 5. le 4. Octobre 1540. auroit auſſi ordonné que toutes les couſtumes de ſes pays fuſſent redigees par eſcrit à l'imitation des Rois de France, comme eſt noté en la grand Conference liu. 1. tit. 6. des Ordonnances & Couſtumes, §. 3. Lequel droit en ce que regarde l'vtilité publique, ne doit eſtre tant ſeulement obſerué par les citoyens, mais auſſi par les forains & eſtrangers,* arg. l. 1. § iura catnis, ff. de offic. præfect. vrb. *Maſuer au tit. des ſtatuts & Couſtumes:* & ſi legibus & ſactis canonib. adue rſetur conſuetudo, eſt à nemine ſeruanda, can. conſuetudinis, quæſt. 11. nam præmium, lex & ratio vincit vſum, can. vſus, ead. quæſt. 11. & hæc de moribus tracta, pro lege ſuſcipitur cùm deficit lex, ſi ſine ſcriptura vel ratione conſiſtat, nam & legem ratio cõmendat, l. conſuetudo autẽ, diſt. 1. etſi de interpretatione legis quæritur, inſpiciendũ eſt, quo iure ciuitas retrò in huiuſmodi caſib vſa fuit, ex Pauli ſententia in l. ſi de interpretatione, ff. de legib. pariter in ambiguitatibus, quę ex legib. proficiſcuntur, conſuetudinem ſeu mores ciuitatis, aut rerum perpetuò ſimiliter iudicatarum exempla ſequenda eſſe, & vim legis obtinere reſcripſit Imperator ex Calliſtrati reſponſo in l. nam Imperator, ff. eod. *Ni ne peut eſtre plus ſtable ne aſſeuree la couſtume, que quand elle ſe trouue confirmee en contradictoire iugement, comme dit Vlpian en la loy,* ſi de conſuetudine, ff. eod. *meſmes quand elle eſt miſe en controuerſe, dont la preuue ſe fait par deux tourbes, comme eſt noté en Maſuer au titre ſuſdit des ſtatuts & Couſtumes:* non in re variè, ſemel, aut bis, ſed perpetuò & ſimiliter iudicata: nã de his quę raro accidunt, vel rei, loci temporis, aut perſonę neceſſitate, vel priuilegio emergũt, iura non conſtituuntur, l. ius ſingulare, ff. de legib. quę generalia ſunt & perpetua, l. 1. & 2 eod. *Et a eſté la formalité de ceſte ancienne couſtume reformee & abregee par l'Edict & ordonnance des criees, receue, publiee, enregiſtree, & obſeruee en ce Parlement, & autres de ce Royaume, portans expreſſe derogation des Couſtumes, & ſtil des Cours à ce cõtraires, ſuſdicte Ord. du 3. Septemb. 1551.* [5] *Que ſe ſouloit faire pour conſeruer le bien de ceux qui s'empruntoyent par neceſſité, à ce que n'ayans l'argent preſt, les termes à payer eſcheus, leurs creanciers auares & opulens, n'euſſent moyen pour peu de ſomme les priuer de leur patrimoine, & s'enrichir de la perte & ruine des indigents, ſur leſquels ces chaſſeurs infernaux ſãg ſues du ſang humain decochent volontiers les traicts de leur auarice.* [6] *Carondas en la dicte preface repreſente l'ancienne ruſticité des François, leſquels ne ſçachans plaider, ſe ſont ſi bien inſtruicts des formalitez Italiennes, au faict de la plaidoirie, que toute la France en eſt maintenant trauaillee, & moleſtee par l'artifice des chicanes, langueurs & multiplicité des procez, les maiſons partialiſees & ruinees tant pour la diuiſion que s'engendre des controuerſes, que malice des eſprits vindicatifs, refroidis de l'ãcienne charité, en laquelle les François vnis, verſez aux bõnes lettres & ſciences ſe cõportoyẽt ſi ſagemẽt & heureuſemẽt, qu'ils ſurpaſſoyẽt toutes les natiõs eſtrãgeres, iãt au faict des armes, que de la religiõ auec laquelle la monarchie Frãçoiſe a pris ſõ accroiſſemẽt.* [7] *Par ces mots, nonobſtãt quelcõques ſtatuts & ordonn. à ce contraires, ſuſdicte ord. de l'ã 1551. ſur la fin: & en effet l'ordre du droit Rom. ancien demeure abrogé, pour n'eſtre cõforme au noſtre.* [8] *Quelquefois les vẽtes ſont retardees, autresfois accelerees, ſelõ la nature du debte,*

comme

comme deniers royaux, prouiſion d'aliments & medicaments: leſquelles s'executent nonobſtant appel, iuſqu'à la ſomme de 25. liures. Charles VIII. 1493. art. 5. en repetition de dot, confection d'inuentaire, interdiction de biens aux prodigues & inſenſez, reſection de ponts & paſſages, & autres cas de neceſſité contenus és Ord. du Roy Louys XII. 1498. art. 80. 1507. art. 222. François I. 1535. ch. 12. art. 13. & autres en ſuite du Comment. de la Conference des Ord. ſur l'Ord. de Charles VIII. art. 51. du liu. 7. art. 2. Et ſe prorogent les ſurſeances, pour vuider les oppoſitions, leſquelles par fois mettent les affaires en telle lõgueur, que le plus clair s'en va en frais de iuſtice, eſquels le debteur eſt condamné enuers ſes creãciers, dõt les frais des criees ſont les premiers payés, quoy que ſoit le remede plus aſſeuré pour l'aſſeurance des payemens, mettre les biens & heritages chargés de debtes en diſtribution: à ce que chaſcun des creanciers eſtãt allouë en ſon ordre & rãg, le debteur, ni ſon ſucceſſeur, ne ſoit tenu vltra vires hæreditarias, *& preſſé par les premiers creanciers, n'y ayant biens à ſuffiſance, apres auoir payé les derniers, cõme ſera dit en ſon lieu.*[9] *Comme remarque Mayn au ch. 22. du 3. liu. & 95. du 8. liu. de ſes queſt. où il fait difference de l'action de la femme auec l'hypotheque: laquelle venant par action, fait appeller les heritiers du mari en condamnation de ſa dot & augmẽt, & en l'hypothecaire peut proceder par execution, non ſeulement ſur les biens de ſon mari defunct non alienez, mais auſſi cõtre le tiers poſſeſſeur, ſans prealable diſcutiõ de meſmes que le fiſc, qui marche auec la dot de la femme:* l. Moſchis, ff de iur. fiſc. *me remettant pour toutes autres differences d'actions, à l'Empereur,* ſub tit. de actionib. inſtit. *quant à la theorie, non quant à la practique, de laquelle nous vſons en France, où l'on n'vſe des anciennes formalités Romaines és preparatoires, ni des noms des inuenteurs, que tant ſeulemẽt des deciſions en pays de droit eſcrit, tel que nous ſommes: en ce qui ne ſont contraires à nos mœurs & honneſteté Chreſtienne.*[10] Secundùm quidẽ formulas ex regiis ordinationib. deſumptas, quas in vſu quotidiano habemus, & magis in praxi, quàm in theoria conſiſtunt, *dont Bacquet a amplemẽt eſcrit, au tit. des droits de iuſtice. Guenois ſur la Practique d'Imbert,* toto tit. C. de exec. rei iudic. & paſſim toto iure canonico in Decretalib.[11] l. extat, ff. de eo quod vi metúſve cauſ. geſt. erit, l. ſi quis in tantam, C. vnde vi.[12] Nec enim ius publicum authoritate & vtilitate, vel vtilitate priuatum, priuatorum pactis mutari poteſt. l. ius publicum, & ibi gl. ff. de pact.[13] Præfat. iurib. tunc enim vis fieri dicitur, cùm quis quod ſibi debetur, nõ petit iudicem repoſcit.[14] l. ſi. C. de pact. pign. *Où ſemble eſtre fondee la raiſon de ceſte conſtume, & ſont telles pactions declarees nulles, par Arreſt du Parl. de Paris, pris de Papon au tit. des hypotheques, arreſt 2. Mayn. ch. 27. du 6. liu. de ſes queſt.*[15] vt in l. ſi fundus, §. ſi. ff. de pignor. *Et ſe font communement les eſtimations du fonds ruſtique à proportion du reuenu, à raiſon du denier vingt,* nouell. 7. c. 3. nu. 1. *ou plus, ſuiuant la qualité, bonté, & commodité de la piece,* arg. auth. hoc niſi debitor, C. de ſolut. *comme d'vne maiſon bien baſtie, que n'apporte en Toloſe de reuenu la cinquantieſme, ou ſoixantieſme partie de la iuſte valeur d'icelle.*[16] *Mayn. au lieu preallegué.*[17] *Car tout ainſi que les executions trop rigoureuſes des creanciers, ne ſont permiſes, comme de gaſt, & garniſon, de laquelle parle Mayn. au ch. 30. du 7. liu. de ſes reſponſ. n'eſt non plus tenu emprunter ni vendre le ſien, pour faire le iuſte prix du bien ſaiſi, meſmes de la derniere piece de ſon debiteur, qui n'a autre choſe plus conuenable pour ſe payer.*[18] l. cùm contra bonam fidem, C. ſi vend. pignor. agat. l. ſi ob cauſam iudicati. C. de pign. *Arreſt du Parlement de Paris du 4. Mars 1554. Gilles le Maiſtre au titre des criees: comme eſt auſſi touché par ledit Mayn. au ch. 43. du 6. liure de ſes queſt.*[19] Nam reſoluto iure datoris, reſoluitur ius accipientis. *Le meſmes ch. 69. du 6. liure de ſes queſtions chap. 45. & 52. du meſme liure: à l'vn deſquels le moindre qui demande eſtre reſtitué en entier de la vente qu'il a faite, doit conſigner la ſomme qu'il a receüe: à l'autre*

ſera rap

ſe rapporte la conſignation & rembourſement tant de la ſomme principale, que deſpens & loyaux couſts. [20] *Dont eſt parlé par ledict Maynard au ch.69.du 3.liu.de ſes queſt. où il re-* 20
preſente comme au defaut d'vne formalité, on refait auec la formalité tout ce que reſte apres icelle. [21] *Ord.du Roy Fr̃ãç. I.1539.art.76.* [22] *Afin qu'õ ayt moyẽ y ſurdire* in pretio nume- 21
retæ pecuniæ, quo res omnes patrimoniales reſoluũtur. l.rei appellatio, l. pecuniæ 22
appellatione, l.pecuniæ nomine, l. pecuniæ verbum, ff. de verborum ſignif. quib. pretium pro merce datur, & inde fit emptio, aliàs eſſet permutatio, nulla rerũ facta æſtimatione, ex vtraq; parte merce interu. *par arreſt du 21. Feur.*1581. *donné à la Chãbre de l'Edict de Paris, ſur vn decret reuoqué, pour les encheres auoir eſté faictes à redeuances de grains, non en argent.* [23] ex l. à D Pio §. in venditione, ff de re iudic. qua primò 23
capiebantur mobilia, deinde immobilia, tertiò nomina. *François I. 1539. art. 74.154. art. 29. où n'eſt beſoin faire perquiſition de meubles, & ſuffit le commandement faict à perſonne, ou domicile.* [24] *Et peuuent les creanciers agir ſur les debtes actifs de leurs debteurs,* vt 24
l.1.C.de prætor. pign. *ou ſur les immeubles, ſi bon leur ſemble, ſans faire perquiſition des meubles: & meſmes ſi ne trouuent où ſe payer, ſe peuuent ayder du droit de leur debteur, demander leur droit de legitime, ſi leurſdicts debteurs ne les veulent pourſuiure contre leurs freres auantagez par teſtament du pere. Arreſt du Parlement de Paris du 28. Mars 1589. Robert ch.12. du 3.liure des choſes iugees. Maynard ch. 8. du 7. liure ch. 40. du liure 8. de ſes queſt. ſe porter heritiers de la ſucceſſion repudiee par leurs debteurs, ſi mieux n'aiment leurs coheritiers les payer. Arreſt ſolemne du Mardy auant Paſques, prononcé au Parlement de Paris par monſieur de Blanc Meſnil l'an 1589. autre de l'an 1596. prononcé à ſemblable iour par le ſieur Preſident Forget. Carondas chap. 18. du 9. liu. de ſes Reſp. Ce que ne reçoit aucune difficulté és Parlements de Bordeaux & Tholoſe, où les creanciers peuuent agir pour leurs debtes, contre leurs debiteurs, & ſucceſſeurs tant generaux, que particuliers, ores que à titre onereux. Maynard chap. 8. du 7. liu. de ſes queſt. & s'ayder du remede de leſion d'outre moitié de iuſte prix, contre celuy qui auroit achepté des immeubles de leur debiteur,* iure creditorum. *Arreſt du Parlement de Paris du 5. Mars 1558. Carondas chap. 25. du 9. liu. de ſes Reſp. Mayn. ch. 70. du 3. liu. de ſes queſt. Et peut le curateur ou commiſſaire eſtably à la requeſte des creanciers à vn fief ſaiſi faire la foy & hommage au ſeigneur feodal, au refus du vaſſal proprietaire dudit fief, pour obtenir mainleuee de la ſaiſie feodale par la Couſtume reformee de Paris, art. 34.* [25] *S'il eſt par expres obligé, non autrement, comme des rigueurs de la decime* 25
du petit ſeel de Montpelier, portant gaſt & garniſon. Laquelle forme d'execution n'eſt pourtãt permiſe en Tholoſe, comme eſt cy-deuant dict, ſinon vſer des voyes ordinaires des executions: neãmoins Gilles le Maiſtre au tit. des Criees, dit eſt. e permis au creãcier ſaiſir à meſme temps la perſonne & biens de ſon debteur, pour accelerer le payement de ſon debte, ce que n'eſt obſerué en Tholoſe: ains le cas aduenant, l'executer faiſant ſe demet de la ſaiſie, ou empriſonnement, meſmes quãd les biens ſaiſis ſont ſuffiſans, & quand ne le feroiẽt, l'empriſonné pour debte ciuil peut recourir au benefice de cedon, & ſe rendre impetrant lettres en diſtribution ou ceſſion de biẽs, ſauf és cas exceptez par les Edicts & Ordonn. Royaux, où n'eſt beſoin faire precedẽt exploit de commandemẽt, non plus que auãt la ſaiſie des biẽs mis en criees, pourueu que le delay à payer porté par la ſentence ou contract, en vertu duquel on procede, ſoit eſcheu, l. cedere diẽ, ibique Alciatus ff. de verb. & rer ſignif. l ex his, C quãd. dies leg ced. l ſi C. de execut. rei iudic. *& Gilles le Maiſtre au lieu preallegué.* [26] *De tous iugements & condãnations* 26
pecuniaires, les condamnations ſe pourroyent faire par toutes contraintes, & apres les quatre mois les condamnez eſtre pris au corps, hors mis les Preſtres, & autres cõſtituez és ordres ſacrés par Ordonn. de Charles IX. 1566. art. 48. Henry III. 1576. & 1579. art. 57. & les femmes,

leſquelles en Tholoſe ne peuuent eſtre empriſonnees pour debte ciuil, les biens des Eccleſiaſtiques pris par execution ni leurs maiſons deſcouuertes. Philippes 4. 1302. art. 2.[27] *La femme pour la dot marche auec le fiſc,* l. Moſchis, ff. de iur. fiſc. *auec le moindre en la preſtation du relqua. Mayn. ch. 53. du 7. liu. de ſes queſt. auec la Republique, comme a eſté cy-deuant dict le moindre auec l'Egliſe,* c. 1. e. de in integ. reſt. *Et peut agir la femme contre le tiers poſſeſſeur ſans diſcuter les biens du mari non alienez, ni les derniers vendus. Mayn. ch. 22. du 3. liu. de ſes queſt. Iaçoit que les executez peuuent entrer en iudication en conſignant, comme deſſus: le meſmes ch. 95. du 8. liu. de ſeſdites queſt.*[28] Nouell. 112. c. 3. §. iubemus.[29] *Henry II. 1551. art.* 29 1. & 2. arg. l. ſed & ſi pupillus, §. de quo palam, ff. de inſt. act. *en defaut d'affiche, panneaux royaux, eſtabliſſement de ſequeſtre, ou autres ſolemnitez, le decret eſt empeſché, & le tout rendu vitieux: qui eſt cauſe qu'on refait la ſaiſie, & fait-on refaire les inquants, & tout ce qui ſuit l'acte reparé. Mayn. ch. 43. du 6. liu. de ſes queſt. Bacq au traitté des Droits de Iuſtice, ch. 26. Et ne doit le pourſuiuant decret manquer aux ſolemnitez: attendu que les nullitez en peuuent eſtre pourſuiuies iuſques à trente ans, comme remarque Mayn. au ch. 72. du 3. liu. de ſa queſt.*[30] *Henry 2. du 3. Septembre 1551. art. 16.*[31] *Autre Ord. de l'an 1402. Arreſt au Parl. de* 31 *Paris du mois de Iuillet 1516. & 1524. autre du 2. Auril auant Paſques 1532. & 15. Feurier à* 32 *la petite Chambre d'Enqueſtes, 1543.*[32] *Aſſauoir les charges communes au iugement de diſcution, Ord. du Roy Henry 2. 1551. art. 12. Arreſt du Parl. de Paris du 4. Decembre 1564. charges reelles & foncieres ſans que le ſeigneur ayt beſoin s'oppoſer pour ſes droits, ſinon pour arrerages, reliefs, & rachaptes deubs par mutation precedente, pour leſquels il marche auāt les frais des criees. Henry 2. & en la ſuſdicte Ord. art. 13. Et comme eſt noté ſur ledict art 12. nōb. 24. en la Conference des Ord. tit. des ſaiſies, criees, & ſubhaſtations: & ores le ſeigneur ne s'y oppoſe, ne reſte pour cela faire execution apres le decret & miſe de poſſeſſion ſur les biens decretez contre l'adiudicataire pour les arrerages, au Parl. de Tholoſe, comme remarque Mayn. au ch.* 33 *36. du 2. liu. de ſes queſt.*[33] *Carōdas ch. 2. du 3. liu. de ſes reſp. Mayn. ch. 71. du 3. liu. de ſes queſt. où eſt fait mention d'vn Arreſt du Parl. de Paris, confirmatif d'vne ſentence, par laquelle ſans auoir eſgard aux lettres royaux obtenues par le vendeur, l'achepteur auroit eſté relaxé de la conſignation contre luy requiſe, plus que du prix accordé, ſans preiudice aux oppoſans à l'adiudication par decret de pourſuiure, ſuiuant iceluy ladicte conſignation: parce que en ce cas le remede de leſion d'outre moitié de iuſte prix, n'eſt receuable, de tāt que les encheres ſe font ſouuent és decrets, calore licitationis,* l. licitatio, ff. de publican. & vectigal. *auec telle ardeur & deſir d'obtenir le fonds encheri, qu'on ne peut eſperer le iuſte prix, que ne ſoit moindre,* 34 *ou exceſſif amenant l'adiudication par decret vne fin incertaine.*[34] *Carondas ch. 25. du 9. liu.* 35 *de ſes Reſp. Mayn. ch. 70. du 3. liu. de ſes queſt.*[35] *Mayn. ch. 69. du meſme liure.*[36] *Mayn. ch.* 36 *64. du 3. liu. de ſes queſt.*[37] *A eſté iugé au Parl. de Tholoſe, que en defaut de ſurdiſans & en-*37 *cheriſſeurs, & pour autres difficultés, les creanciers ſe payeroyent en fonds eſtimé par experts à concurrence de leurs debtes. Mayn. ch. 30. du 4. liu. de ſes queſt.* Ideóque quicquid dicitur de emptione & venditione, habet locum in datione in ſolutum. Cynus, Baldus, & Salycetus in l. libera, C. de ſent. & interloc. omn. iud. non quidem ſimilitudine, ſed identitate rationis, comprehenſione potius, quàm extenſione. Alexander conſ. 73. cùm nobis prædia addicantur pro debiti quantitate. Ferron in Conſuet. Burdegalenſes lib. 2. tit. de feudis & iur. emph. l. ſi prædium, C. de euict. quaſi exemptione & venditione, qua authore domino inducitur nouus poſſeſſor. *Chopin ſur les Couſtumes d'Anion, liure 1. chapitre 4. nomb. 2.*

COVSTV

PAYEMENS,

COVSTVME II.

Celuy qui eſt par contract obligé à deux creanciers ſolidaires, meſmes à deux freres, & paye l'vn d'iceux, ſe deliure de l'obligation de l'autre, ſans que l'abſent luy puiſſe apres repeter le meſme debte: & encore moins, s'il y a acquit du payement, & l'inſtrument eſt cancellé.

CHAPITRE II.

L'Obligatiõ ſolidaire & particuliere des choſes en eſpece, ou que conſiſtent en poids, nombre, & meſure, ne ſuit tant ſeulement la nature du debte, ains de la creance, [1] intellectuellement indiuidué pour debte hereditaire, ou de compagnie, tant actif, que paſſif, [2] le payement duquel fait à l'vn des coheritiers ou aſſociez, deliure le payeur de toute l'obligation, ſans que les autres luy puiſſent rien plus demander: [3] tout ainſi que le creancier peut agir contre l'vn de ſes debiteurs, que luy ſont ſolidairement obligez, ſauf à l'executé ſon recours. [4] De tant que ores la compagnie ou heritage ſoit entendu par quotes, ou eſgales portions, eſquelles le corps des biens hereditaires ſe puiſſe actuellement partager à la requiſition de l'vn des coheritiers, ou aſſociez, eſt neantmoins le droit indiuiſible comme eſt la ſeruitude, & autres choſes incorporelles, [5] *Quæ in iure conſiſtunt.* Auquel reſpondent les debtes hereditaires, non à la choſe, [6] laquelle eſtant diuiſee, chaſque partie fait ſon entier, & prend ſa quote des commodités, & incommodités, enſemble des debtes. [7] Si ſpecialement & particulierement aucun des partageans n'en demeure chargé, [8] par le contract ou iugement & cartel de diuiſion à luy aduenu: chaſcun deſquels apres le partage peut demander ſa quote des debtes actifs non payés, non de ceux qui ont eſté payez auant la diuiſion à l'vn d'iceux. [9] De meſme le preſt ſolidaire faict par pluſieurs proprietaires de choſe indiuidue en eſpece, comme d'vn cheual, bœuf, ou genice, de ſoy in-

diuisibles, ores le prix se puisse diuiser : & estant payé à l'vn d'iceux, à son facteur, agent, ou seruiteur, ne luy peut estre non plus par les autres qui auoyent part en la chose, demandé du tout, ni en partie[10] Ni ne peuuent que tant seulemẽt chacũ d'eux pour sa part agir cõtre celuy, qui l'a receu tout ainsi que le debiteur solidaire executé pour le tout a son recours cõtre chacun des autres pour leurs quotes, nõ pour la part à luy aduenue, ou par luy receuë de la somme empruntee, [11] sauf celuy d'entre eux qui l'auroit toute receué & entierement conuertie à ses propres vsages, lequel seroit tenu de l'entiere garentie enuers les autres : [12] & ayant l'vn d'iceux payé sa part, n'empesche que l'vn des autres ne puisse estre executé, pour ce que reste en vertu de l'obligation solidaire, si par expres le creancier ne s'en est demis prenant la quote du payement de l'vn d'iceux, & ainsi des creanciers solidaires, l'vn desquels ayant receu sa quote des payements, n'empesche que l'vn des autres ne puisse vser des rigueurs contenues en leur cõtract cõtre le mesme debiteur, pour ce que reste.[13] Tout ainsi que si l'vn d'iceux auoit fait promesse au debteur ne luy rien demander, laquelle ne pourroit non plus empescher que les autres n'en fissent demande, s'il n'y auoit cause legitime, par laquelle ils en fussent exclus. [14] Où viennent en consideration le temps, le lieu, la condition, qualité, & quantité des payements. Le temps, auant lequel, ores le debte ne puisse estre demandé par le creancier est neãmoins permis au debiteur payer ce à quoy il est obligé, [15] non toutesfois à parcelles contre la volonté du creancier, [16] sinon que l'œuure ou deliurance de la chose soit conuentionnee à temps & lieu prefix, où le creancier se doit trouuer pour la receuoir, comme en temps de foire : auant ou apres laquelle le creancier ne pouuant faire son emploite, seroit en perte de la marchandise, [17] quoy qu'il puisse auant le temps aussi contraindre son debiteur au payement du debte, s'il y a danger à la demeure, [18] sans lequel danger seroit à proroger au debteur pour autant de temps apres le terme à payer, qu'il auoit à tenir ou iouyr de la chose deuë : [19] le lieu destiné à faire le payement, hors lequel le creancier n'est aucunement tenu le receuoir : [20] la condition, auant laquelle on ne peut estre aussi contraint au payement, mesmes quand le debte ne procede de cause remuneratoire, bien qu'elle se reduise à l'impossibilité : [21] la qualité, en ce que le creancier n'est tenu receuoir chose pour autre, quand elle est en espece, comme vn bœuf pour vn cheual, vne grange pour vn iardin, ou choses semblables. Et se doit faire le payement de somme

prestee

preſtée en ſemblables [22] eſpeces, s'il eſt ainſi conuenu, non en pareille quantité, ſi elles ont augmenté, ou diminué de prix, ains à concurrence de la ſomme preſtee, ſuyuant le cours, ni les meſmes, ſinon en depoz, ou commodat: [23] la quantité, en ce que les creanciers ne ſont auſſi tenus receuoir payements à parcelles, ſinon l'entiere ſomme, ſoit que vn d'eux la reçoiue, ou tous enſemble: ny faire diuiſion de debte, pour chacun d'eux en prendre vne partie, ny ſeparer l'obligation ſolidaire entre les debiteurs. [24] Et aduenant que aucun des heritiers ou aſſociez euſt deuers ſoy la cedule, ou inſtrument du debte payé non cancelié à la cedde, [25] en doibt demander la cancellation, [26] faiſant foy du payement par actes, ou teſmoins. [27]

NOTÆ.

1 NON ſolùm vnus, ſed etiam duo, pluréſve ſuſcipiunt verborum obligationem, quorum hi rei ſtipulandi, illi rei promittendi eſſe dicuntur, l. 1. ff. de duob. reis. Rei enim, Tullio authore, 2. de Oratore à re dicti, quorum res agitur. vt in cap. forus, §. reus, e de verb. ſignif. interdum promiſſores vt voti rei, apud Vergilium eſſe leguntur, l. fideiuſſores, & l. ſeq. ff. de pact. fiúntque huiuſmodi obligationes, vt cæteri contractus, re, verbis, litteris, & conſenſu, ſpecie, vel numero: ſpecie, cùm à pluribus res individua dari vel fieri promittitur, aut ſtipulatur, vt bos, equus, & ſimilia: numero, vt res indiuidua, nempe triticum, vinum, oleum, pecunia, & ſimilia quæ pondere, numero, menſuráve conſiſtunt, quæ pluribus ſeparatim promiſſa, ſingulis pro virili debentur, nec plures rei ſtipulandi tunc eſſe creduntur, §. 1. de duob. reis Inſtit. Idem ſi plures reſpondeant ſeparatim, nec ſunt rei debendi, l. 4. ff. eod. niſi expreſſis verbis coniunctim ſe obligauerint, vel ſimul plures ſtipulati fuerint, licèt diuerſis contractibus, l. 3. l. eandem, § fin. ff de duobus reis ſtip. dummodo poſterior repetita ſtipulatione priori reſponderit, pluréſque rei promittendi conſtitui poſſunt, vt vnus purè, alter ſub conditione obligetur, l. ſi ex duobus, ff. de duobus reis ſtipul. §. fin. Inſtit. eod. Nec diſpar obligationis qualitas impedit quò minùs vterque eandem ſummam re promiſſiſſe videatur, non ſi ſit in quantitate inæqualitas, vt ſi vnus decem, alter viginti promittat, l. ſi id quod, ff. eod. tit. tunc enim tot fiunt obligationes, quot diſpares in quantitate, vel in rebus diuerſis ſunt obligati, l. ſcire, ff. eod. quia inæqualitas quantitatis facit inæquales, & diſpares obligationes: éſtque proprium huius contractus vt ſinguli æqualiter ad tẽ eand. çquè teneantur, l. 1. §. fin. ff. eod. Et inter artifices præſertim mechanicos, licèt minimè ingenio, vel artificio pares, vt l. ſi non ſortem, §. libertus, ff. de condict. indeb. pluréſve eiuſdem peritiæ, earundem operarum, & eiuſdem operis vel artificij rei fieri poſſunt, l. nemo eſt, ff. de duobus reis: nam ſimiles ſunt operæ in genere, & pluribus quæritur obligatio & facultas conueniendi, § ex huiuſmodi inſtitutis, eod. & vt vterque qui promiſit, in ſolidum obligetur, l. 3 §. fin. ff. eod. tit. Qua in re cautio ineſt, vt vno facultatibus deficiente, alij conueniri poſſint, ſicut fideiuſſores, vt ſinguli qui ſtipulati ſunt, ſolidam obligationem poſtulent, & ſinguli promiſſores integrè ſolidéque obligentur: adeò vt ſi

vnus ab obligatione eximatur, alter in ſolidum teneatur, l. ſi duos, l. fin. ff. hoc cod. tit. [2] Cohęredes & ſocij reipſa in rebus hęreditatis vel ſocietatis, tanquam correi debendi vel credendi habentur, & in ſolidum ſemper tacitè obligantur, quos non contractus, ſed lex & natura coniungit, dum hęreditas, ſicut ſocietas in iuris vniuerſitate conſiſtat, vt res incorporalis & indiuidua, licèt adita hęreditas proprium adeuntis patrimonium eſſe dicatur: quia ſi plures ſint hęredes vniuerſales, ius eorum manet indiuiſum ex perſona defuncti, & vnicum cenſetur patrimonium, donec diuiſa familia, vel ſocietate, corpore hęreditario in ſingulas partes diſtributo, tot fiant patrimonia, quot partes hęreditarię: *dont l'obligation que regarde le commun heritage, eſt auſſi indiuiſe, ores les aſſociez ne renoncent au benefice de diuiſion: comme ſont ceux qui s'obligent ſolidairement de parolle, ou par eſcript, ou ne ſuffit s'obliger l'vn pour l'autre, & vn ſeul d'eux pour le tout, ſans ladicte renonciation*, auth. hoc ita, Cod. de duobus reis, *qu'eſt cauſe qu'on adiouſte aux contracts ſans diuiſion ne diſcution, car autrement la diſcution ſeroit preallable. Arreſt du ſeiziesme Iuillet 1514 autre du Parlement de Paris du dixneufieſme Decemb. mil cinq cents vingt ſept, cotez par Rebuffe ſur les Ordonnances*, in tract. de literarum obligat. art. 2. gloſſ. vnica, num 33. *Ny ne peut on pretendre cauſe de diuiſion de debte hereditaire, contracté par les coheritiers, aſſociez, ou l'vn d'iceux pour le faict de l'heredité & compagnie*, ne eorum creditor cum multis litigare cogatur. Bart. in l. eandem, ff. de duobus reis. Baldus in l. cum te, C. ſi cert. pet. *De tant que comme les profits, commoditez, & incommoditez de la ſocieté tournent en la cauſe commune, chacun des aſſociez ſe peut obliger, & receuoir l'obligation d'autruy pour icelle*, arg. l. ſed ſi fideiuſſor, ff. de pact. tanquam inuicem inſtitores, exercitores, præpoſiti, vel magiſtri: *dont l'aſſocié eſt tenu du faict & obligation de ſon aſſocié, en ce que regarde la compagnie, comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Paris, donné en Audiance le Ieudy ſeptieſme Septembre 1564. cité par Carondas chap. 103. du 7. liure de ſes Reſp. ſur l'aduis par luy donné de contraindre l'aſſocié d'vn marchand en compagnie deliurer à l'achepteur le bois par luy achepté de ſon compagnon, qui s'eſtoit abſenté apres en auoir faict la vente, & receu l'argent du prix d'icelle, ſans luy en faire part: l'vn deſquels, quoy que obligé par cedule, ſans auoir renoncé au benefice de diuiſion, ayant payé ce que monte ſa part, peut neanmoins eſtre contrainct pour le reſte*, l. 1. Cod. de duobus reis, l. reos, Cod. de fideiuſſ. *Arreſt du Parlement de Paris du dixneufieſme Iuillet en Audiance mil cinq cents nonante, & allegue Carondas au chap. 38. du 8. liu. de ſes Reſp. autre Arreſt du vingtneufieſme Auril 1564. confirmatif d'vne ſentence par luy donnée, eſtant maiſtre des eaux & foreſts au Baillage de Meaux, pour le creancier contre vn des debiteurs aſſociez, obligé par cedule, ſans aucune cloſe ſolidaire, pour raiſon de la marchandiſe de la compagnie*, vt in l. habebat. §. final. & l. ſeq. ff. de Inſtitut. act. *Et allegue Maynard à ce propos vn Arreſt du Parlement de Tholoſe, donné à ſon rapport à la grand Chambre au procez de Roguier contre Capgras & autres au mois d'Aouſt mil cinq cents nonante quatre au chap. 14. du 4. liur. de ſes queſtions.* [3] Ita facta ſolutione vni reorum credendi ſocioru n, vel cohæredum, aut quocunque modo ei plenè ſatisfactum fuerit, liberatur debitor ſicut fideiuſſor, d. l. ſed ſi fideiuſſor, ff. de pact. iuncta l. ſolutam, l. ſatisfactio, ff. de ſolut. l. ſolutionis, ff. de verb. ſignif. Soluere, inquit Vlpianus, dicimus eum qui id facit, quod facere promiſit, vnde ſolutionis verbum, ff. de ſolut. l. liberationis, ff. de verb. & rer. ſignif. imò diſpenſatori, qui ignorante debitore ab actu remotus eſt, rectè ſolûitur, tanquam ex voluntate domini, quem ſi neſcit, mutatum liberatur, l. diſpenſ. ff. de ſolut. multò magis ſi correo cred. ſocio,

cio, vel cohæredi soluatur, etiam inuito & inscio debitore, l. soluere, ff. eod. vel eius mandato, l. qui mandat, eod. *Claude le Brun sur la fin des actions des gagements & hypotheques du troisiesme liure de son procoz ciuil, dict que en l'hypothecaire chacun des heritiers peut estre solidairement actionné*, l. si vnus ex pluribus, Cod. de dist. pign. *non en la personnelle, voire peut proceder en l'hypothecaire par execution sur les biens du deffunct, en vertu de la rigueur apposée en son contract: & suffit que l'heritage estant indiuis, le payement se face à l'vn des coheritiers capable de le receuoir, estant maieur, & de la qualité requise maniant en commun auec ses autres freres coheritiers, les affaires de l'heredité: la presence desquels n'y est necessaire, pourueu que celuy qui reçoit en face acquict suffisant & vallable pour tous, desquels il ayt charge & procuration de receuoir, & canceller l'instrument de debte au protocole du Notaire qui l'a retenu: non s'il est mineur, prodigue, ou autrement incapable de receuoir. Auquel cas le payement ne seroit bien faict à luy, sinon és mains du curateur. Maynard chapitre cinquante trois du troisiesme liure de ses questions, & quand partie des heritiers solidaires sont moindres ou pupilles, leurs creanciers les peuuent contraindre se pouruoir en iustice de tuteur ou curateur, auant la deliurance de la somme, laquelle pour se redimer de vexation, il peut cependant consigner en main seure & responsable, pour estre deliurée à qui par le Iuge sera ordonné. Maynard sur la fin du mesme chapitre.* [4] Sic vno correorum debendi conuento integrum exoluente, cæteri liberantur ab obligatione pecuniæ creditæ: cùm liberatio magis ad substantiam obligationis referatur, quam ad nummorum numerationem, l. solutionis, ff. de solut. Et ideò rector prouinciæ, te iuuare aduersus eos cum quib. communiter pecuniam accepisti, non cunctabitur, l. 2 C. de duob. reis: *lesquels l'executé doibt incontinant faire appeller en assistance de cause, & relief d'indemnité, chacun en ce que luy concerne, & selon ce qu'en a receu*, quia eorum obligatio ita communis est, vt partem quisque suam ferre debeat: nam si ad vnum tota obligationis vtilitas referatur, aut ex natura rei, vel quod ita conuentum est, vt si Titius & Mæuius stipulati sunt, centum reddi, quæ solus Mæuius numerauit, non sunt socij, quia ad solum Mæuium summa obligationis redire debet: vel si Caius & Sempronius cẽtum mutuò acceperint, quę ad solum Caium peruenerint, nec erunt socij, licèt vt correi promiserint, l. 5. C. si cert. pet. sed Sempronius pro Caio interuenisse videtur, l. reos, ff. de duob. reis: tunc enim intercedunt & obligant se pro re aliena, tanquam fideiussores, vt in l. vir vxori, §. fin. ff. ad Velleian. At si in rem vtriusque redacta sit pecunia, socij sunt, quia ex mutuo, quod singuli acceperunt, reddere tenentur, l. si in rem, Cod. si cert. pet. Et tunc cùm ab initio ab vno vel altero solidum aut pars virilis petatur, prout creditori visum est, leg. 3. §. final. leg. reos, ff. de duobus reis. Conuentus, qui solidum habuit regressum, habet aduersus correos, d. leg. 2. Cod. de duobus reis, nempe in viriles, vel eum duntaxat, qui totum acceperit, aut in eius rem versa est pecunia: nam etsi plures essent obligationes respectu petitionum & personarum, leg. eandem, §. fin. ff. eod. tamen quia vnam & eandem rem continent, eius rei solutione omnes simul extinguuntur: cùm eadem res sæpius solui non possit, l. & an eadem, § penult. ff. de except. rei iudic. l. 3. § ex pluribus ff. de acquir. poss. §. sic itaque, de action. institut. [5] hæredes enim sunt iuris vniuersi successores, quod defunctus habuit tempore mortis, l. hæreditas, ff. de verb. signif. quod sicut ius societatis non patitur diuisionem, nisi rerum soluta communione. [6] Hæredésve succedunt cum onere, & obligantur æri alieno, l. more nostræ ciuitatis, ff. de acquir.

acquirend. hæred. nec pariter in ſingulare rerum dominium tantùm ſuccedunt, ſed etiam quæ in nominibus ſunt, ad hæredes tranſeunt, l. hæres in omne ius mortui, ff. de acquirend. hæred. quaſi heri ſeu domini, § fin. inſt. de hæred. qual. & diff. l. 1. ff de ſucceſſ. edict. vel ab ære ex Iſidori ſententia, lib 9 Etymolog. cap. 5 aut ab hærendo, vt quidam putant: de his quæ ab vnoquoque hæredum ſolida præſtantur iure ſucceſſionis, vel hæreditario, aut eis debentur, plura refert Salycetus
7 ſub ſchemate ſeruitutis in l. 2. §. ex his, ff. de verb. obligat. [7] Ideóque non veniunt in familiæ erciſcundæ iudicium familiæ nomina, l. 4. ff. famil. erciſc. quia ex lege 12. tabul. ſine vllo iudice inter hæredes pro portione hæreditaria ſunt diuiſa, adeò vt alter diuidi nequeant, l. hæredes, in princ. ff. eod. tit. l. ea quæ in nonnullis ſunt, C. eod. l. pacto ſucceſſorum, C. de pact. l. 2. C. de hæred. act. Et ne quid maneat indiuiſum, abſolutiones & condemnationes in omnium perſonis faciendæ ſunt, l. officio, l. iudicio, ff. famil. erciſc. de euictione, aliíſque iuribus cautiones interponendæ, l. hæredes, §. fin. l. in iudicio, ff. eod. ſi quædam res indiuiduæ repertiantur, alternis temporibus adiudicentur, vel licitatione, admiſſi pretij facta compenſatione, vni pretium, alteri res addicatur, l. & puto, l. item Labeo, ff. eod. tit. Et poteſt iudex in dubiis ſortem committere, l. 3. Cod. commun. de legat. noſtris autem, tum Saxoniæ moribus receptum eſt, vt maior natu diuidat, minor eligat, vt de Abrahamo legitur, Geneſ. 13. qui iuniori eligendi facultatem præbuit. [8] *Pour eſgalizer ſa*
8 9 *part auec les autres.* [9] Imò ante diuiſionem, ſi velint: cùm etiam inter cohæredes ipſo iure nomina cenſeantur diuiſa, vt mox diximus: & poteſt quilibet cohærendum, vel correorum, ſi libeat virilem, quotam, vel ſolidam pecuniam petere ab vno vel pluribus ſi ſint etiam plures rei debendi: ſed facta hæreditatis diuiſione, quilibet excluditur ab integra rei petitione, quæ in partes ſoluenda eſt: nec nisi debitore vni correorum credendi integra rei ſolutio prodeſt, niſi huiuſmodi diuiſionem ignoret, tunc enim liberatur, l. eius ff. ſi cert. pet. l. ſi quis ſeruo. l. quod ſeruus, l. diſpenſatori, ff de ſolut. Idem ſi vnus ex pluribus reis debendi ſoluerit, cæteros liberat, niſi virilem, tunc enim ſeipſum ſoluens duntaxat, non ſocios liberat, l. ſi creditori, Cod de pact. Ea nempe lege, vt reus credendi, vel tandem creditor virilem accipiens debiti diuiſioni conſenſerit, vt mox dicturi ſumus: vel nouatione
10 contractus diuiſa ſit obligatio. [10] Vel res ſibi ſtipulatur indiuidua, vt cùm bos vel equus à plurib. vel plurib. dari promittitur: & tũc cui, vel perquẽ ex plurib. reis ſtipulandi, vel promittendi ſolutio facienda ſit, quęritur: nã is à quo res ipſa petitur, ſi eandem vni vel alteri præſtet reorum credendi liberatur, niſi iudicio conuentus: tunc enim alteri fruſtrà offertur poſt litis conteſtationem, l. ex duobus, ff. de duobus reis: quia melior eſt conditio occupantis, tum quia res deſinit eſſe integra: vt ſi quis duobus locis dare promiſerit, & in altero conueniatur, l. 3. ff. de eo quod cert. loc. dar. oport. At ſi plures huiuſmodi rem indiuiduam vni vel pluribus vendiderint, aut a plurib. emerint, licet ſpecies, niſi integra tradi valeat, pretium tamen vni, vel pluribus pro virili vel quota ſolui poteſt, niſi omnes in ſolidum fuerint obligati, auth. hoc ita, Cod. de duobus reis. Si ſolidum peratur à creditore, cum debiti vel crediti ſolida obligatio eodem conſenſu quo colligata eſt, patiatur diuiſionem rotius, vel partis acceptilationem, aut contractus nouationem, ſi ſocij non ſunt: vt cùm res tota vel pretium integrum, aut creditum vniuerſum in vnius correorum duntaxat vtilitatem conuerſum eſt, tunc re ipſa ſocij non ſunt, licèt verbis coniuncti & alligati: quod autem vnus ſolidum exegit, alter dimidium re-

petet,

petet obſtabítque pro ea parte exceptio. Pacta enim omnib. prod. eſſe debent, quorum obligationem diſſolutam eſſe pacíſcentis intereſt l. 2. C. de duob. & hæredi, ff. de pact. nec nocet alteri pactum correi ſocij l. ſi vnus ff. de pact. quatenus res ad ſocium pertinet, qui non eſt pactus, vt expliceat Vezembechius ſub tit. de d. ob reis, in paratitlis num. 9. [11] *Celuy des coheritiers, ou aſſociez qui reçoit le tout, eſt tenu le remettre au bloc heréditaire, ou en la communauté*, vt commoda, lucra, & res omnes ſocietatis ſociis omnib. communicentur, & interdum diuidantur, l. rei communis, ff. de act. & oblig. actiones ſocietatis ſeruentur, id quod intereſt, præſtetur, l. actione, ff. pro ſoc. l. pro ſocio, ff. de duob. reis. Et datur hæc actio etiam ſingulis ſociis in ſingulos, hæredibus, & in hæredes, vt lucra percepta ante ſolutam ſocietatem conferantur, & communicentur, l. verum. l. actione, §. morte. ff. de duob. reis, ſibíque inuicem ſunt inſtitores, & domini, vt dictum eſt, & tanquam fideiuſſores, l. reos, ff. de duobus reis. [12] Qui enim vniuerſum debitum recepit, ſoluentè tenetur præſtare indemnem, ſi ab alio correorum res eadè petatur, l. 2. ff. de duob. reis, & correis credendi, quod recepit communicare, vt ſ. [13] *Tout ainſi que l'obligation ſolidaire entre pluſieurs debiteurs, ſans le conſentement du creancier, quoy que l'vn d'eux paye ſa part, ſi par l'acquit de la portion acquittee, le creancier s'en eſt expreſſement deſparti, ne peut eſtre non plus ſeparee entre les creanciers ſolidaires, ſans le conſentement & au preiudice & incommodité de leur debiteur, lequel ayant payé l'entiere ſomme portee par ſon obligation l'vn d'iceux demeure entierement deſchargé enuers les autres, ſelon le texte de noſtre Couſtume, conforme au droit Romain & vſage pris de diuers Arreſts du Parlement de Paris du 25. May 1584. remarqué par Robert ch. 7. du 4. liu. des choſes iugees, du 7. Nouemb. 1570. pris de Carondas ch. 8. du 4. liu. de ſes Reſp par leſquels & autres du Parlement de Tholoſe touchez par Maynard au chap. 30. du 8. liu. de ſes queſt. Le creancier qui prend l'argent de l'vn de ceux qui luy ſont ſolidairement obligez, tant ſeulement pour ſa part, ſans autre clauſe ni declaration, le creancier ne renonce pour les autres obligez à l'obligation ſolidaire*, licèt virilem acceperit *contre l'authorité du droict Romain, par lequel le creancier qui prend la part de l'vn des obligez ſe deſpart tacitement de l'obligation ſolidaire* l. ſi creditores, C. de pact. *pour ce regard non ſuiuie, ni ſes ſemblables.* [14] Si duo pluréſve correi credendi vel debendi ſint ſocij obligationis, tunc non pactum de non petendo ab vno vel vni factum, cæteros non excludit, quin agere vel conueniri valeant in id quod ſua intereſt, non in ſolidum, quia dolo facit, qui partem petit, quam reſtituturus eſt, qua debitor pacto liberatus eſt, nempe in virili, vel quota, quæ ad liberantem pertinet. Ex æquis partibus facit arithmetica ſupputatione, vel impatibus geometrica, vnde Portius dixerit in §. de ſociet. inſt. ſi contentio partibus non expreſſis oriatur, à Iudice, qui partib. boni viri fungitur, analogia geometrica pro cuiuſcunque ſorte & opera partes ſocietatis diſtribuet, l. continuus, §. hoc ita ff. de verb. oblig. l. ſocietatem, §. 1. ff. de pro ſoc. tunc enim eſſet inæqualitas, niſi partes nõ ad arithmeticam, ſed ad geometricam proportionẽ exigerentur pro vniuſcuiuſque operis & opibus quæ in ſocietate conferuntur, l. ſi ſocietatem ff. pro ſoc. Rectè etiam contrahitur ſocietas vna tantùm parte expreſſa puta lucri: quo caſu idem ſeruabitur in altera damni, §. illud, inſtit. eod. Nec refert æquales ſint partes, vel inæquales, dummodo vnus vnam, alter duas lucri, damníve partes ſuſtineat, aut nullam damni, aliquam lucri partem conſequatur: quæ inæqualitas ita demũ recepta eſt, ſi tanti opera ſocij eſt, quanti veriſimiliter damnum eſſe queat, l. ſi nõ fuerit, ff. pro ſocio, & interdum damni & lucri facta cõpenſatione, quod ſupereſt.

lucrum est, l. Mutius, ff. pro soc. §. 1. eod. inst. Cauēda est nimirum leonina societas de qua in l. si vnus, in princ. l. duob. in fin ff. eod. Est enim societatis proprium, vt iure quod fraternitatis lucra & damna, periculáque inter socios communicentur, d. l. cum duos, §. damna, quæ scilicet ex causa societatis, non aliunde procedunt: nec sunt socij obligationis, cùm vnus correorum debendi totam rem creditam recipit, vel in eius particula tota vtilitas conuertitur, cæteríve correi ciuiliter obligati, in virilem aut solidum tenētur secundùm naturam obligationis non solùm fideiussorio nomine, sed etiam vt principales debitores, licèt nihil receperint: & solida pecunia à quolibet eorum peti potest, si coniunctim & solidi fuerint obligati, cum expressa renunciatione diuisionis, quæ ex lege Arriana inter correos tantùm debendi locum habet, non inter creditores: nec eo casu est admittenda, cùm non sit naturalis inter correos debendi societas, quorum si vnus totum persoluerit, cæteros etiam liberat ab obligatione ciuili, nullam tamen in eos habet actionem, sed illi tantùm in eum, vt eos, vel quemlibet eorum præstet indemnem si quid vel totum pro eo soluere cogantur, non tamen pactum de non petendo vni correorum factum impedit, quin cæteri conueniantur, sublata virili, cui renuntiatum est: sin autem ne is tantū conueniatur actum non obstat, quin & cæteri in solidum cōueniantur sine vlla partis diminutione. Et si vnus correorum credendi tale pactum fecerit, nihil cæteris obstat, quin eiusdem debiti habeant persecutionem, quanti eorum intersit: nec dicuntur socij obligationis, nisi singuli, vel omnes simul pecuniam mutuò dederint vel acceperint. De his Vezébechius sub titulo de duob. reis & ibi notatis, vt perpendendum est, obligationes specierū per quotas diuidendas esse, numeri, generis, & quantitatis, vt notat Bart.
15 in l. cùm Stichus & Pamphilus, ff. de solut. [15] l. 1. ff. de solut. [16] Quia solidū sol-
16 uitur tam die quàm quantitate, vt ait Callistratus in l. solidum, ff. eod. nam particularis solutio multa adfert incommoda creditori, qua etiam minùs, sicut is qui tardiùs soluit: plus enim, vel minùs tempore soluitur, l. si cui, in fin. ff. de verb. sign. §. plus autem, inst. de act. si tamen debitor sponte soluat ante terminum, cum sui gratia constituatur terminus, nisi coactus ante diē conuentus soluerit: tunc enim creditor plus petere dicitur, qui præmaturè petit, sicut debitor minùs soluere qui
17 tardiùs soluit. [17] Cuius est actio stricti iuris arbitraria si alibi petatur, vel offeratur, quàm debeat: scimus enim quia varia sunt pretia rerū per singulas regiones & ciuitates, & licet vna eadémque potestas vbique pecuniæ esse videatur, tamen aliis locis facilius & leuioribus, aliis grauioribus vsuris & difficilius inueniuntur, l. ideò, & l. non vtique, §. nunc de officio, ff. de eo quod cert. loc. Tunc enim ad Iudicis arbitrium hæc actio refertur, & si non inueniatur in loco destinatæ solutionis, vbicunque inuenietur, poterit conueniri l. 1. ff. eod. tit. vbi ratio & vtilitas tēporis spectanda est, l. quod si Ephesi, in princ. ff. eod. vt Iudex perpendat quanti actoris intersit rem tempore, vel loco non esse solutam, vel debitoris, si intempestiuè, aut alibi agatur, ex bono & æquo iudicet, d. l. quod si Ephesi, in fin. *dont les changes & rierechanges des sommes rendues à temps & lieu ont esté instituez entre marchands, pour les dommages & interests de ceux qui prestent. Ord. du Roy Louys II. 1462. art. 6. 7. 8. sans qu'en ce cas le creantier soit tenu reprendre son argent au lieu destiné auant le temps, s'il est forain, & ne fait residence à la ville, où le doit receuoir, mesmes en temps de foire, où il se doit trouuer, sauf qu'il est permis au debiteur le consigner & bailler à vn autre, pour le luy deliurer au tems & lieu de la destinee solution,* nec interest per quem solutio fiat, l.

si is cui

ſi is cui §. Flauius, l. fin. ff. de ſol.[18] Nam ante diei vel conditionis euentum, res quæ [18]
aliter peritura eſſet, repetitur, ſicut dos conſtante matrimonio viro vergente ad
inopiam, l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. Idem Vlpianus de debitore fugiente, in l. ait
prætor, §. ſi debitorem meum, ff. quæ in fraud. credit. ex lege 12. tabul. SI CAL-
VITVR, PEDEMVE STRVIT MANVM EI DEIICITO. Cu-
iacius ad l. 13. ff. quod met. cauſ. Obſer. 16. c. 19.[19] Azo in ſumma ſub tit. de plus [19]
petitionib. C. his verbis: hodie autem vbi quis petit amplius tempore in eo pu-
nitur, quia reo duplicantur inducię, ſine vſurarum acceptione, & poſt eas in-
ducias duplicatas finitas reus non aliter ſuſcipit litem, niſi omnes expenſas ab
actore ante receperit, quia dilatio tantùm datur fauore debitoris, §. in diem, Inſt.
de verb. obl.[20] tot. tit. ff. de eo quod cert. loc. dari oportet: & agitur ad intereſſe [20]
arbitrario iudicio, vt dictũ eſt.[21] Vt in l. legatũ. C. de condict. incert.[22] *Et plus en-* [21]
core quand la condition eſt certaine & aſſeuree, quoy que le temps de l'euenement ſoit incer- [22]
tain: comme du payement à faire de choſe ou argent preſté par le debteur eſtant preſtre, mort
ou marié, par accord & conuention ainſi faicte entre parties au contract de preſt: pour lequel
ainſi faict, par Arreſt du Parlement, vn creancier a eſté alloué contre les heirs du debiteur,
en l'appel releué du ſeneſchal de Lectoure, qui les auoit relaxez. Maynard chap. 67. du 7.
liu. de ſes queſt.[22] l. ſi cùm aurum, ff. de ſolut.[23] *Gilles le Maiſtre au titre des Criees:*
idque in commodato depoſito, quo res eadem reſtituenda eſt ex natura contra- [23]
ctus.[24] Nec admittitur ſolutio particularis, vbi debitum eſt certum & liquidũ, l. [24]
tutor, §. Lucius. ff. de vſur. arg. l. quidam exiſtimauerunt, ff. ſi certum petatur: nec
partem debiti recipere tenetur creditor, niſi totum offeratur, & totius fiat depoſi-
tio pecuniæ, congruo loco & tempore, l. acceptam, C. de vſur. l. mora. ff. eod. l.
obligatione. C. de ſolut. l. ſoluturus, ff. eod.[25] l. pecuniæ, l. inductum, l. nihil [25]
intereſt, C. de ſolut. ll. fin. C. ad exhibend.[26] *Ou remiſe de la cedule,* [26]
d. l. fin. & l. 1. C. de fid. inſtr.[27] l. pecuniæ, l. ſi. C. de ſol. [27]
l. aſſeueratio, C. de non numer.
pecunia.

PAYEMENS,

COVSTVME III.

Le creancier eſtant payé de ſon debte doit remettre le contract obligatoire cancellé és mains de ſon obligé, ſi l'a en ſon pouuoir, ou a moyen de le luy rendre: ſinon eſt tenu luy en faire acquit par acte public, non autrement.

CHAPITRE III.

LEs creanciers qui ſont entieremẽt payés de leurs debtes, n'ont droit de retention des actes volants eſcrits de main publique ou priuee, auec leſquels ils puiſſent de-rechef demander les ſommes payees:[1] tels que les actes ſignez de deux Notaires du Chaſtelet de Paris,[2] executoires, arreſts, ſentences, appountements de cõdãnation,[3] cedules, promeſſes,[4] ni voire des procedures ciuiles, ciuilement intentees, ſi ſont rembourſez des deſpens.[5] Et peuuent eſtre contraincts les remettre, ſi les ont à leur pouuoir,[6] ſinon ſe doiuent purger par ſerment ne les auoir ne ſçauoir que ſont deuenus, ne les auoir eſgarez par dol & fraude, & faire acquit du debte payé par acte public.[7] Non que la ſeule tradition de l'acte obligatoire face pleine foy du payement, & ſuffiſe pour effacer la memoire du debte contracté,[8] redigé par eſcrit, ſi n'eſt accompagné d'autres indices, comme ſeroit la preſcription trentenaire,[9] acquit,[10] preuue & confeſſion verbale du payement,[11] ou remiſe volontaire faicte par le creancier de ladite cedule és mains de l'obligé, par la reintegration de laquelle, ſemble luy auoir quitté le debte:[12] dont il eſt non receuable demander la ſomme par luy donnee & acquittee, meſmes pour cauſe remuneratoire,[13] ou apres long internalle du temps, pendant lequel les parties ont eu autres affaires enſemble, arreſts de compte, ou autres preſts depuis interuenus, ſans y comprendre la ſomme contenuë en la cedule rendue,[14] ſinon que l'euſt baillée à ſon debiteur en cõmunicatiõ: lequel en ce cas il pourroit contraindre la luy reintegrer, ou luy payer la ſomme y contenue,[15] enſemble ſi le creancier l'auoit rendue ſous eſperance de future

nume

numeration du payement promis par ſon debiteur, [16] ou icelle perdue par le debteur deſrobee, ſubtilement & frauduleuſement retiree: [17] laquelle ſi n'eſt plus en nature, pourueu qu'il apparoiſſe de la reintegration d'icelle faicte és mains du debiteur, la preſompti5 faict pour le payeur, [18] lequel eſt en voye de relaxe, ſi le demandeur ne preuue le contenu en ſa demande: cõme puis l'eſgaremẽt ou remiſe de la cedule, l'aſſigné a confeſſé le debte, ou promis payement de la ſomme y contenue: [19] de laquelle ſi ne ſont d'accord, doit auſſi preuuer le preſt ou quantité, [20] ou le bailler au ſerment du debiteur. [21] De laquelle ſi fait apparoir, ou du preſt de la ſomme deniee par actes, ou teſmoins, le debteur fait à condamner tant au payement de la ſomme principale que deſpens de l'inſtance apres l'adueu & verification d'icelle en cas de deſadueu, [22] ſi apres le debteur n'allegue payemens, deſquels en ce cas il doit faire apparoir dans vn bref delay. [23] Et de tant que les biffeures & cancellations des actes peuuent eſtre debattues, ne pouuans recognoiſtre de quelle main ont eſté faictes, on ne peut aſſeurer par quel moyen ou artifice, ni à quelles fins a retiré l'acte, ſi n'appert du payement ſouſtenu par l'aſſigné, [24] lequel auſſi n'eſt tenu faire que par meſme moyen le demandeur ne le ſaiſiſſe de la contrainte & acquit, enſemble de la cedule, ou autre acte volant obligatoire, en vertu duquel il procede, [25] ou ne luy face canceller le contract ſi point en y a, a la cede inſeree au protocole du Notaire, qui l'a retenu, & eſcrire au marge, ou au deſſus, s'il y a place vuide, les payements datés, teſmoignés, ou ſignez du creancier, ſi ſçait eſcrire: [26] & eſtant payé, y peut eſtre contraint par Iuſtice à la requeſte du payeur, par indictiõs & declarations de peines: [27] par ce que le creãcier qui reçoit payement, eſt tenu fournir le payeur d'acquit ſuffiſant & valable, & payer la cancellation au Notaire, & celuy qui emprunte la retention & expeditiõ du contract obligatoire: [28] lequel apres la cancellatiõ le Notaire ne peut auſſi expedier ſans les quittances, [29] ni auant icelles en faire plus d'vn expedié à chaſcune des parties ſans permiſſion du Iuge, pour obuier és fraudes & inconueniens, qu'en peuuent aduenir. [30]

NOTÆ.

Mmò reddere tenetur inſtrumentum debiti inductum & cancellatum ſoluenti debito-
1 ri, l fin. C de condict. ex lege, niſi impenſis Notario factas à debitore repetat Ibi-
dem Baldus & Salyc. propter moram debitoris, vt in cap peruenit,de fideiuſ. e.*non eſt à faire expedier le contract auant le debiteur ne ſoit en demeure. Auquel cas le debiteur n'eſt tenu des deſpens de l'expedition*, ex Baldi ſententia, in l. eos, § ſuper, C.de vſur. & l. non ignorat, C. de fi.dict. & lit.expenſ. Aufrer in additione Capel. Thol.qu 47.vel quid deſit ſolutione,ibid.q.37. *Et lors le creancier qui retient encores deuers ſoy l'inſtrument obligatoire, eſt tenu faire quittance de ce qu'il reçoit: & en refuſy peut eſtre cõtraint par Iuſtice.* Bart.in l.ſi finita §.elegãter,ff.de damn.infect in l. ſi pupillus ff.de nouat. in l.ſi plures apochis.C.de fid inſtrum.l. pecuniæ, C. de ſolut. *Et eſtant du tout ſatisfait, peut eſtre auſſi contraint à la remiſe de l'inſtrument cancellé.* Capella Thol. d. q. 47. vnde probatur ſolutio l.qui tabulas,l fullo vel ſarcinator, ff. de furt. qua quidem ſolutione omnis tollitur obligatio, q nib. mod. toll oblig. in princ.Inſtit.adeò vt vno correorum ſoluente, cæteri etiam liberentur, l 3. §.fin. ff.de duob.reis,§. ex huiuſmodi, inſt. eod. *& empeſche l'execution des ſentences de condamnation & des iugemens expoſez ſur contracts obligatoires.* Andreas in Addit.Specul. ſubtit de executione ſententiæ,§ fin nam etſi contra inſtrumentum nul-
2 la opponatur exceptio, non tamen excluditur exceptio ſolutionis, nam bona fides, nec ipſa natura patitur vt ſemel exactum rerum exigatur. Angelus in l. non tantum §. quod ſi pro emptore ff.de pet.hæred.Alexander conſ. 113. Petrus de Anchariſis conſ.200.Cynus in l. 3 ff de
2 condict. indeb. [2] *Ordonnance du Roy Louys II. 1510. art. 63.ſur la fin: par laquelle eſt enioint aux Notaires & tabellions faire regiſtres & protocolles des contracts & autres actes, pour y auoir recours,*
3 *hors & excepté les Notaires du Chaſtelet de Paris.* [3] Ores ſe puiſſent expedier par duplicata,auec l'ac-
4 *quit au dos, à fin que ne ſoit derechef demandé,* [4] ſicut inſtrumenta. *Et encore plus parce qu'elles ſont touſiours en original, lequel ne doit demeurer és mains du creancier apres qu'il eſt payé & ſatis-*
5 *faict, ains le doit rendre au payeur auec l'acquit du payement, comme deſſus.* [5] *Eſtant auſſi payé des deſpens taxés, eſquels le debiteur eſt condamné, enſemble du principal, ne luy peut non plus refuſer les actes venus en taxe rembourſés ſi luy ſont demandez. Où ſe rapporte la remarque faicte par Auſpert en l'addition de la queſtion 47. de la chapelle Tholoſaine.lequel ne met en taxe l'expedition des inſtruments que ne contiennent reale numeration, que confeſſion de debte, ni de ceux qui ont eſté*
6 *lauez incontinent apres la retention.* [6] Capella Tholoſ.in d. quæſt. 47. *non autrement.* Cynus in l. diſſoluæ, C de condict.ex lege, notatur in c. decedens in 1. vbi te non cõteſtata.e.l. plures,& inter,pretes, C. de fid inſtrum l qui tabulas, ff. de furt. Quibus etiam creditor tenetur can-
7 cellare inſtrumentum ſoluenti debitori. [7] Et iureiurando affirmante creditore inſtrumentum ſine dolo & fraude amiſiſſe ſolutionis publicum inſtrumentum coram Notario & teſtib.debitori ſoluenti facere tenetur,& eodem iuramento promittere ſe nunquam eodẽ inſtrumento amiſſo & apocha vſurum,ſi inuenerit, & illud pro nullo habere. Aufrerius in additione d Capellæ Tholoſ quæſt. 47. & 37 Baldus & Salycetus in d.l.diſſoluæ.Bald.in l.pecuniæ,& l.fin.C.de ſol.
8 in l.inſtrumenta,C de fideiuſ. Bart.in l.pupillus, ff.de nouat. [8] *Ores la remiſe de la cedule & acte obligatoire faicte és mains du debiteur, donne coniecture du payement, meſmes quand elle eſt cancellée,* l. 1. C. de donat l.creditorem, C. de remiſ. pign.l 3.ff. quæ res pign. oblig. poſ l.qui chirographum, ff.de legat. 3.c.cùm quidem,§. ille, in fin.e.de pact.c.pen.vt lite pendente,in fin.l. inductum, C de ſol. l.ſi chirographum ff.de probat. *la preſcription pourtãt ne fait pour le debteur, que l'on en peut pourſuyure, & dit luy auoir eſté rendue,& cancellée pour cauſe lucrative,ſous pacte ne luy en ſera demandé ſi le debteur eſt domeſtique du creancier.* Capel. Tholoſ. quæſt. 219. Aufrerius in
9 cauſſã ad.l.ſi quis,vbi etiam eſt habenda ratio perſonarum,vt ibidem notatur.[9] *Par laquelle toutes choſes demeurent preſcriptes tant en action hypothecaire, que perſonnelle. Arreſt general prononcé en Tholoſe par le ſieur Preſident de Leſtang l'auant-veille de Noel 1603. remarqué par Mayn.liu. ch.*
10 *31 du 6.liure de ſes qu.*[10] *Lequel auec & ſans la reintegrande de l'inſtrument,cedule, ou promeſſe contenãt confeſſiõ de debte,fait pleine foy du payement.* Speculũ de inſtrument. editione, n. 8.& 9. *Ni ne ſuffit au creancier payé de ſon debte,rendre le contract ou cedule à ſon payeur,ſi ne luy faict acquit: à*
11 *quoy le peut contraindre* præfatus ibi,& l.pecuniæ C. de ſol. [11] Confeſſio enim creditoris apertè liberationẽ denotat.l.huiuſmodi,§.ſi ita legatũ ff. de legat.1.[12] c.Eccleſia Sãctæ Mariæ,in fin.&
12 ibi gl. ſi vt l te pẽdente nihil innoa.e.alioquin vt ibi dicitur chirographi traditio eſſet ei prorſus
13 inutilis. [13] Si enim per acceptilationem vel donationis cauſa debitor ſibi traditũ affirmet chirographũ,præſumitur pro creditore,ſin autem facta ſolutione, præſumitur pro debitore Capella
14 Tholoſ.q 229. [14] Quæ licèt exprimeretur in poſteriori obligatione, prior nimirũ eſt exhibenda,aliàs ex eius memoria nulla fiet exactio.auth.ſi quis in aliquo.C.de edend. *Et à plus forte raiſon ſi par le deraier cont actes parties demeurent quittes de toutes choſes paſſées.* [15] Si creditor di-
15 xerit inſtrumentum vel chirographum editum à creditore, & ſibi communicatum amiſiſſe,

quia

quia dolo deſiit poſſidere, pro poſſeſſore damnandus eſt, *pourueu qu'il apparoiſſe de la ſomme y contenue*, ne de re incerta feratur ſententia. §. correi. de act. inſt. quæ probari poteſt per teſtes qui numerationi interfuere, vel chirographū legerunt. e. cùm olim. e. de priuil. ſi partes non ſint cōcordes in debiti quantitate contenta in inſtrumento originali vel chirographo amiſſo. Quid ſi contractiæ vndique cedantur apochæ vel inſtrumenta? nulli eſt adhibenda fides, ſi vtrumque ſit obligatorium, vel abſolutorium, niſi ſit vnum obligatorium, aliud liberatorium, & tunc magis liberationi quàm obligationi fides erit adhibenda Practicæ Papienſ. tit. 15 gloſſ. 7. num. 4. [16] l. 1. C. de non num. pec. in totum, vel partem. l. 2. eod. & tunc pro parte non tradita, vel pro parte ſoluta fieri debet abſolutio l. cùm fidē. C. eod. nec biennio præſcribitur exceptio non numeratæ pecuniæ, vt quondā apud Romanos. ex l. in contractib. C. de non numer. pec. niſi 30 annorū curriculo, vt alibi dictum eſt. [17] Si debitor penes ſe habere oſtendat inſtrumentū debiti cancellatū, vel chirographum quem ſibi aſſerit redditum eſſe à creditore, affirmantis eſt probare reſtitutionem chirographi ſibi à creditore factam. l. poſtquam. ff. de pact. Speculator de inſtrument. edit. §. poſtquam de inſtr. publ. n. 16. & ſi probet. præſumitur facta debiti ſolutio. l. ſi chirographū. ff. de probat. Cynus in l. ſi de poſſeſſione. C. eod. & l. quod debitori. C. de ſolut. ſi non probet, & dicat ſe liberatum eſſe per pactum de non petendo, tunc non præſumitur liberatus. Si tamen ſe liberatum dicat ſolutione, ſi ſit perſona domeſtica, nō præſumitur liberatus, niſi ſibi traditum à creditore probauerit. d. l. ſi de poſſeſſione. l. 1. §. ille. C. de Latin. libert. toll. Vel. nō eſt perſona domeſtica, & tūc præſumitur facta liberatio, tūncve ſi creditor inſtrumentū vel chirographū amiſiſſe affirmet, & ſine cauſa ad debitorē perueniſſe vel ſibi ſubſtractum eſſe, eidem incumbit onus probandi cap. cùm olim. e. de priuil. & ſi amiſſus fuerit chirographus à debitore, cui creditor vel eius procurator inſpiciendū tradiderat, tunc iureiurando eius amiſſionē non dolo factā in iudicio tenetur affirmare, & nouū debiti inſtrumentū vel chirographum creditori conficere niſi ſoluere paratus ſit. Speculator de inſtr. edit. d. §. poſtquā. n. 10. [18] Præfat. iurib. Nā traditis mancipiorū inſtr. ipſa mancipia donata eſſe intelliguntur. l. 1. C. de don. qui legant chirographū, actiones, quę in eo cōtinētur legaſſe videtur. l. qui chirographū. ff. de legat. 3. qui obligauit inſtr. agiorū, de agris noſis excogitaſſe dicitur. l. 2. C. quę res pign. oblig. poſſ. qui pign. cautionē reſtituit, ius pign. remiſiſſe videtur. l. creditricē. C. de remiſſ. pign. l. 2. ff. de pact. [19] Tenetur ex poſtremo debiti cō- 19
feſſione ſi certū confeſſus ſit: ſin autem rei certam quantitatē fateri cogendus eſt. vt inde certa feratur ſententia. l. certū. ff. de confeſſ. in ſumma. ff. de re indic. l. ſicut in fin. C. de repud. hæred. Idē in promiſſione ſoluendi facta à debitore poſt inſtrum. amiſſionē, vel traditionē, *aquelle apporte auſſi l'interruptiō de la preſcriptiō triennale & ſemeſtrale portee par les Ordon. pour les demādes du prix des marchandiſes preſtees, vendues à deſail drogues & medicamens, ſalaire des ſeruiteurs. Moyenneb. 87. du 6. liu. de ſes qu.* Cōfeſſio creditoris liberationē denotat. d. l. huiuſmodi §. ſi ita legatū. ff. de leg. 1. [20] vt in d. cùm olim. e. de priuileg. [21] *Qu'eſt le ſerment deciſoire*, de quo ſuo loco 20 21
dictum ſumus. [22] l. 3. C. de fiuct. & lit. expenſ. nec ſolùm in expenſas mendacij cōuictus, ſed etiā 22
pecuniaria iuramento in litē, nempe affectionis quanti victoris iurantis interſit. tū etiam infamiæ nota quondā coercebantur. §. 2. de pen. temer. litig. inſt. auth. contrà qui propriam. C. de non num. pec. *eſtāt procedé à la verification & recognoiſſance de la cedule par teſmoins & commandement de lettres, de laquelle prend ſon hypotheque, Mayn. ch. 69. du 7 liu. de ſes qu.* [23] Nā debiti ſolutio omnē 23
obligationē excludit, & ſententiæ executionē vt n. 2. & breui dilatione cōcretā ſolutionem perficere tenetur conuictus debitor, in quem durius agitur quàm in confitentē: tunc enim excipiendo reus agit & rei probandi onus incūbit. [24] Cui non minor fides adhibetur, quàm cō tractui, & pa- 24
riter in ſcriptis fieri debet. ſicut ipſe cōtractus, vt obligatio eodē ligamine diſſoluatur quo colligata eſt. Petrus de Anachariſis cōſ. 302. l. ab emptione. & ibi Bart. ff. de pact. Si tamē creditor acceptā ſolutionem non fecit apochā debitori, poteſt debitor eū in iudicio cōpellere, ſicut creditor debitorē chirogr. vel inſtr. mutuatæ pec. manu publ. conficere, præſertim ſi 300. libras excedit ſecundùm regias ordin. Sin autē numer. pec. ab eo qui eā acceperit inficietur vel chirogr. creditor, aut debitor ſolutionis apoch. amiſerit, tunc non excluduntur per teſtes probat. qui numerat. vel chirogr. aut apochæ interfuere abſq; numerat. pec. quib. debiti vel ſolut. cōfeſſio cōtinetur, aut huiuſmodi actus perlegerūt. vt dictū eſt, quæ probanda ſunt per eū qui dicit & affirmat. l. 1. ff. de fid. inſtr. l. ſi chirogr. ff. de prob. Spec. de inſtr. edit. §. poſtquā n. 16. *Maſuer au titre des payemens, n. 31. 32. 33. 34.* Nā nec ſolutæ profeſſio collata inſtr. maior rei geſtæ probationem continet, quam ſi chirographū mutuo acceptæ pec. creditor reddidiſſet. l. pecuniæ. C. de fid. cuius confeſſio ſufficit ad probandā liberat. vt dictū eſt. [25] Nempe cū apochā ſolutionis ſibi appoſita, *que* 25
lettres ceſt bon faire & garder, & de ſon debte, arg. l. nihil intereſt. & l. ſi. C. de fol. l. propterea. C. depoſ. l. ſi conductionis. C. de locat. l. fin. C. ad exhib. l. 2. C. de condict. ex lege. [26] *Non ſans cauſe* 2
ſe l'Empereur inſtituë la retention des contracts eſtre faicte és protocolles pour eſtre leurs antidates, & pour y auoir recours, vt in Nouell. 44. c. 2 *ſans leſquels les contracts ſe pourroyent facilemēt eſgarer*

, au dommage & preiudice des contractans, vt in deciſione 330. Matthæi de Afflictis in Conſuetud. Neapolitanas, *où il traitte la forme de la preuue du Notaire, qui a perdu l'original, cede, ou minute d'vn inſtrument obligatoire par luy receu. dont le meſme a eſté ordõné par nos Rois Loüys XII. 1510. art. 63. François I. 1535. ch. 19. art. 6 1539. art. 173 174. 175. Et doit-on inſerer és cancellations les cauſes & eſpeces des payements, ſi c'eſt en argent conté, ou autre maniere de ſatisfaction, à ce que ne ſoyent apres debatus, comme les cedules, que ne cõ-*
27 *tiennent la cauſe du debte. Maynard chap. 66. du 7. liu. de ſes queſt.* 27 vt ſ. num. 25. Capella Tholoſana, & ibi Aufrerius quæſt. 307. tunc enim ſufficit debitori ſi cancelletur inſtrumentum cum nota ſolutionis, & ſi non ſibi reſtituatur, vel protocollum maneat. Bart. in l. fin. ff de his quæ in teſtam. delentur, Caſtrenſ. in l. noſtra, in fin. C.
28 de teſtam. 28 Et tenetur debitor refundere expenſas à creditore Notario factas pro retentione & expeditione inſtrumẽti, ſi illud velit penes ſe habere & eas ſoluere, cogi poteſt à creditore, vt notatur in Additione d. Capell. Tholoſanæ quæſt. 307. l. . .ff de condict. ex lege, *quand le preſt ſe fait ſans intereſt, à ce que le bien faict ne ſoit en perte & dommage au creancier: l. quel n'eſt auſſi tenu payer la cancellation & payement du preſt gratuit eſcrit à la cede, ſi n'eſt inſeré au protocole du Notaire en vn ſeul acte ſeparé le creancier ayant eſgaré l'acte originaire, ou cedule portant debte, dont la cancellation ſe doit faire par acte public à la deſcharge du payeur aux deſpens du creancier, qui eſt en ce cas tenu luy fournir d'acquit ſuffiſant & valable, à ce qu'à l'aduenir luy ni les ſiens n'en puiſſent eſtre derechef inquietez. l'acte obligatoire reuenant és mains du creancier, ou de ſes heri-*
29 *tiers.* 29 Nec bona fides patitur vt bis idem exigatur: *comme au contraire ſeroit aduenu d'vn qui diſoit auoir perdu la groſſe de l'inſtrument, en laquelle le debiteur diſoit auoir inſeré les payements, dont arreſt s'en ſeroit enſuiui au Parlement de Paris du 20. Iuillet 1564 par lequel fuſt ordonné que le creancier preuueroit la perte de l'inſtrument, & le debiteur les payemens par luy alleguez.* 30 *Ordonnance du Roy François I. 1539. art. 178. au marge duquel eſt remarqué ledit Arreſt par le Guenois à la Conference des Ordonn. au titre des Notaires & Tabellions.*

PAYEMENS,

COVSTVME IV.

Eſt auſſi tenu ſaiſir la caution de ſon debiteur de l'entier inſtrument de debte & cautionnement, s'il eſt payé par ſes mains & luy ceder ſes droicts & actions par acte public.

CHAPITRE IV.

LA caution n'eſt auſſi tenue payer le creancier, que ne le ſaiſiſſe de l'acte volant, tant de l'inſtrument de debte que cautionnement,[1] & ne luy en face ſuffiſante & valable quictance,[2] ne luy cede ſon action, & ne le ſubroge en ſon lieu & place par acte public,[3] de tant que l'eſcripture prince peut eſtre plus facilement debatue.[4] Et ores le ſeul acte de caution apporte quant à ſoy ſon relief,[5] & du payement faict par la caution, ladicte ceſſion & ſubrogation ſoit tacitement entendue,[6] l'expreſſion neantmoins n'en eſt inutile, attendu que le fideiuſſeur peut en vertu de relief, ou ceſſion à luy faicte, tant en iugement que dehors, pourſuiure ſon indemnité, ſans laquelle en deffaut du debiteur principal trouué inſoluable, ne peut recourir contre ſes confideiuſſeurs, ny s'ayder contre ſon garent des meſmes contraincts & rigueurs contenues en l'obligation principale,[7] s'il n'y a auſſi au contract acte de relief, par lequel le garent y ſoit auſſi obligé enuers ſa caution, dont la cauſe du principal n'eſt plus fauorable que celle du fideiuſſeur,[8] lequel ne peut eſtre non plus contrainct auant le temps de la deſtinee ſolutiõ,[9] de la condition aduenue,[10] ny pour plus grand ſomme:[11] moins pour debte payé, & ſatisfaict en quele maniere que ce ſoit,[12] par nouation de contract, par lequel la premiere obligation ſoit eſteincte, d'où depend la fideiuſſoire, non autrement.[13] Si toutes-fois la caution paye auant le temps, n'y a lieu de repetition, ny ne peut recourir contre ſon garent que le terme à payer ne ſoit expiré,[14] s'il n'y a danger à la demeure,[15] pour auoir volontairement anticipé le payement, qu'il pouuoit differer, tout

ainſi que le principal. [16] Lequel ores ne ſoit deſchargé de la creance, par le moyen du payement faict par la caution, [17] n'eſt pourtant acquitté enuers icelle, ny deliuré du relief d'indemnité, faict ou ſous-entendu en l'obligation fideiuſſoire, [18] laquelle eſt ſi fauorable, que quoy que les intereſts ne ſoyent communement alloüez, qu'apres les debtes hypothecaires, ceux que le fideiuſſeur eſt contrainct payer, ſont mis au rang des ſommes principalles, [19] le creancier pouuant agir contre la caution ſans diſcuter le principal, auec lequel eſt ſolidairement obligee, ayant renoncé au benefice de diuiſion & diſcuſſion, [20] ou s'il appert que le debteur principal ſoit inſoluable, mineur, abſent, ou decedé eſtant en demeure: [21] ſauf à la caution que paye, ſon recours contre ſes heritiers: [22] cõme celuy des confideiuſſeurs ſolidaires qui paye, lequel en defaut du principal debiteur trouué inſoluable, peut en ce que reſte, ou pour le tout, ſi n'en a rien peu auoir, diſcuſſion faicte ſur les biens d'iceluy en vertu de la ceſſion à luy faicte par le creancier, qu'il a payé de ſes propres deniers, recourir contre ſes confideiuſſeurs, pour ſon indemnité. [23] Et chacun d'eux au benefice de diuiſion de la loy Adriane, ſi ſont ſoluables, à ce que vn ſeul d'eux ne ſouffre toute la perte & dommage, & ne ſoit tenu que pour ſa part, [24] s'il y a pluſieurs debiteurs ſolidaires, peut auſſi agir contre tous & chacun d'eux en parties diuerſes, ſi bon luy ſemble, & n'aime mieux agir pour le tout contre tous leſdicts garents ou l'vn diceux, ſuiuant la nature de ſon relief. [25] A la clauſe ſolidaire duquel peut renoncer ſi bon luy ſemble, comme la plus rigoureuſe, & y ayant vne fois renoncé, n'y eſt plus receu par reſtitution en entier, ne autrement: [26] & doibt faire appeller ſes garents incontinant qu'il eſt actionné, ou executé à la requeſte du creancier, [27] à ce que pendant l'inſtance, ſi ſont inſoluables, il impetre lettres Royaux en diuiſion de l'obligation fideiuſſoire contre ſes confideiuſſeurs, ſi ſont ſoluables, & pour tels ſouſtenus, auant la ſentence: [28] car apres n'y ſeront receus que par appel. [29] Ce que n'a lieu és cautions des tuteurs, quoy que le cõtuteur y ſoit admis, [30] ny en la contre-caution de la caution, [31] ſi la ſomme reſpond à diuers debiteurs, ou les autres cautions ne ſont ſoluables: [32] ſi le debte ne reüſſit & vient à s'eſuanoüir, ou diminuer par quelle voye que ce ſoit, [33] la caution que ſuit la nature du principal [34] en eſt autant deſchargee, non par le bail de nouuelles cautions, jaçoit que pour meſme ſomme, ſi ne porte expreſſe deſcharge des premieres. [35]

NOTAE.

NOTÆ.

1 NI' AYANT *autre choſe à demander du contenu en ſon obligation, apres en auoir eſté entierement ſatisfaict* l.creditricem,C de remiſſ. pign.l. qui chirographum ff.de leg.3 l.fin.ff. quæ res pignor. oblig. poſſ. *ſinon qu'elles vouluſt retenir, iuſqu'à ce que ſeroit remboursé de ce qu'il auroit payé au Notaire : que ſemble eſtre pluſtoſt le faict du debiteur, que de la caution, ſi n'eſt reſponſable que de la ſomme principalle contenue au contract pour le debiteur enuers le creancier, dont la faction, retention, & expedition des actes ne ſe doibt faire aux deſpens de la caution, laquelle ne participant à la commodité du preſt les deſpens ne ſont communement retorqués, ny taxés, que contre le debiteur principal.* 2 *Luy en dois faire aquict à la meilleure forme que ſe peut, non ſeulement au dos & pied de l'acte, ou au marge de la cede inſerée au protocolle du Notaire,* l.pecun. C. de ſol. & in præcedenti conſuetudine. 3 *Mais auſſi par acte public, par lequel luy cede ſes actions, & le ſubroge en ſon lieu & place,* nouell. 4 cap. 1.in fin. l. cùm is, ff.de fideiuſſ.l.2.l.ſicut, C.eod. 4 l.comparationes, auth.ad hæc, Cod.de fid. inſtrument. & ſcripturæ publicæ plena fides adhibetur,nulla priuatæ, *iuſqu'apres l'adueu & recognoiſſance d'icelle. Maynard chap.3.nomb.4.du 3.liu.de ſes queſt. meſmes ſeroit aduenu que vn bourgeois de Lectoure ayant eſcrit des lettres de recommandation en faueur des enfans d'vn ſien voiſin à vn pedagogue qui les tenoit en penſion, portant entre autres choſes que le pere eſtoit ſon amy & le payeroit: auec leſquelles le pedagogue n'eſtant payé de quelques quartiers, auroit actionné le bourgeois deuant le Seneſchal de Lectoure. Par ſentence duquel le bourgeois fuſt condamné procurer le payement en certain delay ou payer: & par arreſt donné au rapport dudict ſieur Maynard à la ſeconde d'Enqueſtes le 8. Mars 1574. fuſt relaxé, ſauf au pedagogue ſon recours contre qui appartiendroit. Mayn.ch.29.du 8.liu.de ſes queſt. Laquelle epiſtre bien que portaſt quelque aſſeurance & eſpece de fideiuſſion, ne fut pourtant trouuée ſuffiſante, comme ſi euſt eſté inſtrumentée, pour ſouſtenir la ſentence dudit Seneſchal,* cùm huiuſmodi litetæ commendatoriæ non inducant obligationem,niſi ſint mandatariæ,l. ſi verò non renumerandi,§.cùm quidam,ff.mand.l fi.verſ.neque,C.quod cum eo qui in alien. poteſt.eſt neg.geſt.eſſe dicet *Arreſt ſolemnel du Parl.de Paris du 23.Decemb.1575. cité par Papon ſous l'arreſt 12.du tit.des pleiges.* 5 Et repetit à debitore actione mandati quicquid pro eo ſoluerit,§.pen.inſtit.de fideiuſſ.Papienſ. tit.30.gloſſ.7. num. 6. 6 *Et allegue Maynard à ce propos vn exemple ſur vn arreſt donné au Parl.de Tholoſe au rapport du feu ſieur de Ferrier le dernier de Mars 1583. entre Hieroſme Bandinelli ſieur de Paulet demandeur en execution de Decret & preferance d'vne part, & les tuteurs de Hieroſme Dupuy fils & heritiers de feu Guillaume Dupuy defendeurs & executés d'autre: & entre Iean Eble procureur en la Cour, & curateur par elle donné à Helie Dupuy oppoſant au decret, autrement demandeur en allocation d'vne part, & ledict Bandinelli & Hieroſme Dupuy deffendeurs d'autre. Ledit Helie Dupuy fut preferé audict Bandinelli à l'allocation des ſommes par luy demandées auſdits tuteurs, concernants le cautionnement ſolidaire, que les peres dudit Dupuy & Helie auoyent faict pour Saluan marchand : lequel fut inſoluable, le pere dudict Helie auroit eſté contrainct payer l'entiere ſomme, pour laquelle les peres dudict Dupuy & Helie auoient cautionné, & faict leur debte propre, nonobſtant que ledict Bandinelli fut premier en datte au payement faict par ledict feu Dupuy: & l'action ne luy fut cedée par le creancier lors du payement contre le pere dudict Helie. Par où ledict Maynard au ch. 49.du 2.liu.de ſes queſt. infere auec les textes & raiſõs qu'il apporte, lad. ceſſiõ eſtre ſouſtenuë de*

7 *ores n'y ſoit exprimée.*[7] l. Stichum,§. aliquando, ff. de ſolut. l. cùm alter, Cod. de fideiuſſor. l. vt fideiuſſor, ff. eod. ſic vno ſoluente non omnium perimitur obligatio, § penult. de duobus reis, Inſtit. ex impropria ſolutione, quæ debitorem principalem non liberat, l. Papinianum, ff. mandat. facta in pretio credendarum actionum, l. cùm is, ff. de fideiuſſ. l. Modeſtinus, ff. de ſolut. quo duntaxat exceptio competit contra creditorem agentem, l. de qua re, §. fin. ff. de iudic. l. ſi quid poſſeſſor, §. ſed & ſi, ff. de pet. hæredit. Ideóque fideiuſſor conuentus petere poteſt cedi ſibi actiones à creditore contra alios fideiuſſores & reum principalem, l. vt fideiuſſor, l. cùm is, ff. de fideiuſſ. nec ſolùm perſonales, ſed etiam hypothecarias, l. fideiuſſoribus, ff. eod. 8 Nec in duriorem cauſam obligari poteſt fideiuſſor, quàm principalis debitor, l. Græcè, § illud, l. cùm lex, ff. de fideiuſſ. Angelus in §. fideiuſſiones, numer. 1. Inſtit. eod. ſed in mitiorem, d. §. illud, l. is qui, ff. de fideiuſſ. Practicæ Papienſ. tit. 39. gloſſ. 7. in princ. 9 l. fideiuſſor 58. ff. de fideiuſſ. 10 12 §. fideiuſſores, §. item ſi de fideiuſſ. Inſtit. d. l. Græcè, §. item accepto. 11 l. ſi vltrà, C. de fideiuſſ. imò pro minore, l. fideiuſſores, ff. eod, 12 l. nihil intereſt, C. de ſolut & ſi non ſubſit cauſa principalis obligationis, nec ſubſiſtet fideiuſſoria, l. qui contra, l. ſi ſtipulatus, eod. Nec fideiuſſor eſt adhibendus ei qui ſub impoſſibili conditione ſtipulatus eſt, l. ſi ſub impoſſibili, ff. eod, 13 l. nouatione, eod. Nam ſi pactum à debitore factum prodeſt, fideiuſſor poſtea tolli non poteſt, l. fin. ff. de pact. *A reſtingé par arreſt du Parlement de Paris du 7. Feurier 1560. remarqué par Loüet au chap. 74. du 7. liur. de ſes Reſp.* 14 Nam ſi fideiuſſor vel alius ante diem pro reo ſoluerit, expectare diem debebit, quo eum ſoluere oportuit. Vlpianus in l. ſi 15 fideiuſſor, & ibi gloſſ. in verb. expectare, ff. de fideiuſſ. 15 Ante diei vel conditionis euentum eſt moræ periculum, cùm debitor vergit ad inopiam, & fit non ſoluendo: vnde interdum agere licet ad inſtar dotium, quas conſtante matrimonio à viro vergente ad inopiam repetere fas eſt, l. ſi conſtante, in princ. ff. ſolut. matr. & vt in l. fideiuſſor, ff. de fideiuſſ. Quid ſi bona eorum publicentur priuſquam tempus ſolutionis aduenerit? vt in l. 1. & l. ſententia, C. de fideiuſſ. imò durius in fugientem debitorem agitur, *& peut eſtre pris & arreſté par le creancier ſelon le droict Romain*, in l. ait Prætor, § ſi debitorem, ff. quæ in fraud. cred. *Ce que n'eſt maintenant permis, que par permiſſion du Iuge, auec vn ſergent, ou autre officier, perſonne publique à ce deſtinée, à la charge que le creancier ſera foy de ſon obligation. Maſuer au tit. des executions, nomb. 21. 22. non ſur ſimple requeſte, ains auec cognoiſſance de cauſe, ſelon l'arreſt du 2. Auril 1538. donné au Parlement de Tholoſe, remarqué par Maynard au chap. 34. du 3. liu. de ſes queſt. par lequel fuſt interdict aux Seneſchaux & autres Iuges n'ordonner ny permettre aucuns empriſonnements pour debte ciuil, ſans qu'il apparoiſſe de l'inſtrument obligatoire & ce contre vn debiteur fuitif, ou en euidant ſoupçon de fuite, & quand la priſon les contraint faire diſtribution de biens, tous les creanciers doibuent eſtre appellez, pour chacun d'eux debattre ſon droict, & ſe ranger ſuiuant l'ordre de leurs hypotheques, qui ſe comptent du iour des contracts, & recognoiſſances des cedules, non des deſtinées ſolutions, comme ſera dit* 16 *en ſon lieu.* 16 Cùm par ſit vtriuſque exceptio dilatoria, donec ſolutionis dies ad- 17 uenerit. 17 Nos enim inuiti & ignorantes alio ſoluente, vel iudicium nouandi animo ſuſcipiente poſſumus liberari, l ſolutionem, & ibi Caſtrenſis, l. ſi debitor tuus, ff. de ſolut. l. ſi Stichum, §. fin. ff. de nouat. l. ſoluendo, ff. de negot. geſt. quib. mod. toll. oblig. Inſtit in princ. & ſoluente fideiuſſore, vel vno fideiuſſorum, aut correorum debendi, principalis debitor cenſetur liberatus à creditore, & eius

princi

principali obligatione ſolutus, per modum acceptilationis, vel pactum dè non petendo, ex eo quod creditor in ſolutum acceperit: ſed quodammodo cẽſetur etiã à creditore ſoluenti fideiuſſori nomen crediti venditum, & ideò fideiuſſor eiuſdem habet actiones, l. cùm is qui. ff. de fideiuſſ.[18] Et tenetur creditor ei qui ſolidũ ſoluere paratus eſt vendere cæteronũ nomina, l. fideiuſſ. ff. de fideiuſſ. alias teneretur tãquã ex mandato, l. ſi fideiuſſor, ff. eod. Imò probans confeſſionẽ ſolutionis factam à creditore, debitum repetet à debitore Matthæus de Afflictis deciſ. Neapolit. 94. Et quinque caſib contra debitorẽ priuſquam ſoluat fideiuſſor agere poteſt. Idem deciſ. 241. nu. 3. primo, ſi condemnetur, altero, ſi diu ſteterit in obligatione, tertio, ſi obtulit, vel depoſuit, l. qui mutuam, §. fideiuſſor, ff. mand quarto, ſi actum eſt, vt ad tempus teneatur, l. ſi pro ea, Cod. mandat. quinto, ſi cœpit debitor bona ſua diſſipidare, l. indebitum, ff. de condict. indeb. De his Guido Papæ quæſt. 117. & ibi Ranchinus. 18

[19] *Maynard chap. 33. du 2. liure de ſes queſt. où il cite vn Arreſt du 27. Feburier mil cinq cents huictante quatre donné à ce propos, & dit en auoir eſté donnez de conſequence pour ſeruir en faicts ſemblables, alleguant la raiſon de Pancrme* in c. peruenit, e. de fideiuſſ. *en ce que tant le principal que intereſts reuſſiſſent eſgalement au dommage de la caution, & auoir pour ſon relief d'indemnité meſme cauſe & raiſon que ſon principal*, l. ſi mandato meo, §. fin. in princ. ff. mandat. 19

[20] Capella Tholoſana quæſt. 80. & 130. & quondam iure Romanorum abſque vlla diſcuſſione agere contra d bitorem vel eius fideiuſſorem, l. iure noſtro. l. non rectè, C. de fideiuſſ. iure autem nouiſsimo conuentus fideiuſſor, ſe tueri poteſt, vt prius conueniatur principalis, auth. præſente, C. de fideiuſſ. niſi renuntiatum ſit eiuſdem authenticæ beneficio. Practicæ Papienſ. tit. 39. gl. 7. nu 9. l. 1. & 2. C. de duob. reis, auth. hoc ita, eod. Qua niſi ſolida obligatio exprimatur in contractu, pro virili tantùm tenetur: quo iure vtimur, vt in ſuperiori conſuetudine dictum eſt. 20

[21] *Abſent, ou inſoluable*, d. auth. hoc ita auth præſente. C. de fideiuſſ. l. non rectè, eod. Rufferius in Additione Capellæ Tholoſ. quæſt 83 *mineur*, l. 1 C. de fideiuſ min. & ſi minor reſtituatur. *La caution duquel ne peut eſtre reſtituee*, l. in cauſ. ff. de minor. l. Marcellus ff. de fideiuſſor, l. 1. & 2. C. de fideiuſ. min. *ſauf que la caution a contre le moindre pour lequel il paye ſon recours, ſi auſſi le moindre ne demande eſtre contre luy reſtitué*, d. l. 1. & ibi Alexander, C. de fideiuſ. *Carondas ch. 40. du 9. liu. de ſes Reſp.* mortuo principali in mora conſtituto, interpellatis eius hæredibus, poteſt fideiuſſor conueniri, non facta diſcuſſione in hæredes principalis. Auſterius Capellæ Tholoſanæ, quæſt. 80. 130. & 196 21

[22] De his quę ad eos peruenere ex bonis hæreditatis nam inſtantia cauſæ tranſit ad hæredes, l. ſi cùm hominem, ibique Bart. ff de fideiuſſ. 22

[23] Arg l. ſi plures §. prætereà ſi quæratur, ff. eod. vbi ſi quæratur an ſoluendo ſit principalis fideiuſſor, etiam vites ſequentis fideiuſſoris ei aggregandæ ſunt, l inter eos fideiuſſores, §. 1 l. cùm is, ff. de fideiuſſ. 23

[24] l. inter eos §. ſi. ff. eod. fideiuſſores tamen diuerſorum non recipiunt beneficium diuiſionis. Ibi. §. duo rei, l. ſi à Titio, eod nec inde veteri erat regreſſus contra confideiuſſorem, niſi ceſſa actione, l. vt fideiuſſor, ff. cod. vnde regio diplomate opus eſt, cuius beneficio, tanquam ex Diui Adriani epiſtola inter confideiuſſores fiat diuiſio obligationis, etiam non ceſſa actione, quæ hac noſtra tempeſtate vt ceſſa habetur l ſi. C. de conſt. pecun. l. fideiuſſor. l. liberum, Cod. de fideiuſ. *Mayn. ch. 49. du 2. liu. de ſes queſt.* Et facta diuiſione per litis conteſtationem creditori non datur regreſſus ad ſolidi petitionem. 24

[25] De his nouella in 2. Conſuetudine huius tit. 25

[26] l. liberum, Cod. de fideiuſ. l. creditores, C. de pact. ſi tamen vnius facta 26

electione minus idonei, integrè non ei fuerit satisfactum, non impeditur quin ad cæteros, vel quemlibet eorum peruenire valeat, l. reos, l. fi. C. de fideiuſ. petitionem nimirum poſt litis conteſtationem diuiſam reintegrari iuris ratio
27 non patitur, d. l. liberum. [27] l. emptor fundi, C. de euict. *& le doit faire appeller pendant l'inſtance & aſſomption, ou aſſiſtance de cauſe*, l. ſi parentes, C. eod. l. 1. C. de per. & commod. rei vend. Hoſtienſ. in ſumma, tit. de empt. & vend. c. fin. & ib. gloſ. e. eod. *ſi par le contract le vendeur ni le debteur ne s'eſt obligé releuer indemne ſa caution & la garentir ſans figure de procez*, venditórque iuri denuntiandi renuntiauerit, l. Herennius, ff. de euict. ſi emptor fuerit minor, vel Eccleſia, l. in minorum, C. in quib. cauſ. in integ. reſt. non eſt neceſ. *Si le vendeur eſt en dol, & retient les actes deuers ſoy pendant l'inſtance, en vertu deſquels l'actionné obtiendroit gain de cauſe.* l. Titius ff. de actionib. empt. ſi ſciens rem alienam vendiderit, l. ſeruus quem, §. ſciens, ff. eodem tit. *ſi pendant l'inſtance le vendeur a promis indemniſer l'achepteur ſans auoir pris ſa defenſe: & quand l'achepteur eſt aſſeuré perdre ſa cauſe, nonobſtant l'aſſiſtance de*
28 *ſon aſcheur.* Anſterius Capellę Tholoſanę quæſt. 407. [28] l. ſi. C. de conſtit. pecun.
29 l. fideiuſſor, l. liberum, l. fideiuſſori, Cod. de fideiuſ. l. ſi dubitet, ff. eodem. [29]
Cùm appellatio prioris iudicij extinguat pronuntiatum, l. 4 §. 1. ff. de his qui
30 notant. infam [30] l. fin. ff. rem pupill. ſalu. fore, l. 1. §. hunc tractemus, ff. de
31 tutel. & rat. diſtrah. [31] Nempe inter fideiuſſorem, & alium fideiuſſorem, pro quo ipſe fideiuſsit, quorum vires duntaxat congregandę ſunt, quibus ſuffitiat creditori: ſecus cum aliis fideiuſſoribus, pro quibus non idem fideiuſsit,
32 l. ſi plures, §. præterea, §. fin. ff. de fideiuſ. [32] l. ſi à Titio, ff. eodem, auth. hocita,
33 C. de duobus reis, §. ſi plures, inſtit. de fideiuſſ. [33] Solutione, vel alia quacunque
34 liberatione. [34] l. 2. Cod. de ſolut. l. ſi ita fideiuſſorem, ff. de fideiuſ.
35 l. nouationem, C. de nouat. quę quidem nouatio tunc legitimè perfecta dicitur, in l. nouatione.

Cod. de fideiuſ.

PAYEMENS,

COVSTVME V.

Comme des debtes prouenues de l'heredité, ou de l'adminiſtration de la tutelle, deſquels le creancier eſtant ſatisfaict par le tuteur datif, ou teſtamentaire, eſt auſſi tenu rendre l'entier inſtrument obligatoire, & en faire acquit & recognoiſſance de main publique.

CHAPITRE V.

PVIS que les tutelles ſont toutes datiues en France, [1] & ſubiectes à reddition de comptes, [2] n'eſt beſoin s'arreſter aux deffences de la datiue & teſtamentaire, pour eſclaircir l'vſage de ceſte Couſtume, [3] ſinon à l'aſſeurance des tuteurs és payemens qu'ils font des debtes hereditaires, ou creez pendant leur adminiſtration és biens par eux adminiſtrés. [4] Leſquels ne ſont auſſi tenus acquiter, que ceux, qui reçoyuent les payements, ne les faiſiſſent des cedules executoires, & autres actes volants cancellez auec les acquits & recognoiſſances des ſommes payees en la meilleure, & plus aſſeuree forme que ſe peut, [5] ne les inſerent és cedes & protocolles des Notaires qui ont retenu les inſtruments obligatoires, pour la deſcharge des pupilles, [6] & n'en facent acte public, ſi le demandent, meſmes quand le creancier ne ſçait eſcrire, [7] pour le cotter & le produire en la deſpenſe de leurs comptes, à la fin de leur adminiſtratiõ, [8] enſemble ne les ſubrogent en leur lieu & place au nom que procedent, ſi c'eſt pour cautionnement faict par le defunct de fonds euincé, ou autre choſe ſubiecte à recours, [9] à ce que la perte des garenties, non plus que des autres debtes ne leur ſoit imputee: [10] ou au nom de celuy, qui paye de ſes propres deniers, pour auoir ſes regres contre qui appartienda? [11] duquel auſſi l'adulte qui reçoit l'entier payement de ce à quoy ſes tuteurs luy ſont trouuez reliquataires pour la cloſture des comptes, luy doit ceder ſes actions pour ſon indemnité contre les autres contuteurs, en ce que les concerne. [12] Le meſmes eſt obſerué en la caution du defunct à l'he-

redité

redité iacente pour agir ſur icelle en vertu du relief & tranſport auec les formalitez requiſes, [13] enſemble contre ſes confideiuſſeurs : ſauf à eux à ſe pourueoir par lettres royaux pour recourir au benefice de diuiſion, [14] auquel les cautions donnees par le tuteur, pour la conſeruation des biens du pupille ne ſont receues, [15] ſinon le curateur, pour lequel elles ont cautionné, qui peut recourir contre les autres contuteurs, pour leſquels n'eſt tenu payer de à quoy tous enſemble ſe trouuent reliquataires. [16]

NOTÆ.

1 1. *Arand.us chapitre 4. du 9. liu. de ſes reſp. Maynard ch. 49. du 6. liu. de ſes queſt. Ie tant que le tuteur teſtamentaire doit eſtre confirmé par le Iuge, quoy qu'il ſoit nommé par le pere, contre la diſpoſition du droit Romain,* l. 1. & *3* ff. de confirm. tutor. vtilitatem enim pupillorum Prætor ſequitur, non ſcripturam teſtamenti, vel codicillorum, vt ait Tryphonius, in l. vtilitatem, ff. eod. & eorum datio & confirmatio ad Iudicem pertinet, l. 1. l. ſi vt proponis, C. de confirm. tut. l. in confirmando, & duab. ſeq. ff. eod. nempe cum inquiſitione, vel ſine inquiſitione, ſi tutor ſit à patre nominatus in ſuo teſtamento, niſi ſubſit excuſatio inopiæ, vel ſuſpicionis impedimentum, l. matres cum *3.* authenticis ſeqq C. quando mul. tutel. offic. fung. poteſt, l. 2. l. non dubium, & duabus ſeq. C. de tut. vel curat. qui ſatiſ. non ded. caueat tamen iu ex qui eos recipit, ne inde ſuum faciat negotium, §. 1. de ſatiſd. tut. Inſtit. *ſçachans que tels tuteurs & curateurs reliquataires apres la ſentence ou Arreſt de condamnation ne ſont receus à faire ceſſion de biens. Maynard chap. 17. du 4. liure de ſes queſt.* Imò detineri ſolent, vt tædio carceris affecti, tandem ſoluant : *dont celuy des curateurs qui offre bailer bonnes & ſuffiſantes cautions du faict de ſon adminiſtration, eſt preferé & ſeul receu en icelle. Maynard ch. 18. du meſme liu. de ſes ſdites queſt. non toutesfois que les Iuges, ni les nominateurs ſoyent tenus de l'inſuffiſance des tuteurs, lors de la reddition des comptes, s'ils eſtoyent ſuffiſans & ſoluables lors de leur reception en ladicte tutelle, Arreſt du Parlement de Paris du 14. Aouſt mil cinq cents huictante ſept cité par Chopin* lib. 1. de moribus Pariſ. tit. 7. num. 11. *Arreſt du Parlement de Tholoſe auſſi remarqué par ledict Maynard chapitre 56. du 6. liure de ſes queſtions, où il dit qu'en France, où toutes les tutelles ſont datiues, les Iuges & Magiſtrats qui les decernent, ne ſont aucunement reſponſables des tuteurs inſoluables, ni ceux qui les nomment : parſoyans à parler du priuilege des meres enuers leurs enfans, de l'education d'iceux, & du reiglement qu'on y doit donner, en*

1 *autre lieu plus conuenable.* Etiam iuris communis diſpoſitione, qua tutor in principio adminiſtrationis inuentarium rerum pupillarium conficere tenetur, l. tutor qui repertorium, ff. de tutel. & rat. diſtr. & finita tutela rationem reddere ſuæ adminiſtrationis, l. vbi finita, l. cùm adhuc, ff. eod. licet ab huiuſmodi inuentarij confectione teſtamento fuerit excuſatus. Practicæ Papienſis tit. *35.* gloſſ. 8. numero 2. aut rationum præſtatione liberatus, l. quidam decedens, ff. de tutel. & rat. diſtrah. vbi glo. ca voce tutor, Analogiſta nuncupatur : nec videtur functus officio & curæ ſuæ adminiſtrationis, niſi rationem reddiderit ſecundùm formam à lege præſcriptam in l. cùm ſeruus, ff. de condict. & demonſt. nec licet de his cum

minore

minore facto maiore tranſigere nondum redditis rationibus, l. ita autem, §. fin. ff. de adminiſtr. tut. *Par le moyen de laquelle tranſaction le tuteur en curateur n'a pas encore accomply le deuoir de ſa charge, s'il n'en a rendu compte en bonne forme, baillé ſon cayer tant de la recepte que deſpenſe, auec les actes iuſtificatifs deuement impignez, clos & arreſtez, & preſté le reliqua. Mayn. ard chapitre 100. du 2. liure de ſes queſtions, en laquelle nul ne ſe doit ingerer, ni voire la propre mere, ſans faire bon & loyal inuentaire des meubles & papiers appartenants au pupille, enſemble des immeubles, pour ſçauoir en quoy conſiſte ſon adminiſtration, & à la fin d'icelle l'y en rendre auſſi bon & loyal compte*, d. l. tutor qui repertorium, ff. de adminiſt. tut. l tutores, C. eod l. de creationibus, C. de Epiſc. audient. *ou ſi le tuteur ne ſe rien du ſien, eſt cenſé du pupille, quant aux meubles que ſe peuuent facilement eſgarer*, l. fi. C. arbitr. tutel l. lex quæ tutores, C. de adminiſt. tut. *non des immeubles, pour leſquels a eſté touſiours iugé par Arreſt*, & veritati locum fore, *comme dit Maynard au chapitre 13. du 8. liure de ſes queſt.* l. cum falſa. C. de iur. & fact. ignor. nec ſolùm per confeſſionem eorum admittitur probatio, ſed etiam per facti euidentiam. Accurſius in auth. ſed iam neceſſe, C. de donat. ante nupt. c is qui e. de ſponſal. c. quanto, de præſumpt. e. [3] His verbis conceptæ, Si ſpõdarij vel tutores perſoluerint deb.ta creditori defuncti, cuius ſunt ſpõdarij, vel ratione tutelæ eius filiorum, vel bonorum. Cuius ſpondarij nomẽ interpretatur Conſuetudine 2. de tutorib. & curatorib. pro tutore teſtamentario: cuius tanta fuit quondam apud Romanos authoritas, vt abſque fideiuſſione & inquiſitione rerum pupillarium ſuſciperet adminiſtrationem, tãquam à patre ſatis approbatus: qui tamen, vt legitimi, datiui apud nos habentur, & ſunt à Iudice confirmandi, etiam ſi opus eſt cum inquiſitione, præſertim ſi inopes habeantur, vel ſint parum à parentib. nominandi, cæteris in ſtatu ſuo manentibus, quæ ſine Iudicis authoritate, per tutorem licèt datiuum, ex meta teſtatoris defuncti voluntate exequuntur. De quib. Cap. Thol. & ibi Aufrerius qu. 463. vbi tutori licet in ſolutum dare creditoribus minoris immobilia, & cedere actiones tum etiam mouẽtia, pro alicuius debitis, etiam ſine decreto Iudicis ex paterna d. ſpoſitione, l. probare, C. quand. decret. opus non eſt l. illud, l. ſi pretium, in princ. eod. & res vendere poteſt etiam inconſulto Iudice, quæ vſu conſumuntur, vt fructus. l. fi. §. fi. & ibi Baldus, C. de adminiſt. tut. nempe communi pretio, in loco vbi collecti ſunt, non eos longè deferre, vel charitiæ tempus expectare: imò ſi differat, & poſteà minùs vẽdantur, tutor tenetur ad intereſſe. Baldus in l. ſi res, C. de peric. tutor. [4] Qui ab ingreſſu adminiſtrationis bonorum inuentario muniri & vendere quæ ſunt tẽpore peritura curabunt, d. l. tutor qui repertorium, in princ. & §. 1. ff. de adminiſt. tut. ſecundùm natalium dignitatem, & pupilli facultates modum ſeruabunt, l. tutor ſecundum, in princ. eod & ita cautè ſe geſturi vt in rebus ſuis, d. l. tutor, §. 1. l. cùm plures, §. nimium, ff. eodem: vtraque enim tenetur actione ex vna eadémque obligatione, nempe tutelæ, & rationum deſtrahendarum, ſi rem ex bonis pupilli abſtulerit, vel pecuniam pupillarem interceperit, l. 1. §. in tutela, l. 2. in princ. ff. de tutel. & rat. diſtr. hodie in factam ſublata priſcarum actionum differentia, vt alibi dictum ſumus, hæ nimirũ, tum etiam vtiles, & perpetuę cum vtiler ad hæredes tranſeunt in quantum ex his facti ſunt locupletiores, d. l. 1. §. hanc actionem, l cõuento hærede, ff. de tutel & rationib. diſtr. l. 2 §. tutores, C de tutorib. vel curat. qui ſatis non dederit, ſed non dantur, ff. de tut. l. hæredem, ff de contr & vtil. act. tut. Tutelæ quidem experiantur actione finita tutela, d. l. 1. §. fi. ff. de tutel cæteris verò

vti conditione furti, damni, iniuriæ, etiam pendente adminiſtratione, l. ſi tu-
5 tor, §. fin. ff. eod. [5] Recognitiones, nempe diſpunctiones acceptorum ſeu collationes, de quib. in l. cognoſcere, ff. de verb. & rer. ſignif. quæ interpretantur poſt collationes & cancellationes eorum, quæ reddita vel impenſa inueniuntur, ex l. ſtatuliber, §. fi. in verb. diſpungendas, & l. in omnib. §. Recip. in verb. expunctione, nempe cancellatione, ff. de bon. auth. iud. poſſid. *pour les coucher a la deſpenſe du*
6 *comes*, l. cùm ſeruus, l. qui ſub conditione, ff. de cond. & demonſt. [6] *Et pour auoir*
7 *recours, s'il eſt beſoin eſdicts protocolles. Ordonnanc. du Roy Louys XII. article 63.* [7] vt no-
8 uell. 73. cap. 8. [8] vt ſ. [9] *De tant que pour les payements faicts aux creanciers, ſembleroit la ceſ-*
9 *ſion eſtre ſuperflue, pour leſquels le tuteur a ſon action vtile contre le pupille*, adminiſtratione depoſita, l. 11. §. niſi finito, ff. de contrar. vel vtil. act. tut. qui nec ante conuenii
10 poteſt, l. 1. §. niſi finita, ff. de tutel. [10] *Parce que les tuteurs ſont tenus faire bons les debtes des pupilles perdus à leur negligence*, quæ latæ culpæ annumeratur, l. nomine, Cod. arbit. tut. *Arreſt du Parlement de Paris de l'an 1580. remarqué par Carondas au chapitre 177. du 7. liure de ſes Reſp. du Parlement de Tholoſe du 17. Iuin 1585. cité par Mayn. au chap. 55. du 3. liure de ſes queſt. Dont le tuteur eſt deſchargé, ſi fait apparoir des pourſuites*
11 *& diligences par luy faictes pour ſe faire payer*, l. chirographus, ff. de adminiſt. tut. [11] Nempe contraria actione tutelæ, de his, quæ in rem pupilli impenderit, vel de in rem verſo, aut quocunque modo ſoluenti, cuictionis tandem nomine caueatur,
12 vt correo & fideiuſſori, de quib. in ſuperiori Conſuetudine. [12] l. penult. C. de diuidend. hæredit. l. 1. §. nunc tractemus, §. non tantùm l. cùm pupillus, ff. de tutel. &
13 rat. diſtrah. [13] Maximè cùm hæreditas vires gerat defuncti debitoris, l. cùm hæreditas, Cod. depoſ. l. hæreditas, ff. de acquir. rer. domin. l. nouatio, ff. de nouat. eiuſdem fideiuſſor vel vnus eorum non eſt pariter cogendus ſoluere debita, niſi ei reddatur chirographus cancellatus, l. de qua re, §. fin. ff. de iudic. l. id quod, §. ſed & ſi, ff. de petit. hæred. §. penult. de duob. reis. Inſtit. l. qui chirographum, ff. de leg. 3. accipiens ſe ſubſcribat, l. pecuniæ, C. de ſolut. & cedat ei ſoluenti actiones, l. 2. l. ſicut, Cod. eod. l. cùm is, ff. eod. tit. ſiue viuo, aut mortuo teſtatore fideiuſſerit cum defuncto reo, etiam ante aditam hæreditatem fideiuſſor accipi poſsit, l. mortuo, ff. de fideiuſ. *pour en pourſuiure ſon indemnité ſur l'heredité iacente, pourueué de curateur és cauſes*, ne ſit indefenſa hæreditas, & iudicium omni-
14 bus ſuis partibus conſtet, vt in c. forus, c. de verb. ſignif. [14] Nempe ceſsis actionibus, l. cùm is, ff. de fideiuſ. aliter regreſſum non habet in confideiuſſores, l. vt fideiuſſor, ff. eodem ex Modeſtini reſp. Quod quidem noſtris moribus decreto Senatus cenſetur abrogatum, de quo in ſuperiori conſuetudine. *Où par Arreſtin ceſſions & ſubrogations non exprimees ſont touſiours ſouſentendues és cautions fideiuſſoires* & eſt locus epiſtolæ diui Adriani inter fideiuſſores in ſolidum obligatos. Bart. in l. inter eos, in princ. ff. eod. & eorum facta diuiſione poſt litis conteſtationem, periculum ſpectat ad creditores, ſi aliquis fideiuſſorum inde inopia laboret, & non ſit ſoluendo, l. inter eos, § cùm inter, ff. de fideiuſ. nec tantùm fideiuſſoribus, ſed etiam eorum hæredibus conceditur beneficium epiſtolæ l. ſi plures, §. fi. ff. eod. non ſolùm ſi omnes ſicut ſoluendo, ſed etiam ſi contendat fideiuſſor, ne ſine authoritate tutoris vel curatoris pro pupillo prodigo vel furioſo fideiubeat, ne ei huiuſmodi denegetur beneficium, l. Marcellus, ff. eod. *Lequel eſtant contre la teneur du cõtract obligatoire, par lequel les fideiuſſeurs ſe ſont ſolidairement obligez, & ont par expres renoncé au benefice de diuiſion, comme a eſté cy deuant repreſenté eſt beſoin impetrer lettres royaux, pour*

en

en vertu d'icelles, nonobſtant les cloſes contenues au contract, eſtre receues à demander ladicte diuiſion, & tenetur creditor etiam iure Romanorum, ſolidum ſoluenti vendere cęterorum nomina, l. fideiuſſoribus, ff cod. [15] *Ne ſont receues à impetrer le benefice de ladicte diuiſion contre le pupille, playdant contre ſon tuteur, ſinon contre les creanciers,* l. fin. ff. rem pupill ſaluam fore, l. §. nunc tractemus, ff. de tutel. & rat. diſtr. l. fin. C. de fideiuſ. [16] d §. nunc tractemus. 15 16

PAYEMENS,

COVSTVME VI.

Sile tuteur teſtamentaire inſtitué par vn citoyen de Tholoſe decedé, eſtant condamné payer, ou remettre és mains du creancier du defunct la ſomme à luy demandee en contrediſoire iugement, paye de ſon authorité priuee quelques autres debtes hereditaires, non aloüez ni cenſez auoir ſpeciale hypotheque, eſt auſſi tenu payer la ſomme en laquelle il a eſté condamné des biens de l'heritage par luy adminiſtrez, ſi point en y a: ſinon ſuiuant ce que ſeroyent eſtimez, comme valoyent du temps de ladicte condamnation.

Chapitre VI.

CEluy qui manie & negocie les affaires d'autruy, n'oblige ſes biens propres, ni n'eſt tenu des debtes qu'il contracte au faict de ladicte negotiation: moins des pertes & hazards, ſi n'eſt en compagnie, [2] ſinon des dommages aduenus à ſa grand negligence, s'il eſt en dol & fraude, ou a mal verſé en ſa charge. [3] Comme par exemple, le tuteur ne peut eſtre contraint parfaire du ſien l'entier payement de la dot par luy conſtituee, pour & au nom de ſa pupille, ne ſçachant les debtes ſecrets, ni les accidents puis ladite conſtitution aduenue en l'heritage, par la diminution duquel la cõſtitution n'auroit peu eſtre accõplie: [4] ſinon que la pupille eſtant heritiere auec benefice d'inuentaire, il euſt conſtruë au double plus que ne valoyent ſes biens. Auquel cas pour l'aſſeurance fraudulenſe par luy donnee à l'eſpoux, a eſté condamné parfaire l'entiere conſtitution: [5] dont pour euiter la ſuite des procez que peuuent naiſtre des payements faicts mal à propos des droits ignorez par les tuteurs & curateurs, [6] ſous pretexte des cedules & actes obligatoires, ou condamnatoires de ſommes depuis payées du tout ou partie, demeurez és mains des creanciers de mau-

uaiſe foy, ou de leurs ſucceſſeurs, & autrement en quelle autre maniere que ce ſoit des debtes moins importans, les plus fauorables & neceſſaires demeurent à payer. [7] Et doyuent les facteurs, agens, tuteurs, curateurs, ſequeſtres, depoſitaires & autres adminiſtrateurs prendre garde que leur office ne leur ſoit dommageable, [8] notamment les tuteurs teſtamentaires, qui ont par fois leurs charges limitees par le teſtateur pour la priſe des deniers, vente de partie de ſes biens, & payements de debtes qu'il a declarez en ſon teſtament, [9] procurer en tout le profit des pupilles. [10] Et ſi les biens indiquez & autres que le tuteur peut aliener ne ſuffiſent, ſe pouruoit par requeſte, pour informer des reſtans vtiles de l'heredité, & les mettre aux encheres à l'effect du payement des autres debtes non payez: [11] & s'il eſt beſoin, cauſant le nombre des creanciers & quantité de debtes pour euiter confuſion, & multiplicité d'inſtances, [12] mettre le tout en diſtribution, & les y faire ranger, pour auſſi euiter le danger, auquel ſe mettroit le tuteur, ſi payoit les deniers, & apres n'y auoit biens à ſuffiſance pour ſatisfaire aux payements des preuues: & ſi d'auanture aucun des creanciers auoit eu auparauant condamnation de la ſomme à luy deuë, les doit auſſi faire appeller à ladicte diſtribution, ſi ne ſont payez. [14] Et ores n'y ayt que vn ſeul creancier que le preſſe au payement de la ſomme, en laquelle le tuteur a eſté par ſentence condamné au nom que procede, ne ſe doit ingerer payer les autres, qu'auec cognoiſſance de cauſe en contredictoire iugement, ou du moins n'ayt ſatisfait à ladicte ſentence. Apres l'intimation & execution de laquelle les immeubles ſaiſis ne peuuent eſtre diſtraits & alienez pour autres affaires ſans decret de iuſtice, la cauſe iudiciellement debatue, [15] ſauf des menus frais & deſpenſes neceſſaires, comme ſalaires de ſeruiteurs & chambrieres, medicaments, frais funeraux, louages, menues reparations & choſes ſemblables, leſquelles par les Couſtumes de Paris viennent en deſcõfiture auec la dot de la femme ſur les meubles du defunct. [16] Dõt les payements ne doyuent eſtre retardez non plus que les tailles & rentes deues ſur le fonds, tout dol & fraude ceſſant, [17] eſtant certain que les hypotheques des premiers creãciers demeurẽt nonobſtãt toutes vẽtes, iuſqu'à l'effectuel payemẽt & entier acquitemẽt de leurs debtes, [18] que les derniers creãciers, enſemble les acquereurs & poſſeſſeurs des pieces vẽdues, peuuẽt acquitter pour eſtre ſubrogez en leur place: meſmes de ceux qui ont droit & ſpeciale hypotheque en la choſe: [19] cõme du ſeign. ſur le fonds mouuãt de ſa directe, ſaiſi à ſa requeſte pour arrerages, & droits nõ payés [20] de la femme ſur fons dotal, [21]

du

du premier vẽdeur en la piece par luy vẽdue, de ce que luy reste payer du prix d'icelle, [22] du creancier des deniers employés à la finance d'vn estat patrimonial, ou à l'achapt, refection, & conseruation de la chose, que luy est aussi speciallement hypothequée: [23] & a plus d'effect l'hypotheque specialle que la generalle, [24] & la specialle que precede, est premiere en ordre, mesmes contre la dot & le fisc. [25] Et où le prix de la piece speciallement & par exprés hypothequee ne suffiroit, le creancier peut recourir, pour ce que reste sur les autres biens de son debteur, hors les limites de son priuilege, & se ranger auec les autres creanciers: [26] dont les derniers sont en perte, s'il n'y a dequoy payer, & les concurrents en cõtribution de ce que reste en perte au sol la liure à proportion de ce que leur est deub: non les premiers, tant que les biens se pourront estendre, [27] lesquels si demeurent à payer apres la condamnation, & les biens du pupille sont depuis venus en decadance, à la faute, negligence, & mauuaise mesnagerie du tuteur, qui n'auroit tenu conte acquitter ceste partie: sinon payé volontairement les debtes posterieurs, colludant auec les derniers creãciers: si les biens restants ne suffisent, peut estre contrainct à son propre & priué nom, procurer ou parfaire le payement au premier, discussion faicte sur l'heritage. [28] Tout ainsi qu'il est tenu des debtes perdus à sa negligence, les debteurs qui estoyent suffisants lors que print la charge, estants deuenus insoluables: [29] où la fraude du tuteur seroit euidante, non autrement, *cuius non debet officium sibi esse damnosum*: attendu que l'hypotheque des premiers creanciers demeure sur le fonds obligé, quoy que change de main. Sur lequel peut agir, sauf au dernier acquereur son recours, si les biens de l'obligé ne consistent en deniers, ou meubles, qui n'ont pas de suite, où le tuteur du pupille pressé de debtes, doibt estre encore mieux aduisé, & pour euiter multiplicité d'instances, appeller les creanciers en distribution de biens, pour ne confondre les debtes precedents auec les posterieurs. [30]

NOTÆ.

1 *MAYNARD chap. 15. du 4. liu. de ses quest. Et ceux qui contractent en qualité le charge & office, sont censez contracter au nom de ladicte charge:* nam vt ait Barth. in l. fin. ff. de instit. act. apposito nomine officij, in dubio contemplatione officij, non suo nomine contrahere videtur, *où est rapporté à ce propos vn exemple de Pierre Pronques marchand de Tholose, facteur de Pierre Colz, lequel ayant faict cedule du 5. Mars 1578. à Meric Balard, pour & au nom de son maistre de la somme de cinq cents vingt-cinq liures pour vente de toilles, & depuis inseré le payement de la somme de 225. liures au dos d'icelle, fust actionné par ledict Balard deuant le Seneschal de Tholose, où fust* 1

condamné procurer le payement du ſurplus : dont ledict Proenques ayant appellé en la Cour par arreſt du dernier Ianuier 1583. fuſt relaxé, ſauf audict Balard ſon action contre ledict Colz ſans deſpens: confermement à autre arreſt du Parlement de Paris du ſecond Iuin 1551 donné en Audiance, pris du recueil de Papon, au titre des Procureurs, facteurs & entremetteurs, Arreſt cinquieſme, où fuſt auſſi adjouſté, que où le facteur ſeroit deſaduoué, le creãcier le pourroit actionner à ſon nom propre. [2] *Par arreſt donné au rapport de Monſieur Ioſſe 1586. à la ſeconde d'Enqueſtes, fuſt alloué aux comptes du ſyndic du College S. Martial la ſomme de cent eſcus, qu'il monſtroit auoir payée pour ſa rançon aux ennemis du contraire party, que l'auoyent faict priſonnier, comme il alloit affermer quelques droicts dudict College du mandement des Collegiats, ſuiuant la delegation que luy en auoit eſté faicte en pleine aſſemblée: Maynard chap. 16. du meſme liu. Autre arreſt du Parlement de Paris du premier Feurier 1578. donné au profict du ſeruiteur d'vn marchand volé en chemin, cité par Carondas au chap. 186. du 7. liu. de ſes Reſp. par lequel fuſt deſchargé de la ſomme que luy auoit eſté volée : le maiſtre condamné luy payer les deſpens faicts au voyage & pourſuitte, enſemble le cheual qu'il auoit achepté pour le paracheuer, lequel ſi euſt eſté aſſocié, euſt participé* [3] *à la perte, ſuiuant la nature de la ſocieté.* [3] *En cas de fraude & maluerſation en ſa charge, le facteur faict à condamner à ſon nom propre. Arreſt du Parlem. de Paris du vingtdeuxieſme* [4] *Decembre 1402. cité par Carondas au chapitre 52. du quatrieſme liu. de ſes Reſponſ.* [4] *Si vn tuteur ou curateur ſans fraude conſtitue dot en faueur & au nom de ſa pupille, ou moindre, & apres pour les debtes couuerts & charges ſuruenants, dont vray-ſemblablement il n'eſtoit aduerty, & n'y auoit moyen ſatisfaire, à ce qu'il auoit promis, conuenu, & accordé du patrimoine de la pupille, ou mineur, n'eſt tenu ſuppleer plus que les forces dudict patrimoine ne peuuent porter,* l. cùm poſt mortem 5. ff. de adminiſt. tut. quia non vt de ſuo dotem daret, ſed quia crederet actionem pupillarem ſufficere promiſerit.

[5] *Et peut le tuteur eſtre actionné à ſon nom propre, quand y a de la coulpe & inaduertance trop notable du tuteur au dommage d'autruy. Arreſt ſolemnel du Parl. de Paris du 2. Mars 1577 remarqué par Carond. au chap. 25. du 7. liu. de ſes Reſp. par lequel le tuteur heritier d'vne fille heritiere de ſon pere auec benefice d'inuentaire, fuſt condamné payer à ſon nom propre l'entiere ſomme dotale par luy conſtituée, ſauf ſon recours, tous les biens de la fille n'eſtans ſuffiſans payer la moitié d'icelle: le tant que à cauſe du doubte des moyens de ſa pupille pris de la reſeruation du benefice d'inuentaire, deuoit eſtre certain des moyens de l'heredité, & ne s'eſtendre plus qu'il ne pouuoit, ou y pouruoir. Ni n'eſt receu le debteur, qui eſt en dol & fraude, dont le debte procede d'euidante perfidie & mauuaiſe adminiſtration, à faire ceſſion de biens.*

[6] *Mayn. chap. 17. du 4. liur. de ſes queſt.* [6] Vt in l. qui in alterius, ff. de reg iur. cap. cùm quis, ibidem in 6. ignoratio enim facti alieni probabilis eſt. l. fin. ff. pro ſuo, l. ſi nullus. ff. ad Velleian. [7] Ne poſtea priores & potiores inſurgant creditores, de [8] quibus paſſim toto tit. qui pot. in pign. hab. ff. & C. [8] Si malè vel doloſè ſe gerant in rebus alienis, aut propria culpa ſibi ipſis aduerſentur, vt ſi res ſuas in publico inuentario alicuius eſſe dixerint, vt in l. fin. §. ſin autem, C. arbit. tut. vel quæ agenda erant, omiſerint, vt pupillaris pecuniæ fœneratio, l. tutor qui repertorium, [9] §. ſi poſt depoſitionem. ff. de adminiſtr. tut. [9] l qui negociationem, in 1. reſp. ff [10] eod. [10] Eſtque tutorum vel curatorum officij mox quàm fuerint ordinati, in præſentia publicarum perſonarum inuentarium rerum & inſtrumentorum ſolemniter facere curabunt, ex Arcadij & Honorij Imperatorum reſcriptis in l. tutores, C. de adminiſt. tut. *Apres la faction de l'inuentaire faire vendre d'authorité de Iuſtice les meubles periſſables, & employer en rentes & heritages de l'aduis des parents & amis, les deniers*

niers qu'en prouiendront, auec ceux qui auront eſté trouuez en l'heredité, à peine de payer à leur nom propre les profits. Ordon. de Charles IX. 1560. Eſtats d'Orleans art. 102. l. ita autem ff. de adminiſt. tut. Nec debent alienari, quæ poſſunt ſeruando ſeruari, vt prædia vrbana, aurum, argentum, gemmæ, ſupellectilia, & mobilia pretioſa, niſi cauſa neceſſitatis, præcedente inquiſitione, cauſæ probatione & ſubſecuta decreti interpoſitione, l. lex quæ tutores, §. 1. Ibidem Baldus Cod. de adminiſt. tut. nec ante inuentarij confectionem quicquam gerere debet. d. l. tutor qui repertorium, l. 1. C. item pupill. fal. fore, iuncta l. quidam decedens, ff. de adminiſt. tut. quia tutores analogiſtas iuris non patiuntur: *dont le fondement de toute adminiſtration conſiſte en l'inuentaire & recognoiſſance des choſes qu'on a en charge.* Auth. quod nunc, l. cùm furioſus, §. & inuentario, C. de cur. furioſ. cui tutor cauere debet ne etiam emptior pupillaris ſubſtantiæ quantitas contineatur: cùm nihil inde aliud quæratur, quàm quod ſcriptũ reperitur, l. fi. C. arb. tut. ſed fideliter illud peragere debet. *Dont l'eploy des deniers prouenans de l'heredité, fait au payement des debtes, n'eſt moins vtile, qu'ẽ fonds, lequel auſſi-toſt on ſeroit contrainct renẽdre à defraud à la pourſuite des creanciers au grand dommage du pupille: le tuteur duquel doit eſtre curieux payer non ſeulement les debtes declarés par le teſtateur, mais auſſi ceux que luy ſeront deuemẽt notifiés: deſquels meſmes la ſeule declaration du defunct ne ſuffit, ſi n'en appert par bõs & valables actes, ou indices neceſſaires, non ſeulemẽt probables, de tant que les ſimples & nuës declarations & confeſſions de debtes contenues és teſtamẽts ſe reſoluẽt en legats,* l. Lucius, §. quiſquis, ff. de leg. 2. l. Aurelius, §. pen. & fi. ff. de liberat. legat. *Et viennent apres les debtes verifiés, ſinon le teſtateur ſe purge par ſerment ſur la verité du debte,* l. cùm quis decedens, §. codicillis, ff. de leg 3. *ny meſmes ladicte declaration n'eſt receuë en qualité de leg, ſi eſt faicte à perſonne, ou par perſonne incapable: comme s'il eſt faict pour gratifier vne ſeconde femme au preiudice des enfans du premier lict, ou à vne paillarde, par importunité, ou par erreur, en quelle autre maniere que ce ſoit. Comme a eſté iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe du vingt-cinquieſme Octobre mil cinq cents ſeptante de Ieanne de Sainct Lari, contre les heritiers du ſieur de Vignaux, au rapport du ſieur de Lamamye, à la premiere d'Enqueſtes: ou eſtant queſtion de la ſomme de 2500. liures, demandée aux heritiers du mary defunct, par luy confeſſée en ſon teſtament, par lequel auoit chargé ſes hoirs la rendre, ſuiuant ſes pactes de mariage: auſquels ayant apparu apres ſon deceds n'en y auoir que deux mille, les heritiers ont eſté relaxés de cinq cents liures à eux demandées par la veſue, du ſurplus de ladicte conſtitution, confeſſez par le teſtateur,* tanquã ex prælegato, vel fideicommiſſo: *où la Cour ſe ſeroit arreſtée aux pactes, eſquels le teſtateur s'eſtoit auſſi remis. Maynard chap. premier du 6. liu. de ſes queſtions. Et doibt en tout le tuteur procurer le profict de ſon pupille, & euiter ſon dommage ſuiuant le ſerment & promeſſes qu'il en a faict à l'entrée de ſon adminiſtration.* [11] l. lex quæ tutores, C. de adminiſt. tut. [12] *Appeller les creanciers, indiquer tous les biens de l'heredité, & les faire ſequeſtrer.* Capel. Tholoſ. & ibi Aufrerius quæſt. 28. *Au moyen dequoy l'inſtance de diſtribution attire à ſoy toutes les autres.* [13] *Par leſquels les tuteurs pourroient eſtre moleſtez, pour auoir mal diſpoſé de leurs hypotheques à leur preiudice, ſans permiſſion de Iuſtice: l'authorité de laquelle quand y ſeroit interuenue, ſeroit encore excuſable,* cùm neceſſe parere habuiſſet Imperio magiſtratus, *pourueu que ce fuſt ſans colluſion:* neceſſitas enim facit ceſſare doli præſumptionem, l. mater, C. de calumn. l. qui cùm minor, §. ſi pater, ff de bon. libert. Cùm ſit ſtandum rebus iudicatis, l. 1. ff. de re iud l. fin. C. vt lite pend. l. fin. C. de error. aduoc. [14] *Et cite Maynard à ce propos au chapitre dixſeptieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions vn arreſt du Parlement*

de

de Tholoſe du mois de Mars mil cinq cents nonante cinq donné à ſon rapport à la grand Chambre, quo poſt rem iudicatam ad ceſſionis miſerabilis remedium debitor migrare non poteſt, *comme il atteſte auoir veu communement iuger, ſçauoir apres vn Arreſt de condamnation reallement executé ſelon ſon hypotheſe. & quand le debteur eſt en dol, & le debte deſcend ex improba & euidenti perfidia, comme de tutelle, depoz, & adminiſtration publique d'hoſpitaux, maladeries, & autres communautés, neanmoins la diſtribution de biens ne peut eſtre refuſée que par delicte, ou criminalité, eſtant vn beneſice de droict, auquel chacun peut recourir à cauſe des infortunes, & autres accidants que rendent les impetrants inſoluables, quoy qu'il y ayt des condamnations particulieres, ſi ne ſont executees, & les biens ſaiſis vendus. Car pendant l'execution tous creanciers ſont receus en oppoſition, & auant les biens ſaiſis, ne changent de main, peuuent eſtre auec le reſte de l'heredité mis en generalle diſtribution: à laquelle ſi tous les creanciers ne ſont appellez, & tous les biens indiqués, l'impetrant faict à demettre de ſon impetration,* gloſſ. & Interpretes in L. 1. Cod. qui bon. cred. poſſ. l. pen. ff eod. Auſterius in Capell. Tholoſ. quæſt. 88. *& de. b. conuertie la diſtribution en ceſſion, ſi ſes biens ne ſuffiſent au payement de la plus grand partie de ſes debtes, deſquels les creanciers ſont foy dans le delay ordonné pour eſtre receus en allocation ſuiuant la priorité & poſteriorité d'iceux, ſoit par inſtrument public, ou ſentence de condamnation, executoire, & actes ſemblables, cedule, confeſſion, ou par teſmoins, dont l'hypotheque des actes priuez ſe prend du iour de l'adueu & recognoiſſance. Et ſuiuant ledict Arreſt le tuteur & adminiſtrateur doibt auſſi prendre garde ne confondre les biens qu'il a en charge, en frais de iuſtice, ſe voyant chargé de debtes, & n'attendre que les cauſes viennent par appel en la Cour en deffendant & ſubterfugiant, les debtes eſtans liquides: ains pourſuiure aux payements d'iceux à moins de frais & en la meilleure forme qu'il peut, pourſuiure les payements & liquidation des actifs, deduire les paſſifs, reconuenir, ceder, & tranſporter pour l'vtilité & commodité du pupille.* Auſterius Capellæ Tholoſ. quæſt. 403. *à ce que ſa negligence & mauuaiſe conduite ne luy ſoit imputee, comme ſeroit aduenu d'vn nommé Sa net Sernin cherpiſſeur de laine de l'Iſle Sainct Cyprien en Tholoſe, lequel eſtant intrus en l'heritage de Iean & Ieanne d'Emblans ſes nepueux auec François d'Emblans, maiſtre pourpoinctier dudict Tholoſe eſtant inſoluable, & auroit vendu les meubles à l'inquant public à l'inſtance & ſur l'inuentaire qu'en auroit eſté faict par* Bernard la Fargue *Notaire dudict Sainct Cyprien, le tout expilé, & diſſipé: a ceſte occaſion faict priſonnier en nos priſons de noſtre authorité, où il ſeroit decedé, n'ayant dequoy ſatisfaire à ce dequoy il auroit eſté trouué reliquataire à la reddition de ſes comptes, & par ſentence du vingt-huict Feurier mil cinq cents nonante huict. Vilematele veſue heritiere & tenantiere des biens dudict François d'Emblans & de ſes enfans, & Faureſſe auſſi heritiere dudict feu Sainct Sernin ſon mary furent condamnees la ſoluable pour l'inſoluable payer dans le mois auſd. Iean & Ieanne d'Emblans la ſomme de cent quarante neuf eſcus, vingt-quatre ſols, quatre deniers, en laquelle leſdicts feuz d'Emblans & Sainct Sernin auoyent eſté trouuez reliquataires du principal à la cloſture de leurs comptes par les auditeurs, & intereſts de la ſomme de cent huictante vn eſcus, cinquante quatre ſols, quatre deniers de vnze annees: de laquelle leſdicts feuz d'Emblans & Sainct Sernin s'eſtoyent ſaiſis & emparez puis le quatrieſme May mil cinq cents huictante huict au denier quinze, reuenants à la ſomme de cent trente trois eſcus, vingt-cinq ſols, trois deniers, enſemble la ſomme de trente cinq eſcus, trois ſols, des menus debtes contenus au liure iournalier mentionné au cét cinquante huictieſme art de l'inuentaire ſur l'obmiſſiõ faicte aux comptes baillez par ledict Sainct Sernin, renuoyee par leſdicts auditeurs ſauf eſdictes Faureſſe & Vilematele leur recours l'vne enuers l'autre, ainſi qu'il appartiendroit:*

partiendroit : le tout venenant à la ſomme de 319.eſcus,9.ſols, 7.deniers , & reduit à la ſomme de 275.eſcus,9.ſols,7.deniers , detraicte la deſpence d'vngan , 8. mois , faicte auſdits Iean & Ieanne Demblans à 12.eſcus,auec autres choſes mentionnees en ladicte ſentence:pour laquelle ſomme de 275. eſcus les biẽs des expilateurs ont eſté declarez affectés & hypothequés, puis le 13. Auril 1587.que s'eſtoyent emparez de ladicte heredité. Et où ne ſeffiroyent , ſans auoir eſgard à l'aſſomption de cauſe du ſyndic des Notaires ledict Lafargue a eſté condamné payer dans 3.trois mois apres auſdits pupilles ladite ſomme de 275.eſcus,ſauf ſon recours.auec inhibition, tant audit Lafargue que autres Notaires de la ville & Viguerie de Tholoſe , ne s'ingerer à faire ſemblables inuentaires & contracts tendans à expilation des biens & deniers pupillaires,ſans permiſſion de iuſtice & ſtipulation legitime , à peine de 500.eſcus , & d'en reſpondre. Dont n'eſt beſoin perpetuer vn indigent en priſon , & attendre que tædio carceris affectus tandem ſoluat, *eſtant en pauureté,ſinon le punir corporellement , s'il eſt delict, ou le receuoir à la miſerable ceſſion, ſelon le docte diſcours ſur ce faict par ledit Maynard au chap. 46. du 8.liu.de ſes queſt.parlant de la commutation des peines : meſmes d'vne amende conuertie par le Seneſchal de Tholoſe,en ieuſnes & autres auſterités à la requeſte du priſonnier : où il rapporte pluſieurs beaux exemples de telles ou ſemblables condamnations , & l'Arreſt du Parlement de Tholoſe 1589.Par lequel fuſt dict, n'y auoir lieu faire la commutation ordonnee: & les parties renuoyees deuant le meſme Seneſchal , pour y eſtre procedé par autres , que celuy dont auoit eſté appellé. Arreſt ſemblable du Parlement de Paris du 14.Ianuier 1580.cité par Robert au chap. 15.du 2.liu.des choſes iugees, leſquels ne ſemblent rien decider , parce que ne conſtituent la peine conuenable à ladite cõmutation:dont nous arreſterons à celuy du mois de Mars 1427.remarqué par ledit Maynard au meſme ch. par lequel fuſt iugé & arreſté à la requeſte du priſonnier,* reum antequam bonis cederet, à cuſtodia non eſſe liberandum : *où ſemble eſtre reiettee la commutation de la peine pecuniaire en la corporelle , du moins c'eſt actionné du droict Romain*, qui non habet in ære,luat in corpore. *Lequel n'eſt auſſi en vſage,apres que l'arreſt ou ſentence eſt donnee: & par ainſi les Iuges doyuẽt aduiſer que leurs ſentences ne ſoyent illuſoires,& ne charger les delinquants d'amendes pecuniaires , qui excedent leurs facultés ains pluſtoſt proceder par amendes d'honneur, banniſſements,ou peines afflictiues,ſelon la grauité des delictes ſçachans la portee de leurs moyens , & pour debte ciuil, par les voyes ordinaires , & remedes de droit , pour ne confiner les debteurs en priſon perpetuelle, ſi leur malice & faueur du debte ne les y contraint.* [1] Nam alienatio facta à debi- [15]
tore non præiudicat creditoris hypothecæ, quia dominium cum ſua cauſa tranſit in emptorem,l.ſi debitor.& ibi Salyc.C.de diſtr. pign.nec præcedentem diſſoluũt obligationem,l.res pignoris,C.de remiſ. pign. vnde ſi tibi rem obligatam probaueris,pignora conſequi poteris,l. debitorem,C.de pignor. licèt poſſeſſio non fuerit tibi quæſita.Ibid.gloſ.in verb.debes, *non pour le retenir deuers ſoy,ains par voye d'execution & ſequeſtration, pour la mettre en criees & pourſuiure la vente iudicielle à l'effect de ſon payement.* Nec quidem donatio propter nuptias anterior creditori præiudicat,l.ſi quidẽ,C.de donat.inter vir. & vxor. *de tant que le debteur ne peut faire la condition deterieure de ſon creancier,ni preiudicier à ſon hypotheque.Maynard ch.69. du 3.liu. de ſes queſt. moins les tuteurs & autres adminiſtrateurs des biens obligés,deſquels ne ſont que depoſitaires,ſi ne pouruoyent aux payements des ſommes contenues és ſenẽces,ou arreſts de condamnations à eux notifiees,le pouuans faire commodement des deniers pupillaires qu'ils ont en main , autrement ſont tenus à leur nom propre des pertes & dommages que ſouffrent les pupilles à leur occaſion,puis le temps qu'ils ſont en demeure : meſmes du fonds que le tuteur ne peut vendre ſans decret,ſinon que le teſtateur l'euſt ainſi ordonné.* Auſterius Capell. Thol.

16 q.103.[16] *Encore doit on vendre les meubles, meſmes les pretieux, auec licence & permiſſion de Iuge ordinaire du lieu.* & aurũ, argentũ, gemmæ, metalla, marmora, cõptæ veſtes, cæteráq; mobilia pretioſa, quæ temporis vetuſtate nõ facilè mutantur, quæve in pupillari ſubſtantia reperiuntur, ſunt in tutiſſima cuſtodia collocanda, vt ex his prædia idonea emãtur, aut ſecundùm iuris formã vſuratũ accreſcat acceſſio, quatũ exactio eſt periculo tutoris, l. lex quæ tutores, l. tutores vel curatores, & ibi gl. in verb. nõ mutatur, C. de admin. tut. Quę ſine decreto nec vendi poſſunt à tutore, niſi veſtes decentiæ, quæ ſeruando ſeruari nõ poſſunt, tũ etiam fructus & animalia ſuperuacanea, l. lex quæ, in fi & l. fi. §. fi. C. eod. quæ etiam venũt in adminiſtratione tutelæ: adeò vt ſi tutor ceſſauerit in diſtractione earum rerum, quæ tẽpore pereunt, ſuũ faciat periculũ, l. tutor qui repertorium, §. 1. ff. de admin. tut. l. mulier, §. ſed cum, ff. ad Trebell. ſi tamen res bona fide geſta eſt, ſeruanda eſt: ſi mala fide, non valet alienatio, l. cùm plures, §. 1. in fin. ff. de adminiſt. tut. nec licet tutori reſpectu exiſtimationis pupilli ex bonis eius erogare, quod ex ſuis honeſtiſſimè non eſſet erogaturus: nimirum mercedem præceptoribus pro facultate patrimonij, & pro dignitate natalũ conſtituet, ſeruis alimẽta præſtabit, ſolemnia munera, ſi pupillo expediat parentibus, cognatiſque mittet, & modũ ſeruorum ſeruare debet, qui circa eũ futuri ſunt; matri & ſorori alimenta præſtare, ſi non habeãt vnde ſe alãt, nõ tamẽ nuptialia munera mittere, d. l. cùm plures, §. fi. & l. ſeq. in princ. & §. fi. ff. eod. & in ſoluẽdis legatis & fideicommiſſis attendere debet tutor, ne cui ſoluat indebitũ præfat. iurib. nec à teſtatore legata niſi deducta ære alieno, prũq; ſoluantur creditoribus debita, quibus deductis, fieret tam detractio Falcidiæ, l. quoniam in prioribus, C. de inoffic. teſtam. nec non Trebellianicæ, cap. Raynutius, e de teſtam. nempe iure inſtitutionis, tanquam hæres ſcriptus, tam in legatarium, quàm fideicommiſſarium, qui nec grauari poteſt in legitima, vt ibidem Be-

17 nedictus, in verb. ſi abſque liberis.[17] *De tãt que les droits Royaux & ſeigneuriaux ſont annuels & imprescriptibles du fonds, dont la ſeigneurie vtile appartient au vaſſal, la directe & dominante au ſeigneur, la ſouueraine & predominante au* Roy, *qui ne recognoiſt en ſon Royaume aucun ſuperieur en la temporalité, comme eſt ci deuant repreſenté. Dont les char-*

18 *ges ſuiuent le fonds, quoy que change de main, nonobſtant & auant toutes hypotheques.*[18] l. ſi quis habens creditorem, ff. qui & à quib. l. & quæ nondum. § quod dicitur, ff. de pignor. l. fin. C. quæ res pignor. oblig. poſſ. l. debitorem, C. de pignor. Nam hypotheca rem ſequitur pignoratam, etiam contra tertium poſſeſſorem, l. alienatio, ff. de contrah. empt. l. traditio, ff. de acquir. rer. domin. l. ſi debitor, in verb. cum ſua

19 cauſa, C. de diſtrah. pignor. & l. cum te, C. de remiſſ. pignor.[19] l. 1. l. prior. C. qui pot. in pign. hab. arg. l. obligata, C. ſi antiq. cred. pign. vend. l. cùm te, C. de pignor. l. 1. & 3. & fin. Cod. de his qui in prior. cred. loc. ſucced. l. 3, C. de iur. fiſc. l. li-

20 cet, C. qui pot. l. quãuis ea pecunia, C. de pignor.[20] l. etiã, ff. qui pot. in pign. hab.

21 l. 1. ex quib. cauſ. pign. vel hypoth. tacit. contr.[21] l. cùm tibi, l. aſſiduis auth. quo iure, C. qui potior. Imò indiſcuſſis bonis mariti agit contra tertium poſſeſſorem, vt

22 alibi diximus.[22] vt l. 1. C. de precar.[23] l. fin. auth. quod attinet, C. de pignor. d. auth.

23 quo iure, l. licet, C. qui potior. l. quamuis ea pecunia. Ibique gloſ. in verb. non deduxit, C. de pignor. quia prædium tua pecunia comparatum non tibi ſpecialiter, nec generaliter obligatum, in pignus tibi nõ deducitur ſub tacita hypotheca, niſi ſis miles, l. ſi vt proponis, C. de rei vendic. vel pupillus, l. idémque eſt, ff. qui pot. *Oüy pour voir la deciſion du docte & experimenté Carondas au chapitre 7. du ſixieſme*

diſ-

de ſes Reſponſes: tum etiam l. 1. ff. in quib. cauſ. pign. vel hypot. tacit. contrah. l. interdum, l. huius enim, ff. qui pot. [24] l. 2. C. de pign. *Bacquet chap. 21. nomb. 150. des* 24
droits de iuſtice, où il repreſente comme celuy qui a ſpecialle & generale hypotheque ſur les biens de ſon debiteur, doit pluſtoſt faire ſaiſir, crier, & adiuger l'heritage ſpecialement obligé, auant s'addreſſer à l'vniuerſalité des biens: dont le tiers poſſeſſeur des biens generalement obligez ne peut eſtre moleſté, que prealable faicte diſcution ſur le debiteur principal & ſes cautions, ou le fonds ſpecialement hypothequé, quoy qu'il ayt auſſi changé de main: & ſi ne ſuffit, le creancier peut agir pour ce que reſte ſur le ſurplus des biens immobiliers appartenants ou ayans appartenu à ſon debteur lors de ſon obligation, l. quæ ſpecialiter, C. de diſtract. pignor. *Bacquet audit chap. 21. nomb. 151. 152. 153. des Droits de iuſtice, où il monſtre, le vaſſal ne peut eſtre conuenu que pour arrerages deubs puis le temps de ſon acquiſition, ſinon en l'hypotheque ancre. Ce qu'eſt ſeulement entendu pour le tiers poſſeſſeur, ſelon ledit Bacquet au lieu prealleguè. Gilles le Maiſtre chap. 32. du titre des criees.* [25] l. fundum, & tribus ſe- 25
quentibus, C. qui potior. [26] l. creditor, ff. de reb. cred. l. 2. C. de pignor. l. 3. l. quæ 26
ſpecialiter, C. de diſtract. pignor. [27] *Les derniers alloüez ſur les deniers prouenans de la* 27
vente des biens decretez, ſi n'en reſte pour leurs payements, apres les precedants, perdent leur debte: s'il n'y a autres biens alienez par leurs debiteurs poſterieurs à leurs hypotheques, ſur leſquels puiſſent recourir, ou ſur les droits & actions, ſi point en y a, deſquelles ſe peuuent auſſi ayder. Et peut le creancier demander le droit de legitime de ſon debteur ſur les biens de ſes pere & mere, que l'ont deshereté, à l'effect du payement de ſon debte. Maynard ch. 40. du 8. liure de ſes queſtions où il remarque deux Arreſts faiſans à ce propos: le meſmes au chap. 8. du 7. liure de ſes queſt. Et peut du viuant de ſon debteur, s'il trouue où ſe payer dans le temps de l'Ordonnance, vſer du remede d'outre moitié de iuſte prix contre l'achapteur de ſon debteur, iure creditoris. *Le meſmes chap 70. du 3. liure de ſeſdictes queſt. & le concours des hypotheques vient en partage & contribution ſur les deniers & biens reſtants en perte, au ſol la liure, ſi ne ſont ſuffiſans, les procedans en hypotheque eſtans payés de leurs debtes: comme a eſté iugé par Arreſt ſolemne du Parlement de Tholoſe de la veille ſaincte Croix 1572. de la dot de la femme miſe en contribution auec le reliqua deu par le tuteur au pupille, apres auoir rendu compte du fait de ſon adminiſtration remarqué par ledit Maynard au chap. 53. du 7. liure de ſes queſtions, les premieres hypotheques demeurans en leur force telle que pouuoit auſſi eſtre de la dot auec le reliqua par concurrence: leſquels ſi venoyent à eſpuiſer toute la ſubſtance de l'heredité, ceux qui viendroyent apres, ne ſeroyent receus auec eux à la meſme contribution, n'eſtans au meſme ordre d'allocation.* [28] *Tout ainſi que les tuteurs ſont tenus* 28
des debtes perdus à leur negligence, ſi quid dolo vel culpa prætermiſerint. *Maynard chap. 55. du 3. liure de ſes queſtions. Et ſe doyuent garder que par notables obmiſſions les pupilles ne reçoyuent aucun detriment pour auoir defferé ſans expreſſe legitime le payement des condamnations iudiciaires apres luy auoir eſté ſignifiees, le bien des pupilles eſtre venu en decadence, par ſa mauuaiſe meſnagerie, & rendus inſuffiſans, n'y ayant dequoy payer les premiers, le tuteur s'eſtant ingeré payer les derniers ſans contrainte. Leſquels à ceſte occaſion par la colluſion & intelligence du tuteur, auroyẽt emporté le plus clair & liquide de tant que ores il ne contracte, ni quaſi contracte, que au nom de l'heredité, du faict de laquelle ſemble n'eſtre tenu, peut eſtre neantmoins ſubſidiairement actionné par les creanciers iudiciaires pour raiſon de ſa mauuaiſe adminiſtration comme ayant droit & cauſe du pupille, au moyen de leur hypotheque pour agir contre le tuteur, ſeul reſponſable de la fraude aduenue à ſa faute, s'il n'y a autre moyen de la reparer: comme ſeroit du fonds en dernier lieu vendu, ou baillé par le tuteur en payement aux derniers creanciers, ſur leſquels les premiers ſe peuuent*

prendre, & contre le tiers poſſeſſeur, ſelon la Couſtume d' Auuergne & lieux prealleguez. E
ores les biens ſe vendent par decret, ne doit eſtre non plus procedé à la diſtribution des deniers
en prouenans, que ſuiuant l'ordre des hypotheques, & le rang auquel les creanciers ont eſté al-
louez: autrement le depoſitaire qui payeroit volontairement & ſans aucune contrainte les de-
29 *niers, pourroit eſtre moleſté par les precedents, s'il n'y auoit argent de reſte pour les payer.* 29 *E*
eſt le tuteur tenu des debtes perdus de ſon pupille, pendant le temps de ſon adminiſtration, ſ'il
fait foy des diligences par luy faictes de les faire payer par actes, exploits, ou autremen
Comme a eſté iugé par Arreſt de 17. 1585. cité par Maynard au chap. 55. du 3 liu. de ſes quel
ſuiuant autre arreſt du Parlement de Paris de l'an 1580. mentionné par Carondas chap. 17.
30 *du 7. liu. de ſes Reſp.* iuxta l. chirographis, ff. de adminiſt. & per. tut. 34 *Et ont ſuite le*
meubles ſur leſquels y a ſpeciale hypotheque, comme eſt dict ailleurs. Et ſont les poſſeſſeurs de
biens obligez ſubiects aux precedentes hypotheques, & tenus aux payements des ſommes, pour
leſquelles ſont par le vendeur hypothequés ou en faire delaiſſement, cùm hypotheca indiui-
dua ſit tota in toto, & tota in qualibet parte, & pignoris poſſeſſor integrũ debitum
ſoluere teneatur, aut fundo obligato cedere, l. fin. C. ſi vnus ex plurib. l. rem hæ-
reditariam, §. idque placebat, ff. de euict. l. pignoris, C. de pign. *quoy que l'ac-*
quereur ayt pris le fonds en payement de ſon debte, s'il eſt poſterieur ou moins
priuilegié, niſi priori offerat, l. 1. l. prior, l. diuerſis, l.
cùm tibi, C. qui pot.

***



PLEIGES,

TITRE XI.

COVSTVME I.

Femme que marde, & s'oblige pour debte auec ſon mari, ſe rend caution, & eſt en effect tenue comme vne autre caution.

CHAPITRE I.

DV temps de l'Empereur Auguſte & Clodius ſon ſucceſſeur fuſt interdit aux femmes mariees ne cautionner pour leurs maris, & par l'Empereur Iuſtinian en ſes nouuelles, ſinon qu'elles y profitent:[2] ores le mari puiſſe cautionner pour la femme, de tant que la fideiuſſion eſt vn acte viril, indecent & dangereux au ſexe feminin facile à deceuoir,[3] & deſpouiller de ſa propre ſubſtance, meſmes quand la femme eſt en puiſſance de mari,[4] ſans l'authorité duquel elle ne peut negocier, tranſiger, ni contracter du ſien:[5] non que les contracts par elle faits, ou ceux auſquels elle eſt inueruenue, ſoyent nuls, *ipſo iure*, par le ſeul Velleian, quoy que ne luy ſoient profitables, ſi non dommageables, ſi ne ſe pouruoit par lettres Royaux, pour eſtre reſtituee en entier & releuee des mandements, conſentements, acquieſcements, donations, fideiuſſions, tranſactions, renuntiations, ratifications, voire de la communauté par elle contractee auec ſondit mari, pour eſtre remiſe en ſes propres apres ſon decez. Attendu que voyes de nullité n'ont lieu en France,[6] ni n'eſt releuee de tous contracts, non plus que le moindre, ſi ne luy ſont dommageables: mi en ce qu'elle deçoit,[7] ou

procede auec prudence & conſeil, maniant les affaires de la maiſon [8] ou eſtant marchandes publique, & fait train de marchandiſe. [9] S elle adminiſtre, ou fait adminiſtrer les biens de ſes enfans, & cautione en ſon fait, [10] pour redimer ſon pere, ſes enfans, ou ſon mari d priſon & captiuité, ou vend le ſien pour ce faire, [11] n'en peut eſtre re leuee, ni des obligations par elle faictes pour cauſe pie, honneſte, & neceſſaire: [12] ſauf qu'apres le decez de ſon mari, elle peut reentre en ſes biens en rendant le prix & loyaux couſts. [13] Et lors que ſon enſemblement obligez par contract, ou d'eſcripture priuee, en vn ſeul ou diuers actes, quoy que ce ſoit auec la clauſe ſolidaire, ou elle y ſoit principalement obligee, ſi n'appert de l'employ & recept des deniers, la femme n'en eſt tenue, ni ne peut eſtre executee ſur ſes biens, pour debte ainſi contracté, [14] que faicte diſcuſſion ſur les biens du mari: [15] & ce quand le creancier n'eſt en dol, [16] ni le mari ne l'a forcee de ce faire. [17] Auquel cas elle ſe peut rendre impetrante pour eſtre reſtituee en entier faiſant apparoir de la force, ſelon le commun vſage, [18] & explication de ceſte Couſtume ia faicte au deuzieme chapitre du titre dixieſme, à laquelle n'eſt beſoin s'arreſter d'auantage.

NOTÆ.

1 1 DE his Vlpianus lib. 29. ad Edictum, in l. 2. in princ. ff. ad Velleian. qui quidem Imperatores de conjugatis priùs edixêre ne ſe facilius adinuicem deciperent & mutuo ſpoliarentur amore l. 1. ff de don. inter vir. & vxor. poſtea factum eſt ſenatuſconſultum Marco Syllano & Velleio Tutore conſulibus verba facientibus, quo plenſſimè in quacunque interceſſione mulierib. ſubuentũ eſt, d.

2 l. 2. 2 Nouell. 134. cap. 8. & 9. Vbi non valet mulieris obligatio, quæ proprio vino conſentiat, & propriã ſubſtantiam, aut ſeipſam obligaram faciat, ſiue ſemel ſiue multotes aliquid pro eadem re fiat ob priuatum vel publicum debitum: ac ſi neque ſcriptum eſſet niſi manifeſtè probetur in propriã ipſius mulieris vtilitatẽ expenſas eſſe. *Ni ne doit la femme eſtre empriſonnee pour debte ciuil.* ibidẽ c 9. *ni ſelon noſtre*

3 *vſage quoy qu'à Paris s'obſerue le contraire, comme a eſté cy deuant repreſenté.* 3 d. l. 2. ff. ad

4 Vell. 4 l. cùm multæ, § ſancimus, C. de don. ant. nupt. l. 1. ff. de don. inter vir. & vxor.

5 5 *Carond. au ch. 101. du 7. liu. de ſes Reſp. cite vn arreſt du Parl. de Paris du 14. Iuillet 1584 pour vn nommé Bertolin impetrant lettres Royaux en caſſation de certain contract de preſt de la ſomme de deux mille eſcus extorqué de ſa femme qu'il auoit delaiſſee pendãt leur ſeparatiõ, par vn couſin d'elle: dont le contract fuſt declaré nul ſauf au demandeur à ſe pourueoir pour les deniers qu'il pretendoit auoir baillez à ladicte defuncte, & monſtreroit auoir eſté conuertis à ſon profit, enſemble pour les frais ſalaires & vacations qu'il pretendoit auoir expoſees aux affaires d'icelle, leſquels bailleroit par declaration, ledit Bertolin au contraire. Le meſme au ch. 208. du meſme liu. La femme ne pouuãt ſeule diſpoſer, & valablement contracter & diſtraire que pour ſa nourriture & ſes neceſſités. Maynard ch. 18. du 6. liu. de ſes queſt. où la tranſaction*

de la

de la femme assistee de son mari est valable, sans qu'elle en puisse estre restituee si la faicte estãt maieur sans cause releuante, cõme force, lezion, circonuention, & autres contenues en ses lettres, sans la preuue & verificatiõ desquelles elle n'est non plus receuable en son impetration, au mesme ch. [6] Rescriptũ Principis moribus Gallorũ in omnibus restitutionibus esse præambulum, Budæũ sensisse fertur, *dont Rebuffe a remarqué à la preface des Ordonn.* Leges Roman. quib. tã Præsides quàm Præfectos vrbi, & alios magistratus pro Iurisdictione sua in integrũ restituere poterant, l. si nemo, ff. de in integ. rest. l. causæ, §. fin. ff. de minor. l. cum sim, C. vbi & apud quem in integ. rest. esse antiquatas in Gallia, *où on ne peut dire aucuns actes ne contracts estre nuls, ipso iure : ains par lettres Royaux interinables auec la preuue des faicts releuans inserez en icelles, les contracts peuuent estre annullez pour les mesmes causes & raisons, pour lesquelles sont declarez nuls par le droit Romain : duquel on se sert en France, comme d'vne police ciuile & legale. Maynard chapitre 53. du 3. liure de ses quest.* Et in integrum restitutio ex capite læsionis ita facienda est, vt vnusquisque ius suũ recipiat, l. quod minor, § restitutio ff. de minor. sicut ex capite minoris ætatis, vel simuli, ab Accusio res in primum statum restauratur in l. 2. in princ. ff. de prætor. stipul. nec non actio rei, & causæ reintegrãda est à Iulio Paulo in lib. recept. sentent. tit. de in integr. rest. Nec aliud huiusmodi restitutio denotare videtur, quàm ius in præteritum dare, ex Suetonio Trãquillo in Iulia cap. 17. in fin. quodque antea factum fuerit, infectum habere : *& estant le moindre restitué de ce qu'il a fait & contracté en l'aage de pleine puberté peut estre contraint en France rendre le prix entier, qu'il a receu des pieces par luy vendues ores n'y ait profité. Carondas chap. 56. du 7. liu. de ses Respons. est ce en pays coustumier, non de droit escrit, iusqu'à l'aage parfait de 25. ans, si n'est verifié auoir esté conuerti à son profit, ou à son acquittement & descharge,* l. curatorem habens, in princ. C. de in integr. restitut. *Maynard chap. 52. au 3. liu. de ses questions, l'acte estant de soy nul, selon le mesme autheur, lequel au chap. 72. du mesme liure fait difference des restitutions en entier pour lezion, dol, fraude & deception auec celles qu'on fonde sur nullité, de tant que celles que tendent en rescision sont prescriptes par dix ans apres le contract, suiuant l'Ordonnance du Roy Louys XII. 1510. article 44. François I. 1535. chapitre 4. art. 30. Par laquelle rescisions, cassations & annullations de contracts, distracts & autres actes fondez sur dol n'ont lieu apres dix ans. Ni n'est l'impetrant receu venir par minorité, apres la trentecinquiesme annee de son aage, soit par voye de nullité, lezion, deception, ou autrement pour vente & alienation volontaire & cõtractuelle de biens immeubles, sans decret, de Iustice, sinon en ce que les maieurs feroyent à releuer, François I. 1539. art. 134. & par Arrest solemne du Parlement de Paris de l'auantveille de Noel 1570. vne femme apres lad. trentecinquiesme annee de son aage a esté demise de son impetration requerant le relief de la renonciatiõ par elle faict à vne succession sous pretexte de crainte maritale, cité par Carondas au chap. 45. du 2. de ses Resp. & autres par luy remarquez au 60. & 78. du 6. liu. des mesmes Resp. & tient ledit Maynard audit chap. 72. du 3. liu. de ses quest. nullités de cõtract pouuoir estre poursuiuies par 30. ans.* cuius actio maximè apud Gallos Curiæ decreto Marci 10. 1534. totidem viuere dicitur. *Bignon au titre des loix abrogees. Ni ne sont tels contracts nuls, compris en l'Ordonnance du Roy Louys, selon Rebuffe, au Comment. qu'il a fait sur les Ordonnances,* tract. de restit. glos. 8. num. 16. & de rescis. contract. artic. vnic. glos. 19. num. 25. Idemque si de his controuersiis, quæ ex testamento proficiscuntur transactũ fuerit, non inspectis neque agnitis verbis testamenti, talis trãsactio de iure non subsistit, l. de iis, l. non est præferendus

ferendus, ff. de tranſact. l. 1. §. 2. ff. quemadmod. teſtam.aper.nec minori, quàm in tricennaria præſcriptione conſiſtit, nec extinguitur huiuſmodi actio. Rebuffus tractatu de reſciſ.contract.gloſ.4. num. 4. *Et peut eſtre la femme releuee de la ratification par elle faicte du contract de vente faict par ſon mari, lequel il auoit promis luy faire ratifier. Carondas chap.215.du 7.liu.de ſes Reſp. & peut la femme apres le decez du mari renoncer à la communauté des biens entre eux contractee en leurs conuentions matrimoniales, laquelle eſt à Paris couſtumiere : & eſt facilement releuee des contracts par elle paſſez auec ſon mari, auſquels elle a intercedé & n'a profité. Le meſmes au chap. 13. & 23. du 8. liure de ſes Reſp. Et peut elle impetrer à l'effect de ladicte renonciation, pour eſtre remiſe en ſes propres*
7 *apres le decez de ſon mari. Le meſmes chap. 37. du 8. liure de ſes Reſp.* 7 Nec minor illæſus in integrum eſt reſtituendus, *de tant que on ne puiſſe rien faire promettre ne contracter, que tourne à ſon deſauantage, pendant ſa minorité. Maynard ch. 41. du 6.liure de ſes queſt. N'eſt pourtant releué de ce que ne tourne à ſon dommage*, nec enim omnia, quæ cum minoribus geruntur, reſcindenda ſunt, ſed ad bonum & æquum redigenda, nec debet prætor ſe interponere, niſi circũſcriptio manifeſta ſit, & ita faciendæ eſt huiuſmodi reſtitutio, vt vnuſquiſque integrum ius ſuum recipiat l. quod ſi minor, §. 1. § reſtitutio, ff. de minorib. Ita nec reſtituuntur, qui ſobriè & prudenter rem ſuam adminiſtrans, occaſione domini, non inconſultè accidentis, ſed facto velit reſtitui : nec enim damni euentus indulget reſtitutionem, ſed inconſulta facilitas, l. niſi ex magna, §. ſciendum, ff. eod. & reſtituuntur non ſolùm cùm de bonis eorum minuitur, ſed etiam cùm eorum intereſt, litium ſumptibus non vexati, l. minorib. ff. eod. nec tandem mulier reſtituenda eſt, ſi ipſa deceperit, l. 2. ff. ad Vell.
non plus que le moindre qui dçoit, ou ſe dit maieur, l'eſtant en apparence, lors du contract, lequel quand bien ſeroit reſtitué de la vente par luy faicte, faudroit que rendiſt le prix, deſpẽs,
8 *& loyaux couſts. Maynard chap. 52. du 3. liu. de ſes queſt.* 8 d. l. niſi ex magna, §. ſciendũ, ff. de minor. 9 *La marchande que fait train de marchandiſe, ou tient hoſtelerie.* Rebuffus
9 10 in tractatu de obligationibus, num. 31. Boerius deciſ. 349. 10 l. 1. & toto tit. C. ſi
11 matr. indem. promiſ. *ſi s'oblige payer le debte au creancier de ſon creancier, ou fait obliger ſon debteur à vn ſien creancier*, l. 2. C. ad Vell. 11 *Carondas chap. 29. du 6. liu. de ſes Reſp.*
12 *Papon liu. 12. tit. 5. art. 11. de ſon recueil.* 12 l. veterum ambiguitatem, l. ſi debitore, l. fi. C.
13 ad Velleian. 13 *Aux notes du ch. 2. du tit. 9. nomb. 36.* 14 d. Nouell. 134. c 8. *Carondas ch.*
14 *42 du 2. liu. de ſes Reſp.* 15 *Quand la femme eſt en communauté auec ſon mari, & marchan-*
15 *de publique, peut valablement contracter ſeule, & auec ſondit mari du faict de la cõmunauté, ou de ſa marchandiſe, tout dol, & fraude ceſſant : ſauf que eſtant mineure, peut eſtre releuee en cas de ſeparation de biens, apres le decez de ſon mari, des contracts de ventes & engagements, enſemble de ſes propres, ou des biens de ſondit mari : comme remarque Carond. au ch. 57. du 7. liu de ſes Reſp. ſi n'eſt en cõmunauté, eſt cenſee intreuenir pour les affaires de ſon mari, & par ainſi reſtituable. Le meſmes au chap. 18. du 8. liu. de ſes Reſp. ſinon que ce fuſt pour choſe preuilegiee, comme pour le mariage de ſa fille, pour la finance d'vn eſtat, maiſtriſe, ou pour cauſe pres, pour leſquelles les femmes obligees auec leurs maris ne peuuent eſtre que ſubſidiairement & en 3. lieu actionnees, faicte prealable diſcuſſion ſur la choſe meſme, ſi eſt en nature, & en defaut d'icelle, ſur les biens du mari, auant ne paruenir aux propres de la femme, lors qu'elle eſt hors de remede de reſtitution en entier, ſuiuant le texte de la Couſtume ſeconde du titre neufieſme, du preſent liu. quoy qu'elle fuſt ſolidairement obligee, n'eſtant en communauté ni pour le faict d'icelle communauté, dont elle peut eſtre auſſi releuee par le benefice de la loy Adriane, tout ainſi que par le Velleian & l'authentique* ſi qua mulier, *priſe de la nouuelle*

134.ſelon ledict Carondas au ſuſdict chap.13. du 8 liu. de ſes Reſp. le meſmes eſt remarqué en l'obligation des moindre: par ledict Carondas au ch. 86 du 7. liu. de ſes Reſp. [16] *Maynard chap. 91. du 7. liu. de ſes queſt. vers la fin:* dolus enim dans cauſam contractui nullum contractum efficit. [17] Nam mulier mariti ſeductionibus facilè decipitur, & propria iura negligit, nouell. 61. cap. vnic num. 2. [18] *Non qu'on s'arreſte à la ſeule aſſiſtance du mary, ſi n'appert de la force & ſeduction. Maynard chap. 18. du 6 liu. de ſes queſt.* [19] *par laquelle la femme que s'oblige auec ſon mary, faict acte de caution, & en peut eſtre releuée ſi elle n'y profite: tant par le Velleian que nouuelle 134. chap. 8. que par le benefice de la loy Adriane, ſi elle y participe, & eſt ſolidairement obligée: ſinon qu'elle ſoit heritiere de ſon mary: auquel cas l'obligation eſt confuſe,* l. mulierem, C. ad Velleian. l. Stichum, §. aditio. ff. de ſol.

PLEIGES,

COVSTVME II.

Laquelle caution de debteur principal n'eſt tenu indemniſer des dommages, & intereſts du gain ceſſé à la chaume de l'œuure, pour quelque temps intermiſe, à cauſe dudict cautionnement.

CHAPITRE II.

L'VSVRE deſnaturée du preſt, qu'on dict eſtre amiable, & gratuit, [1] ne ſe rapporte aux intereſts du lucre ceſſé, & dommage ſouffert, [2] ſinon és matieres reelles, perſonnelles, petitoires & poſſeſſoires, ciuiles & criminelles, pour le retardement des payements des ſommes deuës par cedulle, ou obligation du iour de l'aſſignation, ou de la cauſe conteſtée des ſommes debattues & veritablement deuës, dont l'hypotheque court du iour de l'obligation. [3] Et ſont les dommages & intereſts qui procedent de l'inſtance, calomnie, & temerité de celuy qui ſuccombe en icelle, arbitraires, leſquels par meſme ſentence & iugement doibuent eſtre taxez & aualués à certaine ſomme, ſi ſont demandez & ſommairement repreſentez au procez par la partie intereſſée, ou du moins tellement eſclaircie, qu'on les puiſ-

ſe taxer auec les deſpens, [4] leſquels és cauſes ſommaires & de peu, doibuent eſtre auſſi moderez & ſommairement taxés. [5] Et plus encore ſont conſiderables ceux qui cautionnent & obligent leurs perſonnes & biens pour les affaires d'autruy, pour leſquels par fois ils endurent vne longue & dure priſon à l'entiere ruine d'eux & de leur famille: diſant le ſage à ce propos, *Non ſponderis ſuper virtutem tuam, & ſi ſpoponderis, quaſi reſtituens, cogita.* ſçachant que le temps ne ſera donné pour te deliurer, [6] & ceux pour leſquels on a cautionné, ſe trouuent par fois inſoluables, lors qu'on les preſſe aux payements de leurs debtes, ou de ce à quoy ils ont eſté condamnez, ſoit par le Iuge inferieur, ou ſuperieur, en la cauſe d'appel, en laquelle la caution iudiciaire, donnée deuant le Iuge, duquel a eſté appellé, demeure. [7] Et peut la caution eſtre amandée & condamnée à ſon nom propre és dommages & intereſts, ſi pleige pour choſe illicite: comme pour empeſcher, ou faire ceſſer la pourſuitte d'vne inſtance commencée pour vn *quota litis*, ou choſes ſemblables. [8] Dont n'eſt raiſonnable, que celuy qui pleige pour choſe honneſte, & licite, & s'oblige volontairement pour autruy, ne ſoit entierement deſdommagé & releué tant des deſpens, dommages & intereſts, que du principal, que luy conuient payer: [9] pour leſquels il a droict de ſubrogation s'il a payé, & peut vſer des meſmes contraintes contre ſon garent, que le creancier vſe contre luy en vertu de ſon relief, ſi le debteur principal n'eſt perſonne priuilegiée. [10] D'où ſemble eſtre retrãché par ceſte couſtume le gain perdu de la chaume de l'œuure ceſſée pour quelque eſpace de temps, [11] non le ſalaire qu'il peut demander des peines & vacations par luy ou autres exposées, [12] voyages neceſſaires, ſollicitations faictes à la pourſuitte du procez pour le recouurement & expedition des actes & diligences de trouuer argent pour l'acquittement de ſon obligation: [13] meſme, quand le garent eſt en demeure, & luy contrainct payer du ſien ou d'argent emprumpté à grands intereſts, deſquels le debteur principal luy eſt auſſi tenu, quoy que exceſſifs, & des choſes par luy deliurées au creancier à la deſcharge de ſondict garent, quoy que cherement acheptées, ſi n'en a peu auoir à prix mediocre, [14] & par conſequent faict à indemniſer de la perte qu'il aura faicte à la vente de ſes biens, ſoit par decret, ou autrement, pour ſe redimer de priſon. [15] Et pendant ſa detention peut obtenir contre ſon garent les meſmes contraictes, deſquelles le creancier a vſé contre luy: & peut auant le temps de la deſtinée ſolution pourſuiure ſa deſcharge, s'il y a danger à la demeure, à cauſe des accidents, & mauuaiſe meſnagerie du debiteur qui diſ-

ſipe

ſipe & prodigue ſon bien, prenant le chemin de l'hoſpital : [16] ſi le payement eſt retardé, ou le creancier le refuſe, [17] & s'il eſt ainſi conuenu, ou la caution a demeuré long temps en obligation, laquelle doit eſtre curieuſe ſe deliurer de ce nœud, que ſans force & violence à peu d'occaſion le peut confiner en priſon pour debte eſtranger, & le reduire auec ſes enfans en perpetuelle miſere, en defaut de garentie. [18] Et auſſi toſt qu'il eſt actionné, executé, ou empriſonné, ne doibt manquer d'appeller ſes garents, ſes hoirs ou bien-tenants en aſſomption de cauſe & relief d'indemnité, ou le deſcharger, à ce que ſa negligence ne luy ſoit auſſi dõmageable. [19] Neantmoins entre pluſieurs cautions ſolidaires, celle qui eſt preſſée au payement du principal ou des intereſts, peut ſi luy eſt expedient, recourir au benefice de diuiſion de l'action intentée par le creancier, [20] laquelle eſtãt de ſon conſentement, ou pour cauſe releuante diuiſée, ne peut apres la conteſtation eſtre derechef conſolidée: [21] & meſmes en la diſtribution des deniers prouenants du prix de la vente iudicielle des biens de ſon garent mis en generalle diſtribution, eſt alloüé pour les intereſts, qu'il a eſté contrainct payer auec le principal. [22]

NOTAE.

1 USURAE prohibitæ ſub ſpecie mutui vel commodati, vt ſanguinis effuſio, Exod 22. Leuit. 25. Deut. 23. 2 Eſdræ c. 5. Prou. 22. 28. Ezech el 18. 14. tota q. 3. t. 5. can. Miniſtri, can ſi quis obiitus, 14. quæſt. 4 c. præterea, e. de vſur. à Chriſtiana religione prorſus alienæ. can nec hoc, eod. & furtum committit, qui vſuram accipit, can ſi quis vſuram, ibidem. Nec minùs crudelis eſt, qui pauperem trucidat fœnore, quàm qui furatur diuitem, can. quod dicam, eod. Vbi enim eſt ius bellum inferendi, ibi ius vſu æ, can. fin. eod. & ſunt vſuræ reſtituendæ tam à Chriſtianis cap. cùm te, cap tua nos e. de vſur. quàm à Iudæis, & eorum hæredibus inter Chriſtianos commorantibus, qui eas à Chriſtianis extorſerint, cap. poſt miſerabilem cap. quanto amplius, e. eod. Iudæi ceſſent ab vſuris, Diui Ludouici ordinatione, anno 1254. blaſphemiæ, ſacrilegijs & characteribus, & tam Talmud quàm alij libri in quibus inueniantur blaſphemiæ, comburantur, & Iudæi, qui hoc ſeruare noluerint, compellantur, & tranſgreſſores legitimè puniantur, vt viuant omnes Iudæi de laboribus manuum ſuarum, vel negociationibus, ſine terminis vel vſuris: nec aliquis in regno noſtro Iudæum recipiant alterius dominij, nec impediant quò minùs aliquis Iudæum ſuum poſſit capere, tanquam proprium ſeruum, quantum vnique ſub alterius domini ipſe moram fecerit. *Philippe IV. mil trois cens vnze à Montargis:* Prohibemus, inquit, omnibus & ſingulis tam regnicolis noſtris, quàm alijs contrahere genus vel ſpeciem quamlibet vſurarum: ſed grauiores vſuras ſubſtantiâ populi deuorantes proſequimur: pœnam enim corporis, vel bonorũ incurret ipſo facto 1

regnicola, vel forenſis, qui contra prohibitionem præſumpſerit vſuras graues frequentare, ſeu per alium recipiendo vel exigendo vltra vnum denarium in ſeptimana, quatuor denarios in menſe, vel quatuor ſolidos in anno pro libra, *pour le change de chaſque foire, cinquante ſols pour cent liures, & quinze liures pour toute l'année, ſans vſer d'aucuns apports ſuiuant les Ordonnances contées par le Guenois en ſuitte de celle de Sainct Louys en la Conferance, au tit. des vſures,* quæ ſunt pluſquam centeſimæ vſuræ, quicquidve extra ſortem, vſura eſt ex præfata diui Ludouici ordinatione, can. plerique, 14. q 3. & in fraudem vſuræ, cùm inutile debitum pro numerata pecunia datur. Baldus in l. cùm allegas. C. de vſur. l. non vir, ff de iur. dot. inter partes, in cap. tua nos, e de vſur. Iohannes Andreas in cap. ad noſtram, e. de empt. & vendit. Panormitanus in cap. 1. de offic. Iud. *Et eſt cenſé le contract vſuraire, quand par le contract de preſt la marchandiſe preſtée, eſt aualuée par le creancier. Rebuſe ſur la meſme Ordonn. & dict le meſme Interprete les Ord. de l'an 1567. & 1576. eſtre priſes d'vn Arreſt de la Cour de Parl. de Paris du 2. Iuillet 1565. par lequel eſt defendu à toutes perſonnes de quelle qualité & condition que ſoyent, marchands ou autres, tant hommes que femmes, exercer vſures, par eux, ou gens attirés & interposés, de ne preſter deniers ſous pretexte de commerce public, ou intereſt, ſur gages ou autrement, à peine de confiſcation de corps & de biens: enioinct à ceux qui en ſçauent & cognoiſſent aucuns, le reueler à peine de cent liures d'amande, & de punition corporelle. Par autre arreſt du 22. Feur. 1571. donné en Audiance au Conuent des Auguſtins de Paris, où la Cour faiſoit ſa ſeance, vne femme conuaincue d'vſure, ayant pris deux carolus pour eſcu par mois, la ſentence du Bailly du palais fut confirmée, & le meſme iour executée par laquelle ladicte femme auoit eſté condamnée en amande d'honneur & bannie pour cinq ans. Et peuuent les vſuriers eſtre punis criminellement,* can. miniſtri, can. ſi quis obitus. can. cùm multi 14. q. 4. can. ſi quis verò diſtinct 5. Baldus in l. improbum fœnus, C. ex quib. cauſ. infam. irrog. *Papon liu. 12. de ſon recueil tit. 7. arreſt 14. & de glaiue ſpirituel d'excommunication, iuſques à les priuer de ſepulture, ſi ſont manifeſtes,* vt in cap. 3. e. de vſur. *Et ſe voit eſcript dans le cercueil de l'Egliſe S. Paul à la ville de Formeſtes en Caſtille vn miracle du S. Sacrement, qui demeura fixe à la patele, comme le Curé le vouluſt adminiſtrer à vn vſurier au lict malade: & ſe monſtre la ſaincte Euchariſtie fixe à la patele nette & entiere releuée en quelques endroicts à l'entour, comme ledict Curé l'auoit voulu tirer auec la poincte d'vn couteau en la meſme forme & blancheur qu'elle eſtoit puis 170. ans & enuiron qu'il y a dudit miracle, où l'excommunication de l'vſurier fuſt auſſi manifeſtée, & de Dieu meſmes declarée. Et appartient la cognoiſſance de ce crime au Iuge Royal contre perſonnes layes, & au Iuge Eccleſiaſtique contre les clercs. Chopin au 2. liu. de ſa police, tit. 2. nomb. 14. & 15 liu. 2.* de Domanio Franciæ, tit. 6. num 8 Guido Papæ quæſt. 258. *& fuſt par Arreſt du Parlement de Paris du premier Feurier 1577. ordonné ſur la requeſte preſentée par le Procureur du Roy, que les teſmoins produicts par le Procureur general, ou ſes ſubſtituts ſur le crime d'vſure, comparoiſtront deuant les Iuges, ou Commiſſaires à ce deputez, pour eſtre ouys & examinez ſur les faicts & articles dudict Procureur general, circonſtances & dependances: & inhibé à ceux enuers leſquels ſont obligez pourſuiure, ny faire empriſonner leſdicts teſmoins pour leurs debtes à peine de priſon, & autre arbitraire. Ny ne doibuent les teſmoins eſtre contreincts au payement des ſommes, pour leſquelles ſont obligez à peine de les rendre, & eſlargis des priſons où ils ſeront detenus, ſi ſont empriſonnés à la requeſte des debteurs, qui ont receu argent à vſure, meſmes quand les teſmoins proteſtent & declarent n'auoir aucuncun intereſt au faict que depoſent.* Baldus, in l. dictantibus, C. de teſtam. Decius conſil. 342. Alexander 174. libro ſecundo, & conſ. 197

lib.

lib. 7. Quid ergo de traiectitia pecunia & nautico fœnore? quod vſque ad centeſimam vſuram, quæ ſingulis centum menſibus adæquans ſortem, creditoris periculo datur l. eos qui, § ſuper verſ. in traiectitiis, C. de vſur. l. nihil intereſt, & l. ſeq ff. de naut. fœnor. ad quem ſuſceptum ſpectat periculum ex eo die, quo nauis cœpit nauigare, l. in nautica, eod. periculum quidem quod matina tempeſtate emerit, nempe fortunæ non culpæ debitoris, qui merces vetitas, & illicitas euenit, quæ fiſco fuerint applicatæ, l. cum proponis, ibidem Baldus, C. de naut. fœnor. ſi tamen ſpectat ad debitorem periculum, non maiores debentur, quàm legitimæ centeſimæ, l. l. & 2. C. eod. de naut. fœnor. vnde ſi nauis nō venerit & periclitauerit, primo caſu creditoris eſt periculum & liberatur debitor, l. fœnerator, ff. eod. tit. ſin autem debitoris, *auquel touſiours appartient l'hazard de la perte, ſi n'eſt autrement conuenu*, l. fin. C. de naut. fœn. l. interdum, C. ſi cert. pet. *Et par Ordonn. du Roy Henry III. 1584. du mois de Mars à Paris, art. 95 eſt defendu tant au bailleur d'argent à profit, que preneur des mariniers, à peine de la perdre, & dix eſcus d'amande, moitié à l'admiral, moitié au denonciateur, n'en donner ne prendre qu'en preſence & du conſentement du maiſtre du nauire & principal bourgeois, dont ſera faict regiſtre, pour y auoir recours, s'il eſt beſoin. Et y a ès ports de mer & villes maritimes des aſſeureurs qui ſe mettent à partie de perte & profit des charges des nauires, qui vont ſur mer, ſi arriuent à bon port en certain temps, ou ſe perdent*, l. in quibuſdam, & duab. ſequentib. ff. de naut. fœnor. Quid autem de trapezitis & nummulariis, qui pluſquam centeſimam vſuram recipiunt & fœnus perpetuò exercent? non propriis contenti ſtipendiis, *deſquels eſt cy deuant parlé ſur l'Ordonnance du Roy Louys XII. 1506. art. 17.* Vnde fœnus à fœtu, vel fœtura, authore Gellio, dicitur interdum à fundo, vel antiqua voce φέω, quod eſt ferre de terræ prouentu, quæ gratiſſima debitrix pro ſingulis granis quandoque centena reddit. nec tamē in fructu eſt vſura pecuniæ, quia non ex ipſo corpore, ſed ex alia cauſa eſt. l. vſuria, ff. de verb. & rer. ſignif. ibidem Alciatus, l. quamuis, C. de vſur. Sunt tamen legales, quæ iura permittunt à centeſima vſque ad vnciariam, *ou ne ſont les intereſts legaux receus en France, que au deſſous du denier dix. Maynard chap. 27. & 29. du 2. liu. de ſes queſt. Et ſont communement reduicts au denier quinze, voire au denier ſeize, par Edict du Roy Henry VI. le ſurplus computé au ſort principal: à quoy peut on eſtimer le reuenu du bon fonds. Maynard chap. 28. du 2. liu. de ſes queſt. le plus haut au denier douze, pratiqué entre marchands, pour œuure pitoyable de deniers dotaux & pupillaires: par fois au denier vingt, ſuiuant la qualité des deniers & perſonnes qui les baillent & recoyuent: & ſemble adus que l'inſatiable auarice des hommes cruels, qui font de leur ame vn autel à l'vſure, ſont plus reuerez en France que la meſme diuinité, comme dit Carondas au chap. 24. du 9. liure de ſes Reſp. Et au denier douze*, dicuntur beſſes vſuræ quas exigunt, qui ergaſteriis præſunt, vel licitam negotiationem gerunt, l. eos qui, C. de vſur. vſuræ ſemiſſes, quaſi dimidiæ centeſimæ, *à ſix pour cent, ou au denier quinze, ou ſeize*, vt vſura menſtrua ducenteſima ſit pars ſortis, l. 3 C. quod iuſſ. l. 1. C. de his quib. vt indign. Plinius lib. 14. c. 4. Natural. hiſtor. cuiuſmodi vſuras fiſcus quondam apud Romanos à ſuis debitoribus exigere ſolebat, l. cùm quidam, ff. de vſu. quincennies *au denier vingt*, trientes, *au denier 25.* d. l. cùm quidam, & hæ pupillares vſuræ pro more regionis ex Antonio Auguſtino lib. 2. c. 10. quadrantes, *à trois pour cent*, de quibus Scæuola in l. libertus, §. largius, ff. de ann. l. d[illegible] *à deux pour cent*, vt Briſſonius interpretatur, vnciariæ, quæ ſingu-

los nummos quotannis à centenis efficiunt, Budæo interprete, apud Anton. Auguſt. lib. 2. emendat. c. 10. de qua in l. Titium & Mænium, §. præfectus, ff. de
2 adminiſt. tut. [2] De quo in l. vnic. §. ſancimus, ibique gloſſ. in verb damnum, C. de ſent. quæ pro eo quod intereſ. profer. in patrimonij diminutione, l. 3. ff. de damn. infect. non in lucri omiſſione, vt in d. l. vnic. §. fin. & ibi gloſ. in verb. veteres: intereſſe pariter, inquit, damnum eſſe videtur eius qui paſſus eſt, non eius qui lucrum facturus erat, l. ſi is, ff. de furt. interdum damnum pro lucro ſumitur, l. 2 § idem Varus ff. de aqu. plu. arcend. & etiam damnorum appellatione veniunt impenſæ, c. in noſtro, e. de in ius. proinde id quod intereſt, & quanti ea res eſt, eo tantùm differunt, vt his verbis verum rei pretium, illis omnis vtilitas contineatur, § hæc verba, ff de verb. & rer. ſignif. in quantum interfuit, ſic accipit Paulus in l 13. ff rem rat. hab. quantum mihi abeſt, vel quantum lucrari potui. Tum etiam intereſſe pro vſura vulgò ſumitur, nempe legali, & legitima, quæ interdum debitori moroſo infligitur, tum propter creditorum incommoda, l. mora, §. in bonæ fidei, l. cùm quidam, §. ſi pupillus in fin. ff. de vſur. c. in ciuitate, & c. fin. e. eodem. *On celuy qui ſe deſaccommode de ce qu'il auoit mis en reſerue, ſans auoir intention le vendre, & le preſte à certain temps payable à plus haut prix, que ne valoit du temps du preſt n'eſt cenſé vſurier, ſi le prix de la choſe eſt incertain & muable lors du deſtiné payement:* ſi tamen legitimũ modũ exceſſerit, quæ ſupererunt demenda ſunt, & ad legitimum modum redigenda, l pecuniæ fœnebris, ff. eod. & quidem vſuræ vicem fructuum obtinent, l. vſuræ. eod. ſicut prædiorum vibanorum penſiones, quæ pariter pro fructib habentur, l. prædiorum, cod. qui ſicut vſuræ debentur à tempore moræ, l Paulus reſpõdit, in princ. eod. nempe à die deſtinatæ ſolutionis, aut ſi ſit incerta interpellationis vel litis conteſtatæ, l. euictis l. lite conteſtata, ff. de vſur. non vt quidem rerum omnium quæ petũtur, vſuræ præſtentur, vt actus qui in ſola commoditate conſiſtit l. videamus, in fin. ff. eod. tit. Neque fructuum vſuræ præſtantur, ſicut nec vſuræ vſuratum, l. neque eorum, l. vſuras, ff de vſur. can. quoniam multi 14. quæſt. 4. l. 2. C. de vſur. gloſ. in c. conqueſtus, c. eod. Et liberatur debitor ab vſuratum præſtatione, qui creditori pecuniam obtulit, ſi noluerit eam recipere, quam idem debitor depoſuerit à die obſignationis, l. debitor vſurarius, eod. & ex cauſa emptionis fructus ſunt reſtituendi, & in ſocietate communicandi, l. videamus, §. ex cauſa, ff. de vſur. gloſ. in c. conqueſtus, in verb. de feudo, eod. vbi vſura pecuniæ debetur, etiam iure canonico ex cauſa venditionis à termino ſolutionis, prædio tradito, & perceptis fructibus ab emptore, nũ eriã euictis agris, l. euictis, ff. eod. fundi Eccleſiaſtici & pecuniæ dotalis d. c. cõqueſtus, c. ſalubriter, e. de vſur. quæ quidẽ intereſſe, nõ vſurarũ nomen aſsũ;ere: & reprobantur vſurarij manifeſti, qui nõ aliis ſe implicãt negotiationibus, quàm vſuris otioſè viuẽtes, c. quia in omnibus, c. cùm in manifeſtis, e. de vſur. peſsima lues Reipub. vnde Ambr. de Tobia c. 2. Fœnus illud execrabile vice pecudum dare ad vſuram, quam lex prohibet. Plutarchus in Opuſculis, quid fœnus & Kalendarium, niſi humanæ cupiditatis extra naturam quęſita nomina. Seneca de beneficio, c. 10. *Et eſt defendu aux Notaires retenir contracts vſuraires à peine de priuation de leurs eſtats. Louys XII. 1510. art. 65. François I. 1539. ch. 19. art. 12. & ſont eſtat preſter ſur gages precieux à grands & exceſſifs intereſts, pour raiſon de quoy on procede con-*
3 *tre eux extraordinairement.* [3] *Francois I. 1539. art. 88. & 89* Bald. & Bart. in l. vnic. C. de ſentent. quæ pro eo quod inter. profer. Innocentius in c. ſacro, e. de ſentent. ex-

excomm.

comm.l. quod si Ephesi,ff.de eo quod cert.loc.*Ordonn.d'Orleans,art.60. Arrest du Parlement de Paris du 24.Mars 1586. toutesfois l'hypotheque court du iour de l'obligation. Le Guenois sur le mesme art.nomb.7.liu.7.tit. 3. de la Conference des Ordonnances.* [4] *Aualuant les interests par annees, puis le terme à payer du iour de l'assignation, contestation en cause,ou publication d'Enquestes, dont ne reste qu'en faire le calcul*, vt inde certa fiatur sententia licet de re incerta agatur,§.curare,de actionibus instit. [5] *Par Ordonn. de Blois art.145.est ordonné que les despens des congés & defauts, desertions, folles intimations, & assignations,appellations interiettees des sentences donnees par defauts & contumaces és matieres de non proceder,toutes autres de peu de consequence, ensemble des emprisonnements torsionnaires,saisies & executions reelles,& actuelles induement faictes,les dommages & interests seront taxés par mesme iugement auec le principal, si faire se peut. Et se prennent les dommages & interests du payement retardé de sommes prestees entre marchands au denier douze,& des autres au denier quinze,Ordonn.d'Orleans,art. 60. Et faut bien entendre les playdés des Aduocats pour vuider les affaires sur le champ,si faire se peut. François I.1519 à S. Iean d'Angeli,art. 9.quãt aux despens adiugez contre le conuaincu,* de quibus in l. properandum,C. de iudic.l.3.C.de fruct.& lit. expens. *Philippe IV. 1302. Charles IV. 1324. François I.1535.c.12.art.22.Charles 8.1493.art.56.iusques aux incidents, Louys XII. à Blaye,art.83 François I.1535.chap.12.art.21. Lors que sont baillez par declaratiõ, ne viennent en taxe les voyages,que la partie pourroit auoir faicts és comparoissances des causes ciuiles,que pour les necessaires:comme d'apporter memoires,faire consultatiõs & actes semblables. François I.1519.à S. Iean d'Angeli,art. 6.* [6] Ecclesiastici 8.[7] Nam fideiubere, est fidẽ suã pro alio obligare,aut fidẽ promittere,ex Iulio Paulo lib.1.sentent.tit 9.Et dicuntur fideiussores,qui alieno nomine obligantur,l.1 §.verbis, ff. de act. & oblig. quorum multas species enumerat Bart.in rubr.ff. de fideiuss. nec solùm pro debitoribus dantur fideiussores,sponsores,aut mandatores, sed etiam ob euictionem rei venditæ, pro qua nisi priùs discusso principali conueniri non potest actione personali, nec tertius fundi possessor, nisi vtroque discusso principali, & fideiussore, nouell. 4. c. 2. & 3. nec hypothecaria in tertium possessorem, nisi appareat principalis & fideiussoris bona non sufficere, ibidem: & absente debitore potest fideiussor conueniri, idque lege Romanorum: aliud tamen consuetudine Aluerniæ,tum etiam Tholosæ obseruatur,& fideiussor condemnati, *que nous appellons caution iudiciaire*,condemnationis iudicium soluere tenetur, vt antiquiori iure Romanorum,in l. si verò in princ. ff qui satisd.cog nec tamen iudicio sistendi causa fideiussores, vt quõdam apud Romanos dantur,quia in Gallia nemo cogitur litigare,nisi soluendi iudicatum,*& demeure la caution donnee en premiere instance,à la cause d'apel.* Molinæus in tract.de diuiduo & indiuiduo 2.part.n.539 *Mayn.c. 28.du 8.liu.de ses quest.* Et in omnem causam censetur datus,qui in omne quod ex ea obligatione nasci potest,se obliget,l.Latinus ff.de ædil. ed. ct.l. quæro,in 1. resp. ff.loc.[8] *François I. pour Bretagne 1536.chap.1.art 42.* [9] l si mandato, §. si fideiussor ff mand.*despens,dõmages,& interests arburés,& taxés par le Iug.* vt in l.vnic.§.sancimus, §.cùm sciamus,C de sentent.quæ pro eo quod in er.pr. fer vt s.*n'estant raisonnable qu'il ne soit satisfaict & remboursé des dommages par luy souffertes, faisant pour les affaires d'autruy*,c.fin.de for.cõpet.in 6.c.2.de fideius.e.cum graue nimis sit eũ pro alienis debitis vrgeri,vt in l.1.C vt null ex vic.*mesmes quãd la garẽt est en demeure.* [10] *Mayn. c.49.du 2.liu.de ses q.*[11] *En lieu que par le droit Rom.l'interessé souloit estre indẽnisé du gain perdu d'vn anestãt questiõ de la perte d'vn cheual*,l.ait lex,§.sed verũ, l. Stichum, aut Pamphilum,

Pamphilum, ff. ad leg Aquil. l. 23. ff. de condict. furt. *Où les Iuges doyuent touſiours auoir l'equité deuant les yeux*, d. l. quod ſi Epheſi, & ibi notat. ff. de eo quod certo loc. Nam vltro citróque nequit conſtitere rectum: *eſtant l'eſtimation des choſes exceſſiue, que procede de l'affection des parties*, præſertim lucri cauſa amiſſi, cùm ille ſit fortior, qui damna non timuit, quam qui lucra contempſit ex D. Auguſtino in ſermone de Sancto Stephano. Nec fit eſtimatio modici temporis, de qua hac noſtra Conſuetudine: ſed arbitrio Iudicis hæc ſunt ex æquo & bono perpendenda, præfat. iu-
12 rib.[12] *Et vient en taxe le ſalaire*, de quo in l. 1. in fin. C. mandat. l. ſalarium, ff. eod. vel honor, l. ſi remunerandi, in princ. ff. eod. vnde illud eccleſiaſtici c. 38. honora medicum propter neceſſitatem, nempe remunera, *de meſmes la caution pour s'eſtre*
13 *d ſtournee de ſes affaires & voyages neceſſaires, ſollicitations & plaidez des Aduocats.*[13] Proxenetica, *& autres frais neceſſaires par le fideiuſſeur de bonne foy expoſees*, l. qui mutuam §. fin. l. ſi mandato meo, §. ſi fideiuſſor, ff. mandat. l. etiam, C. eod. l. qui proprio, §. litis, ff. de precar. Idem in tutore, l. 3. §. ſufficit, ff. de contr. act. tute. *auec les voyages à cheual, s'il eſt de la qualité requiſe, ou à pied, s'il eſt de baſſe condition, ou ſi proche de lieu pour la viſite duquel n'ayt beſoin monter à cheual.* l. idemque, §. idem Labeo,
14 ibique gloſ. in verb. eum oportere, ff. mand.[14] Præfat. iurib. & l. 1. C. de mand. l. ſi verò, §. ſi mihi mandaueris, ff. eod. l. ſi is qui, §. fiue, cum l. ſeq. l. hominem eod. iun-
15 cta l. quod te. ff ſi cert. per.[15] hinc non exiturus donec omnia ſoluat, Matth. 5. Luc.
16 12.[16] l. ſi pro ea, C. mand. l. ſi pro ea, ibique gloſ. in verb. feceris, l. Lucius l. ſi man-
17 dato meo, § ſi iudicio, ff. eod. c. fin. e. de fideiuſ.[17] l. hominem ff. mand.[18] c. fin. e. de
18 fideiuſ. vnde Salomõ, fili mi, ſi ſpopõderis pro amico tuo, defixiſti apud extraneũ manum tuam: illaqueatus es verbis oris tui, & captus propriis ſermonibus, fac ergo quod dico, fili mi, & temetipſum libera, quia incidiſti in manum proximi tui: diſcurre, feſtina, ſuſcita amicum tuum, ne dederis ſomnum oculis tuis, nec dormitent palpebræ tuæ, eruere quaſi damula de manu, & quaſi auis de inſidijs aucupis. *Eſtant auſſi à craindre que le garent ne vienne en pauureté par forfaicture, nonobſtãt laquelle la caution demeure obligee*, l. 1. l. ſententia, C. de fideiuſ. l. capitis, ff. eod. *bruſlements & autres accidents*, ff. de incend. ruin. naufr. cùm ſit inanis actio quam inopia debitoris excludit l. nam is nullam, ff. de dol. temp. ſúſque ſpectatur quo contrahimus & retrotrahitur obligatio, vt in l. 2. §. 1. ff. de hæred. vel act. vend. l. illa verba §. 1. & duobus ſequent. ff. de conſt. pec. l. Rutilia, l. in lege, ff. de contr. empt. l. fin. in 1. reſp. ff. de aur. & arg. legat. *dont la caution ſoit tenue en defaut du principal: ne peut toutesfois conteſter, ni debatre le debte, comme feroit ſon garent*, l. ſi indebitum, l. ſi vltra, C. de fideiuſſ. l. ſi quis, l. ſi teſtamento, ff. eod. *De tant que l'obligation de la caution demeure*
19 *touſiours en ſa force, iuſqu'à tant que ſoit entierement payé de ſon debte*, l. fin. §. 1. C. eod.[19]
20 hæc eam ex Salomonis conſ. deſumpta, Prouerb 6.[20] l. fideiuſſor, ibique gloſſ. in verb. ante condemnationem, C. de fideiuſſ. nec ſolùm fideiuſſores diuiſionis gaudent beneficio, regio diplomate, imò verò iure cedendarum actionum vtuntur, *& vſent des meſmes contraintes contre leurs garents, deſquelles les creanciers ont vſé en leur endroit.* l. vt fideiuſſor, ff. de fideiuſ. l. ſicut, l. cùm alter, & ibi gloſſ. in verb. non competit, C. eod. l. 1. & toto tit. ff. iud. ſolu. toto tit. ff. qui ſatiſd. cog. ſi ex noxali cauſa agatur, & ſi quis caution. iudic. ſiſt. cauſ. fact. non obtemp. l. ſancimus, C. de fideiuſ. *Maynard chap. 49 du 2. l. de ſes queſt.*[21] In l. liberum, & ibi gloſſ. in verb. iuris ratio, C. de fideiuſ.[22]. *Maynard chap. 32. du meſme liure.*

PLEIGES,

COVSTVME III.

Si vn forain s'oblige pour debte ciuil auec vn ou pluſieurs citoyens de Tholoſe enuers vn autre citoyen, ou des citoyens de Tholoſe cautionnēt pour vn forain qui fait ſa reſidence hors la ville & fauxbourgs d'icelle, le creancier peut agir & faire execution pour toute la ſomme contre celuy que bon luy ſemble, ſans diſcuter le debteur principal.

CHAPITRE III.

SEmble que ceſte Couſtume ſoit emanee de l'ancienne iuriſprudence, en ce qu'elle permet au creancier agir, ou proceder pour l'entiere ſomme à luy deuë contre celuy que bon luy ſemble, de ceux qui luy ſont enſemblement obligez & contre les cautions, ou l'vne d'icelles, ſans diſcuter le principal: [1] laquelle eſt abrogee par le droit nouueau, que ne permet au creancier contraindre vn des obligez que pour ſa part, ſi leur obligatiō n'eſt ſolidaire: [2] & l'eſtant, celuy d'entre eux qui eſt conuenu pour l'entiere ſomme, peut oppoſer la preſence & ſoluabilité des autres, [3] requerir que l'action ſoit diuiſee, & chacun tenu pour ſa part & portion, par le benefice de l'epiſtre de l'Empereur Adrian, [4] auec lettres royaux, ſi n'y ont par expres renoncé. [5] Et a le fideiuſſeur le benefice de diſcuſſiō, par lequel le debteur principal preſent & ſoluable doit eſtre premierement actionné, [6] pourueu que n'y ait renōcé enſēble l'vn des confideiuſſeurs pour le tout actiōné: ſi ſont pluſieurs en nōbre, peut auſſi recourir au meſme benefice de diuiſion, cōtre ſes cōfideiuſſeurs preſents & ſoluables, nonobſtāt leur obligatiō ſolidaire, faicte diſcuſſion ſur le principal, ſi n'eſt du tout & notoirement inſoluable, & n'ont de meſme renoncé par leur cōtract au benefice de diuiſion: [7] & s'il paye ſeul a ſon action paree en relief d'indemnité contre ſes confideiuſſeurs, en defaut du debteur principal, non pour le tout, quoy qu'il ait droict de ſubrogation, ains pource que reſte en parties diuiſees & en perte au ſol la liure, par forme de contribution, ſi ſont tous ſoluables, pource que reſte payer, faicte diſcuſſion

ſur les biens du debiteur principal:[8] & enuers les autres, de ce auſſi que reſteroit des confideiuſſeurs inſoluables diſcutez.[9] Et s'il demande l'entier rembourſement de toute la ſomme, quoy que par luy payee, les actionnez ſe peuuent auſſi ayder contre luy du meſme benefice de l'Empereur Adrian:[10] à quoy toutesfois on ne reçoit facilemẽt les obligez contre le creancier, pour ne l'incommoder des payemens particuliers de la ſomme qu'il a toute à la fois preſtee, contee & deliuree, & ne le conſommer en frais de iuſtice, par multiplicité d'inſtances, que deſpendent de meſme preſt, & contract, & d'vne ſeule obligation ainſi accordee entre les contractans,[11] ſinon entre les obligez qui ſont aſſociés & conioints en l'obligation: non ſi l'vn d'iceux a reçeu l'entiere ſomme preſtee, contre lequel celuy qui eſt preſsé au payement d'icelle a ſon recour pour le tout, non contre les autres, qui ne ſont en effect que cautions, ſinon pour leur part & portiõ.[12] Et neantmoins ſi le creancier qui reçoit de l'vn des obligez ou confideiuſſeurs ſa part & portion de la ſomme à luy deuë, renonce tacitement à l'obligation ſolidaire ſans que luy en puiſſe demander d'auantage par le droict Romain, en ce cas non obſerué & abrogé par le droict François, s'il n'y a expreſſe renonciation à l'obligation ſolidaire faicte par le creancier lors qu'il a reçeu ledict payemẽt, à l'entiere deſcharge du payeur de ladicte partie, ſans laquelle renonciation il peut agir pour ce que reſte contre celuy que bon luy ſemble des autres obligez & confideiuſſeurs:[13] dont l'action eſtant vne fois diuiſee, on ne peut reuenir à la ſolidaire, *cuius priuationis non ſit regreſſus ad habitum* par lettres royaux ni autrement, n'y ayant lieu de relief, ni reſtitution en entier.[14] Et court les hazards de cautions, ſi apres deuiennent inſoluables, & ne ſe faict payer pendant & durant le temps qu'ils ſont ſoluables:[15] ce que n'a és cautions des cautiõs lieu des tuteurs, ou qui reſpondent à diuers debiteurs, & enuers vn ſeul creancier,[18] quoy que pour meſme debte, s'il eſt conuaincu en ſa negatiue,[19] & les autres confideiuſſeurs ne ſont ſoluables,[20] auſquels le creancier a touſiours ſon recours, ſelõ le droict Romain:[21] & peut la caution pourſuiure ſon garent à le deſcharger dudit cautionnement, s'il demeure long temps en obligation,[22] s'il eſt preſsé ou condamné payer la ſomme, ou empriſonné, ou l'a conſignee, apres le terme expiré de la deſtinee ſolutiõ, & auãt le tẽps s'il eſt ainſi cõuenu, ou le debteur vient en pauureté par mauuaiſe meſnagerie, infortune, ou forfaicture.[23] Nonobſtant leſquelles l'obligation enuers le creancier demeure iuſqu'à l'entier & effectuel payement de ſon debte,[24] dont le fort tombe ſur la caution, ſi n'y a autres biens où ſe prendre pour ſon indemnité,[25] laquelle ſi n'eſt ſolidairement obligee auec le

debteur principal, & n'a renoncé au benefice de diſcution, ne peut eſtre condamnee ni executee que faicte diſcuſſion ſur le principal, [26] ni apres icelle, s'il y a partie du payement faict, que pour ce que reſte, [27] ni contre le tiers poſſeſſeur du fonds hypothequé, qui a changé de main, que faite diſcuſſion ſur le principal & ſes cautions, ſauf en quelques debtes priuilegiés, pour la dot repetee par la femme, le debte qui a droit ou ſpeciale hypotheque en la choſe alienee: & ſi pendant l'inſtance, apres la cauſe conteſtee, la vente en a eſté faicte par le debteur, quoy que du conſentement du creancier a l'effect de ſon payement, ſi ne la reçeu, ni autre pour luy, [29] ſauf à l'acquereur ſon recours contre ſon autheur. [30] Les mandataires, tuteurs, adminiſtrateurs, & autres interuenants pour les affaires d'autruy, ſuiuent le meſme train, [31] où ores n'y ait rien ſi naturel que deſlier le neud obligatoire du meſme lien qu'il a eſté noué, ſi eſtce que l'obligation fideiuſſoire ne ſe deſlie ſeulement par la cancellation des actes obligatoires, ni par les payements & conſignations faictes par le debteur, ou ſa caution & autres quittances, ou nouation de contract, par lequel le precedent demeure cancellé: [32] mais auſſi pour les meſmes raiſons & inſiſtances, deſquelles le debteur prenant le faict & cauſe pour ſa caution, pourroit vſer pour cauſe priuilegiee, reconuentionnelle, ou remuneratoire, pacte ne rien demander, & autres exceptions peremptoires, [33] ſi n'eſt par le delicte, pauureté, inhabilité, mort ciuile, ou naturelle, priuation ou diminution de biens & autres infortunes, leſquelles n'empeſchent que le creancier n'agiſſe contre les cautions, quoy qu'elles ſoient en perte, & n'ayent où recourir. [34] Et demeure la caution deſchargee, quand elle, ou le debteur principal ſuccedent au creancier, [35] non ſi eſt heritiere de ſon garent, ou le debteur de ſa caution: de tant que la confuſion de leur patrimoine rend leur obligation enuers le creancier indiuiſible. [36]

NOTÆ.

1 [illegible]. nõ rectè. l. iure noſtro, l ſi alienã, C. de fideiuſ. l. 2. C. de duob reis. 2 Auth. hoc ita, his verbis, ſin autem non conuenerint ſpecialiter, ex æquo ſuſtinebunt onus C eod. 3 Nouell. 99 d. auth. hoc ita. 4 l. fin. C. de conſtit pecun §. ſi plures, de fideiuſ. inſtit. 5 l. ſi quis in conſer bendis, C. de pact. *pourueu qu'il ſoit aduerti & certifié par le Notaire de l'importance de ladite renoncia ion, nõ autrement. Maſuer tit des Oblig. & renonciations nomb. 10.* 6 Nouell. 4. c. 1. auth. præſente, C. de fideiuſ. idẽ pluribus iubentibus & mandantibus l fin. ff. quod iuſſ. 7 præſt. rib. Matuet. d tit. 29. num. 11 d. § ſi plures, l. inter eos. in 1. reſp. l ſi plures l inter ſi ciuiliores ff de fideiuſſor. l. fideiuſſor, C. eod. l. fin. C. de conſtitut pecun & actione diuiſa periculum ſpectat ad creditorem, l. inter eos, § cùm inter. ff. de fideiuſ. non damnum pignoris, l. amiſsi ruina, in princ. ff. eod. quo amiſſo poteſt agere

in fideiuſſores, l. inter eos, §. creditor, ff. de fideiuſ. *Carondas ch. 131. du 7. liu. de ſes Reſp.*
1 *où il cite vn arreſt du Parlement de Paris de la mi-Aouſt 1584. par lequel vn de ceux qui eſtoyent ſolidairement obligez auec leurs renonciations requiſes, eſtant conuenu pour tout le debte, & ayant fait aſſigner ſes coobligez pour l'acquiter chaſcũ pour ſa part, y furent condãnés, & à faute de ce faire és dommages & interiſts que pourroyent ſouffrir. Et ſuffit qu'à l'obligation ſolidaire & renonciations neceſſaires ſoit eſcrit & inſeré au contract ſans diuiſion ne diſcuſſion tant à la cedo qu'à la groſſe, tout au long, non par abregez, ni & cetera, comme repreſente Maynard au ch. 98. du 8. liu. de ſes queſt. alleguant à ce propos vn arreſt du Parlement de Paris de l'an 1578. autre du Parlement de Tholoze donné à ſon rapport à la ſeconde d'Enqueſtes le 6. Mars 1589.* [8] Et inter correos primò conueniendus eſt qui
8 pecuniam acceperit. Nouell. 4. c. 1. niſi in ſolidum fuerint obligati, cum præfatis renunciationibus, vt in l. 3. C. de duob. reis, cùm alternatim fideiubentes ex æquis partibus teneantur, & correorum loco habeantur, qui ſibi inuicem fideiuſſerunt, l. reos, in 1. reſp. ff. de duob. reis. *L'vn deſquels obligez & conſideiuſſeurs, ſi paye n'a recours contre ſes autres conſideiuſſeurs, que pour la part & portion de chaſcun d'iceux. Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du 14. Aouſt 1584. remarqué par ledit Maynard au ſuſdict chap. 98. du 8. liu. de ſes queſt. Autre arreſt de Paris du 25. May 1564. pris de Robert au liu. 4. des choſes iugees, ch. 7. Autre du 27. Nouemb. 1570. remarqué par Carondas au chap. 84. du 4. liure de ſes Reſp. du Parlement de Tholoſe de l'an 1559. à la premiere d'Enqueſtes remarqué par Maynard au chap. 39. du 8. liure de ſes queſt. Et par le droict ancien Romain les creanciers ſouloyent diſcuter le principal, partie inſoluable, ayant n'actionner les fideiuſſeurs*, l. omiſſis quoque, l. ſi vt proponis, l. pignoribus datis, l. reos, ff. de pignor. *Ce que ſemble eſtre corrigé par le droit nouueau en la dicte auth.* hoc ita, C. de duob. reis. Hoc ita, inquit Imperator, ſi pactum fuerit, vnumquemque teneri inſolidum, ſi alter ſit inops, in ſolidum vel in
9 partem, vt id ſaltem ab altero petatur, vel ſi ſit abſens. [9] Idémque de fideiuſſoribus, quod de reis, etiam eſt iure nouo conſtituendum, l. non rectè, in fine, auth. præſente, C. de fideiuſ. Plures enim rei promittendi, licèt vni detur pecunia, eius nomine omnes ſimul fideiuſſorio nomine tenentur, l. propter, ibidem Baldus & Salicetus, C. de duob. reis: nec vtroque præſente reo & principali permittitur prius interceſſorem conueniri, quàm principalis inuentus ſit
10 minus idoneus in totum, vel in partem, d. auth. præſente. [10] Nam ſi omnes ſint idonei, in portiones obligatio diuiditur, eiuſdem Epiſtolæ beneficio, d. l. non rectè, in fin. §. ſi plures inſtit. de fideiuſſor. & abſente reo rectè interceſſor conuenietur: ipſo tamen deſiderante, prætor definiet tempus, intra quod deducat reum primò conueniendum, ipſo in ſubſidium reſeruando, nam trãſacto tempore compellitur interceſſor ſatisfacere, ceſſis ſibi à creditore actionib. abſque diſtinctione contractus, vel fideiuſſionis, d. auth. præſente, ex Nouel. 99. *Qui eſt cauſe qu'on donne delay à procurer le payement au fideiuſſeur, ſi le demande: paſſé lequel eſt condamné à ſon nom propre, ſauf ſon recours: ni ne peut eſtre l'obligation ſolidaire diuiſee entre marchands qui ſont en compagnie auec les clauſes des renonciations accouſtumees, deſquels peut eſtre contraint faire l'entier payemẽt du debte paſſé fait & contracté en ladicte cõpagnie. Arreſt du Parlement de Paris du 29. Auril 1564. de Tholoſe contre Caſtres, au rapport du ſieur de Maynard du mois d'Aouſt 1594. Carondas chap. 103. du 7. liu. de ſes Reſp. chap. 38. du liu. 8. Maynard ch. 14. du 4. liu. de ſes queſt. où il dit auoir touſiours eſté ainſi iugé au Parlemẽt de Tholoſe.* [11] *De tant que tous les cautiõs puiſſent eſtre enſẽbiement*

aſſignez

aſſignées & condamnées par meſme ſentence à la requeſte du creancier, l'execution neantmoins en eſt incommode contre chaſcun d'iceux pour ſa part & portion, eſtants ſoluables : ce qu'il ſeroit à moins de frais contre vn ſeul pour le tout, ſans entrer en pluralité de ſaiſies, que ſont autant de nouuelles inſtances ſur les oppoſitions: nec debiti partem creditor recipere tenetur, niſi totum exoluatur, vel altera pars ſit litigioſa: tunc enim humanius prætor partem liquidam exolui iubebit, & compellet actorem quod ſibi offertur accipere ad litem diminuendam, l. quidam exiſtimauerunt, & ibi gloſſ. in verb. ad accipiendum, ff. de reb. cred. *ny ne peut agir contre vn ſeul des obligez, ou conſideiuſſeurs pour le tout, que contre ſon debiteur, ny ſans diſcuter le principal, ſi ne ſont ſolidairement obligez, vn ſeul d'eux pour le tout, ſans diuiſion ne diſcuſſion, que pour les cauſes contenues en l'auth.* hoc ita, C. de duobus reis, & auth. præſente, C. de fideiuſſ. *ſçauoir l'abſence & inſoluabilité des autres obligez.* [12] Idem eſt pluribus iubentibus vel mandantibus, l. 12
fin. ff. quod iuſſ. nec eſt locus epiſtolæ inter plures reos debendi, quorum quilibet duntaxat pro parte tenetur, niſi omnes in ſolidum fuerint obligati, l. 1. 2. & 3. auth. hoc ita, C. de duob. reis, l. reos, ff. eod. vel inter confideiuſſores, l. ſi plures, §. fin. ff. de fideiuſſ. Quorum è conuerſo iure priſco Romanorum ſinguli in ſolidum tenentur, d §. ſi plures dati ad ſecuritatem, §. 1. Inſtit. de fideiuſſ. qui nec ipſo iure, quo obligati ſunt, ſed epiſtolæ iuuantur auxilio, l. inter fideiuſſores, ff. eod. & eorum exceptione contutores, l. 1. §. nunc tractemus, ff. de tut. & ration. diſtrah. omnes interceſſores, rerum alienarum geſtores, ſponſores & mandatores, in quibus eadem eſt æquitas, & eiuſdem auxilij neceſſitas, l. fin. ff de conſt. pec. Ius enim oritur ex identitate rationis & æquitatis, l. fin. C. ad leg. Falcid. l. illud, ff. ad leg. Aquil. *Et pour ne laiſſer en doute l'vſage de ce droict ancien, on ſe doibt rapporter aux Nouuelles 4. & 99. & à ce qu'en a eſté cy-deſſant dict.* [13] *Carondas au chap. 43. du 8. liu. de ſes reſp. baille à* 13
ce propos l'exemple de quatre ſolidairement obligez en certaine ſomme, de laquelle le creancier reçoit de l'vn d'iceux la quatrieſme partie & le quicte du ſurplus pour l'amitié que luy porte: & reçoit payements particuliers de l'vn des autres, non toutes-fois de tout ce que luy eſtoit deub, lequel pourſuit au payement de tout le ſurplus & arrerages, deduict vn quart. Ceſtui-ci ſomme vn autre à ce qu'il ſoit tenu l'acquitter non ſeulement pour ſa part, mais auſſi pour celle du quatrieſme obligé, & conclud contre le creancier n'eſtre recepuable luy demander plus que le quart des arrerages l'aſſigné diſant pour ſa raiſon que le creancier a diuiſé ſa rente, virilem accipiens, vt in l. creditores, C. de pact. *& au contraire celuy eſt ſeul deſchargé, qui eſtant actionné, paye ſa quotte au creancier, lequel en le quictant ne s'eſt demis de l'obligation ſolidaire des autres en ce que reſte,* l. quoties, ff. de ſolut. l. ſi ſtipulatus, §. fin. ff. de fideiuſſ. l. ſi ex toto, §. 1. ff. de leg. 2. *comme auſſi l'aſſigné ne pouuoit agir pour tout le debte contre l'vn des coobligez, que contre chaſcun pour ſa part, parce qu'il n'auoit les droicts cedez de ſon creancier,* vt in fideiuſſoribus, l. vt fideiuſſor. ff. de fideiuſſ. l. cùm alter, C. eod. *dont par arreſt du Parlement de Paris du 15. Decemb. 1571. a eſté iugé que le creancier ſe pouuoit dreſſer contre l'vn des autres obligez pour le payement de tous les arrerages du ſurplus de la rente deuë, qu'il n'y auoit lieu de diuiſion, & que celuy qui eſtoit pourſuiui, n'auoit recours contre ſes coobligez, que pour leurs parts & portions, non ſolidairement, veu qu'il n'auoit les droits cedez du creancier. Le meſmes fuſt iugé au premier chef pour le creancier le 25. May 1584. pour le ſecond chef, autre arreſt ſolemnel du 14. Aouſt audict an, par lequel fuſt iugé que ſans ladicte ceſſion & tranſport de droicts & actions, celuy qui a payé le tout, n'a recours contre les autres, que pour leurs parts.* Accur. & Faber in l. 1. C. de duob. reis, l. fideiuſſoribus, l. cùm is qui, ff. de fideiuſſ. l. Modeſtinus, ff. de ſolut. [14] l. liberum, & 14

ibi gloſſ.in verb.iuris ratio,C.de fideiuſſ.l.creditores. C. de pact. l. ſi per impru-
15 dentiam,§.fin.ff.de euict. *ny n'a lieu le relief*,arg.l. amiſſi rutna, §. 1. ff. de pignor. [16]
l. inter eos, §. cùm inter, C. de duobus reis, *& meſmes le fiſc eſt en perte,ſi ſuccede és*
cautions de diuers creanciers pour delicte en la diminution du patrimoine d'icelles cautions
16 *par l'inſoluabilité des principaux debiteurs*, d l.inter eos,§.fin. [16] Non quidem inter fi-
deiuſſorem & eiuſdem fideiuſſorem, quorum prior eſt loco rei, ſed inter confi-
17 deiuſſores fideiuſſoris,l.ſi plures,§ præterea,§.fin.ff.de fideiuſſ. [17] nempe inter fi-
deiuſſores pupillo à tutore datos l.fin.& ibi gloſſ.in verb. diſtinguendum, ff. rem.
18 pupil.fal. for. [18] quia diuerſarum ſtipulationum ſunt fideiuſſores.l.ſi Titio.l. inter
19 eos,§.duo rei, ff de fideiuſſ. [19] l. ſi dubitet, §. ita demum, ff eod. ſi conuincitur
propter mendacium, authꝫ contrà qui propriam, C. de non num. pec.l. ſed & ſi
pro parte,§ interdum,ff.quod cum eo qui in alien pot.eſt negot.geſt.eſſe dicetur,
20 l.ſi vnus,§.fi.ff pro ſoc. [20] §. ſi plures,inſt. de fideiuſſ. [21] *Maynard au chap. 44. du*
21 *5.liu.de ſes queſt.e preſente la vente du fonds faicte par vn moindre moyennant cautions, de*
laquelle le moindre eſt ſi apres releué & reſtitué en entier pour lezion d'outre moitié de iuſte
prix, l'achepteur peut recourir contre leſdictes cautions, encore qu'au moyen du ſupplement,le
*fonds vendu luy demeure.*Cynus in l.1 C.de fideiuſſ minor. *Et par fois les cau-*
tions ne peuuent recourir contre les moindres, comme a eſté cy-deuant repreſenté,ny contre les
mineurs,propter emergentem inopiam,de qua infrà dicturi ſumus: *ny ne ſemble*
que ſous pretexte de partie du payement faict au creancier par vn des confideiuſſeurs ſolida-
irement obligez,l'action ſoit diuiſée contre les autres par la ſimple quittance, ſi par exprés
le creancier ne renonce à la ſolidaire. Maynard ch.39.du 8.liu.de ſes queſt. Carondas chap.
2.du 4.liu.de ſes Reſp.Robert ch.7.du 4.liu.des choſes iugées; & celuy qui paye l'entiere ſom-
me,peut contraindre le creancier qui l'a reçoit, luy ceder ſes actions, pour auoir ſon recours
tant contre le principal que ſes coobligés. l.ſi mandato meo, §. ſi fideiuſſor,l.is, §.ſiue
eum,& ſeq.ff.mandat. l.idémque, l. idem Labeo. Ibique gloſſ. in verb. eum
oportere, ff. mandat. *où le debteur principal releue ſa caution, tant de la ſomme prin-*
cipalle, que d'eſpens, dommages & intereſts, l. cùm inter, l. ſicut, Cod. de fide-
iuſſ.l. fideiuſſoribus,l.vt fideiuſſor,ff. eod. *& remarque ledict Maynard au chap. 49.*
du ſecond liure de ſes queſtions, que par le moyen du payement la caution acquiert meſme
droict de ſubrogation, que par ceſſion expreſſe du creancier, ores ne luy ayt cedé ſes droicts.
22 [22] l.Lucius, ff. mand. cap. fin. e. de fideiuſſ. *Maſuer tit.des obligations, nomb. 46.*
23 [23] l.ſi pro ea,C.mand l.ſi pro eo.& ibi gloſſ.in verb.feceris,l.ſi mandato meo,§.ſi
iudicio,l.Lucius Titius.ff.eod.l.1.l.ſententia,C.de fideiuſſ.l.ſi conſtante, ff. ſolut.
24 mat.l.capitis.ff.de fideiuſſ.l.1.& toto tit.ff de incend. ruin.naufrag. [24] præfat.iurib.
25 l.fin.§.1.C.de fideiuſſ. [25] *Et lors la caution eſt deſtituée de recours, cauſant l'extreme pau-*
urté du principal, l. nam is nullam, ff. de dol.*neanmoins contrainctle au payement,tout*
ainſi que ſi le garent eſtoit en autre meilleur eſtat : tempus enim ſpectatur quo con-
trahimus,& retrotrahitur obligatio,l 2.§.1 ff. de hæred. vel act. vend.l. illa verba §.1.cum duab ſequentib.ff.de conſt.pec.l.Rutilia,l.in lege,ff de contrah.empt.
l.fin.in 1.Reſp. ff. de aur. & argent. leg. *quoy que les debtes ne puiſſent eſtre deuement*
conteſtez par la caution ny ſes heritiers, licet exemplo reorum principalium, ſi-
cut parentes teneantur, l fideiuſſoris, C. de fideiuſſ. quibus parentibus imputandum eſt,ſi pro alienis debitis vrgeantur, pro quibus ſi iem ſuam adſtrinxêre,
l. ſi alienam, C. eod. & ſi debitor principalis exulare iuſſus ſit, adempta dimidia bonorum,nihilominus fideiuſſor in ſolidum obligatus omne debitum ſolue-

re com-

re compellitur: ſin autem quod ſupererit facta diſcutione bonorum principalis debitoris, licèt ſtatu mutato, l. 1. eod. *& peut la caution agir pour ſon indemnité ſur les biens de ſon garent, non pourtant que cet ſe ſoit obligé pour plus grande ſomme que ne doit le debiteur principal en ladicte qualité, il ſoit tenu à plus grand ſomme que ſon garent*, l. ſi vltra, C. eod. [26] d. auth. præſente, *ſinon que le principal fuſt abſent, pauure, ou decedé.* [26] *Ce que ne ſemble toutes-fois empeſcher que le creancier ne ſoit tenu faire preallable diſcution ſur le principal, pour tant ſeulement venir à la ſubſidiaire, que ſa notoire & euidante pauureté: de tant que les heritiers ſont tenus au payement des debtes hereditaires, comme eſtants au lieu & place du debteur deffunct; contre leſquels le fideiuſſeur a ſon recours. Et quant aux abſents, on peut auſſi proceder par deffauts & ſaiſie de leurs biens, ſi ne ſont hors la Prouince & deſtroict du Parlement ou Seneſchauſſée, pour ſa Majeſté, ou cauſe legitime contre leſquels on ne peut agir pendant leur delegation, & ſont apres remis en leur premier eſtat de ce qu'a eſté contre eux faict & obtenu, où par ce moyen ceſſe la ſubſidiaire, ſelon ladicte authentique: non ſi le principal eſt tant ſeulement hors la ville & fauxbourg*, vt in l. abſentem, ff. de verb. & rer. ſignif. *ſi faict ſa demeure en la ville & viguerie de Tholoſe, où l'accez eſt libre, pour luy faire les exploicts, ne ſemble auſſi auoir lieu l'authentique* hoc ita, C. de duob. reis, *quant à l'action ſolidaire, ſinon que l'accez fuſt dangereux, par guerre ou contagion, eſtant le lieu, où le principal faict ſa demeare peſtiferé, ou detenu des ennemis & gens de party contraire à la ville de Tholoſe, ou ſes biens par eux occupez, qu'eſt vne euidante cauſe d'inſoluabilité. Comme fut iugé en noſtre Siege, contre Dupeyron greffier, qui fuſt condamné payer vn debte de trente eſcus, ſauf ſon recours, pour auoir receu vne caution qui auoit ſon bien a l'Iſle en Iordain, tenue par le contraire parti en temps de guerre, à ceſte occaſion inacceſſible aux habitans de Tholoſe.* [27] Nam bona fides non patitur, vt bis idem exigatur. [28] *Maſu. tit. des obligations, comb. 12* nouell 4 c. 2. auth. [27] [28]
ſed hodie, C. de act & oblig. auth. hoc ſi debitor, C. de pign. [29] Tunc enim non cõ [29]
trahitur vitium litigioſi, ſed vt emptor poſſit conuenire, l. Moſchis, ff. de in. fiſc. auth. hoc ita, C. de pign. in odium eius qui non curauit, vt pretium daretur fideiuſſori. Azo in ſumma eiuſdem tit. *meſmes quand la vente eſt faicte apres la cauſe conteſtée*, gl. auth hoc ſi debitor, C. de pignor. [30] vt in l. 1. C. vbi in rem act exerc. d. b. [30]
[31] l. ſi alienam, C. de fideiuſſ. l inter eos, in 1. Reſp. l. ſi plures, l. inter fideiuſſores, [31]
ff eod l. fin C. de conſt. pec. & actione diuiſa, periculum ſpectat ad creditorem d. l. inter eos, §. cum inter, ff. de fideiuſſ. non damnum amiſſi pignoris, l. amiſſi ruina, in princ. ff de fideiuſ. quo amiſſo creditor poteſt agere in fideiuſſores, d. l. inter eos §. cred ff. de pign. [32] l. nihil tãm naturale, ff. de reg. iur. l. nouatione C. de fideiuſſ. l. vnic. in princ. C. etiam ob chirograph. pec. pign. verd. non poſſ. l. nouatione, ff. de nouat. l. ſolutionem, ff. de ſolut. non quidem ex ſimplici notatione, de qua in l. fin. C. de nouat. *laquelle ſelon Carondas au chap. 74. du 7. liu. de ſes Reſponſ. ne ſuffit en France pour la deſcharge de la caution, où l'on ſuit le droict ancien, ſinon que la derniere obligation deroge à la premiere: de tant que ſi ne contenoit que prorogation de delay à payer, la premiere demeureroit en ſa force*, l. ſed ſi manente, ff. de precar. *ſauf la iuriſſance du delay en dernier lieu accordée, pendant lequel la caution ny le principal ne peuuent eſtre inquietez ny actionnez*, l. fideiuſſor, ff. de fideiuſſ. *Ainſi iugé par Ar eſt du Parlement de Paris du vingt-ſixieſme Auril mil cinq cents huittante huict.* [33] *Pour cauſe de ſoy priuilegiée comme deniers Royaux, dotaux, Eccleſiaſtiques & municipaux, non des contracts faicts par mineurs, les cautions deſquels ne peuuent eſtre reſtituées*, l. in cauſæ ff. de minor. l. Marcellus, ff. de fideiuſſ. l. 1. & 2. C. de fideiuſſ. minor. *Carond ch.*

11.du 9.liu.de ſes Reſponſ.quoy que le moindre ſoit reſtitué pour cauſe conuentionnelle, l. eius quãtitatis, C.de ſolut.l.ſi conſtat, C.de cõpenſ. nec admittuntur quæ in l. in ea & eius quod, C.eod.niſi in executione per exceptionem rei indicatæ, l.2. C. eod. remunerationis cauſa ex contractu innominato, vel nominato reconuentionis, de qua paſſim toto tit.de compenſ.ff.& C.per pactum de non petendo, vel per modum acceptilationis, l.acceptolatum, §.inter ff.de acceptil.rer.debit.à cred. legat. vel donat.aut hæred.inſtit.& eſt omni exceptione maior peremptoria : dilatoria enim non perimit, ſed ſuſpendit, l.fideiuſſor 3.ff.de fideiuſſ. [34] l. 1. l. ſententia, auth.præſente, Cod.de fideiuſſ.l.capitis, l.ſi plures, § prætereà.ff. eod. [35] l.hæres, §. quod ſi ſtipulator, ff. de fideiuſſ. l. Stichum, §. aditio hæreditatis, ff. de ſolut. leg. debitori, Cod. de pact. [36] leg. ſi plures, §. 1. leg. Vranius, ff. de fideiuſſor.

34 35 36

TITRE

SOCIETE,
TITRE XII.

COVSTVME.

Quand vn marchand baille certaine quantité de vin ou autre marchandiſe à conduire de Toulouſe en autre contree, au tiers, quart, ou cinquieſme denier du profit: celuy qui l'a reçeu, doit auſſi auoir ce qu'il a beſoin pour ſe nourrir & alimenter ſain & malade, allant, demeurant, & retournant à la bonne foy à la conduitte, deffenſe & pourſuitte de ladite marchandiſe: ſi par neceſſité ou pour l'vtilité d'icelle luy a fallu obtenir aucune mandement, les frais qu'il y a faits luy ſont à rembourſer, ou deduire ſur la meſme marchandiſe, ſinon le maiſtre d'icelle le doit payer de ſien propre, pourueu que luy ait rendu compte deuant deux, ou 3. marchands dignes de foy, experimentez & entendus au faict, traite, & conduitte de telle, ou ſemblable marchandiſe. Lequel compte ſi eſt trouué loyal & raiſonnable, le facteur & conducteur partiaire compte rendant, doit eſtre creu à ſon ſerment deuant les meſmes arbitres, ſur le faict de ſon adminiſtration, gain, & perte faicte en icelle: ſauf ſi ſon maiſtre peut & veut prouuer le contraire, ſans preiudice des conditions & promeſſes, pactes & conuentions faicts & accordez entre le maiſtre de la marchandiſe, & celuy qui la reçoit, Eſquels ne deroge la couſtume, laquelle eſt auſſi entendue & a lieu entre les marchands & leurs ſeruiteurs ou aſſociez qui reçoyuent la marchandiſe à telle condition, qu'ils n'y ont part qu'à la diſcretion & volonté du maiſtre.

CHAPITRE.

DIEV autheur de la nature, curateur & formateur de l'vniuers, n'a voulu produire toutes choſes vtiles, profitables & deteſtables à l'homme en toutes terres, & a diuiſé ſes dons gracieux en diuerſes regions & contrees, pour faire recognoiſtre ſa grandeur, & l'infinie largeſſe de ſes benefices, admirer ſes merueilles, & nous exercer à la recerche des choſes tant vtiles, que curieuſes & recreatiues, pour la conſeruation de la ſocieté

humaine, par le moyen du commerce auec les nations eſtrangeres, [1] lequel ne pouuant eſtre par vn ſeul marchand, qui amene grand train de marchandiſe, commodement exercé, pluſieurs ſe mettent en compagnie & contractent ſocieté particuliere du commerce qu'ils ont à faire enſemble, pour le profit & vtilité qu'ils eſperent en receuoir, pendant le temps de ladicte compagnie, de laquelle ſe peuuent deſpartir quand bon leur ſemble. [2] Dont ſi les parts ne ſont exprimees, ores l'vn y contribue plus que l'autre, la perte & le profit ſont en commun, & ſe portent & communiquent, ou contribuent eſgalement: [3] & par fois l'vn des aſſociés employe ſes deniers, l'autre ſon induſtrie, laquelle ſi excede, ou eſgaliſe la perte du maiſtre du cabal, fait à compenſer auec le gain: & ce que reſte eſt tenu pour le profit en prouenant, ſoit en la proportion geometrique, ou arithmetique, deſquelles parlent certains Interpretes du droit Romain au titre de la ſocieté. [4] Qu'eſt cauſe que l'aſſocié qui proteſte contre ſon compagnon, qui va en voyage, ne vouloir courir le danger de l'emploite & debite que s'en va faire, ne doit non plus participer au profit, ſi point en y a, ſinon la perte, le cas aduenant: dont les auaries des achapts, conduittes & employs ſe font aux deſpens communs de la compagnie, [6] eſtant queſtion du commun intereſt des aſſociez qui voguent en meſme nef, & courent meſmes fortunes [7] de tous les hazards, commodités, incommoditez, pertes & profits que ſe font en icelle: [8] ſous le nom de laquelle eſt ici parlé des mandataires, negociateurs, agens, procureurs, facteurs, inſtiteurs, ſeruiteurs, voicturiers, conducteurs, & autre maniere de gens, partiaires, ou mercenaires employez és affaires d'autruy, à la traicte, conduite, emploitte & remiſe des marchandiſes à eux bäillees, achapt & vente d'icelles, ou à quelle autre condition que ce ſoit, non des aſſociez, [10] leſquels apres la ſocieté demeurent encor obligez pour les debtes communs d'icelle, [11] quoy que le temps de la condition ni du payement ne ſoit expiré. Pour leſquels on le peut contraindre bailler cautiõs de payer aux termes eſcheus, en cas de ſeparation, ſauf à celuy qui paye ſon recours contre ſes aſſociez par leurs quotes ou eſgales portions, ſelon la nature de la compagnie. [12] Celuy qui reçoit en Tholoſe marchandiſe, comme blé, vin, laine, paſtel & autre mercerie, pour les traduire & debiter ailleurs, vendre en gros, ou changer, auec autre marchandiſe, ou la va querir ailleurs par achapt, à credit, par eſchange, & permutation de marchandiſe à marchandiſe, en recharge, ou autrement, comme draps fins de laine, ou ſoye groſſiere,

groſſiere, poiſſonnerie, pelleterie, orpheurerie, & autre mercerie pour l'apporter vendre en Tholoſe, [13] ſelon le texte de ceſte couſtume; doit eſtre deffrayé ſain,& malade de tous frais & auaries que cõuient expoſer à l'entretenement, conduite,chaume, emploite,& retour d'icelle, outre ſes gages, ou partie du profit, qũe luy eſt accordé pour ſa peine & induſtrie, [14] ſi ne l'a priſe à ſon arriſe. D'où ſenſuit que les pertes & infortunes reüſſiſſent au dommage du maiſtre, l'agent ne courant aucun hazard ni arriſe: [15] & où la marchandiſe ſeroit priſe & redimee des mains des volleurs, pirates, ennemis, & barbares, enſemble les ſeruiteurs & autres perſonnes employees à la conduite d'icelle, le maiſtre ne ſeroit ſeulement tenu du rachapt & rançon de la marchandiſe, mais auſſi des priſonniers, enſemble des cures & medicaments expoſez à la gueriſon des malades & bleſſés, [16] eſcortes, daces & contributions, [17] & inſections des marchandiſes, à la deſcharge du nauire periſſant,& degaſt faict pendant le naufrage, ou danger, par l'inondation des eaux en celle que reſte, [18] non des mas, voiles, antennes, cordages & autres equippages du nauire, bruſlez,abbatus, mis en fonds, ou fracaſſez par le foudre, l'orage & la tempeſte, rencõtre & autres infortunes,quoy que renouuellez ou reparez par le patron du nauire venu à bon port: [19] lequel ledit patron ou maiſtre du nauire eſt tenu equipper eſtant payé du voyage, & reſpondre des contributions des autres, qui paſſent les meſmes dangers en ſon nauire enuers les intereſſez. [20] Pour leſquelles,enſẽble pour ſes droits il a auſſi droit de retention des marchãdiſes preſeruees, [21] & pour la perte, degaſt & corruption de celles qu'ont eſté deſchargees dans les equifs:nõ au contraire,ſi les equifs demeurent,& le nauire perit, [22] de tãt que le principal ne ſuit la nature de l'acceſſoire. Et du nauire caſſé chaſcun ſauue ce qu'il peut, comme du feu, [23] quoy qu'en certaines Iſles on confiſque les marchandiſes ſubmergees,pieces & fragments des nauires fracaſſez,ſelõ les loix & couſtumes Rhodiennes, [24] pleines d'impieté, [25] par leſquelles les Rhodiẽs ſe ſont inhumainemẽt preualus de la miſere & infortune des marchands nauigeans & paſſagers, qui ont ſouffert naufrage,ou pour ſe releuer, ietté de leurs marchãdiſes dãs la mer, (cõme on feroit des ennemis courſaires & barbares, leſquels on peut impunement tuer) [26] ſi ne l'ont fait par droit d'eſpaue. [27] Ce q̃ ne peut eſtre, par ce que la marchãdiſe iettee, ou faiſant naufrage, n'eſt delaiſſee, tant que les marchands la pourſuiuent, & ſont en volonté l'a recouurer, non plus que ſi eſtoit iettee d'vn chariot à terre en lieu difficile & dangereux à paſſer, pour aller plus legerement,

& auec plus d'aſſeurance : [28] ſauf que le maiſtre eſt tenu des frais expoſez à la pourſuitte & repriſe d'icelle, ſi tombe és mains des ennemis, voleurs, pirates & barbares, [29] ou eſt ſaiſie pour ſes debtes, [30] pour droict de traicte & paſſage, & en quelle autre maniere que ce ſoit, [31] par perſonnes publiques, ſoit pour cauſe publique ou priuee, concernant le faict du maiſtre, ou de la marchandiſe, [32] non ſi c'eſt au defaut du maiſtre du nauire ou du patron & conducteur, [33] duquel le maiſtre de la marchandiſe n'eſt tenu, [34] non plus que de la perte de la marchandiſe contre ſa volonté requiſe en autre vaiſſeau pire que celuy auquel le nautonnier auoit entrepris l'apporter ſi les deux vaiſſeaux ne periſſent. [35] Et ores n'arriue au temps & lieu prefix & arreſté, le facteur pourtant, ni le patron ne doyuent reſpondre du retardement, ſi n'a tenu à eux pour auoir eſté detenus de maladie, arreſtés pour la marchandiſe, ou deſtournés pour l'iniure du temps, des courſaires, ou autrement : [36] de meſme que celuy qui fait la conduite par terre, doit eſtre deffrayé de toute la deſpenſe du voyage, enſemble des peages & autres droits, des eſcortes en temps de guerre, des voictures & charrois, la cure des ſeruiteurs bleſſez à la defenſe d'icelle, rançon des priſonniers & marchandiſes, [37] ſans que le facteur mercenaire ſalarié ou gagé ſoit tenu d'aucune perte, ni courir aucun arriſe, ſi n'eſt aſſocié, ou n'y a pacte du contraire : [38] neantmoins tant l'aſſocié que le negociateur, [39] eſt tenu de ſa negligence, ſi n'apporte telle diligence, qu'en ſes propres affaires ſelon ſa capacité : [40] dont l'inſuffiſance eſt imputee à celuy qui l'a pris, pour ne l'auoir choiſi plus apte & capable au faict de ſa charge, [41] & eſt tenu ciuilement de tout ce que ſon facteur agent, ou ſeruiteur contracte & negocie ſelon le pouuoir que luy a donné : [42] meſmes de la reintegration des gages receus pour arres & aſſeurance des payements des marchandiſes vendues, [43] du tout ou partie à credit, & deniers employés à ſes affaires, auec les intereſts : [44] quoy que le facteur l'ayt employé à ſes vſages, ſi l'a emprunté au nom du maiſtre [45], ſauf au maiſtre ſon recours contre ſon ſeruiteur [46], & ſauf ſi le deſaduoue. Auquel cas le creancier peut agir & vſer contre le ſeruiteur des contraintes contenues au contract de debte à ſon nom propre, non de celuy pour lequel procedoit & empruntoit, enſemble ſi le facteur commet dol & fraude à la marchandiſe, emploite, conduite, vente & debite d'icelle, [47] laquelle eſt de meſme retorquee contre le maiſtre, [48] ſauf à luy ſon recours contre ſon facteur tant de la perte que dommages & intereſts qu'il ſouffre à ſon defaut.

Lequel

Lequel n'eſt auſſi receu à ſerment contre le maiſtre à la reddition des comptes pour le faict de ſa negociation, que tant ſeulement à les verifier par actes iuſtificatifs, [49] ſinon de choſes de peu neceſſaires & raiſonnables, lors qu'il eſt trouué de bonne foy, [50] & ſes comptes bons & loyaux, tant à la recepte que deſpenſe par les auditeurs, entre eux accordé, [51] ou puis d'office par les prieur & conſuls de la bourſe, [52] ſinon par les auditeurs erigez en office formé és cauſes ciuiles ailleurs intentées, que deuant leſdits prieurs & conſuls: [53] ſauf en ce que le maiſtre offre preuuer & verifier le contraire des articles impugnez & debattus, [54] ne le voulant deferer au ſerment de ſon agent: [55] apres lequel eſtant par la partie deferee, ſi n'appert autrement qu'il eſt en fraude, [56] le maiſtre n'eſt plus receu en preuue.

N O T AE.

1 NAm ſocietas quædam vtilis inter homines natura conſtituta eſt, vt Tullius loquitur, 1. Offic. l. 3. ff de iuſt. & iur. qua propter rerum communicationem introducti ſunt omnes contractus, commercia, & actiones, vt apud Prateium, in verb. ſocietatem publicam, commercio denique ab exteris & finitimis regionibus, tum etiam à Barbaris merces vndique conuehuntur, quibus tam valetudini, quàm cæteris hominũ neceſſitatibus conſulatur. Nec vna fert omnia tellus. Narbonenſis ſeu linguæ Occitanæ prouincia, de qua Cæſar lib. 3. de bell. Gall. Raymundus Marlianus in eiuſdem commentariis & Cornelius Tacitus in verb. Narbona antiqua Colonia Romanorum, per Caium Cæſarem dictatorem è Martia legione deducta eſt: poſtea Martius Narbo dictus, vnde Narbonæ ciuitas mœri optimi, glaſti, lanæ, tritici & olei ferax, & paucis eget, quæ ſunt ad vſum vitæ neceſſaria.

Nec tu Martie Narbo ſilebere, nomine cuius
Fuſa per immenſum quondam prouincia regnum
Obtinuit multos dominands iure colonos.

Inquit Auſonius. Hæc eadem ex tota Europa & Africa commercio nauigantium ditatur, vt ait Forcatulus, lib. 2. de Imperio Gallorum: quæ quidem colonia ſimulachrum & effigiem aliquam populi Romani præ ſe ferebat, eiſdémque legibus vtebatur ac moribus, ex Gellio lib. 6. Noct. Attic cap. 13. Singulæ Moluchanum Inſulæ ſingulas gloſſorum ſpecies adferunt xylo & cera Canariæ inſulæ affluunt, de quibus Mapheus & alij ſcriptores Orientalium Indiarum & Mono. h etiam gariophilum. Malacha portus omnium ex Oceano commodiſſimus pſytacos gignit optimos, eóque tantum exportantur ſerici & aromata, de qua Paruitius Romanus lib. c. 17. ex ſyluis & nemoribus lazer, vnde lazeritium, quod vulgò *b nuum* dicitur: habétque tria aloes, genera quæ ex vibe Cernau aduehuntur, & ibi vocantur Lubam, Bachar, Colampat, quorum poſtremum eſt cæteris longè perfectius, & nobis incognitum, cæteráque huiuſmodi odoramenta rara

apud nos habentur ob eorum summam caritatem, quæ tanta est, vt eorum quælibet libra in vrbe Cernau decem aureis væneat. Ibidem, cap. 20. Et hæc in Cinæ & Catai regnum potissimum adferuntur: Cynamomum ex Chyna Insula & Zaylon & Aymon, vbi etiam è terra fodiuntur pretiosi lapilli, nempe pyropi, hyacinthij, saphiri & topacij. Sanguis draconis in Portusancto è cortice arboris ferro sauciato & inciso sequenti anno gummam mittente, quæ ahenis decoquitur & defecatur, elicit ir: miristicas nuces & masticem emittit Bandã Insula. Apud Persas regionis Corozani Eri ciuitas maximè abundat rubarbaro & serico, & vtuntur præ cęteris Persæ, vt Taprobani rastoreo, Bathacala vrbs Indiæ orisa & saccaro albo affluit. Cuius optimum est, Mederæ ab Hispanis excultæ & primum occupatę, China atque Brasilia Regio saccaro affluit Senega regnũ psyrachis trium colorum scatet, nempe subcinericij, viridis & veneti: Onix & Chalcedonius lapides prope Cambayam vrbem Indiæ gignuntur, Decan vrbs etiam Indiæ abundat pyropis, & adamantibus, propéque mons vnde eruitur adamas. Idem Patritius suæ nauigationis lib. 4. cap 5. Sandali nemora visuntur in Calechut, ex India Occidentali Hispani candidas & diuersi coloris ferunt margaritas, sed venustiores, grandioréſque leguntur in Insula Persidis prope Grunum vrbem: auro pariter abundat regnum Zaphale, & ibi paruipenditur propter aurifodinam, tum etiam Peru, è quibus, aliisve regionibus eo abundantibus ferro & aliis mercibus aurum permutandum & expetendum est, non ibi exportandum. Sitne Tarsis vel Insula Colce, vbi quondam euntes Argonautæ tandiu mare Athlanticum insulcarunt, vellus aureum inhiantes, cuius nomine mare Athl. Mœxicana voce adhuc appellatur, quod quidem vellus sub torque pensile defert Rex Hispaniarum: vnde Flaccus in Epistolis.

Impiger extremos currit mercator ad Indos,
Per mare pauperiem fugiens, per saxa, per ignes.

Ex India Orientali piper optimum aduehitur: Gariophilum fert Moloch Regio in Cananor. & Bandan, vnde etiam adferuntur mastix & miristicæ nuces: castoreum venit è Prouincia Dego, vniones proceriores fert plaga Armesi, spicus, nardus & mirabolanum aduehuntur ex Cambaiæ prouincia: cassiam in succulis mittit vrbs Calicuth, mittunt sua thura Sabæi, mirrham Fartica Regio, China lignũ aloë, rubarbarum, camphoratum & Calingam, Zecombain fert idem Calicuth, cardamomum maius, piper longum in Same inuenitur, tamarindum & Zedonarium brasilium fert Regio Tanazar, quorum omnium ingens copia conuehitur in Babilonicam ciuitatem, quæ vulgò nuncupatur, *Le grand Caire* vbi optimum nascitur balsamum, & Alexandriam inde à Mauris & Nigritis, præsertim in vrbem Calicuth, vbi multi mercatores negociantur, & ibi venditur cynamomum eodem pretio quo piper & gariophilum, nempe quinque catarorum, non minùs quàm decem vel duodecim ducatorum: zinziber dimidio minùs, lacha & sandalum parui penduntur, propter ingentem copiam. Nec ob id nisi aurum argentum aut coralium recipiunt, quod æpenumero gignitur & rete eruitur è scholiis Cicilianis: pluráque reperiuntur corralij scolia in sinu Oceani admodum nauigantibus periculosa, è Chyna saccarum, cynamomum, vniones & rubarbarum maximè gignitur, quæ ad Ormum facillimè conuehuntur, vbi Persæ, Tartari, Arabes, Æthiopes, Indi, cæterique orientales merces ferunt, tum etiam Occidentales, Europæi & Africani, vnde vniones, lapilli, pretiosa medicamenta, saccarũ optimum,

aromata,

aromata, rubarbarum, cæteráque groſſorum genera ad Alep Trypolim, & Alexandriam Ægypti adferuntur, & inde à Maſſilienſib. & Venetis exportantur: quæ Luſitani mercatores non ex Ormo tantùm, ſed etiam ex variis Indiarum inſulis, Chyna, Breſilia regione & plagis orientalibus nauib. adferunt, vbi etiã plerique mercatores Europæi per mare vndique affluunt, Hiſpaníque ex America Indiæ occidentalis multa pariter ferunt. Quarum merces potiores ſunt pretioſi lapilli, beryli, ſmaragdi, chelidonij, topaſij, zaphyri, chryſolithi, & id genus plura: caſtoreum, thus, aloës, rubarbarum, porcellanæque, nec non gariophylum, cynamomum, ſandalium, lachæ, maſtix, & miriſticæ, quæ ibi aliunde exportantur: piper verò & gingiber ibi naſcuntur, mirabolanum & caſia hæc regio abundè mittit, vbi Mauri affluunt, & eius penè regni tenent habenas. Turcæ, Perſæ, Aſſyrij ex Babylone, & ferè aliæ innumeræ gentes, & vigeſima datur Calicuth vectigali. De quibus Aloyſus Cadamuſtus ſuæ nauigationis cap. 1. 4. 5. 6. 7. 30. 54. 55. 76. 83. Chryſtophorus Columbus in ſua nauigat. de arce Iſabella prope auriſodinam extructa. Ioſephus Indus in fine ſuæ nauigationis. Ludouicus Romanus Patritius lib. 4. 5. 6. ſuæ nauigationis. Paulus Venetus de regionib. orientalibus lib. 1. cap. 24. Pater Henricus Caſtellanus Franciſcanus noſtræ ciuitatis de balſamo in Babylone ſeu Cairo naſcente & alia complura enarrat in lib. ſuæ peregrinationis in Hieruſalem & montem Sinaï anno magni Iubilæi 1600. multíque lapilli & gemmæ leguntur ex Euphrate flumine, vt refert Solinus cap. 40. ſuæ Hiſtorię. *Duarric de la compagnie de Ieſus en la ſeconde partie de ſon hiſtoire de l'Ind Orientale chap. 11. 22. liu. 3 & chap. 1. 17. du liu. 4.* Pellibus denique pretioſis Septentrionales affluunt, & paucis groſſorum generibus, de quibus Holaus magnus & alij hiſtorię ſeptentrionalis ſcriptores. Mercatores igitur nauigantes pharmacis, gemmis, & aromatibus potiſſimum incumbentes ad orientem & partes Africæ vnà cum Luſitanis felicem ſuſcipiant nauigationem, ſi in longinquas & exteras regiones negotiari deſiderent, non ſolùm pecuniis aureis & argenteis, ſed etiã mercibus permutandis muniti, niſi ad Tripolim, Cairum, vel portum Alexandriæ ſe conferant cum Venetis vel Maſſilienſibus, vnde pretioſa admodum & ingentia mercimonia trahiciunt Patritij Romani lib. 1. ſuæ nauigationis. Quę potiſſimùm ex Africa & India proueniunt: occidentalis enim Hiſpani habent comeatũ, auro, pipere, & margaritis affluentis, vbi & ipſi ſedes poſuerunt, vnde Baionæ & Burdegalę nunc plura conuehuntur, è quib. mercatores Tholoſates, tum etiã à Maſſilienſibus multa comparant: præſertim apud Venetos gemmas, pharmaca, & aromata, maximè rubarbarum, quod apud nos non aliunde defertur. Quæ & alia nobis ex finitimis affluunt, nauigationis beneficio, Lutetiam, Flandriam, Neuſtriam, Britanniam, Scotiam, Hiſpaniam conuehuntur, & inde alia multa reportantur: è Lutetia panni ſerici, lanei & linei optimi, forſan è lana noſtra aut Valentiniana confecti: ab Antuerpia merces admodum artificioſę, vt tela tenuiſſima, tapetia, pictoræ & ſimilia è Lugduno, quę ex Italia, Germania & finitimis ſeu conterminis regionibus adduchuntur, pauca tamen ex noſtris reportantur ad victum & veſtitum, non ad ornatum neceſſaria, vt glaſtum, lana, mœrum, & ſi opus eſt triticum, quibus abundamus, necnon panniis ex lanis confectis, vt viterius ab hinc pronunciabitur, quibus to à paſſim Italia mutuet ſericis affluens, vbi ea agris multa etiam mercantur. Et hęc ab Oriente, meridie & occidente, vnde reuectionem & admiſſum peregrinę gentis vtilitas habet, vale: nunc ad ea, quę neceſſitę

quę

quæ omnia recenseri impossibile esset. è plagis autem septentrionalibus, nisi finitimis & penè conterminis nullum est nobis ferè commercium, præter pelles, paucissimæque ex huiusmodi regionibus nobis adferuntur, ob rerum penuriam & aëris intemperiem, quæ etiam in medium proferre nobis inane, & lector prorsus esset inutile, *pays desert & infertile & de tout inhabité, sous le pole artique ny a plusieurs degrez à l'entour en la mer glaciale, où cesse aussi la nauigation, & les Zelandois ont fait plusieurs voyages pour les Estats de Flandres, prenans la route du Royaume de Katai, auquel n'ont peu parvenir, ni en rapporter aucun profit, sinon perte & dommage, comme se voit en la nauigation Zelandoise. Et mesmes le musc, les peaux d'hermine & de marte viennent plus commodement de la Chine, ensemble la porcelaine, que les marchands Espagnols & Portugais y vont achepter & les apportent en ce pays, où le sucre fin ne se vend que neuf ou dix reales d'Espagne le quintal, & en font les Portugais au Brassil, les Espagnols à Madere. Ouiatrie au chap. dixsept du quatriesme liure de la seconde partie de son histoire. Et se pourueyent puis quelques annees les marchands espiciers de Tholose de grosserie à la plus part a la Rochelle pour la commodité de la nauigation, & autres ne passent le port*
2 *de Bordeaux.* Vnde fiunt consociationes vitæ necessitatibus sic exigentibus & propter vsum negociationis, & à mercatoribus quædam communicatio inuenta est, vt plurimorum operis, facultatibúsque in vnum collatis, rectius, copiosiúsque mercatura exerceretur. Quæ ita definitur à Vezembechio, vt sit contractus iurisgentium nominatus, in quo bona fide contrahentes societatem de rebus honestis ineunt, eo animo, vt res, operæve, earúmque rerum lucra & damna inter ipsos communicentur. Socij, inquit Cicero, Action. 5 in Verrem, putandi sunt, inter quos res est communicata, nempe animo contrahendæ societatis: cuius materia sunt res omnes & operæ honestæ, quæ in commercium cadunt, l. 5. l. verum, ff. pro soc. cùm rerum turpium nulla sit societas, l. quod autem, l. nec prætermittendum, l. quod sæpe, ff. de contrah. empt. & contrahitur generalis omnium bonorum societas, interdum particularis alicuius negotiationis, vel rei quæ nobis propiùs accedit, tum etiam de rebus publicis vel priuatis, l. societas, l. coiri, l. quæstus, ff. eod. quæ neque perpetua contrahitur, l. si conuenerit, ibique Bartol. l. nulla, ff. eod. neque leonina, vt vnus damnum,
3 alter vtilitatem suscipiat, quorum simul vtrique debent esse participes.[3] d. l. societas, l. si non fuerint, ff. pro soc. Nam cùm societas sit ius fraternitatis, iniquũ esset alium plus, alium minus consequi, d. l. verum, in princ. & §. si cùm fratres, ff. eod. & impute sibi qui legem contractus apertius non dixerit, l. veteribus, C. de pact. Portius tamen in §. institutis, eod. existimat partibus non expressis si oriatur contentio à Iudice, qui boni viri partibus fungitur, l. continuus, §. cùm ita, ff. de verbor. obligat. Bartol. in l. si societatem, §. 1. numero 4. ff. hoc tit. analogia geometrica pro cuiusque sorte & opera partes societatis esse statuendas: alioquin erit inæqualitas, nisi exigantur partes non ad arithmeticam, sed ad geometricam proportionem, pro vniuscuiusque operis atque opibus, quas in societatem confert, l. si societatem, ff. pro soc. Rectè nimirum contrahitur societas, vna tantùm parte expressa, puta lucri, quo casu idem in altera seruabitur, videlicet parte damni, §. licèt, instit. eod. quia contrariorum eadem est disciplina, l. pen. §. fi. ff. qui satisdat, cog. l. 1. ff. de his qui sui vel alieni iuri
4 sunt.[4] Nec refert æquales sint partes vel inæquales, vt vnus vnam, alter duas lucri, damnive partes sustineat, vel nullã damni, aliquã lucri partem consequatur:

quæ

quæ inæqualitas ita demum recepta eſt, ſi tanti opera ſocij eſt, quanti veriſimiliter damnum eſſe queat, d. l. ſi non fuerint, pleruмque enim plus eſt in manus pretio, quam in re, l. mulieris, ff. de verb. & rer. ſign. vnde hoſtimentum, opera pro pecunia. Verum aduertendum eſt, ſi in aliqua re lucrum, in alia damnum allatũ eſt facta compenſatione, ſolum intelligi lucrum eſſe quod ſupereſt, §. 1. in fi. inſt. eod. l. Mutuus, ff. hoc tit. [5] § illud, inſt. eod. Barth. in l. quia poterat, ff. ad Trebel. [5] *Maſuer au tit. des Aſſociations, nomb. 10. pouſſez de la raiſon*, quia rerum communio damnum particulare non patitur: vnde ſi nihil de partibus lucri & damni conuentum ſit, æquales eſſe conſtat §. 1. verſ. & quidem, de ſoc. inſtit. §. ſi plures, verſ. ſatis, de hæred. inſtit. eod. l. quoties, §. hæredes, ff. eod. tit. l. ſi non fuerint, in princ. ff. pro ſoc. *& de l'equité*, cùm ſit iniquiſſimum genus ſocietatis in quo quis damnum, non lucrum ſentit, d. l. ſi non fuerint, §. illud, l. ſi igitur, in fin. ff. pro ſoc. nec eſt ferendus qui lucrum amplectitur, onus verò recuſat, l. vnica, §. pro ſecundo, C. de caduc. toll. [6] Omnium vel pactis bonorum, aut vnius negociationis, §. 1. [6] de ſoc. inſt. l. ſocict. ff. eod. [7] Vt in l. 1. ff. ad leg. Rho. de iact. [8] l. fi. §. ſed cum. C. de fur. [7] [8] l. Iul. §. ſi quid ſeruo, §. ex vendito, ff. de act. empt. l. ſi vnus, §. ſi vnus, ff. pro ſoc. l. ſecund. nat. ff. de reg. iur. c. qui ſentit de reg. iur. in 6. l. ſi non fuerint, §. fin. l. Mut. ff. pro ſoc. imò & eorũ hæredes actione pro ſocio etiam finita ſocietate tenentur, l. verũ, §. in hæred. ff. eo. qui & à defuncto inchoata continuant, non autem noua incipiunt, l. hæres ſocij, l. adeò, ff. pro ſoc. l. nam & Seruius, §. ſi viuo, ff. de negot. geſt. præſertim publicorum vectigalium, cuius portio in hæredis idonei perſonam aſcripta eſt, d. l. adeo, ibique gloſſ. in verb. aſcripta, non rerum priuatarum in quibus pro hærede non paciſcitur, & vnà cum perſona ſocietas extinguitur, l. nemo poteſt, ff pro ſoc. niſi ex dolo vel delicto defunctorum aliquid ad eos peruenerit, de quo & ipſi tenentur, l. vnic. ibique gloſſ. in verb. ſcelere, C. ex delic. defunct. in quant. hæred. ten. iuncta l. pro ſocio arbiter. ff. pro ſoc. [9] Inſtitorem vocat Imperator tabernæ vel negotiationi præpoſitum, §. ſi igitur, quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt neg. geſt. eſſ. dic. inſtit. l. inſtitor, & l. quicunque, ff. de inſtit. act. exercitorem ad quem quotidianus nauis quæſtus, reditus & obuentiones perueniunt, vt nauis dominium & conductorem, d. §. illud, iuncta l. 1. §. exercitorem, ff de exerc. act licet nauis magiſtro totius nauis anchora, & gubernatio mandata ſit, d. l. 1 §. magiſtrum, ff. de exerc. act. cum quo maximè contrahitur propter nauigandi neceſſitatem, ignota eius conditione & qualitate, nec locus aut tempus patiatur plenius deliberandi conſil. d. l. 1. in 1. reſp. ff. de exerc. act. & alteruter poſſit onus vtriuſque ſubire ex pacto conuento, licèt vtriuſque diſtinguatur offi. ium: exercitor mercium, magiſter vectorum nauiculationũ, & omniũ quæ ad nauem inſtruendam pertinent, cuiam habent. d. l. 1. procuratoré: verò mandato domini aliena negotia admin. ſtrantẽ ex Vlpian. in l. 1. ff. de p. oc. etiã omniũ bonorum procurat. l procurator ff. e. mandatarium gratuitum dicit Imperator in §. 1. de mand. inſt. Paul. in l. 1. §. mandatum ff mand. vel certa mercede conduct. l. 1. l. ſalar. C. e. tit l. ſalar. ff e mandat: fines exi quentẽ, l 1 § 1. ff. mand. l. cùm mand. C. e. nec non vtiliter abſentis, ignorantis, vel ſcientis & conſentientis, approbantis & ratum habentis, non autem mouti & prohibentis, ſponte vel neceſſitate negotia gerentem, iura ſuſtinent, licet muli eris, furioſi, aut pupilli, qui ex eo factus ſit locupletior. l. 1. 2. & 3. l. ſi pupil. in 1. reſp. & §. item igitur, ff. de neg. geſt. l. ſi pec. l. fin. C. e. imò & mulliones, vectores, & cuicunque negociationi præpoſiti, etiam ſerui

institorum nomen induunt, d.l. quicunque, ff. de inst. act. partiarios. Notatur in l. si in lege, § colon. in verb. coloniarum ff. loc. l. 1. ibique gl. in verb. obtinuit, C. pro soc. §. nam & ita, inst. de soc. *ou mercenaires*, l. si ea leg. §. locaui, l. cùm in plu-
10 res, § mand ff. loc.[10] Quorum pecuniæ in communem arcam redactæ sunt, l. iure
11 societ. ff. pro soc.[11] l. omne æs alienum, iuncta l. si soc. ff. pro soc.[12] Quo ob debi-
12 ta societatis socij conuenti etiam finita societate cæteri suscipiant defensionē
13 vt sibi caueatur, d.l. si soc.[13] Prouinciæ linguæ Occitanæ, quondam Narbonensi Celtarum regione fertilissima, vini, frugū, & insuper olei copia clara, quæ inde euehuntur, de qua Plin. lib. 3. c. 4. Polyb. lib. 3 hist Forcatul. lib. 1. de Gall. Imp. vt non tam cum Aquitanica & Lugdunens. vt ipse loquitur, de fœcunditate dimicare censeatur, quā Liberi, Cereris, & Mineruę; nec non ex tota Europa & Africa cōmercio nauigantiū ditatur ex Ausonio in lib. de claris vrbib Súntq; Narbona & Arelatæ coloniæ Romanor ex Suet. in vita Tiberij Cæsaris, c. 4 de qua
14 Vlpian. lib. 29. ad Edict. in l. habebat, in 1. resp. ff. de inst. act.[14] l. cū duob. §. quidā sagariā ff. pro soc. ad instar sociorum, quorum is qui ad merces cōi nōe præfectus est, sumptus in societatem imputat, qui in eam rē impensi sunt, nēpe viatica meritoriorum, stabulorū iumentorum & carrulorū vecturas, sui sarcinarum vel mercū gratia factas, l. si fratres, § si quis ex sociis, ff. pro soc. l. idémque, §. idē Labeo, ff. mand. qui cùm in latrones inciderit, pecunias reddiderit, serui vulnerati sunt, résque proprias perdiderit, damnū debet esse cōmune tam pecuniæ, quàm rerū cæterarum, quas secum non tulisset socius, nisi ad merces cōmuni cōparādas cùm proficisceretur, quod in medicos impensum est. & si quid naufragio perierit, quod naui euehi consueuit, d.l. cū duob. vnde stipendia vel partē sibi concessam intactā habeant pro labore & industria, l. si remunerandi, in prin ff. mand. l. 1. C. e. ex pacto quidē licito: nā ex illicito nec salarium, nec impensæ repetūtur,
15 l. si verò § cond. ff. loc. l. legē, C. e. l. sed & si, § condit. ff. de inst. act.[15] Extra societatem, vbi dū lucri fit mentio, statim fit damni cōpensatio. §. illud ibíq; gl in verb. seruari, de soc. inst. vtroque ad dominū mercis pertinente, cuius institor nec etiā
16 lucro participat, præter industriæ remunerationem.[16] d.l. cum duob. §. quidā sagariā, ff. pro soc. l. 2. § si nauis ff ad leg. Rho. de iact. *où vient à propos l'arrest ci deuāt cité, par lequel les Collegiats du College S. Martial furent condamnez indēniser vn qui auoit esté prisonnier de guerre faisant leur mandemēt & le rēbourser de la rançon qu'il auoit payée*
17 *& du cheual qu'il auoit perdu.*[17] l pro iis de naufrag. lib. 11. C. de his n. quę per publicas personas & publicè inferuntur, institor non grauatur, arg. l. fi. § fi ff de pig act.
18 l. 2. § fi. ff. si quis caut. iudic. sistend. caus fact non obtemper.[18] l. 1. l. cùm arbor, l. amissæ nauis, ff. ad leg. Rho de iact. *Et se contribue la perte du mast, toilles, cordages, anthenes, & autres equipages, rompus & abatus, ensemble la perte & diminution des marchandises gastees & perdues entre marchands qui flottent en mesme nauire, comme valent au*
19 *sol la liure, non au prix qu'ont esté acheptées*, l. nauis, § fin. ff. ad leg Rho. de iact.[19] *L'a-*
20 *yant faict plus pour equip per le Nauire, que pour sauuer la marchandise*, l. nauis aduersa
21 tempestate, ff. e.[20] Arg. l. 3. § ex hoc edicto, l. nauta, ff. nautæ, caup. stab. vel recept.
22 rest.[21] l. 2. in princ. e. imò & ipse contribuit, d.l. 2. §. cùm in eadem.[22] l. nautis
23 onustæ, eodem.[23] l. cum depressa. ff. e.[24] De qua Volusius Metianus in l.
24 deprecatio, ff. ad leg. Rho. de iact.[25] vt in can. fin. ibique gloss. distin-
25 ction. 2.[26] Danielis 33. can. si vos 23. quæst. 5. can. quicunque & can si de reb. 23. q. 7. can. fin. 14. q 4. Exod 3. can. scriptū, can. dixit domin. 14. dist. l. 3 C. de commerc. & mercat §. item ea, de rer. diuis. inst. auth. nauigia, C. de furt. *où semblēt se rapporter*

les vols & aſſaſſins barbares & inhumains, deſquels les Caſres ont vſé contre les Chreſtiens qui ont faict naufrage aux eſcueils de la Iuefne, deſquels parle Dujarric de la compagnie de Ieſus au liu. 11. & 12. du 3. liu. de la 2. partie de ſon hiſt. de l'Inde Orientale. [27] De quo Re- [27]
buf. in Ord. Regias, to. m. 3. in proœm. gl. 5. num. 74. Cui obeſt diuis ũ elogiũ quo animal oberrans reſtitui debet domino, Deut. 22. Vbi oberrantem ouẽ non eſſe abducendam, ſed domino reſeruandam præcepit Deus cuius abducto⁹ fur, & abigens nuncupatur, l. 1. §. abigei. verſ. cæterarũ. ff de abigeis, nẽpe cũ reș ab alio corpore vel animo poſſeſſa abigitur inuito domino, ea quis vtitur, vel cã vi aut clã vel interuertendi cauſa detinet: nec. n. annuli inficiatione, ſed interuerſione furtũ cõmittitur, réſq; à nemine poſſeſſa, primo occupanti conceditur iure gent. §. feræ. ff. de rer. diuiſ. inſt. quę ſponte tiãſferũtur, §. per trad. e. quæ pro derelictis habentur, §. pen. & quæ ab hoſtib. capiũtur, §. item quæ ab hoſtib. e. tũ etiã ob cuſtodũ negligentiã propter quã etiã quis ſuę rei mobilis poſſeſſione priuatur, l. 3. §. Neru. fil. ff. de acq. poſſ. Res enim mobiles, excepto homine, quatenus ſub cuſtodia noſtra ſunt, à nobis poſſidentur: & cũ pecus ſimul atq; aberrauerit, aut vas ita exciderit, vt non inueniatur protinus, deſinant à nobis poſſideri, & dicuntur expauę quæcũq; oberrant, & quorũ dominus ignoratur, quia lõgè fugerũt, Chaſſanæus in Conſuet. Ducat. Burg. *tit. des Eſpaues*, in e. verb. n. 1. & ſeq. §. 1. Pirrus in Conſuet. Aurel. c. 1. ſub finẽ, Publ. in Conſuet. Aluern. tit. 26. art. 6. in verb. *ſeront adiugez*. Ioan. Faber in §. examen. de rer. diuiſ. inſt. Boër. in Conſuet. Biturig. *tit. des Couſtum. prediales*, §. 1. circa med. *Et appartiẽnẽt ès ſeigneurs hauts Iuſticiers les eſpaues, trouuez en leur territoire, leſquels doiuent garder l'eſpace de 40. iours, & les faire publier & proclamer par trois huictaines ès lieux de ſa ſeigneurie, où l'on a accouſtumé faire les proclamations, ſinon aux proſnes des Egliſes parroiſſialles pour les rendre aux maiſtres que ſe preſenteront pẽdant led. tẽps & mõſtreront leur appartenir, en payãt la deſpẽſe & frais de iuſtice, paſſé lequel n'y ſont plus receus.* Cõſuet. Ducat. Burg. *tit. des iuſtices*, §. 1. Comitat. *tit des Eſpaues*, §. 1. & 2. Aurel. tit. de fugit. ſeu errantib. Turonenſ. art. 1. *art. 26. des Eſpaues mobilaires*; Aluerniæ art. 6. tit. 26. Benedict. in c. Rayn. in verb. & vxorem nomine Adelaſ. deciſ. 5. nu. 370. 371. e. de teſtam. [28] §. alia ſanè cauſa, de rer. diuiſ. inſtit. l. [28]
qui leuandæ nauis, ff. ad leg. Rho. de iact. l. 1. de naufr. libr. 11. C. l. final. ff. de incẽd. ruin. naufrag. *Et en a la recreance ſi aucun l'a retiree, ou deſrobee*, l. 1. 2. 3. l. ne quid, ff. ad leg. Rhod. de iact. auth. nauigia, C. de furt. imò furti & pœnali actione qui furripit, tenetur, l. qua ratione, §. fin. ff. de acquir. rer. domin. l. penult. de naufr. libr. 11. C. l. in eum, C. de furt. l. ſi quis, l. Pædius, ff. de incend. ruin. naufr. l. nequid ex naufragiis, e. etiam per cenſuram Eccleſiaſticam, cap. excommunicationi. de raptor. incend. & violat. Eccleſ. niſi rem amiſſam quis bona fide ſeruauerit, & tunc dominus expenſas legitimas factas & damnum reſarcire tenetur, quod rate, vi fluminis in agrum illata factum eſt, l. ratis, ibiq; gl. in verb. præterit. ff. de incend. ruin. nauf. neque pro derelictis habentur merces, quæ leuandæ nauis gratia in mare proiiciuntur, §. fin. de rer. diuiſ. inſt. vel ſubmerguntur, l. quo naufrag. in 1. reſp. ff. de incend ruin. naufrag. quarum raptores & fures, ſeu reum amiſſarum detentores, quib. pœnis ſubiaceant, & quæ reſtituere teneantur, enarrat, tũ etiã l. ſi quis ex naufr. l. ne quid, eod. tit. præſertim de rebus quæ ſurripiuntur in ipſa nauis expugnatione, de qua in l. expugnatur, eod. & eorum quæ ſurrepta ſunt vel inſidiis vt in l. ne piſcatores eod. eorum pariter, & eorum quæ ſurrepta ſunt à nauicularijs, vel aliis, actio competit exercitoria, l. ſed & ipſi nautæ, ff.

naut.caup.ſtabul.l.licet,§.fin.ff.eod.præſertim ſi nauis ſua culpa perierit,l.3.§ ex hoc edicto,eod.quia in deteriorem nauem,quam ipſe conuenerat, merces intulerit,l.item quæritur,ff.loc.l.fin.§.1.ff ad leg. Rhod. de iact aduerſus quem de rebus,quæ deſunt,agitur,l.3.§.ex hoc edicto,ff.naut.caup.ſtab. cùm etiam ex locato cuſtodiæ nomine teneantur, l. nauta eod. non ſolùm de his quæ in naui recepta ſunt,ſed de his etiam quæ recepta in littore pereunt,l.3.§.idem ait,ff.quæ tamen in genere recepit,& eadem conſenſu dominorum in aggerem ſeruauerit, quantum ex ipſo aggere vni vel alteri reddiderit,tantundem liberatur:& ſi inde nauis non ſua culpa perierit, erga cæteros eorum quæ ipſe reddidit ex aceruo, merce confuſa,vt in l.in naue Saupheli,ff. loc. Tenetur tamen de damno in naui per nauicularios vectores & ſeruos illato,l.1.§.fin.l.fin.in 1. Reſp.ff. naut. caup. ſtabul.
29 29 Arg l.vis maior,ff.loc.l.cum duobus,§.quidam ſagariam,ff.pro ſoc. 30 Ne tan-
30 dem inſtitor pro alienis debitis vrgeatur,l.1. C. vt null.ex vica. 31 d.§. quidam
31 32 ſagariam. 32 De his enim quæ per publicas perſonas & publicè inferuntur, inſti-
tor grauari non debet,arg.l.fin.§.fin.ff de pign. *ſinon de ce qui luy concerne en ſon particulier*: nam & mandatarius tenetur in ſortem & vſuras pecuniæ mandantis in ſuos vſus vel vtilitatem conuerſæ,l.idémque,§ ſi procurator,ff.mand.& in rebus domini qui pluſquam oporteat,impenderit, tantum recuperat quod præſtare debuit,l.ſi quis aliena ff.de neg.geſt. 33 Præſertim dum culpa præcedit caſum,l.ſi vt
33 34 certo,§.interdum,ff. commod. 34 Sociorum quis pariter quod in alea vel ſorte
35 perdiderit à medio non eſt laturus,l.adeò,ff. pro ſoc. 35 Si inuito domino quo non debuit tempore,naui minùs idoneæ nulla neceſſitate coactus nauta ea commiſerit,l.fin.§.ff.ad leg.Rhod.de iact.l.item quæritur, §. ſi nauicularius, ff. loc. minus idoneis hominibus.l. vtique. in fin. ff. de rei vend. vel qui aduerſo tempore miſit
36 nauigatum,l.qui petitorio,ff.eod.36 d.l.ſi.ff.ad leg.Rhod.de iact. Nec tamen nauta tenetur ſi eius nauis,ſine illius dolo & culpa vitium fecerit, vel morbo impeditus,aut alia ſuperueniente difficultate nauigare non potuit,d.l. fin.§. idem iuris, ibique Barth ff. ad leg. Rhod. de iact. nec non tenetur quis de mancipio alieno quacunque occaſione morte præſtita, ſi non adhibuerit medicum, vel non idoneum ſua culpa vocauerit,l.quod ſi nolit,§.ſi mancipium ff de ædilit. edict. infirmúmve neglexerit,l.ſi ſeruum Stichum ſtipulatus fuero, in 1. Reſp. ff de verb. oblig. eadem negligentia in infirmum teſtatorem hæres priuatur hæreditate, l. indigenum ff quib.vt indign. & repelluntur emptores qui aguot de euictione, ſi malos aduocatos habuerint, gloſſ.d.l.quod ſi nolit §.ſi mancipium,in verb. adhi-
37 buit medicamentum, ff. de ædil. edict. 37 l. ſi fratres, §. ſi quis ex ſociis, ff.pro ſoc l.idémque,§ idem Labeo ff mand.arg.l.ex parte,in 1. Reſp. ff. famil. erciſ.d.l.cum duob.§.quidam ſagariam,l.ſi id quod,§.idem Celſus, ff. pro ſoc. vt inſtitor,malio,ſeruus,de quib in l.quicunque,§.ſed eos,§.idem Labeo, ff. de inſtit.
38 act 38 d l idémque §.idem Labeo, ff. mand. l. ſed & ſi § conditio. ff. de inſtit. act. Conductor enim omnia ſecundum legem conductionis facere debet. l. ſi merces.§.conductor,ff loc. *ſoit que l'vn fournitſſe le cabal, l'autre l'induſtrie*, vt in l. 1. C. pro ſoc. *ou toutes y contribuent*,§.2. & 3.de ſociet. inſt.*leſquelles parties ſi ne ſont exprimées ſont cenſées eſgales*,l.ſi non fuerint,ff pro ſoc.§. ſi plures,verſ.ſatis, de hær. inſt.
39 l. quoties,§.hæredes,ff.eo. 39 mercenarius. l. 1.l.ſalarium, C. mandat. vel parſia-
40 rius d.§. quidam ſagariam l.merces,§.vis maior ff.loc. 40 l.ex contrario, l. ſocius ſocio,ff.pro ſoc. ſicut maritus in rebus vxoris,l.ſi conſtante, §. ſi maritus,ff. ſolut.

mat.

mat. [41] d.l.ſocius, l. ſed & ſi quis, cum 3.ſequent. ff. de inſt.act. [42] l.1.& 2.ff. eod. [41]
l.1. in 1. reſp. ff. de inſtit. act. nec tantum inſtitoria, vel exercitoria, ſed etiam [42]
redhibitoria, l. ſi quis mancipiis, in 1. reſp. ff de inſtit. act. *en ce que ſont employés*, l.
ſi quis, §. fin. l. ſed & ſi pupillus, §. conditio autem præpoſitionis, ff. de inſtitut.
act. de his nimirum quæ ad negociationem pertinent, l. quicumque, in 1. reſp.
ff. eod. non alias, d. l. quicumque, §. non tamen. l. iure ſocietatis, ff pro ſoc. *par*
Ordonnance du Roy François I. 1519. art. dixſeptieſme, les maiſtres & maiſtreſſes reſpondent
pour leurs ſeruiteurs & chambrieres. [43] d. l. quicumque, § ſi ei. [44] l. ſi verò non [43]
remunerandi, §. ſi mihi mandaueris, ff. mand. l. 1. C. eod. [45] l. quicumque, §. [44]
Labeo, l. ſed etſi pupillus, §. proſcriptum, in fin. l. habebat, in 1. reſp. ff. de inſt. [45]
act. [46] l. idémque, §. ſi procurator, ff. mand. Carondas, *ch. 38. du 8. liu. de ſes Reſp.* [46]
Vbi ſocij ſunt tanquam inuicem exercitores, vel inſtitores præpoſiti, au magi-
ſtri. *Où il remarque des arreſts, par leſquels le creancier peut agir contre celuy des aſſociés*
que bon luy ſemble par tout, ou partie du debte reſultant par cedule, ou promeſſe à luy faicte
par l'vn des aſſociez pour les affaires de la cõpagnie ſans autre obligation. [47] *Maynard chap.* [47]
15. du 4. liu. de ſes queſt. Carondas ch. 59. du 4. liu. de ſes reſp. où il remarque vn arreſt du
Parlement de Paris du 22. Decemb. 1591. Le meſmes chap. 25. du 7. liu. de ſes Reſp. [48] d.l. ſed [48]
& ſi quis, ff. de inſtit. act. [49] l. idémque, §. ſi procurator, ff. mand. l. procurato- [49]
rem, l. à procuratore, C. eod. & tenetur ad intereſſe, ſi accepta pecunia ad mer-
ces comparandas fidem ruperit, l. ad comparandas, C. eod. iuncta l. ſi procura-
torem, §. mandati, ff. eod tit. nec dolum & culpam duntaxat præſtare tenetur,
ſed etiam & caſum, ſi nouum genus negotiationis inuito vel inſcio domino elt-
gerit, quod abſens dominus nondũ exercuit, facta tamen lucri & dãni compen-
ſatione, ſi vtrumque euenerit, l. ſi negotia abſentis, ff. de negot. geſt. [50] Eorum [50]
enim quæ per fallaciam, dolóue malo amouit, aut celandi animo contre-
ctauit, ciuili & pœnali actione tenetur, tam in ſocietate, quàm in cæteris bo-
næ fidei iudiciis, l. rei communis, & 5. ſequent. l. meritò, ff pro ſoc. nempe act. o-
ne furtiua, qua iuſiurandum non debet eſſe vinculum criminis & iniquitatis, can.
inter cætera 22. q. 4. niſi dominus actione ciuili contentus ei iuſiurandum detu-
lerit, l. 3. in fin. l. nam poſteaquam, §. 1. ff. de iureiur. dummodo inſtitor, ſi maior
14. ann. quia pupillorum & puerorum non ſtatur iuramento, can. paruuli, can.
pueri, 22. q 5. [51] De quibus in l. ſocietatem, §. duo ſunt genera, ff pro ſoc. cùm [51]
rei non litigioſæ non detur iuramentum, arg. l. 1. ff. de iureiur. ſuũque negotium
dominus fecerit tacita vel expreſſa ratihabitione, l. ſi pupilli, §. item igitur, ff.
de neg. geſt. l. Pomponius. l ſi pecuniam, ff. eod. [52] Mercatorium collegium apud [52]
Liuium lib. 2. dec. 1. *Et a eſté la bourſe des marchands eſtablie en Tholoſe* ad inſtar *du*
Change de Lyon, enſemble la iuriſdiction annuelle d'vn Prieur & deux Conſuls auſſi mar-
chãds pour decider les differents entre marchãds, leurs vefues & ſeruiteurs pour faict de mar-
chandiſe en gros, ou en detail en premiere inſtance, non du lanifice & manufacture des draps
& autres marchandiſes, iuſqu'à l'entiere perfection: de l'ouurage deſquelles la viſite & co-
gnoiſſance appartient aux Capitouls, priuatiuement aux prieurs & conſuls de la bourſe, auſ-
quels de meſmes appartient la cognoiſſance de la draperie & autre marchandiſe parfaicte &
vendue priuatiuement aux Capitouls: arreſt de reglement ſur ce donné de l'an 1502. dont l'ap-
pel va immediatement en la Cour, & en fuſt l'erection faicte en Tholoſe par Edict du Roy
Henry II. donné à Paris au mois de Iuillet 1549. & iugent ſans appel iuſqu'à la ſomme de
cinq cens liures. Charles IX. 1563. art. 8. ſans prendre aucun preſent, don, ni eſpices directe-

ment ne indirectement à peine de concution, le meſmes art. 7. dont les cauſes & matieres ſont exprimees en l'art. 3. les formalités és art. 4. 5. & 6. Et ſe font les ſaiſies en vertu de leur condemnation, non les decrets & criees, leſquels ſe pourſuiuent deuant les Iuges ordinaires. Le meſmes art. 12. [53] *Par Edict du Roy Henry IV. verifié au Parlement de Tholoſe auec les modifications y contenues concernant les eſtimations à faire par expres, dont par l'edict ils portoyent le nom, comme eſt dit en autre lieu.* [54] *Par actes ou teſmoins*, vt in l. 1. & pen. ff. de fid. inſtr. l. cenſus, l. quinquaginta, l. ſi chirographum, & ſeq. l. commemorationem, ff. de prob. per affirmantem, non negantem, l. 2. l. in exceptionib. ff. eod. quæ etiam ab arbitris inquirenda ſunt l. ſi arbiter, ff. eod. aliàs niſi his deficientibus non admittitur iuramentum, l. admonendi ff. de iureiur. quia iuſiurandum cedit loco ſolutionis, l. iuſiurandum, l. duobus reis, §. 1. ff. eod. *Qu'eſt cauſe que les comptables ſe doyuent pouruoir d'actes iuſtificatifs, pour le ſouſtenement de leurs comptes.* [55] Quia nec reo prodeſt iuſiurandum, ſi ab actore non ſit delatum, l. ait prætor, §. 1. ff. eod. quod datur in ſubſidium vel defectum probationis deciſorium pactione litigantium, necnon authoritate Iudicis, vel arbitrorum, l. 1. ff. eod. licèt contra rei veritatem acta vel inſtrumenta ſi non producantur, niſi poſt condemnationem fuerint de nouo reperta, d. l. admonendi. [56] Inſtitor enim vt quilibet præſumitur à dolo & culpa alienus, l. dolum, C. de dol. l. creditor, C. de pigo. act. l. quoties, §. qui dolo, ff. de prob. & hæc per contrariam præſumptionem tollitur, l. diuus, ff. de in integ. reſt. quarum prior ſecundùm alteram ex actibus naturę contrariis vel alienis elicitur. Dynus in c. ſemel malus, de reg. iur. in 6. quarum poſterior agendi conſuetudo vincit priorem: vt ſi quis à teneris annis optimè educatus, deinde peſſimum genus vitæ elegerit, vel è conuerſo, vnde ſi reipſa facti euidentia, vel argumentis neceſſariis inſtitorem fraudem feciſſe, vel ſe malè geſſiſſe in ipſa negotiatione appareat. *Maynard ch. 15. du 4. liu. de ſes queſt. & lors ne doit eſtre creu par les auditeurs qui ont deſcouuert la fraude qu'au moyen des actes iuſtificatifs, non à ſon dire & ſerment, ſinon és choſes de peu, & ſans leſquelles il ne pouuoit negotier & faire ſa charge.* [57] l. nam poſteaquam, ff. de iureiur. *quand le ſerment eſt deferé par la partie, ſur lequel àpres que la cauſe eſt vuidee, on ne peut venir au contraire, ſoit par preuue, ni accuſation de periure. Maſuer tit. des ſermens nomb. 17. ex* l. fin. ff. de iureiur. l. 1. C. de reb. cred. *& paſſe en force de choſe iugee par tout le Royaume.*

bien peut-on venir contre le ſerment faict à la delation du Iuge, ſi apres celuy qui a iuré, peut eſtre conuaincu, nonobſtant le ſerment par luy preſté par actes, ou teſmoings.

ACQVISITIONS,

TITRE XIII.

COVSTVME I.

Ce que la femme acquiert & poſſede pendant le mariage, eſt cenſé du mari, ſauf les paraphernes.

CHAPITRE I.

LA Monarchie Françoiſe que ne recognoiſt autre ſuperieur que le Roy en la temporalité, [1] n'eſt non plus ſubiecte aux loix eſtrangeres,& ſuit le train du droict François,[2] pris des Edicts & Ordonnances de nos Roys,[3] couſtumes locales & generales,eſcriptes & obſeruees és principales prouinces & villes de ce Royaume,[4] approuuees du peuple, emologuees & reformees par les Eſtats,[5] interpretees par les Cours ſouueraines,[6] authoriſees par ſa Maieſté,[7] & partie du droict Romain és Prouinces de Lãguedoc & Dauphiné,pays de droict eſcrit,priuilege & cõtract iadis paſsé entre le Roy & le pays.[8] D'où la pluſpart de nos couſtumes,ſtatuts,& loix municipales, eſcriptes & receues du regne de Philippe le Bel,ſemblent auoir pris leur origine: [9] dont la preſomption attribue au mari les biens acquis & poſſedez par la femme pendant le mariage, [10] pour l'honneſteté coniugale, à ce que le lict nuptial par le moyen de telles acquiſitions ne ſoit ſoupſonné d'aucune tache d'impudicité, [11] ſi ne procedent des paraphernes. Des profits & reuenus deſquels le mari n'a la iouiſſance, ſinon de la dot, contre la volonté de la femme, [12] laquelle en cas de controuerſe doit monſtrer que les choſes par elle acquiſes & poſſedees du viuant de ſon mari

pour

pour cauſe honneſte & legitime, luy appartiennent, [13] ſi la preſomption & coniecture ne fait pour elle : eſtant certain que les acquiſitions ſuiuent la choſe, de la ſubſtance de laquelle ſont emanees, leſquelles ſi procedent des paraphernes, ou le mari eſt pauure & indigent, la femme riche & induſtrieuſe, [14] n'eſt tenue entrer en preuue, ou l'euidence du faict & la preſomption du droit luy aſſiſte, [15] ſinon ceux qui ſouſtiennent les acquets prouenir de la ſubſtance du mari: [16] pour lequel ores la femme ſoit tenue trauailler tant que demeure à ſa compagnie, ſoit à coudre, filer, ouurer, vacquer à la meſnagerie & faire tous autres actes & deuoirs à elle conuenables, [17] les veſtements, affiquets, bagues, ioyaux, & autres meubles deſtituez à ſes vſages, ſont cenſez de la femme non du mari, quoy qu'il les ayt acheptés pendant le mariage, pour l'vſage & ornement d'icelle, comme eſtant tenu la veſtir, nourrir & entretenir ſaine & malade ſelon leurs moyens & qualité, ſoit en pays couſtumier, ou de droit eſcrit : [18] tout le ſurplus de meubles & choſes qui ſe trouuent en la maiſon eſtans cenſees du mari, ſi n'appert qu'elles appartiennent en proprieté à la femme, comme biens aduentifs ou paraphernes : [19] iaçoit qu'elle fuſt marchande publique du ſçeu & conſentement de ſondit mari, ne faiſans qu'vne maiſon & famille, [20] voire les choſes & fonds par elle acquis pendant le mariage, ſi n'a eſté faicte pour, au nom & des deniers de la femme, du conſentement d'iceluy mari. [21] De tant que l'acquiſition faicte des deniers du mari n'eſt cenſee de la femme, comme feinte & ſimulee, & tenant lieu de donation, non permiſe de droict entre mariés, & par ainſi caſſable auec lettres du Prince, [22] ſi entre eux n'y a pacte expres de ſocieté en leurs conuentions matrimoniales: par le moyen de laquelle tous les acqueſts, que font leſdicts mariez entrent en leur communauté, [23] conformement à la Couſtume de Paris, Sens, & autres villes de France. [24]

NOTAE

NOTÆ.

[1] *Le Royaume de France eſt tenu en franc aleu, ſans que le Roy reconnoiſſe au temporel aucun ſi perieur*, can. ego Ludouicus, in fin. 63. diſt. c. per venerabilem, e. qui filij ſint legitimi, Benedictus in c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, in 1. præludio, num. 31. & in verb. ſi abſque libetis moreretur, num. 2. Feraldus de priuilegio Francorum libello, gloſ. in præfatione pragm. ſanct. *Bacquet en pluſieurs endroicts de ſes traictez*, niſi Papiam ob filialem obedientiam, præfat. Benedictus in d. num. 31. [2] *Dont y a pluſieurs eſcrivains doctes & experimentés, entre autres le Cuenois & Cavondas coriphees de noſtre temps, ſans offenſer la memoire de ce grand & docte Iuriſconſulte Tholoſain Cuias, le phœnix vnique des interpretes du droict Romain, les cendres duquel font reuiure ſa renommee par toutes les prouinces & principautés, où l'on ſe ſert du droict eſcrit, notamment entre les doctes, verſez en la iuriſprudence: Buignon traitte auſſi des loix abrogees, & autres apres le Code Henry IV. ont traité la Conference du droict Romain auec le droict François. Et aucuns n'ont faict que deſguiſer les titres du labeur d'autruy*: nam ius ciuile Romanorum in Senatu & Franciæ tribunalibus citare licet, non vt Romanis legibus parere neceſſe habeamus, ſed vt æquitatis ratio ex tot clariſſimorum Iuriſconſultorum reſponſis perpendatur, ex Annæo Roberto Aureliano in c. 1. lib. 2. ter. iudic. cæteriſque iuris Gallorum ſcriptoribus. *Non pour leur authorité, ains pour la raiſon & l'equité, ſur laquelle on puiſſe former les iugements ſuiuant la diuerſité & circonſtances des affaires, conformement à nos Couſtumes & loix generales & municipales.* [3] Nam cum ſuprema legum authoritas à Principe pendeat ius ſummum, cui nulla lege derogari poteſt Regis continetur edictus, Robertus d. c. 1. lib. 2. rerum iudic. Nec eſt rex apud nos electiuus, vt quondam apud Romanos, nec creatus à populo qui omnem poteſtatem in eum tranſtulit, vt in l. 1. ff. de conſt. princ. & in l. 2. ff. de orig. iur. ſed natus, vi & armis in ea poteſtate conſtitutus, non imperio ſubditus: attamen orthodoxæ Eccleſiæ primogenitus, ſummóque Pontifici Patri ſucceſſori obſequentiſſimus. [4] Et quidem potiores Gallorum prouinciæ iure conſuetudinario vtuntur, & vnaquæque prouincia conſuetudines, legéſque habet municipales, quas vel vſus inuexit, vel populus ſolemniter ſibi ſanxit, quæve apud nos non minus habent authoritatis, quàm regiæ conſtitutiones, tanquam earum authoritate munitæ Robertus in d. c. 1. lib. 2. hinc fit vt ſi quando contingat imperialia reſcripta legi municipali aduerſari, dubitat Vlpianus an lex municipalis vel regia conſtitutio potior habeatur, l. 3. §. diuus, ff. de ſepulch. viol. adeò vt in iudicijs, tam in formulis quàm in controuerſiarum deciſione Conſuetudinis ratio habeatur, cuius æquitas vsúſque in ea prouincia obtinuit, l. an in totum, C. æd f. priuat. l. 2. & ibi Bartolus. ff. quæ mad. teſt. aper. Conſuetudo enim in ciuilib rebus pro lege ſuſpiritur, cùm deficit lex, nec differt ſcriptura an ratione ſubſiſtat, quando & legem ratio commendet, vt docet Tertullianus in lib. de corona militis: nec olim ius conſuetudinarium ſcripto continebatur, ſed vſu dumtaxat & morib. diutur. no vtentium vſu comprobatis, §. conſtat, §. ex non ſcripto, de iur. nat. gent. & ciuil. inſtit. l. de quibus, l. ſed ea, cum l. ſeq. ff. de legib. & ſenat can. diuturni, can. illa 12. diſt. neque apud nos. Sed apud Anglos à Gallis expulſos Carolus VII. cùm om-

nia ex legum ſtatutis componere vellet, comperit bellorum occaſione formulas iudiciorum, leges, & conſuetudines, non certo iuris municipalis vſu extare, ſed incertas dubias, obſcura etiam conſuetudinum veritate, vt ſæpe iudices earum, probationem cogerentur ad teſtes referre, qui per gratiam aut per odium, & ſordes ex animi arbitrio diuerſa confingebant circa annum 1453. art. 137. ſanxit vt conſuetudines municipales cuiuſque prouinciæ, pagi & Præſidiatus in ſcriptis redigerentur, nec deinceps liceret vllam conſuetudinem non ſcriptam allegare: *auſſi Charles V. Empereur, le 4. Octobre 1540. ordonna que toutes les*
5 *conſtumes ſeroyent redigees par eſcrit à l'imitation des Roys de France.* [5] Itaque quoties conſuetudinis & legis ſcriptæ vſus nimia vetuſtate abſoletus proponitur, magna indicantem dubitandi torpet occaſio, atque legis auctoritas, tacito quodam conſenſu exoleuiſſe videtur: & Plinius Traianum ſuper ea re conſulendum tradidit lib. 10. quæſt. 115. & Epiſt. 116. Sed apud nos ſi alicuius prouinciæ vetus conſuetudo indiget correctione, reformatur, & accedente regia authoritate indici ſolet prouincialium hominum conuentus, quib. conuocatis reuiſuntur ſtatuta municipalia, vt ſi quid in iis ſucceſſu temporis, aut iniquum apparuerit, aut vtilitati publicæ contrarium eſſe videatur, corrigatur, & reformetur, vnde Claudianus: ——— *priſcámque reſumunt,*

Cantiem leges emendantúrque vetuſtæ, Acceduntque nouæ.

De his enim quæ primo conſtituuntur, aut interpretatione, aut conſtitutione optimi Principis ſtatuendum eſt, l. & ideò, ff. de legib. Anno ſalutis 1580 Pariſienſis Conſuetudinis ſtatuta emendata fuêre, & in mundum redacta menſe Martio, & circa menſem Septembris, edita, promulgata & typis impreſſa, præfatus Robertus d lib. 2. c. 1. *Et doiuent les conſtumes de chaſcune prouince eſtre reformees*
6 *par l'ordonnance de Blois, art. 207.* [6] Nam, vt ait Calliſtratus in ambiguitatib. quæ ex legibus proficiſcuntur, conſuetudo, aut rerum perpetuò iudicatarum authoritas vim legis obtinet, in l. nam Imperator, ff. de legib. vnde ius honorarium, iuris ciuilis ſupplendi & emendandi gratia conſtitutum: nec tantùm Senatus emendat, ſed nouum ſtatuit: hinc ſenatuſconſulta, apud nos Arreſta, quæ pro lege generali, vel particulari habentur: mò principis ſeu Regis placita, ordinationes & edicta ſolent in ſenatu publicari, vt inde perpetuam habeant firmitatem, & generaliter obſeruentur. Sic Athenis, vt ait Suidas, erant νομοφύλακες, quibus cura commiſſa erat, vt leges recognoſcerent, ne aut ſitu, aut ſenio, aut deſuetudine fierent no-
7 ciuæ & inutiles, ex Budæo in annotationibus & commentariis. [7] Hinc miranda eſt regum noſtrorum humanitas, qui dum municipibus concedunt ex vſu & arbitrio ſuo leges condere, meritò dici poſſunt ſubditos in partem potentiæ regiæque dignitatis aſciuiſſe ex præfato Roberto: *neanmoins eſt defendu aux aduocats alleguer & p opoſer autres conſtumes, ſtils & vſages, que ceux que ſont eſcripts,*
8 *accordés & aec etez. Charles VII. 1453. art. 137.* [8] Nonnulli iuris interpretes teſtantur francos legum Romanarum æquitatem mirati, non tamen eis parendi vllam neceſſitatem imponere Baldus in l. nemo, C. de ſent. & interloc. omn. iud. & in c. fin. e. de conſuet. Petrus Cynus & alij doctores in l. 1. C. de ſum. trin. & fid. cathol hinc etiam non aliis quàm Romano Imperatori & Regi Francorum licuiſſe aureo nummo effigiem ſuam imprimere, inquit Procopius lib. 3. de bell. Goth. Regéſque noſtri vetuêre Imperialia reſcripta in iudiciis proponi & citari, potiſſimum ſi regis conſtitutionib. aduerſentur. *Ordonn. de Philippe III. publiee*

au Parlement de Paris l'an 1277. le lendemain des Roys, & de Philippe IV. 1304. ſed cum omnia principalibus conſtitutionibus non ſint definita, ſunt quædam prouinciæ ſub Franciæ ditione, veluti Tholoſana regio Delphinatus, aliæque nonnullæ, quę aut ſpeciali priuilegio, aut ex conuentione cum Regib. quondam inita, ciuili Romanorum iure pro legibus vtantur, nempe iure ſcripto, vt vulgò dicitur, ex præfato Roberto lib. 2. c. 1. *Ce qu'eſt encore plus curieuſement remarque de la Prouince de Languedoc par Maynard au ch. 57. du 4. liu. de ſes queſt. & comme eſt cy deuant dit au tit. des fiefs: non qu'on y obſerue en toutes choſes le droict Romain, ſinon en ce qu'il ne repugne aux Edicts & Ordonn. Royaux, couſtumes & loix generales & particulieres, communicipales de noſtre ville & prouince, quant aux deciſions, non en la formalité des preparatoires, laquelle eſt priſe des ordonn. Royaux, comme remarque ledict ſieur Maynard au lieu preallegué: de meſmes le pays de Lyonnois ſuit le droict Rom. cõme ſe void ès Reſp. de Carond. en tous les arreſts du Parl. de Paris, donnez ſur les appels deuolues de ce pays: & nous ſeruent à ce propos les deciſions d* Guido Papæ *auec les doctes Comments de Ranchin & Ferrieres Aduocat treſ-celebre quand viuoit, au Parlement de Tholoſe, & la Chappelle Tholoſaine auec ſes Notes d'Auſrerius enſemble les queſtions de Maynard, & la repetition de M. Benoiſt ſur le chap.* Raymundus, e. de teſtam. Et erant quondam Arelatæ, necnon Tectoſagi, & Nabornenſis prouinciæ incolæ ſub ditione Romana, & iuris Italici. vnde Heluetios aduentantes Imperij Romani inimicos Cæſar expulit, vt ipſemet teſtatur lib. 1. de Bell. Gall. [9] *Et furent nos anciennes couſtumes, eſcrites reçeues & autoriſées par Philippe le Bel Roy de France & Nauarre l'an 1283. puis long temps auparauant introduites par le cõmun vſage des Tholoſains auant ne fuſſent reduicts ſous le ſceptre François, viuans ſous l'Empire Romain, & ſous leurs Roys auant la royauté Tholoſaine ne fuſt redigee en Comté, dont le Comte eſt encor repreſenté aux ſacres des Roys comme Pair de France.* [9] [10] l. Quintus Mutius, ff. de donat. inter vir. & vxor. l. etiam, C. eod. filius pariter patri acquirit, § 1. per quas perſon. nobis acquir. inſtit. ſeruus domino, §. nam apud omnes, de his qui ſui vel alien. iur. ſunt ibidem, Epiſcopus, & quilibet Eccleſiæ adminiſtrator quærit Eccleſiæ auth. licentiã ibidem Baldus C. de Epiſc. & cler. Religioſus monaſterio, auth. ingreſſi, C. de ſacroſ. eccleſ. *& ce quant aux acquiſitions que faict le Religieux par ſon induſtrie auec licence de ſon ſuperieur, ou des moyens du monaſtere, non que l'entree d'iceluy apporte tacite dedication de biens: eſtant ladicte authentique pour ce regard abrogee en France pour la conſeruation des familles & heritages, leſquels ne ſuiuent la perſonne du Religieux, ny ne ſont acquis au monaſtere, ains aux plus proches habiles à ſucceder, ſinon les biens qu'il acquiert par ſa negociation, faiſant les affaires d'iceluy monaſtere, ne pouuans auoir rien de propre, apres auoir fait vœu de pauureté: & ſi d'auanture il a aucuns meubles lors de ſon decez, le monaſtere luy ſuccede, comme eſt dit ailleurs,* excepto caſtr. pecul. quod tã vxores, quàm filij, ſeruus, & clerici penes ſe habent. l. ſi defunctus, C. arb. tut. l cùm oportet. C. de bon. quæ liber. auth. preſbyteros, C. de Epiſc. & cleric. Non quidẽ monachi quæ in muliere vocãtur paraphernа, ſeu bona peculiaria extra dotem, vel aduentitia: pater nimirum filij patrimonio fruitur, nec etiam clericus eccleſiæ propria conferre tenetur, de quibus ſuo loco. [10] d. l. Quintus Mutius. [11] l ſi ego. § dotis, l. ſi ſtipulata, §. 1. l. dotis, ff. de iur. dot. l. pen. in princ. ff. ad leg. Falcid. l. hac lege decernimus, l. fin. C. de pact. conuen. vbi eſt caſus expreſſus, quo maritus fruitur paraphernis. [13] d. l. etiam, §. nec eſt ignotum, C. de iur. dot. ne ſit locus contraris, can. fin. §. ex præmiſſis 30. quæſtione quinta, can. ſi quis poſitus, de pœnit.

14 diſt. 7. c. ad audientiam, e. de homicid. l. Ille aut ille, ff. de leg. 3.[14] l. ſi defun-
15 ctus, C. arbit. tutel.[15] l. ciues, & incolæ, C. de appel.[16] l. qui accuſare, C. de
16 edend. l. actor, C. de probat. l. cogi, poſſeſſorem, C. de petit. hæred. l. fin. C. de rei vend. nam quæ ex ſubſtantia mariti, patris, vel Eccleſiæ procedunt, non eſt dubiũ quin in bonis mariti, patris vel Eccleſiæ habeantur, præſat. iun. lib. Secus in peculio & paraphernis, d. l. ſi ego, §. dotis, ff. de iur. dot. nempe res proprias vxoris, in quibus ea prohibente nullam habet maritus cõmunionẽ nec aliquã ei neceſſitatem imponit, d. l. hac lege decernimus, C. de pact. conuent. duóque ſuperſtit. mulieri ſuperſunt, donatio propter nuptias, ſeu dotis augmentum, quod apud nos habetur, & à coniuge legata, ſeu fideicommiſſa relicta, gl. in §. nec illud, in verb. proprias,
17 de nup. in authentic.[17] Tenetur quidem vxor in rebus honeſtis viro operari l. ſicut. ff. de oper. liber. & inde locũ habet præſumptio, l. defunctus, C. arb. tut. l. Quintus Mutius ff. de donat. inter vir. & vxor. l. etiam, C. eod. imò vidua donec alitur in domo defuncti mariti iuris diſpoſitione inter annum luctus, ibi debet etiam operari ad hæredum vtilitatem, niſi ſit nobilis, l. 1. §. exactio, C. de rei vxor. act. & d. l. ſicut, ff. de oper. libert. Baldus in l. Gayo §. Imperator. ff. de alim. & cib. leg. ſecus ſi ex ſola teſtatoris diſpoſitione, tunc enim nõ tenetur operari ad commodum hæredum, Praxis Papienſ. tit. 47. n. 105. 185. necnon vir tenetur conſtante matrimonio vxorẽ alere ſanã & infirmã l. ſi cùm dotem, §. ſin autem in fœniſſimo, & ibi not. ff. ſol. matr. l. pro oneribus, C. de iur. dot. l. dotis fructus, ff. eod. etiam indotatam, l. quod ſi nullam, ff. de relig. & ſumpt. fun. Cynus in l. quod in vxorem, C. de negot. geſt. & ſi patrem habeat, l. ſi filia, §. 1. ff. famil. erciſc. adeò vt maritus ſumptus à patre factos in alimentatione & curatione filiæ infirmæ ei refundere teneatur. Praxis Pap. tit. 33. num. 2. & ſoluto matrimonio vxore ſuperſtite, vt ibidem, num. 3. de quo ſuo loco. Vbi alimentorum nomine non ſolùm cibaria, ſed etiam veſtiaria & habitatio continentur, ſine quibus corpus ali non poteſt, l. legatis alimentis. ff. de cibar. & alimen. leg. ex Vlpiani Reſp. lib. 58 quæ eſui, potui, cultuíque corporis, quæve ad viuendum homini neceſſaria ſunt: veſtem quoque victus habere vicem Labeo ait, l. verbo victus, ff. de verb. & rer. ſignif. cæteris quoque quibus viuendi, curandíve corporis noſtri gratia vtimur, ea appellatione ſignificatur Caius l. ſeq. eod. nec ſolùm indumentum, ſed etiam omne pallium, vel ſtragula veſtis à Græcis στρῶμα vocata l. inſtratum. ibidem: lanæ, ſerici, lini vel alterius ſimilis materiæ. Ibidem gloſ. in verb. omne pallium, omnia denique quæ ad vſum mulieris eſſe dicuntur, non quæ ad vſum cõmunẽ vtriuſque, viri & fœminæ l. Quintus Mutius ait, ff. de aur. & arg. legat. iocalia pariter & monilia, tum etiam margaritæ, lapilli, catenæ, & ſimilia ad eius ornatum pertinentia, arg. l. fin.
19 ff. eod. tit.[19] Súntque tria bonorum genera, propria vxoris conſtante matrimonio, & eo ſoluto ea ſuperſtite, dotalia, paraphernæ & aduentitia: dotalium vir habet vſumfructum, & eius lucro cedunt l. pro oneribus. C. de iur. dot. nempe conſtante matrimonio, & dotem ſuperſtes lucratur, ſin autem eo præmortuo, ad vxorem viduam vnà cum augmento apud nos reuertitur: paraphernorum etiam fructus cedunt lucro mariti, quos ipſe tacita vel expreſſa vxoris voluntate percepit, vel tandem ea non prohibente, d. l. hac lege decernimus, C. de pacto conuent. ſintque modici valoris, l. vtíue, ff. de donat. inter virum & vxorem, & ad communem rei domeſticæ vſum conuerſ. liberi naturales, magiſque induſtriales. Praxis Papienſ. titulo trigeſimotertio, numero quinto,

& 7.

& 7. qui nimirum contra expressam vxoris voluntatem percepti sunt à viro restituendi, d. l. hac lege, l. fin. C. de pact. conuen. l. si ego, §. dotis, ff. de iur. dot. Aduẽtitiorum autem nisi constet & appareat perceptos esse mulieris assensu, sunt eidem vxori restituendi, l. maritus, C. de procur. l. pen. in fin. ff. ad l. Falcid. nempe deductis expensis in eis factis, l. fructus, ff. sol. mat. l. si à domino, § fin. ff. de petit. hæred. & hæc bona vxori aliunde donata, ex successione vel quocunque alio modo delata, d. l. maritus & ibi notatis, ff. de procur. Quæ nisi probentur sua esse, in dubio præsumuntur ex bonis viri promanasse, & adeum vel heredes eius pertinere, d. l. Quintus, ff. de donat. int. vir. & vxor. l. etiam, C. eod. ne deficiente probatione mulier ex causa turpi & inhonesta quæsisse censeatur: quæ quidem si probet, ex suo amasio, vel ex turpi quæstu habuisse, tunc pariter erunt mulieris, l. idem, §. sed quod meretrici ff. de condict. ob turp. caus. Et tunc cessat præsumptio legis: nec curandum videtur an mulier rem ipsam ex vtili, vel inutili contractu, an ex causa honesta, vel inhonesta, cũ lex indefinitè loquat. l. 1. §. gener. ff. de legat. præst. contr. tab. bonor. poss. petita, l. de precio, ff. de publican. in rem act. [20] In dubio enim mercantia præsumitur esse mariti. Publitius *sur les Coustumes d'Auuergne, au titre des adiournements, art. 9. nomb. 2. sur la fin*, gloss. l. cùm oportet, C. de bon. quæ liber. præsumitúrque illam exercere sciente marito & patiente, & ab eo tacitum mandatum habere vt exequatur, quæ negociationi conueniunt, l. qui patitur ff. mand. necnon hæc eadem præstare videtur marito nudum seruitium, arg. l. qui familiaritatis, ff. de acq. rer. dom. in. Et nihilominus valet huiusmodi contrahenti mulieri facta solutio. Barth. in l. eum qui sibi, ff. de verb. obl. Iason in l. filius paciscendo, C. de pact. in fin. [21] *De tant que la femme mariée ne se peut obliger sans le consentement du mary. Carondas ch. 101. du 7. liu. de ses Resp. remarquant à ce propos vn arrest du Parlement de Paris du 14. Iuillet 1584. pour vn nommé Bertolin, par lequel telle obligation fut declarée nulle: & quoy qu'elle soit separée de biens, ne peut vendre, aliener, ne hypothequer ses precez sans l'authorité de son mary: le mesmes ch. 208. du mesme liu. de ses dictes Resp.* præf. iurib. & præsumptionib. [22] *Contracts feints & simulez font à retorquer contre leur autheur, ayans esgard à ce que vrayement a esté faict & contracté entre parties, qui se verifie par l'execution de ce qu'apres s'en ensuit, selon le docte discours sur ce faict par le sieur de Mayn. au chap. 72. du 3. liu. de ses quest. Et sont les faicts du dol, fraude & simulation des contracts receus en preuue, contre l'Ordonnance de Moulins: Maynard chap. 79. du 6. liu. de ses quest. où il rapporte l'article 54. de ladicte Ordonn. par lequel nul n'est receu en preuue contre la teneur des contracts, laquelle representent n'estre en cest article obseruée en fraudes que sont en la forme du contract ou quantité du prix, lesquelles estans alleguées par ceux que y ont interest, doiuent estre receus à articuler & preuuer leurs faicts parties au contraire, si le demãdent, non agir par presomption de fraude fondée sur la proximité des contractants: laquelle peut estre debatue par contraire presomption: comme si le fils malade faisoit quictance & acte de recognoissance au pere des sommes par luy promises par contract de mariage, qu'il confesseroit auoir par luy en diuerses fois receuës, laquelle peut estre abbatue par autre contraire presomption, sur ce que le pere se fiant de son fils n'auroit tousiours pris de luy quictance, quãd luy faisoit les payements. Ainsi iugé par arrest de Paris donné à la premiere d'Enquestes l'an 1585. entre Roland des Ardans, sa femme, & Eustache Prevost, cité par Carondas au lieu preallegué:* ideóque emptio vxoris nomine à viro facta habet vim donationis, l. cùm hic status, in 1. resp. & ibi gloss. in verb. comparata, ff. de don. int. vir. & vxor. quæ inter viuos facta est nulla si morte donantis non confirmetur. & idem vsque

ad vltimum vitæ ſpiritum in ea voluntate non perſeuerauerit, ibidem: & reuocari poteſt cùm donator paupertor ſit donatario, l. ſi ſponſus, §. cit. ea, l. ſi id quod, §. ſi ex decem, ff. eod. *ſi n'eſt pour cauſe remuneratoire, ou gratifiante: comme ſi le mary ſeparé de ſa femme luy faict quelque donation pour ſe reconcilier auec elle, ſelon ledict Mynard au chap. 2. du 4. liu. de ſes queſt. laquelle donation faicte par le mary à la femme accuſée d'adultere, à force de reconciliation: & encore pour mieux abbatre telz contracts feints*

a) *& ſimulez, on ſe peut pourueoir par lettres Royaux, pour euiter l'effort & inſiſtance qu'on pourroit faire ſur ladicte Ordonnance.* a) *Quoy que par nos Couſtumes la dot ſoit preſixe, & lucratiue, auec le tiercement de l'augment, ou douaire caſuel, lucratif à la femme ſuruiuant au mary, eſt neantmoins permis aux mariez contracter ſocieté de biens, que nous appellons affrairement, ſelon Mynard au chap. 28 du 3. liu. de ſes queſt. & en quelle autre maniere que ce ſoit ſe demettre & renoncer au droict couſtumier, ſoit pour le gain de la dot, ou autrement: toutes-fois pour ce ſpeciale & promiſe de droict, de tant que ne leur eſt permis ſe deſpoüiller l'vn l'autre de leurs biens, par donations immenſes & inofficieuſes, ny contracter fraudaleuſement au preiudice d'autruy, meſmes des enfans du premier lict, eux venans en ſecondes nopces. Pour leſquels y a lieu de retranchement tant de la dot pour le regard des premiers enfans de la femme, que augment pour ceux du mary. l. hac edictali, C. de ſecund. nupt nouell 28. cap. 8. Ordonnance du Roy François II. du mois de Iuillet 1560. Arreſt du 3. Aouſt 1575. Arreſt general prononcé par le feu ſieur Preſidant du Faur ſieur de Sainct Iori au mois de Septembre 1598. au profict des enfans du premier mariage de feu M. Iean Roſſel contre ſa vefue leur maraſtre, citez par ledict Myn. au chap. 27. du 3 liu. de ſes queſt. & au chap. ſuiuant repreſente n'y auoir lieu de retranchement eſdicts affrairements, ſi les parts ſont eſgalles, par pluſieurs preiugés du Parlement de Tholoſe, ſinon qu'on face compenſation du cabal auec l'induſtrie, comme eſt dict au chap. precedent, de tant que la ſocieté, ou communauté des mariez n'apporte alienation, par le moyen de laquelle les enfans du premier lict ſoyent exclus de leurs droicts: comme ſeroit en la conſtitution dotale reiterée par la femme en faueur du ſecond mary oubliant les enfans du premier mariage. La condition deſquels ne peut eſtre deteriorée par les ſecondes conuentions matrimoniales, non plus que par la Couſtume de Paris, comme ſe voit par la lecture d'icelle repreſentée au Corps du droit François au tit. des dots & douaires, de laquelle eſt parlé en ſon lieu. Où viennent en partage tant le fonds que les proficts & acqueſts faicts pendant ladicte communauté entre les mariés: d'où chacun des enfans peut retirer le ſien, ſçauoir les enfans du premier lict, (où les mariez ont eſté auſſi en communauté) la moitié des biens de leur pere, ou mere remariée, que reuient à la quatrieſme, ſelon ladicte Couſtume de Paris.*

ACQVISITIONS,

COVSTVME II.

Apres le deceds de la femme, le mary diſpoſe & faict à ſa volonté de la dot à luy par elle, ou autre pour elle conſtituée, ſi grande & immenſe qu'elle ſoit, ſi ne l'ont autrement conuenu & accordé.

CHAPITRE II.

AYANT cy-deuant quelque peu touché l'vſage de ceſte Couſtume au premier chapitre des conſtitutions dotalles, pour n'employer le temps en redictes,[1] & ne nous retirer tout à plat ſans faire quelque eſpreuue de mon labeur,[2] ſans m'arreſter aux Conferances des Couſtumes des Prouinces & autres villes de ce Royaume, ny du Droict François & Romain auec noſtre ſtatut & loy municipalle de temps immemorial entre nous obſeruée, *tanquam ius proprium ciuitatis*,[3] m'arreſte aux termes d'icelle, en ce que le mary ſuccede à la femme predecedée ſans enfans procreez de ſon mariage, tant en la dot eſtrangere que paternelle : & la femme ſuruiuante au mary en l'augment & doüaire prefix, reuenant à la moitié de la dot, que luy augmente d'vn tiers par droict de couche, ſans que d'icelle ſe face aucune detraction de legitime par droict de parentele, du coſté du predecedé :[4] non pour auoir tant ſeulement traduict l'eſpouſe en nouuelle famille, ains par la conſommation du mariage celebré en face de Saincte Mere Egliſe, auec la benediction Sacerdotale, ayants vne fois couché enſemble, ores la defloration ne s'en ſoit enſuyuie, s'eſtans mis en deuoir: & quoy que l'vn d'iceux fuſt incontinant apres decedé[5] de mort naturelle, non violente ny procurée par le ſuruiuant, lequel audict cas perd le lucre nuptial par indignité, enſemble ſi ne luy donne en ſa maladie le ſecours neceſſaire de tout ſon pouuoir: & où ſeroit meurtry, ne pourſuit en iuſtice la punition du meurtre contre le meurtrier,[6] non pour n'auoir faict inuentaire des biens

du

du predecedé, duquel le ſuruiuant eſt heritier teſtamentaire: nonobſtant lequel deffaut la dot eſt touſiours preſeruée au mary ſuruiuant, & l'augment auec la dot à la femme ſuruiuante au mary, [7] à la charge qu'elle portera le dueil, & ne ſe remariera dans l'an du deceds d'iceluy: autrement ſi elle faict le contraire, eſt excluſe de l'augment. [8] D'où s'enſuit que ſi par impuiſſance, ou en quelle autre maniere que ce ſoit, le mariage ſe declare nul, ores qu'apres la celebration des nopces ils ayent long-temps habité & couché enſemble, la dot retourne au conſtituant, conformément au droict Romain, & les parties ſont remiſes en leur premier eſtat, [9] non par la ſeule ſeparation du lict faicte entre mariez ſoubs eſpoir de reconciliation: laquelle n'eſt tant ſeulement permiſe en France du ſimple diuorce, mais auſſi entre le mary pourſuiuant, & la femme condamnée d'adultere, à la charge toutes-fois de la penſionner tant au Monaſtere qu'ailleurs, pendant le temps de leur ſeparation. D'où le mary la peut auſſi retirer pendant les deux années du nouiciat, & la reprendre ſi bon luy ſemble en ſa compagnie, [10] lequel venant en pauureté & vſant de mauuaiſe meſnagerie pendant le mariage, elle peut repeter la dot & retenir l'hypotheque de l'augment caſuel pour en faire auſſi demande en cas de ſuruiuance, [11] quoy que ſon mary ne ſoit du tout, ou partie payé de ſa conſtitution à ſa faute & negligence, ſauf à luy ou à ſes ſucceſſeurs & bien-tenants leurs recours contre le conſtituant ou ſes hoirs, leſquels par meſme moyen ils doibuent faire appeller en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité, [12] ſi par les pactes n'eſt deſrogé à la couſtume, [13] par laquelle le mary ne diſpoſe tant ſeulement de la dot apres le deceds de ſa femme, ains en faict à ſa volonté auſſi-toſt que luy eſt comptée, ſi conſiſte en deniers, & n'eſt conuenu que ſoyent employez en fonds ou en main ſeure, & reſponſable, tenus à profict honneſte pour ſubuenir aux charges de mariage à cauſe de l'indigence, inſuffiſance & peu d'induſtrie du mary n'ayant dequoy pour en reſpondre, de tant que s'il a biens à ſuffiſance, peut auſſi diſpoſer du fonds dotal, & en faire à ſa volonté, [14] neantmoins la dot conſtituée par vn des aſcendants en droicte ligne que demeure à la femme par le predecez du mary, apres lequel elle decede ſans enfans, retourne au conſtituant auſſi par droict de reuerſion: [15] car autrement quand le mary ſuruit à la femme decedée ſans enfans, n'y a lieu de retour, ne retranchement par droict de parentele, ſi grande que ſoit la conſtitution, [16] ſinon de moderation & diminution en cas d'inofficioſité. [17]

NOTAS.

NOTÆ.

1 NAm cytharœdus Ridetur corda qui ſemper oberrat eadem, vt Flaccus loquitur. 2 Et eſt quoddam prodire tenus, ſi non detur vltra. 3 De qua Robertus in l. 2. Rerũ iudicatarũ, c. 1. 4 Benedict. in c. Raynut. in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, n. 783 in quib. inquit, ſuccedunt inuicè coniuges omni excluſa premorientis parentela ibiq; augmentum ſeu agentiamentũ antiqua & barbara voce nuncupatũ, à Canonoſtis dotalitium, c. ex parte, e. de for. compet. dotis dimidiam partem duplicare affirmat Maynard. c. 88 lib. 2. queſt. *où il dit le meſmes eſtre obſerué hors la ville de Thol ſe quand les pactes ſe font ſuiuant la Couſt. d'icelle. Et ſemble que ledit Benoiſt paſſe ſur la Couſtume 1. du tit. des dots, quand il attribue le lucre nuptial au ſuruiuãt, ſi le premourant n'a des enfans: ce que n'eſt excepté en icelle, ains y ſont contenues ces paroles,* extantib. vel non extantib. liberis, *leſquelles neüement entendues ſemblent ſe rapporter au ſeul & vnique mariage, nõ reueré par aucun des mariez, dont le ſuruiuant, qui touſiours affectionne ſes enfans, retient le lucre par luy acquis, qui autrement venant à conuoler en ſecõdes nopces eſt propre aux enfans du premier lict, ſauf l'vſufruict qui demeure au pere, comme legitime adminiſtrateur des biens de ſes enfans non emancipez,* l. cùm oportet, & toto tit. C. de bon. quę lib. *pourueu qu'il en vſe en bõne meſnagerie. De tant que s'il les prodigue & diſſipe l'adminiſtratiõ des biens maternels de ſeſdits enfans luy peut eſtre oſtee, & baillee à vn autre, en luy pourueoyant d'aliments, meſmes quand il eſt pauure, & indigent, comme a eſté iugé par pluſieurs arreſts tant au Parlemẽt de Bordeaux que de Tholoſe, citez par Boyer en la deciſ. 61. Papon tit. 2. du 14. liu. de ſes Arreſts, Mayn. ch. 7. du 8. liu. de ſes queſt. où il dit que* quando filius ſeorſum à patre habitat, vſumfructum inter patrem & filiũ eſſe communicandum, *& auoir eſté iugé par Arreſt. Ce qu'aduient quand vn fils de famille ſe marie, & demeure nonobſtant le mariage en puiſſancé de pere, lequel comme vſufructuaire de ſes biens, enſemble de la dot à ſondit fils conſtituee, eſt tenu luy bailler maiſon meubles, & le penſionner, ſuiuant la faculté de ſes biens. Arreſt du Parlement de Tholoſe du 1. Feburier 1572. donné en Audience entre Anthoine Couſin & autre Anthoine Couſin: ce que de droit de nature le pere eſt auſſi tenu faire enuers le fils, comme eſt repreſenté par ledit Maynard au ſuſdict ch. 7. du 8. liu. de ſes queſt. tout ainſi que le fils eſt tenu alimenter le pere venant en diſette & pauureté. Comme auſſi n'y a droit de reuerſion ni detraction de legitime au profit des aſcẽdans du coſté du predecedé pour le lucre nuptial acquis au ſuruiuant par la Couſtume, nõ voire de la dot paternelle, laquelle eſt entierement acquiſe au mari par le predecez de la femme, & l'augment à la femme par le predecez du mari: dont la mere ſuruiuant à ſa fille mariee, que vient à deceder auant le mari, ne peut pretendre droit de legitime ſur ſa dot, quoy que par elle conſtituee. Mayn. audit ch. 88. du 2. liu. de ſes queſt. ni ne peut le drou de reuerſiõ eſtre entendu qu'en ſes propres termes, ſi le fils, ou fille donataire, proprietaire & vray poſſeſſeur de la choſe donnee decede ſans enfans: ce qu'eſtant vne fois vni au patrimoine du mari, n'eſt plus aux termes de ladicte reuerſion, de laquelle les aſcendans de la femme predecedee ſont par ce moyen exclus, quoy que donateurs, & conſtituans, parce que le mari en peut diſpoſer, non le donataire, non plus à la vie qu'à la mort, ſi decede ſans enfans auant le donateur ſon aſcendant. Carondas chap. 114. du 7. liure de ſes Reſp. Maynard chap. 91. du 2. liu. de ſes queſt. Et ſont les alienations faictes des biens donnez par le donataire du viuant du donateur, caſſees & reſcindees, ſi le donataire luy predecede ſans enfans, & les biens cẽdits retournent de plain droit au pere donateur, par Arreſt du Parlement de Tholoſe donné en Audience le 26. Iuin*

1582. ſur l'oppoſition de Ieanne Staudiere contre vn Notaire de Sainct Aubin, remarqué par
5 *Maynard au chap. 92. du 2. liu. de ſes queſt.* [5] Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 783. ſicut enim verba Conſuetudinis, Maritus vxore præmortua cognita per eum carnaliter, vel tranſducta lucratur dotem, & è conuerſo mulier agentiamentum: *ſur l'expoſitio de laquelle Maynard au ch. 54. du 4. liu. de ſes queſt. refute l'opinion de Benoiſt*, aſſerentis virum dotem non lucrari per mortem vxoris, neque vxorem dotalitium per viri interitum, ſi in domum mariti non tranſducta fuiſſet, *& rapporte l'interpretatiõ d'icelle au droit de couche, en laquelle la femme gagne le doüaire par les Couſtumes de Normandie, art. 101. & par conſequent le mari la dot: & pour auoir ſeulement mis le pied au lict par les Couſtumes de Bretagne, art. 450. & interprete ledit Maynard noſtre Couſtume, quand la femme eſt charnellement cogneüe, ou conduite & amenee*, in ſeparatam mariti dictam, vt in l. penult. ff. de donat. inter vir. & vxor. *ores ſe ſoit a la propre maiſon de l'eſpouſee, du beau pere, belle mere de l'eſpoux, ou ailleurs, que les mariez ont couché enſemble, & conſomme, ou taſché de conſommer iceluy mariage auant les amenances:* quid ſi coniuges morentur in domo ipſius vxoris? vel apud eiuſdem parentem? *ou bien que la femme ne ſemble auoir changé de famille, eſt neantmoins vray mariage, & les mariez ſubiects aux Couſtumes: pourueu que le mari ſupporte les charges matrimoniales, pour leſquelles la dot eſt conſtituee*, l. pro oneribus, C. de iur. dot. Aliter enim abſque dote non eſſet tanti lucri, *& faudroit recourir au droit Romain, ceſſant la cauſe de la Couſtume*: in matrimonio denique ritè contracto & celebrato, licèt non cognita, ſi tamen vt cognoſceretur perducta, pro cognita habetur, vnde nuptæ nomine non venit ſponſa. Quod prodeſt ſcire Tholoſanis qui nuptæ doté lucrantur præmorientis, non ſponſæ, *ſelon ledit Mayn. apres Rebuffe au ſuſdit ch. 54. du 4. liu. de ſes queſt. où eſt rapporté le gain couſtumier & lucre nuptial à la couche: & au ch. ſuiuant cite vn Arreſt du 18. May 1584. prononcé par le feu ſieur Preſident Du Faur donné entre vne fiancee de parole, de preſent, & les hoirs de ſon fiancé, leſquels furent relaxés de la demande à eux faicte par ladicte fiancee: & repreſente au meſme ch. les formalités requiſes au mariage, pour la perfection d'iceluy*, quod conſenſu inchoatur, ſacramento celebratur, & carnali copula conſumitur, *comme eſt dit ailleurs. Et quand y a doubte en la ſuruiuance des conioints, la preſomption fait pour le mari*, arg. l. ſi duos, §. ſi maritus & vxor, l. ſi fuerit, in fine, ff. de reb. dub. l. ſi poſſeſſor, §. ſi eodem momento, ff. de relig. & ſumpt. fun. *Mayn. ch. 56. du 4. liu. de ſes qu. nouell. 15.* l. cùm hic ſtatus, §. ſi ambo ff. de don. int. vir. & vxor. at cõtrà ſentit Benedict. in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, in c. Rayn. n. 783. & 784. e. de teſt. vbi ſi ambo ſimul caſmate, naufragio, vel ruina intereant, & ignoretur quis eorum ſuperſtes fuerit, neutri nuptiale lucrum deberi oſtendit, ob momentaneum vtriuſque interitum.

6 [6] De his Benedictus in c. Raynutius, in verb. mortuo quoque teſtatore, n. 34. vſque ad n. 40. e. de teſtam. Vbi etiam oſtendit maritum lucro priuari, qui vxorem interfecerit, vel eius mortem procurauerit, aut non vindicauerit, l. & qui, ff. de his quib. vt indig. ſi eam alere, ægrotam curare, vel captiuam redimere neglexerit, medicinam dederit, ex qua repente mortua ſit, l. necare, ff. de liber. agnoſc. auth. ſi captiui, C. de Epiſcop. & cler. malum vel nullum medicum adhibuit, l. quod ſi nolit, §. mancipium, in verb. etiam ſi non adhibuit medicum, vt ſanari poſſit, vel malũ adhibuit, & ibi notat. ff. de ædil. edict. nec ſatis eſt probare non adhibitum eſſe medicum, vel adhibitum eſſe imperitum, niſi probetur eſſe peritiorem: & lucrum dotis amittit vir, qui vxori ægrotanti medicos non adhibuit, vel eam deſeruit.

Baldus

Baldus in l. quod in vxorem, C. de negot. gest. & in auth. dos, C. de don. ante nupt. si sint boni medici in loco ægrotantis, vel proximo, vt idem Benedictus, ibidem, in verb. mortu, num. 39. vnde interfecta vxore à marito, nuptiale lactum marito quæsitum fisco applicandum. Idem censet Benedictus ex l. Pomponius, §. memoriæ, ff. de his quib. vt indig. exceptis casibus à lege definitis, de quibus ibidem. Quibus vxoris interfector maritus dotem non minus luctatur. *Ce que ledit Robert ayant au long disputé au chap. 7. du 3. liu. des choses iugees, s'est arresté*, hæreditatem aditam lege non permittente delatam, nec posse transmitti, l. vnic. C. de his qui ante apert. tabul. l. cum antiquioribus, C. de iur. delib. *Et par ainsi ores les enfans du meurtrier en soyent exclus*, proximum ait interfectæ vxoris agnatum successurum, l. Lucius, ff. de iur. fisc. *Arrest du Parlement de Paris du 12 Feburier 1590. plaidant Chauuet pour Maistre Vrbain Blanchet mari appellant, & ledit Robert pour Iaques Dugué & consors intimé & demandeurs en requeste ciuile. Arrest solemne du 7. Septembre 1566. donné contre le sieur de Nemours seigneur de Bray sur Seine, enregistré au greffe criminel: deux Arrests donnés contre Odet & Guillaume Tarquaiz, du sixiesme Auril 1554. & 21. Mars 1560. citez par ledit Robert & autres, par Carondas chap. 80. du 2 liure de ses Resp. par Papõ au tit. des Indignes à succeder, Ferron sur les Coustumes de Bordeaux titre des testaments*, §. 1. *Boyer en ses Decisions question 25. compilez par ledit Maynard au chap. 94. au 7. liu. de ses questions. Le mesme est entendu de la femme enuers le mari: laquelle peut aussi faire & disposer à sa volonté de ce que luy a esté adiugé pour ses dommages & interests en poursuiuant reparation du meurtre commis en la personne de son mari, estant apres cõuolee en secondes nopces, sans que les enfans de son premier lict y puissent pretendre que leur legitime ou supplemẽt d'icelle. Arrest du Parl. de Tholose du 31. Ianuier 1577. remarqué par Maynard au ch. 77. du 7. liu. de ses qu. & representé au ch. vinte quatre du mesme liure, comme le defaut de faire inuentaire par l'vn des mariez heritier testamentaire de l'autre predecedé perd la diuision de ses droits, & confond ses biens auec ceux de l'heredité, sauf la dot, laquelle est conseruee au mari, & l'augment auec la dot à la femme en cas de suruiuance, nonobstant le defaut de ladicte formalité. Ainsi iugé par Arrest du 4. May 1567. pour Calleroyes contre le syndic de la table S. Michel en Tholose, ie dis heritier testamentaire, de tant qu'en France les mariez ne succedent l'vn à l'autre, cõformement au droit ancien Romain* in l. vitrico, & l. æstimatis, ff. communia de succes. *& sur la Coustume de Paris. Maynard chapitre vingtcinq du 3. liure ses questions & chap. premier du liure quatriesme où cite vn arrest de l'auãt-veille de Pasque dixseptiesme Auril mille cinq cens soixante cinq prononcé par le sieur President du Faur, pour la succession de feu Maistre Louys Duperier Lieutenant en la Seneschaussee de Carcassonne, entre Maistre Iean Duperier son fils naturel & adulterin legitimé par le Prince, & la vefue dudit feu Duperier: où se void le mesmes estre obserué au Parlement de Tholose, où la femme est excluse par le fisc de la succession du mari, & le mari de celle de la femme, contre les Constitutions Imperiales, que derogent au susdict droit ancien, & le droit François à ladicte Constitution, par laquelle tant le mari que la femme estoyent preferez au fisc*, de quo in l. 2. de petit. bon. subl. lib. 10. C. *l'authentique* præterea, C. vnde vir & vxor, *demeurant en sa force, suiuant autre Arrest general de la veille Saincte Croix mille cinq cents huictante vn, prononcé par le feu sieur Durant premier President, pour vne Damoiselle, pauure vefue, qui auoit peu constituer: à laquelle fust adiugé la quatriesme des biens de son feu mari, comme dit Maynard audit chapitre vingtcinq du troisiesme liure de ses questions.* [8] *La vefue qui se remarie apres l'an du dueil, retient l'vsufruict de l'augment, la proprieté reseruee aux enfans du pre-* [8]

mier lict : & si se remarie dans l'an du dueil, est priuee tant de la proprieté que vsufruict par Arrest de la 2. d'Enquestes du 24. Ianuier 1576. pour Arnoulet, contre Puylaurens remarqué par Maynard au chap. 98. du 3. liu. de ses quest. & par ce moyen perd l'augment, que autrement luy seroit deu sur les biens du premier mari. Maynard au ch. suiuant, ensemble l'heredité & legs par sondit feu mari à elle faicts: le mesme chap. 92. 94. du mesme liu. de sesdites quest. la succession legitime de ses enfans moindres du premier lict, à elle predecedez, ensemble les fruicts, ch. 86. 87. du mesme liu. autres biens à elle laissez par testament de son feu mari, & legitime à elle autrement deuë, chap. 88. ni ne peut elle plus donner ne constituer à son second mari, qu'à l'vn de ses enfans du premier lict. Laquelle partie a esté reduite à la troisiesme de ses biens, par Arrest du 13. May 1589. pour Estienne & Iean Dumas, contre Gabrielle de Segala. Maynard chap. 89. du 3. liu. de sesdites quest. quoy que le mari ne soit tenu faire dueil de sa femme, si ne veut, l. vxores, ff. de his qui not. infam. *disant à ce propos.* Cornelius Tacitus de morib. Germanorum, mulierib lugere honestum esse, viris meminisse: *ledit Maynard chap. 96. du mesme liu.* si tamen maritus seipsum occiderit, luctu carebit, l. liberorum. §. non solent, ff. de his qui not. infam. Benedictus in d. cap.

9 Raynutius, in verb. mortuo itaque testatore, n. 49.[9] *De tant que le sacré lien de mariage est indissoluble, n'y ayant autre moyen de separation, que la seule mort.* Est enim matrimonium sacramentum, ad Ephes. 5. à Deo institutum, Leuit. 19. & 20. atq; cõnexum nequaquam ab homine segregandum, can. fin. 29. q. 2. 1. ad Corinth. 7. lege enim consortium impeditur per impotentiam, toto passim tit. de frigid. & maleficie. consanguinitatem, 27. quæst. 2. cùm fidelis ducit infidelem, Christianus Iudæam, l. ne quis Christianam, cum sequ. Cod. de Iud. & Cœlic. caue Christiane, can. cùm oportet, can. si quis Iudaïcæ prauitatis 28. q. 1. Quo refert Diuus Ambrosius, Esdram voluisse dimitti vxores alienigenas, quibus ibant ad deos alienos: licèt per maritum fidelem infidelis vxor possit sanctificari, 1. ad Corinth. 7. vbi Apostolus de ritè contracto matrimonio loquitur, quo ab initio coniuges ambo sunt orthodoxæ fidei in Ecclesia sancta vnica Dei sponsa sacerdotali coniuncti benedictione, vnde si postea vxor infidelitatis fœtore subiaceat, non ideò dissoluendum est matrimonium, sed eadem per maritum fidelem ad fidẽ reducenda erit ex mente Apostoli, ac si è conuerso tempore nuptiarum ambo essent infideles, quo ne vnius cõuersione ad fidẽ pariter dissoluendum esset, can. fi. 29. q. 2. sed alter ad fidem erit conuertendus, non fidelis ad perfidiam reuocandus secundũ Esdram, & Diuum Augustinũ in can. Idololatria, 28. q. 1. nec enim contra leges contractum matrimonium dissolui dicitur fidelis cùm infideli impotentis vel consanguineorum, cùm nullũ sit ab initio: vnde licet fideli ab infidelis dissentiẽtis cõsortio recedere, imminente vitæ vel animæ periculo, & nullum haberi potest, si personæ, conditionis, vel religionis errore decepti aut vi fuerint inuicem coadunati, & vno frigido vel maleficiato per impotentiam iam ab initio in substantia defecit, cùm sit à Deo institutum ad propagationẽ generis humani, Genes. 2. & 9. can. non est dubiũ, can. cùm societas pal. lex diuinæ cõstitutionis 27 q. 2. & eadẽ lege diuina inter consãguineos censetur prohibitũ, Matth. 14. Marc 6. & ita nullo pronuntiato matrimonio corruit ipsa dos, & eius augmentum eius gratia constituta, can. nullum sine dote 30. q. 5. neque dotis sine matrimonio, licèt matrimonium sine dote esse possit, etiam sine pactis dotalibus, l. si donationum, C. de nupt. quæ non sunt de essentia ipsius matrimonij, sed tanquam accessiones, quæ sequuntur naturam sui principalis, c. cùm municipalis, de reg. iur. in

6. dont

6.dont chaſcun retire le ſien, la dot paternelle retourne au pere, l'eſtrangere à la pretendue eſpouſe, l'augment demeure au pretendu eſpoux: ainſi que ſi apres les fiançailles & auãt les eſpouſailles euſt eſté declaré par le Iuge d'Egliſe n'y auoir mariage, eſtant la choſe en entier: de tant que les effects du mariage que conſiſtent en la generation, ne s'en ſont enſuiuis. Carond. ch.36.du 9.liu.de ſes Reſp.[10] Ratum enim & legitimum matrimonium cum nulla le- 10
ge diſſolui poſſit, de quo in can. qual s, 30. q.5. ita nec dos reſtituenda eſt, quandiu vterque viuit, licèt ſeorſum habitent, cùm pendente diuortio vxor etiã à viro alẽda ſit, l.ſi peruenerit, ff. pro ſoc. Baldus in l.1.C. de leg. Aufrer. in Capellæ Tholoſ. q 87. etiã nulla dote conſtituta, l.fi. C de diuorc. Innoc. in c. per literas, e. de don. int. vir. & vxor. & ibi dos eſſe debet, vbi ſunt onera matrimon. l.fi is qui Stichum, ff. de iur. dot. neque dos eſt ſine matrim. l.3. ff. eod. cùm tamẽ coniugũ ratũ non habetur, vt inter infideles, in can. ſi quis gentilis 28. q. 1. eo ſoluto fit vndique reſtitutio cauſa repudij, quod Chriſtiana religio nõ patitur: attamen in monaſterio vxore adulterij cauſa detruſa pacta dotalia marito ſeruanda ſunt, auth ſed hodie, C. ad leg. Iul. de adult. quam habemus in vſu, *ſans toutesfois que le mari puiſſe prendre autre parti, ni ſe remarier ailleurs, non plus auant qu'apres la profeſſiõ, ſinon la reprendre dans le temps de la probation, quoy qu'elle ſoit morte au monde, iuſques à ce que la mort les ſepare, le mari demeurant poſſeſſeur de la dot, en payant au monaſtere ſa penſion ordonnee & adiugee: & au ſurplus comme eſt cy deuant dict au premier ch. des Conſtitutions dotales, eſtant certain que la femme conuãincue d'adultere à la pourſuitte du mari perd ſa dot & augment. Maynard au ch.2. du 4.liu. de ſes queſt. de tant qu'en France nul n'eſt receu en accuſation d'adultere que le mari. Carond. ch.33. du 9.liu. de ſes Reſp. quoy que la femme ne ſoit admiſe à accuſer ſon mari de crime public d'adultere, que ſimplement intenter procez & agir contre luy, pour eſtre ſeparee de ſa ſubiectiõ, & iouyr de ſes propres auec penſion cõuenable à ſa qualité, la dot demeurant vers le mari* ex Innocentio 3 in c.1. vt lit. non conteſt. *ſelon noſtre vſage*, nempe adthori ſeparationem, nõ vinculi coniugatis diſſolutionem. *Dont par Arreſt du Parlement de Paris allegué par ledit Carondas au meſme ch. du 14. Iuin 1561. fuſt ordonné à l'inſtãce d'vne honneſte & vertueuſe damoiſelle ſeparation de biens auec ſon mari adultere eux eſtãs en cõmunauté: lequel luy rendroit le remploy que luy auoit permis faire de quelques deniers à luy baillez en mariage, auec les habillements, bagues & ioyaux d'elle, & certaine ſomme de deniers par an, pour ſon entretenement, parce qu'elle auoit apporté plus grands deniers que les deſtinez, & n'auoit d'ailleurs autres moyens. Ni ne peut eſtre la femme priuee de ſa dot & augment viuant lubriquement apres le decez de ſon mari, & apres l'an du deuil, ni voire de ſon viuant à la pourſuitte des heritiers, ſi n'en a eſté conuaincue par iceluy mari, ſon il n'ayt eſté empeſché de ce faire, eſtant preuenu du mort, pour les raiſons & authorités ſur ce alleguees par ledit Mayn. audit ch.2. du 9.liu de ſes queſt.*[11] Ilſi conſtante, ff. ſol. matr. *& non ſeule-* 11
ment la dot peut eſtre demãdee au mari venant en pauureté de ſon viuant, par la femme, mais auſſi quand il commence à ſi mal meſnager, qu'il eſt aiſé à cognoiſtre qu'il va aux portes de l'hoſpital, meſmes quand il eſt à la derniere piece: & en ce cas la femme peut auſſi pourſuiure les reuocations des alienations faictes par ſondit mari de ſes biens dotaux, bien que par elle cõſenties, comme eſt doctement repreſenté par ledit Mayn. au ch.56. du 4.liu. de ſes queſt. en l'affaire de Meſſire Guillaume Aguiller Procureur en la Cour du Parlement de Tholoſe, contre Iean Naues Maiſtre ſerrurier dudit Tholoſe, & Catherine Bonne mariez, ledit Aguiller ayã fait decreter vne maiſon dudit Naues pour la ſomme de 117. eſcus, 2. tiers 9. ſols 6. deniers d'authorité des Requeſtes, à luy deue d'argent preſté, intereſts & deſpens ſa fits pour criminauté: duquel decret apres l'execution d'iceluy, ladicte Bonne ſe ſeroit oppoſee pour ſon augment,

conſiſtant en la moitié du fonds par elle baillé à ſon mari en ſes pactes dotaux, ſelon l'eſtimation qu'en ſeroit faicte, lequel ledit Naues auoit auſſi aliené : dont par Arreſt general du 13. Septembre veille Saincte Croix, prononcé par le feu ſieur Durant premier Preſident, l'an 1586. leſdits Naues & Bonne furent en vertu de leurs lettres releuez des deſertions, fins de non receuoir & amende, l'expedition & execution du decret mis au neant, & ordonné que ſur la ſurdicte dudit Aguiller ſeroit faict vn inquant ſolemnel dans le mois, & ce faict procedé à l'expedition du decret au profit du dernier encheriſſeur, pour de la ſomme de l'enchere, eſtre payé ledit Aguiller, & le ſurplus, ſi point en y auoit, eſtre mis en main de marchand ſeur & reſponſable au profit deſdits mariez & aſſeurance dudit augment le cas d'iceluy aduenant : ſauf à ladicte Bonne, pour ce que luy manqueroit dudit augment (la conſtitution duquel precedoit le debte dudit Aguiller) faire execution ſur ladicte maiſon decretee audit cas : declarant ladicte maiſon affectee & hypothequee à ladicte Bonne, pour ſondit augment, quoy que incertain, ou elle demeureroit audit Aguiller, ou le decret ſeroit expedié au profit d'autre ſurdiſant, neantmoins que ledit Aguiller en receuant ladite ſomme baillerot cautions d'icelle à concurrence de l'augment ſans deſpens : quant és biens dotaux alienez par le mari, l'action eſtant de meſme reſeruee à ladicte Bonne, comme deſſus, & ſelon le

22 *diſcours ſur ce faict par ledit Maynard au meſme chap.* [22] Nam habita fide de dote, noſtra Conſuetudine, etiam ea non ſoluta, mulier viro ſuperſtes eam repetit & lucratur augmentum, quæ nec de facto viri, vel negligentia tenetur. Guido Papæ quæſt. 430. & 565. contra iuris Romani diſpoſitionem in l. 1. & 2. C. de dot. caut. non num. & auth. dos, C. de donat. ante nupt. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 783. e. de teſtam. nec non Delphinatus & noſtra Conſuetudine, l. 1. & l. iure ſuccurſum, ff de iur. dot. tum l. dos à patre, C. ſolut. matr. in verb. derogari. *On neantmoins eſt cotté au marge vn Arreſt du Parlement de Tholoſe du mois d'Auril 1505. entre Anne de Noé, relicte de* Bertrand Pagez, *ſieur d'*Azaz, *&* Raymond Pagez *heritier dudit Bertrand lequel n'eſtant entierement payé de la dot, ne fuſt condamné payer l'augment, qu'à proportion de ce qu'il auoit receu : quoy que ledit Bertrand eſt auſſi recogneu la partie de la dot non payee, au contraire de ce que tient Maynard eſtre obſerué en Tholoſe au chap. 77. du 2. liu. de ſes queſt. & chap. 6. du 6. liu. comme on a de couſtume maintenant iuger en ce Parlement, & cite vn Arreſt du 18. Nouembre 1577. donné entre Damoiſelle Yſabeau de Mirepoix, vefue à feu Anthoine Roger de Terſac, frere à François Terſac, ſieur de Momberaud, & ledit de Momberaud : par lequel ores n'y euſt que la moitié de la dot payee, luy fuſt neantmoins entierement adiugee auec l'augment, lequel Arreſt eſtant circonſtancié ſur ce que le mari auoit fait credit d'vne partie de la dot : & fait memoire d'vn autre audit ch. 6. du 6. liu. de ſes queſt. donné au rapport du ſieur Donjac pour la fille de Mandinelis contre Flotte : par lequel ſans auoir eſté rien payé de la dot, l'augment couſtumier luy fuſt entierement adiugé contre ſon beau pere. Et par meſme Arreſt que deſſus ledit ſieur de Momberaud qui auoit faict appeller en cauſe pardeuant l'inſtance, ledit Iean de Mirepoix frere de la vefue qui auoit ratifié les pactes dotaux faicts & paſſez auec autre Iean de Mirepoix ſon aiſné, conſtituant, obtint condamnation contre ledit François Terſac de le releuer indemne de ladicte ſomme de mille liures reſtant, cõme heritier dudit feu Anthoine enuers lad. vefue, l'action de laquelle n'eſtoit receuable, ſinon dudit François en ladite qualité,* l. ſi pater marito, ff. de dot. promiſſ. *enuers lequel ledit Iean fuſt condãné aux intereſts de la ſomme reſtante puis le iour de la deſtinee ſolution au*

23 *denier douze, comme eſt repreſenté par ledit Mayn. au ch. 78. du 2. liu. de ſes queſt.* [23] Sicut Conſuetudo pro lege habetur cùm deficit lex, ita per pactũ ſpeciale conſuetudini

deroga

derogatur,neque aliud operatur contra ſubſtantiam actus, gl.in c.2 de conſuet.in 6.Benedict.in d.c.Raynut.in verb.& vxoré nomine Adelaſiam,num.399.e.de teſt. Diſponat itaque vnuſquiſque de reb ſuis,& erit lex,§. diſponat. de nupt. in auth. Quod quiſque rei ſuæ legaſſit,ita ius eſto,l.12. tabul.dummodo pactum non ſit legibus,bonis moribus & rationi contrarium,vt pactum ne res cõmunis diuidatur, quod eſt ipſo iure nullum. l. in hoc iudicium,§. ſi conueniat, ff. comm. diuid. *ou ſi le mari permettoit par ſes pactes dotaux, ou par ſon teſtament à ſa femme ſe remarier l'an du deuil, ſans encourir les peines de droit eſtant ladicte permiſſion nulle, inutile, & contraire à l'hõneſteté publique, dont la vefue que ſerout en ce cas la volonté de ſon mari, ne ſeroit tant ſeulement priuee du lucre nuptial, mais auſſi de toutes les liberalités & aduantages à elle faits par ſondu mari, comme ſi ne l'euſt permis, Maynard chap. 95. du 3. liu. de ſes queſt.* Quod enim non ratione,ſed errore primo introductum eſt, deinde conſuetudine obtẽtũ & in ſimilibus non obtinet, l. quod errore, ff. de legib. [14] Nam dotalis rei domi- 14
nium dicitur eſſe mariti conſtante matrimonio, l. de his, C.de iur.dot.l.doce ancillam,C.de rei vindic.l 1. §.cum lege.C.de rei vxor.act.l. quamuis, in princ. ff.de iur. dot.l. Quintus §.argento,& ibi notat,ff.de aur.& arg.leg. *Si la dot conſiſte en deniers, & ne ſe trouuent en nature, ſont cenſez auoir eſté diſſipez, ou conuertis au profit du mari. Carondas ch. 25.du 8. liu. de ſes Reſp. Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Paris en Audience le 19 Decemb.1585. ou la femme prent ſon hypotheque du iour du contract de mariage,pour le rẽploy qu'en deuoit eſtre fait:pour lequel elle eſt auſſi preferee aux creanciers poſterieurs: & par autre arreſt du mois de Mars 1565. l'hypotheque des biens de la femme non rẽployés vendus par le mari eſt auſſi declaree puis le contract ſelon ledit Carondas au meſme lieu. Si la dot conſiſte en fonds eſtimé,le mari n'eſt tenu que du prix, comme de biens vendus, ſinon le fonds demeure en proprieté à la femme, cas aduenant qu'elle le reconuroiſt: ſans toutefois qu'en Tholoſe le mari ſoit tenu de remploy, ſi n'eſt par expres conuenu, meſmes quãd le mari a biens à ſuffiſance pour reſpondre de la dot & augment, ſur leſquels la femme a ſon hypotheque, enſemble ſur les biens alienez pendant le mariage. Et ſe peut elle prendre contre les tiers poſſeſſeurs des biẽs vendus pendant le mariage ſans diſcuter les biens non alienez de ſon mari. Maynard chap 22. du 3. liu. de ſes queſt. pour la dot preferable aux creanciers premiers en hypotheque ſelon la loy aſſiduis, C. qui potior. laquelle ledit Maynard dit eſtre obſeruee en Tholoſe au chap. 51. du ſecond liu. de ſes queſtions, & ſont permis les intereſts des deniers dotaux,* etiam in foro conſcientiæ, cap. ſalubriter, e. de vſur. [15] *Ne* 15
peut le donataire diſpoſer des biens donnez par aucun des aſcendans contre le droit de reuerſion, pris de la loy 2. C. de bon. quæ lib. *ſoit que la donation ſe face par le pere, ayeul, ou ayeule, à pacte de mariage, ou autrement, dont le droit de reuerſion eſt inuiolablement reſerué au donateur en Tholoſe pays de droit eſcrit, & eſté adiugé nonobſtant la diſpoſition du fils & ſurueuance du poſtum, qui ſeroit quelques iours decedé apres ſa naiſſance: par Arreſt du Parlement de Tholoſe du dixſeptieſme Auril mille cinq cents ſixante quatre, par lequel le pere fuſt maintenu en la poſſeſſion & ſaiſine des biens qu'il auoit donnez à ſon fils par contract de mariage auec reſtitution de fruicts: & par autre Arreſt general du huictieſme Iuin 1565. donné ſur l'execution d'autre Arreſt par lequel le fils donataire à pacte de mariage de la moitié des biens de ſon pere, ayant procreé vne fille dudit mariage, fuſt condamné à mort, ſes biens confiſqués: pour raiſon deſquels y ayant eu grand controuerſe, les biens donnez furent adiugez au pere donateur par droit de reuerſion Carond.au ch. 114. du 7. liure de ſes Reſponſ. Maynard au chap. 90. 91. 92. du 2. liu. de ſes queſtions, & venant la femme à deceder apres ſon mari & ſes enfans,la dot reuient au conſtituant.* [16] Nam ſeruã dũ 16

eſt

eſt pactum vel ſtatutum de lucranda dote à viro vxore ſuperſtite apud Papienſes, Longobardos, & apud nos obſeruatum. Pract. Papienſ. tit. 43 gl. 11. & c. 1. tit. 1. noſtrarum conſuetudinũ, etiam non obſtantib. liberis eiuſdem matrimonij, non quidem anterioris, cùm vir ad ſecunda vota migrauerit. *De tant que en ce cas la dot de la premiere femme retourne en proprieté aux enfans d'icelle, ores le pere en ſoit vſufructuaire: & y a lieu du retranchement. Mayn. ch. 81. du 3. liu. de ſes queſt. apres Carondas au chap. 2. chap. 53. du 2. liu. de ſes Reſp. tout ainſi qu'à l'augment aduenu à la maraſtre, auſſi en faueur des enfans du premier lict,* vt inordinata inæqualitas ad ordinatam æqualitatem dirigatur: *ledit Maynard chap. 27. du meſme liu. à proportion de ce à quoy reuient la legitime deſdits enfans ſelon la loy* hac edictali, C. de ſecund. nupt. nouell. 22. cap. 8. *Edict du Roy François II. du mois de Iuillet 1560. Arreſt du Parlement de Tholoſe du 3. Aouſt 1575. autre Arreſt ſolemne donné en faueur des enfans du premier mariage de feu Maiſtre Iean Reſſet contre ſa vefue leur maiſtre, prononcé par le ſieur de Sainct Iory au mois de Septembre 1598. Et ſe peut prendre la dot & augment ſur les biens des aſcendans ſubiects à ſubſtitu-*

17 *tion, non des eſtrangers. Maynard chap. 18. du 3. liu. de ſes queſt.* 17 *La femme, quoy qu'elle ſoit moindre peut conſtituer en dot à ſon mari tous & chaſcuns ſes biens ſans decret de iuſtice, & ſans eſpoir de relief, ſinon qu'elle cõſtitue pour autruy exceſſiuement au double ou triple, plus que ne montent les droits, comme pour vne ſienne ſœur: ainſi que remarque ledit Maynard au chap. 42 du 3 liu. de ſes queſt. où il remarque vn Arreſt du 9. Feurier 1587. confirmatif d'vne Ordonn. du Seneſchal de Carcaſſonne, par laquelle le moindre conſtituant auoit eſté receu à articuler & preuuer le contenu en ſes lettres: de meſmes peut la fille, à laquelle a eſté moins cõſtitué que ſes droits, demander ſupplement de legitime ſuppputee ſur les biens hereditaires, non ſur l'heredité, en rapportant ou conferant ce qu'elle a receu,* quia non deducitur legitima, niſi deducto ære alieno, & funerum impenſis, quæ etiam in ipſa hæreditate continentur: vnde legitima dicitur quota bonorum, non ipſius hæreditatis. Antonius Faber, de errore Pragmatic. Decad. 15. error. 9. vnde ſi lite pendente, ſit morioſa ſubductio debitorum, ſuſpicabitur Iudex certam quantitatem decernere quotãnis perſoluendam pro fructib. ipſius legitimæ, & eis non ſufficientibus, in ipſius quoque legitimæ diminutione, vel ſaltem eam ex bonis hæreditariis præſtare cum optima ſatisdatione ad reſtitutionem eorum, quæ amplius quàm ex legibus dari debuerint, accepto eſſe quandoque appareat. *Maynard chap. 55. du 5. liure de ſeſdites queſtions. Et adiouſtant que la fille euſt fait quittance au pere, le ſupplement n'accroiſt non plus à l'heredité, ains aux heritiers d'iceluy pere, ni n'accroiſt aux legitimes des autres enfans, comme remarque ledit Maynard au ch. 56. du meſme liu. de ſeſdites queſtions.*

ACQVISITIONS,

COVSTVME III.

Ventes, donations, ceſſions, alienations, promeſſes, obligations de ſommes deuës pactes & reconuentions faictes à des abſents par inſtrument public, ſont autãt vallables, que s'ils y auoiẽt eſté preſents, ſi apres les approuuent & aggreent.

CHAPITRE III.

LEs pactes, cõuentions, & contracts reciproques que ſe font du mutuel contentement des parties, [1] n'obligent les abſents, [2] pour & au nom deſquels on procede ſans charge, [3] pouuoir, ne mandement, [4] quoy que le Notaire ou autre ſtipule pour eux, [5] ſoit de preſt d'argent, promeſſe, [7] ceſſion, [8] vente, & alienation, [9] loüage, afferme & engagement, ou vente de fruicts, [10] ſi ne ſont conuertis à leurs propres affaires, ou deſcharge, comme au payement de leurs debtes: lequel ſe peut faire par vn tiers meſmes contre la volonté du debiteur, pour la penſion & doctrine de leurs enfans, enuoyés en quelque vniuerſité pour eſtudier, [11] à la conſeruation de leurs biens, & choſes ſemblables, [12] ſinon tels contracts clochent d'vn pied, & ſont imparfaicts & ſans effect, iuſques à ce que ſoint aduouëz & ratifiez par les abſents y comprins, leſquels ne s'obligent que lors de la ratification: [13] quoy que l'hypotheque prenne ſa force du iour & datte du contract, comme l'augment de la dot, du iour des pactes dotaux, ores ne ſoit encore acquis à la femme, que le cas aduenu du predecez du mary. [14] Dont la retrogradation ſemble eſtre plus feincte que veritable, voire inſouſtenable au preiudice d'vn tiers, non des contractants, en ce meſmes que regarde la preſcription du retrayant, laquelle ne commence que du iour de l'emologation, [15] ny contre le ratifiant, quand l'acte eſt de ſa nature ſubiect à ratification: comme des ventes & alienations faictes par le mary, eſtant le mariage auec promeſſe les faire ratifier à ſa femme par acte public, ou d'eſcripture priuée: [16] laquelle neantmoins eſtant lezée, forcée, ou circonuenue,

peut dans le delay de l'Ordonnance, eſtre reſtituée en entier enuers icelle, & releuée des acquieſcements & conſentements par elle preſtez, faiſant foy des faicts releuants, pertinents & receuables contenus en ſes lettres par actes, ou teſmoins non autrement. [17] Et quand l'obligation n'eſt reciproque, comme en faict de donation, de laquelle le donateur eſt ſeul obligé au bail & preſtation de la choſe promiſe & donnée, n'eſt beſoin du conſentement & preſence du donataire, pour la validité d'icelle, de tant qu'il n'eſt en rien obligé enuers le donateur de parole ni par eſcrit, pourueu qu'apres elle ſoit par luy acceptée & inſinuee deuãt le Iuge ordinaire du lieu, ſi excede la ſomme de 50. liures, ſauf és cas reſerués: [18] & eſtant faicte apres l'apprehenſion de la choſe donnee, leguee, ou conſtituee, quoy que onereuſe, le donataire ne la peut repudier, ni s'en deſmettre, ſi l'a purement acceptee, [19] ni le donateur la reuoquer, ſans cauſe d'ingratitude, ou naiſſance d'enfans: [20] neantmoins eſtant reuoquee, toutes charges, ſeruitudes, & hypotheques creees & impoſees, & alienations des choſes donnees faictes par le donataire, puis la donation, iuſques à ladicte naiſſance demeurant eſteinctes, [21] comme des biens donnés, que retournent au pere donateur, quand le fils donataire luy predecede ſans enfans. [22]

N O T AE.

11 EQuibus in l. 2. l. iuriſgentium. ff de pact. & pariunt obligationem contractus tam nominati, quàm innominati, cum cauſa facti & per modũ ſtipulationis, dummodo contrahentes ſe inuicem intelligant, & incontinenti pacta ſubſecuta ſint: nam ſi ex interuallo nulla ſunt, nec inde naſcitur actio, d. l. iuriſgentium §. ſed cum nulla, §. quinimò, parit nimirum *pactum nudum* exceptionem licèt non pariat obligationem, d. §. ſed cum nulla, naſcitú que actio certi, vel ex ſtipulatu, ex vtriuſque contrahentium ſtipulatione, § 1. de verb obl inſt. Quæ quidem actiones quondam apud Romanos ita in vſu fuêre, vt qui cadebat à ſyllaba, cadebat à cauſa, ſingulis nominibus appellatæ, quib. in ſcholis vtimur, non in foro: conuentiones nimirum tacitæ valent in vrbanis habitationibus locandis, quibus inuecta & illata ſunt locatori pignori obligata, l. 4. cod. l. certi iuris, C. de locat. §. item Seruiana, inſtit. abſque vlla ſtipulatione. Et eſt conuentio legitima quæ confirmatur à legẽ, tam ad perducendam, quàm ad tollendam actionem, l. legitima. & ibi notat. ff. de pact. tum etiam publica conuentio quæ fit per principem, l. conuentionum, ff. eod. at omnes contractus iuriſgentium eſſe dicuntur, præter quatuor, verborum & literarum obligationem, ſponſalitiam largitatem,
12 & contractum emphyteuticum, gloſſ. in d. l. legitima & ibi notat. Licet per nuntium per epiſtolam, vel re conuentio valeat, l. 2 ff. de pact. re quidem, vt in l. 1. ff. de negg. geſt. vnde naſcitur actio negot. geſtor. de qua paſſim toto eod. tit. aliàs enim non obligatur, rem ſuo tantùm nomine geſtam ignorans, l. certi condictio, §. ſymmachus, ff. ſi cert. pet. niſi abſens ſciens conſenſerit, vel ratum habuerit, l. ſi

pupilli,

pupilli, §. ſed ſi quis in fin. §. item quæritur, ff. de negot. geſt. non quid. m errore ductus, quia non videtur conſentire, præſertim qui erat in facto alieno, cuius ignoratio probabilis eſt. [3] Abſque procuratione, vel vt falſus procurator: ſin autem tacitè vel expreſsè reuocatus, tam in negotijs agendis, vel contrahendis, quàm in cauſis forenſib. Maſuerius tit. de procurat. licet generaliter inſtitutus in his quæ requirunt ſpeciale mandatum, cap. qui generaliter, de procurat. in 6. [4] *Qui ne procede en qualité d'agent, ſeruiteur, facteur, ou mandataire, ny en autre maniere que ce ſoit, dont il ayt droict & cauſe de luy:* nam conſenſu etiam inter abſentes naſcitur obligatio, in emptione, & venditione, locatione, conductione, ſocietate, mandato, quibus neque ſcriptura, nec omnimodo præſentia opus eſt, nec dari quicquam neceſſe eſt: ſed ſufficit eos, qui negotia gerunt, conſentire §. vnic. de obligat. quæ ex conſenſ. inſtit. l. quædam mulier, in fin. ff. de rei vendic. ſi vtrque contractus vltrò citróque obligatorij, l. Labeo, ff. de verb. & rerum ſignificat. l. 2. circa fin. ff. ſi cert. pet. & hi propriè contractus nominantur, in gloſſ. §. ſequens, in verb. contractus, de obligat. inſtitut. impropriè, cùm ex vna parte tantùm quis obligatur: vt in mutuo, quo is qui mutuas accipit pecunias tantùm obligetur, non qui dat: nimirum ex vtroque latere claudicat huiuſmodi contractus, ſi vtriuſque conſenſus nō interuenerit, licèt mutuò detur abſentis pecunia: cùm res noſtra ſine facto noſtro ad aliū transferri nequeat, nec abſens ignorans & inuitus obligatur, cuius ſuppoſito nomine numeratur. [5] *De tant que les Notaires en France ne doibuent receuoir aucuns contracts, ſi ne cognoiſſent les parties & teſmoins. Louys XII. 1498. art. 65. & 1507 art. 246. François I. chap. 19. art. 7. & ſont tenus les leur faire ſigner ſi ſçauent, ou en faire mention. Henry II. 1554. Charles IX. 1560. art. 84. 1572. Henry III. 1578. art. 165. apres les auoir redigés par eſcript & leus en leur preſence. François I. 1535. chap. 19. artic. 4. Auſquels Notaires n'eſt auſſi permis y mettre aucune choſe que ne ſoit dictee par les parties en preſence d'icelles teſmoins. François I. 1535. chap. 19. art. 3. & 1543. 1544. & par ainſi venants à ſtipuler pour vn abſent, doibuent eſtre certains de ſa volonté pour euiter ſuppoſition: l'erreur & malice deſquels ne peut valider les actes, que ſont de ſoy innallables, quoy que communement les Notaires ſtipulent pour les abſents és actes eſquels leur preſence n'eſt neceſſaire: comme pour les donataires, és donations deſquelles parle Maynard au chap. 48. du 7. liur. de ſes queſtions.* [6] Ex contractu mutui, qui obligat tantum accipientem: vnde qui abſentis nomine mutuò pecuniam acceperit, vel ſuā numerauerit, videtur potiùs proprium negotium gerere, quàm alienum, maximè ſi lucri cauſa fecerit, l. ſi pupilli, §. ſed ſi quis, ff. de negot. geſt. niſi ex eo abſens factus ſit locupletior, vel procuratorio nomine, & eius contemplatione, ad eius creditum, vel pignus liberandum, d. l. ſi pupilli, §. 1. §. ſed ſi quis, ff. de negot. geſt. ſi tamen abſens poſtea ratum habuerit, vel pecunia in rem eius verſa ſit, tunc abſens obligatur, d. l. ſi pupilli, § item quæritur, ff. eod. & toto tit. ff. de in rem verſ. [7] *Inſtrumentee*, cùm nuda pollicitatio neminem obliget, præſertim ſine cauſa facta, l. 1. ff. de pollicit. neque per epiſtolam, l. Charidemus, ff. eod. n. ſi ob cauſam fiat, vel inde promiſſum opus ſuſceperit, quod promiſſor ſuſcipere tenetur, vel per modum ſtipulationis huiuſmodi pollicitatio in pactum redacta ſit, d. l. 1. & tertia, ff. eod. *En laquelle ores le Notaire, ou autre ſtipule pour l'abſent, comme en la donation, ſoit que l'on promette pour luy ſans charge, la promeſſe ſe face en ſa fa-*

neur,n'oblige l'abſent, iuſques à ce que l'a acceptée,ou ratifié le contract apres qu'il eſt venu
8 *à ſa notice.* [8] Hinc edere nomina,eſt debita transferre l.Iulianus. ff. de pet. hæred. *Lequel tranſport ne ſe peut faire de choſe lunguesſe, & non liquide, ſinon du droict acquis. Maynard chap.21.du 8.liu.de ſes queſt. que l'abſent n'eſt auſſi tenu accepter,* & ceſſio cuiuſque rei,tranſlatio dicitur, *laquelle ſe faict en toute maniere d'alienation*, in qua nemo plus iuris in alium transferre poteſt, quàm ipſe habet: *dont la choſe cedée ſemble auoir le meſme hazard és mains du ceſſionaire,que du cedant,ſuiuant la nature du tranſport: lequel toutes fois le cedant doibt faire valoir, quand il eſt faict pour cauſe remuneratoire: comme de vente,ou eſchange*, vbi in limine contractus patet euictio. *D'où s'enſuit que le tranſport faict par le debteur à ſon creancier abſent, n'acquitte le debte, iuſques à ce que le creancier l'a accepté,& eſt notifié au debteur de ſon debiteur:en defaut duquel, faicte diſcuſſion ſur ſes biens il peut recourir contre ſon principal, qui demeure touſiours obligé luy faire valoir la ſucceſſion,iuſqu'à l'effectuel & entier payement de ſon debte.* [9] Alienatio quidem omnem complectitur rerum tranſlationem, nempe vſusfructus, dationem, hypothecam, pignoris nexum, ſeruitutis impoſitionem, emphyteuſis contractum ex Iuſtiniani Conſtitutione,in l.fin.C.de rebus alien.non alien.tum venditionem,donationem,& permutationem, eiuſdem nouell. 7. necnon tranſlationem l.non ſolum C de præd. min.éſtque voluntaria ſeu conuentionalis, vel neceſſaria ex Pauli Reſp. in l. 1.ff.de fund.dot. Voluntaria,quæ conuentione fit,nec intelligitur ſine acquiſitione,vt ſi quis hæreditatem omiſerit,l. alienationis,ff de verb.& rer.ſignific. Nec alienatum propriè dicitur,quod adhuc in dominio venditoris manet,venditum tamen rectè dicitur,l. alienatum ff. eod. vnde Feſtus lib. 1.quod factum eſt alienum, dicitur alienatum, hinc alienaſſe intelligitur, qui rem alienam vendidit ex Pauli Reſponſ.in l.ex hac autem,§. alienare, ff de alienat iudic.mutand.cauſ.fact nec non Seneca lib 5.de benefic. cap. 10. alienationem rei ſuæ, iuriſque ſui in aliam tranſlationem definit: quæ quidem tranſlatio fieri nequit inſcio & abſente domino, cùm id quod noſtrum eſt, ſine facto noſtro in alium transferri non poſſit, & ſi transferatur, non valet huiuſmodi
10 tranſlatio, donec ratum habuerimus. [10] Emptio nimirum fieri dicitur rerum omnium, quæ in patrimonio noſtro ſunt: ſicut permutatio, in cuius locum emptio ſubrogata eſt,l.1.ff.de contrah empt. quæ ſicut emphyteuſis, quæ eſt locatio perpetua vtilis infert dominij tranſlationem, quam non abſentem de rebus abſentis eo inſcio contrahere licet,eóque inuito, vel ſine eius mandato: nec inde valet huiuſmodi contractus ſaltem remuneratorius, & vtrinque obligatorius ſine poſteriori ratihabitione,inter quos etiam connumeratur ſocietas,l.conſenſu,ff eod.idémque de commodato,ſicut de mutuo, & aliis quibuſcunque córactibus tam nominatis,quàm innominatis,qui ex conuentione, ex pactum ſtipulatione legem accipiunt, quibus vtriuſque conſenſus requiritur. Et dicuntur conuentionales ſtipulationis, quæ ex conuentione reorum fiunt, quarum totidem genera ſunt,quot penè dixerim rerum contrahendarum,nam & ipſæ ad verborum obligationem accedunt, & prodeunt ex contracto, ſeu conuento ne-
11 gotio, l.ſtipulationum aliæ,§. conuentionales, ff. de verb.obl. [11] Vt in l. filiæ, C.fam erciſc.l.quæ pater filio, ff. eod.l.ſi quis à liberis, §. ſi mater, ff. de liber.
12 agnoſc.l.Neſennius,ff.de neg.geſt.l.vnic.de peric.ſucceſſ.parent. lib. 10 C.[12] In rem quidem abſentis domini verſum intelligitur,quicquid neceſſariò & vtiliter in rem eius impenſum eſt: vt ſi quis mutuatus pecuniam eius debita ſoluerit,

ruentia,

ruentia ædificia fulserit, aut familiæ frumentum emerit, l. 3. § 1. ff. de in rem verſ. § prætereà, verſ. in rem, quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt negot. geſt. eſſe dicet. non quod fit voluptatis cauſa ſine mandato in rem domini verſum non videtur, quia nec procurator hoc imputat, d. l. 3. §. ſed ſi mutua, ff. de in rẽ verſ & regulariter dicimus toties de in rem verſo eſſe actionem, quoties procurator mãdati, vel qui negotium geſſit, negotiorum geſtorum habet actionem, quotiéſque aliquid ſeruus ita conſumpſit, vt rem meliorem dominus, aut non deteriorem habuerit, d. l. 3. §. proinde, ff. negot. geſt. cuius probatio agenti incumbit, §. cæterum, quod cum eo qui in alien. poteſt. eſt negot. geſt. eſſe dicet Inſtitut. [13] Tunc enim abſens æquè obligatur tam propter eius mandatum, quàm ratificationem ex contractu ſuo nomine facto, ſine vllo diſcrimine quod ad rei conſecutionem. *Maynard ch. 33. du 3. liu. de ſes queſt.* & fit retroactio ratificationis ad contractum in eius præiudicium qui contraxit, non aliorum: & tantum valet ſubſequens ratihabitio, quàm præcedens mandatum ante finitum iudicium, l. fin. C. ad Maced. c. Ratihabitio, ibidem Dynus, de reg. iur. in 6. nec valet abſque mandato contractus abſentis, licet alio in eius iacturam, vel eo inſcio ſtipulante, niſi poſtea expreſsè vel tacitè ratum habuerit: vt ſi abſens ſoluat penſionem rei ſuo nomine locatæ vel conductæ, aut in emphyteuſim conceptæ, cuius ſolutione fit tacita præcedentis contractus ratificatio, l. 2. C. de iur. emphyt. Cynus & Baldus in l. 2. C. de dot. promiſ. *& confirme la ratification de l'abſent, le contract precedent, tel qu'il eſt de ſa nature, tout ainſi que s'il eſtoit en ſa preſence, & tout autant que ſi la ratification eſtoit geminee, la reiteration de laquelle luy donne plus de force & obligation que la premiere*; nam qui bis idem promittit, non amplius quàm ſemel tenetur, l. qui bis, ff. de verb. obl. quæ quidem ratificationes ex facto procedunt, & ad eundem regrediuntur. Acc. in l. certum, C. famil. erciſc. *dont Maynard au chap. 57. du 3. liu. de ſes queſt. repreſente la vente d'vne maiſon & quelques terres auec la rente du 22. ſeſtiers de bled, faicte par Iean de Leſcot, ſieur de Cauan à certain habitant de Toloſe au lieu de Pompignan pour le prix de trois mil liures: de laquelle l'achepteur n'ayant trouué audict fief que huict ſeſtiers de bled de rente annuelle, auroit actionné ledict ſieur vendeur à luy parfaire la rente de 14. ſeſtiers que luy manquoyent pour accomplir les 22. ſeſtiers de la rente à luy vendue, puis laquelle inſtance le vendeur auroit pluſieurs fois offert à l'achepteur tant de parolle, que par acte de Notaire luy deſalquer ſur & tãt moins de prix, ce à quoy pouuoyẽt reuenir les 14. ſeſtiers de bled de rente, à proportion de ce qu'en auoit payée ce que l'acquereur ne voulant accepter, ledit de Leſcot auroit donné requeſte à ces fins, & ſur les meſmes inſtances faictes par l'achapteur, obtenu lettres royaux en reſciſion dudict contract fondé ſur lezion d'outre moitié de iuſte prix & minorité, leſquelles par iugement deſdites requeſtes apres confirmé par Arreſt, auroit eſté admis à preuuer & verifier. Où l'on voit comme le contract reſciſoire peut eſtre reſcindé apres vne ou pluſieurs ratifications en ce faict reiterez és offices du vendeur.* [14] *Comme eſt doctement & au long amplement repreſenté par ledict Maynard au chap. 56. du 4. liu. de ſes queſt. ſur l'arreſt general du 13. Septembre 1586 prononcé par ce grãd & celebre perſonnage Monſeigneur le premier Preſident Durant, entre Iean Naues maiſtre ferrurier de Toloſe, Catherine Bonne ſa femme, & Guillaume Aguillier Procureur en la Cour, par lequel l'hypotheque de l'augment eſt reſeruee à la femme pour en pourſuiure le payement ſur les biens du mari d'icelle au profit dudict Aguillier pour le debte d'iceluy mari, où il viendroit à proceder à ſaiſir ladite femme, ores la dot euſt eſté conſtituee en autre fonds auec l'augment conſtituer à proportion de la valeur dudict fonds, à ce que ſeroit eſtimé.* [15] Nam

15 re alterius nomine vendita, qui ratam emptionẽ debet habere, eo poſt menſem ratum habente, ab eo tempore, quo ratum habuit, retractui locum eſſe dicendum eſt, arg. l. ſi pupilli, § idem ait, ff. de negot. geſt. Accur. in l. ſi pecuniam, in verb. actionem, circa fin. ibique Baldus & Salycetus, C. eod. tit. *Par arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du 1. Auril auant Paſques, fuſt declaré la vente n'eſtre parfaicte & irreuocable que du iour du conſentement & ratification de la femme, par ce qu'elle eſt tant ſeulement cenſée de ce iour. Carondas ch. 76. du 2. liu. de ſes Reſp. & ch. 35. du liu. 7. où il remarque pluſieurs raiſons & arreſts citez par ledict Maynard apres Tiraqueau, & l'augmentation du recueil de Papon au ch. 33. du 7. liu. de ſes queſt.* Si ex mãdato à tẽpore contractus, vt notat Robertus in c. 17. lib. 3. ver. iudic. *Chopin ſur le Couſtumes d'Anjou liu. 3. tit. 5. nomb. 2. Maynard chap. 34. du ſeptieſme liu. de ſes queſt. où ſont remarquez deux arreſts, l'vn du Parlement de Paris du 1. Iuin 1585. l'autre du Parlement de Tholoſe du mois de Mars 1555. dont l'hypotheque eſt priſe par ledict Maynard d'vne vente contractée par le mary, comme procureur de ſa femme, & en vertu de ſa procuration inſeree en l'acte par elle long temps apres ratifié, duquel la preſcription du retrayant auroit commencé, non de la ratification.* [16] *Maynard audict chap. 33. du 7. liu. de ſes queſt.*
16 *monſtre n'eſtre en ce cas eſtimee pure la vente faicte par le mari iuſques apres le conſentement de la femme.* [17] *Maynard chap. 18. du 6. liu. de ſes queſt.* [18] Donatio quidem non
17 inducit ciuilem obligationem ex parte donatarij, l. obligationum ſubſtantia, ff.
18 de act. & obl. niſi naturalem ad antidora. Ibidem Acc. in verb. obligor, & l. ſed etſi lege, §. conſuluit, ff. de petit. hæred. & ſolus donator ad rei donatæ præſtationem obligatur, quam donec abſens donatarius acceptauerit, in pendenti eſt, quo ad eius executionem, nec ſufficit eam acceptare, niſi inſinuetur: *& eſtant faicte en abſence du donataire, le Notaire ſtipulant pour luy abſent, ne ſort à effect, n'vne commence l'entrer en ſa force, que du temps qu'elle eſt acceptee & inſinuee. Ordon. du Roy François I. 1539. art. 132. 133. pourueu que l'acceptation ſe face du viuant & en preſence du donateur par acte public en preſence du Notaire & teſmoins. Ordon. du Roy Henry II. 1549. à Fontainebleau, art. 3. ou par Procureur ſpecialement fondé par le donataire en preſence du donateur, ou ſon procureur, auſſi ſpecialement fondé. Autre Ordonn. du Roy François I. du 7. Mars, donné à Noyon audict an 1539. Maynard chap 84. du 6. liu. de ſes queſt. & doit eſtre la donation inſinuee, ſi n'excede la ſomme de 50. liures. Henry II. 1553. art. 1. dans quatre mois apres, quoy qu'elle reſulte par teſtament. Arreſt du Parlement de Paris du 12. May 1582. donné en Audience, remarqué par le Guenois en la Conference des Ordonn. liu. 8. tit. 2. art. 135. de l'ordonn. du Roy François I. nomb. 3. où eſt remarqué que la rigueur des quatre mois n'eſt entendue que pour les creanciers, non contre la femme qui eſt en puiſſance de mary, laquelle ne peut agir: & vn peu apres, comme la femme peut eſtre releuee par lettres du defaut d'inſinuation, & cite vn Arreſt du 15. Iuillet, 1586. donné entre Martin Germain mary de Guillemette Martin, tuteur de Ieanne Martine, & Damoiſelle Perrine Bouchet vefue à feu Iean Martin, & autre Arreſt du 6. Mars 1574. Carondas chapitre 82. du liu. 3. chapitre 26. du liu. 7. de ſes Reſp. & ſont les mineurs facilement releuez du defaut d'inſinuation & d'acceptation. Ainſi iugé par arreſt du Parlement de Paris du 20. Auril 1575. & 9. Ianuier 1576. donné en Audience pour les enfans du ſecond lict de Chriſtofle Dalencourt. Carondas chapitre 47. du ſixieſme liure de ſes Reſp. pourueu que les cauſes du relief ſoyent pertinentes, que n'offencent autruy, & profitent à l'impetrant*, vt in l. reſcripta, C. de precib. Imper. offer. *Arreſt du Parlement*

lement de Paris du ſixieſme Mars 1574. remarqué en la ſuſdicte ordonn. numb. 4. & monſtre ledict Maynard au chapitre 85. du ſeptieſme liure de ſes queſt. la donation faicte à vn petit enfant que ne ſçait parler, ne pouuoir eſtre debatue a faute d'acceptation, parce qu'à ceſt aage il ne peut non plus agir. Dont les moindres en ſont relenez au Parlement de Tholoſe par minorité: par edict du Roy Henry II. donné à Villers Coterets l'an 1548. au mois de Iuin furent reſernez les contracts paſſez en la ville, Preuoſté & Viſcomté de Paris & declarez non ſubiects à inſinuation: comme ne ſont les conſtitutions dotales, ny les augments & douaires couſtumiers en toutes les autres parties du Royaume, par le meſme l'an 1553. article troiſieſme, ſinon les choſes, en vertu deſquelles on pretend droict de ſeigneurie, proprieté, hypotheque & realité. Maynard chapitre 47. du ſixieſme liure de ſes queſt. Ny n'eſt ſeulement valable la donation faicte à l'abſent apres l'auoir acceptee & inſinuee és cas de l'ordonnance, ains auſſi eſtant faicte en preſence du donataire, & par luy acceptee, à la charge qu'apres ſon decez, les biens donnés, ou partie d'iceux appartiendra à vn abſent nommé par le donateur, ſans que en defaut d'acceptation auant le temps & la condition de l'abſent aduenue, elle puiſſe eſtre debattue contre l'abſent, meſmes par les ſucceſſeurs abinteſtat. Maynard chapitre 49. du ſixieſme liure de ſes queſt. [19] L'heritier qui accepte & s'introduict en l'heredité, eſt tenu de toutes les charges, quoy que les biens hereditaires ne ſuffiſent, ſi ne la prend auec benefice d'inuentaire, qu'il doit faire bon & loyal, par perſonne publique, appellez les creanciers, & autres qui y ont intereſt, s'il veut empeſcher la confuſion de ſes biens auec ceux de l'heredité, & pour ſe faire allouer pour ſes propres debtes ſur icelle, eſquels le defunct luy eſt obligé, enſemble pour les debtes cedez par les autres creanciers hereditaires, ſelon l'ordre de leurs hypotheques, apres leſquels viennent les dommages & intereſts en la Cour de Parlement de Tholoſe. Maynard chapitre 72. du liure ſeptieſme, & 79. du huictieſme de ſeſdictes queſt. Le meſme peut eſtre dict des donataires, ou legatures vniuerſels, ſelon la couſtume de Paris, conformement à la loy des 12. tables conceuë en ces termes, Paterfamilias vti rei ſuæ legaſſit, ita ius eſto. Ex Sexto Pompeio l. 120 de verb ſignif. Legare denique eſt xuiris teſtari, quia xuirali hoc iure fas eſt legatis exhaurire patrimonium, ſiue pecuniam, vt rectè ſentit Tribonianus in §. primo de leg. Falc. & hæc ex legibus Solonis, l. verbis legis, ff. de verb. ſignif. eadem denotari videntur ex Pomponij Reſp. cùm dixerit hac l. 12. tabul. latiſſimam tributam eſſe poteſtatem, heredes inſtituendi legata, & libertates dandi, tutores quoque conſtituendi, ſed interpretatione coangustatum eſt, vel legum authoritate, vel iure conſtituentium. Quæ ſint leges xuirales oſtendit Theodorus Marſilius ex probis authoribus in præfatione ſuæ interpretationis legum 12. tabul. par leſquelles le legataire tenoit lieu d'heritier; necnon tenetur donatarius omnium bonorum ad omnia onera hereditaria. Guido Pap. quæſt. 105. Maynard chapitre dixieſme du ſixieſme liure de ſes queſt. où il remarque vn arreſt du ſixieſme May 1571. donné au rapport du ſieur Dufour lors Conſeiller en la Cour de Parlement de Tholoſe, par lequel le donataire fuſt condamné à toutes charges hereditaires, reddition de comptes & preſtation de reliqua de l'adminiſtration de ſon autheur. Ce que n'eſt entendu és donations particulieres & fideicommis, ſi les charges n'y ſont exprimees: nam ex qua perſona quis lucrum capit, eius factum præſtare debet, l. æris alieni, C. de donat. Mayn ch. 93. du 2. liu. de ſes queſt. Arreſt du Parlement de Tholoſe donné entre les Ricardis au rapport du ſieur de Donouille du dernier Iuillet 1588. par lequel fuſt iugé la donation de la moitié des biens preſens & aduenir auec moitié des charges, ne charger tant ſeulemẽt le donataire au payement des debtes

1.9

creez

creez lors d'icelle donation, mais aussi des legitimes & frais funeraux pour leurs parts & quotes, & debtes apres contractés par les donateurs & sont restraintes & payees les legitimes à
20 *proportion des acquisitions.* [20] *Donation reuocable pour cause d'ingratitude*, l. pen. & fin C de reuoc. donat. c fin. e. de don. *Et y doit auoir trois choses concurrentes pour la validité de l'exheredation du pere au fils, que la cause soit semblable, ou si atroce, que l'vne des inserees és nouuelles, que soyent couchees au testamẽt, & apres verifiees & preuuees par l'heritier testamentaire. Mayn. ch. 10. du 8. liu. de ses quest. ni n'est empeschee la reuocation, ores le donataire soit en possession la chose donnee, & la donation soit pure. Le mesmes au ch. 12. du 4. liu. de ses qu. où la donation est aussi reuoquee par naissance d'enfans, à cause de mort par suruiuance d'enfans: le mesmes ch 32. du 8. liu. de ses qu. & par naissance, ores que en faueur de mariage, & suiuant les conuentions matrimoniales, le mesmes ch. 57. du 6. liu. de ses qu. non toutesfois en constitution dotale par ceux qui en sont tenus que pour cause d'inofficiosité, deduites les legitimes des enfans qu'apres viennent à naistre. Le mesme chap. 13. du 4. liu. de ses quest. & en la legitimation des bastards par subsequent mariage. Arrest general de la veille S. Croix 1564. du Parlement de Tholose prononcé par le feu sieur President du Dufour cité au mesme chap. que dessus: car autrement la donation en faueur des bastards adulterins & incestueux ne pourroit subsister, que de la troisiesme ou quatriesme des biens de solu ou solue selon Bacquet au liu. des droicts du domaine, & plus à plain au traitté du droict de bastard. Et sont les donations faictes de paillard à l'adultere adiugez au fisc. Maynard ch. 14. du 3. liu. de ses quest. ensemble sont esteintes si les donataires meurent sans les accepter: le mesme ch. 84. du 7. liu. de ses quest autrement la donation parfaicte & accomplie ne peut estre reuoquee sans le consentement du donataire. Maynard chap. 74. du 6 liu. de ses quest. ni pareillement si est faicte pour cause remuneratoire par naissance d'enfans. Maynard ch. 61. du 6. liu. de ses quest. & est entretenue à mesure des merites, au surplus reuoquee, le mesmes chap. 12. du 4. liu. de ses quest. ny n'ont lieu lesdites reuocations en faueur des enfans bastards legitimés, sinon par subsequent mariage: le mesmes au ch. 13. du 4. liu. de sesdites quest. & où la donation ne seroit reuoquee par le pere, le peut estre par le fils suruenant apres icelle. Arrest du Parlement de Paris du 13. May 1559. cité par Carondas au chap. 19. du 9. liu. de ses Resp. du mois de Ianuier 1579 allegué par ledict Maynard au ch. 59. du 6. liu. de ses quest. auec les raisons & authorités sur ce apportees pour monstrer ce droict de reuocation estre transmissible aux heritiers, nõobstant les renonciations faictes par le donateur, lesquelles ny doyuent reussir au dommage de ses enfans: ainsi iugé par le Senat de Milan.* ex Iulio Claro. §. donatio, quæst. 22. num. 4. *au Parlement de Paris par arrest du 6 Mars 1563. pour le fils d'vn nommé Seneschal, remarqué par Carondas au lieu susdict, & au Parlement de Tholose comme remarque ledict*
21 *Maynard au ch. 58. du 6. liu. de ses quest.* [21] *Maynard cha. 60. du 6. liu. de ses quest. où il remarque vn arrest donné au rapport du sieur de Gillebert luy opinant l'an 1579. par lequel les biens retournez au donateur par naissance d'enfans furent deschargez des hypotheques & alienations faictes & imposees par le donataire apres ladite donation, auant la naissance des enfans, qu'estoit vingt ans apres ladite dona-*
22 *tion.* [22] *Le mesmes chap. 92. & 93. du 2. liu. de sesdictes quest.*

ACQVI

ACQVISITIONS,

COVSTVME IV.

Quand les enfans non emancipés du viuant du pere, ont apres ſon deces recueilli ſon heritage, toutes les acquiſitions, contracts, & obligations par eux, ou l'vn d'iceux faictes des moyens & pour raiſon de l'heredité, & tant les pertes que profits en prouenans, viennent en commun à tous les freres ſelon la diuiſion, ſi l'heritage n'a eſté partagé par le pere entre ſes enfans auant ſon decez, & faut preſumer que les acquiſitions par eux ou l'vn d'iceux faictes, procedent des biens paternels, ſi n'appert du contraire.

CHAPITRE IV.

L'Heredité indiuiſe du pere defunct repreſenté par ſes enfans, [1] ſes hoirs vniuerſels, [2] & ſucceſſeurs legitimes, ou teſtamentaires, [3] qui ne font que vne meſme famille & vn ſeul corps hereditaire, & continuent la meſme communauté & fraternité en laquelle ils viuoyent auparauant, [4] ſemble demeurer en ſon premier eſtat, [5] juſqu'apres le partage & diuiſion d'icelle, [6] que chaſque partie fait ſon entier, ſoit que la diuiſion ſe face en corps hereditaires, ou par licitation & retour d'argent: [7] dont l'acquiſition faicte par l'vn des freres des deniers de l'heredité, ſemble auſſi bien appartenir à l'heredité, [8] que l'acquiſition faicte par le fils de famille des moyens & en contemplation du pere, appartient au pere, [9] non toutesfois que la choſe acquiſe ſe conſolide au corps de l'heredité, ſi les freres n'ont contracté ſocieté vniuerſelle de tous leurs biens, [10] & l'acquiſition n'a eſté faicte pour & au nom de l'heredité, ayans autre patrimoine: [11] de tant que la ſucceſſion ny l'actuelle apprehention de l'heritage ne les lie & aſſocie ſi eſtroictement que le lien de l'obligation ciuile ioincte à la naturelle, & la confuſion de leurs propres entre eux volontairemẽt contractee & conuenue auec l'heredité paternelle, ſoit ſans aucune reſerue: ny peuuẽt les freres vendiquer le fonds ny ne la choſe par vn d'iceux acquiſe à vn nom propre des deniers communs de l'heredité,

ſinõ repeter leur part de l'argẽt employé à ladite acquiſitiõ,[12] auec les intereſts puis le iour de l'employ,[13] que l'acquereur eſt tenu rapporter ou cõferer lors du partage au blot de l'heredité,& cõtribuer aux frais, pertes & dommages auec les aũtres,comme il participe aux profits & commodités.[14] Dont le ſens & vſage de ceſte couſtume,ores que cõforme au droict Romain, ſemble eſtre problematique, en ce que par icelle tous les contracts obligations & acquiſitions faictes par chaſcun des freres coheritiers, ſont cenſees appartenir au commun de l'heredité, enſemble les pertes & profits en prouenans, concernants les actes & negoces faicts pour & au nom d'icelle, non des negotiants & contractans,[15] meſmes és choſes que ne regardent l'heritage:comme ſeroit en la ſocieté d'vne ſeule & particuliere negotiation, hors laquelle chaſcun des freres aſſociés peut negotier & contracter ſans incommoder la compagnie: & meſmes les freres induſtrieux diſpoſent de leur gain peculier, & de ſes propres, que n'ont rien de commun auec l'heredité paternelle,[16] ſeule indiuiſe, & cõmune entre les freres,apres le decez du pere,[17] pendant la vie duquel les enfans de famille ne poſſedent aucuns biens paternels, ny ne diſpoſent de leurs propres,que tant ſeulement de leur gain & pecule militaire, deſquels le pere a l'vſufruict & adminiſtration,ou l'ayeul en defaut du pere,tãt que les a en ſa puiſſance.[18] Apres le decez duquel n'eſtans tenus demeurer en communauté & famille paternelle non plus que les emancipés, meſmes ceux qui ſont d'aage competant & de la qualité requiſe pour manier & negotier leurs affaires,en peuuent demander le partage deuant le Iuge ordinaire du lieu, où les biens ſont aſſis,[19] ſi n'eſt eſt faict le departement du viuant & conſentement du pere,[20] ou le pere meſme ne la faict en ſa derniere volonté,[21] ou confirmé celuy qu'auroit eſté faict auparauant par luy, ou ſesdicts enfans,lequel partage ne ſeroit beſoin reiterer apres ſon decez,ſinon partager le ſurplus de ce que reſte à diuiſer de l'heredité,[22] extraicts les debtes & charges de toute la maſſe hereditaire, ſi par expres le teſtateur ne les a departies entre ſes enfans,[23] leſquels ſi ſont en bas aage lors de ſon decez,ne peuuent negotier,ne contracter à leur preiudice,ny veire s'obliger,quoy qu'ils obligent leurs cõtractans ſans authorité de tuteur ou curateur,s'ils ne profitent.[24] Et en peuuent eſtre releuez & remis au premier eſtat par lettres royaux dans la trẽtecinquieſme annee de leur age,nõ autres,[25] ſoit que leur mere,leur oncle, frere aiſné maieur de 25. ans,ou autres perſonnes eſtrangeres ayẽt adminiſtré,[26] par leſquels meſmes le fonds hereditaire ne peut eſtre diſtraict ne aliené

ſans

ſans decret & permiſſiõ de Iuſtice, non plus que le patrimoine de l'Egliſe, *que vtitur iure minorum*: [27] dont les adminiſtrateurs n'ont que l'vſufruict, pour l'employer ſuiuant les ſaincts decrets & conſtitutions Eccleſiaſtiques, non pour en abuſer. [28] Et neantmoins ceux qui adminiſtrẽt les biens des moindres, doiuent procurer leur profit & auancemẽt, les faire inſtruire & exercer chaſcun en la fonctiõ à laquelle Dieu l'appelle, & les entretenir ſains & malades aux deſpens communs de l'heredité ſuiuant leurs moiẽs, & portee d'icelle, en faire bõ & loial inuẽtaire au cõmencement de leur charge. vẽdre les choſes periſſables, & employer les deniers en fons, ou les bailler à profit hõneſte en main aſſeuree, s'il en y a de reſte, les debtes payés. [29] Et ſi tous les freres ou l'vn d'iceux manie & negocie les affaires & cabal de l'heredité, le negotiateur en eſt ſeul cõptable lors de la diuiſiõ enuers ſes freres: cõme les tuteurs & curateurs enuers les moindres & pupilles à la fin de leur adminiſtratiõ, & les facteurs enuers les maiſtres de la marchãdiſe lors de la recognoiſsãce d'icelle, [30] leſquels ſi n'õt autres biẽs en main que les adminiſtrés, ny autre induſtrie que celle qu'ils exercent en ladicte adminiſtratiõ, eſt à preſumer que les acquiſitiõs par eux faictes pẽdãt icelle, prouiẽnent de la ſubſtãce des biens adminiſtrés: [31] du prix deſquelles sõt auſſi cõptables, ores la proprieté leur ſoit acquiſe, ſi ne mõſtrẽt les auoir d'ailleurs & demeurẽt obligez & hypothequez és autres heritiers pour la preſtation du reliqua, ou la part & portion de l'acquereur adminiſtrant ne ſuffiroit. [32] Et ſont allouez les frais vtiles & neceſſaires expoſez à chaſcun des freres ſelon ſa vacation ſur la communauté, [33] en laquelle les fils emancipez, enſemble les adoptez en maiſon eſtrangere du viuant du pere, ſont tenus pour eſtrangers, [34] & ceux que ſont auſſi hors la puiſſance paternelle par mort ciuile, [35] vœu de religion, [36] ou à cauſe de leur dignité: [37] de tant qu'en France les Religieux profez ſont exclus de ſucceſſiſions temporelles, enſemble leur monaſtere, & font delaiſſement des droicts patrimoniaux lors de la profeſſion aux plus proches habiles à ſucceder, ſoit par droict de retention, repreſentation, tranſmiſſion, reuerſion, ou accroiſſement, [38] ſi n'en ont ia diſposé auant ou pendant leur nouiciat ſelon les ſaincts decrets, & conformement aux loix & couſtumes de France tant generales que particulieres, comme auſſi ſont tenus pour eſtrangers par ingratitude & indignité, ou n'eſchet confiſcation de biens, pour laquelle le fiſc ſuccederoit au condamné, & pourroit en ſon lieu demander le partage, [39] non qu'il puiſſe vſer ny moleſter la communauté, pour exiger la peine du delinquant, ou l'amende qu'il a eſté condamné,

laquelle ſuit ſon autheur, ſans que les freres & aſſociez y participent ny contribuent, ſi n'ont auſſi participé au malefice,[40] ou la dãnation n'eſt intreuenue par iniuſtice manifeſte ſous fauſſe delation. Auquel cas les freres ſont tenus luy aſſiſter des biens communs de l'heredité, [41] non pour choſes illicites, deſquelles n'y a lieu de relief, ny droict de ſocieté: [42] ny ne ſont inclus en l'heritage les biens que le pere a donnez & legués par preciput & aduantage à aucuns de ſes enfans, & à eux particulierement aduenus tant de la ſubſtance paternelle, que maternelle, leſquels leur demeurent, & ne ſont tenus en faire part à leurs autres freres, ni les conferer à la maſſe hereditaire, ſi ſe contentent, & ne contreuiennent à la diſpoſition & volonté du donateur: [43] car autrement, ſoit qu'ils pretendent à la ſucceſſion paternelle, à laquelle ont renoncé, ou impugnent le teſtament d'inofficioſité, & demandent leur legitime, ne peuuent euiter la remiſe ou conference de ce qu'ils ont receu du viuant, lors & apres le decez de leurdict pere, ou mere au corps de l'heredité, pour en faire le partage, ou moins prendre. [44]

NOTÆ.

1 2 [illegible] in ſuis, ff. de lib. & poſth. [2] Cùm hæreditas in iure vniuerſo conſiſtat, l. nihil aliud, ff. de verb. & rer ſignif. quod eſt individuum, licèt res hæreditariæ ſint diuiduæ ſicut fundi ſeruientes, quorum ſeruitus eſt individua: nam licèt hæreditas vniuerſitatem & ius ſucceſſionis demõſtret, iuris quoque nomen ſit, l. 3. ff. de bonor. poſſ. & in iure conſiſtat, ſicut vſusfructus, ſeruitus, obligatio, l. 1. ff. de rei. diuiſ. interdum pro rebus ipſis & corporibus hæreditariis vſurpatur, tum etiam pro pecunia, pro hæreditate, vel familia promiſcuè ſumpta lege 12. tabul. his verbis accepta paterfamilias vti ſuper familiáve legaſſet, ita ius eſto ex Theod. Marcil. in l. 27. collectarum 12. tabul. in verb. vti legaſſit, & in verb. ſuper pecunia.

3 [3] Zazius in §. item ſi quis, inſtit. de act. vbi etiam de honoraria, quarum teſtamentaria vincit legitimam: & quandiu poteſt ex teſtamento adiri hæreditas, ab inteſtato non defertur, ex Vlpiani reſponſo in l. quandiu, & ibi not. ff. de acq. hæred. *& peut eſtre l'heritage contractuel en faueur de mariage. Maynard chap. 90. du 5. liu. de ſes queſt. fiduciaire, comme tenu en depoſt, pour le rendre à vn autre: le meſme chap. 85. du meſme liu. fideicommiſſaire, ch. 48. fructuaire, chap. 46. annomal. qui eſchet au Roy, lequel n'eſt tenu accomplir les clauſes teſtamentaires: le meſmes au cha. 20. du 7. liu. de ſes queſt.*

4 [4] Nam emancipati, & feorſum habitantes, qui alienam gerunt negotiationem, licèt cum cæteris hæredes inſtituti ſint pateritæ hæreditatis participes, iam patria poteſtate ſoluti, extra familiam eſſe dicuntur, quæ refertur ad corpõris cuiuſdam ſignificationem, l. pronuntiatio, § famil. æ ff. de verb. ſignif.

5 [5] Quia creditum eſt hæreditatem dominam eſſe, & defuncti locum obtinere, l. non minus, in fin. ff. de hæredit. inſtitut. & etiam quondam hæredes etiam familiæ nomine nuncupati, l. familiæ, ff. de verborum ſignificatione. [6] Eſt enim

partitio

partitio totius in partes distributio, vt Tullius loquitur in Partitionib. vnde hæreditatis diuisio, leg. 12. tabul. ex collectis 38. à Marsilio sic interpretata, Ercisa, vocabulo, ab Erco, ercis, desumpto, sicut à viuo, viuis, viuisco, Priscian. c. 6. lib 8. Ercisceréque familiam inter consortes, quasi finib. certis regere siue coërcere, & partiri hæreditatem ostendit. glossa veteri, Διαιρετέας οὐσίας: & quondam apud Romanos familiæ erciscundæ, nempe hæreditatis partiendæ iudicia exercebantur, pro ipsa hæreditate sumpta familia in d. l pronunciatio, §. familiæ, ff. de verb. sign. l. fi. C. e. tit fam ercisc ff. & C. herciscundæ vice dixit Apul. lib. tot. 6. Asini autei, quo interdum hæreditatis diuidendæ gratia actio datur § quædam, de act. inst. Isidorus lib. 1. Ætimol. c. 15. partitúrque fundus & ager hæreditarius in singulas partes integrales, quæ tot fundos efficiunt, arg. l. 3. ff. de offic. assess. vnde Firmian. lib. 5. c. 5. de Iustitia,

Nec signare quidem, aut partiri limite campum,
Fas erat.

Nulla materia vel pariete agrorum finibus, inter se distinctis, vt in l. fi ff. fi. regũd. licèt erciscere prisca voce diuidere significet, de qua Cicero 1. de Oratore, tanquam è verbo Græco ἐρμηνεῖν quod est intersæpere. [7] Hæreditas, inquit Tullius in 7
Topicis pecunia est, & apud Romanos hæreditas pecunia erat ex Terentij interprete apud Phormionem, actu 2. scen. 3. hinc Imperator Constantinus ad populũ rescribens, legem illam antiquam popularropinione vallatam enucleat, qua tutores præcipiebantur, aurum, argentum, gemmas, vestes, aliáque mobilia pretiosa, prædia quoque vrbana, & omnia quæ erant in ciuitate vendere, & ad nummos redigere, in l. lex quæ tutores C. de administ. tut. omnia enim quæ in patrimonio nostro sunt, etiam pecuniæ nomine continentur, l. pecuniæ nomen ff. de verb sig. vnde non minùs sunt integrales partes diuisæ per modum licitationis, quàm si facta esset diuisio in partes hæreditarias, cùm pecunia sit ipsa hæreditas, & promiscua rei matrimonialis & pecuniæ significatio, vt alibi diximus [8] *Mayn. ch. 32. nõb.* 8
7. du 7. liu. de ses quest. [9] Hac nostra consuetudine, necnon iure antiquo & nouo Ro- 9
manorum in §. quod nobis per quas pers nob. acq. Inst. l. cùm oportet, C. de bon. quæ liber. [10] Nam res empta ex communi pecunia, vel redacta ex re communi, 10
non est communis, nec est communicanda, nisi sint socij omnium bonorum, sed pecunia expetenda est, l. si patronus, ibid. Bart. Bald. & Salycet. C. commu. vtriusque iud. l. 1. C. si quis alter. vel sibi. [11] Licèt ex aliena pecunia, cùm res ex pecunia 11
mea empta, non sit mea, sed eius qui emit, vel cuius nomine empta est, ideóque vendicari non potest, l. si ea pecunia. Ibid. Bald. & Salycet. C. de rei vend. neque res empta ex pecunia dotali, est dotalis, l. ex pecunia, C. de iur. dot. ita res empta Ecclesiæ per eius administratorem, quæritur Ecclesiæ, sicut minori per eius procuratorem, l. orphano trophos, C. de Episc. & cler. l. filiæ, ff. de sol. [12] *Car ores en la societé contractuelle & vniuerselle toutes les acquisitions entrent à la communauté*, l. 1. & 2. l. si societatem, ff. pro soc. quod tamen socius emit ipsius, non commune est, licèt iudicio societatis rem cogatur communicare, l. si quis societatem, ff. eod. *en la communauté casuelle des freres qui succedent à leur pere, laquelle n'est si estroicte, & vniuerselle, que chacun d'eux ne puisse retirer quelque commodité particuliere de la masse hereditaire, sur & tant moins de ce que luy peut competer & appartenir*, l. nemo ex sociis, in 1. resp. ff pro soc. *du sceu & consentement de ses autres freres.* absque doli suspicione, *à ce qu'il tienne bon & loyal compte sur le partage de ce qu'il en aura receu & employé en achapt particu-*

lier de fonds, meubles, & cabal, pour ſa propre commodité: vnde res ex pecunia hæreditatis empta, cùm non ſit hæreditaria, nec vendicari poſſit ab hæredibus, pecunia tamen repetitur, ſicut dotalis, minoris, & Eccleſiæ ab alio quàm adminiſtrare, d. l. ex pecunia, C. de iur. dot. l. filiæ, ff de ſolut. l. orphanotrophos, C. de epiſc. & cler. niſi pecunia militis res empta ſit, quæ ſpeciali priuilegio per militem vendicari poteſt, l. ſi vt proponis, C. de rei vend. niſi res hæreditaria inuitis, vel inſciis cæteris fratribus vendita ſit, tunc enim vendicari poteſt à poſſeſſore: ſi à matre, vel marito etiam non oblato pretio, niſi poſtea huiuſmodi alienationi conſenſerint, vel proprietatem amiſerint, l. ſi mater, C. de rei vend. l. vxor. marito, ff de donat. int.

13 vir. & vxor.[13] *Sur ce Maynard au chap. 27. du 2. liu. de ſes queſt. rapporte pluſieurs cas, eſquels ne ſont deubs les intereſts, comme du preſt gratuit, & traicté de l'achapt du reuenu annuel, duquel eſt parlé en la Nouuelle 106. lequel ſi eſt exceſſif, on reduict au prix de l'Ordonnance en faict de commerce au denier quinze*, ex Molinæo in ſuo commerciorum tractatu, quæſt. 10 num 14. *Et ores les intereſts ſoyent entierement defalqués ne faict à retrancher du principal, tels que la rente volante, laquelle ne peut eſtre demandée que de cinq ans, quoy que le payement ayt plus long-temps ceſſé, & la rente ſoit racheptable & reduicte à ra ſon du denier douze, reduict en Tholoſe au denier quinze ſur le rachapt ordonné par Edict du Roy François I. à Compiegne au mois d'Octobre 1539. arreſt du 29. May 1553. ſuiuant les parentes du 14. Aouſt 1552. autres contenants ſeconde iuſſion de les publier, données à Sainct Germain en Laye le 18. Auril, 1553. Arreſt du 18. Ianuier 1558. pour Bernard Aigueſplats bourgeois, & Michel Courtois marchand contre le ſyndic du College de Perigort: ſi conſiſte en blé, comme ſe vend au temps qu'elle eſt demandée, & au cours de la monnoye courante, ſi n'appert de la ſomme pour laquelle a eſté conſtituée, par Ordonnance du Roy Charles IX. 1565. Louys XII. 1510. art. 71.* Molinæus in tract. de vſur. quæſt. 21. Ludouicus Romanus conſil. 507. *Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du mardy auant Paſques 1589. noté par le Guerois en la ſuſdicte Ordonnance de Charles IX. à la Conferance des Ordonnances tit. 7. du liu. 4. §. 38. ſans que le creancier puiſſe contraindre ſon debteur luy payer la ſomme principalle, ſinon la rente, non plus que l'achepteur ne peut contraindre le vendeur luy rendre l'argent de la piece qu'il luy a vendue à pacte de rachapt, quoy que le vendeur puiſſe rachepter quand bon luy ſemble en rembourſant le prix qu'il en a receu: tout ainſi que le rentier le prix de la rente qu'il a receu, ou ſi n'en appert au denier douze, ſelon la note precedante*, aliàs enim nec emptio, nec venditio diceretur, imò verum mutuum, in quo ſors repetitur, quoties libitum fuerit creditori. Sic placito ſummæ apud Gallos Curiæ 17. Kal. Iulij 1425. iudicatum fuiſſe, relatum eſt in penſitationis venditione paciſci non licere, vt certo tempore cùm libuerit, emptor à venditore poſſit ſortem exigere, vt refert idem Maynardus. Si pecunia credita ſit pupillaris dotalis vel fundi venditi, vſuræ quidem debentur, c. ſalubriter, c. de vſur. quæ vicem fructuum obtinent; non quidem depoſitæ, niſi depoſitarius pecunia depoſita vtatur, tunc enim tenetur ad vſuras in odium contrectationis, cum ea inuito domino vtitur, vel potius abutitur, *ayant employé & conuerty le depoz à ſes propres vſages, duquel n'auoit que la ſeule garde, pour rendre les meſmes eſpeces que luy ont eſté baillées par bordereau au meſme eſtat que les a receuës:* at quia rei ſuæ furtum non committitur, *le frere qui s'ayde des deniers communs de l'heritage pour s'achepter vne piece, ne commet larcin, pourueu que n'excede ſa part, & viennent incontinant en partage, ſinon qu'il deniaſt, ou taiſaſt les auoir pris pour en priuer ſes freres:* & tacitam habent hypothecam in fundo ex pecunia communi empto, donec diuiſa fuerit hæreditas, & quiſque

partem

partem ſuam integram habuerit. [14] *Et ne ſuffit la remiſe & conferance des biens & ſommes diſtraictes de l'heredité au preiudice de la communauté pour l'indemnité des autres deſquels le patrimoine a eſté d'autant diminué, & la maiſon appauurie & incommodée, tous enſemble repreſentans leur pere,* quorum commune non particulare dicitur patrimonium ab ipſa hæreditatis additione, *non que ceux qui ont autres biens propres & peculiers ſoyent tenus les remettre en la maſſe hereditaire, comme ſeroiēt en la ſocieté contractuelle & generale, ou vniuerſelle de tous leurs biens, auſſi diſtinguée par Carond. auec la cōmunauté entre mariés au ch. 37. du 9 liu. de ſes reſp. Et ſemble la noſtre demeurer en ſes termes, quād elle attribue les acquiſitions faictes pour & au nom & des moyēs de l'heredité à la cōmunauté.* [15] *Les contracts & negoces faicts par vn des freres coheritiers, pour & au nom de l'heredité, obligе & regarde le faict de la cōmunauté, non ceux que ſe contracteī pour vn des freres en particulier, quoy que des deniers hereditaires:* quia actus agentium non operantur vltra eorū intentionē, ſecus in prædio vendito, vel quocunque modo ab vno eorū cæteris inuitis vel ignorantib. alienato; tunc n fundus alienatus vendicari poteſt, niſi alij poſtea venditioni cōſenſerint, vel aliunde fundi proprietaté amiſerint, & tūc aduerſus emptorem nullam habent actionē, niſi de pretio aduerſus vēditorē, arg. l. vxor marit. ff. de don. inter vir. & vxor. l. ſi mater, C. de rei vēd. nec licet vnicuiq; inconſultis fratrib. quicquā ex hæreditate amouere, cū vnica ſit hæreditas, quę ex ſe non patitur diuiſionē, quādo fratres hæredes ſuccedūt in capita: nā pro ratione & numero ſtirpiū plures cenſentur hæreditates. Imbertus in Enchir. in c. ſuccedit, quando in ſtirpes & quando in capita, vbi quod omnes tangit ab omnib. debet approbari, & ſemel approbatū, amplius reprobari nō poteſt, l. receptū. ff. cōm. præd. l. per fund ff. de ſeru. ruſt. præd. Dyn. in c. quod ſemel, de reg iur. in 6. nā facilius reuocātur quæ pendent ex volūtate vnius, quā pluriū, l. quoties vtriuſq; ff. e. ſi tamen qui conſenſerunt, errauerint, vel dolo contrahētis decepti ſint, eſt quaſi nō conſenſerint, quia non videtur conſentire qui errat, nēpe in facto, l. 1. ff. de iur. & fact. ignor. acquiſitio nimirū facta per negotiatorē, tutorē, vel curatorē ex re, vel pecunia negotiationis, vel ſuæ adminiſtrationis in dubio cēſetur acquiſita domino, pupillo, min. vel Eccl. d. l. filiæ ff. de ſol. l orphanotrophos, C. de Epiſc. & cler. & tenetur ſucceſſor diſtrahentis vel contrahentis de re ab authore malè geſta, vt notat Decius in l. quod ipſis, ff. de reg. iur. vbi vitia realia in quemuis tranſmittūtur poſſeſſorē, perſonalia in vniuerſalē, nec non frater tenetur de damno in hęreditate illato in ſimplum eius facta æſtimatione, l. damn. ff. famil. erciſc. [16] *Et peut le fils vendiquer ſes propres heritages, autres que le paternel de ceux à qui le pere les a vendu: ſauf que comme heritier du pere eſt tenu rendre le prix. Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris de l'auant-veille de Pentecoſte mil cinq cents ſeptante deux. Carondas ch. 29. du 5. liu. de ſes Reſp. non ſi n'eſt heritier du pere, ſauf à l'achepteur ſon recours ſur les biens de ſon vendeur: comme auſſi les donataires, legataires, & ſucceſſeurs particuliers, ne doibuent eſtre conuenus au payement des debtes hereditaires, ſinon l'heritier vniuerſel, ni pour detraction & ſupplement de legitime, que ſubſidiairement, où les autres biens de l'heredité n'y ſuffiroyent, auquel cas tant ſeulemēt ſeroyēt tenus y contribuer, pour n'y eſtre perſonnellemēt obligés cōme l'heritier ſuppleer aux charges hereditaires.* Chopinus de Morib. Pariſ. lib. 2. tit. 5. n. 16. Boërius deciſ. 145 Ranchinus parte 3. concluſione 491. & parte 5. concluſione 7. *Maynard chap. 21. du 6. liu. de ſes queſt. & arreſts y mentionnés, ſi n'eſt legataire, ou donataire vniuerſel de tous les biēs du defunct ſans autre inſtitutiō d'heritier:* tūc n hæredis vice habetur legatarius, & tenetur ad onera hæreditaria, nec quicquā ex ea percipere poteſt,

14

15

16

poteſt,niſi deducto ære alieno.Guido Pap.qu.105.& 460. *Mayn.ch.10. du 6.liu. de ſes queſt.auſſi l'heritier peut eſtre greué en la legitime,pourueu qu'il ſoit recompẽſé d'ailleurs, pour les raiſons deduictes par ledit Mayn.au chap. 5. du meſme liu.de meſmes le mari riche peut vendre le fonds apprecié,& employer la dot en achapt d'autre fonds, ou comme bon luy ſemble,ſous l'hypotheque de ſes autres biens,ſi n'y a pacte de remploy, auquel cas la doit employer en autre fonds dotal,ou en ſubroger du ſien.Carond au ch.40.du 9.liu.de ſes reſp.Et eſt affect le remploy à la femme,& à ſes enfans en cas de repetition de dot:ledit Carond.au chap. 33.& 65.du meſme liu.& remarque au ch.37.que ores en la ſocieté contractuelle nul des aſſociés ne doiue,n'y puiſſe rien faire, diſſiper,ni aliener au preiudice de ſes compagnons. En la couſtumiere des mariez, de laquelle le mary eſt ſeigneur, & maiſtre ne viennent les propres heritages des conioincts,ſinon les meubles,acqueſts faicts pẽdant le mariage,auſquels la vefue que renonce à la communauté,ne peut auſſi rien pretendre:ainſi celuy des freres qui n'eſt que ſucceſſeur particulier,ou eſtant coheritier vniuerſel,poſſede autres biens que ceux de l'heredité paternelle,voire de la ſubſtance du pere par preciput, non ſubiects à conferance ni rapport,ne donne argument de croire & penſer que tout ce qu'il a faict, & contracte, ou negocie procede de l'heredité,ores en euſt ſeul le maniement, eſtant de l'aage & qualité requiſe,ſoit en qualité de curateur ou autrement auec bon & loyal inuentaire, & à la charge de rendre compte à la fin de ſon adminiſtration,ores y ſoit en part.*Publitius in Conſuetudines Aluerniæ, *tit.*

17 *des tuteurs,art.6.7.8.9.& 13.*[17] *Aucuns aduantages faits par le pere defunct à l'vn des freres & autres biens prouenants d'ailleurs,non conferables,ne ſont cenſez du corps hereditaire, ains de l'acquere in*l.3.§.fin.ff fam erciſc.l.Lucius §.idem reſpondit,ff.ad municip.l. fratres ff pro ſoc.*Et appartient à l'oncle paternel le bien par luy acquis des deniers de l'heredité,dont il eſt en part,faiſant particuliere negociation,*l.ſi patruus, C. com. vtriuſque Iudic iuncta l.ſi ea pecunia,C. de rei vendic. *& en defaut de mere & frere, la tutelle appartient à l'oncle paternel,*l tit.de tutor. eiuſdem Conſuet. Aluerniæ,& ibi Publi-

18 *tius,art.10.*[18] *Par la m ſme Couſt. art.2. & 13.du meſme tit.le pere eſt ſeul adminiſtrateur legitime Analogiſte, & faict les fruicts ſiens des biens propres de ſes enfans, ſi ne conuole en ſecondes nopces:auquel cas eſt tenu auant le mariage en faire inuentaire,autrement perd l'vſufruict qu'il a ſur iceux,ſans que les puiſſe aliener,la proprieté demeurant aux enfans enuers leſquels les biens des pere ſont tacitement hypothequez,pour les leurs qu'il a vendus& alienez,* l.cùm oportet,§.non autem,& ibi gloſſ C. de bon. quæ lib.ita matèr tranſiens ad ſecundas vota,ſuorum tutelam amittit,l omnem, C.ad Tert.quo caſu vterque parentum ſuſpectus habetur erga filios anteriotis matrimonij, de quo Publitius in

19 d.tit.de tutor.Conſuet Aluer.art.2.[19] Morte patris naturali vel ciuili, nempe deportatione,*comme ſont les galleres perpetuelles,* & emancipatione filij,exeunt è patria poteſtate,§ 1.& 2 §.prætereà, quib.mod.iuspat.poteſt.ſoluit.inſt.nec in communione cum fratribus ſtare cõpellẽdi ſunt,quæ parit diſcordia s.l.1.2.3.& l.arbitrũ, & l.fin.ff.fam.l.erciſc.*Ord.du Roy François II.à Fontaine-Bleau 1560. de Moulins.art. 8.où les proches parents doiuent arbitrer les partages, & y proceder: ſinon y doibt eſtre pourueu par le Iuge, ſauf que les moindres en peuuent eſtre releuez par dol,fraude, lezion,faux denombrement,& autre cauſe legitime,& y faire proceder de nouueau,*d.l.fin.Et poſſunt minores inter ſe interdum diuidere prædia,quo ad culturam prouentus fructus, & reditus non quo ad proprietatem, & ſi fuerit ſeruata æqualitas, diuiſio debet eſſe firma,l.Lucius & Titia. Ibidem Bald. ff. eod. & aliquando in diuiſione proprietatis & nominum in rebus indiuiduis ad licitationem peruenire neceſſe eſt,

10 l.nam ad licita.ff.eod.tit.[10] *Maynard au ch.68. du 8.liu.de ſes queſt. repreſente le par-*

tage

partage faict entre deux freres aiſnés, par accord & tranſaction de l'heredité paternelle, donations & aduantages qu'ils en auoyent receu de leurdit pere, ayeul, & ayeule: auquel le pere eſtoit interuenu, ſous reſeruation de l'vſufruict, pour en iouyr, comme il ſoulut auparauant le reſte de ſa vie, & autres choſes, pour les droits & legitimes de ſes autres enfans. Ce qu le pere ayant apres renoqué procez auroit eſté introduit entre ſes enfans deuant le Seneſchal de Cahors, ſiege principal de Quercy, par lequel la tranſaction auroit eſté conforme ſans preiudice des droits des puiſnez, & conſecutiuement par Arreſt du mois d'Auril 1577. donné au rapport du ſieur de Maynard: car iaçoit que par le droit Romain la tranſmiſſion d'heritage ne ſoit permiſe par contract entre vifs, l. hæreditas, C. de pact. conuent. l. pactum quod dotali, C. de dol. *les donations à cauſe de mort, inſtitutions d'heritiers, & societez coniugales ſe contractent en France és conuentions matrimoniales, & par contract de societé. Maſuer titre des aſſociations, nombre ſeptieſme & 26. Ainſi iugé au Parlement de Tholoſe.* Auſ erius quæſt. 453. nempe vt valeat, & admittatur ſolidatia hæredis inſtitutio in contractu matrimonij facta, vel ſocietatis, dummodo teliquis liberis ſuperſint iura legitima. *Bugnon liu. 1. chap. 226. liu. 5. chap. 15. & 58. des loix abrogees. Bacquet en la ſeconde partie du droit d'Aubaine, chap. 21.* præſertim apud nobiles. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. duas habens filias, num. 197. 198. 199. & 200. Boerius deciſ. 155. & 204. *& ne vaut ledit partage du viuant du pere, ſi n'y apreſté conſentement,* l. 1. & fi. C. de pact. [21] l. item Labeo, ff. famil. erciſc. l. quoties, ff. de hæred. inſtit. argum. l. planè, §. idem dicitur, ff. de leg. 1. in quotas aut viriles, ſeu hæreditarias portiones, vt in l. ſi vnus, §. ſi ex plurib ff eod. [22] Diuiſio enim à patre facta inter liberos, etiam ſine ſcriptura vim habet vltimæ voluntatis, l. ſi filia, §. ſi pater, ff. fam. erciſc. qua ſemel facta, ſi quid ſuperſit diuidendum, non iterum in partes diſtribuendum, ſed cauſa cognita, actione communi diuidundo agendum eſt, ibidem: & quæ non ſunt diuiſa in vita patris, ſunt poſt eius interitum diuidenda, l. quæ pater, ibidem Bartol. ff. famil. erciſc. Quæ quidem diuiſio à quolibet cohæredum vel ſociorum peti poteſt, l 2. §. dubitandum, l. arbitrum, ff. eod. etiam ab indigno, l. his conſequenter, §. 1. Ibidem Baldus, ff. eod. Fitque apud nos ſæpiſſimè & commodiſſimè, vt maior diuidat, minor eligat, vt apud Senecam, lib. 6. Controuerſiarum, controuerſ. 3. exemplo Abrahæ, de quo D. Auguſtinus de Ciuitate Dei cap. 8 & 20. *ſçauoir entre freres, eſtant queſtion de la diuiſion des biens paternels ou maternels. Et ſe fait par experts au ſort, ou par cartels meſmes entre eſtrangers de l'office du Iuge, comme remarque par deux Arreſts Maynard au chap. 96. du 7. liu. de ſes queſt.*[23] Nam in bonis quis tantùm cenſetur habere quæ ſuperſunt deducto ære alieno, cæteráque tam commoda, quàm incommoda in iudicio diuiſorio ſunt cõmunicanda, l. item ex diuerſo, ff. famil. erciſc.[24] *Maynard chap. 51. du liu. 3. chap. 41. du liu. 6. & chap. 32. du 7. liu. de ſes queſt. ores le moindre lez é ſoit docteur & magiſtrat: le meſmes chap. 38. du 3 liu. de ſeſdites queſtions.*[25] *Et ne ſuffit prouuer la minorité, ſi n'appert auſſi de la lezion, pour laquelle le moindre eſt reſtitué en entier. Maynard chapitre quarante deux, quarante quatre du liure troiſieſme, 32. du ſeptieſme liure de ſes queſtions. Ordonnance du Roy François I. article cent trente quatre. Maynard chapitre ſeptante ſix du ſeptieſme liure de ſeſdites queſt.*[26] *Par la Couſtume d'Auuergne article ſixieſme du titre des tuteurs, le frere aiſné maieur de vingt cinq ans du temps du decez du pere, ou ayeul eſt tuteur de ſes freres & ſœurs moindres, & en exclud la mere, quoy qu'il ait part à l'heredité paternelle, comme ſes autres freres, contre la diſpoſition du droit Romain, ſuiuant laquelle en Tholoſe au contraire la mere maieur de 25.*

21 22 23 24 25 26

ans eſt preferee à ſon fils auſſi maieur, en la tutelle de ſes autres enfans, & s'en peut emparer ſans l'authorité de iuſtice apres le decez de ſon mari, ſuiuant les Arreſts 15. & 16. adiouſtez au titre des tutelles & curatelles du recueil de Papon, ores ne ſoit tutrice teſtamentaire: & eſtant ordonnee du Iuge, n'eſt tenue renoncer au Velleian & ſecondes nopces, auſquelles venant conuoler, n'y peut eſtre continue, quoy que l'ayt auparauant acceptee, ſi elle ne veut, & ſi s'en demet, doit faire pourueoir ſes enfans du tuteurs: & en defaut de ce faire, le frere aiſné maieur doit dans le temps ordonné par le Iuge, faire la charge, s'il en eſt capable. Arreſts du 10. Iuin & 24. Iuillet 1567. remarquez par Maynard au chap 51. du 6. liu. de ſes queſt. autrement tant la mere, que à ſon defaut le frere maieur de 25. ans, peuuent eſtre conuenus en qualité de tuteurs: & ſont tenus faire inuentaire des biens communs de l'heredité, rendre compte du fait de leur adminiſtration apres la fin d'icelle, & preſter le reliqua, ſans que toutesfois la mere perde les droits qu'elle a en la ſucceſſion de ſes enfans, pour ne les auoir fait pourueoir de tuteurs auant ſe remarier. Maynard chap. 19. du ſixieſme liure de ſes queſtions. L'oncle paternel prend l'adminiſtration en defaut de pere & mere ſelon ladicte Couſtume d'Auuergne, art. 10. du tit. des tuteurs, à tous leſquels ſont preferez les teſtamentaires, & de tant que tous ſont datifs en France, meſmes les teſtamentaires, doyuent eſtre confirmez par le Iuge, ſauf le pere & la mere, vt ſ. & in l. tutelæ, C. de confirm. tut. *& doit prendre garde le Iuge & magiſtrat qui les baille, ou leur nominateur en faire leur cauſe propre, ſi le tuteur ou curateur n'eſt ſoluable, du moins en apparence lors qu'il eſt donné: car ſi apres & pendant ſon adminiſtration il deuient inſoluable, le nominateur, ni le Iuge qui l'a receu, n'en ſont tenus. Maynard chapitre cinquante ſix du ſixieſme liure de ſes queſtions ſoit il parent ou eſtranger, ſauf le pere, ayeul, & autres aſcendants en droite ligne maſculine, leſquels ſont tuteurs & legitimes adminiſtrateurs des biens de leurs enfans, ſans authorité de iuſtice, & ſans que pendant leur vie nul autre y puiſſe venir contre leur volonté.* Publitius *ſur l'article 1. & 2. de ladicte Couſtume d'Auuergne*, cap. cùm dilectus, e. de conſuet. & l. C. de noxal. act. Auus enim dicitur ex filio nepotes in poteſtate habere, §. 1. quibus mod. ius pat. poteſt. ſoluit. inſtit. nec adhuc ſui iuris eſt ſolutus ab aui poteſtate, qui eſt in poteſtatem patris recaſurus, fortè ab hoſtibus poſtliminio reuerſus.

27 [27] Toto tit. C. de præd. min. l. orphanotrophos, C. de ſacroſanct. eccleſ. nouell. 46. & cap. 1. de reſtit. in integ. Vbi eccleſia illæſa eſſe debet iure minorum: nec poſſeſſiones Eccleſiæ relictas, eſt alienandi licentia, can poſſeſſiones 16. quæſt. 1.

28 can. res, 12. quæſt. 8. [28] Nam res Eccleſiæ ſunt vota fidelium pretia peccatorum, patrimonia pauperum, tributa egentium animarum, can. quia iuxta, can. decimæ, 16. quæſt. 1. quibus non eſt abutendum, can. conſtitutum, can. nulli 16. quæſt. 1. vt in clementina, de exceſſu prælatorum, can. caſellas, can. hoc ius, 10. quæſt. 2. ſed bene, ſecundum ſanctorum conſiliorum decreta, can. bonæ rei 12. quæſt. 2. cap. 1. & vtroque cap. ad audientiam, e. de eccleſ. ædif. vel reparand.

29 [29] Itaque præſtito iuramento tutor datus vel confirmatus à Iudice, rem pupilli ſaluam fore, tenetur ab initio rerum hæreditatis conficere inuentarium, l. tutor qui repertorium, & ibi Bart ff de adminiſtrat. tut. l. veteris iuris, §. illo, C. arbit. tutel. Conſuetud. Aluern æ, de tutoribus artic. 13. & ibi Publitius: alioquin tutor ſuſpectus habetur, nec non iurare & præſtare tenetur, quæ continentur in l. 1. ff. rem pupill. ſalu. fore, & in l. fin. C. de adminiſtrat. tut. Cynus in l. ſancimus, §. penult. C. cod. *Mal. en nombre dix ſept & 31 du titre des tuteurs, & curateurs,* pupillorum bona diſponere, vt in l. lex quæ tutores, l. tutores, vel curatores, & l. final.

§. fin.

§. fin. C. de adminiſtrat. tut. res pretioſas aſſeruare cum immobilibus veſtes dotitas, & ea quę ſeruando ſeruari non poſſunt, animalia quoque ſuperuacua: nec non fructus & reditus omnes ſine decreto communi pretio vendere, & eorum pecuniis prædia emere, vel cum aliis iũgere. *Ordonnance d'Orleans article 102.* nouell 94. nec eas fœnerare tenentur, vbi reditus prędiorum ſufficiunt, pupillo vel adulto, vt notat Salycetus in auth. nouiſſimè, C. eodem, nec ſolùm alendi ſunt pupilli, pupillæve & adoleſcentes de communi hęreditatis ſecundùm eorum facultates, vt in l. tutor, ſecundùm dignitatem, in i. reſp. ff. de adminiſtrat. tut. l. ſumptus, C. eod. l. 2. & 3. ff. eod. cuius ſunt verba ex Vlpiani reſp. item ad inſtitutionem quoque pupillorum, vel adoleſcentum, item pupillarum, vel earum quæ intra vigeſimum annum conſtitutę ſunt, ſolet decernere reſpectu facultatum, & ætatis eorum qui inſtituuntur: & ſic decernenda ſunt alimenta, dummodo aliquid ex reditu ſuperſit. d. l. 3. vt inde alius ſubueniatur neceſſitatibus ex re communi hęreditatis, tam propter ęgritudines, quàm alia negocia, & incommoda quæ ſępe emergunt. [30] *Et ſont tous adminiſtrateurs comptables du fait de leur adminiſtration, ſauf le pere adminiſtrant les biens propres de ſes enfans: la mere qui adminiſtre eſt auſſi comptable, quoy que le pere par ſon teſtament l'en euſt deſchargee,* l quidã decedens, ff. de adminiſtrat. tut. imò vſufructuarius finito vſufructu proprietatis, rationem reddere tenetur, argum. l. ſcire, C. vt in poſſ. legat. l. 1. C. de vſufruct. *& faire inuentaire, ores en ſoit auſſi deſchargé par le teſtateur, autrement le Iuge y procede d'office,* vt notatur in l. facultas, de iur. fiſc. lib. 10. C. l. 1. §. eligitur, §. quod ſi fundum, C. de ventr. in poſſ. mittend. *ni n'eſt tant ſeulement comptable des choſes par luy adminiſtrees, mais auſſi par ſon commis, agent, clerc, ou facteur. Ordonnance de l'an mille cinq cents cinquante ſept, article quarante ſix, ſçauoir ciuilement, non criminellement,* quia in delictis non cadit euictio, *eſtant les peines perſonnelles.* [31] l. ſocietates, ff pro ſoc. *quand la ſocieté eſt vniuerſelle & l'achapt aggree par les autres freres,* vt in l. ſi ego, ff de negotiis geſtis, l. ſi interdum, §. morte, ff. qui ſatiſ. cog. *De meſmes ſi l'acquereur achepte en qualité de tuteur, ou curateur des deniers communs de l'heredité, doit eſtre communiqué, ſi les freres moindres diſent, ſouſtiennent, & verifient la choſe eſtre commune,* l. 2. C. quand. ex fact tutor. l. curator, Cod. arbit. tutel. [32] *Eſt comptable du prix non de la piece, de tant qu'elle eſt propre à l'acquereur, ores ſoit acheptee de l'argent commun,* l. ſi patruus, C. comm. vtriuſque Iudic. & præfat. iur. *ſinon par maniere de remploy, & acheptee du prix prouenant de vente d'autre fonds de la meſme heredité, à laquelle en ce cas appartiendroit l'acquiſition reprenant la nature du fonds vendu,* nam ſtipulatio alteri acceſſoria aſſumit ſibi naturam eius cui accedit, vt notat Bartolus in l. ſi cum iudicio, §. qui iniuriarum, ff. ſi quis caut. iudic ſiſt. cauſ. fac. non obtemp. *& ſemble repreſenter le fonds premierement aliené par droit de ſubrogation,* filiæ, §. Titia, & ibi Bartolus ff. de conditione & demonſtratione, l. ſi donatæ, §. ſi ſponſus, ff. de donat. inter vir. & vxor. nec non precium & res ex prerio comparata rei venditæ ſuccedit loco rei in vniuerſalibus, vt notat Bartolus in l. Imperator Antoninus, §. fin. ff de leg 2. cap. 3. & ibi gloſſa in verb. ſucceſſerunt, e. vt lite pendente nihil innouetur: *& quand le bien acquis appartiendroit à l'acquereur, ſeroit touſiours hypothequé pour le fait de ſon adminiſtration & preſtation de reliqua, le compte rendu, & lors du partage ſubiect à conference, ou rapport.* [33] Vt in dicta l. tertia, ff. vbi pupill. educar. deb.

4 bet.[34] Et ſunt extra familiam tanquã è patria poteſtate liberati. §. præterea, §. ſed & ſi pater, quib. mod. ius pat. poteſt. ſoluit. inſtit nec filij ex nuru & filio arrogato, vel emancipato concepti poſt adoptionem & emancipationem, §. penult.
5 eod. [35] De quib. in §. 2. & 3. eod. *tels que ceux qui ſont condamnés aux galeres perpetuelles pour leurs malefices, non les bannis, enſemble les religieux qui ſont morts au monde, deſquels parle Carondas au chap. 2. du 9. liu. de ſes Reſp. leſquels à la profeſſion ſe departent entierement de la puiſſance & authorité paternelle.* gloſ. l. ſi ex cauſa, §. Papinianus, C.
6 de minor. not. in auth. ſi qua mulier, C. de ſacroſ eccleſ. [36] *Maſuer au titre des ſucceſſions & dernieres volontés, nombre 30. 31. 32. contre le texte de l'authentique* ingreſſi, C. de ſacroſ. eccleſ. *laquelle n'eſt obſeruee en France, quant à la tacite dediration de leurs biens au monaſtere, ſelon Buignon en ſon liure des loix abrogees, ſi n'en diſpoſent auant n'y*
7 *entrer, ou du moins auant la profeſſion.*[37] A patria poteſtate quondam apud Romanos liberabat Patritiatus dignitas, §. ſed ex conſtitutione, quib. mod. ius patr. poteſt. ſoluit. inſtit. de cuius ſignificatione Alciatus, de Conſulib. lib. 12. C. Budæus in l. fin ff. de ſenator. conſularis nouell. 81. in princ. & cap. 1. militum præfectura, omnis denique dignitas & cingulum, quæ valebat à Curia liberare, quarum plures enumerantur in l. fin. de decur. lib. 12. C. nimirum liberati ab huiuſmodi poteſtate & imperio, ſalua habebant iura legitimæ & liberi eorum recidebant in aui poteſtatem, d. nouel. 83. cap. 2. & inde nobiliores erant cum poſteris magiſtri militum, nempe poſt adeptam dignitatem genitis: Epiſcopatus etiam dignitas filium liberat à patria poteſtate, cad. nouel. cap. fin. non autem ſenatoria, §. filiusfamilias, quibus modis ius patr. poteſt. ſolu. inſt. *& ſont en France les enfans de famille ſous l'authorité paternelle, telle que permet la religion Chreſtienne, autre que l'ancienne* Romaine, qua patres habebant in libetos vitæ neciſque poteſtatem, vt eos vendendi facultatem. *Par la Couſtume de Vitry, art. 100. les fils ſont tenus ſous la volree du pere, ſi ne ſont emancipez: & ſont les emancipations & ſubſtitutions pupillaires pratiquees en France que monſtrent taſſer l'vſage de la puiſſance paternelle. Chaſſanee ſur les Couſtumes de Bourgongne, chap. 2. du tit. des enfans de pluſieurs lits: Imbert en ſon manuel*, ſuper verb. Gallorum filij, *& à ce propos* Benoiſt in cap. Raynutius, in verb. matrem inſuper Cleram, n. 24 & 25. e. de teſtam. *dit & remarque comme par ſtatut & couſtume de Tholoſe les enfans & filles qui habitent hors la maiſon du pere, & ſont maiſon ſe parte d'auec la ſienne, ſont tenus pour emancipés: enſemble ſi le pere habite auec ſon fils ou ſa fille, non ſi le fils, ou la fille habitent en la maiſon du pere, ou demeurent enſemble en maiſon eſtr angere, comme eſt dict en ſon lieu, & à plain par Maynard chap. 2.*
8 *du 5. liu. de ſes queſt.*[38] *En France les Religieux profez de quel ordre que ce ſoit, ne ſuccedent abinteſtat à leurs proches parents, ni pour eux le monaſtere. Maſuer au titre des ſucceſſeurs, nombre 30. 31. 32. Rebuffe à la preface de ſes Commentaires ſur les Ordonnances.* Iohannes Gallus quæſt. 122. *Papon en ſon recueil des ſucceſſions legitimes contre la loy ſi. au §. hoc* etiam, C. de epiſcop. & cler. *l'authentique*, ingreſſi, C. de ſacroſ. eccleſ. & can. quia 19. q. 3. *pour ce regard non obſeruez. Maynard chap. 28. du 5. liu. de ſes queſt. & ch. 25. du liu. 4. où il propoſe le probleme, celuy qui fait part n'eſt receu en icelle, & le contraire de celuy qui ne fait part, ni n'eſt receu en part par incapacité, & accroiſſent les biens de celuy qui ſe fait religieux és autres heritiers, ſelon ledit Maſuer au tit. preallegué, comme fait la part de la religieuſe profeſſe, incapable la receuoir, non ſeulement és autres heritiers vniuerſels, mais auſſi és freres qui viennent à la legitime par eſgales portions, ledit Maynard chap. 25. du 4. liu. de ſes dites queſtions ſur la fin, notamment les mandians*, qui neque

ex to

ex teſtamento hæredes vniuerſales eſſe poſſunt propter votum paupertatis, niſi particulares in pecunia numerata, vel aliis rebus mobilibus, aut quæ mobilium vice habentur, ſúntque omnis reditus incapaces, vt notat idem Maynardus in d. cap. 28. lib. 5. quæſt. *Et peuuent ceux qui entrent en religion diſpoſer de leurs propres & d'vne partie, non du tout au profit du monaſtere pour ne preiudicier à leurs enfans, ou aſcendants, & autres plus proches auant leur profeſſion, ſi ſons d'aage competant, & de la qualité requiſe: bien peut le monaſtere receuoir apres ladite profeſſion les legats pris, ou heritages donnés & legués par les parents du religieux, ou autres à ſa contemplation, ſi le monaſtere eſt capable les receuoir pourueu que vuide ſes mains du fonds dans an & iour, ou conſtitue homme viuant & mourant tant pour l'indemnité du Roy que du ſeigneur, ſi n'en obtient l'amortiſſement, duquel eſt parlé au tit. des fiefs, enſemble des nouueaux acqueſts que les mainmortables ſont tenus payer au Roy pour les heritages non amortis par eux poſſedés. ſi toutesfois le religieux n'a enfants, peut donner tous ſes biens au monaſtere, non s'il a des enfans, leſquels ne peut priuer de leur legitime, ni ſelon le droit Romain & canonique leur donner d'auantage, que les inſtituer ſes heritiers par eſgales portions auec le monaſtere*, auth. ſi qua mulier, C. de ſacroſ. eccleſ. can. ſi qua mulier 19. quæſt. 3. *non que le monaſtere luy ſuccede ab inteſtat: auquel ne ſe fait en France tacite dedication de biens auec la perſonne. Et par ainſi les deſcendans & autres qui ont droit de legitime, n'en peuuent eſtre exclus, ni la volonté du teſtateur bornee, à ce qu'il ne puiſſe diuiſer tous ſes biens entre ſes enfans, & en diſpoſer à ſa volonté en faueur de ſes parents, meſmes quand ils ſont pauures & neceſſiteux, le monaſtere riche, le droit de nature ne leur pouuant eſtre denié*, nam diuiſum Imperium cum ioue Cæſar habet. *De tant que ores toute la terre appartienne au ſeigneur, ſelon le Pſalmographe, Pſalme 23. Dieu meſmes a voulu partager la terre de promiſſion par loſué entre ſes peuples d'Iſrael, ſans y comprendre les Leuites ſes Preſtres & Sacrificateurs, pour leſquels ne fuſt reſerué aucune poſſeſſion que pour leur habitation, & la dixieſme des fruicts auec les offrandes & ſacrifices pour leur nourriture & entretenement, où neanmoins la Frãce eſtant Chreſtienne ne s'eſt du tout arreſtee, & a tellement enrichi l'Eſtat Eccleſiaſtique de biens temporels par fondations Royales & autres bienfaicts, que entre tous les Rois de la Chreſtienté, le noſtre a merité le nom de tres-Chreſtien, ayant touſiours les armes en main pour la defenſe d'icelle & de tout l'Eſtat, ſans lequel les Chreſtiens ni l'Egliſe ne pourroyent ſubſiſter contre les rauages & incurſions des ennemis communs de la foy & de l'Eſtat, diuiſé en trois parties vnies en la religion ſous vne Couronne & Monarchie ſouſtenus de trois fleurons d'or au champ celeſte, purs & incorruptibles, ſe conſeruans l'vn l'autre, tant le clergé que la Nobleſſe & la Iuſtice, en l'exercice de laquelle conſiſte le repos public, & ſans icelle les Royaumes ſeroyent reduits en brigandage ſelon Sainct Auguſtin en ſon liure de la Cite de Dieu. Et ſuccedent aux Religieux par droit de repreſentation les fils de ſes freres par les racines*, Nouell. 127. cap. 1. ſi fratres ſint vtroque latere coniuncti, qui in capita ſuccedunt, in ſtirpes eorum deſcendentes, nouell. 118. cap. 1. & 2. *Maynard chap. 95. du 6. liu. de ſes queſt.* & pariter hæreditas, vel pars hæreditatis per impotentiam, iuris defectum, vel incapacitatem à monacho vel monaſterio non adita, ad proximiores tranſmittitur, l. ſcriptus hæres, ff. de Carbon. edict. l. 3. §. & eleganter, l. qui poſthumos, ff. ad Syllanianum, l. apud hoſtes, C. de ſuis & legit. hæred l. fin. C. de inſtit. & ſubſtit. *Le droit de reuerſion eſt encore plus fauorable aux peres donateurs à pacte de mariage, ou autrement, quand le fils donataire decede ſans enfans, ou meurt au monde: duquel droit eſt parlé par Maynard chap. 89. 90. 91. du 2. liu. de ſes queſt. où il cite vn Arreſt par lequel le pere fuſt preferé au fiſc, qui marche auec l'Egliſe*, nec partem

facit qui non admittitur ad partem, sed illius coniunctus, reali vel mixta coniunctione totum retinet iure non decrescendi, verbali hæres duntaxat, non legatarius totum recipit, nam qui partem suam repudiauerit, qui viuo testatore decesserit, is cui à semetipso legatum fuerit, cuius nomen obscura voce testatoris intelligi non potuerit, qui in eum casum inciderit, à quo initium capere non valuerit, cuius denique portio defectu conditionis, præscriptionis, vel alio quocunque modo expirauerit, tanquam ad partem non admissi, partem facere nequeunt, l. qui repudiantis, § 1. ff. de inoffic. testam. l. dominus, §. 1. ff ad leg. Aquil. l. si plurib. ff. si pars hæred. pet. § si eadem, de legat. institut. l. vnic. §. in princ. §. pro secundo, §. & cum triplici, vers. ea etenim, Cod. de caduc. toll. l. si duob. §. fin. l. si seruo meo, §. 1. l. legatum, §. 1. l planè vbi, §. si duobus, ff. de legat. 1. l. testator filium, §. Seio, ff. de legat. 2. l. 1. ff. de his quæ in testam. delentur, l. si quis de plurib. ff. de rebus dubiis, l. 2. 3. & 4. ff. de his quæ pro non script. hab. l. fin. C. de repud. vel abstin. hęredit.[30] *Si vn de plusieurs est exheredé par le pere pour cause d'ingratitude, ou indignité, instituant les autres ses heritiers, la part de l'exheredé accroist à ses autres freres, heritiers vniuersels, non aux legataires: ceux toutesfois qui tiennent vn heritage par fideicommis pour le rendre à vn autre apres leur decez, ou auec substitution, si decedent sans enfans, sont comptables de la proprieté, non de l'vsufruict enuers le substitué ou fideicommissaire: dont la portion defaillante accroist aux vsufructuaires, non aux proprietaires*, quia personæ non rei accrescit, l interdum, ff. de vsufruct. accrescend. *Duquel le religieux n'est incapable, sinon le Monastere, pour faire la volonté du testateur*, vt in l. 1. C. de sacros. eccles. *qui n'entend subroger aucun monastere en la proprieté, & veut conseruer ses biens à sa posterité, de tant que le monastere ne meurt pour donner lieu à la substitution & fideicommis vniuersel, auquel a lieu le droit d'accroissement, selon la commune opinion des Interpretes, representee par Maynard au chap. 10. du cinquiesme liure de ses questions nombre 5. où il remarque au nombre quatriesme par forfaicture commise du viuant du testateur, n'estre rien acquis au fisc*, & penes hæredem vel grauatum remanere ex Bartol. sententia in l. 1 & fin. ff. de his quib. vt indign. sin autem post mortem delictum committitur, cessante præsumptione tacitę reuocationis aufertur tanquam ab indigno, & applicatur fisco hæreditas, vt notatur in l. sororem, C. de his quib. vt indign. *comme à celuy qui a commis, procuré, ou n'a reuanché la mort du testateur*, l ei qui mortē & l. portio. ff. de his quib. vt ind. vbi portiones eorū à fisco vendicantur, qui mortem libertorum suspectam decedentium non vendicarunt, vel defenderunt: *& ores la cause precede le decez du testateur lors qu'il y participe, comme s'il faisoit heritiere sa concubine: au lieu de laquelle le fisc seroit son heritier*, l. Claudius Seleucus l. mulierē, ff. eod. & ita per subsequentem indignitatē iam aditę hęreditatis portio deficiens non accrescit cęteris cohæredibus, sed fisco applicatur, cuius nomine Regius Procurator experiri necesse habet familię erciscundę iudicio in locum indigni subrogatus, l. his consequenter, §. 1. & ibi glos. in verb. non pertinere, ff. famil. ercisc. imò ante sententiam indignus potest petere diuisionem, tanquam hæres, licèt per sententiam posteà repellatur à fisco, l. loci, §. competit, ff. si seruit. vendic. l. ex facto, §. Iulianus, ff. de vulg. & pupill. substit. l. hęreditas, de his quibus vt indign. nam ex pręcedenti facta indignitate nihil ex bonis paternis fisco acquiritur, quę pro filij maleficio viuente patre non censentur obligata, l. 1. & toto tit. C. ne pact. pro filio: & si pater eundem cohæredem cum cæteris in suo testamento instituisset, cùm non valeat testamen

ſtamentum dum viuit, qui teſtatus eſt, quod in mortuis confirmatū eſt ad Hebr. 9. & tunc ex tacita mente teſtatoris, quæ ad omnia ſpectanda eſt, l. cùm quæſtio, C. de legat. cæteri hæredes ſcripti, è medio ſublato indigno, teſtamentarij eius ſucceſſores exiſtunt, ac ſi morte naturali vnus ſcriptorum hæredum ante teſtatoris interitum diem vltimum vitæ functus eſſet, d. l. fin ff. de his quibus vt indign. cùm aliud non fecit teſtamentum, quorum vltimum præualeret: tunc enim non cēſetur fiſcum hæredem inſtituiſſe expreſsè, nec tacitè cùm filium hæredem nominauerit, tū quia hæreditas defuncti nō refert hæredis perſonam, l. ſi mihi ex Titio, ff. de leg. 2. vtile quidem per inutile non vitiatur, ſed valet vt valere poteſt, glos. in l. in pupillari, ff. de vulg. & pup. ſubſtit. & legata quæ non valent, non veniunt in computationem legis Falcid. l. in ratione legis, §. ſi ibid. Bart. ff ad leg. Falcid. necnō fauore liberorum ex imperfecto teſtamento, ſublata vnius hæredis inſtitutione, cætera firma permanent, l. hac conſultiſſima. § ex imperfecto, C. de teſtam. l. fin. C. famil. erciſcund. Nec pariter ex omni maleficio, vel indignitate bona fiſco applicantur, nec ex omni crimine capitali, vt eorum qui ſeipſis interfecēre, quorum bona fiſco non applicantur, ſed ad proximiores reuertuntur, licèt poſt aditam hæreditatem huiuſmodi crimen patratum fuerit. *Ainſi iugé par Arreſt du Parlement de Tholoſe du vingtquatrieſme Ianuier mille cinq cents huictante deux, remarqué par Maynard au chapitre huictante cinq du ſixieſme liure de ſes queſtions: quoy qu'en France confiſcation de corps amene confiſcation de biens detracte la troiſieſme partie pour la femme & enfans du condamné, ſi point en y a, Chaſſanee ſur les Couſtumes de Bourgongne §. 5. titre des Iuſtices, nombre cent trente cinq, Maynard chapitre ſixieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions, & chapitre huictante quatre du huictieſme liure detracts les debtes paſſifs & amendes, ſi point en y a, ſur les deux parties reſtantes: & parfois pour la conſeruation des enfans, quoy que le crime ſoit de ſoy capital & ſubiect à confiſcation. La Cour de Parlement de Tholoſe y procede par autre voye: comme par Arreſt du troiſieſme Iuin mille cinq cents vingt vn, ſe trouue la moitié des biens autrement confiſcables auoir eſté adiugés à la femme & enfans, & l'autre moitié aux œuures publiques, remarqué par ledit Maynard au ſuſdit chap. 6. du quatrieſme liure de ſeſdictes queſtions, dont l'exemple ne peut eſtre ſuiui és Cours inferieures, que iugent à la rigueur.* Senatum enim ius facere poſſe non ambigitur: *la meſme confiſquation ſe pratique en Tholoſe és condamnez és galeres perpetuelles, ſelon ledit Maynard chapitre huictante vn du cinquieſme liure de ſes queſtions, chapitre quarante du ſixieſme liure: & a ceſte mort ciuile pareil effect és fideicommis, que la naturele: non le banniſſement temporel, pendant lequel n'eſt donné ouuerture au fideicommis. Et eſt expedient à tous ceux qui pretendent droit és biens ſaiſis, former oppoſition à la ſaiſie & criees, ſuſdit chap. huictante vn,* damnationem quidem ad temos perpetuos hunc effectum habere conſtat, vt remis agendis in perpetuum addictus bonis præſentib. ſpolietur, nec in futurum quicquam acquirere poſſit, & ſeruus penè effectus, omnium actuum ciuilium, & eorum quæ iuriſgentium ſunt, incapax reputetur: cuius licèt bona fiſco applicentur, nec poteſt præiudicium fieri ſubſtituto, vel fideicommiſſario, *pourueu qu'il s'oppoſe contre le fiſc, comme deſſus. Et a eſté iugé pour l'oppoſant ſubſtitué, auquel fuſt adiugé le fonds auec reſtitution de fruicts, puis la condamnation, le fiſc demis de ſa demande, par Arreſt du grand Conſeil du dixſeptieſme Feburier mille cinq cents huictante deux, donné entre M. ſſire Claude de Rebe d'vne part, & Monſieur le Procureur general, au grand Conſeil d'autre.* Robertus cap. 14 libro quarto Rerum Iudic. *où eſt remarqué vn autre Arreſt du 17.*

du 17. Iuin 1595. donné au profit de Louys de Leſtang Eſcuyer, & Anthoinette le Brun, ſa femme, appellans du Seneſchal de Saumur, contre Iean Roſſignol intimé, où vn fils eſtant condamné à mort par defaut du viuant de ſes pere & mere, apres ladite condamnation decedez, apres eux le condãné fuſt iugé que le fils n'auoit aucun droit és ſucceſſions de ſes pere &
40 *mere.*[40] Gloſſ. d.l. his conſequenter, §. 1. in verb. non pertinere, ff famil. ercis. *& doit on pluſtoſt partager qu'executer, ſoit à la requeſte du Procureur du Roy, du fils du preuenu, ou de ſes freres, à ce qu'on ſe puiſſe prendre ſur la part du condamné. Et peuuent les freres qui ſouffrent à ceſte occaſion perte & dommage en la choſe commune, agir contre le fiſc, pour leur intereſt*, vt notat Bart. in l. hactenus, § deinde, ff. de aqua pluu. arcen. l. adeo § fin. ff. pro ſoc. *Maſuer au tit. des aſſociations, nomb. 15. Si toutesfois aduenoit aucune ſurcharge en la ſocieté ſans delicte par l'vn des aſſociez, comme de la deſpenſe faicte ſur le commun aux accouchailles & nourriture de ſa femme & enfans, eſt imputé aux autres, qui le ſçachans n'ont demandé le partage*, arg l. ſi ſeruus communis, §. 1. ff. de don. int. vir. & vxor. l. Aurelius, §. Titius, & fin. de liberat. legat. l. eum, de caſtrenſ. pec. lib.
41 12. C. *Maſuer au meſme tit. des Aſſociations, nomb. 29.*[41] l. ſi tutores, §. fi. ff pro ſoc.[42] *Ni*
42 *n'eſt permiſe de choſe illicite aucune ſocieté*, d. §. ſi verſ. idem ait, l. quod autem, ff. eod. niſi ſponte in medium collatæ ſint, l. quod autem, ff. eod. ſcientib. & conſentientibus cæteris fratribus cohæredibus, qui tunc etiam pœnæ debent eſſe participes: æquum eſt enim vt lucri particeps pariter damnum ſentiat, l. ſi non fuerint, §. fin. & l. igitur, ff. pro ſoc. tum quia commoda & incommoda in iudicio diuiſorio ſunt communicanda, l. item ex diuerſo, ff. famil. ercis. ſi tamen damnum committitur ab vno cohæredum, eſt ſimpli habenda æſtimatio in eodem iudicio, l. dãno, ff. famil. ercis.[43] Inter filios & filias cùm fiat diuiſio ab inteſtato in vitiles, l. inter filios, C. famil. ercis. ex teſtamento in portiones hæreditarias, vnde nomina non recipiunt diuiſionem, cùm ipſo iure ex lege 12. tabul. in ſimiles portiones diuiſa ſint, l. ea quæ in nominib. C. eod. quia in huiuſmodi iudicio patris voluntas attenditur, licèt ex teſtamento minùs ſolemni, l. fibj patris, C. eod. vnde filia quæ ſuccedit patri ex teſtamento, dotem non confert fratribus, niſi pater nominatim hoc deſignauerit, l. filium, C. de coll. aut ipſa ſuccedat ab inteſtato, & dotem profectitiam, vel aduentitiam à patre datam vel conſtitutam petat contra tabulas: tunc enim eam fratrib. conferre tenetur, & emancipatis tantùm profectitiam, l. filiæ dotem, C. eod. & tam ex teſtamento quàm ab inteſtato ceſſat dotis & aliorum datorum collatio, ſi pater hoc expreſſim deſignauerit, auth. ex teſtamento, C. de coll. non tamen conferuntur aduentitia, nec caſtrenſia, l. fin. C. eod. tit. neque ſimpliciter fine cauſa donata filio, vel filiæfamil. l. penult. C. eod. quæ habent vim legati, vel fideicommiſſi, poſt donantis interitum, l. in donationibus, C. ad leg Falcid. niſi vni ſimpliciter, inter viuos alteri ob cauſam donauerit, vt ſeruetur æqualitas, d. l. penult. auth. quæ tertiæ, Cod. de collat. vel pater expreſſerit, l. ſi quando, §. fin. C. de inofficioſo teſtamento, l. ſi non mortis, in princ. ff. eodem. Emancipatis autem ſimpliciter à patre donata conferuntur, niſi quæ in ipſa emancipatione data ſunt, l. vt liberis, in fin. Cod. de collat. ac ita res filij, vel filiæ nomine à patre comparatæ eis præcipuè & tanquam donatæ habentur, niſi huiuſmodi donatio fuerit reuocata, l. filiæ, C. famil. ercis. habita ratione impenſarum, tumetiam damnorum, & rerum amotarum, d. l. filiæ, & l. incerti, C. eod. ſi quidem is qui habet titulum particulaté, con-

ferre

ferre non tenetur, ſi nolit vniuerſaliter ſuccedere, nec is qui repudiat hæreditatem. Baldus & Salycetus in l. ex cauſa, C. famil. erciſc. nimirum quod cuiuſque proprium eſt, ex illa cauſa non confertur, l. quid contendis, ff. famil. erciſc. 44 In ſucceſſione quidem ab inteſtato, & contra tabulas locum habet collatio, l filiæ dotem, C. de coll. *A bin teſtat on y peut venir en conferant la dot, ou moins prenant, quoy qu'on euſt renoncé és pactes dotaux à la future ſucceſſion du pere conſtituant, & doibt offrir la conferance celuy que veut eſtre en part*, l. pactum dotali, l. filiæ licet, l. ſi maritus, l ex liberis, eod. & ſi fuerit emancipatus, vel quocunque alio modo ſui iuris factus, l. liberos, C. de coll. imò donatio ſimplex facta ab aſcendente, qui poſtea teſtatus eſt, præfertur, niſi ipſe declarauerit non eſſe conferendam, l. illud ſiue pactione, Cod. eod. & quæ condito teſtamento computantur in legitimam, debent etiam conferri ab inteſtato, non è contra. Ibidem Alexander, & res in diuiſione omiſſa, confertur Iudicis officio, l. ſi ſorot, Cod. eod. Ex teſtamento autem filia hæres inſtituta, dotem non confert, niſi pater conferendam expreſſerit, l. filiam teſtamento, Cod. eod. quia ſequitur patris voluntatem: aduentitia, caſtrenſia, quaſi caſtrenſia legata, codicillis relicta, & alia huiuſmodi, quæ vltima defuncti voluntate legata vel firmata, aut aliunde quàm ex paterna ſubſtantia quæſita, non conferuntur, d. l. filiæ licet, l. ſi maritus, l. filiam cum fratribus, & l. fin. Cod. de coll. nec à patre pro filio impenſa fauore ſtudiorum, *pour la feſte & veſtements nuptiaux de ſes fils, ou filles. Maſuer au titre des aſſociations, nombre vingt-huict & vingt-neuf, ny la deſpenſe faicte par vn des freres ſur la communauté à l'accouchement & nourriture de ſa femme & enfans, ny auſſi les frais neceſſaires faicts par le pere és biens propres de ſon fils, ny les vtiles & profitables, ſi n'excedent plus que l'vſufruict: ledict Maſuer au meſme titre nombre vingt-neuf, & au nombre trentieſme repreſente que ce que le fils acquiert des deniers du pere, doibt eſtre communiqué, non la partie que prouient de ſon labeur, & induſtrie, laquelle luy demeure propre, & en preciput.*

44

ACQVISITIONS,

COVSTVME V.

Les hoirs & ſucceſſeurs de la femme predecedée au mary, luy faiſans demande de la moitié d'vne maiſon, enſemblement acquiſe par elle, & ſondict mary pendant leur mariage: le mary que inſiſte n'y auoir lieu par teſtament: ny abinteſtat en doibt iouyr pendant ſa vie, ſuiuant la Couſtume de Tholoſe, ſi appert qu'il aye payé l'entier prix d'icelle, & apres ſon decés reuient aux heritiers teſtamentaires de la femme, ou ſes plus proches, ſi elle n'a teſté.

CHAPITRE V.

QVAND les deux mariez acheptent enſemble vne piece ou maiſon: quoy que ne ſoyent en communauté, ore le prix ſe paye par le mary, eſt entre eux commune, tout ainſi que ſi auoiẽt contracté ſocieté,[1] permiſe de droict, & conuenable entre conioincts, tant à Tholoſe, que ailleurs, quoy que n'y ſoit couſtumiere, tout dol & fraude ceſſant,[2] pour laquelle la femme peut neantmoins eſtre reſtituée, meſme ſi cõtracte en l'aage de minorité, & demander ſeparation de biens pendãt la vie de ſon mary, preſsé de debtes paſſifs par ſa mauuaiſe meſnagerie, & reduict en pauureté à la fin de ſes iours pour iouyr de ſes propres & conſeruer le ſien, ſans qu'elle ſoit tenue continuer ladite communauté à ſa perte & ruine, ny des ſiens.[3] Et ores elle n'euſt rien contribué ne fourny du ſien en ladicte acquiſition, y eſt en part, au moyen du contract d'achapt, faict tant au nom d'elle, que de ſondict mary, lequel ores ne ſoit remboursé de la moitié du prix, elle en demeure proprietaire de la moitié par elle taiſiblement donnée,[4] eſtant la donation vallable entre mariez, quand le donateur y perſeuere, & n'y contredict, iuſqu'au dernier ſouſpir de ſa vie, ou la confirme par ſa derniere volonté:[5] & ſemble l'auoir tacitement confirmee, pour auoir vsé en commun pendant leur mariage de ladicte acquiſition, & puis icelle perſeueré en la meſme volonté, pour n'auoir faict aucun acte contraire,[6] ſans toutes-fois qu'il y ayt par ceſte couſtume droict de retour de la partie donnee par le mary ſuruiuant, comme aux aſcendants,

dants,quoy que la femme luy predecede ſans enfans,[7] à laquelle il ñe ſuccede qu'ẽ l'vſufruict,pour en iouyr ſa vie durãt,reſerué la proprieté de ladite moitié aux hoirs & ſucceſſeurs de ſadite femme apres ſon decés:& en peut elle diſpoſer à ſes derniers iours ſans le ſçeu & cõſentemẽt de ſondit mari,[8] fauf ſi par les pactes dotaux auoiẽt contracté ſocieté,ou autrement diſposé de leurs propres.[9] Et en ce cas ſi l'acquiſitiõ ſe fait en cõmun des deniers de la cõmunauté contractee sãs pacte de future ſucceſſion,[10] ou n'eſtãs aſſociez,chacũ d'eux y cõtribue pour ſa moitié,& ores le mari en ait ſans cõtredictiõ entieremẽt iouy pẽdant le mariage, n'ẽpeſche q̃ la fẽme ne diſpoſe de ſadite moitié en ſa derniere volonté,quoi qu'elle decede auãt sõdit mari,ſoit en faueur de ſes enfãs procreez dudit mariage,ſi point en y a,ou autremẽt,[11] sãs toucher à la cõſtitutiõ dotale que lui eſt acquiſe par nos couſtumes,[12] ni à l'vſufruit de ladite moitié,que la fẽme ni ſes hoirs ne lui peut auſſi oſter tãt qu'il eſt en ce mõde, quoy qu'il y ait enfans : des biẽs propres deſquels le pere a l'adminiſtration & iouyſſance tãt que demeurẽt en ſa famille,& a la moitié de l'vſufruict des biẽs des emãcipez pẽdant ſa vie par le droict Rom.[13] & au contraire ſi l'achapt ſe fait des deniers dotaux,ou propres de la fẽme prouenus de vẽte de fõds dotal,ou paraphernes,a la charge de rẽploier,quoi que le rẽploi ſe face des mains & au nõ du mari,tiẽt lieu de la choſe rẽployee,& eſt ſubrogé au lieu& place des deniers,& fonds rẽployé.[14] A la repetitiõ duquel le cas aduenu,la fẽme ou ſes hoirs ſont reſtituables enuers tel cõtract par elle faict meſmes pendant ſa minorité auec ſon mari hors les termes de la communauté par lettres Royaux fondees ſur lezion,force,& deception, s'il n'y a cauſe legitime,qui empeſche l'entherinement d'icelles, à ce qu'elle eſtant remiſe au premier eſtat,puiſſe reprendre le ſien, & s'il eſt beſoin agir contre le tiers poſſeſſeur, lors meſmes que les biens du mary ne peuuent ſuffire.[15] Quant aux acquiſitions faictes par la femme mariee eſtant à la maiſon & compagnie de ſon mary, ſont cenſees prouenir de la ſubſtance d'iceluy mary, qui ſouſtient les charges du mariage, pour l'honneur & honneſteté coniugale,[16] ſi le mari n'eſt pauure & negligent,la femme riche & induſtrieuſe,maniãt ſes affaires :[17] auquel cas la preſomption priſe des actions, qualités & facultés des mariez,faict pour elle, non ſi ſes moyens conſiſtent en la ſeule conſtitution dotale,de laquelle le mary eſt ſeul diſpenſateur viuant en proſperité auec ſadicte femme & famille, de tant qu'elle ne peut honneſtement acquerir ſans preſõptiõ de turpitude,ne ſe preualoir&enrichir liciteméẽt de la ſubſtãce du mari,nõ plus que le fils de famille de la paternelle,le ſeruiteur de celle du maiſtre, ne faisãs qu'vne

mãiſon,[18] quoy que la choſe acquiſe appartienne à l'acquereur, non à celuy, des deniers duquel a eſté payee:[19] de tãt qu'en ce cas la femme trauaillee pour le mary, le fils pour le pere, le ſeruiteur pour le maiſtre,[20] ſi ne ſont diuertis en autres affaires,[21] meſmes le fils, qui de ſon gain peculier peut acquerir pour ſoy, quoy que ſoit en puiſſance de pere:[22] & ce quant aux acqueſts, non pour les conqueſts aduenus à la femme pendant le mariage, deſquels le mary qui n'eſt auec elle en communauté, ne peut eſtre participant, ains demeurent de plain droict à la femme & à ſes heritiers, ſans meſmes que le mari les puiſſe adminiſtrer contre ſa volonté,[23] & lors que la preſomption faict pour vn des mariés, l'autre qui ſouſtiẽt le cõtraire doit eſtre receu en preuue, ſi conſiſte en faict, non en droict,[24] laquelle eſt aſſez claire par les actes, tels que le contract d'acquiſition faict ſans dol, fraude, *ne ſimulation* par la femme de l'aduis & conſentement, & en preſence de ſõdit mari,[25] lequel par fois employe ſes deniers en fonds au nom de ſa femme, pour frauder ſes creanciers, à ce que ne trouuent où ſe prẽdre pour ſe payer de leurs debtes.[26] Quoy faiſant peut eſtre cõuenu auãt le terme,[27] ou executé ſur telles, ou ſemblables acquiſitions, la fraude eſtant deſcouuerte & verifiee, nonobſtant les oppoſitions & empeſchements que y pourroyent eſtre donnez pour & au nom de la fẽme, comme fraudaleux, & inſouſtenables:[28] partie des paraphernes de laquelle peut eſtre vendue par le mari, ayant d'elle ſpeciale procuratiõ de ce faire, pour la conſeruation & *liquidation du ſurplus, & autres* cauſes legitimes, pour leſquelles eſt par fois loiſible s'aider de la dot:[29] ſi l'achapt ſe fait des deniers de la femme, non ſuiets à remploy, quoy que en commun, ou au nom du mari, elle, ni ſes heritiers ne peuuent agir que pour la femme ſur les biens du mari, ou plus grande aſſeurance, ſur le fonds achepté dudict argent.[30] Et peut elle, ſi ſuruint, ſe tenir à la maiſon & habitation de ſon feu mary, de quels moyens qu'elle luy ſoit acquiſe, & aduenue, en laquelle doit eſtre nourrie, & entretenue aux deſpens de l'heredité, meſmes ſi n'a d'ailleurs pour ſe nourrir & entretenir, iuſqu'à ce qu'elle eſt du tout rẽboursée de la dot, & payee de l'augment, où douaire couſtumier:[31] s'il y a enfans, elle en a le regime & gouuernement auec bon & loyal inuentaire, qu'elle eſt tenue faire, quoy que le mari par ſon teſtament l'en ait deſchargee,[32] & à faute de rendre compte, venant à conuoler à ſecondes nopces, tant elle que ſon ſecond mari demeurent chargés & comptables de la tutelle,[33] dont par le texte de ceſte couſtume la moitié des acqueſts communs demeure au ſuruiuant des mariez, enſemble l'vſufruict de l'autre moitié: la proprieté de laquelle reuient apres ſon decez auec

l'vſu

l'vſufruict aux hoirs & ſucceſſeurs du premourant,[34] ou lors de la celebration des ſecondes nopces de la femme, que ſe remarie dans l'an du dueil, & y a des enfans du premier lict, qui ſont vrais heritiers & ſucceſſeurs infaillibles du predecedé & de tous les deux, ainſi diuiſez par portions hereditaires,[35] leſquels ſi decedent enſemble, ou l'vn apres l'autre ſans prendre autre parti, ny fait teſtament, leurs enfans maſles, ou femelles ſuccedent eſgalement en chef, tant en ladicte maiſon, en commun acquiſe, que autres biens paternels & maternels, & les enfans de leurs enfans par les racines,[36] pour leſquels laiſſer en paix, concorde, & amitié, les parents apres les auoir inſtruits, & aduancés à ce que Dieu les appelle en leur derniere volôté, taſcher entre eux, tant que faire ſe peut, garder l'eſgalité,[37] ſinon les nobles qui font le fils aiſné leur heritier vniuerſel, qui porte le nom & armes de leur maiſon.[38]

NOTAE.

1 NAm res empta ex pecunia mea, non eſt mea, ſed eius qui emerit, vt in notis ſuperioribus: quam ſi ambo coniuges communiter emerint ex viri pecunia, eiuſdem medietatis ipſe duntaxat habet repetitionem ex bonis vxoris, niſi donandi animo in huiuſmodi acquiſitione ſociam vxorem aſſumpſerit, cum ſit particularis ſocietas, quæ vnà cum matrimonio, vnius vel alterius interitu altero ſuperſtite ſoluitur, quæ dimidiæ proprietatem, & alterius vſumfructum retinet, ſalua eiuſdem proprietate defuncti hæredibus & ſucceſſoribus, non ſicut vniuerſalis ſocietas, in qua veniunt omnes acquiſitiones à quocunque ſociorum factæ: *laquelle ſi peut continuer auec les deſcendans, ſelon les remarques dudit Maynard au ch. 72. du 2. liu. de ſes queſt. Et ſont notez pluſieurs cas, par leſquels la ſocieté demeure en ſa force apres le decez de l'vn des aſſociez*, in gloſ. 2. l. adeo, l nemo, l. verum, §. in hærede, & ibi gloſ. in verb. quod non ſimiliter, & l. cùm in ſocietate, ff. pro ſoc. *& demeure la communauté entre les ſuruiuans, quand elle eſt ainſi accordee*, gloſ. in §. ſoluitur, inſtit. eod. *Et où par le contract de ſocieté ſeroit accordé que l'vn ſuccederoit à l'autre, la ſucceſſion contractuelle n'a lieu, ſi le decedé n'a des enfans*, l. cùm acutiſſimi, C. de fideicommiſ. l. generaliter, C. de inſtit. ſub condit. fact. *Autre choſe ſeroit des legs & donations particulieres à la charge du rendre*, vt notatur in d. l. generaliter, *& au contraire la conuention eſt valable, quand on promet l'heritage au premier fils que naiſtra du mariage ſelon Auſtrerii* in quæſt. Capellæ Tholoſ. 452. *Et ſont telles inſtitutions irreuocables, ſelon Dumolin ſur l'article 215. de la couſtume de Bretaignes.* Benedictus in verb. duas habens filias, num. 197. in d. c. Raynutius de teſtam. Boërius deciſ. 155. & 204. 2 *Aux charges & conditions cy appoſees & accordees,* l. alumnæ, §. fin. ff. de alimen. & cibar. legat. *& s'appelle en ce pays ladicte ſocieté, Affairem.* Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem, num. 789 *Maynard chap 72. du 2 liu. de ſes queſt. Ferron en ſes Commentaires ſur les couſtumes de Bordeaux,* tit. de dote, §. 6. in fin. 3 *Maynard au meſme cha. rapporte le faict d'vne ieune femme,*

qui auoit contracté ſocieté generale par ſes conuentions matrimoniales auec ſon mary de tous leurs biens : à la charge que le mary remettroit la ſomme de mil liures à la communauté, et que n'auroit faict, ains au contraire ſa ſeroit tellement endebté pendant le mariage par ſa mauuaiſe meſnagerie, que ſes creanciers auroyent faict ſaiſir les biens de la communauté: ou la femme ſe ſeroit rendue oppoſante contre les ſaiſies faictes ſur les biens qu'elle y auoit de ſon chef, le mary n'ayant de ſon coſté ſatisfaict au contract de ſocieté : à laquelle les creanciers auroyent promis remettre au blot la ſomme de mil liures promiſe par ſon mary, qu'elle n'auroit acceptee, ains par arreſt donné à la chambre de l'edict à l'Iſle d'Albigeois au rapport du ſieur Maynard contre Roger, Soulier, & autres au mois de Iuillet 1585. ſans auoir eſgard à l'offre des creanciers, l'oppoſition de la femme fuſt receue, l'execution caſſee ſans deſpens, conformément és arreſts citez par ledict Ferron au lieu preallegué : où ſeroit venu en conſideration le dol intenenu au contract de la part du mary, & ſa mauuaiſe meſnagerie, pour laquelle la femme peut repeter la dot pendant le mariage, l. ſi conſtante, ff. ſol. matr. *& à plus forte raiſon ſeparation de biens, pour conſeruer les ſiens. Carondas au chap. 37. du 9. liu. de ſes Reſp. allegue vn arreſt du Parlement de Paris du 4. Decembre 1563. donné pour vn nommé* De Lorme, *par lequel la femme fuſt releuee du contract de ſocieté faict en ſa minorité, & ordonné qu'elle iouyroit de ſes propres, ſans eſtre tenue des debtes de la communauté. Où le meſme autheur faict difference de ſocieté, & communauté conuentionnelle auec la couſtumiere, parce qu'en la conuentionelle l'vn des aſſociés ne doit, ny ne peut rien faire, diſſiper, ne aliener au preiudice de ſon compagnon,* vt in cæteris bonæ fidei contractib. l. rei communis, ff. pro ſoc. *& en la couſtumiere, de laquelle le mary eſt ſeigneur & maiſtre ne viennent les propres heritages des conioints, ſinon les meubles, acqueſts, & conqueſts faicts pendant le mariage, auſquels la vefue que renonce à la communauté ne peut rien pretendre.* [4] *Où ſemble ſe rapporter le remploy, duquel parle ledict Carondas au meſme chap. au faict de la vefue, qui auoit eſté trompee par ſon mary en ſes conuentions matrimoniales, elle eſtant moindre, & bien aiſee, le mary pauure ſe diſant riche, & neantmoins auroyent contracté ſocieté : apres le decez duquel, elle en lieu de renoncer à la communauté, auroit impetré lettres pour eſtre releuee dudict contract de mariage, en ce que par iceluy n'y auoit ſtipulation de remploy, fondees ſur dol & minorité, leſquelles par arreſt furent interinees, & le remploy en propre à elle adiugé de la moitié des deniers qu'elle auoit apportés auec ſon mary, pour lequel elle a ſon hypotheque du iour du mariage : & par ainſi le remploy luy fuſt adiugé, ſans qu'elle fuſt tenue contribuer au payement des debtes de la communauté. Mais n'eſt icy queſtion que d'vne ſeule inquiſition faicte en commun entre mariés, dont l'vſufruict ſe perpetue en la perſonne du mary ſuruiuant, quoy que la proprieté demeure commune auec les hoirs de la femme predecedee, ſans qu'en puiſſent demander le partage, iuſqu'apres le decez d'iceluy mary : parce qu'il en retient l'entier vſage, & habitation pendant le reſte de ſa vie, meſmes quand ladicte communauté procede de ſa liberalité, pour laquelle la couſtume luy en baille l'vſufruict & iouyſſance durant ſa vie, où le mary ſelon icelle ſemble auoir tacitement donné & retenu, contre l'vſage repreſenté par Maynard au chap. 71. du 6. liu. de ſes queſt.* [5] cùm hic ſtatus, in fin. primi reſp. de don. inter vir. & vxor. Et facta donatio inter coniuges confirmatur donatoris interitu, vt notat ibidem Baldus in §. Oratio. [6] Vt ſi vir rem donatam alij vendidiſſet vel obligaſſet, ead. l. cùm hic ſtatus, §. ſi maritus; nec facto diuortio mortis donatarij interuentu, ibid. §. ſi diuortium, vel donatio in eam cauſam inciderit, vnde initium capere non potuerit per alterutrius ſuperuenientem incapacitatem. De qua ibidem in §. ſi donator: & facto diuortio reuocatur à viro facta donatio

vxori,

vxori, quæ ex ea facta eſt locupletior, tam in acquiſitione, quàm æris alieni liberatione, vt ſi pattem pretij rei emptæ ab vxore, ex ſua pecunia venditori numerauerit, quam vir eſt repetiturus: ita res empta à viro ex pecunia ſibi ab vxore donata, ab eadem vindicari poteſt, huiuſmodi reuocata donatione, ſi extet, ſiue res ſit mobilis, vel in ſolo conſiſtat, ſi vir non ſit ſoluendo, l. vxor marito, ff. eod. tit. [7] Nec res donata reuertitur, niſi ex tacita vel expreſſa reuocatione, conſtante matrimonio, cùm ex ea donatione vxor facta ſit locupletior, præfat. iurib. non ſi res donata conſumpta ſit, vel alio quocunque modo perierit, vel poſtea in bonis vxoris eſſe deſierit, præf. iur. & toto paſſim tit. de donat. int. vir. & vxor. ff. & C. tunc enim res à viro vxori donatæ conſtante matrimonio non repetuntur, & eius qui dedit, eſt detrimentum, l. ſi id quod donatum eſt, in princ. ff. eod. ideóque cùm vir vxori, cuius ædes incendio conſumptæ ſunt, ad refectionem earum donauerit, valet donatio in quantum ædificij extructio poſtulat, l. quod ſi vir, ff. eod. tit. ſi quidem mulier dolo fecerit ne res extaret à marito ſibi donata, ad exhibendum, vel damni, iniuriæ agere cum ea poterit, maximè ſi poſt diuortium id commiſerit, l. ſi mulier, ff. eod. Et hæc de reali donatione, non de ſimplici pollicitatione à viro facta, quæ nullam inducit obligationem, licèt vſque ad ſupremum vitæ exitum vir promiſſor in ea voluntate permanſerit, l. Papinianus, eod. nec tamen res donatæ, quæ à viro donatore vendicantur, vel eius hæredib. ſine liberis vxore præmortua, ad eum reuertuntur, niſi ex ſuperueniente prole ex altera vxore, cui immenſa facta eſſet donatio, non quidem modica, & rei partem aliam, *ſ'il y a enfans dudict mariage, qui ſuccedent à la mere, meſmes en ladicte maiſon en commun acquiſe, il eſt certain que de droict le pere en eſt vſufructuaire*, l. 1. §. rectè, ff. de vſufruct. & quemadm. quis vt. fr. *ores connole en ſecondes nopces. Maynard chapitre ſeptieſme du huictieſme liure de ſes queſtions, leſquelles ne priuent le pere de l'vſufruict, qu'il a autrement és biens maternels de ſes enfans: ſauf ſi le pere met le fonds en ruine, & en vſe mal. Car en ce cas y eſt autrement pourueu, ſelon les arreſts citez audict chapitre, tant du Parlement de Bourdeaux, que Tholoze, par leſquels le pere à ceſte occaſion en peut eſtre priué, enſemble de l'adminiſtration, en luy conſtituant penſion pour ſe nourrir & alimenter. Et ſont les donations valables entre mariez auec retention d'vſufruict:* Publitius in conſuetudines Aluerniæ, *au titre des donations, article 21. comme auſſi en peut donner & retenir en faueur des contractans, & de leurs deſcendans, au meſme titre, article vingtcinquieſme. Et faict en Tholoſe la couſtume pour le mary donateur, par laquelle l'vſufruict luy demeure de la partie donnee, & la proprieté aux heritiers de la femme predecedee, de laquelle elle peut tant ſeulement diſpoſer en ſa derniere volonté, non de l'vſufruict retenu par la couſtume*, quæ legis vicem obtinet, *pleine de raiſon & d'equité, ores n'y ayt enfans*, ne vir ſua liberalitate deceptus, in poſterum egeat, & ab exteris vrgeatur: nec poteſt facere vxor quin leges locum habeant in ſuo teſtamento, *auquel toutesfois le mary ayant conſenti, ou apres iceluy approuué & ratifié, ne peut venir au contraire*, niſi facti errore deceptæ. [8] *De tant que toutes donatiõs & diſpoſitiõs valent & contracts de mariage & ſocieté vniuerſelle de tous les biens deduite la legitime des deſcendans*, l. hæreditas, C de pact. cõu. *Couſtume d'Auuergn. ar. 16. du tit. des donatiõs*, & ibi Publ. [10] *Qu'eſt l'affrairement, duquel parle Benoiſt au lieu preallegué, non couſtumier, ains conuentionel: toutesfois que la cõmunauté couſtumiere de la ville, preuoſté, & viſcõté de Paris & leurs ſembla-*

7

8

9

10

ſemblables, laquelle ſe continue par le pere ſurviuant, ores ſe remarie auec les enfans du premier lict. Carondas chap. 52. du 7. liu. de ſes Reſp. quoy que tant la couſtumiere que la conuentionnelle ſe continue tant en pays couſtumier, que de droict eſcrit, faicte & contractée entre mariés; & au contraire la dot & douaire prefix communs & conſtituez en pays couſtumier ſans entrer en communauté, tous les acqueſts appartiennent au ſeul acquereur contre la couſtume du pays. Le meſme au chap. 100. du meſme liu. où ledit Carondas cite les arreſts propres & conuenables à ladicte queſtion, où toutesfois y a pacte de future ſucceſſion, on violente la couſtume, & paſſe par deſſus, en ce que on oſte au prenourant la liberté de diſpoſer de ſa moitié, comme ſe peut voir par tout le titre des aſſociations, des couſtumes d'Auuer-
21 *gne*, & ibi notatis. [11] *Si chaſcun des mariés paye la moitié de ſes propres, le fond acquis eſt bien cõmunauté cõuentionelle & particuliere, ores le mary en retire l'entier louage, ſa femme ne contrediſant*, vt in l. hac l. decernimus, C. de pact. conuent. *autrement chaſcun d'eux peut vſer & diſpoſer de ſadite moitié à ſa volonté*, §. diſponat, de nupt. in auth. l. i.
22 C. de ſacroſ. eccl. [12] vt in conſuetud. t. de dotis conſtitutio. [13] In l. cùm opor-
23 tet, C. de bon. quæ liber. exceptis caſtrenſib. & quaſi caſtrenſibus, & iis quæ regia munificentia, filio vel familiæ fam. donata ſunt, quæ pleno iure, nullo retento vſufructu ad filium famil. pertinent, d. l. cùm oportet, in fin. & l. cùm multa, C. eod. *& a lieu en pays couſtumier: ce qu'eſt dit en France, les peres n'auoir l'vſufruict des biens aduenus à leurs enfans, non en pays de droict eſcrit. Imbert en ſon Enchiridion*, in verb. Gallorum filij, *dequoy eſt amplement traitté par ledit Maynard aux chap. 73. & 95. du 2. liu. de ſes queſt. & dit au Parlement de Tholoſe le pere eſtre auſſi vſufructuaire des biens propres de ſes enfans mariez, à la charge de leur aſſigner penſion, & meubles pour leur nourriture & entretenement, ſuiuant la faculté de ſes biens, au dire des proches parents: & allegue à ce propos vn arreſt du Parlement de Tholoſe du 1. feurier 1572. donné au profit d'Anthoine Auſtri fils appellant du Seneſchal de Quercy, contre autre Anthoine Auſtri ſon pere: & au chap. 74. eſt repreſenté le fait d'vn oncle qui auoit faict heritiere ſa niepce, à la charge d'inſtituer certain perſonnage auquel ayant refuſé, ou auoir pris autre parti, par arreſt du mois de Septembre 1581. de Pradel contre Teſſier, & autres donné au rapport du ſieur de Tapignon, fuſt iugé le pere n'auoir l'vſufruict és biens acquis à la fille, ſans toutesfois que le mary ſuccede à la femme par la couſtume generale de France. Maynard chap. 25. du 3. liu. de ſes queſt. où il cite au contraire l'authentique* præterea, C. vnde vir & vxor *priſe du ch. 5. de la nouuelle 117. & vn arreſt general de la veille S. Croix 1581. conforme à ladite authentique, par lequel la petite conſtitution dotale & legat du mary (qui auoit laiſſé trois enfans de ſon mariage) faict à la femme, auroit eſté confus à la maſſe hereditaire, & la quatrieſme partie des biens du mary adiugée à la femme, qu'eſt autant qu'à l'vn de ſes enfans. Ce qu'eſt entendu par ladite authentique,* ſi matrimonium ſit abſque dote, & ſuperſles inopia laboret, vel tam exigua, quæ non ſufficiat, vel mulier inde ſe alat: *laquelle ſi eſt competante pour ſa nourriture & conuenable à ſa qualité, l'authentique n'a lieu: ny n'eſt l'enfant tenu nourrir le pere, ſi a d'ailleurs dequoy s'entretenir, non plus que le pere n'eſt tenu nourrir le fils riche & bien auſé. Carondas chap. 154. du 7. liu. de ſes Reſp. alleguant à ce propos vn autre arreſt du Parlement de Tholoſe du mois d'Octobre 1548. donné aux grands iours du Puy: à la fin duquel chapitre, dit eſtre autrement pourueu aux femmes en pays couſtumier.* De his fusè Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 800. & ſeqq. e. de teſtam. [14] *Carondas chap. 46. du 7 liu. de ſes Reſp. où il*
24 *monſtre le mary n'eſtre tenu r'employer l'argent dotal, que ne luy a eſté payé, par arreſt du 1. May 1544. quoy qu'il y ayt promeſſe de r'employ és parties dotaux, chap. 37. du 9. liu. de ſes*

Reſp.

Resp. represente comme par autre arrest le remploy fust adiugé à la femme, ayant esté faict des deniers qu'elle auoit apportés : au chap. 33. du mesme liu. cite vn arrest notable du Parlement de Paris, par lequel fust ordonné separation de biens entre le mary impudique, & la femme pudique & honneste, & que le mary luy rendroit le remploy qu'il auoit promis faire de quelques deniers à luy baillés en mariage, auec les habillements, bagues, & ioyaux : & outre ce luy fust adiugé certaine somme par an, pour son entretenement, parce qu'elle luy auoit plus apporté que ne montoit l'argent remployable, n'ayant elle autres biens d'ailleurs, & succede le remploy à la chose remployee, Masuer au titre des associations, nombre troisiesme. [15] *La femme est facilement relevee de l'obligation par elle faicte auec son mary : Carondas chapitre 56. du septiesme liure de ses Resp. mesmes la moindre des conuentions matrimoniales, sans toucher au sacré lien du mariage, & renoncer à la communauté : ledict Carondas chapitre 37. du neufuiesme liure de ses Resp. ensemble des renonciations par elle faictes en ses contracts, que luy sont dommageables, chapitre 13. du 8. liure de sesdictes Resp. ensemble de la ratification par elle faicte du commandement de son mary : ledict Carondas au chapitre 215. du septiesme liure de sesdictes Resp. Et a on accoustumé au Parlement de Tholose preferer les femmes pour la dot és creanciers precedants, ayans expresse ou tacite hypotheque sur les biens tant de son beau pere, qui a receu la dot, ou son fils de son mandement que du mary, non au Parlement de Paris, & Bordeaux, où est iugé, pour & en faueur des expresses & precedantes hypotheques. Maynard chapitre 51. du 2. liure de ses quest. sauf les deniers demandés de la finance d'vn estat patrimonial, lesquels sont preferez à la dot, tant en Tholose que ailleurs, chapitre 90. du mesme liure Carondas chap. 7. du 9. liu. de ses Resp. & marché la dot auec la prestation du reliqua des comptes rendus de la tutelle par le mary administree enuers le pupille. Arrest general de la veille S. Croix 1572. cité par ledict Maynard au chapitre 53. du 7. liu. de ses quest. & en Tholose a esté preferee aux creanciers tant du beau pere que du mary, qui ont expresse & precedente hypotheque : le mesme chapitre 57. du 7. liu. de sesdictes quest. Et peut la femme pour sa dot prendre ou retenir de sa propre authorité la possession des biens de son mary decedé, ou s'apauurissant par son hypotheque, & sans prealable discussion sur iceux agir contre le tiers possesseur : le mesmes au chapitre 22. du troisiesme liure de sesdictes quest. sauf que le mary, le pere, la mere, l'ayeul, ny l'ayeule ne peuuent estre contraints, pressez ne poursuiuis à l'effect de ladicte restitution, outre leurs facultés : chapitre 23. du mesme liu. & mesmes la dot ou partie d'icelle se peut employer pour subuenir aux extremes necessités des plus proches reduicts en pauureté, & pour autres causes honnestes & pitoyables, quelque peu touchees par ledict Maynard au chapitre 21. du mesme liu.* [16] l. Quintus Mutius, ff. de don. int. vir. & vxor. & eius hæredib. contra huiusmodi præsumptionem incumbit onus probandi, vnde & quo artificio facta est huiusmodi acquisitio, vt è cõuerso probare teneatur hæres patris ingratitudinẽ filij exhæredati, l. omnimodo, C. de inoff. testam. quia præsumitur iniustè exhæredatus, ex quo naturaliter filij sunt grati parentibus, glos. in l. fin. in princ. ff. de his quæ vi metúsve caus. fiunt, idque ex facti vel legis præsumptione : nam contra præsumptionem iuris vel de iure, nulla admittitur probatio, l. antiquæ, C. ad Vell. l. fin. C. ad Maced. l. fin. C. arbit. tutel. Alexander in l. inter stipulantem, §. 1. ff. de verb. oblig consil. 47. 114. in 4. volumine, consil. 77. in fin. in 6. volũm. Alciatus in 1. parte tractatus Præsumptionum, num. 3. & sequent.* [17] *Et lors on doit estimer les acquisitions prouenir des moyens & industrie de la femme, non du mary : sicut illa quæ ex liberalitate fortunæ, propria industria, & aliunde quæruntur, quàm ex*

rebus paternis, non cenſentur ex hereditate patris prouenire, toto tit. C. de bon. quæ liber. l. debitor, l. ſi defunctus, C. arbit. tut. & tunc iure poſſidenti, nec neganti, ſed agenti & affirmanti incumbit onus probandi, l. 1. 2. 4. l. ſiue poſſidetis, l. fruſtra, l. actor, C. de prob. l. cùm lex Falcidia, l. verius, ff. eod. teſtibus vel inſtrumentis, aut aliis quibuſcunque documentis, l. ſicut iniquum, l. in exercendis, C. de fid. inſtrum. non nudis aſſeuerationib. propria annotatione domeſticis inſtrumentis, defuncti rationibus, vel teſtamentis, quibus nemo ſibi debitorem conſtituit, vel rei dominium acquirit, l. non nudis, l. exemplo, l. inſtrumenta, l. rationes, C. de probat. niſi aſſeueratio vel propria ſcriptura, ſicut facti præſumptio aliis arceatur coniecturis, & de facto aliunde appareat, vt in notorio & rei euidentia: & creditur rationibus publici mercatoris rectè ordinatis, & in nullo labefactatis, licèt alios debitores ſibi conſtituat. De his plenè Alciatus in tract. præſumpt. & nunc ſi actor non probet, reus eſt abſoluendus: l. 2. C. de prob quia reus nec poſſeſſor probare tenentur quę ipſi negauerint, l. fruſtra veremini, l. actor, C. eod. & proprias debet habere probationes, nòn petere aduerſarium cogi ad exhibitionem eorum, quę ſibi negotium faciunt, c. fin. §. qui intendit, 4. q. 2. c. 1. de prob. c. l. nimis, C. de teſtib. l. 1. C. de eden. teſtes domeſticos, vel propria inſtrumenta exhibere, niſi publica, vel rationes publicas l. is apud quem, l. iuſtum, l. procurator, C. de eden. & reus non actor aduerſarij rationes & inſtrumenta poſtulat ad fundandam exceptionem, l. non eſt nouum, l. fin. C. eod. & poſtquam creditor rem ſibi deberi probauerit, reus pariter ad ſolutionis probationem admittitur, d. l. 1. C. de prob. & ita excipiendo reus agens pariter ſuccumbit, ſi non probet cauſam ſuę defenſionis, l. eum qui, ff. ad Trebell. [18] d. l. Quintus Mutius tenetur enim mulier viro operari, & operam dare rei domeſticę quam diu alitur à viro & ſimul habitant; ſi ſint in communione bonorum, cenſetur cõmunis, & ex re communi facta acquiſitio: ſi autem ſeorſum habitent, tunc ſi vxor eſt cauſa diuortij, quę impudicè viuit, ex turpi lucro quęrere intelligitur: ſin autem hac eadem à viro turpiter, & inhoneſtè vitam degente, propter vitę honeſtatem diuerterit, vt quondam Lutetię actum legitur apud Carondam c. 33. lib. 9. Reſp. quęcunque illa quęrit pendente diuortio, cenſentur honeſtè quęſita, vt notatur in gloſ. d l. Quintus Mutius, *meſmes quand la femme eſt occupee à quelque honneſte induſtrie, telle qu'eſt la marchandiſe publique, faiſant train de marchandiſe, hoſtelerie, couſturiere, maiſtreſſe d'eſcole, enſeignant filles, ou s'occupant à quelque autre honeſte exercice: quoy que la cauſe de leur ſeparation ſoit indifferente, & ne procede de delicte, comme parfois aduient par infortunes, & deſaſtreux accidents.* Si ſint in eadem familia, tunc vir eſt caput, familięve dominus, & ſolus ſuſtinet onera matrimonij: in cuius naturam nec vxor debet locupletari, nec vir damno vxoris ditior fieri, ſicut pupillus nec Eccleſia, ſub prętextu priuilegij cum aliena iactura fieri debet locupletior, imò quod ſupereſt, reſtituere tenetur. l. fin. C. de vſuc. pro empt. Eccleſia enim minori aſſimilatur. l. orphanotrophos, C. de Epiſc. & cler. Baldus in l. iubemus, §. ſanè C. de ſacroſ. Eccleſ. l. ſi prędium, C. de prędi. min. l. Reſpub. in verb. ſolet, ff. ex quib. cauſ. maior. ſicut minor mulieri, vt ſ. Quęritur etiam patri quod filiusfam. ex re patris, vel patris intuitu quęſierit, §. igitur, & ibi gloſ. in verb. ex re per quas perſ. nob. acq. inſt. Domino, quę ex eius ſubſtantia, induſtria ſerui mercenarij quęruntur, §. de iis, & ſeq in fin. eod. [19] Eo quod res ex pecunia

mea

mea empta non ſit mea, ſed eius qui emit vt in c. ſuperiori: [20] Præfat. iurib. [21] *La femme a ſes paraphernes, le fils a ſon art & milice, le ſeruiteur mercenaire a ſon petit cabal peculier, dont peuuent diſpoſer à leur volonté,* l. cùm oportet, §. eadem, §. exceptis, C de bon. quę lib. *enſemble de leurs propres, ſauf que le pere a l'vſufruict & adminiſtration de ceux de ſes enfans.* [22] d. l. cum oportet [23] l. hac lege decernimus, C. de pact. cõuen. *n'eſtans les biens propres de la femme à la diſpoſitiõ du mari, ſinon la dot. Et ſont les deniers prouenans des alienations des paraphernes ſubiects à remploy, enſemble des heritages à elle aduenus pendant le mariage, dont eſt parlé par ledict Carondas és lieux prealeguez: & les deniers dotaux en pays couſtumier ſubiect à retour, ſi le mary eſt pauure, & n'y a fonds conſtitué pour le remployement d'iceux: en lieu duquel l'eſpoux ou ſon pere, auquel on conſtitue, recognoiſt icy la dot auec l'augment, le cas aduenant, ſous la generale & ſpeciale hypotheque de tous & chaſcuns ſes biens, qu'il oblige,* etiam dote non numerata, ſub ſpe futurę numerationis, qua licet non ſecuta, viri bona vxori manent obligata, & in eis hęc eadem viro ſuperſtes paratam habet executionem, cùm per eum ſteterit, quò minùs ipſe dotem receperit, & conſtituentem non vrſerit, quem vxor conſtante matrimonio vrgere nequit, cùm ſit in poteſtate viri, præſertim patrem conſtituentem, qui cùm nec vltra vires teneatur ad dotis ſolutionem, ſicut nec maritus ad eiuſdem reſtitutionem. *Maynard chapitre 23. du troiſieſme liure de ſes queſt. Auquel appartient en faire la pourſuite, non à la femme, & luy eſt imputé ſi le conſtituant eſtranger deuient inſoluable, apres le temps de la deſtinee ſolution, luy ayant laiſſé la dot entre ſes mains, & receu les intereſts d'icelle, voire contre ſon beau pere, ſi ne l'a actionné & faict apparoir de ſon inſoluabilité & diligences ſur ce faictes: dont on a de couſtume en Tholoſe adiuger la dot, quoy que du tout, ou partie non comptee à la femme ſeruiuant au mary, enſemble l'augment, ſelon la couſtume, ſauf és heritiers leur recours ſur les biens du conſtituant, comme a eſté cy deuant repreſenté au chapitre premier de la conſtitution dotale.* [24] Contra præſumptionem iuris, vel de iure probationes non recipiuntur, niſi per confeſsionem partis, vel facti euidentiam. Accurſ. in auh. ſed non neceſſe, C. de don. ante nupt. notatur in c. quanto, e. de præſumpt. *Maynard chapitre 13. du huictieſme liure de ſes queſt. Et meſmes apres la forcluſion de l'enqueſte, on peut requerir que l'aduerſaire ſe face ouyr cathegoriquement, ou par ſerment deciſoire, ſur la forme baillee, ſelon le Guenois ſur la Practique d'Imbert. Ordon. de Moulins, & Mayn. ch. 80. du 6. liu. de ſes queſt.* [25] *Carondas au chapitre 187. du ſeptieſme liure de ſes Reſponſes, repreſente comme l'article 54. de l'ordõn. de Moulins, que prohibe ne receuoir aucune preuue par teſmoings contre la teneur du contract, & conuentions particulieres ſignees des parties, eſtre entendue des contracts, & conuentions faictes de bonne foy, la preuue de la fraude n'eſtant exclaſe, ſi point en y a, ſoit en la forme du contract, ou en la quantité par ladite ordonn. non ſeulement aux contractans, mais auſſi à tous ceux que y ont intereſt. Les moyens de laquelle on doit articuler & preuuer, partie au contraire, ſi bon luy ſemble, ſans auoir eſgard aux preſomptions pretendues contre le contract, comme eſt obſerué tant és Parlemẽts de Paris & Tholoſe, qu'és Cours ordinaires, ſelon ledit Carondas au meſme chapitre, Maynard au chapitre 49. du ſixieſme liure de ſes qu.* nec à contractu receditur, nec in contrarium probationes recipiuntur, niſi dolo, fraude, vel ſimulatione confecto, pó quidem ipſo iure, ſed diplomate Regio, & legit. prob. quibus non probatis, ſtatur contractui, *parce que voyes de nullité n'ont lieu en France:* aliud eſt ſi falſsũ aſſeratur inſtrumẽtum, *lequel on doit iurer de faux, bailler les moyens, & iceux verifier, ſans impetration, at-*

tendu que c'eſt vn crime, cuius acerrima fieri debet indago, vt in l. vbi falſi, C. ad leg. Cornel. de falſ. *où le Roy a intereſt, qui n'a beſoin recourir à ſoy meſme, pour l'exercice de ſa iuſtice, ſauf que le contract demeure en pieds, iuſqu'à ce que la fauſſeté eſt deſcouuerte & verifiee: de meſme la femme n'eſt releuee du contract de vente qu'elle a faict par menace, force & contrainčte maritale, iuſqu'à ce que la preuue en eſt faičte. Carondas ch. 22. du 8. liu. de ſes Reſp. Maynard ch. 18. du 6. liu. de ſes queſt. Ny ne peut on dire en France*, tam Præſides, quàm Præfectos vrbi & alios Magiſtratus pro iuriſdictione ſua in integrum reſtituere poſſe, vt quondam iure Romanorum, in l. ſi nemo, C. de reſtit. in integr. l. cauſæ, §. fin. ff. de minor. & ſimilibus. *Parce que ces loix ſont abrogees en France, ſelon Rebuffe:* in proœmio Regiarum conſtitutionum, *où il ſouſtient qu'on ne peut dire les contracts nuls*, ipſo iure, & reſcriptum Principis in omnib. reſtitutionibus eſſe præambulum. *Maynard ch. 33. du 3. liu. de ſes queſt. Et ſont autrement les contracts impugnés de nullité negatiuement conteſtee, par prouiſion executoriale. Maynard ch. 45. du 3. liu. de ſes queſt. où il cite vn arreſt du Parlement de Tholoſe du 26. Ianuier 1575. confirmatif d'vne ſentence du ſeneſchal de Tholoſe, par laquelle la conſignation de la ſomme contenue au contract debatue de nullité, auroit eſté ordonnee, par pluſieurs arreſts du Parlement de Paris remarqués par Carondas au chap. 55. du 8. liu. de ſes Reſp. nonobſtãt les promeſſes ſecrettes contraires ès pactes de mariage leſdicts pactes auroyent eſté confirmés, ores les conuentions matrimoniales euſſent eſté faictes ſur icelles: ny ne peut la femme mariee s'obliger ſans le conſentement de ſon mary: Carondas chap. 101. du 7. liu. de ſes Reſp. quoy que ſeparee de biens, chap. 208. du meſme liu. & s'eſtant auec luy obligee, peut eſtre reſtituee: le meſmes chap. 46. du meſme liu. & remiſe en la piece vendue, en rendant le prix, ſi l'achapteur eſt de bonne foy: ny ne peuuent les mariez alterer ne immuer le contenu ès pactes dotaux par autre contract poſterieur faict pendant le mariage. Carondas chapitre 32. du huictieſme liure de ſes reſponſes.* [26] Nam fraudis interpretatio non ex euentu duntaxat, ſed ex conſilio quoque deſideratur: adeò vt venenum dando quis, ſceleri ſe obliget, etiamſi non nocuerit. Seneca lib. 2. de tranquil. c. 2. Idcó que fraudulosa conſilia mariti vxoris miniſterio non debent obeſſe creditoribus, l. ait prætor, §. ſi cùm mulier, C. quæ in fraud. cred. & res fraudulenter alienatæ ſunt reſtituendæ, & in priſtinum ſtatum redigendæ, l. hac in factũ ff. eod.
26

[27] l. 2. C. de reuoc. his quæ in fraud. [27] Et ita demum reuocatur quod fraudandorum creditorum cauſa factum eſt, ſi euentum fraus habuerit, d. l. ait prætor, §. 1. & ante terminum conueniri poteſt debitor, qui vergit ad inopiam, ſicut maritus ab vxore conſtante matrimonio ad dotis repetitionem, l. ſi conſtante, ff. ſol.
27

[28] mat. [28] *Par fois la fraude apporte note de fauſſeté, ou ſuppoſition, comme ſe void au faict propoſé par Carondas au chapitre 41. du ſeptieſme liure de ſes Reſponſes, d'vn contract autrement eſcrit que recité, par lequel la femme eſtoit fraudee par la malice d'vn mari. Et encor la fraude eſt plus inſupportable, quand elle eſt faičte au preiudice d'vn tiers:* inxta titulum, res int. alios actas aliis non nocere; *meſmes des creanciers.* Stultus eſt enim debitor, qui gaudens pecunias, & tempus quo reddere debeat, non attendit, Gregorius in Noual. lib. Dolus denique ab Iſidoro in ſynonimis dicitur, cùm aliud dicitur, ſimulatur fraus, accipere quod non poſſis reddere, vt ait Seneca in Prouerbiis vnde ſagittas fraudis redire in doloſum verticẽ ſagittantis oſtendit Caſſiodor. lib. 5. Epiſt. *Maynard en parle auſſi au ch. 7. du 3. liu. de ſes queſt. car dict la femme ſoit oppoſante à l'execution faičte à la requeſte des creanciers, la fraude deuement verifiee eſt iuſtement retorquee cõtre le mari debit.* tot. ti. quę in fraud. cred. ff. & C. *du droict duquel ſes*

crean

creanciers ſe peuuent auſſi ayder, pour ſe payer ſur les biens qu'il poſſedoit, lors qu'il s'obligea enuers eux, l.omnes.§.1.ff. quæ in fraud.cred. Sciens enim ſe creditores habere, qui vniuerſa bona alienauit, quamuis non proponatur conſilium fraudandi habuiſſe: intelligendus eſt tamen fraudandorum creditorum conſilio alienaſſe, *& par ainſi ne trouuans autrés biens au pouuoir du debiteur, peuuent venir en reſciſion de contract des alienez, pour lezion d'outre moitié de iuſte prix*, iure creditorum, *Mayn.ch.70.du liu.3.& ch.3.du liu.7.de ſes queſt. Par arreſt ſolemnel de Paris de la feſte de Peſques 1596. prononcé par le Sieur Preſidant Forget, fuſt iugé que les creanciers du debteur qui auoit repudié la ſucceſſion à luy eſcheue, ſe pouuoyent en ſon lieu porter heritiers, ſi mieux il n'aymoit, ou ſes coheritiers payer & acquitter leurs debtes. Caronda.ch 18. du 9.liu. de ſes Reſp. Et peuuēt contraindre vn fils deſheritē leur debteur, demander ſa legitime, pour auoir moyē ſe payer ſur icelle. Mayn.ch.40.du 8.liu.de ſes queſt. & à plus forte raiſon repeter l'argent de leur debiteur, employé à l'achapt d'vn heritage au nom ſuppoſé de la fēme, ſur le meſme fonds achepté la fraude & ſuppoſition eſtant de ſcu certe, & le fonds ſubrogé au lieu de prix*, tanquā ex veri patrimonio: & ſuccedit eius poſterius empta vxoris nomine pecuniæ, vel rei priùs à viro venditæ, cuius pretio emptio fraudulenta ſecuta eſt: quæ fundi priùs à viro venditi tenetur hypothecæ, tanquā in eius locū aut viri pecuniæ reipſa ſubrogatæ, l.Imperat Antonin.§.fi.& ibi Bart ff. de legat. 2. licèt vxoris ſimulato nomine, ac ſi vir ſuo nomine contraxiſſet, in cuius bonis facta diſcuſſione contra tertium poſſeſſorē reiū immobilium poſt contractā obligationem à ſe venditarum, paratā habet actionē hypothecariam, cùm prius egerit perſonali actione; rē enim ſequitur hypotheca, etiā prædij à viro venditi, contractus n.tēpus inſpicitur, & manent immobilia quę tempore contractus à debitore tenentur, & poſſidentur creditorib. obligata, licèt poſtea fuerint à debitore diſtracta & alienata. Et præſumitur fraus, quando fit emptio per interpoſitam perſonā, potiſſimùm in eo, qui ſcit ſe plures habere creditores, & bona non ſufficere ad eorum debita perſoluenda: vires enim ſcire quiſque præſumitur ſui patrimonij l.quiſquis, C. de reſcind. vēd. Publitius in Conſuet. Aluerniæ, tit. de ceſſion bon. art. 2. *où ceux qui font ceſſion, doiuent iurer par ſerment ſolemnel deuant le Iuge n'auoir faitte aucune alienation de leurs biēs, pour deceuoir leurs ſdicts creanciers, autrement ne ſont receus en leur impetration.* [29] *Et ores le mary ne puiſſe aliener les biens propres de ſa femme de ſon authorité priuée, ny autrement, pour s'approprier les deniers en prouenans, le peut en qualité de procureur, & autrement, quand la vente tourne au profict de la femme: le prix s'employe tant pour elle que les ſiens, pour redimer ſon mary de priſon, ſans qu'elle en puiſſe eſtre releuée, quand elle ſeroit intruenue au contract, & n'auroit renoncé au Velleian. Carendas chap.23. du 8. liu. de ſes Reſponſ. ny voire quand elle ſeule auroit contracté & intercedé pour ſon fils, ſans eſtre authoriſée, ne licentiée de ſon mary: le meſmes chapitre douzieſme du meſme liure*, de quibus in ſuperioribus. [30] *L'achapt faict par le mary des deniers de la femme appartient au ſeul mary, non à la femme, comme eſt cy-deuant repreſenté, ſauf à elle ſon action pour la ſomme ſur les biens d'iceluy mary, & ſi bon luy ſemble ſur la piece acquiſe, comme partie d'iceux, ſi par le contract d'acquiſition n'eſt porté qu'elle ſoit acheptée des deniers de ſadicte femme, ou le tenancier d'icelle ne les ayt à ceſte intention deliurez par acte public, d'eſcripture priuée ny en preſence de teſmoins: car en ce cas elle & les ſiens auroyent ſpecialle hypotheque en la piece*, de qua auth. quo iure, Cod. qui pot. in pignor. hab. *ou du moins qu'il apparoiſſe dudict employ, en quelle maniere que ce ſoit, ou l'argent auoit eſté baillé pour ce faire*, ex Caronda in cap. 7. libr. 9. Reſponſ. leg. quamuis, Cod. de pignor.

31 Nouell. 53. c. 5. 97. c. 4. & 136. c. 3. 31 *Maynard chap. 23. du 3. liu. de ſes queſt. chap. 48. du*
32 *liu. 6. & chap. 95. du 8. liu. de ſeſdictes queſt. où eſt la reſolution de ceſte matiere.* 32 Publi-
tius *ſur les Couſtumes d'Auuergne, art. 4. 5. & 7. du titre des tuteurs. Et doibt auſſi la me-*
re rendre compté de ſon adminiſtration, ſi ſe remarie, quoy que le mary deffunct l'en ayt par
ſon teſtament deſchargée, vt in l. quidam decedens, ff. de adminiſtr. tut. *Maſuer au*
33 *tit. des tuteurs, nombr. 6.* 33 *Si ſe remarie eſt tenue rendre compte auant ſes fiançailles ou ſes*
eſpouſailles, & faire pourueoir de tuteur ſes enfans : autrement elle eſt priuée de leur ſuc-
ceſſion par le Droict Romain, auth. ſacramentum, Cod. quand. mulier tutel. of-
fic. fung. deb. l. fin. Cod. de legit. hæredit. l. omnem, Cod. ad Tertullian. *en-*
ſemble les gains nuptiaux par la Couſtume d'Auuergne, au tit. des tuteurs, art. 5. non de ce
que luy a eſté donné & laiſſé par ſon feu mary pere deſdicts enfans, ſelon Maſuer au meſ-
me tit. nombr. 10. Toutes-fois en Tholoſe s'obſerue le contraire, de tant que le paraſtre y
peut prendre la charge & tutelle deſdicts enfans d'authorité de iuſtice, non autrement, com-
me a eſté pluſieurs fois iugé tant au Parl. de Tholoſe que Paris, *Maynard chap. 26. du 7. liu.*
34 *de ſes queſt.* 34 *Par la Couſtume reformée de* Paris, *art. 314. l'vſufruict des communs ac-*
queſts appartient au ſuruiuant des mariez, expliqué par Carondas au chap. 35. du 8. liu. de
ſes Reſp. & en cas de reſtitution de dot, le mary ne peut eſtre preſſé, ne pourſuiuy par deſſus
ſes forces, l. maritum, ff. ſolut. matr. *ni le pere, mere, ayeul, ayeule, fils, fille, nepueu, niepce,*
beau-pere, belle-mere, gendre, filiaſtre, patron, affranchy, compagnon, gendarme, dona-
teur & autres perſonnes, qui ont vſé de liberalité. Maynard chap. 23. du 3. liur. de ſes queſt.
n'eſt ſans raiſon que noſtre Couſtume attribue l'vſufruict de la moitié de l'acquiſition fai-
cte en comman, & deſtinée au commun vſage des mariez, au ſuruiuant d'iceux, des de-
niers duquel a eſté faicte, pour l'honneur & reuerence de la coniunction & ſocieté coniuga-
le, tant en la maiſon humaine, que diuine : dont le ſuruiuant par le droict Romain ſouloit en-
tierement ſuccceder au premourant. Maynard chap. 25. du 3. liu. de ſes queſt. Et encore s'ob-
ſerue en Tholoſe l'authentique Præterea, C. vnde vir, & vxor, *& comme pays de droict eſ-*
crit les peres y ſont vſufructuaires des biens aduenus à leurs enfans par le decés de leur me-
re ou autres, nonobſtant la Couſtume generale de France obſeruée au contraire. Mayn. ch. 95.
35 *du 2. liu de ſes queſt.* 35 *La rigueur des peines ordonnées de droict eſt gardée au Parl. de Tho-*
loſe, contre celles que ſe remarieront l'an du dueil, leſquelles ſont priuées de la ſucceſſion & le-
gats à elles faicts par leurs premiers maris. Mayn. ch. 92. du 2. liu. de ſes queſt. où il remarque
vn arreſt du 5. Ianuier 1575. par lequel la ſucceſſion & legat à elle laiſſé par ſon premier ma-
ry, a eſté adiugée aux plus proches d'iceluy mary, chacun d'eux pour ſa partie contingente,
n'y ayant enfans du premier lict : & ſont auſſi priuées de l'augment couſtumier, quoy qu'elles
alleguent minorité, ch. 91. du meſme liu. lequel auſſi retourne aux enfans du premier lict ſur-
uiuants à la mere, ch. 90. laquelle ne peut non plus donner à ſon ſecond mary que la troiſieſme
de ſes biens, le ſurplus appartenant aux plus proches ſucceſſeurs de ſondict premier mary, s'il
n'y a enfans dudict mariage, neanmoins le pere demeure vſufructuaire en Tholoſe des biẽs
maternels de ſeſdits enfans, quoy qu'il ſe remarie, ſi demeurent en ſa famille : car autremẽt
ſi font maiſon ſeparée, les fruicts ſont à communiquer entre le pere & les enfans, ne inter-
dum liberi egeant, *leſquels le pere eſt auſſi tenu nourrir, & entretenir de ſa propre ſub-*
ſtance, ſi n'en ont d'ailleurs, comme eſt repreſenté par le ſieur Mayn. au ch. 7. du 8. liu. de ſes
36 *qu.* & debẽtur paterna paternis, materna maternis, *le cas aduenant.* 36 *L'vſufruict ve-*
nant à s'eſteindre, & conſolider à la proprieté par le decés de l'vſufructuaire, la ſucceſſion
demeure de plein droict ouuerte par eſgalles portions entre les enfans maſles & femelles des
deux conioincts defuncts, & les deux heritages vnis enſemble, ſans aucune diſtinction ny

pre-

preciput entre freres & ſœurs pour les acqueſts ou conqueſts de leurdict pere, ſi par eux, ou l'vn d'iceux, n'y auoit eſté pourueu pour l'aduantage de l'vn, ou de partie d'iceux, vt in Notis anterioris Conſuetudinis, *& ſuiuant le Droict Romain és ſucceſſions des deſcendants, comme pays de droict eſcript, ny ayant Couſtume au contraire*: & quondam iure ſuitatis erant tanquam domini rerum paternarum, necnon maternarum, & tandem erant hæredes neceſſarij, etiam abſque hæreditatis aditione, & apprehenſionis à tempore parentis interitus, quia ipſo iure hęredes exiſtebant. l. in ſuis, ſide ſuis & legit. hæred. *conformement à la practique de France, par laquelle le mort ſaiſit le viſ, non toutesfois que le fils ſoit tenu l'accepter ſi ne veut*, l. 1. C. ſi vt omiſſ. hæred. *ains la peut repudier ſi bon luy ſemble, & ſe contenter de l'vne des deux ſucceſſions*, & ſuccedunt filij, filiæve in capita nepotes neptéſve ex eis deſcendentes in ſtirpes, nouel. 127. c. 1.[37] *Ce ſiecle d'or, duquel parle Lactance Firmian au chap. 5. du 5. liu. de la Iuſtice, ſemble ſe rapporter à l'aage d'innocence*, qua nec conſanguineis fuerat diſcordia nota, *laquelle s'eſtant eſleuée és parties celeſtes auec l'immortalité nous auroit laiſsé ça bas la mort premiere exercée en la perſonne du puiſné des mortels, premier vierge, & martyr, comme remarque Genebrard en ſa Chronologie par le cruel & damnable fratricide, engendré de la diſcorde fraternelle aduenue pour le different de la religion, ſelon les Hebreux, & remarque ſur ce faict par ledit Genebrard. Eſau pour auoir perdu le droict de primogeniture auroit auſſi ſouuent attenté ſur la vie de ſon frere: à quel propos Maynard au chap. 69. du 2. liu. de ſes queſt. repreſente le faict d'vn frere aiſné qui auroit voulu troubler la paix & amitié contractée auec ſes autres freres & taſché d'eſtre ſeul heritier de ſon feu pere, à la nomination faicte par ſa mere, ſuiuant la permiſſion que ſondict pere luy auoit donnée par ſon teſtament: où eſt conclud à l'eſgalité & obſeruation de la loy conuentionnelle preſcripte entre les freres contractants: & pour les laiſſer du tout en repos, ſeroit bon & vtile leur partager l'heredité*, non in vtiles & portiones hæreditarias, *mais en corps, afin que chacun print ſa part ſans trouble ne diſſenſion, dont le plus vieux face le deportement, le plus ieune choiſiſſe à l'exemple d'Abraham, qui donna le choix à ſon Nepueu. Maynard chap. 96. du 7. liur. de ſes queſt.* Vnde Seneca libr. 6. Controuerſ. controu. 2. maior frater diuidat patrimonium, minor eligat. [38] Nec immeritò iuſſit Imperator Nouell. 117. cap. 4. Ne maximis decorati dignitatibus vſque ad illuſtres nuptias celebrarent, niſi confectis dotalibus inſtrumentis: *attendu que par iceux les Nobles & illuſtres qui viuent noblement, bouleuarts & fortereſſes des Republiques & citez, comme tient Patrice en ſa Reſponſ. diſpoſent l'eſtat de leur maiſon, à ce que le premier enfant maſle que naiſtra de leur mariage ſoit pourueu de la place principalle, & porte le nom & armes d'icelle, ſelon la Couſtume d'Auuergne, artic. 51. du tit. des ſucceſſions*, & ibi Publitius: *& par la meſme, article trente & trente vn du tit. des donations: Les donations, ou inſtitution d'heritier faicte à cauſe de mort, ou entre viſs, en traicté de mariage en faueur des mariez, ou de leurs deſcendants ſont irreuocables: & ſont deux choſes requiſes aux Nobles, que ſoyent d'extraction noble, ou annoblis par ſa Majeſté & viuent noblement, non en qualité de marchands, ou fermiers par eux, ny perſonnes interpoſées. Ordonn. d'Orleans, artic. 109. Ny n'eſt permis aux autres non nobles & roturiers, acheptans fiefs nobles, porter armoiries tymbrées, & tenir rang de nobles, ſur peine de groſſes amandes. Ordonn. d'Orleans, art. 110. de Blois, art. 257. 258. 259.* Nobiliores natalibus, & honoris luce conſpicuos, & patrimonio ditiores pernicioſos vrbibus mercimonium exercere prohibemus, vt inter plebeios & negociatores facilùs ſit emendi, vendendíque commercium reſcribunt Impp. Honorius & Theodoſius in l. nobiliores, C. de commerc. & mercator. Vbi

[38]

tria

tria notantur ex hac lege nobilitati conuenientis, antiqua propago, ſplendor honoris, & diuitiarum amplitudo: & hæc tria annexa augent nobilitatem, vnde dicuntur nobiliores: & ita à progenitorum virtute, ac diuitiis dicitur nobilis, ob ſanguinis generoſitatem & diuitiarum potentiam: adeò vt ſe nobilis pauper appareat, mercantiam, vel opera ruſtica exerceat, inter ignobiles deputatur, præfatis ordinationibus non tamen omnino amittit nobilitatem, ſi nihil ei contrarium agat, licèt pauper factus ſit belli potentia, non ob maleficium. Vnde Diuus Hieronymus, tribus eſt præcauendum, tanquam à ſcopulo maris, à Clerico negotiatore, à ruſtico facto nobili, & à paupere facto diuite, vnde verſus

Fert pax dulcis opes, opibus ſuperbia creſcit,
Hoc bellum, hoc humiles, pauperiémque facit.
Tunc pax, tunc rurſus reddit audacia belli.

D'où vient que le droict d'aiſneſſe eſt ſi recommandable à la nobleſſe pour la conſeruation de leurs maiſons & dignités ſelon la Couſtume generale de France, inuiolablement entre eux obſeruée, ſans que nul puiſſe diſpoſer au contraire, ni le Roy meſmes contre la loy Salique fondamentale de ce Royaume, his verbis, concepta ſub titulo de Alode 62. legis Salicæ. De terra verò Salica nulla portio hæreditatis mulieri veniat, ſed ad virilem ſexum tota terræ hæreditas pertineat: *pourueu que l'aiſné ſoit habile à ſucceder, autrement le puiſné tient ſon lieu, s'il eſt apte aux armes, & rendre le ſeruice & hommage deub à ſa Majeſté, les filles eſtans dotées auec les autres enfans, ſans detraction de legitime, non plus aux Duchés, Marquiſats & ſemblables dominations, que à la Couronne & autres où y a droict d'aiſneſſe, pour euiter la diminution du Domaine.* De his Pulitius *ſur la couſtume d'Auuergne, art. 51. du tit. des ſucceſſions.* Bonus Decurtillus in tractatu Nobilitatis, Chaſſanæus in Conſuet. Ducatus Burgundiæ, in verb. *des droicts & appartenances*, § 91. in textu, *entre gens nobles. Et n'eſt beſoin de traicter de la nobleſſe que prouient du ſeul office & dignité, laquelle eſtant viagere, ne deſcend aux enfans, leſquels enſemble les filles ſuccedent eſgalement*, leg. maximum vitium, Cod. de libr. prætor. *reprenants leur premiere nature.*

DONA

DONATIONS,
TITRE XIV.

COVSTVME I.

Les preſents qu'on donne & apporte à l'eſpoux tant de ſa part, que du coſté de l'eſpouſe iour & veille des nopces, comme poyure, cire, chair, bled, vin, boutons, boucles, ou agrafes d'or, bagues, ioyaux, cueillers d'or ou d'argent, & choſes ſemblables, appartiennent à l'eſpoux ſans que l'eſpouſe y ſoit en part, enſemble les eſtraines qu'on enuoye le lendemain des nopces tant à l'eſpoux qu'à l'eſpouſe.

CHAPITRE I.

ES nopces des Rois on fait largeſſe au peuple en ſigne de lieſſe à celles des ſubiects les inuités au contraire gratifient les nouueaux eſpoux de dons & preſens [1] : non que tous appartiennent à l'eſpoux, ſelon le texte de ceſte Couſtume, ſinon ceux que luy ſont tant ſeulement donnés tant le iour & veille, que le lendemain des eſpouſailles, & apportés en ſa maiſon des choſes potables & conueſtibles : comme chair, bled, vin, ſucre, poyure, & autre eſpicerie, cire, comme torches, flambeaux, & châdelles, ou autres choſes propres & conuenables à la feſte, pompe, & celebration des nopces, ou pour la prouiſion de la maiſon des nouueaux mariez, de quelle part qu'on leur apporte, tant du coſté de l'eſpoux que de l'eſpouſe : [2] enſemble le ſeruice de table & vaiſſelle d'or, ou d'argent, boutons, boucles, & agrafes d'or, que les hommes ſouloyent anciennement porter en leurs iuppes & manteaux, & argent monnoyé. [3] De meſmes les robbes, bagues & ioyaux, comme

chaines, carquants, braſſelets, ordres, brillants, miroirs, contoires, pierrerie & beſongne d'or à vſage de femme, donnés à l'eſpouſe par les parents d'elle, ou de l'eſpoux, appartiennent à l'eſpouſe en proprieté, [4] auec les ſommes, meubles & immeubles, droits & actions à elle leguez & aduenus auant, lors & apres les nopces de ſes pere, mere, & autres parents, ou perſonnes eſtrangeres, [5] hors la conſtitution dotale, cenſee du patrimoine du mari, pour le ſupport des charges matrimoniales, [6] non les eſtreines qu'on donne & apporte le lendemain des nopces, leſquelles appartiennent au mari par la meſme Couſtume: [7] enſemble les ornements & robbes ſomptueuſes bagues & ioyaux pretieux qu'il luy a donnez, ſi par les pactes dotaux, ou teſtament il ne luy en fait expreſſe donation pour en diſpoſer à ſa volonté, car autrement elle n'en a que l'vſage, & retournent au mari donateur, ou à ſes ſucceſſeurs, ſi ſont en nature, & en l'eſtat qu'elles ſont trouuees lors du decez de la defuncte: dont la perte reuſſit contre le proprietaire, ſi ſont vſees & gaſtees, neantmoins chaſcun d'iceux retire les eſtraines de ceux qu'il a inuitez de ſa part, pour en faire à ſa volonté, quand elles leur ſont baillees en particulier, celles du coſté du mari au mari, & celles du coſté de l'eſpouſe à l'eſpouſe, non autrement: de tant que les preſents & eſtreines ſont gratuits & volontaires, non neceſſaires, eſtant à l'option des inuitez en donner, ſi bon leur ſemble, & à qui leur plaiſt. [10] Si toutesfois les eſtreines ſe mettent en vn baſſin ou corbeille, & n'appert à qui on les dreſſe, la preſomption ſe prend de la qualité des choſes donnees ſi ſont à l'vſage d'homme, ou de femme, ſinon appartiennent au mari, ſur l'extenſion & interpretation de ceſte Couſtume. [11] Et ſont acquis à celuy, ou celle qui les reçoit lors, & auant les eſpouſailles, à la volonté & liberalité de ceux ou celles qui donnent. [12] Les robbes ſomptueuſes & bagues pretieuſes deſquelles le mari orne ſa femme pendant le mariage, pour les porter és feſtes ſolemnes, retournent de meſmes au mari, s'il ne permet à ſadicte femme en faire à ſa volonté, non les veſtements ordinaires, [13] ni les preſents & eſtreines qu'on luy donne és baptiſailles de ſes enfans, leſquelles appartiennent à la femme accouchee, non au mari: [14] apres le decez duquel elle ne doit auſſi plus aller en pompe, ains paſſer la premiere annee en habit de dueil, & faire prieres pour l'ame du defunct, aux deſpens de l'heredité, & ſe comporter honneſtement auec ſes enfans procreez dudit mariage, ſi point en y a pendãt ſon veſuage, [15] ſi mieux elle n'ayme les faire pourueoir de tuteurs ou curateurs, ſi ſont de l'aage requis, & ſe demettre de l'adminiſtration apres l'an du dueil, pour retirer ſes droits, & faire maiſon ſeparee: [16] &

iuſques

iusques à ce doit estre nourrie & entretenue viuant viduellement sur les biens du defunct, ou pensionnee, si n'a autres moyens que ceux que sont incorporées, ou procedent de l'heritage: comme est la dot, l'augment coustumier, & autres choses à elle recognues, donnees & leguees par sondit mari. [27] Ce qu'elle conuolant aux secondes nopces, ne peut oster aux enfans du premier lict, pour les bailler à ceux du second lict, [18] ni donner au second mari plus qu'à vn de ses enfans du premier lict. [19]

NOTÆ.

1 DOnatio dicta à dono seu δωρεά l. senatus, ff. de donat. caus. mort. quam Vitruuius lib. 2. c. 3. & Plinius lib. 3. c. 43. palmam vocant, quæ cùm munerum per manus fiat traditio, ita appellatur, vel donum à donando dictum, l. inter donum, ff. de verb. & rer. sign. quod nulla necessitate iuris, officióve, sed sponte præstatur, l munus, ff. eod. & cum ea mente quid liberalitatis gratia datur, vt statim fiat accipientis, neque vllo casu ad se reuerti desideretur, l. 1. ff. de don. munus etiam donum dicitur, quod nulla iuris necessitate, sed sponte datur, quod si non pręstetur, nulla reprehensio est, & si pręstetur, plerunque laus inest. Et in hac significatione Labeo ait, inter domum & munus hoc interesse, quod inter genus & speciem: genus est donum à dando, vel donando dictum, species munus, seu donum cũ causa, nempe natalium, nuptiarum, l. inter donum, ff. de verb. sig vnde plebiscito continetur, ne quis Præsidum, munus donúmve capiat, nisi esculentũ vel poculentũ quod intra dies proximos prodigeretur, seu consummaretur, l. plebiscito, ff. de offic. Præsid. & ibi gloss. fi (Prodiga enim dicuntur cibaria, gloss. l. penult. in verb. prodigorum, de fid. instr. & iur hast. fiscal. lib. 10. C.) licet poculentũ non sit propriè donum nec munus, sed xenium, gloss. d. l. plebiscito, in verb. poculentum ff de offic. Pręsid l. solent, § non verò, ff. de offic. proconf. & leg. Xenia enim dicebantur munuscula, quæ à prouincialib. qui quondam erant sub ditione Romana, rectoribus prouinciarum offerebantur, quæ etiam nisi in salarij defectum accipere licet vt in d. gloss. vnde illud diuini Elogij militem alloquentis. Esto contentus stipendiis tuis: sed nec xenia perducenda sunt ad munerum qualitatem ex Vlpian. Resp. in d l. solent, in fin. ff. de offic. proconf. seu necessitatem, quæ gratis dantur, vt ibidem glos. in verb. qualitatem, l. annuatim, l. Seio, §. 1 Ibique glos. in verb. habuerunt, ff de ann. legat. Vbi ea non videntur relicta, quæ incertam liberalitatis voluntatem habuêre, vt vna comestio, par gallinarum, & similia, quæ quotannis medico à testatore præstari solebant, quæ quidem non debentur. *Et souloyent anciennement les playdans qui auoyent gain de cause apres les iugements des procez faire vn present par courtoisie à leur Iuge, ou rapporteur de dragee, confiture, ou espicerie, Regneau au second Indice sur la mot, d'espice, depuis conuerties en argent, & permis par la Cour de les prendre, à la charge, que ne viendroyent en taxe de despens & par succession de temps ont esté conuerties és salaires des Iuges, qui voyent, iugent, & rapportent les procez*, tanquam sportulæ Iudicum, de quibus nouell. 82. cap. 4. *& se taxent par ceux qui president aux iugements des*

procez. Ordonnance de Blois, art. 127. 128. ſans que le rapporteur puiſſe differer la remiſe du iugement, en defaut que le rapport ne ſeroit payé. Ordonnance d'Orleans art. 62. ſúntque honoraria, ſeu præmia laborum, aut quaſi pulueratica, quondam pro labore & puluere agrimenſorib. præſtari ſolita ex Caſſiodoro lib. 12. Variarum, cap. 13. quę non ſecundùm cuiuſque merita, vt in l. fin. de tyronib. lib. 12. C de his. Maynardus cap. 56. lib. 4. quęſt. at ſponſis non prędia laborum, nec lętitia miſſilia dantur, ſed gratioſa dona parentum, & amicorum munera in gratiam ſponſorum, & nouæ affinitatis, ſub ſpe futuræ prolis, qua vtriuſque parentelę diutina firmetur neceſſitudo, quorum fide, preſentia, & aſſenſu contractum eſt matrimonium, l. ſi donatium, C. de nupt. & tunc creſcentem ſequitur cura pecuniam, vt Flaccus [a] loquitur, 3. Carm. Ode 16. [a] Eſculentum quidem & poculentum quod intra dies proximos conſummatur, de quib. Modeſtinus in d. l. plebiſcito, ff. de offic. Preſid. quę parata videntur ad nuptias. *Les potables de diuerſe qualité de vin & autres breuuages en petits vaiſſeaux: comeſtibles en diuerſe qualité de chair de boucherie, de charcuiterie, volaille, gibier, venaiſon, & choſes ſemblables*: vnde xenium à Martiale deſcribitur lib. 13. quod hoſpitib. mitt. ſolet: & Apuleius his verbis diminutiuum xenium vocat, commodum meridie acceſſerat, & mittit mihi xeniola, porcum opimum, quinque gallinas, vini cadum iam ętate pretioſi. *Où l'on peut adiouſter les fruicts & toute ſorte de confiture & eſpicerie, touchee par ledit Maynard au chap. 56. nombre 12. du 4. liu. de ſes diſcutes queſtions, ſucre, eau roſe, ſenteurs & autres choſes que ſeruent à la cuiſine, & ſeruice de la maiſon, tant à la table, que ailleurs: comme pain bled, farine, biſcuit, torches, flambeaux & chandelles de cire eſquelles choſes données à l'eſpoux le iour & veille des nopces, l'eſpouſe ne peut rien pretendre, quoy que fuſſent données & enuoyees de la part de ſes parents, & à ſa contemplation*, quorum actus extrinſecus non egreditur perſonam, nec tunc ſponſę munera miſiſſe præſumitur, l. ſi ita ſtipulatus, §. Chryſogonus, ff. de verbor. obligat. *Parce que les preſents ont eſté enuoyés à l'eſpoux, non à l'eſpouſe, à la maiſon de l'eſpoux, où elle n'a eſté encore amenee le iour auant les nopces, iuſques au iour meſmes, par les paranymphes qui l'a reçeyuent des mains du pere lors qu'elle eſpouſe, & l'a remettent és mains de l'eſpoux, qui a encor à ceſte iournee toute la conduicte de la maiſon, meſmes quand il eſt chargé de la feſte, pour y employer les viandes qui luy ont eſté donnees: dont ſi le pere de la fille faiſoit feſtin chez luy à ſes deſpens auant les contenances, & les preſents ſuſmentionnés y fuſſent apportez pour eſtre employés au nopces, ſeroit vray ſemblablement du pere de l'eſpouſe, à l'effect de ce à quoy ſeroyent deſtinez, non pour ſe les approprier, ſinon qu'il print à ſa maiſon & table les nouueaux mariez, & lors luy ſeroyēt acquis & confus auec les charges & cauſes pour leſquelles auroyent eſté enuoyés au pere de l'eſpouſe,* cùm ibi pariter dos eſſe debeat vbi ſunt onera matrimonij. [b] *Ce que n'a lieu és dons de choſes pretieuſes, comme couppes, gobeaux, cuillers d'or ou d'argent, vaiſſelle & ſeruice d'argent, leſquelles eſtans données preciſement à l'eſpoux, en quelle part qu'il habite, ne doyuent eſtre communiquees à l'eſpouſe, mais encore ce qu'eſt propre à ſes vſages. Qu'eſt vne demonſtration encore plus certaine de l'intention du donateur, quant aux preſents des choſes indifferentes, commes chaines, enſeignes d'or, ou pendans d'oreille, que peuuent ſeruir, tant à l'ornement de l'homme que de la femme, ſi la qualité de l'eſpoux eſt telle, on doit ſeulement regarder la perſonne à qui le preſent s'addreſſe, non la qualité & proximité du donateur: la volonté & liberalité duquel ne ſe rapporte à l'eſpouſe ſinon à l'eſpoux*, ne actus agentium operetur vltra eorum intentionem: variáque ſunt veſtimentorum genera, & quæ ornamenti cauſa accedunt, vt claui fibulæ, quæ veſtis naturam ſequuntur,

quuntur, l. vestis & 2. seq. ff. de aur. & arg. l. Auri siquidem vel argenti cęlati nomine continentur omnia ab aurifice ex auro vel argento confecta, l. cùm aurum, §. argento, & §. fin. ff de aur. & arg. leg. item gemmæ nomine gẽmea vasa, d. §. fin. ita cerę appellatione, torres, candelæ, panni cerei, & omne opus cera confectum continetur: saccarum, omnia ex eo confecta & condita, qualia sunt traiemmata; & quodcunque saccarei condimenti genus continet, carnium nomine tam quadrupedia, quàm volatilia, quibus homines vescuntur, nec non ciborum & esculentorum nomine etiam continentur pisces, insecta olera, oua lacticinia, otisa, legumina, & omnia edulium genera. & eorum condimentis necessaria, quę pœnus communi vocabulo nuncupantur, de quo fusè in tractatu qui inscribitur, Pœnus Iuris Stephani Forcatuli quondam Iurisconsulti Tholosani. Et ratò pecunia datur, nisi plebeiis & rusticis, qua sibi comparent necessaria, vel

asse ruent, és nopces desquels les inuitez du costé de l'espouse, donnent leurs estrennes a l'espouse: & les inuitez du costé de l'espoux à l'espoux, de quibus Angelus in §. fuerat, n. 26. De actionib. inst. [4] Nec licet tutorib. matri vel sorori pupilli, cuius tutelæ fungũtur officio nuptialia mittere munera, l. tutor secundùm dignitatem, § in soluendis, ff. de administr. tut. & si nupserit pupilli nomine, non est pupillo reputatutus, l. i. §. præterea, ff. de tutel. & rat. distr. quia huiusmodi munera non sunt pupillo vtilia, nec necessaria, sicut dotes, vel donationes propter nuptias, quas ipsi præstare tenentur, sororib. à patre relictas, vel secundùm patrimonij facultates & natalium dignitatem, l. lex quæ, C. de administ. tut. l. fi. § fi. C si maior fact. l. cùm plures. §. fin. ff. eod. muliebria denique parantur mulieribus d. l. vestis, idque debet attendi ad quod res principaliter paratur, Bart. in l. quamuis ff. de aur. & arg. leg. & ita res accipiuntur secundum natiuam significationem, l. plautius, ff. eod. & mulieris esse intelliguntur, quæ ad eius vsum parata sunt, l. vxori, eod. *de quel costé qu'on les donne*, vt notat etiam Publitius in Consuet. Aluerniæ, art. 45. n. 5. *du tut. des donations, où les robbes, bagues & ioyaux de la femme appartiennent au survivant des conioints*, iuncto art. 44. eiusdem Consuet. vbi idem Publitius, n. 8. in dubio ait muliebria esse mulieris. [5] Munera si quidem vxori vel sponsæ donata, licèt à viri consanguineis, sunt ipsius vxoris, eiusdem Angeli sententia in d. § fuerat, num. 26. instit. de action. nec non parapherna, & aduentitia, quæ propria sunt vxoris, in quibus nec vir habet vsumfructum constante matrimonio, ea inuita vel prohibente, l. hac lege decernimus, C. de pact. conuen. [6] l. pro oneribus, C. de iur. dot. [7] Tunc enim censentur viro quęsita non vxori, quia tunc vxor est in domo mariti, l. cùm te, C. de don. ante nupt. in cuius est potestate, l. quod sponsæ, eod. cuius solius est vxorem & familiam alere, & onera matrimonij sustinere, & inde xenia seu munera suscipere, néve ex eo mulier in turpitudinis incidat suspicionem. l. Quintus Mutius, ff. de donat. int. vir. & vxor. præsertim ab extraneis datis muneribus, atque suspectis homin. *mesmes n'estant question que de choses de peu, comestibles potables & consommables pour la continuation de la feste ou prouision de la maison, selon Apulee, de laquelle le seul mari demeure chargé. Et souloit on faire anciennement de grands & somptueux banquets és nopces où les inuitez alloyent parez & ornés de riches vestemens*, exemplo eius qui vocatus ad nuptias, non fuit acceptus, eo quod non est indutus veste nuptiali, *du bãquet nuptial, où l'eau fust conuertie en vin, & de l'enfant prodigue receu en sa maison paternelle, où l'on ingeoit qu'on faisoit nopces y ayans ouy le son des instruments musicaux*. Quorsumhæc? portere sponsos asserimus Reipubl. nost. æ non minus

nec aliter aliis temporibus, quàm ante nuptias in comessationibus publicè viuere ex Platone, 6. de legibus. *Et quand il y auroit autres estreines, seroyent pour le seruice de la maison, de laquelle ensemble de la femme le mari est le chef,* Genes. 2. ad Ephes. 5. 1. ad Corinth. 11. *mais quant aux presents mutuels que se font entre les espoux auãt les nopces, leur sont respectiuement acquis, les nopces s'en estans ensuiuies*, l. cum veterum sententia, C. de donat. ante nupt. *voire pendant le mariage, si ne sont captees frauduleuses, & dommageables, & par le moyen d'icelles la substance de l'vn des conioincts ne soit augmentee, l'autre diminuee*, vt alibi dictum est: adeò vt nec viri creditores res à viro vxori donatas vendicare possint, nisi priùs sibi specialiter obligatas ostenderint, l. de rebus in sponsam, C. de donat. ante nupt. si tamen tibi res proprias liberalitatis causa sponsus tuus tradiderit, perfecta donatio est, nec sponsi interitu censetur irrita, l. cum te, l. si tibi, C. eod. nec de re donata & tradita donator testari potest in præiudicium sponsæ donatariæ, nec eam alienare, l. si ita ante matrimonium, C. eod. At si contentio sit de donatione facta die nuptiarum sponsæ, quæritur in cuius domo facta sit, & minus traditum: nam si in domo sponsæ censetur donatio antenuptialis, si in domo viri constante matrimonio à viro vxori, l. cum te in simplicem donationem, C. eod. muneráque data puellæ parentib. vt eam donator
8 vxorem ducat, repetuntur nuptiis non secutis l. 2. eod. [8] Huiusmodi quæstio deciditur per Aufrerium in Capellæ Tholos. quæst. 338. vbi concludit vxore defuncta maritum posse retinere vestes pretiosas, quas ei fecit, non quotidianas, certissimum enim vxorem esse à viro alendam, l. si cùm dotem, §. sin autem in sæuissimo, ff. sol. matr. victúsque appellatione vestimenta contineri. l. legatis, ff de alim. & cibar. legat. l. verbo victus, ff de verb. & rer. signif. eáque conditione dantur, l. id vestimentum, ff. de pec. nempe quotidiana, non superflua, quæ potissimum dotis facultatem & viri dignitatem excedunt, l. ex animo, ff. de donat. int. vir. & vxor. Vnde pretiosa vestimenta, quæ non victus necessitate, sed vt compta & ornatior mulier diebus festiuis incedat, à marito præstantur post eiusdem vxoris interitum penes maritum remanent, vt notat Bartolus in l. penult. §. 1. num 3. ff. sol. matrim. nisi hæres ostenderit virum hæc donandi animum habuisse, vsque ad supremum vitæ exitum, l. pen. C. de donat. int. vir. & vxor. Angelus in §. fuerat, num. 18. instit. de act. maximè si maritus tacitè vel expressè donationem, traditionem vel præstationem factam tempore nuptiarum vel constante matrimonio reuocauerit, & de his datis aliquid disposuerit, l. auia, C. de iur. dot. ad alios vsus conuerterit, l. Seia, ff. de aur. & arg. leg. vel in vita aliquid de contraria eius voluntate appareat, argum. l. cùm quærebatur, ff de leg. 2. iocalia pariter à marito donata ad vxoris ornatum, sicut vestes pretiosæ ad eum pertinent, l. si vt certo, §. interdum, ff. commod. l. si vir ex lana, ff. de donat. inter vir. & vxor. Quæ si detritæ, vel iocalia vsu labefactata fuerint, vt perierint, viri non vxoris erit periculum, qui hæc ea lege dederat vxori, vt tandem festiuis diebus ornamento sibi essent, & eis indueretur non vt arcæ vel scrinio asseruarentur præsertim lapilli pretiosi aureis annullis affixi, quos fœminæ potissimum nobiliores ad libitum quotidie digitis adferunt, quæ non solent operari. Petrus Cyuus, Baldus, & Salycetus in l. si vxorem, C. de condict. insert. Benedictus, in cap. Raynutius, in verb. dotem quam dederat, num. 47. e. de testam. neque lactare filios
9 proprios ad optimam natorum educationem, ex Diuo Bernardo. [9] Nempe x ora seu munera, quæ die nuptiarum sponsis dari consueuerant: quæ quidem vt dona

mutua

mutua & remuneratoria inter ſponſos facta & inuicem miſſa pridie nuptiarum quæruntur donatariis, ſicut ſponſalitiæ largitates quæ fiunt ſpe futuri matrimonij inter ſponſos vel à parentib. quó non ſecuto, repetuntur, l. cæterum, C. de donat. ante nupt. [10] Dona ſi quidem tanquam ſimplices donationes, quæ ex mera 10
donantium liberalitate procedunt, poſtquam perfecta eſt, facta iam traditione diſſolui non poteſt, nec eſt locus pœnitentiæ, quæ ſaltem præcedunt matrimonium, ſiue à ſponſo ſponſæ, vel à parentib. largiantur: & habet donatarius vel donataria de his liberam diſponendi facultatem, l. ſi ante matrimonium, & 40. ſeqq. C. de don ante nupt. non ſi rei ſponſæ donatæ transferatur dominium, cùm nuptiæ fuerint ſecutæ: ita enim concepta donatio nullius eſt momenti, cùm antenuptialis non tranſlatum ſit dominium, quia ſponſus noluit, nec poſt nuptiarum celebritatem, quia non potuit, l. cùm hic ſtatus, §. ſi ſponſus, ff. de donat. inter vir. & vxor. l. à marito, ff. eod. [11] Muliebria ſponſæ ſponſo vtilia munera tri- 11
buenda eſſe dubium non eſt, & quæ vtrique communia ſunt, vel neutri eorum, vel ad vſum familiæ idonea, vt ſupellectilia, ſi nõ appareat cuius ſint, erunt manti, quæ nimirum ſponſæ pro xenio data ſunt eiuſdem vxoris aut viduæ propria, quotidie in foro iudicantur inter plebeios, *ſur les oppoſitions par elles formees contre les ſaiſies faictes pour les debtes des maris ſur la vaiſſelle de table, linge, & autres vtenſiles à à elles donnees pour eſtreine le iour de leurs eſpouſailles par les inuitez, cõme on a de couſtume faire à gens de baſſe qualité en Tholoſe en la forme cy deſſus repreſentee.* [12] *Et ſont de l'eſpouſe* 12
les dons preſents & eſtreines que luy ſont donnees & enuoyees tant par ſes propres parents que de l'eſpoux, ou par l'eſpoux meſme: non quidem donationes propter nuptias, nec ſponſalitiæ largitates, quę inſtrumentis dotalibus continentur, niſi eodem inſtrumento ſponſus iocalia, veſtimenta pretioſa eidem ſponſæ donauerit pura & ſimplici donatione, vel cauſa mortis, tum etiam cuiuſdam ſummæ pecuniariæ, ſi libeat præter dotalitium [13] Quæ quidem largitates, ſi fiant ſponſæ à viri pa- 13
rentibus vel conſanguineis, eiuldem viri & futuri matrimonij contemplatione, erunt quidem viri non vxoris, niſi hæc eadem vir vxori pacto nuptiali donauerit. Et hæc ſunt iocalia & veſtimenta pretioſa, de quibus Bartol. in l. ſed & ſi §. in arrogato, ff. de vulgar. & pupill. ſubſtit. quæ viro acquiruntur, & eius hęredibus ſunt reſtituenda: non autem munuſcula & xenia quę die ſponſalium ſeu nuptiarum ſponſę largiuntur poſt ſacerdotalem benedictionem. *Ne gagne la femme en Tholoſe l'augment ou douaire couſtumier pour vn ſimple baiſer*, vt quondam apud Romanos in l. ſi à ſponſo, C. de donat. ante nupt. *ſi n'ont couché enſemble. Maynard chapitre ſixieſme du 6. liu. de ſes queſt. Ferron ſur les Couſtumes de Bordeaux, §. 6. du titre* de dote *pour ce regard conformes aux noſtres: ni ne peut diſpoſer la femme des robbes ſomptueuſes & ioyaux pretieux, que le mary luy baille pendant le mariage, pour la parer ès iours ſolemnes, dont elle n'a que l'vſufruict. La chapelle Tholoſ. queſtion trois cents trente ſix.* Angelus in §. fuerat, num. 18. de act. inſtit. niſi expreſſo vel tacito viri conſenſu mulier alienauerit, vel ad alios vſus conuerterit, aut de his in ſuo teſtamento diſpoſuerit, vel tandem vir vxori donauerit, & vſque ad ſupremum vitæ ſpiritum in ea voluntate perſeuerauerit, eandem donationẽ teſtamento confirmauerit, aut de nouo fecerit. nullo actu cõtrario in eius vita interueniente prędict. iuris *Et remarque Mayn. à ce propos au ch. 76. du 2. liu. de ſes qu. vn Arreſt notable du 10. Aouſt 1585. donné à ſon rapport à la ſecõde d'Enqueſtes entre Damoiſelle Dounier & les hoirs de feu Cauſſin ſon mari, qui demandoyent compenſation des robes, bagues, & ioyaux à elle*

donnees

donnees auec la dot par elle repetee, dont elle fuſt relaxee, & par ce que le mari ne luy auoit rien donné d'extraordinaire, eu eſgard à la grandeur de la dot, qu'eſtoit de dix mille liures, & qui s'eſtoit obligé l'habiller & orner. De his Matth. de Afflictis decis. Neapolitana
14 315. [14] Et hæc munera natalium, de quib. in l. inter donum, ff. de verb. & rer. ſign. *ſçauoir des baptiſailles*, quibus duntaxat lætantur Chriſtiani, lymphæ ſacræ natale celebrantes: fiebántque quondam apud Romanos ludi natalitij in natalib. magnorum virorum ex Roſino, lib. 5. cap. 2. Roman. antiq. & eorum quotannis celebrabatur dies natiuitatis, nempe natalia, à nobilioribus & antiquo genere natis, vnde natalitiorum celebritates, quibus quis diem ſuum natalem colebat: ſiue etiam conuiuium, quod quis ſuo natali die amicis exhibebat. Vnde Tullius 2. Philippica, hodie non deſcendit Antonius? Dat natalia in hortis, Iuuenalis ſatyra 6. Palmas inter dominas virtus natalibus æquata, tanquam nec aliter à victoria exhilaretur, quàm ſi dies natales celebrarentur. Pro annis etiam natales accipiuntur Sapho Phaoni in Epiſto. heroid. Sex mihi natales erunt: & tot celebrantur natalitia, quot aguntur anni. Virgil. Ecclog. 3.

Phillida mitte mihi, meus eſt natalis Iola.

Interdum pro ipſo die natiuitatis accipitur. Cicero 2. de Diuinatione, Quid hæc Caldæorum natalitia prædicta defendunt, & paulò pòſt, Caldęi notant ſidera natalitia, 3. eiuſdem, Caldæis in prædictione & in notatione cuiuſque vitæ ex natali die minimè credendū, *parlant des Horoſcopes.* Natalis enim dies eſt ſacri baptiſmatis, dies regenerationis & æternę lętitiæ, *auquel le parrain & marraine du baptizé donnent les eſtraines à l'accouchee:* necnon Ieſu Chriſto Saluatori circumciſo & Deiparæ Matri oblata ſunt munera: at quotannis celebrantur dies natalium Apoſtolorum & ſanctorum Martyrum, non quidem natiuitatis, aut baptiſmatis, ſed martyrij & interitus, qua morientes ſunt nati ad gloriam. gloſ. in l. cùm quidam, ff. de ann. legat. vnde Eccleſiaſtes 7 Melior eſt dies mortis, nempe iuſtorum, quam natiuitatis. De his Benedictus in cap. Raynutius, in verb. teſtamentum 4. num. 14. e. de teſtam. nimirū diem venerandam natiuitatis Saluatoris no-
15 ſtri, Deiparæ Virginis, & S. Iohannis Baptiſtæ quotannis celebramus. [15] Veſte lugubri veſtiri debet vidua hæredum viri expenſis, ſaltem anno luctus, ſecundùm earum qualitatem patrimonij facultates, & patrię moribus in qua degunt, & in quantum in ea regione ſit ea veſtiendi conſuetudo, aliáſque comptiores viri hæredes non tenentur eis comparare, ne ſuperfluas habere, vt notat Auferius in d. quæſt. 336. Capell. Tholoſ. *Et non ſans cauſe Maynard au chap. 96. du 3. liu. de ſes queſt. rom. veut que le dueil eſtre propre aux femmes* ex Cornelio Tacito, de Morib. Germanorum, fœminis lugere honeſtum eſſe, viris meminiſſe anno luget fœmina, quo à ſecundis abſtineat nuptiis ob turbationem ſanguinis, ne grauida fortè iterum nubat, vt his Ouidianis verſib. 1. Faſtor.

Quod ſatis eſt vtero matris vt prodeat infans
Temporis hoc anno voluit eſſe ſatis.
Per totidem menſes à funere coniugis vxor
Suſtinet in vidua triſtia ſigna domo.

Leſquelles par fois enfantent au ſeptieſme mois, l. ſeptimo menſe, ff. de ſtat. homin. *commencent au neufieſme, par fois au dizieſme & onzieſme, rarement à douze. Et en remarque ledit Maynard au chap. 93. du meſme liu. vne qui auoit enfanté au treizieſme mois, ſans la tirer en conſequence: non toutesfois que les femmes s'occupent à faire des manſoles, ne pyrami-*

des, ou

des, ou autres magnifiques ſepultures pour y loger les corps de leurs maris deffunctz, & en laiſſer la memoire à la poſterité, comme ſe voit en Egypte, où ſe trouuent pluſieurs corps embaumez, leſquels on faict maintenant ſeruir de momye : ains les ayder de ſuffrages, prieres & aumoſnes ſelon leur qualité & portée de leurs biens, au ſoulagement de leur ame, non par pompes funeſtes, & ſanglantes, dont vſent les Iaponois ſelon Maphée en ſon hiſtoire de l'Inde Orientale : ny des anciens Romains, deſquelles parle Briſſon ſur les Antiquités Romaines. Roſinus lib. 5. Antiquit. Romanar. cap. 39 *eſquelles on faiſoit holocauſte auec pluſieurs viuants des corps des treſpaſſez, ou les mettans en ſepulture non contants ſacrifier les animaux à la Iudaique, arroſoyent les ſepulchres du ſang des gladiateurs : ains par le ſacrifice non ſanglant & impaſſible de la Meſſe ouurir la porte du ciel és ames de leurſdicts maris detenus és peines de purgatoire : & pourueoir à l'education & inſtruction de leurs enfans, auec leſquels elle doibuent eſtre entretennues aux deſpends de l'heredité pendant leur viduité, ſi n'ayment mieux reprendre leur dot auec l'augment, non qu'on les y puiſſe contraindre, ny de renoncer à leur veſuage à elles accordé par leur mary en leurs conuentions matrimonialles, Maynard chapitre ſeptante ſix du ſecond liure de ſes queſtions. Sur lequel veſuage, ou donation faicte à la femme entre vifs, ou à cauſe de mort, quand ſe ſeroit de la troiſieſme partie des biens de ſon mary deffunct, elle n'eſt tenue contribuer aux legs obſeques, funerailles, ne legitimes, ſinon au payement des debtes pour ſadicte troiſieſme, par arreſt du Parlement de Paris du 17. Iuin 1559. du Parlement de Tholoſe, du 14. Decembre 1594. alleguez par Carondas au chap. 57. du 8. liur. de ſes Reſp.* [16] *Si la veſue eſt moindre, ne doibt adminiſtrer, ny prendre la* 16
tutelle de ſes enfans, ſi n'eſt aagée de 25. ans, l. 2. §. his illud, ff. quand. mul. tut. offic. fung. *meſmes à quel aage que ce ſoit n'y peut eſtre contrainčte.* Bart. in l. ſi quis ſub conditione, ff. de teſtam. tutel. *Couſtumes d'Auuergne, art. 4. du tit. des tuteurs,* & ibi Publitius, num. 8. *& l'eſtant, doibt faire inuentaire des biens de l'heredité,* l. vxoris, §. illo, C. arbit. tutel. & l. tutores, C. de adminiſt. tut. *ſi s'en deſpart apres auoir adminiſtré, rendre compte de ſon adminiſtration, faire pourueoir ſes enfans de tuteur ou curateur, & preſter le reliqua, meſmes auant ne conuoler en ſecondes nopces : Couſtumes d'Auuergne, art. 5. du tit. des tuteurs,* ibique Publitius, num. 3. *& ce apres l'an du dueil, pendant lequel la femme ſe doibt tenir à la maiſon du mary deffunct, faire priere pour ſon ame & s'abſtenir de ſecondes nopces, ſinon elle eſt priuée des gains, aduantages & ſucceſſion de ſon premier mary, quoy que le luy permette par ſon teſtament ſelon le docte & bien-diſant Carondas chap. 164. du 7. liur. de ſes Reſp. Maynard chap. 92. du 3. liu. de ſes queſtions, & rend aux hoirs du mary deffunct le legat à elle payé. Le meſme chap. 94. du meſme liu. eſt auſſi priuée de la ſucceſſion de ſon fils, & autres droicts, dont eſt parlé au chap. 86. 87. 88. du meſme liure dudict Maynard : & perd l'augment couſtumier au chapitre 90. du meſme liu. & ſi demeure en veſuage encore apres l'an du dueil, viuant honneſtement, eſt fondée ſe tenir, & ne ſe deſpartir de la maiſon du mary deffunct qu'elle ne ſoit reintegrée de ſa dot,* l. vnic. §. taceat, §. per retentionem, C. de rei vxor. act. *meſmes en la maiſon, où elle faict ſa reſidance. Maynard chap. 48. du 6. liu. de ſes queſt. Si toutes-fois le mary luy a laiſſé aucun legat à la charge de prendre la tutelle de ſes enfans, elle ne la peut refuſer ſans perdre le legat, chap. 52. du 6. liu. des queſtions dudict Maynard. Et bien qu'elle ſoit maintenue en tous ſes droicts par la libre acceptation d'icelle, & par teſtament du mary, elle*

ſoit dame vſufructuaire & adminiſtrereſſe des biens de ſeſdicts enfans, elle ne peut pourtant pendant qu'elle adminiſtre ſe ſaiſir de ſa dot, & augment couſtumier, & choſes à elle leguées par ſon feu mary, ſinon les demander à perſonne legitime, pour la deffenſe du pupille, lequel ne peut regir de ſoy meſmes, niſi tutore authore, *ny la mere ſe payer de ſes mains, que de celles du tuteur, pour & au nom de l'heritier, ny voire les donations entre vifs, ores l'heritier ſuccede abinteſtat.* Publicius *ſur les Couſtumes d'Auuergne, article quatorzieſme, nombre troiſieſme du titre des donations,* niſi defunctus hæc eadem propria authoritate apprehendi in actis voluerit ex contractu matrimonij, vel ſocietatis omnium bonorum, artic. 17. eiuſdem tit. *moins diſtraire ne aliener à ces fins le fonds de l'heredité, qu'auec cognoiſſance de cauſe en contradictoire iugement,* vt in cap. forus, e. de verb. ſignificat. & toto tit. Cod. de præd. min. ſin. decret. non alien. [17] Praxis Papienſ. tit. 33. gloſſ. 13. numer. 3. *Maynard chapitre ſecond du ſixieſme liure de ſes queſtions : où la femme que repete ſa dot & augment eſt excluſe des aliments & habitation qu'elle pourroit autrement demander ſur les biens du mary deffunct, enſemble de l'vſufruict vniuerſel à elle legué, meſmes quand la dot eſt en deniers : de tant que les frais & aliments tiennent lieu des intereſts de la dot, ſelon ledict Maynard au meſme chapitre ſans toutes-fois qu'on puiſſe contraindre la vefue prendre ſa dot & augment, & renoncer au vefuage à elle accordé en ſes pactes de mariage. Maynard chapitre ſeptante ſix du ſecond liure de ſes queſtions.* [18] *La mere que vit impudiquement, ou ſe remarie l'an du dueil, perd ſes lucres nuptiaux, & tout ce que autrement luy ſeroit acquis du coſté de ſon feu mary, ou des enfans de ſon premier lict : ſi apres l'an elle ſe remarie, retient l'vſufruict, ſans qu'elle puiſſe diſpoſer de la proprieté en faueur des enfans du ſecond lict. Maynard chap. 55. du 7. liu. de ſes queſt. 10. & 11. du liu. 8.* l. generaliter, auth. vxor mortui, Cod. de ſec. nupt. [19] l. hac edictali, Cod. eod. Mulier ſecundò nubens non poteſt plus dare vel relinquere ſecundo viro pactis dotalibus, nec teſtamento, quàm vni filiorum primi matrimonij, l. 1. Cod. eod. & tertiam partem duntaxat propriæ ſubſtantiæ, ſi nupſerit inter annum luctus : *ainſi iugé au Parlement de Tholoſe. Maynard chapitre huictante neuf du troiſieſme liure de ſes queſtions.*



DONATIONS,

COVSTVME II.

Donations faictes des peres aux enfans par contract de mariage d'aucunes ſeigneuries, poſſeſſions, meubles, ou immeubles, ſont vallables, perpetuelles, & irreuocables, les enfans tenus pour emancipés en ce que concerne les choſes à eux données en faueur dudict mariage, & comme tels peuuent agir, & eſtre en iugement contre leur pere.

CHAPITRE II.

TOVS pactes, aduantages, donations entre vifs, ou à cauſe de mort, conuenances de ſucceſſeurs mutuelles, eſgalles, ou ineſgalles, & autres quelconques faictes & paſsées en traicté de mariage par perſonnes capables à contracter, ſont vallables, perpetuelles & irreuocables au profict des mariez & leurs deſcendants ſans autre authorization:[1] ny ne ſont ſubiectes à retranchement, que pour cauſe d'inofficioſité,[2] ny à conferance & rapport, ſi contre la volonté du defunct le donataire non content des choſes données par ſon pere ou mere decedez, entre au partage de l'heredité, ſoit ab inteſtat, ou contre le teſtament du donateur.[3] Auquel cas il doibt rapporter ou moins prendre, ou rendre les portions eſgalles en corps hereditaires,[4] ſans diſtinction de ſexe, ny de l'emancipé auec le fils de famille, qui eſtoit ſoubs la puiſſance du pere lors de ſon decez, que la ſucceſſion ab inteſtat luy fuſt ouuerte:[5] de tant que contre le teſtament ne peut demander que la legitime, ſi par exprés le pere n'y a pourueu, & declaré auoir donné par preciput & aduantage.[6] Et valent les donations des biens donnez & retenus par contract de mariage,[7] quoy que autrement telles donations de choſes par exprés, ou taiſiblement retenues ſoyent inutiles & inuallables, ſans que les donataires ne leurs deſcendants y puiſſent rien pretendre: le tout demeurant au donateur & à ſes ſucceſſeurs.[8] Et quand meſmes le pere renendroit, & ſe reſerueroit l'vſufruict & ionyſſance des choſes par luy données, conſtituées, ou receuës de la part de l'eſpoux pour ſon-

dict fils par meſme contract, ſeroit tenu nourrir & entretenir les mariés chez luy, tant que ſeroit maiſtre de la dot, enſemble des places, poſſeſſoires, & autres biens meubles & immeubles par luy auſſi conſtitués, ou leur bailler maiſon meublée, auec penſion honneſte, ſuiuant leur qualité & faculté de leurs biens, *nam ibi dos eſſe debet, vbi ſunt onera matrimonij.* [9] Et quand le pere n'auroit que ce ſeul enfant, pour lequel auancer il auroit faict donation entre vifs de tous ſes biens, le fils pourtant ſeparé de ſa compagnie ne le pourroit preſſer luy en faire l'entier delaiſſement, non plus que ſi l'auoit emancipé, ny le contraindre plus que de ſon pouuoir, *habita ratione ne egeat.* De tant que tout ainſi que le pere eſt tenu alimenter le fils, le fils induſtrieux, riche & bien aiſé eſt auſſi tenu alimenter le pere pauure & indigent, ſi n'a d'ailleurs dequoy s'entretenir, quoy que ne luy euſt rien donné: [10] & à ceſte occaſion le pere par le droict Romain retient la moitié de l'vſufruict de la ſucceſſion maternelle, & eſtrangere des biens propres de ſon fils emancipé: [11] & ce quant aux biens donnés à l'eſpoux, deſquels le fils pour l'honneur & reuerence qu'il doibt à ſon pere, ne l'en doibt du tout deſpoüiller, ou le faiſant, le doibt honneſtement nourrir & entretenir, comme il eſt tenu: [12] bien que ce ſoit à luy, non à ſa femme en faire la pourſuitte, enſemble de la dot conſtituée par le pere de ſadicte femme, ou autres, contre leſquels il peut & doibt à plus forte raiſon agir. Et ores ne le face, ſes biens neantmoins en demeurent chargés & obligez, comme ſi l'auoit receuë: ſur leſquels la femme a ſon action & execution parée, & droict de retention tant pour icelle, que augment couſtumier le cas aduenant, [13] ſauf à ſes hoirs & ſucceſſeurs leurs recours contre le conſtituant, auec reſtitution de fruicts & intereſts puis le iour de la deſtinée ſolution legitimement deus au mary, pour le ſupport des charges matrimonialles. [14] Ce qu'a lieu en la dot & donations entre vifs, faictes en faueur de mariage, non à cauſe de mort, pour leſquelles on ne peut agir iuſqu'apres le decéds du donateur: ny en ce cas les hoirs du mary decedé auant le conſtituant, n'en peuuent eſtre inquietés, parce que n'a tenu au mary, pour n'auoir peu agir pendant la vie du donateur. [15]

NOTAE.

NOTÆ.

1 LIcet matrimonium ex alterno effectu, etiam ſine dote legitimum habeatur, nouell. 22. ca. 3 Bas. lib. 8. c. 4. niſi inter illuſtres gloſſ. græca, Nouel. 7. c. 4. non tamen eſt ratum & indiſſolubile, niſi ſit orthodoxæ Eccleſiæ ſacramento firmatum, de quo Epheſ 6. Nec dos ſine matrimonio eſſe poteſt, quæ dotalib. conſcriptis inſtrumentis, ſub ſpe futurarum nuptiarum conſtituitur, conuento quidem matrimonio nondum celebrato: quod quidem & ſi celebretur dote non conſtituta, coniunctio nimirum ſit ſacramentalis indiſſolubilis, nec vitiatur ex præpoſtera dotis conſtitutione, potiſſimum inter non illuſtres, & mediocres perſonas, quæ etiam ſine dotalib. inſtrumentis nubere poſſunt: quæ licèt confecta fuerint poſt nuptiarum celebritatem, earum contemplatione, non minus rata habentur, quàm ante conuenta. Quid de muliere, quæ ſine dotalibus inſtrumentis nupſerit? De qua nouell. 117. c. 3. vel indotatibidem cap 5. eodem iure nouellarum nouell. 97. cap. 2. Quo non ſolum indotata conſtante matrimonio, dotari poteſt, imò iure ipſo dotata eſt, cùm vito ſuperſtes ipſa ſuccedat in quarta parte bonorum, auth. præterea, C. vnde vir & vxor. licèt exigua dos, ſibi conſtituatur, quæ pro nulla habetur, quæ etiam augeri poteſt vnà cum donatione propter nuptias, nempe dotalitio, facta vtriuſque exæquatione, de qua d. nouell. 97. c. 1. Quod hac eadem noſtra conſuetudine addimidium dotis refertur augmentum apud nos conſuetudinarium, non tamen inter coniugatos huiuſmodi mutuæ donationes factæ intelliguntur, ſed pro ipſa dote, licèt auctu & augmento conſuetudinario habentur, & eodem muniũtur priuilegio, niſi in fraudem creditorum factæ reperiantur, ſiquidem non confectis ab initio dotalibus inſtrumentis non minùs conſiſtat matrimonium, cùm pacta dotalitia, neque nuptiarum celebritatis abſque ſacerdotali benedictione, non ſint de eius eſſentia, l. ſi donationum. C. de nupt. niſi inter illuſtres, de quib. Publitius in conſuet. Aluerniæ, tit. de donat. num. 27. *Et ſont valables les pactes faicts auant ou apres les fiançailles, voire incontinent apres les nopces, enſemble les aduantages & donat. y contenues entre vifs, ou à cauſe de mort, nouell. 22. c. 2. ſans que les aduantages ſoyent ſubiects à rapport ne conference, s'il appert de la volonté du conſtituant,* auth. ex teſtam. C. de coll. *ny les donat. entre vifs faictes en faueur de mariage ſubiects à inſinuation. Par ordonn. du Roy Henry II. 1553. art. 3. en ces termes, ordonnons que les contractans mariages ne ſoyent tenus inſinuer, ſinon les cloſes, en vertu deſquelles ils peuuent prendre droict de ſeigneurie, proprieté, hypotheque & realité, quant à ce non obſeruee en Tholoſe. Maynard ch. 58. au 2. liu. de ſes queſt.* Neque ex conſuetudine Aluerniæ, art. 41. & ibi Publitius, *au tit. des donations. Autre choſe ſeroit des donations frauduleuſes, attendu que les inſinuations d'icelles ſont ordonnees en faueur des creanciers & tiers contractans. Maynard ch. 21. du 3. liu. de ſes queſt. à ce que les regiſtres des Cours ordinaires en eſtant chargez, ceux que y pretendent intereſt y puiſſent recourir, dont le Iuge inſinuateur ſe doit informer du motif du donateur, & luy repreſenter l'importance de la donation, qu'eſt autant que de perdre le ſien,* l. filiusfamilias, in prin. ff. de donat. ex talibus enim donationibus multa malè dilabuntur, ſequuntur enim largitiones, inquit Tullius, rapinæ: & cùm egere inceperint, alienis bonis manus inferre cõguntur: & maiora ſunt odia eorum

quibus ademerunt, quàm fauores eorum, quibus dederunt. *Mais la dot & donation matrimoniale eſt apportee au mary à titre onereux*, l. ex promiſsione, ff. de act & oblig. noptura, ff. de iur. dot. *Et par arreſt du Parlement de Paris du mois d'Auſt 1595. fuſt ordonné que tel contract ſortiroit à effect. Carondas chap. 19. du 9. liu. de ſes reſp. & valent, tiennent, & ſubſiſtent par la meſme couſtume d'Auuergne, art. 30. des donations, leſquelles ſoyent vniuerſelles ou particulieres entre vifs, ou à cauſe de mort, eſtans en traicté de mariage & faueur des mariés, ou leurs deſcendans, ſont irreuocables, ſans que le donateur les puiſſe aliener, ny en diſpoſer & s'en repentir: & ſe doit le pere obliger pour ſon fils qu'il a en ſa puiſſance de la dot a luy conſtituee & augment couſtumier*, l. fin. C. de dot. promiſ. Practicæ Papienſ. tit. 40. gloſ. 3. num. 20. *& le conſtituer à ſa fille par droict de nature*, nimirum dotem recipit, qui ſuſtinet onera matrimonij, l. ſi filia, §. 1. verſ. Hoc amplius, ff. famil. erciſ. licet pro filio accipiente pater obligetur, l. ſi is, §. 1 ff. de iur. dot. ſitque nouo iure Romanorum exæquatio dotis cum donatione propter nuptias, quæ nunc abolenit, & eſt apud nos dotalitium conſuetudinarium, quod dotis dicitur augmentum, de quo ſuo loco. Et notum eſt, vt aiunt, ſipis & tonſoribus ad dotis dimidiæ coæquationem, ſeu duplicationem computari: quod vxor lucratur viro ſuperſtes, & dotem maritus, *par ſurniuance & droict de couche Maynard chapitre 54. du quatrieſme liure de ſes queſt.* cùm ſponſa in domum viri deducta eſt, Practicæ Papienſ. tit. 33. gloſ. 3. num. 6. *ſans toutesfois que les conuenances des contracts & pactes dotaux puiſſent eſtre alterez, ne innouez par acte ſubſequent, ſoit de l'inſtitution d'heritier en faueur des mariez, ou de leurs deſcendans ou de ſocieté, comme par teſtament ou partage*, Publitius ſur les couſtumes d'Auuergne chapitre 31. & 32. du tit. des donations. *Ce qu'on doit entendre des contracts paſſez par perſonnes habiles a contracter*: Publitius in conſuet. Aluer. art. 26. in verb. *par perſonnes interpoſees.* [2] Ad ſupplementum legitimæ, *ſoit en deniers, ſi la dot eſt conſtituee en argent, ſinon en corps hereditaires. Papon arreſt 3. du tit. de legitime. Guido Pap. queſt. 93. 487. Maynard chap. 6. du ſeptieſme liure de ſes queſt.* [3] *Et n'y a lieu de conference entre les aſcendans, collateraux, ou eſtrangers*, niſi inter eius liberos, de cuius diuidenda hereditate agitur, l. illud, C. de coll. *Maynard chap. 87. du 5. liu. de ſes queſt.* de quibus ſuo loco. [4] Vt ſit inter fratres æqualitas ex adæquatione bonorum, quibus tam pecuniæ quàm iura continentur, vt in ſuperiorib. Et fieri poteſt adæquatio in corporib. hæred. licitatis indiuiduis, vel omniũ facta æſtimat. quę potiſsimum neceſſaria eſt in cauſa repletionis vel ſupplementi legitimę. [5] Nam ſublatæ ſunt differentiæ emancipationis & patriæ poteſtatis, tum etiam agnationis & cognationis in ſucceſſione abinteſtato Nouell. 115. Iaſon in l. ſi emancipati, C. de coll. [6] Nec dos legata confertur tanquam præcipua, l filiæ, l. à patre, C. de coll. neque donatio neceſſaria cauſa dotis, vel propter nuptias facta in vita patris, l. qui liberos, ff. de rit. nupt. l. fin. C. de dot. promiſ. toto tit. ff. de coll. dot. l. illam, C. de coll. nam propter nuptias pater filio donare cogitur, Pract. Papienſ. tit. 33. gloſ. 3. num. 20. nec contra teſtamentum vel donationem inofficioſam quid peti poteſt præter legitimam, toto tit. C. de inoffic. donat. ideoque paternam donationem filius reuocare poteſt, qui agnouit hæreditatem, ſi agat ad ſupplementum, l. cùm à matre, C. de rei vend. l. 1. 2. & 3. C. de reuoc. donat. *Et ſont reuoquees les donations par ſurnuenance d'enfans du donateur, ſi ſont faictes à perſonnes eſtrangeres, non du pere au fils, meſmes en faueur de mariage: ſauf la detraction de legitime, en rapportant la choſe donnee.* Pract. Papienſ. tit. 40. gloſ. 5. num. 4. *car autre-*

ment

ment n'est conferable, si le donataire n'entre en partage auec ses freres, ou n'agit contre eux en supplement de legitime, prefat. iurib. *Masuer au nomb. 27. du tit. des succes. & ne le faisant le peut garder les choses donnees par le pere*, salua legitima, *ou venant à partage, les conferer, si le pere n'a declaré par acte public, ou par mesme contract les luy auoir données par precipui*, salua semper nimirum legitima quæ cæteris liberis auferri non potest nisi ob causam ingratitudinis.[7] *Donner, & retenir au profit des contractans & leurs descendans, est valable en contract de mariage: & saisissent les mariés, ou leurs descendans, le cas aduenu, art. 25 26. du tit. des Donations, des coustumes d'Auuergne*, & ibi Publitius.[8] Idem art. 18. 19. & 23. eiusdem tit.[9] *Le pere peut aussi retenir l'vsufruict des choses donnes par contract de mariage, art. 20. de la mesme coustume, partie d'icelles, art. 22. ou à la charge de payer les debtes presents, ou funerailles*: & dotem recipit pater qui sustinet onera matrimonij, sin autem filius qui à patre seorsum habitat, eadem sustinet onera ei quidem non patri dotis solutio competit. Practicæ Papiens. tit. 33. glos. 3. num. 21 *car ores le pere soit vsufructuaire des propres de son enfant, tant par le droict Romain que susdict. coust. d'Auuerg. ar. 49. du tit. des donat. toutesfois quād marie sa fille, se desmet tacitement de l'vsufruict de ses paraphernes si par expres ne l'a reserué, art. 48. du mesme tit. Et non sans cause par nostre coustume les fils de famille sont tenus pour emancipés quant au faict des donations contenues és conuent. matrim. de tant que par le droict Romain le pere pouuoit dōner par dōnatiō pure entre vifs au fils emancipé comme à vn estranger*, l. cùm res, l. si quis, C. de donat. l. donationes, C. de reuoc. donat. *sans cause d'inofficiosité*. Pract. Papiens. tit. 4. gloss. 8. nu 3 non quidem filijfamilias, nisi re tradita: & tandē morte donatione confirmata. Ibidem in Rub. de action. rer. amot. n. 16 quia rerum filijfam. pater est legitimus administrator, & vsufructuarius quandiu simul habitant, vt s. *& par ainsi les enfans mariez que viuent à leurs propres despens sont tenus pour emancipés, & iouyssent de leurs propres sans attendre le decez de leur pere*, qui pro dote filij tenetur se obligare, & donationem propter nuptias dare, nisi filius aliunde habeat: tunc enim actione de dote non potest filius diues aduersus patrem inopem experiri, *duquel les donat. pures faictes à ses propres enfans, nō emācipés, ou de partie d'iceux, tiennent, valent, & subsistent, & de tous leurs biens presens, & aduenir, quand y a retentiō d'vsufruict, ou de partie, sauf la legitime par ladicte coust. d'Auuerg. au mesme tit. art. 42. & ont telles donat. cause perpetuelle, & casuelle, en ce que le pere constituant, ou donateur de places nobles, ou fonds rural, dont est cy deuant parlé au tit. des fiefs, se despouille entierement des choses constituees & donnees, & en inuestit & pouruoit ses enfans*, ob causam matrim. quæ semper & vbique precipua est, *sans espoir de retour, si le cas aduiēt que la fille mariee suruiuante au mari predecedé sans enfans au pere constituant, ou de mesme le fils marié suruiuāt à sa femme decedé sans enfans auant le pere donateur: auquel cas la constitution que se trouue en nature retourne au pere constituant, & les biens donnés au donateur. Mayn c. 40 du 2. liu. de ses quest. Et quant à la dot & douaire prefix qu'est nostre augment coustumier, sont tenus cōme propres heritages aux enfans nais dudu mariage, & leur est reseruee par le mary suruiuant à sa femme, venāt à se remarier, cōme biens maternels, quoy que la tienne à titre onereux* l. ex promiss ff de act. & oblig. l. nuptura, ff. de iur. dot. *Carond. ch. 19. du 9. li. de ses resp.* l. general. hac ed. ctali, C. de secund. nupt. *sauf l'vsufruict qui en demeure au pere tāt qu'il a les enfans en sa puissance, tant à marier que mariés, à la charge de pensionner les mariez & leur bailler maison meublee selon la faculté de leurs biens. Ainsi iugé par arrest du parlem. de Tholos. donné au profit d'Antoin. Austri fils contre son pere, du 1 Feurier 1572. cité par Mayn. au ch. 73. du 2. liu. de ses que. & au ch. 95. nomb. 5. du mesme liu. rapporté au pays coust. non du*

droict

droict eſcrit, où les peres remariés ſont priués des biens propres de leurs enfans, auſquels l doüaire prefix eſt auſſi propre heritage. Arreſt de Paris du 22. Ianuier 1579. pour les enfan de Pauan: autre arreſt du Parlement de Tholoſe du 13. Aouſt 1575. donné entre Damoiſell Antoinette de Varez & Antoine d'Amboiſe. Carondas chap. 59. du 9. liu. de ſes Reſp. n pouuant non plus la mere diſpoſer de l'augment couſtumier, que le pere de la dot du premie mariage, connolants en ſecondes nopces au profit des enfans du ſecond lict: ſauf que le per ſur la mere remariee en iouyt pendant ſa vie aux conditions ſuſdictes de nourrir & alimente les enfans du premier lict, autrement l'vſufruict ſe conſolide à la proprieté, ſi les enfans ſon delaiſsés, & n'ont d'ailleurs dequoy ſe nourrir & entretenir. Maynard ch. 55. du 7 liu. de ſe

20 *queſt.* [10] Nam ſi pater & filius ſeorſum habi ent, vſusfructus bonorum, qui aliàs ad patrem pertineret, eſt inter patrem & filium communicandus. *Et ainſi s'obſerue en Tholoſe. Maynard chap 7. du 8. liu. de ſes queſt. enſemble ſi par la mauuaiſe meſnagerie l'adminiſtration des biens de ſon fils luy eſt oſtee* ibidem, *& ores la donation entre vifs faicte par le pere au fils de famille ſoit valable, ſans l'actuelle tradition. Maſuer au nombr. 15. du tit. des donations: le pere, l'ayeul, l'ayeule, & autres aſcendans, ny le beau pere, ne peuuent eſtre contrauicts par deſſus leurs forces. Maynard cha. 23. du 2. liu. de ſes queſt. & en ce cas les alimens ne leur peuuent eſtre deniés, non plus que du fils au pere:* adeò vt filius diues à patre auo vel ſocero, qui dotem recepit, vergente ad inopiam, licèt poſtea emancipatus, dotem repetere nequeat, niſi ad onera duntaxat matrimonij ſuſtinenda, Praxis Papienſ. tit. 33. gloſ. 3. num. 25. imò patrem tenetur ſuſtentare, ne incidat in parricidium, quia necare videtur, qui alimenta denegat: *ny voire la femme ne peut repeter la dot par elle conſtituee & deliuree à ſon mary, qu'elle ſçauoit eſtre pour lors de ladicte conſtitution, ſinon en cas de predecez.* Practicæ Papienſ. tit. 33. gloſ. 3. num. 14. aliàs in caſu reſtitutionis, ſi in mobilibus, vel pecunia numerata conſiſtat, poſt annum, in immobilib. vel legata ſtatim repetitur, l. vnic §. exactio, C. de rei uxor. act. *Non qu'on la remette és mains de la femme, ſi eſt à craindre qu'elle la vienne auſſi à diſſiper par ſa mauuaiſe meſnagerie, ains à profit honneſte en main ſeure & reſponſable, ou*

30 *l'employer en fonds, ſi conſiſte en deniers* ibid. num 21. [11] l cùm oportet, C de bon. quæ

32 liber. [12] Nam iniquiſſimum eſſet patrem egere, cùm filius in facultatib. eſſet, licèt impubes emancipatus, l. ſi quis à liberis, §. non tantùm ff de liber. agnoſc. aut miles, ibidem, §. à milite. Et parentum nomine cæteri aſcendentes à recta linea continentur: ibid. in 1. reſp. verſ. vtrum autem, Iudicis quidem officio quorundam neceſsitatibus facilius ſuccurſurus, vel ægritudini ſingulorum deſideria per-

34 pendentis, cùm ex æquitate & charitate ſanguinis hæc res deſcendat. [13] De his

36 in c. 1. de dotis conſtit. *Maynard ch. 21. & 22. du 3. liu. de ſes queſt.* [14] *De tant que le tiers obligé au mary par la dot, qu'il a recogneue à ſa femme, eſt tenu le releuer indemne enuers ſadicte femme, tant du principal, que deſpens, dommages & intereſts, le mary ne l'ayant receue, Maynard chap. 78. du 2. liu. de ſes queſt. ſinon que le mary l'euſt confeſſee & recogneue ſans l'auoir receue pour cauſe vtile & neceſſaire,* vt ſi ruſticus nobilem, vel ſenex iuuenem duxerit, *d'où l'on preſuppoſe vne tacite donation remuneratoire: où n'y a lieu de recours lors de la repetition, le cas d'icelle aduenant,* ac ſi dos numerata eſſet. Praxis Papienſ. tit. 33. gloſ. 3. num. 4. Nec tantùm hac, vel ſimili ſuadente neceſsitate, imò verò cùm dotem maritus accepiſſe confeſſus eſt tempore ſponſaliorum ſine ſpe futuræ munerationis, quaſi facta donatione legitimæ: & tunc huiuſmodi confeſſio abſque neceſsitate facta conſtante matrimonio, & ſi referatur ad tépus ſponſaliorum, habet nimirum vim donationis propter nuptias, & morte duntaxat

confirmatur

firmatur donatoris, ibidem. nisi facta esset huiusmodi confessio in fraudem creditorum, *de tant que la recognoissance de la dot faicte apres les pactes dotaux, ne preiudice aux creanciers precedans, s'il n'appert qu'elle ayt esté veritablement payee.* Praxis Papiens. tit. 33. glos. 5. num. 6. ¶ Quia maritus non est in mora credendi, l. creditor, §. fin. ff. mand. Ioannes Faber in l. pro oneribus, C. de iur dot. nec fidem habuit de dote, pro qua abierit in creditum. *Maynard cha. 77. du deuxiesme liu. des ques.* nec dies, casus, modus, vel conditio rei soluendæ euenerit par manus hæredis, licèt de vniuersa hæreditate ageretur : cùm non valeant huiusmodi dispositiones, nisi mortuus sit qui testatus est, ad Hebr. 9. 15

& ita nullo pacto obligatur ad rei restitutionem, quam nec actu, nec potentia ipse receperit, cùm agere non valeat, nec currat præscriptio.

VENTES ET ACHAPTS,

TITRE XV.

COVSTVME I.

Biens nobles vendus libres & allodiaux, ou baillez à nouueau fief par inſtrument public, ſont tenus pour deliurez, quant au vendeur ou infeodateur, pourueu que les poſſedent au temps de la vente, ou infeodation: ny ne peuuent agir ny pretendre aucun trouble ne violence contre l'achapteur & infeodataire, qui ſe ſeroyent mis en l'actuelle & corporelle poſſeſſion des biens par eux achaptez ou pris en emphyteoſe: mais ſi le vendeur ou infeodataire apres ladite vente ou infeodation ont vendu ou infeodé à vn autre les meſmes biens & iceluy mis en l'actuelle & corporelle poſſeſſion d'iceux, auant le premier, le dernier achapteur ou infeodataire ſont preferez aux premier, en la poſſeſſion & proprieté deſdits biens vendus, ou infeodez.

CHAPITRE I.

LEs ſeigneuries [1] feodales & iuſticieres annexes ou ſeparees, [2] ne ſont plus viageres, ny perſonnelles en France, ains hereditaires & patrimonielles: [3] & peuuent eſtre tenus à Paris, Tholoſe, & certaines villes de ce Royaume par perſonnes non nobles ny ſubiects pour icelles au franc fief, ban & rierban, ſinon à la garde deſdictes villes, ſi ne ſont chargees & immediatement tenues en foy & hommage de ſa Maieſté: [4] & peuuen

peuuent les seigneurs disposer de leur seigneurie à leur volonté, la distraire, vendre, aliener, donner, obliger, ou infeoder si bon luy semble, [5] bailler à cens, ou emphytheose, & champart d'vne partie des fruicts, rente, pensiõ, annuelle, & autres droicts accoustumés, ou cõuẽtionnels, à vn ou plusieurs à perpetuité, ou longues annees continuees pour eux & leurs successeurs, [6] ne pouuans d'eux mesmes faire valoir leurs heritages, si mieux n'ayment les regir par œconomes, ou les affermer, ensemble la iustice, si point en y a, auec les fruicts, rentes, & reuenus annuels & casuels en prouenans: [7] comme lods & ventes du fonds infeodé que change de main, [8] espaues, vaquans, & desherances acquises aux seigneurs hauts iusticiers en leur territoire: [9] dont les droicts sont distincts & separés de feodalité, & autres octroyés & concedés par sa Maiesté, comme peages, pontenages, roüages, fournages, mouldrages, aiguisages & choses semblables, ausquelles par fois quelques seigneurs ont assubietti leurs vassaux par la force de la guerre, & necessité du temps: [10] & non seulement les fiefs, mais aussi la Iustice est venale, ensemble les autres droicts, portans titre de seigneurie en vsufruict & proprieté: [11] lesquels ores incorporels, se vendent, cedent & transportent auec le corps de la seigneurie, ensemble la Iustice auec l'vsage, comme les seruitudes, [12] dont la tradition ciuile des ventes contractuelles se faict par le bail de la cede que les Notaires ont accoustumé remettre la nature du contract és mains de l'achapteur en signe de possession [13] des maisons louees, ou vendues par le bail des clefs selon le droict Romain: [14] au pays de Dauphiné des biens vendus & subhastés d'authorité de Iustice par le bail de la plume, bague, baston, ou pognee de terre, que souloit bailler le sergent executeur à la fin du dernier inquant au dernier encherisseur. [15] Apres laquelle est encores besoing de l'interposition de decret & vente iudicielle, & apres icelle les delais de l'ordonnance expirés en defaut d'autre surdisant, toutes oppositions vuidees, si point en y a, l'adiudicataire faict à mettre en l'actuelle & reelle mise de possession par vn magistrat, ou autre commissaire à ce deputé pour la formalité. [16] laquelle ne suffit encore, pour attribuer la possession à l'acquereur, s'il n'en iouyt actuellement & corporellement, [17] mesmes en la matiere beneficielle, où on ne se peut dire paisible possesseur, qu'on n'ait iouy du benefice sans controuerse l'espace de trois ans. [18] Dont la iouyssance ne procede de la volonté du vendeur ou resignant apres qu'il a vuidé ses mains, & faict delaissement par le contract de vente, ou resignation qu'il en a faicte. Apres lequel ne peut empes-

cher que l'acquereur n'en prenne l'entiere actuelle & corporelle poſ-ſeſſion & iouyſſance, meſme s'il eſt payé du prix : [19] moins y pretendre aucun trouble apres s'en eſtre deueſtu, meſmes quand l'acquereur a ſatisfaict de ſa part aux promeſſes & conuentions portees par le contract de vente: [20] laquelle eſtant parfaicte & accomplie le vendeur eſt tenu au contraire le faire iouyr de la piece vendue, ou infeodee,& le releuer du trouble & empeſchement que luy pourroit eſtre donné par autre ſeigneur en la iouyſſance d'icelle & droicts en deſpendans, ſoit qu'elle fuſt euincee, ou autrement, pourueu que lors du trouble & procez intenté d'euiction, le face appeller en recours de garentie, comme il eſt tenu : [22] ſingulierement quand les parties ſont d'accord de la ſeigneurie directe & dominante, ou proprieté de la place & fonds allodial vendu, ou infeodé lors du contract, tenue & poſſedee par le vendeur, ou infodateur, non ſi vn autre la poſſede. [23] De tant que, *etiam res aliena vendi vel legari poſsit*, il faut pourtant auant toute œuure la diſtraire des mains du poſſeſſeur, & proprietaire, ou en eſtre d'accord, *quia quod noſtrum eſt, ſine facto noſtro ad alium transferri non poteſt.* Et par ainſi le vendeur, ou infeodateur n'eſt tenu enuers l'achapteur ou emphyteote de la non iouiſſance, que de la reintegration du prix & argent qu'il en a receu, auec les intereſts puis le temps entre eux conuenu & accordé, auquel promet le faire iouyr, [24] où luy ayant cedé ſes droicts auec titres des biens par autruy occupés en cas de ſuccombance, pourueu qu'il ſoit appellé en cauſe ſur le refus & empeſchement donné par le detempteur, ſans toutesfois vſer de force, pour n'en eſtre poſſeſſeur, non plus que le cedant: ſinon ſe pourueoir par les voyes ordinaires de iuſtice, ſelon la nature du tranſport au lieu, droict & place de ſon autheur, *à quo ius in ſe tranſtit*: car autrement n'eſt tenu le deſdommager ny releuer des condamnations que le cedé pourroit ſouffrir de ſa propre temerité, s'il entreprend plus que ne feroit ſon autheur s'il eſtoit en ſon lieu, & ne luy euſt faict ladicte ceſſion. [25] Ny n'eſt la vente & infeodatiõ ſimple, pure & parfaicte fondee ſur l'eſperance d'vne future, caſuelle, ou cõditiõnelle acquiſition: parce qu'elle cloche du coſté du diſtrayant, payé du prix ou droit d'entree, iuſqu'à ce que le tẽps, le cas, ou la cõditiõ eſt aduenue, [26] auãt laquelle n'eſt permis à l'acquereur s'introduire és biens & droicts qu'il ſçait n'eſtre tenus, ny poſſedez par le vendeur, lequel en ce cas ne ſeroit tenu l'en releuer, ſinõ qu'il fut en dol, & l'acquereur de bonne foy : [27] eſtant certain que la tradition mutuelle eſt requiſe

és

és ventes & achapts du prix & de la choſe, l'vne & l'autre y eſtant neceſſaire pour le faict du contract: [28] du coſté du vendeur, l'actuelle deliurance de la choſe vendue, & reception du prix de l'achepteur le payement & ſaiſine de la realle & corporelle poſſeſſion d'icelle, à quoy l'vn & l'autre peut eſtre contrainct, ſi la choſe n'eſt en entier. [29] Le meſmes peut eſtre dict de l'infeodation censée vente pure, quand le ſeigneur prend argent pour icelle, quoy que le contract porte qu'il donne le fonds à titre de fief & loüage, ou afferme perpetuelle, chaſcun deſquels requiert l'actuelle tradition, & poſſeſſion, [30] de laquelle les acquereurs ne peuuent eſtre deſpoſſedez ſans grande occaſion: [31] ains eſt tenu le Seigneur le faire iouyr, & luy oſter tous empeſchements, qui luy pourroyent eſtre faicts en la iouyſſance du fief: l'emphyteote luy payer ſes droicts, [32] ſans toutes-fois qu'à faute de payement d'vn trienne, ou plus long-temps, ny par denegation ou inficiation le fief tombe en commis: ny l'vtilité ne ſe conſolide à la directe, quand le vaſſal vend la piece feodale ou partie d'icelle à vn autre, ſans en aduertir le Seigneur, parce qu'il n'a droict de prelation, & retenue feodale en Tholoſe: ny ne peut empeſcher que l'emphyteote n'aliene, cede, & tranſporte le fonds vtile à qui bon luy ſemble: [33] pourueu que ne le fraude de ſes droicts, [34] & couche au contract de vente les charges & droicts que font les pieces vendues, enſemble la directe, ſeigneurie & iuriſdiction, dont elles ſont mouuantes, comme eſt enioinct par l'Ordonnance tant aux Notaires, que parties contractantes. [35] Et ont les Seigneurs en ce pays accouſtumé és contracts emphyteotiques, & recognoiſſances interdire les vaſſaux ne trãſporter les fiefs en main morte ny le bailler à ſurcens, quoy que ſoit permis à Paris, & ailleurs, où les droicts du Seigneur predominant viennent à s'augmenter par le moyen de la retenue feodale, [36] laquelle n'eſtant receuë en ce lieu, le Seigneur ne peut que faire ſaiſir le fond & fruicts pendants pour les droicts & arrerages non payez, & deuoirs non faicts puis vingt-neuf ans, où ſont compris les lods & ventes des alienations faictes puis ledict temps, que tiennent lieu de fruicts, & ſe preſcriuent comme les autres droicts Seigneuriaux par trente ans, ſans qu'on en puiſſe faire plus longue demande: [37] quoy que les droicts de ſuperiorité ne ſe preſcriuent par aucun interualle de temps, dont le titre & proprieté en demeure touſiours au Seigneur, [38] ores la penſion ne puiſſe eſtre de plus long temps demandée, bien qu'elle eut ceſſé l'eſpace de cent ans ou d'auantage. [39] Et par ainſi l'acquereur du fonds rural eſt chargé des lods & ventes, non le vendeur, & tenu des arrerages deubs au Seigneur, com-

me poſſeſſeur de la piece ſuyuie de ſon hypotheque, ſans qu'elle en puiſſe eſtre deſchargée, quand meſmes ſeroit vendue par decret, ſauf à l'achepteur ſon recours contre ſon vendeur pour les arrerages deus auant ſon acquiſition: [40] & le cas aduenant que par neceſſité, ou autrement le Seigneur proprietaire vende ſolidairement à deux en diuers temps vne meſme piece: celuy qui paye eſt preferé, quoy que dernier contractant, [41] ſinon le premier achepteur, ſoit que nul d'iceux, ou tous deux ayent payé: ſi nul d'entr'eux n'en a pris l'actuelle, corporelle & realle poſſeſſion: [42] car en ce cas le poſſeſſeur, quoy que dernier acquereur, en eſt le maiſtre, meſmes par donation, ny n'en peut eſtre depoſſedé par le premier, ores le precede en la tradition ciuile faicte à chacun d'eux lors des contracts: [43] parce que le vendeur en demeure touſiours ſaiſi iuſqu'à ce qu'il en faict le real delaiſſement par luy ou ſes fermiers, agents & procureurs ayants exprez mandement de ce faire à l'vn des acquereurs, qui en prenne la corporelle poſſeſſion & iouyſſance, [44] & la continue comme le vendeur la ſouloit tenir auant l'alienation, vente, donation entre vifs, ou à cauſe de mort pure, conditionnelle, ou remuneratoire, ou bail à fief: [45] dont la remuneration rend la cauſe du donataire plus fauorable: [46] & neantmoins la choſe donnée eſt auſſi de celuy qui en eſt premier poſſeſſeur, quoy que dernier donataire, [47] la piece infeodée ſuiuant la nature de la vente en ce que le Seigneur prend argent pour l'inueſtiſation, [48] & du loüage & afferme, quand le fief change de main au moyen de la vente qui en eſt faicte par l'emphyteote à quelque autre perſonne laye & roturiere: lequel pour eſtre receu & loué par le Seigneur en ſondict fief eſt tenu luy payer lods & ventes de ſon acquiſition, tout ainſi que l'infeodataire a payé le droict d'entrée de ſon inueſtiture, [49] ſeul titre originaire & fondamental de la proprieté du fonds vtile, auquel ſe rapportent les ventes & recognoiſſances qui depuis en ont eſté faictes. [50] Et de tant que par quelques Couſtumes de France l'achepteur ny autre acquereur ne peut entrer en la poſſeſſion vuide du fief ſans l'approbation du Seigneur: & ſi le faict ou attente, le fief tombe en commis, à ceſte occaſion appellé fief de danger, pour laquelle *honorarium quoddam domino penditur*, que ſont les lods notamment en Guyenne & Languedoc, afin que le Seigneur loüe & approuue l'acquiſition, & l'acquereur en prenne l'inueſtiture, ſans laquelle ledict acquereur n'en eſt vray & legitime poſſeſſeur. [51] Dont s'enſuit que le premier inueſtu emporte la poſſeſſion & proprieté du fonds rural vendu à deux contre le premier acquereur, ores qu'il ait faict acte de poſ-

ſeſſeur

sesseur quant audict fief de danger : [52] non en Tholose, où nul ne prend saisine, qui ne veut, ny pour y auoir droict de possession & proprieté en la chose vendue : n'est besoin que l'achepteur prenne saisine du Seigneur : parce qu'il ne reste auoir ledict droict par la tradition que le vendeur en a faicte : & l'achepteur peut estre poursuiuy payer les lods & ventes au Seigneur, non de prendre ladicte saisine, comme nous est representé par l'eloquent & docte Iurisconsulte François, [53] sinon recognoissre le Seigneur, quand faict liure terrier, auec denombrement & arpentage des terres mouuants de sa directe : [54] dont puis que la saisine du Seigneur ne nous est necessaire en Tholose pour la validité de la vente des biens ruraux : celuy des acquereurs, qui est en l'actuelle, realle, & corporelle possession d'iceux, quoy que dernier contractant, en est le vray maistre & possesseur suiuant ceste mesme coustume : [55] sauf son recours d'indemnité au premier acquereur contre son vendeur, ou infeodateur pour la noniouyssance, [56] outre l'amande à laquelle il est subiect pour auoir vendu à deux. [57] Ce que peut aussi estre entendu des droicts de Iustice, desherance, chasse, & autres droicts donnez, vendus, arrentez, ou infeodez : dont le dernier des acquereurs, qui en a le premier la iouyssance, est de mesme preferé au premier contractant.

NOTÆ.

1 APRES *que nos Roys eurent secoüé le ioug de l'Empire Romain, & faict plusieurs conquests de l'espée par le droict des gens & de la guerre, en retindrent vne partie pour leur Domaine & patrimoine, & infeodarent les autres à la charge que la directe leur demeureroit : & la seigneurie vtile seroit aux hommes, qui les receuoyent pour les assister à la guerre : les vns auec cheuaux de seruice, les autres auec le corcelet, & autrement selon la valeur des fiefs, qui estoyent comme benefices chargez de seruice militaire,* erga seniorem : *d'où est venu le nom de seigneur : & le vassal s'appelloit* homo, *comme faict encor à present : d'où est venu ce vocable* hommage. *Carondas ch.199. du 7. liu. de ses Resp. Maynard ch.34. du 4. liu. de ses quest.* [2] *Bacquet aux traictez des droicts de iustice, & des francs fiefs.* [3] *Ce iourd'huy par la coustume generalle de France tous fiefs sont patrimoniaux,* Ioannes Faber in §. adeò inst. de loc. Non vt plenum iustúmque dominium beneficiarius habeat : sed vt inconsulto domino possit alienare id, quod emphyteotæ iure communi Romanorum beneficiariis Lotharij, & Frederici non licuit. *Chopin sur les coustumes d'Anjou liu. 1. chap. 4. nomb. 9. Ny n'est le fief pour cela subiect à commis. Ranchin sur Guid. Pap. quest. 101. sur la fin.* [4] *Bacquet au traicté des francs fiefs. Benoist* in c. Raynutius, 4 in verb. & vxorem nomine Adelasiam, num. 572. e. de test. dummodo ciues Tholosani annexam non habeant impositionem, nec à Rege immediatè teneantur sub homagio, & fidelitatis iuramento : nec tenentur ciues Tholosani ire ad bellum,

lum, nec mittere extra ciuitatem pro feudis, quæ tenent, qualiacunque sint, tanquam custodiæ ciuitatis deputati, ibid. num. 573. *Et ont esté lesdicts priuileges concedez à la ville de Tholose par le Roy Iean confirmez par le Roy Louys XI. le 14. Mars 1471.* Sũntque Tholosæ plura allodia: *pour raison desquels y ayant eu procez entre le syndic de la ville, & le sieur Procureur general du Roy, arrest s'en seroit ensuiuy du 23. Decemb. 1495. par lequel fut ordonné & declaré, que tous les Tholosains, & chacun d'iceux pouuoyent tenir biens nobles & allodiaux à perpetuité, comme du temps de la confirmation dudict Roy Louys XI.* Præfatus Benedictus in d.c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelasiã, num 519. *ou que la piece noble annoblisse le tenãtier d'icelle, s'il n'a la dignité annexe auec la seigneurie que porte titre de noblesse, si n'est d'extraction noble, ou annobly par sa Majesté, quoy qu'il iouysse des preeminances, droicts, franchises, & libertez appartenants à la seigneurie.*[5] *Ceste faculté n'est seulement attribuée aux Tholosains, mais aussi à tous ceux qui tiennent biens nobles en France: lesquels peuuent aliener & vendre tant aux nobles que non nobles sans permission du Roy, ny du Seigneur dominant, bien que soyent affects aux nobles, aptes & capables à porter les armes, & faire l'hommage, deuoir & seruice personnel à sadicte Majesté: sans toutes-fois que les roturiers lais soyent tenus en vuider leurs mains, que payer le franc fief, s'ils n'obtiennent lettres d'anoblissement de sa Majesté. Bacq. aux titres des droits d'annoblissement, & des francs fiefs, conformement aux ordonnances citées par Aufreri au titre des finances des acquisitions des fiefs nobles par non nobles acquereurs.* Bened. in cap. Rayn. in verb. & vxorẽ nomine Adel. n. 170. 171. *où led. Benoist poursuit le priuilege des Tholosains non suiects au franc fief.*[6] *C'est autre chose le chãpart le cẽs, le fief, & l'ẽphyteose, le chãpar se rapporte au quart, quint, huictiéme, neufiesme, que nous appellons tasque: ou autre partie des fruicts, qui se leuẽt en la terre infeodée deubs au Seig. le cẽs en petite rẽte de deniers: l'emphyteose en grains, & le fief en toutes redeuances deuës au Seigneur, qui de sa propre nature est beneficiaire en hommager. Et pour iceluy les Euesques mesmes en France prestent serment de fidelité à sa Majesté: les fiefs desquels sont voyagers de main-morte, & immediatement tenus à foy, & hommage de sad. Majesté, ou taillables & suiects à impositions exceptez du priuilege des Tholosains, selon led. Benoist* in d.c. Raynu. in verb. & vxorem nomine Adelas. num. 572. e. de testam. *Et suit en ces matieres la coustume locale que deroge à la generalle, comme le pacte à la coustume,* de quo in l. fin. C. de iur. emph. *Et quand le Seigneur baille tout vn tenant à vn seul soubs certaine rente de blé ou autre chose, n'est tenu diuiser son fief, ny prendre & receuoir payement à parcelles de diuerses personnes, ausquelles l'infeodataire l'auroit vendu en diuerses pieces: ains quand tout le tenant seroit diuisé, le Seigneur peut contraindre les contenantiers luy faire l'entier payement de sa rente annuelle par vn seul, duquel tous ensemble se doibuẽt accorder. Mayn. ch. 34. 35. du 2. liu. de ses quest. arrest du 2. Aoust 1573. ni n'est le Seigneur tenu accepter ni receuoir le guerpissement d'vne partie, sinon du tout, en luy payant les arrerages quant aux rentes foncieres, desquelles parle ledict Mayn. au ch 35. du 2. liu. de ses quest. où il cotte vn arrest du Parl. de Tholose, par lequel les arrerages ne peuuẽt estre demandez à vn seul, que puis l'introduction de l'instance de tout le tenant, qui en tient la troisiéme ou quatriéme partie, sauf à luy son recours contre les autres cõtenantiers pour leurs parties contingentes, sans que le Seigneur diuise son action: & le faisant chacun seroit tenu de tous les arrerages, comme lors du guerpissement & desertion du fief: laquelle le Seigneur n'est tenu accepter d'vne partie, ni du tout, qu'en le satisfaisant des arrerages, hommages & interests des deteriorations faictes par l'infeodataire puis le contract emphyteotique, ou par ceux qui ont droict & cause de luy. Masu. au tit. des cens & emphyteoses, n. 13. & 49. Bacq* Bonus Decurtillus in tractatu nobilitatis, *Claude le Brun en son procés*

eſt ciuil: ni ne ſuccedent que les maſles aux benefices maituires, de ſucceſſione feudo. in vſibus feud. *ſi l'inueſtiture n'en eſt faicte par l'vn & l'autre ſexe, notamment es Marquiſats, Duchez, Comtez, Baronies qui dependent immediatement de ſa Majeſté*, Ibid. de feud. Marchiæ. [7] *Et ſont les louages & affermes interrompues par les ventes, & infeodations des biens arrantez, ſauf ez fermiers leurs recours contre les vendeurs, & infeodateurs, qui leur ont arrenté, pour le recouurement des payements faicts & anticipez pour le temps que leur manque à iouyr, non pour les dommages & intereſts de la non iouyſſance que le nouuel acqueteur, maiſtre & poſſeſſeur du fonds vtile, qui a changé de main, n'eſt tenu continuer, le fermier ne pouuant alleguer poſſeſſion de ce qu'il tient, & poſſede par autruy. Ce que peut auſſi n'auoir lieu à la vente de la Iuſtice arrantee par le ſeigneur haut iuſticier, comme fait tous les ans celle de la Vigueric de Cahors au profit du Roy la veille de la Natiuité Sainct Iean Baptiſte* ex Bened. in d. cap. Raynutius, in verb. cætera bona num. 38. *que ſont les droits de la haute Iuſtice ſeparee du fief, où tant les droicts feodaux que la Iuſtice annuels & caſuele tels que les captes, rierecaptes, los & ventes, eſpaues, threſors, cours, amandes, confiſcations & choſes ſemblables, outre les annuels & ordinaires. Et eſt proprement le cens & rẽt fonciere la preſtation annuelle que fait le vaſſal au ſeigneur pour le fonds qu'il tient, mouuant de ſa directe, ou feodalité. Maſuer au titre des droits de cens, & emphyteoſes, nomb.* 3. 4. ex can. quæſitum 1. q. 3. ſine cenſ. & reliq. fundum comparat. non poſſ. C. Bart. inl. 1. ff. de publ. & vectig. Ioannes Andr. in c. ad audientiam e. de reb. Eccl. alien. vel non: ſalarium quondam à Romanis vocatum, quod pro ſolo directo domino penditur, l. 2. §. ſi quis, ff. ne quid in loc. publ. vel itin. fiat. *Tiraqueau au liu. du retraict lignag.* §. 5. in verb. *rentes*, gl. 6. [8] Laudimia quidem à laudando dicta, quæ, vt 8
ait Alciatus lib. 1. prætermiſſor. c. 45. ab emptore prædij cenſualis offeruntur domino directo, vt ab eo laudetur, ſcilicet approbetur. *Maſuer tit. des fiefs, nomb. 4.*
[9] *Bacquet rapporte pluſieurs raiſons & obſeruations ſur ceſte matiere au tit. des desherances,* 9
pour monſtrer qu'appartiennent au Roy ou au ſeigneur haut iuſticier, Carondas au ch. 7. liure de ſes Reſp. dit les biens vacquants des eſtrangers, qui decedent ſans hoirs en ſon Royaume appartenir à ſa Majeſté: & des naturels aux ſeign. hauts iuſtitiers en leur territoire. Et de tant qu'en Tholoſe les eſtrangers Chreſtiens Catholiques, qui y ſont leur domicile, ſont tenus pour naturels, viuans chreſtiennement, Mayn. ch. 57. du 4. liu. de ſes qu. Et n'y a droict d'Aubaine, duquel parle Papon au liu. 6. du 3 tom. de ſes Notaires. Benedict. in c. Rayn in verb. & vxorem nomine Adelaſ. n. 43. *s'enſuit que la diſtinction dudit Caron las n'a lieu en ce pays,* vbi pro ciuib. & incolis habentur extranei nẽpe Chriſtiani, & Catholici, non quidem Iudæi hæretici, nec Sarraceni, qui ibi latẽ retúmq; ac fortunarum ſuarum ſummam conſtituere, l. ciues, de ciuib. & incol. lib. 10. C. decẽnio potiſſimum elapſo, non amplius in patriam domicilium facturi, lib. 2. C. eod. *Et y ſont les eſpaues & vaquants au Roy en ſon territoire, & aux ſeigneurs Iuſticiers dans le diſtroict de leur Iuriſdiction, non des eſtrangers, qui ne font que paſſer, & en paſſant y laiſſent leurs moyens, leſquels comme vacquants demeurent acquis à ſa Majeſté, ſelon ledict Benoiſt au lieu preallegué, s'ils ne ſont naturaliſez ou domiciliers: comme auſſi appartient au* Roy *toutes les amandes & confiſcations des cas Royaux commis és terres des ſeign. Iuſticiers, & autres ſans exceptiõ, par tout ſon Royaume, ni aucun Iuge de ſeign. n'en peut cognoiſtre, ſinon les iuges Royaux: ni ou droict d'Aubaine, ſinon ez ſeigneuries, où les ſeign. ſont led. droict, non autrement: & tient on que le droict de baſtardiſe appartient auſſi au Roy, Bacq. en ſon traicté du droict de baſtardiſe. Et peuuent les vacquants eſtre par le Roy, & les ſeign. aſſeruis & infeodez, cõme le reſte de la ſeigneurie. Mayn. ch. 35. du 4. liu. de ſes qu. meſmes apres 30. ans, que le ſeign. les poſſede*, l. 1. §.

cũ verbere, ff. de offic. præfect. vrb. c. dilecti, e. de arbit. l. fi. & ibi not. C. eod. Speculator tit. & iurisd. omn. iud. §. vn. vers. magni imperij. *Masuer au tit. des iuges, nõb. 6. Et se peut le territoire pour le district de la Iurisdiction*, à terrendo dictum, in l. fi. ff de iurisd. omn. iud l pupilli, § territorium, & ibi Alciatus, ff. de verb. & rer. signif.

10 [10] *Ores les droicts feodaux & de Iustice soyent differents. Bacquet en son traicté des droicts de Iustice. Ni le fief ne face le territoire, Maynard chap. 70. du 6. liu. de ses quest.* Sarrantent neantmoins communement par vn mesme fermier pour en percevoir les fruicts, reuenus & emoluments, tout ainsi que de la feodalité, sauf l'exercice de la Iustice distribuer par lequel le seigneur se doit pourvoir d'vn Iuge, & luy mesmes recevoir le serment de fidelité, s'il y eschet, non le fermier, auquel n'appartient aussi en donner l'investiture, que tant seulement percevoir les droicts du seigneur que consistent en fruicts, reuenus, & emoluments prouenans de la haute Iustice, s'il a tout ensemble affermé, & autres droicts, si point en y a, desquels le seigneur soit vray possesseur & titulaire: & tienne les ponts aux chemins reparez, dont il prẽd droict de trauers & peage sans n'endommager leurs vassaux à la chasse, ni autrement. Ordonnance de Blois art. 282. 283. 284. & 285. où n'est permis à la noblesse chasser à pied, ni à

11 cheual eż terres semees, quand le bled est en tuyau: [11] *voire le domaine du Roy, & le temporel de l'Eglise, quoy que de leur nature soyent inalienables, ont cy deuant esté vendus & alienez pour la necessité de la guerre, ensemble la Iustice: mesmes les estats de Iudicature, quoy que tant par le droict diuin que humain ne soyent suiects à venalité, où est requise l'integrité & capacité, non la corruption & auarice, que peut eschoir en lad. venalité. Les greffes sont aussi cõpris és droicts de Iustice cy deuãt distraits & alienez, & reunis au domaine lequel plaise à la Maiesté diuine remettre en son premier estat à ce que la France puisse chanter ces vers,*

Cúnque suo demens expellitur ambitus auro Non dominantur opes, non corrũpentia sensus
Dona valent, emitur sola virtute potestas. Recitez par le sieur Maynard au ch. 33. du 3. liu. de ses quest. non ceste voix funeste & lamentable au peuple François prise pour excuse des magistrats mercenaires, Emerat ille prius, vendere iure potest.

sainctement representee par ledict Maynard au ch. 86. du 1. liu. de ses questions. Iudex enim est Dei minister, & omnis iurisdictio à Deo est. Hostiensis in cap. 1. §. hæc sancti, de summ. trinit. Archidiaconus in can. an est 11. quæst. 3. Innocentius in c. quod super his de voto & vot. redempt. Matth. de Afflict. decis. Neapolit. 391. num. 8. [12] Iura quidem sunt incorporalia, sicut vsus, vsusfructus hæreditas, tum etiam

12 obligationes & seruitutes, §. vn. de reb. corporal. & incorporal. instit. sed hæreditas vniuersitatem quandã in ipse continet ex singulis rebus & iuribus hereditariis contextam, l. hæreditas, ff. de verb. & rerum signif. Et fit venditio reum hæreditariarum, tum etiam fructuum, licèt vsusfructus in iure consistat, & spes rerum futurarum vendita videatur, non sine iacturæ periculo, l. nec emptio, ff de contrah. empt. cùm fiat potentiæ reductio ad actum, fructúsque sint corporales, & quæ in obligatione continentur vt prædia, & numerata, vel numeranda pecunia: tum etiam seruitutes vsu quasi possidentur, licèt incorporales. *Et consistent les droicts de la haute, moyenne & basse Iustice ez profits, reuenus & emoluments en prouenants: dont l'vsage & exercice est concedé ez Iuges creez par les seigneurs: lesquels peuuent aussi destituer à plaisir, si ne tiennent d'eux leurs offices pour cause onereuse, ou remuneratoire. Ciron. das ch. 34. du 3. liu. de ses Resp. Maynard ch. 23. du 2. liu. de ses qu. non les Royaux, & sont les seigneurs condamnez pour les fautes commises par leurs Iuges, comme est dit ailleurs. Les greffes peuuent estre tenus & affermez auec la baillie au nom du seign. & au profit de son fermier, où viennent les espaues, & toute sorte de desherance de choses mobilaires, non*

des im

des immobilaires, leſquelles regardẽt la proprieté, & augmentẽt le patrimoine du ſeign. ou, pour mieux dire, l'vtilité du fonds vacquant ſe conſolide à la directité, de laquelle deſpend: ſans toutesfois y comprendre les vacquants reſeruez appartenans aux communautez: leſquels n'eſt permis aux ſeigneurs en quelle maniere que ce ſoit s'attribuer, Ordonnance de Blois article 284. [13] *Les offices de Notaire, & tabellion que ſouloyent eſtre diuiſez ſont puis le regne* 13
du Roy Henry IV. reduicts en vn meſme office pour faire tant les minutes, que groſſes de contracts, ſquels ne doyuẽt eſcrire aucune choſe qui ne ſoit dictee par les parties, ni vſer de paroles ſuperflues. François I 1535. ch. 19 art. 3. & 1543 1544 y doiuent exprimer à quels fiefs & cenſiues ſont les biens aſſis, & les charges que ſont. Le meſme 1536. ch. 5. art. 4. & 5. 1539. art. 180. 181. Henry II. 1549. art. 2. Henry III. 1579. art. 180. Cognoiſtre les parties & teſmoins Louys XII. 1498. art. 65. 1507. art. 246. François I. 1535. ch. 19. art. 7. rediger les contracts par eſcrit, & les lire en preſence des parties & teſmoins auant les ſigner. François I. ch. 19. art. 4. Et lors a de couſtume le Notaire faire la tradition de la piece vendue par le bail de la cede és mains de l'acquereur ez fait de vente. Et qui tradit inſtrumentum videtur tradere poſſeſſionem. l. 1. ibi. Bald. C. de donat. [14] imò clauibus traditis videbantur etiam tradita ea, quæ ſub eis continebantur, nempe merces omnes incluſæ in horreo, cuius erãt claues 14
traditæ, l. clauib. ibid. Bart. ff. de contr. empt. [15] Guido Papę q. 22. & 81 *Gilles* [16] *le Maire* 15
en ſon traicté des criees, Ord. du Roy Hẽry II. donnee à Fontainebleau le 3. Septẽb. 1551. arreſt 16
du Parlemẽt de Bordeaux donné les chãbres aſſemblees le 17. Iuin 1567. patentes cõfirmatiues de lad. Ordonn. & de celle de Moulins de Henry III. du 7. Iuillet 1582. leues, publiees & regiſtrees au Parl. de Bordeaux le 24. Ianuier 1583. à la charge que pourra eſtre encheri ſur les meſmes encheres tant par les expoſants que autres de nouueau inſques à ce que l'arreſt d'adiudication ſoit ſeellé, qu'eſt apres la miſe de poſſeſſiõ, à la charge toutesfois des droicts, & deuoirs ſeigneuriaux. art. 12. de la meſme Ordon. Cum fine cenſu & reliquiis fundus comparari non poſſit. *Leſquels y ſont touſiours entendus, non les autres droits non ſeigneuriaux ores fonciers, ou cenſuels. Qu'eſt cauſe que ceux qui pretendent les auoir ſur les pieces encheries, ſe doyuent oppoſer pour leurs droicts & arrerages: car apres la miſe de poſſeſſion & expedition du decret n'y ſeroyent plus receus, ſuiuant l'art. 12. & 13. de lad. Ord. ni les executez ou rachapt des pieces decretees par led. Arreſt du Parl. de Bordeaux. Quoy nonobſtant le ſeign. a touſiours ſon hypotheque ſur le fonds decreté mouuant de ſon fief pour ſes droits ſeigneuriaux, arrerages, & lods & ventes, cõme eſt cy deuant repreſenté.* [17] *De tant que ores le vendeur ſaiſiſſe l'achapteur, & le mort le vif, par la Couſtume generale de France, l'interdict du poſſeſſoire n'a lieu, qu'apres l'an & iour de la continuelle poſſeſſion*, l. 1. §. ſi quis mortis cauſa, ff. quorũ leg. *Maſuer au tit. des matieres poſſeſſoires, nomb. 32. 33. 34. Pendãt lequel on peut venir en maintenuë, & debattre la poſſeſſion pour eſtre adiugee à celuy que monſtre meilleur titre, qu'eſt le premier acquereur*: cuius cauſa tempore præcedit, *meſmes*, ſi ex mente ſtatuti transferatur poſſeſſio abſque reali apprehenſione. Innocentius in cap. 2. e. de Conſuetud. quæ vocatur ciuiliſſima poſſeſſio, c. ex parte, c. ex literis. eod. cap. cum noſtris e. de præbend. Guido Pap. d. quæſt. 22. num. 2. *Et quoy que ces mots ſoyent inſerez aux contracts, A donné & vendu, baille & deliure, ne tranſportant la poſſeſſion ciuile, ſi ne ſont dicts & proferez en preſence des parties, & à la veuë de la choſe vendue ou donnee*, in d. l. clauibus, ff. de contr. empt. *laquelle eſtant actuellement deliuree, ſaiſie, & poſſedee par l'acquereur l'eſpace d'vn an*, licèt à non domino, quem dominum eſſe credideris, ipſe rem emerit, l. Celſus, & ibi Barthol. ff. de vſu. c. imò & ſecundùm authoris conſenſum poſſeſſionẽ ingreſſus rectè poſſidet, licèt inſtrum. teſtationis vacuæ poſſeſſionis omiſſum eſſet. l. nõ ideircò, C. de cõtr. empt. Nec irritus habe-

tur contractus emptionis pretio conuento, licèt non soluto tradita possessione, i
empti fides, C. eod. Nec à contractu emptionis facitè receditur, nisi re inte-
gra, quia pretio soluto venditor rem præstare tenetur, & re præstita emptor ad pre-
cij solutionem compellitur, l.1.ff.de contrah empt. *Et se conte l'an & iour du retraict
linager du iour de la deliurance de la chose vendue. Arrest de l'an 1269. du Parlement de Pa-
ris, remarqué par Mayn. au ch. 61. du 2. liu. de ses qu. puis la saisine & inuestisson de l'acha-
pteur, Papon en son recueil du ret. aict linager arrest 12. où y a droit de prelation, & la saisine*
18 *est necessaire.*[18] *Masuer au tit. des matieres possessoires nomb. 1.* [19] post purã & perfectam,
19 non fictam, simulatam vel fraudulosam venditionem: qui enim dolo desiit possi-
dere pro possessore damnandus est: ne sit bonæ fidei possessori vel absenti dam-
20 nosa.[20] *Et par la reception du prix le vendeur se despouille entierement de la piece vendue.* l.
1.ff.de contr. empt. quia pretium succedit loco rei. Cuius numeratione emptor
liberatur ab obligatione: & venditor ipsius rei traditione. Cuius ciuili translata
possessione, nec venditoris interest, si emptor rei suæ inde naturalem adipiscatur
& retineat possessionem, imò tenetur de euictione, non de periculo & casu for-
tuito, si res vendita casmate, ruina vel incendio pereat post contractum vendi-
tionis, nisi stet per eum, quominus statum iuito contractu, vel tandem ante casus
21 euentum emptor rem emptam possederit. l. quod te ff si cer. pet. [21] et cum cõuento
22 precio non numerato. l.2.ff.de contr. empt. l empti fides C. eod. [22] l. emptor fundi,
23 C. de euict. [23] quia plus iuris transferre nõ potest quàm ipse habet: *don. Masuer dit
à ce propoz au tit. des matieres possessoires nõb. 41. que si le vẽdeur auquel la chose vẽdue n'ap-
partient se constitue la tenir à nom de precaire, profit & vtilité de l'achapteur. Et cependant
il soit faict seigneur d'icelle: la proprieté n'est pourtant acquise à l'achapteur sinon à la con-
dition portee par le contract, sinon que luy eneust faict vente pure en proprieté comme luy ap-
partenant.* Tunc enim venditor esset in mora & dolo, & accepto precio tenetur ad
24 damna & interesse vt in l. vn. C. de sentent. quæ pro eo quod inter. profer. [24] non
tamen damnum si sciat emptor fundum ad venditorem non pertinere, quia tunc
non fuit deceptus, nisi esset in minori ætate constitutus. Et si quod damnum inde
emergeret id sua culpa sentiret, ac si iactum retis emerit. l. nec emptio. ff de contr.
empt. nisi tantum pretio soluti pecunias repeteret cum vsuris, quæ vicem fru-
ctuum obtinent, l. vsuræ, ff. de vsur. cap. salubriter, e. eod. nisi venditor rem à se
venditam ab eiusdem possessore vendicare vel emere possit. Tunc enim ad rei
venditæ traditionem contra venditorem agere potest: vel eius vice iure credito-
ris cessis actionibus vti. *Et se peuuent les creanciers ayder du droict de leurs debiteurs*
25 *pour se payer de leurs debtes, Maynard chap. 70. du 3. liu. de ses quest.* [25] Nam etsi cedan-
tur actiones & venditor non possideat, emptor non potest esse melioris condi-
tionis, quàm auctor eius, à quo ius in se transit, præsertim cum suo periculo hu-
iusmodi cessionem susceperit: *laquelle doit signifier au tenancier & occupateur de la
piece cedee par acte de Notaire ou par exploict, Masuer titre des payemens nom. & en refus
luy en faire le delaissement en rẽdant le prix pour lequel la piece estoit engagee, ou autrement
satisfaisant à l'indemnité du tenancier, selon leur conuention: comme si la tenoit à pacte de
rachapt & le nouueau acquereur l'eust acheptee à vente pure au prix accordé auec le pro-
prietaire: doit appeller le tenantier en iugement & le cedant en assistance de cause pour le
fournir d'acte, si n'en est saisi. Et en cas de succombãce le releuer indemne de lad. poursuite &
luy rendre la somme par luy baillee pour la surualue d'icelle, si le proprietaire ne s'estoit obli-
gé en faire luy mesme la poursuite & le rendre iouissant: ainsi fut procedé iadis contre moy in-
tenté*

tenté par feu Desirier Lacombe Marchand de Tholose pour la cession que luy auois faicte de la somme de onze cents liures à moy deue par feu Maistre Iean Guibert Lieutenant principal en nostre siege, laquelle luy estant par ledit Guibert desniee, ledict la Combe m'auroit actionné à la Chambre des requestes où ledit sieur Guibert auroit obtenu lettres de la Chancelerie en rescision du contract, par lequel me demeuroit debteur en ladicte somme fondee sur lesion: desquelles estant demis par iugement & esté ordonné que le cõtract sortiroit à effect sauf la moins value de quelque piece deterree faisant tasque au seigneur comprise à vne metairie que luy auoit vendue pour n'estre specialement exprimee au contract, sur laquelle ledict Guibert disoit estre deceu & lezé. Neantmoins auroit appellé en la cour, où i'aurois aussi impetré lettres pour estre receu à conclurre comme appellant du mesme iugement, dont les deux chambres assemblees sur le partage faict à la seconde d'enquestes par arrest cy deuant mentionné donné au rapport de Monsieur Ramondi ledict Guibert fust condamné payer audict la Combe mon cessionnaire la somme par luy deuë auec despens & interest puis l'introduction de l'instance, ou si les lettres dudict Guibert eussent esté interinees ie n'auois que tenir enuers ledict la Combe dont l'assistance de cause est tousiours necessaire, pour en cas de succombance le cessionnaire estre releué contre le cedant, quoy que la cession soit faicte à ses pertes & fortunes: & ainsi s'obserue comme de toute perte, attendu que de rien on ne peut retirer quelque chose. [26] Ores l'obligation ciuile de la vente & infeodation soit parfaicte & valable par la force du contract faict en bonne & deuë forme suiuant les conuentions des parties contractantes demeure pourtant sans effect du costé de celuy qui manque à sa promesse: lequel y peust estre contraint quand l'autre a satisfaict de sa part: dont la reale numeration du prix ou droict d'entree des obligé les acquereurs tout ainsi que la tradition de la piece le distrahant, non toutesfois en pareil aduantage, par ce que nonobstant la tradition & apprehension d'icelle, le vendeur est tenu de relief en cas d'euiction: voire de toute la piece vendue, ores n'en y eust que vne partie euincee. Maynard chapitre septante vn du huictiesme liure de ses questions non le prix que l'acquereur a payé apres qu'il a changé de main. Qu'est cause que l'hazard de celuy qui achapte est plus grand: & l'obligation du vendeur plus onereuse pour la garantie, laquelle communement demeure inutile & dommageable aux derniers acquereurs, sur lesquels en defaut de garand tomba toute la charge des hypotheques, par le moyen desquelles il est par fois priué de son acquisition & en perte de ses deniers, outre les vexations des procez & frais de Iustice que luy conuiennent exposer, & se trouuent communement plus de fols achapteurs que de fols vendeurs, comme dit ledict Sieur de Maynard chap. 58. du troisiesme liure de ses questions. Lesquels ne peuuent estre aussi releués des ventes à eux faictes pour lesion d'outre moitié de iuste prix, comme les vendeurs l 2. & ib. Cuiacius C. de resc. vend. du Moulin sur les coustumes de Paris §. 12. n. 47. cum seq par ce qu'on achapte cher par commodité & vend à vil prix par necessité. Vnde Saluianus lib. 5. de prouidentia, inuidiam penes emptorem, inopiam penes venditorem esse dixerit. Eo quòd emptor emat vt propriam substantiam augeat, venditor vt minuat. Et se iuge ainsi au Parlement de Tholose selon ledict Maynard au chap. 58. du mesme liu. sauf l'achapteur peut garder la piece en suppleant le prix, le mesmes chap. 59 du mesme liure. [27] Et sont les ventes parfaictes aussi tost qu'elles sont contractees sans actuelle saisine ne deliurance. Maynard chap. trente huict du 4. liure de ses questions, par ce que les deuests & desaisines anciennes se font maintenant par les gloses accoustumees ez mesmes contracts ch. 39. du mesme liure sçauoir les ventes pures non les casueles & conditioneles, la perfection desquels despend des euenemens l. 1. & 2. C. Quando liceat ab empt. disced. Maynar ch. 38. du 4. liu. desdictes questions chap. 33. du liu. 7. Carondas chap. 35. du septiesme liu. de

ſes Reſp. Ni voire la iudicielle n'eſt parfaicte iuſques au iour de la deliurance, Maynard ch 26. du 5. liu. de ſes queſt. Ni ne ſortent à effect que le cas ou la condition y appoſee ne ſoit aduenue : où ſe rapporte l'execution de la conuention comme de la derniere volonté appres le decez du teſtateur ad Hebr. 9. *& où le vendeur ſeroit en dol & fraude, & l'achapteur de bõne foy ayant le vendeur taiſé les charges ou les difficultés & empeſchemans par leſquelles l'acquereur n'en pourroit encore iouyr eſt tenu de l'entiere garantie. De tant que la fraude & ſimulation du contract doit eſtre retorquee contre ſon autheur, Maynard ch. 72. du 3. liu. de ſes queſt. ſubiect à reſolution par lettres Royaux fondees ſur le dol* Quod ahàs iure Romanorum : dans cauſam contractui nullum contractum efficit. *Comme il faict pour le benefice du prix le dol eſtant verifié ſans leſquelles lettres on n'y ſeroit receu, parce que voyes de nullité n'ont lieu en France, comme a eſté cy deuant repreſenté : ſi toutesfois le contract eſt faint & ſimulé n'eſt beſoin recourir au Prince : parce que l'intention des contractans ſe reduict à la verité du contract, non à la fiction de l'act.* Quorũ plus valeat quod agitur quàm quod ſimulatè concipitur. *Maynard au meſme ch. où n'eſt beſoin recourir aux voyes extraordinaires : quand on peut proceder par les ordinaires n'eſtant en effect queſtion d'innalider, an-*
28 *nuller, ni reſcinder le contracts, ains pluſtoſt de le faire ſortir à effect & ſa vraye nature.* [28] l. 1 ff. de contr. empt. *& y a trois choſes ſubſtantielles au contract de vente, le conſentement, le prix & la choſe, ſans leſquelles la vente ne peut ſubſiſter, & y faict plus la choſe que le prix, lequel eſtant entier, & y manquant outre moitié ſe peut ſupplir en y adiouſtant ſans ebranler le contract.* l. 2. C. de reſc. vend. *ou au contraire la plus grand part de la choſe vendue n'eſtant en nature, pour auoir eſté ſuppoſee, bruſlee, ou autrement conſommee du temps du cõtract, l'achapteur n'eſt tenu de l'accomplir, ains peut repeter l'entier prix qu'il en a payé,*
29 *Maynard ch. 64. du 5. liu. de ſes queſt.* [29] Pretio quidem non ſoluto neque re tradita ab emptione & venditione vtriuſque partis conſenſu receditur lib. 9. & ibi gl. in verb. integra. C. quãdo liceat ab empt. reced. pacto & conſenſu ſi perfecta venditio fuerit l. 2. C. eodem, & eodem legamine diſſoluatur, quo collegata eſt ſine inſtrumento, vel rei traditione, ibid. glos. in verb. perfectam, & l. 1 eiuſd. tit. & reintegra ſtræ datæ non pars pretij reperantur : quia incepti pretij ſolutione non eſt integra, ad cuius repetitionem non agitur niſi ex empt. actione, & res vendita
30 traditur d. l. 1. 2. [30] *Maynard chap. 56. du 8. liu. de ſes queſtions & ne ſuffit la deliurance ciuile ſans l'actuelle & corporelle tradition ſuiuie de l'apprehenſion, poſſeſſion & iouiſſance de*
31 *la piece vendue ou infeodee* d. l. ex empto ff. de act. empt. [31] *& doit le ſeigneur relief d'indemnité à l'infeodature toute ainſi que le vendeur à l'achapteur pour la nonioüiſſance, Carõdas ch. 51. du 7. liu. de ſes Reſp. voire quand le ſeigneur meſme voudroit depoſſeder de ſon auctorité, l'emphyteote en pourroit informer & agir contre luy en cas de ſaiſine & nouuelleté.*
32 *Mayn. ch. 53. du 6. liu. de ſes qu.* [32] *le ſeign. tout ainſi que le vendeur eſt tenu d'euiction & garantie enuers l'infeodataire pour raiſon de la ſeigneurie, ſi perd ſa cauſe, non s'il la gagne, que pour les deſpens contumaciaux de la garantie, Mayn. ch. 75. du 3. liu. de ſes qu. & peut contraindre ſon vaaſſal au payement de ſes droicts & preſtations annueles par priſe & ſaiſie de*
33 *ſon fief.* [33] *droict de cõmis n'a lieu en la ville & viguerie de Tholoſe, Mayn. cà. 53. du 6. liu. de ſes queſt ny de prelation & retenue feodale, le meſme ch. 34 du 4. liu. deſd. queſt.* Bened. in c. Rayn. in verb. & vxorem nomine Adelaſ. n. 296. *Ni ne prend ſaiſine qui ne veut, cõme explique Carondas ſur l'art. 82. du tit. des cenſes & droicts ſeigneuriaux du droict Pariſien, Mayn. ch. 38. du 4. liu. de ſes qu. comme auſſi n'y a fief de danger, comme eſt cy deuant parlé,*
34 [34] *cõme és contracts ſimulez de vente ou eſchange pour frauder le ſeign. duquel parle ledict*
35 *Maynard ch. 72. du 3. liu. de ſes qu.* [35] *Ord. du Roy François I. 1536. ch. 3. art. 4. & 5. & autres*

cy deſſus

cy dessus remarqués. [36] *Ou quand la Coustume y seroit faut suiure la teneur du contract em-* 36
phyteotique en ce que regarde le fief, l.fin. C.de iur.emphyt. [37] *Lods & ventes se prescriuẽt* 37
par 30.ans, Arrest de Parlement de Tholose du 7.Iuillet 1583. sans esperance de restitution du
temps de la minorité, pendant laquelle court lad. prescription, Maynard ch.46. du 4. liu. de
ses quest. & comme a esté cy deuant touché au titre des fiefs [38] l. malè agitur, l. compe- 38
rit.C.de præsc.30.vel 40.ann. [39] *ceste matiere est amplement traictee par* Bacquet *au trai-* 39
cté du franc fief & des droits de Iustice. [40] *Maynard chap. 32.du 6. liu. de ses quest. & n'est* 40
l'achapteur tenu en action personnelle payer les arrerages, deus auant son acquisition sinon en
l'hypothequaire, le mesme ch.33.du mesme liu.où court aussi la prescription trentenaire, dont
l'achapteur peut estre poursuiui tant au payement de lotz & ventes que autres arrerages deus
puis 29.ans, non à prendre saisine de son acquisition, Carondas sur l'art.82.du tit.des censes du
droict Parisien. [41] l. quoties duob. C. de rei vend. [42] Tunc qui prior emit potior est 41
tempore, l. vniuersis temporib.C.qui pot.in pign.hab. [43] nam quoties duobus in 42
solidum prædiũ iure distrahitur manifesti iuris est, eum, cui priori traditum est in 43
detinendo dominio, esse potiorẽ, l.quoties C.de rei vend. [44] quia vẽditor : vnde fit 44
dominus etiã post vẽditionẽ: vnde fit dominus is cui ipse tradiderit.gl. d.l.quoties
in verb.priori, nec tit.si traditione est causa transferendi dominij.Bald.in l.pen.C. 45
eod.tit. [45] nã etsi res nõ sit propria vẽditoris, nihilominus eius emptio cõtrahitur,
licèt ab emptore res possit auferri, l. rẽ alienã, ff.de contr. empt.eo quòd alter non
possit res nostras nobis inuitis retinere, l.si filio, §.1.fol. matr. attamen vẽditor te-
netur de euictione quãti emptoris interfit d.l.ex empto, & l.id quod soluerit, ff.de
cõtr. empt.& transit res cum sua causa in emptorem, l.alienatio ff.eod.c.ex literis,
in verb.onere. e.de pig. Imò rei sacræ, religiosæ vel publicè emptio fieri potest ab
ignorante, licèt venditor sciuerit: nõ autẽ si emptor non ignorauerit, l.sed Celsus,
in 1.resp l.liberi hominis, ff.de contrah. empt. & est emptor bonæ fidei qui putat
rem esse venditoris, l.qui à quolibet, ff. eodem, vel ipsum ius vendendi habere, l.
bonæ fidei de verb.& rer. signif. nisi colludat, l. qui fundum §.procurator, ff.pro
empt.& obscurę pactionis fieri debet interpretatio cõtra venditorem: qui id dixe-
rit, & apertiùs re integra dicere potuit. Labeo ff.de contrah.empt.l. veteribus, C.
de pact.& sciens venditor rem esse alienam vel non esse venalem est fallax in do-
lo & malæ fidei, nec non tenetur emptori ex empto, tum etiam eorum quæ sciẽs
retinuerit, l.in vendendo ff.de contr.empt. vt viam iter actum æquè datum præsti-
turũ iri, quod ipse celauerit: sunt. n. quæ tacitè intelligũtur, velut ne fundus euin-
catur, vel eius vsusfructus, quæ semper sunt à venditore præstanda, licèt nõ expri-
mantur. [46] *de laquelle parle Mayn.au ch.12.du 4. liu.de ses qu.* [47] d l.quoties, C. de rei 46
vend. *& de tãt que donner & retenir n'a lieu en faict de donation pure, quand le donateur se* 47
reserue la iouissance & demeure possesseur de la chose donee, Carondas sur les Coust. de Paris
*tit.des donations art.226.*ex l.sicut §.supervacuũ, ff. quib. mod pign.vel hyp.sol.*litur*
dont le donataire peut demander contre le donateur qu'il soit mis en la poss.ssion & iouissance
des choses donnees. l.si quis argentũ, §.sed & si quis, C. de donat. *& semble le donateur*
auoir tacitement reuoqué la donation par la retention des choses donnees comme a esté iugé
par Arrest du Parlement de Paris du 12. Iuillet 1544. mais aussi de la cede d'icelle qu'il au-
roit gardee vers luy, comme represente Maynard chap. 71. du 6. liu. de ses questions, & doit
le donateur bailler & transporter les choses donnees & la vraye possession d'icelle au dona-
taire. [48] *Maynard ch. 56. du huictiesme liure de ses questions* [49] *par quelques Coustumes de* 48
France à l'achapteur ne autre acquereur ne peut entrer en la possession vuide du fief sans 49

l'appro

l'approbation du ſeign. pour laquelle ſont deus en France meſme en Guyenne & Languedoc les loz & ventes, afin que le ſeigneur loue & approuue leur acquiſition: du Moulin ſur les couſtumes de Paris §. 13. gloſ. 9. quæſt. 10. eſtque partim venditio, partim locatio contractus emphyteuticus §. adeò, de loc. & cond. inſt. cap. fin. & ibi gloſ 2. e. eod. iure ciuili introductus Aretinus in d. §. adeò, cuius pactionibus ſtandum eſt. l. fin. c. de iure emph & ſi de periculo rei emphyteuticariæ nihil actũ ſit, tunc rei totius interitus cedit periculo domini: ſin autem partis emphyteotæ d. §. adeò, & cùm ſoluuntur laudimia, videtur quaſi ab emphyteota alteri ceſſa. & à domino cõceſſa & approbata locatio per modum nouæ inueſtituræ: [50] *ſans qu'il puiſſe inferer des lods & ventes, droict de prelatiõ en la viguerie de Tholoſe contre la couſtume d'icelle, s'il n'y a pacte exprez du contraire au titre originaire d'où deſpendent entierement tous les droicts ſeigneuriaux, Maynard chap. 34. nomb. 8. du 4. liu. de ſes queſt. auquel on a le cours ſur les doubtes que peuuent aduenir entre le ſeigneur & le vaſſal, duquel deſpendẽt les recognoiſſances leſquelles ſeules, non plus que la vente faicte ſans aucuns droicts & hõmages n'attribue droicts de ſeigneurie, ſ'il n'y a autre admmicule, & la vente n'eſt accompagnee d'vne recognoiſſance, & la recognoiſſance d'vne longue & continuelle poſſeſſion ou d'autre cognoiſſance, leſquelles ſi ſe trouuent differentes, faut recourir au titre primordial, en defaut d'iceluy à la plus ancienne ſi contient moins de charge que la derniere, ou à la derniere ſi eſt moins chargee que la premiere,*
50. *leſquelles ſe peuuent demander puis 29. ans, Maynard ch. 47. 48. du 4. liu. de ſes queſt.* [51] *led.*
52. *Dumoulin au lieu preallegué* [52] *Maynard ch. 61. du 2. liu. de ſes queſt.* Guido Papæ q. 22. &
53. 81. [53] *Carondas ſur l'art. 82. du titre des cenſes & droicts ſeignẽuriaux du droict Pariſien, Maynard ch. 34. 38. du 4. liu. de ſes qu.* Bened. in c. Raynut. in verb. & vxorem nomine
54. Adelaſ. n. 296. de teſtam. *Ragneau en ſon Indice des droicts Royaux* [54] *comme eſt cy deſſus*
55. *repreſenté.* [55] *Carondas ch. 62. du liu. 2. ch. 58. du 3. liu. de ſes Reſponſes remarque deux arreſts du parlement de Paris du 27. May 1559. & 8. Aouſt 1581. par leſquels a eſté iugé que nonobſtant La ſaiſine predecente celuy qui a lactuelle poſſeſſion eſt preferé, bien que poſterieur en titre d'achapt, nommment ceſſion d'action en Maynard chap. 62. du 2. liu. de ſes queſtions, quoy que ne ſe poſſede que par l'vſage* l. quoties, ff. de ſeruitut. *Et poſe le cas d'vne vente faicte à pacte de rachat, dont la ſeruitude eſtant vendue à deux à diuers temps, le dernier auroit de ſi pres pourſuiui le vendeur qu'il ſe ſeroit mis en poſſeſſion, luy ayant payé le prix du ladicte ſeruitude & du rachapt au tenantier: & apres eſtant actionné en delaiſſement de la piece par le premier ceſſionnaire, enſemble le vendeur faiſant les meſmes offres par arreſt du 9. Decembre mille cinq cents nonante deux de Rayſſac contre Sabee donné à la Tournelle au rapport dudict ſieur de Maynard & autre du parlement de Paris cité par Carondas au ch. 6. du 3. liu. de ſes reſp. le poſſeſſeur fut maintenu.* Vſus enim pro ipſa traditione interdum ſumitur, & iura quaſi poſſeſſa cum corporibus poſſideri dicuntur, l. ſi aliena §. 1. ff. de vſuc. adeò vt aliquando tradi & poſſideri dicantur, l 1. in fin. ff. de ſeruitut. l. ſi ego §. 1. ff. de public. in rem action. l. ſi fortè, § 1. ff. Quemadmod. ſeruit. amitt. & poſſeſſione retineri, l. ſeruitutes ff. de ſeruit. vrb. prædd. Ideóque & interdicta pro his velut poſſeſſoria conſtituta leguntur, l. quoties, ff. de ſeruit. quæ eũndem habent effectum, ac poſſeſſoria in corporalibus: pro quibus etiam prodita remedia ficta legimus in l. claubis, ff. de contrah. empt. l quiſquis C. de donat l. quædã
56. mulier, ff. de rei vend. c. l. quod meo, ff de acqu. poſſeſſ. [56] *Carondas ch. 51. du 7. liu. de*
57. *ſes reſp.* [57] falſique crimine tenetur, qui duobus in ſolidum diuerſis temporibus vendiderit, l. qui duobus l. ſi debitoribus, ff. ad leg. Cornel. de falſ. *Maſuer au titre des biens & achapts nomb. 40. & deſtellionat celuy qui vend le ſons qu'il auoit obligé à vn*

autre

autre l.3.ff.de crim.stell.*sçauoir quãd la tradition s'en est ensuiuie non autrement. Barth sur* l.ad.l.si duo b.*& ne s'estãd la faculté à la donation gratuite sinon à la vente, si la donatiõ n'est remuneratoire: le d. Masuer au lieu preallegué, d'où viẽt que les vẽdeurs ne pouuant satisfaire à deux achapteurs sont amãdables tant pour auoir fausſé leur foy, que pour l'affection d'auoir receu l'entier payemẽt de deux, chacun desquels le pourroit contraindre à la deliurance de la chose vendue s'il n'est contant des dõmages & interests, esquels le vendeur faict à cõdamner enuers le depossedé des deux achepteurs & à le reintegrer du prix qu'il a payé & despẽds, Masuer au tit. des vẽtes & achapts nõb 33.*l.si traditio C de act.empt.l.Iulian.§.offerti, C. eod. l.2.in princ.ff.loc.l si ij qui à vobis, C.eod.l.cum precibus C.de rer. permut.

VENTES ET ACHAPTS,

COVSTVME II.

Ventes solemnelles d'immeubles se souloyent faire en Tholose à son de trompe par la ville ou faux bourg d'icelle de trois en trois iours par trois diuerses fois d'authorité des Capitouls, autrement n'estoyent vallables, sauf pour les affaires du Roy, lesquels se faisoyent, comme plaisoit à sa Majesté.

CHAPITRE II.

LA iurisdiction ciuile que souloit estre exercée par les Maires, Consuls, Capitouls & autres Iuges municipaux est seule attribuée aux Iuges ordinaires, Royaux & subalternes en leur territoire, [1] ou cognoissent des rigueurs exposées de leur authorité, saisies [2] & inquantz, [3] interposent les decrets, vuident les appositions, si point en y a, & apres les sur-seances mettent en l'actuelle, corporelle & realle possession des biens saisis & decretez, le dernier surdisant auec les solemnités portées par les Edicts & Ordon. royaux [4] obseruées par toutes les Cours & Iurisdictions du present Royaume, voire à Tholose pays de droict escript, où le droict Romain ni l'ancienne coustume n'est obseruée en ses formalitez, ains abrogée & reduicte aux termes des Ordonnances Royaux concernants le faict de la Iustice & abbre-

uiation des procez.[5] Par leſquels on vſe plus de trompette ez inquãts ſolemnels des immeubles. *Quia vox præconia paucis innoteſcit.* Sinon d'affiches cris & proclamations publiques és plus grãdes aſſemblées: comme és yſſues des grandes Meſſes paroiſſielles deuant les portes des Egliſes & paroiſſes des lieux & territoires où les ſaiſies ont eſté faictes par le ſergent executeur, & aux proſnes, s'il eſt beſoin par le Recteur ou Vicaire du lieu à ce que la vente ne ſoit ignorée des habitants, Lieutenants & autres qui y pourroient ſurdire ou s'oppoſer, ſans oublier les contenances, aboutiſſants, bonté, commodité & incommodité des biens ſubhaſtez, publier les encheres, mettre les affiches à la porte de l'Egliſe, & pendant la quarantaine & quinzaine de la derniere ſurſeance à la porte de l'auditoire du Iuge ordinaire d'authorité duquel ſe pourſuit le decret & encore on adiouſte en la ville & viguerie de Tholoſe vn inquant ſur-abondant outre les trois de l'Ordonnance, & au ſurplus on ſuit les couſtumes locales où ſont aſſis les biens encheris pour la ſeule formalité des inquants, non contraire à l'Ordonnance, comme de quatorzaine en lieu de huictaine, ou de plus grand nombre que n'eſt porté par icelle: dont la ſurabondance inualide la forme, ains l'aſſeure d'auantage, & donne plus de relaſche à l'executé de pouruoir aux payements de ſes debtes & faire ceſſer la pourſuite, en faueur duquel ſont données les ſurſeances[6], & en deffauts de quelques vnes des formalitez eſſentiales le decret peut eſtre rebatu par nullité en payant la ſomme principalle, pour laquelle l'execution eſt faicte, deſpends, dommages, intereſts & loyaux couſts, non autrement,[7] ſans toucher à la priorité & potiorité des hypotheques & debtes priuilegiez ſur le faict des oppoſitions & diſtribution des deniers conſignés du prix de la derniere ſurdicte, ni à la contribution des creanciers concurrants en ordre quand les biens ni les deniers reſtants ne ſuffiſoyent pour ſatisfaire aux payements de leurs debtes:[8] & ſemble ceſte forme de crie à ſon de trompe eſtre continuée ez cauſes criminelles contre les fuitifs & defaillants,[9] dont on vſe encore és affermes que ſe font annuellement de la part deſdicts Capitoulz des droicts de la ville pour les ieux floraux, & proceſſions generalles, enſemble és cris publics que ſe font tant de la part de ſa Majeſté que de la Court ou deſdicts Capitoulz, leſquels aſſemblez repreſentent le corps myſtique de la ville.[10]

NOTAE.

NOTÆ.

1 OR D. *de Moulins art. 71.* nec valet conſuetudo vbi lex aduerſatur. Arg. l. 1 *actiones* 9. ff. de inſtit. act. ex Voluſio Matiano ad leg. Rhodiam, ibid. Barth. *chacun en ſa Iuriſdiction, François I. ch. 12. art. 12. & 13. de l'an 1535. Ord. de Blois art. 91. Charles V. 1356. art. 5. Charles VI. 1408. ny ne peuuent les cauſes eſtre tirées hors le territoire ſinon en cas de reſſort, d'appel, negligence, ou ſeel Royal ſuiuant les meſmes ordonn. dont la cognoiſſance appartient au conſeruateur de la rigueur emanée de ſon authorité: telle qu'eſt la rigueur du ſeel mage de ſa Majeſté eſtably en la ville, & viguerie de Tholoſe. duquel le Viguier eſt le conſeruateur, & s'expoſe à ſon nom, dont luy appartient la cognoiſſance & premiere inſtance conformément à l'Ord. du Roy Charles IX. 1560. art. 50. 1563. art. 14. & 25. qui ne permet à meſme ville que vn ſeul degré de Iuriſdiction ordinaire & premiere inſtance* 2 *voulons la cognoiſſance du ſcelé du Chaſtelet de Paris appartenir au Preuoſt de Paris & ſes ſucceſſeurs non à autres. Voulons que noz Iuſticiers & autres officiers quels qu'ils ſoyent qui auroyẽt refuſé ou refuſeroyent renuoyer leſdictes cauſes la cognoiſſance des oppoſitions dudict ſcelé & appartenances, & qui auroyent eſté ou ſeroyent en demeure ou refuſans les puiſſent faire contraindre rigoureuſement ſans deſport & à nous en faire amande conuenable appellé noſtre procureur & les en punir par telle maniere que noſtre droict y ſoit gardé & que ce ſoit exemples à tous autres. C'eſt le texte de l'Ordonnance du Roy Philippe V. 1367. donnée à Paris le 8. Feur laquelle ſe rapporte en cas ſemblables à toutes les iudicatures Royalles de ce Royaume qui ont ſeel Royal: enſemble les cas Royaux & autres à eux reſeruez ſelon l'Edit de Cremieu, & autres Edicts & patentes de noz Roys données en ſuite d'iceluy.* 3 *Auant la ſaiſie on doibt faire precedant commandement de payer au debiteur ſuiuant l'arreſt de Bourdeaux donné les Chambres aſſemblées ſur l'Edict des criées le 18. Iuin 1567. non que pour ce defaut on puiſſe debattre le decret de nullité: pourueu que la ſaiſie ſe face apres le iour de la deſtinée ſolution n'y eſtant beſoin d'autre interpellation. Gilles le maiſtre au titre des criées & ſe font les atteſtatoires des Inquants deuant le Iuge ordinaire des lieux où les heritages ſaiſis ſont aſſis. Si ſont en deux parroiſſes & Iuriſdictions les inquants & affiches ſe font à chacune d'icelles. Ord. du Roy Henry II. donnée à Fontaine-Bleau le 3. Septembre 1551. art. 2. Mayn. ch. 76. du 7. liu. de ſes queſt.* 4 *au long expliqué par Gilles le maiſtre au titre des criées, & y a trois ſortes d'oppoſition, afin de diſtraire, d'annuler, & cõſeruer. Ord. du Roy Henry II. 1551. art. 15. le premier s'entend quand vn tiers ſe vient oppoſer diſant que l'heritage crié ou partie d'iceluy luy appartient non au condamné ou obligé & demande que telle part ou portion ſoit diſtraicte des criées, afin d'annuler quand apres les criées parfaictes le proprietaire s'oppoſe & dit que les criées ſont nulles & mal faictes ou qu'elles ſont faictes pour choſes non deues, afin de conſeruer leurs hypotheques ou autres droits reels, droicts ou redeuãces annuelles, ou bien pour leurs debtes perſonnels ſuiuant l'explicatiõ qu'en eſt faicte par le Guenois ſur l'art. 15. de lad. Ord. en la Conferance des ordonn. ſans toutes-fois qu'il puiſſe pretendre nullité és ſaiſies & criées faites de grains deubs non appreciés en argent, pourueu que l'apreciatiõ ſe face apres leſdites criées. Ord. du Roy François I. 1539. art. 76. & ainſi ſe practique en Tholoſe.* 5 *La formalité de l'ancienne couſt. ni du droict ancien Romain n'eſt maintenant en vſage pour le faict des ſaiſies, decrets & ventes iudicielles, leſquelles ſe pourſuiuent de meſme train par toute la France, ſauf les delais & interm iſſiõs des criées qui ſe font en Tholoſe par huictaines en certains lieux par quatorzaines, cõme en la ville de Paris par Ord. du Roy Charles VII. 1441. art. 36.* 6 *Ceſte matiere eſtant plus propre & conuenable ailleurs n'eſt beſoin ſe departir de l'Ord. du Roy Hẽry*

II.1551.susd.arrest de Bord.& le Guenois en ses doctes remarques sur lad.cõferance,& Gilles
7 *le Maistre.*[7] *Ni ne sont les autres nullités essentielles prises de l'ordre des executiõs non obser-ué en France estant loisible aux creanciers se prendre sur les immeubles sans discuter les meubles, voire sur les debtes actifs & droicts de leur debiteur, & si bon leur semble par arrest & emprisonnement de leur personne s'ilz y sont obligez sans autre discution: mesmes sur les biens & la personne selon Gilles le Maistre en sond.traicté pour accelerer le payemẽt de leur debte: ni ne sont les additions ni les ventes cõmissoires & resolutoires receües en France, quoy qu'elles puissent estre purgées par le moyen des saisies, criées & interposition de decret, Mayn. ch. 27.du 6.liu.de ses qu.& quand les criées sont annulées auant ne proceder à la vẽte iudicielle, le Iuge ordonne que seront refaictes suiuant les Ord. & coust. du lieu où les biens saisis sont assis,& de ce auoir certificatoire sur l'interposition de decret Masu.au tit.des execut.ar.36.où il remarque cõme par l'Ord. de l'an 1539.art.74.le* §.in vẽditio.*de la loy* à Diuo Pio,ff.de re iudic.*est abrogé de tant que le commandement de payer faict au debteur par le sergent ou commissaire executeur suffit,& le refus du debiteur. Toutesfois si on faict execution contre vn Gendarme en temps de guerre & pendant qu'il est à l'expedition on luy doit reseruer ses cheuaux & armes: à l'escholier & aduocat ses liures, s'il y a autres biens.*Gloss in l nepos Proculo,ff.de verb.& rer.sign.l.stipendia C. de except. rei. iud. *contre les laboureurs les bœufs de labeur, arnois aratoires & choses seruans à l'agriculture, viures & vestemẽs, Masu. au tit.des executions nomb.14.& 33.& quoy qu'au Parl. de Paris la loy* à Diuo Pio *ait esté suiuie pour les mineurs, est neantmoins en Tholose abrogée tant en executiõs faictes contre les moindres que maieurs suiuant lad.ord. du Roy François I. 1539.* quæ cùm non distinguat ætatem debitoris, nec nos distinguere debemus,*& indifferemment les deffauts tant és saisies que criées mettent en longueur le decret soit pour n'auoir mis & affiché les penonceaux Royaux: Mayn.ch.43.du 6.liu.de ses qu.& autres defaux & obmissions pour si petites qu'elles soyent, mesme pour casser la saisie en faueur des moindres sans nullité pour donner temps & moyen à leurs tuteurs & curateurs de payer tant les sommes principalles, que loyaux cousts à l'effect du rebatement du decret, & s'il est besoin leur renouueller le delay du payement pour les contumacier d'aduantage, s'ils ne se mettẽt en debuoir de sortir d'obligation, Mayn.*
8 *ch.42.du 6.liu.de ses qu.*[8] *Carond.ch.141.du 6.liu. de ses resp. & ne tombe la desconfiture sur les meubles comme faict à Paris sinon sur les derniers alloüez si sont en mesme rang d'allocation,& ce que reste ne suffit à l'effect de leur payement: ce que vient entre eux à perte & contribution au sol la liure à proportion de leurs debtes,& si les premiers estãs payés n'y a rien de reste, ils sont à toute perte,& entrent à la distribution generalle de biens tant les meubles que immeubles ensemble les droicts, actions & debtes actifs du debiteur: ou les creanciers qui se trouuẽt par concours en quelque degré d'allocation sur l'opposition par eux formée, afin de distraire se rapporte aux despartements des deniers non des biens saisis: sinon pour conseruer cõme en faict de partage ou detraction & supplement de legitime, que se faict communément en corps hereditaires, de tant qu'en faict de vente iudicielle les heritages saisis ne s'acquerent maintenant au creancier par addiction ni pacte commissoire, que par la voye des criées au dernier encherisseur soit-il creancier ou non, la somme de sa surdicte demeurant consignée, de laquelle les creanciers reçoyuent leurs payements chacun en son ordre.*

VENTES

VENTES ET ACHAPTS,

COVSTVME III.

Celuy qui preuue par teſmoings auoir achepté à Tholoſe publiquement en rue, ou place publique, ſoit iour de marché ou non, d'vn forain ou domicilier, faict à rembourſer du prix par le demandeur quoy que les meubles luy ayent eſté deſrobés, ſur la quantité duquel doit eſtre creu à ſon ſerment.

CHAPITRE III.

CESTE couſtume eſt des nō obſeruees quoy que les circōſtāces deſchargent l'aquereur [1] ſinō qu'il achepte la choſe à moindre prix qu'elle ne vault pour la rendre à qui appartient: car en ce cas il faict à rēbourſer du prix qu'il en a payé nō autremēt: [2] quoy qu'il ſoit achapteur de bōne foy & ne ſçache la choſe auoir eſté deſrobé: le maiſtre la pouuant vendiquer ſans rendre le prix, [3] ſauf à l'achapteur ſon recours contre le vendeur, [4] lequel eſt auſſi tenu indiquer s'il eſt diffamé pour n'eſtre ſoupſonné du larcin ou recelement, meſme quand il s'en trouue ſaiſi, [5] non s'il eſt en bonne reputation, [6] & s'il eſt couſtumier achapter choſes deſrobees eſt à preſumer qu'il l'a ſçeu & participé au larcin s'il n'a excuſes pertinantes: ſi non on a recours ez autres circonſtāces. [7] Non que ores la choſe deſrobee ſe trouue chez quelqu'vn en lieu ſecret bien qu'il ſoit larron couſtumier on le puiſſe cōdamner, ſinon l'appliquer à la queſtion, s'il ne monſtre ou indique ſon autheur pour ſa deſcharge [8] quand le crime eſt capital, [9] de tant que la queſtion eſt vn ſupplice & commencement de mort: non toutesfois commencement de preuue, [10] parce qu'auant y paruenir on doit inſtruire le procez de tout ce qu'on peut pour le diſpoſer à la diffinitiue [11] ou du moins ſi la preuue n'eſt entiere qu'elle ſoit ſempleine & les indi-

ces concluans [12] ſans boucher ſes oreilles non plus à la voix de l'accuſé que de l'accuſateur pour fuir toute note d'iniuſtice & proceder auec droicture ſans forcer ny encliner plus la balance du coſté de l'accuſateur que de l'innocent. *Nam vltro citroque nequit conſiſtere rectum*, & circonſtantier l'affaire tant du coſté du demandeur que du defẽdeur, [13] en eſgard à la valeur qualicé & quãtité de la choſe deſrobée & acheptee [14] du lieu, du temps, & des perſonnes [15] de tant que vn meuble riche & precieux trouué caché en lieu ſecret au pouuoir d'vne perſonne vile & de mauuaiſe vie donne preſumption de larcin ou recelement, meſme s'il eſt achepté ſecrettement & à vil prix ſçait la choſe eſtre deſrobee & eſtre couſtumier d'achepter choſes deſrobees & tenu pour larron ou recelateur manifeſte, [16] & eſté condamné ou preuenu pour ſemblables exces, non ſi l'achepteur eſt homme de bien & vit honneſtement de ſes moyens & induſtrie, [17] meſme les reuendeurs & reuendereſſes qui ont couſtume de porter vendre en maiſons particulieres où ſçauent auoir beſoing de beſongne d'or pour fiancees ou autrement carcans, ceintures, coutoires, chaines, braſſelets, ferreteſtes, ordres, enſeignes, brilhans, bagues d'or, pierreries, vaiſſelles d'or ou d'argent & autres manieres d'orfeurerie, par fois les vendeurs ne voulans eſtre deſcouuerts parce que telles ventes ſe font à prix honneſtes & raiſonnables par perſonnes cogneuës tant des vendeurs que achepteurs auſſi, gens de bien, d'honneur, & de qualité, ſuffiſants & capables à faire telles ou ſemblabes acquiſitions leſquels ne doiuent eſtre actionné criminellement que ciuilement pour la reintegration des choſes par eux ainſi acheptees, ſi ſe preuue qu'elles appartiennent à vn autre que celuy qui les a vendues ou faict vẽdre & auoir eſté deſrobées ſans reſtitutiõ du prix ſauf leurs recours: [18] & voit on pluſieurs proces en Tholoſe criminellement intenté de cheuaux & autre beſtail deſrobé apres vendu & expoſé en foire, ou marché public, où par fois les larrons meſmes les conduiſent: d'où vient que ceux qui les ont acheptés ne peuuent touſiours indiquer leur autheur, tant parce que les vendeurs diſſimulent leur nom & le lieu de leur demeure pour n'eſtre deſcouuerts, que pour n'y prendre garde voyant le beſtail en place publique: ce qui monſtre aſſez l'innocence & la bonne foy de l'achepteur, [19] non qu'elle empeſche la ſaiſie de recreance du beſtail à celuy qui faict aparoir luy appartenir dãs le temps de l'vſucapiõ, [20] & apres s'il preuue luy auoir eſté deſrobé, & le treuue en nature, [21] *licèt non vi nec clam nec precario poſſideatur*, nonobſtant ſon titre, ſa bonne foy & longue poſſeſſion, quand

la

la choſe eſt deſrobee & ſon larcin verifié, [22] non des choſes perdues & delaiſsées ou priſes en tẽps de guerre, par voye d'hoſtilité cõme ſeroint les eſpaues & cheuaux pris ſur l'ennemy, [23] dont les ventes plus aſſeurees ſe font d'autorité de Iuſtice, par encheres en places publiques au profit du Roy, ou ſeigneur haut iuſtitier, quãd aux eſpaues, [24] sãs que les achepteurs en puiſſent eſtre recerchés ny cõtraint rendre les choſes par eux acheptees de bõne foy, nõ plus que les meubles des decedez acheptez à l'inquant publicque apres les auoir payé, ny voire quand ſeroyent deſrobez, ſinon en rendant le prix ſans auoir eſgard au bon marché, eſtant à l'option de chaſcun y ſurdire non plus qu'ez ventes iudicielles, cõtre leſquelles le debteur executé, ne peut venir pour leſion d'outre moitié de iuſte pris, [25] ſi c'eſt vn threſor fortuitement trouué aux fonds d'autruy, l'inuenteur en doit aduertir le proprietaire du fonds, & le denoncer au procureur du Roy, à ce qu'il puiſſe diſpoſer de ſa part, non ſi par induſtrie & mauuais artifice, [26] car en ce cas le threſor ſeroit confiſqué, & l'inuenteur puny de ſon malefice, les choſes perdues en vne hoſtelerie peuuent auſſi eſtre vendiquees, la part où ſeront treuuées en nature par le proprietaire ou par l'hoſte meſme pour eſtre tenu ciuilement de la perte d'icelles, [27] & peuuent les eſpaues eſtre demandez dans quarante iours apres que ſont retirez en payant les frais de Iuſtice, & la deſpence, s'ils monſtrent leur appartenir, autrement ſont açquiſes au Roy, ou au ſeigneur haut iuſtitier ſur la terre duquel ont eſté trouuées & arreſtées, [28] les nefs, marchandiſes: & tout ce qui eſt allé en fonds & par engin tiré dehors peut eſtre auſſi reclamé dans deux mois, en payant & verifiant comme deſſus, [29] & tout ce que ſe tire de la mer à terre tant ſeparees, vereſques que barbaries, & choſes de flots ſe recouurent par les marchands qui pourſuiuent la marchandiſe, en payant les frais du ſauuement dans l'an comme deſſus, autrement le tiers en apartiẽt à celuy qui les a tirees le tiers au Roy, ou ſeigneur qui a droict & cauſe du Roy le tiers à l'admiral, [30] ce que aucun particulier ne ſe peut approprier, ains eſt contre luy procedé extraordinairement pour le larcin & rauiſſement du nauffrage, & eſchouage, [31] mais quand aux choſes que ſe trouuent deſrobees n'y a temps prefix pour les recouurer ſelon les loix des 12. tables *quod ſubreptum erit, eius rei aeterna auctoritas eſto*, [32] & aduient ſouuẽt en Tholoſe qu'on apporte vẽdre ez maiſons priuees, & boutiques de pluſieurs artiſans choſes deſrobees: comme ouurages & materiaux à bon prix ſeruans à leur meſtier que les induict par fois les achepter ſans cognoiſtre les vendeurs pour y

auoir

auoir recours quand les choſes leur ſeroient demandees, leſquelles n'eſtans vendues en public en peuuent eſtre recherchés par les maiſtres & proprietaires qui les ont perdues: meſmes quand ſe treuuent alterees incontinent ou peu de temps apres que ſont venues en leur mains, ſoit pour auoir effacé les noms, marques, cachets, & armoiries, fondu ſeparé les pieces aſſemblees ou changé de forme, rompu, caſſé, retaillé & reduict en tel eſtat qu'on ne le puiſſe recognoiſtre, [33] ce qu'eſtant denié & verifié le detẽpteur ne ſe peut excuſer de recelement ou larcin: ou du moins qu'il ne les poſſede de mauuaiſe foy recognoiſſant la choſe n'appartenir au vendeur, [34] ce que pour leur deſcharge doiuent retenir & garder notamment ſi en ſont aduertis pour les rendre à qui appartiennent, prendre le nom, ſurnom & lieu de la demeure de celuy qui les apporte, & ſi faire ſe peut le ſaiſir & arreſter & le denoncer à la Iuſtice quand l'affaire le merite & l'acte eſt de ſoy grand & capital, comme rogneure de monnoye, ornemens & vaſes benits & ſacrés, & choſes ſemblables. [35]

NOTAE.

1 APell. Tholoſana quæſt. 151. Hoſtienſis tit. de pœnit. & remiſſ. §. fin. verſ quod ſi quis emat tẽ furtiuã l. 2. C. de furt. *Et fuſt iugé ſuiuant ceſte couſtume depuis abrogée ou du moins non obſeruée entre Iean Amat laboureur fermier d'vne grange du chapitre S. Sernin demandeur en reintegration d'vn bœuf que luy auoit eſté deſrobé de nuict du paſturage trouué au pouuoir de Pierre la Faurre Sebatier de Tholoſe qui diſoit l'auoir achepté en public demandant d'eſtre rembourcé du prix ſuiuant la couſtume, dont ledit Amat par ſentence de Capitoulz en ayant obtenu la recreance auec l'affaire fuſt deſpoulu deuant le Iuge d'apeaux & d'iceluy en la cour, ou par arreſt du 5. Iuin 1530. ledict la Faurie fuſt relaxé auec deſpens de la cauſe.* 2 Hoſtienſis in d. §. fin. verſ quod de prædam ementibus, 3 Aufrerius in d. quæſt. 151. Capell. Tholoſ. 4 *Carondas ch. 51. du 7. liu. de ſes reſp.* 5 l. ciuile C. de furto, Baldus in l. fin. ff. de hæred. inſtit. 6 l. non omnes 5 § à barbaris, ff. de re milit. 7 Aufrerius in d. queſt. Capell. Tholoſ. 151. 8 ibidem ex mente Barth. in l. fin. ff. de quæſtionib. nec de ſuſpicionibus poteſt aliquis damnari. l. abſentem, ff. de pœn. 9 l. edictum ff. de quæſt. vt ſacrilegia. l. pergit audacia, & ibi gloſſ. in verb. habuerint C. de ſepulcr. violato, publica ſeu famoſa latrocinia l. capitalium §. famoſos ff. de pœn. furta domeſtica, l. reſpiciendum, §. furta domeſtica in fin. ff. eod. Iulius Clarus in practic. criminali, tit. de furt. abigeatus, l. 1. ff. de Abigeis: & ſunt receptatores pari pœna plectendi quàm fures & latrones, l. 1. ff. de receptat. mitius tamen Tholoſæ in eos agitur, & ſæpe iudicatur tum in calumniatores quorum pœna erat quondam apud Romanos ſimilitudo ſupplicij, l. pœn. & fin. ff. de calumn. & mitius agitur in fures diurnos quàm nocturnos & effractores l. fin. ff. de effract. & expilatorib. & pœna legis Corneliæ ſunt coercendi qui in accuſationem innocentium coierint, l. 2. ff. de concuſſ. non quidem in rebus leuioribus, ſed reſpiciendum eſt iudicanti, ne

quid

quid durius aut remiſſius conſtituat quàm cauſa depoſcit, ſed perpenſo iudicio, prout quæque res expoſtulat ſtatuendo decernat ex Marcell. Reſp in l reſpiciendum in princ. ff. de pœn. potiſſimum in Gallia, vbi pœnæ ſunt arbitrariæ : de his etiam Barth. in l. fin. ff. de quæſt. [10] l. 1. in 1. reſp. ff. eod. vnde Tullius in 10
Topicis quæ tormentis, verberibus igne rei fatigati dicunt, veritas ipſa dicere videtur, [11] *Maſuer au tit. de la queſt. & torture nomb. 10. dict par le droict romain* 11
la depoſition d'vn ſeul teſmoing iointe auec le commun bruit auoir eſté ſuffiſante pour venir à la queſt. gloſſ. & Barth. in l. 1. §. idem Cornelio l. maritus & ibi not. ff. de quæſt. l. ſi quis 3. C. ad leg. Iul. Maieſt. *non toutesfois en France*, ordinatione Dni Ludouici 1254. perſonas honeſtas, vel bonæ famæ, etiam ſi ſint paupertes ad dictum teſtis vnius ſubiici tormentis vel quæſtionibus inhibemus ne ob metum falſum confiteri, vel ſuam vexationem redimere compellantur. Res enim eſt fallax & periculoſa quæſtio lege prima, §. quæſtio, ff. de quæſt. & ad id Fabius: mentietur quidem in tormentis, qui pati poteſt, & mentietur qui pati non poteſt. *Papon tit. 9. art. 2. du 24. liu. de ſes arreſts, Imbert liu. 3. de ſes inſt. forenſes chapitre 13.* [12] *De tant que la preuue d'vn ſeul teſmoing pour ſi croyable que* 12
ſoit n'eſt ſuffiſante ſi n'eſt accompagnee de bons indices ſelon ledict Maſuer, & Imbert et autres preallegnez, Vezembechius paratitlorum tit. de quæſtionibus in Pandectis, [13] *à ce que tende à l'oppreſſion de l'innocent ou impunité du malefice* l. nihil ſibi 13
deflectens, C. de quæſt. in leuioribus leuis, in grauioribus ſeuerus habeatur l. reſpiciendum in 1. reſp. ff. de pœn. etiam perſona inſpicienda eſt tam accuſantis quàm accuſati : nam fallaciter accuſantibus maximè poſt exhibitionem accuſati, nullius iuris color, veluti deriuata accuſatione proficiet lege penultima, C. de calumn. l. fallaciter, C. de abolit. *& doit on apres les confrontemens receuoir l'accuſé à prouuer & verifier ſes obiects, faicts iuſtifians & releuans par luy propoſez en luy faiſant les confrontemens ſi ſont trouués pertinans & nommez incontinent les teſmoings, à ce que le Iuge y procede en diligence : & à ces fins de conſigner deuers le greffe certaine ſomme d'argent, s'il eſt pauure la partie ciuile, ſinon le Roy, Maſuer au titre de la queſtion & torture nombre 19. 20. 21. 22. 23. & doit le Iuge ſoigneuſement prendre garde à la qualité des perſonnes & circonſtances.* 1. metus C. de his quæ vi metúſve cauſ. fiunt. *& apparoiſſe de deux choſes, que le crime ayt eſté veritablement commis & perpetré* l. 1. §. illud ff ad Sylan. l. 1. C. vbi cauſ. fiſcal. *& le preuenu ſoit celuy qui a commis le delict ou en ſoit autrement coulpable.* lege ſancimus C. de pœn. *où giſt le plus grand effort dont les circonſtances peuuent eſtre priſes de la loy*, aut facta ff. de pœn. *bien qu'elles deſpendent principalement de la diſcretion & prudence du Iuge, Maſuer au lieu preallegué, & faict à conſiderer la qualité du demandeur*, an ſit integræ vitæ & probatæ famæ, vel flagitioſus, & maximè auaritiæ deditus, *du defendeur*, an ſit vilis conditionis & fu ari aut receptate ſolitus : tunc enim profure & receptatore magis habetur & durius in eum agitur, cùm huiuſmodi perſonas honoris amiſſio non coerceat, quem nunquam habuere, l. capitalium §. 1. ff. de pœn. non tamen ſuſpicionibus damnare oportet, l. abſentem, ff. eod. niſi reus crimen etiam fateatur aut veris probationibus conuictus ſit, Salycetus in l. qui ſententiam, C. eod. tit. nec rumore populi noxius eſt abſoluendus, l. decurionum C. eod. tit. *& doit le demandeur agir ciuilement, non criminellement contre celuy qui ſe treuue ſaiſi de la choſe s'il eſt homme de bien pour la recouurer non pour la calomnier ſçachant que l'accu-*

ſaiteur qui ne preuue la cauſe de ſon intention eſt puni de calomnie, l. qui calumniatores, ibidem Salycetus C. de calumn. *& par fois pour auoir excedé, quoy que par forme de remonſtrances pour obtenir ce qu'on demande on eſt ſubiect à reparer l'honneur de l'intereſſé, comme eſt rapporté par Mynard au chapitre quatrieſme du ſixieſme liure de ſes queſt. ſur vn arreſt du mois de Feburier 1565. donné au rapport de ſieur Babut au profit d'vne vefue, laquelle ſon feu mary auoit faict heritiere vniuerſelle viuant viduellement, autrement la priuoit de l'heredité qu'il vouloit audict cas reuenir à vne ſienne ſœur, laquelle ſœur en ayant faict la demande ſur ce que ladicte vefue viuoit ſomptueuſement ſans forfaire à ſon honneur : & allegue à ce propos vn beau diſcours de Sainct Ambroiſe* libro de viduis, *& Sainct Paul à Tite chapitre cinquieſme. Qui eſleuent iuſques au ciel les vefues qui vacquent en prieres & bonnes œuures, enſeignent ſoigneuſement leurs enfans, ſeruans les eſtrangers, lauans les pieds aux Saincts & ſubuenans aux affligez : & celles que demeurent oiſeuſes, courans de maiſon en maiſons, babillardes, vaines, curieuſes, ne meritet le nom de vefue, ains de femme impudique & deſbauchee en faict deſmiſe & la vefue relaxe auec ces mots derniers couchés en ce diſcours* [14] d. l. reſpiciendum in 1. reſp. & §. 1. ff. de pœn. [15] præfat. iur. [16] cauſa perſona, loco, tempore, qualitate, quantitate & euentu, d. l. aut [15] facta gloſſ. l. inciuile, C. de furt. c. qui cum fure c. eod. l. 1. & 2. ff. de receptat. & ſi ſcit rem eſſe furtiuam eſt malæ fidei poſſeſſor, l. à debitore, ff. quæ cùm in fraud. credit. & ſicut in negotiis contrahendis tempus contract. ita in delictis delicti non ſententiæ tempus inſpicitur, l. 1. in 1. reſp. de pœn. ſuúmque [17] pœna ſequitur authorem, l. ſancimus, C. de pœna, [17] gloſ. d. l. inciuile, l. [18] ſciant cuncti, C. de pœn. [18] *ni ſert on de buffet & ſeruice d'argent qu'és grandes maiſons, eſquelles tant ſeulement ceux qu's'en veulent deffaire les enuoyent vendre non ez maiſons bourgeoiſes & populaires, ou ne ſe ſert que de vaiſſelle d'eſtain, ains les font pluſtoſt apporter es autres grandes maiſons, ſans toutesfois inculper ceux qui l'acheteroient à prix raiſonnable ou y preſteroient argent deſſus comme on faict communement en Tholoſe ſur gages d'orpheurerie, meubles, ou baſtimens, leſquels ceux qui ont beſoing de deniers ne veulent eſtre xpoſez & apportez en public, où ceſſe toute preſomption des recelemens en celuy qui preſte ou achepte, quoy qu'en maiſon priuee eu eſgard à ſes facultez, & cognoiſſant le reuendeur, courtier & entremetteur ou reuendereſſe qui les luy baille, lequel peut indiquer & le courtier celuy que le faict vendre ou engager, voire les appeller en aſſiſtance de cauſe & relief d'indemnité, quand les choſes vendues ou engagees ſeroint par autres demandees, offrans verifier non ſeulement leur auoir appartenu, mais auſſi les auoir perdues, & leur auoir eſté deſrobees, de tant que s'ils preuuent que tant ſeulement la proprieté, la preuue pourroit eſtre inutile, fraudulenſe & captieuſe, les pouuant auoir vendues, engagees, ou permutees par perſonnes interpoſees, ny ne ſuffit dire les auoir perdues, ſi n'appert de la pourſuite en diligence faicte pour les retrouuer : car ſi elle eſt delaiſſee,* primo occupanti cenſentur acquiſitæ, §. hoc amplius §. qua ratione de rer. diuiſ. inſtit. *dont le laps du temps confirme la poſſeſſion de l'achepteur*, interdum pretio ſoluto & retradita. §. venditæ, eod. *comme des eſpaues & marchandiſes perdues en mer par naufrage*, dummodo non vi aut furto, nec clàm vel precario poſſideantur, *parce que ores l'achepteur n'ayt deſrobé la choſe ne participé au larcin & l'ayt acquis de bonne foy : eſt neantmoins furtiue, & appartient à vn autre*, qui nunquam deſiit animo poſſidere, *auquel ne peut eſtre oſté*

ostée ny n'est tenu rendre le prix qu'il n'a receu le possesseur & acquereur n'en pouuant auoir que le seul vsage pour le temps que l'aura tenue, sans encourir autre dommage que la perte de ce qu'il en a bailé, sinon sçait où se prendre pour son recours & garantie, [19] *ny ne peut le demandeur que ne preuue son intention estre puni de sa calomnie* 19 *si n'agit criminellement contre le possesseur* l. qui calumniatores C. de calumn. *que subir tant seulement le relaxe auec condamnation de despense, si n'a le commencement de preuue ny apparence de verité és faicts contenus en sa demande: ou les faicts contraires confessez par le demandeur ont esté verifiez*, quia victus victori tenetur in expensis, l. 3. de fruct. & lit. expens. quæ est pœna temerè litigantis, *n'ayant cause de plaider*, & tunc vtilis præfertur directæ per modum exceptionis l. in causæ in fin. & l. seq. l. si procurator, ff. de procur. l. 1. in fin. ff. si ager vect. vel emphit. pet. l. hoc iure vtimur, ff. de fol. imò in damno vitando reo defertur iusiurandum deficiente plena probatione, l. si quando C. vnde vi: *mesme quand n'appert que le possesseur soit de mauuaise foy* l. rei communis, l. meritò, ff. pro soc. *& qu'il sceut lors de l'achapt la chose estre desrobee* l. debitor. ff quæ in fraud. credit. *moins qu'il soit coulpable par indice certain du larcin ou recelement*, arg. c. cùm ad se e. de rest. spol. Baldus in l. metum, C. quod vict. caus. c. de præsumpt. c. l. si quis sciens in princ. ff. de furto: *car s'il estoit, seroit aussi punissable quand l'acte seroit verifié par le demandeur*, l. congruit in 1. resp. ff. de offic. præfid. l. eos qui C. de furt. l. 1. & toto tit. ff. de recepta. dolum nimirum ex indiciis perspicuis probari conuenit. l. dolum C. de dol. l. si dolo, l. dolus, C. de rei vend. de quibus in l. 1. l. is qui cum t lo, C ad leg. Cornel. de fic. d. c. 1. e. de præsumpt. [20] tertius enim mobilium possessor, *qui en France n'ont pas de suite, puis en ont changé de main*, qui sine vitio rei aut venditoris rem, vtequum, bouem, supellectilia, vestes aut similia bona fide emerit, vsucapit, ac si hæres rem defuncti commodatam locatam, vel apud eum depositam putans hæreditariam bona fide accipienti vendiderit, donauerit, aut dotis nomine dederit, quàm hæres tanquam suam alienauerit ignorans esse alienam, nec inde furto aut vi possessa intelligitur §. sed tamen, §. quod de vsucap. inst. nam talis res esse debet, quæ in se non habeat vitium vt à bonæ fidei possessore, vel alia causa possidente vsucapi possit nonsisimè, eod. res etiam à fisc. venditæ quadriennio præscribuntur, §. fin. eod. [21] res enim furtiuæ, & si longo tempore bona fide possessæ non vsucapiuntur d. l. furtiuæ lege Atilia, & 12. tabularum, nisi purgato vitio si postea in domini potestatem redierit, ibidem §. aliquando, at si res interdum casu aut vetustate perempta aut vsu consumpta, si putes emptorem bonæ fidei nulla inde oritur actio, cùm non sit in rerum natura, nec possessoris dolo interceptis nec iusto titulo & bona fide possessas, tenetur de rei & animalis interitu, nec de fructibus perceptis & consumptis. l. sed & loci vnus, § post litem, vers. cùm oportet, ff. fipium regund. §. & si hæreditas, § si verò, de offic. iudic. & §. si quis à non domino de rer. diuis. instit. *& sont compris les fruicts recueillis soubs le nom de meuble, Maynard chapitre septiesme du sixiesme liure de ses quest. lequel n'a lieu pour estre demandé au troisi sme possesseur, sçauoir les meubles saisis & vendus à l'inquant public d'authorité de iustice apres que la deliurance en est faicte au dernier surdisant par le sergent executeur, Maynard chap. 8. du 3. liu. de ses quest. lesquels l'executé ny autre en son lieu ne peut recouurer les iours passez, si non pendant iceux rendant le prix, & payant le* 22

22 *campſoi.* [22] Nam furtiuarum rerum & 12. tabularum, & lex Attilia vetant vſuca-
23 pionem vi poſſeſſorum lex Iulia & Plautia l. nam furtiuæ inſt. de vſuc. [23] §. qui
ratione §. pro derelicto §. item ea quæ ex hoſtibus de rer. diuiſ. inſt. *ſçauoir des ennemis publics*, de quibus in l. hoſtes, & l. quos nos, ff. de verb. & rer. ſign. l. hoſtes, ff. de captiu. & poſtlimin. reuerſ. *non des particuliers, l'audace deſquels ſe reprime par la force de la Iuſtice, qui parfois ſe ſont deſcouuerts ez guerres ciuiles & inteſtines prenans l'occaſion des miſeres & neceſſités publiques, pendant leſquelles les priſes ne ſont iugees bonnes entre perſonnes de meſme party. Henry II. 1550. article 34. 36 37. ains par les meſmes articles: ceux que les font ſont puniſſables de mort en la diſcipline*
24 *militaire*, [24] *ores par le droict romain les choſes priſes ſur l'ennemy ſont acquiſes aux preneurs: neantmoins en pluſieurs guerres ſainctes, & armees bien ordonnees on met par fois en commun le butin faict ſur l'ennemy aux batailles, combats, rencontres & priſes de villes, forteresſes & chaſteaux, pour en faire le deſpartement entre ceux qui l'ont acq is au prix de leur ſang, à l'ordonnance du maiſtre de camp, & autres chefs de l'armee ou troupe victorieuſe, & ſi ne ſe peut commodement deſpartir en eſpeces, expoſe en vente pour la conuertir en deniers, ou ceux qui acheptent d'authorité publicque n'en doiuent apres eſtre inquietez en temps de paix pour ceux, auſquels les choſes ont eſté priſes en guerre que tant ſeulement recouurer ce que trouuent en nature dans le temps preſcrit par le traicté de paix en rendant le prix, comme a eſté faict en France, entre les regnicoles, edict du Roy Henry III. donné à Paris 1576. art. 39. 40. edict du Roy Henry IV. ſur la reduction de la ville de Tholoſe ſoubs ſon obeiſſance, non quant aux guerres eſtrangeres, dont les butins tranſportez en Royaume eſtranger, ne peuuent eſtre repetez contre le gré des acquereurs, ny le commerce tant ſeulement exercé ſans permiſſiõ du Prince: & ſe reſerue le Roy la cognoiſſance des rançons des priſonniers de guerre aux Mareſchaux de France, lieutenans generaux des Prouinces & Mareſchaux de camp de ſes armees priuatiuement à tous autres Henry IV. au camp de Chartres le 8. Mars 1591. art. 9.* Obertantia nimirũ animalia ſunt Domino reſtituenda Deuter. 22. non abducenda: nam qui abducit, furtũ cõmittit, l. 1. §. abigei ff. de abigeis, & quę ita figerunt & cœperunt oberrare, ita vt dominus eorũ ignoretur, *appartiennent au Roy ou au Seigneur haut iuſticier, à la terre duquel ſont arreſtez. les ayãs faits proclamer par trois dimãches és proſnes des Egliſes & gardés 40. iours, leſquels paſſez ſi le maiſtre ny autre de ſa part ne les a demandés, n'eſt plus receu & le ſaiſant doit payer les frais de Iuſtice, deſpence & garde de la beſte, enſemble reparer les dommages par elle faicts & à ces fins le Seigneur peut en defaut du maiſtre enrequerir la vente pour ſe rembourſer*, arg. §. omnis autem de nox. act. inſtit. l. 1. & cum etiam ff. ſi quadrupes paup. feciſſe dic. Buguetus §. 1. & 2. Comtat. Burgund. *tit. des eſpaues.* Aluerniæ eodem tit. art. 6. 26. ibidem Publitius ducatus Burgundiæ *tit. des iuſtices.* §. 1. & ibi Chaſſaneus Aurelianã de fugitiuis ſeu errantibus c. 1. Turonen-
25 ſis art. 1. 26. *tit. des eſpaues mobilaires:* [25] nec retractari poteſt emptio fiſcalis ſolemniter facta, l pen. de fide inſtr. & iur. haſt. fiſcal. lib. 10. nec emptor tenetur
26 vltra precium licitationis l. fin. ibidem Barth. eod. [26] l. vn. de theſaur. lib. 11. Molineus in conſuet. Pariſ. titulo primo, §. 1. gloſ. 3. num. 43. Benedictus in cap. Raynutius in verb. cætera bona, num. 30. Chaſſaneus *tit. des eſpaues* in conſuet.
27 duc. Burgundiæ, de quibus ſuo loco, *au titre des fiefs.* [27] tenentur quidem de illatis ac ſi ea recepiſſent, l. 1. ff. naut. camp. ſtab. non ſolùm de furto commiſſo per ſtabularios, ſed etiam per exteros & effractores: *Carondas chapitre 81. du 6. liure de ſes reſp.* Corneus conſ. 318 *Mayn. ch. 83. du 8. li. de ſes qu. & par ainſi l'hoſtelier eſt partie*

legitime

legitime à demander ce dequoy il eſt reſponſable & peut vendiquer les choſes deſrobées à ſon [28] *legis la part où les treuuera, notamment ſi luy ſont demandées & appert du larcin ou perte* [29] *d'icelles, ſans rendre le prix quoy que fuſſent vendues à l'inquant publiq, ſauf à l'achepteur* [30] *ſon recours contre ſon garent pour la reintegration du prix, lequel doibt faire à ces fins appeller.* Is enim, cuius intereſt furti habet actionem l. cuius intereſt, ff. de furt. & ſua culpa res ſubrepta eſt, l. cum qui, §. an pater eod.[28] Præf. iur.[29] *Henry III. 1584. à Paris en Mars art 21.*[30] *François I. 1543. art. 11. 12. où eſt remarqué par le Guenois au tit. 19. du. liu. de la Conferance auoir eſté ordonné par arreſt que l'article 12. de ladicte Ordonn. ſortiroit à l'effect pour le tiers concedé à ceux qui ont ſauué le Nauire & marchandiſes, & les autres deuoyent demeurer en main ſeure & reſponſable l'eſpace de deux mois, pendant leſquels ſi les maiſtres du Nauire & marchandiſe, ou leurs heritiers ne les reclament ſera faict le deſpartement du ſurplus entre le Roy & l'Admiral,*[31] *iugé le 13. Iuillet 1577. contre le ſieur de Bontuilliers, cõme eſt noté par le Guenois ſur ledict art. 11. & ſont punis les preneurs temeraires de mer & leur recelateurs par Ordonnance de Charles VII. 1400. artic. 7. 8. 10. comme auſſi le butin pris ſur l'ennemy ſe doibt mettre par inuentaire & vendre à l'inquant public art. 12. quoy qu'entierement par le droict Romain ne fuſt permis prendre ne s'approprier aucunes pieces, fragments, ny deſpouilles de vaiſſeaux, ny marchandiſes ſubmergées ſinon des ennemis, heretiques ou barbares,* Auth. nauigia. ibidem Salycetus. C. de furt. ex mente, iq u leuand. æ ff. ad leg. Rhod. de iact. imò licebat vnicuique naufragium ſuum colligere, l. fin. ff. de in cend. ruin. naufr. nec minùs licet apud nos, ſed ne diu in incerto ſint rerum nauticarum dominia, quæ ſæpenumero pro derelictis habentur, hæc ordinata ſunt regiis conſtitutionibus, non tamen adamuſſim obſeruata: ſunt enim in Gallia rei nauticæ Iudices, qui ex æquo & bono, vt cæteri iudicant, l. quod ſi Epheſi. ff de eo quod cert. loco dar. oportet: nam ius ſummum ſumma iniuria dicitur: nec ſatis eſt ius eſſe in ciuitate niſi ſint magiſtratus qui iura reddere poſſint, l. 2. ff. de orig. iur. & ſemper æquitatem præ oculis habeant nihil indignè ferant, æquum ab iniquo decernant ſua vnicuique reſtituant.[32] d. §. furti- [32]
uæ de vſuc. inſt. arg. l. vbi lex, ff. eod. A. Gellius cap. 7. libr. 17. Noluere xviri vllius temporis, quamquam longiſſimi vſucapione rei furtiuæ acquiri dominium ex Theodoro Marcilio in l. 12 tabular. 41. l. fin. ff. de vi bon. rapt. quod enim vi poſſeſſum rapúmve eſt, antequam in poteſtatem domini hæredíſve eius perueniat vſucapi lex vetat, l. ſequitur. §. tunc, l. vbi lex in princ ff. de vſuc l. bonæ fidei circa princ. ff. de acq. rer. domin.[33] Hæc ſunt indicia malæ fidei poſſeſſoris, quibus [33]
ipſe non modò tenetur ad rei furtiuæ reſtitutionem, ſed ſi hæc ipſe commiſerit, eſt falſi pœna coërcendus l. 1. in 1. Reſp. verſ. qui in tationibus. & ibi gloſſ. in verb. alia, ff. ad leg Cornel. de falſ. ſúntque aliæ coniecturæ in gloſſ. l. inciuilem in verb. incidatis, C. de furt nec poteſt rei furtiuæ poſſeſſor eam pro precio retinere, ibidem Baldus: nam vt reſcribit Alexander. Ciuile eſt quod à te aduerſarius exigit, vt rei, quam apud te fuiſſe fateris, exhibeas venditorem: nam à tranſeunte & ignoto te emiſſe dicere non conuenit volenti vitare alienam bono viro ſuſpicionem l. ciuile C. de furt.[34] & conuictus tenetur etiam damna & expenſas l. 2. 3. [34]
& 4. C. de fruct. & lit. expenſ.[35] donatia quidem vt calices, pathenæ, veſtimenta [35]
ſacerdotalia, & ſimilia Deo dicata, nec alienari, nec obligari poſſunt § ſociæ de rer. diu. inſt. niſi ex cauſis lege definitis. Ibidem gloſſ. in verb. excepta, omnibus nota, & nulli incognita: adeò vt non alius ſit opus coniecturis. Vnde rerum hu-

iuſmodi emptor vel receptator ſi non ſuum exhibeat authorem, non ſolùm cenſetur malæ fidei poſſeſſor, ſed etiam in ſacrilegij & læſæ majeſtatis incidit ſuſpicionem, d.l. ciuile, & l. inciuilem, C. de furt.

VENTES, ET ACHAPTS,

COVSTVME IV.

Le mary peut vendre, donner, aliener & diſpoſer à ſa volonté de ſes meubles & debtes actifs ſan. l'aduis & conſentement de ſa femme, ſi ne luy ont eſté premierement aſſignez.

CHAPITRE IV.

EN pays conſtumier n'eſt permis à l'vn des mariez qui ſont en communauté diſtraire ne aliener des biens communs ſans le ſceu & conſentement de l'autre, [1] ny la vente n'eſt vallable à la charge de faire ratifier iuſques à ce qu'elle eſt ratifiée, [2] ores la marchande publique mariee puiſſe vendre & s'obliger ſans l'expreſſe permiſſion du mary tant qu'elle procede à ſon faict de la communauté, [3] ſans toucher aux biens propres du mary deſquels elle ne peut diſpoſer non plus que le mary des biens de la femme ſans le conſentement du proprietaire: [4] meſme en Tholoſe où les conioincts ont leurs biens ſeparez auec conſtitution de dot & augment conſtumier ou doüaire prefix, reuenant à l'augmentation d'vn tiers, ou à l'eſgal & proportion de la moitié d'icelle, [5] laquelle ores ne puiſſe eſtre diſtraicte ne diminuée qu'en certains cas, & pour cauſe tres-iuſte, pitoyable, honneſte & neceſſaire: [6] chaſcun d'eux peut faire de ſes propres, libres de tous debtes, & hypotheques à ſa volonté, non des biens conſtituez, ſubſtituez, obligez, affects & hypothequez au preiudice des conſtitutions, ſubſtitutions, obligations & hypotheques, [7] & le mary diſpoſer tant de ſes meubles & debtes actifs, que de ſes fruicts & reuenus de ſes

ſes propres, ſans que la femme le puiſſe empeſcher ny s'oppoſer aux ſaiſies ſur ce faictes pour les debtes de ſondict mary ſi ne luy ſont ſpeciallement hypothequez, [8] ou deſtituez à ſes vſages, comme ſes robbes, ornements, coffres, bagues & ioyaux, & autres choſes, deſquelles elle peut diſpoſer par les pactes & conuentions matrimoniales, [9] autrement ce qu'elle ne preuue luy appartenir en proprieté eſt cenſé du mary: [10] tous & chaſcuns les biens duquel eſtants obligez à la femme pour ſa dot & augment, les meubles n'en ſont exceptez non plus que les actions, [11] & peuuent eſtre ſaiſis & mis en diſtribution pour les debtes du mary auec le reſte de ſes biens, la femme tenant le premier rang entre les creanciers ſur le deſpartement des deniers prouenants de la vente d'iceux, [12] ſi n'ont droict en la choſe vendue: [13] & ſont trouués au pouuoir du mary lors de l'execution, non s'ils ont changé de main, parce que biens meubles n'ont pas de ſuite, [14] ny ne peut la femme agir pour ſa dot contre le tiers poſſeſſeur d'iceux, comme faict les immeubles meſme ſans diſcuter biens du mary, non alienez, ny les derniers vendus, ſinon que les meubles luy fuſſent ſpeciallement obligez, [16] auquel cas auroyent ſuite, & les pourroit faire ſaiſir la part où ſeroyent trouuez pour ſa conſtitution dotale, & arreſter les debtes actifs de ſondict mary és mains de ſes debiteurs, ſommes tenues à l'intereſt, ſubiectes à remploy ou autrement, que luy ſont aſſignées pour l'aſſeurance de ſa dot, ou autre cauſe fauorable, [17] ſans que le mary les puiſſe retirer ny employer au preiudice, & contre le vouloir & conſentement d'elle, [18] & l'ayant faict interuenir moindre d'aage ou forcee de ce faire, elle eſtant maieur, peut eſtre releuée par lettres Royaux. [19] Et peut la femme du viuant du mari demander la dot, quoy qu'il ne l'ait du tout ni partie receuë, ſauf à luy ſon recours contre le conſtituant, s'il vend, donne, diſſipe, aliene & prodigue le ſien, ſans attendre la derniere piece, [20] & l'interdire de l'adminiſtration de ſes paraphernes, [21] tout ainſi que le fils peut reprendre l'adminiſtration de ſes propres du viuant du pere diſſipateur, & demander autre tuteur ou curateur s'il eſt en bas aage & incapable d'adminiſtrer, [22] non s'oppoſer aux ſaiſies faictes à la requeſte des creanciers du mari, que pour la dot contée & nombrée, [23] & augment, le cas aduenu, pour lequel l'hypotheque demeure. [24]

NOTAE

NOTÆ.

1 1 CARONDAS *au chap. 37. du 9. liu. de ſes Reſp. met la difference de la ſocieté conuentionnelle auec la couſtumiere en ce qu'en la conuentionnelle l'vn des aſſociez ne peut rien faire, diſſiper ny aliener au dommage & preiudice de la compagnie,* l. rei communis, l. ſed ſi ex cauſa, ff. pro ſoc. *eſtant ladicte ſocieté generalle & en la couſtumiere, de laquelle le mary eſt ſeigneur & maiſtre ne viennent les propres heritages des coniunctz, que tant ſeulement les meubles, acqueſts & conqueſts, ſelon la couſtume de Paris & autres en ſuite d'icelle, auſquels la vefue que renonce à la communauté ne peut rien pretendre & y peut renoncer ſi l'a contractée en ſa minorité par dol & fraude de ſon mary endebté enſemble ſi conſtant le mariage il diſſipe & dilapide ſes biens communs,* l. ſi conſtante, ff. ſolut. mat. *& ſe diſſoult par la mort naturelle, figuratiue, ou ciuile de l'vn d'iceux ſi c'eſt au mary la femme repete la dot, & entre en la iouyſſance de ſes propres, & demande ſon douaire & partage des meubles, acqueſts & conqueſts,* l. actione § publicatio. ff. pro ſoc. l. ſed ſi, ff. de bon. damn. l. interdicit, ff. de condict & demonſt. *& luy appartiennẽt les fruicts pendants des heritages,* qui pars fundi eſſe dicuntur. l. fructus pendentes, ff. de rei vendic. *& ſont à diſtraire des biens ſaiſis de ſon feu mary: arreſt du Parlement de Paris du 5.*

2 *Decemb. 1587. remarqué par ledict Carondas au chap. 50. du meſme liu.* 2 *ny ne peut en ce cas la vente faicte par le mary eſtre cenſée parfaicte & irreuocable que du iour du conſentement & ratification de la femme, & ſe rapportent à ce propos pluſieurs arreſts du Parlement de Paris cuës par Carondas au ch. 76. du 2. liu. & 35 du 7. de ſes reſp. Mayn. ch. 33. du 7. liu. de ſes queſt. où il adiouſte vn arreſt du Parlement de Tholoſe: ſi toutes-fois le mary contracte par procuration ſpecialle de ſa femme inſerée en l'acte, quoy qu'elle ſoit moindre & la ratification ſe face long temps apres le contract, la vente prend ſa force du iour d'icelluy non de la ratification, ledict Mayn. au ch. ſuiuant du meſme liu. Chopin ſur les couſtumes d'Anjou liu. 3.*

3 *tit. 5. nomb. 2. Robert ch. 17. du 3. liu. des choſes iugées.* 3 *Et ne peut la marchande publique au pays de France obligée par corps eſtre contrainctc par empriſonnement de la perſonne, parce que le mary qui l'authoriſe de traffiquer, l'authorize auſſi de s'obliger: arreſt de Paris du 1. Mars, 1580. donné ſur l'appel des Iuges, Conſulz de ladicte ville, Carondas ſur la fin du ch. 50. du 9. liu. de ſes reſp.* 4 nam quod noſtrum eſt ad aliũ ſine noſtro facto transferri non poteſt. *Maſu. au tit. des dots & mariages, nõb. 16.* & ibi not. 5 nec propriè donatio propter nuptias, licet ſub generali nõe *donationis*, dotis augmentũ conſuetudinariũ cõtineri videatur. *Mayn. ch. 20. du 3. liu. de ſes qu. & quel'il eſt au ch. 8. du liu. 4. & ch. 78. du 7. liu. de ſes queſt.* 6 *ce qu'a eſté cy-deuant touché au ch. 1. du tit. des pleiges, Mayn. ch. 20.*

5 6 7 *du 3. liu. de ſes queſt.* 7 *& peut faire chaſcun du ſien à ſa volonté,* l. nemo exterius. C. de iudæis & cœlic. l. dudum, C. de contr. empt. nouell. 22. cap. 2. ſitque alienatio quocumque modo transferatur dominium, l. 2 C. de fund. dot. nempe rei proprię, non alterius communis, publicæ, vel quæ nullius in bonis eſt, de qua in § nullius de rer. diuiſ. l. rei appellatio. ff. de verb. & rer. ſignificat. ibidem Alciatus, & qui rem alteri obligatam vendidit in crimen ſtellionatus incidit. l. 3. ff. de crimin. ſtel. toto tit. Cod. eod quod etiam reparari poteſt, ſi venditor vtrique ſatisfecerit, leg. 1. eod. ex natura contractus in cuius limine ſemper imminet euictio, cùm venditor euictę prædio emptorem præſtare teneatur indemnem, licèt ad id ſe expreſsè non obligauerit, leg. emptor fundi, & 2. ſi q. Cod. de euict. *& eſtant l'acquereur troublé le garent ne luy eſt tenu d'aucuns dommages ne intereſts que des exploicts*

des

des deffauts contre luy faicts, ſi point en y a, comme eſt cy deuant dict, & ſont les bien ſaiſis d'authorité de Iuſtice inallienables par le debteur executé. Maynard chap. 64. du 2 liure de ſes queſt. nec quidem in bonis habemus, niſi quæ ſuperſunt deducto ære alieno. *Maynard ch. 64. 84. du 8 liu. de ſes queſt. non les biens donnez & retournez au donateur par naiſſance d'enfans leſquels ne ſont ſuiets aux hypotheques, & autres charges impoſees par le donataire, Maynard chap. 6. du 6. liu. de ſes queſtions,* [8] *& ont ſuite les meubles, qui ſont* 8 *ſpecialement hypothequez, comme dit Rebuffe de l'apoſtille ſur les Ordonnances au tit. de la gabelle du ſel chap. 4. art. 25. tome 2. liu. 5.* [9] l. 1. C. ne vxor pro marit. *car autrement* 9 *le mari en ſeroit proprietaire, comme a eſté dict ſur la couſtume du tit. des donations,* cùm iocalia & veſtimenta precioſa vxori. vel ſponſæ à viro donata, vt inde ornatior feſtiuis diebus incederet, niſi quotidiana, non quærentur vxori ex d. conſuetudine. Bartholo, & Angelo, tum etiam ex Matthæo de Afflictis, deciſione Neapolitana 315. l. mortis cauſa, §. 1. ff. de donat. inter vir. vxor. l. id veſtimentum, ff. de peculio, l. ſi vt certo. §. interdum ff. commod. quando enim huiuſmodi res non ſunt donatæ, ſed miſſæ tantùm & traditæ, tanquam feſtiuæ & pretioſæ ad hæredes vxoris non tranſeunt, ſed ad maritum earum diſpenſatorem reuertuntur, vt in quæſt. 337. Capell. Tholoſan. d. deciſ. Neapolitana 315. num. 2. ex cap. 1. & 4. ibi enumeratis, niſi veſtes quotidianæ etiam ex conſuetudine Neapolitana, quæ incipit ſi qua moriens, in verb. ad vſum & veſtes, vbi pendendæ ſunt à iudice viti, & vxoris facultates, & dignitas: quæ ſunt ad ornatum, & quæ ad vſum quotidianum idonea: cùm veſtes quotidianæ donatæ cenſeantur, vt pars alimentorum: nec vir donate præſumitur, niſi quæ donari conſueta ſunt more ciuitatis, vt in l. 1. §. officium, ff. de tutel. & rat. diſtrah. aut vir ſit potens & nobilis, vel dos immenſa, & fructus dotis multum exuberantes: *que ſont les raiſons principales en l'arreſt du 10. Auril 1585. ſur la repetition des bagues d'vne Damoiſelle veſue que luy auoyent eſté donnees par ſon feu mari cité par ledict Maynard au chap. 8. du 4. liu. de ſes queſt. ou en eſgard à la grandeur de la dot, mediocrité des preſens & couſtume des nouueaux mariez en la ville de Tholoſe, ioinct leur qualité la vefue fut relaxee: où l'on ne doit comprendre les veſtemens trop exceſſifs & ſomptueux, ſelon l'abus de noſtre temps,* vt verbis Matthæi de Afflictis vtar, quæ ipſæ à viro donata non arbitrantur, ſicut nec lapilli pretioſi, torques, monilia, aureæ catenæ, vniones, & ſimilia, quia nemo præſumitur abuti ſubſtantia ſua, vti ipſe ait, cum damni enormitate, niſi hæc munera vel dona data ſint ſponſæ contracto tantùm matrimonio per verba de futuro, poſtea ritè celebrato: tunc enim fit ſponſalitia largitas, quæ tam iocalia, quàm veſtimenta ſponſæ donata, licèt pretio ſunt ipſius vxoris, l. cum antè, C. de donat. ante nupt. Bald. in l. cum te, C. eod. nec quæritur an res ſint pretioſæ, ſi cum viri diuitiis concurrat magna nobilitas, l. cùm hic ſtatus, §. ſpõſus, & §. ſi quis ſponſum § ſi ſponſus, ff. de donat. int. vir. & vx. toto tit. C. de donat. ante nupt. quorum vxores veſtibus ſericis & pretioſis ornamentis quotidie induuntur. Quæ verò à non diuite pudore verecundiæ & morum neceſſitate mittuntur, vt cùm mos eſt ciuitatis maritos priuſquam vxorem ducerent iocalia & veſtes mittere, & ſi non mitterent omnibus contemptui & ludibrio eſſe: tunc enim non ex mera liberalitate procedunt, vt in l. legatũ, C. de adimend. leg. vnde etiam medica iocalia à viro conſtante matrimonio vxori tradita, non vltra dignitatem, nobilitatem, reditum facultatem exuberantium donata cenſentur, l. ſi vir lanam, §. pen. ff. de donat. int. vir. & vxor. ne inde vir fiat pauperior, & mulier dit-

10 tur, [10] præſumitur pro marito, l. Quintus Mutius, ff. de don. int vir. & vx. ideóque vxor probare tenetur res ad ſe pertinere, quæ in domo viri reperiuntur præter mundum muliebrem, ſponſalitiam largitatem, iocalia, & annulos, nuptialia munera, ſupellectilia, omnia denique aduentitia & paraphernа, quæ pactis dotalibus, vel aliis quibuſcunque documentis illicò ſua eſſe oſtenderit, & quæ inſtru-
11 mentis non apparent, teſtiũ fide firmantur, l. in exercendis. C. de fid. inſtr. [11] *par la couſt. de Paris & pluſieurs autres de ce Royaume enſuitte d'icelle, en cas de deſcenſiture chague creancier vient en contribution ſur les meubles du debteur deſunct ſans aucune preference pour quelque cauſe que ce ſoit encore qu'vn des creanciers euſt premier faict ſaiſir, quand les biens du debteur tant meubles que immeubles ne ſuffiſent au payement des debtes auant ne ſoyent vendus, & encore apres la femme receuable à s'oppoſer à la diſtribution des deniers, pour paruenir à lad. dicte contribution: ainſi iugé par arreſt ſolemnel du parlement de Paris en*
12 *feſtes de Paſques 1585. Carondas ch. 41. du 7. liu. de ſes Reſp.* [12] *& ſont les femmes en Toloſe preferees pour la dot aux creanciers du mari ſur les biens d'icelluy mari & deniers prouenans de la vente d'iceux, quoy que premiers en date auec expreſſe ou tacite hypotheque, ſelon l'opinion de Martin ſur la loy aſſiduis. C. qui pot. in pign hab. nouel. 109. cap. 1. quoy qu'au parlement de Paris & Bourdeaux on prefere les expreſſes & ſpeciales hypotheques à la dot, Bacquet au ch. 21. nomb. 8. du tit. des droits de iuſtice, Maynard ch. 51. du 2. liu. de ſes queſt. & par cõcours auec le moindre pour la preſtation du reliqua apres la cloſture des comptes rendus par le mary des biens par luy adminiſtrez: le meſme chap. 53. du 7. liu. de ſes queſt. & au ch. 52. du liu. 2. de ſ. ſaictes queſt. repreſente le faict d'vne mere, laquelle apres s'eſtre enabrice auroit donné la moitié de ſes biens à ſon fils venant à ſe marier & recognu la dot de la femme de ſondict fils ſur l'autre moitié: à laquelle le fils ayant ſurueſcu, les creanciers premiers en hypotheque furent preferez par arreſt donné au rapport de Monſieur de Toſſe, & ce quant à la conſtitution de la dot, laquelle ne peut eſtre faicte au preiudice des hypotheques des biens poſterieurement obligez pour icelle, ſinon pour la recognoiſſance des deniers dotaux receus en cas de repetition, où conſiſte le priuilege de la dot contre les creanciers premiers en hypotheque, lequel ne s'eſtend ſur l'augment couſtumier que ſuit le droict commun & prend ſon hypotheque puis le iour des pactes dotaux, Maynard chap. 26. du 3. liu. de ſes queſtions: comme auſſi la donation de la moitié des biens faicte de la mere au fils ne peut eſtre entendue, niſi deducto ære alieno, de toute l'heredité, dont l'obligation de l'autre moitié par elle faicte en recognoiſſance de la dot ne ſe pouuoit non plus eſtendre ſur ce que lors des pactes n'appartenoit à ladicte mere qui auroit ſoubmis & hypothequé moitié de ſes biens en general pour ladicte conſtitution dotale en abſence de ſeſdicts creanciers pluſieurs en nombre qu'elle tenoit ſecrets, ou ſi la dot euſt eſté conſeruee, ou employee au profit des mariez, non conſommee, ni diſſipee, ou euſt eſté employee au payement des premiers creanciers auec ceſſion d'hypotheques euſſent peu garantir le fons du tout ou partie, dont au contraire la dot mal meſnagee s'eſuanouit, & en lieu de ſupplir aux charges de mariage, qu'eſt la cauſe, pour laquelle eſt conſtituee, & augmenter le patrimoine des mariez le diminue, & les met au chemin de l'hoſpital, ſi ceux qui la reçoiuent & diſpendent ne ſont ſi riches & opulents, ou diligens & ingenieux que leur moyen & induſtrie en recompenſe la perte,* [13] *quand le vendeur*
13 *ſe reſerue le droict de precaire iuſques à ce que ſoit entierement payé du prix*, emptor non ſibi, ſed venditori poſſidet donec et de precio ſatisfactum ſit. & vt res venditoris fiat nihil intereſt, vtrum pretium ſit ſolutum, an alio quoquomodo ſatisfactum, vel fides de pretio data, l. vt res, ff. de contrah. empt. *& ſemble l'authen-*

tique

tigue quo iure, C. qui pot. *receuoir en ce cas l'interpretation en ce que prefere la femme à celuy, de l'argent duquel la choſe eſt achaptee ou refaicte*, nempe cùm pecunia mutuo data eſt emptori, *laquelle eſtant employee en l'achapt de meubles n'a ſuite non plus que les meubles meſmes, qui ont changé de main, laquelle celuy qui l'empruntée peut employer, comme bon luy ſemble, ſelon la nature du preſt, ſinon que celuy qui preſte ſe ſoit reſerué l'hypotheque ſpeciale de la choſe à l'achapt ou refection de laquelle les deniers preſtés ont eſté deſtinez & depuis employez* l. licet, C. qui potior. l. quamuis, C. de pignor. nouell. 53. c. 5. 98. cap. 4. 136. cap. 3. *& s'entend la preference de la dot contre les creanciers poſtérieurs à la conſtitution, comme eſt doctement repreſenté par Carondas au chap. 7. du 9. liu. de ſes reſponſes*, ex Iuliano anteceſſore tit. 90. cap. 3. de exæquatione dotis, *quoy que ce chapitre ſe rapporte principalement au priuilege du creancier, qui a preſté argent pour achepter vn office*, ex nouell. 97. cap. 4. *Maynard chap. 50. du 2. liu. de ſes queſtions: ce que apparoiſſant ſuffit l'hypoteque generale des biens du debteur*, cùm ex ipſa numeratione in eâ cauſam expreſſim facta res cenſeatur ſpecialiter obligata, *ainſi iugé par arreſt du Parlement de Tholoſe du 12. Iuillet 1593. & par autre du 17. Septembre en la meſme année a eſté declaré le meſme priuilege de la femme contre les creanciers du mari precedans en hypotheque auoit auſſi lieu contre les creanciers du pere, lequel ou ſon fils de ſon mandement auoit receu la dot*, l. ſi eam dotem, §. tranſgrediamur, ff. ſolut. matrim. [14] *Maſuer au tit. des executions nombre 8. Maynard chap. 8. du 3. liure* 14
de ſes queſtions: [15] *le meſmes chap. 22. du 3. liu. de ſes queſtions quand aux immeubles non* 15
pour les meubles que n'ont ſuite d'hypoteque, meſmes ſi ſont de petite ou mediocre valeur: entre leſquels on comprend auſſi les fruicts, l. 1. ff. de requir. reis, non tamen pendentes, l. fructus pendentes, ff de rei vendic. *ſed à ſolo ſeparati: les meubles precieux de grand valeur tenans lieu de fons, comme ſont les ſommes notables par noſtre vſage, autrement que par le droict Romain. Maynard chap. 7. du 6. liure de ſes queſtions: ni n'eſt beſoin en Tholoſe diſcuter les meubles auant les immeubles, ny les meubles & immeubles auant les droicts, contre la loy* à Diuo Pio, §. in venditione, ff. de re iudic. *pour ce regard non obſeruee, non plus contre les moindres que maieurs, quoy que s'obſerue au parlement de Paris en faueur des moindres, Maynard chap. 42. du meſme liu. ni n'eſt on receu en France en action reſciſoire pour leſion d'outre moitié de iuſte prix de vente de meubles ou de fruicts, Maſuer au tit. des venations & achapts nombre 44. ou louages ny des immeubles quand les enfans ont contracté auec leurs peres & meres*, ibidem: [16] *le meſme au* 16
tit. des executions & ſubhaſtations nomb. 8. [17] *ſelon ledict Rebuffe cité par Maſuer au lieu* 17
preallegué, & peut la femme pour ſa dot & aliments ſaiſir & s'oppoſer aux ſaiſies faictes à la requeſte des creanciers de ſon mary tant ſur les meubles à elle ſpecialement obligez, & debtes actifs, que immeubles contre les tiers poſſeſſeur, ſans qu'elle ſoit tenue ſuiure l'ordre des diſcuſſions pour les raiſons ſuſdictes, Maynard chap. 22. du 3. liu. de ſes queſt. où il atteſte la femme n'eſtre tenue faire diſcuſſion pour la repetition de la dot, & ſe pouuoir à cauſe d'icelle, prendre tant ſur les biens ſubiects à reſtitution que alienez, ſauf à l'heritier, tenantiers & creanciers leur recours en vertu de la ceſſion que la femme eſt tenue leur faire, & le ſubroger en ſon lieu, droict & place, en receuant payement de ce que luy eſt deu de ſa dot pendant la vie du mari venant en pauureté, ou apres ſon decez de l'augmẽt auec la dot: & iuſques à ce a droict de demeurer en la maiſon de ſon feu mari, ſans qu'elle ſoit tenue s'en departir iuſques à ce qu'elle en eſt entierement ſatisfaicte: & s'entend le tiers detenteur ou poſſeſſeur des biẽs iadis tenus & poſſedez par le mari conſtant le mariage: quia bonorũ appellatio denotat poſſeſſorẽ, &.

tur in lib. 2. ff. quor. bon. quæ quidem non quæ ſunt eius hæredis, cenſentur pro dote obligata, gloſſ. l. aſſiduis in verb. licet anterioris, C. qui potior. niſi ſint hæreditaria, nec ea quæ tempore contractus in bonis eius eſſe deſiere tanquam aliena, l. non poſſunt, ff. de iure fiſc. ſponſus enim ſua tantùm obligat, non aliena,
18 præſentia, nec futura, nec præterita: [18] *ni voire la choſe dotale ne peut eſtre vendue, ny obligée au profit ny pour le faict du mari, quoy que la femme conſente à l'alienatiõ d'icelle, Maſuer au tit. des dots, nomb. 17. neantmoins la femme peut vendre ſes propres auec ſon mari, eſtant aagee de 25. ans,* ibid. num. 19. *non les biens dotaux & quaſi dotaux ny ſpecialement obligez pour la dot,* l. ſi prædium, ibidem Baldus & Salycetus, C. de iur. dot. *ſinon le mari du conſentement d'elle, luy ſubrogeant d'autres biens de plus grande ou pareille valeur & bonté, à ce que la condition de la femme ne ſoit faicte deteriteure,* l. ita conſtante, ff. de iur. dot. Cynus in auth. ſiue à me, C. ad Vell. *ou le mari ait autre fonds ſuffiſant, ſur lequel l'hypotheque demeure, meſme quand la vente ſe faict de l'aduis & conſentement des parens de la femme,* l. in tantum, ff. de tut. & curat. dat. ab his qui ius dand. hab. *Maſuer au tit. des dots, nomb. 15. ſinon la vente du fonds, ny la remiſe de remploy de l'argent dotal ou quaſi dotal n'eſt aſſeuree, ſoit que ce face par le mari ou la femme pour cauſe honeſte, pitoyable & neceſſaire, ſi c'eſt ſans cognoiſſance de cauſe ny decret de iuſtice: parce qu'elle peut eſtre apres debatue,* vt in l. vn. §. & cùm lex. C. de rei vxor. act.
19 *ores ce fuſt du vouloir & conſentement des deux mariez,* [19] *pendant l'inſtance de reſtitution en entier toutes choſes demeurent en l'eſtat, Maynard chap. 4. du 3. liu. de ſes queſt. eſtant la main du Roy garnie, par ce qu'en France les contracts ne peuuent eſtre dicts nuls ipſo iure chap. 53. du meſme liu. & partant ſe faut pourueoir par lettres Royaux fondees ſur leſion & minorité, Carondas chap. 37. du 9. liu. de ſes reſp. ou ſur la force maritale deuement*
20 *verifiee, non preſumptiue: Maynard chap. 18. du 6. liu. de ſes queſt.* [20] *Maynard chap. 77. 78. du 2. liure de ſes queſtions chap. 56. du 4. chap. 6. du 6. & peut la femme pourſuiure non ſeulement la dot, mais auſſi la reuocation des alienations faictes par ſon mari de ſes biens dotaux, bien que par elle conſenties, ledict Maynard audit chap. 56. du 4. liu. de ſes queſt. à la fin duquel eſt remarqué vn arreſt du 13. Septembre 1586. donné entre Aguiller procureur, Naues & Bonne mariez, par lequel la maiſon dudict Naues vendue par decret à la requeſte dudict Aguiller pour la ſomme de cent dixſept eſcus neuf ſols à luy deuë par ledict Naues fuſt declarée affectée & hypothequée à ladicte Bonne pour ſon augment, pour lequel elle pourroit faire execution ſur icelle le cas aduenant, dont la conſtitution precedoit le debt*
21 *dudict Aguiller.* [21] l. hac lege decernimus C. de pact. conuent. [22] *en Tholoſe pays de*
22 *droict eſcrit le pere eſt adminiſtrateur & vſufructuaire des biẽs de ſes enfans, quoy que mariez en leur conſtituant pention, Maynard chap. 73. du 2. liu. de ſes queſt. & ores le pere ſe remarie: le meſme chap. 7. du 8. liu. de ſeſdites queſtions,* & eum conſtat omnem rei diligentiam adhibere, l. 1. C. de bon. matern. *tant qu'il gouuerne & adminiſtre en bon pere de famille, ne luy eſtant permis perdre & diſſiper le bien de ſes enfans, arreſt du Parlement de Bourdeaux du 12. Mars 1607. donné entre Aymart & Iean Dubois pere & fils: & s'il veut garder l'vſufruict doit adminiſtrer fidelement, autrement s'il eſt mauuais meſnager, l'adminiſtration luy eſt oſtee auec conſtitution de pention, meſme s'il n'a d'ailleurs de quoy s'entretenir: & ſi le pere & le fils ſont table ſiparee, les fruicts doiuent eſtre entre eux communiquez, Maynard chap. 7. du 8. liu. de ſes queſt.* nec multò ſingulis, ſed etiam reip. intereſt, ne re ſua quis malè vtatur, §. ſed maior, de his qui ſui vel alien. iur. ſunt inſtit. & dotes ſaluas eſſe, l. 1 ff. ſol. matr. vt repleantur ciuitates liberis, & legitimis hominibus, l. x. C. de indict. viduit. habeátque imperium in ſubditos locupletes, No-

uell.

uell.8.in procemio §.conſiderauimus : *& a eſté deffendu propoſer edicts pour nouuelle creation d'office ou inuention de faire deniers par edict du Roy Henry III.1582.art.1584.1588. quoy que ſoit permis en France vſer mal de ſon bien.* Faber in §. furioſi de curat. inſtit. Guido Papæ quæſt. 198. & ibi notatis, *pourueu que n'endommage le public, & n'offenſe perſonne, Pierre Fons en ſa practique des cours de France liu.1. tit.8. §. fin.* [23] *contre leſquels la femme eſt ſeulemẽt preferee pour ce que le mari a receu & recogneu de conſtitution dotale à luy faicte, non de ce qui luy reſte payer, dont l'hypotheque demeure ſur les biens du conſtituant, pour parfaire la ſomme conſtituee, ſauf qu'elle peut repeter l'entiere conſtitution du tout ou partie non contee ſur les biens du mari, ou de ſon beau pere, auec lequel a contracté alienés & non alienés, enſemble pour l'augment le cas aduenu, comme eſt cy deuant repreſenté,* [24] *Maynard chap.56.du 4. liu. de ſes queſt.* [23] [24]

VENTES, ET ACHAPTS,

COVSTVME V.

Es ventes de pourceaux ceux qu'on trouue ladres ſont tirés du troupeau, deſduit le prix de la valeur d'iceux : la vente des ſains demeurant en ſon entier. S'ils ſont deliurez a l'achepteur ſans eſtre viſitez, ne conuenu de la retention, ou reiection des ladres : la vente eſt valable tant des ladres, que des ſains : leſquels tous enſemble l'achepteur eſt tenu payer.

CHAPITRE V.

CEst edict Romain partie du droict honoraire iadis propoſé par les Ediles pour les contracts & conuentions des marchands, qui amenent les prouiſions à la ville, & euiter les fraudes & tromperies de ceux qui celent les vices du beſtail qu'ils conduiſent, contre leſquels les achepteurs ſe ſouloient pouruoir par action ciuile redhibitoire, ou *quanti minoris*, meſmes ez ventes des ſerfs & eſclaues, [1] maintenant affranchis en France, meſme en Tholoſe, [2] nous ſert au commerce des beſtes à quatre pieds, *quarum ſues numero ſunt quæ gregatim habentur*, [3] leſquels n'eſt permis en Tholoſe achepter ez foires & marchez, moins ez maiſons priuees hors les murs (n'eſtant permis les nourrir dans la ville) ſinon les achepter aux champs pour les reuendre en Tholoſe,

[4] ny aller au deuant des marchands qui les y amenent, [5] ſinon les habitans de ville pour leur prouiſion, leſquels enſemble les lardiers & vẽdeurs de chair de pourceaux à la liure, [6] hoſtes & patiſſiers, faiſants chercuiterie, & rotiſſerie, acheptent ez foires & marchez, [7] non les forains ny autres, pour les reuendre & traduire ailleurs, ſinon és foires: & le ſurplus de ce qui reſte aux marchez, apres y auoir demeuré trois iours de marché, [8] ſans les viſiter, & voir s'ils ſont ladres, comme on fait quand on achepte par teſtes, chaſcun deſquels a ſon prix, [9] non quand le troupeau ſe diſtrait par vne ſeule vente: à laquelle ſi n'eſt cõuenu de la reiection ou retention des ladres, ny ne ſont viſitez. Apres la deliurance l'achepteur qui les a receus ne peut demander la diminution du prix de la moins valuë ny repriſe des ladres. [10] Et quand la conuention eſt telle qu'on les vend ſains, & l'eſſay en eſtant faict ſont tels iugés par le langayeur l'achepteur, apres les auoir amenez, n'eſt non plus receu à demander le *quanti minoris* du pourceau de la troupe, qui ſeroit trouué ladre, [11] s'il n'eſt bien toſt apres tué, la choſe eſtant en entier, ou le marchand n'eſt acheué de payer, dequoy le langayeur eſt tenu: [12] & ſi l'affection des marchands ſe rapporte à tout le troupeau, les pourceaux n'eſtans de meſme valeur, & n'y ayant qu'vne ſeule vente, faut eſtimer & deſduire le ladre à proportion des autres *ex æquo & bono arbitrio boni viri:* [13] & ſi ne s'en peuuent accorder, ou le marchand les a vendus ſains, chaſcun reprendra ce qu'ils a baillé *per modum redhibitionis:* [14] qu'eſt vn faict de police, duquel cognoiſſent les Capitouls. [15]

NOTÆ.

[1] Ædiles enim, penes quos erat non modò ludorum, ædium & viarum, ſed etiam annonæ ex Cicerone 3 de Leg. & propter annonã contractuum curã edictam propoſuêre, quod partim ad fraudes eruendas, coërcendáſque venditorum fallacias pertinet, l. 1. §. cauſa, ff. de ædil. edict. partim liberum viarum commeatum tuetur, l. hi enim, ff. eod. §. Prætor de iur. natur. gent. & ciuil. inſt. *qu'eſt en France de l'office de grand voyer, duquel eſt cy deuant parlé au tit. des fiefs*, ex quo edicto ius poſtea dici cœptum eſt, quod pars dicitur iuris prætoris, quia non ex lege ſcripta, ſed ex magiſtratus iuriſdictione procedit, l. paciſci, ff. de pact. Cicero lib. 3. Officiorum. Gellius lib. 3. c. 2. aiunt Ædiles, qui mancipia vendunt, certiorem faciant emptorem quid morbi, vetiſque cuique ſit, eáque rectè palàm pronunciato. Deinde aiunt qui iumenta palàm vendunt, rectè dicunto quid in quoi.bet eorum morbi, vitiſque ſit, & propter ornamenta, redhibendis ſexaginta diebus: morbi aut vitij cauſa ſex menſibus, & quanto minoris anno iudicũ dabant. l. Ædiles, ff. de ædil. edict. quib. non vtimur dilationib. ob moræ periculũ, ſed animalis & pretij facta traditione, venditio & emptio perfecta dicitur ſine vlla ſpe futuræ redhibitionis, niſi ita conuentũ ſit, vel falſo venditor ſanum & ſine vitio

ne vitio vendidit, cùm esset morbosum & vitiosum, quod tunc lateret, nisi de his emptor certior factus esset ante animalis traditionem, & pretij solutionem, vel cum vitiis & morbis patentibus, & latentib. suo periculo emptum habeat: sin autē postquā morbosum aut vitiosum agnouerit, eius petere debet redhibitionem coram Iudice ordinario, vel municipali in re politica: non si in pretio se circūscriptum tantum dixerit, licèt vltra dimidiam iusti pretij tanquā rei mobilis, de qua in superiori c. nisi emptor esset minor, læsus & deceptus vt suo loco. [2] *Aussi tost qu'vn esclaue est entré en France, est en franchise & liberté, & reuenans à nostre ville dirons auec Benoist, les esclaues estrāgers qui se refugiēt en icelle estre en pleine liberté & tenus vrays citoyens de Thol. & regnicoles naturels*, in c. Rayn. in verb. & vxorē nomine Adelas. n. 1056. 1057. *sans lettres de naturalité*, dūmodo per decennium ibi habitauerint, l. 2. de incol. lib. 10. C. nō si studiorū causa ibi morentur in patriam redituri. *pourueu qu'ils viuent chrestiennement, Mayn. chap. 57. du 4. liu. de ses qu. dont les Iuifs, ny les Sarrasins, ou Mahometans, qui autre fois en ont esté chassez, cōme est encore enioint aux Morisques, Iuifs & Mahometans venans d'Espagne passer hors le Royaume à peine des galeres par edict du Roy Henry IV. du 15. Apuril 1610. lesquels aussi n'y peuuent estre receus, ny les heretiques*, ne iusti ab impiis opprimantur, Abelis exemplo, qui ab origine mundi pro religione interfectus primus fuit virgo, martyr & sacerdos, vt ait Genebrard in sua Chronologia, *estant le Roy de France treschrestien Comte de Thol. confirmateur & mainteneur de ses coust. priuileges & libertez*, ex præfato Benedicto in verb & vxorē, n. 1058. *Mayn. au mesme ch. 57. 58. du mesme liu. ni les Tholosains, quoy que viuent en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, estās sous le sceptre François ne sont plus suiets à l'Empire*, nec vlla mancipia possidēt, sicut exteræ nationes Barbaris & Sarracenis graue bellum inferentes, licet non consuetudinario, sed passim Tholosates Romani iure vtātur, proprijsq; morib. regātur *sous l'aile & disposition de ce beau lis qui s'espanouit en ce sainct & sacré senat Tholosain.* [3] l. 2. ff. ad leg. Aquil. Suinæ carnis esus Iudæis lege Mosaica interdictus, his verbis, & sus, qui cùm vngulā diuidat, non ruminat, horum carnib. non vescemini, nec cadauera contingetis, quia immunda sunt nobis Leuit. 11. Nō Gentilib. quales fuere Romani, quorum antiquæ religionis & sacrificiorū author fertur apud scriptores Numa Pōpilius, & nouæ Christus semetipsum in sacrificiū oblatus in mōte sancto Hierusalē, *non seulemēt pour le peuple Iudaique, mais aussi pour tout le genre humain reduict sous vne seule bergerie, dont les esleus se treuuent en la nacelle de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, hors laquelle n'y a point de salut, flottāt en toutes mers, agité des vents de tribulations, qui s'efforcent la mettre en fons, & neantmoins l'eslement iusques aux throsnes celestes*: qui amicti sunt stolis albis, qui sunt, & vnde venerint? Et dixit illi domine mi tu scis: & dixit mihi sunt qui venerunt de tribulatione magna, & lauerunt stolas suas, & dealbauerunt eas in sanguine agni, & quæ sequuntur. 6. Apocalyps. Et Petrus in mētis excessa cùm esurirет, vidit cœlū apertum, & descendens vas quoddā, velut linteū magnum quatuor initus sub titti de cœlo in terram, in quo erant omnia quadrupedia & serpentia terræ & volatilia cœli: & facta est vox ad eum, surge Petre, occide, & manduca, & cùm Petrus dixerit, absit Domine, nunquam manducaui omne commune & immundum: vox iterum ad eum dixit Quæ Deus purificauit, tu commune ne dixeris, eóque ter peracto statim vas receptum est in cœlum, Actor. 10. *Dont puis que les sanglants sacrifices des Iuifs & Gentils ont fini, & tous ont esté reduits à vne bergerie sous vn pasteur, en laquelle se celebre vniuersellement le sainct & continuel, non sanglant, & impassible sacrifice de*

fice de la Meſſe ſoubs les eſpeces plus communes & familieres du pain & du vin figurees & repreſentees és ſacrifices de Sem premier fils de Noë ſurnommé Melchiſedech par les Hebrieux, ex diuo Auguſt. lib. 6. de Ciuitate Dei, cap. 2. A diluuio ad ſeculum Iacob præcipui Eccleſiæ Dei gubernatoris, Hieronymus ad Euagrium Prophet. Seder cap. 21. regni Salem & ſummi Pontificatus adminiſtratorem, Geneſ. 14. Vnde ſublata Gentilium & Iudæorum differentia Ieſu Chriſti Saluatoris aduentu, & eius exemplo baptiſati, ſanctiſſimóque Euchariſtiæ ſacramento, ſicut aquilæ ad Chriſti corpus congregati impleta lege Moſaica, & Prophetarum indiſtinctè quadrupedibus veſcimur, *ſelon la loy de nature commune à tous, de laquelle parle Genebrard en ſa Chronologie ordonnee de Dieu, apres que Noë fut deſcendu de l'arche, & ſelon les anciens Rabins, & en vſons en France autant ou plus qu'en autre nation, meſme de chair de pourceau puis l'origine des François, & encore auparauant, comme ſe void en la loy Salique*, qua extat titulus de furtis porcorum: *& par Ordonnance du Roy François I. 1532 art. 1. eſt deffendu aux hoſteliers, cabaretiers & tauerniers ne bailler à leurs hoſtes en temps de chair que bœuf, mouton, ou lard, & aux viuandiers de cour ne vendre que chair de bœuf, mouton, veau, & pourceau. par meſme Ord. artic. 3.* Hinc Virgilius 3. Æneidos de ſuis fœminæ fœcunditate:

Li.10 ess ingens inuenta ſub illicibus ſus
Triginta capitum fœtus enixa iacebit.

Cicero 2 de natura Deorum, Sus quid habet præter eſcam? cui quidem ne putreſceret animam ipſam pro ſale datam dicit eſſe Cryſippus: non tamen omnino ſalet Iudæorum ſynagoga vndique diſperſa, vt ſcribit Zonaras doctiſſimum quẽdam deſcendiſſe in certamen religionis cum Syluestro Romano Pontifice Conſtantino Imperat. aſſentiente delectíſque à ſenatu diſceptationis arbitris: cúmque victoria in Syluestrum inclinaret, ad ſigna & prodigia ventum eſſe: Zamboë Iudęo bouem adduci iubente, quem longa vertigine per Iudęi ſuſurrationem mortuum Syluester inuocato Chriſti nomine denuò bouem ſuſcitauit. Forcatulus lib. 6. de Gallorum imperio [4] *Ne doiuent eſtre nourris dans la ville à peine de confiſcation & punition corporelle, par Ord. du Roy François I. 1539. art. 28. 29. & par arreſt du Parl. de Paris du 14. May fuſt dict que les pourceaux de l'hoſtel Dieu ſeroient mis & tenus hors la ville de Paris coté ſur la d. Ord. donnee à Paris au mois de Nouemb. en ladicte annee 1539. à la conferance tit. de la police generale de France*, & in foro venales exiſtunt. Forus enim eſt nomen æquiuocum à ferendo dictus à Marco Varrone locus vbi controuerſiæ deferuntur, & ſicut negotiatores exponunt res ſuas venales, vnde Baſilicæ quibuſdã ciuitatib fuere ædificatæ, teſte Vitruuio in quarum parte ſuperiori iudicia, inferiori negocia exercerentur & forũ Feſtus appellat locum negociationis ſuarium, boarium, piſcatiũ, vbi ſues, boues, & piſces venenunt, *où n'eſt permis aux Marchãds achepter les prouiſions & danrees de la ville pour les reuendre, ſinon les aller querir & achepter ſur les lieux, Ord. de l'an 1567. tit. 1. art. 8.* [5] *nõ enuoyer au deuant à peine de cõfiſcation & 100. liures d'amãde, le meſme tit. 8. art. 6. & 8. ains les laiſſeront venir aux marchez art. 7. du tit. 7.* [6] *la liu. faiſant 16. onces conformemẽt à l'Ord. du Roy Henry II. 1551. art. 2. quoy qu'à Paris non obſeruee, ny en pluſieurs autres villes de France, où la chair ne ſe vend à poids, comme en Tholoſe, ou la liure de bœuf & mouton qu'on vend aux boucheries vaut 3. liures Françoiſes à 16. onces liures, ou 4. Romaines de 12. onces liu. de lard & chair de pourceau freſche ou ſalee, enſemble le poiſſon & autres choſes qui ſe vendẽt à deſtail à la liu. ordin. de 16.* [7] *onces poids de marc.* [7] *Eſt auſſi deffendu tant aux hoſtes, que rotiſſeurs par lad. Ordonn. tit. 11.*

artic.

artic. 6. ne vendre ne tenir volaille en gibier pour les vendre cuites, ſinon mouton, veau, couchon, porc, oye, & poiſſon; leſquels enſemble les lardiers, paſtiſſiers, vendeurs de chair de pourceau, tout ainſi que les autres habitans qui acheteñ pour leur prouiſion leurs pourceaux au marché ſont eſcrire leurs noms & maiſons, où ils demeurent, enſemble le prix de leur achapt par ceux qui eſcriuent aux marchés, quoy que ce ne ſoit auec tel ordre qu'en la ville de Paris, ſelon ladicte Ordonnance, tit. 7. art. 4 par le moyen de laquelle eſcripture on peut ſçauoir l'abus qui s'y peut faire au dommage du public, ne inde carior annona fiat. [8] *Marchands qui frequentent les marchés, ne peuuent achepter aucun beſtail pour le reuendre, Charles V I. 1403. 19. Decembre, artic. 4. & par la police de Paris aucun beſtail à pied fourché, y compris les pourceaux qui entre la banlieue ne peut eſtre retiré, ains y doibt demeurer pour y eſtre vendu dans le troiſiéme marché, auquel on le met à rabais, s'il n'eſt vendu aux deux precedants, tit. 7. articl. 3. de l'Ordonnance cy deſſus cottée ſans enuoyer au deuant, comme on ne faict en Tholoſe,* [9] ſine lepra. de qua Galenus cæteríque Græci medici, aut ſus eleſhantia ſi laboret, de qua Auicena cæteríque Arabicæ factiones locus eſt redhibitioni omniáque in integrum reſtituenda ſunt, perinde ac ſi neque emptio, neque venditio interueniſſet, leg. cùm autem, §. Iulianus, leg. cum ea in princ. & leg. ſeq. leg. redhibere, ff. de ædil. edict. adeò vt ſi ſus hoc morbo laborate contactu linguæ ab inſpectore inueniatur, cuius cauſa deterior quàm ſi ſanus eſſet, iudicatur, leg. 1. §. ſed ſciendum, ff. de ædilit. ed. non propter motus & vitia corporis, quæ extrinſecus apparent, ex quibus ſuinæ carnes non fiunt deteriores, cùm niſi ad eſcam ipſæ valeant, vt Tullius loquitur 2. de natur. Deorum ac ſi peſtilens fundus diſtractus eſſet, leg. etiam in fundo, ff. de ædil. edict. ſi autem duo vel tres ſues quis vno aut diuerſo pretio emerit, & vnus eorum inuentus ſit leproſus: non omnes, ſed vnus tantum debet redhiberi vel quanti minoris æſtimari, ſi emptor leproſum maluerit retinere, niſi leproſus in ea cauſa ſit, vt propter eius morbum vterque ſit redimendus d. leg. cùm in ea, §. ſi quis duos, argum. leg. quoties, ff. de ædil. edict. *Et y a telle police en la ville de Paris, que tous les pourceaux qu'on amene vendre aux marchez ſont langayez par les langayeurs ordonnez en office formé, & ceux que ſont trouuez ladres, & ſurſemez ſont par eux marquez de la marque ordinaire, & n'eſt permis aux chercuitiers qui les acheptent les reuendre à deſtail ny à quartiers que n'ayent ſalé l'eſpace de quarante iours pour apres les apporter à certain lieu des halles à ce deſtiné, où ne ſe vend autre chair que de ceſte qualité, enſemble leur eſt enioinct d'annoncer au procureur du Roy du Chaſtelet les pourceaux qui ſe trouuent du tout gaſtez & corrompus apres les auoir marqué pour les mettre à quartiers & ietter au deſpends de celuy à qui il appartient. Arreſt du Parlement de Paris prononcé le vingt-troiſiéme Feburier mil ſix cents deux, non les pourceaux que les bourgeois font amener des champs, leſquels ne ſont tenus faire langayer, & s'obſerue encore à la ville de Paris, que les troupes des pourceaux qu'on y amene vendre doyuent eſtre ſeparées, ſçauoir les pourceaux nourris de foin auec ceux qui ſont nourris de grain pour ne deceuoir les achepteurs, comme ſeroit en Tholoſe des pourceaux nourris de glan ou d'autre nourriture, ſuſdicte Ordonnance du Roy Charles V I I. 1403. articl. 7. à quoy on ne l'arreſte.* [10] Si grex porcorum vno precio vnáque venditione empta fuerit, facta [10] traditione pretióque ſoluto, quidam poſtea leproſi inueniuntur, de quibus non eſt conuentum, nec antè inſpecti fuerint ex empto, nec redhibitoris, vel quanti minoris actione re non integra emptor agere non poterit niſi ſciens venditor dolo retinuiſſet, leg. Iulianus, ff. de act. empt. leg veteribus, Cod. de pact. &

nunc non ſolùm ex empto & quanti minoris, ſed etiam ad intereſſe ageretur, & à tota emptione, vel parte reintegra vterque contrahentium recedere poteſt, l. iuriſgentium. §. adeò, ff. de pact. dummodo vterque conſentiat. [11] aliter enim
11 ſi vno pretio res plures emptę ſint, de ſingulis ex empto & vendito agi poteſt, l. & ſi vno, ff de act. empt. & ſi plura mancipia vno precio vendita fuerint: & de vno eorum ædilitia actione agamus. ita demum pro bonitate eius æſtimatio fiet, ſi confusè vniuerſis mancipiis conſtitutũ pretiũ fuerit, quia in ſingulorum mancipiorum pretio conſtituto vniuerſa tanti venierint, quanti ſingula: tunc cuiuſque mancipij pretium, ſiue pluris, ſiue minoris conſequi debebit, leg. ſi plura, ff de ædilit. edict. & ſi quid poſtea morbi aut damni contigerit, erit periculo
12 poſſeſſoris, argum. leg. quod te, ff. ſi cert. pet. [12] *Les langayeurs ſont reſponſables des pores par eux viſitez & langayez, ſi ne ſont apres trouuez ſains & nets, eſtans payez de leur viſite, ſuſdict Arreſt du Parlement de Paris du vingt-troiſiéme Feurier mil ſix cents deux, & ſont creez à Paris par le maiſtre des bouchers leſdicts*
13 *langayeurs en office formé, ſuſdicte Ordonnance du Roy Charles VI. 1403. artic. 9.* [13] ſi vno pretio plures ſeruos emiſti & de vno agere velis in æſtimatione ſeruorum, perinde fieri debere, ac fierer in æſtimatione bonitatis agri, cùm ob euictam fundi partem ageretur, d. leg. ſi plura, & leg. Labeo, ff. de
14 ædilit. edict. [14] Idem ait ſi vno pretio plures ſeruos vendidiſti ſanósque eſſe promiſiſti, & pars duntaxat eorum minus ſana ſit de omnibus aduerſus dictum promiſſúmve agitur, d. leg. Labeò, eod. tit. 15. quia non & lege ſcripta, ſed ex iuriſdictione magiſtratus venit, vt ait Vezembechius in paratillis ſub tit. de ædilit. edict. *& s'attribue la cognoiſſance de la police & meſtiers en premiere inſtance aux Preuoſts & chaſtelains par Edict du Roy Henry II. donné à Paris au mois de Iuin 1536. & François 1536. donné à Cremieu article vingt-cinq, s'il n'y a ſtatut ou priuilege au contraire pour les Maires & Eſcheuins, comme a eſté ingé pour celuy de Sainct Quintin le vingt-ſeptieſme Nouembre mil cinq cents ſoixante trois, & s'exerce maintenant en la ville & gardiage de Tholoſe par les Capitoulz.*

VENTES ET ACHAPTS,

COVSTVME VI.

Vente de meubles ou immeubles ſouloit eſtre valable, ferme & perpetuelle, ſans qu'à l'inſtrument y euſt prix certain, & le vendeur n'euſt en icelluy declaré qu'eſtoit bien contant & ſatisfaict: ny ne pouuoit eſtre reuoquée & annulée, pour n'y auoir inſeré & apposé le prix.

CHAPITRE VI.

CEſte forme de contracter conceuë en ſes termes n'eſt maintenant receüe en France, ains interdicte & abrogée par les Edicts & Ordonnances de noz Roys, leſquels ne permettent aux Notaires & Tabellions retenir contracts en cayers ſeparez, ny les mettre en liaſſe, ſinon les eſcrire de ſuite en leur prothocole tout au long, ſuiuant les conuentions des parties ſans & cæteras, apoſtilles, ni interlineatures, auec les cloſes ſubſtantialles & neceſſaires, & ſans aucune ambiguité ne ſuperfluité de parolles : s'il y a payements ils doibuent auſſi eſcrire tant la realle numeration & ſes eſpeces que tout le prix accordé par liures ou eſcus à trois liures ou ſoixante ſolz piece, pour les rendre plus certains, [1] où l'on void en effect comme les ventes & achaptz qui ont trois parties eſſentielles, le conſentement, le prix & la choſe, ne peuuent ſubſiſter par l'obmiſſion de l'vne d'icelle, [2] quoy que les choſes incertaines puiſſent eſtre certifiées par certaines demonſtrations, [3] de tant que les pactions obſcures frauduleuſes, enigmatiques, feintes & ſimulées ne ſont auſſi permiſes, & ſont retorquées & interpretées contre leur autheur, & la fiction reduicte à la verité, laquelle ſe deſcouure par les ennemis, [4] ni ne peuuent eſtre ſoubz entendus les faits ſubſtantiaux non exprimés ez contractz obligatoires, deſquels ſe lie le neud de l'obligation, à laquelle on s'arreſte en la forme qu'elle eſt eſcripte, [5] non és nues conuentions des ventes non

eſcriptes, ſi celuy qui les allegue, luy eſtants conteſtées n'en faict apparoiſtre,[6] quoy que les actes en facent mention,[7] s'il n'y a confeſſion ou declaration expreſſe du vendeur, [8] laquelle peut ſeruir au poſſeſſeur, qui a la preſomption de ſon coſté, en deffendant, non en demandant, parce que le demandeur doibt venir preſt, [9] & peut eſtre receu en preuue du contraire auec lettres Royaux, pour eſtre releué de ladicte confeſſion faicte par erreur, ou autrement, [10] & doibt paſſer inſtrument des choſes qui excedent la ſomme de cent liures, & en traicte d'heritage, rente ou realité, [11] ſinon en vente de meubles & dantées, quand la marchandiſe ſe deliure, enſemble le prix non à preſt, parce que ventes d'immeubles, quoy qu'à moindre prix, le titre eſt neceſſaire, pour faire foy du tranſport & acquiſition de la proprieté & poſſeſſion ciuile, dont la conuention verballe s'eſuanouit, l'eſcripture demeure: [12] comme auſſi l'obligation contractuelle ne ſe forme de l'actuelle deliurance & realle numeration du prix, ſinon de l'accord & conuention des parties ſans autre ſaiſine ne tradition, que celle que les Notaires y expriment par les choſes ordinaires: [13] & peut le prix eſtre conſtitué de ſomme deuë par le vendeur à l'achepteur prenant le fonds ou heritage en payement termoyé, ou par preſente numeration exprimée au contract ſoubz la foy & promeſſe de l'achepteur de remettre promptement la ſomme en vente pure & parfaicte, ſans que de defaut de la remiſe ou payement puiſſe eſtre annulée, caſſée, ny reſcindée, que tant ſeulement l'achepteur contrainct par priſe & ſaiſie de ſes biens en vertu de la rigueur apposée au contract ou retention de la piece par exception d'argent non conté, [14] de laquelle le vendeur peut retenir la poſſeſſion naturelle, s'eſtant deſmis de la ciuile, enſemble de la proprieté, ſi incontinẽt apres la vente luy eſt baillée en afferme, par le moyen de laquelle celuy qui vend confeſſe l'acquereur & achepteur proprietaire, pour lequel il continue la poſſeſſion ciuile priſe par le contract de vente, [15] non que la ſeule afferme ſuffiſe pour faire foy de la proprieté, ſi n'appert de l'acquiſition ou longue poſſeſſion: [16] eſt auſſi beſoin que le prix y ſoit exprimé & limité, enſemble la choſe vendue pour l'aſſeurance des contractants & validité de l'acte le vendeur pour lezion de moitié prix, quoy que ſoit maieur l'achepteur pour l'euiction: [17] & ſe rapporte la confeſſion de la vente au precedent, [18] la promeſſe au futur, de laquelle le moindre eſt facilement releué, [19] ſi c'eſt vente pure le prix en doibt eſtre certain, & liquide enſemble la choſe, [20] laquelle eſtant vendue par nombre & meſure le vendeur eſt tenu l'accomplir, non en tout ſi par corps, *attamen immodica leſio non admittitur*, [21] ni ne ſuffit exprimer au contract

de

de vẽte la contenance, limites & aboutiſſemẽs: ſi auſſi les charges que la piece faict ny ſont exprimees, enſemble les ſeruitudes, droicts ſeigneuriaux, ſoubs quelle directe & iuriſdiction eſt tenue, [22] quand le prix eſt incertain, la vente cloche d'vn pied iuſques à ce qu'il eſt liquide, ou les parties en ſont d'accord, [23] ſi la vente eſt conditionnelle & ſubiecte à ratification: n'eſt auſſi parfaicte iuſques à ce qu'elle eſt ratifiée ou la condition aduenuë, [24] ny n'eſt receuë à paction commiſſoire, & reſolutoire, ſi n'eſt purgee par decret, parce que les additions iadis permiſes entre les Romains ſont abrogées en France, & hors d'vſage, quoy que la vente pignoratiue ſe face cõmunement à pacte de rachapt auec faculté perpetuelle & trentenaire de recouurer la piece baillée en engagement, en rendant le prix s'il y a leſion d'vn tiers ou d'vn quart de la iuſte valeur, ores la faculté du rachapt ſoit reſtreinte à peu d'annees, paſsé leſquelles le vendeur peut touſiours contraindre l'achepteur, luy en faire la reuente, ſinon que l'achepteur luy en euſt baillé le prix iuſte & raiſonnable, comme de vente pure, non pourtant que apres le delay expiré la piece ſoit acquiſe au creantier, à faute de payement, ſi ne ſemond & interpelle ſon debiteur d'icelle recouurer ou luy en faire vente pure, & en refus n'en pourſuit le decret: car autrement, nonobſtant la gloſe apposée au contract, l'achepteur qui iouyt ne peut contraindre ſon vendeur la recouurer, ny empeſcher qu'encore ladicte faculté ne continue, ores le debte reuient au iuſte prix, ſi la preſcription n'eſt interrompue par action ciuile, en laquelle on a de couſtume proroger le delay outre les ſurceances ordinaires portées par l'edict des criées, s'il y a leſion telle que deſſus, ladicte faculté de rachapt ſe perpetue par trente ans en faueur du vendeur que ſe pouruoit contre l'achepteur enuers la gloſe du temps limité, appoſée au contract par lettres Royaux de la Chancelerie à conter du iour qu'il eſt paſsé: car apres n'y eſt receu, [25] & par ainſi tant que le prix ou la choſe ſont litigieux & incertains, ny ne peuuent eſtre liquidez par aucune demonſtration, on ne peut inferer aucune vente: [26] *nam parta ſunt non eſſe, vel eſſe, & reduci ad non eſſe aut inutile eſſe:* dont les bons payemens ſe font auſſi en monnoye courant au prix qu'elle vaut au tẽps & lieu deſtiné, [27] non en autres choſes, ſi les parties n'en ſont d'accord, *quia aliud pro alio inuito creditore ſolui non poteſt,* [28] bien qu'on puiſſe demander la cancellation de l'inſtrument de debte eſtant payé en argent ou ſatisfaict en quelle autre maniere que ce ſoit. [29]

NOTAE.

NOTAE.

1 *LOuys XII. 1510. art. 63. François I. 1535. chap. 19. art. 3. 4. 6. & 8. 1539. art. 173. 174. 175. 1543. à Fontainebleau 11. Feburier 1544. à Sainct Maur Desfossez 24. Iuillet, par arrest du Parlement de Paris du 23. Decembre 1423. fut enioinct aux Notaires du Chastelet mettre par escript au long en presence des parties les contracts, & apres les leur lire, Papon lib. 4. tit. 13. de son recueil. Les Guenois en la conference des ordonn. tit. des Notaires & tabellions sur l'ordonnance du Roy François I. 1535. art. 4. nouell. 44. c. 2.* ibi Cuiacius, Matthæus de Afflictis decis. 330. vbi ostendit Notarij periculum qui instrumentum amiserit, *Ord. du Roy François I. art. 173. 174. 175. inserée au recueil des ordonn. sur le faict de la Iustice & abreuiation des procez, mesmes aux procureurs escripre au long les lettres de chancelerie, non par & ceteras par arrest du 17. Octobre 1549.* 2 *Maynard chapitre 64. du 5. liure de ses quest. nomb. 5. ex l. 1. 2. 3.* & toto tit. ff. & C. de contrah. empt. emptióque sine consensu nulla est l. 2. C. eod. vbi non videtur consentire qui errat vel ignorat quid ipse agat, sine precio l. empti fides l. 1. ff. eod. tit. §. item pretium, de empt. & vendit. instit. nempe certo quod in certa numeratæ pecuniæ quantitate consistat, ibidem gloss & sine re quæ veneat, quæ in patrimonio sit creditoris l. 1. ff. de act empt. l. appellatio, ff. de verb. & rer. signif. *de laquelle, si manque la plus grand partie, l'achapteur n'est tenu garder le contract, ains peut contraindre le vendeur luy rendre l'argent qu'en a reçeu, comme se peut faire au contraire en la lesion d'outre moitié en suppleant le prix* l. 2. C de rescis. vendit. 3 certum quidem est cuius species vel quantitas quæ in obligatione versatur aut nomine suo, aut ea demonstratione quæ nominis vice fungitur qualis quantáque sit ostenditur l. stipulationum cum seq. ff. de verb. oblig. l. certum, ff. si cert pet. & certum pretium esse debet potentia vel actu, aut vnde potentia reducatur ad actum. vt si quis ita vendiderit quãti is qui nomi natus est. æstimauerit ex eius æstimatione & pretij determinatione pendet huiusmodi venditio, quod si ipse non definierit, quia noluerit, vel non potuerit nulla emptio neque venditio est, l. fin. C. de contrah. empt. §. pretium, de empt. & vend. instit. 4 l. veteribus. C. de pact. *Maynard chap. 72. du 3. liu. de ses quest. & en peut la nullité estre pourſuiuie iusques à 30. ans, selon ledict Maynard sur la fin du mesme chap.* ex Agr. Bordino in constitutiones regias his verbis, Vt etiam 30. annos viuat nec minori spatio in fata ruat, quod sumpsi apud Gallos curię decreto die 10. Martij anno 1534. quam extare relatum à quibusdam comperimus. *Buignon au traitté des loix abrogées,* ex l. omnes C. de prescr. 30. vel 40. ann. *par dessus l'ordonnance du Roy Louys XII. par laquelle on est recevable apres dix ans en action rescisoire, en laquelle ordonnance Rebuffe a estimé tels & semblables contracts nuls ne pouuoir estre entendus sur le commentaire des traitez* de restit. gloss. 8. n. 16. & de rescis. contract. art. vn. gloss. 19. num. 25. quod enim ab initio non subsistit tractu temporis non conualescit: 5 nã scripturæ ad rei gestę memoriã & probationem, l. in re, ff. de de fid. instrumentorum c. imputari c. eod. nec ab ea recedere licet l. contra qui propriam, C. de non num. pecun. & interpretatur secundùm propriam verborum significationem, l. Plautius de auro & argento lega. præsertim in actis & publicis instrumentis, *contre la teneur desquels on ne peut venir en France que par lettres Royaux,* nisi re integra eodem ligamine soluta fuerint, quo

colligata

colligata sunt; *car autrement le contract estant parfaict ne peut estre resolu au preiudice du seigneur, auquel sont deus loz & ventes de la premiere vente, ensemble de la reuente posterieurement faicte par l'achepteur, sinon que l'eust achepté à pacte de rachapt car en cas ne seroit rien deu pour le rachapt ny pour vente nulle & imparfaicte*, quæ nó omnib. suis partib. cõstat & deficit in substãtialib vẽ finio enim sine re & pretio stet ito nulla est, sicut locatio §. pretiũ in princ. de empt & vend. inst. l. si merces in princ. ff. loc. quibus interuenientib. ad effectũ perducitur per vtriusq; traditionẽ §. fi. inst. quib mo. toll. oblig. & his deficientibus ex empto in venditor. vel ex vendito in emptorem agatur l. ex empt. in princ. resp. & l. Iulianus §. ex vendito ff. de act. empt. non quidẽ tedhibitoria, sed quanti minoris actione in re immobili qua emptor experiri potest, nisi tota res aut dimidia saltem euincatur, vel non tradita perierit l. quod te, ff. si cert. pet. sicut vendit. vltra dimidiam iusti pretij deceptus actione quanti minoris rescisq́ue intra decenniũ à tempore contractus, vel maioris ætatis à minore licet minus læso diplomate regio postulanda est l. 2. C. de rescind vend [6] licèt enim nõ [6]
pretij numeratio, sed cõuentio perficiat sine scriptis habitã possessionẽ, l. 2. ff de cõtrah. empt. nõ tamẽ incũbit possessori necessitas probandi eas res ad se pertinere, neq; neganti, sed agenti l. 2. l. actor C. de prob. [7] auth. si quę, C. de eden. [8] certũ [7]
quidẽ confessus pro iudicato erit, incertũ nõ erit ex Vlp. resp. in l. certũ, ff de cõfess. [8]
neq; omnimodo cõfessus cõdẽnãdus est eius rei nomine, quę an in rerũ natura esset, incertũ est, l. fin. eod. nec nõ ex confessione in iudicio facta aduersario interrogãte tenetur, quasi cõtractũ celebrasset, in quo interrogatus est, l. de ętate, §. interrogatus, ff. de interr. act. nępe si certũ ipse responderit, vt inde certa feratur sententia §. curare inst. de act. itaq; si per modũ stipulationis, si tẽ vendidisse aduersario confessus fuerit omnia videntur solẽniter acta, & in fideiuss. qua quis generalit. se fideiussorẽ scripserit. l. sciendũ ff. de verb. oblig. §. fi. de fideiuss. inst. & si in instr. scriptũ sit aliquẽ promisisse, perinde est ac si pręcedente interrogatione scriptum esset, §. si scriptum de inutil. stipul inst. & ex quo inuenitur aliquid scriptum, præsumitur scribendum voluisse, l. contra qui proptiam C. de non numer. pec. l. ex quo ff. de donat. quando scilicet in instrumento debiti principalis scriptũ repetitur, non si in alia charta, & non inuenitur causa, l. cum de indebito in fin. ff. de prob pręsumitur etiam actus solemniter celebratus, qui in epistola commemoratur, l. 1. & & ibi Bald. C. de contr. & cõmit. stipul. [9] d. l. 2. & l. actor C. de prob. [10] & [9] [10]
in contrariũ admittitur probatio l. iurisgentium, § quod fere, ff de pact. per in integrum restitutionem regio diplomate: nec enim confesso denegantur exceptiones legitimę, vt pacti conuenti rei iudicatę iusti erroris, nempe facti & similium, quibus potest quis cõfessionẽ suã reuocare vel excusare, l. si filius §. exceptionib l. de ętate, §. ex causa, §. qui iusto, ff. de interrog. act. neque fatetur qui errat, l. non fatetur, ff. de confess. ad cuius errores vel alterius cuiuslibet legitimæ exceptionis probationem quis vsque ad sententiam admittitur, l. error C. de iur. & fact. ignor. non postea, c. 2. nouell. *n 3. ny ne doit on auoir esgard aux lettres apres obtenues moins reconoir l'impetrant à prouuer & verifier le contenu d'icelles si ne sont interinales c. 1. & 2. d. nouell. 113. ordon. du Roy François I. art. 112. ny n'ont voulu nos Rois qu'on eust esgard aux lettres closes par eux enuoyées pour le fait de la Iustice ordonnances de Moulins ar 81.* [11] *par ord. de Moul. ar. 54 est ordõné que de toutes choses excedãs la sõme & valeur* [11]
de cent liures sera passé le contract deuant Notaire & tesmoins sans receuoir aucune preuue par tesmoins outre le contenu d'iceluy sur ce que seront allegué auoir esté dit deuant,

lors

lors & depuis ſans toucher aux preuues des conuentions particulieres, & autre faicte par les parties ſoubs les ſeings, ſeaux & eſcriptures priuees, & rep eſente ledict Maynard au ch.78. du 6.l u. de ſes queſt. ladicte ordon. auoir auſſi lieu és conuentions priuees ſignees des parties, & par elles recogneues, & par Ord. de l'an 1535. ch. 19. art. 5. tous traictés concernant heritage, rentes, ou realité que ne ſont reçeus par Notaires ſont declarez nuls, nonobſtant leſquelles Ordonnances les faicts de dol, fraude & ſimulation allegez contre les contracts produicts ſont reçus en preuue, laquelle eſt entendue du ciuil non du criminel, n'y approchant d'icelay: ledict Mayn. ch. 79. du meſme liu. non ſeulement à la pourſuitte ou deffenſe de l'vn des contractans, mais auſſi des tierces perſonnes y ayant intereſt, comme le ſeigneur ou proche lignager, & monſtre ledict Maynard au chap. 80. du 8. liu. de ſes queſt. la preuue ne pouuoir eſtre reiettee par preſumptions autres que de droict ſur celuy que produict le contract, contre lequel eſt allegué dol, fraude, & ſimulation: lequel ores ne puiſſe eſtre debatu ſans lettres Royaux en matiere ciuile, ſi n'eſt impugné de faux, faintiſe & ſimulation: on peut ſans icelles apres eſtre forclos de prouuer & faire enqueſte, s'en remettre au ſerment de l'aduerſaire, lequel ſine vent accepter eſt referé au demandeur en la forme qu'il eſt referé, le faire interroguer, & ouyr categoriquement in quacumque parte litis: *ny n'exclud ladicte forcluſion tout autre preuue par lettres, titres, & autres actes & moyens legitimes, voire contre les termes de l'ordonnance pour mieux deſcouurir, ſelon ledict Maynard au meſme ch. non toutesfois par ſimples atteſtatoires, ains par actes authentiques eſcripts de main publique, ou d'eſcripture priuée cõfeſſez & recogneus, ou bien par enqueſtes à ce que les teſmoins ſoyent ouys par ſermẽt deuant le Iuge, partie appellée & depoſitions deſquels on adiouſte plus de foy que de ceux, deſquels on prend ſimplement le teſmoignage par forme d'atteſtation, laquelle toutesfois n'eſt du tout reiettée, ains eſmeut les Iuges, & les arreſts à faire ouuerture de plus amples preuues des faicts contenus en icelle:* alia eſt enim authoritas teſtium præſentium, alia teſtimoniorum quæ recitari ſolent, l.3. §. item cum ſequentibus, ff. de teſtib. *ledict Maynard cha. 81. du meſme liu. & au chap. ſuiuant repreſente l'abus des cours inferieures qui vſitent les fins de non receuoir portées par ladicte ordonnance par vn appointement de contraires: dont l'appel eſt bien releué, meſme hors le temps de reliuer porté par l'ordonnance des deſertions des appellations, laquelle n'eſt receue en Tholoſe, ledict Maynard chap. 82. du 8. liu de ſes queſt.* nec intereſt quoquo modo in creditum eatur ex vendito, mutuo, locato, vel ſimilibus tam mobilium quàm immobilium, aut numeratæ pecuniæ, quæ paſſim in venditione vice rei habetur, l. 1. ff. de contrah. empt. [12] vnde re mobili tradita, & eiuſdem facta ſolutione in numerata pecunia nihil inde partium intereſt, niſi emptore decepto redhibitionis vel quanto minoris actione agatur, lẽg. 1. & toto tit. ff. de ædil. edict. aut aliunde inter mercatores quæſtio moueatur: *parce que biens meubles n'ont ſuite apres auoir changé de main, & ſe conuertiſſent auec l'vſage, ſinon les immeubles à cauſe des hypotheques, leſquels peuuent eſtre pourſuiuies contre les tiers poſſeſſeurs dans le delay de l'Ordonnance: ny ne ſe peuuent preſcrire ſans titre, en defaut duquel la proprieté peut eſtre debattue à l'acquereur apres an & iour, pendant lequel peut eſtre auſſi troublé en la poſſeſſion*, tanquam vi, precario, aut ſine titulo poſsidens: *auquel il peut contraindre le vendeur luy en paſſer contract, meſme eſtant payé du prix, duquel l'achepteur faict apparoir, enſemble de la vente en cas de conteſtation negatiue.* [13] *Maynard chap. 39. du 4. liu. de ſes queſt.* nam licet ſine re quæ veneat, & pretio in certa quantitate conſtituto emptio nulla ſit, nec emptio, ff. de contr. empt. §. pretium cum ſeq. inſt. eod. & in ea partis vtriuſque conſenſus plenè deſideretur, l. in venditionibus, ff. eod. non tamen perfecta dicitur, quę in ſcriptis

ptis

ptis redigitur, donec contractus omnibus ſuis partibus fuerit abſolutus, §. in iis autem de empt. & vendit. inſtit. & tunc perfecto contractu non eſt locus pœnitentiæ, licet incontinenti pretium non fuerit ſolutum, ſed ad pretij ſolutionem eſt emptor compellendus, l. ſi non donationis, l. empti fides, l. non idcirco, C. de contr. empt. nec rei poſſeſsio tradita: *& ſans autre deueſt & deſſaiſine que celle que les Notaires ont accouſtumé inſerer ez contracts par le bail de la vede, Maynard ch. 38. du 4. liu. de ſes queſt.* ſalua ex empto actione, *en cas de non iouyſſance, quand apres luy ſeroit donné aucun empeſchement.* [14] præſ. iurib. vel cùm res datur in ſolutum, & tunc res pro numeratione habetur, ſicut fundus dotalis æſtimatus contrahentium aſſenſu, ex quorum intentione contractus legem accipiunt, c. contractus de reg. iur. in 6. cùm aliud pro alio inuito creditore ſolui non poſſit, nec minus perfecta cenſetur huiuſmodi venditio contractualis, quàm iudicialis ex interpoſitione decreti: nec inconcinnè prædia pignoratitia inter immobilia connumerari oſtendit Anneus Robertus in ca. 8. lib. 2. rerum iudic. ex Senatuſconſulto Pariſienſi 23. Aug. 1585. quæ magis ſunt creditoris, quàm debitoris: donec ſoluta fuerit pecunia. *Et doit eſtre diligent & aduiſé celuy qui vend par preſente numer. non compiée, à ce que l'acheteur en face promptement le payement & ſatisface de ſon coſté: & iuſques à ce n'eſt tenu luy faire le delaiſſement de la piece,* ne in peius ruat, vel potiùs ad contractus reſolutionẽ eũ re integra compellat, *attendu que telles exceptions ne ſont facilement receues, s'il appert du contraire par actes authentiques, par leſquels le vendeur confeſſe eſtre payé demeurant par ce moyen ciuilement obligé enuers l'achepteur, Maſu. au tit. des exceptions, nom.* 9. l. ſi ex cautione, C. de non num. pec. l. fin. C. de don. cauſ. mort. *de laquelle ſomme en defaut de payement le vendeur peut de droict tant diuin que humain contraindre l'achepteur luy payer les interſts puis le iour du delaiſſement à luy faict & priſe de poſſeſſion de la piece vendue,* c. ſalubriter e. de vſur. *& à ce le faire obliger en le termoyant: & partant au ch. 46. du 2. liu. de ſes queſt. repreſente la vendication de la marchandiſe,* habita fide de pretio, *eſtre permiſe au marchand vendeur, pour dol, fraude, & affront, auſſi toſt qu'il eſt aduerti: & peut le vendeur qu'eſt encore poſſeſſeur de la choſe vendue, de laquelle n'a eſté payé, ſ'oppoſer à la ſaiſie d'icelle faict. à la requeſte d'autres creanciers, Carondas ch. 109. du 7. liure de ſes reſp.* [15] *par le contract d'afferme faict par le vendeur de la choſe il delaiſſe poſſeder en ſon nom, & recognoiſt l'acheteur proprietaire de l'heritage,* §. quod meo, de acq. vel amitt. poſſeſſ. *ſelon ledict Mayn. aud. ch. 39. du 4. liu. de ſes queſt.* [16] *& quoy que le fermier poſſede pour le proprietaire le ſeul contract d'afferme ne donne titre, ſi n'eſt accompagné du contract d'acquiſition ſe pouuant faire par vn tiers pour vn abſent* per negot. geſt. vel procurat. [17] *le prix incertain apposé au cõtract certifé par vn tiers arbitrat.* & in l. fi. C. de contr. empt. *par autre contract precedent, cõme ſi le vendeur baille la piece à meſme prix que luy couſte* l. hæc ven. §. eiuſm. ff. eo. *ou au prix que s'en trouuera par deſſus ce qu'il en a payé,* ib. §. fi. *eſt rendu certain, ſans que le vendeur y puiſſe pretendre leſion:* quia contr. ex inten. contr. legẽ accipit. d. l. cõtractus. *la choſe incertaine monſtre auſſi la vente nulle, quãd ne peut eſtre certifiée par ſes demonſtrat.* vt ſpectatur contrah. conſuetudo, aut loci contract. l. ſi fundus, ff. de euict. ſemper in ſtipul. ib. Decius, n. 8. de reg. iur. tũ : tiã vbi res vẽdita ſita eſt, *Carond. ch. 54. du 8. li. de ſes reſp. quand le doubte prouient de la piece aſſiſe en autre lieu que celuy du contract.* de quo in l. 1. C. de contrah. empt. *pourueu que les contracts ne ſoyẽt differens du corps & quelité de la choſe vendue: ſi c'eſt pré, vigne, bois, verger, baſtiment, ou terre laborable,* ex propria & conſueta vt aborum ſignificatione, l. in venditionibus, ff. de contrah. empt. l. Plautius, ff. de aur. & arg. leg. & ambigua rei demonſtratio

18 nocet venditori l. Labeo l. Cum in lege, ff. de contrahen. empt. [18] & confeſſio præſenti facta valet de rebus præteritis, non abſenti l. certum, §. ſi quis abſente, ff. de confeſſ. præſertim contractualis, & ſi in cæteris contractus fuerint initus, necnon inſtrumentalis promiſſio etiam ſine interrogatione, §.
19 ſi ſcriptum de inutilib. ſtipul. inſtitut. [19] *Maynard chapitre 56. du ſeptieſme liure de ſes queſt. ſi n'eſt en office de iudicature tabellionage, ou autres ſemblables*, l. 1. C. qui, & quot in int. teſt. poſt. qui in actibus publicis ſe præbet induſtrium, ne Si, qui cum eis contraxere principis, atque iudicis authoritate circumſcripti eſſe videantur & ipſe fallaci maioris ætatis mendacio deceperit, l. 2. & 3. ff. ſi min. ſi maj. dix *arreſt ſolemnel du Parlement de Paris du vingtroiſieſme Decembre 1574. cité*
20 *par Carondas au chapitre 49. du huictieſme liu. de ſes reſp.* [20] *& iuſques à ce que la vente demeure en ſuſpens:* at ſi contrahentes in corpore, vel materia, aut re, vel pretio diſſenſerint nulla venditio eſt, l. in venditionibus, ff. de contrah. empt. & ſi in corpore conſenſerint, quod ante venditionem in rerum natura eſſe deſierit, l. & ſi l. domum, l. arbotibus, ff. eod. quid ſi quis loca ſacra publica, vel religioſa ignorans comparaverit? l. qui officij, §. qui neſciens, ff. eod. hęc enim incertitudo nullo artificio, vel temporis interuallo poteſt res quæ ſunt in com-
21 mercio patrimoniales efficere. [21] *Maynard chapitre 18. du quatrieſme liure de ſes queſt. Carondas chapitre 54. du huictieſme liure de ſes reſp. où ſont contenues les deux formes de ventes y mentionnees, deſquelles le vendeur n'eſt tenu accomplir celles que commencent par corps, ſinon qu'il y euſt vne grande partie defaillante.* Res enim bona fide vendita propter minimam cauſam inempta fieri non debet, l. res, l. domum, ff. de contrahen. empt. *prenant ledict Carondas l'exemple d'vne maiſon, iardin & pourprix de la contenance de huict arpents, ou enuiron deſigné & limité par tenants & aboutiſſants auec quinze arpens du pré: & fuſt iugé la vente de la maiſon, iardin & pourprix n'eſtre faicte de la meſure: ains à raiſon du corps, ſelon la deſignation des limites, deſquels eſtoit enclos & borné, quoyque le tout fuſt vendu à vn prix*, ex Didaco c. 3. practicæ, Carolo Ruino lib. 1. conſ. 8. *ſi par nombre & meſure*, & dubius ſit contractus, motem & conſuetudinem regionis vbi ſitus eſt fundus, non vbi contrahimus attenditur, *eſtans les meſures diuerſes.* Albericus in l. arbitrio, §. de eo in fin. ff. de dol. l. prædium, C. de præd. minor. Alciatus in l. vinum, ff. ſi cert. pet. Oldradus conſil. 167. *Et fuſt le vendeur par arreſt condamné à liurer parfaicte la meſure ſelon la couſtume du pays, ou les prez eſtoyent aſſis: & pour ce que ſe trouuerent defaillant, rendre le prix à l'eſtimation qu'en ſeroit faicte par experts conuenus entre parties, parce qu'il n'y auoit aucun prix conſtitué pour chaſque arpent: arreſt du Parlement de Paris du ſixieſme Feburier 1563 & autre donné en audience le quatrieſme Iuillet 1585. ſur vn appel du Baillif d'Orleans: & ſi s'en treuue d'auantage, l'achepteur eſt tenu payer le plus,*
22 l. qui fundum, §. qui agrum ff. de contrah. empt. [22] *François I. 1536. chapitre 3. art. 4. 5. 1539. art. 180. 181. Henry II. 1549. art. 2. Henry III. 1579. art. 180.* Et quædam inſunt in contractu venditionis, licet non exprimantur, l. in vendendo, ff. de contrah. empt. & tranſit ad emptorem cum ſuo onere, l. alienationis ff. eod.
23 [23] d. l. fin. C. eod. tit. [24] l. ſi quis fundum l. cum ab eo, l. exiſtimo, ff de contrah.
24 empt. *Maynard chapitre 33. du ſeptieſme liu. de ſes queſt.* [25] *L'vſure & le larcin* cuius fer-
25 tur author Cainus ex Ioſepho lib. 1. Antiquit. c. 3. *ſemblent produire meſmes effects*, in can. nullus 14. q. 4. *où n'eſt permis prendre vſure, que les ennemis communs & barbares, deſquels on peut auoir les biens & la vie, neantmoins le larcin ſe commet par neceſſi-*

16

té, *l'vſure par auarice : le larron incommode le riche, l'vſurier opprime l'indigent, qui vend & emprunte par neceſſité à la ſ ſection de ce dragon infernal touſiours beau, & affamé de la ſubſtance des pauures neceſſiteux :* similis eſt aſpidis morſui. Perculſus enim ab aſpide quaſi delectatus vadit in ſomnum, & per ſuauitatem ſoporis moritur, quia tunc venenum latenter per omnia membra decurrit : ſic qui vſuram accipit, pro tempore, quaſi ſentit beneficium & vſura per omnes eius facultates decurrit, totúmque conuertit in debitum. Diuus Chryſoſtomus ſuper illud Matth. 5. Et volenti mutuare : nam

Creſcit amor nummi, quantum ipſa pecunia creſcit.

Dont l'Empereur Conſtantin auroit en faueur du peuple charge de debtes enuers les plus riches de Rome interdit les ventes, engagemens & hypotheques ſous paction commiſſoire l. fin. C. de pact. pign. *ſous quel pretexte les vſuriers*, qui quondam Kalendariis vtebantur, de quibus ſuo loco : *ne pouuans exceder les vſures legales ſans ſe mettre en danger de perdre la ſomme principale, ont voulu deſguiſer les contracts vſuraires du nom de vente à pacte commiſſoire, par lequel la piece que le creancier prenoit en engagement du preſt par luy faict luy eſtoit acquiſe, ſi le debteur ou vendeur ne le payoit au temps prefix entre eux accordé, pour luy auoir le ſien à vil prix ſans s'incommoder pour la demeure, pendant laquelle iouit des fruicts en lieu des interests : & tels contracts ſont iugés vſuraires, quand n'eſt permis au vendeur recouurer ſa piece auant le delay accordé du recouurement, & quand le creancier, qui achepte ſe reſerue tous les fruicts de la derniere annee, quoy qu'il fuſt auparauant payé par arreſt du Parlement de Paris du 2. May 1513. remarqué par Guenois ſur l'ordonnance du Roy Louys XII. 1510. art. 65. du tit. des vſures nomb. 12. en la conferance des ordonnances, à laquelle, & autre du Roy François I. 1535. chapitre 19. art. 12. eſt deffendu aux Notaires ne receuoir aucuns contracts vſuraires à peine d'eſtre priués de leurs eſtats tel que ceſtuicy, & autre noté par ledict Guenois au meſme lieu auec vn autre arreſt du Parl. de Paris du 17. Iuin 1521. par lequel vn pacte contenant que le premier terme d'vne rente en argent payable à Tous ſainctz tomboit aux feſtes de Noël & toutes telles vētes & pactions par arreſt du Parlement de Paris ont eſté declarees nulles en Papon titre des hypotheques & actions hypotequaires, Arreſt 2. & comme telles n'y a droict de lods & ventes au ſeigneur, ſi ne ſont purifiees par decret, ny meſme des ventes conditionnelles & imparfaictes, la condition n'eſtant aduenue. Maynard ch. 38. & 39. du 4. liu. de ſes queſt. & doit eſtre à l'option du vendeur quand bon luy ſemble en faire le rachept, ou ratifier la vente, pendant & apres le delay y apposé,* l. 2. 3. & 4. ff de leg. commiſſoria, *non de l'achepteur, n'en ſont d'accord ou la vente n'en a eſté faicte à iuſte prix, laquelle tenant lieu en ce cas de vente pure la cour a de couſtume donner vn delay competant au vendeur à payer & recouurer : & icelay paſſé confirmer ledict vente ſelon ledict Mayn. ch. 39. du 4. liu. de ſes queſt. & ch. 27. du liu. 6. s'il y a leſion d'vn tiers ou d'vn quart, le vendeur peut empeſcher l'achepteur, qui iouit & poſſede la piece engagée par lettres Royaux, l'execution non ſeulement de la vente cōmiſſ mais auſſi de la iudicielle, & perpetuer par 30. ans la faculté de rachapt du pacte reſolutoire, qui eſtoit temporelle, May au ſuſd. c. 39. de ſeſd. q. cōme s'il eſtoit determiné par ces mots toutesfois & quātes* §. 1. de perp. & temp act inſt. Fab. in l cum notiſ. C. de præſc. 30. vel 40. annor. *Tyraq.* §. 1. glo. 2. n. 26. *arreſt du 23. Iuin 15 5. noté par Maſu. au tit. des ventes, nomb. 9. paſſé laquelle preſcription n'y eſt plus receu, non plus qu'es autres actions tant reelles, que perſonnelles : & court ladicte preſcription pris le iour du premier contract non de la paction poſteriore reſolutoire, tout ainſi que le temps de la condition du pacte commiſſoire, auquel ſont eſcripts ces mots dés à preſent comme dés lors*, ledict Maynard chapitre 27. du 6. liure de ſes queſt.

laquelle non du rachapt ſont deuz loz & ventes au ſeigneur non des ventes neceſſaires, ny de l'entier prix de la vente iudicielle & interpoſition de decret apres l'execution d'iceluy eſtant pour ſuiuy en l'heritage la commiſſoire delaiſſée, arreſt du Parlement de Tholoſe du 17. Iuin 1566. pres du recueil de Papon augmenté, titre des droicts ſeigneuriaux arreſt 35. & ſemble que la paction commiſſoire comme les affermes à longues annees ſont auſſi faicte en fraude du Seigneur, ou de la verité du faict naiſt la verité du droict. Maynard chapitre 29. du ſixieſme liure de ſes queſt. enſemble l'eſchange ſimulé: le meſme chapitre 72. du liure troiſieſme, & la vente contractee ſous le nom de donation demeure touſiours vente, l. ſi donationis, l. ſi ancillam, l. ſi non donationis C. de contrah. empt. & tunc plus eſt in rei veritate, quàm ſcripturæ ſimulatione toto tit. C. plus valeo, quod ag. l. non figura litterarum, ff. de liter. oblig. *Ce qu'eſtant deſcouuert retourne contre ſon autheur,*
16 vt ſ.[16] l. ſi quis fundum, ff. de contrah. empt. l. fin. C. eod. §. pretium, cit. fin. eod.
17 inſt. *ou quand le prix ne peut eſtre faict certain la vente eſt inualable.* [17] Praxis Papienſ. tit. 43. gloſ. 9. dicitur quandiu pecuniam ſolitam cudi de publico, & tanti fuiſſe valoris excuſſa quàm in maſſa, vt notatur in l. 1. ff de contrah. empt. cuius hodie detrahuntur cudendi expenſæ, vnde non eſt tanti valoris, & purioris materiæ excuditur in quibuſdam regionibus, quàm in aliis, quibus ipſi magis abundant: *dont le cours eſt diuers & la reduction differente, laquelle par Ordonnance du Roy Henry II. 1551. fut faicte par tout le Royaume de France en ſol de 12. deniers tournois piece, & liures de 20. ſols piece, par Ord. du Roy Henry IV. en eſcus de 3. liures, ou 60. ſolz piece ſuiuant autre Ordonn. du Roy Henry III. 1577. art. 1. & 4. qu'eſt la valeur & ſupputation des preſts & payements, deſquels on vſe és contracts en France: ou quand on ſe ſeroit reſerué le payement en meſmes eſpeces, ou en eſpeces d'or ou d'argent, on ſuit le cours ſuiuant la reduction tant du temps du preſt que du payement, ſoit que la monnoye valle plus ou moins: s'il vaut plus que lors du preſt, quoy que fuſt obligé payer en meſmes eſpeces, en baille moins, à compter par ſolz, liures, ou eſcus, comme deſſus: ſi valent moins que lors du preſt, en rend d'auantage iuſques à la perfection & accompliſſement de la ſomme empruntee*, vt in l. prout quiſque, ff. de ſolut. *en depoſt on doibt rendre les meſmes eſpeces*, §. fin quib. mod. contrah. oblig. inſt. ſitque numeratione pecuniæ mutuum, vt fiat accipientis, vt tantundem non eandem in ſpecie pecuniam reſtituat, *pourueu que ſoit de miſe*, non adulterinam vel ignotam: *& quant aux ventes ſuffit qu'il apparoiſſe de la quantité de la ſomme & prix de la choſe vendue par ſolz, liures, ou eſcus, ſuiuant la commune ſupputation ſans faire choix de monnoye*, vt in l. certum, ff. ſi cert. pet. *dont le payement ſe faict en toute eſpece de monnoye Françoiſe au cours accouſtumé: non toutesfois incommode au vendeur, cõme qui voudroit faire le payement d'vne ſomme notable en deniers ou en ſolz*, vt dicto titulo 43. Practicæ Papienſis gloſſ. 9. numero ſeptimo, *ny eſtranger, ſinon comme s'employent en France ſoit en or ou en argent, comme ſeroit aduenu en Tholoſe l'an 1597. qu'on tenoit ſeure l'or & forte monnoye que la Cour ordonna par arreſt du 21. Mars audict an qu'on ne ſeroit tenu receuoir payement de plus de neuf liures en ſolz, ny plus de trois ſols en doubles,*
18 *s'il y auoit plus grand ſomme, le quart en ſolz & vn ſol en doubles pour liure.*[18] eod. enim modo facienda eſt ſolutio quo res, vel pretiũ debetur nec inuito creditori alio loco, quàm quo cõuentũ eſt, rectè ſoluitur, l. 1 & pen. ff. de eo quod cert. loc. quia loco plus vel minus petitur, §. loco, de act. inſt. t. nec alio tempore, l. qui Romæ, ff. de verb. oblig. niſi citeriori, quia tẽpus in gratiã debitoris adiicitur, l. cum qui kal.

ff. de

ff. de verbor. obligat. leg. quòd quis, ff. de actio. & obligat. leg. quod in diem, ff. de ſolut. nec in alia moneta niſi creditoris nihil interſit, leg. Paulus, ff. de ſolut. & tandem ſolutio fieri debet in numerata pecunia, leg. ſolutum, ff. eod. non incommoda creditori, præſertim mercatori, *lequel à cauſe de ſa traſique ne peut employer toute ſorte de monnoye en tous lieux*: vt notat Caſtrenſis in dict. leg. Paulus reſpondit creditorem, ff. de ſolut. *& à moins de raiſon eſt tenu prendre marchandiſe pour argent, ny voire partie de la ſomme*, cùm particularis ſolutio multa incommoda adferat, leg. tutor, §. Lucius, ff. de vſur. leg. 2. §. 1. ff. de verbor. obligat. niſi totum perſoluatur, etiam leg. qui ſibi, §. 1. ff. eod. leg. obſignatione, Cod. eod. tit. ſine vitio, vel partis retentione: & ita ſi creditor noluerit pecuniam à debitore ſibi oblatam recipere, denegatur ei actio, leg. ſi debitor, ff. de ſolut. *ſ'il n'y a iuſte cauſe de refus*: [19] Eóque ligamine obligatio diſſoluitur, [19] quo colligata eſt, leg. prout quiſque, ff. de ſolut. & licèt obligationis ſubſtantia referatur ad nummorum ſolutionem: ſolutionis verbum pertinet ad omnem liberationem quocumque modo factam, leg. ſolutam, leg. ſolutionis, ff. de ſolut. imò inuiti & ignorantes poſſumus liberari, leg. ſolutionem, ff. eod. l. ſoluendo, ff. de neg. geſt. l. ſi Stichum, §. fin. de nouat. quib. mod. tol. obl. inſtit. in princ.

VENTES, ET ACHAPTS,

COVSTVME VII.

Tuteurs teſtamentaires des pupilles heritiers du teſtateur preſſez de debtes hereditaires & pourſuiuis à la requeſte des creaniers du deffunct, à la remiſe de la dot de la vefue, nourriture & aliments des pupilles, & pour ſubuenir és autres charges teſtamentaires, pour leſquelles eſtoyent contraincts vendre des biens du teſtateur, ſans que leur euſt donné permiſſion de ce faire. Les Capitoulz de Tholoſe ſouloyent pourueoir les pupilles de meſmes tuteurs, ou tels qu'ils aduiſoyent eſtre plus conuenables, auec puiſſance vendre des biens deſdicts pupilles: & s'il eſtoit beſoin du teſtateur, & eſtoyent fermes & vallables les ventes des biens des pupilles faictes à la requeſte deſdicts tuteurs ainſi donnez par trois inquants à ſon de trompe, ſans que leſdictes ventes, apres auoir eſté confirmées par les Capitoulz peuſſent à l'aduenir eſtre reuoquées par aucun ſubſtitué, ny autre du coſté des pupilles, ny du teſtateur, le cas aduenant, pourueu que fuſſent faictes pour les debtes & obligations du deffunct.

CHAPITRE VII.

DVISQVE les tutelles ſont toutes datiues en France, n'eſt beſoin s'arreſter aux differences d'icelles portées par le Droict Romain, [1] attendu que c'eſt au Iuge du domicile des pupilles y pouruoir [2] à la nomination des plus proches parents, [3] ou par inquiſition: [4] perſonnes capables [5] non ſuſpects, [6] ny deuement excuſez pour eſtre ſeptuagenaires, peres de cinq enfants, [7] occupez aux charges publiques incompatibles auec la tutelle, [8] detenus de maladies incurables & perpetuelles, [9] ou autres legitimes empeſchements, [10] & confirmer les teſtamentaires: [11] qu'eſt en Tholoſe la charge du Viguier par l'Edict de Cremieu; & autres donnez en ſuite d'iceluy auec la confection des inuentaires des biens des decedez, & la rigueur priuatiuement à tous autres en la ville & viguerie de Tholoſe, comme Iuge ordinaire en icelle, auquel appartient auſſi la cognoiſſance des cauſes ciuiles en premiere inſtance entre perſonnes non priuilegiées: & par concours des criminelz auec les Capitoulz, qui ont la recherche de la nuict,

le

le Viguier celle du iour, ſauf de la police & maiſtriſes des meſtiers, à laquelle les Capitoulz ſont tant ſeulement occupez dans la ville & gardiage de Tholoſe, [12] non que les enfans de famille y ſoyent ſi eſtroictement liez ſoubz la puiſſance paternelle que les anciens Romains non plus que le reſte de la France, que ſoyent tenuz apres le deceds de leur pere s'introduire en leur heritage, comme heritiers neceſſaires, ains les peuuent repudier, ſi bon leur ſemble, ou accepter auec benefice d'inuentaire, ſans confuſion de leurs droicts, *ne inde teneantur paternis creditoribus vltra vires hereditarias*: [13] ores qu'ilz euſſent pluſtoſt faict actes d'heritiers ſans authorité du tuteur ny curateur pendant leur minorité, ou pupillarité deſquelles & autres actes à eux preiudiciables ſont facilement releuez: [14] dont auant toute œuure font à pouruoir tuteurs, pour à leur diligence eſtre faict inuentaire des biens tant meubles & immeubles, que papiers de l'heredité, [15] parmi leſquels ſi le tuteur permet qu'on inuentorize ſes propres meubles, ne les en peut apres retirer: [16] ou s'il y a aucuns meubles maternels & autres propres deſdicts enfans, les doibuent mettre à part, & en faire inuentaire ſeparé, enſemble des autres biens propres des pupilles, outre les paternels & papiers, qui les concernent, pour euiter l'eſgarement & confuſion d'iceux, deſquels auſſi les tuteurs ſe chargent & en ſont comptables, voire la mere meſme, [17] laquelle refuſant la tutelle teſtamentaire de ſes enfans, pert les legats à elle faicts par ſon mary, [18] & l'acceptant ne ſe peut excuſer ny deſcharger que ne face inuentaire des biens de l'heredité & autres propres des enfans, ſi point en y a à l'entrée de ſon adminiſtration, ny de la reddition des comptes apres icelle, quoy qu'elle en fuſt deſchargée par teſtament, n'y ayant autre adminiſtrateur Analogiſte que le pere: [19] & doibuent les tuteurs tant eſtrangers que legitimes pouruoir à la garde & conſeruation des deniers & choſes precieuſes, ſi point en y a, & vente à l'inquant public du beſtail, meubles & danrées periſſables, ſauf les neceſſaires pour les prouiſions de la maiſon, nourriture & entretenement du tuteur forain, que de la vefue & enfans, auec vn precepteur, ſeruiteurs & chambrieres, ſuiuant leur qualité & faculté de leurs biens: leuer les debtes actifs, acquitter les paſſifs creés par le deffunct, ou à ſon occaſion, comme medicaments, louages de maiſon, ſalaire de ſeruiteurs & chambrieres, & autres ſeruices à luy faicts & à ſa famille, ſain ou malade, fraiz funeraux, & toute autre maniere de creance, enſemble la dot & augment de la vefue, ſi les demande. [20] A quoy ſi l'argent clair & liquide prouenu des choſes periſſables & meubles moins vtiles ne ſuffiſent,

ſent, les tuteurs ne peuuent de leur authorité proceder à la vente d'aucuns immeubles, ſi le teſtateur ne l'a ordonné, enioincte & limité par ſon teſtament, ſuiuant la volonté duquel y peuuent proceder, autrement ne peuuent paruenir à la vente des immeubles, que d'authorité de iuſtice, faicte information des biens moins vtiles, [21] ſans que puiſſent à l'entrée, ou confirmation de leur charge, ny pendant icelle obtenir telles, ou ſemblables permiſſions de vendre à leur diſcretion les biens de l'heredité, pour quelle cauſe que ce ſoit: moins les autres propres des pupilles, ſinon lors que ſont en exercice demander ladicte permiſſion ſur les biens ſeulement de l'heredité, pour les debtes hereditaires, [22] non ſi les creanciers font execution ſur immeubles, laquelle on ne peut euiter en Tholoſe, non plus ſur les heritages des moindres que maieurs ſans diſcuter les meubles, [23] enuers leſquelles executions on ne ſe peut auſſi pourueoir que par oppoſition, [24] & le tout ſe fondre à la diſtribution generalle des biens du deffunct, en laquelle chaſcun peut deſduire ſes droicts auec le curateur conſtitué en l'heredité iacente, delaiſsée & repudiée par les pupilles: [25] la cauſe deſquels doibt eſtre ſeparément pourſuiuie & deffendue, pour ne confondre leur propres heritages auec ceux du deffunct: [26] la vente deſquels ne ſe faict plus à ſon de trompe ny d'authorité des Capitoulz, ains du iuge Royal ordinaire, deuant lequel l'inſtance de diſtribution eſt introducte en la forme portée par l'Edict des criées & ſubhaſtations, Arreſts de la Cour, & Couſtumes des lieux & Iuriſdictions, eſquelles les biens encheris ſont aſſis: d'où l'on prend les atteſtatoires des inquants auant que proceder és ventes iudicielles & interpoſitions des decrets s'il y a execution en diuers lieux, & les ſubhaſtations ſe font ſur diuerſes pieces, [27] & la vuidange des oppoſitions ſe faict apres ou auant la ſentence de decret & apres les delays & ſurſeãces ordinaires que contiennent ſans intermiſſiõ paſſe, [28] leſquelles toutes oppoſitions vuidées, le decret eſt expedié au profict du dernier ſurdiſant par la maiſe de la realle, actuelle & corporelle poſſeſſion des biens decretez, la conſignation de la ſurdicte prealablement faicte pour le prix d'icelle eſtre diſtribué aux creanciers, ſuiuant l'Arreſt ou ſentẽce d'allocatiõ, [29] detraicts les fraiz de iuſtice [30] ſans que l'aduenir les ſubſtituez fideicommiſſoires donatoires à cauſe de mort legataires ne autres du coſté du pupille ny du teſtateur y puiſſent rien pretendre s'ilz ne s'oppoſent & deſduiſent leurs intereſts pendant les criées & ſur-ſeances, [31] ni ne peuuent entrer à la diſtribution en ladite qualité, ſoit par tranſmiſſion, [32] accroiſſement, repreſentatiõ, ne autremẽt, qu'au prealable les debtes payez, meſme les legataires & fideicommiſſaires en defaut d'heritier. [33]

NOTAE.

NOTÆ.

1 *MAYNARD chap.49.du 6 liu.de ses questions.Masu. au tit.des tuteurs,nomb.* 1
12.Chassanee confond la legitime à la datiue sur les Coustumes de Bourgongne au tit.des enfans de plusieurs licts. Rub.6.in verb *si par le pere, & bien que la foy du tuteur testamentaire soit assez approuuée du testateur,* l.fin. C. de curat. fur. dand. *celuy neantmoins des deux qui par le Droict Romain offre bailler cautions d'indemniser la mere, & le pupille est preferé & receu à l'administration,* l.4.§.fin.ff.rem pupil.salu.for.§.1. institut. de satisd.tut.1.testamento datos,ff de testam.tutel.l. si plures,ff.de administ. tut.l. cùm non solùm,§.vbi autem,C.de bon.quæ lib.Guid.Papæ quæst.370. 2 *Masuer* 2
au tit.des tuteurs,nomb 28.attribue la dation de tutelle au Iuge du domicile du pupille, & l. pupillo,& ibi notat,ff.de tut. & curat.dat. ab his qui ius dand.habent,Cynus in l. 1.C.vbi pet.tut.vel cur.l.si propter litem,§.licèt datus, ff. de excus tut. *non celuy de sa naissance principallement à la personne,* l.1.ff. de tut.& cur.dat.ab his qui ius dand. hab. *& neantmoins se doibt estendre l'administration à tous les autres biens du pupille,* l. magis puto.§.illud,ff.de reb.eor.qui sub tutel.vel cur.sunt. 3 *Maynard chap. 49. du* 3
6.liu.de ses questions. 4 §.sed hoc iure, de Attil. tutor.§.1.de excus. tut.inst. 5 qui eos 4
nominarunt, & idoneos affirmarunt tanquam eorum fideiussores habentur, l. 4. 5
ff.de fideiuss.§.pater, ff. de pignor. Et tenentur eorum electores & nominatores, aut magistratus,qui eos receperunt subsidiariè,l.aduersus,C.de magistr. conuen. *s'ils sont insuffisants lors de la nomination : de tant que s'ils sont soluables en apparence, quoy qu'apres soyent deuenus insoluables les nominateurs ne sont tenus à la prestation du reliquà, ne autrement enuers le pupille* : qui & si postea decidat facultatibus, nihil est quod deligentibus eum consanguineis imputetur Chopinus de morib. Paris. l. 2. tit.7. numer.11.l.1.de pericul.nominator.lib.11.C. *dont les Iuges & Magistrats,qui decernent les tutelles en France ne sont tenus absoluement de l'insuffisance estants toutes datiues. Maynard chap.56.du 6.liu. de ses questions, où il cotte deux Arrests du Parlement de Paris du 14. Aoust 1587. l'autre du Parlement de Tholose donné à son rapport.* 6 *Celuy qui s'of-* 6
fre est suspect,& partant la tutelle ne luy doibt estre baillée,Maynard chap.86. du 4. liu. de ses questions, mesme s'il est creancier du pupille : duquel s'il prend volontairement la tutelle, perd son action, cap.9. nouell. 72.auth. minoris, C. qui dari tut. poss. *sinon qu'il fust proche parent ou allié du pupille,* auth.adhæc,C.quand. mul. tut. offic. fung. *l'affection duquel parentage efface la presomption de dol, fraude & callidité,* l. non solùm,§.1. ff.de tit.nupt. *laquelle n'eschet non plus au testamentaire, Maynard chap. 13. du 8. liu.de ses questions.* 7 *Les citoyens de Paris par le nombre de trois enfans viuants, comme anciennement en la ville de Rome sont excusez des tutelles,* vt in § 1. de excus. tut instit.l.1.ff.qui num.lib se excus. *& à Tholose de cinq,suiuant le Droict commun Romain, duquel vse la ville de Tholose auec le reste du Languedoc, Maynard chap.25. du 7.liu. de ses questions.* 8 8
Remittitur etiam à tutela & cura Magistratus ciuitatum,l. Athleræ, §. remittuntur,l.non tantum,§.sanè,l.administrantes,ff. de excusat. tut. futura quidem, non iam suscepta d.§.sanè, §. qui potestatem instit. eod. 9 l. 1. C. qui morb. se excus.§. 9
item propter aduersam valetudinem de excus. tut.instit. 10 de quibus passim toto 10
eod.m tit.Testamentarius etiam confirmatur à Iudice, *Maynard chap.41. du 6.liu. de ses questions.* 11 Tutoris datio neque imperij neque Iurisdictionis est,sed ei soli 11

competit cui hoc nominatim dedit lex, Princeps aut Senatusconſ. ex Vlp. reſp. in l. muto, §. tutoris, ff de tutel. & eo iure quondam Romæ vſi ſunt, vt Præfectus vrbi vel Prætor ſecundùm ſuam iuriſdictionem: in Prouinciis Præſides ex inquiſitione tutores coërceant, vel magiſtratus iuſſu Præſidum ſi non erant magnæ facultates pupilli, §. ſed hoc inde de Attilian. tut. inſtit. in quib. Prouinciis ius dandi tutores conceſſum erat, omnib. magiſtratib. municipalib. eos qui in eodem municipio, vel agro eiuſdem municipij erant, l. ius dandi, ff. de tut. & cur. dat. ab his, etiam ſine iuſſione Præſidum vſque ad quingentos aureos: deffenſorib. ciuitatum vnà cum earundem antiſtite, vel aliis legitimis perſonis, nempe magiſtratib. tutores creandi facultatem habentibus legitima cautela adhibita eorum periculo, qui eam ſatisdationem accipiebant Imperator Iuſtinianus tribuit, §. nos ante de Attil. tut. inſt. At Præfect. criminum Prætor ciuilium rerum notitiam habebat tit. de offic. Præfect. vrb. & offic. præt. ff Præfect. vrbis iuriſdictio ad centeſimum vſque miliare protendebatur, Prætoris Romæ tantùm continebatur, l. 1. §. cùm vrbem, ff. de offic. Præf. vrb. Azo in ſumma ff. de offic. Præt. *Et ſe prend communemẽt La Iuriſdiction du Viguier*, tanquam deffenſoris ciuitatis, *ſoubz le tiure de Capitaine du Chaſteau Narbonnois jadis la principalle forteresse de la ville, aucunement tenue de la Prouince Narbonnoiſe, de laquelle parle Ceſar en ſes Commentaires, Forcatel* de Impetio Gallorum *maintenant entendue pour le pays de Languedoc à l'inſtar de ladicte Prefecture, enſemble du Preteur.* Prætor enim vrbanus ius ciuibus quondam apud Romanos dicebat l. 2 ff. de orig. iur. potiſſimùm in cauſ. ciuilib. vt l. *non toutes-fois adioinct à l'Eueſque & Iuge Eccleſiaſtique, qui ne cognoiſt maintenant en France des cauſes ciuiles ne criminelles, comme ſoulant faire anciennemẽt en Tholoſe des ciuiles, tant entre perſonnes layes, que Eccleſiaſtiques, comme ſe void en la Chappelle Tholoſaine, moins cognoiſt le Iuge d'Egliſe de dation de tutelle, confection d'inuentaire, ny reddition de comptes, comme aucuns ont tenu, parce que la cognoiſſance leur en eſt oſtée par Ordon. du Roy François I. 1539 art. 2. & 3. Maſu. tit. des tuteurs nomb. 33. & attribuée au Iuge lay, tel que le Viguier en Tholoſe, lequel auec ſes Lieutenants, comme Iuge ordinaire en icelle cognoiſt en ſon ſiege des cauſes ciuiles & criminelles en premiere inſtance, ſelon l'Edict de Cremieu, & priuatiuement à tous autres de rigueur en la ville, & viguerie: & à la dation des tutelles & confection d'inuentaire des biens des decedez ſuiuant l'Edict de reſtabliſſement dudict Siege, & autres depuis donnez. Et par ainſi ne peut ladite faculté s'attribuer aux Capitoulz ny l'authoriſation des tuteurs & curateurs, & confection des decrets ciuils, laquelle eſt auſſi reſeruée auec la Iuriſdiction ciuile aux Iuges royaux par ord. de Moulins art. 17. ſans toucher au fait de la police exercée par les Capitoulz & Iuriſdiction criminelle auſſi exercée en premiere inſtance tant par le Viguier, que Capitoulz, où ceſſe l'vſage de ceſte ancienne couſtume: à l'introduction de laquelle l'ordre des Iuriſdictions n'eſtoit tel qu'à preſent:* nec amplius viget hæc antiquata conſuetudo mutato ferè ſtatu Reip. cui etiã non lex aduerſatur arg. l. αξίωσιν 9. ff. de inſt. act. ex. Voluſ. Matt. lib. epit. ab d. Bart. ad l. Rhod. *qu'eſt la voix du Prince, noſtre loy viue, de laquelle deſpẽd l'eſtat general & particulier de ſon Royaume, notãment de la iuſtice, qui deſpẽd*

13 *entierement de l'authorité Royalle.*[13] *Toute acceptation d'heritage en Frãce eſt volontaire, & n'y a aucuns heritiers neceſſaires: & peut le fils inſtitué heritier par le pere ou luy ſuccedãt repudier ſon heritage, ou l'accepter auec benefice d'inuentaire: non qu'à ceſte condition l'heredité luy demeure, ſi celuy qui vient apres, ou autre moins proche à la ſucceſſion ſe porte pour heritier ſimple, que luy eſt preferé en faueur du defunct, des creanciers & legataires. Maſu. nõb. 28. du tit. des ſucceſſions: & doit celuy qui ſe declare heritier auec ce benefice proceder à la fa-*

ction

ction de l'inuentaire des biens & papiers de l'heredité, auquel s'il obmet quelque chose perd ledict benefice: & s'il se treuue qu'il possede vne maison ou autre chose, pour n'estre censé heritier, est tenu payer les debtes du pere, doit verifier cõme il a repudié l'heredité, & tenir la maison à titre particulier. Not. in l. 1. & 2. C. de repud. hæred. *Masu. nõb. 64. du titre des successions: & non seulement par ce benefice, mais aussi quand l'heredité est subiecte à fideicõmis, substitution & toute autre maniere de restitution à faire l'heritier est astraincte faire ledict inuentaire ainsi iugé par arrest du Parl. de Tholose 1561. au rapport du feu sieur Demelet cõfirmatif d'vne sentence du Seneschal de Querci, siege de Martel aussi confirmatiue d'autre sentence du Iuge de S. Ceré cité par Mayn. ch. 88. du 7. liu. de ses quest.* [14] *parce qu'vn moindre* 14
ne peut rien faire ne contracter pendant sa minorité, que puisse tourner à son dõmage, aidé des remedes de droict, Mayn. ch. 41. du 6. liu. de ses qu. où il remarque vn arrest du Parl. de Tholose donné à ce propos du 7. Iuillet 1569. [15] Quicquid enim fit animi iudicio, tutoris au- 15
thoritas necessaria est l. pupill. ibid. Decius ff. de reg. iur. quia illa ætas quicquid videt, ignorat l. 1. C. de fals. monet. nec ex consilij capax, & in omnib. reb. infirmũ est eius iudiciũ, nec stabilẽ mentẽ habet, l. fi. C. de test. mil. ideóq; tutore authore regitur, l. fi. ff. de manumiss. vind. §. præterea quib. non est perm. facer. test. instit. *& doit le tuteur faire inuentaire de tous les biens, desquels prend l'administration tant de l'heredité que des propres du pupille, quand mesme le testateur en auroit deschargé par son testament, & y peut estre contrainct par le iuge à la poursuite des parens, ou autrement, dont l'obmission seroit grandement preiudiciable au pupil. Masu. au tit. des tuteurs nõb. 4.* l. fi. & ibi Cyn. C. arbit. tut. Bart. in l. nemo, ff. de legat. 1. l. in confirmando, l. vtilitatẽ, ff. de cõfirm. tut. l. 1. §. 1. ff. vbi pupil. educar. deb. Speculat. tit. de tut. §. generaliter, in verb. & hoc non, l. tut. qui repertoriũ, ff. de admin. tut. l. tutores vel curatores, C. eod. *Et pour ne confondre les biens du pupille auec l'heredité paternelle chargée de debtes passifs doit faire deux inuentaires separez d'authorité de iustice, l'vn des biens du pere, l'autre des biens propres du fils que ne touchent à l'heredité paternelle,* l. de curat. C. de Episc. audient. *ou le tuteur doit monstrer sa bõne foy, & ne s'eparer temerairemẽt & à cachettes des biẽs & choses qu'appartiennent à son pupille: ains publiquement & ouuertement les face rediger par bõ & loyal inuẽtaire par personne publique, cõme dit Mayn. au ch. 13. du 8. liu. de ses qu. où le tuteur doit vser de grãde prudence & circonspectiõ, à ce que n'y soit rien escrit, que ce que se trouuera veritablement appartenir au pupille:* [16] *car autrement si affoqué de sa propre confessiõ ne seroit* 16
receu à desduire le contraire, l. fi. C. arb. tut. *quant aux meubles & choses qui se peuuent facilement receler:* l. lex quæ tutores C. de admin. tut. *comme s'obtient au Parl. de Tholose, selon ledict Mayn. au lieu preallegué: non quant aux immeubles, desquels la perte seroit trop grande & la suppositon trop dõmageable: & ayant le tuteur esté executé sur certains immeubles d'authorité de la Cour, puis peu de tẽps a luy aduenu par fideicõmis, lequel auoit permis par imprudence estre couchés à l'inuentaire des biens de son pupille: neãmoins la Cour auroit conserués les droits du tuteur, & distraict ses immeubles de ceux du pupille, cõme est representé par led. Mayn. au mesme ch. Bald.* in d. l. fi. C. arb. tut. [17] & si tutor non confecerit in- 17
uentariũ tanquã suspectus est à tutela remouẽdus: & in eũ iuratur in litẽ, l. tut. qui repertoriũ: l. fi. C. arb. tut. l. pen. & fi. C. de in lit. iur. *à ce qu'à la fin de son administratiõ il puisse fidellement dresser & rendre ses comptes:* l. vbi finita in princ. & fin. ff. de tut. & rat. d. st. l. tut. l. aduersus, C. de admin. tut. *Par laquelle administration & prestation de reliqua leurs biens sont tacitement obligés.* l. pro officio: C. eod. cùm non adeatur hæreditas, nisi tutore authore, § sed neq; ff. de auth. tut. inst. l. fi. infante, C. de iur. delib. quam interponere nõ debet nisi facto inuentario, d. l. fi. C. arb. tutel. & priusquam

hæc adeatur hæreditas tutor pupilli nomine conficere debet eiuſdem inuentarium Praxis Papienſis tit. 35. gloſſ. 2. numer. 13. *ſans confuſion des droicts dudict pupille auec ceux de l'heredité*, vt ſ. [18] *Maynard ch. 51. du 6. liur. de ſes queſt.* [19] l. quidam decedens, ff. de adminiſt. tut. quod etiam locum habet in vſufructuario cui facta eſt per teſtatorem liberatio à reddenda ratione: nam cùm vti debeat proprietate ſalua rerum ſubſtantia de eadem finito vſufructu rationem reddere tenetur, non obſtante illa liberatione. l. ſcire, C. vt in poſſeſſ. leg. ſeruand. cauſ. eſſ. lic. l. 1. & ibi notat. C de vſufr. [20] aurum & argentum, & quæ vetuſtate temporis mutantur in tutiſſima cuſtodia collocent, vt ex mobilibus idonea prædia comparentur, aut legitima vſurarum accreſcat acceſſio d. l. tutores, C. de adminiſt. tut. *A quoy toutes-fois le tuteur n'eſt tenu pour les vſures en France, notamment au Parlement de Tholoſe, Maynard chap. 27. du 2. liu. de ſes queſt.* Et quæ poſtea ſuperuenerint, addenda ſunt inuentario, & ſcribenda dies l. fin. §. tali itaque ordinatione, C. de curat. fur. vel prod. & fieri debet omnium rerum & inſtrumentorum per publicas perſonas, d. l. tutores, quod ſi dolo tutor non fecerit, tenetur pupillo in id quod intereſt: quod & iureiurando in litem æſtimatur finita tutela, dict. l. tutor, l. Chirographos, ff. de adminiſti. tut. l. tutor, ff. de in lit. iur. §. officio, ff. de tutel. & rat. diſtrah. l. pen. C. de in lit. iur. & ob id eſt in carcere detinendus, niſi ſit aliqua dignitate conſtitutus, l. tutor, §. tutores, ff. de ſuſpect. tut. & ſuſpectus remouendus: ideóque boni ſerui inſpectores domi habendi ſunt, ſi fieri poſſit: de quibus l. lex quæ tutores, §. ante omnia, C. de adminiſt. tut. *lequel empriſonnement n'eſt toutesfois en vſage, s'il n'y a dol & fraude du tuteur, & n'eſt pris en qualité d'expilateur, ny auſſi le pupille, ny l'adulte à la reddition & impugnation des comptes de leur tuteurs ou curateurs ne ſont receus à ſerment, ſur l'eſtimation & valeur des choſes par eux demandées au cayer des obmiſſions & impugnations par eux baillés aux comptes produicts par les tuteurs ou curateurs ſortants de charge, ſi n'appert par actes iuſtificatifs de leur intention: & lors y eſt procedé*, ex æquo & bono, *tant par les Iuges que auditeurs*, l. quod ſi Epheſi, ff. de eo quod cert. loc. *ny n'eſt le tuteur empriſonné comme tuteur*, ſi tem pupilli ſui furripuerit & vendiderit: *ains comme expilateur*, l. qui fundum, §. ſi emptor, ff. pro empt. *Maynard chap. 17. du 4. liu. de ſes queſtions, où eſt repreſenté auec vn Arreſt donné au rapport du meſme autheur, comme au Parlement de Tholoſe eſt obſerué ceſſion de bien n'eſtre receuë apres vne condamnation definitiue par arreſt, ou choſe iugée: & quand y a du coſté du debteur dol & fraude, & le debte procede d'euidante perfidie, & mauuaiſe adminiſtration, comme tutelle, depot & adminiſtration publique: dont les tuteurs pour deniers pupillaires, depoſitaires de iuſtice, receueurs & adminiſtrateurs publics, d'hoſpitaux & maladeries ne ſont receuables à ladicte ceſſion, pour auoir commis dol & larcin, que les exclud du remede ce concedé aux debteurs miſerables, pour ſe redimer de priſon*: in qua detineri ſolent, vt tædio carceris affecti tandem ſoluant, Baldus in l. ob æs alienum. C. de act. & obligat. *non que le tuteur doibue incontinant employer les moyens de ſon pupille en acquiſitions, ſinon les debtes payés, & ſon patrimoine liquidé y procede auec conſeil & prudence non temerairement: de tant que s'il pourſuit vne cauſe qu'il ſcait ou doibt ſçauoir eſtre mauuaiſe, & ſuccombe, eſt tenu des deſpends à ſon nom propre*, l. non eſt ignotum, l. ſi bonam, C. de adminiſt. tut. *Muſnier tit. des tuteurs, nomb. 19. & ſont tenus les tuteurs faire les debtes bons à leurs pupilles perdus à leur negligence*, ſi quid prætermiſerint, *en ceſt endroict par leur dol & coulpe, non autrement*, l. nomina. Cod. arbit. tutel. *Charondas chap. 177. du 7. liur. de ſes Reſponſ. Maynard chap. 55. du 2. liur. de ſes queſtions, tellement que s'ils ſont apparoir de*

dili

diligence & pourſuites par eux faictes contre les debiteurs & detenteurs des biens & droicts de l'heredité en ſont excuſez & deſchargez, l. Chirographis, ff. de adminiſt. tut.[21] l. magis. §. non paſſim, ff. de reb. eor. qui ſub tut. vel cur. ſunt, nempe cauſa cognita, & ob æs alienum. l. ob æs alienum, C. de præd. & aliis reb. min. etiam decreto interpoſito, niſi fiat venditio rerum, quæ ſeruando ſeruari non poſſint, vt veſtium, quę vſu detritæ corrumpũtur, & animalium ſuperuacuorum l. lex quæ tutorem, §. pe. & fin. C. de adminiſt. tut. in cæteris ſi decretum non interuenerit, in integrum pupillus erit reſtituendus, l. 1. C. de præd. & aliis reb. min. eſtque iudicis officium excutere an pupillus pecuniam in numerato habeat, vel in nominibus quæ conueniri poſſunt, in fructibus conditis, redituum ſpe, atque obuentionum: & requirere num aliæ res ſint præter prædia, quæ diſtrahi poſſunt: quæ ſi non ſint, tunc permittet prædiorum venditionem, ſi modò vrgeat creditor, aut vſurarum modus ære alieno ſuadeat, l. magis. §. non paſſim, ff. de reb. eorum quæ ſub tut. vel cur. ſunt: *ce que regarde la vente neceſſaire des biens de l'heredité ordonnée par le feu pere requiſe par le tuteur confirmee, ou par le Iuge decernee par la liquidation des debtes hereditaires, auec information d'office des biens moins vtiles de l'heredité ſans toucher aux propres des pupilles.*[22] *Le tuteur qui prend le regime & gouuernement des perſonnes & biens du pupille ne faict que continuer l'adminiſtration commencee par le pere des biens propres de ſon enfant, oſte l'vſufr. qui eſt acquis au pere, & commence adminiſtrer l'heritage paternel aduenu au pupille par le decez de ſon feu pere, comme plus proche ou par teſtament, deſquels n'eſt permis aux tuteurs diſpoſer à leur volonté au dommage des pupilles, ny vſer d'aucunes diſtractions & alienations ſans permiſſion de decret de Iuſtice, de meubles precieux, ne immeubles en general à leur volonté ores le teſtateur l'euſt ordonné: & non ſeulement la vente des meubles eſt à la diſpoſition du Iuge: mais auſſi la dation de tutelle, ſans aucune diſtinction ne difference de parentés & alliances du deffunct & proximités, ne des eſtrangers & teſtamentaires, enſemble l'education des pupilles pour euiter leur perte ou deſauancement, eſtant aduenu que vn pupille auroit eſté empriſonné par ſon tuteur, venant à la ſucceſſion: & par fois pretende les marier à leur deſauantage: qui eſt cauſe que la cour y pourueoit tant que faire ſe peut de perſonnes fidelles, capables & moins ſoupſonneuſes: & a par fois, quoy que rarement, preferé le paraſtre aux proches parentz, à la tutele volontairement acceptee non par contrainte pour le profit & vtilité des pupilles*, May. ch. 49. 50. du 6. liu. de ſes qu. excepté les tuteurs honnoraires, executeurs teſtament, inſpecteurs & ſurintendans ez affaires de l'heredité, choiſis & nommez par le teſtateur.

[21] l. magis

[22]

Hi enim non egent ſatisdatione, inquiſitione, nec Iudicis confirmatione, & authoritate: cùm eorum fides, conſilium & prouidentia à teſtatore appobata ſit, tũ quia nullam ſuſcipiunt adminiſtrationem, ſed tutores duntaxat conſulunt, præſertim ad lites eruendas & ſuſcipiendas: & cauent ne tutorum negligentia, vel temeritate res pupilli peſſum eant, & malè dilabantur: ſi verò teſtamentarios ſponſores creditores haberent, vt quidam autumant ex interpretatione huius conſuetudinis, per eos illis cautum videretur, quod nequaquam fieri poteſt, ne ob id exonerata eſſet paterna hereditas, niſi tales ſponſores eſſent pariter defuncti debitores, qui eis à teſtatore credita, eſſent eiſdem creditoribus ſoluturi: quod ſi negligerẽt, non tamen liberaretur eorum defuncti creditoris hæreditas, donec creditoribus hæreditariis planè ſatisfactum eſſet: *leſquels ne ſont auſſi tenus s'il ne leur plaiſt dreſſer leur action contre les debiteurs de leur debiteur: pour ne leur eſtre ſpecialement & particulierement obligés, ny accepter la ceſſion & tranſport que le teſtateur leur en pourroit auoir faict pour en receuoir payemens de ſes fideiuſſeurs: & quand l'acheptoyent, ſi n'en pouuent eſtre pa-*

yes auroyent touſiours leur recours ſur l'heredité, à la deffence de laquelle & liquidation des debtes les tuteurs datifs ont le ſoing & cure, voire la mere quand elle ſeule adminiſtreront ſans autre confirmation, laquelle ſi conuole en ſecondes nopces doit pourueoir ſes enfans de tuteurs, & leur rendre compte de ce qu'elle a adminiſtré, ſinon tant elle que ſon ſecond mary ſe chargent de la tut. ſans toutesfois reſpondre des debtes hereditaires, que au nõ de l'heredité, ny enuers les pupil. ſans dol, fraude, ny maluerſation, ou faute notable au preiudice des creanciers & pupilles pour les raiſons & autoritez apportees par led. Mayn. ch. 55. du 3. liu. de ſes queſt. & ch. 15. du liu. 4. par la conſtitution imperiale de Euſtinian in l. ſancimus C. de adminiſt. tut. *Le cura. meſme receuant payement des deniers deus à ſon mineur, ou l'autoriſant à la receptiõ d'iceux, le doit faire ordõner par le Iuge parties ouyes: & ſuffit maintenãt que le cura. ez biens en face acquit & deſcharge au payeur au nom que procede, cancelle l'inſtrument & rende l'acquit à ce qu'à l'aduenir le min. ne ſe puiſſe prendre que contre le curat. à la reddition de cõptes: & quand le min. ſeroit ſans curat. lequel n'eſt tenu accepter, s'il veut luy meſme adminiſtrer, & ſe cõporte en bon pere de fam. May. au c. 53. du 3. li. de ſes q. conſeille le debteur preſſé par le moindre au payemẽt de ſon debte cãſigner la ſõme en main aſſeuree par permiſſiõ de Iuſtice pour de là eſtre priſe ou retiree par led. min. deuement pourueu, & authoriſé comme luy ſera permis* ſententia iudicialis ſine omni damno celebrata: *ou pour plus grand aſſeurance* compellere minorem ad petendum curat. quo authore ritè rectèque ſolutio ab eo fieri poſſit. l. ait Prætor. §. 1. ff. de min. *& tel en eſt l'vſage en ce parl. comme remarque led. May. aud. c. 53. du 3. liu. de ſes que.*[23] *ny ne ſe garde en Tholoſe led. formalité de diſcutions non plus contre les moindres, que mai. où on interpoſe les decrets ſans auoir eſgard au deffaut de ceſte formalité, quoy qu'à Paris & autres lieux, & villes de Frãce on obſerue pour les moindres l'ordre des diſcutions ſur les meubles auant ne venir aux immeubles. May. c. 73. du 7. liu. de ſes queſt.*[24] *parce qu'on ne peut faire execution ſur execution: que s'oppoſer à l'execution faicte pour ſon debte, ou de ſaiſir autres biens, quoy que de beaucoup plus grande valeur que ne luy eſt deu. Meſner au tit. des executions, nomb. 5 & peut le creancier en Tholoſe commencer ſa ſaiſie tant contre le moindre que le maieur ſur les debtes de ſon debteur par baptiſment ſans diſcuter les meubles & immeubles. Maſuer au meſme tit. nomb. 32. ſur laquelle*
23 24
on n'eſt apres l'an receu contre vn arreſt de la Cour nomb. 30. du meſme tit.[25] *On donne commencement vn curat. ez cauſes de l'heredité iacente à la requeſte des creanciers, & rarement ez biens, parce que les ſequeſtres en ſont contables, ſinon pour la lieue des debtes de l'heredité, & choſes ſemblables, deſquels le tut. du pupille demeure deſchargé au moyen de la diſtributiõ l. 2. ff. de cur bon. dan. Maſu. au tit. des curat. nomb. 23. & peut eſtre donné curateur à certaines choſes*, l. & ſi. ad ſpecies ff. rem pupil. ſaluam for.[26] *ſi le fils peut demander ſeparation de biens auec le pere qui pert & diſſipe les biens propres de ſondict fils: à plus fort raiſon la peut il demander apres le decez de ſondit pere, qui eſt hors ſa puiſſance, ou empeſcher la confuſion des ſiens auec les paternels: & à ces fins doit auoir vn procureur ez cauſes, ou autre conſtitué par ſes tuteurs pour la deffence & conſeruation de ſes droicts particuliers ſans les cõfondre à la diſtribution,* vt quælibet pars proprio fungatur officio: *ou pour euiter colluſion entre les procureurs. Celuy de l'heredité iacente ſe dõne à la pourſuitte des creantiers, celuy du pupille ſe conſtitue par les tuteurs: l'vn & l'autre eſt obligé faire le deuoir de ſa charge. Celuy qui eſt dõné ez biens du defunct, quoy que volontaire (nul n'y pouuant eſtre contraint) eſt tenu en prendre la charge auec bon & loyal inuentaire, ou drue verification de celuy qu'en a eſté faict par le tuteur: intenter action par laps de temps periſſable deffendre tant que ſaint ſe peut à toutes les demandes faictes en ladicte inſtance de diſtribution, s'il n'y a aucunes ſommes payees, ou demandes reconuentionnelles, & autres exceptions alternatiues, ou peremptoi-*

res.

res des choſes & ſommes demandees, non pour conteſter l'ordre des hypotheques, qu'eſt le ſeul intereſt des creanciers : le tuteur n'ayant que la charge des biens propres du pupille, en laquelle doit prendre garde ne rien attenter mal à propos ſans prendre conſeil, n'y laiſſer arriere les pourſuites neceſſaires, meſmes des debtes periſſables, pour n'eſtre non plus inculpé de ſa negligence que temerité. [27] Les formalitez obſeruees des ventes iudicielles ſont priſes de l'edict [27]
des criees du Roy Henry II. au long expliqué par maiſtre Gilles le Maiſtre, en defaut de l'vne deſquelles le decret peut eſtre debatu de nullité. Et en Tholoſe on ordonne la refaction des inquants, quand y manque l'vne des ſolemnités requiſes en la forme qu'il appartient la main du Roy demeurant garnie, Mayn. ch. 43. & 44. du 6. de ſes queſt. deſquels s'ils ſont en bonne & deue forme on prend atteſtatoire des Aduocats ou Practiciens practiq. deuant le Iuge ordinaire du lieu, où les biens ſaiſis ſont aſſis, Mayn. aud. ch. 44. du 6. liu. de ſesd. queſt. [28] s'il y [28]
a oppoſitiõ que regarde le fons & empeſche la vẽte du tout ou partie, par le moyẽ de laquelle la piece puiſſe eſtre euincee, cõme appartenãt à l'oppoſãt en proprieté: en ce cas ne peut eſtre procedé à la vente iudicielle que l'oppoſition ne ſoit vuidee: attendu meſme qu'apres l'execution du decret, l'oppoſant y ſeroit receu s'il n'eſtoit appellé en cauſe, & ignoroit ladicte vente, ou n'y auoit preſté conſentement ſauf à l'acquereur ſon relief d'indemnité contre l'executé, non contre les creanciers, qui ont receu payement de leur debte des deniers en prouenants, May. ch. 91. du 7. liu. de ſes queſt. [29] s'il n'y a oppoſition que pour creance, on ne reſte pourſuiure les inquants, & [29]
proceder à la vente iudicielle, ſauf que pendant les ſurſeances poſterieures à lad. vente les oppoſants & autres ſont receus en ſurdicte: & ſur la vuidange des oppoſitions à faire foy de leurs debtes pour eſtre dict droict ſur l'allocation, laquelle ne regarde le faict des ſurdictes & licitations, ſinon la diſtribution des deniers que le dernier ſurdiſant eſt tenu remettre auant l'expedition de l'execution du decret, laquelle neantmoins peut eſtre differee & ſurciſe pendant leſd. inſtances pour cauſe iuſte & raiſonnable: & appartiennent les fruicts receus & recueillis par les ſequeſtres auãt la miſe de poſſeſſion au debit, non aux derniers encheriſſeurs, ny aux creanciers, May. ch. 40. du 2. li. de ſes q. qu'eſt cauſe que par fois on ſaiſit le fons & fruicts pendants, qui pars mundi eſſe dicuntur, l. fructus pẽdentes, ff. de rei vend. donec fuerint à ſolo ſeparati. Et de tant que les ventes des immeubles ne ſe deuoyent faire en blot quãd y a pluſieurs maiſons & metairies ou pieces ſeparees. Pap. arreſt 16. du ti. des criees: in ſme quand y a pluſieurs achept. chaſcũ affectãt ce que luy eſt plus propre, voiſin. & cõmode, vt in l. ſi cu fũdus ff. de l. 2. & tel a moyẽ acheter vne partie qui n'a argẽt pour acheter le tout, ainſi iugé par arreſt du Parl. de Paris 1588. & au cõtraire quãd c'eſt vne piece qui ne vaudroit plus à ſeparer le fons la faut vẽdre entiere ſuiuãt l'arreſt des grands iours de Moul. du 25. Octo. 1540. la Cour du Parl. de Thol. ordõne cõmunement la vente des biens ſaiſis mis en criees & diſtributiõ iãt en blot qu'en parcelles pour apres choiſir le plus vtile, aduãtag. & profitable, May. c. 80. du 7. li. de ſes q. d'où s'enſuit qu'il y peut auoir pluſieurs ventes & conſign. que ſont autant de decrets pour chaſcunes, eſquelles n'eſt beſoin proceder ſeparement ſinon aux criees, leſquelles ſe peuuẽt encore faire à meſme temps, par vn ſeul ſergẽt, quãd les pieces ſont à meſme parroiſſe, où toutesfois on doit aduiſer que la queuë ne mãge la teſte, & les frais ne conſomẽt le principal, ou du moins ne ſoyent cauſe que pluſieurs creanciers demeurent à payer: [30] dont la Cour de Parl de Tholoſe en [30]
decrets ſimples a de couſtume ſans oppoſition adiuger les biens ſaiſis auec deſpens de l'inſtance, ſaiſie ez criees, leſquels les adiudicatures ne ſont taxer pour les faire payer, ſinon pour faire apparoir de la taxe en cas de recouurement pour en eſtre rembourſés ſur l'indemnité des loyaux couſts, May. ch. 45. nomb. 3. & 4. du 6. liu. de ſes queſt & ſe font les taxes fort petites au reſpect des productiõs, quãd les criees ſont faites, & les heritages adiugez ſur icelles à la charge des frais & miſes deſdictes criees, à ce compris les eſpices & apres diſnees, Mayn. au chap.

meſme,

meſme où il remarque vn arreſt du Parlem. de Tholoſe 1564. donné à la Tournelle confirmatif d'vne ſentence du Seneſchal de Quercy ſiege de Martel, par laquelle autre ſentence auoit eſté confirmee du Iuge ordinaire de Sainct Ceré, ou l'execution apres la ſentence de droict & miſe de poſſeſſion faicte par vn adiudicataire pour les deſpens du decret taxé ſur autres biens de l'executé fuſt caſſee auec deſpens, dommages & intereſts. C'eſt autre choſe des deſpens expoſez par les creanciers à l'inſtance de diſtribution & appoſitiõs qui ſont les premiers allouez: & deſpens taxés ſur la liquidation de leurs debtes, leſquels ne ſuiuent l'ordre des hypotheques de debtes principaux, ſinon des condemnations: ny ne ſont allouez dans Tholoſe qu'apres les creantiers precedans en hypotheque à leur adiudication. L'ordre des arrerages ſe compte par annees, Mayn. ch. 76. du 8. liu. de ſes queſt. ou ſelon Caron. ch. 181. du 7. liu. de ſes reſp. puis le iour de la condamnation d'où procede l'hypotheque, quand ce ſeroyent droicts ſeigneuriaux, faiſant difference du priuilege à l'hypotheque: & peut le fils heritier du pere auec benefice d'inuentaire ſe ranger à la diſtribution de l'heredité paternelle & faire alloüer en ſon ordre pour choſes à luy deuës par ſondict feu pere, ou pour les debtes des creanciers d'iceluy pere, deſquels il a droict & cauſe, l. quod bonis §. quod auus, ff. ad leg. Falc. *ledict Carondas au meſme chap. Ce que n'auroit lieu ſans ledict benefice, qui ſeul empeſche la confuſion des biens patern. ls auec les pupillaires, au moyen de laquelle le pupille faiſant acte d'heritier abſolu ſe*
32 *rend payeur de toutes les debtes paternelles, comme ſiens* [31] *& ſe doiuent appoſer aux criees ceux qui pretendent droict non ſeulement pour le preſent, mais auſſi pour pour l'aduenir, Maynard chapitre 89. du deuxieſme liure de ſes queſt.* [32] nam cùm hæreditas vniuerſitatem quandam bonorum ſignificet, tam res incorporales, quàm corporales continet. Africanus & Vlpianus vtraque l. bonorum, ff. de verb. & rerum ſignificat. & quod euincitur in bonis hæreditariis eſſe non creditur, quod euincitur ff. de regu. iur. nec æs alienum. *dequoy le teſtateur n'a peu diſpoſer ſinon de ce que reſte les debtes payées: eſquels les ſucceſſeurs ne peuuent auoir plus de droict, que*
32 *leurs autheurs.* [33] Súntque legata ab hærede præſtanda: quod ſi corruat, corruent omnia in teſtamento relicta, niſi ad pias cauſas: & fauore liberorum, l. hac conſultiſ. §. ex imperfecto, C. de teſtam.

VENTES, ET ACHAPTS,

COVSTVME VIII.

Eſt permis à chacun vendre ſans meſure certaine, comme bon luy ſemble, ſinon aux vendeurs ordinaires, que vendent à poids leſquels doit auoir certain comme quintal, demi quintal, quarteron, demy quarteron, quart, demy quart, once, demy once, vchau demy vchau ou dragme, & demy dragme: ainſi des autres puis le plus grand iuſques au plus petit.

CHAPITRE VIII.

CE n'eſt de l'aage d'or,[1] ny du droict de nature, [2] qu'on a l'vſage des poids & meſures, ains du droit des gẽs, [3] inuentees, enſẽble l'art d'edifier par le premier né & ſon Enoc, qu'il auoit engendré en Nayda vers Eden ez parties orientales, où le pere s'eſtoit refugié, [4] neantmoins approuuees, receuës & exercees en toutes les parties de l'vniuers pour l'vtilité qu'apportẽt au cõmerce inſtitué pour l'ayde, & cõſeruatiõ de la ſocieté humaine, en la cõmutatiõ des marchãdiſes, aux vns ſurabõdãtes, autres neceſſaires, [5] & les terres que ſouloint eſtre cõmunes ont eſté diuiſees, nõbr. meſurees, bornees, limit. & poſſedees en proprieté, [6] laquelle eſt auſſi approuuee de Dieu tant par la loy de nature, [7] que Moſayque: [8] par leſquelles n'eſt permis prendre ny rauir le biẽs d'autruy, ny tant ſeulement les deſirer: & encore par la loy de Grace [9] conioincte à la charité chreſtienne recõmandee aux proprietaires enuers les pauures indigens à l'edification de la tour de Babel, Dieu confondit les langues, pour ſeparer & diſperſer en diuers pays les familles aſſemblees, à ce qu'elles euſſent à peupler & remplir la face de la terre.[11] Ioſué partagea la terre de promiſſion entre les peuples deſcendans des enfans d'Iſraël. [12] *Statera iuſta, Ephi iuſtum, & Ebatus iuſtus erit in vobis,* [13] ou bien, *ſtatera iuſta* [14] *& æqua ſint pondera,* [15] *iuſtus modius, æquus ſextarius,* comme eſt dit au Leuitique [16] *& rurſus vidi virum cuius erat ſpecies quaſi ſpecies æris & funiculus lineus in manu eius, nempe ſex cubitorũ & pal-*

mo.[17] l'aune de Paris,à laquelle on a voulu reduire toutes les meſures de France contient trois pieds & demy de Roy,vn poulce, quatre lignes, les pieds douze poulces, & reuient à cinq palms deux tiers de noſtre meſure: [18] la canne de Tholoſe contient huict palms, [19] qu'eſt le nõbre octonaire,duquel sõt cõpoſez nos poids& meſures creuſes de grains,poudres & ſubſtãces arides & liquides: [20] & cõtiẽt la pipe quinze octonaires de pegaz,le pegat huict vehaux qu'eſt la plus petite meſure du vin,non des autres liqueurs, partie deſquelles ſe diuiſent en huict, ou en onces, prenans le vehau pour vne liure:le quintal conſiſte en treize octonaires de liures à poids de marc, les deux peſans la liure, le marc huicts onces,l'once huict gros, que nous appellons vehau,qu'eſt le poids commun & ordinaire de toute la Frãce: quoy que les meſures y ſoyent differẽtes & locales: [21] & y a marchands que tiennẽt poids de table,qu'eſt la liure Romaine de onces,& poids de marc, qu'eſt la liure Frãçoiſe de 16.onces,choſe pernicieuſe. *Vnde pondus & põdus,mẽſura & mẽſura abominabile eſt apud Deũ.* [22] Ni n'eſt permis à meſmeville tenir poids & meſures differẽtes de meſmes choſes pour fraũder les acheteurs,qui les ignoriẽt & n'ẽ ſçauẽt la diuerſité, [23] ſans toucher la liure de la chair de veau,bœuf & mouton que ſe vendez boucheries peſant trois liures fr.ãçoiſes,ou 4 romaines:ny aux Apotiquaires, eſquels eſt tant ſeulement permis tenir poids de tables pour les medicaments:les orpheures,ny les chargeurs ne doiuent non plus tenir diuerſité de marcs,ny autre poids que ceux des ordonnances, à peine de faux, & autres portees par icelles: [24] en tout le ſurplus n'y peut auoir que d'vne ſorte de poids & meſure legale & accouſtumee, ſans aucune difference pour la vente & achept des danrees & marchandiſes,non plus en gros qu'en menu,veu meſme que la couſtume qui aſtraint les marchands & autres qui vendent à deſtail tenir toute ſorte de poids,puis le plus grãd iuſques au plus petit:le meſme des meſures, [25] ne peut eſtre entendue que du poids vſité & accouſtumé en Tholoſe qu'eſt la liure Françoiſe de ſeize once, [26] ny n'eſt permis tenir poids ny meſures pour vẽdre ny achepter que ne ſoient adiouſtees & eſtalonees par les affineurs ordinaires & marquees de la marque de la ville,ſuiuant les ord.Royaux:tymõs & balances que ne ſoyent auſſi iuſtes à fleaux & clou carré,nõ à fleaux allans & venans: [27] *vnde illud, Nolite facere iniquum aliquid in iudicio,in pondere,numero, & menſura*: [28] *denique nunquid iuſtificabo ſtateram impiam & ſacculi pondera doloſa*: [29] & ſont punitſables de peine corporelle ceux qui tiennẽt poids ou meſures defectueuſes, gaſtees & corrõpues apres auoir eſté eſtalonnees & marquees,ny autrement: [30] ny n'eſt permis aux hoſtes & autres tenir poids & meſures de diuerſes choſes qu'on vend à poids comme grains

blé, vins, huile & choses semblables, [31] sinon que la vente se face en blot & à l'œil, sans rien peser, ny mesurer : auquel cas le vendeur n'est tenu du deffaut du poids, ny de l'a mesure, si ne l'a conuenue & acordee lors de la vente faicte par nombre, poids ou mesure, laquelle le vendeur est tenu parfaire & accomplir, quoy que la marchandise ne se pese, ny mesure lors de la conuention, l'achepteur s'estant fié à sa parolle, [33] lequel toutesfois auãt la reçeuoir la doit verifier, cõpter, peser, ou mesurer, & gouster ou essayer si se peut cõmodemẽt faire, [34] non que soit permis tenir poids & mesures courtes, ny aduãtageuses, moins les deux ensẽble, pour auec l'auãtageuse deceuoir les vẽdeurs en acheptant, & auec la courte les achepteurs, [35] sinon vn poids & mesure, & la balãce iuste & droicturiere pour euiter toute fraude & deception. [36]

NOTAE.

1 DE quo Firmianus lib. 8. de Iustitia, c. 3 quo nec signare quidem, aut partiri limite campum fas erat. [2] de qua Isidorus lib. 5. Ætimol. can. 2. dis. 1. vbi lex diuina natura humana legibus cõstat, & fas lex diuina, ius humana dicitur: & ideo transire per agrum alienum fas est, ius non est. Fas quidẽ & æquum, si subest causa & trãsitus innoxius can. fin. 23. q. 2. licitum, nisi Domino prohibẽte, & inpropriè dicitur alienum. Quia iure naturæ communis erat omnium possessio, can. ius naturale ead. dis. 1. & omnia sunt omnibus cõmunia, can. 1. dis. 8. eo iure naturę, quod in lege & in Euangelio consistit, de quo in can. 1. dis. 1. & d. can. 1. dis. 8. vt de ciuit. illa Platon. iustissimè ordinata traditur, in qua quisque proprios nescit affectus, ibi. & in can. 2. 12. q. 1. pauperes enim, & diuites vna terra supportat, can. quo iure d. dist. 8. [3] quo discretæ sunt gentes, regna condita, dominia distincta agris termini positi, ædificia collata, commercium, emptiones, venditiones, locationes, conductiones, societates depositum mutuum, cæterique contractus præter quatuor, qui sunt iuris ciuilis §. ius autẽ gẽtium de iure naturæ gent. & ciuiliũ inst. l. ex hoc iure gẽtiũ, & ibi gl. in verb. quibusdã §. de ius & iure: & ita iure humano dicitur hæc villa, hæc domus mea est, can. 1. dis. 8. & iure consuetudinis, vel cõstitutionis hoc meum est, illud tuum est. ibid. [4] Cain cum vxore ad Orientalem plagã Edẽ profugus Nayda sedẽ condidit ibidemq; liberũ procreauit Enoch, cuius nomine ciuitatẽ ædificauit, simplicémque viuẽdi rationẽ excogitatis ponderib. & mensuris immutauit. Primus agrorũ terminos fixit, vrbẽque extructã & communitã coactis in vnũ domesticis & clientibus inhabitãdã tradidit, quæ in Libano quondam fuisse dicitur. Cũ eodẽ filio excogitauit artẽ ædificandarũ ędiũ, ponderũ itẽ, & mẽsurarũ vsũ inuenit & instituit Ioseph. li. 1. Anti. c. 3. Genebr. Chronolog. 1. cuius parẽs & genitor protoplast. cõstãti habetur sententia circiter ann. 62. mũdi conditi artes maremat. duabus columnis insculpisse, Zach. 13. Genebr. in d. Chronol. quę deinde impressæ feruntur duabus gẽ. ib. columnis marmoreæ & lateritię ante diluuiũ à Cœti posteris ex Iosepho libro primo Antiquit. cap. 4. vnde Mathesis ab Adamo sumpta Architectum etiam ponderum & mensurarũ vsus à Caino eius primogenito censetur inuentus. [5] licèt dispares quantitate & numero vndique pondera & mensuræ consistant & diuersis nominibus appellentur & in ponderibus assem: in mensuris geometricis pedem aut palmum, in aridorum vel humentium

mentatis eſſe apud Romanos ſextarium principium quoddam, ad quod cæteræ maiores referuntur, docet Alciatus de ponderibus & menſuris libellis vbi varia enumerantur ponderum & menſuratum genera: tum etiam ex Galeno Pergameno de ponderibus & menſuris Cleopatr.li.de mund. Vitruuio, Philandro in fine Vitruuij, Heſichio Georgio Agricola de pondere & mẽſura Voluſio mœris in li de diſtributione, vbi plura de ponderibus Arabicis Aegyptijs, Hebraicis, Græcis & Latinis, ſeu Roman. quorum libra ſimilis eſt Atticę [6] ex hoc iure ff. de iuſtit. & iur. [7] ſunt enim ſeptem præcepta, quæ Hebræi partim filiorum Noë, partim præcepta naturæ appellantur quæ ne obligare etiam Gentiles ſcribunt: quorum non rapere: quæ paſſim Hebræi, vt Rabi Salomo in 2. c. Hieremiæ Seder Olam in cap. 5. in medium proſ here [8] Exodi 20. Deuth. 5. [9] Matth. 5. ad Romanos 7. & 13. [10] *Il n'eſt permis rauir le bien d'autruy, & luy faire ce que ne voudrions nous eſtre fait, ſi eſtions en ſon lieu*, ipſo iure naturæ, quod in lege & Euangelio conſiſtit, can. 1. diſt. *ny mettre la main à l'œuure & ſubſtance d'autruy que prouient de ſon trauail & induſtrie*, niſi in fide & charitate eſurienti largiri eleemoſinam, quæ cauſa, loco, & tempore commendatur hoc verſu.

Viſito, poto, cibo, redimo, tego, colligo, condo.

Exo. 22. 23. Leuitici 19. 23. 25. Deuth. 15. 24. 3. Regum 7. 2. Eſdræ 8. Eſter 9. Proueib. 3. 11. 14. 18. 21. 28. 3. Iſaiæ 58. Ezechiel 16. 18. Daniel 4. 1. Eccleſiaſti. 4. 7. 12. 14. 22. 35. Tobiæ 4. 12. 14. Matthei 6. 10. 25. Lucæ 3. 6. 11. 12. 14. 16. 19. 21. Act. 9. 10. 11. 20. ad Romanos 17. Ad Hebræos 13. inter opera quidem miſericordiæ, quæ largienda ſit iuſto magis quàm nutrio can. non ſatis 86. diſt. de quibus 2. Paralipom. c. 28. Pſalmo 111. vbi miſericors & miſereatur Dominus eſcam dedit timentibus ſe: & qui miſeretetur pauperis, honorat factorem eius, & beatus erit Proueib. 14 & ſic homo indigens miſericors eſt, Proueib. 19. nunc autem manent fides, ſpes, charitas, ſed harum maior eſt charitas primæ ad Corinthios capite decimotertio. Super omnia charitatem habere eſt vinculum perfectionis ad Coloſſenſes 3. & finis præcepti eſt charitas de corde puri conſcientia bona, & fide non fictæ, 1. ad Timotheum 5. nam & Deus charitas eſt: & qui manet in charitate manet in Deo, & Deus in eo eſt, 1. Ioannis 4. [11] Abraham, Nacor & Aram circiter annum ætatis eorum 48. Thare parente de Vr Caldeorum oriundis anno diluuij 339. vltimo vitæ Pharæ, Noe 929. Sem 43. Arphaxad penultimo. Sale 329. Heber 298 Tharæ 128. mundi conditi 1997. Cùm Deus humani generis propagandi gratia deducendarum coloniarum mandatum dediſſet hominibus, adeò cladis præterea pauidis exceltiora loca petentibus, vt iterum à Deo moniti, cùm primùm omnes ab Oriente in planitiem deſcenderint ab Armenia & Meſopotamia in terram Senaar, modò Caldæam vocatam: quibus locis vnà cum Siria generis humani primordia fuere, ibique ante diluuium homines incoluere. Ita hæ ipſæ primum regiones poſt illud habitatæ fuêre, & ſapientiam à maioribus acceptam hactenus coluêre, inuento itaque campo in terra Senaar de qua Iſaiæ 11. Quæ vniuerſi vnius labij & eiuſdem ſermonis condonati præter Hebrum eiu que familiam, Nembrotæ duæ, Cam Zoroaſtris nepote, quem nonnulli Bethum putamus, eo quod apud Syros, Hebræos & reliquos Bel dominium ſonet. Tum quod apud eos fuerit,

deorum

deorum ſupremus, vt apud occiduos Iuppiter conciliúmque inierunt, priuſquam diuiderentur turris miræ altitudinis ædificandæ, ne poſthac poſſent vllo diluuio perire, eo à Nembrote tyrannidem affectante allecti, teſte Iſidoro libro primo ſenten. malè de Deo ſentiente, Ioſeph. libro primo Antiquit. cap. 5. Vnde Poëtæ Gygantomachiam decantarunt. Inter quorum principes Ouid. Metam. Iapetam nomina uit. At que tandem conſilio peſſimo adepus peruenêre Suidas in voce Hebræi, in quod Deus diſſidium immiſit linguis variatis, adeò vt ob ſermonis diuerſitatem mutuò ſe non intelligerent, Geneſ. 11. Ioſeph. libr. 1. Antiq. cap 5. Obid Mœtopes dicti apud Suidam, vnde turris, Babel dicta à confuſione linguarum, ſola Hebræa intacta permanente ab Hebel conſeruata, quam Abrahæ ataui exemplo, cum tota eius familia integram retinuit, teſte Coſras Ethnicorum, qui diluuij turriſque meminêre, quorum ſit ſermo apud Euſebium libr. 9. de præcept. cap. 4. & Herodotum. Loci verò qui Senaar in Babylonia nominatur meminit Hoſtienſ. Vnde Hebræi 72. linguas tantum ortas conſtituunt, eo quòd apud Moſem non plura ſtirpium capita & principes notentur, cap. Iaphet 15. Cain 30. Sem 27. tum quia plures præferri non poſſunt cæterarum innumerarũ matrices, quarum numero ne comprehenduntur ſingularium dialecti. Totidémque ad minus tunc fuêre diſcretæ gentes vndique terrarum diſperſæ, ex quibus cæteræ ortæ ſunt, atque idiomata, quæ modò ad amiſſim enumerare & enarrare, non minus arduum, quam difficile: imò impoſſibile eſſet, cùm adhuc multæ ſint nobis & à cõſmographis, & hydrographis incognitæ, nec non earum paſſim 1000 à Genebraldo conſtituuntur libr. 1. ſuæ Chronologiæ, [12] Ioſue 17. 18. 19. 20. 21. 22. [13] Ezechiel 45. Bathus eſt menſura liquidorum, tum etiam Ephi apud Hebræos tres modios continens, C. quilibet modius Romanus ſexdecim ſextarios, ſextarius 24. vncias, nempe duas libras Romanas ex Alciato de ponderibus & menſuris, nempe ſeſqui libram Gallicam, [14] de qua Philander in libr. 10. Vitruu. cap 8. de Architectura cum ſuis figuris. *Et doibuent eſtre les balances iuſtes, à fleaux & cloux carrez, Henry II 1557. Charles IX. 1561.* ſic ſtatera iudicij æquitas, cap. 1. de re iudic. in 6. [15] Non diuerſa & inæqualia in vna eadémque ciuitate. *Ains doibuent eſtre affinez, aditez eſtalonez & marquez de la marque publicque accouſtumée. Charles IX. 1563. art. 9.* [16] Ibidem. Nolite facere iniquum aliquid iudicio, in regula, pondere & menſura. [17] Ezechielis 45. [18] *François I. 1540. art. 1. Henry II. 1557. au mois d'Octobre à Sainct Germain en Laye, Charles IX. du 29. Ianuier 1561. A Lyon 1564. Henry III. 1575. à Paris 14. Iuin declaration faicte à Paris le 20. Iuillet 1543. leue, publiée & regiſtrée au Chaſtelet le Iudy 13. May 1540.* [19] Eſt enim calamus apud nos canna vulgò nuncupata, ſicut vlna Pariſiorum menſura recta 8. palmorum longitudinis ad menſurandos pannos tapetia, ſtramenta, lintea, funes, faſcæ, trabes, poſtes, lapides, veſtes, ædificia, platea, omniáque protenſa longa, lata, quadrangularia, alta, profunda, plana, ſolida, quæve rectam patiuntur dimenſionem: orbicularis Tholoſæ eſt ferre diametro continens 4 palmos & min. $\frac{1}{6}$ à puncto ad circumferentiam 2. palm. min. $\frac{1}{12}$ & in axi 2. palmi & dimidium, & circulus ferreus diametraliter 4. palmos ſeſquioctocircumferentiæ. *L'arpent quarré eſt auſſi de 24. perches ſuſdictes octonaires de chaſque quarre de 14 palmes, la perche en rond 56. cannes de diametre, que ſont 7. octonaires cy 168. de circonferance à la proportion geometrique que ſont 21. octonaires de cannes pour y ſemer vn ſextier & autres, & tout autre ſorte d'arpentage eſt affond*

à peine de 5. marcs d'argent par deliberation du conſeil tenu au conſiſtoire de l'Hoſtel de ville de Toloſe le 12 Decembre 1526. Et a eſté renuoyé aux Capitouls la verification de l'arpentage des terres de Monſieur de Topignon Conſeiller en la Cour par luy debatu contre le Syndic de la ville par Arreſt du dernier Mars 1604. ad menſuranda intus ligna per circuitum ad comburandum parata ſicut quadrangularis aut menſalis, quæ 8. aut nouem palmorum in longum prætenditur, quatuor vel 5. in altum, quæ res cum media circiter continet menſuras orbiculares, *qui ſont les buchers qu'on dreſſe lors de la couppe des bois pour ſçauoir la quantité ſur le lieu non au port, comme à Paris ou ſe faict aux ports la voye ou meſure quarrée du gros bois à bruſler, & y ſont les mouleurs de bois en*
20 *office formez.* [20] Eſtque perfectus numerus vnitate binatio & quaternatio numero duplicatus, vel binario quadruplicatus, *du meſme nombre ſe faict le quarré geometrique & l'extraction de la racine quarrée, & ſur icelle de la cubique, d'où ſe forme le cercle à la rondeur de trois diametres, ou ſix moitiés meſurées du poinct du milieu à la circonferance, dont les trois moitiés diuiſées en deux font la dimenſion de la figure quarrée diuiſée auec la reigle & le compas & le carré ſolide faict huict angles, autant de lignes & ſix palms La cane Toloſaine eſt la reigle octonaire, de laquelle on meſure le long, le large, le plain & le ſolide, le haut & le profond: laiſſant à Vitruue, Philandre & autres grands Architectes les proportions & dimenſions de l'Architecture, & diuerſité des meſures en icelle requiſes, pour employer nos materiaux, comme bricque de terre cuitte & la pierre, quoy que tranſportée, d'icelle furent edifiées les colones ſus mentionnez par les enfans de Seth auant le deluge, enſemble le ſapin, auſſi tranſporté la chaux & le ciment, dont les grands & ſuperbes edifices ne paroiſſent s'ilz ne ſont auſſi elaborez & enrichis de quelque belle ſculpture, de laquelle Tubalcain eſt inuenteur,* Philo Iudæus lib. 1. Antiq. *Noeme de la fileure, du lanifice & tiſſure en drapperie, qu'eſt auſſi de la poſterité de Cain, Genebr. au liu. 1. de la Chronologie*: quaternis quidem vel octonis vocibus fit conſentus. Sed tribus conſtat harmonia in diapente, & diceteſſaron: nec eſt vnitas numerus, ſed principium numeri ex Cypriano tract. 3. de ſimpl. prælat. & incipit à binario Macrobius in ſomnium Scipionis. Firmianus lib. de opificio Dei, cap. 8. C. vbi numerus ff. de teſtib. ternarius perfectus dicitur ex Ariſtotele 1. de cœlo, cap. 1. Auſonius in Gripho, ſúntque duæ ſpecies menſurarum vna protenſionis, quæ recta & regulata dicitur: altera capacitatis, de quibus Alciatus. Galenus, & Cleopatra, quæ magis medicorum quàm Iuriſperitorum peritiæ cenſentur, vt his verbis fatetur Alciatus in fin. libell. de ponderibus & menſuris, ad Galenum me conuertat Græco-
21 rum medicorum celeberrimum. [21] Pondus, inquit, grauitate menſor diiudicat, menſuram vaſculi concauitate ſiue arida, ſiue humens ſit qualitas, quantitas & eſſe earum quarum dimetimur triplicem rerum differentiam, vnam ponderis alteram ſiccæ ſubſtantiæ, quæ in cumulum queat aggregari: tertiã humidæ: plurima eſſe variáque ponderum & menſurarum genera diuerſis regionibus, quę moribus etiam differunt: ab eóque ſermonem habeti eorum quę maximè in communi omnium vſu ſunt: ſicque vt plurimum ſupputatio liquidorum ex menſura vini, oleo grauioris, melle leuioris, cuius ex Galeno ceramium dicitur amphora Italica, quę vini libras 80. continet. Cus ſeu congius vini 10. mellis 13. & 8. olei Xeites, qui ſextarius dicitur, vini vncias 20. olei 18. mellis 27. Cotila vel hemina vini 10. Quę quidem menſurę & alię aliunde quęſitę ab alijs maximè differunt. *Dont la noſtre plus petite de vin eſt la huire que faict l'vchaut inſtement m. ſacé, de la multiplication duquel ſe font toutes les autres meſures. L'huyle ſe vend à poix en gros &*

en

en menu par meſures remplies verſans par deſſus, deſquelles la plus grande eſt la liure, la plus petite, le demy quart, qu'eſt la huictiéme de la liure, & les autres liqueurs ſe vendent à poids en menu, Aridorum eaſdem fetè menſurarum ſpecies ſcribit Alciatus tanto minus continentes liquidis, quanto arenta leuiora exiſtunt. Adeò vt vaſculum, quod ſextarium tritici capit, ſexdecim & continet vncias, vini vel aquæ fetè 20. continebit, eóque quinta parte leuius, triticum vino exiſtit. *Où ſemble ſe rapporter le demy ſeſtier de vin meſure de Paris, dont la denomination s'eſt eſtendue en la plus part de la France au ſeſtier de blé & autres grains & legumages, quoy que les meſures en ſoyent differantes, neantmoins aſſinées & adiuſtées aux eſtallons, & marquée des marques publiques des lieux.* Colligat vnuſquiſque quantum ſufficit ad veſcendum. Gomor per ſingula capita, quæ eſt Ephi pars decima iuxta numerum animarum veſtrarum, quæ habitant in tabernaculo Geneſ. 16. *Qu'eſtoit le vaze, ou conſin, dans lequel chaſcun recenoit iuſtement ſa portion de la manne, que tomboit au deſert, où les enfants d'Iſrael auoyent dreſſés leurs tabernacles à ſuffiſance pour la iournée: le ſurplus venant à ſe corrompre, s'ils en prenoyent d'aduantage: pouuant dire methoriquement auec le Poëte Thebain,*

Mollia frumenti, ſi tua trieurit area centum
Non tuus huic venter capiet pluſquam meus.

Menſurantur quidem & ponderantur arida, de quibus etiam nonnulla Galenus, verùm etiam liquida menſurantur oriſa, oleum & triticum, & ponderantur. Ord. Caroli VIII. 1439. articul. 7. 28. Imò carbones & ligna Tholoſæ menſurantur, quæ ponderantur Agatopoli, licèt eiuſdem prouinciæ. *Et ores les meſures du vin qu'on vend à pots ſoyent iuſtes & aſſinées. Ceux qui vendent le vin en gros en Tholoſe ne ſont tenus parfaire la quantité du vin à vne pippe ou barique de la meſure de la ville, pourueu que ſoit plaine n'y ayant iaugeurs en icelle pour les adiuſter, comme à Paris, & ſuffit que l'achepteur, ou autre de ſon mandement les ayt veues & gouſté, ou faict gouſter le vin auant qu'arreſter le marché, & le deſplacer. Et lors que l'a receu, & s'en eſt tenu comptant, à la charge auſſi de remplir le vaiſſeau d'auſſi bon vin ou meilleur que le vin vendu, ſi faict n'a eſté lors du deſplacement.* Nam & ſi certum ſit cùm quid, quale, quantumque ſit appareat, l. certum, ff. ſi certum pet. Non tamen menſuratę, nec menſurandę quantitatis quęſtio emergit: cùm dolia empta ſint vino referta, aut vinũ dolus incluſum, Quid enim apparet & quale cùm Rapiſtanũ, Galliacum, muſcatum Frontiniani: & quia ſunt eiuſmodi dolia ſtigmatibus locorum inſignita. *Toutes-fois ne ſe void en Tholoſe aucun differant de la iauge, non plus des vins de marque que du pays, dont les vaiſſeaux ne ſont iaugez ni marqués, leſquels chacun des habitans qui a vin de ſon creu peut vendre dans les meſures pipes & bariques courtes & aduantageuſes, eſquelles l'a emmaiſſelé ſans eſtre tenu en bailler d'aduantage, que la contenance d'icelles: & ſi porte commandement vin à vendre aux foires & marchés de diuers lieux en vaiſſelle de diuerſe iauge & contenance, laquelle n'eſtant plaine le vendeur eſt tenu remplir de vin pareil ou meilleur.* Mina denique Attica & Ægyptia vncias habet 16. Mina Romana 20. libr. 12. ex Galeno de ponderibus & menſ. libello. Hemius totidem quot libra Romana, quę eſt continentis menſurę genus, libra pariter Attica, Vncia 8. dragmis, ſeu Alcis ex Galeno pẽditur: dicitúrque dragma Achadenarius noſtro Idiomate *zehau*, vnde D. facmam octauam partem libręcontinet, quę eſt in communi vſu, & apud nos ſexdecim vnciarum, licet Ptolomaica decimo octauo vncias contineat:

vnde

Chinaica eſt 22.vnciarum. *Duarr. en ſon hiſtoire de l'Inde Orientale chap.17.liu.14.en ſa 2.partie.* Vnde libra Tholoſana affinis eſt libræ Atticæ. Cauendum tamen eſt in longinquas regiones peragrantibus & nauigantibus, ne ponderum varietate decepti minus pendatur. Vncia enim Athenienſis 7.dragmas continet, nec certa ratio dari poteſt exterorum ponderum, niſi cum noſtris facta reductione, quib. tantùm inhærendum cenſeo, & à minoribus inchoandum, vt per octupla ad maius vſque accedamus. Dragma itaque denarius *ou vehau* minus eſſe dicitur, licèt minimas patiatur particulas, qui octuplatus vnciã efficit, duplatus didragma, octuplatum didragma libram quę terdecim octuplata quintale dicitur pondus vnicum quod binario, & quaternario numero iterum diuiditur. *La huictéme faiſant le demy quarteron: dont tous les poids doibuent eſtre adiuſtez aux eſtalons de la ville, & marqués de la marque d'icelle ſuiuant leſdictes ordonnances. La liure de 16.onces eſt auſſi vniuerſelle par toute la France, & ſe peut diuiſer en deux marcs, le marc en 8.onces, l'once en huict dragmes, deniers ou vehaus.* Oicha denique ſeu dragma habet ſiliquas 18. quæ à Galeno aëratis vocantur, vel ſcrupulos tres, ſcrupulus obolos duos, tum apud Galenum quàm Cleopatram ceratis tria ceratium granula 4. nempe calchos ſeu areolos duos aut duas tertij partes, in obolo ſunt 8. colchi ex eodem Galeno, cæteris prætermiſſis propter ponderum varietatem. *Et faut la dragme ou vehau 3.deniers, le denier vingt quatre grains,* quæ ſunt apud nos minima pondera, *paſſé leſquelz on vient aux fractions ſans toucher aux termes des arts ſoit des poids & meſures de la medecine, orpheurerie ou de la monnoye, dont le gros conſiſte à la maſſe ou amas du threſor tel que l'or Tholoſain,* quod rude atque infectum à Criſtophoro Roffino in Senatu Burdigalenſi præſide in ſuis commentariis omnium à creato orbe Hiſtoriarum dicitur ſub titulo de Gallo-Græcorum origine & de Francorum origine ex Gellio Poſſidonio & Strabone, *lequel reduict à neuf millions d'or:* cum autem argento talentum quindecim millium appellat. Maius talentum Hebraicum Sicar ſanctuarij vocatum 100. minis libris 250. conſtare dicitur Sicar congregationis, vel talentum vulgare 50. minis 125. libris: Talentum minus Atticum 60. minis. Maius 88. & vncias inſuper quatuor, Alciatus in 3 poſter. lib. C. de metal. de his & aliis plura Georgius Agricola, Philander in fine Vitruuij Architecturæ, Voluſius Mœcianus lib. de diſtributione, Qui etiam de ponderibus Arabicis plura dicunt: *Mereuemẽt pour le fin remede, poids & valeur aux Edicts & Ordonnances Royaux, concernans le faict deſd. dictes monnoyes ſans paſſer plus auant que de l'article 25. de l'Ord. du Roy François 1540. art. 1540. par laquelle eſt enioinct aux changeurs, orpheures & ioyauliers auoir bonnes & iuſtes balances ſans aucun remede ſur le foible, mais ſur le fort, ſçauoir en vn poids de 25 marcs iuſques à vn eſtelin & demy de force, & des marcs en pile en la piece peſée de 8. marcs de reme de d. force iuſques à trois felins, & ainſi du ſurplus, auſquels eſt auſſi enioinct tenir bonne balance & poids de marc iuſtes & eſtalonnez ſur celles de Paris en la Cour des monnoyes, & autres ſur le fort & foible contenu en l'Ord. du Roy Henry II. 1554. art. 21. & du 3. Mars en*
22 *la meſme annee art. 14.* Prouer. 20.[23] *ni n'eſt permis tenir à meſme ville deux poids diffe-*
23 *rants de meſme marchandiſe ni poids eſtranger non plus en Tholoſe qu'en tout le reſte du royaume Ord. du Roy Henry II. 1557. que tant ſeulement auec ſes poids diminuez, contenants deux marcs, l'marc 8.onces, l'once 8.gros dragmes ou vehaus, le gros 3. deniers ou deux eſtelins obole, le denier 24.grains, l'eſtelin deux eboles ou 28. grains, l'obole deux felins & le felin 7. grains auſquelz poids ſe payent & vendent toutes les marchandiſes en la ville & banlieue de Paris: la balance à fleaux & clou quarré non à fleaux allans & venants perfez près la lã-*

gueur

guitte,ni à fleaux tombans:lequel doit eſtre reduict au clou quarré,& deffendu aux balãciers n'en faire autres qu'audit clou quarré,ny n'eſt permis vſer du poids de table qu'à la diſpenſation & diſtribution des ſimples aux compoſitions des medecines,dont les eſtalons ſont à l'hoſtel de ville ſuiuant lad.ord.& du Roy Charles IX.1567.tit. 9.art.14. Henry III. 1577.tit.9. art.13.comme auſſi les marchans ny autres ne peuuent tenir poids & balances,ni en vſer pour vendre ni achepter,quoy que n'en facent meſtier ordinaire:ny les balanciers les expoſer en vẽte que ne ſoyent eſtalonnez & marqués de la marque de la ville, François I. 1532.art.3.1546. du 29.Nou.art.Henry II.1557.art.3. Charles IX.1563.art.8. Le pain ſe peſe auſſi par les boulangers à poids de marc & liure françoiſe,nõ ſuiuant le reiglement de Paris,parce qu'à Tholoſe on le change de poids & de prix,comme le blé ſe vend au marché ſuiuant le dernier eſſay qu'en a eſté faict,[24] *par ord.du Roy Henry II.donnée à Nantes le 14.Iuillet 1551.fut ordonné* 24
qu'és Prouinces, eſquelles la façon de vendre chairs à liure n'auoit eſté introduicte, les chairs de bœuf,veau,mouton & porc ſeroyent par les bouchers,charcutiers & autres reuendeurs vẽdues & debitées à poids de liure de 16.onces la liure à prix raiſonnable : au marge de laquelle eſt remarqué par Guenois au tit.de la conſt.generalle de France en la Conferance vn arreſt du Parl.de Paris, par lequel fut ordonné que la vente de la chair ſe continueroit ſans poids de liure,cõme au parauant l'ord. à prix raiſonnable non exceſſif,ny ne ſe peſe la chair en pluſieurs endroits & villes de France,ny voire à Tholoſe au poids porté par lad.ord.ſinon la chair de pourceau,laquelle ne ſe vend à la boucherie ſinon par les lardiers & reuẽdereſſes:le veau,bœuf & mouton ſe vendans à la boucherie a poids de liure de 48.onces, dont le plus petit qu'eſt demy quart faict 6.onces le quart la liure romaine, & la liure de la chair de laquelle on vſe en ce pays trois liures françoiſes, dont le prix ſe taxe annuellement par les Capitouls la ſemaine peneuſe,ſauf à l'augmenter ou diminuer ſuiuant le prix ordinaire du beſtail que ſe vend aux marchés pour la prouiſion de la ville.[25] In ſtatera impia & ſaccelli pondere doloſo di- 25
uites repleti ſunt iniquitate,Micheę 6.Et lingua eorum fraudulenta in ore eorum, de his Amos 8. & Prou.16. Iudicia Domini pondus & ſtatera ſunt, & opera eius omnes lapides ſęculi:*Ny n'eſt moins odieuſe la ſuppoſition du poids que de la marchãdiſe.* Hiq; tanquã ſacculatij habentur, qui vetitas artes exercentes in ſæculos partem merciũ ſubducunt vetitas ſupponentes bonis mercib.quas oſtendũt ſacculatij & ibi gl.in verb.ſubducunt,ff.de extraord.criminib. *Les acheteurs ſe fians d'eux,& prenans la marchandiſe a leur parolle.* Audite filij qui cõteritis pauperes deficere facitis egenos terræ,dicentes,Quando tranſierit meſſis & venũdabimus merces,& aperiemus frumentum,vt minuamus menſurã, augeamus ciclũ & ſupponamus ſtateras doloſas,vt poſſideamus in argento egenos & pauperes pro calceamentis,& quiſquiliis frumenti vẽdamus,Amos 8. *Et encor nõ contans ſuppoſer ou falſifier le poids, la meſure & la marchandiſe. En y a qui roignent l'or & l'argent monnoyé que leur vient en main,& encor en expoſent ou fabriquẽt de faulſe.dõt les roigneurs,fabricateurs & expoſeurs ſont punissables de mort,*l.Quicũq;& l ſeq.ff.ad l.Cornel.de falſ.l.1.C.de falſ.monet. *Et la maiſon où ſe fait la fabrique cõfiſquée,dequoy ceux qui ne l'ont empeſché le pouuãs faire ſont auſſi punissables,*d.l.1.& l.lex Cornel.ff.ad l.Corn. de falſ.*Si c'eſt monnoye de Roy meritent le feu,*l.fi.C.de falſ.mon.*ni ne doit eſtre la monnoye roignée,raſée,tainte,beordée,ni fauſſifiée,accourcie,ou augmentée,ny alterée, en quelle maniere que ce ſoit,ains remiſe au billõ, ſi n'eſt du coin,aloy,poids & forme portée par l'ord.& Edict du Roy Hẽry IV.du mois de Septẽb.1602.à Monceaux publié au Parl. de Paris le 16.dud. mois à la Chambre des comptes le 19.cours des monnoyes 20.declaration ſur ce faicte par ſad.Majeſté le 27.dud.mois de Septẽb. publiée en lad Cour des monnoyes le 30.Par lequel Edit a eſté faicte la reduction des eſcus ſols de Frãce à 3.liures 5.ſols,des quarts d'eſcus à 16.ſols,des pieces de 5.ſols de poids à 5.ſols 4.den.*

ainſi des autres.[26] Ex tacita ciuiũ cõuẽtione diuturnus cõprobata cõſuetudine,quę
26 pro lege ſcripta habetur,l.ſed ea,ff.de leg.de qua conſtitutione Principis etiã certius eſt ſtatutũ,l. ideo e.de qua ſi tũ etiã quia ſæpe in cõtradictorio iudicio huiuſmodi cõſuet. firmata eſt,l.cũ de cõſuet.ff.e.tit.[27] *ſuſd.ord.d'Henry II.1577.Charl.IX.*
27 *1563.ar.91.1567.tit.9.ar.14.Louys 12 1508.ar.3.Frãçois I.1518.ar.3.1532 ar.3.1546.ar.6.*[28] Leu.
28 19.[29] Micheę 6.[30] Iure quidẽ Romanor.falſas habens menſuras in inſulã relega-
29 tur l.pen.ff.ad l.Corn.de falſ.l.annonã in fi.ff de extraord.crim. l. in Dardanarios,
30 ff.de pœnis,& annonã etiã ſtateræ adulterinę,de quib.D.Adriã.edictũ propoſuit in d.l.annonã.*Et par leſd ord.*[31] *Louys XII.1508.ar.3.*[32] Sicut n.tabernę nomi-
31 ne merces, quæ intus continẽtur cẽſentur vẽditę, & cũ horreo etiã dolia deſoſſa
32 quę nõ ſunt nominatim excepta,C.dolia,ff de cõtrah. empt.Ita ſuo periculo quis emiſſe videtur triticei vel alterius rei aggeriẽ,ſi de quãtitate non fuerit conuentũ: merx n.certa eſt, etſi de incerta quãtitate agatur, quę certa quadã demõſtratione oſtenditur l certũ,ff.ſi cert.pet.quęve ſi optima cõmendationis cauſa per venditorẽ eſſe dicatur,& talis emptori appareat:non ideo venditor ex ea cõmẽdatione obligatur l.ea quę cõmẽdandi,ff.de cõtrah.empt. *où ſe peuuent rapporter les marchãdiſes enballées,enceffrées ou fermées en tonneaux,cõme la poiſſonnerie vẽdue en gros ſoubs la foy & parolle du vendeur ou vin ennaiſſelé,qui ne ſe peſe ni meſure & choſes ſemblables.*[33] *la*
33 *meſme qu.eſt traictée par May.du fons vẽdu par corps,nõb.ou meſure,ch 28 du 4. liu. de ſes*
34 *qu.*[34] Nã etſi certi cõdictio cõperat ex omni cauſa,& ex omni obligatione,ex qua certũ petitur,ſiue ex certo cõtractu petatur,vel incerto,l.certi cõd.ff.ſi cert.pet.nõ tamẽ demõſtratio ſufficit,niſi res demonſtrata eluceſcat,vt in d.l.hęc vend.§.pen. & fi.ff.de cõtrah.empt.auth.ſi quis in aliquo,C.de edend. res n.certa dicitur,cùm quid,quale,quãtũq; ſit cõuenitur,l.certũ,ff de reb cred.vnde ſi ea quę cõmendãdi cauſa dicũtur palàm appareãt, venditorẽ nõ obligent,velut ſi dicat equũ ſpecioſum domũ bene ędificatã,l ea quę ff.de cõtrah. empt. ſi verò dixerit hominẽ literatũ vel artificẽ præſtare debet:nã hoc ipſo pluris vendit, quędã denique pollicitationes venditorẽ non obligãt,ſi ita res in promptu ſit,vt cã emptor non ignorauerit:at ſi quis veſtimẽta interpollata pro nouis emerit,ita præſtare debet emptori quod intereſt,ſi ignorans interpollata emerit,vt Trebatio, Pomponio & Iuliano placuit.his verbis:ſi quidem ignorabat vẽditor ipſius rei nomine teneri,ſi ſciebat etiã damni quod pro eo cõtingit,ac ſi quis auricalcũ pro auro vẽdidit ignorãs,qui aurũ quod vẽdidit præſtare tenetur, nempe actione ex empto quãto minoris eſſet empturus,ſi ſciuiſſet emptor,l,Labeo libris poſteriorũ.ff.de cõtrah.empt.l. Iulia. ff.de act.empt.& actione de dolo teneretur etiã venditor,qui ſciẽter rẽ ipſam vel materiã,qualitatẽ,aut quãtitatẽ ſuppoſuerit,l.ſi d.l.Labeo,ff.de cõtrah empt.& ſi vẽditor obſcurè loquatur cõtra eũ fieri debet interpretatio,l.Labeo ſcribit,ff. de cõtr.emp.l.veter.C.de pact. *Et ſont que la marchãdiſe ſe vende en corps ou en gros cõme le vin en tõneaux qu'õ a deuãt ſoy par cõpte,cõme moutõs,bœufs,cheuaux,mulets,perles,& autres choſes qui ſe vẽdent ſans poids ni meſure, l'achepteur apres les auoir aggreées & retirées n'eſt recenable à domãder la moins value,ſi ne les a priſes à la foy & parolle du vendeur: & par ainſi doit gouſter le vin & verifier la marchãdiſe,ſi le peut cõmodemẽt faire auãt le receuoir pour voir s'il eſt de la qualité,quãtité & bõté entr'eux cõuenue & accordée:& ſi mãque au nõb.au poid. ou à la meſure,& pour n'eſtre,apres l'auoir retirée,accuſé de l'auoir alterée,gaſtée ou corrõpue,la perte & deterioration aduenue eſtant imputée au poſſeſſeur, ou à celuy qui eſt*
35 *en demeure,*l quod te ff.ſi cert.pet.*Carõd.ch 30.du 9.liu.de ſes reſp.*[35] vnde illud põdus & pondus mẽſura & menſura vtrũq; abominabile eſt apud Deũ Prou.20. 36. vſ.

VENTES ET ACHAPTS,

COVSTVME IX.

Vente de fonds ou ſeigneurie dotale faicte par les mariez ou l'vn d'iceux de l'aduis & conſentement de l'autre, eſt ferme & vallable ores les vendeurs n'ayent generallement ny expreſſement renoncé à leur droict, ny promis & iuré l'obſeruation d'icelle, & ne venir au contraire.

CHAPITRE IX.

IL n'y a rien ſoubz le Soleil plus pretieux ny plus indigent & ſouffreteux que l'homme, [1] ſeul entre les animaux conduict de la raiſon, [2] crée à l'image de Dieu, [3] pour le ſeruir & honorer en ceſte vie mortelle, & en l'autre luy rendre loüanges eternelles, [4] que pour remplir la terre d'ames raiſonnables, capables de la beatitude au lict nuptial immaculé & ſanctifié par le Sainct & ſacré lien de mariage, [5] a beſoin de l'ayde des biens temporelz, [6] pour honneſtement paſſer la mer de ce monde auec le debuoir & fidelité conjugalle, & pourueoir aux neceſſités des conioincts & de leur famille, [7] pour le ſupport deſquels l'eſpoux ou autre par elle conſtitue la dot, [8] quoy que ne ſoit de l'eſſence du mariage, qui ſe forme en l'vnion des volontez par la coniunction ſacramentale en l'Egliſe Catholique Apoſtolique & Romaine, [9] & ſe faict commencement la conſtitution és conuentions matrimonialles lors ou auant les fiançailles en fonds ou en deniers, [10] & auant l'vſage des monnoyes ſe ſouloit faire en beſtail, [11] pour la conſeruation de laquelle la femme eſt munie de pluſieurs priuileges, [12] contre leſquels le porte-flambeau de ceſte couſtume ſemble conduire les mariez, les deſpouillant de leurs moyens au precipice des repentis par l'ouuerture des ventres des fonds dotaux que ſont de droict inalienables, [13] dont elle demeure abregée par l'vſage & ob-

ſeruation de la loy Iulie & Anaſtaſiane, laquelle loy Iulie ne permet aux mariez, ny à l'vn d'iceux, quoy que du conſentement de l'autre, vende ne aliener le fonds dotal, [14] s'il n'eſt apprecié ſelon la loy Anaſtaſiane, [15] par laquelle l'eſtimation du fonds à force de vente, & la proprieté en demeure au mary, ſans que la femme le puiſſe retenir ſi l'option ne luy en eſt donnée & accordée par les pactes doraux, [16] ſinon repeter la ſomme dotale, à laquelle le fonds eſt aualué auec l'augment, le cas aduenant [17] agir contre les hoirs du mary deffunct ou tiers poſſeſſeur du fonds alliené, puis le contract de mariage, & proceder par ſaiſie en action hypothequaire non par reuendication ny en la perſonnelle, ſans faire diſcuſſion ſur les autres heritages du deffunct non alienés, tenu, & poſſedés par ſes heritiers ou autres derniers acquereurs, quoy que vendus & allienez par les deux mariez ou l'vn d'iceux de l'aduis & conſentement de l'autre ſans decret ny authorité de iuſtice, meſme quand la femme eſt leſée, forcée & circonuenue, [18] non ſi elle deçoit & y profite, ou du moins n'en reçoit perte ne incommodité, auquel cas elle n'y pourroit eſtre reſtituée qu'en rendant le prix, [19] & ſemblent nos Couſtumes participer ou ſe conformer à l'Anaſtaſiane en l'aualuation du fonds conſtitué en dot pour l'accroiſtre d'vn tiers au profict de la femme en cas de ſuruiuance, ſi n'a eſté aualué ny conſtitué aucun augment ny douaire prefix du fonds dotal non aualué par les conuentions nuptialles: [20] & en ſuitte de la loy Iulie la femme peut r'entrer au fonds dotal par les deux mariez ou l'vn d'iceux alliené, quoy que auec promeſſe & obligation ſolidaire de garentie enuers l'achepteur, & quelles renonciations qu'elle ayt faictes & affermées par ſerment, [21] dont elle eſt releuée par lettres Royaux, ſans autre diſpenſe pour le ſerment, pourueu que ſoyent interinées, & les faicts releuants deuement verifiez, [22] & de tous contracts obligatoires par elle faicts auec ſon mary, eſquels elle n'a profité [23] non en ſes affaires, ny de ſes propres heritages, deſquels elle iouyt & diſpoſe en Tholoſe pays de droict eſcript, ſans l'authorité du mary, tout ainſi que le mary de la dot ſans l'aduis & conſentement de ſa femme, [24] de laquelle le mary a l'vſufruict tout ainſi que la femme de ſes paraphernes, ſi elle ne permet que ſon mary en ayt l'adminiſtration, [25] non que toutes ventes faictes par les mariez, ou l'vn d'iceux puiſſent eſtre debattues de tant que quand le mary vendroit le fonds de la femme, ou partie d'iceluy auec ſpeciale procuration d'elle pour cauſe honneſte & neceſſaire, ou pour conſeruation de ſes autres paraphernes, elle ne pourroit apres venir au contraire, & moins quand elle meſme y ſeroit interuenue, [26] ny ne

peuuent

peuuent les ventes faites par les mariez estre debatues par leurs communs heritiers, [27] sinon celles qui sont preiudiciables à la mere par les heritiers d'elle, si ne confondent son heritage auec le paternel, [28] & celles que pourroyent estre debattues pour lesion enorme de la part du pere par ses enfans & heritiers, comme aussi la femme peut estre releuee de son interceſſion non le mary qui auroit intercedé pour elle, que tant seulement se desdommager sur les paraphernes pour ne conuertir son interceſſion en donnation interdicte entre mariez, ny n'est valable si le conioint donateur ne perseuere en ceste volonté iusques à ses derniers iours ou ne la confirme pour son testament: [30] de mesme elle peut empescher la vente & distraction du fons dotal tout ainsi que repeter la dot quand le mary vient en pauureté, notamment si c'est la derniere piece, n'y ayant autre fons asseuré pour respondre de ladicte dot & augment du fons estimé, ou specialement hypothequé: [31] & sans garder l'ordre des discussions du droict romain se peut prendre, si bon luy semble, sur les debtes actifs & droicts du mary, sans venir aux meubles ne immeubles, [32] non sur les meubles d'iceluy mary apres qu'ils ont changé de main, quoy que soyent en nature, si ne sont specialement obligez pour ladicte constitution, ou ne sont propres à la femme, sur lesquelles elle est aussi priuilegiee contre les creanciers du mary, [33] quoy qu'à Paris, & plusieurs autres villes de France, esquelles la cõmunauté des biens est coustumiere entre mariez, la femme ne puisse tant seulement aliener les siens propres ny contracter sans l'authorité du mary, & ne soit priuilegiee sur les meubles saisis, lesquels viennent en desconfiture & contribution au sol la liure entre elle & lesdicts creanciers: [34] ce qu'estant cy deuant representé changerons de propos pour ne iouër touſiours sur mesme corde.

NOTAE.

1 *Dieu diuin à la creation, plus riche apres la creation, plus pretieux en la redemption, ny plus abiect & indigent par le peché,* [2] ex communi Philosophorum sententia [3] Geneſ. 4. Apocalypſis 3. 4. 5. 7. [5] idque sanctificauit Dominus, & benedixit vt inde repleretur terra Geneſ. 1. 5. & 9. & humani propagandi generis gratia fit vtriusque sexus coniunctio, Tobiæ 6. in fin. & 8. D. Aug. contra aduersar. leg. & proph. in can. Deus 30. q. 1. in Paradiso à Deo institutam Diuus Ambrosius lib. de Patriarch. in can. dixit Sara 32. q. 2. sobolis procreandæ gratia Tobiæ 6. & 8. l. 1 ff. soluto matrim. non libidinis causa magnum que dicitur sacramentum ad Ephesios, in Christo & Ecclesia non inter Iudæos, Barbatos & hæreticos. & 1. ad Corinth. 11. [6] & ob id Deus hominem rerum dominio & posses-

ſione dotauit Geneſ. 1.[7] vt terram ſubriceret & ad cœleſtia cum ſobole inde permearet: nam licèt iure naturæ ſit communis hominibus, & cæteris animantibus maſcul. & fœminæ coniunctio filiorum procreatio & educatio Honoratur tamen matrimonio in homine, & inter orthodoxos ſacramento coniugalis ſocietas, aliáque eſt cura & educatio liberorum quàm pullorum & fœtuum, cæterorumque animalium, quorum inſtinctu naturæ ſolent educari: homo verò artificioſè, non vt tantùm nutriatur & alatur, ſed vt ab infantia optimè eruditur & bonis moribus imbuatur: hinc Abel paſtor ouium iuſtitiâ colens in omnibus actionibus ſuis, Deum præſentem ratus virtuti operam dedit Deo & ſacrificauit edoctus à patre qui prius bouem ſacrificaſſe, & ſignum reconciliationis in Abelis ſacrificio apparuiſſe fertur, dum de cœlo tactum eſt anno ætatis ſuæ 100. à fratre interfectus in agro Damaſceno virgo martyr & ſacerdos primus mortuorũ ex Ireneo, vnde iuſtorum orta ciuitas ad hunc vſque diẽ peregrinatur in hoc mundo, multis calamitatibus obnoxia, per quam defunctus adhuc loquitur ad Hebr. 11 placita enim erat Deo anima illius, vnde properauit educere illũ de medio iniquitatum, Geneſ. 4. Ioſephi lib. Antiquit. c. 1. Sapient. 4. Matth. 23. Gregorius in can. in grauibus 3. q. 7. Cyprianus in can. nunquid de pœnit. diſt. 1. Genebr. lib. 1. Chronologiæ. Seth denique in locum Abelis occiſi ad ſimilitudinẽ Adę genitus anno mũdi 130. ab eodem optimè eruditus Ioſephi 1. Antiq. c. 3. circiter annum orbis conditi 622. vnà cum parente & eius filius Adæ nepotibus duas confecit tabulas, vnã æneam contra aquæ alluuionem, alteram lateritiam contra ignis conflagrationem, in quibus liberales artes, præſertim doctrina de Deo & mathematices in earum altera promiſſionem de futuro ſemine, nempe de Chriſto cælatã ſcribunt ex Genebrardo ſuæ Chronologiæ 1. quibus erant pellicea periſomata nihil prorſus ignorantes, & frug. veſcẽtes tenui viuendi cultu contenti, quorũ artes infuſæ cũ viuẽdi modo paulatim decidere, adeò vt lautè cõptéque viuentes inter ſæculi delitias quicquã prorſus primæuæ virtutis exiſtat nec infans tantùm fari queat, nec tantum ambulare niſi edoceatur & grandior factus, niſi excolatur, & aliquid perdiſcendũ multis aſſiduiſque laboribus inſudet, vt paulatim sũmo artificio aliquid ediſcat, omnia prorſus ignorat, & penitus cenſetur inutilis omniúmque animantiũ deterrimus niſi fuerit optimis diſciplinis, ſcientiis, vel artibus eruditus: tãdem mecanicis ſi non liberalibus & bonis moribus imbutus, vt ſibi & reip. quicquam
8 prodeſſe poſſit [8] l. pro oneribus, C. de iur. dot. [9] dos quidẽ non eſt de eſſentia ma-
9 trimonij l. ſi donationũ, C. de nupt. cũ nuptię ſine dote ritè cõtrahantur, auth. præterea C. vnde vir & vx. licèt dos ſine nuptiis non ſubſiſtat, l. 3 ff. de iure dot. quę tamen conſtituitur ad onera matrimonij ſubeunda, quæ multa ſunt, can. nullum, 30. q. 5. coniungitur enim inter Chriſtianos coniugalis ſocietas ſacramento & bene-
10 dictione ſacerdotali, ad Epheſ. 5. à Deo inſtituta Leuitici 19. 20. Ioann. 2. [10] Nam
11 vtũque conſtitui poteſt cum pecuniæ nomine tes omnes patrimoniales contineantur, l. pecuniæ. h. rei appellatio, ff. de verb. & rer. ſignif. [11] l. 1. ff. de contr. emp. vbi pecunia à pecori. denominatur, eo quòd antequã cuderetur pecunia eius vice pecora in ſolutũ daretur gregéſq; & armẽta pro theſauris quõdã diuites habebãt.
12 vt de lac. leg. tur [12] l. 1. ff. ſol. matr. [13] l. 1. C. de fund. dot. [14] l. vn. §. & cùm lex, C. de
13 rei vxor. actione. l. 1. C. de fund. dot. nec tantum hypothecæ dati non conſentiente
14 muliere, ſed etiam venundari eadem lege prohibetur, ne mulier naturæ ſuæ fragilitate in repentinam reducatur inopiam, dicitúrque propriè dotalis fundus inæ-

ſtimatus

ſtimatus,d.l.vn.§.itaque partus, §. in fundo, C.de rei vxor.act.& reiū det.ineſt tacita hypotheca,ſicut in adminiſtratione rerum pupillariū ex vtroque latere tam conſtituentis, quam accipientis ob caſum reſtitutionis,d. §. & vt plenius, fitque valida ſtipulatio inutilis, & vbi non eſt ſuppoſita, intelligitur adhibita,d. l.vn. §. itaque, C.de rei vxor.act. ſicut enim ſtipulationes & hypothecæ ineſſe dotibus intelliguntur,& inutiles ſtipulationes emendantur:ſic & in poſterum cauſa inuenitur valida & perfecta quaſi dotalibus inſtrumentis à prudentiſſimis viris confectis d. §.& vt pleniùs l.vn.C.de rei vxor.act. *Le meſme peut eſtre dict d'vne ſeigneurie ou office patrimontal conſtitué en dot, ſi toutesfois le mary la prend auec ſes droicts*, vt in l. nulla.C. de iur.dot. *comme ſe void par fois en Tholoſe la conſtitution ſemble eſtre litigieuſe incertaine, du moins non liquide & onereuſe.* Et impenſæ à viro factæ ad dotem recuperandam, vel in litibus neceſſariæ minuunt dotem, nec cedunt damno mariti, l. Quod dicitur ff. de impenſ. in reb.dotal.fact. *Et eſtans liquidées au pouuoir du mary, & tenues pour fons dotal, ſelon la loy Iulie, & de ſa nature inalienable, ſi conſiſte en deniers eſt ſubiect à remploy, ſi le mary n'a dequoy reſpondre de ce qu'il reçoit enſemble de l'augment,auth.* ſiue à me C.ad Vell. *ou eſtre mis en main ſeure & reſponſable pour eſtre tenus à profits honneſtes*, [15] leg.Anaſtaſiana, de qua in d. auth. ſiue à me [15]
in reb.dotal.æſtimatis quæ ſunt in viri dominio,& eiuſdem periculo, d. l. vn. §. & cum lex, C.de rei vxor.act. niſi ſit in electione vxoris : tunc enim eſt locus legi Iuliæ,d. l. 1. C.de pact dot.conſenſus & renunciatio mulieris refertur ad dotem,& bona mariti,in l.iubemus,C.ad Velleian. non ad fundum dotalem:dotalis enim pecunia viri & fundus ex ea emptus non eſt dotalis, ſed quæritur viro l. ex pecunia, Cod. de iure dotal. ſicut res quas vir ex ſua pecunia, quærit vxori, ſunt ipſius vxoris, lege ſi ex tua pecunia, Cod. de donatione inter virum & vxorem, cuius pecunia non res empta repetitur, ibidem : ſed res dotales tam mobiles quàm immobiles æſtimatas, quàm non æſtimatas mulieres ſoluto matrimonio habent omnem vendicandi prærogatiuam, l. in
rebus dotalibus, Cod. de iur. dot. [16] l. plerumque §. ſi ante, lege ſi res æſti- [16]
matæ, §. ſi mulier, ff. de iure dotali.l.Quoties leg.cum dotem, Cod. eodem, *ſi c'eſt à l'option de la femme le fons demeure aux termes de la loy Iulie* l. C. de fund. dot. *ſinon de la loy Anaſtaſiane à l'option du mary, s'il ayme mieux rendre le fons ou l'eſtimation*, d. l. plerumque, in fin. ff. de iur. dot. [17] præfat. iurib. [18] l. pen. & fin.C.de [17] [18]
iur. dot. *Maynard chapitre vingtdeuxieſme du troiſieſme liure de ſes queſt. chapitre vingthuictieſme liure ſixieſme, du moins par lettres Royaux, ſi a eſté lezee, forcee, & deceuë, & preuue le contenu d'icelles ſans s'arreſter ez renonciations contenues au contract, expliquees & declarees par Carondas au ch.22.& 23.du 8. liu. de ſes reſp. deſquelles les femmes peuuēt eſtre auſſi bien releuees en Tholoſe que du ſerment & autres choſes generales & accouſtumees que les Notaires inſerent aux contracts, ſi au principal les lettres ſont interinees pour la fragilité du ſexe ou de l'aage des impetrantes, leſquelles ne ſont ſi entendues ny verſees aux negoces, qu'à Paris & autres villes, où les femmes ſont en communauté de biens auec leurs marys, partie d'icelles marchandes publiques ordinaires à contracter iuſques à obliger leur perſonne pour debte ciuil ſans qu'elles en puiſſent eſtre releuees n'ignorans l'importance de l'obligation ſi toutesfois la femme maieur qui vend le ſien & donne par l'expres à l'achepteur au contract de vente le plus grande valeur, elle ny ſes heritiers ne ſont receuables à demāder reſciſion pour leſion d'outre moitié de iuſte pris.ſinō qu'elle eut ſimplemēt renōcé au benef.de la loy 2.C.de rei vē.ſi.cō Ca.au c.43.du 9.de ſes reſp.ou la leſiō du pris n'ie fere decep-*

ption

tion contrainte ne interceſſion, attendu qu'elle a contracté en ſon faict propre, partie vendu, partie donné, ſinon que la donation ſoit captée & faicte ſans cauſe, ſon pour autre cauſe remuneratoire, ayant elle eſté contrainte par neceſſité la vend e a ceſte condition, l'achepteur ne luy en voulant donner d'aduantage ny l'achepter que moyennant lad. donat. de laquelle peut eſtre releuee, meſme ſi la donation n'eſt inſinuee dans les quatre mois de l'ordonnance, pouuant auſſi tant que beſoing ſeroit en demander la renocation. [19] Deceptis enim non decipientibus iura ſubueniunt, l. 2. ff. ad Vell. *& de tant que le priuilege de la dot eſt ſemblable à celuy du moindre, ſelon May. chap. 53. du 7. liu. de ſes queſt. lequel eſt touſiours ſur ſes pieds, ne pouuant rien promettre, faire ne contracter à ſon dommage, que n'en puiſſe eſtre releué par les remedes de droict: le meſme ch. 41. du 6. li. de ſes queſt. où il cite vn arreſt du 7. Iuillet à ce propos 1569. non toutesfois qu'il puiſſe recouurer les biens, dont le prix auroit eſté remployé, & conuerti à ſon profit & deſcharge, ny pareillement ſi hors de la vente ſe diſoit ou paroiſſoit maieur, May. ch. 52. du 7. liu. de ſes queſt. & voire au pays de France couſtumier on adiuge la reſtitutiõ du pris auec le recouurement des pieces vendues par les moindres qui ſoyent en pleine puberté au meſme ch. & par ainſi les ventes que ſe treuuent bien faictes par les mariez, ou l'vn d'iceux du conſentemẽt de l'autre pour cauſe legitime & priuilegiée ne ſont facilement reſcindees, & l'eſt. ant, l'achepteur de bonne foy faict touſiours à rembourſer du pris ſans preiudice à la femme de ſon hypotheque ſur les autres biẽs du mary, en deffault deſquels elle ſe peut touſiours prẽdre ſur les alienez, le cas aduenant* quocũq; modo tranſlatũ ſit dom. l. 1. C. de pact. dot. [20] *pour tirer l'augmẽt conſt. du fons eſtat ou ſeigneurie eſt beſoin proceder par eſtim. & quãd la femme conſtitue tous & chaſcun ſes biens,* vt in l. nulla C. de iur. dot. *eſt auſſi requis & neceſſaire venir à l'eſtimation & liquidation d'iceux,* actione ex ſtipulatu, *à ce que l'augment reſponde à la dotize que ne peut eſtre de la dot incertaine & non liquide, ſinon que le mary la prenne à ſes perils & fortunes, & tout à riſe, & luy conſtitue augmẽt ou douaire prefix, comme on a de couſtume faire en telles ou ſemblables conſtitutions* [21] d. l. pen. & fin. C. de iur. dot. *& peut eſtre la femme releuee de l'obligation ſolidaire par elle faicte auec ſon mary ſoit de vente, eſchange, ou guarentie, où y va du ſien propre non des biens entre eux communs, Carond. ch. 44. du 7. liu. de ſes reſp. ny on ne s'arreſte maintenant à la rigueur que produict le ſerment interpoſé aux contracts vtiles comme on faiſoit anciennement, ny n'eſt beſoin en ob-*
[22] *tenir diſpence par l'ord. Maſſan tit des matieres poſſeſſoires nomb. 56.* [22] *May. ch. 18. du 6. li. de*
[23] *ſes qu.* [23] *Carond. ch. 56. du 7. liu. de ſes reſp.* [24] ex Annæo Robert. c. 18. lib. 4. rer. iudic. l.
[24] hac lege decernimus C. de pact. conuent. [26] *quand meſme la femme mariee ſe diſant*
[25] *maieur veut auec ſon mary vn ſien heritage ou de ſon dict mary, elle s'oblige auec luy à la ga-*
[26] *rantie ou conſtitue quelque rente en eſt releuee apres la mort de ſon mary, prouãt qu'elle eſtoit moindre lors qu'elle contracta, quoy qu'elle ſe dit & fut maieur en apparence, eſtant en pleine puberté, & venant dans le tẽps de reſtitution, ores qu'elle fuſt marchande publique, on faudroit nombrer que ce fuſt pour ſa marchandiſe, ou qu'elle y euſt profité, laquelle ayant en ceſte qualité vendu de ſes propres faict à releuer de lad. vente en rembourſant les deniers du pris, fraicts loyaux couſts ſans diſputer s'ils ſont tournez à ſon profit ou non, pour s'eſtre comportee comme mai. & y auoir dol pluſtoſt de ſa part que de l'achepteur* l. 2. & 3. C. ſi min. ſi mai. dix quæ enim cum minor. geruntur ad bonum & æquum redigenda ſunt, & reſtitutio ita faciẽda eſt, vt ius ſuum vnuſquiſque recipiat, l. verum, §. ſi ſciendum. l. quod ſi minor. §. non ſemper. §. reſtitutio ff. de minor. l. ſi fundus §. fin. de reb. eor. quæ ſub tutel. vel cur. ſunt, *en faict mention de quelques arreſts ſur ce donnez: ledict Carondas au ch. 56. du 7. liu. de ſes d. reſp.* & toto tit. ff. de impenſ. in reb dotal. fact. [27] *le fils heritier du pere ne peut venir contre la vente faite par ſon d. pere de ſes propres, May. ch. 27. du 4. liu.*

de

de ſes queſt. Qui enim in alterius locum ſuccedit eius factum præſtare tenetur: *& les hoirs de la femme ſont auſſi tenus payer les debtes par elle creez auant le mariage, Carondas chap. 43. du 7. liu. de ſes reſp.* [28] *le fils heritier de la mere ſe peut oppoſer pour les droits* [28]
maternels & autres que luy ſõt propres & particuliers recueillis par le pere contre les creanciers dudict pere ſur les biens paternels, s'il repudie ſon heritage ou ſe declare heritier auec benefice d'inuentaire ſans confuſion de ſes droicts, ains par la confuſion des heritages ſeroit tenu ſatisfaire du ſien: ce que manqueroit de l'heredité paternelle pour parfaire le payement des debtes paternelles, quand les biens du pere ne ſuffiroyent, comme a eſté cy deuant repreſenté: Et euincere poteſt fundum dotalem inæſtimatum licet ab vtroque parente alienatum vel à viro licet vxore conſentiente, quia non valet huiuſmodi alienatio, ne muliebris ſexus fragilitas in perniciem eius ſubſtantiæ conuertatur, §. 1. in fin. quib. alien. licet vel non inſtit. l. vn. §. & cùm lex, C. de rei vxor. act.
[29] *de meſme le fils heritier du pere qui ſe porte heritier de la mere auec benefice d'inuentaire peut agir & deffendre pour les droicts paternels tant en action reſciſoire par forme d'impetration venant dans le temps de l'ordonnance que autrement, meſme du fons dotal vendu par la mere du viuant, & outre ſans le conſentement du mary, ou faicte par autre, & par leurdicte mere confirmee & ratifiee,* quæ rei viro quæſitę dominium auferre nolenti, minimè potuerit, l. prædium, l. in rebus dotalibus, C. de iur. dot. *non ſi le pere y auoit conſenty, l'interceſſion duquel ſeroit vallable, non de la mere:* [29]
[30] iuráque non viris, ſed molieribus intercedentibus ſubueniunt Senatuſcon- [30]
ſulto Velleiano: *& peut le mary repeter ſur les biens propres de ſa femme ce qu'il a payé pour elle en ladicte qualité,* §. ſi quid autem de fideiuſſ. inſtit. & quatuor caſibus poteſt fideiuſſor petere ſuæ fideiuſſionis liberationem, licèt non ſoluerit ſi conuentum ſit, vt ad tempus teneatur, ſi fuerit condemnatus, ſi reus vergat ad inopiam, & ſi fideiuſſor diu ſteterit in obligatione, l. Lucius. ff. mand. l. pro ea C. eod. aliàs enim non valeret viri etiam interceſſio cùm inter coniuges donationes ſint iure prohibitæ, l. 3. ff. de don. int. virum & vxorem, nec mulier ex ea quid lucretur, vnde facta eſt locupletior, l. ſi mulier, ff. eod. adèò vt ſi maritus ex ſua pecunia prædia vxori comparauerit, hæc eadem cenſentur eſſe mariti non vxoris, niſi eidem ipſe tradiderit, & tunc ad vxorem pertinent ſalua marito pecuniæ repetitione, ſiue vt negotiorum geſtor numerauerit, vel donandi animo largitus fuerit, l. & ſi de tua pecunia, C. eod. tit. in quantum ipſa locupletior facta eſt: *non ſi pour cauſe de remploy ny pour ſes ornements, habits & choſes neceſſaires, conuenables à ſa qualité & faculté de ſes moyens: & ſi elle n'a autres biens pour luy rendre l'argent employé audict achapt, le mary a droict de retention ou repetition de la piece par forme de reuocation, comme eſtant payee de ſes deniers, leſquels achapts ſe font volontiers par les mauuais payeurs en fraude des creanciers à ce que ne treuuent fons pour ſe payer, & contre les ſaiſies faictes à leur requeſte faire valoir les oppoſitions de leurs femmes ſur les biens par elles poſſedés, & à leur nom acheptez.* Et ſi mulier non facta ſit locupletior, quia tantundem erogauerit aut viro eiuſmodi donationem compenſauerit, tunc rata habetur, l. quod autem, §. 1. §. idemque ait, ff. de donat. inter virum & vxorem, & valet inter coniuges donatio cauſa mortis, l. ſed interim §. 1. ff. eod. & inter viuos ſi morte donatoris confirmata ſit donatario ſuperſtite, l. cùm hic ſtatus in 1. reſp. ff. eod. licèt vterque ſimul deceſſerit, ibidem, §. ſi ambo: ſi autem donatarius prior deceſſerit, res donata ad

donantem reuertitur, nec valet illa donatio, ſi coniux donator inde penituerit, aut tacitè vel expreſsè eandem donationem reuocauerit, vt ſi rem donatam alij
31 obligauerit, d.l.cum hic ſtatus, §. ait oratio, §. pœnitentiâ, § ſi maritus, ff. eod.[31] l. ſi conſtante, ff. ſol. mat. l. vbi adhuc, & l. fin. iuncta auth. donationem, C. de
32 iur. dot.[32] *l'ordre des diſcuſſions de la loy* à Diuo Pio, §. in venditione, ff de re iudicata, *eſt abrogée en France, Bruignon au trautté des loix abrogees*, & d.l.fin. C. de iur.
33 dot.[33] *Maſuer titre des executions nomb. 8. Rebuffe en la poſtille ſur les ordonnances au titre de la gabelle chapitre quatrieſme art. 25. tom. 2. lit. 3. & ſe iuge*
34 *ainſi ordinairement*[34] Robert. lib. 4. c. 19. rerum iud. *Carond. c. 141. du 7. liu. de ſes reſp. & nous au contraire vſons du droict commun*, vt in l. pen. & fin. C. de iur. dot.

TESTA

TESTAMENTS,

TITRE XVI.

COVSTVME.

Teſtament de celuy qui a droict & faculté de teſter ſa dict deuant deux ou trois teſmoings, & le chapelain ou ſon vicaire, & en ſon abſence n'y eſtant appellé eſt autant valable que ſi la ſolemnité de droict au nombre des teſmoings y eſtoit obſeruée.

CHAPITRE.

CEſte couſtume locale [1] conforme aux ſaincts decrets [2] & ordonnances de Charles IX. & Henry III. par leſquelles eſt permis aux curez & vicaires reçeuoir teſtaments, quoy qu'il y aye legs à œuures pies, ſainctes & religieuſes, pourueu que ne ſoyent à leur faueur, ny d'aucun leur parent, à la charge que faſſent ſigner le teſtateur & teſmoings que ſçauent eſcripre, ſans deſroger aux communes obſeruances des lieux en pays de droict eſcript ou couſtumier, [3] confirmee par Philippe le Bel Roy & Monarque des François [4] hors la cõmune diſpoſition du droict Romain [5] a eſté religieuſemẽt obſeruee par l'ancienne natiõ Frãçoiſe, [6] & l'eſt encore à Montpelier, où les teſtaments receus en preſence des teſmoings ſont valables, [7] & en la ville & viguerie de Tholoſe en preſence de deux ou trois, priez & appellez, comme ſi toutes les ſolemnitez requiſes par le droict Romain y eſtoiẽt obſeruees, [8] non ſeulement pour les biens aſſis, & autres trouuez en ladicte ville & viguerie appartenans au teſtateur lors de ſon decez: mais auſſi des autres biens qu'il poſſede ailleurs: & ores il ſoit forain, [9] pourueu qu'il ſoit capable

de teſter,[13] y ayant de ſon coſté ſainement procedé & declaré à voix intelligible ſa volonté,nõ par ſignes & reſponſes de monoſillabes, ne autrement ſur interrogatoires à luy faites, ny fait autre ſigne de trop grãd foibleſſe ou freneſie,meſme eſtãt à extremité de vie,[14] ſi par ſignes & cõiectures certaines & aſſeurees n'appert clairemẽt que ce ſoit ſa derniere diſpoſitiõ & volõté,pour l'auoir declaré aux teſmoins auãt ne venir à lad.foibleſſe ou autremẽt,pourueu que le teſtament ne ſoit capté,[14] inofficieux,[15] ne defectueux en la diſpoſition[16] par exheredatiõ ou preteritiõ,[17] caſsé ou reſcindé au defaut du teſta.[18] & rompu par naiſſance de poſthume pour n'y auoir eſté pourueu[19] en defaut d'heritier,[20] ou ſoit debattu en quelle autre maniere que ce ſoit hors les ſolẽnitez,[21] leſquelles y ſont auſſi gardees au petit nombre des teſmoins portés par la couſtume pour ce regard non debattue, ny voire pour la retentiõ,[22] quoy qu'õ y appelle cõmunemẽt vn Notaire pour eſcrire la minute du teſta.en ſõ protocol.à ſuite des autres actes pour plus grãde aſſeurãce,sãs que l'vſage ny le tẽps ait nẽ chãgé du nõbre des teſmoins,[23] & quãd le patiẽt eſt cõtraint faire eſcrire ſon teſtam. ou declarer ſa volonté derniere au Curé,ſon Vicaire,autre Preſtre, ou perſonne laye d'eſcripture priuee,le Notaire n'y eſtant peu interuenir pour l'eſcrire & receuoir,pour le mieux aſſeurer on le fait publier cõme vn teſtamẽt clos nũcupatif ou militaire d'authorité du Iuge, auquel la cognoiſſance en appartiẽt ouyr & examiner celuy qui l'a eſcrit ou retenu par memoire,enſẽble les teſmoins qui y ont eſté preſẽs ſur le cõtenu & verité de la diſpoſitiõ du teſtateur deuement appellés,les ſucceſſeurs ab inteſtat & autres qui y pretẽdẽt droict,[24] & valẽt les teſtamẽts imparfaits encore moins ſolẽnels en faueur des deſcẽdãs[25] & gẽs de guerre,qui sõt aux armees[26] pour cauſe pie,[27] ou neceſſité cauſee des inopinez & triſtes accidens des briefues & contagieuſes maſadies que ne donnent temps d'y pouruoir, & font ſi grand terreur aux Notaires & teſmoings que n'oſent en approcher,[28] ou par fois pour euiter les fauſſetez,fraudes & ſuppoſitiõs qui ſe peuuent cõmettre en tels affaires par les cõtagiez,infets & autres qui aſſiſtẽt au patiẽt pour attribuer l'heritage à qui bon leur ſẽble,biens cõmunement neceſſiteux & de vile conditiõ,les Iuges ſont contraints y proceder plus exactement pour mieux en ſçauoir la verité,[29] & ſe peut le teſtament reuoquer par autre teſtament poſterieur auec la clauſe ſpeciale reuocatoire par vn codicille,voire par la ſeule declaratiõ verbale & reuocatoire poſterieure du teſtateur deuant pareil nõbre de teſmoins qu'au teſtament qu'il auoit dit & declaré eſtre ſa derniere volonté,[30] & eſt annullé par ſuruenãce & naiſſance d'enfans[31] par le precedez de l'heritier,

ritier,[32] quand le testateur le cãcelle, biffe & deschire, estant clos ou faict acte contraire, par lequel il monstre en effect qu'il a changé de volonté.[33]

NOTÆ.

Vltimum testamentum adhibitis duobus, vel tribus testibus, vel quatuor, aut amplius præsente Capellano, sub Capellano, vel etiam absente, seu etiam non vocato valet & obtinet roboris firmitatem, tanquam si in numero testium esset iuris solemnitas obseruata, de qua Maynardus cap. 5. & 92. libr. 5. singul. quæst. & Benedictus in cap. Raynutius, in verb. testamentum 1. numero 54.

1 *EST locale en pays de droict escript pour estre particulierement en Tholose contre les formalités du droict Romain, pour le nombre des tesmoins duquel on vse au pays de Languedoc en faict de testaments.*[2] Iure quidem Cæsaræo 7. testes requiruntur in testamento l. si vnus, l. hac consultissima l. fi. C. de testam. iure autem Pontificio duo vel tres c. cum esses & seq. c. de test. quia verò à lege diuina, inquit Pontifex, & Sanctorum patrum institutis & à generali Ecclesiæ consuetudine id nescitur esse à lege alienum, cùm scriptum sit tam in lege Mosaica, quàm Euangelica in ore duorum vel trium stat omne verbum. Deuter. 17. Matt. 18. can. 1. 2. q. 4. can. quoniam multæ 48. dist. potissimum in relictis ad pias causas, quarum notio ad Ecclesiasticum iudicẽ pertinet, can. clericis can. qui oblationem 13. q. 2. l. nulli licere, C. de Episc. & Cler. *sçauoir aux lieux accoustumez, Ord. du Roy François I. art. 3. de tant qu'en France les laics ne peuuent estre conuenus en action personnelle deuant le Iuge d'Eglise, le mesme art. 1. & 3. (comme souloyent anciennement en Tholose,* vt in quæstionib. Capellæ Tholosanæ) *ains deuant le Iuge lay ensemble les Prestres negotians tant ciuilement que criminellement,* art. 4 l. qui sub prætextu, C. de Episc. & Cler. *dont l'appel est ressortissant en la Cour, art. 5. 6. 7. 8.* Testamenta quæ parochiani coram presbytero solo, & trib. vel duab. aliis personis idoneis in extrema fuerint voluntate firma decernimus permanere sub interminatione anathematis prohibẽtes ne quis audeat huiusmodi rescindere testamẽta in relictis Ecclesiæ, vt in c. relatũ 1. e. de test. *dont par arrest solemnel du Parl. de Paris du mois de Septemb. 1592. le testament d'vn citoyen d'Auignon fut confirmé, cõme estant fait à la terre du Pape selon les Saincts Canons sans autre solemnité,* Chopin. lib. 2. de morib. Paris. tit. 4 n. 4. in fin. d. c. relatũ Boërius decis. 93.[3] *ord. d'Orl. a. 27. ord. de Blois ar. 63.*[4] à Philippo Pulchro Frãciæ, & Nauarræ Reg. confirmatæ sunt, Nemauso die Martis post festũ S. Lucæ anno Domini 1284. Tholosæ consuetudines tunc in scriptis redactæ tanquã leges, & statuta ciuitatis, licèt nũc plures antiquatæ in desuetudinẽ abierint mutatis moribus & forma iudiciorum, inter quas adhuc viget hæc nostra consuetudo aduersa iuri Cæsareo & regali priuilegio munita. Ac eodem iure Romanorum per modum exceptionis etiam approbata ex Impp. Maximi & Diocletiani rescripto in l. si non speciali C. de testam. à regib. Tum ab Henrico IV. cum cæteris priuilegiis nostræ ciuitatis confirmata.[5] de qua in §. sed cùm paulatim & §. seq. de testam. instit. l. hac consultissima, C. eod. quib. hac nostra consuetudine derogatur.[6] *Les formes & solemnités des testaments prescriptes par le droict Canonique ont esté communes & familieres aux François anciens, Oldrade 248. Boyer sur les Coustumes de Berri* §. 2. de testam. Fran-

cię mores ſeruatij teſtatur, in teſtamentis iuris Canonici ſolemnitatem, & duos
7 teſtes ſufficere.[7] Circa teſtamenta vt ſcil. tres tantùm teſtes ſufficiant, *Mayn. ch.*
8 *7. liu. de ſes queſt.* [8] *Les meſmes chap. 5. & 92. du 5. liur. de ſes Arreſtz queſt.* [9] *Maſuer au titre*
9 *des ſucceſſions & dernieres volontez nomb. 39. 66. & 67. tient que le teſtament faict deuant vn Vicaire & deux teſmoins eſt valable pour les biens aſſis en ce lieu, & ne l'eſtre ailleurs, meſmes pour les immeubles: ce qu'il taſche reconcilier auec les pactes dotaux, conſtitution, & donation de biens aſſis en diuerſes contrées où les coûſtumes ſont diuerſes eſdicts nombres 66. & 67. du titre des ſucceſſions.* Aliud tamen obſeruatur quia vt valeat teſtamentum ſufficit ea ſolemnitate fuiſſe conditum, quæ in loco actus ſeruari ſolet l. ſi non ſpeciali, l. fin. C. de teſtam. l. milites ff. eod. l. Diuus, & l. Lucius, ff. de mil. teſtam. l. 2. cum ſeq. C. quemadmodum teſtam. aper. Vnde hæres ſcriptus non ſolùm ſuccedit in bonis defuncti teſtatoris, quæ ipſe habebat in loco conditi teſtamenti tempore mortis, cùm in ius vniuerſum, non in particulare ſuccedat, l. hæres, l. omne ius, ff. de acquir. hæredit. imò cætera bona vbicumq; ſita, quia in vno loco acta fidem faciunt in alio, leg. 15, apud quem, Cod. de edend. leg. à proconſulibus Cod. de appell. l. fin. Cod. de teſtib. l. fin. Cod. de arbitrio ex practica Papienſi tit. 48. gloſ. 6. num. 7. & poteſt conſuetudo, vel ſtatutum patrię facere vt teſtamentum coram duobus teſtibus conditũ valeat: qualis eſt Caturci & Tholoſę conſuetudo, ex Benedicto in cap. Raynutius in verb. teſtamentum, 1. num. 54. nam conſuetudo loci inſtrumentum minus, ſolemne facit authenticum, c. cum dilectus e. de fide inſtrum. & habetur ratio conſuetu dinum locorum, vbi bona ſunt ſita in ſucceſſione ab inteſtato delata, vt in practica Papienſi tit. 48. gloſ. 6. num. 8. vbi narratur exemplum à Maſuerio ſumptum in d. tit. ſucceſſionum, numer. 66 & 67. *où l'on void que les Coûſtumes des lieux où les biens ſont aſſis ne ſeruent à la diſpoſition du fonds*, quę libera vnicuique eſſe debet, preſertim in vltimis voluntatibus: poſt quas nullum iterum redditur arbitrium l. 1. C. de ſacroſ. eccleſ. *ſinon à la formalité, laquelle regarde la coûſtume des lieux tant ſeulement où les actes ſe font meſmes les teſtaments non des biens aſſis*, extra territorium cùm ſcriptus ſuccedere poſſit in omnibus vbicumque poſitis, & in ius vniuerſum teſtatoris: quia quoad ſolemnitates attenditur loci conſuetudo, in quo actus celebratur, l. ſi fundus, ff. de emct. l. 2. Cod. quemadmodum teſtamen. aper. l. 1. & ibi gloſſ. Cod. de emancip. liber. Barth. & Iaſon in l. omnes populi, ff. de iuſt. & iur. Barth. in l. 1. §. fin. ff. de venter. inſpic. l. 1. Cod. de ſumm. Trinitat. nec tale ſtatutum vel conſuetudo reſpicit res teſtatoris, nec eius perſonam, ſed ipſam diſpoſitionem quę fit in loco ſtatuti, vel conſuetudinis, quę ſaltem attendi debet: & ſicut contractus celebratus cum ſolemnitate requiſita in loco, vbi contrahitur, porrigitur ad omnia bona, licèt in loco eorumdem bonorum maior ſolemnitas exigatur, l. 2 ff. de eo quod certo loco dar. opor. d. l. ſi fundus, Baldus in d. leg. 1. Cod. de ſumma Trinitat. & fid. cath. Alexander conſil. 128. numer. 2. vol. 1. *Et ſont vallables les teſtaments des forains faicts en Tholoſe ſuyuant la Coûſtume d'icelle, tout ainſi que les teſtaments des Tholoſains en pays eſtranger, où ſont requiſes les ſolemnitez des lieux, où ſe font leſdicts teſtaments & ſont par tout ſouſtenables*, leg. fin. & ibi Caſtrenſis, Iaſon, cęteríque Interpretes, Cod. de teſtament. *Tout ainſi que les actes faicts deuant vn Iuge ſont vallables pour faire foy deuant vn autre*, leg. 15 apud quem, Cod. de edend. Barth. in leg. 1. cum lit. numer. 4. & leg. ſeq. ff. iud. ſolu. *Et ainſi ſe Iuge au Parlement de Grenoble*, Guido Papę queſt. 262. *Par la Coûſtume*

ſtume de Paris tit. des teſtaments & executions d'iceux, article deux cents huictante ſept. Ballamer Cardinal & auditeur au ſacré Palais Apoſtolique, conſ. 42. *Et par exemple Hugues de Chalom ſieur Darlay à la Franche-comprè ayant faict ſon teſtament à Paris, où il ſeroit decedé de maladie, ledict teſtament ſeroit ſorty à effect en tous ſes biens, terres & ſeigneuries, en quelle part que fuſſent aſſiſes par Arreſt ſolennel prononcé au Parlement de Paris le dernier May veille de Pentecoſte mil cinq cents ſoixante ſix*, ſecundùm teſtamenti tabulas pronuntiat, quas viator & prèteriens aliquis pro more hoſpitalitatis pagi, in quo decubuerat æger confeciſſet: tametſi longè alia teſtamenti ſolemnia poſtularet lex domicilij, ſuíſque bonorum teſtatoris, Chopinus libr. 2. de morib. Pariſienſ. tit. 4. numer. 1. & 2. Imò valet peregrini teſtamentum Romam prodeuntis ob remiſſionem peccatorum, vbicumque ordinatum abſque ſolemnitate coram duobus teſtibus ex Benedicto in cap. Raynutius, in verb. teſtamentum 1. 2. de teſtament. *où n'eſt beſoin s'arreſter, les ceuſe eſtants diuerſes ſinon à l'Arreſt de Paris cy-deſſus allegué, par lequel vn Teſtament fuſt confirmé faict en Auignon, & autre de Tholoſe confirmatif d'autre teſtament d'vn François faict à Barſelonne, Maynard chapitre cinquante vn du huictieſme liure de ſes queſtions.* [10] Nec habent teſtamenti factionem actiuam filijfamilias impuberes, furioſi, mente capti, prodigi, quibus bonorum adminiſtratio interdicta eſt, ſurdi, muti, captiui, de quibus tot. tit. quibus non eſt permiſſum facere teſtam. inſt religioſi profeſſi, c. 2. e. de teſtam. diuinę vel humanæ majeſtatis crimine damnati, l. Manichęos, C. de hęret. & Manich. l. fin. C. ad leg. Iul. majeſt. & morte damnati etiam ciuili, cum publicatione bonorum, leg. eius qui, § ſi cui, §. in Inſulam, l. ſi quis, l. qui à latronibus, §. fin. ff. de teſtam. ſurdi quidem & muti, non qui tardè exaudiunt & loquuntur, vel alternis vicibus, aut morbo ſuperueniente, & tandem ſuper cerebrum loquentes exaudiunt, ſi ſcribat maximè ſi eſt literarum perit. l. diſcretis, Cod. qui teſtament. facer. poſſ. Nec pariter obſidere, l. obſides, ff. de teſtam. Vnde teſtandi libertas & mentis integritas, non corporis ſanitas exigenda eſt, leg. 2. ff. de teſtam. Cęcus enim, ſenex Eunuchus, qui manus amiſit, & quęcumque corporis, non mentis functionibus obſunt, non impediunt actiuam teſtamenti factionem, leg. ſenium, l. Eunuchus, l. hac conſultiſſima, C. qui teſtam. fac. poſſ. l. 2. l. qui manus, ff. eod.

[11] *non en begayant abbatu de foibleſſe & reduict à l'extremité de vie, ny par le miniſtere d'autruy*, nam ſi talis eſt teſtator, qui nec ſcribere poteſt, nec articulatè loqui, eſt mortuo ſimilis, & falſitas committitur in elogio, l. Iubemus, §. ſi enim, Cod. de teſtam. [12] *Maynard chap. 6. du cinquieſme liure de ſes queſtions, ſans auoir eſgard aux clauſes ordinaires, que les Notaires ont de couſtume d'eſcrire aux teſtaments, que les teſtateurs ſont en leur bon ſens, memoire, & entendement, leſquelles ne peuuent ny ne doiuent preiudicier à la verité.* [13] *Ny n'eſt temps interroger le malade preſſé de ſymptomes & conuulſions, qui n'entend ce qu'on luy demande, eſtant aux aſſauts de la mort, trauaillé & comblé de douleurs, s'il n'a la voix aſſez forte pour declarer ſa volonté, ou ne l'a au parauant eſclaircie: car or le teſtament faict ſur les interrogatoires d'autruy fuſt vallable, ſelon Accurſe ſur la loy* Iubemus, Cod. de teſtam. *ne ſeroit pourtant receuable quand le Notaire l'auroit eſcript, & dreſſé auant ſe preſenter, ny ne ſont les reſponces aſſeurées ainſi faictes par ſignes ou monoſyllabes, le patient n'oſant contredire à tout ce qu'on luy demande,*

eſtan

eſtant comme à la queſtion de la mort, & au pouuoir & diſpoſition de ceux qui le font interroger, craignant eſtre delaiſſé en ceſte extreme neceſſité, n'a le patient en ce cas la volonté libre, ains forcée & captiue: ſi n'apert & demeure clairement verifié le teſtament auoir eſté auparauant eſcript du gré, pure, franche, & liberalle volonté du teſtateur, dont y ayt preuue certaine & apparente. Alexander conſ. 70. *Autrement s'il eſt eſcript à ſon deſceu, & apres luy eſt leu & recité par le Notaire ou autre, encor qu'il reſponde ouy,* vel nutu aſſentiatur, *c'eſt pour neant.* Romanus conſilio 306. in fine Couarruuias conſ. 1. column. 4. *Quoy qu'en preſence d'aucuns des teſmoins numeraires euſt eſté eſcript & dicté.* Carolus Ruinus conſ. 8. Cynus & Baldus in d. l. iubemus, Barth. Socinus conſ. 20. libr. 4. nam in att. mortis, ſi quis non loquatur articulatè, & ſi ad interrogata reſpondeat, non ideò compos mentis eſſe dicitur, nec præſumitur teſtandi animum habuiſſe, ſi illicò deceſſerit. Socyn. conſ. 98. vol. 3. Carolus Ruinus conſ. muner. 15. vol. 5. nec in hac ſpecie per ſecundum factum ad interrogationem alterius non reuocatur primus Guido Papæ qu. 64. Zazius conſ. 3. numer. 37. libr. 1. Didac. Coarruuias in c. cum tibi de teſtam. Matth. de Afflictis deciſ. 69. num 7. Socinus Iunior num. 148. lib. 1. *Car ores le nom de l'heritier puiſſe eſtre eſcript d'autre main que de celle du teſtateur, ſelon l'ancienne Iuriſprudence repriſe par l'authentique,* & non obſeruato C. de teſtam. *& ſe diſpoſe communement par le meſme Notaire qui l'eſcript, eſt pourtant beſoin que ſoit prononcé & declaré de la bouche du teſtateur,* vt in l. iubemus, C. eod. ne interdum hæredis inſtitutio, quæ eſt fundamentum teſtamenti ex alterno pendeat arbitrio, per modum ſuggeſtionis, præſertim moribundo: & tutiùs agitur cùm fit vt debet, vno eodémque contextu: & dilucida teſtatoris voce ordinatur præſentibus Notario & teſtibus eò vocatis ab ipſo teſtatore ad vitandam omnem fraudis & falſitatis ſuſpicionem, *Maynard chap. 59. du 8. liu. de ſes queſt. où l'homme proche de la mort qui veut teſter doibt dicter ou du moins declarer au Notaire qu'il a volonté de teſter en preſence de teſmoins, & l'expliquer ſi faire ſe peut, Carondas chap. 45. du 5. liu. de ſes reſp.* [14] Tales enim inſtitutiones ſunt iure prohibitæ, l. captatorias, ff. de hæred. inſt. l. captatoriæ ff. de leg. 1. l. captatorias, C. de teſtam. mil. quæ referuntur ad ſecreta voluntatis alienæ, vt in d. l. captatorias, in fin. ff. de hæred. inſt. non cum mutuis affectionibus iudicia prouocantur. [15] Oritur quidem inofficioſi querela ex immenſa donatione tott. it. ff. de inoff. don. Dote, l. vni. ff. de inoffic. dot. Tum hæredis inſtitutione liberis non ſalua legitima, quorum vel nepotum ex filio defuncto prætermiſſione rumpitur, & nullum dicitur teſtamentum, l. 1. & l. poſthumorum, ff. de iniuſt. rupt. & irrit. fact. teſtam. Et durat ius impugnandi teſtamentum per viam nullitatis 30. annis, vt cæteræ actiones de perpetuis & tempor. act. in princ. inſt. l. cuidam in fin. ff. de cond. inſt. Sunt enim liberi inſtituendi, vel exhęredandi, l. inter cętera, ff. de lib & poſth. hęred inſtit. *Le meſme des deſcendans enuers les aſcendans, Maynard chap. 11. du 5. liu. de ſes queſt ſoit par la ligne maſculine ou feminine,* Praxis Papienſis tit. 48. gl. 32. num. 6. *Et peut le frere conſanguin agir d'inofficioſité contre ſon frere, qui a faict vn meſme ſon heritier, Maynard chap. 15. du 3. liu. de ſes qu. où remarque vn arreſt du 14. Aouſt 1582. Par lequel l'heritage d'vne nommée Firmande qui auoit inſtitué heritier Iean Meinier de Narbonne ſon paillard à la pourſuitte d'vn frere d'icelle Firmande Religieux profez au Conuent des Auguſtins de Narbonne fuſt adiugé au Roy diſtraicte la ſomme de cent eſcus, au profict dudict Conuent. Et doibt eſtre la cauſe de l'exheredation legitime & exprimée, au teſtament & encor preuuée & verifiée par l'heritier pour exclurre le fils de ſa legitime,* liberi in fin. C. de inoffic. teſtam. *Autrement le fils ſuccede ab inteſtat,* l. omnimodo, l. ſancimus

pletionem, C. de inoffic. teſtam. [16] vt eſſet teſtamentum factum ſine hæredis inſti- 16
tutione de hæredit. quæ ab inteſtat. defer. in princ. inſtit. & non adita hæreditate
irritum eſt teſtamentum, l. nemo, ff de teſtam. tutel. l. 1 in fine, ff de iniuſt. rupt.
& irr. fact. teſt. [17] de his ſ. Et ſicut liberi etiam poſthumi ſunt nominandi, vel hæ- 17
redes inſtituendi, aliàs eorum agnatione rumpitur teſtamentum, l. 3. ff. eod. *Et
peut le pere greuer ſon fils de rendre l'heredité ſans detraction de trebellianique, arreſt du mois
de Nouembre mille cinq cents nonante deux, remarqué par Carondas au chap. 5. du 9. liu.
de ſes reſponſes*, ſi quidem alio modo ſatisfactum ſit, aliàs non, l. parentibus, C.
de inoffic. teſtam. [18] adoptione vel arrogatione rumpitur etiam teſtamentum, l. 18
certum, ff. de iniuſt. rup. & irrit. fact. teſtam. Per poſterius teſtamentum ritè fa-
ctum, aliàs non, l. 1. & 2. ſi binæ tabulæ, l. cùm in ſecundo, ff. eod. *auec expreſſe de-
rogation. Maynard chap. 19. du 3. liure de ſes queſtions*, ſi teſtator ſanæ mentis tabu-
las teſtamenti fregerit, vel illud induxerit & deleuerit, l. fin. ff. eod. vel ob cri-
men læſæ maieſtatis in 1. cap. quo filius condemnati patris priuatur etiam pa-
terna hæreditate. [19] l. 1. ff. de iniuſt. rup. & irr. fact. teſtam. *Et par ſuruenance* 19
d'enfans toutes donations demeurẽt caſſees. [20] ibid. [21] *Et peuuent les teſtaments eſtre debatus* 20 21
*de nullité & inofficioſité non ſeulement par les deſcendans & aſcendans, autres plus proches:
mais auſſi par les creanciers hereditaires, qui ſont à payer auant toute œuure:* & ſi tota ex-
hauriatur hæreditas, nec quicquã ex paterna hæreditate filius in bonis habere di-
citur, niſi deducto ære alieno, vt in ſuperioribus [22] *quoy que toutes les ſolemnitez* 22
*du droict Romain ne ſoyent entre nous obſeruees és teſtaments, meſme au nombre des teſ-
moins*, d. c. cum dilectus, c. de fide inſtrum. Bened. in cap. Raynut. in verb. te-
ſtamentum 1. num. 54. c. de teſtam. ſecundùm conſuetudinem ſolemnia cenſen-
tur obſeruata ſub numero duorum vel trium teſtium maſculorum, vocatorum
& rogatorum à teſtatore perfectæ ætatis, fide dignorum, ſubſcriptorum. *Et ſi ne
ſçauent eſcrire la cauſe pourquoy n'eſt ſigné meſmes par le teſtateur qui ne ſçait eſcrire, y
doit eſtre inſeree par le Notaire recteur, Vicaire ou Preſtre qui l'a eſcrit & recité ſuſdi-
cte Ordonnance de Blois article 68. 165. & du moins y doit auoir vn teſmoin qui ſçache
ſigner article cent ſoixante ſix. ſans manquer à la date au lieu ny au temps, ſi c'eſt deuant
ou apres midy, article cent ſoixante ſept, ordonnance d'Orleans article 84. ordonnance du
Roy François I. article ſoixante ſept: & ainſi s'obſerue en pluſieurs villes & pays de ce Royau-
me, partie remarquez au ſixieſme liure titre 2. loy 4. du corps du droict François, & par
la couſtume de Bretaigne article 618. Les femelles ne ſont receuës en teſmoins, ni les maſles
qui ſont du conſeil, & ſe retiennent les teſtaments ſolemnels deuant vn Notaire, & deux
maſles aagez de vingt ans dignes de foy non legataires Deuant deux Notaires, ou deuant le
Curé ou Vicaire de la parroiſſe & trois teſmoins par la couſtume de Paris inſeree au corps du
droict François, & lieu ſuſdict, vn Notaire & 2. teſmoins couſtume de Peronne article cent
ſoixante deux. Valois cent ſeptante trois. Bourbonnois art. deux cents huictante neuf Mante
153. Monfort huictante deux, Sanlis 173. Clermont 140. Trois 97. Chaumont 84. Vitry 102.
Vermandois art. cinquante huict. Chalons ſoixante ſept, Reins 289. Sainct Quintin 21.
Amiens 55. Melun 243. par laquelle le teſtament de celuy qui a declaré ſa derniere vo-
lonté en preſence de quatre teſmoins eſt valable. Et ſuffit deuant le Curé ou Vicaire en pre-
ſence de deux teſmoins Couſtume de Sens article ſoixante huict. Auxerre 226. Eſtampes
107. Berri 102. Tours 321. conformement au droict Canon notamment à la terre du Pape,
non és autres parties de l'Italie, eſquelles on obſerue les formalitez du droict ancien Romain,*

Matthæus de Affl ctis conſtitu. Neapolitan. 66. numero primo, praxis Pa-
23 pienſis titulo quadrageſimo octauo, gloſſa ſexta, numero tertio. 23 Vnde dixerit vetus interpres cautos fuiſſe Tholoſanos, qui conſueuerunt Notaries adhibere, *comme remarque ledit Maynard au chapitre cinquieſme, du 5. liure de ſes queſtions:* & quidem iure canonico d. c. cùm eſſes, e. de teſtam. *& ce quant aux ſi-*
24 *lemnitez.* 24 Valet quidem factum coram parocho & duobus teſtibus maſculis idoneis, rogatis, & vocatis, vt in conſuetudine Pariſienſi, ſed eget publicatione ac ſi eſſet ſcripturæ priuatæ, *non s'il eſtoit receu par vn religieux de l'ordre des Mendians, de tant qu'il ſeroit nul & innalable*, vt ſ. *Maynard chapitre cinquieſme du cinquieſme liure de ſes diſtes queſtions*, l. conſulta Diua. Cod. de teſtam. non tamen ad omnia confertur noſtra conſuetudo cum Pariſien. vbi teſtamenta pro codicillis habentur: & hæredis inſtitio aut perrara eſt, aut obliquè in legatum deriuatur aut fideicommiſſum, artic. 299. *deſdits couſtumes de Paris*, Petrus A bella Pettica, in lege ſecunda, Cod. de ſacroſanct. eccleſ. Quod pro hæredis inſtitutione habetur, vt in lege vigeſima ſeptima duodecim tabular. & ibi Mariſilius in verb. vti legaſſit, ſicque in arctum concluditur teſtantis poteſtas, quam laxius diffuſam liberiorémque Romani fauxerunt, vſque adeò vt quod iſti dicebant cauſæ inteſtati locum fore, ſi cauſa teſtati ceſſaſſet legum municipalium patria in vſum verterit contrarium: nec enim prius Gallis conſuetudinarius rata firmáque eſt teſtatoris voluntas quàm ſi patriæ lex ſcripta, ei non repugnarit, hiſque verbis torquetur Chopinus libro primo, de leg. Andreas de comm. par. mor. & conſuet. numero ſecundo, in fin. cum ſeq. *Dont pour ce regard entre autres le parlement de Tholoſe eſt exacte obſeruateur du droict Romain ſans confondre ni alterer les actes des derniers volontez, rendant aux plus proches ce que de droict leur appartient en deffaut d'inſtitution d'heritier, ſine qua corruit teſtamentum, qu'eſt vn terme aſſez vulgaire & triuial que nul ne peut ignorer que ce ne ſont le vaze & fondement des teſtaments, ſur lequel eſt appuyé tout le reſte de l'edifice tant pour effectuer la volonté du teſtateur que pour l'honorer de quelque eſpece d'immortalité, laiſſant vn autre ſoy meſme qui face reuiure ſa memoire:* per modũ enim ſucceſſionis omnia videntur immortalia: & idem Iudex dicitur qui in alterius locum ſubrogatus eſt. l. proponebatur, C. de Iudic. & ſi quid ſplendoris in progenitore habeatur, in filio hærede optimè educato, qui ferat nomen & arma domus pariter eluceſcat: Nam

Dedecus eſt natis claros habuiſſe parentes,
Ni ſtudeant illis moribus eſſe pares.

Et ſe rapporte la couſt. de Paris *& autres en ſuitte d'icelles és teſtaments eſcrits & ſignez du teſtateur & teſmoins, ſi ſçauent eſcrire, non és nuncupatifs ſuiuant ladicte ordonnance d'Orleans article vingtſept. & de* Blois *article ſoixante trois, en ſuite deſquelles les preuues par teſmoins des teſtaments nuncupatifs ne ſont receus au* Parlement de Paris, Carondas *chap. 35. du neufieſme liure de ſes reſponſes, par deux arreſts qu'il amene donnez en l'audiance le dixneufieſme Decembre mille cinq cents ſeptante neuf & 7. Ianuier mille cinq cents nonante trois, auquel eſt reſpondu par ce docte & graue Senateur Maynard au chapitre quatrieſme du cinquieſme liure de ſes queſtions, où il repreſente comme au parlement de Tholoſe on procede à la publication des teſtaments nuncupatifs par enqueſtes ſur les faictes articulez pe-*

l'heritier

l'heritier & par fois auec lettres Royaux quand l'affaire y est disposée : & quelque fois se trouue partie escrite de main priuee par vn des tesmoins muneraires, tout ainsi que vn testament clos. Quo publicato & insinuato ab eo desumptæ scripturæ tanta fides adhibetur quam originariæ si perdita fuerit, l. publicati & ibi Alexãder, Baldus & Salicetus, C. de testam. [25] nam licet ex imperfecto testamento, nec Imperator hereditatem vindicare possit, l. si quis, l. seq. C. qui testam facer. poss. l. ex imperfecto l. nolimus, C. de testam. l. ex imperf. ff de leg. 3. §. fin. quibus modis testam. infirm. instit. & minus alij cùm Imperator sit legibus solutus, l. Princeps, ff. de legibus qui sponte legibus, quas ipse tulit, submittit principatum, l. digna vox, C. de legibus & constit. Princip l. ex imperfecto, C. de testam. valent tamen fauore liberorum, l. hac consultissima, §. ex imperf. Cod. eodem, licèt non valeat ex persona extranei : *& ni sont les solemnitez du droict si exactement requises non plus qu'à la cause pie, que marche de mesme pied que les enfans, Maynard chapitre sixiesme du cinquiesme liure de ses questions* : & valet testamentum ad pias causas cum duobus testibus non rogatis, ex Benedicto in d. cap. Raynutius in verb. testamentum, 1. num. 59. & 61. de testam. *Où toutefois on a esgard au nombre & croyance des tesmoins* : non tamen nutu factum etiam inter liberos sustineri potest. *Maynard chapitre septiesme du cinquiesme liure de sesdictes quest. Et ores le pere qui dispose entre ses enfans ne soit subiect aux solemnitez du droict, doit neantmoins declarer sa volonté en presence de deux tesmoins soit au testament clos ou nuncupatif, ou declare l'auoir escrit de sa main, ou faict escrire par celuy que nomme, & iceluy mis en certain coffre ou autre lieu secret à ce que l'enqueste en soit faicte* coram Iudice ordinario l. testamenta, C. de testam. vel delegato cap. fin. e. de fide instrum. *deuant lequel se faisoit l'ouuerture & publication, Maynard chapitre 15. du cinquiesme liure de ses questions, comme fait encor par les Iuges ordinaires ou conseillers & commissaires des cours ordinaires à ce deputez, non auec vn seul tesmoin.* l. vbi numerus, ff. de testibus. Cùm in ore duorum vel trium stet omne verbum. Et si hæc addita fuerit clausula in testamento patris minus solemni : si non valeat iure codicillorum, valeat tamen iure constitutionis, vel alternis cuiuslibet vltimæ voluntatis, sufficiunt duo testes etiam mulieres ex praxi Papiensis tit. 47 gloss. 4. num. 16. gloss authent. quod sine Cod. de testament. sicut ad pias causas licèt hæc verba non contineantur in testamento, Benedictus in d. cap. Raynutius, in verb. Testamentum 1. num. 64. e. de testam. nec seruatur solemnitas in testamentis quæ fiunt in ingressu religionis, ibid. num. 53. Imò fidem facit patris testamentum, quo ipse propria maius suscripserit in loco secreto repertum fauore liberorum absque vllo teste, nec à se scriptum, vel ab alio scriptum, & à se subscriptum non aliena scriptura sine subscriptione patris, quæ perfectam non inducit testandi dispositionem, nisi tantum futuri testamenti enuntiationem, quod postea ipse pater non fecerit cùm potuerit, vt tradit exemplo Maynardus in dict. capit. decimo quinto libri quinti quæst. Senatusconsultum mensis Augusti 1581. *donné à son rapport à la seconde d'Enquestes, par lequel sans auoir esgard à l'escriture priuee en faicts articulez en confirmation d'icelle. La cour auroit declaré la succession de feu Claude Chaumier Procureur en icelle, de la succession duquel estoit questions, ladicte succession ouuerte ab intestat, entre ses enfans & filles, faictes les adiudications, rapports & detractions, que de droict qu'auroit esté apres executé, & le tout liquidé par autre arrest aussi donné au rapport d'iceluy May-*

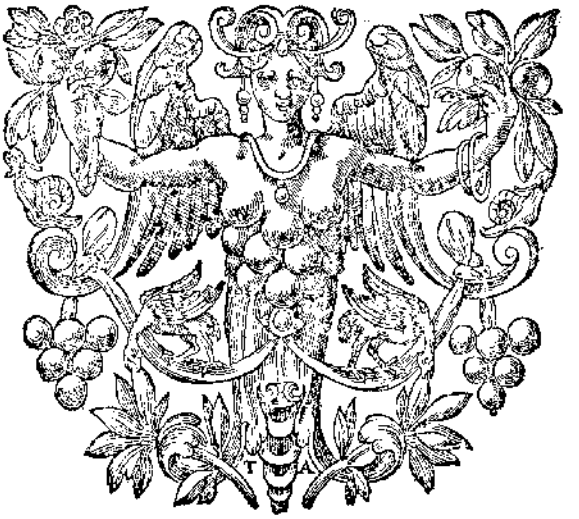
nard, [25] *en teſtaments militaires & nuncupatifs a eſté faict quelque difficulté au parle-*
[26] *ment de Paris, non à celuy de Tholoſe ou la preuue de deux teſmoins ſuffit au teſtament nuncupatif de gendarme faict à la guerre, Maynard chapitre nonante quatre du cinquieſme liure de ſes queſtions*, l. milites, Cod. de teſtamentis militis inſt. eodem in princip. l. Lucius, ff de milit. teſtam. ſi ſit in ciuitate vel domicilio, eiuſdem loci conſueta ſolemnitas eſt adhibenda, l. ſi non ſpeciali, l. fin. Cod. de teſtam.
[27] *Ledit Maynard chapitre dixſept du meſme liure.* [27] *Et marche la cauſe pie auec celle des enfans, Maynard chapitre dix neuf du ſeptieſme liure de ſes queſtions, dont le teſtament fait par vn fils de famille en faueur d'vn hoſpital, qui autrement ne pouuoit teſter, ni par conſequent faire codicille, legs ni fideicommis, ores ſon pere le luy permit*, l. qui in poteſtate, ff. de teſtam. l. quibus non eſt permiſſ. fac. teſtam. inſtit. l. Diuus Seuerus, §. Codicillis, ff. de iur. codicill. l. item is, ff. de donat. cauſ. mort. *ayant inſtitué ledit hoſpital, & ſurueſcu à ſondict pere fut confirmé en faueur des pauures par arreſt du Parlement de Tholoſe du cinquieſme Decembre mille cinq cents huictante vn. Carondas chapitre cent cinquante ſix du ſeptieſme liure de ſes reſponſes, Maynard chap. premier du cinquieſme liure de ſes queſtions : & autre du trezieſme May, mille cinq cents ſeptante*
[28] *neuf, auſſi confirmatif du teſtament d'vn prodigue declare en faueur de la cauſe pie, ledict Maynard chapitre 19. du ſeptieſme liure de ſes queſtions* [28] propter neceſſitatem interdum iuris diſpoſitio ſuſpenditur. nō autem prorſus. l. caſus maioris, ibid. Salycet. & Alexander, C. de teſtam. *& demeurans aux termes de la couſtume peut valoir ſans eſcriture*, l. hac conſultiſſima, § per nuncupationem, C. de teſtam. *dicté ou declaré deuant vn Preſtre & deux, ou trois teſmoins, ou deuant trois ou quatre perſonnes dignes de foy, quoy que ſeparees, pourueu qu'ils entendent la voix intelligible du teſtateur, & ſi faire ſe peut deuant Notaire, ores toutes particularitez des teſtaments ſolemnes n'y ſoyēt eſcrites ni obſeruees : l'exemple de l'arreſt du mois de May mille cinq cents ſeptante, remarqué par Maynard au chap. 16. du 5. liure de ſes queſtions ne nous pouuant ſeruir pour auoir eſté donné en l'appel releué du Seneſchal Dupuy, par lequel vn teſtament auoit eſté caſſé à faute que le teſtateur & quatre des teſmoins numeraires qui ſcauoyent eſcrire ne l'auoyent ſigné, quoy que fuſſent ſix en nombre, dont le nombre de cinq ſuffiſoit en ce cas, l'heritage adiugé aux plus proches.* At nos ex Quintil. dicemus defuncti voluntatem conſignatam eſſe iure, legibúſque ciuitatis, vt refert Carond. 90. lib. 7. reſp. in fine quibus
[29] pauciores teſtes ſufficiunt, ſaltem fide dignorum cum teſtatore ſubſcriptorum, ſi ſciant ſecundùm regias conſtitutiones, vt ſ. [29] Ibi enim cautus agendum eſt, vbi maius verſatur periculum, l. 1 §. ſed etſi, ff. de Carbon. edict. can. quieſcamus, diſtinct. 42. *meſmes quand y a des enfans, & l'heritage vient en main eſtrangere: de ſant que ſi le teſtateur teſte en faueur de ſes enfans, autrement ſes hoirs & ſucceſſeurs legitimes, le teſtament ou declaration du deffunct ſuffit que ſoit faicte deuant deux teſmoins qui en depoſent apres ſon deceds : d'où l'on peut inferer en Tholoſe trois ſortes de teſtaments, ſolemnels, moins ſolemnels, & non ſolemnels, tant de parole que par eſcrit les ſolemnitez du droict Canon y eſtre obſeruees conformement à la couſt. de Paris & pluſieurs autres locales de ce Royaume en ſuite d'icelles non du droict ciuil Romain, les teſtaments clos & nuncupatifs eſtre ſubiects à publication, & valables eſtant faits deuant vn Notaire & deux teſmoins, le Preſtre ou Curé & trois teſmoins ou quatre hommes dignes de foy, prez & appellez par le teſtateur ou autre de ſa part ſouſſcripts, s'ils ſcauent eſcrire, l'vn deſquels l'ait eſcript en bonne forme ou par memoire auec les autres ſolemnitez de droict requiſes en cas de neceſſité : & eſtant debatu peut eſtre ſouſtenu par le moyen de la publica-*

tion, les mains & non ſolemnes ſont auſſi valables en faueur des enfans de la cauſe pie par priuilege militaire, & pour la difficulté & neceſſité du temps, du lieu & de la perſonne: nec prodeſt imperfectum teſtamentum extraneo niſi ſolis liberis ex parte vtriuſque parentis, l. hac conſultiſſima, §. ex imperfecto authent. hoc inter liberos, C. de teſtam. *Maynard chapitre quinze du cinquieſme liure de ſes queſtions*, & ſi extraneus hæres eſſet inſtitutus, corruit hæredis inſtitutio, & cætera firma permanent fauore liberorum non extraneorum, dict. authent. hoc inter liberos, licèt eo caſu partim inteſtatus videatur deceſſiſſe, & prorſus corruere teſtamentum cùm non hæres teſtamentarius ad legata præſtanda, niſi vice ſcripti hæredis eſſet proximior ſucceſſurus ſubſtitutus, vel fideicommiſſarius, qui onera ſubiret hæreditaria à quo legata præſtarentur, *Maynard chapitre n. du cinquieſme liure de ſes queſtions*, iuncta l. 1. C. de ſacroſanct. eccleſ. licèt per modum præteritionis vel exhæredationis, quæ niſi probetur corruit hæredis inſtitutio cæteraque firma permanent, auth. ex cauſa, ibidem. Gloſſ. in verb. irritum, & in verb. cætera, C. de lib. præter. *Et ſont les ſucceſſeurs vniuerſels tenus des debtes & charges hereditaires, Maynard chap. 10. du ſixieſme liure de ſes queſtions*, imò inter liberos teſtamentum nutu factum ſuſtineri poteſt, *Maynard chap. 7. du ſixieſme liure de ſes queſtions, où il remarque à ce propos vn arreſt du parlement de Paris,* [30] auth. 30
hoc inter liberos, C. de teſtam. *Maynard chap. 23. du cinquieſme liure de ſes queſtions, & par autre dernier teſtament auſſi parfaict que le premier auec gloſe ſpeciale derogatoire, autrement ſi le dernier n'eſt valable, le premier demeure, Maynard chap. 6. & 19. du meſme liure* [31] *Maynard ſur la fin du ſixieſme chapitre du meſme liure repreſente* 31
3. cas, quibus agnatione poſthumi non rumpitur teſtamentum, *& vn arreſt general de l'aduantveille de Noel mille cinq cents huictante ſix.* Dummodo de poſthumo teſtator cogitauerit ſaltem in genere [32] *par droict de reuerſion, dont eſt parlé* 32
ailleurs, les biens donnez retournent au donateur ſuruiuant au donataire, & le droict de l'heritier decedé auant le teſtateur à l'heritage, pendant la vie duquel le teſtament ne vaut ad Hebr. 9. *& par ainſi s'il decede ſans faire autre teſtament ſçachant la mort de ſon heritier, la ſucceſſion demeure ouuerte aux plus proches habiles à ſucceder, ſinon qu'il y eut pourueu par Codicille ou autrement*: irritum etiam dicitur teſtamentum ſi non adeatur hæreditas l. 1. ff. de iniuſt. rupt. & irrit. fact. teſtam. ſuorum præteritione, vel iniuſta exhæredatione, cuius ſunt cauſæ quatuordecim, quæ ſub his verſibus continẽtur ex Vezembechio deſumptis ſub tit. de hæredit. & poſth. hæredib. inſtit. ſumpta materia ex nouella 15. cap. 3.

Biſſeptem ex cauſa exhæres filius eſto,
Si patrem feriat vel maledicat ei.
Carcere detruſum ſi negligat, aut furioſum
Criminis accuſet, vel paret inſidias:
Si dederit damnum graue ſic ne ab hoſte redæmit,
Teſtariue vetet ſe ſocietve malis:
Si mimos ſequitur, vitiétve cubile paternum
Non orthodoxus filia ſi meretrix.

Si pariter clandeſtinas contraxerit nuptias, & ſine patris & matris conſenſu nupſerit. *Ordonnance du Roy Henry II. donnée à Paris en Feburier mille cinq cents cin-*

quante ſix, nouell.143.Deuter.7.l.2. ff. de rit nupt.l. nec filium C.de ſecund. nupt. §.1.de nupt. inſtit.l.ſi vt proponis 2.C.eod.l.ſi pater,C.de ſponſ. *Et ſont proprement les mariages clandeſtins quād ne ſe peuuēt prouuer par teſmoins ou autre preuue legitime* c. 3. de clandeſtina deſponſat. *Dequoy eſt amplement traité par le Guenois ſur lad. Ordonnance en la conferance des ordonnances* tit.2.& §. 1. *du 5. liu.* & cauſa exprimenda
33 eſt in teſtamento ab hærede probanda,Auth. non licet, C.de liber. præter. 33 inducatur,igne comburatur, aut dilaceretur originale ſcriptū ſcriptura priuata teſtatoris & clauſum:authentic. enim per Notarium retentū ſemper habet roboris firmitatem,niſi in aliquo defecerit, aut donec expreſſum per nouum actum reuocetur:*& ſi porte conſeſſion des debtes ou payemens à luy faicts peut ſeruir de titre tant aux creanciers,qu'aux debteurs,nonobſtant la reuocation pour pourſuiure le payement du debte confeſſé, ou la cancellation de l'inſtrument du debte payé.*



SVCCESSIONS,

TITRE XVII.

COVSTVME.

Le pere ſuccede à ſes enfans & filles decedez ſans faire teſtament. Et à ſon defaut le plus proche en degré de parentele du coſté paternel.

CHAPITRE.

TOVT ainſi que l'autheur de la nature a permis le partage & proprieté des lieux en terres habitables, & particuliere poſſeſſion des choſes que ſouloyent eſtre communes, [1] auſſi donné les loix propres & conuenables pour conſeruer les proprietaires en la poſſeſſion & iouiſſance d'icelles auec leur poſterité, parlant à Moyſe lors de l'inſtitution du regne d'Iſraël que ſe deuoit eriger à la terre de Canaan, à ce que l'heritage de celuy que decede ſans enfans ou filles paruienne à ſes freres, s'il n'a point de frere aux oncles paternels, [2] de meſme Pharamond premier Roy de France fils de Marcomire pouruoyant aux ſucceſſions de la couronne, à ce que ne vint en famille eſtrangere ſtatua la loy Salique fondamẽtale de ce Royaume, contenant ces mots, Nulle portion de l'heritage de la terre Salique n'aduienne à la femme, ains toute l'heredité paruienne au ſexe viril: entendant par la terre Salique tout ce qui deſpend & appartient à la couronne, à laquelle ſuccede le maſle plus proche en ligne maſculine. [4] Et ſe

ſons

ſont eſleuees en France pluſieurs familles illuſtres notamment de la neceſſité, [5] eſquels l'aiſné ſuccede & porte le nom & armes de la maiſon, [6] non en tout ſolidairement, comme en Angleterre, [7] ains en la place principale: [8] auſſi par les loix des 12. tables en deffaut d'enfans & nepueux deſcendans des enfans les plus proches aſcendans de la ligne maſculine ſuccedent, [9] ſuiuie de pluſieurs couſtumes d'Italie, enſemble de la noſtre, par laquelle les meres ſont excluſes de la ſucceſſion de leurs enfans inteſtables, ou decedé ſans faire teſtamẽt, auſquels ſuccedent les peres, & à leur deffaut les plus proches du coſté paternel tant enfants que filles naturelles & legitimes, quoy que deux meres, [10] & ſelon les loix des 12. tables reduites à l'ordre des nouuelles les collateraux auec les aſcendans en droicte ligne paternelle par teſtes, & les aſcendans des collateraux par les racines, [11] cõtre le Tertullian: [12] couſt. de Guyenne, Languedoc, & autres de ce Royaume, [13] & contre les meſmes conſtitutiõs, par leſquelles les peres & meres ſuccedent eſgalement ez biens propres & particuliers de leurs enfans les paternels retournãs au pere, les maternels à la mere, ny ne font difference du ſexe quant aux ſucceſſiõs, [14] dont par ordonnance du Roy Charles IX. donnee à Sainct Maur au mois de May 1567. les meres ne ſuccedent à leurs enfans ez biens prouenus du coſté paternel, ſinon en l'vſufruict de la moitié de leur vie durant pour tout droict des legitimes, meubles & cõqueſts prouenus d'ailleurs ſont entre nobles ou roturiers, par laquelle les biẽs reiailliſſent, & ſont leur reſource à la meſme fontaine, d'où ſont deſcendus, [15] dont ſi on tire la fin de ceſte matiere du remede du droict de reuerſion, ne reſteront que les biens propres du fils decedé ſans hoirs, auſquels par le droict commun les peres & meres ſuccedent. [16] Et a eſté en ce parlement l'heritage d'vn frere decedé partagé entre les freres, l'ayeul paternel, & ayeule maternelle, non par eſgales portions, ains adiugé au frere la quatrieſme, & le ſurplus diuiſé en deux, & baillé vne quatrieſme & demie faiſant vn tiers & demy once à l'ayeul paternel, le ſurplus à l'ayeul & ayeule maternelle · repreſentant leur fille predecedee mere du defunct en l'ordre troublé de nature, tout ainſi que les enfans du frere decedé repreſentent leur pere en la ſucceſſion de leurs oncles paternels: [17] non entre couſins & couſines germaines, qui ſuccedent eſgalement à leur oncle cõmun decedé, s'il n'y a aucun de leur pere viuant ou autre collateral de l'oncle defunct ſans leſquels n'y a droict de repreſentation: *Cùm ad ſimilitudinem fratrum præmortui fratris filij ad hæreditatẽ vocentur paternã adingredientes gradũ, & illius portionẽ ferenies:* [18] *& tantã ex hereditate participent portionẽ quantã eorum parens accepturus erat, ſi ſuperſtes eſſet:* ſçauoir entre

entre ſœurs & freres germains conioincts de deux coſtez & leurs enfans par droict de repreſentation, autrement preferés aux vterins & paternels, [20] les paternels aux maternels par l'ancienne Iuriſprudence, non par le droict nouueau, [21] auec droict de tranſmiſſion & accroiſſement s'il y eſchet: [22] l'ordre des ſucceſſions demeurant pour le ſurplus en ſon entier tant ez deſcendans, aſcendans, que collateraux, [23] ſans toutes-fois que la mere par noſtre Couſtume ſoit appellée à la ſucceſſion, ny par conſequent l'ayeul, ayeule, oncle, ne tante maternelle, ny autres de ce coſté, en defaut de la mere tant qu'il y a parens du coſté paternel, [24] ſinon en la legitime, de laquelle neantmoins demeure priuée, eſtant excluſe de la ſucceſſion tant à la viguerie, que ville & gardiage: & ainſi a eſté obſerué iuſques à ce que la Cour a concedé aux meres la legitime de leurs enfans du tiers de leur heritage: [26] Et encore paſſant plus auant par deſſus la couſtume a depuis declaré la ſucceſſiõ des enfans ouuerte au profit de leur mere, exclus les oncles & autres parens du coſté paternel des heritages que ſont hors le gardiage auec le tiers pour leur legitime des autres biens qu'ils auoyent dans la ville & gardiage, [27] quoy que la couſtume s'eſtende tant en la viguerie que gardiage, [28] hors laquelle ſoit en Guyene ou Languedoc on ſuit le droit commun, par lequel les meres ſuccedent à leurs enfans, en tous & chacuns les biens à eux aduenus tant du coſté paternel, que d'ailleurs, exclus les oncles & collateraux du pere, ſinon l'ayeul & ayeule paternelle, auec la mere & ſes autres enfans & filles, ſi point en y a, ſœurs & freres germains du decedé par eſgale portion, & les enfans des autres predecedez par droict de repreſentation: [29] d'où s'enſuit que la mere ſuccede aux biens de ſes enfans, que ſont hors la viguerie nõ ſubiects à la couſtume, attẽdu qu'és ſucceſſions on ſuit les Couſtumes des lieux où les heritages ſont aſſis, [30] non és teſtaments & actes obligatoires, en la formalité deſquels on ſuit la Couſtume des lieux, où ils ont eſté faicts, [31] dont le ſtatut & Couſtume demeure eſcript, quoy que non du tout obſeruée iuſqu'à ce qu'elle eſt reformée à l'exemple de celle de Paris, [32] ores la Cour paſſe par deſſus, & la rende douteuſe ſur la diuerſité des hypotheſes: *nam ex facto ius oritur quod passim à senatu constituitur.* Lequel auſſi peut deſroger au ſtatut, & introduire nouuelle Couſtume, attendu qu'elle ſe forme de la frequence & continuation des choſes iugées és Cours ſouueraines en dernier reſſort en cas ſemblables, leſquelles eſtans diuerſement iugées ne peuuent eſtre tirées en conſequence, ny tenues pour loix generales, meſme entre ceux qui ne ſçauent les cauſes & motifs des iugemens & Arreſts. [33] Eſquels la Cour ne s'attache à la

rigueur du droict, ny du ſtatut, ains iuge d'equité, & circonſtantie les affaires, comme ſe void en la detraction des legitimes, laquelle eſt par fois ordonnée en corps hereditaire auec reſtitution de fruicts, puis le deceds du teſtateur autre fois en deniers auec les intereſts, à la charge de rapporter ou moins prendre, [34] voire les Iuges inferieurs qui crayonnent & font les premiers delineaments des procedures, quoy que ſubiects à la cenſure & correction des Cours ſouueraines, ne doiuent non plus iuger par exemples ny s'aſtraindre ſi eſtroictement à l'obſeruation des loix & Couſtumes ez choſes arbitraires, qu'ils en puiſſent encourir note d'iniuſtice, ains auoir touſiours l'equité deuant les yeux & aduiſer le principe & la fin du faict, qui ſe propoſe auec ſes circonſtances, [35] & a la mere pareil droict à l'heritage de ſon fils ou fille, qui a pris l'habit, & faict profeſſion de religion que s'il eſtoit decedé, parce qu'en France ne ſe faict tacite dedication de biens par l'entrée au Monaſtere, leſquels accroiſſent aux plus proches, ou retournent à ceux, deſquels la ſucceſſion eſt ouuerte, [36] ſinon par vacance au Roy ou au Seigneur haut Iuſticier, à la terre duquel les biens ſont aſſis en defaut de ſucceſſeur ou heritier, ſi le Religieux ou Religieuſe n'en a diſpoſé auant la profeſſion : [37] quoy faiſant le fils ne doibt oublier la mere, ny la mere le fils, venans à leur derniers iours, ou renonçans au monde, eſtant leur obligation reciproque & naturelle, [38] bien que par la rigueur de ceſte Couſtume la mere ne puiſſe quereler le teſtament du fils d'inofficioſité, pour ne luy auoir rien ou peu laiſsé, ou ne l'auoir compriſe, [39] la preterition du fils enuers la mere tenant lieu d'exheredation, ores ayt inſtitué vn eſtranger, parce que quand le teſtament du fils ſeroit caſsé, l'heritage du fils reuiendroit aux oncles paternels, non à la mere, [40] ce que toutes-fois elle peut ſelon noſtre vſage, attendu que la Cour luy adiuge le tiers pour ſa legitime, ſoit és biens de la ville & viguerie ou tant ſeulement du gardiage, [41] qu'eſt le droict de nature, lequel ne luy peut eſtre oſté par le ſtatut & loy ciuile, que par indignité ou iuſte cauſe d'ingratitude. [42]

NOTAE.

NOTÆ.

1 QVo erat communis omnium poſſeſſio, omnium vna libertas can.ius naturale diſtinct.1.in ipſa primæua ætate incorrupta,de qua Firmianus de iuſtitia, cap. 5. imò tam iure diuino quàm humano,tempore neceſſitatis propria ſunt omnibus cómunicanda,can.ſicut 47.diſt.can.dilectiſſimis 12. q. 1. Gen. 9.Exod.20.21.22.23 l 2.§.cùm in eadem naui,ff.ad leg.Rhodiam de iact.[2] *Pour conſeruer l'ordre & dignité des familles, Mayn.ch.2.du 8.liu.de ſes queſt.* [3] Eritque hoc filiis Iſraël ſanctum & perpetuum,ſicut præcepit Dominus Moyſi Num. 27. *où les filles ne ſont appellées aux ſucceſſions qu'en defaut de maſle,ſelon ledit Mayn. au ſuſdit ch. Platon au liu.5.& 11.des loix prefere en ſucceſſions les maſles aux femelles, & conſeille les teſtateurs laiſſer vn maſle heritier & ſucceſſeur de la maiſon , & par la loy de Solon en Demoſthene.* Euripid. in Ephigenia *les appelle Colomnes de la maiſon ,* qui bella gerunt , ſacra faciunt , munera publica obeunt [4] legis Salicæ , lib. 1. de allodis tit.62.l.6.tempore Pharamundi primi Francorum Regis anno Domini 420. conditæ cùm Frãci ad Rhenum vſque peruenirent , feriſque moribus viuerent per quatuor ex Sycambris viros electos ex Ioanne Feraldo regio Cœnomanenſi , Procuratore & Conſiliario de iur.& priuil. Regni Francor.c 20.ex antiquitatum Germanicarum lib.eſtque terra Salica,quæ deuictis hoſtib. Regi militibúſq; Saliis aſſignata fuit: namagri ex hoſte capti partim in publico , vel principi, partim veteri poſſeſſori relinquebantur, partimque militibus veteranis in præmia aſſignabantur. Procopius 1.de bello Vuandalico , Carolus I V. Francorũ Rex obiit relicta vxore prægnante,quæ filiam peperit, & cum regni conſuetudine filię non ſuccedant , proiectus eſt in Franciæ regem Philippus filius ſoceri , quia propinquior erat hæres in linea maſculina, Albertus Argentinus in Chronicis in eiuſdem vita obeunte inhumatóque Carolo Pulchro orta eſt quæſtio nõ modica,quis in regno de ipſius progenie proximior eſſet ad ſuccedendum tandem opinionib.& altercationibus ſopitis,per Principes & regni ſapientes concluſum fuit,& vnanimiter determinatum quod regnum eo quod de conſuetudine & ſtatutis eiuſdem in genus fœmineum deſcendere non valeret Comiti de Valeſio Philippo pertinere debebat Bald.in l.1.ff.de Senator.& ſub tit.de feud. March. Petrus Iacobus tit. de cauſ. ex quibus Vaſſal. Froiſſard vol.1.d.4.Garbay lib.26.Hiſt.Hiſp.c.16.ſucceſſit denique noſtris temporibus Henrico Valeſio ſorore relicta Henricus IV.Borbonius armatus Rex Franciæ & Nauarræ, vt quondam Philippus Pulcher , nunc Rex eſt Ludouicus XIII. Henrici IV. primogenitus è progenie,vt fertur,Diui Ludouici quõdam Francorum Regis. *Et reuenant au premier tige de nos Rois Pharamond euſt ſon fils Clodion pour ſucceſſeur à Clodion ſucceda Meronee,comme plus proche à Meronee, ſon fils Childeric pere de Clouis premier Roy Chreſtien oint & ſacré*: nemóque probè ignorare poteſt multò amplius reges maſculos quàm fœminas prodeſſe ex Euripide.Omne maſculinũ ſanctum vocabitur domino,Luc.2.Deus elegit ſibi primogenita,Exo. 13.num 8.vt ſibi ſeruirent num. 3. per quem reges regnant & potentes decernunt iuſtitiam epiſtola inter Claras C.de ſum.trin. & fid.cath. Prou. 8. & in veteribus Chronicis legitur cùm Franciaà nullo haberi dicatur in fundum,quamuis è contra nullus per fœmineam lineam ſucceſſiſſe dicatur : *Et lors naſquirent les Fleurs de Lys entre les eſpines du paganiſme , deſquels eſt parlé au ſecond chapitre du Cantique des*

Cantiques, Sicut lilia inter ſpinas, ita amica mea inter alias. Conſiderate lilia agri, quomodo creſcunt, non laborant, neque nent Matth.6 *Que ſont les trois Eſtats repreſentez par les trois fleurs de Lys d'or releuées au champ celeſte ſuſtiens de l'Eſtat & Couronne de France au champ de la religion, en laquelle le Royaume a tellement receu en honneur & richeſſes que le Roy de France eſt ſeul honoré du nom de tres-Chreſtien & ſont les trois Eſtats auſſi-tenus & exercez par le ſexe viril non adonné au commerce ny à l'agriculture*, can. 1. 2. 3. & 4 21. quæſt. 3. c. 1. in fi. c. ſed nec cler. vel Monach. ſecul neg. ſe immiſc. quorum Deus eſt pars hæreditatis, & decimas habent vt altari ſeruiant, Leuit. 27. num. 18. Deuth. 14. in fin. & hæc de Clero: de iuſtitia verò & nobilitate, in l. Curulis l. milites l. fin. C. de loc. & conduct. l. vn. quib ad conducend. præd. fiſc. acced. non licet lib. 11. C. *Ord. d'Orl. ar.* 5 *109. d'Amboiſe art. 8. au liu. 1. tit. 2. loy 30. du corps du droict François,* 5 *en laquelle conſiſte la principalle force Royalle & en la diminution d'icelle l'affoibliſſement de l'Eſtat, Ord. de Blois* 6 *art. 256.* 6 c. grandi, c. de ſupplend. neglig. prælat. in 6. c. licet de voto & vot. redẽpt. & eorum proximior duntaxat vocatur ad ſucceſſionem, qui dignitatem, nomen & domus inſignia ferat, etiam excluſa matre, vt magis quàm ſuæ publicæ conſulatur vtilitati. Benedict. in c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, n. 50 51. ext. de teſtam. vnde lex familiæ quam Burch. Vvorm. Epiſc. ſcripſerit, ſi ex familia, inquit vir aliquis, & vxor eius obierint & filium cũ filia reliquerint filius hæreditatem ſeruilis teriæ recipiat: filia autem veſtimenta matris, & pecuniam 7 operatam recipiat, de his plura Bonus Decurtilus in Tractatu nobilit. 7 *Maſuer* 8 *nomb. 66. 67. du tit. des ſucceſſions,* 8 *qui porte le nom & armes de la maiſon par le droit d'aiſneſſe, ce que n'a lieu entre roturiers plebeians, filles & collateraux, Maſuer au meſme tit.* 9 *nomb. 37.* 9 l. 12. tab. 27. inteſtatorum hæreditates primo ſuorum hæredum velint nolint ſunto, & in locum filiorum nepotes ex his ſuccedunto 28. his deficientibus agnatus proximus familiam habeto his verbis à Marcilio concepta 34. Aſt ſi inteſtat. moritur, cui ſuus hæres nec eſcit agnatus proximus familiam habeto: ſi agnatus nec eſcit gentilis familiam habeto, nempe alter eiuſdem nominis & familiæ ex Ambroſio Calepino in hoc vocabulo deſumpto exemplo à Marco Tullio 2. de Inuentione, & 1. ad Herennium his verbis ſui hæredis ſucceſſio, & c. 27. 12. tab. de quo in ſuperiori tit. proximus agnatorum ſucceſſio ex hoc cap. 34. ſi paterfamilias moritur inteſtato cui ſuus nec extabit hæres agnatus proximus familiam habeto, ex Vlpiano libr. ſingul. ſub tit. de legit. hæredit. & ex Cicerone familia pecuniáque eius agnatorum gentiliúmque eſto, & ita ſi nullus agnatus ſit eadem lex 12. tab. gentiles ad hæreditatem vocat gentiliúmque ius in deſuetudinem abiiſſe refert Marcibus leg. 12. tabul. interpres, hinc ſui hæredis ſucceſſio ex libr. 12. tabul. libr. 7. de bon. damn. & inſtitut. § 2 de hæredit. Qu. l. & differ. § de hæred. quæ ab inteſt. defer. & his deficientibus proximi agnati ſuccedunt, §. 1. de legit. agn. ſucceſ. inſt. *& ſuccede en France les plus proches ſans autre formalité, & le mort ſaiſit le vif ou ſon hoirs plus proche & habil à luy ſucceder*, nec iure ciuili Romanorum in ſuis neceſſaria eſt hæreditatis additio, qui ſtatim ipſo iure exiſtunt in ſuis, l. ff. de ſuis & legit. hæred. l. in ſuis, ff. de lib. & poſth. hæred. inſtit. non tamen inuiti etiam ſui adire tenentur, vt quondam lib. 12. tabul. 27. leg 1. Cod. vt omiſſ. hæredit. *Et ſont volontaires non contraintes ny neceſſaires toutes additions d'heritages en France & la peut repudier le fils*

naturel

naturel & legitime du defunct ou l'achepteur, ſi bon luy ſemble auec benefice d'inuentaire ſans confuſion de ſes droicts, ne indetenea tur vltra vires hereditarias, *comme il feroit s'il ſe rendoit heritier ſimple*, [10] *Maynard au ch. 84. du 2. liu. de ſes queſt. rapporte la couſtume en ces termes:* Bona decedentium ab inteſtato patrem non habentium remanent & deuoluuntur propinquiori, ſeu propinquioribus illius perſonæ defunctæ in gradu parentele ex parte patris, qui ſi ſuperſit tempore mortis illius ſuccedit, & bona penes eum, & ad eum deuoluuntur *par le meſme explique au ch. 91. du 6 liu. de ſes queſt.* Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxor. nomine Adelaſiam, num. 740. e. de teſtam. tacitè quidem non expreſsè per ſtatutum cenſetur mater à ſucceſſione filij excluſa incluſione agnatorum, ibidem Benedictus num. 27. eadémque viget conſuetudo per totam fere Italiam Ioannes Andreas in additione ſuper ſpeculatorem, in §. fin. tit. du curatore: inteſtatus enim actus is propriè dicitur, qui cum teſtabilis eſſet, omnino teſtamentum fecit, vel non iure fecit inutile quod ruptum irritúmue factum eſt, aut nemo ex eo hæreditatem non agnoſcit, aut quocumque modo teſtamentaria non adeatur hæreditas. § 1. de hered. quæ ab inteſt. deferuntur, inſt. l. 1. ff. de ſuis & leg. hæred. l. 1. C. quis ord. in bonor. poſſeſſ. ſeruetur, & licèt impropriè, potentia tamen cenſetur inteſtatus inteſtabilis, qui non habet teſtamenti factionem actiuam ex optima & approbata mente Benedict. in c. Raynutius, in verb. vxorem, num. 7. & 8. nec eſt certum genus teſtatorum vel inteſtatorum: nam vt ſi contra tabulas ſecundùm tabulas, vel per bonorum poſſeſſionem de quacumque ſucceſſione agatur ſemper de gradu ſuccedentium quæritur, vbi non fit teſtamenti mentio aut alterius legitimi impedimenti [11] ex nouell. 118. c. 3. & 127. c. 1. decreto Childeberti Fran- [11]
corum Regis Cal. Mar. anno regni ſui 20. ſtatuit vt nepotes ex filio vel filia ad res auiaticas cum auunculis vel amitis ſi venirent in hæreditatem tanquam ſi pater aut mater viui fuiſſent, de illiſque nepotibus illud placuit obſeruari, qui de filia vel filio, non qui de fratre naſcuntur quod eſt ius repræſentationis in bonis auiaticis, [12] de quo in l. 1. C. ad Tertul. quo vt filius matri, ita mater filio ſucce- [12]
dit, & in virilem vnà cum cæteris filij defuncti fratribus & ſororibus, auth. & cum ſolis, C. eod. ſine ſexus diſtinctione: nam defuncto ſine liberis filio parentes ſi ſoli ſint, ſuccedunt, ſalua gradus ſui prærogatiua, ſi pari gradu pariter admittuntur, paternis quidem dimidia, maternis alia dimidia delata, licèt ſit diſparcorum numerus: at ſi cum parentibus fratres & ſorores vtrinque defuncto coniuncti ſuperſint, vocantur cum aſcendentibus gradu proximis, ita vt viriles fiant portiones excluſa prorſus differentia ſexus & patriæ poteſtatis, vbi nulla ſecundarum nuptiarum fit mentio, auth. defuncto, C. eod. tit. eadémque ratio habetur deſcendentium auth. in ſucceſſione, C. de ſuis & legitimis liber. I maximum vitium C. de lib. præter. [13] *pays de droict eſcript* [14] nouell. 118. c. 4. vbi in ſucceſſio- [13] [14]
nibus ſublata eſt cognatorum & agnatorum differentia, tum etiam emancipatorum, & eorum qui erant in poteſtate patris, ibidem c. 1. 2. & 3. præf iur. [15] *ce qu'eſt* [15]
doctement diſcouru par le d. Mayn. au ch. 90. du 6. liu. de ſ. s queſt. s'arreſtant qu'en ce Parlement, ſublata differentia cognationis & agnationis, *le plus proche ſont de deux coſtez ſans diſtinction du ſexe eſtre ſeul appellé à la ſucceſſion s'ils ne ſont pluſieurs de meſme degré ſoyent ils emancipez ou fils de famille*, ex d. Nouell. 118. *ce que peut eſtre entendu des biens que ſont hors la viguerie non ſubiects à la couſtume, comme repreſente ledict May. au ch. ſuiuant, laquelle eſt fondee ſur le droict ancien, par lequel les femmes ne ſuccedent*

qu'en defaut de máſles, quant aux aſcendans, qu'on pourroit auſſi eſtendre aux deſcendans, tout ainſi que par les nouuelles la difference du ſexe eſt oſtee tant par les aſcendans, deſcendãs
16 *que collateraux*, d.c. 1.2. & 3. Nouell. 118. [16] *eſtant ceſte regle de droict infallible que les biens donnez retournent au donateur par le predecez du donataire ſans hoirs, & encore plus eſtroictement aux peres & meres ſans aucune diminution, Mayn ch. 89. 90. 91. 92. du 2. liu. de ſes queſt. Carond. ch. 14. du 7. liu. de ſes reſp. & arreſt ſur ce allegué* l. 2. C. de bon. quæ liber. vnde paterna paternis, materna maternis *que led. Mayn. au ch. 90. du 6. de ſeſdictes queſt. dict n'eſtre en vſage au Parl. de Tholoſe, & ne paſſer plus auant que des freres,* nec extenditur pluralitas vinculorum vltra fratres fratrúmque filios, ibidem ex auth. itaque C. commun. de ſucceſ. vbi fratre ſiue liberis defuncto tranſmittitur eius hæreditas fratribus vtroque latere coniunctis, qui cæteris præferuntur, qui vno tantùm, vel altero coniuncti ſunt, vnde communis habetur ratio bonorum aduentitiorum, quæ filiis aliunde quàm à parentibus aduenerunt, vel caſtren aut quaſi caſtrenſia habuere, in quib hac noſtra conſuetudine pater agnati, cæteríq; ex paterna linea deſcendẽtes matrẽ excludũt in ſucceſſione filiorũ, vel filiarum, non in bonis maternis ſi quædã à matre fuerint erogata, imò ad eandem reuertuntur. *n'eſtant raiſonnable que les parents du mary ſe preualuſſent de ſa propre ſubſtance: ce que meſme eſt ſubiect à rapport à la diuiſion des biens maternels entre freres & ſœurs, enfans ou filles de la defuncte, non entre eſtrangers aſcendans ou collateraux, May. ch. 87. nomb. 6. & 7. du 5. liu. de ſes queſt. quoy que la mere l'euſt donné par preciput, ſi n'appert clairement la donatrice auoir declaré n'entendre que les biens par elle donnez entrent à la conference ou ne les a par meſme teſtament donnés par preciput & aduãtage à ce qu'il apparoiſſe de ſa volonté, M.ayn. ch. 87. du 6. liu. de ſeſd. queſt. & ainſi des biens de l'ayeul ou ayeule maternelle, leſquels enſemble les oncles & tantes maternelles ſont auſſi exclus de l'heritage des enfans par le pere ayeul & ayeule, oncles & tantes paternels, non que tous ſuccedent enſemble,*
17 *ains chacun à ſon degré par teſtes tant maſles que femelles par la trãſmiſſion du pere,* [17] *l'hypotheſe priſe à ce propos du ch. 93. du 6. liu. des queſt. dud. Mayn. eſtant hors les termes de noſtre couſtume par la mere & autres aſcendans & collateraux, ou deſcendans des collateraux de la ligne maternelle ne ſuccedent qu'en defaut du pere & autres aſcendans & collateraux de la ligne paternelle, conformement aux loix des 12 tab.* [18] Nouel. 127. c. 1. [19] Nou.
18 19 128. c. 1. 2. 3. [20] *leſquels ſuccedent chacun en ſon chef, n'y ayant entre eux aucuns aſcendans*
20 *ny collateraux des aſcendans qui ſuccedẽt: auquel cas y auroit droict de repreſentation, & les nepueux ſuccederoyent par les racines, May. ch. 92. du 6. liu. de ſeſd. qu'eſtant certain que lad. repreſentation ne s'eſtend hors le rang des ſœurs & freres germains conioints des deux coſtés & les enfans des predecedez, comme eſt ſi deuant repreſenté* auth. ceſſante, C. de legit. hered. auth. itaq; mortuo, C. commun. de ſucceſſione [21] *les freres paternels eſtoyent auſſi par le droict ancien preferez aux maternels* l. patruo C. de legit. hæred. quorum ſexus
22 & patriæ poteſtatis eſt iure nouo ſubla. differen. c. d. Nou. 118. [22] Itaq; trãſmiſſio deſcendentiũ & aſcẽdentiũ etiã non adita hęreditate, l. vni. C. de his qui ante aperta tab. tranſm. l. cum in antiquioribus, C. de iur. delib. collateralium niſi adita hæreditate l. quoniam ſororem, C. eod. de quib. in d. auth. itaque mortuo, C. communia de ſucceſ. ſicut cæterorum, & in l. vn. §. cum igitur, §. in nouiſsimo, C. de cad. toll. actu quidem vel potentia cùm hæres iuſto metu vel impedimento prætermiſit hæreditatem, aut morte pręuentus inter deliberandũ non adiit l. 3. §. pen. & fin. & l. ſeq ff. ad Syllan. alias enim ab hærede extraneo non adeunte non tranſmittitur, nec rei nõ aditæ proximus ſucceſſor exiſtit d. l. in antiquioribus circa finem, C. de

iur.

iur.delib.proximique deſcendentium & aſcendentũ inter ſuos habentur,& etiã alio iure ad ſucceſſionem vocantur,ſuúſque & legitimus hęres vtroque iure ſuccedit,quorũ vno ſublato ſupereſt aliud l.ſuum hæredẽ,C de iur.deliber.ſuus quidẽ non neceſſarius cùm ſit ei libera paternam hæreditatem adeũdi,vel repudiandi facult. ſicut extraneis,vt ſ.*& l'ayant le fils repudiee ne peut venir ab inteſtat pour ne ſatisfaire à la volonté du teſtateur,de tant que* etiam ab hærede ſcripto non adita hæreditate vel ſublata hæredis inſtitutione cætera firma permanent,nempe legata, & quæ præter inſtitutionem in teſtamento continẽtur.auth.ex cauſa,C.de l.ber. præter.*& tant qu'il y a teſtament valable on ne peut venir à la ſucceſſion ab inteſt.* tandiu enim de hæreditate contenditur mortuorum quandiu teſtamentum profertur in publicum, diuus Aug ſuper Pſal. 21. confirmatũ teſtatoris interitu ad H. bræos 9.præſertim inter ignobiles, *dont apres que le fils a inſtitué ſa mere par ceſte meſme couſtume,les oncles paternels ſont exclus de la ſucceſſion*,vnde alia eſt cauſa teſtati,alia inteſtati,*ny n'eſt la pluralité des biens conſiderables ſinon entre freres & ſœurs, May.ch 91.du 6. liu.de ſes qu.* qui pares in gradu pariter ad inteſtati hæreditatẽ vocantur,auth. poſt fratres in 2.C.de legit hæred & concurſu partes facimus ad inſtar coniunctorum, de quib is in l. coniunctim,ff de leg.3.imò & qui ſperantur ad partes,l.2.ff.ſi pars hæredi.pet.quandiu ſpe optimæ mittuntur qui rem habere videntur, vt in l.ſolũ, §.meum,ff.de rei vend l ſi pecuniam.C.de negot geſt.l.eius qui in prouincia,ibi. Bath.ff.de reb.dub.donec accũ ſi poteſtatem habuerint,nec defecerint,repudiauerint morte præſcriptione,vel alio impedimento amiſerint, ita tamẽ vt per modum potentiæ perueniatur ad actum:nam cum ipſa poteſtas ſine actu agnitionis interiit,tunc eis,qui ex eodem gradu ſuperſunt portiones non adeuntium & non petentium accreſcunt.l.ſi ex pluribus.ff de ſuis & legit hæred.cùm hęreditatis additio in facto bonorum poſſeſſio magis in actione conſiſtat, Alciatus lib.1.Paradox.c.2.l.actionis,ff.de verb.& rer.ſignif.quamobrem ad tio factum iure ciuili actionẽ petitio iure honorario demonſtrat.de quo in l.vn.C.quand. non pet. part. petentib accreſc.vt per exiſtentiam ſui hæredis impeditur ius accreſcendi, licèt inter ſuos etiam partes deficientes accreſcant, d.l.ſi ex pluribus , quandiu enim ſuus hæres exiſtit,pars eius nõ deficit,vnde Gordianus Imperator dixerit hac ſua conſtitutione ceſſante legitima ſucceſſione,quia ſuus & legitimus hęres vtroque iure ſuccedit,quorum vno ſublato ſupereſt aliud,l.ſuum hæredem C. de iur deliber.iuncta l. quoties , ff. de regul. iur. *dont les noms des actions n'eſtans plus en vſage en France n'eſt maintenant queſtion que poſer le faict,la cauſe & raiſon, & bien conclure n'eſtant apres permis varier ſinon pourſuiure l'action ia intentée*.nã ex plurib. actionibus vna eſt eligenda,l.quod in hærede §.eligere,ff.de tribut.act.l cum filius , ff. de leg.2.c.qui duas de elect in 6.Imola in l.1.in princ.n.4.ff.de publ.l.quoties , ff. de reg.iur.Et vna electa non fit regreſſus ad aliam, ſed per ius accreſcendi impeditur ſucceſſorium edictum , cùm in omnibus bonorũ poſſeſſionibus pro hæredibus habeantur ex Vlpiani reſp.in l 2 ff de bonor.poſſeſſ.quorum vno vel altero exiſtente in vlteriori gradu conſtituti ad eandem ſucceſsionem non admittuntur l.1.§.ſi nemo ff ad Senatuſc.Tert & ita æquis partibus ab inteſtato diuſa hæreditate portio deficientis cæteris partibus,nempe rebus non perſonis accreſcit,& ad hæredes eorum qui acceptauerunt,peruenit.licèt priuſquam eis accreuerit, deceſſerint,l.hæc ſcriptura,§.cùm autem,ff.de condit.& demonſtr.l.1.l qui patri,l.ſi totam,l.qui ex duabus,ff.fin.ff.de acq.hæred.l.ſi ex pluribus,ibique Bart.ff. de ſuis

& legit.

& legit. hæred & sicut is qui partem accepit, partem facit, non facit partem qui ad partem non admittitur: sed hæres eius qui partem suam agnouerit iure nõ decrescendi totum inuitus retinet, eiq; portio deficientis in lucro & onere accrescit l. vn. § his itaque, C. de caduc. toll. l. testamenti, C. de impub. l. 3. § si cum duob. seq ff. de bonor. possess. licèt enim quisque iure suo renunciare possit, l. pen. C. de sacros. eccl. l. pen. C. de pact. non tamen cohæredi aut bonorum possessori alterius sibi accedentem portionem repudiare licet, vt iuris retenti accessionem, quæ naturam sequitur sui principalis, l. pen. ff de const. princ. l. 2. ff. de iurisdict. omn. iud. deinde cùm hęreditas & bonorum possessio in iure consistant, quod vt res incorporea nõ patitur diuisionem, §. vn. de reb. corp. & incorp. inst. tertiò, quia vnius eiusdem hæreditatis partẽ vnam agnoscere, alteram repudiare absurdũ esset l. vni. §. his ita deficientis, vers. in his itaque, C. de cad. toll. l. 1. & 2. l. qui ex duabus, § fi. ff. de acq. hæred. vt partim hæres, partim non hæres existat testatórve partim testatus, partímve intestatus decedat, l. ius nostrum, & ibi Decius. ff. de reg. ibique Decius, & ita pars hæreditatis caduca esset in lege vnic §. in primo, §. pro secũdo, C. de cad. toll. quartò, quia semel adita & accepta hæreditas amplius repudiari non potest, l. sicut maior C. de repud. vel abstinend. hæredit. postremò, quia eius debet esse onus cuius est cõmodum. l. id quod, ff. de peric. & commod. rei vend. l. 1. C. eo. præsertim hæreditatis l. 1. ff. de bon. posses. *ainsi le droict & part de l'enfant qui s'abstient & renonce à la succession paternelle ou maternelle accroist aux autres enfans heritiers au corps du droict François liu. 6. tit. 4. loy 2. §. 10.*[23] de quo in c. 1. 2. & 3. nouell. 118. & cessante successione descendentis & eius quæ sola ascendẽtis vocantur, l. fratres fratrí que præmortui filij in stirpes, auth. cessante C. de legit. hæredib. nempe si succedant cum patruis, si verò non sunt patrui, succedunt filij duorum fratrum, secũdùm Azonem in cap gloss. d. auth. cessante, in verb in stirpes: *l'aduis duquel est suiui selon led. Mayn. ez lieux preallegueZ*, licèt in stirpe ex §. cum filius de hęred. qui ab intest. defer. instit post fratres fratrúmque filios vocantur æqua lance gradu proximiores auth post fratres, C. de legit. hęred. si autem parentibus vtrinque fratres & sorores defuncto coniuncti supersunt, vocantur cum ascẽdentibus gradu proximis, ita vt virtles portiones fiant. auth. defuncto, C. ad Tertull. nempe qui ex vtroque latere coniungunt eum de cuius hæreditate agitur, d auth. cessante, §. duo autem, C. de legit. hæred quorum pater, auus, proauus & cæteri, deinceps vna cũ agnatis filij defuncti non extantibus liberis si soli sint, succedũt salua gradus pręrogatiua, si pares gradu, pariter succedunt d. auth. defuncto, C. ad Tertull. si alter non pręcedit, proximúsque dicitur, quem nemo antecedit, l. 1. § proximis, ff. vnde cognati, l proximus, ff. de verb sign. & habet locum huiusmodi ius repræsentationis in linea directa in infinit. ex Masu. *tit. des successions n. 6.* § si quis igitur de hære. quæ ab intest. defer. nẽpe ascendentiũ & descẽdentiũ, nã collateraliũ nõ vltra fratrum filios aliis fratribus extantibus protenditur præf. iur. solíque ascendentes ad filiorum successionem vocantur exclusis agnatis. l. 3. C. de suis & legit. hęred. primi gradus in capita remotiores in stirpes, auth. in successione. C. de suis & legit. lib. Alciat. triplicẽ constituit ordinẽ successionũ liberorum, legitimorũ & cognatorũ, li. 4 Parad. c. 4 Iusti. descendentium, ascendentium & collateralium, quorũ 1. gradu constituit descendentes, c. 1. nou. 118. secundò, ascendentes ibid c. 2. tertiò, collaterales eiusdem nouell. c. 3. agnatorum iure in hęreditate sublato ibid c. 4. & nouo iure Romanorum sublata sexus & patrię potestatis differentia, vbi non fit

mentio

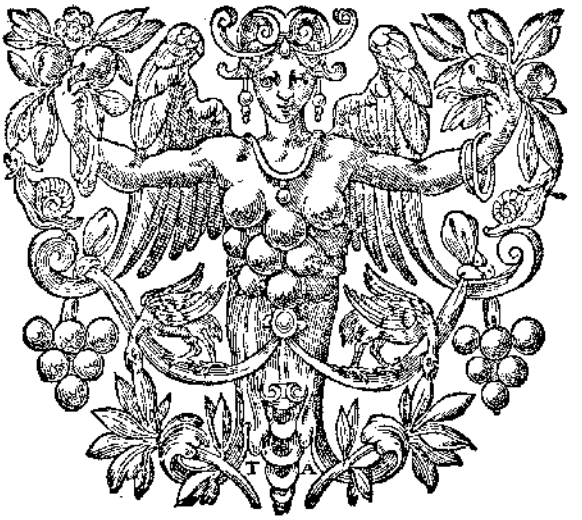
mentio ſecundarum nuptiarum tam maſculi quàm fœminæ, nec non filij emancipati ſicut filijfam.pariter ad ſucceſſionem vocantur,auth. poſt fratres 2. C. de legit.hæred.auth.defuncto,C.ad Tertull.l.maximum vitium C. de lib.præter. [24] [24]
En apportãs ce qu'ils ont reçeu, lequel ordre eſt gardé par nos couſtumes aux deſcendans & collateraux auec droict de repreſentation des fils,des freres & ſœurs conioints des deux coſtés, eſquels ladicte authentique eſt gardee & nouuelle 127.chap.1.non pour les aſcendans,leſquels par noſtre ſtatut ſuccedent aux enfans du coſté paternel non du maternel, dont le pere vient ſeul à la ſucceſſion, cæteris non extantibus liberis,*ſinon,eſgalement auec ſes autres enfans & biens propres du defunct & maternel,ſi la mere eſt decedee:*tunc ſublata Tholoſę differentia paternorum & maternorum,*ſelon led May.aux ſuſdicts ch.90. & 91.du 6.liu. de ſes queſt. laquelle ſi eſt auſſi viuante ne ſuccede à ſon fils auec le pere, ſauf que par droit de retour elle peut repeter ce qu'elle luy a dõné,comme eſt cy deuant repreſenté,tous les autres biẽs poſſedez par le fils defunct du temps de ſon decez,eſtant inclus en l'heritage,quoy que és biens qui ſont aſſis hors la viguerie on vſe en ce* Parlement *du droict Romain,n'eſtans ſubiects à la couſtume,iaçoit qu'ils appartiennent à vn citoyen de la ville,par lequel droict Romain le pere & la mere ſuccedent eſgalement à leurs enfans,c.2.nouell.118.& en defaut de pere auec les autres enfans ſuruiuants conioints de deux coſtez par eſgales portions exclus les oncles paternels,ſi elle n'a conuolé en ſecondes nopces c.3.nouell.127.& demeure par la couſtume la mere, & en ſuite d'icelle tous les conſanguins& parents maternels exclus de la ſucceſſion du fils par l'ayeul,byſayeul & oncles paternels.* Benedict. in c Raynutius,in verb & vxorem nomine Adelaſiam,n.23.24.27.*où il oue & explique le texte de ceſte couſtume,May. ch.91. du 6.liu.de ſes queſt.* [25] Mater quondam extantibus agnatis petere legitimam potetatin bonis filij præmortui.*comme fut iugé par arreſt du Parl.de Tholoſe du 26.Aparil. 1505. pour la ſucceſſion du ſieur d'Azaz habitant de Tholoſe allegué par ledict Benoiſt* in d. c.Raynutius.in verb.& vxorem nomine Adelaſiam nu.63.[26] *par arreſt du 14.Aouſt 1564.donné entre Germaine d'Eſcorme vefue à feu Pierre Lamore appellante du Seneſchal de Tholoſe impetrante & demandereſſe pour eſtre ſubrogee au lieu,droict & place de feu Guillemette ſa fille decedee pendant le procez d'vne part, & Pierre la Chappelle procureur en la Cour appellé & intimé d'autre. Anthoine Peironne & Françoiſe de la More qui eſtoyẽt auſſi in inſtance pour la ſucceſſion,ont eſté maintenus en la poſſeſſion & ſaiſine de tous & chacuns les biens qu'ont appartenu à lad. Guillemette de la More detraite la tierce partie au profit de lad.d'Eſcorme,en laquelle a eſté auſſi maintenue par ſon droict de legitime ez biens de ſad.fille:par autre arreſt du 15.Iuin 1577.la mere a eſté maintenue à la troiſieſme de tous & chacũs les biens qui auoyent appartenu à ſes enfans du temps de leur decez à eux aduenus tant par teſtament de leur feu pere que d'ailleurs pour la legitime à elle appartenant ez biens de ſes enfans,à la charge toutesfois d'imputer d'eux cent liures à elle leguees par le pere ſans deſpens, Mayn.ch.84.du 2.liu.de ſes queſt. eſtant toutesfois le legat ſubiect à rapport,quoy que ſoit fait par preciput & aduantage,s'il n'y a prohibition expreſſe du teſtateur:led.May.ch.57.du 8.liu. de ſes queſt.lequel declare au ſuſd.ch.84.du 2.liu.de ſes qu.les biens aſſis hors la viguerie n'eſtre ſubiets à la couſtume,d'où l'on peut inferer à ſens contraire que les meres qui habitent ailleurs auec leur famille* vbi larem rerumq; ac fortunarũ ſuarum maritus forte oriundus Tholoſæ,vel aliunde ſummam conſtituerat,vt in l.ciues.de ciuib.& incol.li. 10.C.& in vicaria,vel vbi Tholoſa bona poſſederit poſt eum eiuſd. liberi: quibus deinde mater licèt Blitetis vel alibi moretur extra Tholoſæ vicariã non ſuccedit in bonis,quæ ipſi habuêre tempore mortis in ciuitate aut in vicaria Tholoſæ,niſi in tertia legitimæ proximiis agnatis huiuſmodi ſucceſsione delata, *de tant*

qu'ez ſucceſſions ab inteſtat on ſuit les loix & couſtumes des lieux,où les biens ſont aſſis, non du domici.du defunt,ſi ſont en diuers pays où les couſt. ſont diuerſes, les biens trouués à chacun pays ſont à diſtribuer ſuiuant la couſtume d'iceux à chacun pays ſelon la ſienne,Maſuer. des ſucceſſions,nom.66.67.où il cite le ſieur Dunal en ſes arreſts,ch.41.ſur la fin, vbi non ſolùm in rebus immobilibus,ſed etiam mobilibus, quæ ibi reperiuntur tempore mortis,atq; in nominibus,quæ ibid.à defuncto contracta & conuenta fuêre tam actiuè,quàm paſsiuè. *Et allegue led.May.au ch.85.du meſme liu. vn autre arreſt confor-*
[27] *me au precedent du 28.Iuin 1586.cité au ch.84.*[27] *led. Mayn.cha.86. du meſme liu.où eſt remarqué vne ſentence arbitrale donnée entre la mere & quatre ſiens enfans ſeruiuants auec elle à vn autre leur frere ſurnommé Barraſis,par laquelle ſur la remiſe de leur differẽt la cinquieſme des biens du deffaut qu'eſtoyent hors le gardiage fut adiugée à la mere & le tiers de la cinquieſme des biens qu'eſtoyent à la ville & gardiage pour ſa legitime tout le ſurplus ac-*
[28] *croiſſant aux quatre freres ſeruiuants confirmée par arreſt du 13.Septemb.1584.*[28] *comme a*
[29] *eſté touché par le meſme au ſuſd.ch.84.du 2.liu.de ſes que.*[29] & ita diuiditur inter aſcendentes hæreditas in eod.gradu conſiſtentes,vt medietatem paterni aliam medietatem materni,licèt diſpares numero habeant nou.118.c.2,& nou.27.c.1. Benedi-
[30] ctus in c.Rayn.in verb.& vxor.nomine Adelaſ.nu.637.638. & 639.[30] *Maſu.tit.des*
[31] *ſucceſſions nomb.66.67.*[31] *comme au tit.precedent.*[32] *Et ſe iuge ſelon les couſtumes eſcriptes*
[32] *approuuées & confirmées,ſinon és choſes que n'aduiendroyent de cent ans:*nã de his quę raro eueniunt,iura non conſtituuntur,*quoy qu'aucuns particuliers affaires ſe traitent par fois contre la couſtume.*Bened.in d.c.Rayn.in verb.& vxor.n.38.*Charles VII.1454.art.* 4.ſola ſcriptura ſufficit ad plenam conſuetudinum confirmatarum probationem, cùm ſcilicet in confirmatione ſint ſtatuta vel ſcriptę cõſuetudines, & talis ſequitur ſcriptura,c.venerabilis de confirm. vtil. vel inutil.ex Bened. in verb. & vxor. n.39.*telle que la noſtre,laquelle ſi elle n'eſtoit confirmée & redigée par eſcript, faudroit preuuer par tourbes à la grande incommodité des plaidans,*pluráq; ibi.ſubiicit præfat.Bened. *& meſme aux faits des ſucceſſions que ſe propoſent,la couſtu. eſt conſiderable en la ſucceſſion des maſles & parents du coſté paternel,attendu qu'elle eſt du droict diuin & de nature,voire des gens, comme eſt cy deuant repreſenté,& la ſucceſſion maternelle du droict ciuil romain, auquel eſt facilement derogée par la couſtume.*Bened.in verb.& vxor.n.42.43.*& s'eſtend la couſtume en ſon territoire non plus auant,Carond.ch.20.du 9.liu.de ſes reſp. comme auſſi peut le teſtateur paſſer ſur la couſtume non en la formalité,ains en la diſpoſition pour le droit de repreſentation: le meſme ch.4.du 8.li.de ſeſd.reſp.& dit la couſtume de Paris eſtre le droit commun de France, ſur lequel les autres ſont à interpreter, reformée du conſentement des 3.*
[33] *eſtats.le meſme ch.33.du 7.liu.de ſes reſp.*[33] l. non ambigitur,l.ſi de interpret.& l.ſeq.ff.
[34] de leg.[34] *Mayn.ch.19.du 4.liu.de ſes qu.*[35] l.quod Epheſ.ff.de eo quod cert.loc.[35] *&*
[35] [36] *eſtans les religieux profez morts ciuilement ne peuuent diſpoſer de leurs biens en France.*Ioa.
[36] [37] Gallus,quæſt.122.*Maſu.tit.des ſucceſſions nomb.30.31.May.ch.18.du 7.liu.de ſes queſt.*[37]
Maſu nomb.36.du meſme tit.[38] *car la couſtume permettant que le fils diſpoſe de ſes biens ne doit oublier ſa mere, de laquelle il tient la vie,ains l'honorer & recognoiſtre de ce que Dieu luy a donné,attendu qu'il eſt tenu l'alimenter ſi elle eſt pauure, & n'a d'ailleurs dequoy s'entretenir eſtant l'obligation reciproque:ce que luy eſt auſſi bien deu apres le decez du fils que pendant ſa vie,nonobſtant la couſtume,* ex eodem Benedict. in c. Raynutius in verb. & vxor.n.61.*la cauſe pour laquelle la troiſieſme partie des biens du fils qui decede inteſtable ou ſans faire teſtament qui autrement par la couſtume viennent à ſes oncles paternels,luy eſt adiugée par ſa legitime,laquelle le fils ne doit non plus delaiſſer s'il entre en religion,ains luy*

rendra

rendre tout le deuoir que doit vn fils a la mere ſçachant que la cauſe pie s'eſtend aux pauures parents meſme du fils à la mere, tout ainſi que de la mere enuers ſes enfans ſelon S. Aug. dont parle May. au ch 19. du 7. liu. de ſes qu nec mater à filio hæres inſtituta excluditur per agnatos. Bened. in c. Rayn. in verb. & vxor. nomine Adelaſ. nu. 70.[39] cum extantibus agnatis habeatur pro extranea, ibid n. 57.[40] *toutesfois quand le fils faict teſtament,* [40] *quoy que la raiſon precedente en ſon eſpece ſemble eſtre ſouſtenable, ne doit neantmoints le fils non plus que la mere forligner de ce droict de nature,* nempe ſanguinis quod nullo iure ciuili dirimi poteſt: *& peut la preterition de la mere où elle eſtant predecedée de l'ayeule impetre le teſtament quant à l'inſtitution d'heritier faicte par le fils, comme ſeroit rompu le teſtament de la mere par la preterition du fils que tient lieu d'exheredation, le ſurplus demeurant en ſon entier. May. ch. 11. du 5. liu. de ſes qu. s'il n'y a cauſe d'ingratitude* [41] *May. ch. 84. 85. 86. du 2. liu. de ſes queſt. & peut eſtre releuée du conſentement preſté du legat par elle agreé à elle faict par ſa fille, duquel elle s'eſt contentée pour demander le ſupplement de legitime, quand ſadicte fille a inſtituée vn eſtranger ſon heritier, non quand elle inſtitue ſon frere germain: le meſme ch. 6. du 7. liu. de ſes queſt.* [42] l. iura ſanguinis & ibi Dec. ff. de reg. iur. Primúmque illud eſt cogitandum, inquit Iaſon. quod teſtantibus aliis quidem neceſſitatem imponat lex diſtribuere quandam partem perſonis quibuſdam tanquam hoc ſecundùm naturam eis debeatur, quale eſt filiis, & nepotibus, & patribus, atq; matribus, nouell. 1. in præludio, §. primum itaque iniuſtum quidem ruptum & irritũ diximus eſſe teſtam. ſuorũ præteritione, reuocat. agnatione, repudiatione, vel non aditione l. 1. ff. de iniuſt. rup. & irrit. fact. teſtam. etiam incapaci, ſitque inofficioſum à parentibus erga liberos, licèt alias valeat, niſi vna ex iuſtis cauſis expreſſa, exheredationi partim enumeratis in nouell. 15. quæ ab hærede probetur, vt in tit. ſuperiori, nec licet liberis in vltimis voluntatib. parentes præterire niſi vna ex cauſis expreſſa, in c. 4. incertis nouell. 115. nempe ſi parentes ad interitum vitæ liberos ſuos tradiderint citra crimen læſ. Maieſt. ſi venenis, maleficiis, aut alio modo filiorum vitæ inſidiati probabuntur, ſi pater nurui ſuæ ſe immiſcuerit, aut, vt ita dicam, matris lenocinio ſtuprata fuerit, ſi filios ſuos teſtamentum condere prohibuerit, in quibus habet teſtandi licentiam, patrem vel matrem quem contigit alteri parentum dediſſe venenum ad interitum aut mentis alienationẽ vel alio modo alterum alterius vitæ inſidiatum eſſe, ſi pater filium furioſum curare neglexerint, eúmque redimere captiuum, qui in hoſtium poteſtate deceſſerit, ſi pater non ſit Catholicę fidei, & filius ſit orthodoxus, hæ ſunt cauſæ parentum erga filios ingratitudinis: fratrum autem tres tantùm enumerantur, qui mortem voluit fratri, aut criminalem contra eum inducere inſcriptionem aut eius ſubſtantiæ præparauit inferre iacturam: eius enim portio tam ad reliquos fratres quàm ad matrem ventura eſt, nouell 22. c. 47. quæ ingrato etiam ab inteſtato exuunt hæreditatem, gloſ. § ingratitudinem in verb. lucrum de nupt. in authenticis ex teſtamento infami turpi vel leui macula notata extranea perſona inſtituta frater agit de inofficioſo, l. fratres C. de inoffic. teſtam. ſic immenſæ dotes vel donationes factæ filio vel extraneo dicuntur inofficioſæ, quibus ademptis non ſupereſt legitima, vnde oritur inofficioſi querela, vel actio ad ſupplementum tot. tit. de inoffic. don & inoffic. dot. C. ſunt denique indignitates, quibus hęreditates, legata, donationes vel fideicom. deſcendentib. aſcendentib. collateralib. coniugib. & extraneis auferuntur, & fiſco applicantur, de quibus tit. de his quib. vt indign. ff. & C. *& pour la fin de ceſte couſtume eſt à remarquer que la mere n'eſt priuée de la ſucceſſion du fils pour ne l'a-*

uoir dans l'an fait pourueoir de tuteur, elle conuolant en ſecondes nopces, ſinon amandée à l'arbitre du iuge, Imb. en ſon abregé du droit François ſur la fin parlant des tut. May. ch. 19. du 6. liu. de ſes qu. & a moins de raiſon de la legitime des biens qui ſont en la ville & viguerie ou gardiage de Tholoſ. de ſon fils decedé, & par eſgales portiõs auec ſes autres enfans, ſi point en y a, és biẽs qui ſont hors la viguerie, ou en tout exclus les oncles paternels, s'il n'y a autres enfans ny filles de tant que la legitime eſt vne quote & portion de l'heredité vniuerſelle à prendre ſur tout le corps auant les detractions comme debtes hereditaires payables par l'heritier, Maynard chapitre 20. & 21. du meſme liu. de ſes queſt. qu'eſt l'oncle paternel ez biens qui ſont en la ville & viguerie, par lequel ſelon ceſte couſtume la mere eſt excluſe de l'heredité de ſon fils, non de la legitime qu'eſt le tiers de tous ſeſdicts biens.



TVTEVRS

TVTEVRS ET CVRATEVRS.

TITRE XVIII.

COVSTVME I.

Tuteurs donnez ez perſonnes & biens des pupilles, ou du deffunct par les Capitouls de Tholoſe ne ſouloyent bailler cautions, & neanmoins leur tutelle eſtoit vallable, enſemble les ventes qu'ils faiſoyent des biens des pupilles ou de l'heredité à trois cris à ſon de trompe eſtãs confirmées par leſdicts Capitouls.

CHAPITRE I.

LA Iuriſdiction & formalité contenue en ceſte Couſtume eſtant abrogée & formée par nos Roys, [1] ne pouſſeront derechef la corde cy-deuant touchée au ſeptieſme chapitre du titre des ventes, laquelle ne raiſonne ſur noſtre vſage ſinon la validité des tutelles & curatelles datiues, [2] enſemble des actes obligatoires & ventes faictes par le tuteur ou curateur au nom que procede : [3] & ſont les tutelles vallables des perſonnes & biens des pupilles & curatelles des adultes moindres de vingt cinq ans furieux, inſenſez, prodigues, auſquels eſt interdicte l'adminiſtration de leurs biens & autres perſonnes inhabiles & incapables, & heredités iacentes de viuants ou deffuncts, quand elles ſont iudiciellement decernées par les Iuges, qui ont pouuoir & authorité de ce faire, [4] données à la nomination des plus proches par

inquiſition ou ſatiſdation à gens capables, ſuffiſants & ſoluables du temps de leur reception en leurs charges, non ſuſpects, incapables, ny deuëment excuſez, [5] ſans que les Iuges qui les ont receuz ny leurs electeurs & nominateurs ſoyent tenuz de leurs inſuffiſances s'ils ſont apres deuenus inſoluables, [6] & peuuent vallablement contracter au profict non à la perte & dommage du pupille ou autres qu'ils ont en leur charge ny de l'heredité, [7] ny diſpoſer des immeubles par vente, engagement, ny autrement ſans decret ne authorité de Iuſtice pour cauſe legitime & neceſſaire, information faicte des moins vtiles pour le bien & vtilité du pupille, [8] ſi les biens de l'heredité ou autres à eux aduenus ne ſont en diſtribution pour les debtes hereditaires à la requeſte des creanciers, ou du tuteur pour euiter multiplicité d'inſtances, & ſe garentir des payements temeraires, auſquels il pourroit eſtre contrainct par les derniers ou moins priuilegiez, & apres vexez par les anterieurs, s'il n'y auoit biens à ſuffiſance pour y ſatisfaire, [9] comme ſeroit aduenu à la diſtribution generalle, des biens du feu Maiſtre Vrbain Lombart Secretain de Rodez, dont le curateur donné eſdicts biens vacquants ou heredité iacente ayant vendu & promis à vn de ſes creanciers le faire iouyr d'vne maiſon bien baſtie dudict heritage pour le prix de mil eſcuz, & la luy faire adiuger par decret pour l'aſſeurance de l'achepteur & purgation des hypotheques, comme auroit eſté faict & le decret executé par inſtance ſeparée, & voyants les derniers creanciers que le reſte des biens contenus au procés principal de diſtribution ne pouuoyent ſuffire pour ſatisfaire aux payements de leurs debtes auroyent à leur requeſte nonobſtant le decret colluſoirement obtenu hors les termes de la charge du curateur, & inſiſtances ſur ce faictes par l'adiudicataire faict remettre ladicte maiſon en criées, laquelle auroit eſté encherie à plus de deux mille eſcus, adiugée & decretée au dernier ſurdiſant, ou ſi le curateur euſt contracté pour ſoy & à ſon nom propre, n'euſt eſté releué par lettres Royaux ny autrement pour leſion d'outre moitié de iuſte prix, [10] ny ne peut le tuteur ne curateur creancier du deffunct, que prend volontairement la charge de tutelle ou curatelle agir pour ſon debte pendant le temps de ſon adminiſtration, [11] & pert ſon action, s'il n'eſt proche parent ou nommé au teſtament du pere qui n'ignoroit le debte, [12] quoy que confirmé par le Iuge, & peut eſtre condamné à ſon nom propre en cas de fraude, maluerſation, coulpe, ou inaduertance trop notable, [13] & tenu faire bons les debtes actifs, comme ils eſtoyent du temps qu'il print la la charge, *ſi quid prætermiſerit*, par dol & coulpe. [14] Finallement rendre compte

pte de ſon adminiſtration, & preſter le reliqua de ce qui ſe trouuera redeuable, [15] ſinon y peut eſtre contrainct par le Iuge qui procede en l'inſtance par declaration de peines priſes & ſaiſies de ſes biens & empriſonnement de ſa perſonne, [16] ſans eſtre receu à faire ceſſion de biens, quand y a dol & fraude de ſon coſté, & le debte procede de ſon euidente perfidie & mauuaiſe adminiſtration. [17]

N O T AE.

1 QVI *attribuent la Iuriſdiction ciuile à leurs Iuges ordinaires des villes excluſiuement aux Maires, Eſcheuins & Capitouls. Ordonnance de Moulins article 7. & par l'Edict de Cremieu, & autres donnez en ſuitte d'iceluy, meſme ſur la confirmation des Viguiers meſme de celuy de Tholoſe, auquel eſt auſſi attribué la confection des inuentaires des decedez & dations des tutelles, les formalitez des ventes iudicielles ſont auſſi abregées & reduictes en autre forme par Ordonnance du Roy Henry II. donné à Fontaine-Bleau du troiſieſme Septembre mil cinq cens cinquante vn, Arreſt du Parlement de Bourdeaux, donné les Chambres aſſemblées le dix-huictieſme Iuin mil cinq cens ſoixante ſept. Gilles le Maiſtre au titre des criées expliquant ladicte Ordonnance.* 1

[2] Súmque omnes in Gallia datiuæ in not. tit. 9. cap. 3. numer. 1. 2. & 3. Maynardus cap. 46. libr. 6. quæſt. niſi paterna, quæ eſt ſola analogiſtica, de qua in conſuetudine Aluerniæ artic. 2. *du titre des tuteurs*, & ibi Publicius numer. 1. 2. 3. & 4. & eſt pater legitimus adminiſtrator bonorum filij aduentitiorum, & facit fructus ſuos, nec tenetur inuentarium facere nec rationes reddere niſi tranſeat ad ſecundas nuptias: tunc enim tenetur, aliàs priuatur vſufructu eadem conſuetudine Aluerniæ, l. cùm oportet & toto tit. Cod. de bon. quæ lib. ſi tamen filium emancipauerit dimidiam duntaxat retinet d. l. cùm oportet, §. cùm autem licèt mater teneatur etiam à teſtatore data, & ab inuentarij confectione & rationum præſtatione exempta, vt alibi diximus, & dari vel confirmari debet à Iudice, ſicut cæteri teſtamentarij & legitimi tutores. *Maſuer titre des tuteurs nombre douzieſme, Chaſſanée, Maynard chapitre quarante neufieſme du ſixieſme liure de ſes queſtions.* 2

[3] *Le tuteur peut vendre les meubles & choſes periſſables non les pretieux qui ſe conſeruent ny les immeubles ſans permiſſion de Iuſtice, & ce auec les formalitez requiſes, dont eſt cy-deuant parlé*: nec tamen tutor ex contractu vel negotio geſto ſuo nomine obligatur, niſi ita rem malè geſſerit, vt propria culpa, vel dolo teneatur, & poteſt pupillus tutore authore omnia negotia gerere, l. in negotiis, l. pupillus, ff. de regul. iur. nec proximus pubertati cenſetur omnia ignorare, vnde naturaliter obligatur, l. 1. ff. de act. & obligat. Decius in d. l. pupillus, numer. 3. multò magis obligantur licèt ciuiliter, niſi tectè adminiſtrent, & curatorem non habeant, quem nec habere compellendi ſunt, §. inuit. de curat. inſtit. nec ſunt in integrum reſtituendi propter minorem ætatem, niſi læſi vel decepti cùm minores in ſui iacturam quicquam agant, niſi ſub ſpe in integrum futuræ reſtitutionis intra 35. annum ætatis ſuæ impetraturi, *ſinon ils ont leur act on parée contre leurs tuteurs & curateurs à la reddition des comptes des actes par eux faicts à leur dommage, comme leſquels s'ils ſont ſeulz en faute de dommage irreparable ils ſe pruuent par voir ou contre les acquereurs ſi leur acquiſition n'eſt ſouſtenable*: [4] Tutor enim & ſi non inutiliter vel

ex

ex imperfecto teſtamento, vt quondam datus à parente, vel extraneo, de quo in l. Mater, Cod. de teſtament. tutel. & toto tit. Cod. de conf. tutor. eſt nihilominus hodie dandus vel confirmandus à Iudice etiam rectè datus, vt in l. ſi tibi, & l. tutela, Cod. de teſtam. tutel. quia omnes ſunt datiuæ, & cuia magis, quæ vt ſemper inutiliter datur teſtamento, vt nuper eget confirmatione, l. curatorem, Cod. de negoc. geſt. leg. penul. in fin. C. de teſtamen. tutel. §. dantur inſt. de curat. & pariter Chaſſaneus in conſuetudines Burgundiæ *tutre des enfans de pluſieurs licts*, rub. 6. in verb *ſi par le pere* datiuæ confundit legitimam, quæ etiam datur à Iudice, Auth ſicut hæreditas, C. de legit. tut. imò ex proximioribus eſt dandus magis idoneus, & ex pluribus concurrentibus, qui ſatisdare paratus eſt, ſolus in adminiſtratione præfertur omnibus imminente periculo & ſubſtantiis eorum minoribus tacitè ſubiacentibus pro huiuſmodi gubernatione, nouell. 118. cap. 5. *Maynard chapitre dix-huictieſme du quatrieſme liure de ſes queſtions, où Iadict Maynard auſſi reſerue l'vn enuers l'autre ſon indemnité, chacun en ce que luy concerne, ou en ce qu'il a regi & adminiſtré l'ayeul paternel eſt preferé à la mere, Maynard chapitre cinquante-ſixieſme du ſixieſme liure de ſes queſtions*, & hæc cum auia materna concurrit, *le meſme chapitre vingt-cinquieſme du cinquieſme liure de ſes queſtions*, vtrique enim ex ſolis fœminis tutelæ conceditur adminiſtratio d. nouell. 118. ca. 5. & præferuntur omnibus à latere cognatis etiam agnatis, niſi ad ſecundas mater, vel auia conuolauerit nuptias: tunc enim ſi tutores pupilli non habuerint, priuignus ſuſcipit eorum adminiſtrationem, niſi proximiores eam ſuſcipere maluerint: hi enim ſi fuerint capaces, præferendi ſunt, inſpecta tamen perſonarum qualitate ex variis cauſarum figuris, & omnia ſunt æqua lance à Iudice prudenter inueſtiganda, *Maynard chapitre vingt-ſixieſme du ſeptieſme liure de ſes queſtions, & ſont tous datifs tant les legitimes que teſtamentaires & comptables tant du fait de leur adminiſtration, que de leur negligence & faute notable karmis le pere*, d. l. ſi tibi, C. de teſtamen. tut. pupilliſque tutor non adultis inuitis prudentibus, & rem ſuam bene gerentibus, præſertim maioribus 18. annorum, niſi in litem curator detur, §. item inuiti de curat. inſt. non tamen eis committitur rerum ſuarum adminiſtratio, vt inde rata habeantur, quæ ipſi geſturi ſunt in ea ætate, vt in l. 1. §. 2. in fin. de minor. imò de omnibus, quæ ab eis malè geſta ſunt, reſtituuntur, §. ſi quis agens inſtitut. de act. maioribúſque inuitis qui rebus ſuis ſupereſſe non valent, & quibus bonorum adminiſtratio interdicta eſt, curatores dantur à Iudice ex inquiſitione, §. furioſi, inſt. de curat. *& baille Maynard l'exemple d'vn curateur donné à l'heredité iacente miſe en generalle diſtribution qui auoit paſſé les limites de ſa charge au chapitre ſeptieſme du troiſieſme liure de ſes queſtions.* Suſpectus qui non bona fide tutelam gerit, §. ſuſpectus inſtit. de ſuſp. tut. qui latitat ne alimenta pupillo decernantur, vel præſens negat, §. ſi quis tutor, §. ſed ſi quis eod. prauis moribus imbutos, §. fin. eod. ob capitales inimicitias, l. licet, l. non diſtinguemus §. cum quidam, ff de recep. arb. qui fraudulenter tutelam adminiſtrant, hique, licèt ſatisdare parati ſint, remouendi ſunt, §. pen. de ſuſp. tut. ſúntque iure Cæſareo famoſi, qui ob dolum non qui ob culpam remouentur, §. ſuſpectus autem remot. eod. ſunt denique inhabiles, licèt non ſuſpecti minores & fœminæ præter matrem & auiam d. nouell. 118. cap. 5. & cæteri qui alieno egente auxilio, vt furioſi & ſimiles, l. in negociis, ibidem. Decius, ff. de reg. iur. & fingitur curator tutori, qui per interualla eſt aliquo morbo aut vitio impeditus,

quo

quominus possit administrare,§.item qui de excus. tut.instit.l.non solùm §. fi & l. seq.ff.qui morb.se excus. §. interdū veis. itē loco inst.de curat.& pariter cùm non sit idoneus,licèt non fraudulentus, d.§.interdū, & excusantur septuagenarij l.3.ff. de iur.immin.l.qui filiū,ff.ad Trebel.§.item maior de excus.tutor.instit.l.2. ff.eod. quinque liberorū parentes,§.1 vers.si enim instit.eod. *Mayn.ch.6 du 7.liu.de ses.qu.* tria onera tutelæ vel curæ non affectata,§.itē tria,inst.eod. l.tria onera tutelarū, l. si duos,ff.eod publica onera obeuntes excusantur ad oneraria non honoraria, § & qui potestatē de excus. tutor instit.quales in 1.eos,C.de modo mulctar.à suscipiē-da quidem excusantur,non tamen susceptam deserunt,d.§.& qui nisi sunt à latere Principis, quibus non datur redeundi terminus, & ideò ab incepta etiam administratione excusantur, l. administrantes in 1.respons ff. de excus. tut. professores publici,l.si duas l.seq ff.eod.§.item Romæ eod.inst. nauiculari à tutela extraneo-rū,qui non sunt de corpore suo l.pen.C.eod.*Gens d'ordennance*.l.sed & milites,ff.de excus. tut.§.idē & in milite inst.eod.*si ne sont volontaires* l.voluntariæ.C.eod.Quive Reipub.causa absunt,excusantur,cœptā non deserunt, § item qui Reip. eod. inst. *il playde contre le pupille*,§ itē propter litem inst. eod. & de maiore parte bonorum controuersia sit,l.propter litē in 1.resp. ff.cod. l.vt allegas,C.eod.§.fin.de auth.tu-tor.inst.nec pariter minoris creditores tanquā suspecti sunt admittendi ne cautio-nem furentur, aut alias probationes,quæ erant minoris, corrūpant & curatio fiat ei rerū interitus propriatum, nec vllus eorum qui res defuncti habere obligatas perhibent,ipsúmque minorē,& res eius aut qui apertè ei obligatus existit ad eius curationem non accedat, nouell.72.c.1.& tutori qui factus est pupill.debitor, cu-rator adiungatur, ead.nouell.c.2.*Et le creancier qui s'ingere & prend volontairement la charge est priué de son action*,auth. minoris. C. qui dat.tut. poss. *s'il n'est proche parent*, auth.ad hæc,C.quando mul.tutel.offic.fung pot.*ou testamentaire,le testateur sçachāt, lors qu'il testoit que le tuteur par luy nōmé estoit son creācier*,Guido Papæ q.149 *Maynard chap.13.du 8.liu.de ses quest.* [6] *Les electeurs & nominateurs de tuteurs suffisans en apparence* [6] *soluables du temps de la nomination apres deuenus insoluables ne sont tenus en aucune presta-tion de reliqua pour les tuteurs enuers les pupille,arrests de Paris & Tholose sur ce remarquez* [7] *par Maynard chap.56.du 6.liu.de ses quest.* [7] *peuuent & sont tenus vendre les meubles & choses perissab es d'authorité de iustice,ord.d'Orleans art.102. & doiuent proceder en tous les actes de bōne foy*,d §.suspectus,qui nō ex fide de suspect.tut.inst.*Mayn.ch.13. du 8.liu. de ses qu.& sont cōptables tant des obmissiōs & negligēces que du faict & negoce de leur ad-ministratiō* l.si vbi C.de adm.tut *non qu'il soit tenu des debtes cōtractez pour & au nom de l'heredité à son nom propre,si autremēt n'interuient fraude,maluersation, coulpe & inaduer-tance trop notable au preiudice du pupille,de laquelle en ce cas il seroit tenu, Maynard chap. 15.du 4.liu.de ses quest.Carondas ch.59.du 4.liu.de ses resp.chap.25.du liu 7.ny ne sont les tu-teurs & curateurs tenus communiquer, ny faire entrer à la tutele les acquisitions par eux faic-tes à leur nom propre pendant le temps de leur administration, mesme s'ils sont personnes in-dustrieuses,& gagnent de leur office ou mestier,ou possedent autres biēs à eux propres que ceux de l'heredité par eux administree ou du pupille,pourueu qu'ils facent le debuoir de leur char-ge en rendent bon & loyal compte à la fin de leur administration, & payent les restes,si point en y a.de ce que seront treuués relicataires. Maynard ch.94 du 6.liu.de ses quest.* [8] *ny ne faict acte de tuteur,sinon d'expilateur celuy qui sans cause & par dol & fraude vend & aliene les* [8] *immeubles de son pupille,& se comporte mal au faict de son administratiō,Masuer au tit.des tuteurs & curateurs nomb.20.comme de l'administration du bien d'Eglise*, l. qui fundum,

§. ſi tutor.ff pro emptor.*& quand le tuteur, voire le pere qui adminiſtre ſe treuue en faute, luy doit eſtre baillé coadiuteur.* Cynus & gloſ.in l.ſi quis,§.in illo,C de ſec. nupt. *s'il eſt en dol ou fraude, l'adminiſtratiõ luy doit eſtre oſtee*,l.Imperator & ibi Barth.ff.ad Tre-
9 bell.l.fin.C.de ſentent.paſſ.[9] *quand les biens ſont en diſtribution generale on ne peut faire election des moins viles, attendu que tout l'heritage demeure ſaiſi, ny quand vn creancier procede par execution ſur vne piece particuliere, par ce que les diſcuſſions introduictes par le droict Romain*,in l.à diuo Pio, §. in venditione ff.de re iudic. *ſur le faict des ſaiſies des biens meubles ou autres choſes moins viles ſont abrogees par Ordonn. du Roy François I. art.74. par laquelle on peut d'entree ſans autre diſcuſſion, ny perquiſition s'addreſſer aux immeubles pour obuier ez fraudes de ceux qui lattent, celent, cachent & defrobent. Gilles le Maiſtre ch.27.du traicté des criees, ny ne ſont les creanciers tenus en action perſonelle faire election des immeubles.& ayans pris vne voye ſe departir de l'autre.* Vt quondã l.quod in hæredé §.eligere ff.de tributor.act.*auſſi abrogee en France ny proceder par eſtimation,ſinon faire ſaiſir tel fons que bõ leur ſemble ſans auoir eſgard à la plus value,le mettre aux encheres & en pourſuiure la vente iudicielle par les voyes ordinaires, pendant leſquelles & ſurceances poſterieures à l'interpoſition du decret chaſcun eſt receu en ſurdicte & oppoſition ſans s'arreſter au priuileges des moindres meſme en Tholoſe,quoy que pays de droict eſcript:ou comme eſt repreſenté par Maynard au chap. 73. du 7. liu. de ſes queſt. les diſcuſſions ſur les meubles ne ſont prealables,non plus contre les moindres que maieurs, comme elles ſont au parlement de Paris,& pays couſtumier,ſauf qu'il monſtre au ch. ſuiuant comme la Cour pour cauſe iuſte & legitime forfait par fois l'execution & expedition du decret, & donne autre delay a payer que ceux de l'ordonnance, paſſé lequel y eſt procedé & le decret actuellement & reellement executé ſans que le debteur ſoit apres receu venir contre l'adiudicature ny le troubler aucunemẽt en ſa poſſeſſion pour leſion enorme, ne autremẽt, s'il n'eſt moindre pour ce tant ſeulement,dont il peut eſtre releué à cauſe de l'aage, & remis au premier eſtat, s'il vient dans le temps de l'ordonnance contre les criees eſtant leſé & deceu,ores y ayt preſté conſentement par les preiuger deſdicts & alleguez par ledict Maynard au ch.75.du meſme liure, & peut eſtre retorqué ce dommage ſur le tuteur s'il a negligé le faict du pupille,& n'y a pourueu,comme il deuoit, n'ayant en Tholoſe manque de conſeil ſans attendre les executions des creanciers,dont ſi les debtes ſont grands & exceſſifs,doit luy meſmes requerir que les biens de l'heredité d'où procedent les debtes ſoient mis en diſtribution generale,ou demander permiſſion vendre des moins viles à concurrence des debtes pour la conſeruation des plus viles s'ils y peuuent ſuffire*, l. lex quæ tutores,ibidem Salycetus,C.de adminiſt.tut.*à ce que la perte & dommage du pupille ne luy ſoit imputee pour n'y auoir remedié tout ainſi que s'il venoit à ſuccomber à la pourſuitte d'vne mauuaiſe cauſe qu'il ſçauoit n'eſtre ſouſtenable, pour laquelle il eſt tenu des deſpens à ſon nom propre*, l.non diſtinguemus,l. ſi bonam Cod.de adminiſtat. tut. Barthol. in
10 l.ſi ſe non obtulit, ff. de re iud. [10] *Maynard chap.71.du 3.liure de ſes queſt. où il monſtre comme le curateur donné à l'heredité iacente ne peut valablement contracter au preiudice des creanciers,& hors les termes de ſa charge:car autremẽt l'eſtion d'outre moitié de iuſte prix n'eſt conſiderable pour demander rebatement de decret, chacun y pouuant ſurdir*, l.licitatio, c. ff.de public.& vect. *& cite ledict Maynard en ceſte hypotheſe vn arreſt du Syndic du ch. de Rodez contre Reſſeguier, Gorraui, & autres du mois de May 1590 & vn exemple d'autre*
11 *arreſt du parlement de Paris amené par Carondas ch. 2.du liu.3.de ſes reſp.* [11] auth. minoris,C.qui dat.tut.vel cur.poſſ. vbi tutori curator, qui ab initio tutelæ oſt endit ſe creditorem pupilli,ſi taceat,priuatur actione, & ſi actionis ceſſionẽ aduerſus minorẽ ſuſcipiat,nec poſt curam depoſitam ea permittitur vti, nec is qui ceſſit agere debet

debet, cùm in legem commiſerit, licèt ceſſio pro iuſtis cauſis facta ſit, ſed minor lucrabitur, quod etiam in cura maiorũ, nempe prodigorũ demẽtiũ, furioſorum & ſimiliũ recipitur, præſertim ſi dolo tutor vel curator id fecerit, *de ſorte que ſi le tuteur paye du ſien ou faict compenſation de ſon debte auec ce'y du pupille, moyennant ladicte ceſſion,* non debet officium tibi eſſe damnoſũ, *ny n'empeſche ladicte ceſſion qu'il ne le mette en ligne de compte à la fin de ſon adminiſtration, enſemble les intereſts ſi le pupille les payoit au creancier non que en vertu de ladicte ceſſion il puiſſe executer en ſes biens pendant le tẽps de ſon adminiſtration pour ſa commodité particuliere, attendu qu'il ne doit procurer le dommage ſinon le profit & aduãtage de ſon pupille,* imò poteſt tutor vel curator ſine alio ſpeciali mandato reſtituere vſuras, & alia malè ablata gloſſ. in l. præſes C. de tranſact. Baldus in l. etiam C. de fideicommiſſ. Benedictus in cap. Raynutius in verb. ſi abſque liberis, num. 27. e. de teſtam. *ce que toutesfois ne doit faire ſans conſeil pour euiter le danger, qu'en pourroit aduenir.* [12] auth. ad hæc C. quand, mul. tutel. offig. fung. 12
pot. Cynus in d. auth. minorẽ. *Maynard ch. 13. du 8. liu. de ſes qu.* [13] *Maynard chap. 15.* 13
du 4. liu. de ſesd. qu. [14] l. chirographis, ff. de adminiſtr. tutor. *le meſme chapitre 55. du 3.* 14
liu. de ſes queſt. [15] *car autrement il ne peut eſtre deſchargé quoy qu'il tranſige auec le moindre* 15
Maynard ch. 100. du 2. liu. de ſes queſt. ſans toutesfois qu'il ſoit tenu incorporer en ſesd. cõptes les acquiſitions par luy faictes pendant ſadicte adminiſtration, que tant ſeulement ſatisfaire à ce que regarde le deuoir de ſa charge. Maynard chap. 94. du 6. liu. de ſes queſt. [16] l. ob 16
fœnus, ff. de adminiſt. tut. l. 3 §. tutor, ff. de ſuſp. tut. *meſme pour expilation d'heritage tãt enuers le pupille que le conſuteur qui auroit eſté contraint payer pour luy, eſtant au lieu & place du pupille, Maynard ch. 18. du 4. liu. de ſes queſt.* [17] *Au ch. 17. du meſme liure eſt repre-* 17
ſenté, poſt rem iudicatam ad ceſſionis miſerabile remedium debitorem confugere non poſſe, *ſuiuant vn arreſt du mois de Mars 1595. donné au rapport dudict ſieur de Maynard par luy allegué, s'il y a de ſon coſté dol & fraude, & le debet deſcend* non ſolùm ex debito, vel quaſi debito, ſed etiam ex improba & euidenti perfidia, *comme de tutele, depoz & adminiſtration publique, & en ce cas les tuteurs pour deniers pupillaires, dont ils ſont redeuables depoſitaires de iuſtice, ecuyers & adminiſtrateurs publics d'hoſpitaux, maladeries & leurs ſemblables ne ſont receus a la ceſſion, parce qu'en retenant les reſtes ils commettent dol & larcin, & ſont exclus des remedes de droict donnez aux miſerables debteurs ciuilement obligez pour ſe rachepter de priſon,* in qua detinẽtur donec tædio affecti ſoluerint, Baldus in l. ob æs alienum C. de act. & obl. ne admitti ad bonorum ceſſionem, qua pupilli reliquator vti vellet in ſocium tutelæ, qui pro ea ſoluiſſet, Chopinus lib. 2. de morib. Pariſiorum tit 7. num. 13. *lequel cite à ce propes vn arreſt du parlement de Paris du 12. Septembre 1566. & ledict Maynard vn autre du parlement de Tholoſe de Greſe contre Contier donné à ſon rapport au mois de Iuin 1587. chap. 18. du 4. liu. de ſes queſt.*

TVTEVRS ET CVRATEVRS.

COVSTVME II.

Ores tous les tuteurs ſoyent tenus faire inuentaire des choſes par eux adminiſtrees, le teſtamentaire meſme eſtant parent du pupille ne ſouloit eſtre priué de ladicte charge ne interdict d'agir audict nom contre les debteurs d'iceluy pupille, ny ne luy eſtoit donné curateur pour raiſonnable par n'auoir faict ledict inuentaire.

CHAPITRE II.

LA garde Royale, noble ou bourgeoiſe ainſi appellee par la couſt. reformee de Normandie [1] par les Tholoſains à l'vſage du droict Romain la tutele & protection des pupilles, qui ignorent toutes choſes cauſant la fragilité & imbecillité de leur aage [2] & curatele des adultes, [3] & maieurs incapables, inhabiles, interdicts, ou ne pouuãts adminiſtrer, [4] enſemble le regime & gouuernement des communautez & maiſons ſainctes, pies & religieuſes, [5] conſiſte principalement en la bonne foy des tuteurs, curateurs & adminiſtrateurs, à ce que ne facent ny entreprenẽt rien à cachette & clandeſtinement, ains publiquement, & commencent l'exercice de leurs charges par vn bõ & loyal inuentaire, que ſont tenus faire au cõmencemẽt de leur adminiſtratiõ des biens tant meubles que immeubles, papiers, titres & documẽts [6] par le iuge ordinaire du lieu, ou de ſon authorité, qu'eſt en Tholoſe le Viguier, [7] & s'encharger, ſans y rien confondre du leur, latiter, eſgarer ny deſrober de l'heredité ny des propres du pupille des choſes mobilaires faciles à tranſporter, [8] dont le ſoin & cure appartient au plus proche pour deuoir de proximité & conſeruation des heritages, ſinon leur negligence les rend incapables de la ſucceſſion, [9] leſquels ores ſoyent nõmez & choiſis par le pere defunct en ſon teſtament, quand ce ſeroit la propre mere, doiuent eſtre confirmés & authoriſés par le Iuge, [10] auquel appartient la dation des tuteles, oſté la difference des legitimes & teſtamentaires,

res, [11] à cauſe des empeſchemens & occurrences que peuuent interuenir à tous momẽts, [12] quelquefois ez plus proches, meſme pour l'education & nourriture des pupilles, [13] à quoy ne peut eſtre mieux pourueu que par la prudence & diſcretion du Iuge qui void l'eſtat, diſpoſition & qualité des perſonnes & affaires, ſuiuant laquelle il y procede equitablement, comme choſe arbitraire, [14] à la nomination des plus proches, & s'il eſt beſoin par inquiſition des gens ſuffiſans & capables pour plus grande aſſeurance, [15] ſans toutesfois que les tuteurs, curateurs & adminiſtrateurs puiſſent eſtre deſchargés, ni voire la mere par teſtament ny autrement de la confection d'inuentaire non plus que de la reddition des comptes & preſtation du reliqua, [16] que celle du pere ſeul adminiſtrateur anomal & vſufructuaire des biens propres de ſes enfans, ſans rendre compte, [17] lequel ne peut eſtre auſſi fidellement rendu ſans precedent inuentaire qu'il eſt tenu produire pour iuſtification de ſa recepte, [18] auec la vente des meubles & choſes periſſables que le tuteur doit auſſi faire d'authorité de iuſtice, & employer en rẽte ou achept d'heritages de l'aduis des parents & amis du pupille, les deniers en prouenants auec ceux qu'il aura trouué contens, [19] non les bailler à l'intereſt comme l'on ſouloit faire par le droict anciẽ Romain ſi le reuenu du fons eſt ſuffiſant pour la nourriture & entretenement du pupille ſelon ſa qualité, & mettre le ſurplus des meubles & ſommes de deniers en lieu aſſeuré: [20] qu'eſt cauſe que peu de temps apres la confirmation de nos couſtumes, pour ne donner lieu à la malice & mauuaiſe foy des adminiſtrateurs, la cour a pourueu à ce que les tuteurs à l'entree de leurs charges facẽt inuentaire des biens dont ils prennent l'adminiſtration pour en rendre vn bon & loyal compte à la fin d'icelle, [21] non que auant y auoir procedé les actes faits par le tuteur luy ſoyent preiudiciables, meſme pour auoir vacqué à l'expedition des affaires plus preſſez, cõcernans le deuoir de ſa charge apres y auoir eſté receu & preſté le ſerment à ce requis & accouſtumé, ny n'en peut eſtre recherché, [22] pourueu que les meubles papiers ſoyent en aſſeurance pour euiter l'eſgarement d'iceux & ne mette apres en longueur la faction dudict inuentaire.

NOTÆ.

1 IL S'appelle *la garde noble baliſte ou gardien, Guenois en la conference des couſtumes de France ſur le tit. 2. du 8. liu. de la conference des ordonnances au commencement, nombre 2. au corps du droict François.* 1

2 vnde tutelam definit Seruius Sulpitius vim & poteſtatem in capite libero ad tuendum eum qui ſe per ætatẽ defendere nequit: *L. 1. ff. de tutel.* vis quidem efficiendi & poteſtas imperandi efficiendi vim Ser- 2

u us refert ad negocia pupilli imperandi potestatem, ad personam & mores, vt in l. cum plures, §. cum tutor. ff. de administ. tutor. Tutor, inquit Vlpianus, non rebus duntaxat, sed etiam moribus pupilli præponitur, ac ita Leo, nouell. 68. tutelam vocat παιδοτροφίαν καὶ οἰκονομίαν, siue puerilem educationem & bonorum pupilli dispensationem, atque Sulpitius vim ad bona potestatem ad mores refert. Hinc Alexander M apud Q. Curtium castigari à tutoribus pupillos, &c. vnde tutor tanquam castigator habetur his verbis. Ne sis mihi tutor ex Plauto in Euclione scena 13. Persio satyr. 3 sic ab Isidoro explicatis lib. 10. etymolog. nec equidem iure ciuili, sed à Iudice tutor datur, eandémque habere potestatem dicitur ex Theophilo in §. 1. de tutel. §. fin. de Attil. tutor. instit. & primo datur personæ, secundo rebus ex Pauli responso, in l. cùm plures, §. cum tutor, ff de administr. tut. híque legitimi aut testamentarij, quorum ope & consilio res pupilli gerendæ sunt est enim curæ proximiorum, vt statim atque pater decessesit statim tutelę prouideát, vel tandem ipsi iudice authore suscipiant, aut idoneos eligant, eísque administrantibus tanquam inspectores habeantur: honorarij etiam esse possunt, qui ab administratione excusantur propter dignitatem, §. & qui potestatem de excus. tut. súntque actus obseruatores, & eis imputatur si administrantem rem pupilli malè gerere intuentes non suspectum fecerint, & quemadmodum teneantur, d.
3 l. 3. §. 1. ff de admin. tut.[3] quibus inuitis si sunt sanæ mentis maximè rem suam bene gerentibus non datur curator, nisi in litem, & quæ ab eis fiunt rata habentur,
4 §. 1. de cur. inst. sed læsi restituuntur, §. si quis egens de act. inst.[4] de quibus tit. de curat. furios. vel prodig. & aliis extra minores dandis ex legibus 12. tabul. c. 32. si furiosus existit: ast ei custos nec escit agnatorum gentiliúmque in eo pecuniáque eius potestas esto Iustinianus in §. furiosi, de curat. Tullius 3. Tusc. 3. de Inuent. ei iustos esse nec escit, si furiosus incipit esse, cui custos non est siue cui pater nõ est: furioso enim si extet, pater is custos est, Marsilius eadẽ verba explicans, ex Tullio 3. Tusc. & Festo in articulo nec. Et ad agnatos vel proximiores huiusmodi cura pertinet sublato iure gentilitatis iam à tempore Vlpiani, vt notat idẽ leg. 12. tab. interpres in cap. 32. & 34. nec vis curatoris furiosi sicut tutoris pupilli in eius disciplina & conditione, sed in custodia constitit, & in pecunia potestas, nempe hæreditate vel administratione bonorum: hæreditas enim apud Romanos pecunia erat. Terent. ad Phormionem act. 2. scen. 3. in qua robur omne patrimoniorum veteres posuerunt l. lex quæ tutores, §. hinc accedit ex Constantino Imperatore, C. de administr. tut. prodigis etiam quondam Attica lege mulctatis ex aheneo lib. 4. Asotos ad pœnam vocauẽ. e olim Areopagitæ more Romano malè rem suam gerentib. patriis bonis interdici solet, vt Tullius loquitur in Dialogo de Senectute, de quorum curatione agitur in §. furiosi de curat. instit. l. 1. ff. de cur. furios. ab Vlpiano regulatum tit. 12. §. 2. quæ quidem interdictio non est pro palam ex lege, sed per interpretationem vel consequentiã, vt inquisitio prætoria, l. sæpe ad aliũ, ff. de cur furios. neque hi curatores ita furioso aut prodigo ex inquisitione dati sunt propriè prætorij sed propriè legitimi, & quasi prætorij: lex enim 12. tab. furiosum, itémque prodigum cui bonis interdictum est in curatione iubet esse agnatorum ex Vlpiano regular. tut. 12. Prætor tamen alij administrationem dat cùm scilicet ille legitimus inhabilis ad eam rem videatur ex Pauli resp. in d. l. sæpe ad
5 alium, ff. de curat. furios.[5] de his plura sub tit. de sacros. Eccles. *& par Ord. d. Blois art. 61. est enioinct aux officiers du Roy faire bõ & loyal inuentaire sans aucun salaire de tous*

les

les titres & enſeignemẽs des hoſpitaux, maladeries & autres lieux ſainctz, & deſcription des reuenus des hoſpitaux & maiſons Dieu, & l'eſtat d'icelles dreſſé ſur ledict inuentaire que ſera eſcript au commencemẽt des comptes deſdictes adminiſtrateurs, [6] l. tutor qui repertorium [6] ff. de adminiſt. tut. l. tutores. C. eod. l. de creationibus C. ad Epiſc. aud. *Maynard ch. 13. du 8. liu. de ſes qu. & ne doit cõtenir l'inuentaire ſinon ce qu'à la verité ſe trouue appartenir au pupille, contre lequel le tuteur n'eſt apres receu propoſer le contraire s'il ſe trouue de ſes meubles qu'il ayt permis eſtre inuentoriſés auec ceux du pupille* l. fin. C. arbit. tutel. *qui ſe peuuent facilement receller* l. lex quæ tutores. C. de adminiſt. tut. *non les immeubles,* in quibus veritas præfertur ſcripturæ, l. cum falſa. C. de iur. & fact. ignorant. *& en ſeroit l'erreur trop dommageable* facti quidem non iuris, *que peut facilement aduenir par inaduertence, & ſe iuge ainſi au Parlement de Tholoſe, ſelon ledict Maynard au meſme ch. pour la detraction des immeubles du pupille qui ſe trouuent eſcripts en l'inuentaire des biens du pupille* [7] l. tutores C. de adminiſt. tut. *& appartiennent les dations de tuteles & confections d'inuentaire des biens des nobles decedez viuants noblement aux Baillifs & Seneſchaux & des roturiers aux Preuoſts & Viguiers, edict de Cremieu art. 6. du reſtabliſſement dudict office en Tholoſe, & autres en ſuite d'iceux, & ce que ſe trouue eſcript à l'inuentaire cenſé du pupille, ſelon ledict Maynard au ſuſdict chap. 13. du 8. liu. de ſes queſt.* & tutor qui repertorium non fecit dolo malo feciſſe videtur l. tutor qui repertorium in princ. ff. de adminiſtrat. tut & eſt tanquam ſuſpectus remouendus l. 3 § tutores, ff. de ſuſp. tut. l. fin. C. arbitr. tutel. etſi dolo non fecerit tenetur in id quod intereſt propter cauſas & res amiſſas, [8] l. tutor qui repertorium & l. chirographi, ff. de [8] adminiſt. tut. imò ſi quid eum latitaſſe, ſurripuiſſe, vel expilaſſe probatum fuerit in vinculis coniiciendus erit vt inf. ideóque à confectione inuentarij ſumere debet exordium ſuæ adminiſtrationis, l. tutores vel curatores, C. de adminiſtrat. tut. l. fin. §. illo proculdubio, C. arbit. tut. l. fin. §. & inuentario, C. de curat. fur. [9] legibus 12. tab. cautum erat vt proximus agnatus familiam haberet, qui [9] pariter tutelæ onus ſubire tenetur, §. 1. de legit. tutor. inſtitut. & qui ad legitimam hæreditatem admitti ſperatur, eandem tueri debet ne dilapideturr, & eſt virile munus quod primo patruis, deinde auunculis defertur, l. 1. ff de legit. tutor. l. 1. & auth. ſicut hæreditas, C. eod. quæ ſicut hæreditas non ſuſpecta agnatione proximis defertur, ita tutelæ onus ſi maſculi & perfectæ ſint ætatis maiores 25. annis minores 70. l. fin. Cod. de legit. tut. §. vn. in fin. de fiduc. tutel. & § item maior de excuſat. tut. inſtit. quorum pater eſt tutor verè legitimus & ſolus analogiſta ſine inuentarij confectione rerum filij adminiſtrator tanquam vſufructuarius, imò tenetur eo nomine omnium bonorum, quorum duntaxat habet vſumfructum facere deſcriptionem *ou les prendre par inuentaire*, Alexander conſilio 18. volum. 3 nec ſine ſatisdatione præſtatur ab alio cùm alius vſufructuarius & vxor à petitione vſusfructus remoueantur l. ſi vſusfructus nomine, & l. ſequ. ff vſusfruct quem. caueatur, l. vxori vſufruct. ff. de vſufruct. leg. practicæ Papienſ. tit. 37. gloſſa 15. numero 6. *ny n'eſt l'ayeul paternel, quoy que au lieu du pere defunct il prenne la charge de ſes nepueux il ſoit preferé à la mere & autres proches parents deſchargé de la confection d'inuentaire qu'il eſt tenu faire, appellé ladicte mere & autres plus proches en nombre de quatre, comme ſe iuge en ce parlement ſelon ledict Maynard au chapitre cinquante deux du ſixieſme liure de ſes queſtions, & rendre compte de ſon adminiſtration, ſans communiquer les acquiſitions par*

luy

luy faictes pendant icelles, s'il y a dailleurs de quoy ſatisfaire à la preſtation de reliqua, comme repreſente ledict Maynard au ch. 94 du meſme liu. de ſes queſt. l'exemple d'vn ayeul & oncle maternel qui auoyent enſemble adminiſtré la deſpenſe, deſquels ayant monté plus que la recepte, les comptables furent relaxé de la demande a eux faicte deſd. acquiſitions; & priuantur parentes à ſucceſſione filiorum, quorum tutelam vel curam negligunt, l. penult. in fi. C de Epiſc. aud. aut eorum redemptionē, ſi filij captiui fuerint, & eos redimere potuerint l. ſi captiui C de Epiſc. & cler. quibus ſuccedūt eorum redēptores ſicut hoſpitale filiis ibi appoſitis, Bald. in l. ſi qua illuſtris, C. ad Orph. auth. ſi captiui, C. de Epiſc. & cler. vt plerūque ſeruatur Tholoſæ non ſolùm liberis, ſed in omnibus ægrotis, qui ibi ab hac luce ſubtrahuntur niſi teſtamentum fecerint, & aliter de bonis ſuis diſpoſuerint ſecundùm licentiam vnicuique datam à lege in l. 1. C. de ſacroſ. Eccl. legib. 12. tab c. 27. §. diſponat. de nupt. in auth. *La mere auſſi qui delaiſſe ſon enfant en bas aage ſans le faire pourueoir de tuteur ny prendre & continuer la charge conuolant en ſecondes nopces ou autrement, comme elle eſt tenue, eſt de meſmes priuee de la ſucceſſion*, notat Iohann. Faber in §. fi. de capit. dim. inſtit. l. ſi ſororis tuæ, C. qui pet. tutores, *Maſuer au tit. des tuteurs & curateurs nomb. 23. enſemble s'il maluerſe apres le decez du pere exclus les plus proches du coſté de la mere, l'heritage venant aux plus proches du fils decedé du coſté paternel, Mayn. ch. 99. du 3. liu. de ſes qu. ez biens qui ſont hors la viguerie de Thol de tant que ceux qui ſont en la viguerie ſont ſubiects à la couſt.* qua excluſa matre ſuccedunt agnati, excepta legitima: *& ainſi des autres plus proches capables de la ſucceſſion & tutele des pupilles, tous leſquels eſtans neantmoins datifs quant à l'adminiſtration, cõme les eſtrangers c'eſt au Iuge y pourueoir à leur diligence ſans auoir eſgard à la nomination qu'en auroit eſté faicte par le pere defunct ſuiuant les accidens & concurrences des cas & qualitez ou changements des perſonnes* l. 3. §. quamuis, ff. de admin. tutor. maximè ſi de filiæ tutela & educatione agatur, arg l. ſi lenones, C. de Epiſc. audient cum perſonis tutor præcipuè detur ſecundo rebus, & ex plurib. ſi fas eſt Iudex vnū vel pauciores eligere debet ad adminiſtrandū idoneos, d. l. 3. in 1. reſp. & eum tandem in adminiſtratione præferre qui ſatisdare paratus eſt, vel cum inquiſitione, ſine ſatisdatione, aut nominatione proximorum, ſi ſunt idonei, *leſquels tout ainſi que les tuteurs honoraires ont leur biens tacitement obligez pour reſpondre ſubſidiairement du faict de l'adminiſtration* l tres tutores. ff. eod. *quoy que tous n'adminiſtrent pour le ſoing & diligence qu'ils y doiuent apporter par droict de proximité à ce que ores, cõme nominateurs ne ſoyẽt tenus que de l'inſuffiſance du tuteur par eux nõmé du temps de la nomination ils tiennent l'œil à ſes deſportements pour luy oſter la charge auſſi toſt qu'il commencera mal meſnager & dilapider les biens par luy adminiſtrez & perdre la ieuneſſe du pupille*, propter corruptos mores: nā cõtutoris factũ collegæ imputatur, ſi potuit & debuit ſuſpectum facere, l. etiam. ff de admin. tut. niſi idoneus ſubitò lapſus ſit, l. cùm plures, §. cũ tutor, & l. ſeq. in princ. ff. eod. *& ſur tout le Iuge doit ſagement pourueoir à l'education*, ne tandē id accidat quod Suetonius de Gallię Imperatore loquitur, qui tutorem vltimo ſupplicio dānauerat, qui pupillũ veneno confecerat. *Mayn. ch. 50. du 6. liu. de ſes queſt.* [10] paterfamilias vti legaſſit ſuper pecunia tutelæ ſuæ rei ita ius eſt leg 12. tab. c. 27. is tamen eſt confirmandus, ſicut agnatus & legitimus, vel alter magis idoneus dandus à Iudice, vt in l. ſæpe ad alium, ff. de cur. fur. d. l. 3. §. quãuis, ff de admin. tut. [11] *& ſont toutes les tuteles datiues en Frãce*, vt ſ. [12] nã inter poculũ & labra multa intercidunt, vt veteri fertur adagio. [13] vt ſ. [14] vt in l. quod ſi Epheſi, ff eo id quod cert. loc. [15] ſiue ab initio inſtituatur vel in locũ remoti ſubſtituatur, vt in l. fi. §. perſonis, ff. de admin.

tut.

tut.[16] de quo in l quidã decedens ff.de admin.tut.[17] *Couſt.d'Auuergne art.1.du tit.des* [16]
tuteurs: & ibi not.[18] *où ſe void l'eſtat des biẽs adminiſtrez, & pource doit eſtre couché au cõ-* [17]
mencemẽt des cõptes,ord.de Blois art.61.[19] *ord.d'Orleãs art.102.*l.lex quæ tutores, l. tuto- [18]
resve l curatores C de admin.tut. [19] etſi mobilis ſit eius ſubſtãtia,cuius cura admi [20]
niſtratur, tunc curator ill..d ſolum mutuare cogendus eſt, quod ad diſpenſationem ſufficit adoleſcentis,eiúſque reb.auth. nouiſſimè. C.de admin.tut.quod verò plus eſt cautè recondatur, vel niſi ex neceſſitate hoc fecerit, velut propter expenſas in pupillum faciendas. [21] *Les couſtumes furent confirmees par Philippe le Bel* [21]
Roy de France & de Nauarre l'an 1283. & l'arreſt donné l'an 1285. prins en ſubſtance de la loy fin.C.arb.tutel.*pour la confection des inuentaires au commencement de l'adminiſtration, & reiection de ceux qui n'en ont faict.*[22] l.ſancimus creatione C.de admin.tut. [22] [22]
Maſu.au nomb 17.du tit.des tuteurs, potiſſimum ſi aliqua iuſtiſſima cauſa & neceſſaria allegati poſſit cur id factum non ſit, l.tutor qui repertorium in princ.ff. de admin.tut,[23] vt in l.tutores vel curatores C.eod. [24] *Lequel ne regarde tant ſeulement le* [23]
faict des adminiſtrations, mais auſſi des heritages ſuiets à reſtitution ſoit par fideicommis, vſufruict, ſubſtitution, ou en quelle autre maniere que ce ſoit, nonobſtant les retentions & detractions ſur ce faites, meſme quand l'heritage ou partie d'icelny conſiſte en choſes mobiliaires, ſelon l'hypotheſe rapportée par Mayn.au ch.88.du 7.liu.de ſes qu. d'vn Preſtre, les biens duquel conſiſtoyent en debtes, rentes volantes & cabal, lequel ayant inſtitué ſa ſœur ſon heritiere & ſubſtitué à ſa ſœur vn ſien nepueu apres ſon decez, ſa ſœur ayant leué pluſieurs debtes & le fonds de certaines rentes ſeroit entré en procés auec ſond.neueu, à la pourſuitte duquel fut ordonné par le Iuge de S.Ceré que l'heritiere bailleroit par declaration & feroit deſcription generalle de tous & chacuns les meubles de l'heredité, droicts, noms, & actions du ſon teſtateur enſemble de tout ce qu'elle auoit receu & exigé, & où eſt ce qu'elle l'auoit employé ſans preiudice de ſes droicts, & ne rien deſplacer: à la charge auſſi de bailler bonnes & ſuffiſantes cautions confirmées par le Seneſchal de Querci ſiege de Martel: & finalement par arreſt de la Cour de l'an 1561. & baille Hermandaud delay de trois mois aux tuteurs & curateurs à faire l'inuẽtaire apres le decez du defunct, comme eſt remarqué par le Guenois au liu.5.tit.5.des tuteurs & curateurs ſur l'ord.102.de l'Ord.de Charles IX. 1560.nõb.2. & interdum creato tutore cum familia pupilli ſunt alendi, educandi & erudiendi l. cùm plures §. fin. & l.ſeq.in princ.ff.de admin tut.tot.tit.C.de alim.pupil.præſt.vbi Iudex decreuerit tot.tit.ff.vbi pupil. educare debeat quorum mora damnoſa & periculoſa eſſet, l.ſancimus creatione.ff.de admin. tut.omnem ſuſcipere tenetur defenſionem & actionem iudicialem & extra iudicium ſine ſatisdatione *au nom que procede*, l. pro officio l.pupillorum l.fin.§.defenſionem §. pen C.de adm.tut. Capellæ Tholoſanæ quæſt.43.& ibi Aufrerius & qu.288. vbi proceſſus nullus dicitur ante confectionem inuentarij niſi certis caſibus in his, quæ dilationem non recipiunt; quæ præcedunt inuentarij confectionem, vt cum deliberatur an expediat pupillo adire hæreditatem: poſtremò, quando tutor agit in his, propter quæ nullum damnum conſequitur pupillus, *& faict le tuteur ſerment deuant le Iuge qu'il le reçoit à l'entier de ſa charge de bien & fidellement ſe comporter en icelle, procurer de ſon pouuoir le bien & profict du pupille, faire inuentaire, rendre compte & preſter le reliqua à la fin de ſon adminiſtration, & autrement faire ce à quoy il eſt tenu.*

MOINDRES DE XXV. ANS.

TITRE XIX.

COVSTVME I.

Maieurs de quatorze ans, moindres de vingt-cinq peuuent apres le decés de leur pere s'obliger, vendre, achepter & celebrer tous autres contracts, playder & eſtre en iugement ſans eſpoir de reſtitution enuers la ſentence contre eux donnée, ſi ne ſont conditionnez par le teſtament du pere, ou pourueus de curateurs à certain temps par les Capitouls, pendant lequel doibuent ſuiure la condition du teſtament du pere de l'aduis & conſeil de leur curateur.

CHAPITRE I.

SI le paſſage de Couleuure ſur la pierre de l'oyſeau volant ou du Nauire voyageant nous ſont incogneus, le cours de la ieuneſſe ſoit elle bien ou mal inſtituée nous eſt encore plus incogneu & mal-aiſé à iuger quand elle ſort de la garde du pere ou du precepteur, & ſi n'eſt retenuë par perſonnes capables qui prennent auſſi la deffenſe de ſon patrimoine, ſi eſt telle que Horace la deſcript en ces vers:

Imberbis iuuenis tandem cuſtode remoto
Gaudet equis canibúſque & aprici gramina campi,
Cereus in vitium flecti munitoribus aſper
Vtilium tardus prouiſor prodigus aris,
Sublimis cupidúſque amata relinquere pernix?

Et

Et partant les moindres de 25. ans quoy que maieurs de 14. ou 17. par le commun vſage ne ſont priuez des remedes de droict à eux concedé, aydez & ſecourus de l'authorité du Prince [3] par lettres Royaux fondees ſur minorité, leſion & deception [4] dans la 35. année de leur aage, [5] pour eſtre releués de toutes choſes par eux faites, promiſes, trãſigées, contractées, & quaſi contractées, tant en iugement que dehors, [6] du tẽps des preſcriptions, deſertions, cõparoiſſances, acquieſcemẽt, donations, acceptations, ratificatiõs & autres actes à eux preiudiciables, [7] & reſtituez en entier des cõtrats & quaſi cõtracts, & sẽtẽces cõtre eux dõnees ſans curateur, ſi ne tournẽt à leur profit, [8] ou du moins ne leur ſont dommageables, [9] ſi n'ont auſſi obtenu diſpence de l'aage, apres laquelle n'y ſont plus receus, [10] ny pareillement ſi exercent eſtat de Notaire, Procureur ou Aduocat, leſquels doiuent eſtre verſez aux affaires & donner conſeil aux autres, [11] non les Docteurs, Regens, Lecteurs Royaux, ores liſent actuellement & enſeignent publiquemeut ni les Conſeillers & autres qui exercent eſtat de iudicature, leſquels en leur propres affaires peuuent eſtre reſtitués par minorité nõ en ce que regarde l'exercice de leur charge, parce que les Docteurs, Regens, Iuges & Magiſtrats ſont plus faciles à deceuoir, que ceux qui plaident, contractent & negocient, & ont encore plus beſoin de curateur, que les autres, pendant leur minorité, eſtans aſſez occupez à l'eſtude, ſans lequel ne peuuent ſatisfaire à l'exercice de leurs charges, ni eſtre ſi versés aux negoces, que ceux qui ont l'aage de pleine diſcretion, [12] duquel parle auſſi le meſme Poëte en ces vers:

Conuerſis ſtudijs ætas animúſque virilis
Quærit opes & amicitias inſeruit honori,
Commiſiſſe cauet quod mox mutare laboret. [13]

Non qu'on s'arreſte du tout à l'aage quand la ieuneſſe eſt caute & ruſee, attendu que les moindres ne ſont releuez de tous actes que font s'ils ne tournent à leur dommage: [14] mais encore s'ils y profitent, [15] ou deçoiuent autruy, comme s'ils ſe diſent maieurs, l'eſtans en apparence, [16] auquel cas n'y ſont receus que comme maieurs ez leſions enormes d'outre moitié de iuſte prix non du quart ni du tiers en faict de vente, [17] & quand y ſont receus pour pluſieurs cauſes concurrentes, comme de l'aage, du ſexe & de la conditiõ qu'eſt en la ieune femme mariee moindre de 25. ans, laquelle a eſté receuë à recouurer les biens par elle, ſe diſant maieur vendus auec ſon mary en rendant le prix qu'en auoit receu, ſfraiz & loyaux coups, [18] en eſchange ne ſont nullement receus qu'en rendant la piece au meſme eſtat que leur a eſté baillée, ſi ne s'eſt d'elle meſme deteriorec ſans le faict & artifice

du moindre:[19] & ſont touſiours tenus rendre le prix en la France couſtumiere non en pays de droict eſcript, ſi l'achepteur ne preuue que le moindre y a profité,[20] dont la ieuneſſe desbauchee eſt ſoubs ceſte eſperance plus encline à vendre qu'à conſeruer & augmenter ſon patrimoine,[21] & les debteurs preſſez par les maieurs aux payemens des debtes les contraignent en iugemẽt ſe pourueoir de curateur aux biẽs pour les receuoir ou leur eſtre permis les conſigner en main aſſeuree pour leur deſcharge,[22] quoy qu'autrement s'ils veulent eux meſmes adminiſtrer ne ſont tenus ſe mettre ſoubs la charge & curatelle d'autruy, ſinon aux procez s'ils ſe comportent ſagement en leurs affaires, & le pere auant ſon decez n'y a pourueu, ſinon le luge n'y doit proceder quand l'occaſion ſe preſente tant pour la validité des actes que pourſuite des procez,[23] à ce qu'en defaut de formalité le moindre qui n'eſt autrement leſé n'infeſte la Cour de requeſtes ciuiles & actions recriſoires par lettres Royaux au dommage d'autruy,[24] attendu qu'en France les contracts & actes iudiciaires eſcripts & retenus de main publique *non ſunt ipſo iure nulla*, ni ne peuuent eſtre impugnez, reſcindez, reuoquez, reſtractez, ni debatus que ſous le plaiſir & authorité du Prince qui paſſe ſur les loix,[25] ni ne ſuffit propoſer la ſeule minorité, ſi n'eſt leſee, deceue, ou circonuenue,[26] ni quand le moindre profite ou deport,[27] & eſtans les lettres receues & interinées les arreſts & cõtrats neantmoins demeurent en leur force & valeur iuſques auoir prouué les faits relenans cõtenus en icelle, ſur leſquelles la Cour ait fait droit à l'impetrant au fonds de la cauſe:[28] par fois auſſi le luge confirme & authoriſe les actes qui autrement ſeroient inualables en faueur de la cauſe pie, honneſte, vtile & charitable, tel qu'eſt le vœu de religion, reſignation de benefice, apres qu'il eſt conferé, vente de fonds pour la redemption du captif, duquel le vendeur eſt heritier,[29] teſtament du fils de famille en faueur des pauures, qui autrement n'eſtoit vallable:[30] toutesfois le mineur qui demande mal à propos le maniement de ſes biens eſt à comparer au prodigue, auquel l'adminiſtratiõ eſt interdicte,[31] & ſelon Boutelier en ſa ſomme rurale eſt appellé pupille, s'il continue les actes de pupillarité, pour n'eſtre rompu & verſé aux affaires:[32] qu'eſt cauſe que le fils aiſné de France qui ne manque de cõſeil, quoy que moindre d'aage eſt tenu comme maieur, ſans que ſe puiſſe ayder du remede des mineurs,[33] ny le Roy moindre maieur de 14 ans n'eſt tenu receuoir aucun regent en France pouuant de ſoy-meſme adminiſtrer auec la fidelité, probité & aſſiſtance de ſes anciens officiers.[34]

NOTAE.

NOTÆ.

1 TRia sunt difficilia mihi, & quartum penitus ignoro viam Aquilæ in cæ-
lo colubri super terrã nauis in medio maris, & viri in adolescentia Pro-
uerb.c. 30. In stud.is quidem cognoscitur puer, Prouerb.20. Et qui diligit disciplinam, diligit scientiam, qui odit increpationes, insipiens est. Prouer.12. Nam facilis est descensus auerni nisi crescat & confortetur puer, plenus sapientia, gratia & fortitudine, Bened.in c. Rayn. in verb adiectæ impuberi, nu.42.e. de testam. & cùm de iis quæ rarò eueniunt iura non constituantur *est besoin s'arrester à la commune disposition des droicts des moindres, lesquels ores puissent contracter & administrer par coustume ne sont pourtant priuez du remede de restitution en entier*, Benedict.in c.Rayn.in verb.adiectæ impuberi, n.56.57.e.de testam *comme s'ils eussent assisté de cura.en cas de lesion ou deception non autrement & par ainsi est besoin prendre garde à leurs actions, mesme leurs plus proches pour les pourueoir de curat.s'ils sont negligens & maladuisez en leurs affaires, ou commancent à mal mesnager* [2] Ex Quint.Hora Flac.de art.Poetic. [3] Baldus & 2
gl.fi.l.1.C.si de mom possess fuer appell. imò Princeps læsus ex communi obser- 3
uatione in integrũ restituitur, Guid.Pap.q.302. [4] *Et doit le mineur preuuer sa minorité* 4
l.cum te, de prob.gl.in l.de ætate, ff.eod.Barth.in l.de ætate, ff.de minor. *Masu. tit. des preuues nomb. 35.* & probans se læsum restituitur tam aduersus contractum, quàm rem iudicatam, nisi maior factus ratum habuerit, vel eo contractu aut sententia vsus sit maior factus, non quidem si tunc tẽporis esset in minori ætate constitutus, Aufr.Capell.Tholos.q.53. *& toute sorte de restit. en entier est subiecte à preuue si la cause n'est notoire ou accordée.* Capellæ Tholos.q.399. [5] *les actions rescissoires que ten-* 5
dent en cassation ou resolution de contract par lettres royaux se prescripuent en dix ans, a cõpter du iour de la passation d'iceluy ord.du Roy Louys XII.publiée l'an 1512.que reuient à la 35.année complete & reuolue de l'aage de l'impetrant lettres royaux fondées sur lesion & minorité, pendant laquelle ne court la prescription, dont apres l'aage de 35.ans parfaits & accõplis on n'est plus receuable à faire telles ou autres impetrations par minorité en cassation ou rescision de contract portans relief, ne autrement, en demandant ne deffendant soit par voye de nullité pour alienation de fons faicte sans decret ny authorité de iustice, lesion, deception ou circonuention, sinon qu'en semblables contracts fust permis aux maieurs en faire poursuite par releuement ou autre voye permise de droict, Ord.du Roy François I.ar.134 au long expliqué par May.ch 56.du 3.liu.de ses quest.& court lad.prescription contre les condãnez aux galeres pendant le tẽps que seruent, par ce que peuuent agir par procureur, May.c.41.du 6.li. de ses qu.car autrement la prescription ne court contre celuy qui ne peut agir, [6] *Mayn.cha.4.* 6
du 6.liu.de ses qu s'il a transigé par compromis peut appeller de la sentence arbitrale sans la debattre de nullité, May.ch.80.du 8.liu.de ses quest.& a le mineur lesé d'outre moitié de iuste prix esté restitué en entier d'vn contract emphiteotique, Mayn.ch.62.du 3.liu.de ses qu.où les maieurs ne sont receuables sinon les vendeurs de choses immobilaires non les acheptieurs l 2. C.de rescind.vendit.& ibi Cuiat. *de tant que le bail à fief est comme vn louage & afferme perpetuel que ne reçoit cause de lesion, Mayn.ch.61.du 3.liu.de ses que. quoy que participe aucunement de la nature de la vente quand le seigneur prend droict d'entrée, ce que ne pourroit estre desnié en vente pure ores le vendeur ne preuuast sa minorité venãt dans le temps de l'ord.attendu que ce benefice du Prince ne peut estre desnié au maieur Mayn.ch.41.du 3.liu.*

de ſes qu.quoy que par le meſme contract ils ayent renoncé à la plus grande valeur cha. 60.du meſme liu,ſinon que ce fuſt de vente d'heritage auec ſes charges qu'eſt vn droict vniuerſel & incertain,duquel ne peut eſtre faict eſtimation certaine,le meſme ch.63.du 5.li.deſd. queſt.& doit exceder plus que la valeur du double du iuſte prix,autrement le maieur, meſme n'y peut eſtre reçeu ch.65.du meſme liu. & par le moyen de lad. reſolution toutes charges & hypotheques ſur le fonds impoſees par l'achepteur puis le contract de vente demeurent eſteintes & reſolues:le meſme ch.69.du meſme liu.Ou auſſi quand la preuue eſt ambigue & incertaine, & ne monſtre clairement la iuſte eſtimation de la piece vẽdue,eſt beſoin la faire faire eſtimer par experts,Mayn.ch.67.du 3.liu.de ſes qu.& peut l'achepteur ſupplir le iuſte prix non adiouſter à ce qu'en a payé & venir à la moitié de la iuſte valeur pour empeſcher le remede de reſtitution,Mayn.ch.64.du 3.liu de ſes queſt.& quant aux moindres qui ont baillé cautions des ventes par eux faites,s'ils demandent ſupplement de iuſte prix,l'acheteur peut agir pour ſon indemnité contre lad.caution,led.May.ch.64. du 5.liu.de ſes qu.par ce que l'impetrant procede contre la nature de la reſtitution en entier, en laquelle l'achepteur ne peut eſtre contraint augmenter le prix de ſa conuention fondée ſur la vilité d'iceluy rendre la piece au vẽdeur impetrant que la demande en luy rendãt le prix qu'il a payé,ny ne peut la caution s'ayder du priuilege de moindre,pour lequel eſt entré en obligation au preiudice de l'acquereur,ſinon l'appeller en recours d'indemnité,& peut le mineur eſtre reſtitué par leſion de conſtitution de dot faicte à ſa ſœur par ſon curateur ſans decret ne cognoiſſance de cauſe,Mayn.ch.43. du 3.liu.de ſes qu.s'il plaide ſans curateur peut auſſi pourſuiure la caſſation de la procedure en ce que luy eſt dommageable,non s'il luy eſt profitable,Mayn.ch.32.du 7.li.de ſes qu. dont par arreſt du 26.Aouſt 1542.donné entre Pierre Ferrieres curateur d'Eſtienne Clauſe mineur declaré prodigue,François & Iean Lalauſe,Bernard Ceré & Pierre de S.Marc,marchand de Tholoſe les contracts paſſez auec led.Clauſe furent caſſés,& le curateur condamné audict nom rendre l'argent que ſe trouueroit auoir eſté employé à la deſpence d'iceluy Clauſe, & inhibé ne contracter auec moindres & prodigues declarez ſans le conſentement des peres & meres, & autres parents ou curateurs le moindre eſt facilement reſtitué contre la forcluſion ayant à produire meſme apres la publication d'enqueſte pour proceder à la publication d'icelle, Bart. in l.1.§ nunciatio,ff.de oper.noui nunciat.Cynus auth.qui ſemel,C.de ſent.& interl.omn.iud. *Maſu.au tit.des lettres,contracts & autres inſtruments nomb. 2.26. & peut conſtituer procureur s'il n'a curateur,*l.cum maior,ff rem rat.hab.l.nequeo,C.de proc. *Maſ.au tit.des procureurs nomb.30.dont les iugemens donnez contre mineurs non deffendus ſont innalables,ſinon valables,Maſu.au tit. des Iuges nomb. 36. & par ainſi peut eſtre contraint ſe pourueoir en iugement de procureur ou curateur ez cauſes par la validité des autres,* §.item inuicti de cur.inſt. *voire ez biens pour receuoir payemens des mains des debteurs,* vnde Vlp.in l.1.ff.de minorib.vetat minores rerum ſuarum adminiſtrationem etiam bene gerentes ſine curatorum auxilio manere.*& ſont releuez de toutes renõciations expreſſes & taiſibles à eux preiudiciables,*l.1.de in integ.reſt.minor.necnõ de omnibus quæ prætermiſerunt vel ignorauerunt, vt in lege penultima ibid. gloſſ.in verb.prætermiſerunt,& in ver.ignorauerunt,C.eo.etiam ſi ius ignorauerint,l.regula.§.1.ff.de iur.& fact.ignor.l.indebito C.ſi aduerſ. ſol. & in quibus ſe dolo captos probauerint,nẽpe ſui facilitate,& ſi dolus aduerſarij non interuenerit.l. minoribus.& ibi Alexan.C.de in integ.reſt.min.l.1.ff.eod. tit.tranſitq; cauſa reſtitutionis in hæredem.l.ſi intra ætatem,C.de in integ. reſtit. minor. nihilominus etſi nullus ſit contractus cum minore habitus abſque præſentia ſui curatoris, niſi curatorem non habeat,& propria gerat negotia:non tamẽ ei denegatur reſtitutio-

nis

nis auxilium, ſi læſus fuerit l.3.C.de in integ.reſtit.minor. *& faut touſiours qu'il s'ayde des remedes du Prince, par ce que voye de nullité n'ont lieu en France & peut ſeruir à ce propos ſur ceſte couſtume ce que remarque ledict Benoiſt au ch.* Raynutius in verb.adiecte impuberi, nu.56.57. *que par la couſtume generale les moindres de 25. ans maieurs de 14. peuuent valablement contracter & eſtre en iugement ſans curateur, voire adminiſtrer ſauf le remede de reſtit.en entier en cas de leſion, non autremẽt, pour le tout remettre au premier eſtat chacun rendre ce qu'il a reçeu*, ne ſit pariter minori lucr.ſicut nec damn. l. vn.C. de reput quæ fiunt in iudicio in integrum reſtit.& ob id non videtur minor circumſcriptus, qui eſt vſus iure communi, l.fin.& ibi glo.C.de in integ.reſt.minor. [8] *Le moindre non legitimement deffendu eſt reſtituable enuers les ſentences & arreſts de condemnation contre luy données par forcluſion ou autrement. Maynard ch.44.du 3.liu.de ſes queſt. & s'il ne preuue que la minorité pendant le debat de leſion ou deception, ou n'appert d'icelle doit conſigner la ſomme à luy preſtée par inſtrument garantigié, attendu que la ſeule minorité ne ſuffit s'il n'y a leſion, Maynard ch.45.du meſme liur. & peut eſtre reſtitué contre pluſieurs ſentences par obmiſſions de deffences non d'obiects & interrogatoires* Capell.Tholoſan. 53. 54 *parce qu'en demandant delay venir preparé*, ibid. Aufrerius nec reſtituitur in confeſſionem niſi probato errore, l.nam & poſtea, §.ſi minor ff.de iurei. Auf.in quæ. 59. Capell.Tholoſ.& *au contraire l. precez eſt valable en la formalité. eſtant pourſuiui par le procureur du mineur, quoy que ne ſoit pourueu de curateur*, Aufrer in d.Capell.Tholoſ. quæſt.106.& ce ſetur minor lætus non ſolùm ob diminutionem patrimonij, ſed etiam cùm aliunde potuerit melior conditio inferri, *comme de la deſpence eſpargnée ſuiuant l'offre faicte par vn autre que le tuteur eſt tenu garder au profit du pupille, ayant accepté la charge à meſme condition, Meſnier au tit. des tuteurs & curateurs, nomb. 15. ſelon l'hypoteſe de la loy 2.*C.de nego.geſt.*& le cas rapporté par Benoiſt* in c.Raynutius, C.mortuo itaque teſtatore, num.235.in parte prima, *ou le moindre condamné par ſentence en la ſomme de deux mille eſcus de ce qu'il auoit peu accorder à mille eſcus peut eſtre releué enuers ladicte ſentence* pro pacis commendatione; & notat Baldus in l.2.C.de reſcind. vendit.[9] & ſufficit neutrum contrahentium fuiſſe læſum *pour la validité du contract*, arg.l.fin.C.de in integ.reſt.minor.[10] *apres qu'vn moindre de 25.ans ſuffiſant & capable a impetré lettre de diſpence de l'aage n'eſt reçeu à demander le relief des actes, qu'il a depuis faict, Carondas chap.47 du 9.liu.de ſes reſp.ou baille l'exemple d'vn maieur impetrant lettres Royaux pour eſtre reſtitué en entier contre vne tranſaction par luy faicte en ſa minorité, ayant diſpence de l'aage, & eſtant verſé aux affaires auec ſon tuteur pour certaines obmiſſions, deſquelles eſtoyent en different apres la cloſture des comptes, deſquels par arreſt du parlement de Paris du 20.Ianuier 1596. il fuſt demis, quoy qu'il ſe dict leſé d'outre moitié de iuſte prix, apportans pour ſoy l'edict du Roy Charles IX.du mois d'Auril 1560. donné en faueur des tranſactions paſſées entre maieurs, & treuue autre arreſt du parlement de Tholoſe du mois de Decembre 1592. cité par Maynard au ch.100.du 2.liu.de ſes queſt. où il monſtre vn maieur auoir eſté au contraire reſtitué contre vne tranſaction, par laquelle apres la 25.année de ſon aage auoit entierement quitté ſon iadis tuteur de la reddition de comptes de ſon adminiſtration, dõt auſſi l'hypotheſe eſt diuerſe, eſtant icy queſtion du faict de l'entiere adminiſtration, & en l'autre de quelques obmiſſions d'vn comptes, deſquels les parties ne ſe pouuoient accorder. leſquels eſtant pour le ſurplus cloz & arreſtés,*[11] *Carondas à ce propoz au chap.42.du 8.liu.liu. de ſes reſp.remarque en arreſt ſolemnel du parlement de Paris du 23.Septembre 1574. par lequel vn Procureur & Notaire impetrant lettres pour eſtre reſtitué en entier appellant & appoſant à certaines ſaiſies faictes ſur ſes biens pour ſomme d'argent, en laquelle il s'eſtoit obligé enuers vn*

autre

autre pour quelques conuentions qu'ils auoyent faictes enſemble pendant ſa minorité fuſt debouté de ſon oppoſition n'ayant ſuffiſamment prouué la leſion ſinon la minorité : ita qui veniam ætatis impetrauit,etiam ſi minus idoneè rem ſuam adminiſtrauerit,non reſtituitur l.1.C.de his qui ven.ætat.imp.nec fallaci maioris ætatis mendacio deceptus,l.2.& 3.C.ſi mi.ſe mai.dix.ne hi qui cum eo contraxerunt Principis & Iudicis authoritate circumſcr.eſſe videantur,l.1.C.qui & aduerſ.quos in integ.reſt.poſſ. *ayant eſté en lad. qualité reçeu comme maieur de 25.ans à l'exercice deſdicts offices.le meſme peut eſtre dict de l'Aduocat ſelon ledict Benoiſt*,in c Raynutius in verb.adiectæ impuberi nu.40.e de teſtam.[12] *Vn Docteur regent liſant actuellement eſt en cas de droit reſtituable en entier,comme vn autre mineur, la qualité accidentale ne pouuant preualoir à la naturelle,qui nonobſtant l'excellence de ſon ſçauoir,de laquelle parle ledict Benoiſt*,ſuis in facilitate intelligendi,ſubtilitate interpretandi,facundia dicendi, peritia docendi, aut alias.vt in l.1.C.de profeſſ.*eſt encore plus facile à deceuoir & moins experimenté aux affaires du monde que les ruſtiques & autres qui negotient & vacquent à la meſnagerie du tout contraire au repoz de l'eſtude,lequel ne reſpire qu'vne honeſte pauureté,comme eſt doctement repreſenté par ce grand & celebre ſenateur Tholoſain, May.ch.38.du 3.liu.de ſes qu.enſemble les Conſeillers, Iuges & Magiſtrats en leur priuez domeſtiques & particulieres affaires ch.39 du meſme liure où eſt remarqué vn arreſt par lequel le ſieur Daiga Aduocat du Roy tres-fameux en ce parlement fut reſtitué en entier enuers vn contract par luy faict en ſa minorité exerçant le meſme office:ce qu'eſt entendu en cas de leſion verifiée ſelon le droict des pãdectes*, in l.ſi vtium,§.ſciendum,l.quod ſi min.§.nõ ſæpe, l.non omnia,ff.de mi.l.ſi quidem & toto tit. C. de prædiis, & aliis reb min.*à ceſt effet par led. May. alleguees, mes toutesfois les affaires que concernent leur charges, ſquelles les magiſtr.min.forfaiſans ſont exclus pour ce regard du benefice de reſtitution en entier par min. May.ch.39.& 40.du 3.liu.*
13 *de ſes queſt.*[13] Flacc.de Arte poëtica [14] *& ſi faict acte qu'vn maieur auroit fait n'eſt reſti-*
14 *tuable*,l.ſi.C. de in integ.reſt.min.& cùm malitia ſupplet ætatem reſtitutionis,denegatur auxilium.l.2.& 3.C.ſi min.ſe mai.dix.nam & is qui ſe minorem annis lapſum eſſe dicit, diligens pater familias fuerit, actibúſque publicis induſtrium ſe docuerit,vt lapſum cum per ætatem veriſimile non ſit : veriùm ſi cauſa cognita circumuen deprehendatur propter hoc ſolum à ſolito auxilio nõ debet remoueri,nempe cum patriæ vrgentibus neceſſitatibus decurio creatus ſit vel propagandæ ſoboli liberorum educationi proſpexerit.l.1.& ibi notat. C qui & aduerſ. quos in integ. reſt. & niſi læſus reſtituitur, & ſit euidens probatio læſionis, vbi non eſt veriſimile municipem eſſe læſum propter eius ſagacitatem & induſtriam, præſertim in actibus publicis approbatã, Salycetus in d.l.1. & impetratur venia ætatis à Principe à maſculis anno ætatis 20. à fœminis quas morum honeſtas meníſque ſolertia commendat, anno 18.l.2.C.de his qui ven.ætat.impetr.nec tamen impetrata venia ætatis immobilia vendere poteſt impetrans ſine decreto Baldus, Barth.& Salycetus in d.l.ſecunda & tantum gerit quam curator datus geſtatus eſſet, donec 25. annum impleuerit, ſicut ex conſuetudine qui ſuſcipit rerum ſuarum adminiſtrationem,ſi quid bene vel malè geſſerit ſine dolo & fraude alterius ex propria obligatione tenetur,vtitúrque Eccleſia manifeſtè læſa iur. minorum, c. requiſiuit e. de in integ. reſtit. [15] *comme mineur, lequel apres auoir*
15 *tranſigé à certaine ſomme d'argent pour quitter la pourſuitte d'vn procez criminel par luy intenté contre certain qui l'auoit excedé l'auroit repriſe, & obtenu lettres Royaux en la cauſe d'appel pour eſtre releué de ladicte tranſaction à cauſe de ſa minorité, deſquelles fuſt*

deſmis

deſmis par arreſt du 2. Decembre 1581. prononcé par le ſieur Preſident Briſſon chap. 100. du 7. liure de ſes reſp. Maynard chapitre 51. du troiſieſme liure de ſes queſt. où il dict le ſemblable auoir eſté iugé en Tholoſe, ſauf ez affaires que regardent l'intereſt public : de meſme la femme en ce qu'elle profite n'eſt aydee du Velleian, l. 2. ff. ad Vellei. [16] vt cum minor fallendi animo ſe minorem dixerit, nam ex dolo proprio non eſt reſtituendus, niſi ex dolo & calliditate aduerſarij, & ex propria ſimplicitate, & notat Baldus, in l. 3. C. ſi minor. ſe maiorem dixerit, *où l'on peut apporter partie des raiſons deduites par Carondas au chapitre 12. & 49. du 8. liure de ſes reſp.* nec enim fallentibus minoribus publica iura ſubueniunt, l. 2. C. ſi min. ſe mai. dix. l. ſi ſine, C. ad Vell. l. ſi decipiendi ff. eod. nec ex caſu ſuperueniente, & ſi res empta & minori tradita deperiat, l. verum, §. ſciendum, ff. de min. [17] *Et meſme quand la minorité n'eſt ſuffiſamment preuuée demeure le remede de reſtitution deu aux maieurs, Car. chap. 71. du 4. liu. de ſes reſp. Mayn. ch. 41. du 3. liu. de ſes queſt.* [18] *Carondas cha. 56. du 7. liu. de ſes reſp.* quæue cum minoribus geruntur ad bonum & æquum redigenda ſunt, & ita reſtitutio facienda eſt vt vnuſquiſque integrum ius ſuum recipiat, l. verum, §. ſciendū, l. quod ſi minor, §. non ſemper, §. reſtitutio, ff. de minor. l. ſi fundus, § fin. C. de reb. eor. qui ſub tutel. vel cur. ſunt, *& cite led. Carondas vn arreſt, par lequel vne nommée Ieanne Gayot impetrant, fuſt condamnée rendre à l'achepteur le prix de la vente, fraits, loyaux couſts & meliorations ſans reſtitution de fruicts, cauſant ſa bonne foy* [19] 19 *Maynard chap. 36. du 3. liu. de ſes queſt. arreſt 14. du tit. des mineurs au recueil de Papon, Car. ch. 64. du 3. liu. de ſes reſp. & ſi la deterioration n'y eſt interuenue directement ne indirectement du faict du moindre,* tanquā ſit quod aliquid imputetur ei, qui cum minore tali contractu inito contraxerit, qui quamuis doli capax fuerit propter ætatis lubricum & infirmum eiuſdem conſilium in ea cauſa fuerit rerum ſuarum adminiſtrationem, neque permiſſam, neque conceſſam haberet, quia generaliter & illud minoribus condonandum videtur quod potiùs ętati quàm peruicacię, aut temeritati adſcribendum venit, vt ita niſi aut manifeſta circumſcriptio ſit, aut tam negligenter in cauſa verſati fuerint, prætor interponere ſe non debeat, l. quod ſi minor, §. 1. ff. de minor. [20] *Mayn. chap. 52. du 3. liu. de ſes queſt. où il monſtre comme le moindre au pays couſtumier de France n'eſt reſtitué en entier des ventes par luy faictes en pleine puberté qu'en rendāt le prix, ſinon en pays de droict eſcript, où le moindre qui a vendu n'eſt tenu rembourſer le prix l'achepteur ne prouue auoir eſté employé en ſon vſage, profit, acquit, ou deſcharge, ſoit qu'il ayt decret ou non, ſinon que le moindre ſe diſe maieur par le contract, l'eſtant en apparence, auquel cas il eſt tenu enuers l'achepteur tant du prix que frais & loyaux couſts, la fraude eſtant de ſon coſté, non de l'achepteur qui le prend comme maieur, ne luy apparoiſſant du contraire : car autrement le moindre ſeroit touſiours ſur ſes pieds & la temerité du coſté de l'achepteur* d. l. 3. C. ſi min. ſe mai. dix. [21] cuius dolus non debet ſibi patrocinari, *quoy que incapable de regir & adminiſtrer le ſien tel que le prodigue qui eſt en charge de curateur, Maynard ch. 53. du 3. liu. de ſes queſt. appellé pupille par Boutelier en ſa ſomme rurale au tit. des pupilles, lequel vſant de dol n'eſt non plus reſtituable, May. chap. 52. du meſme liu. de ſeſdictes queſt. quoy qu'il deſpende & diſſipe le ſien, meſme quand ſes mauuais deſportemens ſont incogneus à l'achepteur, comme eſt à preſuppoſer s'il n'appert du contraire.* Nemo enim ſua iactare præſumitur, *pourueu que celuy qui contracte auec le moindre ne ſoit mal famé, couſtumier à debaucher & corrompre la ieuneſſe, ſubiet au Macedonian, ou vſurier manifeſte & perſonne flagitieuſe, auare, cante & ruſee à ce que la preſomption ne face contre l'acquereur tant à cauſe de l'aage, que de la qualité : car en ce cas le-*

moindre ſoit qui ayt curateur ou non, comme eſt dit au ch.53.du 3.liu.des queſt.dudit Maynard n'eſt tenu que de ce qu'il a profité & realement reçeu, ou eſté employé à ſes propres affaires, non ce qu'il n'a reçeu, quoy que n'y ſoit par contract ciuilement obligé ny notamment de ce que par la colluſion, induſtrie & intelligence de l'acheteur auront eſté ioué, ou autremẽt mal employé, ſuiuant l'ordon.de Moulins art.59 par laquelle les deniers & biens perdus à ieu de hazard peuuent eſtre repetez par les mineurs, leurs peres, meres, tuteurs, curateurs, ou proches parents, & leur doiuent eſtre rendus pour les employer au profit deſdicts mineurs, & euiter leur perte & ruine, can. pen.& fin.14.q.5.l.ſi quis ſeruum meum,ff de iniur.l.ſi quis non remunerandi,§. adoleſcens ff mand l.ſi quis cùm ſciat.ff.pro empt.l.4.§.1.&
22 2 ff de aleæ luſu & aleat.[22] *quoy qu'en France ſoit oſtée la difference des moindres qui ont curateur, & contractent ſans eux auec ceux qui n'en ont point, Mayn.ch.53.du 3.liu. de ſes que. neantmoins le payement faict à vn mineur ſans authorité de tuteur ne curateur, ſoit qu'il en ait ou non, n'eſt ſouſtenable, & doit le curateur qui reçoit ou aſſiſte au payement en faire acquit & deſcharge.* ne ita ſoluens in poſterum inquietetur pleniſſimámque aſſequatur ſecuritatem,l.ſanc.imus C.de adminiſt.tut.& totius agitur cum petitur curator, quo authore ritè rectéque ſolutio fiat,l.ait Prætor.§.1.ff.de min. *à quoy les debtens en Tholoſe contraignent les moindres pour l'aſſeurance des payemens, Maynard au*
23 *ſuſdict ch.53.du troiſieſme liu. de ſes queſt.*[23] §.Item inuiti inſtit. de curat. nec reſtituitur ſi vtatur iure communi,l fin.C.de in integ.reſtit.min.25.ann.& tandem ſi reſtituatur, habẽda eſt cauſa reputationis,l. vn.C.de repu.etſi datus,ſit curator à patre eſt confirmandus.vel alter dandus à Iudice, vt æquum ſi videtur,& vtile,l.3.§.
24 quamuis.ff.de adminiſt.tut.tam in litem quàm in bonis:[24] *car bien qu'ils n'aient profité du prix qu'ils ont reçeu, l'achepteur peut auoir eſté practiqué & induict par le min. qui vend ou autres par fauſſes perſuaſions, quoy que ne fuſt pourueu de Curateur,* quem licet minoribus non niſi ex lege latoria vel propter laſciuiam ſeu prodigalitatem, aut propter dementiam, nempe manifeſtum furorẽ quondam darentur ex iuſtis cauſis expreſſis inter quas fuiſſe Paulus Manutius veriſimiliter exiſtimauit, neceſſi-
25 tiam rerum alienationem lites,& iurgia neceſſaria in lib.antiq.Romanar.[25] *Maſ. au tit.des choſes iugees nomb.25.des appellations nomb.11.Mayn.ch.53.du 3.liu.de ſes queſt. neanmoins quand la nullité deſpend de l'acte meſme tel que le contract feint & ſimulé peut eſtre pourſuiuie iuſques à trente ans.* nec minori ſpatio in fata ruit quod sũmæ apud Gallos curię decreto die 10.Martij anno 1534.relatum fuiſſe comperitur. *Buignon*
26 *au traicté des loix abrogées, May. ch.72.du 3.liu. de ſes qu.*[26] nec ſufficit quendam fuiſſe minorem tempore contractus vel rei iudicatæ, *ſelon Maſu.ti.des prennes, nomb.35.* niſi ſe læſum,deceptum vel circumuentum eſſe probauerit, & maiõr factus acta quorum petit in integrum reſtitutionem non probauerit,nec rata habuerit: nã ſi eis vtatur,remouetur ab impetratione,Aufr.in Capell.Tholoſ q.53. nã & ſi minori non remittatur rerum ſuarum adminiſtratio tanquã patrifam.vt in l. fi.l.ff. de min non tamen niſi læſus reſtituitur,vt in §.ſi quis agens inſt.de act. *& en ce cas ſeroit touſiours reſtituable en rendant le prix, ores qu'il eut vendu ſelon la volonté du pere, &*
27 *employé les deniers à ſa deſcharge,* vt in l.vn.C.de reput.quæ fiunt in iudicio,[27] l.2.C.
28 ſi min.ſe maior.dix.[28] & reſtituitur minor cùm fuerit ſui facilitate, vel per tutoris inſidias læſus l.2.C.ſi aduerſ.ven.& cõtra ſententiã licèt legitimè defensus l. pen. & fi C.ſi aduerſ.rem iud. & pendente cauſa in integrũ reſtitutionis ſuſpenditur iudicatũ Capell.Tholoſ.& ibi Aufr.qu 54 *tout ainſi que pendant l'inſtance d'appel de lettres en forme de requeſte ciuile ſi ſont interinables, & appert aux iuges de la iuſtice de la*

cauſe

cauſe de l'impetrant, comme d'vn arreſt donné par forcluſion & notoire ſurprinſe tel qu'a eſté donné en Tholoſe à la pourſuite de Maiſtre Francois Roſier eſcholier contre Maiſtre Auger D'albais au rapport de Monſieur de Caulet à la chambre ſeant en vacquations le 14. Octob. 1609. attendant l'ouuerture des audiences, par lequel l'execution d'autre arreſt auparauant obtenu par ledict D'albais du plein poſſeſſoire du prioré S. Sypr. fuſt ſuſpendue pour auoir eſté obtenu par forcluſion contre vn procureur, qui n'auoit charge ſpeciale dud. Roſier, ſinon generale, & eſtant au meſme affaire, led. Roſier pourueu d'autre procureur à ce preſent, & ouy le ſieur rapporteur du procez, dont l'arreſt auoit eſté donné du retractement duquel eſtoit queſtiõ ſur lequel l'incident fut ioint à l'inſtance de requeſte ciuile, & les ſequeſtres inhibez ne ſe deſaiſir, car autrement telles impetrations n'empeſchent l'execution des arreſts ſelon meſme led. Aufr. au lieu preall. comme auſſi la cauſe plaidée le 2. de Ianu. 1610. fut appointé en droit ſans preiudice de l'arreſt (non de l'execution d'iceluy, comme on a de couſtume en ordonner en tels affaires) [29] *n'eſt reſtitué de l'argent qu'il reçoit par condemnation, quoy que l'employe mal, ſi le payeur n'eſt en faute pour ne l'auoir mieux aſſeuré,* l. ait prætor, ff. de minor. & præfat. iur. *du contract de mariage où n'eſt requiſe l'authorité du cur.* & in eo cenſetur maior l. in copulandis, C. de nupt. *du vœu de religion,* can. 119. q. 2. *reſignation du benefice conferé,* l. quod ſi minor, §. Scæuola, ff. de minor. *des ventes faictes pour redimer de captiuité celuy duquel on eſt heritier,* l. ſi captiui, C. de ſacroſ. Eccl. *& autres ordonnees par le pere, quoy que ſans decret,* l. 2. C. quand. decr. opus non eſt. *que pour leſion comme deſſus.* [30] *Teſtamẽt d'vn fils de fam. faict du viuant & ſans permiſſion du pere, auquel le fils auroit ſurueſcu, fut confirmé par arreſt du 5. Decembre 1581. en faueur de l'hoſpital, Mayn. ch 1. du 5. liu. de ſes qu. & demeurent les legats pour cauſe piè, le teſtament eſtant rompu, May. ch. 13. du 5. liu. de ſes qu.* [31] *Mayn. ch. 53. du 3. liu. de ſes queſt.* Nam ſi concedatur minoribus malè gerentib 31
rerum ſuarum adminiſtratio peior erit eorum conditio, quàm maiorum, quo ad in integ. reſt. niſi ſublata differentia curat. non haben. & eorum quorum bona ſub curatore ſunt quo ad reſtitutionis auxilium, ne per immenſa iuris inuolucra abſorbeãtur: vt enim pupilli in his, quæ ſunt publici priuatiq; iudicij tutore authore agere & conueniri poſſunt, ita adulti niſi conſenſu curatoris item intendere non debent, l. Clarum, C de auth. præſtand. l. 2. C. qui legit. perſ. ſtand. hab. in iud. ſententiáque contra pupillum tutore non interueniente erat quondam ipſo iure nulla, lege prima C. eod. non contra minorem, *ſauf le remede de reſtitution en entier,* l. fin. C. ſi aduerſ. rem iudic. l. minor, ff. de procur. eique ſubuenit minor ætas in damnis, non in rebus proſperè geſtis, l. non eo minus, C. de procur. l. penul. C. ſi aduerſ. rem iud niſi veniam ætatis impetrauerit, l. 2. ff. de his qui ven. ætatis impet & certis caſibus incertis in gloſ. l. 2. in verb. adultus, C. qui legit. perſon. ſtand hab. in iud. nec tamen licet 20. anno nato, qui veniã ætatis impetrauit immobilia vendere ſine decreto ante 25. annum, ſicut nec curatori, l. non ſolùm C. de præd. min. ſine decret. [32] *au tit. des pupilles, May. ch. 52. du 3. liu. de ſes queſt.* nec excipiendi ſunt ab hac conſuetudine 32
ij quibus ſunt curator. dati vel confirmati à Iudice, licèt teſtamentarij, quum omnium conditio par eſſe videatur, quo ad reſtitutionem in integrum ex præmiſſis eiſque ſubueniatur non ſolùm cùm aliquid de bonis eorum minuitur ſed etiam cùm eorum interſit lucium ſumptibus nõ vexari, l. minoribus, ff. de minor. in quibus maiores, neque minores prouectæ ætatis perfectæ adoleſcentiæ tranſacto ſcilicet anno ætatis 18. vt diligentes patresfamilias circa res ſuas ſe habentes non reſtituuntur contractus nimirum emptionis rei immobilis à minore vel Eccleſia ſine iudicis & curatoris, vel adminiſ-

straturis authoritate restitutionis remedio facile rescindetur, *si le moindre ny l'Eglise n'y ont profité*, l. pen in 1. resp. ff. de lib. eor. qui sub tut vel cur. sunt, l. fin. C. pro emptore, l. quod si minor. §. restitutio. l. patri, § 1. l. tutori, §. item, l. intra vtile §. vendentibus l. minor annis, §. prædia ff. de minorib l. Iulianus, §. si quis, ff. de act. empt. l. prædiorum, l. si prædiis. C. de præd. & aliis reb. minor. sin. decr. alien. vel
33 non. [33] *Mayn. ch. 36. du 8. liu. de ses quest* nam ea quæ de rebus à minoribus siue tutoris vel curatoris authoritate non gerendis à maioribus tradita sunt ad Francorum Regum filios natu proximos aliósve reges designatos, quos nostri Delphin. vocant, nihil omnino pertinere placuit. *Le sieur Du Luc* placit. lib. 3. tit. 1. in princ. *sans discontinuation de prescription par minorité tenus en effect, comme maieurs estans sous la protection des Roys assistez des Princes du sang, & ayãs leur procureur & officiers qui procurent tousiours leur profit & de la chose publique, & occupent pour eux en tous leurs affaires iusques à ce qu'il y est autrement pourueu, ainsi iugé par arrest du parle. de Paris du 5. May 1551. cité par Papon en son recueil des prescrip. arrest 30 pris dudict feu sieur Duluc en ses addition*, lib. 3. tit. de Principe c. 5. & 6. nam agere valenti currit præscriptio, nec fit vlla rerum ad se pertinentium propter infantiam aut minorem ætatem intermissio. *ou en deffaut de deffence y ayt cause de relief, attendu mesme qu'on y procede auec conseil de gens versez & entendus aux affaires, apres lesquelles on ne peut inferer auoir esté mal procedé, ou est aussi partie question des affaires d'estat, non des priuileges des mineurs deceus & appauuris par la fragilité de leur aage ou mauuaise administr. de leurs tut. & cur. à laquelle les Princes ne sont subiects faisant tous leurs affaires par le ministere & cons. de leurs officiers*
34 *auec bõ ordre, & par estat, lequel ne peut mãquer:* [34] *car ores la succession des fiefs nobles & royaux soit ouuerte aux petits enfans, ne peuuẽt pourtãt de soy administrer iusqu'à la 14. ann. de leur aage* arg l. cons. ff. de cur. fur. Bald. in l. fi. C. de test. mili. *voire le fils du Roy succede à la coronne, quoy que ne soit encore nay:* & datur ventri curator per regni proceres: nam qui in vtero est, quodammodo pro Rege habetur, & ventris nomine exercetur iurisdictio, Benedictus in c. Raynutius, in verb. adiectæ impuberi, numero 6. e. de testam. & licèt non in vtero, sed ex partu incipiat ætas, homo sub tutela quiescit, donec ad pubertatem peruenerit vnde Carolus V. Rex Francorum futura prospiciens publica concione in parlamenti senatu habita de liberis, qui in regno successuri essent, huiusmodi legem tulit, quemque filium regis Francorum primogenitum regni administrationem recipere debere cum 14. ageret annum, ne per longiorem tutelam occasio incideret maleuolis res nouas excitandi, quo non ante regem ait esse vngendum & coronandum, vt plenam suscipiat regni administrationem, Gaguinus libro nono suæ historiæ, Dauid & Salomon in adolescentia vncti fuêre, can. presbyter, §. & generaliter disti. 78. D. etiam Ludouicus Francorum Rex, vt Salomon vnctus fuit anno ætatis suæ 12. quẽ in Blanchæ matris tut pater reliquerat, cuius cura & diligentia tam præclaris fuit, & religiosis moribus educatus, vt cum regia dignitate & potestate etiam religionis principatum inter suos obtinuerit, de quo Gaguinus libro septimo, *du tige duquel Henry IV. tres-grand, tres-auguste, tres-magnanime, tres-clement, pere du peuple & de la patrie des tres-heureuse & recommandable memoire n'ayant eu temps du declarer sa volonté affreusement & inopiment passee de la compagnie des hommes à celle des Anges aux celestes Hierarchies le 14. May 1610. estant à Paris le iour en suiuant 15. dud. mois Louys XIII. sõ fils aisné n'ayant encore complet l'aage de 8. ans, 8. mois, estant né à Fontaine-Bleau le 17. Septemb. 1601. là par deliberation de son conseil vestu de violet, dueil des Rois aux Augustins de Paris,*

Paris, où Meſſieurs de Parlement auoient transferé leur ſiege pour l'entree qu'on deuoit faire à la Royne ſa mere au Palais, de laquelle accompagné, & de pluſieurs grands Princes & Seigneurs fut proclamé Roy & legitime ſucceſſeur du Royaume, & ſe feit le Roy auſſi en preſence de 4. Cardinaux, 4. Pairs de France, Eccleſiaſtiques, pluſieurs ſelon le vœu de ceſte honnorable aſſemblée a declaré par la bouche de Monſeigneur le Chancelier ſa mere Regẽte en France pour le gouuernement de ſa Majeſté, ce qu'elle auroit auſſi accepté pour le bien du Royaume & du peuple, & le Dimãche 17. Octob. en la meſme annee fut oingt & ſacré à Rheins à l'Egliſe S. Remy, ayant 9. ans 1. mois complet, comme eſt diſertement repreſenté par le ſieur Iean Philippe Varin en ſon liure intitulé le Sacré Throne royal des Rois de France, Charles VIII. fut auſſi ſacré & couronné la 13. annee de ſon aage glos. in proœmio pragmaticæ sãctionis in verb. ſuſceptione: *& par la loy de France publiee au Parl. de Paris l'an 1407. le Roy moindre d'ans qui ſuccede à la couronne ſe peut faire ſacrer & couronner ſans limiter l'aage & gouuerner ſon Royaume de l'aduis & conſeil des Princes plus proches de ſon ſang, Mayn. ch. 36. du 8. liu. de ſes qu. & à ſes anciens officiers nourry & entendu aux affaires d'Eſtat, & verſé en leurs charges, auec leſquels il peut de ſoy adminiſtrer, ſçachant l'Eſtat de ſon Royaume pour n'encourir le trouble & le danger de Theoderic duquel parle led. Varin en ſon Throſne Royal, au ſommaire du regne dudit Theoderic & de Charles Martel*, Gaguinus lib. 3. c. 4. tunc aliis permiſſa totius regni moderatione cùm res Francorum & totius reipub. regis cubicularijs, & præfecto palatij liberè crederetur, quo tandem Ebroinus occaſionem nactus opprimere & vexare complures cœperit, rem omnem ad Theodoricum referens, adeò vt omnia peſſum irent: at Sadoch puer, quia bonæ indolis erat, princeps fuit ſuper multos 1. Paralipomenon 12. Æmilius Lepidus puer Romanus in acie hoſtem interemit, ciuem ſeruauit Valerius lib. 3. tit. de indol. in principio, cuius tam mirabilis operis memoria eſt in capitolio ſtatua bullata cincta, prætexta Senatuſconſulto poſita, Benedictus in cap. Raynutius in verb. adiectæ impuberi, numero ſecundo extra de teſtament.

MOINDRES DE XXV. ANS.

COVSTVME II.

Maieur de quatorze ans peut agir & eſtre en iugement en action d'iniures ſans l'authorité du pere, quoy qu'il ſoit ſoubs ſa puiſſance, ny ne peut la ſentence contre luy donnee pour ce deffaut eſtre retractée.

CHAPITRE II.

TANT que le fils eſt en puiſſance du pere [1] ne peut contracter, ne quaſi cõtracter és choſes que le pere a intereſt sãs ſa licẽce cõme vſufructuaire & adminiſtrateur des biens propres de ſes enfans, ſauf du pecule militaire, & quaſi militaire, deſquels le fils de famille peut faire à ſa volonté, [2] non des autres biens, deſquels ne peuuent teſter, leguer ne codiciller, ſinon donner à cauſe de mort du gré & conſentement, ou au profict de ſondict pere, non autrement: [3] & eſtre en iugement és cauſes ciuiles perſonnelles, en deffendant non és reelles, & tant en demandant que deffendant és criminelles, ſans l'authorité du pere, [4] laquelle n'eſt auſſi requiſe quand le fils eſt decedé & delaiſsé du pere, eſtant le fils homme d'honneur, & le pere de baſſe condition, qui vend & prodigue l'honneur de ſon fils: [5] & ores le pere ſoit perſonne qualifiée quand le fils eſt d'ailleurs capable de ſouſtenir & deffendre ſa cauſe, non s'il eſt en bas aage: [6] de tant que le pere eſt perſonne legitime pour la tuition & deffence de ſon fils, & l'ayeul du nepueu, en deffaut du pere le mary de la femme, [7] ſans toutes-fois qu'en cas de ſuccombance on puiſſe faire execution pour les deſpends, amandes & autres condemnations pecuniaires, ſur autres biens propres du fils, deſquels le pere a l'vſufruict, que ſur les peculiers, [8] s'il n'y conſent: neantmoins eſt tenu ciuilement des dommages faicts par ſon fils en ſes propres affaires, comme les Maiſtres &

Maiſtreſſes ſont tenus en leur negoce du faict de leurs ſeruiteurs & chambrieres, les Marchands & aſſociez des fautes & malueſations de leurs facteurs & compagnons concernants le faict de leur negociation & compagnie, les greffiers de leur clers, & en ce cas on pourroit non ſeulement ſe prendre ſur les biens du fils tenus & adminiſtrés par le pere, mais auſſi ſur les propres du pere, auquel eſt à imputer tout ainſi qu'au maiſtre, s'il ne commet ſes affaires & negoces à perſonnes capables, fidelles & entendues ; [9] le pere hoſteher ou voicturier eſt auſſi tenu ciuilement des choſes & marchandiſes qu'il reçoit, & ſont apportées en ſon logis, ſi apres ſe perdent & deſrobent, quoy qu'à la faute de ſon fils ou autre de ſa maiſon, [10] enſemble de tout ce qu'il reçoit & profite des choſes mal acquiſes par ſondict fils, [11] & s'il le ſçait, & le permet eſt auſſi tenu criminellement non s'il a iuſte cauſe l'ignorer, [13] tout ce qui aduient l'heritier d'vn delinquant qui ne ſuccede aux peines afflictiues, ſinon aux pecuniaires : [14] à proportion des facultez de l'heredité, ſi ne l'a tant ſeulement acceptée auant benefice d'inuentaire. [15] Et l'affaire y eſt diſpoſee, l'inſtance ayant eſté criminellement intentee auant le decez du delinquant: car apres ne peut eſtre pourſuiuy que ciuilement en action mixte ou pure ciuile contre ſes heritiers pour les dommages & intereſts de l'excedé, attendu que les peines ſuyuent leurs autheurs, [16] quoy que au contraire l'heritier de l'excedé ou meurtry ne puiſſe tant ſeulement remettre l'offence, ains eſt tenu pourſuyure la punition & reprehenſion de l'excés ou meurtre commis en la perſonne de ſon predeceſſeur, ſoit par inſtance nouuelle ou continuée, autrement eſt indigne de la ſucceſſion, [17] ſauf des iniures pardonnees par l'offence non atroces ny capitalles de tant que les verballes ſe periurent dans l'an, comme les autres actions penables honoraires, [18] ny ne doiuent eſtre recherchees ſi ſont legeres & proferees en abſence ſelon nos Couſtumes, [19] pour leſquelles peuuent agir tant les enfans, que chacun de la famille quoy que proche parent ſoit pour iniures particulieres ou de la parenté, [20] dont la reparation ſe faict ſuyuant l'importance & atrocité d'icelle, [21] ou jaçoit que regulierement le pere ne ſoit tenu pour le fils : y a neantmoins des cas exceptez, [22] & par fois le pere eſt contrainct redimer ſon fils condamné *magis fato quodam vel ætatis fragilitate, quàm dolo aut lata culpa*, pour auarice, & ſur tant moins de ſa legitime.

NOTAE.

NOTAE.

11 ORES *les François n'ayent tel pouuoir & authorité ſur leur enfans que les anciens Romains*, qui quondam vitæ necíſque poteſtatem habebant in liberos, & eos vendere licebat propter neceſſitatem, *ne reſtent pourtant les auoir ſoubs leur puiſſance, comme eſt doctement repreſenté par Maynard au chap. 2. du 5. liu. de ſes queſt. ou il reſpond à la gloſe d'Accurſe, Balde & autres Interpretes apportee par Benoiſt* in cap. Raynutius in verb. & matrem inſuper Cleram, numer. 22. & 29. e. de teſtam. *& en pays de Droict eſcript, la fille de famille par le mariage ne ſort de la puiſſance paternelle, Charond. chap. 2. du 9. liu. de ſes Reſp. toutes-fois hors les termes de noſtre Couſtume, par laquelle les fils ſont tenus pour emancipez, comme eſt repreſenté par ledict Maynard au lieu preallegué.* 2 Quicquid liberi vtriuſque ſexus ex re patris quæſierint id totum parenti cenſetur quæſitum, §. ſancitum enim per quas perſon. nobil. acquir. inſtitut. vt. fructus ex rebus patris vel alia occaſione patris quocumque modo quæſita, l. 1. §. 2. ff de incen. ruin. nauf. l. ſed & ſi plures, §. in arrogato, ff de vulg. & pupill. ſubſtit. l. ſi Caſtrenſe, ff. de caſtr. pec. Niſi aliunde filius habeat, l. profectitia, §. ff de iur. dot. vt Caſtrenſe, vel quaſi Caſtrenſe peculium, quod penitus filio tanquam ex proprio labore & induſtria licitè quæritur, l. fin. C. de Coll. adventitiorum autem patri vſufructus & filiofamilias quæritur proprietas niſi pares remiſerit, §. quod autem inſtit. per quas perſon. nobil. acquir. leg. cùm oportet, §. ſin autem, C. de bon. quæ lib. vel eo pacto res ad filiumfamilias peruenerit, vt vſufructus ad patrem non pertineat, cap. 1. nouell. 117. & in hæreditate, in qua filius vnà cum patre ſuccedit, cap. 3. nouell. 118. Cùm pater conſentire noluerit filio hæreditatem adeunti, l. fin. §. 1. & 2. & in fine. C. de bon. quæ lib. In iis quæ filio, non patri, vt quondam applicantur, nouell. 134. cap. 7. Si proſpera fortuna aut regia largitate propriáque virtute & labore quæſita omnino ad filium pertinent, niſi filio data eſſent contemplatione patris: ſi dubitetur vnde orta ſunt ex bonis patris eſſe creduntur ſicut ab vxore quæſita ex viri patrimonio, l. etiam, ff. de don. int. vir. & vxor. l. Quintus Mutius, Cod. eod. niſi pater ſit inops, filius diues, & diligens, l. ſi defunctus: Cod. arbit. tutel. Eſtque peculium paganicum, ſeu ruſticum quod diuiditur in profectitium & adventitium, l. fin. in princ. Cod. de inoffic. teſtamen. de quibus omnibus decidit. tur in l. Cum oportet, Cod. de bonis quæ lib. *Et quand le pere n'en auroit l'vſufruict, l'adminiſtration luy demeure: ſi par le meſme donateur ou autrement ne luy eſt oſtee par ſa mauuaiſe meſnagerie, ou en quelque autre maniere que ce ſoit: non pourtant que le fils de famille moindre d'aage en puiſſe diſpoſer en ce cas, comme maieur, ſinon comme mineur auec les qualifications contennes au precedent chapitre.* 3 *Le fils de famille ne peut par la diſpoſition du droict Romain teſter, codiciller, leguer, ne fideicommettre, quoy que le pere le permette & l'authorize*, §. 1. quibus non eſt permiſſ. facere teſtam. inſt. l. qui in poteſt. ff de teſtamen. l. Diu. Seuerus, §. de codicill. de iure codicill. li. 2. & ibi gloſſ. ff. de leg. 1. l. 1. §. 1. ff. de legat. 3. *Sinon donner à cauſe de mort ſi le pere l'authorize & le permet*, l. tam is, ff. de don. cauſ. mort. *hormis le pecule militaire & quaſi militaire, duquel le fils de famille diſpoſe ſans permiſſion du pere.* Et in cæteris filiusfamilias non habet teſtamenti factionem actiuam, nec ita factum teſtamentum

mentum tractu temporis conualeſcit, licèt poſtea pater deceſſerit, & poſt patrem filius alio non facto teſtamento, §. præterea, quibus non eſt permiſſ. fac. teſt. l. 1. ff. de leg. 3. Benedictus in cap. Raynutius in verb. matrem inſuper Cleram, num. 11. e. de teſtam. Atque ſi filius non poſſet teſtari de profectitiis, neque de aduentitiis, vel peculio paganico ex arte filij mecanica quæſito: in quibus pater habet vſumfructum, Cuiacius in d. §. præterea non ſatis eſſe teſtatori, aut etiam hæredi habere teſtamenti factionem, tempore mortis, niſi eandem confecti teſtamenti tempore habuerit etiam teſtandi facultatem: quamuis ſatis ſit teſtatori habere teſtamenti factionem actiuam, cùm teſtatus fuerit, etiam ſi eam non habuerit tempore mortis extra capitis diminutionem. Et fallit in filio teſtante ad pias cauſas, præfatus Benedictus in cap. Raynutius in verb. matrem inſuper Cleram num. 29. *Carondas chapitre cent cinquante ſix du ſeptieſme liure de ſes reſponſes, Maynard chapitre premier du cinquieſme liure de ſes queſt. où eſt rapporté l'exemple de certains arreſts donnez en faueur des hoſpitaux.* Quia tunc fauore piæ cauſæ vires capit teſtamentum à tempore mortis, Baldus in lege prima, Cod. de Sacroſanct. Eccleſ. quæ ex imperfecto etiam teſtamento ſuſtinetur l. in teſtam. ff. de fideicom. lib. Alexand. conſil. 105. In his denique pater eſt legitimus adminiſtrator, in quibus habet vſumfructum: cùm nullus amor vincat paternum, l. fin. §. 1. & ibi not. Cod. de cur. fur. ſin autem patri nihil quæritur: tunc non dicitur legitimus bonorum filij adminiſtrator, & datur curator, l. fin. §. ſin autem, 2. Cod. de bon. quæ lib. ex Angelo Aretino de tutel. inſt. in princ. numero ſecundo. *Sinon que par la couſtume le fils ſoit tenu pour emancipé, auquel cas il peut teſter & diſpoſer du ſien ſans l'authorité paternelle, Maynard chapitre ſecond du cinquieſme liure de ſes queſtions. Et ſont remarquez pluſieurs arreſts confirmatifs des teſtaments faicts tant par le fils de famille que prodigue en faueur de la cauſe pie & des enfans qui vont à meſme pas par le dict Maynard au chapitre dixneuf du ſeptieſme liure de ſes queſtions* ⁴ præfat. iur. At ſi minor ſit filiusfamilias tam in actione quàm in exceptione perſonali & criminali, in qua patri nihil quæritur, nec vſumfructum eſt habiturus, dandus eſt curator vel ſaltem in litem procurator: ſin autem ſufficit patris authoritas, lege prima, Cod. de bon. matrim. l. final. §. ſin autem, Cod. de bon. quæ liber. Et in quibus non alieno eget auxilio patris authoritas, nec neceſſaria, ſi nihil patris interſit. *Et ſe commence l'action perſonnelle par exploict & lettres ou requeſtes, la reelle par execution, & la criminelle par inquiſition & decret pris au pied d'icelle, comme ſera dict en ſon lieu: comme auſſi peut le fils de famille eſtre en iugement, en action perſonnelle ciuilement ou criminellement intentee, tant en demandant, que deffendant, eſquelles le pere n'a intereſt ſans eſtre de luy authoriſé, non le fils, ni la fille rien faire, contracter, ne quaſi contracter des biens ſubiects à retour au preiudice de leurdict pere. Carondas chapitre cent quatorze du ſeptieſme liure de ſes reſponſes. Le fils de famille eſtre auſſi en iugement ſans permiſſion du pere en ce qu'il eſt hors d'intereſt, comme en retraict linager du fonds que le pere a vendu, Carondas chapitre cent quatorze du ſeptieſme liure des ſeſdictes reſponſes, lequel bien eſtant deſpouillé n'y peut plus pretendre aucun droict: & par le moyen du retraict demeurent propres à l'enfant au pays de Guienne, non en Langredoc, lequel peut auſſi accepter heritages, contracter, & quaſi contracter à ſon profit ſans licence du pere, quand n'y veut conſentir, ou y a dol de ſon coſté, quoy que moindre d'aage:*

non toutesfois entrer en religion, ſi n'eſt adulte car autrement le pere l'en peut retirer, Maynard chapitre quatorze, du cinquieſme liure de ſes queſtions, non toutesfois ſe marier. Ordonnance de Blois article quarante deux, qui ante trois, quarante quatre, ſinon le fils aagé de trente ans, ou la fille de vingt cinq. Et lors le pere faut à requerir par eux ou perſonnes interpoſées y preſter conſentement, ſans toutesfois plaider contre ſon pere pour l'honneur & reuerence que luy doit, ſi pour cauſe iuſte & legitime le Iuge ne le permet, comme remarque Maynard au chapitre vingt quatre du ſeptieſme liure de ſes queſt. où cite vn arreſt du Parlement de Bordeaux du douzieſme Mars mille ſix cens trois, donné entre Aymar du Bois Pere & Iean du Bois fils, par lequel fut entre autre choſe ordonné que ledict Iehan du Bois fils remettroit dans trois iours és mains du pere les ſacs, pieces & procedures, ſur laquelle ceſt arreſt eſtoit intervenu pour en diſpoſer & faire à ſa volonté auec inhibition au fils à peine d'eſtre procedé extraordinairement contre luy de prouoquer ni offenſer ſondict pere de faict ny de parole, ni l'inquieter, ni moleſter en ſes biens ni ſa famille: ains luy obeyr, le ſeruir, reſpecter & honorer ſur ſemblables peines & autres que de droict, nec contrahere poteſt cum patre filiusfamilias niſi de caſtrenſi & quaſi caſtrenſi peculio in quo habetur, vt paterfamilias, vel alias fuerit emancipatus: nec etiam cum fratre ſub eadem poteſtate conſtituto, neque cum extraneo, Praxis Papienſis tit. 2. gloſſ. 10. 14. Et ſi non patris interſit, nec tertij quidem cùm res inter alios acta obeſſe non debeat, poteſtque cum patre contrahere, ſi fuerit emancipatus, & ab eo ſeorſum habitet, res qui propias habeat, vt ſeparatum à patre patrimonium: & cùm fas erit litigare venia honoris cauſa impetrata, imò filiusfamilias, vel eius nomine proximiores, ſi parens ſe in rebus filij malè geſſerit: tunc enim alias tutor vel curator eſt filio dan-
5 dus à iudice ne ſua depereant cum quadam pentione patri aſſignanda in bonis filij diuitis, ſi pater egeat, & non habeat aliunde vnde ſe alat. vt alibi dictum eſt.
1 Nam & ſi pater vt filij legitimus adminiſtrator eidem patrocinium præſtare teneatur, l. ſed ſi vnius, §. quod deinde, ff. de iniur. niſi ſit emancipatus, vel alias patris poteſtate liberatus, ibid. §. fin. ibique Barthol. imò filiusfamilias experiundi habet poteſtatem, ſi nemo ſit, qui pro patre experiatur, d. l. ſed ſi vnius, §. ſi filiusfamilias. *Et quand le fils eſt perſonne d'honneur, le pere de ville condition*, qui
6 patui pendit iniurias filio illatas, l. ſi cum dotem §. eo quoque tempore, ff. ſol. matrimonio, d. l. ſed ſi vnius. §. filiofamilias vtraque Vlpiani: & poteſt agere per procuratorem, Ibid. §. Idem Iulianus: 6 *meſme quand l'iniure eſt atroce la procuration de laquelle le fils peut pourſuiure ſans l'authorité du pere non ſeulement par la couſtume*: imò verò iure ciuili Romanorum vt cum inconſulto patre adulterij crimen intendit l. inter liberas, § filiusfamilias, l. filiumfamilias, ff. ad leg. Iul. de adul. Licet enim iniuriarum remiſſio ſit Chriſtianæ pietatis: eſt tamen actus perſonalis, nec earum actio filiofamilias maximè cuiuſdam expectationis adoleſcenti non eſt deneganda, ne inde inter probos viros contumelioſus appareat, cui conſultius eſt à iudice quàm à ſemetipſo iniuriæ illatæ vindictam
7 poſcere, ne deterius contingat, ſiue ſit iniuria realis, aut verbalis pauperies, vel damnum iniuria datum. Idem de furto ac cæteris criminibus quæ filiis velà filiis tantùm inferuntur: nam in re vel ex re filio peculiari nõ perfectitia. 7 Eſtque pater tutor legitimus quaſi tutor filij impuberis, quem habet in poteſtate, §. tutores & §. permiſſum, de tut. inſt. vbi non ſolùm pater liberis impuberibus ſe-

tores,

etiam ex liberis progenitis teſtamento tutores dare poſſunt, ſi modò non ſint in eorum parentis poteſtatem recaſuri, eadémque vti defenſione tenentur curatores. l. cum filio, §. 1. ff. de leg. 3. l. 1. §. 2. ff. de min. [8] *Tout ainſi que le fils de famille peut eſtre en iugement & conſtituer procureur pour la pourſuite des cauſes ciuiles & criminelles de ſon pecule militaire & quaſi militaire, & aſſeurement que deſpand du criminel ſans l'authorité du pere & en toutes choſes appartenantes au fils, eſquelles le pere n'a l'vſufruict*, Capella Tholoſana, & ibi Aufrerius quæſt. 175. *Et peut le fils de famille agir en demandant & defendant ſans le conſentement du pere en affaire criminelle, ſauf ez queſtiõs familieres: & s'il eſt moindre ſe doit pourueoir de curateur ou procureur, pour deffendre ſa cauſe en iugement*, l. Clarum, C. de authen. præſtan. *dont l'execution des deſpens, condamnations & amandes pecuniaires ne ſe peut faire ſur les biens du pere ni du fils, deſquels le pere a l'vſufruict*, Capell. Tholoſan. quæſt. 120. 121. Ibid. Aufrerius, *ſinon ſur le propre pecule du fils non du paternel: & ſi n'en a le Pere ne peut eſtre non plus executé en ſes propres ſinon ſur les biens propres du fils condamné, deſquels luy a permis l'adminiſtration* d. quæſt. 121. Capell. Tholoſan. *& ſi paye pour deliurer ſon fils ou euiter la commutation de peine pecuniaire en corporelle, en l'appel eſt cenſé l'auoir payé de la proprieté.* Nec procurator à patre pro filio datus, qui damnum fecit ex lege Aquilia in factum eſt conueniendus, quales ſunt hodie actiones criminales, non obeſt hæc procuratio, quominus patri quæratur vſusfructus ex Capella Tholoſan. q. 305. nec patris ratihabitione eo quod eius conſenſus non ſit admitio, nec poſt facto neceſſarius, ibid. q. 106. Guido Papæ in actione perſonali & criminali oſtendit non requiri patris conſenſum, nec in his generaliter, in quibus pater non habet vſumfructum, q. 54. potiſſimum in actione iniuriarum, vt hac noſtra conſuetudine. *Et ſe vuide l'oppoſition formee par le pere ſur les biens propres du fils par les raiſons cottees en la meſme queſtion.* Vel enim in peculio caſtrenſi, aut quaſi caſtrenſi fit executio, pro multa pecuniaria vel expenſis, in quibus filius fuit condamnatus, in qua non valet patris oppoſitio, aut peculio filij aduentitio, in quo ſi etiam pater non habeat vſumfructum non poteſt ſe opponere, niſi in profectitio peculio & bonis profectitiis, propter ius reuerſionis, vt in l. 1. Cod. de bon. mat. Guido Papæ quæſtione 526. *Sans toutesfois que la ſentence puiſſe eſtre debatue de nullité pour auoir eſté donnee ſans l'authorité du pere, ſi autrement les formalitez & deffences requiſes y ont eſté obſeruees, ſauf au fils de famille ſe pourueoir par les voyes ordinaires, par minorité, leſion, & deception: autrement le pere ne peut empeſcher l'execution d'icelle que par oppoſition en ce qu'il a droict en l'vſufruict ou proprieté ez biens ſaiſis*, Capell. Tholoſan. quæſt. 121. ſed ſi publicentur bona filijfamilias eorum etiam publicatur proprietas ſaluo patri vſufructu ibi quæſt. [9] *Le pere qui baille le maniment de ſes affaires à ſon fils eſt tenu ciuilement des fautes par luy commiſes au faict de ladicte negotiation enuers les intereſſez: tout ainſi que les maiſtres & maiſtreſſes ſont tenus du faict de leurs ſeruiteurs, valets & chambrieres: Ordonnance du Roy François I. de l'an mille cinq cents dixneuf, article dixſept*, Capella Tholoſana & ibi Aufrerius quæſt. 195. *Les greffiers reſpondent ciuilement de leurs commis, Henry II. mille cinq cents cinquante trois, article ſixieſme, Maynard au chapitre vingt deuxieſme du ſeptieſme liure de ſes queſtions monſtre certains cas, eſquels le pere & la mere ſont tenus pour le fils.* Cùm pater filij contractui conſenſerit, l. 1. Cod. ne fil. pro pat. aut vterque pro filio ſe obnoxium fecerit, l. cum te poſſeſſio-

nes, Cod. ne vxor pro marito, *ou luy ont commandé, donné charge, ou fait procuration pour s'obliger*, lege final. ff. quod iuſſ. *Les ſommes deues par le fils ont eſté employees*, in rem patris qui peculium eidem filio conceſſit: & ita de in rem verſo, aut quatenus in peculio eſſet, tenetur. *Et remarque ledict Maynard au meſme chapitre, vn arreſt du Parlement de Tholoſe du vingtſixieſme Nouembre, mil cinq cents cinquante neuf. Donné au rapport de Monſieur Papus, par lequel le pere fuſt condamné payer les deſpens pour ſon fils d'vn benefice que ſondict fils auoit perdu: non que le pere ſoit tenu pour le fils ſinon de ſon faict propre directement ou indirectement;* aut de peculio vel de in rem verſo. *Ny n'eſt receu en oppoſition comme les executions faictes ſur les biens propres de ſondict fils pour les condemnations pecuniaires d'iceluy fils, s'il n'a l'vſufruict ou droict en la proprieté.* De his pariter quæ ſurripiunt à nauicularijs datur actio exercitoria, leg. ſed & ipſi nautæ, lege licet, § finali ff. nau. caup. ſtabul. vt recept. reſtitut. Capell. Tholoſan.

10 in dicta quæſtione 195. vbi notat Aufrerius quemlibet etiam teneri de fa-

11 milia in rebus priuatis & domeſticis. [10] vt ſuprà notat. in capite vnico, titulo de ſocietate. [11] nec enim niſi de peculio, & in eius rem verſo pater debet inquietari, lege prima, Cod. quod cum eo qui in aliena poteſtate eſt negotiis geſtis eſſe dicetur, lege ſi pater, Cod. quand. prouocat. non eſt neceſſe, lege tertia §. final. & lege ſequenti, ff. de pecu. Nam licet res inter alios acta vel iudicata alijs obeſſe non debeat, l. Modeſtinus ff. de except. Præſertim pater de rebus à filio geſtis eo inuito, vel inſcio, licèt ſub patris poteſtate conſtituto, lege prima, C. quod cum eo, qui in aliena poteſt. eſt, lege prima, & tertia, Cod. ne filius pro pat. Tenetur nimirum pater in iis, in quibus fidem ſuam aſtrinxerit, muſſerit, vel tandem conſenſerit eiſdem iuribus, & ſciuerit tacitéque permiſerit, nec apparet eum diſſenſiſſe, l. quoties, ff. ad municip. lege prima de filiisfamilias, & quemadmodum pro his pater teneatur, libro

12 decimo Cod. nempe de his quæ à filiisfamilias non emancipatis geruntur dicta

13 lege prima. [12] Tunc enim pater conſentiens eſſet conſcius criminis, & vnà

14 cum filio plectendus. [13] Nam ignoratio facti, non iuris excuſat, lege prima, ff. de iur. & fact. ignor. [14] Quia pœna afflictiua caput ſequitur, & extinguitur cum perſona, l. ſancimus, Cod. de pœn. nec inde tenetur hæres, niſi de eo quòd ad eum peruenerit, l. vnica, & ibi Baldus, Cod. ex delict. defunct. in quant. hæred. conuen. non quæ datur ad vindictam, vt actiones iniuriarum, l. cùm emancipati, §. emancipatus, ff. de collatione bonorum. Quæ pariter neque hæredi, neque in hæredem dantur, niſi lite conteſtata l. iniuriarum, ff. de iniuriis: vnde actiones iniuriarum non conferuntur, gloſſa dicta lege cùm emancipati, §. emancipatus, in verb. magis enim, ff. de collatione bonorum. In quibus nec pater vrgeri poteſt pro filio, nec

15 filius pro patre viuo, l. patre, Cod. ne filius pro patre, neque defuncto niſi ſit hæres, lege ſecunda, Cod. eodem. [15] Nam aliter hæres ad omnia teneretur onera hæreditaria, nec non perſonales actiones paſſiuæ ſequun-

16 tur hæreditatem, reales poſſeſſorem, l. pro hæreditatis. Et ibi Baldus &

17 Salycetus, Cod. de hæreditatis actione, [16] præfatis iuribus. [17] Imò remouetur ad hæreditate hæres, qui non vindicat mortem teſtatoris tanquam indignus, l. hæredem, ff. de his quibus vt indignis, l. prima, Cod. eodem,

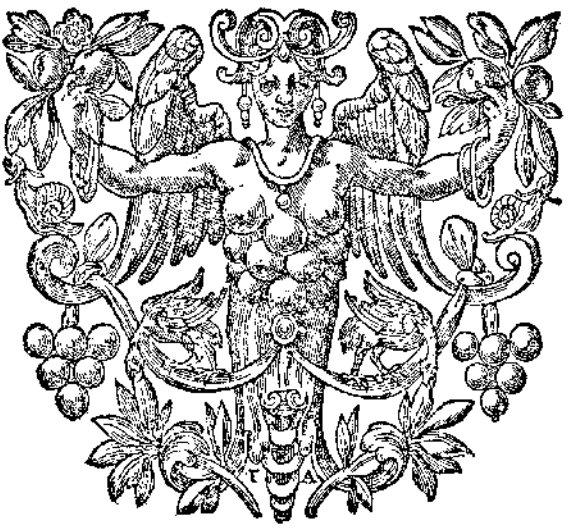
lege

lege quemadmodum, Cod. de agricul. & cenſit. [18] *Maynard chapitre neufieſme du huictieſme liure de ſes queſtions.* Seneca libro epiſt. decimo quarto, epiſtola nonageſima quinta: Iniuriarum ait remedium obliuionem eſſe. *Et entre autres eſpece, Maſuer au titre des iniures nombre dixieſme en remarque quatres verbales, reales, eſcrites & par ſignes: la ſeparation des verbales atroces eſt l'amande d'honneur, des legeres la ſimple declaration de l'iniuriant qui ne les veut ſouſtenir & eſtime l'iniurié homme de bien, ou luy rend l'honneur qu'il dict luy auoir eſté oſté ou diminué par la meſme langue qu'il pretend l'auoir offencé*, l. ſi non conuincij Cod. de iniuriis cap. dilecti, e. de exceptione: & eſt huiuſmodi actio prætoria, quæ niſi lite conteſtata non tranſit ad hæredem, nec contra hæredem l. iniuriarum actio, ff de iniuriis: & anno perimitur actio iniuriarum verbalium, ſicut cæteræ pœnales actiones, dicta lege ſi non conuicij Cod. de iniuriis: non tamen ſi calumniandi animo quis eam protulerit, vel ſcripſerit, cuius actio perpetua eſt, §. aigum. §. primo, de perpet. & tempor. actione inſtitut. *Dont la reparation peut eſtre auſſi capitale par l'atrocité de l'iniure*, vt ex Cornelio Tacito libro primo hiſt. *qu'on a de couſtume puni en France d'amande honoraire & pecuniaire, Maſuer au meſme titre des iniures nombre onzieſme. Et par ainſi quoy que ſe ſoit de la pieté Chreſtienne remettre l'iniure receuë, quand iroit meſme de la vie & bien, faire à ſes ennemis à l'exemple de Ioſeph Geneſ. quarante quatre, quarante cinq, quarante ſix. Ce n'eſt pourtant aux heritiers, ains à l'offencé la pardonner eſtant atroce, de laquelle ſont tenus pourſuiure la reparation & ne le faiſant, leur negligence peut eſtre contre eux extorquee, & reputee à indignité, ſi l'iniure n'a eſté remiſe par le defunct offensé*, vt in §. final. de iniuriis inſtitut. *Ce qu'on ne peut inferer pour auoir veu les parties à meſme table en vn banquet, où ils eſtoyent inuitez. De tant que nonobſtant ladicte aſſemblee & diſſimulation d'iniure ne demeure eſteinte.* Iohannes Faber in §. hæc actio inſtitut. eodem. *Ni pour auoir eſté remiſe par vn malade qui auroit proferé en preſence de ſa partie ces paroles: Ie remets l'iniure que i'ay receu de luy, à fin que Dieu me pardonne mes fautes: car en ces termes il ne remet l'iniure ſinon l'offenſe pour faire acte de bon Chreſtien. Ce que n'empeſche que l'heritier ne le pourſuiue pour ſes dommages & intereſts*: can. ſi quis conſtitutus 90. diſtinct. *meſmes ſi occaſion de ladicte iniure reale il eſtoit tombé en ladicte malade.* Speculator titulo de treug. & pace gloſſa & Faber in §. finali de iniuriis & inſtitut. gloſſa in capite ſecundo, de homicid. in 6. *Et combien que l'ait entierement remiſé, l'heritier en peut faire la pourſuite ciuile*, Bartholus in l non ſolùm, §. iniuriarum, ff. de iniuriis. *Maſuer nombre dixſeptieſme du meſme titre* [19] *pour iniures verbales legeres, l'action eſt perimee dans l'an: ſi ſont proferees en abſence n'en doit eſtre informé ſelon nos couſtumes au tit. des iniures, auſquelles on a auſſi accouſtumé proceder legerement, & mettre les parties hors de procez à la ſimple declaration de l'iniuriant, comme il eſtime l'iniurié homme de bien, quoy qu'il nie les auoir proferees: moins dont on auoir eſgard és iniures faictes par ſignes & legeres demonſtrations: l'interpretation deſquelles ſe doit faire, & verifier par les demandeurs, qui pretendent auoir eſté excedez, ſelon ledict Maſuer audict titre des iniures ſur la fin du nombre onzieſme, comme auſſi la reiteration: & continuation peut rendre*

[18] 18

[19] 19

l'iniure atroce eſtant de ſoy legere : maximè cùm apparet reum habuiſſe animum
20 iniuriandi : de quibus ſuo loco. [20] Quæ licèt à muliere prolata vt plerumque ſolet, aut leuiter linguæ intemperantia emiſſa eſt, nimirum digna animaduerſione, vt oſtendit Robertus lib. 12. cap. 4. rerum iudicat. *Et cue à ce propos vn*
arreſt donné à la Tournelle du parlement de Paris le douzieſme Ianuier mille cinq
21 *cents huictante deux.* [21] *Comme eſt doctement repreſenté par ledict Robert*
21 *au meſme chapitre.* [22] *Maynard chapitre 22. du ſeptieſme*
23 *liure de ſes queſtions,* [23] *chapitre vingt trois du*
meſme liure.



PARTA

PARTAGE.

TITRE XX.

COVSTVME.

Partage eſtant faict en parties inegales d'vn heritage aduenu à pluſieurs qui ne ſont en communauté, ni ſocieté auec retour d'argent, payable par celuy, qui prend la plus grande ou meilleure partie, à celuy auquel demeure la plus petite, ſont deus lods & ventes au ſeigneur feodal pour le prix de la plus value, comme de vente pure, ſi la partie recompenſee, pour laquelle ſe baille le retour eſt feodale.

CHAPITRE.

IL n'y a rien plus recommandable au pere qui veut entretenir ſes enfans en paix, concorde & amitié, que garder entr'eux l'eſgalité,[1] meſme quand elle eſt commune & accordee ez pactes & conuentions matrimoniales,[2] contre leſquelles ne doit ſans cauſe legitime aduantager l'vn plus que l'autre tant que faire ſe peut par donation, prelegat ny autrement. Et ſi le faict apres ſon decez tout ce qu'il a donné vient en partage auec le reſte de ſes biens entre leſdicts enfans:[3] ſans que l'hypotheque de l'obligation par vn d'eux contractee auant la diuiſion ſur ſa part & portion de l'heredité *tunc indiuiſa*, s'eſtende apres ſur les parties diuiſees aduenues ez autres freres nõ obligez,[4] non plus que les droicts ſeigneuriaux tant annuels que caſuels, pour leſquels le fonds touſiours demeure, quoy que change de main, ſelon la nature

nature de l'infeodation. [5] Et tout de meſme que lors que les choſes feodales eſcheuës de pere en fils en droite ligne viennent à ſe partager entre les enfans coheritiers par portions eſgales, ou autrement par ſucceſſion d'hoirie, les partageans ne ſont tenus & obligez prendre le conſentement expres & ſaiſine du Seigneur pour ſe mettre en l'actuelle & reelle poſſeſſion des biens ou heritages à eux aduenus en conſequence dudit partage & diuiſion, [6] voire és lieux meſme où le Seigneur a droit de retenue feodale. Ne ſont tout de meſme tenus de payer lods & ventes, combien que la diuiſion ſoit vne eſpece d'alienation, [7] voire meſme de vente, [8] d'autant qu'elle eſt neceſſaire, [9] meſme quand le partage ſe faict entre coheritiers, & que le fonds ne peut eſtre commodement diuiſé, qu'il ne ſoit mis en licitation, & toute la piece apres les ceremonies accouſtumees adiugee au dernier ſurdiſant deſdits heritiers, de laquelle ne ſont deus lods & ventes au Seigneur comme de licitation neceſſaire faicte entre freres heritiers, ou autres ſucceſſeurs partageant conformement & ſelon la couſtume de Paris. [10] De tant que, comme dit ce tres-fameux & tres-renommé iuriſconſulte Carondas, c'eſt vne eſpece d'execution de partage, *in qua iudex ſi res commodè diuidi non poſſit, ſolet eam totam vni adiudicare, illúmque inuitum alteri condemnare*, non entre perſonnes eſtrangeres, [11] quoy que aſſociees, qui peuuent opter ou delaiſſer ou autres ſurdiſans ez tiers adiudicataires, comme acquereurs & encheriſſeurs volontaires, [12] ſi la piece n'eſt adiugee ſolidairement à l'vn des heritiers, laquelle en ce cas ne charge de qualité : [13] eſtant touſiours entre freres heritiers, & autres partageans ladicte licitation & encheriſſementde tous coſtés neceſſaires. [14] Ce à quoy tend & ſemblablement regarde la nature de l'alienation, en laquelle par la contrainɛte & neceſſité de la licitation les deffenſes & prohibitions d'aliener, ceder & tranſporter & autres charges, eſquelles ſont ſubiectes les alienations volontaires contenues ez contracts emphyteotiques n'y peuuent eſtre entendues, [15] non plus que des biens vendus par l'heritier & ſucceſſeur pour reſtituer, rembourſer, & payer la dot ou legitime, deſquelles ne ſont deus lods & ventes: [16] ni des biens tant eſtimez que non eſtimez, bailliées par les aſcendants ou freres en payement de dot ou legitime, [17] moins peut le Seigneur feodal pretendre

droict

droict de lods pour la plus grande valeur de la meilleure, ou plus pretieuſe partie de la piece diuiſee deuë & deliuree à celuy des partageans, qui a la moindre partie, *Cùm ſit eadem ratio partis ad partem, quæ totius ad totum.* [18] Quoy que puiſſent eſtre demandez par le Seigneur du ſupplement de prix augmenté de vente pure volontaire, [19] autre que le retour faict entre freres en eſchange de pieces hereditaires à eux aduenues, duquel ne ſont auſſi deubs lods & ventes non plus que du partage, ny entre perſonnes eſtrangeres ſelon le droict Romain: [20] ſinon par la Couſtume: ſur laquelle ſont cõmunement fondez les droicts du Seigneur, [21] lequel par la Couſtume de Dauphiné prend des eſchanges des pieces permutees, mouuans de ſon fief entre perſonnes eſtrangeres demy lods & ventes, [22] quoy qu'il y ayt retour d'argent, meſmes quand le retour n'excede la moitié de la iuſte valeur de la piece priſe en eſchange d'autre piece. [23] Et par la meſme Couſtume de Dauphiné eſt auſſi deub moitié des lods & ventes des heritages donnez par les acquereurs: *Non ex remiſſione inter ſocios, vel cohæredes facta.* [24] Qu'eſt la maieur vaillance donnee entre les permutans, ou partageans, non plus que du retour. Et quoy que ſoit exprimee par le contract de diuiſion, non plus que de l'entiere licitation neceſſaire.

NOTAE.

1 PRIMA enim pars æquitatis eſt æqualitas, vt ait Senec. Epiſt. 30. iungat liberos æqualis gratia, quos æqualis iunxit natura, inquit Diuus Ambrosius, lib. de Ioſeph Patriarch. c. 2. [2] Robertus lib. 1. rer. iud. cap. 15. *où cite vn arreſt du 14. Auril 1579 du Parlement de Paris, par lequel tous les enfans tant maſles que femelles furent appellez par eſgalles portions à la ſucceſſion paternelle, nonobſtant les prelegats & donations faictes à l'vn d'iceux.* [3] Nam ſubueniendum eſt liberis, quorum portio in vnum filium donationibus collatis imminuta eſt, l. Titia, §. Lucius ff. de leg. 2. hinc eſt quod pleræque aut omnes ferè Franciæ conſuetudines parentibus inhibent, ne filius ad ſucceſſionem venientibus quicquam prælegare aut perceptionis iure donare liceat, éſtque tantus æqualitatis fauor, vt ſi teſtatoris verba, quocumque modo obſcura ſint, ea ampliari aut reſtringi oporteat, prout æqualitas ſuadet, l. Cùm pater, §. euictis, ff. de leg. 2. l. quæſitum, §. ſed & ipſe, ff. de fund. inſt. l. iam hoc iure, & l. Lucius, ff. de vulg. & pupill. ſubſ. & lex contractus matrimonij ſeruanda eſt. *Arreſt du Parlement de Paris du 16. Ianuier 1562. & 9. Septembre 1593. citez par ledit Robert chap. 1. du 4. liu. des choſes iugees.* [4] *Arreſt du 6. May 1581. & 2. Septembre 1595. citez par le meſmes és raiſons par luy amenees au ch. 19. du 3. liu. des choſes iugees.* [5] Ibid. *où eſt poſé le cas & hypotheſe d'vne fille, laquelle ayant ſuccedé auec vn*

ſien frere à vn heritage aſſis en diuers terroirs ou Prouinces, ſe ſeroit mariee auant le partage, apres lequel le Seigneur feodal ayant formé inſtance contre elle qui ne tenoit la piece mouuante de ſon fief pour la contraindre au payement de la moitié de ſes droicts, puis le decedé de ſon pere que la ſucceſſion luy eſtoit ouuerte. Par arreſt du Parlement de Paris du 6. Auril 1574. elle auroit eſté relaxee. Bien peut le Seigneur agir ſur le fonds contre le tiers poſſeſſeur pour arrerages & lods & ventes deuës puis 29. ans, quoy que precedent l'acquiſition non dé plus long-temps, quoy que le payement euſt ceſſé cent ans ou d'auantage, & la piece euſt pluſieurs fois changé au parauant de maiſtre, ſauf à l'executé ſon recours contre ſon vendeur parce que les lods & ventes ſont en fruicts qui ſe preſcriuent par 30. ans. Or le droict de ſupe-

6 *riorité ſoit imperſcriptible, comme eſt cy-deuant dict au titre des fiefs.* [6] Ex conſuetudine

7 ducatus Burgundiæ, § 6. *titre des fiefs.* Comitatus, §. 9. *du meſme titre.* [7] l. inter o-

8 mnes, C. de præd. minor. l. 1. C. ſi aduerſ. tranſact. [8] l. cùm pater, § hæreditatem, ff. de leg. 2. l. 1. C. cõmun. vtriuſque iud. Buguetus in d. §. 9. conſuet. Comit. Burgund.

9 num. 2. [9] *De laquelle en ceſte qualité ne ſont deubs lods & ventes, Maynard chap. 50. du 4.*

10 *liu. de ſes queſt.* [10] *art. 8. Papon au tit. des droicts ſeigneuriaux, arreſt 22. Carond au ch. 207. du 7. liu. de ſes Reſp. eſtant touſiours entre coheritiers & autres voulans partager ladicte licita-*

11 *tion neceſſaire.* Guido Papæ qu. 38. l. fin. ff. de condict. furt. [11] §. ſi familiæ & ſeq. in-

12 ſtit. de offic. iudic. [12] *De tant qu'on paye auſſi bien lods & ventes des decrets & ventes iudicielles que contractuelles, Mayn. ch. 5. du 4. liu. de ſes queſt. L'achapt en eſtant de tous coſtez volontaire, ſçauoir quand elles ſont parfaictes & accomplies ſoit par addition ou autrement, que la piece ſoit adiugee au creancier en payement de ſon debte. Mayn. ch. 42. du 4 liu. de ſes qu. & ſont touſiours payables par l'acquereur. Mayn. ch. 32. du liu. 6. dont ne peut eſchoir droit de lods ny retraict linagier des terres vendues au Roy & au public, Mayn. ch. 40. du 7. liu. de ſes qu. car autrement les lod. ſont auſſi rembourſables à l'achepteur par le retrayant en cas de retraict, Mayn. ch. 32. du 4. liu. de ſes qu. Et payent lods & ventes les aſſociez en la licitation*

13 *& vente volontaire,* Capell. Tholoſ. qu. 25. & ibi Aufrerius. [13] *Arreſt ſolemnel du Parlement de Paris prononcé és feſtes de Paſques 1587. cité par ledict Carond au lieu preallegué.*

14 [14] Guido Papæ qu. 48. [15] l. Diuus ff. de pet. hæred. Tnaq *au tit. du retraict linager §.*

15 7. gloſſ. 14. num. 9. 10. 11. 12. Aufrerius Cap. Tholoſ. qu. 75. l. qui erat, ff. famil. herciſc. l. per diuerſas C. mandat. nouell. de litigioſ. in princ. *Et eſt volontaire ſa ſuraddité & licitation eſtrangere, quoy que la vente ſoit neceſſaire, ny n'eſt en ce cas la vente & licitatiõ de tous coſtez neceſſaire, quoy que les biens ſe baillent au creancier en payement de ſon debte, parce qu'il n'eſt tenu, ſ'il ne veut prendre fonds pour argent ſinon pourſuiure la vente par criee*

16 *en la forme preſcripte par Gilles le Maiſtre au tit. des criees.* [16] *Mayn. ch 100. du 7. liu. de ſes*

17 *qu.* [17] *en portions hereditaires le meſme ch. 29. du 4 liu. de ſes qu.* [18] l. quæ de tot. tit. ff. de

18 rei vend. ſiquidem fiat æqualis hæc diuiſio ſine villa pretij interuentione eſt quaſi permutatio, d l. cum pater, §. hæreditatem, ff. de leg. 2. ſi fit res indiuidua, cuius fiat diuiſio per modum licitationis, eſt ſpecies emptionis, l. 1. C. commun. vtriuſque iudic. ſed vtraque eſt neceſſaria ſiue emptio ſiue permutatio, vnde laudimia non debentur maximè dum fratres diuidunt paternam hæreditatem, Boërius in conſuetud. Biturigum tit. de feud. conſuetudinario §. 7. quid ſi totius hæreditatis fiat diuiſio tam mobilium, quàm immobilium, & nominum? nihil quæritur domino ex venditione vel permutatione mobilium aut ex nominibus, *comme eſt noté en l'article 7. du tit. des achapts & couſtumes d'Auuergne quant aux ventes volontaires,* & ſoluitur laudimia ab emptore vendita non à venditore, ibid. art. 1. ſed nihil quærit qui pretium neceſſariæ licitationis recipit mobilia vel nomina vice pretij aut fundi

licitati,

licitati, cuius medietas iure hæreditario tanquam rei vniuerſalis ad vtrumque pertinet,& ita ſuum quiſque retinet,nec quicquam accreſcit,nec acquiritur,nec inde fit alienatio nec tranſlatio dominij [19] *Mayn.chap.28.du 8.liu.de ſes queſt.& ſont deubs lods & ventes au Seigneur de ſupplement de prix d'achapt & vente volontaire dont l'acceſſoire ſuit la nature du principal, Couſtume d'Auuergne art 4. du tit.des achapts: & ſi au contraire le vendeur rend le prix & recouure la piece ne doibt lods & ventes du recouurement non plus que des rachapts,bié doibt rembourſer l'achepteur des lods qu'il monſtre par acquict auoir payé au Seigneur ſans qu'il ſoit tenu ſe purger par ſerment ſur le faict du payement,meſme quand le Seigneur luy en auroit donné,Maynard chap.32 du 4 liu.de ſes qu.* [19]

[10] Capella Tholoſana & ibi Aufrerius qu.27. [11] Guido Papæ qu *92.* & ibi Ranchinus, vnde vſus & conſuetudines feudorum & magis ex contractu emphyteutico,vt in l.2 de iur.emphyt.[22] Guid. Pap.eadem quæſt.92.[23] *De tant que ſi le retour excede la moitié de la iuſte valeur eſt tenu pour vente pure.* Barth.in l.Ariſt. ff. de donat. & Panormitanus in cap ad quæſt. e. de rer. permut. [24] Guido Papæ quæſt. 48. [25] de his Publicius in conſuetudines Aluernię *au titre des achapts article ſixieſme.* Vbi hæc diuiſio diſtributionis non venditionis nomine continetur.

NOVRRITVRE OV VEFVAGE.

TITRE XXI.

COVSTVME.

La femme vefue apres le decez du mary doit eſtre noürrie & entretenue de choſes à elle neceſſaires pour ſes aliments des biens de ſondict mary ſans diminution de la dot & augment iuſqu'à l'entier & effectuel rembourſement, offre & conſignation d'icelle auec l'augment ſi du viuant du mary n'a eſté condamnée d'adultere ſans poſterieure reconciliation ou apres le decez d'icelluy elle à conuolé en ſecondes nopces, puis leſquelles les hoirs, tuteurs, curateurs ni autres de la part du deffunct ne ſont tenus luy pourueoir d'aduantage d'aliments & veſtements quoy qu'elle ne ſoit du tout reintegree & ſatisfaicte de la dot & augment qu'elle auoit ſur les biens de ſondict feu mary.

CHAPITRE.

CEſte Saincte & ſacree alliance inſtituée de Dieu pour la propagation du genre humain, [1] confirmée & ſanctifiée tant par la loy de nature, [2] que Moſaique, [3] recogneuë par la loy de grace entre les Sacrements, [4] a telle force & vertu que la mort meſme de l'vn des conioincts, n'apporte auec ſoy dans le tombeau le debuoir de l'amitié par eux contractée en ladicte conionction enuers la poſterité, [5] laquelle eſtant toute en chaſque partie eſt touſiours entiere en l'ame du ſuruiuant, auquel demeure toute la charge de la maiſon [6] au pere tant pour

pour ſon chef, que comme ſeul & vnique adminiſtrateur anomal & analogiſte enſemble vſufructuaire des biens propres de ſes enfans qu'il a en ſa puiſſance hormis du lucre militaire & quaſi militaire, [7] a la mere auſſi legitime adminiſtereſſe, & encore comptable, quoy que ſon mary l'en ayt deſchargee par ſon teſtament. [8] Neantmoints auec la meſme authorité qu'elle auoit s'eſtend le mariage, ſi le mary l'a laiſsé dame & vſufructuaireſſe de ſes biens, & ſes enfans heritiers, non pour en retirer tout l'vſufruict, comme elle feroit d'vn heritier eſtranger, ains pour ſe nourrir & entretenir auec ſesdicts enfans, [9] tout ainſi qu'elle ne peut diſpoſer qu'en faueur d'iceux de l'heritage à elle laiſsé par ſondit feu mary, ſauf qu'elle peut auãtager ceux que bõ luy ſemble ſans cauſe d'indignité ou ingratitude, pour laquelle les enfans ne ſont ſeulement priuez de la ſucceſſion paternelle, mais auſſi de la legitime, voire des aliments, qui autrement ne peuuent eſtre deſniez meſme aux fils baſtards & naturels, [10] & à la vefue ſon vefuage, droits & aduantages à elle accordez ez pactes dotaux ſans alteration, diminution, ny augmentatiõ, ains en la forme y contenue [11] legs & diſpoſitions dernieres de ſondict feu pere, [12] ſur les biens duquel elle doit auſſi eſtre nourrie & entretenue ou penſionnee par ſes hoirs, ou leurs tuteurs & adminiſtrateurs, ſi elle n'adminiſtre tant qu'elle vit honneſtement & viduellement iuſqu'à ce qu'elle a retiré ſa dot & augmẽt, [13] par la repetition de laquelle elle ſe demet de ladite penſion, & ſi conuole en ſecondes nopces, par le moyen deſquelles elle perd & ſe demet tacitement de ſon vefuage, & entre en nouuelle famille, aux deſpens de laquelle doit eſtre nourrie & entretenue, [15] quoy que luy deſte payer quelque peu de la dot & augment, lequel eſt propre aux enfans du premier lict, ſauf qu'elle en a l'vſufruict ſa vie durant, [16] ſinon qu'elle ſe remarie l'an du dueil, auquel cas elle eſt auſſi priuée de l'vſufruict de l'augment, & autres dons, gains & aduantage à elle faicts par ſon premier mary tant ez conuentions matrimoniales, [17] qu'en ſon teſtament, & tenue rendre le legat à elle payé auant ne fuſt remariée, [18] quoy que le mary le luy ait permis par ſon teſtament ne pouuant remettre les peines ordonnees contre les vefues qui anticipent le temps permis de droict deſdictes ſecondes nopces, [19] & ores elle n'ait eſpouſé ſinon fiancé de paroles du preſent, [20] neantmoins ſe priue de la ſucceſſion de ſes enfans impuberes ez biens qu'ils ont hors la viguerie, & de la legitime des biens ſubiects à la couſtume, [21] enſemble ſi elle ſe remarie & vit impudiquement apres le decez du mary, [22] pendant le dueil, [23] non auparauant ſi ſon mary ne s'en eſt plaint ou fait sẽblant pendãt ſa vie & decedé à la pourſuite à ce que l'heritier

puiſſe inſiſter contre la femme ainſi accusée, qui fait demande des legats, dons & aduantages à elles faits par le mary auant ladite accuſation, [24] ſi elle eſt conuaincue à ſa pourſuite, perd la dot & augmẽt, non la dot, ſi elle tombe en ceſte faute apres l'an du dueil, ſinon l'augment, le faict eſtant aggraué par quelques circonſtances, non autrement, [25] comme a eſté iugé d'vne qui s'eſtoit mal gouuernée pendant ſa viduité, [26] non pour eſtre mondaine & pompeuſe, ſi autrement elle ne meine vie impudique, [27] & encore la femme adultere peut eſtre reſtituée en ſon honneur par la reconciliation du mary (permiſe en France) quoy que cõuaincue & condamnée, voire apres l'execution la pouuant reprendre & retirer du monaſtere dans les deux ans de l'approbation, ſans encourir note d'infamie, ny conſentir à ſon malefice, ains par œuure chreſtienne & charitable, elle venant à s'amander pour conſeruer l'honneur de ſa maiſon, [28] ſans qu'apres elle en puiſſe eſtre recherchée par les heritiers du mary, ny autres non plus que ſi elle n'euſt eſté deferée, ny accusée en iuſtice ſoit que par expres ou taſiblemẽt le mary luy remette l'offence cõme ſi apres auoir commencé l'inſtance il s'en deſiſte, & luy donne ou legue partie de ſes biens, l'inſtitue ſon heritiere, ou luy faict autres ſignes d'amitié, [29] autre que le mary ne luy pouuant rendre l'honneur, non plus que l'accuſer, [30] auec lequel elle eſtant remiſe reprend tous ſes priuileges, droicts & facultez, gains & vefuage à elle accordé par ſeſdictes conuentions matrimoniales, [31] & ores en France le mary ne ſuccede à la femme, ny la femme au mary : [32] neantmoins le mary riche qui predecede à la femme pauure non dotée, ou ſi peu que rien eſt tenu la recompenſer, autrement elle luy ſuccede en Tholoſe à la quatrieſme de ſes biens, & le ſurplus retourne aux plus proches du mary, [33] tout ainſi que les gains & ſucceſſions des enfans de la vefue, qui en eſt priuée pour les cauſes ſuſdictes ſans droict de tranſmiſſion cauſant le droict de retour deu aux parents du mary, dont les biens ſont iſſus, non du coſté de la femme, [34] & ſeroit ignominie à la memoire du mary que ſa moitié & coniointe perſonne euſt veſcu en honneur auec luy pendant ſa vie, & apres ſon decez vint à mandier. [35]

NOTAB.

NOTÆ.

1 GEneſ.2.[2] quam Deus Noë, & filios eius ex arca egreſſos benedicens re- 1
nouauit coniugij legem contra vagas libidines, contra quas præſertim 2
mundus aquis perierat ad legitimam hominũ multiplicationẽ Geneſ. 9. Genebr.
lib.1. Cronol.[3] Leuit. 18.20.[4] ad Epheſ.5. 1.ad Corinth.11.[5] eſt enim proles po- 3
tiſſima coniugij cauſa à Deo inſtit.in Paradiſo ex thoro immaculato ſacramen- 4
tali vnius viri & fœminæ coniunctione necnon ex fide coniugatorum, de quibus 5
in can.omne,27.q.2.can.ſicut in fi.32.q.1.[6] es monogamia quidem poſt vnius cõ- 6
iugatorũ interitum ſupereſt erga liberos pius ſuperſtitis parentis affectus vt in
can.vniuſ can. deinde 26.diſt.[7] ex conſue.Aluer.& ibi Publ. *ſur l'article 2.du tit. des* 7
*iut.*vt in l.cùm oportet,C.de bon.quæ lib. *May.cha.7.du 8.liu.de ſes qu.ſi toutesfois le*
pere ſe remarie ſans faire inuẽtaire eſt cenſé en dol,& perd l'vſufruit par la conſt.cõme eſt cy
deuãt dit au tit.de tut.& meſme le pere eſt tenu faire la deſcriptiõ des propres de ſes enfans à
eux aduenus du coſté de la mere ou perſonnes eſtrangeres,ores qu'il en aye l'vſufruit,tout ain-
ſi que l'vſufructuaire meſme l'adminiſtration luy en peut eſtre oſtée,s'il vient à les diſſiper,
comme eſt cy deuant repreſenté,[8] l.quidam decedens,ff.de adminiſt. tut. *eſdictes conſtu-* 8
mes d'Auuerg.art. 5.du tit.des iut.& des noſtres,ch.2.du meſme tit.toutefois ſans confuſion
de la dot,laquelle ne luy peut eſtre oſtée quand meſme tous les biens du mary, dont elle ſeroit
heritiere ſans faire inuentaire,ne ſuffiroyent pour ſatisfaire au payement des debtes de l'here-
dité,ainſi iugé par arreſt du 4. May 1567.donné entre Callerezes,& le Syndic de la table S.
*Michel en Tholoſe remarqué & arraiſonné par Mayn.au c. 24.du 3.li.de ſes qu.*dos enim
eſt quaſi mulieris theſaur.ad vitæ neceſſitaté conſeruandus, vt ait Prateius.[9] Ca- 9
pel.Tholoſ.q.402.& ibi Aufr.[10] *ny ne peut le pere par ſon teſtam. priuer ſes enfans de la* 10
legitime ſans iuſte cauſe d'ingratitude qui ſoit exprimée par le meſme teſta. & deuement ve-
rifiée par l'heritier,ny ne peut empeſcher que n'en puiſſent ſe ſupplement,ores leur ait laiſ-
ſé quelque choſe pour tout droict de legitime à la charge ne rien plus demander, Maynard
ch.11.du 7.li.de ſes qu.ch.74.du liu.3.comme n'eſt vray ſemblable ny raiſonnable que le pere
inſtitue la mere heritiere pour la perte,ains pour la conſeruatiõ de ſes enfans, & les tenir ſous
ſon obeyſſance,non pour tranſporter l'heritage en maiſon eſtrangere venant à ſe remarier, leſ-
*quels elle doit nourrir & entretenir honneſtement ſelon leur qualité comme du viuant du pere,*cùm nullus amor vincat paternum,*dont la volonté preſomptiue ſe peut con-*
*iecturer de ce qu'il auoit accouſtumé vſer pendant ſa vie,*l.cum ę. C.de legat.*lequel meſme*
eſt tenu les alimenter & entretenir auec ſa femme & famille tant qu'il les a en ſa puiſſance:
arreſt du 1.Febu.1572.entre Anthoine Auſtri,& autre Auſtri,comme auſſi l'inſtitution d'he-
ritier faicte par la femme en faueur du 2.mary par fideicommis en contemplation de ſes en-
fans eſt ſubiecte à retranchement:arreſt du mois de Febu.donné au raport du ſieur de Mau-
ſencal l'an 1590.à la pourſuite d'Anthoine Conſture appellant du Seneſchal de Querci,[11] *ny* 11
ne peut on venir contre les pactes dotaux pour eſcripture priuée, ny acte public faict & con-
tracté, ne quaſi contracté pendant le mariage,Car.ch.33.du 8.liu.de ſes reſp. & doiuent eſtre
les conuentions matrim.de tout poinct obſeruées ch.31.32.du meſme liu.[12] *May.ch.52.du 6.li.* 12
de ſes que.ou la mere legataire du pere a la charge de prendre la tutele de ſes enfans,ſi elle ne
la prend pert le legat ſi n'appert clairement que le teſtateur ayt abſoluement faict ledit legat
à ſa femme ores qu'elle ne print la tutelle de ſes enfans,en laquelle il monſtre par arreſt donné
au parl.de Tholoſe l'ayeul paternel eſtre preferé à la mere,[13] Caron.ch.39.du 8.liu. de ſes reſp. 13

parle

parle du don mutuel faict entre les deux mariez à la charge que le ſeruiuant viuroit en viduité, autrement le don ſeroit nul,dõt la veſue s'eſtant remariée par arreſt ſolemnel du parl. de Paris prononcé le 24. Mars 1592. fuſt priuée de l'effect de la donation pour n'auoir obey à la condition d'icelle conformement à l'authentique cui relictum,C.de indict. viduit. ex nouel.22. matri.enim à pœna damni non lucri amiſſi debent eſſe libera, Barth.in l. Titio centum, ff. de condit.& demonſt. *& peut dire la veſue qui demeure en viduité ce qu'on dict de Didon au 4 des Eneides.*

Ille meos primus qui me ſibi iunxit amores
Abſtulit, ille habeat ſecum,ſeruetque ſepulchro.

Vnam domum nouerunt,vnius cubilis ſanctitatem caſto corpore cuſtodierunt,vt ait D.Cypr. ſi quid inferi ſentiunt, cognoſce animum meum ſicut voluiſti, tibi vixi,tibi moritura fui,nulli alij in hoc pectore locus fuit, vt ſcribit Quint.declamat.331.ſi libidinem continentia ſubegiſſe palma eſt,vt ait idem Cypr. vt etiam proprio coniugio non requirerent, nec aliter ſeviuere poſſe ſperarent,niſi corpus ſuum caſtum pudicúmque ſeruarent,ex Petro Chryſologo ſermo.119.dicitúrque dos patrimonium mulieris,datúmque marito vt ea fruatur pro oneribus matrim. l. pro oneribus, C.de iur. dot. c. ſalubriter,& de vſur. & eo defuncto ad vxorem reuertitur, quæue lucratur augmentum pacto vel conſuetudine,c.fin. & de don. inter vir.& vxor & interdum eſt in domo viri expenſis hæreditatis alenda, donec ei dos cum augmento integrè reſtituatur, *Carond.ch.31.du 8.liu.de ſes reſp.non qu'on la puiſſe contraindre pendant ſon veſuage tant qu'elle vit honneſtement & ſe comporte auec ſes enfans,reprendre ſa dot & augment, & ſe demeurer de la penſion à elle accordée en ſes*
14 *pactes de mariage, Mayn. ch.76. du 2.liu.de ſes queſt.*[14] *May.ch.2. du 6.liu.de ſeſd. queſt.*
15 alimenta enim ſicut vſusfructus legatus euaneſcunt per tranſitum ad ſecunda vota filio hærede inſtituto, arg. l.qui concubinam,§ fin.ff.de leg.3.& l.quæſitum, §.puto,ff.de fund.inſtr.l.2.C.commun.vtriuſque iudic.& tenetur maritus cui matrim.contuncta eſt eam cõſtante matrim.alere ſuam & infirmam.l.ſi cum dotem, §. ſin autem in nouiſſimo, & ibi notat, ff. ſol. matr. l. doris fructus,ff.de iur.dot. l.pro oneribus C.eod.etiam indotatam,l.quod ſi nullam, ff.de religioſ. & ſumpt.
16 fun.Cynus in l.quod in vxorem,C.de neg.geſt.[16] *May.ch.85. du 3. liu.de ſes que.où il cite deux arreſts du parl. de Tholoſe,autre arreſt du parl.de Paris du 2.Feburier 1582.remarqué par Carond.au ch.66.du 8.liu.de ſes qu.on eſt allegué l'edict des ſecondes nopces du Roy François II.1560.donné à Fontainebleau au mois de Iuilliet interpretant& ſe conformant au droict Romain, duquel nous vſons en Tholoſe pays de droict eſcript,*quo mulier quæ tranſit ad ſecunda vota,debet lucra nuptialia,& quicquid ex prioris viri largitate cõſecuta eſt liberis illius matrim.conſeruare ſolo vſufructu ad eam pertinente proprietate ad liberos quam non poteſt alienare nec quicquam ex ea capere, l. fœminæ l. hac edictali, C. de ſecund.nupt.nouel.22.c.23. *ainſi l'vſufruict de l'augment conſtumier appartient à la mere,qui conuole en ſecondes nopces la proprieté aux enfans du premier lict,May.ch.90.du 3 liu.de ſes qu,ſinon en cas de ſeruuuance qu'il demeure touſiours*
17 *à la mere,*[17] *pourueu qu'elle ſe remarie l'an du dueil:car en ce cas elle pert auſſi l'vſufruict de l'augment auec la proprieté,& cite led.May.vn arreſt du 24.Ianu.1576.faiſant à ce propos, ores fuſt moindre de 25.ans chap.91. du meſme liu.voire de l'vſufruict des biens à elle laiſſez par teſtament de ſon premier mary,enſemble de la proprieté du legitime qu'autrement luy ſe-*
18 *roit deuelled.May.ch.88.du meſme liu.de ſes qu.*[18] *May.ch.94.du 3.liu.de ſes qu.& ſe prine de la quarte qu'elle eſtãt pauure,& peu dotée pourroit demander ſur les biens de ſon feu ma-*

ry riche

ry riche, le meſme ch.97.du meſme li. au tremẽ: elle peut repeter des hoirs de ſon feu mary l'entiere dot & augment, quoy que n'en receue ſauf ez heritiers leurs recours contre les conſtituãs, May.ch.77.78.du 2.li.de ſes qu ch.6.du 6.li.[19] *May.ch.95.du 3.ch.36.du 6.li.de ſeſd. qu. &* [19]
ſont les peines legales exactement obſeruees en Tholoſe contre celles qui ſe remarient l'an du decez de leur feu mary ch.92.93.du meſme li. tant pour les exẽples, & raiſon qu'on y peut apporter du droict Romain, que dud. May. & autres eſcrinains, & interpretes du droict Francois & couſtumier, cuius præcipua cauſa deducitur exturbatione ſanguinis[20] *Veſue* [20]
qui fiance de parole de preſent l'an du dueil perd les gains & aduantages du premier mariage May.ch.55.du 4.liu.de ſes qu.[21] *eſt auſſi priuée de la ſucceſſion de ſon fils impubere: May.* [21]
ch.86.du li.3.ch.54.du 6.de ſes qu. & des enfans du premier mariage quoy que luy ſoit eſcheu de ſon viuant aucun d'eux ne luy ayant ſurueſcu inclusiuement iuſqu'à la legitime c.87.du 3. li.de ſeſd.qu. & la ſucceſſion ne fuſt eſcheue auãt elle ne ſe remariaſt, ſçauoir des biens qui ſont hors la viguerie, non ſubiets à la couſt. eſquels ſans led. empeſchement la mere ſuccede au fils, s'il eſt vnique, & à chacun d'iceux par eſgales portiõs auec ſes autres ſuruinãs, ſi sõt pluſieurs en nõbre, & le tiers des biẽs de ſeſd. enfans ſubiects à la couſt. pour ſa legiti. de laquelle ſe rendẽt auſſi biẽ indignes, que de la quarte des biẽs de sõ mari defũt, cy deſſus mẽtionée.[22] *La veſ-* [22]
ue pour s'eſtre mal gouuernee en ſon veſuage pert ſon augment. May.ch.10.12.du 8.liu. de ſes qu. ſi elle n'eſt femme impudique, & pour telle recogneue par ſon feu mary auant l'eſpouſer. Ce que ne luy eſtant nouueau, ne peut eſtre à ceſte occaſion priuee de ſes droicts. Le meſmes ch. 11. du meſme liu. où rapporte l'exẽple en Valere le Grand de C. Marius qui cõmanda à Ticin. rẽdre la dot à ſa femme qui auoit mal verſé, parce qu'auãt l'eſpouſer il eſtoit aduerti qu'elle en eſtoit couſtu. cùm ſibi liqueret Ticinũ impudicæ Faunię cõiugiũ extitiſſe, quo eam dote ſpoliaret, *ſans toutesfois nous y arreſter, pour ne profaner ce S. & ſacré liẽ incontaminé de la coniũct. matrim. entre les ſeuls Chreſtiens ſacrament. & ſouiller le lict immaculé du mariage,* contra vagas libidines ad propagationem generis humani inſtitut. in quo quiſque debet vas ſuum poſſidere in ſanctificationem, vt ait Apoſtolus & vxorem non meretricem ducere : *laquelle ayant renoncé à ſa mauuaiſe vie paſſee, ne luy eſt permis y retourner, ains ſe contenir en l'honneſteté & chaſteté coniugale, où elle s'eſt liee auec ſon mary : dont elle faiſant le contraire, ſon mary ne forfaiſant de ſon coſté, n'eſt moins ſubiete aux peines de droict, que celles qui commencent tomber en ces fautes:* quod tanti viri honore ſuperſedeo, *& m'en remets au iugement des plus clair voyants.*
[23] *Comme on peut inferer dud. May. au ch.2.du 4.li.de ſes qu.* quæ intra ann. luctus im- [23]
pudica libidine in cineres mariti peccauit. Rober. lib.1.rer. iud. c 14.[24] *Mayn. ch.2.* [24]
du 4.li.de ſes qu. Et lors la femme doit la dot & augment, & tous autres aduãtages en la forme preſcripte à l'authent. ſed hodie, C. ad leg. Iul. de adult. Nouell. 134. cap. 10. Quo iure vtimur vxore adultera per ingreſſũ monaſterij pœnitentiã actura, quæ vnà cum adultero genialis thori temeratore, quõdã vlt. ſupplicio plectebatur, & trãſigere licebat de omni crim. excepto adulterio, quę omnia hac nouell. antiq. ſunt, qua adultera non eſt amplius vlt. ſupplicio afficiẽda, niſi aliud ſcelus capitale ipſa cõmiſerit, cùm nullum tantũ ſcelus, aut tantũ facinus, vt cum Marco Cato. loquar, eſſe poſſit, ad quod ſuſcipiendum libido voluptatis, violentáq; impudicitiæ audacia non impellat: vt ſi virum gladio aut veneno interfecerit, aut mariti vitæ inſidiauerit. Vnde Horat. lib.3. Carminum, ode 2.

Impiæ nam quid potnêre manus?
Impiæ ſponſos potuêre auro
Perdere ferro.

Ita Gandaules dira vxoris machinatione cæſus eſt,de quo Herod.li.1. In quadam Indiæ regione,ſi aliquando contigerit virum vxoris dolo interiiſſe, vt deinceps ceſſaret omnis criminis ſuſpicio,ſtatutū eſt vxores cū viris in funere cremari, ex Diod vt.Sicul.lib.19.Cæſar pariter lib.6 Comment de Gallis agens: cùm paterfa. illuſtriore loco deceſſit,eius propinqui cõueniunt, & de morte,ſi res in ſuſpicionẽ venit de vxoribus,in ſeruilẽ modū quæſtionẽ habent:& ſi cõpertū eſt,igni atque omnib.torment.cruciatos interficiũt.Nec ægrè feret mulier,inquit Imperat, ſi torqueatur,quæ venenis ſuis hominẽ extinguit.l. 3.C.de qu.Quod quidẽ ſcelus etiã diuin.numine vindica.in vipera,quæ in coitu maſculū enecat:ſed poſtea partus exeſo matris vtero in lucẽ editur,& quaſi in vindictã necati parẽtis gignitur proles.Herod.in Talia,lib.3.Et cõtigit apud Plutarch.in Paralellis,Fabricianũ vxoris adulteræ machinatione trucidatũ cuius infans à Fabia defuncti ſorore ſeruatus, factus adultus matrẽ interemit,&poſtea fuit à Senatu abſolutus:& ita ob patricidiũ hæc eadẽ matricidio perẽpta cernitur. Quo licèt filius necis paternæ vindex eſſet abſoluẽdus,erat nimirũ vt matricida grauiſſimè puniendus.quòd eã vita priuauit,cuius vitæ sũpſit originẽ quam nec tantùm accuſare fas erat,nec in iudiciũ deferre.Abelis & sãctorũ ſanguis effuſus vindictã poſcit à Domino,vel potiùs propterſequenti miſericordiã in perfectione charitatis: nec licèt præſertim Chriſtianis etiã de patricidio vindictã ſumere,niſi à Iudice poſtulare,minùs de adul.Nec vnquã diuina lege permiſſa legitur,niſi ob tut.ſui corporis,vel zelo Dei,vt quondã Phinees,Moyſes & Leuit.diuin.vltionis vindices Et ſi quid iuſto iracũdiæ calore accederit,vt in l.Gracchus.C.ad leg Iul.de adul.non iure tamẽ,ſed principali reſcript.oportet vltoré ſeu interẽptoré relaxari.*Les Iuges inferieurs portans en Frãce le cõſt.de iuſtice,pour enuoyer en tous crimes capitaux,tel que l'homic.dont les cauſes reluãtes ſont a deduire és Cours ſouueraines en la preuue des faits iuſtificatifs, cõtenus és lettres de graces ſans leſquelles ny peuuent paruenir, quoy que la cauſe du meurtre ſoit excuſable. Cõme eſt remarqué par Car.ch.188.du 7.liu. de ſes reſp. & May.au ch.86.du 6.liu. de ſes qu. où eſt fait mentiõ d'vn arreſt donné en Audience au Parl.de Tholoſe 1582.Par lequel Marie de Perez pauure fẽme aagee,qui auoit teſté cõdãnee à mort par ſẽtẽce du Iuge ordinaire,pour auoir tué vn Capitaine armé à vne chãbre haute d'vne maiſon chãpeſtre d'vn coup de couſteau par le defaut de la cuiraſſe,à laquelle il eſtoit mõté pour luy rauir deux ſiennes filles,qui là eſtoyent auec elle ayant laiſſé au bas de la maiſon quelques ſoldats,qui auoyent pris la fuite ayãs entendu le bruit de la cheute de leur capitaine:ſes lettres de pardon & remiſſion ouy mon Seigneur le Procureur general du Roy,furent ſur le champ interinees,& elle miſe en pleine liberté,auec la main leuee de ſes biẽs ſaiſis,enioint au Iuge,duquel elle auoit appellé,parfaire le procez aux complices dud.capitaine dans le mois.*Nec habet pater,nec maritus in filios & vxo.vt quondã vitæ neciſq;poteſtatẽ,niſi debitã caſtigationẽ,& cùm fas eſt accuſandi,licẽtiã:in filios quidẽ iure antiq.Rom.in vxor.priſcis Gallor. moribus de quib.Cæſar li.6.Commen.*Nul n'eſt auſſi reçeu en France en accuſation d'adultere que le mary* tũ quia ſolus iniuria afficitur,tũ quia ex Vlp.reſp.probatã à viro vxorem,& quieſcẽs matrim.alter quilibet turbare nõ debet,l.cõſtante.ff ad leg.Iul.de adult. Aliàs enim ſi adulterij criminis omnũ eſſet accuſatio,id forsã acciderit,quod ſub Seuer.Imperat.quondã à Dione ex Xiphilino in vita Seueri accidiſſe fertur,nẽpe ter mille mœchos adult.accuſatos, & in ius vocatos: ſed cùm per moras negligentes accuſatores ea exequerentur iudicia,ſecuta eſt omnũ impunitas Qualis & Ioan.Fabr.in Frãcia eſſe dicitur in crim.adult. in §.ex non ſcript.de iur.nat. gent. & ciuil.

& ciuil. in § item lex, de publ. iud. inſt. & in l. prima, C. quæ ſit long. conſuet. vnde hæres non vleiſcendæ iniuriæ, ſed magis auara lucri cupiditate impulſus hanc inſtituiſſe videtur adulterij accuſationem, vnde vir non fuit conqueſtus. *Dont par arreſt du Parlement de Paris du neufuieſme May 1585. donné en Audience, la Cour relaxa la femme deferee d'adultere par forme d'exception par l'heritier du defunct, & ordonna que ſeront contre elle procedé extraordinairement ſur le faict du meurtre commis en la perſonne de ſon feu mari.* Robert. c.14.lib.1 rer.iud. *dont eſt cy deuant parlé au premier tit. de la conſtitut. dot.* [25] *Mayn. ch.2. du 4. liu. de ſes qu.* Et quæ parit intra ann. luctus, in- [25]
dubitatum ſit prolem ex viro defuncto non eſſe, vſufructu duntaxat ante nuptialis donat. priuatur, auth. eiſdem pœnis, C. de ſecund. nup. *Ainſi iugé par pluſieurs arreſts au Parl. de Bordeaux, citez par monſieur Boyer, deciſion 358. Et autresfois en Toloſe autres tiennent,* per ſtupr. viduã amittere dotẽ & augmentum, cùm adhuc in priori matrimonio durare cenſeatur, ac ſi marit. viueret: *comme a eſté iugé en Toloſe, notamment quand la maluerſation eſt commiſe l'an du dueil, ou dans la maiſon du mary defunct, dont l'accuſation peut eſtre intentee par l'heritier. Arreſt de Paris du 11. Auril 1571. Mayn. cha. 12. du 8. liu. de ſes qu. Robert ch.14. du li.1. des choſes iugees.* [26] *Le meſme ch.10. du 8. li. de ſes qu.* [27] *May. ch.4. du 6. li. de ſes qu.* [8] Toxica zelotipo dedit vxor mœcha marito: vt [26] [27] [28]
cum Auſonio loquar. Vnde D. Hieron. in lib. aduerſus Iouinianũ in odiũ vertetur ac iurgiũ, & niſi cirò conſulueris, parabit venena. Quod miſerandum in homine, qui ſciens meretricem duxerit. difficile eſt enim aſſueta relinquere, aut ſæpe cum vitæ marit. diſcrim. *ſi ne la peut pour la ſeule occaſion de ſon incontinence & lubricité priuer de ſes droicts, ſelon le d. May. ch.11. du 8 li. de ſes qu.* Si virginem aut caſtã, caueat pariter ne tandem impudica fiat in tripudiis. Quæ, vt ait Iuſtinus cum tymp ſunt inſtrument. luxuriæ: & optimis moribus imbutã exẽplo & opere optimè exerceat: & ſi tandẽ ceciderit, vel autes præbeat nefariis & impuris hominibus, ſtatim ab eorum conſortio remoueatur. Sin autem maritus turpiter vxoris impudicitiã diſſimulat, cùm eò prolapſi mores iam ſint, vt nemo ad ſuſpicanda adulteria nimiũ credulus videri poſſit mitari licet ittius aut nimiam patientiam, aut nimiũ ſtuporem. Senec. lib.2. Controuerſ. 8. Aut in lenocinij incidit ſuſpicionem, aut ſi tale facinus diſſimulet, ſibi ipſi videtur inſidiari. Nam ſolent nuptarum, mulierum corruptores maritorum vitæ inſidiari, can ſi quis viuente, 31. quæſt. 1. hinc D. Hieronymus in d. Matth. cap. 19. Illa, inquit, quæ vnam carnem diuiſit in alium, vel in alios, non debet retineri, ne maritus fiat ſub maledicto: quia qui vxorem adulterij damnatam reduxit, incurrit crimen lenocinij, l. 2. §. vnde, ff. ad leg. Iul. de adult. *Il eſt permis au mary reprendre ſa femme conuaincue d'adultere à ſa pourſuitte, pourueu qu'il le declare auant le iugement du procez, par arreſt donné és grands iours du Puy, recueilli par Papon au tit. des adulteres & fornicateurs, arreſt 12. Boyer en ſes deciſions, queſt. 298.* Ita Phariſ. in adulter. deprehenſam ſecundùm legem Moyſi, lapidari poſtulantes, ex Leuit. c.20. Deut. 22. hæc ead. à nemine condemnata nec in poſterũ accuſata, pœnitens, à Deo remiſſionẽ peccatorum conſecuta eſt, & diuina miſericordia in meliorẽ vitã redacta, de qua Ioan. 8. imò bienn. poſt adulteræ condẽnationem, & ſententiæ vel Senatuſc. executionem per maritum è monaſterio poteſt reuocari, d. auth. ſed hodie, C. ad leg. Iul. de adult. quæ apud nos in vſu eſt. Et eorum reconciliatio non ſolùm à Deo approbatur, Iudic. 19. Hierem. tertio: imò magnopere commendatur, Geneſ. 20. niſi adult. deinceps redeat ad vomitum, vt in l. fideicommiſſaria, ff. de fideicomm. libert. & ibi gloſſa

ſinon en ce cas la femme ſe treuue forcee. Deut. 22. l. fortiſſimæ, C. ad leg. Iul. de adult. *Pour raiſon dequoy ſi elle n'y conſent, & ne s'y eſt expoſee, ne pert ſon honneur,* & raptor ſolus eſt capitali ſupplicio feriendus : nec enim vim paſſa mulier committit adulterium, licèt cauſa pudicitiæ confeſtim marito renuntiare prohibuerit, l. vim paſſam. ff. ad leg Iul. de adult. [39] *Maynard chap. 2. du quatriſme liu. de ſes qu. ſt.* [40] *L'accuſation d'adultere que ſoulost eſtre permiſe à tous, comme crime public :* vt de Suſanna legitur, Daniel. 13. *dont les teſmoings & accuſateurs par le iugement de Daniel furent lapidez,* pœna talionis, vt in l. ſi ff. de calumn. *laquelle lapidation a eſté conuertie à la decolation*, à Conſtan. Imp. in l. quamuis adulterij crimen, in fin ibique gloſ. in verb. gladio. C. ad leg. Iul. de adult. *Et depuis par la nouuelle de Iuſt. 134. c. 13 la peine de mort de la femme adultere eſt conuertie aux verges, & l'intruſion au monaſtere auec la priuation de la dot, augment, & tous autres dons, legs, & aduantages à elle faicts par le mary,* c. plerumque, c. de don. int. vir. & vxor. *ſauf qu'on adiuge penſion au monaſtere pour la nourriture, & entretenement de la condamnée, s'il n'y a ailleurs dequoy l'entretenir* : cuius accuſatio ad vitandam calumniæ ſuſpicionem competit ſolo marito: auth. ſed nouo, l. quamuis. §. in primis, C. ad leg. Iul. de adult. nēpe cōſtāte, & bene quieſcēte matri. niſi prius de lenocinio marit. fuerit accuſatus, l. cōſtante, ff. ad leg. Iul. de adult. quod & in Gallia receptum eſt. Pater etiam, fratres, patrui & auunculi, non quidem extranei ad adulterij accuſationem admitti ſolebant d. l quamuis. in 1. reſp. niſi lenocinij, quo conuictus erat maritus, legis Iuliæ pœna plectendus, d. l. conſtante. l. mariti, §. conſtant, ff. eod. nempe ſi adulterū domi deprehenſū dimiſiſſet, vxorē retinuiſſet pro cōperto ſtupro accepiſſet per ſe, vel per alīū, vel vt permitteret vxorē adulterari, meretriciū quoddā quęſtū faciēs de eiuſdem adulterio, d. l. mariti, in princ §. 1 & 2. ff. ad leg. Iul. de adul. l. auxilium, §. ſed & ad legis Iuliæ, ff. de min. Pariter lege Iulia lenones puniuntur, licèt minores qui ex alieno adulterio quæſtum faciunt, quorūm ve ope vel miniſterio adulterium committitur, ſūntque lenones, qui domum, cancellos, vel loca præbent ad interloquendum vel adulterandum, licèt amicis, d. l. auxilium. l qui domum, l. & ſi amicis. & l. ſeq. ff. ad leg. Iul. de adul. cuiuſve ope & pecunia ambo adulteri redempti ſunt, l. is cuius ff. eod. Et tandiu toti pet lenocinij fœdiſſima ſuſpicio, vt impunè patri filiam, quam habet in poteſtate, vnà cum adulterio interficere liceat, ſi nec filiæ peperceri it, ead ad minus vulnerata ſit, l. Gracchus, C. ad leg. Iul. de adulterio, l. patri, l. nihil intereſt, ff. eod. in domo ſua, vel ſoceri, vbi vterque eorum habitat : l. nec in ea lege, l. quod ait lex, §. ſed ſi pater, ff. eod. tit. Et ait Papinianus non teneri maritum lege Corn. *de ſicariis* : qui vxorem in adulterio deprehenſam impetu tactus doloris occideret : mitiuſque in eum agendum eſſet, nempe in metallum damnandum. l. ſi adulterium, §. imperatores, ff. eod. d. l. Gracchus, *qu'eſt en France la peine des galeres, laquelle n'eſt auſſi pour ce regard en vſage en France, ſinon le dernier, ou la grace, ſi le mary n'eſt en faute*, niſi tantùm vindex & vltor tanti facinoris: *pour lequel n'eſtant, ipſo iure abſolutius, doit recourir au Prince, & ſe pourueoir par lettres royaux en forme.* Quod admodum periculoſum eſt, *s'il manque à la preuue* eadémque ferè eſt actio in virginis raptorem, Deut. 22. qui enim adulter eſt, perdit animam ſuam. & opprobriū eius non delebitur quia zelus & furor viri non parcet in die vindictæ, nec acquieſcet cuiuſquam precibus, nec ſuſcipiet pro redemptione dona plurima, filiique adulterorum in conſummatione erunt, & ab iniquo thoro ſemen exterminabitur. Sapient. 3. Hierem. 13. Ozeæ 4. Et ob id vxore in monaſterium detruſa, ac ſi mortua eſſet, tam ex pacto, quàm ex conſuetudine

vir

vir dotem lucratur,d.auth.ſed hodie,in verb.lucrandus,l.ſi pater,ff.depact.dotal. c. fin.e.de pact.nuptial.l.conſenſu licita, §.vir quoque, C. de repud. vbi diuortij cauſæ enumerantur legitimæ, quibus tunc temporis in repudio fiebat iam conſummati matrimonij diſſolutio Chriſtiana religione abſoluto, vt alibi dictum eſt: nimirum iudex in crimine adulterij inquirere debet an maritus pudicè viuens,mulieri quoque bonos mores colendi author fuerit. Periniquum enim videtur vt pudicitiã vir ab vxore exigat, quam ipſe non exhibeat, quæ res etiam poteſt virum damnare, non reatum compenſatione criminis inter vtroſq; communicare ex Vlpiano in l.ſi vxor,§.iudex ff.ad leg.Iul.de adult. ſed vtrumque punire,nẽpe adulteros de adulterio, & lenonẽ maritũ de lenocinio,ex eo. Vlp.in l. 1.§.qui hoc dicit,§. ſi publ.ff.eo.nec vnius crimen alterius pœnam excludit, licèt mulier non habeat virum ſuum patrem accuſandi licentiam,l.1. C. eod. tit. Et impropriè ex parte viri dicitur adulterium, quod fit in nuptam propter partum ex altero conceptum,compoſito nomine,l.inter liberas,§.1.ff ad leg.Iul. de adult. committitúrque in ſponſam,aut viduam alienam,l.ſi vxor,§ diuus, ff. eod. l. propter,C.eod.tit. potiſſimùm inter annum luctus, eóque fit ad alterius thorum acceſſus can.lex illa,§.adulterium, 36.q.1. cuius vindex eſt, & legitimus accuſator maritus vxoris adulteræ, non vxor adulteri, niſi ob viri impudicitiam, ipſa caſtè viuens thori ſeparationem,aut dotis cum augmento reſtitutionem poſtulet, eorum liberis ſi habeant penes eam viri expenſis,alendis,& educandis: ſi etiam lenocinio vxoris pudicitiam corrumpere tentauerit,aut eius vitæ inſidiatus fuerit, nouell. 117. c.8. *Canond. remarque à ce propos vn arreſt de Paris du 14. Iuin 1561. donné à la pourſuite d'vne honneſte & vertueuſe Damoiſelle contre ſon mary menant vie impudique,au ch 33.du 9.liu.de ſes reſp. Car combien que la femme ne ſoit receue accuſer ſon mary du crime public d'adultere,peut toutes-fois pour cauſe honneſte, iuſte & legitime demander ſeparation de lict & auec penſion,*ex Innocentio III.in c.1.vt lit.non conteſt.non prod. ad teſt. lect. & de procur.e. Non quidem vinculi coniugalis diſſolutionem ſicut nec maritus *dont par le ſuſdit arreſt,le mary entretenant en ſa maiſon & lict nuptial vne paillarde en preſence de ſa femme,furent ſeparez de biens, luy condamné rendre à ſuſdicte femme l'argent qu'il en auroit receu,ſes robes,bagues & ioyaux,& en certaine penſion annuelle pour ſa nourriture & entretenement. Et depend l'honneur de la femme de celle du mari,*l.1.l.fœminæ,l. fin.ff.de Senat. [31] Vnde coniugum ſuperſtes genialis thori cuſtos,à ſecundis nu- 31
ptiis abſtinens,beneficio reconciliationis habebit partẽ proprietatis pro numero liberorum,auth.ſi tamen,C.de ſecund.nup.& de lucris nuptialib.libere diſponet, vt rerum dominus, aut domina: quæ tamen ſi poſt eorum interitum integra, vel quocunque modo ſint in rerum natura, ad eorum liberos reuertuntur iure proprietatis,niſi parens de his eorum fauore diſpoſuerit,l.generaliter,§.l.hac edictali,auth.ſi tamen,C.de ſecund.nupt.Dotalitia enim à patre collata,filij habent ſibi præcipua,l.cum alias,auth.nunc autem,C.eod.& eorum quæ vir ex dote lucratur, filiis eiuſdem matrimonij ſeruatur proprietas, vſufructu patri conceſſo, vt matri ſponſalitię largitatis,auth.vxore,C.de ſecund.nup.nimirum ſine liberis coniugũ ſuperſtes ex pacto non exiſtentium liberorum præmortuo ſuccedit ab inteſtato, ſicut ex teſtaméto,l.ſed & ſi quis,C.e.ſi tamẽ vidua ſecundò nupſerit,non dabit in 32
dotem ſecundo viro vltra tertiam partem bonorum,l.1.C.de ſec.nup.*le ſurplus reuenant aux plus proches du mari. Mayn.ch.89.du 3.liu.de ſes qu. Ni ne luy peut plus donner qu'à vn des enfans du premier lict,*l.hac edictali,C.de ſec.nup. *Edict des ſecondes nopces du Roy François II.1560.* & quandiu eſt vidua,& honeſtè viuit ex bonis, & in domo

mariti, ſemper alenda eſt cum omnibus ſibi neceſſariis conſtante & ſoluto matrimonio ſalua dote donec ſibi reſtituatur & ſoluatur augmentum, quam ipſa repetat, non vt cogatur eam recipere, & penſioni renuntiare, quæ ſibi pro dote debetur ſine dotis ipſius diminutione, arg. l. pro onere. b. C. de iur. dot. c. ſalubriter. e. de vſuris vbi dotis vſuræ non computantur in ſortem, tum etiam pro vſuris augmenti legitimis, quod pacto vel conſuetudine ipſa lucrata eſt, cap. fin. e. de don. int. vir. & vxor. quod plerumque in pecunia conſiſtit, & eius vſuræ vicem
32 fructuum obtinent. l. vſuræ ff. de vſur. ſequúntúrque dotis naturam. [32] *Mayn. ch. 1. du 4. liu. de ſes qu. Bacq. du droict du Domaine de la Couronne de France, traicté du droit d'aubaine, ch. 33 où eſt repreſenté comme à la Chambre du threſor on n'a voulu admettre lad. ſucceſſion en pays coûtumier de France, ni lad. conſtitutiõ Imperiale,* qua vir aut mulier præfertur fiſco, lib. 3. de pet. hæred. lib. 10. C. *Laquelle a eſté reduicte au droict ancien,* quo coniuges inuicem non ſuccedebant: *& reſpond lad. Mayn. que le preteur ſupleãt, le droit Romain,* dat eis bonorum ſucceſſionem excluſo fiſco, *le Roy en France eſtre au lieu du preteur. ſelon Boyer ſur les Couſt. de Bourges,* §. 5. de teſt. *lequel ne la peut conceder contre*
33 *ſoy meſme.* [33] *Mayn. ch. 25. du 3. liu. de ſes qu. où il cite vn arreſt general de la veille S. Croix, 1581. prononcé par Mr. Durant premier Preſident au Parl. de Tholoſe: par lequel vne Damoiſelle vefue fut maintenue en la poſſeſſion & iouyſſance d'vne quatrieſme partie, les quatre faiſans le tout de tous & chacuns les biens de ſon feu mary, la dot & augment par elle premierement demandez, imputés & confus en lad. quatrieſme, conformement à l'authentique,* præterea, C. vn. de vir & vxor. *tirée de la nouuelle de Iuſtinien 117. ch. 5. lad. Damoiſelle eſtant pauure, & de bonne part, le mary riche: la dot de laquelle eſtoit ſi petite, que fut reputee à rien,* arg. gloſſ. in can. piæ mentis. 16. q. 7. & in can. quicunque, ibid. *n'eſtant auſſi dotée ſelõ leur dignité:* l. quamuis, ff. de cond. & de mon. Bald. & Alexand. in d. authen. prætereà. *Et où le ſuruiuant des coniouncts ſeroit inſtitué heritier par le predecedé, ne confond pourtant le ſien auec l'heritage ſurchargé pour n'auoir fait inuentaire, en deffaut duquel la femme ne perd la dot, ny le mary l'augment. Comme a eſté iugé par arreſt du 4. May 1567. pour Calerozis, contre le ſyndic de la table S. Michel en Tholoſe: à laquelle la dot auroit eſté adiugée à la femme ſur les biens de ſon feu mary, duquel elle auoit accepté l'heritage ſans faire inuentaire, quoy que inſuffiſant de payer les charges hereditaires. Mayn. ch. 24. du 3. liu. de ſes qu. Et ſuccede la mere pauure par eſgales portions auec ſes enfans, ſi ſont plus de trois, ſçauoir en*
34 *l'vſufruict, tant qu'il y a des enfans, ſinon en la proprieté, ſelon lad. Authentique.* [34] *May. ch. 39. du 3. liu. de ſes qu. où il remerque vn arreſt du 14. Iuillet 1585. par lequel la mere eſtoit priuée de la ſucceſſion de ſon fils par ſon inconſtance & malverſation par elle commiſe apres le decez de ſon mary, n'auroit fait place à ſes parens: ains la ſucceſſion auroit eſté adiugée aux plus proches du coſté paternel, qui en faiſoient la pourſuite, quoy que plus eſlongnez en degré de*
35 *parenteic, que les parens maternels.* [35] *Mayn. ch. 2. du 4. liu. de ſes qu. Benoiſt* in c. Rayn. in verb. Et vxorem nomine Adelaſ. n. 807. e. de teſt. Retinet, inquit, vidua omnia priuileg. quib fruebatur in vita mariti: vnde ne dum viuentis, ſed etiam liberorum, ſi extent, & defuncti coniugis memoriæ multùm intereſt, matrimonium paupertate ac mendicitate ſuperſtitis non deturpari, nec in publico conſpectu ludibrio fieri, nempe ex hoc defunctus iniuria quadam afficiatur. §. licet autem domino, quib. ex cauſ. manumitt. non licet. inſt. eiúſque fama, quæ aliàs inſignis foret, mœrore ex infelicitate viuentis pereat vel obſcuretur. quod iura humana ratione & pietate ſubnixa contingere noluêre. De his plura exempla referens.

IMMVNITE' DES CITOYENS.

TITRE XXII

COVSTVME.

Celuy qui habitoit hors la ville de Tholoſe, en quelque village, chaſteau, ou ailleurs, apres auoir declaré & denoncé qu'il ſe vouloit retirer, & rendre habitant d'icelle : ſi autre que ſon maiſtre de corps le prenoit, le marquoit & debaptizoit en chemin. Les Capitouls & la ville le demandoyent, maintenoyent & aſſeuroyent, & le recouuroyent s'il eſtoit pris, enſemble tous ſes moyens, comme s'il eſtoit citoyen de Tholoſe.

CHAPITRE.

L'ANCIENNE charité [1] des Tholoſains [2] eſt puis long-temps refroidie par leurs diuiſions & partialités : [3] dont l'eſtat politique regi ſous l'ordre ariſtocratique des Capitouls repreſente le corps miſtique de la ville [4] de Tholoſe, [5] antique, [6] & populeuſe, [7] de tout temps encline à la Religion [8], fertile en doctrine & pieté, [9] premiere Chreſtienne entre les Celtes, [10] Capitalle de Languedoc, que ſouloit eſtre la Prouince Narbonnoyſe, jadis ſubiecte à l'Empire Romain, [11] ſiege de ce docte, graue, & celebre Senat, ſecond Parlement de France, [12] vnie par donation, non incorporée à la Couronne auec la Comté, maintenant Pairrie de France, confirmée & maintenue en ſes priuileges, franchiſes,

chiſes, libertés, ſtatuts, maniere de viure, tant par l'vnion, que contract paſſé entre le Roy & les Eſtats. [13] Auquel fuſt accordé vn Prince du ſang pour gouuerneur (lequel n'y pouuant eſtre continué cauſant la pluralité des gouuerneurs, y ont eſté commis des grands & ſignalez Capitaines, fidelles & experimentés) que n'y ſeroit rien imposé, ne cottisé, ſans l'expres conſentement deſdicts Eſtats, ny n'vſeroit de Couſtumes, ains du droict Romain, qu'on appelle droict eſcript aux deciſions des affaires, [14] non aux formalitez inſtructiues, & preparatoires, leſquelles s'approchent plus du Droict Canonique, ſelon l'vs & ſtil des Cours de ce Royaume, & obſeruations ſur ce faictes par Edicts & Ordonnances de nos Roys concernants le reiglement de la iuſtice & abbreuiation des procez, laquelle y eſt auſſi adminiſtrée, non ſoubz le nom de Comte, ains ſoubz l'authorité Royalle, ſeule fondée en toute iuſtice par tout ſon Royaume, auquel ne recognoiſt aucun ſuperieur en la temporalité, [15] ny n'eſt ſubiecte la ville de Tholoſe à droict d'Aubaine. Et ſont les eſtrangers qui viennent habiter en icelle, viuants chreſtiennement & catholiquement, cenſez y eſtre appellés de la grace de Dieu, & tenus pour naturels, originaires & regnicoles, y pouuants contracter, acquerir heritages, en diſpoſer à leur volonté, tenir offices & benefices, ſans lettres de naturalité, enſemble par tout le Languedoc, [16] voire ceux d'Auignon, comme dependants du Comté de Tholoſe, duquel ont eſté demembrés : [17] comme auſſi noz concitoyens roturiers, & non nobles peuuent tenir fiefs nobles ſans lettres d'annobliſſement de ſa Majeſté, & ſans payer franc fief, ny eſtre ſubiects au ban & riere-ban, ſinon à la garde de la ville, s'il n'y a impoſition annexe : & le fief n'eſt tenu immediatement en foy & hommage faict à ſa Majeſté. [18] Ny droict de ſaiſine & retenue feodale, ou prolation de fonds aliené par les vaſſaux & emphyteotes, quoy que ſans le ſceu & conſentement du Seigneur, [19] lequel n'a auſſi droict de commis pour n'eſtre payé de ſa rente à certain temps, ſinon la voye d'execution ſur le fonds & fruicts pendants pour les arrerages tant ſeulement de vingt-neuf ans, ores ſoyent deubs de plus long-temps en rente fonciere, & de cinq ans en rente volante. [20] Ny ne ſouloit-on en ce Parlement condamner les appellants en amande ordinaire pour le fol appel ; ſinon en amande arbitraire de trente liures, moins, ou du tout point : ſauf les deſpends

és appels temeraires d'executions d'arreſt iuſques à ce que nos Rois y ont autrement pourueu par leurs Ordonnances, & voulu que les amẽdes des fols appels fuſſent eſgalement dõnees tãt en pays de droit eſcrit que couſtumier, que ſouloyent eſtre arbitraires, *pro modo culpæ:*[22] pour la liberté n'y a tant ſeulemẽt couſtume locale, ains generale par toute la France, laquelle ne permet aucuns eſclaues ne ſeruitudes perſonnelles.[23] Et par ainſi la cauſe de ceſte couſtume ceſſe, pour les hommes de corps que ſouloyent eſtre marquez de la marque de leur maiſtre en ſigne de ſeruitude :[24] dont le ſeruice ne peut eſtre auſſi maintenant forcé ſans condamnation pour forfaicture, tels que ceux qui ſont condamnez aux galleres, pour y ſeruir par force ſadite maieſté : non toutesfois marquez ni cauterizés, ſinon enchainés,[25] tous ſeruices perſonnels autres que les beneficiaires eſtans en France volontaires, partiaires, ou mercenaires, tant à la culture des terres que autrement :[26] qu'on ſouloit tenir en proprieté, non en qualité de citoyens, ſinon de ſeruiteurs:[27] parce que tous les citoyens de Tholoſe eſtoyent de condition libre: & s'il y en auoit aucun pris, captiué, marqué, ou volé, la ville les redimoit, enſemble les forains, qui auoyent tant ſeulement deſtiné y faire leur habitation: & ſi eſtoyent acheminez apres l'auoir denoncé & declaré.[29] Ainſi la liberté des particuliers eſtoit redimee & conſeruee, enſemble leurs moyens par la force publique, auec telle conuenance que le corps defendoit ſes membres, & les membres ſouſtenoyent le corps, *magiſque vigebat tunc virtus vnita, quàm modò in ſeipſa diſperſa.*[30]

NOTÆ.

1 1 NE perfecta, vel ſaltem imperfecta charitate Proſper loquitur libro de vita contemplatiua in Can. Charitas de pœnitentia, diſt. 2. Perfectiſſima enim in cœlis eſt : eáque imperfecta dicitur, cùm aliis facimus, quæ nobis fieri volumus : perfecta, cùm proximum pluſquam nos ipſos diligimus, & mori parati ſumus pro amicis: cui non poteſt eſſe ſub Sole maior, vbi omnia mor-
2 te extinguuntur. 2 Tholoſæ incolæ quondam Orphæi ſimiles, qui ex vario fidium concentu ipſi optima ciuium concordia exteros ab agreſti vita in ciuitatem alliciebant, vt fierent ciues Tholoſani, dummodo eſſent liberæ conditionis: quales ferant ruri per villas, pagos, vel caſtella commorantes, qui Tholoſæ ſe ciues futuros nunciauerant, animóque iam ciues effecti : vnde diuus Auguſtinus, Qui gaudet in ſpe tenebit & rem, quam is habere videtur, cuius optima ſpe mittitur, l. cius qui in prouincia, ff. de reb. dub. nec tantùm animo, ſed potentiam ad actum perducentes: cùm iam Tholoſam proficiſcerentur in itinere capti, vel deprædati eſſent, aut ab iniuſto domino capti, & detenti, eiúſque nota, vel ſtigmate inflicti, vt ſolebant, & quondam infligi ſolebant Fabricenſes apud Romanos, de quibus in l. ſtigmata de Fabricenſib. lib. 11. C. & adeò Conſules tutelares habebant cum tota ciuitate, vt eis rebúſque ſuis violentas manus illatas publicè vendicarent, eóſque pro laris, & focis tuerentur : maximè libertatem, quæ neque apud Romanos auferri poterat, niſi ab hoſte communi Reipub. aut foro iudiciali, quo delinquentes ſerui pœnę efficiuntur: nec verbo tenus quis ſe in perpetuam ſeruitutem ſubmittere poterat, niſi validiſſimis, & ſolemnibus inſtrumẽtis, l. cum ſcimus de agricolis & cenſit. lib. 11. C. & forma præſcripta per Speculat. titulo de Homagiis, cuius cauſa cùm obſcura eſſet, ſemper fauendum erat libertati, l. in obſcura, ff. de reg. iur. l. ingenuum, ff. de ſtat. homin. ob publicam vtilitatem l. Barbarius Philippus, ff. de offic. prætor. Et ita Hebræi, qui lege Moſayca nolebã libertate donari poſtquam ſex annis ſeruierant, vt præceptum erat non ſtigmate inflicti, ſed aure ſubula perforata fiebant ſerui perpetui, Exod. 21. Aliàs Tholoſani, Tectoſagi, vel Tectoſages origine populi Pyrenæis propinqui, parum Aquilonare latus Cœmeniorum montium attingentes, vbi metalla, & aurifodinæ ſunt optimæ, eodem latere terram colentes, vbi Tholoſa ſita eſt : quorúmve regio fuit quondam auro abũdans: hominéſque habuit ſuperſtitioni addictos, & ad parſimoniam in victu aſſuetos ex Chriſtophoro Ruffin. in Senatu Burdegal. præſide, in commentariis omnium à creato orbe Hiſtoriarum de Gallogræcorum & Francorum origine : quos Liuius lib. 8. decad. 4. Aſiæ Mediterranea ſortitos retulit. Hinc Tholoſa Tectoſagum inquit Mela apud Atlanticum Nemauſum, lib. 2. Et Plinius ait Tholoſanos Tectoſagos eſſe Aquitaniæ conterminos : quos paulò antè Volcus Tectoſages appellauit producto imperio, nec non Cyclopes vocat Stephanus Forcatulus lib. 2 de Gallorũ Imperio, quod eorum inuenta rem ruſticam, & militarem maximè iuuent, vſque ad ſtercorandi ratione, quam primus induxiſſe fertur Sterquilinus. Et dicti ſunt Tectoſages tanquã clypeorũ fabri, quod Græcis ἀσπὶς ſiue clypeus, aut ſcutum ſonet & τεκτων faber. Galli ideo operã nouabant clypeis affabrè & exactè elaborandis, vt auri multũm his impenderent, & coralio galeis, & gladios ornarent. Vnde Diodorus

ſcuta

ſcuta Gallorum varias animalium formas habuiſſe dixerit æreas prominentes ad tutelam corporis & decus, longáque pro ſtatura hominis fuiſſe : quæ quis pro ferretro ſuccumbens fuiſſet commodè habiturus, vt quibuſdam pro rate & nauigio adfuiſſe dicitur : nec tantùm in ſcutis fabricandis Tectoſagi excelluerint, ſed etiam in omni genere armorum ſuppeditato ferro in Pirenei montis rameritis, nec falſum eſt, inquit Forcatulus, quod ait Plinius lib. 7. c. 56. Cyclopes fabricam ferream inuenisſe, non modò ad belli vſum, ſed etiam ad agriculturam. Nam antea homines.

Aere ſolum terras tractabant, aréque belli
Miſcebant fluctus,

vt ait Lucretius. Potentiores fortè ex auro arma ſibi fieri curabant, vnde Virgilius Æneid. 1.

Auro ſqualentem, albóque aurichalco
Circundat loricam humeris. & 12.
——— Rutilum toracha indutus ahenis
Horrebat ſquammis, ſaráſque incluſerat auro.

Vnde Homerus paſſim teſtatur heroum fuiſſe arma ærea : nimirum Tectoſages diuerſo more, alio colonias ex ſua gente crebrò deduxerunt, tum in Galliam Narbonenſem : vnde Volcæ Tectoſagum inter Agatham, & Mompellium, tum in tractum proximum Hiſpaniæ, vnde Tectoſagis Iliberim & Ruſſinonem non minùs quàm Tholoſam ex Plinio lib. 3. cap. 4. Carcaſſonem Bætiras, & Narbonem Ptolomeus aſſignauit lib. 2. Geograph. Nam haud difficulter illis contigit, qui ad arma conſulto proſilirent, & armis quæſita rectitudine legum ſeruarent magna gerere, & diſtantes domare prouincias, non modò extra Celticam, ſed etiam vltra Europam. Fuit, inquit Cæſar lib. 6. de bell. Gall. antea tempus cùm Germanos Galli ſuperarent, & vltrò bella inferrent : ac propter hominum multitudinem, agríque inopiam trans Rhenum colonias mitterent. Itaque ea quæ fertiliſſima ſunt Germaniæ loca circa Herciniam ſyluam Tectoſages occuparunt, atque ibi conſederunt : quæ gens ad hoc tempus his ſedibus ſe continet : nec leuius illud Iuſtini lib. 32. in Trogum. Vbi bellum à Brenno in Delphos fortiter magis quàm feliciter geſtum memorat. Et Gallos partim domum reuerſos, maximè Tectoſagos expeditionis tantæ comites. Ex genere Tectoſagorum, inquit Iuſtinus, non mediocris populus prædæ dulcedine Illyricum petiuit, ſpoliatí que Iſtris in Pannonia conſedit. Polybius lib. 4. hiſtoriæ tradit Gallorum in Thracia dominatu ad deſiſſe Cliarti tempore. Cæterùm ij, qui Aſiam attigere, ibi egerunt radices : cúmque tres eorum eſſent gentes Toliſtobogi, Trocini, Tectoſagi. Aſiam iudicio communi diuidendo explicite ſecuerunt. Toliſtobogas Plinius lib. 5. cap. 32. Voturos & Ambianos aggregat (nunc Picardos Francorum) Tectoſagis ora maritima Mediterranea Guilielmus Longieus ordinis Regij miles auratus lib. Gallicæ hiſtoriæ 3. in ſeptima inquit Gallorum emigratione. Cùm Brennus virtute Camilli Italia excedere coactus eſſet, Macedoniámque plenis caſtris inuaſiſſet, & ad rem quæſtuariam omni ex parte animum adiecisſet, incredibili-

que expilandi templi Delphici desiderio æstuaret : cúmque armis & virtute incolarum prohiberetur dedecoris illati impatiens, mortem sibi propria manu consciuit, & milites qui bellorum ab eo gestorum participes fuerant spoliis templorum onusti, qui Tectosages erant Tholosam remearunt. At ibi primùm aduentarunt, non dicendis malis, hæc ciuitas exarsit, & cum oracula diuum, quæ esset causa tanti mali, & qua medicina huic morbo mederi posset, consulerentur, exuuias malis artibus partas à militibus Tectosagis Tholosam allatas excidium vrbi interminari. Sine mora huiusmodi thesauri interi ciuntur, & inde latuere donec Lucius Cepio abstulerit, ex præfato Ruffino de Francorum origine. Quod quidem sacrilegium Cepioni, & eius exercitui excidij causa etiam fuisse dicitur. Ibid. de Gallogræcorum origine. Vnde nota est parœmia auri Tholosani, raptoribus noxij: de quo Iustinus lib. 32. Hique Gallorum comites in transmarinis expeditionibus fuere nõ dolo, sed virtute & fortitudine pugnantes, exterisque præ cæteris terrorem inferentes multas ibi sedes occupant. Et hinc facta videtur quasi Tectosagum antiquiorũ transmigratio per varias & longinquas regiones : & patriæ nostræ sedes ab exteris quondam occupatæ, vt Romanis, Gottis, & Vuandalis, Sarracenis, Anglis & Albiẽsibus: & licet nõ diu morati, mores sæpe interuerterunt, tum etiam hominũ præstantia : de qua Cęsar lib. 2. de bell. Gall. his verbis. Omnibus Gallis prę magnitudine corporum suorum breuitas nostra contemptui est. Amianus lib. 15. rerum gestarum celsioris staturæ, & candidi penè Galli sunt omnes & rutili : luminum toruitate terribiles. Liuius lib. 8. Decad. 4. Procera corpora protensæ & rutilæ comæ, vasta scuta prælongi gladij. Porrò Tectosagi,
3 seu Tectosages idem qui & Tholosani fuere. [3] Postquam multoties fuerint bellis ciuilibus inuoluti pro statu reip. & Religionis, ob cuius dissidiũ penè ab ortu Abel à Caino dicitur interfectus. Et propter exterorũ, nec non finitimorũ aduentum, qui sedes eorum occuparunt, quorum confusa progenie paulatim Tholosates à prima charitate defecere, & partiales facti sunt, innata, quam inter eos propter morum dissimilitudinem inuidia & inimicitia, prorsus tempore diui Exuperij eorum antistis ignota: quo teste Diuo Hieronymo sola Gallia carebat monstris, nẽpe hæreticis & schismaticis. Et sanctus Antistes cùm nihil deesset ciuibus, & incolis Ecclesiæ facultates vltra mediterranea traiiceret Christianis pauperib. eroganda. *Capitouls en corps representent le corps mystique de la ville, Arrest du 23. May* 1549. Honor quondam decurionum, qui vnum ordinem referentes : sic apud Romanos administrabant, vt vnius hominis vicem sustinerent, l. magistratus, ff. ad municip. & sine sumptu, vel erogatione public. contingebant cũ dignitatis gradu, quo & ipsi honorabantur, l. honor, ff ad municip. Et honor propriè apud Tholosates ad consularem dignitatem pertinere videtur. Octo munero Consules per tot regiones & municipatus diuisi non alia mercede quàm honoris res ciuitatis administrantes, & publica munera nobili non mercenario officio subeuntes: bini & bini propriam functionem exercentes, & omnes in vnum coadunati corpus ciuitatis mysticum referentes, omnia ciuilia munera præ manibus habentes. *Comme est doctement representé par maistre Guillaume Laperriere en son miroir politique*: non eorum tamen notionem habent, quæ ad regios magistratus pertinent, l. ea quæ, ff. ad municipal. *Ord. de Moulins art. 71.* Imò latiorem in suo territorio : in his potissimùm quæ noctu accidunt & rebus politicis : súntque annui, & nominant successores, quasi eorum fideiussores, l. Imperator, l. quid ergo arg. l. ordine § in eum ff.

ad mu

ad municip. & nominatorum ſit electio à maiori eligentium munero, vt cautiùs agatur, l. quod maior pars, ff. eod. ſi eos municipalib. Romanorum magiſtratibus liceat comparare. Cùm Romæ duo tantùm conſules eſſent, qui vice Regum vel Imperatorum Romanorum imperium ſuſtinerent & regerent: quod noſtri nō eſt inſtituti, nec muneris. Qui partier Tholoſæ, decades aut decurias deſcribere curarent, per plebeios homines probatæ fidei vice præfectorum, aut magiſtratuum municipaliū à Conſulibus regionatim commiſſos, & ſingulis vicis, non qui præſint municipatui, ſed vt ſpeculatores, monitores, mandatores, & denunciatores eorum quę videt quiſque in ſua decade, & mandata ſunt, ne quid peſſum eat, & impunè agatur: nec boni ab impiis opprimātur, quídve mali intra vel extra mœnia moliatur. Muncépſque eſſe deſinit ſenatoriā adeptus dignitatem, quantū ad munera perſonalia, nō quantū ad honorem cuius originē retinet, l. municeps. ff. ad municip. licèt ibi domicilū habeat, l. Senatores, de incol. lib. 10. C. honorem enim ſuſtinenti munus non imponitur, l. honorem, ff. de muner. & honor. nec quantū ad patrimonialia, l. 3. de muner. & honor. lib. 10. C. Qualia ſunt ſuperindictiones, de quib. in l. fin. eod. Quæ factę ſunt ordinariæ maximè tempore belli: adeò vt nulla domus, vel ſacri patrimonij, vel emphyteutici iuris, vel priuatorū etiam, ſi priuilegium aliquod habere doceatur ab hac neceſſitate ſit aliena, l. 1. de indic. lib. 10. Cod. & ante tempus ſolutionis debet ſingulis prouinciis notificari, vt inde paratas indictionis pecunias habeant, l. fin. C. eod. nam ſuperexactiones indicere, nec exigere licet inconſulto principe, l. vn. de ſuperind. lib. 10. C. & pro modo fortunarum ſunt inſtituendę, l. 1. de muner. & honor. lib. 10. C. & ab omnibus fabricandę, quę publicæ vtilitatis gratia indicantur, l. 2. de mun. patrimon. eod. licet immunitatem munerum publicorum conſecuti ſint, l. 3. eod. Quibus neque liberi, vt ait Hermogenianus, neque ętas, neque militiæ merita, nec vllum aliud priuilegium tribuit excuſationem, ſicut prædiorum collatio, viæ ſternendæ, angariarum exhibitio, hoſpitiſque colligendi munus, niſi principali beneficio conceſſum habeat, & ſimilia, l. ſunt munera, ff. de vac. & excuſ. mun. Súntque tria munera ciuilia & publica, in l. fin. ff. de muner. & honor. perſonalia, patrimonialia & miſta, qualia ſunt *decaprotia cum aucupatorio* Perſonalium immunitas indulgetur à principe, non patrimonialium, nempe ab exactione tributorum, l. 3. §. exactiones, ff. de muner. & honor. Ab his enim neque ſuperiores excuſantur, nec alij propter ætatem aut numerum liberorum, l. neque tempore, de muner. patrimon. lib. 10. C. profeſſionem, Bart. eod. minoritatem, l. etiam minores, eod. proſtaſias. nempe munera magiſtratuum, qui ſactis præeant, vt notat Alciatus in eundem tit. aut munera quæ præſtabantur à principe decurionum. Accurſius autem protoſtaſiam primum locum *dicit* eſſe in ſtationibus, in gloſ. l. ne protoſtaſiæ, de muner. patrimon. lib. 10. C. ſacerdotiam, qui ſacerdotio totius prouinciæ præerat, iſque immunis erat ab omnibus honoribus & muneribus ciuilibus, l. ſponte, ff. de muner. & honor. non tamen patrimonialibus, d. l. nec protoſtaſiæ, nec decaprotias. Patrimonij enim ſunt munera etiam nauicularia, vehicularia, decemprimatus, l. 1. ff. de muner. & honor. decaprori & icoſaproti mixta eſſe dicuntur, d. l. fin. § mixta, ff. eod. eò quod corporale miniſterium gerunt, & pro muneribus defunctorum fiſcalia detrimenta reſarciunt ex Arcadio. Vlpianus verò ait magis patrimonij omnes videri in l. 3. §. decaprotos, ff. eod. quod quidē dicit actiuè, cùm eius ſolutio, nempe decimarum collectio paſſiua ſit ſoluenti mu-

nus patrimoniale, & mixtum colligenti : glos. fin. in d. l. nec protoſtaſiæ, nec ab his mulieres excuſantur, l. pen. C. de muner. patrim. licèt à perſonalibus remotæ ſint, l. fœminæ ff. de regul. iur. & ibi Decius, quæ etiam viduæ honore, dignitate, nobilitate, dominio, & foro gaudent maritorum, l. fin. de incol. lib. 10. C. l. 1. ff. de ſenat. l. princeps, ff. de legib. l. filij libertorum, §. 1. ff. ad municip. donec ſecund. l. nupſ. quo permutantur, & ſecundi mariti ſequuntur conditionem d. l fin. de incol. lib. 10. C. & plerumque Burgenſes Tholoſæ dicuntur viri conſulares, qui aliquando conſularem dignitatem Tholoſæ exercuere. Non tamen conſules eximuntur à contributione taliarum, & ſubſidiorum Reipub. propter bona ruralia quæ poſſident, niſi quandiu adminiſtrant, & nobiles ſcribuntur Tholoſæ conſules anno ſui conſulatus, quo ſunt exempti ab omni contributione, & eo elapſo, contr buere tenentur, vt antea ſolebant. Bart. in l. honorem, ff. de muner. & honor. ne quidem dup'icione. e teneantur, *ſelon Maſuer au tit. des tailles, nomb. 7. Ni ne ſont taillables les Officiers du Roy. Le meſme nomb. 8. du meſme titre : comme s'obſerue en pluſieu s lieux. quoy que contre la diſpoſition du droit Romain,* de qua in l. exactores, de exact. trib. lib. 10. C. *m ſmes en Dauphiné, deſquels la Nobleſſe & exemption ſont la dignité, laquelle eſt viag'r.* Guido Pap. quæſt. 378 *Bacquet au traicté du droict d'annobliſſement & touyt la veſue du Conſeiller de la meſme immunité.* Guido Papæ quæſt. 379. *laquelle ſe donne par le Prince, non par les conſuls & habitans, que pour peu de temps à celuy qui ſe veut de nouueau rendre citoyen, & pour cauſ ſpeciale, comme à vn medecin, ou autres perſonnes viles & neceſſaires,* arg l. 2. & ibi not. ff. de iur. imm. l. 1. ff. de decr. ab ord. fac. *M ſuer titre des tailles, nomb. 12.* qui tamen Tholoſæ non ſunt ab indictione exẽpti, præſertim rerum patrimonialium. Quæ de re Benedictus in c. Raynutius, in verb. & vxorem, nomine Adelaſiam, num 593. e. de teſtam. *Et commença la monarchie Tholoſaine par l'eſtat Royal, lequel eſtant finy, on commença l'eſtat ariſtocratique l'an 1280. & à l'exemple des Romains, furent eſleus quatre chefs des plus nobles experimentez qu'ils appellarent Capitouls, chacun deſquels auoit cent hommes d'armes touſiours preſts au combat pour la cauſe publique, eſtant lors la ville populeuſe, à laquelle les Romains ſouloyent eſcrire, A noſtre ſœur, & à ſon peuple immuerable, ſelon la remarque ſur ce faicte par Laperriere en l'hiſtoire Tholoſaine. Où il dict apres ne deuoir eſtre eſleus à ceſte charge que gens doctes, aagez, experimentez & valeureux pour le bien public. L'authorité deſquels fuſt reſtrainte en eſtat politique & municipal apres que les Gots furent chaſſez du Languedoc par le pere de Charlemaigne & donné pluſieurs batailles és deux coſtez de la Garonne, que leur Charlemagne Roy de France, Empereur Romain, victorieux auec ſa nobleſſe crea Torcin ſon nepueu Comte de Tholoſe : depuis le nombre des Capitouls augmenta peu a peu inſques à 24. & a eſté en fin reduit au nombre de huict, gens de diuerſe qualité, propres & conuenables à faire leur charge, maintenant diuiſee en quatre fonctions principales, De la Iuſtice, de la police, des fortifications, & des hoſpitaux, chaſcune deſquelles eſt exercee par deux Capitouls.*

De qua Auſonius his verſibus.

Non vnquam altricem noſtri reticebo Tholoſam
Cœtilibus muris, quam circuit ambitus ingens
Pérque latus pulchro perlabitur amne Garomna:
Innumeris cultam populis, confinia propter
Ninguida Pyrenes, & pinea Gebennearum:
Inter Aquitanas gentes, & nomen Iberum,
Qua modo quadruplices ex ſe cùm effuderit vrbes.

Non

Non vlla exhauſta ſentit diſpendia plebis:
Quos génuit cunctos gremio complexa colonos.

Cuius Rodericus quondam Toletanus Archiepiſcopus hiſtoriarum Hiſpanicarum compilator, quendam nomine Lemoſinum filium Tubal ex Iaphet, ſeu Iapeti nati filio Noë conditorem fuiſſe affirmat, vocatius à Troiano nomine Tholoſam denominari. Martinandus Celet Galliæ Tranſalpinę in ſua hiſtoria à Troiano nomine Tholoſo fuiſſe conditam, & inde à Romanis captam nouis coloniis & ciuibus repletam, qui multa ibi condiderunt memoratu digna, vt Capitolium & Emphitheatrum, quæ non extant. Alij affirmant Ptolomæum Græciæ Regem ad Atomum Tholoſæ regem miſiſſe epiſtolam, vnà cum hiſtoria, quam in ſecretis Bibliothecæ inuenerat: quæ commemorabat Tolum à Iaphet deſcendentẽ fuiſſe quondam Tholoſæ conditorem, & cũ eo aduentaſſe Ptolomæum qui Tholoſam in loco excelſo prope Garomnam Toli nomine primi ædificarunt, ne facilè diluuio eſſet peritura, tũ propter aëris ſalubritatẽ, quæ nec extat, & hæc profundamentis protſus euerſa, adhuc veteris Tholoſæ nomen retinet, vbi extat caſtellũ cũ perpaucis ædificiis à Garomna vtcumque remotum. Stephanus Forcatulus de Gallorũ Imperio, lib. 2. ait, 10. annis ante Troiæ euerſionẽ mœnibus, & charæ Polyphæmi vxoris nomine fuiſſe donatam, priuſquam contraherentur inter mœnia ciues, qui vicis diſtractis & diſſipatis vitam agebant, & muris cincta fuit priſco ſeruato more muros aratro antè deſignandi quàm fundamenta iacerentur, poſt ſacrum Deo factum, vt etiam Romulus obſeruaſſe fertur. De quo Ouidius lib. 4. Faſtorum.

Apta dies legitur, qua mœnia ſignet arare,
Sacra Palis aderat: inde monetur opus.
Foſſa ſit ad ſolidum: fruges iaciuntur in ima,
Et de vicino terra petita ſolo. Deinde.
Foſſa repletur humo, terræque imponitur ara,
Et nouus accenſo findituꝛ igne focus.
Inde premens ſtiuam deſignat mœnia ſulco:
Alba iugum niueo cum bouc vacca tulit.

Quare & cùm ciuitas hoſtilis capta euerteretur aratro inducta, deplorata iudicabatur: & ciuitas tunc mori videtur aratrum paſſa, vt Carthago, quæ ſeptingentis annis poſtquam condita fuerat, decem & ſeptem diebus continuis exarſit, à P. Scipione delera. Oroſius lib. 4. cap. 23. Florus lib. 2. c. 15. Et pro parte quondã Tholoſa, ab ipſo Forcatulo ferè annumeratur veteris ruina Tholoſæ, quæ proſcinditur aratro, vt in Tuſcia Cluſini noui, & veteres leguntur à Cluſio oppido, quod à Romanis fuit ſolo adæquatum, Galli Senones primum obſederunt antequam vrbem inuaderent, & fortè id ſunt ex parte demoliti, quod vetus pollea vocatum eſt Et ita Lybiæ vrbs præcipua, quæ triũphis ſuperari non potuit, flammis ſuccubuit & puluere. Torcinus nimirum Yſaurerius ſecundus rex Tholoſæ, vt quidã volunt Athomi ſucceſſor à Tolo & Ptolomeo deſcẽdentis. Quem Athomum primum Tholoſę regem conſtituunt alij Tolũ & Ptolomeum primos Tholoſę conditores, vbi ſe receperunt poſtquam à pyratis fuerint deprędati, vt refert Yuandus, Tholoſam in loco eminenti ſitam in planiciem inferiorem iuxta flumen Garomnam, vbi nunc eſt renouaſſe, eámque muris & turribus munitiſſe, & circũdaſſe fertur, manétque veſtigium antiquitatis, vt ait Forcatulus, vbi Tholoſę

loſę quondam aratro circunducto deſitum eſt, & vocatur porta mactati bouis, qua ambitu peracto, & ſuſpenſo aratro, bos in victimam diis cęſus eſſet, non longè à futuro Capitolio. Arma Tholoſatum antiqua Vellus, vel arietem aureum quondam fuiſſe refert idem Forcatulus lib. 2. ſuę hiſt. vnde Tectoſages, Iſtri, qui quoque Colchicę fuerant originis, eò quod diripuerant & ſuppeditarant, & in victoria memoriam Colchica vendicarant inſignia aurei arietis. Aries enim, non dicam aureus, pro numine quondam habebatur: vnde cùm Baionam Tholoſates obſiderent, Crux alba in cœlo apparuiſſet, vt fertur ex hiſtoria Albienſi, & in inſigniis deferrent arietem, quem nefandi numinis inſtar Trocinus Rex Tholoſatum Dei prouidentia cruce compacta conculcauit ternis & duodecim circundata pomis. Cuius intuitu Baionenſes ad fidem conuerſi ſe Tholoſanbus dederunt, qui Crucis auſpicio idolorum culturę fuerunt defertores, & tandem Regibus Gallorum ditione Tholoſana potiętibus, circulum internè variis lilijſ floſculis aſperſum ſalubri commutatione lętamur, quarum notulæ non puncta, ſed poma aurea, qualia feruntur ex hortis Heſperidum decerpi ternis arietibus ſuffecta, & Nauarræ Pampilonenſis inſignibus communicata, cùm primùm Comites Tholoſani eam ſubegerunt. Et inde Comitatus nomen Tholoſa retinuit, quã nuper Vandalis obſeſſam diuum Exuperium lympha luſtrali protexiſſe, & hoſtes expulſſe legitur. Forcatulus lib. 6. de Gallor. Imperio. Cuius vltimus Comes Raymundus V. eius nominis vltimo elogio anno *Domini* 1249. Iohannam filiam Pictauij Comitem hæredem inſtituit, quæ Alphonſo fratri D ui Ludouici nupſit, qui cum vxore reuerſus à Hieroſolymis anno 1251. Comitatus Tholoſæ acceptus eſt poſſeſſione quib. poſtea defunctis ſine liberis anno 1271. Rex Francorum factus eſt Comes Tholoſæ. [6] Rodericus ſcripto Chronicorum ſcribit Tholoſam tempore Delboræ prophetiſſæ primordium habuiſſe, tertiæ ætatis mundi Romanum tępore Achaim Regis Iudææ vnde 800. ferè annis Tholoſa cenſetur Romæ antiquior, [7] vt ſ. [8] Primos Gallorum Tholoſates veram religionem amplexos fuiſſe refert Forcatulus, & ad eos Galatarum nomine ſcripſiſſe Apoſtolum plurimum conqueſtum, quod ipſi imbuti ſincera Euangelij doctrina, vel ad Gentilium ſuperſtitionem inclinarent, vel Iudaicam impoſtoribus nonnullis ſuadentibus addiſcerent, hortans & imprecans, ſi vel Angelus de cœlo, aliud quàm audiſſent, prætextu ſanctionis præceptionis annuntiaret, temerè ne crederent, ſed vt facinus, delirámque reiicerent, iuſtitiam & amicitiam non tam ſequerentur, quàm improbitatẽ & ſimultates refellerent, & ſpiritum carni imbecillæ reluctantem imitarentur ad Gall. 2. ex Forcatulo de Gal. Imper. lib. Et antea multis ſuperſtitionibus dediti, vt quondam Romani ante diui Petri aduentum, quia Gentiles erãt, nec orthodoxæ fidei notitiam habebant, vnde Tholoſa tollens Deo exoſa alluditur, nempe Deo non grata, vel tollens ocia, vel à Tollo dicta, quod eſt eleuo, & 912 orbes, quæ Crucem circundant, 12. Apoſtolos denotant. [9] Nam vt ſingularis tituli excellentia Tholoſa ſola vrbium Celti Imperij dicta, & Palladia ab authoribus doctiſſimis appellata eſt: vnde Apollinaris Sydonius in Panegirico in Auſtum Auguſtum carmen.

Poſt hinc germano Regis, hinc Rege retento.
Palladiam implicitis manibus petiere Tholoſam.

Hinc

Hinc Martialis lib. 9. Epigrammatum.

Marcus Palladiæ non inficianda Tholoſæ,
Gloria quem genuit paucis amica quies.

Hinc Gallia togata ad Romanorum exemplum. *Et a eſté remarqué la planette de Mercure, ſignificateur d'eſcriure, profondité, d'engin, ſcience & perſpicacité, dominer ſur Tholoſe, ſituee au 6. climat, en pays fertile, compoſée de perſonnes induſtrieuſes, laborieuſes, ingenieuſes, & bien formees, abondante en pieté: comme atteſtent les Saincts Eueſques, Docteurs, Confeſſeurs & Martyrs qui ont veſcu & faict les eſprenues de leur Saincteté en icelle. Et peut eſtre dicte ſaincte, non ſeulement pour les ſepultures des treſpaſſez, ſelon le droict Romain: mais pour eſtre gardienne de pluſieurs ſainctes reliques des corps, dont les ames glorieuſes prient pour elle la Majeſté diuine, accompagnees de feu ardant de la charité Chreſtienne, duquel eſtoyent allumees au monde enuers les Tholoſains. Et la peut-on eſtimer Saincte & Religieuſe pour les œuures Sainctes & charitables que s'exercent en icelle, ſanctifiee par le nombre des Monaſteres des Religieux & Religieuſes qui ſont en icelle, leſquels auec les bien-heureux prient auſſi pour l'eſtat & conſeruation de la ville à l'honneur & gloire de Dieu. Dont les habitans ſont aſſez enclins à la religion*, dummodo caueant à fermento Phariſæorum: nam qui tangit picem, coinquinabitur ab ea. *Pluſieurs doctes & grands perſonnages des trois Eſtats en ſont auſſi ſortis, & y ont faict leurs eſtudes & exercices, & y ont les Empereurs Anthonin & Theodoſe habité.*[10] vt ſ. numer. 8.[11] De [10]
qua Cæſar in ſuis Comment. & erat quondam iuris Italici, l. fin. ff. de cenſib. [12] Et [11]
fuit prima Curia Parlamentorum ambulatoria ſingulis annis per ſingulas ciui- [12]
tates à Rege electas, ius dicens ſine appellatione. Benedictus in cap. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 480. e. de teſtam. Cuius tanta fuit apud Francos authoritas, vt quæ Rex ipſe de Repub. vel de iure regni prouenientibus, ſtatueret cum Senatus decreto, quorum antiquiſſimus eſt Pariſienſis, & quicquid ſtatuit, vt quondam Senatus Romanus, pro lege habetur & vocatur Arreſtum, nempe fixum firmum & immutabile, de quibus gloſſ. in c. demum concluſit, in verb. Parlamenta, ex §. quocirca, de concluſ. Eccleſ. Gallic. in prag. ſanct. Lucas de Penna ſuper tit. de Præfect. prætor. lib. 12. C. & ſunt Parlamenta regiæ tantùm inſtitutionis, quæ in Gallia nullus Princeps præter Regem habere poteſt. Barth. in l. & hoc Tiberius Cæſar, ff. de hæred. inſt. Guido Papæ quæſt. 43. Et eſt regale ſine appellationis remedio iudicare, cap. 1. quæ ſint regalia in vſib. feud. Et fuit Curia Pariſienſis ad inſtar Romani Senatus compoſita 100. Conſiliariis, nempe 12. Franciæ Paribus, 8. ſupplicum Regiæ domus magiſtri, 80. aliis Conſiliariis, 40. laicis, & totidem clericis. Ex eis 4. Præſidentib. laicis qui cẽſentur pars corporis Principis, l. quiſquis, ff. ad leg. Iul. majeſt. vt quondam centumuirales apud Romanos Senatores à Romulo inſtituti, l. fin. Cod. de petit. hæred. in rubric. ff. de Senator. l. 1. Cod. de cad. toll. & dicebantur venerabilis cœtus, l. leges, ff. de legibus Patres Conſcripti, l. 1. in princ. Cod de emend. Cod. Iuſt. d. l. quiſquis. Archidiaconus in c. fundamenta, de elect. in 6. & eorum interfectores ob eorum necem tenentur lege Iulia majeſtatis, d. l. quiſquis, nec non rebellantes in ea, quæ ad eorum officium pertinent, vt rebelles regni puniendi ſunt: *ny ne peut-on venir contre les arreſts que par propoſition d'erreur dans deux ans par Ordonn. du Roy Louys XI. publiée l'an 1479. au Parlement de Paris. Et a erigé & confirmé Philippe le Bel le Parlement de Paris, & declaré n'y auoir que deux Parlements en France, Paris*

& Tholoſe,par Ord.de l'an 1302. art.47.confirmé par Iean & Charles V. & VI. celuy de Tholoſe faict cedentaire par Charles VII.1444.4.Feurier,confirmé par Louys XI.1461. & auec deux Preſidents laics,12.Conſeillers,6.laics,6.Eccleſiaſtiques. Benciſi in cap. Raynutius,in verb.& vxorem nomine Adelaſiam,num.483.Guido Pap.deciſ.43.& 554. *Par Ord.de Charles VII. 11.Octob.1443. à Saumur publiée le 4.Iuin 1444.en Parlement,a eſté faict cedentaire & perpetuel.* Ordinamus Curiam noſtram Parlamenti in villa Tholoſana,in & pro tota noſtra patria Occitana,atque Ducatu Aquitanię,& aliis regionib.& partibus vltra flumen Dordoniæ, *dequel a eſté retranché la Guyenne, & attribuée au Parlement eſtably à la ville de Bourdeaux par Louys XI.l'an 1462. Conference des Ordonn.liu.11.de l'inſtitution & erection des Parlemens,*& ibi notatis.Et dicitur Parlamentum,quaſi parium lamentum,ex præfato Benedicto in c. Raynut. in verb. & vxorem, nomine Adelaſiam, numer. 484. e. de teſtam. eò quòd omnes cauſæ Parium Franciæ in Parlamento deciderentur, contra quos audiuntur pariter lamenta pauperum ſubditorum:& poſtea Curiæ Parlamenti Tholoſani aucta fuit Præſidente & 4.Conſiliariis.Et deinceps per Carolum VIII.anno Domini 1481.8.additi fuêre, partim clerici, partim laici. Ibid Benedict & ex octuagenario Conſiliariorum Pariſienſium numero, *furent dreſſees 4. Chambres la grande Chambre auec 30.Conſeillers,4.Preſidents,deux d'Enqueſtes,chacune 18. & la Chambre des*
[13] *Requeſtes,*vt in d.gloſ.pragm.ſanct.[13] *Maynard chap.57.58.du 4.liu.de ſes queſt.*[14] *Siſdit chap.58.*In Curiæ inſtitutione fuit inter regem & patriam Occitanam conuentum,vt ſcripto & communi iure in decidendo regeretur,ex quo pro malo appello,emenda Regi non ſolueretur.Idem Benedictus in d. c. Raynutius, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, numer. 483. *Quand le Roy Iean fuſt pris deuant Poictiers & emmené priſonnier par les Anglois,ſon fils Charles le Quint,que fuſt Roy apres luy ſurnommé le Sage,aſſemble les Eſtats de France à Paris, pour deliberer ſur la deliurance du Roy ſon pere, ou tous les François d'vne meſme voix refuſerent contribuer, hormis ceux du Languedoc,leſquels ſe preſenterent, & par leurs deputés de Tholoſe & autres villes offrirent leurs perſonnes & biens: & ſi toſt qu'on fuſt aduerty à Tholoſe & Narbonne de la priſe du Roy fut entre eux deliberé de porter dueil,iuſques à ce que le Roy ſeroit de retour, & offrirent leurs biens,& les femmes leurs dorures,bagues, & ioyaux pour ſa deliurance, & fuſt deputé le Comte d'Armagnac pour en faire le rapport, Gaguin liu.9.chap.1. l'offrir & declarer audict Charles le Quint lors Regent en France. Ce que fuſt aux Eſtats repreſenté,* ad inſtar Romanorum,qui tempore ſecundi belli Punici omnia Reip. eſurienti imò mulieres propria ornamenta ſponte obtulerunt ex Valerio Maximo lib.5.de pietate
[15] erga patriam.[15] *Maynard ch.57. du 4.liu. de ſes qu. & ſcellent les actes en Tholoſe ſous le ſeel authentique de ſa Majeſté:*Nam ſigillum Principis eſt duntaxat authenticum,l. quamuis,C.ad leg.Iuliam,de adult.c.cùm dilectus,& ibi not.e de fid. inſtrum. gl. prag.ſanctionis,de concluſione Eccleſiæ Gallicæ circa fidem,in verb.ſigillū: nec in temporalib.reges Gallorum vllam recognoſcunt ſuperioritatem,quia nunquã ſubditi fuêre Romanor.Imperio,gl.in procœmio pragmaticæ ſanctionis, in verb. Dei, *Nie peut eſtre en France la iuſtice tenue en franc aleu par autre que le Roy,eſtant ſeul*
[16] *fondé en icelle par tout ſon Royaume,cõme dit Bacq.au traicté de la iuſtice.*[16] *Mayn.ch.57. du 4 liu. de ſes qu.où il cite quelques arreſts ſurce donnez en faueur de quelques forains contre*
[17] *Mr.le procureur general du Roy.*[17] *Sur ce les manans & habitans d'Auignon pretendant auoir obtenu priuilege de nos Rois par les patentes du Roy Louys XI.du 8.May 1479.Par lequel ſe diſent auoir eſté declarez naturels regnicoles,& comme tels leur eſtre permis tenir & poſſeder en France tous heritages,droicts,voix & actions,en diſpoſer,tenir offices,benefices & digni*

dignités, & iouyr de meſmes droicts, exemptions priuileges, franchiſes & libertés que les originaires du Royaume Bacq. à la 1. partie du droict d'Aubaine ch. 7. vers la fin. Ayant eſté deſmembrés la ville d'Auignon & autres circonuoiſines du Comté de Tholoſe, & acquiſe à ſa Sainctetè, comme ſe peut voir à l'hiſtoire Albigeoiſe.[18] Et fuit ſemper prouincia Narbonenſis ab omni tributo & cenſu exempta iure Italico. Bened. in c. Rayn. in verb. & vxorem nomine Adelaſiã. n. 519. e. de teſt. & poſſunt ciues Tholoſæ ignobiles & plebei tenere feuda nobilia, dummodo annexam non habeant impoſitionem, nec à rege immediatè teneantur ſub hõmagio & fidelitatis iuramẽto. Ibid. n. 572. nec tenentur ire ad bellum, nec mittere extra ciuitatẽ pro feudis quę tenent, qualiacunque ſint, tanquã cuſtodiæ ciuitatis deputati. Ibid. n. 573. Et Tholoſanæ ciuitati multa conceſſa ſunt huiuſmodi allodia priuilegiata à Iohanne rege Francorũ, à Ludou. XI. confirmata die 24. Martij anno Domini 1471. vnde lis orta inter Procuratorẽ regiũ & Syndicũ ciuitatis Arreſto Parlamenti diei 23. menſis Decẽb. anno Domini 1495. declaratũ fuit omnes & ſingulos Tholoſanos poſſe perpetuò allodia tenere, vt tenebantur tẽpore dictæ confirmationis à præfato rege Ludouico obtentæ. Idẽ Bened. in d. c. Rayn. in verb. & vxorem nomine Adelaſ. n. 519. e. de teſt. *Et fuſt ordonné par arreſt l'an 1442. que les cottizations ſe feroient ſur tous les biens des habitans, enſemble des officiers, ſauf du Seneſchal & Viguier. Patẽtes données à S. Maur des foſſez le 5. Iuin 1581. portans declaration ne preiudicier aux exemptions & priuileges de la ville, regiſtrees le 20. Aouſt audit an: dont les priuileges ont eſté confirmés par Edict du Roy Charles IX. à Orleans, le 9. Nouembre 1560. & l'exemption des tailles par le Roy Henry IV. le 26. Aouſt 1600. verifié à la Chambre des Comtes le 9. Auril 1605. Et neanmoins par priuilege de Languedoc tout fonds roturier eſt taillable, quoy que tenu par perſonnes nobles & priuilegiees par Edict du Roy Charl. IX. donné à Lyon le 12. May 1488. autre du 13. Decẽbr. 1495. de Louys XII. 1504. Et par arreſt du conſeil priué donné à Moulins le 5. Mars 1566. cõtre le ſyndic & habitans du pays de Languedoc, le Roy en ſon conſeil ordonna que ſuiuant les lettres de declaration d'Henry II. du 26. Ianu. 1550. dõnées parties ouyes, les manãs & habitãs de Thol. demeureroient quittes du taillon du Languedoc, ſans que par apres y puiſſent eſtre cottizés en quelle maniere que ce ſoit: & y ſont toutes ſortes de perſonnes priuilegiées & non priuilegiées, quotiſées pour les reparations fortifications, œuures publiques, & autres neceſſités de la ville, tant ſur le fonds rural que induſtrie, ſoient laics ou Eccleſiaſtiques, enſemble les officiers du Roy ſans exception, arreſt du 9. Mars 1503. 17. & 31. Mars 1524. 23. Mars 1526. 18. Septẽb. 1537. patentes d'Henry II. du 8. Mars 1547. Edicts du 12. May 1488. 13. Decẽb. 1495. 9. Octob. 1501.*[19] *Les vaſſaux & emphyteotes en Tholoſe peuuent vendre & aliener le fonds rural, & en faire à leur volonté ſans le ſceu & permiſſion du ſeign. feodal, & y ſont toutes vẽtes aſſeurées, ſans qu'il y puiſſe pretendre droict de retraict, prelation, ni retenue des biens vendus mouuans de ſa feodalité, quoy que changent de main, ſinon agir pour les lods & ventes & arrerages, ſi point en y a de droits non payez, & deuoirs non faits tant par l'acquereur que sõ autheur & predeceſſeur cõtre l'acheteur, cõme eſt ci-deuant dit au tit. des fiefs. Ainſi iugé par ſent. du Seneſchal de Thol. du 21. Mars 1572. entre Bernard Soulargues Me. Cordonnier de Tholoſe, & Raymõd Durãd Sr de la Baſtre. voulant retirer à ſoy par droict de prelation vne vigne acquiſe par led. Soulargues, auquel refuſoit l'inueſtiture, laquelle fut ordõné que led. Durãt luy bailleroit, autremẽt ſeroit tenue pour faite en luy payãt ſes lods & ventes & droits annuels, cõfirmée par arreſt du 9. Iuillet audit an, cõtre lequel led Durant ayãt obtenu lettres en forme de requeſte ciuile, en auroit eſté demis par autre arreſt du 6. Mars 1574. auec deſpẽs & 50. liu. d'amẽde moitié au Roy, moitié à partie. Iugemẽt preſidial du 1. Iuin 1557. par lequel en.*

[18] [19]

la ville & viguerie de Tholoſe Seigneurs n'ont droit de prelatiõ, cõmis ny aduãtage, dõné entre Icã Delort Eſcuyer, ſieur Mõdoſſi, joinct à luy le ſieur Archeueſque de Tholoſe, & Berenguier
20 21 *de Cauteluppa licentié & Aduocat.* [20] De quib. etiam ſuo loco. [21] Ab inſtitut. Parlamenti Tholoſanæ conuentum etiam fuit inter Regem & patriam Occitanam, ne Regi quid eueniret pro mulcta temeraria appellationis. Benedictus in c. Raynutus, in verb. & vxorem nomine Adelaſiam, num. 483 e. de teſtam. [22] *Maynard ch.*
23 *57. du 4 liure de ſes queſtions. François I. art. 116. 117. 118. 128.* [23] *L'empereur Theodoſe decedé en Tholoſe l'an de grace 37. dont les cendres, comme on tient, furẽt miſes à l'Egliſe de la Daurade jadis temple de Iupiter, veru apres le regne de Thabor, ſtatua que tous les ſerfs & eſclaues qui entreroyent à la ville de Tholoſe ſeroyent à leur entrée faicts libres, & donna pouuoir aux Capitouls de Tholoſe creer Notaires par tout le monde. Et ſe trouue encore d'inſtrumens publics du Pape Innocent VI. fondateur du College Sainct Martial en l'vniuerſité de Tholoſe, qui auoit eſté Iuge Mage en ladicte ville. Et l'an 1442. par Arreſt du Parlement de*
24 *Paris fut iugé contre les Catalonois, que les eſclaues ſeroyent en liberté.* [24] Vt quondam Fabriceuſes, l. ſtigmata, de Fabricenſ. lib 11. Cod. & quondam ſerui Hebræi aure perforata, Exod. 21. Nam & ſi pro mancipiis non habeãtur, vt quõdam apud Romanos. Ligij ſunt homines vni duntaxat domino ſolemni & publico inſtrumento cum fidelitatis ſacramento obligati. Ioannes Andreas in clement. Paſtoralis, §. ruſſus, in verb. Ligius, de re iudic. Specul. tit. de feud. §. quoniam. Matth. de Afflict. deciſ. Neapolit. 307. numer. 3. Erántque homines de Cazalagio & de corpore, aut vtroque nexu tenebantur, tanquam ſeruituti perſonali & patrimoniali alligati. De quibus toto tit. de homagiis, qui iam non eſt in vſu. In quorum numero non erant ciues Tholoſani, tanquam ab omni perſonali ſeruitute exempti: nec licuit Tholoſates alterius ſubeſſe dominio, nec Tholoſæ ligia exercere niſi extra Tholoſam, ſub ciuium dominio, non ciues ab exteris dominari. *Et ſont les ſeigneuries homageres du Roy ſubiectes au ban & riere-ban, & les vaſſaux ſont tenus payer au Seigneur les droicts ſeigneuriaux & emphyteotiques ſuyuant le contract d'infeodation & geminees recognoiſſances ſur ce faictes, auec la faculté de guerpir, & delaiſſer le fonds, ou le vendre, & tranſporter pour ſe deſcharger de la rente quand bon leur ſemble: meſmes en Tholoſe, où n'y a fief de danger, ny telles ſeruitudes perſonnilles & perpetuelles ne ſont receuës en France, où les ſeruices ſont mercenaires, & volontaires, ſans és fiefs nobles, qui viennent immediatement & ſont tenus en foy & hommage de ſa Majeſté pour leſquels eſt deub au Roy le ſeruice requis & neceſſaire: auquel les Seigneurs, ou leurs predeceſſeurs ſe*
25 *ſont obligez. Pour les Tholoſains ne ſont auſſi tenus qu'à la garde de la ville.* [25] Nec vi priuata quis vnquam libertatem iure amittebat, aut verbo tenus, niſi validiſſimis & ſolemnibus inſtrumentis, l. cum ſcimus, de agricol. & cenſit. lib. 11. C.
26 Speculator tit. de homagiis. [26] nec ſunt vlla mancipia, nec perpetuæ perſonarum ſeruitutes, niſi tantum obſequiales, vt liberorum erga parentes, temporales, mercenariæ: partiales, vt inſtitorum, & omnes voluntariæ, & conuentionales, licèt in rerum communione: in qua ſemper morari nemo compellitur, ſunt nimirum ſeruitia beneficiaria beneficiis annexa, quibus quis tantùm tenetur, quandiu gaudet beneficio. *Et en peut faire delaiſſement quand bon luy ſem-*
27 *ble.* [27] Ciues quidem homines ligios, & ſeruos habebant extra ciuitatem, non vt ligij ciuium numero adſcriberentur: nec Tholoſæ commorantes ligiorum more degebant, vt videre licet ſub antiquato titulo de homagiis noſtratium conſuetudinum his verbis ſaltis in ſuo robore & firmitate perpetuò exiſtenti-

bus

bus libertatibus,immunitatibus,vſibus,conſuetudinibus Tholoſæ vrbis, ſubvrbij & barriorũ, circonſtantium, & omnium ciuium Tholoſæ in fine ſeptimæ cõſuetudinis,tit.de homagiis:nec poteſt ciuis aut Burgenſis ciuis Tholoſæ nec alter ciuis propria authoritate hominem ſuum de corpore infra villã Tholoſæ,vel in aliquo loco dictę villę intus muros ſeu portas Tholoſę vel barria capere quæſtare pignorare, nec aliquo modo fortiare.conſ.5.eiuſd. tit. Vnde patet homines de corpore fuiſſe in patrimonio dominorum, quorum commercium eſt prorſus antiquatum,cùm omnes homines,licèt extranei, in Gallia ſint liberę cõditionis: [28] ſed eorum qui ciues,qui incolæ,quíue municipes?Cùm municipiũ ſit ius pro- [28]
prium ciuium & incolarum municipéſque ſint quaſi munerum participes, tecepti in ciuitatem vt nobiſcum ſubeant munera, l. 1.ff. ad munic. vnde municipes ſcire intelligantur,quod ſciunt ij.quib.ſumma reip.commiſſa eſt, l. municipes, ff. eod.& fiebant iure Romano ciues origine,natiuitate,adoptione, allectione, vel manumiſſione.l.1.l.aſſumptio,§.filius ff.ad municip.l.ciues de incol.lib.10.C origine liber homo legit.matrim.Tholoſæ vtroque parente ortus, l.3.de municip.& originar.lib.10.C.d.l.aſſumptio,ff.ad munic.& patris, non matris ſequitur originem niſi ibi moretur,vel ſit naturalis tantùm ab iniuſto patre natus, qui ſequitur matris originem, l.eius qui iuſtum. Et ibi Accurſ.ff.ad munic.adoptione ars imitatur naturam,§.minorem natu de adopt.iuſt.qua filius aliũde ortus fit ciuis Tholoſæ adoptiuus,ibid.pro ciue habeatur allectione ſeu electione,l.penult. in fin ff. de iur.imm.vel delectione ad honorem,vt Senator,l.Senatores de incol.lib.10.C. manumiſſione ſeruus ciuis Tholoſani libertate donatus ſtatim fiebat ciuis & municeps,quaſi muneris ciuitatis particeps,d.l.1. ff. ad municipalẽ & patroni ſequebatur originem,d.l.aſſumptio,§.fin.licèt duarum ciuitatum patronos haberet,l.ſi quis à pluribus,ff.eod.eius enim ciuitati,cuius erat qui eum manumiſerat, municeps erat manumiſſus:non domicilium,ſed patriam eius ſecutus, l. eius qui,ff. ad quod in deſuetudinem Tholoſæ tunc temporis abiiſſe videtur, quo Theodoſius Imperator ibid. ſtatuit ex ipſo ciuitatis ingreſſu ſeruos fieri liberos:quorum ex eo pro manumiſ. haberi poterant, ſi foris & ruri commorantes à dominis in ciuitatem vocarentur.Incolas autem domicilium facit,l.1.ff.ad munic. vbi quis larem, rerúmque ac fortunarum ſuarum ſummam conſtituit, vnde rurſus non ſit diſceſſurus,ſi nihil auocet,l.ciues de incolis lib.10.C.licet in patria vxoris domicilium defixerit,l. ſi in patria eod.aliàs vxor ſequitur forum viri ad dotis repetitionem,debitum carnis & operarum, vt in l ſicut,ff.de opet. libert. & ſubeũda munera perſonalia:quod ad realia attẽditur locus vbi res ſitę ſunt,l.vn.de mulier.in quo loc.mun.ſexui congruent vel honores agnoſc. ex Philippo Imperat. lib. 10. C. l. ea quæ deſponſata, ff. ad municip. & hæc retinet priuilegia mulier poſt viri interitum dum ſtat in viduitate l. filij, ff. ad municip. in tãque ciuitate quis domicilium habere dicitur, in qua decennio permanſerit, l. 2. de incol. lib.10.C.quod re,& facto,non ſola negociatione, profectione aut ſola animi deſtinatione transfertur, l.domicilium,ff.ad municipalem.Et eo tranſlato ad munera publica reuocari nemo poteſt, l.1.de incolis.lib.10.C.vnde ciuis,& incola ratione originis & domicilij voluntate ad munera vocatur, l. priuilegia, de incol.lib. 10. C.gloſſ.in c.ſtatut. §.cùm verè de reſcr. in 6. Et dicuntur municipes, qui in eod.munic.nati ſunt,l municip.ff.ad municip.nõ qui in vico orti ſunt, cuius Reip. patriam haberé profitentur cui vicus ille reſpondet l. qui in vico, ff.

ff. eod. neque ob solam possessionem, ac si quis domum habeat in ciuitate nisi ibi moretur, l. cum neque de incol. lib. 10. C. non enim qui in territorio ciuitatis, vel in agro habitant, ad capiendos honores, & subeunda onera compellũtur, l. est verum eod. l scire, ff. ad munic. qua is in agro moratur, nõ habetur vt incola, imò ciuis & incola qui omnia munera subire, necnon omnibus parere eiusdem ciuitatis magistratib. tam regiis, quàm municipalib. tenetur l. incola, ff. ad municip. & ex his Burgenses dicuntur Tholosæ ciues consulares qui consulatu functi sunt, vt notatur in margine l. 1. ff. de Senator. qui semper Tholosæ, sicut Romæ semper fuêre liberæ conditionis, non solùm incolæ sed etiam exteri per vrbis ingressum ex constitutione Theodosiana, & inter ciues & incolas habentur, non solùm regnicolæ, sed etiam exteri Tholosæ commorantes. & potissimùm qui iam decẽ-
9 nio ipsi habitarunt non vltro discessuri.[29] Et est antiqua consuetudo vltra confirmata, his verbis, concepta sub tit. de hommagiis: homines Tholosam venientes habitandi causa & ibi habitantes vndecunque venerint, quamuis habeant dominos, possunt, & ibi debent stare liberi à dominis suis, & ibi facere negotia sua sine permissione, impedimento, vel contradictione dominorum suorum: nec domini possunt, nec debent ipsos homines sic in Tholosa habitantes, vel in barriis in aliquo fortiare, ratione seu occasione dominij quæ in eo videtur emẽdata per eiusmodi consuetud. vnde excepti sunt homines de corpore, & ius saluum dominorũ, quos intra mœnia ciuitatis ita alligatos habere non licebat, sicut extra ciuitatem. Quę quidem seruit. species etiam prorsus aboleuit, & tam eximia charitas quæ nõ solùm exercebatur inter ciues & incolas, sed etiã erga extraneos ciues
0 futuros, qui ea mente Tholosã proficiscerẽtur:[30] tantáq; erat tunc temporis inter ciues concordia, necessitudo, & charitas vt priuat. iniurias illatas singulorũ paruis aut minimis incõmodis vi publica vlciscerentur maxima, non modò suorum, sed exterorũ incõmoda perferentes in viis grassantib. insistentes vt tutus per eas pateret accessus, & ita augeretur ciuitas, ac liberis frequentaretur hominibus legitime progenitis, l. 2. §. tale igitur vers. augeri etenim, C. de indi. vidui. ex gl. pragm. sanctionis in princ. in verb. Francorum.

De homagiis antiquatæ consuetudinis.

TITVLVM pariter de homag penitus antiq. supersedeo, quib. nõ modò munic. sed ligia quædã homag. vsu fuêre in maximã perniciẽ hominũ & Gal. detrim. quorũ Monarc. & regia potestas sicut Imp. nullã prę se ferẽs superiorit. in tempor. c. per venerabil. §. insuper, e qui filij sint legi. homagiorũ, ius sola habere dicitur, c. pastor. & ibi gl. in verb. homóque ligius de sent. in re iud. in elem. quo vni, non plurib. ligiũ homag. potest fieri. Matt. de Afflict. decis. Neapol. 307. n. 3. quo nem. excepto fidẽ, & operã cõtra omnes ligius domino præstet, nẽpe Regi, Spec. de feud §. 2 licèt ligius quis possit esse vnius, vassal. alterius, vel pluriũ pręf. iurib nec habẽt locũ tale homag in spirit c. ex diligenti e. de simoni. nec omnibus cõpetit subditis, vel Ecclesiasticis, præf. iurib quib. homagiũ simpliciter sumitur pro fidelitate, & obediẽtia, quam vassallus aut beneficiarius præstant pro accepto beneficio, c. grauẽ, ibiq; gl in verb. homagij, ext. de excess. prælat. tanquam iure ac potestate summi imperij cui soli contra omnes, nemine excepto per subditos, & fideles tribuitur parendi, & ad omnia obsequendi necessitas præf. iurib. Vnde nulla Francigenis præstatur fidelitas, quin tacitè, vel expressè semper excipiatur Regia maiestas, quod aliter dicitur vassalitiũ, c. vn. in fin. de prohibit. feud.

alienat. per Frederic. c. vn. de nou. form. fidelitatis in vſib. feud. Nec etiam Galli mancipia ferunt, nec tam dicam hominum ſeruitutem, vt ſe ſuóſque dominorum obſequio perpetuo teneri patiantur: cùm iam ſint perpetua libertate donati, & Franci nomine nuncupati, non quaſi liberi, ſed eo nomine primum appellati à Valentiniano Imperatore, tanquam fortes & ferores, Benedictus in c. Raynutius in verb. ſi abſque liberis moreretur, num. trigeſimonono, quos ipſe debellare non potuerit, vnde Iſidorus lib. nono, Etymolog. Romagraues generat, Græcia leues, Africa verſipelles, Gallia verò natura feroces, ingenióque acres, nempe in lumine pugnæ, vt ſcribit Eutropius. De quo ibid. Benedictus numero quadrageſimo. Nec habent Fabricenſes, nec ſeruos dominorum ſtigmate compunctos, nec adſcriptitios vnà cum poſteris perpetuo cuiuſdam agriculturæ addictos, de quib. in leg. ſtigmata de Fabricenſib. l. cum ſcimus, de agricol. & cenſ. libro vndecimo, C. inter quos, & captiuos, Bart. modicam aſſignat differentiam in leg. ne diutius, eod. nulla ſuorum obſtante dignitate, quin ligij vel originarij eſſent pariter domino alligati ob ſpontaneam patentum ſeruitutem ſibi, poſteríſque damnoſam, & contemptibilem, l. originarios, l. mulier eod. Colonos, inquilinos, cenſitos & perpetuos. Quos Imp. Arcadius & Honorius apud dominos manere ſtatuerunt: & licèt aliena negotiatione impeditos, ſine vlla dignitatis, cenſus, vel authoritatis excuſatione domino vel feudo eſſe reſtituendos, d. l. originarios, l. ſeruos cum duobus ſequentib. C. eod. Ideóque ſpeculator quadruplex dicit eſſe homagium: ligium non ligium, decretale, vel conſuetudinale de feud. §. 2. liguíſque ad ſolum Imperatorem: & Gallorum Regem muniſſimum pertinere, c. vnic. de non. form. fidel. in vſib. feud. non vt captiuos aut ſeruos, milites vel colonos habeant: cùm nobiles etiam feudi nomine teneantur ſine ſtipendio Regis mandato certis vicibus intra regni limites ad bellum ire. Et cùm Regi placuerit cum ſtipendio extra regnum proficiſci, l. fin. §. erit autem in fin. de re minit. lib. 12. C. Benedictus in c. Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiam numero 527. Nam ex contractu emphyteutico annuæ tantùm præſtationes debentur, & iura, quæ in eo contractu continentur, l. 1. C. de iur. emphyt. Quæ domini partiaris, colonis, vel agricolis mercede conductis tradere noluerint: cùm omnes Francigenæ ſint liberæ cõditionis, necnon maiorib. Valuaſoribus ſub ea conditione præſtatur fidelitatis ſacramentum ne contra Regem, vel antiquiorem dominũ eatur, d. c. paſtoralis: nec inconſulto Principe armorum mouendorum copia datur. *Ordonn. de Bloys, art. 184.* l. vn. vt amor vſus inconſult. Princip. interd. ſit, libro vndecimo, C. & ante contractus feodales olim apud Romanos erant prædia militaria ſeu ſtipendiaria, §. itaque ſtipendiaria, de rer. diuiſ. inſt. quæ militib. pro ſtipendio erant aſſignata, l. item ſi verberatum, §. item ſi fortè, ff. de rei vend. l. Lucius in 1. reſponſ. ff. de euict. & prouincialia, ſe tributaria, ex quibus exigebantur tributa & indictiones populi Romani, vt ait Ioannes Faber in § per traditionem de rer. diuiſ. inſt. Et erant in principio feuda apud Romanos perſonaliſſima, nempe Principis, & militiæ beneficio, quæ cum perſona extinguebantur. Quorum fructus percepti in vita militis non percipiendi tranſibant ad hæredes, l. defunct. ff. de vſufruct. Quæ quidem ſi ex annona publica non dabantur pro dignitate, ſed pro meritis, Barthol. in l. 1. de annon. ciuil. li. 11. quæ apud nos propriè pro dignitate perſonali, non patrimoniali habẽtur. Nec vacationum priuil. ſpectabat ad liberos veteranor. l. in honorib. ff. de excuſ. & va-

cat. muner. Perſonæ quoque datæ immunit. hereted ib. etiam non relinquuntur, l. 1. §. perſonis, ff. de iur. immun l. priuilegia, ff. de reg. iur. l. ætatem, in fin. ff. de cenſib. nec poſſunt eſſe perpetua, quæ non rebus ſed perſonis contemplatione dignitatis, atque militiæ caſtrenſis vel quaſi caſtrenſis indulgentur, l. ſordidorū, de excuſat. munic. lib. 10. C. *Tels que ſont encore les Cheualiers de l'ordre de S. Iean de Hieruſalem, qui comme gens d'armes beneficiaires iouyſſent des Commanderies, & en prennent les reuenus leur vie durant. Et ores les fiefs, & la Iuſtice ſoyent maintenant en France patrimoniaux, que ſouloyent eſtre à vie, les eſtats de Iudicatures Royales ſont viagers & venaux non electifs annuels, trienn els, ny hereditaires, ſans toutesfois pouuoir eſtre deſtituez que par mort, ou forfaicture, nonobſtant les clauſes appoſees ez prouiſions pour en iouir tant que plaira à ſa Majeſté, ſinon les Iuges des Seigneurs Iuſticiers, leſquels peuuent eſtre deſtituez à plaiſir, ſi ne tiennent leurs offices pour cauſe remuneratoire: auquel cas les ſeigneurs ne les peuuent non plus deſtituer quoy que la iuſtice ſoit annexee, ou ſeparee du fief, ou de la dignité, en laquelle le ſeigneur eſt eſleué pour raiſon de la Iuſtice & ſeigneurie, inſqu'à ce qu'il plaiſe à ſa Majeſté pouruoir au rachapt de ſon domaine, & reunir de la Iuſtice, à ce qu'elle ſoit comme auparauant exercee par ſes Officiers.* Deinde fuêre perſonalia, quibus per diſpenſationem ſuccedebant liberi & agnati, nempe maſculi idonei gradu proximiores, non fœminæ, dicta leg. prima, §. ſed & generi, ff. de iure immunitat. leg. fœminæ, ff. de regulis iuris, *tels que maintenant les batteurs des monnoyes en France, qui ſont ſalariez à me ſure qu'ils trauaillẽt, & leurs eſtats ſont hereditaires, ſans qu'autre qu'eux & leurs enfans mas les les puiſſent exercer.* Tertiò, regalia poſteris etiam conceſſa, in quibus ſucceſſor vel hæres vniuerſalis ſuccedit, l. vacatio, ff. de muner. & hon. Poſtremò, re aliſſima, quæ ad quemlibet ſucceſſorem etiam particularem tranſeunt, vt poſſint vendi, & donari ex conceſſione contractus inueſtituræ aut conſuetudine: vt in Gallia, vbi feuda ad quoſcumque tranſeunt extraneos, etiam ad mulieres, d. §. poſt traditionem veri. Itaque ibique gl. in verb. alienatur, inſt. de rer. diuiſ. Bened in c Raynutius in verb. & vxorem nomine Adelaſiã, n. 126. e. de teſta. Sũatque varia beneficiorum genera tam laica quàm Eccleſiaſtica, de quib. Tabretius in Paradoxis Lanælotus Inſtit iur. canon. Aulica omnia quæ regi ſeruiunt ſunt ſtipendiaria, & quę ad officia, & Regis honores pertinent tam armatę, quàm togatæ militiæ, laicæ vel Eccleſiæ Et quidam eorum qui ſunt armatæ militiæ, vltra honores & ſtipendia, quæ annonæ olim nomine dabantur: feudum ſeu prædia & allodia immediatè à Rege poſſident, de quib. tit. de leg. Conrad. & tit. de Capitaneo, qui curam vendidit, aut intelligat beneficium vendidiſſe tit. de allod. in vſib. feud. vbi è conuerſo, qui allodium ſuum vendidit. Non ideo Rex, vel Imperat iuriſdiction em vendiſſe creditur. Et ſi fortè Clericus togatus, aut popularis, vel fœmina feudum militare adquiſierit per virum idoneum ſeruitium propio ſtipendio præſtare tenetur: hæres plura ex Bono Decurtillo in tractat. nobilitatis. Togatæ militiæ laicorum curialium immenſus eſt in Gallia numerus, de quibus paſſim ſub titul. de iuſtit. in regiis ordinat. *Bacquet au meſme traité, Ragneau & Chenu, enſemble Loyſeau,* tum etiam Taboeius in Regum paradoxis: militiæ verò Eccleſiaſticæ pauciores enumerantur: quæ ſunt officia, & munera perſonalia, per viros idoneos exercenda. Vnde trium ordinum ſtatus agri lilia, quæ neque nent, neque metent Matt. 6. Trina & aurea in campo cœleſti orthodoxæ fidei affixa, quę ſunt arma cœleſtia Gallorum & angelica per Carolum VI. ex numero diſtinct. abſque certo numero Clodoneo donata, *Paradin ez alliances des grandes maiſons*

iorum

de France, coronam ſuſtinentia, quibus pariter viget & ſuſtinetur regia maieſtas maiorum patrona Eccleſiarum totius penè Galliæ beneficiorum & baſilicarum, de quib in Concordato in can. Adrianus 63. diſt. Habétque iure patronatus nominationem, atque annatam per modum œconomatus, vt ait Taboëtius; in Regalibus, nec regiam iuriſdictionem turbare, nec minuere licet, cap non putet, e. de iudic. tum etiam ius habet patronatus minorum beneficiorum, regiæ fundationis. Hinc Baldus, plerique alij teſtantur Francos legum Romanarum æquitatem mirari, non tamen eis vllam parendi neceſſitatem imponere, in l. nemo, C. de ſentent. & interl. om. Iud. cap. fin. e. de conſuet. Cynus in l. C. de ſumm. trin. & fid. Cath. nec vt ait Procopius aliis, quàm Imperatori Romano, & Francorum regibus licuiſſe aureo nummo effigiem ſuam imprimere, cæteris interdictam. Ac ne Perſarum quidem Regi permiſſum lib. 3. de bell. Goth. Reges noſtri multis ſanctionibus vetuere imperialia reſcripta in iudiciis proponi & citari, ac potiſſimum, ſi vel regnis conſtitutionibus; vel priuatis cuiuſque loci conſuetudinibus repugnare comperiantur. *Ordonnance du Roy Philippe III. de l'an mille trois cent quatre.* nec enim Francos leges ab exteris mutuari, aut ab his iura ſumere conuenit, cùm ipſi iuſtiſſimis legibus, & æquiſſimo conſuetudinum iure vtantur. Nos verò ſpeciali priuilegio iure Romano vtimur ad litium deciſiones: cui maximè regali conſtitutione non fuerit derogatum, nec iure conſuetudinario, quondam non ſcripto: cùm diuturni mores conſenſu vtentium approbati legem imitentur, §. ex non ſcripto de iure nat. gent. & ciuil. Quod per ritubas probare conueniret, vel conſulum Tholoſæ atteſtatione, habita inter eos deliberatione, vt in rubrica de origine conſuetudinum Tholoſæ, vel ex publicis archiuis quæ penes ſe habent ad firmiorem rei memoriam. Alias enim quid certi haberi non poſſet propter morum mutationem, & temporum varietatem, niſi in ſcriptis redactum ſit, quibus inde fides adhibeatur. Quales huiuſmodi ſcriptæ conſuetudines à Philippo Pulchro Franciæ, & Nauarræ Rege confirmatæ anno Domini 1283. Et poſt Anglos à Gallis pulſos Rex Carolus VII. cùm omnia ritè, & ex legum ſtatutis componere vellet, comperit bellorum occaſione formulas iudiciorum, leges, conſuetudines non certo vllo iuris municipalis vſu extare, ſed dubias, & incertas, ad quarum probationes per teſtes cum ſæpe iudices eſſent occupati: quorum alij per gratiam, alij per odium & ſordes diuerſa ex animi arbit. conſignabant. Ideoque circa annum 1453. Conſtitutionem promulgauit, qua ſanxit conſuetudines municipales cuiuſcunque prouinciæ, pagi vel præſidiatus in ſcriptis redigerentur: nec deinceps licebat vllam conſuetudinem non ſcriptam allegare: nec non Pariſienſes conuocatis prouincialibus vniuſcuiuſque ordinis hominibus reformatæ ſunt. Et vndique pro lege habentur in cauſis Pariſiorum, & eorum, quorum incolæ ibi conuocati fuere: Tholoſates autem nullis prorſus iuribus in iudiciis videntur alligati: ſed ex variis cauſarum figuris partim conſuetudinario, partim Romano, & maximè Francorum Regę vtuntur potiſſimùm Senatuſconſultis, & ſupremæ Curiæ ſanctionibus: retúmque perpetuò iudicatarum authoritatem, vim quoque legis obtinere ait Calliſtratus ex Seueri reſcripto, in l. nam Imperator, ff. de legibus & Senatuſc. nec ambigitur Senatum ius facere poſſe: cuius

decreta non ſunt minoris authoritatis, quàm prætorum edicta, publici, priuatíque iudicij quondam poteſtatem habentium, iuris ciuilis ſupplendi, corrigendi, interpretandi, & nouum conſtituendi gratia creatorum. Iure quidem ciuili Romanorum vtimur in quibus noſtro non aduerſatur conſuetudinario. Quod eſt ius noſtræ ciuitatis in ſcriptis redactum; nimirum emendatum, partim abſoletum partímque obſeruatum, & latiùs interpretatum.

***

FINIS.

INDICE

INDICE DES MATIERES CONTENVES EN CEST OEVVRE.

A

AGE & ſexe priuilegiés ont leurs priuileges limités sãs potorité d'hypotheque. 540

l'Aage ſe preuue par l'extraict du regiſtre des bapteſmes. 499

l'Abbé ſuccede au pecule de ſon religieux profez deffunct par maniere de deſpouille & main morte. 231

l'Abſent n'eſt tenu refondre les deſpens, quand ſa non comparoiſſance n'eſt preiudiciable au pourſuiuant. 182

il vaut mieux Abſoudre vn coulpable, que condamner vn innocent. 270

Acceptation d'heritage en France eſt volontaire. 774

Accuſé doit eſtre receu apres les confrontemẽs, à preuuer & verifier ſes obiects. 741

Accuſateur qui ne preuue la cauſe de ſon intention, eſt puny de calomnie. 741. & 742

Achapt faict par le mary des deniers de la femme, appartient au ſeul mary. 697

Achepteur par decret de Iuſtice n'eſt non plus tenu payer au Seigneur autres droits, que ceux qu'il luy peut debuoir à cauſe de ſon acquiſition. 234

Achepteur peut eſtre pourſuiuy payer les lods & ventes au Seigneur. 723

Achepteurs ne peuuent eſtre recerchez ni contraincts rendre les choſes par eux acheptées de bonne foy. 739

Achepteur d'eſpaues & marchandiſes perdues en mer par naufrage, eſt confirmé par le laps de temps. 742

l'Achepteur doit rembourſer des lods qu'il mõſtre par acquis auoir payé au Seigneur ſans qu'il ſoit tenu ſe purger par ſerment ſur le faict de payement. 863

Acquereurs ne ſont tenus payer aucuns arrerages auant la miſe de poſſeſſion, és acquiſitions faictes par decret. 153

Acquereur acheptant ſans le conſentement du Seigneur eſt priué du fief. 192

Acquereur n'eſt tenu recognoiſtre le Seigneur ſur la ſimple declaration faicte par le vendeur, que le fonds par luy vendu eſt mouuant de ſa directe, s'il n'a d'autres titres. 173

Acquereur peut eſtre contrainct au payement des lods & ventes. 186

Acquiſitions faictes par la femme mariée eſtãt à la maiſon & compagnie de ſon mary, ſont censées prouenir de la ſubſtance d'icelluy mary. 687

Acquereur du fonds rural eſt chargé des lods & ventes, non le vendeur. 721

Acquereur ne peut entrer en la poſſeſſion vuide du fief, ſans l'approbation du Seigneur. 722.

Acquereur qui eſt en l'actuelle, realle, & corporelle poſſeſſion, quoy que dernier contractant, en eſt le vray maiſtre & poſſeſſeur. 723

choſe Acquiſe au fils n'eſt acquiſe au pere. 72

Acquiſitions du fils prouenans de la ſubſtance paternelle, reuiennent au pere. 67

Acquiſition faicte des deniers du mari, n'eſt cenſee de la femme. 644

Actes receüs par notaires ſubalternes du ſeigneur entre perſonnes non ſubiectes à celuy qui les a inſtituez & hors ſon territoire, ſont nuls & inualables. 190

Actes iudiciaires ſe doyuent rediger par eſcrit de main publique auec bon ordre. 263

Action criminelle d'adultere commencee par le mari peut eſtre par ſes heritiers continuee apres ſon decez, & luy denier la dot & gains nuptiaux, & liberalitez du mari à elle faictes auant l'accuſation. 5

Action de dot non priuilegee contre les dotans. 56

Action perſonnelle ne peut eſtre intentee en Tholoſe contre l'acquereur, pour arrerages deubs auant ſon acquiſition. 287

Action reſciſoire n'eſt receue en France de lezion d'outre moitié de iuſte prix entre le pere & la mere, & ſes enfans. 306

Action hypothecaire n'eſt tenue pour acceſſoire de la perſonnelle. 360

Actions des Egliſes, hoſpitaux, maladeries, Monaſteres & autres lieux pieux ſe preſcriuent par 40. ans. 379

Actions entre perſonnes priuees ſe preſcriuent par 30. ans. ibid.

Actions & paroles oiſiues ne tendent qu'à peché. 456

Actions reſciſoires que tendent en caſſation, ou reſolution de contract par lettres Royaux ſe preſcriuent en 10. ans. 841

Additions iadis permiſes entre les Romains, ſont abrogees en France. 761

Adminiſtrateur des biens des moindres, doiuent procurer leur profit & auancement. 671

defenſes à l'Adminiſtrateurs iouër l'argent de ſon adminiſtration. 564

tous Adminiſtrateurs ſont comptables du fait de leur adminiſtration. 679

Adminiſtration de biens eſt interdicte aux furieux, inſenſez, & prodigues. 825

Aduantages faicts par le pere defunct à l'vn des freres, & autres biens prouenans d'ailleurs, non conferables, ne ſont cenſez du corps hereditaire. 676

Adultere ſimple ſe preſcript en cinq ans, l'inceſtueux en vingt ans, enſemble le mixte. 25

Adultes moindres de vingt cinq ans, de l'vn & de l'autre ſexe, qui ne ſont en puiſſance de pere & d'autruy, & d'eux meſmes regiſſent & adminiſtrent leurs biens. 480

Adulte receuant l'entier payement de ce à quoy ſes tuteurs luy ſont treuuez reliquataires pour la cloſture des comtes, luy doit ceder ſes actions pour ſon indemnité contre les autres contuteurs, en ce que les concerne. 595

Affaires du pere baillees en maniement au fils eſt tenu ciuilement des fautes par luy commiſes au faict de ladicte negociation enuers les intereſſez. 855

Affermes & louages termoyez n'ont beſoin de ſemonce, pour la vuidange des biens arrentez. 103

Affermes & commerce ſont interdicts tant aux Eccleſiaſtiques, que nobles viuans noblement, & Iuges & Magiſtrats Royaux. 209

Affermes à longues années ne ſont vallables ſans les ſolemnités requiſes és alienations de bien d'Egliſe. 220

Afferme eſt cenſé à longues années, quand excede dix ans. 301

Agricoles payent à l'Egliſe les diſmes, primi-

ces,

ces, champarts, terrages & autres droicts. 541
Aisné de mariage renonçant à la succession de son pere a droict d'ainesse du douaire feodal. 22
Aleu, & sa signification. 283
Alienations faictes des biens donnez par le donataire du viuant du donateur, sont cassees & rescindées, si le donataire luy predecede sans enfans. 653
l'ordre des Allocations est suiuy en Tholose suiuant la priorité & potiorité d'hypotheques. 529
Amandes inserées és contracts d'infendation ou recognoissances, soubs le nom de iustice. 183
Amandes & confiscations appartiennent au Roy. 241
Amandes & confiscations des cas Royaux commis és terres des Seigneurs hauts iusticiers appartiennent au Roy. 725
Amandes des fols appels egallement données tant en pays de droict que coustumier. 877
Amortissements obtenus par gens de mainmorte ne sont suffisans pour verifier la proprieté des heritages amortis. 222
les Anachoretes trauailloyent de leurs mains pour se substanter, sans se destourner des saincts exercices. 455
Appel des causes commises par la Cour en premiere instance, ou des executions des arrests se relenent en la Cour. 193
Appellans en pays de droict escrit condamnés en amandes pour le fol appel, comme les appellans du pays coustumier. 193
Appellans subterfugieusement au Parlement de Tholose pour dilayer, tant de l'interlocutoire, que definitiue, sont amandables pour le fol appel. 266
Apostilles & interlineatures rendent les testaments suspects d'estre debatus de faux. 495
l'Apothicaire est au rang des frais funeraux, pour les drogues & medicamens pris de sa boutique, pendant la maladie, de laquelle le debiteur est decedé. 131
l'Appel des sentences arbitralles en Tholose va directement en la Cour, sans encourir la peine de compromis. 267
on peut Appeller de toutes sentences arbitralles, sans encourir la peine du compromis, directement en la Cour, ou au siege Presidial, des choses subiectes à la Iurisdiction Presidiale. 257
Apprentifs ne peuuent continuer ne paracheuer le temps de leur apprentissage commencé que chez le mesme maistre, ou sa vefue. 438
Argent, meubles & marchandises, doiuent appartenir és hauts Iusticiers, en la iustice desquels les decedez sans hoirs demeuroient. 232
Arrerages se peuuent prendre sur les fruicts de l'année du deguerpissement. 237
Arrerages des rentes constituées à prix d'argẽt ne peuuent estre demandées que de 5. ans. 365
Arbitres esleus du consentement des parties ne peuuent estre recusez. 185. differents peuuent estre remis à Arbitres par amiable cõposition & sans submission de peine auec serments. ibid.
Argent employé à la finance & composition d'vn estat patrimonial est preferé à la dot contre la femme. 511
Arpent quarré que contient. 785
Arrerages des rentes volantes ne sont adiugees que de 5. ans. 546
Arrest notable d'vne femme remariee l'an du dueil condamnee rendre l'augment, legs & choses à elle aduenues de son premier mary, auec restitution des fruits aux plus proches de sondit feu mary, n'y ayans aucuns enfans de premier lict. 28
Arrest notable, par lequel Maistre Pierre de Noyales de la Compagnie de Iesus fust maintenu en la moitié des biens de son pere aux charges des legats contenus au testament d'iceluy pere, & sans que par

profeſſion ny autre diſpoſition ledict Pierre peut porter preiudice ny diſpoſer en faueur de la religion de ſa part dudict heritage au preiudice de la ſubſtitution d'iceux faicte à Bertrand de Noyelles ſon frere, ſans auoir eſgard à l'exheredation, à ceſte occaſion contenue au teſtament. 89

Arreſt du 23. Decemb. 495. par lequel vn chacun habitant de Tholoſe peut tenir à perpetuité biens allodiaux libres, francs, & immunes de toutes charges, patrimoines, en franc aleu, comme terres, poſſeſſions, & droits immobiliaires, &c. 149

tous Arreſts ne ſeruent de loy, s'ils ne parlent en general. 179

Arreſt du Parlement de Tholoſe, par lequel la femme agit contre le tiers poſſeſſeur des biẽs alienez, ſans diſcuter les non alienés. 195

Arreſt du mois de Iuillet 1599. donné au profit de l'Eueſque de Beziers, à la charge que les biens retenus demeureroient à ſa table. 205

Arreſt du Parlement de Paris contre les religieuſes Saincte Croix de Poictiers du 26. May 1573. 211

Arreſt du Parl. de Paris du 1. Iuin 1571. pour la Dame de Vaudray contre les habitans de la Baronie S. Michel en Charolois, Duché de Bourgongne. 217

Arreſt de Paris cõtre Dominique Mirault Italien natif d'Herpines, & Marguerite ſa belle mere, pour auoir vſé de Magie, idolatrie, & autres actes impies. 250

Arreſt du Parl. de Paris, cõtre vn Seigneur directe qui demandoit lods & vẽtes de quelque motte, ou gaſon de terre, que les Eſcheuins de Paris auoient achepté du proprietaire pour eſlargir les boucheries que ſont pres le Chaſtelet de ladicte ville. 302

Arreſt du Parl. de Paris du 13. Feburier 1523. par lequel fuſt ordonné que M. Iaques de Cruſſol Cheualier, grand Panetier de Frãce, feroit faire la viſite du pain que vendent les boulengers de Paris. 447

Arreſt du Parl. de Paris cõtre vn qui fuſt roué, pour auoir voulu tuer le Seigneur de Marlay, Conſeiller en ladicte Cour. 449

Arreſt des grands iours de Troyes, 1583. où le ſieur de Maurour fut decapité pour auoir laſché vn coup de piſtole au procureur fiſcal, & celuy qui luy auoit aſſiſté fuſt condamné en amande d'honneur, & en 500. eſcus. 452

Arreſt du Parl. de Tholoſe par lequel le donataire fuſt condamné à toutes charges hereditaires, reddition de compte, & preſtation du reliqua de l'adminiſtration de ſon autheur. 667

Arreſt de Paris donné à la pourſuite d'vne hõneſte, & vertueuſe Damoiſelle cõtre ſon mary, menant vie impudique. 873

vn ou pluſieurs Arreſts donnez en peu de temps l'vn en conſequence de l'autre ne ſortiẽt hors les termes de leur hypotheſe. 566

Arreſt donné à la Chambre de l'Edit de Paris ſur vn deſret reuoqué pour les encheres faites à redeuance de grains, nõ en argent. 573

Arreſt du Parl. de Paris, par lequel fut ordõné à vne honneſte & vertueuſe Damoiſelle ſeparatiõ de biẽs auec ſon mary adultere. 567

Arreſt du Parl. de Paris, par lequel fuſt ordõné ſeparation de biens entre le mary impudique, & la femme pudique & honneſte. 693

Arreſt par lequel fut ordonné que tous les Tholoſains pourroient tenir biens nobles & allodiaux à perpetuité. 724

Aſſaſſins ſont reputez ceux là, qui font paction à prix d'argent, pour tuer aucun. 449

Aſſemblée faite en Tholoſe l'an 1178. cõtre Moraũ heretique ſoy diſant S. Iean Baptiſte. 399

Aſſemblées de defvauches, ieux, berlands, bordeaux, complots, & monopoles interdits, tãt par le droit François que Romain. 442

Aſſocié tenu du fait & obligation de ſon aſſocié en ce que regarde la compagnie. 578

Aſſociez payent lods & ventes en la licitation & vente volontaire. 862

Attentat d'Eſau ſur la vie de ſon frere, pour auoir perdu le droict de primogeniture. 699

Atteſtatoires des inquants ſe font deuant le Iuge ordinaire des lieux ou les heritages ſaiſis ſont aſſis. 735

Augmentz

Augment en Tholoze retourne aux enfans du premier lict, ſi la mere ſe remarie. 39
Augment couſtumier prend ſon hypotheque du iour du contract. 54
l'Augment ſuit la nature de la dot, en certains cas. 280
Aulne de Paris que contient. 782
l'Autheur de la nature a permis le partage & proprieté des lieux en terres honorables. 811
l'Ayeul paternel en defaut du pere, a la meſme faculté du pere enuers ſes nepueux & niepces. 482

B

Bagues pretieuſes données par le mary à la femme pour ſon ornement pendant le mariage, retournent au mary, s'il ne permet à ſa femme en faire à ſa volonté. 702
Bailliſs & Seneſchaux tenus par les ordonnãces de Blois à ce que les ſubiects ne ſoyent violés & ſupprimés par puiſſance & violence des ſeigneurs. 236
Bails à fief ſont patrimoniels & perpetuels. 548
Balances doyuent eſtre iuſtes à fleaux & clous carrez. 785
Ban eſt autant à dire, que defenſe, prohibition, & iuriſdiction. 815
Banqueroutiers extraordinairement & capitalement puniſſables. 446
Banquets des anciens, grands & ſomptueux. 705
Baſtards incapables à ſucceder à leur pere naturel. 49
Baſtards ne ſuccedent en France, ſi ne ſont legitimez par le Roy, ou ſubſequen mariage, quant aux naturels, non les adulterins & inceſtueux, auſquels le pere ne peut auſſi pourueoir par teſtament, ou à leur nourriture & aliments. ibid.
Baſtiments, cauſes ny ſolliers ne peuuent eſtre faicts en lieux publics, ſans permiſſion du Roy. 180
celuy qui Baſtit ioignant l'edifice de pierre, ne doit auancer les poutres & ſolineaux plus d'vn palm ſur la rue. 383
Battement & mutilation contre gens de Iuſtice, eſt puniſſable de mort. 452
Batteurs de monnoye en France ſalariez quand trauaillent, & leurs eſtats hereditaires ſans qu'autre qu'eux & leurs enfans maſles les puiſſent exercer.
és Baux à fief & anciennes recognoiſſances ſe trouuent communement, en Tholoze, ces mots inſerés pro accapitib. verò 12. denarios Turonenſes, *ou plus ou moins, pro* retrocapitibus totidem. 313
Beaupere ne peut eſtre contraint par deſſus ſes forces. 716
Beguines interdictes par le Pape Clement V. 456
S. Bernard religieux & reformateur de l'ancien ordre de Ciſteaux. 402
Biffeures & cancellations des actes peuuent eſtre debatues. 585
Bien d'autruy ne doit eſtre rauy. 784
tous Biens preſens & aduenir du mary obligez à la femme pour la dot & augment, enſemble ſes droicts. 31
Biens euincés pendant le mariage, non ſubiects à l'hypotheque de la dot ny les alienations, & engagemens faits auant le mariage, ſinon pour le droict preſent ou futur du mary du temps des conuentions matrimoniales. 33
Biens du mary ſubiects à ſubſtitution ou fideicommis obligez pour la dot. 55
le tiers des Biens du mary confiſqués adiugé à la femme & enfans ſe diſtrait de l'entier heritage ſans aucune reſeruation: les frais de Iuſtice & amandes dans autres deux tiers. 61
Biens aduenus à la fille mariée, adiugez au pere à la charge de la nourrir auec ſes enfans, ſi mieux n'aime ſe contenter de la moitié de l'vſufruict. 94
Biens meubles n'ont ſuitte, par la couſtume generale de France. 126
tous Biens roturiers ſe partagent eſgalement

ment entre rotuariers. 165
Biens vacquans ſe preſcriuent en vingt ans contre le Roy. 168
Biens confiſqués tant meubles que immeubles ores ſoyent en terres & ſeigneuries d'autres hauts Iuſticiers que le Roy pour cas royal ſoit crime de leze Majeſté, fauſſe monnoye, meurtre commis de guet à pend ou autre cas royal appartient à ſa Majeſté. 246
Biens criez ſont adugez au dernier ſurdiſant, ſuiuant l'arreſt du Parlement de Paris. 287
Biens vendus par decret ſont ſubiects à retraict linager en certain lieux particuliers de Languedoc. ibid.
Biens ruraux ne ſe peuuent acquerir en Tholoze ſans le ſçeu & conſentement du ſeigneur. 188
Biens des magiciens, & ſorciers confiſqués appartiennent au ſeignenr haut iuſtitier, dont ils ſont iuſtitiables ſi ne ſont aſſis en terre de Roy. 250
Biens des eſtrangers en cas de deſherence appartiennent au Roy, par droict d'aubaine. 289
Biens des François naturels appartiennent aux ſeigneurs hauts iuſtitiers, en cas de deſherence. ibid.
Biens des delinquans en crime de leze Majeſté au premier & ſecond chef, ſont de droict confiſqués puis le iour du crime & delict. 290
Biens & deniers perdus à ieu de hazard, peuuent eſtre repetez. 451
Biens meubles en France, n'ont point de ſuitte. 497
Biens affects à la femme pour la reintegration & repetition de ſa dot, ſont ſubiects à reſtitution. 527
Biens inſuffiſans au payement des creanciers, tant meubles que immeubles, ſont mis en deſconfiture & contribution au ſol la liure. 529
Biens mainmortables ne ſe preſcriuent. 379
Biens donnez & legués par le pere à aucun de ſes enfans par preciput & aduantage ne ſont inclus en l'heritage. 672
Bien propres de la femme, ne ſont à la diſpoſition du mary, ſinon la dot. 693
Biens ſaiſis d'authorité de Iuſtice ſont inalienables par le debteur executé. 749
Biens donnez & retournez au donateur par naiſſance d'enfans, ne ſont ſubiects aux hypotheques. ibid.
Biens donnés retournent au donateur ſuruiuãt au donataire par droict de reuerſion. 809
Boulengeres ne peuuent acheter le ble au marché pour faire pain de vente, qu'apres l'heure accouſtumée. 428. & 429
Boulengers & boulengeres peuuent faire leur achapt de bled és marchés apres dix heures ſonnées. 444
Boulengers à Paris ſont de quatre ſortes de pain. ibid.
Boulengers & boulengeres ſont tenus cribler & peſer le bled au moulin, & le reprendre en farine au dechet de deux liures pour ſeſtier. ibid.
Boulengers peſent le pain à poids de marc & liure françoiſe. 789
Bourſe eſtablie en Tholoze à l'inſtar du change de Lyon. 453
Braſſelets & carquants dennés à l'eſpouſe, par les parens d'elle, ou de l'eſpoux, apartiennent à l'eſpouſe en proprieté. 702
Bruſlemens aduenus en Tholoze l'an 1463. 406
Buffets & ſeruices d'argent viſités és grandes maiſons. 742
Butin pris ſur l'ennemy, eſt acquis aux preneurs par le droict Romain. 744
Butin pris ſur l'ennemy ſe doit mettre par inuentaire & vendre à l'inquant public. 745

C

CAnne de Tholoze que contient. 782. & 786
Capitaine tué par une pauure femme aagée & pourquoy. 870

Capitole baſti en Tholoſe par Theodoſe Empereur Romain, & Antonin. 384
Capitouls & conſuls de la Viguerie portẽt l'election, & preſtent le ſerment és mains du Viguier. 53
Capitouls de Tholoſe n'ont maintenant iuriſdiction ciuile, non plus que les Maires & Conſuls des autres villes de ce Royaume. 144
Capitouls remuez pendant l'annee de leur capitoulat, pour la neceſſité publique. 57
Capitouls de Tholoſe enſemble les bourgeois qui l'ont eſté, leurs enfans maſles & poſterité en ligne maſculine, portans titre de Nobleſſe, peuuent tenir & poſſeder fiefs nobles, &c. 149
Capitouls, Viguier, & autres Iuges ordinaires Royaux ſubalternes, ny municipaux en premiere inſtance ne peuuent contraindre les parties obeyr à leur ſentence. 262
Capitouls procedent noblement à l'exercice de leur charge ſans aucun ſalaire pendãt l'annee de leur Capitoulat. 264
Capitouls tiennent leur audience apres midi, & heure de veſpres, comme ſouloyent faire auparauant, ſi ne ſont interrompues pour les affaires publics. ibid.
Capitouls au nombre de 24. du temps de Philippe le Bel. 395
Capitouls d'où prennent leur dẽnomination. ibid.
Capitouls en temps de guerre, diſpoſent la garde de la ville. 429
Capitouls portent robes longues à la Romaine, & manteaux à la Grecque. ibid.
Capitouls repreſentent en corps le corps miſtique de la ville. 441
Capitouls tiennent regiſtre des grains & vins qui ſe vendent aux marchés. ibid.
Capitouls ont la police en la ville & gardiage de Tholoſe, enſemble la recerche de nuict des crimes, cas & delictes flagrans. 448
Capitouls iugent ſans appel, iuſques à la ſommes de 500 liures. 641
Capitouls ont la recerche de la nuict. 770
Capucins amenez de Rome en Tholoſe par feu Maiſtre Eſtienne Roquetti preſtre, & logez au College de Verdale. 400
Carmelitains inſtruits en la foy Chreſtienne par la Vierge au mont Carmel proche de Nazaret. 402
Carmelitains les derniers des quatre Mendians. ibid.
Carmelitains amenez en France par le Roy Sainct Louys. ibid.
Cauſes à la dot priuilegiees. 31
Cauſes ciuiles attribuees au Viguier, non aux Capitouls. 57
Cauſes propres des Capitouls ſe traictent au Seneſchal. 243
Cauſes pour leſquelles les peres n'ont l'vſufruit & adminiſtration des biens de leurs enfans. 67
Cauſe d'exheredation doit eſtre legitime & exprimee au teſtament. 804
Cauſe pie marche auec celle des enfans. 808
Cauſes ne peuuent eſtre tirees hors le territoire, ſinon en cas de reſſort, d'appel, negligence, ou ſeel Royal. 735
Caution non tenu payer au creancier, que ne le ſaiſiſſe de l'acte volant de l'inſtrument du debte que cautionnement, & ne luy face ſuffiſante & valable quittance. 589
entre pluſieurs Cautions ſolidaires, celle qui eſt preſſee au payement du principal, ou des intereſts, peut ſi luy eſt expedient, recourir au benefice de diuiſion. 615
ſeul acte de Caution appert quant à ſoy ſon relief. ibid.
ſi la Caution paye auant le temps, n'y a lieu de repetition, & ne peut recourir contre ſon garent que le terme à payer ne ſoit expiré. ibid.
Caution que pleige pour choſe illicite peut eſtre amendee & condamnee à ſon nom propre és dommages & intereſts. 614
Caution peut pourſuiure ſon garent à ſe deſcharger dudit cautionnement, s'il demeure long temps en obligation. 622
Cens n'eſt autre choſe que vne certaine preſta-

tion du tribut, ou reuenu annuel, prouenant des heritages & choſes immobiles, 161
Collegiats du College Sainct Martial condamnez indemniſer vn qui auoit eſté priſonnier de guerre, faiſant leur mandement, & le rembourſer de la rançon, qu'il auoit payé, & du cheual qu'il auoit perdu. 638
Cens, eſt appellée obli, en Tholoſe. 314
Cens conſiſte en petite rente de deniers. 724
Cens & rente fonciere eſt proprement la preſtation annuelle que faict le vaſſal au ſeigneur pour le fonds qu'il tient mouuant de ſa directe, ou feodalité. 725
Ceſſions & ſubrogations non exprimees ſont touſiours ſous entendues és cautions ideinſſoires. 598
Ceſſion de bien n'eſt receuë au Parl. de Tholoſe, apres vne condamnation definitiue par arreſt ou choſe iugee. 776
Chair de pourceau ne ſe vend à la boucherie, ſinon par les lardiers & reuendereſſes. 789
Chambriere pendue à Paris pour auoir faict mourir deux de ſes enfans. 450
Changes & rierechanges des ſommes rendues à tẽps & lieu ont eſté inſtituees entre marchands, pour les dommages & intereſts de ceux qui preſtent. 582
Charles VIII. ſacré & couronné la 13. annee de ſon aage. 849
Chartreuſe nouuellement erigee dans l'enclos de la ville de Tholoſe du regne de Henry IV. 403
Chemins publics au pays du Languedoc, rendus difficiles pendant les guerres ciuiles reduits en bon eſtat aux deſpens du public. 273
Chemins publics Royaux en France par qui reparez & maintenus. ibid.
Cheualiers de l'ordre de Sainct Iean de Ieruſalem, comme gensdarmes beneficiaires iouyſſent des Commanderies, & en prennent les reuenus leur vie durant. 892
Choſes baillees en garde ſont ſubſidiairement obligees pour le louage de la maiſon, comme marchandiſes & autres meubles. 132
Choſes incertaines ſe taxent raiſonnablement par le Iuge, la partie ſur ce purgee par ſerment. 263
toutes Choſes ſont de leur nature libres. 271
trois Choſes ſont requiſes à celuy qui pretend auoir droict de cenſiue. 282
deux Choſes ſont requiſes aux Nobles. 699
Choſes perdues en vne hoſtelerie peuuent eſtre vendiquees. 739
Citoyens de Paris ſont excuſez des tutelles par le nombre de trois enfans viuants. 773
Citoyens roturiers, & non nobles de Tholoſe peuuent tenir fiefs nobles ſans lettres d'annobliſſement de ſa Majeſté. 876
Clercs & Eueſques prohibez tant par le droit ciuil que canon, de iouer à aucun ieu de hazard. 451
Clercs ſont contraints recognoiſtre leurs ſeins deuant les Iuges Royaux, ſur peine de ſaiſie de leur temporel. 498
Clouis premier Roy Chreſtien. 815
Cognoiſſance des matieres feodales appartient au Seneſchal entre nobles, au Viguier entre roturiers & non nobles, ſans que les autres Iuſticiers, ni leur Iuges ſubalternes en puiſſent prendre cognoiſſance. 239
Colleges à quoy dediez. 204
College de la Compagnie de Ieſus inſtallé en Tholoſe, auec douze cents liures de rente. 405
Communautez ne ſont ſubiectes à lods & ventes, ſaptes, rierecaptes, & autres droits caſuels. 537
Communauté de biens eſt couſtumiere entre mariez tant à Paris qu'és autres villes de France. 793
Comptables ſe doyuent pourueoir d'actes iuſtificatifs

ficatifs, pour le ſouſtenement de leurs comptes. 642
Comte de Monfort eſleu chef de l'armée catholique. 399
Comte de Tholoſe eſt repreſenté aux ſacres des Rois, comme Pair de France. 647
Comté de Tholoſe, ſous la Couronne de France. 56
trois Conciles tenus en Tholoſe l'an 826. 1056. & 1090. 384
la Condamnation aux galleres perpetuelles n'empeſche en France que la femme ne repete la dot auec l'augment. 507
Confections des inuentaires des decedez, & dations de tutelles sõt attribuées au Viguier de Tholoſe. 827
Confection d'inuentaire des biens de roturiers appartient au Viguier & Preuoſts. 835
Confections d'inuentaires des biens des nobles decedés viuans noblement appartiennent aux Baillifs & Seneſchaux. 835
Conferance n'a lieu entre les aſcendants, collateraux ou eſtrangers. 714
la Confeſſion de l'oblie ne s'eſtend és droicts de haute, moyenne & baſſe iuſtice. 314
Confeſſion faicte au teſtament d'vn mourant, eſt censée frauduleuſe, & ne vaut qu'ẽ qualité de legat, ſi n'en appert autrement que par le teſtament. 315
Confiſcation de corps importe confiſcation de biens, enſemble les galleres perpetuelles. 61
Confiſcation du corps apporte ordinairement confiſcation de biens. 289
Confiſcation n'a lieu, ſi l'arreſt de condamnation n'eſt actuellement & reellemẽt executé. 290
Conioincts en Tholoſe ont leurs biens ſeparez auec conſtitution de dot & augment couſtumier, ou douaire prefix. 746
Conſeigneur du fief cõmun & indiuis peut agir ou faire execution pour tous les droits ſeigneuriaux, les tenant en compte à ſes aſſociés. 254
Conſignation requiſe par celuy qui impetre lettres pour eſtre reſtitué de la vente par luy faicte, fondée ſur la minorité. 80
le Conſtituant peut demander aſſeurance des deniers dotaux au mary pauure, auant les deliurer, qui eſtoit riche en apparence, lors de la conſtitution. 32
Conſtitutions penales des anciennes loix Romaines ne ſont en vſage en France. 329
Conſtitution de fonds eſtimé tient lieu de vẽte. 511
Conſtitution dotale eſt censée du patrimoine du mary, pour le ſupport des charges matrimonialles. 702
Conſtitution de dot ne peut eſtre faicte au preiudice des hypotheques des biens poſterieurement obligez pour icelle. 750
Contagion eſtrange en Tholoſe l'an 1314. 407
Contracts de mariage entre perſonnes illuſtres. 2
Contracts en France non debatus de nullité, que par lettres Royaux. 41
Contracts de louage, non ſubiects à reſciſion. 115
Contract irreuocable non ſeulement par les cõtractans, mais auſſi par leurs ſucceſſeurs vniuerſels. 117
Contracts faincts & ſimulés ſont de ſoy nuls & inuallables. 189
Contract pignoratif, quand le fief ne change de main, ſe fait ſans le conſentement de Seigneur, où ne ſont deus lods & ventes. 191
Contract pignoratif ſe fait ſans le conſentemẽt du Seigneur, quand le fief ne change de main. ibid.
Contract d'afferme ne donne titre, ſi n'eſt accompagné du titre d'acquiſition. 765
Contracts ſimulez ſont à interpreter au profit du Seigneur contre leurs autheurs. 249
Contract eſt censé vſuraire, quand par le contract de preſt la marchandiſe preſtée, eſt aualuée par le creancier. 616
Contracts feints & ſimulez ſont à retorquer contre leur autheur. 649
Contrats ne peuuent eſtre dits nuls en Frãce. 275
Contracts & negoces faicts par vn des freres coheritiers, pour & au nom de l'heredité.

oblige & regarde le faict de la communauté. 675
Contreroolleurs creez pour iuger ſi les draps & eſtoffes ſont loyalles, bonnes & marchandes, auant le ſeau n'y ſoit apposé. 445
Conuent des religieuſes du tiers Ordre Sainct François inſtitué par le Pape Paul V. à la ruë de la Serene en Tholoſe. 401
Conuent des religieuſes ou Chanoineſſes Sainct Sernin par qui edifié, fondé, & doté. 401
Conuent des Auguſtins baillé aux Pœnitents noirs de Tholoſe, apres le grand Iubilé de l'an 1576. *ibid.*
Conuention eſt vallable, quand on promet l'heritage au premier fils que naiſtra du mariage. 689
Conuentions matrimoniales doiuent eſtre obſeruées de tout poinct. 867
Cordeliers de l'Obſeruance en Tholoſe ſelon le Concile de Trente, ne peuuent tenir autres fonds que celuy de leur cloiſtre. 203
Corps de ceux qui s'homicident eux meſmes, ſont priuez de priere & ſepulture Eccleſiaſtique, comme homicides du corps & de l'ame. 290
le Corps de S. Thomas d'Aquin apporté & tráſlaté d'Italie à l'Egliſe des Predicateurs de Tholoſe l'an 1368. 393
Corretieres & reuandereſſes ne peuuent engager les hardes, beſongnes d'or, & autres choſes que leur ſont baillées à vendre, ſans le ſceu & mandement des proprietaires. 430
Correteirs & reuandeurs inhibez n'achepter des facteurs de boutique, marchandiſes ne autres choſes, ſans en aduertir leur maiſtre. 457
Correteure & reuandereſſe ſalariée eſt eſtroitement obligée à la garde des choſes qu'elle a en main, ſoit pour vendre ou engager. 458
Coſtiſations faictes ſur tous les biens des habitans, enſemble des officiers ſauf du Seneſchal & Viguier. 887
Cours ſouueraines ſont loix viues, deſquelles deſpend l'vſage des Couſtumes. 240
la Cour de l'Archeueſque & officialité de Tholoſe, appellée la Chappelle Tholoſaine. 293
Cours Royalles iugent & decident les affaires de ſa Maieſté. 557
Cours ſouueraines à faute d'encherifſeurs par fois prorogent les ſurſeances. 569
Cours de la ieuneſſe à preſent incogneu. 838
le Cours de cent ans entiers eſt ſuffiſant pour preſcrire contre l'Egliſe Romaine. 378
Courtuées, d'où dictes, & pourquoy. 314
Couſins & couſines germaines ſuccedent egalement a leur oncle commun decedé. 812
Couſtumes anciennes de Tholoſe eſcrites, confirmees & enregiſtrees par le Viguier & Capitouls. 56
Couſtume doit eſtre conforme au droict eſcript. 73
la Couſtume de la Preueſté & Viſcomté de Paris permet au vaſſal ſe iouer de ſon fief, iuſqu'à demiſſion de foy. 310
Couſtume ne peut eſtre plus ſtable ny aſſeurée que quand elle ſe trouue confirmee en iugement contradictoire. 571
Couſtume ancienne des plaidans. 703
Couſtumes locales ſuiuies en Tholoſe. 734
Couſtumes confirmées par Philippe le Bel Roy de France & de Nauarre pour la confection des inuentaires. 837
Couſtumes non vſitées, ains du droict Romain & pourquoy. 876
Creanciers pour leur aſſeurance peuuent payer aux tuteurs auec bonne & ſuffiſante deſcharge. 89
le Creancier ne peut eſtre contraint receuoir autre monnoye que celle de France, ou autre or ou argent qu'aye cours en ce Royaume. 126
n'eſt permis aux Creanciers prendre ny vendre de leur authorité les biẽs de leurs debiteurs, quoy que les ayent en leur pouuoir par engagement, ou autrement. 127
Creanciers ne peuuent demander payement de leurs debtes ſur les fiefs tenus & incorporez à la couronne. 346
Creanciers hypothecaires du defunct, ſont preferez aux chirographaires. 280

le Creancier auquel les deux mariez ſont enſemble obligez, ores dernier en datte, eſt preferé ſur les biens du mary à ceux auſquels le mary eſt tant ſeulement obligé. 502
Creanciers de la femme ne peuuent faire execution ſur la dot pour deſpens, dommages & intereſts. 507
Creancier qui a ſpeciale & particuliere hypotheque ſur quelque meuble, le peut ſaiſir encore qu'il ayt eſté vendu. 508
Creanciers pareils en priuilege ſuiuent le droit commun en la priorité ou potiorité du temps de l'hypotheque. 529
Creancier preferé à la dot, comme premier en hypotheque, par arreſt du Parlement de Tholoze. 531
Creancier du vaſſal ne peut empeſcher que le ſeigneur ne ſoit premier payé tant des rentes, droicts, & deuoirs ſeigneuriaux, que arrerages ſur le fonds & fruicts pendans. 538
Creanciers és Parl. de Bordeaux & Tholoze peuuent agir pour leurs debtes contre leurs debiteurs & ſucceſſeurs tant generaux que particuliers. 573
Creãciers ſe doyuent payer en fonds eſtimé par experts à concurrence de leurs debtes en defaut de ſurdiſans & encheriſſeurs. 574
Creanciers ne ſont tenus receuoir payements à parcelles. 577
Creancier prenant la part d'vn des obligez ſe deſpart tacitemẽt de l'obligatiõ ſolidaire. 581
Creanciers entierement payez de leurs debtes n'ont droict de retention. 584
Creancier receuant payement eſt tenu fournir le payeur d'acquis ſuffiſant & valable. 585
ne ſuffit au Creancier payé de ſon debte rendre le contract ou cedule à ſon payeur, ſi ne luy faict acquit. 586
Creancier retenant deuers ſoy l'inſtrument obligatoire eſt tenu faire quittance de ce qu'il reçoit, & peut en refus eſtre contrainct par Iuſtice. ibid.
Creanciers peuuent contraindre vn fils deſheritẽ leur debiteur demander ſa legitime, pour auoir moyen ſe payer ſur icelle. 697
Creanciers ſe peuuent ayder du droict de leurs debiteurs pour ſe payer de leurs debtes 728
Creanciers en France ſe peuuent prendre ſur les immeubles, ſans diſcuter les meubles 736
Creanciers peuuent agir ſur les debtes actifs de leurs debteurs, ou ſur les immeubles ſans faire perquiſition des meubles. 573
Creancier qui s'ingere & prend volontairemẽt le charge de tutelle, eſt priué de ſon action 829
Creanciers ne ſont tenus en action perſonnelle faire election des immeubles, & ayans pris vne voye ſe deſpartir de l'autre. 830
Crie à ſon de trompe practiquée és cauſes criminelles contre les fuitifs & defaillants. 734
Criées ne ſe font à ſon de trompe que pour affermes, arrentements, reglements de police, & œuures publiques, ains de viue voix, & par affiches. 568
Crime de leze Majeſté au ſecond chef, ſe rebeller contre les Magiſtrats & officiers faiſans leur charge. 12.
Cuias Iuriſconſulte Tholoſain, phœnix vnique des interpretes du droict Romain. 643
Curateur ou commiſſaire eſtably à la requeſte des creanciers à vn fief ſaiſi peut faire la foy & hommage au ſeigneur feodal, au refus du vaſſal proprietaire dudit fief, pour obtenir mainleuées de la ſaiſie fodale. 573
Curateur eſt donné és cauſes de l'heredité iacente, à la requeſte des creanciers. 778
Curateur donné à l'heredité iacente ne peut valablement contracter au preiudice des contractans. 830
Curez & vicaires peuuent receuoir teſtaments. 799

D

DAiga Aduocat du Roy tres-fameux au Parl. de Tholoſe reſtituë en entier enuers vn contract par luy fait en ſa minorité 844

Dations de tuteles de roturiers appartiennent aux Preuoſts & Viguiers. 835
Dations de tutelles des nobles decedez viuants noblement appartiennent aux Baillifs & Seneſchaux. ibid.
Debte priuilegié emploié en choſe priuilegiee. 31
Debte d'vn eſtat patrimonial tenu par le mari, eſt preferé à la dot. 280
Debtes actifs appartiennent au Roy, ou au ſeigneur haut iuſticier. 289
pour Debtes diuiſez, non priuilegiez, eſgaux en priuilege, de meſme temps, les premiers en execution, ſont les premiers alloüez. 530
Debte qui prouient de l'obligation du vaſſal enuers le Roy, ou le ſeigneur pour choſe non priuilegiee, n'a non plus de force contre la femme que les autres creanciers du mari. 543
Debte ne peut eſtre demandé auant le terme. 374
Debteur ne peut vendre, engager, ne hypothequer ſes biens en fraude des creanciers. 193
Debteur peut agir contre le creancier, qui a vendu ſon bien à defraud. 334
Debteur n'eſt tenu payer les debtes chirographaires, ou inſtrumentaires, ſans la remiſe de la cedule ou inſtrument que le creancier à deuers ſoy. 501
Debteurs contraignent en Tholoſe les moindres pour l'aſſeurance des payements. 846
Debteur non tenu des deſpends de l'expedition du contract. 586
Debteur preſſé par le moindre au payement de ſon debte, doit conſigner la ſomme en main aſſeuree par permiſſion de Iuſtice, pour de là eſtre priſe, ou retiree par ledit mineur deuement pourueu & authoriſé. 778
Deciſions des matieres feodales dependent des pactes & conuentions contenues ez contracts emphyteotiques. 293
Defaillant ne peut eſtre ouy en ſa cauſe, que ne refonde les deſpens contumaciaux. 269
Defaut de faire inuentaire par l'vn des mariez heritier teſtamentaire de l'autre predecedé, perd la diuiſion de ſes droits. 655
Defenſe aux roturiers non nobles, poſſeder en France fiefs, heritages nobles, & droits immobiliaires, noblement tenus, &c. 145, & 146
Defenſe aux Notaires & tabellions ne monſtrer & communiquer leurs regiſtres, liures & protocoles, ſauf ez contrahans, leurs hoirs & ſucceſſeurs. 171
Defendu aux Notaires retenir contracts hors les limites de leur Notariat & tabellionage, à peine de nullité. 190
Defenſes à gens de mainmorte par les anciennes ordonnances, loix & ſtatuts du Royaume acquerir & poſſeder aucuns heritages feodaux, allodiaux, ou roturiers, ni aucune rente & droits immobiliers ſans permiſſion, congé & licence du Roy. 202
Defenſe aux tauerniers non ſeulement loger plus d'vne nuict gens ſans aduen, ains les reueler à la iuſtice. 442
Defenſe aux tauerniers, cabaretiers & hoſteliers ni tenir ni permettre en leurs maiſons berlands, de ieux de dez, cartes, & autres deſbauches. 451
Defenſe ne vendre aucuns draps de ſoye à detail ne autremẽt à credit, que de marchand à marchand. 445
Defenſe aux Notaires mettre aucune choſe aux inſtruments, contre ce qu'ils ont ouy & entendu des parties. 495
Defenſe aux Aduocats alleguer & propoſer autres couſtumes, ſtils, & vſages que ceux que ſont eſcripts, articulez, & accordez. 646
Defenſe aux hoſteliers, cabaretiers & tauerniers ne bailler à leurs hoſtes en temps de

de chair que bœuf, mouton ou lard, &c. 756
Defenſe aux hoſtes & rotiſſeurs ne vendre, ne tenir volaille en gibier pour les vendre cuittes, ſinon mouton, veau, couchon, porc, oye, & poiſſon. 757
Defenſe aux Notaires *ne receuoir aucuns contracts vſuraires à peine d'eſtre priués de leurs eſtats.* 767
Delais arbitraires en France. 124
Delais & intermiſſions des criées ſe font en Tholoze par huictaines en certains lieux par quatorzaines. 735
Deliurance ciuile ne ſuffit, ſans l'actuelle & corporelle tradition ſuiuie de l'apprehenſion, poſſeſſion & iouyſſance de la piece vendue ou infeodée. 730
Demandeur n'eſt receuable apres 30. ans. 357
Demandes des preſts de marchandiſes vendues à detail, & ſalaire des ſeruiteurs, ſont preſcripts dans ſix mois. 500
Deniers prouenans de l'adiudication par decret d'vn officier, ſont ſubiects à contribution. 131. & 193
Deniers prouenants de l'adiudication du decret d'vn office ſont ſubiets à contribution comme meubles. 193
Deniers & biens perdus à ieu de hazard peuuent eſtre repetez par les moindres, leurs peres, meres, tuteurs ou curateurs, & proches parents. 451
Deniers royaux ou dotaux ſuiuent la nature de leur priuilege en leur qualité, iuſqu'à ce qu'ils ont changé de main & ſont conuertis en d'autres vſages. 540
Deniers mis à profit & à ce deſtinez ou employez en fonds ſont compris entre les immeubles. 561
Deniers prouenans des alienations des paraphernes ſont ſubiets à remploy. 695
Deniers dotaux ſubiets à retour. ibid
Deriuation du mot de Seneſchal. ibid.
Deſconfiture a lieu en action perſonnelle entre ceux qui ſont en meſme degré d'allocation, & pareils en priuilege. 531
Desherences appartiennent au Roy, ou au ſeigneur haut iuſticier. 725
Deſpens contumaciaux ne ſe iugent touſiours à meſme ſomme. 269
choſe Deſrobée peut eſtre repetée par le vray maiſtre d'icelle des mains du tiers 4. & 5. poſſeſſeur, quoy qu'elle ait eſté vendue en marché ou en foire publique. 558
Detraction de legitime de dot par trop immenſe, receuë en Tholoſe, en faueur des autres enfants pauures. 34
Detractions ordinaires en Tholoze ſe font de la troiſieſme partie des biens confiſqués par la femme & enfans du condamné. 289
Deueſt & ſaiſine des biens vendus ſe faict en preſence du ſeigneur. 188
Deuiſe de Sainct Louys. 394
Deuoir de charité du pere & fils eſt reciproque. 68
Deuoir du mary enuers ſa femme. 460
Deuoir des femmes enuers leurs maris defunts. 709
Dieu ne fait difference de ſerment à la ſimple promeſſe. 256
Differents peuuent eſtre remis à arbitres par amiable compoſition, & ſans ſubmiſſion de peines auec ſerment. 185
Difference entre ſocieté, & communauté conuentionnelle auec la couſtumiere. 699
Difference entre cens, champart, fief, & emphyteoſe. 724
Difference de la ſocieté conuentionnelle auec la couſtumiere. 748
Diſcuſſions ſur les meubles ne ſont preallables, ny plus contre les moindres que maieurs. 830
Diſmes infeodez d'où venues. 226
Diſme de ſoy impreſcriptible. 542
Diſpoſition du droict Romain ſuiuie en France és iugements donnez par defaut. 468
Diſtraction de la troiſieſme partie des biens du mari en Tholoſe pour ſa femme & enfans. 515
Diuiſion d'heritages en Tholoſe entre freres, ou eſtrangers. 411. & ſeqq.
ſans Diuiſion ne diſcution pourquoy adiouſtee aux contracts. 578

INDICE.

Diuiſion eſpece d'alienation. 860
Diuorce abrogé. 3
Diuorce & repudiation n'ont lieu en France. 551
Docteurs en France ne iouyſſent du priuilege de nobleſſe. 170
Docteur regent liſant actuellement eſt en cas de droict reſtituable en entier. 844
Sainct Dominique habitant à Tholoſe l'eſpace de dix ans, a logé en la maiſon, où eſt à preſent l'inquiſition. 399. & ſeqq.
Dommages & intereſts ſe prennent du payement retardé des ſommes preſtées entre marchands au denier douze & des autres au denier quinze. 619
Donations inſinuables dans quatre mois. 17
Donations en faueur de mariage non ſubiectes à inſinuations. 18
Donation du mary à la femme poſterieure à l'accuſation d'adultere porte cauſe de reconciliation. 27
Donation expreſſe ou taiſible nulle entre mariés, ſi n'eſt confirmée par mort. 30
Donation n'eſt ſubiecte à lods & vente notamment en faueur de mariage. 187
Donataire vſufructuaire, & tenancier du fief eſt tenu payer les droicts ſeigneuriaux au ſeigneur. 197
Donations n'eſtans permiſes entre mariés, le mary a droict de retention ou repetition ſur les biens de ſa femme. 502
Donataire ne peut diſpoſer des biens donnez par aucun des aſcendants contre le droict de reuerſion. 659
Donation doit eſtre inſinuée ſi n'excede la ſomme de 50. liures. 666
Donation faicte à vn petit enfant qui ne ſçait parler, ne peut eſtre debattue à faute d'acceptation. 667
Donations ſont eſteintes, ſi les donataires meurent ſans les accepter. ibid.
Donations faictes de paillard à l'adultere ſont adiugées au fiſc. 668
Donations à cauſe de mort, inſtitutions d'heritiers & ſocietés coniugales ſe contractent en France és conuentions matrimoniales, & par contract de ſocieté. 677
Donation eſt vallable entre mariez, quand le donateur y perſeuere, & n'y contredit iuſqu'au dernier ſouſpir de ſa vie. 686
toutes Donations & diſpoſitions valent és contracts de mariage & ſocieté vniuerſelle de tous les biens, deduite la legitime des aſcendants. 691
Donation faicte à cauſe de mort, ou entre vifs en traicté de mariage en faueur des mariés, eſt irreuocable. 699
Donations entre vifs, faites en faueur de mariage, ne ſont ſubiectes à inſinuation. 713
Donations faictes à perſonnes eſtrangeres ſont reuoquées par ſuruenance d'enfans du donateur. 714
Donataire peut demander contre le donateur qu'il ſoit mis en la poſſeſſion & iouyſſance des choſes données. 731
Donation de la moitié des biens faicte de la mere au fils, ne peut eſtre entendue, niſi deducto ære alieno, *de toute l'heredité.* 750
Donations demeurent caſſées par ſuruenance d'enfans. 805
Donner & retenir au profit des contractans & leurs aſcendans eſt vallable en contract de mariage. 715
Dons gratuifs du Prince ſe rapportent au pere, ſi ſont faicts à la contemplation du pere, ou au fils, ſi c'eſt pour les propres merites du fils. 78
Dot couſtumiere paternelle. 1
Dot requiſe pour l'honneſteté coniugale. 2
Dot inſeparable du mariage, repetée en cas de ſuccombance. 3
Dot propre à la femme poſſedee par le mary. 30
Dot peut eſtre repetée par nullité de mariage, apres la declaration du Iuge d'Egliſe. ibid.
Dot non payée, repetee par la femme, quoyque non payee ſur les biens du mary. ibid.
Dot par la femme repetee du viuant du mary, qui vient en pauureté. ibid.

Dot preferee ez precedans creanciers que n'ont droit de retention, ny expreſſe hypotheque en la choſe ſaiſie. 31

Dot payee, on ne peut contraindre le mari bailler caution pour icelle, ſinon la repeter, luy venant en pauureté. 32

Dot quelle doit eſtre, pour exclurre la fille à demander ſupplement. 44

Dot de l'ayeul donnee à la niepce, ob bene merita, computee à celle du pere, poſterieurement conſtituee. 47

la Dot marche auec le fiſc, l'Egliſe, & le moindre & la Republique, apres la finance d'vn eſtat patrimonial, & auant les creanciers du mari, ou aſcendant que la receuë. 53. & 54

perte de Dot peut eſtre imputee à la femme, ſi ne la repete quand ſon mari commence mal meſnager ſon bien ſans attendre la derniere piece, ſi eſt aagee de 25. ans. 62

Dot non ſubiecte à retranchement, par droit de legitime ne autrement. 92

Dot propre heritage de la femme, pour en diſpoſer à ſa volonté apres le decez du mari. 99

la Dot & le fiſc ſont en pareil priuilege. 280

la Dot augmente à la femme d'vn tiers, ſuruiuante au mari. 524

la Dot appartient à la femme, l'vſufruict au mari pendant le mariage. 525

Dot & douaire ont meſme priuilege. 549

Dot paternelle eſt entierement acquiſe au mari, par le predecez de la femme. 653

Dot peut eſtre demandee par la femme au mari venant en pauureté de ſon viuant, & commençant à mal meſnager. 657

ſi la Dot conſiſte en deniers, & ne ſe trouuent en nature, ſont reputez auoir eſté diſſipez, ou conuertis au profit du mari. 659

Dot & donation matrimoniale eſt apportee au mari à titre onereux. 714

Dot & douaire prefix ſont tenus comme propres heritages aux enfans naiz de mariage. 715

Dot n'eſt remiſe entre les mains de la femme, & pourquoy. 716

Douaire couſtumier à Paris eſt propre heritage aux enfans. 4

Douaire couſtumier de la femme eſt entendu de la moitié des heritages qui eſchoent au mari en ligne directe pendant le mariage. 427

Droit Romain abrogé. 1

Droicts & aduantages perdus par le pere ou la mere, retournent aux enfans, ou autres plus proches, ſi ne ſont confiſquez par crimes atroces. 29

Droit Romain obſerué en Tholoſe, & Languedoc pays de droit eſcrit, à tant qu'il ſe conforme à nos mœurs & religion Chreſtienne, non en recognoiſſance de l'empire. 65

Droit de reuerſion enuers les aſcendants, conſtituants, leurs exceptions & empeſchements. 99

Droit de desherance appartient au Roy, & au ſeigneur haut iuſticier non à celuy qui n'a que moyenne & baſſe iuſtice. 132

Droit de haute, moyenne & baſſe Iuſtice, ores ſoit annexe au fief, n'anoblit en France. 148

nul Droit de iuſtice tenu en France en franc aleu. 168

Droit de retraict ou de retenue feodale n'a lieu en Tholoſe. 196

Droit de lods, comment appellé. 267

Droit d'indemnité du ſeigneur taxé & arbitré ſelon la qualité du fief. 221

Droits Royaux & de l'Egliſe, marchent d'vn meſme pied. 278

Droit Romain ne permet le retrait lignager. 287

Droit d'Aubaine n'a lieu en Languedoc 289. & 321

Droit de commis n'a lieu en Tholoſe. 211

Droit de peage, trauers, & barrage ſont du domaine du Roy, & ne peuuent eſtre tenus par les Seigneurs, ſi ne monſtrent titre & conceſſion expreſſe de ſa Maieſté. 315

Droit d'Aubaine n'a lieu en Tholoſe & pays de Languedoc. 189
Droit d'aubanage appartient au Roy ſeul. 325
tous Droits & actions, cens, rentes, ſeruitudes & autres droits preſcriptibles corporels, ou incorporels ſe preſcriuent, acquierent, ou perdent par laps & eſpace de 30. ans. 367
Droits ſeigneuriaux ſont preſcriptibles par cent ans. 379
Droit d'aiſneſſe ne peut aduenir aux baſtards. 518
Droits Royaux & Eccleſiaſtiques ſont adherents à la piece & premiers allouez, par droit de ſuperiorité. 536
Droit de ſuperiorité eſtimé preſcriptible. 538
Droit de preference eſt deu à celuy, auquel les deux mariez ſont naturellement obligez. 539
Droit d'aiſneſſe recommandable à la Nobleſſe. 706
Drouts de ſuperierité, ne ſe preſcriuent par aucun interualle de temps. 721
Droit de la haute, moyenne & baſſe Iuſtice conſiſtent és profits, reuenus & emoluments en prouenants. 726
Droits feodaux & de Iuſtice ſont differents. ibid.
Droits de Iuſtice s'arrentent communement pour en perceuoir les fruicts, reuenus & emoluments. ibid.
Droit de commis n'a lieu en la ville & Viguerie de Tholoſe. 730
Duchez & Marquiſats ne ſont ſubiects au droit d'aiſneſſe. 700
Dueil propre aux femmes. 708

E

ECcleſiaſtiques & Communautez ne peuuent tenir fonds noble, ne rural, ſans lettre d'amortiſſement de ſa Majeſté. 169
Eccleſiaſtiques ſeculiers ne ſont tenus comparoir deuant le Iuge, pour eſtre ouys en teſmoins, ſans congé & licence de l'Eueſque. 255
Eccleſiaſtiques en leurs propres & particuliers affaires ne iouyſſent que de preſcription trentenaire. 366
Edict du Roy Henry IV. par lequel les eſcus ſol ont eſté reduits à trois liures cinq ſols, les quarts d'eſcus à ſeize ſols, & ordonné que les payements ſe conteroyent par liure, à vingt ſols liure, en quelles eſpeces que ce ſoit. 126
Edict publié le vingtſeptieſme Ianuier mille cinq cents ſeptante trois, par lequel fuſt permis aux gens d'Egliſe rachepter leurs ſeigneuries en vertu de l'Edict de Charles neufieſme contenant que les terres amorties que ſeroyent alienees par les Eccleſiaſtiques pour retirer celles qu'auoyent eſté venduës ſeroyent auſſi tenues du Roy à cauſe du lieu de ſa plus prochaine Iuſtice, & les noms amortis du ſeigneur du fief. 226
Edicts & Ordonnances des Rois de France ne permettent aux Notaires & tabellions retenir contracts en cayers ſeparés, ni les mettre en liaſſe. 759
Edict du Roy François II. mille cinq cents ſoixante des ſecondes nopces conforme au droit Romain, duquel on vſe en Tholoſe. 868
Egliſe de la Daurade ancienne parroiſſe de Tholoſe, iadis temple de Iupiter. 403
Electeurs & nominateurs de tuteurs ſuffiſſans en apparence, ſoluables du temps de la nomination apres deuenus inſoluables, ne ſont tenus en aucune preſtation de reliqua. 829
Election des Capitouls refaicte par la Cour. 57
Election & preſtatiõ de ſerment des Capitouls de Tholoſe. ibid.
Elections conſulaires ès villages & conſulats de la Viguerie. 58
Emancipation n'eſteint le droit de nature entre

pere

pere & fils, l'vn d'iceux venant en neceſſité ſans cauſe d'ingratitude du fils enuers le pere. 92
Emancipations & ſubſtitutions pupillaires practiquées en France. 680
l'Empereur caſſe les contracts, promeſſes & cedulles, eſquelles les biens de la femme ſont obligés pour le debte du mary. 478
Emphyteoſe conſiſte en grains. 724
Emphyteote receu intenter procés contre le Seigneur. 121
Emphyteote entrant en religion le fonds emphyteotique n'appartient au Monaſtere. 231
ne peut l'Emphyteote fruſtrer le Seigneur de ſes droicts, ny le Seigneur frauder ſon vaſſal de l'vtilité du fief par hypothecques, engagements, ny en quelle autre maniere que ce ſoit. 242
Emphyteote par la Couſtume de Tholoſe, peut permuter, donner, tranſporter & alliener le fonds emphyteotique. 293
Emphyteote eſt Seigneur vtile & proprietaire du fonds emphyteotique. 551
Emphyteotique deniant tenir titre du Seigneur direct, ſe voulant attribuer la proprieté de l'heritage, qu'il tient à bail emphyteotique ſans en faire recognoiſſance, n'eſt priué du fief ſinon condamné à l'amande. 228
l'Employ de l'argent dotal ne peut eſtre mieux aſſeuré qu'à la finance & compoſition d'vn eſtat patrimonal entrée aux coffres du Roy. 513
Enfans naturels legitimez par ſubſequent mariage de leurs progeniteurs. 3
Enfans ſucceſſeurs leguimes de leurs peres & meres, enſemble du lucre nuptial de leurdit pere & mere. 6
Enfans legitimés procreez ſous l'affection du mariage. 22
Enfans non emancipez demeurent ſous l'aiſle du pere par la Couſtume de Vitry. 65
Enfans deshereſtez & priuez d'aliments, voire punis pour cauſe d'ingratitude & indignité. 66
Enfans tacitement emancipez par mariage. 93
Enfans procreez de femmes nobles & maris roturiers, ſuccedent au fief, quoy que ne viuent noblement. 168
Enfans de famille ne poſſedent aucuns biens paternels pendant la vie du pere. 670
Enfans qui habitent hors la maiſon du pere, & font maiſon ſeparée d'auec la ſienne ſont tenus pour emancipez. 680
l'Enfat n'eſt tenu nourrir le pere ſi a d'ailleurs dequoy s'entretenir. 692
Enfans mariez que viuent à leurs propres deſpens ſont tenus pour emancipez. 715
Enfans de famille apres le deceds de leur pere peuuent s'introduire en l'heritage, ou le repudier ſi bon leur ſemble. 771
Enfans priuez non ſeulement de la ſucceſſion paternelle, mais auſſi de la legitime. 865
Enfans ne peuuent eſtre priuez par leur pere par teſtamẽt, de la legitime ſans cauſe d'ingratitude. 867
Eſchange de fiefs a lieu de vente. 293
Eſchange du fonds allodial, auec heritage feodal ou cenſier, n'apporte que ſimples lods & ventes, non doubles. 297
Eſclaues eſtrangers que ſe refugient en Tholoſe, ſont en plaine liberté, & tenus vrays citoyens de Tholoſe. 755
Eſcolier eſtudiant en Vniuerſité fameuſe, ne peut eſtre conuenu que deuant le Conſeruateur des priuileges d'icelle. 372
Eſcus ſol de France reduicts à trois liures piece, & ordonné qu'on conterea par eſcus. 126
Eſcus ſols de France reduicts à trois liures 5. ſols. 789
Eſpaues & biens vaquans ſont des droicts de haute iuſtice. 319
Eſpaues appartiennent és Seigneurs hauts iuſticiers. 639
Eſpaues peuuent eſtre demandes dans 40. iours. 739

Eſpouſe condamnée rendre ce qu'elle auoit receu de ſon eſpoux decedé ſans conſommer le mariage. 20
Eſtat politique regi ſous l'ordre ariſtocratique des Capitouls repreſente le corps myſtique de la ville de Tholoſe. 875
Eſtimations du fonds ruſtique ſe font communement à proportion du reuenu, à raiſon du denier vingt. 572
Eſtimation du fonds à force de vente. 792
Eſtrangers en France ne diſpoſent de leur bien, & ont le Roy pour ſucceſſeur. 325
Eſtranger faiſant ſa demeure au pays de Languedoc, & viuant chreſtiennement & catholiquement, eſt tenu pour regnicole naturaliſé. 326
Eſtrangers Chreſtiens Catholiques ſont tenus pour naturels en Tholoſe. 725
Eſtrangers habitans en Tholoſe, y viuant chreſtiennement & catholiquement tenus pour naturels. 876
Eſtraines qu'on donne & apporte le lendemain des nopces appartiennent au mary. 702
l'Eueſché de Tholoſe reduicte en Archeueſché & departie en 5. Dioceſes par le Pape Iean. 22. 405
Eueſques & Prelats tiennent fiefs nobles de ſa Majeſté & luy preſtent ſerment de fidelité. 158
Eueſques & Archeueſques de France, pourueus de leurs prelatures ſont tenus pour le temporel preſter ſerment au Roy de fidelité. 199
Eueſques de France ſe peuuent aſſeoir és hauts ſieges des Parlemens és iours des plaideries, pres le Preſident, à coſté dextre, &c. 281
l'Eueſque de S. Flour fuſt inhibé ſe ſeoir és hauts ſieges des plaideries, iuſqu'à ce qu'il euſt faict le ſerment de fidelité au Roy. ibid.
l'Eueſque Didiſque & S. Dominique enuoyés par le Pape Innocent 22. pour conuaincre les heretiques. 399
Eueſques & Clercs inhibés de tenir à aucun ieu de hazard, tant par le droict Canon que ciuil. 451
Eueſques en France preſtent ſerment de fidelité, comme homagers de ſa Majeſté. 542
Eueſque & Iuge Eccleſiaſtique ne cognoiſt en France des cauſes ciuiles ne criminelles. 775
Exactions indeuës & tortionnaires ſont defendues au Seigneur, à peine de priuation de leur fief. 230
Execution des ſentences arbitralles appartiennent aux Iuges ordinaires. 262
Execution ſe peut faire à la requeſte de l'vn des conſeigneurs, pour ſa part de la ſeigneurie indiuiſe. 272
Execution eſtant faicte contre vn gendarme en temps de guerre, on luy doit reſeruer ſes cheuaux & armes. 736
Exemple memorable d'vn mary homicidé & des ſupplices qui s'en ſont enſuiuis, tant en la perſonne de ſa femme adultere, que meurtriers & complices. 25
Exploits des ſergens faits contre les Ordonnances peuuent eſtre debatus de nullité. 468

F

Faculté de reuoquer les donations contre les donateurs par ingratitude ſe preſcript en par vn an. 364
Falcificateurs, qui ſe trouueront auoir ſuppoſé ou falſifié la marque royalle, ſont puniſſables, comme faux monnoyeurs. 462
chaſque Famille doit auoir ſa foſſe & latrine, & ſe tenir nette de toutes immondicités. 413
la Faueur du droict n'aſſiſte aux femmes tuteleuſes & vſees. 475
Fauſſaires, qui ont paſſé faux contracts, ou porté faux teſmoignages, ſont puniſſables de mort. 487
Femme riche peut donner à ſon mary pauure & honneſte la quatrieſme de ſes biens. 2

Femme heritiere teſtamentaire du mary en faueur des enfans. 20

Femme conuaincue d'adultére du viuant du mary, perd la dot, & augment, enſemble tous les aduantages & legats à elle faicts par ſondit feu mary. 24

la Femme agit pour la dot contre le tiers poſſeſſeur ſans autre diſcuſſion dans les dix ans de l'ordonnance, deduit le temps qu'elle ne peut agir. 31

Femme non priuilegiee aux hypotheques des acquiſitions faictes auant le mariage. ibid.

la Femme ionyt de la dot repetee du mary appauury. 32

la Femme n'eſt priuilegiee contre la caution du mary en la repetition de la dot, ny ne le peut actionner, ſans prealable diſcuſſion. ibid.

Femme en ſaiſine des biens du mary, pour ſa dot & augment. 33

Femme preferée pour la dot és creanciers du mary precedents en hypothecque. 37

la Femme eſt plus priuilegiée à la repetition de ſa dot, que le mary qui la demande. 55

Femme mariée alimentee aux deſpends du mary, ou des fruicts ou reuenus de la dot. ibid.

Femme a droict de retention & demeure pour la dot & peut agir pour icelle contre le tiers poſſeſſeur ſans diſcuter les biens du mary non alienez. 54

la Femme n'eſt tenue contribuer pour la troiſieſme à elle adiugee des biens de ſon mary condamné à mort, ou aux galeres perpetuelles. ibid.

Femme priuilegiée pour la dot ſur les biens du mary, non du conſtituant. 56

Femme en Tholoſe preferée és creanciers du mary, tant és meubles que immeubles. 61

la Femme a droict de retention & habitation à la maiſon du mary pour ſa dot & augmẽt. 64

Femme remariee diſpoſe du ſien propre en faueur de ſes enfans du ſecond lict, ſi bon luy ſemble, ſauf és autres leur droict ou ſupplement de legitime, s'il y a iuſte cauſe de legitime. 96

Femme heritiere teſtamentaire du mary eſt priuee de la dot pour n'auoir fait inuentaire. 98

Femmes remariees l'an du dueil priuees de l'augment & ſucceſſion des enfans du premier lict. 100

Femmes en Tholoſe preferees pour la dot és autres creanciers quoy que premiers, qui ont tacite hypothecque tant ſur les meubles & immeubles du mary que de ſon pere. 131

la Femme & le fiſc eſtans eſgaux en priuilege, recourent au droict commun. 132

Femme tenue continuer le loüage & afferme faite par ſon mary du fonds dotal. 135

la Femme venant en pauureté, pour ſa dot & augment peut agir & proceder par ſaiſie ſur le fonds alliené contre le tiers poſſeſſeur, &c. 188

la Femme qui a droict de retention des meubles & immeubles du mary defunct peut agir & proceder par ſaiſie ſur le fonds alliené contre le tiers poſſeſſeur. ibid.

la Femme n'vſe de ſon priuilege ſur meubles laiſſez par le deceds du mary, en pays couſtumier. 193

la Femme n'eſt tenue pour les debtes & obligations du mary ſi vient en pauureté, ains peut de ſon viuant la repeter, & s'oppoſer aux ſaiſies de ſes creanciers quoy que premier en hypothecque. 194

la Femme lezee doibt recourir au benefice du Prince & impetrer lettres Royaux pour eſtre reſtituee en entier contre ledict contract, à ce qu'elle puiſſe auoir ſon action ſur les biens vendus, donnez ou hypothecquez par ſondict feu mary. ibid.

Femmes en Tholoſe ſont par la dot preferees aux creanciers precedents du mary ſur les biens d'iceluy mary, &c. ibid.
Femme mariée qui eſt marchande publique, par permiſſion du mary ſe peut obliger tant en ſes biens, qu'en ſa perſonne. 437
Femme bruſlee viſue pour avoir ſuffoqué ſon enfant l'an 1584. 450
Femmes chaſtes, pudiques & meſnageres ayment la modeſtie. 455
Femmes ne doyuent parler à l'Egliſe. 456
Femme ne peut eſtre emprisonnée en Tholoze, ny detenue pour debte ciuil. 459
Femmes ſe peuuent obliger au payement des debtes enuers les creanciers, pour & auec leurs maris. 464
la Femme peut diſpoſer de ſes paraphernes. 465
la Femme peut reentrer en ſon bien vendu pour les neceſſitez du mary, pourueu qu'elle indemniſe l'acheteur. 466
la femme qui oblige ſa perſonne pour le debte de ſon mary, ou d'autruy, doit renoncer non ſeulement au Velleian, mais auſſi à l'authentique, ſi qua mulier. 472
vne Femme moindre renonce à vne ſucceſſion acquiſe par contract de mariage, authoriſée par ſon futur eſpoux, qui promet la faire ratifier eſtant maieur. 474
Femmes mariées ne peuuent contracter ſans l'authorité de leur mary, par la couſtume de Paris. 472. & 476
Femme maieur de 12 ans, hors l'authorité paternelle, qui n'eſt en puiſſance de tuteur ne curateur peut receuoir à preſt, s'obliger, cautionner & interceder pour autruy. 480
Femmes hoſteliseres ou marchãdes faiſans train de marchandiſe font leurs obligations verbales. 484
la Femme ne peut faire retracter vn arreſt contre elle dõné, eſtant legitimemẽt defendue. 489
la Femme ne peut rentrer en ſes propres biens vendus pendant le mariage d'authorité de Iuſtice pour redimer ſon pere ou ſon mari de priſon, &c. 503. & 504
la Femme peut valablement obliger ſes biens auec ceux du mari pour leurs communes neceſſités. 502
la Femme a touſiours cauſe de relief de l'obligation à elle preiudiciable. 506
la Femme apres le decez du mari peut agir pour la dot contre le tenancier que bon luy ſemble des biens que luy ſont generallement obligez. 508
la Femme pour la dot eſt eſgale au fiſc & à la republique. 510
Femme qui repete ſa dot auec l'augment, ne peut demander aliments, ny l'habitation portée par ſes pactes dotaux. 517
la Femme peut eſtre releuée par le Velleian de toutes interceſſions, ſi elle n'y participe, & n'eſt obligée en ſon fait propre. 518
la Femme peut dreſſer ſon execution ſur les debtes actifs pour la dot. 520
la Femme peut eſtre releuée du conſentement par elle preſtée du viuant du mary. 526
la Femme vient à l'ordre commun des hypotheques pour les biens du mary ſpecialement obligez. 528
la Femme peut du viuant du mary venant en pauureté, s'oppoſer aux ſaiſies faictes ſur les biens d'iceluy, à la requeſte de ſes creanciers. 549
la Femme, pour les frais & intereſts de la dot, doit eſtre penſionnée & alimentée ſur les biens du mary, comme luy appartenans en proprieté. 550
vne Femme moindre de 25. ans, ſe diſant maiere, obligée auec ſon mari pour certaine rẽte conſtituée, fuſt deſchargée & releuée par arreſt du Parl. de Paris. ibid.
Femme preferable pour la dot non pour l'augment és creanciers poſterieurs. 559
la Femme peut non ſeulement repeter la dot pendant la vie du mary pauure pour ſa mauuaiſe meſnagerie, mais auſſi demander l'augment. 562
Femmes ne peuuent iouïr l'argent de leurs maris. 564
vne Femme conuaincue d'vſure, ayant pris deux

deux cæcolus pour eſcu par mois condamnee en amende d'honneur & bannie pour cinq ans. 616
ce que la Femme acquiert & poſſede pendant le mariage, eſt cenſé du mary, ſauf les paraphernes. 643
apres le decez de la Femme, le mary diſpoſe & faict à ſa volonté de la dot à luy par elle ou autre pour elle conſtituee. 651
la Femme en France, qui eſt ſeparee de biens, ne peut vendre, aliener, ne hypothequer ſes propres ſans l'authorité & conſentement du mary. ibid.
la Femme gaigne le doüaire pour auoir ſeulement mis le pied au lict. 654
la Femme qui eſt excluſe par le fiſc de la ſucceſſion du mari, & le mari de celle de la femme, au Parl. de Tholoſe. 655
la Femme ne peut plus donner ne conſtituer à ſon ſecond mary, qu'à l'vn de ſes enfans du premier lict. 656
la Femme peut pourſuiure les reuocations des alienations faictes par ſon dict mary des biẽs dotaux, bien que par elles conſentues. 657
Femme condamnée d'adultere à la pourſuite du mari, perd ſa dot & augment. ibid.
Femme viuant lubriquement apres le decez de ſon mari, & apres l'an du dueil, ne peut eſtre priuee de ſa dot & augment. ibid.
la Femme n'eſt admiſe à accuſer ſon mary de crime public d'adultere. ibid.
la Femme ſe peut prendre ſur ce que bon luy ſẽble par la repetition de ſa dot, voire contre le tiers poſſeſſeur des immeubles, ſans faire diſcution ſur les autres biens du mary. 558
Femme, quoy que moindre peut conſtituer en dot à ſon mary tous & chaſcun ſes biens ſans decret de Iuſtice, & ſans eſpoir de relief. 660
Femme preferée pour la dot és creanciers precedens ayans expreſſe ou tacite hypotheque ſur les biens tant de ſon beau pere que du mary. 693
Femme mariée ne peut s'obliger ſans le conſentement de ſon mary. 696
la Femme en Tholoſe, ne gaigne l'augment ou doüaire couſtumier, pour vn ſimple baiſer. 707
Femme pour ſa dot & aliments, peut ſaiſir & & s'oppoſer aux ſaiſies faictes à la requeſte des creanciers de ſon mary. 751
Femme peut vendre ſes propres auec ſon mary eſtant aagee de 25. ans. 752
Femme adultere peut eſtre reſtituée en ſon honneur par la reconciliatiõ du mary, quoy que conuaincue & condamnée. 866
Femelles ne ſont receues en teſmoignages. 805
la Feodalité n'a rien de commun auec la Iuſtice, en laquelle le Roy de France eſt ſeul fondé par tout ſon Royaume. 262
le Fermier peut eſtre contraint à vuider par l'acheteur eſtant deſdommagé. 158
Fermier peut, tãt pour lui que pour le ſeigneur, contraindre le vaſſal tant au payement des droicts courans, que autres reſtiances & arrerages pour 29. ans. 538
Fermiers du Roy ſont tenus payer le diſme à l'Egliſe. ib. d.
Fermiers des terres domaniales du Roy ſont tenus au payement des diſmes. 542
Fermiers des amendes ne peuuent exiger que celles que prouiennent des condemnations faictes du temps de leur afferme. 545
Fief que ſignifie. 145
Fiefs & heritages nobles en France, n'annobliſſẽt les ſeigneurs & proprietaires d'iceux. 147
Fiefs dependent immediatement de l'authorité Royale, & mediatement des ſeigneurs Eccleſiaſtiques, ou lais qui les ont par don ou conceſſion de ſa Majeſté. 148
le Fief eſtant baillé à rente ſans cenſiue, la terre ne reſte d'eſtre feodale & noble pour le regard du bailleur, s'il y a retention de foy. 161
nul Fief ne peut eſtre faict allodial, ſans le conſentement de ſa Mayſté. 168
Fiefs nobles tenus par les habitans de Tholoze roturiers, ſe partagent roturierement enſemble par eſgales portions entre freres & ſœurs. 169

Fief ne tombe en mainmorte outre le gré, consentement & liberalité du seigneur. 196
Fiefs qui n'ont titre de dignité, n'anoblissent le roturier. 215
Fief non subiet à retrait feodal pour desadueu. 228
Fiefs & Iustices, que souloyent estre viageres, ont esté faictes perpetuelles, domaniales & patrimoniales. 250
quand vn Fief est tenu de plusieurs seigneurs, celuy du milieu a l'entrée & passage du deuant du costé de la rue, & le dernier par le deuant & milieu, pour faire saisie en son fief. 271
tous Fiefs, riere fiefs, cens, riere cens, rotures & franc aleus dependant du Roy. 284
Fief consiste en toutes redeuances deues au seigneur. 724
Fiefs des Euesques sont voyagers de mainmorte, & immediatement tenus à foy & hommage de sa Majesté. ibid.
tous Fiefs sont patrimoniaux. 723
Filandiere est coulpable de larcin, laquelle s'ayde de l'ouurage, ou matiere par elle receue, la vend ou engage contre la volonté du maistre. 453
Fille non dotée a sa legitime: & la fille peu dotée a le supplement d'icelle. 2
Fille dotée par le pere autant que monte sa legitime, excluse de la succession paternelle, à laquelle elle a renoncé. 43
Fille, qui a renoncé à la legitime, & supplement d'icelle, est excluse de la succession & heredité paternelle. 44
Fille dotée non excluse de la succession du pere, conuole en secondes nopces, qui en a disposé en faueur d'vn estranger ou enfans du second lict, ores ayent renoncé à l'heredité paternelle de ce que leur est acquis. 45
Filles nonobstant la quittance & renonciation par elles faictes par serment peuuent demãder supplement de legitime, ou leur contingente portion de la succession de leur pere sans faire testament. 48
Fille qui a renoncé à l'heredité paternelle, ne perd les droicts du pere qui se remarie: car autrement elle lui peut venir estant suffisamment dotée. 52
Filles qui se marient apres la vingtcinquiesme année de leur aage, ny les enfans de 30. ans, sans l'aduis de leur pere, apres les auoir requis, n'encourent cause d'ingratitude. 74
Fils qui ne peut agir doit faire foy de son authorisation & emancipation. 84
Fils de famille peuuent estre en iugement demandans & defendans, en cause criminelle, sans l'assistance & authorité du pere. ibid.
Fille dotée traduite hors la maison paternelle, tenue pour emancipée. 90
Fille de 25. ans & le fils aage de 30. se peuuent marier sans l'authorité de pere, ny pour ce encourir cause d'ingratitude. 91
Fille mariee quand censée fille de famille, ou emancipée. ibid.
Fille dotée par le pere, ne peut demander autre chose sur les biens du pere. 102
vne Fille maieur peut disposer de partie de ses heritages, en faueur de son tuteur espoux sans authorité de Iustice, &c. 485
Filles qui habitent hors la maison du pere & font maison separée, sont tenues pour emancipées. 680
Fille de famille par le mariage ne sort de la puissance paternelle. 852
Fils de famille ne peut tester ny leguer, sinon donner à cause de mort, auec licence du pere, estans adultes, non autrement, &c. 66
Fils de famille, quoy que marié, ne dispose que des acquisitions prouenans de son gain peculier, sans l'authorité paternelle. 68
Fils de famille emancipé, qui commence ou cõtinue payer le debte qu'il a contracté, quand il estoit en puissance de pere, s'oblige de nouueau, ou confirme sa premiere obligation. 69
Fils emancipés ou autrement hors la famille du pere, non subiects au Macedonian. 90
Fils de famille peut conuenir & faire assigner le prescriuant pour interrompre la prescription sans le consentement du pere. 368

Fils

Fils de famille venant à ſe marier, & demeurant en la puiſſance du pere, le pere eſt tenu luy bailler maiſon, meubles, & le penſionner ſuiuant la faculté de ſes biens. 653

le Fils eſt tenu alimenter le pere venant en diſette & pauureté. ibid. & 76.

Fils emancipez, & adoptez en maiſon eſtrangere du viuant du pere, ſont tenus pour eſtrangers en la Communauté. 671

Fils non emancipez, tenus ſous la volrie du pere. ibid.

le Fils peut reprendre l'adminiſtration de ſes propres du viuant du pere diſſipateur. 747

Fils heritier du pere ne peut venir contre la vente faite par ſondit pere de ſes propres. 796

Fils heritier de la mere ſe peut oppoſer pour les droits maternels & autres qui luy ſont propres. 797

le Fils ne doit oublier la mere, ny la mere le fils, venans à leurs derniers iours. 814

le Fils du Roy ſuccede à la Couronne, quoy que ne ſoit encore nay. 848

tant que le Fils eſt en puiſſance de pere ne peut contracter, ne quaſi contracter és choſes que le pere a intereſt ſans ſa licence. 850

Fils de famille ne peut teſter, legüer, codiciller, ne fideicommettre, quoy que le pere le permette & l'authoriſe. 852

peut diſpoſer du pecule militaire & quaſi militaire. ibid.

Fils emancipé peut teſter & diſpoſer du ſien ſous l'authorité paternelle. 853

Fils de famille peut agir en demandant, & defendant ſans le conſentement du pere ez affaires criminelles, ſauf ez queſtions familieres. 855

la Finance d'vn eſtat patrimonial eſt preferee à la dot. 544

Financiers ne peuuent iouër l'argent du Roy. 564

Fiſc tenu payer les creanciers, entre leſquels la femme eſt premiere alloüee. 54

le Fiſc & la dot ſont en pareil priuilege. 280

le Fiſc appartient au Roy, pour crime de leze Maieſté diuine. 250

Fons eſtimé baillé en dot eſt vendu pour le prix auquel eſt aualué. 2

Fonds dotal doit eſtre aualué en Tholoſe, ſi n'eſt conuenu d'augment, ou douaire prefix. 23

Fond dotal achepté de l'argent dotal. 36

Fonds dotal permutable, non alienable. 37

Fonds vendus pour dot legitime, ne ſont ſubiects à lods & à ventes. 47

Fonds dotal enincé porte recours de garentie. 55

chacun en ſon Fonds peut en la Viguerie, gardiage & Seneſchauſſee de Tholoſe auoir, & baſtir clapiers, viuiers, pigeonniers & moulins à vent, ſans deſroger au drot des ſeigneurs par ſentence du Seneſchal dudit Tholoſe. 239

le Fonds eſtant ſaiſi à la requeſte du ſeigneur, le vaſſal en conuent la main leuee, pendant l'inſtance. 253

Fonds pris d'vne maiſon pour eſlargir la rue, ne porte aucun droit de lods & ventes au ſeigneur directe. 302

le Fonds de la femme eſtant vendu par neceſſité pour ſon mari, elle y peut apres reentrer en rembourſant le prix à l'achepteur, deſpens & loyaux couſts. 513

Fonds dotal apprecié, ni ſon accroiſſement ne peut eſtre obligé, hypothequé, ne aliené par l'vn des mariés, ſans le ſceu & conſentemẽt de l'autre. 522

Fonds achepté pour & au nõ de la femme par le mari, appartient à la femme. ibid.

Fonds Eccleſiaſtique n'eſt deſchargé du diſme, ni des tailles Royaux & cõſuls du ſeigneur ſi n'eſt amorti par ſa Maieſté. 536

Force n'a lieu où la Iuſtice domaine. 116

Foriſcapes, pacts, lods, ſignifient vne meſme choſe. 313

Forme de proceder contre les abſents en cauſe ciuile. 58

Formalité du droict Romain inuſitee pour le faict des ſaiſies. 735
Forme d'exploter. 56
Formes & ſolēnitez des teſtaments familieres & communes aux François anciens. 801
Fortune d'or trouuee en mine, appartient au Roy. 327
vn Foulon ayant pris du drap pour le lauer & fouler ſans faire marché, le proprietaire eſt tenu payer la façon au prix accouſtumé &c. 454
Fragilité du ſexe exclud les femmes des charges publiques. 477
Frais vtiles & neceſſaires expoſez par les freres à la communauté, leur ſont allouez à chacun ſelon ſa vacation. 671
François Icart & Iean Baccareſſe pendus pour larcin nocturne deuant la maiſon du deſrobé par arreſt du 28. Iuin 1610. de la ſentence des Capitouls. 243
François n'ont tel pouuoir & authorité ſur leurs enfans que les anciens Romains. 852
Francs fiefs pourquoy ainſi appellez. 283
Fraude & ſimulation de contract doit eſtre retorquee contre ſon autheur. 730
Freres Mineurs Obſeruantins ſont capables d'hoiries, & immeubles, à la charge d'en vuider leurs mains dans an & iour. 203
Freres Mineurs de l'Ordre de S. François inſtituez l'an 1216. du temps du Pape Honorius III. 400
Frere Pierre de Foix Cardinal & Legat d'Auignon, fondateur du College de Foix. 405
le Frere aiſné maieur de 25. ans eſt preferé à la mere en la tutelle de ſes freres & ſœurs moindres. 482
celuy des Freres qui manie & negocie les affaires & cabal de l'heredité, eſt ſeul comptable lors de la diuiſion enuers ſes freres. 671
le Frere qui s'aide des deniers communs de l'heritage pour s'achepter vne piece, ne commet larcin, pourueu que n'excede ſa part. 674
le Frere aiſné maieur de 25. ans du temps du decez du pere, ou ayeul eſt tuteur de ſes freres & ſœurs moindres, & en exclud la mere. 677
ſi l'vn des Freres eſt exheredé par le pere pour cauſe d'ingratitude, ou indignité, la part de l'exheredé accroiſt à ſes autres freres, heritiers vniuerſels. 682
Frere conſanguin peut agir d'inofficioſité contre ſon frere, qui a faict vn infame ſon heritier. 804
Freres paternels par le droit ancien preferez aux maternels. 818
Fruicts recueillis apres la miſe de poſſeſſion de benefice, appartiennent à l'impetrant, ou reſignature. 110
Fruicts du fonds vendu à pacte de rachapt à iuſte prix, ſont acquis à l'achepteur. 338
Fruicts dotaux ſont de meſme rang que ceux des benefices. 339
Fruicts recueillis ſont compris ſous le nom de meuble. 743

G

GAin nuptial pour droict de couche. 20
Gains nuptiaux reſernez en Tholoſe aux enfans du premier lict. 29
Gain peculier militaire & quaſi militaire du fils n'eſt à la diſpoſition du pere. 67
Galleres perpetuelles apportent confiſcation de biens en Tholoſe. 289. & 486
Galleries perpetuelles emportent en Tholoſe cōfiſcation de biens. 486
Genre humain reduit ſous vne ſeule bergerie. 755
Gens de mainmorte ne peuuent tenir heritages feodaux. 198
Gens de mainmorte ſont de trois eſpeces. 203
défendu à Gens de mainmorte par anciennes Ordonnances, loix & ſtatuts du Royaume, acquerir & poſſeder aucuns heritages feodaux, allodiaux ou roturiers, ni aucunes rentes & droicts immeubliers ſans permiſſion & licence des Rois. 218
Gens de mainmorte ne peuuent bailler à titre de cens les heritages roturiers qui leur

ont eſté amortis par le Roy. 220
Gentilshommes, clercs, Officiers du Roy & autres perſonnes priuilegiées taillables, pour les heritages que tiennent en roture, par Edict du Roy Charles VIII. du 12. May 1488. 235
Greffes compris és droicts de iuſtice. 727
Greffiers ſont tenus du faict de leurs cleres. 851
Greffiers reſpondent ciuilement de leurs commis. 855
Guy de Podio Eueſque de Mirepoix fondateur du College S. Nicolas. 405

H

HAbitans de la ville de Paris exempts du droict des francs fiefs, ban & riere ban. 167
Habitans roturiers de Tholoſe tenans fiefs nobles, exempts du droict de franc fief, par arreſt du Parl. de Tholoſe. 170
Habitans de Tholoſe priuilegiés & non priuilegiés ſont cotiſez par les Capitoulx, pour les œuures & neceſſités publiques. 171
Habitans des villes, en temps de cherté ſont tenus vendre leurs grains és halles & marchés és heures accouſtumées. 444
Hauts iuſticiers, tant laics qu'Eccleſiaſtiques ſont tenus payer les debtes hereditaires des biens que leur aduiennent par desherence, forfaicture, ou autrement, comme heritiers anomaux. 279
l'Heredité indiuiſe du pere deffunct repreſenté par ſes enfans demeure en ſon premier eſtat, iuſqu'apres le partage & diuiſion d'icelle. 669
Heritiers du mary receus accuſer ſa vefue à la perte de ſa dot & augment, que maluerſe l'an du dueil ou à la maiſon du mary. 24
l'Heritier doit eſtre conuenu au lieu de ſon domicille par la vefue, pour ſes drois & conuentions matrimoniales. 143
Heritier peut detenir la legitime par luy ignorée. 331
nul ne peut eſtre Heritier & doüairier tout enſemble. 434
Heritiers ſolidaires moindres, ou pupilles, peuuent eſtre contraincts par leurs creanciers ſe pourueoir en iuſtice de tuteur ou curateur auant la deliurance de la ſomme 579
celuy des Heritiers, ou aſſociez receuant le tout eſt tenu le remettre au blot hereditaire ou en la communauté. 581
Heritiers ſont tenus au payement des debtes hereditaires. 627
l'Heritier qui accepte & s'introduit en l'heredité, eſt tenu de toutes les charges. 667
trois ſortes d'Heritages. 169
Heritages & patrimoines ſont de leur nature francs, libres & allodiaux. 171
Heritage amorty & indemnisé que ſort & entre en main morte eſt ſubiect à droict d'amortiſſement & indemnité. 201
Heritages comment ſont tenus en France, & par qui. 168. & 213
Heritages non amortis, ores les acquereurs ſoyent d'accord auec le Seigneur. 215
Heritages cenſiers ou roturiers, ſont toutes poſſeſſions & droicts immobiliers, pour leſquels on paye annuellement cenſiue, rente, bordelage. 283
Heritages allodiaux ſont contenus ſous deux eſpeces. ibid.
Heritages allodiaux. ibid.
Heritages delaiſſez ſans aucuns hoirs ny ſucceſſeurs legitimes ou teſtamentaires des François tant naturels, que aubains & baſtards appartiennent à ſa Majeſté. 318
Heritages s'adiugent à la charge des droicts, & deuoirs Seigneuriaux frais & miſes de criées. 569
Hiſtoire de la ville de Tholoſe. 383. & ſeqq.
Hommage d'où eſt venu. 723
Homme creé à l'image de Dieu. 791
celuy eſt Homicide, qui donne charge & mandement de ce faire. 448
l'Honneur de la femme deſpend du mary. 873
l'Honneur des femmes ne conſiſte és ornemens ſomptueux. 455

Hoſpitaux & maladeries ne ſont tenues contribuer aux droit des nouueaux acqueſts. 169

Hoſtes condamnez en Tholoſe reſpondre des marchandiſes apportees en leur logis, quoy que ne s'en fuſſent expreſſement chargés. 128

Hoſtelier reſponſable de la marchandiſe amenee en ſon logis, quoy qu'elle ait eſte perdue à la chambre du voicturier. 127

Hoſteliers, tauerniers & cabarctiers ne peuuent loger ni receuoir les habitans & domiciliez de la ville, ſinon les forains & paſſagers. 429

Hoſtelier ne peut tenir hoſtelerie ſans permiſſion de Iuſtice. 443

Hoſtelier eſt partie legitime à demander ce dequoy il eſt reſponſable, & peut vendiquer les choſes deſrobees à ſon logis là où les trouuera. 745

Huictieſme faict le demi-quarteron. 788

Huile à quel poids ſe vend. 786. & 787

Hypotheque de dot empeſche l'eniſtiõ du fonds obligé. 31

declaration d'Hypotheque pour l'augment. 33

l'Hypotheque de la dot prend ſa force du contract & commence du iour & datte d'iceluy. 193

l'Hypotheque des dots & douaires ſe preſcript par 30. ans. 377

l'Hypotheque generale premiere emporte la derniere ſpeciale. 512

l'Hypotheque de la femme ne ſe peut eſtendre ſur les droits d'autruy qui n'ont competé ni appartenu au mari. 521

l'Hypotheque generale de la dot conſtituee, demeure pour l'aſſeurance de la femme. 523

l'Hypotheque de la femme prend ſa force & origine des conuentions matrimoniales. 525

l'Hypotheque commence du temps de l'obligation cõtractuelle ou quaſi contractuelle. 529

l'Hypotheque ſuit la choſe hypothequee. 533

l'Hypotheque de l'augment demeure ſur les biens du mari ſi oy que mis en criees. pour l'indemnité & aſſeurance de la femme en cas de ſurui uance. 549

l'Hypotheque des biens de la femme non employez vendus par le mari, eſt declaree puis le contract. 639

Hypotheques ſpeciales & expreſſes preferees à la dot aux Parlements de Paris & Bourdeaux. 750

en l'Hypothecaire chacun des heritiers peut eſtre ſolidairement actionné. 579

I

S. Iaques & Sainct Saturnin edifiez en Tholoſe par Charlemaigne. 397

Iauge du vin quelle eſt en Tholoſe. 787

Ieuneſſe desbauchee eſt plus enclinte à vendre qu'à conſeruer & augmenter ſon patrimoine. 840

Infeudataire decedant abinteſtat ſans aucuns deſcendans, aſcendants, ni autres parents, aſſins, & conſanguins capables & habiles à ſucceder, le fief reuient au ſeigneur de la directe, duquel eſt mouuant. 318

Infeudataires ſont tenus à la requiſition du ſeigneur feodal luy exhiber & communiquer à iour aſſigné non feriè, ſauf excuſe legitime, les inſtruments d'acheps, teſtaments, diuiſions, acquits, contracts, & tirres. 155

Information ne peut eſtre faicte des iniures legeres, dictes en l'abſence de l'iniurié. 364

Information peut eſtre faicte à la requeſte du vaſſal contre le ſeigneur, qui s'empare de ſon authorité priuee du fonds vtile, pour droicts non payez, & deuoirs non faits. 546

Ignominie au mari que ſa conionicte perſonne euſt veſcu en honneur auec luy pendant ſa vie, & apres ſon decedz vint à mãdier. 866

Inhibition aux boulengers faire amas de bleds ni autres grains à peine du fouet par arreſt du 26. Aouſt 1566. 444

Inhibition au fils de prouoquer ni offenſer ſon pere de faict ni de parole, moins l'inquieter & moleſter en ſes biens ni ſa famille, à peine d'eſtre procedé extraordinairement contre luy. 854

Innocent VI. fondateur du College S. Martial en l'Vniuerſité de Tholoſe. 888

Inquiſition des biens meubles tenus & poſſedez par celuy, contre lequel eſt enquis, n'interrompt la preſcription du poſſeſſeur. 356

Inſinuations confirment les donations contre les donateurs ou leurs heritiers non au preiudice des creanciers, achepteurs & autres ſucceſſeurs particuliers à titre onereux du donateur. 18

Inſtance commencée en preſence de l'vne des parties, peut eſtre continuée en l'abſence de l'vne d'icelles, ſauf que pour iuſte abſence on peut eſtre releué. 64

Inſtances ciuiles ſe commẽcent par action perſonnelle, ou hypothecaire. 567

Inſtitutions ne ſont vallables hors les pactes & conuentions matrimonialles. 47

Inſtitution faicte par teſtament du mary à la femme, eſt cenſée faicte en faueur des enfans. 100

Inſtitution des Freres Hermites Sainct Auguſtin eſt contemporanee à celle des Ordres de S. Dominique, & S. François du temps du Pape Honorius III. 401

Inſtitution d'heritier au ſuruinant vaut par contract de ſocieté vniuerſelle, & du mariage. 418

Inſtitution d'heritier faicte par la femme en faueur du ſecond mary par fideicommis en contemplation de ſes enfans, eſt ſubiecte à retranchement. 867

l'Inſtrument n'eſt cenſé faux, pour eſtre retenu par vn Notaire, duquel vn autre inſtrument a eſté declaré faux, ſoit deuant ou apres. 488

Interpretes anciens diſcordans ſur l'expoſition de la loy 2. C. de reſcind. vend. 339

Intereſts payez par la caution mis & allouez auec la ſomme principalle. 32

Intereſts conſentionnels alleuez apres tous les debtes principaux. ibid.

Intereſts legaux ne ſont receus en France, que au deſſous du denier dix. 617

Interruption ciuile ſe faict en trois manieres. 367

Inuentaire & ſequeſtration des biens du mary abſent, ſi la femme preſeme ne s'en veut charger, & demande penſion, ou repete la dot, ou la diuiſion, ſi ſont en commun. 56

Inuentaire, doibt eſtre produict par le tuteur pour iuſtification de ſa tutelle. 833

Inuentaire ne doibt contenir ſinon ce qu'à la verité ſe trouue appartenir au pupille. 835

Inueſtiture rend la vente aſſeurée. 192

Frere Ioachim grand maiſtre de l'Ordre des Templiers faict priſonnier à Paris auec 60. Cheualiers du temps de Philippe le Bel, & condamnez à eſtre bruſlez, &c. 405

Iournees des Sergens taxees par Ordonn. du Roy François I. à 16. ſols par prouiſion. Et ſe font par les Iuges ordinaires ou Conſeillers. 183

Iuges doiuent pourueoir à l'aſſeurance des payements, & des deniers deliurez. 89

Iuge Royal peut faire executer les ſentences de mort par luy dõnées ez terres des Seigneurs hauts Iuſticiers. 144

Iuges laics en Tholoſe procedent contre les preſtres concubinaires, ou ſurprins en malueriſation par amandes pecuniaires, &c. 151

Iuges ordinaires adſtraints par ſerment garder & faire garder en leurs ſieges les Ordonnances. 152

Iuge ſubalterne ne peut cognoiſtre du droict du Seigneur qui le peut depoſer & deſtituer ſans cauſe, quand bon luy ſemble. 163

Iuge & officier ſubalterne ne doit eſtre deſtitué par le Seigneur ſans cauſe, ſi l'a pourueu dudict office, pour cauſe remuneratoire, ou onereuſe, ny apres l'auoir exercé dix ans. 164

le Iuge deposé par le Seigneur, n'en doit appeller, ains s'oppoſer a la reception de celuy qu'on met en ſon lieu deuant le Iuge Royal. ibid.

Iuge Royal a ſeul la cognoiſſance des cas royaux. *ibid.*
Iuge ſubalterne du Seigneur ne cognoiſt des meurtres, rapis, bruſlemens, ains les Iuges Royaux. 179
Iuge Royal cognoiſt des homicides commis és chemins publics. 180
le Iuge du haut & moyen iuſticier peut contraindre ſes ſubiects & obeyr par priſe & ſaiſie de leurs biens & amandes pecuniaires à eux permiſes de droict s'il n'y a appel, où la ſentence eſt confirmée par le ſouuerain. 242
Iuges des Seigneurs ne peuuent cognoiſtre des crimes de leze Majeſté diuine & humaine. 243
Iuges ſubalternes des hauts iuſticiers ne peuuent cognoiſtre des affaires du Roy. *ibid.*
Iuge aucun ne Magiſtrat Royal ne peut eſtre receu à l'examen que n'ayt poſtulé quatre ans. 247
Iuges peuuent eſtre amendez, ſuſpendus & priuez de leurs gages & offices ſi malueiſent, delinquent & ſont fautes notables en leurs charges. *ibid.*
le Iuge cognoiſt en premiere inſtance de toutes actions ciuiles, reelles, perſonnelles & miſtes, pour la moyenne iuſtice. 249
Iuges des hauts iuſticiers, ores ſoient Pairs de France, ne peuuẽt cognoiſtre des faits poſſeſſoires, & complainte en cas de nouuelleté. 265
Iuges des Seigneurs ne cognoiſſent de pluſieurs cas ciuils de leurs ſubiects. *ibid.*
Iuges ordinaires, qui ne deferent à l'appel de leur ſentence definitiue, ſont amandables. 266
Iuges Royaux ſont perpetuels, & cedentaires, non deſtituables que par mort, reſignation ou forfaicture. 277
Iuges, ſi toſt que la plainte des crimes, excez, & malefices a eſté faicte, doyuent informer, ou faire informer, decreter & proceder de ſuite à la faction des procedures. 281
Iuges doiuent decerner adiournement perſonnel ſur les procés verbaux, teſmoignés du ſergent. 452
Iuges des Ducs, Comtes & Seigneurs, n'exercent la iuſtice en France, en dernier reſſort. 548
Iuges ne doyuent auoir eſgard aux cedules, promeſſes & obligations prouenants du ieu. 564
Iuge doit prendre garde ſoigneuſement à la qualité des perſonnes & circonſtances. 741
Iuges & Magiſtrats qui decernent les tutelles en France, ne ſont tenus abſolument de l'inſuffiſance. 773
Iuge d'Egliſe ne cognoiſt de dation de tutelle, confection d'inuentaire, ny reddition de comptes. 774
és Iugemens trois perſonnes ſont requiſes. 180
de tous Iugemens & condamnations pecuniaires les condamnations ſe pourroyent faire par toutes contraincts, & apres les quatre mois les condamnez eſtre pris au corps. 573
Iugemens donnez contre mineurs non deffendus ſont inuallables. 842
Iuſtice en pariage doit eſtre exercée par Iuges royaux. 245
Iuſtice patrimonialle ne peut eſtre tenues en Fance en franc aleu. 277
Iuſtice en France ne peut eſtre tenue en franc aleu par autre que le Roy. 886
moyen Iuſticier cognoiſt en premiere inſtance de toutes actions ciuiles, reelles, perſonnelles, & miſtes: & des delicts, deſquels l'amande n'excede ſoixante ſols pariſis enuers la iuſtice. 248
bas Iuſticier ne cognoiſt qu'en matiere perſonnelle entre ſes ſubiects iuſqu'à ſoixante ſols pariſis, & des delicts dont l'amande eſt de ſix ſols pariſis & au deſſous. *ibid.*
haut Iuſticier ne peut vendiquer que les biens aſſis en ſa haute iuſtice. 325
Iuifs venants d'Eſpagne, enioincts paſſer hors le Royaume, à peine des galeres. 755

Iuriſdiction ciuile attribuée aux Iuges ordinaires, royaux & ſubalternes. 733

L

LAboureur ne peut eſtre eſtably ſequeſtre des biens de ſon ſeigneur. 468
Langayeurs reſponſables des porcs par eux viſitez & langayés. 758
Lais roturiers ne ſont exclus des ſucceſſions des fiefs meubles en Tholoſe. 169
le Larron incommode le riche. 757
Legats pour cauſe pie demeurent, le teſtament eſtant rompu. 847
Legataire ne peut de ſon authorité priuée prendre le legat, ſi le teſtateur ne l'a ordonné. 153
Lettres d'amortiſſement doyuent eſtre verifiées és chambres des comptes à la Cour de Parlement. 216
Liberté des particuliers redimée & conſeruée. 877
Lict ſeparé pour la maluerſation du mary, la femme viuant honneſtement auec penſion. 19
Lien du mariage indiſſoluble. 656
Liquidation de la taxe de l'indemnité du ſeigneur ſe remet par les Cours ſouueraines, Seneſchaux, & autres iuriſdictions Royales à arbitres conuenus & accordés par les parties, ou prix d'office. 194
le Lieutement general d'Agenois, pour auoir faict executer vn criminel, nonobſtant l'appel qui auoit eſté iniuſtement condamné pour crimes capitaux encouruſt l'amende de deux cents liures. 266
cent Liure aſſignées à chaque chirurgien de gage, de la contagion. 139
Loages des maiſons qui ſe comblent, bruſlent, deteriorent & ſe rendent inhabitables, ſans la faute du maiſtre, ceſſent auec l'vſage. 105
Loage & afferme que paſſe neuf ans, tient lieu de bien en engagement au creancier. ibid.
de vente. 329
Loages & affermes ſont interrompues par les ventes & infeodations des biens arrentés. 725
Locataire peut vuider auant le temps & ſe demettre de ſon contract pour le temps que reſte à iouyr, ſi on le prine de la lumiere, & autres incommodités. 105
Locataires domiciliés congediez contraints deſloger auant le terme ſouffrent dommage & incommodité. 104
Locataire vſant des-honneſtement de la maiſon du proprietaire le ſçachant, peut eſtre priué de la proprieté, ſi le ſouffre. 112
Locataire ne peut demander diminution du prix du loage, pour auoir trop promis, que pour les cas reſerués. 114
Locataire tenu des deteriorations, & le proprietaire rembourſer ſon fermier des reparations & meliorations, vtiles, neceſſaires, & permanentes par lui faites és biens affermés. 115
Locataire manquant au payement du loüage ſoit auant ou apres le ſemeſtre, n'eſt permis le chaſſer en la rue, ni ſa famille. 116
Locataires viuãs mal peuuent eſtre contraints vuider auant le terme. 119
le Locataire principal doit eſtre ſi ſoigneux de l'honneur & conſeruation de la maiſon par luy tenue à louage, que de la ſienne propre. 120
Locataires contraints en Tholoſe vuider auant le terme ſans precedente ſimonce, quand le proprietaire declare la main louée en iugement qu'il veut la maiſon, clos, ou boutique pour ſes vſages. 134
le Locateur ne peut reuoquer le loüage & afferme de ſa maiſon, & boutique. ibid.
Lods & ventes ne peuuent eſtre demandées que de 29. ans. 172
ne ſont deus Lods & ventes du fonds baillé par le debteur en engagement au creancier. 187

Lods & ventes des ſommes baillees ſe payent par les acheteurs en ſupplement du prix, ſoit apres la vente pure, ou à pacte de rachapt. 208

Lods deus au ſeigneur puis le temps du contract. ibid.

Lods & ventes ne ſont deus iuſques à ce que le fonds hypothequé change de main. 209

Lods & ventes de droict non payé ſe preſcriuẽt par 30. ans, & ne ſe demandent que de 29. ans. 255

Lods & ventes ne ſont deubs d'immeubles eſtimez ou non eſtimés. 294

Lods & ventes ſe payent par le vendeur, & ſont partie du prix, ſi la vendition n'eſt faicte à francs deniers, par la couſtume de Paris. 296

Lods & ventes ne ſont deus de contract deſchange à la Comté de Bourgongne. 297

ne ſont deus Lods & ventes du fonds vendu ou acheté du Roy, ou du public. ibid.

Lods & ventes que ſe payent en argent, ſont tenues pour fruicts & meubles. ibid.

Lods & ventes ſont deües des permutations, par arreſt du Parlement de Tholoſe. ibid.

ne ſont deus Lods & ventes des legats au pays de Languedoc. 304

Lods, paſts, foriſcapes, ſignifient vne meſme choſe. 313

Lods & ventes & preſtations annuelles des droicts ſeigneuriaux ou rentes foncieres ne ſe peuuent demander que de vingtneuf ans. 378

Lods & ventes ne ſont deubs au ſeigneur d'immeubles donnez ou baillez en dot. 544

Lods & ventes ſe preſcriuent par 30. ans. 731

Lods & ventes deues au ſeigneur de ſupplement de prix d'achat & vente volontaire, dont l'acceſſoire ſuit la nature du principal. 863

Loix Romaines & conſtitutions Imperiales ſont eſtablies & reçeuës en France. 178

Loix Françoiſes conſiſtent és ordonnances Royaux, receuës & publiées és Parlements de France. 179

Loix Rhodiennes. 631

S. Louys Eueſque de Tholoſe fils de Charles II. Roy de Sicile canonizé par le Pape Iean 22. l'an 1317. 395

Sainct Louys mis au catalogue des Saincts par le Pape Boniface VIII. l'an 1298 394

la Loy, à Diuo Pio, eſt abrogée en Tholoze. 736

Lucre nuptial acquis par mort naturelle. 3

Lucres nuptiaux deus auec les intereſts, le cas aduenu, ſans autre interpellation. 23

Lucres nuptiaux retranchés pour les enfans du premier lict, par la couſtume de France. 29

Lucre nuptial eſt attribué au ſuruiuant, ſi le premourant n'a des enfans. 653

la teſte du Lyon ferme les yeux veillant, & les ouure en dormant. 460

M

M. Iean de Mages lieutenant general Baillif de Rouan fuſt occis & aſſaſſiné allant au ſiege, par Hieroſme de Sarragoſa Cicilien, qui peu de temps apres fuſt pris, & mis ſur la roue, l'an 1551. au mois d'Auril. 449

les Magiſtratures ſont Royalles en Tholoſe, pour cognoiſtre des cõtrouerſes des ſeigneurs feodaux & iuſtitiers. 277

Magiſtrats mineurs forfaiſans és affaires que concernent leurs charges, ſont exclus de benefice de reſtitution en entier par minorité. 844

Magnagrut adiugée au Duc de Boüillon viſcomte de Touraine par droit de retenue feodale. 205

Malade preſſé de ſymptomes & conuulſions ne doit eſtre interrogé pour declarer ſa volonté teſtamentaire. 803

Maieurs ſont reſtituables pour loſion enorme. 486

Mainmortables ſont tenus du droict d'indemnité enuers le ſeigneur. 199
Mainmortables nonobſtant l'amortiſſemẽt ſont tenus payer au ſeigneur pour les biẽs amortis, indemnité. 218
Mainmortables qui ſont contraints vuider leurs mains des heritages à eux aduenus ne ſont tenus qu'au payement de la rente. 225
Mainmortables & Communautez ne ſont ſubiectes à lods & ventes, captes, rierecaptes, & autres droicts caſuels. 537
Mainmortables ſont contraincts payer au Roy le droit des nouueaux acqueſts par eux faicts. 526
Mainmortables ſont tenus payer au Roy les nouueaux acqueſts, pour les heritages non amortis par eux poſſedez. 681
Maiſons demolies qui empeſchoyent le cour de la Garonne. 406
le Maiſtre & le locataire ſe doyuent reſpectiuement aduertir auant le terme connentionnal, ſi ne veulent continuer le louage. 107
Maiſtres des requeſtes & Secretaires du Roy, ne payent lods & ventes. 268
Maiſtres des chef-d'œuures peuuent eſtre receus ſans banquets, feſtins, ni autres deſpẽſes extraordinaires. 438
Maiſtres artiſans paſſez en la ville de Paris, Tholoſe, & autres villes de Parlement, peuuent trauailler & tenir boutique de leur meſtier par toutes les villes & bourgades de ce Royaume. 439
Maiſtres iurez ſont tenus receuoir à maiſtriſe celuy qui les requerra incontinẽt apres qu'il aura bien & deuẽment fait ſon chef d'œuure. 440
Maiſtres & maiſtreſſes ſont tenus en leur negoce du faict de leurs ſeruiteurs & chambrieres. 451. 461. & 485
Mandians incapables de ſucceſſions. 225
Manufacture de la ſoye eſt permiſe par tout le Royaume, ſelon les Inſtitutions faictes à Tours. 445
Marchandiſes, meubles & argent doyuent appartenir és hauts iuſticiers, en la iuſtice deſquels les decedez ſans hoirs demeuroyent. 232
Marchands & artiſans qui debitent à detail, ne ſont receus à demander payement des choſes par eux preſtees à credit ſix mois apres les auoir deliurees. 363
Marchands ne peuuent faire achapt de bled, qu'à deux lieues des villes où ils habitent. 443
Marchands forains ſont tenus faire apporter leurs grains és places. ibid.
Marchands drapiers ne peuuent demander apres ſix mois les denrees des marchandiſes par eux preſtees. 446
Marchands & artiſans ne doiuent eſtre Secretaires de la maiſon & Couronne de France. 447
Marchãds & marchandes ſont tenus du faict de leurs facteurs & ſeruiteurs. 465
Marchandiſes d'or & argent doyuẽt eſtre meſurees, peſees, adiuſtees, nombrees & eſtallonnees à poids de marc. ibid.
Marchands ſont tenus declarer le nom de celuy ou de ceux qui leur ont vendu les marchandiſes non marquees. 462
Marchands eſpiciers de Tholoſe ſe pourueoyent de groſſerie à la Rochelle. 636
Marchandiſes comment ſe vendent en Tholoſe. 790
Marchãde publique obligee par corps, ne peut eſtre contrainte au pays de France, par empriſonnement de ſa perſonne. 743
Marchands & aſſociez ſont tenus des fautes & maluerſations de leurs facteurs. 851
Mariage valable ſans pacte ne conſtitution entre perſonnes viles. 3
Mariages clandeſtins. ibid.
Mariage indiſſoluble par la loy de grace. 91
Mariage contracté, celebré & conſommé. 2
Mariage eſtant declaré nul par impuiſſance, ou autrement, la dot retourne au conſtituant. 652
Mœriages comment ſe faiſoyent anciẽnement. 432

Mariages clandeſtins quels. 810
Mariage eſtant declaré nul par impuiſſance ou autrement, ceſſe la cauſe de la dot, & par conſequent du doüaire. 516. & 517
Mariage declaré nul par impuiſſance du mari. 517
Mariage deuëment contracté ne peut eſtre diuiſé. 551
Mariez honteux de monſtrer leur parties ſecrettes, & s'ébraſſer à la veue des autres. 22
chaſcun des Mariez qui font table & maiſon ſeparee auec le pere, & iouyſſent de leurs propres heritages non regis ni adminiſtrez par le pere, ſont tenus pour emancipez. 66
Mariez auec cognoiſſance de cauſe peuuent vendre des meubles dotaux ſans aucune recompenſe pour s'alimenter & redimer de priſon. 560
ſi chacun des Mariez paye la moitié de ſes propres, le fonds acquis eſt en communauté cõuentionnelle & particuliere. 692
Mari dominateur de la femme. 2
le Mari ne doit iouyr de la dot, ſi ne ſupporte les charges du mariage. ibid.
Mari quoy que pauure & indigent peut contraindre le conſtituant au payement de la dot ſans le remployer, ni autrement l'aſſeurer, ſi lors des pactes ſon inſoluabilité luy eſtoit notoire. 31. 32
le Mari venant en pauureté, la femme repete la dot, & pourſuit la reuocation des ventes faictes par ſon mari, quoy que par elle conſenties. 60
le Mari ne peut eſtre priué de ſes droits, pour le delicte, & confiſcation des biens de ſa femme. 61
le Mari n'eſt tenu du fonds dotal cuincé, ores ſoit eſtimé. 63
Mari ſuruiuant gaigne la dot tant paternelle qu'eſtrangere. 99
le Mari eſt tenu payer les debtes de ſa femme, faiſant trafic public de marchandiſe de ſon ſeu & conſentement, habitant auec celuy. 426
le Mari n'eſt receuable à ſuppoſer contre les creanciers qui ont preſté leur argent, ou marchãdiſe à ſa femme employee aux vſages de la maiſon. 463
le Mari ſuruiuãt à la femme gaigne la dot. 507
le Mari ne peut leguer à vne ſecõde femme au preiudice des enfans du premier lict. 518
Mari adultere doit eſtre ſeparé de biens auec ſa femme & luy rendre les deniers du remploy à luy baillez en mariage auec les habits, bagues & ioyaux. 528
le Mari ſe peut oppoſer à l'execution faite ſur les biens dotaux à la requeſte des creanciers de ſa femme, ſi le debte ne precede le mariage. 559
le Mari n'eſt tenu du dueil de ſa femme, ſi ne veut. 656
le Mari n'eſt tenu de remploy en Tholoſe. 659
le Mari riche peut vendre le fonds apprecié, & employer la dot en achapt d'autre fonds. 676
le Mary n'eſt tenu remployer l'argent dotal, que ne luy a eſté payé. 692
Mari entretenant en ſa maiſon & lict nuptial vne paillarde en preſence de ſa femme ſont ſeparez de biens, & condamné à rendre à ſa femme l'argent qu'il en auroit receu auec ſes bagues, robes & ioyaux. 873
le Mary peut repeter ſur les biens propres de ſa femme ce qu'il a payé pour elle. 797
Mari riche predecedãt à ſa femme pauure nõ dotee, ou ſi peu que rien eſt tenu la recompenſer. 866
permis au Mari reprendre ſa femme conuaincue d'adultere à ſa pourſuite, pourueu qu'il le declaire auant le iugement du procez. 871
Marquiſat & Duchez ne ſont ſubiets au droit d'aiſneſſe. 700
Maſles de la Couronne de France portent le nom & les armes de la maiſon. 433
les Maſles ne doiuent eſtre diſpenſez de l'aage, qu'à l'aage de 20. ans, & les femelles à 18. ans. 491
Maſles ſuccedent aux benefices militaires. 725
Maſles preferez és femelles és ſucceſſions. 815
Mercerie en Tholoſe en quoy conſiſte. 446

Meres ont leur legitime en ſucceſſion, qui aduiennent par la couſtume, aux plus proches en parentelle du coſté paternel. 100
la Mere maieur de 25. ans, en Tholoſe, eſt preferee à ſon fils auſſi maieur, en la tutelle de ſes autres enfans. 677. & 678
la Mere tutrice teſtamentaire de ſes enfans, & ordonnee par le Iuge, n'eſt tenue renoncer au Velleian & ſecondes nopces. 678
la Mere qui adminiſtre le bien de ſes enfans, en eſt comptable quoy que le pere par ſon teſtament l'en euſt deſchargee. 679
la Mere que ſe remarie l'an du dueil, & vit impud. quemẽt, perd ſes lucres nuptiaux. 710
Mere refuſant la tutelle teſtamentaire de ſes enfans, pert les legats à elle faits par ſon mari. 771
Meres ne ſuccedent à leurs enfans eẓ biens prouenus du coſté paternel. 812
Meres ſont excluſes de la ſucceſſion de leurs enfans inteſtables. ibid.
Mere qui delaiſſe ſon enfant en bas aage ſans le faire pourueoir de tuteur, conuolant en ſecondes nopces, eſt priuee de la ſucceſſiõ. 836
Mere inſtituee heritiere non pour la perte, ains pour la conſeruation de ſes enfans. 867
Meſureurs de bled ne doyuent auoir qu'vne meſme meſure, à peine de priuation de leurs eſtats & punition corporelle. 462
Meſures differentes & locales en France. 782
Meſure du vin quelle à Tholoſe. 787
Meubles tranſportez par le locataire hors la maiſon arrentee, vendus & alienez de bonne foy, ſans fraude, n'ont ſuite, ni ne peuuent eſtre ſaiſis par le proprietaire, ni autre creãcier priuilegié. 132
Meubles & immeubles des biẽs confiſqués appartiennent au ſeigneur. 325
Meubles trouués en nature apres le decez du mari entre la femme & autres creanciers ſont mis en deſconfiture. 188
Meubles vendus n'ont ſuitte en France. ibid.
Meubles, argent & marchandiſes doyuẽt appartenir és hauts iuſticiers, en la iuſtice deſquels les decedez ſans hoirs demeuroyẽt. 232
Meubles trouuez en l'heritage du defunct entrent en deſconfiture pour menus debtes priuilegiés. 529
Meubles precieux & de notable valeur tiennent lieu de fonds. 531
Meubles à Paris viennent en deſconfiture, entre la femme pour ſa dot, & les creanciers pour debtes priuilegiés non en Tholoſe. 557
Meubles du mari defunct en pays couſtumier vuennẽt en deſconfiture entre la vefue & les creãciers d'iceluy mari: & en pays du droict eſcrit la femme leur eſt preferee pour ſa dot & augment. 559
Meubles vendus par les deux mariez, ou l'vn d'iceux du conſentement de l'autre, ne peuuent eſtre reuoquez par le mari, ni par la femme. 563
Meuble riche & pretieux trouué caché en lieu ſecret, au pouuoir d'vne perſonne vile & de mauuaiſe vie donne preſomption de larcin ou recellement. 738
choſes Mobilaires ne ſont criees & ſubhaſtees qu'à vn ſeul inquant. 563
Mineur peut eſtre reſtitué des procedures contre luy faictes en ſa minorité ſans eſtre pourueu de tuteur ne curateur ſi luy ſont dommageables. 470
Mineur contre mineur n'eſt reſtituable par le droit Romain. 488
Mineurs ſont releuez de defaut d'inſinuation & d'acceptation. 666
Mineur doit prouuer ſa minorité. 841
Mineurs ſont releuez de toutes renonciatiõs expreſſes & taiſibles à eux preiudiciables. 842
Minorité & infirmité du ſexe ne donne cauſe de relief. 481
Miracles faits en Tholoſe par S. Antonin fils de Frezelay Roy de Pamies. 393
Miracle aduenu en Tholoſe en la perſonne du fils du Viguier dudit Tholoſe. 402
Miracle du S. Sacrement eſcrit dans le cercueil de l'Egliſe S. Paul à la ville de Formeſtes en Caſtille. 616
la Modeſtie eſt grandement requiſe à la femme. 453

Moindres contraincts se pouruoir de tuteurs & curateurs pour receuoir payement de leurs debtes hereditaires, si n'aiment mieux bailler cautions pendant le debat. 41
Moindres quoy que peres de famille ne peuuent vallablement alliener le fonds, sans droict & permission de iustice, si ne le fait, comme maieur, auquel cas il n'est restitué en entier. 67
Moindres en Tholose ont besoin de lettres Royaux pour estre releuez du temps. 366
Moindres & priuilegiez iouyssent du silence & intermission de la prescription trentenaire. 371
le Moindre peut estre releué de tout ce qu'il a faict & promis à son dommage pendant sa minorité. 470
si le Moindre que contracte se dit majeur, sans grande apparence de dol de son costé, est en France restitué. 471
si deux Moindres ont contracté l'vne & l'autre est restituable. 481
le Moindre de 25. ans, maieur de dixsept, peut estre procureur, facteur, agent & negotiateur. 484
la Moindre ne peut rien faire, promettre ne contracter que tourne à son preiudice. 489
le Moindre est receu en iugement sans curateur és causes beneficialles & matrimonialles. 490
Moindres ne peuuent rien faire ne contracter pendant leur minorité, que puisse tourner à leur dommage. 775
Moindres de 25. ans, quoy que maieurs de 14. ou 17. ne sont priuez des remedes de droict à eux concedé, aidez & secourus de l'authorité du Prince. 839
Moindres qu'ont baillé cautions des vẽtes par eux faictes, s'ils demandent supplement de iuste prix, l'acheteur peut agir pour son indemnité contre ladite caution. 842
Moindre au pays coustumier de France n'est restitué en entier des ventes par luy faictes en pleine puberté, qu'en rendant le prix 845
Moindre qui vse de dol, n'est restituable. ibid.
Monarchie Françoise ne recognoist autre superieur que le Roy en la temporalité. 643
n'est subiecte aux loix estrangeres. ibid.
Monarchie Tholosaine cõmẽt commencée. 882
Monasteres par la Coustume generale de Frãce ne succedent abintestat, ny par l'entrée & profession de religion ne se faict taisible dedication de biens. 224
Monasteres incapables de succeder, tant par testament que abintestat. ibid.
trois Monasteres de religieuses Augustines erigées en Tholose. 401
Monnoyes haussées à prix excessif par Edit du Roy Henry III. 125
Monnoye ne doit estre rõgnée rasée, teinte, hordée, ny faucifiée. 789
Morisques & Mahumetans venans d'Espagne, enioints passer hors le Royaume. 755
bastir Moulins sur riuiere à qui permis. 322
Mourir en Christ, est viure. 456
Muraille diuisoire se doit faire de mur de brique, entre gens qui ont dequoy en Tholose. 422

N

Nauigation des Zelandois. 636
Nobles & annoblis en France ont deux principaux priuileges. X146
entre Nobles les biens allodiaux se partagent noblement. ibid.
Non nobles peuuent tenir fief sans dispense du Roy. 215
Nobles ne peuuent chasser à pied, ny à cheual, és terres semées, quand le bled est en tuyau. 726
Noblesse consiste en deux poincts. 699
Notaires qui ont receu acquisitions, & autres actes, sont tenus les expedier aux seigneurs, ou leurs procureurs. 197
Notaires royaux ne peuuent retenir contracts, ou le droict de Tabellionage appartient au Seigneur iusticier. 250
depuis que les Notaires & Tabellions ont vne fois deliuré à chacune des parties la grosse des testamens, ou contracts, ne le pourront plus

plus bailler, ſi n'eſt ordonné par iuſtice. 496
Notaires prohibés ne receuoir aucuns contracts de ventes, eſchanges, ne leurs ſemblables ſans declarer les ſituations tenues & charges des pieces y mentionnées. 164
defendu aux Notaires retenir contracts hors les limites de leur notariat & tabellionage à peine de nullité. 190
Notaires tenus expedier aux ſeigneurs ou leurs procureurs actes, tout ainſi qu'aux parties contractantes. 197
Notaires receuans les donations & legs faicts aux Egliſes & gens de main morte, faut que facent entendre aux donateurs & teſtateurs que c'eſt qu'amortiſſement. 165
Notaires & tabellions doyuent faire regiſtrede tous contracts & actes. 492
Notaires du Chaſtelet de Paris exceptés de l'enregiſtrement des contracts. 499
Notaires ne peuuent receuoir aucun contract, ſi ne cognoiſſent les perſonnages, ou ſoyent certifiés & teſmoignés eſtre ceux que tractent, à peine de priuation de offices.
Notaires ſont tenus mettre aux contracts la qualité, demeurance & parroiſſe des parties & teſmoings. ibid.
Notaires & tabellions enioints par ordonnance de Louys II. 1510. faire regiſtres & protocolles de contracts & autres actes pour y auoir recours, hors les Notaires du Chaſtelet de Paris. 586
Notaires en France ne doiuent receuoir aucuns contracts, ſi ne cognoiſſent les parties & teſmoings. 663
ſont tenus faire ſigner les parties ſi ſçauent, ou en faire mention. ibid.
Notaire, procureur & aduocat doyuent eſtre verſez aux affaires & donner conſeil aux autres. 839

O

OBlie dõs au Roy n'a rien de commun auec celle du ſeigneur. 316
Obligation ſolidaire & particuliere des choſes en eſpece ou conſiſtentes en poids, nombre & meſure, ne ſont tant ſeulement la nature du debte, ains de la creance. 575
celuy qui eſt Obligé à pluſieurs creanciers par acte public, dont les parties ſont d'accord, n'eſt tenu payer le debte conteſte qu'il ſouſtient eſtre conteſté, que ne facent foy de l'entier inſtrument obligatoire. 492
Obſeruantins ont en charge les ſainctes & deuotes religieuſes mandiantes de S. Cyprien. 400
Offices & dignités annoblisſent la perſonne, tant qu'elle les poſſede. 234
Offices patrimoniaux peuuent eſtre tenus par femmes. 458
Offices de Notaire & tabellion reduits en vn meſme office. 727
Officiers du Roy, Eccleſiaſtiques tant nobles que ignobles quotiſez au pays de Languedoc pour tous les biẽs ruraux immobiliaires qu'ils poſſedent. 170
ns Royaux ne peuuent eſtre deſtitués, : par mort, reſignation, ou forfaicture.
Officiers Royaux demeurans és terres des ſeigneurs hauts iuſticiers, ſont tenus reſpondre deuant leurs Iuges, tant és cauſes ciuiles que criminelles, comme les autres ſubiects leurs iuſticiables. 216
Officiers doyuent faire mettre les tuertes & eſcorcheries hors les villes, pres l'eau. 452
Officiers du Roy enioints faire bon & loyal inuentaire ſans aucun ſalaire ny recompenſe de tous les turcs & enſeignemens des hoſpitaux, & maladeries. 835
Olmier Maillard Breton Obſeruant. grand predicateur decedé & enſeuely au grand Conuent du temps de S. Anthoine de Padoue, l'an 1392. 401
l'Oncle paternel prend l'adminiſtration des mineurs, en defaut de pere & de mere. 678.
Oppoſition de la femme non receüe contre les creanciers, pour la dot non payée. 31
Oppoſitiõ de la femme bien venue contre le fiſc

& peut premiere ſaiſir, & demander ſeparation de biens ſi eſt en communauté, ou la dot, augment, & autres droicts ſuiuant ſes conuentions matrimoniales. 61
Oppoſitions & differents entre les Seigneurs & leurs vaſſaux ſe vuident és Iuriſdictions Royalles. 272
l'Oppoſition de la femme, pendant le mariage, n'eſt receue contre les creanciers du mary pour la dot non contée ny recognue. 519
l'Oppoſition de la femme eſt vallable contre les creanciers qui font execution pour les debtes du mary ſur fonds acquis des deniers prouenus de vente de fonds dotal. 521
Oppoſitions non receues en la Cour apres l'arreſt de diſcution. 569
Oppoſition ſe faict en trois ſortes. 735
Ordonnance pour le fol appel. 183
Ordonnances des inſinuations ne ſont gardées en Thoioſe, quand elles ſont faictes en faueur de mariage. 19
Ordonnance du Roy de Naples, que les ſ. trouuez en ſon Royaume luy appa droyent.
Ordonn. de Blois, art. 50. 54 par lequel eſt permis aux Seneſchaux, Baillifs, leurs Lieutenans & autres Iuges Royaux proceder à la confection des nouueaux terriers des Eccleſiaſtiques, cauſant la perte des terriers, aduenue par l'iniure du temps. 312
Ordonnances, par leſquelles eſt enioinct aux Procureurs du Roy informer contre ceux qui de leur propre authorité ont oſté & ſouſtraict les lettres, titres, & autres enſeignemens de leurs ſubiects pour s'accommoder des Communes. 313
Ordonnance que les Bohemes diuagans par le pays ſeroyent empriſonnés & deliurés au Capitaine des galleres. 441
Ordonnance d'Orleans, art. 143. par laquelle eſt porté que toutes ſortes de marchandiſes ſeront miſes aux meſures, largeur & iots anciens. 444
Ordonnance que les Notaires ſeroyent regiſtre des minutes, & les Tabellions des groſſes ſãs aucun ſalaire. 494
Ordonnance que toutes les Couſtumes ſeroient redigées par eſcript à l'imitation des Roys de France. 646
Ordonnance touchant l'adminiſtration de la iuſtice. 735
Ordonnance de Moulins, que de toutes choſes excedans la ſomme & valeur de cent liures ſera paſſé le contract deuant Notaire & teſmoins. 763
Ordre de S. Iean de Hieruſalẽ conſtitué pour la defenſe de la Chreſtienté contre les Turcs, infidelles, & Barbares d'outre mer. 405
l'Ordre des arrerages ſe compte par années. 780
Oreſtes pourquoy tua ſa mere. 280

P

acte vſuraire quel. 82
ets, lods, & forifcapes ſignifient vne meſme choſe. 313
Pactes des perſonnes priuées ne derogẽt à l'authorité publique, ny au droict commun. 567
Pactes, conuentions & contracts reciproques que ſe font du mutuel conſentement des parties n'obligent les abſens, pour & au nom deſquels on procede. 661
Pactes, aduantages, donations entre vifs, ou à cauſe de mort, &c. faictes par perſonnages capables à contracter, ſont vallables, perpetuelles, & irreuocables. 711
Pactes faicts auant ou apres les fiançailles, ſont vallables. 713
Pariſiens ne ſont ſubiects au droict des francs fiefs, ban & riere ban, pour fiefs nobles tenus par roturiers, taillables en tout le ſurplus des biens qu'ils poſſedent. 283
les Parlements de Paris & de Bourdeaux attribuent la priorité aux expreſſes hypothecques precedentes. 194
Parlemẽs repreſentent l'authorité & Majeſté Royalle en ſon abſence, auſquels reſſortiſſẽt toutes

toutes les iuriſdictions ordinaires, moyennes & ſubalternes. 248
Parlement de Tholoſe par qui inſtitué ambulatoire. 406
Par qui faict cedentaire. ibid.
és Partages & licitatiõs neceſſaires que ſe font entre freres, n'eſt beſoin renouueller inueſtiture. 305
Partage faict du viuant du pere n'eſt vallable, ſi n'y a preſté conſentement. 677
Parties n'eſtans d'accord auant le terme conuentionnel, ou pendant le ſemeſtre courant celuy qui ſe veut departir, ſe doit pourueoir par requeſte. 108
Patrimoine eſt de trois ſortes. 168
Patrimoine de la femme n'eſt obligé à la reddition de compte, d'vne tutelle par le mary adminiſtree. 506
S. Paul pourquoy trauailloit de nuit, & à quoy. 455
Payements des loages ſe font à la fin des ſemeſtres. 35
Payement de ſomme preſtée ſe doit faire en ſemblables eſpeces s'il eſt ainſi conuenu. 576. 577
Payements en quelle eſpece ſe doyuent faire en France. 768
Payement faict à vn mineur ſans authorité de tuteur ne curateur, n'eſt ſouſtenable. 846
Pays de Lyonnois ſuit le droit Romain. 647
droits de Peage trauers & barrage appartiennent au Roy, non aux ſeigneurs iuſtitiers & feodaux. 244
Peines diuerſes des femmes adulteres. 4
Peines pecuniaires nõ cõuerties en afflictiues. ib.
Peines du double, triple & quadruple, abrogées, enſemble les noms des actions Romaines. 26
Peines legales contre celles qui ſe remarient l'an de dueil irremiſſibles. 27
Peine de talion n'a lieu en France. 289
Peine conſtituee aux yurognes & cabaretiers. 450
Peine conſtituee à la femme que cele ſa groſſeſſe ou met à mort ſon enfant. ibid.
Peines des larcins que ſouloyent eſtre pecuniaires, ſont maintenant corporelles. 459
Peines legales exactement obſeruees en Tholoſe contre celles qui ſe remarient l'an du decez de leur feu mary. 869
Peine de mort de la femme adultere eſt conuertie aux verges. 872
Pere adminiſtrateur & vſufructuaire des enfans qu'il a en ſa puiſſance. 6
le Pere perd l'vſufruict des biens de ſes enfans par forfaicture & indignité. 28
Pere offenſé par ſon fils, le peut deferer en iuſtice, s'il n'en fait la correction & vengeance, & pour cauſe d'ingratitude & indignité l'exhereder, non le fils le pere. 69
le Pere de ſon authorité, peut impoſer ſilence à ſon fils, & luy interdire la pourſuite de l'iniure reçeue, meſmes eſtant legere. ibid.
Pere adminiſtrateur & vſufructuaire des biens de ſes enfans. 67
Pere ſaiſi des moyens du fils eſt chargé de la deſpenſe. 76
Pere ſaiſi de la dot conſtituée à ſon fils marié le doit penſionner, ou le nourrir auec ſa femme & famille ſelon ſa faculté de ſes moyens. ibi.
Pere contraint emanciper ſon enfant, n'eſt priué de l'vſufruict. ibid.
permis au Pere vendre des biens par luy donnés au premier de ſes enfans. 81
comment le Pere reprenoit la dot & dotoit ſa fille par la loy Moſayque. 91
Pere receuant la dot ſe charge des mariés. 95
Peres de la Doctrine introduits en Tholoſe, enſemble les religieuſes de S. Vſulle. 403
le Pere eſt legitime adminiſtrateur des biens de ſes enfans non emancipez. 653
le Pere eſt ſeul adminiſtrateur legitime analogiſte, & faut les fruits ſiens des biens propres de ſes enfãs, ſi ne cõuole en ſecõdes nopces. 676
le Pere adminiſtrant le bien de ſes enfans, n'eſt tenu de l'adminiſtration. 679
le Pere n'eſt tenu nourrir le fils riche & bien aiſé. 692
le Pere, en Tholoſe, eſt vſufructuaire des biens propres de ſes enfans mariés. ibid.
le Pere conuolant en ſecondes nopces ne peut diſpoſer de la dot du premier mariage, le Pere

le Pere, en Tholoſe, eſt vſufructuaire des biens propres de ſes enfans mariés. ibid.
le Pere conuolant en ſecondes nopces ne peut diſpoſer de la dot du premier mariage, au profit des enfans du ſecond lict. 716
vn Pere peut greuer ſon fils de rendre l'heredité ſans detraction de trebellianique. 805
Pere & fils faiſants table ſeparée, les fruits doiuent eſtre communiqués. 752
Peres & meres ſuccedent eſgalement à leurs enfans par le droit Romain. 821
le Pere pour entretenir en paix, concorde & amitié ſes enfans, faut qu'il garde eſgalité entr'eux. 859
Permutation faicte de fonds eſtimez a lieu de vente. 297
Perquiſition des meubles non neceſſaire, & ſuffit le commandement fait à perſonne, ou domicile. 573
Pere ſe remariant ſans faire inuentaire eſt cenſé en dol, & perd l'vſufruict. 867
ſi la Perſonne n'eſt obligée on ne procede en Tholoſe que par execution ſur les biens du debteur. 568
Pharamond premier Roy de France inſtituteur de la loy Salique, & pourquoy. 811
Pharamond premier tige des Roys de France. 815
m. Philippes de Aucnelles condamné à 800. liures pour auoir donné vn ſoufflet à vn huiſſier des monnoyes exploictant. 452
Piece noble n'anoblit le creancier. 724
Pierrerie & b. ſorgne d'or à vſage de femme, donnée à l'eſpouſe par les parents d'elle, ou de l'eſpoux, apartiennent à l'eſpouſe en proprieté. 702
Pipe de Tholoſe combien contient de pegaz. 782
Planette de Mercure & ſa ſignification. 885
tenans Poids & meſures defectueuſes puniſſables corporellement. 782
Police de la ville de Paris touchant la vente de porceaux. 757
Police par qui exercée en Tholoze. 758
cognoiſſance de Police attribuée aux Preuoſts & Chaſtelains. ibid.
Pratique de France diuerſe au droict Romain. 75
la Poſſeſſion & iouyſſance immemoriale ſert aux ſeigneurs de titre & aſſeurée defenſe contre le Roy. 167
Poſſeſſeur des biens engagés peut congedier le locataire du debteur, ſi le fons hypothequé change de main. 137
Pourceaux ne peuuent eſtre nourris en la ville de Tholoſe. 753
en Pourſuitte d'inſtance on vient communement par requeſte. 365
Preneurs temeraires de mer, & leurs celateurs doyuent eſtre punis. 745
la Preſcription decennaire du tiers poſſeſſeur, n'eſt admiſe contre le creãcier hypothecaire, que par 30. ans. 357
Preſcription court contre le moindre condamné & detenu aux galleres. 358
tout Preſcriptible en France par 30. ans, entre particuliers. 361
Preſcription court contre les abſens & ignorans. 362
Preſcription trentenaire dort pendant la pupillarité. 363
toutes Preſcriptions ciuiles, temporelles, ou perpetuelles, tant perſonnelles que hypothecaires ſont reduites à 30. ans. 366
Preſcription trentenaire commence auant le temps de l'interruption naturelle, ſe continue apres la cauſe de l'interruption ceſſée. 369
Preſcription non accomplie peut eſtre interrompue & perpetuée par l'agent & procureur de l'abſent. 371
Preſcription interrompue par vn defaut. ibid.
Preſcription trentenaire bien ou mal commencée ſe continue par le predeceſſeur en ſon ſucceſſeur. 375
la Preſcription dort & ne court contre ceux qui ne peuuent agir pour quelque empeſchement de droict. 376
Preſcription ne peut courir ſi le preſcriuant n'eſt capable de preſcrire. ibid.

Preſcription quarantenaire a lieu contre l'Egliſe. 381
Preſcription immemoriale, ni voire la centenaire n'empeſche que le ſeigneur ne cõtraigne le vaſſal au payement de ſa rente & arrerage. 546
Preſents & eſtreines qu'on donne és baptizailles des enfans, appartiennẽt à la femme accouchee, non au mari. 702
Preſents mutuels que ſe font entre les eſpoux auant les nopces, leur ſont reſpectiuement acquis, les nopces s'en eſtant enſuiues. 706
Preſtations annuelles des heritages amortis reuiennent au Roy. 540
cauſe de Preſt non exprimee ne profite aux contractans ſi n'appert du rẽploy de l'argent. 31
celuy qui Preſte l'argent n'a beſoin que la piece luy ſoit par expres obligee. 529
Preſt ſolidaire fait par pluſieurs proprietaires de choſe indiuiſe en eſpece, comme d'vn cheual, &c. de ſoy indiuiſibles, ores le prix ſe puiſſe diuiſer, & eſtant payé à l'vn d'iceux ne luy peut eſtre nõ plus par les autres qui auoyent part en la choſe demandee du tout ni en partie. 575.576
Preſtre concubinaire condamné à cent liures d'amende, moitié au Roy, moitié aux pauures. 151
le Preuoſt de Paris cognoit de tous les procez intentez pour raiſon des contracts paſſez ſous le ſeel du Chaſtelet. 144
Preuues par teſmoins ne ſont receues de choſes qui excedent 100. liures. 468
Preuue de la perte de l'inſtrument eſt receuë par teſmoins. 469
Preuue par teſmoins n'eſt receuë cõtre les actes bons & valables. 502
Preuue d'vn ſeul teſmoin n'eſt ſuffiſante ſi n'eſt accompagnee de bons indices. 741
le Prince peut diſpenſer contre la preſcription pour cauſe legere. 368
le Priuilege de la femme s'eſtend tant contre les creanciers du mary que du pere qui a receu la dot. 525
Priuilege du debte procede de la qualité des deniers, ou de la cauſe du preſt, non de la perſonne priuilegiee. 540
Priuilege de dot ſemblable à celuy du mineur. 796
le Prix des lods & ventes ſe doit faire en monnoye courante. 297
on Procede ſommairement & de plain és cauſes legeres & par fois priuilegiees. 267
Procedure faicte par les Capitouls contre deux larrons condamnés & executez à mort, pour auoir deſrobé de nuict, l'vn d'iceux confirmé par Arreſt, enſemble leur ſentence. 58
Procre fille de Marcel Roy de Tholoſe fuſt baptiſee & guerie de la lepre par S. Martial Eueſque de Limoges diſciple de Ieſus Chriſt. 391
Procureur quand doit auoir procuration expreſſe ou eſtre aſſiſté de ſa partie. 86
le Procureur du Roy, ou du haut iuſticier eſt tenu nommer le denonciateur, s'il en eſt requis par l'accuſé, apres auoir ob enu ſon relaxe, pour le cours des deſpens, dommages & intereſts contre qui appartiendra. 288
Procureurs doyuent eſcrire au long les lettres de Chancelerie, non par etceteras. 762
la Propagation du genre humain depend de la ſocieté conjugale. 426
Proprietaires doiuẽt demeurer enuers les fermiers, s'ils ont pris les grains en garde. 104
Proprietaires enioints de faire vuider leurs maiſons, habitees de femmes lubriques, à peine de confiſcation d'icelles. 112
Proprietaire peut congedier & faire vuider le fermier ou locataire à fin du terme auec retention de gages, pour ſe payer du prix de l'arrentement. 116
le Proprietaire ne voulant receuoir le payemẽt eſt permis le conſigner. 118
Proprietaires peuuent ſaiſir les meubles des ſous-locataires pour l'entier louage. 132
le Proprietaire de la maiſon eſt preferé au vẽdeur des meubles à terme. ibid.

Prouerbe François tiré du droict Parisien. 186
Puissance paternelle a lieu en France. 65
Puissance de constituer magistrats. 150
Ptolomee fondateur de Tolette en Espagne. 389

Q

Querelle d'inofficiosité se prescrit en cinq ans. 366
Question est vn supplice & commencement de mort. 737

R

Raimond excõmunié par Pierre de Chasteau-neuf Moine, du commandement de sa Saincteté. 399
Raimond IV. du nom Comte de Tholose decedé de mort subite, & sans sepulture. ibid.
Rapporteur ne peut differer la remise du iugemẽt, en desirant que le rapport ne serõt payé. 704
Recolez receus en Tholose du mandement du S. Pere. 400
Recit des Roys & Comtes de Tholose, & de leurs prouesses. 398
Recognoissance de dot frauduleuse ne donne droit d'hypotheque ne priuilege, si n'appert la reelle munération. 30
Recognoissance de dot sans reale munération ni exception d'argent non conté, inualable, si autrement n'appert du payement. 34
Recognoissance de dot faicte pendant le mariage, est frauduleuse si ne contient reale remuneration. ibid.
La Recognoissance du seigneur en la piece hypothequee, n'empesche l'action hypothecaire contre le tiers possesseur. 527
Recognoissance de dot, faicte apres les pactes dotaux, ne preiudicie aux creanciers precedents. 717
Reddition de compte de tutelle ne peut estre fidellement rendue sans precedent inuentaire. 833
Reduction des escus sols de France, à 3. liures, 5. sols. des quart d'escu à 56. sols. 789
Refaction d'inquants est ordonnee en Tholose, quand y manque l'vne des solemnitez requises en la forme qu'il appartient. 779
Reglements gardés entre le Seneschal & Viguier à la creation des Capitouls. 58
Reglements faits par gens doctes & experimẽtez, confirmez par plusieurs arrests & religieusement obseruez en la ville capitale de ce Royaume. 248
Reguliers ne sont tenus comparoir deuant le Iuge, pour estre ouys en tesmoins, sans permission de l'Abbé. 255
les Religieux du Mont Carmel en l'annee 1199 obtindrent du Pape Innocent III. que Albert Patriarche de Ierusalem leur dressa les reigles & moyens de viure en commun. 399
Religieuses de Saincte Catherine de Siene authorisees & installees en Tholose par le Pape Paul V. 400
Religion Carmelitaine instituee par le Pape Honorius. 401
Religieuses de Saincte Monique dispersees pẽdant les troubles de l'an 1562. ibid.
Religieuses se peuuent occuper au trauail de leurs mains, hors les heures de deuotion. 455
entree du Religieux au monastere, n'apporte tacite dedication de biens. 647
Religieux du Mont-Carmel par qui instituez. 400
Religieux profez sont exclus en France des successions temporelles. 671
Religieux profez de quel ordre que ce soit, ne succedent ab intestat à leurs proches parents ni pour eux le Monastere. 680
le Religieux n'ayant nuls enfans, peut donner tous ses biens au monastere. 681
Religieux profez morts ciuilement ne peuuent disposer de leurs biens en France. 822
Remarque l'an du deuil perd l'augment & vsufruict des biens de ses enfans du premier lict. 28
Remploy de derniers dotaux asseuré. 56

és Renonciations des droicts paternels, maternels, fraternels, en a de coustume reſerver les ſalutaires ſucceſſions, & pourquoy. 43
Renonciation ne s'eſtend hors les biens du conſtituant, & tant pour les autres inutiles, deſquels ne reſulte commodité. 45
Renonciations faictes du fils au pere en faueur du ſecond mariage contracté, ſont inſoutenables. 472
Renonciations faictes par force & terreur ne ſubſiſtent. 479
Rentes conſtituées rachepta bles au denier douze, de forte monnoye, à l'option du debteur. 82
Rentes ſont de trois ſortes. 159
Rente fonciere comment appellée. 161
Rentes conſtituées foncieres & volantes, rachepta bles à Paris au denier 20. à Tholoſe au denier 15. 167
Rente conſtituée à cauſe de dot eſt payable puis la celebration des nopces, ſans diſtinguer ne limiter le temps. 173
Rentes foncieres ſur maiſons des villes ſont perpetuellement rachepta bles par Ordonn. du mois d'Octob. 1539. & du mois de May 1553. 226
Rente volante conſtituée ne peut eſtre demandée que de 5. ans. 357
Rente volante quand peut eſtre demandée. 674
Rente fonciere eſt proprement la preſtation annuelle que faict le vaſſal au Seigneur pour le fonds qu'il tient mouuant de ſa directe. 725
Rentiers ne ſont tenus continuer leurs arrentements ſi les maiſons ne tiennent les granges & eſtables & habitations reparées. 104
Rentiers tenus enuers les proprietaires des ruines & deteriorations des charpentaux & lieux habitués aduenus pendant leur arrentement. 119
Renuoy ne peut eſtre demandé des cas priuilegiez. 372
Reparation capitalle par l'atrocité de l'iniure. 857
la Republique agit ſur les biens paternels de la femme. 530
Requeſte libellée doit contenir cinq choſes. 263
Reſignataire tenu demeurer au bail à ferme des fruicts du benefice reſigné, faict par ſon reſignant, & le ſucceſſeur general entretenir le contract de louage faict par ſon predeceſſeur, iuſqu'à la fin de terme. 155
Reſtitution en entier non recepuable apres dix ans à conter du iour du contract, ny par minorité apres l'aage de 35. ans, ſoit d'homme ou femme, pour renonciation, ou autrement. 51
Retention feodale ſe preſcript és lieux où elle eſt en vſage. 368
Retraict feodal n'eſt ſeulement legal, ains conuentionnel. 191
Retraict feodal procede de la nature des fiefs, ſans autre expreſſion par vente. ibid.
quant au Retraict lignager on ſe remet aux couſtumes localles au Parlement de Tholoſe. 364
Renocations en faueur des enfans baſtards legitimés n'ont lieu, ſinon par ſubſequent mariage. 668
Riere fiefs ne peuuent eſtre amortis par autre que par le Roy de France, ſauf les Pairs de France. 198
Riere capies conſiſtantes en la cenſiue d'vne année redoublée, ſelon Maynard, appartiennent au fermier & vſufructuaire. 208
la Rigueur des peines ordonnées de droict eſt gardée au Parl. de Tholoſe, contre celles que ſe remettent l'an du duel. 698
Robbes, bagues & ioyaux de la femme ne ſont tacitement hypothecqués auec les autres meubles apportez à la maiſon louée par le mary pour le louage d'icelle. 564
Robbes, bagues & ioyaux donnés à l'eſpouſe, par les parents d'elle, ou de l'eſ-

poux, appartienent à l'espouse en proprieté. 701. & 702

Robbes somptueuses, desquelles le mary orne sa femme pendant le mariage pour les porter és festes solemnelles, retournent au mary. 702

Roger autheur des Heretiques Vaudois & Albigeois faict prisonnier à Carcassonne. 399

Rolles de despends escripts en papier, 20. lignes chaque page, & chaque ligne 15. syllabes, taxés aux Procureurs de la Cour, 8. sols pour fueillet. 268

Romains ont prins des Grecs les loix des 12. tables. 175

Roturiers ne sont censez nobles pour raison au fief, s'ils ne sont annoblis par lettres ou offices de sa Majesté. 148

Roturiers & non nobles en Tholose tiennent & acquierent fiefs nobles par succession, vente ou donation. 157

Roturiers peuuent tenir seigneuries & fiefs nobles és lieux non subiects au franc fief. 546

Roturiers acheptans fiefs nobles, prohibés de porter armoiries tymbrees & tenir rang des nobles, sur peine de grosses amandes. 699

le Roy succede aux bastards en France decedez sans enfans legitimes: non le pere naturel, & aux estrangers par droict d'aubaine sauf en Tholose, & pays de Languedoc, où n'y a droict d'aubaine par priuilege. 49

au Roy seul appartient conceder lettres d'anoblissement. 147. & 227

le Roy de France n'est subiect à l'Empereur, ny ne fait hommage au Pape nouuellement creé. 150

le Roy estant souuerain en son Royaume du temporel, ne recognoist aucun superieur. ibid.

le Roy de France ne recognoist aucun superieur au temporel que Dieu seul. 178

le Roy estant souuerain en son Royaume, est par consequent le vray legislateur. 179

autre que le Roy ne peut amortir, sauf les Pairs de France, les riere fiefs mouuants deus pour les fiefs qui se tiennent immediatement de sa Majesté. 198

le Roy n'vse de retenue feodalle de chose vendue mouuant de sa directe. 207

au Roy seul appartient donner lettres d'amortissement par droict & souueraineté. 213

le Roy, suyuant l'Ordonnance de Philippe le Bel, doibt vuider les mains des heritages roturiers à luy adiugés & confisqués dans an & iour de sa confiscation. 212

le Roy amortit sans preiudice d'indemnité du Seigneur, & le Seigneur affranchit sans preiudice des droicts de sa Majesté. 227. & 228

le Roy, ny le haut iusticier ne sont tenus au payement des debtes du deffunct, decedé sans hoirs legitimes, qu'à concurrence des biens, comme heritiers anomaux & irreguliers. 233

le Roy, ou le haut Iusticier succede à vn homme né en France de loyal mariage, decedant sans hoirs legitimes. 238

le Roy seul Voyer en France. 273

le Roy est tenu payer les debtes hereditaires des biens que luy aduiennent par desherence, forfaicture, ou autrement, comme heritier anomal. 279

le Roy & l'Eglise vsent ensemble du droict commun, és debtes & hypothecques non priuilegiées. 286

le Roy peut faire execution sur le fonds, pour arrerages deus puis vingt & neuf ans. 292

le Roy a droict de desherence sur tous les biens vacquants & delaissez en son Royaume. 318

au Roy seul appartient en France naturalizer l'estranger, & legitimer le bastard. 321

au Roy seul appartient en tout son Royaum

yaume octroyer & ordonner foires & marchés. 326
le Roy, l'Egliſe & le Seigneur, peuuent par quel laps de temps que ce ſoit, demander leurs droicts. 352
les Rois Charlemagne & S. Louys ont honoré & aſſiſté la ville de Tholoſe de leur preſence. 393
le Roy, l'Egliſe & le Seigneur ne ſont ſubiects aux hypotheques. 541
le Roy ſeul ſe peut ſeoir ſur la fleur de Lis pour rendre la iuſtice, & apres ſes Officiers. 556
le Roy n'eſt tenu accomplir les cloſes teſtamẽtaires. 672
le Roy de France merite le nom de tres-Chreſtien entre tous les Rois de la Chreſtienté. 681
Roy moindre maieur de 14. ans, n'eſt tenu receuoir aucun regent en France. 840
le Roy moindre d'ans qui ſuccede à la Couronne ſe peut faire ſacrer & couronner ſans limiter l'aage. 849
priſe du Roy Iean deuant Poictiers par les Anglois & par qui racheté. 886

S

SAiſine neceſſaire n'empeſche l'action hypothecaire de la femme, tant pour ſa dot que augment. 526
auant la Saiſie on doit faire precedent commandement de payer au debiteur. 735
Salaire des Aduocats, Procureurs & ſeruiteurs domeſtiques ſe preſcript en deux ans. 857
Salaire d'où eſt deriué. 469
Salaire du mercenaire ne doit eſtre retenu du ſoir au matin. ibid.
S. Saturnin martyriſé en Tholoſe par les Payẽs idolatres. 392
Seigneur feodal, qui n'a droict de iuſtice ne peut créer officiers. 155
Seigneur feodal & cenſier ne peut créer aucun Sergent pour faire exploits. 162
le Seigneur peut contraindre les Notaires & Tabellions luy exhiber & expedier les actes en bonne forme par les Ordonnances de Blois & Orleans, en luy payant l'expedition. 165
Seigneuries ſe commencent en Languedoc & Guyenne, par la directe, rentes, reuenus, & autres reuenus, & en ſuite la iuſtice haute, moyenne, & baſſe ſi point en y a. 167
le Seigneur cenſier peut contraindre ſon vaſſal renouueller ſon contract d'infeudation, & le recognoiſtre ſans rien innouer. ibid.
le Seigneur feodal qui ſe plaint contre vn ſien vaſſal, le peut aſſigner de trois en trois iours, ou plus, pour comparoir deuant luy. 175
le Seigneur ne peut agir en Tholoſe en action perſonnelle. 176
Seigneur feodal en Tholoſe n'a droict de retenue du fief mouuant de ſa directe. 186
Seigneur feodal par le ſecond article de la Couſtume de Paris peut prendre les biens amortis mouuans de ſon fief par droict de prelation en payant ou rembourçant le prix & loyaux couſts. 192
Seigneur feodal peut prendre les biens amortis mouuans de ſon fief par droict de prelation en payant, & rembourçant le prix & loyaux couſts. ibid.
Seigneurs feodaux ne ſont tenus recognoiſtre, ny receuoir en leurs fiefs aucuns infeodataires. 196
le Seigneur eſt tenu communiquer ſes titres à ſon vaſſal, & le vaſſal exhiber au Seigneur ſes acquiſitions. 197
Seigneur feodal en Tholoſe n'a droict de retenuë du fief mouuant de ſa directe. 186 n'eſt beſoin que l'achepteur pour auoir droict de proprieté & poſſeſſion en la choſe venduë prenne ſaiſine du Seigneur. ibid.
le Seigneur n'a droict de prelation, par la couſtume de Tholoſe. 192
Seigneurs eſtans d'accord & ſatisfaicts des nouueaux acquereurs, ne peuuent refuſer

les receuoir en leur fief ſans cauſe legitime. 196
le Seigneur peut agir contre le vaſſal en l'heritage amorti. 199
Seigneur cenſier ne peut pretendre que droict d'indemnité, pour heritage tenu en roture. 201
le Seigneur ne peut demander le ſupplement, non plus que l'entiere rente non payee, que de 29. ans. 202
le Seigneur peut affranchir ſans le conſentemẽt du Roy, & le Roy amortir outre le gré & conſentement du ſeigneur ſans preiudice de leurs droicts. 205
Seigneurs feodaux ont droit de retenue feodale. ibid.
Seigneurs n'ont en la ville & viguerie droit de prelation commis, par iugement preſidial, 1. Iuin, 1567. 206
Seigneurs hauts Inſtitiers & cenſiers apres an & iour de la ſentence portant enionction à gẽs de mainmorte peuuẽt vuider leurs mains des heritages, que sõt en leur haute iuſtice. 213
le Seigneur apres la mort de ſon vaſſal en lieu des rierecaptes a les fruicts de la premiere année, ou de l'autre enſuiuant. 215
le Seigneur ne doit faire ſaiſie que l'acquereur & reſignataire ne ſoit en poſſeſſion. 214
Seigneurs Eccleſiaſtiques feodaux ou cenſiers uſent de meſme droict contre gens de mainmorte, que les lais en leurs fiefs & cenſiues. 221
le Seigneur direct doit faire veüe & monſtree de la choſe ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu. 222
le Seigneur ne peut contraindre l'Egliſe vuider l'heritage par elle poſſedé l'eſpace de 30. ans, quoy que par les ord. la preſcription quarantenaire ſoit en ce cas requiſe. 223
Seigneur ne peut acquerir droict de bannalité ſur ſon ſubiect, qu'il n'y ait contradiction de ſa part. 327
le Seigneur direct & feodal doit exhiber ſes tires & faire veue & monſtree de la piece, ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deub. 229
le Seigneur haut iuſtitier peut incontinent apres le treſpas de ſon iuſtitiable decedé ſans hoirs procrées de legitime mariage ny faire teſtament, ſaiſir l'heredité iacente. 232
le Seigneur que procede par ſaiſie peut en vertu de l'hypoth. que qu'il a en ſon fief pourſuiure le nouueau vaſſal au payement de ſes droits deubs non ſeulement puis ſon acquiſition, mais auſſi par ſes predeceſſeurs. 234
le Seigneur ne peut demander à l'acquereur nouueau ſes droits, que puis ſon acquiſition. ibid.
Seigneurs iuſtitiers ſont ſaiſis des biens vacquans, comme les heritiers. 238
Seigneurs hauts iuſticiers iugent au peril de l'amande ſelon les anciennes ordonnances. 247
Seigneurs hauts iuſtitiers uſans de cruautés & inhumanités enuers leurs hoſtes & iuſtitiables, ſont primez de leur droit de iuſtice. 249
le Seigneur peut diſpoſer de ſes droicts, & vendre ſa cenſiue. ibid.
Seigneurs iuſtitiers ont la creation des officiers neceſſaires pour l'adminiſtration & execution de leur iuſtice, non les autres. ibid.
Sergens royaux n'exploitent en terre de ſeigneur haut iuſtitier, qu'és cas royaux, & de reſſort. 250
le Seigneur eſt creu à ſa parole ſur la demande par luy faicte des arrerages des oblies des trois dernieres années, ſans preuue ny ſerment. 251
le Seigneur n'eſt ſeulement reçeu à demander le payement du trienne des arrerages des droicts non payés, ains de 29. ans, continuant ſa poſſeſſion. ibid.
le Seigneur qui fait demande à ſon emphyteote des droicts non payés à ſes predeceſſeurs, doit faire foy des liures & memoires de leurs receptes, & payements des rentes, & les exhiber au vaſſal. 253
le Seigneur qui obtient gain de cauſe en defaut de payement a ſon execution parée ſur le fief, au moyen de ſon hypotheque. ibid.

le Seigneurie peut eſtre debattue par le Procureur du Roy le ſeigneur dominant, ou autre qui pretend luy appartenir, enſemble par le vaſſal, qui tient le fief en franc aleu. 255
le Seigneur directe, pour ne s'eſtre oppoſé au decret pourſuiui contre ſon emphyteote, ne perd ſon priuilege pour les arrerages contre l'adiudicataire poſſeſſeur & tenancier de ſon fief. 258
Seigneurs feodaux & iuſtitiers, tant à la ville, viguerie & ſeneſchauſſée de Tholoſe ne peuuent empeſcher leurs vaſſaux auoir pigeonnier, garenne, viuier & moulin à vent en leurs fonds. 259
Seigneur directe d'vn tenement poſſedé par pluſieurs contenanciers, peut contraindre l'vn d'iceux au payement de toute la rente & cenſiue, & ſe tenir à ſon indiuiduité. 260
Seigneurs feodaux, qui n'ont droict de Iuſtice ne peuuent creer officiers. 264
Seigneurs hauts iuſtitiers ne peuuent empeſcher que les ſentences des iuges Royaux ne ſoyent executées en leur terre contre leurs iuſtitiables. 266
Seigneurs ſont preferés en leur fief à tous autres creanciers, ſauf le Roy. 277
Seigneurs hauts iuſtitiers, tant laiz qu'Eccleſiaſtiques peuuent deſtituer ſans cauſe leurs iuges & officiers. 281
le Seigneur n'eſt tenu recognoiſtre ny receuoir en ſon fonds aucun vaſſal, que ne ſoit payé des lods & ventes. 294
le Seigneur ne peut prendre doubles droicts de la vente à faculté de rachat, par le droict Pariſien. 306
le Seigneur ne peut rien innouer au preiudice du vaſſal. 310
le Seigneur eſt tenu faire veuë & monſtrée de la piece ſur laquelle il pretend quelque cens luy eſtre deu, s'il en eſt requis. 312
Seigneur qui prend peage, doit entretenir le port de toutes reparations. 315
Seigneur haut iuſtitier a droict d'eſpaue & deſherence en ſon territoire. 319
Seigneurs iuſtitiers & feodaux en Tholoſe, n'ont droict de commis, retraict ou retenue feodale des biens mouuans de leur fief & directe. 320
Seigneurs iuſtitiers & feodaux ne peuuent auoir aucunes foires ne marchés en leurs & ſeigneuries, ny leuer aucũ droict ſur les marchandiſes. 326
Seigneurs ne peuuent impoſer aucunes nouuelles, indeues, & illicites exactions. ibid.
Seigneur ne peut ſoy meſmes ſe conſtituer ſon vaſſal. 536
Seigneurs feodaux & iuſtitiers n'ont droict de Prelation és biens vendus, en Tholoſe, non plus qu'au reſte du Languedoc. 538
Seigneurs ſont tenus rendre l'hommage deu à ſa Majeſté. ibid.
le Seigneur eſt preferé à la dot apres le Roy. 541
le Seigneur ne peut retenir les heritages vendus qu'auec les charges & hypotheques par droict de prelation. ibid.
le Seigneur eſt preferé en ſon fief és autres creanciers. 543
le Seigneur ne peut annoblir le vaſſal. 545
le Seigneur ne peut reprendre le fief des mains de l'emphyteote que par voye d'execution. 547
Seigneur haut Iuſtitier ne peut conuenir ſon vaſſal deuant le Iuge par luy creé. 548
le Seigneur peut aliener ſa ſeigneurie ſans le conſentement de ſes ſubiects & emphyteotes. ibid.
le Seigneur ne peut eſtre recogneu ſolidairement par deux vaſſaux ſur vne meſme piece. 551
le Seigneur, ou ſon agent, ou procureur peut contraindre le nouueau poſſeſſeur luy communiquer le contract de ſon acquiſition. 552
le Seigneur eſt tenu d'euiction & garentie enuers le vaſſal qui ſeroit inquieté par autre que luy pour la cenſiue. ibid.

Seigneurs haut Iuſticiers peuuent creer Iuges en leur territoire, Notaires & autres officiers par droict de tabellionage, ſans que les officiers royaux exploictent les actes de leurs iudicatures. 517

Seigneurs peuuent diſpoſer de leur ſeigneurie à leur volonté. 719

Seigneurs ont accouſtumé és recognoiſſãces interdire aux vaſſaux ne tranſporter les fiefs en mainmorte ny les bailler à ſurcens. 721

le Seigneur voulant depoſſeder de ſon authorité l'emphyteote, peut agir & informer contre luy en cas de ſaiſine & nouuelleté. 730

le Seigneur peut agir ſur le fonds contre le tiers poſſeſſeur pour arrerages, lods, & ventes deues des 29. ans. 862

Seigneuries hommageres du Roy ſubiectes au ban & riere ban. 888

Sem premier fils de Noé, ſurnommé Melchiſedech par les Hebrieux. 756

Sendral praticien pendu & eſtranglé en Tholoſe, pour auoir commis adultere auec ſa maiſtreſſe. 24

Seneſchaux & autres iuges ne peuuent ordonner ny permettre aucun empriſonnement pour debte ciuil ſans qu'il apparoiſſe de l'inſtrument obligatoire. 592

Sentences & iugemens donnez contre les garents ſont executoriables contre les garentis, tout ainſi que contre les condamnés, ſauf les deſpens, dommages & intereſts. 181

Sentences des Iuges inferieurs peuuent eſtre ſuſpendues par appel, iuſqu'à ce que ſoint confirmées, ou reformés par les ſouueraines. 250

Sentiers ſe ſont ennuy les champs par les paſſants pour abreger leur chemin. 274

Sepulture des anciens Romains. 709

Sequeſtration de dot doit eſtre conſignée en main de marchand ſeur & reſponſable pour la tenir à profit honneſte, pour l'entretenement de la femme & de ſa famille. 524

Serfs affranchis en France. 753

Sergens Royaux ne peuuent exploicter en terre de haut iuſtitier, Comte, Baron ne autre, ſans leur licence. 162

Sergent doit bailler copie de ſon exploit libellé à l'aſſigné. 181

Sergent executeur libellant ſon exploit, doit en cas d'oppoſition aſſigner les oppoſans deuant le Iuge competant. 240

Sergent executeur ſouloit donner vne poignee de terre au dernier encheriſſeur au dernier inquant. 719

Serments ſolemnes comment ſe font en Tholoſe. 252

le Serment volontaire ſe peut deferer en iugement, en quel eſtat que ſoit l'inſtance, en demandant, ou defendant. 252

Signes veus en Tholoſe auec mortalité de gens, apres la mort de Raymond IV. du nom. 399

Situation de la ville de Tholoſe. 383

Societé ou communauté des mariez n'apporte alienation. 650

Soldat ſeruant actuellement aux armes, ne peut eſtre conuenu que deuãt ſon maiſtre de camp. 372

Submiſſion, renonciation, & le ſerment ne peuuent authoriſer ny valider les actes priues & illiciues faicts contre le droict. 473

Subſtitution faicte de la belle mere au beau fils, eſt cenſée faicte en faueur des enfans de ſa fille decedée. 101

Succeſſion ouuerte, iuſques au dixieſme degré. 28

Succeſſeurs vniuerſels ſont tenus des debtes & charges hereditaires. 809

és Succeſſions abinteſtat on ſuit les loix & couſtumes des lieux où les biens ſont aſſis. 812

Supplement de legitime adugé à la fille dotée auec reſtitution de fruicts, nonobſtant la renonciation par elle faicte, comme valoyent les biens du temps du decez du pere. 50

Surſeances de congés, defauts & aſſignations ſe font ſelon les diſtances des lieux, difficultés des chemins. 176

Surſeances prorogées pour vuider les oppoſitions. 572

le Suruiuant des mariés connolant en ſecondes nopces ne diſpoſe des lucres nuptiaux qui appartiennent aux enfans du premier lict. 6

le Survivant des mariez à l'administration des biens de ſes enfans, & fait les fruits ſiẽs pendant leur minorité. 72

T

TAbor eſleu Roy du peuple Tholoſain, l'an de grace 37. 391
la Taille ſe paye touſiours au Roy, la cenſiue au ſeigneur, & le diſme à l'Egliſe. 536
Tauerniers & cabaretiers ne peuuent receuoir à leurs tables de nuict, que leurs domeſtiques ordinaires, ni de iour aucunes perſonnes, hommes ne femmes deſbauchez & diſſolus. 442
Taxe doit eſtre faicte aux aduocats ſelon leur capacité & bienſiſance. 365
Taxe & reglemens des denrees & marchandiſes, poids & meſures ſe font par les Capitouls. 429
Templiers inſtituez pour la defenſe de la Chreſtienté dotez de pluſieurs benefices de notable reuenu pour en iouyr leur vie durant, ſelon leur inſtitution, non pour en diſpoſer en derniere volonté n'ayant rien de propre. 226
Templiers ſodomites abolis par le Pape Clement V. au Concile de Vienne. 1312. 405
le Temporel de l'Egliſe & lieux pies de fondation & dotation Royale eſt perpetuellement libre de toutes charges. 200
le Temps de la guerre, contagion & mortalité empeſchent d'agir, quand l'exercice de la iuſtice ceſſe. 362
Teſmoignage du denonciateur n'eſt ſuffiſant pour proceder à condamnation, quoy qu'il ſoit accompagné de la depoſition d'vn autre teſmoin irreprochable. 289
Teſtament d'vn fils de famille confirmé en faueur d'vn hoſpital. 77
Tenanciers ſont tenus conuenir vn d'entr'eux, pour leuer & ſe ſaiſir des quotes deuës par les autres par coequation. 311
Tenanciers peuuent eſtre contraints en Tholoſe au payement des lods & ventes deues puis vingt neuf ans. 367
Terres ſont cenſees rurales en France & ſubiectes à ſeigneur, s'il n'appert du contraire. 166
Teſtament fait enſemblement par les deux mariez deuant meſme Notaire, peut eſtre reuoqué par le ſuruiuant, en ce que luy concerne ſans preiudicier à l'autre. 92
Teſtaments des fils de famille caſſez par la Cour de Parlement de Tholoſe, ores ſoyent faits du conſentement du pere, hors la ville, Viguerie & couſtume d'icelle, ſauf s'il y a cinq teſmoins appellez. 94
Teſtaments nuls non debatus d'inofficioſité, ſinon de nullité par lettres Royaux tant par les enfans emancipez, que non emancipez, ſi ne ſont nommés au teſtament du pere, auquel ſuccedent. 97
Teſtaments de deux mariez en vn ſeul acte ſi l'vn depend de l'autre tous deux demeurent reuoquez, par autre dernier teſtament faict par le ſuruiuant qui ne perſeuere en ladite volonté. 98
Teſtaments & dernieres volontez prennent leur force du decez du teſtateur. 279
Teſtaments, confeſſions des parties, ratificatiõs, ſentẽces, & actes iudiciaires ne peuuẽt eſtre debattus de nullité en France, que par lettres Royaux. 464
Teſtaments receus en preſence de teſmoins ſont valables. 799
Teſtaments comment & par qui doyuent eſtre receus. 800
Teſtaments des forains faicts en Tholoſe ſuiuant la couſtume d'icelle, ſont valables. 802
Teſtament faict deuãt vn vicaire & deux teſmoins eſt valable. ibid.
Teſtaments ſolemnels ſe retiennent deuant vn Notaire, & deux maſles aagez de vingt ans dignes de foy. 805
Teſtaments par qui peuuent eſtre debatus de nullité & d'inofficioſité. ibid.
Teſtament receu par vn religieux de l'Ordre des Mandians eſt nul & inualable. 806
Teſtament ou declaration du defunct ſuffit que

ſoit faicte deuant deux teſmoins qui en depoſent apres ſon deceds. 808
Teſtaments ſont de trois ſortes. *ibid.*
Teſtamẽt caſſé à faute que le teſtateur & quatre des teſmoins numeraires qui ſçauoyent eſcrire ne l'auoyent ſigné. *ibid.*
Teſtament du fils ne peut eſtre querellé d'inofficioſité par la mere, pour ne luy auoir rien ou peu laiſſé. 814
Theodoſe Empereur Rom. vint en Tholoſe auãt accepté la penitẽce qui luy fuſt enioincte par S. Ambroiſe Archeueſque de Milan. 391
Theodoſe Empereur Romain à ſon entree dans Tholoſe donna pouuoir aux Capitouls de Tholoſe creer Notaires que retiendroyent contracts par tout le monde. *ibid.*
Theodoſe decedé en Tholoſe l'an 37. 888
Tholoſains peuuent indifferemment tenir & acquerir fiefs nobles ſans diſpenſe. 141
Tholoſains ne vinent ſous les couſtumes de France, ni ſubiets au droit des francs fiefs ban, & riere ban, & retraict feodal. 198
Tholoſains ne ſont ſuiects au droit des francs fiefs, ban & riere-ban. 283
Tholoſe par qui fondee. 389
Tholoſe regie & gouuernee par pluſieurs ſainctz perſonnages. 392
armoiries anciẽnes des Tholoſains quelles. 392
Tholoſains peuuent tenir fiefs nobles à perpetuité. 724
Tholoſe antique & populeuſe & de tout temps fort encline à la Religion. 875
Tholoſe non ſuiette à droit d'Aubaine. 876
Threſors trouuez par les vaſſaux en leur bien, la moitié eſt acquis au Seigneur, l'autre moitié au proprietaire. 248
Threſoriers generaux de France Maiſtres des Comptes & autres Officiers du Roy ne peuuent bailler à perpetuité, à titre de cens & rente annuelle, les aſſabliſſements, atterriſſemẽts, loges, boutiques, places vaques, du domaine du Roy, à plus de 9. ans. 320
Threſors trouuez à la maiſon & terre d'autruy, appartiennent vn tiers à l'inuenteur, vn tiers au proprietiaire du lieu où il eſt trouué, l'autre tiers au ſeign. haut iuſticier. *ibid.*
Threſor trouué par vn Cheualier Limoſin, auquel y auoit vn Empereur, ſa femme, ſes fils, & ſes filles de leur grandeur & groſſeur aſſis à table, leſquels enſemble la table & treteaux eſtoient d'or maſſif. 328
Torcin nepueu de Charlemaigne receut du ciel au ſiege de Bayonne l'eſtendard ou ſiege de la Croix de douze poinctz. 384
Torcin ſecond Roy de Tholoſe. 390
Toula auec vne numereuſe & puiſſante armée, deſfaict par Theodoric Roy de Tholoſe. 398
Traffic de marchandiſe deffendu à tous gentilshommes & hommes de iuſtice. 209
tous Traictez concernans heritages, rentes, ou realité, que ne ſont receus par Notaires, ſont declarez nuls. 764
Tranſmiſſion d'heritage duquel l'heritier ne ſe charge apres le decés du teſtateur, n'apporte retranchement. 102
Tranſpaiſſion d'heritage n'eſt permiſe par contracts entre vifs. 677
Tranſport faict par le debteur à ſon creancier abſent, n'acquitte le debte. 664
Tutelles ſont toutes datiues en France. 770
Tutelle appartient à l'oncle paternel en defaut de mere & de frere. 676
Tuteurs & curateurs ſont cõptables enuers les moindres à la fin de leur adminiſtratiõ. 671
Tuteurs & curateurs reliquataires apres la ſentence ouarreſt de condamnation ne ſont receus à faire ceſſion de biens. 599
le Tuteur ou curateur n'a, parfait ni accompli le deuoir de ſa charge, ſi n'en a rendu conte en bonne forme. 597
Tuteurs ſont tenus faire bons les debtes des pupilles perdus à leur negligence. 598
Tuteurs tant eſtrangers que legitimes doiuent pouruoir à la garde & conſeruation des deniers & choſes pretieuſes. 771
Tuteurs ne peuuent de leur authorité proceder à la vente d'aucuns immeubles ſi le teſtateur ne l'a ordonné. 772
Tuteur qui s'offre, eſt ſuſpect, & partant la tutelle ne luy doit eſtre baillee. 773

Tuteur doit faire inuentaire de tous les biens, deſquels prend l'adminiſtration. 775
Tuteurs ſont tenus faire les debtes bons à leurs pupilles, perdus à leur negligence. 776
Tuteur qui prend le regime des perſonnes & biens du pupille, ne fait que continuer l'adminiſtration commencée par le pere des biẽs propres de ſes enfans, oſte l'vſufruict qui eſt acquis au pere. 777
Tuteur ou curateur creancier du deffunct peut agir pour ſon debte pendant le temps de ſon adminiſtration. 826
Tuteur peut eſtre condamné à ſon nom propre en cas de fraude, malverſation, coulpe ou inadvertance trop notable. ibid.
Tuteur peut vendre les meubles & choſes periſſables. 827
Tuteurs & curateurs ne ſont tenus communiquer, ny faire entrer à la tutelle les acquiſitions par eux faictes à leur nom propre pendant le temps de leur adminiſtration. 829
Tuteurs & curateurs comptables tant des obmiſſions & negligences, que du faict & negoce de leur adminiſtration. ibid.
Tuteur qui ſans cauſe & par dol & fraude vend & alliene les immeubles de ſon pupille, & ſe comporte mal en ſon adminiſtration, ne faict acte de tuteur, ains d'expilateur. ibid.
Tuteur ne doit procurer le dommage, ſinon le profit & vtilité de ſon pupille. 831
Tuteurs, ores ſoyent nommez & choiſis par le pere defunct, voire la propre mere, doyuent eſtre confirmés & authoriſés par le Iuge. 832
Tuteurs doyuent commencer l'exercice de leurs charges auec bon & loyal inuentaire. ibid.
Tuteurs honoraires ont leurs biens tacitement obligés. 836
Tuteur faict le ſerment deuant le Iuge qui le reçoit à l'entier de ſa charge de bien & fidellement ſe comporter en icelle. 857

V

VAlette Docteur regent de Toloſe executé à P[illegible] pour auoir pluſieurs fois attenté faire empoiſonner vne ſienne partie, contre laquelle il plaidoit. 449
Vaſſal a droict de garentie. 163
le Vaſſal n'eſt ſeul tenu exhiber ſes titres au Seigneur, mais gens de main morte. 201
Vaſſal refuſant entrer en foy & hommage auec ſon Seigneur, perd le fief. 206
le Vaſſal doit appeller le Seigneur ſon garent, duquel pretend ſon fief eſtre mouuant, ou Procureur du Roy ſi le tient immediatemẽt de ſa Majeſté. ibid.
Vaſſal deguerpiſſant eſt tenu payer les arrerages iuſques au iour du delaiſſement, & peut eſtre actionné par le Seigneur pour les deteriorations. 215
le Vaſſal peut obtenir la main leuée des biens ſaiſis à la requeſte des Seigneurs, à la charge de recognoiſtre, & payer les droicts non payés, & deuoirs non faicts qui ſe trouueront eſtre deubs à fin de cauſe, à qui appartiendra. 229
le Vaſſal doit demander les rentes des confeſſions & acquieſcements. 237
le Vaſſal peut incontinant apres la ſaiſie appeller le Seigneur en iuſtice, & le contraindre declarer à ſa premiere comparoiſſance à quel titre tient le fief. 238
le Vaſſal ores par la couſtume de Paris ſe puiſſe ioüer des deux tiers de ſon fief par maniere de bail, conſtitution de rente, ou allienation auec retention de foy & droict ſeigneurial, ne preiudicie au Seigneur feodal. 241
Vaſſal peut vendre, donner, allener entier, ou à parcelles, auec ſes charges. 249
Vaſſal peut en pays couſtumier de France, ſe ioüer & infeoder, & bailler à rente perpetuelle les deux parties du fief, ſans le ſceu & diminution des droicts du Seigneur dominant. 284
le Vaſſal doit ſeruice, hommage, & reſpect à ſon Seigneur, & le Seigneur amitié, protection, & bien vueillance à ſon vaſſal. 249
Vaſſal faiſans refus du ſerment, ſe refere au ſeigneur, pour iurer & affirmer, ſi les oblies qu'il demande luy ſont deuës. 251

le Vassal ne peut bailler à surcens & rierecnef l'heritage feodal qu'il possede. 310
Vassal n'est tenu aduouër, ni desaduouër le seigneur, si ne tient le fief en France aleu. 317
Vassal en Tholose ne peut estre deuestu, sinon amendé pour deuoir non fait. 121
Vassal priué de son fief, pour auoir dementi son seigneur en iugement. 329
n'est permis au Vassal offenser & interesser son seigneur de faict ny de parole, en son honneur, ses biens, ni sa personne. ibid.
Vassal ne peut estre depossedé par le seigneur de son heritage & patrimoine, pour en inuestir vn autre. 538
Vassal n'est tenu en France à autre recognoissance enuers le seigneur, que suiuãt les coustumes du pays. 545
Vassal comment anciennement appellé. 723
Vassaux ne sont subiects en Tholose encourir l'amende contenue au contract d'infeudation & recognoissances, à faute d'auoir payé la rente & censiue au temps prescrit. 178
Vassaux appellez hommes & pourquoy. 214
Vassaux ne sont tenus deliurer leurs titres de main en main au seigneur, ni autre pour eux. 313
Vassaux, pendant l'instance & controuerse de la seigneurie obtiennent la main leuee des biens saisis par main souueraine en consignant les arrerages de 3. ans. 316
Vassaux & emphyteotes en Tholose peuuẽt vendre & aliener le fonds rural, & en faire à leur volonté sans le sceu & permission du seigneur feodal. 887
42000. tant Vaudois que Albigeois tuez à Besiers. 399
la Vefue paillarde peut disposer du sien en faueur de son paillard. 5
Vefue fiancee de parole de present l'an du dueil encourt la peine. 28
Vefue en saisine de sa maison, où elle demeure, pour sa dot & augment. 35
Vefue a droit de demeurer en la maison du mari defunct, iusques à l'entier remboursement de la dot. 42
Vefue suruiuante au mari, quoy que fille de famille, recouure la dot & gaigne l'augment par la coustume. 91
Vefue se remariant en secondes nopces ne doit plus donner au second mari, qu'à vn des enfans du premier lict. ibid.
Vefue comment dispose de l'augment apres le decez du mari. 92
Vefue qui se remarie l'an du dueil perd l'augment, quoy que le mari en ordonne au contraire par son testament. ibid.
Vefue peut demander par retrait feodal la moitié des acquisitions faictes par son feu mari pendant leur mariage des biens mouuans de son fief. 433
Vefues des boulengers peuuent tenir boutique en Tholose. 443
Vefue que se remarie apres l'an du dueil, retient l'vsufruict de l'augment, la proprieté reseruee aux enfans du premier lict. 655
Vefue que se remarie l'an du dueil, est priuee tant de la proprieté que vsufruict par Arrest de la seconde d'Enquestes du 24. Ianuier 1576. 656
Perd l'augment que autrement luy seroit deu sur les biens du premier mari, ensemble l'heritage & legs par sondit mari à elle faits. ibid.
Vefue n'est contraincte en Tholose prendre sa dot & augment, & renoncer au vefuage à elle accordé en ses conuentions matrimoniales. 562
Vefue que se despart de l'administration, en doit rendre compte, faire pouruoir ses enfans de tuteur ou curateur, & prester le reliqua. 709
si la Vefue est moindre ne doit administrer, ni prendre la tutelle de ses enfan. ibid.
Vefues que demeurent oiseuses, courans de maison en maison, babillardes, vaines, curieuses, ne meritent le nom de vefues. 742

Vefues

Vefues hautement loüées de S. Ambroiſe & S. Paul. ibid.

Vefue remariée priuée de l'effet de la donation par arreſt du Parl. de Paris, & pourquoy. 868. *Ne peut eſtre contrainčte pendant ſon vefuage, tant qu'elle vit honneſtement & ſe comporte auec ſes enfans, reprendre ſa dot & augment.* 868

Vefue qui fiancee de parolle de preſent l'an d'apres deuil perd les gains & aduantages du premier mariage. 869. *Et pour s'eſtre mal gouuernée en ſon vefuage perd ſon augment.* ibid.

Viguier iadis procedant auec les Capitouls, à preſent Iuge Royal & ordinaire en la ville & viguerie de Tholoſe. 153

Viguier donne le ſerment aux Capitouls. 57

Viguier ſouloit eſtre Gouuerneur & Capitaine de la ville. 405

le Viguier cognoiſt des excés que ſe commettēt hors la police, comme Iuge ordinaire. 429

le Vendeur par la vente poſterieure que luy eſt faičte doit lods & ventes au Seigneur. 187

Vendeur a droict en la choſe, iuſqu'a l'entier & effectuel payement d'icelle. 540

Vendeur deſpouillé de la piece vendue, par la reception du prix. 728

Vendeur par preſente numeratiō non comptée, doibt eſtre diligent & aduiſé, à ce que l'achepteur en face promptement le payement. 765

Vendeur, qu'eſt encore poſſeſſeur de la choſe vēdue de laquelle il n'a eſté payé, peut s'oppoſer à la ſaiſie d'icelle. ibid.

le Vendeur peut empeſcher l'achepteur qui iouyt & poſſede la piece engagée, par lettres Royaux, s'il y a lezion d'vn tiers ou d'vn quart. 767

Vendeur rendant le prix & recouurant la piece ne doit lods & vente du recouurement non plus que des rachapts. 863

Vente reſolue au moyen de la conuention de reſoudre le contract faičte auant la deliurance de la choſe ne ſont deus que ſimples lods. 191

Vente reſolue en vertu de pačte au commencement du contract qui auroit donné cauſe à icelle ne ſont deus lods & ventes. ibid.

traičté de Vente non ſorty à effect du conſentement des parties, ne doit lods au Seigneur. ibid.

ſeul traičté de Ventes non ſorty à effect du conſentement des parties ne doibt lods au Seigneur. ibid.

Vente reſolue au moyen du pačte faičt apres le contract & deliurance de la choſe vendue, ſont deus doubles lods. ibid.

Vente & licitation ſe faičt par neceſſité priuée des heritages indiuiſibles, ou aiſiantes à deuiſer du tout, ou en partie. 302

toutes Ventes ſont parfaičtes à l'inſtant que ſōt contraičtées ſans ačtuelle deliurance ne ſaiſine. 186

Vente iudiciaire n'eſt parfaičte, iuſqu'à la miſe de poſſeſſion que ſe faičt au nom du ceſſionnaire, au lieu & place de l'adiudicataire. 304

de toute Vente pure & parfaičte, bien que diſſoute du conſentement des parties ſont deus lods & ventes, pourueu que le fief change de main. 306

Ventes quelque fois retardées, autrefois accelerées ſelon la nature du debte. 571

Ventes ſont parfaičtes auſſi toſt qu'elles ſont contraičtées ſans ačtuelle ſaiſine ne deliurance. 729

Vente faite ſous aucuns droits & hommages, n'attribue droičts de ſeigneurie. 732

Ventes aſſeurées ſe ſont d'authorité de iuſtice. 739

Vente n'eſt valable à la charge de faire ratifier, iuſques à ce qu'elle eſt ratifiée. 746

Vente de pourceaux. 754

Ventes & achapts qui ont trois parties eſſentielles, ne peuuent ſubſiſter par l'obmiſſion de l'vne d'icelles. 759

Vente pignoratiue ſe fait communement à pačte de rachapt. 761

Vendication de marchandiſe eſt permiſe au marchand vendeur, pour dol, fraude &

affront. 765
Vente d'heritages ſe faict par authorité du Iuge Royal ordinaire. 772
Vente des biens ſaiſis mis en criées & diſtribution eſt ordonnée par le Parl. de Tholoſe. 779
Ventes des immeubles ne ſe doyuent faire en bloc quand y a pluſieurs maiſons & metairies ou pieces ſeparées. ibid.
Vente de chair. 789
Vente & diſtraction de fonds dotal peut eſtre empeſchée par la femme. 793
Ventes que ſe trouuent bien faictes par les mariés, ou l'vn d'iceux par le conſentement de l'autre ne ſont facilement reſcindées. 796
le Vendeur doit les lods & ventes au Seigneur, ſi la vente n'eſt faicte à franc deniers, auquel cas l'achepteur eſt tenu les payer. 207
la Vie contemplatiue eſt la meilleure partie en laquelle l'ame ſe rend plus capable de la vie eternelle. 456
Vincent Dominiquain, Confeſſeur de Ieſus-Chriſt preſcha en Tholoſe du temps du Pape Calixte III. l'an 1400. 400
le Voiſin eſt tenu permettre le paſſage par ſa terre pour la culture & iouyſſance du chãp voiſin, en luy payant ſes dommages & intereſts, par arreſt du 9. Aouſt 1564. 274
Volleurs conuaincus doyuent eſtre roüés par ordon. du Roy François I. donnée à Paris au mois de Ianuier 1534. 449
Voyes de nullité non receuës en France. 237. & 466
Voye de repriſe ou retenuë n'eſt receuë en Tholoſe. 272
Voyers auoient la charge tant des chemins, que maiſons & baſtimens. 408
l'Vſage des loix ciuiles & locales ſe change, comme les loix Saliques en France. 178
l'Vſage de la ſoye introduit en France par Edit du Roy Henry IV. 445
l'Vſage du bois d'Inde defendu en teinture. 452
Vſucapions triennalles des meubles ſont abrogées en France. 359
Vſucapions ne ſont plus en vſage. 377
l'Vſufruict des communs acqueſts, appartient au ſuruiuant des mariez, par la Couſtume de Paris. 698
Vſufructuaire de choſes qui ſe conſommẽt auec l'vſage n'eſt tenu les laiſſer au meſme eſtat qu'il les reçoit. 32
l'Vſufruict, l'vſage, & habitation d'vne maiſon perit par la ruine & bruſlement d'icelle. 407
Vſufruict de l'augment couſtumier appartient à la mere qui conuole en ſes ſecondes nopces, la proprieté aux enfans du premier lict. 868
Vſures defendues, enſemble les blaſphemes. 81
Vſures maritimes permiſes pour l'hazard que court celuy qui preſte. ibid.
Vſure & larcin produiſent meſmes effects. 766
l'Vſurier opprime l'indigent. 767

FIN.

PRIVILEGE DV ROY.

LOVYS par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre, à nos amez & feaux Conſeillers, les gens tenans nos Cours de Parlement à Paris, Tholoſe, Roüen, Bordeaux, Dijon, Aix, Grenoble, & Rennes. Baillifs, Seneſchaux, Preuoſts desdits lieux ou leurs lieutenans, Preſidiaux de Lyon, Poictiers, Orleans, Bourges, Angers, le Mans, Chartres, & a tous nos autres officiers qu'il appartiendra, Salut: Noſtre cher & bien aymé Barthelemy Ancelin noſtre Imprimeur ordinaire en noſtre bonne ville de Lyon, nous a treshumblement faict dire & remonſtrer qu'il auroit recouuert certain liure intitulé, *Les obſeruations des Couſtumes de Tholoſe*, faict par Maiſtre François François Aduocat audict Parlement de Tholoſe: lequel liure ledict Ancelin deſireroit imprimer ou faire imprimer, vendre & diſtribuer, mais il craint qu'ayant faict tous les frais qu'il conuient à ce faire, quelques autres vouluſſent s'ingerer de l'imprimer auſſi. Ce que ſeroit le fruſtrer des fruicts des labeurs, nous requerant pour euiter à ce luy octroyer nos lettres de priuileges neceſſaires. Pource eſt il que deſirant ledict Ancelin n'eſtre fruſtré des frais & peines que luy conuient expoſer pour l'impreſſion du liure cy deſſus, nous luy auons permis & permettons par ces preſentes d'iceluy liure imprimer & faire imprimer, vendre & diſtribuer, & ce par tant de fois, tel volume & caractere que bon luy ſemblera pendant le temps & eſpace de ſix ans, à compter du iour que ſera acheuee la premiere impreſſion, ſans que pendant ledit temps aucuns autres ſous pretexte que ce ſoit, le puiſſent imprimer, vendre, ne diſtribuer ſans ſon conſentement, à peine de confiſcation des exemplaires qui ſe trouueront d'autre impreſſion que dudict expoſant, de cinq cens liures d'amende applicable moitié aux pauures, & l'autre moitié à l'expoſant, & de tous deſpens, dommages & intereſts. Si vous mandons à chacun de vous, ſi comme il appartiendra, que du contenu cy deſſus vous faciez iouyr & vſer pleinement, & paiſiblement ledit Ancelin, ſans ſouffrir qu'il luy ſoit donné empeſchement au contraire, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, voulant que mettant par luy en bref à chacũ exemplaire dudit liure ces preſentes, elles ſoyent conſeruees autant que ſi plus particulierement elles auoyent eſté ſignifiees, voulant qu'au *vidimus* d'icelles, faict par l'vn de nos amez & feaux Notaires & Secretaires, ou ſous ſeel Royal, foy ſoit adiouſtee comme au preſent original. Car tel eſt noſtre plaiſir: nonobſtant auſſi toutes lettres à ce contraires, clameur de haro & chartres Normandes, Dõné à Paris, le ſixieſme iour de Nouembre, l'an de grace mil ſix cens quatorze, & de noſtre regne le cinquieſme, & ſeellé du grand ſeel de cire iaune.

Par le Roy en ſon Conſeil,

RENOVARD,

Signé en queuë, DAMBOISE.